

4577 Bibl.Mont. -2

<36638167600014 S

<36638167600014

Bayer. Staatsbibliothek

CORPUS JURIS GENTIUM ACADEMICUM.

TOMUS II.

Bayerische
Staatsbibliothek
München

1696

CCXIII.

Extrait du Traité de Paix, & de Neutralité d'Italie, entre Sa Majesté tres-Chretienne, & Son Altesse Roiale, Monsieur le Duc de Savoye, conclu & signé à Turin le 29. Août 1696.

LE Roi tres-Chretien ayant toujours conservé pendant le cours de cette guerre un desir sincere de procurer le repos d'Italie, & Dieu aiant aussi inspiré les memes sentimens à Son Altesse Royale de Savoye, Sa Majesté de son côté a donné son Pleinpouvoir, Commission & Mandement au Sieur René de Froullay, Comte de Tessé, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General pour le Roi dans les Provinces du Maine & du Perche & Commandant presentement pour Sa Majesté dans les Païs & places de la Frontiere de Piemont; Son Altesse Royale de sa part ayant pareillement donné ses pouvoirs & mandemens au Sieur Charles Victor Joseph Marquis de Saint Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat de sadite Altesse Roiale: lesdits Plenipotentiaires, après s'etre reciproquement donné les Origineaux de leurs Pleinpouvoirs, en vertu, desquels ils traitent, sont convenu des Articles suivans.

Art. I.

QU'il y aura dorenavant pour toujours une Paix stable, & sincere entre le Roi, & son Roiaume, & Son Altesse Roiale, Monsieur le Duc Savoie, & ses Etats, comme si elle n'avoit jamais eté troublée, & le Roi reprenant les memes sentimens de bonté, qu'il avoit auparavant pour sadite Altesse Roiale comme elle supplie Son Altesse Roiale d'en etre persuadée, sadite Altesse renonce par le present Traité, & se depart entierement de tous engagemens pris, & de tous Traités faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus sous le nom de la Ligue, & se charge d'emploier tous ses soins, & de faire tout ce qu'il pourra, pour obtenir desdites Puissances, au moins de l'Empereur, & du Roi Catholique, la Neutralité pour l'Italie, jusqu'à la Paix generale, par un Traité particulier qui sera fait, ou au defaut dudit Traité par des declarations, que lesdits Empereur & Roi Catholique feront au Pape, & à la Republique de Venise, & qui seront en meme tems suivie de la retraite de toutes les troupes que les Alliés ont presentement en Italie ainsi qu'il sera marqué ci-après, & faut par les susdits Princes de donner leur consentement à ladite Neutralité d'Italie, sur la requisition, que Son Altesse Roiale en fera à l'Empereur, & au Roi Catholique, Son Altesse Roiale s'engage avec le Roi à une Ligue offensive & defensive jusqu'à la Paix generale, agissant conjointement avec les Troupes de Sa Majesté, & les siennes, comme de bons & loyaux

1696 yaux Alliés doivent faire, pour un même interêt, & pour faire la guerre contre l'Etat de Milan, & tous ceux qui voudront s'oppoſer à l'effet du preſent Traité. Au ſurplus pour temoignage evident du retour effectif de l'amitié du Roi pour Son Alteſſe Roiale, Sa Majeſté veut bien conſentir, & promet que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts ſainte Brigide, la Perouſe, & autres Forts en dependans ſeront raſés & demolis, quant aux ſeules Fortifications aux frais du Roi, & lesdites Fortifications demoliés, le tout ſera mis entre les mains de Son Alteſſe Roiale, auſſi bien que les Terres Domaines compris ſous le nom du Gouvernement de Pignerol, & qui avoient appartenu à la maiſon de Savoye devant la ceſſion, que Victor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Louis Treize, lesquelles Ville demolié, Citadelle, & Forts demolis & territoire ſeront pareillement remis à Son Alteſſe Royale, pour les tenir en Souverainité, & en jouir pleinement, & à perpetuité, & Elle, & ſes ſucceſſeurs à l'avenir comme d'une choſe leur appartenant en propre: au moien de laquelle preſente ceſſion Son Alteſſe Royale s'engage & promet, tant pour lui que ſes Heritiers, Succeſſeurs & ayant cauſe, de ne faire rebatir ni retablir aucune des ſusdites Fortifications ni en faire conſtruir de nouvelles, ſur & dans l'eſpace des ſusdits territoires, fonds & rochers, ni en quelque autre lieu, que ce ſoit cedé par le preſent Traité, ſuivant lequel il ſera ſeulement loiſible à Son Alteſſe Roiale ou aux habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une ſimple cloture de muraille non terraſſée & ſans Fortifications : Bien entendu qu'hormis dans ledit territoire cedé par le preſent Traité, Son Alteſſe Royale ſera en liberté de faire conſtruire telle Place, Places ou Fortifications qu'elle jugera à propos, ſans que le Roi le puiſſe aucunement trouver mauvais : Qu'en outre Sa Majeſté remettra à ſadite Alteſſe Roiale ſes Païs & Places conquiſes, Chateaux de Montmeillan, de Nice, Ville Franche de Suze, & autres ſans exception, ſans demolition, & dans leur entier avec la quantité de Munitions de Guerre & de bouche, Canons & Artillerie, tout ainſi qu'elles etoient pourvües & muniés alors qu'elles ſont tombées entre les mains de Sa Majeſté, ſans qu'il puiſſe être touché aux batimens, Fortifications, augmentations & ameliorations faites par Sa Majeſté, & après la reſtitution desdites Places Son Alteſſe Roiale pourra entretenir & augmenter les Fortifications comme choſes à lui appartenantes, ſans que le Roi ſur cela le puiſſe inquieter, ni le trouver mauvais : bien entendu que le Roi retirera de la Ville, Citadelle, & Forts de Pignerol, toutes les Artilleries, Munitions de guerre & de bouche, armes & effets amobiles de quelque nature qu'ils ſoient; Qu'à l'egard des revenus de la Ville, dependances & territoire de Pignerol, le Roi les remet à Son Alteſſe Roiale de la meme forme, & maniere que le Roi en jouit preſentement; & les diſpoſitions que le Roi peut en avoir faites ſubſiſteront de la ſorte portée par leur Contract, ou poſſeſſion ou acquiſition : que ladite reſtitution des Païs & Places de ſon Alteſſe Roiale, & remiſe de Pignerol raſé, & ces dependances comme deſſus, ſe fera enſuite de la ſignature du preſent Traité & ſeulement après que les

troup-

troupes etrangeres seront effectivement sorties d'Italie, & seront arrivées, savoir les Allemans, Troupes de Baviere, Brandebourg, Religionaires soldoiës par l'Angleterre & autres troupes auxiliaires reellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres trouppes qui sont presentement à la solde du Roi Catholique retournées dans le Milanois, en maniere que l'Execution d'aucun des Articles, ni restitution d'aucune place, n'aura lieu qu'après que ladite sortie des troupes telle qu'elle vient d'etre exprimée aura eté entierement accomplie: Bien entendu, que ladite sortie des Troupes etrangeres sera censée entierement accomplie, quoi qu'il arrivat, comme cela se pourroit, que les Espagnols en retirassent quelque petit nombre d'hommes pour recruter les corps, qui sont à leur Solde; & s'il y a quelques unes desdites troupes qui prennent parti, & entrent reellement dans les Etats de la Republique de Venise, elles seront censées etre entrées en Allemagne, dés qu'elles seront sur l'Etat Venetien, & remises à ladite Republique de Venise; & après la ratification du present Traité l'on travaillera incessament aux fourneaux necessaires pour la demolition des susdites Villes, Citadelle & Forts de Pignerol; mais au cas que Son Altesse Roiale jugeat à propos de continuer le secret du present Traité au dela du terme de ladite Ratification, il est convenu pour eviter l'eclat, que pourroit faire le travail desdits fourneaux, qu'on ne les commencera que quand après le tems de ladite Ratification, Son Altesse Royale le voudra; laquelle demolition se fera & l'on y travaillera, en maniere que deux ou trois mois après la sortie des Troupes ci dessus marquée, le tout soit remis à Son Altesse Royale, sur quoi il sera loisible d'envoyer un Commissaire pour y assister, & jusqu'à l'execution de ce que dessus, Sa Majesté veut bien pour la plus grande satisfaction de Son Altesse Royale lui faire remettre, lors qu'il en requerra Sa Majesté, deux Ducs & Pairs pour rester en Otage entre les mains de sadite Altesse Roiale qui les traitera selon la dignité de leur rang. 1696

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix ni de Treve avec l'Empereur, ni le Roi Catholique que Son Altesse Roiale n'y soit comprise dans des termes convenables & efficaces, & le present Traité sera confirmé dans celui de la Paix Generale, aussi bien que ceux de Querasque, de Munster, Pirenées & Nimegue, tant pour les quatre cents quatre vingt quatorze mille ecus d'or, qui sont mentionnés particulierement dans celui de Munster, à la decharge de Son Altesse Roiale, dont le Roi demeurera toujours garant envers Monsieur le Duc de Mantoüe, qu'en tout ce qu'ils contiennent, qui n'est point contraire au present, qui sera irrevocable & demeurera dans sa force & vigeur, le tout non obstant la presente remise de Pignerol & de ses dependances; & à legard des autres interets ou pretensions qui regardent la maison de Savoye, Son Altesse Roiale se reserve d'en parler par protestations, Memoires ou envoyes, sans que ce present Traité, puisse être prejudiciable à icelles pretensions.

V. Sa Majesté promet, & declare, que les Ambassadeurs de Savoye tant Ordinaires qu'Extraordinaires reçevront à la Cour de France tous

1696 tous les honneurs sans exception & dans toutes les circonstances que reçoivent les Ambassadeurs des Têtes couronnées, savoir comme le sont les Ambassadeurs des Rois, & que les Ambassadeurs tant Ordinaires qu'Extraordinaires de Sa Majesté dans toutes les Cours de l'Europe sans nulle exception, pas meme de celles de Rome & de Vienne traiteront aussi lesdits Ambassadeurs tant Ordinaires qu'Extraordinaires, & Envoyés de Savoye, de la meme maniere que ceux des Rois & Têtes couronées. Cependant comme cette augmentation d'honneur pour le traitement des Ambassadeurs de Savoye n'avoit jamais eté etabli au point que Sa Majesté l'accorde; Son Altesse Roiale reconnoit, que c'est en faveur du Traité soit Contract de mariage de Monseigneur le Duc de Bourgogne avec Madame la Princesse sa fille & Sa Majesté promet, que cette ditte augmentation aura lieu du jour que le Traité du mariage susdit sera signé.

VI. Que le Commerce ordinaire d'Italie se fera & maintiendra comme il etoit etabli avant cette guerre du tems de Charles Emanuel II. Pere de Son Altesse Royale: & enfin, l'on fera observér, & pratiquer en tout & par tout, entre le Roiaume & toutes les parties de l'Etat de Sa Majesté, & ceux de Son Altesse Royale, ce qui se faisoit, observoit & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emanuel second par le chemin de Suze à Savoye, & le Pont Beauvoisin, & Ville-Franche; chacun payant les droits & douanes de part & d'autre, les batimens françois continueront de paier l'ancien droit de Ville franche, comme il se pratiquoit du tems de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans ce tems là; les Courriers, & les Ordinaires de France passeront comme auparavant par les Etats de Son Altesse Roiale, & en observant les reglemens payeront les droits pour les marchandises, dont ils se seront chargés.

VII. Son Altesse Roiale fera publier un edit, par lequel Elle ordonnera sous de rigoureuses peines corporelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Lucerne, sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune communication sur le fait de la Religion avec les sujets du Roi, & s'obligera Son Altesse Roiale de ne point souffrir de la date de ce Traité aucun etablissement des sujets de Sa Majesté dans les Vallées protestantes sous couleur de Religion, & mariage ou d'autres raisons d'etablissement, commodité, heritage ou autre pretexte, ni qu'aucun Ministre vienne dans l'etendüe de la domination du Roi sans etre rigoureusement puni de peine corporelle; & qu'au surplus Sa Majesté n'entrera dans aucune connoissance de la maniere dont Son Altesse Roiale traitera les Vaudois à l'egard de la religion, Son Altesse Roiale s'obligeant de ne souffrir aucun exercice de la Religion pretendüe reformée dans la Ville de Pignerol & Terres cedées, comme Sa Majesté n'en souffre n'y n'en souffrira dans son Roiaume.

XII. Qu'il sera loisible à Son Altesse Roiale d'envoier des Intendans ou Commissaires en Savoie, Comté de Nice, Marquisat de Suse & Barcellonette, Pignerol & ses dependances, pour y regler ses interêts,

rets, droits, revenus, & etablir ses douanes & gabelles de sel, & au- 1696
tres; & lesdits Deputés seront reçus & autorisés dans leurs fonctions, après la ratification du present Traité, après laquelle lesdits droits seront & appartiendront à son Altesse Royale sans exception ni contradiction.

CCXIV.

Articulus XIII. Tractatus Pacis Ryswicensis inter Galliam & Magnam Britanniam. A. 1697.

QUantum ad Principatum Arausionensem, aliasque terras, & Do- 1697
minia, quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, Articulus separatus tractatus Neomagensis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. conclusi secundum formam & tenorem suum effectum plenum sortietur, atque ita omnes innovationes, & immutationes resarcientur, omnia arresta, edicta & alia acta, cujuscunque sint generis, absque ulla exceptione, quæ dicto tractatui ullo modo contraria sint, aut post conclusionem ejusdem intervenerint, pro infectis & annihilatis habebuntur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia restituentur prædicto Domino Regi eodem statu, & eodem modo, quibus iis utebatur, & fruebatur priusquam de possessione eorum dimotus esset, in tempore belli per dictum tractatum Neomagiensem compositi, aut quibus per eundem tractatum frui aut uti debet: & ad impetrandum finem omnibus molestiis, litibus, processibus & casibus, qui super hæc moveri possint, alteruter prædictus Dominorum Regum Commissarios nominabit, qui plena & summaria potestate illa omnia componere & expedire possint: & in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britanniæ impeditus fuerit, quo minus frueretur reditibus, juribus & commodis tam Principatus sui Arausionensis quam aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusum Tractatum Neomagensem, usque ad declarationem præsentis Belli sub dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædictus Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britanniæ restituet, & restitui efficiet realiter cum effectu & cum interesse debito omnes istos reditus, jura & commoda, secundum declarationem & verificationes coram dictis Commissariis faciendas.

CCXV.

Traité de Paix, conclu entre Louis XIV. Roi de France, & Charles II. Roy d'Espagne. A Ryswick le 20. Septembre 1697.

AU nom de Dieu & la tres-Sainte Trinité à tous présens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plû à la divine providence de préparer à la Chétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cœurs de tres-haut, tres-excel-

1697 lent & tres-puissant Prince Loüis quatorziéme, par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre; & de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes; lesquels souhaitans également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au retablissement de la tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en veuë que de la rendre solide & perpetuelle, par l'équité de ses conditions; leursdites Majestez ont unanimement consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince de glorieuse mémoire Charles Onziéme, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales: mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçeuë de l'heureux effet de ses conseils, & de ses bons offices; leursdites Majestez persistans dans la resolution d'arrêter au plutôt l'effusion de tant de sang Chrêtien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnôitre en la même qualité, tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Charles Douziéme Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestez tres Chrêtienne & Catholique, dans les Conférences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires nommez de part & d'autre. Savoir de la part de sa Majesté Tres-Chrêtienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cely, Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Loüis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, du Menillet & autres Lieux; & le Sieur François de Callieres, Chevalier, Seigneur de Caillieres, de la Rochechellay & Gigny. Et de la part de sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de saint Jaques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Supreme de Castille; & le Sieur Louis Alexandre de Soockart, Comte de Turimont, Baron de Gaesbecke, Conseiller du Conseil Suprême d'Etat des Pays-Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Pays. Lesquels après avoir imploré l'assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs Pleins-pouvoirs, dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir deüement fait l'echange par l'intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lilienroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est aquité de sa fonction de Médiateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité nécessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrêtienneté des conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confédération & perpétuelle Alliance & Amitié entre les Rois Tres-Chrêtien & Catholique, leurs Enfans nez & à naître,

tre, leurs Hoirs, Succeſſeurs & Héritiers, leurs Royaumes, Etats, 1697
Pays, & Sujets; qu'ils s'entraimeront comme bons Fréres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & la réputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur ſera poſſible, ce qui pourroit leur cauſer réciproquement quelque dommage.

II. En conſéquence de cette Paix & bonne union, tous Actes d'hoſtilitez ceſſeront entre leſdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vaſſaux par Terre, & généralement en tous lieux où la Guerre ſe fait par les armes de leurs Majeſtez, tant entre leurs Armées qu'entre les Garniſons de leurs Places, & s'il y étoit contrevenu par la priſe d'une, ou pluſieurs Places, ſoit par attaque, par ſurpriſe ou par intelligence, & même s'il ſe faiſoit des priſonniers, ou qu'il ſe commit d'autres actes d'hoſtilité par hazard ou autrement, la contravention ſera réparée de part & d'autre de bonne foi, ſans retardement ni difficulté, reſtituant ſans aucune diminution ce qui aura eté occupé, & delivrant les priſonniers ſans rançon ni payement de dépenſe.

III. Tous ſujets d'inimitié ou de meſintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une amniſtie perpetuelle de tout ce qui s'eſt fait pendant la préſente Guerre, ou à ſon occaſion, ſans qu'on puiſſe à l'avenir, ſous aucun prétexte, directement ni indirectement en faire aucune recherche, par voye de juſtice ou autrement, ſous quelque prétexte que ce ſoit, & leurſdites Majeſtez ni leurs Sujets, Serviteurs & Adherens n'en pourront témoigner de reſſentiment ni en prétendre aucune ſorte de réparation.

IV. Seront remiſes & laiſſées en la Poſſeſſion, Domaine & Souveraineté de ſa Majeſté Catholique, les Places de Gironne, Roſes & Belver en l'état, qu'elles ont eté priſes avec l'Artillerie, qui s'y eſt trouvée dans le même tems, & toutes les autres Villes, Places, Forts, Lieux & Chatellenies generalement quelconques, qui ont eté occupez pendant cette Guerre, par les armes de ſa Majeſté Très-Chrêtienne, & depuis le Traité de Nimégue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Eſpagne, leurs appartenances, dépendances & annexes ſeront remiſes en l'état auquel ils ſe trouvent à préſent, ſans en rien retenir, reſerver, affoiblir ni déteriorer. Sera auſſi remiſe de même au pouvoir, domaine & ſouveraineté de ſa Majeſté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort, & Fortifications en dépendans avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'eſt trouvé au jour de la priſe, avec toutes appartenances, dépendances & annexes.

V. La Ville & Fortreſſe de Luxembourg, en l'état auquel elle ſe trouve préſentement, ſans y rien démolir, changer, diminuër, affoiblir, ou deteriorer de Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y eſt trouvée au tems de la priſe: enſemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chini en toutes leurs conſiſtances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs appartenances, dépendances & annexes ſeront rendus & remis au pouvoir, Souveraineté, Domaine & poſſeſſion du Roi Catholique de bonne foi, pour

1697 en jouir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pû faire lors & avant le Traité de Nimégue, sans en rien retenir ni reserver si ce n'est ce qui en a eté cedé à sa Majesté Tres-Chrêtienne par le précedent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pareillement remise au pouvoir & sous la Souveraineté de sa Majesté Catholique avec sa dépendance en l'état auquel elle est à présent, sans y rien rompre, démolir, affoiblir ou déteriorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la Souveraineté, Domaine, & Possession de sa Majesté Catholique la Ville de Mons, Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à present, sans y rien rompre, demolir, affoiblir, ou deteriorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au tems de la prise, & la Banlieuë & Prévôté, appartenances, & dépendances de la même Ville en toute sa consistance; ainsi que le Roi Catholique en a joui, ou pû jouir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de sa derniere prise, sans y rien rompre, demolir, affoiblir ni déteriorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieuve, Châtellenie, appartenances, dépendances, & annexes, de ladite Ville, comme elles ont été cedées par le Traité de Nimégue, à la reserve des lieux ci-aprés; savoir, le Bourg d'Anthoin, Vaux, Guarrain, Ramecroix, Bethôme, Constantin, le fief de Paradis, lesdits derniers étant des enclavemens de Tournaisis, & ledit fief de Paradis, entant qu'il contribuë avec le Village de Kain, Havines, Mêles, Mourcourt, Kain, le Mont de Saint Audebert dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Caluelle, & Viers, avec leurs paroisses, appartenances & dépendances sans en rien reserver resteront en la possession & Sonveraineté de sa Majesté Tres-Chrêtienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de sa Majesté Catholique, sans préjudice neanmoins de ce qui a eté cedé à sa Majesté Tres-Chrêtienne par les precedens Traitez.

VIII. Sera remise au Pouvoir, Domaine, Souveraineté & Possession de sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état present avec l'Artillerie, qui s'y est trouvé au tems de la derniere prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville appartenances, dependances, & annexes conformement au Traité de Nimegue.

IX. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien fera aussi restituer à sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes, que ses Armées ont, ou pourroient avoir occupez jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque lieu du Monde qu'elles soient situées, comme pareillement sadite Majesté Catholique, fera restituer à sa Majesté Tres-Chrêtienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armées pourroient avoir occupez durant cette Guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix; & en quelques lieux qu'ils soient situez.

X. Tous

X. Tous les Lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi tres-Chrêtien a occupez & réunis depuis le Traité, de Nimegue dans les Provinces de Luxemburg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Pays-Bas, selon la liste desdites réunions produite de la part de Sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negociation, & dont Copie sera annexée au present Traite, demeureront à Sa Majesté Catholique absolument & à toûjours, à la reserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & qui sont par elle pretendus, pour raison des dependances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cedées à Sa Majesté tres-Chrêtienne, par le Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue, à l'egard desquels 82. Lieux susdits seulement dont la liste sera pareillement annexée au present Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessament après la signature du present Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucun d'iceux devront demeurer & appartenir, que pour convenir des échanges à faire pour des Lieux, & Villages enclávez dans les Pays de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que lesdits Commissaires ne pussent demeurer d'accord entr'eux, leurs Majestez tres-Chrêtienne & Catholique en remettront la derniere decision au jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que lesdits Seigneurs Rois ont reciproquement consenti de prendre pour Arbitres, sans prejudice neanmoins aux Ambassadeurs & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois tres-Chrêtien & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du present Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites réunions que des limites, & dépendances, demeureront de part & d'autres entiérement assoupies & terminées: en consequence cesseront toutes poursuites, sentences, separations, incorporations, Commises, decretemens, Confiscations, Reunions, Déclarations, Reglemens, Edits & tous Actes generalement quelconques donnez au nom & de la part de Sa Majesté tres-Chrêtienne pour raison desdites réunions, soit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, soit par tous autres Tribunaux de Justice, Intendant, Commises, ou Delegations contre Sa Majesté Catholique & ses Sujets, & seront revoqués & annullés à toûjours, comme s'ils n'avoient jamais été: & au surplus la generalité desdites Provinces, demeurera à Sa Majesté Catholique à la reserve de toutes les Villes, Places & Lieux cedez à Sa Majesté tres-Chrêtienne, par les précedens Traitez, avec les appartenances & dependances. 1697

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux & Villages, circonstances, dependances & annexes ci-dessus remis & cedez par Sa Majesté tres-Chrêtienne, sans en rien reserver ni retenir, rentreront en la possession de sa Majesté Catholique pour en joüir par elle & de toutes les prérogatives, avantages, profits & revenus, qui en dependent, avec la même étenduë, & aux mêmes droits de Proprieté, Domaine & Souve-

1697 Souveraineté qu'elle en jouïssoit avant la derniere Guerre, lors, & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimegue, & tout ainsi qu'elle en a pû ou du jouïr.

XII. La restitution desdites Places se fera de la part dudit Seigneur Roi tres-Chrêtien réellement, & de bonne foi, sans retardement ni difficulté pour quelque cause & occasion que ce soit à celui, ou à ceux qui seront à ce Deputez par ledit Seigneur Roi Catholique, immediatement après la Ratification du present Traité, sans rien demolir, affoiblir, diminuer ou endommager en aucune sorte dans lesdites Villes, & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications, édifices publics & bâtimens, faits auxdites Places, ni pour le payement, de ce qui pourroit être dû aux Soldats & gens de guerre, qui s'y trouveront lors de la restitution.

XIII. Le Roi tres-Chrêtien fera retirer de toutes lesdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'Artillerie que sadite Majesté a fait apporter dans lesdites Villes, depuis qu'elles ont été prises, toutes les Poudres, Boulets, Armes, Vivres, & autres Munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles seront remises à sadite Majesté Catholique; & ceux que le Roi très-Chrêtien aura commis pour cet effet, pourront se servir pendant deux mois des Chariots & des Bateaux du Pays : ils auront le passage libre tant par Eau que par Terre, pour faire emporter lesdites Munitions dans les Places de Sa Majesté tres-Chretienne, les plus voisines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magistrats des Places & Pays ainsi restituez feront donner toutes les facilitez qui dépendront d'eux, pour la voiture & conduire desdites Artillerie & Munitions; pourront aussi les Officiers, Soldats, & Gens de Guerre, qui sortiront desdites Places, en retirer & emporter les biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des habitans desdites Places, & du plat Pays, ni d'endommager les maisons, ni d'emporter aucune chose appartenante aux habitans.

XIV. Les prisonniers de quelque nature & condition qu'ils puissent être, seront mis en liberté de part & d'autre, & sans rançon, aussitôt après l'échange des Ratifications, en payant leur depense, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs legitimement devoir. Et si quelques-uns avoient été mis aux Galéres de leurs dites Majestéz, à l'occasion & par le malheur desdites Guerres seulement, ils seront promptement delivrez & mis en liberté, sans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit, & sans qu'on leur puisse demander en ce cas aucune chose pour leur rançon, ou pour leur depense.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite Amitié les Sujets des deux Côtez, quels qu'ils soient, pourront en gardant les Loix, Usages, & Coûtumes du Pays, aller, venir, demeurer, trafiquer & retourner au Pays l'un de l'autre comme bons marchands, & ainsi que bon leur semblera, tant par Terre que par Mer & autres Eaux, traiter & negocier ensemble, & seront soûtenus & defendus les Sujets au Pays l'un de l'autre, comme propres Sujets, en payant raisonnablement les

droits

droits en tous lieu accoûtumez, & autres qui par lesdits Rois ou leurs 1697
Successeurs seront imposez.

XVI. Tous les Papiers, Lettres, Documens concernans les Pays, Terres & Seigneuries qui seront cedez & restituez audits Seigneurs Rois par le present Traité de Paix, seront fournis & delivrez de bonne foi de part & d'autre dans trois mois, après que les ratifications du present Traité auront été échangées en quelques lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, même ceux qui auront été enlevez de la Citadelle de Gand & de la chambre des comptes de Lille.

XVII. Les contributions établies, ou demandées de part & d'autre, Represailles, envois de Fourage, Grains, Bois, Bestiaux, Utenciles, & autres espéces d'impositions sur le Pays de l'un & de l'autre Souverain, cesseront aussi-tôt après la Ratification du present Traité, & tous les arrérages ou parties, qui en peuvent être dûs ne pourront être reciproquement exigez, à quelque titre & sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Tous les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & Séculiers, Corps, Communautez, Universitez & Colleges seront retablis tant en la joüissance des honneurs, dignitez & Benefices dont ils étoient pourvû avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs droits, bien meubles & immeubles; rente à rachat dont les Capitaux demeurent en existence, & les rentes viagéres saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le parti contraire, ensemble de leurs droits, actions & succession à eux survenües, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçûs & échûs pendant cette Guerre, dés le saisissement desdits biens immeubles, rentes & Benefices jusqu'au jour de la Publication du present Traité.

XIX. Ne pourront semblablement rien demander ni prétendre des dettes, effets, & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Créanciers de telles dettes, & Dépositaires de tels effets & leurs héritiers ou ayant cause en puissent faire poursuite ni en prétendre recouvrement, lesquels rétablissemens, en la forme avant dite, s'etendront en faveur de ceux qui auront suivi le parti contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi dans leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XX. Et se fera ledit rétablissement des Sujets de part & d'autre, selon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimegue, nonobstant toutes Donations, Concessions, Déclarations, Confiscations, Commises, Sentences Préparatoires & Definitives, données par contumace en l'absence des parties & icelles non oüies, lesquelles sentences & leurs jugemens, demeureront nulles & de nul effet & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiére auxdites parties de revenir dans les Pays, d'où elles se sont retirées ci-devant, pour joüir en personne de leurs biens & meubles, rentes & revenus, ou

1697 ou d'établir leurs demeures hors desdits Pays, en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte, pour ce regard; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer ou commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & joüissance de leurs biens, rentes & revenus; mais non au regard des Benefices requerant residence qui devront être personellement administrez & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimegue, concernant les Benefices seront executez, & en consequence ceux qui ont été pourvûs de Benefices par celui des deux Rois, qui au tems de la Collation possedoit les Villes & Pays où lesdits Benefices sont situez, seront maintenus en la possession & jouissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entiére faculté de pouvoir vendre, changer, aliener, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de derniere volonté, des biens & effets meubles & immeubles, qu'ils ont ou auront situez sous la domination de l'autre Souverain, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat aucun ait besoin d'octroi, permission ou autre Acte quelconque que ce present Traité.

XXII. Comme il y a des rentes affectées sur la generalité de quelques Provinces dont une partie est possedée par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est conveñu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les rentes légitimement établies, ou deües sur les Domaines par les précedens Traitez & du payement desquelles ils apparoitra dans les comptes rendus aux Chambres des Comptes par les receveurs de leurs Majestez Tres-Chrêtienne & Catholique avant lesdites cessions, seront payées par leursdites Majestez aux Créanciers desdites rentes, de quelque domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre Nation sans distinction.

XXV. Et comme par le present Traité il se fait une Paix bonne & ferme tant par Mer que par Terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuve en Norwegue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de Saint Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la Publication du present Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre après le terme prefix seront rendues avec récompense de tous les dommages qui en seront provenus.

XXVI

XXVI. Il y aura en cas de rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un terme de six mois pour donner moyen aux Sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs effets & personnes où bon leur sembiera, & il leur sera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni proceder pendant ledit tems à aucune saisie desdits effets, & moins encore à l'arrêt de leurs personnes. 1697

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retireront aussi-tôt après la Ratification du présent Traité sur les Terres & Pays de leurs propres Souverains, & dans les Places, & lieux qui doivent reciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestez, après ou suivant le present Traité, sans pouvoir rester, sous quelque pretexte que ce soit, dans les Pays de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt après la signature de ce même Traité cessation d'armes, & d'hostilitez en tous endroits de la domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres Eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des droits, dont ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien est en possession, sur tous les Pays qu'il remet ou restituë audit Seigneur Roi Catholique sera continuée jusqu'au jour de la restitution actuelle des Places, dont lesdits Pays sont dependans, & que ce qui en restera dû, lors de ladite restitution, sera payé de bonne foi, à ceux qui en ont pris les fermes; comme aussi que dans le même tems les propriétaires des bois confisquez dans les dépendances des Places, qui doivent être remises à Sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les bois qui se trouveront sur le lieu: bien entendu que du jour de la signature du present Traité, toutes les coupes de bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimégue, & les précedens seront exécutez selon leur forme & teneur, excepté dans les points & Articles, ou il y aura été ci-devant derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement par le present Traité.

XXX. Toutes les procedures faites & les jugemens rendus entre particuliers par les juges, & autres Officiers de Sa Majesté très-Chrêtienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a joüi en vertu du Traité d'Aix la Chapelle, & qu'elle a cedé depuis à Sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roi très-Chrêtien en vertu du Traité de Nimegue, ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des differens, & procès poursuivis par les habitans desdites Villes & de leurs dépendances, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeissance de Sa Majesté très-Chrêtienne, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & Possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront être lesdits Jugemens & Arrêts revoquez en doute & annullez, ni leur exécution autrement retardée ou empêchée: bien sera-t-il loisible aux parties de se pourvoir par revision de la cause, & selon l'ordre & la disposition des Loix, & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur

force

1697 force & vertu, ſans prejudice de ce qui eſt ſtipulé à cet égard dans l'Article 21. du ſusdit Traité de Nimegue.

XXXI. La Ville & le Château de Dinant ſeront remis par Sa Majeſté tres-Chrêtienne à l'Evêque & Prince de Liége en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupez par les armes de Sa Majeſté.

XXXII. Sa Majeſté tres-Chrêtienne ayant témoigné ſouhaiter que l'Ile de Ponza qui eſt dans la Mer Mediterranée ſoit remiſe au pouvoir de Monſieur le Duc de Parme, Sa Majeſté Catholique en conſideration des offices de Sa Majeſté tres-Chrêtienne a bien voulu déclarer qu'elle fera retirer les Gens de Guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Ile au pouvoir & poſſeſſion de Monſieur le Duc de Parme, auſſi-tôt après la Ratification du preſent Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranqnilité publique que la Paix concluë à Turin le 29. d'Août 1696. entre Sa Majeſté tres-Chrêtienne, & Son Alteſſe Royale de Savoye ſoit auſſi exactement obſervée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendré dans le preſent Traité, & dans tous ſes points, tels qu'ils ſont contenu dans la Copie ſignée & ſéellée par les Plenipotentiaires de Savoye, & qui ſera jointe au preſent Traité, pour la manutention duquel Traité & du preſent leursdites Majeſtez donnent à Son Alteſſe Royale leur garantie.

XXXIV. Leursdites Majeſtez reconnoiſſans les offices, & les ſoins que le Sereniſſime Roi de Suede a continuellement employez pour le retabliſſement de la Paix ſont convenuës que Sa Majeſté Suedoiſe, ſes Royaumes & Etats ſeront nommement compris dans le preſent Traité, en la meilleure forme & maniere que faire ſe peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, ſeront compris tous ceux qui ſeront nommez de part & d'autre, d'un commun conſentement, avant l'échange des Ratifications, dans l'eſpace de ſix mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Lesdits Seigneurs Rois très-Chrêtien & Catholique, conſentent que Sa Majeſté Suedoiſe en qualité de Mediateur, & tous autres Rois, Princes & Republiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puiſſent donner à leurs Majeſtez leurs promeſſes & obligations de garantie, pour l'execution de tout ce qui eſt contenu au preſent Traité.

XXXVII. Et pour plus grande ſureté de ce Traité de Paix & de tous ſes points & Articles y contenus, ſera le preſent Traité publié, verifié & enregître tant au Grand Conſeil & autres Conſeils, & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Pays-Bas, qu'aux autres Conſeils des Couronnes de Caſtille & d'Arragon, le tout ſuivant & en la forme contenuë au Traité de Nimegue, de l'année 1678. comme ſemblablement ledit Traité ſera publié, verifié & enregître en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris; desquelles Publications & enregîtremens ſeront remiſes & delivrées des expeditions de part & d'autre, dans l'eſpace de trois mois après la Publication du preſent Traité.

XXXVIII.

XXXVIII. Lesquels points & Articles ci-dessus énoncez, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traitez, accordez, passez & stipulez, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdites Seigneurs Rois tres-Chrêtien & Catholique, au nom de leurs Majestez, lesquels Plenipotentiaires en vertu de leur plein-pouvoir, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens, & Etats, presens, & à venir des Rois leurs Maîtres, qu'ils seront inviolablement observez, & accomplis, & de les faire ratifier purement, & simplement sans y rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques, & sellées, ou tout le present Traité sera inseré de mot à mot, dans six semaines à commencer du jour & datte du present Traité, & plutôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur Roi tres-Chrêtien, le plûtot qu'il pourra, en presence de telle personne, ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera solemnellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur d'observer & accomplir pleinement & réellement & de bonne foi, tous les Articles du contenu au present Traité, & le semblable sera fait aussi, le plûtôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique en presence de telle personne, ou personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi tres-Chrêtien deputer. En temoignage desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le cachet de leurs armes. Fait à Ryswick en Hollande, le vingtieme Septembre seize cent quatre vingt & sept. Ainsi signé sur l'original. 1697

(L. S.) N. Lillienroot.

De Harlay Bonnevil. (L. S.)	Don Francisco Bernardo de Quiros. (L. S.)
Verjus de Crecy. (L. S.)	El Comte de Tirimont. (L. S.)

(L. S.) De Callieres.

CCXVI.

Acte confirmatoire des Articles du Traité de Nimegue, & de celui de Ryswick entre la France & l'Angleterre, touchant la Principauté d'Orange de l'An 1698.

Comme par l'Article 13. du Traité de Nimegue, & de celui de Ryswick entre sa Majesté & le Roi d'Angleterre, il est expressement porté, que quant à la Principauté d'Orange & autres Terres, & Seigneuries, qui appartiennent audit Roi, l'Article separé du Traité de Nimegue conclus de dixiéme du mois d'Aout 1678. entre sadite Majesté, & les Etats Generaux des Provinces Unies sera entierement exe- 1698

1698 cuté selon la forme & teneur & qu'en consequence de toutes innovations & changemens, qui se trouveront y avoir eté faits depuis & au prejudice dudit Traité de quelque Espece qu'ils soient, seron treparés sans aucune exception & tous les Arrets, Edits & autres actes posterieurs & qui pourroient y etre contraires, de quelque maniere que ce soit, demeureront nuls & de nul effet, sans qu'à l'avenir il se puisse rien faire de semblable à cet egard, en sorte que l'on rendra audit Roi d'Angleterre tous lesdits biens au même etat & en la maniere, en laquelle il les possedoit avant qu'il ait eté depossedé pendant la guerre, qui a eté termineé par la Paix de Nimwegue, & qu'il devoit les posseder & enjouir aux termes & en vertu dudit Traité; & que pour d'autant plus preven r & terminer sans retour toutes les difficultés, troubles, pretentions & proces nés & à naitre à l'occasion desdits biens, sa Majesté & ledit Roi d'Angleterre nommeront des Commissaires de part & d'autre, & leur donneront pouvoir de decider ou accommoder entierement tous les differens, & sa Majesté en execution dudit Article 13. veut & entend que le Rois d'Angleterre soit remis en possession de tous lesdits bien au même etat, & en la maniere, en laquelle il les possedoit & enjouissoit avant qu'il eut eté depossedé pendant la guerre qui a eté terminée par la paix de Nimegue, ou qu'il devoit les posseder & en vertu dudit Traité, bien entendu, que pour la parfaite execution dudit Article, & pour prevenir & terminer sans retour toutes les difficultés, toubles, pretentions & procès nés & à naitre à l'occasion desdits bien, il sera nommé par Sa Majesté d'une part & d'autre par le Roi d'Angleterre des Commissaires qui auront pouvoir de decider ou accomoder entierement tous les differens. Fait à Versailles le 30. Jour de Mai 1698.

Signé LOUIS, & plus bas, par le Roi, Colbert. & scellé à coté du scel secret du Roi.

CCXVII.

Tarif arreté entre les Commissaires du Roi Tres-Chrêtien, & les Commissaires des Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, en execution de l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswick le 20. Septembre 1697. contenant les droits qui seront payés, tant aux entrées du Roiaume sur les Denrées & Marchandises du Cru, Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Generaux, qu'aux entrées des Provinces Unies sur les Denrées & Marchandises du Cru & Fabrique de France.

1699 Le Roi tres-Chrêtien, & les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, desirant d'executer l'Article XII. du Traité de Commerce, conclu à Ryswik le 20. Septembre 1697. & conformément à la disposition de cet Article, faire un nouveau Tarif commun, suivant la convenance reciproque, auroient nommé des Commissaires pour y travailler, savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Lagny,

Lagny, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur Général du Commerce, Jean Remy Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Peletyer, Conseiller Secretaire du Roi: Et de la part des Etats Generaux, Guillaume Nieuport, lequel se seroit rendu pour cet effet dans la Ville de Paris, où lesdits Seigneurs Commissaires après diverses Conferences tenuës pour satisfaire à l'article douze dudit Traité, & achever de rétablir le Commerce & la Navigation reciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les articles suivans ne paieront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées du Roiaume, que les Droits ci-après reglés au lieu de ceux portés par le Tarif du 18. Avril 1667., & par les Arrêts posterieurs; 1699

SAVOIR,

Baleine coupée & aprêtée, le cent pesant paiera neuf Livres, ci 9. Liv.

Baracans, la piece de vingt-deux aûnes paiera cinq Livres, ci 5. Liv.

Beurre d'Hollande, le cent pesant paiera douze Sols, ci 12. Sols

Bufles, Essans & Cerfs passez en Bufles, Collets & Coltins de Bufles, le cent pesant payera vingt-six livres, ci 26. liv.

Camelots à ondes & demi soye & de toutes autres sortes, la piece de vingt aûnes payera huit livres, ci 8. liv.

Cire blanche, le cent pesant payera onze livres, ci 11. liv.

Cuirs de Bœuf tannez de toutes sortes, la douzaine payera quatorze livres, ci 14. liv.

Cuirs de Vache tannez, la douzaine payera sept livres, ci 7. liv.

Draps d'Hollande de toutes sortes & couleurs, la piece de vingt-cinq aûnes payera cinquante-cinq livres, ci 55. liv.

Et les pieces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.

Fanons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de trois cens livres ou environ payera vingt livres, ci 20. liv.

Fer blanc, le baril de quatre cens cinquante feuilles doubles payera vingt livres, ci 20. liv.

Le Baril de simples feuilles payera dix livres, ci 10. liv.

Fromages d'Hollande de toutes sortes, le cent pesant payera une livre dix sols, ci 1. liv. 10. sols

Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique du poids de cinq cens vingt livres payera sept livres dix sols, ci 7. liv. 10. sols

Moruë verte ou Cabillaud salé, le Baril pesant trois cens livres payera cinq livres, ci 5. liv.

Et les Barils pesant plus ou moins, payeront à proportion.

Maquereaux, le Lest de douze Barils payera douze livres, ci 12. liv.

Plumes à écrire, le cent pesant payera quatre livres, ci 4. liv.

Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines payera cinq sols, ci 5. sols

Porcelaine contrefaite ou Fayence d'Hollande, le cent pesant payera dix livres, ci 10. liv.

1699 Rubans de fil, le cent peſant payera huit livres, ci 8. liv.

Ratines Drapées ou aprêtées en drap de cinq quarts, ou quatre tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aûnes payera cinquante-cinq livres, ci 55. liv.

Et les pieces de plus grande ou de moindre longueur, à proportion.

Ratines Drapées de deux tiers de large, la piece de vingt-cinq aûnes payera vingt-ſept livres dix-ſols, ci 27. liv. 10. ſols

Ratines Friſées de cinq aûnes payera quarante-deux livres, ci 42. liv.

Ratines Friſées de deux tiers de largeur, la piece de vingt-cinq aûnes payera vingt-une livres, ci 21. liv.

Soyes de Porc, le cent peſant payera quatre livres, ci 4. liv.

Savon vert, noir, mol & liquide, le cent peſant payera deux livres, ci 2. liv.

Serges de Seigneur, & Serges façon d'Aſcot, la piece de vingt aûnes payera huit livres, ci 8. liv.

Serges Drapées façon de Florence, Angleterre & autres Païs, blanches & teintes, la piece depuis treize juſqu'à quinze aûnes payera onze livres, ci 11. liv.

Sucre rafiné en pain ou en poudre, Candis, blanc & brun, le cent peſant payera vingt-deux livres dix ſols, ci 22. liv. 10. ſols

Toiles d'Hollande fines & ouvrées, ſoit cruës, jaunes, blanches & biſettes, tant fines, moyennes que groſſes, la piece de quinze aûnes payera deux livres, ci 2. liv.

I. Les Denrées & les Marchandiſes du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Generaux, ſpecifiées en la preſente Convention payeront les Droits ci-devant expliqués, à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obeïſſance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandiſes du Cru, des Pêches & de la Fabrique des Sujets des Etats Generaux, non compriſes dans la preſente Convention, enſemble toutes les Marchandiſes de leur Commerce contenües dans le Tarif du 18. Avril 1667., ou dans les Déclarations & Arrêts poſterieurs payeront pareillement à toutes les entrées du Royaume, Terres & Païs de l'obeïſſance du Roi les Droits ordonnés par ledit Tarif, & par leſdites Déclarations & Arrêts poſterieurs.

III. Les Droits établis par la preſente Convention, & ceux compris dans les deux Articles precedens, ſeront également payés dans le tems des Foires ſur les Denrées & Marchandiſes du Cru, des Pêches, Fabrique & Commerce des Provinces Unies, tant par les Sujets de Sa Majeſté, que par ceux des Etats Generaux, ce qui ſera pareillement executé, même à l'entrée des Ports des Villes de Dunckerque & de Marſeille, le tout nonobſtant toutes Franchiſes & privileges, ſans préjudice néanmoins de l'execution de l'Art IX. du Traité de Commerce de Ryſwick, pour les Marchandiſes de Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandiſes du Crû, de la Pêche & Fabrique des Sujets des Etats Generaux, enſemble toutes les Marchandiſes de leur Commerce, qui ne ſont point exprimées dans

la

la presente Convention, ni dans le Tarif du 18. Avril 1667., ni dans les Déclarations & Arrêts posterieurs, payeront aux entrées & aux sorties les Droits portés par le Tarif du 18. Septembre 1664. par tout où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnés par les differens Tarifs, qui y sont executés. 1999

V. Les Denrées, & les Marchandises dont les Droits aux sorties & aux entrées ne sont point fixez par les Tarifs de 1664. & 1667. & par les Edits, Déclarations & Arrêts posterieurs, ni par cette Convention, payeront cinq pour cent à la sortie, & cinq ou dix pour cent à l'entrée suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'état des sorties qui composent le Tarif de 1664., dans les lieux où il a cours; & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est reglé par les differens Tarifs qui y sont executez.

VI. Les Edits, Declarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux, par lesquels certaines Denrées, & certaines Marchandises peuvent entrer dans le Roayume, Terres & Païs de l'obeïssance du Roi à l'exclusion de tous autres lieux & passages, ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui défendent l'entrée dans l'étendüe des Païs de l'obeïssance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui défendent la sortie de quelques autres, seront excutez selon leur forme, & teneur.

VII, Comme aussi lesdits Srs. Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du crû & fabrique de France, Terres & Païs de l'obeïssance du Roi, ci-après declares, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet prochain, aut entrées des Païs, Terres & Seigneuries de l'obeïssance des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, que les Droits ci-après.

SAVOIR,

Beurre, le cent pesant payera dix sols, ci — 10. sols

Fromage, le cent pesant payera un florin quatre sols, ci — 1. fl. 4. s.

Jambons, le cent pesant payera un florin douze sols, ci — 1. fl. 12. s.

Melasse ou Sirop sortant du sucre, le cent pesant payera cinq florins, ci — 5. flor.

Cidre & Poire, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera quatre florins, ci — 4. flor.

Verre à faire vitres, le panier payera dix sols, ci — 10. s.

Verres à boire payeront cinq pour cent de leur valeur.

Verjus, le Tonneau composé de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera quatre florins, ci — 4. flor.

Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre barriques, deux pipes, trois poinçons ou six tiersons, payera deux florins, huit sols, ci — 2. fl. 8. s.

Et pareillement lesdits Srs. Commissaires sont convenus que le Visargent ne payera à la Sortie des Païs, Terres & Seigneuries des Etats Generaux pour la France, Païs, Terres & Seigneuries de l'obeïssance du Roi, le cent pesant que quatre florins, ci — 4. flor.

VIII.

1699 VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes fixées par la presente Convention sur chacune espece: Et à l'égard des Denrées & Marchandises du crû, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la presente Convention, elles payeront les Droit ordonnes par les Tarifs des Provinces Unies des Païs-bas, & ceux qui y sont presentement établis & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la presente Convention, seront executés pendant le tems porté par l'Article XLIV. du Traité de Commerce de Ryswick, & auront la même force & viguer que s'ils y étoyent inserés, sans au surplus déroger audit Traité; comme aussi les Ratifications en seront données en bonne forme & échangées, dans le tems de quinze jours, à compter de ce jourd'hui.

X. En foi de quoi, Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Ordres & Pouvoirs, avons signé ces Presentes à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Etoit signé,

DE LAGNY, GUILL. NIEUPORT.
HENAULT,
PELETYER.

Acte pour l'execution du Tarif avec le premier jour de Janvier 1700.

Par le Tarif arreté le vingt-neuviéme Mai mil six cens quatre vingt dix neuf, entre Nous Jean Baptiste de Lagni, Conseiller Secretaire du Roi, & Directeur General du Commerce; Jean Remi Henault, Conseiller Secretaire du Roi, Secretaire du Conseil d'Etat & Privé; & Antoine Peletyer, aussi Conseiller Secretaire du Roi, Commissaires nommez à cet effet de la part de Sa Majesté: Et Guillaume Nieuport, aussi Commissaire nommé de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas; il a eté convenu unanimement que les Especes comprises dans les Articles qui composent ledit Tarif, ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet 1699. tant aux entrées du Royaume qu'aux entrées desdites Provinces-Unies, que les Droits specifiez par ledit Tarif, au lieu de ceux portez par le Tarif du dix-huit Avril 1667. Et par les Arrêts posterieurs, & par l'Article IX. dudit Tarif, il est porté que les Ratifications en seront échangées en bonne forme, dans le tems de quinze jours, à compter de celui de la Signature: Mais comme l'échange des Ratifications n'a pas eté fait dans le tems prescrit par ledit Article, & qu'il n'a pû se faire que depuis l'expiration dudit jour premier Juillet; Nousdits Commissaires de Sa Majesté & desdits Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs & suffisans, sommes convenus que l'execution dudit Tarif qui devoit commencer ledit jour premier Juillet 1699. ne commencera que le premier Janvier 1700. & que la presente Déclaration aura la même force & vertu que ledit Tarif. En témoin

de

de quoi, Nousdits Commissaires avons signé la presente de Nôtre main. A Paris le septiéme Decembre mil six cens quatre vingt dix-neuf. 1699

DE LAGNI. GUILL. NIEUPORT.
HENAULT.
PELETYER.

Acte de Reservation de Droit touchant le harang donné par Mr. Nienport Commissaire de Leurs Hautes Puissances, à Mr. le Marquis de Torci dans le tems de l'échange des Ratifications.

Copie Manuscrite & Authentique.

LE soussigné Commissaire des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, a ordre de déclarer, que l'Intention desdits Etats Generaux, en faisant la Convention sur le Tarif de convenance reciproque le 29. Mai 1699. n'a eté nullement de faire aucun préjudice, ou innovation au Droit, que les Sujets desdits Etats Generaux peuvent ou prétendent avoir acquis par le Traité de Commerce de Ryswick au sujet du harang de la pêche des Sujets desdits Etats Generaux, mais au contraire qu'ils atendent de la Justice, & de l'affection du Roi T. C. pour lesdits Etats Generaux, que ledit harangue pourra pas être chargé au de là de ce que porte le Tarif de 1664. & que Sa Majesté aura la bonté de faire examiner, si selon le VII. Article dudit Traité, il peut être chargé en aucune façon davantage que le harang de la pêche des Sujets de France. Fait à Versailles ce - - - Decembre 1699.

GUILL. NIEUPOORT.

CCXVIII.

Extract aus dem Carlowitzischen Friedens-Schluß zwischen Kayserl. Majest. und der Ottomannischen Pforte Anno 1699.

Art. I.

REgio Transylvaniæ, quemadmodum de præsenti est in possessione, & potestate Cæs. Majestatis, ita maneat in Ejusdem Dominio: Et à Podoliæ Confinio, usque ad extremum Vallachiæ Confinium, suis Montibus, qui antiqui fuerunt Limites ante præsens bellum inter Transylvaniam ex una parte, & Moldaviam atque Vallachiam ex alia parte, atque à Confinio Vallachiæ usque ad Flumen Marusium, pariter suis Montibus, qui antiqui fuerunt Limites, circumscribatur; & sic utrinque observatis antiquis Limitibus, nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

Art. V. Ab ostio amnis Bossut in Savum effluentis, usque item in Savum elabentis Unnæ Fluvii ostium, Savi altera quidem pars pertinens

1699 tinens ad Ditionem Cæsaream, possideatur ab Ejus Majestate; altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomannorum.

Interfluens Fluvius Savus, & Insulæ in hoc communi tractu sitæ, sint communes, & usus tum ad navigationem ultro citroque, tum ad alias commoditates utriusque partis Subditis pariter communis sit, utrisque religiose observantibus pacificum, & imperturbatum ultro citroque commercium.

Usque ad Unnam Fluvium Regio pertinens ad Dominium Imperialis Ottomannicæ Majestatis, qua Bosniam spectat, citerioribus ripis Unnæ Fluvii definiatur atque terminetur evacuatis Novi, Dubizza, Jessenovizza, Doboy, & Brod ex parte Bonensi: & qualicunque alio simili loco in hoc Tractu existente, & deductis inde Præsidiis Cæsareis, ista pars omni modo libera relinquatur: Castanoviz autem, & Insulæ infra Terram Novi versus Savum cum ulterioribus ripis ejusdem Unnæ, cum sint & maneant in potestate Romanorum Imperatoris, prædictis Limitibus hinc distinguantur.

Loca demum ultra Unnam longe à Savo sita, & ab utraque parte Præsidiis conservata, atque possessa cum Terris ante præsens bellum ad eadem spectantibus, maneant iterum in potestate utriusque possidentis partis, ea conditione, ut Commissarii utrinque mox deputandi Districtus atque Territoria singulatim deductis particularibus Lineis separantes, per fossas, lapides, palos, aut alia quacunque ratione, ad evitandam confusionem posita signa, segregent atque disjungant; in partibus Croatiæ usque ad ultimum Continium, & terminum Locorum in utriusque Dominii possessione permansurorum.

Et ex utraque parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex prædictis Signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus, ad exemplum aliorum severissime puniatur.

Commissariis vero ad distinctionem, & positionem Limitum in isto Confinio, quoad fieri poterit, quam celerrime deputandis Regiis Edictis demandetur, ut ad tranquillitatem, & securitatem Subditorum utriusque Dominii sedulo animum adhibentes sine controversia, & sine quacunque particulari complacentia Terras optime separent, atque manifeste distinguant.

Cum siti in altera Savi parte, qua Dominium Imperiale Ottomannicum recipit, munimenti Brod Fortificationes utpote recenter â Militiis Cæsareis factæ, tempore educendi Præsidii Cæsarei, everti debeant, locus autem ille sit commodissimus ad mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto & commodo recinctu civitas, ita tamen ut in Arcis aut Munimenti formam non redigatur.

Art. VII. Licitum & liberum esto utrique partium pro Confiniorum suorum securitate, quocunque meliori visum fuerit modo, arces, munimenta, & loca, per præsentes Tractatus pacifice possessa, quæcunque de facto extant, reparare, munire, & fortificare, exceptis

illis,

illis, de quibus utrinque nominatim cautum est. Ad Incolarum vero commodas habitationes in extremis Confiniis apertos pagos ædificare ubique sine impedimento, & sine exceptione utrique parti liceat, dummodo sub hoc prætextu fortalitia non erigantur. 1699

CCXIX.

Extract aus dem Carolowitz schen Friedens-Schluß, zwischen der Ottomannischen Pforte und Venedig. A. 1699.

Art. I.

L'Isola di Santa Maura colla sua Fortezza, e Capo di Ponte, detto Paracia, senza veruna estensione maggiore in Terra ferma, e l'Isola di Leucade attaccata à Santa Maura, restaranno nel possesso, e Dominio della Republica di Venezia.

Art. VI. Le Isole dell'Arcipelago, e di quei Mari restaranno in quello Stato che erano avant' il principio di questa ultima Guerra nel possesso del Eccelso Imperio; nè si pretenderanno dalla Republica caraggi, ò siano contribuzioni, od altro introdotto nel tempo della presente Guerra.

Art. VIII. Nella Dalmazia le Fortezze di Cnin, Sing e Ciclut, e Gabella, essendo al presento nel possesso, è Dominio della Republica di Venezia, restaranno nel pacifico possesso, e Dominio della medesima; mà poiche si devono porre li Limiti in tale forma che li possessi restino chiari, e li sudditi di ambe le parti in quiete, e tranquillità, nesi possa venir à qualsivoglia imaginabile differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la tranquillità delli confini; si è accordato che della Fortezza di Cnin alla Fortezza di Verlika, e da quella alla Fortezza di Sing, e da questa alla Fortezza di Duare, detta Zadvaria, e da quella alla Fortezza di Vergoratz, e parimente da questa alla Fortezza di Ciclut, e Gabella, si tirino Lineerette, el si separino li confini, si che dentro le dette Linee verso il Dominio Veneto, & il Mare tutte le Terre e li Distritti colli Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi, restino nel solo possesso e Dominio della prememorata Republica e le Terre, & Distritti, che seranno fuori della detta Linea, restino nel possesso è Dominio dell'Eccelso Imperio, colli Castelli, Forti, Torri, e Luoghi chiusi, essistenti in quelli, e non si permetterà per l'avenire alcuna estensione, e dilatazione, ò restrizzione ne dall'una, ne dall'altra parte. E le dette Linee secondo l'abilità de i luoghi si faranno chiare, e manifeste colli termini ò di colli, e Boschi, ò di Fiumi, & acque correnti & ove il luogo non darà evidenza, si poneranno segni di Fosse, ò Pali, ò Colonne, comme frali Commissarii d'ambe le parti destinati à questa designazione di commune concerto si trovarà à proposito, è per che dette Fortezze nel possesso della Republica habbiano anche ni fronte spazio conveniente di Territorio, alle Fortezze di Cnin, Verlika e Sing, Duare e Vergoraz, e Ciclut, si assignara dalli Commissarii lo Spazio di un' ora di Paese, con rettitudine ò linea semicri colare, conforme lo permetterà ò lo richiederà

1699 la convenienza del Terreno; la Fortezza di Cnin havera il suo fianzo verso le parti della Croazia fin' al confine del Cesareo Dominio, senza verun pregiudizio delli trè Dominii, che haveranno inquella parte li termini delli loro confini, ma si haverà sempre da osservarsi il Jus accordato à cadaun di questi trè Dominii per questa universale Pace.

La sudetta linea si osserverà dall' una, e dall' altra parte, ma se vicino, ò dentro in quella, venisse à restare qualche Fortezza dell' Eccelso Imperio, restando nelle spalle di quella il suo Territorio intiero, nella fronte semi-circolarmente haverâ da goder il Terenno posto dentro la circonferenza parimente dello Spazio d'una ora. E per la Fortezza di Ciclut parimente nella fronte si darà il territorio nello spazio di unora, e nel franco fuori della linea lo spazio di due ore di terra, tirandosi una linea retta fin' al mare.

Et inquesta forma, e regola essendo distinto il Confine, e posti li termini, e separate le Terre da posse dersi, si osservaranno inviolablimente, e senza veruna mutazione, e se alcuno mai havera l'ardire di violare qualche segno ò di trasgredire qualche termine, e gli Uffiziali ancora, che mancaranna nella dovuta cura col meritato castigo delli delinquenti, tanto dall'una, quanto dall' altra parte, saranno severamente puniti.

Et à caso li Commissarii havessero l'incontro di qualche difficolta, che non potessero accordarsi, informaranno li loro Padroni sinceramente e realmente, affindre cogli Uffizii delli Rappresentanti delle Maestá Cesarea & Brittanica e degli alti Potenti stati Generali delle Provincie Unitie presenti alla fulgida Porta si definisca amichevolmente: E per simile od altra qualsivoglia differenza di confine non si venirà ad alcune ostilitá, ne s'in torbidarà la quiete delli subditi, nè s'inderà alterare la Pace conchiusa coll' Eccelso Imperio.

Art. IX. Il Territorio, e li Distritti della Signoria di Ragusa saranno continuati colli Territorii, e Distritti del l'Eccelso Imperio, levandosi ogni ostacolo, che impedisce la continuazione, e la communicazione delle Terre della detta Signoria colle Terre medesimo Imperio.

Art. X. Nella vicinanza di Cattaro, Castelnuovo, e Risano, essendo attualmente nel possesso, e Dominio della Republica di Venezia, restino nel pacifico possesso, e Dominio dello medesima Republica, colle loro Terre; e l'istesso s'intenda per qualunque altra Fortezza in quella parte essistente attualmente nel possesso della medesima.

E li Commissarii che seranno destinati dall' una, e l'altra parte, sino d'esperimentata probità, affinche senza alcuna propria passione, giudicando realmente questo importante atjare, anco in quella parte separino li Territorii, e li distinguano con evidenti segni, si che si levi l'occasione d'ogni torbidezza, mà da quella parte ancora si avertisca, che non s'interrompa la continuazione intiera delle Terre di Ragusa, con quelle dell' Imperio.

CCXX.

CCXX.

1699

Instrumentum Pacis inter Regem Regnumque Poloniæ, & Portam Ottomannicam initæ Carlowitii in Sirmio An. 1699.

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis!

AD perpetuam rei memoriam omnibus & singulis, quorum interest, notum sit; Quandoquidem inter Regnum Polonicum & Excelsum Imperium intercedens diuturnum dissidium, Serenissimo & Potentissimo Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rege *Guilielmo Tertio*, & Præpotentibus Generalibus Fœderati Belgii Statibus sistendi humani sanguinis, & reducendæ reciprocæ quietis desiderio, ad procurandos hujus almæ Pacis Tractatus Mediationem suam interponentibus, atque officia omnia & omnes conditiones Mediationis diligenti opera & studio explentibus, Excellentissimis Dominis ad fulgidam Portam Legatis Plenipotentiariis, *Guilielmo*, Domino *Paget*, Barone de Baudesert, in Comitatu Staffordiensi, ejusdem Comitatus Regis Locum tenente, ex parte Majestatis Britannicæ: & Domino *Jacobo Colier*, ex parte Præpotentium Generalium Fœderati Belgii Ordinum, favente Deo, reciproca utrinque inclinatione, atque propensione sopiri, & penitus extingui placuerit, atque Carlovizi ad confinia Sirmii, ubi Congressus Legatorum Plenipotentiariorum ex inclytæ Mediationis dispositione institutus fuerat, inito. Tractatibus de Pacis Articulus cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino *Mehmet Efendi*, magno Cancellario Excelsi Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino *Alexandro Mauro Cordato* de nobili stirpe Scarlati, ab intimis secretis ejusdem Excelsi Imperii ad tractandam Pacem Legatis Plenipotentiariis post aliquas Sessiones tandem annuente divina Clementia negotium hoc almæ, desideratæque Pacis feliciter in mutuas Leges coaluerit, & integerrima iterum amicitia, & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmannorum Imperatorem Sultanum, filium *Sultani Mehmeti*, *Sultanum Mustafa*, & Serenissimum ac Potentissimum Regem *Augustum Secundum*, Dominum meum Clementissimum & Rempublicam Poloniarum, super undecim mutuo consensu compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominium observanda, perfecta & conclusa, restituta & renovata est, qui articuli subinde singulatim describuntur.

Art. I. Cum Excelso perpetuitati subnixo Imperio multo abhinc tempore intercedente ope & favore Dei altissimi sublata hostilitate, conciliatione & bonæ vicinitati congrua cum sinceritate antiqua amicitia iterum coalescente, ut hostilitates utrinque amoveantur, & subditi pristina securitate, quiete ac tranquillitate fruantur, ante ultima duo bella constituti veteres limites restituantur ac stabiliantur, & confinia provinciarum subditarum Poloniæ, a confiniis Imperialibus tum Moldaviæ, tum aliorum districtuum, subjectorum Excelso Imperio, antiquis limitibus separentur, ac distinguantur, neve utrinque aut prætensio

1699 tensio aut extensio deinceps fiat, sed limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam sacri, religiose observentur atque colantur.

Art. II. Quæcunque sive munimenta seu loca, vel majora vel minora intra veteres Moldaviæ limites, ante penultimum bellum existentes, sita atque hucusque detenta sunt a Dominis Polonis, eductis atque extractis inde militiis Polonicis, evacuentur, & Moldaviæ provincia maneat ex integro libera, ante postremum bellum, in quo erat, pacifico statu.

Art. III. Intra veteres quoque ante postrema duo bella versus Poloniæ limites situm Caminieci fortalitium, eductis inde Musulmannicis militiis evacuetur & integrum relinquatur, & Podoliæ atque Ukrainæ Provinciarum nulla deinceps ab Excelso Imperio fiat prætensio, & Ukrainæ Kosacorum Hatmanni nomine substitutus, qui modo in Moldavia residet, Hatmannus amoveatur; Cumque limites antiqui Poloniæ & Moldaviæ manifesti sint, si commodum fuerit tempus, ab initio futuri Martii inchoetur evacuatio, & quam citius fieri poterit, quamprimum militia Polonica ex Moldavia educatur, & Munimenta & loca illius evacuentur, & Moldavia maneat libera; simulque ab initio Martii Caminiecensis fortalitii evacuatio inchoetur, atque evacuationis negotium, ubi prius perfici poterit, sine hæsitatione & sine tarditate & negligentia in executionem deducatur, & Caminiecensis fortalitii evacuatio ad summum usque 15. Mensis Maji ad finem perducatur: & quo cum facilitate & celeritate dicti fortalitii fiat evacuatio, ad onera imponenda & transvehenda, quoad fieri puncto curribus & jumentis transportationem coadjuvent Poloni, & ubique evacuationis negotium cum securitate & salva re peragatur. In quibus evacuationibus fortalitiorum & aliorum locorum quoquo pacto munitorum, se subditis, quicunque voluntarie exire velint, cum propriis rebus & suppellectile exeant tuto & secure, & quicunque remanere velint, item tuto remaneant, & utrinque nullatenus impediantur. Et cum evacuatio fortalitiorum & locorum a principio Martii mensis utrinque inchoari debeat, instantiam de tormentorum Camenieci relictione, scilicet ex propriis atque ibi repertis, Ablegatus Polonus quam primum ad fulgidam Portam expediundus, afferat ad solium Imperatoris.

Art. IV. Nemo Subditorum Excelsi Imperii cujuscunque conditionis, præsertim vero Tartari, cujuscunque gentis, sub cujusvis prætensionis & controversiæ prætextu in subditos Regis & Reipublicæ Poloniarum, & in limites eorum hostilitates exercere, excursiones agere, captivos rapere, pecora abigere aut quid damni inferre, neve eos offendere possit, expressis Regiis Edictis committatur & demandetur Veziriis, Beglerbegis & felicissimo Crimensi Hano, Cavelgaio, & Nuradino, & reliquis Suldanis ac Wojewodæ Moldaviæ, ut adhibita maxima sedulitate observent & conservent confiniorum pacificam tranquillitatem & conciliationem atque quietem, neve aut in captivationibus, aut pecorum abactionibus aut quacunque alia ratione damnis & molestiis afficiant Poloniæ subditos, & severissime inquirant in perturba-

turbatores & transgressores conditionum Pacis, atque habita notitia 1699
ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapta adinventa propriis Dominis restituantur, & si qui hac de re negligenter ac oscitanter agant, sive amissione officiorum, sive privatione vitæ, prorsus ut divinis legibus convenerit, juste puniantur. Pariter Poloni has conditiones Pacis omnino & sedulo observent atque colant, & nemo in oppositum quidquid audeat.

Art. V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo sit liberrimum, ab Excelso Imperio a subjectis eidem gentibus qualicunque prætensionis aut expostulationis prætextu, nulla penitus hostilitate perturbetur, & conclusæ istius almæ pacis pactorum vi, ad tales prætensiones nequaquam adstringatur.

Art. VI. Cumque tempore hujusce belli Budziacenses, & alii Tartari ex propriis locis exeuntes, atque in terras Moldavorum ingressi, hostilitates, ac offensiones hac occasione in Moldavos & Moldaviam exercuerint, idque sit contrarium sacris capitulationibus antehac concessis Regibus Poloniæ ac proinde cessare ac sustolli debeat; a quibuscunque locis & possessionibus & prædiis, & hyemalibus in *Moldavia* aut occupatis, aut de novo exstructis Tartari amoveantur & *nativis* propriis locis habitent, atque pacifice vivant, & imposterum *nullas* offensiones faciant.

Art. VII. Religiosi Christiani Romano-Catholici juxta concessa ab Excelso Imperio Edicta, ubicunque Ecclesias suas habent, consuetas suas functiones sine impedimento exerceant, & pacifice vivant: Et ulterius sibi commissas instantias de regione extraordinarias ad fulgidam Portam Magnus Legatus ad Imperatorium solium exponat.

Art. VIII. Cum res mercatoria e fructibus pacis existat, atque provincias in meliorem conditionem reducat, utriusque Dominii Mercatores imposterum non per occulta loca meantes, sed per loca transitui opportuna ultro citroque euntes & redeuntes, postquam solverint juxta consvetum ab antiquo telonium rerum portatarum & exportatarum, novis exactionibus & expostulationibus nequaquam molestentur, neve ex numerata pecunia telonium exigatur & quicunque nativi subditi Poloniarum & Lithuaniæ & aliarum subjectarum iisdem nationum, ad mercimoniam agendam venientes, & nullum damnum inferentes prædicta ratione mercaturam habeant liberam quoad coemptionem & venditionem, sicuti in antecedentibus Sacris Capitulationibus etiam declaratur, exactioneque Tributi, dicti Haraz, & aliis inordinatis exactionibus ne molestentur. Verum enim vero, si qui relictis suis regionibus in Imperii regnis sedem figant, & si qui alii exteriores sese Polonis immisceant, tales ne possint esse detrimento Reipubl. Mercatores Polonorum redeuntes ex armis & equis & captivis, qui liberationis suæ legitimum instrumentum habentes, in patriam redire voluerint, nihil exigatur, & nequisquam impedimento sit taliter abeuntibus captivis; Verum sub isto prætextu sine facultate nemini liceat verita abducere. Præterea opibus & rebus mercatorum utriusque Dominii, quibus in aliis regionibus mori contingat, publici confisca-

1699 fiscatores & partitores ne ab utralibet parte sese immisceant, sed inter mercatores, cui fides adhibetur, tradantur, ut juxta Catalogum depositionis heredibus tradat. Si quis autem casus inter Mercatores acciderit, inter ipsos, Præpositi decisione, definiatur, ipse vero, quibus debet, rationem reddat. Ad debitum sive scripto sive instrumento judiciario non affirmatum solvendum, contra divinas leges nemo compellatur, neve testimoniis solis conductitiis lites debitorum & sponsionum dicantur aut audiantur, instrumentis scilicet legitimis scriptis ante extraditis, sacris Mandatis perlectis atque consideratis juste ac debite causæ decidantur, atque in similibus causis contenta & statuta in sacris capitulationibus, ut aliis confœderatis nationibus concessa, in Polonos Mercatores extendantur, & ulterius speciatim Polonis antehac concessorum & in manibus eorundem servatorum edictorum sensus quoque colatur & observetur.

Art. IX. Captivi tempore belli abacti, pretiis illorum juxta Leges comprobatis aut datis juramentis in manifestum perductis atque solutis, juxta antecedentium Capitulationum hac de re declarationem eliberentur. Si vero tales captivi multo tempore servierint, ex discretione pretio emtionum cum imminui debeant, si honesto & mediocri pretio cum Domino captivi conveniri non poterit, Judices locorum legitime procedentes tales differentias componant. Si aliqua occasione post conclusam pacis ex regionibus Polonicis captivi rapiantur, sine pretio dimittantur & in Regnis Excelsi Imperatoris & inter Tartaros & ad eliberandos Polonos captivos circumeuntes homines, quandocunque res suas pacifice agerent, prætextu operæ eliberationi captivorum navatæ, aut alia ratione neutiquam offendantur, quin imo offendentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis carceribus detenti permutatione utrinque in libertatem asserantur. Magnus vero Polonorum Legatus de captivis suas instantias ad solium Imperiale afferre poterit.

Art. X. Quandocunque Serenissimus Rex Poloniæ in stabilita cum Excelso Imperio pace firmiter permanebit, sicuti in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Weiwodam & ea ratione, qua ab antiquo cum Regibus Poloniarum sincere sese præstitit, rursus consueta ratione sincere tractet: cæterum instar aliorum subditorum Excelsi Imperii uti prius pacati sint, & e Moldaviæ atque Wallachiæ provinciis, si qui transfugerint, ne recipiantur, si qui alia methodo in Poloniæ dominium irrepserint, ac postea provinciam suam perturbare & corrumpere deprehensi fuerint, similes homines quando perquirentur reddantur, & conditio ista, cum in antecedentibus Capitulationibus clare ac manifeste posita sit, observetur. Pariter & subditis Polonis sive Poloni illi sint, sive Kosaci, cujuscunque nationis extiterint, quando perturbationem afferrent, hinc & neque recipiantur, neque protegantur, sed retro reddantur. Et universi quicunque turbare voluerint Pacem atque amicitiam, haccine ratione conclusam, ex merito puniantur.

Art. XI. Quæcunque conditiones & clausulæ in antecedentibus Capi-

Capitulationibus descriptæ atque contentæ nullatenus adversantur de recenti conclusis pactis, neque oppositæ sunt liberis & perpetuis Juribus utriusque Dominii, deinceps & colantur & observentur; quæ vero contrariæ sunt, cassentur & annihilentur, favente & annuente Deo altissimo. Quæ utrinque declaratis & exaratis Articulis perfectiori & exactiori ratione conclusa pax & conciliatio inter Majestates Serenissimi & Potentissimi alte-memorati Poloniarum Regis Domini mei clementissimi & Successorum ejus & Remp. Polonam, & ex altera parte Seren. & Potent. Musulmannorum Imperatoris, ejusque heredum ex voluntate & clementia Dei perpetua, stabilis, firma & inconcussa permaneat, & conservata atque custodita sit, ab omni turbatione & mutatione & confusione, violatione, & uno eodemque tempore tenore firmissime perseveret, & constantissime continuet, & ut omnes hostilitates amoveantur & sustollantur, quam citissime notitia præbeatur in confiniis Præfectis & Gubernatoribus, ut sibi caveant, ne imposterum transgressiones fiant, neve altera pars alteri damna inferat. Verum enim vero omnes utrinque sincere & amice sese præstent juxta istam almam pacem. Ut autem omnibus cognita & comperta sit istius almæ pacis conclusio, 30. dies pro termino ponantur: post quem nullus prætextus, nullaque excusatio acceptabitur, sed in eos qui adversabuntur editis edictis exactam obedientiam merentibus severissime animadvertatur. Post subscriptionem autem instrumentorum utriusque partis Ablegatus prius a Polonia missus ad fulgidam Portam veniens juxta antiquam consvetudinem afferat Regias publicas literas, ratificationem pactorum instrumentis declaratorum continentes, atque literas imperatorias ratificatorias item accipiat & deducat, postea vero ad solennem confirmationem pactorum pacis & perfectionem reciprocæ sinceritatis & absolutam terminationem mutuæ amicitiæ & dispositionem ac digestionem reliquarum rerum, juxta laudatum veterem morem, adventurus Magnus Legatus, quam primum commode fieri poterit, moveat, ac proinde undecim numero pactis conclusa alma Pax ab utraque parte accepterur atque colatur. Cum vero alte-memorati Illustrissimi & Excellentissimi Domini Excelsi Imperii Plenipotentiarii & Commissarii existentes Legati, vi suæ facultatis & auctoritatis Turcico sermone exaratum legitimum & validum instrumentum tradiderint, ego quoque vi facultatis & deputationis mea propria manu subscriptas & sigillatas a me præsentes pactorum literas, tanquam legitimum & validum instrumentum tradidi.

1699

CCXXI.

Tractatus inter Regem Poloniarum & Electorem Brandenburgicum. Varsoviæ d. 12. Dec. 1699.

NOs Augustus II. Dei gratiæ Rex Poloniæ, magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kiioviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec

1699 nec non Hereditarius Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ, Montium, Angriæ & Westphaliæ Dux, Sacri Romani Imperii Archi-Marechallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, tum superioris ac inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominus in Ravenstein, Notum facimus universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Cum populorum salus suprema lex sit, cui parere, regnare est, & a nobis merito censeatur: Salutis vero basis inconcussa stet publica pace atque inviolata, tum interna, tum externa tranquillitate; Hinc est ut ad regimen regni nostri, divino nutu ductuque evecti, nihil antiquius habeamus, quam pacato cœlesti ope intrinseus regno, perpetuo paci & quieti ac mutuæ benevolentiæ cum vicinis principibus, uti nominatim cum Serenitate Electorali Brandenburgica servandæ, studeamus. Quapropter, nascentis nuper dissidii flammis, occasione occupatæ Elbingæ, propediem erupturis, opportune occurrentes nostris ac Reipublicæ, ex Consilio per legem publicam designato Commissariis Plenipotentiariis, omnimodam facultatem dedimus & concessimus, cum Ministris suæ Serenitatis conveniendi, remque amicabiliter discutiendi, & pro jure & dignitate, ut par est, componendi. Qui ad infra scriptas conditiones & puncta unanimiter devenerunt, omnia & singula utrinque firmarunt, in hunc, qui sequitur modum:

In Nomine Domini Amen.

Notum sit universis ac singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Fœdus perpetuum atque amicitia Serenissimum ac Potentissimum Principem Dominum Augustum II. Dei gratia Regem Poloniæ, magnum Ducem Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhyniæ, Podoliæ, Podlachæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque, nec non Hereditarium Saxoniæ, Juliæ, Cliviæ, Montium, Angriæ & Westphaliæ Ducem, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallum & Electorem, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ, tum superioris ac inferioris Lusatiæ, Burggravium Magdeburgensem, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominum in Ravenstein, atque Regnum Poloniæ & magnum Ducatum Lithuaniæ inter, & Serenissimum Principem Dominum Fridericum III. Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Electorem, in Prussia, Magdeburgi, Stetini, Pomeraniæ, Casubiorum, Vandalorumque, nec non in Silesia, Crosnæ Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Mindæ, & Camini, Comitem de Hohenzollern, Dominum in Lauenburg & Butau. Insperata nuper occasione, occupatæ per Suam Serenitatem Elbingæ, in tanto infensius proruperat dissidium, quanto minus hæc olim prævisa erant. Isset procul dubio ardens mali sensus in flammas atrocis belli, ni divina bonitas vicibus meriti vel demeriti regnis pacem ac tranquillitatem adimens & restituens, prius

media-

mediatorias vicinorum & amicorum Principum auctoritates, mox 1699 consilia generalis regni Comitiorum interjecisset, iisque moderamen ad res amice assopiendas, permissum fuisset, ac tandem a sua Serenitate Electorali, admissio Ministrorum ejus, ad dandas rationes explicatorias prætensæ læsæ Reipublicæ indemnitati constanter expedita fuisset. Ii demum, postquam assensu Sacræ regiæ Majestatis hic Varsaviæ, redintegrandæ amicitiæ sincera declaratione, quod non animo lædendi, nec offendendi Rempublicam, præmissa facta fuerint, nomine Principalis Sui comparuissent debite ad id instructi, litterisque mandati muniti, atque ultimariam nuper congregati Reipublicæ consilii declarationem a Sua Serenitate Electorali acceptatam esse declarassent, Consilium Senatus & ordinis Equestris regni & magni Ducatus Lithuaniæ, lege publica Generalium regni Comitiorum, proxime præteritorum, designatum, facultateque a Sacra regia Majestate præmunitum, in absentia ejusdem de regno, sub felici directione Suæ Celsitudinis Primatialis, Illustrissimi & Reverendissimi in Christo Patris, Domini Michaelis, Cardinalis Radzieiowski, Archi-Episcopi Gnesensis, Primatis regni Poloniæ & magni Ducatus Lithuaniæ, convocatum, cum iisdem Ministris, utpote, illustri ac magnifico Joanne Dieterico, Libero Barone Damkau & Geperwalde, Electoratus Brandenburgensis Dapifero Hereditario, Consiliario status intimo, atque Ablegato extraordinario, & generoso ac magnifico, Godofredo Wernero, Consiliario aulico & Residente in Polonia Suæ Serenitatis Electoralis, in sequentes descendit & concessit tabulas:

Art. I. Post factam modo præmisso mutuæ amicitiæ redintegrationem, omnis apprehensæ Elbingæ emanatorumque quorumvis inde scriptorum & exacerbationum ab utrinque aboletur memoria; Fœdus vero perpetuum atque firma ac sincera amicitia ad terminos, tum veterum tum recentium Velaviensium pactorum, integre ac inviolabiliter indissolubili nexu & vinculo conservanda reducitur & restituitur.

II. Civitas Elbingensis, prout recenter occupata, integre sine quavis demolitione repertorum ibidem mœniorum ac fortificationum, quovis deinceps Jure & prætensione hypothecæ Elbingensis aliisque inde emergentibus in perpetuum abolitis evacuato milite, retradenda erit, die prima mensis Febr. anno Domini 1700. præsentibus Commissariis ad id muneris designatis, sine ulla difficultate & sine quavis negotii exequendi protractione.

III. Præsidiarii Suæ Serenitatis Electoralis omnia tormenta, mortaria, sclopeta, bombardas, aliaque bellica instrumenta, tum munitiones quascunque proprias in civitatem importatas, libere & absque cujusvis præpeditione apportabunt & avehent, quæcunque vero ad civitatem pertinent, nullo prætextu inde amovebuntur.

IV. Vicissim a Sacra regia Majestate & regno Poloniæ & magno Ducatu Lithuaniæ neglecta quovis casu summa trecentorum millium Thalerorum imperialium, in vim reluitionis hypothecæ Elbin-

1699 Elbingensis, quadringentorum millium thalerorum imperialium, inde omnium emergentium fide bona Suæ Serenitati Electorali post comitia, Deo dante, immediate proxima finita vel non finita elabente trimestri realiter hic Varsaviæ exsolvendo, declaratur atque in majorem fidei publicæ securitatem certa Clenodia ex thesauro regni sigillis ejusdem consilii atque ministrorum registro, in vim reversalium authentice specificato, loco pignoris post evacuationem Elbingæ inchoatam, postera die in manus Commissarii Suæ Serenitatis Electoralis ad id plenipotentiam habentis jure solenni depositi concedenda & tradenda erunt. Quæ quidem Clenodia integre ac sub sigillis specificatis juxta registrum reversale, quamprimum summa prætacta exsoluta fuerit, absque omni mora, prætextu, vel quasi imaginabili pro se aut quapiam alia prætensione veluti solenne Reipublicæ depositum, totaliter restituenda erunt.

V. Quod si stato tempore ob aliquos casus summa prædicta exsoluta non fuerit, facultas permittitur Suæ Serenitati Electorali, integrum territorium patronymium civitatis Elbingensis, pacifice sine quovis impedimento una cum usu fructu solito ejusdem territorii occupandi, illudque tamen sine quavis innovatione aut quocunque colore fortalitii exstructione, verum in statu quo, una cum Clenodiis tamdiu possidendi, donec summa sæpe dicta 300000. Thalerorum exsoluta fuerit. Quamprimum vero eadem exsolvetur, tam dictum territorium integrum, quam & memorata Clenodia sub eadem ut supra cautela, nullam sc. humanitus excogitandam injiciendo difficultatem, inviolabiliter restituenda & reddenda erunt ad manus ad id a Republica Deputatorum.

VI. Trajectum supra Vistulam uti & certa per Suam Serenitatem Electoralem exactio Stromgeld dicta Commissione mutua, si & in quantum contraria pactis examinanda & sopienda.

VII. In majorem affectus erga regiam Majestatem & Rempublicam testificationem a Sua Serenitate Electorali summa quævis, quocunque titulo apud Rempublicam ex capite Serenissimi olim Domini Principis de Croje prætensa vel prætendenda indeque emergentia perpetuo cassantur & annihilantur, nil juris inde sibi aut cuipiam nunc & imposterum reservandi.

VIII. Testimoniales Suæ Serenitatis Electoralis pro Hetschero valituræ ad ipsius debitam exculpationem & libertatem in proximis, Deo favente, Comitiis omni meliori respectu in manus Suæ Celsitudinis Primatialis depositæ acceptantur.

IX. Reliqua omnia sublatis ab utrinque prætensionibus in vigore veterum & recentiorum pactorum Velaviensium constituta firmiter permaneant, amicitia vera & indissolubilis ad mutua partium utrarumque commoda perpetuo colatur & augeatur; Et super hæc omnia ratificatoriæ tam sacræ regiæ Majestatis, quam Suæ Serenitatis Electoralis mutuæ pro termino evacuationis comportabuntur, in

in quorum fidem duo exemplaria ejusdem tenoris confecta & ad in- 1699
vicem commutata manibus propriis subscripta & sigillis communita sunt. Varsaviæ die 12. Mens. Dec. 1699.

M. Cardinalis Radzieiowski, Primas regni & M. D. Lith. (L. S.)

Nicolaus Swieziki, Episcopus Posnaniens. (L. S.)

Andreas Zaluski, Episc. Varmiensis & Sambiensis. (L. S.)

Lubomirski, Supremus regni Poloniæ Mareschallus. (L. S.)

Johannes Dietericus, liber Baro ab Hoverbeck, Sereniss. Elector. Brandenburg. ablegat. Plenipot. (L. S.)

Georgius Albrachtus a Denhoff, Episc. Præmysliensis, supremus regni Cancellarius, S. R. J. Princeps. (L. S.)

Stanislaus Szuka, Pro-Cancellarius M. D. L. (L. S.)

S. Jablonowski, C. C. E. R. P. Dux supremus (L. S.)

Benedictus Sapieha, Thesaurarius supremus M. D. Lith. (L. S.)

Godofredus Werner, Sereniss. Electoris Brandenburgici Residens Plenipotentiarius. (L. S.)

Josephus Bogislaus Stuzka, Castellanus Villnensis, M. Duc. Lith. Dux Campestris. (L. S.)

Georgius Jovianski, Castellanus Lanciensis. (L. S.)

Michael de Kozielsko, Puzyna, Vilnensis Verbkovien. Capitaneus. (L. S.)

Franciscus Grzybobski, Castellanus Juniuladisl. (L. S.)

Stephanus de Rychty Humiecki, Dapifer Podoliæ Colon. R. M. (L. S.)

Franciscus Loski Pocill. Zaczocym. Judex & Vice-Capit. Varsaviensis. (L. S.)

Ad firmandam itaque eandem pacem & tranquillitatem, inter nos regnumque nostrum & magnum Ducatum Lithuaniæ atque Suam Serenitatem, veteremque & sinceram amicitiam stabiliendam, tum bonam vicinitatem conservandam; hos omnes & singulos memoratos Articulos in præinserto retradendæ Elbingæ tractatu actos, condictos & conclusos, in omnibus & singulis eorum punctis, clausulis & continentiis acceptamus, ratificamus, approbamus & confirmamus. Promittentes verbo Nostro regio, pro Nobis ac successoribus nostris, Regibus Poloniæ ac regno nostro, magnoque Ducatu Lithuaniæ, nos omnia supra scripta, in præinsertis literis atque articulis condictis & conclusis, expressa firmiter & inviolabiliter observare, exequi & adimplere, neque illis quoquo modo contravenire omni fraude & dolo penitus seclusis. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur & testimonium, præsentes literas manu nostra propria subscripsimus, illasque sigillo regni communiri

 manda-

1699 mandavimus. Dabantur Dresdæ die IX. Mens. Januarii anno Domini MDCC. regni vero nostri anno III.

AUGUSTUS Rex.

Wenceslaus Franciscus Trzeinski, Pincerna Raven. S. R. M. Secretarius.

CCXXII.

Churfürstlich Brandenburgische Versicherung an die Cron Polen, wegen der anzunehmenden Preusischen Königs-Würde de Anno 1700.

1700 NOs Fridericus III. Dei Gratia Elector &c. &c. omnibus, quorum interest, notum facimus, cum titulum, & Dignitatem Regalem, quibus ante plura secula fulgebat Ducalis nostra Prussia, reassumendam merito censeamus, nihil ex hac Majestatica prærogativa Prussiæ nostræ, quæ nunc Ducalis appellatur, præjudicii inferendum nec inferri posse juri ac possessioni Regalis Prussiæ, qua Serenissimus Rex & Respublica Poloniæ gaudent, neque ullam in eandem Prussiam Regalem prætensionem à nobis & Successoribus nostris inde vindicandam, Pacta quoque Bydgostiensi perpetui fœderis inter Sacram Regiam Majestatem inclytamque Rempublicam & nos inita præcipue vero Articul. VI. quo cautum est, ut deficientibus masculis ex linea legitima Divi quondam Domini Parentis nostri descendentibus, Serenissimis Regibus & Reipublicæ Poloniæ, jus suum integrum in alte memoratam Prussiam Ducalem reservetur plene & sacro sancte servanda, neque ullatenus, vel in toto, vel in parte à Nobis Successoribusque nostris infringenda ac violanda. In quorum fidem &c. Coloniæ die 8. Julii 1700.

CCXXIII.

Traventhalischer Friede zwischen Dännemarck und Holstein-Gottorp, de A. 1700.

Im Nahmen der heiligen Dreyfaltigkeit.

Kund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich: Demnach seiter Anno 1675. zwischen Königl. Majestät zu Dännemarck, und des Herrn Hertzogs zu Schleßwig-Holstein-Gottorp Durchl. verschiedene beschwerliche Mißverstände und Diffidien entstanden, und obgleich dieselbe durch die in Anno 1679. zu Fontainebleau, und ferner Anno 1689. zu Altona errichtete Frieden-Schlüsse und Vergleiche componiret worden, solche dannoch occasione der über dem eigentlichen Verstand und interpretation ein- und andern in dem Altonaischen Vergleich enthaltenen Articuls aber einst entstandenen Zwistigkeiten vom

neuen

neuen rege gemacht, und es endlich, unerachtet der an Seiten Jhr. 1700
Kayserl. Majest. und Jhr. Churfürstl. Durchl. Durchl. zu Sachsen und Brandenburg bey der Sache interponirten hohen Mediation, auch der hohen Guarants gedachten Altonaischen Vergleichs angewandten vielfältigen Bemühungen, darüber zu Thätlichkeiten in einen öffentlichen Krieg zwischen beyderseits jetzo regierenden Jhro Königl. Majest. in Dännemarck-Norwegen, ꝛc. und des Herrn Hertzogs zu Schleßwig-Holstein-Gottorp ꝛc. Durchl. und Dero hohen Herren Alliirten und Guarants ausgeschlagen; Man aber nicht allein von Seiten Jhr. Kayserl. Majest. und Sr. Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg noch immerhin und bis ans Ende allein continuiret, allen möglichsten Fleiß und Bemühung dahin anzuwenden, daß solche entstandene Kriegs-Unruhe in Zeiten wieder gedämpffet, und der Ruhe- und Friedens-Stand in diesem Nieder-Sächsischen Craiß und denen benachbarten Nordischen Quartiren durch einen billig-mäßigen Frieden retabliret, mithin ein völliges, auch beständiges gutes Vernehmen zwischen Jhr. Königl. Majestät in Dännemarck und des Herrn Hertzogen zu Holstein-Gottorp Durchl. wieder gestifftet werden möchte, sondern auch folglich andere hohe Puissancen ihre Officia darunter mit angewandt. Daß demnach auch die zwischen beeden kriegenden und Dero resp. Alliirten und Guarants dazu bevollmächtigten Ministris gepflogene mühsame Tractaten, und von Aller- und Höchst-ermeldter Mediatoren Abgesandten und Ministris dabey angewandten emsigsten Bemüh- und Vermittelung oberwehnte Mißverstände, Differentien und Streitigkeiten gütlich componiret, und darüber nachfolgender Tractat und Vergleich verabredet und geschlossen worden:

Art. I.

Soll alles dasjenige, was bey diesen Jrrungen und Krieg von einem Theil gegen den andern und dessen Angehörige zu Wasser und Land wiedriges geschehen, durch diese Amnestie völlig aufgehoben und abgethan seyn, und nimmer weiter gedacht, vielweniger gegen jemand deßwegen weiter einige Ansprache oder Prætension gemacht werden. In specie sollen auch dieser Amnestie mit geniessen die Städte Lübeck und Hamburg, und alle deren Einwohner und Angehörige, und selbigen wegen dessen, so bey und occasione dieser Troublen passiret seyn könte, nimmer einig Leid zugefüget, noch jemand deßwegen die geringste Quæstion moviren.

II. Werden hiermit die zwischen dem Reich Dännemarck-Norwegen und deren gesamten Eingessenen an einem, und denen Herren Hertzogen zu Schleßwig-Holstein und deren incorporirten Landen andern Theils, errichtete Uniones de annis 1533. und 1623. (ausser was wegen Aufhebung des Vasallagii und erlangter Souverainität in denen Nordischen Frieden-Schlüssen de annis 1658. und 1660. stipuliret) auch alle bis ad annum 1675. errichtete Pacta und Verträge die Westphälische, Nordische, Fontainebleauische, Altonaische Frieden, auch Glückstädtischer Recess hiermit nochmahlen bestätiget; Jedoch

1700 daß gesagte Uniones, als Fœdera perpetua, nicht weiter, als nach ihrem wörtlichen Innhalt, explicieret werden sollen, und zwar, daß die etwa künfftig zwischen beeden regierenden Hertzogen entstehende Irrungen entweder per amicabilem compositionem unter sich, oder durch Vermittelung dazu erwehlender Puissancen abgethan werden sollen.

III. Die über Prälaten, Ritterschafft, und gewisser massen über einige Städte bishero geführte gemeinsame Regierung oder Communion wird (wiewohl ohne præjudice der in dem Nordischen Frieden stipulirten und nachgehends in dem Glückstädischen Recess bestätigten Disposition, wegen Theilung gedachter Prälaten und Ritterschafft) continuiret. Jedoch mit diesem expressen Beding, daß kein Theil über solche zur gemeinschafftl. Regierung gehörende Personen, Oerter und Güter das geringste zu Kriegs- und Friedens Zeiten, ohne des andern Consens und Mitbelieben vornehme und disponire, es sey in Administration, oder Justiz, Geboten, Patenten, Executionen, oder wegen Einquartierung, Contribution oder anderer Auflagen, wie die auch Nahmen haben mögen. Massen alles, was darunter nicht gesamter Hand geschehen würde, an sich ungültig und von keinen Kräfften seyn soll. Und wie nun Prälaten und Ritterschafft so, wie sie in der Landes-Matricul gesetzet, so wohl in civilibus als ecclesiasticis, auch der Collecten wegen unter gemeinsamer Regierung und Jurisdiction, ohne einige exception und exemtion, und daneben bey ihren Privilegiis und Juribus verbleiben; Also hingegen hat in denen übrigen schon getheilten Landen, Aemtern und Städten, als dem Seinigen, jeder Theil die souveraine und hohe Landes-Fürstl. Gewalt und daraus herfliessende Jura gantz allein und privative zu exerciren, und soll von dem andern Theil unter dem Prætext einiger Communion, oder was Vorwand sonst seyn mögte, zu keiner Zeit daran einige Behinderung noch Eintrag geschehen.

IV. Damit künfftig allen Strittigkeiten und dazu findenden Prætexten um so mehr vorgebauet werden möge, ist in genere damit nochmahls festgestellet worden, daß, wie in denen beeden Fürstenthümern beede Theile, vermöge der alten Verträge und Observanz, allerdings in völliger æqualität stehen, und paria jura genießen und geniessen sollen, also auch Ihro Majest. in Dännemarck und Dero Successores, als regierende Hertzoge zu Schleßwig-Holstein in und ratione der Fürstenthümer Schleßwig-Hollstein keinen Vorzug und Prærogativa in einigen Jure, (außer was ratione ordinis hergebracht ist) vor Ihro Durchl. zu Holstein-Gottorp und Dero Successoren, als auch regierenden Hertzog zu Schleßwig-Holstein, sich annehmen noch prætendiren, sondern bey der völligen Parität und gleichen Rechten unter beeden Theilen es unveränderlich bewenden lassen wollen.

V. Was die Defension der Schleßwig-Holsteinischen Lande betrifft, so wird, wann dem gantzen Land, und also beeden paciscirenden Theilen, von Auswärtigen einige Gefahr zustossen solte, von selbigen auch billig mit zusammengesetzten Kräfften und communi consilio solche

che abzuwenden getrachtet werden, und die Nothdurfft und erforderte Mittel auf gemeinen Landtagen der alten Observanz nach zu besorgen seyn. Jedoch soll, unter dem Vorwand solcher gemeinen Defension, kein Theil schuldig seyn, sich in Sachen impliciren zu lassen, deren derselbe sich anzunehmen nicht nöthig hat, und worinn der eine Theil etwa ohne des andern mit Gutbefinden und Bewilligung sich eingelassen hätte. Vielweniger soll in solchen Fällen ein Theil vor dem andern von den Landes-Collecten sich etwas arrogiren. 1700

Was aber einen jeden Theil absonderlich betrifft, nachdemmahlen die jetzige Irrungen hauptsächlich wegen des exercitii juris armorum, und in specie fortalitiorum, und was davon dependiret, mithin über den eigentlichen Verstand des Altonaischen Vergleichs entstanden, so ist, um künfftig solchen allen vorzubauen, hiermit declariret und festgestellet worden, daß höchstged. Sr. Durchl. und Deren Successoren ohne alle dispute verbleiben solle das plenum & liberum jus armorum, armandiæ, fœderum & fortalitiorum, und was davon dependiret, und dessen freyes exercitium. Wobey aber von beyden Theilen beliebet worden, daß 1) kein Theil Vestungen erbauen solle, näher als auf zwey Meilen Weges an denen von dem andern Theil besitzenden Vestungen; 2) auch überall nicht näher, als eine Meile von und an des andern Territorio (worunter jedoch die gemeinschafftl. Oerter nicht mit zu begreiffen) etwas fortificiren; 3) so auch kein Theil näher, als auf eine Meile Weges an den ordinairen Strassen und Passagen von Flenßburg nach Rendsburg, und von dar nach Itzehoe, Glückstadt und Hamburg, Vestungen bauen. 4) Damit auch von einem Theil dem andern durch eine gar zu grosse Armatur und in denen Fürstenthümern zu haltende Anzahl Volcks keine Ombrage und Jalousie gegeben werden möge, so ist verglichen, daß ausser einer gantz evidenten Nothwendigkeit (als wann von auswärtigen Einbruch kundbare Gefahr vorhanden, oder Ihr. Königl. Majest. zu Dännemarck Dero Allirten aus Dero Königreich Dännemarck einige Hülffe zu leisten hätten, als welchenfals Deroselben die Passage durch Dero Antheil der Fürstenthümer billig frey bleiben muß) kein Theil mehr, als 6000. Mann zu Pferd und Fuß in die Fürstenthümer Schleßwig-Holstein bringen noch halten, selbe auch zu keiner Zeit zu Unterdrückung oder Vergewaltigung des andern Theils gebrauchen soll. Weilen aber Se. Durchl. zu Holstein-Gottorp mit einer solchen Anzahl Volckes nicht allemahl versehen seyn mögten, und Dero Gelegenheit nicht erleidet, solche beständig auf den Beinen zu halten, so bleibet Deroselben allemahl frey, wann Sie es nöthig finden, von Dero Freunden und Alliirten aus dem Römischen Reich und Nieder-Sächßl. Crayß bis auf 3000. Mann einzunehmen, und vor Dero Sicherheit in die Fürstenthümer zu bringen und zu verlegen.

Wann Sie auch von frembden Herren einige Trouppen, so in Dero Dienste, Eyd und Pflichte treten, und voriger Pflicht erlassen werden, erhalten können und annehmen wollen, stehet solches, (weil dergleichen Leute nicht anders, als Gottorpische eigene Trouppen zu con-

1700 consideriren seyn) umb so mehr, und zwar auch ultra numerum der gedachten 3000. und bis auf die gedachte Zahl der 6000. Mann, zu Hochgedachter Sr. Durchl. freyen Willen und Disposition, jedoch daß von einer Puissance allein auch solchergestalt keine grössere Anzahl als 3000. Mann zu übernehmen seyn wird.

Letztlich wird auch verwahret, daß bey denen Durch-Marchen der Trouppen kein Theil des andern Angehörige und Unterthanen mit Nacht-Lagern und Einquartierungen beschweren solle; Es wäre dann, daß im Nothfall, auf speciale Requisition, ein Nacht-Lager concediret würde, welchenfalls denn alles, so genossen wird, bezahlet, und gantz exacte Disciplin gehalten werden soll. Der blosse Transitus aber soll auf behörige Requisition nicht verweigert werden.

VI. Der Altonaische Vergleich soll innerhalb 6. Wochen nach Auswechselung der Ratification ad literam, in specie auch mit Restitution des Gutes Gottesgabe an Jhro Durchl zu Holstein Gottorp, zu völliger Execution gebracht werden; Jedoch in alle Wege dem Fürstlichen Hauß Holstein Plön sein Regress in salvo bleiben.

VII. Als von wegen Ihrer Durchl. zu Holstein Gottorp auch vorgestellet worden, wie aus der Vestung Christianpreiß oder Friedrichs-Ort, Dero Aemtern und Angehörigen, insonderheit aber der Stadt Kiel vielfältige Beschwerden und Schaden zugezogen würden, gegen den Innhalt des Glückstädtischen Recesses, daher Sr. Durchl. die Instances machen lassen, daß besagte Vestung demoliret werden mögte, so ist von wegen Jhro Kön. Maj. zu Dännemarck versprochen, daß denen Gottorpischen Beschwerden auch in diesem Punct nachdrücklich und vollkommen remediret, dem Glückstädtischen Recess zu Kriegs- und Friedens-Zeiten auch darunter allerdings nachgegangen, die Gottorpische Angehörige, in specie die Stadt Kiel, dargegen und überall aus gedachter Vestung künfftig nicht graviret werden sollen. Massen dann auch auf allen unverhofften Fall der Contravention, und da solche auf erfolgendes Ansuchen innerhalb 6. Wochen nicht repariret würde, Sr. Durchl. ratione des in mehrgedachten Glückstädtischen Recess sub conditione wegen dieser Vestung etheilten Consenses, ihre Nothdurfft und Jura salva & integra sich reserviret haben wollen.

VIII. Wegen des Pacti, so anno 1647. mit dem Capitulo zu Lübeck an Seiten Holstein-Gottorp wegen der Bischöfflichen Wahl auf sechs Generationen errichtet worden, wollen Jhro Königl. Majest. zu Dännemarck es bey dem Glückstädtischen Recess de anno 1667. und darinn beschehenen Versprechen allerdings bewenden, und solchen auf keine Weise directe oder indirecte entgegen handeln lassen.

IX. Als von wegen Ihrer Durchlaucht. zu Schleßwig-Holstein-Gottorp so wohl der hohen Mediation, als Ihr. Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. selbst in mehrern vorgestellet, in was grossen Schaden und Verderb Ihr Hauß und Lande durch die passirte Irrungen gesetzet worden, so haben Ihr. Königl. Maj. aus Freund-Vetterlicher Affection und Gewogenheit gewilliget, daß Sie Ihrer Durchl.

Durchl. zu Holstein-Gottorp die Summe von zweyhundert und sechzig tausend Reichs-Thalern an guten vollgültigen Dänischen Cronen, (welche innerhalb 12. Tagen a dato dieses in Hamburg, in Banco oder bey sichern guten Kauff-Leuthen, versichert und angewiesen, und dem Gotterpischen Gevollmächtigten solche Versicherungen ausgeliefert werden sollen, und zwar solche Summam zwischen hier und künfftigen Kieler Umbschlag anno 1701. in octavis trium Regum zu Hamburg ohnfehlbar bezahlen lassen wollen. Hingegen lassen Ihr. Durchl. zu Holstein-Gottorp alle andere, wegen einiger Schadloß-Haltung aus diesem Krieg bereits movirte oder annoch zu movirende Prætensiones schwinden und fallen. Nicht weniger wird an Seiten Ihr. Durchl. renunciiret: 1) Denen in anno 1697. von der Königl. Milice verursachten Kosten; 2) Der ratione der bekannten Peræquation dem Hoch-Fürstl. Hauß Gottorp zustehenden Prætension, davon in dem Tractat von anno 1661. und dem Glückstädtischen Recess Erwehnung geschehen; 3) Demjenigen, so nach dem 23. Junii anno 1689. von Kön. Seiten aus dem Fürstl. eingetrieben. Hingegen wollen Ihr. Königl. Maj. aller aus diesem Krieg etwan habenden Schadloßhaltungs-Prætensionen ebenfalls hiermit renunciiret haben. 1700

Hierbey ist ferner verglichen, daß, was an Domain-Gefällen in den Hertzogthümern Schleßwig-Holstein ꝛc. von ein- oder andern Theil in des andern Landen bis auf den 14. Augusti inclusive eingetrieben und erhoben seyn mögte, solches demselben Theil, welcher es genossen, verbleiben; Was aber weiterhin, und von dem 15. Aug. inclusive an, erhoben seyn wird, solches bona fide innerhalb 4. Wochen restituiret werden soll.

Wie dann auch die von beeden Theilen in des andern Landen, Aemtern und Städten ausgeschriebene Contributiones, welche nicht gedachten 14ten dieses oder vorher würcklich bezahlet seyn, cessiren, und nicht eingetrieben werden, nicht weniger auch die von denen Städten wegen der ausgeschriebenen extraordinairen Schatzung extradirte Obligationes oder gegebene Cautiones hiermit cessiret und annulliret seyn sollen. Die bey Prälaten und Ritterschafft aber bereits ausgeschriebene und intimirte Contributiones sollen bis zu Ende dieses Monaths bezahlet und exequiret werden.

X. Weilen man befunden, daß 1) die im Amt Gottorp nahe bey Schleßwig belegene Königl. Voigteyen, Bröckel und Ulsenis, dann auch 2) das in Norder Ditmarsen belegene Dorff Feddring, zu allerhand Difficultäten und Irrungen öffters Anlaß gegeben; So haben Ihr. Majest. auf beschehenes Ansuchen hiermit verwilliget und versprochen, daß sie solche Oerter gegen ein Æquivalent aus den Schleßwigischen Capitels-Gütern oder andern Ihro bequemen Oertern permutiren, die Proportion nach sechsjährigen Registern ausfinden, und diese Sachen innerhalb vier Monathen zum Stand bringen lassen wollen. Dafern dann in dem Königl. Antheil sich Fürstl. Unterthanen oder Manck-Güter finden, so Ihrer Majestat gelegen wären, werden Sr. Durchl. mit dergleichen permutation Deroselben auch gern willfahren.

1700 XI. Wegen des zu Lyst im Amt Tundern vor Jahren von Kön. Seiten angelegten Zolles ist abgeredet worden: 1) Daß selbiger von denen Fürstl. Schleßwig-Holstein-Gottorpischen Unterthanen überall nicht, 2) auch von denen Kauffmannschafften und Waaren, so directe aus der See nach der Stadt oder Amt Tundern, oder von da in die See gehen, nicht gehoben, sondern selbige davon allerdings befreyet seyn, und ohne einige Abgifften von Zöllen oder sonsten, wie es immer Nahmen haben mag, gelaßen werden sollen.

Alle übrige Gravamina sollen durch beederseits dazu zusammen zuschickende Räthe in Hamburg, innerhalb sechs Wochen a die ratificationis dieses Tractats bona fide abgethan und gäntzlich gehoben werden.

XII. Als bey diesen Troublen von Ihro Durchl. zu Braunschweig-Lüneburg-Cell eine Schantze auf die vor dem Hamburgischen Hafen in der Elbe gelegene Insul der Grevenhoff genannt, geleget worden, so ist von Deroselben, daß solche Schantze so fort, nach der Ratification dieses Tractats, evacuiret und rasiret werden solle; Hingegen aber auch an Seiten Ihrer Königl. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. hiermit versprochen worden, daß die Erbauung obgedachter Schantze nimmer zu jemandes Præjudiz allegiret, noch von der Insul des Grevenhoffs, und was allda noch ferner sich ansetzen mögte, der Schiffahrt einige Hemmung noch Hinderniß geschehen solle.

XIII. In diesen Frieden und Amnestie werden mit eingeschlossen die hohe Guarants des Altonaischen Vergleichs, Dero Successores. Reiche, Lande und Angehörige, und soll alles dasjenige, so von selbigen zu Wasser und zu Land gegen ein und andern Theil geschehen, in ewige Vergessenheit gestellet, und in Ungutem nimmer weiter gedacht werden.

Insonderheit wollen Ihr. Kön. Maj. zu Dännemarck-Norwegen ꝛc. vor Sich und Dero Successores hiermit versprochen haben, daß Sie wegen dessen, so bishero vorgegangen, noch unter was prætext es sonsten seyn mögte, gegen Ihr. Kön. Maj. zu Schweden, oder das Durchl. Hauß Braunschweig-Lüneburg, Cell-und Hannoverischen Theils, weder selbst etwas thätliches vornehmen, noch andern, die solches thun oder thun mögten, gestatten, mithin Dero Feinden und Wiederwärtigen auf keinerley Weise mit Rath und That, Hülffe noch Verschub directe und indirecte leisten, sondern vielmehr unangesehen, alles dessen, so bisanhero verhandelt, vorkommen und passiret, mit Denenselben, und zwar was in specie Ihro Majest. und die Cron Schweden belanget, nach Innhalt der zwischen beeden Nordischen Königen und Reichen vor den errichteten Pacten und Frieden-Schlüssen, ein beständiges gutes Freund-Nachbarliches Vernehmen unterhalten wollen. Hingegen wollen Ihro Kön. Maj. in Schweden und Hochgedachtes Durchlauchtigstes Hauß sich auf gleiche Weise gegen die Cron Dännemarck betragen, und an aller guten Freund-Vetter-und Nachbarlichen Correspondenz und Freundschafft mit Ihrer Königl. Maj. es Ihrer Seits nicht ermangeln lassen.

XIV. Die

XIV. Die Röm. Kayserl. Majestät und übrige hohe Puissances, 1700
so sich bishero der Guarantie des Altonaischen Vergleichs angenommen, nicht weniger auch Ihr. Königl. Maj. in Franckreich, und die Chur- und Fürsten des Reichs, zu welchen ein oder ander Theil darunter ein Vertrauen haben mögte, welche dann innerhalb 2. Monaten zu benennen, sollen invitiret werden, beeden Theilen die Guarantie dieses Tractats und der dabey errichteten Neben-Articuln zu leisten.

XV. Die Ratificationes über diesen Tractat sollen in 7. Tagen a dato, und eher, da möglich, gegen einander in Segeberg ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen seyn dieses Vergleichs zwey Instrumenta verfertiget, von denen auf beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben, und mit ihren Pettschafften befestiget worden. So geschehen zu Traventhal den 18. Augusti 1700.

(L.S.) Johann Hugo de Lente. (L.S.) Magnus von Wedderkop.
(L.S.) Christoph Blome. (L.S.) Pincier von Königstein.

Articuli Separati.

Zu dem Traventhalischen Frieden gehörig.

de Anno 1700.

I.

Des Herrn Herzogen zu Hollstein Plöen Durchl. Dero Erben und Nachkommen sollen gegen die mit Ihrer Königl. Majestät zu Dännemarck und des Herrn Hertzogen zu Schleßwig-Hollstein in Gottorff Durchl. errichtete Verträge und Recesse in keine Wege turbiret und betrübet, sondern bey ihnen darinn erlangten und sonst habenden Juribus und besitzenden Herrschafften, Aemtern und selbigen incorporirten Gütern geruhig gelassen, und hinkünfftig von niemand, wer der auch seyn möchte, dagegen angefochten, jedoch dadurch dem Altonaischen Vergleich nicht præjudiciret werden. Dieser Separat-Art. soll eben die Krafft und Würckung haben, als wenn er dem Haupt-Tractat von Worten zu Worten inseriret wäre, und seynd davon drey Originalia verfertiget, von denen beyden Theilen dazu bevollmächtigten Ministris unterschrieben, und mit ihren Pettschafften bekräfftiget worden. So geschehen zu Traventhal den 18ten Augusti Anno 1700.

II. Es versprechen und übernehmen Ihre Durchl. zu Schleßwig-Hollstein-Gottorp bey Ihrer Königl. Majest. zu Schweden, durch ihre Officia und Instanz zu erhalten und zuwege zu bringen, daß dieselbe sich gefallen lassen werden, daß 1.) in Seeland und denen Königl. Dännemärckis. Insulen alle Hostilitäten, Contributiones und Exactiones den Tag hernach, wann der von Sr. Durchl. diesen Abend abzufertigende Courier, so Ihrer Königl. Mäjest. in Schweden die Nachricht von dem Schluß dieser Tractaten bringen solle, ankommen wird, gleich mögen aufhören, und was solchen Tag der Ankunfft

1700 Ankunfft des Couriers inclusive nicht würcklich gehoben seyn wird, weiter nicht exigiret, denn auch 2.) die Königl. Schwedische Völcker so gleich und ohne Verzug, nachdem bey Ihrer Majest. oder derer Generalität in Seeland die Nachricht einlauffen wird, daß die Ratificationes über den Friedens-Tractat würchlich ausgewechselt seyn, aus dem Königreich Dännemarck, wann nur Wind und Wetter nicht contrair seyn, abgeführet werden sollen. Zu Uhrkund ist diese Declaration von Ihr. Durchl. zu Schleßwig-Holstein unterschrieben und mit Dero Insiegel befestiget. So geschehen zu Segeberg den 18. Augusti Anno 1700.

III. Wann in denen unter dem heutigen Dato im 9. Articul benannten 14. Tagen die Einliefferung der Versicherung auf 200060. Dähnl. Cronen nicht geschehen würde; So sollen sofort die Harte-Bredtstadt oder Norgeshardte mit allen Rechten, Pertinentien und Superiorität als ein Hypotheque an Gottorff tradiret werden, und es selber alsdenn in Possession zu nehmen befugt seyn; Wobey Ihro Durchl. versprechen in eventum nichts weiter, als die von solchem Capital gebührende Zinsen ohne alle weitere Erhöhung der Contributionen oder anderen Einkünfften à 5. pro Cento zu geniessen, worinn sie auf keine Weise sollen gehindert werden. Zu mehrer Versicherung ist dieser Separat-Articul von beyderseits Bevollmächtigten Ministris signiret, und eigenhändig unterschrieben, und soll mit dem Haupt-Tractat von gleicher Würden und Kräfften seyn. Actum Traventhal den 18. Augusti Anno 1700.

IV. Als von denen allhier bey diesen Tractaten von wegen Ihr. Majest. von Schweden, Ihrer Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg und dem Durchl. Hause Braunschweig-Lüneburg anwesenden Ministris inständig verlanget und recommandiret worden, daß Ihre Majest. zu Dännemarck geruhen wolten, der Stadt Lübeck die jura superioritatis über die Oerter Meußlingen, Niendorff, Rencke, Steckelsdorff, Morie, Eckhorst, Dunckelsdorff und Treuthorst ohne fernern Streit zulassen; So haben die Königl. Dänische Herren Gevollmächtigte zuwege zu bringen, daß Ihre Majest. zu Bezeugung Dero guten Willens gegen ihre benachbarte Creyß-Stände, und in regard der eingewendten Intercession, der mehr gedachten Orter wegen am Kayserl. Hof erfolgenden Rechtspruch ohne Auffenthalt statt geben, immittelst aber auch, dessen unerwartet, wenn die Stadt Lübeck an Ihr. Majest. durch eine Abschickung es suchen wird, deroselben das Guth und Dorff Meußlingen und alle Dero Pertinentien so fort cum omni territorii jure übergeben und gelassen werden. Zu Urkund ist dieser Separat-Articul von denen Königlichen Dännemärckischen Bevollmächtigten Ministris unterschrieben und mit denen Pettschafften bekräfftiget worden. Actum Traventhal den 18. Augusti 1700.

V. Auf das von dieses Nieder-Sächsischen Creyses und dessen hohen Herren Directoren wegen, von Seiten der Königl. Schwedischen Chur-Brandenburg- und Braunschweig-Lüneburgischen Gevollmäch-

mächtigten Herrn Ministrorum beschehenes Anhalten, daß Ihre 1700
Majestät zu Dännemarck geruhen wolten, die an das Stifft und Capitul zu Lübeck aus gewissen Kayserl. Assignationen gemachte Forderung auf 120000. Rthr. demselben zu erlassen, ist von wegen Ihrer Majest. zu Dännemarck die Erklärung ertheilet, daß sie an besagtes Stifft und Capitul ein mehrers, als was nach denen Reichs- und Creyß-Gesetzen, und nach dem Fuß der Matricul selbigen obliegen und zukommen, auch nach Abzug des bereits von Ihrer Majest. genossenen resti-ren kan, nicht fordern, auch nach der Liquidation innerhalb 6. Wochen die Sache zur Richtigkeit bringen, auch mit mehrgedachten Stifft und Capitul nach aller Billigkeit handlen, und demselben, was einigen andern Ständen geschehen, wiederfahren lassen wollen. Uhrkundlich ist dieser Separat-Articul von beyderseits bevollmächtigten Ministris figniret und eigenhändig unterschrieben, und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräfften seyn. Actum Traventhal den 18. August. 1700.

VI. Auf die bey gegenwärtigen Tractaten beschehene Instanz, daß Ihre Majestät zu Dännemarck-Norwegen, dem Elb-Commercio zum Besten, die in solchem Strohm belegene so genannte Hisller-Schantze wegthun und demoliren zu lassen sich gefallen lassen wolten, hat man an Seiten Höchstgedachter Ihrer Königl. Majest. sich dahin erklähret, daß Sie solchen Punct dem Arbitrio Ihrer Majest. von Groß-Britannien und denen Herren General-Staaten der vereinigten Niederlanden als Guarants, und darneben Ihrer Majest. von Franckreich überlassen, und innerhalb zwey Monath Zeit, nach dem Ausspruch, solchen ein Genügen leisten wollen. Urkundlich sind diese Separat-Articul von beyderseits bevollmächtigten Ministris figniret und eigenhändig unterschrieben, und soll mit dem Haupt-Tractat von gleichen Würden und Kräfften seyn. Actum Traventhal den 18. August. 1700.

Johannes Hugo von Lente. (L.S.)

Christoph Blome. (L.S.)

* * *

ACTE
Wegen der Guarantie des in dem Traventhalischen Frieden sich befindlichen XIIIten Articuls.

Nachdemmahlen, vermöge des 13. Artic. des heute dato zwischen Ihrer Majest. in Dännemarck, und Herrn Hertzogen zu Schleßwig-Holstein-Gottorp Durchl. geschlossenen Friedens-Tractats, an Seiten Höchstgedachter Ihrer Majestät unter andern versprochen worden, daß Sie Ihrer Majest. in Schweden Feinden und Widrigen auf keinerley Weise mit Rath und That, Hülffe und Vorschub directe noch indirecte leisten wollen, und aber die von Ihrer Majestät zu Schweden zu diesen Tractat bevollmächtigte Herren Ministri dabey

1700 bey declariret, daß solches auch in specie von Ihrer Majest. in Pohlen, Chur-Fürsten zu Sachsen, als von welcher die Cron Schweden in Liefland ohnlängst feindlich angegriffen worden, verstanden werden müste; darauf dann die Königl. Dännemärckische Herren Ministri sich gegen Hochbemeldte dahin erklähret, daß Ihre Majest. zu Dännemarck-Norwegen, in specie auch ratione des Königs in Pohlen und Chur-Fürsten zu Sachsen, den Inhalt des vorgedachten 13. Art. bona fide ein Genügen, und währendem jetzigen Kriege gegen Ihr. Majest. zu Wasser noch Lande, directe noch indirecte Seiner Königl. Majest. in Pohlen und Churfürsten zu Sachsen einige Hülffe noch Vorschub leisten wollen, noch würden, welches dann von Königl. Schwedischer Seiten also angenommen worden; So haben Wir zu Beförderung des Frieden-Schlusses nicht allein, daß obiges alles vorgangen und geschehen, hiermit attestiren und gegenwärtige Acte darüber ausstellen, sondern auch uns erbieten und hiermit versprechen wollen, unserer allerseits Hohen Herrschafft und Principalen Guarantie, in specie über diesen Punct, innerhalb 6. Wochen, die Ratification über dieser Acte innerhalb 4. Wochen zuwege zu bringen. So geschehen Segeberg den 18. Augusti 1700.

Jacobus Cresset. (L. S.) Is Haresholte. (L. S.)

CCXXIV.

Hamburgischer Neben-Vergleich über den Traventhalischen Frieden zwischen Dännemarck und Holstein-Gottorp de A. 1701.

1701 Zu wissen: Nachdem Ihro Königl. Majest. zu Dännemarck-Norwegen rc. rc. in dem 9. Articul des zu Traventhal aufgerichteten Tractats versprochen, an des Herrn Hertzogen zu Schleßwig-Holstein Durchl. 260000. Reichsthaler zahlen zu lassen, solche Gelder auch zu diesem Behuff in bestimmter Zeit zu Hamburg parat gestanden, wegen der würcklichen Auszahlung aber sich um des willen einige Difficultäten hervor gethan, weiln Ihre Königl. Majestät eine Reciproque Execution berührten Tractats erfordert, und deßhalben gewisse Gravamina anführen lassen; als seynd solche durch gütliche Vermittelung folgender massen verglichen und abgethan worden;

I. Restituiren Ihre Durchl. denen Herren Hertzogen zu Norburg das jüngsthin occupirte Guth Gottesgab mit allen darauf vorgefundenen Mobilien und Vieh, so nicht gestorben, oder zum Nutzen des Guts angewandt, evacuiren solches 14. Tage nach Vollziehung dieses Recesses, begeben sich auch für sich und Dero Successoren alles Anspruchs, welchen dieselbe so wohl gegen Ihre Königl. Majestät als das gesambte Haus Plön aus dem 2. Articul des Altonaischen Tractats oder sonst auf berührtes Guth Gottesgabe haben möchten.

Nachdem auch ferner von Seiten Ihrer Königl. Majest. aus denen

nen alten Erbtheilungen Lehens Documenten und andern Fundamentis erwiesen worden, daß die gantze Insul Arroe, einfolglich auch die darauf belegene 4. Güther ein uhraltes Domanial zum Hertzogthumb Schleßwig gehöriges Lehenguth sey, und in den Erbtheilungen der Königl. Portion zugeleget worden; So lassen es Ihre Durchl. zu Schleßwig-Holstein-Gottorp hiebey bewenden, und wollen auf solche Insul für sich und Dero Nachkommen keinen fernern Anspruch führen, ohne was die Succession betrifft. 1701

II. Weiln in dem Traventhalischen Tractat versehen, daß kein Theil dem andern in denen zugetheilten Landen, Aemtern und Städten zu keiner Zeit einige Behinderung oder Eintrag thun solle: So haben Ihre Durchl. auch deßhalben für sich und Dero Successores de præterito & in futurum sich allen Anspruchs wegen des Halbscheids der gemeinschafftlichen Contributionen, die in der Landes Matricul benannte Aemter und Städte, und auf Arroë befindliche 4. Güther betreffend, so den Fürstl. Sonderburg-Plön-Norburg- und Glücksburgischen Häusern zugehören, begeben, weiln solche aus dem Königl. Antheil hergekommen und abgegeben seyn. Ihre Durchl. behalten sich aber eventualiter den in GOttes Händen stehenden auf diese Lande ledigen Anfall bevor, so weit sie alsdann dazu berechtigt seyn werden. Was aber alle übrige von denen Herren Herzogen zu Sonderburg, Nordburg und Glücksburg, auch andern particulieren daselbst anjetzo besitzende und in der Landes Matricul sich befindende Adeliche Güter betrifft; so bleiben selbige unter gemeinsamer Jurisdiction und Collectation.

Hingegen renunciiren Ihre Königliche Majestät für Sich und Dero Successoren in der Regierung der Prætension von 103. Pflugen aus dem Peræquations - Recess de Anno 1663. welche Deroselben zu Erhaltung einer durchgehenden Gleichheit in denen Pflugen beygeleget, also daß jeder Herr die Ihme darinn zugelegte damahls besessene und angerechnete Güter eintzig und allein ohne des andern Gegen-Rede collectire. Ingleichen renunciiren Ihre Königl. Majestät allen Prætensionen, welche Sie vermöge des Glückstädtischen Recesses und sonst auf die vormahls durch Wasser-Fluth überschwemmete, nachgehends aber von Jahren zu Jahren durch Legung neuer Teiche wieder gewonnener Ländereyen des Fürstlich-Gottorpischen Antheils wegen, da sie ad commune catastrum provinciale hätten gebracht werden sollen, des Halbscheids derer Contributionen machen können;

Gestalt dann von Ihrer Königlchen Majestät und Hochfürstl. Durchl. ferner beliebet, daß Inhalts Traventhalischen Friedens nicht allein solche, und andere bereits eingerichtete Länderenen, sondern welche noch eingerichtet werden können, es sey in Nord-Strand Tundrischen, Eyderstättischen, Bredtstättischen, Dittmärschen, oder sonsten jedem Herrn allein und privative zu collectiren, zustehen und verbleiben, ohne daß er gehalten, deßwegen das geringste ad commune catastrum zubringen.

III. Ist

1701 III. Ist auch in dem Traventhalischen Tractat stipulirt, daß alles, was nach dem 14. Augusti an Contributionen erhoben seyn würde bona fide restituiret seyn solte; So versprechen Ihro Hochfürstl. Durchl. daß zugleich und wann die Auszahlung der 260000. Rthlr. geschiehet, auch die aus denen Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst durch Königl. Schwedische Auxiliar-Trouppen eingetriebene Contributions-Gelder Dero Antheils wieder gut gethan werden sollen. Also auch

IV. Ihre Königl. Majestät verschiedene Fürstliche Obligationes ex causa onerosa in solutum & pro satisfactione annehmen müssen, und deßhalben vorhin verglichen gewesen, daß 60000. Rthlr. in deposito bleiben sollen, so wollen Ihre Königl. Majest. deshalben auch nachgeben, und die gantze Summa der 260000. Rthlr., so fort nach Ratification gegenwärtigen Recesses auszahlen lassen, jedoch mit Vorbehalt, daß sie wegen obgemeldter Hochfürstlichen Obligationen ihre jura salva & integra behalten, und nicht gehalten seyn wollen, inzwischen, und biß es wegen vorgedachter Obligationen zur völligen Richtigkeit gesetzet, die vor einige Fürstl. Ministros und Bediente vermöge des Altonaischen Vergleichs noch rückständige Capitalien zu bezahlen.

V. Ob zwar auch im übrigen Ihre Königl. Majest. vermöge des Glückstättischen Anno 1667. aufgerichteten Recesses die von denen Fürstl. Unterthanen aus der Stadt und Ambt Husum auch Eyderstätt restirende Verzollung einer starcken Anzahl Viehes möchte erleget werden, und deßhalben vor Auszahlung der 260000. Rthlr. Vergnügung geschehen: so ist doch, zumahlen annoch einige Zeit erfordert würde, solche Sache zu völliger Richtigkeit zu setzen, beyderseits beliebet, daß sie ad gravamina verwiesen, und daselbst Inhalts vorbesagten Recessus abgethan werde.

Damit jedoch diese und andere mehr von beyden Theilen führende Gravamina in keine weitere Verzögerung gebracht, besondern zu ihrer völligen Erledigung ehist gelangen mögen: Als ist Königl. und Fürstl. Seiten beliebet, sothane gesambte Gravamina, und was darzu noch möchte gesetzet werden, sofort nach Vollziehung dieses Neben-Vergleichs ohne weitern Aufschub durch beyderseits hierzu committirte gevollmächtigte Ministros und Räthe vornehmen, und innerhalb 2. Monathen à dato Ratificationis gegenwärtigen Recessus völlig erörtern und schleissen zu lassen.

Zu wahrer Uhrkund dessen seynd wegen dieses Neben-Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria auf beyderseits Herren Principalen erfolgender Ratification verfertiget, unterschrieben und besiegelt worden. So geschehen zu Hamburg den 12. Julii 1701.

Joh. Hugo von Lente.	Pincier v. Königstein.	J. G. Banier.
(L.S.)	(L.S.)	(L.S.)

CCXXV.

1701

CCXXV.

Grosse Alliantz zwischen dem Käyser, Engeland und Holland, geschlossen im Haag, den 7. Sept. 1701.

QUandoquidem mortuo sine liberis non ita pridem gloriosissimæ memoriæ Carolo Secundo, Hispaniarum Rege, Sacra Sua Cæsarea Majestas successionem in Regna & Provincias Regis defuncti Domui suæ Augustæ legitime deberi asseruerit; Rex autem Christianissimus pro Nepote suo Duce Andegavensi eandem successionem ambiens, & jus illi ex Testamento quodam Regis defuncti natum esse præferens, pro modo dicto Duce Andegavensi possessionem universæ hæreditatis sive Monarchiæ Hispanicæ arripuerit, provincias Hispano-Belgicas, Ducatumque Mediolanensem armis occupaverit, Classem in Portu Gaditano paratam teneat, Naves plures bellicas ad Indias Hispano parentes miserit, atque hoc modo, aliisque plurimis, Regna Galliarum & Hispaniarum tam arcte inter se uniantur & coalescant, ut posthac non aliter quam pro uno eodemque Regno considerandа esse videantur; adeo ut nisi prospectum fuerit, satis appareat, Cæsareæ Suæ Majestati abjiciendam esse omnem spem unquam sibi de prætensione sua satisfactum iri, Sacrum Romanum Imperium jura sua in Feuda, quæ sunt in Italia & in Belgio Hispanico, perditurum, Britannis & Belgis fœderatis liberum navigationis & commerciorum usum in Mare Mediterraneum, in Indias & alibi funditus periturum, Unitumque Belgium destitutum in securitate, quam ex interpositis inter se & Gallos Provinciis Hispano-Belgicis, vulgo *Barriere*, tenebat; denique Gallos & Hispanos ita conjunctos adeo omnibus formidandos brevi evasuros, ut totius Europæ Imperium facile sibi vindicaturi sint. Quum autem ob hunc procedendi modum Regis Christianissimi Cæsareæ Suæ Majestati necessitas imposita fuerit exercitum in Italiam mittendi, ad conservanda tam Jura sua privata, quam Feuda Imperii, Rex Magnæ Britanniæ necessarium existimaverit, copias suas auxiliares mittendi Belgio Fœderato, cujus res eo loco sunt, ac si reipsa jam aggressum foret, & Domini Ordines Generales Uniti Belgii, quorum fines undique fere patent, effracto & remoto obice, vulgo *Barriere*, qui Gallorum vicinitatem arcebat, coacti sint ea cuncta pro securitate & salute Reipublicæ suæ facere, quæ bello impediti facere debuissent vel potuissent; Quumque tam anceps rerum constitutio ipso bello periculosior sit, & hoc rerum statu Gallia & Hispania abutantur, ut se magis & magis inter se devinciant ad opprimendam Europæ libertatem, & tollendum commerciorum usum: His rationibus adducti, S. S. Cæs. Maj. S. S. Cæs. Maj. Magnæ Britanniæ, & Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Uniti Belgii tantis malis hinc surrecturis obviam tendentes, & pro viribus remedia afferre cupientes, arctam inter se conjunctionem & confœderationem, pro depellenda communis periculi magnitudine, necessariam esse existimaverunt, & hunc in finem mandatis suis instruxerunt, scilicet Sacra Sua Cæsarea

1701 Majeſtas Nobiliſſimos, Illuſtriſſimos & Excellentiſſimos Dominos, Dominum Petrum, Sacri Romani Imperii Comitem a Gœſſen, Dominum de Carelsberg, Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Camerarium, Conſiliarium Imperialem Aulicum, & ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegatum Extraordinarium; & Dominum Ioannem Wenceslaum, Sacri Imperii Romani Comitem Wratislau a Mitrowitz, Dominum de Giuctz & Malleshitz, Sacræ Romanæ & Hungariæ Regiæ Majeſtatis Camerarium, intimæ Cancellariæ Aulico-Bohemicæ Conſiliarium & Aſſeſſorem, nec non Sacræ Cæſareæ Majeſtatis ad Sereniſſimum Magnæ Britanniæ Regem Ablegatum Extraordinarium, Legatos ſuos Extraordinarios & Plenipotentiarios; Sacra Sua Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ Nobiliſſimum, Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum, Dominum Joannem Comitem de Marlborough, Baronem Churchill de Sandridge, Sacræ Regiæ Majeſtati a Conſiliis intimis, copiarum pedeſtrium Ducem, vulgo Generalem, & ſummum Exercitus memoratæ Sacræ Regiæ Suæ Majeſtatis in Belgio Præfectum, Legatum ejus extraordinarium, Commiſſarium, Procuratorem & Plenipotentiarium; & Domini Ordines Generales Dominos, Didericum Eck de Panteleon, Dominum de Gent & Erlekum; Fridericum Baronem de Rheede, Dominum de Lier, Agri S. Antonii & de Terlee, Commendatorem Buræ, unum Nobilium & in Ordine Equeſtri Hollandiæ & Weſtfriſiæ conſcriptum; Anton. Heinſium, Dominorum Ord. Holland. & Weſtfriſiæ Conſiliar. & Syndicum, eorundem magni Sigilli Cuſtodem, ac Feudorum Præſidem; Wilhelmum de Naſſau, Dominum de Odyk, Cortgiene, &c. Primum Nobilem & repræſentantem Ordinem Nobilium in Dominorum Ordinum Zelandiæ & eorundem Deputatorum conſeſſu; Everhardum de Weede, Dominum de Weede, Dykvelt, Rateles, &c. Fundi Civitatis Oudewater Dominum, Capituli S. Mariæ, quod Trajecti ad Rhenum eſt, Decanum, Conſiliarium primarium, & Præſidem Conſeſſus Provinciæ Ultrajectinæ, Aggerum Fluminis Leccæ Præfectum & Prætorem; Wilhelmum van Haren, Agri Britanni in Friſia Grietmannum, Univerſitatis Franequeranæ Curatorem, a parte Nobilium in Conſeſſu Dominorum Ordinum Friſiæ Deputatum; Burchardum Juſtum a Welvede in Buckhorſt & Molchate, Toparcham in Zallick & Vekaten, Iſſelmuydani Agri Satrapam; & Wicherum Wichers, Civitatis Groningenſis Senatorem, reſpective Dominorum Ordinum Geldriæ, Hollandiæ & Weſtfriſiæ, Zelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Friſiæ, Tranſiſalanæ & Groningæ & Ommelandorum ad Conventum Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Deputatos, qui vi mandatorum ſuorum in ſequentes fœderis leges convenerunt.

I.

Sit maneatque inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Sacram Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, conſtans, perpetua & inviolabilis amicitia & correſpondentia, teneaturque alter alterius commoda promovere, damna vero & incommoda pro poſſe avertere.

II. Sa-

II. Sacra Sua Cæsarea Majestas, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & Domini Ordines Generales, cum nulla Res ipsis magis cordi sit, quam Pax & tranquillitas generalis totius Europæ, judicaverunt, ad eam stabiliendam nihil efficacius futurum, quam procurando Cæsareæ Suæ Majestati, ratione prætensionis suæ in Successionem Hispanicam, satisfactionem æquam & rationi convenientem, & ut Rex Magnæ Britanniæ, & Domini Ordines Generales securitatem particularem & sufficientem, pro Regnis, Provinciis, Ditionibus suis, & pro navigatione & commerciis subditorum suorum adipiscantur. 1701

III. Propterea Fœderati ante omnia operam dabunt, quantam possunt maximam, ad obtinendam via amicabili & per transactionem solidam & firmam, Cæsareæ Suæ Majestati satisfactionem æquam & rationi convenientem, in causa memoratæ successionis, & securitatem modo indigitatam Regiæ Suæ Majestati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii, impendentque Fœderati in hunc finem omni studio & absque ulla intermissione, spatium duorum mensium a die, quo ratificationum tabulæ commutabuntur, numerandum.

IV. Quodsi præter spem & vota intra tempus præfinitum res eo quo dictum est modo transigi nequeat, Fœderati sibi invicem spondent & promittunt, se alter alterum omnibus viribus adjuturos, idque juxta specificationem peculiari in conventione determinandam, ut ita acquirant satisfactionem & securitatem ante memoratas.

V. Fœderati ad procurandam satisfactionem & securitatem antedictas inter alia omnes nervos intendent, ut recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut sint obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio fœderato removens & separans, pro securitate Dominorum Ordinum Generalium, quemadmodum istæ omni tempore inservierunt, donec Rex Christianissimus nuper eas milite suo occupavit, ut & Ducatum Mediolanensem cum dependentiis ejus, tanquam Feudum Imperii atque securitati Provinciarum hæreditariarum Cæsareæ Suæ Majestatis inserviens, præterea Regna Neapolis & Siciliæ & Terras atque Insulas circa oram Hetruriæ in Mari Mediterraneo, quæ sunt ditionis Hispaniæ, & ejusdem usus esse possunt, ut & prodesse Navigationi & Commerciis Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Belgii Uniti.

VI. Licitum sit Regiæ Suæ Majestati Magnæ Britanniæ & Dominis Ordinibus Generalibus communi consilio, pro utilitate & commodo Navigationis & Commercii Subditorum suorum, quas poterunt in Indiis Hispanicæ ditionis terras & urbes armis occupare, quicquid autem occupaverint, ipsorum manebit.

VII. Necessitate exigente ut Fœderati ad obtinendam ante dictam Suæ Cæsareæ Majestatis satisfactionem, & Regis Magnæ Britanniæ ac Dominorum Ordinum Generalium securitatem, bellum subire adigantur, fideliter inter se consilia communicabunt de operationibus bellicis, & de omnibus rebus ad causam hanc communem spectantibus.

1701 VIII. Neutri partium fas ſit bello ſemel ſuſcepto de pace cum hoſte tractare, niſi conjunctim & communicatis conſiliis cum altera parte, nec pax ineatur niſi adepta prius pro Cæſarea Sua Majeſtate ſatisfactione æqua & rationi conveniente, & pro Regia Sua Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Dominis Ordinibus Generalibus ſecuritate particulari Regnorum, Provinciarum, Ditionum, Navigationis & Commerciorum ſuorum, & niſi juſtis cautelis antea proviſum ſit, ne Regna Galliæ & Hiſpaniæ unquam ſub idem Imperium veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque Regni Rex fiat, & ſpeciatim ne Galli unquam in poſſeſſionem Indiarum juris Hiſpanici veniant, neque ipſis ibidem Navigatio Mercaturæ exercendæ cauſa ſub quocunque prætextu directe vel indirecte permittatur, & denique niſi pacta pro ſubditis Regis Magnæ Britanniæ & Fœderati Belgii facultate plena utendi & fruendi omnibus iisdem privilegiis, juribus, immunitatibus & libertatibus commerciorum terra marique in Hiſpania, Mari Mediterraneo, & in omnibus terris & locis, quæ Rex Hiſpaniarum poſtremo defunctus tempore mortis, tam in Europa, quam alibi poſſedit, quibus tum utebantur & fruebantur, vel quibus amborum vel ſingulorum ſubditi jure ante obitum dicti Regis Hiſpaniarum quæſito per tractatus, per pacta conventa, per conſvetudines vel per alium quemcunque modum uti & frui poterant.

IX. Tempore, quo dicta transactio vel pax fiet, Fœderati inter ſe convenient de omnibus iis, quæ ad ſtabiliendam Navigationem & Commercia Subditorum Regis Magnæ Britanniæ & Dominorum Ordinum Generalium, in terris & ditionibus acquirendis, & a poſtremo defuncto Hiſpaniarum Rege poſſeſſis, neceſſaria erunt, quemadmodum etiam de modo, quo Domini Ordines Generales per Obicem antedictum, vulgo *Barriere*, ſecuri reddantur.

X. Et quoniam controverſiæ quædam Religionis ergo exoriri poſſent in locis a Fœderatis, uti ſperant, armis occupandis, de exercitio ejus inter ſe etiam eodem, quo ſupra dictum eſt, tempore convenient.

XI. Fœderati ſe invicem omnibus viribus juvare & opem ferre contra aggreſſorem teneantur, ſi Rex Chriſtianiſſimus, vel quisquam alius aliquem Fœderatorum ex cauſa hujus Fœderis aggredi ſuſtineat.

XII. Quod ſi vel nunc ſuper ſæpe indigitata ſatisfactione & ſecuritate tranſigi queat, vel poſt ſuſceptum neceſſario bellum pax iterum coaleſcat, poſt talem vel transactionem, vel pacem concluſam, ſit & maneat ſemper inter partes contrahentes fœdus defenſivum pro guarantia ejusdem vel transactionis vel pacis.

XIII. Ad hujus fœderis ſocietatem admittentur cuncti Reges, Principes & Status, qui volent, & quibus pax generalis cordi eſt: Quoniam autem Sacri Romani Imperii peculiariter intereſt, Pacem publicam ſervari, & hic inter alia agatur de recuperandis Imperii Feudis, ad hujus fœderis ſocietatem dictum Imperium ſpeciatim invitabitur, præterea Fœderatis conjunctim vel ſingulis ſeorſim licitum ſit acceſſionem

onem ad hoc fœdus requirere eorum, quos requirere ipsis visum fuerit. 1701

XIV. Ratihabebitur hoc fœdus ab omnibus Fœderatis intra spatium septimanarum, vel citius si fieri poterit.

In quorum fidem nos supra memorati Plenipotentiarii præsens fœdus subscriptionibus & sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum die septimo Sept. Anni millesimi septingentesimi primi.

Signatum erat in singulis Instrumentis separatim, scilicet a parte Cæsareæ Suæ Majestatis,

Petrus Comes à Goessen,

Joannes Wenceslaus Comes Wratislau à Mitrovitz.

A parte Regiæ Suæ Majestatis Magnæ Britanniæ,

Marlborough ;

Et a parte Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii

D. v. Eck v. Panteleon, Herr van Gent,

F. B. van Rheede,

Anton. Heinsius.

W. de Nassau.

E. de Weede.

W. van Haaren.

B. J. van Welvelde.

W. Wichers.

Appositis sigillis singulorum nominibus.

CCXXVI.

ADRESSE

Du Parlement d'Angleterre à Sa Majesté le Roi Guillaume III. laquelle contient un Acte pour étendre la Succession à la Couronne d'Angleterre & pour mieux assurer les Droits & Libertez des Sujets. Passé le 18. Mars 1702. N. S.

D'AUTANT qu'en la premiére année du Regne de Votre Majesté & de feuë notre tres-Gracieuse Souveraine la Reine Marie d'heureuse Memoire, un Acte de Parlement avoit été fait, intitulé, *Acte pour declarer les Droits & les Libertez des Sujets, & pour établir la succession à la Couronne*, dans lequel, entr'autres choses, il avoit été établi, declaré & passé en Loi que la Couronne & le Gouvernement Royal des Royaumes d'Angleterre, de France & d'Irlande, & des domaines qui en dependent, seroient & continuëroient dans Votre Majesté & ladite feuë Reine, pendant leur vie & la vie de celui des deux qui survivroit, & qu'après le decès de Votre Majesté & de ladite Reine, ladite Couronne & Gouvernement Royal seroient & demeureroient aux Héritiers issus du Corps de ladite feuë Reine, & au defaut d'une telle Lignée à Son Altesse Royale la Princesse Anne de Danemarc & aux 1702

 Héri-

1702 Héritiers issus de son Corps, & au defaut d'une telle Lignée aux Héritiers procréez par Vôtre Majesté: & il fut d'ailleurs passé par là en Loi que toutes & chaque personne ou personnes qui seroient alors ou dans la suite reconciliés au, ou qui auroient communion avec le siége ou l'Eglise de Rome, ou qui feroient profession de la Religion Papiste, ou qui se marieroient à des Papistes, seroient exclus & rendus incapables pour toûjours d'hériter, posséder ou jouïr de la Couronne & du Gouvernement de ce Royaume, de l'Irlande & des Domaines qui en dependent, ou d'aucune partie d'iceux, & d'avoir, se servir, ou exercer aucun pouvoir, autorité ou Jurisdiction Royale dans iceux: & que dans tous & chacun desdits Cas, les Peuples de ces Royaumes seront & sont par là absous de leur fidelité, & ladite Couronne & Gouvernement descendroient successivement & seroient possedez par telle personne ou personnes, qui étant Protestantes auroient herité & joui d'iceux, au cas que ladite personne ou personnes, ainsi reconciliées, ayant communion, professant ou se mariant comme dessus, fussent naturellement mortes.

Aprês avoir fait un tel Statut & l'etablissement qui y est contenu, les bons Sujets de Vôtre Majesté, qui ont été rétablis dans l'entiére & libre possession & jouïssance de leur Religion, de leurs Loix & de leurs Libertez, par la Providence de Dieu, qui a beni d'un heureux succés les justes entreprises & les infatigables efforts, que Vôtre Majesté a fait pour cela, n'avoient point à esperer ou à souhaiter un plus grand bonheur temporel que celui de voir une Royale Lignée venant de Vôtre Majesté (à laquelle, après Dieu, ils confessent devoir leur tranquilité, & dont les Ancêtres ont été, pendant une longue suite d'années les principaux appuis de la Religion Reformée, & des Libertez de l'Europe) & de notre dite tres-Gracieuse Souveraine la Reine Marie, dont la Memoire sera toûjours precieuse aux Sujets de ces Royaumes. Et comme il a depuis plû au Tout-Puissant de retirer de ce Monde notre dite Souveraine, comme aussi Guillaume Duc de Glocester, qui donnoit de tres-grandes esperances, & qui étoit le seul rejetton vivant de Son Altesse Royale, la Princesse Anne de Dannemarc, au deplaisir & au regret inexprimable de Vôtre Majesté, & vosdits bons Sujets, qui reflêchissant avec douleur, par de telles pertes, qu'il depend entiérement du bon plaisir du Tout-Puissant de prolonger les vies de Vôtre Majesté & de Son Altesse Royale & d'accorder à Vôtre Majesté ou a Son Altesse Royale une Lignée, qui puisse hériter la Couronne & le Gouvernement Royal comme dessus, selon les établissemens respectifs contenus dans l'Acte ci-dessus mentionné, implorent sans cesse la Misericorde divine pour ces benedictions: & lesdits Sujets de Vôtre Majesté, ayant une experience journaliére du soin & de l'intérêt que Vôtre Majesté prend pour la prosperité presente & future de ces Royaumes, & particulierement par la recommandation que Vôtre Majesté à faite, étant assise sur son Trone, pour étendre la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, pour le bonheur de la Nation, & la sûreté de notre Religion: & étant absolument necessaire pour la sûreté de

de la Paix, & la tranquilité de ce Royaume, de prevenir en icelui tous 1702
les doutes & disputes, qui pourroient y survenir, à cause de quelques prétendus titres à la Couronne; & de maintenir une certitude dans la Succession d'icelle, à laquelle Vos Sujets puissent sûrement avoir recours pour leur protection, au cas que la Succession établie par l'Acte susmentionné vint à finir. A ces causes, pour une plus ample provision de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, nous les tres-obéïssans & tres-fidéles Sujets de Vôtre Majesté les Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, assemblez en ce present Parlement, supplions Vôtre Majesté, qu'il soit établi & declaré par Sa Majesté le Roi, par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes, assemblez en ce present Parlement, & par l'autorité d'iceux, que la tres-Excellente Princesse Sophie, Electrice & Duchesse Douairiére d'Hannover, fille de feuë tres-Excellente Princesse Elisabeth Reine de Bohéme, fille de feu notre Souverain Seigneur le Roi Jaques Premier d'heureuse Memoire, soit & est par celle-ci, declarée être la plus prochaine à la Succession dans la Ligne Protestante; à la Couronne Imperiale & à la Dignité desdits Roiaumes d'Angleterre, de France & d'Irlande & des Domaines qui en dépendent, aprés Sa Majesté & la Princesse Anne de Dannemarck, & à defaut respectivement de Lignée de ladite Princesse Anne, & de Sa Majesté. Et que dès & après le decès de Sadite Majesté, à present notre Souverain Seigneur, & de Son Altesse Royale la Princesse Anne de Dannemarck, & à défaut respectivement de Lignée de ladite Princesse Anne de Dannemarck & de Sa Majesté, la Couronne & le Gouvernement Royal desdits Royaumes d'Angleterre, de France & d'Irlande, & des Domaines qui en dépendent, avec l'Etat & Dignité Royale desdits Royaumes, & avec tous les Honneurs, Qualitez, Tîtres, Régales, Prerogatives, Pouvoirs, Jurisdictions, & Autoritez qui en dependent & qui leur appartiennent, sera, restera & continuëra à ladite tres-Excellente Princesse Sophie, & aux Héritiers issus de son Corps, étant Protestans: & c'est à quoi lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, au Nom de tout le Peuple de ce Royaume, se soûmettent tres-humblement & loyaument, tant eux que leurs Héritiers & leur Posterité, & promettent fidelement qu'après le decès de Sa Majesté & de Son Altesse Royale, & à défaut d'Héritiers, issus de leurs respectifs Corps, ils soûtiendront, maintiendront, & defendront ladite Princesse Sophie, & les Héritiers issus de son Corps, étant Protestans, selon la limitation & la Succession à la Couronne ci-specifiée & contenuë, de tout leur pouvoir & aux dépens de leurs vies & de leurs bien, contre toute personne que ce soit, qui attentera quelque chose au contraire.

Bien entendu toûjours, ainsi qu'il est établi par celles-ci, que toutes & chacune personne ou personnes, qui hériteront ou pourront hériter ladite Couronne, en vertu de la Limitation de ce present Acte, qui est, sont ou seront reconciliées au, ou qui auront communion avec le Siége ou Eglise de Rome, ou qui feront profession de la Religion

1702 Papiste, ou qui se marieront à des Papistes, seront sujets aux incapacitez, lesquelles dans tous & chacun desdits Cas sont declarées, statuées & établies par ledit Acte susmentionné. Et que chaque Roi ou Reine de ce Royaume, qui viendra ou succedera à la Couronne Imperiale de ce Royaume, en vertu de ce present Acte, prendra le serment du Couronnement, qui sera administré à Lui, à Elle ou à Eux, à leurs respectifs Couronnemens, selon l'Acte de Parlement, fait en la premiére année du Régne de Sa Majesté, & de ladite feuë Reine Marie, intitulé, *Acte pour établir le serment du Couronnement*, & fera, souscrira, & repetera, la Declaration mentionnée dans ledit Acte, rapporté en premier lieu ci-dessus, en la maniere & forme, qui y est prescrite.

Et d'autant qu'il est requis & necessaire de pourvoir plus amplement à la sûreté de notre Religion, de nos Loix & de nos Libertez, dès & après le décès de Sa Majesté & de la Princesse Anne de Dannemarck, & à défaut de Lignée respective, issuë du corps de ladite Princesse, ou de Sa Majesté, il est statué par Sa Majesté le Roi par & avec l'avis & consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes, assemblez en Parlement & par l'Autorité d'iceux.

Que quiconque viendra ci-après à la Possession de cette Couronne, se conformera à la Communion de l'Eglise Anglicane, ainsi qu'elle est établie par les Loix.

Qu'au cas que la Couronne & Dignité Imperiale de ce Royaume vienne à tomber à quelque personne, qui ne sera pas Native de ce Royaume d'Angleterre, la Nation ne sera point obligée de s'engager dans aucune Guerre, pour la defense de quelques Etats ou Territoires, qui n'appartiendront point à la Couronne d'Angleterre, sans le consentement du Parlement.

Que nulle personne qui viendra ci-après à la Possession de cette Couronne, ne sortira des Domaines d'Angleterre ou d'Irlande, sans le consentement du Parlement.

Que dès & après le tems que cette plus ample limitation faite par cet Acte, aura lieu, toutes les matiéres & affaires relatives au bon Gouvernement de ce Royaume, qui sont, selon les Loix & Coûtumes de ce Royaume, proprement du ressort du Conseil Privé, y seront traitées, & les Resolutions, qui y seront prises là-dessus, seront souscrites par ceux du Conseil Privé qui y donneront leur avis & leur consentement.

Qu'après que ladite limitation aura lieu nulle personne hors des Royaumes d'Angleterre, Ecosse & Irlande, ou des Domaines qui en dépendent, quoi qu'Elles soient naturalisées ou dennisées, excepté ceux qui seroient nez de Pere & Mere Anglois, soit capable d'être du Conseil Privé, ou Membre de l'une des deux Chambres du Parlement, ou de jouïr d'aucun Office ou Charge de confiance, Civile ou Militaire, ou d'avoir aucune Concession de Terres, Maisons ou Héritages de la Couronne pour lui-même, ou pour aucun autre ou autres en Commission pour lui.

Qu'aucune personne qui a un Office ou Charge de profit sous le Roi, ou

ou qui reçoit une Pension de la Couronne, ne sera capable de servir 1702
comme Membre de la Chambre des Communes.

Qu'après que ladite Limitation aura lieu, ainsi que dessus, les Commissions des Juges seront faites tandis, qu'ils se comporteront bien, *& leurs salaires seront assûrez & établis: mais il sera loisible de les déplacer sur une Adresse de l'une & l'autre Chambre du Parlement.*

Que nul pardon sous le Grand Sceau d'Angleterre ne sera allegué ou reçû contre une Accusation des Communes en Parlement.

Et d'autant que les Loix d'Angleterre, sont les Droits naturels du Peuple dudit Royaume, & que tous les Rois & Reines qui monteront sur le Trône de ce Royaume, doivent le gouverner conformément auxdites Loix, & que tous leurs Officiers & Ministres doivent respectivement les servir selon les mêmes Loix: à ces Causes lesdits Seigneurs Spirituels & Temporels & les Communes, supplient aussi avec humilité que toutes les Loix & Statuts de ce Royaume, qui tendent à assurer la Religion établie, & les Droits & Libertez du Peuple d'icelui, & toutes autres Loix & Statuts dudit Royaume, qui sont à present en force, puissent être ratifiez & confirmez: & suivant cela les mêmes *sont* par Sa Majesté, par & avec l'avis & consentement desdits Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes, & par l'autorité d'iceux, ratifiez & confirmez.

SERMENT D'ABJURATION.

Contre le prétendu Prince de Galles.

JE N. N. reconnois, proteste, certifie véritablement & sincerement, & déclare en conscience devant Dieu & les hommes, que notre Souveraine Dame la Reine Anne est de droit Reine légitime de ce Roiaume, & de tous les autres Domaines, & Païs qui en dépendent.

Et je déclare solemnellement & sincérement que je suis persuadé en ma conscience que la personne qu'on a prétendu être Prince de Galles, durant la vie du feu Roi Jaques, & qui depuis la mort de ce Prince, a prétendu être, & a pris le titre de Roi d'Angleterre, sous le nom de Jaques III. n'a aucun droit, ou titre à la Couronne de ce Royaume, ou des autres Domaines qui en dépendent, & je renonce à toute fidelité & obeïssance qu'il voudroit éxiger de moi;

Et je jure d'être fidéle & loial à Sa Majesté la Reine Anne, laquelle je promets défendre de tout mon pouvoir contre toutes Trahisons, Conspirations & Attentats qu'on pourroit former contre sa Personne, sa Couronne, ou sa Dignité; & je ferai tous mes efforts pour découvrir, & faire connoître à Sa Majesté, & à ses Successeurs toutes Trahisons & Conspirations, que je saurai être formées contre Elle, ou contre aucun d'eux.

Et je promets sincérement & de bonne foi, d'appuier, maintenir, & défendre de tout mon pouvoir la Limitation, & Succession de la Couronne, contre ledit *Jaques*, & contre toutes autres personnes quel-

1702 les qu'elles puissent être, sur le pié qu'elle a été mise & limitée par un Acte intitulé, *Acte qui declare les Droits & Libertez du Sujet, & qui établit la Succession de la Couronne* à Sa Majesté la Reine Anne & aux Héritiers issus de son Corps, pourvû qu'ils soient Protestans; & de la même maniére que cette Succession est reglée par un autre Acte intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & Libertez du Sujet*; de la même maniére, dis-je qu'elle est limitée après le decès de Sa Majesté, & au défaut de Lignée de sadite Majesté, sur le pié qu'elle est destinée à la Princesse Sophie Electrice & Duchesse Douairiére de Hannover, & aux Héritiers Protestans issus de son Corps.

Toutes lesquelles choses je reconnois sincerement, & de bonne foi, promettant & jurant de les observer fidélement, conformément aux paroles expresses que je viens de prononcer, & suivant la signification naturelle & le sens commun desdites paroles, sans aucune Equivoque, reservation mentale, ou autre subterfuge secret quel qu'il puisse être: Et je fais de bon cœur, volontairement & sincérement cèt aveu, cette reconnoissance, cette abjuration, & renonciation, ce que je proteste en foi de veritable Chrêtien.

Ainsi Dieu me soit en aide.

CLAUSE

Qui déclare coupable de *Haute Trahison* quiconque s'oppose de bouche ou par écrit à la Succession établie dans la Ligne Protestante.

ET pour mieux assurer la personne de Sa Majesté, & la Succession de la Couronne dans la Ligne Protestante, & ôter toute espérance au prétendu Prince de Galles, aussi bien qu'à tous autres Prétendans, ou à leurs Partisans secrets, & déclarez, qu'il soit de plus établi par la susdite Autorité, que si quelque personne, ou personnes, en quelque tems que ce puisse être, après le premier jour de Mars de l'année mil sept cens deux tâche de priver, de son droit, ou de s'opposer aux prétentions legitimes de la personne qui sera la plus proche héritiére de la Couronne, & reconnuë pour telle conformément aux limitations spécifiées dans un Acte intitulé, *Acte qui déclare les Droits & Libertez du Sujet, & qui établit la Succession à la Couronne*: & conformément à un autre Acte intitulé *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & Libertez du Sujet*; que, dis-je, telle personne ou personnes qui voudroient empêcher cet Héritier ou Héritiére, après le decès de Sa Majesté, que Dieu conserve, de succeder à la Couronne Imperiale de ce Royaume, & des Domaines & Territoires qui en dépendent, conformement aux Limitations des susdits Actes, c'est-à-dire, l'héritier issu du Corps de Sa Majesté qui sera le plus proche héritier de la Couronne, en cas qu'il plaise à Dieu

de

de donner Lignée à Sa Majesté, ou si Sa Majesté n'a point de Lignée, la Princesse Sophie Electrice, & Duchesse Douairiére de Hanover, & après le decès de ladite Princesse Sophie, le plus proche Héritier de la Couronne conformément aux Limitations spécifiées dans les susdits Actes; & qui entreprendroient de renverser cet Etablissement ou de s'y opposer en faisant quelque ouverture, demarche, ou action qui y fût contraire; telle offense sera censée & reputée crime de Haute Trahison, & celui ou ceux, qui auront commis telle offense, leurs Partisans, Instigateurs & Adherans, ou ceux qui en auront eu connoissance, en etant convaincus & atteints conformement aux loix & Statuts de ce Royaume, seront reputez & jugez Traitres, & subirons la peine de mort, & tous leurs biens seront confisquez de la même maniere que cela se pratique dans les Cas de Haute Trahison. 1702

CCXXVII.

Diploma Cessionis Monarhiæ Hispanicæ, à Leopoldo, Imp. & Josepho, Rege Rom. factæ Carolo III. de A. 1703.

Nos Carolus III. Dei Gratia Rex Castellæ, Legionis, Arragoniæ utriusque Siciliæ, Hierosolimorum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valenciæ, Galliciæ, Majoricæ, Minoricæ, Seviliæ, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziaræ, Gadium, Insularum Canariarum, Indiarum Orientalium, Insularumque, & Terræ Firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Athenarum, & Neopatriæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonis, Cantabriæ & Melinæ Dominus: Notum facimus omnibus præsentibus & futuris: Cum invictissimus Princeps Dominus Leopoldus Romanorum Imperator Semper Augustus Dominus & Parens noster amantissimus & summa veneratione colendus, una cum Serenissimo Principe Domino Josepho Romanorum & Hungariæ Rege, fratre nostro charissimo pro horum benigna & benevola in nos propensione hæreditario jure sibi delatam morte Serenissimi quondam & potentissimi Domini Caroli II. Hispaniarum & Indiarum Regis pientissimæ recordationis, Hispanicam Monarchiam, simulque Belgium Catholicum antiquum inclytæ Domus nostræ patrimonium in nos transtulerit prout sequitur. 1703

Nos Leopoldus divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Rex Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Lucemburgi, ac Superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Feretis, Kiburgi & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Sclavonicæ, Comes Mahonis & Salinarum: Notum testatumque facimus, cum per mortem pientissimæ memoriæ Serenissimi quondam

&

1703 & Potentissimi Principis Domini Caroli II. Hispaniarum & Indiarum Regis, fratris & Nepotis nostri Charissimi, omnia ab illo possessa Regna & ditiones ad nos hæreditatio jure pervenerint: nos tamen serio perpendisse, quam difficile sit, tot & tam longe dissitas Provincias, simul cum aliis Regnis & Provinciis nostris hæreditariis ab uno Principe sic gubernari: ut his præsertim temporibus communis Europæ salus & cunctorum nostrorum subditorum utilitas efflagitat. Mature præterea consideravimus, cum modernæ res Hispanicæ ita comparatæ sint, ut Regis sui præsentiam quantocius requirant, non solum nos multifarie impediri, quo minus illuc nos statim conferamus, sed nec filium nostrum dilectissimum primogenitum Serenissimum Regem Romanorum & Hungariæ Josephum, ad quem post nos omnis successio nostra primo jure pertinet, istud nunc iter arripere & ab Imperio Romano, Regnisque nostris & Provinciis Austriacis abesse posse. Non minus ob oculos nobis posuimus, quæ jam à teneris unguiculis in altero nostro filio perdilecto Serenissimo Archiduce Carolo indoles emicuerit, talis nimirum, qualis eos quos Divina ipsa benignitas concessit natales deceat, quam etiam prægredientibus annis omni virtutum se, & domibus unde ortum trahit dignarum genere excoluerit, & quod jam ea ætate sit, ut divino auxilio præeunte accedente fidelium Ministrorum Consilio & ope populis à Deo sibi concreditis laudabiliter præesse queat. Non potuimus denique pro certissimo approbantis, ducentis, & secundantis Divinæ voluntatis indicio grati non agnoscere & venerari, quod & primogenitus noster Serenissimus Romanorum Rex hujus sui fratris amantissimi incrementa pro suis reputet, & hic communibus non modo populorum Hispanicæ ditioni subditorum, sed totius pene Europæ votis ad Hispanicam capessendam Monarchiam destinetur, & invitetur, eumque ad finem assequendum à plurimis potentia & justitia fulgentibus statibus nulli sumptui aut operæ etiamnum parcatur. His igitur aliisque permoti gravissimis rationibus in nomine Sacro-Sanctæ & individuæ Trinitatis, consentiente & adstipulante & promovente dilectissimo filio nostro primogenito Serenissimo Romanorum & Hungariæ Rege Josepho cessimus & assignavimus, cedimus & assignamus, virtute præsentium literarum, omni meliori modo, & quam firmissime id fieri possit, eidem filio nostro secundo genito Serenissimo Archiduci Carolo, ejusque posteris ex legitimo matrimonio nascituris, non qualitercunque legitimatis aut legitimandis, Universam Monarchiam Hispanicam, omniaque ad eam pertinentia, ubicunque sita Regna & Provincias, unaque Belgium quod Catholicum audit, & ad Serenissimam Domum nostram Austriacam antiquo jure spectat, illique & illis plenam & absolutam suo nomine omnes easce ditiones adipiscendi, possidendi, regendi & gubernandi tribuimus facultatem, ea plane ratione, iisque titulis, & prærogativis, quibus defunctus Rex Carolus II. eas possedit, tenuit, rexit & gubernavit, aut possidere, regere & gubernare potuit aut debuit: Nosque ipsi aut dilectissimus filius noster primogenitus potuissemus

aut

aut debuissemus, salvo semper evenientibus casibus totius Serenissimæ Domus nostræ successionis jure & Ordine, observatis quoque ubivis cujusque populi privilegiis, quæ illibata penitus quibusvis cupimus. Reservamus etiam nobis & successoribus nostris Romanorum Imperatoribus & Regibus, sacroque Romano Imperio, omnia Imperii jura in illas Provincias, quæ præcedentes reges Hispaniæ sub quacunque qualitate ab imperio acceperunt, filiusque noster Serenissimus Carolus III. accipiet & possidebit, non secus ac si speciatim hic singula expressa fuissent, quæque adeo idem conservare, & suo quævis loco & tempore in effectum deducere omnino tenebitur. Volumus similiter, ut eam porro huic cessioni seu translationi conditionem dicimus, ut filius noster Charissimus Serenissimus Rex Carolus III. omnes conventiones ratas habeat, atque jam ratas habuisse censeri debeat, quas ad vindicandam & in illum transferendam Hispanicam Successionem fecimus, seu inivimus & ad eas implendas suo se nomine diserte obstringat, ac jam obligatus censeatur, fidemque à nobis datam reapte liberet, atque nos filiumque nostrum Regem Romanorum Josephum & illius posteros, ea de causa securos & indemnes præstet, perinde ac si in horum testimonium, & majus robur, Nos, una cum filio nostro dilectissimo Serenissimo Romanorum Rege Josepho, non tantum præsentes has literas manibus nostris subscriptas sigillis nostris munivimus & Charissimo filio nostro Serenissimo Regi Carolo III. Hispaniarum & Indiarum tradimus, ab eoque vice mutua aliud acceptationis instrumentum, cui hoc instrumentum verbotenus insertum est, recepimus, sed & de eorum tenore semper observando, ac omnibus viribus propugnando nos amboque filii nostri, pro nobis, omnibus posteris nostris verbo Imperiali & Regio, jureque jurando corporaliter præstito fidem nostram quam solemnissime adstrinximus, nullo unquam tempore aut modo à nobis aut aliis infringendam omni quorumlibet qualicunque contradictone, exceptione generali ac speciali restitutione, dispensatione & absolutione, etiam Pontificia, aliisque beneficiis Legis seu Consuetudinis aut nominis perpetuo exclusis. Actum præsentibus præcipuis Aulæ nostræ Cæsareæ proceribus, aliisque Consiliariis sanctioris nostri Consilii status, Viennæ, die duodecima Mensis Septembris. Anno à partu Virgineo millesimo septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum Romani quadragesimo sexto, Hungarici quadragesimo nono, Bohemici vero quadragesimo septimo. 1703

Et nos Josephus DEI gratia Romanorum, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnoiliæ, Lucemburgi ac Superioris ac ris Silesiæ, Wirtembergæ, Teckæ, &c. Princeps Sveviæ Marchio inferioSacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ Superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kiburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchæ Sclavonicæ, Portus Mahonis & Salinarum, testamur & profitemur omnia superius descripta ab Augusto Domino & Parente nostro summe venerando, nobis maxime

1703 ine volentibus, assentientibus, & una cedentibus decreta, acta & cessa esse, assentimus etiam, & cedimus pro nobis & posteris nostris, omni meliori quo fieri possit modo, verbo æternæ veritatis & Regio, additoque corporali Sacramento, promittente, nos omnia & singula exactissime servaturos, nec iis unquam contraventuros, aut aliis id permissuros esse, abolitis omnibus quibuslibet exceptionibus, aut beneficiis contrariis, undecunque aut quomodocunque provenientibus, etiamsi eorum jure vel consuetudine singularis mentio vel amplior renunciatio fieri debuisset. Viennæ die & anno expressis.

Leopoldus manu propria (L.S.)
Josephus manu propria (L.S.)

Nos cum cessionem ipsam, tam additas conditiones gratissimo animo acceptasse, sicut hisce acceptamus, pro nobis & omnibus posteris nostris, Regio Verbo promittentes, & tactis Sacrosanctis scripturis, jurantes nos & ipsos omnia & singula accuratissime custodituros, & optima fide impleturos, illis nunquam contraituros, aut ut ab aliis contra eatur passuros, & si quæ ulterior aut iterata, vel sæpius repetita, licet non necessaria confirmatio à Nobis, Posterisve nostris quibuscunque, nostrisque Regnis & Provinciis quandocunque postuletur, eam quoque daturos, & ut quam solennissime expediatur curaturos esse, omni qualicunque tergiversatione, generali vel speciali exceptione, restitutione & absolutione cujusvis Ecclesiasticæ aut Secularis, potestatis, etiam Pontificiæ, aliisque beneficiis contrariis quibuscunque perpetuo exclusis. Ita nobis, posterisque nostris summa Divinitas semper propitia sit, uti cupimus felicissimis & florentibus Regnis & Provinciis à Serenissimis Parente & fratre nobis ea fiducia ultro concessis. Actum præsentibus præcipuis Cæsareæ Aulæ proceribus, aliisque Suæ Majestatis Consiliariis sanctioris Consilii status. Viennæ die 12. Mensis Septembris. Anno à Nativitate Christi Domini & Salvatoris nostri supra millesimum, septingentesimo tertio, Regnorum nostrorum primo.

Carolus (L. S.)

Præsentes fuere Eminentissimus, & Celsissimus Princeps Dominus Leopoldus, Sacræ Romanæ Ecclesiæ Cardinalis à Kolloniz, Archi-Episcopus Strigoniensis, & Colozensis, Regni Hungariæ Primas; Reverendissimus ac Celsissimus Princeps Dominus Christianus Augustus, Coadjutor Archi-Episcopatus Strigoniensis, Episcopus Jaurinensis, Saxoniæ Dux: Celsissimi, Dominus Ferdinandus Princeps à Schwartzenberg Aulæ Augustæ Imperatricis Supremus Præfectus, aurei velleris Eques: Dominus Theodorus Princeps à Salm Aulæ Serenissimi Regis Romanorum Supremus Præfectus: Dominus Ferdinandus Princeps à Lobkowitz Serenissimæ Romanorum Reginæ Supremus Aulæ Præfectus: Dominus Antonius Florianus Princeps à Lichtenstein Aulæ Serenissimi Regis Hispaniarum Supremus

Præ-

Præfectus, aurei velleris Eques: Dominus Eugenius, Princeps Sabaudiæ & Pedemontii, Cæsarei Consilii Bellici Præses, & Campi Mareschallus, aurei velleris Eques: Illustrissimi & Excellentissimi Dominus Ferdinandus Bonaventura Comes ab Harrach, Supremus Aulæ Cæsareæ Præfectus, aurei velleris Eques: Dominus Wolfgangus Comes ab Obing, Excelsi Consilii Imperialis Aulici Præses: Dominus Johannes Franciscus Comes à Vurben, Sacræ Cæsareæ Majestatis, uti Regis Bohemiæ Supremus Cancellarius aurei velleris Eques: Dominus Johannes Henricus Princeps de Fundis Comes à Mansfeld, Supremus Sacri cubiculi Præpositus, aurei velleris Eques: Dominus Dominicus Andreas Comes à Kaunitz S. R. I. Cancellarius, aurei velleris Eques: Dominus Wenceslaus Norbertus Octavianus Comes Kinsky Sacræ Cæsareæ Majestatis in Regno Bohemiæ Supremus Camerarius, & Aulæ Regiæ Præfectus: Dominus Georgius Adamus Comes de Martinitz Supremus Aulæ Cæsareæ Mareschallus, aurei velleris Eques: Dominus Otto Henricus Comes ab Abensperg & Trau, Statuum inferioris Austriæ Mareschallus aurei velleris Eques: Dominus Gothardus Henricus Comes à Sallaburg: Dominus Wenceslaus Adalbertus Comes a Sternberg, Sacræ Cæsareæ Majestatis in Regno Bohemiæ Supremus Judex & Aulæ Regiæ Mareschallus: Dominus Carolus Maximilianus Comes de Turri & Valsasina, Sacræ Cæsareæ Majestatis in Marchionatu Moraviæ Locum tenens: Dominus Julius Fridericus Comes Bucellini Aulæ Cæsareæ Cancellarius: Dominus Hermannus Jacobus Comes de Isthernin Supremus in Regno Bohemiæ Præfectus: Dominus Philippus Sigismundus Comes à Dietrichstein, Supremus Cæsarei stabuli Præfectus, aurei velles Eques: Dominus Ferdinandus Marchio degli Obizzi Cæsareus campi Mareschallus, & Præsidii Vienensis Præfectus, aurei Velleris Eques: Dominus Johannes Volckardus Comes à Conzin, Supremus Aulæ Serenissimæ Dominæ Archi-Ducissæ Elisabethæ Præfectus: Dominus Leopoldus Donatus Comes à Trautson, Supremus Serenissimi Romanorum Regis Cubiculi Præpositus: Dominus Albertus de Longueval, Comes de Bouquoi, Ordinis de Calatrava Eques: Dominus Norbertus Leopoldus Liebsteinsky, Comes à Kolowrat: Dominus Aloysius Thomas Raymundus, Comes ab Harrach, Supremus Cæs. Protectorum pedestrium Præfectus: Dominus Jacobus Comes ab Hamilton, Sacræ Cæsareæ Majestatis in Marchionatu Burgoviæ Nomarcha: Dominus Carolus Josephus, Comes à Paar, Supremus in Regnis & Provinciis Hæreditariis Currus publici Præfectus: Dominus Nicolaus Comes de Palffi Cæsar: Protectorum equestrium Præfectus, Generalis Campi, Mareschallatus Locum tenens: Dominus Ferdinandus Gobertus Comes ab Aspermont, Generalis Campi Mareschallus Locum tenens: Dominus Gundacherus Thomas, Comes de Stahrnberg, Cameræ Aulicæ Cæsareæ Præses: Dominus Hugo Franciscus, Comes à Koningsegg, Episcopatus Litomericensis Coadjutor, Metropolitanæ Ecclesiæ Coloniensis Canonicus: Dominus Johannes Fridericus Liber Baro à Seilern: 1703

&

1703 & Dominus Franciſcus Moles, Dux de Pereti: omnes Sacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarii Status: In fidem veritatis nomen meum ſubſcripſi, ac ſigillum meum appoſui, ſacræ Cæſareæ Majeſtatis Conſiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, atque Authoritate Cæſarea & Archiducali creatus Notarius Publicus, qui hæc omnia fieri præſens audivi & vidi ego

(L.S.)

Johannes Ignatius Albrecht
ab Albrechtsberg.

CCXXVIII.

Extract aus der Allianz zwiſchen dem Kayſer Leopoldo und dem Hertzog von Savoyen A. 1703.

Art. I.

Erit inter Sacram Cæſaream Majeſtatem & Imperium ex una, atque Regiam Suam Celſitudinem ex altera parte arctum fœdus, unioque firma ac ſincera, & curabit S. Cæſarea Majeſtas includi, imo, quantum in ſe eſt, ex nunc proprio & Imperii nomine includit Regiam Celſitudinem Suam fœderi ſibi cum Anglia & DD. Ordinibus Generalibus uniti Belgii, aliisque Principibus intercedenti. Hujusque Tractatus ſcopus principalis erit tuitio ſeu conſervatio juſtitiæ, ſecuritatis, & tranquillitatis publicæ, uti & pacis Ryſwicenſis ac præcedentium, ſpeciatim vero etiam Pyreneæ, quas R. Celſitudo cum Sacra Cæſarea Majeſtate & Fœderatis in præſenti bello contra Domum Borbonicam, ejuſque adhærentes, communicatis conſiliis, omnibusque, ut infra explanabitur, viribus concurret.

V. Sacra Cæſarea Majeſtas in compenſationem dignam egregii fervoris, quo R. C. S. Status ſuos & propriam Perſonam pro rationibus Auguſtiſſimæ Domus & cauſæ communis tam utili tamque neceſſario exponit ſacrificio, habitaque conſideratione tum hujus modi & neceſſitatis publicæ, tum etiam renunciationum à R. S. C. infra factarum circa dotem, & dotales penſiones defunctæ Infantis Catharinæ, Duciſſæ Sabaudiæ Eidem Regiæ Celſitudini competentes, ex abſoluta & plena poteſtate Cæſarea, habito etiam debito reſpectu ad fortes prætenſiones Sabaudicæ Domus, cedit & transfert in R. C. S. ejusque deſcendentes & ſucceſſores illam *Ducatus Montisferratenſis* partem, de qua Duces Mantuæ inveſtiti fuere, omnesque & ſingulas urbes, caſtella, pagos, terras & loca eo pertinentia, cum omni proprietate, dominio, juriſdictione, regalibus, ac demum omnibus quibuscunque & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus ſine ulla exceptione, ſub Imperatoribus & Sacro Romano Imperio in perpetuum tenenda, & poſſidenda, prout ea Duces Mantuæ hactenus tenuerunt & poſſederunt, aut poſſidere valuiſſent. Et S. C. M. in ſemet recipit onus præſtandi indemnes omnes, qui nunc vel in futurum in eundem Montisferrati Ducatum prætenſionem aliquam for-

formare possunt, ita ut Regia Celsit. Sua, ejusque descendentes & successores semper in quieta possessione memorati Ducatus manere, neque ullo unquam tempore molestia quædam sub quovis prætextu illis creari debeat. 1703

VI. Præterea Sua Cæsarea Majestas, ut remunerationem suam utilitati ex dicto Suæ Cellitudinis sacrificio in Augustissimam Domum & causam communem redundanti magis adæquatam reddat, aliisque etiam de causis & motivis supra memoratis, ulterius cedit, & transfert in Regiam Celsitudinem Suam, ejusque descendentes & successores una cum omni proprietate, dominio & jurisdictione provincias Alexandriæ & Valentiæ cum omnibus terris intra Padum & Tanarum sitis, item provinciam, quæ dicitur Lumellina, & Vallem Sessiæ, cum omnibus urbibus, castellis, pagis, terris, locis, regalibus, redditibus, ac generalibus omnibus quibuscunque juribus & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus, nulla re excepta, ita pariter sub Imperatoribus & Sacro Imperio Romano tenenda, & possidenda, prout ea defuncti reges Hispaniæ tenuerunt & possederunt, sive tenere & possidere valuerunt. Eum in finem Sacra Cæsarea Majestas in perpetuum separat prædicta territoria & loca à Statu Mediolanensi, ac derogat in quantum ad hoc requiritur omni ei, quod præfatæ cessioni & separationi quovis modo contrarium esse, vel censeri posset; salvo tamen etiam per omnia ut supra, Imperii directo Dominio, & ubi inter præfatas regiones ut supra cessas, aliqui invenirentur pagi vel loca eis commixta, aut circumsepta, Universitatem componentia, ab eisdem tamen non dependentia, quatenus non sint ultra quatuor, sub hac etiam cessione comprehendantur, quod si quatuor pagorum seu locorum ut supra numerum excedant, congrua de excedentibus fiet permutatio ex æquo arbitrio Commissariorum hinc inde ad id eligendorum.

* VII. S. Maestà Cesarea cede parimente a S. A. R. une strada longo e aldila del Fiume Sesia, per una communicazione da Vercelli alla Lomelina, de comminciare da Prarola inclusivamente sino à Candia, apartenante ad essa Lomelina, nella quale Strada si trovano, oltre detto Villaggio di Prarola, quelli di Palestro, Rivoltella, Rosasco, è Langnosci, frà mezo à quali, ove se ne trouvassero ancora qualch' altri, s'intenderanno pure sin dora ceduti all' A. S. R. à cui e suoi successori resteranno tutti essi Villaggi in piena sovranità conforme gli altri paesi soprà ceduti.

VIII. Et quandoquidem Sacra Cæs. Majest. translationem in Regiam C. S. prædictarum provinciarum, sive membrorum Status Mediolanensis jam ante secum constituerat, eumque in finem Domino Comiti ab Auersperg mandatum & facultatem dederat, vigore Pleni-

* In dem Lateinischen Exemplar, in den Memoires de Lamberty T. II. p. 559. woraus ich den gegenwärtigen Abdruck genommen, mangelt der VII. Art. den ich daher aus dem Italiänischen ibid. p. 550. supplirt habe; welches auch unten bey dem andern geheimden Articul geschehen.

1703 potentiæ ſuæ prætactas provincias, Reg. S. C. cedendi, huic nunc etiam promittit, ſe intra ſpatium trium menſium proximorum a Sereniſſimo filio ſuo Archi-Duce Carolo, jam proclamato Rege Hiſpaniarum, ratihabitionem hujus Tractatus atque in ſpecie ſupra memoratæ ceſſionis præfatarum portionum Status Mediolanenſis, utpote rei hiſce temporum circumſtantiis ipſimet Regi ad ſcopum & commoda ſua conſequenda perquam proficuæ, procuraturum.

VIII. Urbes Alexandriæ & Valentiæ cedantur una cum munitionibus in eo, quo nunc ſunt ſtatu; fortificationes autem Mortariæ, relicto ſimplici muro, ſtatim a facta pace, ſumptibus Suæ R. C. ſolo æquentur, nec unquam reædificentur. Quod Caſalium attinet, placuit, ut in perpetuo remaneat & conſervetur eo in ſtatu, quo redactum fuit tempore redditionis de anno 1695. ita tamen, ut liceat Suæ Reg. Celſitudini, prædictam Civitatem ſimplici muro vallare, neque eidem Regiæ Celſitudini, vel ſucceſſoribus ſuis alias conſtruere arces in locis prædictis ſupra ceſſis, licitum eſto; de reliquo omnes urbes, loca & munimenta ſupra ceſſa Suæ Reg. Celſitudini cum omnibus tormentis bellicis, commeatu, annona, apparatibus militaribus ad ea loca pertinentibus, necnon documentis litterariis & titulis illa concernentibus extradantur.

IX. Pateat copiis militaribus ex Statu Mediolanenſi Finariam verſus ditionem Genuenſem, & viciſſim, ex ditione Genuenſi & Finarienſi in Mediolanenſem deducendis, quoties opus fuerit, liber tranſitus per Montisferratum, id quo breviori, qua fieri poteſt via, cui definiendæ deputabuntur ab utraque parte Commiſſarii, qui ſimul de norma ejuſmodi tranſitus, quot videlicet ille copiis, quaque vice concedendus, quantum temporis inter unum alterumque interponendum, & qualiter notificatio præmittenda ſit, ſpecialiter convenient; ſolventque illæ copiæ tranſeuntes, pro annona & cibariis pretium currens, & quid quod ad eas pertinens illa via devehetur. Liber quoque remaneat tranſitus pro vehendo ſale a ditione Genuenſi in Statum Mediolanenſem, & immunis perpetuo ab omni vectigali Suæ Regiæ Celſitudini debito, ita tamen, ut liceat eidem R. C. omnimodo præcavere, ne ſal hujuſmodi in Status ſuos refundatur.

X. Prædictæ ceſſiones integrum ſuum ſortientur effectum, quocunque tempore & modo præſens bellum finiatur poſt ſubſcriptionem hujus Tractatus, ita ut qualiscunque ſequatur pax vel compoſitio, Sacra Cæſar. Majeſtas illas ceſſiones ex nunc tueri & prædictæ terræ Suæ Regiæ Celſitudini, ejuſque ſucceſſoribus in perpetuum ceſſæ manere debeant.

XI. Teneatur S. C. M. Suæ Reg. Celſitudini dare actualem & plenam poſſeſſionem integramque proprietatem Statuum ſupra ceſſorum, quatenus ſucceſſive occupabuntur, quod ut quando citius fiat, nullis parcetur viribus, habita ſemper juxta diſpoſitionem Articuli 3. ratione boni communis & mutuæ neceſſitatis.

XII. Vult quoque Cæſ. Majeſtas diploma, quod Suæ Regiæ Celſitudi-

ſitudini die 8. Februarii anno ſupra milleſimum & ſexcenteſimum 1703
nonageſimo pro acquiſitione certorum feudorum in eo recenſitorum conceſſit, in integro per omnia manere vigore, & in perpetuum libero & plenario gaudere effectu, ita ut ejus tenori nulla unquam ratione præjudicari debeat; quapropter illud expreſſe præſenti articulo confirmat, & vi hujus pariter omne jus & exercitium juris, quod Statui Mediolanenſi ſive appendentiæ ſive alio quocunque titulo in ea feuda competere poſſit, in ſuam Regiam Celſitudinem transfert, eamque ſimul omni ære, quod ſibi pro conceſſione dicti diplomatis adhuc deberi ulla ratione poteſt, penitus liberat, quemadmodum S. R. C. viciſſim omnibus, quæ ſibi apud Commiſſoriatum Cæſareum reliqua eſſe poſſent creditis renunciat.

XIII. Obſtringit ſe Sacra Cæſarea Majeſtas pro ſe & ſuceſſoribus ſuis, quod jus ſucceſſionis Regiæ Suæ Celſitudini in Monarchiam Hiſpanicam juxta declarationem teſtamentariam Philippi IV. quondam Hiſpaniarum Regis, glorioſæ memoriæ, competens integrum ac illæſum ſervare, & nec in bello nec in tractatu futuræ pacis aut compoſitionis conſentire velit, ut ullum ei præjudicium afferatur, neque etiam permittere unquam, ut præ Sua Celſitudine Regia tertius aliquis in præfatam Monarchiam, aut ullam ejus partem introducatur; imo pro majori cautela dictorum jurium & pro ſecuritate & conſervatione naturalis poſitionis Sabaudicæ Domus, ejuſque ditionum, quarum ſummopere intereſt, nunquam ab Auguſtiſſimæ Domus & Romani Imperii communicatione disjungi, Sacra Cæſarea Majeſtas literis inveſtituræ Statuum ſupra ceſſorum ſe recognituram promittit idem jus immediatum Suæ Regiæ Celſitudinis poſt Auguſtimam Domum in Monarchiam Hiſpanicam ſuccedendi, cum appoſitione clauſulæ, quod S. R. C. ejuſque ſucceſſores nunc pro tunc, quatenus opus fuerit, inveſtiti cenſeantur & maneant.

XIV. Renunciat Sua Regia Celſitudo pro ſe, heredibus & ſucceſſoribus ſuis omnibus juribus & actionibus, quæ ſibi & illis ratione dotis & cenſuum reſiduorum defunctæ Infantis Catharinæ, filiæ Catholici quondam Regis Philippi ſecundi Duciſſæ Sabaudiæ competunt ac competere poſſunt; declaratque Sua Reg. Celſitudo, pro ſe & heredibus ſuis, dotem iſtam & reſiduas penſiones ſupra memoratis ceſſionibus plenarie penſatas & ſolutas eſſe, adeo ut hoc titulo nec ipſe nec ejus ſucceſſores ullo unquam tempore a Corona Hiſpaniæ quidquam prætendere poſſint aut debeant.

XV. Quando benedicente divino Numine Cæſareis & Sabaudicis armis recuperata fuerit Lombardia Hiſpanica, omnes adhibebuntur vires, non tantum ad reliqua in Italia Hiſpanici juris Regna & provincias recuperandas (permanente tamen ſemper ad tutelam Pedemontii, nec non Status Mediolanenſis eo exercitu viginti millium Imperialium, de quo ſupra in articulo ſecundo,) ſed etiam ad illum tractatum acquirendum, qui cis montem Genebræ ſitus eſt, quo magis communis ſecuritas ſtabiliatur, ac militiæ Gallicæ omnis ſubſiſtentiæ locus cis Alpes adimatur. Acquiſitio autem iſtius tractus inter Pe-

1703 demontium & montem Genebræ solius erit Regiæ Suæ Celsitudinis ejusque successorum, & spondet Sacra Cæsar. Maj. tam proprio, quam Fœderatorum nomine, in futuris pacis tractatibus omnem operam adhibitum iri, ut acquisitio hæc Serenissimo Duci integra maneat & inconvulsa.

XVI. Ratificabit S. C. Majest. præsentem Tractatum suo & Imperii nomine concedetque Regiæ Suæ Celsit. ad quamvis ejus requisitionem Investituras Statuum, sive ditionum cessarum juxta tenorem Investiturarum a Carolo V. Regi Philippo secundo, ejusque successoribus & ducibus Mantuæ respective concessarum cum sola restrictione ad lineam masculinam, tam Serenissimi Ducis, quam Principum hujus Domus. Similiter obstricta erit Sacra Cæsarea Majestas Regiam Suam Celsitudinem investire juxta eandem formam & tenorem Investituræ jam concessæ a Ferdinando secundo sub anno 1632. de illa quoque parte Montisferrati, quæ a Sua Regia Celsitudine ante possessa, & virtute Pacis Westphalicæ, Tractatum Cheracensem confirmantis, acquisita est.

XVII. Tenebitur insuper Sacra Cæsar. Majest. approbationem hujus Tractatus reportare a Serenissima Regina Magnæ Britanniæ, Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, & reliquis principalioribus Collegatis, adeo ut in tutelam suam sive Guarantiam suscipiant prædictas cessiones, easque defendant, ut integram sortiantur effectum, quocunque modo sequatur Pax vel compositio; & pro majori hujus Tractatus securitate dictæ cessiones inter conditiones præliminares, sine quibus ad Pacis Tractationem deveniri non poterit, comprehendentur. Obligabunt se pariter dictæ Potentiæ eodem modo & forma, qua se obligavit Sacra Cæsarea Majestas articulo decimo quinto circa acquisitionem & manutentionem terrarum cis montem Genebræ sitarum in favorem Suæ Reg. Celsitudinis ac ulterius se specialim, velut ad factum proprium obligabunt post Augustissimam Domum Austriacam jus immediatum in Monarchiam Hispanicam Regiæ Suæ Celsitudini illæsum servare, neque condescendere, aut Tractatum inire unquam, quo huic juri ullo modo præjudicetur; seu præ Domo Sabaudica, Princeps aliquis in Monarchiæ Hispanicæ Status introducatur.

Nos Plenipotentiarii supra nominati, vi nostrorum respective mandatorum præsentem Tractatum conclusimus & firmavimus, eique armorum nostrorum sigilla apposuimus; promittentes, nos nostrorum resp. Dominorum Comittentium ratihabitiones, & quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis intra tres septimanas, a Serenissima Regia Celsitudine autem intra octiduum procuraturos. Datum Augustæ Taurinorum die 25. Oct. 1703.

(L. S.) Il Comte de Auersperg.
(L. S.) Il Marchese di Prié.
(L. S.) De St. Thomas.

Articuli

Articuli Separati. 1703

POst Tractatum Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Suam Regiam Celsitudinem Dominum Ducem Sabaudiæ hodie conclusum & signatum per utriusque Plenipotentiarios, & quidem ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Comitem de Auersperg, ex parte vero Suæ Celsitudinis Regiæ per Marchionem di Prié, & Marchionem de St. Thomas insuper de articulis secretis sequentibus conventum est.

I. Cum in articulo supradicti Fœderis XIV. qui agit de renunciatione facienda a Sua Celsitudine Regia omnium & quorumcunque jurium & prætensionum seu actionum dotalium a Serenissima Infante Catharina, Philippi II. Hispaniarum quondam Regis Filia, Ducissa Sabaudiæ in se derivatarum, certis de causis visa fuerint, omittenda exceptio infra scripta speciatim hic declaratur ab eadem renunciatione excipi summam ducentorum millium scutatorum aureorum, quæ ex debitis & pensionibus istis dotalibus Serenissimæ Infantis Catharinæ pientissimæ recordationis à Celsitudine Sua Regia Filiæ suæ secundæ genitæ, Serenissimæ Principi Mariæ Ludovicæ Gabrielæ in dotem assignata est, & proinde integram semper manere Serenissimæ huic Principi dotem firmamque stare hypothecam, quæ eidem pro securitate dictæ dotis in pactis matrimonialibus anno 1701. die 23. Julii constituta est.

II. Si dichiara in oltre ch'essendovi nella Corte di Vienna ed altre reso publico fuor di tempo contro il concerto questo negoziato hà preveduto S. A. R. il maggior rischio che le cagionarebbe una si intempestiva ed insuffisiente publicazionne, che hà somministrato in grani parte alla Francia il pretesto di spogliara d'un Corpo si riguardevole delle sue truppe; on de hà creduto S. A. R. di poter ricercare dall equità di S. M. Cesf. qualche sorte d' indennisazionne, per un tanto pregiudicio, che hà precipitati gl'impegni, scon volte le misure, e diminuite le sforze di S. A. R. avendo per tanto dimandato a S. Maestà il Vigevenasco, per questo effetto e non essendo si ancora avuta la bramata risposta della Corte Cesf. in un tempo che non era possibile di tempo reggiare piu lungamente à prendere un partito, hà S. A. R. proceduto alla dichiarazione della rottura colla Francia, su la fiducia della generoza bontà di S. M. Cesf. e le speranze, che ne hà date il sudetto Sr. Conte sul suposto delle benigne dispofizioni della Maestà Sua, si e per tanto convenuto di rimettere la diterminazione di questo punto alla Maestà Sua, laquale ove avesse quelque ripugnanza alla Cessione del Vigevenasco, potrà beneficiare ed indennizare S. A. R. con un equivalente proporzionato nella Stato di Milano.

III. Recuperata Longobardia & utraque Sicilia Sacra Cæsarea Majestas una cum Celsitudine Sua Regia arma convertent in Galliam, & si quid in libero Comitatu & Ducatu Burgundiæ occupabitur, id Augustissimæ Domui Austriacæ: in Pragellano vero, Delphinatu, &

1703 Provincia alibive locorum acquiretur, id Celsitudini Suæ Regiæ cedet; promittitque Sua Cæsarea Majestas tum suo & Imperii, tum etiam Fœderatorum nomine, omnem operam & conatum in futura pacificatione adhibitum iri, ut in hisce acquisitionibus Sua Celsitudo Regia manuteneatur.

Quos articulos nos supra dicti Plenipotentiarii vigore nostrorum mandatorum conclusimus & signavimus; habebuntque illi idem omnino robur & vigorem, quem ipsum hodie subscriptum fœdus; promittentes pariter ratihabitionem nostrorum respective Dominorum & Committentium, hoc est Suæ Cæsareæ Majestatis intra tres septimanas, & Suæ Regiæ Celsitudinis intra octiduum reportatum iri. Datum Taurini, 25. Octobr. 1703.

CCXXIX.

ACTE

Du Parlement d'Angleterre pour la plus grande sureté de la Personne & du Gouvernement de Sa Majesté Britannique, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante.

Passé *Anno quarto & quinto Annæ Reginæ* dans la premiere Session, qui commença le 25. jour d'Octobre 1705.

1705 POUR la plus grande seureté de la Personne & du Gouvernement de Notre tres-gracieuse Souveraine, & de la Succession à la Couronne d'Angleterre dans la Ligne Protestante, comme elle est presentement établie, limitée & fixée par les Loix & les Statuts de ce Royaume; Qu'il soit ordonné par Sa tres-Excellente Majesté, avec & de l'avis, & du consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels, & des Communes assemblées dans ce present Parlement, & par l'Autorité d'iceux, que si quelque personne ou personnes que ce soient, depuis & après le vingt-cinquiéme jour de Mars de l'an de Notre Seigneur mil sept cens six, *déclarent, soûtiennent, & affirment malicieusement, de Conseil deliberé & directement par des Ecrits, ou des Imprimez, que Nôtre Souveraine la Reine à present Regnante, n'est pas la legitime & la veritable Reine de ces Royaumes* : ou *que le Pretendu Prince de Galles, qui prend à present le Titre de Roi d'Angleterre sous le nom de* JAQUES III. *a aucun Droit ou titre à la Couronne de ces Royaumes* : ou *qu'aucune autre personne a aucun Droit ou titre à ladite Couronne, autrement qu'il n'a été établi par l'Acte du Parlement passé la premiere année du Regne de feu leurs Majestez le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MARIE *d'heureuse & de glorieuse memoire, Intitulé* Acte déclarant les Droits & les Libertez des Sujets, & établissant la Succession de la Couronne; *& d'un autre Acte fait l'an douziéme du Regne de sa feu dite Majesté le Roi* GUILLAUME III. *Intitulé*, Acte pour une plus grande Limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertez des Sujets : ou *que les Rois ou Reines d'Angleterre avec & de*

de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix & des Statuts d'une force & d'une validité suffisante, pour limiter & restraindre la Couronne de ce Royaume, & la Descente, la Limitation, l'Hereditè & le Gouvernement de ladite Couronne; Chaque telle personne ou personnes seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus, suivant les Loix & Statuts de ce Royaume, ils seront reputez & jugez Traitres, & subiront la peine de mort, & toutes ses pertes & confiscations comme en cas de Haute Trahison. 1705

Et qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, que si après ledit 25. jour de Mars, quelque personne ou personnes *declarent, soûtiennent, & affirment malicieusement & directement en prêchant, en enseignant, ou dans leurs discours premeditez, que la Reine notre Souveraine à present Regnante n'est pas la legitime & veritable Reine de ces Royaumes,* ou *que le Prétendu Prince de Galles, qui se dit à present Roi d'Angleterre sous le Nom de* JAQUES III. *a aucun Droit ou Titre à la Couronne de ces Royaumes,* ou *qu'aucune autre personne ou personnes, a ou ont, aucun Droit ou Titre à ladite Couronne, autrement que suivant un Acte du Parlement fait la premiere année du Regné de feu leurs dites Majestés le Roi* GUILLAUME *& la Reine* MA-„RIE, *Intitulé*, „ Acte qui déclare les Droits & les Libertez de Sujets, „qui établit la Succession de la Couronne ; Et suivant un autre Acte fait l'an douzieme du Regne de feu sadite Majesté le Roi GUILLAUME III. Intitulé, „ Acte pour une plus grande Limitation de la Couron-„ne, & pour mieux asseurer les Droits & les Libertez des Sujets ": ou *Que les Rois ou Reines d'Angleterre avec ou de l'autorité du Parlement d'Angleterre, n'ont pas le pouvoir de faire des Loix, ou des Statuts d'une force & d'une validité suffisantes pour limiter & restraindre la Couronne de ce Royaume, & la Descente, la Limitation, l'Hereditè & le Gouvernement de ladite Couronne,* Chaque telle personne ou personnes, en étant duëment convaincuës, *encoureront le danger & la peine de* PRÆMUNIRE, mentionnez dans le Statut de *Præmunire* fait la seiziéme année du Regne du Roi RICHARD II.

Pourvû toûjours, & qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite, que personne ne sera poursuivi en vertu de cet Acte, pour aucunes paroles dites, à moins que l'Information desdites paroles ne soit faite sous Serment devant un ou plusieurs Juges de Paix, dans le tems de trois jours après que lesdites paroles auront été prononcées; & que la poursuite de ladite offense sera faite dans le tems de trois mois après ladite Information; Et que personne ne sera convaincu en vertu de cet Acte, pour aucunes telles paroles prononcées, que sur le Serment de deux Témoins dignes de foi.

Et qu'il soit ordonné de plus par l'Autorité susdite, que ce present Parlement, ou quelqu'autre Parlement, qui sera appellé & convoqué par Sa Majesté la Reine ANNE, ses Heritiers ou Successeurs, ne sera ni fini, ni dissous par la Mort, ou la *Demise* de sadite Majesté, ses Heritiers ou ses Successeurs, mais que ledit Parlement continuera;

1705 & il est ordonné par ce present Acte de continuer; Et à pouvoir, & est requis par ce même Acte, en cas qu'il tienne Séance dans le tems de ladite *Demise*, de continuer immediatement d'agir, nonobstant ladite Mort, ou *Demise*, pour & durant le tems de six mois, & pas plus longtems; à moins que le même Parlement ne soit prorogé, ou dissous avant ce tems-là par la personne à qui la Couronne de ce Royaume d'Angleterre viendra, demeurera, & sera, conformément aux Actes pour la Limitation & Etablissement de la Succession ci dessus mentionnée: Et si ledit Parlement se trouve prorogé alors, il s'assemblera & tiendra Séance le jour auquel il aura été prorogé, & continuera le reste dudit tems de six mois, à moins qu'il ne soit plûtôt prorogé ou dissous, comme il a été dit.

Deplus il est ordonné par l'Autorité susdite, que s'il y a un Parlement dans le tems de la Mort de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, & qu'il arrive que ledit Parlement soit separé par Ajournement, ou Prorogation; ledit Parlement immediatement après ladite *Demise*, s'assemblera, tiendra Séance, & agira nonobstant ladite Mort, ou *Demise*, pour & durant le tems de six mois, & non plus longtems; à moins qu'il ne soit plûtôt prorogé, ou dissous, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus, qu'au cas qu'il n'y ait point de Parlement actuel dans le tems dudit decès, lequel se soit assemblé & ait tenu Séance; Alors le dernier précedent Parlement s'assemblera immediatement, tiendra ses Séances à Westminster, & sera un Parlement pour continuer, comme il a été dit, à tous égards & propos, comme si ledit Parlement n'avoit jamais été dissous; mais il sera pourtant sujet à être prorogé & dissous, comme il a été dit.

Pourvû toujours, & il est déclaré par ce present Acte, que rien de ce qui y est contenu ne s'etendra, ou ne sera entendu s'étendre à alterer ou à abreger le pouvoir de la Reine, de ses Heritiers, ou Successeurs, de proroger, ou de dissoudre les Parlemens; ni à revoquer, ou annuller un Acte du Parlement passé l'an six & septieme du Regne de feu Sa Majesté le Roi GUILLAUME III. Intitulé, *Acte pour une frequente Assemblée & Convocation des Parlemens;* Mais que ledit Acte continuera en force, dans chaque chose qui n'est pas contraire ou inconsistante avec ce qui est ordonné par cet Acte.

Il est de plus ordonne par l'Autorité susdite, que le Conseil Privé de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, ne sera point fini ni dissous par le decés, ou la *Demise*, de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs; mais que ledit Conseil Privé continuera & agira, comme tel, pendant le tems de six mois, immediatement après ladite *Demise*, à moins qu'il ne soit fini plûtôt par le prochain Successeur à qui la Couronne Imperiale de ce Royaume doit aller, demeurer, & descendre selon la Limitation de la destination de ladite Couronne. Et ne demeureront point vacans pour raison de la *Demise*, ou decès de Sa Majesté, ses Heritiers, ou Successeurs Reines ou Rois de ce Royaume, les Offices & Places de Chancelier, de Garde du Grand Sceau d'Angleterre,

gleterre, de Grand Tresorier d'Angleterre, de President du Conseil, de 1705
Garde du Sceau Privé, de Grand Amiral d'Angleterre, ni aucun des Grands Offices de la Maison de la Reine ou du Roi pour le tems present; ni pareillement aucun Office, Place, ou Emploi, Civil ou Militaire, dans les Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, Principauté de Galles, la Ville de Berwyk sur la Twede, les Iles de Jersey, Guernesey, Alderney, & Sarck, ni aucunes des Colonies de Sa Majesté; Mais ledit Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre, le Grand Tresorier d'Angleterre, le President du Conseil, le Garde du Sceau Privé, le Grand Amiral d'Angleterre, les Grands Officiers de la Maison Royale, & toute autre personne ou personnes dans quelques-uns des Offices, Places, ou Emplois susdits, continueront chacun dans son Office, Place, ou Emploi, pendant le tems de six mois prochains, après ledit decès, ou ladite *Demise*, à moins qu'ils n'en ayent été éloignez & demis par le Successeur, comme il a été dit.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, que le Grand Sceau d'Angleterre, le Sceau Privé, le Cachet Privé, & tous les autres Sceaux publics, qui subsisteront au tems de la *Demise*, de Sa Majesté, de ses Heritiers, ou Successeurs, continueront & serviront comme les Sceaux propres du Successeur, jusqu'à ce que ledit Successeur en ordonne autrement.

Il est ordonné par l'Autorité susdite, qu'en quelque tems que Sa Majesté (que Dieu veuille long-tems conserver) vienne à deceder sans issuë de son corps, le Conseil Privé, qui subsistera dans le tems du decès de Sa Majesté, fera proclamer ouvertement & solemnellement en Angleterre & en Irlande, avec toute la diligence convenable, le plus proche Successeur Protestant, qui a le Titre à la Couronne d'Angleterre, en vertu des Actes ci-dessus mentionnez, selon la maniere & la forme selon lesquelles les precedens Rois & Reines d'Angleterre ont eu coûtume d'être proclamez après le decès de leurs Predecesseurs: Et que tous & chacun des Membres dudit Conseil Privé qui negligera, ou refusera volontairement de faire faire une semblable Proclamation, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus selon les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront reputez & jugez Traîtres, & subiront les peines de Mort, & tous dommages & confiscations comme en cas de Haute Trahison. Comme aussi chaque Officier & tous les Officiers desdits Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, qui seront requis par ledit Conseil Privé de faire lesdites Proclamations, & qui refuseront ou negligeront volontairement de les faire, seront coupables de Haute Trahison, & en étant atteints & convaincus suivant les Loix & les Statuts de ce Royaume, seront censez & jugez Traîtres, & subiront les peines de Mort, & tous les dommages & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et parce qu'il peut arriver que le prochain Successeur Protestant, peut dans le tems de la *Demise* de Sa Majesté, être hors du Royaume d'Angleterre & delà la Mer; C'est pourquoi il est ordonné par l'Autorité susdite, que pour continuer l'Administration du Gouvernement

1705 au nom dudit prochain Successeur Protestant, jusqu'à son arrivée en Angleterre, les sept Officiers ci-dessous nommez, qui seront en possession de leurs Offices dans le tems de ladite *Demise*, de Sa Majesté; c'est-à-dire, l'Archevêque de Cantorbery, alors en Charge; le Grand Chancelier, ou le Garde du Grand Sceau d'Angleterre, alors en Charge; le Grand Tresorier d'Angleterre, alors en Charge; le President du Conseil, alors en Charge; le Garde du Sceau Privé, alors en Charge; le Grand Amiral d'Angleterre, alors en Charge; & le Chef de Justice du Banc de la Reine, alors en Charge, seront, & sont, en vertu de cet Acte, constituez & établis Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & en vertu dudit Acte, auront & ont pouvoir au nom dudit Successeur, & en sa place, d'exercer & executer tous pouvoirs, autoritez, matieres, & Actes du Gouvernement, & l'Administration du Gouvernement, d'une maniere aussi étenduë, que ledit prochain Successeur pourroit faire s'il étoit present en personne dans ce Royaume d'Angleterre; jusqu'à ce que ledit Successeur vienne, ou qu'il fasse finir autrement leur autorité.

Neanmoins, il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, que ladite personne, qui par les Limitations susdites, est, ou sera la plus proche à succeder à la Couronne de ce Royaume, en cas de *Demise* de Sa Majesté sans Issuë, aura & a le pouvoir, en vertu de cet Acte, de nommer & de constituer, dans quelque tems que ce soit, durant la Vie de Sa Majesté, par trois Instrumens signez de sa Main, & scellez de son Sceau, lesquels Elle pourra revoquer, ou changer à sa volonté & à son plaisir, telles, & autant de personnes, nées Sujettes de ce Royaume d'Angleterre, qu'Elle le jugera à propos, pour être ajoûtées aux sept Officiers ci-dessus nommez, pour être Seigneurs Justiciers, comme il a été dit, Lesquels auront pouvoir, par l'autorité de cet Acte, d'agir avec Eux comme Seigneurs Justiciers d'Angleterre, aussi pleinement, & de la même maniere, que s'ils avoient été nommez particulierement dans cet Acte; Lesquels dits Seigneurs Justiciers, ou la plus grande partie d'iceux qui s'assembleront, pourvû qu'ils ne soient pas moins de cinq, pourront employer & exercer tout le pouvoir & l'autorité ci-dessus mentionnez, aussi amplement, & avec autant d'effet à tous égards, que s'ils avoient été tous assemblez, & qu'ils eussent tous donné leur consentement.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, que les trois dits Instrumens revocables, & qui peuvent être changez, comme il a été dit, seront transmis bien cachetez en Angleterre, au Ministre Resident de la Personne qui doit succeder, comme ci-dessus dit, (duquel Ministre Resident les Lettres de Créance seront enregistrées dans la Grande Cour de la Chancellerie) & à l'Archevêque de Cantorbery, & au Grand Chancelier, ou Garde du Grand Sceau d'Angleterre; & après qu'ils auront été ainsi transmis, ils seront mis separement sous divers Couverts, qui seront separement scellez de trois differens Cachets dudit Ministre Resident, de l'Archevêque de Cantorbery, & du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et l'un desdits

dits Instrumens étant ainsi scellé, sera mis & deposé entre les mains du- 1705
dit Ministre Resident, un entre les mains dudit Archevêque de Cantorbery; & l'autre entre les mains du Grand Chancelier, ou du Garde du Grand Sceau d'Angleterre: Et si le prochain Successeur a dessein de revoquer, ou de changer la Nomination, & Destination faites, comme il a été dit, Il demandera par trois Ecrits de la même Teneur, sous sa Main & sous son Sceau lesdits Instrumens deposez, comme il a été dit, pour être delivrez à une ou plusieurs Personnes autorisées pour les recevoir; Alors & dans ledit cas lesdites Personnes entre les mains de qui seront deposez lesdits Instrumens, & chacun d'iceux, & en cas de Mort de quelqu'une de ces Personnes, leurs Executeurs ou Administrateurs, & toute autre personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, les delivreront semblablement, & sont autorisez, & requis de le faire par ce present Acte. Et s'il arrive qu'aucune desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposez, vienne à mourir, ou soit demis de son Emploi, ou Office, pendant la Vie de Sa Majesté à present Regnante; Ladite Personne ou Personnes, & en cas de Mort leurs Executeurs ou Administrateurs respectivement, & toute autre Personne à la garde de qui sera aucun desdits Instrumens, delivrera ou delivreront avec toute la diligence convenable, tels desdits Instrumens qui seront en sa, ou en leur garde, au Successeur, ou Successeurs de la Personne, ou Personnes mortes ou demises de leurs Emplois, ou Offices, comme il a été dit: Lesquels dits differens Instrumens, ainsi scellez & deposez, comme il a été dit, seront apportez devant le Conseil Privé immediatement après la *Demise* de Sa Majesté sans Issuë, ou ils seront aussitot ouverts & lûs, & ensuite enregistrez dans la Grande Cour de la Chancellerie.

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, que si quelqu'une desdites Personnes entre les mains de qui lesdits Instrumens seront deposez, comme il a été dit, ou quelqu'un de leurs Executeurs ou Administrateurs, ou quelqu'autre Personne en la garde de qui seront lesdits Instrumens, après la Mort de quelqu'un desdites Personnes, ouvre aucun desdits Instrumens, ou neglige ou refuse volontairement, de les produire devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit; Telle personne ouvrant ainsi, negligeant, ou refusant de les produire, encourra les peines & amandes de *Præmunire*, infligées par ledit Statut de *Præmunire*.

Il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, que si tous lesdits Instrumens deposez, comme il a été dit, ne sont pas produits devant ledit Conseil Privé, comme il a été dit, alors un ou plusieurs desdits Instrumens ainsi produits, comme il a été dit, auront le même effet pour donner la même Autorité, comme il a été dit, aux personnes qui y seront nommées, comme s'ils avoient tous été produits, comme il a été dit: Et que s'il n'y a point de Nomination faite par de tels Instrumens, alors les sept susdits Officiers, ou cinq d'entre Eux, quels qu'ils soient, seront constituez & appointez pour être Seigneurs Justiciers d'Angleterre,

1705 terre, & seront revêtus du Pouvoir & de l'Autorité mentionnez dans le present Acte.

Il est de plus ordonné, que les Seigneurs Justiciers constituez, comme il a été dit, ne dissoudront point le Parlement qui est continué & ordonné de s'assembler, & de tenir ses Séances, comme il a été dit, sans un ordre exprès de la Reine ou du Roi, qui succedera; Et que lesdits Seigneurs Justiciers seront & sont par cet Acte restraints & rendus incapables de donner le consentement Royal dans le Parlement, à aucun Bill ou Bills pour revoquer, ou alterer l'Acte passé l'an treiziéme & quatorziéme du Regne du Roi CHARLES II. Intitulé, *Acte pour l'Uniformité des Prieres Publiques, & pour l'Administration des Sacremens, & autres Rites & Ceremonies, & pour etablir la forme de faire, d'ordonner, & de consacrer des Evêques, Prêtres, & Diacres dans l'Eglise Anglicane*, & que tous & chacun desdits Seigneurs Justiciers, qui concourront à donner le Consentement Royal au Bill ou Bills, pour revoquer ou alterer ledit Acte, seront coupables de Haute Trahison, & souffriront les peines & confiscations comme dans le cas de Haute Trahison.

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité ci-dessus dite, que lesdits Seigneurs Justiciers avant qu'ils agissent & entrent dans la Fonction desdits Offices, & d'aucune partie de l'Autorité, qui leur a été donnée par cet Acte, preteront le Serment mentionné dans un Acte passé la premiere année du Regne de feu leurs dites Majestez le Roi GUILLAUME & la Reine MARIE, Intitulé, *Acte pour abroger les Sermens de Fidelité & de Suprématie, & pour ordonner d'autres Sermens*; & aussi les Sermens exprimez dans la suite de cet Acte; Lesquels Sermens seront prêtez devant le Conseil Privé, qui doit continuer en vertu de cet Acte; Lequel Conseil Privé est requis & a pouvoir d'exiger ledit Serment. Et tous les Membres des deux Chambres du Parlement, & chaque Membre du Conseil Privé, & tous les Officiers & Personnes dans quelques Offices, Places, ou Emplois, que ce soit, civils, ou militaires, qui sont & seront continuez par cet Acte, comme il a été dit, prêteront ledit Serment, & feront tous les autres Actes requis par les Loix & Statuts de ce Royaume, pour se qualifier & rendre capables d'être & de continuer dans leursdites Places, Offices & Emplois, dans le même tems, de la même maniére, & sous les même peines, amendes & incapacitez qu'ils le devroient prêter, s'ils avoient été nouvellement élûs, nommez, constituez, & mis dans lesdits Offices, Places, ou Emplois, dans la maniére ordinaire & accoûtumée.

Il est de plus ordonné & établi par ce present Acte, que toutes & chaque Personnes qui seront Seigneurs Justiciers en vertu de cet Acte, seront estimez & regardez comme Personnes éxerçans des Offices de confiance dans ce Royaume, & seront requis de faire tous les Actes exigez par les Loix & les Statuts de ce Royaume, pour se qualifier, & continuer dans leursdits Offices, ou Places de confiance, dans ledit tems en ladite maniére, & sous lesdits peines, amendes & incapacitez, comme il est requis dans & par lesdits Actes.

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, que depuis & après

après le décès de Sa Majesté sans Issuë de son corps, au lieu du Serment ordonné par l'Acte passé l'an premier du present Regne de Sa Maj. *intitulé, Acte pour déclarer les changemens faits dans le Serment qui doit être pris en vertu de l'Acte intitulé, Acte pour la plus grande sûreté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la ligne Protestante, & pour éteindre les espérances du prétendu Prince de Galles, & de tous les autres Prétendant & leurs Fauteurs secrets ou declarez*, & pour declarer que *l'Association* est finie; Le Serment suivant sera prêté par toutes les Personnes qui sont requises par cet Acte, de prêter le Serment qui y est mentioné, selon les altérations & changemens faits dans ce present Acte; c'est à dire. 1705

Je A. B. Reconnois, confesse, témoigne & déclare véritablement " & sincérement, en conscience, devant Dieu, & devant le Monde, que nôtre Souveraine - - - est légitime & véritable - - - de " ce Royaume & de tous les autres Etats & Païs appartenans à Sa Ma- " jesté; & je déclare solemnellement & sincérement, que je croi en " conscience que la Personne que l'on prétendoit être Prince de Gal- " les pendant la vie du Roi Jaques, & qui depuis sa mort prétend " être & prend sur soi le style & titre de Roi d'Angleterre sous le nom " de Jaques III. n'a aucun droit ni titre que ce soit à la Couronne de ce " Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent; & je renonce, ab- " jure, & refuse de lui rendre aucune fidélité & obeïssance; & je jure " que je serai fidéle, & rendrai une véritable obeïssance à - - - ; & " que je - - défendrai de tout mon pouvoir contre toute sorte de " Conspirations, & attentats quels qu'ils puissent être, qui seront com- " mis contre sa Personne, sa Couronne, ou sa Dignité; & que je ferai " tous mes efforts pour découvrir & faire connoitre à Sa Majesté & à " ses Successeurs, toutes trahisons & conspirations que je saurai être " conte - - - ou quelqu'un d'eux; & je promets fidélement & de tout " mon pouvoir, de supporter, maintenir, & défendre la Limitation " & Succession de la Couronne, contre lui-ledit Jaques & toutes autres " Personnes que ce soit, comme elle est & demeure limitée dans la " Personne de la Princesse Sophie, Electrice & Duchesse Douairiére " d'Hanover & les Héritiers de son corps qui seront Protestans, par un " Acte intitulé *Acte pour la plus grande Limitation de la Couronne*, " *& pour la plus grande sûreté des Droits & Libertez des Sujets*; Et " je reconnois & jure entiérement & sincérement toutes ces choses, " suivant les paroles expresses que j'ai prononcées, & suivant le sens " naturel & commun de ces mêmes paroles sans aucune épivoque, " évasion mentale, ou réservation secrette, qu'elles soint; & je fais " cet aveu, cette abjuration, renonciation, & promesse, de tout mon " cœur, volontairement & sincerement sur la vraye foi d'un Chrétien. "

Ainsi Dieu me fasse grace.

Les Blancs duquel serment seront remplis du nom de celle, ou de celui, comme Reine, ou Roi, qui sera le plus proche de la Succession,

1705 sion, conformement audit Acte ; *Pour la plus grande Limitation de la Couronne, & pour la plus grande sûreté des Droits & des Libertez des Sujets*, quand ledit Serment aura lieu, & avec les autres additions propres des mots *Elle*, ou *Lui*. Et depuis & après la mort du prétendu Prince de Galles, les paroles suivantes (à savoir) *Et je déclare solemnellement & sincérement, que je croi en conscience que la Personne que l'on prétendoit être le Prince de Galles pendant la vie du Roi Jaques, & qui depuis sa mort prétend être & prend sur soi le stile & titre de Roi d'Angleterre, sous le nom de Jaques III. n'a aucun droit, ni titre que ce soit à la Couronne de ce Royaume, ni à aucun des Etats qui en dépendent ; & je renonce, abjure, & refuse de lui rendre aucune fidélité & obéissance*, seront laissées, comme aussi les paroles, *contre ledit Jaques, & toutes autres personnes que ce soit*, seront omises, & à leur place il sera inséré, *contre toutes personnes que ce soit.*

Et qu'il soit de plus ordonné par l'Autorité susdite, que lesdits prochains Successeurs Reine, ou Roi, se serviront & pourront se servir de quelque Sceau que ce soit pour apposer à chaque Ecrit ou Instrument, lequel Elle, ou Lui, sera ou passera avant l'arrivée de l'une ou de l'autre en Angleterre, pour éxécuter, ou faire executer tout Acte Royal ; & qu'étant marqué dans ledit Ecrit, ou Instrument, *Que ledit Sceau aura le même effet que s'ils étoient passez sous le grand Sceau d'Angleterre, ou sous quelques Sceaux publics dont on se sert*, ledit Ecrit, ou Instrument sera de la même force & effet, que s'il étoit actuellement scellé du grand Sceau d'Angleterre, ou de quelqu'autre Sceau public, lequel dit Sceau du Successeur est déclaré en avoir la force & l'effet dans ledit Ecrit, ou Instrument.

Et qu'il soit de plus déclaré & ordonné, que, si après la mort de Sa Majesté sans Issuë, & avant l'arrivée de quelque Successeur, Reine, ou Roi en Angleterre, aucun Parlement est convoqué par les Seigneurs Justiciers, par des Ordres sous leur Seing, ledit Parlement ne sera pas dissous par l'arrivée dudit Successeur en Angleterre ; mais après ladite arrivée il continuëra sans aucune nouvelle convocation.

Pourvû toutefois, Que si aucun desdits sept susdits Offices, autre que la Charge de Grand Tresorier d'Angleterre, sera en Commission au tems de la *Démise* de Sa Majesté, alors le premier Commissaire d'une telle respective Commission sera un desdits Seigneurs Justiciers d'Angleterre, & employera, éxercera, & éxécutera tous Pouvoirs, Autoritez, matiéres, & Actes du Gouvernement, dont les Seigneurs Justiciets d'Angleterre sont revêtus par cet Acte, selon les Directions & les Provisions de ce même Acte, d'une maniére aussi étenduë, & aussi ample, que si lesdits Office, ou Offices, étoient entre les mains d'une seule Personne. Pourvû que s'il n'y a point de grand Tresorier d'Angleterre, & que l'Office de Tresorier de l'Echiquier soit en Commission ; alors le premier Commissaire de cette Commission sera un des Seigneurs Justiciers d'Angleterre.

Et

Et d'autant que dans & par ledit Acte du Parlement fait l'an douziéme du Regne du feu Roi Guillaume III. de glorieuse memoire, intitulé, *Acte pour une plus grande Limitation de la Courronne, & pour la plus grande sûrete des Droits & Libertez des Sujets*, il étoit ordonné entr'autres choses dans les termes suivans, *que depuis & après le tems que la plus grande Limitation faite par cet Acte aura lieu, toute sorte de matiéres & de choses, qui ont rapport au bon Gouvernement de ce Royaume, & dont la connoissance appartient proprement au Conseil Privé par les Loix & les Coutumes de ce Royaume, y seront debatuës, & arrêtées, & que toutes les Resolutions qui seront prises là-dessus seront signées par les Membres du Conseil Privé, qui les auront conseillées, & y auront donné leur Consentement*: Il est ordonné par l'Autorité susdite, que cette dite Clause sera & est en vertu de cet Acte annullée & revoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait. 1705

Et d'autant que dans ledit Acte il étoit aussi entr'autres choses ordonné dans les termes suivans, *que toute personne qui a une Charge ou place de profit, sous le Roi, ou reçoit pension de la Couronne, sera incapable d'être membre de la chambre des communes*; & qu'il paroît raisonnable que cette dite Clause soit revoquée; Qu'il soit ordonné par l'Autorité susdite que ladite Clause sera & est en vertu de cet Acte, annullée & revoquée, comme si ledit Acte n'avoit jamais été fait. Et il est de plus ordonné par l'Autorité susdite, que depuis & après la fin ou dissolution de ce présent Parlement, toute personne qui aura en son propre nom, ou au nom de quelque personne ou personnes ayant cause & confidence d'elle, ou pour son profit, aucune nouvelle Charge ou place de profit quelconque dependante de la Couronne, laquelle sera erigée & créée à l'avenir, & que toute personne qui sera Commissaire, ou Sous-Commissaire des Prises, Secretaire, ou Receveur des Prises, Contrôleur des Comptes de l'Armée, Commissaire des Navires de Transport, Commissaire de l'Hôpital des malades & des blessez, Agent de quelque Regiment, Commissaire des Licences pour la Vente du Vin, Gouverneur, ou Sous-Gouverneur de quelqu'une des Colonies, Commissaire de la Marine, employé dans quelque Port de Mer; & enfin toute personne qui aura Pension de la Couronne à volonté, sera incapable d'être élû, ou d'avoir séance, ou de donner sa voix comme Membre de la Chambre des communes dans quelque Parlement qui sera convoqué & tenu à l'avenir.

Pourvû toutefois, que si quelque personne etant choisie Membre de la Chambre des Communes, accepte à l'avenir après la fin ou Dissolution du present Parlement, quelque Charge de profit de la Couronne, pendant le tems qu'il sera Membre de ladite Chambre, son Election sera & est par cet Acte declarée nulle, & on expediera un nouvel ordre, pour faire faire une nouvelle Election, comme si une telle personne qui accepte une telle Charge etoit naturellement morte. Pourvû toutefois, qu'une telle personne pourra être elûë derechef, comme si la place n'avoit pas été vacante, comme il a été dit.

Pour-

1705 Pourvû aussi; Et qu'il soit ordonné pour empêcher à l'avenir qu'un trop grand nombre de Commissaires ne soit fait ou constitué pour l'execution d'aucun office; qu'il ne sera pas fait & constitué pour l'execution d'aucun office un plus grand nombre de Commissaires, qu'il n'en a été employé dans l'execution d'un tel office, quelque tems avant le premier jour de cette presente Session de Parlement.

Pourvû aussi: que rien de ce qui est contenu dans cet Acte, ne s'etendra ni ne sera censé s'etendre à aucun Membre de la Chambre des Communes qui est Officier dans la Marine, ou dans les Armées de Sa Majesté, lequel reçevra une nouvelle ou autre Commission dans la Marine ou dans les Armées.

Et qu'il soit de plus ordonné, que si quelque personne, qui en vertu de cet Acte est renduë & declarée incapable d'avoir séance, ou voix dans quelque Parlement qui sera assemblé à l'avenir, sera nonobstant cela deputée pour servir comme Membre de quelque Comté, Ville, Bourgh, ou d'un des cinq Ports dans aucun tel Parlement, une telle Election & Deputation est ordonné & declarée par cet Acte nulle à tous égards & propos quels qu'ils soient; & si une telle personne renduë ou declarée par cet Acte incapable d'être elûë, presume à l'avenir, après la dissolution du present Parlement de prendre séance, ou de donner sa Voix comme Membre de la Chambre des Communes dans quelque Parlement qui sera convoqué à l'avenir, une telle personne qui prend Séance ou donne sa voix, payera l'amende de cinq cens livres Sterlings; Laquelle somme sera recouvrée par toute personne qui en fera la poursuite par Action de Dette, Requête, Plainte, ou Information, dans laquelle on ne lui accordera aucun *Essoign*, Protection ou *Gageure de Loi*, & seulement une *Imparlance*.

CCXXX.

Erneuertes Bündnüß zwischen Venedig und den beyden Cantons, Zürch und Bern, de An. 1706.

In dem Nahmen der Heiligen unzertheilten Dreyfaltigkeit GOtt Vaters, Sohns und Heiligen Geistes, Amen.

1706 DJeweilen dem ewigen GOtt, Schöpffer aller Dingen, Unterhalter aller Ständen und Regiementeren vor der Welt erschaffenen Anfang hergefallen, alles durch Einigkeit, und Gerechtigkeit zu mehren und zu öffnen, damit durch aufrichtige Freundschafft, und gutte Nachbarschafft, vermittelst Göttlicher Gnad, die Stånd und Regiementer zu ihrer Vollkommenheit gelangen, und immerfort erhalten werden mögen: So haben dannenhero unsere Vorfahren der Durchlauchtigen Herrschafft Venedig, und beyder Hochlöbl. Ständen Zürich und Bern, nicht allein in verflossenen hundertjährigen Zeit-Lauffen, durch Himmlische Gnaden-Leitung, eine wahre Freundschafft, Verständtnus gepflogen, sondern auch, weilen unter gleichen Regiemen-

mentern die beständigste Freundschafft und zwaren die älteste die 1706
starckesten anzutreffen, sich derhalben An. 1616. zu allseitig hülfflicher Erhaltung, in gemeine Bündtnüß eingelassen.

Gleichwie nun derjenigen Freundschafftl. Verbindung, welche dienstliche Treu und Glauben gehalten, für anderen zu wünschen, und zusuchen ist, dieweil die bewehrte Treu eine wahre Freundschafft beweiset: So haben wir Aloysius Mocenigo von GOttes Gnaden Hertzog zu Venedig rc. und wir Burgermeister klein und grosse Räth, so man nennet die zweyhundert der Stadt Zürich, auch wir Schultheiß klein, und grosser Rath, die zweyhundert der Stadt Bern, als Glieder des alten grossen Bundts hochteutscher Landen löbl. Eidtgenoßschafft betrachtet, wie gegenwärtiger Zeiten Beschaffenheit erfordern, daß der Fürsten, und Ständen Sorgfalt immermehr trachte, sich durch aufrichtige Freundschaffts-Vereinigungen, und gute Verstandtnüssen zu versichern Aufrecht zu erhalten, welches dann den freyen, und mit alter Freundschafft ein anderen vorhin zugethanen Regiementern, und Ständen, die auch wir aus Gottes Gnaden sind, insonderheit gebührt, und obligt.

Gestalten zu solchen End wir die alte Freundschafft, und Bündtnüß zu erneueren, nothwendig erachteten, dessentwegen Wir vorgemelter Hertzog zu Venedig, den fürsichtigen und weißen Hrn Wendrámin Bianchi, an benannte unsere Freund, beyde Hochlöbl. Ständen Zürch und Bern, mit dem Befehlich abgeschickt, dahin zu ziehlen, wie diese alte, und gutte Freundschafft mit unserer Republic, und ihren durch erneutertes Bündtnüß-Band, zu beyder Theilen Nutzen, und Schirm erhalten, und fortgepflantzet werden möchte.

Welches unter des grossen, und Seegenreichen GOttes Gnad nach etlichen Conferentzen beschehen ist: Alß das Wir vorgenanter Hertzog zu Venedig, an einem, und wir die Burgermeister, Schultheiß, klein und grosse Räth der gedachten Städten Zürich, und Bern an dem anderen Theil, und zu Lob und Ehr des ewigen GOttes, und zu Schirm, Versicherung, Ruheheit, und Wohlstand, unsere beyderseits, der Durchlauchtigen Herschafft Venedig, und Hochlöbl. Eidtgenößischer Ständen Zürich, und Bern, Regimenteren, Herschafften, Landen, und Leuthen, uß aufrichtigen Gemüth, und wohlbedachten Rath, und Willen, einer gesegnet wünschend nachbarlichen Bündtnüß, und wahren Verstandnüß, mit einander verglichen haben, wie hernachfolgende Articuli zeigen, benanntlichen.

I. Alle drey Stände, die Durchlauchtige Herrschafft Venedig, und beyde Hochlöbl. Stånd Zürich, und Bern sollen in allen Sachen gute Nachtbahrschafft, und Freundschafft gegen einander halten, wie sich zwischen zweyen aufrichtigen, und guten Freunden, und Bundtsgenossen gebühret.

II. Wann eine Durchl. Herrschafft Venedig zu Krieg, oder in Kriegs-Gefahr kommen, und von beyden Hochl. Ständen Zürch, und Bern Kriegs-Volck begehren würde, so sollen beyde Stände schuldig seyn, hochgedachter Herrschafft zu Hülff und Zuzug zu bewilligen vier

1706 tausend Mann freywilliger Knächt, in zwey Regiment, und unter zween Oberste, der eine von Zürch, der andere von Bern abgetheilt, jede Compagnie von zweyhundert Mann, wann aber eine Herrschafft Venedig nicht so viel Volcks vonnöthen hätte, so solle und möge doch dieselbe nit weniger dann zweytausend Mann begehren, jedoch daß über solch Volck des mindern Aufbruchs, nit 2. sondern nur ein Oberster gesetzt, und mit Nahmen in den ersten Aufbruch der minderen Zahl ein Oberster über die 2000. Mann von Zürich, und der Oberste-Leutenant, von Bern, bey dem andern Aufbruch aber der Obrist von Bern, und der Obrist-Leutenant von Zürich sein, und also unter beyden Ständen alternatim umbgehen, und wann es sich begebe, daß währender Zeit solchen Aufbruch der eine oder ander aus den Obristen mit Todt abgienge, oder auf andere Weiß die Dienste verliesse, der neue Obrist alsdann wiederumb von gleichen Ort, wie der erste gewesen, bestellt werden, mit der Erleuterung daß allwegen bey dem minderen Volcks Aufbruch jede Stadt fünff Compagnien hergeben solle, welches Volcks dann es seye in der mehreren oder mindern Zahl, schuldig seyn solle, der Durchlauchtigen Herrschafft Venedig getreulich zu dienen, im Feldt oder Besatzung, zu Schutz und Schirm derselben Herrschafft Landen und Leuthen, die sie ietziger Zeit in Italien besitzt, und hat, wieder alle und jede, die sie daran feindlicher weiß anfechten, oder angreiffen würden, doch wann zu der Zeit, so die Herrschafft Venedig von beyden Ständen selbst in anscheinender Gefahr stünde, oder Krieg vor Augen hätte, daß alsdann die beyden Ständ, oder einer besonder, die Hülff zubewilligen nit schuldig seyn, und solle vorbemelter beyden Ständen Volck, wann das in der Herrschafft Venedig Diensten wäre, weder zu stürmen, noch auf dem Meer zu kriegen nit schuldig seyn.

Es soll auch jede Compagnie haben einen Obrist- und einen Unter-Leutenant, einen Fendrich, 4. Wachmeister, 4. Unter-Officier, 6. Corporalen, und 6. Gefreyte, 4. Trommelschlager und ein Pfeiffer, zu mahlen auch der Feldschärer und die Trabanten, unter der Zahl der 200. Mann mit begriffen seyn.

III. Wann eine Herrschafft Venedig einen Aufbruch thun, und in beyder vorgenannter Ständen, Landen und Gebiethen Volck werben wolte, so solle einen jeden Haubtman besonders für seine Compagnie vor der Abreiß, eine Summ von 533. gewichtiger Spanischer Dublonen gegen genugsam leistender Versließung eines Jahrs, selbe der Durchlauchtigen Herrschafft, mit Monathlicher Abzühung 30. Dublonen wiederum entrichtet werden, wann aber in der ersten Musterung oder in den nachfolgenden an erneuter Zahl der 200. Soldaten einer oder mehr ermanglen würde, so solle man demselben Haubtman allwegen für einem Monath auf jeden Knecht abzühen einen Spanischen Dublonen, und einen halben weniger ein Venetianisches Pfundt, und solle für jeden Monath 30. Tag, und für jedes Jahr 12. Monath gerechnet werden.

IV. So ein Aufbruch beschehe, und der eint- oder ander Standt

200.

200. Mann, sambt benöthigten Officieren zur Abreiß fertig hätte, 1706
mag derselbig sie mit einen glaubwürdigen Schein, welchen Tag die Abreise aus der Stadt beschehen, wohl hinweg senden, also der Sold ihnen von demselben Tag angahn, und dann hernach jeder Compagnien für den Abzug, und Wiederheimzug 30. Tag Sold von der Herrschafft Gräntzen an, bies wieder in das Vatterland erlegt, und bezahlt, mithin aber die Beurlaub-oder Abdanckung dieser Volckeren, nicht zu einer Zeit, da die Berg von Schnee beschlossen, folglich zu dem Reissen unbequem wären, vorgenommen werden sollen.

V. So beyder Hochlöbl. Ständ Volck einmahlen im Feld der Durchlauchtigen Herschafft Venedig Diensten ist behalten, und vor deren Umblauffung nicht abgedancket werden mögen: und so eine Schlacht beschehe, darin durch GOttes Hülff der Sieg erhalten wurde, solle die Durchlauchtige Herrschafft Venedig den Obersten, auch allen und jeden Befehls-Leuhten, und gemeinen Soldaten, ein Monat-Schlachtsold zu erlegen schuldig seyn.

VI. Wann ein Feld-Lager formiret ist, mögen die Regimenter, nach heutiger Kriegs-Manier in Batailons zwaren wohl getheilet werden, so aber der beiden Ständen Volck in die Vestungen und Schlösser Hochgedachter Herrschafft in Zusatz gelegt wurde, können dann zumahlen die Regimenter, wohl in Compagnien zertheilt, die Soldaten aber von ihren eignen Compagnien nicht gesündert werden, sondern sollen beysammen bleiben.

VII. Die Oberste und Haubtleuth, sollen im Feld in Kriegs-Sachen zu gehorsammen schuldig seyn der Herrschafft General-Obristen, General-Gubernatorn, General-Proveditoren, oder anderen, die in ihren Stammen dem Hertzog der Herrschafft zu commendiren Befehlhaben werden, aber in den Besatzungen sollen die Soldaten den Rectoren, und Gubernatoren gehorsammen, wie bey anderen Officieren, und Soldaten der Durchlauchtigen Herrschafft es üblich ist.

VIII. In Fall beyde Stände Zürich und Bern sammtlich, oder einer besonders von ihren Feinden angefochten würden, oder in anscheinender Kriegs-Gefahr wären zu der Zeit, da ihr Volck in der Herrschafft Venedig Dienst sich befindet, so mögen beyde Ständ, oder einer besonders, ihr Volck in ihren eigenen Nöthen, dasselbige zubrauchen wohl abfordern, doch daß in solchen Fall nichts destoweniger eine Herrschafft Venedig diesem Volcke 30. Tag Sold von der Herrschafft Gräntzen nocher für den Abzug geben, und solle die Herrschafft alsdann auch schuldig seyn, solch der beyden Städten Volck biß an die Gräntzen der Herrschafft Landen gegen den grauen Pünten mit aller Sicherheit zu begleiten, auch sie zu Abführung der Krancken, und Officieren Hausrath, ohne ihren Kosten, mit nöthigen Wägen versehen lassen.

IX. Beyder Ständen Volcks solle bewehret seyn mit Fusils, Beyonetten, und Bandolirungen, und stehet ermeldten Ständen frey, die Soldaten in ihren Land selbst auf diese Weise zu bewaff-

1706 nen, oder aber solches der Durchlauchtigen Herrschafft zu überlassen, welch letzteren fals aber, jedem Soldat Monathlich hierfür sechs Venetianische Soldi abgezogen werden sollen, und solle die Durchlauchtige Herrschafft zu Venedig auf iede also besetzte Compagnie, sie waren in Feld oder in Besatzungen gebraucht, Monathlich erlegen, und bezahlen 333. gewichtige Spanische Dublonen.

Demnach jedem Obersten für seine Bestallung und Taffeln, auch für dem Ehren-Sold von Monath zu Monath 145. gewichtige Spanische Dublonen, auch in dem erleuterten Verstand, daß wann die Durchlauchtige Herrschafft, die in diesem Tractat erwöhnte Bezahlung in anderen goldenen und silbernen Geld-Sorten thun wolte, und jeder Spanische Dublonen zu 29. Venetianischen Pfunden gerechnet wurde, so sollen dann zumahlen, zu Vergleichung des Wercks, nachgesetzt guldene und silberne Müntzen in folgenden Preiß bezahlt werden, nemlich die Italiänische Dublonen, umb 28. Pfundt, 10. Sols der Zechino um 17. Pfund, eine Ducaton oder Ungars umb 9. Pfund 12. Sols, der Philipp- oder Venetianische Ducaten, umb 8. Pfundt 10. Sols, Ducato corrente umb 6. Pfundt 4. Sols obbenannter Venetianischer Müntz.

Wann auch ein und andere Haubtmann mehr als zweyhundert, und nemlich auf zweyhundert, und zwantzig Soldaten hätte, so sollen diesere zwantzig vorschiessende, dafern sie auch Eidtgenossen würcklich sind, ein Dublonen, sambt einen Drittel für ihren Sold empfangen. Es wird auch sich die Durchlauchtige Herrschafft von Venedig vergeblich und umsonst zugeben, wie dann solches bey anderen Fürsten und Herrn in Ubung gewesen.

Wann eine Compagnie weniger dann ein hundert fünff und siebenzig Mann starck wäre, wird der Haubtmann Monathlich 20. Spanische Dublonen verlieren, wann sie aber bis einhundert fünff und sechzig gemindert wurde, sollen den Haubtmann 40. Dublonen abgezogen werden.

So fern dann ein Schlacht beschehe, und dadurch oder auch wegen schwehren grassirenden Kranckheiten (die GOtt verhüte,) die Compagnien geschwächt wurden, sollen die Haubtleuth 2. Monathlang nach der letzt vergangenen Musterung bezahlt werden, damit sie so da ehender die Ergantzung der Soldaten vornehmen können.

X. Der Hochlöbl. Stande Krieges-Volck, so in der Durchlauchtigen Herrschafft Venedig Dienst ist, soll auch aller und jeder Privilegien, Freyheiten, Immunitæten, Gerechtigkeiten, Breuchen, und Gewohnheiten, so wohl in Verwaltung und Ubung, Gericht und Recht, als allen anderen Dingen und Sachen, ebner massen geniessen, wie ihr der Ständen Volck in Franckreich, und anderstwo geniesset, und zu allen Zeiten, und bißher in Ubung gehabt, zumahlen denen Soldaten, zu freyer Ubung ihrer Religion in einem Hauß, ein bequem und ehrlicher Platz gezeiget, auch selbige in solch ihrer Verrichtung auf keinerley Weiß verhindert, oder bey einigen Anlas, es

seye

seye heimlich oder öffentlich, nicht beschwehrt, auch endlich zu Begräb- 1706
nüs der Verstorbenen ein ehrliches Orth verwilliget werden.

XI. Die Knecht, so franck worden, soll man in die Spitäl auf-nehmen, und der Sold ihnen so lang gefolgen, als lang sie zu dem Dienst der Durchlauchtigen Herrschafft gehören, und entweder ihre Gesundheit wider erlangen, oder verstorben sind, zur selbigen Zeit ih-nen mehrers nicht abgezogen werden, dann was anderen in der Herr-schafft Diensten befindlichen Soldaten abgezogen zu werden pfleget. Und dann solle auch denen Feld-Predigern ihrer Nation ohne wenig-ste Hindernüs erlaubt seyn, sie zu besuchen und zu trösten, und nie-mand verwilliget werden, dieselben einiger Gestalten ihrer Religion abwendig zumachen.

XII. Im Fall die Herrschafft den Haubtleuthen die bestimmte Besoldung von Monath zu Monath nicht richtig erlegte, so solte ih-nen den Haubtleuthen die Besoldung nach Innhalt der jüngsten Mu-ster-Rödlen gefolgen, mit dem Vorbehalt, so die Musterungen in den ersten 10. Tagen, wann ein neuer Monath angefangen hat, nit besche-he, daß alsdann in demselben Monath kein Hauptmann seine Com-pagnie musteren zu lassen schuldig seyn, sondern es, wie vorstehet, bey jüngst gehaltener Musterung verbleiben.

XIII. Die Ernammsung der beyder Obersten, wann ein Volcks-Aufbruch geschehen soll, wird der Durchlauchtigen Herrschafft Vene-dig heimgestellt, und zugelassen, aber die Haubtleuth zu erwählen, be-halten die Oberkeiten beyder Ständen ihnen selbst vor, jedoch sollen die Obersten so wohl als die Hauptleuth eingesessene, und Regiments fä-hige Burger seyn, so wohl Züricher als Berner, und so wohl zu der beyden Hochlöbl. Ständen Oberkeiten, als auch der Durchlauchtigen Herrschafft belieben, und gefallen seyn, und allzeit nicht mehr als ein eintzigen Haubtmann über jede Compagnie gesetzt, und diesem Haubt-mann die Wahl der Unter-Officieren, doch mit dem Beding freyge-lassen werden, daß er hierzu tüchtige Personen von beyder Ständen Burgeren, und angehörigen, gar nicht aber frembde bestellen thüge.

XIV. Es sollen und mögen auch alle und iede Persohnen beyder-seits Ständen, und deren Unterthanen frey gahn, wandeln, handeln, schalten und walten, in des andern Theils Städten, und Landen, mit allerley Gewerbs-Sachen und Handthierungen so wohl von Kauff-mannsschafft als allerhand Kriegs-Gereitschafften ohne Hindernüß, oder eine Auflagen und Beschwerden, wie dieselbige Nahmen haben mögen, also daß sie anders, und weiters zu bezahlen nicht schuldig seyn, dann die gewöhnlichen alten Zöhl, wie bieshero breuchig, in wel-chen aber zeiter ausbedingt ist der Leib-Zohl, item die Balleten, auch die Ding und Sachen, die einer in seiner Bulgen oder Vallies hat, und auf seinen Reitpferd mit sich bringt, oder auf oder an seinem eigenen Leib trägt, und hat, von welchem Mann keinen Zohl zugeben schuldig seyn, und auch ein ieder solchen Stücken halber unersucht gelassen wer-den solle, jedoch sind hierinnen vorbehalten Sterbens-Läuff, zu welcher Zeit ein jeder Standt nach seinem Gefallen die Gewerb, und den Paß,

 so

1706 so lang der Argwohn des Sterbens währet, still stehen mag: Hierbey soll es auch den Verstand haben, wann beyder Ständen Volckh in der Herrschafft Venedig Dienst wäre, darnach beurlaubet, oder durch die Ständt abgeforderet wurden, daß dieselben mit Troß, und aller ihrer Kriegs-Gerritschafft in ihrem An- und Abzug, umb alles, was sie mit ihnen trügen, oder führen allerdings Zoll frey seyn, wie solches eine alte Freyheit bey allen Nationen. Und ist dann beynebenst auch abgeredt, daß diejenigen Persohnen von Zürich und Bern, es seyn Durchreisende oder Soldaten in der Herrschafft Dienst, so in der Herrschafft Landen mit Todt abgehen würden Zollfrey, und ohne einige Auflage alt Beschwert aus dem Land hinweg geführt werden mögen, oder daß die Bestattung derselben Abgestorbnen an ehrlichen Orten frey, und ohngespehrt zugelassen, zumahlen den hinterbliebenen rechtmäßigen Erben die Mittel verabfolget werden: allermassen gegen den Unterthanen der Durchleuchtigen Herrschafft Venedig, in beyder Hoch-Löblichen Ständen Landen, und Gebieth ein gleichmäßiges beobachtet wird.

Ein jede Compagnie mag aus ihren Soldaten einen Marquetanter in dem Feld haben, welcher aller Zöhlen und Auflagen befreyt seyn solle: in den Guarnisonen aber hat sich gemeldter Marquetanter umb die Abstettung der Zöhlen mit den Einnemmern oder Befelchshabern der Durchleuchtigen Herrschafft zu vergleichen, doch daß er die Lebens-Mittel, gegen niemanden als den Eidgenoßischen Soldaten verkauffen thüge.

In Ansehen der Privilegien, Vortheilen und Beneficien, wie auch der Logementern und Commiß-Brodts sollen die Eidtgenoßische Oberste, und Haubt-Leuth, Officier und Soldaten, gleich andern in der Herrschafft Diensten stehenden Volckern gehalten werden.

Jedweder Stand solle schuldig seyn, allem Kriegs-Volck anderer Nationen, es seye von Fürsten oder Herrn, den freyen Durchzug, und Paß zuzulassen, und so dem bedrängten Theil zu dienen, durch des andern Land, und Gebieth zu ziehen hetten: doch daß die Obrigkeit, durch dero Land das Krigs-Volck den Paß nehmen wolte, desselben zuvor berichtet, und vermahnet, und hierinnen die Ordnung und Regel halten werde, so von dem Theil, durch dessen Landmann zugeschrieben wird, auch wie sich herumb die Löbl. Orth der Eydgenoßschafft unter sich verglichen haben.

XVI. Ein jeder Standt solle auch des andern Stands Feinden den Paß durch sein Land abschlagen, ja auch mit gewehrter Hand (da es vonnöthen) einen jeden Feind des einen, oder des andern Theils mit nothwendiger Macht an dem Paß verhindern und aufhalten.

XVII. Wann beyde Hochlöbl. Stände Zürich und Bern, oder einer derselben besonders mit Krieg angefochten würde so solle eine Durchleuchtige Herrschafft Venedig, so wohl dem Stand, welcher mit Krig angefochten wird, als durch den Stand, welcher dem andern Hülff zu thun schuldig ist, allwegen einem jeden Stand besonders, monathlich 4000. Venetianische Ducaten oder derselben Werth, an ihren

ren Kriegs-Kosten, so lang der Krieg währet zu Hülff, und Steuer 1706
in ihren Kriegs-Nöthen geben, und erlegen, dergestalt, daß eine Herrschafft Venedig, so bald sie dessen durch die Ständt berichtet, und in ihren Krigs-Nöthen, umb die gemeldte Hülff- und Geld-Steuer erforderet worden wäre, als dann ohne Verzug, und ohne einigen Vorbehalt, die Summa Gelds, so viel, sich die vorgemeldt, versprochener Geld-Hülff auf drey Monath lang einen jeden Standt betrifft, jeder beyden Ständen besonders überlieffern, und erlegen, und wann der Krieg länger als drey Monath währen solte, dannethin wiederumb, uf ein nennet die bestimte Gelt-Hülff auf drey andere Monath zurichten, und zuwähren: Darumb dann zu End der Kriegs allwegen einer Herrschafft gutte Rechnung zu thun schuldig seyn, was nach lauth des Bundts verbraucht worden, und von dem Geldt noch überbleiben möchte, so der Herrschafft überbleiben möchte.

XVIII. Und wann der ein oder andre Theil, so zu Krieg kommen, und die versprochene Hülff vermög des Bundts begehrt, die ihme auch geleistet wäre, ein Friedens-Tractation vornemmen wurde, so soll derselbe Theil seine Mithelffer vor Beschluß des Friedens dessen zu berichten schuldig seyn, damit sie nach ihrem Gefallen, und Gelegenheit darinnen auch begriffen oder angelassen werden mögen.

XIX. Die Durchleuchtige Herrschafft Venedig soll zu End eines jeden Jahrs so lang diesere Bündtnus währet, von dem Tag der Ratification angerechnet, jedem Standt Zurich, und Bern, insonderheit zur Pension oder Jahr-Geldt in jedem Standt besonders, zu Handen desjenigen, welchen sie zur Empfangung derselben verordnet werden, erlegen sieben Hundert und eilff gewichtige Spanische Dublonen.

XX. Alle und jede bayder Standen Zürich und Bern Burgere, und Unterthanen mögen frey handlen, wandlen, wohnen, gahn und wiederkehren in der Herrschafft Venedig Landen, ohne einige Hindernus der Inquisition. Gleiches solle auch der Herrschafft Venedig Unterthanen zugelassen seyn, in beyder Ständen Landen, doch das keint wederen Theils Angehörige nützet reden, disputiren, oder nützet anders handeln, daß das ein und denen sind.

XXI. Kein Parthey soll noch mag auch des anderen Theils Rebellen, und Wiederspenstige auf- und annemmen, noch auch die jenigen, wieder welche um Malefitzischer Sachen Willen procediret worden ist, als nammlich Mörder, Sodomiter, offentlich verschreite Dieben, Verräther, Bränner, Jungfrauen-Schänder, Räuber, und falsche Müntzer, sonders solle jeder Theil schuldig seyn, solche Persohnen dem andern durch den sie verurtheilt, und verbannisiret, und desseen Unterthanen sie sind, auf Erforderen gegen Abtrag billichen Kosten zu überantworten.

XXII. Diese gegenwärtige Bündtnus und Verein solle währen und bestahn zwölff Jahr lang, die nechsten, und dannethin nach weiters, nach jeder Partheyen gefallen, und so lang dieselbe von dem einem oder andern Theil nicht abekündt wirdt: welcher Theil aber die Bündtnus auffsagen wolte, der solle schuldig seyn, solches dem andern

1706 dern Theil ein Jahr vor Verfliessung der 12. Jahren zu verkunden, und da gleich die Abkündung beschehe, solle doch die Bündtnus nicht destoweniger allezeit bies zu Vollendung der zwölff Jahren in Kräfften verbleiben, da aber zu Endt der zwölff Jahren dieser Bündtnus von keinem Theil aufgesagt wäre, solle als dann allwegen die Bündtnus, wiederumb zwölff andere nechst darauf folgende Jahr währen, begebe sich aber, daß zu Endt der zwölff Jahren wann die Bündnus abgekundt wäre, der ein oder andere Theil noch in Bedrängnus, und Gefahr stunde, so mag derselbe Theil die ihme zugeschickte Hülff, oder versprochene Geldt (wie vorstaht) wohl gebrauchen, bies alle Gefahr füruber ist.

XXIII. Wann sich Spän, und Mißverstandt zwischen der Herrschafft, und beyden Ständen erheben würden, und dieselben in der Gütig- oder Freundlichkeit (welche man zuforderst versuchen solle) nicht hingelegt werden könnten: so solle jeder Theil zwo verständige Persohnen zusetzen, erwahlen, und verordnen, welche vier Persohnen sich in der Statt Chur versamlen, und über die Sachen sprechen sollen: im Fall sie sich aber ihrem Spruch und Urtheil nicht vergleichen konnten, sondern sich auf beide Seiten gleich theilen wurden, soll als dan von jeden Theil nach einen verständigen und unpartheyschen Mann, der den Partheyen nicht verdächtig noch pflichtig, nammehafft gemachet, und also aus dieseren beyden ernamseten Persohnen, einer zum Obmann durch das Loß erwohlet werden, welcher mit Beyfall der einen, oder andern Meinung die Spännigen Partheyen, entscheiden, darbey es dann endlich verbleiben solle.

XXIV. In Spän, und Streitigkeiten aber, so sich zwischen sonderbahren Persohnen beyden Theilen zugethanen erhalten, von was Sachen wegen das wäre, solle darumb allwegen der Ansprecher, und Kläger, den Antworter und Gegen-Parth suchen, und ins Rechtfassen, unter der Obrigkeit, da der angesprochene gesessen ist, gut, förderlich, und verkürtzt Recht halten, und über die ergangene Urthel die Vollstreckung ohne Aufzug gestatten, und ergehen lassen soll, und daß ohn einig Ansehen der Persohn vor der ein und andern Religion.

Es soll kein Theil in der Zeit dieser währenden Bündnus mit jemand ander ein Bündnüs machen, die dieser gegenwärtigen Bundts-Articuln in einigen Weg zuwieder lauffen, und præjudicirlich seyn möchten.

XXVI. Schließlich behalten beyde Ständ Zürich und Bern in dieser Verein- und Büntnus ihnen bevor, daß heilige Römische Reich von des Reichs Wegen, deßgleichen alle ihre Büntnussen, Verträg, und Verkomnussen, so sie mit ihrem Eydt, und Bundtgnossen haben, zu dem die ewigen, und auf gewisse Jahr gestellten Vereinigungen, so vor dieser Bündtnus aufgerichtet sindt, und mit Nahmen, auch die Tractaten des ewigen Friedens, und Vereinigung mit der Kron Franckreich, also daß solche Bündtnussen und Verkomnussen, allen und jeden gemeinlich, und sonderlich, durch diese gegenwärtige Verein nutzit benommen seyn, noch denselben zu schaden, Nachtheil

oder

oder Abbruch in keinen Weg gereichen, sondern dieselbe alle Aufrecht, 1706
und redlich gehalten werden sollen, Geferd und Arglist, in solchem allem, gäntzlich ausgeschlossen.

XXVII. Wann auch einer von denen Hochlöbl. Ständen vorbehaltenen Theilen die Durchleuchtige Herrschafft mit Krieg, oder anderer Gestalten heimlich oder offentlich antasten, beschweren oder überfallen wurde, in ihrem Landen, Stätten, und Gebieten, welche sie dermahlen inn hatt, und besitzt, so sollen beyd Hochlöbl. Ständt, unangesehen, obiger Vorbehaltung der Durchläuchtigen Herrschafft wieder den verletzenden, und angreiffenden Theil Schirm zu geben, und Beystand zu thun verbunden seyn.

XXVIII. Damit aber die für eine Durchleuchtige Herrschafft Venedig von beyden Hochlöbl. Ständen erwerbende Völcker, durch Löbl. dreyen Bünten Bottmäßigkeit den freyn Durchpaß erhalten mögind, wird die Durchleuchtige Herrschafft zugleich mit und neben beyden Hochlöblichen Ständen alle möglichste Befliessenheit ankehren, damit sothaner freyer Paß ausgewürckt werden möge, und werden gedacht Löbliche Ständ, je nachdem es vonnöthen seyn, und die Durchleuchtige Herrschafft solches verlangen wird, nicht abschlagen, ihre Gesanten in der Durchleuchtigen Herrschafft Kosten mit zu senden, umb mit dem Venetianischen Herrn Residenten ein gleichmäßige Ansuchung zu thun.

Zu verkündtlicher Gesegnus aller obbeschriebenen Dingen, haben, wir beyde Theil diesen unseren Bündtnus-Brieff, deren drey gleicher Formb, und Innhalts gemachet sind, mit der Durchleuchtigen Herrschafft Venedig, und beyder Hochlöblichen Ständen Zürich und Bern, angehenckten Secret-Insiegel verwahren lassen, beschehen auf Dienstag den 12. Tag Jenner Monat, von der Geburth unsers Herrn, und Erlösers JEsu Christi gezehlt 1706. Jahre.

CCXXXI.

Traité pour l'Union de l'Angleterre & de l'Ecosse, conclu & signé par les Seigneurs Commissaires desdits Royaumes. A Londres le 22. Juillet (2. Août) 1706.

Articles d'Union conclus le vingt-deuxiéme de Juillet, dans la cinquiéme année du Regne de Sa Majesté ANNE *par la grace de Dieu, Reine d'Ecosse, d'Angleterre, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & l'an de nôtre Seigneur mil sept cens six; par les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Ecosse, sous le grand Sceau d'Ecosse, le 27. de Fevrier dernier; en consequence du quatriéme Acte de la troisiéme Session du présent Parlement d'Ecosse, dans la quatriéme année du Régne de Sa Majesté: & les Commissaires nommez de la part du Royaume d'Angleterre sous le grand Sceau d'Angleterre, datté de Westminster le 10. d'Avril dernier, en consequence d'un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la troisiéme année du Regne de Sa Majesté, pour traiter de l'Union desdits Royaumes*

1706 *aume. Lequels Articles doivent être présentez en toute humilité à Sa tres-Excellente Majesté, & offerts à la considération & examen des Parlemens respectifs des deux Royaumes, conformément auxdits Actes & Commissions.*

I.

Que les deux Royaume d'Ecosse & d'Angleterre seront dorenavant, à perpétuité unis en un seul Royaume sous le nom de GRANDE-BRETAGNE, à commencer le premier jour de Mai prochain. Et que les Armes dudit Royaume Uni seront telles que Sa Majesté l'ordonnera; & les Croix de Saint André & de saint George seront jointes ensemble de la maniére que Sa Majesté le trouvera à propos, & seront employés dans tous les Pavillons, Drapeaux, Etendarts, & Banniéres, tant par mer que par terre.

II. Que la Succession à la Monarchie du Royaume Uni de la Grande-Bretagne, & des Terres & Seigneuries qui en dépendent, sera, demeurera & continuera après sa Sacrée Majesté, & au défaut d'Enfans issus de son Corps, à la tres-Excellente Princesse SOPHIE Electrice & Duchesse Doüairiére d'*Hanover*, & ses Hoirs issus de son Corps, étant Protestans, sur lesquels la Couronne d'Angleterre est établi par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la douziéme année du Régne de feu Sa Majesté le Roi *Guillaume* Troisiéme, intitulé, *Acte pour une plus ample limitation de la Couronne, & pour mieux assurer les Droits & les Libertez des Sujets.* Et que tous les Papistes, & personnes mariées à des Papistes, seront exclus, & incapables à perpétuité d'hériter, posséder, ou jouïr de la Couronne Impériale de la *Grande-Bretagne*, & des Territoires qui en dépendent, ou d'aucune partie d'icelles. Et en tous & tels cas semblables, la Couronne & le Gouvernement iront de tems en tems, & seront possedez par une Personne Protestante; Comme elle en auroit hérité & jouï en cas que telle Personne Papiste ou marié un Papiste, fût morte naturellement; conformement à l'Ordonnance pour la Succession à la Couronne d'Angleterre, faite dans un autre Acte du Parlement d'Angleterre dans la premiére année du Régne de feu Leurs Majestez, le Roy *Guillaume* & la Reine *Marie*, intitulé, *Acte déclarant les Droits & Libertez des Sujets, & pour établir la Succession de la Couronne.*

III. Que le Royaume Uni de la *Grande-Bretagne* sera représenté par un seul & même Parlement, lequel sera nommé le Parlement de la *Grande-Bretagne*.

IV. Que tous les Sujets du Royaume Uni de la *Grande-Bretagne*, auront après l'Union entiere Liberté & Correspondance de Commerce & de Navigation, dans tous les Ports & Places dudit Royaume Uni, & des Terres & Colonies qui en dépendent. Et qu'il y aura communication de tous les autres Droits, Privileges & avantages, qui appartiennent, ou qui peuvent appartenir aux Sujets de l'un ou l'autre Royaume; à la reserve de ce qui est autrement & expressément convenu dans ces Articles.

V. Que

V. Que tous les Vaisseaux appartenans aux Sujets de Sa Majesté 1706
en Ecosse au tems de la signature de ce Traité pour l'Union des deux Royaumes, quoi que construits hors du Païs, seront estimez & passeront pour Vaisseaux de la fabrique de la Grande-Bretagne ; Le Proprietaire, ou les Proprietaires, ou un, ou plusieurs des Proprietaires, faisant Serment dans l'espace de douze mois après l'Union, qu'au tems de la signature dudit Traité, ces Vaisseaux appartenoient à lui ou à eux, ou à quelqu'autre Sujet, ou Sujets d'Ecosse, qui seront nommez particuliérement, avec les lieux de leur demeure respective ; & que lesdits Vaisseaux appartiennent à lui ou à eux, & qu'aucun Etranger, directement ou indirectement, n'y a aucune part, portion, ou intérêt. Lequel Serment sera fait en presence du principal ou principaux Officiers de la Douane dans le Port le plus proche de la demeure desdits Proprietaire, ou Proprietaires. Et lesdits Officier, ou Officiers, auront le pouvoir de reçevoir ledit Serment. Et le Serment étant ainsi prêté, sera attesté par l'Officier, ou les Officiers, qui l'auront reçû ; & étant enregitré par lesdits Officier, ou Officiers, il sera delivré aux Maitres des Vaisseaux pour la sûreté de leur Navigation ; & il en sera donné un double par lesdits Officier, ou Officiers, aux Principaux, ou Chefs des Officiers de la Douane, dans le Port d'Edimbourg, pour y être enregitré, & de là être envoyé au Port de Londres, pour y être couché sur le Regitre general de tous les Vaisseaux Marchands appartenans à la Grand-Bretagne.

VI. Que toutes les Parties du Royaume Uni auront toûjours, après l'Union, les mêmes Avantages & Privileges, & seront soûmises aux mêmes Defenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, & tenuës aux mêmes Douanes & Droits d'entrée & de sortie. Et que les Avantages, Priviléges, Defenses, Restrictions, & Réglemens de Commerce, de même que les Douanes & les Droits d'entrée & de sortie, établis en Angleterre au commencement de l'Union, auront lieu après l'Union par tout le Royaume Uni.

VII. Que toutes les Parties du Royaume Uni, seront à perpétuité, depuis l'Union tenuës aux mêmes Impôts sur toutes les Liqueurs sujettes aux Impôts ; & que les Impôts qui se trouveront être mis en Angleterre sur telles Liqueurs au commencement de l'Union, auront lieu par tout le Royaume Uni.

VIII. Que depuis l'Union tout le Sel qui sera apporté des Païs étrangers en Ecosse, sera chargé des mêmes Droits d'entrée, que ce même Sel est présentement chargé pour l'entrée en Angleterre ; & qu'il y sera levé & pris de la même maniére. Mais l'Ecosse sera exempte pendant l'espace de sept ans, à commencer depuis l'Union, de payer en Ecosse sur le sel qui y sera fait, les Droits ou Impôts qui se payent maintenant sur le Sel qui est fait en Angleterre ; mais après l'expiration desdites sept années, on sera sujet & tenu aux mêmes Droits pour le Sel fait en Ecosse, qui seront alors établis & imposez sur le Sel fait en Angleterre, pour y être levé & pris en la même maniére ; & avec les mêmes retours & avantages qu'en Angleterre. Et pen-

1706 pendant lesdits ſept ans, il ſera payé en Angleterre pour tout le Sel fait en Ecoſſe, & de là transporté en Angleterre, les mêmes Droits que l'on y paye pour le Sel fait en Angleterre; pour être levé & pris de la même maniére, que les Droits du Sel étranger ſe prennent & ſe levent en Angleterre. Et que pendant les ſuſdits ſept ans, on n'apportera point de Sel quel qu'il ſoit, d'Ecoſſe en Angleterre, par terre en aucune maniére, ſous peine de confiſcation du Sel, des chariots & du bétail employé pour le transport, & de payer vingt ſchellings pour chaque boiſſeau de Sel; & à proportion, ſelon qu'il y en aura plus ou moins; au payement de quoi le Charretier & le Proprietaire ſeront auſſi bien tenus l'un que l'autre, & chacun d'eux ſolidairement. Et les Perſonnes, qui le porteront ou conduiront, ſeront empriſonnez par tout Juge de Paix, pendant l'eſpace de ſix mois, ſans caution, & juſqu'à ce que l'amende ſoit payée. Et pendant leſdites ſept années, toute la Viande & le Poiſſon ſalé, porté d'Ecoſſe en Angleterre, ou employé pour les proviſions des Vaiſſeaux d'Ecoſſe, & toute la Viande embarquée en Ecoſſe, pour être transportée dans les Païs étrangers laquelle ſera ſalée du Sel d'Ecoſſe, ou de quelque melange dudit Sel ſera confiſquée & pourra être ſaiſie; Et que depuis l'Union, les Loix & les Actes du Parlement d'Ecoſſe, touchant la Pêche, le Sallage, & Emballage de Harang, du Poiſſon blanc & du Saûmon, qui doit être transporté, étant ſalé avec du Sel étranger ſeulement, & pour prévenir toutes fraudes dans le Salage & Emballage du poiſſon, demeureront dans leur force & vigueur en Ecoſſe; étant néanmoins ſujets aux changemens & altérations qui ſeront faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que tout le Poiſſon, qui ſera tranſporté d'Ecoſſe dans les Païs étrangers, qui ſera ſalé avec du Sel étranger ſeulement, aura les mêmes ſoulagemens, récompenſes, & retours, qu'il eſt & ſera alloué aux perſonnes qui transportent d'Angleterre le même Poiſſon. Et s'il ſe trouve ci-après quelques affaires ou fraudes au ſujet deſdits Droits de Sel, à quoi il n'a pas encore été ſuffiſamment pourvû par cet Article, elles ſeront ſujettes à telles autres plus amples proviſions, qu'il ſera trouvé convenable par le Parlement de la Grand-Bretagne.

IX. Que quand la ſomme d'un million neuf cens nonante-ſept mille ſept cens & ſoixante & trois livres, huit ſchellings, & quatre ſous & demi, ſera ordonnée par Acte du Parlement de la Grande-Bretagne, pour être levée dans la partie du Royaume Uni appellé aujourd'hui *Angleterre*, ſur les Terres, ou autres choſes, taxez ordinairement dans ledit Royaume par ordre du Parlement, pour donner des Subſides à la Couronne, par une Taxe des Terres; Cette partie du Royaume Uni, appellée aujourd'hui *Ecoſſe*, ſera chargée par le même Acte d'une ſomme de quarante-huit mille livres, franches & quittes de toutes charges, comme étant la Quote part de l'Ecoſſe dans cette Taxe; & ainſi proportionellement, pour chaque ſomme qui ſera levée au deſſus, ou au deſſous, en Angleterre, par aucunes Taxes ſur les Terres, & autres choſes taxées ordinairement

avec

avec les Terres. Et qu'une telle Quote pour l'*Ecoffe* fera levée dans 1706
les cas fusdits, & recueillie de la même maniére, que fe leve & recueille aujourd'hui les Taxes de Terres dans ledit Royaume ; mais qu'elle fera fujette aux Réglemens, touchant la maniére de la recueillir, qui feront faits par le Parlement de la *Grande-Bretagne*.

Que pendant la continuation des Droits refpectifs fur le Papier timbré, le Velin, & le Parchemin, par des Actes qui font maintenant en vigueur en Angleterre ; l'Ecoffe ne fera point chargée desdits Droits refpectifs.

XI. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre fur les Fenêtres, & les Lumiéres, qui doivent finir au premier jour du mois d'Août de l'an 1710. l'Ecoffe ne fera point chargée des mêmes Droits.

XII. Que pendant la continuation des Droits payables en Angleterre fur les Charbons, de toutes forte & qui doivent ceffer le trentiéme jour de Septembre 1710., l'Ecoffe ne fera point chargée desdits Droits fur les Charbons, qui s'y confumeront, mais elle en fera chargée comme l'Angleterre, pour tout le Charbon qui ne fe confumera pas en Ecoffe.

XIII. Que pendant la continuation du Droit payable en Angleterre fur la Dreche & qui doit finir le vingt-quatriéme jour de Juin 1707. l'Ecoffe ne fera point chargée de ce Droit.

XIV. Que le Royaume d'Ecoffe ne fera chargé d'aucun autre Droit impofé par le Parlement d'Angleterre, avant l'Union, à la referve de ceux dont on eft convenu dans ce Traité ; à caufe qu'il a été accordé, que toutes les provifions néceffaires feront faites par le Parlement d'Ecoffe pour les Charges publiques, & pour le fervice de ce Royaume pour l'année 1707. Pourvû *neanmois*, que fi le Parlement d'Angleterre trouve à propos de mettre quelqu'autre Impôt, par maniére de Droits de Douane, ou telles Accifes, dont en vertu de ce Traité l'Ecoffe doit être chargée également avec l'Angleterre ; En ce cas l'Ecoffe fera tenuë aux mêmes Droits de Douane & d'Accifes, & aura un Equivalent, qui fera réglé par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et comme on ne fauroit fuppofer, que le Parlement de la Grande-Bretagne impofera jamais aucune forte de charges fur le Royaume Uni, que celles qui feront trouvées neceffaires, pour le bien & la confervation du Tout, & cela en égard aux circonftances, & aux forces de chaque Partie du Royaume Uni ; A ces caufes, il eft arrêté, qu'on n'infiftera plus fur aucune éxemption pour aucune partie du Royaume Uni, mais que la confidération de quelques exemptions que ce soit au de là de ce qui a déja été convenu dans ce Traité, fera laiffé à la détermination du Parlement de la Grande-Bretagne.

XV. Comme par les termes de ce Traité, les Sujets d'Ecoffe, pour conferver une égalité de Commerce par tout le Royaume Uni, feront tenus à tous les Droits de Douane, & Accifes, qui fe payent aujourd'hui en Angleterre, lesquelles devront fervir à aquitter les Dettes d'Angleterre, contractées avant l'Union ; Il eft convenu que

l'Ecoffe

1706 l'Ecosse aura un equivalent, pour ce que ses Sujets devront être chargez, pour le payement desdites Dettes d'Angleterre, dans toutes les Particularitez quelles qu'elles soient, en la maniere suivante; c'est à savoir, qu'avant l'Union desdits Royaumes, la somme de trois cens quatre-vingt dix neuf mille, & quatrevingt-cinq livres dix schellings, sera accordée à Sa Majesté par le Parlement d'Angleterre, pour les besoins mentionnez ci dessous; etant l'Equivalent qui doit être payé à l'Ecosse, pour telle partie desdits Droits de Douane & d'Accises, sur les Liqueurs, desquels ce Royaume-là doit être chargé après l'Union, qui sera applicable pour le payement desdites Dettes d'Angleterre, celà etant à proportion des Droits presens de l'Ecosse, qui sont de trente mille livres par an, par rapport à la Douane d'Angleterre supputée à un million trois cens quarante & un mille, cinq cens cinquante-neuf livres par an; & proportionellement aux presentes Accises, sur les Liqueurs accisables d'Ecosse, qui sont trente trois mille & cinq cens livres par an, par rapport aux Accises sur les Liqueurs accisables en Angleterre, supputé à neuf cens quarante-sept mille six cens & deux livres par an. Laquelle somme de trois cens quatrevingt-dix-huit mille quatre vingt-cinq livres dix schellings, sera duë & payable, depuis le tems de l'Union. Et comme après l'Union l'Ecosse sera tenuë & sujette aux mêmes Droits de Douane pour l'entrée & pour la sortie, & aux mêmes Accises sur les Liqueurs accisables, comme en Angleterre, aussi bien par cette raison, qu'à cause de l'augmentation de monde & de commerce, (qui sera l'heurese consequence de l'Union,) lesdits revenus augmenteront beaucoup au delà de la valeur annuelle mentionnée ci-dessus, dont on ne peut faire maintenant l'estimation. Cependant pour les raisons sus-mentionnées, etant juste qu'il y ait un Equivalent rendu à l'Ecosse: *il est convenu*, qu'après l'Union, il sera dressé un compte de tous lesdits Droits qui se leveront en Ecosse, afin qu'il puisse apparoître, combien il faudra rendre à l'Ecosse pour l'Equivalent de telle partie de ladite augmentation, qui sera destinée au payement des Dettes d'Angleterre. Et pour parvenir plus efficacement à toutes les fins mentionées ci-après, *on est convenu*, que depuis l'Union, toute l'augmentation des revenus des Douanes, & Droits d'entrée & de sortie, & les Accises mises sur les Liqueurs qui y sont sujettes, en Ecosse, au dela & par dessus le produit annuel desdits Droits respectifs, sur le pied que ci-dessus, servira & sera applicable pour l'espace de sept ans, aux Usages mentionnez ci-dessous; Et que sur ledit Compte, l'Ecosse sera remboursée tous les ans, à commencer à la fin de sept ans aprés l'Union, d'un Equivalent proportionné à la part de ladite augmentation, qui devra être employé au payement des Dettes d'Angleterre.

Et comme après l'expiration de sept ans, après l'Union, le Sel fait en Encosse doit être sujet aux mêmes Droits que le Sel fait en Angleterre: *il est accordé*, que quand ces Droits auront lieu, il sera rendu à l'Ecosse un Equivalent pour telle portion desdits Droits, qui sera employé pour le payement des Dettes d'Angleterre; desquels droits il sera tenu

Compte

Compte exact afin que l'on puisse voir ce qu'il faudra pour faire ledit 1706
Equivalent à l'Ecosse. Et generalement que l'Ecosse aura un Equivalent pour telle portion des Dettes d'Angleterre, qu'elle sera ci-après tenuë de payer à raison de l'Union, quelles qu'elles soient, outre celles pour lesquelles le Parlement d'Angleterre a approprié les Doüanes, & autres Droits d'entrée & de sortie; d'Accises sur les Liqueurs accisables, & sur le Sel, au regard desquelles Dettes, on a deja ordonné plus haut l'Equivalent. Et pour l'emploi qui doit être fait de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, qui doit être donnée comme dessus; & tous les autres deniers dont on doit repondre à l'Ecosse, ou qui lui doivent être allouez, comme dessus; *on est convenu* que de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille quatre-vingt-cinq livres dix schellings, seront payées toutes les dettes publiques du Royaume d'Ecosse, & aussi le fonds Capital de la Compagnie Ecossoise d'Afrique & des Indes, ensemble avec les interêts pour ledit fonds capital à raison de cinq pour cent par an depuis les tems respectifs du payement qui en a été fait. Et on est convenu que sur le payement dudit fonds capital & des interêts, ladite Compagnie sera dissoute & cessera; & aussi que du jour que l'Acte du Parlement d'Angleterre sera passé pour la levée de ladite somme de trois cens quatre-vingt-dix-huit mille, quatre-vingt-cinq livres, dix schellings, ladite Compagnie ne negociera plus, & ne donnera plus permission de negocier. Et pour le surplus de ladite somme de trois cens quatrevingt-dix-huit mille quatrevingt-cinq livres dix schellings après le payement desdites Dettes du Royaume d'Ecosse, & dudit fonds capital & des interêts; & aussi toute l'augmentation des susdits Revenus des Doüanes, Droits, & Accises, au dessus de la presente valeur, qui seront levez en Ecosse, pendant ledit terme de sept ans, ensemble avec l'Equivalent qui sera dû au sujet de l'augmentation des Revenus en Ecosse, après ledit terme. Et aussi pour ce qui est de toutes les autres sommes, qui suivant les conventions susdites seront dûës à l'Ecosse par voye d'Equivalent, pour ce que ce Royaume fournira ci-après pour le payement des Dettes d'Angleterre; *on est convenu* que cela sera appliqué en la maniere suivante; savoir, que de là les pertes qui pourront avoir été soutenuës ou souffertes par des particuliers à cause de la reduction de la Monnoye d'Ecosse à la valeur de celle d'Angleterre, seront dedommagées autant qu'il sera jugé necessaire. Après quoi le reste sera entierement appliqué pour encourager, & avancer la Pêche, & telles autres Manufactures & Negoce en Ecosse, qui pourront le plus contribuer au bien general du Royaume Uni. *Et il est arrêté*, que Sa Majesté sera autorisée pour nommer des Commissaires, qui seront tenus de rendre compte au Parlement de la Grande-Bretagne, pour employer aux usages ci-dessus mentionnez, ladite somme de trois cens quatrevingt-dix-huit mille quatrevingt-cinq livres dix schellings, & tous les autres deniers qui seront dûs à l'Ecosse, en vertu de l'accord & convention ci-dessus. Lesquels Commissaires seront autorisez à demander, recevoir, & disposer desdits deniers en la

maniére

1706 maniére susdite, & à prendre inspection des Livres des Collecteurs desdits revenus, & de tous les autres Droits, ou Impôts d'où se pourra lever un Equivalent. Et que les Collecteurs, & Directeurs desdits Revenus & Droits, seront obligez de donner auxdits Commissaires, des Extraits authentiques & signez du produit desdits Revenus & Droits levez dans l'etenduë de leurs ressorts respectifs. Et que lesdits Commissaires auront leurs Bureaux dedans les Limites d'Ecosse: que dans lesdits Bureaux seront tenus les Livres, contenans les Comptes du montant des Equivalens, & de quelle maniére il en aura été disposé, de tems en tems: Lesquels Livres pourront être vûs par qui que ce soit des Sujets qui les voudront voir.

XVI. Que du moment de l'Union, & après, la Monnoye sera de même titre & valeur par tout le Royaume Uni, comme elle est presentement en Angleterre. Et l'Hôtel de la Monnoye sera continué en Ecosse sous les mêmes regles, que la Monnoye d'Angleterre; & sera sujet à tels Reglemens que Sa Majesté, ou ses Hoirs, & Successeurs, ou le Parlement de la Grande-Bretagne le trouveront à propos.

XVII. Que du moment & après l'Union, on se servira par tout le Royaume Uni des mêmes Poids & Mesures, qui sont à present établis en Angleterre. Et les Modeles desdits Poids & Mesures seront gardez dans les Bourgs d'Ecosse, à qui la garde des Modeles des Poids & Mesures, qui sont aujourd'hui en usage, appartient de Droit special. Tous lesquels Modeles seront envoyez auxdits Bourgs, etant formez sur ceux qui sont gardez dans l'Echiquier à Westminster; etant sujets neanmoins aux Reglemens qui seront trouvez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne.

XVIII. Que les Loix concernant le Reglement du Commerce, des Douanes & des Accises, auxquelles en vertu de ce Traité, l'Ecosse doit être sujette, seront en Ecosse les même après l'Union qu'en Angleterre. Et que toutes les autres Loix qui sont usitées dans le Royaume d'Ecosse, seront après l'Union, & nonobstant l'Union, dans la même vigeur qu'auparavant, à la reserve de celles qui sont contraires & ne peuvent subsister avec les Termes de ce Traité; mais elles pourront être changées par le Parlement de la Grande Bretagne; avec cette difference entre les Loix, concernant le Droit public, la Police, & le Gouvernement Civil, & celles qui concernent le Droit particuliere, que les Loix, qui concernent le Droit Public, la Police, & le Gouvernement Civil, pourront être les mêmes par tout le Royaume Uni, mais qu'on ne pourra faire d'alteration, ou changement aux Loix qui concernent le Droit particulier, à moins que ce ne soit pour l'utilité evidente des Sujets d'Ecosse.

XIX. Que la Cour de Session, ou le College de Justice, sera & demeurera après & non obstant l'Union, en tous tems en Ecosse, telle qu'elle est maintenant établie par les Loix de ce Royaume: & avec la même autorité & les mêmes Privileges, qu'avant l'Union; etant neanmoins sujette aux Reglemens qui pourront être faits pour mieux administrer la Justice, par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que la Cour des Justiciers, demeurera aussi après & nonobstant l'Union en tout

tout tems en Ecosse, telle qu'elle est maintenant etablie par les Loix de 1706
ce Royaume, & avec la même autorité, & les mêmes privileges, qu'avant l'Union, etant neanmoins sujette aux Reglemens qui seront faits par le Parlement de la Grande-Bretagne; & sans prejudice des autres Droits de Justicier; Et que toutes les Jurisdictions de l'Amirauté seront soûmises au Lord Grand Amiral, ou aux Commissaires de l'Amirauté de la Grande-Bretagne, qui seront alors en Charge: Et que la Cour de l'Amirauté, qui est maintenant etablie en Ecosse, sera continuée; & que toutes les Revisions, Reductions, ou Suspensions de Sentences en causes de Marine, appartenans à la Jurisdiction de cette Cour, demeureront dans la même maniere après l'Union, qu'elles sont maintenant en Ecosse, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y fasse les Reglemens & les changemens, qui seront jugez expediens pour tout le Royaume Uni; mais il sera à toujours continué en Ecosse une Cour d'Amirauté, telle qu'en Angleterre, pour terminer toutes les Causes Maritimes, qui auront du rapport aux Droits particuliers d'Ecosse, appartenans à la Jurisdiction de la Cour de l'Amirauté, laquelle sera neanmoins sujette aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez devoir être faits par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que les Droits Hereditaires d'Amirauté, ou de Vice-Amirauté en Ecosse seront reservez aux Proprietaires respectifs, comme Droits de proprieté, sujets neanmoins, pour la maniere d'exercer ces Droits Hereditaires, aux Reglemens & Alterations, qui seront jugez utiles par le Parlement de la Grande-Bretagne; & que toutes les autres Cours qui sont maintenant dans le Royaume d'Ecosse, demeureront, mais seront sujettes aux Alterations qui pourront être faites par le Parlement de la Grande-Bretagne. Et que toutes les autres Cours subalternes qui sont dans ledit Royaume, demeureront subordinées, comme elles sont presentement, aux Cours Souveraines de Justice, dans lesdites Limites en tout tems. Et qu'aucunes causes d'Ecosse, ne pourront être evoquées, ni renvoyées à la connoissance des Cours de la *Chancellerie, du Banc de la Reine, des Plaids Communs*, ou de quelque autre Cour à Westminster; Et que lesdites Cours, ou aucune autre de semblable nature, après l'Union, n'auront pas le pouvoir de connoitre, revoir, ou changer les Actes ou Sentences des Judicatures d'Ecosse, ou d'en suspendre l'execution. Et qu'il y aura une Cour de l'Echiquier en Ecosse après l'Union, pour decider les questions, ou disputes, concernant les Revenus, Douanes & Accises du Païs, laquelle aura le même pouvoir & la même autorité, en tels cas, que la Cour de l'Echiquier a en Angleterre. Et que ladite Cour de l'Echiquier en Ecosse aura le pouvoir de passer des Signatures, des Dons, des Tutelles, & autres choses comme à la Cour de l'Echiquier qui est en Ecosse à present: Et ladite Cour d'Echiquier qui est à present en Ecosse demeurera jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne en forme une nouvelle après l'Union. Et Sa Majesté & ses Successeurs Royaux pourront après l'Union continuer un Conseil Privé en Ecosse, pour le maintien & la conservation de la Paix publique, & pour entretenir un

1706 bon ordre, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne, jugera à propos de le changer, ou d'etablir à cette fin, quelqu'autre methode effective.

XX. Que toutes les Charges Hereditaires, les Jurisdictions Hereditaires, les Charges, & les Jurisdictions à vie seront conservées aux Proprietaires comme Droits de proprieté, de la même maniere qu'elles sont ajourd'hui possedées par les Loix d'Ecosse, nonobstant ce Traité.

XXI. Que les Droits & les Privileges des Bourgs Royaux d'Ecosse, tels qu'ils sont aujourd'hui, demeureront dans leur entier après l'Union, & nonobstant l'Union.

XXII. Qu'en vertu de ce Traité, seize des Pairs d'Ecosse au tems de l'Union, feront le nombre de ceux qui devront avoir Seance & voix dans la Chambre des Seigneurs, & quarante-cinq feront le nombre des Representans pour l'Ecosse dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne. Et que lors que Sa Majesté, ses Hoirs, ou Successeurs, declarera son bon plaisir, pour la convocation du premier Parlement, ou de quelqu'autre de la Grande-Bretagne, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne y ait plus amplement pourvû, il sera expedié un ordre, sous le Grand Sceau du Royaume Uni, qui sera addressé au Conseil d'Ecosse, par lequel il lui sera ordonné de faire sommer seize Pairs, pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs, en Parlement, & de faire elire quarante-cinq Membres pour avoir Seance dans la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, suivant les conventions de ce Traité, en la maniere qu'il sera reglé avant l'Union par le Parlement d'Ecosse; & que les noms des Personnes ainsi nommées & eluës seront envoyez par le Conseil Privé d'Ecosse à la Cour d'où ledit Ordre sera emané. Et que si Sa Majesté declare sous le Grand Sceau d'Angleterre avant le premier jour de Mai prochain, jour que l'Union doit avoir lieu, qu'il est expedient que les Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du present Parlement d'Angleterre soient les Membres des Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, de la part de l'Angleterre, alors lesdits Seigneurs du Parlement d'Angleterre, & les Communes du present Parlement d'Angleterre, seront les Membres de Chambres respectives du premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour la part de l'Angleterre. Et Sa Majesté pourra par sa Proclamation Royale sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, ordonner ledit premier Parlement de la Grande-Bretagne, pour s'assembler en tels tems & lieu que Sa Majesté trouvera à propos; lequel tems ne sera pas moins de cinquante jours après la date de la Proclamation: & le tems, & lieu de l'Assemblée du Parlement etant ordonné, il sera immediatement après envoyé un ordre sous le Grand Sceau de la Grande-Bretagne, addressé au Conseil Privé d'Ecosse, pour la Sommation, ou Assignation des seize Pairs, & pour l'Election des quarante cinq Membres, qui doivent representer l'Ecosse dans le Parlement de la Grande-Bretagne; & les Seigneurs du Parlement d'Angleterre & seize Pairs d'Ecosse, lesdits seize Pairs aiant été sommez & retour-

retournez en la maniere dont on est convenu dans ce Traité; & les 1706
Membres de la Chambre des Communes dudit Parlement d'Angleterre, & les quarante cinq Membres pour l'Ecosse, lesdits quarante cinq Membres etant elus & retournez, en la maniere dont on est convenu dans ce Traité, s'assembleront respectivement dans leurs Chambres respectives du Parlement de la Grande-Bretagne; dans le tems & lieu qui sera ordonné par Sa Majesté; & seront les deux Chambres du premier Parlement de la Grande-Bretagne. Et ce Parlement pourra continuer autant de tems seulement que le present Parlement d'Angleterre auroit pû être continué, si l'Union des deux Royaumes n'avoit pas été faite; à moins que Sa Majesté ne le dissolve plûtôt. Et que chacun des Seigneurs de la Grande-Bretagne, & chaque Membre de la Chambre des Communes du Parlement de la Grande-Bretagne, dans le premier Parlement de la Grande-Bretagne, & dans les suivans, jusqu'à ce que le Parlement de la Grande-Bretagne soit autrement reglé, preteront les Sermens respectifs, qui sont ordonnez & doivent être prêtez en la place des Sermens *d'Allegeance, & de Supremacie*, par un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la premiere année du feu Roi *Guillaume* & de la Reine *Marie*, intitulé, *Acte pour l'Abrogation des Sermens de Supremacie, & d'Allegeance, & pour ordonner d'autres Sermens*, & feront, signeront, & repeteront à haute voix la Declaration mentionnée dans un Acte du Parlement fait en Angleterre en la trentieme année du Regne du Roi *Charles* Second, intitulé, *Acte pour la plus effective conservation de la personne du Roi, & du Gouvernement, en rendant les Papistes incapables d'avoir Seance dans l'une ou l'autre des Chambres du Parlement*; & ils prêteront & signeront le Serment mentionné dans un Acte du Parlement fait en Angleterre dans la premiere année du Regne de Sa Majesté, intitulé, *Acte pour expliquer les changemens dans le Serment, qu'il est ordonné de prêter par l'Acte* intitulé *Acte pour la plus grande sureté de la Personne de Sa Majesté, & de la Succession à la Couronne dans la Ligne Protestante, & pour eteindre & etouffer les esperances du pretendu Prince de Galles & de tous les autres Pretendans, & de leurs Partisans declarez, ou couverts*, & pour *declarer que l'Association est terminée*, en tel tems, & de la maniere, que les Membres des deux Chambres du Parlement d'Angleterre ont ordre par lesdits Actes respectifs, de les prêter, faire, & signer, sous les peines portées dans lesdits Actes respectifs. Et il a été declaré & convenu, que ces mots, *Ce Royaume, la Couronne de ce Royaume*, & *la Reine de ce Royaume* mentionnéz dans le Serment & Declaration contenus dans les Actes susdits, qui etoient dits pour signifier *la Couronne* & *le Royaume d'Angleterre*, seront entendus de la *Couronne & du Royaume de la Grande-Bretagne*; Et que ce sera en ce sens que lesdits Sermens & Declarations seront prêtez & signez par les Membres des deux Chambres du Parlement de la Grande-Bretagne.

XXIII. Les susdits seize Pairs d'Ecosse mentionnez dans l'Article precedent pour avoir Seance dans la Chambre des Seigneurs du Parlement

1706 lement de la Grande-Bretagne auront tous les Privileges de Parlement, que les Pairs d'Angleterre ont maintenant, & qu'Eux ou aucuns Pairs de la Grande Bretagne auront après l'Union: & particulierement le Droit de Seance aux Jugemens des Pairs. Et en cas de Jugement de quelque Pair, en tems d'ajournement ou de prorogation de Parlement, les susdits seize Pairs seront sommez de la même maniere, & auront le même Pouvoir & Privileges à un tel jugement, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne; Et en cas qu'il arrive ci-après aucun jugement de Pair, lors qu'il n'y aura point de Parlement, les seize Pairs qui auront assisté au dernier Parlement precedent, seront sommez de même maniere, & auront les mêmes Pouvoirs & Privileges à ces Jugemens, qu'aucun autre Pair de la Grande-Bretagne. Et tous les Pairs d'Ecosse & leurs Successeurs à leurs Honneurs & Dignitez seront après l'Union Pairs de la Grande-Bretagne, & auront Rang & Preseance proche & immediatement après les Pairs de pareil ordre & degrez en Angleterre, au tems de l'Union, & devant tous les Pairs de la Grande-Bretagne de pareil ordre & degré qui pourront être créez après l'Union: & seront jugez comme Pairs de la Grande Bretagne, & jouïront de tous les Privileges des Pairs aussi pleinement & entierement qu'en jouïssent maintenant les Pairs d'Angleterre, ou qu'Eux, ou quelqu'autre Pair de la Grande-Bretagne en pourra jouïr ci-après, à la reserve du Droit & Privilege d'assister à la Chambre des Seigneurs, & les Privileges qui en dependent, & particulierement le Droit d'assister au Jugement des Pairs.

XXIV. Qu'après l'Union, il y aura un Grand Sceau pour le Royaume Uni de la Grande-Bretagne, qui sera different du Grand Sceau usité maintenant dans l'un & l'autre Royaume; Et que l'Ecartellement des Armes, de la maniere qui conviendra le mieux à l'Union, sera laissé à Sa Majesté, & que cependant le Grand Sceau d'Angleterre servira de Grand Sceau pour le Royaume Uni. Et que le Grand Sceau du Royaume Uni, sera employé pour sceller les Lettres de Convocation, ou Sommation, & Election du Parlement de la Grande-Bretagne, pour sceller tous les Traitez avec les Princes & Etats Etrangers, & tous les Actes Publics, Instrumens, & Ordres d'Etat qui concernent tout le Royaume Uni, & dans toutes les autres affaires relatives à l'Angleterre, de la même maniere qu'on se sert aujourd'hui du Grand Sceau d'Angleterre; & qu'après l'Union on gardera toûjours en Ecosse un Sceau, dont on se servira dans toutes les affaires relatives aux Droits & Concessions particuliéres, qui ont ordinairement été passées sous le Grand Sceau d'Ecosse, & qui ne concernent que les Charges, Concessions, Commissions, & Droits particuliers dans ce Royaume; Et que jusqu'à ce qu'un tel Sceau soit ordonné par Sa Majesté, le present Sceau d'Ecosse y sera employé; & que le Sceau Privé, le Cachet des Cours de Justice, & tous les autres Sceaux des Cours dont on se sert aujourd'hui en Ecosse seront continuez, mais que que lesdits Sceaux seront altérez & appropriez à l'Etat de l'Union, comme Sa Majesté le trouvera à propos. Et lesditz Sceaux & chacun d'eux

d'eux & les Gardes desdits Sceaux, seront sujets aux Réglemens, que 1706
le Parlement de la Grande-Bretagne fera ci-après.

XXV. Que toutes les Loix & Statuts des deux Royaumes, en tout ce qu'ils seront contraires & ne pourront subsister avec les Termes de ces Articles ou aucun d'eux, cesseront & seront déclarez être ainsi par les Parlemens respectifs desdits Royaumes.

En foi de quoi les Commissaires de la part des Royaumes respectifs *autorisez* comme dessus, ont signé & scellé ces Articles, contenus en ces présentes & dans les vingt-cinq pages precedentes, à Westminster jour & an que dessus.

Seafield Chancelier,	*Thomas Cantuar.*
Queensburi C.P.S.	*William, Couper C.S.*
Mar. S.	*Godolphin,*
Loudon S.	*Pembroke P.*
Sutherland.	*Newcastel C.P.S.*
Morton,	*Devonshire,*
Wemyss,	*Sommerset,*
Leven,	*Bolton,*
Stair,	*Kingston,*
Roseberie.	*Sunderland,*
Glasgow,	*Oxford,*
Arch. Campbell,	*Townshend,*
Dupplin,	*Wharton,*
Rosse,	*Palett,*
Hew. Dalrymple,	*Somers,*
Ad. Cockburne,	*J. Smith,*
P. Montgomerie,	*Hartington,*
David Dalrymple,	*Granby,*
Pat. Johnston,	*C. Hedges,*
Ja. Smallet,	*Ro. Harley,*
W. Morison,	*H. Boyle,*
Alexander Grant,	*J. Holt,*
W. Seton.	*Tho. Trevor,*
John Clerk,	*Edw. Northey,*
Dan. Stewart,	*Sym. Harcourt,*
Daniel Campbell.	*J. Cooke,*
	Etienne Waller.

CCXXXII.

Extrait du Manifeste publié par l'Ambassadeur du Roy de Prusse, au Sujet des Affaires de Neufchatel. A. 1707.

C'est une verité qui ne reçoit pas de doute, puisqu'on ne sauroit 1707
disconvenir que le pouvoir de S. M. ne surpasse de beaucoup celui de ses Concurrens, & qu'Elle n'ait sans comparaison beaucoup plus d'occasions, de facilités & de moiens, qu'ils n'en ont, pour procurer

1707 curer aux Peuples de Neufchatel & Valangin les avantages tant generaux que particuliers, qu'ils peuvent souhaiter, soit dans les choses spirituelles, soit dans les temporelles. Souhaitent-ils pour les premiers l'Affermissement de la Religion? Les Reformés pourront sans contredit l'attendre beaucoup mieux & plus surement sous une Puissance Protestante, que sous une Domination Catholique; la chose par led'elle même.

Et pour ce qui concerne ceux de Chatellenie de Landeron qui sont Catholiques, ils ne doivent pas moins s'assurer que les autres sujets de l'Etat de jouïr de l'Exercice libre de leur Religion sous le regne de S. M. P. & de Sa Roiale Posterité sans avoir jamais à craindre ni manquement de parole ni persecution, puisque de semblables moiens de conversion sont entierement contraires aux Principes de Reformés.

C'est que les Exemples persuaderont encore mieux, sur tout si l'on s'arrete à ceux qui regardent directement S. M. P. Car on n'a qu'à voir, comment Elle gouverne ses sujets, qui professent la Religion Romaine dans ses Etats, pour savoir comment Elle gouvernera ceux de la même religion dans l'Etat de Neufchatel. On peut demander aux Catoliques de la Ville de Königsberg, Capitale de la Prusse, à ceux du Duché de Magdebourg, à ceux du Duché de Cleves, à ceux de la Principauté de Halberstadt, à ceux de la Principauté de Minden & à ceux de la Comté de Marck; on peut, dis je, demander à tous ces Peuples Catholiques, s'ils n'ont pas un exercice libre & tres paisible de leur Religion? s'ils n'y sont pas pleinement conservés & maintenus? & si jamais on a fait ni à eux ni à leurs Ancetres la moindre de toutes les vexations? Le temoignage de tant de milliers de personnes assurera sans doute les Esprits les plus defians: neanmoins si l'on desiroit encore des assurances particulieres en faveur des Paroisses Catholiques de la Chatellenie de Landeron; S. M. ne se feroit pas de la peine, tant pour leur satisfaction que pour celle de LL. Cantons Catholiques alliés de Neufchatel, d'entrer dans tous les moiens qui seroient trouvés convenables à cet effet.

Que s'il y a d'autres choses, que les Peuples de l'Etat de Neufchatel souhaitent encore, concernant le spirituel, comme d'augmenter le nombre des Eglises, des Paroisses & des Pasteurs, de leur assigner des revenus & de les augmenter ou il n'y en à pas assés; de pourvoir à la subsistance des Pauvres & de leur fournir les moiens de s'occuper utilement; d'etablir une Academie dans la Ville Capitale & des nouvelles Ecoles dans les autres lieux du Pais, où il sera necessaire; en un mot, si l'on desire que les revenus, qui etoient autrefois à l'Eglise soient emploiés en des oeuvres, y-a-t-il personne, entre tous les Pretendans, qui soit en etat & en pouvoir, comme l'est S. M. P. de sacrifier autant qu'il le faudra de ces revenus à toute sorte d'usage pieux? La destination qu'Elle en fera selon les occurrences & les besoins, aura même ceci d'avantageux. C'est qu'à mesure que les Gens du Païs en profiteront, l'argent demeurera dans le lieu & que des sommes considerables provenantes des revenus Ecclesiastiques

ne feront pas comme ci devant difperfées tous les ans dans Rome & 1707
dans Paris.

Ce n'eft pas tout: S. M. veut faire une autre deftination qui la diftinguera toujours plus de fes Competiteurs, c'eft celle du fond de fes propres deniers, pour entretenir dans fes Univerfités un certain nombre d'Etudians de cette Principauté, qui feront devoués au fervice de l'Eglife, & qui n'auront pas de quoi foutenir la depenfe de leur education.

Pour ce qui eft du temporel, il n'eft pas moins certain, que S. M. P. peut beaucoup mieux remplir le defir des Peuples que quelque ce foit de fes Concurrens.

En'effet les Peuples de cet Etat fouhaitent ils d'avoir la confirmation de leurs franchifes & Libertés, & de toutes les Conceffions qui leur ont eté faites en divers tems, en forte que chaque Corps & Communauté, même chaque Particulier foit maintenu dans tous fes Droits & dans toutes les immunités dont il jouit? C'eft que S. M. d'autant plus certainement qu'Elle a tenu & tiendra toujours pour une Maxime inviolable; que tous les fouverains doivent, s'ils veulent regner heureufement, obferver leurs paroles & les Loix fondamentales de leurs Etats, conferver leurs fujets dans tous leurs Privileges & les leur augmenter plutôt que de les diminuer. Souhaitent ils de plus, ces mêmes Peuples, que les Gens du Païs capables d'exercer les Dignités & les charges publiques y foient avancés preferablement à d'autres? Que l'on crée de nouvelles, autant qu'il y aura lieu à le faire? Que l'on augmente les gages ou appointemens, & que l'on en conftitue de nouveaux, afin que chaqu'un puiffe trouver à fubfifter dans fon emploi? Enfin fouhaitent ils, que l'on faffe fleurir de plus en plus par de nouveaux etabliffemens les fciences, les Arts, le Commerce, les Metiers & tout ce qui peut procurer l'abondance dans le Païs? Ils peuvent attendre tout cela de S. M. & c'eft à quoi Elle pourra beaucoup mieux deftiner les depenfes neceffaires que les autres Pretendans. Mais S. M. n'en demeurera pas là, (& voici ce qui la diftingue encore eminemment,) Elle fçait, que la Principauté de Neufchatel eft fi etroite & fi peuplée qu'il y a toujours un grand nombre de perfonnes qui ne peuvent pas trouver à s'y occuper; Elle fait que pour la plus part ils vont allieurs chercher, fouvent peu utilement, à faire valoir leur induftrie; Elle voit que rien ne feroit plus important pour eux que de leur donner des Ouvertures & des moiens pour cultiver leurs talens & pouffer leur fortune. Là deffus, attentive à tout ce qui peut faire leur commun bonheur S. M. n'a pas hefité à fe determiner de leur ouvrir les refources qu'elle a jugé leur pouvoir être les plus neceffaires & les plus avantageufes. Voici ce qu' Elle s'eft propofé de faire. Premierement pour favorifer l'Education des Enfans de bonne famille, principalement de celles, qui ont befoin d'etre foulagées dans la depenfe, Sa M. en aura toujours un certain nombre elevés à Sa Cour en qualité de fes Pages.

De plus S. M. aiant auffi fort à coeur l'education des Gens de

1707 Lettres, declare, qu'Elle veut en user de même à l'egard de ceux qui etudieront en Droit & en Medecine, qu'à l'egard de ceux, qui etudieront en Theologie, & qu'Elle en entretiendra toujours un certain nombre dans chaque Faculté.

D'ailleurs S. M. remarquant que les Peuples de Neufchatel & Valangin ont l'humeur Martiale, aimans naturellement les armes, & que c'est aussi à quoi se voüent le plus souvent ceux qui sortent du Païs, non obstant les difficultés qu'ils trouvent à s'avancer, S. M. qui veut seconder l'inclination de ses peuples belliqueux, a resolu d'elever & d'entretenir toujours sur pied à une bonne solde un ou deux Regimens, qui seront entierèment composés d'hommes de ce Pais là, sans que d'autres y puissent entrer, afin que les braves gens, autant qu'il y en aura dans la Principauté qui voudront suivre les armes & s'y pousser en aient les occasions & les moiens favorables.

Enfin s'il y a des gens qui ne puissent ou qui ne veuillent pas se prevaloir de toutes ces ressources fixes, en voici de generales, dont il ne tiendra qu'à eux de profiter; C'est qu'ils pourront se procurer tous les autres etablissemens qui leur conviendront le mieux, en tels endroits qu'ils jugeront à propos, dans les Villes, Terres & Païs qui relevent de S. M. pour y faire valoir leurs talens, chacun dans la science, l'art, le Metier, le Negoce & la Profession qu'il exercera: en un mot, ils pourront conter, que tous les Païs de S. M. leur tiendront lieu d'une seconde Patrie, puisque par la faveur & Protection dont ce grand Prince voudra bien les honorer, ils n'y gouteront pas moins de douceur & de liberté que dans leur Païs natal, & qu'ils y trouveront même de plus grands avantages. Ce n'est dont point (pour le redire encore) l'intention de S. M. de revoquer les Concessions faites aux Peuples de Neufchatel & Valangin, par qui que ce soit qui les ait regis jusqu'à present: Elle promet au contraire & s'engage positivement de confirmer generalement, des qu'Elle aura eté reconnuë, toutes les franchises, libertés, Immunités, Exemtions, Loix, Usances & Coutumes ecrites & non ecrites dont ces même Peuples jouïssent actuellement, & de ratifier expressement tous les Actes de Concessions, de Privileges, d'Acensemens, d'Octtrois & en un mot tous les titres perpetuels de quelque nature qu'ils soient, qui ont eté accordés par le passé, tant aux Corps & aux Communautés qu'aux Particuliers de l'Etat, par toutes les personnes qui ont dominé sur eux, soit de Droit, soit de fait, nommement par Rodolphe de Hochberg & par tous ses successeurs, sur tout en dernier lieu par Madame de Nemours: S. M. le fera même en la meilleure forme possible, etant disposée, à donner la dessus toutes les seuretés qu'on pourra raisonablement souhaiter d'Elle.

CCXXXIII. 1707

Articles Généraux dreſſés & propoſés au Nom & de la part de tous les Corps & Communautés de la Principauté de Neufchâtel & Valangin. Et enſuite agrées & accordés par S. E. Monſeigneur le Comte de Metternich, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe.

Articles Généraux pour tout l'Etat.

I.

Que la Réligion ſoit inviolablement conſervée & maintenuë dans ſon état preſent, ſans qu'il ſoit fait à cet égard aucune innovation. Et pour cet effet:

1ò. Que, ſelon ce qui fut réglé lors de la Réformation, le ſeul exercice de la Réligion Proteſtante ſe faſſe dans tout l'Etat, excepté dans les Paroiſſes de Landeron & de Creſſier: Bien entendu que le Prince, ſoit celui qui le repreſentera, pourront faire l'exercice privé & particulier de leur Réligion, dans le lieu de leur réſidence ordinaire; Et cela pour eux, leurs familles, leurs domeſtiques.

2ò. Que l'Ordre de la Diſcipline Eccleſiaſtique ſoit maintenu, ſuivant la pratique uſitée juſques à preſent, tant dans les Conſiſtoires, que dans la Compagnie des Paſteurs: Que ladite Compagnie jouïſſe librement de tous ſes Droits, & en particulier, de celui qu'elle a, & dont elle eſt en poſſeſſion, d'élire, de ſuſpendre, de dépoſer & changer les Miniſtres, & de juger des choſes qui concernent le St. Miniſtére, ſans qu'on puiſſe y apporter aucun empêchement; Et que lors que par un mutuel conſentement de ladite Compagnie & des Peuples de quelque lieu de cet Etat, on voudra ériger quelque nouvelle Egliſe, d'où que les fonds ſoient pris, le Souverain ſoit tenu d'y donner ſon conſentement & autoriſation, en tant que de beſoin, auſſi-tôt qu'il en ſera requis.

3ò. Que comme le Souverain a entre les mains les Biens de l'Egliſe, depuis la Réformation, & qu'il y a divers lieux dans cet Etat, où manque de fonds, on ne peut pas pourvoir à l'édification des Peuples, il ſoit convenu d'une ſomme levée annuellement ſur ces Biens, laquelle ſera pertuellement appliquée à des uſages réligieux, où il ſera néceſſaire, tant dans la Ville, que dans le reſte de l'Etat.

4ò. Qu'aucune perſonne ne pourra s'habituer dans un lieu de Religion differente de la ſienne: Que ſi un Proteſtant ſe veut faire Catholique-Romain, qu'il aille demeurer & s'établir dans une Paroiſſe Catholique-Romaine, comme les Catholiques-Romains qui voudront ſe faire Proteſtans iront réſider dans quelque Paroiſſe Proteſtante, & que de part ni d'autre, on ne puiſſe ſe débaucher, ni s'enlever les enfans les uns aux autres, pour les attirer à une autre Réligion.

1707 5ò. Que dans tous les Lieux Proteſtans de cet Etat, toutes les Charges & Offices ſoient entre les mains des Proteſtans; Et que dans la Châtellaine de Landeron, les Charges & Offices ſoient entre les mains des Catholiques-Romains.

II. Que toutes perſonnes qui ne ſeront pas naturels du Païs, nés ſujets de l'Etat & Régnicoles, quand même ils ſeroient naturaliſés, ou nés de peres naturaliſés avant leur naturaliſation, ſoient à l'avenir & à perpetuité, déclarés inhabiles à poſſeder, dans cet Etat, aucune Charge ni Emploi Civil, Militaire ou Eccleſiaſtique, en quelque maniére, ou ſous quelque prétexte que ce ſoit, même les ſujets naturels de l'Etat qui ſe ſeroient domiciliés & établis hors d'icelui, ou qui ſe ſeroient liés par Office de Charge à quelque autre Prince ou Etat. Bien entendu, que la Charge du Seigneur Gouverneur eſt formellement exceptée de cet Article, & qu'il ne préjudiciera point aux Droits que la Compagnie des Paſteurs a, & a éxercé, de tous tems, d'appeller des Miniſtres de dehors, dans le cas de neceſſité.

III. Que ſuivant que cela eſt expreſſément contenu dans les Actes de Franchiſes, tant de la Ville & Bourgeoiſie de Neufchatel, que de la Bourgeoiſie de Vallangin, tous les ſujets de l'Etat puiſſent librement ſortir du Païs, pour aller voyager, autrement, même ſervir en guerre; moyennant que ce ne ſoit pas un Prince, ou Etat, avec qui le Prince, en tant que Souverain de Neufchâtel, ſeroit en guerre, ſuivant que cela s'eſt pratiqué, de toute ancienneté: N'entendant pas néanmoins par là, qu'il ſoit licite, à qui que ce ſoit, de lever, ou enrôler des Soldats dans cet Etat, ſans dûe permiſſion. Et qu'en outre & conformément à des Articles exprès & formels des Franchiſes, tant de la Bourgeoiſie de Neufchâtel que de celle de Vallangin, cet Etat ne puiſſe être engagé dans aucune guerre, ni les ſujets d'icelui obligés d'y marcher, que ce ne ſoit pour la propre guerre que le Prince pourroit avoir, en tant que Souverain de Neufchâtel, & non autrement; En ſorte que s'il avoit guerre, pour raiſon de quelqu'autre Etat, Terres, ou Seigneuries, l'Etat de Neufchâtel ne ſoit point obligé d'y entrer; mais en ce cas devra demeurer dans la Neutralité, à moins que tout le Corps Helvetique en général n'y prît part & interêt.

IV. Qu'il ſoit pourvû à ce que la Juſtice y ſoit bien & briévement adminiſtrée, & pour cet effet:

1ò. Que les Etats ordinaires tant de Neufchâtel que de Valangin ſoient aſſemblés tous les ans, pour le moins une fois, au mois de Mai; Et qu'outre cela, on ne laiſſe pas de convoquer les Aſſemblées à l'extraordinaire pour les Clames, Decrets & Acceſſoires, ainſi qu'il a été réglé depuis quelques années.

2ò. Que le Souverain faſſe en ſorte que la Coûtume du Païs puiſſe être inceſſamment revûe, éclaircie, corrigée, augmentée même, où il ſera beſoin; afin qu'on puiſſe la rediger par écrit en un Corps clair, abbregé & facile, ſauf & reſervé toutefois les Franchiſes & Libertés de tous les Corps de l'Etat.

3ò. Que

3o. Que les demandes des Officiers de la Seigneurie soient claires, nettes & précises, en sorte qu'ils soient obligez de déclarer s'ils agissent civilement ou criminellement; surquoi, cependant, on pourra chercher quelque expedient raisonnable, pour prévenir tous inconveniens à cet égard. 1707

V. Que dans les Brevets des Officiers de Justice de l'Etat, au lieu de la Clause *tant qu'il nous plaira*, on mettra celle-ci *tant qu'ils se comporteront bien.* En sorte qu'ils ne puissent, non plus que les Notaires, être destituez de leurs Charges & Offices qu'après avoir été pleinement convaincus de leur malversation.

VI. Que les dispenses de Mariage, jusques aux cousins germains exclusivement, soient entierement abolies, comme étant une chose incompatible avec nôtre Réformation.

VII. Que les Sermens des Notaires soient à tous égards remis sur l'ancien pié, & les innovations qu'on y a faites retranchées.

VIII. Qu'à l'avenir le Prince puisse à la verité faire des Reconnoissances quand il lui plaira; mais que ce soit à ses dépens, sans que les Bourgeois & Sujets soient obligez de rien payer pour cela.

IX. Enfin, & qu'à l'avenir, le Souverain, d'abord après qu'il aura été reconnu & investi de la Souveraineté, prête le serment accoûtumé, tant à la Ville de Neufchatel, qu'aux autres Corps de l'Etat, soit par Lui-même, s'ils est present, soit par Procureur, s'il est absent, ainsi qu'il s'est pratiqué de toute ancienneté, à quoi il ajoûtera une promesse & assûrance générale, qu'il confirme, entant que de besoin, les Loix & les Constitutions Fondamentales de l'Etat en général, y compris les Articles ci-dessus, & tous les Droits, Franchises, & Libertés Spirituelles & Temporelles, bonnes anciennes Coûtumes écrites & non écrites, de chacun des Corps & Communautés qui composent cet Etat, comme aussi toutes les Concessions perpetuelles, reélles & personnelles, & de quelque nature qu'elles soient accordées, tant auxdits Corps & Communautés qu'aux particuliers, par tous les Princes précédens, & leurs Tuteurs, & Curateurs, & nommément par feu Madame la Duchesse de Nemors, nôtre Souveraine Princesse.

CCXXXIV.

MEMOIRE

Remis par S. E. Monseigneur le Comte de Metternich, à Messieurs les Quatre Ministraux, Conseil & Communauté de la Ville de Neufchâtel; par lequel il agrée & accorde, au Nom de Sa Majesté le Roi de Prusse, les Articles Généraux ci-dessus.

Ce n'est que depuis peu de jours qu'on m'a communiqué les Articles Généraux, que vous avez demandez pour l'Etat. Vous aurez aisément jugé, que j'y donnerois avec plaisir mon consentement au Nom de Sa Majesté, en vertu des Pleins Pouvoirs dont je suis muni, puisque dans le Manifeste que j'ai fait publier il y a quelque tems,

les

1707 les plus confiderables de ces Articles y étoient compris, & que je vous ai déja offert de fa part, des avantages plus étendus, & plus effentiels que ne le font ceux que vous demandez.

Non feulement Sa Majefté m'a fpecialement ordonné de vous conferver précieufement toutes vos Franchifes & Libertez, qui font auffi anciennes que vôtre Conftitution, de même que tous les Priviléges, & toutes les Conceffions, que les Poffeffeurs de cet Etat vous ont confecutivement accordées, mais auffi tout ce qui peut à l'avenir vous être le plus utile, & le plus avantageux, & tout ce qui eft propre à maintenir la Religion, à établir vôtre feureté, à éviter toutes fortes de Conteftations entre le Prince & vous, à empêcher que les particuliers ne puiffent être moleftez en aucune maniére, enfin à vous procurer toutes les douceurs, & tous les avantages, que vous pouvez raifonnablement défirer.

Inftruit comme je le fuis de ces favorables intentions de Sa Majefté, j'accorde très-volontiers en fon Nom les Neuf Articles Généraux que vous demandez pour l'Etat, & cela d'une maniére la plus authentique. Je vous prie cependant de me faire donner des éclairciffemens fur les Articles V. VII. & VIII. Mais c'eft uniquement dans le deffein de favoir au jufte vôtre penfée fur leur fujet, & nullement pour vous faire aucune difficulté à leur égard, étant perfuadé que vous ne demanderez rien qui ne foit jufte & raifonnable. Je m'affeure, Meffieurs, que fi vous êtes fi bien informez de la droiture des Intentions de Sa Majefté, que non feulement vous ne faites aucun doute fur la réalité, & la durée permanente des promeffes que je vous fais de fa part, mais que vous êtes encore perfuadés qu'Elle fera portée par le généreux penchant de fon cœur, à augmenter confiderablement les avantages que je viens de vous faire efperer. Cependant vous aurez toûjours le louable Canton de Berne pour Juge entre Sa Majefté & Vous, tant à l'égard de vos anciennes Franchifes, Immunités, & Priviléges, qu'à l'égard des nouvelles Conceffions, que je vous fais en fon Nom, & que je vous pourrai faire à l'avenir. Je vous déclare même de la part du Roi, que non feulement il acquiefcera à ce que Sa Majefté la Reine de la Grande Brétagne, & Leurs Hautes Puiffances vous foient garents de tous mes engagemens, mais même que Sa Majefté s'employera avec plaifir, à vous procurer cette garentie.

A Neufchâtel, ce 17. d'Aout 1707.

Signé

Comte de METTERNICH.
(L.S.)

CCXXXV.

Acte de la Ratification & Confirmation faite par S. M. le Roi de Pruffe, du Manifefte imprimé & publié en fon Nom.

FREDERIC PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de Pruffe, Marggrave & Electeur de Brandenbourg, Souveraine Prince d'Orange, Duc de Magdebourg, Cleves, Juliers, Bergues, Stettin,

tin, Pomeranie, des Cassubes & Vandales, en Silesie, & de Crossen, 1707
Prince de Halberstad, Minden, Camin, & Mœurs, Comte de Hohenzollern, Ruppin, de la Marck, Ravensberg, Hohenstein, Tecklenbourg, Lingue, Buren, & Leerdam, Marquis de Ter-Veere & Vlessingue, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg, Butou, Arlay, & Breda. FAISONS savoir, comme il a plû à Dieu de retirer de ce Monde, Madame la Duchesse de Nemours, & qu'ensuite de cela Nous avons jugé à propos, selon nôtre declaration, donnée ci-devant, de faire valoir les pretentions que Nous avons à la pleine Souveraineté de la Principauté de Neufchatel & Valangin, Nous sommes bien aise de faire connoître aux habitans de ce Païs-là, non seulement le droit bon, & incontestable que Nous avons sur cette Principauté, mais encore les avantages que Nous pretendons faire aux peuples de cet Etat, après qu'ils se seront soûmis à nôtre Domination. Et comme Nous avons fait publier à cette fin, par nôtre Ministre d'Etat & Ambassadeur Extraordinaire, & Plenipotentiaire en Suisse le Sieur Comte de Metternich certain Manifeste, qui expose une partie de ces avantages; Nous avons bien voulu pour en assurer d'autant plus les Sujets de ladite Principauté, leur donner comme Nous donnons en vertu de la presente, pour Nous & Nos Successeurs, nôtre Parole & promesse Roiale, de ne pas seulement tenir, accomplir & executer ponctuellement tout ce que ledit Manifeste contient, en tous ses Points, & Articles, mais d'y ajoûter encore d'autres Bienfaits & douceurs, & de contribuer generalement, autant que Nous pourrons à la tranquilité & au bonheur de ce Païs, tant pour le Spirituel, que pour le Temporel, & pour rendre son Etat toujours plus florissant; Promettant de ratifier, approuver, & tenir pour agreable, tout ce que nôtre dit Ambassadeur promettra & accordera à cet egard tant aux habitans de cette Principauté en general, qu'à chacun en particulier, de même que si Nous le leur avions promis & accordé Nous-même immediatement. En foi dequoi Nous avons signé la Presente de nôtre main, & y avons fait apposer nôtre grand Sceau Royal. Fait dans nôtre Château de Charlottenbourg ce 10. d'Aout l'An de Grace mille sept cens & sept, & de notre Regne le Septieme.

Signé

FREDERIC R.

Comte de WARTENBERG.

CCXXXVI.

Articles, accordez par le Roy de Prusse, Frederic I. à la Ville de Neufchatel, A. 1707.

FREDERIC par la grace de Dieu Roi de Prusse &c. &c. &c.

AYant été informé que nôtre Ministre d'Etat, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire en Suisse le Sieur Comte de Metternich auroit en vertu des Pleinspouvoirs general & special par nous à lui donnés en date du 23. Juin 1707. accordé & concedé en nôtre nom aux

1707 aux quatre Miniſtraux Conſeils & Communauté de nôtre bonne Ville de Neufchatel pour & au Nom de la generale Bourgeoiſe d'icelle par Acte ſigné de ſa main, & ſcellé de ſon Sceau en date du 25. d'Août 1707. certains Articles particuliers pour la Ville & Bourgeoiſe de Neufchatel au nombre de neuf, dont la teneur s'enſuit mot à mot.

I. Que le Souverain conſente, en tant qu'en lui eſt, & pour ce qui le regarde, que la pretenduë renonciation faite en l'année 1599. par une partie des Bourgeois forains ou externes de Neufchatel tant de deſſus que de deſſous ſoit cenſée nulle & comme non avenüe. En ſorte qu'il ne puiſſe empecher directement ou indirectement la reunion desdits Bourgeois forains ou externes à la Ville & Bourgeoiſie de Neufchatel; Et que ledit Souverain, & ſes Succeſſeurs ne puiſſent jamais non plus, ni pour le preſent ni pour l'avenir autoriſer ni favoriſer aucune pareille renonciation des Bourgeois de Neufchatel en quelque maniere & ſous quelque pretexte que ce ſoit.

II. Que lorsque le Conſeil de Ville voudra reçevoir un ou pluſieurs Bourgeois de Neufchatel, ils ſeront obligés de demander & requerir le conſentement du Souverain, ſoit de ceux qui le repreſenteront, lequel conſentement ne pourra neanmoins leur être refuſé, moiennant une finance de 300. foibles au profit de la Seigneurie, & autant à celui de la Ville pour le droit de Bourgeoiſie, & en outre la ſomme, que le Conſeil de Ville trouvera à propos pour le Droit de Communauté à l'egard de chacun de ceux, qui ſe preſenteront pour ce Sujet, pourvû qu'ils ſoient Sujets naturels de l'Etat de franche & libre condition, ou que ſi ce ſont des Etrangers ils ſoient des gens de bonne vie & meurs, à qui le conſentement ci deſſus ſervira de Naturaliſation, & que les uns & les autres viennent s'etablir, & ſe domicilier dans la Ville de Neufchatel & ſon diſtrict, ou que du moins ils y batiſſent une maiſon. Mais à l'egard de ceux, qui ne ſeront pas dans les cas ci deſſus mentionnés, ils ſoit entierement remis à la volonté du Souverain de leur accorder ou refuſer ſon conſentement.

III. Que les quatre Miniſtraux Conſeil & Communauté de la Ville de Neufchatel puiſſent librement & ſans permiſſion de la Seigneurie (toutefois en païant le lodordre) acquerir les maiſons, terres & fonds neceſſaires pour les batimens publics, chemins & ruës, en un mot pour l'uſage public l'ornement & l'accroiſement de ladite Ville. Mais pour d'autres acquiſitions des fonds, ladite Ville ne le puiſſe faire ſans la permiſſion de la Seigneurie, & qu'en composant avec elle pour l'amortiſſent des Lods.

IV. Que la police etant un droit municipal originairement & de toute ancienneté appartenant aux quatre Miniſtraux & Conſeil de la Ville de Neufchatel, & dont effectivement ils ſont en paiſible poſſeſſion à l'exception des certaines choſes, que la Seigneurie & ſes Officiers ont voulu de tems en tems leur conteſter. On laiſſe à l'avenir audits quatre Miniſtraux & Conſeil l'entiere direction & Adminiſtration de ladite Police dans ladite Ville de Neufchatel, Banlieuë & Mayrie d'icelle,

celle, sans que de la part de la Seigneurie ni de ses Officiers, il soit plus donné aucun trouble ni empechement. 1707

V. Que conformement aux franchises & libertés de la Ville & Bourgeoisie du Neufchatel à la prononciation de L. L. E. E. de Berne de 1406. à la pratique immemoriale, & à plusieurs declarations reiterées de la Seigneurie nommement à celle de 1653. les Officiers de la Seigneurie puissent à la verité faire arreter ceux d'entre les Bourgeois de Neufchatel internes & externes, qui auront été düement, & dans les formes ordinaires condamnés en prison par les Justices des lieux, ou ils auront leur principal domicile soit ou le crime aura été commis, mais que lesdits Officiers ne puissent pas faire incarcerer lesdits prevenus, & condemnés en prison comme dessus, sans le Seu & Consentement des quatre Ministraux; Et qu'en outre lors qu'il s'osera d'emprisonner pour faire de Crime quelque Bourgeois de Neufchatel interne ou externe en quelque lieu du païs qu'il soit resident par le Jugement & avec le consentement que dessus, il soit incessament transferé dans les prisons de Neufchatel pour y être la procedure criminelle contre lui instruite, & ledit prisonnier examiné & jugé par la Justice de la Ville de Neufchatel. Bien entendu, que pour les refractaires & des obeïssans en Justice ou autres, qui par forme de peine civile pourroient être condemnés en prison par les Justices des lieux où le Delict aura été commis ils pourront y être incarcerés, soit dans le lieu de leur Residence, sans qu'il soit necessaire de les transferer dans les prisons de Neufchatel, sous cette expresse reserve neanmoins, qu'ils ne pourront être detenus en prison outre les trois jours tout au plus portés dans les Decretales.

VI. Qu'en conformité des Franchises & libertés susmentionnés, & de l'ancienne immemoriale & constante pratique les quatre Ministraux & Conseil de la Ville de Neufchatel soient laissés & maintenus dans le paisible & entier exercice du Droit des Armes, & de Banniere à tous egards, qui leur appartiennent incontestablement, tant sur tous les Bourgeois internes qu'externes de ladite Ville, en quelque lieu du païs qu'ils soient residens, que sur les habitans dans ladite Ville, Banlieüe & District d'icelle, sans que de la part de la Seigneurie, & de ses Officiers il y soit desormais apporté aucun trouble ni empechement pour les revües d'armes, & autrement en quelque maniere, & sous quelque pretexte que ce soit.

VII. Que l'Acte ou Traité dit de Lyverdis contenant II. Articles en date du 10. Fevrier, 1585. deja nul & defectueux par lui même puisqu'il avoit éte fait par les 4. Ministraux, soi disans agir au nom de la Ville & Communauté de Neufchatel n'y aie jamais donné son consentement, ni ne l'ait ratifié, soit expressement & formellement declaré nul, & comme non avenu, sans que de la part du Souverain ni de celle de la Ville on puisse jamais l'alleguer, ni s'en servir en quelque maniere, ou sous quelque pretexte que ce soit.

VIII. Que pour prevenir tous les frais qu'il y auroit à faire venir des renforts des Justices de la Campagne & le peu d'honneur que cela feroit

1707 feroit à la Ville de Neufchatel, il plaiſe au Souverain de donner à ſon avenement à la Souveraineté une marque de ſon eſtime, & de ſa confiance aux quarante hommes, qui compoſent le Grand Conſeil de ladite Ville, en confirmant pour toujours & irrevocablement le Droit en Privilege, qu'ils n'ont eu jusqu'à preſent que ſous le bon plaiſir du Prince, d'être appellées en renfort au defaut des Conſeillers des vingt quatre, tant à la Juſtice de ladite Ville, qu'aux trois Etats.

IX. Que pour faire ceſſer & prevenir même tous les Sujets de defiance, qui pourroient naitre à l'avenir entre le Souverain & la Ville de Neufchatel, les Traités reſpectifs d'Alliance, & de Bourgeoiſie que le Prince & ladite Ville ont avec L. L. E. E. de Berne ſoient en tant que de beſoin confirmés & tout leur contenu & particulierement par rapport ou Droit de Judicature attribué inconteſtablement par lesdits Traités à L. L. E. E. de Berne pour tous les differens & contentions, qui peuvent ſurvenir entre ledit Prince & ladite Ville en telle Sorte, que ni de la part dudit Prince ni de ſes Succeſſeurs on ne puiſſe jamais eludér ledit Droit de Judicature, ni en retarder l'effet en quelque maniere, ou ſous quelque pretexte, que ce ſoit. Qu'en outre à l'egard des autres pretentions reſpectives, qu'il peut y avoir entre le Souverain, & la Bourgeoiſie de Neufchatel, lesquelles ne ſe trouvent pas deja regles ou ſuffiſamment eclaircies, ſoit par les neuf Articles generaux, ſoit par les particuliers contenus ci deſſus elles ſoient decidées au plutôt conformement audit 9. Article.

Lesquels neuf Articles particuliers pour ladite Ville & Bourgeoiſie de Neufchatel ont deja été nommement compris & expreſſement confirmés dans le ſerment, que ledit Seigneur Comte de Metternich Nôtre Miniſtre d'Etat, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire en Suiſſe, lequel de lors comme aujourd'hui Nous a repreſenté & Nous repreſente dans Notre Souveraineté de Neufchatel & Valangin, a preté en Notre Nom à ladite Ville & Generale Bourgeoiſie de Neufchatel le 4. de Novembre 1707. dans lequel ſerment il leur a en outre promis que Nous leur tiendrons & maintiendrons leurs franchiſes & libertés & conſtitutions, enſemble leurs anciennes bonnes coutûmes ecrites & non ecrites, des quels ils ont uſé notoirement au tems paſſé. Et nous pour ces cauſes & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans. Et voulant tenir accomplir & executer ponctuellement tout ce qui par le Seigneur Comte de Metternich, Notre Miniſtre d'Etat Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire a été promis accordé & concedé aux quatre Miniſtraux, Conſeil & Communauté de Notre bonne Ville de Neufchatel, & deſirant même de leur donner de jour en jour de nouvelles marques de Notre bienveillance Roiale & de la ſatisfaction, que Nous avons tant de la maniere avec laquelle ils ont contribué à Nous faire rendre la Juſtice qui Nous etoit duë, & par conſequent au bon ſucces de Nos juſtes pretentions ſur la Souveraineté de Neufchatel; que de toute la Conduite qu'ils ont eüe depuis, & particulierement à cauſe du Zele & de la fidelité inviolable, qu'ils ont temoigné pour Notre ſervice depuis que Nous ſommes entré en poſſeſſion de

de cette Souveraineté, dans l'aſſurance, ou Nous ſommes, qu'ils continueront de même à l'avenir, en s'acquitant fidelement de tout ce, à quoi ils ſont tenus envers Nous & Nos Succeſſeurs par leur devoir & ſerment. Avons declaré & declarons par ces preſentes, ſignées de notre main Roiale, ſcellées de notre Grand Sceau & contreſignées par Notre Grand Chambellan le Comte de Wartenberg, que pour Nous & Nos Succeſſeurs, Princes Souverains de Neufchatel & Valangin. Nous avons de Notre pleine puiſſance & autorité Souveraine ratifié approuvé & confirmé, ratifions, approuvons & confirmons en tant que de beſoin les ſusdites Articles particuliers pour la Ville de Neufchatel ainſi qu'ils ſont ci deſſus ecrits & ſpecifiés tout au long en tout leur contenu, comme auſſi que Nous obſerverons & executerons inviolablement auſſi en tout ſon contenu le ſerment ſusmentionné que ledit Nôtre Miniſtre d'Etat, & Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire le Sieur Comte de Metternich a preté en nôtre Nom à la dite Ville generale Bourgeoiſie de Neufchatel. Et afinque la memoire de ces choſes puiſſe être tant plus durable, & être transmis plus ſeurement à la poſterité, Nous avons ordonné que du preſent Acte de ratification il ſoit fait deux doubles Originaux & egaux, dont l'un devra être depoſé & conſervé dans les Archives de Notre Chateau de Neufchatel, & l'autre devra être remis aux dits quatre MiniſtrauxConſeil & Communauté de Notre dite Ville de Neufchatel. Si donnons en mandement audit Sieur Comte de Metternich Notre Miniſtre d'Etat & Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire en Suiſſe, & aux gens de notre Conſeil d'Etat audit Neufchatel, que les preſentes ils faſſent enregiſtrer ſuivant leur forme & teneur, & que leur contenu en icelles, Eux & tous Nos autres Officiers preſens & à venir qu'il appartiendra aient à enſuivre & executer ponctuellement. Car telle eſt notre Intention. Donné à Cologne ſur la Sprée ce 1. d'Octobre 1708. l'An de Notre Regne le huitieme. 1707

FREDERIC R.

Comte de WARTENBERG.

CCXXXVII.

SENTENCE

d'Inveſtiture, rendue par les trois Etats de Neufchatel, en faveur de Sa Majeſté Pruſſienne contre les autres Pretendans.

Ann. 1707.

NOus Nicolas Tribolet, Conſeiller d'Etat & Inſpecteur General des Milices de la Souveraineté de Neufchatel & de Valangin, cidevant Capitaine Commandant un Bataillon Suiſſe au ſervice de la France, Faiſons ſavoir à tous ceux qui verront ces Preſentes. Qu'après le decès de S. A. Madame Marie d'Orleans, Ducheſſe de Nemours, Princeſſe Souveraine desdits Neufchâtel & Valangin &c. arrivé le 16. Juin dernier; les trois Etats de cette Souveraineté s'etant aſ-

1707 ſemblez ſuivant la coûtume le 28. Juillet ſuivant, qui eſt le terme de 6. ſemaines après ledit decès; Ils auroient depuis tenu pluſieurs ſeances, pour vaquer à l'examen d'un grand Procès, qui eſt inſeré au long dans le Regitre desdits Etats, ſous la Preſidence du Noble, Genereux & Puiſſant Seigneur, Meſſire François Henri d'Eſtavay, Chevalier, Sr. de Mollondin, Conſeiller d'Etat de la Ville & du Canton de Soleurre, en qualité de Gouverneur & Lieutenant General dans cette Souveraineté, lequel ayant diſcontinué de preſider le 29. Octobre dernier, Nous avons été nommé au Conſeil d'Etat le jour ſuivant, pour remplir ſa place, &c. Et en conſequence, ont comparu devant Nous le 31. Octobre dernier, Mr. Erneſt Eberhard Comte de Metternich le fils, & Guillaume Frederick Duncker, Conſeiller de la Cour, ſubſtituez Procureurs de ſon Excellence Mr. le Comte Metternich, Miniſtre d'Etat, Ambaſſadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de S. M. le Roi de Pruſſe; avec Mr. Peyrol, Conſeiller & Avocat de Sadite Majeſté, d'une part: Et Mr. Louis Marin, Sr. de Loſſinge, Conſeiller au Conſeil de Chambery, conſtitué Procureur de S. A. Mr. le Prince de Carignan; avec Mr. Fortis, Avocat de Sadite Alteſſe, de l'autre part. S. M. le Roi de Pruſſe, & Sadite Alteſſe le Prince de Carignan, ayant été les ſeuls des Hauts & Illuſtres Pretendans à la Souveraineté, qui ayent reſté dans l'affaire, tous les autres s'etant retirez &c. Surquoi les Trois Etats après avoir fait lecture du Procès, & entendu les Avocats, s'etant ajournez à aujourd'hui pour prononcer ſur l'affaire, Nous ont prié de vouloir faire lire la Sentence qu'ils avoient dreſſée par ecrit, ce qui a été fait à haute voix par Mr. Huguenin, Secretaire du Conſeil d'Etat, dans les termes ſuivans.

MESSIEURS *des Trois Etats aiant vû & examiné les Actes, Titres & Documens produits de la part des Hauts & Illuſtres Pretendans, ſavoir S. M. le Roi de Pruſſe, S. A. S. Monſeigneur le Prince de Montbelliard, S. A. S. Monſeigneur le Prince de Carignan, Madame la Ducheſſe Douairiere de Leſdiguieres, Mr. le Comte de Matignon, Mademoiſelle Louiſe Leontine Jaqueline de Bourbon, Madame la Marquiſe de Mailly, & Mr. le Marquis d'Alegre, avec les Inventaires raiſonnez de leurs productions, aux fins de ſatisfaire aux Appointemens en preuve, auſquels ils avoient eté admis, pour etablir leurs Droits à la Souveraineté de Neufchatel & Vallangin: Et aiant auſſi conſideré la Retraite d'aucunes des Parties, & leur volontaire Deſertion en cauſe, mentionnée dans les Devis de la procedure des 1. & 29. du mois dernier, non obſtant la reconnoiſſance de ce Tribunal, & l'execution de pluſieurs Sentences contradictoirement renduës & aggréées de leur part; au moyen dequoi, elles ſont dechues de leurs Pretenſions, & forcloſes de fait & de droit.*

Après avoir donné leur attention à l'importance de la matiere, & fait reflexion, que cette Souveraineté & le Domaine direct a apartenu originairement à la Maiſon de Chalons: que l'Utile a eté reuni & conſolidé à la Directe, tant par le decès ſans enfans de Jean de Fribourg,

arri-

arrivé en 1457. que par diverses ouvertures suivantes: Que ces droits n'ont pas eté prescrits, mais qu'ils sont de leur nature imprescriptibles, de l'aveu même de l'Avocat de S. A. S. M. le Prince de Carignan : Que les Droits de la Maison de Chalons ont eté transmis legitimement en la Personne de Guillaume de Nassau, *dit le* BELGIQUE, *qui a eté reconnu generalement, & par toutes les Puissances de l'Europe, l'Heritier Universel des Biens & Droits de la Maison de* Nassau Orange, *dont lui & ses Successeurs ont joui librement, & dans lesquels ils ont eté reintegrez lors qu'ils y ont eté troublez : Que par le Decès sans Enfans de* Guillaume III. *Roi de la Grande Bretagne, qui etoit Fils de* Guillaume II. *Fils de* Frederic-Henri, *Fils dudit* Guillaume le Belgique, *Sa Majesté* FREDERIC premier Roi de Prusse, *du Chef de* Louise de Nassau *sa Mere, Fille Ainée dudit Prince Frederic Henri, se trouve incontestablement le veritable & legitime Heritier, à cet egard, de la Maison de* Nassau-Chalon-Orange; *qui donne l'exclusion à S. A. S. Monseigneur le Prince de Carignan.* 1707

POUR CES CAUSES, Mesdits Sieurs des trois Etats *donnent & adjugent par Sentence Souveraine & absolue, à* Sadite Majesté FREDERIC Premier Roi de Prusse, *l'investiture de cet Etat & Souveraineté, avec ses Annexes, appartenances & dependances, pour être ledit Etat par lui possedé comme* independant, inalienable & indivisible, *en conservant les Libertez, Franchises, Privileges & Immunitez, tant des Bourgeois que des autres Peuples de cet Etat; les Concessions accordées par les precedens Souverains, tant au Corps qu'aux particuliers du Païs; & les Traitez* d'Alliance & *de* Combourgeoisie *faits & dressez avec les Etats Voisins: Ordonnant au Tresorier & Receveurs de cet Etat, de paier & delivrer suivant les ordres de Sadite Majesté, ou de ceux qui auront charge d'Elle; Moiennant quoi, eux & les leurs ne pourront être recherchez ni inquietez pour ce sujet, sous quelque pretexte que ce soit.*

Après la lecture de ladite Sentence, & que le Sr. Fortis Avocat de Sadite A. S. M. le Prince de Carignan eut fait lecture d'une certaine Protestation, qui, par une nouvelle Sentence de Mrs. des Trois Etats, n'a pas eté admise, ainsi que le Regitre en est chargé: Nous avons mis en possession & investi Sadite Majesté le Roi de Prusse *de ladite Souveraineté de* Neufchatel & de Vallangin &c. *par la Tradition du Sceptre que Nous avons deposé entre les mains de S. Ex. Mr. le* Comte de Metternich *son Ministre d'Etat, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire. Fait au Château de Neufchatel le 3. Novembre 1707. Signé,* N. Tribolet; *& plus bas par Mr. le President,* Huguenin, *Secretaire du Conseil d'Etat.*

1707

CCXXXVIII.

Accord du Roy de Pruſſe, Frederic I. par ſon Ambaſſadeur, le Comte de Metternich, avec les Etats de Valengin, Ann. 1707.

I.

Que d'autant que plus le Commerce eſt libre & plus un etat s'enrichit, qu'il y ait un Commerce libre pour ce de Valengin dedans & dehors de l'Etat pour toutes ſortes de denrées, ſans qu'à cet egard il ſe faſſe plus de nouvautés ſoit pour le vin etranger, ſoit pour autre denrées, qu'on achete ou qu'on vend conformement à leurs franchiſes & uſances.

Accordé par S. Excell. Monſeigneur le Comte.

II. Que les renvois ſi frequens en Conſeil d'Etat par les Officiers prepoſés à la Juſtice pour des choſes de petite importance dont la ſeigneurie eſt accablée & fatiguée ne ſoient plus tolerés, par ce moien on remediera à la chicane & à la ruine du peuple.

Accordé ce 2. Article.

III. Que dorenavant il ne ſoit paié riere la mairie de Valengin pour la redemtion des taxes que les demiſods conformement à ce qui ſe pratique dans le reſte de l'etat non plus que le demis lod des Etrangeres.

Accordé ce 3. Article conformement à ce qui ſe pratique riere le conte de Neufchâtel.

IV. Que pour les Mandemens, qui ſe publieront riere Valengin les Maîtres bourgeois ſoient oüis & conſultés comme on fait à Neufchatel, ce qui ſe faiſoit, lorſque le Conſeil d'Etat ſe tenoit à Valengin, les Conſeillers etant du lieu, cela evicera les remontrances & les frais & d'allieurs les mandemens ſeront mieux obſervés, quand le païs y aura conſenti.

Accordé ſur le 4. Article, qu'avant que de faire publier les mandemens, on avertira le S. Maîtres bourgeois de Valengin deſcendre pour les lui communiquer, afinqu'il voie s'il y a lieu à faire quelques remonſtrances.

V. Qu'à l'avenir on ne ſoit plus d'obligation, comme on le pratique depuis quelque tems de demander à Monſeigneur le Gouverneur la permiſſion de mettre des biens en montes publiques, mais ſeulement à l'Officier du lieu ſelon l'ancienne pratique.

Accordé ce 5. Article.

VI. Pour ce qui eſt du ferment des Notaires, qu'outre ce qui eſt deja porté dans les Articles généraux, on ſupplie, que l'article touchant les miſes aclos ſoit retranché.

Accordé ce 6. Article remettant les choſes ſur l'ancien pied.

VII. Que les Sieurs Receveurs en recevant les graines dües au Souverain laiſſent manier la racle à celui, qui delivre la graine à lottroy

troy qu'il pleut à son Altesse sereniss. Henri d'Orleans de glorieuse 1707
memoire d'accorder aux Sujets de Valengin en 1664.

Accordé cet Article par rapport aux Censes des Fours & Moulins, mais nullement par rapport aux dimes.

VIII. Sur la défense faite en May 1704. d'aller moudre hors de l'Etat, ce qui incommode les Villages & habitans des frontiers & ce qui même est prejudiciable aux droits de la Seigneurie, on supplie, que cela soit toleré d'autant qu'on ny va, ny une pretention y aller que dans la necessité.

Accordé pourvu que ce soit sans abus & seulement en cas de necessité.

IX. Comme les Maires n'interpellent souvent, que quelques Juges pour condemner un Bourgeois ou Sujet de Valengin soit pour le condamner à la torture, soit pour lui infliger des peines corporelles sous pretexte de l'epargue ou menage pour le Souverain, au lieu que pour fait Civil, ou il ne s'agira que de quelques fois, toute la Justice sied en jugement, on prie que l'on cite pour le moins la moitié de la Justice pour de ces sortes de cas & la Justice entiere lors qu'il s'agira d'infliger la peine capitale.

Accordé sur ce 9. Article que lors qu'il faudra emprisonner une personne sujette de l'Etat, il faudra pour le moins cinq Justiciers, & pour condamner à la torture la moitié de la Justice pour le moins, & à l'egard des Etrangers & gens sans aveu laissé à la discretion de l'Officier lors qu'il s'agira de condamner à la mort, il faudra toute la Justice.

X. Le nouvel etablissement des Voyers fait depuis il y a trois ans accablant de frais inutiles, particulierement les peuples du Val de Rus, & qui en outre cause une perte sensible aux particuliers & à la Seigneurie, on supplie que les choses soient laissées sur l'ancien pié, assavoir, que s'il-y-a quelques plaintes des chemins gatés que Monsieur le Procureur de Valengin les fera reparer par les communes à peine de paier ses Journées & Vacations, si on n'obeit pas promtement, ainsi qu'il se pratiquoit du passé.

Accordé ce 10. Article à Condition de se conformer à l'ancienne pratique, & que les chemins seront bien maintenus & en bon etat.

XI. On supplie qu'il soit etabli des Juges en Renfort dans les Justices du Comté de Valengin comme à St. Blaise.

Accordé ce 11. Article.

XII. Comme depuis quelque tems on à voulu extendre l'obligation de ceux de Valengin sur le fait des Armes au de la de ce qu'ils sont obligés par leurs franchises. Ils prient qu'à l'avenir ils ne soient plus inquieté à cet egard.

Ils seront maintenus dans leurs franchises.

XIII. L'on requiert que le serment soit preté le premier de la part de Sa Majesté au peuple de Valengin, de même que cela se pratique

1707 tique à Neuf-chatel & que les peuples le pretent immediatement après,

Accordé quoique ce ne fut pas la pratique.

XIV. Finalement on supplie que le nom de Comté soit donné à la terre de Valengin, comme cela se trouve dans plusieurs Actes, tant devant qu'après la reunion de ce Comté à celui de Neufchatel, au lieu de celui de Seigneurie qu'on lui donnoit communement de quelque tems en cas.

Accordé pour le titre, à condition que cela ne prejudiciera en rien aux anciennes liaisons & astrictions à l'egard du Comté de Neufchatel.

XV. Lesquels Articles ci-dessus ont eté reglés conformement aux Apostilles par moi Procureur General du Roi en suite des Ordres, qui m'ont eté donnés par son Excellenc. Monseigneur le Comte de Metternich en Conseil d'Etat, à la reserve du premier Article qui a eté accordé par S. Excellence elle même à son arrivée audit lieu de Valengin le jour que les sermens furent pretes 8. Novembre 1707.

Signé par Chambrier.

Nous accordons & approuvons au Nom de Sa Majesté le contenu des Apostilles mises en Marge des Articles ci-dessus par Monsieur le Procureur General. Donné à Valengin le susdit jour 8. Novembre 1707.

Signé par son Excell. Monseigneur le Comte de Metternich avec le cachet en cire rouge.

Par Ordonnance de Messieurs les Maitres Bourgeois de Valengin, j'ai expedié la presente Copie conforme à l'original.

J. G. Girard, Secretaire de Bourgeoisie.

CCXXXIX.

Literæ Investituræ Imperat. Josephi pro Duce Sabaudiæ Victore Amadeo II. de Ducatu Montisferrati, A. 1708.

Josephus primus divina favente Clementia electus Romanorum Imperator semper Augustus &c.

1708 NOtissima omnibus, quæ suo suorumque Statuum periculo, feliciter quidem, sed non sine maximo subditorum & rerum suarum dispendio, fideliter hactenus, & constanter pro sua non modo, sed totius Imperii & Domus nostræ Austriacæ causa sustinuit discrimina, Serenissimus Princeps Victor Amadeus II. Dux Sabaudiæ & Imperii Nostri in Italia Vicarius perpetuus, Consanguineus & Princeps Noster charissimus, & quæ, toto hujus belli tempore ad propul-

pulsandum de sua ditione, & in Italiam irruentem hostem, eumque ulterius non solum à Mediolanensi, & Montisferratensi Ducatibus, sed à tota, quam fere occupaverat, Lombardia expellendum tam præclare gessit; eam jure merito exigunt conditionem, ut, quæ illum Nobis uberrime præstitisse patet, ea Nos etiam in ipsum libentissime refundere certemus. Sciant itaque omnes & singuli præsentes litteras inspecturi, quod cum divi Leopoldi Parentis nostri Augustissimi Cæsarea Majestas ad prosequendum meliori successu bellum, quod gravissimis de causis, Orbi universo affatim perspectis, post obitum Serenissimi quondam, & Potentissimi Hispaniarum Regis Caroli II. pientissimæ memoriæ adversus Domum Burbonicam suscipere coacta fuit, prædictum Serenissimum Sabaudiæ Ducem ad jungenda secum arma efficacibus motivis, & ea potissimum ratione invitasset, ut proprium successionis jus in Monarchiam Hispanicam juxta Ordinem testamenti Philippi IV. Regis Hispaniarum glor. mem. diu hæsit suspensa, tandem tum ob illam, tum ob alias justissimas rationes, & potissimum etiam, ut validissimam S. Cæs. Majestatis protectionem expeteret, adversus improvisam atque inauditam violentiam, qua Galliarum Rex contra gentium Jura & bonam fidem ejus cohortes, pro Gallia, Hispaniaque in Italia militante desarmari & captivas attineri, imo magnam optimamque Italici exercitus sui partem Pedemontium versus movere jusserat, ut ejusdem Serenissimi Principis Provincias invaderet, eumque penitus opprimeret, non obstante nexu sibi cum domo Burbonica intercedente & ditionum suarum ab omni communicatione Imperiali longe remotarum periculoso situ, invitationem illam acceptasset, inter eandem Sac. Cæs. Majest. & dicti Sereniss. Ducis dilectionem sub octava Novemb. anno 1703. arctius fædus initum fuerit, quo præter alia conventum legitur, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas consideratis ingentibus periculis, & inevitabilibus damnis, quibus idem Sabaudiæ Dux seipsum suasque ditiones exponeret, uti ex rationibus necessitatis publicæ & majoris emolumenti ex illius ad fœdus accessione in Sac. Roman. Imper. & causam communem redundaturi ex absoluta & plena potestate Cæsarea, ex supra dictis causis, habito etiam respectu ad fortes prætensiones Sabaudiæ Domus, cedat & transferat in eundem ejusque Descendentes & Successores illam Ducatus Montisferratensis partem, de qua Duces Mantuæ investiti fuere, quam & Ferdinanus Carolus de Gonzaga, ob notorium feloniæ, & læsæ Majestatis crimen amisit, cum omnibus & singulis urbibus, Castellis, Pagis, Terris, & locis eo pertinentibus, vel inde dependentibus, cum omni proprietate, Dominio & Jurisdictione, regalibus, reditibus, ac demum omnibus quibuscunque Juribus & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus sine ulla exceptione sub Imperatoribus, & Sacro Romano Imperio in perpetuum, prout ea duces Mantuæ hactenus tenuerunt, & possiderunt, aut tenere & possidere valuissent, titulo feudi Masculini tenenda & possidenda, quodque altissime memorata S. Cæs. Majest. teneatur dare 1708

1708 suæ dilectioni actualem & plenam possessionem, integramque proprietatem eorundem locorum, quatenus successive occupabuntur, & dictum Ducem Sabaudiæ de illa quoque parte Montisferrati, quæ antea ab eo possessa est, juxta formam & tenorem investituræ jam ab Augustissimo Imperatore Ferdinando secundo, glor. mem. sub die 13. Aug. A. 1632. concessæ investire.

Quapropter cum propulsato jam sua quoque virtute hoste, & toto nunc legitime occupato Montisferrati Ducatu, Nos præfati Sereniss. Ducis Dilectio decenter rogaverit, ut se & successores suos, ut infra de prædicto Montisferrati Ducatu infeudare & investire dignaremur pro ea scilicet parte, de qua duces Mantuæ investiti fuere, & hactenus possiderunt, seu possidere potuerunt, his modis & forma quibus in prædicto tractatu conventum extitit, & pro ea altera prædicti Ducatus parte, quam præfatus Serenissimus dux & ejus prædecessores tenuerunt,& tenent virtute pacis Westphalicæ, Tractatum Cherascensem confirmantis his modo & forma, quibus ab invictissimo Abavo nostro recolendæ mem. Ferdinando II. Serenissimus Victor Amadeus I. gloriosf. mem. Avus ejusdem ducis investitus fuerat. sub A. 1631.

Nos igitur grata mente recolentes gloriosa Suæ Dilectionis merita, inconcussam ejus fidem, Devotionem & constantiam, quam in propulsandis hostium insultibus, & exantlatis gravissimis periculis & laboribus, maxime cum Provinciarum suarum ruina, durante hoc fœdere fortissime laudabilissime comprobavit, quantoque studio, & periculo totius Italiæ libertatem, Imperii & Austriacæ Domus jura ab irruente communi hoste, ut notissimum est, vindicare certaverit, certoque scientes, Dilectionem Suam eidem fœderi inseparabiliter adhæsuram, ejusque rationes semper pari, ut hactenus fervore ac armis usque ad Consumationem hujus belli adjuturam, neque ulla ratione à fidelitate nobis & Imperio pro prædictis debita recessuram, demissæ huic petitioni clementer duximus annuendum. Et proinde ex certa scientia, animo bene deliberato sano maturoque accedente consilio, ac Romani Imperii Principum Electorum consensu, deque Cæsareæ Majestatis plenitudine, nostro & nostrorum in Imperio successorum nomine, in executionem Tractatus, & fœderis, ut supra, initi, juxtaque mentem ejusdem Articuli decimi noni super eodem Ducatu, prædictum Serenissimum Ducem Victorem, Amadeum pro se, suisque filiis descendentibus & Successoribus Masculis legitimis, ex legitimo matrimonio procreatis in infinitum, nec non pro omnibus principibus Domus Sabaudiæ, & eorum descendentibus masculis legitimis ut supra, juxta Ordinem primogenituræ sibi in regimine succedentibus, infeudavimus atque investivimus, quemadmodum tenore præsentium infeudamus atque investimus de toto prædicto ducatu Montisferrati, pro ea scilicet parte, de qua duces Mantuæ investiti fuerunt, & hactenus tenuerunt & possiderunt, seu tenere ac possidere valuerunt, cum omnibus & singulis urbibus, castellis, pagis, terris & locis eo pertinentibus cum omni proprietate, Dominio, Jurisdictione, Regalibus, reditibus, nominationibus, præsentationibus, juribus patrona-

tronatuum, quorumcunque, ac demum omnibus quibuscunque Juribus & Rationibus in eodem ducatu pertinentibus vel inde dependentibus, sine ulla exceptione, ita ut Dilectio Sua, & post Eam descendentes Ejus masculi legitimi, & qui post hos ex Sabaudiæ domus Principibus in Regimine Ducatus Sabaudiæ & Principatus Pedemontii secundum Ordinem Primogenituræ in linea masculina legitime succedent, illa cum omni & quacunque proprietate, Dominio ac Jurisdictione sub Imperatoribus & Imperio Romano tenere & possidere possint & debeant, quibus illa Duces Mantuæ hactenus tenuerunt ac possederunt seu tenere ac possidere valuerunt, iis omnibus modis, concessionibus ac privilegiis, quibus prædicti Duces Mantuæ investiti fuerunt à Prædecessoribus nostris, & signanter à Carolo quinto, sub 30. Decembris anno 1532. quam quidem Concessionem cum omnibus in eadem relatis & contentis volumus haberi pro expressa, eodem modo & forma, ac si de verbo ad verbum hic foret exemplata, cum ea duntaxat differentia, quæ in tractatu fœderis cum Dilectione Sua, ut supra initi articulo octavo expressa est, & quod hæc Concessio & infeudatio in hac ducatus parte tantum ad lineam masculinam dicti Serenissimi Ducis & Principum masculorum legitimorum Domus ejus restricta sit, in reliquis vero omnino & integre, prout in prædictis Concessionibus & investituris, per Duces Mantuæ reportatis, latius continetur, cedentes etiam eisdem omnia jura & actiones, quæ nobis vel Sacro Romano Imperio in dicta parte Montisferrati ratione & occasione cujuslibet Caducitatis, Devolutionis, Contraventionis, Confiscationis, Banni Imperialis, & alio quovis modo, forma & titulo competant, competere possint & poterunt, nihil excepto: pro alia vero & residua dicti Ducatus Montisferrati parte, ea scilicet, quam dictus Dux Sabaudiæ, ejusque prædecessores virtute tractatus Cherascensis, pace Westphalica confirmati, tenent, & hactenus tenuerunt, seu tenere valuerunt, eundem Serenissimum ejusque Successores masculos ac fœminas ac transversales ita denuo investimus, ac investitos esse volumus, ut his modo & forma & tenore possideant, & investiti censeantur, prout Victor Amadeus primus ejusdem Ducis Avus à recol. memoriæ Ferdinando secundo, Abavo nostro investitus fuit, sub decima septima Augusti Anno 1632. cum omnibus urbibus, terris, locis, omnique Jure ac proprietate, ac omnibus quibuscunque, & prout latius in dicta investitura continetur, nilque nobis in toto prædicto Ducatu & locis in singulis super enarratis investituris, seu aliis in eisdem relatis specifice vel generaliter expressis penitus retinentes præter altam superioritatem, quam Nobis & nostris in Imperio successoribus reservamus, cum subjectionis, fidelitatis & homagii Juramento, quod nobis in animam ejusdem Sabaudiæ Ducis Ablegatus Extraordinarius Illustris & Magnificus noster Sacrique Imperii fidelis dilectus Franciscus Victorius Comes Tarinus, Imperialis de Cossambra, & Adamus Ignatius nobilis ab Heunisch, Consilii nostri Imperialis Aulici Agens, pleno ad hoc & sufficiente mandato nobis in authentica & fide digna forma exhibito instructi præstiterunt, & ejus

1708 successores Nobis & successoribus nostris & Romanorum Imperatoribus legitime intrantibus, quoties casus postulaverit, præstare debebunt, mandantes propterea, & expresse injungentes omnibus & singulis Episcopis, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Vasallis, Officialibus & Ministris, cæterisque supra dictorum locorum subditis, & aliis nostris & Sacri Imperii fidelibus, cujuscunque præeminentiæ, dignitatis, status, gradus, Ordinis, aut conditionis existant, tam præsentibus quam futuris, ut præfatum Serenissimum Ducem Sabaudiæ, & ejus veluti ante dictum successores, tanquam suos veros Ordinarios & legitimos Principes & Dominos recipiant, & agnoscant, eisque consuetum homagium, & fidelitatem præstent & faciant, quæ fideles Vasalli, officiales & subditi suis naturalibus, veris & legitimis Principibus ac Dominis facere ac præstare tenentur de Jure, consuetudine vel Privilegio speciali.

Mandamus præterea universis & singulis Archi-Episcopis, Episcopis, Ducibus & aliis Principibus Ecclesiasticis & secularibus Sacri Romani Imperii, nec non quibuscunque, aliis Prælatis, Ducibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Militibus, Capitaneis, Præfectis, Gubernatoribus, Potestatibus, Magistratibus, Consulibus, Judicibus, Civibus, Communitatibus, quarumcunque Civitatum ac locorum, & denique omnibus aliis nostris & Sacri Romani Imperii subditis & fidelibus dilectis, cujuscunque status, gradus & conditionis fuerint, præsentibus & futuris, tam Italiæ, quam Germaniæ, aut alterius cujuscunque de Sacro Romano Imperio dependentis provinciæ, ne ipsum Sabaudiæ Ducem, ejusque successores, ut supra, in memorata nostra cessione & investitura prædictorum locorum ullo modo perturbent, molestent aut gravent, sed illis omnibus & singulis libere & pacifice uti, frui, potiri & gaudere sinant, & contraria ne faciant nec fieri procurent, aut permittant directe, vel indirecte, quovis quæsito colore aut prætextu, quatenus nostram & Sacri Romani Imperii indignationem, & præterea mulctam mille marcarum auri puri maluerint evitare, quam quilibet contrafaciens toties quoties contrafactum fuerit, ultra pœnas prædictas ipso facto se noverit irremissibiliter incurrisse, quarum Semissem Imperiali Fisco seu ærario nostro, alterum vero Semissem parti læsæ decernimus applicandum. Harum litterarum testimonio subscriptarum & sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum, quæ dabantur in Civitate nostra Viennæ, die 7. Julii, Anno Domini Millesimo septingentesimo Octavo Regnorum nostrorum, Romani decimo nono, Hungarici trigesimo primo, Bohemici vero quarto.

Josephus

VI. Frid. Car. Comes de Schönborn

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium

Lutzo Dollberg. mppria.

CCXL. Literæ

CCXL. 1708

Literæ Josephi Imperat. quibus Victorem Amadeum II. Ducem Sabaudiæ de Provinciis Alexandriæ, Lumellinæ &c. investit. An. 1708.

NOtissima omnibus, quæ suo suorumque statuum periculo, feliciter quidem, sed non sine maximo subditorum, & rerum suarum dispendio, fideliter hactenus, & constanter pro sua non modo, sed totius Imperii, & Domus Austriacæ causa sustinuit discrimina Serenissimus Princeps, Victor Amadeus secundus, Dux Sabaudiæ, & Imperii nostri Vicarius perpetuus, Consangvineus, & Princeps noster charissimus, & quæ toto hujus belli tempore ad propulsandum de sua ditione in Italiam irruentem hostem, eumque ulterius a Mediolanensi quoque Ducatu expellendum tam præclare gessit, eam jure merito exigunt conditionem, ut quæ illum nobis uberrimæ præstitisse patet, porroque præstiturum indubia spes, ea nos etiam in ipsum libentissime refundere certemus. Sciant itaque omnes & singuli præsentes literas inspecturi, quod, cum Leopoldi Parentis nostri Augustissimi Cæsarea Majestas ad prosequendum meliori successu bellum, quod gravissimis de causis, orbi universo affatim perspectis, post quondam Serenissimi & Potentissimi Hispaniarum Regis Caroli Secundi pientissimæ memoriæ adversus Domum Burbonicam suscipere coacta fuit, prædictum Serenissimum Sabaudiæ Ducem in armorum societatem efficacibus motivis, & ea potissimum ratione invitasset, ut proprium successionis jus in Monarchiam Hispanicam vindicaret, Suaque Dilectio, postquam ancipiti deliberatione diu hæsit suspensa, tandem ob illam, tum ob alias justissimas rationes, & potissime, etiam ut validissimam Suæ Cæsareæ Majestatis protectionem expetere adversus improvidam atque inauditam violentiam, qua Galliarum Rex contra Gentium jura & bonam fidem ejus cohortes Galliæ Hispaniæque in Italia militantes dearmari, & captivas attineri, imo & magnam, optimamque Italici Exercitus sui partem Pedemontium versus movere jusserat, & ejusdem Serenissimi Provincias invaderet, eumque penitus opprimeret, non obstante nexu, sibi cum domo Burbonica intercedente, & ditionum suarum ab omni communicatione Imperiali longe remotarum periculoso situ, invitationem illam acceptasset, inter eandem Sacram Cæsaream Regiam Majestatem, & dicti Ducis dilectionem sub octava Novembris Anni millesimi septingentesimi tertii arctius fœdus initum fuerit, quo præter alia conventum legitur, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas consideratis ingentibus periculis & inevitabilibus damnis, quibus idem Sabaudiæ Dux seipsum, suasque ditiones exponeret, uti & rationibus necessitatis publicæ & majoris emolumenti ex illius ad fœdus accessione in Sacrum Romanum Imperium & causam communem redundaturi, cedat & transferat in eundem, ejusdemque descendentes & successores, nec non omnes Principes Domus Sabaudiæ, eorumque descendentes cum restrictione tamen ad Lineam masculinam ex Ducatu Mediolanensi Provincias Alexandriæ

& Va-

1708 & Valentiæ cum omnibus terris intra Padum & Tanarum sitis, uti & Provinciam, quæ Lumellina dicitur, & vallem Selsiæ, cum omnibus urbibus, castellis, pagis, terris, locis, regalibus, reditibus & generaliter omnibus, quibuscunque juribus & rationibus eo pertinentibus vel inde dependentibus, cum omni proprietate, dominio & jurisdictione ab & sub Imperatoribus, & Imperio Romano eodem modo, quo defuncti Reges Hispaniæ eas tenuerunt, & possederunt, sive tenere & possidere valuerunt, titulo feudi masculini tenenda & possidenda. Quodque altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas teneatur dare Suæ Dilectioni actualem & plenam possessionem, integramque proprietatem eorum locorum, quatenus successive occupabuntur, prout & Nos juxta hujus tractatus dispositionem prædictum Ducem, propulsato ejusdem virtute & viribus hoste, in actualem & plenam possessionem Provinciæ Alexandriæ & Valentiæ cum omnibus terris intra Padum & Tanarum sitis, & Provinciæ, quæ dicitur Lumellina & Vallis Selsiæ, cum omnibus urbibus, castellis, pagis, terris, locis, regalibus, reditibus & generaliter omnibus quibuscunque juribus & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus, nulla re excepta, immitti mandavimus, & ille authoritate nostra, inque vim mandati ad Principem Eugenium transmissi actualiter immissus fuit. Quapropter cum & nos præfati Serenissimi Ducis dilectio decenter rogaverit, ut se de memoratis locis benigne investire dignaremur: Nos grata mente recolentes gloriosa suæ dilectionis merita, inconcussam fidem, devotionem & constantiam, quam in sustinendis hostium insultibus, & exantlatis gravissimis periculis & laboribus, maximaque prout supra diximus cum provinciarum suarum ruina, durante hoc fœdere, fortissime, laudatissimeque comprobavit, quantoque studio & periculo totius Italiæ libertatem, Imperii & Austriacæ Domus Jura ab irruente communi hoste, ut notissimum est, vindicare certavit, certoque & indubitato persvasi, suam dilectionem eidem fœderi inseparabiliter adhæsuram, ejusque rationes semper pari, ut hactenus fervore ac armis, usque ad consummationem hujus belli adjuratam, neque ulla ratione a fidelitate nobis & imperio debita recessuram, demissæ huic petitioni clementer duximus annuendum. Et proinde ex certa scientia, animo bene deliberato, sano maturoque accedente consilio, nec non consentiente Serenissimo dilectissimoque fratre nostro, Domino Carolo tertio Rege Hispaniarum, qui prælibatum tractatum ratificavit, die 5to Februarii, Anno millesimo septingentesimo quinto, ac de Cæsareæ nostræ potestatis plenitudine, ex causis memoratis, & in executionem tractatus & fœderis ut supra initi, & juxta mentem ejusdem art. 19. expressam eundem Serenissimum Victorium Amadeum, pro se suisque filiis descendentibus & successoribus masculis in infinitum ex legitimo matrimonio procreatis ac procreandis, nec non pro omnibus Principibus Domus Sabaudiæ, & eorum descendentibus masculis legitimis, ut supra juxta ordinem primogenituræ sibi in regimine succedentibus infeudavimus, atque investivimus, quemadmodum tenore præsentium infeudamus atque investimus de supra dictis

Pro-

Provinciis Alexandriæ & Valentiæ, cum omnibus terris intra Padum 1708
& Tanarum sitis, item & Provincia, quæ dicitur Lumellina, & de Valle Selsiæ, simul & de locis & terris, quæ pro Provincia & ditione Vegavana vulgo Vegevinasco dicta, per Commissarios hinc inde deputatos assignabuntur, cum omnibus urbibus, castellis, terris, locis, regalibus, reditibus, & generaliter omnibus, quibuscunque juribus & rationibus eo pertinentibus, vel inde dependentibus, nulla re excepta, ita ut ipse Dux, & post Eum descendentes ejus masculi legitimi, & qui post eos ex Sabaudiæ Domus Principibus in successione & regimine Ducatus prædicti succedent in infinitum, secundum ordinem primogenituræ masculi, ut supra, illas cum omni proprietate, Dominio & jurisdictione sub Imperatoribus & Imperio Romano tenere & possidere possint & debeant, quemadmodum defuncti Reges Hispaniarum juxta tenorem investiturarum ab Imperatoribus Romanis, Regi Philippo secundo, ejusque successoribus concessarum tenuerunt, & possederunt, sive tenere & possidere valuerunt de jure vel consvetudine cum omnibus juribus, honoribus, prærogativis libertatibus, & exemptionibus in prædictis investituris latius expressis, ea duntaxat cum differentia, quæ articulo supradicti fœderis octavo expressa est, quodque hæc infeudatio ad lineam masculinam tam dicti Serenissimi Ducis, quam Principum hujus Domus ut supra restricta censeatur. Cui quidem infeudationi & investituræ addere pariter & annectere intendimus, prout annexum volumus, omne jus aut exercitium juris, quod memorato Statui Mediolanensi sive appendentiæ, sive alio quocunque titulo in iis feudis, quæ continentur in Cæsareo diplomate, quod prædicto Duci die octava Februar. Anno 1690. prædictus quondam Augustissimus Leopoldus Parens noster pro acquisitione dictorum feudorum in eo recensitorum concessit, competere posse, prævio examine a supradictis Commissariis dignoscetur. Separantes proinde eum in finem & in perpetuum prædicta territoria, jura & loca a memorato Ducatu Mediolanensi, derogantes in quantum ad hoc requiritur omni ei, quod præfatæ cessioni ac separationi contrarium esse, vel censeri posset, omnibusque statutis, legibus, concessionibus, tam generalibus quam particularibus, & aliis in contrarium facientibus, etiamsi talia forent, quæ specialissima mentione egerent, nihilque Nobis penitus reservantes præter solam superioritatem Cæsaream, quam Nobis & nostris in Imperio successoribus reservamus, cum subjectionis, fidelitatis & homagii juramento, quod Nobis in animam ejusdem Sabaudiæ Ducis Ablegatus extraordinarius illustris & magnificus noster Sacrique Imperii fidelis dilectus, Franciscus Victorius, Comes Tarinus Imperialis de Consambra & Adamus Ignatius Nobilis ab Heunisch, Consilii nostri Imperialis Aulici Agens, pleno ad hoc & sufficienti mandato nobis in authentica & fide digna forma exhibito instructi præstiterunt, & ejus successores Nobis & successoribus nostris Romanorum Imperatoribus legitime intrantibus, quoties casus postulaverit, præstare debebunt, juribus etiam nostris & Domus Austriacæ, si feudum hoc per extinctionem

1708 nem masculorum prædictorum legitimorum, aut alias aperiri contingat, semper salvis, prout e contra ipsi Serenissimo Duci, ejusque successoribus omne jus successionis, quod eisdem immediate post Domum nostram Austriacam in Monarchiam Hispanicam juxta declarationem testamentariam Philippi IV. quondam Hispaniarum Regis gloriosæ memoriæ competere recognoscimus, integrum & illæsum servare intendimus, & de feudis Imperialibus eodem successionis ordine simul ad Sabaudicam Domum devolvendis, eundem Serenissimum Ducem ejusque successores in perpetuum nunc pro tunc juxta tenorem prædictarum investiturarum investimus & investitos esse volumus, committentes quoque & expresse injungentes omnibus & singulis Episcopis, Principibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Clientibus, Vasallis, Officialibus Ministris, cæterisque supradictorum locorum subditis, & aliis nostris, & Sacri Imperii fidelibus dilectis, cujuscunque præeminentiæ, dignitatis, status, gradus, ordinis aut conditionis existant, præsentibus & futuris, ut præfatum Serenissimum Ducem Sabaudiæ, & ejus successores masculos, tanquam suos veros & ordinarios & legitimos Principes & Dominos recipiant & agnoscant, eisque consvetum homagium & fidelitatem præstent & faciant, quæ fideles Vasalli, officiales & subditi suis naturalibus, veris & legitimis Principibus & Dominis facere & præstare tenentur. Mandamus præterea universis & singulis Archi-Episcopis, Episcopis, Ducibus, Principibus, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Militibus, Nobilibus, Clientibus, Capitaneis, Præfectis, Vice-Dominis, Civitatum, terrarum, oppidorum, & locorum gubernatoribus, & locum tenentibus judicibus, consulibus, communitatibus, & denique omnibus aliis nostris, & Sacri Romani Imperii subditis ac fidelibus dilectis, cujuscunque præeminentiæ, dignitatis, status, gradus, ordinis, aut conditionis existant, præsentibus & futuris, tam Italiæ quam Germaniæ, aut alterius cujuscunque de Sacro Romano Imperio dependentis Provinciæ, ne ipsum Sabaudiæ Ducem ejusque successores ut supra in prædictis concessione, cessione, confirmatione, possessionis, vel quasi traditione, ullo modo perturbent, molestent, aut gravent, sed illis omnibus & singulis libere & pacifice uti, frui, potiri & gaudere sinant, & contrarium ne faciant, nec fieri procurent & permittant, directe vel indirecte, quovis quæsito colore aut prætextu, quatenus nostram & Sacri Romani Imperii indignationem, & præterea mulctam mille marcarum auri puri maluerint evitare, quam quilibet contrafaciens toties, quoties contrafactum fuerit, ipso facto se noverit irremissibiliter incurrisse, quarum semissem Imperiali fisco seu Ærario nostro, alterum vero semissem parti læsæ decernimus applicandum. Harum literarum testimonio subscriptarum, & sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum. Quæ dabantur in civitate nostra Viennæ die 7. Julii Anno Domini 1708. Regnorum nostrorum Romani decimo nono, Hungarici vigesimo primo, Bohemici vero quarto.

CCXLI.

CCXLI.

1710

Contractus emptionis venditionis inter Josephum Imp. & Ducem Mutinæ initus, de Ducatu Mirandulæ. de An. 1710.

AD futuram perpetuamque rei memoriam. Etsi Sacra Cæsarea Maj. ad tot abhinc annis pro Europæ tranquillitate ac communi fœderatorum commodo cum Rege Galliæ, ac Duce Andegavensi, eorumque asseclis gestum bellum, qua opus est efficacia porro continuandum ultra ærarii sui, tam ingentibus belli sumptibus, vix non funditus exhausti facultates extraordinaria, quævis media exhibere, ac eum in finem feuda, ob Vasallorum feloniam fisco Cæsareo addicta interque illa Ducatum Mirandulæ & Marchionatum Concordiæ, reservatum solennibus in ejusmodi casibus observari solitis auctionari, sibi proposuerit, necnon eo nomine variæ, ac amplissimæ conditiones eidem oblatæ fuerint, nihilominus pro singulari suo erga Serenissimum Mutinæ Ducem propensionis affectu, habitaque ratione incomparabilis in res Cæsareas studii, quod is quacunque opportunitate, & nunc quidem per magnam pecuniæ summam ad movendum in Italia Cæsareum Exercitum subministrando laudabiliter testatus est. Eidem Serenissimo Duci præ cæteris competitoribus supra mentionatos Ducatum Mirandulæ,& MarchionatumConcordiæ vendendos benigne statuit, desuperque inter Cameram suam Aulicam & ablegatum Mutinensem (tit.) Comitem Gianini contractum iniri voluit, qui proinde in sequentes utrinque articulos redactus fuit.

Primo, vendit altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas Serenissimo Mutinæ Duci, omnia bona immobilia, tam allodialia, quam feudalia intra Ducatus Mirandulæ & Marchionatus Concordiæ limites sita & ad fiscum Cæsareum devoluta, una cum omnibus juribus & prærogativis (exceptis tormentis bellicis) cum omni commodo & onere, pro quibus

Secundo, Sacræ Suæ Cæsareæ Majestati Serenissimus Mutinæ Dux centum septuaginta quinque millia Duplionum, quas Italico delle cinque stampe vocant, eo quo infra dicetur modo, solvenda promittit: cumque

Tertio, conventum sit, quod bona immobilia, seu prædia, quæ Franciscus Maria Picus intra Ducatus Mirandulæ, & Marchionatus Concordiæ fines, allodii titulo possedit, in beneficiaria convertantur: Hinc Sacra Cæsarea Majestas ista æque ac reliqua, quæ ante hac ad dictum Franciscum Mariam Picum feudi jure pertinuerunt, Serenissimo Mutinæ Duci, suisque descendentibus masculis legitime natis in infinitum in feudum concedit, ea tamen lege expresse adjecta, ut quotiescunque hoc feudum, sive Domini directi, sive vasalli morte vacare contigerit, nova desuper investitura a Mutinensi penitus separata petatur, ac præterea vasallus omnibus & singulis, qui cum ejusmodi feudis cohærent, nexibus & oneribus obstrictus sit, quod si vero, respectu prædiorum allodialium nunc in beneficiaria conversorum evictioni locus fuerit, eo casu eadem prædia pristinam suam naturam reassumunt,

1710 sumunt, nec aliter evictori, quam cum omni onere quo ante conversionem modo dictam utpote allodialia affecta erant, restituentur.

Quarto, renuntiat Serenissimus Mutinæ Dux omnibus prætensionibus, quæ, quomodocunque erga Cæsareæ Suæ Majestatis Sacri item Romani Imperii & Serenissimæ Domus Austriacæ ærarium cum præsentis, tum idem præcedentium Bellorum Gallicorum occasione vel causa, sive refundendorum & reparandorum damnorum, sive præstandæ indemnitatis nomine ab ipso Serenissimo Duce moveri, & qualicunque demum jure niti possent, salva tamen damnorum reparatione, quam dictus Serenissimus Dux in futura pacis tractatione a Rege Galliæ contendet, & Sacra Cæsarea Majestas quantum in se erit, promotura est, quemadmodum deputato suo ad tractatum Pacis Plenipotentiario Cæsareo (ponatur tit.) jamjam benigne injunxit, & ulterius clementer committit.

Quinto, Reservat in prædicta feudi concessione Sacra Cæsarea Majestas sibi, successoribus suis Imperatoribus, & Regibus Romanis non modo jus aperturæ juri feudali cui respectu Domini directi per se inest appertinens, sed etiam quandocunque ejusdem, & eorum rationes id exegerint, liberi transitus per sæpe fatos Ducatum & Marchionatum, nec non præsidii in urbe, & fortalitio Mirandulæ collocandi potestatem, eo pacto, ut transeuntibus suis copiis commeatus præfinito in constitutionibus suis stipendiariis pretio suppeditetur, præsidiariis vero, qui ultra, quam pro ratione belli, aut periculi necessarium fuerit, ibidem non commorabuntur, ea quæ ad salgamum (Italice servicio) pertinent, rite præbeantur. Poterunt porro Serenissimus Dux Mutinæ ejusque in Ducatu Mirandulæ, & Marchionatu Concordiæ successores, uti e re judicaverint, sua sponte, a Sacra Cæsarea Majestate vero, aut ejus successoribus moniti debebant; eorundem fœderatis & amicis innoxium transitum per easdem ditiones concedere, in urbem tamen & munimentum præter proprium nullius alterius, cujuscunque Principis, aut Reipublicæ militem cujuslibet numeri, quovis sub prætextu ullo tempore, absque Cæsareo jussu, seu permissione, recipere fas sit. Tenebuntur denique hostibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii, sine discrimine omnibus, non manifestis solum, sed & dubiis, ac de molimine hostili suspectis, eum transitum ipsum per hocce territorium, tum multo magis aditum, seu ingressum in urbem & fortalitium, præsidiique imponendi facultatem penitus negare, & quantum in se erit, atque per vires licebit, omni ratione impedire: Quidquid vero circa jus aperturæ, & præsidii transitumque hic statutum est, etiam ad Serenissimam Domum Austriacam, vi pacti hujus perpetuo extensum esto, eique semper concedendum, illius vero hostibus negandum, & pro viribus impediendum intelligitur.

Sexto. Dictum est supra, Ducatum Mirandulæ & Marchionatum Concordiæ, cum omni commodo & onere vendi, & licet Sacræ Cæs. Majestati onera, quibus dicti status succumbunt, speciatim non sint nota, pro certo tamen habet, eo etiam nomine venire dotes, appanagia & alimenta nonnullis de familia Picca a Feloniæ crimine immunibus

munibus

munibus assignata, nec non æs alienum, si quod fuerit, ante belli hujus initium cum oppignoratione allodii, vel etiam feudi, dummodo ad hoc consensus Cæsareus accesserit, legitime contractum, ubi agitur super ejusmodi prætensionibus, & si lis moveretur, pro ejus decisione quippe quæ sua natura ad Sacram Cæsaream Majest. spectat, huc recurrendum esset: ut autem novum Cæsareæ in Serenissimum Mutinæ Ducem benevolentiæ & æquanimitatis extet argumentum, eadem Sacra Cæs. Majestas hisce benigne declarat, ea duntaxat onera, quorum annua præstatio summam ter mille Duplionum non excedat in dictum Serenissimum Ducem transferri, de ulterioribus vero eidem a Camera aulica satisfieri debere. 1710

Septimo, Quandoquidem manifestum est ad effectui dandum isthunc emptionis & venditionis contractum Sacri Romani Imperii Electorum consensu opus esse, Sua Sacra Cæsarea Majestas eundem a dictis Electoribus quam enixissime petet: quo vero eo facilius obtineatur, Serenissimus quoque Mutinæ Dux sua ex parte apud sæpe mentionatos Electores omnem operam impendet.

Octavo. Interea modo dictus Serenissimus Dux ad manus deputationis Cæsareæ Mediolani existentis centies mille dupliones, ut supra, nunc statim exsolvet, cumque modo dicta cent. millia Duplionum summa interea effective exsoluta fuerit, ipse Serenissimus Dux non nisi ad reliquas septuagesies quinquies mille Dupliones ulterius obstrictus est, quas illa ipsa, qua superdictis Ducatu Mirandulæ & Marchionatu Concordiæ investietur, die numerari curabit, sique in specie seu in auro eas habere nequeat, in alia moneta, eo pretio, quo Dupliones in solvendis contributionibus accipi solent, pendere liberum erit.

Nono. Cæterum non dubitat Sacra Cæsarea Majestas, quin S. R. Imperii Electores hunc contractum consensu suo consolidaturi præsentisque belli eventus tam prosperi futuri sint, ut quæ vi hujus conventionis constituuntur, in omnibus sarta tecta maneant. Quod si vero, pro rerum humanarum vicissitudine, alterutrum, præter expectationem secus accideret, promittit Sacra Cæsarea Majestas ac in se recipit eum in casum pecuniæ summam, quam Serenissimus Mutinæ Dux, ratione hujus contractus solverit, a Sua Cæsarea Majestate eidem præviæ, & ante omnia quoad sortem restitutum iri. Utque interim Ducatus Mirandulæ & Marchionatus Concordiæ Proventus usurarum nomine eidem assignatos eo tutius percipere possit, eorumdem administratio Ministro, quem Serenissimus Dux eum in finem denominaverit, eo usque committetur; donec sæpe dicti Electores consensum suum præbuerint, hunc enim investitura & solennis feudi traditio illico subsequentur, in quorum omnium fidem &c. Viennæ 15. Julii 1710.

1710

CCXLII.

Literæ investituræ ab Imp. Josepho Duci Mutinæ concessæ de Ducatu Mirandulæ, de An. 1710.

Josephus &c.

AGnoscimus & notum facimus tenore præsentium, quod cum post susceptа a nobis media sævissimorum bellorum tempestate Imperii gubernacula continuo adversus Galliarum Regem Ducemque Andegavensem consociatis armis, animisque pro communis rei salute, & beneficio pacandi orbis, quoque nostris, sacrique Imperii juribus, nec minus feudis nostris Imperialibus sartis, tectisque conservandis decertandum hactenus esset, atque hæc ipsa tot annos prosequendi belli necessitas sumptus immensos fatiscentibus exhausti ærarii nostri viribus, post fata Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris Leopoldi, Domini ac Genitoris nostri colendissimi, a nobis efflagitaret, nos in perseverantibus illis Imperii curis & laboribus justitiam impense administrantes eo quoque non postrema parte collimaverimus, quo fidissimis vasallis nostris Imperialibus optime de re publica meritis, sollicitudinis nostræ fructum sentientibus, reliqui, quos debita in eo bello fides & jurisjurandi clientelaris religio deficeret, pœnas reatu promeritas ferrent. Cumque hunc in finem, levandis quaque parte diuturni belli & exercituum alendorum impensis, feuda imperialia ac terras, quæ ob vasallorum quorundam partes hostium contumaciter sectantium perfidiam, fisco nostro Imperiali addictæ fuerunt, destinaverimus, atque inter illas quidem Ducatum Mirandulæ & Marchionatum Concordiæ a Francisco Maria Pico commissum, auctione proposita, præ reliquis Serenissimo Raynaldo, Mutinæ & Rheggii, Duci, Principi Corregii, Marchioni Estensi, Rhodigii, & Carpi Comiti Consobrino & Principi nostro charissimo solenniter erecto contractu vendiderimus, & in feudum dicto emptionis & venditionis titulo eidem concesserimus, quemadmodum ex subinserti contractus tenore uberius liqueat.

(*Inseratur hic contractus emptionis venditionis.*)

Ac proinde nobis idem Serenissimus Mutinæ Dux per suum status Consiliarium intimum, Camerarium & extraordinarium ad Nos Ablegatum in eodem contractu memoratum, Illustrem & Magnificum fidelem nobis dilectum, Carolum Antonium de Giannini, Sacri Romani Imperii Comitem, sufficiente ad hoc pleno amploque mandato & potestate instructum ad præstandum Investituræ nomine præstanda se offerens, demisse supplicarit, ut cum pretii in allegato contractu expressi satisfactio data, atque unanimis S. R. I. Principum Electorum approbatio & consensus accesserit, adeoque Nos ipse Serenissimus Dux in supremum immediatum & directum Dominum suum recognoscere desideret, Nos literas novæ investituræ de supra fatis Ducatu Mirandulæ ac Marchion. Concordiæ, nec non Curia Quarantularum,

larum, Curia St. Possidonii, Curia St. Stephani, Curia S. Martini, Curia Roveretti & Campatii circa & ultra flumen Situlæ per illas interfluens & Curia Campiliæ, cum castro Mercani & aliis omnibus locis ante hac in antiquioribus investituris Picorum familiæ concessis, & quidquid exinde ad fiscum nostrum Imperialem devolutum, sibi Serenissimo Duci pro se, filiis & descendentibus suis masculis legitime natis in infinitum, ordine primogenituræ servato, jam in Estensi familia per tot sæcula stabilito cum omnibus consvetudinibus, usibus, immunitatibus, proventibus, & emolumentis, nulla omnino re excepta secundum supra insertæ atque ratificatæ venditionis tenorem elargiri clementer dignaremur. Nos sane benigne considerantes vetustissimum Estensis familiæ decus atque singularia inconcussæ fidei & observantiæ studia, quibus eadem ipsa ac peculiariter Serenissimus sæpe memoratus Mutinæ Dux, Nos & augustam Domum Nostram Austriacam, cum alias nulla non occasione oblata, tum præsertim sæviente in Italia funestissimi belli flamma, operam & opem strenue ferendam perennatura magnorum meritorum, & partæ laudis memoria sibi devinxit, quando non in pacificis & tranquillis modo rerum temporibus, sed & inter furentes maxime procellas, quibus periculosa hostium ambitio Dominatui & Regnis alienis intenta, orbem involvere, & concutere crudelissime statuit, enitentis summopere virtutis, tum vero constantis & immotæ fidelitatis nunquam intermoriturae exemplum præbuit, honestæ pariter & æquæ petitioni ipsius, juxta præinserti contractus tenorem, annuendum censuerimus, prout vigore præsentium clementer annuimus. Ac propterea ex certa scientia animo bene deliberato, sano & maturo accedente consilio, & unanimi S. Romani Imperii Principum Electorum consensu, nullo vel facti, vel juris errore interveniente, sed exacte, pleneque conformati & de potestatis nostræ Imperialis plenitudine supradicto Serenissimo Raynaldo, Mutinæ & Rhegii Duci, de sæpe memoratis Ducatu Mirandulæ & Marchionatu Concordiæ, Curia Quarantularum, Curia Sancti Possidonii, Curia Sancti Stephani, Curia Sancti Martini in Spino, Curia Roveretti & Campatii citra & ultra flumen Situlæ, per dictas curias influens, & curia Campiliæ, cum castro Mercani, & aliis omnibus locis, in antiquioribus investituris speciatim expressis, & quidquid inde ad fiscum nostrum Imperialem devolutum, cumque eorum locorum districtibus, omnibusque & singulis regalibus, juribus & pertinentiis, meroque & mixto Imperio & plenissime gladii jure atque omnimoda jurisdictione, & potestate, nec non cum universis laudabilibus consvetudinibus, usibus, immunitatibus, exemptionibus, honoribus, prærogativis, privilegiis, præeminentiis, utilitatibus, proventibus, ac emolumentis, nulla re omnino excepta, quatenus supra allegato venditionis contractui non deroget, sicut antehac familia de Picis tenuit ac possedit, vel quasi nec non quemadmodum in sæpe dicto contractu, Paragrapho tertio, conventum, quod bona immobilia seu prædia, quæ Franciscus Maria Picus intra Ducatus Mirandulæ & Marchionatus Concordiæ fines allodii titulo possedit, in beneficiaria con- 1710

1710 verterentur, prout nimirum latius ibidem expressum est, ita de istis æque ac reliquis, quæ antea ad dictum Franciscum Mariam Picum feudi jure pertinuerunt, recepto tamen prius in animam ejusdem Serenissimæ Mutinæ & Rhegii Ducis a supra nominato Ablegato S. R. Imperii Comite de Giannini sufficienter ad eum actum instructo, ad manus nostras proprias debito ac consveto fidelitatis, obedientiæ & homagii juramento, investituram benigne concesserimus, ac de iisdem ipsum clementer investiverimus, & infeudaverimus, prout tenore præsentium pro se filiisque suis masculis legitimis & naturalibus supradicto ordine primogenituræ super his feudis institutæ semper observato, dictam investituram nostram Cæsaream perbenigne concedimus, eundemque harum vigore investimus, & infeudamus, ea tamen lege expresse adjecta, ut quotiescunque hoc feudum sive Domini directi, sive Vasalli morte vacare contigerit, nova desuper investitura a Mutinensi penitus separata petatur, nec non reliqua omnia in sæpius dicto contractu conventa, & placita in suo vigore serventur. Præterea sæpe nominato Serenissimo Raynaldo, Duci Mutinæ & Rhegii, Duci Mirandulæ, & Marchioni Concordiæ, ejusque liberis & descendentibus masculis legitimis & naturalibus facultatem & privilegium flandæ, feriendæ & cudendæ monetæ aureæ, argenteæ & æreæ, juxta novissimas Imperii constitutiones & ordinationes monetarias, nec non facultatem & potestatem legitimandi bastardos, creandi Comites, Nobiles & Equites Auratos, ab Augustissimæ memoriæ Imperatore Mathia, Duci quondam Mirandulæ, Alexandro Pico, ejusque in dictis Ducatu & Marchionatu Mirandulæ & Concordiæ Legitimis Successoribus concessam, & a Divis Ferdinandis secundo & tertio, Dominis Proavo & Avo nostris colendissimis, gloriosissimæ recordationis confirmatum & ratificatum. Nos quoque (privilegio tamen adoptandi utpote conventioni supra insertæ contrario, disertim excepto) Serenissimo Mutinæ & Rhegii Duci concesserimus, quemadmodum vigore præsentium concedimus, cum gratiis & prærogativis solitis & consvetis. Insuper sæpe memoratum Serenissimum Mutinæ & Rhegii Ducem Raynaldum, Ducem Mirandulæ & Marchionem Concordiæ ejusdemque in dictis Ducatu & Marchionatu successores, ac civitates, terras, dominia, fortalitia, jura & bona sua omnia & singula in nostram & S. Imperii protectionem, tuitionem, defensionem, & salvam Gvardiam assumimus, benigneque decernimus, ut sub eadem nostra, Sacrique Imperii protectione, tuitione, defensione, & salva Gvardia tuti & securi esse, omnibusque & singulis gratiis & privilegiis frui, potiri, & gaudere possint, quibus alii Duces sub protectione Aquilæ Imperialis constituti quomodolibet fruuntur, potiuntur & gaudent consvetudine vel de jure. Supplentes pro hac vice in præmissis omnem defectum tam juris quam facti, si quis in iis omnibus & singulis vel obscuritate verborum, vel ratione cujuscunque solemnitatis omissæ, vel alio quovis modo intervenisset, vel intervenisse dici aut allegari posset, non obstantibus quibuscunque communibus vel feudalibus legibus, juribus, consvetudinibus, statutis municipalibus,

bus, derogatoriis clausulis, tam generalibus, quam specialibus, aliisque decretis, provisionibus, concessionibus, privilegiis, & cæteris in contrarium facientibus quibuscunque, his namque omnibus & singulis quatenus obstarent, seu impedimento esse possent, quoad effectum præsentium Imperialis potestatis nostræ plenitudine derogamus, & derogatum esse volumus, atque intendimus, jure tamen feudi, & superioritatis, ut & contractus supra allegati conventis, Nobis & nostris in Imperio successoribus, semper salvis, & aliorum quorumcunque juribus, nec non Imperii constitutionibus & legibus præsertim vero capitulatione nostra Cæsarea semper illæsis. Nulli ergo hominum liceat hanc nostram investituræ, concessionis, declarationis, confirmationis, renovationis, facultatis, privilegii, primogenituræ, approbationis, ratificationis, decreti, ordinationis, derogationis, suppletionis ac voluntatis & gratiæ nostræ paginam infringere, violare, contemnere, aut ei quovis ausu temerario contraire. Si quis autem id attentare præsumpserit, is, præter nostram & Sacri Imperii indignationem gravissimam, centum quoque marcarum auri puri, ex semisse Ærario seu fisco nostro Imperiali, ex altero autem semisse injuriam passi seu passorum, usibus applicandarum, quoties contra factum fuerit, omni remissionis, ac veniæ spe sublata, mulctam dare damnatus esto. Harum testimonio literarum, manu nostra subscriptarum ac sigilli nostri Cæsarei appensione munitarum, quæ dabantur in civitate nostra Viennæ, die duodecimo Mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo undecimo, Regnorum nostrorum Romani vigesimo secundo. Hungarici vigesimo quarto, Bohemici vero sexto. 1710

CCXLIII.

Hamburgischer Vergleich zwischen Dännemarck und Hollstein-Gottorp, de Anno 1711.

Zu wissen: Nachdem zwischen Ihrer Königl. Majest. zu Dännemarck-Norwegen, und des Herrn Hertzogs zu Schleßwig-Holstein-Gottorp Durchl. über dem Verstand und die Erklärung des dritten Articuli des Traventhalischen Tractats einige Differentien sich hervorgethan, welche man auf Seiten Ihr. Durchl. nebst denen übrigen seiter dem Traventhalischen Vergleich unerörtert gebliebenen Gravaminibus gern erlediget haben wollen, Ihro Königl. Majest. auch, zu Bezeugung Dero Freund- Vetterlichen Affection und guten Intention vor das Hoch-Fürstl. Hauß sich solches nicht entgegen seyn, sondern geschehen lassen, daß einige Dero Ministrorum mit denen Fürstl. dazu deputirten Ministris darüber einen Congreß auf dem Schaumburgischen Hof zu Hamburg anstellen, und sothane Streitigkeiten in der Güte abthun mögten; Zu dessen Behuf Allerhöchstgedachte Ihro Königl. Maj. Dero Geheimbden Rath, Vice-Stadthalter in denen Fürstenthümern Schleßwig-Holstein, und Land-Rath, Herrn Joachim von Alefeld auf Buckhagen, Ritter, sodann 1711

1711 Dero Geheimbden Conferenz- und Etats-Rath, Herrn Christoph Gensch von Breitenau auf Grünhoff, Ritter, und Dero Etats-Justiz- und Cantzley-Rath, auch Residenten im Nieder-Sächsischen Craiß, Herrn Hanß Statius Hagedorn, samt und sonders mit zulänglicher Vollmacht versehen, und zur Erörterung der Mißhelligkeiten allergnädigst committiret, die dann mit denen von Ihrer Hochfürstlichen Durchl. dazu gleichfalls accreditirten und gnugsam bevollmächtigten Ministris, als dem Geheimbden Rath, Ober-Hoff-Marschall und Gesandten im Nieder-Sächsischen Craiß, Herrn Georg Heinrich, Freyherrn von Schlitz, genannt von Görtz, sodann dem Geheimbden Rath und General-Lieutenant, Herrn Gerhard, Grafen von Dernath, und dem Herrn Etats-Rath, Christian Wilhelm von Eyben, nach hinc inde ausgewechselten Credentialien, in Handlung getreten, und endlich nach vielen Conferenzien, zu Wiederherstellung des alten guten Vernehmens zwischen Ihr. Königl. Maj. und dem Fürstl. Holstein-Gottorpischen Hauß, sich über nachfolgende Articul vereinbahret und verglichen: Daß,

I. Wie der Articulus III. des Traventhalischen Friedens, ohne Unterscheid, von allen Prälaten und Adelichen Güthern, so, wie sie in der Landes-Matricul gesetzet und enthalten, redet, also auch von allen zu verstehen sey, und daher alle diese bißhero in Zweiffel gezogene Adeliche Güther in denen Hertzogthümern Schleßwig-Holstein, sie seyn Marsch oder Gerst, sie liegen wo sie wollen, und werden besessen von wem sie wollen, mit ihren Possessoren, wes Standes die seynd, samt deren Officianten, Bedienten, Unterthanen und Einwohnern mit und neben denen übrigen in der Landes-Matricul befindlichen Prälaten und Ritterschafft, auch denen von den Herrschafften selbsten jetzo besitzenden, oder künfftig an sich bringenden Adelichen Gütern, so wohl in civilibus als ecclesiasticis, ohne eintzige exception oder exemption, der Königl. Fürstl. gemeinsamen Territorial-Hoheit und Jurisdiction, samt allen davon dependirenden Rechten, unterwürffig seyn sollen; Was ferner die Criminal-Hoheit und Jurisdiction selbst über die Personen der Prälaten und Ritterschafft, auch anderer Besitzer von Adelichen Gütern, samt deren Eheweibern und Kindern betrifft, bleibet dieselbe gleicher Gestalt, nach der Land-Gerichts-Ordnung und hergebrachten Observanz, wan das Crimen oder Delictum auf gemeinschafftlichen Grund und Boden begangen, unter gemeinschafftlicher Regierung; Besagter Prälaten, Ritterschafft und anderer Besitzer von Adelichen Güthern ihre Officianten, Bediente, Unterthanen und Einwohner aber behalten ihr forum criminale, wie es bißhero, entweder bey ihrer mit eigenem Ding und Recht versehenen ordinairen Obrigkeit und Guts-Herren, oder sonsten bey Königl. und Fürstl. Dingstätten gehabt.

II. Nachdem aber etliche der vorbemeldten Prälaten und Adelichen Güther ihre Officianten, Bediente, Unterthanen und Einwohner an gewissen Orthen auch in Civilibus dingpflichtig, oder Dero Nieder-Instanzen bey denen Unter-Gerichten der respective Königl. und Hoch-

Fürstl.

Fürstl. Ober-Amts- oder Hof-Gericht appelliren, so soll es hinferner 1711
dabey unverändert bleiben, jedoch daß solcher Prälaten und Adelichen Güter Officianten, Bedienten, Unterthanen und Einwohnern von erwehntem Königl. und Hoch-Fürstl. respective Ober-Amts- odder Hof-Gerichten die weitere Appellation an das gemeine Land-Gericht freystehe.

III. Wenn die Prälaten, Ritterschafft oder andere Besitzer der Adelichen Güther ihre Officianten, Bediente, Unterthanen und Einwohner, samt oder sonders, rechtlich zu belangen hätten, verbleibet ihnen denen Actoribus, so ihr eigen Ding und Recht haben, frey, zur ersten Instanz Ding und Recht zu legen, und vor selbigen erwehnte ihre Officianten, Bediente, Unterthanen und Einwohner zu besprechen, wovon iedoch die Appellation immediate an das gemeine Land-Gericht gehet; Bey dem andern Fall aber, und da Prälaten oder Adeliche Güter kein eigen Ding und Recht hätten, wird dergleichen Klage wider die Officianten, Bedienten, Unterthanen und Einwohner zwar bey der ersten Ding-pflichtigen Instanz angebracht, jedoch von darab auch immediate an das Land-Gericht appelliret.

IV. Dahingegen, wann dergleichen Officianten Bediente, Unterthanen und Einwohner ihre Herren zu belangen nöthig hätten, ist die Sache immediate an das gemeine Land-Gericht zu bringen, daß also Prälaten, Ritterschafft und der Adelichen Güther Possessores der mittlern Instanz gar nicht unterworffen seyn.

V. Dafern wegen oberwehnter Dingpflichtigkeit über gemeinschafftlichen Unterthanen, ob und wie weit solche darunter gehören, eine Strittigkeit entstünde, soll dieselbe von einem Gemeinschafftlichen, pari numero von beyden Seiten, neben dem Land-Cantzlar besetztem Gericht, nachdem die hierzu deputirte Königl. und Hoch-Fürstl. Ministri vorher ad hunc actum ihrer Pflicht erlaßen, und zu obiger Affaire mit einem specialen Eyd beleget, erörtert, auch an statt der Herrschafft, deren Amtmann des Orts citiret, und der Procesß durch ihn, oder welcher ihm substituiret wird, ausgeführet werden.

VI. Wegen der Gemeinschafftlichen Landsassen, wann Sie in des einen oder andern Herrn privativen Diensten stehen, hat man ratione fori folgende Verabredung gut gefunden: nemlich wann ein solcher ratione officii besprochen würde, daß selbiges vor dem Herrn, in dessen Dienst er ist, einseitig geschehen, und von demselben und in dessen Nahmen über ihn geurtheilet werden, auch selbigem unbenommen seyn solle, in denen unter seinem privativen territorio und einseitiger Jurisdiction gelegenen Mobil- und Immobil-Gütern, (wie er dessen ohne dem befugt) frey und ungehindert die Execution zu thun, und die abgesprochene Urthel vollenstrecken zu lassen; Daferne aber über dasjenige, was in dergleichen Fällen, vom Richter erkannt, eine Execution in die der Gemeinschafftlichen Regierung unterlegene Güter begehret würde, soll zwar von dem andern Mitregierenden Herrn, wann nemlich solche Urtheile die Krafft Rechtens ergriffen, der Consens gebührlich gesuchet, jedoch solcher unter keinerley Prætext verwei-

1711 gert, oder sothane Execution gehindert werden, und wann solches geschähe, dem domino judicanti frey stehen die Execution nichts destoweniger in die gemeinschafftliche Güter, von was Art dieselbe auch seyn, einseitig zu bewerckstelligen. In allen übrigen Sachen aber bleiben die gemeinschafftliche Landsassen in denen Hertzogthümern, sie mögen possessioniret seyn oder nicht, ungeachtet sie in des einen oder andern einseitigen Diensten stehen, der gemeinschafftlichen Jurisdiction und davon dependirenden Befehlen unterworffen.

VII. Als das jus Episcopale der Landes-Fürstl. Hoheit annex ist, so soll dasselbe auch über alle Prælaten und von Adel derer Kirchen, Prediger, Kirchen- und Schul-Bediente, Officianten und Unterthanen vorberührter Adelichen Güter, sie gehören der Herrschafft selbst vorjetzt, oder künfftig, oder wenn sie sonsten wollen, wann gleich Ihr. Königl. Majestät oder Ihr. Hochfürstl. Durchl. als Com-Patroni bey einer dergleichen Kirchen concurriren, dem Königl. und Hochfürstl. Hauß in Gemeinschafft competiren, inmassen Sie zu dem Ende durch Ihre General-Superintendenten oder Pröbste die Visitationes, Prediger-Examinationes und Ordinationes, samt andern ihnen beykommenden actibus juris Episcopalis, bey besagten Kirchen, dero Predigern, Kirchen- und Schul-Bedienten, auch Clöster oder Adelichen Güter Unterthanen, und zwar jeder Herr in seinem Regierungs-Jahr, exerciren wollen.

VIII. Desgleichen wollen sie alle von daher kommende Geistliche item matrimonial, und alle dahin gehörige Sachen, so der Prælaten und deren von Adel Person, deren Kirchen, Prediger, Kirchen und Schul-Bediente, auch Officianten, Bediente, Unterthanen und Einwohner betreffen, durch das gemeine beym Land-Gericht zuhaltende Ober-Consistorium, ohne Observirung der Nieder-Instanzien, judiciren und decidiren lassen.

IX. Und ob schon verschiedene Prælaten und Adelicher Güter Unterthanen und Einwohner in causis Ecclesiasticis & matrimonialibus bißhero vor die Unter-Consistoria in etlichen Königlichen und Fürstl. Aemtern mögen gezogen worden seyn; So ist doch, allerhand Confusiones zu verhüten, deshalber ein anders verabredet, und sollen hinführo der Prælaten, Ritterschafft und Adelichen Güter Priester, Kirchen- und Schul-Bediente, wie auch deren Officianten, Diener, Unterthanen und Einwohner, mit dergleichen Unter-Consistoriis nichts mehr zu thun haben, sondern immediate von der Gemeinschafftlichen Regierung und dem gemeinen Consistorio dependiren, und derselben justitiable seyn.

X. Ferner ist zu Verhütung aller Confusion und Irrung, wegen der in des einen oder andern Herrn Amts-Kirchen eingepfarrter einseitiger Königl. oder Hochfürstl. Unterthanen beliebet, daß dieselbe in Matrimonial-Dispensationen und andern zur Episcopal-Jurisdiction gehörigen Sachen, vor eines jeden Herrn, unter dem sie gesessen, privativen Consistorio stehen sollen; Was aber die Onera Ecclesiæ betrifft, solche haben dergleichen eingepfarrete, ohne die geringste

ringste Verweigerung, allemahl pro rata mit zu præstiren, oder es soll 1711
denen Kirch-Geschwornen die gewöhnliche Kirchen-Pfändung gegen die Säumige, ohne Ansehung unter welches Herrn Jurisdiction sie sonsten gehören, zu verrichten erlaubet seyn. Doch sollen unter dem Prætext solchen Kirchganges von dem Episcopo Ecclesiæ, vielweniger seinen Superintendenten, Probsten, Beamten oder Priestern des Orts des andern Herrn oder übrigen eingepfarreten Unterthanen keine andere Onera, als welche zu der Kirchen und Schulen Reparation, oder zu der Prediger, Kirchen und Schulbedienten Besoldung, wie auch zu den Glocken und andern unentbehrlichen Kirchen-Behuff, erforderlich, pro lubitu auferleget, sondern, wo ein mehrers, oder was neues anzuordnen, dasselbe von beederseits Herrschafften, und andern eingepfarrten Obrigkeiten, auf hinc inde geschehene Communication, beliebet oder verabredet werden.

XI. Ingleichen hat man, üm mehrer Richtigkeit und Ordnung willen, sich vereinbahret, daß des Hochfürstl. Hauses Holstein-Gottorp Jus patronatus bey der Kirchen zu Langenhorn Ihr. Königl. Majestät und Dero Successoren an der Regierung, nebst dem bey solcher Kirchen ohne dem habenden Jure Episcopali hinführo zugehören, daß derselbstige Priester auch die bishero nach Gottorp Jährlich in recognitionem bezahlte vier Marck acht Schillinge hinkünfftig in das Königl. Amts-Register nach Flenßburg entrichten, dahingegen das Jus Patronatus, so Ihro Königl. Majest. bishero bey der Kirchen zu Rübel, unfern von Gottorp gehabt, dem Hochfürstl. Hause Gottorp, nebenst dem bereits daselbst gehabten Jure Episcopali hinferner competiren soll. Nicht minder ist verglichen, daß die Stadt-Kirche zu Lüttenburg, obschon verschiedene Adeliche Güter daselbst eingepfarret, hinführo unter der alleinigen Königl. Episcopal-Hoheit verbleiben, dahingegen die Kirche zu Grossen-Brode der gemeinschafftl. Geistl. Jurisdiction untergeben seyn soll.

XII. Die Contribution und andere communi consensu angelegte Onera von denen unter gemeinschafftlicher Regierung gehörigen Prælaten und Ritterschafft, auch denen von der Herrschafft selbst jetzo besitzenden oder künfftig an sich bringenden Adelichen Gütern, wie selbige in der Landes-Matricul enthalten, sollen, so lang es bey gegenwärtiger Verfassung verbleibet, bey eines ieden Herrn Casse zur Helffte, in denen gesetzten Terminen allemahl richtig eingebracht werden, oder ein jeder Herr die Ihm competirende Helffte auf den Verzögerungs-Fall, prævio monitorio, mittelst zulänglicher Execution von oberwehnten Possessoren, wer oder wes Standes die seyn, ohne Unterscheid, ungehindert einzutreiben Macht haben.

XIII. Was nun diesem Declarations-Recess zuwieder eines oder andern Theils, seit dem Traventhalischen Tractat her, tam in realibus, quam personalibus, bis hierzu etwa verordnet und verfüget seyn mögte, dasselbe wann es zur Execution gebracht, und die interessirende Partheyen dagegen keine Appelation oder Quærelen interponiret, sondern darbey acquiesciret, soll, als eine abgethane

 Sache,

1711 Sache, bey vollen Kräfften verbleiben, das übrige aber, was noch in motu oder contradictione ist, ob gleich ein Urthel oder Decret darinn ergangen wäre, wann es nur ad executionem noch nicht gebracht ist, soll als ungeschehen geachtet, und zu keines Theils Præjudiz gereichen, folglich dergleichen Sachen in statum integrum wieder gesetzt seyn, und nach Anweisung des anietzt errichteten Declarations-Recesses fürm Land-Gericht vom neuen verhandelt, und communi nomine nach Recht und Land-üblicher Gewohnheit abgethan werden.

XIV. Was die fahrende und reitende Posten anlanget, so sollen selbige durch oder neben eines oder andern Herrn Stadt und Land, mit ihren Wagen und Pferden, auch aufhabenden Passagierern und andern Sachen ungehindert passiren, und unter keinem Prætext verzögert oder aufgehalten werden, doch daß solche Posten keine Brieffe, Paquete oder Passagiers in des andern Herrn Stadt und Landen an- und aufnehmen, und von denen etwa aufhabenden Zoll-bahren Waaren den Zoll erlegen sollen.

XV. Die Streitigkeit wegen des zu heiligen Hafen vor einigen Jahren arrestirten Schiffes soll bey gemeinschafftlichen Land-Gericht vorgenommen, und, was Rechtens, darinnen erkannt werden.

XVI. Wegen dessen, was die Stadt Oldeslo an dem Mühlen-Damm daselbst zu repariren schuldig, wollen Ihro Königl. Majest. nach Einhalt des Glückstatischen Recesses de Anno 1667. Art. XVI. die Oldesloer durch ernstliche Mandata dazu anweisen, so bald es nur durch die Fürstl. Beamte bey der Königl. Regierung zu Glückstadt gesuchet und angezeiget wird, wie weit die Stadt Oldesloh zu Reparirung derer Dämme gehalten.

XVII. Die Strittigkeiten wegen der Jagd, Austauschung der Manck-Güther und andere Irrungen in denen Aemtern, wegen der Grentzen, und sonsten, welche zur Ocular-Inspection und Untersuchung gewissen Beamten und Räthen aufgetragen, sollen innerhalb sechs Monathen, nach Ratificirung dieses Vergleichs, von ihnen zu Ende gebracht, oder worüber Sie sich in Güte nicht vereinbahren können, durch Königl. und Fürst-Vetterl. Communication, nach Einhalt des Traventhalischen Friedens, gütlich hingeleget werden, und bleibet inzwischen damit alles in statu quo.

XVIII. Ob zwar Ihr. Königl. Majest. die einseitige Jurisdiction über die so genannte Lübeckische Dörffer, oder vielmehr ausser der Lübeckischen Landwehr im Holsteinischen Territorio belegene Güter, als Meußling, Niendorff, Recke, Stockelsdorff, Moria, Eckhorst, Dunckelsdorff, Trenthorst und Steenrahde &c. &c. bis dato exerciret; So lassen Sie jedoch zu Bezeugung dero zu dem Hoch-fürstl. Hauß Gottorp tragenden Freund-Vetterlichen Propension, von nun an geschehen, daß solche Dörffer und Güter mit einander, nach denen zwischen den Königl. und Fürstlichen regierenden Häusern vormahls gehaltenen Erbtheilungen, unter gemeinschafftl. Landes-Fürstl. Jurisdiction und Regierung künfftighin sollen unveränderlich seyn und bleiben. Sie wollen auch dem Hoch-Fürstl. Hauß Gottorp

torp

torp in demselben also zustehenden Condominio auf keinerley Weise hinderlich seyn; Und wann bemeldte Güther zu einer billigen, leidlichen, nach proportion ihrer bonität eingerichteten Pflugzahl angesetzet, so sollen Sie auch gleiche Freyheit mit denen andern im Hertzogthum Holstein sich befindenden Adelichen Gütern, was das Unter- und Criminal-Gericht, an Hals und Hand, item das gemeinschafftliche Land-Gericht betrifft, geniessen; dahingegen aber auch die Contributiones und Landes-Onera, gleich denen andern Adelichen Güthern, pro rata ihrer Pflugzahl abtragen, und die Halbscheid davon zu jedes Herrn Cassa erlegen. 1711

XIX. Was das Ammt Tremsbüttel anlangt, behalten Ihr. Königl. Majest. Ihren daran machenden Anspruch Sich bevor, das Hoch-Fürstl. Hauß Gottorp aber bleibet jedoch nichts destoweniger so lang in dessen geruhiget Possession, biß etwa die Sache, nach Anleitung des Traventhalischen Tractats, abgethan worden.

XX. Was die annoch offen stehende Liquidation der hinc inde, so wohl ratione der gehobenen und prætendirenden Contributionen von denen Adelichen von beyderseits Herrschafft besitzenden, als auch andern streitigen Adelichen Güthern, item ex obligationibus und sonsten habenden Forderungen betrifft, so ist beliebet und beschlossen, daß selbige auch durch die dazu verordnete Commissarien, innerhalb 3. Monathen, nach Ratification dieses Vergleichs, zum Ende gebracht, und, worüber Sie sich etwa nicht vereinbahren können, durch Königl. und Hoch-Fürstl. Freund-Vetterl. Communication gütlich componiret und beygeleget werden sollen.

XXI. Im übrigen wird es in allen bey dem Einhalt des Traventhalischen Tractats, und demnechst Anno 1701. den 12. Julii allhier in Hamburg errichteten Recesses allerdings gelaßen. Hamburg den 5. Januarii 1711.

(L. S.) Joachim von Ahlefeld. (L.S.) Georg Heinrich Freyherr von Schlitz, genannt von Görtz.
(L. S.) Christoph Gensch von Breitenau.
(L. S.) Hanß Statius Hagedorn. (L. S.) Gerhard Gr. v. Dernath.
(L. S.) Christian Wilh. v. Eyben.

CCXLIV.

Conventio inter Reginam Magnæ Britanniæ, & Rempublicam Hamburgensem super Commercio Halecium. Hambugi die 31. Jan. 1711.

ANNA DEI gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. &c. omnibus & singulis, ad quos præsentes literæ pervenerint, Salutem! Quandoquidem Conventio quædam de Commercio Halecium rite instituendo inter nos & Rempublicam Hamburgensem per Ablegatum nostrum extraordinarium & nobilissimorum Consulum atque Senatus ejusdem urbis ac Reipublicæ Deputatos Hamburgi die 31. mens. Jan. An. Dom. 1711. conclusa & signata fuerit, forma & verbis, quæ sequuntur:

Soit

1711 Soit notoire à tous & à ceux, qu'il appartient, qu'entre la Serenissime & tres-Puissante Princesse & Dame Anne, Reine de la Grande-Bretagne &c. &c. par son Envoyé extraordinaire, Monsieur Jean Wich, de l'un, & de la Republique de Hambourg, par les Deputés du tres-honorable Senat, les Sieurs, Jean Anderson, Syndic, Jules Henry Schaffshausen, & Pierre Burmester, tous deux Senateurs de ladite Ville, de l'autre côté, en vertu de leurs pouvoirs & Commissions il a été fait & arreté ce jourd'huy pour l'Etablissement d'un Commerce libre & bien reglé du Harang, qui se pêche par les Sujets de Sa Majesté Britannique sur les côtes de ses Royaumes, la Convention qui suit.

I. La Ville de Hambourg accorde la permission, que le Harang, qui se peche sur les côtes de la Grande-Bretagne, soit apporté librement à la dite Ville, en payant les memes Droits d'Entrée qui se payent ordinairement pour le Harang Flamand ou Hollandois.

II. Ce Harang, de son arrivé sera tout mis dans le Magazin, qu'on trouvera les plus convenable, pour y être gardé moyennant, que les proprietaires en payant un loyer raisonnable pour Tonneaux, selon, qu'ils pourront convenir avec le Maître du Magazin.

III. Ce Harang avant qu'il se pourra debiter, sera rempacqueté publiquement dans la Cour du Magazin, à la veüe de tous ceux qui y voudront être presens & celuy de moindre bonté, sera separé du meilleur, & chaque Espece marquée non seulement sur le Fond ou Couvercle, mais aussi sur le milieu de Tonneaux, d'une certaine figure de demy cercle ou cercle entier, selon qu'il luy pourra convenir, outre cela, il sera encore brulé sur le fond & aussi sur le milieu de Tonneaux une marque (qu'il sera un B. couronné) à fin de faire connoître, que ce Harang est de la Grande-Bretagne, & qu'il a passé de la Ville de Hambourg les Epreuves & les Taxes qu'il faut.

IV. Pour cette fin le Senat choisira & constituera tout exprés deux Wraquers ou Taxateurs & deux Empacqueteurs, qui ne seront pas du nombre de ceux de la Societé des Schonenfahrer, ny en auront aucune dependance, lesquels le Senat fera prêter les Sermens qu'il faut, solemnellement devant luy, & reiterer leur serment tous les ans vers la Fête de St. Jean.

V. Si les Proprietaires avec leur Harang, ou leur Commissionaires viennent en personne, ils auront la liberté de le vendre indifferrement aux Bourgeois ou Habitans de la Ville, à qui ils voudront; Mais si dans le tems de huit jours il ne se pourroit debiter à ceux cy, il leur sera permis de le vendre à quiconque il leur plaira, ou l'envoyer hors de la Ville, ou ils voudront.

VI. Quand les Proprietaires voudront envoyer leur Harangs à des Commissionaires, pour les debiter, ils seront tenus de choisir leur Commissionaire, ou d'entre la louable Societé Anglicane, residante dans la Ville, ou d'entre les Bourgois, qui allors le pourront vendre à quiconque qu'ils voudront, ou l'envoyer hors de la Ville, ou bon leur semblera.

VII. Outre ce qui est convenu cy-dessus, les Sujets de Sa Majesté Britan-

Britannique jouiront dans ce Commerce de Harang tousjours des mê- 1711
mes Privileges ou avantages, qui sont deja accordés ou le seront à l'avenir, aux Sujets de leurs Hautes Puissances, Messieurs les Etats Genereaux des Provinces Unies.

En temoin de quoy nous les susmentionnés, Ministre de la Grande-Bretagne & Deputés de l'honorable Senat de Hambourg, avons signé ces presentes de nos mains, & y apposé le cachet de nos armes. Fait à Hambourg, ce trente unieme de Janvier de l'an mil sept cens onze.

(L.S.) Johannes Anderson, Syndicus.
(L.S.) J. Wich. (L.S.) Jul. Henr. Schaffshausen, Rathmann.
(L.S.) Petrus Burmeister, Rathmann.

NOs, visa & perpensa dicta Conventione eandem una cum omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus, ratam, gratam, firmamque habuimus, sicut per præsentes pro nobis, Hæredibus & Successoribus nostris eandem approbamus, ratam, gratam firmamque habemus, spondentes & in verbo regio promittentes, Nos omnia & singula, quæ in ea continentur, sincere & bona fide præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in Nobis erit, ut a quopiam violentur, aut iis ullo modo contraveniatur.

In quorum omnium majorem fidem & robur, præsentibus manu nostra Regia signatis, magnum nostrum Magnæ Britanniæ Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro divi Jacobi, die vigesimo sexto mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo undecimo, Regnique nostri decimo.

(L. S.) ANNA R.

Ratificatio Civitatis Hamburgensis

NOs Consules & Senatores Civitatis Hamburgensis, notum, testatumque facimus omnibus ac singulis præsentes hasce legentibus imposterumve lecturis: Postquam Serenissimæ ac Potentissimæ Principi & Dominæ Dominæ Annæ, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginæ &c. clementissime placuit, conventionem quandam de Commercio Halecium rite instituendo nobiscum & cum civitate nostra inire, quæ per excellentissimum generosissimumque Dominum Ablegatum suum extraordinarium, nostrosque ad id specialiter Deputatos hic Hamburgi die trigesimo primo mensis Januarii, Anni millesimi septingentesimi undecimi conclusa & signata est, forma & tenore verbotenus sequenti.

Soit notoire &c. &c.

CUmque hæc omnia ita nostro præscitu, jussu & mandato instituta & conventa sint; idcirco hanc conventionem cum omnibus & singulis ejusdem articulis clausulisque omni meliori modo, virtute præsentium approbamus, ratihabemus, & confirmamus, sincera fide spondentes

1711 *dentes & promittentes, nos omnia & singula, quæ tota hac conventione continentur, firmiter & inviolabiliter servaturos, nullaque ratione eidem vel contraventuros, vel ut per alios ex parte nostra contraveniatur passuros. In cujus rei testimonium ac fidem præsentem hancce ratihabitionem magno Reipublicæ nostræ Sigillo corroborari jussimus.*

Dabantur Hamburgi die 29. Mensis Maji Anni post natum Salvatorem 1711.

(L. S.) Consules & Senatores Civitatis Hamburgensis.

CCXLV.

Instrumentum Pacis Hungariæ & Transylvaniæ A. 1711.

NOs Eleonora Magdalena Theresia Dei gratia Romanorum Imperatrix vidua, & coronata Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Regina, utpote Serenis. & Potentis. Princ. ac Domini Car. III. Dei gratia Hispaniarum, Indiarumque, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque &c. Regis, filii nostri dilectissimi, nunc unici mater, & regnorum ejusdem pro tempore Rectrix. Notum facimus universis & singulis, signanter autem fidelibus nostris reverendis, honorabilibus, spectabilibus ac magnificis, magnificis item egregiis & nobilibus, nec non prudentibus & circumspectis supremis & Vice - Comitibus, ac totis demum universitatibus Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium præfati regni Hungariæ, & partium eidem annexarum quorumvis comitatuum, non secus liberarum ac regiarum civitatum, privilegiatorum item Oppidorum, Villarum, Possessionumque Magistris Civium Judicibus, Senatoribus, & juratis civibus, ac inferioris etiam cujuscunque conditionis hominibus, in prænotato regno Hungariæ, partibusque eidem annexis degentibus & commorantibus, præsentes lecturis, aut legi audituris vel earum quocunque modo notitiam habituris. Quod posteaquam his recenter transactis temporibus, Sacratissimus quondam Princeps & Dominus, Josephus Romanorum Imperator, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque &c. Rex &c. Filius noster gloriosæ reminiscentiæ desideratissimus pro ingenita sua clementia, & benignitate qua erga afflictum hoc regnum Hungariæ tot calamitatibus & vicissitudinibus exagitatum, plusquam paterno affectu ferebatur, concitatorum intestinorum motuum compositioni, restituendæque regno optatæ quieti & tranquillitati semper & unice intentus, fideli nostro nobis sincere dilecto Spectabili & magnifico Comiti Joanni Palfy ab Erdöd, præfatorum regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Banno, campi Mareschallo, nec non prælibatæ Sacræ quondam Cæsareæ ac regiæ Majestatis Camme-

Camerario, & Consiliario intimo, unius Regiminis cataphractorum 1711
Colonello, confiniorum Cassoviensium Generali, & in præfato regno Hungariæ Plenipotentiario, Commendanti, nec non Carolo Locher de Lindenhaim, Cæsareo regii consilii Aulæ bellici consiliario & intimo Referendario, vigore clementissimæ Plenipotentiæ suæ Cæsareo-Regiæ, pro reducenda, stabiliendaque ut præmissum est, dicti regni Hungariæ & Transylvaniæ quiete & tranquillitate, cum Illustri Francisco alterius quondam Francisci Principis Ragoczy filio, ejusdemque hactenus Asseclis universis & quibusvis Hungariæ, & Transylvan. regnicolis conveniendi, & omnimodam transigendi dedisset, clementerque impertitus fuisset potestatis facultatem, speciali eatenus emanato, iisdemque in Originali remonstrato, & ingenuis Paribus communicato benigno mandato firmatam; Vigore cujus memoratus Comes Joannes Palfy, præhabitis ad invicem diversis mutuisque colloquiis & tractatibus, tandem ad certa conventionis puncta ab utrinque condescendissent, eademque etiam, prout uberius ex sub insertis subscriptionibus patebit, subscripsissent; Et licet medio tempore dum hæc agerentur, alte titulatum Sacratissimum olim Principem Dominum Josephum Romanorum Imperatorem, & Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, &c. &c. Regem, Filium nostrum piæ recordationis desideratissimum, de hac mortali vita, ad beatæ & sempiternæ immortalitatis securam quietem transire contigisset; Quia tamen divina providentia, Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum tertium Hispaniarum & Indiarum Regem, prælibati Domini quondam Josephi Imperatoris & Regis germanum fratrem, & Augustissimæ olim Romanorum Imperatoriæ, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ &c. Regiæ Majestatis Domini Leopoldi Consortis nostri, beatæ reminiscentiæ desideratissimi, filium nostrum dilectissimum superstitem, hæreditarium videlicet & immediatum Sacræ regni Hungariæ Coronæ, regnorumque eidem subjectorum successorem clementissime reservavit. Cujus moderna in absentia, usque dum Deo propitio propria sua in persona adesse, & actuale dicti regni Hungariæ, Partiumque sibi annexarum regimen capessere valeat, nos modo fati filii nostri mater, ac etiam coronata Regina Hungariæ, interea, suprafatis ejusdem regnis cum consilio Hungarico regendis, manus admovimus, & ut primum fieri potuit, inter supremos etiam maternæ compassionis mœrores, piissimarum & salutarium in reducenda quiete, & tranquillitate regni Hungariæ Cæsareo regiarum prælibati quondam filii nostri Josephi intentionum non ignaræ, easdem pro benigna etiam nostra in regnum hoc Hungariæ propensione, omni modo secundare cupientes, prædeclaratas benignas Cæsareo-regias memorato Comiti Joanni Palfy præmissum in finem clementissime elargitas Plenipotentiales, non solum per omnia benigne approbavimus & ratificavimus, verum suscepti tractatus negotium optato fine terminandum clementer & expresse demandavimus. Hinc præfatus Comes Joannes Palfy pertractata prævia jam divino favente numine initæ, & sub dato Szatthmarini die vigesima nona recenter elapsi mensis Aprilis,

1711 Aprilis, anni modo currentis infra ſcripti concluſæ conventionis puncta, nobis pro benigna ratificatione etiam noſtra humillime ſubmiſit. Quæ nos clementer perpendentes, & altiori mente ſuſpicientes, quantum ex hujusmodi conventione, per hancque reſtabilienda pace & tranquillitate, huic regno Hungariæ & Tranſylvaniæ, ac vicinis etiam provinciis acceſſurum ſit commodum & emolumentum, eadem præſentibus benignis literis noſtris patentibus comprehendenda, & in ipſa ſubſtantia exprimenda, ac in forma benignæ ratificationis, & confirmationis, ſub nomine noſtro emananda eſſe duximus, usque dum per ſumme fatum Sereniſſimum Principem Dominum Carolum III. Hiſpaniarum, Indiarum, & Hungariæ &c. Regem, filium noſtrum dilectisſimum Deo propitio propediem venturum, de plenitudine regiæ ſuæ authoritatis, denuo, iterumque benigne ratihabeantur, & confirmentur, ſuper inde univerſos & ſingulos, quos ſupra firmiter aſſecurantes, ac id ipſum nos omnino effectuaturas, in verbo noſtro reginali & fide publica ſpondentes & appromittentes. Ac proinde

Primo. Memorato Illuſtri Franciſco Ragoczy vigore præmiſſæ Cæſareæ, Regiæque Plenipotentiæ per nos quoque ut præattactum eſt, benigne ratificatæ, & confirmatæ, gratia vitæ, & univerſorum bonorum, mobilium, & immobilium, exceptis iis, quæ ad præſidia pertinent, in regno Hungariæ, partibus eidem annexis, ac alibi etiam ubicunque exiſtentium, cum ſecura permanſione in regno, una cum ſuis domeſticis ſervis, ſeu familiaribus impertitur. Ad cujus determinationem, ſi idem hanc gratiam complecti, ſed juramenti fidelitatis præſtationem differre velit, terminus trium ſeptimanarum, ab emanatione præfatæ conventionis computandarum, conceditur; ita tamen, ut in caſu differendi, ſecundum ſubnexam formulam juramenti, interim fortalitia ſub poteſtate, præ manibusque ſuis exiſtentia, in ſtatu, quomodo ſunt, præſidiis regiis illuc inducendis, bona fide tradantur, aut ſtrictis mandatis tradenda, ipſis Commendantibus imponatur, & una etiam omnis militia præſidiaria Ragocziana exauctoretur, & dimittatur. Dum e contra benigne promittimus præſidia in proventibus, & bonis Ragoczianis, qua Domino terreſtri, jam ante hos motus propriis, nullum factura præjudicium vel damnum, noſtrisque ſeu regiis alenda ſtipendiis; Hæc vero omnia, intra præſpecificatum temporis terminum explenda & exequenda. Si porro iſtis probe peractis, memorato Illuſtri Franciſco Ragoczi, permanſio libera in regno diſpliceret, relinquitur ipſius arbitrio, eandem etiam ſub præſtito ſuperius attacto Homagio, in Polonia habere, ubi citra læſionem homagialis obligationis, erga nos & filium, Sereniſſimum Dominum Carolum, Regem Hungariæ, ſeſe continebit; Filiique ejusdem, ſupra memoratis Conditionibus, rite, ac fideliter executioni mandatis, per Nos omnino extradabuntur, & reſtituentur.

Secundo. Univerſis tam ſuperioris, quam inferioris ordinis, & conditionis, ſeu eccleſiaſticis, ſeu politicis, aut etiam militaribus, Ragoczianis Aſſeclis, Hungaris, pariter & Tranſylvanis, omnium trium nationum, qui modo in regno, penes Illuſtrem Franciſcum Rago-

cz i

czi actu sunt, etiam, si qui eorum de se reversales quaspiam cuipiam 1711
antecedenter dedissent, similiter intra sæpius memoratum terminum, vitæ, & universorum bonorum gratiam amnistialem pariter clementer impertimur; & in signum uberioris clementiæ, & benignitatis iisdem quoque, qui ante modernam etiam conventionem, ad debitam sacro regio diademati fidelitatem, sola vitæ duntaxat gratia ipsis appromissa, quandocunque rediissent, fidelitatisque homagium deposuissent, quamvis per conventionis puncta exclusi fuissent, parem nihilominus bonorum gratiam, tenore præsentium benigne concedimus. Accorda nihilominus, si quæ inter ejusmodi reduces, aut quempiam eorundem, cum fisco regio intercessisset, in suo statu permanente. Bonorum vero talium quoque restitutio hic intelligenda venit, quæ forsan uno vel altero titulo, ac jure cuipiam collata, sive divendita, vel inscripta, & jam per alios possessa actu sunt, ita videlicet, ut illa quoque, sine tamen fructibus medio tempore perceptis, penes benigna mandata nostra ad Officiales fiscales, vel Camerales, generaliter in singulos comitatus sed & liberas regiasque civitates immediate exaranda, simpliciter, & absque ulteriori mora ac dilatione, occupari queant; meliorationibus tamen, si quas moderni possessores sive in reparationem ædificiorum, sive Oeconomiæ promotionem impendissent, legaliter edocendis, prævie pro æquitate refusis. Nec metus ullus alicui superesse debet de quapiam Commissione aut alia quavis methodo inquisitione, respectu bonorum per modernam amnistialem gratiam restituendorum, in futurum instituenda; Amnistialis siquidem gratia omnes similes modos, & pacificæ possessionis impedimenta tollit, & excludit, dum, reginali fide, sinceram bonorum appromittimus restitutionem. Similiter benigne annuimus, ne quis possessorum, ubi rusticis solvendæ contributioni par non erit, amissione bonorum mulctetur. Depositio etiam armorum, non eo sensu intelligi debet, quasi non liceat alicui arma gestare, verum omnem hostilitatem cessare debere, licebit igitur Magnatibus & Nobilibus, eorumque Servitoribus, juxta antiquum, receptumque morem nobilitatis, in suis prærogativis, cum gestatione armorum (nullo tamen modo ad offendendum parato) libere uti, ac incedere. Si porro aliquis non obstante hac amnistiali gratia publicæ seu privatæ regiæ, vel legalis etiam vindictæ, successu temporis desumendæ, timorem obtenderet, regiæ benignitati, & fidei publicæ, non levis per hoc injuria inferretur; Cujus paterna Charitas, & Justitia abolitio integre omni anteriori reatu, hanc amplius resumendam non patitur. Militibus demum inferioris ordinis, eandem amnistialem gratiam similiter benigne elargimur, neque ulli eorum vis inferetur, ut servitia Cæsareo-Regia militaria sepositis jam ad quietem eorum armis, & animis, accipere cogatur, solummodo ut præstito fidelitatis juramento, ad suas ædes discedant, ibique Oeconomiam colant, & quiete sese contineant. Militibus vero exterarum nationum, utpote, Germanis, Gallis, Suecis, Italis, aliisque, liber conceditur passus ad suos redeundi; exceptis illis, qui ex regiminibus Cæsareo-Regiis profugissent, quibus tamen pœna, quam propter desertionem

1711 nem regiminum meruissent, remittitur. Cæteroquin tales ad suas Legiones redire, vel restitui debent. Si autem unus vel alius exterorum, in servitio exiguæ considerationis, apud aliquem Magnatum foret, dummodo non sint militiæ Cæsareo-Regiæ adscripti, quin ibidem permanere queant, nil dubitandum; Si qui porro ignobilioris sortis, pro libertinis, quacunque ex ratione hactenus agniti sunt, imposterum etiam pro talibus habeantur, citra tamen præjudicium Dominorum terrestrium.

Tertio. In religionis negotio receptas regni constitutiones manutenebimus, nec non exercitium ejusdem, secundum easdem Leges & constitutiones, ac articulos regni, tam in Hungaria, quam in Transylvania, cum beneficiis eorsum de jure spectantibus, clementer concedimus; nemini præclusa via apud nos, & Regiam Majestatem, vel coram Diæta, ratione gravaminum sese insinuandi.

Quarto. Ut his motibus demortuorum Orphani quoque & viduæ (erga quas ex innata clementia, speciali reflexione ducimur) nec non alii legitimi successores, benignitate nostra gloriari queant, cum aliis etiam amnistialis gratia ex mero duntaxat Regiæ clementiæ sinu proficiscatur; universa quoque sub his motibus demortuorum, eorumque Viduarum, ac Orphanorum & Legitimorum successorum bona, sive alicui collata, distracta, vel divendita essent in conformitate puncti secundi, de restitutione bonorum uberius expressata, remittenda, & resignanda clementer annuimus; prout & universis Orphanis (qui sive pueri, sive puellæ, vel jam matrimonio locatæ, in partibus Ragoczianis actu sunt) nec non aliis quoque ibidem existentibus legitimis successoribus, parem amnistialem clementiam, & integrum jus, ac bonorum successionem clementer impertimur; hoc tamen per expressum declarato, ne moderna hæc regia munificentia, & gratia ullo unquam tempore, in aliquam consequentiam & exemplum trahatur.

Quinto. Qui porro regno exierunt, ac in conterminas, aut remotiores sese contulerunt provincias, ob prægnantia autem, & legitima impedimenta, vel manifesta vitæ pericula, ad præscriptum terminum redire non potuerunt; si absentiam suam ex prædictis rationibus caussatam legitime docuerint, ac superinde apud aulam nostram regiam, vel generalem Plenipotentiarium, quam primum fieri poterit sese insinuaverint, illis secundum cognitionem æquitatis, gratiam amnistialem, puncto secundo cæteris concessam, æque benigne elargiemur; quam ad eos quoque extendendam, ac iis etiam suffragaturam volumus, qui qualitercunque, & quacunque ex ratione, extra regnum occuparentur, dum & quando, intra terminum, distantiæ loci commensurandum, competenter sese insinuaverint. Illis autem, qui superiorum annorum motibus implicati fuerant, adhuc superstitibus, (salvo pacis Carlovicienfis Articulo decimo) gratiam vitæ clementer concedimus. Ratione eorum autem, qui in Moldaviam, & Valachiam se se recepissent, & adhuc de facto ibidem commorantur, ne ii in Hungariam magnis sumptibus & molestiis venire cogerentur, benigne commisi-

commisimus Generali in Transylvania Commendanti, Comiti a 1711 Steinville, ut eosdem, ubi sese sub competenti termino, coram eodem Generale insinuaverint, sicut in Hungaria, ita etiam ibidem, gratiam vitæ, & universorum bonorum ipso facto obtenturos, recipiat; Hac addita declaratione, quod intervenientibus ne forsan aliquibus impedimentis, quæ reditum eorundem in patriam morarentur, ipsis de sufficienti etiam redeundi remedio & securitate provideat. Quo magis autem hoc conventionis opus etiam in Transylvania, secundum benignam intentionem nostram, eo ordine & norma, quo in Hungaria, procedat, & componatur, hujusmodi conventionis actorum Originalia, dicto Generali Comiti a Steinville, pro directione jam transmissa, & communicata sunt. Dignitates Magnatum & Nobilium regni Hungariæ, prout & Transylvaniæ, quibus ante hos belli motus fruebantur, hic non comprehendantur, cum inter bona non sint censendæ; non tamen ob id præcluso ad Augustam aulam nostram supplicationis recursu, aut præscissa omni catenus spe. Cumque in conservatione Jurium, & manutentione Principatus Transylvaniæ libertatum, cujuscunque nationis incolarum, erga regiam clementiam nullatenus dubitandum sit; ejusdem secundum antiquas regni consuetudines, Leges constitutionesque approbatas, ordinationem, & restaurationem benigne appromittimus. Jazygum, Cumanorum, Haydonicalium item Oppidorum privilegia, secundum conformitatem Legum, in futura regni Diæta considerabuntur & tractabuntur, ac determinabuntur.

Sexto. Amnistialis hujus gratiæ, cujuscunque sortis bello captos nationales, participes clementer reddimus; deposito tamen prævio homagialis fidelitatis juramento.

Septimo. Damna a tempore inchoationis modernæ armorum suspensionis cuipiam illata, comperta rei veritate, ab utrinque bonificari debent.

Octavo. Ad tollendum scrupulum, aut quamvis diffidentiam, clementissime resoluta hæc vitæ ac bonorum amnistialis gratia generalis, præsenti solenni instrumento inserta, ad omnes comitatus regni, sicque ad universos Magnates, nobiles, cives, libertinos, milites, rusticos, & cujusvis demum conditionis, ac ordinis Hungaros, pariter & Transylvanos trium nationum, secundum conditiones superius præscriptas, extenso pro certiori omnium consolatione benigne per nos confirmatur.

Nono. Regni Hungariæ, Transylvaniæ juribus, libertatibus, & immunitatibus inviolate, & sancte conservatis, nullatenus admittemus, ut contra hanc amnistialem gratiam, novis contentionibus, & litigiis ansa, vel causa præbeatur, aut cuilibet quempiam molestiis impetendi, lacessendique modus, aut ratio subministretur; præterquam servitores regiæ Majestatis, aliorumque Dominorum, & nobilium ante modernos ad dandas rationes obligati: qui hinc excepti, dandis omnino rationibus obstricti manebunt; imo vigore hujus clementissimæ amnistialis gratiæ generalis, ne quis invicem scommatibus,

1711 bus, jurgiis, & altercationibus proscindat, sub gravi animadversione & serio inhibemus. Unde Generalibus præfectis, locorumque Commendantibus, nec non supremis, & Vice - Comitibus, ac Magistratibus Civium, districtim demandamus, ut pro contraventium, per competentem eorum instantiam coercitione severa adhibeatur, administreturque justitia.

Decimo. Salva manebit facultas, in futura regni Diæta, cetera Gravamina non modo proponendi, sed &, quæ pro salute, & honore gentis, e re visa fuerint, liberis votis, cum debita reverentia, legaliter, clementiam regiam implorandi, ut sane nullus dubitare debeat, regiam Majestatem in conservationem legum prædicti regni Hungariæ, & Transylvaniæ, ac adhibendis ad regni officia indigenis, toti orbi Christiano testatum reddere velle, quod in paterno, erga Hungariæ regnum, & Transylvaniæ principatum affectu, ab eadem regia Majestate nihil magis desiderare valeat; prout & eadem summe desiderat, & benigne confidit, ne gens Hungara, & cujuscunque nationis Transylvanica, juribus suis innixa, ulli gentium, fide in Regem cedat. Postremo & pro Coronide. Universis & singulis, superius memoratis, cujuscunque status, superiorisque & inferioris ordinis personis, qui hactenus partibus Ragoczianis addicti fuerunt, amnistialem gratiam quoad vitam, & bona, sub præfatis nihilominus conditionibus, benigne concedimus, & confirmamus. Et si dictus Illustris Franciscus Ragoczi, ad præfixum terminum non compareat, proindeque præfatam forsan amnistialem gratiam complecti omnino recusaverit, aut juramentum Homagiale, secundum propositam formulam, per Procuratorem sufficienti plenipotentia instructum, deponere noluerit, eo non obstante, benigne confidimus, quod universi & singuli, antehac partibus Ragoczianis addicti, iisdemque renunciantes in debita Regiæ Majestatis fidelitate permanentes, securitati patriæ quovis modo prospicere & conatibus Ragoczianis, aliisque machinatoribus nullum ulterius locum dare, sed omnia ea rite observare velint, ad quæ homagialis eorum obligatio, ipsos secundum jura, & leges patriæ obligat & obstringit. Si vero mentionatus Illustris Franciscus Ragoczi, prægnantibus causis impeditus, dictum juramentum in præsentia præstare, & conditionibus ab eo exequendis, præsens esse nequiret; Eidem demum benigne indulgemus idem juramentum, per plenipotentiarium, in animam suam deferre, & gratiam amnistialem amplecti, datisque veris, & sinceris Mandatis, traditionem fortalitiorum ordinare & disponere. Insuper clementer annuimus, ut in casu, quo prænfatus Franciscus Ragoczi, circa postulatam Fortalitiorum Traditionem, & militiæ dimissionem, præstitis modo ac fine mora præstandis, juramenti fidelitatis depositionem, secundum præscriptam formulam, ad Terminum duarum vel forte trium septimanarum differre vellet, illud etiam ipsi concessum sit. Cui etiam tum ad redeundum, sub verbo regio, plenaria securitas patebit. Quæ prærecensita conventa puncta singulari, homagialis submissionis declaratione firmata, & tandem ab utrinque propriis singulorum Syngraphis, & Sigillis corro-

corroborata fuerunt. Quorum ſubſcriptiones ſequuntur in hunc modum. 1711

Sacratisſimæ Cæſareæ, Regiæque Majeſtatis Conſiliarius Intimus, Camerarius, Bannus Croatiæ, Campi Mareſchallus, unius Legionis Cataphractorum Colonellus confiniorum Caſſovienſium Generalis, & per regnum Hungariæ Plenipotentiarius, Commendans Generalis.

(L. S.) Comes Joannes Palfy. (L. S.) Carolus Locher de Lindenheim.

Ex parte Hungarorum.

Alexander Karoli. (L. S.)
Perengi Miklos. (L. S.)
Caſparus de Reva. (L. S.)
Emericus Szentpeteri. (L. S.)
Ladislaus Vaji. (L. S.)
Joannes Cſajagi. (L. S.)
Nyuzo Michaly. (L. S.)
Joannes Kruciai. (L. S.)
Halasz Peter. (L. S.)
Szathmari Miklos. (L. S.)
Kokai Marton. (L. S.)
Ilosvai Imre. (L. S.)
Piko Demeter. (L. S.)
Deak Ferencz. (L. S.)
Penskiti Sigmond. (L. S.)

Ex partibus Transdanubianis.

Daniel Ratki. (L. S.)
Joannes Beleznai. (L. S.)
Ocskai Sandor. (L. S.)
Alexander Ottlik. (L. S.)
Nicolaus Semſei. (L. S.)
Ilofvai Imre. (L. S.)
Damahidi Laszlo. (L. S.)
Cſeplesz Janos. (L. S.)

Ex parte Tranſylvanorum.

Barcſai Miclos. (L. S.)
C. Michael Teleki. (L. S.)
Arahamus Barcſai. (L. S.)
Stephanus Joſika. (L. S.)
Daniel Vas. (L. S.)
Adamus Rhedei. (L. S.)
Joſephus Daniel. (L. S.)
Georgius Pongracz. (L. S.)

Deputati hucusque Tranſylvanorum Ragoczi adhærentium Plenipotentiarii.

Stephanus Daniel, Deputatus eorum, qui in Tranſylvania, Moldavia, Tranſalpina commorarentur. (L. S.)

Ex parte Comitatus Mamamaruſienſis Plenipotentiarii.

Ladislaus Lzaika. (L. S.) & Daniel Ajtay. (L. S.)

Ex parte militiæ antehac Ragoczianæ Tranſylvanicæ.

L. B. Gabriel Haller. (L. S.)
Daniel Joſica. (L. S.)
Franciſcus Tardy. (L. S.)
Kun Iſtvan. (L. S.)

 C. Ste-

1711 C. Stephanus Gyulay. (L.S.) Andreas Racz. (L.S.)
Michael Karandi. (L.S.) Petrus Balogh. (L.S.)

Ex parte Interessatorum Regni Hungariæ oppidorum & liberarum regiarum Civitatum.

Stephanus Hunyadi, Judex regiæ, ac liberæ civitatis Nagybanensis. (L.S.)

Georgius Szaz, Judex Felsöbauensis. (L.S.)

Nomina autem ceterorum universorum & singulorum, qui in hoc concursu, actis, & conclusionibus hisce præsentes fuerunt homagiaque deposuerunt, extradata, per

Danielem Bulgovszky, ex parte Hungarorum, in præmissis Notar. (L.S.)

Georgium Pongracz, Transylvanorum, his actis Notarium. (L.S.)

Formula præstiti Juramenti.

EGo N. juro per Deum vivum, omnipotentem Cœli Terræque Creatorem. Postquam Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas, ex superabundanti clementia amnistialem vitæ & bonorum gratiam, vi plenipotentiæ, Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Joanni Comiti Palfy ab Erdöd, ejusdem Generali Campi Mareschallo, per regnum Hungariæ supremo armorum Præfecto, Croatiæ Banno, Cataphractorum Tribuno concessa, per jam dudum emanatas, & publicatas declarationes propter hosce præteritos motus, largita, & impertita sit; nec non Regni Hungariæ, & Transylvaniæ Jura, Leges & Libertates tam in politicis & provincialibus, quam & ecclesiasticis receptarum religionum negotiis, per se, suosque successores sancta conservanda promiserit, imo suam conformationalem quoque ratificationem obtulerit; me proinde in posterum & semper, usque ad ultimum vitæ spiritum, eidem Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestati, ejusdemque in regno legitimo successori, futurum fore fidum, ac fidelem, nec quicquam contra debitum homagialis vinculi obligamen, directe vel indirecte, alieno, vel proprio motu, & conatu, in contrarium commissurum, sed ea omnia rite ac probe acturum & præstiturum, re, & opere, quæ homagiali devotioni, obedientiæ, & servitia agenda, & præstanda incumbunt, & incumbent. Ita juro, per sacro sancta Evangelia. Uti me Deus Trinus, & unus adjuvet.

Nos itaque pientissimarum & salutarium prælibati quondam Filii nostri gloriosæ memoriæ Josephi Cæsareo Regiarum in reducenda regni Hungariæ, & Principatus Transylvaniæ quiete & tranquillitate intentionum, seriæque voluntatis, ac superinde elargitæ Plenipotentiæ, per Nos quoque, uti prætactum est, ex post ratihabitæ, & confirmatæ, condigna habita reflexione, ac universorum, & quorumlibet, sive

ſive occaſione modernæ conventionis, nunc & de facto ſive ad termi- 1711
num ibidem præfixum, vel ante hac etiam quandocunque ad fidelitatem legitimo Regi, cujusque ſacro Diademati debitam reverſorum, & præſtitis, ut ſupra declaratum eſt, præſtandis, rediturorum, humillima ſubmiſſione, ac per juramenti depoſitionem renovata homagiali obligatione benigne perpenſis, pro peculiari etiam noſtro, quo erga præfatum regnum Hungariæ & Principatum Tranſylvaniæ ducimur affectu, prædeclarata univerſa, & quælibet prænotatæ conventionis, & concluſionis puncta, iisdemque hisce comprehenſa ſingula membra, clauſulas & articulos prævio modo jam in forma ſolennis, & benignæ annuentiæ, conceſſionis, ratihabitionisque & confirmationis noſtræ emanatos, adeoque Generalem amnyſtialem gratiam pro univerſis & ſingulis præfati regni Hungariæ, partium, Principatusque Tranſylvaniæ cujusvis ſtatus, & ordinis regnicolis, ſuperioris item æque ac inferioris, conditionis militibus, nationibus, incolis, imo & ipſis ruſticis, percepto eatenus etiam conſilii Hungarici voto & opinione, non ſolum benigne acceptamus, approbamus, & ratificamus, verum etiam univerſos, & ſingulos, quos ſupra, in verbo noſtro reginali, & rectrica authoritate, ac bona fide, publica aſſecuramus, quod prænotatos omnes & ſingulos articulos, in omnibus eorum punctis & clauſulis, tam nos ipſæ, ſancte & inviolabiliter obſervabimus, quam etiam per alios quosvis, quorum intereſt, vel intererit, cujuscunque ſtatus & conditionis ſint, obſervari faciemus. Ac inſuper eodem in verbo noſtro & fide publica ſpondemus & appromittimus, præmiſſa omnia, ſumme fatum Sereniſſimum, ac Potentiſſimum Principem Dominum Carolum III. Regem Catholicum, & Apoſtolicum, Filium noſtrum Dilectiſſimum, ut primum fieri poterit, regia ſua authoritate, & poteſtatis plenitudine, denuo iterumque benigne ratihabiturum & confirmaturum, ac etiam ſancte & inviolabiliter obſervaturum & obſervari facturum. Harum noſtrarum manus noſtræ ſubſcriptione, & reginalis, rectricisque ſigilli literarum mediante. Datum in civitate Vienna Auſtriæ die vigeſima ſexta Menſis Maji, anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo undecimo.

ELEONORA MAGDALENA THERESIA.

(L. S.)

Comes Nicolaus Illeshazy. Ladislaus Hunyady.

CCXLVI.

Acta Inveſtituræ Senenſis a Carol. III. Rege Hiſpan. conceſſæ Coſmo III. Magno Duci Hetruriæ An. 1712.

(I.)

Mandatum Coſmi III. Ducis.

IN Dei nomine. Anno Domini noſtri Jeſu Chriſti ab ejus ſalutifera 1712
Incarnatione, milleſimo ſeptingenteſimo, undecimo, indictione

1712 quarta, die vero decima quarta Novembris, sedente Clemente undecimo summo Pontifice, & regnante Serenissimo Cosmo Tertio, Etruriæ Magno Duce sexto. Actum Florentiæ in populo Sanctæ Felicitatis, & in regali Pallatio ibi præsentibus, ac uti testibus habitis & rogatis.

Illustrissimo Domino Thoma de Bene, Patricio Florentino in sacra D. Joannis religione Hierosolymitana magno Priore, & præfati Serenissimi Magni Ducis cubiculi Præfecto &c.

Illustrissimo Domino Coroliano de Monte Magnis Patricio Florentino in sacra D. Stephani Papæ & Martyris religione Urbis veteris Priore, & a secretis status dicti Serenissimi Magni Ducis.

Cunctis ubique pateat evidenter, & notum sit, qualiter existentibus me deputato infra scripto, & testibus supra scriptis in præsentia, & conspectu Serenissimi Cosmi Tertii magni Ducis Etruriæ filii Serenissimi Magni Ducis Ferdinandi secundi æternæ memoriæ, ipse Serenissimus Cosmus tertius, ut Dominus Civitatis Senarum, & status ipsius, nec non Portus Ferrarii in Insula Ilvæ, stante obitu jam secuto Serenissimi Caroli secundi gloriosissimi Hispaniarum Regis, sponte & certa scientia, & omni utiliori & validiori modo &c. facit, constituitque ejus verum & legitimum Procuratorem, Factorem, negotiorumque infra scriptorum gestorem, ac certum nuntium specialem & generalem, ita tamen, quod specialitas generalitati non deroget, nec e contra &c. Illustrissimum & Charissimum Dominum Dominum Nicolaum Franciscum de Antinoris Senatorem Florentinum in sacra Divi Stephani Papæ & Martyris religione Auditorem & Præsidentem præfati Serenissimi Magni Ducis, status & Belli Regium Consiliarium &c. absentem, & tanquam præsentem specialiter ad ipsius Serenissimi Magni Ducis constituentis, tanquam Domini & possessoris Ducatus Civitatis Senarum aliusque status & Portus Ferrarii in Insula Ilva nomine comparendum & se præsentandum coram Catholica Majestate Potentissimi Regis Hispaniarum Caroli tertii, vel coram quacunque alia persona, & personis, Ministro, & Ministris, & ubi opus fuerit, & coram quocunque deputato vel deputando ad infra-scripta peragendum facultatem habentibus, & instantes, & qua decet reverentia, petendum, & supplicandum, ut dignetur, de statu atque Ducatu Senarum, quemadmodum & de Portu Ferrarii juribus & pertinentiis ad ipsum Serenissimum Dominum constituentem spectantibus, investituram renovare, atque confirmare, ipsumque Serenissimum magnum Ducem Cosmum investire. Ac etiam pariter ad hujusmodi investituram de prædicto statu, ac Ducatu Senarum, & Portus Ferrarii, juribusque omnibus annexis, & pertinentiis, quibuscunque, gratiis, favoribus, prærogativisve dicto Serenissimo constituenti ejusque Serenissimis antecessoribus spectantibus & iis modis, & formis, quibus hujusmodi actus de jure fieri vel alias quomodolibet consueverunt, acceptandum, & suscipiendum, & coram ipsa Catholica Majestate dicti Regis Caroli, seu quovis alio mandatario, seu alio potestatem habente, vel coram quibuscunque aliis officialibus, Magistratibus, vel tribunalibus,

nalibus, seu aliis quibuscunque personis deputatis vel deputandis ju- 1712
randum, & in ejusdem Sereniss. Magni Ducis Cosmi constituentis animam pro dicto Statu & Ducatu Senarum PortusqueFerrarii, juribus & pertinentiis, tantum & non ultra, debitum homagii, & fidelitatis juramentum præstandum, cum omnibus & singulis, verbis & clausulis necessariis, & opportunis, & consvetis, & aliis, ad quæ ipse Serenissimus MagnusDux Cosmus ratione prædicti Status & Ducatus Senarum & Portus Ferrarii tenetur, & in hunc qui sequitur modum videlicet:

Ego Nicolaus Franciscus de Antinoris Florentinus Senator &c. Mandatarius & Procurator specialis Serenissimi Cosmi Tertii Magni Ducis Etruriæ (vel quatenus sit Procurator Substitutus, qui juramentum præstare debeat) Ego N. N. Procurator & Mandatarius substitutus à Nicolao Francisco de Antinoris Senatore Florentino &c. principali Procuratore Serenissimi Magni Ducis Etruriæ Cosmi tertii, promitto & juro ex nunc Dictum Serenissimum MagnumDucem, & ejus descendentes masculos, & de legitimo matrimonio natos, vel nascituros ex se, futuros esse pro Civitate ditione & Statu Senarum, & Portus Ferrarii, fideles Vasallos, & feudatarios immediatos, & ligios potentissimi, ac invictissimi Domini Caroli Tertii Catholici Hispaniarum Regis, ejusque Successorum, Hispaniarum Regum in perpetuum, puram & meram fidelitatem, & homagium præstituros, prout nunc dicto nomine præsto, & me Ligium & homagium dicto nomine constituo, quodque eorum res, jura, honores, & salutem usque ad ultimum vitæ Spiritum omni cura & sollicitudine, & quoad viribus suis inniti poterunt, fideliter custodient, & servabunt, & ablata, vel injuste amissa recuperabunt, & recuperata tuebuntur, omneque periculum ab eis avertent, si poterunt, aut saltem, si non poterunt, ne id fiat summopere curabunt, & ne earum personæ damnum in corpore, vel aliqua ejus parte detrimentum patiantur, neque aliqua contumelia, vel læsione aficiantur, pro suis viribus impedient, & si hostium, & inimicorum conatibus resistere non poterunt, saltem illico Dominis suis revelabunt, quod ab aliis tentari in eorum bonorum famæ & vitæ præjudicium cognoverint, aut præsenserint, ipsique contra eorum salutem, bona & honorem nunquam conspirabunt, aut machinabuntur, per se, vel alios, neque ad id peragendum alios adjudicabunt. Secreta commissa fideliter retinebunt, & minime propalabunt sine licentia Domini, neque aliquid facient, aut prætermittent scienter, per quod præfata secreta panduntur, & requisiti sive bellum movere, sive se defendere Dominus voluerit, omnes sicut poterunt, & debebunt auxilium præstabunt, & consulti bonum dabunt consilium, prout eis magis expedire videbitur, & demum omnia & singula alia facient, & observabunt in omnibus & per omnia, ad quæ ipsi ratione præfatorum feudorum juxta utramque formam antiquæ & novæ fidelitatis tenentur, salvis semper omnibus exceptionibus, declarationibus, & protestationibus, de quibus in instrumento, dispositionibus, & investituris hucusque semper prædictis factis & celebratis fit mentio,

1712 quæ pro repetitis & replicatis hic præcise habere volo. Et ita me dicto nomine Deus adjuvet, & sancta Dei Evangelia &c. & pariter ad obligandum ratione dicti Status & Ducatus, Portus Ferrarii, & eorum bonorum, jurium & pertinentiarum tantummodo, ipsum constituentem, ejus in prædicto Statu & Ducatu, & Portus Ferrarii Successores, præfatæque Catholicæ Majestati, & quibuscunque suis successoribus omni meliori, ac validiori modo, & cum facultate substituendi, unum vel plures procuratores cum eadem facultate, & auctoritate, ipsosque toties, quoties ad libitum revocando, firma tamen in eo semper principali mandato remanente.

Et generaliter in prædictis, & quolibet prædictorum faciendum, gerendum & exercendum omnia & singula alia necessaria, consveta, & opportuna, quomodolibet, & natura feudi, & secundum stylum, consvetudinem regiarum curiarum Regni Hispaniarum, & adsensum Ministrorum earundem, ut facere possit ipse Serenissimus Magnus Dux Cosmus tanquam Dominus & Dux Senarum Portusque Ferrarii, si personaliter interesset, etiam si talia forent, quæ mandatum exigerent magis speciale, vel generale quam præsentibus sit expressum, vel etiam individuum & specialissimum, dans, concedens, atque committens dicto Domino Procuratori, & substituendis ab eo plenum, liberum, speciale ac generale mandatum, cum plena libera, generali, ac speciali administratione, omnia & singula faciendi & peragendi super prædictis, & quolibet prædictorum, & inde pendentibus, & connexis ab eisdem, nec non promittens & conveniens Dominus Serenissimus M - - - Dux mihi deputato infrascripto præsenti, & stipulanti pro omnibus & singulis habentibus, seu habituris, quomodolibet interesse, ac etiam jurans ad Sacrosanctæ Dei Evangelia, tacta cruce & in verbo Principis, se perpetuo firmum, ratum, & gratum habiturum omne, & totum, & quidquid per D. Procuratorem, & substituendos ab eo in prædictis, & circa prædicta factum, gestum, procuratumque fuerit, & contra nullo modo facere, vel venire directe, nec indirecte in quocunque tempore, per se vel per alium, aliqua ratione, jure vel causa, de jure vel de facto in judicio, vel extra, sub hypotheca & obligatione sui, suorumque hæredum & successorum, & bonorum omnium præsentium & futurorum, super quibus omnibus & singulis præfatus Serenissimus Magnus Dux mandavit mihi, quatenus de prædictis unum vel plura conficerem instrumentum, vel instrumenta, prout confeci & in hanc publicam formam redegi &c.

Ego Michael Hieronimus de Catanis nob. J. C. Florent. L. T. Fiscalis ac præfati Serenissimi M. Ducis Etruriæ, ejusque Regalis Domus Scriba specialis mandatum super scriptum recepi, & in publicam formam redegi, de mandato ut supra, & in fidem subscripsi manu propria.

Nos Proconsul, & consules almi Collegii Judicum, & Notariorum Civitatis Florentiæ fidem facimus, & publice attestamur contrascriptum Excellentissimum Dominum Michaelem Hieronimum

Cata-

Catani L. T. fiscalem fuisse, & esse talem, qualem se facit legalem & 1712
fide dignum, ejusque scripturis, & subscriptionibus seque adhibitam fuisse, & ad præsens adhiberi, plenam & indubitatam fidem in Judicio, & extra ab omnibus indifferenter.

In quorum testimonium has nostras fieri jussimus nostri soliti sigilli impressione munitas. Datum Florentiæ hac die tertia Decembris 1711. &c.

(L. S.) Antonius Tiburz, Cancellarius.

(II.)
Mandatum Regis Caroli III.

CArolus III. tertius Dei Gratia Rex Castellæ, Aragonum, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Navarræ, Granatæ, Joleti, Valentiæ, & Galleciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Corduæ, Corsicæ, Murtiæ, Giennis, Algarvii, Algeviræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, nec non Indiarum Orientalium, & occidentalium Insularum, ac terræ firmæ Maris Oceani, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lucemburgi, Wirtenbergii, Superioris & inferioris Silesiæ, Athenarum & Neopatriæ, Princeps Sveviæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgovii, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgii, Rossilionis, & Ceritaniæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Oristanni, & Comes Goceanni, Dominus Marchæ Sclavoniæ, Portus Naonis, Biscajiæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis, & Mechleniæ &c.

Recognoscimus & notum facimus tenore præsentium universis quod cum Serenissimus, ae Catholicus quondam Rex Philippus secundus colendissimæ memoriæ noster prædecessor, Civitatem Senensem, quam Cæsarea Majestas Divi quondam Imperatoris Caroli quinti Augustæ recordationis sui Genitoris nostri, quoque prædecessores longa obsidione magnis sumptibus, vario, ancipitique armorum conflictu è Gallica potestate in suam redegerat, ex illis omnibus miseriis, calamitatibus, ac extremis angustiis, in quas revera memorati belli occasione fuerat illapsa, erigere desideraret, nullamque aliam, ob id assequendum meliorem, seu magis opportunam viam invenire potuisset, quam si eam cum ejus castro ac universo Dominio in feudum honorificum & Ligium illustre quondam Cosino Medicis secundo Florentiæ Duci donaret, qui præterquam, quod in ejus urbis & Dominii expugnatione magnos labores sustinuerat, ob eximias ejus virtutes agrisque vicinitatem & fertilitatem, justitia eam regere, annona alere, ab hostibus defendere, ac omnibus modis juvare cum summa Senensium utilitate, procul dubio poterat, ipsam tandem Civitatem & Dominium Senarum illustri præfato Duci in feudum honorificum, & ligium pro se ejusque filiis & descendentibus legitimis masculis, servato quoque primogenituræ Ordine, concessit cum reservatione tamen locorum Portus Herculis, Orbitelli, Telamonis, Montis

1712 Montis Argentarii, & Portus Sancti Stephani & Territoriorum, & jurisdictionum ad dicta loca pertinentium, atque auctoritatis, & omnimodæ potestatis feudalisque obsequii omnibus ac singulis Hispaniarum Regibus Catholicis a magnis Etruriæ ducibus perpetuo præstandi. Quam investituram postea Serenissimi nostri regii Prædecessores omnibus & singulis posterioribus Magnis Etruriæ Ducibus successive sub recensitis conditionibus renovarunt, confirmarunt, ac etiam de novo elargiti fuerunt.

Nos, qui postquam in sublimi Catholici Regalis Solii fastigio benigna Dei optimi maximi providentia collati sumus, nihil prius antiquiusve duximus quam illustrium retro Regum, Prædecessorum nostrorum instituta ac vestigia sectari, ad eorundem exemplum supra dictam infeudationem Civitatis & Dominii Senarum modo relato factam perquam illustri - - - Florentiæ Duci pro se, ipsiusque filiis & descendentibus masculis legitimis servato Ordine primogenituræ innovare, ac etiam de novo elargiri decrevimus, itaque confisi plurimum de fide & dexteritate Magnifici fidelis nobis dilecti Don Francisci Colminero Comitis de Valderis Generalis militum Tribuni consiliarii nostri nostræque arcis Mediolanensis Castellani eidem hanc provinciam demandare duximus, ac tenore præsentium demandamus, dantes ei plenam facultatem auctoritatemque & potestatem, & nostro nomine, ut pro nobis possit & valeat cum prædicto perquam Illustri - - - Florentiæ Duce conventiones super hac re pacta, & capitula quoque inire, tractare, concludere, & firmare, nec non quasque cautiones, securitates, & promissiones ad hanc rem necessarias cujuscunque qualitatis & existentiæ sint, prout ipsi bene visum fuerit, promittere, exigere, acceptare, & nostro nomine assecurare, etiamsi mandatum exigeretur magis speciale, quam præsentibus est expressum, omniaque & singula facere, tractare, firmare, disponere, & ordinare, quæ circa prædicta necessaria fuerint, & quomodolibet opportuna, & quæ nos ipsi facere, disponere, & ordinare possemus, si coram præsentes essemus & illa si opus fuerit, nostro nomine juramento firmare. Eadem propterea potestatem, & auctoritatem eidem Domino Francisco Colmenero Comiti de Valderis damus, & concedimus, ut post conclusa parte, & supradicta capitula ligii & homagii ac fidelitatis juramentum nostro nomine ab ipso perquam illustri

Duce Florentiæ vel ab ejus Procuratore seu mandatario ad id specialiter constituto pro civitate & Dominio Senensi recipere possit, & valeat in hunc qui sequitur modum:

Ego - - - Florentiæ Dux promitto & juro ex nunc pro me & meis descendentibus masculis, & de legitimo natis matrimonio esse & fore fidelem Vasallum, & feudatarium immediatum & ligium Serenissimi, ac Catholici Hispaniarum Regis Caroli III. ejusque Successorum Hispaniarum Regum in perpetuam & puram & veram fidelitatem & homagium præstiturum, prout nunc præsto, & me ligium

gium & homagium constituo, quodque eorum res, jura, honores, 1712
& salutem, usque ad ultimum vitæ spiritum omni cura & sollicitudine, & quoad viribus potero, fideliter custodiam & servabo, & recuperata tuebor, omneque periculum ab eis avertam, si potero, aut saltem si non potero, ne id fiat summopere, neve aliqua alia contumelia, injuriave, aut læsione afficiantur pro meis viribus impediam. Et si vel inimicorum conatibus resistere non potero, saltem illico dominis meis revelabo, quod ab aliis tentari, & tractari, in eorum bonorum, famæ & vitæ, præjudicium cognovero, aut præsensero, ipseque contra eorum salutem, bona & honorem, nunquam conspirabo, aut machinabor per me, vel alios, neque alios ad id peragendum adjuvabo. Secreta commissa fideliter retinebo, & nemini propalabo sine licentia Domini, neque aliquid faciam, aut prætermittam scienter, per quod aut prædicta secreta pandantur, & requisitus sive bellum movere, vel se defendere Dominus voluerit, omne sicut potero, & debebo auxilium præstabo, & consultus bonum dabo consilium, prout mihi magis expedire videbitur, & demum omnia & singula faciam, & observabo in omnibus, & per omnia, atque ipse ratione prædicti feudi juxta utramque formam antiquæ & novæ fidelitatis tenor, Ita me DEus adjuvet, & hæc sancta Dei Evangelia &c.

Habita quæ præ vobis reali & vera possessione contentorum, in tractatu super his firmando, & aliis omnibus, quæ præcedere debent adimpletis, & quæ subsequi debent cautelis necessariis assecuratis, & non alias aliter, nec alio modo possit, & valeat præfatum perquam Illustrem - - - Florentiæ Ducem seu ejus Procuratorem, aut Mandatarium in possessionem Civitatis Senensis ejusque Castri, & Dominii inducere, ponere, atque integrare eo modo, quo dictum est. Promittentes sub nostra fide, & verbis regiis nos ratum & gratum habituros, & domini dolo & fraude remotis observaturos. Quidquid per eundem Dominum Franciscum Colmenero Mandatarium nostrum, actum, gestum, ordinatum, conventum, concordatum, promissum & conclusum fuerit circa præmissa vel quodlibet præmissorum, & nullo unquam tempore revocaturos sub bonorum nostrorum omnium præsentium & futurorum obligatione. Harum testimonio literarum manu nostra subscriptarum, & sigilli nostri appensione munitarum. Datum Mediolani die decima quinta mensis Octobris, anno millesimo septuagesimo undecimo.

Yo el Rey.

(L.S.) Ad Mandatum Regis & Catholicæ Majestatis proprium.
D. Joh. Antonius Romet & Anderaz.

(III.)
Instrumentum de Investitura facta.

In Nomine Domini Amen.

NOtum sit universis, quod à Nativitate Domini millesimo septingentesimo duodecimo, Indictione quinta, die Jovis quarta

1712 ta mensis Februarii Mediolani, in Pallatio Regii Castri Portæ Jovis coram Excellentissimo Domino Don Francisco Colmenero Comite de Valderis, secretioris consilii Cæsareæ & Catholicæ Majestatis Consiliario, ejusque exercituum Generali Mareschallo, nec non ejusdem Regiæ arcis Præfecto, & coram me Michaele Gallego Suæ Catholicæ Majestatis à secretis, nec non & in præsentia infra scriptorum Testium ad hunc effectum specialiter vocatorum, & rogatorum personaliter constitutus Illustrissimus & Clarissimus Dominus Don Nicolaus Franciscus Antinoris Nobilis Patritius, & Senator Florentinus in sacro militari ordine St. Stephani Papæ & Martyris Prior, & Præses, nec non præfati Serenissimi Domini Cosmi hujus nominis tertii sexti Magni Ducis Etruriæ, ad infra scripta specialiter deputatus, prout constitit, & constat ex instrumento authentico per Michaelem Hieronymum de Catanis JCtum Florentinum locum tenentem Fiscalis, & præfati Serenissimi magni ducis scribam confecto, & celebrato Florentiæ sub die decima quarta Novembris anni millesimi septingentesimi undecimi, quod penes me remanet in forma authentica, & probante dixit, & affirmavit, quod nomine dicti Serenissimi Magni Ducis Cosmi, homagii, juxta quod alias, & de more præstitum fuit pro statu & Dominio Senarum, & Portus Ferrarii invictissimo & Potentissimo Hispaniarum Regi Don Carolo tertio, Domino nostro & ejus Successoribus Regibus Hispaniarum, in omnibus & per omnia juxta tenorem & formam capitulationis factæ inter Don Joannem de Tiguerra Procuratorem & Mandatarium olim Regis Domini nostri Don Philippi secundi gloriosissimæ recordationis, & inter Florentiæ in manibus dictæ Catholicæ Sacræ Majestatis, vel cujuslibet alterius ejus Procuratoris ad hunc effectum specialiter deputati, & constituti. Et cum sit, quod per me Regium Secretarium supradictum lectum fuerit, & expressum alte & intelligibili voce, prædictum instrumentum mandati, dictus Dominus Nicolaus Franciscus Antinoris, ejus vigore flexis genibus, & nudo capite tanquam Procurator, & Mandatarius, ut supra nomine præfati Serenissimi Magni Ducis præstitit juramentum fidelitatis, & homagii pro dicto statu, & Dominio Senarum, & Portus Ferrarii in manibus præfati Excellentissimi Domini Comitis de Valderis Mandatarii, & Procuratoris præfatæ Catholicæ Majestatis coram me ad hunc effectum specialiter deputati & constituti, vigore mandati per suam regiam Catholicam Majestatem expediti in personam præfati Excellentissimi Domini Comitis de Valderis, juxta quod de more semper alias fuerat expeditum, & vigore regiarum literarum, juxta etiam tenorem & formam supradicti instrumenti publici de mandato præfati Serenissimi Magni Ducis referent ore proprio, & exprimens de verbo ad verbum manibus positis super manus Domini Comitis de Valderis, & super sancta Dei Evangelia, quod sequitur in hunc modum videlicet.

Ego Nicolaus Franciscus de Antinoris Senator Florentinus in Sacro militari Ordine St. Stephani Papæ & Martyris Prior, & Præses, nec

nec non Serenissimi Magni Ducis Etruriæ, Status, ac Belli Consilia- 1713
rius Mandatarius & Procurator Specialis Serenissimi Cosmi Tertii Magni Ducis Etruriæ promitto & juro ex nunc dictum Serenissimum magnum ducem, & ejus descendentes masculos ex legitimo matrimonio natos, & nasciturosesse, & futuros esse pro Civitate, ditione, & Statu Senarum & Portus Ferrarii fideles Vasallos & feudatarios immediatos, & ligios potentiss. & invictissimi Dn. Caroli tertii Catholici Hispaniarum Regis ejusque Successorum Hispaniarum Regum in perpetuum, & puram, & meram fidelitatem & homagium præstituros, prout nunc dicto nomine præsto, & me ligium & homagium dicto nomine constituo, quodque eorum res, Jura, honores, & salutem, usque ad ultimum vitæ Spiritum omni cura & sollicitudine, & quoad viribus suis inire poterunt, fideliter custodiant, & servabunt, & ablata, vel injuste amissa recuperabunt, & recuperata tuebuntur, omneque periculum ab eis avertent, si poterunt, aut saltem si non poterunt, ne id fiat summopere curabunt, & ne eorum personæ damnum in corpore vel aliqua ejus parte detrimentum patiantur, neque alia contumelia, injuria, vel læsione afficiantur pro suis viribus impedient, & si hostium & inimicorum conatibus resistere non poterunt, saltem illico Dominis suis revelabunt, quod ab aliis tentari in eorum bonorum, famæ & vitæ præjudicium cognoverint, aut præsenserint, ipsique contra eorum salutem, & honorem nunquam conspirabunt, aut machinabuntur, per se vel alios, neque ad id peragendum alios adjuvabunt. Secreta commissa fideliter servabunt, & minime propalabunt sine licentia Domini, neque aliquid facient, aut prætermittent scienter, per quod præfata Decreta pandantur, & requisiti, sive bellum movere, sive se defendere Dominus voluerit, omne sicut poterunt, & debebunt auxilium præstabunt, & consulti bonum dabunt consilium, prout iis magis expedire videbitur, & demum omnia & singula alia facient, & observabunt, in omnibus & per omnia, ad quæ ipsi ratione præfati feudorum juxta utramque formam antiquæ & novæ fidelitatis tenentur, salvis semper omnibus exceptionibus, declarationibus, & protestationibus, de quibus in instrumento, dispositionibus, & investituris hucusque super prædictis factis & celebratis fit mentio, quæ pro repetitis & replicatis hic præcise habere volo, & ita me dicto nomine Deus adjuvet, & hæc sancta Dei Evangelia.

Quibus peractis præfatus Excellentissimus Dominus Comes de Valderis Mandatarius & Procurator supradictus illico investivit præfatum Illustrissimum & Clarissimum Dominum Nicolaum Franciscum Antinori Procuratorem supra dicto nomine præsentem, & recipientem pro suo Pricipali de prædicto Statu & Dominio Senarum, & Portus Ferrarii, & eorum jurium, & pertinentiarum respective per impositionem Bireti, baculi traditionem, & annuli immissionem in signum veræ & realis investituræ.

Testes interfuerunt Illustrissimus D. Præses Ignatius Antonius Alvarez Marchio de Villa flores, Regens in supremo rerum Italicarum consilio, Præses Magistratus redditTuum extraordinariorum Medio-

1712 diolani è consilio secretiori hujus Mediolanensis Status, & Superintendens Generalis Justitiæ militaris hujus regii Castri. Illustrissimus Dominus, Dominus Joseph de Praciel Mediolani Senator. Illustrissimus Dominus, Dominus Petrus Marchio Goldonus Vidonus Mediolani Senator, Illustrissimus Dominus Domes Don Carolus Pertusatus Quæstor Magistratus redditum ordinariorum, nec non specialiter delegatus ad tractandum super hac materia. Excellentissimus Dominus Don Gabriel Estensis Marchio de Droni Eques Commendatarius Sacri Ordinis Calatravæ, Magnus Hispaniarum, & Excubiarum Præfectus Exercituum Suæ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis. Illustrissimus Dominus Don Frà Carolus Stampe Eques Sacri Ordinis Hierosolimitani Divi Joannis & Excubiarum Præfectus exercituum Suæ Majestatis Cæsareæ & Catholicæ. Illustrissimus Dominus Don Matheus Ivaper de Segobia Marchio de Corpo, & Eques Commendatarius Sacri Ordinis Calatravæ, & Præfati Domini Procuratoris propria manu subscripserunt.

El Conde Valderis

Il Presidente Antenori, Mandatario del Serenissimo Duca di Toscana Cosimo Terzo, &c.

In quorum fidem & testimonium Ego Don Michael Gallego Suæ Catholicæ Majestatis à Secretis hoc instrumentum confeci in hac præsenti forma ut de his constet omni tempore, & meo nomine, & manu subscripsi, & regio sigillo munivi. Datum in regio Castro Portæ Jovis die quarta mensis Februarii anno millesimo septingesimo duodecimo.

(L. S.) Michael Gallego.

CCXLVII.

Friedens-Tractat zwischen dem Czaar und der Ottomannischen Pforte A. 1712.

Au nom de la sainte Trinité.

D'autant qu'aprés le Traité d'une Paix perpetuelle conclue prés de la Riviere du Prut en Moldavie, entre Sa Majesté le Czar de la Grande Russie d'une part, & le Grand Seigneur d'autre part, il est survenu quelques disputes & differens, on est convenu de part & d'autre de requerir & prier les Nobles Seigneurs Monf. Robert Sutton Chevalier, & Monf. Jacob Colyer, Comte de l'Empire Romain, Ambassadeurs en Hongrie de la part de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne & de Leurs Hautes Puissances les Etats Genereaux des Provinces Unies & Residens à la Porte Ottomanne, d'employer leur Mediation, au nom de leurs Hauts Souverains, pour terminer & ajuster lesdits differens, Leurs Excellences y ayant consenti, le susdit Traité a eté confirmé, aprouvé & expliqué sous leur Mediation dans plu-

plusieurs Conferences tenues à cet éfet entre Nous Ministres & Plenipotentiaires de Sa Majest. Czar. Pierre Schaffirof Vice-Chancelier d'Etat, Conseiller privé, & Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Blanche, & de la Generosité, & le Comte Michel Czeremetof General Major d'une part, & Son Excellence Jusuf Bacha Grand Vizir de Sa Hautesse d'autre part & pour la perfection necessaire des Articles du dit Traité, a été conclû & arreté ce qui suit. 1712

Art. I.

Que trente jours après la Signature des Presentes, Sa Majest. Czar. retirera toutes ses Troupes qu'Elle a dans la Pologne de ce Côté ci; Mais comm'il faut des ordres exprés de Sa Majest. Czar pour celles qui sont à l'autre extremité du dit Royaume on accordera pour celles là le terme de trois Mois, pendant les quels elles devront se retirer, après le quel temps aucunes Troupes Moscovites ne pourront rester dans le dit Royaume, sous quelque Pretexte que ce soit, & Sa Majesté Czar: ne se pourra meler en aucune maniere du Gouvernement de la Nation Polonoise, encore moins y faire rentrer ses Troupes à l'avenir; Mais si le Roy de Suede ou ses Troupes venoient à troubler ce Royaume dans la veüe de porter en méme tems la Guerre dans les Etats de Sa Majest. Czar, de sorte que ses desseins ennemis soient publics & notoires, alors il sera permis aux Armées Moscovites de les attaquer sans que la Haute Porte le prenne pour une rupture de la Paix; Bien entendû, que si le Roi de Suede ou ses Troupes se retiroient après quelque Bataille, entre les Armées Suedoises & Moscovites, Sa Majesté Czar. sera obligée de retirer aussi ses Troupes du dit Royaume, & de n'y laisser aucune Milice Moscovite.

II. Que lorsque la Haute Porte jugera à propos que le Roi de Suede retourne dans ses Etats, cela se fera par tel Chemin, que le Grand Seigneur trouvera bon, sans stipuler pour cela ni tems ni route. Et en cas, que la Haute Porte prenne la Resolution de faire passer Sa Majesté Sued. avec ses Troupes & celles de la Porte, par la Moscovie, jusques dans ses Etats il ne sera fait aucun tort, ni publiquement, ni secretement, aux Sujets ni aux Provinces Moscovites, ce qui ra aussi observé par Sa Maj. Czar. & par ses Sujets à l'egard du Roy de Suede, de ses Troupes & de celles, que la Haute Porte lui donnera, pour l'escorter, jusqu'à ce que Sa Majest. Sued. soit arrivée saine & sauve dans ses Etats d'ou les Troupes Ottomannes revenant, elles ne pourront étre aucunement inquietées, ou molestées par les Sujets de Sa Majest. Czar. qui les laisseront retourner paisiblement.

III. Veuque Sa Majesté Czarienne est en possession de la Ville de Kiow, & de ses dependences, Territoire, & Forts en deça du Boristhene, comm' aussi du Pais des Cosaques nommé l'Ukraine située au delà du même Fleuve avec ses anciennes limites, ces Pais resteront en la Possession de Sa Majesté Czar. Mais du autre côté sa dite Majesté Czarienne se retirera de tous les Chateaux, Forts, & Terres apartenantes aux Cosaques hors du Territoire de Kiow en deça du Boristhene & de la même maniere qu'ils les possedent avec leurs anciennes li-

1712 mites: Comme auſſi de l'Iſle de Saccia, jointe à ce côté ci du dit Fleuve, de ſorte qu'à l'avenir Sa Majeſt. Czar. n'inquiete & ne moleſte lesdits Coſaques ni ſecretement ni publiquement, encore moins les Habitans de la Crimée & autre Sujets de la Haute Porte. Et en cas que contre la Teneur du Traité de Paix & d'Amitié il leur ſoit fait quelque tort Sa Majeſt. Czar. en punira rigoureuſement les Agreſſeurs, & mettra bon ordre, pour que cela n'arriue plus. La Haute Porte promet de ſon Côté, que, ni les Tartares, ni les Coſaques, qui ſont ſous ſa Dependance n'entreprendront rien contre cette Paix, au prejudice des Moſcovites, ou des Coſaques dependans de Sa Majeſté Czarienne, & que faiſant le contraire, ils ſeront punis par la Haute Porte.

IV. Comme la Ville d'Aſſoph eſt ſituée à l'extremité de l'Empire Ottomann & que la Fortereſſe de Circaski eſt ſur les Confins de la Moſcovie comme Place frontiere, de ſorte que ſi l'on batiſſoit quelques nouveaux Forts entre les deux, cela ne manqueroit pas de cauſer quelque méſcontentement & quelque jalouſie, on eſt convenu, pour l'eviter, qu'il ne ſera point bati de nouveaux Forts entre ces Places frontieres ni d'une part ni de l'autre. Et outre cela que dans l'eſpace de quatre Mois, à compter du jour de la ſignature de la preſente Convention, tout Fort ou quelque place que ce ſoit, ayant l'air de Fortereſſe, ſituée entre les deux ſuſdites Places frontieres ſur le Territoire de la dernière pour la Conſervation du Magazin de Tagharrok, ſera detruite juſqu'aux Fondemens; Mais le Grand Seigneur pourra, s'il le juge à propos, faire rebatir la Fortereſſe, qui eſt delà de Tanais, vis à vis d'Aſoph, batie par Sa Majeſté Czarienne pendant qu'Elle étoit Maitreſſe d'Aſſoph & demolie environ le tems de la reſtitution de cette place à l'Empire Ottoman; On pourra auſſi retablir ſa communication avec la dite Ville d'Aſoph.

V. Comme par les Articles de la Paix conclue, en Moldavie, on eſt convenu, que la Ville d'Aſoph ſeroit rendüe dans le même Etat où elle etoit lors qu'elle fut priſe ſur l'Empire Ottoman par Sa Majeſté Czar. & que lorsque ſa dite Majeſté Czar. s'en empara, il y avoit 60. Pieçes de Canon de Bronze, qui ne s'y ſont pas trouvées, auprès de la reſtitution, d'autant qu'on n'a laiſſé en leur place que des Pieçes de Fer, Sa Majeſté Czar. ſera obligée de faire reparoitre les ſuſdites Pieçes de Bronze par une exacte recherche, & étant retrouvées les reſtituer. Et s'il y en manquoit quelques unes, d'en payer l'equivalent à la Haute Porte, ce qui étant executé, on rendra à Sa Majeſté Czarienne les Pieçes de Fer qui ont été laiſſéer à la place de celle de Bronze.

VI. D'autant qu'en conſequence du Traité de Paix conclû ſur les Frontieres de Moldavie, la Fortereſſe de Kamenon, & le Chateau nouvellement bati à l'Embouchure de la Samar ont été demolis, ſous condition que de part ou d'autre il ne ſera bati dans ces mêmes endroits aucun autre Fort, ledit article ſubſiſtera dans ſon entier & ſera

sera observé, & il ne sera rebati aucun Fort ni d'une part ni de l'autre 1712
dans les deux endroits susdits.

VII. En conformité de cet Instrument de Paix on est convenû & a accordé que cette Paix continuera pendant 25. Ans de suite à compter du jour de la Signature des Presentes, de sorte qu'elle sera observée de part & d'autre avec toute sorte de zele & de droiture; Et en cas qu'on jugeat à propos de part & d'autre de prolonger le dit terme avant qu'il fût expiré, il sera permis de le faire. Si après la Ratification de cette Paix & la nomination d'un Ambassadeur pour faire l'echange de la capitulation, on trouve à propos de part & d'autre, de regler quelqu'autre point avantageux pour la conservation d'une bonne amitié, & harmonie entre les deux Etats, ce qui sera resolû, sera joint à la presente Convention, & ratifié par la Haute Porte; autrement les sept articles, ci dessus, seront tenus pour aceptés & approuvés par nous Plenipotentiaires de Sa Majesté Czarienne en vertû de nos Plein Pouvoirs & sous la Mediation & en presence de susdits Ambassadeurs Mediateurs. En foi de la verité de ce que dessus nous avons signé de notre main, & scellé de nôtre Sceau cet Instrument dressé en Langue Russienne, & nous l'avons echangé conjointement avec une Traduction Italienne contre l'Instrument Turc, signé & scellé par le Grand Vizir Jusuf Bacha à Constantinople le 5. April 1712. V. St. etoit signé.

(L. S.) Pierre Schaffirof.

(L. S.) Michael Czeremetof.

CCXLVIII.

Rendsburgischer Erläuterungs-Recess zwischen Dännemarck und Holstein-Gottorp, A. 1712.

Zu wissen: Daß, da bey Execution des zwischen Ihr. Königl. Majestät zu Dännemarck-Norwegen, und des Herrn Bischoffen zu Lübeck, auch Hertzogen und Administratoris zu Schleßwig-Holstein, Hochfürstl. Durchl. in obhabender Vormundschafft Herrn Hertzog Carl Friedrichs Hochfürstl. Durchl. am 5ten Januarii anni præteriti zu Hamburg errichteten, und nachmahls resp. unterm 13. und 16. ejusdem, zu Koppenhagen und Kiel aller- und gnädigst ratificirten Vergleichs, unter denen beeden resp. Königlichen und Fürstl. Regierungs-Cantzleyen zu Glückstadt und Gottorp, sich einige Dubia hervor thun wollen, welche doch sonsten in dem angeregten Vergleich ihr fundamentum decisionis schon würcklich haben, indessen aber gleichwohl Ihr. Königl. Majestät und Ihrer Hochfürstl. Durchl. beständiger aller- und gnädigster Wille ist, daß solches alles nach dem wahren Verstand des berührten Hamburgischen Vergleichs expliciret und entschieden werde; Diesemnach Dero Königliche und Fürstl. zu gegenwärtiger Landtags-Versammlung bevollmächtigte Räthe,

1712 ihren erhaltenen Ordren zu aller- und unterthänigsten Folge, sich auch solcherwegen zusammen gethan, und auf Königl. und Fürstliche aller- und gnädigste Ratification mit einander darüber, und was annoch in einem und andern bey der Landtags-Commission weiter vorgekommen, vereinbahret haben, wie folget:

I. Bleibet es allerdings, wegen derer unter gemeinschafftlicher Königlicher und Fürstlicher Jurisdiction hinführo stehender Kirchen, bey dem, was desfalls im Art. VII. mehr berührten Hamburgischen Vergleichs schon vorhin verabredet ist, und da das hierbey angeführte Fundamentum, gleich als man bey diesem allen nur lediglich dahin zu sehen hätte, wem der Grund und Boden zugehöre, worauf die Kirche stehet, beederseits agnosciret, so soll bey diesem Fundamento es auch ein vor allemahl bleiben, wann gleich sonsten bey dieser oder jenen Kirchen Ihr. Königl. Majest. und Ihro Hochfürstl. Durchl. nicht nur etwa Con-Patroni, sondern auch so gar Patroni wären; Folglichen lassen Ihro Hochfürstl. Durchl. auch zwar die gemeinschafftl. Jurisdiction über die Kirchen zu Seester, Utersen, Münsterdorff, dergleichen zu Jetzeho so lang fahren, bis ihrer Seits näher beygebracht, daß solche Kirchen, wie Königlicher Seits das contrarium davon asseriret, und mit gewissen Documenten zum Theil bescheiniget worden, nicht auf Königl. privativen, sondern auf gemeinschafftlichen Grund stehen; Ihro Königl. Majestät aber agnosciren dahingegen wiederum auch die gemeinschafftl. Jurisdiction über die sonst bis dato einiger Maßen streitig gemachte Kirchen zu Aßpe, Breitenberg, Collmer, Großen-Brode, Haselau, Haseldorp, Heiligenstetten, Crummendieck, Kliplef, Neukirchen, Niendorp, Nübel, Pronstorp, Quaes, Wandßeck, Warder, ꝛc. ꝛc. Wie dann auch Ihr. Hochfürstliche Durchl. nach obigen Fundament der gemeinschafftl. Jurisdiction übergeben die Closter-Kirche zu Schleßwig, die Kirche zu Kaleby, die Kirche zu Satrup, wie ingleichen die zum Guth Arlewatt gehörige Kirche zu Alterup ꝛc. ꝛc. und welche sich sonsten etwa über kurtz oder lang auf einer oder der andern Seite mehr finden möchten, die auf gemeinschafftlichen Grund oder Boden liegen, ob sie schon hieselbst nicht exprimiret sind, und wollen sowohl Ihro Königl. Majestät als auch Ihro Hochfürstl. Durchl. sofort an Dero General-Superintendenten und Pröbste die nachdrückliche Befehle ergehen lassen, sich hiernach in allen zu richten, und darinnen keine Hinderung weiter zu machen.

II. Hat zwar ebenfalls in dem obangeregten Art. VII. bereits seine Decision, daß die Examinationes und Ordinationes der Prediger, samt andern Actibus juris Episcopalis, einem jeden Herrn in seinem Regierungs-Jahr durch seine General-Superintend. die Examinatio, Ordinatio und Introductio zukomme, wann dieser Actus allererst vorgenommen worden, da bereits vorhin unter des andern Herrn seinem Turno die Electio oder Vocatio geschehen; so ist beliebet, daß demjenigen General-Superintendenten oder Pröbste solches

ches zukommen solle, dessen Herr zu der Zeit, da ein jeder Actus ge- 1712
schiehet, die Regierung hat.

III Als auch wegen der durch oder neben eines andern Herrn Stadt und Land fahrender und reitender Posten, zwischen dem Hochfürstlichen Post-Directore, Johann Christoph Wolff, und denen Itzehoischen Roll-Fuhrleuten Strittigkeiten entstanden, so haben die Königl. und Fürstl. Commissarii sich zwar bemühet, bey diesem Vergleich auch solche Irrungen aus dem Wege zu räumen, und deßfalls zwischen ermeldtem Post-Directore und besagten Fuhrleuthen einen Contract zu errichten; Nachdem aber diese die deßfals proponirte Conditiones und geschehene Offerten zu acceptiren sich geweigert, so hat man nicht weiter in der Sache gehen können, sondern solche an die aller- und gnädigste Herrschafften remittiren müssen. Indessen hat es, bis zu näherer Vereinbahrung über diesen Punct bey dem XIV. Art. des Hamburgischen Vergleichs sein beständiges Verbleiben, und wollen Ihro Königl. Majestät die ernstliche Verfügung an Dero Glückstädtische Regierung so wohl, als an dem Magistrat zu Itzehoe ergehen lassen, daß der Fürstliche Post-Director nach Belieben, beregten Hamburgischen Vergleich gemäß, die Friedrichstädter Post mit seinen eigenen Pferden, es seyn nun derselben viel oder wenig, durch oder neben Itzehoe, nebst allen darauf seyenden Personen und Packen, ungehindert gehen und fahren lassen könne.

IV. Vermeynen zwar Ihr. Hoch-Fürstl. Durchl. die gemeinschafftliche Jurisdiction über Horst behaupten zu können; Es ist jedoch beliebet, daß vor auf Hochfürstl. Seite gemachte und hierdurch loßgeschlagene prætensiones, Ihro Königl. Majestät auch alle Ihre auf Warleberg bis daher gemachte prætensiones, mit denen dazu von dem Guth Knope erkaufften drey und ein halben Pflügen, gleichfalls so wohl in Jurisdiction als Collectis solchergestalten fahren zu lassen, daß ratione der bey Horst sodann etwa noch überschiessende Pflüge Ihr. Hochfürstl. Durchl. bey der künfftig vorzunehmenden Liquidation in denen besitzenden Adelichen Güthern ohnedem auch annoch Erstattung geschehe.

V. Soll die bey vorgewesenem Schleßwigischen Land-Gericht ausgesetzte und von dem Herrn Grafen Carl von Ahlefeld, wie auch die Herren Grafen von Nassau Saarbrück, touchirende, in puncto testamenti versirende Sache, bey dem erst wiederkommenden Schleßwigischen Land-Gericht fürgenommen, und wann in honorem judicii, exceptio non competentis opponiret wird, gebührende reflexion darauf genommen werden.

VI. Nachdem auch von der Königlichen Glückstätischen Regierung einige dem Herrn Grafen Rantzau zugehörige Güter in sequestrum gezogen worden; so lassen Ihro Hochfürstliche Durchlauchtigkeit es dabey bewenden, zumahlen Ihro Königliche Majestät hinwiederum versprechen, daß so bald nur wegen ein- oder anderer Stücke, so etwa mit sequestiret seyn möchten, die Gemein-

1712 schafftl. Jurisdiction gezeiget werden wird, eo ipso darauf das einseitig erkannte sequestrum cessiren solle.

VII. Wann ferner in dem Traventhalischen Tractat zwischen Ihr. Königl. Majestät und Ihro Hoch-Fürstl. Durchl. schon beständig verabredet worden, daß einem jeden Herrn in denen ihm zugetheilten Aemtern und Städten, ohne eintzige Exception oder Exemtion, die privative jurisdiction competiren solle; Nichts destoweniger aber sich hinc inde in denen Städteen, einige Häuser finden, welche unter gemeinschafftlicher Jurisdiction zu stehen prætendiren; So ist beliebet, daß nach Inhalt besagten Traventhalischen Tractats hierinnen schlechter Dinge verfahren, und über keinem Hauß in einer Stadt in beyden Fürstenthümern fernerhin einigegemeinschafftl. Jurisdiction zugestanden, oder auch einiges Privilegium dagegen attendiret, noch weniger von einem Herrn dem andern hierinnen Hinderung geschehen soll, sondern alle solche Häußer dem Stadt-Magistrat, oder auch privativen Herrschafftlichen Immediat-Jurisdiction eines ieden Ortes unterwürffig seyn sollen.

VIII. Desgleichen, nachdem bey denen Marschländern sich befindenden Kögen, und zwar in specie in dem so genannten im Flenßburg-Bredstedtischen und Tunderischen belegenen Stordewercks, und iedem Herrn zur Helffte zugetheilten Koeg, unterschiedene vom Adel entweder gleich von Anfang schon interessiret, oder auch nachmahls sich darinnen eingekaufft, und nunmehro ratione solche Ländereyen ebenfalls sub communi regimine zu stehen prætendiren; Indessen aber auch dieses wieder bemeldten Traventhalischen Tractat dahero läufft, dieweilen keine Exceptio und Exemtio darwieder attendiret werden soll; So verbleibet es nochmahlen dabey, daß die denen Adelichen sowohl als andern Personen, in denen Kögen zuständige, von ihren in der Landes-Matricul begriffenen Gütern separate, Marsch-Ländereyen desjenigen Herrn Jurisdiction unterworffen seyn sollen, in dessen Amt und Territorio sie liegen. Doch bleibet denen Possessoribus solcher Güter frey, rechtlicher Art nach zu erweisen, daß solche Marsch-Ländereyen schon vorhin unter derjenigen Pflug-Zahl begriffen, welche in der Landes-Matricul ihren Gütern beygeleget ist.

IX. Daß sonsten Ihr. Königl. Majest. den Diaconat-Dienst zu Nordhatstädt in Süder-Dithmarsen, aus Mangel der Subsistence, eingezogen und die Revenuen dem Pastorat-Dienst beygeleget, dabey lassen Ihr. Hochfürstl. Durchl. wegen daselbst eingepfarreten Unterthanen, nach geschehener Remonstration, es nicht nur bewenden, sondern wollen auch die Verfügung machen, daß von denen in Norder-Dithmarsen etwa aussenstehenden, und der Nordhatstädter Kirchen zugehörigen Capitalien seit einigen Jahren restirende Zinßen, ohne weitern Anstand, von denjenigen, so sie zustehen, ausgezahlet, und die dem p. t. Pastori als zugleich diacono loci, dem Herkommen nach beykommende gebührliche Accidentien gegönnet, und nicht weiter ent-

entzogen werden sollen; wohingegen aber iedoch Ihr. Königl. Maj. 1712
versichern, daß wann gleichfalls in dem Fürstl. Territorio aus zweyen Geistlichen Diensten, ex eadem causa, einer gemacht werden solte, Sie sodann ungeachtet dero Königl. Unterthanen mit eingepfarret, sich einem solchem nicht opponiren noch denen Ihrigen verstatten wollen, darinnen eine Hinderung zu machen.

X. Ebenmäßig wollen Ihr. Hochfürstl. Durchl. Ihre sechs Hufen von grossen Schierensee dahin weisen, daß sie wiederum zu der Wenstenseer Kirchen sich halten, und was sie nach Anleitung des Hamburgl. Vergleich zu præstiren schuldig, und etwa daran noch restiren mögten, denen Eingepfarreten gleich, leisten und nachlegen müssen, doch mit dem ausdrücklichen Beding, daß hinführo, wann zu Westensee sich wiederum eine Priester-Vacance ereignen solte, die Possessores von solchen sechs Hufen auch mit zur Wahl gezogen werden.

XI. Da auch verschiedene Irrungen zwischen beederseits Cantzleyen daraus entstanden, daß keine beständige Abrede genommen, was eine jede Cantzley in turno Regiminis absque communicatione, oder Beysitzung des Land-Gerichts, zu decretiren berechtiget sey, oder worüber nothwendig vorhero mit des andern Herrn Cantzley gepflogen werden müsse? So ist als eine beständige norma beliebet, daß hinführo von derjenigen Cantzley, wo der turnus zu der Zeit ist, ohne Communication mit des andern Cantzley erkannt werden können: Citationes & mandata, so jura partium concerniren, Communicatoria, vel mandata cum clausula; Remissiones ad judicium provinciale, Tutoria, Curatoria, Proclamata ad Preces Domini seu proprietarii, dispensationes in tertio gradu lineæ inæqualis. Im übrigen aber soll Communication geschehen, wann etwas abgegeben wird, welches vim decreti inferiret, wo Citationes oder Mandata zu cassiren, wo die Execution oder würckliche Immission, oder auch Compossessio zu erkennen und zu verhängen; wo ein Commissorium, es sey nun ad preces partium oder ex officio, auf eines oder des andern Herrn Räthe oder mandatum ex officio, es seye ad inquirendum, oder sonsten, zu ertheilen; wann in demjenigen, was schon an das Land-Gericht verwiesen, oder daselbst bereits anhängig ist, eine Aenderung zu machen; wo venia ætatis, facultas testandi & alienandi, vel dispensatio in secundo gradu lineæ æqualis gesuchet wird; Mandata sine clausula, Proclamata ad preces Creditorum, confirmationes transactionum, contractuum vel testamentorum, und hauptsächlich in allem demjenigen ohne Unterscheid, worunter des Condomini jura nur einiger massen versiren; dergestalten, daß wann dannoch in denen vorspecificirten Passibus etwas ohne Communication einseitig verfüget werden mögte, ein solches an sich null und nichtig seyn solle.

XII. Nachdem auch von denen Hochf. Ministris angebracht, wie daß durch geschehene Abwerffung der über die Ober-Eyder vormahlen gewesener Brücke anjetzo Ihr. Hochfürstl. Durchl. sehr litten, indem sie so wohl vor Ihre selbst eigene Person genöthiget worden, bey etwa

1712 nach Hamburg und der Orten vorfallenden Reisen, nebst bey sich habenden Suite, einen Umweg auf zwey Meile über Kiel zu nehmen, als auch sonsten die Fürstl. Ministri und mit Briefen etwa abgehende Expressen, wegen der bey Nächtlicher Weile, durch Rendsburg nicht practicablen Passage, ebenfalls solchen Weg nehmen müssen; Indessen aber zugleich hierbey angezeiget worden, wie daß zwar zu Osterrade noch eine Brücke über die Ober-Eyder befindlich, von dem Possessore des Guts hingegen die Farth darüber derentwegen nicht verstattet werden wolte, dieweilen er befürchten müsse, daß ein solches von Ihr. Königl. Majest. etwa ungnädig aufgenommen werden mögte; So ist gleichfalls beliebet, und lassen Ihr. Kön. Majest. gern geschehen, daß so wohl Ihr. Hochfürstl. Durchl. nebst deren Hoffstaat, als auch die Fürstl. Ministri, wann sie nach Hamburg reisen, wie nicht weniger die der Orten hingehende Staffetten, ihren Weg über die Brücke zu Osterrade ungehindert nehmen mögen, nur das gleichwohl unter diesem Prætext auch keine andere reisende Personen sich solcher Farth bedienen, noch weniger Kauffmanns-Waaren und dergl. Sachen übergebracht werden, wovon der Zoll entrichtet werden muß. Dessen zu mehrer Urkund sind zwey gleichlautende Exemplaria hierüber verfertiget, und bis auf Ihr. Königl. Maj. und Ihr. Hochfürstl. Durchl. aller- und gnädigste Ratification, von beederseits dazu bevollmächtigten Räthen unterschrieben und versiegelt worden. So geschehen zu Rendsburg den 30. April. 1712.

(L. S.) **Thomas Balthasar von Jessen.**
(L. S.) **Johann Neve.**
(L. S.) **Georg Heinrich von Schlitz, genannt von Görtz.**
(L. S.) **Christian Albrecht Calissen.**
(L. S.) **Heinrich Christian Stryke.**

CCXLIX.

Traité d'Alliance entre les Seigneurs Etats Généraux, & le loûable Canton de Berne, du 21. Juin 1712.

LEs Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas & les Seigneurs l'Advoyer, petit & grand Conseil de la loüable Republique & Canton de Berne, ayant depuis long-tems, & reciproquement les uns pour les autres une veritable & sincere amitié & une entiere confiance, ont jugé qu'il leur seroit utile & convenable de contracter ensemble un Traité de perpetuelle Union defensive, qui puisse servir à leur conservation & maintien reciproque, & à cimenter indissolublement les sentimens d'amitié & de confiance qu'ils ont eu jusqu'ici les uns pour les autres. Pour cet effet les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas ont autorisé les Srs. de Broekhuysen, van Alphen, Heinsius, Coning, Ploos van Amstel, de Burmn, Steinberg, & Steenhuys leurs Députez: & la Republique & Canton de

Berne le Sr. Pesme de St. Saphorin, qui en vertu de leurs autorisations, 1712
sont convenu des Articles suivans.

I. Il y aura à perpetuité une étroite Union défensive entre les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas d'une part, & le loüable Canton de Berne de l'autre, en vertu de laquelle étroite union, les Parties contractantes s'engagent d'avoir reciproquement un fidele soin de leurs intérêts mutuels, & de s'assister par tous les bons offices possibles, de prevenir le mal dont l'une ou l'autre Partie pourroit être menacée, & de s'entre-secourir reciproquement en cas d'attaque.

II. Ce Traité d'Union s'étend de la part du loüable Canton de Berne à la défense du Païs de Leurs Hautes Puissances, & à celle de leurs Barrieres, telles qu'elles seront reglées dans le Traité de Paix, & cela, soit que leursdits Païs & Barrieres fussent attaquées, soit que Leurs Hautes Puissances fussent obligées d'entrer en guerre pour la défense de leurs Païs ou Barrieres. Leurs Hautes Puissances de plus seront dans le pouvoir d'employer les Troupes du loüable Canton qu'elles auront à leur service pour la défense de tous les Etats du Royaume de la Grande Bretagne, qui sont dans l'Europe.

III. Le Loüable Canton de Berne s'engage dans ce Traité de laisser au service de Leurs Hautes Puissances non seulement les 16. Compagnies de Berne qui avoient déja été avouées par le louable Canton dans le Projèt de la Capitulation faite ci-devant, mais encore huit autres Compagnies commandées l'une par un Bourgeois de Berne, & les sept autres par des Sujèts du Canton. Il avouera toutes les 24. Compagnies, & fournira aux Capitaines qui les commanderont dans la suite, les Recruës necessaires pour les maintenir, sans que le loüable Canton puisse rapeller en nul tems lesdites 24. Compagnies, que dans les cas marquez dans l'Article VI. du present Traité.

IV. Le loüable Canton de Berne s'engage de plus d'accorder à Leurs Hautes Puissances en cas qu'elles fussent attaquées, ou en peril inevitable de l'être, une nouvelle levée de 4000. hommes, sans que ledit Canton puisse se dispenser d'executer cet engagement, à moins que lorsqu'on lui demandera la nouvelle levée, il fut lui-même en guerre, ou dans le peril éminent d'y entrer, & quand les Troupes seront levées, il leur fournira les Recruës necessaires.

V. D'autre part Leurs Hautes Puissances s'engagent au loüable Canton de Berne, en vertu du present Traité, à la défense de la Ville de Berne, & à celle de tous les Etats qui sont sous sa Domination, & sur lesquels Elle a le Droit de Souveraineté, de même qu'à la défense de ses Combourgeois, & à celle de la Ville de Geneve, qui est sa Barriere; ses Combourgeois sont le Comté de Neufchatel, Vallangin, Bienne, la Neufve & la Bonneville & le Munsterthal.

VI. Si le loüable Canton de Berne étoit attaqué, ou se trouvoit engagé dans une guerre, soit pour sa défense, soit pour celle de ses Combourgeois, ou ses sujets, ou de la Barriere. Leurs Hautes Puissances lui fourniront pour subside une somme pareille à ce, à quoi monte la

1712 paye presente des 24. Compagnies tant de Berne que des Sujets du louable Canton qui sont présentement à leur service. Ce subside sera payé regulierement de mois en mois pendant tout le tems que la guerre durera; mais si le loüable Canton de Berne se trouvoit engagé, ou qu'il se vit dans le peril inévitable d'une guerre si redoutable, qu'il se crut dans la necessité absoluë & indispensable de rapeller ses Troupes qui seront au service de Leurs Hautes Puissances, elles seront obligées de les lui renvoyer à sa premiere demande aux choix du loüable Canton, soit une partie, soit toutes les Compagnies qui sont presentement à leur service, & cela soit que leurs Hautes Puissances soient Elles memes en guerre ou non, mais avec ces restrictions, que si Leurs Hautes Puissances étoient en guerre, & que le louable Canton s'y trouveroit de sa part engagé avec d'autres parties du loüable Corps Helvetique, ce dont Dieu veille les preserve! sans qu'aucune Puissance étrangere assistât ni directement ni indirectement lesdites parties du Corps Helvetique, avec lesquelles il seroit en guerre, ledit loüable Canton se devra en ce cas-là contenter du subside sans pouvoir rapeller lesdites 24. Compagnies; de plus, quand même le loüable Canton de Berne seroit en guerre avec quelque Puissance étrangere, Leurs Hautes Puissances ne séroient pas dans l'obligation de lui envoyer, en cas qu'Elles fussent Elles-mêmes en guerre, ce qu'Elles pourroient avoir alors de Troupes du Canton de surplus que les 24. Compagnies. Quoique ledit loüable Canton de Berne s'engage de bonne foi à ne les rapeller, par raport même à des guerres étrangeres, que lorsqu'il se trouveroit engagé, ou dans le peril d'une guerre si redoutable, qu'il ne puisse se dispenser de rapeller ou toutes, ou une partie des 24. Compagnies; il sera toujours à lui à connoitre, si la necessité éminente requiert qu'il les rapelle, & lorsqu'il les demandera, Leurs Hautes Puissances les lui envoyeront incessamment, sans y pouvoir aporter aucune difficulté, & en faisant les offices convenables vers les Princes & Etats, par ou lesdites Troupes devront passer, pour avoir le libre passage & l'assistence necessaire, si une partie, ou toutes les 24. Compagnies se trouvoient dans le cas susdit rapellées par le Canton, Leurs Hautes Puissances s'engagent de les payer & entretenir pour le service dudit Canton pendant tout le tems qu'il sera en guerre, & ce que leur coutera ledit entretien, sera defalqué sur les subsides qu'elles s'engagent de lui payer; cette defalcation sera comptée & commencera depuis le jour que les Troupes partiront pour la Suisse, jusques au jour qu'elles partiront pour revenir dans les Etats de Leurs Hautes Puissances, avec cette observation, que si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de se prevaloir dans la suite du pouvoir qu'Elles ont par l'Article XI. du present Traité, de reduire les 24. Compagnies à 150. hommes chacune en tems de Paix, Elles ne seroient obligées de payer & d'entretenir pour le service du Canton les Compagnies que ledit Canton rapellera, que sur le pied de la reduction qui aura été faite par Leurs Hautes Puissances avant ledit rapel, bien entendu qu'elles seront toujours payées completes sur le pied de ladite reduction avec l'Etat Major, tel qu'il est neces-

necessaire pour le nombre des Compagnies que l'on rapellera, & avec 1712
la gratification qui est accordée aux Capitaines pour leur paye & pour celle des Officiers; mais si le Canton se contente, soit pour une partie, ou pour le tout du subside, alors on le lui payera, ainsi qu'il est dit au commencement de cet Article, sur le pied que les Compagnies le sont presentement.

VII. Ces Troupes resteront toujours au service de Leurs Hautes Puissances, quoi qu'employées pour la défense du loüable Canton, & reviendront ensuite dans les Etats de Leurs Hautes Puissances d'abord que le loüable Canton ne sera plus dans la necessité de s'en servir.

VIII. Les 24. Compagnies, qui sont presentement au service de Leurs Hautes Puissances, seront mises dans trois ou dans deux Regimens au choix de Leurs Hautes Puissances. Si c'est endroits, tous Regimens seront composés chacun de huit Compagnies uniquement commandée par des Bourgeois de Berne, & les Compagnies de l'autre Regiment seront indifferemment commandées par des Bourgeois ou sujèts du Canton de Berne. Si on n'en compose que deux Regimens chacun de 12. Compagnies les Capitaines de l'un des deux Regimens devront tous être Bourgeois de Berne & dans l'autre les quatre Compagnies qui sont presentement commandées par des Bourgeois de Berne & qui devront être dans ledit Regiment, resteront à des Bourgeois de Berne, & les autres seront indifferament données & commandées par des Bourgeois de Berne ou sujets du Canton.

IX. Leurs Hautes Puissances ne seront dans l'obligation qu'après que la paix sera faite, de mettre les Compagnies du louable Canton de Bern dans deux ou trois Regimens; mais qu'en attendant que cette separation se fasse, les Compagnies du Regiment de May, commandées par de Bourgeois de Berne ne pourront être redonnées qu'à des Bourgeois de Berne, & le louable Canton aura à présent la nomination des Capitaines du Regiment.

X. Quant aux autres seize Compagnies soit de Bourgeois de Berne, soit des sujets du Louable Canton, qui sont repanduës dans divers autres Regimens Suisses au service de Leurs Hautes Puissances; les huit Compagnies déja avouées par le Canton & commandées par des Bourgeois resteront toûjours entre les mains des Bourgeois, & les autres huit Compagnies seront données indifferemment à des Bourgeois de Berne ou à des sujets dudit Canton & non à d'autres; Mais du reste jusques à cette separation des Compagnies qui sont dans divers Regimens, le choix des Capitaines, lorsque les Compagnies viendront à vaquer se fera ainsi qu'il a été pratiqué jusqu'à présent.

XI. Les 24. Compagnies qui sont présentement au service de Leurs Hautes Puissances seront conservées en tems de paix; mais Leurs Hautes Puissances auront le pouvoir de les reduire à 150. hommes chacune.

XII. Lorsque Leurs Hautes Puissances feront des nouvelles levées dans le louable Canton de Berne en vertu de l'engagement que le louable Canton prend dans ce présent Traité, ledit Canton aura le choix des Capitaines, qui commanderont les nouvelles levées; Mais il s'engage à n'en choisir que d'experimentez & des capables. XIII.

1712 XIII. Leurs Hautes Puiſſances pourront choiſir parmi les Capitaines qui auront été nommez & choiſis par le Canton de Berne, les Officiers de l'Etat Major.

XIV. Lorsqu'un Regiment ſera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine Lieutenant du Regiment, & le Capitaine Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que le dernier ait huit ans de ſervice, en qualité d'Officier, ſans quoi les deux plus vieux Capitaines-Lieutenans du Regiment ſeront nommez, & le louable Canton de Berne aura droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants, nommez par le Colonel.

XV. Leurs Hautes Puiſſances donneront pour la nouvelle levée la même ſomme qui a été donnée aux Capitaines Suiſſes qui en ont levé de particulieres pour elles.

XVI. La Capitulation pour les nouvelles levées ſera la même que celle qui a été faite pour les Troupes Suiſſes Proteſtants, qui ſont déja au ſervice de Leurs Hautes Puiſſances avec cette obſervation, que ſans rien changer par raport à la paye, cette Capitulation doit être miſe le plus clairement poſſible, afin qu'il ne puiſſe naitre aucune difficulté à l'egard de ſon éxécution & tout ce qui n'eſt pas reglé dans le préſent Traité, le doit être dans la Capitulation de la maniere la plus avantageuſe pour les deux parties Contractantes, cette Capitulation étant bien éclaircie devra avoir la même force que le preſent Traité.

XVII. Toutes les Alliances du Louable Canton, ſoit avec la Suiſſe en general ſoit avec quelque partie en particulier ſont ici reſervées, les Troupes du Louable Canton de Berne ne pourront pas être employées au préjudice des Traitez que les Louables Cantons ont fait avec la France; ſoit avec la Souveraine Maiſon d'Autriche ; Mais commes ces Alliances ſont de même que ce préſent Traité d'Union Defenſive, le Louable Canton ne permettra pas que les ſusdites deux Puiſſances emploient leurs Troupes Suiſſes au delà des termes que préſcrivent ces Alliances, ni qu'Elles s'en ſervent contre les Etats de Leurs Hautes Puiſſances ni contre leurs Barrieres.

XVIII. Sa Majeſté la Reine de la Grande-Bretagne ſera en droit d'entrer dans le préſent Traité Traité d'Union, ſur le pied du projét qui avoit été propoſé de faire avec ſadite Majeſté, conjoinctement avec Leurs Hautes Puiſſances.

XIX. Les autres parties du Louable Corps Helvetique Proteſtant auront auſſi droit d'entrer dans ce Traité, proportionant le ſecours de Leurs Hautes Puiſſances en leur faveur aux Troupes qu'ils s'engagent de donner.

XX. L'Echange des Ratifications ſe fera dans deux mois au plutard, & plutot, s'il ſe peut ; Ainſi fait & conclu entre les ſouſſignez Deputez de Leurs Hautes Puiſſances & le Sr. Peſme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

A la Haye le 21. Juin 1712.

Article

1712

Article Separé.

Comme avant la conclusion & la signature du Traité d'Union conclu & signé aujourd'hui entre Leurs Hautes Puissances & le Louable Canton de Berne, il s'est élevé depuis peu une Guerre intestine dans la Suisse, il est stipulé par cet Article separé, qui aura la même force, comme s'il étoit inseré dans le Traité principal, que Leurs Hautes Puissances ne seront pas obligées par ledit Traité de fournir à la Republique de Berne pour la Guerre intestine présentement allumée en Suisse le secours ici stipulé, mais si des Puissances Etrangeres prennoient occasion de cette Guerre pour attaquer sa Domination, & les Terres sur lesquelles elle a droit de Souveraineté, de même que ses Combourgeois & sa Barriere, Leurs Hautes Puissances seront alors obligées à remplir les Conditions du Traité; Le présent Article sera ratifié en meme tems que le Traité principal. Ainsi fait & signé entre les soussignez Deputez de Leurs Hautes Puissances & le Sieur Pesme de St. Saphorin de la part du Louable Canton de Berne.

(Signé.)

Broekhuysen. *Pesme de St. Saphorin.*
Heinsius.
Ploos van Amstel.
Steenberg.
Van Alphen.
Coninck.
Van Burum.
Van Steenhuysen.

A la Haie ce 21. Juin 1712.

Capitulation pour les nouvelles levées que Leurs Hautes Puissances seront à l'avenir en droit de faire dans le Louable Canton de Berne en conformité de leur Traité d'Union avec ledit Canton & pour l'entretien de toutes les Troupes du Canton.

I.

Leurs Hautes Puissances avanceront pour la levée d'une Compagnie six mille livres de France, 3. livres pour l'Ecu en espece, qui seront ensuite rabbatuës aux Capitaines à raison de 250. livres par mois, à commencer du jour que la Compagnie sera complete, sans que les Capitaines soyent obligez de payer aucun interêt pour cette somme.

II. Leurs Hautes Puissances donneront, sans les pouvoir rabbattre, cinq Ecus pour chaque Soldat, pour se rendre au lieu d'assemblée dans une Ville de la dependance des sept Provinces-Unies la plus à portée

1712 portée de la Suisse, laquelle on assignera de bonne heure, & à mesure de leur arrivée au lieu d'assemblée la paie ordinaire commencera & afin que le Capitaine puisse payer les Officiers, il jouira de la moitié de la gratification dès qu'il aura cent hommes, mais si les nouvelles levées ou Recruës étoient ou arretées en chemin par les pays où elles devront passer, ou enlevées par les Ennemis de l'Etat, sans qu'il y eut de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances auront les égards convenables.

III. Leurs Hautes Puissances donneront aussi sans les pouvoir rabatre cinq Ecus par homme pour les frais de Suisse en Hollande.

IV. Chaque Compagnie doit être composée pour le moins de deux tiers Suisses, & il sera permis aux Capitaines de remplir l'autre tiers par des Hauts Allemands, savoir des Cercles de Suabe, d'Autriche, de Baviere, de Franconie, du Haut Rhin & de la Haute Saxe & les Capitaines auront deux mois pour remplir par de bons hommes, tels qu'ils sont obligez de les avoir suivant cet Article, ceux qu'ils viendront à perdre autrement que par Congé ou par l'expiration du terme pour lequel ils auront été engagez, bien entendu que les Compagnies devront être completes à la Revuë générale qui se fait au printems, sans que les Capitaines puissent prétendre les deux mois pour ceux qui manqueront alors. Il ne sera pas permis aux Capitaines de donner des Congez pour quelque raison que ce soit, depuis la Revuë générale jusqu'au 15. du mois de Novembre, à moins qu'ils n'eussent après ladite Revuë générale plus de monde que le Compte de leurs Compagnies, auquel cas seul & en le faisant voir préalablement, ils pourront congedier ceux qu'ils ont de surplus & les Capitaines seront obligez de marquer distinctement dans les Rolles des Recruës que Leurs Hautes Puissances seront en droit de faire toutes les fois qu'elles voudront, la maniere, soit desertion, mort ou autre, dont ils auront perdu les hommes qui manqueront depuis la Revuë précedente & dont ils prétendront la paye pendant ledit terme de deux mois, & de confirmer le contenu des Rolles par serment. Si les Capitaines negligent de prendre le soin necessaire pour la conservation de leurs Compagnies & qu'ils causent par là de la desertion, ou bien s'ils donnent des Congez depuis la Revuë du Printems jusques au 15. de Novembre, à moins que ce ne soyent les Congez de ceux qu'ils auront de plus que le Compte de leurs Compagnies, ils seront mis au Conseil de Guerre & cassez ou punis autrement suivant les loix Militaires de Leurs Hautes Puissances.

V. Le Capitaine fournira à ses depens à sa Compagnie les armes & les habits.

VI. Une Compagnie nouvellement levée ne pourra être congediée que trois ans après qu'elle aura commencé à jouïr la gratification.

VII. Leurs Hautes Puissances payeront en tems de Guerre pour chaque homme 16. livres 4. sols de France, c'est 13. livres 10. sols d'Hollande par mois à compter douze mois dans l'année, mais en tems de paix

paix Elles pourront diminuer ladite paye de 10. sols d'Hollande par homme, sans la pouvoir mettre plus-bas. 1712

VIII. Chaque Compagnie doit être pourvuë de tous les Hauts & Bas Officiers necessaires, à savoir d'un Capitaine, d'un Capitaine Lieutenant, d'un Lieutenant, d'un sous-Lieutenant, d'un Enseigne, de six Cadets, de 4. Sergeants, de 4. bas-Officiers, savoir un Fourier, un Port-Enseigne, un Capitaine d'Armes & un Prevot; Item d'un Sécrétaire, un Chirurgien, de 4. Trabants, de 6. Caporaux & d'autres apointez en tems de Guerre; mais en tems de paix les Capitaines ne seront obligez d'avoir que 4. Caporaux & autant d'apointez; Il devra de plus avoir 4. Tambours avec un Pfisfre, & le Capitaine sera obligé de payer lesdits Hauts & Bas-Officiers aussi bien que les Soldats de la Compagnie sur le pied suivant, savoir en tems de paix au Capitaine-Lieutenant cent livres par mois, à 3. livres pour un écu en espece, au Lieutenant 75. au Sous-Lieutenant 60. à l'Enseigne 50. aux prémiers Sergeants 24. chacun, aux deux derniers Sergeants chacun 20. aux quatre Bas-Officiers chacun 18. aux Caporaux chacun 15. aux apointez 14. chacun, au Trabants chacun 15. aux Cadets 18. chacun, & les Capitaines seront obligez de faire le decompte aux Soldats sur le pied de 12. livres 3. sols par mois, dont ils leur payeront chaque semaine le valeur de 40. sols & demi de France, ce qui est la même paye qu'ils ont eu jusqu'à present. En tems de Guerre les Capitaines seront obligez de payer par mois au Capitaine-Lieutenant 120. livres, au Lieutenant 80. au Sous-Lieutenant 75. à l'Enseigne 60. & à chacun des Cadets 20. livres, ils benifieront aussi 10. sols par mois à chaque Soldat de plus qu'en tems de paix, mais ils ne leur donneront toujours que le même argent de semaine, bien entendu, que cela est bon argent de France à 3. livres pour l'Ecu en espece ou pour 50. sols d'Hollande.

IX. Lorsqu'une Compagnie Suisse sera sur le pied de deux cens hommes effectifs, on payera au Capitaine 27. hommes de gratification.

X. Si même une Compagnie qui devroit être de deux cens hommes effectif, n'en avoit que 175. le Capitaine jouïra toujours de sa gratification de 27. hommes, & sera outre cela payé pour les présents & effectifs, pourvû qu'ils ne surpassent pas 200. hommes.

XI. Mais si une Compagnie, qui devroit être de 200. hommes n'en avoit au delà de 174. effectifs, le Capitaine perdra alors la moitié de sa gratification.

XII. Et s'il laissoit diminuer sa Compagnie jusqu'au dessous de 165. il perdroit alors toute la gratification & ne lui seront payé que des effectifs.

XIII. Si Leurs Hautes Puissances jugeoient à propos de reduire leurs Compagnies Suisses, ainsi qu'Elles ont été pendant quelque tems à 178. hommes effectifs, en y comprenant tous les Hauts & Bas-Officiers, comme aussi les Tambours, Pfisfres & Trabants, on payera outre les effectifs aux Capitaines 27. hommes de gratification.

XIV. Et même lorsqu' une Compagnie sur le pied de 178. hommes

1712 mes n'auroit reëllement que 153. hommes, le Capitaine, outre le païement des effectifs, jouira encore de la gratification de 27. hommes.

XV. Mais si elle se trouvoit au dessous de 152. hommes le Capitaine ne jouira que la moitié de la gratification

XVI. Et si elle tomboit au dessous de 140. hommes, le Capitaine perdroit toute sa gratification & ne seroit payé que pour les présents & effectifs.

XVII. Leurs Hautes Puissances seront dans le pouvoir de reduire en tems de paix les Compagnies à 150. hommes & non à moins, & alors elles ne payeront que 25. hommes de gratification, comme il a été reglé après la Paix de Ryswick.

XVIII. Lorsqu'une nouvelle Compagnie sera congediée, Leurs Hautes Puissances lui payeront deux mois de gage pour son retour en Suisse.

XIX. Si Leurs Hautes Puissances diminuent conformement au droit qu'elles en auront par le Traité d'Union, le nombre d'hommes qui sont dans les Compagnies du Canton, qu'Elles s'engagent par le même de conserver sur pied; Elles donneront pour le renvoy de tout ce qu'Elles reformeront, deux mois de gage par tête.

XX. L'Etat Major des Regimens tant des Bourgeois de Berne que des sujets du Canton, sera payé au Colonel à raison de 600. Rixdalers à 50. sols la piece par mois en tems de Guerre & 400. en tems de Paix, & le Colonel payera sur cela tous les Officiers & personnes comprises dans l'Etat Major le tout ainsi qu'il est pratiqué jusques à présent en tems de paix & en tems de Guerre. Le Colonel ne sera pas en droit de demander augmentation des gages, en cas qu'il fut trouvé à propos de mettre le Regiment à 3. ou 4. Bataillons.

XXI. Leurs Hautes Puissances, ou bien si les Regimens sont repartis sur les Provinces, celles sur lesquelles les Officiers de l'Etat Major sont payez, auront le choix, soit en cas de Vacance, soit dans les nouvelles levées, de Colonels, Lieutenant-Colonels & Majors qui dans les nouvelles levées devront être pris parmi les Capitaines choisis par le Canton; & qui dans les Vacances devront être remplis, pour les deux Regimens composez uniquement des Bourgeois de Berne, par d'autres Bourgeois qui sont actuellement au service de l'Etat & dans les Regimens ou les Bourgeois & les sujets sont également admissibles par des Bourgeois ou sujets, qui sont de même au service de l'Etat, à moins q'uil n'y ait des raisons particulieres tres pressantes & tres-fortes qui y fussent contraires, les places de l'Etat Major qui viendront à vaquer, seront remplies par des Officiers du même Regiment, ou la vacance arrivera. Les places vacantes de l'Etat Major seront remplies dans six semaines après l'advertance, qui en sera donnée par l'Officier Commandant du Regiment au Colonel General, lequel etant expiré sans que la place vacante ait été remplie, l'Officier du Regiment qui est le plus proche par rang & ancienneté pour remplir la place vacante, sera sensé d'en être pourvû & sera en vertu de cette Capitulation admis au serment, bien entendu que les Etats de la Province, qui

qui auront le droit de remplir les charges de l'Etat Major, ayent été 1712 assemblez pendant lesdites six semaines, s'ils ne l'auroient pas été, ils devront remplir lesdites charges aux conditions susdites à leur premiere seance. Quant aux Compagnies de tous les Regimens du Canton de Berne déja formées, soit de ceux qui se formeront à l'avenir lorsqu'elles viendront à vaquer, le choix des Capitaines apartiendra audit louable Canton sous la restriction marquée dans le 14. Articles du Traité d'Union, qui contient: lorsqu'un Regiment sera formé & qu'il y aura une Compagnie vacante, le Colonel nommera toujours le plus vieux Capitaine-Lieutenant du Regiment, & le Capitaine-Lieutenant de la Compagnie vacante, pourvu que ce dernier ait huit ans de service en qualité d'Officier, sans quoi les deux plus vieux Capitaines Lieutenants seront nommez, & le louable Canton de Berne aura le droit de donner ladite Compagnie à l'un des deux Capitaines-Lieutenants nommez par le Colonel & immediatement après que la vacance sera arrivé, le Colonel envoyera au Canton la nomination en Conformité dudit Article, dont il envoyera en même tems la Copie au Colonel General, & six semaines au plus tard après que le Canton aura reçu ladite nomination, celui à qui on aura conferé ladite Compagnie, devra presenter au Colonel General la Patente du Canton, sur laquelle Patente on expediera de la part de Leurs Hautes Puissances, ou des Provinces respectives les Actes necessaires, lequel terme de six semaines etant expiré sans que le Canton ait envoyé la Patente, Leurs Hautes Puissances, ou bien la Province sur laquelle la Compagnie est payée, seront en droit de remplir la place vacante, en se conformant pour le choix de la personne à l'Article XIV. du Traité d'Union; mais s'il arrivoit une vacance, soit dans une Bataille, ou dans un Siége, alors ce terme de six semaines, qui est donné au Canton pour le choix des Capitaines, sera restreint à un mois après que ledit Canton aura reçu la nomination.

XXII. Les Capitains des Regimens du loüable Cant. de Berne auront la nomination des Officiers subalternes de leurs Compagnies sous l'agrement du Colonel respectif & du Colon. Gen. bien entendu, que le rang & l'ancienneté seront observées, autant que le bien du service & la conservation des Compagn. le pourront permettre; & lorsqu'il y aura vacance dans une Compagnie, le Capitaine devra nommer dans trois semaines au plus tard l'Officier qu'il choisira pour la remplir, & cette nomination agreant au Colonel, celui-ci en donnera avis au Colonel General, qui devra aussi dans trois semaines au plus tard faire expedier son attache; mais si elle n'arrive dans ledit tems, le Colonel poura toujours faire reconnoitre l'Officier qui lui aura été presenté par le Capitaine, de telle maniere qu'au plus tard six semaines après qu'il y aura une place d'Officier subalterne vacante, la dite place devra être remplie, ce à quoi les Colonels & Commandans des Regimens seront obligez de tenir exactement la main, cependant avec cette distinction, que si le Capitaine de la Compagnie, où il y aura une place vacante, ou le Colonel du Regiment se trouve alors en Suisse, ou bien que le Co-

1712 lonel General soit hors du Païs de l'obeïssance de Leurs Hautes Puissances, ils auront en ce cas cinq au lieu de trois semaines.

XXIII. Il sera permis au Capitaine & non pas au Colonel de pourvoir la Compagnie d'armes & d'habits, à condition que les armes seront du même calibre que celles des autres Troupes de l'Etat, & que pour la fabrique, façon & couleur de l'habillement, le Capitaine suivra l'Ordonnance ou Reglement de l'Etat, & au defaut de telle Ordonnance ou Reglement, ce qui sera reglé par le Colonel, de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines du Regiment.

XXIV. Les Munitions de guerre seront donnez *gratis* par Leurs Hautes Puissances à chaque Compagnie.

XXV. Les Troupes du loüable Canton auront leur propre Justice, comme la Nation Helvetique en joüit par tout, sans que l'on puisse en distraire personne du Conseil de Guerre de la Nation pour des faits personnels, bien entendu que la Justice sera renduë suivant les Loix Militaires de Leurs Hautes Puissances. Le Colonel General nommera à leur tour & rang les Assesseurs pour les Conseils de Guerre, qui seront composez d'Officiers de plusieurs Regimens, mais il ne pourra pas y presider.

XXVI. Il sera permis à chaque Compagnie d'avoir en Campagne son propre Vivandier.

XXVII. Chaque Compagnie doit être regulierement & entierement payée chaque mois.

XXVIII. Le Capitaine fera les recruës de sa Compagnie à ses propres fraix, mais en cas qu'une Compagnie fut affoible dans une action de guerre, le Capitaine aura deux mois pour la retablir, & sera payé cependant sur le pied de la revuë qui aura precedée l'occasion; mais s'il arrivoit de grands malheurs à une Compagnie, ou une grande desertion provenuë, soit d'extrêmes fatigues & marches dans le mauvais tems, ou par d'autres accidens où l'on verroit visiblement, qu'il n'y auroit point de la faute du Capitaine, Leurs Hautes Puissances y auront les égards convenables, afin que les Capitaines ayent le tems & les moyens de remplacer par d'autres bons soldats, le monde qu'ils auront perdu.

XXIX. A l'egard du logement, service, pain de munition, Hôpitaux pour les malades, blessez & estropiez, les Officiers & les Soldats seront traitez de la même maniere que le sont les autres Officiers & Soldats de l'Etat, & les Colonels pourront de l'aveu & du consentement de la pluralité des Capitaines de leurs Regimens, dont les Compagnies seront payées sur la même Province employer quels Solliciteurs ils trouveront convenables, mais ils ne pourront en changer sans payer préalablement á celui, dont ils se seront auparavant servis, tout ce qu'il auroit avancé pour eux ou pour le Regiment, ils traiteront eux-mêmes avec le Solliciteur qu'ils choisiront, & on ne pourra point les obliger à payer des pensions à qui que ce soit. Les Reglemens qui ont été fait par Leurs Hautes Puissances du Conseil d'Etat en date du 5. Decembre 1711. par raport aux cinq Ecus que l'on doit payer au Capi-

Capitaine pour chaque Soldat que l'on perdra devant l'Ennemi, & que les Officiers recruteront en Suisse, de même que pour les 1500. florins par Bataillon pour les chariots de Bagage subsisteront toujours en tems de Guerre, & l'on passera conformement à la même Resolution un homme par Compagnie pour la sollicitation. 1713

XXX. A l'égard des fourrages qu'ils seront obligez de prendre dans les Magasins de Leurs Hautes Puissances en tant qu'on ne peut pas les trouver ailleurs, ils ne le payeront qu'au prix que les autres Troupes Nationales payent.

XXXI. Les Troupes du loüable Canton ne pourront point être employées par Mer, ni être transportées par Mer dans les Païs étrangers, hormis au Royaume d'Angleterre pour sa défense.

XXXII. A l'egard des Congez dont les Officiers auront besoin pour sortir de leur Garnison, ils seront sujets aux mêmes ordres & Reglement que les autres Officiers de l'Etat, avec cette distinction, que l'avis du Colonel General sera pris sur les Congez pour aller en Suisse, ou autres qui seront demandez pour plus de trois mois.

Ainsi fait & conclu entre les soussignez Deputez & Leurs Hautes Puissances & le Sieur de Pesmes de S. Saphorin autorisé à cet effet de la part de la Republique & Canton de Berne. A la Haye le 8. Janvier 1714.

(Etoit signé)

(L. S.) *Broeckhuysen.* (L. S.) *De Pesmes de St. Saphorin.*
(L. S.) *De Rheede.*
(L. S.) *A. Heinsius.*
(L. S.) *A. Velters.*
(L. S.) *A. E. V. Haaren.*
(L. S.) *Van Ysselmuyden.*
(L. S.) *E. Taminga.*

CCL.

Friedens-Schluß zwischen den beyden löbl. Evangelischen Ständen, Zürch und Bern, und den fünff löbl. Catholischen Ständen, Lucern, Uri, Schweitz, Unterwalden und Zug, zu Arau An. 1712.

Kund und zu wissen seye hiermit jedermänniglich; Demnach unterm 18. Julii zwischen denen löbl. Ständen Zürch und Bern an einem, und denen löbl. Ständen Lucern und Ury am andern theil, würcklich ein Friede abgeredet und verglichen, in ein Instrument verfasset, von derselben Ehren-Gesandten, krafft von ihren Herren und Obern empfangenen Gewalten, allseitig unterschrieben, und mit Dero Petschafften verwahret worden; Damalen aber löbl. Stände Schweitz, Unterwalden und Zug solchen verbrieften

1712 Frieden nicht annehmen noch belieben wollen; Derowegen dann durch solchen Anstand die Sachen bekannter massen in noch mehrere Feindthätlichkeit und leidige Kriegs-Ubungen vorfallen; Daß darüberhin aller löbl. Dreyzehen und zugewandten Orten der Eyd-Genoßschafft Herren Ehren-Gesandte sich frischer Dinge in Arau zusammengethan, und nachdeme die sämmtliche Herren Ehren-Gesandte löbl. interessirter Orten die von Dero allseitigen hohen Obrigkeiten und höchsten Gewalten zum Friedens-Schluß empfangene Vollmacht gegeneinander wohlmeyntlich eröffnet und schrifftlich erkläret, durch sämmtlicher Herren Gesandten ungemeine Besorgnüß, Eiffer, und Beflissenheit die Sache dahin gebracht, daß unter gnädig himmlischer Vergleitung sothane Mißverständnüß und Zweytracht nun völlig erörtert, entschieden, betragen, und (der Höchste beschehre es!) zu einem immerwährenden Frieden und Vergleich verordnet worden, wie von Puncten zu Puncten folget. Und waren die Herren Ehren-Gesandte von Zürch Herr Johann Jacob Escher, Burgermeister, und Herr Johann Jacob Ulrich, Stadthalter und des Raths; von Bern, Herr Samuel Frisching, Herr zu Rummlingen und Venner, Herr Christoph Steiger, Seckelmeister Welscher Landen, und Herr Abraham Tscharner, alle drey des Raths; Von Lucern, Herr Johann Martin Schweitzer, Herr von Buchnaß, Schultheiß und Venner, und Herr Obrist Carl Antoni am Rhein, des Raths; von Uri, Herr Lands-Hauptmann Joseph Antoni Pündtiner, Obrist und Land-Amtmann, und Herr Sebastian Jauch, Land-Schreiber; von Schweitz, Herr Lands-Hauptmann Joseph Frantz Erier, Neu- und Herr Gilch Christoph Schorno, Alt-Land-Ammtmann; von Unterwalden, Ob-Herr Niclaus im Feld, Land-Amtmann und Panner-Herr, und Sebastian Remigius Kayser, Land-Amtmann, Nied dem Kernwald; von Zug, Herr Lands-Hauptmann Beat Jacob zur Lauben von Thurn und Gestellenburg, Herr zu Hembrunn und Anglicken, Ritter und Alt-Amtmann, Herr Hauptmann Wolffgang Damian Müller, Seckelmeister, und Herr Gall Letter von Egry, und Hr. Oßwald Heggli, Alt-Amtmann von Mentzingen, alle des Raths; von Glaris, Herr Johann Heinrich Zwickl, Landt-Amtmann und Zeugherr, und Herr Jacob Gallati, Stadthalter und des Raths; von Basel, Herr Johann Balthaser Burckhard, Burgermeister, und Hr. Christoph Burckhard, Deputat und des Raths; von Freyburg, Herr Frantz Philipp von Landten, genannt Heid, Herr zu Eugy au Mont und Vesin, Schultheiß, Ritter, und Herr Frantz Niclaus von der Weyd, alle des Raths; von Solothurn, Herr Baron Johann Friedrich von Roll, Herr zu Emmerholtz, Stadt-Venner, Ritter, und Herr Johann Jacob Joseph Glutz, Seckelmeister, Ritter, beyde des Raths; von Schaffhausen, Herr Michael Seen, Bürgermeister, und Herr Melchior von Pfistern, Stadthalter und des Raths; von Appenzell, Herr Paulus Suter, Land-Amtmann Innern- und Herr Lorentz Dauner, Land-Amtmann Aussern Rodens; von Stadt St. Gallen, Herr Christoph Hochreutener, Stadt-Schreiber, J. U. Doctor,

ctor, und des Raths; von Biel, Herr Peter Haas, Stadt-Venner und des Raths. Und zwar 1712

I. Thun Löbl. intereßirthe Orth, Zürch, Bern, Lucern und Ury, welche den Frieden vom 8. Julii jüngsthin, damahls würcklich beliebet, unterschrieben und besiegelt; desgleichen Schweitz, Unterwalden, Ob-und-Nid-dem Kernwald und Zug samt dem aussteren Amt, welche selbiger Zeit sich darzu nicht verstehen wollen, dißmahlen in Krafft habender obbemeldter Vollmacht sich dahin erklären, daß selbiger von ihnen sämtlichen auch angenommen und beliebet seye, deme auch in allen seinen Puncten und Articuln völlig nachgelebet und statt gethan werden soll.

II. Daß an statt in besagtem Instrument die Marck-und Sönderungs-Linie in den freyen Aemtern untenher dem Closter Hermetschwyl, oberhalb Sarmenstorff, hinüber auf Fahrwangen angesetzt ware, dieselbe von Lunckhofen an, auf Fahrwangen gezogen werden solle: Daß, was untenher dieser Linie denen beyden Löbl. Orten Zürch und Bern allein (mit Vorbehalt Löbl. Orts Glaris habenden Rechten,) verbleiben, was aber ob dieser ermeldten Marck-Linie, den VII. regierenden Löbl. Orten zu dienen; und anbey diese Marck-Linie, anders als wie im ersten Instrument versehen, nichts bedeuten, sondern einem jeden sein Recht wie zuvor verbleiben; und damit des nacher kein Streit erfolge, dieser District von nun an nach Nothdurfft ausgemarcket werden solle. Dann so sollte auch

III. Beyden Löbl. Ständen Zürch und Bern überlassen bleiben, (jedoch mit Vorbehalt Löbl. Stands Glaris habenden Rechten,) die Stadt Rapperschwyl samt der Bruck, Hoff und Zoll, und übrige Zugehör, nach Inhalt der den 1. Augusti dieses Jahrs von beyden Löbl. Ständten Zürch, und Bern, mit Schultheiß und Rath zu Rapperschwyl geschlossenen Capitulation, wie auch das gegen über stehende Dorff Hurden, und von Mitte desselben annoch ein District in allweg von dreytausend bekannten und üblichen Schuhen, weiter hinaus; Mit noch der Erläuterung, daß ermeldtes Hurden und Einwohner bey ihrer freyen und ohngehinderten Catholischen Religions-Ubung, geist-und weltlichen Freyheiten, Recht und Gerechtigkeiten, Haab und Gut, ohngehindert ruhig verbleiben, beschützt und geschirmet werden; denen dann auch ihr Recht und Nutzniessung, so sie auf dem Schweitzerischen Territorio dermahlen haben, fürbas zuständig bleiben solle. Dabey auch verglichen worden, daß zu ermeldtem Hurden keine Fortificationes als Schantzen gegen einander gemacht werden sollen, und die neu aufgeworffene geschleiffet werden, um die verträuliche Nachbarschafft wiederum desto steiffer einzurichten und zu behalten. Item so solle auch

IV. Der Löbl. Stand Bern in die Mit-Regierung im Thurgöuw, Rheinthal, Sargans und übrigen Bezirck der freyen Aemtern aufgenommen seyn, also daß selbiger von nun an daselbstige Bevogtigungen, auf Löbl. Stands Zürch Ausbedienung, anzutretten haben solle.

1712 V. In diesem Frieden sollen auch kräfftigst mit begriffen seyn nicht nur alle unsere Eyds- und Bunds-Genossen-Schirm und Zugewandte insgemein, sondern auch ins besondere alle die, so dem ein- oder andern Theil mit Rath und That Hülffe geleistet.

VI. Erklären sich sämtliche intereßirte Ort, alle diejenige einer wahren Amnestie geniessen zu lassen, welche währender Zeit dieser Unruhen mit beschehenem und unterlassenem Zuzug, als sonsten gegen ein oder anderm Theil verfehlt haben möchten; auch diejenige, welche sich an beyde Löbl. Stände zu ergeben genöthiget, und sich unter derselbigen Schutz ergeben, oder ergeben wollen, und aber wiederum an ihre vorige Obrigkeit gewiesen worden; denen solle hierum nichts zugesuchet werden, noch sich einiger massen gegen jederman zu entgelten haben.

VII. Die Kriegs-Gefangene sollen allerseits auf Erläg der Atzungs-Kosten gegen einander ausgewechselt werden; und wollen beyde Löbl. Ständ einen mercklichen Uberfluß an der Zahl und Qualität haben, erklären sie sich, selbige ohne Rantzion nach beschehener Bezahlung der Atzungs-Kosten, denen 5. Löbl. Orten, zu Bezeugung Eyd-genößiger Freundschafft, nach publicirten Frieden, auf freyen Fuß zu stellen; da dann zumahlen aller Orten Löbl. Eydgenossenschafft der Eyd- und Bundsgenoßische freye Handel und Wandel wieder hergestellet und offen seyn solle. Und was vor dem Krieg in ein oder andern Orts Bottmäßigkeit, für Waaren, Anforderungen, Schulden, u. Gegen-Schulden u. dergl. gewesen und gelegen seyn, ohnverhindert jeden Theil wiederum angedeyen, u. verabfolget werden sollen.

VIII. Solte es wegen des Herren Prälaten zu St. Gallen bey dem dritten Articul des geschlossenen Friedens vom 18. Julii gäntzlich verbleiben. Und gleichwie die beyden Löbl. Stände sich förderlich angelegen seyn lassen werden, selbiges Geschäfft mit Herrn Prälaten und Convent ohnverzüglich beyzulegen; Also wollen auch die 5. Catholische Löbl. Ort sich allen Fleisses angelegen seyn lassen, diesen Frieden bestens ihres Vermögens in Güte zu befördern, damit die allgemeine Ruhe und Wohlstand im gemeinen lieben Vaterland wieder hergestellet werde.

Schließlichen sollen, so bald die von Löbl. 5. Orten per Expressos, verlangte Ratification dieser Tractaten eingelanget und extradirt seyn wird, alle Feindthätlichkeiten, als Contributionen und anderes wiedriges, aufgehebt, und die Völcker in eigene Lande zurück gezogen werden.

Zu mehrer Bekräfftigung alles obstehenden, haben die Herren Ehren-Gesandte Löbl. intereßirten Orten gegenwärtiges Friedens-Instrument, Krafft habender obangezogener Vollmachten, eigenhändig unterschrieben, und mit dero angewohnten Petschafften versehen. Ubrigens sich die Löbl. XIII. und zugewandte Ort Freund-Eydgenössisch erklären, die zusammenhabende Bündt aufrichtig und getreulich unter- und gegen einander zu beobachten und zu halten; Der Meynung, daß von-dato inner zehen Tagen diese und vorige Friedens-

Tractaten in ein Haupt-Instrument zusammen getragen, und von allen Löbl. 13. und zugewandten Orten der Eydgenoßschafft, als welchen ein beharrlicher Frieden gantz billig angelegen, mit allseitigen Stands-Insiegeln verwahret werden soll. Also behandelt und beschlossen in Arau, den 9. und 11. August 1712. 1712

(L.S.) Johann Jacob Escher.
(L.S.) Hans Jacob Ulrich.
(L.S.) S. Frisching.
(L.S.) C. Steiger.
(L.S.) A. Tscharner.
(L.S.) J. M. Schweitzer zu Buchnaß.
(L.S.) C. A. am Ryn.
(L.S.) J. A. Pündtiner.
(L.S.) J. Sebastian Jauch.
(L.S.) Joseph. Frantz Erler.
(L.S.) Niclaus im Feld.
(L.S.) Sebastian Remigius Reyser.
(L.S.) Joseph Ignatius Stultz.
(L.S.) B. J. zur Lauben.
(L.S.) W. D. Müller.
(L.S.) Gall Letter.
(L.S.) Oßwald Heglin.

CCLI.

Tractat zwischen Groß-Brittanien und Holland wegen der Garantie der Protestantischen Succesion und Barriere. de An. 1713.

QUandoquidem in Tractatu, qui super Successionem ad Coronam Magnam Britanniæ atque Obicem sive Repagulum, vulgo *Barriere*, Unitarum Belgii Provinciarum 29. die Octobris 1709. inter Serenissimam ac Potentissimam Principem Dominam Annam, Mag. Brit. Franc. & Hibern. Reginam, fidei Defensorem, & Celsos & præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii conclusus fuit, complures Articuli, clausulæque contineantur, quæ ampliorem explicationem desiderant, quæque, nisi emendationes aliquæ ex æquo adhibeantur, jam nunc damna, & proinde ex iis, quæ hinc olim sequi poterunt, commodis rationibusque subditorum dictæ suæ Regiæ Majestatis periculum allaturi videantur; aliique porro extent, qui, postquam Tractatus supradictus initus est, diutius nec necessarii neque apti sunt. Cumque Art. XVII. præc. Tractatus provisum fuerit, ut Conventio quædam separatim fieret de conditionibus, quibus prædicta Sua Regia Majestas Dominique Ordin. Gen. promitterent sponde- 1713

 rent-

1713 rentque sese subministraturos auxilia, quorum usus foret ad fidei jussiones, vulgo *Guarantias* mutuo præstandas, quæ quidem Conventio haudquaquam facta est; Antedicta Regia Maj. Magn. Brit. & Dom. Ord. Gen. Fœd. Belgii serio perpendentes, quanti interfit, ut nihil imperfectum, nihil obscurum restaret in Tractatu, qui utrique Nationi permagni adeo momenti est; quodque nulla ineunda sit Pactio, quæ subditis alterutrius partis gravis esse videatur, in Fœdere, cujus scopus propositumque fuerit ut Amicitiæ vincula arctius utrinque adstringerentur, & de mutua securitate melius efficaciusque præcautum esset, e re fore existimaverunt novum Tractatum conficere, cœteris Tractatibus Fœderibusque quæ inter ipsos nunc vigent addendum. Atque eum denique in finem Regia Sua Maj. Magn. Brit. mandatis suis atque authoritate sufficiente instruxit N. N.

Domini vero Ordines Generales a sua parte mandatis atque authoritate sufficiente muniverunt N. N.

Qui quidem Ministri plenariis potestatibus instructi munitique vi earundem in Articulos subsequentes convenerunt.

Art. I.

Tractatus ille vulgo de successione & de obice, sive *Barriere*, nominatus, qui 29 die Mensis Octobris Anno Dom. 1709. Hagæ Comitum inter Sereniss. Reginam Magn. Brit. & Dom. Ordin. Gen. Uniti Belgii conclusus fuit, una cum duobus Articulis separatis eodem die signatis, nullius abhinc vigoris virtutisve esse censebitur: Dictusque Tractatus articulique duo præfati rescinduntur jam irritique declarantur eodem modo, ac si nunquam facti aut ratihabiti fuissent. Omnes autem alii Pacis, Amicitiæ, Unionis, Confœderationis, Tractatus inter præmemoratam Regiam Suam Maj. & Dom. Ordines Generales conclusi, hisce comprobantur confirmanturque, atque eandem vim virtutemque obtinere debent, ac si in præsenti hoc Tractatu inserti fuissent.

II. Cum lege quadam in Parliamento Angliæ lata anno 12. Regni nuperi Sereniss. Regis Guilielmi III. cui Titulus est, *Actum de Ulteriori Coronæ limitatione & meliore securitate jurium libertatumque Subditorum &c.* sancitum declaratumque fuerit, quod post obitum prædicti Regis, Reginæ jam regnantis, quæ tum Princeps Anna Daniæ vocabatur, & deficiente Prole, ex Regina & etiam ex Rege supra memoratis oriunda, Corona Regalisque Gubernatio Angliæ, Franciæ atque Hiberniæ & ditionum eo spectantium, deveniret pertineretque ad Excellentissimam Principem Sophiam, Electricem & Ducissam viduam Hannoveranam & heredes ejus Protestantes. Cumque ex eo tempore in plurimis cum Angliæ, tum Scotiæ Parliamentis statutum fuerit, ut successio ad Monarchiam Regni uniti Mag. Brit. & ditionum eo spectantium, post dictæ Sereniss. Reginæ obitum & sobole ab eadem deficiente, deveniret pertineretque ad Excellentissimam Principem Sophiam heredesque ipsius Protestantes: ut Pontificii omnes, atque ii, cæve, qui cum Pontificiis matrimonium contraxerint,

xerint, excluderentur a Corona Magn. Brit. & ditionum eo spectantium, atque in perpetuum hæreditatem, possessionem vel usumfructum eorundem habendi incapaces redderentur. Quæ quidem provisio diversis Parliamenti Actis constituta, super successionem ante dictam, postea stabilita firmataque fuit lege quadam in Parliamento Magn. Brit. lata anno 6. Reginæ, nunc regnantis, cui titulus est: *Actum de securitate personæ & gubernatione Regiæ Suæ Maj. Successionisque ad coronam Magn. Brit. in stirpe Protestantium.* Cumque nulla potestas extranea, neque persona ulla quæcunque jus habeat revocandi in dubium constitutionem a Parliamento Magn. Brit. factam aut sese eidem opponendi, quoad devolutionem, limitationem hereditatem ve Coronæ ejusdem Regni. Si autem contingeret, ut potestas aliqua extranea, vel status seu persona, Personæve quæcunque, sub specie qualibetcunque, directe vel indirecte, bello aperto, vel conspiratione, proditione seu perfidio sese opponere velint juri successionis heredum Majestatis Suæ Regiæ post obitum ipsius, vel deficientibus hujusmodi hæredibus, juri successionis Excellentissimæ Principis Sophiæ, aut heredum ejus quorumcunque, ad quos dicta successio tunc spectaverit, secundum leges & statuta Magnæ Brit. &c. Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum promittunt ac spondent sese omni prorsus tempore, vivente Seren. Regina antea memorata, ipsi opitulaturos ad pugnandum pro jure successionis ad Coronam Regiam Magn. Brit. prout per leges & statuta ejusdem Regni stabilita determinataque est; & post obitum ante dictæ Serenissimæ Reginæ sese opem laturos hæredibus ejus de corpore suo natis, hisce deficientibus, Principi Sophiæ supra memoratæ, aut talibus ejus heredibus, ad quos, ut præfatum est, successio ad Coronam Regiam Magn. Brit. post obitum Sereniss. Reginæ nunc regnantis, legitime spectaverit, ut veniant in ejusdem possessionem, eandemque conservent; obstituros autem personæ cuilibetcunque, quæ Possessioni Coronæ ante dictæ, ejusque conservationi impedimentum aliquod afferre voluerit, secundum ejusmodi requisitionem, atque ad ea tempora, eoque modo ac ea virium proportione, terra marique, sicut artic. 13. hujusce Tractatus explicatius dictum est. 1713

III. Quandoquidem art. 5. Fœderis inter Serenissimum Romanorum Imperatorem Leopoldum, Serenissimum Regem Magn. Brit. Guilielm. III. gloriosæ memoriæ, & DD. Ord. Gen. Fœderati Belgii, Hagæ Comitum, die 7. Sept. Anni 1701. confecti, cautum provisumque fuerit, ut dicti Fœderati omnes nervos intendant, quo recuperent Provincias Hispano-Belgicas, ut sit obex & repagulum, vulgo *Barriere*, Galliam a Belgio Fœderato removens & separans, pro securitate Ord. General. quemadmodum ab omni tempore inservierunt, donec Rex Christianissimus eas milite suo occupavit, conventum jam concordatumque est, ut Regia Sua Majestas Magn. Brit. omni ope atque opera enitatur, & Tractatu Pacis ineundo, non solum ut Provinciæ Hispano-Belgicæ, verum urbes, oppidaque alia quæ opus esse videan-

dean-

1713 deantur, seu bello parta, sive nondum capta, formando Ord. General. repagulo sive *Barriere*, inserviant.

IV. Eum itaque in finem pactum constitutumque est, ut DD. Ordines Generales præsidia collocare, conservare, augere, sive diminuere possint, prout ipsis visum erit, in locis sequentibus scil. Fúrnes, Fortalitio Knock dicto, Ipres, Menucino, sive Menin, in urbe & arce Tornacea, in Montibus, Caroloregia, in urbe & arce Namurca, in arce Gandavensi, in Fortalitiis la Perle, Philippe & Damne appellatis, nec non Fortalitio St. Donati, munitionibus Clusensibus penitus annexo, eujus proprietas Ordinibus Generalibus conceditur; & Fortalitium Rodenhuysen appellatum, cis Gandavum diruetur.

V. Sin autem evenerit, ut dicti Ordines Generales bello re ipsa implicati fuerint contra Galliam, aut aperte patuerit, Galliam ipsos aggressuram esse, eo casu iisdem licitum erit, talem copiarum numerum, quem e re sua esse judicaverint, in eas urbes, oppida & fortalitia Provinciarum Hispano-Belgicarum mittere, quas belli ratio & necessitas postulaverint.

VI. Licitum porro ipsis erit, in urbes, oppida & fortalitia, ubi præsidia habuerint, commeatum, apparatus bellicos, arma, tormenta grandiora, munitionum construendarum materiam, quodcunque denique præsidiis supradictis & munitionibus idoneum aut necessarium fuerit, sine impedimento atque omni vectigali seu portorio subvehere.

VII. Alti memorati Domini Ordines Generales, in urbibus, oppidis & fortalitiis Art. IV. recensitis, ubi præsidia habuerint, tales Gubernatores, Præfectos, Majores, aliosque Officiarios instituere possunt, prout ipsis visum erit, adeo ut nullis omnino Imperio, quoad securitatem locorum supradictorum, & leges sive consuetudines militares, subjiciantur, præter solos unicosque Ordines Generales. Salvis tamen iis juribus & libertatibus, cum Ecclesiasticis, tum politicis Serenissimi Imperatoris Caroli Sexti.

VIII. Licitum autem erit præfatis Dom. Ordinibus Generalibus dictas urbes, oppida & fortalitia eodem pertinentia munire, munitionesque reficere, eo modo, quem necessarium duxerint, adeoque omnia facere, quæ eorundem defensioni conducere posse videantur.

IX. Conventum vero cum sit, quod Provinciarum Hispano-Belgicarum proprium & supremum Dominium ad Cæsaream suam Majestatem pertineat, tam earum, quæ a nupero Hispaniarum Rege Carolo secundo tempore mortis suæ possessæ fuerant, quam earum, quæ in ejus possessionem non venerant, quæque a Gallia pacis futura transactione cedi contingeret, necesse itaque erit ut stipulatio fiat atque adeo fiat, ut pactum concordatumque est ut omnes reditus, præter eos, quibus opus erit ad sustinendam Gubernationem Civilem, Urbium, Oppidorum, Castellorumque, atque locorum ab iis dependentium, quæ præsenti hoc Tractatu Repaguli, sive Barriere, pars fieri debeant, quique ad nuperum Hispaniarum Regem

Caro-

Carolum secundum tempore mortis suæ nequaquam pertinebant, in posterum ad Dom. Ord. Gen. attinere censebuntur, atque ab iisdem colligentur in usum sustentationemque militum præsidiariorum, & ad sumtus Munitionum, Apothecarum, sive Armamentariorum, aliarumque rerum suppeditandos; sub ea autem speciali conditione, ne Ordines Generales virtute hujus articuli, vel quocunque alio nomine, potestatem sibi unquam sumant nova vectigalia in locis prædictis imponendi, vel antiqua augendi, diminuendive. Conventum porro conclusumque est sub eadem conditione, haud quaqum vero aliter, ut ad impensas supra memoratas subministrandas, decies centum millia Florenorum quotannis, sive centum mille Imperiales tertio quoque mense, DD. Ord. Generalibus numerentur ex certissimis optimisque proventibus earum partium Provinciarum Hispano-Belgicarum, quæ a nupero Hispaniarum Rege tempore mortis suæ possessæ fuerant. 1713

X. Nulla urbs, oppidum, fortalitium, sive territorium, in Provinciis Hispano-Belgicis cedi, transferri, donari aut devenire potest ad Coronam Gallicam, vel ad quenquam ex stirpe Gallica, sive id fiet virtute doni alicujus, seu venditionis, commutationis, conventionis matrimonialis, hæreditatis, successionis ex testamento, ab intestato, quocunque demum titulo, vel quocunque sit modo, nulla ex prædictis Provinciis potestati, autoritative Regis Christianissimi, aut cujusquam ex stirpe Gallica unquam subjici potest.

XI. Quandoquidem vero articulo 9. fœderis supra dicti 7. die Sept anno 1701. facti, constitutum est, ut tempore, quo transactio vel pax fieret, fœderati inter se convenirent, præter alias res, de modo, quo DD. Ord. Generales per obicem antededictam, vulgo Barriere dictam, securi reddantur, Regis Sua Majestas Mag. Brit. vi hujusce pactionis promittit, sese omnem operam collaturam, ut Cæsaream suam Majestatem perducat ad ineundum cum Dominis Ord. General. Tractatum, iis omnibus, quæ superius de obice sive Barriere concordata sunt, consentaneum: dictaque sua Regia Majestas promittit insuper, se studio omni & officio continuo enixuram, donec Tractatus ante memoratus conclusus fuerit; eodemque confecto fidejussionem suam sive guarantiam daturam esse.

XII. Quandoquidem suprema Autoritas in Provinciis Hispano-Belgicis, ex quo ab hoste illas recuperari contigerit, in Regia sua Majestate Mag. Brit. & in DD. Ord. Generalibus collocata fuerit, copiæque dictæ suæ Regiæ Majest. & DD. Ordin. General. maximam partem urbium, oppidorum fortalitiorumque, ad ea pertinentium, jam nunc præsidiis occupant; Conventum hodie concordatumque est, quod neque provinciarum ante memoratarum gubernatio mutabitur, neque de quapiam ex urbibus, oppidis, aut fortalitiis præfatis, milites præsidiarii deducentur, donec commercia utilitatesque subditorum Mag. Brit. ad mentem Regiæ suæ Majestatis, atque itidem

com-

1713 commercia & utilitates Subditorum Belgii Provinciarum ad mentem DD. Ord. Generalium accommodatæ fuerint, atque obex sive Barriere DD. Ordinum Generalium modo supra designato constituta fuerit ac firmata.

XIII. Cum verro usu compertum sit, summe necessarium esse, non solum omnem obstructionem, interruptionemque, aut alia quæcunque gravamina prævenire, quæ commercio Britannico oriri possunt ex eo, quod jus præsidii Dom. Ord. Generalibus, in tot locis, quæ fluviis & canalibus imposita sunt, atque in aliis provinciarum Hispano-Belgicarum partibus conceditur, verum etiam omnes fraudes & collusiones præscindere, quæ excitari queant ex abusu privilegii, sive immunitatis Articulo VI. hujus tractatus ipsis concessæ: Pactum & Conventum est, subditi Sereniss. Reginæ Mag. Brit. imposterum tam belli, quam pacis tempore, in omnibus locis Provinciarum Hispano-Belgicarum atque obicis seu Barriere dictis Ordinibus General. cedendis, privilegiis, exemptionibus, libertatibus, facilitatibusque universis quoad Commercia, tam quæ importationem, quam quæ exportationem spectant, fruantur, quibus unquam olim gavisi sunt, aut gaudere debuerant, ut omnibus porro Privilegiis, exemptionibus, libertatibus, facilitatibusque fruantur, quæ Subditis Ord. Gen. in Provinciis Hispano-Belgicis & in locis ad obicem sive Barriere attinentibus, vel jam concessæ fuerint, vel in posterum unquam concedentur, eo quidem modo, ut nulli omnino Officiario, seu Civili seu Militari, Mercimoniorum ad dictos Mag. Brit. subditos pertinentium, transitum impedire, vel tardare unquam permittatur. Spondentibus præfatis Ord. Gen. sese graves pœnas, quantum in iis situm erit, illi illisque irrogaturos, qui mentem hujusce articuli quovismodo in contrarium egisse coarguantur. Ante dicti Ordin. Generales sese porro obstringunt, mandata sedulo & efficaciter daturos, eademque stricte observari curaturos, ne commeatus apparatuum Bellicorum, & cœterorum, quorum in dicto Art. V. mentio facta est, subvehendorum nomine, fraudes ullæ committantur, quoad vectigalia rebus mercatoriis imposita, quæ quidem res mercatoriæ in navigiis iisdem, aliisve vehiculis, una cum dicto commeatu, apparatibus bellicis scilicet, non onerabuntur, unquam nec transportabuntur. Quo tamen leges & conditiones singulæ instituantur, quæ generali huic Articulo melius & plenius observando necessariæ esse queant, hisce insuper conclusum est, ut Commissarii ab utraque parte nominentur, qui intra 15. dierum spatium a ratihabitione hujus Tractatus convenient, ad statuendum & perficiendum inter se, & cum Commissariis Cæsareæ Majestatis, si quos ipse a sua parte nominare voluerit, omnes res rationesque, quæ ad Commercia in Provinciis Hispano-Belgicis, & in locis ad obicem sive Barriere pertinentibus, habenda spectant, secundum verum sensum mentemque explicatissimam hujus Articuli.

XIV. Quo vero fidejussiones sive guarantiæ vi hujus Tractatus mutuo

mutuo susceptæ melius certiusque executioni mandentur, pactum conventumque est, ut Serenissima Regina Mag. Britan. ejusdemque heredes, vel Successores, requisitione facta a parte Dom. Ordin. General. & non aliter, auxilia inferius expressa subministrent, ad præstandam obicis sive Barriere fidejussionem vulgo guarantiam: Similiter Dom. Ord. Generales, requisitione facta ex parte Regiæ Majestatis, aut post obitum ipsius, heredis proximi ex illa nati, aut eo iisve deficientibus, successoris proximi protestantis, qui titulum ad coronam tunc temporis habuerit, virtute actorum statutorumque Mag. Brit. & non aliter, auxilia inferius designata subministrabunt, ad præstandam ipsorum fidejussionem sive guarantiam super successione ad Coronam Mag. Brit. pactum ulterius conventumque est, ut casu existente, quo partium contrahentium alterutra requisita fuerit modo supra dicto, auxilia, quæ subministranda erunt, secundum proportiones insequentes mittantur: Scilicet Serenissima Regina Mag. Brit. ejus heredes & Successores, in auxilium Dom. Ord. General. 10000. pedites mittent, & vicissim Dom. Ord. General. in auxilium Regiæ Suæ Majestatis ejusve heredum Successorumve 6000. peditum mittent armis bene instructorum, sub ejusmodi præfectis aliisque officiariis atque in tales legiones vulgo Regimentes atque cohortes distributorum, prout Regiæ Majestati suæ ejusque heredibus & Successoribus, si ipsa ipsique auxilia miserint, visum erit, & quemadmodum Dom. Ord. Generales opportunum esse duxerint, si ab ipsis auxilia submittenda fuerint. Tenebitur etiam pars alterutra 20. naves Bellicas expedire, probe rebus omnibus ornatas munitasque, atque auxilia ante dicta impensis partis, quæ illa miserit, alentur instruenturque, in opem & usum partis, quæ eadem requisiverit. Sin autem acciderit, ut periculum adeo repentinum immineat, ut nihil temporis reliqvum sit officiosis intercessionibus adhibendis, adeoque magnum & majorem copiarum numerum naviumque bellicarum postulat, tenebitur jam pars utravis ab altera requisita, auxiliorum vim adaugere, pacem cum aggressore dirimere, copiasque suas omnes terra marique cum copiis partis bello impetitæ conjungere. 1713

XV. Conventum porro est, ut Reges, Principes Statusque, qui huic tractatui accedere cupiunt, eo invitentur admittanturque, illo tamen modo, ut dicta invitatio atque admissio junctim, & non separatim a Sereniss. Regia Majestate Britann. & a DD. Ord. General. proficiscantur.

XVI. Regia Sua Majestas Mag. Britan. & DD. Ord. General. omnia & singula, quæ in præsenti Tractatu continentur, confirmabunt ratihabebuntque intra spatium 4. hebdomadarum a die Subscriptionis, vel citius si fieri poterit.

In quorum fidem supra memorati Plenipotentiarii, commutatis hinc inde Plenipotentiarum suarum Tabulis, hunc Tractatum manu

1713 nu quisque sua signarunt, & sigillis suis confirmarunt. Ultrajecti die decimo nono (trigesimo) mensis Januarii, Anno a Christo nato 1712 (13.)

(L.S.) J. Bristol.	(L.S.) J. W. Randwyk.
(L.S.) Strafford.	(L.S.) G. Buys.
	(L.S.) B. v. d. Dussen.
	(L.S.) F. A. Baron de Rhede Renswoude.
	(L.S.) S. v. Goslinga.
	(L.S.) Comte de Kniphuysen.

Articulus Separatus Tractatui de Successione & Barriere appositus.

QUandoquidem Domini Ordines Generales Uniti Belgii proposuerunt, quod ditionum suarum limites in Flandria tam arcte & tam incongrue constituti sunt, ut nonnullis in locis Territorium alterius Flandriæ ad ipsa ibidem Dominorum Ordinum Fortalitia pertingat, unde plurima oriuntur incommoda, uti ex eo patuit, quod sub initium belli præsentis evenit, qvum Fortalitii constructio sub ipsis munimentis loci vulgo Sas de Gend appellati tentata fuit, eo nempe prætextu, quod illud in alterius Domini Territorio fieret: Et cum proinde ad ejusmodi aliaque incommoda evitanda necessarium sit, ut Territorium Dominorum Ordinum ibidem ita protendatur, ut Loca, Urbes & Fortalitia ea in parte Ditionum suarum satis in tuto sint, Regia Sua Majestas Mag. Britan. ista rationum momenta probat per hunc Articulum separatum, qui ejusdem, ac Tractatus hodie conclusus, vigoris erit, promittit spondetque, sese in Pactis, Cæsaream Suam Majestatem inter & Dominos Ordines Generales ineundis, operam & officia collaturam esse, quo per Cæsaream suam Majest. Dominis Ordinibus Generalibus talis Territorii Flandrici pars in proprietatem perpetuam cedatur, quæ prædictis aliisque incommodis evitandis & limitibus ibidem amplificandis meliusque constituendis omnino sufficiat.

In quorum fidem supra memorati Plenipotentiarii commutatis hinc inde Plenipotentiarum suarum Tabulis, hunc Articulum manu quisque sua signarunt & Sigillis suis confirmarunt. Utrajecti die decimo nono (trigesimo) mensis Januarii anni a Christo Nato 1712 (1713.)

Sign.

(L.S.) Joh. Bristol. C. P. S.	(L.S.) J. v. Randwyk.
(L.S.) Strafford.	(L.S.) W. Buys.
	(L.S.) B. van der Dussen.
	(L.S.) J. A. van Rheede, Vryheer van Renswoude
	(L.S.) Sicco van Goslinga.
	(L.S.) Graaf van Kniphuysen.

RATIFI-

RATIFICATION. 1713

NOus ayant vû & examiné le susdit Traité, l'avons approuvé & ratifié, ainsi que par ces Presentes tant pour nous que pour nos Heritiers & Successeurs l'approuvons & ratifions ; Engageant notre Parole Royale & promettant d'executer & d'observer avec sincerité & de bonne foi toutes les choses qui sont contenuës dans ledit Traité, & de ne jamais permettre, autant qu'en Nous est, que ledit Traité soit violé, ou qu'il y soit contrevenu en aucune maniere. En foi dequoy & pour une plus grande sûreté, Nous avons fait apposer à ces Presentes signées de Notre Main Royale Notre Grand Seau de la Grande-Bretagne. De Notre Palais de St. James, le 2. du Mois de Fevrier de l'an de N. S. 1712 (1713.) & de Notre Regne l'an onziéme.

ANNE REINE.

CCLII.

Traité de l'Assiento, conclu entre leurs Majestés Britannique & Catholique, A. 1713.

LE ROI.

D'autant que *l'Assiento*, dont on étoit convenu *avec la Compagnie Royale de Guinée*, établie en France, pour fournir *des Esclaves Negres aux Indes Occidentales*, est expiré ; & que la Reine de la Grande-Bretagne souhaite d'entrer en ce Commerce, en son nom *la Compagnie Angloise*, comme cela est stipulé dans les Preliminaires de la Paix, & que cet *Assiento* subsiste pendant le terme de trente Ans: *Don Manuel Menasses de Gilligan*, Deputé pour cet effet par Sadite Majesté de la Grande-Bretagne, a remis entre mes mais un plan dressé à cette fin, contenant quarante deux Articles, pour servir de regle à ce Contract, lequel j'ai communiqué *à une Junta de trois Ministres de mon Conseil des Indes*, pour savoir leur sentiment sur chaque Article ou condition dudit Contract. Mais comme sur cet Examen il s'est trouvé plusieurs points dont ils n'ont pu convenir, je l'ai fait examiner seconde fois, par une autre Junta ; de sorte qu'etant informé à fonds de la chose, j'ai resolu, non obstant les objections faites par les uns & par les autres, de conclure & terminer cet *Assiento* à la Satisfaction de la Reine de la Grande-Bretagne. Dans cette vuë j'ai jugé à propos d'admettre & d'approver par un décret Royal du 12. de ce mois, les quarante deux Articles contenus dans le Plan susmentioné de la maniere ci-après specifiée, avec les additions, que j'ai resolu d'y ajouter de mon propre mouvement, en faveur de ladite Compagnie, aussi contenuës dans mon dit Decret. Le tout de la maniere suivante.

Art. I.

En premier lieu, pour procurer par ce moyen, mutuellement & reciproquement l'avantage des Souverains & des Sujets des deux Cou-

1713 Couronnes, Sa Majesté de la Grande-Bretagne offre & s'oblige, pour les personnes qu'Elle nommera & autorisera pour cet effet, de faire transporter *aux Indes Occidentales de l'Amerique* appartenant à Sa Majesté Catholique, *à commencer du premier jour de May 1713. jusques au même jour de l'année 1743. le nombre de cent quarante quatre mille Negres, Piezas de India,* des deux sexes, & de tous les âges, *sur le pied de quatre mille huit cent Negres, Piezas de India, par an-pendant le cours des dites trente années,* à condition, que les personnes, qui se transporteront *aux Indes Occidentales,* pour travailler aux affaires *de l'Assiento,* se garderont de rien faire qui puisse offenser; car en ce cas ils seroient poursuivis en justice & punis de la même maniere, qu'ils l'auroient été en Espagne, supposé qu'une faute de la même nature y eut été commise.

II. Que *les Assientistes, ou la Compagnie de l'Assiento,* payera de châque Negre-Pieza de India, suivant le modele regulier de sept quartiers, n'etant ni vieux ni defectueux, selon ce qui a été pratiqué & établi jusqu'à present aux Indes, la Somme de trente trois Pieces de huit, Escudos, & la troisieme partie d'une Piece de huit, en y comprenant *tous les Droits d'Alcavala, de Siza, d'union de Armas, de Boqueron,* ou aucun autre Droit, de quelque nature qu'il puisse être, d'entrée ou de Regale, qui sont ou qui pourroient être imposés à l'avenir, appartenant à Sa Majesté Catholique, en sorte qu'on ne pourra rien exiger au de là; Et au cas que les Gouverneurs, Officiers Royaux, ou autres Ministres en drissent d'avantage, on en tiendra compte *aux Assientistes,* & cela sera rabattu sur les Droits des 33. Pieces de huit & un tiers susmentionnés, qu'ils doivent payer à Sa Majesté Catholique, la chose etant prouvée par un certificat authentique, qui ne pourra être refusé par un Notaire public, à la requisition *des Assientistes.*: Et pour cet effet on fera publier un Ordre ou une Cedule generale, dont la teneur sera la plus ample qu'il se pourra.

III. Que *lesdits Assientistes* avanceront à Sa Majesté Catholique, pour suppléer aux besoins pressans de la Couronne, *la Somme de deux cent mille Pieces de huit, ou Escudos,* en deux payemens égaux, de cent mille pieces de huit chacun, dont le premier se fera deux mois après que Sa Majesté aura approuvé & signé cet Assiento; & le second au bout des deux autres mois, après le premier payement; & cette Somme ainsi avancée ne sera rembourſée qu'après le terme échu des vingt premieres années de *cet Assiento,* & alors on pourra la deduire par portions égales, pendant les dix années restantes, sur le pied *de vingt mille pieces de huit* par an, qu'on rabattra sur les Droits imposés sur *les Negres,* payables pendant le cours de ces Années là.

IV. Que *les Assientistes* seront obligés de payer l'avance *de deux cent mille pieces de huit,* en cette Cour; comme aussi de six en six moix, la moitié du montant des Droits payables pour *les Piezas d'Esclaves,* qui sont convenus de transporter tous les ans.

V. Que le payement des dits Droits se fera de la maniere mentionnée dans l'Article precedent, sans aucun delai ou dispute, & sans y donner

donner aucune autre intrepretation : Cependant, avec cette reserve, que *les Assientistes* ne seront obligés de payer ces Droits que pour *quatre mille Negres, Piezas de India*, par an, sans compter *les huit cent* qui restent, Sa Majesté accordant par cet Article aux Assientistes les Droits qu'ils en devroient payer, pendant tout le cours des trente années *de cet Assiento*, en la meilleure forme & maniere possible, en consideration des risques que courent *les dits Assientistes*, & de l'interêt qu'on devroit leur payer de l'argent avancé, & du payement qu'ils font en cette Cour, des Droits *de quatre mille Piezas susdits*. 1713

VI. Que *les dits Assientistes*, après avoir fourni tous les ans le nombre *de quatre mille huit cent Negres* selon leur Contract, pourront encore, au cas qu'ils le jugent necessaire pour le service de Sa Majesté Catholique & celui de ses Sujets, en fournir un plus grand nombre, pendant les vingt cinq premieres années de ce Contract (car pendant les cinq derniers il ne leur sera permis d'en transporter que le nombre *de quatre mille huit cent*, dont on est convenu,) à condition, qu'ils ne payeront que *seize pieces de huit & deux tiers d'une piece de huit*, pour tous les Droits *de chaque* Negre, *Pieza de India*, qu'ils transporteront au delà des quatre mille huit cent, ce qui fait la moitié *de trente trois pieces de huit & un tiers susmentionnées;* & ce payement se fera aussi en cette Cour.

VII. Qu'il sera permis *aux dits Assientistes* d'employer pour ce Commerce les propres Vaisseaux de Sa Majesté de la Grande-Bretagne, ou ceux de ses Sujets, ou même ceux de ses Sujets de Sa Majesté Catholique, du consentement des proprietaires, en leur en payant le fret, & en se servant des Matelots Anglois ou Espagnols, selon qu'ils le jugeront à propos; à condition qu'on prendra soin, que les Officiers des Vaisseaux employez par *les Assientistes*, ni leurs Matelots ne troublent en aucune maniere, & ne causent aucune scandale à l'exercice de la Religion Catholique, sous les peines marquées, & selon les Reglemens etablis dans le premier Article *de cet Assiento*. Il sera de plus permis *aux dits Assientistes* d'introduire *leurs Esclaves* Negres, selon le contract, dans tous les Ports de la Mer *du Nord & de Buenos Ayros*, sur aucuns de Vaisseaux susmentionés, de la maniere que cela a été accordé *aux Assientistes*, qui les ont precedés: Mais toujours à condition que ni les Officiers ni les Matelots ne causeront aucun scandale à la Religion Catholique Romaine, sous les peines susdites.

VIII. Que comme on a trouvé par experience, que rien ne peut être plus prejudiciable aux interêts de Sa Majesté & à celui de ses Sujets, que de ne pas permettre aux Assientistes de transporter *leurs Negres* dans tous les Ports des Indes en general, puisqu'il est certain, que les Provinces qui sont privées de cet avantage en perissent, faute d'avoir leur terres cultivées, ce qui les a reduits à la necessité des s'en pourvoir même frauduleusement, il est permis *aux dits Assientistes*, par une condition expresse de ce Contract, de transporter & de vendre *leurs Negres dans tous les Ports de la Mer du Nord, & ceux de Buenos Ayros* à leur choix. Et pour cet effet Sa Majesté Catholique

1713 revoque les defenses contenuës dans *les Assiento* precedens, de ne les transporter que dans les Ports marqués en iceux; avec cette restriction cependant, qu'il ne sera permis *aux dits Assientistes* de les transporter & debarquer, que dans les Ports où il y a des Officiers Royaux, ou des Députés de leur part, qui puissent visiter leurs Vaisseaux & leurs Cargaisons, pour certifier le nombre des Negres transportés. On est aussi convenu que *les Negres* transportés dans les Ports de la côte, qui est contre le vent, *à Santa Martha, Cumana & Maracagbo*, ne pourront être vendus par *les Asientistes* pour plus *de trois cent pieces de huit châcun*, & autant moins qu'il sera possible, pour encourager les habitans de ces lieux là à les acheter; mais quant aux autres Ports *de la Nouvelle Espagne, ses Isles & la terre ferme*, il sera permis aux Assientistes de les vendre au meilleur prix qu'il leur sera possible.

IX. Que comme il est permis *auxdits Asientistes* pour les raisons alleguées dans l'Article precedent, de transporter *leurs Negres* dans tous les Ports *de la Mer du Nord;* on est convenu de même, qu'il le pourront faire *dans la Riviere de la Plata*, Sa Majesté Catholique leur permettant de transporter (du nombre *des quatre mille huit cent Negres*, qu'ils peuvent introduire tous les ans en vertu de *cet Asiento*) dans cette *Riviere* ou *à Buenos Ayros*, pendant chacune des trente années *dudit Asiento*, le nombre *de mille deux cent de ces Piezas de India*, des deux sexes, pour les y vendre au prix dont ils pourront convenir, les embarquant sur quatre Vaisseaux capables de les contenir, huit cens desquels seront vendus *à Buenos Ayros*, & les quatre cens restans pourront être transportés & serviront pour les Provinces qui sont au dessus, & pour *le Royaume de Chili*, les vendant aux hâbitans, s'ils les veulent venir acheter dans le dit Port *de Buenos Ayros*. De plus, on déclare qu'il sera permis à Sa Majesté Britannique & *aux Asientistes* en son nom de posseder dans la dite *Riviere de la Plata* quelques terres, que Sa Majesté Catholique ordonnera ou assignera, suivant ce qui a été stipulé dans les prelemimaires de la Paix, à compter du temps où cet Assiento aura lieu, suffisantes pour planter, pour cultiver, & pour entretenir du Betail, pour la subsistance des personnes appartenant à *l'Asiento de leurs Negres:* il leur sera même permis d'y batir des maisons de bois, & non d'autres materiaux, sans qu'ils puissent faire aucune levée de terre, ni les moindres fortifications. Sa Majesté Catholique nommera aussi un Officier tel qu'elle le jugera à propos, & de ses propres Sujets, lequel residera sur lesdites terres, & aura la direction de tout ce qui en dépendra. Et toutes les autres choses, qui concerneront *l'Asiento*, seront sous la direction du Gouverneur & des Officiers Royaux *de Buenos Ayros: Les Asientistes* ne payeront aucuns Droits, & à l'égard des terres susdites, pendant tout le terme *de l'Asiento*.

X. Quant au transport & à l'introduction *des Negres* dans les Provinces *de la Mer du Sud*, il sera permis *aux Asientistes* de fretter, soit *à Panama* ou dans tout autre Port ou Havre *de la Mer du Sud*, des

des Vaisseaux ou des Fregates d'environ quatre cent Tonneaux, un peu plus ou moins, sur lesquelles ils pourront les embarquer *à Panama*, & les transporter à tous les Ports *de Perou*, & à aucun autre de ce côté là. Ils pourront aussi mettre sur ces Vaisseaux les Equipages & les Officiers, tant militaires que de marine, qu'ils jugeront à propos; & il leur sera permis de même, de transporter le provenant de leur vente au dit Port *de Panama*, soit en fruits du Païs, soit en argent monnoye, *en barres d'argent*, ou en *Lingots d'Or*, sans être obligés de payer aucun Droit pour le dit or ou argent, soit d'entrée ou de sortie, pourvû qu'il soit marqué sans aucune fraude, & qu'ils fassent paroitre que c'est le provenant *des Negres*, lequel doit être exemt de tous les Droits, de même que si le dit argent & lingots d'or appartenoient à S. M. C. Il sera pareillement permis aux dits *Assientistes* d'envoyer *d'Europe à Portobello* & delà *à Panama*, par la riviere *de Chagre*, ou par des voitures de terre, des Cables, des Voiles, du Fer, du Bois de charpent, & toutes sortes d'autres munitions & provisions necessaires pour lesdits Vaisseaux, Fregates ou Barques, & pour subvenir à leur propre entretien, bien entendu, qu'il ne leur sera cependant pas permis de vendre, ni de debiter lesdites munitions & provisions, soit en tout ou en partie, sous quelque pretexte que ce puisse être: Car en ce cas elles seroient confisqués, & les acheteurs aussi bien que les vendeurs punis selon les Loix, & même *les Assientistes* seroient à l'avenir absolument privés de ce privilege, à moins de pouvoir produire pour cette vente une permission de S. M. C. On est de plus convenu, qu'après l'expiration du terme de *cet Assiento*, il ne sera plus permis *aux dix Assientistes* de se servir desdits Vaisseaux, Fregates ou Barques, pour les transporter en Europe, à cause des inconveniens qui en pourroient resulter. 1713

XI. Qu'il sera permis *auxdits Assientistes* de se servir *d'Anglois* ou *d'Espagnols*, comme ils le jugeront à propos, pour le gouvernement & la direction *de cet Assiento*, tant dans les Ports *de l'Amerique*, que dans les Places du Païs, Sa Majesté suspendant pour cela les Loix, par lesquelles il est defendu aux Etrangers d'entrer dans les païs ou d'y habiter; declarant & ordonnant, que les Anglois seront regardés & traités pendant tout le terme *de cet Assiento*, comme s'ils étoient Sujets de la Couronne d'Espagne; toute fois avec cette restriction qu'il ne sera pas permis à plus de quatre ou de six Anglois de resider dans aucun desdits Ports des Indes, du nombre desquels les Assientistes pourront choisir ceux qu'ils jugeront à propos, pour les envoyer dans le Païs, où il est permis de transporter *les Negres*, pour le maniement & la recepte de leurs Effets. Ils le feront le plus commodément, qu'il leur sera possible, selon le Reglement mentionné dans le premier Article, sans aucun empechement ou trouble de la part des Ministres civils ou militaires, de quelque degré ou qualité qu'ils puissent être, & sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'on puisse les convaincre d'avoir agi contre les Loix établies, ou contre le contenu de cet Assiento.

1713 XII. Que pour la bonne direction de cet Assiento, il plaira à S. M. C. d'accorder aussi-tôt que la Paix sera proclamée, qu'il sera permis à S. M. B. d'envoyer deux Vaisseux de Guerre avec *les Facteurs*, Officiers & autres personnes, qui seront employées en ce service, en donnant premierement une Liste des noms des uns & des autres, qui seront authorisés de mettre pied à terre dans les Ports, où il leur sera permis d'etablir & de regler leurs *Factures*, tant afinqu'ils puissent aller plus commodement & plus surement, que pour pourvoir à toutes les choses necessaires pour reçevoir les Vaisseaux, qui serviront au transport *des Negres*: car comme il faut, qu'ils les aillent prendre sur la côte d'Afrique, pour les conduire dans les Ports de l'Amerique Espagnole, il sera tres-incommode & même tres-desavantageux *aux Facteurs* & aux autres personnes employées pour cela de s'y transporter dans les Vaisseaux destinés à faire ces voyages là. Outre qu'il est d'une necessité indispensable qu'on leur prepare par avance des maisons dans lesquelles ils puissent habiter, & qu'on fasse toutes les autres provisions, dont ils auront besoin; & pour le transport *des Facteurs* & des autres personnes, employées par la Compagnie, *à Buenos Ayros*, on leur accordera un Vaisseau de moyenne grandeur; bien entendu que ce Vaisseau, aussi bien que les deux Vaisseaux de Guerre, seront soumis à la visite & à la recherche des Officiers Royaux dans tous les Ports, lesquels pourront saisir leurs Marchandises, au cas qu'ils en portent. De plus on fournira aux dits Vaisseaux les provisions necessaires pour leur retour à un prix raisonnable.

XIII. Les dits *Assientistes* pourront nommer dans tous les Ports & principales Places de l'Amerique *des Juges Conservateurs de cet Assiento*, lesquels ils pourront changer & en nommer d'autres en leur place, lors qu'ils le jugeront à propos; de la maniere que cela a été accordé *aux Portugais*, dans le huitiéme Article *de leur Assiento*; bien entendu, qu'ils alleguent des raisons valables de ce procedé devant le President, Gouverneur ou l'Audience de ce département, lesquels l'approuveront respectivement, pourvû que cette nomination tombe toujours sur un des Ministres de S. Majesté Catholique: Et ces juges là prendront connoissance, exclusivement de tous les autres, de toutes les causes, Affaires & Procès concernant cet Assiento, avec une entiere authorité & jurisdiction: Aussi est il defendu à toutes les audiences, Ministres & Tribunaux, Presidens, Capitaines, Generaux, Gouverneurs, Corregidors, grands-Alcaldes, & autres juges, quels qu'ils puissent être, sans en excepter les Vice-Rois de ces Royaumes là, de s'en meler, d'autant qu'il n'y aura que les dits *juges Conservateurs*, qui puissent prendre connoissance de ces causes là, & des incidens, qui en pourroient naitre; mais il y aura appel de leurs sentences, dans les cas où la Loi le permet au supreme Conseil des Indes; bien entendu que les dits *juges Conservateurs* ne pourront demander ni pretendre de plus grands salaires, que ceux, que lesdits Assientistes jugeront à propos de leur accorder pour ce service. Et

au

au cas qu'aucuns d'entr'eux en voulussent exiger d'avantage, S. M. C. en ordonnera la restitution. Elle accorde aussi que le President ou Gouverneur du dit Conseil, ou le Decane ou Doyen sera *Protecteur de cet Asfiento.* Ils pourront aussi proposer un Ministre dudit Conseil, qu'ils jugeront le plus propre à cela, pour leur servir de juge Conservateur préferablement à tous les autres, avec l'approbation de Sa Majesté, comme cela s'est pratiqué dans *les autres Asfiento.* 1713

XIV. Il ne sera permis ni aux Vice-Rois, Audiences, Presidens, Capitaines Generaux, Gouverneurs, Officiers Royaux, ni aux autres Tribunaux ou Ministres de Sa Majesté Catholique, tels qu'ils puissent être, d'arreter ou retenir dans les Ports les Vaisseaux appartenans *à l'Asfiento*, ni d'empêcher leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit, ni pour quelque cause ou motif que ce puisse etre; quand même ce seroit pour les equiper en Guerre, ou pour toute autre entreprise; au contraire, ils leur accorderont toute la faveur, l'assistance & le secours, que *lesdits Asfientistes* ou *leurs Facteurs* souhaiteront, soit pour equiper en diligence, de pêcher, ou charger leurs Vaisseaux, pour leur ravitaillement & tout ce dont ils auront besoin pour avancer leurs voyages, au prix courant, sous peine pour ceux qui en agiront autrement, de faire bon à leurs propres dépens, & d'indemniser tout le mal & les pertes, que *les Asfientistes* pourroient souffrir par de tels empêchemens ou de pareilles detentions.

XV. Il ne sera pas non plus permis aux Vice-Rois, Presidens, Capitaines, Generaux, Gouverneurs, Corregidors, Grands-Alcaldes, Juges, ni à aucun autre Tribunal ou Officiers que ce puisse etre, de prendre, saisir, retenir, ou arreter par violence dans les Ports, ou d'aucune autre maniere, sous quelque pretexte, cause ou motif que ce soit, tant pressant qu'il puisse être, aucuns des Fonds, Marchandises ou Effets du provenant *de cet Asfiento*, ou appartenant *aux Asfientistes*, sous peine de punition, & de payer de leurs propres biens, les dommages & pertes qui en resulteroient. Il ne sera pas non plus permis auxdits Ministres de visiter les Maisons ni les Magasins *des Facteurs* ou autres appartenans *à cet Asfiento*, lesquels doivent jouïr de ce privilege & de cette exemption pour prevenir le scandale & la honte, qui accompagnent de pareils procedes; à moins qu'on ne soit convaincu par des preuves evidentes qu'il y ait de la fraude & des Marchandises defenduës, & en ce cas elles pourront être visitées en la presence *du juge Conservateur*, absolument requis pour cet effet; afin qu'il prenne soin de prevenir les vols & les enlevemens, qui arrivent d'ordinaire par le grand nombre de Soldats & d'Officiers, qui accourent en foule en ces occasions. Au reste on est convenu, qu'au cas qu'il se trouve des Marchandises de cette nature, elles pourront être saisies; mais sans toucher au fond ou aux effets *de l'Asfiento*, qui doivent être libres; Et au cas que les Facteurs soient coupables de pareilles offenses, on les denoncera au Conseil, afin de les faire punir.

XVI. Qu'il sera permis *aux dits Asfientistes*, *à leurs Facteurs* & autres

1713 autres appartenant à leur Compagnie *aux Indes*, d'employer à leur service les Matelots, Voituriers & Ouvriers dont ils auront besoin, pour charger & decharger leurs Vaisseaux, par un accord volontaire fait avec eux, en leur payant les salaires & les gages dont ils seront convenus.

XVII. Que *les dits Assientistes* auront la liberté de charger comme il leur plaira, les Effets qu'ils auront *aux Indes*, sur les Gallions, pour les transporter en Europe, en s'accommodant pour le fret avec les Capitaines ou Proprietaires de dits Vaisseaux; ou sur les Vaisseaux appartenans *à l'Assiento;* lesquels pourront, au cas qu'ils le trouvent bon, venir sous le convoi desdits Gallions ou autres Vaisseaux de Guerre de S. M. C., qui ordonnera expressement aux uns & aux autres de les admettre & prendre sous leur protection & sauvegarde, & il leur sera enjoint de ne requerir d'eux aucun Indult ou Droit ordinaire & extraordinaire pour cela, ni sous pretexte qu'ils viennent de Compagnie avec ladite Flote ou Gallions; Et les Effets dont ils seront chargés appartenans aux Assientistes, verifiés par des Ecrits authentiques, ne payeront aucuns Droits d'entrée en Espagne, leur Fond ayant le même privilege que s'il appartenoit à S. M. C.: Cependant il est défendu auxdits Vaisseaux appartenant à l'Assiento, & qui pourront venir en Compagnie des Gallions, de prendre sur leur bord des Passagers Espagnols, au aucuns Effets des Sujets de S. M. C.

XVIII. Qu'à compter du premier jour de May de la presente année 1713. jusques à ce qu'ils ayent pris possession *de l'Assiento*, ni aprés qu'ils l'auront prise, il ne sera plus permis *à la Compagnie Françoise de Guinée*, ou à qui que ce soit, de transporter *des Esclaves Negres aux Indes:* Et au cas qu'ils le fissent, S. M. C. déclarera, comme Elle les déclare par cet Article, confisqués en faveur & à l'avantage des Assientistes, qui en prendront possession, en payant les Droits *des Negres* introduits ainsi par cet Article & le Reglement établi par ce Contract. Et pour cet effet, aussi-tot qu'il sera signé, on depêchera de la maniere la plus ample des ordres circulaires en Amerique, pour empêcher qu'on n'y admette aucuns *Negres* dans les Ports, sur le compte *de la Compagnie Françoise*, & la même chose sera notifiée à leur Agent: Et afin que ceci soit plus effectuel & plus avantageux au revenu Royal, on est convenu, que lors que *les Assientistes* seront informés qu'aucun Vaisseau chargé de Negres, ne leur appartenant pas, sera arrivé sur les côtes, ou entré dans aucun Port, il leur sera permis, d'equipper, d'armer & de mettre en Mer immediatement les Vaisseaux qu'ils auront en propre, aucuns de ceux de S. M. C. ou de ses Sujets, avec lesquels ils conviendront, de prendre, de saisir & confisquer de pareils Vaisseaux *& leurs Negres*, de telle Nation qu'ils puissent être, & à quelques personnes qu'ils puissent appartenir. Pour cet Effet *lesdits Assientistes & leurs Facteurs* auront la liberté de prendre connoissance, & de visiter tous les Vaisseaux qui arriveront sur les côtes des Indes, ou dans ses Ports, & dans lesquels ils auront lieu de croire ou de soupçonner qu'il y aura *des Negres* de contrebande;

bien

bien entendu, que pour faire de pareilles recherches, & autres procedures comme dessus, il faudra qu'ils en ayent premierement la permission des Gouverneurs, auxquels ils communiqueront ce qui se passera, & les prieront d'y interposer leur authorité: mais il faudra que la Paix soit proclamée avant que ceci puisse se faire, ou que cet Assiento ait lieu. 1713

XIX. Que *lesdits Assientistes*, *leurs Facteurs & Agents* auront la liberté de naviguer & de transporter *leurs Esclaves Negres*, selon leur Contract dans *des Ports septentrionaux des Indes Occidentales* de Sa Majesté Catholique, sans en excepter *la Riviere de la Plata*, avec défense à tous autres, soit Sujets de la Couronne ou étrangers, d'y transporter ou introduire aucuns *Negres*, sous les peines établies par les Loix faites par ce Contract de Commerce: de plus S. M. C. s'oblige en foi & parole de Roi de maintenir *lesdis Assientistes* dans la pleine & entiere possession de tous ces Articles, & de les faire executer, pendant le terme dont on est convenu, sans permettre ou conniver à quoi que ce puisse être, qui soit contraire à leur ponctuelle & exacte execution, Sa Majesté en faisant sa propre affaire; bien entendu qu'ils ne trasporteront pas, ni dans la dite *Riviere de la Plata*, ni *à Buenos Ayros*, au dessus *de douze cent Piezas de Negres*, accordés par le 8. Article de ce Traité.

XX. Qu'au cas que *lesdits Assientistes* fussent troublés dans l' execution *de cet Assiento*, ou que l'on s'opposât à leur Trafic ou à leurs Privileges, par des Procès, ou de quelqu'autre maniere, S. M. C. déclare qu'Elle s'en reservera la connoissance uniquement, & de tous les Procès, qu'on pourroit leur susciter à cet egard, avec defense à tous les juges, quels qu'ils puissent être, d'examiner & de prendre connoissance des causes, Procès, omissions ou fautes, qui pourroient se commettre dans l'execution de cet Assiento.

XXI. Que lors que les Vaisseaux *desdits Assientistes* arriveront dans les Ports des Indes avec leurs Cargaisons *de Negres*, les Capitaines desdits Vaisseaux seront obligés de certifier qu'il n'y a aucun mal contagieux sur leur bord, afin d'obtenir des Gouverneurs & Officiers Royaux la permission d'entrer dans lesdits Ports, n'y pouvant être admis sans de pareils certificats.

XXII. Lors que lesdits Vaisseaux seront entrez dans aucun Port ils seront visités par le Gouverneur, & par les Officiers Royaux, & examinés jusques au fond, même jusques au quitellage ou Lest: Et après avoir débarqué *leurs Negres*, en tout ou en partie, ils pourront de même decharger les Provisions necessaires pour leur subsistance, qu'ils mettront dans des Maisons particulieres ou des Magazins, en ayant obtenu la permission des Ministres, qui auront fait la visite desdits Vaisseaux, pour prevenir par ce moyen les fraudes & les controverses: Mais il ne leur sera point permis de decharger, transporter ou débiter aucunes Marchandises ou Denrées, sous quelque pretexte ou motif que ce soit, & même s'il s'entrouvoit sur leur bord,

1713 elles seroient saisies, comme si elles eussent eté dechargées; à l'exception seulement *des Negres*, & des Magasins de Provisions pour leur subsistance, sous peine, pour les contrevenans, d'être severement punis, & leur Marchandises & Effets confisqués ou brûlés, outre qu'ils seront declarés incapables de pouvoir jamais être employés dans ledit Assiento: Et les Officiers & Sujets de S. M. C. qui y donneront les mains, seront aussi punis exemplairement, tout transport & trafic de Marchandises etant absolument defendu & refusé *aux dits Assientistes*, comme contraire aux Loix de ce Royaume, & à la sincerité & bonne foi avec laquelle on doit s'acquiter des engagemens *de cet Assiento*. Deplus Sa Majesté declare & ordonne que les Marchandises saisies de cette maniere, etant frauduleusement transportées, seront estimées, & immediatement brulées dans une place publique, par ordre desdits Gouverneurs & Officiers Royaux, & que le Capitaine ou Patron dudit Vaisseau sera condamné à payer le prix auquel elles auront eté estimées, quand il ne seroit simplement coupable que d'omission, n'ayant pas pris soin d'empecher qu'on ne chargeât de pareilles Marchandises sur son bord: Mais qu'au cas qu'ils soient complices ou participans du fait, ils seront condamnés a une amande proportionnée à leur crime, severement punis, & declarés incapables à jamais d'être emploiés au service de cet Assiento. Et S. M. C. obligera tous ses Ministres & Officiers à lui rendre un compte exact de tout ce qui se sera passé à cet égard. Cependant les Vaisseaux, à bord desquels seront les Negres ou les Provisions chargées pour leur subsistance, ne seront point sujets à cette confiscation, etant declarées libres, comme innocens du fait; & les personnes, aux soins desquels ils seront commis, pourront continuer leur Negoce. Et au cas que les Marchandises ou Denrées saisies n'excedent pas la valeur *de cent pieces de huit, ou Escudos*, elles seront brulées sans remission, après avoir eté estimées, & le Capitaine sera condamné à payer la somme, la quelle elles auront eté estimées, pour la punition de sa negligence & de son omission; & ne payant pas la valeur des choses saisies de cette maniere, il sera suspendu & emprisonné jusques à ce qu'il l'ait fait; Cependant en prouvant qu'il n'est point complice du fait, il sera simplement obligé de produire le coupable, & sera remis en liberté.

XXIII. Que les Viandes & autres Provisions dechargées pour la subsistance *des Negres*, ne payeront aucuns Droits d'entrée ni de sortie, ni aucuns des autres qui sont imposés à present, ou pourroient l'être à l'avenir: Mais au cas que *les Assientistes* les achetent ou les transporteront hors desdits Ports, ils seront obligés, de payer les Droits etablis, comme font les Sujets de Sa Majesté Catholique: Et l'on declare qu'arrivant que les Provisions dechargées dans les Magazins ne fussent pas toutes consumées, & en danger de se gater, elles pourront être venduës ou transportées en d'autres Ports, en payant les Droits etablis; tout cela se faisant par l'interposition & avec la connoissance des Officiers Royaux.

XXIV. Que les Droits imposés sur *les Negres* transportés seront à compter du jour de leur debarquement dans aucuns des Ports *des Indes* après la visite, & que tout aura eté reglé par les Officiers Royaux; Et au cas qu'aucuns *desdits Negres* vinssent à mourir avant qu'ils ayent eté vendus, *les Assientistes* n'en seront pas moins obligés de payer les Droits de ceux qui mourront ainsi, ni ne pourront former aucune pretention sur ce sujet, excepté seulement, qu'à venant qu'en faisant la visite, ils se trouvent *quelques Negres* dangeuresement malades, on pourra les mettre à terre pour les guerir, & que *ces Negres* venant à mourir dans l'espace de quinze jours, à compter du jour de leur debarquement, *les Assientistes* n'en payeront point les Droits, par ce qu'ils n'auront pas été debarqués pour être vendus, mais pour le recouvrement de leur santé dans les quinze jours fixés pour cela; après l'expiration desquels, *ces Negres* vivant encore, les Droits en seront payables, comme pour les autres & se payeront en cette cour selon l'accord marqué dans le cinquieme Article. 1713

XXV. Qu'après que *les Assientistes* ou *leurs Facteurs* auront fixé les Droits, & vendu une partie de la Cargaison *des Negres* amenés en ce port, ayant des certificats des Officiers Royaux à l'egard des Droits, afin de n'être point inquietés là dessus dans les autres Ports, il leur sera permis de reçevoir en payement pour ceux, qu'ils vendront, de l'Argent monnoyé, *des barres d'Argent & des Lingots d'or*, qui auront payé *le Quinto* au Roi sans fraude: Ils pourront de même en reçevoir des productions du Païs, qu'ils pourront aussi emporter & embarquer librement avec l'Argent monnoyé, *les barres d'Argent & les Lingots d'Or*, comme les autres Effets & fruits provenus de la vente *desdits Negres*, sans être obligés de payer d'autres Droits que ceux, qui seront etablis dans les lieux d'où ces fruits & ces Effets seront sortis, & qu'on leur permet de reçevoir un echange ou pour la valeur *de leurs Negres*, de quelque nature qu'ils soient, sur les ventes faites de cette maniere faute d'Argent, & ils pourront les emporter sur les Vaisseaux employés pour ce Commerce, & les transporter dans les Ports qu'il leur plaira, & les y vendre en payant les Droits ordinaires.

XXVI. Que les Vaisseaux, qui seront employés par *cet Assiento*, pourront faire voile des Ports de la Grande-Bretagne ou d'Espagne, comme il plaira aux Assientistes qui rendront compte à S. M. C. des Vaisseaux, qu'ils en verront tous les ans pour le Negoce *des Negres*, & des Ports où ils seront destinés; & ils pourront retourner aux uns ou aux autres *avec de l'Argent*, *des Lingots d'Or*, des fruits & productions du Païs, provenant de la vente de *leurs Negres*: Et au cas qu'ils entrent dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & autres Officiers seront obligés de donner aux Ministres de S. M. C. des Regîtres authentiques de ce qu'ils auront sur les bords: ou à venant qu'ils retournent directement dans la Grande-Bretagne, ils enverront une relation exacte de leur Cargaison, afin que Sa Majesté en soit pleinement informée: Bien etendu, qu'il ne leur sera pas permis d'apporter dans aucuns desdits Vaisseaux, *ni Or*, *ni Argent*, *ni d'autres Effets*, au delà

1713 là du provenant de la vente *des Negres*, ni aucuns Passagers Espagnols, leur etant defendu de reçevoir à bord aucune Marchandise ou autres Effets sur le compte des Sujets de S. M. C. dans ce Païs là, sans une permission expresse de sadite Majesté. Et l'on est convenu qu'au cas, que les Capitaines, ou autres Officiers, en prennent sur leurs bords de cette nature, sans une pareille licence, ils seront declarés coupables & punis, comme ayant fraudé les Droits de Sa Majesté, & contrevenu au contenu de cet Article, & aux Ordres que Sa Majesté aura donnés pour l'executer, & pour prevenir de pareilles fraudes dans les Ports des Indes, pour lesquelles les contrevenans, en etant convaincus, seront constamment punis.

XXVII. S'il arrivoit, que les Vaisseaux *de cet Assiento* equipés en Guerre, fussent des Prises sur les Ennemis de l'une ou de l'autre Couronne, ou sur les Pirates, qui croisent & qui pillent ordinairement dans les Mers de l'Amerique, il leur sera permis de les conduire dans les Ports de S. M. C. où ils seront admis; & lesdites Prises etant declarées bonnes & legitimes, ils n'en payeront pas d'autres Droits d'entrée, que ce qui sont etablis & payables par les sujets naturels de Sa Maj. De plus au cas qu'ils se trouvent *des Negres* sur ces Prises, ils pourront les vendre en partie du nombre, qu'ils se sont engagés de fournir, aussi bien que les Provisions qui se trouveront au delà de ce qui est necessaire pour leur subsistance. Mais il n'en est pas de même à l'egard des Marchandises & Denrées, qu'ils pourroient prendre dont la vente est toujours defenduë. Cependant, en consideration de leurs interêts on leur permet de transporter lesdites Marchandises & Denrées, prises de cette maniere *à Carthagene* ou *à Portobello*, & de les remettre entre les mains des Officiers du Roi, qui les reçevront, en feront un Inventaire, & les mettront gardées jusques à l'arrivée des Gallions, & au temps des Foires desdits Ports *de Carthagene & de Portobello*, & alors les Officiers du Roi auront soin de les faire vendre par l'entremise & en la presence des Deputés du Commerce, & des Proprietaires ou de leurs Agens; A cette fin S. M. C. donnera les Ordres necessaires, comme Elle fait par le present Article, afin qu'après avoir rabattu *la quatrieme partie du provenant de la vente*, qui doit appartenir à Sadite Majesté Catholique être mis dans les coffres Royaux & envoyé en Espagne, avec une compte exact dudit provenant, on remettra les trois autres parties de chaque Prise, sans aucun delai, entre les mains de ceux, qui les auront faites ou de leurs Agens, rabattant & retenant tous les frais de la vente, & des Magazins, & en payant, au tems que lesdites Prises seront venduës les Droits ordinaires dans le Tresorie. Et afin de prevenir toutes sortes de doutes & de disputes, Sa Maj. declare, que tous les Vaisseaux pris de cette maniere, & de telle nature qu'ils puissent être, sans en excepter les Armes, Canons, Munitions, Cordages &c. appartiendront à ceux qui les auront pris.

XXVIII. Et comme en etablissant & en convenant *de cet Assiento*, on a eu un egard particulier à l'avantage, qui en pourroit resulter à leurs Majestés Britannique & Catholique & à leurs revenus; on est

conve-

convenu & on a stipulé, que leurs Majestés y seroient interessées de la moitié c'est à dire chacune d'un quart, qui leur appartiendra en vertu de cet Accord. Et comme il est necessaire, que S. M. C. afin d'avoir & de jouïr de l'avantage du gain qui pourra provenir de ce Negoce, avance *aux dits Assientistes*, au million de pieces de huit Escudos, ou un quart de la somme, qu'ils jugeront necessaire pour mettre ce Negoce sur le pied où il doit être: On est encore convenu, qu'au cas que S. M. C. ne trouve pas à propos d'avancer ladite somme, *les susdits Assientistes*, le feront de leur propre argent, à condition que S. M. C. leur en payera l'interêt, qu'on rabattra sur la somme, qu'ils lui doivent payer, sur le pied de huit pour cent annuellement, à commencer des jours respectifs auxquels ils debourseront cet Argent, & en continuant jusques à ce qu'ils soient remboursés & satisfaits, selon les comptes qui lui en seront presentés; afin que Sa Majesté jouisse ainsi des profits qui en pourront provenir, à quoi ils s'obligent dès à present: Mais au cas qu'ils ne fissent point de profits, soit par des accidens ou autres malheurs, & qu'au contraire ils fissent des pertes, Sa Majesté sera obligée, comme Elle s'y oblige dès à present, de leur faire rembourser la partie qui la regarde, selon les regles de la justice, & de la maniere la moins prejudicable à ses revenus Royaux. Et S. M. C. nommera *deux Directeurs ou Facteurs qui resideront à Londres; deux autres aux Indes & un autre a Càdix*, pour travailler de sa part, avec ceux de Sa Majesté Britannique, & des autres interessés, & toutes les procedures, achats & comptes *de cet Assiento;* & Sa Majesté Catholique leur donnera des Instructions particulieres pour eviter tous les inconveniens & toutes les disputes, qui pourroient survenir.

XXIX. Que *lesdits Assientistes* rendront compte de leurs profits & gains à la fin des cinq premieres années *de cet Assiento*, lesquels comptes seront confirmés par serment, & certifiés par des pieces authentiques, de la depense, de l'achat, de la subsistance, ou de transport & de la vente *des Negres*, aussi bien que de toutes les autres depenses fait à cet egard: Ils produiront pareillement *des Certificats* en duë forme, du provenant de leur vente dans tous les Ports & parties de l'Amerique, appartenant à S. M. C. soit qu'elles ayent été transportées ou venduës: Et ces comptes là, tant de la depense que du provenant, seront premierement examinés & reglés par les Ministres de S. M. B. employés en ce service, en vertu de la part qu'elle doit avoir *en cet Assiento*, & ensuite en cette Cour; & la part, que S. M. C. doit avoir des profits, sera ajustée & recouvrée des Assientistes, qui seront obligés de la payer regulierement & ponctuellement en vertu de cet Article, qui aura la même force & vigueur, que si c'etoit un Acte public, & sous le reglement mentionné dans le 28. Article, concernant *les Facteurs*, que S. M. C. doit employer.

XXX. Que si le gain, qui se fera pendant les cinq premieres années, n'excede pas la somme, *que les Assientistes* doivent avancer pour S. M. C. avec l'Interêt à huit pour cent, qui doit être reçu & remboursé de la maniere sus exprimée, *les Assientistes* se rembourseront

eux

1713 eux mêmes en premier lieu, de ce qu'ils auront avance avec tout l'interêt, & payeront ensuite à S. M. C. le reste du profit de sa part, avec les Droits imposés sur les *Negres* annuellement, transportés, sans aucun delai ou empechement. La même chose se pratiquera & se continuera de cinq en cinq ans successivement pendant le terme *de l'Assiento;* à la conclusion du quel on rendra compte du gain des cinq dernieres années de la même maniere que des cinq premieres: En sorte que S. M. C. & les Ministres qu'Elle employera en cette Affaire, soient pleinement satisfait, selon le contenu du 28. Article par rapport *aux Facteurs* que Sadite Maj. Cath. nommera.

XXXI. Et bien que *les Assientistes* ayent offert par le 3. Article de ce Contract d'avancer deux cent mille pieces de huit, de la maniere exprimée dans cet Article dont ils ne devroient être remboursés qu'à la fin des vingt premieres années de *cet Assiento*, comme cela est marqué dans ledit 3. Article, & qu'ils ne pûssent rien pretendre pour le risque ou l'interêt de cette somme neanmoins s'il paroit, par le compte que *lesdits Assientistes* doivent donner au bout de cinq premieres années, qu'ils ayent fait du profit, ils pourront se rembourser de la somme ou d'une partie d'icelle, qu'ils auront avancée pour la quatrieme partie, à la quelle S. M. C. est interessée dans *cet Assiento* selon ce qui est marqué dans le 28. Article.

XXXII. Que du moment de l'expiration & après l'accomplissement de *cet Assiento*, S. M. C. accorde *aux Assientistes* le terme de trois années pour ajouster leur comptes, pour retirer leurs Effets *des Indes*, & pour regler toute chose; & que pendant ledit terme de trois années lesdits Assientistes, *leurs Facteurs*, Agens & autres personnes par eux employées, jouïront des mêmes Privileges & Immunités, qui leur sont accordées pendant le terme de ce Contract, pour l'entrée libre de tous leurs Vaisseaux & Batimens dans tous les Ports de l'Amerique, & le transport des effets, qu'ils y pourroient avoir sans aucun changement ni la moindre restriction.

XXXIII. Que tous les debiteurs *des Assientistes* seront obligés & forcés de payer leurs dettes, en faisant saisir leurs personnes & executer leurs biens, ces dettes devant être considerées comme duës à S. M. C. qui les declare telles, afin qu'on les puisse plus facilement recouvrer.

XXXIV. Que comme il sera necessaire pour la conservation & la subsistance *des Esclaves Negres*, que l'on debarquera dans les Ports des Indes Occidentales, aussi bien que pour celle des personnes employées dans ce Commerce, d'entretenir constamment des Magazins remplis d'Habits, de Medicines, de Provisions & autres choses necessaires dans toutes *les Factures*, qui seront etablies pour la commodité *de cet Assiento:* comme aussi de toutes sortes de Provisions navales, pour la reparation & l'equipement des Vaisseaux & Batimens employés en ce service, *les Assientistes* ne doutent pas, que S. M. C. ne veuille bien leur accorder de faire venir de temps en temps, en droiture de l'Europe ou des Colonies, que S. M. B. a dans l'Amerique septentrionale dans les Ports & sur les Côtes *de la Mer du Nord des Indes Occidentales.*

les Espagnoles, où il se trouvera des Officiers Royaux ou leurs Deputés, aussi bien que dans *la riviere de la Plata ou à Buenos Ayros*, des Habillemens, des Medecines, des Provisions, & tout ce qui est necessaire pour la Marine, simplement pour l'usage *des Assientistes*, *de leurs Negres*, *Facteurs*, Domestiques, Matelots & Vaisseaux, & il leur sera permis de les transporter dans des Vaisseaux d'environ cent cinquante Tonneaux, & non dans ceux qui doivent servir au transport des Negres, en rendant compte à leur depart, du nombre des ces Vaisseaux & de leur Cargaison au Conseil des Indes, auquel ils enverront pareillement une declaration *des Facteurs*, contenant la qualité des choses contenuës dans leurs Cargaisons, dont aucunes ne pourront être venduës sous peine de confiscation & de punition exemplaire, à l'egard des contrevenans, à moins qu'il ne soit au cas d'une necessité pressante, pour un Vaisseaux Espagnol, dont le Capitaine seroit obligé de les acheter pour son retour, en s'accordant avec les Facteurs. 1713

XXXV. Pour le refraichissement, & pour la conservation de la Santé *des Negres*, que l'on transportera *aux Indes Occidentales*, après un si long & si penible voyage, aussi bien que pour prevenir les maux contagieux parmi eux, *les Facteurs de cet Asiento* auront la permission de louër les terres qu'ils jugeront necessaires, dans le Voisinage des Places & des lieux où les *Facteurs* seront etablies, pour les cultiver & y faire *des Plantages* pour de nouvelles provisions, pour leur support & leur subsistance: Et cette culture se fera par les habitans du Païs & par *les Negres*, sans que d'autres s'en puissent mêler: Aussi ne sera-t-il permis à aucuns des Sujets de Sa Majesté Catholique de s'y opposer, pourvû qu'on s'en tienne à ce Reglement.

XXXVI. Q'il sera permis *aux Assientistes* d'envoyer un Vaisseau de trois cent tonneaux aux Isles des Canaries, & d'y charger les Fruits qu'on a coutume d'y prendre, pour l'Amerique, selon ce qui a eté accordé *à Don Bernardo Francisco Marin*, par le 26. Article *de son Asiento*; & *par le 21. Article de l'Asiento de la Compagnie de Guinée de Portugal*, pour une seule fois pendant le cours *de l'Asiento*.

XXXVII. Que l'on enverra des Ordres pour la publication *de l'Indulto*, ou Taxe sur *les Negres* qui seront introduits injustement, du jour que *cet Asiento* aura lieu, avec liberté *aux Facteurs* de leur imposer *cet Indulto* au tems & au prix qu'il leur plaira, dont le provenant sera appliqué à l'avantage & au profit *des Assientistes*, lesquels seront obligés de payer à Sa Majesté Catholique les Droits reguliers de trente trois pieces de huit & un tiers pour *chaque Negre*, aut tems que *cet Indulto* sera imposé.

XXXVIII. Que pour l'avantage & l'expedition de cette affaire il plaira à Sa Majesté d'etablir *une Junta* de trois Ministres, qu'Elle jugera les plus propres à cela, lesquels etant assistés *du Fiscal & du Secretaire du Conseil des Indes*, entendront & prendront connoissance, à l'exclusion de tous autres, de toutes les choses, qui auront rapport à cela pendant le terme stipulé; & que *cette Junta* representera à Sa Majesté ce qui se passera à cet egard, de la même maniere que cela s'est pratiqué pour *la Compagnie Françoise*.

XXXVIII.

1713 XXXIX. Que tout ce qui a eté accordé aux *Assientes* precedens, *à Don Domingo Grillo, Consulado de Seville, Don Nicolas Porcio, Don Bernardo Marin y Guzman; aux compagnies Portugaises & Françoises*, pour vû que cela ne soit point contraire au present Contract, sera pareillement entendu & declaré en sa faveur, comme si cela y etoit literalement inseré: Et que tous les Ordres qui ont eté depechés en aucun temps en faveur *des Assientistes* susmentionnés seront accordés de même à ceux-ci, lors qu'ils le soûhaiteront, sans aucun tort ou difficulté.

XL. Qu'au cas d'une Declaration de Guerre, ce qu'à Dieu ne plaise, entre la Couronne de la Grande-Bretagne, & celle d'Espagne *cet Assiento* sera suspendu: Neanmoins, en ce cas, les Assientistes pourront se retirer en toute sureté, pendant le tems d'un an & demi, à compter du jour de la declaration de cette rupture, avec tous leurs Effets, & les transporter librement dans leur Païs, dans les Vaisseaux, qui se trouveront alors dans les Ports *des Indes*, ou dans ceux *des Espagnols*; à condition qu'au cas qu'ils le fissent entrer dans les Ports d'Espagne, ils pourront librement les en faire resortir, comme si *l'Assiento* subsistoit toujours; bien entendu, qu'on prouve que c'est le provenant du Negoce *de Negres*. On declare de plus qu'au cas, qu'il arrivât que les Couronnes d'Espagne & d'Angleterre, ou l'une des deux conjointement ou separement, entrassent en Guerre avec d'autres Nations, les Vaisseaux employés en *cet Assiento* prendront des Passeports, & porteront des pavillons differens de ceux dont se servent ordinairement les Anglois & les Espagnols, selon le choix, qui en sera fait par S. M. C. sans que l'on en puisse accorder de semblables à aucuns autres Vaisseaux, que ceux qui appartiendront à ce Negoce; & cela empechera qu'ils ne soient troublés ni attaqués par les Vaisseaux des Nations, qui seront ou se declareront Ennemies des deux Couronnes: Et pour cet effet Sa Majesté de la Grande-Bretagne se charge de solliciter & d'obtenir, dans le Traité de la Paix generale, un Article exprès, par lequel tous les Princes en auront connoissance, & seront obligés d'ordonner à leurs Sujets ne s'y conformer & de l'observer exactement & ponctuellement.

XLI. Que tout le contenu du present Contract, & des conditions, qui y sont inserées, comme aussi de tout ce qui y sera joint ou en dependra, sera accompli & executé avec sincerité & exactitude, en sorte qu'il ne s'y trouve aucun obstacle, sous quelque pretexte, cause ou motif que ce soit. Et pour cet effet Sa Majesté doit suspendre, comme elle suspend par cet Article, toutes les Loix, Ordonnances, Proclamations, Privileges, Etablissemens, Usages & Coutumes, qui y sont contraires, dans tous les Ports, Lieux & Provinces de l'Amerique appartenant à Sa Majesté, où elles pourroient subsister, pendant le terme de trente ans, que cet Assiento doit avoir lieu, outre les trois années accordées *aux Assientistes* pour retirer leurs Effets, & ajuster leurs comptes, comme il a deja eté dit. Cependant ces Loix là doi-

doivent demeurer en pleine force & vigeur, dans tous les tems à venir, après l'expiration de ces trente-trois années. 1713

XLII. Enfin, Sa Majesté accorde *auxdits Assientistes*, *à leurs Agens*, *Facteurs*, *Ministres*, *Officiers civils & militaires*, tant par Mer que par Terre, toutes les Graces, Libertés, Privileges & Exemtions, qui ayent jamais eté accordées à d'autres Assientistes, sans aucune restriction ou limitation, en tant que cela ne sera pas contraire à ce dont on est convenu, & qui est exprimé dans les Articles precedens que lesdits Assientistes s'obligent pareillement d'accomplir, & d'executer ponctuellement.

Article Additionel.

Outre les Articles precedens, dont on est convenu en faveur *de la Compagnie Angloise*, S. M. C. en consideration des pertes, que d'autres *Assientistes* ont soutenues, & à condition expresse, que ladite Compagnie ne fera aucun Negoce defendu, ni ne l'entreprendra directement ni indirectement, sous quelque pretexte que ce soit; & pour manifester à Sa Majesté Britannique, à quel point Elle souhaite de lui plaire & de confirmer de plus en plus un etroite & bonne correspondance avec Elle, a bien voulu accorder *à la Compagnie* de *l'Assiento*, par son Decret Royal du 12. Mars de cette presente année, un Vaisseau de 500. Tonneaux par an, pendant le terme des trente années qu'il doit subsister, pour negocier aux Indes, S. M. C. aiant une quatrieme partie du gain qu'il fera, comme Elle doit l'avoir de celui de *l'Assiento:* Et outre cette quatrieme partie, S. M. C. doit encore reçevoir 5. pour cent gain clair des trois autres parties, qui appartiennent *à l'Angleterre*; à condition qu'on ne pourra vendre les Marchandises, que chacun de ces Vaisseaux là transportera qu'au temps de la Foire: Et au cas, qu'aucun de ces Vaisseaux là arrivât *aux Indes* avant les Flotes, ou les Gallions *les Facteurs de l'Assiento* seront obligés de debarquer les Marchandises dont ils seront chargés, & de les mettre dans les Magazins, qui seront fermés à deux clefs, dont l'une sera entre les mains des Officiers Royaux, & l'autre entre celles des Facteurs de la Compagnie, afin que lesdites Marchandises ne puissent être vendues que pendant le tems de la foire; & elles ne payeront aucun droit *aux Indes*.

Conclusion.

Et d'autant que je veux, & qu'il est de mon bon plaisir que tout ce qui est contenu dans chacun des Articles & des conditions exprimées dans le projet inseré ci dessus, & dans le dernier de tous, ajouté de mon propre mouvement, ait son entier effet; je les approuve & ratifie par ces presentes, & en ordonne l'observation, l'accomplissent & l'execution à la lettre, en tout & par tout, selon la teneur du tout & de chaque Article, & de ce qui y est declaré; & que lon ne fasse rien qui soit contraire à la teneur ou forme d'iceux, suspendant, comme je suspens pour cette fois, toutes les Loix & defenses, qui y peuvent être contraires:

1713 traires: Et j'engage ma foi & ma parole Royale, que pourvû que *la Compagnie Angloise* s'acquite de son côté du devoir de ce Contract, en tant que cela la regarde, & autant qu'elle y est obligée, je le ferai du mien. En temoignage de quoi j'ai accordé *à Mylord Lexington, Ministre de Sa Majesté de la Grande-Bretagne en cette Cour*, le present Ecrit, & l'acceptation de ce Contract, qui repond de son accomplissement & de sa validité, & lequel, en vertu de mes Ordres Royaux, a eté dressé par le Greffier de la Chambre de mon Conseil des Indes, le 26. jour du present mois de cette année: Et je veux que pour l'execution de tout ce qui est mentionné dans cet *Assiento*, toutes les Cedules, Expeditions & Ordres, requis pour en assurer l'effet & l'accomplissement, soient publiés en leur propre temps : Et les Contrôleurs des comptes de mondit Conseil doivent prendre connoissance des presentes. Fait à Madrit le 26. jour de Mars 1713.

MOI LE ROI.

Par ordre de nôtre Seigneur le Roi.

DON BERNARDO TINAGUERO de la ESCALERA.

CCLIII.

Tractatus Pacis & Amicitiæ inter Sereniss. & Potentiss. Principem Annam, Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam, & Sereniss. ac Potentiss. Principem Ludovicum XIV. Dei Gratia Regem Christianissimum concluf. Trajecti ad Rhenum die 31. Mart. 11. April. 1713.

QUoniam visum est Deo optimo maximo, pro nominis sui gloria & salute universa, ad miserias desolati orbis jam suo in tempore medendas, ita Regum animos dirigere, ut mutuo pacis conciliandæ studio erga se invicem ferantur ; Notum sit itaque omnibus & singulis, quorum interest, quod sub his divinis auspiciis Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, Anna, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, Ludovicus decimus quartus, Dei gratia, Rex Christianissimus, tam consulentes utilitati subditorum suorum, quam perpetuæ, quantum mortalibus permittitur, totius Christiani orbis tranquillitati prospicientes, bello inféliciter accenso & obstinate in decennium plus quam perducto, propter præliorum frequentiam & effusionem christiani sanguinis crudeli & exitioso, nunc demum finem statuere decreverunt, & ad hoc regium suum propositum promovendum, suo proprio motu, & paterna ea cura, quam erga Subditos suos & Rempublicam Christianam exercere amant, Nobilissimos, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Regiarum suarum Majestatum respective Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios nominaverunt & constituerunt, scilicet, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, reverendum admodum Johannem, permissione divina, Episcopum

ſcopum Briſtolienſem, privati Angliæ Sigilli Cuſtodem, Regiæ Maje- 1713
ſtati a Conſiliis Intimis, Decanum Windeſorienſem, & Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Regiſtrarium; Ut & Nobiliſſimum, Illuſtriſſimum atque Excellentiſſimum Dominum, Dominum Thomam Comitem de Strafford, Vice-Comitem Wentworth de Wentworth-Woodhouſe, & de Staineborough, Baronem de Raby, Regiæ ſuæ Majeſtati a Conſiliis Intimis, ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, Regiæ ſuæ Majeſtatis Dimachorum Legionis (vulgo *Regiment*) Tribunum, & Exercituum Regiorum Locum-Tenentem Generalem, Primarium Admiralitatis Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Dominum Commiſſarium, ut & Nobiliſſimi Ordinis Periſcelidis Equitem: & Sacra Regia Majeſtas Chriſtianiſſima, Nobiliſſimos, Illuſtriſſimos atque Excellentiſſimos Dominos, Dominum Nicolaum Marchionem d'Huxelles, Mareſchallum Franciæ, Regiorum Ordinum Equitem torquatum, & Locum-Tenentem Generalem in Ducatu Burgundiæ; Et Dominum Nicolaum Menager, Regii Ordinis Sancti Michaëlis Equitem; eosdemque Legatos Extraordinarios ampla & plena poteſtate induerunt, de pace firma & ſtabili inter Regias ſuas Majeſtates tractandi, conveniendi & concludendi. Dicta igitur Legati, poſt varias & arduas Conſultationes in Conventu Trajecti ad Rhenum eum in finem inſtituto habitas, ſuperatis tandem, absque ulla interventione conciliatrici, obſtaculis quibuscunque, Concilii tam ſalutaris ſcopo adverſantibus, invocataque ope divina, ut hoc ſuum opus usque ad ſeram poſteritatem integrum & inviolatum conſervare ac perennare velit, poſt communicatas mutuo ac rite commutatas Plenipotentiarum Tabulas, quarum Apographa ſub finem hujus Inſtrumenti verbotenus inſerta ſunt, in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges inter alte-memoratas Regias ſuas Majeſtates, Populosque & Subditos ſuos convenerunt, prout ſequitur.

Articulus I.

Pax ſit univerſalis, perpetua, veraque & ſincera Amicitia inter Sereniſſimam ac Potentiſſimam Principem, ANNAM, *Magnæ Britanniæ Reginam*, ac Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem LUDOVICUM *Decimum quartum*, *Regem Chriſtianiſſimum*, eorumque Hæredes ac Succeſſores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, tam extra quam intra Europam, eaque ita ſincere & inviolate ſervetur & colatur, ut alter alterius Utilitatem, Honorem ac Commodum promoveat, omnique ex parte fida Vicinitas & ſecura Pacis atque Amicitiæ cultura reviréſcat indies, atque augeatur.

II. Omnes inimicitiæ, Hoſtilitates, Diſcordiæ & Bella, inter dictam Dominam Reginam Magnæ Britanniæ, & dictum Dominum Regem Chriſtianiſſimum, eorumque Subditos, ceſſent, & aboleantur; ita, ut utrinque ab omni Direptione, Deprædatione, Læſione, injuriis, ac Infeſtatione qualicunque, tam terra, quam mari, & aquis dulcibus,

1713 ubivis gentium, ac maxime per omnes alterutrius, Regnorum, Regionum, ac Ditionum Tractus, Dominia & Loca, cujuscunque sint conditionis, temperetur prorsus, & abstineatur.

III. Omnes offensæ, injuriæ, læsiones & damna, quæ prædicta Domina Regina Magnæ Britanniæ, ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus, ejusque subditi, durante hoc bello alter ab altero pertulerint, oblivioni tradentur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causa vel prætextu, alter alteri, aut alterutrius subditi posthac quicquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ, vel impedimenti, per se vel per alios, clam vel palam, directe vel indirecte, specie juris vel via Facti, inferant, vel inferri faciant, aut patiantur.

IV. Ad majorem insuper Paci restitutæ, fidæque, & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcidendasque omnes Diffidentiæ occasiones, quæ oriri ullo tempore possent ex stabilito successionis Hereditariæ ad Regnum Magnæ Britanniæ Jure & Ordine, ejusque limitatione, per leges Magnæ Britanniæ, (regnantibus tum nupero, gloriosissimæ Memoriæ *Rege* GUILIELMO *Tertio*, tum hodierna Domina Regina) latas & sancitas, ad alte-memoratæ Dominæ Reginæ Progeniem, eaque deficiente, ad Serenissimam Principem SOPHIAM *Brunsvico-Hanoveri Dotariam*, & ejusdem Hæredes in Linea Protestantium Hanoveriana. Ut igitur dicta Successio sarta tecta maneat, Rex Christianissimus supradictam Successionis ad Regnum Britanniæ Limitationem sincere & solenniter agnoscit, eandemque gratam & acceptam sibi, atque Hæredibus ac Successoribus suis esse, ac in perpetuum fore, sub fide & verbo Regis, oppignerato suo & Successorum honore, declarat spondetque. Sub eodem quoque verbi Regis ac honoris vinculo promittit Rex Christianissimus, neminem unquam, præter ipsam Dominam Reginam, ejusque Successores, secundum dictæ limitationis seriem, pro Rege aut *Regis Magnæ Britanniæ*, per se, vel Hæredes aut Successores suos, agnitum iri aut habitum. Ad fidem vero dictæ agnitioni & promissis uberius faciendam, spondet Rex Christianissimus, quod cum e Regno Galliæ sponte nuper alibi commoraturus, exierit ille, qui vivente nupero Rege JACOBO *Secundo*, *Principis Walliæ*, eodem vero defuncto, Regis Magnæ Britanniæ Titulum assumpsit, curam omnem per prædictum Regem Christianissimum, Hæredes ac Successores suos datum iri, ne in Regnum Galliæ, aut aliquas ejusdem ditiones ullo dehinc tempore, ullove sub prætextu in posterum revertatur.

V. Promittit porro Rex Christianissimus, tam suo, quam Hæredum ac Successorum suorum nomine, nullo unquam tempore sese dictam Magnæ Britanniæ Reginam, Hæredes Successoresque ejus prædicta Protestantium Gente oriundos, Magnæ Britanniæ Coronam, ditionesque eidem subjectas, possidentes turbaturos, vel molestia aliqua affecturos, neque ullum ullo tempore auxilium, suppetias, favorem aut consilium præstabit Rex Christianissimus antedictus, ejusque Successorum aliquis, directe vel indirecte, terra marive, pecunia, armis, munitionibus, apparatu bellico, navibus, milite, nautis aliove quovis

quovis modo, cuicunque personæ aut personis, si quæ fuerint, quæ 1713
quacunque de causa, aut prætextu, dictæ successioni sese in posterum opponere molirentur, sive aperto Marte, sive seditiones alendo, conjurationesque conflando, contra talem Principem aut Principes, Magnæ Britanniæ solium, actorum Parliamenti antedictorum vigore, occupantes, sive contra illum aut illam Principem, cui, secundum dicta Parliamenti acta, ad Coronam Magnæ Britanniæ successio patebit.

VI. Quemadmodum funestissima belli flamma, hac pace restinguenda, exinde præprimis orta sit, quod Europæ securitas & libertates, unionem Regnorum Galliæ & Hispaniæ, sub uno eodem Rege, omnino ferre nequiverint, idque tandem Divini Numinis auxilio effectum sit, instante plurimum Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniæ, & consentientibus tam Christianissimo, quam Catholico Rege, quo huic malo obviam omni tempore in posterum eatur, per renunciationes optima forma conceptas, & modo quam maxime solenni perfectas, quarum tenor sequitur:

Lettres Patentes du Roi, qui admettent les Renonciations du Roi *d'Espagne*, de M. le Duc *de Berry*, & de M. le Duc *d'Orleans*, & qui suppriment les Lettres Patentes du mois de Decembre 1700.

LOuis, &c. Dans les differentes revolutions d'une Guerre, où Nous n'avons combattu que pour soûtenir la justice des Droits du Roi notre tres-cher & aimé Frere & Petit-Fils sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons jamais cessé de desirer la Paix. Les succès les plus heureux ne Nous ont point eblouïs, & les evenemens contraires dont la main de Dieu s'est servie pour Nous eprouver, plûtôt que pour Nous perdre, ont trouvé ce desir en Nous & ne l'y ont pas fait naître; mais les tems marquez par la Providence Divine pour le repos de l'EUROPE, n'etoient pas encore arrivez: La crainte eloignée de voir un jour notre Couronne & celle d'Espagne portées par un même Prince, faisoit toujours une egale impression sur les Puissances, qui s'etoient unies contre Nous; & cette crainte, qui avoit eté la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix.

Enfin, après plusieurs Negociations inutiles, Dieu, touché des gemissemens de tant de Peuples, a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile. Mais les mêmes allarmes subsistant toûjours, la premiere & principale condition qui Nous a eté proposée par notre tres-chere & tres aimée Sœur, la Reine de la Grande-Bretagne, comme le fondement essentiel & necessaire des Traitez, a eté que le Roi d'Espagne notre dit Frere & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renonçat pour lui & pour ses Descendans à perpetuité, aux Droits que sa Naissance pouvoit jamais donner à lui & à eux sur notre Couronne; Que reciproquement notre tres-cher & tres-aimé Petit-Fils le Duc de BERRY, & notre tres-cher

1713 & tres-aimé Neveu le Duc d'ORLEANS, renonçassent aussi pour eux & pour leurs Descendans Mâles & Femelles à perpetuité, à leurs Droits sur la Monarchie d'Espagne & des Indes.

Notre dite Sœur Nous a fait representer, que sans une assurance formelle & positive sur ce-point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'EVROPE ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances qui la partagent etant egalement persuadées qu'il etoit de leur interêt general & de leur sûreté commune, de continuer une Guerre dont personne ne pouvoit prevoir la fin, plûtot que d'être exposées à voir le même Prince devenir un jour le Maitre de deux Monarchies, aussi puissantes que celle de France & d'Espagne.

Mais comme cette Princesse, dont Nous ne pouvons assez louer le zele infatigable pour le retablissement de la tranquilité generale, sentit toute la repugnance que Nous avions à consentir qu'un de nos Enfans, si digne de recueillir la Succession de nos Peres, en fût necessairement exclu, si les malheurs dont il a plu à Dieu de nous affliger dans notre Famille, nous enlevoient encore dans la Personne du *Dauphin*, notre tres-cher & tres-aimé arriere Petit-Fils, le seul reste des Princes que notre Royaume a si justement pleurez avec Nous. Elle entra dans notre peine; & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour assûrer la Paix, Nous convinmes avec notre dite Sœur de proposer au Roi d'Espagne d'autres Etats, inferieurs à la verité à ceux qu'il possede, mais dont la consideration s'accroitroit d'autant plus sous son Regne, que conservant ses Droits en ce cas, il uniroit à notre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à notre Succession.

Nous employâmes donc les raisons les plus fortes, pour lui persuader d'accepter cette alternative: Nous lui fimes connoître, que le devoir de sa Naissance etoit le premier qu'il dût consulter; qu'il se devoit à sa Maison & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Espagne; que s'il manquoit à ses premiers engagemens, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des Droits quil ne seroit plus en etat de soutenir.

Nous ajoutâmes à ces raisons, les motifs personnels d'amitié & de tendresse que Nous crûmes capables de le toucher; le plaisir que Nous aurions de le voir de tems en tems auprès de Nous, & de passer avec lui une partie de nos jours, comme Nous pouvions Nous le promettre du voisinage des Etats qu'on lui offroit; la satisfaction de l'instruire Nous mêmes de l'Etat de nos affaires, & de Nous reposer sur lui pour l'avenir; de sorte que si Dieu nous conservoit le Dauphin, Nous pourrions donner à notre Royaume, en la Personne du Roi notre Frere & Petit-Fils, un Regent instruit dans l'Art de regner, & que si cet Enfant si precieux à Nous & à nos sujets, Nous etoit encore enlevé, Nous aurions au moins la consolation de laisser à nos Peuples un Roi vertueux, propre à les gouverner, & qui reuniroit encore à notre Couronne des Etats tres-considerables.

Nos instances reiterées avec toute la force & toute la tendresse necessai-

cessai-

ceſſaire, pour perſuader un Fils qui merite ſi juſtement les efforts que 1713
Nous avons faits pour le conſerver à la France, n'ont produit que des refus reiterez de ſa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le Zele pour lui s'etoit diſtingué dans les conjonctures où ſon Trone avoit paru le plus ebranlé; en ſorte que perſiſtant avec une fermeté invincible dans ſa premiere reſolution, ſoûtenant même qu'elle etoit plus glorieuſe & plus avantageuſe à notre Maiſon & à notre Royaume, que celle que Nous le preſſions de prendre, il a declaré dans l'Aſſemblée des Etats du Royaume d'Eſpagne, convoquée pour cet effet à Madrit, que pour parvenir à la Paix generale, & aſſûrer la tranquillité de l'Europe par l'equilibre des Puiſſances, il renonçoit de ſon propre mouvement, de ſa volonté libre & ſans aucune contrainte, pour lui, pour ſes Héritiers & Succeſſeurs pour toûjours & à jamais, à toutes Prétentions, Droits & Titres, que lui, ou aucun de ſes Deſcendans, ayent dès à preſent, ou puiſſent avoir en quelque tems que ce ſoit à l'avenir, à la Succeſſion de notre Couronne; qu'il s'en tenoit pour exclu, lui, ſes Enfans, Héritiers & Deſcendans à perpetuité; qu'il conſentoit pour lui & pour eux, que des à preſent comme alors, ſon Droit & celui de ſes Deſcendans paſſât & fût transferé à celui des Princes que la Loi de Succeſſion & l'Ordre de la Naiſſance appelle ou appellera à heriter notre Couronne, au defaut de notre dit Frere & Petit Fils le Roi d'Eſpagne & de ſes Deſcendans, ainſi qu'il eſt plus amplement ſpecifié par l'Acte de Renonciation admis par les Etats de ſon Royaume: Et en conſequence il a declaré, qu'il deſiſtoit ſpecialement du Droit qui a pû être ajoûté à celui de ſa Naiſſance par nos Lettres Patentes du mois de Decembre 1700. par les quelles Nous avons declaré que notre volonté etoit, que le Roi d'Eſpagne & ſes Deſcendans conſervaſſent toûjours les Droits de leur Naiſſance ou de leur Origine, de la même maniere que s'ils faiſoient leur reſidence actuelle dans notre Royaume, & de l'enregitrement qui a eté fait des nosdites Lettres Patentes, tant dans *notre Cour de Parlement*, que dans *notre Chambre des Comptes à Paris*.

Nous ſentons comme Roi & comme Pere, combien il eût eté à deſirer que la Paix generale eût pû ſe conclure ſans une Renonciation qui faſſe un ſi grand changement dans notre Maiſon Royale & dans l'Ordre ancien de ſucceder à notre Couronne; mais nous ſentons encore plus combien il eſt de notre devoir d'aſſurer promptement à nos Sujets une Paix qui leur eſt ſi neceſſaire. Nous n'oublierons jamais les efforts qu'ils ont fait pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû ſoûtenir, ſi leur Zele n'avoit eu encore plus d'etenduë que leurs forces. Le ſalut d'un Peuple ſi fidele eſt pour Nous une Loi ſuprême qui doit l'emporter ſur toute autre conſideration. C'eſt à cette Loi que Nous ſacrifions aujourd'hui le droit d'un Petit-Fils qui Nous eſt ſi cher; & par le prix que la Paix generale coûtera à notre tendreſſe, Nous aurons au moins la conſolation de temoigner à nos Sujets, qu'au depens de nôtre ſang même, ils tiendront toûjours le premier rang dans notre cœur.

 Pour

1713 Pour ces Causes & autres grandes considerations à ce Nous mouvans, après avoir vû en notre Conseil ledit Acte de Renonciation du Roi d'Espagne, notre tres-cher & tres-aimé Frere & Petit-Fils du 5. Novembre dernier; comme aussi les Actes de Renonciation que notre dit Petit-Fils le Duc *de Berry*, & notre dit Neveu le Duc *d'Orleans*, ont fait reciproquement de leurs Droits à la Couronne d'Espagne, tant pour eux que pour leurs Descendans Mâles & Femelles, en consequence de la Renonciation de notre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, le tout ci attaché avec copie collationnée desdittes Lettres Patentes du mois de Decembre 1700. sous le Contrescel de notre Chancellerie: De notre grace speciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, statué & ordonné, par ces presentes signées de notre main, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plait, que ledit Acte de Renonciation de notre dit Frere & Petis-Fils *le Roi d'Espagne*, & ceux de notre dit Petit-Fils le Duc *de Berry*, & de notre dit Neveu le Duc *d'Orleans*, que Nous avons admis & admettons, soient enregîtrez dans toutes nos Cours de Parlemens & Chambres de nos Comptes de notre Royaume, & autres lieux où il sera besoin, pour être executez selon leur forme & teneur;

Et en consequence voulons & entendons que *nosdites Lettres Patentes du mois de Dec. 1700.* soient & demeurent nulles & comme non evenuës; qu'elles Nous soient rapportées; & qu'à la marge des Regîtres de notre dit Cour de Parlement & de notre dite Chambre des Comptes, où est l'enregîtrement desdites Lettres Patentes, l'Extrait des presentes y soit mis & inseré, pour mieux marquer nos intentions sur la revocation & nullité desdites Lettres. Voulons que conformement audit Acte de Renonciation de notre dit Frere & Petit-Fils le Roi d'Espagne, il soit desormais regardé & consideré comme exclu de notre Succession; que ses Héritiers, Successeurs & Descendans en soient aussi exclus à perpetuité & regardez comme inhabiles à la recueillir.

Entendons que à leur defaut, tous Droits qui pourroient en quelque tems que ce soit leur competer & apartenir sur notre dite Couronne & Succession de nos Etats, soient & demeurent transferez à notre tres-cher & trés-aimé Petit-Fils le Duc *de Berry*, & ses Enfans & Descendans Mâles, nez en loyal Mariage, & successivement à leur defaut à ceux des Princes de notre Maison Royale & leurs Descendans, qui par le Droit de leur Naissance & par l'ordre etabli depuis la fondation de notre Monarchie, devront succeder à notre Couronne.

Ainsi donnons en Mandement à nos Aimez & Feaux Conseillers les Gens tenans notre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes avec les Actes de Renonciation faits par notre dit Frere & Petit-Fils *le Roi d'Espagne*, par notre dit Petit-Fils le Duc *de Berry*, & par notre dit Neveu le Duc *d'Orleans*, ils ayent à faire lire, publier & regîtrer; & le contenu en iceux garder, observer & faire executer selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpetuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, non obstant tou-

tes

tes les Loix, Statuts, Vs, Coûtûmes, Arrêts, Reglemens & autres cho- 1713
ſes à ce contraires, aux quels & aux derogatoires des derogatoires y contenuës, Nous avons derogé & derogeons par ces preſentes pour ce regard ſeulement & ſans tirer à conſequence ; Car tel eſt notre plaiſir. Et enfin que ce ſoit choſe ferme & ſtable à toûjours: Nous avons fait mettre notre Scel à ces dites Preſentes. Données *à Verſailles*, au mois du Mars *l'an de grace 1713.* & de notre Regne le ſeptantieme. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*: Par le Roi,

PHILIPPEAUX.

Renunciatio Regis Hiſpaniæ.

EL REY.

Por quanto en *cinquo* de Novembre de eſte anno de *mil ſetecintos y doze*, ante *D. Manuel de Vadillo y Velaſco* mi Secretario de Eſtado y Notario mayor de los Reynos de Caſtilla y Leon y teſtigos, otorgue, jure y firme el inſtrumento publico, del tenor ſiguiente que à la letra es come ſe ſigue :

D. *PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hieruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdenna, de Cordoüa, de Corzega, de Murcia, de Jaen, de los Algarues, de Algezira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firma del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgonna, de Brabante y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Sennor de Viſcaya y de Molina &c.* Por la relacion y noticia de eſte inſtrumento y eſcriptura de renunciation y deſſiſtimiento, y paraque quede en perpetua memoria, Hago notorio y manifieſto alos Reyes, Principes, Potendados, Republicas, Comunidades y perſonas particulares que ſon y fueren en los ſiglos venideros, que ſiendo unos de los principales ſupueſtos de los Tratados de Pazes pendientes entra la Corona de Eſpanna y la de Francia, con la de Inglaterra, para zimentar la firme y permanente, y proceder a la general ſobre la maxima de aſegurar con perpetuidad el univerſal bien, y quietud de la Europa en un equilibrio de Potencias, de ſuerte que unidas muchas in una, no declinaſe la valanza, de la deſeada igualdad, en ventaja de una, apeligro y recelo de las demas: ſe propuſo y inſto por la Inglaterra, y ſe combino por mi parte, y la del Rey mi abuelo, que para evitar in qualquier tiempo la union de eſta Monarchia y la de Francia, y la poſſibilidad de que in ningun caſſo ſubcedieſe ſe huwiſen reciprocas renuncias por mi y toda mi deſcendencia a la ſubceſion poſible de la Monarchia de Francia, y por la de aquellos Principes y todas ſus lineas exiſtentes y futuras a la de eſta Monarchia, formando una relacion decoroſa de abdication de todos

 los

1713 los derechos que pudieren azerarſe para ſubſederſe mutuamente las dos caſas Reales de eſta y de aquella Monarchia ſeparando con los medios legales de mi renuncia, mi rama tel tronco réal de Francia, y todas las ramas de la Francia de la troncal derivacion de la Sangre Real Eſpannola: previniendoſe aſimiſmo en conſequencia, de la maxima fundamental y perpetua tel equilibrio de las Potencias de Europa, el que aſſi como eſte perſuade y juſtifica evitar en todos caſos excogitables la union de la Monarchia de Eſpanna con la de Francia ſe precauciona ſe el incombeniente de que en falta de mi deſcendencia, ſe dieſe el caſſo de que eſta Monarchia pudieſe recaer en la caſa de Auſtria cuyos dominios y adherencias aun ſin la union del Imperio la haria formidable: motivo que hizo plauſible en otros tiempos la ſeparacion de los Eſtados hereditarios de la Caſa de Auſtria del Cuerpo de la Monarchia Eſpannola, combiniendoſe y ajnſtandoſe a eſte fin por la Inglaterra conmigo, y con el Rey mi abuelo, que en falta mia y de mi deſcendencia entre en la ſubceſſion de eſta Monarchia *el Duque de Savoya*, y ſus hijos y deſcendientes maſculinos, nacidos en conſtante legitimo matrimonio, y en defecto de ſus lineas maſculinas *el Principe AMEDEO de Carinnan* y ſus de hijos y deſcendientes maſculinos nacidos en conſtante legitimo matrimonio, y en defecto de ſus lineas, *el Principe THOMAS* Hermano del Principe de Carinnan, ſus hijos y deſcendientes maſculinos nacidos en conſtante legitimo matrimonio, que por deſcendientes de la infante D. Catharina Hija de el S. Phelipe Segundo y Illamanientos expreſſos tienen derecho claro y conocido ſupueſta la amiſtad y perpetua alianza, que ſe deve ſolecitar y conſeguir Del Duque de Savoya, y ſu deſcendencia con eſta corona, deviendoſe creer que con eſta eſperanza perpetua y inceſible, ſea el fiel invariable de la Valanza, en que amiſtoſamente ſe equilibren todas las Potentias fatigadas del ſudor y incertidumbre de las Vatallas no quedando algue arbitrio a ninguna de las partes para alterar eſte equilibrio federal, por via de ningun contrato de Renuncia ni retroceſion, pues combence la razon de ſu permanencia la que motiva el admitir le, formandoſe una conſtitucion fundamental que regle con ley inalterable la ſubceſion en lo por venir, he deliverado en conſequencia de lo referido, y por el amor a los Eſpannoles y conocimiento de lo que al ſuyo de vo, y las repetidas experiencias de ſu fidelidad, y por retribuyr a la Divina Providencia con la reſignacion a ſu diſtino el gran veneficio de haver me colocado, y maintenido en el trono de tan illuſtres y vene meritos vaſallos, el abdicar por mj, y todos mis deſcendientes el derecho de ſubceder en la Corona de Francia, deſeando no apartarme de vivir y morir con mis amados y fieles Eſpannoles, dejando a toda mi deſcendencia el vinculo inſeparable de ſu fidelidad y amor; y para que eſte deliveracion tenga el de vido efecto, y ceſe el que ſe ha conſiderado uno de los principales motivos de la guera, que haſta aqui hà affligido a la Europa. De mi proprio motu, libra, expontanea, y grata voluntad, yo *D. PHELIPE por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sizilias, de Hieruſalem, de Navarra, de Grana-*

Granada, de Toledo, de Valencia, de Gallicia, de Mallorca, de Sevilla, de Zerdenna, de Cordoüa, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indas Orientales y Occidentales, Islas y Tierra firma del Mar Oceano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgonna, de Brabante y Milan, Conde de Abſpurg, de Flandres, Tirol y Barcelona, Senor de Viſcaya y Molina &c. Por el preſente inſtrumento pro mi mismo, pro mis herederos y ſubceſores renuncio, abandono, y me deſiſto para ſiempre jamas de todas pretenſiones, derechos y titulos que yo o qualquiera deſcendiente mio, aya desde abora, o pueda haver en qualquier tiempo, que ſubceda en lo futuro, a la ſubceſion de la Corona de Francia, y me declaro y he por excluido, y apartado, y o y mis hijos herederos y deſcendientes perpetuamente por excluidos e inabilitados, abſoluta mente y ſin limitacion, diferencia y diſtincion de perſonas, grados, ſexos, y tiempos de la accion y derecho de ſubceder en la Corona de Francia, y quiero y conſiento por mi y los dichos mis deſcendientes que desde ahora para entonces, ſe tenga por paſſado transferido en aquel que por eſtar yo y ellos excluidos inabilitados y incapaces ſe hallare ſiguiente en grado, e immediato al Rey pro cuya muerte vacare, y ſe huviere de regular y deferir la ſubceſſion de la dicha Corona de Francia en qualquier tiempo y caſſo, paraque la haya y tenga como legitimo y verdadero ſubceſor, aſi como ſi yo y mis deſcendientes no huieramos nacido, ni fueſemos en el mundo, porque por tales hemos de ſer tenidos y reputados, para que en mi perſona y la de ellos no ſe pueda conſiderar ni hazar fundamento de repreſentacion activa o paſſiva, principio o continuacion de linea efectiva contemplativa, de ſubſtancia ſangre o calidad, ni derivar la deſcendencia o computacion de grados de las perſonas del Rey Chriſtianiſſimo mi Sennor y mi abuelo, ni del Sennor Delphin mi Padre, ni de losglorioſos Reyes ſus progenitores, ni para otro algun efecto de entrar en la ſubceſion ni preocupar el grado de proximidad y excluir le de el a la perſona que como dicho es ſe allare ſiquiente en grado. Yo quiero conſiento por mi miſmo y por mis deſcendientes que desde ahora commo entonces, ſea mirado y conſiderado eſte derecho, commo paſſado y traſſadado al Duque de Berry mi hermano, y a ſus hijos y deſcendientes maſculinos nacidos en conſtante legitimo matrimonio, y en defecto de ſus lineas maſculinas al Duque de Orleans mi tio, y a ſus hijos y deſcendientes maſculinos nacidos en conſtante legitimo matrimonio, y en defecto de ſus lineas maſculinas al Duque de Bourbon mi primo, y a ſus hijos y deſcendientes maſculinos nacidos en conſtante legitimo matrimonio, y aſi ſubceſivamente a todos los principes de la ſangre de Francia ſus hijos deſcendientes maſculinos para ſiempre jamas, ſegun la colocacion y la orden con que ellos fueren llamados ala Corona por el derecho de ſu nacimientis y por conſequencia a aquel de los dichos Principes, que (ſiendo commo dicho es yo y todos mis dichos deſcendientes excluidos inabilitados e incapaces) ſe pudiere hallar mas cercano en grado immediato deſpues de aquel Rey por la muerte del 1713

1713 qual ſubcediere la vacante de la Corona de Francia, y a quien deviere pertenecer la Subceſion en qualquiera tiempo y en qualquiera caſſo que pueda ſer, para que el la poſea como ſubceſor legitimo y verdadero de la miſma manera que ſi yo, y mis deſcendientes no huuieramos nacido. Y en conſideracion de la mayor firmeza del Acto de Abdicacion de todos los derechos y titulos che me aſiſti an a mi y o todos mis hijos y deſcendientes para la Subceſion de la referida Corona de Francia, me aparto y deſiſto expecialmente del que pudo ſobrevenir a los derechos de naturaleza por *las Lettras Patentes*, o inſtrumento por el qual el Rey mi abuelo, me conſervò, reſervò y habilitò el derecho de Subceſion a la Corona de Francia, cuyo inſtrumento fue deſpehado *en Verſalles*, en el mes de *Diziembre* del anno de *mil y ſetecientos*, y paſſado, aprovado y regiſtrado, por el Parlamento, y quiero que no me pueda ſervir de fundamento para los effectos en el prevenidos, y le refuto, y renuncio, y le doy por nullo irrito, y de ningun valor y por concelado, y commo ſi tal inſtrumento no ſe huvieſe executato, y prometo, y me obligo en fee de palabra real, que en quante fuere de mi parte, y de los dichos mis hijos y deſcendientes que ſon y ſeran procurarè la obſervantia y complimiento de eſta eſcriptura, ſin permittir ni conſentir que ſe vaga o venga contra ello directe, o indirecte, en todo o en parte, y me deſiſto y aparto de todos y quales quiera remedios ſavidos o ignorados ordinarios o extraordinarios, y que por derecho commun o Privilegio expecial nos puedan pertenecer a mi y a mis hijos y deſcendientes para reclamar decir y alegar contra lo ſuſo dicho, y todos ellos los renuncio, y expecialemente el de la lezion evidente enorme y enormiſſima que ſe pueda conſiderar haver intervenido en la deſiſtencia y renunciacion del derecho, de poder en algun tiempo ſubceder en la referida Corona, y quiero que ninguno de los referidos remedios, ni otros de qualquier nombre y miniſterio importancia y calidad que ſean nos valgan, ni nos puedan valer, y ſi de hecho, on con algun color quiſieremos ocupar el dicho Reyno porfuerza de armes, haziendo o moviendo guerre offenſiva deffenſiva deſde abhora para entonces ſe tenga juſque y declare por ilicita, injuſta, y mal atentada, y por violencia, imbaſion, y uſurpacion, hecha contra razon y conciencia, y por el contrario ſejuſque y caliſique por juſta, licita y permitida la que ſe hiciere, o moviere pol el que por mi excluſion y de los dichos mis hijos y deſcendientes deviere ſubceder en la dicha Corona de Francia al qual ſus ſubditos y naturales le hayan de acoger y obedecer, hacer y preſtar el juramento y omenage de fidelidad, y ſervir le coma a ſu Rey y Sennor legitimo. Y eſte deſiſtimiento y renunciacion per my y los dichos mis hijos y deſcendientes hà de ſer firme etable valida e irrovocable perpetuamente para ſiempre jamas. Y digo y prometo que no hé hecho ni hare protextation o reclamation en publico on en ſecreto en contrario, que pueda impedir o diſminuer la fuerza de lo contenido en eſta eſcriptura, y que ſi la hiciera aun que ſea jurada, no valga ni pueda tener fuerza; y para mayor firmeza y ſeguridad

de

de lo contenido en esta renuncia, y de lo dicho y prometido por mi parte en ella, empenno de nuevo mi fee y palabra real, y juro solemnement e por los Evangelios contenidos en este Missal sobre que pongo la mano derecha, quo yo observè mantandrè y complirè este acto y instrumento de renunciacion tanto por mi como por todos mis subcesores herederos y descendientes, en todas los clausulas en el contenidas segun el sentido y construccion mas natural literal y evidente, y que de este juramento no hè pedido ni pedite relaxacion, y que si se pidiere por alguna persona particular, o sè concediere *motu proprio*, no usarè, ni me valdrè de ella, antespara en casso que se me conceda, hago otro tal juramento paraque siempre aya y que de uno sobre todas las relaxaciones que me fuesen concedidas, y otorgo este escriptura ante el presente Secretario Notario de este mi Reyno, y lo firmè y mandò Sellar con mi real Sello, siendo testigos prevenidos y llamados el Cardenal. *D. Francisco de Giudice* Inquisidor General y Arzobispo di Montreal de mi Consejo de Estado. *D. Joseph Frz. de Velasco*, y Tobar Contestable de Castilla, Duque de Frias, Gentilhombre de mi Camara, mi Mayor domo mayor, Copero mayor y Cazador mayor. *D. Juan Claros Alonzo Perez de Gusman el Bueno Duque de Medina Sionia* Cavallero del Orden de Sancti Spiritus mi Cavallerizo mayor, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. *D. Francisco Andreas de Venavides Conte de Sant Istevant* de mi Consejo de Estado y Mayor domo mayor de la Reyna, *D. Carlos Homodei Lasso de la Vega Marques de Almonacir* y Conde de Casa Palma Gentilhombre de mi camara, de Consejo de Estado y Cavalerizo mayor de la Reyna. *D. Restayno Cantelmo Duque de Popoli*, Cavallero de la Orden de Sancti Spiritus Gentilhombre de mi Camara y Capatan de mis Guardias de Corps Italianas. *D. Fernando de Aragon y Moncada Duque de Montalto*, Marques de los Veles Commendador de Silla y Benazul en la Orden de Montesà, Gentilhombre de mi Camara y de mi Consejo de Estado. *D. Antonio Sevastian de Toledo Marques de Mancera*, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Presidente del de Italia. *D. Juan Domingo de Haro y Gusman* Commendador mayor en la Orden de Santiago de mi Consejo de Estado. *D. Juachim Ponze de Leon Duque de Arcos*, Gentilhombre de mi Camara, Commendador mayor en la Orden de Calatrava, de mi Consejo de Estado. *D. Domingo de Judize Duque de Jovenazo*, de mi Consejo de Estado. *D. Manuel Coloma Marques de Canales*, Gentilhombre de mi Camara, de mi Consejo de Estado, y Capitan General de la Artilleria de Espanna. *D. Joseph de Solis Duc de Montellano*, de mi Consejo de Estado. *D. Rodrigo Manuel Manrique de Lara*, Conde de Frigiliana, Gentilhombre de mi Camara de mi Consejo de Estado y Presidente del de Indias. *D. Isidro de la Cueva Marques de Bedmar*, Cavallero de la Orden de Sancti Spiritus Gentilhombre de mi Camara de mi Consejo de Estado, Presidente del de Ordenes, y primer Ministro de la Guerra, *D. Francisco Ronquillo Brizenno, Conde de Gramedo*, 1713

medo,

1713 *medo*, Guvernado de mi Consejo de Castilla. *D. Lorenzo Armangual Obispo de Gironda*, de mi Consejo y Camara de Castilla y Governad r del de hazienda. *D. Carlos de Borja y Bentellas*, Patriarcha delas Indias de mi Consejo delas, mi Capellan y Limosnero mayor, y Vicario General de mis exercitos. *D. Martin de Gusman Marques de Montelegre*, Gentilhombre de mi Camara y Capitan de mi Guardia de Alavarderos. *D. Pedro de Toledo Sarmiento, Conde de Gondomar*, de mi Consejo y Camara de Castilla. *D. Francisco Rodriguez de Medarozqueta*, Comisario General de Cruzada, y *A. Melchior de Abellaneda, Marques de Valdecanas* de mi Consejo de Guerra y Director General de la Infanteria de Espanna. *YO EL REI. Yo D. Manuel DE VADILLO Y VELASCO Cavallero de la Orden de Santiago, Comendador de Bozuelo en la de Calatrava, Secretario de Estado de su Magestad, Notario y Ecrivano Publico en sus Reynos y Sennorios;* que presentè fai al otorgamiento y todo lo demas de suso contenido doy fée ello. Y en testimonio de Verdad lo signè y firmè de mi nombre en Madrid à *cinco de Noviembre de mil setecientos y doze*. D. MANUEL DE VADILLO y Velasco. Por tanto para el respuardo de los combenios federales de que se hace mencion en el dicho instrumento aqui inserto, y para que conste authenticamente a todas las partes donde combenga y pretendan valerse de su contenido, y para todos los effectos que huviera lugar en derecho y puedan derivarse de suo torgamiento devajo de las clausulas condiziones y supuestos en elcontenidos, da mandè despachar la presente firmanda mimano, sellada con el sello de mis Reales armas y refrendada de mi infra scripto Secretario de Estado y Notario mayor de Estos Reynos. En *BUEN RETIRO a siete de Noviembre de mil setecientos y doze.*

YO EL REY.

(L.S.) MANUEL DE VADILLO Y VELASCO.

RENONCIATION
de M. le Duc de BERRY à la Couronne d'Espagne.

CHARLES, Fils de France, Duc de Berry, d'Alençon & d'Angoulême, Vicomte de Vernon, Andely & Gisors, Seigneur des Châtellenies, de Coignac & Merpins.

A tous les Rois, Princes, Republiques, Communautez, & à tous Corps autres & Particuliers, presens & à venir; Faisons Savoir.

TOutes les Puissances de l'Europe se trouvant presque ruinées à l'occasion des presentes Guerres, qui ont porté la desolation dans les Frontiéres, & plusieurs autres parties des plus riches Monarchies & autres Etats, on est convenu dans les Congrès & Traitez de Paix qui se negocient avec la Grande-Bretagne, d'établir un équilibre & des limites politiques entre les Royaumes dont les interêts ont été, & se trouvent encore le triste sujet d'une sanglante dispute; & de tenir

pour

pour maxime fondamentale de la conservation de cette Paix, que 1713
l'on doit pourvoir à ce que les Forces de ces Royaumes ne soient point à craindre, & ne puissent causer aucune jalousie; ce que l'on à crû ne pouvoir établir plus solidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puissent se defendre contre de plus puissans, & se soutenir respectivement contre leurs égaux.

Pour cet effet, le Roi, notre tres-honoré Seigneur & Ayeul, & le Roi d'Espagne, notre tres-cher Frere, sont convenus & demeurez d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne, qu'il sera fait des Renonciations reciproques par tous les Princes presens & futurs de la Couronne de France & de celle d'Espagne, à tous Droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou de l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel à la Succession de la Couronne d'Espagne dans la Ligne qui sera habilitée & declarée immediate à celle du Roi Philippe V., nôtre Frere, par les Etats d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en y faissant une balance immuable pour maintenir l'équilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant à particulariser tous les cas prévûs de l'union, pour servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencontrer. Il a été aussi convenu & accordé entre *le Roi Tres-Chretien*, notre tres-honoré Seigneur & Ayeul, le Roi *Philippe V.*, notre Frere, & *la Reine de la Grande-Bretagne*, que le dit Roi *Philippe* renoncera pour lui & pour tous ses Descendans à l'esperance de succeder à la Couronne de France; Que de notre côté Nous renoncerons aussi pour Nous & pour nos Descendans à la Couronne de Espagne; Que *le Duc d'Orleans*, notre tres-cher Oncle, fera la même chose, de sorte que toutes les Lignes de France & d'Espagne respectivement, & relativement, seront excluës pour toûjours & en toutes manieres de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Espagne, & les Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empechera, que sous prétexte des dites Renonciations, ni sous quelque autre prétexte que ce soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monarchie d'Espagne; d'autant qu'en unissant cette Monarchie aux Païs & Etats Hereditaires de cette Maison, elle seroit formidable, même sans l'union de l'Empire, aux autres Puissances qui sont entre deux, & se trouveroient comme enveloppés, ce qui detruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'hui pour assurer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chretienté, & ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet équilibre politique, en eloignant & excluant ainsi toutes ces Branches, & appellant à la Couronne d'Espagne au defaut des Lignes du Roi Philippe V., notre Frere & de tous ses Enfans & Descendans, *la Maison du Duc de Savoye*, qui descend de l'Infante CATHERINE, Fille de *Philippes II.* Ayant été consideré qu'en faisant ainsi succeder immediatement ladite Maison de Savoye, on peut établir comme dans son centre cette égalité & cet équi-

1713 équilibre entre ces trois Puissances, sans quoi on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout ruïner.

VOULANS donc concourir par notre Desistement & par l'Abdication de tous nos Droits, pour Nous, nos Successeurs & Descendans, à établir le repos universel, & assurer la Paix de l'Europe, parce que Nous croyons que ce moyen est le plus précis dans les terribles circonstances de ce tems; Nous avons resolu de renoncer à l'esperance de succeder à la Couronne d'Espagne, & à tous les Droits qui nous y appartiennent & peuvent appartenir par quelque Titre ou moyent que ce soit. Et enfin que cette resolution ait tout son effet, & aussi au moyen de ce que que le Roi Philippe V., notre Frere, a de sa part fait sa Renonciation à la Couronne de France le cinquieme du present mois de Novembre, de notre pure, libre & franche Volonté, & sans que Nous y soyons induits par aucune *crainte respectueuse*, ni par aucun autre régard, que ceux ci dessus exposez, Nous Nous declarons & tenons dès maintenant, Nous, nos Enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles absolument à jamais, sans limitation ni distinction de personnes, de degrez, ni de Sexe, de toute action & de tout Droit à la succession de la Couronne d'Espagne; Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdit Enfans & Descendans, que dès maintenant & pour toûjours on nous tienne, Nous & Eux, en consequence des Presentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Descendans de la Maison d'Autrîche, qui, comme il a été rapporté & supposé, doivent aussi être exclus, en quelque degré que Nous nous trouvions les uns & les autres, & que la succession nous arrive, notre Ligne, celle de tous nos Descendans & toutes les autres de la Maison d'Autrîche, comme il a été dit devant, doivent en être separées & excluës: Que par cette raison le Royaume d'Espagne soit censé devolu & transferé à qui la Succession doit en tel cas être devoluë & transferée, en quelque tems que ce soit; En sorte que nous l'ayons & tenions pour legitime & veritable successeur: parceque par les mêmes raisons & motifs & en consequence des Presentes, Nous, ni nos Descendans ne devons plus être considerez, comme ayant aucun fondement de representation active ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou *contentieuse*, de substance de sang ou qualité, ni même tirer droit de notre Descendance, ni compter nos degrez des Personnes de la Reine MARIE THERESE d'Autriche, notre tres honorée Dame & Ayeule, de la Reine ANNE d'Autriche, notre tres honorée Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois, leurs Ancêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauses de leurs Testamens & les Renonciations faites par les dites Dames, nos Ayele & Bisayeule, Nous renonçons pareillement au Droit qui Nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu du Testament du Roi CHARLES II., qui, non obstant ce qui est rapporté ci-dessus, Nous appelle à la Succession de la Couronne d'Espagne, la Ligne de *Philippe V.* venant à manquer. Nous desistons donc de ce Droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans

&

& Descendans: Promettons & Nous obligeons pour Nous & nosdits 1713
Enfans & descendans, de Nous employer de tout notre pouvoir pour faire accomplir ce present acte, sans permettre, ni souffrir que directement, ni indirectement on revienne contre, soit en tout, soit en partie, & Nous desistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun ou par quelque privilege special pourroient nous appartenir, à Nous, nos Enfans & descendans, auxquels moyens Nous renonçons aussi absolument, & en particulier à celui de l'evidente, énorme & treśénorme lesion qui se peut trouver en ladite Succession de la Couronne d'Espagne, & voulons qu'aucun desdits moyens n'ait, ni ne puisse avoir d'effet. Et que si sous ce pretexte ou toute autre couleur, Nous voulions nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la Guerre, que Nous ferions ou exciterions, soit tenuë pour injuste, illicite & induëment entreprise; & qu'au contraire la Guerre, que nous feroit celui, qui en vertu de cette Renonciation auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste; & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, lui obéissent, le defendent, lui fassent hommage & lui pretent Serment de fidelité, comme à leur Roi & legitime Seigneur.

Pour plus grande sureté de tout ce que Nous disons & promettons pour Nous, & au Nom de nos Enfans & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les Evangiles contenus au Missel, sur lequel Nous mettons la main droite, que Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & par tout; Que nous ne demanderons jamais de Nous en faire relever; & que si quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, *motu proprio*, Nous ne nous en servirons, ni prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faisons d'abondant cet autre Serment, que celui-ci subsistera & demeurera toûjours, quelques dispenses qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons aussi, que Nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune protestation, ni reclamation contraire, qui puissent empêcher ce qui est contenu en ces Presentes, ou en diminuer la force; Et que si Nous en faisions quelques Sermens qu' elles fussent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force, ni vertu, ni produire aucun effet.

En foi dequoi, & pour rendre ces Presentes authentiques, elles ont été passées par devant Messires Alexandre le Fevre, & Antoine le Moine, Conseillers du Roi, Notaires, Gardes-Note de Sa Majesté, & Gardes-Scel au Châtelet de Paris soussignez, lesquels ont du tout delivré le present Acte.

Et pour faire publier & enregîtrer ces Presentes par tout ou il sera besoin; Monseigneur le Duc de Berry a constitué ses Procureurs generaux & speciaux les Porteurs des Expeditions par *Duplicata* d'icelles, auxquels Mon dit Seigneur en a donné Pouvoir & Mandement special par ces dites Presentes. *A Marly* le vingt quatrieme jour

1713 jour de *Novembre mil ſept cens douze* avant midi, & a ſigné le preſent *Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moine Notaire.

Signé.

CHARLES LE FEVRE ET LE MOINE, &c.

* * *

RENONCIATION,

de M. le Duc d'Orleans à la Couronne d'Eſpagne.

PHILIPPE, Petit-Fils de France, Duc d'Orleans, de Valois, de Chartres & de Nemours:

A tous Rois, Princes, Republiques, Potentats, Communautez, & à toutes Perſonnes, tant preſentes, que futures; Faiſons Savoir par ces Preſentes, que la Crainte de l'Union des Couronnes de France & d'Eſpagne, ayant été le principal motif de la preſente Guerre, & les autres Puiſſances de l'Europe ayant toujours apprehendé, que ces deux Couronnes ne fuſſent ſur une même Tête, on a poſé pour fondement de la Paix que l'on traite preſentement, & qu'on eſpere cimenter de plus en plus, pour le repos de tant d'Etats qui ſe ſont ſacrifiez, comme autant de victimes, pour s'oppoſer au peril dont ils ſe croyoient menacez, qu'il faloit établir une eſpece d'égalité & d'equilibre entre les Princes qui étoient en diſpute, & ſeparer pour toûjours, d'une maniére irrevocable, les Droits qu'ils pretendent avoir, & qu'ils defendoient, les Armes à la main, avec un carnage reciproque de part & d'autre.

Que dans la vûë d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a propoſé, & ſur ſes inſtances, il a été convenu par le Roi, notre tres honoré Seigneur & oncle, & par le Roi Catholique, tres-cher Neveu, que pour éviter, en quelque tems que ce ſoit, l'Union des Couronnes de France & d'Eſpagne, il ſeroit fait des Renonciations reciproques: ſavoir, par le Roi Catholique, Philippe V., notre Neveu, pour lui & pour tous ſes Deſcendans à la Succeſſion de la Couronne de France, comme auſſi par le Duc de Berry, notre tres-cher Neveu, & par Nous, pour nous, & pour tous nos Deſcendans à la Couronne d'Eſpagne; à condition auſſi que la Maiſon d'Autriche, ni aucun de ſes Deſcendans, ne pourront ſucceder à la Couronne d'Eſpagne, parceque cette Maiſon même, ſans l'union de l'Empire, ſeroit formidable, ſi elle ajoûtoit une nouvelle Puiſſance à ſes anciens Domaines; & par conſequent cet équilibre, qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Etats de l'Europe, ceſſeroit. Or il eſt certain que ſans cet équilibre, les Etats ſouffrent du poids de leur propre grandeur; Ou que l'envie engage leurs voiſins à faire des Alliances pour les attaquer & pour les reduire au point, que ces graudes Puiſſances inſpirent moins de crainte, & ne puiſſent aſpirer à la Monarchie univerſelle.

Pour

Pour arriver à la fin qu'on se propose, & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait sa Renonciation le 5 du present mois: Nous consentons qu'au defaut de Philippe V., notre Neveu, & de ses Descendans, la Couronne d'Espagne, passe à la Maison du Duc de Savoye, dont les Droits sont clairs & connus; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine, Fille de Philippe II., & qu'il est appellé par les autres Rois, ses Successeurs, de sorte que son Droit à la Succession d'Espagne est incontestable. 1712

Et desirant de notre côté concourir à la glorieuse fin qu'on se propose, de retablir la tranquillité publique, & prevenir les craintes que pourroient causer les Droits de notre Naissance, ou tous autres qui pourroient nous appartenir: Nous avons resolu de faire ce Desistement, cette Abdication & cette Renonciation de tous nos Droits, pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendans. Et pour l'accomplissement de cette resolution, que nous avons prise, de notre pure, libre & franche volonté, Nous nous declarons & nous tenons des à present, Nous, nos Enfans & Descendans, pour exclus & inhabiles, absolument & à jamais, & sans limitation, ni distinction de personnes, de degrez & de Sexe, de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. Nous voulons & consentons pour nous & nos Descendans, que des maintenant & pour toûjour, on Nous tienne, Nous & les notres, pour exclus, inhabiles & incapables, en quelque degré que nous trouvions, & de quelque maniére que la Succession puisse arriver à notre Ligne, & à toutes les autres, soit de la Maison de France, soit de celle d'Autriche, & de tous les Descendans de l'une & de l'autre Maison, qui, comme il est dit & supposé, doivent aussi se tenir pour retranchées & excluës; & que pour cette raison, la Succession deladite Couronne d'Espagne soit censée devoluë & transferée à celui à qui la Succession d'Espagne doit étre transferée, en tel cas, & en quelque tems que ce soit, en sorte que nous l'ayons & tenions pour legitime & veritable Successeur, parce que ni Nous, ni nos Descendans ne devons plus être considerez comme ayans aucun fondement de representation active, ou passive, ou faisant une continuation de Ligne *effective* ou *contentieuse*, de *substance* de sang ou qualité, ni tirer Droit de notre Descendance; ou de compter les degrez de la Reine ANNE d'Autriche, notre très-honorée Dame & Ayeule, ni des glorieux Rois, ses Ancêtres; Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine ANNE a faite, & toute les clauses que les Rois PHILIPPE III. & PHILIPPE IV. ont inserées dans leurs Testamens: Nous renonçons pareillement à tout le Droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu de la Declaration faite à Madrid le 29. Octobre 1703., par *Philippe V.*, Roi d'Espagne, notre Neveu; & quelque Droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendans, Nous en desistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, presens & à venir, de nous employer de tout notre pouvoir pour faire observer & accomplir ces Pre-

1713 Presentes, sans permettre ni souffrir que directement, ou indirectement on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous desistons de tous moyens ordinaires, ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilege special, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moiens Nous renonçons absolument, & en particulier à celui de la lésion evidente, énorme & tres-énorme qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession deladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moiens ne nous servent, ni puissent nous valoir; & que si sous ce prétexte ou sous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'Armes, la Guerre, que nous ferions ou exciterions, soit tenuë pour injuste, illicite & induëment entreprise; & qu'au contraire celle, que nous feroit celui, qui, en vertu de cette Renonciation, auroit Droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, lui obeissent, le defendent, lui fassent Hommage, & lui pretent Serment de fidelité, comme à leur Roi & legitime Seigneur.

Et pour plus grande assurance & sureté de tout ce que nous disons & promettons pour Nous & au Nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solemnellement sur les Saints Evangiles contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & par tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever: Et que si quelque personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ni prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre Serment, que celui-ci subsistera & demeurera toûjours quelque dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore que nous n'avons fait, ni ferons, ni en public, ni secret, aucune protestation ni reclamation contraire, qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Presentes, ou en diminuer la force: & que si nous en faisions, de quelque Serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force, ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons passé & passons le présent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Desistement, par devant Maître *Antoine le Moine & Alexandre le Févre*, Conseillers du Roi, Notaires, Gardes-Note & Gardes-Scel au Châtelet de Paris, soussignez en notre Palais Royal, à Paris l'an 1712. le 19. Novembre avant midi. Et pour faire insinuer & enregîtrer ces Presentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour notre Procureur le porteur, & avons signé ces Presentes & leur Minute demeurée en la possession dudit le Févre, Notaire.

Signé.

PHILIPPE D'ORLEANS, LE MOINE ET LE FEURE, &c.

Cum

Cum itaque per præcedentem Renunciationem, quæ Legis Pragmaticæ fundamentalis & inviolabilis vim semper habere debet, cautum provisumque sit, ne unquam ullo tempore, aut ipse Rex Catholicus, aut de stirpe sua quispiam, Coronam Galliæ ambiat, aut Thronum ejusdem ascendat, atque per reciprocas ex parte Galliæ Renunciationes, Successionis ibidem hæreditariæ constitutiones, ad eundem finem tendentes, ita Galliæ & Hispaniæ Coronæ ab invicem separatæ & sejunctæ sint, ut subsistentibus in suo vigore, & bona fide observatis antedictis Renunciationibus, in unum coalescere nunquam poterunt. Proinde Serenissima Regina Magnæ Britanniæ, & Serenissimus Rex Christianissimus, sibi invicem solenniter & verbo Regio spondent, nihil unquam ab ipsis, eorumve Hæredibus & Successoribus factum, vel ut ab aliis fiat permissum iri, quo minus prædictæ Renunciationes, cæteræque Transactiones antememoratæ, effectum plenarie sortiantur; quinimo è contra, conjunctis consiliis viribusque, Regiæ Suæ Majestates eam semper sincere curam agent, & annitentur, quo dicta Salutis publicæ Fudamenta inconcussa in perpetuum maneant & inviolata conserventur. 1713

Consentit insuper Rex Christianissimus, spondetque, nolle se ad Subditorum suorum commoda, alium in Hispania, ut & Indiis Hispanicis, Navigationis & Commerciorum usum in posterum expetere, aut acceptare, quam qui Regnante in Hispania nupero Rege Carolo Secundo ibidem obtinuit, aut quam qui aliis quoque Nationibus & Populis, Commercia exercentibus, plenarie pariter indultus & concessus fuerit.

VII. Liber sit Usus Navigationis & Commercii inter Subditos utriusque Regiæ Majestatis, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli Denunciationem, prout etiam per Tractatum Commerciorum, hodie initum, inter ambas Nationes conventum ac concordatum est.

VIII. Redeat ac aperiatur ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis allegare & obtinere Jura, Prætensiones, & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

IX. Curabit Rex Christianissimus, ut Munimenta omnia civitatis *Dunquerquiæ* solo æquentur, Portus compleatur, Aggeres aut Moles, dicto Portui eluendo inservientes, diruantur, idque propriis dicti Regis Impensis, intra spatium quinque Mensium post conclusas signatasque Pacis conditiones; id est, Munimenta Maritima, intra spatium bimestre; Terrena vero una cum dictis Aggeribus, intra trimestre; ea insuper Lege, ne dicta Munimenta, Portus, Moles, aut Aggeres denuo unquam reficiantur. Quorum tamen omnium eversio non inchoabitur, nisi postquam Regi Christianissimo traditum fuerit id omne, quod eorum loco, sive Æquivalens, tradi debet.

X. Dictus Rex Christianissimus, Sinum & Fretum de *Hudson*, una cum omnibus Terris, Maribus, Oris Maritimis, Fluviis, Locis-

1713 que, in dicto Sinu & Freto sitis, & ad eadem spectantibus, nullis sive Terræ, sive Maris spatiis exceptis, quæ a Subditis Galliæ inpræsentiarum possessa sunt, Regno & Reginæ Magnæ Britanniæ, pleno Jure in perpetuum possidenda, restituet. Quæ quidem omnia, uti & Ædificia quævis ibidem constructa, quo nunc sunt in Statu, & Fortalitia pariter quæcunque, sive ante, sive post Gallorum occupationem, ibidem erecta, integra, & non demolita, una cum omnibus in iisdem existentibus Tormentis, ac Globis, ut & Pulveris nitrati quantitate Globis proportionata, si ibidem detur, alioque Apparatu bellico, qui Tormentis inservire solet, Subditis Britannicis, commissionem ad eadem repetenda & recipienda a Domina Magnæ Britanniæ Regina habentibus, intra sex Menses a Ratihabitione præsentis Fœderis, vel citius si fieri potest, bona fide tradentur. Cautum tamen esto, quod Societati Quebecensi, aliisque quibuscunque Regis Christianissimi Subditis, ex dicti Sinus Terris, cum Bonis, Mercimoniis, Armis, & Rebus suis omnibus cujuscunque naturæ aut conditionis, præter ea quæ hoc in articulo superius excepta sunt, exire quoquoversum ipsis placuerit, terrestri, vel maritimo itinere, liberum omnino sit. Ex utraque autem parte consensum est de Finibus, inter dictum Sinum de Hudson, & loca ad Gallos spectantia statuendis, per Commissarios, utrinque quantocyus nominandos, intra annum decernere; quos quidem Limites Subditis tam Britannicis quem Gallicis pertransire, aut alterutros sive Mari sive Terra adire, prohibitum omnino erit. Iisdem quoque Commissariis in Mandatis erit datum, ut Limites pariter inter alias Britannicas Gallicasque Colonias iis in Oris describant, statuantque.

XI. Altememoratus Rex Christianissimus Societati Anglicæ, in Sinum de *Hudson* Mercaturam facienti, de Damnis omnibus & Spoliis, Coloniis ipsorum, Navibus, Personis, & Bonis, per hostiles Gallorum Incursiones & Deprædationes, vigente Pace illatis, eorum Æstimatione facta per Commissarios, ad utriusvis partis Requisitionem nominandos, juxta normam Justitiæ & Æquitatis fieri satis curabit. Iidem Commissarii in querimonias insuper inquirent, tam Subditorum Britannicorum super Navibus, tempore Pacis per Gallos captis, ut & super Damnis Anno præterito in Insula, Montserat nuncupata, perpessis, aliisque, quam de iis quæ queruntur Subditi Gallici ratione compositionis in Insula Nevisiana & Arce Gambiensi, ut & de eorundem Navibus, si quæ forsan Gallicæ per Subditos Britannicos tempore Pacis captæ fuerint; & similiter de cunctis hujusmodi Litibus, quæ inter utramque Gentem exortæ, nec dum compositæ, inveniri possunt; & bona utrinque Justitia absque mora fiet.

XII. Dominus Rex Christianissimus eodem quo Pacis præsentis Ratihabitiones commutabuntur die, Dominæ Reginæ Magnæ Britanniæ Literas, Tabulasve solennes & authenticas tradendas curabit, quarum vigore, Insulam *Sancti Christophori*, per Subditos Britannicos sigillatim dehinc possidendam; *Novam Scotiam* quoque sive *Acadiam*

diam totam Limitibus suis antiquis comprehensam, ut & *Portus Regii* Urbem, nunc *Annapolin* Regiam dictam, cæteraque omnia in istis Regionibus quæ ab iisdem Terris & Insulis pendent, una cum earundem Insularum, Terrarum, & Locorum Dominio, Proprietate, Possessione, & quocunque Jure sive per Pacta, sive alio modo quæsito, quod Rex Christianissimus, Corona Galliæ, aut ejusdem Subditi quicunque ad dictas Insulas, Terras & Loca, eorumque Incolas, hactenus habuerunt, Reginæ Magnæ Britanniæ Ejusdemque Coronæ in perpetuum cedi constabit & transferri, prout eadem omnia nunc cedit ac transfert Rex Christianissimus; idque tam amplis modo & forma, ut Regis Christianissimi Subditis in dictis Maribus, Sinubus, aliisque Locis ad Littora *Novæ Scotiæ*, ea nempe quæ Eurum respiciunt, intra triginta Leucas, incipiendo ab Insula, vulgo *Sable* dicta, eaque inclusa & Africum versus pergendo, omni Piscatura in posterum interdicatur. 1713

XIII. Insula, *Terra-Nova* dicta, una cum Insulis adjacentibus Juris Britannici ex nunc in posterum omnino erit; eumque in finem *Placentia* Urbs & Fortalitium, & si quæ alia Loca in dicta Insula per Gallos possessa sint, per Regem Christianissimum, Commissionem ea in parte a Regina Magnæ Britanniæ habentibus, intra Septem Menses commutatis hujus Tractatus Ratihabitionum Tabulis, aut citius, si fieri potest, cedentur, & tradentur; Neque aliquid Juris ad dictam Insulam & Insulas ullamve illius aut earumque partem, Rex Christianissimus, Hæredes ejus, & Successores aut Subditi aliqui, ullo dehinc tempore in posterum sibi vindicabunt. Quin etiam nec Locum aliquem in dicta Insula de *Terra-Nova* munire, nec ulla ibidem Ædificia, præter Contabulationes, & Tuguriola, Piscibus siccandis necessaria & consueta, construere, neque dictam Insulam ultra tempus, Piscationibus & Piscibus siccandis necessarium, frequentare Subditis Gallicis licitum erit. In ea autem tantummodo, nec ulla alia dictæ Insulæ de *Terra-Nova* parte, quæ a Loco, *Cap Bona-vista* nuncupato, usque ad extremitatem ejusdem Insulæ Septentrionalem protenditur, indeque ad latus Occidentale recurrendo usque ad Locum, *Pointe Riche* appellatum, procedit, Subditis Gallicis Piscaturam exercere, & Pisces in Terra exsiccare permissum erit. Insula vero *Cap Breton* dicta ut & aliæ quævis, tam in Ostio Fluvii *Sancti Laurentii*, quam in Sinu ejusdem nominis sitæ, Gallici Juris in posterum erunt; ibique Locum aliquem, seu Loca, muniendi facultatem omnimodam habebit Rex Christianissimus.

XIV. In dictis omnibus Locis & Coloniis per hunc Tractatum a Rege Christianissimo cedendis, & restituendis, expresse cautum est, ut Subditi dicti Regis facultatem habeant, seipsos intra Annum, una cum Bonis omnibus suis Mobilibus, alio, prout ipsis visum fuerit, transferendi. Ibidem vero permanere, & Regno Magnæ Britanniæ subesse volentes, Religonis suæ Libertate, secundum usum Ecclesiæ Romanæ, gaudere debent, in quantum Leges Magnæ Britanniæ id ferunt.

1713 XV. Gallici Subditi, *Canadam* incolentes, aliique Nationes sive Cantones Indorum Magnæ Britanniæ Imperio subjectas ut & cæteros Americæ Indigenas eidem Amicitia conjunctos nullo in posterum Impedimento aut Molestia afficiant; Pariter Magnæ Britanniæ Subditi cum Americanis Galliæ vel Subditis vel Amicis, pacifice se gerent, & utrique Commercii causa frequentandi Libertate plena gaudebunt: Sicut pari cum Libertate Regionum istarum Indigenæ Colonias Britannicas & Gallicas, ad promovendum hinc inde Commercium, pro lubitu adibunt, absque ulla ex parte Subditorum Britannicorum seu Gallicorum Molestia aut impedimento. Quinam vero Britanniæ, qui Galliæ Subditi & Amici censeantur ac censeri debeant, id per Commissarios accurate distincteque describendum erit.

XVI. Omnes Literæ, tam Repressaliarum, quam Marcæ & Contra-Marcæ, quæ hactenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint, nullæ, cassæ, & irritæ maneant & habeantur; nec ullæ in posterum hujusmodi Literæ ab alterutra dictarum Regiarum Majestatum adversus alterius Subditos concedantur, nisi prius de Juris denegatione, aut dilatione injusta manifeste constiterit; nisi & illius, qui Repressaliarum Literas sibi concedi petit, Libellus Supplex Ministro Principis illius nomine, contra cujus Subditos illæ Literæ postulantur, ibidem degenti, editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor Mensium Spatium, aut citius, in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actori quam primum satisfiat. Si vero Principis illius, contra cujus Subditos Repressaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Repressaliarum Literæ non concedantur, nisi post Spatium quatuor Mensium, computandorum a die, quo Libellus Supplex Principi contra cujus Subditos Repressaliæ petuntur, aut Privato ipsius Consilio, editus ac oblatus fuerit.

XVII. Quandoquidem inter conditiones Armistitii, die (undecimo) vigesimo secundo Augusti proxime præteriti inter altememoratas paciscentes initi, & ad quatuor alios Menses deinde prorogati, expresse stipulatum fuerit, quibus in casibus Naves, Merces, aliaque Bona Mobilia, hinc inde capta, ut in Prædam occupanti cederent, aut priori Domino restituentur; conventum idcirco est, quod illis in casibus antedicti Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi capturas, sive in Maribus Britannicis & Septentrionalibus, aut alibi locorum factas concernentia, ad earundem tenorem bona fide fiant.

XVIII. Si vero accidat per Incogitantiam, aut Imprudentiam aut aliam quamlibet causam, ut quivis Subditus prædictarum Regiarum Majestatum, faciat aut committat aliquid, Terra, Mari, aut Aquis dulcibus, ubi visgentium, quo minus observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non sortiatur, hæc Pax & bona correspondentia, inter Dominam Reginam Magnæ Britanniæ & Dominum Regem Christianissimum, non idcirco interrumpetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore,

firmitate & vigore manebit. Subditus autem iste solummodo de suo proprio facto respondebit, & pœnas persolvet inflictas per Leges & Præscripta Juris Gentium. 1713

XIX. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) sopitæ Simultates, inter dictas Regias Majestates, eorumve Successores, aliquando renoventur, & in apertum Bellum erumpant, Subditorum utriusque Partis Naves, Merces, ac Bona quævis mobilia atque immobilia, quæ in Portubus, atque in Ditione Partis adversæ hærere atque extare deprehendentur, Fisco ne addicantur aut ullo Incommodo afficiantur, sed dictis Subditis alterutrius Regiarum Suarum Majestatum Semestre spatium integrum, à die Rupturæ numerandum, dabitur, quo res prædictas, ac aliud quidvis ex suis Facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant, seque ipsos inde recipiant.

XX. Omnibus & singulis Celsis Reginæ Magnæ Britanniæ Confœderatis, super iis, quæ a Gallia Jure postulanda habent, æqua & justa satisfactio fiet.

XXI. Amicitiæ Dominæ Magnæ Britanniæ Reginæ dabit Dominus Rex Christianissimus, quod in Tractatu cum Imperio ineundo, concessurus sit, ut omnia in antedicto Imperio, quæ Religionis Statum concernunt, ad tenorem Pactorum Westphalicorum conformentur, ita ut manifeste appareat, nolle & noluisse Regem Christianissimum in dictis Pactis quidquam esse mutatum.

XXII. Spondet insuper Rex Christianissimus, quod Genti *Hamiltonianæ* super Ducatu de *Chatelraut*, Duci de *Richmont* super iis quæ in Gallia petenda habet, ut & Domino *Carolo* de *Douglas* circa Fundos quosdam ab ipso repetendos, aliisque, post Pacem initam, Jus quam primum fieri faciet.

XXIII. Ex mutuo Dominæ Reginæ Magnæ Britanniæ, & Domini Regis Christianissimi consensu, Partis utriusque Subditi, qui Bello capti fuerint, absque ulla distinctione, vel Redemptionis pretio, solutis, quæ durante captivitate contraxerint, Debitis, Libertatem adipiscentur.

XXIV. Conventum mutuo est, quod Pacis hodie conclusæ inter S. Regiam Majestatem Christianissimam, & S. Regiam Majestatem Lusitaniæ, Conditiones omnes & singulæ hisce Pactis confirmantur; earumque Sponsionem seu Guarantiam in se recipit S. Regia Majestas Magnæ Britanniæ, quo tutius inviolatiusque observetur.

XXV. Tractatus Pacis hodie initus inter S. Regiam Majestatem Christianissimam, & Regiam Suam Celsitudinem *Sabaudiæ Ducem*, in hoc Tractatu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perinde ac si eidem verbotenus insertus esset; declarante per expressum Regia sua Majestate Magnæ Britanniæ, Sese ad promissas in eodem Assertionis & Guarantiæ stipulationes, pariter ac illas quas ipsa in se antea suscepit, teneri velle.

1713 XXVI. Sereniſſimus *Rex Sueciæ* cum ſuis regnis, ditionibus, provinciis, ac juribus, ut & Magnus *Dux Hetruriæ*, *Respublica Genuenſis*, & *Dux Parmæ*, huic tractatui omni meliori modo incluſi ſint.

XXVII. In hoc quoque tractatu Regiæ ſuæ Majeſtates Civitates Hanſeaticas, nominatim *Lubecam*, *Bremam & Hamburgum*, civitatemque *Gedanenſem*, comprehendere voluerunt, eo cum effectu, ut ſimul ac Pax Generalis concluſa fuerit, civitates Hanſeaticæ & Gedanenſis priſtinis emolumentis, quibus in re commerciorum ſive per Tractatus, ſive per vetuſtam conſuetudinem in utroque regno antehac uſæ ſunt, iisdem quoque inpoſterum, tanquam communes amicæ, gaudere queant.

XXVIII. Sub hoc præſenti pacis tractatu comprehendentur illi, qui ante ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea, ab una alteraque parte ex communi conſenſu nominabuntur.

XXIX. Denique hujus præſentis tractatus ſolennes ac rite confectæ ratihabitiones, intra *quatuor Hebdomadum* ſpatium, a die ſubſcriptionis computandum, vel citius ſi fieri poſſit, Trajecti ad Rhenum utrinque exhibeantur, & reciproce riteque commutentur.

XXX. In quorum fidem nos infra ſcripti S. Magn. Brit. Reginæ & S. Regis Chriſtianiſſimi Legati Extraord. & Plenipotentiarii præſentes manibus noſtris ſubſcriptas, ſigillis noſtris munivimus, Trajecti ad Rhenum, die (31. Martii) 11. Aprilis Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii.

(L. S.) Joh. Briſtol, C. P. S. (L. S.) Huxelles.

(L. S.) Strafford. (L. S.) Menager.

CCLIV.

Tractatus Navigationis & Commerciorum.

Inter Sereniſſimam ac Potentiſſimam Principem ANNAM, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem LUDOVICUM XIV. Dei gratia, Regem Chriſtianiſſimum, concluſus Trajecti ad Rhenum die 11. Aprilis (31. Martii) An. 1713.

QUemadmodum Sereniſſima ac Potentiſſima Princeps & Domina, ANNA, *Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina*, & Sereniſſimus ac Potentiſſimus Princeps & Dominus LUDOVICUS *Decimus Quartus Dei gratia, Rex Chriſtianiſſimus*, ex quo ad pacis ſtudia, Deo diſponente, animos adverterint, ad utilitates Subditorum ſuorum inde proventuras per mutuam Navigationis & Commerciorum Libertatem adaugendas, utpote quæ præcipuus pacis tam fructus quam firmamentum eſſe debeant, prono utrinque deſiderio ferebantur: cumque in finem Legatis ſuis Extraordinariis & Plenipotentiariis, Trajectum ad Rhenum conventuris, in mandatis cle-

clementissime dederunt, ut tam paci redintegrandæ, quam renovandis, atque hodiernum rerum statum aptandis anterioribus inter ambas Gentes, Commerciorum fœderibus, operam omni studio conferrent: Scilicet, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, reverendo admodum Johanni, permissione divina, Episcopo Bristoliensi, privati Angliæ Sigilli Custodi, Regiæ Majestati a Consiliis Intimis, Decano Windesoriensi, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrario: ut & Nobilis. Illustris. atque Excellentis. Domino Thomæ, Comiti de Strafford, Vice-Comiti Wenthworth de Wenthworth-Woodhouse & de Staineborough, Baroni de Raby, Regiæ suæ Majestati a Consiliis Intimis, ejusdem Legato Extraordinario & Plenipotentiario ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, Regiæ suæ Majestatis Dimachorum legionis (vulgo *Regiment*) Tribuno & Exercituum Regiorum Locum, tenenti Generali, Primario Admiralitatis Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Domino Commissario, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equiti: Sacra autem Regia Majestas Christianissima Nobilissimis, Illustrissimis atque Excellentissimis, Domino Nicolao Marchioni de Huxelles, Marschallo Franciæ, Regiorum Ordinum Equiti Torquato, & Locum-tenenti Generali in Ducatu Burgundiæ; Et Domino Nicolao Menager, Regii Ordinis Sancti Michaëlis Equiti. Dicti proinde Legati, quo propositum Regiarum Suarum Majestatum pium adeo & salutare optatum sortiretur effectum, habitis variis ea de re Colloquiis, concinnatisque, quantum pro temporis angustia licuit, rerum utrinque momentis, inter ipsos tandem, post Plenipotentias, quibus hac in parte muniti sunt, communicatas invicem, & rite mutatas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, super Navigationis & commerciorum Articulis, modo formaque, prout sequitur, convenerunt. 1713

Art. I.

Conventum & concordatum est inter Serenissimam ac Potentissimam Magnæ Britanniæ Reginam, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Christianissimum, quod reciproca & omnibus modis absoluta sit libertas navigationis & commerciorum, inter utriusque partis subditos, per omnia & quævis Regiarum Suarum Majestatum regna, status, ditiones, & provincias in Europa, circa omnia & singula mercium genera, iis in locis, iisque conditionibus, modo formaque, prout in sequentibus Articulis definitur & statuitur.

II. Ut vero inter ante-memoratarum partium subditos, commercium & amicitia secura dehinc, & ab omni perturbatione & molestia tuta sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Regiarum suarum Majestatum Coronas mala aliqua intelligentia, & amicitiæ interruptio rupturave suboriantur, (quod Deus avertat,) tum terminus sex mensium post dictam Rupturam, utriusque partis subditis in alterius ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum familiis, bonis, mercimoniis, & facultatibus suis, easque asportare licebit, quoquo versum ipsis placuerit; Sicut & iis permissa tunc erit

1713 venditio & alienatio bonorum suorum, mobilium immobiliumque rerum, libere & absque ulla interturbatione; Nec eorum bona, res, merces & facultates, nedum ipsimet arresto, vel manus injectione, interea temporis detinendi vel infestandi sunt; bona quin etiam interea promptaque justitia fruentur, utentur, alterutrinque subditi, quo currente dicto spatio semestri, res & facultates suas, tam publico quam privatis concreditas, recuperare possint.

III. Conventum quoque & statutum est, quod subditi & incolæ regnorum, provinciarum & ditionum utriusque Regiæ Majestatis, nullos in posterum exerceant inter se hostilitatis actus & violentias, nec mari, nec terra, nec in fluviis, fluminibus, portubus, aut stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut subditi utriusque partis nullum diploma, commissionem, vel instructionem pro privatis armaturis navalibus exercendis, neque literas repressaliarum, ut vocant, aliquorum Principum aut statuum, qui ipsis hinc inde hostes sunt, recipiant; Neque vi aut prætextu eorundem diplomatum, commissionum, vel repressaliarum, prædictos Magnæ Britanniæ Reginæ, aut Regis Christianissimi subditos & incolas, turbent, infestent, vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel armaturam exerceant, vel ea in altum procedant; in quem finem toties quoties requiritur ab utraque parte, in omnibus utriusque partis regionibus, dominiis, & ditionibus quibuscunque, prohibitiones strictæ & expressæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi commissionibus, vel literis repressaliarum nullo modo utatur, sub pœna atrocissima, quæ contra violatores infligi possit, præter restitutionem & plenariam satisfactionem iis præstandam, quibus damnum aliquod intulerint, nec ullæ inposterum repressaliarum literæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedentur, in alterius subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo tantum casu, quo justitia denegata est, aut dilata; cui denegationi aut denegationi fides non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui prædictas repressaliæ literas postulaverit, communicatus sit Ministro, qui a parte Principis illius, contra cujus subditos illæ dandæ sunt, eo loci residebit, ut intra quatuor mensium tempus, aut prius, si fieri possit, contrarium docere, aut complementum, quod justitiæ debeatur, procurare possit.

IV. Liberum sit utriusque prædictorum Confœderatorum subditis & incolis, terrestri, vel maritimo, & quocunque denique itinere, in alterius Fœderati regna, regiones, provincias, terras, insulas, urbes, villas, oppida murata, vel non murata, munita vel immunita, portus, dominia vel ditiones quascunque in Europa, libere & secure, absque licentia vel salvo conductu generali aut speciali, ingredi, ire, atque inde redire, ibidem commorari, aut easdem transire, & omnia interim victui usuique suo necessaria emere, atque pretio pro lubitu comparare, omnique benevolentia & favore reciproco tractentur. Cautum tamen esto, ut in hisce omnibus ad præscripta legum & statutorum se gerant & componant, amice quoque & pacate inter se vivant & conversentur, omnique bona intelligentia concordiam mutuam alant.

V. Sub-

V. Subditis utriusque Regiæ Majestatis libertas sit & potestas, cum suis navibus ut & mercibus rebusque iisdem impositis, quorum commercium aut asportatio legibus utriusque regni prohibita non sunt, ad utriusque partis terras, regiones, urbes, portus, loca, & fluvios in Europa appellere, eoque adire, ibique frequentare, commorari, ac residere, absque ulla temporis restrictione, domicilia etiam conducere, vel apud alios hospitari, omniaque mercium genera licita, ubi visum fuerit, emere a primo opifice vel venditore, aliove quovis modo, sive in publico rerum venalium foro, in emporiis, nundinis aut ubicunque loci merces istæ laborantur aut venduntur; Merces quoque aliunde advectas in repositoriis & apothecis suis condere, asservare, indeque venum exponere licebit, neque ullo modo dictas suas merces in emporia & nundinas, nisi sponte & libenter, asportare tenebuntur, ea tamen lege, ne easdem in tabernis, aut alibi minutatim vendant. Ob dictam autem commerciorum libertatem, aliave quacunque de causa, impositionibus ullis aut oneribus gravandi non erunt, præter ea, quæ pro navibus & mercibus suis legibus & consuetudinibus in utroque regno receptis solvenda veniunt. Quin etiam libera iis sit, quandocunque ipsis visum fuerit, sese, ut &, si matrimonium forte contraxerint, uxores, liberos, famulosque suos una cum mercibus & facultatibus, rebus bonisque suis, sive emptis sive advectis, extra regni utriusque limites, solutis vectigalibus consuetis, terra marique, per fluvios & aquas dulces, sine molestia, transferendi potestas; non obstante lege qualibet, privilegio, concessione, immunitate aut consuetudine, contrarium ullo modo designante. 1713

In re autem religionis integra subditis utriusque Fœderatorum, ut &, si matrimonium contraxerint, eorum Uxoribus ac Liberis constabit libertas, neque in ecclesiis, aut alibi, sacris interesse cogendi erunt. Ipsis autem e contrario rem divinam suo more, etiamsi legibus regni vetito, privatim, & inter proprios parietes, & absque aliorum quorumcunque interventu facere, omnino & absque ulla molestia licebit.

Facultas porro subditos utriusque partis in alterius ditionibus defunctos, locis commodis & honestis, ad id quacunque occasione designandis, sepeliendi deneganda non erit, neque sepultorum Cadavera ulla molestia afficienda erunt.

Leges autem & Statuta utriusque regni in pleno vigore manebunt debitæque executioni mandabuntur, sive commercium & navigationem, sive jus aliquod aliud respiciunt, iis duntaxat casibus exceptis, de quibus in præsentis Tractatus Articulis aliter statutum fuerit.

VI. Solvent utriusque partis subditi telonia, vectigalia, & introitus exitusque jura, per omnes utriusque partis ditiones & provincias, debita & consueta. Et ut unicuique de prædictis teloniis, vectigalibus, & introitus exitusque juribus quibuscunque constare certo possit, conventum pariter est, quod indices, vectigalia, portoria & impositiones designantes, publicis exstabunt locis, tam Londini, & in aliis urbibus intra ditiones Reginæ Magnæ Britanniæ, quam Rothomagi, & in

aliis

1713 aliis Galliæ urbibus mercaturæ assuetis, ad quas recurri possit, quoties-cunque lis aut quæstio de talibus portoriis, vectigalibus, seu impositionibus oriatur; quæ eo modo, & non aliter, exigenda erunt, prout disertis verbis & genuino supradictarum tabularum tenori consentaneum erit. Et si quis officialis aut alius nomine ejus, sub quovis prætextu, publice vel privatim, directe vel indirecte, a mercatore, vel alio, summam ullam pecuniæ, seu aliud quodcunque postulabit aut accipiet, ratione juris, debiti, stipendii, exhibitionis, seu compensationis, etiam sub nomine spontanei doni, aut alio quovis modo, vel prætextu, plus aut aliter quam supra præfinitum est, tum dictus officialis aut vicarius ejus, si coram judice competente, in regione ubi crimen admissum est, ejusdem reus & convictus teneatur, parti læsæ plenam satisfactionem dabit, & etiam juxta legum præscripta pœna debita afficietur.

VII. Mercatores, navarchæ, naucleri, nautæ, homines quicunque, naves, & omnia in universum mercimonia, & bona confœderati alterius, ejusque subditorum & incolarum, nullo publico privatove nomino, vi alicujus edicti generalis, aut specialis, in terris, portubus, stationibus, littoribus, vel ditionibus quibuscunque alterius Fœderati, in usum publicum, expeditiones bellicas, aliamve ob causam, multo minus ob usum quemcunque privatum, apprehendantur, per arresta detineantur, violentia aliqua vel ulla ejusdem specie cogantur, ullave afficiantur molestia vel injuria. Porro utriusque partis subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere, nefas esto, nisi consentiat illi cui competit, ac parata pecunia persolvatur, quod tamen non intelligendum est de ea detentione, & manus injectione, quæ mandato & authoritate justitiæ, viisque ordinariis facta erit, debiti vel delicti causa, quorum respectu via juris, secundum formam justitiæ, agendum sit.

VIII. Præterea conventum & statutum est pro regula generali, quod omnes & singuli Serenissimæ Magnæ Britanniæ Reginæ, & Serenissimi Regis Christianissimi subditi, in omnibus terris locisque, hinc inde ipsorum imperio subjectis, circa omnia jura, impositiones aut vectigalia quæcunque, personas, merces & mercimonia, naves, naula, nautas, & navigationem & commercia concernentia, iisdem ad minimum privilegiis, libertatibus & immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in curiis justitiæ, quam in iis omnibus, quæ sive commercia sive aliud jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut imposterum uti, frui, aut gaudere possit.

IX. Conventum ulterius est, quod intra spatium duorum mensium, ex quo in Magna Britannia lex lata fuerit, per quam satis cautum erit, ut nulla portoria, sive vectigalia, de bonis, mercimoniisque e Gallia in Magnam Britanniam deportatis, amplius exigantur, quam quæ de bonis mercimoniisque ejusdem naturæ, ex alia quavis regione in Europa sita in Magnam Britanniam deportatis, exiguntur, utque leges omnes post Annum 1664. in Magna Britannia latæ ad prohibendam ullorum e Gallia venientium bonorum mercimoniorumque importationem,

tionem, quæ ante id tempus prohibita non fuerant, abrogentur, Tariffa Generalis decimo octavo die Septembris Anni 1664. in Gallia facta, ibidem denuo obtinebit, & vectigalia pro bonis advehendis evehendisque in Gallia per subditos Magnæ Britanniæ solvenda, ad tenorem Tariffæ supradictæ pendentur, modumque in eadem constitutum haudquaquam excedent in Provinciis, quarum ibi mentio facta est; in reliquis autem Provinciis, vectigalia non nisi ad normam tunc temporis præscriptam exigenda erunt, omnesque prohibitiones, Tariffæ, edicta, declarationes sive decreta, post Tariffam illam Anni 1664. & contra illam, quoad bona, mercesque Magnæ Britanniæ, in Gallia facta abrogabuntur. Quandoquidem vero ex parte Galliæ contenditur, ut quædam mercimonia, ut, lanificia, saccharum, pisces saliti, & quæ ex Cetis proveniunt, ex Tariffæ supra memoratæ regula excipiantur, aliaque porro capita rerum restent, ad hunc tractatum spectantia, quæ ex parte Magnæ Britanniæ proposita, hactenus autem mutuo accommodata non fuerint, quorum omnium in instrumento separato, a Legatis utriusque Extraordinariis & Plenipotentiariis subscripto, specificatio continetur; provisum hisce concordatumque est, quod intra bimestre spatium, ab extraditis hujus tractatus ratihabitionum tabulis, Londini convenient utriusque partis Commissarii, ad perpendendas, expediendasque difficultates de mercimoniis e Tariffa Anni 1664. excipiendis, deque cæteris capitibus nondum satis, ut supradictum est, accommodatis. Iidemque Commissarii pariter operam dabunt, quod utriusque Nationis commodis maxime consentaneum fore videtur, ut commerciorum hinc inde rationes penitus excutiantur, & impedimentis hac in parte tollendis, vectigalibusque mutuo componendis, media æqua, & utrinque utilia inveniantur, stabilianturque. Provisum tamen præcautumque semper est, ut Articuli omnes & singuli hujus Tractatus in pleno interim vigore maneant; atque imprimis, ut nihil quidquam impedimento esse censeatur, sub quocunque prætextu, quo minus Tariffæ Generalis Anni 1664. beneficium subditis Regiæ Majestatis Magnæ Britan. concedatur, atque eadem sine ulla mora, aut tergiversatione fruantur gaudeantque dicti subditi Britannici, intra bimestre spatium a Lege in Magna Britannia, ut supra memoratum est, lata, modo formaque tam ampla, ac subditi gentis cujuspiam amicissimæ præfatæ Tariffæ beneficio frui ac gaudere possent; omnino in contrarium haud obstante re qualibet a Commissariis prædictis facienda discutiendave.

1713

X. Vectigalia pro herba Nicotiana, sive rudi, sive elaborata, in Galliam advehenda, ad eandem dehinc moderationis rationem revocabuntur, qua Herba eadem in quibusvis Europæ, aut America oris enata, in Galliam introducta, gaudet, & gavisura erit. Pro dicta autem herba eadem in Gallia vectigalia solvent utriusque partis subditi, par quoque in illa vendenda libertas, eædemque leges erunt subditis Britannicis, quibus gaudebunt, aut tenebuntur ipsimet Galliæ mercatores.

XI. Statutum quoque est, quod impositio, seu tributum quinquaginta

1713 ginta solidorum Turonensium, per singulas Tunnas Navibus Britannicis in Gallia impositum, cessabit penitus & imposterum abrogetur; Cessabit pariter tributum quinque solidorum Sterlingorum, per singulas Tunnas navibus Gallicis in Magna Britannia impositum; neque eadem aliave istiusmodi Onera subditorum alterutrinque navibus imposterum imponentur.

XII. Statutum præterea & conventum est, quod omnibus Mercatoribus, Navarchis, aliisque subditis Reginæ Magnæ Britanniæ integrum sit, in omnibus Galliæ locis negotia sua per se tractare, vel quibuscunque ipsis placuerit tractanda demandare. Nec tenebuntur interprete aliquo, vel institore uti, nec, nisi uti velint, iisdem salarium aliquod persolvere. Præterea Magistri navium non tenebuntur, ad onerandas vel exonerandas naves suas, iis Operariis, qui publica authoritate ad id constituti fuerint, vel Burdegalæ, vel aliis in locis uti; sed ipsis integrum erit naves suas vel per se onerare, aut exonerare, vel iis, quibus visum fuerit, in iis onerandis vel exonerandis uti, sine salarii alicujus alii cuicunque solutione; neque merces quascunque vel in alia Navigia exonerare, vel in sua recipere, vel onerandas, ultra quam ipsis visum fuerit, expectare tenebuntur. Singuli autem subditi Christianissimi Regis in omnibus locis, Magnæ Britanniæ Dominio in Europa subjectis, iisdem privilegiis & libertate vicissim gaudebunt, & fruentur.

XIII. Mercatoribus, aliisque Magnæ Britanniæ Reginæ, & Regis Christianissimi alterutrinque subditis, omnino fas & liberum erit Testamento condito, & quavis alia dispositione, vel sub tempus valetudinis, vel quocunque spatio ante, aut juxta articulum mortis facta, legare, aut dono dare mercimonia sua, facultates, pecuniam, debita ad ipsos redeuntia, & omnia bona mobilia, quæ tempore mortis intra dominia, & quælibet loca ad reginam Magnæ Britanniæ & Christianissimum Regem pertinentia, vel habuerint, vel habere debuerint. Quin etiam sive testati, sive intestati moriantur, legitimi eorundem hæredes & executores, vel administratores inter alterutra regna commorantes, aut aliunde venientes, etiamsi non sint in civium numerum relati, libere & inquiete recipient, & occupabunt omnia dicta bona, & facultates quascunque, secundum Magnæ Britanniæ & Galliæ leges respectivas; ita tamen, ut testamenta & jus adeundi hæreditates intestatorum tam a subditis Magnæ Britanniæ Reginæ, quam a subditis Regis Christianissimi, probari ex lege oporteat, iis in locis ubi quisque decesserit, sive id in Magna Britannia, sive in Gallia contigerit, lege quacunque, statuto, edicto, consuetudine, sive *Droit d'Aubeine* e contra non obstantibus.

XIV. Orta lite inter navium utriusque partis præfectum aliquem ejusque nautas, in portu quovis alterius partis super salario dictis nautis debito, aliisve caussis civilibus, Magistratus loci id tantum a reo exiget, ut declarationem scriptam, Magistratus testimonio muniendam, actori tradat, qua se coram Judice in patria sua competente super ea

cau-

causa responsurum caveat; quo facto neque nautis navem deserere, nec Præfectum in itinere suo prosequendo impedire licebit. 1713

Licitum quin etiam mercatoribus utrinque erit, in locis domicilii sui aut alibi, prout ipsis commodum fuerit, libros rationum & negotiorum suorum asservare, literarum etiam commercium habere, ea lingua aut idiomate, quo ipsis visum fuerit, absque ulla molestia aut indagatione quibuscunque. Quod si ad litem aliquam & controversiam dirimendam ipsis rationum suarum libros proferre opus fuerit, eo in casu integros codices tabulasve in judicium afferre tenebuntur; ita tamen ut judici non liceat, alios in dictis codicibus articulos inspicere, quam qui ad testimonium vel authoritatem rerum de quibus agitur, spectabunt, vel qui ad fidem dictis libris faciendam necessarii erunt. Neque dictos codices tabulasve e dominorum manibus, sub quovis prætextu, eripere, vel retinere licitum erit: Solo argentariæ defectionis casu, vulgo *Banqueroute*, excepto;

Neque tenebuntur dicti Magnæ Britanniæ Reginæ subditi rationum tabulas, literarum exemplaria, actus, commentariosve ad commercium pertinentes, papyro signis munito, Gallice *Papier timbré*, inscribere, præter librum diarium, qui ut fidem faciat in lite, debet (gratis) secundum leges, quibus omnes in Gallia commercantes sunt adstricti, a Judice subscribi & Chirographo subjici.

XV. Armatoribus extraneis, non subditis uni aut alteri Fœderatorum, habentibus commissiones ab aliquo alio Principe, aut statu, utriusvis gentis inimico, non licebit in portubus unius aut alterius partium prædictarum naves suas instruere, ea, quæ ceperint, vendere, aut alio modo quocunque mutare tam Naves, mercimonia, quam alia onera quæcunque; & ne victualia quidem emere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt, ut perveniant ad portum proximum illius Principis, a quo commissiones obtinuerint.

XVI. Naves utriusque partis oneratæ, oras vel littora alterutrius prætemavigantes, atque ad stationes aut portus tempestate coactæ, vel alio modo appellentes, non cogantur ibidem merces suas, aut aliquam earum partem exonerare, aut aliquod vectigal persolvere, nisi mercimonia sua sponte ibidem exonerent, aut aliquid de onere distrahant: Licitum tamen sit particulam oneris, impetrata ad hoc venia eorum qui rebus maritimis præsunt, eum tantum in finem e navi solvere & divendere, ut necessaria, vel refectioni navis, vel victui emantur; eoque in casu, non integrum navis onus vectigale fiet, sed ea tantum particula, quæ exonerata vel divendita fuerit.

XVII. Magnæ Britanniæ Reginæ, & Regis Christianissimi subditis omnibus & singulis licitum erit, cum suis navibus, omni cum libertate & securitate, nulla distinctione habita quinam mercium in iisdem oneratarum proprietarii sint, navigare a quocunque portu, ad loca eorum quibus inimicitia aliqua cum Magnæ Britanniæ Regina, aut Rege Christianissimo, jam aut dehinc intercedet; Licitum itidem erit subditis & incolis prædictis, cum præfatis navibus & mercibus navigare & negotiari eadem cum libertate & securitate a locis, portubus, & statio-

1713 stationibus eorum, qui utriusque vel alterius partis hostes sint, absque contradictione & perturbatione qualicunque, non tantum directe ab illis præmemoratis locis hostilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hostili, ad locum hostilem alium, sive illi sub jurisdictione ejusdem Principis sint, sive sub diversis. Et sicut jam circa navigia & merces stipulatum est, ut naves liberæ libertatem quoque mercibus vindicent, atque pro immuni ac libero habeatur omne id, quod navibus ad subditos alterius Fœderati spectantibus immissum deprehendetur, etiamsi totum oneris, vel ejusdem pars aliqua, ad hostes utriusvis Majestatis pertinuerit, exceptis semper mercibus Contrebandis, quibus interceptis omnia ad articulorum subsequentium mentem fiant: Ita conventum pariter est, eandem libertatem ad personas quoque extendi debere, quæ navi libera vehuntur, eo cum effectu, ut quamvis utriusque partis, aut alterutrius hostes sint, ex navi ista libera non extrahantur, nisi milites sint, & hostibus effective ministeria sua præstent.

XVIII. Illa navigandi & commercandi libertas ad omnia mercimoniorum genera se extendet, exceptis solum iis, quæ articulo proximo sequuntur, & *Contrabandæ* nomine indigitantur.

XIX. Sub isto nomine *Contrabandæ*, seu mercimoniorum prohibitorum, comprehendantur arma, sclopeta aut tormenta majora, bombardæ cum suis Igniariis, & aliis ad ea pertinentibus, ignes missiles, pulvis tormentarius, fomites, globi, cuspides, enses, lanceæ, hastæ, bipennes, tubi Catapultarii (vulgo mortarii) inductiles sclopi (vulgo petardæ) glandes igniariæ missiles (vulgo grenadæ) salpetra, sclopeta, globuli, seu pilæ, quæ sclopetis jaculantur, cassides, galeæ, thoraces, loricæ (vulgo cuirasses) & similia armorum genera, ad instruendos milites comparata, sclopothecæ, balthei, equi cum eorum apparatu, & quæcunque alia instrumenta bellica.

XX. Inter bona prohibita nequaquam censebuntur hæc quæ sequuntur mercimonia omnia, scilicet pannorum species, omnesque aliæ manufacturæ textæ ex quacunque lana, lino, serico, gossipio, vel alia quacunque materia; omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici solent, aurum & argentum, tam signatum quam non signatum, stannum, ferrum, plumbum, cuprum, orichalc. carbones focarii, triticum & etiam hordeum, & aliud quodcunque frumenti & leguminis genus, herba Nicotiana (vulgo Tobac.) nec non omne genus aromatum, carnes salitæ & fumo duratæ, pisces saliti, caseus & butyrum, cerevisiæ, olea, vina, sacchara, & omne genus salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum, & vitæ sustentationem facit; Gossipii porro, cannabis, lini, picis, tam liquidæ quam aridæ, omnis generis funes, rudentes, vela, linteamen velis nauticis aptum, anchoræ & anchorarum partes quælibet, mali item navales, ut & asseres, tabulæ, & trabes, ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad naves seu construendas seu reficiendas comparata; sed & aliæ quæcunque merces, quæ instrumenti vel apparatus alicujus pro terrestri, vel maritimo bello formam non acceperunt, pro Contrabandis habebuntur, multo minus quæ ad alium quemvis usum

jam

jam apparatæ & conformatæ sunt, quæ omnia plane inter mercimonia libera censebuntur, juxta ac aliæ quælibet merces & res, quæ in articulo proxime præcedenti non comprehenduntur ac speciatim designantur, ita ut a subditis utriusque confœderati liberrime transportari & invehi possint, etiam ad loca inimica, exceptis duntaxat oppidis, locisve tunc temporis obsidione cinctis, circumseptis vel investitis. 1713

XXI. Quo autem discordiæ & simultates omni modo hinc inde evitentur, iisque obviam eatur, conventum est, quod casu quo altera fœderatarum Regiarum Majestatum bello implicetur, naves & navigia ad subditos alterius fœderati spectantia, instructa esse debeant literis maritimis, exprimentibus nomen, proprietatem & magnitudinem navis, ut & nomen & locum habitationis Magistri, sive Præfecti ejusdem navis, ut inde constare possit, navem illam ad subditos alterius Principis vere & realiter pertinere; Quæ literæ maritimæ, juxta formulam huic tractatui appositam, concipientur & concedentur; Quotannis etiam revocabuntur, scilicet si contingat, navem intra decursum anni domum reverti. Conventum etiam est, quod ejusmodi naves oneratæ, non tantum munitæ esse debeant literis maritimis supra indicatis, sed & certificatoriis, continentibus species oneris, locumque unde navis decessit, & quo tendere instituit, ut sic dignosci queat, an merces ullæ vetitæ, seu Contrabandæ, articulo decimo nono hujus tractatus enumeratæ, eadem vehantur; Quæ literæ certificatoriæ ab officialibus illius loci, unde navis solvit, forma ibidem solita expediantur; Et si cui consultum visumque fuerit, in ejusmodi literis exprimere, ad quem merces pertineant, liberum hoc ei erit.

XXII. Naves subditorum & Incolarum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum, venientes ad aliquas oras maritimas intra alterius confœderati ditionem, non tamen portum intrare volentes, aut ingressæ, nolentes exponere aut distrahere onera suarum navium, non tenebuntur onerum suorum rationem reddere, nisi certis indiciis suspectæ fuerint transferendarum ad hostes alterius confœderati mercium prohibitarum, de Contrabanda nuncupatarum.

XXIII. Et casu dictæ suspicionis manifestæ, dicti subditi & incolæ ditionum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum, obligati erunt, exhibere in portubus literas suas maritimas & certificatorias, modo ante declarato.

XXIV. Quod si naves subditorum & incolarum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum ad oras maritimas progressæ, aut in pleno mari obviam factæ fuerint navibus bellicis alterius, aut navibus sumptibus privatis ad bellum instructis, dictæ naves bellicæ & armatæ privatorum, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra jactum tormenti bellici, mittantque scapham ad navem mercatoriam, quæ obviam facta erit, & cum duobus aut tribus solummodo hominibus intrent; quibus monstrentur a Magistro vel Præfecto talis navis aut navigii literæ maritimæ de proprietate ejusdem, conceptæ juxta formam præsenti tractatui appositam; Et navi, quæ eas exhibuerit, liber erit

1713 transitus, eandemque molestia aliqua afficere, excutere, aut de cursu destinato ut deflectat, cogere, nefas esto.

XXV. Illa vero navis mercatoria alterius partis, quæ ad portum alteri fœderatorum inimicum tendere instituerit, aut de cujus itinere aut mercium subvectarum specie, justa suspicio subsit, non tantum literas maritimas, verum etiam certificatorias, sive in pleno mari, sive in portubus & stationibus, exhibere tenebitur, exprimentes, quod de genere mercium prohibitarum in articulo decimo nono specificatarum non sint.

XXVI. Quod si per exhibitionem supradictarum literarum certificatoriarum, exprimentium rerum subvectarum indices, altera pars deprehenderit aliqua istius generis mercimonia, quæ Contrabanda, seu prohibita esse, in hujus tractatus articulo decimo nono declarantur, ad portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius navis, in qua ea reperiri contigerit, sive ad subditos Magnæ Britanniæ, sive Galliæ spectaverit, resignare, Capsus, Sarcinas, aut vasa in eadem reserare, vel partem licet minimam mercimoniorum distrahere, nisi onere præsentibus tribunalis maritimi officialibus in terram exposito, & in inventarium redacto, nefas esto. Eorum venditioni tamen, permutationi aut alienationi qualicunque, nullatenus locus erit, nisi postquam rite & legitime contra ejusmodi bona prohibita processum fuerit, eademque rerum maritimarum judices, lata sententia fisco respective suo addixerint; salvis semper tam ipsa navi quam cæteris mercibus, in eadem repertis, quæ ex hoc tractatu liberæ censendæ sunt, nec ex prætenso mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiscari possint. Sin autem non totum sed pars oneris duntaxat ex mercibus prohibitis vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus navis captori, qui eas deprehenderit, extradere se promptum & paratum præstet; eo in casu captor, iis mercibus receptis, navem illico dimittet, neque ulla ratione impediat, quo minus cursum, quem instituerat, libere prosequatur.

XXVII. Conventum autem e contrario est, quod quicquid a subditis & incolis alterutrius partis in navem quamcunque, ad alterius hostem aliquem, ejusque subditos spectantem immissum deprehendetur; id totum quamvis de genere mercium prohibitarum non sit, fisco addici possit, perinde ac si ad ipsum hostem pertineret. Exceptis iis mercibus, & mercimoniis, quæ, ante belli declarationem, istiusmodi navi imposita fuerint, vel etiam post eam declarationem, modo intra tempus & terminos sequentes actum sit. Nimirum, si imposita isti navi fuerint in aliquo portu & loco intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, intra terminos *The Naze* in Norwegia, & *Soundings* vocatos; Duorum mensium, intra terminos *The Soundings*, & civitate *Gibraltar*; Decem septimanarum in Mari Mediterraneo; Et octo mensium in quavis alia orbis regione aut loco, adeo ut subditorum alterutrius Principis bona, sive de genere mercium prohibitarum sint, sive aliter, quæ, prout jam dictum est, ante bellum, vel etiam post ejus declarationem, intra tempus & terminos prædictos, na-

vi

vi alicui hostili immissa fuerint, confiscationi obnoxia nullo modo sint, 1713
sed sine dilatione, proprietariis eadem repetentibus, bona fide restituantur, ita tamen, ut si dicta mercimonia Contrabanda sint, ea ad portus inimicos postmodum devehere omnino non liceat.

XXVIII. Quo autem Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum subditorum securitati abundantius cautum sit, quod nulla injuria per alterius partis naves bellicas, vel alias sumptibus privatis ad bellum instructas, iis inferatur, omnibus Magnæ Britanniæ Reginæ, & Christianissimi Regis navium Præfectis, omnibusque eorum subditis, omni in alteram partem injuria & damno interdicetur: Sin secus faciant, pœnas luent, & præterea obstricti erunt de damnorum omni causa, & eo quod interest, satisfacere, per reparationem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

XXIX. Ob hanc causam singuli navium sumptibus privatis ad bellum instructarum Præfecti, antequam diplomata sive commissiones suas speciales recipient, sufficientem fiduciarum cautionem per viros idoneos, qui solvendo sint, & nullum interesse habeant in dicta nave, & singuli in solidum obligati coram judice competente, interponere impostertum tenebuntur, in summa mille quingentarum librarum Sterlingarum, aut sedecim millium & quingentarum librarum Turonensium. Vel si ejusmodi navis ultra centum & quinquaginta nautis militibusve instructa sit, in summa trium millium librarum Sterlingarum, vel triginta trium millium librarum Turonensium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali ipse, vel sui officiales aliive sibi inservientes contra præsentem hunc tractatum, aut Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum edicta, ejusdem vigore emanata committunt, in solidum satisfacturos: sub pœna etiam revocationis & cassationis literarum commissionalium specialium, & diplomatum.

XXX. Alte-memoratæ Regiæ hinc inde Majestates, alterutrius subditos, ac si proprii sui subditi essent, mutuo eodemque favore in omnibus suis respective ditionibus, prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia, dabunt mandata, ut jus super prædis administretur, in curia admiralitatis, secundum justitiæ & æquitatis normam, & hujus tractatus leges, a judicibus omni suspicione majoribus, & quorum, in causa quæ disceptatur, nullatenus intererit.

XXXI. Quandocunque altememoratarum Regiarum hinc inde Majestatum Legati, aliive Ministri, publica authoritate muniti, in aula alterius Principis commorantes, querentur de iniquitate sententiarum, quæ latæ fuerint, Regiæ Majestates easdem in consilio hinc inde suo revideri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc tractatu præscriptæ, servatæ, & debitum effectum sortitæ fuerint: Curabunt itidem, ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique queritanti, intra trimestre spatium, reddatur. Nihilominus ante vel post sententiam latam, pendente ejusdem revisione, bona controversa vendere, vel exonerare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, quo damnum omne evitetur, nullatenus licebit,

1713 XXXII. Lite mota inter prædarum captores, ex una, & earundem reclamatores, ex altera parte, lataque sententia, vel decreto pro parte reclamante, eadem sententia, sive decretum, interposita cautione, executioni mandabitur, captoris ad superiorem judicem appellatione nullatenus obstante; Quod quidem non observabitur, ubi sententia lata fuerit contra reclamatores.

XXXIII. Casu quo naves, sive bellicæ sive onerariæ, tempestate, aliove infortunio coactæ, in rupes aut scopulos incidant, circa oras unius alteriusve partis, ibique disrumpantur & naufragium faciant, quidquid navium, apparatusve earum itidem bonorum & mercimoniorum servatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, proprietariis, reclamatoribus, aut eorum Negotiorum gestoribus, bona fide restituatur, solutis duntaxat impensis, quæ servandis iis factæ sunt, prout ab utraque parte, circa rei servatæ mercedem, statutum fuerit: Salvis etiam utriusque nationis juribus & consuetudinibus: & Serenissimæ Regiæ hinc inde Majestates authoritatem suam interponent, quo puniantur severe eorum subditi, qui tali eventu inhumanitatis rei reperientur.

XXXIV. Liberum erit utriusque partis subditis, uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis, Sollicitatoribus, & negotiorum gestoribus, quibus ipsis visum fuerit, quo fine iidem Advocati & alii supra nominati, committantur ab ordinariis judicibus, si opus, & judices ad illud requisiti fuerint.

XXXV. Et quo securius liberiusque exerceantur commercium & navigatio, conventum est insuper, ut neque Magnæ Britanniæ Regina, neque Rex Christianissimus, in quoscunque ipsorum portus, stationes, urbes aut oppida, piratas, quosvis prædonesque recipiant, neque a quibuscunque alterius ipsorum subditis civibusve, eosdem in portus recipi, protegi, aut quocunque hospitii auxiliive genere sublevari permittent, quin efficient, ut omnes ejusmodi piratæ, prædonesque maritimi, aut quicunque eos receperint, occultaverint, vel adjuverint, apprehendantur, meritisque pœnis afficiantur in aliorum terrorem & exemplum. Et omnes eorundem naves, bona, mercesve, piratice per eosdem raptæ, & in regni alterius portus advectæ, quotquot deprehendi poterint, etiamsi venditione ad alios transiverint, legitimis Dominis, ipsorumve vicariis ad eadem repetenda delegationis tabulas & procurationis authoritatem habentibus, restituentur, & resarciantur, adductis prius in maritimæ præfecturæ curia testimoniis, ad proprietatem comprobandam idoneis: omnesque omnino naves mercesque, cujuscunque sint naturæ, quotquot super altum mare ab eorum manibus redimi possint, in aliquem regni alterutrius portum adducentur, portusque ejusdem officialibus custodiendæ concredentur, eum nempe in finem, ut vero proprietario integræ tradantur, quam primum de earundem proprietate debite & sufficienter constabit.

XXXVI. Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum navibus tam bellicis, quam iis quæ sumptibus privatis ad bellum instructæ sunt, licitum esto naves mercesque ab hostibus captas libere conducere,

re, quoquo versum ipsis placuerit, nec quidquam rei maritimæ præfectis aut judicibus aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ, ubi ad dictarum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum portus appulerint, & intraverint, arresto ullo detineantur, nec scrutatores, aliive locorum officiales, in eas, aut de earum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, discedere, & prædas eo loci deducere liceat, qui in commissionum literis, aut diplomate expressus sit, quas literas præfecti hujusmodi bellicarum navium monstrare tenebuntur: 1713

E contrario autem in eorum portubus asylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint, in utriusvis Regiæ Majestatis subditos. Quod sicubi tales, necessitate tempestatis, aut maris periculo coactæ, intraverint, enixe curandum est, (in quantum anterioribus pactis, cum aliis Regibus & Statibus initis, id ipsum non adversatur) ut exeant, & quamprimum fieri possit, inde se recipiant.

XXXVII. Serenissimæ Regiæ hinc inde Majestates nequaquam permittent, ut in oris, portubus aut fluminibus ditionum suarum naves mercesve subditorum alterius capiantur a navibus bellicis, aut aliis, quæ diplomate alicujus Principis, Reipublicæ, aut oppidi qualiscunque instructæ sunt. Et casu quod id acciderit, pars utraque authoritatem viresque unitas interponent, quo damnum datum resarciatur.

XXXVIII. Si dehinc per inadvertentiam, vel aliter contigerit, contraventiones, vel inconvenientias aliquas, circa observationem hujus tractatus, hinc inde oboriri, tunc non statim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur, sed subsistet hoc fœdus omni cum effectu, procurabiturque remedium tollendis inconvenientiis congruum, ut & reparatio contraventionum; sique subditi unius alteriusve deprehendantur in culpa, illi soli severe punientur & castigabuntur.

XXXIX Quod si vero constiterit, captorem ullo torturæ genere, in navarcham, plebem nauticam, aliosve, qui in navi aliqua ad alterius partis subditos spectante reperientur, usum fuisse; eo casu non tantum ipsa navis una cum personis, mercimoniis, & rebus quibuscunque, statim absque ulteriori mora relaxabitur, & in plenam libertatem restituetur, verum etiam qui tanti criminis rei deprehendentur, ut & ejusdem participes, gravissimis condignisque pœnis plectendi erunt; id quod ut absque omni personarum respectu fiat, obstringunt se mutuo Magnæ Britanniæ Regina & Rex Christianissimus.

Formulæ Literarum Maritimarum.

Formula Literarum Maritimarum petendarum dandarumque a Domino Magno Admirallo Magnæ Britanniæ, &c. vel a Dominis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus dispositionem.

OMnibus, ad quos præsentes Literæ pervenerint, salutem; Nos Magnus Admirallus Magnæ Britanniæ &c. aut nos - - - Commis-

1713 missarii pro officio Admiralitatis Magnæ Britanniæ &c. Notum testatumque facimus per præsentes - - de - - - solitæ habitationis loco, Magistrum sive Præfectum navis vocatæ - - - coram nobis comparuisse, & solenni jurejurando affirmasse, (vel literas testimoniales sub signo Magistratus vel officialium teloniorum & vectigalium burgi & portus - - - datas Mensis - - - Anno Domini 17 - - - de & super jurejurando coram iis alias præstito, exhibuisse,) dictam navem & navigium - - - mensurarum quas Tuns vocant - - - capacem, cujus ille ipse hoc tempore Magister sive Præfectus est, ad subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis, Dominæ nostræ Clementissimæ, vere & realiter pertinere. Cum autem acceptissimum nobis foret, prædictum Magistrum sive Præfectum, in iis, quæ probe justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister, seu Præfectus, navem prædictam mercesque in ea invectas & illatas appellet, velitis jubeatis eum benigne recipique humaniter tractari, sub legitimorum, consuetorumque vectigalium, ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi portus, flumina & dominia vestra, & omnimodo navigationis, mercatus ac commerciorum jure specieque uti omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectiusque visum fuerit: Grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum majorem fidem & testimonium præsentes manu nostra & sigillo nostro communiri curavimus. Dat. - - - die mensis - - - An. Dom. 17

Formula Litterarum Certificatoriarum petendarum dandarumque a Magistratu, aut officialibus vectigalium & teloniorum burgi & portus, in burgis & portubus suis respectivis, navibus & navigiis inde vela facientibus, secundum articuli vigesimi primi hujus tractatus dispositionem.

NOs A. B. Magistratus aut officiales vectigalium & teloniorum burgi & portus - - - certificamus & attestamur, quod die - - - mensis - - - An. Dom. 17 - - - personaliter coram nobis comparuit - - - de - - - & solenni jurejurando declaravit, quod navis sive navigium vocatum, G - - - mensurarum quas Tuns vocant - - - capax, cujus H. - J. - - de K. - - - solitæ habitationis loco, est Magister sive Præfectus, ei & aliis etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis, Dominæ nostræ Clementissimæ, subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de portu L. - - - iter destinasse ad portum M. - - - onustam mercibus & mercimoniis hic infra speciatim descriptis & enumeratis. Scilicet & prout sequitur. viz.

In quorum fidem certificatorias literas signavimus, & sigillo officii nostri sigillavimus, Dabantur die - - - mensis - - - An. Dom. 17

Formu-

1713

Formulaire de Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du présent Traité.

LOUIS, Comte de *Thoulouse*, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, SALUT : Faisons savoir, que nous avons donné congé & permission à - - - Maître & Conducteur du Navire, nommé - - - de la Ville de - - - du Port de - - - tonneaux, ou environ, étant de présent au Port & Havre de - - - de s'en aller à - - - chargé de - - - après que visitation aura été faite de son Navire. Avantque partir fera serment devant les officiers, qui exercent la jurisdiction des causes maritimes, comme ledit vaisseau est appartenant à un ou plusieurs des sujets de Sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des presentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les ordonnances & reglemens de la marine, & mettre au Greffe le rôle, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, des quels il ne pourra embarquer sans de sû & permission des officiers de la marine : & en chacun port ou havre où il entrera avec son navire, sera apparoir aux officiers & Juges de la marine du present congé ; & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage; & portera les pavillons, armes & enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En temoin dequoi nous avons fait apposer notre Seing & le Séel de nos armes à ces presentes : & icelle fait contresigner par notre Secretaire de la Marine à - - - jour - - - de - - - mil sept cens - - - Signé, - - - LOUIS, Comte de Thoulouse.

Et plus bas par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOus - - - de l'Amirauté de - - - certifions, que - - - Maitre du Navire nommé au Passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui. Fait à - - - le - - - jour le - - - mil sept cens.

XL. Ratificabitur præsens tractatus a S. Magnæ Britanniæ Regina, & S. Rege Christianissimo, ejusdemque ratificationis tabulæ, intra quatuor septimanas, aut citius si fieri possit, Trajecti ad Rhenum rite invicem commutabuntur.

In quorum fidem nos infra scripti, S. Magnæ Britanniæ Reginæ, & S. Regis Christianissimi, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, præsentem tractatum manibus nostris subscriptum, sigillis nostris munivimus.

1713 nivimus. Trajecti ad Rhenum die (31. Martii) 11. Aprilis Anni a Christo nato, millesimi septingentesimi decimi tertii.

(L. S.) Joh. Bristol. C.P.S. (L. S.) Huxelles.

(L. S.) Strafford. (L. S.) Menager.

* * *

ARTICULI ULTERIORES.

Notum sit omnibus, quod cum in Articulo nono Tractatus Commerciorum inter Serenissimam Reginam Magnæ Britanniæ, & Serenissimum Regem Christianissimum, per Majestatum suarum Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios hodie conclusi, mentio facta sit quorundam rerum capitum, quæ ex parte Magnæ Britanniæ proposita, hactenus autem mutuo accommodata non fuerint: adeoque ad Commissarios eadem discutienda & determinanda remittere visum sit: Nos igitur infra scripti Legati, quo certo constet, quænam ea sint rerum capita, quæ ad Commissarios remitti debent, specialem eorum omnium hoc in scripto designationem exhibere decrevimus, declarantes eadem illa, nec alia esse, quæ sequuntur.

I. Nullæ in posterum manufacturæ alterutrius regni & ditionum hinc inde subjectarum, inspectioni & confiscationi subjicientur, sub prætextu quovis fraudis aut vitii in iisdem conficiendis vel elaborandis, vel propter alium quemcunque earundem defectum; absolute autem ceditur libertas emptori & venditori de iisdem stipulari & pacisci, prout illis libitum fuerit; Lege quavis, statuto, edicto, arresto, privilegio, concessione, vel consuetudine non obstantibus.

II. Et quandoquidem, non lege aliqua ritus in quibusdam Magnæ Britanniæ & Galliæ urbibus obtinuit, videlicet ut unusquisque pro introitu & exitu genus quoddam tributi solvat, Anglice dictum HEAD MONEY, & Gallice DU CHEF, conclusum est, quod neque illud, neque ratione illius, vectigal aliud amplius exigeretur.

III. Neque mercatoribus Britannicis prohibitum imposterum sit, dictam herbam Nicotianam cuicunque emptori pro lubitu vendere; in quem quidem finem vectigalium super dicta herba elocatio, redemptoribus (vulgo Fermiers) hactenus facta cessabit, neque in posterum introducenda erit.

IV. Excepto tantum casu sequenti, nimirum, ubi naves Britannicæ merces, acceptas in aliquo Galliæ portu, in alium Galliæ portum deponendas transvehent, quo casu, neque quovis alio, subditi Btritannici vectigalia, hoc in articulo abrogata & abolita, secundum merci-

um

um receptarum tantummodo proportionem, non autem navis capacitatem, ſolvere tenebuntur. 1713

Quandoquidem plurima mercimoniorum genera, pro quibus vectigalia ad pondus ſolvuntur, doliis, ciſtis, aliisque involucris incluſa, in Galliam per ſubditos Britannicos advehenda & avehenda erunt; Conventum igitur eſt, quod eo in caſu vectigalia antedicta ad rationem ponderis ipſarum tantummodo mercium exigentur, doliorum autem, ciſtarum, aut involucrorum quorumcunque pondera, eo modo, eaque proportione deducentur, prout in Anglia hactenus in uſu fuit, & nunc obtinet.

VI. Præterea conventum eſt, quod ſi quis lapſus aut error alterutrinque admiſſus fuerit a quovis Navarcha, interprete ſuo, ſive negotiorum geſtore, vel aliis ipſi inſervientibus, in peragenda notificatione ſeu declaratione mercium, quæ navi ſua vehuntur, ob talem defectum, modo de fraude manifeſte non conſtiterit, neque navis neque ejusdem onus confiſcationi ſubjacere poſſint: Quin bona, quæ ita navarchæ indice & declaratione omiſſa fuerint, proprietariis liberum erit recipere, ſolutis modo, ſecundum cenſus in tabulis deſignatos, vectigalibus uſitatis; neque mercatores, neque navarcha ea de cauſa, vel dictis bonis, vel alia quavis pœna, mulctentur; dummodo dicta bona ita prætermiſſa, ante factam ſuper iisdem declarationem & ſoluta telonia, in terram non fuerint expoſita.

VII. Cumque navis, & navarcha, & mercium qualitas, e literis ejusmodi maritimis & certificatoriis ſufficienter appareat, navium bellicarum Præfectis fas non erit, ullas alias verificationes, quocunque ſub titulo, exigere; ſin autem navis aliqua mercatoria caruerit ejusmodi literis, ſive maritimis, ſive certificatoriis, poterit tunc quidem examinari per judicem competentem; ita tamen, ut ſi ex aliis indiciis & documentis deprehendatur, revera pertinere ad ſubditos alterutrius Fœderatorum, nec ullas continere merces vetitas, ad hoſtem alterius deſtinatas, in confiſcationem cadere non debeat, ſed etiam una cum onere relaxetur, ut iter ſuum perſequatur; cum ſæpe accidere poſſit, ejusmodi literas ad navem, e portu aliquo ſolventem, pervenire non potuiſſe, vel caſu aliquo periiſſe, aut navi ademptas fuiſſe. Et ſi præter has literas, juxta formulam hujus conventionis exaratas, aliæ etiam literæ, ſive maritimæ, ſive certificatoriæ, alia forma, forte ex præſcriptis pactorum cum aliis, in navi inveniantur, nullus exinde prætextus capietur detinendi, ſeu ullo modo inquietandi, vel homines vel merces: & ſi contigerit, navarcham in litteris maritimis nominatum, vel morte, vel quocunque caſu amotum, aliumque ei ſuffectum eſſe, conſtabit nihilominus literis maritimis ſuus vigor, & navi & mercibus eidem impoſitis ſua ſecuritas.

VIII. Cautum utrinque præterea ſit, & pro regula habeatur, quod navis & res, licet per horas viginti quatuor in poteſtate hoſtium permanſerint, ne ideo captæ cenſeantur, & illico in prædam veniant, ſed ſi alias reſtitui debeant, repetantur, & proprietariis denuo reddantur.

1713 IX. Sereniſſimis hinc inde Majeſtatibus Regiis liberum erit, ſubditorum ſuorum commodo, in Regnis & ditionibus alterutrius mercaturam facientibus, Conſules nationales ex ſubjectis ſuis inſtituere, qui gaudeant eo jure & libertate, quæ ipſis ratione exercitii functionis ſuæ competit: de loco autem conſtituendorum ejuſmodi conſulum pars utraque inter ſe poſtmodum conveniet.

In quorum fidem nos S. Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ, & S. Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præſentes tabulas manibus noſtris ſubſcriptas Sigillis noſtris munivimus, Trajecti ad Rhenum die (triceſimo primo Martii) undecimo Aprilis Anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi tertii.

(L.S.) Joh. Briſtol. C. P. S. (L.S.) Huxelles.

(L.S.) Strafford. (L.S.) Menager.

EXPLICATIO ARTICULI IX.

Notum ſit omnibus, quod cum in Articulo nono Tractatus Navigationis & Commerciorum inter Sereniſſimam Reginam Magnæ Britanniæ, & Sereniſſimum Regem Chriſtianiſſimum, per Majeſtatum Suarum Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios die (31. Martii) 11. Aprilis concluſi, quædam Mercimonia, videlicet, Lanificia, Sacharum, Piſces ſaliti & quæ ex Cetis proveniunt, verbis generalibus ex Tariffæ, die 18. Menſis Septembris Anni 1664. factæ, regula excipiuntur, Commiſſariorum poſtea diſcuſſione remittenda: Quo igitur omnis error & dubitatio evitentur, quæ ex terminis adeo generalibus forſitan oriri poſſint, certiusque conſtet, de quibus ſpeciatim Mercimoniis deliberatio inter prædictos Commiſſarios habenda eſt. Nos infra ſcripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii hiſce declaravimus & declaramus, mercimoniorum exceptionem intelligendam eſſe, prout ſequitur.

I.

LA Baleine coupée & aprétée, les Fanons, & les huiles de Baleine, payeront à toutes les entrées du Royaume les Droits, portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

II. Les Draps, Ratines, & Serges ſeront ſujettes aux mêmes Droits du Tarif du 7. Decembre 1699., & pour en faciliter le Commerce, il ſera permis, de les faire entrer par St. Valery ſur Somme, par Rouan, & par Bourdeaux, où ces Etoffes ſeront ſujettes à la viſite de la même maniere, que celles qui ſe fabriquent dans le Royaume.

III. On ne pourra pas apporter dans le Royaume que le Poiſſon ſalé en baril; & il ſera levé à toutes les entrées du Royaume, Païs & Terres de l'obéïſſance du Roy, même des Ports francs, les Droits d'abord

d'abord & de consomption ordonnez avant le Tarif de 1664. & en 1713
outre 40. livres par Leth, composé de 12. Barils, pesant 300. livres chacun, pour le droit d'entrée, laquelle entrée ne sera permise, que par St. Valery sur Somme, Rouan, Nantes, Libourne & Bourdeaux; & demeurera interdite pour les autres Havres ou Ports, tant de la Mer Oceane, que de la Mediterranée.

IV. Le Succre raffiné en pain, ou en poudre, candi, blanc ou brun, payera les Droits portez par le Tarif du 7. Decembre 1699.

En foi de quoi Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. & de S. M. T. C. avons signé ces presentes de nos mains & y avons apposé nos Cachets. A Utrecht le (28. Avril) 9. Mai de l'an mille sept cens treize.

(L. S.) Joh. Bristol, (L. S.) Huxelles.
C. P. S.
(L. S.) Strafford, (L. S.) Menager.

CCLIV.

Anhang zu den Utrechtischen Friedens- und Commercien-Tractat zwischen Franckreich und Engelland, A. 1713.

I.

DECLARATION.

Des Plenipotentiaires de France, touchant le langage.

NOus soussignés Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. T. C. declarons à la requisition des Ministres, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. B. qui n'ont pas voulu arrêter la conclusion de la Paix, que s'il se trouve que l'un des Instrumens des Traités faits & signées à Breda, & du depuis entre la France & la Grande-Bretagne ne soit point en François, nous en fournirons un autre en Latin avant la ratification de la *convention* faite aujourd'hui. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé (L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.

II.

DECLARATION

Des Ministres de France, touchant la Personne nommée au 4. Article du Traité de Paix.

AUx Instances des Ambassadeurs Extraordinaires de S. Majest. la Reine de la Grande-Bretagne, les Ambassadeurs Extraordinaires de Sa Majesté Tres-Chrêtienne declarent, qu'a la personne nommée au 4. Article du Traité de Paix, qui doit être signé aujourd'hui, pour devoir sortir de France, en est actuellement déja sortie. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé (L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.

III.

1713 III.

DECLARATIO,

Legatorum Magnæ Britanniæ, ſuper mandatis ſuis.

OBſervantibus S. Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ Dominis Legatis Extraordinariis, in nonnullis clauſulis imperfectas eſſe Plenipotentiarum Tabulas per S. Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Dominos Legatos Extraordinarios hodie exhibitas, per præſentes promittunt dicti S. Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ Legati alias, in quibus defectus indigitati corrigantur, conficiendas, & una cum Ratihabitionibus Fœderum hodie initorum extradendas eſſe. Trajecti ad Rhenum die 31. Martii (11. Aprilis) Anni 1713.

Sign. (L.S.) Joh. Briſtol. C. P. S.
(L.S.) Strafford.

IV.

Plenipotentia S.R.M. Britannicæ.

ANna DEI gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. omnibus & ſingulis, ad quos præſentes litteræ pervenerint, ſalutem. Quandoquidem conventus pro Pace generali ineunda, Anni proxime præteriti initio Ultrajecti ad Rhenum habitus, variis, præter ſpem & vota noſtra, injectis impedimentis ultra menſem decimum quartum productus fuerit, jam vero, favente DEI optimi maximi bonitate (qui Concordiæ amorem partium belligerantium mentibus fortibus inſpirare dignatus eſt) ad finem tam diu deſideratum, & Europæ tranquillitati ſalutique adeo neceſſarium, feliciter ſpectare videatur: Nos tandem accommodatis, cum bono Fratre noſtro, Rege Chriſtianiſſimo, noſtris utrinque tam Pacis, quam Commerciorum rationibus, quo Miniſtri noſtri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucuſque freti, Provinciæ huic exornandæ ſumma cum noſtra approbatione incubuerunt, majori cum ſplendore operi huic maxime ſalutari Coronidem imponere poſſint, eos ampliſſimo Legatorum Extraordinariorum Charactere inſignire æquum eſſe judicavimus. Sciatis igitur, quod nos, fide, induſtria & in rebus magni momenti tractandis uſu & perſpicacia Reverendi admodum in Chriſto Patris, perquam fidelis & dilecti Conſiliarii noſtri, *Johannis*, *Epiſcopi* BRISTOLIENSIS, privati noſtri Sigilli Cuſtodis, Decani Windeſorienſis & nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Regiſtrarii, & perquam fidelis & prædilecti Conſanguinei & Conſiliarii noſtri, Thomæ, Comitis de STRAFFORD, Vice-Comitis de Wentworth, de Wentworth-Woodhouſe & Stainebo-rough, Baronis de Raby, Exercituum noſtrorum Locum-tenentis generalis, Primarii Admiralitatis noſtræ Commiſſarii, nobiliſſimi Ordinis noſtri Periſcelidis Equitis, & Legati noſtri extraordinarii & Plenipotentiarii ad Celſos & præpotentes Dominos Ordines Generales

Uniti

Uniti Belgii plurimum confisæ, eosdem nominavimus, fecimus & 1713
constituimus, quemadmodum per præsentes nominamus, facimus & constituimus, nostros veros certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes & concedentes iisdem, conjunctim vel divisim, omnem & omnimodam potestatem, facultatem authoritatemque, nec non mandatum generale, pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget, neque contra,) cum Legatis Extraordinariis, quos prædictus Rex Christianissimus, sufficiente authoritate instructos, ex sua parte deputaverit, in Civitate Ultrajectina ad Rhenum, aut in alio quocunque loco, congrediendi colloquendique, ac de Pacis & Amicitiæ Conditionibus, tutis, firmis & honestis, inter Nos & dictum Regem Christianissimum, tractandi, conveniendi & concludendi; eaque omnia quæ ita conventa & conclusa fuerint, pro nobis & nostro nomine signandi, superque conclusis Instrumenta, quotquot & qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuoque tradendi, recipiendique, quæ quovis modo necessaria ad Pacis & Amicitiæ conditiones, ut supra dictum est, ineundas stabiliendasque, vel quomodolibet opportuna esse judicaverint, tam amplis modo & forma, ac vi effectuque pari, ac nos ipsa, si interessemus, facere aut præstare possemus; spondentes ac in verbo Regio promittentes, nos omnia & singula quæcunque a dictis nostris Legatis extraordinariis, Commissariis, Procuratoribus & Plenipotentiariis, conjunctim vel divisim, vi præsentium transigi, concludi & signari contigerit, grata & rata & accepta, iis prorsus modo & forma quibus conventa fuerint habituras. In quorum omnium majorem fidem & robur, Præsentibus manu nostra Regia Signatis, Magnum nostræ Magnæ Britanniæ Sigillum apponi jussimus. Dabantur in Palatio nostro Divi Jacobi, vigesimo quarto die Mensis Martii, Anno Domini millesimo septingentesimo (duodecimo) decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

V.

Pleinpouvoir du Roi T. C.

LOUIS, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout notre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincére & solide, que notre tres-chere & tres-aimée Soeur, la Reine de la Grande-Bretagne, a fait paroitre le même désir, & qu'il y a lieu d'esperer, que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi desirable, auront bien-tôt un heureux succés, voulant encore apporter tous nos soins pour en avancer l'effet, & pour la rendre plus stable, Nous confiant entiérement en la capacité, experience, zéle & fidélité pour notre service, de notre tres cher & bien aimé Cousin le Marquis d'HUXELLES, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & notre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de notre tres-cher & bien

1713 bien aimé le Sr. MENAGER, Chevalier de notre Ordre de St. Michel. Pour ces causes & les autres bonnes considerations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & député, & par ces présentes signées de notre main, commettons, ordonnons & deputons lesdits Sieurs Marêchal d'Huxelles & Mesnager, & leurs avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & Mandement special, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires, de conférer, négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de notre dite Soeur, revêtus de ses Pouvoirs en bonne forme; arrêter, conclure & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, que nos dits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon être. Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie, ou par quelqu'autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que nous nous proposons, & à l'utilité reciproque de nos Sujets; en sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation avec notre dite Soeur, avec la même Autorité que nous ferions & pourrions faire si nous étions présens en Personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requît un mandement plus special, non contenu en ces dites présentes. Promettant en Foi & Parole de Roi d'avoir agréable, & tenir ferme & stable à toûjours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que les dits Sieurs Marêchal d'Huxelles & Mesnager, ou l'un d'entr'eux dans les dits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque chose, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être engagées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire; car tel est notre bon plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre notre Séel à ces présentes. Donné à Versailles le quatriême jour de Mars, l'an de grace mil sept cent treize, & de notre Régne le soixante-dixieme. Signé, LOUIS, & sur le repli. Par le Roi, COLBERT.

VI.

Approbatio Tractatus Pacis initæ inter *Magnæ Brittanniæ Reginam* & *Regem Christianissimum*, exhibita a parte Magnæ Britanniæ Reginæ.

ANNA, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis, ad quos præsentes litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiæque omnis Autori placuerit, studiis hinc Nostris indè vero Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici XIV., Regis Christianissimi boni Fratris Nostri, ita favere, ut funestissima belli flamma, quæ tam diu

in hisce orbis Christiani partibus flagravit, feliciter tandem restinguere- 1713
retur; Et Legati utrinque Extraordinarii ac Plenipotentiarii ad opus adeo salutare mandatis atque authoritate sufficienter instructi, Tractatum Pacis & Amicitiæ inter Nos & dictum Regem Christianissimum Die trigesimo primo Martii S. V. (undecimo Aprilis S. N.) Trajecti ad Rhenum concluserint, signaverintque forma & verbis quæ seqvuntur. Nos viso & perpenso Tractatu Pacis & Amicitiæ supra scripto, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & Clausulis approbavimus & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes pro Nobis, Heredibus & Successoribus Nostris eundem approbamus & ratum firmumque habemus; spondentes & in verbo Regio promittentes, Nos prædictum Tractatum, omniaque & singula quæ in eo continentur, sancte atque inviolabiliter præstituras & observaturas, neque passuras unquam (quantum in Nobis est) ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur. In quorum majorem fidem & robur hisce præsentibus manu Nostra Regia signatis magnum Nostrum Magnæ Britanniæ sigillum appendi jussimus. Dabantur in Palatio Nostro Divi Jacobi, septimo die mensis Aprilis anno Domini 1713. Regnique Nostri Duodecimo.

Signatum erat,

ANNA REGINA.

VII.

Ratification de Sa Majesté Tres-Chrêtienne.

NOus ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heretiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, & par ces presentes signées de nôtre main acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun de nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le 18. Avril l'an de grace 1713. & de nôtre Regne le soixante dixiéme, signé LOUIS, & plus bas par le Roi,

COLBERT.

VIII.

CERTIFICAT

De l'echange des Ratifications des Traités entre la Grande-Bretagne & la France.

NOus Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la Grande-Bretagne & de S. M. T. C. certifions à tous, que les Traités de Paix & de Commerce conclus en ce lieu, le

31. Mart.

1713 31. Mart (11 Avril) ont été ratifiés ſolemnellement par Sa Majeſté Britannique & S. Majeſté Tres-Chrêtienne & que les Actes des Ratifications ont été échangés ce jourd'hui à Utrecht le 28. Avril (9. May) 1713.

(L. S.) Joh. Briſtol. C. P. S. (L. S.) Huxelles.

(L. S.) Strafford. (L. S.) Menager.

IX.
Articulus ſeparatus pro Sereniſſima Venetiarum Republica.

ANNA, Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus, ad quos præſentes Litteræ pervenerint, ſalutem. Cum *Articulo vigeſimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum* die Trigeſimo primo (undecimo) *Menſis* Martii (Aprilis) *Anni præſentis* inter Nos & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Ludovicum Decimum Quartum, Regem Chriſtianiſſimum, per legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios concluſi, cautum conventumque ſit, ut ſub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra ſex Menſes poſtea, ab una altera ve parte ex communi conſenſu nominati fuerint. Nos igitur quo Amicitiæ noſtræ, ſtudiique ſingularis erga Sereniſſimam Rempublicam *Venetam* ob Æqualitatis Fœdera fideliter ſervata, & ob plurima in Nos promerita, indicium daremus manifeſtum, Eam tanquam communem Amicam in Inſtrumento hoc ſpeciali nominandam eſſe cenſuimus; Et vi Articuli ſupra memorati Eandem omni meliori modo & forma ſub antedicto Pacis & Amicitiæ Tractatu comprehendimus ac pro reapſe comprehenſa habemus; Adeo ut dicta Reſpublica eodem prorſus beneficio utatur fruaturque, perinde ac ſi ipſimet Tractatui nominatim inſerta fuiſſet. In quorum omnium Teſtimonium & fidem præſentes manu Noſtra Regia ſignatas communi Noſtro ſigillo muniri juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro apud *Kenſington, decimo quinto* die Menſis *Junii* Anno Domini *Milleſimo ſeptingenteſimo decimo tertio*, Regnique Noſtri duodecimo.

ANNA REGINA.
(L. S.)

BOLLINGBROKE.

X.
INCLUSIO
Regis Boruſſiæ in Tractatu Pacis inter Reginam Britanniæ & Regem Galliæ.

ANNA REGINA.

ANNA, Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes literæ pervenerint, ſalutem.

Quan-

Quandoquidem Articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiæ Trajecti ad Rhenum die trigesimo primo (undecimo) Mensis Martii (Aprilis) proximi præterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Christianissimum, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur quo testatam faceremus amicitiam singularem, qua prosequimur Serenissimum ac Potentissimum Principem FRIDERICUM GUILIELMUM, *Borussiæ Regem*, eum una cum Regno ipsius Borussiæ cæterisque Provinciis ac Terris, speciatim vero, Principatu *Novi-Castri* & *Valengiæ* ad dictam Majestatem suam pertinentibus nominavimus, ac per præsentes nominamus, & vi Articuli supra memorati dictum Regem, una cum Regno Borussiæ, cæterisque Ditionibus superius expressis, sub præfato Pacis & Amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehensis habemus, ita, ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis commodis utantur fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent. 1713

In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentes manu nostra Regia signatas communi nostro sigillo muniri jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, vigesimo Die Mensis Julii Anno Domini Millesimo septingentesimo decimo tertio, Regnique nostri duodecimo.

(L.S.) Ad Mandatum Serenissimæ Dominæ Reginæ.

BOLINGBROKE.

XI.

INCLUSIO
Rerumpublicarum Helvetiæ Evangelicarum.

ANNA REGINA.

ANNA, Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis, ad quos præsentes literæ pervenerint, salutem.

Quandoquidem Articulo *vigesimo octavo* Tractatus Pacis & Amicitiæ *Trajecti* ad Rhenum die trigesimo primo (undecimo) Mensis Martii (Aprilis) proxime præterlapsi inter nos, & Serenissimum ac Potentissimum Principem LUDOVICUM XIV. *Regem Christianissimum*, per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentiarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractatu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea, ab una alteraque Parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur, ut studii nostri favorisque eximii monumentum habere possint, Respublicas sive Cantones Helvetiæ

1713 Evangelicos, nempe Tiguri, Bernæ, Glaronæ, Basileæ, Schaffhusii & Abbatiscellæ, una cum omnibus & singulis, quos inter sese respective habent Fœderatis, Republica scilicet & Civitate Genevensi, cum suis Dependentiis, Principatu novi Castri & Valengiæ, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis, sive Grisonibus sociatis, cum suis Dependentiis nominavimus, sicut per præsentes nominamus. Et vi Articuli supra memorati dictas Respublicas, Cantones, Civitates, Principatum, Ligasque una cum Confœderatis & Dependentiis respective suis, sub præfato Pacis & Amicitiæ Tractatu omni meliori modo & forma comprehendimus, & pro revera comprehensis habemus, ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate & omnibus Pacis Commodis utantur fruanturque, perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentes manu nostra Regia signatas communi nostro sigillo muniri jussimus. Dabantur in Palatio nostro apud Kensington, Vigesimo die Mensis Julii Anno Domini Millesimo Septingentesimo Decimo tertio, Regnique nostri Duodecimo,

(L.S.) Ad Mandatum Serenissimæ Dominæ Reginæ.

BOLINGBROKE.

CCLVI.

Traité de Paix, entre Sa Majesté Tres-Chrêtienne & Sa Majesté Portugaise, conclu à Utrecht, le 11. d'Avril, 1713.

LA Providence divine ayant porté les cœurs du Tres-Haut & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la Grace de Dieu, *Roi T.C. de France & de Navarre*; & du Tres-Haut & Tres-Puissant Prince, *Dom* JEAN V. par la Grace de Dieu, *Roi de Portugal & des Algarbes*, à contribuer au repos de l'Europe, en faisant cesser la Guerre entre leurs Sujets: Et Leurs Majestez souhaitant non seulement de rétablir, mais encore d'affermir davantage l'ancienne Paix & Amitié qu'il y a toûjours eu entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal: A cette fin ils ont donné leurs Plein-Pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires: Savoir: Sa Majesté T.C. au Sieur *Nicolas, Marquis* d'HUXELLES, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant-Général au Gouvernement de Bourgogne; & au Sieur *Nicolas* MENAGER, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et Sa Majesté Portugaise au Sieur *Jean Gomes* de SILVA, Comte *de Tarouca*, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Gulfar & leurs Dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conseil de Sa Majesté, & Maître de Camp Général de ses Armées; & au Sieur Don Louis D'ACVNHA, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, & du Conseil de Sa Majesté. Lesquels s'étant trouvez au Congrès d'Utrecht, & après avoir imploré l'Assistance Divine, & avoir exami-

examiné réciproquement lesdits Plein-Pouvoirs, dont les Copies seront insérées à la fin de ce Traité, sont convenus des Articles qui s'ensuivent. 1713

I. Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraye Amitié, & une ferme & bonne Correspondance entre Sa Majesté T. C. ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets d'une part; & Sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, tous ses Etats & Sujets de l'autre; laquelle sera sincerement & inviolablement observée, sans permettre que de part & d'autre on y éxerce aucune hostilité, en quelque lieu & sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident, même imprévu, on vint à faire la moindre contravention à ce Traité, elle se reparera de part & d'autre de bonne foi, sans delai, ni difficulté, & les Agresseurs en seront punis, le présent Traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

II. Il y aura de part & d'autre un entier oubli de toutes les hostilitez commises jusqu'ici; en sorte que tous & chacun des Sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puissent alléguer reciproquement les pertes & dommages soufferts pendant cette Guerre, rien demander satisfaction par voye de Justice, ou autrement.

III. Tous les Prisonniers de guerre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur depense.

IV. S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leurs dites Majestez hors de l'Europe, on y eut pris de côté ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & bâti quelque Fort, dont on n'en sauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement; Lesdites Places ou Postes seront incessament rendus entre les mains du premier Possesseur, dans l'état où ils seront trouvez au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le même pied où elles étoient avant le commencement de cette Guerre.

V. Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même maniére qu'il se faisoit avant la présente Guerre: bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de regler les Conditions dudit Commerce, par un Traité particulier qu'on pourra faira pour ce sujet.

VI. Les memes Privileges & exceptions, dont les Sujets de Sa Majesté T. C. joüiront en Portugal, seront accordez aux Sujets de Sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à sûreté des Marchands des deux Nations, on leur accordera reciproquement des Consuls avec les mêmes Privileges & exemptions, dont ceux de France avoient coûtume de joüir en Portugal.

VII. Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant Marchands que de Guerre, d'entrer librement dans les Ports de la Couronne de

1713 ne de France, & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coûtume d'entrer par le passé, pourvûque ceux-ci n'excédent tous ensemble le nombre de six à l'égard des Ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des Ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de Guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque Port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussez par le gros tems, ou contraints par quelqu'autre nécessité pressante, vinsent à entrer dans quelque Port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligez de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat, de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit Port puisse être endommagé.

VIII. Afin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naître entre les Sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, Sa Maj. T. C. désistera pour toûjours, comme Elle désiste dès à présent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authentiques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient insérées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de tous droits & pretentions qu'Elle peut & pourra prétendre sur la propriété des Terres appellées *du Cap du Nord*, & situées entre la Riviére des *Amazones* & celle de *Japoc*, ou de *Vincent Pinson*, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites Terres, afin qu'elles soient desormais possédées par Sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, avec tous les Droits de Souveraineté, d'absoluë Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats; & qu'elles lui demeurent à perpétuité sans que Sa dite Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, puissent jamais être troublez dans ladite Possession par sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs & Héritiers.

IX. En conséquence de l'Article précédent Sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Araguari*, & de *Camaù*, ou *Massapa*, aussi bien que tous les autres qui ont été démolis en exécution du Traité Provisionnel fait à Lisbonne le 4. Mars 1700. entre S. M. T. C. & S. M. Portugaise PIERRE II. de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionnel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à Sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précédent Article, autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera necessaire pour la défense desdites Terres.

X. Sa Majesté T. C. reconnoît par le présent Traité, que les deux bords de la Riviére des *Amazones*, tant le *Meridional* que le *Septentrional*, appartiennent en toute Propriété, Domaine, & Souveraineté à Sa M. Portugaise, & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune

pré-

prétention sur la Navigation & l'usage de ladite Riviere, sous quelque pretexte que ce soit. 1713

XI. De la même maniére que S. M. T. C. se depart en son Nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de toute pretention sur la Navigation & l'usage de la Riviére des *Amazones*, elle désiste de tout droit qu'Elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de Sa Majesté Portugaise, tant en Amerique, que dans un autre partie du Monde.

XII. Et comme il est à craindre qu'il y ait des nouvelles dissentions entre les Sujets de la Couronne de France & les Sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitans de *Cayenne* pourroit entreprendre de faire dans le *Maragnan*, & dans l'embouchure de la Riviére des *Amazones*; S. M. T. C. promet, tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne point consentir que lesdits Habitans de *Cayenne*, ni aucuns autres Sujets de sadite Majesté aillent faire commerce dans les endroits susmentionnez, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Riviére de *Vincent Pinson* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les Terres *du Cap du Nord*; comme aussi S. M. Portugaise promet, tant pour Elle que pour ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, qu'aucuns de ses sujets n'iront faire commerce à *Cayenne*.

XIII. S. M. T. C. promet aussi en son Nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionaires François, ou autres sous sa Protection, dans toutes lesdites Ternes, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction spirituelle de ces Peuples restant entiérement entre les mains des Missionaires Portugais, ou de ceux qu'on y envoyera de Portugal.

XIV. S. M. T. C. & S. M. P. n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité, d'où s'ensuit le repos de leurs Sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force & vigueur, immediatement après la Publication de la Paix.

XV. S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié ou quelque rupture entre la Couronne de France & la Couronne de Portugal, on accordera toûjours le terme de six mois aux Sujets de part & d'autre après ladite rupture, pour vendre, ou transporter tous leurs Effets & autres Biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

XVI. Et parce que la tres-Haute & tres-Puissante Princesse *la Reine de la Grande-Bretagne* offre d'être garante de l'entiére execution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée; S. M. T. C. & S. M. Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force & viguenr, pour tous & chacun des Articles stipulez par le present Traité.

XVII. Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consent aussi, que tous Rois, Princes, & Republiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations pour l'execution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

1713 XVIII. Tous les Articles ci dessus énoncez, ensemble, & le contenu en chacun d'iceux, on été traitez, accordez, passez, stipulez, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi tres-Chrêtien, & Roi de Portugal, au nom de Leurs Majestez; & ils promettent en vertu de leurs Plein-pouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observez & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

XIX. Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & duë forme, seront échangées de part & d'autre, dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la signature, ou plûtôt si faire se peut.

En foi dequoi, & en vertu des Ordres & Plein-Pouvoirs, que nous soussignez avons reçûs de nos Maîtres le Roi T. C. & le Roi de Portugal, avons signé le présent Traité & y avons fait apposer les Seaux de nos Armes. *Fait à Utrecht, le 11. d'Avril, 1713.*

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Comte de Tarouca.
(L. S.) Menager.
(L. S.) Dom Luis d'Acunha.

CCLVII.

Tractatus Pacis inter Christianissimum Regem Galliæ & Regem Borussiæ conclusæ Ultrajecti die 11. April. 1713.

In Nomine Sacrosanctæ Trinitatis.

NOtum testatumque sit omnibus, quorum interest, vel interesse potest, præsentibus ac futuris, quod cum post cruentum & atrox, quo Europa per tot annos afflicta fuit, bellum divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Christiano calamitatum inde enatarum finem parare, conservato ardenti pacis desiderio in animis Serenissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratia Franciæ & Navarræ Regis Christianissimi, atque Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Friderici Guilielmi Dei gratia Regis Borussiæ, Margravii Brandenburgensis, Sacri Romani Imperri Archi-Camerarii & Principis Electoris, Supremi Principis Arausionensis, Neo-Castri & Vallangiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliaci, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorum, & Megapolis, nec non in Silesia & Crosnæ Ducis, Burgravii Norimbergensis, Principis Halberstadii, Mindæ, Camini, Vandaliæ Sverini, Razeburgi, & Mursii Comitis Hohenzolleræ, Ruppini, Marcæ, Ravensbergæ, Hohensteinii, Tecklenburgi, Lingæ, Sverini, Buhræ, & Leerdami: Marchionis Veræ & Ulissingæ: Domini Ravensteinii, Rostochii, Stargardæ, Lawenburgi, Butoviæ, & Bredæ, ambo pari studio cupientes, bona fide, quantumque in ipsis est, restituendæ tranquillitatis publicæ rationes inire, in Conciliis eum in finem Trajecti ad Rhenum institutis, legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiariis ibidem id negocii dederint, & Sacra Regia Majestas Christia-

Christianissima quidem Illustrissimo & Excellentissimo Domino Nicolao, Marchioni d'Huxelles, Franciæ, Marschallo Regiorum Ordinum Equiti torquato, Generali locum tenenti Regis in Ducatu Burgundico &c. & Per-illustri atque Excellentissimo Domino Nicolao Mesnager, Equiti Ordinis Sancti Michaëlis: Sacra Regia Majestas Borussiæ vero Illustrissimo & Excellentissimo Domino Ottoni Magno Sacri Romani Imperii Comiti a Dönhoff, Majestatis Suæ Ministro Status & Belli intimo, copiarum pedestrium Generali Locumtenenti, Equiti Aquilæ Nigræ Borussicæ, Gubernatori ac Satrapæ Memmilii, Dynastæ Friderichstellnii, Wenefeldæ & Schomord &c. & Per-illustri atque Excellentissimo Domino, Johanni Augusto Marschalch de Biberstein, Regiæ Suæ Majestatis Borussicæ Ministri status intimi, Collegii Heraldici Præsidi, Præfecto Giebrehensteini, & Castri Sancti Mauritii, Aquilæ Nigræ Borussicæ, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui invocato Divini Numinis auxilio, & communicatis utrinque ac rite inter se commutatis mandatorum tabulis, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti inserta erunt, in Dei gloriam reique Christianæ commodum in sequentes pacis & amicitiæ leges convenerunt. 1713

I. Pax sit firma atque sincera inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque successores ex una, & Sacram Regiam Majestatem Borussiæ, ejusque successores ex altera parte, nulla in posterum via aut ratione labefactanda, ita ut ex hoc die omnis hostilitas ab utraque parte terra marique penitus cesset, & pristina vera amicitia inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Sacram Regiam Majestatem Borussiæ restauretur, eo effectu, ut alter alterius damna avertere, quævis vero commoda & honores promovere modis omnibus studeat.

II. Vi hujus reintegrationis amicitiæ mutuæ, Dominus Rex Borussiæ statim post commutationem ratihabitionum præsentis tractatus factam, bona fide copias suas tam ex Belgio, quam aliunde, ubi merent, deducet, spondetque se minime facturum, ut durante hoc bello nullibi contra Dominum Regem Christianissimum sub quocunque prætextu militent, ultra ratam quam ceu membrum Imperii conferre tenetur.

III. Quicquid hostiliter hinc inde toto hujus belli tempore quocunque modo actum est, id omne utrinque perpetuæ oblivioni mandatum esto, nulla ratione nullave specie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

IV. Gaudeant hac amnestia vasalli & subditi utriusque partis, ab omni molestia ac ultione tuti futuri.

V. Omnes bello capti, indistincte & sine exceptione utrinque absque lytro libertate restituantur.

VI. Quandoquidem Regia sua Majestas Christianissima Pacem Westphalicam semper spectaverit, tanquam firmissimum fundamentum tranquillitatis publicæ, amicitiæque mutuæ inter se & Electores, Principes ac status Imperii, quos inter Dominus Rex Borussiæ, intuitu

 ditio-

1713 ditionum quas in eo possidet, ut membrum valde illustre eminet, Dominus Rex Christianissimus hanc sibi mentem esse declarat, ut prædicta Pax Westphalica, tam in sacris, quam in profanis sarta tectaque permaneat, perinde ac si hic ad verbum inserta esset.

VII. Pars Geldriæ superioris, hactenus Hispanicæ dictæ, quam tenet & possidet Dominus Rex Borussiæ, nominatim urbs Geldria, Præfecturæ, Oppida, Vici, feuda, cum omnibus prædiis, agris, censibus, reditibus, emolumentis, teloniis, aliisque vectigalibus, subsidiis, tributis, & collectis, fructibus, item jurisdictionis feudalis, juribus dominialibus, aliisque quibuscunque, & in genere quicquid in illa parte Geldriæ superioris, quam Regia Sua Majestas Borussiæ re ipsa tenet ac possidet, continetur cum omnibus, quæ eo pertinent, aut inde dependent, nullo prorsus excepto, ea omnia & singula eidem a Regia Sua Majestate Christianissima vigore potestatis a Domino Rege Catholico sibi concessæ in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Borussiæ ejusque heredibus ac successoribus utriusque sexus perpetuo tempore cum plena proprietate omnique supremo dominio maneant, eo plane modo, quo Reges Hispaniæ, interque eos Carolus II. gloriosissimæ memoriæ prædictam Geldriæ partem omniaque superius memorata possiderunt. Exclusis omnibus exceptionibus, prætensionibus, aliisve contradictionibus, motis, vel movendis ad turbandam quietam Domini Regis Borussiæ possessionem supradictæ partis cessæ: cessatisque & annullatis aliis quibuscunque pactis, conventionibus, aut dispositionibus, quoquo modo huic articulo contrariis. Cessioni huic tamen expressa hæc clausula adjicitur, quod Religio Catholica in prædictis locis cessis ubique in eodem statu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Borussiæ, & sub imperio Regum Hispaniæ erat, ita ut Dominus Rex Borussiæ nihil in eo mutare queat.

VIII. Pariter Sacra Regia Majestas Christianissima, vigore facultatis a Domino Rege Catholico sibi permissæ, Sacræ Regiæ Majestati Borussiæ in superiori parte Geldriæ in perpetuum cedit, atque in eandem ejusque heredes ac successores utriusque sexus transfert tractum Keselanum & præfecturam Krikenbecensem cum supremo Dominio omnique proprietate, ita ut eas ditiones eodem plane modo possideat, quo Reges Hispaniæ eas tenebant, & Rex Carolus II. inclytæ memoriæ eas possedit, cum omnibus accessionibus, & dependentiis, urbibus, oppidis, vicis, feudis, prædiis, agris, censibus, reditibus, emolumentis, teloniis, aliisque vectigalibus, subsidiis, tributis & collectis, fructibus jurisdictionis feudalis, juribus domanialibus, & aliis quibuscunque ac generaliter quicquid sub nomine prædictarum ditionum veniat, ac comprehenditur. Huic cessioni prout facta est, nullæ obstent exceptiones, prætensiones aliæve disceptiones motæ vel movendæ, omniaque pacta, conventiones, aut dispositiones præsenti articulo quacunque ratione contrariæ pro nullis & invalidis habeantur. Servetur tamen Status Religionis Catholicæ in prædicto tractu ac præfectura, æque ac in regione supra nominata cessis per omnia, plane uti fuit sub dominatione Regum Hispaniæ, nec Domino Regi Borussiæ, quic-

quam

quam in eo innovare liceat. Promittit quoque Regia sua Majestas Christianissima se effecturam, ut præsens articulus præcedensque septimus cessionem partis superioris Geldriæ, in favorem Regiæ Suæ Majestatis Borussicæ factam continentes intra duos menses hodie subscriptionis tractatus hujus computandos, a Rege Catholico, ratihabeantur, ejusque ratihabitio rite extradatur. 1713

IX. Agnoscet Dominus Rex Christianissimus Dominum Regem Borussiæ pro supremo Domino Principatus Neo-Castri & Vallengiæ, promittit etiam, ac spondet pro se ac successoribus suis, se minime turbaturum, sive directe, sive indirecte, Domini Regis Borussiæ, ejusque heredum & successorum tranquillam possessionem hujus principatus, omniumque quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent: tam etiam incolis ejusdem permissurum facultatem, per universum Galliæ regnum, & terras ditioni Domini Regis Christianissimi subjectas, iisdem juribus, immunitatibus, privilegiis & commodis fruendi, quibus incolæ ceterarum regionum Helvetiæ, & reliqui nationis Helveticæ gaudent, quibusque ipsi gavisi sunt, antequam Dominus Rex Borussiæ possessionem dicti Principatus Neo-Castri & Vallengiæ nactus esset.

Porro Dominus Rex Christianissimus sese obstringit se nullam prorsus opem aut adjumentum, sive directe, sive indirecte cuipiam e subditis suis suppeditaturum esse, ad turbandum Regiæ Suæ Majestatis Borussiæ, ejusve hæredum & successorum quietam dicti Principatus Neo-Castri & Vallengiæ possessionem.

X. Cum Dominus Rex Borussiæ nihil magis optet, quam ut omnis, quæ quidem prævideri potest dissensionum materia atque occasio præscindatur ac tollatur, ipse pro se, heredibus, ac successoribus suis, in favorem Domini Regis Christianissimi ejusque successorum, in perpetuum renuntiat omni juri in Principatum Arausionensem, Dynastias loca successionis Cabillonensis & Chatelbelinensis in Gallia & Comitatu Burgundiæ sita cum oneribus æque ac emolumentis in omnibus, præsentibus, ac futuris, absque ulla exceptione, eo effectu, ut cuncta imposterum ad Regiam Suam Majestatem Christianissimam, ejus heredes ac successores aliosque causam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic renunciationi accedat, Dominus Rex Borussiæ in se recipit, ac promittit sub fide & verbo Regis se hæredibus defuncti Principis Nassavio-Frisii circa prætensionem eorum in dictum Principatum, & bona superius memorata per æquipollens satisfacturum, ita ut Dominus Rex Christianissimus per dictos hæredes defuncti Principis Nassovio-Frisii in proprietate & tranquilla possessione ac usu dicti Principatus Arausionensis ac bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum sit domicilium suum alio, quocunque libebit, cum omnibus suis bonis mobilibus intra unius anni spatium, a die ratihabitionis præsentis tractatus computandum, absque ullo impedimento transferre. Quod vero ad bona eorum immobilia attinet, sive in dicto Principatu Arausionensi, sive alibi sita sint, ea vendendi observato locorum usu, aut re-

 tinendi,

1713 tinendi, & per procuratores suos, donec vendita fuerint administrandi libera ipsis facultas sit, idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permissum esto, nec ullum dictis, venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum sit denique Domino Regi Borussiæ, nomen Principatûs Arausionensis ei parti Geldriæ, quæ ipsi per tractatum hunc cessa est, indere, atque insignia titulumque ejus retinere.

XI. Consentiunt Dominus Rex Christianissimus & Dominus Rex Borussiæ, ut Regina Magnæ Britanniæ, quæ per operam indefessam Legatorum suorum Extraordinariorum, & Plenipotentiariorum, qui conventui Ultrajectino intersunt, tantum momenti ad pacis opus attulit, omnesque alii Reges ac Principes, quibus animus erit, pari se vinculo obstringendi, Regiæ Suæ Majestati Christianissimæ, & Regiæ Suæ Majestati Borussiæ promittere ac sese obligare queant ad fidejussionem hujus tractatus præstandam, quo omnia & singula, quæ in eo continentur, excutioni dentur, ac religiose observentur.

XII. Præsenti hoc pacis Tractatu, tam ex Majestatis Suæ Christianissimæ, quam ex Majestatis Suæ Borussicæ parte comprehenduntur omnes tredecim pagi Helvetiæ, cum omnibus eorum sociis ac fœderatis singulatim Principatu Neo-Castri & Vallengiæ Republica & civitate Geneva, tum cum iis, quæ ab ea dependent, civitatibus item Sancti Galli, Mulhusia, & Bienna, & septem jurisdictionibus seu decimis Valesianis, tum etiam tres ligæ Rhæticæ seu Grisones cum eorum dependentiis.

XIII. Pacem hoc modo conclusam promittunt infra scripti Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii, a Sacra Regia Majestate Christianissima & Sacra Regia Majestate Borussiæ ratihabitum & ratihabitionum rite confectarum tabulas intra quatuor hebdomadum spatium, ab hodierna subscriptionis die computandum, aut si fieri potest, citius hic reciproce riteque commutatum iri.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem roburque, infra scripti, Regii Legati Extraordinarii, & Plenipotentiarii præsens instrumentum pacis suis manibus subscripserunt, sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno Domini supra millesimum septingentesimum decimo tertio.

Articulus Separatus.

Cum Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Christianissimi institerint, vi conditionis, in quam conventum est articulo secundo Tractatus hac ipsa die nomine Regiæ Suæ Majestatis Christianissimæ ex una & Regiæ Suæ Majestatis Borussiæ ex altera parte subscripti, ut Dominus Rex Borussiæ pariter copias suas ex urbe Rhenoberga intra tempus dicto articulo præfatum removeret, Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regis Borussiæ rati, se ejusmodi stipulationem singularem haud posse iniri eo, quod ex parte Imperii nondum pax icta sit, præsentibus hisce declarant, prædictis Legatis Extra-

ordi-

ordinariis & Plenipotentiariis Franciæ Regem Borussiæ præsidium 1713
suum ex dicta civitate Rhenoberga post conclusionem pacis proxime ab Imperio faciendæ deductorum esse, salvis omnino prætensionibus Regiæ Suæ Majestatis Borussiæ contra Archi-Episcopum Coloniensem competentibus, qui eodem tempore æstimationem earum cum Regia Sua Majestate expedire, eidemque satisfacere tenebitur. Præsens hic articulus eandem authoritatem habebit, acsi de verbo ad verbum ipsis pacis tabulis insertus esset, ac ratihabitiones ei utrinque, eodem tempore, quo ipsi tractatui, accedent: in cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Articulum suis subscriptionibus ac sigillis muniverunt. Actum Ultrajecti die 11. Aprilis 1713.

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Mesnager.
(L. S.) Dönhoff.
(L. S.) Marschalch de Biberstein.

Articulus Separatus.

Quandoquidem Dominus Rex Christianissimus agnovit habetque pro Rege Dominum Regem Borussiæ, eique omnes honores cum Regia dignitate conjunctos impertire cupit, in majus argumentum prolixi, quo in Regem Borussiæ fertur, affectus, ac testaturus, quanti hoc incrementum dignitatis in ejusdem persona faciat Dominus Rex Christianissimus peculiari hoc articulo declarat, promittit ac spondet, tam sua ac successorum suorum, quam Serenissimi & Potentissimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hispaniarum, ejusque successorum vice, vi facultatis sibi ab hoc datæ, se Regemque Catholicum abhinc, & in perpetuum Domino Regi Borussiæ, ejusque hæredibus, & successoribus Regibus Borussiæ, titulum Majestatis tributuros esse, nulla unquam sub specie, nullave occasione mutandum, aut minuendum: Ministris etiam Regum Borussiæ primi & secundi ordinis, eosdem ubique honores, sive pridem usitatos, sive noviter introductos perinde ac aliorum Regum Ministris nullo prorsus discrimine faciendo, exhibituros esse. Cæterum hic Articulus Separatus, cujus ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Christianissimus recepit se intra duos menses curaturum, eandem vim habebit, ac si de verbo ad verbum Instrumento Pacis hac die conclusæ insertus esset, & ratihabitiones ejus utrinque intra idem tempus, quo ipsius tractatus, sequentur.

In cujus fidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Articulum suis manibus subscripserunt, sigillisque suis muniro curaverunt.

Actum Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis Anno supra millesimum septuagesimum decimo tertio.

CCLVIII.

1713 CCLVIII.

Anhang zu dem Utrechtischen Frieden, zwischen Franckreich und Preußen, a. 1713.

I.

Pleinpouvoir des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France pour la Paix à faire avec le Roi de Prusse.

LOUIS, *par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre*, à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui se tiennent à Utrécht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide entre nous & les Princes & Etats, qui sont encore contre nous en Guerre; que par la Misericorde Divine il y a lieu d'esperer, qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plûtôt la desolation de tant d'Etats, & arrêter l'effusion du sang Chrêtien, Nous confiant entiérement en la capacité, expérience, Zéle & fidelité pour nôtre service de nôtre tres-cher & bien aimé Cousin, *le Marquis d'HUXELLES, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne*, & de nôtre cher & bien aimé *le Sieur MENAGER, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel*, pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvant, nous avons commis, ordonné & deputé, & par ces présentes signées de nôtre main commettons, ordonnons & deputans lesdits Sieurs Mareschal d'Huxelles & Menager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission & mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires, de conférer, negocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Prusse, revêtus de pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maitre, arrêter, conclurre & signer tels Traités, Articles & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires aviseront bon étre: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclurre & signer tels Traités, Articles & Conventions, & qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Prusse avec la même authorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui reqnit un mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toûjours, acomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Menager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence, ou de maladie, auront stipulé, pro-

mis

mis & ſigné en vertu du preſent pouvoir; ſans jamais y contrevenirs, 1713
ni permettre qu'il y ſoit contrevenu, pour quelque cauſe, ou ſous quelque prétexte que ce puiſſe être: Comme auſſi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être céhangées dans le temps, dont il ſera convenu par les Traités à faire. Car tel eſt nôtre plaiſir. En témoin de quoi nous avons fait nôtre Sçel à ces préſentes. Donné à Verſailles le quatriême jour de Mars, l'an de grace mille ſeptcens treize, & de nôtre Regne le ſoixante dixiéme. Signé LOUIS. Et ſur le Reply. *Par le Roi* COLBERT, & ſçellé du grand Seau.

II.

Mandatum Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Regis Boruſſiæ.

NOs *FRIDERICUS WILHELMUS*, *Dei gratia*, *Rex Boruſſiæ*, *Marggravius Brandenburgenſis*, *Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector*, *Supremus Princeps Arauſionenſis*, *Novi Caſtri & Vallengiæ*; *Magdeburgi*, *Cliviæ*, *Juliaci*, *Montium*, *Stettini*, *Pomeraniæ*, *Caſſubiorum*, *Vandalorum*, *& Megalopolis*, *nec non in Sileſia & Croſnæ Dux*, *Burggravius Norimbergenſis*, *Princeps Halberſtadii*, *Mindæ*, *Camini*, *Vandaliæ*, *Suerini*, *Raceburgi & Meurſii*, *Comes Hohenzolleræ*, *Ruppini*, *Marcæ*, *Ravensbergæ*, *Hohenſteinii*, *Tecklenburgi*, *Lingæ*, *Suerini*, *Buræ & Leerdami*, *Marchio Vehræ*, *& Vliſſingæ*, *Dominus Ravenſteinii*, *Roſtochii*, *Stargardæ*, *Lavenburgi*, *Butoviæ*, *Arlayæ & Bredæ*. Univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut intereſſe poteſt, conſtare volumus, quandoquidem inter auſpicia novi, quod poſt deceſſum Divi parentis Noſtri bono cum Deo ordimur, Regni, nihil magis habeamus in votis, quam ut præſens bellum, quo Chriſtianus orbis affligitur, prompta & æqua pace ſopiri ac terminari poſſit, prædicti Divi Parentis Noſtri veſtigia prementes, tam ſalutare negotium ex noſtra parte, quantum fieri poteſt, promoturi, confiſi prudentia, experientia & fide Illuſtriſſimi, ſincere nobis fidelis & dilecti *Ottonis Magni*, *S. R. Imperii Comitis à DöNHOFF*, tam etiam Illuſtris pariterque ſincere Nobis fidelis ac Dilecti, *Johannis Auguſti Marſchalli de BIBERSTEIN*, *Miniſtrorum Noſtrorum Status Intimorum*, eosdem nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hiſce eligimus & conſtituimus Legatos Noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios ad Tractatus Pacis Ultrajecti inſtitutos. Committimus autem & ſpeciatim mandamus prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, ut Pacis colloquia ſive directe, ſive interveniente opera hinc forſan recipiendorum Mediatorum inſtituant, & inſtituta continuent, cum Sereniſſimi, Potentiſſimi & Chriſtianiſſimi Principis Domini Ludovici, Franciæ & Navarræ Regis, Fratris, Cognati & Amici Noſtri chariſſimi, ejusque Fœderatorum Legatis Plenipotentiariis & Deputatis, ſufficienti mandato ad præſens bellum extinguendum, controverſiasque, quæ eo ſpectant, per bonam & firmam pacem componendas, pariter munitis.

Damus

1713 Damus quoque plenam & abſolutam poteſtatem, cum omni authoritate & mandato ad id neceſſariis, prædictis Legatis Noſtris Plenipotentiariis, conjunctim, vel uno illorum abſente aut impedito, alteri, rebus omnibus & ſingulis, quæ in negotio pacis quacunque ratione aguntur, deliberantur, atque in commune conferuntur, pro nobis noſtroque nomine aſſiſtendi, & pacis Tractatum continuandi, concludendi & ſignandi, inter Nos & prædictum Regem Chriſtianisſimum ejusque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi, Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, vigore hujus mandati faciendi, æque libere & ample, uti præſentes ipſi id faceremus, vel facere poſſemus, quocunque etiam ſpecialiori & expreſſiori mandato, quam quod præſentibus hiſce continetur, ad illa opus viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide verboque Noſtro Regio, acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos Noſtros Plenipotentiarios vel conjunctim vel ſeparatim acta, concluſa, ſignata, extradita vel commutata fuerint, obſtringentes Nos hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum Noſtrarum Diplomata in decenti & ſolenni forma, intraque tempus, prout convenerit.

In quorum fidem & robur præſentes manu Noſtra ſubſcriptas Sigillo Noſtro Regio firmari juſſimus. Dabantur in Palatio Noſtro Regio Coloniæ ad Spream, die XXV. Februarii, Anno reparatæ Salutis M DCC XIII. Regni Noſtri I.

(L. S.)

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

III.

Ratihabitio Tractatus Pacis initæ inter Regem Chriſtianisſimum & Regem Boruſſiæ.

NOs *FRIDERICUS WILHELMUS, Dei gratia, Rex Boruſſiæ, (totus Titulus)* notum facimus omnibus & ſingulis præſentes litteras inſpecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra ſcriptorum notitia ad ipſos pervenire poteſt. Poſtquam ad reſtinguendum, quod ante annos aliquot exarſit, bellum, Congreſſus Trajecti ad Rhenum inſtitutus fuerit, Divina favente Clementia factum eſſe, ut poſt multos variosque ea de re habitos Tractatus per Sereniſſimi Ludovici XIV., Dei gratia Galliarum & Navarræ Chriſtianiſſimi Regis, Fratris & Cognati Noſtri chariſſimi, & Noſtros ad id deſtinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, Pax & Amicitia tandem concluſa, & ad ratificationem usque Noſtram perfecta ſit, forma, modo & tenore ſequenti.

In

In nomine sacro-sanctæ Trinitatis. 1713

(Sequitur Tractatus.)

CUm igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscitu, jussu & mandato ad illum modum, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint; Nos ea omnia & singula, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa nostra scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Regio promittimus pro Nobis, Nostrisque & Regni Nostri Successoribus, Nos omnes & singulos supra descriptos articulos, & quicquid tota hac pacis conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos, vel per alios, ullo unquam tempore ei contraventuros, aut, ut per alios contraveniatur, passuros, quocunque id fieri possit modo. In quorum omnium testimonium & fidem, sigillum nostrum Regium majus huic diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream, die XVII. Mensis Aprilis, anno reparatæ salutis M DCC XIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

IV.

Ratificatio articuli separati de Regia Dignitate.

NOs *FRIDERICUS WILHELMUS*, *Dei gratia*, *Rex Borussiæ*, *(totus Titulus)* notum facimus omnibus & singulis præsentes litteras inspecturis, lecturis, vel auditoris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit; Cum occasione pacis inter Serenissimum & Potentissimum Principem, Dominum Ludovicum XIV., Dei gratia, Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum charissimum ex una & Nos ex altera parte, per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis mensis Aprilis initæ, sacra Regia Christianissima Majestas de Regia dignitate Domui Nostræ pridem illata, cum plenis honoribus agnoscenda, articulo separato sese erga nos declaraverit forma & modo sequenti.

(Sequitur Articulus separatus.)

Quod nos hanc Serenissimi & Potentissimi Galliarum Regis Declarationem grato acceptaverimus animo, prout eandem optimo quo fieri potest modo, vi & vigore præsentium, acceptamus, verbo fideque Regia promittentes, Nos hanc sacræ suæ Christianissimæ Majestatis in nos Domumque Nostram testatam benevolentiam omni mutui affectus amicitiæque studio pensaturos esse. In cujus fidem & Testimonium, sigillum nostrum majus huic Diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII.

Mensis

1713 Mensis Aprilis, anno post Christum natum M DCC XIII. & Regni Nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

V.

Ratificatio Articuli separati Urbem Rhenobergam concernentis.

NOs FRIDERICUS WILHELMUS, Dei gratia, Rex Borussiæ, *(totus Titulus)* notum facimus omnibus & singulis præsentes litteras inspecturis, lecturis vel audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit; quod occasione pacis inter Serenissimum & Potentissimum Principem, Dominum Ludovicum XIV., Dei gratia, Galliæ & Navarræ Regem Christianissimum, Fratrem & Cognatum Nostrum charissimum ex una & nos ex altera parte, per Nostros ad id deputatos Legatos & Plenipotentiarios Trajecti ad Rhenum die XI. currentis Mensis Aprilis initæ, Articulo separato de Urbe Rhenoberga peculiariter conventum sit, forma, modo ac tenore sequenti.

(Sequitur Articulus separatus.)

Nos hunc Articulum, præhabita matura & diligenti consideratione, & certa scientia nostra approbare, ratificare & confirmare, ratumque & firmum habere, prout illum virtute præsentium optimo quo id fieri potest modo approbamus, ratificamus & confirmamus; Verbo Regio pro Nobis, Nostrisque & Regni nostri Successoribus promittentes, Nos Articulum hunc & quicquid illo continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, atque executioni mandaturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ei contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quocunque id fieri possit modo. In cujus fidem testimoniumque, sigillum Nostrum Majus huic Diplomati Manu Nostra subscripto appendi fecimus. Datum Coloniæ ad Spream die XVII. Mensis Aprilis, anno post Christum natum M DCC XIII. & Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

VI.

Ratification du Roi PHILIPPE, par laquelle Sa Majesté Catholique ratifie le 7. & 8. Article du Traité fait avec le Roi de Prusse.

DOn *PHILIPPE*, par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoüe, de Corsique, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan,

Comte

Comte d'Absbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina &c. 1713

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains les Copies de deux Articles sept & huit du Traité conclu par le Serenissime Seigneur Roi Tres-Chrétien, mon Ayeul, avec le Roi de Prusse, réglé & signé à Utrecht, le onze d'Avril de la presente année 1713., par les Ministres Plenipotentiaires de ces deux Puissances, desquels deux Articles la teneur est à la lettre, comme il suit;

Art. VII.

La partie du Haut-Quartier de Gueldre, dite Gueldre Espagnole, que possede & occupe le Seigneur Roi de Prusse, nommement la Ville de Gueldre, les prefectures, villes, bourgs, fiefs, terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages, de quelque nature qu'ils soient, subsides, contributions & collectes, droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & generalement tout ce qui est compris dans cette partie Haut-Quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Prusse occupe & possede actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, sans rien excepter, lui est cedée à perpetuité par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, en vertu du pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera au Seigneur Roi de Prusse, ses Heretiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine proprieté & Souveraineté, ainsi & de la maniére, que tout ce que dessus a été possedé par les Rois d'Espagne, & que l'a possedé le Roi Charles second de glorieuse memoire; non obstant toutes exceptions, prétentions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roi de Prusse dans la paisible possession de ladite partie cy dessus cedée; tous pactes, conventions, ou dispositions contraires étant censez nuls & de nulle valeur; cette cession ainsi faite avec cette clause expresse, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans lesdits lieux cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer.

Art. VIII.

Pareillement Sa Majesté Tres-Chrêtienne cede à perpetuité à sadite Majesté Prussienne, en vertu du pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le Haut-Quartier de Gueldre, le Païs de Kessel, & le Baillage de Krieckenbek, pour le posseder lui & ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine Souveraineté & proprieté, ainsi & de la maniére, que l'a possedé le Roi Charles second de glorieuse memoire, avec toutes leurs appartenances & dépendances, villes, bourgs, fiefs, terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages, de quelque nature qu'ils soyent, subsides, contributions & collectes, droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & generalement tout ce qui est compris sous le nom dudit Païs & Baillage. Cette Cession ainsi faite, non obstant toutes exceptions, pretentions ou contradictions, faites ou à faire, tous pactes, conventions ou dispositions con-

1713 contraires étant censez nuls & de nulle valeur ; à condition toute fois, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans lesdits Païs & Baillages, comme dans les Païs cy-dessus cedés, en tout & par tout, tel qu'il étoit sous la Domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer. Sa Majesté Tres-Chrêtienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précede, les deux contenant la cession d'une partie du Haut-Quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majesté Prussienne, & de la délivrer dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du présent Traité.

C'est pourquoi ayant vû & examiné lesdits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la presente je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi de ma parole Roiale, de les accomplir entierement, suivant ce qui y est contenu & exprimé. Et à cet effet j'ai ordonné d'expedier la presente signée de ma main, sellée de mon Sçeau secret & contresignée pour mon soussigné Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mille sept cens treize.

MOY LE ROI.

D. Manuel de Vadillo y Velasco.

VII.

Ratification du Roi PHILIPPE, par laquelle Sa Majesté Catholique ratifie l'Article separé du Traité fait avec le Roi de Prusse.

DOn PHILIPPE, par la Grace de Dieu, Roi de Castille, de Leon d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordouë, de Corsique, de Murcie, de Jaën, des Algarves, d'Alger, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan. Comte d'Absbourg, de Flandres, de Tirol & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, *Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains la copie de l'Article separé du Traité conclu par le Serenissime Seigneur le Roi Tres-Chrêtien, mon Ayeul, avec le Roi de Prusse, reglé & signé à Utrecht le onzieme d'Avril de la presente année 1713. par les Ministres Plenipotentiaires de ces deux Puissances, duquel Article separé la teneur est à la lettre, comme il suit:*

Le Seigneur Roi Tres-Chrêtien ayant reconnu & considerant comme Roi ledit Seigneur Roi de Prusse, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de son affection pour ledit Roi de Prusse, & pour lui temoigner, combien il estime en Sa personne cette augmentation de Dignité, Sadite Majesté Tres-Chrêtienne declare par

cet

cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, & de la part du Serenissime & trés-Puissant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Espagne, & de ses Successeurs, en vertu du pouvoir qu'Elle en a, que Sadite Majesté & Roi Catholique donneront desormais & à perpetuité au Seigneur Roi de Prusse, & à ses Heritiers & Successeurs de Prusse, le Titre de Majesté, sans jamais le changer ou le diminuer, sous quelque pretexte & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois de Prusse du premier & second ordre les mêmes Honneurs, soit anciens, soit nouveaux, qu'on rend aux autres Ministres des Têtes Couronnées, sans aucune difference. Au surplus, cet Article separé, dont Sa Majesté Tres-Chrêtienne se charge de faire fournir la ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il etoit inseré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les ratifications en seront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires ont souscrit de leurs mains propres le present Article & fait apposer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onzieme Avril l'an de grace mille sept cens treize. 1713

(L. S.) Huxelles. (L. S.) O. M. C. de Dönhof.
(L. S.) Menager. (L. S.) J. A. Marschall de Bieberstein.

C'est pourquoi ayant vû & examiné ledit Article, je l'ai approuvé & ratifié, comme en vertu de la presente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma parole Royale, de l'accomplir entierement, suivant ce qui y est contenu & exprimé, & à cet effet j'ai ordonné d'expedier la presente, signée de ma main, scellée de mon sceau secret, & contresignée par mon soussigné Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil sept cens & treize.

MOI LE ROY.

Don Manuel de Vadillo y Velasco.

CCLIX.

Traité de Paix entre Sa Majesté Tres-Chrêtienne & Son Altesse Royale de Savoye. Conclu à Utrecht, le 11. d'Avril, 1713.

SOit notoire à tous presents & à venir, qu'ayant plû à Dieu après une tres-longue & tres-sanglante Guerre d'inspirer à toutes les Puissances qui y sont interessées, un sincere desir de la Paix, & du retablissement de la tranquillité publique, les Negociations commencées à Utrecht par les soins de la Serenissime & tres-Puissante Princesse ANNE, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont eté par la prudente conduite de cette Princesse amenées au point de la conclusion d'une Paix Generale; à quoy desirant de contribuer le Serenissime & tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la Grace de Dieu *Roi* tres-Chrêtien *de France* & de Navarre, qui durant la presente Guerre

1713 a toûjours cherché les moyens de retablir le repos general de l'Europe; & Son Altesse Royale le VICTOR AME' *second*, par la grace de Dieu, *Duc de Savoye* & de Monferrat, Prince de Piemont, Roi de Chypre, &c. souhaitant de concourir à un ouvrage si salutaire, de rentrer dans l'amitié & l'affection du Roi Tres-Chrêtien, toûjours disposé à reprendre les sentiments de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Altesse Royale, & de reserrer les liens du sang, qui l'unissent & sa Maison à la Royale Maison de France, ont donné leurs Pleinspouvoirs pour traiter, conclurre & signer la Paix: Sçavoir, Sa Majesté Tres-Chrêtienne au Sieur Nicolas, Marquis d'HUXELLES, Marêchal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas MENAGER, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Congrés d'Utrecht: & Son Altesse Royale de Savoye au Sieur Annibal, Comte de MAFFEI, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de Sadite Altesse Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, General de Bataille dans ses Armées, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, & au Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du BOURG, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Altesse Royale, Chevalier de la grande Croix de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Messieurs les Etats des Provinces Unies des Pays-bas, & au Sieur Pierre MELLAREDE, Seigneur de la Maison forte de Jordane, Conseiller d'Etat de Sadite Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, lesquels après s'être communiquez respectivement leurs dits Pleinspouvoirs, dont les Copies sont inserées mot à mot à la fin de ce present Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'eux, sont convenus des Articles suivans, en presence du Sieur Evêque de BRISTOL, & du Sieur Comte de STRAFFORD, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne.

I. Il y aura à l'avenir, & pour toûjours une bonne, ferme & inviolable Paix entre le Roi Tres-Chrêtien, ses Heritiers, Successeurs & son Royaume d'une part; & Son Altesse Royale de Savoye, ses Heritiers, Successeurs & Etats de l'autre, & une cessation de tous Actes d'Hostilités par Terre & par Mer, sans exception de lieux, ni de personnes.

II. Il y aura de part & d'autre un oubly & une amnestie perpetuelle de toutes Hostilités reciproquement commises pendant la presente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir directement ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou sous quelque pretexte que ce soit, ni en temoigner du ressentiment, ni en pretendre aucune sorte de reparation.

III. Le Roi Tres-Chrêtien, immediatement après la ratification du present Traité, restituera à Son Altesse Royale de Savoye *le Duché de Savoye & la Comté de Nice*, avec leurs appartenances, dependances

&

& annexes, pour les posseder à l'avenir, comme Elle a fait avant cette 1713 guerre, & generalement tous les Etats & lieux que les Armés de Sa Majesté ont occupé sur Son Altesse Royale pendant cette guerre, sans aucune reserve, & les Places & Forts seront delivrés dans l'etat où ils se trouvent presentement; ceux qui existent avec toute l'Artillerie & la quantité de Munitions de guerre qui s'y sont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV. Sa Majesté Tres-Chrêtienne pour Elle, ses Heritiers & Successeurs, cede & transporte à Son Altesse Royale de Savoye, à ses Heritiers & Successeurs, irrevocablement & à toûjours, les Vallées qui suivent, sçavoir, la Vallée de *Pragelas*, avec les Forts *d'Exilles*, & de *Fenestrelles*, & les Vallées *d'Oulx*, de *Sezane*, de *Bardonache*, & le *Chateau Dauphin*, & tout ce qui est à l'eau pendante des Alpes du côté du Piemont: reciproquement Son Altesse Royale cede à Sa Majesté Tres-Chrêtienne & à ses Heritiers & Successeurs, irrevocablement & à toûjours, la Vallée de *Barcelonnette*, & ses Dependances: de maniere que les Sommités des Alpes & Montagnes serviront à l'avenir de limites entre la *France*, le *Piemont* & la Comté de *Nice*, & que les plaines qui se trouveront sur lesdites Sommités & hauteurs seront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du côté du Dauphiné & de la Provence appartiendront à Sa Majesté Tres-Chrêtienne; & celles du côté du Piemont & de la Comté de Nice appartiendront à Son Altesse Royale de Savoye.

Pour être à l'avenir les choses ci-dessus cedées, tenues & possedées par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & par Son Altesse Royale de Savoye, leurs Heritiers & Successeurs, en toute proprieté & Souveraineté, regales, actions, jurisdiction, droit de patronage, nominations, prerogatives & generalement tous autres droits quelconques, sans rien reserver, & de la même maniere en tout, & avec les mêmes privileges que Sa Majesté tres-Chrêtienne & Son Altesse Royale de Savoye les ont possedées au commencement de cette Guerre; Derogeant pour cet effet de part & d'autre à toutes loix, coutumes, statuts, constitutions & conventions, qui pourroient etre contraires, même à celles qui auroient eté confirmées par Serment, comme si elles etoient ici exprimées, auxquelles, & aux clauses derogatoires il est expressement derogé par le present Traité, pour l'entier accomplissement desdites cessions, lesquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpetuité toutes exceptions quelconques, sous quelque titre, cause, ou pretexte qu'elles puissent etre fondées. Et à ce sujet les habitans & sujets desdites Vallées & lieux ci-dessus reciproquement cedés sont dispensés par le present Traité des serments de fidelité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant prêté à leurs Souverains respectifs avant la presente cession, lesquels serments demeurent nuls & de nulle valeur. Les sujets des lieux reciproquement cedés, ou qui y ont des biens ou droits, en auront la libre possession & jouissances, en quelques lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Altesse Royale, & auront la liberté d'en pouvoir perçevoir les reve-

 nus,

1713 nus, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera, & de disposer & contracter desdits biens & droits entre vifs au à cause de mort, & ils retiendront tous les mêmes droits de Succession & autres qu'ils ont eu jusques à present. Et pour plus grande validité des presentes cessions, elles seront verifiées, & enregistrées reciproquement dans les Cours de Parlemens, & Chambres des comptes de Paris & du Dauphiné, comme aussi dans le Senat & Chambre des Comptes de Turin, & le Senat de Nice, & les expeditions en seront delivrées 3. mois après a compter du jour de la Ratification du present Traité.

Et comme il n'a point eté possible de regler par le present Traité les limites & dependances des cessions reciproquement faites ci-dessus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoyer ce reglement aux Commissaires que les parties nommeront dans l'espace de quatre mois, du jour de la signature du present Traité, pour en convenir à l'amiable sur les lieux.

V. Comme en consequence de ce qui a eté convenu & accordé entre leurs Majestés Tres-Chrêtienne & Catholique d'une part, & Sa Majesté Britannique de l'autre, pour une des conditions essentielles de la Paix, le Serenissime & tres-puissant Prince PHILIPPE V. par la grace de Dieu, Roi Catholique des Espagnes & des Indes, a cedé & transporté à Son Altesse Royale de Savoye, & à ses Successeurs l'Isle & Royaume de Sicile, & les Isles en dependantes, avec ses appartenances & dependances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme & maniere qui sera specifiée dans le Traité qui sera conclu entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye, le Roi Tres-Chrêtien reconnoit, & declare que ladite cession de l'Isle & Royaume de Sicile, ses appartenances & dependances, faite par le Roi Catholique son petit fils à Son Altesse Royale de Savoye, est une des conditions de la Paix, & Sa Majesté Tres-Chrêtienne consent & veut qu'elle fasse partie du present Traité, & ait la même force & vigueur que si elle y etoit inserée mot à mot, & qu'elle eut eté stipulée par lui. Reconnoissant des à present en vertu de ce Traité Son Altesse Royale de Savoye pour seul & legitime Roi de Sicile ; & pour mieux assurer l'effet de ladite cession, Sa Majesté Tres-Chrêtienne promet en foi & parole de Roi, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, de ne s'opposer jamais, ni faire aucune chose contraire à ladite cesion, ni à son execution, sous quelque pretexte, ou raison, que ce puisse etre, mais au contraire de l'observer, & faire observer inviolablement, promettant toute aide & secours envers & contre tous pour cet effet, & pour ladite execution; comme aussi pour maintenir & garantir Son Altesse Royale de Savoye & ses Successeurs en la paisible possession dudit Royaume, conformement aux clauses qui seront stipulées dans ledit Traité entre Sa Majesté Catholique & Son Altesse Royale de Savoye.

VI. Le Roi Tres-Chrêtien consent pareillement & veut, que la reconnoissance & la declaration du Roi d'Espagne, qui, au defaut des descendans de Sa Majesté Catholique, assure la Succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, à ses descen-

ſcendants mâles, nez en conſtant & legitime mariage, & aux Princes 1713
de la Maiſon de Savoye, & à leurs deſcendans mâles, nez en conſtant & legitime mariage, à l'excluſion de tous autres, faſſe & ſoit tenuë pour une partie eſſentielle de ce Traité, ſuivant toutes les clauſes ſpecifiées & exprimées dans l'Acte fait par Sa Majeſté Catholique le 5. de Novembre 1712. paſſé, approuvé & confirmé par les Etats, ou Cortes d'Eſpagne par acte du 9. dudit mois de Novembre, leſquels actes du Roi d'Eſpagne & des Cortes ſeront inſerés dans le Traité qui ſera conclu entre Sa Majeſté Catholique & Son Alteſſe Royale de Savoye, & doivent etre tenus pour exprimés ici, comme s'ils y etoient inſerés mot à mot; Les renonciations que Monſeigneur le Duc de Berry, & Monſeigneur le Duc de Orleans ont faites pour Eux & leurs Deſcendans pour toujours à tous droits & eſperance de Succeſſion à la Monarchie & Couronne d'Eſpagne & des Indes pour les raiſons, cauſes & motifs contenus dans les Actes qu'ils ont paſſé les 19. & 24. Novembre 1712. & dont la teneur & les Lettres patentes du Roi Tres-Chrêtien du mois de Mars dernier ſeront inſerez à la fin du preſent Traité, font & feront de même à perpetuité partie eſſentielle de ce Traité; Sa Majeſté Tres-Chrêtienne connoiſſant les motifs des ſusdites reconnoiſſances, declarations, renonciations & Actes, & qu'ils font le fondement & la ſureté de la durée de la Paix, promet pour Elle, ſes Succeſſeurs & les Princes qui ont fait leſdites renonciations, & leurs deſcendans, qu'ils feront inviolablement obſervez, & de n'y jamais contrevenir, ni permettre qu'il y ſoit contrevenu directement ou indirectement, en tout ou en partie, de quelque maniere, ou par quelque voye que ce ſoit; mais au contraire d'empecher, qu'il n'y ſoit contrevenu par qui que ce ſoit, en quelque tems que ce ſoit, & pour quelques cauſes, raiſons, ou motifs que ce puiſſe etre. Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, s'engageant pour Elle, & ſes Succeſſeurs de maintenir envers & contre tous, nul excepté, le droit de Succeſſion de Son Alteſſe Royale de Savoye & des Princes de la Maiſon de Savoye à la Couronne d'Eſpagne & des Indes, conformement à la maniere dont il eſt établi par l'Acte fait par le Roi d'Eſpagne le 5. Novembre 1712. par celui des Etats, ou Cortes d'Eſpagne du 9. Novembre 1712. & par les renonciations de Monſieur le Duc de Berry, & de Monſieur le Duc de Orleans, & autres actes ſusdits; comme auſſi d'employer (le cas arrivant) ſes forces en tant que beſoin ſera pour mettre en poſſeſſion de ladite Succeſſion le Prince de la Maiſon de Savoye à qui elle appartiendra, ſuivant l'ordre de vocation envers & contre tous ceux qui voudroient s'oppoſer. Tous actes & proteſtations qui pourroient avoir eté, ou etre faits contraires aux ſusdites declarations, renonciations & actes, & aux droits reconnus & etablis en iceux, devant etre cenſés & reputés contraires à la ſureté de la Paix & à la tranquilité de l'Europe, ſont par le preſent Traité declarez nuls, & de nul effet à jamais.

VII. Pour aſſurer d'avantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a eté convenû, que les ceſſions faites par le feu Empereur LEOPOLD à Son Alteſſe Royale de Savoye par le Traité fait en-

 tre

1713 tre eux le 8. Novembre 1703. de la part du Duché de Montferrat qui a eté possedée par le feu Duc de Mantouë, des Provinces d'Alexandrie & de Valence, avec toutes les terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumeline, de la Vallée de Sesia, & du droit ou exercice de droit sur les fiefs de Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703. le Vigevano, ou son equivalent & les appartenances & dependances desdites cessions, resteront dans leur force & vigueur, fermes & stables, & auront leur entier effet irrevocablement, nonobstant tous Rescrits, Decrets & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale & ses Successeurs puissent etre troublés, ni molestés dans la possession & jouïssance des choses & droits susdits pour quelque cause, pretentions, droits, traités & conventions que ce puisse etre, & par qui que ce soit; non pas même par rapport au Duché de Montferrat par ceux qui pourroient avoir droit, ou pretention sur ledit Duché, lesquels pretendants seront indemnisés conformement à ce qui est porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703. Sa Majesté Tres-Chrêtienne promettant pour Elle & ses Successeurs, de ne point assister, ni favoriser directement ou indirectement aucun Prince, ou autre Personne qui voudroit contrevenir auxdites cessions, s'obligeant au contraire d'employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ses offices & ses forces pour le maintien & la garantie du contenu au present article, y comprise la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale renduë par les Arbitres Compromissaires le 27. Juin 1712. devant au surplus rester dans sa force & vigueur, & les mesures etre prises dans six mois par l'arbitrage des Puissances garantes du Traité du 8. Novembre 1703. pour le payement des creances de Son Altesse Royale de Savoye.

VIII. Comme par les incidens & le sort de la guerre les Etats de Son Altesse Royale de Savoye sont ouverts de toutes parts; il a eté trouvé bon que les choses n'etant plus dans l'etat, ou elles etoient lors des precedens Traités de Paix & d'Alliance, sadite Altesse Royale puisse fortifier ses Frontieres pour la sureté de ses Etats, ce qui peut beaucoup contribuer à la sureté, & à la tranquillité de l'Italie; & il sera libre à Son Altesse Royale de faire telles Fortifications que bon lui semblera dans tous les lieux & endroits qui lui ont eté cedés de part & d'autre par lesdits Traités, non obstant toutes conventions & promesses precedentes à ce contraires.

IX. Son Altesse Royale de Savoye ayant demandé que le Prince de Monaco reconnoisse tenir de son Domaine direct Menton & Rocabruna, & qu'il en prenne les Investitures d'Elle de la maniere que Son Altesse Royale pretend que l'ont fait les Predecesseurs de ce Prince; Il a eté convenû que l'on s'en rapportera respectivement à l'arbitrage de Leurs Majestés Tres-Chrêtienne & Britannique, qu'Elles donneront six mois après la signature du present Traité. Et pour cet effet les Parties representeront leurs raisons & leurs titres dans l'espace de 3. mois à ceux qui seront deputés par Leursdites Majestés à Paris.

X. Le Commerce ordinaire d'Italie se fera & maintiendra comme

me il etoit etabli du tems de CHARLES EMANUEL II. „Pere de 1713
Son Altesse Royale, & l'on fera observer & pratiquer en tout, & par tout entre le Royaume, & toutes les parties des Etats de Sa Majesté & ceux de Son Altesse Royale ce qui se faisoit, observoit & pratiquoit en tout du vivant dudit CHARLES Emanuel II. par le chemin de Suze, la Savoye, & Pont de Beauvoisin, & par Ville-Franche, chacun payant les droits & doüanes de part & d'autre. Les Bâtimens François payeront aussi l'ancienne Dace (communément appellée *droit de Ville-Franche*) comme il se pratiquoit du tems du Duc CHARLES Emanuel, à quoi il ne sera plus fait aucune opposition par qui que ce soit, comme l'on en pourroit avoir fait jusqu'à present. Les Courriers & les Ordinaires de France passeront comme auparavant par les Etats de Son Altesse Royale, & en observant le Reglement payeront les droits pour les Marchandises dont ils seront chargés.

XI. Le Roi Tres-Chrêtien acquiesçant à la Demande que Son Altesse Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de sa sincere amitié, consent que Son Altesse Royale puisse vendre les terres, biens & effets qu'elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, sans qu'il y puisse etre formé aucun empêchement de sa part, ni par ses Officiers. Sadite Majesté se departant à ces fins en faveur de sadite Altesse Royale, & de ses Successeurs, ou de leurs acquereurs, de tous les droits qu'elle pourroit avoir & pretendre à l'avenir sur lesdites Terres qui sont en Bugey, & qui appartiennent de present à Son Altesse Royale, à laquelle au besoin Sa Majesté cede la proprieté irrevocable desdites terres pour Elle, & ses Successeurs, Ducs de Savoye, & leurs acquereurs, qui auront une pleine sureté à l'egard de Sa Majesté sans autre patente, & en vertu seulement de ce present Traité.

XII. Main levée est respectivement accordée des biens & effets saisis & confisqués à l'occasion de la guerre sur les Vassaux & Sujets respectifs en quelques lieux qu'ils soient situés; & à cet effet toutes represailles, saisies & confiscations, & les dons & concessions d'icelles sont & demeurent anneanties, de même que les arrentements desdits biens, & les fermes echuës après la signature de ce Traité seront payées aux Proprietaires.

XIII. Les Jugemens rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnû les Juges, & ont eté legitimement defenduës, tiendront, & ne seront les Condamnés reçûs à les contredire si non par les voyes ordinaires.

XIV. Les Sujets de Son Altesse Royal. qui ont fait des fournitures, prêts ou avances pour le service de Sa Majesté, ou à ses Entrepreneurs, Partisans, Commis, ou emploiés à son service, ou pour l'entretien de ses Troupes, Officiers & Soldats, seront paiés en brief terme sur les recepisses, ou obligations qu'ils representeront, & Sa Majesté leur fera à cet egard rendre bonne & brieve Justice: Son Altesse Royale en fera user de même en tout à l'egard des Sujets de Sa Majesté,

XV. Tous les Prisonniers de Guerre & les Sujets respectifs, detenus

1713 tenus en quelque lieu que ce soit, pour cause de la Guerre, seront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussitôt mis en liberté.

XVI. Les Articles des Traités de *Munster*, des *Pirenées*, de *Nimegue*, de *Ryswick*, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui *de Turin de 1696.* seront gardés & observés autant qu'il n'y est point derogé par le present Traité, comme s'ils étoient stipulés & inserés ici mot à mot, & notamment à l'égard des fiefs qui regardent Son Altesse Royale, non obstant tous rescrits, decrets & provisions donnés au contraire.

XVII. Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roi Tres-Chrêtien & par Son Altesse Royale de Savoye seront compris dans le present Traité, pourveu que ce soit d'un commun consentement.

XVIII. Et afin que le present Traité soit inviolablement observé, Sa Majesté Tres-Chrêtienne & Son Altesse Royale promettent de ne rien faire contre & au prejudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, & s'il étoit fait, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni remise, & elles s'obligent respectivement à son entiére observation; & le present Traité sera confirmé avec des termes convenables & efficaces dans tous ceux que Sa Majesté Tres-Chrêtienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX. Le present Traité sera approuvé & ratifié par Sa Majesté Tres-Chrêtienne & par Son Altesse Royale, & les lettres de Ratification seront échangées & délivrées respectivement dans le terme d'un mois, ou plûtôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à present.

Hier sind eingerückt die Renunciationes des Hertzogs von Berry und Orleans, welche bereits oben in dem Friedens-Instrument zwischen Franckreich und Engelland befindlich, und deßwegen hier weggelassen sind.

En foi dequoi Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Tres-Chrêtien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons signé le present Traité & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht, le 11. d'Avril 1713.

(L.S.) Huxelles. (L.S.) Le C. de Maffei.
(L.S.) Menager. (L.S.) Solar du Bourg.
(L.S.) P. Mellarede.

CCLX.

Traité de Paix entre Sa Majesté LOUIS XIV. Roi de France, & L. Hautes-Puissances, les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas.

Conclu à Utrecht, le 11. Avril, 1713.

AU Nom de la Tres-Sainte Trinité. A tous presens & à venir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont

dont l'Europe ait été affligée depuis long-tems, il a plû à la Divine providence de preparer à la Chrêtienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans le coeur du Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV., par la grace de Dieu, Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre; Sa Majesté Tres-Chrêtienne n'ayant d'ailleurs en vûë que de la rendre solide & perpetuelle par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats Generaux des Païs-Bas, souhaitans de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au retablissement de la Tranquillité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ont consenti que la ville d'*Utrecht* fût choisie pour y traiter de la Paix, & que pour y parvenir Sa Majesté Tres-Chrêtienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Nicolas Marquis d'HUXELLES, Marechal de France, Chevalier de ses Ordres & son Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne; & le Sieur Nicolas MENAGER, Chevalier de l'Ordre de St. Michel; & les Seigneurs Etats Generaux les Sieurs Jacques RANDWYCK, Seigneur de Rossum, & Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume BUYS, Conseiller, Pensionaire de la Ville d'Amsterdam; Brune van der DUSSEN, ancien Bourguemaître, Senateur & Conseiller, Pensionaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schielandt, Dyckgraef du Crimpenerwaerd; Corneille van GHEEL, Seigneur de Spanbrouck & Bulkestein, Grand-Baillif de Franc & de la Ville de l'Ecluse, Sur-Intendant des Fiefs relevans du Bourg de Bruges du ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de RHEEDE, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, President de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco de GOSLINGA, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de KNIPHUISEN, Seigneur de Wreedewold; & Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de *Gueldre*, de *Hollande* & *Westfrise*, de *Zeelande*, d'*Utrecht*, de *Frise*, de *Grœningue* & *Ommelanden*. Lesquels après le cours d'une longue Negociation, dans laquelle les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de la Tres-Haute, Tres-Puissante & Tres-Excellente Princesse, la Reine de la Grande-Bretagne, n'ont point cessé d'employer leurs soins infatigables, pour l'amener au point d'une conclusion de la Paix generale, suivant le desir que cette Princesse a toujours eu de procurer le retablissement de la tranquillité de l'Europe, sont enfin parvenus à convenir des conditions dont la teneur s'ensuit: ce qu'ils ont fait après avoir imploré l'assistance Divine, & s'être communiqué respectivement leurs Pleins pouvoirs, dont les Copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir duëment fait l'échange. 1713

I. Il y aura à l'avenir entre Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & ses Successeurs Rois de France & de Navarre, & ses Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas

1713 Bas d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un Oubli & Amnestie generale de tout ce qui a été commis de part & d'autre à l'occasion de la derniére Guerre, soit par ceux qui étant nez Sujets de la France, & engagez au service du Roi Tres-Chrêtien par les Emplois & Biens qu'ils possedoient dans l'étenduë de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ou par ceux qui étant nez Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou engagez à leur service par les Employs & Biens qu'ils possedoient dans l'etenduë des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurez au service de Sa Majesté Tres-Chretienne, & les susdites Personnes, de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissées & retablies en la possession & joüissance paisible de tous leurs Biens, Honneurs, Dignitez, Priviléges, Franchises, Droits, Exemptions, Constitutions & Libertez, sans pouvoir étre recherchez, troublez, ni inquietez en general, ni en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre; & en consequence du present Traité, & après qu'il aura été ratifié tant par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, que par les dits Seigneurs Etats Generaux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons en la joüissance de leurs Terres & de tous leurs autres Biens, ou d'en disposer de telle maniére que bon leur semblera.

III. Et si quelques Prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis *Terneuse* jusqu'au bout de *la Manche*, dans l'espace de *quatre semaines*, ou du bout de ladite *Manche* jusqu'au Cap du *St. Vincent*, dans l'espace de *six semaines*, & de là dans la Mer *Mediterranée*, & *jusqu'à la* Ligne, dans l'espace de *dix semaines*, & *audelà de la Ligne* & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace *de huit mois*, à compter du jour que se fera la Publication de la Paix à Paris & à la Haye, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre après le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Sujets & Habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant per Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages qu'ils ont reçûs, tant par le passé, qu'à l'occasion desdites Guerres.

V.

V. Et en vertu de cette Amitié & Correspondance, tant Sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un & à l'autre, mais les rompront & en donneront avis reciproquement avec soin & sincerité aussitôt qu'ils en auront connoissance. 1713

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de ladite Guerre, les Heritiers, ou ayans cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, joüiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la justice, non obstant toutes incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Sentences preparatoires ou definitives, données par defaut & contumace en l'absence des Parties, & icelles non oüies, Traitez, Accords & Transactions, quelques renonciations qui ayent été mises és dites Transactions pour exclure de partie desdits Biens ceux à qui ils doivent appartenir; & tous & chacuns Biens & Droits, qui, conformement au present Traité, seront restituez, ou doivent être restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs Hoirs ou ayans cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoien d'impétrer pour ce consentement particulier; & ensuite les Proprietaires des Rentes qui le la pars des Fiscs seront constituées en lieu des Biens vendus, comme aussi des Rentes & Actions, & étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres Biens.

VII. En contemplation de cette Paix Sa Majesté Tres-Chrêtienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Generaux en faveur de la Maison d'*Autriche*, tout ce que Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ou le Prince, ou les Princes ses Alliez, possedent encore des *Païs-Bas*, communement appellés *Espagnols*, tel que feu le Roi Catholique CHARLES II. les a possedez, ou dû posseder conformement au Traité de Ryswick, sans que Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ni le Prince, ou les Princes ses Alliez, s'en reservent aucuns Droits, ou pretentions directement, ni indirectement, mais que la Maison d'Autriche entrera en la possession desdits Païs-Bas Espagnols, pour en joüir desormais & à toujours pleinement & paisiblement selon l'ordre de la Succession de ladite Maison, aussitôt que les Seigneurs Etats en seront convenus avec Elle de la maniere dont lesdits Païs-Bas Espagnols leur serviront de Barriére & de sureté.

Bien entendu que du Haut-Quartier *de Gueldre* le Seigneur Roi de Prusse retiendra tout ce qu'il y posséde & occupe actuellement, savoir la Ville de *Gueldre*, la Prefecture, le Baillage, & le Bas Bailliage, de *Gueldre*, avec tout ce qui y appartient & en depend, comme aussi specialement les Villes, Baillages & Seigneuries de ***Strahlen***, ***Wachtendonck***, ***Middelaer***, ***Walbeeck***, ***Aertson***, ***Afferden*** & de

1713 de *Wiel*, de même que *Racy* & *Klein Kevelaer*, avec toutes leurs Appartenances & Dependances. De plus il sera remis à Sa Majesté le Roi de Prusse l'Ammanie de *Kriekenbeck*, avec tout ce qui y appartient & en depend, & le Païs de *Kessel*, pareillement avec toutes les appartenances & dependances, & generalement tout ce que contient ladite Ammanie & ledit district; sans en rien excepter, si ce n'est *Erklens*, avec ses appartenances & dependances, pour le tout appartenir à Sa Majesté Prussienne, & aux Princes, ou Princesses, ses Heritiers ou Successeurs, avec tous ses Droits, Prerogatives, Revenus & Avantages, de quelque nom qu'ils puissent étre appellez, en la même qualité, & de la même maniere que la Maison d'Autriche, & particulierement le feu Roi d'Espagne les a possedez: toute fois avec les charges & hypotheques: & en consequence les Etats Generaux retireront leurs Troupes des endroits ci-dessus nommez, où ils en pourroient avoir, & dechargeront du serment de fidelité les Officiers tant civils, que des Comptoirs des Peages & autres, au moment de l'evacuation qui se fera aussi-tôt après la Ratification du present Traité.

Il a été encore convenu qu'il sera reservé dans le Duché de Luxembourg, où dans celui de Limbourg, une Terre de la valeur de trente mille écus de revenu par an, qui sera érigée en Principauté en faveur de *la Princesse des Ursins* & de ses heritiers.

VIII. En consequence de cela Sa Majesté Tres-Chretienne remettra & fera remettre aux Seigneurs Etats Generaux, en faveur comme ci-dessus, immediatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications, le Duché, Ville & Forteresse de *Luxembourg*, avec la Comté de *Chiny*, la Comté, Ville & Château de *Namur*, comme aussi les Villes de *Charleroi* & de *Nieuport*, avec toutes leurs Apartenances, Dependances, annéxes & enclavemens, & tout ce qui outre cela pourroit encore appartenir auxdits Païs-Bas Espagnols, definis comme ci-dessus, en l'état auquel le tout se trouve à present, avec les Fortifications, sans en rien charger, qui s'y trouvent actuellement, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens & Archives, qui concernent lesdits Païs-Bas, ou quelque partie d'iceux.

IX. Et comme Sa Majesté Catholique a cedé & transporté en pleine Souveraineté & Proprieté, sans aucune reserve, ni retour, à son Altesse Electorale de Baviere lesdits Païs-Bas Espagnols, Sa Majesté Tres-Chrêtienne promet & s'engage de faire donner un Acte de sadite Altesse Electorale dans la meilleure forme, par lequel Elle, tant pour Elle même, que pour les Princes, ses Hoirs & Successeurs nez & à naitre, cede & transporte aux Seigneurs Etats Generaux, en faveur de la Maison d'Autriche, tout le droit que son Altesse Electorale peut avoir, ou pretendre sur lesdits Païs-Bas Espagnols, soit en tout, ou en partie, tant en vertu de la Cession de Sa Majesté Catholique, qu'en vertu de quelque autre Acte, Titre, ou pretention que ce puisse être: & par lequel Acte sadite Altesse Electorale reconnoisse

la

la Maison d'Autriche pour legitimes & Souveraines Princes desdits Païs-Bas, sans aucune restriction ou reserve, & decharge & dispense absolument tous & un chacun des Sujets desdits Païs-Bas, qui luy ont preté serment de fidelité, ou fait Hommage. Lequel Acte de Son Altesse Electorale sera remis, comme l'on en est convenu, à la Reine de la Grande-Bretagne, le même jour que les Ratifications du present Traité doivent ête échangées. 1713

Bien entendu que l'Electeur de Baviere retiendra la Souveraineté & les Revenus du Duché & Ville de *Luxembourg*, de la Ville & Comté de *Namur*, de la Ville de *Charleroi*, & de leurs Dependances, Appartenances, annexes & enclavemens (sauf le pavement des rentes constituées & hypothequées sur lesdits revenus) jusqu'à ce que Son Altesse Electorale ait été rétablie dans tous les Etats qu'Elle possedoit dans l'Empire avant la Guerre presente, à l'exception du *Haut-Palatinat*, & qu'Elle aura été mise dans le rang du neuviéme Electeur, & en possession du Royaume de *Sardaigne* & du Titre de Roi; comme aussi Son Altesse Electorale, pendant le tems qu'Elle gardera la Souveraineté des susdits Païs, pourra tenir ses Troupes dans les Dependances du Duché de Luxembourg, les quelles Troupes n'exederont pas le nombre de sept mille hommes; & qu'aucunes Troupes des Seigneurs Etats Generaux, ou de leurs Alliez, excepte celles que lesdits Etats y eneraux pour *les Garnisons* des Places *de Luxembourg*, *Namur* & *Charleroi*, ne pourront passer, loger, ni sejourner dans les dependances des Païs, dont Son Altesse Electorale doit garder la Souveraineté comme il est dit ci-dessus. Il sera cependant permis aux Etats Generaux de faire voiturer, sans aucun empêchement ni opposition quelconque, toutes sortes de Munitions de bouche & de guerre dans la Ville de Luxembourg, qu'ils trouveront necessaire. On est aussi convenu que l'Electeur de Baviére conservera la Souveraineté & les Revenus de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs Dependances, Appartenances, annexes & enclavemens, jusqu'à ce qu'il ait été dedommagé de ses pretentions à l'egard du *Traité d'Ilmersheim:* & l'on est convenu que ce Dedommagement sera reglé par les Arbitres, dont on conviendra, & du nombre desquels la Reine de la Grande-Bretagne a consenti d'être. Et ce Reglement se fera par lesdits Arbitres le plûtôt qu'il sera possible.

Sa Majesté Tres-Chretienne fera sortir l'Acte de Cession de Son Altesse Electorale son plein & entier effet; & pour encore plus de sureté, Sa Majesté Tres-Chrêtienne promet de faire en sorte que Sa Majesté Catholique approuvera autant que de besoin ladite Cession de Son Altesse Electorale dans son Traité, tant avec Sa Majesté Britannique qu'avec les Seigneurs Etats Generaux.

X. Cependant, quoi que l'Electeur de Baviére demeure en possession de la Souveraineté & des Revenus de la Ville & Duché *Luxembourg*, de la Ville & Comté de *Namur*, de la Ville de *Charleroy*, & de leurs Dependances, comme il est dit ci-dessus, on est convenu que Sa Majesté Tres-Chretienne retirera toutes ses Troupes de la Ville & Duché

1713 Duché de *Luxembourg*, de la Ville & Comté de *Namur*, de la Ville de *Charleroi*, & de toutes leurs Dependances, immediatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'Echange des Ratifications du present Traité, & qu'Elle fera en sorte que sadite Altesse Electorale retirera aussi en même tems toutes les siennes, excepté des Dependances du Duché de *Luxembourg*, & celles qu'il pourroit y avenir de l'Electeur de Cologne son Frere; sans aucune exception; & que la Ville & Forteresse de *Luxembourg*, la Ville & Château de *Namur*, comme aussi la Ville de *Charleroi*, seront cependant gardez par les Troupes des Seigneurs Etats Generaux, lesquelles y entreront immediatement après la Paix, & au plus tard en quinze jours après l'échange des Ratifications. On est convenu aussi que les Troupes desdits Seigneurs Etats y seront logées & traitées conformement au Reglement fait sur ce sujet après la Paix de Ryswick avec sadite Altesse Electorale, alors Gouverneur general desdits Païs-Bas: comme aussi que la Ville & Duché de *Luxembourg*, la Ville & Comté de *Namur*, & la Ville de *Charleroi*, & leurs Dependances, contribueront leur quote part d'un million de florins, monnoye de Hollande, qui doit être assigné par an auxdits Seigneurs Etats Generaux, sur les meilleurs & les plus clairs revenus desdits Païs-Bas Espagnols pour l'entretien de leurs Troupes & des Fortifications des Villes & Places de leurs Barrieres; les Etats Generaux de leur côté s'engagent & promettent, que leurs Troupes ne troubleront en aucune maniere l'Electeur de Baviere dans la possession de la Souveraineté & des Revenus desdites Villes & Païs pour tout le tems qu'il en doit joüir.

XI. Sa Majesté Tres-Chrêtienne cede aux Seigneurs Etats Generaux, tant pour elle même, que pour les Princes, ses Hoirs & Successeurs nez & à naitre, & cela en faveur de la Maison d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a eu, ou pourroit avoir sur la Ville de *Menin*, avec toutes ses Fortifications & avec sa Verge; sur la ville & Citadelle de *Tournai* avec tout le Tournaisis, sans se rien reserver de son Droit là dessus, ni sur aucune de ses Dependances, Appartenances, Annexes ou Enclavemens: mais cede absolument ces Villes & Places, avec tous leurs Territoires, Dependances, Appartenances annexes & enclavemens, & avec tous les mêmes Droits en tout que Sa Majesté Tres-Chrêtienne les a possedées avant cette Guerre, excepté *St. Amand* avec ses Dependances, & *Mortagnes* sans Dependances, reviendront & demeureront à Sa Majesté Tres-Chrêtienne; à conditions qu'il ne sera pas permis de faire à Montagne aucunes Fortifications ni Ecluses, de quelque nature qu'elles puissent être. On est aussi convenu, que le Prince d'*Epinoy* rentrera en possession de la Terre d'*Antoing* en vertu du present Traité, à condition que la Maison de *Ligne* pourra poursuivre ses Droits, ou pretentions sur ladite Terre devant les Juges competans. Les Seigneurs Etats Generaux promettent qu'ils rendront les Villes, Places, Territoires, Dependances, Apartenances, Annexes & Enclavemens, que Sa Majesté Tres-Chrêtienne leur cede par cet Article, à la Maison d'Autriche, aussi-tôt que les

Seigneurs

Seigneurs Etats en ſeront convenus avec ladite Maiſon, lequelle en 1713
joüira alors irrevocablement & à toujours.

XII. Sa Majeſté Tres-Chrêtienne tant pour Elle même, que pour les Princes, ſes Heritiers & Succeſſeurs nez & à naître, cede auſſi, en faveur de la Maiſon d'Autriche, tout le Droit qu'Elle a ſur *Furnes*, *Furner*, *Ambagt*, y compris les huit Paroiſſes & le Fort de *Knoque*, les Villes de *Loo* & *Dixmuiden* avec leurs Dependances, *Ypres* avec ſa Châtellenie, *Rouſſelaar* y compris, & avec les autres Dependances, qui ſeront deſormais *Poperinque*, *Warneton*, *Commines*, *Warwich*, ces trois derniers Places, pour autant qu'elles ſont ſituées du côté de la Lis vers Ypres, & ce qui depend des Lieux ci-deſſus exprimez, ſans que Sa Majeſté Tres-Chrêtienne ſe reſerve aucun Droit ſur les dites Villes, Places, Forts & Païs, ni ſur aucune de leurs Appartenances, Dependances, Annexes ou Enclavemens.

Auſſi fera Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, immediatement après la Paix, & au plus tard dans quinze jours après l'échange des Ratifications, evacuer & remettre aux Seigneurs Etats Generaux toutes leſdites Villes, Places, Forts & Païs, avec toutes leurs Appartenances, Dependances, Annexes & Enclavemens, ſans en rien excepter, le tout de la même maniére que Sa Majeſté Tres-Chrêtienne les poſſede maintenant, avec les Fortifications, comme elles ſont, ſans y rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Archives & Documens, qui concernent les dites Villes, Places, Forts, leurs Dependances, Appartenances, & Enclavemens, afin que leſdits Seigneurs Etats Generaux puiſſent rendre toutes ces Villes, Places, Forts & Païs, avec toutes leurs Appartenances, Dependances, Annexes & Enclavemens, à la Maiſon d'Autriche, auſſi-tôt qu'ils en ſeront convenus avec Elle, laquelle en joüira irrevocablement & à toujours.

XIII. La Navigation de la Lis depuis l'embouchure de la Deule en remontant ſera libre, & il ne s'y etablira aucun Peage, ni Impoſition.

XIV. On eſt auſſi convenu qu'aucune Province, Ville, Fort ou Place deſdits Païs-Bas Eſpagnols, ni de ceux qui ſont cedez par Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, ſoient jamais cedez, tranſportez, ni donnez, ni puiſſent échoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince, ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France, ſoit en vertu de quelque Don, Vente, Echange, convention Matrimoniale, Succeſſion par Teſtament, ou ab inteſtat, ou ſous quelqu'autre Titre que ce puiſſe étre, ni étre mis de quelque maniére que ce ſoit au pouvoir, ni ſous l'authorité du Roi Tres-Chrêtien, ni de quelque Prince ou Princeſſe de la Maiſon ou Ligne de France.

XV. Leſdits Seigneurs Etats Generaux remettront à Sa Majeſté Tres-Chrêtienne la Ville & Citadelle de *Lille* avec toute ſa Châtellenie ſans aucune exception, *Orchies*, le Païs de *Laleu*, & le Bourg de la *Gourgue*, les Villes & Places d'*Aire*, *Bethune* & *St. Venant*, avec le Fort *François*, leurs Bailliages, Gouvernances, Appartenances, Dependances, Enclavemens & Annexes, le tout ainſi qu'il a été poſſedé par

1713 par le Roi Tres-Chrêtien avant la presente Guerre; lesquelles Villes, Places & Forts seront evacuez immediatement aprés la Paix, & au plus tard en quinze jours aprés l'echange des Ratifications du present Traité, avec toutes les Fortifications, dans l'état où elles se trouvent à present, sans en rien changer, & avec tous les Papiers, Lettres, Documens, Archives, & particulierement avec ceux de la Chambre de comptes de Lille, & s'il y en avoit en quelques uns de detournez, on les rapportera de bonne foi: Bien entendu que lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus à aucun dedommagement pour ce dont le Roi Tres-Chrêtien pourroit déja étre en possession desdits Païs, ni à faire reparer ce qui se trouvera avoir été detruit par la Guerre. On est aussi convenu que le Prince d'*Epinoy* rentrera en Possession des Terres de *Cisoing* & de *Roubaix* & autres Biens situés dans lesdits Païs de Lille, en vertu du present Traité, à condition que la Maison de *Ligne* pourra poursuivre ses Droits ou Pretensions sur lesdits Terres & Biens devant les Juges competans.

XVI. Quant à la restitution des Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre de part & d'autre, on est convenu que la Ville & Forteresse de *Luxembourg*, la Ville & Château de *Namur*, la Ville de *Charleroi*, & celle de *Nieuport*, & generalement toutes les Places, Forts & Postes possedez par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ou ses Alliez, les Electeurs de Cologne & de Baviére, seront remis avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre qui y étoient au tems du decès du feu Roy Catholique Charles II., suivant les Inventaires qui en seront fournis; que la Ville & Citadelle de *Lille*, la Ville d'*Aire*, avec le Fort *François*, *Bethune* & *St. Venant*, seront renduës, avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre qui y ont été au tems de la prise, suivant les Inventaires qui en seront delivrez de part & d'autre, bien entendu, qu'à l'égard des Pieces d'Artillerie, qui ayant été endommagées pendant les Siéges, ont été transportées ailleurs pour les refondre, les Seigneurs Etats Generaux les feront remplacer par un pareil nombre de même calibre. Que la Ville d'Ypres sera remise avec cinquante Piéces de Canon de fonte de toutes sortes de calibre, & avec la moitié des Munitions de Guerre qui s'y trouvent presentement; & finalement que la Ville de *Furnes* sera remise, avec les Canons, Artillerie, Boulets, Armes & Munitions de Guerre, qui s'y sont trouvez au commencement de l'année courante, suivant les Inventaires qui en seront delivrez de la part de Sa Majesté Tres-Chrêtienne.

XVII. Les Troupes de part & d'autre se retireront aussi-tôt aprés l'Echange des Ratifications du present Traité, sur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places & lieux qui leur doivent reciproquement demeurer & appartenir suivant le present Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prætexte que ce soit, dans le païs de l'autre Souverain, ni dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-après demeurer ou appartenir: & il y aura, aussitôt après la signature de ce même Traité Cessation d'Armes & d'Hostilitez,

ſtilitez, non pas ſeulement en tous endroits de la domination de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & des Seigneurs Etats, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, comme il eſt dit ci-deſſus, mais auſſi de part & d'autre dans les Païs-Bas, entre les Païs, Sujets & Troupes, de quelque Puiſſance que ce ſoit. 1713

XVIII. Il a été auſſi accordé que la perception des Aides, Subſides & autrès Droits, dont le Roi Tres-Chrêtien & les Seigneurs Etats ſont en poſſeſſion ſur tous les Païs qui viennent d'être cedez de part & d'autre, ſera continuée juſqu'au jour de l'Echange des Ratifications, & que ce qui en reſtera dû, lors dudit Echange des Ratifications, ſera payé de bonne foi à celui ou à ceux qui y auront Droit, comme auſſi que dans le même temps les Proprietaires des Bois confiſquez dans les dependances des Places, qui doivent être remiſes de part & d'autre, rentreront en la Poſſeſſion de leurs Biens & de te tous les Bois qui ſe trouveront ſur le lieu: Bien entendu que du jour de la Signature du preſent Traité toutes les coupes de Bois ceſſeront de part & d'autre.

XIX. Il y aura de part & d'autre un Oubli & une Amniſtice perpetuelle de tous les torts, injures & offenſes, qui auront été commis de fait & de parole, ou en quelque maniere que ce ſoit, pendant le cours da la preſente Guerre par les Sujets des Païs-Bas Eſpagnols, & des Païs & places cedez ou reſtituez par S. M. T. C., ou par les Seigneurs Etats Generaux, ſans qu'ils puiſſent être expoſez à quelque recherche que ce ſoit: & l'on eſt convenu que tout le contenu en l'Article ſecond du preſent Traité eſt rappellé, pour être auſſi executé entre les Sujets de S. M. T. C. & ceux deſdits Païs-Bas Eſpagnols & Païs cedez, ou reſtituez, de manière qu'il le ſera entre leſdits Sujets de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & ceux des Seigneurs Etats Generaux.

XX. Par le moyen de cette Paix les Sujets de S. M. T. C. & ceux deſdits Pais-Bas Eſpagnols & des Places cedées par ſadite Majeſt. T. C. pourront, en gardant les loix, Uſages & Coutumes des Païs, aller, venir, demeurer, trafiquer, retourner, traiter, negocier enſemble, comme bons Marchands: même vendre, changer, aliener & autrement diſpoſer des Biens, Effets, Meubles & Immeubles, qu'ils ont, ou auront, ſituez reſpectivement de part & d'autre, & chacun les y pourra acheter, Sujet ou non Sujet, ſans que pour cette vente, ou achat, ils ayent beſoin de part ni d'autre de permiſſion autre que le preſent Traité.

Il ſera auſſi permis aux Sujets des Places & Païs cedez ou reſtituez par le Roi Tres-Chrêtien & par les Seigneurs Etats Generaux, comme auſſi à tous les Sujets deſdits Païs-Bas Eſpagnols, de ſortir des dites Places & Païs-Bas Eſpagnols, pour aller demeurer où bon leur ſemblera dans l'eſpace d'un an, avec la faculté de vendre à qui il leur plaira, ou de diſpoſer autrement de leurs Effets, Biens, Meubles & Immeubles, avant & après leur ſortie, ſans qu'ils puiſſent en être empechez, directement, ou indirectement.

1713 XXI. Les mêmes Sujets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers, Corps, Communautez, Universitez & Colleges, seront retablis tant en la joüissance des Honneurs, Dignitez & Benefices, dont ils étoient pourvûs avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacun leurs Droits, Biens, Meubles & Immeubles, Rentes saisies, ou occupées à l'occasion de la presente Guerre, ensemble leurs Droits, Actions & Successions à ceux survenus, même depuis la Guerre commencée, sans toutefois rien demander des fruits & revenus perçus & echûs pendant le cours de la presense Guerre, jusqu'au jour de la Publication du present Traité; lesquels retablissemens se feront reciproquement, non obstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confisquations, Sentences, données par contumace, les Parties non ouïes, qui seront nulles & de nul effet, avec une liberté entiere auxdites Parties de revenir dans les Païs, d'où elles se sont retirées pour & à cause de la Guerre, pour joüir de leurs Biens & Rentes, en Personne ou par Procureur, conformement aux Loix & Coûtumes des Païs & Etats. Dans lesquels retablissemens sont aussi compris ceux qui dans la derniere Guerre, ou à son occcasion, auront suivi le parti contraire; neantmoins les Arrêts & Jugemens rendus dans les Parlemens, Conseils & autres Cours Superieures ou Inferieures, & auxquels il n'aura pas été expressement derogé par le present Traité, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet; & ceux qui en vertu desdits Arrêts & Jugemens se trouveront en possession des Terres, Seigneuries & autres Biens, y seront maintenus, sans prejudice toutefois aux Parties qui se croiront lezées par lesdits Jugemens & Arrêts, de se pourvoir par les voyes ordinaires & devant les Juges competans.

XXII. A l'egard des Rentes affectées sur la Generalité de quelques Provinces des Païs-Bas, dont une partie se trouvera possedée par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & l'autre par lesdits Seigneurs Etats Generaux, ou par la Maison d'Autriche, à laquelle les Païs-Bas Espagnols doivent appartenir, il a été convenu & accordé que chacun payera sa quotepart, & seront nommez des Commissaires pour regler la portion qui se payera de part & d'autre.

XXIII. Dans lesdits Païs, Villes & Places, cedez par le present Traité, les Benefices accordez & legitimentent conférez à des personnes capables, pendant le cours de la presente guerre, seront laissez à ceux qui les possedent à present, & generalement toutes choses, qui concernent la Religion Catholique Romaine & son exercice, y seront laissées & conservées de la part desdits Seigneurs Etats Generaux & de la Maison d'Autriche, à laquelle les Païs-Bas doivent appartenir, dans l'état où elles sont, ou qu'elles étoient avant la presente Guerre, Cession, ou Evacuation, tant l'égard des Magistrats, qui ne pourront être que Catholiques Romains, comme par le passé, qu'à l'egard des Eveques, Chapitres, Monasteres, l'ordre de Malte (pour les Biens de cet Ordre situez dans les Païs-Bas Espagnols, & dans les Païs cedez & restituez de part & d'autre par le present Traité) & autres, & generalement à l'égard de tout le Clergé, qui seront tous maintenus

tenus

tenus & restituez dans toutes leurs Eglises, Libertez, Franchises, Immunitez, Droits, Prerogatives & Honneurs, ainsi qu'ils l'ont eté sous les Souverains Catholiques Romains, & que tous & un chacun dudit Clergé pourvûs de quelques Biens Ecclesiastiques, Commanderies, Canonicats, Personnats, Prevôtez & autres Benefices quelconques y demeurent, sans en pouvoir être depossedez, & joüiront des Biens & Revenus en provenans, & les pourront administrer & percevoir comme aussi les Pensionaires joüiront, comme par le passé, de leurs Pensions assignées sur les Benefices, soit qu'elles soient crées dans la Cour de Rome, ou par des Brevets de L. M. Tres-Chrêtienne & Catholique, avant le commencement de la presente Guerre, sans qu'ils en puissent être frustrez, pour quelque cause ou pretexte que ce soit. 1713

XXIV. Quant à l'exercice de la Religion Protestante pour les Troupes que les Etats Generaux auront dans les Places desdits Païs-Bas Espagnols, & dans celles cedées par le Roi Tres-Chrêtien, il s'y fera conformement au Reglement fait avec l'Electeur de Baviere, Gouverneur des Païs-Bas Espagnols, sous le Regne du Roy Charles II.

XXV. On est de plus convenu que les Communautez & Habitans de toutes les Places, Villes & Païs que Sa Majesté Tres-Chrêtienne cede par le present Traité, seront conservez & maintenus dans la libre joüissance de tous leurs Privileges, Prerogatives, Coûtumes, Exemptions, Droits, Octrois communs & particuliers, Charges & Offices hereditaires, avec les mêmes Honneurs, Rangs, Emolumens & Exemptions: ainsi qu'ils en ont joüi sous la Domination de Sadite Majesté Tres-Chrêtienne; & tout ce qui est porté dans le present Article aura aussi lieu pour les Villes & Places restituées à Sa Majesté Tres-Chrêtienne par les Seigneurs Etats Generaux, pourvû qu'il ne s'y soit point fait d'innovations dans le Gouvernement civil.

XXVI. On est convenu que les Garnisons qui se trouvent ou se trouveront ci-après de la part des Seigneurs Etats dans la Ville, Château & Fort d'*Huy*, comme aussi dans la Citadelle de *Liege*, y resteront aux depens desdits Seigneurs Etats, & que Sa Majesté fera en sorte que l'Electeur de Cologne, en qualité d'Evêque & Prince de Liege, y consente; Et Sadite Majesté fera aussi en sorte que toutes Fortifications de la Ville de *Bonn* soient rasées trois mois après le retablissement dudit Electeur.

XXVII. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon, mais les dettes qu'ils ont contractées, ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des François de par Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & celles de ceux de l'Etat de par les Seigneurs Etats, respectivement, dans le terme de trois mois après l'échange desdites Ratifications; à quelle fin seront nommez, immediatement après cet Echange, des Commissaires de part & d'autre, qui feront la Liste de ces dettes, les liquideront & feront donner caution valable pour l'assurance du payement qui sera dû, & qu'il se fera dans ledit terme.

1713 XXVIII. La levée des contributions demandées & accordées de part & d'autre sera continuée pour tout ce qui restera dû, jusques au jour de l'Echange des ratifications du present Traité, & les arrerages, qui resteront dûs lors de l'Echange des ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois après le terme susdit; Et aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit tems, contre les Châtellenies, Bailliages, Communautez & autres redevables, pourvû qu'elles ayent donnée bonne & valable caution restante dans une Ville de la Domination de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ou des Seigneurs Etats, à qui lesdites contributions seront dûës. La même stipulation aura lieu à l'egard des contributions demandées de la part de S. M. T. C. & accordées par les Païs-Bas Espagnols.

XXIX. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'etant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait par celui-ci, une renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de pretentions, tant du tems passé, que du present, quelques qu'elles puissent être, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre; pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissensions.

XXX. Les voyes de la Justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement, & les Sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs Droits, Actions & pretentions suivant les Loix & les Statuts de chaque Païs, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction, qui leur pourra legitimement appartenir; & s'il y a eu des Lettres de represailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la declaration de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées & annullées, sauf aux parties, en faveur des quelles elles auront eté accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la Justice.

XXXI. Puisque l'on convient qu'il est absolument necessaire d'empecher que les Couronnes de France & d'Espagne ne puissent jamais être unies sur la tête d'un même Roi, & de pourvoir par ce moyen à la sûreté & la liberté de l'Europe; & que sur les instances tres-fortes de la Reine de la Grande-Bretagne, & du consentement tant du Roi Tres-Chrêt. que du Roi Catholique, ont eté trouvez les moiens d'empêcher cette union pour toujours, par des renonciations faites dans les termes les plus forts, & passées à Madrid dans le mois de Novembre dernier, de la maniere la plus solemnelle, & par la declaration des Cortes d'Espagne là-dessus. Et puisque par lesdites renonciations & declarations, qui doivent toûjours avoir la force de Loi pragmatique, fondamentale & inviolable, il y a eté arrêté & pourvû, que ni le Roi Catholique lui même, ni aucun de ses Descendans, puisse à l'avenir pretendre à la Couronne, moins encore monter sur le Trône de France. Et d'autant que par des renonciations reciproques de la part de la France, & par des Constitutions sur la Succession hereditaire à la Couronne de France, qui tendent au même but, les deux Couronnes

de France & d'Espagne sont tellement separées & desunies l'une d'avec l'autre, que (lesdites renonciations, transactions, & tout ce qui y a rapport demeurant dans leur vigueur & etant observées de bonne foi) lesdites deux Couronnes ne pourront jamais être unies; C'est pourquoi le Roi Tres-Chrêt. & lesdits Seigneurs Etats se promettent & s'engagent mutuellement & de la maniere la plus forte, qu'il ne sera jamais rien fait, ni par sa Majesté Tres-Chrêtienne, ses Heritiers & Successeurs, ni par lesdits Seigneurs Etats, ni permis, ou souffert que d'autres fassent, que lesdites renonciations, & transactions, & tout ce qui y a rapport, ne sortent leur plein & entier effet; Mais au contraire Sa Majesté T. C. & les Seigneurs Etats prendront toûjours soin, & joindront leurs Conseils & leurs Forces, afinque lesdits fondemens du salut public demeurent toûjours inebranlables & soient observez inviolablement. 1713

XXXII. Le Roi T. Chrêt. consent aussi & promet, qu'il ne pretendra, ni n'acceptera aucun autre avantage, ni pour lui même, ni pour ses Sujets, dans le Commerce & la Navigation, soit en Espagne, ou dans les Indes Espagnoles, que celui dont on a joüi pendant le Regne du feu Roi Charles II. ou qui seroit pareillement accordé à toute autre Nation trafiquante.

Et qu'aussi long-tems que les Rois d'Espagne n'accorderent pas d'autres Avantages à toutes les Nations trafiquantes, le Commerce & la Navigation en Espagne, & dans les Indes Espagnoles, se feront precisement & en tout de la même maniere qu'ils se faisoient sous le Regne & jusques à la mort dudit Roi Catholique Charles II.

Sa Majesté Tres-Chrêtienne & lesdits Seigneurs Etats se promettant reciproquement que leurs Sujets seront assujettis comme toutes les autres Nations aux anciennes Loix & reglemens faits par les Rois Predecesseurs de Sa Maj. Catholique au sujet dudit Commerce & de la dite Navigation.

XXXIII. Les Seigneurs Etats Generaux considerant que pour leur sureté il est necessaire que rien ne puisse troubler la tranquillité de l'Empire, le Roi Tres-Chrêtien consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'etat de la Religion soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie, en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de Sa Majesté Tres-Chrêtienne n'est point, & n'a point eté, qu'il y ait rien de changé aux dits Traitez, tant à l'Ecclesiastique, qu'au Temporel.

XXXIV. Sa Majesté Tres-Chrêtienne consent aussi que dans le même Traité avec l'Empire, la Forteresse de *Rhinfels*, & de la Ville de St. *Goar*, avec tout ce qui en depend, demeureront au Landgrave de Hesse-Cassel, & à ses Successeurs, moyennant un equivalent raisonnable à payer aux Princes de Hesse-Rhinfels; à condition que la Religion Catholique Romaine, de la maniere qu'elle s'y trouve etablie, y soit exercée sans aucune alteration.

XXXV. Si par inadvertence, ou autrement, il survenoit quelque inobservation, ou inconvenient au present Traité de la part de Sadite

1713 Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié & de la bonne correspondance; mais on reparera promtement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques Particuliers, Sujets, ils en seront seuls punis & châtiez.

XXXVI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, il a eté accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies, (ce qu'à Dieu ne plaise) sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effets, & les transporter, où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empechement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs Effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XXXVII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien tous ceux qui seront nommez avant l'Echange des ratifications & dans l'espace de six mois après qu'elles auront eté echangées.

Et de la part des Seigneurs Etats Generaux la Reine de la Grande-Bretagne & tous les autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'Echange des ratifications, declareront accepter la Paix, comme aussi les treize Louables Cantons des Suisses, & leurs Alliez & Confederez: Et particulierement, en la meilleure forme & maniere que faire se peut, les Republiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Basle, Schaffouse & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommement la Republique de Geneve, la Ville & Comté de Neufchâtel, les Villes de St. Gal, Mulhause & Bienne; Item les Ligues, Grises & Dependances; Les Villes de Bremen & d'Embden, & de plus tous les Rois, Princes & Etats, Villes, Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux sur la requisition, qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XXXVIII. Et pour la plus grande sureté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris: comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par les Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places là où l'on a accoutumé de faire les Publications, Verifications & Enregistremens.

XXXIX. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi & les Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de ratificati-

on feront delivrées dans le terme de trois femaines, ou plutôt fi faire fe 1713
peut, à compter du jour de la Signature.

En foi dequoi Nous Ambaffadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sadite Majefté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs refpectifs, avons lesdits noms figné ces prefentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appofer les Cachets de nos Armes, à Utrecht le 11. Avril, 1713.

Signé,

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) J. v. Randwick
(L. S.) W. Buys.
(L. S.) B. v. Duffen.
(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroek.
(L. S.) F. A. Baron de Rheede de Renfwoude.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef van Kniphuyfen.

Article Separé.

Les Traitez de Paix & de Commerce etant conclus ce jourd'huy onzieme d'Avril, mil fept cens treize, entre Sa Majefté Tres-Chrêtienne & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, & Sa Majefté voulant contribuer de plus au retabliffement de la paix generale, particulierement auffi de celle entre le Roy d'Efpagne & les Seigneurs Etats Generaux, promet & s'engage, pour & au nom de Sa Majefté Catholique, que la paix fe fera auffi entre Elle & les Seigneurs Etats Generaux, & que par le Traité de cette Paix tous les avantages & utilitez de Commerce & de Navigation & autres, portez par le Traité de Munfter, leur feront accordez, & que l'extenfion s'en fera en forme de Traité auffitot que les Ambaffadeurs Plenipotentiaires du Roy d'Efpagne feront arrivez dans cette Ville d'Utrecht.

Cet Article feparé aura la même force, que ledit Traité de Paix, & comme s'il y etoit inferé de mot à mot, & fera ratifié dans le même tems que ce Traité.

En foi dequoi Nous, Ambaffadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrêtien & des Seigneurs Etats Generaux, avons figné le prefent Article, & y avons fait appofer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onzieme d'Avril 1713,

Signé, (L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) J. v. Randwick.
(L. S.) W. Buys.
(L. S.) B. v. Duffen.
(L. S.) C. van Gheel van Spanbroeck.
(L. S.) F. A. Baron de Rheede de Renswoude.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef van Kniphuyfen.

1713

* * *

Article Separé.

Comme les Païs-Bas Espagnols, & les Villes & Places cedées par le Roi Tres-Chrêtien par le Traité conclu ce jourd'hui entre Sadite Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, doivent appartenir à la Maison d'Autriche, lesdits Seigneurs Etats Generaux s'engagent & promettent que ladite Maison d'Autriche executera toutes les Conditions stipulées dans ledit Traité par rapport aux Païs-Bas Espagnols & Villes & Places cedées par le Roi Tres-Chrêtien, après qu'Elle en aura eté mise en possession.

Cet Article separé aura la même force que s'il etoit inseré dans le Traité; & sera ratifié en même tems que ledit Traité.

En foi dequoi Nous, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrêtien & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le present Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onzieme d'Avril 1713.

Signé.

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) J. v. Randwick.
(L. S.) W. Buys.
(L. S.) B. v. Dussen.
(L. S.) G. van Gheel van Spanbroeck.
(L. S.) F. A. Baron de Rheede de Renswoude.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef von Kniphuysen.

Comme la Reine de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas sont convenus de faire une Assemblée des Commissaires de part & d'autre dans cette Ville d'Utrecht, pour & afin de regler les Droits d'entrée & sortie, & la maniere de les faire lever dans les Païs-Bas, communement appellez Espagnols, avec les Commissaires de la Maison d'Autriche, & que le Roi Tres-Chrêtien s'y trouve aussi interessé par rapport au Commerce de ses Sujets, Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies declarons aux noms desdits Seigneurs nos Maîtres, qu'il leur sera agreable, que Sa Majesté Tres-Chrêtienne y envoye aussi des Commissaires de sa part, & qu'ils seront contents que provisionnellement, & en attendant que lesdits Commissaires ayent reglé les Droits d'entrée & de sortie, qui se payeront dans lesdits Païs-Bas Espagnols, les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne aussi bien que ceux de la Grande-Bretagne & ceux des Seigneurs Etats payeront les mêmes Droits d'entrée & de sortie que chaque Nation payoit en l'année 1680. & les Ambassadeurs Ex-

extraordi-

traordinaires & Plenipotentiaires de la Reine de la Grande-Bretagne, ayant vû la presente Declaration, l'ont approuvée. Fait à Utrecht l'onzieme d'Avril 1713. 1713

Signé,

(*L.S.*) J. v. Randwyck.
(*L.S.*) W. Buys.
(*L.S.*) B. van der Dussen.
(*L.S.*) C. van Gheel van Spanbroeck.
(*L.S.*) F. A. Baron de Rheede van Renswoude.
(*L.S.*) S. van Goslinga.
(*L.S.*) Graef van Kniphuysen.

Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies promettons au nom des Seigneurs nos Maîtres, qu'ils ne remettront à la Maison d'Autriche les Païs-Bas, communement appellez Espagnols, qu'après qu'Elle aura fait un Acte de Cession du Royaume de Sardaigne à l'Electeur de Baviere. Fait à Utrecht l'onzieme d'Avril 1713.

Signé,

(*L.S.*) J. v. Randwick.
(*L.S.*) W. Buys.
(*L.S.*) B. van der Dussen.
(*L.S.*) C. van Gheel van Spanbroeck.
(*L.S.*) F. A. Baron de Rheede van Renswoude.
(*L.S.*) S. van Goslinga.
(*L.S.*) Graef van Kniphuysen.

CCLXI.

Traité de Commerce, Navigation & Marine, entre Sa Majesté LOUIS XIV. Roi de France, & L. Hautes-Puissances, les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas.

Conclu à Utrecht, le 11. d'Avril, 1713.

LE Traité de Paix, qui a eté conclu aujourd'hui entre le Roi Tres-Chrêtien & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les Sujets de mé contentement, qui avoient alteré pendant quelque temps l'affection que Sa Majesté a toujours eûë pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & les dits Seigneurs Etats Generaux rentrant aussi dans la passion qu'ils ont ci-devant temoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables, qu'ils ont ci-devant reçûs: Sa Majesté ne veut rien omettre de ce qui peut l'affermir, & lesdits Etats Generaux, ne souhaitant pas moins de la perpetuer, ont estimé, qu'il n'y en avoit

1713 avoit point de meilleur & de plus assuré moyen, que d'etablir une libre & parfaite correspondance entre les sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs interêts particuliers en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions, les plus propres à prevenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correspondance: sadite Majesté, satisfaisant au desir desdits Etats Generaux, a ordonné le Sieur Nicolas, Marquis d'HUXELLES, Marechal de France, Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General au Gouvernement de Bourgogne; le Sieur Nicolas MENAGER, Chevalier de l'Ordre de S. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de la Negociation de la Paix, & lesdits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs Jacques de RANDWYCK, Seigneur de Rossum, & Burggrave de l'Empire, & Juge de la Ville de Nimegue; Guillaume BUYS, Conseiller, Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam; Bruno van der DUSSEN, ancien Bourguemaitre, Senateur & Conseiller, Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur au Conseil des Heemrades de Schieland, Dykgraaf de Crimpenerwaerd; Corneille van GHEEL, Seigneur de Spanbroek & Bulkestein, & Grand-Baillif du Franc & de la Ville de l'Ecluse, Sur-Intendant des Fiefs relevant du Bourg de Bruges du Ressort de l'Etat; Frederic Adrien Baron de RHEEDE, Seigneur de Renswoude, d'Emminkhuysen & Moerkerken, & President de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Sicco van GOSLINGA, Grietman de Franequeradeel, Curateur de l'Université de Franeker; Charles Ferdinand, Comte d'Inhuysen & de KNIPHUISEN, Seigneur de Wredewold, &c. Deputez en leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de West-Frise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, & leurs Ambassadeurs-Extraordinaires & Plenipotentiaires au dit Congrès de Paix, de conferer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont la copie est ci-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation, en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de Sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas joüiront reciproquement de la même liberté en fait de Commerce & Navigation, dont ils ont joüi de tout tems avant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de Sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats Generaux, & moins les troubler, ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pirates; ce qui sera pareillement observé par les sujets des Provinces Unies à l'egard des sujets de Sa Majesté;

jesté; & feront à cette fin, toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les terres de l'obeïssance de Sa Majesté & dans les Provinces Unies publiées & renouvellées defenses tres-expresses & tres-precises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionné, qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux auxquels ils auront causé aucun dommage. 1713

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les Prises faites par inadvertance, ou autrement, & principalement dans les lieux eloignez, il a eté convenu & accordé, que si quelques Prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse, en Norwegue, jusques au bout de la Manche, dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent, dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée jusqu'à la Ligne, dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Presente, elles seront bonnes prises, mais les Prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura eté pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles, qui pourroient avoir eté ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourra être ci-après données par l'un desdits Alliez, au prejudice des sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la Requête de celui, qui demande lesdites represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers de Sa Majesté être mis en Action ou Arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que Sa Majesté peut devoir, ni les particulieres sujets desdits Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les sujets & habitans des Païs de l'obeissance de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & joüiront entr'eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce & le transport n'est defendu generalement & universellement à tous tant sujets qu'etrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet les sujets de Sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Païs, Terres, Villes, Ports, Places

1713 Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée, ou sortie, & transport ne sera defendu à tous sujets de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté reciproque puisse être defenduë, limitée ou restrainte par aucun Privilege, Octroi, ou aucune Concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs sujets des Immunitez, Benefices, Dons gratuits, ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre à leur prejudice; & sans que lesdits sujets de part & d'autre soient tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles, ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires, ou Frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traitez autrement, ou plus mal dans les Droits de contablie d'ancreage, du *Sol parisis* & toutes autres charges & impositions, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger, ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les sujets même de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, ou lesdits Droits se levent.

IX. Qu'a l'egard du Commerce du Levant en France & de *vingt pour cent* qui se leve à cette occasion les sujets des Etats Generaux des Provinces Unies joüiront aussi de la même liberté & franchise, que les sujets du Roi Tres-Chrêtien, tellement qu'il sera permis aux dits sujets des Etats Generaux de porter des marchandises du Levant à Marseille, & autres places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni dans l'autre cas lesdits sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit *vingt pour cent*, si non dans les cas, ou les François y sont sujets portant des marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au prejudice des sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Païs Conquis, librement & sans aucun empêchement, du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au remarquement, & ce non obstant tous les Edits, Declarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommement ceux des quinzieme Juillet, & quatorzieme Septembre mil six cent quatre-vingt-sept, portant defenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France ou places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du sel de Brouage; & qui ordonnent, que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mer en vracq en des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels Arrêts demeureront revoquez & annullez.

XI. L'on depêchera reciproquement à la Douane, ou aux Bureaux

eux, tant en France qu'aux Païs des Etats Generaux, egalement & 1713
sans aucune distinction, les sujets de l'une & de l'autre Nation aussi-tôt qu'il sera possible, sans leur causer aucun empêchement ni retardement, quel qu'il puisse être.

XII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouveront toujours les rades, rivieres, ports & havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'Ancre, tant qu'il leurs sera necessaire, sans pouvoir être visitez, à la charge neant-moins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie, par un trop long & affecté sejour, ni autrement, aux Gouverneurs desdites places & ports, auxquels les Capitaines desdits Navires feront savoir la cause de leur sejour.

XIII. Les Navires de Guerre de Sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs sujets, qui auront eté armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les Prises, qu'ils auront faites sur leurs Ennemis, ou bon leur semblera, sans être obligez à aucuns Droits, soit des Sieurs Admiraux, ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites Prises, entrans dans les Havres, ou Ports de Sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrêtées ou saisies, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir: Et au contraire ne sera donnée azile ni retraitte dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de Sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y etans entrez par necessité de tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XIV. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loi d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation, ou autrement; Et leurs Heritiers, Sujets desdits Etats, demeurans tant en France, qu'ailleurs, recueiller leurs Successions mêmes *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette concession leur puisse être contesté, ou empêché sous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou Personnes privées: pourront pareillement sans les dites Lettres de Naturalité s'etablir en toute liberté les sujets desdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucun Droit de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de Sa Majesté en bonne forme, & seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & naturels de Sa Majesté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers, & sera tout le contenu au present Article observé à l'egard des sujets du Roi dans les Païs de l'obeissance desdits Seigneurs Etats.

XV. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les

côtes

1713 côtes de l'autre, & relâchans dans les rades ou ports, par tempête ou autrement, ne feront contraints d'y decharger ou debiter leurs marchandises, ou partie d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns Droits, si non lors qu'ils y dechargeront des marchandises volontairement & de leur gré.

XVI. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les Denrées & marchandises, dont ils feront chargez, ne pourront être saisis, ni arretez, en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion qu'il puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation & defense de l'Etat, & generalement rien ne pourra être pris aux sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on desirera d'eux, en quoi toutesfois n'est entendu de comprendre les saisies & arrets faits par ordre & authorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, contracts ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit, selon la forme de la Justice.

XVII. Tous les sujets & habitans de France & des Provinces-Unies pourront en toute sureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leur marchandises, sans distinction de qui puissent être les proprietaires d'icelles, de leurs ports & Royaumes & Provinces, & aussi des Ports & Royaumes des autres Etats ou Princes, vers les places de ceux qui sont deja ennemis declarez tant de la France, que des Provinces-Unies, ou de l'un de deux, ou qui pourroient les devenir : Comme aussi les mêmes sujets & habitans pourront avec la même sureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux & trafiquer avec leurs marchandises sans distinction de qui puissent être les Proprietaires d'icelles, des lieux, ports & rades de ceux qui sont Ennemis de l'un & de l'autre desdites parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou detourbier, de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites places ennemies vers un lieu neutre, mais d'une place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la jurisdiction d'un même Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XVIII. Ce transport & ce trafic s'etendra à toutes sortes de marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XIX. En ce genre de marchandises de Contrebande s'entend seulement être compris toutes sortes d'armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, saucisses, cercles-poissez, affuts, fourchettes, bandolieres, poudre, mêche, salpêtre, balles, piques, epées, morions, casquets, cuirasses, hallebardes, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers & autres assortimens servans à l'usage de la guerre.

XX. Ne seront compris dans ce genre de marchandises de contrebande, les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, vins, sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture, & sustentation

tion de la vie, mais demeureront libres; comme autres Marchandises & Denrées, non compris en l'Article precedent. & en sera le transport permis, même aux lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, bloquées ou investies. 1713

XXI. Pour l'execution de ce que dessus, il a eté accordé qu'elle se fera en la maniere suivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de Sa Majesté, étant entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulant de là passer à ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenans la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du Séel & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux, d'où ils seront premierement partis, avec la Declaration du lieu où ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, apres laquelle exhibition de leurs passeports en la forme susdite, ils pourront être ni inquietez ni recherchez en leurs voyages, sous quelque pretexte que se soit.

XXII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutes fois vouloir debarquer & rompre leurs Charges; lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eut soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a eté dit ci-dessus.

XXIII. Et audit cas de soupçon apparent, lesdits Sujets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus specifiée.

XXIV. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour eviter tous les desordres, n'approcheront pas plus prés des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au Bord des Navires ou Barques Françoises & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports & Lettres de Mer par le Maitre ou Patron des Navires François en la maniere ci-dessus specifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence tant du Maitre & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoitre, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment tant de la qualité du dit Navire, que de son Maitre & Patron, aux quels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & creance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere

1713 être falſifiées & contrefaites, ſeront donnez certaines marques & contreſeings de Sadite Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux.

XXV. Et en cas que dans leſdits Vaiſſeaux & Barques Françoiſes, deſtinées vers les Havres des Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſe trouvent par les moyens ſusdits quelques Marchandiſes & Denrées de celles qui ſont ci-deſſus declarées de Contrebande & defenduës, elles ſeront dechargées & confiſquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces-Unies ou autres competans, ſans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandiſes & Denrées libres & permiſes, trouvées au même Navire, puiſſent être en aucune façon ſaiſies, ni confiſquées.

XXVI. Il a été outre accordé & convenu, que tout ce qui ſe trouvera chargé par les Sujets de Sa Majeſté en un Navire des Ennemis deſdits Seigneurs Etats, bienque ce ne fut Marchandiſes de Contrebande, ſera confiſqué avec tout ce qui ſe trouvera audit Navire, ſans exception ni reſerve; mais d'ailleurs auſſi ſera libre & affranchi tout ce qui ſera & ſe trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrêtien, encore que la charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf les Marchandiſes de Contrebande, au regard deſquelles on ſe reglera ſelon ce qui a eté diſpoſé aux Articles precedens.

Et pour éclairciſſement plus particulier de cet Article il eſt accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux parties, ou bien l'une d'icelles, fuſſent engagées en Guerre, les Biens appartenans aux Sujets de l'autre Partie, & chargez dans les Navires de ceux qui ſont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des Parties, ne pourront être confiſquez aucunement, à raiſon ou ſous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'obſervera non ſeulement, quand leſdites Denrées y auront eté chargées devant la Declaration de la Guerre, mais même, quand cela ſera fait après laditeDeclaration; pourvû que ç' ait eté dans les temps & les termes qui s'enſuivent; à ſçavoir, ſi elles ont eté chargées dans *la Mer Baltique*, ou dans celle *du Nord*, depuis *Terneuſe*, en Norvegue, juſques au bout de *la Manche*, dans l'eſpace de *quatre ſemaines*, ou *au bout de ladite Manche*, juſques au *Cap de St. Vincent*, dans l'espace de *ſix ſemaines*, & delà dans *la Mer Mediterranée*, & juſques à *la Ligne*, dans l'eſpace de *dix ſemaines*; *& au dela* de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'eſpace de *huit mois*, à compter depuis la publication de la preſente; Tellement que les Marchandiſes & Biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis ne pourront être confiſquez aucunement, durant les termes & dans les étenduës ſusnommées à raiſon du Navire qui eſt Ennemi; ainſi ſeront reſtituez aux Proprietaires ſans aucun delai, ſi ce n'eſt qu'ils ayent eté chargez aprés l'expiration deſdits termes; & pourtant il ne ſera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandiſes de Contrebande que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoi qu'elles fuſſent renduës par la ſusdite raiſon.

Et

Et comme il a eté reglé ci-dessus, qu'un Navire libre affranchira 1713
les Denrées y chargées, il a eté en outre accordé & convenu, que cette liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoi qu'elles fussent Ennemis de l'une & de l'autre des Parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvant dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXVII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies joüiront reciproquement des mêmes Droits, Libertez & Exémptions en leurs Trafics & Commerce dans les Ports, Rades, Mers & Etats de Sa dite Majesté; ce qui vient d'être dit, que les Sujets de Sa Majesté jouïront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en ce cas que ci-après lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Rois, Princes & Etats qui devinssent Ennemis de Sadite Majesté, chacun des deux Parties devant user reciproquement des mêmes Conditions & Restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXVIII. Et pour assurer davantage les Sujets desdits-Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait defense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de Sa Majesté, de ne les molester, ni endommager, en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & Biens des dommages & interêts, & à souffrir jusques à la duë restitution & reparation.

XXIX. Et pour cette cause seront dorenavant les Capitaines & Armateurs obligez, chacun d'eux, avant leur depart, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competans de la somme de quinze mille livres Tournois, pour repondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de Sa Majesté, qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de decheance & nullité desdits Commissions & Congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonneaux & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement aliener, qu'elles n'ayent eté decenduës en Terre en la presence des Juges de l'Amirauté, & après un Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les dites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maitre ou Patron du Navire trouvât bon & agreât de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son Voyage; auquel

1713 cas ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXI. Sa Majesté voulant que les Sujets des dits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tout le Païs de son obeissance aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires, pour faire que les Jugemens & Arrêts, qui seront rendus sur les Prises, qui auront eté faites en Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont il sera question : Et donnera Sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrêts, Jugemens & Ordres de Justice, deja donnez & à donner, soient promptement & duëment executez, selon leurs formes.

XXXII. Et lorsque les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelques autres de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de Sa Majesté, feront plainte desdits Jugements, qui auront eté rendus, Sa Majesté fera revoir lesdits Jugements en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenuës au present Traité auront eté suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus ; & neantmoins avant le premier Jugement, ni après icelui, pendant la Revision, les biens & effets, qui seront reclamez, ne pourront être vendus, ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour eviter le deperissement desdites Marchandises.

XXXIII. Quand Procés sera mû en premiere & seconde instance entre ceux qui auront fait des Prises en Mer, & les Interessez en icelles, & que lesdits interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrêt favorable, le dit Jugement ou Arrèt aura son execution sous caution, non obstant l'Apel d'icelui, qui aura fait la Prise ; mais non au contraire. Et ce qui est dit au present Article & aux precedens, pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les Prises faites en Mer par les Sujets de Sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des Prises faites par leurs Sujets sur ceux de Sa Majesté.

XXXIV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout temps faire construire ou fretter dans les Païs l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur Autorité à ce que lesdits Marchez de Navires & achats de Munitions se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que Sa Majesté, ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission auxdits Ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent Attaquans ou Aggresseurs.

XXXV. Arrivant que des Navires de Guerre, ou des Marchands echouënt par tempête ou autre accident, aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Apparaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant périssables ont

eté

été venduës, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres 1713 ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de Procés, en payant seulement les frais raisonnables & ce qui sera reglé entre lesdits Aliez pour le droit de sauvement: & en cas de contravention au present Article Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent d'employer efficacement leur Autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVI. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul de Païs de leur obeissance aucuns Pirates & Forbans, quels qu'ils puissent être; mais ils les feront poursuivre, punir & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les Biens, pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent, & sans forme de Proces restituez franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVII. Les Habitans de part & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeissance dudit Seign. Roi & des dits Seign. Etats Generaux se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que les dits Juges en seront requis, & sera permis audits Sujets & Habitants de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez ni recherchez.

XXXVIII. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, & si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires, ou autres, ils ne pourront etablir leur demeure, que dans les lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XXXIX. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équippé pour la Commission & pour le service d'un Prince, République ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune Prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent sur les sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cla arrive, Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur Autorité & leur force, pour en faire la restitution ou reparation raisonnablement.

XL. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa forme, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement lesdites Contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chatiez.

XLI. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié

entre

1713 entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il eté accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies, (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucune saisie de leurs Effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLII. L'on previendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'execution du present Traité, & specialement de l'Article septieme, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt cinq ans à commencer du jour de la Signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme & échangées de part & d'autres dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plûtôt, si faire se peut.

XLIV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les Points & Articles, y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous les autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres Places, là où on a accoûtumé de faire les Publications, Verifications & Enregistremens.

Formulaire des Passeports & Lettres de Mer, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.

LOUIS, Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALVT: Savoir faisons, que nous avons donné congé & permission à - - - Maître & Conducteur du Navire, nommé - - - de la Ville de - - - du Port de - - - Tonneaux, ou environ, étant de present au Port & Havre de - - - - de s'en aller à - - - chargé de - - - après que visitation aura eté faite de son Navire, avant que partir fera Serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction des Causes maritimes, comme ledit Vaisseau est appartenant à un ou plusiers des Sujets de Sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des presentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de

de son Equipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & 1713
mettre au Greffe le Rôle, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son Equipage, & de tous ceux, qui s'embarqueront: lesquels il ne pourra embarquer sans le sû & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre, où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé: & leur fera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son Voyage; & portera les Pavillons, Armes & Enseignes du Roi, & les notres, durant son Voyage. En temoin dequoi nous avons fait apposer notre Seing & le Séel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par notre Secretaire de la Marine à - - - jour de - - - mille sept cens

Signé,

LOUIS, Comte de Toulouse.

Et plus bas, par.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus - - - de l'Amirauté de - - - certifions que - - - Maître du Navire, nommé au passeport ci-dessus, a prêté le Serment mentionné en icelui. Fait - - à - - le - - jour de - - - mille sept cens - - -

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques, qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

AUx Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissans, Honorables & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgemaîtres, Echevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront; Nous Bourgemaîtres & Regens de la Ville de - - - savoir faisons, que - - Maître du Navire - - - comparant devant nous a declaré de serment solemnel que le Navire nommé - - - grand environ - - - lastes, sur lequel maintenant il est le Maître, appartient aux Habitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous, en general & en particulier, où le susdits Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de le recevoir benignement & traiter duëment, le souffrant sur les droits accoûtumez des peages & fraix, dans, par & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negocier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoîtrons; en temoin dequoi nous y avons fait apposer le Seau de notre Ville.

 En

1713 En foi dequoi Nous Ambaſſadeurs ſuſdits de Sa Majeſté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms ſigné ces preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. A Utrecht le 11. d'Avril 1713.

Signé,

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) J. v. Randwyck.
(L. S.) W. Buys.
(L. S.) B. v. Duſſen.
(L. S.) C. van Gheel van Spanbroeck.
(L. S.) F. A. Baron de Rheede.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef van Kniphuyſen.

Article ſeparé.

OUtre ce qui a eté conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambaſſadeurs de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'hui onziéme d'Avril mille ſept cens treize, il a eté encore convenu par ce preſent Article ſeparé, qui aura la même force & vertu, que s'il etoit inſeré de mot à mot dans le ſuſdit Traité, que l'impoſition de cinquante ſols par Tonneau, etablie en France ſur les Navires des Etrangers, ceſſera entierement à l'avenir à l'égard des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra deſormais être retablie, en ſorte que les Navires des Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ſeront dechargez de ladite Taxe, ſoit que leſdits Navires aillent droit en France des Païs ou Terres deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'autre endroit, que ce puiſſe étre, ſoit chargez ou à vuide, ſoit auſſi qu'ils ſoient chargez pour decharger dans une ou pluſieurs Places de France, ou bien qu'étant deſtinez pour prendre charge aux lieux où ils auroient deſſein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, ſoit auſſi que leſdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux ſortent des Ports de France, pour s'en retourner chez eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puiſſe étre, chargez ou vuides, ſoit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou pluſieurs Places, puiſqu'il a eté convenu, que ni dans leſdits cas, ni dans aucun autre, qui pourroit arriver, les Navires des Sujets deſdits Seigneurs Etats Generaux ne ſeront pas ſujets à ladite impoſition, mais qu'ils en ſeront & demeureront exempts, tant en venant deſdits Ports de France qu'en y allant.

Excepté ſeulement au cas ſuivant, ſavoir, quand leſdits Navires prendront des Marchandiſes en France, & qu'ils les tranſporteront d'un Port de France en un autre Port de France, pour les y decharger, au quel cas ſeulement, & nullement en aucun autre, les Sujets

deſdits

desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligez de payer ledit Droit 1713
comme les autres Etrangers. Le present Article separé sera ratifié & enregistré de même que le Traité de Commerce.

En foi dequoi Nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons esdits noms signé cet Article separé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. A Utrecht l'onzieme d'Avril 1713.

Signé,

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) J. v. Randwick.
(L. S.) W. Buys.
(L. S.) B. v. Dussen.
(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.
(L. S.) F. A. Baron de Renswoude.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef von Kniphuysen.

Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Tres-Chrêtien, sur ce qui nous a eté representé par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, qu'il seroit bon pour la Navigation & le Commerce de part & d'autre, que les termes prescrits par l'Article troisieme des Traitez de Paix & de Commerce, signez dans cette ville l'onzieme du mois dernier pour la restitution des prises faites de part & d'autre commencassent, non du jour de la publication à faire, comme il a été stipulé dans ledit Atticle troisieme, mais du jour de la signature, comme cela a aussi eté reglé de cette maniere après la paix de Ryswick, nous avons consenti & accordé par ordre de Sa Majesté, que tous les dits termes, tant dans la mer du Nort, que dans les autres endroits, nommez dans le dit Article troisieme, commenceront & seront comptez du dit jour de la signature, & reciproquement Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons consenti & accordé la même chose au nom de nos Superieurs, pour les Sujets de Sa Majesté Tres-Chrêtienne. En foi de quoi nous avons signé le present Acte & y avons fait apposer le Cachet de nos armes. Fait à Utrecht le douzieme de May mil sept cens treize.

Signé:

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Menager.
(L. S.) Willem Buys.
(L. S.) B. v. Dussen.
(L. S.) F. A. Baron de Rhede de Renswoude.
(L. S.) S. v. Goslinga.
(L. S.) Graef van Kniphuysen.

1713 CCLXI.

Tractatus Pacis & Amicitiæ, confectus Ultrajecti die 2. (13.) Julii 1713. inter Serenissimam & Potentissimam Principem, ANNAM, Magnæ Britanniæ Reginam, ab una parte, & Serenissimum & Potentissimum Principem, PHILIPPUM V. Regem Hispaniarum Catholicum, ab altera parte.

CUm supremo rerum omnium Moderatori placuerit, post bellum gravissimum, quod universum quasi Christianum Orbem tot per annos cæde & sanguine funestavit, pro divina sua clementia, Principum belligerantium animos, armorum contentione diu exagitatos, ad pacis tandem & concordiæ studia deflexos componere; cumque *Serenissima ac Potentissima Princeps & Domina, ANNA, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina &c. & Serenissimus ac Potentissimus Princeps & Dominus, PHILIPPUS V. Dei gratia, Hispaniarum Rex Catholicus, &c.* nihil magis in votis habeant, nihil opera vehementiori assequi connitantur, quam ut perantiqua fœderum atque amicitiæ inter Britannos Hispanosque vincula non solum reficiantur, verum etiam novis necessitudinum commodorumque hinc inde firmamentis fortius adstringantur, atque ad longissimam usque posteritatem nexu quasi indissolubili transmittantur; ad negotium tam salutare ac tot nominibus exoptatum feliciter tandem conficiendum, Legatos Extraordinarios ac Plenipotentiarios utrinque suos nominaverunt, & mandatis sufficientibus instruxerunt; scilicet a parte sua, Regina Magnæ Britanniæ reverendum admodum *Johannem* permissione divina, *Episcopum BRISTOLIENSEM, privati Angliæ Sigilli Custodem, Regiæ Majestati a Consiliis Intimis, Decanum Windsoriensem, & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Registrarium;* ut & Nobilissimum, Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum, Dominum *Thomam, Comitem de STRAFFORD, Vice-Comitem de Wentworth, de Wentworth-Woodhuse, & de Staineborough, Baronem de Raby, Regiæ Suæ Majestati a Consiliis Intimis, Ejusdem Legatum Extraordinarium & Plenipotentiarium ad Celsos & Præpotentes Ordines Generales Uniti Belgii, Regiæ Suæ Majestatis Dimachorum Legionis* (vulgo *Regiment*) *Tribunum, & Exercituum regiorum Locum-tenentem Generalem, Primarium Admiralitatis Magnæ Britanniæ & Hiberniæ Dominum Commissarium, ut & Nobilissimi Ordinis Periscelidis Equitem.* A parte autem sua, Rex Catholicus Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum, Dominum *Franciscum Mariam de Paula, Tellez & Giron, Ducem de OSSUNA, Comitem de Urvegna, Marchionem de Pennafiel, Magnum Hispaniæ primæ classis, majorem Regis cubicularium, in Castellæ regnis Notarium majorem, Ordinis Calatravæ Commendatorem & majorem in clavibus, similiterque in Divi Jacobi Ordine Commendatorem, unum ex Grandibus Regi Catholico Philippo V. in cubiculo assistentibus, in Regis Exercitibus Ducem generalem, & in Regalibus corporis custodibus Ducem primum;* ut

&

& Illustrissimum atque Excellentissimum Dominum *Isidorum Cazodo de Avaredo de Rosaler*, *Marchionem de MONTELEONE*, *Vice-Comitem de Alcazar Real*, *in supremo Indiarum Consilio suæ Regiæ Catholicæ Majestatis Senatorem*, *& unum ex nobilibus Regis Cubiculariis:* qui quidem Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, ad tenorem eorum, quæ facta sunt, & de quibus in Aulis tam *Londini* quam *Madriti* per ministros utrinque conventum est, in pacis atque amicitiæ Leges insequentes consenserunt conveneruntque. 1713

Art. I.

Pax sit Christiana, universalis, & perpetua veraque amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem, Annam, Magnæ Brit. Reg. & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Philippum V., Hispaniarum Reg. Catholicum, eorumque Heredes & Successores, nec non utriusque partis regna, status, ditiones & provincias ubicunque sitas, eorumque subditos, eaque ita sincere servetur & colatur, ut neutra pars ad alterius perniciem vel detrimentum, sub quolibet colore, quidquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus, ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, aut juvare quavis ratione possit aut debeat; & contra autem tenebuntur regiæ suæ Majestates alter alterius utilitatem, honorem ac commodum promovere, eoque omni studio consilia sua dirigere, quo mutuis amicitiæ documentis paci nunc initæ nova in dies accedant firmenta.

II. Quandoquidem vero bellum, cui finis pace hac feliciter a Deo impositus est, ab initio susceptum, & tot per annos, vi summa, immensis sumptibus, & occisione prope infinita gestum fuerit, propter ingens periculum, quod libertati salutique totius Europæ, ex nimis arcta regnorum Hispaniæ Galliæque conjunctione impenderet; cumque ad evellendam ex animis hominum sollicitudinem omnem suspicionemque de istiusmodi conjunctione, & ad firmandam stabiliendamque pacem ac tranquillitatem Christiani orbis, justo potentiæ æquilibrio (quod optimum & maxime solidum mutuæ amicitiæ & duraturæ undiquaque concordiæ fundamentum est) tam Rex Catholicus quam Rex Christianissimus, satis justis cautelis provisum esse voluerint, ne regna Hispaniæ & Galliæ unquam sub eodem imperio veniant & uniantur, nec unquam unus & idem utriusque regni Rex fiat, atque eum in finem Majestas sua Catholica, pro se, heredibus & successoribus suis, Juri, Titulo, prætensionique omnimodæ ad coronam Galliæ solemnissime renunciaverit.

(Hier folgen die Spanisch- und Frantzösischen Renunciationen die bereits in dem Friedens-Instrument zwischen Franckreich und Engelland enthalten sind.)

Dicta Sua Majestas Catholica solemnissime renunciationem ex parte sua superius memoratam hisce renovat & confirmat; cumque legis pragmaticæ & fundamentalis vim obtinuerit, spondet denuo, modo, quantum fieri potest, sanctissimo, sese illam inviolabiliter observaturam, observarique curaturam, operamque adeo daturam impensissimam, omnique studio provisuram, ut renunciationes ante

dicta

1713 dictæ irrevocabiliter obſerventur & executioni mandentur, tam ex parte Hiſpaniæ quam ex parte Galliæ; quibus nimirum in pleno vigore ſubſiſtentibus, & bona fide utrinque obſervatis, una cum aliis transactionibus eo ſpectantibus, Coronæ Hiſpaniæ & Galliæ ab invicem ita ſeparatæ erunt & ſejunctæ, ut in unum poſthac coaleſcere nunquam poterint.

III. Sit perpetua utrinque Amneſtia, & oblivio eorum omnium, quæ, durante nupero bello, quocunque loco modove ultro citroque hoſtiliter facta ſunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei cauſa vel prætextu, alter alteri quicquam inimicitiæ aut moleſtiæ, directæ vel indirecte, ſpecie juris, aut via facti, uſpiam inferat, aut inferri patiatur.

IV. Captivi utrinque omnes & ſinguli, cujuſcunque ſtatus ſint aut conditionis, ſtatim a ratihabitione præſentis tractatus, abſque omni redemtionis pretio, ſolutis tantummodo debitis, quæ durante captivitate contraxerint, libertati priſtinæ reſtituentur.

V. Ad majorem inſuper pacis reſtitutæ, fidæque & non temerandæ amicitiæ firmitatem conciliandam, præcidendasque omnes diffidentiæ occaſiones, quæ oriri ullo tempore poſſent ex ſtabilito ſucceſſionis hereditariæ ad regnum Magnæ Britanniæ Jure & ordine, ejuſque limitatione per leges magnæ Britanniæ (regnantibus tum nupero glorioſiſſimæ memoriæ Rege *GUILIELMO tertio*, tum hodierna Domina Regina) latas & ſancitas, ad altememoratæ Dominæ Reginæ progeniem, eaque deficiente, ad Sereniſſimam Principem, *SOPHIAM*, *Electricem Brunſvici Dotariam*, & ejuſdem heredes in linea Proteſtantium *Hannoverana*. Ut igitur dicta ſucceſſio, ſecundum leges Magnæ Britanniæ ſarta tecta maneat, Rex Catholicus ſupramemoratam ſucceſſionis ad regnum Magnæ Britanniæ limitationem ſincere & ſolenniter agnoſcit, eandemque gratam & acceptam ſibi atque heredibus ac ſucceſſoribus ſuis eſſe, ac in perpetuum fore, ſub fide & verbo regis, oppignorato ſuo & ſucceſſorum honore, declarat ſpondetque. Sub eodem quoque verbi Regis ac honoris vinculo promittit Rex Catholicus, neminem unquam præter ipſam Dominam Reginam, Ejuſque ſucceſſores ſecundum limitationis ſeriem, legibus & ſtatutis magnæ Britanniæ ſtabilitam, pro Rege, aut Regina Magnæ Britanniæ per ſe, vel per heredes ac ſucceſſores ſuos agnitum iri aut habitum.

VI. Promittit porro Rex Catholicus, tam ſuo, quam heredum & ſucceſſorum nomine, nullo unquam tempore ſe dictam Magnæ Britanniæ Coronam, ditionesque eidem ſubjectas poſſidentes turbaturos, vel moleſtia aliqua affecturos, neque ullum ullo tempore auxilium, ſuppetias, favorem aut conſilium præſtabit Rex Catholicus antedictus, ejuſque ſucceſſorum aliquis, directe vel indirecte, terra marive, pecunia, armis, munitionibus, apparatu bellico, navibus, milite, Nautis, aliove quoviſmodo, cuicunque perſonæ, aut perſonis, ſi quæ fuerint, quæ quacunque de cauſa aut prætextu, dictæ ſucceſſioni ſeſe in poſterum opponere molientur, ſive aperto Marte, ſive

ſed-

seditionem alendo, conjurationesque conflando contra talem Principem, ac Principes Magnæ Britanniæ Solium, Actorum Parliamenti ibidem sancitorum vigore, occupantes, sive contra illum, aut illam Principem, cui secundum Parliamenti Acta, ut supra dictum est, ad Coronam Magnæ Britanniæ successio patebit. 1713

VII. Redeat & aperiatur ordinaria dispotio Justitiæ per regna & Dominia alterutrius regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque subditis, allegare & obtinere jura, prætensiones & actiones suas, secundum leges, constitutiones, & statuta utriusque regni, speciatim vero si querimoniæ sint de injuriis, aut gravaminibus, vel tempore pacis vel sub initium belli nuperrime confecti, contra Tractatuum tenorem illatis, curabitur quamprimum, ut secundum justitiæ normam damna resarciantur.

VIII. Liber sit usus navigationis & commerciorum inter utriusque regni subditos, prout jam olim erat tempore pacis, & ante nuperrimi belli denunciationem, regnante Catholico *Hispaniarum Rege CAROLO secundo*, gloriosæ memoriæ, secundum amicitiæ, confœderationis, & commerciorum pacta, quæ quondam inita erant inter utramque Nationem, secundum consuetudines antiquas, literas patentes, schedulas, aliaque acta speciatim facta; atque etiam secundum tractatum, vel tractatus commerciorum, qui Madriti jam nunc confecti, aut mox conficiendi sunt.

Cum vero inter alias conditiones pacis generalis, præcipua quædam & fundamentalis regula communi consensu stabilita sit, ut navigationis & commerciorum Usus ad Indias Occidentales Hispanici Juris eodem in statu maneat, quo fuit tempore præfati Regis Catholici Caroli II. Quo igitur regula hæc, fide inviolabili, & modo non temerando in posterum observetur, adeoque præveniantur amoveanturque omnes circa isthoc negocium diffidentiæ, suspicionumque causæ, conventum speciatim statuumque est, quod sive Gallis, seu Nationi cuilibetcunque, quovis nomine, aut quocunque sub prætextu, directe vel indirecte, nulla unquam licentia nullaque omnino facultas dabitur navigandi, mercaturam exercendi, aut *Nigritas*, bona, mercimonia, vel res quascunque in ditiones Americanas Coronæ Hispanicæ parentes introducendi.

Præterquam quod tractatu vel tractatibus commerciorum supradictis, & Juribus ac Privilegiis in pactione quadam concessis, vulgo *el Assiento de Negros* nuncupata, cujus Articulo *duodecimo* mentio facta est, concordatum fuerit; excepto etiam quidquid Rex Catholicus prædictus, vel heredes successoresve ejus pacto seu pactis quibusvis de introductione *Nigritarum* in Indias Occidentales, Hispaniæ obtemperantes, ineundis spondebunt, postquam pactio, sive *el Assiento de Negros* supradicta determinata fuerit.

Utque de navigatione & commercio ad Indias Occidentales, ut supra dictum est, firmius & uberius undiquaque præcautum sit; hisce præterea conventum concordatumque est, quod neque Rex Catholicus, neque heredes successoresque ejus quilibetcunque, ullas ditiones, Domi-

1713 Dominia, sive territoria in America Hispanici Juris, vel ullam eorundem partem, Gallis, sive Nationi alii cuicunque vendent, cedent, oppignorabunt, transferent, aut ullo modo, ullove sub nomine, ab se & Corona Hispacica alienabunt. E contra autem, quo ditiones Americanæ Hispaniæ obtemperantes sartæ tectæ conserventur, spondet Regina magnæ Britanniæ sese operam daturam, opemque laturam Hispanis, ut limites antiqui ditionum suarum Americanarum restituantur, figanturque, prout *Regis* Catholici *CAROLI secundi* supradicti tempore steterant, siquidem compertum ferit, ullo modo, ullove sub prætextu eosdem in parte quacunque effractos, imminutosve esse, ex quo ante dictus *Rex* Catholicus CAROLUS mortem obierit.

IX. Conventum insuper & statutum est pro regula generali, quod omnes & singuli utriusque regni subditi in omnibus terris & locis utrinque circa omnia jura, Impositiones aut Vectigalia quæcunque, personas, merces & mercimonia, naves, naula, nautas, navigationem & commercia coucernentia, iisdem ad minimum privilegiis, libertatibus & immunitatibus utentur, fruentur, parique favore in omnibus gaudebunt, quibus Galliarum subditi, aut amicissima quævis gens extera, utuntur, fruuntur, gaudentque, aut ullo dehinc tempore uti, frui, aut gaudere possint.

X. Rex Catholicus pro se, heredibus & successoribus suis, hisce cedit Coronæ Magnæ Britanniæ plenam integramque proprietatem urbis & arcis *Gibraltar* nuncupatæ, una cum portu, munitionibus, fortalitiisque eodem pertinentibus, dictamque proprietatem habendam, fruendamque dat absolute, cum jure omnimodo in perpetuum, sine ulla exceptione, vel impedimento quolibetcunque.

Quo vero abusus, fraudesque in mercimoniis quibuscunque importandis, evitentur, vult Rex Catholicus, atque intelligendum censet, ut proprietas supra nominata magnæ Britanniæ cedatur, sine jurisdictione quapiam territoriali, & absque communicatione aliqua aperta cum regione circumvicina terram versus.

Quandoquidem vero communicatio cum ora Hispanica maritimo itinere omni tempore nec tuta, neque aperta esse possit, eoque fiat ut milites præsidiarii, aliique incolæ dictæ *urbis Gibraltaricæ* in summas adducantur angustias; cumque Regis Catholici mens solummodo sit, ut fraudulentæ mercium importationes, ut prædictum est, communicatione terrestri impediantur, provisum igitur est, ut commeatum, resque necessarias in usum copiarum præsidiariarum, incolarum, naviumque in portu stantium pecunia numerata in ditione Hispanica circumvicina, iis in casibus emere liceat. Sin vero deprehendantur mercimonia per Gibraltariam, vel permutationis ad victum conquirendum, vel alio quocunque nomine advecta, eadem fisco addicentur, & querimonia ea de re habita, illi, qui contra fœderis hujusce fidem commiserint, severe punientur.

Majestas autem sua Britannica rogatu Regis Catholici consentit, convenitque, ut nec *Judæis*, neque *Mauris*, facultas concedatur

in dicta *Urbe Gibraltarica* sub quocunque prætextu commorandi, 1713
aut domicilia habendi; neque ullum perfugium, neque receptaculum pateat Maurorum navibus bellicis quibuscunque in portu dictæ urbis, quo communicatio ab Hispania ad septam civitatem impediatur, aut oræ Hispaniæ Maurorum excursionibus infestæ reddantur.

Cum vero amicitiæ tractatus, & commerciorum libertas ac frequentia intercedant inter Britannos ditionesque quasdam in ora Africana sitas, intelligendum semper est, quod Mauris, eorumque navigiis, mercaturæ solum exercendæ gratia, introitus in portum Gibraltaricum a subditis Britannicis denegari nequit.

Promittit insuper Majestas sua, Regina Magnæ Britanniæ, ut incolis præfatæ urbis Romano-Catholicis religionis suæ liber usus indulgeatur.

Quod si vero Coronæ Magnæ Britanniæ commodum olim visum fuerit, donare, vendere, aut quoque modo ab se abalienare dictæ urbis Gibraltaricæ proprietatem, conventum hisce concordatumque est, ut prima ante alios ejus redimendæ optio Coronæ Hispanicæ semper deferatur.

XI. Rex porro Catholicus, pro se, heredibus & successoribus suis, cedit pariter Coronæ Magnæ Britanniæ totam Insulam *Minorcæ*, ad eamque transfert in perpetuum jus omne, Dominiumque plenissimum super dictam Insulam, speciatim vero super urbem, arcem, portum & munitiones sinus Minoricensis, vulgo *Porto-Mahon*, una cum aliis portubus, locis oppidisque, in præfata insula sitis.

Provisum tamen est, ut in Articulo suprascripto, quod nullum perfugium, neque receptaculum patebit Maurorum navibus bellicis quibuscunque in *Portu Mahonis*, aut in alio quovis portu dictæ insulæ Minorcæ, quo oræ Hispanicæ ipsorum excursionibus infestæ reddantur; quinimo commercandi solummodo causa, secundum pacta conventa, Mauris eorumque navigiis introitus in Insulam præfatam permittetur.

Promittit etiam ex sua parte Regina Magnæ Britanniæ quod si quando insulam *Minorcæ*, & portus, oppida, locaque in eadem sita a Corona regnorum suorum quovis modo alienari in posterum contigerit, dabitur Coronæ Hispanicæ, ante nationem aliam quamcunque, prima optio, possessionem & proprietatem præmemoratæ Insulæ redimendi.

Spondet insuper Regia sua Majestas Magnæ Britanniæ, sese facturam, ut incolæ omnes Insulæ præfatæ, tam Ecclesiastici quam seculares, bonis suis universis & honoribus tuto pacateque fruantur, atque religionis Romano-Catholicæ liber usus iis permittatur: Utque etiam ejusmodi rationes ineantur ad tuendam Religionem prædictam in eadem Insula, quæ a Gubernatione civili, atque a legibus Magnæ Britanniæ penitus abhorrere non videatur. Poterunt etiam suis honoribus & bonis frui, qui nunc suæ Catholicæ Majestatis servitio addicti sunt, etiamsi in eodem permanserint, & liceat cui-

cun-

1713 cunque, qui præfatam relinquere voluerit, bona sua vendere, & libere in Hispaniam transvehere.

XII. Rex Catholicus hisce dat porro, conceditque Majestati suæ Britannicæ, & societati subditorum suorum, ad id constitutæ, exclusis tam subditis Hispanicis, quam aliis omnibus, pactionem de introducendis Nigritis in partes diversas ditionum Majestatis suæ Catholicæ in America, vulgo *el Pacto de el Assiento de Negros*, per triginta annorum spatium, continuata serie, initio facto a *primo* die Mensis *Maji*, anno *millesimo septingentesimo decimo tertio*, iisdem sub conditionibus quibus eâdem fruebantur Galli, aut ullo tempore frui poterant, vel debuerant; una cum tractu, sive tractibus terræ a dicto Rege Catholico designandis, & societati præfatæ, vulgo *la Compannia de el Assiento*, tribuendis, in loco quodam commodo ad fluvium *Rio de la Plata* nominatum (nullis vectigalibus reditibusve a dicta societate, durante pactionis suprамemoratæ tempore, haud tamen diutius, eo nomine pendendis;) Quin etiam ea societatis prædictæ sedes, sive tractus terræ idonei erunt, sufficientque, ut ibi colatur, seraturque, & pecora pascantur ad nutriendos eos, qui dictæ societati serviunt, eorumque Nigritas; utque ibidem in tuto custodiantur dicti Nigritæ, quoad divenditi fuerint; atque insuper ut ibi naves ad dictam societatem spectantes prope ad terram appellent, & ab omi periculo tectæ conserventur. Regi autem Catholico fas semper sit, in dicto loco, seu sede officiarium constituere, qui ne quid admittatur, factiteturve, regiis suis commodis contrarium, observet; omnesque qui eo loci res dictæ Societatis curæ habent, aut qui ad eam pertinent, prædicti Officiarii Inspectioni subjecti erunt, quoad ea omnia, quæ ad terræ tractus supramemoratos spectant. Sin autem dubia quædam, difficultates, sive controversiæ suboriantur inter dictum Officiarium & rerum Societatis sæpe memoratæ Curatores, ad urbis *Buenos Ayres* dictæ præfectum deferentur, ab eodem dijudicandæ. Voluit præterea Rex Catholicus alia quædam commoda eximia dictæ Societati concedere, quæ plenius fusiusque explicantur in pactione illa *el Assiento de Negros* nuncupata, quæ facta & conclusa fuit Madriti *vigesimo sexto* die mensis *Martii* Anni præsentis 1713. Quæ quidem pactio, sive *el Assiento de Negros*, omnesque clausulæ, conditiones, privilegia, atque immunitates in eadem contentæ, quæ huic articulo haudquaquam contrariæ sunt, censentur ac censebuntur pars esse hujusce tractatus, eodem modo ac si ad verbum hic insertæ fuissent.

XIII. Quandoquidem Regina Magnæ Britanniæ summo cum studio instare, atque urgere non destitit, ut incolæ omnes Principatus Cataloniæ, cujuscunque status aut conditionis sint, non solum plenam perpetuamque eorum omnium, quæ flagrante nupero bello acta sunt, oblivionem consequerentur, atque intemerata bonorum suorum omnium ac honorum possessione fruerentur; verum etiam Privilegia sua antiqua illæsa intactaque conservarent; Rex Catholi-

cus

cus in gratiam dictæ suæ Majestatis Britannicæ hisce concedit Cataloniæ Incolis quibuscunque, confirmatque non solum Amnestiam desideratam una cum plena possessione bonorum suorum omnium honorumque, sed etiam privilegia ea omnia iis dat conceditque, quibus Castiliæ utriusque incolæ, e cunctis Hispaniarum populis Regi Catholico imprimis dilecti, fruuntur ac gaudent, aut in posterum frui ac gaudere possint. 1713

XIV. Quandoquidem etiam Rex Catholicus, rogatu Regiæ suæ Majestatis Britannicæ, regnum Siciliæ Celsitudini suæ Regiæ VICTORI AMADÆO, Duci Sabaudiæ, cedere voluerit, atque per tractatum inter dictam Regiam Catholicam Majestatem, & Regiam Celsitudinem Sabaudiæ, hodie initum, dictum regnum cedit, antedicta sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ promittit spondetque, sese omni studio curaturam, ut deficientibus ex Domo Sabaudiæ heredibus masculis, præfati Siciliæ regni possessio ad Coronam Hispanicam denuo revertatur, consentitque præterea antememorata sua Regia Majestas Britannica, ut regnum Siciliæ, nullo sub prætextu, nulloque prorsus modo alienari, donarive possit Principi, aut statui cuilibetcunque, præterquam Regi Hispaniæ Catholico, & heredibus ac successoribus suis. Cum vero Rex Catholicus Regiæ suæ Majestati testatum fecerit, & rationi consentaneum, & sibi acceptum fore, ut non solum regni Siciliæ subditi, quanquam in ditionibus Hispaniæ degant, & dictæ Majestatis suæ Catholicæ servitio sese addixerint, sed etiam Hispani, aliique subditi Hispanici, qui bona forte & honores in præfato Siciliæ regno habuerint, dictis suis bonis honoribusque absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentiæ a regno sæpe memorato vexentur, inquietenturve. Cumque ex sua etiam parte supra dictus Rex Catholicus libenter promittit, sese vicissim consensurum, ut dicti regni Siciliæ, aliique præfatæ suæ Regiæ Celsitudinis subditi, si forte bona honoresque habuerint in Hispania, aliisque ditionibus Hispaniæ parentibus, iisdem pariter absque ulla diminutione perfruantur, & nullatenus sub prætextu personalis absentiæ vexentur inquietenturve. Spondet itaque Regia sua Majestas Britannica, sese operam collaturam, suisque Ultrajecti ad Rhenum agentibus Legatis extraordinariis & Plenipotentiariis in mandatis daturam, ut officia sua efficacissima interponant, quo Rex Catholicus & Regia sua Celsitudo super hac re inter se mutuo conveniant, & modo utrinque quam commodissimo de eadem caveant, provideantque.

XV. Regiæ Suæ Majestates utrinque renovant confirmantque tractatus omnes pacis, amicitiæ, confœderationis & commerciorum, inter coronas Magnæ Britanniæ atque Hispaniæ initos antehac & conclusos; ac præsenti hoc fœdere renovantur confirmanturque dicti tractatus modo tam amplo explicatoque, ac si jam nunc sigillatim inserti fuissent, in quantum scilicet tractatibus pacis ac commerciorum novissime factis signatisque contrarii haud reperiuntur. Præsertim vero hoc pacis tractatu confirmantur corroboranturque pacta, fœdera conventionesque, tam quæ commerciorum & navigationis usum in

1713 Europa, alibique, quam quæ Nigritarum introductionem in Americam Hiſpanicam ſpectant, quæque Madriti inter utramque nationem aut jam initæ ſunt, aut quantocius ineundæ. Quandoquidem vero ex parte Hiſpaniæ urgetur, jura quædam piſcationis ad Inſulam *Terræ novæ* exercendæ, ad Cantabros, aliosve Regis Catholici ſubditos pertinere, conſentit convenitque Majeſtas ſua Britannica, ut privilegia omnia, quæ Cantabri, aliive Hiſpaniæ populi, jure ſibi vindicare poterunt, ipſis ſarta tecta conſerventur.

XVI. Quandoquidem in conventione de armiſtitio inſtituendo a die undecimo (vigeſimo ſecundo) Menſis Auguſti proxime præteriti, inter Regiam ſuam Majeſtatem Magnæ Britanniæ & Regem Chriſtianiſſimum, in quatuor menſes facta, quam quidem Rex quoque Catholicus aſſenſu ſuo comprobavit, atque hiſce porro comprobat, quæque alio quodam pacto in diem usque undecimum (vigeſimum ſecundum) menſis Aprilis anni præſentis prorogata fuit, inter alias conditiones expreſſe ſtipulatum ſit, quibus in caſibus naves, merces, aliaque bona mobilia hinc inde capta, aut in prædam occupanti cederent, aut priori Domino reſtituerentur; Conventum idcirco eſt, quod illis in caſibus antedicti armiſtitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque iſtiusmodi capturas, ſive in maribus Britannicis & Septentrionalibus, ſive alibi locorum factas, concernentia, ad earundem tenorem bona fide fient.

XVII. Si vero accidat per incogitantiam, aut imprudentiam, aut aliam quamlibet cauſam, ut quivis ſubditus alterutrius prædictarum Regiarum Majeſtatum, faciat, aut committat aliquid terra, mari, aut aquis dulcibus, ubivis gentium, quo minus obſervetur præſens tractatus, aut quo particularis aliquis articulus ejusdem effectum ſuum non ſortiatur, hæc pax & bona correſpondentia inter Dominam Reginam Magnæ Brit. & Dominum Regem Catholicum non idcirco interrumpetur, aut infringetur, ſed in priſtino ſuo robore, firmitate & vigore manebit. Subditus autem iſte ſolummodo de ſuo proprio facto reſpondebit, & pœnas perſolvet inflictas per leges & præſcripta juris gentium.

XVIII. Sin autem (quod omen Deus optimus avertat) ſopitæ ſimultates inter dictas Regias Majeſtates aliquando renoventur, & in apertum bellum erumpant; ſubditorum utriusque partis naves, merces ac bona quævis, mobilia atque immobilia, quæ in portubus atque in ditione partis adverſæ hærere atque extare deprehendentur, fiſco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur; ſed dictis ſubditis alterutrius dictarum Regiarum Majeſtatum ſemeſtre ſpatium integrum hinc inde concedatur, quo res prædictas, ac aliud quidvis ex ſuis facultatibus vendant, aut quo libitum erit, citra ullam moleſtiam inde avehant, ac transferant, ſeque ipſos inde recipiant.

XIX. Reges, Principes & ſtatus, Articulis ſequentibus indigitati, ut & alii, qui ante ratihabitionum permutationem, vel intra ſex menſes poſtea, ab una alteraque parte, ex communi conſenſu nominabuntur, ſibi perſuaſum habentibus altememoratis Regiis Majeſtatibus, eos

dispoſi-

dispositiones per hunc tractatum factas & stabilitas agnituros, in eo- 1713
dem, pro amicitiæ reciprocæ testimonio, includentur & comprehendentur.

XX. Quidquid in compositione pacis, inter Sacram Regiam Majestatem Hispaniæ, & Sacram Regiam Majestatem Lusitaniæ proxime ineundæ, contentum fuerit, prævia Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ approbatione, hujus tractatus pars essentialis esse censebitur, perinde atque hic transscriptum esset ad verbum. Sua insuper Regia Majestas Magnæ Britanniæ sese offert sponsorem sive Guarantem fore prædictæ pacis compositionis, quod illa reapse conceptisque verbis præstare spondet, eum in finem, ut inviolatius sanctiusque servetur.

XXI. Tractatus pacis hodie initus inter S. Regiam Majestatem Catholicam, & Regiam suam Celsitudinem Sabaudiæ Ducem, in hoc tractatu specialiter, tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perinde ac si eidem verbotenus insertus esset, declarante per expressum Regia sua Majestate Magnæ Britanniæ, sese ad promissas in eodem assertionis & guarantiæ stipulationes teneri velle.

XXII. Serenissimus Rex Sueciæ, cum suis regnis, ditionibus, provinciis & juribus, ut & Serenissimi Principes, magnus Dux Hetruriæ, & Dux Parmæ, una cum eorundem populis & subditis, atque subditorum in re commerciorum libertatibus & compendiis, huic tractatui omni meliori modo inclusi sunt.

XXIII. Serenissima Respublica Veneta, ob æqualitatis fœdera durante hoc bello inter partes belligerantes exacte servata, & ob plurima humanitatis officia præstita, inviolata semper manente sua, statuumque ac dominiorum suorum dignitate, potestate & securitate, tanquam communis amica, & cui Regiæ suæ Majestates sinceræ amicitiæ vices, prout res ejusdem exegerint, omni tempore referre cupiunt, in hoc tractatu specialiter, optimo, quo fieri potest, modo, comprehensa & inclusa sit.

XXIV. Serenissimam Rempublicam Genuensem, quæ constanti neutralitate durante hoc bello observatam utriusque Coronæ Britannicæ & Hispanicæ amicitiam coluit, & nexuit antiquam, in præsenti tractatu comprehendi placuit; ut hujusce pacis beneficium ad omne id, quod sua interest, extendatur, ejusque subditi, qua jampridem, & vivente Carolo secundo Hispaniarum Rege Catholico, eadem in posterum commerciorum libertate in omnibus, & ubique integre perfruantur.

XXV. Civitas itidem Gedanensis hisce pactis eo cum effectu includitur, ut pristinis emolumentis, quibus in re commerciorum sive per tractatus, sive per vetustam consuetudinem in utroque regno antehac usa fuerit, in posterum quoque gaudere queat.

XXVI. Præsentes tractatus solemnes & rite confectæ ratihabitiones, intra sex hebdomadum spatium, a die subscriptionis computandum, vel citius si fieri poterit, utrinque exhibeantur, & reciproce debiteque commutentur.

1713 In quorum omnium fidem, Legati Extraordinarii ac Plenipotentiarii supramemorati, exhibitis utrinque ac rite commutatis Plenipotentiarum suarum tabulis, præsentem hunc tractatum subscripserunt, & sigillis suis muniverunt, Trajecti ad Rhenum, die secundo (decimo tertio) Mensis Julii anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L.S.) Joh. Bristol. C.P.S. (L.S.) Duc de Ossuna.

(L.S.) Strafford. (L.S.) El Marque de Monteleone.

Primus Articulus Separatus.

PRæter ea, quæ per tractatum Madriti die 27. Martii nuperrime elapsi, inter Dominum Baronem de LEXINGTON, ex parte Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, & Dominum Marchionem de BEDMAR, ex parte Regiæ Majestatis Catholicæ, conventa sunt & stipulata, hoc insuper articulo separato, qui ejusdem roboris erit, ac si tractatui inter Regias suas Majestates hodie inito verbotenus esset insertus, conventum & concordatum est, quod cum S. Regia Majestas Catholica omnino sibi propositum habeat, & per præsentes ex parte sua solenniter spondeat, se in ullarum cujuscunque generis, aut ubicunque sitarum ditionum, provinciarum, aut terrarum, ad coronam Hispaniæ spectantium, alienationem ulteriorem non esse consensuram, proinde Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ ex parte sua reciproce spondet, velle se in iis rationibus & consiliis persistere, quibus ab ipsa provisum cautumque est, ne quis ex partibus belligerantibus, in pace ineunda ulteriorem partis alicujus Monarchiæ Hispaniæ avulsionem a Regia sua Majestate Catholica exigat, aut adipiscatur; quin postulata istiusmodi nova denegante Sua Majestate Catholica, eo istud negotium directuram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ut ab iisdem penitus desistatur. Et cum Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ e re communi visum sit, ut inter Majestatem suam Britannicam, Regem Catholicum & Regem Lusitaniæ securitati provideatur, consensum suum ad opus tam salutare per præsentes præbet Sua Majestas Catholica, & contestatum facit.

Hic articulus ratus habebitur, & ratihabitionum permutatio fiet Trajecti ad Rhenum intra sex hebdomadas, & citius, si fieri potest.

In quorum fidem nos Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Regiarum Majestatum Britannicæ & Catholicæ, vigore Plenipotentiarum hodie commutatarum, præsentem articulum subscripsimus & sigillis nostris communivimus, Trajecti ad Rhenum die secundo (decimo tertio) mensis Julii, anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio.

(L.S.) Joh. Bristol. C.P.S. (L.S.) Duc d'Ossuna.

(L.S.) Strafford. (L.S.) Marque de Monteleone.

Secun-

1713

Secundus Articulus Separatus.

Ut constaret quanti Sua Sacra Majestas Regina Magnæ Britanniæ D. Principissam URSINI faciat, jam articulo vigesimo primo conventionum pacificatoriarum inter Baronem de LEXINGTON, ex parte dictæ Majestatis Britannicæ, & Marchionem a BEDMAR, a parte Majestatis suæ Catholicæ, Madriti die vigesimo septimo Martii proxime elapsi firmatarum, dicta sua Majestas, Regina Magnæ Britanniæ se obligavit, ut præsenti articulo, pro se & successoribus suis, iterum se obligat, promittit & spondet, se effecturam & realiter procuraturam, ut statim, & nulla interposita mora, dicta Domina Principissa Ursini mittatur in realem & actualem possessionem Ducatus Limburgi, aut aliarum ditionum, quæ in Belgicis Provinciis ad plenam dictæ Principissæ Ursini satisfactionem subrogabuntur, cum omnimoda, absoluta & independenti superioritate, ab omni feudi & alio quocunque vinculo soluta, quæ redituum triginta millium scutorum annuatim reddant, secundum formam & tenorem & ad mentem diplomatis a dicta Regia Majestate Catholica dictæ Dominæ Principissæ, die vigesimo octavo Septembris anni 1711. concessi. &c. &c.

CCLXIII.

Utrechtischer Friedens-Tractat zwischen Spanien und Savoyen. An. 1713.

EN el nombre de la santissima Trinidad, sea notorio a todos los presentes, y avenir, que haviendo placido a Dios, despues de una tan larga, y sangrienta guerra, que ha causado la efusion de tanta sangre Christiana, y la desolacion de tantos Estados, inspirar à las Potencias que en ella se han interesado un sincero desseo de la Paz, y del restablecimiento de la tranquilidad publica, y que las Negociaciones empeçadas a este fin en Utrecht per el desuelo de la Serenissima, y Poderosissima Princesa Anna, por la Gracia de Dios, Reyna de la Gran Bretanna, hayan per su prudente conducta llegado al punto de la conclusion de una Paz, la qual quiriendo establecer la perpetua, el Serenissimo, y

IM Nahmen der Hochheiligen Dreyfaltigkeit sey hiermit kund und zu wissen allen gegenwärtigen und zukünfftigen; Daß, nachdem es GOtt gefallen hat, nach einem so langen und blutigen Kriege, welcher die Vergiessung so vieles Christen-Blutes, und die Verwüstung so mancher Provinzien verursachet, in den Hertzen der Souverains ein aufrichtiges Verlangen nach dem Frieden zu Wieder-Herstellung der gemeinen Ruhe zu erwecken; und dann die dieserwegen zu Utrecht durch die Wachsamkeit der Durchl. und Großmächtigsten Princeßin ANNA, von GOttes Gnaden Königin in Groß-Britannien, angestellte Handlung durch ihre kluge Aufführung zu dem erwünschten Endzweck, welcher in Schliessung des Friedens bestehet, gebracht worden

1713 Poderosissimo Principe Phelipe V. por la gracia de Dios, Rey Catol. de Espanna &c. que siempre hâ buscado cuydadoso los medos de restablecer el reposo general de la Europa, y la tranquilidad en Espanna, y Su Alteza Real Victor Amade II. por la gracia de Dios, Duque de Saboya, Rey de Chipre &c. que tambien hà desseado concurrir con una obra tan saludable, y anhelado ardentemente siempre bolver a estrechar por una Paz, y una perpêtua Aliança los preciosos núdos, que tan gloriosamente unen a S. A. R. y su Casa a S. M. C. han dado a este fin sus amplios Poderes, para tratar, firmar, y concluir el Tratado de Paz, y de Aliança; es a saber S. Mag. Cat. à los Excelentiss. Sennores Dn. Francisco Maria de Paula, Teles, Giron, Venavides, Carrillo, y Toledo, Ponce de Leon, Duque de Ossuna, Conde de Vrenna, Marquez de Penafiel, Gentilhombre de la Camara de S. Mag. Cat. Camarero, y Copero mayor, Notario mayor de los Reynos de Castilla, Cavallero de la Orden de Calatrava, Clavero mayor de la misma Orden, y Cavalleria, y Comendador de ella, y de la de Usagre en la de S. Tiago, Capitan de la primera Compannia Espannola de las Reales Guardias de Corps; Y Don Isidro Casado de Asevedo, y Rosales, Marquez de Monteleon, del Consejo de Indias, sus Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios en dicho Congress de Utrecht; Y S. A. R. de Saboya a sus Excelencias, el Sr. Anibal Conde de Maffei, Gentilhombre de la Cama-

den ist: So haben, um solchen Frieden zu verewigen, der Durchl. und Großmächtigste Fürst, PHILIPP der V. von GOttes Gnaden König in Spanien 2c. welcher allezeit die Mittel zu Wiederherstellung der allgemeinen Ruhe von Europa und die Sicherheit in Spanien sorgfältigst gesuchet hat; und Sr. Kön. Hoheit VICTOR AMADEUS II. von GOttes Gnaden Hertzog von Savoyen, König in Cypern 2c. welcher gleichfalls zu einem so heilsamen Werck beyzutreten, und besonders durch einen Frieden und beständiges Bündnis die schätzbare Verknüpffung, welche Se. Königl. Hoheit und Dero Hauß an Se. Cathol. Majest. so rühmlich binden, glücklich zu erneuern, ein eifriges Verlangen gehabt hat: Beyderseits Dero ausführliche Vollmachten, um solchen Frieden und Bündnis zu vergleichen, zu schließen und zu vollenden, dieserwegen ertheilet: Und zwar Sr. Cathol. Majest. denen vortrefflichen Herren, Don Francisco Mariæ de PAULA, Teles, Giron, Venavides, Carillo und Toledo, Ponce von Leon, Hertzog von OSSUNA, Graf von Vrenna, Marquis von Penafiel, Sr. Cathol. Majestät Cammer-Herr, Cämmerer und Ober-Schenck, Groß-Notarius der Königreiche Castilien, Ritter des Ordens Calatrava, Groß-Schlüssel-Meister und Commendor von eben diesem Orden, wie auch von dem Orden de Usagre und St. Jago, *Capitain* der fordersten Spanischen *Compagnie* der Kön. Leib-*Guarde*; und Don Isidoro Casado de Asevedo Rosales, Marquis von MONTELEONE, des Raths der Indien; Dero auserordentlichen Abgesandten und Bevollmächtigten zu ermeld-

ta y primer Cavalleriço de su dicha Alteza Real, Cavallero de la Orden de St. Mauricio y St. Lazaro, Coronel de su Regimiento de Infanteria, General de Batalla en sus Exercitos, su Embiado Extraordinario cerca de Su Mag. Britanica; el Sr. Ignacio Solar de Morete, Marquez del Burgo, Gentilhombre de la Camara de su dicha Alteza Real, Cavallero Gran Cruz de la Orden de S. Mauricio, y S. Lazaro, su Embiado Extraordinario cerca de los Sr. Estados Generales de las Provincias unidas de los Paizes-Baxos; y el Sr. Pedro Mellarede, sennor de la Casa fuerte de Jordan, Consejero de Estado de su dicha Alteza Real, sus Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotenciarios endicho Congresso de Utrecht; los quales despues de haverse comunicado sus dichos plenos poderes, cujas copias serán insertas palabra por palabra al fin deste tratado, y despues de haverse hecho el cambio de dichos Poderes authenticos, han convenido en los articulos siguientes, en presencia de sus Excelencias el Sr. Obispo de Bristol, y el Sr. Conde de Strafford, Embaxadores Extraordinarios, y Plenipotonciarios de la Reyna de la Gran Bretanna, y en consequencia de lo que se hizo, y en loque se convino en la Corte de Madrid, como assi mismo en la de Londres por sus Ministros.

ermeldten *Congress* zu Utrecht: 1713
Dann Sr. Kön. Hoh. von Savoyen, Ihren Excellenzien, dem Hrn. Grafen von MAFFEI, Cammer-Herrn und Ober-Stallmeister bey ermeldter Sr. Kön. Hoh. Ritter des Ordens von S. Mauritio und S. Lazaro, Obrister Dero Regiments zu Fuß, General de Bataille bey Dero Armeen, ausserordentlichen Abgesandten bey der Königin von Groß-Britannien Maj. Und dem Herrn Ignatio Solar de Morete, Marquis del BORGO, ermeldter Sr. Kön. Hoheit Cammer-Herrn, Rittern vom Grossen Creutz des Ordens von S. Mauritio und S. Lazaro, Dero ausserordentlichen Abgesandten bey denen Herren General-Staaten der vereinigten Niederlande; Und dem Hrn. Peter MELLAREDE, Herrn des Schlosses vom Jordan, Sr. Königl. Hoheit Staats-Rath; Dero ausserordentlichen Abgesandten und Bevollmächtigten bey dem Congreß zu Utrecht. Welche, nachdem sie sich untereinander ihre ertheilten Vollmachten, deren Abschrifft unten zu Ende dieses Tractats von Worten zu Worten eingebracht werden wird, vorgezeigt, und gegen einander originaliter ausgewechselt; haben sie sich in Gegenwart Ihrer Excellenzien des Hrn. Bischoffs von Bristol und des Hrn. Grafen von Strafford, ausserordentlichen Abgesandten und Bevollmächtigten der Königin von Groß-Britannien, nach dem Fuß dessen, was vorher beydes am Hof zu Madrit so wohl, als zu Londen, durch beyderseitige Ministros verabredet worden, verglichen und vereiniget über nachstehende Articul:

1713

Art. I.

Havrà deaqui adelante, una buena, firme, y durable Paz, confederacion, y perpetua Aliança, y amistad entre S. Mag. Cat. sus Hijos nacidos, y por nacer, sus Descendientes, y sus Reynos de una parte, y S. A. R. de Saboya, sus Hijos nacidos, y por nacer, y sus subcessores, y Estados de otra, procurando de todo su poder el bien, el honor, y la avantaja de uno, y otro, y evitando quando les serà possible, loque podra causarlos reciprocamente algun danno.

II. En consequencia de esta paz, y buena union, cesaràn de una parte, y otra todos los actos de hostilidad, por màr y tierra, sin excepcion de lugares, ni de personas, y todos los motivos de mala inteligencia, quedaràn apagados y abolidos para siempre, y avrà de una parte, y otra, un olvido, y perdon perpetuo de todo lo hecho durante la presente Guerra, ô à su occasion, sin que puedan en adelante, directa, o indirectamente, hazer alguna inquisicion sobre esto, por qual quiera via, ô debaxo de qual quier pretexto que sea, ni manifestar algun resentimiento, ni pretender ninguna suerte de reparacion.

III. Por las mismas razones, y por los mismos motivos del bien publico de la Paz, del reposo, y del équilibrio de la Europa y de la tranquilidad del Reyno Espanna an particular, que S. Mag. Cat. ha hecho

Art. I.

Es soll von nun an und ins künfftige ein guter, vester und beständiger Friede, Verbindung und fortwährendes Bündnis und Freundschafft seyn, zwischen Sr. Cath. Maj. Dero jetzigen u. künfftigen Erben, Nachkom̃en und Reichen an einem, dañ Sr. Kön. Hoh. von Savoyen, jetzigen und künfftigen Erben, Nachfolgern u. Staaten am andern Theil: Dergestalt, daß jeder des andern Wohlseyn, Ehre u. Nutzen von gantzen Kräfften befördern, und so viel möglich dasjenige, was beyderseits einigen Schaden verursachen könnte, sorgfältig vermeiden möge.

II. Vermöge dieses Frieden und guter Vertraulichkeit, sollen auf einer und anderer Seiten aufhören alle feindliche Handlungen, zu Wasser und Land, ohne Ausnahme der Orten und Personen; nicht weniger sollen alle Bewegungen zu einigem Mißtrauen abgethan, und auf immer verloschen bleiben. Auch wird hierdurch beyderseits eingeführet volle Vergessenheit u. Vergebung alles desjenigen, was in Zeit gegenwärtigen Kriegs, oder bey dessen Gelegenheit geschehen ist, ohne daß künfftig, gerade zu oder durch Umwege, dürffte hierüber angestellet werden einige Nachforschung, in welchem Weg oder Prätext es immer sey, noch auch einige Anthung gezeigt, oder einiger Art Wiedererstattung gefordert werden.

III. Aus eben diesen Ursachen Bewegungen des gemeinen Besten, welches aus dem Frieden, der Ruhe, und dem Æquilibrio von Europa, so wohl überhaupt, als ins besondere aus Beruhigung, des Königreichs Spanien entsteht; Hat

1713

por si, y por todos sus descendientes para siempre la renonciacion de la Corona de Francia, en cinco de Nov. de 1712. y el reconocimiento y declaracion que S. Mag. Cat. ha hecho por el mismo Acto, passado por Ley en 8. de Março proximo passado, que en defecto de sus Descendientes asegura la succession de la Corona de Espanna, y delas Indias, à S. A. R. de Saboya, y a sus Descendientes Varones, nacidos de constante, y legitimo matrimonio, y subcessivamente à los Varones de la casa de Saboya, y à sus Descendientes Varones, nacidos de constante, y legitimo matrimonio, exclayendo qualquiera otra casa, por las mismas razones, y motivos, que sehan de tener aqui expressados; sehà convenido, y estipulado expressamente por el presente, que el dicho Acto de 5. de Noviembre, deve hazer, y ser tenido, como haze, y és tenido per una partida Exempcial de esto Tratado, como tambien el Acto de 9. del dicho mez de Noviembre, hecho per las Cortes de Espanna, que han passado, aprovado, y confirmado el dicho Acto de S. Mag. Cat. y la dicha Ley hecha en su consequencia en 8. de Março proximo passado, y publicada el mismo dia, hara tambien parte exempcial de este Tratado, y todo segun las clausulas especificadas, y explicadas en los dichos Actos, de los quales El Rey Catholico, harà entregar à S. A. R. dentro de tres mezes las expediciones authenticas, y de todos los otros Actos, hechos a este asumpto, como tambien

Hat Se. Cathol. Maj. für sich und alle Dero Nachkommen vor allezeit die Entsagung auf die Crone Franckreich vom 5. Nov. 1712. wie auch die Recognition und Erkläh-rung, welche besagte Sr. Cath. M. zum Behuff derselben ausgestellet, da ermeldte Entsagung am 8. des letzt verwichenen Mertz-Monaths zu einem beständigen Gesetz dergestalt erwachsen ist, daß bey Ermangelung Dero Descendenz die Erbfolge auf die Crone Spanien und beyder Indien, an Sr. Kön. Hoh. von Savoyen und Dero männliche Nachkomen, aus beständigen und rechtmäßigen Ehen gebohren, und nachmahls an jede männliche Folge im Hause Savoyen, aus beständigen und rechtmäßigen Ehe-Bette entsprossen, mit Ausschliessung aller andern Häußer, aus eben denen Ursachen und Bewegungs-Gründen, welche allda ausgedrucket sind, versichert worden; und hat man sich daher verglichen und ausdrücklich stipulirt, Vermöge dieses Instruments, daß ermeldte Acte vom 5. Nov. soll gehalten werden, wie sie auch hiermit gehalten wird vor ein essentiel-St. gegenwärtigen Tract. so wohl, als die Acte vom 9. des ermeld. Nov. Mo. gemacht, paßiret, approbirt, und confirmirt durch die Cortes von Spanien. Nicht weniger soll ermeldtes am 8. nechst verwichenen Mertz Monaths hierauf gemachte, paßirte, und an eben dem Tag publicirte Gesetz, ein essentiel-Stück vom gegenwärtigen Tractat ausmachen. Alles nach den Clausulen, die in sothanen Acten gemeldet und des mehrern erklähret worden. Es wird auch der Cath. König binnen 3. Monath an Sr. Kön. Hoheit authentische Expeditionen davon übergeben lassen; Gleich als

1713 los registros hechos en todos los consejos de estados, de Guerra, de inquisicion, de Italia, de las Indias, de las ordenes, hazienda, y de crusada, y entre tanto los dichos actos de S. Mag. Cat. y de las Cortes, de 5. y 9. de Noviembre de 1712. y la dicha ley de 8. de Março del prezente anno, seran puestos en su tenor al fin del presente con los actos de renonciacion à la Corona de Espanna, hechos per el Sr. Duque de Berry en 24. dedicho mez de Noviembre, y por el Sr. Duque de Orleans en 19. del mismo, como tambien las cartas Patentes de S. M. Christianissima del Mez de Março proximo passado que admiten las dichas renunciationes, y suprimen sus cartas Patentes del Mez de Deziembre de 1700. todos losquales actos de renunciacion, y cartas Patentes dichas hazen, y haràn tambien para siempre, parte exempcial deste Tratado, y reconociendo S. Mag. Cath. los motivos de losdichos reconocimientos, declaraciones, y actos, y que son el fundamento, y la seguridad de la duracion de la paz de la christiandad, promete por si, y por sus descendientes, que todo le contenido endichos actos serà inviolable, y puntualmente observado en su forma y tenor, y nunca contravenir, ni permitir que sea contravenido, directa, ni indirectamente, en todo, ni en todo, ni en la menor parte, de qualquiera manera, ô porqual quiera via que sea, y antes bien al contrario embaraçar que sea contravenido por ninguno, en ningun tiempo, ô por ninguna causa, ô

von andern hierzu gehörigen Instrumenten, u. denē in allen Raths-Versammlungen des Staats, des Kriegs, der Inquisition, von Italien, der beyden Indien, der Orden, der Renten, des Müntz-Wesens, darüber gefertigten Registraturen. Nicht minder sollen offt ermeldte Acten Sr. Cath. M. u. der Stände von Spanien vom 5. und 9. Nov. 1712. und das Gesetz vom 8. Mertz dieß Jahrs, in ihrem vollen Innhalt, nebst den Instrumenten der Renunciation auf die Crone Spanien ausgestellet, von dem Hr. Hertzog von Berry, unter dem 24. des ermeldten Nov. Monats, und durch den Hn. Hertzog von Orleans unterm 19. des erstgemeldten so wol als das Patent Sr. Allerchrist. M. vom letzt verwichenen Mertz-Monath, welches besagte Renunciationen erkennet, u. das vorherige Pat. vom Monath Dec. 1700. zum Ende dieses Frieden sämtlich angehänget werden; Und sie die erstgenennte Entsagungs-Briefe und Patente machen, und werden allezeit machen, einen hauptsächlichen Theil von diesem Tractat; Und weil dañ Sr. Cathol. Maj. die in sothanen Brieffen enthaltene Bewegungs-Ursachen und Erklährungen, nebst denen darauf gegründeten Handlungen, als den wahren Grund zur Sicherheit und Beständigkeit des Frieden in der Christenheit erkennet; so verspricht dieselbe für sich, und für Dero Nachkommen, daß der Innhalt in besagten Brieffen unverletzlich und aufs genaueste in seiner Form und Wesen soll erhalten werden, ohne zu erlangen, daß darwieder im gantzen oder in dessen Theilen, auf was Art und Weise es geschehen möge, gehandelt, sondern vielmehr im Gegentheil zu verhindern,

motivo, y S. Mag. Cat. se empenna expressamente por si, y por sus descendientes de mantener en favor, y contra todos, sin exceptuar alguno, el derecho de succession de S. A. R. de Saboya, à la Corona de Espanna, y de las Indias, conforme à la manera est ablecida per los dichos actos de su Mag. y de las cortes de 5. y 9. Noviembre de 1712. reconocidos por los actos hechos por los Sr. Duque de Berry, y Duque de Orleans de 19. y 24. de dicho mez de Noviembre, y las cartas Patentes del Rey Christianissimo del mez de Março proximo passado, y por ladicha ley de 8. dedicho mez, supliendo el dicho Sr. Rey Cat. qualesquiera defectos, y omissiones de hecho, ô derecho, de estilo, ô de costumbre, que podran tener, ô haver intervenido en los dichos actos a qui citados, y confirma, y aprueva todos losdichos actos, y quiere que tengan fuerça, y vigor, de ley, y de sancion pragmatica, y que como tales sean recevidos, guardados, observados, y executados, en sus reynos per sus vasallos, y subditos, à los quales ordena a hora, como para entonces en caso que la descendencia de S. Mag. venga a faltar (lo que Dios no quiera) reconoscan por su Rey, y legitimo soberano el Principe de la casa de Saboya, à quien tocarà la succession de la Corona de Espanna, y de las Indias, siguiendo el orden de la vocacion inclusa en dichos actos de S. Mag. y de las Cortes de 5. y 9. de Noviembre de 1712. y de ladicha ley de 8. de Março, y le recivan, y presten a este fin juramento de

dern, daß niemand, wer der auch 1713
sey, zu einiger Zeit, und unter was Vorwand es immer geschehe, darwieder thun möge. Deßwegen verbindet sich Sr. Cathol. Maj. ausdrücklich, für sich und Dero Nachfolger, das Recht der Erbfolge Sr. Kön. Hoh. von Savoyen, und der Printzen aus dem Hause von Savoyen, auf die Cron Spanien, und der Indien, wieder alle wer die auch seyen, zu handhaben, nach Inhalt und auf Weise, wie es offt ermeldte Briefe Sr. Maj. und der Stände vom 5. und 9. Nov. 1712. erkennet durch die Acten, von den Hrn. Hertzogen von Berry und d'Orleans, unterm 19. und 24. ermeldten Nov. Monaths ausgestellet, wie auch durch das Patent des Allerchristl. Königs vom letztverwichnen Mertz Monath, des mehrern besagen. Und durch das Gesetz vom 8. ermeldten Monaths, da Sr. Cathol. Maj. supplirt alle Fehler und Unvollkom̃enheiten, sie seyen facti oder juris, sie gründen sich auf die Schreib-Art oder Gewohnheit; bekräfftiget und bewilliget dieselbige zugleich alle ermeldte Brieffe, und will, daß sie alle Krafft und Gewalt eines Gesetzes und pragmatischer Sanction haben, und in solcher Maasse angenommen, beybehaltẽ, befolget und bewercket werden mögen, in Dero Reichen, durch Dero Vasallen und Unterthanen, welchen dieselbe jetzo so wohl als vorher befiehlet, daß auf dem Fall, da Se. Majest. Nachkommenschafft, (welches GOtt verhüte,) aufhören möchte, sie als ihren König u. rechtmäßigen Souverain erkennen sollen denjenigen Printzen aus dem Hause von Savoyen, welchem die Erbfolge auf die Cron Spanien u. der Indien, nach der in ermeldten

Brie-

1713 fidelidad, de obedecerle como estan obligados a su Rey de mantenerle, y defenderle en favor, y contra todos, prohibiendo adichos vasallos, que reconoscan a otro alguno, y declarando por usurpador qualquier otro Principe que quisiere ascender al Throno de la Espanna, y que la guerra, que a este fin emprendiesse sera injusta, y al contrario S. Mag. declara por justa, y legitima la guerra que el dicho Princepe de la casa de Saboya fuere obligado a emprender para occupar, o mantenerse en el dicho Throno, su dicha Mag. Cat. revoca de nuevo a estos fines, y tanto como es necessario, rompe y anula expressamente la declaracion que S. Mag. hizo en Madrid en 29. de Noviembre de 1713. à favor del Sr. Duque de Orleans, sus hijos, y descendientes, y S. Mag. quiere, y entiende que la dicha declaracion sea, y quede nula, y como nunca hecha, confirmando a este efecto el desistimiento, y la renunciacion que el Sr. Duque de Orleans, ha hecho por el dicho acto de 19. de Noviembre, y todos los actos que pudieren ser, ô hayan sido hechos contrarios, à las dichas declaraciones, renunciacion, y actos, y al contenido del prezente articulo, y à los derechos reconocidos, y establecidos en estos, antes de ser reputados, por contrarios à la seguridad de la paz, y à la tranquilidad de la Europa, se declaran per el prezente nulos, y de ningun efecto para siempre.

Briefen Sr. Maj. und der Ständen von 5. u. 9. Nov. 1712. und vom 8. Martii dieß Jahrs, fest gestellten Ordnung, alsdann zustehen wird: Daß sie ihn aufnehmen, solchem den Eyd der Treue leisten, ihme ihrer Pflicht nach, als ihren König gehorchen, ihn handhaben, und wieder jedermann vertheidigen mögen. Nebst Verboth an ermeldte Vasallen, einigen andern davor zu erkennen, und unter Erklährung für einen Usurpateur jedes andern Printzen, der den Thron von Spanien besteigen wolte, und daß der Krieg, welchen ein solcher unternehmen möchte, ungerecht sey. Im Gegentheil erkláhret Se. Cathol. M. vor recht und billigmäßig denjenigen Krieg, welchen berührter Printz des Hauses Savoyen zu erheben gedrungen seyn möchte, um besagten Thron zu besteigen, oder sich darauf zu handhaben. Zu eben dem Ende wiederruffet Se. Cathol. Maj. von neuem und so viel dieserwegen nöthig ist, verleschet und vernichtet sie ausdrücklich, die Erklährung, welche Se. Majest. zum besten des Hn. Hertzogs von Orleans, dessen Söhnen und Nachkommen, unterm 29. Novemb. 1703. zu Madrid gemacht hat, Se. Majest. will und gesinnet, daß sothane Erklährung nichtig seyn und bleibe, eben als ob sie niemahls geschrieben worden. In dessen Folge bekräfftiget Sie den Abstand und die Entsagung, welche der Hr. Hertzog von Orleans durch offtberührten Brief vom 19. Nov. ausgestellet hat; So wohl als alle Instrumenten, welche sie seynd, und hätten mögen gemacht werden, ermeldten Declarationen, Entsagung, und Acten, wie auch den Innhalt gegenwärtigen Articuls, nicht weniger dem Rechten, so darinnen erkennet,

und

und fest gestellet worden, zu wieder; Dergestalt, daß sie sol- 1713
len als der Sicherheit des Frieden, und der Ruhe von Europa
wiedersprechend angesehen werden, wie sie dann hierdurch
vor null, nichtig und unkräfftig auf allezeit erklähret seyn
sollen.

IV. Tambien en execucion de lo convenido con S. Mag. la Reyna de la Gran Bretanna tratando de la paz, y por las mismas razones del reposo, y del equilibrio de la Europa, y de la tranquilidad de la Espanna, S. Mag. Cath. Phelipe V. Rey de las Espannas, y de las Indias &c. hà dado, cedido, y transportado, como por el presente dà, cede, y transporta, para siempre, y irrevocablemente, a S. A. R. Victor Amadeo II. Duque de Saboya &c. para el, y para los principes sus hijos, y sus descendientes varones, y subcessivamente para los varones de la casa de Saboya de primogenito en primogenito, el Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos en toda propriedad y soberania, con todos los derechos de monarchia, de jurisdicion, de patronazgo, de nominacion, prerogativas, preheminencias, y privilegios, regalias, y otras qualesquieras adquisiciones de derecho, de costumbre, de uso, de possession, ó por concession, à los Reyes, y al Reyno de Sicilia, y generalmente todo loque hà pertenecido, ó podido pertenecer à S. Mag. Cat. y à los Reyes sus predecessores, sin reservar ni retener cosa alguna, como lo contiene el acto de cession que S. Mag. hà hecho en el dia 10. de Junio proximo passado, el qual en todas sus clausulas haze, y ès

IV. Jngleicher Maaße und zu Folge dessen, was mit Ihro M. der Königin von Groß-Brittannien bey den Friedens-Tractaten verglichen worden, aus eben den Beweg-Ursachen der Ruhe und des Æquilibrii von Europa so wohl, als die Beruhigung von Spanien, hat Se. Cathol. Maj. Philipp der V. König in Spanien und beyder Indien, übergeben, abgetreten und veräußert, wie er hiemit giebt, abtritt und veräußert, ohne Beding, lediglich und unwiederrufflich, an Se. Kön. Hoh. Victorem Amadeum II. Hertzogen von Savoyen, für ihn, u. für die Printzen, seine Söhne, und seine männliche Nachkommen, und folgends vor die männliche Liniē des Hauses Savoyen vom Erstgebohrnen zu Erstgebohrnen; Das Königreich Sicilien und zugehörige Insuln, nebst allen, was davon rührt, was ihm anhänget, und verknüpffet, in vollem Eigenthum und Ober-Herrschafft, mit allem Recht der Monarchie, der Rechts-Pflege, des Patronats, der Nomination, und andern, nebst Prärogativen, Vorrechten, und Privilegien, Regalien, und allen andern wohl hergebrachten Rechten, durch Gewohnheiten, durch Gebrauch und durch Besitz, oder auch durch Einräumung an die Könige und an das Königreich von Sicilien. Uberhaupt alles dasjenige, welches zugehöret hat, oder je zugehören mögen Sr. Cath. Maj. und den Königen Dero Vorfahren, ohne das geringste davon auszunehmen oder zurück zu behalten, wie dieses mit

mehrern

1713 tenido, como hara, y sera tenido para siempre una partida exempcial de este Tratado, y como tal serà puesto en su tenor al fin del presente, y reconociendo S. A. R. los motivos, y clausulas de ladicha cession por uno de los exemplares de paz promete por si, y sus descendientes, que todo su contenido, sera inviolablemente, y puntualmente observado, en su forma, y tenor para gozar sudicha A. R. y sus subcessores, como queda dicho, los direchos, y cosas aqui cedidas, ossi, y como S. Mag. Cat. y los Reyes sus Predecessores han gozado, podido, y devido gozar, y separa el dicho Sr. Rey de Espanna en quanto és menester el dicho reyno de Sicilia, y islas dependientes de la Corona de Espanna, declara, consiente, y quiere, y entiende que quedan separatas mientras avrà varones de la casa de Sabova, ô hasta que la Corona de Espanna recayga en uno Principe de ladicha casa, segun el contenido del presente articulo, y a este fin se obliga S. M. à que ratificandose por S. A. R. el presente tratado, y luego despues del cambio de las ratificaciones revestirá, y darâ a S. A. R. la plena, real, y actual possession del dicho Reyno de Sicilia, Yslas dependientes, y pertenencias, dependencias, y anexos, declarando des de chora S. Mag. mediante el presente tratado, que hà dexado, y se à desnudado, dexa, y se desnuda deldicho Reyno de Sicilia, y Islas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos, y que del to-

mehrern enthält das Cession-Instrument, welches Sr. Majest. unterm letzt verwichenen 10ten Tag des Jun. ausgestellet hat; Welcher Brief in allen seinen Clausuln jetzo und allezeit soll gehalten werden vor einē hauptsächlichen Theil vom gegenwärtigen Tractat, in solcher maasse, wie er nach seinem gantzen Inhalt zu Ende desselben zu finden seyn wird. Wie deñ auch Se. Kön. Hoh. die Beweg-Ursachen u. Clausuln von sothaner Ceßion für den Grund des Friedens erkennet, auch für Sich, und Dero Nachkommen verspricht, daß dessen gantzer Innhalt unverbrüchlich u. aufs genaueste in seiner Form und Wesen beobachtet werden soll: Damit ermeldte Se. Kön. Hoh. und Dero Nachfolger, wie erst ermeldt, der dergestalt abgetretenen Rechte u. Vortheile auf eben die Art, wie S. Cat. Maj. und die Könige Dero Vorfahren sie genossen haben, oder können und sollen geniessen, sich in alle Wege zu erfreuen habe; Ermeldter Hr. König von Spanien separiret, so viel nöthig ist, gedachtes Königreich Sicilien u. die zugehörige Insuln, von der Crohe Spanien, erkläret auch, williget ein, will u. ist gesinnet, daß Sie so lang davon abgeschnitten bleibē sollen, als männliches Geblüt in dem Hause Savoyen übrig seyn, und biß die Crone Spaniē an einē Printzen des Hauses Savoyen fallen wird, nach Iñhalt gegenwärtigen Articuls. Zu solchem Ende verbindet sich S. M. daß Se. Kön. Hoh. bey Ratification gegenwärtigen Tractats, und so gleich nach Auswechselung der Ratificationen, mit dem Königreich Sicilien und zugehörigen Insuln, und allem, was davon abhänget, was dahin rühret, und damit verknüpfft

do ha revestido, y reviste a S. A. R. para no tener S. Mag. des de el Cambio de lasdichas ratificaciones eldicho Reyno de Sicilia, ni Yslas dependientes, y pertenencias, dependencias, y anexos ensu nombre, y se tendra entonces en nombre de S. A. S. por El Marques de los Balbases, que és actualmente virrey de aquel reyno, y quien le entre gara a S. A. R. ô a sus ordenes, quando mejor le parecera a S. A. R. hacer tomar la possession dedicho reyno de Sicilia, reconociendo S. Mag. aldicho Duque de Saboya como solo, y legitimo rey de Sicilia en ratificando de su parte el presente tratado, y desde el cambio de las referidas ratificaciones reciprocas, y entre tanto, los Frutos, Tributos, y rentas de aquel reyno, sus dependencias, y anexos se percebiràn por los mismos Ministros, ô arrendadores, que actualmente los perciben de baxo de las ordenes, y disposiciones deldicho virrey, y sirviràn para la subsistencia de manutencion de las Tropas, que tiene S. Mag. en aquel reyno por el tiempo que quedaràn alli à esperar que S. A. R. embie otras, como tambien para el gasto de las embarcaciones necessarias para el transporte de elles a Espanna y para la execucion de ladicha cession, S. Mag. ha librado, descargado, y dispensado, y libra, descarga, y dispensa, atodos les Arcobispos, Obispos, Abades, Prelados, y otros Ecclesiasticos; Duques Princepes, Marquezes, Condes, Barones, Governadores, Almirantes, Comandantes, Capita-

knüpfft ist, völlig eingekleidet, und davon vollständigen, würcklichen u. actuallen Besitz empfangen soll: Von jetzo an erklähret, daß in Krafft dieses Tractats Se. Majest. von sich genommen und veräussert hat, auch hierdurch von sich nimmet und veräussert, ermeldtes Königreich Sicilien und zugehörige Insuln, nebst allen was dazugehöret, was dahin rühret, davon abhanget, und damit verknüpfft ist, und daß sie mit allen eingekleidet hat, u. einkleidet Se. Kön. Hoh. um daß Se. Maj. von Auswechselung der Ratificationen an, das Königreich Sicilien u. dessen Zugehör, nicht mehr in ihrem Nahmen, sondern von dar an im Nahmen Ihrer Kön. Hoheit durch den Marquis de los Balbases, welcher jetzo würcklich Vice-Re ermeldten Königreiches ist, und der es entweder an Se. Kön. Hoh. oder an Dero Ordre übergeben wird, wenn es S. Kön. Hoh. vor gut befindet, Besitz von besagtem Königreich Sicilien zu nehmen, in alle Wege besitzen will. Se. Maj. erkennet dieserwegen den Hertzog von Savoyen vor den eintzigen u. rechtmäßigen König von Sicilien, so bald er auf seiner Seite gegenwärtigen Tractat ratificirt, und beyderseitige Auswechselung der Ratificationen geschehen. Indessen werden die Nutzung, Steuern und Renten dieses Königreichs und seiner Zugehör empfangen werden, durch eben die Bediente und Einnehmer, welche sie jetzo würcklich empfangen nach dem Befehl und Einrichtung des ermeldten Vice-Re, um zu dienen, zu Unterhalt und Subsistentz der Trouppen, welche Se. Majest. in diesem Königreich hat, binnen der Zeit, da solche da stehen bleiben sollen, in Erwartung, biß Se. Kön. 1713

Hoheit

1713 nes, y otros Oficiales, y gente de guerra, y marina, que seràn naturales de Sicilia, y de govierno superiores, Presidentes, Magistrados, y otros miembros de sus Consejos, Chancellerias, y justicias, à los de su hazienda, Camara de Quentas, Ministros, y Oficiales de justicia, Capitanes, Tenientes, y Soldados de sus Fuertes, y Castillos, y otros empleados en su servicio por Mar, ô Tierra, que seràn naturales de Sicilia, Cavalleros, Gentiles hombres, y Vasallos, Vezinos, y Ayadantes de las Ciudades de Burgos, y lugares, y generalmente todos, y cada uno de los subditos dedicho Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, y respectivamente del Juramento de fidelidad que àn prestado a S. Mag. y de la fé, y obediencia que deven, ordenandoles expressa, y peremptoriamente, que quando en virtud del presente tratado, y cambid de sus ratificaciones tomarà S. A. R. possession de el dicho Reyno, hayan todos sin esperar otra disposicion, ni orden, de reconocer al Sr. Duque de Saboya, per su solo, y legitimo Rey, obedecerle, y defenderle, y prestarle juramento de fidelidad, fé, y obediencia, tales, y Semejantes, â los que han prestado, ô à los que han sido obligados hasta asora a su dicha Mag. quien suple todas las faltas, y omissiones de derechos, ô de hecho, que podrâ tener la presente donacion, cession, ô transportacion del Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, pertenencias, dependencias, y anexos, y a este efecto S. Mag. re-

Hoheit andere dahin sende, so wohl als zu dẽ Kosten ihrer Einschiffung und Uberfahrt nach Spanien. Zu Bewerckung ermeldter Cession hat Se. Maj. befreyet, entbunden und loß gemacht, befreyet auch, entbindet, und machet hierdurch loß, alle Ertz-Bischöffe, Bischöffe, Aebte, Prälaten, u. andere geistliche Personen, alle Hertzogen, Fürsten, Marquisen, Grafen, Baronen, Gouverneurs, Admirals, Commendanten, Capitains und andere Officiers, so wohl Land- als Schiff-Volck, welche gebohren seyn in Sicilien, und alle Obrigkeitliche Personen in der Regierung, Präsidenten, Magistraten, und andere Glieder der Raths-Versammlungen, Cantzeleyeñ, Gerichts-Stuben, Renterey- und Rechnungs-Cammern, Justitz-Bedienten, Hauptleute, Lieutenants, und Soldaten in Dero Festungen und Schlössern, und andere, die zu Dero Diensten zu Wasser und Land angewendet, u. Sicilianer von Geburth seynd; Alle Ritter, Edelleute und Vasallen, Innwohner und Unterthanen, der Städte, Flecken und Dörffer, und überhaupt alle und jede Unterthanen des Königreichs Sicilien, und der darzu gehörigen Insuln, jeden in dem was ihn angeht, befreyet, entbindet, und erlässet Se. Majest. hierdurch von dem ihro geleisteten Eyd der Treue, und von der Pflicht und Gehorsam, welchen sie Ihr schuldig seynd, an sie alle ausdrücklichen und gemäßenen Befehl stellend, daß wenn in Krafft gegenwärtigẽ Tractats, und nach der Ratifications-Auswechselung von denselben, Se. Kön. Hoh. von gedachten Königreich Besitz nehmen wird, sie alle, ohne anderer Verfügung oder Ordnung zu gewarten, gedach-

nuncia todas las Leyes, estatutos, convenciones constituciones, y costumbres, que podran ser contrarias y que avran sido confirmadas por Juramento, a los quales, y à las derrogaciones derroga expressemente per el presente Tatado para el entero efecto de las dichas donaciones, cessiones, y transportaciones que baldràn, y tendràn, lugar, sin que la expression, ô especificacion particular derrogue à la general, ni la General a la particular, excluyendo a este fin, y para siempre todas y qualesquiera pretensiones, que pueden fundarse sobre qualesquiera titulos, derechos, Causas, y pretextos, S. Mag. ordena tambien expressa, y peremptoriamente al Virrey de Sicilia consignar, y entregar a su dicha A. R. ô a quien deputarà, el dicho Reyno de Sicilia, las Yslas dependientes, pertenencias, dependencias, y anexos, y darle la real possession de el, en continente que su dicha A. R. embiàré para tomarla despues del Cambio de las ratificaciones del presente Tratado, sin esperar ningunas otras ordenes, ni disposiciones, y hazer tambien entregar, y consignar a su dicha Alt. Real, ô aquellos que deputará, o El Virrey que S. A. R. establecière, las Ciudades, Puertos, Castillos, Plaças, Fuertes, y Fortalezas en el Estado en que se hallan presentemente, Artilleria, Arcenaley, y munitiones de guerra, y de boca, das Galeras, y su chusma, las Embarcaciones, sus Equipages, y Marineros, y Generalmente todo lo que le toca al dicho Reyno de Sicilia, y Yslas

gedachten Herrn Hertzog von Savoyen vor ihren eintzigen und rechtmäßigen König zu erkennen, ihm zu gehorchen, ihn zu vertheidigen, und ihm den Eyd der Treue, Pflicht und Gehorsam in solcher maaße zu leisten haben, wie sie bißher verbunden gewesen seynd, solchen Ihr. Maj. zu leisten: Welche alle Fehler u. Irthümer, sie seyen juris oder facti, welche etwa in gegenwärtiger Schenckung, Abtritt und Ubergabe des Königreichs Sicilien, der darzu gehörigen Insuln, und allem, was davon abhanget, dahin rührend, und damit verknüpffet ist, enthalten seyn möchten, völlig suppliret. Zu gleichem Ende entsaget Se. Majestät allen Gesetzen, Statuten, Verträgen, Constitutionen und Gewohnheiten, welche diesen entgegen seyn möchten, ob sie auch schon durch Eyd bekräfftiget wären; Dieselbe und was gegenwärtiges entkräfften möchte, will Se. Majest. durch gegenwärtigen Tractat ausdrücklich entkräfftet haben, zu völliger Wirckung von ermeldter Schenckung, Abtritt und Ubergaben: Welche gelten und Platz haben wird, ohne daß die besondere Ausdrückung und Specification derogire der generalen Ausdrückung, noch auch die generale der besonderen: Mit Ausschliessung aller Ausflüchte, welche möchten gegründet seyn auf einige Titul, Rechte, Ursachen und Vorwand, welche die seyen. Zu gleicher Zeit befiehlet Seine Majestät ausdrücklich, und ein vor allemahl dem Vice-Re, an Se. Königl. Hoheit, oder an den, welchen sie absenden wird, ermeldtes Königreich Sicilien und Zugehöre einzuräumen und zu übergeben, anbey Sie davon in würcklichen Besitz zu setzen, so bald gedachte Se. Königl. Hoheit 1713

1713 dependientes, sin mudar, ni transportar cosa alguna, bien entendido, que todas aquellas Galeras, y sus chusmas, las Embarcationes, sus Equipages, y Marineros, quedaràn a la disposition del dicho Marquez de los Balbases, Virrey actual, para embarcar, y transportar de Sicilia a Espanna, y hasta su perfecto, y entero transporte todas las Tropas que tiene alli S. Mag. y que para el passage de dichas Tropas embarcará quantas de las dichas Municiones de Guerra, y de boca seran menester, y en conformidad de lo su sodicho ordena S. Magest. expressa, y peremptoriamente a los Governadores, Comandantes, Capitanes, y demas Officiales, consignar, y entregar, a los que seran deputados por sudicha A. R. ô por El Virrey, que pondra, las dichas Ciudades, Puertos, Castillos, Plaças, Fuertes, y Fortalezas, sus Galeras, y otras embarcaciones, donde se hallaren, sea en los Puertos de Sicilia, ô en otras partes, contodo loque depende, como queda dicho sin mudar, ni trocar, ni retener cosa alguna, sino en loque toca à las Galeras, Embarcationes, Marineros, y municiones, de que expressamente se rezerva S. M. la disposicion solamente para el Transporte de sus Tropas de Sicilia a Espanna, y esto nó obstante todos los Juramentos, que han prestado, ô podido prestar, de los quales quedan, y son dispensados: Por el presente Tratado S. Magest. Cathol. promete tambien dar, y hazer entregar con el cambio de la ratificacion del presente Tratado las

heit nach Auswechselung der Ratificationen gegenwärtigen Tractats jemand zu solchem Ende absenden wird; Ohne dieserwegen andern Befehl oder Verordnung zu gewarten, sondern an Se. Königliche Hoheit, an die, welche sie absenden, oder an den Vice-Re, welchen sie bestellen wird, die Städte, Häfen, Schlösser, Plätze, Vestungen und Schantzen, welche in solchem Staat seynd, und in welchen gegenwärtig zu finden seynd das Geschütz, die Zeug-Häuser, das Kriegs-Geräthe und Mund-Provision, die Galleren, und ihre Ausrüstungen, die Fahrzeuge, mit ihrer Equippage und Matelots, und überhaupt alles dasjenige ohne Anstand aushändigen zu lassen, welches zu gedachtem Königreich Sicilien und Insuln gehöret, ohne davon das geringste zu verwechseln, abführen, und zurück zu behalten. Wobey zu beobachten, daß alle diese Galleren mit ihrer Ausrüstung, die Fahrzeuge mit ihrer Equippage und Matelots zur Disposition des jetzigen Vice-Re Marquis de los Balbases so lange bleiben, biß die Uberfahrt aller Trouppen, welche Se. Majest. daselbst hält, geschehen seyn wird; Und daß er einschiffen möge zur Uberfahrt sothaner Trouppen, so viele Kriegs- und Mund-Provision, als es nöthig seyn wird. In Folge dessen befiehlet Se. Majest. ingleichen ausdrücklich und ein vor alle mahl denen Stadthaltern, Befehlshabern, Hauptleuten, und andern Kriegs-Bedienten, denjenigen, welche von Sr. Königl. Hoheit abgesendet seyn werden, oder dem Vice-Re, den dieselben dahin senden möchten, ermeldte Städte, Häfen, Schlösser, Plätze, Vestungen und Schantzen, ihre Galleeren

und

1719

dichas ordenes por duplicado à los Virreyes, Almirantes, Govervadores, Comandantes, Capitanes, y otros Officiales, como tambien a todos los Habitantes dedicho Regno de qualquiera calidad, y condicion que sean con las clausulas màs peremptorias, & exclusivas de la necessidad de otras mas amplias, y de reiteradas disposiciones, y hacer entregar las contrasennas, si las ay, para que la execution de las arriba dichas donaciones, cessiones, y transportaciones, no padescan alguna dificuldad, retardacion, ni dilacion, y antes al contrario, sean executadas instantemente despues del cambio de las ratificaciones de este Tratado, y que los dichos Virreyes, Oficiales, y soldados, evacuen, y portan de Sicilia, y de sus dependencias, por los dichos Galeras, Embarcaciones, y Marineros, y con las dichas municiones necessarias a su transporte, como su Magest. se lu ordena expressamente, y como queda dicho les de Luego, y al passo que S. A. R. tomara la possession.

und andere Fahrzeuge, wo sie sich finden, es sey in Sicilien oder anders wo, und allem dem was davon abhänget, einzuhändigen, und zu übergeben, ohne irgend etwas zu verrücken, oder zu ändern, es sey dann so viel die Galleren und andere Fahrzeuge nebst ihren Matelots, und Munition betrifft, wovon Se. Majest. sich ausdrücklich die Disposition allein zu der Uberfahrt Dero Trouppen aus Sicilien in Spanien vorbehält: Und diesem sollen nicht entgegen stehen alle die Eyde, welche sie geleistet haben, oder haben leisten können, von welchen sie allerdings entbunden bleiben. Se. Catholische Majestät verbindet sich auch durch gegenwärtigen Tractat in ermeldte Befehle, an den Vice-Re, an die Admirals, Stadthalter, Befehlshaber, Hauptleute und andere Kriegs-Bediente so wohl als an alle Innwohner besagten Königreichs, sie seyen von welchen Stande und Würde sie immer wollen, bey Auswechselung des gegenwärtigen Tractats, in duplicata stellen und aushändigen zu lassen, und zwar in den allerbündigsten Clausuln, und welche erspahren, daß man nicht gedrungen werde, andere deutlichere und wiederhohlte Verordnungen zu verlangen, damit die Bewerckung der Schenckung, des Abtritts und der Ubergabe, wie oben erwehnet, die geringste Schwürigkeit und Auffenthalt nicht findet, und daß im Gegentheil sie zu Stande gebracht werde, alsbald nach Auswechselung der Ratificationen dieses Tractats, daß auch ermeldter Vice-Re, die Kriegs-Bediente und Soldaten, Sicilien und dessen Zugehör, räumen und davon hinweg reisen mögen, durch Hülffe berührter Galleren, Fahrzeugen und Matelots, und mit ermeldter zu deren Uberfahrt nöthigen Munition, wie Se. Majestät ausdrücklich befohlen hat, und wie schon gemeldet ist, welches gleich hernach und den Augenblick, da Se. Königl. Hoheit Besitz nehmen wird, geschehen soll.

1713 V. Su Mageſt. Cathol. y S. A. R. prometen, y ſe obligan recíprocamente, por ſi, y por ſus deſcendientes, de obſervar, y mantener el preſente Tratado ſu contenido, ſea de la parte del Rey de Eſpanna, para mantener la dicha donacion, ceſſion, y tranſportacion del Reyno de Sicilia, ſea de la parte de S. A. R. para mantener a S. Mageſt. en ſus dominios, y de nó contravenir uno, y otro, ni permitir que ſea contravenido por ninguna cauſa, pretexto, ô motivo, por perſona alguna, y oponerſe uno, y otro con todas ſus fuerças aque tenga el preſente Tratado, pleno, y enero effecto. Promete el dicho Sr. Rey Cathol. hazer entregar aquien fuere Deputado por ſu dicha A. R. dentro de tres mezes deſpues del Cambio de la ratificacion del preſente Tratado todos los Titulos, Papeles, y Documentos concernientes al dicho Reyno de Sicilia, y ſus dependencias que eſtan, y ſe podràn hallar en los Reales Archivos de Eſpanna, ô en los de ſus conſejos, y Cortes, ô de ſus Miniſtros Conſejeros, y Oficiales.

V. Se. Cathol. Majeſt. und Se. Königl. Hoheit verheiſſen und verbinden ſich, vor ſich, und Dero Nachkommen, gegenwärtigen Tractat in ſeinem gantzen Innhalt zu beobachten, und zu handhaben; ſo wohl auf Seiten des Königs von Spanien, um ermeldte Schenckung, Abtritt und Ubergabe des Königreichs Sicilien zu behaupten; als auch auf Seiten Sr. Königl. Hoheit, um Se. Majeſt. in Dero Herrſchafften zu ſchützen; Und ſoll deßwegen keiner von beyden Theilen darwider handeln, noch erlauben, daß unter einigen Urſachen, Vorwand oder Bewegung durch einige Perſon darwider gehandelt werde; Vielmehr ſich eines und andern Theils mit allen Dero Kräfften darwider ſetzen, damit gegenwärtiger Tractat vollſtändige Würckung erreichen möge. Es verheiſſet über dieſes der Cathol. König, demjenigen, welcher von Sr. Königl. Hoheit binnen 3. Monathen nach Auswechſelung der Ratificationen von dieſem Tractat hierzu abgeordnet ſeyn wird, treulich zu übergeben, alle gedachtes Königreich Sicilien und deſſen Zugehöre betreffende Tituln, Pappieren und Briefe, ſo ſich in denen Königl. Spaniſchen Archiven, oder auch in denjenigen, welche Dero Rath-Verſammlungen und Gerichten, oder Dero Bedienten, Räthen und Officianten zuſtändig, irgendswo finden möchten.

XI. Siguiendo loque ha ſido convenido a qui antecedentemente, eſta tambien convenido, y eſtipulado a qui expreſſamente entre S. Mageſt. Cathol. y S. A. R. que en caſo que los Deſcendientes Varones del dicho Sr. Duque de Saboya, y todos los Varones de la caſa de Saboya vengan a faltar (loque

VI. In Folge deſſen, was dieſerwegen oben verglichen, hat man ſich auch zwiſchen Sr. Cathol. Majeſt. und Se. Königl. Hoheit dahin ausdrücklich vereiniget und ſtipulirt, daß auf dem Fall, da die männliche Nachkommen ermeldten Herrn Hertzogs von Savoyen, und alles männliche Geblüth im Hauſe von Savoyen, (das GOtt verhüte,) etwa

1713

Dios no quiera) en este Caso de defecto de Varones de la dicha Casa de Saboya, el Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, pertenencias, dependencias, y anexos aqui ceditos, bolverán de plano derecho â la Corona de Espanna, y tambien se obliga, y empenna S. A. R. por si, y sus descendientes Varones, y por todos los Varones de su Casa, de no poder jamas, vender, ceder, empennar, trocar, ni dar debaxo de qualquier pretexto de subrogacion, ô otros, ni en ninguna manera empennar en todo, ni en parte el dicho Reyno de Sicilia, y Yslas dependientes, sus pertenencias, dependencias, y anexos, a otros que à los Reyes de Espanna, loque se hà de observar en toda conformidad del dicho Acto de cession del dicho Reyno de Sicilia, hecho por S. Magest. en 10. de Junio ultimo passado, y hasta que la Corona de Espanna recayga en un Principe de la Casa de Saboya, y que sea Rey de Espanna.

wa aufhören solte, alsdann und in Ermangelung männlicher Nachfolge im Hause von Savoyen, das Königreich Sicilien und zugehörige Insuln, nebst dem was dahin rühret, davon abhänget, und damit verknüpffet ist, wie es oben abgetretten, mit völligen unstrittigen Recht wieder zurück an die Crone Spanien fallen soll: Es verspricht auch und verbindet sich Se. Königl. Hoheit für sich und Dero Nachkommen, auch überhaupt für alle männliche Folge in Dero Hause, ermeldtes Königreich Sicilien und alle Zugehör niemahls verkauffen, abtreten, verpfänden, vertauschen, oder unter einigen Vorwand der Subrogation, oder einem andern veräussern, einfolglich auf keine Weise, welche sie immer sey, im gantzen oder einen Theil davon verhafften, und von sich bringen zu können, an jemand andern, als an die Könige von Spanien, und biß die Crone Spanien an einen Printzen aus dem Hause von Savoyen, der König in Spanien sey, fallen möchte, welches genau beobachtet werden wird, in voller Ubereinstimmung der berühmten Cession-Acten über das Königreich Sicilien, von Sr. Majestät unterm 10. des letzt verwichenen Monaths Junii ausgestellet.

VII. Y teniendo obligacion S. A. R. conforme â la dicha cession, y particulares clausulas, estipuladas en ella, a provar, confirmar, y ratificar todos los Privilegios, Immunidades, Exempciones, Libertades, Estilos, y otras Costumbres, deque el dicho Reyno goza, ô hà gozado por lo passado, explicados por menor en dicha cession, aprueva S. A. R. confirma, y ratifica el todo, y se obliga a mantenerle segun le estipulado

VII. Weil Se. Königl. Hoheit durch ermeldte Cession, und die darinnen stipulirte Clausul verbunden worden ist, zu billigen, zu bestätigen, und vor genehm zu halten, alle Privilegien, Immunitäten, Exemptionen, Freyheiten, Herkommen, und andere Gebräuche, deren gemeldtes Königreich geniesset, oder bißhero genossen hat, durch den Innhalt in besagter Ceßion besonders und mit mehrern erklähret; so billiget dieselbe Se. Königl. Hoheit, bestättiget, und hält vor genehm

1713 en dicha cession, y desseando al mismo tiempo S. Majest. Cathol. dar prendas a sus Vasallos, Espannoles, y Sicilianos, y otros que han quedado a su obediencia, y tienen bienes en el dicho Reyno de Sicilia, de la satisfacion que tiene de su fidelidad, y servicio, declara, que en caso de que el Fisco haya procedido Civil, ô Criminalmente contra sus dichos bienes, ô parte dellos, ô pretenda proceder, con qualquier pretexto, ô por causa fenescida, S. Magest. Cathol. lo remite, y perdona desde a hora, y a este fin rompe, y anula dichos procedimientos, para que por lo autuado, durante su dominacion, y por lo passado no puedan inquietar, ni turbar à los dichos Vasallos en sus biennes, y possessiones, como S. A. R. promete que sus Ministros, y Fiscales nò les turbaràn, ni inquietaràn por lo passado, antes que S. A. R. entre en la real possession del dicho Reyno, y todo sin prejuizio del derecho del Tercero, à loqual S. Mag. no entiende derogar.

alles dasselbe, verbindet sich auch solches, nach der in der Cession geschehenen Verheissung, allezeit zu handhaben. Nicht weniger verlanget Seine Catholische Majestät Dero Vasallen, Spaniern, Sicilianern, und andern, welche die Pflicht gegen sie nicht gebrochen, und Güter in ermeldtem Königreich Sicilien haben, von der Zufriedenheit, welche dieselbe über Dero Treue und geleistete Dienste empfindet, Merckmahle zu geben; und erklähret sich derowegen, daß, auf dem Fall, da der Fiscus wider deren Güter oder einen Theil davon, civiliter oder criminaliter verfahren, oder unter einigen Vorwand, oder wegen eines bereits beygelegten Verbrechens zu verfahren unternommen hätte, Se. Majestät sie hierdurch wieder einsetzet, und ihnen von nun an Pardon ertheilet, und auch zu solchem Ende ermeldte gerichtliche Verfahren aufhebet und vernichtet; dergestalt, daß wegen alles desjenigen, was unter Dero Herrschafft oder vohero geschehen, sothane Vasallen nicht sollen können beunruhiget und gestöhret werden in ihren Gütern oder Vermögen: Wie dann auch Se. Königl. Hoheit auf Dero Seite verspricht, daß Ihro Bedienten und Fiscalen jemanden wegen des, was vor Antritt des würcklichen Besitzes von sothanen Königreich, für Sr. Königl. Hoheit geschehen ist, nicht stöhren oder beunruhigen sollen. Jedoch dieses alles den Rechten eines andern, daran Se. Maj. hierdurch nichts beschneiden will, unbeschadet.

VIII. Los Espannoles, y otros subditos de S. Magest. Cathol. y sus successores, como los Sicilianos, que estan, y quieren quedarse en los Estados de S. Magest. Cathol. ô en su servicio, podràn, y devran gozar, y gozaràn effectiva, y libremente

VIII. Die Spanier und andere Sr. Cathol. Maj. und dero Nachfolger Unterthanen, so wohl als die Sicilianer, welche seyn und bleiben wollen in besagter Maj. Staaten, oder in Dero Diensten, können und sollen sich zu erfreuen haben, haben sich auch würcklich und ohne Einschrän-

los Feudos, Sennorios, Bienes, Rentas, Regalias, Derechos de Patronazgo, y otros qualesquier derechos que tengan en el Reyno de Sicilia, ô puedan tener en adelaante, por succession, herencia, Fideicomissos, Legados, Adjudicaciones, ô por otro qualquier derecho, ô titulo, y podran pagando los derechos, como los Regniculas, retirar sus Rentas, haziendas, y frutos, en especie de dinero, como mejor les pareciere sin algun embargo, y deputar para la administracion de sus bienes, y derechos, y para la exaccion de sus Rentas, las personas que halláren a proposito, sin que puedan ser obligados á habitar, y vivir en el dicho Reyno de Sicilia, ni poder por causa de ausencia ser cargados en sus personas, màs que los habitantes, y Regniculas del dicho R. Pues antes bien seran tratados en todo como los dichos Regniculas, assi en las imposiciones, contibuiciones, tributos, Vassallajes, y otros obligaciones, como en la administracion de la Justicia, laqual seles administrará imparcialmente, y con la mayor brevedad que será possible: Tambien le será permitido, como en virtud deste Tratado, y de las clausulas màs por menor estendidas en el dicho Acte de cession del R. de Sicilia, se les permite en la màs amplia forma possible el vender, enagenár, ó trocar en todo, ô en parte una, ô en màs vezes los dichos bienes que tienen, ô que podran tener en adelante, en el dicho Reyno de Sicilia, aqualesquier personas, sean Regnicu-

schränckung zu erfreuen der Lehen, 1713 Herrschafften, Güter, Einkünffte, Regalien, des Patronats, und andere Rechte, wie sie Nahmen haben mögen, welche sie entweder ietzt in dem Königreich Sicilien haben, oder die sie noch künfftig überkommen dürfften, durch Erbfolge, Erbschafft, Fideicommissa, Vermächtnisse, gerichtliche Zusprüche, und durch andere Befugniße und rechtliche Titul, sie mögen Nahmen haben wie sie wollen; mögen auch, wenn sie die Rechte, wie andere Innwohner, abtragen, daraus hinweg nehmen ihre Einkünffte, in ordentlichen Früchten oder in Gelde, wie es ihnen gutdüncken wird, ohne dieselbe anhalten zu können: Ingleichen mögen sie zu Verwaltung ihrer Güter und Rechte, und zu Eintreibung ihrer Einkünffte gebrauchen können, wen sie wollen, ohne verbunden zu seyn, sich selbst in Sicilien aufzuhalten, noch sie wegen ihrer Abwesenheit, mehr als die Einwohner des Reichs beschweren zu können; im Gegentheil sollen sie in allen Dingen, so wohl was die Auflagen, Steuern, Schoß, Zölle und dergleichen betrifft, als auch die Verwaltung der Gerechtigkeit, deren sie ohne Partheylichkeit, und so kurtz, als immer möglich, zu geniessen, gleich als die Einwohner ermeldten Königreichs gehandelt werden. Ferner wird ihnen erlaubet seyn, wie ihnen auch in ausführlicher Form, vermöge dieses Tractats, und der deutlichen Clausuln, in der Cessions-Acte über das Königreich Sicilien enthalten, des mehrern erlaubt ist, ermeldte ihre Güter, die sie ietzt oder künfftig besitzen mögen, zu verkauffen, zu veräußern oder zu vertauschen, im gantzen oder stückweiß, ein oder mehr-

1713 las, ô estrangeras, y retirar en una, ô màs vezes el precio, y hazer la transportar â las partes donde mejor les pareciere, y esto sin distincion de Bienes, Francos, Libres, Alodiales, Fideicomissos, ô Mayorasgos, sin prejuizio del derecho del Tercero, y con la reserva de que por los Fideicomisos, y Mayorasgos deperan ser oydos los que a elles son llamados en forma de derecho, para la seguridad de los suyos, y que de su consentimiento se emplearàn los precios de dichos Fideicomissos, y Mayorasgos en la adquisicion de otros bienes libres, y seguros en el Reyno de Espanna, por ser subrogados â los dichos Fideicomissos, y Mayorasgos, y esto mismo se usarâ tambien en todo por S. Magest. Cathol. en Espanna por lo que mira â los Sicilianos, y subditos de S. A. R. y otros que no han passado, ni passaràn, ni se hallan en el partido opuesto a S. Magest. y que tienen bienes, y Feudos, rentas, Patronatos, y otros derechos, en Espanna, y que habitaràn, ô querran habitar en Sicilia, y en los otros Estados de S. A. R. y para todo lo referido S. Mag. Cat. y S. A. R. daràn sin alguna difficuldad, ni dilacion los consentimientos, y ordenes necessarias, sin prejuizio de sus derechos de Regalia, Feudo, y Vassallaje.

mahl, an wem oder mit wem sie wollen, es seyen nun dieses Innwohner oder Fremde, auch den Werth davon einzunehmen ein oder mehrmahl, und wohin es ihnen beliebig, solches bringen zu lassen, ohne einen Unterscheid unter befreyten, freyen, Allodial-Fideicommiß- oder Primogenitur- und Feudal-Gütern zu machen; jedoch den Rechten eines andern unbeschadet, und mit dieser Ausnahme, daß, was die Fidei-Commiß- und Primogenitur-Güter betrifft, man auf diejenige sehen solle, welche das Recht darzu wegen Sicherheit des ihrigen berufft, und daß mit deren Einwilligung, der aus Veräusserung der Fideicommiß- und Primogenitur-Güter erhobene Werth zu Erkauffung anderer freyer und sicherer Güter im Königreich Spanien, um an jener statt subrogirt zu werden, anzulegen. Und dieses soll in gleicher maße durch Se. Cathol. Majestät so viel die Sicilianer und Unterthanen Sr. Königl. Hoheit auch andere betrifft, welche nicht übergetreten seynd, oder noch übertreten werden, oder sich jetzo finden lassen in der widrigen Parthey gegen Se. Maj. und welche in Spanien Güter, Lehn, Patronaten und andere Rechte haben, und in Sicilien, oder in andern Landen Sr. Königl. Hoheit wohnen, oder künfftig möchten wohnen wollen, in Spanien strecklich beobachtet werden: Von wegen dessen, was bißher gesagt worden, werden Se. Cathol. Majest. und Königl. Hoheit ohne die geringste Schwierigkeit und Aufschub ihre nöthige Einwilligung und Verfügungen dahin ertheilen, doch Dero hohen Lehnherrlichen und andern Rechten unbeschadet.

IX. Los subditos de las Potencias amigas de la Corona de Espanna, y de S. A. R. tendràn

IX. Die Unterthanen von den Staaten, welche mit der Crone Spanien und Sr. Königl. Hoheit in

en adelante, como le ân tenido por lo passado el Commercio libre con el Reyno de Sicilia, y gozaràn de las mismas ventajas, de que gozaren todos los Espannoles y los subditos de S. Mag. la Reyna de la Gran Bretanna que seran igualmente favorecidos.

in Freundschafft stehen, sollen künfftig, wie bißher mit dem Königreich Sicilien freyes Commerz erhalten, und sollen sich darinnen eben der Vortheile zu erfreuen haben, welche alle Spanier und die Unterthanen Ihrer Majest. der Königin von Groß-Britannien, welche gleich privilegiret seyn sollen, geniessen werden. 1713

X. Todos los Privilegios, Franquezas, y Immunidades que han sido concedidas a la illustre Orden de Malta por el Emperador Carlos V. y los Reyes de Espanna sus successores de gloriosa memoria, son confirmadas por el presente Tratado de la manera, que la dicha illustrissima Orden las hà gozado hasta a hora, assi por los Tratados de Trigo, extracciones de Viscocho, y de Carne de la Sicilia, como tambien por la extraccion del producto de los bienes que possee en Sicilia, en especie, y en las mismas del Paiz, y por otras cosas, a un que nó se expecifican aqui, satisfaciendo la dicha illustrissima Orden loque esta obligada â cia el Rey, y Reyno de Sicilia.

X. Alle Privilegien, Freyheiten und Immunitäten, welche dem illustren Orden von Maltha von Kayser CARL dem V. und den Königen von Spanien, dessen Nachfolgern, glorwürdigster Gedächtniß ertheilet worden seyn, worden seynd, werden bestättiget durch gegenwärtigen Tractat, auf Art und Weise, wie besagter illustre Orden sich derselben bißher bedient hat; So wohl Vermöge des Tractats das Getraid, Zwiback und Fleisch von Sicilien betreffend, als auch wegen der Einkünffte von den Gütern, die er in Sicilien in specie besitzt, oder auch in liegenden Gründen, wie auch wegen andern Sachen, ob sie gleich hier nicht ausgedrucket seynd: Wann nur ermeldter illustre Orden seine Verbindung, darinnen er gegen den König und Königreich von Sicilien steht, beobachtet.

XI. Alfin de asegurar el publico reposo, y en particular el de Italia, há sido convenido que las essiones hechas por el difunto Enperador Leopoldo a S. A. R. de Saboya, por el Tratado estipuado entre los dos en 8. de Novienbre de 1703. de la parte del Ducado de Monferrato, que há sido posseydo por el difunto Duque de Mantue, de las Provincias de Alexandria, y de Valencia, con todas las tierras en-

XI. Um so wohl die gemeine, als besonders die Ruhe in Italien zu versichern, hat man sich vereiniget, daß die von Kayser Leopold an Se. Königl. Hoheit von Savoyen, Vermöge des zwischen ihnen dieserwegen unter 8. Nov. 1703. errichteten Tractats, geschehene Cession, den Theil des Hertzogthums Monferat betreffend, welchen ehemahls der verstorbene Hertzog von Mantua besessen, wie auch die Provintzien, von Alexandrien und Valentia, mit dem

1713 tre el Pô, y el Tanaro, de la Lumilina, del Valle de Sessia, y derecho, ô exercicio de derecho sobre los Feudos de las Langas, y lo que concierne en el dicho Tratado, el Vigevenasco, ô su Equivalente, y las pertenencias, e dependencias de dichas cessiones, quedaràn como S. Mageft. Cathol. consiente en ello por el presente tratado, en su fuerza y vigor, firmes, y estables, y tendràn su entero effecto irrevocable, y no obstante todos los Rescriptos, Decretos, y Actos contrarios, sin que S. A. R. y sus successores, puedan ser turbados, ni molestados, en la possession de las cosas, y derechos, arrica dichos, por qualquiera causa, y pretencion, derecho, tratado, y convenciones, que pueda ser, ni por alguna persona, nó solo por loque mira al Ducado de Monferato, por aquellos que podràn tener derecho, ô pretencio sobre el dicho Ducado, los quales pretendientes seran indemnizados conforme al contenido de dicho Tratado de 8. de Noviembre de 1703. promediendo el dicho Sr. Rey Cathol. por si, y sus successores, nó contravenir, assistir, ni favorecer, directa, ni indirectamente Principe alguno ô otra persona que quisiere contravenir a dichas Cessiones, y al contrario se offrece S. Mag. à entrar junta, y reciprocamente con S.A.R. en la union, y garantie que se concertara con la Francia, y la Inglaterra, para mantener todos los Tratados convenidos entre estas quatro Potencias, para la manutencion, y seguridad de las presentes Pa-

dem Landes-Strich zwischen dem Po und Tanaro, von Lumelina, Vall de Seßia, oder Ausübung des Rechts über die Lehen von Langes, und das was in besagten Tractat das Vigevanesische betrifft, oder auch das Æquivalent und alle Zugehörungen von ermeldter Cession, sollen bleiben, wie Se. Maj. durch gegenwärtigen Tractat darein williget, vest und beständig, in ihrer Krafft und Würckung, und sollen ihren völligen unwiederruflichen Ausgang erhalten; ohne daß dieses verhindern mögen einige Rescripten, Decreten und Briefe, die diesem entgegen seyn möchten, und ohne daß Se. Königl. Hoheit und Dero Nachfolger können gestöhrt und beunruhiget werden in dem ruhigen Besitz der ermeldten Sachen und Rechte, aus was vor einer Ursache, Forderung, Recht, Handlung und Vergleich es immer seyn möge, noch durch einige Person, besonders was das Hertzogthum Montferat und diejenige betrifft, die auf dasselbe einige Forderungen haben möchten. Welche Prätendenten nach Innhalt des ermeldten Tractats vom 8. Nov. 1703. schadloß gehalten werden sollen; Es verheisset Se. Cathol. Majest. vor sich und Dero Nachfolger diesem nicht zuwider zu handeln, noch einem Printzen oder anderer Person, welche möchte gedachten Ceßionen etwas zuwider vornehmen wollen, in einige Wege, directe oder per indirectum, beyzustehen, oder sich ihnen günstig zu erzeigen; Vielmehr erbiethet sich Seine Majestät zugleich nebst Seiner Königlichen Hoheit, und gleicher massen in die Vereinigung und Guarante zu treten, welche man mit Engelland und Franckreich vergleichen wird, um

zes, en favor, y contra todos, comprehendida en esta garantia la Villa, y Provincia de Vigevano, por loque mira a ella, ô a loque S. A. R. podrà convenir de recevir en equivalencia, como tambien por loque toca à las Provincias, Villas, Tierras, Derechos, o exercicio de Derecho, que han dependido del Estado de Milan, y han sido cecidos al dicho Sr. Duque de Saboya: S. M. C. por si, y por sus successores se desiste, y aparta, para simple, y irrevocablemente para siempre en favor de su dicha A. R. y de sus successores, y de todos derechos, nombres, y acciones, y pretenciones que le pertenecen, ô pueden pertenecer, cediendolos, como és necessario, bolviendolos, y transfiriendolos, sin reservar, ni detener cosa alguna, para que S. A. R. possea sin alguna turbacion, ni embarço los dichos Lugares, y goze los derechos referidos, y a demàs promete S. M. C. hazer entregar a S. A. R. â aquien deputare dentro de tres mezes despues de la ratificacion de este tratado, todos los titulos, papeles, y documentos, que se hallaren en Espanna concernientes â los Paizes, y derechos arriba expressados.

um zu handhaben alle unter diesen vier Puissancen geschlossenen Tractaten, zu Beybehaltung und Sicherheit gegenwärtiger Frieden-Schlüssen, wieder alle die sie möchten stöhren wollen; In welcher Guarantie mit begriffen seyn wird die Stadt und Provintz von Vigevano, so wohl was sie selbst als auch ein Æquivalent davor, das Se. Kön. Hoh. zu empfangen vergleichen möchte, betrifft, nicht weniger was die Provintzen, Stadte, Länder, Rechte und Befugnisse angehet, welche von dem Staat von Mayland abhangend gewesen, und ermeldten Herrn Hertzog von Savoyen abgetretten worden seynd. Se. Cathol. Majestät entsaget, und entschlägt sich, ohne Beding, lediglich und unwiederrufflich für Sich und Dero Nachkommen auf allezeit, zum besten Sr. Kön. Hoh. und Dero Nachfolger, aller Rechten, Forderungen, Befugnissē und Prätensionen, welche ihr zustehen, oder zustehen könten, indem Sie dieselben abtritt, so viel nöthig ist, sie wieder giebt, und überlässet, ohne das geringste zurück oder bey sich zu behalten, dergestalt, daß Se. Kön. Hoheit gantz ungestöhrt und ungehindert, ermeldter Orten und Rechten sich erfreuen. Ferner verheisset Se. Cathol. Maj. an Se. Kon. Hoheit oder an den, welchen Sie darzu abordnen wird, binnen 3. Monathen nach Ratification dieses Tractats, alle Tituln, Pappieren und Briefschafften, welche oben ermeldte Länder und Rechte betreffend, in Spanien sich finden möchten, wohl aushändigen zu lassen. 1713

XII. El tratado de Turin de 1696. y los Articulos de los tratados de Munster, de los Pirineos, de Nimega, y de Ryswick que miran a S. A. R. seran guardados, y ob-

XII. Der Tractat zu Turin vom Jahr 1696. u. die Articuln der Münsterischen, der Pyrenäischen, der Nimwegischen, und der Ryßwickischen Tractaten, welche Se. Kön. Hoh. betreffen, sollen beyderseits

1713 servados reciprocamente, en quanto no sean derrogados aqui por este tratado, como si estuvieran estipulados, y insertos en el palabra, y particularmente por loque toca â los feudos, expressados en dichos tratados que miran a S. A. R. no obstante todos los rescriptos, y actos hechos en contrario, y assi mismo el tratado hecho entre S. Mag. Christ. y S. A. R. en 11. de Abril deste presente anno, és comprehendido, y confirmado por el presente, como si fuera inserto â la letra, offereciendo se S. M. para este efecto, como le hà presentemente ofrecido, entrar reciprocamente con S. A. R. en la union, y garantia de todo lo estipulado en las presentes pazes, entre las quatro Potencias, de Espanna, Francia, Ynglaterra, y Saboya para que tenga su entero, e pleno efecto, e sea observado para siempre.

XIII. Todos los que en el espacio de seis mezes seràn nombrados por S. M. Cat. y por S. A. R. de Saboya seràn comprehendidos en el presente tratado, como esto sea de comun consentimiento.

XIV. Y afin de que el presente tratado sea inviolablemente observado, S. M. C. y S. A. R. prometon no hazer cosa contra ó en prejuizio de el, ni sufrir que se haga directa, ni indirectamente, y si se hiziere de hazerlo reparar sin difficuldad, ni dilacion, y los dos se obligan respectiva-

seits beybehalten und beobachtet werden, in so fern ihnen in gegenwärtigem Tractat die Krafft nicht entzogen ist: Auf eben die Art, als wenn sie hier von neuem verglichen und von Wort zu Wort eingeschaltet wären; Besonders so viel die in berührten Tractaten ausgedrückte, und Se. Kön. Hoh. zustehende Lehen angehet, ohne im geringstē dargegen zu beobachten einige Rescripte und Briefe deme zuwieder. Ingleichen ist der Tractat zwischē Sr. Christl. Maj. und Sr. Kön. Hoh. unterm 11. April dieses Jahrs geschlossen, durch den gegenwärtigen hiermit bekräfftiget, als ob er nach seinem gantzen Innhalt hier enthalten wäre, zu solchem Ende erbiethet sich Se. Maj. mit Sr. Königl. Hoh. in Vereinigung u. Guarantie über alles das, was in gegenwärtigen Frieden-Schlüssen, zwischen den vier Puissancen von Spanien, Franckreich, Engelland und Savoyen verglichen ist, zu tretten; Damit dasselbe seine vollständige und erwünschte Würckung erreiche und auch allezeit beobachtet werde.

XIII. Alle die, welche in Zeit von 6. Monathen, durch Se. Cat. Maj. und durch Se. Kön. Hoheit von Savoyen werden benennt werden, sollen in gegenwärtigen Tractat, als mit beyderseitiger Bewilligung eingeschlossen gehalten werden.

XIV. Und damit gegenwärtiger Tractat unverletzlich beobachtet werden möchte, so verheissen Se. Cath. Maj. und Se. Kön. Hoheit das mindeste nicht zu thun oder zu erlauben, daß directe oder per indirectum, zu dessen Nachtheil geschehe: So aber ja etwas darwieder geschehen solte, solches sogleich ohne Schwürigkeit, oder Auffschub zu erse-

1713

mente a su entera observancia, y el presente Tratado será confirmado en terminos convenientes en todos aquellos que S. M. Cat. hara con las otras Potencias, con las quales emplearа todos sus mas eficàses Oficios unidos con S. M. Christ. y S. M. Brit. el reconocimiento de S. A. R. por Rey de Sicilia, y que aquellas Potencias entren en el empenno de asegurar, y mantener a S. A. R. y sus Herederos en la pacifica, y permanente possession dedicho R. y de sus dependencias, y S. M. Cat. no incluira en estos Tratados alguna otra Potencia, sin que haya hecho ô prometido hazer el dicho reconocimiento, y si enteressara vivamente con las Potencias donde S. M. tiene sus Ministros, a fin de que reconoscan S. A. R. por Rey de Sicilia.

ersetzen; Deßwegen verbinden sie sich auch beyde zu dessen vollkommener Beobachtung, und soll dieser Tractat, in behöriger Maaße bestättiget werden in allē denjenigen, welche Se. Catholische Majestät mit den andern Puissancen schliessen wird, bey welchen dieselbe alle möglichste Sorgfalt und Vermittelung anwenden wird, nebst Sr. Allerchristl. und Groß-Britannischen Maj. um Se. Königl. Hoh. als König von Sicilien erkennen zu machen, und damit diese Puissancen sich auch verbinden mögen, S. Kön. Hoh. und Dero Erben den ruhigen und beständigen Besitz des ermeldten Königreichs und dessen Zugehör zu versichern und sie dabey zu handhaben. Se. Maj. wird in Dero Tractaten keinen Puissancen einschliessen: Sie habe dann vorhero gethan, oder versprochen zu thun die berührte Erkennung, Sie wird auch bey den Puissancen, bey welchen sie Dero Ministres unterhält, sich aufs eifrigste angelegen seyn lassen, es dahin zu bringen, daß dieselbe Se. Kön. Hoheit als König von Sicilien erkennen mögen.

XV. Este Tratado sera aprovado, y ratificado por S. M. C. las ratificaciones de el se trocaràn, y entregaràn respectivamente por los Plenipotenciarios de uno, y otro, dentro del termino de seis somanas, ô antes, si fuere possible, en Utrecht a 13. de Julio de 1713.

XV. Dieser Tractat soll von Sr. Cathol. Maj. und Sr. Kön. Hoh. vor genehm gehalten und vor ratificirt, die Ratificationen aber von beyderseitigen Plenipotentiarien, binnen der Zeit von 6. Wochen, oder noch eher, wenn es möglich seyn will, zu Utrecht übergeben und ausgewechselt werden.

CCLXIV.

Tractatus Navigationis & Commerciorum, inter Serenissimam ac Potentissimam Principem ANNAM, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam, fidei Defensorem &c. & Serenissimum ac Potentissimum Principem PHILIPPUM V. Dei gratia, Hispaniar. Regem Catholicum. Conclusus Trajecti ad Rhenum die 28. Nov. (9. Decembr.) Anno 1713.

Stabi-

1713 STabilita feliciter, Deo O. M. clementer annuente, pace bona, firma, veraque & sincera amicitia, inter Serenissimam ac Potentissimam Principem & Dominam, ANNAM, Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Reginam &c. & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum, PHILIPPUM V. Dei gratia, Hispaniarum Regem Catholicum &c. eorumque heredes ac successores, regna & subditos, per pacificationis tractatum, Trajecti ad Rhenum die secundo (decimo tertio) mensis Julii, novissime præteriti, conclusum, in eam præprimis curam iverunt Regiæ suæ Majestates, ut mutuis subditorum suorum in re commerciorum utilitatibus omni meliori modo prospiceretur; & propterea Legatis suis Extraordinariis & Plenipotentiariis, quorum opera in pace pangenda prospere successit, in mandatis clementissime dederunt, ut quæ in finem hunc salutarem, post perpensa rerum omnium momenta in colloquiis ea de re Madriti habitis, maxime convenire perspectum fuerat, in tractatu commerciorum solennis formam redigerent; dicti igitur Legati, vigore Plenipotentiarum, quarum apographa sub finem hujus instrumenti verbotenus inserta erunt, super commerciorum articulis, ad elucidationem tractatuum anteriorum & procurandam uberiorem in commerciorum negotiis expediendis facilitatem, modo & forma convenerunt, prout sequitur.

Art. I.

Tractatus pacis, commerciorum & confœderationis, inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniæ, Madriti die decimo tertio (vigesimo tertio) mensis Maji Anno Domini 1667. conclusus, per hunc tractatum ratihabetur & confirmatur. Spondent mutuo Regiæ suæ Majestates, sese omnes & singulos tractatus antecedentis articulos, & quæcunque in iisdem, ut & schedulis annexis, privilegia, concessiones, concordata, aliave cujuscunque generis ad subditos utrinque redundantia beneficia continentur, bona fide præstituras & adimpleturas, utque a Ministris suis & officialibus aliisque subditis præstentur & adimpleantur, omni tempore curaturas; ita ut plenario eorundem omnium & singulorum effectu, iis solummodo exceptis, de quibus in sequentibus articulis ad reciprocam satisfactionem aliter statutum est, ut & eorum omnium, quæ in articulis sequentibus continentur, subditi hinc inde gaudeant in posterum, & fruantur. Confirmatur insuper & de novo ratihabetur tractatus anno 1670. inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniæ, pro tollendis dissidiis, deprædationibus restringendis, stabiliendaque pace in America, inter dictas Coronas initus, sine præjudicio nihilominus contractus alicujus, aliusve privilegii aut licentiæ, Reginæ Magnæ Britanniæ, ejusve subditis, per Majestatem suam Catholicam concessis in tractatu pacis nuperrime conclusæ, aut in contractu de Assiento, atque etiam absque præjudicio libertatis aut facultatis alicujus, subditis Britannicis antea sive competentis, sive permissæ, aut indultæ.

II. Subditi Regiarum suarum Majestatum, in dominiis earundem

dem alterutrinque mercaturam facientes, non tenebuntur majora, pro 1713
mercibus ab ipsis importatis exportandisve, vectigalia, aliave onera quæcunque solvere, quam quæ a subditis amicissimæ cujusvis gentis exigentur, & solventur; ac si quæ vectigalium diminutiones, aliave beneficia exteræ cuivis genti ab una alterave parte concedi in posterum contigerit, iisdem quoque utriusque coronæ subditi reciproce & plenissime gaudebunt. Et sicuti circa vectigalium rationes, uti supra conventum, ita etiam pro regula generali inter Regias suas Majestates statutum est, quod omnes & singuli ipsarum subditi in omnibus terris locisque hinc inde earundem Imperio subjectis, circa omnes impositiones aut vectigalia quæcunque, personas, merces, mercimonia, naves, naula, nautas, navigationem & commercia concernentia, iisdem ad minimum privilegiis, libertatibus & immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in curiis justitiæ, quam in iis omnibus, quæ sive commercia, sive aliud jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis gens extera utitur, fruitur, gaudetque, aut in posterum uti, frui aut gaudere possit, prout in Articulo 38. tractatus de anno 1667. in Articulo præcedente speciatim inserti, fusius explicatur.

III. Quandoquidem per tractatum pacis inter Regias suas Majestates nuperrime conclusum, pro basi & fundamento positum & stabilitum fuerit, quod subditi Britannici per omnia in regnis Hispaniæ, iisdem uterentur & fruerentur privilegiis, & in re commerciorum libertatibus, quibus tempore CAROLI Secundi gavisi sunt; eaque proinde regula tractatus præsentis commerciorum basis pariter & fundamentum sit, & esse debeat, quod & reciproce quoad subditos Hispaniæ in Magna Britannia commercantes intelligitur, in iis omnibus, quæ ipsis per pacta competunt; Cumque ad commerciorum rationes rite & mutua cum utilitate constituendas, plurimum faciat vectigalium pendendorum certa, clara & maxime expedita methodus; Conventum proinde & conclusum est, quod intra trimestre spatium a ratihabito hoc tractatu, Madriti vel Gadibus convenient, ex parte utriusque Regiæ Majestatis, commissarii ad id hinc inde designandi & constituendi, quorum opera componatur, absque omni temporis dispendio, Index sive Catalogus novus, qui in unoquoque portu prostabit publice, quique vectigalia super mercibus in Castiliam, Arragoniam, Valentiam & Cataloniam introducendis, aut inde avehendis in posterum pendenda speciatim exprimat & contineat, & eo modo constituat, ut in unum reducantur, & in uno vectigali & una in summa pendenda contineantur, omnia varia onera, quæ tempore nuperi Regis CAROLI Secundi variis sub nominibus & in diversis teloniis, super mercibus intrantibus aut exeuntibus in portubus Hispaniæ, comprehensis etiam regnis Arragoniæ & Valentiæ, principatuque Catalauniæ, exceptis tantummodo Guipuscoâ & Biscaja, de quibus infra dicetur, soluta erant.

Cum autem per Legatum Britannicum quam instantissime postulatum fuerit, ut dictis commissariis pro regula proscriberetur, illud in novo indice præprimis curare, ne per eundem majora ulla vectigalia,

1713 ctigalia, aliave onera quæcunque, in portu aliquo, sive maritimo, sive terrestri, intra Regis Catholici dominia, exigenda & solvenda in posterum sint, quam quæ in teloniis portus Sanctæ Mariæ aut Gadium, regnante nupero Rege Hispaniarum Carolo secundo, soluta fuerint; consenserunt Legati Hispaniæ, adeoque conventum & stipulatum est, quod nempe quoad ipsos portus Gadium & Sanctæ Mariæ, ea observetur regula; ita ut cessante & sublata omni vectigalium augmentatione, quæ post tempus Caroli secundi ex occasione belli, sive sub habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introducta forsitan fuit, subditi Britannici in portubus Sanctæ Mariæ & Gadium, pro mercibus advectis vel avehendis nulla majora onera cujuscunque generis, aut sub quocunque titulo, sive ante, sive post confectos dictos indices, solvere tenebuntur, quam quæ ibidem tempore Caroli secundi soluta fuerunt. Dictis proinde commissariis illud præprimis quoad portus Sanctæ Mariæ & Gadium observandum injungetur, ne in novis indicibus conficiendis ad indices vectigalium antiquos, qui propter exorbitantiam jurium per ipsos constitutorum tempore Caroli secundi in usu esse desierant, sese conforment, sed ductum eorum tantummodo indicum sequantur, quos sive vulgo *Arancel*, sive registros nuncupatos tempore Caroli secundi substitisse, & secundum quos vectigalia soluta fuisse, compertum fuerit.

Quin etiam conventum pariter est, quod subditis Britannicis liberum omnino erit, merces post soluta pro iisdem in dictis portubus vectigalia, ea nempe, quæ, donec indices supradicti conficiantur, tempore Caroli secundi soluta erant, aut quæ postea ad dictorum indicum tenorem pro mercibus advectis pendenda fuerint, terra marive transferre ad alium quemvis dominiorum Hispaniæ antedictorum portum aut locum, neque ea occasione vectigalia antea soluta ullo modo ab ipsis exigentur.

Quin etiam ad præcidendas quascunque lites, quales, non obstante exacta alias justitiæ in Hispania administratione, ortas olim esse constat, respectu aliorum onerum maximo cum commercantium incommodo & commerciorum præjudicio aliquando exactorum; Conventum est, quod merces, pro quibus vectigalia, prout antedictum est, Gadibus, aut in portu Sanctæ Mariæ soluta fuerunt, & quæ in magna mercatura, vulgo *en gros*, vendendæ transportatæ fuerint, ab omni alio onere quocunque per totam Hispaniam liberæ & immunes erunt. Ita tamen, ut mercium proprietarius, aut institor testimonia adducat, quæ vectigalium, prout præfertur, rite solutorum fidem faciant; Sin secus fiat, merces per fraudem transferri censebuntur. Respectu vero solutionis jurium de Alcavalos, Cientos & Millones vulgo nuncupatorum, conventum est, quod circa eadem jura, secundum tenorem Articulorum hujus tractatus quinti & octavi agendum sit.

Quoniam vero Legati Hispanici persuasum sibi habuerunt, illæsis regni Hispaniæ legibus, variisque ibidem privilegiis vim legis habentibus, atque etiam absque nimio Regis & Domini sui præjudicio, componi non posse vectigalia in unoquoque Hispaniæ portu ad nor-

maṃ

mam eorum, quæ Gadibus aut in portu Sanctæ Mariæ obtinuerunt, aut obtinere possint; Visum proinde est, istam materiam commissariis, qui novis indicibus conficiendis adhibiti erunt, ventilandam & decernendam relinquere. 1713

Spondet autem Rex Catholicus, tollendas statim in dictis portubus omnes vectigalium augmentationes, quæ post tempus CAROLI Secundi ex occasione belli, sive sub habilitationis nomine, aliove quocunque, ibidem introductæ forsitan fuerunt, tum etiam, quod aut eadem statuetur in dictis portubus regula, de qua respectu Gadium & portus Sanctæ Mariæ conventum est, aut eam saltem observandam esse regulam, tam ante, quam post confectos dictos indices, quæ tempore Caroli secundi in unoquoque respective portu obtinuit, ita, ut majora posthac ibidem, aut in alio quocunque transitus loco, non exigantur vectigalia, quam quæ tempore Caroli secundi dictis in locis soluta erant. In iisdem insuper ea observanda erunt, quæ ratione jurium de Alcavalos, Cientos & Millones, in hoc articulo superius indigitantur.

Quoad portus Guipuscoæ & Biscajæ, aliosve Legibus Castiliæ non subjacentes, in quibus tempore Caroli II. vectigalia pendebantur iis minora, quæ Gadibus aut in portu Sanctæ Mariæ soluta erant, spondet Regia sua Majestas Catholica, eadem vectigalia dictis in locis per novum indicem augenda non esse, interea autem, prout tempore Caroli II. permansura. Merces tamen in portus Biscajæ & Guipuscoæ introductæ, quæ in regna Castiliæ, aut Arragoniæ postea per terram deferentur, in portu primi introitus earum in dicta regna vectigalia tempore Caroli II. ibidem soluta, aut quæ per novum indicem statuentur, solvere tenebuntur.

IV. Consentit Rex Catholicus promittitque, licitum in posterum fore subditis Britannicis, qui in provinciis Biscajæ & Guipuscoæ degent, domos vel repositoria mercibus suis conservandis idonea conducere, id quod ut fieri possit, pari modo, iisdemque cum privilegiis, quibus in Andalusia, aut in aliis quibuscunque Hispaniæ portubus aut locis, dicti subditi Britannici ista libertate, vigore præfati tractatus de anno 1667. aut etiam vigore diplomatis alicujus aut ordinationis per Majestates suas Catholicas concessæ, gavisi sunt, aut gaudere debuerint, Regia sua Majestas per mandata repetita effectum dabit. Eadem libertate gaudebunt subditi Hispanici in quibuslibet Magnæ Britanniæ portubus & locis, cum privilegiis omnibus ipsis per prædictum tractatum competentibus.

V. Ut autem obviam eatur abusibus in colligendis juribus de Alcavalos & Cientos nuncupatis, consentit Catholica sua Majestas, quod subditis Britannicis, qui merces suas in magna scil. mercatura, vulgo *en gros*, vendendas in quemcunque Hispaniæ portum, sive terrestrem, sive maritimum, intulerint, in optione esse debet, utrum dicta jura de Alcavalos & Cientos in ipso primi appulsus loco aut portu vel potius secundum leges Castiliæ, ubi & quando vendentur, solvere velint. Quæ quidem jura eadem erunt, quæ tempore Caroli II. soluta fuerunt; Conventum etiam est, quod merces, pro quibus dicta jura de Alcava-

1713 los & Cientos soluta semel fuerint, subditi Britannici in magna scil. mercatura, vulgo *en gros*, vendendas mittere vel transportare poterunt, ad portum aut locum quemcunque Majestatis suæ Catholicæ dominio in Europa subjacentem, absque ulla molestia, ullave dictorum jurium exactione repetita, aut etiam aliorum pro prima venditione; ita tamen ut illi, qui dictas merces vehent, recepta vel testimonia a teloniorum redemptoribus aut commissariis, quibus pateat dicta jura pro iis mercibus soluta fuisse, aliaque itidem testimonia, dictas merces nondum esse divenditas, probantia, adducant; Quod si vero mercator quisquam merces suas minutatim vendet, locales omnes & municipales impositiones, in iisdem vendendis debitas & consuetas, una cum juribus de Alcavalos & Cientos, & si quæ aliæ cujuscunque generis sint, solvere tenebitur, sub pœnis lege præfinitis. Consentit insuper Regia Majestas Catholica, quod si post exhibita testimonia superius memorata, officialis quispiam aut vectigalium coactor eadem jura de novo exegerit, merciumve transitum ea de causa moraretur, aut quocunque modo molestia aliqua afficeret, officialis culpæ prædictæ reus pœnam incurret bis mille ducatorum, in usum Cameræ Regiæ suæ Majestatis, aut hospitii generalis Madritensis; Solvendorum teloniorum autem, aut contrabandæ Notarii, pro dictis testimoniis certificatoriis expediendis ultra quindecim Ryals-Villon non accipient, nisi aliter in novo indice conficiendo conventum fuerit.

VI. Et sicuti subditis Regiarum suarum Majestatum integer, incolumis, & ab omni molestia immunis navigationis & commerciorum usus & libertas utrinque constare debet, quamdiu pax & amicitia, inter Regias suas Majestates eorumque coronas inita, subsistet; ita quoque voluerunt Regiæ suæ Majestates, ne propter orituras forsan discordiarum scintillas, eadem dicti subditi incolumitate priventur, quin pleno e contra pacis beneficio fruantur, quousque bellum inter ambas coronas declaratum non fuerit. Quin etiam conventum insuper est, quod si quando contigerit, ut bellum, (quod Deus avertat) inter Regias suas Majestates earumque regna, suboriatur & declaretur, tum ad præscriptum Articulum 36. sæpe fati tractatus de anno 1667. terminus sex mensium post talem rupturam declaratam utriusque partis subditis, in alterius ditione commorantibus, dabitur, quo recipere sese una cum familiis, bonis, mercimoniis, navibus & facultatibus suis, easque, solutis vectigalibus debitis & consuetis, asportare licebit, terra, marive, quoquo versum ipsis placuerit, sicuti & iis permissa tunc erit venditio & alienatio bonorum suorum mobilium, immobiliumque rerum, ut & pretii divenditorum evectio, libere & absque ulla inturbatione, nec eorum bona, res, merces & facultates, nedum ipsimet arresto vel manu injectione, interea temporis detinendi vel infestandi sunt. Bona quin etiam interea promptaque justitia fruentur & utentur alterutrinque subditi, quo currente dicto semestri spatio res & facultates suas, tam publico quam privatis concreditas, recuperare possint.

VII. Conventum insuper est, quod damna omnia, quæ subditi utriusque

triusque coronæ, ineunte bello nuperrimo contra tenorem Art. 16. su- 1713
permemorati tractatus de anno 1667. se perpessos esse, debite monstraverint, sive ea in bonis mobilibus vel immobilibus constiterint, ipsis, aut legitimis eorum procuratoribus vel hæredibus, eorumve causam habentibus, absque mora reciproce resarcientur, restitutis, quæ superesse contigerit, & quæ fisco addicta fuerint, sive fundi, ædificatio, hæreditates, aliave bona quæcunque sint, & soluto distractorum, sive ea ex bonorum mobilium aut immobilium genere fuerint, justo & legitimo pretio; eandem vero solutionem verificatis, ut antedictum est, istis prætensionibus per Aerariorum suorum hinc inde præfectos bona fide faciendam & præstandam esse, inter Regias suas Majestates conventum & concordatum est.

VIII. Conventum est, & Regia sua Majestas Catholica per mandata sua effectum dabit, ut vectigalia Millones nuncupata, super piscibus, aliaque annona, in loco primi earum mercium appulsus non exigantur, sed eadem vectigalia more pristino per leges stabilito in loco tantummodo consumptionis, mercibusque divenditis, & non antea solvenda erunt.

IX. Spondet Regia sua Majestas Catholica, quod merces, quæ speciatim in indicibus, qui secundum Articulum hujus tractatus tertium conficiendi sunt, nominatæ non fuerint, iisdem nec majoribus ad valorem vectigalibus onerabuntur, quam quæ mercibus in dictis indicibus nominatis imponentur. Lite vero orta inter teloniorum redemptores vel commissarios & mercatorem super aliquarum mercium valore, mercatoris in optione erit, merces istas redemptori vel commissario relinquere, pro pretio per dictum redemptorem ipsis imposito, quod parata pecunia deductis solummodo vectigalibus statim erit solvendum. Poterit etiam mercator, receptis reliquis mercibus, partem earundem secundum valorem ipsis per redemptorem, uti dictum est, impositum, loco vectigalis redemptori vel commissario relinquere.

X. Conventum est, quod casu quo subditi Britannici merces ex quibusvis Africæ oris in Hispaniam advehant, eædemque ad vectigalia solvenda admissæ fuerint, iisdem debite solutis, dictæ merces nullis aliis oneribus, sive per capitaneos tractuum maritimorum generales, vel portuum præfectos aliosve, quocunque nomine aut titulo exigendis, in posterum gravandæ erunt, præter ea quæ pro mercibus in universum omnibus ejusdem generis in earum venditione pendenda sunt.

XI. Navium mercatoriarum præfecti portum quemcunque Hispaniæ cum navibus suis intrantes intra viginti quatuor horas ab adventu suo exhibere tenebuntur binas declarationes vel inventaria mercium advectarum, vel illius earundem partis quam ibidem exonerare debent, unam scil. declarationem teloniorum redemptori, vel commissario, alteram Contrabandæ judici, neque foros navis aperient, antequam vel scrutatores acceperint, vel per vectigalium redemptores ea ipsis licentia concessa fuerit. Nullæ autem merces alio intuitu exonerandæ erunt, quam ut recta in telonium, secundum permissionem

1713 scriptis eum in finem impertitam, inferantur. Ex judicibus autem contrabandæ, aliisve teloniorum officialibus, nemini licitum erit, quocunque sub prætextu, aperire sarcinas aliquas, cistas, dolia, aliave involucra mercium quarumcunque ad subditos Britannicos spectantium, dum ad telonium feruntur, & antequam eo pervenerint, atque etiam adsit earundem proprietarius aut negotiorum ejus gestor, qui vectigalia solvat, & merces ad se recipiat. Adesse autem poterunt dicti contrabandæ judices eorumve deputati, dum e navi solvuntur merces, ut & dum in telonio declarantur, expediunturve, & data fraudis suspicione alias nempe aliarum loco merces expediendi animum esse, omnes sarcinas, cistas aut dolia aperire licebit, modo id in telonio, nec alibi fiat, præsente mercatore, ejusve negotiorum gestore, & non aliter: Expeditis autem, & e telonio evectis mercibus, cistisque, doliis aliisque involucris easdem continentibus, officialis competentis sigillo, signove munitis, easdem denuo aperire, aut abductionem earundem ad domum mercatoris impedire, nullus Contrabandæ judex, aliusve officialis præsumet; Neque illis postea licitum erit, quocunque sub prætextu, earundem transvectionem ab uno domo & repositorio in aliud, intra ejusdem urbis, aut loci muros, aut ambitum impedire, modo illud intra horas octavam matutinam & quintam vespertinam fiat, prævia etiam notificatione redemptoribus jurium de Alcavalos & Cientos facta, quo eædem intuitu transferantur, scilicet si ad venundandum, ut jura ista, modo antea soluta non fuerint, ibidem, aut in loco venditionis, persolvantur; Sin minus, ut mercatori institorive libellus certificatorius ab ipsis more consueto tradatur. De cætero jus & libertas merces sub conditionibus in Artic. 5. hujus tractatus indigitatis, a portu, aut loco quocunque intra Dominia Regis Hispaniæ, ad alium quemvis portum aut locum, sive terra, sive mari transferendi, plenissime & integerrime constabit.

XII. Vectigalia pro mercibus per subditos Britannicos in insulas Canarias adferendis vel inde abducendis, majora non exiguntur, quam quæ ibidem regnante nupero Rege Carolo secundo soluta fuerunt, vel quæ secundum novos indices solvenda erunt.

XIII. Vtriusque Reg. Maj. subditi, qui subditis alterius in ære alieno sunt, sive ante belli nuperi exordium, vel intra sex menses ab eodem initio, vel eo durante sub literarum salvi conductus tutela, vel denique post initum armistitium inter ambas coronas, ista debita contraxerint, ad eadem bona fide solvenda tenebuntur & cogentur, perinde ac si bellum inter ambas coronas obortum omnino non fuisset, neque ipsis exceptiones ullas ex occasione belli contra justa creditorum postulata injicere licebit.

XIV. Subditis Britannicis facultatem concedit Sua Majestas Catholica, domicilia sua figendi, & habitandi in oppido St. Ander nuncupato, iis sub conditionibus, quæ in Articulis nono & tricesimo tractatus de Anno 1667. indigitatæ sunt.

XV. Quantum ad Judicem Conservatorem, aliosque per ipsum substituendos, concessa alii cuicunque nationi exteræ ista libertate, subditi

diti Britannici eadem pariter gaudere debent. Interea autem & do- 1713
nec de hoc negotio certi aliquid statutum fuerit, Regia Majestas Catholica in mandatis per expressum dabit omnibus & singulis regni sui judicibus, aliisque, quibuscunque justitiæ administratio aut executio ullatenus incumbit, iisdem sub pœnis gravissimis injunget, ut in caussis omnibus subditorum Britannicorum, absque mora aut partium studio, favore, vel affectu, jus dicant, & exequi faciant.

Consentit Rex Catholicus, quod appellationes a sententiis latis in caussis, quæ subditos Britannicos tangunt, ad concilii bellici Madriti tribunal, nec alibi deferantur.

XVI. Si quis Regiæ Majestatis Britannicæ, sive Regiæ Majestatis Catholicæ Minister, aliusve subditus, hunc tractatum, aut aliquem ejusdem Articulum violaverit, ille de damno omni inde exorto tenebitur; Ac si quo in officio publico constitutus fuerit, præter satisfactionem parti læsæ, uti præfertur, præstandam eodem quoque officio privabitur.

XVII. Subditis Britannicis, per mare adductis ex alio quocunque Hispaniæ portu, vino, vino adusto, oleo, smegmate, uvis exsiccatis, aliisve mercimoniis, & solutorum in exitus loco vectigalium testimonia producentibus, navibus suis in portu Gadium subsistentibus eadem imponere, aut etiam ex una navi in aliam, consentientibus rerum maritimarum præfectis, ipsisque aut eorum deputatis, si velint, præsentibus, ad evitandas quascunque fraudes, tempore idoneo, per dictos præfectos intra viginti quatuor horas designando, transferre, indeque avehere, licitum erit; ea cum libertate, ut neque impositionem *Hondeuxe* vocatam, aliamve introitus exitusque quamcunque solvere teneantur.

Ratihabebitur præsens tractatus a Serenissima Magnæ Britanniæ Regina & Serenissimo Rege Catholico, ejusdemque ratihabitionis tabulæ intra duos menses, aut citius, si fieri possit, Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem, nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii præsentes tabulas manibus nostris subscriptas sigillis nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum die vigesimo octavo (nono) mensis Nov. (Decembr.) Anni a Christo nato millesimi septingentesimi decimi tertii.

(L.S.) Joh. Bristol.

Ratihabitio Reginæ Magnæ Britanniæ.

ANNA, *Dei gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regina, fidei Defensor &c.* Omnibus ac singulis, ad quos præsentes literæ pervenerint, salutem. Cum reverendus admodum in Christo pater, per quam fidelis & dilectus Consiliarius noster, Johannes, Episcopus Bristoliensis, Legatus noster Extraordinarius & Plenipotentiarius, Decanus Windesoriensis, & nobilissimi ordinis nostri Periscelidis registrarius, ex parte nostra, una cum Plenipotentiariis Suæ

1713 Majestatis Catholicæ vicesimo octavo (nono) die mensis Novembris (Decembris) Anno millesimo septingentesimo decimo tertio, Ultrajecti ad Rhenum, tractatum commercii inter subditos Magnæ Britanniæ & Hispaniæ concluserit & signaverit, prout sequitur.

Fiat insertio.

NOs viso perpensoque tractatu supra scripto, eundem approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut & per præsentes, tam pro nobismetipsis, quam pro heredibus & successoribus nostris approbamus, & ratum firmumque habemus, exceptis solummodo tribus ejusdem Articulis, videlicet tertio, quinto & octavo *Ultrajecti* conclusis, quos forma & modo sequentibus intelligi & observari volumus:

III. Quandoquidem per ultimum pacis tractatum, pro basi & fundamento positum atque stabilitum fuerit, quod Magnæ Britanniæ subditi gauderent, quoad commercium, iisdem libertatibus & privilegiis, quibus regnante Carolo secundo in tota regnorum Hispaniæ amplitudine gavisi sunt; Hæc ipsa regula itidem pro basi & fundamento præsentis hujus tractatus commercii est constituenda, quod etiam reciproce intelligendum in gratiam subditorum Hispaniæ, qui intra limites terrarum Magnæ Brit. commercia exercituri sunt. Quumque nihil magis conducere possit ad commercium, mutua cum utilitate stabiliendum, quam regula constans, clara simul, & facillima pro solvendis vectigalibus, & quæ maxime sit libellata ad normam moderationem, & cujus proportio propius accedat ad mercium valorem, secus etenim fraudes inducuntur, magno cum detrimento vectigalium Principum, quod ipsa persæpe experientia comprobatum est in Hispania, ubi tributa in antiquis indicibus (seu tarifis, ut vulgo dicitur,) designata, omnem sane modum excedunt, idcirco Majestas sua Catholica, cupiens non solum devitare, quæ inde nascantur, incommoda, sed & faciliorem, quantum in ipsa est, reddere viam ad libertatem commerciorum, eademque fovere, & augere ex parte sua tantum, quantum vicissim id ipsum ex sua desiderat Maj. S. Britannica; voluit supprimere tam varia ad merces invehendas & evehendas vectigalia, in præfatis indicibus antiquis contenta, quam illa etiam, quæ deinceps, sub quibuscunque nominibus & prætextis, imposita fuerint; Satisque sibi esse duxit, si unum solum & unicum vectigal æqualiter colligatur in ingressu & egressu regni, nimirum decem pro centum, ut vulgo dicitur, valoris mercium, cujuscunque sint generis, seu pretium earum statuatur ex pondere, mensura, numero solidorum mercimoniorum, seu computatione vel æstimatione. Exigeturque hoc tributum æqualiter in Regis commodum in omnibus portubus & exhedris vectigalium Hispaniæ, comprehensis simul hic portubus & exhedris Arragoniæ, Valentiæ & Catalauniæ, solummodo ex hac generali regula Provinciis, quæ Guispuscoa & Biscaja nuncupantur, exceptis: Quarum Provinciarum vectigalia in ingressu & egressu fixa remanebunt, sicuti erant regnante Carolo secundo. Quum vero hoc tributum decem

pro

pro centum in ipso ingressu solutum fuerit, Locatores, vel administratores Telonii, per quod dictæ Merces fuerunt invectæ, tenebuntur curare, ut signentur, & plumblentur Tesseris & Plumbis, propriis ejusdem Telonii; utque tradatur Acceptilatio scripta, vi cujus proprietario, proprietariisve licitum erit, easdem Merces ad quasvis Regiones Hispaniæ transferre, nec deinceps exigetur ab eis aliud prorsus Vectigal, Tributum, vel onus, in commodum Suæ Catholicæ Majestatis, propter transportationem præfatarum Mercium, quam illud, quod jam pensum fuerit, juxta novum Indicem (vulgo *Tarifam*) & de quo Acceptilationis & Plumbea Sigilla aut Tesseræ exhibebuntur, quæ, si desint, fraudulenter translatas fuisse, censebitur, salvis tamen tributis, quæ *Alcavalos*, *Cientos* & *Millones* nominantur, quibus de infra Articulis quinto & octavo tractabitur. 1713

Quum autem Angliæ Legatus significaverit, ad evitandas in posterum quascunque discussiones, omnino necessarium esse, jam nunc in perpetuum ad æstimationem prædictarum Mercium certam Nosmam figere; ita ut Tributum, Decem pro Centum, variari nequeat, propter auctum, vel imminutum commune pretium, quo in Commercio, diversis temporibus, & in variis Regni partibus æstimari possent; in hunc finem inter Majestates Suas Catholicam & Britannicam, per suos Oratores conventum atque stabilitum fuit, quod intra tempus trium Mensium post hujus Tractatus Ratihabitionem, immo citius, si fieri possit, convenient Madriti, vel Gadibus, nomine Suarum Majestatum, Commissarii, rite ab eisdem nominati, & authoritate roborati, qui sine ulla temporis jactura ad constituendum novum Vectigalium Indicem vel Catalogum incumbent, ut tributum illud, quod posthac & in perpetuum exigendum sit, pro quocunque genere Mercium, tam in earum invectione, quam evectione, ita stabiliatur & limitetur, ut omnia Vectigalia & Impositiones, quæ ad ingressum & egressum Mercium, tam tempore Caroli secundi, quam ante vel post ipsius Regnum, exigebantur, sub quibusvis nominibus & prætextibus, & in quibusvis diversis Teloniis, quæcunque ea demum sint, sub isto solo & unico Vectigali comprehendantur, quod una simul summa pendendum erit, seu ad ingressum, seu ad egressum Portuum Hispaniæ, in quibus comprehenduntur etiam illi, qui ad Regna Arragoniæ, Valentiæ & Principatuum Catalauniæ pertinent, exceptis tantummodo Provinciis *Guiposcoæ* & *Biscajæ* jam supra nominatis. Et quia insuper Legatus Magnæ Britanniæ perquam enixe institit, ut præfatis Commissariis injungatur imprimis cura servandæ Regulæ, qua hoc Vectigal æqualiter & generaliter stabiliatur pro cunctis Portubus & Teloniis ingressus & egressus Hispaniæ, ad Normam, quam vulgo vocant, Decem pro Centum, Valoris: quo dictæ Merces in Cursu Commercii & inter Negotiatores æstimantur, in Portubus Gadensis & Sanctæ Mariæ nominatis: Legati Hispaniæ huic rei assentiti sunt, ita tamen ut de Mercibus quæ invehantur in Hispaniam, per Portus Provinciarum Biscajæ & Guipuscoæ, & quæ postea transferantur ad alias Provincias, a Regnis Castiliæ & Arragoniæ

1713 niæ dependentes, teneantur solvere in primo Portu, vel Telonio earum ingressus in præfata Regna Portoria illa, quæ per novum Indicem designabuntur.

V. Ut evitentur Abusus, qui committi possunt, in perceptione impositionum, quæ Alcavalos & Cientos vulgo dicuntur, Majestas Sua Catholica assentitur, quod Subditis Magnæ Britanniæ liberum sit, differre solutionem harum impositionum toto tempore, quo Proprietarii Merces suas relinquere depositas, apud præfata Telonia, in Apothecis ad illud destinatis, & donec eas velint rursus extrahere, sive ad easdem ulterius in Regnum introducendas, sive ad eas ipso in loco vendendas, vel ad Domos suas avehendas, quod illis licitum erit, modo dent obligationis Chirographum, sub valida & sufficienti cautione, solvendi Impositiones Alcavalos & Cientos dictas, pro prima venditione, Duabus Mensibus post diem subscriptionis sui Syngraphi, & tunc ipsis tradentur ea de re Apochæ; simul dictæ Merces notabuntur, & plumpabuntur Tesseris & signis plumbeis, propriis Mancipum Impositionum Alcavalos & Cientos dictarum, illis in locis ubi præfata tributa primæ venditionis hoc modo soluta fuerint, tunc quoque poterunt dicti Mercatores illas transferre, & vendere summatim, in quibusvis portubus & Terris sub Dominatione Majestatis Suæ Catholicæ in Europa sitis, nec propter præfatas Impositiones, Alcavalos & Cientos dictas, nullum eis impedimentum afferri poterit, nec ad aliam solutionem, ob causam dictæ primæ venditionis, impellentur; Dummodo tamen illi, qui dictas Merces conducent, exhibeant Apochas, Plumbeas Tesseras, vel signa Mancipum, aut Commissariorum, quibus incumbet collectio horum tributorum, vel Testimonium, quo probetur eas nondum fuisse revenditas. Sed si contra Mercator aliquis Merces suas minutim vendat, tenebitur secunda vice solvere dictas Impositiones Alcavalos & Cientos nominatas, sub pœnis a Legibus præscriptis. Consequenter etiam vult Majestas Suas Catholica, quod si post Exhibitionem Apocharum prædictarum, officiarius aliquis, Commissariusve colligendarum impositionum Alcavalos & Cientos dictarum iterum exigeret aliam solutionem præfatorum onerum, prædictis Mercibus impositorum, & supra dicto modo signatis, Plumbeisque Tesseris munitis, vel sese opponeret earum Transitui, & Translationi, sive illis afferet vel minimum impedimentum, condemnetur ad mulctam Duorum mille Scutorum, Escudos vulgo dictorum, Regio ærario adscribendorum. Administris Regiorum Teloniorum licitum non erit, ultra summam quindecim Reales de Vellon, pro expeditione Apocharum, vel Syngraphorum percipere, nisi aliud statuatur in novo indice, de quo in posterum convenietur.

VIII. Pacta est Sua Catholica Majestas, jussuram se, ut Tributum, vulgo *Millones* vocatum, quod colligitur de Piscibus, aliisque Mercimoniis, ad Annonam rei penuariæ spectantibus, non exigatur posthac, in Portubus vel primis Teloniis ad ingressum tu Hispaniam, quamdin Proprietarii ea in Apothecis ad hoc destinatis deposita relinque-

linquere voluerint, hac conditione tamen, quod cum ea extraxerint, 1713
tam ad ulterius in Regnum introducenda, quam in ipso loco vendenda, vel ad sua domicilia vehenda, Syngraphum suum tradant, sub valida & sufficienti cautione, solvendi Impositiones de Milliones dictas intra duos Menses a die Subscriptionis suarum Syngraphorum, tuncque iisdem illu de re tradentur Apochæ, simul etiam dictæ Merces signatæ, vel Plumbeis Tesseris munitæ, propriis Mancipum dictarum Impositionum de Millones illorum locorum, in quibus dicta Tributa soluta fuerint, & tunc demum poterunt transvehi, & vendi in locis, ubi illarum fiat consumptio, sine ulteriori Onere Tributi de Millones solvendi. Ideoque vult Sua Majestas, quod si post exhibitionem prædictarum Apocharum, aliquis officiarius, aut Commissarius Mancipum Impositionis de Millones dictæ, Tributa de Millones de iisdem Mercibus rursum exigat, vel sese earum transitui, transvectioni, aut venditioni opponat, sive ipsis vel minimum afferat impedimentum, condemnetur ad mulctam bis mille Scutorum, Escudos dictorum, Regio ærario adscribendorum.

Vigore itaque præsentium, Nos supra scriptum Tractatum approbamus, & ratum habemus, ita tamen ut tres Articuli, videlicet tertius, quintus & octavus, sicut in hoc ratificationis Instrumento sese habeant, & ejusdem Tractatus pars esse intelligantur, & eandem vim & effectum sortiantur, ac si in ipso Tractatu inserti fuissent; Spondentes & verbo Regio Promittentes, Nos omnia & singula, de quibus in hoc Tractatu conventum est, sancte religioseque præstituras & observaturas, neque passuras, quantum in nobis est, ut a quopiam violentur. In quorum majus Robur & Testimonium Præsentibus, manu nostra Regia signatis, Magnum Magnæ Britanniæ Sigillum affigi jussimus. Dabantur in arce Nostra Vindesoræ, septimo die Mensis Febr. Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio (quarto,) Regnique nostri duodecimo.

ANNA R.

Articulus Separatus.

Per præsentem Articulum separatum, qui ejusdem penitus Roboris & Vigoris erit, ac si Tractatui Commerciorum, hodie inter Regias Suas Majestates Magnæ Britanniæ & Hispaniæ concluso, de verbo ad verbum insertus esset, eumque in finem non minus quam dictus Tractatus ratihabendus erit, consentit Regia Sua Majestas Catholica, liberum fore, omni dehinc tempore, Subditis Britannicis, qui Commerciorum causa in Insulis Canaricis degent, unum aliquem ex Subditis Hispanicis, nominare, qui Judicis ibidem Conservatoris officio fungatur, atque de omnibus causis ad Commercia Britannorum spectantibus in prima instantia cognoscat; promittitque Regia Sua Majestas, se ejusmodi Judici Conservatori taliter nominato commissiones esse concessuram, una cum eadem authoritate & Privilegiis omnibus, quibus Judices conservatores in Andalusia gavisi sunt. Quin & si plures ejusmodi Judices ibidem habere, aut consti-

1713 tutos quovis Triennio mutare cupiant Subditi Britannici, id ipsis liberum erit, & concedetur.

Consentit quoque Rex Catholicus, quod Appellationes a dicti Judicis Conservatoris Sententiis ad Concilii Bellici Madriti Tribunal, nec alibi deferantur.

In quorum fidem Nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentes Tabulas Manibus Nostris subscriptas, e sigillis Nostris munivimus, Trajecti ad Rhenum die Novembris vicesimo octavo (Decembris nono) Anno Domini Millesimo Septingentesimo Decimo tertio.

(L. S.) Joh. Bristol.

CCLXV.

Anhang zu dem Commercien-Tractat zwischen Engeland und Spanien, A. 1713.

I.

DECLARATIO

Spectans titulos Regis Hispaniæ in Ratihabitione Tractatus Pacis.

QUoniam S. Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius in Ratihabitionum Tabulis Tractatuum Pacis & Commerciorum Ultrajecti ad Rhenum anno præterito conclusorum, ex Parte Regis Catholici hodie exhibitis reperierit, Titulos inseri nonnullos Locorum & Provinciarum, quarum Cessio per S. Reg. Majestatem Catholicam jam antea facta fuit, idque optaverit, ut S. Regis & Domini sui mentem ea super aperire vellent S. Regiæ Majestatis Catholicæ Domini Legati, dicti igitur Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad tollendam dubii omnis ansam, quæ inde oriri posset, nomine Regis & Domini sui clementissimi declarant, eam Regiæ Suæ Majestatis Catholicæ mentem omnino non esse, ut Titulorum antememoratorum usus alteri cuipiam præjudicio esse debeat.

In quorum Fidem præsentes manibus suis subscriptas dicti Domini Legati S. Regiæ Majestatis Catholicæ Sigillis quoque suis communiri fecerunt. Hagæ Comitum die duodecimo (vigesimo tertio) Mensis Februarii, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio (decimo quarto.)

(L. S.) El Duque de Ossuna.
(L. S.) El Marque de Monteleon.

II.

DECLARATIO

Spectans Sermonem in conficiendo Tractatu adhibitum.

NOs infra scripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii suæ Majestatis Catholicæ per præsentes declaramus, quod licet in Ratihabitionis Tabulis Tractatus Commerciorum, inter dictam Suam Maje-

Majestatem & Reginam Magnæ Britanniæ, Ultrajecti nono die Mensis Decembris Anno 1713. initi, a nobis hodie exhibitis, Articuli tres, qui loco tertii, quinti & octavi substituti & inserti sunt, ut & Plenipotentiarum Tabulæ, quibus hac in parte muniti sumus, Lingua Hispanica conceptæ sint, hoc tamen nunquam in exemplum ducendum, nec ullo unquam tempore impedimento fore, quo minus Tractatus Pacis & Commerciorum inter Hispaniæ & Magnæ Britanniæ Coronas antiquo more lingua latina in posterum conficiantur. 1713

In quorum Fidem præsentes manibus nostris subscriptas Sigillis quoque nostris muniri fecimus; Hagæ Comitum die vigesimo tertio (duodecimo) Mensis Februarii Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio (decimo quarto.)

(L. S.) El Duque de Offune.
(L. S.) El Marque de Monteleon.

III.

DECLARATIO

Spectans tempus commutandæ vicissim Ratihabitionis Tractatus Pacis.

QUandoquidem intra tempus Articulo vigesimo sexto Tractatus Pacis inter Regias Suas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum Majestates nuper initi designatum, ejusdem Pacis, ut & Articulorum separatorum ab ea pendentium Ratihabitiones varias & graves ob causas commutari nequiverint, & quoniam pariter tempus Articulo decimo septimo Tractatus Commerciorum inter dictas Regias suas Majestates nupertime conclusi, Ratihabitionum Tabulis ejusdem Tractatus ut & Articuli separati ei annexi commutandis designatum jam per aliquot dies præterlapsum sit, Regiæ suæ Majestates cavere volentes, ne quid exinde detrimenti capiant antedicti Tractatus, per infra scriptos Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios præsentem Declarationem fieri jusserunt. Scilicet mora, quæ in commutandis præfatis Ratihabitionum Tabulis accidit, non obstante, ante dictos Tractatus Pacis & Commerciorum, omniaque & singula in eodem, ut & Articulis annexis contenta, in pleno vigore permansura, observanda & præstanda esse, pari cum robore & effectu, ac si ipso die per eosdem Tractatus designato dictarum Ratihabitionum Tabulæ permutatæ & invicem extraditæ fuissent.

In quorum fidem nos infra scripti S. Magnæ Britanniæ Reginæ & S. Regis Catholici Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii præsentem Declarationem, manibus nostris subscriptam, Sigillis nostris munivimus. Hagæ Comitum die duodecimo (vigesimo tertio) Mensis Februarii, Anni a Christo Nato millesimo septingentesimo decimo tertio (decimo quarto.)

(L. S.) Strafford. (L. S.) Offuna.
(L. S.) Monteleon.

CER-

1713 CERTIFICATIO
Ratihabitionis Tractatus Pacis.

NOs Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ suæ Majestatis Catholicæ, notum testatumque facimus omnibus quorum interest, Tractatum Pacis inter dictas suas Majestates, Ultrajecti ad Rhenum secundo (decimo tertio) die Mensis Julii 1713. initum, Tractatum pariter Commerciorum ibidem vigesimo octavo (nono) die Mensis Novembris (Decembris) ejusdem Anni conclusum solemniter per Sacras suas Majestates Ratihabitos & Ratihabitionum Tabulas hodie commutatas fuisse; Hagæ Comitum die duodecimo (vigesimo tertio) Mensis Februarii Anno Domini millesimo septingentesimo decimo tertio (decimo quarto.)

(L.S.) Strafford. (L. S.) Offuna.
(L. S.) Monteleon.

CCLXVI.

Traité de Paix, Commerce, Navigation & Marine, fait à Utrecht le 26. Juin 1714. entre Sa Majesté Catholique, & les Etats Generaux des Provinces Unies.

1714 AU nom & à la gloire de Dieu, soit notoire à tous, qu'après une longue & sanglante guerre, qui a affligé les Peuples, Sujets, Royaumes & Païs de l'obeissance des Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, Eux Seigneurs Roy & Etats, touchés de compassion Chrêtienne & desirans de mettre fin aux calamitez publiques, d'arreter les suites deplorables, que la continuation ulterieure de la dite guerre pourroit causer, & de les changer en des effets agréables d'une bonne & sincere Paix, & en des fruits doux d'un entier & ferme repos; & desirans aussi de rétablir, conserver, & augmenter la bonne intelligence, qui avoit si long temps, & si heureusement subsisté entre la Couronne d'Espagne & l'Etat des Provinces Unies, & dont les Sujets de part & d'autre, par leur commerce & navigation, ont tant profité; les dits Seigneur Roi d'Espagne Don PHILIPPE V. & Etats Generaux des Provinces Unies, pour parvenir à une si bonne fin, & à un bût tant desirable, ont commis & deputé pour leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, savoir le dit Seign. Roi, Don François Marie de Paula, Tellez & Giron, Duc D'OSSUNA, Comte de Vruéna, Marquis de Penafiel, Grand d'Espagne de la premiére classe, Grand Chambellan du Roi Catholique, Grand Notaire dans les Royaumes de Castille, Commandeur de l'ordre de Calatrave, & Grand Commandeur aux Clefs & dans l'ordre de S. Jaques, un des Grands assistans à la Chambre du Roi Catholique, General dans ses Armées, Capitaine de la premiere Compagnie de ses Gardes du Corps; & Don Isidore Casado de Azevedo de Rosales, Marquis de MONTELEON, Vicomte de Alcazar Real, Senateur au Conseil Souverain des Indes de sa Majesté Catholique, un des Gentilhommes de la Chambre de sa dite Majesté; & les dits

dits Seigneurs Etats Generaux, les Sieurs Jaques de RANDWYCK, 1713
Seigneur de Roffem &c. Bourgrave de l'Empire, & juge de la Ville de Nimegue; Guillaume BUYS, Confeiller Penfionnaire de la Ville d'Amfterdam; Bruno van der DUSSEN, Bourguemaitre, Senateur & Confeiller Penfionnaire de la Ville de Goude, Affeffeur au Confeil des Heemrades de Schieland, Dykgrave du Crimpenerwaart; Corneille van GHEEL, Seigneur de Spanbroeck, Bulkenfteyn, &c. Grand Baillif du Franc & de la Ville de l'Eclufe, Sur-Intendant des Fiefs, relevans du Bourg de Bruges, du reffort de l'Etat; Frederic Adrien, Baron de RHEEDE, Seigneur de Renswoude, d'Imminkhuyfen, & Moerkerken, &c. Prefident de la Nobleffe dans les Etats de la Province d'Utrecht; Sicco van GOSLINGA, Grietman de Franequeradeel, & Curateur de l'Univerfité à Franequer; & Charles Ferdinand, Comte d'Inhuyfen, & de KNIPHUYSEN, Seigneur de Vredewold, &c. Deputez dans leur Affemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Weftfrife, de Zeelande, d'Utrecht, de Frife, & de la Ville de Groningue & Ommelandes, lefquels Ambaffadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, munis refpectivement des Pleinpouvoirs (dont les Copies font inferées de mot à mot à la fin du prefent Traité) & affemblés en cette Ville d'Utrecht, deftinée aux negociations d'une Paix generale, en vertu de leurs dits Pleinpouvoirs, pour & au nom des dits Seigneurs Roi & Etats, ont fait, conclû & accordé les Articles qui s'enfuivent.

Art. I.

Il y aura à l'avenir entre le dit Seigneur Roi & les Succeffeurs Rois d'Efpagne, & fes Royaumes d'une part, & les dits Seigneurs Etats Generaux de l'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cefferont enfuite, & feront delaiffés, immediatement après la fignature de ce Traité, tous Actes d'hoftilité, de quelque nature qu'ils foient, entre lefdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, tant par Mer & autres Eaux, que par Terre, & tous leurs Royaumes, Païs, Terres & Seigneuries, & pour tous leurs Sujets & Habitans, de quelque qualité ou condition qu'ils foient, fans exception de lieux ou de perfonnes.

II. Il y aura un oubli & amneftie generale de tout ce qui a été comis de part & d'autre, à l'occafion de la derniere guerre, & ainfi tous les Sujets defdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils foient, fans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & feront effectivement laiffés & retablis en la poffeffion, & jouiffance paifible de tous leurs biens, honneurs, dignités, privileges, franchifes, droits, exemptions, conftitutions, & libertés, fans pouvoir être rercherchez, troublés, ni inquietés en general ni en particulier, pour quelque caufe ou pretexte que ce foit, pour raifon de ce, qui s'eft paffé depuis la naiffance de la dite guerre, & en confequence du prefent Traité, & après qu'il aura été ratifié, il leur fera permis à tous & à chacun en particulier, fans avoir befoin de Lettres d'abolition & de Pardon, de retourner en perfonne dans leurs Maifons, en la jouiffance

de

1713 de leurs Terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle maniere, que bon leur semblera.

III. De même ceux, sur lesquels quelques bien ont été saisis & confisquez, à l'occasion de ladite guerre, leurs heritiers, ou ayans cause, de quelque condition qu'ils puissent être, jouïront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur authorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la justice, non obstant incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, Traités, Accords, & Transactions, quelques renonciations qui ayent été mises en dites Transactions, pour exclure de partie des dits biens eux, à qu'ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & droits, qui conformement au present Traité seront restituez, ou devront être restituez reciproquement aux premiers Proprietaires, leurs hoirs, ou ayans cause, pourront être vendus par lesdits Proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour cela consentement particulier, & ensuite les Proprietaires des rentes, qui de la part des Fiscs seront constituées en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions constituées à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres biens.

IV. Les Sujets & Habitans, de part & d'autre, pourront aussi reclamer leurs Biens & Effets, qui ont été detenus à l'occasion de la guerre, soit par leurs correspondans ou autres, qui que ce soit ; & en cas que ces Biens & Effets soient vendus, par qui que ce puisse être, ils en pourront demander le provenu, & en cas de dispute là dessus, il leur sera permis d'y contraindre les detenteurs de leurs biens & effets, ou leurs debiteurs, par les voyes de Justice, & les Juges seront obligés de leur rendre prompte & bonne justice, & dans l'examen de tels procez, avoir seulement attention aux merites de la cause, sans reflêchir aucunement sur la guerre passée.

V. Les Sujets du dit Seigneur Roy ne pourront prendre aucunes commissions pour des armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes ou Etats, Ennemis des dits Seigneurs Etats Generaux, moins les troubler, ni endommager en aucune maniere, en vertu de telles commissions ou Lettres de represailles, ni aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & chatiés, comme des Pirates, ce qui sera pareillement observé par les Sujets des Provinces Unies, à l'égard des Sujets dudit Seigneur Roy, & seront à cette fin toutes & quantes fois, que cela sera requis, de part & d'autre, dans les Terres de l'obeissance des dits Seigneurs Roy & Etats Generaux publiées, & renouvellées, defenses tres-expresses & trésprecises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans outre la restitution entiere, à la quelle ils seront tenus envers ceux aux quels ils auront causé dommage.

VI. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises faites par ignorance de cette paix, & prin-

principalement dans les lieux éloignés, il a été convenu & accordé, 1713
que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche, après l'espace de douze jours, ou du bout de la dite Manche, jusqu'au Cap de St. Vincent, après l'espace de quatre semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusqu'à la Ligne, après l'espace de six semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du Monde, après l'espace de six mois, à compter respectivement du jour de la signature du present Traité de paix, les dites prises, & les dommages, qui se feroient après ces termes, comme aussi les prises, & les dommages qui se feroient dans les dits termes, par ceux qui auroient en connoissance de cette paix, seront portés en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

VII. Toutes Lettres de marque & de represailles, qui pourroient avoir été cy devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont declarées nulles, & n'en pourront être cy après données par l'un des hauts Contractans au prejudice des Sujets de l'autre, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la Requeste de celui qui demande les represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les lieux de la part de l'Etat contre les Sujets du quel elles doivent être données, afin que dans le terme de six mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera dû.

VIII. Ne pourront aussi les particuliers Sujets du dit Seigneur Roy être mis en action ou arrêt, en leurs Personnes ou Biens pour aucune chose, que Sa Majesté Catholique peut devoir, ny les particuliers Sujets des dits Seigneurs Etats, pour les dettes publiques de l'Etat.

IX. La paix & la bonne amitié & correspondance étant ainsi retablie entre lesdits Seigneurs, Roy & Etats Generaux, comme aussi entre leurs Sujets, & Habitans reciproquement, & même aiant été pourveu, que rien de ce qui pourroit avoir entretenu ou causé quelque inimitié n'arrive, les dits Seigneurs, & Roy & Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, Conseil, & assistances, en toutes occasions, & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucun Traité ou negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre, mais les rompront, & donneront avis reciproquement avec soin & sincerité, aussi tôt qu'ils en auront connoissance.

X. Le Traité de Munster du trentiéme Janvier mille six cent quarante huit, fait entre le feu Roy PHILIPPE IV., & les Seigneurs Etats Generaux, servira de base au present Traité, & aura lieu en tout autant qu'il ne sera pas changé par les Articles suivans, & pour autant qu'il est applicable. Et pour ce qui regarde les Articles cinq & seize de la dite paix de Munster, ils n'auront lieu qu'en ce qui concerne les dites deux Hautes Puissances Contractantes, & leurs Sujets.

XI. Les Sujets & Habitans des Païs des dits Seigneurs Roy & E-

tats

1713 tats auront toute bonne correspondance & amitié par ensemble, & pourront frequenter, sejourner, & demeurer en Païs l'un de l'autre, & y exercer leur trafic & commerce, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, le tout respectivement en toute seureté & liberté & sans aucun empêchement.

XII. Pourront aussi avoir dans les Terres & Etats de l'un & de l'autre leurs propres Maisons pour y demeurer, & leurs Magazins & Celiers, pour y mettre leur Marchandises, & en jouïr reciproquement en toute liberté & securité, comme un effet de la paix, & ne seront sujets à de plus grands droits ou impositions, que les sujets de l'un & de l'autre, & ne pourront être recherchés, visités, ny inquietés, à cause de leur negoce ou trafic dans leurs Maisons, Magazins & Celiers, soit qu'ils les tiennent à loger, ou qu'ils leur appartiennent, si ce n'est sur des avis & indices suffisans, de fraude, ou de commerce de contrebande, au quel cas, les commis & Facteurs des Fermiers pourront faire telle visite, qui conviendra, avec la permission du Juge Conservateur des Douanes & autres revenus, & pourra le commerceant, qui sera visité, appeller le Juge Conservateur, ou le Consul de sa Nation, pour assister à la visité, lequel pourra seul servir de temoin, & sans qu'il soit permis de faire aucun deplaisir au Commerceant, ny à son commerce: toujours entendu, que si les propres Sujets du dit Seigneur Roy, ou de quelque autre Prince, Etat, Nation, ou Villes fussent deja, ou seroient cy-apres traités plus favorablement à cet egard, les Sujets des dits Seigneur Etats Generaux seront Traités de même.

XIII. Les dits Sujets de part & d'autre pourront aussi frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places, & Rivieres de l'un & de vendre à toutes personnes indistinctement, acheter, trafiquer, & transporter toutes sortes de Marchandises, dont l'entrée & sortie ne sera defenduë generalement & universellement à tous, tant Sujets qu'etrangers, par les loix & ordonnances des Etats de l'un & de l'autre, en payant les droits d'entrée ou sortie, & autres qui se payeront par les propres Sujets, & autres Nations amies les plus favorisées; Et ainsi l'on facilitera reciproquement l'entrée & la sortie de leurs Vaisseaux, sans autre retardement, ny empechement.

XIV. Les dits Sujets de part & d'autre, ne seront pas aussi tenus de payer plus grands ou autres droits, charges, gabelles, ou impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Marchandises, Denrées, Navires, ou frets d'iceux, directement ny indirectement, sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payés par les propres & naturels Sujets de l'autre.

XV. Et afin que les Officiers & Ministres ne puissent demander, ny prendre des Marchands & Sujets respectifs, de plus grandes taxes, droits, ny salaires, que ce qu'ils en doivent prendre en vertu de ce Traité, & que les dits Marchands & Sujets puissent savoir avec certitude ce qui est ordonné là dessus; il a été accordé, qu'il y aura des Pancartes ou Listes pat tout, où ces droits sont ordinairement payez,

dans lesquelles sera exprimé combien on doit payer de droits d'entrée & de sortie; & sur ce qui a été representé à Sa Majesté Catholique, que les Inspecteurs, communement appellez Vistas, favorisent trop les Fermiers de la Douane, particulierement par des estimations excessives des Marchandises, qui ne sont pas assés specifiées dans les dites Listes, & que cela seroit extremement prejudicable au commerce & trafic, Sa Majesté voulant y remedier, donnera les ordres necessaires, à ce que ces plaintes cessent entierement. 1714

XVI. Les dits Sujets de part & d'autre ayant une fois payé les droits d'entrée, compris dans les Tarifs & autres loix, ne seront pas obligez d'en payer encore d'autres, quoy qu'ils transportent par terre leurs Marchandises ou Denrées d'un Royaume ou Province à l'autre en Espagne, & cela s'observera de même dans l'Etat des Provinces Unies, & pour les autres droits, on payera respectivement les mêmes, que les propres Sujets, ou les autres Nations les plus favorisées payent.

XVII. Les Sujets des dits Seigneurs Etats Generaux ne pourront aussi être traitez en Espagne, ny dans les Royaumes & Etats en dependans, autrement, ou moins favorablement, que la Nation la plus favorisée, mais ils y jouïront au fait de commerce & de Navigation, & generalement en tout, sans aucune exception, ny reserve, des mêmes privileges, franchises, exemptions, immunitez & seuretés, dont ils ont joui avant cette guerre, & dont d'autres Nations ou Villes trafiquantes les plus favorisées jouissent, ou pourroient encore cy-après jouïr par dessus, soit en vertu des Traités de Paix ou de commerce, ou par des contracts, ordonnances, ou actes particuliers, tellement que les mêmes privileges, franchises, exemptions, immunités & seuretés, qui ont été accordés, ou seroient accordés au Roy de France, à la Reine de la Grande Bretagne, ou à quelqu'autre Royaume, Etat, Nation, ou Villes, quelles qu'elles soient, ou à leurs Sujets, seront pareillement accordés aux dits Seign. Etats, ou à leurs Sujets avec toutes les clauses & circonstances avantageuses, qui y soient aiontées; la même chose aura aussi lieu à l'egard des Sujets du dit Seigneur Roy, qui dans toute l'étenduë des Pays de l'obeissance desdits Seigneurs Etats seront traitez aussi favorablement que la Nation la plus favorisée.

XVIII. Ne pourront les Marchands, Maîtres des Navires, Pilotes, Matelots, leurs Navires, Marchandises, Denrées, & autres biens à eux appartenans, être saisis & arretês, soit en vertu de quelque mandement general ou particulier, & pour quelque cause que ce soit, de guerre, ou autrement, n'y même sous pretexte de s'en vouloir servir pour la conservation & defense du Païs, on n'entend pas neantmoins en ce comprendre les saisies & arrêts de justice par les voyes ordinaires, à cause des dettes propres, obligations, & contracts valables de ceux, sur qui les dites saisies auront été faites, en quoy il sera procedé, selon qu'il est accoutumé par droit & raison.

XIX. Les navires chargez par les sujets de l'un des Hauts Contractans,

1714 tractans, passans devant les cotes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports par tempête ou autrement ne seront contraints d'y decharger, ou debiter leurs Marchandises, en tout ou en partie; ny tenus d'y payer aucuns droits, à moins qu'ils ne les y dechargent de leur bon gré, & qu'ils en vendent quelque partie: il sera cependant libre, après en avoir obtenu la permission de ceux, qui ont la direction des affaires maritimes, de decharger & de vendre une petite partie du chargement, seulement pour acheter les vivres, ou les choses necessaires pour le radoub du vaisseau; & dans ce cas on ne pourra exiger des droits pour tout le chargemeut, mais seulement pour la petite partie, qui aura été dechargée ou venduë; mais en cas qu'ils dechargent davantage, que la permission donnée ne porte, ils payeront pour tout le chargement.

XX. Les Navires de guerre de l'un & de l'autre trouveront les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, demeurer à l'ancre, tant qu'il leur sera necessaire; sans pouvoir être visités à la charge, ils seront neantmoins obligés d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop grand nombre de Vaisseaux, par un trop long & affecté sejour, ny autrement, aux Gouverneurs des dites places & Ports, aux quels les Capitaines des dits Navires feront savoir la cause de leur arrivée, & de lenr sejour; mais à l'egard des Vaisseaux Marchands des Sujets de l'un & de l'autre, il sera permis aux Fermiers ou Officiers de la Douane d'y mettre des gardes aussi-tôt qu'ils seront entrés dans les dits Ports ou Havres.

XXI. Les Navires de Guerre desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets, qui auront été armés en guerre, pourront en toute liberté conduire les prises, qu'ils auront faites sur leurs ennemis, où bon leur semblera, sans être obligés à aucuns droits des Amiraux, ou de l'Amirauté, ou d'aucune autre, en cas que les dites prises ne dechargent pas, lequel sera pourtant permis, après en avoir obtenu permission, & en cas les droits d'entrée en seront payés respectivement selon les loix du lieu; bien entendu, qu'il ne sera pas permis de decharger des Marchandises de contrebande, ou defenduës, aussi les dits Naviras, ou les dites prises, entrans dans les Havres ou Ports du dit Seigneur Roy, ou des dits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront être arrêtées ou saisies, ny les Officiers des lieux pourront prendre aucune connoissance de la validité des prises, les quelles pourront sortir, & être conduites franchement & en toute liberté, aux lieux portez par les Commissions, dont les Capitaines des dits Navires seront obligez de faire apparoir: & au contraire ne sera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux, qui auront fait des prises sur les Sujets de S. M. Cathol., ou des Seigneurs Etats Generaux, mais y états entrés par necessité de Tempête, ou peril de la Mer, on les fera sortir le plûtôt qu'il sera possible.

XXII. Les Consuls que lesdits Seigneurs Etats constitueront dans les Royaumes & Etats dudit Seigneur Roy, pour le secours & la pro-

texion

tection de leurs Sujets, y auront & jouiront du même pouvoir & 1714
authorité, dans l'exercice de leur charge, comme aussi des mêmes exemptions & immunités, qu'aucun autre Consul ait eu ci-devant, ou pourroit avoir cy-après dans lesdits Royaumes; & les Consuls Espagnols, qui demeureront dans les Provinces Unies, y auront, & jouïront, de tout, qu'aucun Consul, de quelque autre Nation que ce soit, oit eu jusques icy, ou pourroit avoir cy-après dans lesdites Provinces.

XXIII. Les Sujets & Habitans des Païs-Bas pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roy, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Solliciteurs, & Executeurs, que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que ces Juges en seront requis, & reciproquement les Sujets, & Habitans dudit Seigneur Roy, venans aux Païs desdits Seigneurs Etats jouïront de la même assistance.

XXIV. Les mêmes Sujets & Habitans de part & d'autre ne seront point contraints de montrer, ny representer, leurs registres, & livres de compte, à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve pour eviter les procès & les contestations, & ils ne pourront être embarqués, retenus, ny pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis aux dits Sujets de part & d'autre dans les lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs libres de compte, de negoce, & correspondance, en telle langue, qu'il leur plaira, en Espagnol, Flamand, ou telle autre langue que ce soit, pour raison de quoy ils ne seront point molestés, ny sujets à quelque recherche, de qui que ce soit; & quelque autre chose, qui ait été accordée par l'un ou l'autre des Hauts Contractans, à aucune autre Nation sur ce point, sera entendu pareillement avoir été accordée icy.

XXV. Les Sujets & Habitans des Païs desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sont declarés capables de succeder respectivement les uns aux autres, tant par testament, que sans testament, selon les coutumes des lieux; & si quelques successions étoient cy-devant echuës à quelques uns d'eux, ils y seront maintenus & conservés.

XXVI. Les biens, marchandises, papiers, ecritures, livres de compte, & tout ce qui pourroit appartenir aux Sujets desdits Seign. Etats, morts en Espagne, appartiendront immediatement à leurs Heritiers, qui êtans presens & majeurs, ou bien les Executeurs ou Tuteurs Testamentaires, ou leurs authorisés, selon l'exigence du cas, en pourront aussi d'abord prendre possession, les administrer, & en disposer librement comme de droit: Mais en cas, que desdits sujets, morts en Espagne, les heritiers fussent absens ou Mineurs, & que le defunt n'eut pas pourveu à ces cas, & que les Heritiers absens, qui seroient majeurs n'y eussent pas encore pourveu, non plus par leur procuration, les biens, marchandises, papiers, Ecritures, livres de compte, & tout le reste du defunt, seront alors inventariés par un Notaire

 public,

1714 public, en presence du Juge Conservateur de la Nation, ou en cas qu'il n'y en ait pas, en presence du Juge ordinaire, accompagné du Consul ou autre Ministre desdits Seigneurs Etats, & de deux Marchands de la Nation, & deposés entre les mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés par le dit Consul ou Ministre pour être gardés & conservés pour les proprietaires & les creanciers; & dans les lieux, ou il n'y a ny Consul, ny autre Ministre, tout cela se fera en presence de deux ou trois Marchands de la même Nation, qui y seront commis à la pluralité de voix, ce qui s'observera en pareil cas, à l'égard des Sujets du Roy Catholique dans les Provinces Unies.

XXVII. Comme il a déja esté assigné à Cadix un lieu convenable pour l'enterrement des Corps des ceux des Sujets desdits Seign. Etats, qui y meurent, le dit Seigneur Roy donnera au plûtôt l'ordre necessaire à ce, que dans d'autres Villes Marchandes soient aussi ordonnées des places honorables, pour y enterrer les Corps de ceux, qui du côté desdits Seigneurs Etats viendront à deceder sous l'obeïssance du dit Seigneur Roy.

XXVIII. Et afin que les loix de Commerce, qui ont esté obtenus par la paix, ne puissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit, si les Sujets desdits Seigneurs Etats fussent molestés pour le cas de conscience, quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats du dit Seigneur Roy, pour y exercer le Commerce ou autrement, pour cette cause, afin que le Commerce soit seur, & sans danger, tant par Mer que par Terre, le dit Seigneur Roy donnera les ordres necessaires, à ce que les Sujets desdits Seigneurs Etats ne soient pas molestez, contre & au prejudice des loix de Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté, ny troublé pour sa conscience, aussi long temps, qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique, dont lesdits Sujets seront obligez de s'abstenir, & se gouverner & comporter en toute modestie, le même sera fait & observé à l'egard des Sujets du dit Seigneur Roy, qui feront ou demeureront dans les Provinces Unies.

XXIX. Le dit Seigneur Roy conservera aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux, dans les Villes Marchandes de son Royaume, où ils ont eu des Juges Conservateurs du temps du feu Roy CHARLES II., la même faculté, & ils en jouïront aussi dans autres villes, où d'autres Nations en jouissent, ou pourroient encore jouir ci-apres, le tout de la même maniere, & avec la même autorité, dont les Juges Conservateurs ont usé, durant le Regne du feu Roy CHARLES second, & l'appel des Sentences de ces Juges Conservateurs pourra aussi être interjetté & poursuivi selon ce qui en a esté pratiqué durant le même Regne, & tout cela s'observera, à moins qu'on n'en convienne autrement.

XXX. Les droits imposés sur les Marchandises & Manufactures des Sujets des Provinces-Unies, pendant & à cause de la guerre au dessus de ceux, portés par les Tarifs du temps du Roy Charles second, cesseront incontinent après la signature de la Paix, comme aussi ceux,

qui pourroient avoir esté mis pendant & à cause de la dite guerre, sur 1714
les Marchandises & Manufactures sortantes d'Espagne & doresnavant lesdits Sujets des Provinces Unies payeront les mêmes droits, comme ceux des autres Nations les plus favorisées.

XXXI. Sa Majesté Catholique promet de ne pas permettre qu'aucune Nation etrangere, quelle qu'elle puisse être, & pour quelque raison, ou sous quelque pretexte que ce soit, envoye Vaisseaux, ou aille commercier dans les Indes Espagnolles, mais au contraire Sa Majesté s'engage de retablir & de maintenir après la navigation & le commerce dans ces Indes, de la maniere, que tout cela estoit pendent le Regne du feu CHARLES second, & conformement aux loix fondamentales d'Espagne, qui defendent absolument à toutes les Nations êtrangeres l'entrée & le commerce dans ces Indes, & reservent l'un & l'autre uniquement aux Espagnols, Sujets de sa dite Maj. Catholique; & pour l'accomplissement de cet Article, les Seigneurs Etats Generaux promettent aussi d'aider S. M. Cathol.; bien entendu que cette regle ne donnera pas de prejudice au contenu du contract de l'Assiento des Negros, fait en dernier lieu avec Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne.

XXXII. Tous Prisonniers de guerre seront delivrés de part & d'autre sans payer aucune rançon, & sans distinction des lieux, ni des Drapeaux ou Etandarts, ou, & sous lesquels ils ayent servi, pour autant que ces Prisonniers sont au pouvoir desdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les dettes, que lesdits Prisonniers de guerre ont contractées ou faites de part & d'autre, seront payées, celles des Espagnols de par Sa Majesté Catholique, & celles de ceux des Seigneurs Etats de par l'Etat, respectivement dans le terme de trois mois, après l'echange des ratifications de ce Traité.

XXXIII. Et pour rendre le commerce & la navigation de part & d'autre encore plus libre & seure, on est convenu de confirmer le Traité de Marine, fait à la Haye le dix septiéme Decembre mille six cent cinquante, entre le feu Roi PHILIPPE IV. & les Seigneurs Etats Generaux, & que ce Traité sera observé & executé en tout, comme s'il étoit inseré ici de mot à mot, excepté que la defense comprise dans les Art. troisiéme & quatrieme de ce Traité n'aura aucun lieu.

XXXIV. Quoy qu'il soit dit dans plusieurs des Articles precedens, que les Sujets de part & d'autre pourront librement aller, frequenter, demeurer, naviger & trafiquer dans les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre des Hauts Contractans; on entend neantmoins, que lesdits Sujets ne jouiront de cette liberté, que dans les Etats de l'un & de l'autre en Europe, puisque l'on est expressément convenu, que pour ce qui regarde les Indes Espagnolles, la Navigation & le Commerce ne s'y feront, que conformement à l'Article XXXI. de ce Traité, & que dans les Indes, tant Orientales, qu'Occidentales, qui sont sous la domination des Seigneurs Etats Generaux, la Navigation & le Commerce se feront, comme ils s'y sont fait jusques à present, & que pour ce, qui regarde les Isles Canaries, la Navi-

1714 Navigation & le Commerce des Sujets des Seigneurs Etats s'y feront de la même maniere, que sous le Regne du feu Roy Charles second.

XXXV. Si par inadvertance ou autrement, il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au présent Traité, de la part desdits Seigneur Roy ou Etats, ou leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondance, mais on reparera promptement lesdites contreventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls chaties, & le dommage sera reparé au même lieu, où la contrevention aura été faite, s'ils y sont surpris, ou bien en celuy de leur domicile, sans qu'ils puissent être poursuivis ailleurs en leurs corps, ny biens, de quelque maniére que ce soit.

XXXVI. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats, il a été accordé, qu'arrivant cy-après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la couronne d'Espagne, & lesdits Seigneurs Etats (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné un terme d'un an & d'un jour, après la dite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs effets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter lerus biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empechement, ny proceder pendant ledit terme d'un an & d'un jour à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs personnes.

XXXVII. Puisque l'heureuse continuation de la paix, aussi bien que le repos & la seureté de l'Europe dependent entr'autres principalement aussi de ce, que les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toujours independantes l'une de l'aûtre, & qu'Elles ne puissent jamais être unies sur la téte d'un même Roy, & que Sa Majesté Catholique à cette fin, & du consentement du Roy Tres-Chrêtien, a renoncé le cinquiéme Novembre de l'ann mille sept cent douze, pour Elle même, ses Heritiers, & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout droit, titre & pretention, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne de France, & que de l'autre coté les Princes de la Maison Royale de France ont aussi renoncé pour eux mêmes, leurs Heritiers & Successeurs à perpetuité, & dans les termes les plus forts, à tout droit, titre ou pretention, quelle qu'elle puisse être, à la Couronne d'Espagne, & puisque ces renonciations & les declarations, qui s'en sont ensuivies en Espagne, & en France, sont aussi devenuës des loix fondamentales & inviolables de l'un & de l'autre Royaume, S. Majest. Cathol. confirme encore par ce Traité, de la maniere la plus forte, sa dite renonciation à la Couronne de France, & Elle promet & s'engage tant pour Elle même, que pour ses Heritiers & Successeurs d'accomplir religieusement, & de faire accomplir cette renonciacion, sans permettre, ny souffrir que directement, ny indirectement on en vienne contre, soit en tout, soit en partie, com-

comme aussi d'emploier tout son pouvoir à ce que les dites renoncia- 1714
tions des Princes de la Maison Royale de France sortent leur plein & entier effet, & qu'ainsi les deux Couronnes d'Espagne & de France demeurent toûjours tellement separées l'une de l'autre qu'Elles ne puissent jamais être unies.

XXXVIII. En ce present Traité de paix & d'alliance seront compris tous les Roys, Princes & Etats, qui seront nommés d'un commun & reciproque consentement & satisfaction de part & d'autre dans un temps convenable.

XXXIX. Et pour plus grande seureté de ce Traité, & de tous les points & articles y contenus, sera le dit Traité publié, verifié, & enregistré de part & d'autre, dans les Conseils, Cours & autres places où l'on a accoutumé de faire les publications, verifications & enregistremens.

XL. Sera le present Traité ratifié & approuvé par les Seigneurs Roy & Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront echangées dans le terme de six semaines, ou plûtôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy de quoy nous Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de sa dite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs respectifs, avons en dits noms signé ces presentes de nos seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos armes. A Utrecht ce vingt sixieme Juin l'an mille sept cent quatorze.

Signé,
(L. S.) E. M. Duc d'Offuna.
(L. S.) El Marque de Monteleon.
(L. S.) B. v. Duffen.
(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroeck.
(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.
(L. S.) Graef von Kniphuysen.

Premier Article separé.

NOus Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces Unies, ayant remis entre les mains des Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Catholique, le compte des dettes & pretentions des Colleges de l'Amirauté dans les Provinces Unies, à la charge de la Courone d'Espagne, resultantes de plusieurs Equipages faits par les dits Colléges pour la Couronne, dans les années 1675. 1676. 1677. & 1678. lesquelles dettes & prétentions (deduction faite de ce qui en avoit été payé) montcroient encore a 4. millions 100. mille 352. florins monnoye de Hollande, outre les intrêts de cette somme, depuis le 1. Janvier 1682. jusques au payement entier & effectif, comme aussi la liquidation qui en a été faite en partie a Bruxellés le 25. Novembre 1681. avec le Prince de Parme, pour lors Gouverneur des Païs-Bas Espagnols; & ayant demandé & fortement insisté pour le payement des dites Dettes, & nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique ne nous

1714 nous trouvant point authorisés à ajuster cette affaire, nous promettons de remettre les dits Papiers à Sa Majesté Catholique afin qu'elle rende la justice aux colleges de l'Amirauté comme il sera de raison. En foi de quoi nous Ambassadeurs extraordinaires du Roi Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present article & y avons fait apposer les cachets de nos Armes; à Utrecht ce 26. Juin 1714.

Signé;

(L. S.) Duc d'Offuna.
(L. S.) El Marque de Monteleon.
(L. S.) B. v. Duffen.
(L. S.) C. v. Gheel, van Spanbroek.
(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.
(L. S.) Graef van Kniphuysen.

Second Article separé.

COmme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas en qualité d'Executeurs du Testament de Sa Majesté le feu Roi de la Grande-Bretagne, & tres-glorieuse memoire, ont fait donner un memoire en Latin aux Sieurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majesté Catholique par nous soussignés Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires des dits Seigeurs Etats Generaux, contenant le dit memoire, ce que leurs Hautes Puissances soutiennent appartenier legitimement à la Succession de feuë Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, à la charge de la couronne d'Espagne, suivant le traité de Transaction passé & conclu le 26. Decembre 1678. entre feuë S. Maj. Cathol. de glorieuse memoire, d'une part, & sa dite Majesté le Roy de la grande Bretagne, alors Prince d'Orange, de l'autre: consistant en 3. rentes distinctes; savoir, une de 80. mille livres annuelle; une de 20. mille livres annuelle; ces 2. hypothequées sur les Doüanes de la Meuse & de l'Escaut, & qui n'ont point été payées depuis l'année 1696. & une de 50. mille livres annuelle, qui n'a pas été non plus payée, comme dessus; outre un restant de 97. mille 492. livres pour l'année 1695. & encore une somme de 120. mille Ecus, payable une fois, qui devoit avoir été payée un mois après la ratification du susdit Traité. Et que les Seigneurs Etats Generaux, après avoir donné ladite representation, ont encore fait donner, par nous leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, une copie du susdit traité de transaction, & des autres qui y sont relatifs; afin que les susdits arrerages, & la susdite somme de 120. mille Ecus, avec les interêts qui en sont dûs, du jour du retardement, soient payés promtement à ladite Succession Royale par S. M. Cathol. ou de sa part; & que l'on continuë le payement desdites rentes respectives, savoir le payement absolu de celle desdits 50. mille livres, de celle de 80. mille livres & de celle de 20. mille livres, en cas que les presens ou futurs Possesseurs des fonds Hypothequés & engagés, vinssent, en quelque tems que ce soit, à manquer au payement desdites deux dernieres rentes ci dessus mentionnées,

Et comme d'un côté nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux avons insisté, que ces payemens fussent promis par Sa Majesté Catholique ou en son nom, & que cette promesse fût comprise & inserée dans un article separé du present Traité de paix; mais que de l'autre, nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de S. M. Catholique avons allegué de n'avoir point de pouvoir à cet egard, & que l'on a jugé le plus convenable de ne point retarder pour cela la conclusion du Traité de paix; on est tombé d'accord de part & d'autre, qu'il sera reservé à la dite succession Royale, de poursuivre la satisfaction des pretentions susdites, de la maniere que les interessé à la dite succession le trouveront convenable & à propos: sauf aussi les raisons que S. M. Catholique pourroit alleguer au contraire. 1713

Et en foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi Catholique, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé le present Article & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. à Utrecht ce 26. Juin 1714.

Signé.

(L. S.) Duc d'Offuna.
(L. S.) El Marque de Monteleon.
(L. S.) B. v. Duffen.
(L. S.) C. v. Gheel van Spanbroek.
(L. S.) F. A. Baron de Reede de Renswoude.
(L. S.) Graef van Kniphuysen.

CCLXVII.

Tratado de Pax entre o muito alto, e muito poderoso Princepe D. JOAO, O. V. pella graça de Deus Rey de Portugal, e o muito alto e muito poderoso Princepe D. FELIPE V. pella graça de Deus Rey Catholico de Hespanha. Feito em Utrecht, a 6. de Fevereiro de 1715.

Em nome da santissima Trindade. Saibao todos os presentes e futuros que achandose a mayor parte da Christiandade aflicta com huma large e sanguinolenta guerra, foi Deus servido inclinar os animos do muito alto, e muito poderoso

Friedens-Tractat, welcher zwischen dem Allerdurchlaucht. und Großmächtig. Fürsten und Herrn JOHANN. V. von GOttes Gnaden, König in Portugall, &c. und dem Allerdurchlaucht. und Großmächtigst. Fürsten u. Herrn PHILIPPO V. von GOttes Gnaden, Cath. Könige in Spanien, &c. geschlossen worden zu Utrecht den 6. Febr. 1715.

IM Nahmen der allerheiligsten Dreyfaltigkeit. Kund sey hiermit allen Gegenwärtigen u. Künfftigen, daß nachdem sich die Christenheit durch einen langen u. blutigẽ Krieg sehr beschwehret, es GOtt gefallen hat, die Hertzen des Allerdurchl. und Großmächtig. Fürsten 1715

1715 Dom Joao o V. pella graça de Deus Rey de Portugal, e do muito alto, e muito poderoso Princepe Dom Philipe V. pella graça de Deus Rey Catholico de Hespanha a hum sincero e ardente desejo de contribuïr para o socego universal, e de segurar o descanco dos seus vassallos, renovando, e restabelecendo a pax, e boa correspondencia, que havia de antes entre as duas Coroas de Portugal e de Hespanha. Para cujo effeito derao as ditas magestades plenos - poderes aos seus Embaixadores Extraordinarios e Plenipotenciarios: A saber, sua magestade Portugueza ao Excellentissimo Senhor Joao Gomes de Silva, Conde de Tarouca, Senhor das villas de Tarouca, de Lalim, Lazarim, Penalva, Gulfar, e suas dependencias, Comendador de Villacova, do Conselho de sua Magestade, Mestre de Campo general dos seus Exercitos, e ao Excellentissimo Senhor Dom Luis da Cunha, Commendador de Santa Maria de Almendra, e do Conselho de sua Magestade: E sua Magestade Catholica ao Excellentissimo Senhor Dom Francisco Maria de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carrilho e Toledo, Ponce de Leon, Duque de Ossuna, Conde de Vrenha, Marquez de Penhafiel, Grande de Hespanha de primeira Classe, Camareiro e Copeiro môr de sua Magestade Catholica, Notario major dos reynos de Castella, Claveiro mayor na ordem, e Cavalaria de Calatrava, Commendador della, e de Usagre na de San-

und Herrn Joh. V. von GOttes Gnaden Königs in Portugall, und des Allerdurchl. Fürsten und Herrn Phil. V. von GOttes Gnaden Cathol. Königs in Spanien mit einer aufrichtigen und eifrigen Begierde zu erfüllen, die allgemeine Ruhe zu befördern, und die Wohlfarth ihrer Unterthanen zu behertzigen, indem sie den Frieden und gutes Vertrauen, welches vor diesem zwischen den beyden Kronen von Portugall und Spanien gewesen ist, zu erneuern und wiederum aufzurichten sich vorgenommen haben, zu welchem Ende obgedachte Majestäten ihre Vollmachten ihren extra-ordinairen Ambassadeurs und Plenipotentiaires gegeben haben, als nemlich wegen Ihrer Königl. Majest. von Portugal Ihrer Excel. Jean Gomes de Silva, Graff von Tarouca, Lazim, Lazarim, Penalva, Gulvar u. deren Zubehörungen, Comther-Herr von Villa Cova, Ihrer Kön. Majest. Rath und General-Feld-Marschall über dessen Armeen, und Ihre Excell. Herrn Dom Lovis de Cunha, Comther-Herr von S. Maria de Almendra u. Ihr. Kön. Maj. Rath. Und wegen Ihrer Cathol. Majest. Ihre Excell. Herrn Dom Francisco Marie de Paula, Telles, Giron, Benavides, Carillo und Toledo, Printzen von Leon, Hertzog von Ossuna, Graff von Vregna, Marggraff von Pegnaviel, Grand von Spanien vom ersten Rang, Groß-Cämmerer und Groß-Mund-Schenck Ihrer Cathol. Maj. Groß-Notarius der Königreiche Castilien, Groß-Pörtner des Ordens von Calatrava und Commandeur dessen, wie auch Genuß-Haber des von S. Jacob, General der Armeen, Ihr. Kön. Maj. Cammer-Juncker und Capitain, von

tiago, General dos Reaes Exercitos de sua Magestade, Gentilhomem da sua Camara, e Capitao da primeira Companhia Hespanhola de suas Reaes Guardas do Corpo, os quais concorrendo na Cidade de Utrecht, lugar destinado para o Congresso, e examinando reciprocamente os plenos poderes, deue se ajuntara Copia no fim deste tratado, depois de implorarem a assistencia divina convierao nos Artigos seguintes.

von der ersten Spanischen Comp. der Guarde; Diese, nachdem sie sich zu Utrecht, als den zum Congreß gewidmeten Ort, versammlet, ihre Vollmachten beyderseits examiniret, und den göttlichen Beystand ersuchet, sind sie über folgende Artickel eins worden. 1715

Art. I.

Havera huma paz solida e perpetua com verdadeira e sincera amizade entre sua Magestade Portugueza, seus Descendentes, Successores, e Herdeiros, todos os seus Estados e vasallos de huma parte, e sua Magestade Catholica, seus Descendentes, Successores, e Herdeiros, todos os seus Estados e Vasallos de outra parte, a qual paz se observara firme e inviolavelmente assim por terra como por mar, sem permitir que por huma ou outra Naçao se cometa alguma hostilidade em qualquer lugar, e por qualquer pretexto que for, e succedendo contra toda a esperança que se contra venha em alguma cousa ao presente tratado, elle ficara sempre em seu vigor, e a dita contravençao se repararà de boa fé, sem dilaçao, nem difficuldade; castigando severamente os aggressores, e reponndose tudo no primeiro estado.

Art. I.

Es soll ein fester und ewiger Friede, und eine wahre und aufrichtige Freundschafft seyn, zwischen Ihrer Königl. Majest. von Portugal, dessen Descendenten, Nachfolgern und Erben, allen dessen Ländern und Unterthanen an einem, u. Sr. Cath. Maj. dessen Descendenten, Nachfolgern und Erben, allen dessen Ländern u. Unterthanen am andern Theil, welcher Friede fest und unverbrüchlich soll gehalten werden, so wohl zu Wasser, als zu Land, ohne einige Feindseeligkeiten zwischen beyden Nationen, an was vor einen Ort oder unter was vor Prätext sie immer geschehen mögen. Und wann es ja wieder alles Vermuthen geschehe, daß man diesen Tractat in etwas überschritte, so soll er doch allemahl seine Krafft behalten, und die Ubertretung soll treulich ersetzt werden, ohne Aufschub und ohne einige Schwürigkeiten, die Ubertreter aber sollẽ deßwegen scharff gestraffet und alles in seinen vorigẽ Stand versetzet werden.

II. Em consequencia desta paz ficarao em inteiro esquecimento todas as hostilidades que se commetarao até o presente, de sorte que nenhum

II. Vermöge dieses Friedens, werdẽ alle biß hieher verübte Feindseeligkeiten in gäntzliche Vergessenheit gestellet, also, daß keine Unterthanen von beyden Nationen mit recht

1715 dos vaſſallos das duas coroas tenha direito para requerer a ſatisfaçao dos danos padecidos, ou por via de juſtiça, ou por outro qualquer caminho, nem paſſao allegar reciprocamente as perdas que exprimentarao na preſente guerra eſquecendoſe de tudo o paſſado, como ſe nao tivera havido alguma interrupçao na amizade, que agora ſe reſtabelece.

III. Havera huma amniſtia para todas as peſſoas, aſſim Officiaes como ſoldados, e quaesquer outras, que pendente eſta guerra, ou com a occaſiao della mudarao de ſerviço excepto aquelles que tiverem tomado partido, ou entrado no ſerviço de outro Princepe, que nao for ſua Mageſtade Portugueza, ou ſua Mageſtade Catholica, e ſo os que tiverem ſervido a ſua Mageſtade Portugueza, e a ſua Mageſtade Catholica, ſerao comprehendidos neſte artigo, como tambem o ſerao no Artigo XI. deſte tratado.

IV. Todos os priſioneiros, e refens de huma e outra parte ſerao reſtituidos promptamente, e poſtos em liberdade ſem excepçao, e ſem que ſe peça couſa alguma pello ſeu troco, ou deſpezas que fizerao; com tanto que ſatisfaçao as dividas particulares, que houverem contrahido.

V. As praças, caſtellos, cidades, lugares, territorios, e campos pertencentes as duas coroas, aſſim em Europa, como em qualquer outra parte do mundo, ſerao reſtituidas inteiramente ſem reſerva, de ſorte que as reyas, e limites das duas

recht einige Erſetzung wegen des zugefügten Schadens fordern könen, weder durch dē Weg des Rechtens, noch durch andere Art und Weiſe. Gleicher Geſtalt dörffen die Unterthanen beyderſeits den Schaden, den ſie in gegenwärtigem Krieg erlitten, nicht allegiren, ſondern man ſoll alles vergeſſen, gleich als wann die Freundſchafft beſtändig geweſen wäre, welche man jetzo wieder erneuert.

III. Man verſpricht eine völlige Amneſtie allen Perſonen, ſo wohl denen Officierern, als denen Gemeinen, welche in dieſem Kriege oder durch deſſen Gelegenheit die Dienſte geändert habē, ausgenommen diejenige, welche in eines andern Fürſten Dienſten gegangen; als in die von Sr. Kön. Maj. von Portugal oder Se. Cathol. Maj. es ſollen dahero nur diejenige in dieſem Artickel begriffen ſeyn, welche entweder Sr. Kön. Maj. in Portugall oder Sr. Cathol. Maj. gedienet haben, welche auch in dem XI. Articul dieſes Tractats mit begriffen ſeyn.

IV. Alle Kriegs-Gefangene und Geiſſeln ſollen gleich ausgewechſelt und in ihre Freyheit geſetzt werden von beyden Theilen, ohne einige Einwendung, und ohne etwas zu fodern weder vor ihre Ranzion, noch vor ihre Verzehrung, ohne nur, daß ſie ihre particuliere Schulden bezahlen müſſen.

V. Alle Plätze, Schlöſſer, Städte, Dörffer, Territoria und Landſchafften, weche denen beyden Cronen gehören, ſowohl in Europa, als allen andern Theilen der Welt, ſollen gäntzlich reſtituirt werden, ohne einige Ausnahm, alſo, daß die Grentzen von denen beyden

Monarquias fiquem no mesmo estado que antes da presente Guerra. Especialmente se restituirao a Coroa de Portugal o Castello de Noudar com o seu destricto, a Insoa do Verdoejo, e o Territorio e Colonia do Sacramento, e a Coroa de Hespanha as Praças de Albuquerque el de Puebla com os seus destrictos no estado em que se achao presentemente, sem que sua Magestade Portugneza possa pedir a Coroa de Hespanha cousa alguma pellas novas Fortificaçoens que se the acrescentarao.

VI. Sua Magestade Catholica nao sómente restituira o Territorio e Colonia do Sacramento, sita na margem septentrional do Rio da Prata, a sua Magestade Portugueza; mas cedera assim em seu nome, como de todos os seus Descendentes, Successores, e Herdeiros de toda a Acçao e Direito, que pretendia ter dito Territorio e colonia, fazendo a desistencia pellos termos mais fortes, e mais authenticos, e com todas as Clausulas que se requerem, como se ellas aqui fossem declaradas, para que odito territorio e colonia fiquem comprehendidos nos dominios da Coroa de Portugal, e pertencendo a sua Magestade Portugueza, seus descendentes, successores e Herdeiros como parte dos seus Estados, comtodos os direitos de Soberania, poder absoluto, e inteiro dominio, sem que sua Magestade Catholica, seus descendentes, successores, e herderios intentem jamais perturbar adita posse a sua

den Monarchien in dem Stand 1715 bleiben sollen, worinn sie vor dem Kriege gewesen sind, und man soll insonderheit der Cron Portugal restituiren das Schloß Noudar mit seinem Territorio, die Insel Verdójo und das Territorium und die Colonie des Sacraments, der Crone von Spanien aber die Plätze Albuquerque und Puebla mit ihrem Territorio, in solchem Stand, wie sie jetzo sind, ohne, daß der König von Portugal etwas an der Cron Spanien vor die neue Fortification, so man allda machen lassen, fordern könne.

VI. Se. Cathol. Majest. geben nicht nur Seiner Kön. Majest. von Portugal wieder das Territorium und die Colonie des Sacraments an dem Nord-Ufer de la Plata gelegen, sondern sie werden auch in ihrem Nahmen und aller ihrer Descendenten, Nachkommen und Erben Nahmen alle Prätension und Recht cediren, welches sie auf das Territorium und die Colonie prätendirten, indem sie diese Ceßion in besten und bewehrtesten Terminis thun mit allen erforderndeu Clauseln, gleich, als wann sie von Wort zu Wort hier eingerücket wäre, damit das gedachte Territorium und die Colonie mit unter die Domainen der Cron von Portugal und Zugehörungen Se. Kön. M. von Portugal und dessen Descendenten, Nachkommen und Erben mit begriffen sey, als ein Stück seines Etats, mit allen Rechten der Souverainität, uneingeschränckten Gewalt u. gäntzlichen Eigenthum, ohne daß Ihro Cathol. Maj. und seine Descendenten, Nachkommen und Erben jemahls Ihro Kön. M. von Portugal noch dessen Descendenten

1715 Mageftade Portugueza, feus defcendentes, fucceffores, e Herdeiros: E em virtude defta cesfao ficara fem effeito ou vigor o tratado privifional, que fe celebrou entre as duas Coroas aos fete dias do mez de Mayo de mil e feis centos e outenta e hum; mas fua Mageftade Portugueza fe obriga a nao confentir, que alguma Naçao de Europa, que nao feja a Portugueza, fe poffa eftabelezer, ou commerciar na dita colonia directa nem indirectamente, por qualquer pretexto que for, e muito menos dar mao e ajuda aqualquer nacao eftrangeira, para que poffa introduzir commercio algum nos dominios, que pertencem a coroa de Hefpanha, o que tambem efta prohibido aos mesmos vafallos de fua Mageftade Portugueza.

VII. A indaque fua Mageftade Catholica cede desde logo a fua Mageftade Portugueza odito Territorio e Colonia do Sacramento na forma do precedente Artigo; com tudo podera offerecer hum equivalente pella dita colonia, oquel feja da fatisfaçao e aggrado de fua Mageftade Portugueza; e para efta offerta fe limita o termo de Anno e mayo desde o dia da ratificaçao desde tratado, com declaraçao que fe o dito equivalente for approvado por fua Mageftade Portugueza, ficara o dito territorio e colonia pertencendo a fua Mageftade Catholica, como fe o nao houvera reftituido e cedido. E fe fua Mageftade Portuguefa nao aceitar odito e-

denten, Nachkommen und Erben in ihren ruhigen Besitz zu hindern, vermögen. Und in Krafft dieser Ceßion bleibt der Tractat, welcher zwischen denen beyden Cronen den 3. May 1681. geschlossē, ohne einige Würckung noch Verstand; Seine Königl. Maj. von Portugal verbinden sich indessen nicht zu zu geben, daß keine andere Europäische Nation, als die Portugisische sich da etabliren oder in gedachter Colonie ein Commercium anrichten könne, weder directe noch indirecte unter was vor einem Prätext es auch seyn möge, über dieses verbinden sie sich auch, daß sie keiner ausländischē Nation hülffreiche Hand leisten wollen, damit sie einig Commercium in denen unter Spanischem Gebiethe liegenden Ländern einführen mögē, welches auch gleicher Gestalt denē Unterthanen Sr. Kön. Majest. von Portugal verboten ist.

VII. Obgleich Seine Cathol. Majest. von nun an Se. Königl. Maj. von Portugall obgedachtes Territorium und Colonie des Sacraments cediren, nach Inhalt des vorigen Articfels, so können jedoch Sr. Cathol. Majest. Sr. Königl. Maj. von Portugall ein Aequivalent vor obgedachte Colonie anbiethen, welches Ihrer Kön. Maj. von Portugall genug sey, zu welchen Ende man eine Zeit von 1 u. ein halb Jahren setzt, von dem Tage an der Ratification dieses Tractats zu rechnen, mit der Erklährung, daß, wann gedachtes Aequivalent von Portugall angenommen und approbiret würde, so solte obgedachtes Territorium und Colonie Se. Cathol. Maj. behalten, gleich als wann sie es niemahls wieder gegeben, noch cedirt hätten; wann aber gedach-

1715

quivalente, ficara possuindo o referido territorio e Colonia, como no artigo precedente se declara.

VIII. Para en entrega reciproca das Praças assim em Europa como na America, referidas no Artigo quinto, se expedirao Ordens as pessoas e officiaes a quem toca; E pello que pertence â Colonia do Sacramento nao somente sua Magestade Catholica mandara em direitura as suas Ordens ao Governador de Buenos Ayres, para fazer a entrega, mas dara huma copia dellas, ou segunda via com tal recommendaçao ao sobredito Governador, que sem embargo de nao ter recebido as primeiras, nao possa por algum pretexto, ou caso ainda nao previsto, dilatarlhe a execuçao. E assim estas segundas Ordens, como as que respeitao a Noudar, e Insoa do Verdoejo, se trocârao com as de sua Magestade Portugueza para a entrega de Albuquerque e de Puebla, por Commissarios que concorrerao para este effeito na raya dos dous reynos, e no termo de quatro meses, contados do dia em que se trocarem reciprocamente as Ordens, se fara a entrega das Praças tanto em Europa, como na America.

IX. As Praças de Albuquerque e Puebla se entregarao no mesmo estado em que se achao, e com tantas muniçoens de guerra, eo mesmo numero, e calibre de Peças de artilharia, que

gedachtes Aequivalent von Seiner Königl. Maj. von Portugall nicht angenommen würde, so sollen sie in Besitz gedachten Territorii und Colonie, wie im vorigen Articfel gemeldet, verbleiben.

VIII. Man wird Ordres an alle Officiers und andere Personen schicken, welchen beyderseitige Einräumung der Plätze, sowol in Europa als America zukommt, davon im 5ten Articfel dieses Tractats gemeldet worden, und in Ansehen der Colonie des Sacraments verspricht Se. Cathol. Majest. nicht nur gleich Ordres an den Gouverneur von Buenos Ayres zu schicken, solches zu überlieffern, sondern sie wollen auch noch ein Duplicata gedachter Ordres nebst einer solchen accuraten Recommendation mit geben an gedachten Gouverneur, daß er unter keinem Prätext, oder auch unverhofften Falls die Execution aufschieben könne, ob er gleich die ersten noch nicht erhalten hätte; sowohl diese Duplicata als auch die Ordres, welche Noudar u. die Insel Verdöjo betreffen, sollen mit denen jenigen ausgewechselt werden, welche S. Kön. Maj. von Portugall wegen Restitution Albuquerque und Puebla geben, durch gewisse Comissarios, welche sich zu dem Ende an den Grentzen der beyden Königreiche aufhalten sollen, die Ubergebung gedachter Plätze, sowohl in Europa als America soll geschehen in 4. Monathen, von dem Tage der Auswechslung gedachter beyderseitiger Ordres an zu rechnẽ.

IX. Die Plätze Albuquerque und Puebla sollẽ in ebẽ dem Stand wiedergegeben werden, wie sie sind, mit eben so viel Kriegs-Munition und gleicher Anzahl der Canonen von eben dem Calibre, welche sie hatten

1715 ellas tinhao quando forao tomadas, conforme os Inventarios que se fizerao, levandose para Portugal as outras Peças de artilharia, e mais muniçoens de guerra e boca, que ali se acharem. Tudo o acima dito sobre a restituiçao das muniçoens de guerra, e Peças de artilharia, se entende igualmente a respeito de Castello de Noudar, e colonia do Sacramento.

X. Os Moradores destas Praças, ou de quaesquer outros Lugares occupados na presente guerra, que nao quiserem, ali ficar, poderao retirarse das sobreditas partes, vendendo e dispondo dos seus bens de Raiz e moveis, como ihes parecer, e logvarao os frutos pendentes, e osque houverem semeado, supposto que as terras e herdades passem a outros possuidores.

XI. Os bens confiscados reciprocamente por causa e razao da presente guerra, serao restituidos aos antigos possuidores ou a seus herdeiros, pagando elles as bemfeitorias uteis, que se ihe tiverem feito, mas nunca poderao pretender das pessoas que até agora logravao os ditos bens, a importancia do que renderao desde o tempo da confiscaçao até odia da publicaçao da paz; E para que se effeitue a restituiçao da propriedade dos ditos bens confiscados, serao obrigadas as partes interessadas a apresentarse dentro de hum anno diante dos tribunaes a que pertencer, onde requere-

hatten, als sie eingenommen worden, nach Inhalt der Inventarien, welche darüber gemacht worden. Die übrige Canons, Kriegs-Munition, u. Mund-Provision, so man über diß findē wird, sollen nach Portugall transportirt werden. Alles dieses was itzo von Restitution der Canonen und Kriegs-Munition gesaget, wird auch vom Schlosse Noudar und der Colonie des Sacraments verstanden.

X. Die Einwohner von gedachten Plätzen und von allen andern durch den gegenwärtigē Krieg genommenen Oertern, welche allda nicht bleiben wollen, sollen die Freyheit haben, sich weg zu begeben, und alle ihre Güter bewegliche und unbewegliche zu verkauffen, und darüber nach ihren Gefallen zu disponiren, und sie sollen auch alle ihre Früchte geniessen, welche sie angebauet oder gesäet haben, ob gleich die Güter und Meyereyen an andere Besitzer gekommen.

XI. Die durch Gelegenheit des Kriegs von beyden Theilen confiscirte Güter sollen ihren alten Besitzern, oder deren Erben wieder gegeben werden, jedoch sollen diese die nützliche Verbesserungen, welche man darinn verschafft, bezahlen, allein sie können niemahls die Interessen der obgedachten Güter von denen Personen, welche sie von Zeit der Confiscation an biß auf die Publication des Friedens besessen, prätendiren, und damit die Restitution der conficirten Güter geschehen könne, so sollen die intereßirte Partheyen verbunden seyn in Jahres-Frist sich vor denen Gerichten anzugeben, wo die Güter hin gehören, daselbstē sie ihr Recht ausführen

rao seu direito, e serao julgados os ditos requerimentos dentro do termo de outro anno.

XII. Todas as prezas que se fizerao de huma e outra parte pendente o curso da presente Guerra, ou por cauza della, sao julgadas por boas, e nao ficara a os vasallos das duas Naçoens direito, om Acçao para em algum tempo pedirem que se lhe restituao; por quanto reconhecem ambas as Magestades o fundamento que houve para fazer as ditas prezas.

XIII. Para mayor firmeza, e validade do presente tratado se confirma de novo o outro, que se fez entre as duas Coroas em treze de Fevereiro de mil e seis centos sessenta e outo, o qual fica valido emtudo aquillo que se nao derrogar no tratado presente, e especialmente se confirma o Artigo VIII. do referido tratado de trez de Fevereiro de mil seis centos sessenta e outo, como se estivesse aqui incluido neste tratado palavra por palavra, offerecendo reciprocamente sua Magestade Portugueza, e sua Magestade Catholica mandar fazer prompta, e inteira justiça as Partes interessadas.

XIV. Da mesma sorte se confirmao, e comprehendem no presente tratado os quatorze Artigos conteûdos no Tratado da Transacçao feito entre as duas Coroas em 28. de Junho de mil sette centos e hum, os quais todos ficarao em sua força e vigor, como se aqui fossem escritos palavra por palavra.

ren können und ihre Sachen sollen innerhalb eines Jahrs ausgemacht seyn. 1715

XII. Alle Prisen, so von beyden Theilen in gegenwärtigẽ Krieg oder durch dessen Gelegenheit gemacht worden, sollen vor gut gehalten werden, und sollen die Unterthanen beyder Nationen kein Recht haben, jemahls dieselbe wieder zu geben, weil die zwey Majestäten Ursach gehabt haben, obgedachte Prisen zu machen.

XIII. Um besserer Sicherheit u. Gültigkeit gegenwärtigen Friedens, so bekräfftiget man von neuen denjenigen, welcher zwischen denen beyden Cronen den 13. Febr. 1668. gemacht worden, welcher in allen gültig bleiben soll, was nicht durch gegenwärtigen Tractat wiederruffen wird, man bestättiget vornemlich den 8. Artickel des obgedachten Tractats vom 13. Febr. 1668. gleich als wann er hier von Wort zu Wort eingerücket wäre, u. die Portugisische und Cathol. Maj. bieten beyderseits ihre Ordres an, daß man eine baldige und gäntzliche Gerichtigkeit denen intereßirten Partheyen verschaffe.

XIV. Man confirmiret gleichfalls und beschliesset in gegenwärtigen Tractat die 14. Artickels des Transaction - Tractats, welcher zwischen denen beyden Cronen den 18. Jun. 1701. gemacht worden. Welcher seine vollkommene Gültigkeit und Krafft haben soll, gleich als wann er von Wort zu Wort eingerücket wäre.

1715 XV. Em virtude de tudo o estipulado na sobredita Transacçao sobre o Assento para a introducçao dos negros, sua Magestade Catholica deve aos interessados no dito Assento a somma de duzentas mil patacas de anticipaçao que os interessados emprestarao a sua Magestade Cathol. com os Redditos de outo por cento desde o dia do emprestimo até o seu inteiro paramento, o que faz a quantia de duzentas e noventa e seis mil patacas, contando desde sette de Julho de mil e seis centos noventa e seis até de Janeiro de mil sette centos e quinze; como tambem a somma de trezentos mil Cruzados, moeda Portugueza, que fazem cento e sessenta mil patacas. Estas tres sommas ficao reduzidas pello presente tratado somente a somma de seis centas mil patacas, que sua Magestade Catholica promete pagar em tres pagamentos iguaes e consecutivos, cada hum de duzentas mil patacas. O primeiro pagamento se fara com a chegada a Hespanha da primeira frota, flotilha, ou galioens, que vierem de pois da troca dos ratificaçoens do presente tratado, e este primeiro pagamento sera por conta dos redditos devidos pello Capital das duzentas mil patacas da anticipaçao. O segundo pagamento se fara com a chegada da secunda frota, flotilha, ou galioens, e sera o Capital das duzentas mil patacas da anticipaçao; Eo terceiro pagamento farse-ha com a chegada da terceira frota, flotilha, ou Galioens, que

XV. In Krafft dessen, was in der gedachten Transaction von Assiento stipuliret ist wegen Einführung der Mohren, sind Ihre Cath. Maj. denen intereßirten in gedachter Aßiento die Summa von zweymahl hundert tausend Thaler zum voraus schuldig, welche die Interessenten Sr. Cath. Maj. nebst dem Interesse 8. pro Cento von dem Tag an gedachter Leihung zu rechnen, biß auf die gäntzliche Zahlung schuldig seyn, welches vom 6. Jul. 1696. biß auf den 6. Jan. 1715. zu rechnen eine Summa von zwey hundert und neuntzig tausend Thalern macht, wie auch die Summa von dreymahl hundert tausend Cruzaden, davon die Reduction sich auf hundert und sechzig tausend Thaler belaufft. Diese 3. Summen sind auf die eintzige Summa von sechs mahl hundert tausend Thal. reducirt, welche Sr. Cath. Majest. innerhalb drey gleichen Terminis jeden von zwey mahl hundert tausend Thalern zu bezahlen versprochen. Die erste Zahlung soll geschehen bey Ankunfft der ersten Flotte, Flottille, oder Galions in Spanien nach der Ratification des gegenwärtigen Tractats, und diese Zahlung soll zu denen Zinsen des Capitals von zwey mahl hundert tausend Thalern des Vorauses gerechnet werden. Die andere Zahlung nach Ankunfft der andern Flotte, Flotille oder Galions, und dieses nebst dem Capital von zweymahl hundert tausend Thalern des Vorausses. Und die dritte Zahlung nach Ankunfft der dritten Flotte, Flottille oder Galions vor die drey mahl hundert tausend Cruzaden auf hundert und sechzig tausend Thalern reduciret, nebst viertzig tausend Thalern Zinsen. Die nö-

thige

sera de trezentos mil Crusados, reduzidos a cento e sessenta mil patacas, e de quarenta mil patacas de resto dos redditos. As sommas necessarias para estes tres pagamentos se poderao levar para Portugal em Dinheiro, ou em barras de Ouro, ou Prata. Em virtude disto a somma das duzentas mil patacas de anticipaçao nao vencera juros depois de dia da Assinatura do presente Tratado; porem se sua Mageftade Catholica nao pagar adito somma com a chegada da segunda frota, flotilha, ou galioens, correrao os juros das duzentas mil patacas de anticipaçao a outo por cento desde achegada de secunda frota, flotilha ou galioens até o inteiro pagamento da dita somma.

thigen Summen zu diesen dreyen 1715
Zahlungen können nach Portugall transportiret werden entweder in gemüntzten Gelde oder in Stücken von Gold und Silber. Nach diesen so soll die Summa von zwey mahl hundert tausend Thalern des Vorausses keine Zinsen mehr tragen nach der Unterzeichnung des gegenwärtigen Tractats, allein, wann Ihre Cathol. Majest. gedachte Summa nicht nach Ankunfft der andern Flotte, Flottille, oder Galions zahlen, sollen die zwey mahl hundert tausend Thaler der Anticipations-Gelder Zinsen tragen 8. pro Cento nach Ankunfft der andern Flotte, Flottille oder Galions biß auf die gäntzliche Zahlung dieser Summa.

XVI. Sua Mageftade Portugueza cede pello presente tratado, e promete facer ceder a sua Mageftade Catholica todas as sommas devidas por sua Mageftade Catholica em Indias de Hespanha à companhia Portugueza do Assento da introducçao dos negros, excepto as seiscentas mil patacas de que se faz mençao no Art. XV. deste tratado. Cede tambem sua Mageftade Portugueza a sua Mag. Cath. aquillo que os ditos interessados poderiao pretender da herança de D. Bernardo Francisco Marin.

XVI. Seine Portugisische Maj. cediren und versprechen durch gegenwärtigen Tractat alle Summen, so Ihre Cathol. Maj. in den Spanischen Indien der Portugisischen Compagnie von der Aßiento wegen Einführung der Mohren schuldig seyn, cediren zu lassen, ausgenommen die im XV. Artickel dieses Tractats gedachte sechs mahl hundert tausend Thaler. Seine Portugische Majest. cediren gleichfalls an Se. Cath. Maj. dasjenige was obgedachte Interessenten von der Erbschafft des Dom. Bernh. Francisci Marin prätendiren könten.

XVII. Abrirseha geralmente o commercio entre os vasallos de ambas as Mageftades com a mesma liberdade e segurança que havia antes da presente guerra; e em demonstraçao da sincera amisade que se dezeja nao so restabelecer, mas

XVII. Das Commercium soll denen Unterthanen beyder Majest. offen seyn, mit eben der Freyheit u. Sicherheit, welche sie vor diesem Kriege gehabt haben, u. zum Zeugnüß der aufrichtigen Freundschafft, welche man nicht allein zwischen denen Unterthanen beyder Cronen zu

1715 ainda acreſcentar entre os Vaſallos das duas Coroas concede ſua Mageſtade Portugueza a Nacao Heſpanhola, e ſua Mageſtade Catholica a Nacao Portugueza todas as ventagens no commercio, e todos os privilegios, Liberdades, e Izencoens que até aqui tiver dado, ou pello tempo adiante conceder a Nacao mais favorecida, e mais privilegiada das que tem commercio nos Dominios de Portugal e de Heſpanha, entendendoſe iſto ſo nos dominios de Europa por eſtar unicamente reſervada a Navegacao e commercio das Indias as duas ſoos nacoens nos ſeus Dominios reſpectivos da America, exceptuando, o que ultimamente ſe tem eſtipulado no contracto do Aſſento dos negros, feito entre ſua Mageſtade Catholica, e ſua Mageſtade Britannica.

XIIX. Eporque na boa correſpondencia que ſe eſtabelece ſe devem evitar os danos, que podem ſer reciprocos; E na concordata que ſe fez entre as duas Coroas no tempo d'El Rey Dom Sebaſtiao de glorioſa memoria, declarandoſe os caſos em que os delinquentes ſe haviao de entregar de parte a parte, e a reſtituicao dos furtos, ſe nao podia comprehender o genero do Tabaco, que entao nao havia, quando ſe fez a concordata, e ao depois ſe tem introducido de maneira, que tanto em Portugal, como em caſtella ſao os ſeus Eſtancos de grande importancia: Sua Mageſtade Catholica ſe obriga a fazer que em nenhuma das terras dos Reynos e Dominios

etabliren, ſondern auch zu vermehren wünſchet, ſo accordiren Seine Portugiſche Maj. der Spaniſchen Nation und Se. Cath. Majeſt. der Portugiſiſchen Nation allen Vortheil im Commercio, und alle Privilegia, Freyheiten, welche ſie biß dahero accordiret oder ins künfftige noch accordiren werden derjenigen Nation, welcher ſie am meiſten favoriſiren und die am meiſten Privilegia haben über das, womit ſie Commercia in Portugiſiſchen und Spaniſchen Ländern treiben, welches doch nicht weiter als von denen Ländern, ſo in Europa gelegen, zu verſtehen iſt, weil das Commercium und die Schiffart nach Indien denen beyden Nationen allein vorbehalten in denen Ländern, ſo unter ihren Gebiethe ſtehen, nemlich in America, auſſer was neulich in dem Contract von der Aßiento der Mohren zwiſchen Sr. Cathol. und Sr. Britanniſchen Maj. ſtipuliret iſt.

XIIX. Und weil man wegen der guten Freundſchafft, welche man aufrichtet, allen Schaden auf beyden Theilen vermeiden ſoll, in Anſehen des Concordats, welcher zwiſchen denen beyden Cronen aufgerichtet, zur Zeit des Königs Dom Sebaſtian glorwürdigſten Andenckens, darinn man diejenige Thaten gemeldet hat, nach welchen man die Ubelthäter von beyden Theilen überantworten, und was geſtohlen wieder reſtituiren ſoll, darunter hat man den Toback nicht begreiffen können, weil man damahls ſelbigen noch nicht kante, als man das Concordat machte, und welcher jetzo ſo wohl in Portugall als Spanien ſehr gebräuchlich iſt, daß man ein groſſes Intereſſe von denen Verpachtungen ziehet; ſo verbinden ſich Se. Cathol. Maj. zu verſchaffen, daß

de Hespanha se possa introduzir Tabaco de Portugal, seja feito ou pizado nos ditos reynos e dominios, ou fora delles, e mandara destruir todas as Fabricas que houver de Tabaco Portuguez nos ditos seus Reynos e dominios, como as que de novo se fizerem, impondo graves penas aos culpados nestes delictos, e en carregando a sua observancia e execuçao nao so aos Ministros de Justiça, mas tambem aos Cabos e Officiaes de Guerra. E sua Magestade Portugueza se obriga igualmente a fazer a mesma prohibiçao, e com as mesmas circunstancias que sua Magestade Catholica pello que toca ao Tabaco de Hespanha nas terras de Portugal, e em todas as outras do seu dominio.

XIX. Os Navios de Guerra e Mercantes de ambas as Nacoens poderao reciprocamente entrar nos Portos dos Dominios das duas Coroas, onde costumavaó entrar de antes, comtanto que nos Portos mayores se nao achem ao mesmo tempo mais do que seis Navios de Guerra, e nos Portos menores mais do que tres; E se acaso chegar mayor numero de Navios de Guerra de huma das duas Nacoens à qualquer Porto da outra, nao poderáo entrar nelle sem licenca do Governador ou do Magistrato; e se constragidos de tormentas, ou alguma urgente necessidade entrarem sem pedir licenca, serao obrigados a dar logo par-

daß man in keinen Ländern der Königreiche Spanien wie auch unter deren Gebiethe gehörendẽ Provinzien noch anderswo den Portugisischen Toback einführen wolte, er sey gesponnen oder gerieben, und ihre Ordres dahin stellen, daß alle Portugisische Tobacks-Fabriquen, welche man in gedachten Ländern und Königreichen finden wird, nieder gerissen werden, wie auch diejenige, welche man von neuen bauen könte, die Ubertretter sollen mit schwerer Straffe beleget werden, u. nicht allein die Gerichts- sondern auch die Kriegs-Officier verbinden, dasjenige, was oben gesagt, zu observiren und exequiren; und Se. Portugisische Majestät verbinden sich gleichfalls eben das Verbot mit eben denen Umständen, welche Se. Cathol. Maj. beobachten, in Ansehen des Spanischen Tobacks in denen Portugisischen Ländern und Provinzien, die unter dessen Gebiethe stehen, zu halten. 1715

XIX. Alle, so wohl Kriegs- als Kauffmanns-Schiffe, von beyden Nationen können beyderseits in die Haven der beyden Cronen einlauffen, wo sie vor diesem einzulauffen gewohnt waren, jedoch, daß in den grösten See-Haven auf einmahl nicht mehr als 6. Kriegs-Schiffe u. nicht mehr als 3. in denen geringern Haven sich befinden sollen; und im Fall eine grössere Anzahl Kriegs-Schiffe von einer der beyden Nationen vor einen Haven eines andern käme, so dörffen sie nicht ohne Erlaubniß des Gouverneurs oder Magistrats einlauffen; wann sie indessen doch durch ein ungestümes Wetter oder durch eine andere dringende Noth ohne Erlaubniß einlauffen, sollen sie gehalten seyn so gleich von ihrer Ankunfft Nachricht

1715 te da sua chegada, e se dilataráo somente em quanto ihes for permitido, pondo grande cuidado em nao fazer dano, ou prejuizo algum ao dito Porto.

XX. Dezejando suas Magestades Portugueza e Catholica a prompta execucao deste Tratado para socego dos seus Vasallos se ajustou que elle tenha toda a forca e vigor immediatamente depois da Publicacao da Paz, aqual Publicacao se fará nos Dominios de ambas as Magestades omais brevemente que for possivel; E se depois da suspencao de Armas se fez alguma Contravencao, se dará satisfacao della reciprocamente.

XXI. Se por algum acontecimento succeder, (oque Deus nao permitta) que haja interrupcao de amisade ou rompimento entre as Coroas de Portugal e de Castella, nesse caso se dará aos Vasallos de ambas as Coroas o Termo de seis mezes depois do dito rompimento, para que se retirem, e vendao as seus bens e effeitos, ou os transportem aonde ihes parecer.

XXII. E porque a Rainha da Grande Bretanha de gloriosa memoria tinha offerecido ser Garante da inteira execucao deste Tratado, e da sua firmeza e duracao, suas Magestades Portugueza e Catholica aceitao a sobredita Garantia em toda a sua forca e vigor para todos os presentes artigos em geral, e cadahum em particular.

XXIII. As mesmas Mage-

zu geben, und nicht länger da zu bleiben, als ihnen erlaubt ist, wie auch sich wohl in acht zu nehmen, daß nichts dem Haven zum Nachtheil oder Schaden gereiche.

XX. Indem Ihre Portugisische und Catholische Majestäten die baldige Erfüllung dieses Tractats wegen der Ruhe ihrer Unterthanen wünschen, so ist man übereinkommen, daß er gleich nach Publication des Friedens seine Wichtigkeit und Gültigkeit erlangen solle, und daß gedachte Publication des Friedens in denen Oertern, welche beyden Majestäten zuständig, je eher, je lieber geschehen solle, und wann ja nach dem Waffen-Stillstand einige Feindseeligkeiten ausgeübet würden, so soll man von beyden Seiten davon Rechenschafft geben.

XXI. Wann es geschehe, (welches GOTT verhüten wolle) daß man die Freundschafft wieder aufhebe, oder daß eine Ruptur zwischen denen beyden Cronen von Portugall und Spanien sich ereignete, so soll in diesem Fall verwilliget seyn denen Unterthanen der gedachten 2. Cronen eine Zeit von 6. Monathen nach geschehener Ruptur, daß sie sich weg begeben und ihre Güter und Sachen verkauffen oder sie dahin bringen können, wo es es ihnen gefällig.

XXII. Und weil die Königin in Engelland glorwürdigsten Andenckens ihre Garantie zu völliger Execution und Festhaltung dieses Tractats angeboten, so nehmen die Portugisische und Cathol. Maj. die gedachte Garantie an, mit aller ihrer Krafft u. Gültigkeit überhaupt über alle gegenwärtige Artickels u. über jeden insonderheit.

XXIII. Die Portugisische und Cathol.

stades Portugueza e Catholica aceitaráo tambem a Garantia de todos os Reys, Princepes, e Republicas, que quizerem no termo de seis mezes ser Garantes da execucao do presente Tratado, com tanto que seja a satisfacao de ambas as Magestades.

Cathol. Maj. wollen auch die Garantie aller Könige, Fürsten und Republiquen, welche innerhalb 6. Monathen Guaranteurs über die Execution dieses Tractats seyn wollen, annehmen, jedoch daß es zu beyder Majestäten Satisfaction gereiche. 1715

XXIV. Todos os Artigos acima escritos forao tratados, accordados, e estipulados entre os sobreditos Embaixadores Extraordinarios e Plenipotenciarios dos Senhores Reys de Portugal e de Hespanha em nome de suas Magestades; E prometem em virtude dos seus Plenos-poderes que os ditos Artigos em geral, e cadahum em particular serao observados, cumpridos, e execudados inviolavelmente pellos Senhores Reys seus Amos.

XXIV. Alle obgemeldte Artickels sind tractirt, accordirt und stipulirt worden zwischen denen extraordinairs Ambassadeurs und Gevollmächtigsten derer Könige in Portugall und Spanien, im Nahmen ihrer Majestäten, und sie versprechen in Krafft ihrer Vollmachten, daß obgedachte Artickels überhaupt und ein jeder insonderheit fest und unverbrüchlich von ihren Königen und Herren sollen gehalten und exequiret werden.

XXV. As Ratificacoens do presente Tratado, dadas em boa e devida forma, se trocaráõ de ambas as partes dentro do termo de Cincoenta dias, contados do dia da Assinatura, ou mais cedo se for possivel.

XXV. Die Ratificationes über gegenwärtigen Tractat in richtiger und wichtiger Form sollē beyderseits innerhalb 50. Tagen ausgewechselt werden, von dem Tag der Untersiglung an zu rechnen, oder je eher es geschehen kan.

Em fé doque, e em virtude das Ordens, e Plenospoderes, que nos abaixo assinados recembemos de nessos Amos El Rey de Portugal, e El Rey Catholico de Hespanha, assinamos o presente Tratado, e ihe fizemos pôr o Sello de nossas Armas. Feito em Utrecht a seis de Fevereiro de anno de mil e setecentos e quinze.

In Ansehen dieses und in Krafft der Ordres und Vollmachten, welche wir unterschriebene von unseren Herren dem Könige in Portugall und Catholischen Könige in Spanien empfangen, haben wir gegenwärtigen Tractat unterschrieben und unsere Pettschaffte hinzu fügen lassen. Geschehen zu Utrecht den 6. Febr. 1715.

(L. S.) Conde de Tarouca.

(L. S.) D. Luis da Cunha.

(L. S.) El Duque de Ossuna.

1715 Artigo Separado.

PEllo presente Artigo Separado, que tera a mesma força, e vigor, que se fosse comprehendido no Tratado de Paz, que hoje se concluhio entre suas Mag. Portugueza e Catholica, e que deve ser ratificado como o dito Tratado, se ajustou pellos Embaixadores Extraordinarios e Plenipoten. de ambas as Magest. que o Commercio reciproco das duas Nacoens se restabeleca, e continûe da mesma maneira, e com as mes Segurancas, Liberdades, Izencoens, Franquezas, Direitos de Entradas e Saidas, e todas as mais dependencias, com que se fazia antes da presente guerra, em quanto se naô dispoem outra couza, e se naô declara a Forma, em que deve proseguir o commercio entre as duas Nacoens.

Em fé do que, e em virtude das Ordens e Plenospoderes, que nos abaixo assinados recebemos de nossos amos El-Rey de Portugal, e El-Rey Catholico de Hespanha assinamos o presente Artigo, e ihe fizemos por o Sello de nossas Armas. Feito em Utrecht a seis de Fevereiro de mil e sete centos e quinze.

Besonderer Artickel.

Gegenwärtiger besonderer Artickel soll eben die Krafft und Macht haben, als wann er in den Friedens-Tractat mit begriffe wäre, welcher heute zwischen Sr. Portugisische und Catholischen Majest. geschlossen worden. Als der gedachte Friede ratificiret werden solte, sind die extraordinairs Ambassadeurs und Gevollmächtigte überein kommen, daß das reciproque Commercium von beyden Nationen wieder aufgerichtet, in eben der Form fortgeführet, mit denen Sicherheiten, Freyheiten, Befreyungen, Rechten des Ein- und Auslauffs, und allen anderen Dependentien bekräfftiget seyn soll, in allem, wie es vor diesem Kriege beschaffen gewesen, so lange biß man davon nicht anders disponiret, und die Form, nach welchen das Commercium continuiren soll, darzu gesetzt wird.

In Ansehen dieses u. in Krafft der Ordres und Vollmachten, welche wir unterschriebene von unseren Herren dem Könige in Portugall und Catholischen Könige in Spanien empfangen, haben wir gegenwärtigen Tractat unterschrieben u. unsere Pettschaffte hinzu fügen lassen. Geschehen zu Utrecht den 6. Febr. 1715.

(L. S.) Conde de Tarouca. (L. S.) El Duque de Ossuna.

(L. S.) D. Luis da Cunha.

CCLXVIII.

Erneuerung der Allianz zwischen Sr. Allerchristl. Maj. eines Theils, und denen Löbl. Catholischen Cantons in der Schweitz, auch der Löblichen Republic de Valais, andern Theils, zu Solothurn, Anno 1715.

Im

JM Nahmen der Allerheiligsten Dreyeinigkeit. Demnach währen- 1715
dem Land-Tag, welcher An. 1713. in dem Monath Decemb. von denen Löbl. Cathol. Cantons und der Löbl. Republic de Valais zu Lucern gehalten worden, die daselbst sich befindende Herren Deputirte reifflich erwogen, in was vor einem Zustand sich gantz Europa, absonderlich das gantze Löbl. Schweitzerische Corpo, dermahlen befindet, auch was Franckreich vor grosses Unglück durch den Todes-Fall des Dauphins erlitten, mithin betrachtet, daß durch dessen Verlust die Allianz, so An. 1663. mit dem Allerdurchlauchtigsten und Großmächtigsten Fürsten und Herrn LUDWIG dem XIV. von GOttes Gnaden König in Franckreich und Navarren, Hertzogen von Mayland, Grafen von Ast, und Herrn von Genes, anjetzo höchst-rühmlichst regierenden König, geschlossen worden, sich nicht weiter erstrecke, als auf seine Lebens-Zeit, (die GOtt gnädigst prolongiren wolle) und auf 8. Jahr nach dessen Absterben, und da Sie auch darbey wohl examiniret, wie höchst-nützlich diese Allianz seye, so wohl vor die Cron von Franckreich, als auch vor alle Glieder, die das Löbl. Schweitzerische Corpo ausmachen, mithin erkennet, was vor Gutes daraus erwachsen würde, wann man diese Allianz so viel möglich verlängerte; als glaubten Sie verbunden zu seyn, solche ihre Gedancken zur Ehre GOttes, und um des gemeinen Bestens willen, Sr. Excellenz dem Herrn Grafen de Luc, als Gesandten Sr. Allerchristl. Majest. in der Schweitz, zu eröffnen; welcher, nachdem er sie allerdings gebilliget, und mit ihnen eins worden, daß er, seines Orts, seinem König davon Nachricht ertheilen wolte, Sie, ihres Orts, wolten dergleichen an ihre Herren Obern thun. Die Sach wurde ins Werck gesetzt, und es hat GOtt nach seiner Barmhertzigkeit gefallen, daß Se. Allerchristl. M. die Löbl. Cantons, und die Republic de Valais, dieses Gutachten allerseits gut geheissen, dergestalt, daß der König eines Theils, und die Cantons von Lucern, Ury, Schweitz, Ober- und Nieder-Unterwald, Zug mit seinen äussern Aemtern, das Catholische Glaris, Friburg, Solothurn, das Catholische Appenzell, die Republic, und das Land de Valais, andern Theils, ihre Vollmachten darzu ertheilet, die communicirt und in bester Form befunden worden. Nachdem Sie nun vorher den Nahmen des Höchsten darzu angeruffen, hat man sich über folgende Artickel vereiniget, alles zur Sicherheit, Beschützung und Erhaltung unserer Personen, Ehre, Königreiche, Hertzogthümer, Fürstenthümer, Städte, Länder, Herrschafften, Gerechtsamen, Land und Unterthanen, in dem Stand wie sie seyn, die Wir haben und besitzen und auch künfftig haben und besitz werden, so wohl diß- als jenseit des Gebürges.

Art. I.

Erkläret man sich ausdrücklich, daß, obwohlen in gegenwärtigen Tractat nicht alle Cantons und Stände, welche das gantze Schweitzerische Corpo ausmachen, mit begriffen und benennet, die Meynung doch dahin gienge, Sie (so viel es sich geziemete) einzuladen, daß Sie solchē annehmē, indem man nicht Ursach zu zweiffeln hat, daß da Sie

1715 darbey ihre Vortheile finden, Sie insgesamt die Hand darzu biethen würden, weilen es doch allen gleichrühmlich, und zu Erhaltung der Republic insgemein schlechterdings nöthig.

II. Daß die Tractaten eines ewigen Friedens und Allianz, welche vorhero geschlossen worden, sollen angesehen werden als der Grund der jetzigen, und als ein beständiger Beweiß der alten Vereinigung beyder Nationen. Weilen aber die Zeit alles verändert, und es geschehen kan, daß durch unvermeidliche Veränderung, oder durch differente Auslegung, die alten Tractaten nicht in allen Puncten heilig observiret würden, so haben wir vor gut befunden, durch diese gegenwärtige Allianz alle vorher gemachte Tractaten, und sonderlich den ewigen Frieden und Verbindnüsse von Anno 1521. und 1663. nebst allen beygefügten Briefen, von neuen zu ratificiren.

III. Weilen die Erfahrung nicht zuläßt, daß man an dem Nutzen zweiffle, den man von der Continuation einer so vollkommenen guten Verständnis zwischen beyden Nationen zu erwarten hat; so haben Se. Allerchristl. Majestät, um desto deutlicher Ihro grosse Gewogenheit den Schweitzerischen Gemeinden zu zeigen, diese Alliantz erneuren wollen, damit sie mit dem Durchlauchtigsten Dauphin, als rechtmäßigen Erben der Cron Franckreich, wie auch allen Königen und deren Nachfolgern, continuiret würde, solchergestalt, daß nach dem Absterben des ersten Königs, als Nachfolgers Sr. Majestät, die andern Allerchristlichsten Könige, welche Ihm folgen werden, wie auch die Cantons, Republiquen und Stände, eine genaue Beobachtung dieser gegenwärtigen Alliantz, nach allen ihren Puncten, schwören und ratificiren, wie auch in allen Fällen, welche nicht haben können in diesem Tractat vorgesehen werden, oder bey welchen die Verfliessung der Zeit einige Veränderung verursachen würde, behülfflich seyn sollen, welche Beschwörung und Ratification bey jedesmahliger Veränderung der Regierung, durch Gesandte, welche mit genugsamer und nöthiger Vollmacht versehen, und durch die Deputirte, die ebenfalls genugsame Vollmacht haben, von denen Schweitzerischen Cantons, Republiquen und Ständen, als welche in dieser gegenwärtigen Allianz mit begriffen, wiederhohlet werden soll: welche Præcaution dieses zu ihrem Absehen hat, daß alle Sachen in eben der Macht und Krafft verbleiben sollen, in welcher sie jetzo sind.

IV. Die Verbindnüssen haben kein ander Absehen, als den Nutzen und die Wohlfahrt der contractirenden Partheyen gegen einander. Gleichwie nun der König eines Theils, und die löbliche Cantons, die Republique de Valais, und die andern Alliirten, welche in dem Schweitzerischen Corpo begriffen seyn, andern Theils, durch die lange Erfahrung gesehen, daß sowohl auf ein- als andrer Seite nichts nützlichers ist, als eine genaue Vereinigung, und die gute Verständniß der Völcker und Unterthanen, sowohl Sr. Allerchristl. Majestät, als auch des Schweitzerischen Corpo, mithin daraus leicht erkennen, was vor Nutzen daraus entspringen werde, dahero man an aufrichtiger Treue gegen einander nicht Ursach zu zweiffeln hat, mit welchen man

den

den folgenden völligen Inhalt beobachten will. Es bleibt nochmahls 1715
darbey, was in der Allianz von Anno 1663. beschlossen worden, daß, wofern (welches GOTT in Gnaden verhüten wolle) das Königreich solte innerlich angegriffen werden, es seye durch äusserliche Macht, oder durch innerliche Spaltung, das Schweitzerische Corpo in diesen beyden Fällen, ohne Aufschub, zehen Tage nach dem Begehren, eine Werbung, die sich aber nicht über 16000. Mann erstrecken darff, zustehen solle; die Schweitzerische Trouppen sollen auch nicht zu Wasser, sondern nur zu Land können gebrauchet werden, nach laut des siebenden Artickels der Anno 1663. geschlossenen Allianz. Diese Werbung aber solle auf Unkosten des zu der Zeit regierenden Königs geschehen, welcher auch die Obristen und Capitains aus allen Cantons, Republiquen und Ständen, darinn die Leute geworben werden, erwehlen und benennen soll. Wann nun Se. Majestät von gemeldten Trouppen die verlangte Dienste wird empfangen haben, so soll er sie durch zwey Wege wieder nach Hause schicken, ihnen aber vorhero allen Sold bezahlen, welcher ihnen zukommt, bis sie in ihrem Land angelangt.

V. Wann im Gegentheil das Schweitzerische Corpo oder ein Canton und Staat insonderheit von einer fremden Macht solte angegriffen, oder innerlich beunruhiget werden, so wolle Se. Allerchristl. Majestät auf dem ersten Fall ihnen mit seiner Macht zu Hulffe kommen, so viel es die Nothdurfft erfordert, und die Cantons Seine Majestät darum ersuchen. In dem andern Fall wolte Se. Maj., oder die Könige, seine Nachfolger, als Freunde und Bunds-Genossen, auf Requisition des beunruhigten und beschwerten Theils, alle güttliche Mittel anwenden, die Parthenen wieder dahin zu bringen, daß sie einander, was recht und billig ist, wiederfahren lassen; Wann aber dieser Weg nicht den verlangten Effect erreichen solte, so werden Seine Majestät, auch die Könige, seine Nachfolger, jedoch ohne Unternehmung etwas, was diese gegenwärtige Allianz zernichten könte, sondern vielmehr zu Vollziehung derselben, nach allem ihren Inhalt, auf eigene Unkosten, die von GOtt verliehene Macht dahin anwenden, damit der Beleidiger gezwungen werde, sich wieder in den vorbeschriebenen Schrancken der zwischen denen Cantons und Alliirten habenden Bündnüssen zu begeben. Seine Königl. Majestät, wie auch die Könige, seine Nachfolger, werden auch, als Garanteurs aller Tractaten, welche zwischen denen Cantons möchten aufgerichtet werden, im Fall (wenn es GOtt verhängen solte) daß unter ihnen sich eine Trennung ereignete, sich erklären.

VI. Die Officiers, Soldaten, und andere Militarische Bediente, so unter dem Sold des Königs stehen, sollen frey seyn von allem Taxe, der gemacht worden, oder künfftig kan gemacht werden, es seye Kopff-Steuern, Zehende, oder andere Auflagen, wie solche auch Nahmen haben mögen, in Betrachtung ihrer Unterhaltung und ihres Solds. Wann auch diese obbenante sich Güter erworben, oder auch würcklich welche besitzen, die auf Französischen Grund und Boden

1715 den liegen, so sollen sie, ohne weitere Untersuchung, ob sie von ihnen oder von ihren Weibern, oder sonsten herkommen, dieselbe Zeit ihres Lebens geniessen, wie auch ihre Wittwe, währenden ihres Wittwen-Standes, auf Art und Weise, wie die Königl. Hof-Officier und Edle solche geniessen, dergestalt, daß oben bemeldte Schweitzer nichts anders abrichten sollen, als die Taxe und Anlagen, welche nach Beschaffenheit eines Guts, so sie besitzen, darauf hafftet. Wann aber besagte Soldaten, ob sie gleich in Diensten stehen, entweder vor sich oder durch ihre Weiber unternehmen würden, einiges Gewerb oder Handthierung zu treiben, so nicht eigentlich zum Dienst der Schweitzerischen Compagnien, die in dem Sold des Königs stehen, gehören, so sollen sie in solchem Fall keinen andern Vorzug haben und begehren können, als welchen die Unterthanen des Königs selbsten geniessen.

VII. Die Schweitzerische Trouppen, welche sich innerhalb des Königreichs, oder auf denen Frontier-Plätzen in Garnison befinden, sollen von allem frey seyn, jedoch ohne Mißbrauch; und um solchen vorzukommen, wird man es nach dem alten Tractat und Gebräuchen einrichten, daß die Einkäuffer können in die Städte gehen, und nach Anzahl der Trouppen, die sich daselbst befinden, einkauffen, als Wein, Fleisch, Toback, Brandwein, und andere zu ihrem Unterhalt benöthigte Lebens-Mittel und Nothdurfft. Wann die bemeldte Schweitzerische Marcketenter dieses mißbrauchen solten, und sie könten überzeugt werden, daß sie wider die vorgeschriebene Ordre gehandelt, so sollen sie dieser Waaren halben der Confiscation unterworffen seyn, und der Schweitzerischen Justitz übergeben werden, damit sie ihren verdienten Lohn empfangen.

VIII. Der Sold, es seye zu Friedens- oder zu Kriegs-Zeiten, soll auf dem Fuß stehen bleiben, auf den er jetzt gesetzt ist, nemlich zur Zeit des Kriegs, wann die Regimenter beordert seyn, bey der Armée zu dienen, und in das Feld marchiren, 17. Livres und 8. Sols auf den Mann des Monaths, und 1960. Livres auf den General-Stab des Monaths; Zur Friedens-Zeit, oder da sie beordert seyn, wehrender gantzen Campagne in der Garnison, die weit von den Frontieren, da Krieg ist, entfernet, zu verbleiben, 16. Pfund auf den Mann des Monaths, und 1000. Pfund auf den General-Staab des Monaths, ausgenommen das Regiment von der Schweitzer-Guarde. Wann aber die Schweitzeriische Trouppen, die nicht beordert seyn im Feld zu dienen, oder in denen benachbarten Plätzen, da Krieg ist, Ordre empfiengen zu marchiren, so sollen sie die Bezahlung empfangen, als wann sie von Anfang der Campagne darzu bestellt wären.

IX. Die Capitains, welche ihre Compagnien auf 175. Mann effective zusammen gebracht, sollen vor complet geachtet werden, und 27. Mann zu gut geniessen, wie solches in dem Tractat von Anno 1671. ist ausgemacht worden, in Ansehung der Vermehrung der Anzahl der Officiers, welche der König zu machen beliebet hat.

X. Wann aber die Compagnie unter 175. Mann seyn wird, so soll dem Capitain nichts zu gut gethan werden, nach dem Gebrauch, den

den man bey denen National-Trouppen, welche würcklich in des Kö- 1715
nigs Diensten stehen, beobachtet.

XI. Wann die Capitains zu der Zeit, da man in dem Felde ist, entweder durch Belagerungen, oder durch Defendirung der Plätze, oder Schlachten, einen mercklichen Verlust erlitten, so wollen Seine Majestät ihnen eine raisonable Zeit von 4. oder 5. Monathen, nachdeme Sie es vor gerecht befinden werden, zustehen, daß sie ihren Verlust wieder ersetzen können. Wehrender solcher Zeit soll ihnen die Bezahlung ordinirt werden, und die Abrechnung geschehen, auf den Fuß, wie solches bey der ersten Musterung gehalten worden, und dieses soll geschehen, wann besagte Zeit der 4. oder 5. Monath expiriret ist.

XII. Die Capitains sollen alle Monath richtig in Geld bezahlet werden, und das 12. Monath des Jahrs; Wordurch sie aber sollen verbunden seyn, eine gute Compagnie zu halten, von guten Officiern und Soldaten, und alle Bezahlung der Compagnie zu thun, als dem Lieutenant, Sous-Lieutenant, Fähndrich und allen Unter-Officieren.

XIII. Wann der König eine neue Werbung aufrichten will, so soll man deswegen 6000. Französische Livres an Geld darzu herschiessen auf eine jede Compagnie von 200. Mann, und diese Summa soll an dem Sold, die 6. letztern Monath des ersten Jahrs, da sie in Dienste getreten, abgezogen werden.

XIV. Wann die neugeworbene Trouppen oder die Recrouten aus denen Schweitzerischen Frontieren kommen, wolle ihnen der König die Etapes geben lassen, biß sie in ihre angewiesene Garnisonen kommen, und im Fall einige Trouppen davon abgedanckt würden, so wolle der König ihnen gleichfalls die Etapes, bis sie an die Schweitzerische Frontieren kommen, reichen lassen.

XV. Wann von denen geworbenen Trouppen einige Compagnien solten vacant werden, so will der König, mit Consens desjenigen Cantons, von welchem der Capitain gewesen, solche an die Officiers von demselben Regiment wieder vergeben, und da der verstorbene Capitain Freunde hätte, die darzu capable, und schon Officiers wären, will der König solche andern vorziehen, dabey die Recommendation des Cantons solle statt finden, dafern solche nur geschehe für solche Unterthanen, die tüchtig seyn, solcher Charge vorzustehen, jedoch solchergestalt, daß dieser Canton allezeit zu erlauben habe, die Recrouten vor die vacante Compagnie zu werben.

XVI. Wann Stellen von Unter-Officieren leer sind, so sollen die Capitains tüchtige Personen oder Unterthanen darzu vorschlagen.

XVII. Die krancke gefangene Soldaten, oder auch die in des Königs Diensten abwesende, sollen von dem König, wann der Capitain deshalben ein beglaubtes Zeugniß giebet, bey der Musterung gut gethan werden.

XVIII. Wann ein Capitain, dessen Compagnie in des Königs Diensten bleibt, abgedanckt oder cassirt wird, so können die Soldaten

von

1713 von der Schweitzerischen Nation nicht gezwungen werden, unter einem andern Cpitain zu dienen, als der von ihrem Canton ist, und wenn der Capitain mit seiner gantzen Compagnie abgedanckt würde, so können seine gemeldte Soldaten, Schweitzerischer Nation, nicht angehalten werden, unter einem andern, wer es auch ist, zu dienen.

XIX. Gleichwie es zum öfftern geschiehet, daß die Officiers, oder Serganten, welche die Recrouten führen, durch unterschiedliche Cantons in der Schweitz paßiren müssen, und gemeiniglich das Volck oder die Unter-Officiers, auf Art und Weise, die der Justitz und der Allianz der Nation zuwider laufft, die Soldaten wegführen und abwendig machen, daß offt niemand oder gar wenig, zum grossen Nachtheil der Diensten und der Capitain, übrig bleibet; so ist einhellig beschlossen worden, daß der Officier, welcher die Recrouten führen wird, von seinem Canton, wann er abreiset, ein Zeugniß mitnehme, und solches dem andern Canton, dahin er kommt, vorzeige, damit er die geziemende Protection erhalten möge, und wofern, ungeacht dieser guten Vorsichtigkeit, man nichts destoweniger Gewalthätigkeit wider die Soldaten brauchete, und die bemeldte Recrouten abwendig machte, so solle der Canton (in solchem Fall) wo dieses verübet worden, den Pfleger des Orts, und die Unter-Officier zur Verantwortung ziehen, ohne Unterscheid der Religion, in solchem und dergleichen Fall.

XX. Krafft des achten Artickels des beständigen Friedens, solle der König nicht zulassen, daß jemand von seinen Unterthanen unter einer frembden Macht oder Fürsten wider das Schweitzerische Corpo, deren Bunds-Genossen, Unterthanen, Land- und Herrschafften diene, und wann die Unterthanen Sr. Königl. Majestät wider diesen Artickel handlen solten, sollen sie eiligst zuruck geruffen und nach ihrem Verdienst abgestrafft werden. Gleichfalls sollen die Cantons und ihre Unterthanen keiner andern Macht noch Fürsten dienen, wider den König, seine Reiche, Stände, Hertzogthümer, Fürstenthümer, Städte, Schlösser, Herrschafften, Gerechtsamen, Lande und Unterthanen, die er jetzt besitzet, und auch künfftig besitzen wird, und wann Unterthanen besagter Cantonen darwider handlen würden, sollen sie eiligst zuruck beruffen und nach Verdienst abgestrafft werden.

XXI. Wann der König, oder Monseigneur le Dauphin, oder auch die Könige, seine Nachfolger, in Person die Armée commandiren werden, so sollen die Schweitzerischen Trouppen, die in ihrem Sold stehen, ihnen folgen, nach dem Exempel ihrer Vorfahrer, nach Inhalt des sechsten Artickels der Allianz von Anno 1663., welcher mit sich bringt, „daß, wann es sich zutrüge, daß wehrenden Krieg Se. Allerchristlichste Majestät, oder seine Nachfolger, sich selbsten in hoher „Person an einem Ort oder Gegend, wie es auch seye, wider den Feind „erheben wolten, Sie oder Dero Nachfolger auf ihre Unkosten, so „wohl Capitains als Soldaten, die Ihnen beliebig oder ihnen gut „duncken, werben können.„

XXII. In Krafft des zwey und zwantzigsten Artickels der Allianz von Anno 1663. „der in solchen Terminis verfasset, und so lang gemeldte

meldte Land- und Herrschafften, die durch unserer Groß-Mutter" 1715
Bruder im Jahr 1521. besessen worden, nicht in Unserer Possession"
seyn, wollen Wir von der Ligue alle Hülffe, Vortheil und Beystand"
abschlagen, ohne Respect, wer es auch seye, oder von was vor Stand"
und Würden er seyn möge, oder diejenige, welche darum ansuchen"
wolten; „ krafft solches wird beschlossen, daß, wann der König, Monseigneur le Dauphin, oder die Könige seine Nachfolger, wolten wieder in die Possession ihrer Länder, Staate, Herzogthümer, Fürstenthümer, Städte, Schlösser, Herrschafften, Gerechtigkeiten und Länder eintretten, wie solches in der Allianz des Königs Francisci I. glorwürdigsten Andenckens stipuliret worden, im Jahr 1521.; so wird das Schweitzerische Corpo abschlagen allen Succurs, Vortheil, Beystand und Hülffe, ohne Respect, wer es auch seyn, und von was vor Stand und Würden er seyn möge, oder diejenigen seyn, welche um bemeldten Succurs und Hülffe ansuchen wolten.

XXIII. Wann es sich zutrüge, daß der König, Monseigneur le Dauphin, oder die Könige Dero Nachfolger, und das Schweitzerische Corpo, vor die Partheyen gut befindeten, einen Krieg einstimmig, wider andere Puissancen anzufangen, so soll man wegen der Art, wie man wider die Feinde agiren soll, übereinkommen: Und wann der Krieg bereits wird eröffnet seyn, so verbindet man sich gegeneinander, keine Proposition, weder vom Frieden, noch vom Stillstand der Waffen, anzuhören, ohne mit beyder Theile Ubereinstimmung, dergestalt, daß man keinen Tractat schliessen solle, er seye dann von beyderseits gleich bewilliget, als von dem alsdann regierenden König und von dem Schweitzerischen Corpo.

XXIV. Die Schweitzer sollen als Reichs-Genossen gehalten werden, und als solche, dem Juri Albinatus s. Albinagii (welches alle Fremden von denen Erbschafften in Franckreich ausschliesset) nicht unterworffen seyn, wann sie sich wegen ihrer Geburt justificiren, und daß sie mit Verwilligung ihrer Obern aus ihrem Land gezogen, sie erben und erwerben können, wie die Eingebohrnen selbsten; und wann sie eine Handthierung oder Profession haben, können sie solche mit aller Freyheit treiben, wann sie sich nur denen verordneten Gesetzen der Oerter unterwerffen, wo sie sich häußlich niederlassen. Sie sollen auch die freye Ausfuhr ihrer in Franckreich verstorbenen Freunde Verlassenschafften zu geniessen haben, wofern sie ein Inventarium verfertiget, durch die Richter des Orts, nach der daselbst üblichen Verordnung und Gewohnheit, und sollen in allen Stücken, wie die eigene Unterthanen Sr. Majestät, gehalten werden. Was die Schweitzer anbelangt, die würcklich unter Sr. Majestät Trouppen dienen, und dero Gage geniessen, so sollen sie von allen Beschwerden frey seyn und keine andere, als diejenigen tragen, so an der Natur der Güter hafften, welche sie, wie die Einheimische, in dem Königreich und Staat, unter des Königs Botmäßigkeit, an sich bringen möchten; überdas sollen sie auch geniessen alle Privilegien und Freyheiten, die ihnen von denen Königen und Vorfahren von Sr. Majestät, in Krafft des Friedens-

Schlüsse

1715 Schlüsse und Allianzen, verliehen und zugestanden worden. Eben diese Privilegien und Freyheiten seynd auch den Schweitzern zugestanden, die unter denen Trouppen und in Dero Sold Sr. Majestät gestanden, dafern sie nur 3. Jahr völlig Dienste gethan, und daß sie mit guten Willen daraus getretten, und deßfalls von ihren Obern einen formlichen Abschied aufweisen können.

XXV. Die Unterthanen des Königs hingegen sollen auch in der Schweitz durch Verwandschafften, Testament, oder Donationen, oder auch auf alle andere gewöhnliche Art succediren und erben können, mithin von dem Magistrat und Richtern des Orts in diesem Recht geschützet werden, dergestalt, daß sie keinem Recht des Albinagii, Abzug, oder andern dergleichen, wegen ihrer Güter, unterworffen seyn sollen. Was aber die Schweitzerische Güter anbetrifft, die ihnen durch Heyrath, Testament, Donation oder sonsten gewöhnlichen Acten im Lande können zufallen, so sollen sie dabey so wohl als die Schweitzer manuteniret werden, gleichwohl die Regalien und andere gewöhnliche Gerechtigkeiten ausgenommen.

Die Kauff-Leute, Kramhändler, Boten, Wanders-Leute, &c. sollen sicher handeln und wandlen können, ohne einige Hindernuß an Leib und Gut, frey nach ihrem Willen, hingegen können sie sich aufhalten, und in der Schweitz verbleiben, ohne Gefahr, Betrug, wie solches ausdrücklich in der Allianz von Anno 1663. in dem zwanzigsten Artickel beschlossen worden.

XXVI. Die Schweitzerische Nation solle, wegen ihrer Commercien in dieses Reich, alle Privilegien geniessen, welche ihnen von denen Königen, seinen Vorfahren, auch Sr. Majestät selbsten, zugestanden worden, also und dergestalt, wie solche in den Tractaten der Friedens-Schlüsse und Allianzen ausgesprochen seynd, und wie sie solches, zu folge gemeldter Tractaten, haben geniessen sollen, in welchen Privilegien Se. Majestät sie von neuem bestättiget, und will, daß sie confirmirt und darbey ohne Hinderniß und Stöhrung manutenirt werden sollen. Die Kauff- und Handels-Leute von beyden Seiten, sollen Gold- und Silber-Müntz, welche sie aus ihren Waaren gemacht, wann sie nur deswegen ihre Declaration thun, und benöthigte Passports nehmen, und alle Ungelegenheit zu vermeiden, nach Belieben ausführen.

XXVII. Gleichwie eines der vornehmsten Früchte einer Allianz darinn bestehet, daß man beyderseits auf die gemeinsame Wohlfahrt, Ehre und Ruhm seines Alliirten sehe; so ist man von neuem zwischen beyden tractirenden Partheyen übereinkommen, so wie in dem achten Artickel des vorigen Friedens, und in dem vierzehenden der Allianz von Anno 1663., daß weder ein- noch anderer Theil seines Alliirten Feind leiden soll, ihnen keine Passage verstatten, es seye mit Waffen, oder ohne Waffen, noch ihnen einige Assistenz, weder directe noch indirecte geben.

Und wann es sich zutrüge, daß Verbrecher des Staats, Meuchel-Mörder und Friedens-Stöhrer der gemeinen Ruhe, wann sie von

Sr.

Sr. Königl. Majestät, in Ansehung Dero Unterthanen, oder von den 1715
Cantons, in Ansehung der Ihrigen, vor solche erkläret worden, sich solten in das Königreich oder in die Schweitz flüchtig begeben; so verbindet man sich, und verspricht, sie anzuhalten, oder sie getreulich auf die erste Requisition zurück zu schicken, ohne daß deme, der darinn requirirt wird, solle erlaubt seyn, zu examiniren, ob der Requirant wohl oder übel fundirt seye, welchem Prætext man will vorkommen, damit dieser Articel niemahls übel interpretirt oder eludirt werde.

XXVIII. Wann es sich auch zutrüge, daß Räuber mit denen gestohlnen Sachen in Franckreich oder in die Schweitz sich flüchtig begeben, soll man sie gefänglich anhalten, und die Sachen mit Treu und Glauben wieder zu restituiren suchen, und wann diese Räuber Haus-Gesinde oder Hauß-Genossen wären, so soll man ihre Person ausliefern, damit sie an dem Ort abgestrafft werden, wo sie den Diebstahl brgangen.

XXIX. Man verbindet sich so wohl ein- als anderer Seits, laut des vierzehenden Artickels der Allianz 1663., denen Trouppen, Officierern und Soldaten, Waffen und Equipage, welch zu Beschützung des Staats, Lands, Städte, Schlösser und Herrschafften, die zu einem, gemeldter Partheyen, gehören, einen freyen Durchzug zu verstatten, dergleichen auch die Alliirten und Freunde gemeldter Partheyen, welche möchten beunruhiget werden, und die Hülffe vonnöthen hätten, zu geniessen haben sollen, doch mit der Condition, daß bey diesem Durch-March solte gehalten werden, alles ordentlich zu bezahlen, und weder dem Volck noch dem Ort, dadurch der March gehet, keinen Schaden im geringsten zufügen, damit eine gute Policey und Correspondenz möchte unterhalten werden; so solle man Commissarien an bemeldten Orten bestellen, welche den Preiß der Waaren reguliren sollen, und zu Sicherheit der Passirenden so viel anschaffen, als dem Volcke oder dem Orte, dadurch die Route gehet, zugeschrieben seyn wird, wobey sich versteht, daß die Partheyen wegen der Quantität, wie auch wegen der Qualität der Trouppen, nicht weniger wegen der Route, die sie halten sollen, werden übereingekommen seyn.

XXX. Gleichwie es zu geschehen pfleget, daß Particulair-Personen von beyden contractirenden Nationen, mit einander Societäten, Obligationes und Allianzen durch Heyrath oder Gewerb aufrichten, dadurch es offt geschicht, daß hernach allerhand Streit, Procefs und Widerwärtigkeit entspringet; so ist man übereingekommen, daß, so offt Personen von differenter Nation einige Schwürigkeiten haben, die sie nicht gütlich beylegen können, so soll der Kläger gehalten seyn, seine Sache vor seinem ordentlichen Richter zu suchen, dafern die beyden Partheyen nicht selbst an einem Ort zugegen wären, oder daß, vermög ihres Accords, Societät, Contracts sie nicht selbsten Richter benennet, vor welchem sie sollen verbunden seyn, die Streit-Sachen abzuhandeln, die bey ihrer Societät oder Verbündniß sich ereignen könten. Der König, wie auch die Schweitzerische Republic, verbindet sich, gute und geschwinde Justiz denenjenigen wiederfahren zu las-

1715 sen, oder denen von beyder Nation, die ihren Recurs an den König oder an das Schweitzerische Corpo nehmen.

XXXI. Uber das so wollen Se. Allerchristl. Majest. eines Theils und das Schweitzerische Corpo andern Theils, daß, wenn die letzteren Urtheile durch die obersten Richter ausgesprochen, und mit der höchsten Autorität begleitet ist, solle exequiret werden, in dem Staat Sr. Majestät oder der Schweitzerischen Corpo, als wenn sie in denen Landen wären gefället worden, wo sich der Verurtheilte nach dem Urtheil befinden wird, dergestalt, daß, wañ ein Frantzos, um seine Gläubiger zu betrügen, sich in die Schweitz retirirte, er dariñ solle verfolget und angehalten werden, um ihn dahin zu zwingen, daß er dem wider ihn gefällten Urtheil Genüge leiste; Eben dieses soll auch in Franckreich, in Ansehung der Schweitzer so gehalten werden.

Und damit man allen Auslegungen, die dem Inhalt dieses gegenwärtigen Artickels abbrüchig seyn könten, vorkommen möge, so verspricht man sowohl von ein- als anderer Seite, auf die Declaration schlechterdings zu sehen, die von Seiten der hohen Obrigkeit gemacht worden, als welche die Beschaffenheit gemeldten Urtheils erklären wird, und wornach man auch mit dem Verbrecher handeln soll.

XXXII. Alle Pensionen, Contracten, Obligationen, welche man geschlossen in denen Tractaten oder Particulier-Acten und beygefügten Briefen, sollen continuirt und ordentlich jährlich bezahlet werden, wie solches üblich in der Stadt Solothurn, und in specie wie der Lauff in der Schweitz ist.

XXXIII. In dieser Allianz haben sich Se. Königl. Majest. und Monseigneur le Dauphin, auch die Könige, ihre Nachfolger, ihrer Seits reservirt, wie auch die Schweitzerische Cantons und die Republic de Valais andrer Seits, haben Uns reservirt, den Pabst, den H. Apostolischen Stuhl, das H. Collegium, das Heil. Röm. Reich, das Haus Oesterreich, die Herrschafft von Florentz, und das Haus von Medicis, wie auch alle Unsere Freyheiten und Immunitäten, Unser Bürger-Recht und Mitverbürgerten, unter Uns die Cantons, alle Unsere Alliirten und Mit-Allirten, alle alte Briefe, Siegel, Contracten, Verständnisse und Confœderationen, die Wir zwischen Uns haben, die in der Allianz von Anno 1663. sind reservirt worden, und niemand als Uns betreffen; nehmlich, wann eine von Uns beyden besagten Partheyen die Reservirten anfallen, beschädigen und beschweren wolte.

XXXIV. Und wann einer von denen Reservirten die besagte zwey Partheyen wolte durch Krieg oder sonsten, es seye directè oder indirectè, einen oder den andern in dem Reich, Staat, Landen, Herzogthümern, Städten, Schlössern, Herrschafften, Gerechtsamen, Erben und Unterthanen, die sie besitzen, und hernach haben und besitzen werden, und Recht darzu haben, anfallen, beschweren und beleidigen wolte; so soll der andere Theil, ohne Ansehung und Consideration, denen angefallenen beschwerten und gedrückten Theil wider den Urheber und Beleidiger, wer es auch ist, Hülff und Succurs leisten, wie solches oben declariret worden.

XXXV. Und nachdeme diese gegenwärtige Allianz die älteste ist, als erklären mehr besagte Cantons, daß sie seyn und allezeit seyn solle, heilig und ausdrücklich, vorbehalten und vorgezogen allen andern Allianzen, so mit andern Fürsten und Potentaten, nach dem Jahr 1521. gemacht worden, als seit welcher Zeit, die mit Franckreich ist allemal continuiret worden. Es mögen auch besagte Fürsten und Potentaten seyn wer sie wollen, und was auch deme zuwider darinn möchte enthalten seyn. Uber solches nun haben der Allerdurchleuchtigste und Großmächtigste Fürst, Ludwig der XIV. Allerchristlichster König in Franckreich und Navarren, Hertzog zu Mayland, Graf von Ast, und Herr von Genes ꝛc. und die obermeldten Cantons und Republic und Land de Valais angenommen, geschlossen, und festgesetzt, obbemeldte Allianz, Verbündnis und Hülffs-Zusage haben geschworen und versprochen, schwören und versprechen auch durch gegenwärtiges, vor Sie und vor bemeldte Ihre Nachkommen, dieselbe sowohl in Worten als Wercken zu observiren und zu vollziehen, auch fest und unverbrüchlich in allen Puncten und Artickeln, wie solche hie vorgeschrieben seyn, zu halten und zu beobachten. 1715

Urkund dessen haben wir Abgesandten des Königs und die Deputirten der Cantons und oben bemeldter Republic gegenwärtigen Tractat, welcher in duplo, nemlich in Frantzösisch- und Teutscher Sprache, verfertiget worden, unterzeichnet, und unser wahres Insiegel daran gehenckt, nachdem wir versprochen, daß die Ratification Sr. Kön. Majestät und besagten Cantons und Republic in bester und geheimder Form solle ausgefertiget, und in Zeit zweyer Monath, von dem Tag der Unterzeichnung gemeldten Tractats an zu rechnen, gegen einander ausgewechselt werden. Worbey man einig worden, daß der König in 5. oder 6. Monath, oder eher, nachdem es ihm gefällig, sich erklären könne, welche ihme in diesem Tractat mit einzuschliessen beliebet, damit dieselbe hernach in den drey und dreyßigsten Artickel mögen eingerücket werden. Geschehen zu Solothurn, den 9. May 1715.

Unterzeichnet

durch den Grafen von LUC,
und durch 30. Deputirte.

CCLXIX.

Articuli in Conventu Statuum Regni Hungariæ Posoniæ, A. 1714. habito, conclusi & a Cæs. Regia Majest. Caroli VI. confirmati A. 1715.

NOS CAROLUS VI. DEI Gratia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ; Marchio Moraviæ; Comes Habspurgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præsentium, significantes quibus expedit universis. Quod cum Serenissimus olim Princeps Dominus JOSEPHUS Romanorum Imperator, & Hungariæ Rex, Frater, & Prædecessor noster gloriosæ memoriæ desideratissimus, dum adhuc

1715 in humanis ageret, & Regni Fasces teneret, universis Dominis Prælatis, Baronibus, Magnatibus, Nobilibus, cæterisque Statibus & Ordinibus præfati Regni nostri Hungariæ, & Partium Eidem annexarum, ut turbato eorum Regni Statui Paterne consuleret, & intestinis Motibus sublatis, almam Pacem & tranquillitatem restitueret, Generalem Congregationem, seu Diætam, pro die vigesima nona Mensis Februarii, Anni millesimi, septingentesimi octavi, in Liberam, ac Regiam Civitatem nostram Posoniensem indixisset, assumptisque publicis Tractatibus, super demissis præfatorum Statuum & Ordinum Postulatis, iteratas etiam benignas Resolutiones Suas, clementer impertitus fuisset, ipsique Diætales Tractatus eo jam promoti extitissent, ut propediem etiam concludi & terminari, ac in Articulos redigi potuissent, nisi propter funestæ Contagionis, hinc inde in Regno diffusæ periculum, ipsius Diætæ continuationem differri oportuisset, demum vero altefati Principis, Imperatoris & Regis JOSEPHI, Fratris quippe & Prædecessoris nostri insperata, & immatura mors, ex inscrutabili DEI Judicio intervenisset. Post cujus lugubrem Decessum, cum Nos ipso facto Hæreditarii istius Regni nostri Hungariæ gubernacula, DEO prosperante, adiissemus, Conservationi Regni, Pacique, & quieti publicæ, salubriter provisum esse cupientes, tum pro felici inauguratione nostra, tum vero sub prioribus Congressibus Diætaliter jam pertractatorum Negotiorum terminatione, generalem pariter præfatis universis Statibus & Ordinibus ejusdem Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Conventum, pro Dominica in Albis Anni millesimi, septingentesimi duodecimi, ac demum, ob subsecutam pullulantis, ac in Anno millesimo, septingentesimo decimo tertio, longe, lateque diffusæ, & in loco etiam publici Congressus, ipsa nimirum Civitate Posoniensi desævientis Luis malignitatem; præterea interventam etiam medio tempore Palatini mortem, pro Electione alterius, ac etiam dilectissimæ Consortis Nostræ faustissima Coronatione, iterum in diem octavam Mensis Septembris, Anni millesimi, septingentesimi decimi quarti, continuative, ad eandem Liberam & Regiam Civitatem nostram Posoniensem promulgassemus, eique Nos etiam jam Personaliter, jam medio Plenipotentiarii nostri Regii, Spectabilis & Magnifici Ottonis Honorii, Sac. Rom. Imperii Comitis, ab Abensperg & Traun &c. præfuissemus, conclusis tandem mutuis Tractatibus, finitaque Diætali Congregatione, Iidem Domini Prælati, Barones, Magnates, & Nobiles, cæterique Status & Ordines sæpefati Regni nostri Hungariæ, & Partium eidem annexarum, medio præattacti Regii Plenipotentiarii Commissarii nostri, exhibuerunt, & præsentarunt Majestati nostræ certos Articulos, in eadem Diæta, communibus ipsorum Votis, & suffragiis, parique, & unanimi Consensu, accedente benigna annuentia nostra conclusos. Supplicantes Majestati Nostræ humillime, quatenus universos Eos Articulos, omniaque & singula in Eis contenta, ratos, gratos & accepta habentes, nostrumque Regium Consensum iis præbentes, Authoritate nostra Regia clementer acceptare, approbare & confirmare, atque tam Nos ipsi observare, quam per alios omnes, quorum interest, observari facere dignaremur. Quorum quidem Articulorum tenor talis est.

ARTI-

1715

ARTICULI
DOMINORUM
PRÆLATORUM,
BARONUM, MAGNATUM
ET
NOBILIUM, CÆTERORUMQUE STATUUM ET ORDINUM
REGNI HUNGARIÆ,
PARTIUMQUE
EIDEM ANNEXARUM,

In Generali eorundem Conventu pro die vigesima nona Mensis Februarii, Anni millesimi septingentesimi octavi, in Liberam ac Regiam Civitatem Posoniensem indicto, demum pro Dominica in Albis, Anni millesimi septingentesimi duodecimi, ac postremo in diem octavam Mensis Septembris, Anni millesimi septingentesimi decimi quarti, continuative promulgato, & celebrato conclusi.

PRÆFATIO.

Postquam Divus olim LEOPOLDUS, gloriosæ reminiscentiæ Imperator, & Rex Hungariæ, pro ingenita, & singulari Clementia, Paternoque Affectu, Apostolicum hoc Regnum, in Pace stabili clementissime conservare intendisset: supervenit; quod æquo pede pulsat Regum Turres, Pauperumque Tabernas, inevitabile, & luctuosum Fatum; ipsa videlicet Summe memorati felicissimæ recordationis LEOPOLDI gloriosissimi, pii, justi, atque clementissimi Imperatoris, Regis, & Patris Patriæ mors, cujus interventu, dum Ejusdem prædefunctæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis ex asse Hæres, eximiarumque Paternarum Virtuum non degener Filius, felicis quippe recordationis Augustissimus Imperator, Rex Hungariæ JOSEPHUS, Fasces, & Gubernacula Regni, gloriose suscepisset; ne præscita pia & salutaris Paterna intentio, exoptato proficuo destitueretur effectu, omnibus a suis conatibus, unice, & plane Paterne eo directis, ut ad optatum amœnæ tranqullitatis Statum, Regnum hoc deduceret: Quem salutarem in finem quoque, universis Statibus, & Ordinibus Regni, generalem pro die vigesima nona Mensis Februarii, Anni millesimi septingentesimi octavi, in Regiam Liberamque hanc Civitatem Posoniensem, Diætam indicere, interventisque Eorum Gravaminibus, ex innata sua Pietate atque Clementia acceptis, & exauditis, benignas superinde Resolutiones quoque, quæ jam a sola inarticulatione pendebant, pro exigentia boni publici clementissime impertiri dignabatur, fuissetque ejusmodi inarticulatio desideratum sortita finem, nisi partim contagiosi

1715 *giosi periculi undique approximantis metus, partim vero, & vel maxime ex inscrutabili DEI Omnipotentis judicio, immaturæ Suæ Majestatis Cæsareo-Regiæ, Principis quippe, & Monarchæ ab omnibus amabilis & desideratissimi mors interrupisset. Post interventas itaque tam graves vicissitudines, Divina ita disponente Providentia, ipsisque Regni Constitutionibus idipsum exigentibus dum modernus Augustissimus Dominus, Dominus CAROLUS VI. Romanorum Imperator potentissimus, ac Germaniæ, & Hispaniarum Rex, Altememoratorum quippe Divorum Prædecessorum Suorum LEOPOLDI Filius, JOSEPHI vero Germanus Frater, Paternarum Virtutum vivum Exemplar, in Regni hujus Hungariæ Fasces & Gubernacula, jure hæreditario ac legitimo successisset, post felicissime peractam in Sacro Romano Imperio gloriosam Inaugurationem Suam, primæ, & plane Paternæ curiæ Sibi sumere dignatus fuit, quo inter omnia alia Regna, hocce cumprimis Sibi charum, Apostolicum, & Hæreditarium Regnum, solita sua benignitate consolari posset. Hinc pari, qua Altetitulatus felicissimæ recordationis olim JOSEPHUS Imperator, & Rex Frater & Prædecessor ejusdem desideratissimus, sollicitudine, atque clementia ductus, mediantibus benignis Regalibus, tum felicissimæ Inaugurationis Suæ, cum præviis ex rationibus impeditum Antecessorum suorum salutaris intentionis desideratum in finem consequendum, pro Dominica in Albis, Anni Millesimi septingentesimi duodecimi, rursus in hanc Regiam, Liberamque Civitatem Posoniensem, non modo clementissime indicere, verum eidem Augustissima Sua Præsentia præesse, mæstosque fidelium Statuum, & Ordinum animos, primum quidem Sua, demum Serenissimæ quoque Imperatricis, Dominæ ELISABETHÆ CHRISTINÆ, Reginæ ipsorum Clementissimæ, auspicatissima Coronatione; porro per interventam Celsissimi condam Sacri Romani Imperii Principis, Domini Pauli Eszterhazy, Regni Hungariæ Palatini mortem, Neo-Palatini, Excellentissimi quippe Domini Comitis Nicolai Palffy ab Erdöd, &c. electione exhilarare, ac tandem inchoatæ præcedentis Diætæ Tractatibus reassumptis, super humillime exhibitis Statuum & Ordinum Postulatis, pro ingenti sua pietate & justitia, impertitis clementissimis Resolutionibus, consolatos reddere dignata est. Pro qua Gratia, Cura, Sollicitudine, atque Clementia, præfati Status & Ordines, dum humillimas, easque, quas possunt, immortales Sacratissimæ Suæ Majestati, qua Domino, Domino, & Regi ipsorum Hæreditario ac Clementissimo, cum summa animorum suorum devotione referunt gratias, simul & Eidem florentem ad maturos vividæ senectutis annos, omnigenarum prosperitatum atque felicitatum genere refertam, inque seros Nepotes provectam ætatem, ardentibus votis comprecantur, sanguinemque & vitam suam, pro omni occasione, homagiali obligamine devovent. Demississime supplicantes, ut infrascriptos Articulos, pro moderna temporis ratione ex Gravaminibus, penes Benignam Sacratissimæ Suæ Majestatis Resolutionem erutos, unanimique voto & consensu, accedente benigna ejusdem annuentia, conclusos, clementer acceptare, Regiaque Sua Authoritate ratificare*

care & confirmare, ac tam Ipsa benigne observare, quam per alios quoscunque observari facere dignetur. 1715

Sacratissima Sua Majestas, Dominus, Dominus CAROLUS VI. Romanorum Imperator, in Regem Hungariæ, Partiumque eidem annexarum coronatur.

Art. I.

QUoniam Divina ita disponente Providentia, cujus nutu reguntur & gubernantur omnia, ex præmaturo gloriosæ reminiscentiæ condam JOSEPHI Imperatoris & Regis Hungariæ desideratissimi decessu, Altetitulata Sacratissima Sua Majestas, Dominus Dominus CAROLUS Sextus, Romanorum Imperator, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, & Bohemiæ &c. REX, &c. qua aliunde Hæres, & immediatus Successor in Regno Hungariæ, partibusque eidem annexis, virtute etiam Articuli 2. Anni 1687. Diætæ Posoniensis, legitime successisset: Hinc fideles Status & Ordines, prænotatæ Diætæ Posoniensis Actorum, & Constitutionum haud immemores, pro exigentia eorundem, debitam & homagialem erga Summememoratam Suam Majestatem Sacratissimam, devotionem, & fidem testati, eandem, qua Legitimum & Hæreditarium Regem, ac Dominum ipsorum clementissimum, post acceptatos benigno Diplomati suo insertos, Articulos, confirmatas item Diætales Annorum 1681, & 1687. Constitutiones, ac secundum earundem Sensum Leges, Jura, & antiqua Privilegia, adeoque & ipsum Leopoldinum Diploma (salvis semper, & inconvulsis manentibus, quæ per ultimas Diætas, & Diploma infrascriptum, sunt mutata, aut in meliorem formam redacta fuere) depositumque superiude secundum Formulam subinsertam Juramentum, invocato Divini Numinis auxilio, Sacro præfati Regni Hungariæ Diademate unanimiter, & faustis acclamationibus, rite ac Legitime coronarunt.

Diploma Regium per Sacram Cæsaream Regiamque Majestatem, tempore suæ felicis Coronationis Statibus & Ordinibus Regni datum, publicis Regni Constitutionibus inseritur.

Art. II. Fideles Status & Ordines Inclyti Regni Hungariæ, & Partium ei annexarum peroptime recordantur, qualiter dictante Articulo 2. Anni 1687. ob magna Divi olim LEOPOLDI piæ reminiscentiæ Imperatoris & Regis in Regnum hoc Hungariæ cumulatissime præstita beneficia, in citato Articulo fusius deducta, ejusdem Imperatoris & Regis ex propriis Lumbis descendentium masculorum Hæredum Primogenitum, in perpetuum, pro Legitimo suo Rege & Domino, erga semper, totiesque, quoties ejusmodi Inauguratio instauranda erit, præmittendam Diplomaticorum Articulorum acceptationem, Juramentique ibidem descripti, & mox subinserti depositionem, se habituros & coronaturos declaraverint. Cum autem Sua Sacratissima Cæsareo-Regia Majestas, via legitimæ & immediatæ Succes-

1715 Successionis, Regimen Regni hujus suscipiens, DEO propitio feliciter regnet, ejusmodique Articulos, ac Juramentum, in ea, qua a Majoribus Suis depositum esset, forma, clementer acceptasset, & Diætaliter faustissime Coronata esset, ac insimul etiam, Diætas Annorum 1681. & 1687. ac secundum earundem sensum, Leges, Jura, libertates, & Privilegia antiqua, adeoque & ipsum Leopoldinum Diploma, salvis semper, & inconvulsis permanentibus, quæ per ultimas Diætas, & Diploma suum mutata, aut in meliorem formam redacta fuere, clementer confirmasset; Visum est iisdem Statibus & Ordinibus, præattactos Diplomaticos Articulos, id est: ipsum Sacrum Diploma, generalibus ipsorum Constitutionibus verbotenus inseri, inscribique facere. Cujus quidem tenor sequitur in hunc modum.

NOs CAROLUS VI. Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Rex Germaniæ, Hispaniarum, Castellæ, Arragonum, Legionis, utriusque Siciliæ, Hyerusalem, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Ramæ, Serviæ, Galitiæ, Lodomeriæ, Cumaniæ, Bulgariæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galletiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murtiæ, Giennis, Algarby, Algeciræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, nec non Indiarum Orientalium, & Occidentalium Insularum, ac Terræ firmæ Maris Oceani, &c. Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ; Carnioliæ, Lucemburgi, Wirtembergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, Athenarum, & Neopatriæ; Princeps Sueviæ; Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ; Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Barcinonæ, Ferreti, Kyburgi, Goritiæ, Rossilionis, & Ceritaniæ; Landgravius Alsatiæ; Marchio Oristani, & Comes Gocceani; Dominus Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naönis, Biscajæ, Molini, Salinarum, Tripolis, & Mechliniæ, &c. Qua prælibati Regni Hungariæ, & aliorum Regnorum, ac Partium eidem annexarum Rex. Agnoscimus, & memoriæ commendamus tenore præsentium, quibus expedit Universis; Quod posteaquam, ex inscrutabili Divini Numinis judicio, Serenissimum & Potentissimum olim Principem, Dominum JOSEPHUM, hujus Nominis Primum, Electum Romanorum Imperatorem, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, &c. Regem, Archiducem Austriæ, Dominum germanum Fratrem nostrum felicis recordationis desideratissimum, Anno proxime præterito, de hac mortali vita, & temporaneo Regimine, ad sempiternam immortalitatem ac æternæ gloriæ coronam evocari, & transferri contigisset, ac ex eo, quod nullam superstitem masculam Prolem post se reliquisset, Nos, qua aliunde Hæres, & immediatus Successor in Regno Hungariæ, & Partibus eidem annexis, vigore etiam Articuli 2. Diætæ Posoniensis, Anno 1687. celebratæ, legalem successionem nostram declarantis, & stabilientis, legitime successissemus, ac ad mentem præcitati Articuli secundi Diætæ Posoniensis, pro felici, eaque faustissimis

mis Votis, Deo Ter Optimo Maximo auxiliante, inſtauranda Inauguratione noſtra, fidelibus noſtris univerſis inclyti Regni noſtri Hungariæ, & Partium eidem annexarum Statibus & Ordinibus, Conventum, ſeu Diætam, intra idem Regnum Hungariæ, utpote in Regiam Liberamque Civitatem noſtram Poſonienſem pro Dominica in Albis, ſeu die tertia Menſis Aprilis, Anni modo labentis infraſcripti, indixiſſemus, & promulgaſſemus, ad eandemque Nos etiam perſonaliter comparentes, eidem præfuiſſemus. Fideles noſtri univerſi Domini Prælati, Barones, Magnates, & Nobiles, cæterique Status & Ordines mentionati noſtri Inclyti Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum, ad præfatam Diætam pleno, & frequentiſſimo numero comparentes, præmentionatæque Diætæ Poſonienſis Actorum, & Conſtitutionum haud immemores, pro exigentia eorundem, & ſignanter præcitati Articuli ſecundi, debitam, & homagialem erga Nos, qua legitimum, & Hæreditarium Regem ſuum, ac Dominum devotionem, & fidem teſtati, deſiderioque auſpicandæ feliciſſimæ Inaugurationis noſtræ ducti, ſupplicaverunt Majeſtati noſtræ humillime, & rogaverunt, ut innuentibus præcitatis Conſtitutionibus, omnino ante adhuc fauſtiſſimam Coronationem noſtram, Nos infraſcriptos Articulos, omniaque & ſingula in ijsdem contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, noſtrumque conſenſum illis præbentes, benigne acceptare, & Authoritate noſtra Regia approbare & confirmare, ac tam Nos ipſi benigne obſervare, quam per alios, quorum intereſt, firmiter obſervari facere dignaremur. Quorum quidem articulorum tenor ſequitur in hunc modum. *Primo :* Quod præter ab antiquo deductam hæreditariam Regiam Succeſſionem, Coronationemque in reliquo univerſas & ſingulas communes iſtius Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum Libertates, Immunitates, Privilegia, Statuta, communia Jura, Leges, & Conſvetudines, a Divis condam Hungariæ Regibus, & glorioſæ memoriæ Prædeceſſoribus noſtris hactenus conceſſas, & confirmatas, in futurumque concedendas, & per Nos confirmandas (ad quas, & quæ dicti Status & Ordines formulam quoque Juramenti, ad initium Decretorum Sereniſſimi olim Principis Domini FERDINANDI I., glorioſæ reminiſcentiæ Anteceſſoris noſtri poſitam, extenſam, & reductam habent) excluſa tamen & ſemota Articuli 31. Decreti Divi Andreæ Regis ſecundi, de Anno 1222. clauſula incipiente: *Quod ſi vero Nos* usque ad verba: *in perpetuum facultatem :* in omnibus ſuis Punctis, Clauſulis, & Articulis, prout ſuper eorum uſu & intellectu, Regio & communi Statuum conſenſu, Diætaliter conventum fuerit, firmiter & ſancte obſervabimus, per aliosque omnes & ſingulos inviolabiliter obſervari faciemus. *Secundo:* Sacram Regni Coronam, juxta veterem conſvetudinem ipſorum Regnicolarum, Legesque Patrias, per certas de eorum medio unanimiter ad hoc delectas & deputatas perſonas ſæculares, in hoc Regno conſervabimus. *Tertio :* Hactenus recuperata, & expoſt DEO adjuvante recuperanda quævis hujus Regni, Partiumque eidem annexarum Tenuta, & Partes, ad mentem etiam juramentalis 1715

1715 talis formulæ, prænotato Regno, & eidem annexis Partibus, sub modalitate supradictæ Interpretationis, de usu, & intellectu legum, & Privilegiorum, de toto reincorporabimus. *Quarto:* Quod in casu (quem DEUS procul avertere velit) defectus Masculini Seminis nostri, Prærogativa Regiæ Electionis, coronationisque antefatorum Statuum & Ordinum in pristinum vigorem, Statumque redibit, & penes hoc Regnum Hungariæ, & prædictas Partes, ejusdemque antiquam consuetudinem illibita remanebit. *Quinto:* Ut præmissum est, toties, quoties ejusmodi Inauguratio Regia, intra ambitum sæpefati Regni Hungariæ successivis temporibus Diætaliter instauranda erit; toties Hæredes nostri Masculi, futuri Neo-Coronandi hæreditarii Reges, præmittendam habebunt præsentis Assecurationis acceptationem, deponendumque superinde Juramentum. Nos itaque prædicta universorum Statuum & Ordinum Regni Hungariæ, & Partium eidem annexarum Instantia benigne admissa, pro benigna Animi nostri propensione, ipsisque benigne gratificandi voluntate, præinsertos universos Articulos, ac omnia & singula in iisdem contenta, rata, grata, & accepta habentes, eisdem nostrum Consensum, benevolum pariter, & assensum præbuimus, & illos, ac quævis in eis contenta clementer acceptavimus, approbavimus; ratificavimus, & confirmavimus. Promittentes, & assecurantes Status & Ordines in Verbo nostro Regio, quod præmissa omnia, tam Nos ipsi observabimus, quam per alios fideles Subditos nostros, cujuscunque Status & Conditionis existant, observari faciemus: Uti vigore hujus nostri Diplomatis acceptamus, approbamus, ratificamus, confirmamus, atque promittimus. In cujus fidem & testimonium Literas has manu propria subscripsimus, & Sigilli nostri Regii appensione muniri fecimus. Datum in Arce nostra Regia Posoniensi, die vigesima prima Mensis Maij, Anno Domini millesimo, septingentesimo duodecimo. Regnorum nostrorum Romani primo; Hispaniarum nono, Hungariæ vero, Bohemiæ, & Reliquorum anno itidem primo.

CAROLUS.

Comes Nicolaus Illeshazy.

Ladislaus Hunyady.

Juramenti autem Regii Contextus talis erat:

NOs CAROLUS VI. DEI Gratia Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque &c. REX, Archidux Austriæ, qua prælibati Regni Hungariæ, & aliorum Regnorum, ac Partium eidem annexarum Rex; Juramus per DEUM vivum, per ejus Sanctissimam Genitricem Virginem MARIAM, ac omnes Sanctos; Quod Nos Ecclesias DEI, Dominos Prælatos, Barones, Nobiles, Civitates Liberas, & omnes Regnicolas, in suis Immunitatibus, & Libertatibus, Juribus, Privilegiis, ac in antiquis bonis, & approbatis Consuetudinibus, prout super eorum intellectu & usu, Regio,

gio, ac communi Statuum consensu Diætaliter conventum fuerit, 1715
conservabimus, omnibusque Justitiam faciemus, Serenissimi condam Andreæ Regis Decreta (excusa tamen & semota Articuli trigesimi primi, ejusdem Decreti clausula incipiente: *Quod vero Nos &c.* usque ad verba: *in perpetuum facultatem)* observabimus, Fines Regni nostri Hungariæ, & quæ ad illud quocunque Jure aut Titulo pertinent, non abalienabimus, nec minuemus, sed, quoad poterimus, augebimus, & extendemus, omniaque illa faciemus, quæcunque pro bono publico, honore, & incremento omnium Statuum, ac totius Regni nostri Hungariæ, juste facere poterimus. Sic Nos DEUS adjuvet, & omnes Sancti.

Circa Regiam Hæreditariam Successionem, & Regimen, uberior declaratio.

Art. III. Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, Successionem Hæreditariam juxta tenorem benigni Diplomatis sui immediate præinsinuato Articulo secundo, nunc inserti, sufficienter declaratam, clementer resolvit dirigendam, & deficiente demum Masculino sexu, a Divo condam LEOPOLDO & Rege descendente, avitam & veterem, approbatamque Consuetudinem, Prærogativamque Statuum & Ordinum, in Electione, & Coronatione Regum, locum suum habituram esse; nec Status & Ordines Regni, Eadem Sacra Regia Majestas secus regi, aut dirigi vult, quam observatis propriis ipsius Regni Hungariæ hactenus factis, vel in futurum Diætaliter constituendis Legibus, qua Regia clementissima declaratione circa clausulam: *Prout super intellectu & usu Legum, Regio, & communi Statuum consensu Diætaliter conventum fuerit*, de omni a Regno avulsione, ac ad morem aliarum Provinciarum supposito Gubernio, memoratos Status & Ordines Regni sufficienter præcautos reddit.

Noviter Coronatæ Regiæ Majestati Honorarium offertur.

Art. IV. Tametsi Fideles Status & Ordines fortunæ sibi duxissent, si specialem super felicissime consummata Regia Inauguratione habitam cordialem ipsorum congratulationem, Altefatæ Sacratissimæ Romanorum Imperatoriæ, qua Neo-Coronatæ Regiæ Majestati Domino Domino ipsorum clementissimo, pari externo Donativo quoque, testatam reddere potuissent; Nihilominus ne eo quoque in passu Homagiali ipsorum devotioni pro posse suo deesse videantur, benememoratam sacratissimam Suam Majestatem demississime supplicant, quatenus exile illud, quod cordicitus obtulerunt, intuitu extreme exhaustarum Regni facultatum, benigno animo, & clementer acceptare, neque muneris exilitatem, verum syncerum eorundem affectum paterne considerare dignetur.

Comes Nicolaus Palffy ab Erdod, Perpetuus in Vorosko &c. in Regni Palatinum eligitur.

Art. V. Singularem, eumque plane Paternum Suæ Majestatis Sacratissimæ luculenter in Se contestatum affectum venerabundi agnoscunt

1715 ſeunt Status & Ordines in eo: Quod Celſiſſimo Sacri Romani Imperii Principe Paulo Eszterhazy de Galantha Palatino, felicis reminiſcentiæ, medio interruptionis, ex ratione tunc quidem latitantis, poſtmodum autem longe lateque diffuſæ, diutiusque deſævientis funeſtæ contagioſæ Luis, præſentis Diætæ tempore fatis & Officio cedente, ſtatim ad initium reaſſumtionis ejusdem, pro novo deligendo Regni Palatino, certos e medio Fidelium ſuorum Baronum, & Magnatum Candidatos denominare, & Electioni Regnicolarum benigne proponere dignata fuerit. Unde etiam ex delectorum Illuſtriſſimorum Virorum numero, ante alios occurrit Excellentisſimus & Illuſtrisſimus Dominus Comes Nicolaus Palffy ab Erdöd, Perpetuus in Vöröskő, Aurei Velleris Eques, prius Judex Curiæ Suæ Majeſtatis Sacratisſimæ, Ejusdemque Actualis Intimus Conſiliarius, Generalis Campi Mareſchallus; Qui tum ob Natalitiorum ſuorum ſplendorem, tum ob præclaras Corporis, animique dotes, raramque tam Antenatorum, quam ſuam propriam Fidelitatem, & benemerita erga Suam Majeſtatem Sacratisſimam ejusdemque Auguſtisſimam Domum, Regnumque hoc Hungariæ conteſtata, ad ſupremum Regni, poſt Altefatam Sacratisſimam Suam Majeſtatem, Palatinalis ſcilicet Dignitatis Honorem ſublimari meruit; Status & Ordines humillime confidentes, quod Sua Majeſtas Sacratisſima eundem Dominum Palatinum, fidelem Servum ſuum, in priſtina Jurisdictione & Authoritate Palatinati, ſecundum tenorem Articuli 1. Anni 1681. in eodemque citatorum, ac aliorum ſuperinde conditorum, hic loci renovatorum, & ſecundum normam Articuli 33. hujus Diætæ, benigne ſit conſervatura, ac de ſalario quoque ejusdem clementisſime diſpoſitura.

Honorarium Sereniſſimæ Reginali Majeſtati Offertur.

Art. VI. Noviter Coronatæ Sereniſſimæ Reginali Majeſtati ELISABETHÆ CHRISTINÆ Dominæ ipſorum Clementisſimæ, Status & Ordines, in ſyncerum congratulationis, primique & recentis in medium eorundem adventus, & felicis coronationis argumentum, oblatum Honorarium, cum ſumma animorum ſubmisſione præſentarunt. Supplicantes humillime, quatenus intuitu, injuria temporum & bellorum exhauſtarum Regni facultatum, exiguum hocce fidelium ſubditorum ſuorum munus, ſerena fronte, clementique animo ſuſcipere, & non muneris hujusce vilitatem, ſed devotisſimi ipſorum affectus ſynceritatem conſiderando, res Hungaricas, in quibus ſalus Chriſtianæ Reipublicæ non poſtreme ſita eſt, apud Suam Sacratisſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem, ſuo benigno interventu, pro ingenita ſua clementia efficaciter promovere dignetur.

De Caſibus Criminis læſæ Majeſtatis.

Art. VII. Pro ſecuriori Tranquillitatis publicæ conſervatione, ac bonorum, & quietorum Patriæ Civium tutamine, ad benignam Suæ Majeſtatis Reſolutionem, Status & Ordines concluſerunt, ut a modo impoſterum, quemcunque Regnicolarum in unam, aut alteram ne-

fandi Criminis læsæ Majestatis, seu perduellionis speciem, & Casus 1715
quosvis, tum in Sancti Stephani Libro 2. Capite 51. tum alibi passim in Legibus Patriis denotatos committere & incidere contingeret: ex tunc ad evitandas periculosissimas ex formalitate Citationis emergentes sequelas, nulla peramplius Citatio prærequiratur; extra tamen solum casum atrocis Perduellionis, seu Criminis læsæ Majestatis, citationem ante Capturam, in aliis omnibus, ac etiam Notam Infidelitatis, de Jure municipali Hungariæ, inferentibus Casibus, semper observari, nec ullo sub titulo omitti debere. Hoc declarato: Ne occasione Capturæ similium Perduellium, (nisi in flagranti actuali Crimine deprehendantur, & captiventur, vel capti nequeuntes, ejusmodi Criminis tamen articulariter rei, palam & manifeste habeantur, & declarentur) Bona tam mobilia, quam immobilia, ante convictivam Sententiam occupentur, & distrahantur, sed prævia ejusmodi Bonorum Conscriptione, ad præcavendum distractionis periculum, pro arbitrio Judicii, usque ad finalem Litis exitum sequestranda, & cum onere reddendarum rationum per manus tertias, aut pro diversitate Casuum & Circumstantiarum, prætermissa etiam sequestratione, hominibus Captivis administranda ordinabuntur. Causæ vero cognitio & revisio, ex quo directe ad solam Regiam Majestatem pertineret, manebit penes Ejusdem benignum arbitrium, sive intra sive extra Regnum hujusmodi atrox Crimen, Sua Cæsareo-Regia Majestas in Persona cum Consiliariis Suis Hungaricis, secundum Leges Patrias revidendum & judicandum suscipere velit: Si nihilominus prælibata Sua Majestas Regia, ejusmodi Judicatum propria Sua in Persona exercere nollet, tunc Judices loco sui Hungaros, pro arbitrio Regio delegandos, ad Causarum ejusmodi cognitionem, omnino intra, & non extra Regnum ordinabit, qui ad mentem prænotatarum Regni Legum, ejusmodi Causam revidebunt, ac tandem Processum exinde subsequendum, cum tota sua serie, Eidem Regiæ Majestati referre debebunt; Fidejussione, quæ in aliis etiam simplicibus Capitalibus Criminibus locum non habet, in hujusmodi atrociori Crimine Perduellionis, sub decursu instituendæ Revisionis, seu Processus, velut pro securitate Capitis, insufficiente, & propter metum profugii tam ipsius Regii, quam etiam Fidejussoris periculosa, neutiquam admissa. Præterea, an Accusator, seu Delator ad testimonium in Crimine hoc, velut excepto, admitti, vel removeri debeat? idipsum Judicii arbitrio relinquitur. Si tamen per Calumniam, aut dolose, aut malitiose quempiam incuset, aut ex rancore, & nocendi studio, dubia pro veris affirmet, incusato innocente comperto, arbitraria omnino severiori pœna, vel secundum Circumstantias, etiam Talionis, per idem Judicium velut ex connexione Causæ, etiam respectu Accusatoris competens, affici poterit: Si vero quispiam, ex pura erga Principem debita fidelitate; & impediendum fors inde metuendum malum, de aliquo finistri quid se audivisse, vel aggravantia de Jure indicia advertisse (quod aliunde ex homagiali obligatione, ad evitandam etiam, si quid ei eatenus constitisse in futurum

rum

1715 rum comperiretur, sui punitionem, facere tenetur) simpliciter retulerit, nec factum affirmaverit, aut probam in se assumpserit, nulli pœnæ subjacebit.

De Insurrectione, & Contributione.

Art. VIII. Quandoquidem Nobiles, & omnes illi, quos sub nomenclatione hac, cujuscunque sint honoris, dignitatis, & status personæ in Hungaria, Lex complectitur, pro regni defensione militare, adeoque personaliter insurgere, suaque respective Banderia producere, & præstare teneantur: Id Sacra Cæsarea Regiaque Majestas, quoties necessum esse judicaverit, ad conformitatem hactenus sancitarum superinde legum, amodo imposterum quoque desiderare, & exigere poterit; quia tamen per eam solam, regnum hocce sufficienter defendi nequiret, adeoque validior & regulata Militia, tum ex nativis, tum externis constans pro omni eventu intertenenda veniret, quam sine stipendiis subsistere, hæc vero sine contributione comparari non posse, indubitatum esset. Hinc subsidiorum & contributionum eatenus necessariarum materia, diætaliter, quo aliunde spectare dignoscitur, cum statibus deliberanda erit. Ubi vero extraordinarius inopinæ irruptionis hostilis casus emerserit, aut varii & improvisi flagrantis belli ratio, ordinariam rei tam arduæ tractandæ methodum & formam non admitteret, pro ejusmodi casibus, iidem status & ordines, non solum consultum, ast & necessarium esse statuerunt, ut Palatinus, & Primas regni, item Prælati, Barones, tabula judiciaria Regia, Comitatusque, & Regiæ ac liberæ civitates, in quantum, & quo frequentiori numero fieri poterit, intra, & non extra regnum convocentur, qui cognita hujusmodi inopinæ necessitatis causa, eaque ad utilitatem & necessitatem regni, pro sufficienti agnita, & adinventa, in puncto hujusmodi contributionis, & non aliorum regni negotiorum deliberare, & decernere possint.

Confiscata hucusque Bona, in statu quo, permaneant, damnificati nihilominus Querulantes audiantur, & in Crimine læsæ Majestatis, seu Perduellionis, etiam Filiorum Portiones amittantur.

Art. IX. Peractæ hucusque Bonorum Confiscationes, in statu quo, relinquantur; nihilominus tamen, si qui in particulari exinde se damnificatos querularentur, & æquitatem querelæ suæ ostenderint, annuente eadem Majestate Cæsareo-Regia, statutum est: ut ad mentem etiam Articuli 7. Anni 1687. justitia eisdem administretur: quo vero a crimine læsæ Majestatis, patres, metu pœnæ, etiam in filios ex amissione portionum suarum redundantis, magis, quam propriæ intuitu, absterreantur, hocque execrandum & abominabile malum eo magis vitetur, salusque, & pax publica, quæ debet esse inviolabilis, maneat stabilita, conclusum est: Ut ejusmodi crimen læsæ Majestatis, seu perduellionis, incurrentis patris, si in crimine perduellionis deprehensus, & juris ordine convictus fuerit, omnia, & quælibet bona mobilia & im

& immobilia quantumvis avitica, velut pleno reali ipsius dominio 1715
subjecta, & alioquin in quibusdam casibus, etiam quoad filiorum portiones abalienabilia, exclusis cujusvis ætatis & ordinis Filiis, Agnatis & Cognatis, salvo nonnisi, & prævie deducto jure, & ære alieno, ac in fidelitate perseverantium similibus juribus, per Fiscum Regium occupentur: Liberorum autem paterno crimini non implicitorum, non equidem ex dictamine legis, sed de Regia Clementia, pro meritis, & status eorum competentia, etiam pro personarum, & rerum circumstantiis, integra filiali portione relicta specialis habebitur ratio, & reflexio. Econtra vero ex eadem ratione, argumento videlicet titulorum 49. 52. & 59. Partis primæ tripartitalis, filiorum cum patre indivisorum crimen læsæ Majestatis incurrentium portiones, a patre innocente, via divisionis sequestrari, & per Fiscum Regium acquiri non possint: Id quod multo magis de aliis casibus notam infidelitatis inferentibus intelligendum. Portione tamen fratrum innocentium, & cum delinquente indivisorum, prout & legali uxorio jure, maternis item, & materno aviticis bonis, ac juribus, ad rationem filiorum crimini paterno non implicitorum, salvis semper permanentibus; Legibus tamen Regni, respectu bonorum paternorum, in omnibus aliis casibus, etiam notam infidelitatis inferentibus, extra solum crimen læsæ Majestatis, seu perduellionis, in suo vigore relictis.

De Commissione Neo-Acquistica, pro edoctione jurium instituenda.

Art. X. Respectu Bonorum e Potestate Turcica Victricibus Cæsareo-Regiis armis vindicatorum, & recuperatorum, ut prætendentes & querulantes celeriorem justitiæ administrationem, ac jurium suorum, quæ comprobare poterunt, soliditatem consequi valeant, annuente Sua Majestate conclusum est: Ut soluta præsenti Diæta, statim & indilate inchoetur & procedat, ex meris nationalibus constans commissio intra regnum, & quidem una pro comitatibus *cis, & ultra Danubianis*, *Posonii*; alia vero pro *Comitatibus Partium Superiorum*, *Cassoviæ*; Tertia demum pro *Croatia & Sclavonia*, *Zagrabiæ*, cum omni authoritate, & plena facultate, causas eo duntaxat spectantes ex integro cognoscendi, finaliter decidendi, & reali etiam executioni mancipandi. Cujus muneri incumbet formalitatem edoctionis & normam illam sequi, quam jura in talibus casibus pro distinctione causarum exigunt, vel admittunt. Pro quarum quidem commissionum Præsidibus & Assistentibus denominantur: Et quidem *Posonii* pro Præside, Dominus regni palatinus, vel eo in aliqua causa interessato Dominus judex Curiæ Regiæ: Pro Assistentibus: Comes Ladislaus Adamus Erdödy, Episcopus Nitriensis; Baro Joannes Horvath Simonchics, Personalis præsentiæ Regiæ in judiciis Locumtenens & Consiliarius; alter Baro Gabriel Tolvay; Magister Stephanus Nagy Protonotarius Palatinalis, & Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis Consiliarius, cum duobus Vice-Comitibus non interessatis, per Præsidem convocandis,
& unus

1715 & unus Cameralis Consiliarius; Fiscali Regio, ad modum in Tabula Regia observari solitum adhibito. *Cassoviæ* autem pro Præside; Dominus Comes Sigismundus Csaky Tavernicorum Regalium Magister, pro Assistentibus: Comites Michaël Pethö, Sacræ Cæsareæ & Regiæ Majestatis Consiliarius, & Camerarius, & Comitatus Zempliniensis supremus Comes; Ladislaus Szentivany; Præpositus Leleszi-ensis: Item egregii Stephanus Barlogh, Vice-Gerens; & Joannes Szentivany, Proto-Notarius Domini judicis Curiæ Regiæ, ac altefatæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; nec non Gabriel Megyeri; duo pariter Vice-Comites, & director causarum regalium, modo quo supra. *Zagrabiæ* demum sub Præsidio Domini Comitis Bani, vel eo impedito, Comitis Petri Keglevich: Pro assistentibus: Præpositus Zagrabiensis; Baro Balthasar Patachich, & Proto-Notarius regni, cum duobus Vice-Comitibus per Præsidem eligendis; & ex parte Cameræ, tricesimæ Varasdiensis exactore, cum ea declaratione: ut in casu mortis, aut legalis absentiæ Dominorum Præsidum, Sua Majestas alios denominandi, loco assistentium vero, similiter decedentium, aut absentium, Domini Præsides alios surrogandi, ad ratificationem tamen Regiam habebunt facultatem. Et si quis ex assistentibus interessatus esset, pro tempore, quo causa ejus tractabitur, excesse debeat, & usque ad hujus commissionis exitum, manebunt partes in possessione bonorum plena, vel simultanea, sicut ante initium motuum proxime præteritorum fuerunt; Illi videlicet, qui super jure armorum convenerunt, & conventioni effective satisfecerunt, & bona sua quantumvis conscripta, ab actuali tamen donatariorum possessione conservaverunt, in plena: Donatarii vero bonorum sibi collatorum realem possessionem, & usque ad motus continuatam, adepti, cum regnicolis, bona talia prætendentibus, in simultanea: in qua quidem commissione, ab illis, qui jura sua sufficienter liquidabunt, in partem sumptuum, quos Sacra Regia Majestas, in præterito diuturno bello Turcico, pecunia quam plurimum gravibus usuris mutuata, & adhuc debita, pertulit, proportionata Quotta conferatur.

Familia vero Nyari in priori commissione Neo-Acquistica, se absolutam prætendens, ut primum suas eatenus absolutionales (quales tam huic, quam aliis forsan similibus Prætendentibus, per Cameram Aulicam, comperta, quæ in priori commissione Viennensi intervenisse asseritur, jurium edoctione, illico extradandas, Sua Majestas clementer ordinavit) coram noviter instituenda præinsinuata commissione producere poterit, statim in plenam bonorum suorum possessionem restituatur. Possessores autem bonorum ad dominium Hatvan conscriptorum, ex speciali Cæsareo-Regia gratia, nunc, & de facto in plena eorundem possessione relinquuntur; qui tamen expost jura sua coram præfata commissione edocere tenebuntur: Ad quam tamen noviter resolutam commissionem, non attrahentur Comitatus Neogradiensis, vel alii, ex antehac citatis, qui per priores benignas resolutiones, & expeditiones Regias, ut præmissum est, a numero Neo-Acquisticorum, sunt, vel probabuntur fuisse exempti.

De

De Præarendatione Decimarum. 1715

Art. XI. Ex quo circa Decimas, quas Fiscus Regius in locis ad confinia pro Militiæ sustentatione præarendare consuevit, per locorum Commendantes, aliosque bellicos & cameraticos officiales, plurimi præteritis, Annis in præsens abusus & excessus irrepsissent; Status, & ordines idcirco, annuente Sua Majestate, concludunt; Ut circa regales præarendationes, in Militiæ sustentationem necessarias, aperti quidem, aut ingruentis belli tempore, nihil immutetur, æquitatis tamen ratio, pro exigentia boni publici semper habeatur. Et pacis tempore in negotio Decimarum omnia ad normam legum accurate reducta intelligantur. Hinc præarendatio Decimarum, intra fatales pro exarendatione legaliter determinatos dies, per Fiscum quoque Regium & Cameras observetur, secus stet legalis respectu termini cujuscunque facta exarendatio. Et quia persæpe decimatores, etiam intra legaliter præfixum tempus, decimationem frumenti peragere intermitterent, ac ob id fruges demessæ, longo tempore in agris hærentes, pluviis, ac aëris intemperie, cum summo non solum miseræ plebis, sed communis etiam boni detrimento corrumpi soleant. Ideo articulo 70. Anni 1622. respectu termini (quo Decimatio finiri debeat) ad Articulum 30. Anni 1569. reducto, cæteroquin ambo amodo imposterum observandi confirmantur.

Pro benigna Ecclesiæ Varadiensi data Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutione, humillimæ gratiæ referuntur.

Art. XII. Quod Sua Majestas Sacratissima, pro innata sua pietate, & erga Ecclesias Dei zelo, ac ex gratia & clementia, ad demissam etiam statuum & ordinum recommendationem, nonnullorum Ecclesiæ Varadiensis Clenodiorum, prout distracta sunt, æquivalens, eidem Ecclesiæ munifice dandum, & donandum benigne resolverit, pro eo status & ordines debitas reponunt gratias.

Usus Salis Polonici infrascriptis Comitatibus permittitur.

Art. XIII. Resolvit Sua Majestas Cæsareo-Regia, ut Comitatus Turocz, Arva, Lipto, articulariter etiam privilegiati, absque ulla ad alios ulteriori extensione, habeant priorem Salis ex Polonia liberam inductionem, & usum, cujus tamen quæstum, nonnisi inter suos limites admitti, sublata etiam denariorum viginti quinque, ex Articulo 15. Anni 1681. deductorum exactione (salva nihilominus & Regii Salis in eosdem Comitatus inductione) de cætero nihilominus circa accessoria salis statutum est, ut ad officia circa illum applicandorum, nationalium potior habeatur ratio, aptorum tamen & idoneorum, qui, prout & alii singuli, in realibus & personalibus actionibus, juri, & foro patriæ, ad mentem Art. 31. Anni 1552. suberunt. Et nonnisi in Cameralibus, seu administrationem officii sui tangentibus negotiis, ab imme-

1715 immediata officii instantia dependebunt. Ipsi porro Camerarii, vel Obequitatores, pro exquirendo sale, domos regnicolarum visitare, secus non poterunt, nisi præsente illius Comitatus judice Nobilium. Circa vero defectuosam salis Soovariensis cocturam, eatenusque interpositam querelam, comperta rei veritate, & remonstrato corpore delicti, excedentes exempla riter punientur, & in futurum præcavebuntur. Salinarius etiam rivulus, ex benigna Regiæ Majestatis dispensatione, ad demissam statuum & ordinum instantiam in antiquum statum & usum redintegrabitur.

De Celebratione Comitiorum,

Art. XIV. Si quidem ipsa generalium Comitiorum celebratio, salutare relevandorum regni gravaminum remedium esset; Idcirco statutum est, ut a modo imposterum generalis regni diæta quovis triennio, vel publica regni utilitate, aut necessitate exigente, etiam citius celebretur.

De Tricesimis in Meditullio Regni, & Siccis Teloniis.

Art. XV. Annuit benigne Sua Majestas Sacratissima, ut Tricesimæ in meditullio Regni existentes, ac ideo superfluæ, tollantur, ac insuper Sicca quoque, & non necessaria Telonia, ærario etiam Regio nociva, tum in Dominorum Statuum & Ordinum, tum etiam Fisci Regii bonis, proxima occasione per Vice-Comites, sub amissione Officiorum suorum abrogentur; Eorum vero Turbatores, in pœna Articuli 31. An. 1681. convincantur ipso facto. Item Judæi teloniatores, a teloniis, nec non abusive contra Artic. 35. Uladislai Regis decreti 3. hic loci confirmatum, a Nobilibus introductæ exactiones, absque omni tergiversatione cassentur: Judicatum nihilominus Cameralem, quoad solas merces prohibitas, item Contrabandas, & casus, tanquam in Articulo 17. An. 1609. expressos, secundum commissionalem Anni 1659. decisionem, in suo continuo usu relinqui; Ne quis vero contra præscriptum vectigalis modum excedere possit, Vectigal Regium, pro omnium notitia per regnum ubique publicetur; pariter etiam, Vectigalia, quæ Teloniorum possessores haberent, in comitatibus publicare, eorumque legali ratificationi submittere, ac demum penes quodvis telonium, in tabella descriptum asservari facere, Teloniatores vero Quæstoribus communicare tenebuntur.

De libera testandi facultate Dominorum Prælatorum.

Art. XVI. De venerabilis Status Prælatorum, generaliter sub Sacra Regni Hungariæ Corona existentium, & comprehensorum (quo nomine ii duntaxat, qui ex Regia collatione actualia, & provisa beneficia obtinent, intelliguntur) respectu bonorum, & rerum mobilium, per eosdem acquisitorum, hactenus ex parte Fisci Regii in controversi-

troversiam sumpta testandi facultate, ut tandem certa, & immutabilis 1715
modalitas statui possit, Sacra Cæsareo - Regia Majestas benigne annuit: quatenus super Ferdinandæi diplomatis per venerabilem clerum eatenus obtenti, & per divum LEOPOLDUM Romanorum Imperatorem, & Hungariæ Regem confirmati, ac utrobique tenore insertæ clausulæ Dominos Prælatos testaturos, ad confiniorum subsidium obligantis intellectu, alias per subsecutam cum Eminentissimo ac Reverendissimo condam Leopoldo, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinale a Kollonitz, qua Archi-Episcopo Strigoniensi, & Primate Regni Hungariæ, nomine totius Cleri conventionem, sufficienter explanato, sed per Venerabilem Clerum expost in dubium vocato, cæpta continuetur & determinetur commissio. Interea vero, vel eidem Cardinalitiæ conventioni, ad instantiam mentionati Cleri per Suam Majestatem Sacratissimam benigne confirmandæ standum, vel pro consensu Regio, super libera disponendi facultate recurrendum: Quo casu, Diploma etiam Ferdinandæum, & præattactam obligatoriam clausulam, si quid ambiguitatis eidem subesset, ipsamet Regia Majestas, cui videlicet ejusdem interpretatio unice competit, benigne explanabit. Respectu vero bonorum sæcularium, quæ titulo inscriptitio, vel pignoris, Ecclesiasticæ vel Religiosæ Personæ, aut communitates, præsertim cum evictione Fisci Regii, ac etiam Privatorum, penes Literas impignorationales, justas nihilominus & legitimas conditiones, hactenus possederunt, conclusum est: Ut eædem Ecclesiasticæ, vel Religiosæ personæ, aut communitates, si quidem in continuo ejusmodi emptionis usu præfuissent, in possessione hujusmodi bonorum, usque ad eorundem per Sæculares fiendam reluitionem, pro hac vice conserventur. A modo vero deinceps Artic. 17. A. 1647. tanquam hic loci renovatus observetur exactius, nisi Sacra Regia Majestas in specialibus casibus, salvis tamen Juribus alienis, eatenus dispensaret.

De Authoritate Cancellariæ, & tollendis Commissionibus.

Art. XVII. Benigne annuente Sua Majestate Sacratissima itidem conclusum est, ut authoritas Cancellariæ Aulico-Hungaricæ, juxta Articulum 38. An. 1569. etiam amodo imposterum salva maneat, neve a quopiam alio Aulico Dicasterio habeat dependentiam, sed potius eodem modo cum aliis, unius, ejusdemque Principis Dicasteriis immediatis, prout hæc cum illa, de occurrentibus negotiis, habeat correspondentiam. Quæcunque vero causæ præteritis temporibus, propter accelerationem Justitiæ, vel legalis Judicii defectum, processu commissionali revisæ extiterunt, intuitu earundem decretum est; ut processus tales, inter regnicolas, seu privatas personas moti, qui alias ordinaria juris, & lege præscripta via, promoveri debuerunt, & valuerunt tametsi penes mandata delegatoria & commissionalia decisi essent, reali tamen executioni mancipati non sunt, sed neque pars taliter triumphans, ejusmodi adjudicatorum bonorum dominium actuale te-

 neret,

1715 neret, pro caſſatis & annullatis habeantur; Cauſa ad ordinariam, & conſuetam juris viam remiſſa; In reliquis vero, pro diverſitate nimirum cauſarum occurrentium, judice legali deſtitutarum, ulterius etiam Regiæ erit authoritatis, judices ad qualitates, & merita ejusmodi cauſarum convenientes, delegare.

Ut Camera Hungarica cum Aulica correſpondeat, & non dependeat.

Art. XVIII. Ad demiſſam Statuum & ordinum ſupplicationem & inſtantiam, Sua Cæſareo-Regia Majeſtas omnem Cameræ Hungaricæ a Camera Aulica Viennenſi dependentiam tolli, ſolam autem correſpondentiam in repræſentatione actorum & concluſorum, qua illius abſentis, & alterius continuo ad latus Regis exiſtentis, ad impetrandas erga Cameræ etiam Hungaricæ opinionem, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ, medio Cæſareo-Regiæ Cameræ Aulicæ repræſentandam, clementiſſimas reſolutiones, manere debere clementer reſolvit. Cujusmodi quidem Cameræ Hungaricæ, prout & Cancellariæ Aulico-Hungaricæ inſtructionem, adhibitis ſuis Hungaricis Conſiliariis ſibi referri curaturam, & ſi quid ei addendum, vel modificandum foret, ex authoritate Sua Regia, prout æquitas & utilitas publica ſuaſerit, ordinaturam: Neve Legibus regni, aut ærario Regio contraria ſit; Verum potius Rerum Hungaricarum Cameralium expeditio, eidem Cameræ Hungaricæ ſalva maneat, eo accommodaturam benigne appromiſit. Cæterum, ut eadem Camera Hungarica eo utilius ſervitium Regium promovere poſſit, adminiſtrationem Scepuſienſem amodo impoſterum a Camera Hungarica dependere, ac inſuper Budenſem, Eszekienſem, Aradienſem, Szegedienſem, & alias omnes ſub Corona Hungariæ exiſtentes adminiſtrationes, præfecturas & proviſoratus, ad eandem proximo poſt finitam Diætam tempore, applicare; Non ſecus Contraſcribatus, dum ex utilitate Regia non fuerint, ſuperfluosque Cameraticos tollere, clementer ſtatuit.

De Mandatis Dilatoriis & Inhibitoriis.

Art. XIX. Pro majori Regiorum Mandatorum obſervantia, judicumque in partibus procedentium directione, Articulus 30. A. 1681. taliter declaratur: Quodſi in futurum mandata quæpiam dilatoria, in juriſtitio a Lege præſcripto, vel vero in partis Exponentis legitima abſentia, vel ſimilibus evidentibus, inque Titulo 59. Part. 2. declaratis rationibus: Inhibitoria vero itidem mandata, ex cauſa evidentis incompetentiæ judicatus impetrata, judici procedere, volenti præſentabuntur; Illa ad forum contradictorium, veluti per ſe evidenter clara, relegari non valebunt; Verum iisdem obtemperandum erit, ad inſtar mandatorum declinatoriorum quibus juxta mentem Art. 15. An. 1647. & Diætalem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ declarationem, prout hactenus, ita & impoſterum, judex Spiritualis ſimpliciter obtemperare tenebitur: De cætero, ſalvo eodem Articulo trigeſimo permanente:

Donec

Donec superinde etiam per juridici systematis elaborationem, & benignam desuper approbationem Regiam, aliud statuatur: Aliis nihilominus Regni legibus super mandatorum observatione sancitis, hic loci renovatis. 1715

De Hungaris Viennæ Austriæ degentibus, vel decedentibus, quatenus jurisdictioni Aulicæ, vel Austriacæ subsunt.

Art. XX. Ad statuum & ordinum querelam, ex eo coram Cæsareo-Regia Majestate factam, quod Hungari Aulico charactere gaudentes, aliique ex eadem natione, in causis & negotiis suis, Viennæ commorantes sive ipsimet, aut conjuges & familiares eorum fatis cederent, per Aulæ Mareschallatus officium, vel alias Austriacas instantias, rerum suarum mobilium obsignationem & inventationem admittere, testamenta, si quæ etiam de bonis in Hungaria sitis condita sunt producere, prolibus suis tutores, & curatores datos tolerare, & respectu rerum extraditarum reversalibus literis se obligare debeant: Sua Cæsareo-Regia Majestas, circa ejusmodi obsignationem rerum, ab Hungaris Viennæ demortuis remansarum, per idem Mareschallatus officium exercitam, benigne decrevit commissionem, ex Cancellaria Hungarica Aulica, æque ac aliis Cæsareo-Regiis Consiliariis constantem: in qua sicuti de modo agetur, ita casus distinguentur, in quibus nempe ipsam quoque Cancellariam Hungaricam, ad ejusmodi jurisdictionis Actus, simul adhiberi oportebit: Ut præterea incolatu Austriæ non dotati, ibidemque, impossessionati Hungari, vel ex contractu jurisdictioni locali non obnoxii, ad jus, & forum extraneum non attrahantur. Quo vero ad reversales Comitissæ Viduæ Czoborianæ, exindeque motum coram Tribunali Moravico Processum, easdem sua Cæsareo-Regia Majestas restitui, & cassari benigne resolvit: Actore ad congruum suum forum Hungaricum, pro juris & justitiæ administratione relegato: Similiter egregio Ladislao Dörry, contra Jacobum Franciscum Ferner Viennensem olim negotiatorem, alias Nobilem Hungarum, & ibidem possessionatum, antea legaliter coram Protonotario promotus, & per reversales contra-parti datas, postmodum impeditus, remissis ejusmodi reversalibus, contra defuncti hæredes resuscitandus, & continuandus admittitur.

De Generali Regni Capitaneatu.

Art. XXI. Annuente sua Majestate decretum est, quod ubi ad mentem Art. 8. præsentis Diætæ, ac aliarum regni legum superinde sancitarum, regnum hoc insurgere debebit, eo in casu, sensu Art. 4. A. 1485. Dominus regni Palatinus modernus, & futuri, generalis regni Capitaneus ultro quoque manebit.

De Generali Postarum in Hungaria Magistro, & ejusdem Veredariis.

Art. XXII. Justo & æquo statuum petito sua Sacra Majestas benigne

1715 que consensit, ut generalis in regno postarum Magister, subalternos sibi postarum Magistros & Veredarios, juxta Art. 27. A. 1681. per Hungariam Nobiles duntaxat Hungaros, & quidem possessionatos, Legibusque regni extra officium subjectos, quamprimum assumere, postarum vero stativa in suis pristinis locis relinquere debeat, & nonnisi cum sufficienti, ac per Regiam Majestatem approbanda causa, transferre possit.

De receptis in Hungaros, seu Indigenas.

Art. XXIII. De extraneis in indigenas Hungaros, post conditum Art. 26. A. 1687. receptis, per status & ordines sancitum est: ut classificatio Taxæ mille aureorum, pro receptione & indigenatu hactenus deponi debentium, ad futuram regni Diætam relegata habeatur. Interea vero, usquedum citatæ legi non satisfecerint, nec prærogativa indigenatus gaudeant, nec possessionis bonorum sint capaces; & ideo pignoratitia quidem, sepositis omnibus conditionibus, in literis impignoratitiis, sive etiam inscriptionalibus superinde emanatis, contentis, juxta Art. 30. An. 1630. deposito inscriptitio pretio: Hæreditaria vero, seu perpetua, a Fisco Regio, aut aliis quibuscunque privatis acquisita, erga proventum urbarialem sex per centum facta reflexione, & insuper industrialium etiam (his tamen ex æquo, & bono per judicem æstimatorem conscientiose limitandis)ad instantiam cujuscunque ex natione Hungarica, medio cujuscunque judicis, dum & quando redimenda, & exolvenda admittantur. Qui quidem Art. præsens, quoad Serenissimum & Eminentissimum Dominum Cardinalem, Ducem de Saxonia, Archi-Episcopum Strigoniensem, & Primatem Hungariæ, veluti erga regnum hocce, singulari favore & animi candore propensum & emicantem, bonumque Reipublicæ, & tranquillitatem regni, maximopere zelantem, & promoventem, nullatenus extensus habeatur; ex quo eidem, qua per status & ordines recepto, legalis taxa mille aureorum, jam dudum relaxata fuit.

De Emendatione Legum, & Celebratione Judiciorum.

Art. XXIV. Ut juris & justitiæ administratio, sine qua regna subsistere non possunt, tam per hoc regnum, quam partes eidem annexas, amodo impossterum exactius celebretur, annuente sua Cæsareo-Regia Majestate status & ordines concluserunt: Infra nominatos, veluti integros, jurium & rerum patriarum peritos viros seligi: utpote Dominos Comitem Emericum Csaky Archi-Episcopum Colocensem, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Intimum Consiliarium; Comitem Ladislaum Adamum Erdödy, Episcopum Nitriensem, Comitem Ladislaum Nadasdy, Episcopum Csanadiensem; Item Comites Stephanum Kohary, Judicem Curiæ Regiæ, Georgium Erdödy, & Alexandrum Karoly; præterea Baronem Joannem Horvath Simonchics, personalis præsentiæ Regiæ in judiciis locum tenentem & Consiliarium, cum tota Tabula Regia; Item Baronem Gabrielem Tolvay; His adjunguntur honorabilis Gabriel Spatay, Abbas Janossiensis, Nitriensis capituli

Able-

Ablegatus, nec non egregii Alexander Nedeczky, Gabriel Boffany, 1715
Paulus Okolicsany, Michaël Borsi, Gabriel Skaricza, & Michaël Bencsik: Ex parte vero Croatiæ, Dominus Episcopus Zagrabiensis: item Daniel Rauch, Vice-Banus, Joannes Branyug Protonotarius, & Georgius Czinderi; cum facultate in locum decedentium, vel legitime absentium, alios ad Suæ Majestatis ratificationem substituendi, in Hungaria quidem penes Dominum Palatinum; In Croatia vero penes Dominum Banum permanente: Quibus legum, judiciorumque emendandorum cura committitur, tenebunturque finita Diæta, hujusmodi legum & judiciorum revisionem, ac emendationem assumere, peractamque ad proxime futuram Diætam reportare; ubi status & ordines regni eam revidebunt, & in punctis, quibus fors aliquid addi, vel demi debebit, modificabunt; & facta etiam de tabularium judicum Diurnis, eorumque firmo, & immutabili fundo provisione, ad benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ ratificationem præsentabunt. Interea vero, quoadusque ejusmodi dispositio in affutura diæta in effectum deducetur, æquum esse, ut salvo Fisci Regii ab infra mentionato processu, judicia octavalia, tam majora, quam minora, sicut & Extraordinaria, ac appellationum revisiones, tum in Tabula Regia, tum etiam septemvirali (ad quam ultra Prælatos, & Barones regni, etiam alii jur speriti, juramento, una cum præfatis Prælatis, & Baronibus, ad justitiæ administrationem, similitudine Articuli 4. Uladislai Regis decreti 3. prævie obstringendi adhibeantur) absque omni ulteriori insinuatione, vigore duntaxat præsentis statuti, contra Fiscum Regium etiam, extra infrascriptum Processum, in causis eo spectantibus, statis temporibus, tam in Hungaria, quam partibus eidem annexis celebrentur.

De Processu Fisci Regii.

Art. XXV. Ad præcavendas ulteriores Querelas contra Fiscum Regium hinc inde ex eo formatas, quod idem in causis & negotiis, se ipsum respicientibus, non juris, sed facti via, bona & jura regnicolarum occupaverit: Cæsareo-Regia Majestas clementer resolvit; ut idem Fiscus Regius, qua universalis omnium in semine deficientium lege definitus successor, in manifestis defectibus, ad instar aliorum successorum vi tituli 10. & 67. partis primæ operis tripartiti, sine præscripto juris processu, propria duntaxat authoritate bona apprehendere possit: In caducitatibus vero dubiis, & interveniente quopiam defectu, inter Fiscum & Fratres congenerationales, vel Sexum Fæmineum, ratione successionis dubio, & controverso, ejusmodi bona & jura non prius judicialiter sequestrari facere possit, quam per sequestri Judicem, id est ipsum Comitatum, citata prævie & audita altera parte prætendente, quæ si in continenti, virtute tituli 47. & 67. Partis primæ tripartitalis, comprobata nimirum Genealogia, & inter deficientem, vel ejus prædecessores ab una, ac ipsos Prætendentes, vel eorum Antenatos ab altera partibus, subsecuta bonorum ante communium, reali divisione, edocere poterit jus successorium, Judex sequestrum non admittet, sed

1715 Fiscus Regius, coram regni Hungariæ Palatino, aut judice Curiæ Regiæ, in Croatia vero, coram regni ejusdem bano, sive celebrentur octavæ, sive non, vel in ipsis etiam octavis, Prætendentes, si fuerint, ad mentem præcitati tituli 67. Partis primæ, ad ipsam privilegiorum, juriumque suorum edoctionem, sola insinuatione judicis præmissa, convenire, adigereque possit intra An. a morte deficientis computandum: Ita quidem, ubi aliqui Prætendentium, jura sua legitima, intra præscriptum Annum producere, comprobandaque legitime comprobare nequirent; Fiscus Regius in controversorum bonorum possessionem, una cum fructibus, intra eundem Annum provenientibus ingrediatur, neque de his bonis interea sub pœna nullitatis liceat distrahere. Ubi autem Prætendentes coram judice sequestri, in ipsa quoque Genealogiæ, & insimul condivisionalitatis in controversis bonis habitæ, proba defecerint, ex tunc controversa bona indilate sequestrentur, & prætensi successores, ad jura sua etiam ex privilegiis, si speraverint edocenda, intra Annum, nisi legalia impedimenta obsint, alioquin continuanter, per præmissas unius, vel alterius ordinis judiciarias authoritates audiri, & sua ad exigentiam justitiæ promovere possint; Si vero quispiam fratrum condivisionalium cum legitimo testamento, penes consensum Regium, ubi requireretur, condito, aut consensu Regio firmato, deficeret; Si consensus Regius modalitate in immediate sequenti Articulo declarata impetratus fuerit, ejusmodi testamentaliter legata bona, nulli sequestro obnoxiabuntur, verum secundum testamenti tenorem, legatarii similia bona adire possint.

De Fisci Regii Successione.

Art. XXVI. Non sine privato ipsorum regnicolarum utili, Fiscum Regium vi tituli 10. partis primæ universorum bonorum mobilium & immobilium caducorum, verum, & legitimum successorem esse, etiam in prœmiatis de Rege & regno benemeritis experti sunt status & ordines. Ob hoc ulterius etiam statutum est; quod ubi quempiam sine hæredibus & Posteris decedere contigerit, & post se bona, seu jura possessionaria, perennali quocunque Regiæ collationis titulo obtenta, reliquerit, eadem bona, nisi sexum etiam fœmineum concernant, ad Fiscum Regium, in futurum quoque devolvi & condescendere debebunt. In cujus præjudicium, non solum de quibuslibet caducis hujusmodi bonis, seu juribus possessionariis, titulo perennali, sed etiam inscriptitio pure, & non mixte, propter fidelia servitia per collationem Regiam acquisitis, ultimus deficiens, non secus, quam beneficio liberæ dispositionis a Regia Majestate obtentæ, testari poterit; de aliis vero bonis, virtute titulorum 47. & 65. Partis primæ tripartitalis, mobilibus æque, ac immobilibus, etiam pignoratitiis extra collationem Regiam, qualitercunque partis & acquisitis, etiam ultimus deficiens libere disponet, & testamentum condet, alioquin in casu intestati (nisi mutua conjugium successio, ad mentem Art. 11. An. 1687. interveniat) etiam ejusmodi successio, ipsi Fisco Regia salva permanebit.

De

De Testamentis. 1715

Art. XXVII. Non absque magno testantium præjudicio animadverterunt fieri status & ordines: Quod liberam testandi facultatem habentes, ob plurima Canonicorum, & civilium jurium requisita, secundum quæ testamenta regnicolarum hactenus revideri, & discuti consueverunt, in suis intentionibus frustratos esse, sint experti: Hinc ad evitandum hujusmodi præjudicium, conclusum est: ut amodo imposterum, in bonis & rebus liberæ dispositioni subjectis, testamenta a testatore, qui testandi habet activitatem, etiam extra loca authentica, ut sunt: capitula, conventus, Judices regni ordinarii, Magistrique Protonotarii, & non eorum Secretarii, nec Jurati Notarii, condita, ab ipsomet testatore, & a quinque per testatorem requisitis, ac insimul præsentibus, nobilitari tamen, aut æquipollenti prærogativa gaudentibus, vel in casu necessitatis, aliis etiam honestæ conditionis testibus, subscriptione & sigillis corroborata, legitimum sortiantur vigorem. Testatoris vero scripturæ ignari, vices & locum suæ subscriptionis, ac obsigillationis, sextus itidem requisitus, ac præsens testis suppleat; Omnisque semper fraus, & in testatorem non raro usurpari assuetæ dolosæ circumventiones, sub pœna invigorositatis, coram foro spirituali, prout antehac vigore Art. 15. An. 1647. sufficienter remonstrandæ, absint, & præcauta habeantur. Neque præterea hæredis institutio de substantia testamenti, amodo etiam imposterum requiratur: Verum testatori liberum esto institutionem hæredis, in testamentum inserere, vel omittere: Cujus tamen insertio, vel omissio, testamentum non vitabit: quæ nihilominus præmissæ solemnitates, in privilegiatis testamentis, utpote: Legatis piis, item militaribus, ita & inter liberos, nec non tempore pestis condendis: non requirentur; sed vel propria testantis manu scripta & subscripta, vel etiam nuncupativa, coram duobus testibus sufficient. Ad codicilli vero solennitatem, tres testes sufficiant: respectu demum liberarum & Regiarum civitatum (quæ in reliquo penes suum hactenus habitum usum manere possunt) id necessarium esse statuitur: ut testatori testamentum prælegatur, & is coram testibus viva voce asserat, eam ultimam esse voluntatem suam: publicatione & respectu partium interessatarum communicatione, nonnisi post mortem testatoris, quamprimum expediendis: Et hoc ipsum etiam de Comitatibus, ubi Vice-Comes, aut Judex Nobilium cum jurato assessore fuerint exmissi, observandum; hic autem modus condendi testamenta, præteritos casus non ligabit, sed in futuris duntaxat condendis testamentis locum habebit, & obtinebit. Salvo, respectu Nobilium personarum, Art. 46. An. 1655. permanente.

Specificatio Causarum, quæ ad Judicatum & Forum Protonotariale pertinent, & quæ non.

Art. XXVIII. Ad tollendas partium litigantium in judicandis causis ambiguitates in eo, utrum causa actionata subsit judicatui Protonotariali, vel non? non sine gravi expensarum profusione hactenus

1715 exortas; statutum est: ut amodo imposterum Magistri Protonotarii sub nullitate Processus & Sententiæ, non judicent Causas Criminales, Violentiarum, Divisionis & Successionis Bonorum in uno duntaxat Comitatu existentium; Acquisitiones item Damnorum, Vituperiorum, Dehonestationum, Repetitionis Literarum, fugitivorum Colonorum, & Servorum, penes Colonos & Servos Impensionum, Reambulationis Metarum, Jurium Pignoratitiorum, & Decimarum, utpote solis Comitatibus competentes, ex quibus Causæ duntaxat Decimarum, formalitate Articuli 34. 1659. per viam Appellationis ex Comitatu, in præsentiam Domini Comitis Palatini deduci, ibidemque revideri & discuti possint; ita nec ex defectu Seminis promanantes, tanquam Privilegiorum productionem requirentes, adeoque ad Forum Tabulare spectantes; E converso vero dijudicabunt in Partibus Causas, ubi Donatarius puram Statutionem in Bonis impetratis habens, ob renitentiam, & potentiam Possessorum, Bona adire non valeret; nec non causas liquidorum Debitorum juxta Articulum 31. Anni 1659. ubi in Obligatorialibus Literis nullus Judex specificaretur, & Summa pure Capitalis Mille florenos excesserit; infra siquidem Mille florenos, amodo deinceps Judices Comitatuum, salvo Articulo 32. Anni 1681. habebunt procedendi facultatem: Causas præterea Divisionis, & Successionis Bonorum mobilium & immobilium in diversis Comitatibus existentium, ac rectificationis earundem; Causas item Contractuales, ubi videlicet non de Contractu, & ejus Validitate, sed secundum Contractum, id est, ad ejus Implementum proceditur, & in quibus nullus Judex specificatur; Insuper Causas, in quibus Juridica remedia ex Contractu, vel de Lege præscissa haberentur. Deinde Causas Reexecutionis Bonorum in diversis Comitatibus existentium, pro illis, qui in Causis Protonarialibus non egerunt, & nihilominus Bona eorum quoquomodo essent executa, per quemcunque ex Protonotariis recuperanda. Quemadmodum Causas quoque contra Turbatores, & non Admissores Judiciariarum Executionum Protonotarialium, ac Bonorum per ipsos Protonotarios executorum Reoccupatores, motas & movendas. Causas item reddendarum, & exigendarum Rationum a Tutoribus & Curatoribus Bonorum in diversis Comitatibus existentium. Item Causas Acquisitionis Rerum mobilium, Legatorum, Dotum Paraphernorum & alias, in Articulo 126. Anni 1647. specificatas. Prout & Causas Depositorum, tametsi quidem absque pœnis, utique tamen cum refusione expensarum, velut in liquidis Debitis conscientiose limitandarum. Causas etiam, ubi Contradictor suo, & Hæredum suorum nominibus, reali actioni locum faciens, successive absque Hæredibus decedit, & ex tunc talis ejusdem Contradictio evanescit, & prius per eundem impedita Statutio, pura emergit. Denique ultra prænotatas Causas, alias etiam in Generali Regni Decreto contentas, Forum & Judicatum Protonotarialem quoquomodo concernentes, & tangentes; Quæquidem prædeclaratæ omnes causæ, postquam discussæ, & decisæ fuerint & Sententiæ Protonotariales Convictionales sum-

summam duodecim mille florenorum non excesserint, non obstante interposita appellatione, debitæ executioni mandari possint; Ubi vero summam duodecim mille florenorum excesserint, appellationem, si interposita fuerit, intra dominium admittere sint obligati. Exceptis tamen causis liquidorum debitorum, divisionum, ac aliis ex contractu partium promanantibus, nec non etiam causis in Art. 126. Anni 1647. specificatis, respectu quarum, hoc declaratum esto: Quod si succumbens, de non distrahendo cautionem præstare nequiverit, eædem res mobiles, erga ejusmodi cautionem parti triumphanti assignentur. Neutra partium sufficientem cautionem præstare valente, ejusmodi res mobiles, judiciaria authoritate, absque tamen omni onere, sequestrentur, usque ulteriorem Causæ decisionem. In Causis vero Bonorum impignoratitiorum, acquisitionisque liquidorum Debitorum, ut Partes etiam in Sedibus Comitatuum, usque ad Summam Duodecim millium florenorum, pure in capitali computatam, procedendi facultatem habeant, est sancitum; Salvo Fisci Regii Processu, jam prædeclarato. 1715

De Judice Curiæ Regiæ, & ejusdem Magistro Protonotario.

Art. XXIX. Tametsi Articulis 23. 1655. & 40. 1681. Annorum, Judicem Curiæ Regiæ, aut ejusdem Magistrum Protonotarium, in superioribus Regni Hungariæ Partibus residere debere innuentibus, sub modernæ Diætæ decursu, per Excellentissimi ac Illustrissimi Comitis Domini Stephani Kohary de Csabrag &c. ex singulari Cæsareo-Regia, in Eundem Dominum Comitem propensione & gratia, intuitu etiam cumulatissimorum Ejusdem de Rege, & Regno meritorum, toga & sago comparatorum, occasione ultimæ Vacantiæ ad præmissum Judicatus Curiæ Regiæ Officium factam promotionem, per Eundemque Protonotarii sui in partibus superioribus residentis denominationem, cum consolatione earundem Partium satisfactum esset; Nihilominus, ut in futurum etiam præcisatorum Articulorum specialis semper ratio habeatur, eosdem cum benigna Suæ Majestatis annuentia, memorati Status & Ordines renovarunt, & observandos statuerunt. Et quia prætitulatus modernus Dominus Judex Curiæ Regiæ, occasione præteriti Belli Turcici, sub Obsidione Fortalitii Agriensis, per Turcas eotum possessi, graviter in manu dextera vulneratus, adeoque usu ejusdem privatus, pro exigentia Officii sui, Juridicas & alias Expeditiones, ad Instantiam Causantium emanari solitas, propria manu sua subscribere nequiret: Hinc ne aliquis eatenus defectus aut disputationis, & inter Causantes exceptionis ansa emergere possit, Altefata Sua Majestas Sacratissima Eidem Domino Comiti Judici Curiæ Regiæ clementer indulsit, quatenus in lamina argentea, nomen suum insculpi facere, ejusdemque in universis Expeditionibus, ad præfatum Judicatus Curiæ Regiæ Officium spectantibus, in vicem propriæ subscriptionis, impressione uti possit; Cujusmodi Expeditiones, prævio modo sub impressione nominis Ejusdem Domini

1715 mini Judicis Curiæ Regiæ emanatæ, & vita ejusdem durante imposterum emanandæ, ut semper, & ubique pro legitimis & validis, adeoque authenticis habeantur & recognoscantur: In casu vero decessus ejusdem (quem DEUS longe differre dignetur) statim, & ipso facto, prænotatum impressionis instrumentum seu lamina, per authenticas, aut alias etiam honoratas personas, quæ eotum ibidem adessent, ad præcavendum cum eodem instrumento, quemvis abusum, recipiatur, & sub Sigillo eorundem, Domino Regni Palatino, pro tempore constituto, per eundem Suæ Majestatis Sacratissimæ consignandum, aut directæ Altefatæ Suæ Majestati, per Successores ejusdem Domini Judicis Curiæ Regiæ, demisse præsentetur, Benememorata, Sua Majestate Sacratissima clementer annuente, Status & Ordines determinarunt, & statuerunt.

In negotio Religionis renovantur Articuli 25. & 26. 1681. nec non 21. 1687. Annorum.

Art. XXX. Post multifarias de negotio Religionis, ultro, citroque agitatas disceptationes, & sub ipsa quoque jam Concinnatorum Articulorum communicatione, humillimos ad Regiam Majestatem factos ab utrinque recursus, tandem Altefata Sua Majestas Cæsareo-Regia, ex Gratia & Clementia Sua, præcitatos 1681. & 1687. Annorum Articulos, in genuino suo sensu hactenus declarato, adhuc, censuit conservandos, adeoque pro renovatis & confirmatis habendos. Ac si & in quantum medio tempore ineffectuati, vel per abusus & contraventiones, ab utrinque violati fuissent, talia per Regios & Regni Commissarios articulariter ordinatos examinanda præviaque ad Suam Majestatem Sacratissimam eorundem relatione, ex benigna Ejusdem Ratificatione complananda, & Executioni debitæ demandanda, omniaque ad articularem Statum & Genuinum eorundem sensum, secundum Explanationes Regias, reponenda & manutenenda, non attenta quorumvis Contradictione, benignissime resolvit. Contra cujusmodi determinationem, si quis Privatorum ex Augustana, vel Helvetica Confessione, in Persona, vel causa Religionis, se gravatum existimaverit, occasione talis gravaminis, suo privato, & non communi nomine, pro remedio ad Regiam duntaxat Majestatem recurrere noverit; quem in finem Altefata Sua Majestas Sacratissima, ex parte Sua denominat Commissarios: Illustrissimos Dominos Comites Stephanum Kohary, Judicem Curiæ Regiæ; Sigismundum Csaky, Tavernicorum Regalium Magistrum, Alexandrum Erdödy Regiæ suæ Cameræ Hungaricæ Præfectum, Intimos Consiliarios Suos; & Magnificum Baronem Dominum Joannem Horvath Simonchics Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentem & Consiliarium suum. Ex parte vero Statuum deputantur, Domini Barones Georgius Bereny, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Baro, & Casparus Sandor Suæ Majestatis Regiæ Consiliarius, nec non Michaël Revay, & Joannes Godefridus Hellenpach; Idem Egregii Andreas Hunyadi Vice-

Vice-Palatinus, Stephanus Barlok Vice-Judex Curiæ Regiæ, alter 1715
Stephanus Nagy Protonotarius Palatinalis, & Regiæ Majeſtatis pariter Conſiliarii, nec non Joannes Szent-Ivany Judicis Curiæ Regiæ, & Franciſcus Szluha Perſonalis Præſentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis, & Conſiliarii Protonotarii; præterea Joſephus Sigray, Gabriel Megyery, & Martinus Koſſovich, Tabulæ Regiæ Aſſeſſores, nec non Egregii Paulus Okolicſani, Nicolaus Szirmay, & Stephanus Poor, item Paulus Raday, Ladislaus Vay, Stephanus Keneſſey, Georgius Miknazy, & Stephanus Kantor, ſalvo Articulo 23. Anni 1687. reſpectu Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ permanente; non ſecus Privilegiis etiam, per nonnullas Civitates & Oppida, nec non Communitates, in Hungaria quoque eatenus impetratis.

Conventiculum Roſenbergenſe ſub nomine Synodali celebratum, cum ſuis Actis & Factis pariter caſſatur.

Art. XXXI. Et ſiquidem præterea, durantibus præteritis motibus, nonnulli æque factioſi Conventiculum quodpiam prætenſive Synodale celebrare, ibidemque Regnum in varias Diœceſes partiri, varios honores, & dignitatum ſibi minime competentium Titulos adſciſcere, nonnulla contra Romano-Catholicos Ritus ſancire & ſtatuere, ac per Regnum paſſim divulgare & exercere non ſint veriti; Idcirco de benigna Suæ Majeſtatis Voluntate & Annuentia, decretum eſt, ut ejuſmodi etiam Acta, Facta, & concluſa, una cum Sigillo occaſione ejuſdem Conventiculi noviter fabricato, pro caſſatis, annihilatis & mortificatis, in totum, & in perpetuum teneantur & habeantur. Ad evitandas porro omnium ſemper vetitorum Conventiculorum occaſiones, vel ſuſpiciones, ſtatuitur etiam, ut omnes hujuſmodi particulares frequentis numeri Congregationes, ſive ſub nomine Synodi, ſive alio quovis prætextu, abſque Præſcitu & Annuentia Regiæ Majeſtatis inſtituendæ, non ſecus particulares quoque inter ipſos Collectæ, & impoſitiones iiſdem Auguſtanæ & Helveticæ Confeſſioni Addictis, ſub Indignatione Regia, & pœna Legali prohibitæ ſint, & interdictæ.

Caſſatio Univerſorum ſub præteritis Motibus publicè, vel privatim Actorum, vel Factorum.

Art. XXXII. Ex quo occaſione recenter præteritorum Rakoczianæ Factionis motum, jam vero conſopitorum, in diverſis ejuſdem Conventiculis, Onodini, Széchinii, Agriæ, ac alibi fors etiam Locorum celebratis, Majeſtati Regiæ, & Legibus Regni, & communi Libertati, nimirum præjudicioſæ ſancitæ fuiſſent Conſtitutiones: Quapropter per Status & Ordines decretum eſt: Ut univerſæ & quælibet in præſpecificatis Conventiculis, aut alibi etiam locorum durantibus motibus, ubicunque & quandocunque celebratis, ſancitæ Conſtitutiones, aliaſque per eoſdem Acta, Facta, & Concluſa, ipſo Jure & facto pro nullis, irritis & caſſatis habeantur.

De

1715 De Palatinali & simul Locumtenentiali in Bonis conferendis Authoritate.

Art. XXXIII. Ne circa Palatinalem & simul Locumtenentialem in conferendis quibusvis Deficientium & Notoriorum Bonis, Authoritatem, ulterioribus amodo deinceps disputationibus locus sit, sancitum est; Ut Palatini, & simul Locumtenentes, Jus Collationis Jurium, seu Bonorum Possessionariorum immobilium, ad ejusmodi Deficientes, aut Notorios spectantium, juxta Articulum 30. Anni 1659. & normam in folio Decretali 108. seu Constitutione Anni 1446. contentam, absque tamen ejusmodi Bonorum partitione, vel divisione, aut Juris tertii, utpote Dotalitiorum, Vidualium, Capilarium, Debitorum, vel etiam Divisionis, amodo etiam imposterum, pro Personis de Rege & Regno benemeritis, continuare possint; Salva pro Fisco Regio Palatinales Donationes ultra triginta duarum Sessionum numerum, antehac etiam observari solitum, vel justum earundem valorem, emanatas, judicialiter coram Domino Judice Curiæ Regiæ, impugnandi, & evertendi facultate permanente: ad evitandas porro quasvis Lites & Confusiones, quæ nonnunquam ex Concursu Impetrantium, aliorum quidam ad Regiam Majestatem, aliorum vero ad Palatinum, qua etiam Locumtenentem, pro quarumpiam Caducitatum Collatione recurrentium, & Donationes obtinentium, evenire solent; non secus pro informatione etiam Fisci Regii, ac ejusdem notitia, suique directione, amodo imposterum Palatini & Locumtenentes, universas & quaslibet, super Jure Regio-Collationales, quibuscunque fiendas, in genuinis paribus, per Cancellariam Regiam Hungaricam Aulicam, cum Cameris Regiis, quamprimum, ac ad summum intra annualem revolutionem communicare, aut Impetratores idipsum facere tenebuntur: sub nullitate ejusmodi Collationis, ipso facto, nunc pro tunc declarata & statuta.

De Cumanis, Jazigibus & Philistæis.

Art. XXXIV. Tametsi Cumani & Philistæi, superioribus temporibus, Inclyto Ordini Teutonico, pro certa pecuniæ Summa, ad publicas necessitates anticipata, exemplo in aliis quoque Coronalibus Bonis antehac non inusitato, venditi fuissent; Quia tamen prælibatus Ordo ad efficacem Statuum & Ordinum in oppositum factam repræsentationem, & Commissionis Regiæ eatenus delegatæ interpositionem, quæsito emptionis perennalis Juri, se promptum cedere, & renuntiare declaravit, dummodo de pecuniariæ Summæ, per Eundem depositæ rehabitatione assecuretur. Ob hoc nonnisi inscriptio, seu pignoratitio Jure, ac titulo, usque ad integralem per Eundem anticipatæ Summæ, ex ineundo cum Cameris Regiis Computu eruendæ depositionem, & restitutionem, in eorundem Cumanorum totali Possessione, & fructuum perceptione relinquitur & stabilitur; Cujus quidem Inscriptionalis ac pignoratitiæ Summæ refusio, adeoque & Bonorum Coronalium pro Communi Regni Commodo & Emolumen-

to

to abalienatorum reluitio, quamvis ex sensu, & paritate Articuli 22. 1715
Anni 1608. ante Coronationem, solis Regni Statibus incumbere videatur; Ad humilimam nihilominus eorundem Instantiam, Sua Majestas Sacratissima, ratam ejusdem Summæ medietatem, in Fiscum & Ærarium Suum Regium, clementer assumit, & in alterius medietatis per Status & Ordines deponendæ Concursum, illam etiam pecuniæ Quottam, quam vigore Articuli 10. modernæ Diætæ, pro Bonis Neo-Acquisticis, in recognitionem tam sumptuosæ eorundem recuperationis præstare deberent, iisdem ex speciali sua gratia applicandam benigne concedit, residua, quæ desiderabitur Summa, per ipsos Status ex communibus Regni mediis, supplenda. Quibus Summis & Mediis pecuniariis ab utrinque congestis, & antelato Ordini Teutonico in eliberationem & redemptionem Cumanorum, quantocius, (& proxime, in termino, ex mutua cum præfato Ordine Conventione præfigendo, non tamen ultra triennium prorogando, exolutis & restitutis: Iidem Cumani & Jaziges, vigore positivarum Regni Legum usu etiam reali firmatarum, Judicatui Palatinali cum suis Immunitatibus, & Privilegiis, juxta sensum etiam Articuli 44. Anni 1655. rea pro tunc pplicabuntur, & pro reapplicatis ex nunc ipso facto declarantur. Quantum porro ad Ruthenos Nagy & Kis Orosziensés, quorum Conditio longe diversa esset, quam Cumanorum: Hinc licet ipsi, velut inter Bona Coronalia minus comprehensi, legitime alienari potuerint, cum tamen per Caducitatem & Defectum Donatarii, seu Imperatoris, ad Fiscum Regium iterum rediverint; Ideo, ut Jure Fiscali per Cameram Regiam Hungaricam adinstar aliorum Bonorum Fiscalium possideantur, conclusum est.

De Media Tricesima, & certo Vectigali Salis.

Art. XXXV. Dispositionem Proventuum, Articulo 15. Anni 1681. specificatorum, Sacratissima Sua Majestate ex ratione moderni temporis ad futuram Regni Diætam remittente, confiniorum etiam Provisio, & alia necessaria ex benigno ejusdem assensu ad feliciora tempora dilata sunt.

De libera in Civitatibus Magistratuali Electione, Articuli 78. Anni 1647. extensione, & ab ea modalitate in contextu præsentis Articuli comprehensæ Civitatis Soproniensis exceptione.

Art. XXXVI. Sicut omnes Regias ac Liberas, Montanasque Civitates, in ceeepto Jurium, Libertatum & Privilegiorum legitime obtentorum usu, posthac etiam conservandas, sic penes Easdem, & Eadem memoratas omnes Civitates, in libera Magistratuali electione imperturbate relinquendas, & neque Commissionibus Cameralibus onerandas aut impediendas esse statuitur, solo casu necessitatis excepto, qui si intercurrerit, de Convenientia Regiæ Majestatis, qua omnium Civitatum Domini Terrestris erit, Magistratuali earum Civitatum Ordini, ac Politicæ & Justitiariæ Administrationi invigilare, ejusmodique

1715 diqueCommissiones, absque ulla ad determinatum aliquod tempus restrictione, pro exigentia necessitatis ordinare. Ad tollendas vero frequentes & gravissimas contra prænotatas Civitates expositas querelas, annuente Sua Majestate Regia, Status & Ordines, Articulum 78. Anni 1647. ad omnes Regias & Liberas Montanasque Civitates extendunt; respectu nihilominus vinorum extraneorum, semper,& ubique tanto magis aperto Belli tempore,tutioris etiam Conservationis gratia, absque omni pensione liberam inductionem & eductionem per easdem Civitates admittendam concluserunt,non tamen Educillationem,aut Vasatim fiendam divenditionem, ubi in usu non fuit. Cum autem Civitas Soproniensis in Territorio suo procreatorum Vinorum educillationem, & Vasatim quoque fiendam divenditionem semper admisit; ita amodo imposterum admittere tenebitur: Vinorum autem extra territorium Civitatis procreatorum, juxta antiquam & continuam ejusdem observationem, ex quo sola eadem Civitas, in solo præcipue vino, ejusque distractione suam haberet sustentationem, ex peculiari etiam sub his motibus contestatæ fidelitatis consideratione, Vasatim fiendam divenditionem, & educillationem admittere non erit obligata; Nihilominus horum quoque extraneorum Vinorum pro potu mensali Nobilium inductionem, prævia consueta requisitione, imposterum quoque admittere tenebitur, neque Currus eorundem cum tali Vino adventantes, ultra tempus insinuationis apud Consulem fiendæ, conveniens, ad Portas Suburbii detinebit.

De Civitatibus Buda, Pest, Strigonio, Albaregali & Szegedino.

Art. XXXVII. Licet quidem Regiæ, & Liberæ Civitates Buda, Pest, Albaregalis, Strigonium, & Szegedinum, alias justis Cæsareo-Regiis Armis e Turcica potestate ereptæ, ac Civibus antiquis, eorum Posteritate penitus destitutæ, denuo vero non nisi novis Incolis populatæ, ex Gratia & Clementia Regia Privilegiis sufficienter donatæ essent; Nihilominus Sua Majestas Regia, accepta de ulterioribus earundem Civitatum Petitis informatione, instituto eatenus examine,ad demissam Statuum & Ordinum supplicationem, pro exigentia Rei, & circumstantia temporis, ulteriorem adhuc reflexionem habere, & Gratiam iisdem demonstrare velle, benigne resolvit.

De Loco Conservationis Sacræ Regni Coronæ, & Electione Conservatorum Ejusdem.

Art. XXXVIII. Sacram Regni Coronam cujus suis accessoriis in Regno Hungariæ, loco legaliter destinato Posoniensi asservandam, eamque non alio, quam ingruentis periculi, aut necessitatis Casu, cum præscitu Domini Palatini abinde transferendam, annuente Sua Majestate, decretum est: Pro Conservatoribus vero Ejusdem, in locum condam Comitis Christophori Erdödy, & Comitis Nicolai Palffy Junioris, Comitem Seniorem Nicolaum Palffy ab Erdöd, & alterum Comitem Adamum a Kollonich, veluti Personas, de Rege & Regno

Regno benemeritas, & ex benigna Provisione Regia, usque in præsens eodem officio actualiter functos, Status etiam & Ordines communibus Votis, erga præviam Sacræ Regiæ Majestatis Candidationem, & depositum per Eos Juramentum, elegerunt & confirmarunt. 1715
Quoniam vero per præfati Domini Comitis Nicolai Palffy Senioris Palatinalem Dignitatem, Officium Conservatoratus Sacræ Coronæ iterum legitime vacare contigisset, in locumque ejusdem, erga præviam Suæ Majestatis legalem Candidationem, unanimi Voto & Consensu Statuum & Ordinum, Dominus Comes Thomas de Nadasd, fidelibus suis meritis id exigentibus, rite suffectus esset, sonsuetumque juxta subnexam formulam Juramentum, coram Regio Domino Commissario, per suam Majestatem eotum absentem, ad id specialiter delegato, ac Statibus & Ordinibus deposuisset; Ideo tam prælibatus Dominus Palatinus, quam Hæredes dicti condam Comitis Christophori Erdödy, nec non etiam Successores præfati Junioris Comitis Nicolai Palffy, super resignatione Clavium, ad eandem Coronam spectantium, quietantur. Et quia Officium Præsidis Cameræ Hungaricæ, nullam cum Officio Conservatoratus Sacræ Regni Coronæ habere videtur incompatibilitatem, & aliunde Articulus 35. Anni 1681. eatenus in realem usum haud venisset: Hinc, quatenus Præsides quoque Cameræ Hungaricæ, attamen Hungari ad præfatum Conservatoratus Officium, non obstante tenore prænotati Articuli 35. prævia per Majestatem Regiam legali Candidatione, per Status & Ordines eligi possint; Qui prævio modo eligendi, Juramentum quidem, coram Sua Majestate Sacratissima, & Statibus Regni, ii vero, quos Jure Administrationis idem Officium adipisci contigerit, more hactenus observato, deponere obligentur; Eorum vero in utroque casu Installatio, juxta receptum continuum usum, penes Regiam Cameram Hungaricam maneat, conclusum est.

Formula Juramenti.

Ego N. N. Conservator Sacræ Regni Hungariæ Coronæ, prævia Suæ Majestatis Sacratissimæ Candidatione, per Regnum rite electus, ac per Suam Majestatem Sacratissimam Dominum nostrum Clementissimum benignissime confirmatus; Juro per DEUM vivum, ac per Beatissimam DEI Genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos & Electos DEI: Quod Ego Sacram Regni Hungariæ Coronam, & reliqua Clenodia Regia, ac Regni, penes ipsam simul in Conservatorio existentia, pro posse meo, præsertim dum mea series fuerit, diligenter ac fideliter custodiam & conservabo, Milites, Ejusdem Coronæ Custodes, ad diligentem, & fidelem Custodiam commonebo, ac in bona ejusdem custodienda disciplina conservabo, Ipsamque Sacram Coronam & Clenodia Regia, ac Regni, penes eandem habita, nulla arte, nullo dolo vel fraude, nullisque viis & mediis, a Regno, & Rege legitime Coronato, abalienabo; Sic me DEUS adjuvet, Beatissima Virgo MARIA, & omnes Sancti.

1715 Pro rectificatione Metarum cum Vicinis Provinciis, Commissarii denominantur.

Art. XXXIX. Quandoquidem ad demissam Statuum & Ordinum Instantiam, in Metarum, inter Vicinarum Provinciarum, & Regni Hungariæ Limites, multis retroactis Annis Controversarum Reambulatione effectuanda, Sacra Cæsarea Regiaque Majestas clementer admisisset, ut stante præsenti Diæta denominentur Commissarii, qui ejusmodi Reambulationem justo modo concludant, conclusamque pro ratificatione Eidem Cæsareo-Regiæ Majestati humillime referant, super hactenus decisis vero, ac ab Executione duntaxat pendentibus Metarum Revisionibus, comperta rei veritate, Statibus & Ordinibus Justitiæ complementum administrari clementissime obtulisset. Quapropter ex parte hujus Regni, renovatis Articulis 23. 1681. & 15. 1687. eum in finem Commissarii denominantur. Circa Austriam, quorsum spectabit & Controversia inter Bona Köpcsen, & Farkas-falva recenter exorta, Episcopus Nitriensis Dominus Comes Ladislaus Adamus Erdödy; Princeps Michaël Esterhazy Curiæ Regiæ Magister: ac præterea Palatinalis Protonotarius, & Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis Consiliarius, Magister Stephanus Nagy; Item Josephus Sigray, Tabulæ Judiciariæ Assessor; & pro tempore constituti Soproniensis, & Mossoniensis Comitatuum Vice-Comites. Circa Moraviam: Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Stephanus Kohary, Judex Curiæ Regiæ, & Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis Intimus Consiliarius; ac Andreas Kürtösy, electus Episcopus Tragurienfis; Magnifici Barones Joannes Horvath Simonchics, Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenens, & Sacræ Cæsareæ, ac Regiæ Majestatis Consiliarius; Vice-Palatinus Andreas Hunyadi; Item Magister Andreas Dubniczky, Personalis Præsentiæ in Judiciis Domini Locumtenentis & Consiliarii Protonotarius, ambo Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii; & Vice-Comites Comitatuum Posoniensis, Nitriensis, & Trenchiniensis. Circa Silesiam: Ecellentissimus ac Illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Illeshazy, perpetuus a Trenchin, ejusdemque & Liptoviensis Comitatuum supremus ac perpetuus Comes, Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis intimus actualis Consiliarius, & per Regnum Hungariæ Aulæ Cancellarius; Episcopus Almisiensis Ladislaus Pyber; & alter Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis & Consiliarii Protonotarius, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarius Magister Franciscus Szluha; Nicolaus Jeszenszky, Juratus Assessor Tabulæ Judiciariæ Regiæ; nec non Turocziensis, & Arvensis Comitatuum Vice-Comites. Circa Styriam: Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Comes Alexander Erdödy, Comitatus Castriferrei supremus Comes, & Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Majestatis intimus Consiliarius; antelatus Magister Protonotarius Palatinalis; Josephus Sigray, nec non Castriferrei, Szaladiensis, & Simegiensis Comitatuum Vice-Comites; Circa Styriam ex parte Croatiæ, & Carnioliam: Excellentissi-

tiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Epiſcopus Zagrabienſis Comes Emericus Eſzterhazy, vel eo impedito, Epiſcopus Boſnenſis Georgius Patachich; Comes Petrus Keglevich; item Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Magiſter Protonotarius; præterea unus ex Vice-Comitibus Comitatus Zagrabienſis. Circa demum Poloniam: Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Archi-epiſcopus Colocenſis, Comes Emericus Cſaky: Item Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Comes Sigiſmundus Cſaky, Tavernicorum Regalium Magiſter, ambo Sacræ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtatis intimi Conſiliarii; Comes Michaël Petheö, Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarius, Camerarius, & Comitatus Zemplinienſis ſupremus Comes; Stephanus Barlok, Vice-Judex Curiæ Regiæ; Magiſter Joannes Szent-Ivany, Judicis Curiæ Regiæ Protonotarius; nec non Scepuſienſis, Saaroſienſis, Zemplinienſis, Unghenſis, Bereghienſis, & Ugocſa Comitatuum Vice-Comites. Circa Tranſylvaniam: Illuſtriſſimus Dominus Epiſcopus Cſanadienſis, Comes Ladislaus Nadaſdy; Illuſtriſſimus Dominus Comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magiſter; præfati Stephanus Barlok & Joannes Szent-Ivany, ac Szatthmarienſis, Biharienſis, Kraſnenſis, Mediocris Szolnok, & Zarandienſis Comitatuum Vice-Comites; Ubique pro Intereſſe Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, & Coronæ in præmiſſis, uno ex Conſiliariis Cameræ Hungaricæ, & Cauſarum Regalium Directore, aut ejuſdem Subſtituto, præſentibus. Qui quidem Commiſſarii, hancce ex benigna Majeſtatis Suæ Cæſareo-Regiæ annuentia ſibi delegatam Rectificationis Metarum Provinciam, cum aliis ex parte vicinarum Provinciarum per Suam Majeſtatem benigne delegandis Commiſſariis, præfixo ſuperinde Termino, elargiendiſque neceſſariis Mandatis, modalitate in Articulo 15. Anni 1687. & aliis ibidem citatis Legibus ſpecificata, optato jam tandem effectui mancipare, & illa etiam, quæ a finali duntaxat Sententiæ Executione dependerent, prævia Suæ Majeſtatis Ratificatione, pro deſiderata Statuum Conſolatione, abſque ulteriori protelatione effectuare poſſint.

De Metarum inter Comitatum Simegienſem, & Baranienſem, nec non Regnum Sclavoniæ controverſarum Reviſione & Deciſione.

Art. XL. Circa Differentias & Controverſias, quæ Occaſione Metarum per defluentiam Dravi, inter Comitatum Simegienſem & Baranienſem, nec non Sclavoniam; item quæ inter Biharienſem, & Bekeſienſem, præterea Tolnenſem, & vicinos alios quoſcunque Comitatus; non ſecus & illas, quæ inter Dominium Murnay, & Lypto-Uyvar exortæ eſſent & haberentur, ſtatutum eſt: Ut Dominus Regni Palatinus, auditis Partibus, & ubi intereſſatus eſſet, etiam Fiſco Regio, obſervatiſque Literarum Collationalium Conditionibus, eaſdem ſimilitudine Articulorum 19. & 20. Anni 1635. hic loci renovatorum revideat, & ſecundum Juſtitiam finaliter decidat, ſimul-

1715 que Controversiam Jurisdictionalem, inter Comitatus Borsodiensem, & Hevesiensem, ratione Oppidi Agriensis, & Incolarum Possessionis Felnemethi vigentem si medio tempore quoquomodo accommodari nequiret, cognoscere, & juxta antiquos Limites decidere, & cuilibet Comitatui pro sua rata subjicere possit.

Pax cum Turcis, & alia Negotia Regni, per Hungaros tractentur.

Art. XLI. Siquidem ad mentem Legum Regni, ea, quæ pacem publicam, & alia Negotia Hungarica concernunt, cum Consilio Hungarico tractanda & concludenda, ac demum cum reliquis Regnicolis communicanda, essent; benigne Sua Cæsareo-Regia Majestas annuit, renovato Articulo 4. Anni 1681. aliisque inibi citatis, ad secuturos in futurum cum Porta Ottomannica Tractatus, ac alia etiam Regni negotia, Fidelium & idoneorum Hungarorum opera Se usuram fore.

Generalatus per Hungariam, ad Confinia transferri desiderantur.

Art. XLII. Ex quo post conclusam cum Turcis novissimam Pacem, per victricia Cæsareo-Regiæ Majestatis arma, Fines, & Limites Regni Hungariæ antiqui, a potiori recuperati, Hostisque naturalis ad Remotiora pulsus esset, Status & Ordines Suæ Majestati Cæsareo-Regiæ demisse supplicarunt, ut Cassoviensis, Cis- & Trans-Danubialis, item Jauriensis, Comaromiensis, ac alii etiam Generalatus, ad Fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur; Quia tamen enarratorum Generalatuum translatio, matura Consideratione, diuturniorique elaboratione egeret: Ideo Sua Regia Majestas benigne resolvit, eum Se inituram esse modum, ut tam huic Regno Hungariæ, quam toti Christianitati, cujus hoc in negotio Salus æque versaretur, optime provisum sit.

De Militiæ Cæsareo-Regiæ Excessibus, ac eatenus danda Damnificatis Satisfactione.

Art. XLIII. Siquidem contra Militiam Suæ Majestatis, & ejus Excessus copiosæ propositæ fuissent querelæ, in Statuum & Ordinum gravaminibus uberius specificatæ, in eo præsertim: quod Militia eadem, jam in Bona, vel Jurisdictionem, jam in ipsas etiam Regnicolarum personas involare, easdemque vituperiis, Aresto, imo etiam subinde verberibus afficere, nil pensi duxisset; Diversas etiam pensiones, & vectigalia, in fluviis, & pontibus hinc inde per Regnum extorquendo, & Educilla ac Macella in præjudicium Dominorum Terrestrium, vel Magistratuum Civilium erigendo; Quemadmodum & in Jauriensi Fotalitio, ex vi recenter initi cum Nobilibus, & Civibus ejusdem Loci Contractus, nomine Regalium, præjudiciosæ exactio-

exactiones fieri consuevissent; Ideo ad impediendam ejusmodi Militis & Officialium licentiam, cum benigna Suæ Majestatis annuentia, quæ Militaris disciplinæ Observantiam, seriis Mandatis, & Edictis Suis clementer ordinaturam resolvit, statuitur; Ut Milites & Officiales in præmissis excedentes, Damnificatis omnimodam satisfactionem impendere, amodo autem imposterum, ab iisdem abstinere debeant & teneantur: Quodsi autem enarrati, vel alii etiam intercedentes Excessus, & damna committerentur, illi sub refusione Damnorum, a Contravenientibus desumentur. Ac insuper Excedentes, juxta novissimas Leges, modalitate quippe in Articulo 22. Anni 1681. contenta, corrigantur & puniantur. Ut præterea immunitas Quarteriorum & Militarium Condescensionum, in Arcibus, Castellis, Curiis Nobilitaribus, Plebaniis, Scholis, Beneficiis Ecclesiasticis, nec non Montanis, in quibus videlicet Fodinarum Cultura exercetur Civitatibus, nisi respectu harum, ratio temporis aliud exigat, observetur, æque de Annuentia Suæ Majestatis concluditur: Respectu autem Contractus Jauriensis ordinata est Commissio, ut prævia Causæ Cognitione, Justitia administretur: Ad cujus Effectum penes Cæsareo-Regios Commissarios, a Statibus & Ordinibus sunt denominati, Reverendissimus & Excellentissimi Domini Comites Emericus Csaky, Archi-Episcopus Colocensis, & Stephanus Kohary Judex Curiæ Regiæ; Item Illustrissimus & Reverendissimus D. Otto Joannes Baptista Comes a Volkra, Episcopus Weszprimiensis; Baro Joannes Horvath Simonchics, Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenens, & Consiliarius; Et Paladinalis, ac Judicis Curiæ Protonotarii; Item Josephus Sigray, Tabulæ Judiciariæ Regiæ Assessor; Leonardus Morocz, & Paulus Okolicsani ea ipsis attributa Facultate, ut ad normam Articulorum 26. Anni 1618, & 20. Anni 1681. dictam Causam revidere, decidere, & pro Ratificatione, Suæ Majestati Cæsareo-Regiæ reportare possint & debeant. 1715

De Domino Csak-tornya & Bonis Zriniano- & Frangepaniano-Fiscalibus, per Græcensem, seu Styriacam Cameram Possessis.

Art. XLIV. Cum Sua Majestas Sacratissima benigne declarasset Dominium Csaktornya, cum reliquis Zriniano- & Frangepaniano-Fiscalibus Bonis per Cameram Græcensem, non qua Communitatem, sed pro Duce Styriæ Privatorum Jure possideri: Hinc statuitur: Quod hujusmodi Bona, seu eorum Possessores, ac Officiales (sicut in aliis Fiscalibus Bonis) Legibus, Oneribus & Jurisdictioni Regni subesse debeant.

Super Redemptione Tredecim Oppidorum Scepusiensium.

Art. XLV. Articuli super Tredecim Oppidorum Scepusiensium, & Arcis ac Dominii Lublo redemptione hactenus sanciti, annuente Sua Majestate, iterum confirmantur, & renovantur.

1715 Turoczienfis Comitatus Novum Sigillum.

Art. XLVI. Quoniam autem Occafione illa dum Egregii condam Melchior Rakovfzki, & Chriftophorus, Egregii Pauli Okolicfany Filius, velut Comitatus Turoczienfis ad præattactum nefariæ Factionis Rakoczianæ Conventum Onodienfem Deputati, propterea, quod pro reconciliatione cum Cæfareo-Regia Majeftate fienda diverfis Argumentis, Exemplis, & Rationibus fcripto porrectis inftitisfent, ac diram fub iis Tumultibus Nobilitaris Prærogativæ læfionem, & miferæ etiam Plebis infupportabilem oppreffionem declaraffent, horrendo, & vel memoratu etiam terribili modo, dictus quidem Rakovfzki in inftanti publice, in ipfo Conventiculo, & celebrata ejusdem Seffione tumultuarie interfectus, præfatus autem Chriftophorus, mentionati Pauli Okolicfany Filius, tametfi ibidem lætaliter fauciatus, triduo nihilominus expoft Capite truncatus; fed & complures alii e gremio ejufdem Comitatus Magnates, & Nobiles, præfertim vero præfatus Paulus Okolicfany (cui prænotatæ reconciliationis poftulatio præprimis adfcribebatur) in durum areftum, & carceres tracti fuiffent, memoratus Comitatus Turoczienfis, violatæ deteftandæ Confœderationis reus acclamatus, defcripto & confracto ejufdem vexillo, Sigillo etiam fuo privatus, & fpoliatus effet. Ob hoc ad demiffam antelati Comitatus Turoczienfis Inftantiam, medio fuorum ad modernam Generalem Regni Diætam Ablegatorum, utpote præfati Pauli Okolicfany, & Jofephi Hufzar factam, benigne annuente Sua Mejeftate Sacratiffima, determinatum eft; ut non folum fuper novo Sigillo, quod eidem Comitatui jam clementer conceffum eft, emanati benigni Privilegii, verum prædeclarati etiam Tragici Cafus, in perpetuam memoriam, fpeciali hocce Articulo fieret mentio, per quam tamen fpecialem mentionem, aliorum non fingillatim nominatorum, paribus, vel majoribus meritis nihil derogatum cenferi debet; eo per expreffum declarato, ut univerfæ Expeditiones, feu Literæ, in dicto Comitatu nomine ejufdem, a die, quo priori Sigillo fpoliatus fuit, emanatæ, prævio examine & revifione fub congregatione ipfius Comitatus fienda, novo Sigillo corroborentur; alioquin pro invigorofis habeantur, ac idipfum de aliorum quoque Comitatuum fimilibus Expeditionibus, occafione recenter fopitorum motuum emanatis, ubi non fub priori authentico Sigillo quæpiam Expeditiones extradatæ fuiffent, intelligendum decernitur.

De Diurnis Ablegatorum ad Diætam.

Art. XLVII. Statutum etiam eft, ut nuncii, feu ablegati ad Diætam, qui ordinarie, vel tutioris duntaxat permanfionis gratia Pofonii habitarunt, Illi a die Celebrationis ipfius Diætæ, feu benignarum Præpofitionum Regiarum Exhibitionis, pro diebus continuatarum Seffionum, alii vero, & quidem tales, qui non alio fine, quam ad Diætam ex diverfis locis Pofonium fe conferre debuerunt, a die Motionis, toto fub eadem Diæta ibidem fubfiftentiæ tempore, nifi interrupta

rupta Diæta securitatem Domum redeundi habuissent, sua Diurna libere prætendere, & Comitatus ad concursum Exsolutionis eorundem, inclusis Dominorum Prælatorum, Magnatum, ac hujusmodi Viduarum Bonis, qui, & quæ, nec per se, nec per Ablegatos ad Diætum comparuerunt, salva legali pœna, attrahere, & conscientiose limitare valeant, suis Ablegatis Diurna persolvere teneantur. 1715

De Pœna Malefactores Dimittentium, & Gratiis vitæ per solam Regiam Majestatem conferendis.

Art. XLVIII. Ex quo nonnulli Jus Gladii habentes, Privilegio suo abuti, & Malefactores impune, & sponte dimittendo, læsos damnificasse perhiberentur; Idcirco sancitum est, ut renovatis Titulo 12. Partis primæ, item Articulo 38. Matthiæ Regis Decreti Sexti, nec non 19. Uladislai Decreti secundi, Articulo 38. Anni 1655. & 41. Anni 1563. Pars læsa injuriam, & damna, sibi per dimissum malefactorem illata, contra ejusmodi Dimissorem legaliter coram Comitatu acquirere valeat. Ad amissionem vero Privilegii, & Officiorum, Fiscus Regius, coram Domino Palatino procedere possit; Gratiarum dispensatione, soli Regiæ Majestati propria, penes supremam Ejusdem Authoritatem intaminate semper permanente.

Amnystia pro Reducibus ad terminum per Szatthmariensem Compositionem præfixum, & Proscriptio aliorum, qui ad eundem terminum non redierunt.

Art. XLIX. Tametsi novissimæ Rebellionis Capita, Rakoczius, & Berchenius, nec non universi & singuli cujuscunque Status & Conditionis eorundem Asseclæ, ante initam Szatthmariensem compositionem, Diætaliter proscripti, pro talibusque pronunciati, & declarati fuissent; quia nihilominus Sua Cæsareo-Regia Majestas, pro ingenita Austriacorum Principum Pietate, & Clementia, seposita etiam plurimorum Millionum Suæ damnificationis reflexione, ex solo unionis Animorum, desideratæque Pacis celerioris consecutionis motivo, rigorem hujusmodi Proscriptionis, per eandem Compositionem Szattmariensem temperare dignata est, quam ex benignissima Sacratissimæ Cæsareo-Regiæ Majestatis Plenipotentia, solita sua virtute, & solerti prudentia militari, atque in rebus gerendis habita dexteritate, pro plenario Suæ Majestatis Sacratissimæ Contento, Ejusdemque Clementissima in omnibus punctis & Clausulis Ratificatione, Excellentissimus Dominus Comes Joannes Palffy, Generalis Campi Mareschallus, & Inclytæ Cæsareo-Regiæ Militiæ per Hungariam Commendans, ac Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Banus feliciter exoperatus est. Et licet eandem ratificationem, Sua Sacratissima Majestas, aliis etiam benignissimis Patentibus suis, palam facere dignata sit, tenore quarum iisdem Capitibus, atque Universis & Singulis eorundem Asseclis, non modo qui mox,

1715 & in instanti eotum, ad debitam Regiæ Majestati fidem, & fidelitatem, sed & aliis, si ad terminum occasione memoratæ compositionis Szatthmariensis præfixum rediissent generalem amnystiam, cum vitæ & bonorum gratia, omniumque excessuum, & damnorum, tam Regiæ Majestati, quam ejus fidelibus illatorum perpetua oblivione, clementer elargita fuisset; Quia tamen ad præfixum terminum, consequenterque amplectendam amnystiam, & gratiam, ipse Rakoczius & Berchenius, ac nonnulli etiam alii non rediissent, imo in nefando atrocis perduellionis crimine, in præsens etiam pertinaciter perseverarent; ideo universi, & singuli, qui se usque ad prænotatum terminum absentarunt, vel modalitate prævia non rediverunt, adeoque etiam de præsenti abessent, una cum suis prænominatis capitibus, & antesignanis, tanquam legitimi sui Regis, & patriæ publici hostes perduelles, veræque libertatis eversores, vi præsentis statuti legitime proscripti, & ubique ad infligendam ipsis demeritam juris pœnam persequendi, & captivandi: Bona vero eorundem mobilia & immobilia universa, fisco Regio applicanda decernuntur, & declarantur; Cum quibus omnis correspondentia, & commercium, de simplici, & plano, universis & singulis regnicolis sub pœna criminis læsæ Majestatis interdicitur. Illi vero omnes, qui occasione præfatæ compositionis, vel ante terminum eotum præfixum, aut etiam ante ipsam compositionem & in præsens usque redierunt, ac juramentum fidelitatis deposuerunt, ab eadem proscriptione absoluti, & insuper generalis hujusmodi amnystiæ, & gratiæ Cæsareo-Regiæ, juxta tractatum eundem Szatthmariensem participes efficiuntur: Hoc nihilominus hic loci annexo, ut res mobiles sub his motibus ammissæ, & actu extantes, a possessoribus earundem, per priores Dominos, motibus iisdem non implicitos, via juris acquiri possint; ac insuper, ut officiales Comitatuum, provisores bonorum, ac etiam administratores bonorum, & proventuum cameralium, & his similes, qui nimirum publico, vel privato, alieno tamen nomine, bona vel proventus suæ fidei concreditos administrarunt (in quantum videlicet a Principalibus suis vel absoluti non essent, vel in publicum illius temporis institutum, sive Principalium suorum usum, proventus ejusmodi se convertisse probare non possent) reddendis rationibus ad instar aliorum officialium, in benignis etiam amnistialibus exceptorum, subjiciantur.

Tricesimatores pro Nunciis electi ad Diætam admittuntur.

Art. L. Item conclusum est, quod si qui Tricesimatorum amodo imposterum per illos qui ad Diætas per regales vocantur, pro ablegatis nunciis eligerentur, & Camera Hungarica sine dispendio servitii Regii munia ejusmodi ablegationis subire posse indulserit, ut exemplo Articuli 61. Anni 1655. ablegati, seu Nuncii ad Diætam eligi & mitti possint.

1715

De amittendo Intereſſe, ſi ultra ſex per Centum obligetur.

Art. LI. Quandoquidem plurimi, ſalutis & charitatis immemores, uſurariæ pravitati & avaritiæ dediti, ſuper pecuniis ſuis mutuo erogatis, nomine intereſſe, vel lucri ceſſantis, aut titulo diſcretionis, de ſimilibus ſuis elocatis capitalibus, admiſſo legali ſex per centum intereſſe non contentantur, ſed ſibi octo, decem, & plures etiam pro cento florenos, nomine intereſſe, aut etiam cujuscunque diſcretionis titulo obligari, & exſolvi procurent; Ad tollendam proinde uſurariam pravitatem & avaritiam, benigne Sua Majeſtate reſolvente, ſtatutum eſt: ut amodo impoſterum nemini liceat pecunias ſuas ad intereſſe ultra ſex per centum annuatim pendendum elocare, aut hactenus elocatas ultra continuare, adeoque ex nunc deinceps præter hoc legale Intereſſe, nullo titulo, etiam diſcretionis, ſive in pecuniis, ſive victualibus, aut aliis quibusvis rebus, a debitore quidpiam accipere, vel exigere; Contravenientes vero, cujuscunque ſint conditionis, characteris, & nationis homines, ad expoſitionem Fiſci Regii, comperta rei veritate, in amiſſione ejusmodi ſtipulati Intereſſe, vel diſcretionis, per competentem ipſius capitalis deſumendi judicem, ipſo facto convincantur; Cujus quidem adjudicandi Intereſſe & diſcretionum duæ partes, ipſo Fiſco Regio, una vero tertialitas cuicunque denuncianti cedere debebit.

De Debitis activis, & paſſivis, ac Intereſſe, eorumque exſolutionis modo.

Art. LII. Quoniam durantibus inteſtinæ Rakoczianæ factionis temporibus, univerſi & ſinguli in debita Cæſareo-Regiæ Majeſtatis Fidelitate perſeverantes, omnibus bonis ſuis eorundemque fructibus privati, extra regnum, a potiori gravi mutuato alieno ære ad uſuras levato victitare, ſedatis vero iisdem motibus, præattactorum bonorum ſuorum maximam ruinam conſpicere neceſſitati fuiſſent. Idcirco Sua Majeſtate annuente ſtatutum eſt: ut ejuſcemodi debitores, qui ſub præinſinuatis tumultibus in homagiali Regiæ Majeſtatis conſtanti fidelitate perſtiterunt, & ob id bonis ſuis caruerunt, ab omnium cujusvis ſortis capitalium, per eosdem ante præfatos tumultus, a quibusvis etiam communitatibus Eccleſiaſticis, vel Religioſis, aut aliis privatis perſonis levatorum, ſolvendo intereſſe, ab Anno 1702. incluſive, usque ad Annum 1710. itidem incluſive proveniente, & præprimis quidem talibus creditoribus, qui neſarias partes Rakoczianas ſecuti, vel ſolummodo ſub ejus poteſtate exiſtentes & ſubjecti, bonorum tamen ſuorum poſſeſſione gaviſi fuiſſent, reſtante (tametſi Fiſcus Regius in ejusmodi creditoris bonis ſuccederet) etiam in præmium conteſtatæ fidelitatis prorſus immunes & abſoluti habeantur: Sola capitalium ſummarum, modalitate ab infra declarata fienda perſolutione ſalva permanente. Quæ vero debita ſeu capitalia, a prænotato An. 1702. usque ad An. 1710. incluſive, apud creditores, ſive nationales, ſive Extraneos contracta ſunt, reſpectu horum, tum quoad capitale, tum etiam intereſſe, ſolutio, ſecundum

1715 cundum continentias obligatoriarum præstari debebit. Alia vero debita, quæ ante præfatum An. 1702. inter partes prædeclaratas contracta fuissent, in talibus, capitalium quidem (quæ mille florenos excederent) exactio & solutio, usque ad triennium, ab artic. præsentium publicatione computandum prorogetur; ita tamen, ut de capitali interea non periclitando, debitor creditori sufficientem securitatem præstare, & interesse currens pro rato temporis administrare, restans vero pro motuum annis, modalitate infra notata, intra idem triennium exolvere teneatur; Census vero seu Interesse ab ejusmodi capitalibus, pro præteritis Annis proveniens & restans, in quantum videlicet necdum persolutum fuisset, non nisi pro dimidia sui, & temporis restantis parte exigi possit. Salvis tamen novis conventionibus partium, medio tempore, & eatenus fors in contrarium, præsertim inter clerum, & seculares debitores, occasione summarum fundationalium, de medio interesse universaliter pro prænotatis Annis præstando initis, in futurum etiam observandis. Hæc tamen de illis duntaxat debitoribus, qui extra usum & possessionem bonorum suorum a potiori manserunt, non vero de illis, qui bona creditoribus obligata pacifice possederunt, intelligenda, & ad tales etiam dominos terrestres, ac decimarum arendatores extendenda sunt, qui nullam propter motus decimam, vigore consuetæ Arendationis exigere & percipere potuerunt, ut & ii pro talibus annis ab arendæ solutione immunes censerentur: Denique a rebellibus in præsens usque contumacibus, per fideles contractorum capitalium, una cum restanti interesse, aliunde Fisco Regio de jure competentium, fidelibus debitoribus semet insinuaturis, & contracta similia debita repræsentaturis, non solum benignam reflexionem, sed pro condigno, in quantum fieri poterit, consolationem, ac Regiam quoque munificentiam, Sua Majestas clementissime appromittit. Demum quælibet capitalia, aut res mobiles eorum, qui præteritis motibus impliciti fuerunt, sub tempus illud, antequam ad fidelitatem redivissent, ac generalem postremam amnystiam consecuti fuissent, jure Fisci Regii a quibusvis debitoribus levata aut adempta, jamque in publicas necessitates conversa & consumpta, nulli refusioni aut bonificationi obnoxia declarantur.

De Contractibus, Obligationibus, Fassionibus, & Bonorum cessionibus, fraude, dolo, vi, & metu inter partes infra declaratas procuratis, non observandis, & Articulorum etiam 13. Anni 1687. nec non Articuli 26. Matthiæ decreti tertii renovatione.

Art. LIII. Item conclusum est, ut contractus, obligationes, fassiones, item bonorum cessiones, sub his motibus inter asseclas Rakoczianos factæ, in judicio per partem læsam in controversiam sumi, & judicialiter discuti, ac examinari, compertoque sufficienter eo; quod obligationes ejusmodi, fraude, dolo, vi, aut metu procuratæ, vel extortæ, & celebratæ sint, omnino pro juris exigentia, per procedentem causæ

causæ judicem seponi, vel retractari possint; idemque de communitatibus, & comitatibus debitoribus, ac respective illorum creditoribus, formalitate & conditione sub præmissa, intelligendum. Renovatis præterea hic loci Art. 13. An. 1687. & Art. 26. Matthiæ Regis decreti 3. Ex impositione autem Rakocziana hærentes restantiæ tolluntur. 1715

De Debitis Fidelium per Tumultuantes a Debitoribus exactis.

Art. LIV. Ulterius etiam statutum est, si debita creditorum fidelium per tumultuantes, ab invitis debitoribus fuissent exacta, & levata, ut talia per creditorem quidem a debitore, e converso per debitorem ab exactore cum omnibus idem debitum concomitantibus accessoriis, ac insuper expensarum refusione judicialiter acquiri possint.

Modus procedendi, ac etiam pœna statuitur, qui in infrascriptos excesserint.

Art. LV. Item, si quis Regiarum Camerarum Consiliarios, ipsumque supremum, aut Vice-Directorem causarum regalium, nec non Barones regni, & supremos Comites, in officii functione actualiter procedentes verberaret, arestaret, aut ne fors interimeret, contra talem, benigne Sua Majestate resolvente, ad similitudinem Artic. 70. Vladislai decreti 1. hic loci renovati, judicialiter procedi, ipseque debita pœna ibidem specificata feriri possit, salva legali defensa, determinatum est.

De Excessibus Officialium Cameraticorum in Montanis Civitatibus existentium.

Art. LVI. Tametsi anteactorum annorum constitutionibus, signanter autem Artic. 83. Anni 1647. statutum esset, Camerarum Suæ Majestatis Sacratissimæ Mineralium officiales, a quibusvis excessibus abstinere debere; cum tamen liberæ & Regiæ Montanæ civitates, novos, & plures adhuc, quam antehac patratos ejusmodi officialium excessus, in statuum & ordinum gravaminibus uberius specificatos, querulose repræsentassent: Ideo Sua Majestas Sacratissima, ad humillimam præfatarum civitatum querelam, ac demissam statuum & ordinum instantiam, super ejusmodi querelis in facie loci per nonnullos, tum ex Suæ Majestatis cameris; tum etiam vicinis Comitatibus deputandos quantocius investigandis, & examinandis, ac parte utraque eatenus exaudienda, semet benigne ordinaturam, factaque fideli relatione, pro exigentia juris patrii, ac montanistici determinaturam, adeoque universos præjudiciosos abusus, & excessus sublaturam, ac, ne in futurum attentari valeant, serio inhibituram clementer obtulit. Et nihilominus præcitatum Art. 83. An. 1647. renovandum, & ad oppidum quoque Bocza extendendum benigne decrevit.

De

1715 De Restantiarum Contributionalium Relaxatione, earumque vitanda accumulatione; item rationum a perceptoribus exactione, Comitatuum conscriptione.

Art. LVII. Cum perpetua demissorum animorum suorum subjectione, singularem, & plusquam paternam Suæ Cæsareo-Regiæ Majestatis clementiam & gratiam, fideles status & ordines in eo quoque sunt experti, quod contributionales restantiæ præter illas, quæ jam perprius a gloriosæ reminiscentiæ Imperatore & Rege Josepho, uni vel alteri Comitatui remissæ fuissent, usque ad ultimum Octobris Anni 1711. computatas, ubicunque per regnum hærentes (sola quintalitate, pro compensandis aliorum Comitatuum supererogationibus deducta, & per restantiarios pro rata singulorum restantia eum in finem pendenda) pro condonatis & relaxatis, adeoque cassatis & exstinctis habeantur; Anni porro 1712. seu novissime præteriti Hibernii restantiæ, tanquam suis assignatariis aliunde non provisis effective deputatæ complanari debeant. Hinc ut ejusmodi restantiæ deinceps studiose non accumulentur, vel propriæ Comitatuum impositiones, & taxæ, cum militaribus contributionibus non confundantur, nec mixtim exigi permittantur, adeoque perceptoribus taliter commixtarum contributionum pecuniis abutendi occasio adimatur; Proinde omnes perceptores comitatenses, ita & alii officiales, in quaslibet perceptiones semet quoquo modo immittentes, singulis Annis, ad reddendas officiorum suorum rationes obligati sint: Ad quas & antiqui officiorum similium administratores dandis rationibus adhuc obnoxii, præfixo competenti termino cogi possint, statutum est: demum pro æquiori publicorum onerum ad conservationem regni necessaria supportatione, status & ordines annuente Sua Majestate determinarunt, ut secundum idæam, in quam stante præsenti diæta concordibus votis consenserunt, totum regnum conscribatur. Quam conscriptionem perficient taliter, ut unus regni circulus, alterum æque regni circulum conscribat: tenebuntur autem talismodi conscriptiones, quilibet circulorum finita Diæta intra trimestre spacium Domino regni palatino referre, & idem Suæ Sacratissimæ Majestati submittere, ut ex eadem justa & æqua proportio per districtus, seu præfatos regni circulos eruatur.

Justitiæ Administrationis Via, Abbati Pécs-Varadiensi statuitur.

Art. LVIII. Causa & controversia illa, quæ inter Abbatem Pécs-Varadiensem una, nec non Episcopum quinque-ecclesiensem ab altera partibus, occasione bonorum & decimarum, ad Abbatiam Pécs-Varadiensem prætensive tentorum, & tempore statutionis contradictione interposita non obstante, apprehensorum vigeret, remittitur ad commissionem Artic. 10. ordinatam, vel ea non expectata, ad judices etiam ordinarios ibidem denominatos, aut alterutrum eorum, jure extraordinario, secundum tenorem Articulorum 22. Matthiæ Regis Decreti 6. item 59. Uladislai decreti 1. & 130. Anni 1647. revidenda, & exequenda.

Pro

Pro Systematis elucubratione in Militaribus, Politicis, & Oeconomicis, Commissarii denominantur. 1715

Art. LIX. Quandoquidem elucubratio & promotio systematis, in Politicis, Militaribus, & Oeconomicis, salutare, totique regno proficuum, & apprime necessarium opus esset: Idcirco Sua Majestate clementer resolvente, pro operis prænarrati elaboratione denominantur Domini Comites Archi-Episcopus Colocensis, Comes Emericus Csáky; Comes Stephanus Koháry Judex Curiæ Regiæ; Banus Croatiæ Comes Johannes Palffy; Janitorum regalium Magister Comes Marcus Czobor; Episcopus Csanadiensis Comes Ladislaus Nadasdi; Comes Thomas de Nadasd; Comes Adamus Draskovich; Comes Sigismundus Battyáni; Comes Alexander Károly; Baro Ladislaus Ebergeny; Comes Gasparus Eszterhazy, & Baro Gasparus Sandor; nec non Honorabiles Joannes Kiss, Episcopus Ansariensis, & Ecclesiæ Agriensis Præpositus Major; & Joannes Liptai, Posoniensis capituli Ablegatus: Item egregii, Magister Franciscus Szluha Personalis Præsentiæ regiæ in judiciis Locumtenentis & Consiliarii Protonotarius; Paulus Raday, Andreas Török, Andreas Szirmay, Josephus Huszár, Stephanus Bornemisza, Georg. Mikházy, Melchior Sandor, Michaël Baczko, Gabriel Skaricza, & Paulus Kaidacsy. Regia porro Majestas alios etiam a parte sua denominabit Commissarios, qui cum iisdem regni Commissariis, operam & studium conferre, tandemque in proxime futura Diæta, pro Suæ Majestatis & regni revisione, & decisione, laborem suum referre tenebuntur. Pro Juridici autem systematis elaboratione, jam in Articulo 24. aliis deputatis existentibus.

Restaurationem desolatarum in Regno Hungariæ Ecclesiarum Sacratissima Sua Majestas in se assumit.

Art. LX. Sacratissima Sua Majestas, tanquam pientissimi patris pientissimus filius, & paternarum virtutum hæres, ac vivum exemplar, summusque Ecclesiarum DEI ad mentem Sancti Stephani Regis libri 2. capitis 1. & tripartitalis tituli 11. in Apostolico isto regno patronus, pii, ac salutaris voti Divi LEOPOLDI Progenitoris & Prædecessoris sui desideratissimi, de restauratione Ecclesiarum desolatarum, in hocce regno suo Hungariæ existentium facti, benigne memor, ad ampliandum divini Numinis cultum, incrementumque orthodoxæ Catholicæ religionis, in se assumere, ecclesiasticisque non secus, ac religiosis, qui de abalienatis bonis Ecclesiasticis sese apud Suam Majestatem Sacratissimam gravatos esse repræsentaverint & edocuerint, jus & justitiam competenti juris via administrari facere clementissime resolvit; benigne confisa, Dominos etiam Prælatos, obligationi, & muneri, suo pro exigentia Sacrorum Canonum, ac legum etiam regni, signanter Sancti Ladislai Regis Libri 1. Capitis 8. nec non Articuli 13. Anni 1550. nuspiam & neutiquam defuturos.

Commis-

1715 Commissarii denominantur ad Revisionem Terrenni inter Vunnam & Colapim habiti, & octo floreni Domino Episcopo Szegniensi menstruatim solvendi determinantur.

Art. LXI. Ad avertendas confusiones, colendamque inter regnicolas, & militiam confiniariam mutuam amicitiam, pacem atque tranquillitatem, ad revisionem terrenni inter Vunnam & Colapim fluvios existentis, interque Domini Episcopi Zagrabiensis Abbatiam, ac Ecclesiam, nec non idem capitulum Zagrabiense ab una, ac militiam confiniariam partibus ab altera controversi, accedente Suæ Majestatis Sacratissimæ annuentia, denominantur Commissarii: Dominus Comes Joannes Palffy regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Banus, eo vero quoquomodo impedito, Dominus Comes Petrus Keglevich, ac eo etiam impedito, Dominus Comes Joannes Draskovich; Baro Stephanus Druskoczy; item eorundem regnorum Proto-Notarius, ac Adamus Domianich, & unus ex Vice-Comitibus Comitatus Zagrabiensis, qui prævia præscripti terreni oculari revisione, præsente etiam fisco regio, necessitatem, & quantitatem Lineæ Confiniariæ cognoscent, superindeque genuinam & circumstantialem relationem, Suæ Majestati Sacratissimæ, ad faciendam partibus pro æquo & justo determinationem, submittent. Menstruos autem florenos octo, Episcopo Szegniensi, ex fundo hactenus consueto, imposterum etiam persolvendos Sacratissima Sua Majestas benigne resolvit.

Declaratur Successio in Caducitatibus Rusticorum vel etiam Nobilium in fundis rusticanis degentium, & fornacis lateritiæ exstructio capitulo Jauriensi admittitur; Domunculatum super Cellario ibidem extructarum adjustatio, ad Commissionem remittitur.

Art. LXII. Siquidem circa Personarum Nobilium, in fundis tamen rusticanis degentium, imo etiam ignobilium caducitates, taliumque successionem, nonnullæ hactenus, signanter Jaurini exortæ fuissent quæstiones & difficultates; Ideo pro distinguendis & declarandis tam fisci regii, quam ibidem, utpote Jaurini, non secus per totum regnum Hungariæ Dominorum terrestrium juribus, statuitur, ut Domini quidem terrestres omnes & singuli, in universis bonis, rebusque mobilibus rusticorum, seu colonorum suorum acquisitis, non tantum in semine deficientium, & ab intestato decedentium, sed etiam notæ infidelitatis, aut criminis læsæ Majestatis reorum imperturbate succedant; Nobitium vero & liberarum personarum, nulli proprietario Domino obligatarum in fundis rusticanis degentium, seu in semine deficientium, & ab intestato decedentium, seu de nota infidelitatis aut criminis læsæ Majestatis convictorum, universæ res mobiles per eos acquisitæ, una cum summa pecuniaria, si quæ in ejusmodi fundis rusticanis investita comperiretur, (solis duntaxat fundis, ac iisdem alligatis appertinentiis, per Dominum terrestrem, nisi & is eotum a fidelitate defecerit, libere reluendis, sicque pro se retinendis) ad rationem fisci regii applicari

cari debeant. Cæterum Sacratiſſima Sua Majeſtate juribus venerabilis capituli Jaurienſis, qua Domini terreſtris, ad ſupplicem ejusdem inſtantiam benigne conſulente, extructionem non tantum fornacis lateritiæ hactenus per officiales bellicos Jaurienſes, in grave damnum & præjudicium attacti capituli impeditam, ſed etiam ibidem exurendarum tegularum uſuationem, ac aliis fiendam liberam diſtractionem, & quod aliis etiam in locis Dominorum terreſtrium juribus præjudicium inferri non admittet, clementiſſime reſolvit; Præſidiaria nihilominus fornace Jaurienſi, pro reparatione duntaxat Mœniorum ipſius præſidii imperturbate permanente. Domuncularum porro ſuper Cellario annotati capituli extructarum accommodatione, ad commiſſionem in Articulo 43. expreſſatam, remiſſa. 1715

De exactiori Obſervatione & Renovatione, ac ad omnes Liberas & regias Civitates Extenſione infraſcriptorum Articulorum.

Art. LXIII. Siquidem ex gravaminibus inclytorum Comitatuum ſtatus & ordines varios per mentionatas liberas regias civitates, in præjudicium nobilitaris prærogativæ, contra tenorem Art. 18. 1647. 19. 1649. 42. 1681. nec non 31. 1655. inibique citatorum, patratos fuiſſe exceſſus & abuſus: Ut ſunt acciſarum exactiones, menſurarum tam aridarum, quam liquidarum pro ſuo lucro aut libitu factæ mutationes, & reductiones, a jurisdictione Comitatuum attentatæ ſui abſtractiones, animadvertiſſent; Communi ſtatuum & ordinum voto concluſum eſt: ut ad tollendos ejusmodi exceſſus, & privata authoritate, introductos abuſus, præcitati Articuli, ad omnes civitates liberas ac Regias, Montanasque, juxta Art. 31. prænotatum, indifferenter impoſterum exactius obſervandi extendantur, & acciſæ ſub pœna violentiæ a Nobilibus nullo ſub prætextu exigantur; Menſuræ tam aridarum, quam liquidarum rerum, non ſecus & ulnæ, ac pondera, ad mentem præcitati Art. 31. 1655. Menſuris, ulnis, & ponderibus Poſonienſibus conformentur, & accommodentur. Vice - Comites in rectificatione menſurarum, ulnarum, & ponderum procedentes ſub præſcripta pœna admittantur: rectificationique eorundem ſeſe accommodare, jurisdictioni denique Comitatuum in præmiſſis, ac aliis præſcriptis caſibus ſubeſſe debeant, ac teneantur. Cæteroquin ipſarum Privilegiis, & legitimo uſu ſalvis permanentibus.

Ratione Debitorum & Prætenſionum per familias Amade, & Kerekes, ac alios regnicolas in vicinis Provinciis acquirendorum conditi Articuli renovantur.

Art. LXIV. Communi omnium ſtatuum & ordinum voto ſtatutum eſt: ut Articuli 55. 1638. 33. 1655. 82. 1659. ratione creditorum & Prætendentium Hungarorum, in vicinis Provinciis, & aliis Suæ Majeſtatis regnis, activa Debita, & Prætenſiones habentium, ſignanter autem Amade, & Kerekes Familiarum conditi renoventur, & obſerventur;

1715 tur; Nec non pro parte etiam egregii Gabrielis Megyeri, tabulæ judiciariæ Regiæ jurati Assessoris, coram Mareschallatu Provinciæ Austriæ, contra Dominum Comitem olim Ferdinandum Gobertum Aspermont, tanquam Austriacum, post ejusdem autem decessum, relictam ejusdem Viduam Dominam Julianam Barbaram Rakoczy, vel-ut hæredum Aspermontianorum tutricem & curatricem, ac Successores, sententiam ab executione duntaxat pendentem habentis: Non absimiliter contra Ferdinandum Sweiger Supremum belli Commissarium, coram excelsi Cæsareo-Regii Aulæ bellici consilii deputata commissione procedentis extendantur. Ad quorum acquisitionis promotionem & effectuationem, si partes præmissæ actoreæ, seu Prætendentes, cum genuina deducendorum deductione, & specificandorum casuum specificatione, prætensiones suas Suæ Majestati debito modo repræsentaverint, iisdem pro remonstrandæ justitiæ exigentia benigne succurrere, & assistere non dedignabitur.

De Prætensione Baronis Sigismundi Nyari, & Cointeressatorum, ratione Bonorum Scsavnyk.

Art. LXV. Sacra Regia Majestas ad demissam statuum & ordinum instantiam eatenus factam clementer resolvit, quod dum Baro Sigismundus Nyari, & Cointeressati, ratione bonorum Scsavnyk, ex prætensa Sigismundi olim Tököly Avi sui materni nota infidelitatis confiscatorum, modalitate in Artic. 7. Anni 1687. declarata, qua supplicantes coram eadem Sacra Regia Majestate institerint percepta eatenus fisci etiam sui regii informatione, eam clementer feret reflexionem, quam æquitas, & causæ justitia admiserit.

In Negotio Oppidi Hranovicza.

Art. LXVI. Benigna Suæ Majestatis annuentia intercedente, determinatum est: Ut idem Baro Sigismundus Nyari, qui in actuali possessione mentionati oppidi Hranovicza per introductionem Cameræ, & Fisci Regii de præsenti esset, maneat in dominio etiam ulterius; Prætendentes autem, si qui essent, ad ordinariam juris viam relegantur.

In Causa Hæredum ac Successorum Jokaianorum contra Successores Maholanianos modus procedendi ordinatur.

Art. LXVII. Respectu causæ inter hæredes Joannis condam Jokay ab una, nec non Baronis condam Joannis Maholany, personalis præsentiæ regiæ in judiciis Locumtenentis & Consiliarii superstites hæredes, ab altera partibus, jam a longo tempore controversæ, per status & ordines, accedente etiam benigno Suæ Majestatis assensu, taliter determinatum est: Ut nimirum: pro justitiæ administratione celeriori, eadem causa per Dominum Palatinum, adhibitis tabulæ regiæ judiciariæ Judicibus & Assessoribus, quos ad manus habere poterit, jure extraordinario (vel in unico termino octavali, si interea eadem celebrari contingat) ex fundamento & merito rei, citatis legitime ab utrinque

trinque partibus interessatis, sufficienterque exauditis, ac universis documentis, prout justum & æquum est, in discussionem sumptis, revideatur, & finaliter determinetur; solo novo judicio parti succumbenti extra dominium concesso. Non secus in causa etiam Baronis Ladislai condam Kordics, per mortem ejusdem non dudum interventam, in hæredes ipsius condescensa, contra præfatam Viduam, & hæredes Maholanianos (admisso hic etiam pro parte succumbente novi judicii remedio) procedatur cum finali decisione; evictione tamen fisci regii in utroque hoc Processu neutri partium admissa, dum eam (si quæ per fiscum regium assumpta esse comprobari possit) idem Fiscus non respectu cointeressatarum partium, inter semetipsas, de successione, vel divisione bonorum, & legatorum disputantium, sed penes universaliter sumptas, contra alios impetitores assumpsisse dignoscere tur. Porro ut causæ quoque egregiorum Gasparis Bobroviczky, contra egregium Adamum Palugyai, & Emerici Csatari, consortisque ejusdem, contra egregios Gregorium Rathy, & Georgium Horvath, in facto per eosdem prætensive perpetrati actus Majoris Potentiæ: Item egregiorum Wolffgangi Szekel, & Ladislai Andrassy, se in manifestum nobilitaris prærogativæ præjudicium enormiter læsos esse prætendentium, pari juris, & processus modalitate revideantur, debitæque executioni mancipentur: Non secus & Helenæ Parapatics, ac Justinæ Matalovics causæ, determinentur. 1715

Pupillis, eorumque Tutoribus, & Curatoribus prospiciendi modalitas.

Art. LXVIII. Ad alleviandum afflictum, & fere neglectum Pupillorum statum, eorundemque tutoribus & curatoribus prospiciendum, Articulos 24. 1655. & 32. 1659. ita dilucidandos, moderandos, & circumscribendos statuunt regnicolæ. Ut amodo deinceps, decedentibus pupillorum progenitoribus, Agnati, aut Cognati eorum, teneantur absque omni dilatione, obitum parentum pupillorum, Vice-Comiti illius Comitatus, in quo talia pupillaria bona adjacere dignoscerentur, notificare: Idemque cum sibi adjungendis judice nobilium, & jurato Assessore, non expectata ulteriori Comitatus exmissione, adhibitis etiam Agnatis, & Cognatis, in linea successionis proximioribus, quos nimirum ad latus habere poterit, ad facies bonorum Pupillorum exire, seriamque & exactam super universis debitis activis, & passivis, item bonis mobilibus, & immobilibus (literis nihilominus, & literalibus instrumentis, factum pupillarium bonorum tangentibus, earumque revisione & inspectione, prorsus exceptis) diligentem & exactam inventationem peragere, & ejusmodi inventationis seriem, in proxima affutura congregatione scriptotenus, inter acta Comitatus pro futura Pupillorum cautela conservandam, exhibere teneantur; Vice-Comite vero, seu legitime impedito, seu Facultatum pupillarium tenuitate, fatigium eatenus & laborem ejusdem minus requirente, ad solam ipsius indilate extradandam commissionem, suppleat vices ejusdem

1715 dem Judex Nobilium, cum jurato Assessore, & præscripta modalitate, inventarium omnium rerum conficiat, & referat; Tutores autem & curatores ad mentem tituli 123. partis I. tales constituantur, qui tam respectu personæ, quam bonorum, ad officium gerendæ tutelæ sint habiles, & capaces, nec secus administrationem bonorum pupillarium adire præsumant, quam prævio inventario secundum præscriptam modalitatem peragendo. Qui quidem hoc modo constituti tutores, Pupillarium bonorum proventus, & res mobiles, quæ servando servari non possunt, sed vel deteriorantur, vel vetustate consumuntur, pro bono & incremento pupillorum, tempore competenti, justo pretio distrahere, idemque a necessaria pupillorum provisione, & Oeconomiæ administratione supernatans, ad locum securum, erga justum & legale Interesse elocare, vel in comparationem & augmentum bonorum convertere, & super gesto tutoratu, aut curatoratu, singulo ad minus Triennio, coram personis per Comitatum ad id specialiter exmittendis, Pupillorumque Agnatis, seu Cognatis proximioribus, in quantum fieri potest, præsentibus, sufficientes rationes dare teneantur. Quarum rationum serie in Comitatu per Deputatos reportata, si fideles administratores comperti fuerint, pro curis & laboribus intra tempus ejusmodi Tutoratus administrationis perferendis, in sortem emeritæ mercedis, sextam redditiuum, ex bonorum proventibus (non autem elocatorum Capitalium Interesse, quod intacte pro solis pupillis permanere debet) partem pro se retinere valeant; In casu vero contrario, statim, & ipso facto absque omni remuneratione ab officio Tutoratus, sive iisdem concrediti, sive alias qualitercunque vendicati, pro amotis habeantur, ac pro male administratis, & dispensatis, aut neglectis, juxta mentem præcitatorum Articulorum 24. 1655. & 32. 1659. Annorum, ad satisfactionem compellantur. Pupilli demum, usque legitimam ætatem suam, Tutorum suorum sive Legitimorum, sive Testamentariorum, aut etiam Dativorum Tutelæ subsint, adeoque interea temporis (salvis cæteroquin respectu pupillorum prioribus constitutionibus) nec de rebus suis mobilibus per se disponere, neque curatores pro se eligere, & constituere valeant; Ad perfectam ætatem autem pervenientes, si quas rationes a Tutoribus & Curatoribus suis prætendendas haberent, eas vita ipsorum Comite (nisi id ob unius, aut alterius partis obitum, aut alia legalia impedimenta fieri nequiret, proptereaque in Successores redundaret) per judices articulares exigere teneantur. Si vero ejusmodi orphani, etiam ad judiciariam admonitionem, a prænotatis tutoribus suis rationes exigere negligerent, ex tunc dicti tutores & curatores judiciarium Processum, coram Judice in prænotatis Articulis declarato, contra hujusmodi orphanos suscitare, ac ad reddendas per se gestæ tutelæ rationes, agere, ab iisdemque se enodare, insuper pro curis, & laboribus suis, sextam, ut præmissum est, ex proventibus bonorum pupillarium, usque tempus administratæ tutelæ, partem, retinere valeant; Et hæc de tutoribus dativis, testamentariis, & legitimis tantum, intelligantur, non vero de legitimis & naturalibus simul, id est parentibus, qui utpote: Patres quidem pro toto gestæ tutelæ, Matres

vero

vero pro Viduitatis duntaxat ipsarum tempore, ad reddendas de fructibus bonorum, & eorum administratione rationes non obligentur; Ad alia tamen vota transeuntes, & bona pupillaria paterna, quacunque ex ratione administrantes, rationibus eatenus dandis sint obnoxiæ. Quæ præmissa omnia cives etiam liberarum & regiarum civitatum, earundemque Magistratus, & respective tutores, inter se observare debeant; Salva semper quoad dativas tutelas, etiam in locum naturalium, in casu malæ administrationis substituendas, Regia Authoritate, ac etiam Palatinali, juxta leges regni permanente. 1715

De Renovatione, & extensione Articulorum 72. 1622. & 59. 1625. Annorum procedendique contra morosos reparatores communium ædificiorum modalitate.

Art. LXIX. Ultimam fere desolationis causam, arcium, castellorum, curiarum, & molendinorum, ac aliorum id genus ædificiorum exinde colligere advertunt regnicolæ, quod nonnulli compossessores in reparationem similium ædificiorum concurrere recusarent: Ne igitur unus, & alter, aut etiam plures ipsorum, propter talium compossessorum negligentiam, & renitentiam, damna experiri cogantur, annuente Sua Majestate Sacratissima, determinatum est: ut modalitas in supramentionatis Art. 72. 1622. & 59. 1625. Annorum denotata & declarata renovetur, & ulterius ad liberas quoque ac regias civitates extendatur: eo per expressum declarato, ut liberum sit contra tales morosos, & renitentes, respectu damnorum, ex renitentia compossessorum emergentium, præmissa erga eosdem compossessores judiciaria admonitione, medio Comitatensium Judicum, ad refusionem etiam expensarum in hujusmodi litem erogandarum procedere, ubi autem de educillorum, sylvarum, ac aliarum communium utilitatum, & beneficiorum, inter legitimos compossessores, ac in simultaneo eorundem dominio, & manifesto, ac pacifico usu actualiter existentes, de proportione usus quæpiam oriretur quæstio, eadem amodo imposterum suprascripta modalitate revideatur, determinetur, & adjustetur. Quo vero ad damna per exundationes aquarum causari solita, ordinentur per Comitatus Commissarii, qui ad conformitatem Artic. 16. 1687. procedant, & similia damna evitare studeant; Quorum determinationi standum erit sub pœna refusionis expensarum, in reparationem agerum impendendarum, ac etiam in prosecutionem movendæ eatenus litis erogandarum.

Quomodo Bonorum Possessores, non obstante Literarum suarum præteritis motibus interventa amissione, in suis bonis permanere possint.

Art. LXX. Quandoquidem sub his intestinis motibus complurium Dominorum Prælatorum, Magnatum, & Nobilium literæ & literalia instrumenta, uti & privilegia, bona eorundem tangentia, ac super debitis obligatoriales, per hostes, & milites ablata, lacerataque,

1715 aut concremata, vel alio quovis caſu fortuito deperdita eſſent; Idcirco, ut deinceps quoque, in pacifico talium bonorum ſuorum, ante, & usque recenter ſopitos motus poſſeſſorum dominio permanere, ſeque contra quovis impetitores defendere, creditores vero ſua debita acquirere valeant, determinatum eſt: ut ſi quis hujusmodi literas ſe habuiſſe, & illas amiſiſſe allegaverit, is coram Judice competenti, ejusmodi aſſertionem ſuam, ſufficienti, & legitimo teſtimonio vel documento probare teneatur; quem in finem Art. 20. Mathiæ Regis decreti 2. & 38. An. 1545. renovantur. Anni porro præteritorum motuum, Annis in Art. 29. An. 1681. ſpecificatis, ab An. 1703. die 24. Aprilis, Feſto ſcilicet Sancti Georgii militis & martyris, usque ad eundem Diem & Feſtum, An. 1711. annumerantur, & a præſcriptione eximuntur.

De Exciſione Portionum quarumcunque Religionem ingredientium Perſonarum.

Art. LXXI. Non ſine maximo & manifeſto præjudicio jurisdictionis Sacræ Coronæ, & regnicolarum, paſſim fieri conſvevit, quod nonnullorum ordinum religioſi, ut etiam ſanctimoniales, alias ſæculo jam mortui, non contenti fundationis proviſione, nullaque penitus lege deſuper ſancita, bona tam Paterno- & Materno-Avitica, quam Paterna & Materna etiam acquiſititia mobilia, & immobilia, a Fratribus ſuis, ad quos immediato ſucceſſionis jure ſpectarent, via juris, & proceſſu diviſionali ſubſecuto, ratas ſuas portiones eximere, religionique, aut in notabili ſumma, aut jure perpetuo applicare conſueverunt; Unde legitimi ſucceſſores, jure immediatæ ſucceſſionis, imo & Fiſcus Regius palam & manifeſte privaretur. Ideo ſtatutum eſt, ut amodo imposterum perſonæ religionem poſſidendorum bonorum capacem ingredientes, ex bonis Paterno-Maternoque Aviticis immobilibus, quinquaginta millium Florenorum ſummam prævalentibus, conſequenterque gradatim deſcendendo, juxta bonorum exigentiam, qualitatemque & quantitatem, non plus, quam ex rata eorundem portione provenientem decimalitatem prætendere, nec parentes etiam earundem iisdem dare, vel legare poſſint. De acquiſititiis autem nihil omnino conſequi valeant, præterquam ex libera diſpoſitione parentum; Cum ea inſuper declaratione, ut etiamſi portio religionem ingredientis, quinquaginta millium Florenorum valorem excederet, non tamen plus, quam quinquaginta millium Florenorum decimalitatem, tali religioſo in ratam ejus portionem genitor ſuus, aut proximiores ſucceſſores in pecunia exolvere tenebuntur; Ubi vero de valore ſimilium portionum, utrum videlicet eadem quinquaginta millium Florenorum ſummam, vel deſcendendo gradatim minus valeant, nec non? inter religionem, & conſanguineos perſonarum religioſarum quæſtio ſuboriretur: Et tunc liceat uni, vel alteri partium, pro qualitate & quantitate bonorum æſtimationi ſubjiciendorum, & in diverſis comitatibus exiſtentium, medio unius ex Magiſtris Protonotariis; in uno vero, & eodem Comitatu habitorum, medio Judicum Comitatenſium,

um, in civilibus autem, Civilis Magiſtratus, adhibitis juris requiſitis 1715
procedere, ſimiliaque bona (habita eorundem proventuum ad ſex per centum reflexione) æſtimari curare.

De Auſtriacorum, & aliarum Vicinarum Provinciarum Incolarum in Hungaria Fundos poſſidentium contributione.

Art. LXXII. In quantum Auſtriaci, vel alii vicinarum Provinciarum incolæ, in ſolo, & terreno indiſputabiliter Hungarico, bona, fundos, vineas, vel prædia, nobilitari vel colonicali titulo poſſident, Sacra Regia Majeſtas clementer aſſentitur, ut ab ejusmodi tenutis, in medium Hungariæ, attamen non niſi pro juſta, & cum aliis nationalibus ſimiliter parium bonorum, fundorum, prædiorum, vel vinearum poſſeſſoribus, æquali conditione, & proportione, deinceps contribuere debeant; idque etiam de civitate Prukenſi ratione prædii Neüdorff, & curiæ Nyulas, juxta Art. 44. An. 1556. dictum, & intelligendum, ac inſuper ad aliarum etiam quarumvis ditionum incolas, in quibuscunque Regni Comitatibus poſſeſſionatos, pari modalitate extenſum eſto: Necoſtadienſes tamen, & alii, qui ab antiquo, in domo Provinciali, ſeu caſtro Auſtriæ immatriculati reperiuntur, eorum negotium peculiari commiſſione infraſcriptorum Deputatorum quantocyus, & quidem ſtatim poſt Diætam quamprimum inſtituenda (rebus interim in ſtatu quo permanentibus) prius examinabitur, ſuper quo deinceps Sacra Regia Majeſtas, id, quod juſtitiæ, & æquitati conſonum fuerit, determinare dignabitur. Pro qua commiſſione ex parte regni Hungariæ, per Status & Ordines: Excellentiſſimus ac Illuſtriſſimus Dominus Epiſcopus Zagrabienſis Comes Emericus Eszterhazy, Sacræ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtatis Intimus Actualis Conſiliarius; Comes Thomas de Nadasd, Sacræ regni Hungariæ Coronæ Cuſtos: egregii Magiſter Franciſcus Szluha, perſonalis præſentiæ Regiæ in judiciis Locumtenentis, & Conſiliarii Proto-Notarius, & ejusdem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarius; Joſephus Sigray, Tabulæ Regiæ judiciariæ juratus Aſſeſſor; & Comitatuum Sopronienſis ac Moſonienſis Vice-Comites, & jurati Notarii, necnon Liberæ ac Regiæ Civitatis Poſonienſis juratus Notarius Nicolaus Szente: Ex parte vero Auſtriæ: Reverendiſſimus Dominus Abbas ad Scotos; Comes Joannes Baptiſta a Bergen; Dominus Joachimus ab Aichen; Dominus Joannes Baptiſta a Mayrn Syndicus; Dominus Comes ab Unverzagt, circuli infra Sylvam Viennenſem Supremus Commiſſarius; Dominus Joannes Lauthenberger, jam fati Comitis Vice-Commiſſarius, denominati ſunt. Reſpectu vero bonorum, ſub actuali metarum controverſia poſſeſſorum, præcedente Art. 39. proviſum eſt.

De Seſſione Ordinis Canonicorum Regularium Præmonſtratenſium, & Patrum Societatis JESU.

Art. LXXIII. Ex quo Sacer Ordo canonicorum regularium præ-

1715 præmonſtratenſium olim in regno hocce Apoſtolico glorioſiſſimus, & victricibus Cæſareo-Regiis Armis e faucibus Turcarum erepto florentiſſimus, poſtliminii jure, novellas plantationes in eximium regni, & ſui ordinis incrementum denuo radicare cœpiſſet; Hinc venerabili Vincentio Walner, moderno Abbati Lucenſi, & Præpoſito Sancti Stephani de Promontorio Varadienſi, qua per dictum regnum Hungariæ perpetuo ſui ordinis Vicario Generali, actualiter poſſeſſionato, ejusdemque legitimis in officio Generalis Vicarii, & ſimul dictæ Præpoſituræ Succeſſoribus, inter Dominos Prælatos, Barones, & Magnates ſeſſio cum voto indulta eſt, & admiſſa. Statutum præterea eſt, ut mentionati Patris Societatis JESU, veluti articulariter jam dudum recepti, & per Suam Majeſtatem Sacratiſſimam, ad hanc etiam regni Diætam regalibus invitati, ſeſſionem cum voto inter ſtatus & ordines, qua bonorum ad Abbatias & Præpoſituras pertinentium actuales poſſeſſores, nomine collectivo duo nativi tantum iique usque ad tempus duntaxat poſſeſſionis ejusmodi beneficiorum, ad ſeſſionem admittantur.

Ratione Controverſiæ Dimidietatem Arcis & Dominii Bozok tangentis.

Art. LXXIV. Benigno Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ accedente conſenſu, concluſum eſt: Ut Eminentiſſimus Princeps Cardinalis, qua Archi-Epiſcopus Strigonienſis, in ejusdem arcis cauſa inter ſeminarium Szelepcsénianum, & collegium Societatis JESU utrumque Tyrnavienſe, controverſa, una cum jurisperitis Viris, per eundem Suæ Majeſtati proponendis, & per eandem determinandis, authoritate delegata, admiſſis de jure admittendis procedere poſſit, ac valeat: Cujusmodi ſeminariorum, convictuum & collegiorum, pro juventute Eccleſiaſtica aut Seculari, per quoscunque, ſive intra, ſive extra regnum fundatorum, dum, & quando neceſſe videbitur, inſpectionem, & cum exactione rationum, utrum fundationi ſatisfiat, inveſtigationem, Sacra Regia Majeſtas ſibi ſoli, pro Apoſtolico munere, & ſuprema authoritate ſua reſervat.

De Vinorum ad proprium Uſum, absque omni Exactione, & Quæſtus gratia, in vicinas Provincias fienda Inductione, ac liberaliori paſſualium extradatione.

Art. LXXV. Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas quoad rerum, vinorumque in propriam neceſſitatem, ad vicinas Provincias, in & educendorum, absque taxatione fiendam obſervationem, eo modo ſtatus & ordines tractare clementer reſolvit: quo Auſtriæ, Styriæ, & aliorum regnorum incolæ tractari aſſolerent; Reſpectu vero vinorum quæſtus gratia introducendorum, Sua Majeſtas cum memoratis ſtatibus Auſtriæ & Styriæ agere dignabitur, ut ſtatus & ordines tam literarum paſſualium, quam vinorum introducendorum liberaliorem expoſt uſum aſſequantur; Et vinorum etiam in alias Provincias per Auſtriam

ſtriam in Styriam illimitata traductio, ut applacidetur, omnem operam ſe impenſuram appromiſit; Libera porro boum pulſio, uti hactenus admiſſa, & impoſterum admittetur. 1715

De prætenſis novem mille Florenis, Incolis Jaurienſibus impendenda Satisfactio promittitur.

Art. LXXVI. Ubi Incolæ Jaurienſes, prætenſionem ſuam novem millium Florenorum in conſervationem ejusdem Præſidii & Militiæ ibidem excubantis, his proxime præteritis motibus erogatorum, per ordinariam inſtantiam promoverint, eandemque prætenſionem ſuam legitimaverint, Sacratiſſima Sua Majeſtas, adæquatam illis ſatisfactionem, perbenigne impendere dignabitur.

Liberæ Civitates, ad Limitationes Communium Onerum, Regnicolas ibidem Domos, & Fundos habentes, aut eorum Homines, tempeſtive certificent, & de exactis impoſitionibus quotannis Rationes dare teneantur.

Art. LXXVII. Ex quo liberæ, Regiæque civitates, nulla præhabita erga Dominos Prælatos, Magnates, & Nobiles, domos & fundos ibidem poſſidentes intimatione, de illis tractare ſine illis, eosdemque impoſitionibus ultra modum & juſtam proportionem pro libitu ſuo taxare, cum exactis vero impoſitionibus pro arbitrio ſuo diſpenſare, & rationes de iisdem raro, vel nunquam dare, officiales autem earum, a communibus oneribus, cum prægravatione tam nobilitatis, quam communitatis, ſe ex integro abſtrahere conſueviſſent; Hinc communi juſtitia ita exigente, ſtatutum eſt; Quatenus amodo impoſterum, ubi de impoſitionibus, aut aliis quibuscunque oneribus ſupportandis tractandum occurrerit, etiam prænominatos regnicolas, quos tangit, aut homines domos eorundem inhabitantes, tempeſtive certiorare, adhibitisque mutuis conſiliis, juſtam, ac proportionatam impoſitionum ſubdiviſionem, exceptis curiis nobilitaribus, Regia authoritate privilegiatis, inſtituere tenebuntur; Si vero eatenus, ſuper quapiam controverſia inter Magiſtratum civilem, & prædeclaratam Nobilitatem, ibidem poſſeſſionatam exorta, eædem partes ad invicem convenire nequirent; publico bono, & ſervitio Regio id exigente, Magiſtratus quidem Civilis interea in repartitione ejusmodi onerum pergat, gravatus autem ad Regiam Majeſtatem, abinde æquitatem ſuæ cauſæ præſtolaturus & obtenturus, recurrat. Rationes porro de omnibus impoſitionibus, etiam præteritis, in quantum necdum exactæ eſſent, ac futuris, quolibet Anno, Magiſtratus civiles a perceptoribus ſuis, pariter in præſentia Nobilium, ad eadem onera concurrentium, eatenus prævie certificandorum, qui adeſſe voluerint, exigere, & Magiſtratus civitatenſes, a ſolis perſonalibus Quarteriis, in domo duntaxat ipſorum reſidentiali immunes, cæteroquin tam ipſi, quam reliqui officiales, ad inſtar aliorum civium, ad ferenda univerſa communia onera concurrere obligabuntur; ut autem & ipſi Domini Prælati, Magnates & Nobiles, non

1715 Cives, uti & Cameratici & Bellici Officiales, ac alii cujuscunque conditionis Homines, tam in montanis, quam in aliis civitatibus domos & fundos civiles possidentes, ab iisdem, in medium communitatum civitatensium, ad mentem Art. 78. An. 1647. proportionaliter solvenda solvant, ex eadem communis justitiæ ratione æquum censetur.

De Excessibus Hurlianis & Morellianis, civitati Trenchiniensi, ac aliis Prætendentibus satisfactio impendenda promittitur.

Art. LXXVIII. Ad demissam civitatis Trenchiniensis, ac aliorum Prætendentium instantiam, de damnis per condam Edmundum ab Hurli, & Bernardum Morelli Commendantes Præsidii Trenchiniensis, occasione proxime præteritorum tumultuum, eidem civitati, incolisque ejusdem civitatis, ac aliis, qui tutioris conservationis gratia, res suas eo comportarunt, vel aliter etiam illicite illatis, prævia per eatenus ordinatam, & actu vigentem commissionem superinde danda informatione, quidquid eatenus juris & æquitatis erit, Sacratissima Sua Majestas, comperta rei veritate, satisfactionem impendendam benigne ordinabit.

Præjudiciosi contuberniorum Mechanicorum abusus tollantur.

Art. LXXIX. Contentantur in eo status & ordines, quod Sua Majestas Sacratissima contuberniorum mechanicorum excessus; quæ quidem contubernia ratione mercium suarum venalium, statuta legibus regni præjudiciosa condere, pretium laborum, & mercium, ultra justum valorem, constituta inter se gravi mulcta, ne quis leviori pretio vendere ausit, augere, Comitatensibus limitationibus se opponere, in contubernium autem, socios, nonnisi ergam grandem pecuniariam summam deponendam admittere, per hocque res venales, rariores, & cariores efficere, nil pensi duxerunt, per renovationem Artic. 71. Anni 1659. ejusdemque strictiorem observationem, ac etiam opificum gnarorum, absque noxia restrictione, pretioque tolerabili, authoritate etiam Magistratuali, in gremium suorum fiendam receptionem, abolitis eorum universis in præjudicium legum regni qualitercunque inductis statutis, & abusibus tollendis, benigne decreverit; Regiis tamen privilegiis, per eadem contubernia impetratis, in reliquo salvis permanentibus.

Quæstio inter Possessores Arcis Csáktornya, Officialesque eorum ab una, & Nobilitatem, aliosque incolas Muraközienses Partibus ab altera, in Facto Juris Montani, & Decimarum emersa, non secus & limitatio onerum communium judicio Comitatus Szaladiensis submittitur determinanda.

Art. LXXX. Quoniam Officiales Csáktornyenses, non curata antiqua

antiqua Urbariali, tempore adhuc Zriniano practicata Consuetudine, Jus Montanum, & Vini Decimas, non in Natura, Verum suo duntaxat pro Arbitrio, ad paratas pecunias, adeoque quemlibet (ut vocant Cubulum) tametsi sæpius in Partibus illis quindecim grossis emi possis, ad tres florenos taxare, talique Pacto paratis in pecuniis Jus Montanum & easdem Decimas, contra manifestas Regni Leges, observatamque Praxim exigere; Statum denique Nobilitarem, ibidem Jure, & Titulo Pignoris possessionatum, respectu Bonorum suorum, in ferendis quibusvis publicis Oneribus, ultra justam proportionem nimium quantum prægravare perhiberentur. Proinde ad tollendos ejusmodi Abusus & Excessus, ut auditis Partibus præscita Quæstio, ad ordinariam Juris Viam, Forum scilicet Comitatus Szaladiensis terminanda relegetur; Limitatio vero, & Reparatio communium Onerum, prout & horum Perceptio, non per Officiales Dominiorum, qua Interessatos, sed per Magistratum Comitatensem, prævia etiam Vinearum Montanisticarum ac Vinicolarum, ad Vineas degentium Conscriptione, ad Conformitatem Articuli 37. Anni 1655. qui hunc etiam in Casum extenditur, institui debeat, conclusum est. 1715

Comitatui Mossoniensi, & reliquis in Legationem Turcicam Expensas facientibus erga præviam Liquidationem, Expensarum Bonificatio promittitur.

Art. LXXXI. Si Comitatus Mossoniensis, & alii, prætensos in Legationem Turcicam impensos Sumptus, coram ordinanda hunc in finem Commissione sufficienter liquidaverint, appromittit Sua Majestas Sacratissima, Se non defuturam, quin iisdem Comitatibus juste satisfiat.

De Revisione & Accommodatione particulæ Domus Schembergerianæ Commissionaliter providetur.

Art. LXXXII. Resolvit & id benigne Sacritissima Sua Majestas, quatenus Revisio particulæ Domus Schembergerianæ, per Militiam Jauriensem pro Vigiliis applicatæ; Non secus & usus Educillorum Incolarum Jauriensium & Comaromiensium, in Mensibus Julio & Augusto impediti, occasione Commissionis in Articulo 43. ordinatæ instituatur, per eandemque Partibus læsis Justitia & Satisfactio administretur.

Erectio Pharmacopeæ in Oppido Jauriensi conceditur.

Art. LXXXIII. Sacratissima Sua Majestas intellecto eo, quod propter privatum Præsidiarii Apothecarii Jauriensis lucrum, Erectio Pharmacopeæ Civilis hactenus ibidem interturbata fuisset; Intuitu igitur publicæ necessitatis, Bonique Communis, in Erectionem ejusdem, non modo benignum Suum assensum præbere, verum etiam ejusdem Conservationem clementissime ordinare dignata est.

1715 Pro benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ Resolutione, Baronissæ Evæ Bokros, Viduæ Duszardianæ, & Comitissæ olim Susannæ Eödönffy impertita, gratiæ referuntur.

Art. LXXXIV. Quod Sua Majestas Sacratissima Baronissæ Evæ Bokros, Viduæ Duszardianæ, Anno abhinc 1703. in Clenodiis bis Mille Florenos prævalentibus, per quendam Furem, in Moraviam profugum damnificatæ, eorundem furto ablatorum, & Brunæ nonnullis venditorum, & etiamnum ex illis apud quendam Rosa Advocatum, & alterius Advocati Barlo Relictam existentium, in Commissioneque ibidem remonstratorum, per eundem, & eandem, ac reliquos interessatos Emptores fiendam restitutionem, Regio Suo Tribulali Marchionatus Moraviæ demandare: Nec non, quoad Literarum Reversalium, intuitu Debitorum Duszardianorum ab eadem Vidua extortarum Cassationem ordinare: Porro Literarum quoque Reversalium Comitissæ olim Susannæ Eödönffy, Comitis condam Stephani Szirmay Conthoralis, Cameræ Aulicæ de se datarum Cassationem, atque annullationem clementissime resolvere dignata sit, humillimas Status & Ordines agunt gratias.

Instantiæ Familiarum Fancsy, & Dersöffy, ad Revisionem Commissionalem remittuntur.

Art. LXXXV. Et quia Sexus fœminei homines, a Familia Fancsy de Gordova descendentes, ad Bona de Gordova, Petne, Velike, & Babagora, Pertinentiasque eorundem in Comitatibus Posega & Veröcze existentes, per Majores Suos ultra duo Sæcula pacifice possessa, Familia autem Dersöffy de Csernek, ad Arces, sive Castra Posega, Csernek, Dinovicz, Poduercza, Breszto cs, aliter Eleskö, Leboraz, aliter Vaskapu, & Eszek, eorundemque universas Appertinentias, in Comitatibus Posega, Valko, & de Orbacz existentes & habita, Victricibus Cæsareo-Regiis Armis, a jugo Turcico vindicata, perque Cameram Suæ Majestatis Sacratissimæ Jure Neo-acquistico, partim etjam actualiter possessa, partim autem aliis distracta, se legitimum Jus habere, id ipsumque Privilegiis, aliis Literalibus Instrumentis edocere velle obtulissent; Proinde Jurium annotatarum Familiarum, ad præscripta Bona habitorum Revisio, abindeque pendentis Juris, & Justitiæ iisdem impendenda Administratio, ad Commissionem in Articulo 10. constitutam remissa est.

Separatio Comitatus Simigiensis a Comitatu Szaladiensi Articulariter ordinatur.

Art. LXXXVI. Siquidem Divino auxiliante Numine, Victricibus ac gloriosis Sacratissimæ Suæ Majestatis Armis, inter reliquos a potentia, jugoque Tyranidis Otthomanicæ vindicatos Regni Comitatus, Simigiensis quoque, cum universis suis Circumferentiis, Sedibus, Territoriis atque Tenutis, Regno reincorporatus, in eum restitutus sit Statum, ut a Lege attributam sibi Jurisdictionem, & activitatem

tem absque ullo alterius Comitatus quippe Szaladiensis (cui ob temporum injuriam annexus habebatur) adminiculo exercere possit; Hinc ad demissam annotati Comitatus Simigiensis Instantiam, prævia benigna Sacratissimæ Suæ Majestatis annuentia, conclusum est: Quatenus sublatis, & cassatis primum & ante omnia in puncto de Annexioone ejusdem Comitatus Szaladiensis facta sonantibus Legibus, & notanter Articulis 41. 1596. & 22. 1608. post Coronationem, nullam amplius a Comitatu Szaladiensi habeat Dependentiam, verum ad instar aliorum Regni Comitatuum, propria sua Jurisdictione & Judicatu, tam in discernendis & judicandis Causis, quam aliis Negotiis tractandis, Forum Comitatus concernentibus, uti, frui, & gaudere possit atque valeat, hacque Articulari Constitutione pro realiter separato habeatur. 1715

Ordinis Melitensis Instantia ad futuram Diætam relegatur.

Art. LXXXVII. Demissa Ordinis Melitensis super Reincorporatione sui interposita Instantia, Statuum & Ordinum Voto, ac benigno Sacratissimæ Suæ Majestatis assensu, ad futuram Diætam relegatur.

Civitati Szakolczensi, comperta præmissæ Damnificationis Veritate, Justitiæ Administratio promittitur.

Art. LXXXVIII. Ad demissam Statuum & Ordinum Instantiam, Sacratissima Sua Majestas benigne resolvit, quod Casum intuitu prætensorum gravissimorum damnorum Civitati Szakolczensi, per Dominum Generalem Ricsan, Militiamque sibi concreditam; Non secus, & Districtus Moraviæ Capitaneum, aliosque Officiales & Rusticos Moravicos illatorum, atque causatorum, Consilio suo Bellico propositum examinari curabit, &, si contre datam, ut exponitur, Fidem, dolo malo Res prætensæ ablatæ, & Damna causata reperirentur, læsis Justitiæ impendetur. In puncto Reparationis Murorum autem, liceat iisdem Szakolczensibus conservare Muros, ad præcavendam duntaxat eorundem ruinam.

Ad Instantiam Civitatis Trenchiniensis Articulus 16. Anni 1687. renovatur, & pro Effectuatione ejusdem Commissarii denominantur.

Art. LXXXIX. Ex quo Impetus, & Vehementia Fluvii Vagi, eo jam erupisset, ut ipsa Mœnia quoque Liberæ Regiæque Civitatis Trenchiniensis graviter impeteret, majoraque in dies minaretur damna, atque pericula, ad quorum aversionem, longissimorumque Pontium supra dictum Fluvium Vagum sitorum, ita & Mœniorum Reparationem, pro quibus complura Florenorum Millia desiderarentur, ob interventam proxime præteritis Motibus totius Civitatis incinerationem, Incolarumque hinc inde dilapsorum defectum, eadem Civitate insufficienti existente, ut Malo huic dietim ingravescenti,

1715 scenti, necessarii Obices poni, Visque attacti Fluvii aliorsum derivari valeat, eum in finem Articuli 16. Anni 1687. annuente Sua Majestate Sacratissima renovatur, atque pro Effectuatione ejusdem, Commissarii, Domini Comes Georgius Erdödy; Baro Casparus Sandor; Item Egregii Andreas Hunyady Vice-Palatinus; Magister Andreas Dubniczky, Personalis Præsentiæ Regiæ Protonotarius; & pro tempore constitutus Comitatus Trenchiniensis Vice-Comes denominantur. Cæterum quoad Reparationem Pontium super Trecentorum Florenorum subsidio particulare eatenus ejusdem Civitatis Privilegium, ubi eadem Civitas humillimum ad Suam Majestatem fecerit recursum, æquitati conformem habitura est Resolutionem.

Ad reducendum justum Molarium Lapidum Pretium, Commissio instituitur.

Art. XC. Quoniam pretium Molarium Lapidum, tam in Geletnek, in Barsiensi, quam in Musay, in Bereghiensi & Saaros-Patak in Zempliniensi Comitatibus, quam etiam aliis in Locis ita adauctum habeatur, ut una Spitama, seu vulgo Schueh, primo Polturis duntaxat quinque, expost totidem Grossis vendita, jam decem grossis, & non secus vendatur; Et unus Lapis, qui antehac Florenis circiter quatuor cum dimidio comparari poterat, jam non aliter, quam novem Florenis haberi possit. Cum autem hoc naturæ beneficium, non majores nunc requirat expensas & labores, quam prius: Proinde habita Boni publici ratione, benigne annuit Sua Majestas Sacratissima, quatenus Pretium Lapidum Molarium, tam in Geletnec, quam aliis in Locis, ad justum, & adæquatum, secundum circumstantias temporis Calculum, per denominandos Suos Commissarios, adhibitis etiam Comitatensibus, reducatur.

Superfluæ Tricesimæ, cum Siccis Teloniis tolluntur, & deinceps observandæ denominantur.

Art. XCI. Siquidem Sacratissima Sua Majestas superfluarum Tricesimarum, Contrascribatuum, non secus & Siccorum Teloniorum Sublationem, Sclavonicarum vero Tricesimarum, alias Confiniorum Solutionibus pro publica Regni utilitate gravatum, cum eodem onere ad Cameram Hungaricam fiendam applicationem clementissime resolvisset; Hinc omnes Tricesimæ, quæ in præsenti Articulo non commemorantur, pro sublatis, & non nisi specifice denominatæ, deinceps pro observandis habeantur. Utpote in Croatia: versus Carnioliam, & Styriam, Capitalis Carlostadium, cum Filialibus Novigradecz, Banarecz, Molitecz; Capitalis Jaszka, cum Filiali Krasecz; Capitalis Szamobor, cum Filiali Bregana; Capitalis Zagrabia, cum Filialibus Berdovecz & Dernye; Capitalis Klanecz, cum Filialibus Kralovecz, Kumrovecz, Bratikovecz, & Bezgan; Capitalis Krapina, cum Filialibus Szvetlin & Vidina; Capitalis Varasdinum, cum Filialibus Nedelicz, Preszeka, Vinicza, Zauracza, Legrad & Petovium

tovium in Styria; Capitalis Racz, Kanisa, cum Filiali Rakersburgh 1715
in Styria. In Partibus Trans-Danubianis: Capitalis Polancz, cum Filialibus Hidegkutt, Korosocz, Rozmahaza, Tiffina, Deklosin, & Melincz; Capitalis Rada, & Gyanafalva, cum Filialibus altera, seu inferiori Hidegkutt, Nadkutt, Szentelek, Erosenye, Velike, Szent-Gothard, Cseretnek & Fürstenfeld in Styria; Capitalis Pinkafeldt, cum Filialibus Wolfau, Tanchen, Grabensak, Styniak, Pinka, & Harpergh, in Styria. Capitalis Szent-Marton, cum Filialibus Pilgerstorff, Trasenmark, seu Csaszarfalu & Carl. Capitalis Soproniurn, cum Filiali Rust; Capitalis Hochen-Valgerstorff in Austria; Capitalis Neostadium in Austria; Capitalis Ebenfurth, cum Filiali Neüfeldt in Austria; Item Filialibus Vinpassingh, & Proderstorff; Capitalis Nisider, cum Filiali Steinpruch; Capitalis Hoff ad Leitham; Capitalis Pruk in Austria; Capitalis Prellenkirchen in Austria; cum Filiali Köpcsen; Item Inspectoratus in Hamburgh, in Austria; Item Jaurinum, Ovarinum, & Quinque-Ecclesiæ. In Partibus Cis-Danubianis; Capitalis Hoff ad Moravam cum Filiali Deven; Capitalis Posonium; Capitalis Szemptecz; Capitalis Stomffa, cum Filiali Hochsteten; Capitalis Gajar, cum Filiali Magyarfalva; Capitalis Sanctus Joannes, cum Filiali Nagy-Levard; Capitalis Sassin, cum Filiali Broczka; Capitalis Szenicze, cum Filiali Szobottistia; Capitalis Szakolcza, cum Fi-liali Holics; Capitalis Vag-Vyhely, cum Filialibus Otura & Miava; Capitalis Trenchin; Capitalis Pucho, cum Satellite in Vöröskö; Capitalis Solna, cum Satellite in Skalite, & Jablonka in Hungaria; Capitalis Tuerdosin, cum Filiali Kubin; Item Capitalis Novisolium, cum Filiali Schemnicz; Capitalis Buda, cum Filialibus Pest, & Kecskemeth. In Partibus Regni superioribus: Kesmark, cum Filialibus Frankovka, Leutschovia, & Vichodna; Capitalis Ofalu; Capitalis Lyublo, cum Filialibus Knyazd, & Kaminka; Capitalis Jaszo, cum Filialibus Szepsy, & Szikizo; Capitalis Paloza, cum Filialibus Czircz & Szeben, vel Orlo; Capitalis Barttfa, cum Filialibus Zboron & Galbolto; Capitalis Sztropko, cum filialibus Ladomer & Curitna; Capitalis Homonna, cum Filiali Csertesz; Capitalis Unghuar, cum Filialibus Kis-Brezno & Szerenye, imo pro necessitate, etiam pluribus in Betsked erigendis. Capitalis Munkacs, cum Filialibus Berekszasz, Zavotka, & Szent-Miklos; Capitalis Nagy Szölös; Capitalis Nagy-Banya, cum Filiali Felsö-Banya; Capitalis Szathmar, cum Filialibus Berkes, & Karoly; Capitalis Margitha, cum Filialibus Dioszegh, & Szent-Job; Capitalis Varadinum, cum Filialibus Belenyes & Solyomkö; Item Eperies, Tokay, cum Filialibus Lucz, Onod, & Bodrogh, Uyhely. Item Capitalis Debreczen. In Districtu Aradiensi & Szegediensi; Capitalis Arad, Cum Filialibus Borosienö, Gyula, Becske, Radna, vel Totuarada, Capitalis Szegedinum, cum Filialibus Csanad, Mako, Szenta, Martonos, Halasz; In Districtu Sclavoniæ & Maritimo: Capitalis Petrovaradinum, cum Filialibus Tetel, Zabiya, Canisa, Szalankamen; Capitalis Eszek; Item Capitales Viscovics, Martinicz, Vincoczy, Kopanicz, Brod ad Savum, Szuinyar, Gradiska,

1715 diska, Jeſzenovecz, Dubicza, Koſtanicza, Zrin, Boynik Kriſtina, Blagiczky, Zluny, Rakouicza, Plitvicza, Udvina, Popina, Zuonigrad, Gradecz, Ribnik, Jablonacz, Starigrad; Civitas Segnia, Novi, Buccari, Lokiua, Brod cum Lipnik, verſus Fluvium Colapim. Ex quibus tametſi nonnullæ in Meditullio Regni, utpote Quinque Eccleſiæ, Sopronium, Jaurinum, Ovarinum, Szemptcz, Novizolium, Buda, Eperies, Jaſzo, Tokay, & Debreczen, cum ſuis annotatis Filialibus denominatæ eſſent, eæ tamen non in gravamen Regnicolarum, & Quæſtorum, nec exigendam novam, ſeu duplicem Triceſimam, vel pro exhibitione Schedarum qualemcunque Taxam, veluti præſenti Articulo totaliter ſublatam, verum ad impediendas duntaxat fraudes, ordinatæ intelligantur; Nec plures, præſertim in Meditullio Regni augeantur; Salva duntaxat unius vel alterius Triceſimalis Loci, in hoc Articulo ſpecificati, pro ratione Status, Temporis, & Neceſſitatis, in alium eidem viciniorem permutationis, & ipſius Triceſimæ Translationis, aut ſi quæ in futurum etiam, minus neceſſariæ comperientur, earundem Sublationis Facultate, penes Regiam Majeſtatem permanente. Circa rectam autem, & æquam ubique in præmiſſis Triceſimis Regii Vectigalis Inſtitutionem, ad Senſum Articuli 100. Anni 1655. elaborandam, cum Interventu Cameraticorum Commiſſariorum hoc fine deputandorum Tabula Regia Judiciaria ordinatur.

Infraſcriptorum Poſeghienſis & reliquorum Comitatuum Reincorporatio, ad ordinandam eatenus Commiſſionem prorogatur.

Art. XCII. Petitam per Status & Ordines, Comitatuum Poſeghienſis, Veröczienſis, Szirmienſis, Valkovienſis, Cſongradienſis, Cſanadienſis, Aradienſis, Bekeſienſis, Zarandienſis, Torontalienſis, Zeürinenſis, ad Sacram Regni Coronam ſpectantium fiendam Reincorporationem, ferendiſque communibus Regni Oneribus, ac tam in Juridicis, quam politicis Comitatuum quoque Maramaros, Kraſzna, Kövar, & Közep-Szolnok Reapplicationem, antiquo Sacræ Coronæ Juri innixam, Sua Regia Majeſtas agnoſcit. Quia tamen magnam Conſiderationem, & non tantum Status Politici a Militari Diſtinctionem, ſed etiam ipſorum Limitum Comitatenſium hactenus incertorum Definitionem, & Separationem prærequirit, adeoque erga præviam Commiſſionis eatenus inſtituendæ reviſionem & relaxationem, Se ita determinaturam clementiſſime reſolvit, ut publicæ Utilitati, & Servitio ſuo nihil deeſſe poſſit.

Domus Regnicolarum reaſſignatur.

Art. XCIII. Ad demiſſam Statuum, & Ordinum Inſtantiam, Sacratiſſima Sua Majeſtas, Domum Eorundem, remiſſis in ejus reſtaurationem ex Ærario Regio factis expenſis, pro Regnicolarum diſpoſitione, & Dominio, ſublata quavis a parte Fiſci Sui Regii expenſarum refuſionis prætenſione, ex Gratia, & Regia Sua Magnificentia, omnino, & in perpetuum reſignandam Clementiſſime determinavit.

In

In casu Succisionis, & Decorticationis Sylvarum, pro Judice Vice-Comes denominatur. 1715

Art. XCIV. Ad tollendam ex titulo 33. partis tertiæ omissa Judicis denominatione emersam ambiguitatem, annuente benigne sua Majestate Sacratissima, pro Judice Vice-Comites Comitatuum denominantur.

Domini Terrestres Oppidorum Paszto & Bath Jure suo utantur.

Art. XCV. Siquidem Dominis terrestribus oppidorum Paszto & Bath, contra privilegia subditorum, jam antecedenter regni legibus provisum est: Ideoque, in quantum Privilegiis talibus, vel per contradictionem, aut per contrarium usum derogatum est, eatenus & in futurum, jure suo dominali, quo ante talium privilegiorum confirmationem utebantur, iisdem frui licebit, quamdiu judicialiter secus non determinabitur. Qui Articulus ad oppida Polgari, & Szent-Margitha Capituli Agriensis, juxta tabularem determinationem superinde jam factam, nec non Turán, Nagy-Megyer, & o Tura, ac alia his similia loca, extensus esse intelligatur; Ac ad evitandos quamplurimos Excessus, & hucusque emersas querelas, non tantum præattacta Polgari, & Szenth-Margitha, sed & alia etiam oppida Haidonicalia, in Comitatu de Szabolcs existentia, virtute quoque Art. 73. An. 1618. & Art. 43. An. 1655. ac in iisdem citatorum, legali jurisdictioni attacti Comitatus de Szabolcs, salvo tamen Fisci Regii jure, & prævia modalitate, commissionaliter stabilienda, subjiciantur.

Oppidorum Svetlier, Szomolnok & Stosz in Scepusiensi; Botsza-Banya in Liptoviensi, possessionum item Stefulto, Hontensi, Sóóvár cum Só-Banya, in Sáarosiensi Comitatibus existentium & habitarum, ac aliorum locorum incolæ communia onera Comitatuum contributionalia ferre teneantur.

Art. XCVI. Ex quo graves contra annotatorum oppidorum & possessionum incolas præpositæ fuissent querelæ; qualiter iidem, Scepusiensis, & Schemniciensis administrationum protectione suffulti, a ferendis communibus Comitatuum oneribus, se subtrahere, nihil pensi duxissent; communi itaque justitia id exigente, Sacratissimaque Sua Majestate annuente statutum est; quatenus præscripti incolæ, ac alii, in quantum in medio annotatorum, ac aliorum quoque Comitatuum possessionati sunt, communia etiam onera ferre teneantur.

De non augendo Jure Montano, tollendisque Decimatorum Excessibus, observandisque inter Sæculares & Religiosas Personas interventis, & interveniendis Contractibus.

Art. XCVII.

1715 Art. XCVII. Ex benigna Suæ Majeſtatis annuentia concluſum eſt; Ne Dominis Promonthoriorum Jus Montanum, ultra conſuetudinem antiquam, in aggravationem videlicet & detrimentum montaniſtarum, ſub pœna violentiæ, præterquam reſpectu extenſionis in fundorum cultura comperiendæ, augere impoſterum liceat; quin imo ad mentem Art. 31. An. 1655. citatorumque ibidem, juſtam, & per regnum jam dudum ordinatam, in exigendo jure montano menſuram, adhibere debeant, & teneantur. Licitum porro erit contra decimatores etiam, exceſſus patrantes, præmiſſa via violentiæ procedere; immunitas vero telonialis, ſecundum leges regni hactenus ſancitas, ulterius etiam obſervetur. Religioſorum porro ſuperiores, contractus ſuorum prædeceſſorum, cum ſæcularibus debita formalitate & ſolemnitate initos, & authentico ſcripto roboratos obſervare tenebuntur, eruntque obligati: Quo vero ad pecuniam pro ſubſiſtentia Militiæ Cæſareæ, per Liberam ac Regiam Civitatem Tyrnavienſem mutuatam, ſi in commiſſione eatenus ordinanda probaverit, ſe mutuatas pecunias, ex contractu mutui, pro ſervitio Suæ Majeſtatis crediſſe, eadem Majeſtas Sacratiſſima appromiſit juſtitiæ & æquitati conformem reſolutionem; Quod ipſum de liquidis prætenſionibus Comitatuum Sáaros & Abauyvár, pariter & civitatum Caſſovienſis & Eperieſſienſis, ac aliis quoque hujuſmodi Prætendentibus, pari modalitate mutuatas pro ſubſiſtentia Militiæ Cæſareæ pecunias liquidaturis intelligendum erit.

De ſupplicata Relaxatione Taxarum, per Cameram Hungaricam Liberis Regiis Civitatibus impoſitarum.

Art. XCVIII. Quoad taxas liberarum ac regiarum civitatum minuendas, pro paterna clementia & benignitate, ac commiſeratione, condignum habebit reſpectum, ac proportionatam reflexionem, qao eædem civitates valeant conſolari. Quoad Domum Lederianam in libera regiaque civitate Eperieſienſi habitam, vel potius pecuniam in eandem inveſtitam, inter Fiſcum Regium, & Magiſtratum controverſam, Sua Majeſtas Sacratiſſima, capta informatione adminiſtrationis Scepuſienſis, ſpecialem interceſſionis fidelium Statuum, etiam extra Diætam, habitura eſt rationem.

De Negotiatoribus Extraneis.

Art. XCIX. In præjudicium civitatum & oppidorum, privilegiorumque eorundem civilium, extra publicas nundinas quæſtum exercentes Negotiatores extranei, ſi ſuſpecti fuerint, per easdem civitates amoveri poterunt, reliqui Magiſtratui civili vel oppidano ſubjiciendi erunt, citra ullam Militarium Officialium protectionem; Turcarum tamen (quibus etiam, vi pacificationis Carlovicenſis, commercium per Hungariam quoque liberum eſt) dum ex limitaneis confiniis accedere voluerint, admiſſio, & danda ſecuritas, ac in ipſis duntaxat confiniariis Præſidiis, reſpectu ejuſmodi Quæſtorum Turcarum etiam juriſdictio ſolis Militaribus Cæſareo-Regiis Commendantibus competet;

tet;

tet; In aliis vero quibusvis interioribus Regni Hungariæ Locis, quo- 1715
ad Exercitium ipsius commercii, & Quæstus, ac occasione ejusdem E-
mergendorum, etiam ipsi Turcæ, a Jurisdictione legitimi Magistratus
Provincialis dependebunt.

Comitis condam Georgii Senioris Erdödy Judicis Curiæ Regiæ Successoribus, debita Satisfactio promittitur.

Art. C. Sacratissima Sua Majestas, condigno habito respectu demissæ Statuum & Ordinum, intuitu Remissionis Bonorum prælibati condam Comitis, cum Comitissa olim Elisabetha Rakoczy priori Consorte Sua compossessorum partorumque & acquisitorum, perque Fiscum Regium occupatorum, interpositæ Recommendationis, atque Instantiæ, benigne resolvit: Quod inquantum prætitulati condam Comitis Successores, Prætensionem defuncti Comitis, ad Articulum 11 Anni 1687. reducere, & eatenus sufficienter comprobare potuerint, debitam Satisfactionem, Salvo Juris Ordine eisdem impendi facere benigne dignabitur.

Articuli super Repetitione & Restitutione Colonorum Fugitivorum editi, uberius declarantur.

Art. CI. Siquidem tam ante quam & occasione proxime præteritorum Motuum, plurimi Colonorum, invitis, insciisque Dominis suis Terrestribus, in alios, sed potissimum per Arma Cæsareo-Regia, a potentia Turcica vindicatos Comitatus, non secus ad Lublyo, & Tredecim Oppida Scepusiensia, ex eo, quod dicti Comitatus, & Oppida, Regno necdum incorporati, publica Regni, & Dominalia Onera, ad instar aliorum Comitatuum & Locorum non præstarent, profugissent, & profugerent, indeque nec amica, sed nec Juris Via rehaberi possint; imo Judices procedentes, & ipsos Colonorum Dominos persequerentur. Unde Sua Majestas Sacratissima, Articulis super Repetitione Colonorum sancitis, addendum benigne annuit; Ut Coloni de uno Comitatu in alium, & Famuli etiam, seu in Domesticis seu Oeconomis servientes, citra obligationem suam, & ante expletum Servitii sui tempus, Dominos suos deserentes, cum manifestis, aut etiam suspectis fugæ indiciis commeantes, sine Passu Dominorum suorum transire nullibi permittantur, imo ipso facto detineantur: Si tamen præmissi Coloni, clam, vel dolo, ad alium Comitatum pertingerent, Magistratus Loci, sub quo diverterunt, rescito eorundem Adventu, inquirere teneantur: Undenam ejusmodi Incolæ, vel Inquilini novi, se eo contulerint? compertaque prioris Domicilii, & Subjectionis Veritate, id ipsum tali Comitatui, in quo prius cum Subjectione Jobbaionali residebant, notificare obligentur; Si qui vero deinceps Dominorum Terrestrium, ejusmodi profugos Colonos, vel Servos, ad Bona sua scienter receperint, & ad primam (penes transmissionem Collateralium) peractam legalem Repetitionem, sufficienterque, ac juxta Leges Patrias dein edoctum, erga eun-

1715 dem fugitivum Colonum habitum Jus, non restituerint, ipso facto pœnam in Articulo 31. Anni 1556. & 70. Anni 1659. expressam, instar liquidi Debiti, medio Judicis Nobilium desumendam incurrant; Ignobiles autem liberi, vel manumissi, si in Bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & Colonicalem, vel Censualem, aut inquilinariam Obligationem assumpserint, tales secundum Conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati maneant. Quem Articulum Sua Majestas Sacratissima, non tantum ad Confinia extensum esse resolvit, sed hoc, & id, Commendantibus Locorum finitimorum Passuumque Custodibus serio demandaturam clementer obtulit, ne ullum Rusticum ad Partes Turcicas, vel etiam Transylvanicas, Comitatus in Partibus existentes, ac etiam Confinia, transire permittant: Clancularie autem transire satagentes incaptivent, & manibus Domini Terrestris, cum universis Rebus suis erga proportionatam Judicio Comitatus determinandam Taxam assignare teneantur. Ad meliorem porro Colonorum Subsistentiam, Domini Terrestres, universas sub his Motibus accumulatas qualiumcunque Proventuum prætensas Restantias, per ejus temporis illegitimos Possessores jam semel exactas, a Colonis amplius prætendere, vel exigere haud possint; Aliæ vero per neutram partem exactæ, in dimidia saltem parte, nec simul & semel, sed successive, Dominis Terrestribus, sive Proprietariis, sive Hypothecariis exolvi, & præstari possint, liceatque Dominis Terrestribus Proprietariis, qui a Hypothecariis Possessoribus, non secus quam erga Depositionem integralium talismodi Censuum, & Datiarum, Bona sua reluere potuissent, Dimidietatem ejusmodi Censuum ipsis Hypothecariis defalcare: Manutentione miseræ Plebis in præmissis, ad præcavendam ejusdem Oppressionem, Magistratibus Comitatensibus incumbente. Et hic Articulus ad omnes Liberas, Regiasque Civitates & Oppida Haidonicalia, extendatur.

Infrascripti Ordines in Regnum Hungariæ, Partesque Eidem annexas recipiuntur.

Art. CII. Ad demissam Ordinum infrascriptorum coram Statibus & Ordinibus, super Receptione Sui in Regnum Hungariæ, Partesque Eidem annexas, factam Instantiam, tametsi aliunde Authoritate etiam Regia introduci, & stabiliri possent; Ad demissam nihilominus Statuum Recommendationem, benigno Suæ Majestatis Consensu accedente, determinatum est; Ut Religiosi Ordines Fratrum Camaldulensium, & Sanctissimæ Trinitatis de Redemptione Captivorum; nec non Clericorum Regularium Pauperum Matris DEI de Scholis piis, in Regnum istud Hungariæ, & Partes Eidem annexas, Voto tamen, & Sessione absque omni, pro receptis, ac stabilitis habeantur, Bonaque Fundationalia pure Secularia; & liberæ Fundatorum dispositioni subjecta, Jure, & Titulo duntaxat Pignoris possidere valeant. Amodo autem imposterum, Collegia & Claustra quo-

quorumvis Religiosorum sine necessitate Reipublicæ, & benigno Regiæ Majestatis assensu non augebuntur. 1715

Jacobus Mesko Jus suum Uxorium enormiter læsum, qualiter acquirere possit.

Art. CIII. Egregius Jacobus Mesko, nomine Consortis Suæ Barbaræ Hegymeghy conquestus est, quod Prædecessores ejus, quoadusque supervixissent, ipsis vero Fatis cedentibus, dictam quoque Conthoralem suam in multis Milibus injuriatos, & injuriatam esse; Quia tamen Causa, tum propter culpam Procuratoris, tum etiam invitis, iisque illegalibus modis subinductorum nonnullorum Contractuum, Juri Contrariantibus Consulationibus, Remedia scilicet & Juris Beneficia, adeoque ipsum legitimum Juris Cursum, alias omnibus & singulis admissum, sub gravi, in Harthyaniano, Hopershorumiano Contractu, mille Aureorum, toties quoties extensa, & desumenda pœna instructis adornatorum intuitu, enormem læsionem remederi, neque præjudicii sui, quam maximam ruinam involventis, quærere quivissent; Hincque per triginta circiter Annos, Jurium, & Bonorum suorum Possessione, ex Vincularis Pœnæ, respectu enormis Læsionis suæ remedium, æquitatisque & Justitiæ administrationem, nonnisi extra Dominium præstolari debuissent, deberetque etiam de præsenti: Idcirco unanimi Statuum & Ordinum Voto & Consensu statutum est; ut hæc etiam Causa, per Dominum Palatinum, vel ipso impedito, per Personalis Præsentiæ Regiæ Locumtenenentem, adhibitis Tabulæ Regiæ Judiciariæ Judicibus, & Assessoribus, quos ad manus habere poterit, Jure Extraordinario (vel in unico Termino Octavali, si interea eadem celebrari contingat) ex Fundamento revideatur, & salvis ipsius Causæ Meritis, ac Partis in Causam attractæ defensis, nonnisi Judicialiter examinandis, finaliter determinetur; Novo Judicio Parti succumbenti extra Dominium concesso. Ac ut Causa quoque inter Egregium Stephanum Martonfalvay, Hæredesque & Successores ejusdem, ab una & Reverendissimum Michaëlem Merey, qua Abbatem Sexardiensem, aut Abbatiales ejusdem Successores, partibus ab altera vigens, pari Juris, & Processus Forma revideri, terminari, debitæque Executioni demandari possit: Novo pariter Judicio extra Dominium, Parti succumbenti admisso existente.

Respectu Arcis, & Bonorum Dios-Györ, nova Articularis Revisio, pro Vidua Halleriana admittitur.

Art. CIV. Illud quoque, Sua Majestate benigne annuente determinatum est; Ut Arcis & Bonorum Dios-Györ, alias per Fiscum Regium de manibus Familiæ Haller Judicialiter obtentorum Possessio, utrinque ponatur ad eum Statum, in quo immediate ante Motus proxime sopitos fuerat, & Causa eadem Articulariter, & ex merito de novo revideatur, Viduaque Halleriana probanda probet; In quem finem pro Judicibus Articularibus per Suam Majestatem sunt deno-

1715 minati Comites Stephanus Kohary, Alexnder Erdödy, Baro Gabriel Tolvay, Magister Stephanus Nagy Protonotarius Domini Comitis Palatini, & Paulus Okolicsany. Et nihilominus, siquidem Privilegiatum Oppidum Miskolcz, ex Pertinentiis Arcis & Dominii Dios-Györ esse dignosceretur, dicta vero Arx, & Dominium, propter publicas Regni Necessitates, docente Articulo 22. Anni 1608. ante Coronationem edito, consentientibus Regni Statibus, in certa Summa pecuniaria, eo non obstante, quod Bonum Coronale fuerit, inscripta esset; Idcirco ulterius quoque Status & Ordines, considerantes prænotatum Oppidum, imo nonnulla etiam alia Loca, ad eandem Arcem Dios-Györ pertinentia, ultra Summam prioribus Dominis suis prætensive Pignoraticiis exolutam, & in futurum legitimandam, aliam præterea, dictum quidem Oppidum Miskolcz Quadraginta & unius Mille Florenorum, nonnulla vero Loca, pariter notabilem Pecuniæ Summam in Ærarii Regii, ac Boni publici Commodum numerasse, & dedisse. Hinc per Status & Ordines dictum Oppidum Miskolcz, super ejusmodi Quadraginta & unius Mille Florenorum Summa, cætera vero singillatim super suis Pecuniarum Summis prævio modo exolutis & liquidandis assecurantur, & eo usque donec eædem Summæ iisdem Oppidanis, & cuilibet præfatorum Locorum, vel eorum Successoribus depositæ, & exolutæ non fuerint, a Reincorporatione ad Dominium Dios-Györ, pro immunibus declarantur.

De Instantia Catharinæ Lonyay, Jura sua Materna prætendentis, & aliorum.

Art. CV. Ad demissam Catharinæ Lonya Instantiam & Supplicationem, quæ post Fata Parentum suorum, in tenera ætate, subque Tutela aliorum constituta, per se Rerum suarum gerendarum incapax, neglectu etiam Tutorum suorum, Instantiam suam respectu Bonorum Maternorum Aviticorum, & Acquisititiorum, ad mentem Articuli 11. Anni 1687. prosequi nequivisset, Sua Cæsareo-Regia Majestas, in Causa ejusdem Catharinæ Lonyay benignissime ordinavit, ut eadem Prætensionem suam, coram speciali Commissione hoc in passu per præsentem Articulum deputata, Jure prosequi possit. Ad quam Commissionem Altefata Sua Majestas Sacratissima denominat Dominum Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentem, & Consiliarium, pro Præside, & ex parte Regiæ Cameræ Hungaricæ, Ejusdem Consiliarium Baronem Paulum Mednyanszky; Item Tabulæ Regiæ Baronem Georgium Bereny, nec non Andream Hunyadi Vice-Palatinum, & Stephanum Barlok Vice-Judicem Curiæ Regiæ, & Magistrum Franciscum Szluha Personalis Præsentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenentis, & Consiliarii Protonotarium, cum Facultate, in locum nefors absentium, alios per Causæ Præsidem ex Tabulæ Regiæ Judicibus substituendi, qui Prætensionem dictæ Catharinæ Lonyay, Parte etiam altera, actualibus utpote ipsius Prætendentis Bonorum Possessoribus, ac Fisco etiam Regio in quantum Interes-

tereſſatus eſſe comperiretur, ſufficienter exauditis, ſecundum Leges Regni cognoſcent, & peremptorie dijudicabunt, ac pro finali benigna Determinatione, Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ humillime referent, & ſubmittent. 1715

Propter mortem Filij Michaëlis Cſernakoczy, Domuſque ejuſdem Incinerationem, & exinde interventam Damnificationem & Areſtationem, Proceſſus ſtatuitur.

Art. CVI. Ad Gravamen Michaëlis Cſernakoczy, & apud Suam Cæſareo-Regiam Majeſtatem ex eo factam Querelam, quod non ita pridem evolutis temporibus, Filium ſuum Ignatium, per incendium, animo deliberativo, & voluntarie, per nonnullos coram Judice denominandos excitatum, ex hac vita ſuſtulerint; & quamplurima inſuper Damna eidem cauſaverint; Et dum Occaſione modernæ Diætæ, atrocem hunc Caſum repræſentare, & promovere intendiſſet, ad ſiniſtram eorundem Informationem, in Suppreſſionem Cauſæ, ſuæ, ad Areſtum tractus, ac in eodem diutius detentus fuiſſet: Reſolvente Sua Majeſtate Sacratiſſima, ſtatutum eſt: Ut ad rite examinandam, revidendamque & decidendam prædeclaratam Cauſam, Dominus Perſonalis Præſentiæ Regiæ in Judiciis Locumtenens, & Conſiliarius, adhibitis aliquibus Tabulæ Regiæ Judicibus, ac aliis Juriſperitis, minus tamen intereſſatis Viris, Facultatem habeat, ſoluta quamprimum præſenti Diæta, citatis, & legitime certificatis Partibus judicialiter procedendi, & id, quod Juris Ordo tulerit, ac Juſtitia dictaverit, exequendi.

Civitas Szegedienſis Jure Poſtliminii inter Regias ac Liberas Civitates aggregatur.

Art. CVII. Annuente benigne Sua Majeſtate, Status & Ordines Civitatem Szeged, Jure Poſtliminii, ad Statum Liberæ ac Regiæ Civitatis, quo & olim ex Vi Legum, & Privilegiorum, per Altememoratum Divum olim Imperatorem & Regem JOSEPHUM confirmatorum, gaviſa dignoſcitur, iterato reaſſumendam decernunt.

Debreczenium etiam, inter Regias ac Liberas Civitates acceptatur.

Art. CVIII. Siquidem Civitas Debreczen merita, & exhibita diverſis Bellorum Temporibus atque Occaſionibus Servitia, tam luculenta, imo & Suæ Majeſtati Regiæ accepta eſſent, ut pro Clementia Sua eandem Civitatem, velut jam prius, & noviſſime Virtute benigni Diplomatis LEOPOLDINI, in reliquarum Liberarum ac Regiarum Civitatum numerum recipere dignata fuiſſet. Ideo perbenigne annuente Sua Majeſtate, Status quoque & Ordines Regni, eandem Civitatem Debreczen, reliquis Civitatibus Regni Hungariæ, Partiumque eidem annexarum (ita tamen, ut pro extruenda Parochiali Eccleſia Catholica, & Conventu Patrum Sancti Patris Franciſci Locum aſſignent) denuo aggregandam, ac in omnibus Libertatibus, & Præroga-

1715 rogativis Statui Civico competentibus, & in præcitato Diplomate uberius expressis, conservandam statuunt, adeoque, ut in numero reliquorum Statuum & Ordinum Regni Sessionem & Votum habere possit, annuunt.

Oppida quoque Szattmar & Nemethy, in numerum Regiarum ac Liberarum Civitatum aggregantur.

Art. CIX. Et quia Sua Majestas Oppidorum Szattmar, & Nemethy Privilegia, a Divis olim Hungariæ Regibus pridem obtenta, nec non etiam fidelia Servitia, sub diversis Bellis, & Motibus præstita, Damnaque perpessa considerasset, adeoque in reliquarum Civitatum (ad instar quarum, aliunde omnibus Privilegiis & Immunitatibus, præter solam denominationem, & hactenus gaudebant) numerum, cum ea conditione, ut pro meliori eorundem subsistentia, ambo Oppida in unam Civitatem conjuncta, per unum etiam Magistratum Civilem, sub unius pariter nominis, videlicet Szattmar-Nemethi appellatione guberneutur, annumerationem clementer resolvisset. Idcirco a Statibus etiam & Ordinibus Regni, ad publicos Consessus, & Vota, in Cœtum reliquarum Liberarum ac Regiarum Civitatum collective sumptim, sub ipsa denominatione Szattmar-Nemethi recipiuntur. Et ut tam hæc, quam etiam Debreczinienfis Civitates, Jurisdictioni Domini Magistri Tavernicorum Regalium subesse, ac ad normam aliarum Liberarum & Regiarum Civitatum, Legibus Regni quoad omnia subjacere, & se accommodare debeant, statuitur

Hæredes condam Domini Sacri Romani Imperii Principis Pauli Eszterhazy de Galantha, Perpetui in Frakno, alias Regni Hungariæ Palatini, de Resignatione Diplomatum, aliorumque Literalium Instrumentorum quietantur.

Art. CX. Quoniam Dominus Princeps Michaël, prætitulati condam Domini Principis Pauli Eszterhazy de dicta Galantha, Aurei Velleris Equitis, & Regni Hungariæ Palatini Filius Originalia Literarum, & quorundam Diplomatum, factum totius Regni concernentium, alias eidem Domino condam Palatino pro Conservatione sub certo Regesto, & Sigillis nonnullorum eotum per Status & Ordines Deputatorum assignata, Statibus & Ordinibus fideliter produxisset, resignassetque; Proinde idem Dominus Princeps Michaël Eszterhazy, ac per eum reliqui quoque præfati condam Domini Palatini Hæredes, super Reproductione, simul & Resignatione præscriptarum Literarum, & Diplomatum absoluti, & quieti pronuntiantur, eademque Originalia Literarum ac Diplomatum, secundum noviter super iisdem factam, subscriptionibus, Sigillisque Dominorum itidem per Status & Ordines Deputatorum munitam Consignationem, atque Regestrationem, Excellentissimo Domino Comiti Nicolao Palffy ab Erdöd, Status & Ordines pro Conservatione, modis, & Conditionibus in Articulo 33. Anni 1613. expressis tradiderunt & assignarunt.

Status

Status & Ordines Suæ Majestati Sacratissimæ referunt grati- 1715
as, quod futuros moderni Domini Archi-Episcopi Strigoniensis
in officio successores, dignitate sacri Romani Imperii
Principis condecorare dignata est.

Art. CXI. Quod sua Majestas sacratissima, ad demissam, eamque sollicitam Eminentissimi & Serenissimi Domini Cardinalis Ducis de Saxonia, Archi-Episcopi Strigoniensis, & Primatis Hungariæ Instantiam, futuros ejusdem Domini Archi-Episcopi in dignitate Archi-Episcopali Strigoniensi successores, in veros sacri Romani Imperii Principes creare, & ad titulum, atque dignitatem Principatus Imperialis, cum omnibus honoribus, & prærogativis eidem competentibus, ex speciali sua gratia, atque clementia evehere, ac sublimare dignata sit, eas, quas possunt immortales, altefatæ suæ Majestati sacratissimæ status & ordines referunt gratias, ac in signum debitæ gratitudinis, æternam hujus rei memoriam, præsenti Articulo ad seram posteritatem transmittere voluerunt, quo sic erga prætitulatum etiam Dominum Archi-Episcopum, & Cardinalem, pro eatenus quoque in Gentem Hungaram demonstrato propenso animi candore, reciprocum ac indubitatum sinceri affectus & obsequii argumentum testarentur.

Ad Revisionem atque finalem Decisionem metalis causæ,
inter certas possessiones ad Dominia Sztrecsen, & Budetin spectantes, hactenus vigentis, Judices, seu Commissarii
denominantur.

Art. CXII. Siquidem occasione metarum in certis possessionibus ad Sztrecsen, Familiæ Eszterhazy, & Budetin, Familiæ Szunyogh Dominia, spectantibus, hactenus controversarum, inter priores adhuc eorundem Dominiorum possessores, a longa jam temporum serie, graves admodum & dispendiosæ intervenissent, ac sub decursu plurium quoque diætarum agitatæ fuissent quæstiones, atque controversiarum materiæ, quibus per dictam Familiam Szunyogh, veluti prætensive læsam, & querulantem, occasione præsentis quoque diætæ resuscitatis, ac tam sacratissimæ suæ Majestati, quam ipsis quoque statibus & ordinibus repræsentatis, tandem ad evitanda, quæ inde emergere possent, ulteriora incommoda, accedente altememoratæ Suæ Majestatis Sacratissimæ benigno assensu, pro revisione, finalique ejusdem causæ determinatione, atque decisione, præter legales Comitatus Trenchiniensis Judices, denominati sunt pro Judicibus, seu Commissariis, & quidem pro Præside, Dominus Comes Emericus Csaky Archi-Episcopus Colocensis, cum plena loco demortuorum, aut legitime absentium, alios Disinteressatos denominandi facultate. Item Domini Comites: Otto Joannes Baptista a Volkra Episcopus Veszprimiensis, Sigismundus de Battyan, Alexander Karoly, Domini Paulus Spaczay Episcopus Arbensis, & Baro Gabriel Tolvay; Egregii item: Magister Joannes Szentivany, Domini Judicis Curiæ Regiæ Protonotarius; Joannes Sigray, Tabulæ Regiæ Judiciariæ Assessor; Paulus Okolicsany; alter

1715 Joannes Radvanszky; Josephus Huszar; Paulus Raday; & Stephanus Andahazy; Qui soluta præsenti Diæta quantocyus, interessatis partibus certificatis, ad faciem locorum exire, iisdemque sufficienter auditis, præliminarem prædeclaratæ causæ revisibilitatis, aut irrevisibilitatis subortam quæstionem examinare, & decidere, compertaque revisibilitate ejusdem, una eademque fidelia, eandem causam quoad omnes quæstiones & controversias, ex Processu Vesseleniano qualitercunque emersas, ex ipso merito, & fundamento rei, etiam cum proprietatis disquisitione, secundum DEUM, & ejus justitiam, positivasque regni leges, finaliter decidere, determinare, ac reali executioni quoque mancipare possint & debeant, Et quemadmodum in casu revisibilitatis post finalem causæ prædeclaratæ decisionem, & realem executionem, adeoque extra Dominium, ita in casu adinveniendæ ne fors irrevisibilitatis, ulteriora juridica remedia, pro utraque parte salva permaneant, statutum est.

Terrena per Generalatum Varasdiensem possessa restituentur, & plures aliæ controversiæ, medio commissionis instituendæ accommodabuntur.

Art. CXIII. Et propria Authoritate, & unanimi statuum atque ordinum consensu, Sacra Majestas Cæsarea, & Regia mota, & divi olim genitoris sui Augustæ reminiscentiæ LEOPOLDI PRIMI resolutione, in primordio Diætæ præsentis originaliter producta, & perlecta, plurium quoque annorum & diætarum Articulis, utpote Anni 1604. 14. 1608. 9. 1613. 39. 1618. 32. 1622. Conditione diplomatis septima, 1635. Art. 33. & 40. 1638. 51. 1659. 89. & 90. 1681. 64. & ejusdem Anni Diplomatica conditione septima, accedente etiam octavalium judiciorum sententia ex mandato Regio instituta revisione, in benignam sumptis considerationem, statuit & resolvit, ut proxime instituenda commissio, cum interventu etiam Comitis Bani, si adesse poterit, & Episcopi Zagrabiensis, aliorumque tam de Magnatum, quam Nobilium eorundem Croatiæ & Sclavoniæ statibus, quos ad functionem hanc denominaverint, in facie loci processura, modum & occasionem transferendi Generalatus exquirat, ac Suæ Majestati pro benigna determinatione referat, eodemque contextu de restitutione, & reincorporatione terrenorum, inclusis & intellectis iis etiam montis Claudii pertinentiis, quas etiamnum mentionatus Generalatus Varasdiensis, ac alter Eszekiensis, & excelsa Camera Aulica usuat, sic & capituli Chasmensis, ac aliis etiam Ecclesiasticorum, quam sæcularium bonis per eundem Generalatum Varasdiensem possessis, ac eductione etiam Militis, ex Arce Varasdiensi, agat, & concludat. Quæ commissio, liberarum quoque & Regiarum Varasdiensis, Crisiensis, & Capronczensis civitatum querulose exposita gravamina, multifariosque ibidem existentium confiniariorum excessus, coram eadem commissione Cæsareo-Regia rursum, ubi e re fuerit, uberius specificandos, & proponenda; sic & liberi ac regii oppidi Czirkveno, non secus etiam bonorum Zriniano,

niano, & Frangepaniano antehac fiscalium, ac in præsens per Cameram Styriacam possessorum, quorundam officialium graves pariter & enormes in diversos regnorum illorum Nobiles, eorundemque jura & possessiones attentatos, & patratos excessus: Ita similiter diversorum regnicolarum contra Officiales itidem Generalatus Carlostadiensis, de ademptis sibi pluribus, & quidem notabilibus bonis, & Dominiis prætensas querelas, illatasque injurias, quemadmodum & tam de ejusdem Carlostadiensis, quam Varasdiensis Generalatuum, alias pluribus jam antecedenter quoque statutis legibus vetitas, & in depascendis vicinorum ibidem regnicolarum, & notanter possessionis Draganicz, aliorumque passim Fœnilibus, sibi impune vendicata licentia cognoscendi, aliaque his similia sibi repræsentanda præjudicia, & excessus examinandi, discutiendique, ac ex æquo & justo determinandi, læsisque & injuriatis eo facto plenam & omnimodam satisfactionem & contentationem impendendi, omnesque tales & similes, in futurum ne fors attentandos excessus & præjudicia tollendi, & præcludendi facultatem habebit. 1715

De Authoritate Banali, & Domini Bani Salario.

Art. CXIV. Annuit Sua Majestas Cæsarea & Regia, accedente communi statuum & ordinum voto, ut Comes Banus regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ, & ejusdem in officio successores, non modo authoritate Banali, juxta conditiones diplomaticas, & Artic. 27. An. 1609. & 62. Anni 1681. fungatur, verum etiam salarium suum, & Banderii sui, juxta modernam benignam quoque applacidationem, ex Ærario Regio, more hactenus observato, habeat,

Subsidium pro Militia per Status & Ordines Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ solvi consuetum ordinatur.

Art. CXV. Benigno Suo Cæsareo-Regio affectu, quo in status & ordines regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Sacra Majestas fertur, resolvit clementissime, quatenus subsidium pro Militia confiniaria, per status & ordines eorundem regnorum, ex propriis ipsorum contributionibus jam ab olim solvi consueta, pro tenore Art. 75. Anni 1681. per supremum tricesimarum in iisdem regnis exactorem, more hactenus observato, ipsis regni statibus præstetur & exolvatur, cum onere per eosdem status & ordines de ejusmodi perceptis & erogatis, suæ Majestati Sacratissimæ dandæ rationis.

Ut Camera Græcensis Transactioni initæ se accommodet.

Art. CXVI. Æquitati & justitiæ comperit esse conformem Sacra Majestas Cæsarea & Regia humillimam statuum & ordinum Croatiæ, & Sclavoniæ instantiam, quam adversus Cameram Interioris Austriæ Græcensem dictam, promovissent, in eo, quod eadem Camera Transactioni cum iisdem statibus, occasione bonorum Zriniano-&

1715 Frangepaniano - Fiſcalium, coram Auguſtæ reminiſcentiæ LEOPOLDO Primo Imperatore & Rege initæ, ſe accommodare hactenus intermiſiſſet. Ac proinde alteſata Sua Majeſtas Sacratiſſima, ſe clementer demandaturam obtulit, ut, inquantum præfatæ Transactioni ſatisfactum non eſſet, non ſolum eandem ex integro mentionata Camera obſervare, verum comperta rei veritate, hactenus neglecta effective exolvere teneatur. De Provinciarum quoque Lika, & Corbavia, ſuo tempore, & quo citius fieri poterit reincorporatione inſtituenda, benignam proviſionem ſe adhibituram pollicendo. Metarum itidem inter Provinciam Styriæ, & Carnioliæ ac modoſata regna, prout etiam de plaga Terræ inter Legradienſes in Comitatu Szaladienſi, ab una, & poſſeſſionem Nagy, & Kis - Attak, cum una alia terræ parte Gradiſche appellata, in Comitatu Criſienſi exiſtentes Incolas, ab alia partibus ſubortas, & vigentes controverſias, ac alias ſimiles inter ipſos regnicolas, & Dominium Csaktornya emerſas, Commiſſione mediante per denominandos, ex parte Suæ Majeſtatis Commiſſarios, ex parte vero eorundem ſtatuum & ordinum: Dominum Epiſcopum Zagrabienſem; Comitem Petrum Keglevics, vel eo impedito Comitem Joannem Draskovics, & Paulum Cseskovics Præpoſitum Zagrabienſem, ac Joannem Branyugh, eorundem regnorum Proto-Notarium; deinde Vice-Comitem comitatus Criſienſis, eo vero intereſſato, unum Zagrabienſem, accommodandas benigne reſolvit.

De Pulſione Boum per Portum Buccari.

Art. CXVII. Libera pulſio Boum per portum Buccari, præcedentium etiam, & tot Diætarum Articulis admiſſa, nunc quoque non impeditur, dummodo vicinis Provinciis, quoad pecorum ſuorum neceſſariam diſtractionis commoditatem non præjudicet.

Incorporatio Inferioris Sclavoniæ, medio inſtituendæ commiſſionis effectuanda committitur.

Art. CXVIII. Humillimis petitis ſtatuum & ordinum memoratorum regnorum Croatiæ, & Sclavoniæ, communi regni Hungariæ ſtatuum & ordinum voto annuit perbenigne Sua Majeſtas Cæſarea & Regia, ut medio proxime inſtituendæ commiſſionis, adhibito etiam ad id cauſarum regalium directore, vel alio idoneo ſubjecto, Fiſci Regii nomine, de modo & formalitate, ad Sacram Coronam reincorporationis Inferioris Sclavoniæ, Comitatuumque in ea exiſtentium cognoſcatur, & determinetur, ad benignam Cæſareo-Regiæ Majeſtatis ratificationem.

De libero Quæſtu inter Regna & vicinas Provincias exercendo, Viniqne inductione admittenda.

Art. CXIX. Sacra Cæſarea Regiaque Majeſtas liberi Quæſtus inter regna Croatiæ, & Sclavoniæ, vicinasque ipſi Provincias, exercitium viniqne inductionem, quam commodiſſime fieri poterit, ſe procuraturam benigne obtulit, & declaravit.

De

De Statutis Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ hactenus confirmatis, & aliis per Suam Majestatem deinceps confirmandis. 1715

Art. CXX. Cum occasione confirmationis & observationis statutorum municipalium præfatorum regnorum, sub decursu præsentis Diætæ plures & variæ subortæ fuissent quæstiones, sacræ Majestatis Regiæ, atque communi statuum & ordinum voto decisum est; ut primo: statuta eorundem municipalia, Regia Authoritate specifice confirmata, in nullam amplius de sui validitate veniant quæstionem. Secundo: pariformiter etiam per Artic. 66. Anni 1681. generice confirmata (salvo duntaxat privati cujuspiam ex eorum aliquo gravati, ad Regiam Majestatem recursu) itidem pro validis & firmis habeantur. Tertio: Quæ neutro modo prædeclarato hactenus firmata fuissent, dispositio tamen eorum adhuc duraret, & pro futuro obligare posset, ea, & talia, intra Anni unius spacium, Suæ Majestati Cæsareo-Regiæ producenda, examini, & confirmationi, vel reprobationi Regiæ subjiciantur. Quarto demum: In futurum condenda, si jurisdictionem Regiam, aut justitiæ administrationem, vel quoscunque causarum Processus concernent, ad Regiam pariter deducantur confirmationem, alioquin tam hæc, quam supramentionata alia, sub classe tertia comprehensa, obligatoria non sint. Statutum vero in novissima eorundem statuum & ordinum congregatione, de non recurrendo ad generalem regni Hungariæ, & partium eidem annexarum Diætam, præterita prima instantia, prout & aliud de Vice-Comitibus, ab Assessoratu Tabulæ Banalis excludendis, in medio eorundem statuum recenter conditum, eidem considerationi ac conditioni, percepto tamen, respectu posterioris, etiam voto Comitis Bani, subjacebit, quibus reliqua statuta hujus Articuli puncto tertio comprehensa subjecta sunt.

Judiciorum Octavalium, & Tabulæ Banalis, in Regnis Croatiæ, & Sclavoniæ, singulis Annis celebratio resolvitur.

Art. CXXI. Administrandæ justitiæ zelo, & desiderio mota Sacra Majestas Cæsareo-Regia, unanimi etiam voto, & consensu regnicolarum accedente, benigne annuit, ut renovato Art. 28. An. 1681. ibidemque citatis, judicia octavalia, tam majora quam minora, appellationumque revisiones, in regnis Croatiæ, & Sclavoniæ Annis singulis, per Dominum Comitem eorundemque regnorum Banum, vel eo legitime impedito, per alium erga humillimum ipsorum statuum recursum, percepto & hic antelati Comitis Bani voto, pro arbitrio Majestatis Cæsareo-Regiæ, e gremio eorundem regnorum nationalem substituendum, Tabulæ Banalis Assessoribus ad minorem numerum, quam fuerit hactenus, per ipsos status juxta conditionem in Articulo immediate præcedente, de statutis appositam, prævie reductis, celebrentur: ita nimirum, ut talis per Suam Majestatem Sacratissimam substituendus, & Assessores denominandi, sub pœna non obtemperationis mandatorum Regiorum, eadem judicia respective promulgare, inchoare, & consuetis diebus continuare teneantur. Pro

1715 Pro Usu Salis præsertim Maritimi, ex frumenti permutatione consequendo.

Art. CXXII. Usum salis maritimi, pro tenore Art. 29. An. 1548. & Art. 43. An. 1635. Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas, præfatorum regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ, statibus & ordinibus clementer admisit, extraneo tamen sale omni, adeoque Styriaco etiam, per Cameram Græcensem recenter inducto, prorsus excluso. Nihilominus tamen, circa totum hoc salis negotium, in præfatis Croatiæ & Sclavoniæ regnis melius ordinandum, altefata Majestas Cæsarea & Regia, finita præsenti Diæta, protinus commissionem deputabit, quæ cum mentionatis statibus & ordinibus, collatis in hunc finem consiliis, dispositiones instituet, determinabit, & stabiliet.

De Officio Supremi Comitis Comitatuum Zagrabiensis, & Crisiensis; Præterea de officio Protonotariali, querulosis item Processibus, revocationibus Procuratorum, & aliis in Articulo infrascripto recensitis.

Art. CXXIII. Siquidem officia, quæ authoritatem Regiam ex jure & lege tangunt, per Majestatem Regiam conferri, & provideri oportet, inter qualia cum & officium supremi Comitis Comitatuum Zagrabiensis & Crisiensis, esto quidem Vice-Banali officio hactenus utcunque attributum, semper tamen, etiam in Officii Banalis Donationalibus, pro collatione Regia expresse reservatum dignoscatur. Hinc sacra Majestas Regia, dum authoritate sua in collatione modofatorum Officiorum uti voluerit, benignam semper & præcipuam benemeritorum ex statu sive Magnatum, sive Nobilium Prætendentium habitura est rationem, pro hac tamen vice, ut modernus Vice-Banus, Officio etiam amborum præfatorum Comitatuum supremi Comitis, ad instar Prædecessorum suorum fungi possit, eadem Sua Majestas sacratissima benigne admittit; salvo semper, in casu reperiendorum per status hoc in passu quorumpiam Privilegiorum, ulteriori ad suam Majestatem demisso recursu pro iisdem permanente. Quantum porro ad Protonotariatus Officium, sua Cæsareo-Regia Majestas alterius quidem Protonotarii moderno adjungendi necessitatem non agnovit; An autem unus ita constanter manere debeat, ut nec mutato, vel mortuo Bano variari possit, id a revisione allegati per status Privilegii coram Majestate Regia producendi dependebit. Vice-Comitum porro, & subalterna Comitatensia officia, ut quolibet triennio mutentur, & incomparatilia per unam eandemque personam non gerantur, statutum est. Demum, quæ circa querulosos Processus, depositionem caussarum, Procuratorum revocationem, civitatum adversus Nobiles usurpatam jurisdictionem, privatas Judicum recognitiones limitandas, & corrigendas proposita fuerunt, ad universalem legum in Art. 24. declaratam revisionem, & accommodationem relegantur.

De

De Emendatione, & Revisione Legum, & Processus Judiciarii. 1715

Art. CXXIV. Resolvit siquidem sacra Majestas Cæsarea ac Regia pro parte modofatorum etiam regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ statuum & ordinum, ut cum juris, & Processuum in Hungaria per Deputatos in hunc finem revisio, & emendatio peragetur, in præfatis etiam regnis Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ ordinetur, & peragatur, utrinque in proxima Diæta reportanda.

In Negotio Religionis Articulus 23. Anni 1687. nunc etiam renovatur.

Art. CXXV. Erga iteratas cleri, & memoratorum reliquorum statuum præfatorum regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ declarationes, sub decursu præsentis Diætæ repetitim factas, sacræ Cæsareæ & Regiæ Majestatis benigna resolutione, sic & unanimi statuum & ordinum consensu atque voto, Artic. 23. Anni 1687. renovatur & confirmatur.

De Civitatis Zagrabiensis cum suis Concivibus dissensione revidenda, & accommodanda, juriumque suorum atque Privilegiorum usu confirmando.

Art. CXXVI. Benigno assensu sacræ Majestatis Cæsareæ & Regiæ conclusum est; Ut libera regiaque civitas Zagrabiensis in suis juribus & Privilegiis, eorumque usu imposterum etiam conservetur; Et præterea, ut intestina ejusdem civitatis inter magistratum, & communitatem suborta, & quasi jam a triennio non sine multorum scandalo, & gravioris, perniciosiorisque mali eventuri periculo vigentia dissidia, per Majestatem Sacratissimam, tum ex gremio modofatorum Croatiæ & Sclavoniæ statuum, tum ex parte Cameræ Hungaricæ ordinanda commissione mediante, revideantur, & complanentur; qua complanatione non succedente, & facta commissionis relatione, sacra Majestas Authoritate Regia, de foro competenti determinandarum earundem dissensionum clementer providebit.

De unione superioris & inferioris Civitatis Crisiensis.

Art. CXXVII. Ut tandem civitates superior, & inferior Crisiensis, pro tenore Art. 103. Anni 1659. mediante commissione, sub pœna Florenorum Hungaricalium quingentorum, toties quoties per partem renitentem incurrenda, uniantur, sancitum est. In locum autem demortuorum Commissariorum, modernus Episcopus Zagrabiensis; Comes Joannes Draskovich, & modernus regni Vice-Banus Daniel Rauch, ac Paulus Patachich, non obstante unius eorum absentia, pro commissariis denominantur.

Civi-

1715 Civitas Szegnienſis in Juribus ſuis conſervetur, de prætenſis Injuriis ſibi illatis remedium conſequatur, & Ablegatos ſuos ad Aulam Suæ Sacratiſſimæ Majeſtatis, ac Diætas & Congregationes Regni, expediri poſſit.

Art. CXXVIII. Ad lamentationem Civitatis Szegnienſis contra Officiales militares de variis injuriis, manutenendisque Juribus & Libertatibus ſuis, ac Ablegatorum Suorum, ad Aulam Sacratisſimæ Suæ Majeſtatis Cæſareo-Regiæ, & Diætam Regni Hungariæ, ac Congregationes præfatorum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ exmisſione factam Inſtantiam decernitur; Ut præfata Civitas in Juribus, & Libertatibus ſuis, amodo impoſterum conſervetur, Ablegatosque ſuos, etiam Servitio Militari ſubjectos, facta apud Officiales Militares inſinuatione, & idonearum Perſonarum ſubſtitutione, tam ad Aulam Suæ Majeſtatis, quam Diætam Regni Hungariæ & Congregationem præfatorum Regnorum expedire posſit; Reſpectu prætenſarum vero injuriarum ſuarum, in Gravaminibus allegatarum, ad Commisſionem Articulo 113. modernæ Diætæ, expresſam, remittitur, ubi earundem reviſionem & determinationem conſequetur.

De Principum de Liechtenſtein, ultra unum Sæculum interventa in Hungaros Indigenas receptione, & Articuli 27. Anni 1687. explicatione.

Art. CXXIX. Tametſi ſecundum Articulum 27. Anni 1687. Celſiſſimum Dominum Antonium Florianum, Sacri Romani Imperii Principem, & Gubernatorem Domus, de, & in Liechtenſtein, Aurei Velleris Equitem, Dominum in Nickleſpurg, & Jagerndorff in Sileſia Ducem, Comitem in Rittperg, Hiſpaniarum Grandem, nec non Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Actualem Intimum Conſiliarium, & Supremum Aulæ Præfectum, prouti & Principem Hartmannum, item condam Principes Joannem Adamum, Maximilianum, & Philippum de Liechtenſtein, ex Eadem Illuſtri Familia oriundos, in veros & indubitatos hujus Regni Hungariæ Incolas receptos, & acceptos fuiſſe conſtaret; Quia tamen præfatus Princeps Antonius Florianus, ſe Principis olim alterius Hartmanni, Filii Principis condam Gundaceri de Liechtenſtein, coram Statibus & Ordinibus, Filium eſſe, Eundem vero Principem Gundacerum de Liechtenſtein, Avum ſcilicet ſuum adhuc in Anno 1602. per Status & Ordines cum duobus ſuis Fratribus, Carolo ſcilicet, & Maximiliano Principibus de Liechtenſtein in Hungaros aſſumptos fuiſſe edocuiſſet, quodve occaſione Conſtitutionis Articuli 27. Anni 1608. dum prænotati Principes Carolus, & Maximilianus Diætaliter in Articulum Regni inſerti fuiſſent, memoratus Princeps Gundacerus, per inanimadvertentiam inſeri omiſſus ſit, clare demonſtraſſet, ſuamque, nec non Hartmanni, & prænotatorum olim Joannis Adami, item Maximiliani, & Philippi Principum, prædeclaratam receptionem ſuperfluam fuiſſe, compro-

baſſet

basset: Idcirco Status & Ordines citatum Articulum 27. Anni 1687. 1715
ne altenominato Principi Antonio Floriano, Filioque ejusdem Principi Josepho, nec non Carolo Principi, Filio modofati Principis Josephi, Josepho Wenceslao, Nepoti ex Fratre prædicti Principis Antonii Floriani, Emanueli Principi secundo genito, Fratri prædicti Josephi Wenceslai, Joanni Principi natu minimo, Fratri prædicti Antonii Floriani, universisque Hæredibus eorundem præjudicare possit, ita declarant: quod prænuncupatus Avus ejusdem Princeps Gundacerus, in prænotatum Articulum 27. Anni 1608. inferi debuisset, adeoque vi præsentis Articuli pro tali, ac si ibidem insertus fuisset, censendus statuitur, consequenterque sæpefati Antonius Florianus, ejusdemque Filius Josephus, item Hartmannus, Josephus Wenceslaus, Laurentius, Emanuel, & Joannes Antonius Principes, per suum bonæ memoriæ Avum, & respective Proavum recepti, pro veris, præviaque ratione antiquis, & indubitatis Indigenis Hungaris declarantur, & agnoscuntur.

Dominus Princeps Franciscus Eugenius Dux de Sabaudia, in Hungarum cooptatur.

Art. CXXX. Status & Ordines grata memoria recolentes eximia complurimorum Heroicorum Actuum Merita, cumulatissimaque ac proficua Servitia Serenissimi Principis Domini Francisci Eugenii Ducis de Sabaudia, & Pedemontio, Aurei Velleris Equitis, Campi Mareschalli, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis unius Regiminis Colonelli, Consiliarii Intimi, Consilii Aulæ Bellici Præsidis, nec non universorum Armorum Generalis Locumtenentis &c. quæ Idem prætitulatus Dominus Princeps, in quibusvis occasionibus Bellicis, & Campestribus Expeditionibus, in hoc Regno Hungariæ, Vitam, Fortunasque suas aperto discrimini exponendo; & notanter in memorando illo Anni 1697. ad Fluvium Tybiscum, Locumque Szenta nominatum, cum jurato Christiani Nominis Hoste, ipso quoque Turcarum Imperatore præsente, inito Conflictu, insigni de eodem Hoste reportata Victoria, memoratoque Regno isthoc Hungariæ, post cruentissimam Barbarorum Stragem, in majorem securitatem redacto, cum immortali Nominis sui gloria, Augustissimæ Domui Austriacæ, & Sacro quoque hujus Regni Hungariæ Diademati exhibuit & impendit, ac in præsentiarum quoque pari constantiæ zelo exhibet & impendit. Eundem itaque præmemoratum Dominum Principem, ac per Eum Serenissimum Principem Dominum Emanuelem, ex Germano Fratre Nepotem, Ducem de eadem Sabaudia, & Pedemontio, Aurei Velleris Equitem, & unius Regiminis Equestris Colonellum ac indubitatum præmemoratæ Suæ Serenitatis Hæredem & Successorem, non secus & hujus in Linea recta descendentes Hæredes, proprio motu, in eundemque contestandi grati animi argumento, præmissa erga Eum invitatione, absque Solutione Taxæ Mille Aureorum, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Regni Hungariæ Incolarum, Sessione & Voto competentibus, cum arden-

1715 ardenti fervore cooptarunt. Nulli dubitantes, quin imo ſpem firmam ſibi pollicentes, Eundem Dominum Principem, ac per Eum quoque receptos, utiles in omne tempus Patriæ Cives, Commodorumque, Jurium ac Legum Ejusdem ſtudioſos Promotores atque Defenſores futuros.

Excellentiſſimus, ac Illuſtriſſimus Comes Sibertus ab Heiſter, qua Indigena Hungarus in Articulum inſeritur, & a Solutione Mille Aureorum immuniatur.

Art. CXXXI. Quemadmodum illi, qui poſt conditum Articulum 26. Anni 1687. in Hungaros Indigenas recepti eſſent, præter alia in eodem Articulo ſpecifice deſcripta Requiſita, etiam ad Mille Aureorum Taxæ depoſitionem obligarentur; Ita e converſo, qui ante conditum prænotatum Articulum recepti fuerunt, ab illius depoſitione immunes haberentur. Cum autem Excellentiſſimus, & Illuſtriſſimus Sacri Romani Imperii Comes Sibertus ab Heiſter, Hæreditarius Dominiorum Goſics, & Solſtadt, Generalis Campi Mareſchallus, unius Regiminis Militiæ Cæſareo-Regiæ Colonellus, Præſidii Jaurienſis Generalis, ac Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Intimus Conſiliarius, Se ante conditum prænotatum Articulum in Indigenam Hungarum receptum, & propter inanimadvertentiam Hominis ſui, ad id deſtinati, occaſione Diætæ in præſcripto Anno 1687. celebratæ, in Articulum non inſertum fuiſſe, demonſtraſſet; Idcirco Status & Ordines vi præſentis Statuti, prætitulatum Comitem Sibertum ab Heiſter, qua verum, & indubitatum Indigenam Hungarum, in præſentem Articulum inſerunt, & ad Solutionem ſpecificatorum Mille Aureorum non teneri, declarant.

Excellentiſſimus, ac Illuſtriſſimi Domini, Joſephus Folch, Sacri Romani Imperii Comes de Cardona, & Frater Ejusdem Antonius Comes de Erill, Fratrisque Filius, Comes Ludovicus de eadem Erill, & Moncaio, in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXXII. Ex quo Neo-Coronata Sacra Cæſarea Reginalis Majeſtas Domina Domina noſtra clementiſſima, Supremum Auguſtæ Aulæ Suæ Præfectum, & Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis actualem Intimum Conſiliarium, Excellentiſſimum ac Illuſtriſſimum Dominum Joſephum Folch, Sacri Romani Imperii Comitem de Cardona, Erill, & Boria, Marchionem a Guadaleſt, & Caſtelnovo, Liberum Baronem a Lioni, Magnum Conneſtabilem & Admiralium Aragoniæ, Divi Georgii de Alphama & Alcala de Gibert Magnum Commendatorem, ac Locumtenentem Generalem Ordinis Monteſſæ, Fratremque ipſius Antonium, & Fratris Filium Ludovicum Comites de eadem Erill, & Moncaio, Fidelibus Suis Statibus & Ordinibus Regni, pro Indigenatu recommendare, & tam erga nominatos Dominos Comites, ſingularem Clementiæ Regiæ ſenſum, quam & Fideles Status Suos benignæ propenſionis affectum, per hoc clementis-

mentissime remonstrare dignata fuisset; Hinc Status & Ordines Regni, intuitu singularis & efficacissimæ Interpositionis Altefatæ Majestatis Reginalis, Eosdem Dominos Comites Josephum Folch de dicta Cardona, Erill, & Boria, Fratremque ipsius Antonium, ac Fratris Filium Ludovicum Comites de præfata Erill & Moncaio, ad contestandum erga noviter coronatam Eorundem Dominam & Reginam synceri ac devoti affectus monumentum, consueta mille aureorum Taxa relaxata, in numerum aliorum Regni Incolarum unanimi Voto, & consensu receperunt; Ita tamen, ut qui ex iisdem super Indigenatu Privilegia non extraxissent, solitumque Juramentum nondum deposuissent, idem deponere, & Privilegia, una cum formula Juramenti superinde præstiti, iisdem inserenda extrahere teneantur: Nulli dubitantes, Eosdem Dominos Comites, qua veros Patriæ Cives, erna hoc Regnum, pro occasionum exigentia sese gratos, & utiles exhibituros, ac pro Juramentali Eorundem Obligamine, universas, & singulas Regni Libertates, Jura, & Consuetudines, viriliter observaturos, & defensuros. 1715

Dominus Philippus Landgravius Hassiæ Princeps à Darmstadt; Præterea Domini Comites Fridericus Carolus à Schönborn; Hercules Josephus Ludovicus Marchio de Prié; Jacobus ab Hamilton; Sigismundus Ludovicus à Trautmanstorff; Leo ab Ulefeld; Hieronymus Marchio Rofferano; Rochus de Stella; Joannes Fridericus de Seilern; & Franciscus Carolus à Wratislav, in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXXIII. Gratam animi promptitudinem erga hoc Regnum Hungariæ, tam apud Altefatam Suam Majestatem Sacritissimam studiose interpositam, quam alibi quoque favorabiliter declaratam, Celsissimi, Excellentissimorum ac Illustrissimorum Dominorum, Philippi Landgravii Hassiæ Principis à Darmstadt, Generalis Campi Marefchalli, unius Regiminis Cataphractorum Colonelli, Ordinis Sancti Huberti Equitis, Ducatus & Civitatis Mantuæ Gubernatoris; Item Friderici Caroli Comitis à Schönborn, Domini in Reichelspergh & Weiler, ac Sacri Romani Imperii Vice-Cancellarii; Herculis Josephi Ludovici Turinetti, Sacri Romani Imperii Marchionis de Prié, & Pancalieri, Comitis Pisiny, in Sancto Servolo, Castelnovo, Fridau, Rabenstein, Csurgo & Belevar, Sanctissimæ Annunciationis Torquati Equitis; Item Jacobi Comitis Hamilton; Sigismundi Ludovici Comitis Trauttmanstorff; Leonis Comitis ab Ulefeldt, Quardiæ Corporalis Cæsareo-Regiæ Equestris Ordinis Supremi Capitanei, Campi Marechalli, & unius Regiminis Cataphractorum Colonelli; ac Hieronymi Marchionis de Rofferano, omnium Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Intimorum Consiliariorum, prout & Comitis Rochi de Stella, Comitis Sanctæ Crucis, prælibatæ Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Generalis Campi Marefchalli Locumtenentis, Aulæ, Bellici, ac Italiæ Consiliorum Consiliarii, Status & Ordines Regni, moderna etiam occasione recognoscere satagentes, Eosdem, ac etiam Joannem Fridericum Juniorem Comitem à Seilern, Altefatæ

1715 Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Conſiliarium Aulicum, & Ejuſdem Cancellariæ Aulicæ Auſtriacæ Vice-Cancellarium, intuitu etiam Excellentiſſimi ac Illuſtriſſimi Domini condam Joannis Friderici Senioris Comitis de Seilern, Altefatæ Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Intimi Conſiliarii, & Aulæ Cancellarii; Quemadmodum & Franciſcum Carolum Comitem a Wratislav de Mitrovicz, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Camerarium, intuitu etiam pariter alterius Excellentiſſimi ac Reverentiſſimi condam Domini Joannis Wenceslai, Sacri Romani Imperii Comitis à Wratislav de præfata Mitrovicz, Ejuſdem Suæ Majeſtatis Intimi Conſiliarii, Regni Bohemiæ Aulæ Cancellarii, Ordinis Sancti Joannis Hieroſolymitani Equitis, Ejuſdemque per Bohemiam, Poloniam, Auſtriam, Sileſiam & Moraviam Supremi Prioris, amborum vero medio Receptionis eorundem tempore defunctorum ex Fratribus Nepotes & inſtitutos Hæredes, proprio motu, & in ſignum gratitudinis, in numerum aliorum Regni Hungariæ Incolarum unanimi voto receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris deinceps habendos declararunt; Confidentes Eoſdem in futurum etiam, erga Regnum hoc & Nationem, tanto magis gratos & utiles Patriæ Cives ſeſe exhibituros.

Excellentiſſimi, ac Illuſtriſſimi Domini Comites, Maximilianus Ludovicus a Breüner; Joannes Franciſcus a Gronsfeld; Jacobus Marchio Cuſani; Hercules Pius, de, & in Montecucoli; Henricus Wilhelmus a Welſeſek; Julius Veterany; Joannes Ludovicus a Buttler, & Daniel Eraſmus Liber Baro ab Huldenbergh, ſimiliter in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXXIV. Præterea Status & Ordines perſpectum habentes, recognoſcereque volentes in Rebus dextere gerendis fidelem & ſtrenuam Operam Excellentiſſimorum ac Illuſtriſſimorum Dominorum Comitis Maximiliani Ludovici a Breüner, Sacri Romani Imperii, & in Aſparn Comitis, Nobilis Domini in Stäz, Liberi Baronis in Stübing, Flaadniz, & Raabenſtein, Dinaſtæ in Dioſzegh, Supremi Hæreditarii Camerarii Inferioris Auſtriæ, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Intimi, & Aulæ Bellici Conſiliarii, Generalis Campi Mareſchalli, & Confiniorum Varasdienſium ac Petrinienſium Supremi Generalis, Equitis Ordinis Sancti Jacobi; Item Comitis Joannis Franciſci a Gronsfeldt, Bronkhorſt, ac Eberſtein, Liberi Baronis in Anholdt, Potſenburgh, & Rainburgh, Domini in Appen & Horipel, Sacratiſſimæ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Generalis Campi Mareſchalli, Conſilii Bellici Styriaci Præſidis, ac unius Regiminis Cataphractorum Colonelli; Jacobi Marchionis Cuſani, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Conſilii Aulæ Bellici Conſiliarii, Generalis de Cavalleria, & unius Regiminis Cataphractorum Colonelli; Herculis Pii, Comitis de, & in Montecucoli, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Camerarii, Conſilii Aulæ Bellici Conſiliarii, Generalis Campi Mareſchalli Locumtenentis, ac unius Regiminis Cataphractorum Colonelli; Comitis Henrici Wilhelmi a Welcsek, Sacræ Cæſareæ Regiæque Majeſtatis Camerarii, Aulici Bellici Conſiliarii,

gene-

Generalis Campi Mareschalli Locumtenentis, & Præsidii in Spilberg supra Brunam Commendantis; Comitis Julii Veterani, Generalis Campi Vigiliarum Præfecti, & Suæ Majestatis Sacratissimæ Consiliarii, Camerarii; Comitis Joannis Ludovici a Buttler; nec non Danielis Erasmi Liberi Baronis ab Huldenbergh, Serenissimi Principis Domini Georgii Ludovici, Magnæ Britaniæ Regis, & Sacri Romani Imperii Electoris, ac Ducis Brunsvico-Luneburgensis Consiliarii Intimi, & ad Augustam Suæ Majestatis Sacratissimæ Aulam Ablegati Extraordinarii, Eosdem intuitu Eorundem apud Status & Ordines factæ eatenus Instantiæ, in numerum & Consortium suum cooptarunt & acceptaverunt; Confidentes, Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum & Nationem, tanto magis gratos, & utiles Patriæ Cives se se exhibituros. 1715

Domini Barones Georgius Leonhardus Weigler; Maximilianus Franciscus Xaverius a Deblin, cum Fratribus Antonio Francisco, & Francisco Liborio; Joannes Christophorus de Freyenfels; Joannes Theodorus ab Imbsen, cum Fratribus Wilhelmo & Conrado; Antonius Henricus de Kellern; Bartholomæus a Tinti; Joannes Herbaldus a Fülgraff; Rudigerus Gosuinus a Fürstempusch; Joannes Baptista Battalotti; Joannes Michaël a Ketten, cum Fratre ejusdem Joanne Jacobo; Manfredus Ioannes Baptista de Zuanna, similiter cum Fratre suo Jacobo; Josephus Dominicus a Tolheimb; Bernardinus Fœlix Wenier; Franciscus Josephus de Renaud; Carolus a Liebenbergh, Philippus a Langlet; Joannes Franciscus de Jaquet; Alter Joannes Franciscus Dujardin; Philippus Califius; Joannes Franciscus a Lulier; Antonius a Conti; Franciscus Donatus a Cötver; Carolus Hubertus de Oudaille; Joannes Georgius, & Ferdinandus ab Pfeffershoven; Adamus, Filius condam Caroli Locher de Lindenheimb; Joannes Dominicus, & Joannes Josephus ab Hochburgh; ac Joannes Paulus, alter Joannes Baptista, & Antonius Josephus Gaun, de, & in Leebengang, pariter in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXXV. Insuper Status & Ordines, grata recolentes memoria, fidelia ac simul utilia, Regno Hungariæ in diversis Occasionibus præstita Servitia, ac syncerum erga Nationem Hungaricam Animum Magnificorum Dominorum Georgii Leonardi Baronis a Weigler, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consilii Aulæ Bellici, & Cancellariæ Regiæ Aulico-Hungaricæ Consiliarii; Maximiliani Francisci Xaverii Baronis a Deblin, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consiliarii, & Cancellariæ Regiæ Bohemicæ Aulicæ Intimi Referendarii, Secretarii, Fratrumque ejusdem Antonii Francisci, in Marchionatu Moraviæ Circuli Iglaviensis Capitanei, & Francisci Liborij, Regiminis Sancti Amoutiani Locumtenentis, similiter Baronum ab eadem Deblin: Joannis Christophori Baronis a Freyenfels, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consiliarii, & in Cancellaria Bohemica Aulica Intimi Referendarii, Secretarii; Joannis Theodori Baronis ab Imbsen, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cabi-

1715 netti, & Inclyti Ordinis Aurei Velleris Secretarii Consiliarii, Fratrumque ejusdem Wilhelmi, & Conradi pariter Baronum ab eadem Imbsen; Item Antonii Henrici Baronis a Kellern; Bartholomæi Baronis a Tinti, per Silesiam Officii Salinarii Directoris; Joannis Herbaldi Baronis a Fülgraff, Nobilis Domini in Schöndorff; Rudigeri Gosvini Baronis a Fürstempusch, Dinastæ in Gaszenek & Avec, Referendarii, & omnium Altefatæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Cameræ Aulicæ Consiliariorum; Præterea Joannis Baptistæ Baronis Bartalotti a Partenfeldt, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Regiminis Inferioris Austriæ Consiliarii, ac Redditruum Salis Supremi Præfecti, cum Filiis ipsius Carolo Ludovico, & Joanne Baptista; Joannis Michaëlis Baronis a Ketten, Altefatæ Cæsareæ Regiæque Majestatis universæ Artogleriæ Solutoris Generalis, & Fratris ejusdem Joannis Jacobi Baronis ab eadem Ketten; Manfredi Joannis Baptistæ, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ Secretarii, Fratrisque ejusdem Jacobi, utriusque Baronum a Zuanna; Josephi Dominici Baronis a Tolheimb, & Bernardini Fœlicis Baronis Wenier de Lugos, (qui aliunde etiam, ex Ditione ad Sacram Regni Hungariæ Coronam spectante, se oriundum sufficienter comprobasset) amborum Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Hungaricæ Consiliariorum; Baronis Francisci Josephi de Renaud, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Collonelli, ac Præsidii Cassoviensis Commendantis; Caroli Baronis a Libenbergh, Sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis æque Colonelli, ac alterius Præsidii Jauriensis Commendantis; Philippi Baronis a Langlet, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis pariter Colonelli, & Regiminis Junioris Daun Commendantis; Joannis Francisci Baronis de Jaquet, Suæ Majestatis Sacratissimæ Colonelli; Alterius Joannis Francisci Baronis de Dujardin, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Colonelli, & Regiminis Steinvilliani mommendantis; Philippi Baronis Calisius, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Regiminis Beveriani Vice-Colnoelli; Joannis Francisci Baronis a Lulier, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Regiminis Carafiani Vice-Colonelli; Antonii Baronis a Conti, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Præsidii Casoviensis Supremi Vigiliarum Præfecti; Franeisci Donati Baronis a Cörvor, Sacra Cæsareæ Regiæque Ma;estatis Regiminis Cusanini æque Supremi Vigiliarum Præfecti; Caroli Huberti Baronis de Oudaille, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Regiminis Ulefeldiani Cataphractorum unius Compagniæ Capitanei; Joannis Georgii Baronis a Pfeffershoven, Sacræ Cæsareæ Rogiæque Majestatis Regiminis Neubergiani similiter unius Compagniæ Capitanei, & Fratris ejusdem Ferdinandi ab eadem Pfefferhoven; Item Baronis condam Caroli Locher de Lindenheimb, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consilii Aulæ Bellici Consiliarii, & Intimi Referendarii, veluti etiam Vita ipsius Comite recepti, sed sub decursu præsentis Diætæ demortui, & hujus intuitu Filii etiam ejusdem Baronis Adami a Locher de præfata Lindenheimb: præterea Joannis Dominici, Sacræ Cæsa-

reæ

reæ Regiæque Majestatis Regiminis Inferioris Austriæ Consiliarii, & 1715
alterius Joannis Josephi Baronum & Fratrum ab Hochburg, Hæreditariorum in Weiburg & Csokakö; Nec non Joannis Pauli, alterius Joannis Baptistæ, & Antonii Josephi, Fratrum, & Baronum Gaun, de, & in Leebengang, eosdem pariter, ad demissam ipsorum apud status & ordines propterea factam instantiam, regnicolarumque nonnullorum interpositionem, in Hungaros receperunt; ita tamen, ut qui ex iisdem super indigenatu Privilegia non extraxissent, solitumque juramentum nondum deposuissent, licet nomina ipsorum præsenti Articulo inserta habeantur, tamen juramentum, secundum Formulam Decretalem deponere, privilegiaque sua una cum Formula Juramenti superinde præstiti iisdem inserenda, extrahere teneantur.

Domini Zacharias Mariophilus de Campmiller, cum fratre suo Andrea; Christophorus Ignatius de Quarient, pariter cum fratre suo Ottone Josepho; Antonius Josephus ab Oettl, similiter cum fratribus suis Joanne Nicolao Antonio; Antonius Romanus; Georgius Fridericus de Schick; Joannes Henricus de Hack; Laurentius Michaël Bonifacius a Dizent; Josephus Wildericus, Sigismundus, & Carolus, Fratresque eorundem, Filii, & Hæredes Joannis Sigismundi condam Poncz; item Joannes Joachimus Alexander a Schmidlin; Matthias Leopoldus de Rakenfels; Joannes a Nolten; Valentinus de Paumgarten; Joannes Michaël de Schilson; Georgius Christophorus de Zennegg; Joannes Jacobus Neffzer; Joannes ab Enzing; Leonardus de Cheslern; Matthias de Stegner, & Joannes Petrus Passardi, pariter in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXXVI. Ad extremum, ob præstita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occasionibus præstanda, non minus & exhibenda ipsorum in hoc regno Hungariæ merita, accedente quoque eo in passu apud status & ordines humili instantia, & supplicatione Perillustrium, ac Generosorum Dominorum Zachariæ Mariophili de Campmiller; Christophori Ignatii, Nobilis Domini de Quarient, & Rall; ac Antonii Josephi ab Oettl, omnium trium sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consilii Aulæ Bellici Consiliariorum, modofatorum vero Zachariæ Mariophili de Campmiller, & Antonii Josephi ab Oettl, simul etiam Intimorum Referendariorum; Georgii Friderici de Schick, altefatæ suæ Majestatis Sacratissimæ Cancellariæ Inferioris Austriæ Aulicæ æque Consiliarii & Referendarii Intimi; Joannis Henrici de Hack, sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ actualis Consiliarii, & Generalis Commissariatus Bellici Primarii Secretarii; Laurentii Michaëlis Bonifacii a Dizent, de Felsenthall, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ Consiliarii; Josephi Wilderici, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consiliarii Imperialis Aulici, ac Sigismundi, Ecclesiæ Collegiatæ Brunensis Canonici; Et Caroli, Ordinis Sancti Jacobi Equitis, Filiorum & Hæredum Joannis Sigismundi

1715 condam Poncz, Sacri Romani Imperii Equitis, & Nobilis Domini ab Engelshoven, medio jam perprius factæ receptionis ejusdem tempore demortui; item Joannis Joachimi Alexandri a Schmidlin, & in Pazdorff, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis, ac etiam Augustissimæ Imperatricis Viduæ, Dominæ ELEONORÆ MAGDALENÆ THERESIÆ, Consiliarii, & Regiminis Inferioris Austriæ Cancellarii; Ottonis Josephi de Quarient, modofati regiminis Inferioris Austriæ Consiliarii, & Fratris supradicti Christophori Ignatii de Quarient, & Rall; Matthiæ Leopoldi de Rakenfels, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis in Camera Aulica rationum Consiliarii; Joannis a Nolten, & Valentini de Paumgarten, amborum Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis superiorum belli Commissariorum; Joannis Michaëlis de Schilson, Sacri Romani Imperii Equitis; Item Antonii Romani, Consistorii Pataviensis Consiliarii, & Universitatis Viennensis Syndici; Ac Joannis Nicolai Antonii ab Oettl, Fratrum suprafati Antonii Josephi ab Oettl; Prout & Francisci, Leopoldi, Theophili & Ferdinandi, Fratrum mentionatorum Josephi Wilderici, Sigismundi, & Caroli, Filiorumque præfati condam Joannis Sigismundi Poncz ab Engelshoven; Præterea Georgii Christophori de Zennegg, Bonorum Fiscalium circa Budam existentium Camerali Administratoris; Joannis Jacobi Neffzer, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Neosoliensis Perceptoris; Joannis Enzinger, ab Enzing, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Salis-Nytri, & pulveris Pirii per regna, & Provincias Hæreditarias Inspectoris; Andreæ Campmiller, Fratris prænotati Zachariæ Mariophili de Campmiller; Leonardi de Cheslern; Matthiæ de Stegner, Filiorum ejusdemque & Joan. Petri de Passardi, ac similiter Filiorum ipsius, tum ex eo, tum vero confisi, præspecificatos Neo-receptos, bonos, & utiles hujus patriæ cives futuros, eosdem & descendentes eorundem hæredes, omnes & singulos, in numerum aliorum regni civium, ac verorum indigenarum receperunt, & cooptarunt; Cum ea tamen expressa conditione, ut, si qui ex omnibus præinsertis prævio modo receptis, Diplomata non extraxissent, & solitum, ac in Articulo 29. An. 1687. expressum Juramenti Sacramentum non deposuissent, idem deponere, & eadem diplomata, una cum Formula Juramenti iisdem specialiter inserenda extrahere, & præattactæ legi semet accommodare obligentur.

CONCLUSIO.

Nos itaque demissa memoratorum fidelium nostrorum Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum & Nobilium, cæterorumque prætacti regni nostri Hungariæ, & partium eidem annexarum statuum ac ordinum supplicatione, & instantia benigne exaudita clementer & admissa, universos præspecificatos Articulos, prævio modo nobis præsentatos, hisce literis nostris de verbo ad verbum inseri & inscribi fecimus, eosdemque ac omnia & singula in illis contenta, ratos, & gratos, & accepta habentes, eisdem regium nostrum consensum, benevolum pariter & assensum præbuimus, regiaque pariter authoritate nostra approba-

probavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; securos reddentes prædictos fideles status & ordines, quod omnia in præinsertis Articulis contenta, tam NOS ipsi observabimus, quam per alios quoscunque fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus; Harum nostrarum vigore, & testimonio literarum mediante. Datum per manus fidelis nostri Nobis sincere dilecti spectabilis ac magnifici Comitis Nicolai Illesházy de eadem, Hæreditarii in Trenchin, ejusdemque nominis, prout & Lyptoviensis Comitatuum perpetui Supremi Comitis, Actualis Intimi Consiliarii nostri, & per Regnum Hungariæ Aulæ nostræ Cancellarii, in castro nostro Laxemburgh, die decima mensis Junii, Anno Domini millesimo, septingentesimo, decimo quinto: regnorum nostrorum, Romani tertio, Hispaniarum undecimo; Hungariæ vero, Bohemiæ, & reliquorum Anno quinto. Reverendissimis, Serenissimo, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis, Christiano Augusto Duce Saxoniæ, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale, Principe Metropolitanæ Strigoniensis; ac Emerico e Comitibus Csáky de Keresztszegh, Colocensis, & Bachiensis Ecclesiarum Canonice unitarum Archi-Episcopis; Comite Gabriele Antonio Erdödy de Monyorokerék, Agriensis; prælibatis Christiano Augusto, Jauriensis, & Emerico Csáky, Varadiensis, Administratoribus; Georgio Patachich, Bosnensis; Comite Ladislao Adamo Erdödy de præfata Monyorokerék, Nitriensis; Fratre Emerico e Comitibus Esterházy de Galantha, Zagrabiensis; Comite Sigismundo a Kollonics de Kollegrad, Vaciensis; Comite Ottone Joanne Baptista a Volkra, Wesprimiensis; Fratre Ladislao e Comitibus Nadasdy, Csanadiensis; Comite Adamo Benedicto Ratkay, Segniensis & Modrussiensis, seu Corbaviensis; Comite Francisco Wilhelm. a Neszelrot, Quinque-Ecclesiensis; Georgio Gillány, Tinniniensis; Altero Georgio Libero Barone Martonffi, Transylvaniensis; Petro Bakich, Electo Sirmiensis; Ladislao Pyber, Electo Ahnifiensis; Joanne Sigray, Electo Temnensis; Emerico Libero Barone Pongrácz, Electo Pharensis; Stephano Kaso, Electo Belgradiensis; Andrea Kürtessi, Electo Traguriensis; Ignatio de Lovina, Electo Subinicensis; Joanne Zilka, Electo Scutariensis; Comite Paulo Forghacs de Ghymes, Electo Rosonensis; Michaële Verbanich, Electo Scardonensis; Stephano Kontor, Electo Tribunicensis; Paulo Spaczay, Electo Arbensis; Joanne Okolicsány, Electo Noviensis; Ferdinando Jacobo Libero Barone Jany, Electo Samandriensis; Michaële Merey, Electo Wegliensis; Francisco Ladislao Libero Barone Mednyanszky, Electo Catariensis; Joanne Kiss, Electo Ansariensis; Waltero de Schoppen, Electo Makariensis; Joanne Bublovich, Electo Scopiensis, Ecclesiarum Episcopis, Ecclesias DEI feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Palffi ab Erdöd, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, dicti regni nostri Hungariæ Palatino, & locumtenente nostro regio; Comite Stephano Kohary de Csabrak, Judice Curiæ nostræ Regiæ; Comite Joanne Palffi a

1715 si a præfata Erdöd, antelatorum regnorum nostrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Bano; Comite Sigismundo Csaky de supradicta Keresztszegh, Tavernicorum; Comite Marco Czobor de Czobor Szent-Mihaly, Janitorum; Illustri Sacri Romani Imperii Principe Michaële a Esterhazy de memorata Galantha, Curiæ; Comite Francisco de Battyan, perpetuo in Nemeth Uyvar, Pincernarum; Comite Joanne Kéry de Ipolykér, Agasonum; Comite Joanne Draskovich de Traskostyan, Cubiculariorum; Comite Petro Zichy, de Vasonkeö Dapiferorum nostrorum regalium per Hungariam Magistris; ac prælibato Comite Nicolao Palffy a repetita Erdöd, Comite Posoniensi, cæterisque quamplurimis toties fati regni nostri Hungariæ Comitatus tenentibus, & HONORES.

CAROLUS. (L. S.)

Comes NICOLAUS ILLESHAZY.

LADISLAUS HUNYADY.

Clementissima Regia eaque Diætalis Resolutio seu Explanatio, sub decursu novissimæ Diætæ publice elargita.

Trium Religionum in regno Hungariæ receptarum negotium, juxta genuinum Articulorum Sopronienſium & Posonienſium Diætarum ultimarum sensum, sua sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas permanere debere declaravit, ejusdemque libertati & securitati clementissime ita providebit, ne contra repetitos Articulos, vel *Domini terrestres jure suo abutantur*, vel *cuicunque*, præmissarum Religionum *conscientiæ vis inferatur*; sin autem contra spem aliter eveniret, regia manu & authoritate omnimode præpedituram.

Extractus Sacratissimæ Cæsareo Regiæque Majestatis nomine, & jussu, reverendissimo Domino Archi-Episcopo Colocsensi, responsi loco benigne significandum.

Sanctum & inviolatum esse, & manere debere Augustissimæ Domus Austriacæ in Hungariam adjunctaque regna & provincias antiquitus partum, & per novissimam Diætam Posoniensem in accuratiorem formam redactum, atque totius Germaniæ, reliquarumque Provinciarum præsertim Cæsarearum Hæreditariarum sanguine & opibus stabilitum, seu verius, denuo redemptum jus, neque ab eo Sacratissimam Cæsaream & Regiam Majestatem, ullatenus discedere velle, aut posse, ipsos etiam regni status, ad quos æque ad Sacratissimam Cæsaream Regiamque Majestatem pertinet, hoc, rei Hungariæ ac Christianæ fundamentum, inconcussum, omnibusque propriis, & amicorum viribus defensum, plane cupere vicissim Sacratissimam Cæsaream Regiamque Majestatem ad officium redeuntibus, omnes horum motuum offensas remissuram, eosque pristinis honoribus & bonis restituturam, & in-

posterum

posterum gratia sua Cæsarea Regiaque complecturam, universorum 1715
quoque regnorum, Provinciarum & subditorum jura & Privilegia conservaturam ac propagaturam esse: & juxta genuinum inprimis sensum Articulorum Sopronienſium & Poſonienſium suam Cæsaream Regiamque Majestatem receptarum religionum libertati & securitati provisuram, neque ut vel Domini terrestres jure suo abutantur, vel a quocunque, cuicunque conscientiæ ulla vis inferatur, permissuram, sed Regia manu impedituram.

CCLXX.

Traité de la Barriere des Pais-Bas, conclu & ratifié entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roy de la Grande-Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Province-Unies. à Anvers A. 1715.

COmme il a plû au Toutpuiss. de rendre depuis quelque temps la paix à l'Europe, & que rien n'est plus desiderable & necessaire, que de retablir & assurer par tout, autant qu'il se peut, la sureté & la tranquillité commune & publique, & que L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies se sont engagées, de remettre les Païs-Bas à S. M. I. & Catholique, CHARLES VI. selon ce qu'il a eté stipulé & arreté par le Traité fait à la Haye le 7. Sept. 1701. entre S. M. I. LEOPOLD de glorieuse memoire, Sa Majesté Britannique GUILLAUME aussi de glorieuse memoire & lesdits Etats Gen. que lesdites Puissances conviendroient ensemble sur ce qui regarderoit leurs Interêts reciproques, particulierement par rapport à la maniere, dont on pourroit etablir la sureté des Païs-Bas, pour servir de Barriere à la Grande-Bretagne & aux Provinces-Unies, & par rapport au commerce des Habitans desdits Païs-Bas, de la Grande-Bretagne & de ceux des Provinces-Unies; Et qu'à present S. M. I. & Catholique, CHARLES VI. à qui les dits Païs-Bas seront remis par ce Traité, S. M. B. GEORGE, tous deux aujourd'hui regnans, & tous deux heritiers & successeurs legitimes desdits Empereur & Roy, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, agissant en cela par les mêmes Principes d'amitié & dans la même intention de procurer & d'etablir la dite sureté mutuelle, & d'affermir de plus en plus une etroite Union, ont nommé, commis & etabli pour cette fin pour leurs Ministres Plenipotentiaires, savoir S. M. I. & Catholique le Sr. Joseph Lothaire Comte de KOENIGSEGG, son Chambellan, Conseiller de Guerre & Lieutenant General de ses Armées: S. M. Britannique, le Sieur Guillaume CADOGAN, Ecuyer, son Envoyé Extraordinaire auprès de L. H. P. les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, deputé au Parlement de la Grande-Bretagne, Maitre de la Garderobbe, Lieutenant General de ses Armées, & Colonel du second Regiment de ses Gardes: Et les Etats Generaux les Seigneurs Bruno van der DUSSEN, ancien Bourguemaitre, Senateur & Conseiller Pensionnaire de la Ville de Gouda, Assesseur des Heemrades de Schieland, Dyck-Graaf de Krimpener

1715 Waerdt; Adolph Henry Comte de RECHTEREN, Seign. d'Almelo & Vriesseven &c. President des Seigneurs Etats de la Province d'Ober-Yssel, Drossard du Quartier de Zalland; Scato de GOSLINGA, Senateur de la Ville de Groningue: & Adrien de BORSSELE Seigneur de Geldermalsen &c. Senateur de la Ville de Flessingue; les trois premiers Deputés à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Hollande & de West-Frise, d'Over-Yssel & de Groningue & d'Ommelande, & le quatrieme, Depute au Conseil d'Etat des Provinces-Unies, lesquels etant assemblés dans la Ville à Anvers, qui d'un commun consentement avoit eté nommé pour le lieu du Congrés, & ayant echangé leurs pleinpouvoirs, dont les copies sont inserés à la fin de ce Traité, après plusieurs conferences sont convenus pour & au nom de Sa Majesté Imp. & Catholique, de Sa Majesté Britannique & des Seigneurs Etats Generaux de la maniere, comme il s'ensuit.

Art. I.

Les Etats Generaux des Provinces-Unies remettront à S. Majesté Imp. & Cath. en vertu de la Grande Alliance de l'Année 1701. & des engagemens dans lesquels ils sont entrés du depuis, immediatement après l'echange des ratifications du present Traité, toutes les Provinces & Villes des Païs-Bas, & dependances, tant celles qui ont eté possedées par le feu Roi d'Espagne CHARLES II. de glorieuse memoire, que celles qui viennent d'être cedées par feu de Sa Majesté T. C. aussi de glorieuse memoire; Lesquelles Provinces & Villes ensemble, tant celles que l'on remettra par ce present Traité, que celles qui ont eté deja remises, ne seront desormais, & ne composeront en tout ou en partie, qu'un seul, indivisible, inalienable & incommutable domaine, qui sera inseparable des Etats de la maison d'Autriche en Allemagne, pour en jouir Sa Majesté Imp. & Cath. ses successeurs & heritiers, en pleine & irrevocable souveraineté & proprieté; Savoir à l'egard des premieres Provinces, comme en a joui ou deu jouir feu le Roy CHARLES II. de G. M. conformement au Traité de Ryswick; Et à l'egard des autres Provinces de la maniere & aux conditions qu'elles ont eté cedées & remises aux dits Seigneurs Etats Generaux, par feu le Roy Trés-Chrêtien de G. M. en faveur de la Tres-Auguste Maison d'Autriche, & sans autres charges ou hipotecations constituées de la part des Etats Generaux & à leur profit.

II. Sa Maj. Imp. & Cath. promet & s'engage, qu'aucune Province, Ville, Place, Forteresse, ou Territoire desdits Païs-Bas, ne pourra être cedé, transferé, donné, ou echeoir à la Couronne de France, ni à aucun Prince ou Princesse de la maison & lignée de France, ni autre qui ne sera pas successeur des Etats de la maison d'Autriche en Allemagne, soit par donnation, vente, echange, contract de mariage, heredité, succession testamentaire, ou *ab intestato*, ni sous quelqu'autre titre ou pretexte que ce puisse être; Desorte qu'aucune Province, Ville, Place & Forteresse, ni Territoire desdits Païs-Bas, ne pourra jamais être sou-

soûmis à aucun autre Prince, qu'aux seuls successeurs desdits Etats de 1715
la maison d'Autriche, à la reserve de ce qui a deja eté cedé au Roy de Prusse, & de ce qui sera cedé par le present Traité auxdits Seigneurs Etats Generaux.

III. Comme la fureté des Païs-Bas Autrichiens dependra principalement du nombre des Troupes qu'on pourra avoir dans lesdits Païs-Bas, & dans les places qui formeront la Barriere, qui a eté promise aux Seigneurs Etats Generaux par la Grande Alliance, Sa Majesté Imp. & Cath. & L. H. P. sont convenuës d'y entretenir chacun à leur propre fraix toujours un corps de 30. à 35000. Hommes, desquels Sa Majesté Imp. & Cath. donnera 3. cinquiemes; bien entendu que si Sa Majesté Imp. & Cath. diminuë sont contingent, il sera au pouvoir desdits Etats Generaux de diminuer le leur à proportion.

Et lors qu'il y aura apparence de Guerre, ou d'attaque, on augmentera lesdits corps jusqu'à 40000. Hommes suivant la même proportion, & en cas de Guerre effective, on conviendra ulterieurement des forces qui se trouveront necessaires. La repartition desdites troupes en temps de Paix, pour autant qu'elle concerne les Places commises à la Garde des Troupes de L. H. P. sera faite par Elles seules, & la repartition du reste par le Gouverneur General des Païs-Bas, en se donnant part reciproquement des dispositions qu'ils auront faites.

IV. Sa Majesté Imp. & Cath. accorde aux Etats Generaux Garnison particuliere de leurs Troupes, dans les villes & châteaux de Namur & de Tournai, & dans les villes de Menin, Furnes, Warneton, Ypres, & le Fort Knocque, & s'engagent les Etats Generaux de ne pas employer dans lesdites Places des Troupes, qui bien qu'à leur solde, pourroient être d'un Prince ou d'une Nation, qui soit en Guerre, ou suspecte d'être dans des engagemens contraires aux interêts de Sa Majesté Imp. & Cath.

V. On est convenu, qu'il y aura dans la Ville de Dendermonde, Garnison commune, qui sera composée pour le present d'un Bataillon de Troupes Imperiales, & d'un Bataillon de celles des Etats Generaux, & que si dans la suite il pourroit être necessaire d'augmentation, ce sera egalement des Troupes de part & d'autre, & de commun concert.

Le Gouverneur sera mis de la part de Sa Majesté Imp. & Cath. lequel, aussi bien que les subalternes, prêteront serment aux Etats Generaux de ne jamais rien faire, ni permettre dans la Ville rien qui puisse être prejudiciable à leur service, par rapport à la conservation de la ville, & de la Garnison; Et il sera obligé par ledit serment, de donner libre passage à leurs Troupes, toutes & quantes fois qu'ils le souhaiteront, pourveu qu'il en soit requis prealablement, & que ce ne soit que pour un nombre modique à la fois. Le tout selon le formulaire dont on est convenu, & qui sera inseré à la fin de ce Traité.

VI. Sa Majesté Imp. & Cath. consent aussi, que dans les Places cidessus accordées aux Etats Generaux, pour y tenir leurs Garnisons particulieres, ils y puissent mettre tels Gouverneurs, Commandans, & autres Officiers, qui composent l'Etat Major, qu'ils jugeront à propos; a

conditi-

1715 condition qu'ils ne seront pas à la charge de Sa Maj. Imp. & Cath. ni des Villes & Provinces, si ce n'est pour le logement convenable & les emolumens provenans des Fortifications, & que ce ne soient pas des personnes, qui pourroient être desagreables ou suspectes à S. M. pour des raisons particulieres à alleguer.

VII. Lesquels Gouverneurs Commandans & Officiers, seront entierement & privativement dependans & soûmis aux seuls ordres, & à la judicature des Etats Generaux, pour tout ce qui regarde la defense, la garde, la sûrete, & toute autre affaire militaire de leurs Places; Mais seront obligés lesdits Gouverneurs, aussi bien que leurs subalternes, à prêter serment à Sa Maj. Imp. & Cath. de garder lesdites places fidelement à la souveraineté de la maison d'Autriche, & de ne se point ingerer dans aucune autre affaire, selon le formulaire dont on est convenu, & qui est inseré à la fin de ce Traité.

VIII. Les Generaux se rendront reciproquement, tant dans les villes, ou il y aura Garnison de Sa Maj. Imp. & Cath. que dans celles qui sont confiées à la garde des Troupes de L. H. P. les honneurs accoûtumés, selon leur caractere, & la maniere de chaque service; & au cas que le Gouverneur General des Païs-Bas vienne dans les Places commises à la garde des troupes des Etats Generaux, on lui rendra les honneurs qu'il est accoûtumé de recevoir dans les places des Garnisons de Sa Maj. Imp. & Cath. & pourra même y donner la parole, le tout sans prejudice de l'Article VI.

Et les Gouverneurs, & en leur absence les Commandans, donneront aux dits Gouverneurs Generaux des dispositions par eux faites pour la sûreté & garde des places confiées à leurs soins; & ils auront des egards convenables pour les changemens, que les dits Gouverneurs Generaux jugeront devoir être faits.

IX. Sa Majesté Imperiale & Catholique accorde l'exercice de la Religion aux troupes des Etats Generaux par tout où elles se trouveront en Garnison; Mais cela dans des endroits particuliers, convenables & proportionnés au nombre de la Garnison, que les Magistrats assigneront & entretiendront dans chaque Ville & Place, où il n'y en a pas deja d'assignés, & auxquels endroits on ne pourra donner aucune marque exterieure d'Eglise; Et on enjoindra severement de part & d'autre aux Officiers Politiques & Militaires comme aussi aux Ecclesiastiques, & à tous autres qu'il appartient, d'empêcher toute occasion de scandale & contestation, qui pourroient naitre sur le sujet de la Religion; Et quand il naîtra quelque dispute ou difficulté, on les applanira à l'amiable de part & d'autre.

Et quand à la Religion par rapport aux Habitans des Païs-Bas Autrichiens, toutes choses resteront & demeureront sur le même pié, que les etoient pendant le regne du Roy Charles II. de G. M.

X. Toutes les munitions de Guerre, Artillerie & Armes des Etats Generaux, comme aussi les Materiaux pour les Fortifications, les Grains en temps de disette, les vivres pour mettre en Magazin, lorsqu'il y aura apparence de Guerre, & de plus les Draps & fournitures pour

pour l'habillement des Soldats, que l'on verifiera devoir être employés à cet usage, passeront librement & sans payer aucuns Droits ou Peages, au moyen des Passeports, qui seront demandés & accordés sur la specification signée, à condition neanmoins, qu'au premier Bureau de Sa M. Imp. & Cath. où les dites provisions, materiaux, armes & montures entreront, & à l'endroit où elles devront être dechargées, les Bateaux & autres Voitures pourront être dûement visités, pour empêcher qu'on n'y commette fraude & abus, contre les quels il sera libre de prendre telles precautions, que la suite du tems & l'experience feront juger necessaires, sans qu'il soit permis aux Gouverneurs & leurs subalternes, d'empêcher en quoi que ce soit l'effet de cet Article. 1715

XI. Les Etats Generaux pourront changer leurs Garnisons, & les dispositions des Troupes dans les Villes & Places commises à leur garde particuliere, selon qu'ils le trouveront à propos, sans qu'on puisse empécher ou arrêter le passage des Troupes, qu'ils y envoyeront de temps à autre, ou celles qu'ils en tireront, sous quelque pretexte que ce puisse être, pourront même les dites Troupes, quand le cas le requerera, passer par toutes les Villes de Brabant, en Flandres & par tout le Plat-Païs, faire des Ponts tant sur le canal entre Bruges & Gand, que sur tous les autres canaux & sur toutes les rivieres qu'elles trouveront dans leurs routes, à condition neanmoins, que ce seront des Troupes d'un Prince ou d'une Nation, non en Guerre avec Sa Maj. Imp & Cath. ni suspectes d'aucun engagement ou liaison contraire à ses interêts, comme il est dit ci-dessus en l'Article IV. & que prealablement il en sera donné connoissance, & requisition faite au Gouverneur General des Païs-Bas, avec lequel on reglera les routes & les autres besoins, par quelqu'un qui en aura la commission de L. H. P. On observera le reglement fait par les Etats Generaux sur le passage des troupes, comme il est observé dans leurs propres Païs.

Et les Etats Generaux tâcheront de faire les dits changemens des Garnisons, ainsi que les dispositions necessaires pour cela, de maniere qu'elles soient le moins, qu'il se pourra, à charge, & à l'incommodité des Habitans.

XII. Comme la seureté commune demande en temps de Guerre, ou dans un eminent danger de Guerre, que les Etats Generaux envoyent leurs Troupes dans les places qui se trouveront les plus exposées au peril d'être attaquées ou d'être surprises, il est convenu entre Sa Maj. Imp. & Cath. & les Etats Generaux, que leurs Troupes seront receües dans les dites Places, autant qu'il sera necessaire pour leur defense, quand le cas viendra evidemment à exister; Bien entendu que cela se fasse d'accord & de concert avec le Gouverneur General des Païs-Bas.

XIII. Les Etats Generaux pourront à leurs frais & depens, faire fortifier les susdites Villes & Places, soit par de nouveaux Ouvrages, ou en faisant reparer les vieux, les entretenir, & generalement pourvoir à tout ce qu'ils trouveront necessaire pour la seureté & defense desdites Villes & Places; à la reserve qu'ils ne pourront pas faire construire de nou-

1715 nouvelles Fortifications, sans en avoir donné connoissance prealable au Gouverneur General des Païs-Bas, & avoir entendu son avis & ses considerations là dessus, & sans qu'on puisse les porter à la charge de S. M. I. & C. ou du Païs, qu'avec le consentement de Sa Majesté.

XIV. Pour la seureté de la communication entre les Provinces-Unies & les Places de la Barriere, S. M. I. & C. aura soin de faire en sorte, que les Lettres & les Messagers, tant ordinaires qu'extraordinaires, pourront passer librement pour aller & venir dans les Villes & Places de la Barriere, & par celles des autres Païs, à condition que les dits Messagers ne se chargeront pas des Lettres ou des Paquets des Marchands, ou autres particuliers; Lesquelles, tant pour les Places de la Barriere que pour toute autre part, devront étre remises aux Bureaux des Postes de S. M. I. & C.

XV. Pour ce qui regarde l'Artillerie, Magazins & Provisions de Guerre, que L. H. P. ont dans les Villes & Places qu'Elles remettent à S. M. I. & C., il leur sera permis de les faire transporter sans aucun empechement, & sans payer aucuns Droits ou Péages, tant celles qu'Elles y ont fait conduire Elles mêmes, que l'Artillerie marquée de leurs Armes, perduë dans la derniere Guerre, ou leur appartenant d'ailleurs, qu'Elles auront trouvé dans les dites Places; A moins que S. M. I. & C. ne souhaite de prendre ladite Artillerie & Munitions de Guerre pour son compte, & en conviene du prix avec L. H. P. avant la reddition des Places.

Et quant à l'Artillerie & les Munitions, qui sont presentement dans les Places commises à la garde des Etats Generaux, elles seront laissées à leur garde & direction, suivant les Inventaires avant l'échange des Ratifications du present Traité, sans qu'il soit permis de les faire transporter ailleurs, que d'un commun consentement; Et en restera la proprieté à Sa M. I. & C., pour autant qu'il s'en est trouvé dans lesdites Places au temps de leur cession ou reddition.

XVI. En cas que les Provinces des Païs-Bas Autrichiens fussent attaquées, & qu'il arrivât (ce qu'à Dieu ne plaise) que les Armées des Ennemis entrassent dans le Brabant, pour y agir & faire le Siege de quelque Place dans ladite Province, ou de quelqu'une de celles qui en font la Barriere, il sera permis à L. H. P. de faire occuper & prendre poste par leurs Troupes dans les Villes & endroits sur le Demer, depuis l'Escaut jusqu'à la Meuse, comme aussi d'y faire des Retranchemens, des Lignes & des Inondations, pour empêcher les progrés ulterieurs des Ennemis, autant que la raison de Guerre le pourra demander, pourveu que le tout se fasse de concert avec le Gouverneur General des Païs-Bas.

XVII. Comme il se trouve par l'experience de la Guerre passée, que pour mettre en seureté les frontieres des Etats Generaux, il faloit y laisser plusieurs Corps de Troupes si considerables, que l'Armée se trouvoit beaucoup affoiblie par là; Pour prevenir cet inconvenient, & pour mieux asseurer lesdites Frontieres à l'avenir, S. M. I. & C. cede aux Etats Generaux tels Forts & autant de Territoire de la

Flan-

Flandre Autrichienne, limitrofe de leurs dites Frontieres, & pour les bien couvrir depuis l'Escaut jusqu'à la Mer, dans les endroits où elles ne sauroient l'être par des Inondations sur les seules Terres deja apartenantes aux Etats Generaux. 1715

Pour céte fin S. M. I. & C. agrée & approuvée, que pour l'avenir les limites des Etats Generaux en Flandres commenceront à la Mer, entre Blankenberg & Heyst, à l'endroit où il n'y a point de Dunes; Moyenant, qu'ils n'y feront pas bâtir, ni ne permettront pas qu'on bâtisse des Villages, ou des Maisons auprès dudit poste, ni ne souffriront point aucun établissement de Pêcheurs, ou d'y faire des Ecluses à la Mer.

Et promettent de plus L. H. P., que si elles trouvent bon de faire construire quelques Fortifications à la tête de leurs nouvelles Limites, elles auront soin de ne pas diminuer la force de la Digue; & non seulement se chargent des fraix extraordinaires qui pourroient être causés à l'occasion desdites Fortifications, mais même dedommageront les Habitans de la Flandre Autrichienne, de toutes les pertes qu'ils pourroient souffrir, au cas que la Mer vint à faire des Inondations par les Fortifications susdites.

On tirera du Poste susnommé une Ligne droite sur Gotewege, d'où la Ligne continuera vers Heyst; De Heyst elle ira sur le Direhoeck & Swartesluys; De là sur le Fort de St. Donas, le quel S. M. I. & C. cede en proprieté & Souveraineté à L. H. P.; (moyenant que les Portes des Ecluses audit Fort seront & resteront ôtées en temps de Paix) & cede pareillement le Terrain situé au Nord de la Ligne cidessus marquée.

Du Fort de St. Donas, les nouvelles Limites des Etats Generaux s'étendront jusqu'au Fort de St. Job, d'où on regaguera les anciennes prés de la Ville de Middelbourg, lesquelles Limites on suivra le long de Zydlingsdyck, jusqu'à l'endroit ou le Eckelose-Watergang & le Waterloop se rencontrent à une Ecluse.

Ensuite dequoi on suivra le Graf-Jans-Dyk jusqu'au Village de Bouchaute, (aux interessés des Ecluses on permet de les remettre où elles ont eté ci devant;) Et dudit Bouchaute, on continuera à la ligne droite, pour regagner les anciennes Limites des Etats Generaux.

S. M. I. & C. cede aussi en pleine & entiere Souveraineté aux Etats Generaux le Territoire situé au Nord de ladite Ligne.

Et comme pour leur entiere seureté, il est necessaire que l'inondation soit continuée de Bouchaute jusqu'au Canal du Sas de Gand, le long de Graaf-Jans-Dyk; Il sera permis en temps de Guerre à L. H. P., d'occuper & faire fortifier toutes les Ecluses qui se trouveront dans le Graaf-Jans-Dyk & Zydlingsdyck.

A l'egard de la Ville du Sas de Gand, les Limites seront étenduës jusqu'à la distance de 2000. pas Geometriques, pourvû qu'il n'y ait point de Village compris dans cette étenduë.

Et pour la conservation du Bas Escaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Generaux, S. M. I. & C. cede

1715 de en pleine & entiere proprieté & Souveraineté aux Etats Generaux, les Villages Polder de Doel, comme aussi Polper de St. Anne & Ketcetriste.

Et comme en temps de Guerre il sera besoin pour plus de seureté, de former des inondations par les Ecluses entre les Forts de la Mere & de la Perle: S. M. I. & C. remettra, si tôt que la Barriere sera attaquée ou la Guerre commencée, la Garde du Fort de la Perle à L. H. P. & celles des Ecluses; Bien entendu que la Guerre venant à cesser, Elles remettront ces Ecluses & ledit Fort de Perle à S. M. I. & C., comme aussi celles qu'elles auront occupées dans le Graaf-Jans-Dyck & Zydlingsdyck.

Les Etats Generaux ne pourront faire aucune inondation en temps de Paix, & se croyant obligés d'en former en temps de Guerre, ils en donneront connoissance prealable au Gouverneur General des Païs-Bas. Promettant de plus, que si à l'occasion de la cession de quelques Ecluses, dont les habitans de la Flandre Autrichienne conserveront le libre usage en temps de Paix, ils vinssent à souffrir quelque dommage ou prejudice, tant par les Commandans que par d'autres Officiers Militaires, que non seulement les Etats Generaux y remedieront incessament, mais aussi qu'ils dedommageront les Intererelles.

Et puisque par cette nouvelle situation des Limites, il faudra changer les Bureaux pour prevenir les fraudes, à quoi S. M. I. & C. & L. H. P. sont egalement interessées, on conviendra des Lieux pour l'etablissement desdits Bureaux, & des precautions ulterieures qu'on jugera convenir de prendre.

Il est de plus stipulé par cet Article, qu'une juste evaluation sera faite, avant la ratification du present Traité, des Revenus que le Souverain a profité par le renouvellement des Octrois, sur le pié qu'ils ont eté accordés depuis 30. Ans en deçà, à être deduits & defalqués sur le Subside annuel de 500. mille Ecus.

Et la Religion Catholique Romaine sera conservée & maintenuë dans les Lieux ci-dessus cedés en tout, sur le pié qu'elle y est exercée actuellement, & qu'elle l'a été du temps de Charles II. de g. M., & seront de même conserves & maintenus tous les Privileges des Habitans.

Le Fort de Roodenhuysen sera rasé, & les differends touchant le Canal de Bruges seront remis à la decision d'Arbitres Neutres, à choisir de part & d'autre; Bien entendu, que par la cession du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluse n'auront pas plus de droit sur ledit Canal qu'avant cette cession.

XVIII. S. M. I. & C. cede à L. H. P. les Etats Generaux à perpetuité, en plein souverainité & proprieté dans le Haut-Quartier de Gueldres, la Ville de Venlo avec sa Banlieuë, & le Fort de St. Michel; de plus, le Fort de Stevenswaart avec son Territoire ou Banlieuë, comme aussi autant de terrain qu'il faudra pour augmenter les Fortifications en deçà de la Meuse; Et promet S. M. de ne faire jamais bâtir, ni permet-

mettre qu'un autre bâtisse aucune Fortification, de quelque nom que ce soit, à la distance d'une demi lieuë de ladite Forteresse. 1715

S.M.I. & C. cede deplus aux Etats Generaux, l'Ammanie de Montfort, consistant, (à l'exception des Villages de Swamlt & Elmt qu'Elle se reserve,) dans les petites Villes de Nieustadt & d'Echt, avec les Villages suivans, savoir Obe & Lack, Roostern, Bracht, Besel, Beiseln, Vlodorp, Postert, Berg, Lin & Montfort, pour être possedés par les dits Etats Generaux, de la maniere que les a possedé & en a joui S. M. le Roy CHARLES II. de G. M., avec les Prefectures, Bourgs, Fiefs, Terres, Fonds, Cens, Rentes, Revenus, Peages, de quelque nature qu'ils soient, Subsides, Contributions & Collectes, Droits, Feodaux, Dominiaux, & autres quelconques appartenans auxdits Lieux cedés ci-dessus; Le tout pourront sans prejudice, & sauf tous les Droits qui pourront competer à Sa Majesté le Roy de Prusse, & ce non obstant toutes Exceptions, Pretentions, ou Contradictions faites ou à faire, pour troubler les Etats Generaux dans la paisible possession des Lieux cedés par le present Article; Tout Pacte, Convention ou Disposition contraire au present Article, étant censé nul & de nulle valeur. Bien entendu, que cette Cession se fait avec cette Clause expresse, que les Statuts, anciennes Coûtumes, & generalement tous les Privileges Civils & Ecclesiastiques, tant à l'egard des Magistrats & Particuliers, que des Eglises, Convents, Monasteres, Seminaires, Hôpitaux, & autres Lieux publics, avec toutes leurs appartenances, & dependences de même que les droits Diocesains de l'Evêque de Ruremonde, & generalement de tout ce qui regarde les Droits, Libertés, Immunitions, (Immunitez) Fonctions, Usages, Ceremonies, & l'exercice de la Religion, seront conservés & subsisteront sans y aporter aucun changement ou innovation, soit directement ou indirectement, dans tous les Lieux ci-dessus cedés, de la maniere que du temps du Roy CHARLES II. de G. M., & selon qu'on l'expliquera de part & d'autre plus amplement, en cas qu'il arrive quelque dispute sur ce sujet; Et ne pourront être données les Charges de Magistrature & telles autres de Police, qu'à des personnes qui soient de la Religion Catholique.

Le droit de Collation des Benefices, qui a eté jusques ici au Souverain, appartiendra doresnavant à l'Evêque de Ruremonde; A condition que lesdits Benefices ne pourront être donnés qu'à des personnes qui ne seront pas desagreables aux Etats Generaux, pour les raisons particulieres à alleguer.

Il est aussi stipulé que les Etats Generaux ne pretendront pas d'avoir aquis par la cession de la Ville d'Echt, aucun droit de Judicature ou d'appel par rapport au Chapitre de Thron, ou autres Terres de l'Empire; Et il sera libre à S. M. I. & C., de nommer tel endroit qu'il conviendra pour ladite Judicature ou appel.

Et puisque les Habitans de la partie du Haut-Quartier qui vient d'être cedé, ne pourront plus porter leurs procés en cas d'appel à la Cour de Ruremonde, il sera libre à L. H. P. d'etablir une Cour d'Ap-

1715 pel pour leurs Sujets, dans tel Lieu de la Province qu'Elles trouveront convenir.

On est convenu deplus, que les Droits d'Entrée & de Sortie qui se levent tout le long de la Meuse, ne pourront être ni haussés ni baissés en tout ou en partie, que d'un commun consentement; Desquels Droits S. M. I. & C. tirera à son profit ceux qui se levent à Ruremonde & à Navaigne, & les Seigneurs Etats Generaux ceux qui se levent à Venlo.

Et comme lesdits Droits sur la Meuse en general, comme aussi ceux sur l'Escaut subsidiairement, sont affectés au payement de deux Rentes distinctes, savoir une de 80000. & une de 70000. fl. par An, en vertu de la transaction passée & concluë le 26. Decembre 1687., avec feu S. M. GUILLAUME III. de la G. B.; On est convenu que L. H. P., à cause de la cession susmentionnée, subviendront à S. M. I. & C. dans les payemens desdites Rentes & autres Détes, qui pourront y être hypothequées annuellement, à proportion du produit des Droits d'Entrée & de sortie qu'elles recevront, le tout suivant les constitutions mêmes desdites Rentes. Et quant aux Détes & charges contractées & constituées sur la Generalité du Haut-Quartier, les Etats Generaux concoureront dans le payement d'icelles pour leur Quote-part, selon la proportion portée par la Matricule de tout ledit Haut-Quartier.

Tous les Documens & Papiers qui concernent le Haut-Quartier de Gueldres, resteront comme ci devant és Archives de Ruremonde; Mais on est convenu, qu'il en sera formé un inventaire ou Regitre à l'intervention des Commissaires de S. M. I. & C., de S. M. Prussienne, & des Seigneurs Etats Generaux, & Copie authentique sera donnée dudit Inventaire à chacune des 3. Puissances, pour avoir toujours libre accés à tous les Papiers & Documens, dont elles pourroient avoir besoin, pour la partie qu'elles possedent dans ledit Haut-Quartier de Gueldres, & dont Copie authentique leur sera delivrée à la premiere requisition.

XIX. En consideration des grands fraix & depenses extraordinaires auxquels les Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre de Troupes qu'ils se sont engagés par le present Traité, de tenir dans les Villes ci-dessus nommées, que pour subvenir aux grosses charges absolument necessaires pour l'entretien & reparation des Fortifications desdites Places, & pour les pourvoir de Munitions de guerre & de bouche, S. M. I. & C. s'engage & promet de faire payer annuellement aux Etats Generaux la Somme de 500000. écus ou 1250000. florins, par dessus les revenus de la partie du Haut-Quartier de Gueldres, cedée en proprieté par Sa M. I. & C. aux Etats Generaux par le XVIII. Article du present Traité, comme aussi par dessus les fraix pour le logement des Troupes, selon le Reglement fait en l'Année 1698., de la maniere qu'on en conviendra en detail; Laquelle Somme de 500. mille écus ou 1250000. florins Monnoye d'Hollande, sera asseurée & hypothequée, comme elle

est

1715

est asseurée & hypothequée par cet Article, generalement sur tous les revenus des Païs-Bas Autrichiens, y compris les Païs cedés par la France, & specialement, sur les revenus les plus clairs & liquides des Provinces de Brabant & de Flandre, & sur ceux du Païs, Villes, Châtellenies, & dependances cedées par la France, selon qu'on est convenu plus specifiquement par un Article separé, tant pour l'Hypotheque, que pour le moyen & termes de les perçevoir.

Et commencera ledit payement du Subside de 500. mille écus ou 1250000. florins Monnoye d'Hollande du jour de la signature du present Traité, sur quoi seront deduits au Prorata du temps, les revenus des Villes, Châtellenies & dependances cedées par la France, échus depuis ledit jour que lesdits Païs seront remis à S. M. I. & C. pour autant que les Etats Generaux les auront reçus.

XX. S. M. I. & C. confirme & rectifie par cet Article les Capitulations accordées aux Provinces & Villes des Païs-Bas ci devant appellés Espagnols, du temps de leur reduction sous l'obeissance de Sadite Majesté, ainsi que l'administration generale dudit Païs y exercée par la G. B. & les Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant representé le legitime Souverain par leurs Ministres qui ont residé à Bruxelles, & par le Conseil d'Etat commis au Gouvernement General desdits Païs-Bas, ensuite du pouvoir & des Instructions qui lui ont été données, & des Requisitions qui lui ont été faites de la part des 2. Puissances, tant en matiere de Regale, de Justice, de Police, que de Finance, comme aussi l'administration particuliere des Etats des Provinces, des Colleges, des Villes, des Communautés au Plat Païs, de même que des Cours Souveraines de Justice, & autres Cours & Juges Subalternes; lesquels Actes de police, Regales, Justice & Finance, subsisteront & sortiront leur plein & entier effet, selon la teneur desdits Actes & des Sentences renduës; Le tout de la même maniere, comme s'ils avoient été faits par le Souverain legitime du Païs, & sous son Gouvernement.

XXI. Tout ce qui est compris dans l'Article precedent sera aussi observé, ratifié & maintenu de la part de S. M. I. & C. à l'egard du Haut-Quartier de Gueldres, & des Païs conquis sur la France (dont le Roy Charles II. de G. M. n'étoit pas en possession à son decés) pour toutes les dispositions faites au nom & de la part des Etats Generaux des Provinces-Unies.

Et pour ce qui est des Benefices & Dignités Ecclesiastiques, ceux qui en ont été pourvûs, & qui s'en trouveront en possession, ne pourront être depossedés, & ceux, qui ne sont pas encore en possession, y seront admis sans qu'on puisse s'y opposer, que par les voyes & dans l'ordre de la Justice selon les Loix & Coûtumes du Païs.

XXII. S. M. I. & C. reconnoit & promet de satisfaire les Obligations qui ont eté passées de la part de S. M. C. CHARLES II. de G. M. pour les levées d'argent que L. H. P. ont fait negocier pour Sadite Majesté, dont la Liste est jointe au bas de cet Article; Et comme on n'a point encore remis aux Etats Generaux les Obligations des Etats des Païs-Bas Espagnols, pour la somme de 200. mille florins par an à

1715 fournir par Eux, pour le payement des interêts & pour le remboursement d'un Capital de 1400. mille florins, levés à interrêt en l'année 1698. pour étre employés aux necessités des Frontieres desdits Païs-Bas Espagnols, & 4. années d'interrêt portant la somme de 224. mille florins dont ledit Capital de 1400. mille florins est augmenté; Lesquelles Obligations ledit Roy Charles II. de G. M. avoit promis de faire tenir, sans que cela se soit fait, S. M. I. & C. promet par céte, de faire passer les Obligations par les Etats des Provinces dudit Païs-Bas, & de les faire delivrer incessamment après auxdits Etats Generaux, conformement à la teneur de ladite Obligation de S. M. C. du 30. Mai 1698. à la premiere convocation des Etats, ou au plus tard dans le terme de deux Mois, après l'échange des Ratifications de ce Traité.

Memoire des Negociations faites à la requisition de Sa Maj. Cathol. CHARLES II. de G. M.

LA premiere Negociation a eté d'un Million cinq cens soixante & quinze mille florins, sur les Droits d'entrée & sortie de la Marie à 5. pour 100. faite par l'Acte du 13. Decembre 1690. 1575000.

La seconde a eté de 525. mille florins à 5. pour cent sur le même fond, levée par l'Acte du 21. Mars 1691. 525000.

La troisiéme a eté de 567. mille florins à 5. pour 100. sur les revenus du Haut-Quartier de Gueldres, faite par l'Acte du 15. de Janvier 1692. 567000.

La quatrieme & cinquieme Negociation de 500. mille & de 20. mille florins, ont eté faites conformement aux deux Actes du 4. & du 22. de May 1693. sur les Droits d'entrée & de sortie de la Marie 6. pour cent. 700000.

La sixiéme a eté de 665. mille florins sur le même fond à 5. pour cent, levée par l'Acte du 11. Avril 1695. 665000.

La septieme a eté d'un Million 440. mille florins, sur le même fond à cinq pour cent, levée par Acte du 24. de Novembre 1695. 1440000.

La 8. 9. & 10. sommes de 400. mille, de 100. mille & de 300. mille florins, ont eté levées par Actes du 10. Decembre 1695. du 12. Septembre 1696. & du 6. Mars 1697. à cinq pour cent sur les Revenus de la province de Namur, & subsidiairement sur les Revenus de la Marie, & les Domaines de la Province de Luxembourg, portant emsemble. 800000.

L'Onziéme somme de 500. mille florins a eté levée par Acte du 30. Avril 1696. à 6. pour cent sur les Revenus de la Prevoté de Mons 500000.

La douziéme somme d'un Million 400. mille florins à 4. pour cent, a eté levée sur les Subsides des Provinces des Païs-Bas, sur les remises d'Espagne, & subsidiairement sur les Revenus de la Marie.

Item,

Item, 214. mille florins pour 4. Années d'interêt du Capital, conformement à la teneur de l'Obligation du 30. May 1698. portant ainsi la Somme totale d'un Million 624. mille florins. 1624000. 1715

XXIII. Pareillement S. M. I. & C. reconnoit, approuve & confirme toutes levées d'argent (dont la liste est jointe au bas de cet Article) qu'on a eté obligé de faire pour le payement de plusieurs necessités indispensables, pour la conservation des Païs-Bas Espagnols & pour l'entretien des Troupes de S. M. I. & C. pendant le Gouvernement provisionel de la G. B. & des Etats Generaux des Provinces-Unies, & faites par L. H. P. de concert avec S. M. de la G. B. promettant S. M. I. & C. d'y satisfaire & de faire dûement enregîtrer lesdites Negociations dans les Chambres des Finances & des Comptes, & d'en faire delivrer Acte en forme à L. H. P. & de faire payer le Capital & les interêts hors des fonds & hypothéques, tant principales que subsidiaires, affectées pour céte fin, sans que S. M. I. & C. puisse apporter, si ce n'est de l'aveu des Etats Generaux, aucun changement à la direction ou à l'administration des hypothéques, sur lesquelles les Negociations ont eté faites, mais qu'Elles les laissera à L. H. P. conformement à la teneur des Obligations, & si ces fonds n'étoient point suffisans, ce qu'il y manquera sera suplée par les Etats des Provinces desdits Païs-Bas Autrichiens.

Memoire des Negociations faites pendant le Gouvernement provisionel de Sa Majesté Britannique & de L. H. P. aux Païs-Bas.

EN 1707. ont été levés 300. mille florins à 5. pour 100. sur la Posterie, destinés à être envoyés au Roy à la Barcelonne.

Encore 400000. mille florins sur les Droits d'entrée & sortie en Flandre, destinés à des necessités aux Païs-Bas.

Les interêts desdits 400. mille florins ont été assignés sur Posterie. 700000.

Au Mois de Février de l'Année 1709. ont été levés 250. mille florins à 5. pour 100. sur les Droits de la Maître, pour l'entretien des Troupes Imperiales & Palatines. 250000.

Au Mois de Mai 1709. a été levée une Somme de 500. mille florins à 5. pour 100. aux mêmes conditions, sur le même fond & au même usage. 500000.

Au Mois d'Août a été encore levée une Somme de 1000000. florins à 5. pour 100., aux mêmes conditions, sur le même fond & au même usage. 1000000.

En 1710. a été negotiée une Somme de 300. mille florins a 6. pour 100. sur les revenus de la Posterie, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales & Palatines au service de S. M. I. & C. 300000.

Item, sur les Droits d'entrée & de sortie en Flandre, une Somme de 400. mille florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales à 6. pour 100. savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie. 400000.

 Item

1715 Item sur le même Fond & à 6. pour 100. savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits d'entrée & sortie en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie, une Somme de 300. mille florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 300000.

Item, sur le même Fond, & à 6. pour 100. savoir 5. pour 100. à trouver sur les Droits d'entrée & sortie en Flandre, & 1. pour 100. sur les Revenus de la Marie, une Somme de 340. mille six cens vingt cinq florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 340625.

Item sur les Revenus de la Marie à 5. pour 100. une Somme de 300. mille florins, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 300000.

Au Mois de Mais 1711. à été levée une Somme de 300. mille florins à 6. pour 100. sur les Revenus de la Posterie, pour subvenir aux fraix des Troupes Imperiales. 300000.

En Decembre 1712. a été negocié sur la Marie, 228. mille trois cens trente florins à 5. pour 100. pour pouvoir aux necessités & aux Fortifications de Mons, St. Guilain & Ath. 228330.

Faisant les susdites levées ensemble la Somme de quatre millions six cens dix huit mille neuf cens cinquante cinq florins. L'emploi de laquelle aussi bien que la Somme de 550. mille florins que les Receveurs des Droits d'entrée & de sortie en Flandre ont fourni en Lettres de Change aux Etats Generaux en l'An. 1710. de 100. mille florins qu' ils ont receu du Receveur des Medianates, & de 105. mille florins, Salvo errore calculi, qu'ils ont receu de la 3. Chambre du Conseil de Flandre, a été verifié aux Ministres Plenipotentiaires de S. M. I. & C. de la maniere que cela est expliqué plus particulierement par le declaration mise au bas de l'état des Negotiations & Argent fourni, & de l'emploi desdits deniers, signé ce même jour.

XXIV. On procedera sitôt que faire se pourra, à la liquidation du payement fait des interêts & du Capital des emprunts mentionnées dans les deux Articles precedens, dans laquelle liquidation ne sera porté à la charge de L. H. P. que tout ce qu'il se trouvera payé effectivement & réellement en vertu desdites Obligations, & sans que de la part de S. M. I. & C. on puisse faire contre le payement desdits interêts, quelque difficulté ou pretention de rabat ou diminution, à cause de non possession des Hypotheques, Confiscation en temps de Guerre, depravation des Hypotheques, à cause de diminution des Droits d'entrée & sortie, ou autre cause ou pretexte quelconque.

Et sans qu'à cause de céte liquidation on puisse de la part de S. M. I. & C. discontinuer le payement, pour le recouvrement des interêts & termes de remboursement, dans lequel il sera continué, conformement aux Conditions portées par les Obligations, jusques à ce qu'il constera que tous les emprunts & interêts d'iceux seront entierement acquités & remboursés; Après quoi les Hypotheques seront dûement dechargées & restituées.

XXV. Deplus est ratifié & confirmé par le present Article, le Contract

tract pour le Pain, Chariots & Fourage des Troupes Imperiales & Palatines, fait par les Miniſtres des deux Puiſſances à Bruxelles, ou par le Conſeil d'Etat commis au Gouvernement des Païs-Bas, ſur la requiſition deſdits Miniſtres; Et ſont pareillement confirmés & ratifiés tous les payemens deja faits à ce ſujet par le Conſeil des Finances, & les ordres donnés par ledit Conſeil, pour aſſigner le reſtant de ce qui eſt deu pour leſdits pain, Fourage & Chariots, ſur les Droits d'encreſcence des quatre eſpeces enſuite des requiſitions du Conſeil d'Etat; Sans que leſdits Droits d'encreſcence puiſſent être divertis à d'autres uſages, ſous quelque prætexte que les Entrepreneurs qui ont livré leſdits Pain, Fourage & Chariots, ſoient entierement ſatisfaits, ſelon la teneur de leur Contract, enſuite des Requiſitions des Miniſtres des deux Puiſſances, & des Ordres du Conſeil d'Etat, & de celui des Finances. 1715

XXVI. Pour ce qui regarde le Commerce, on eſt convenu, que les Navires, Marchandiſes & Denrées venant de la Grande-Bretagne & des Provinces-Unies, & entrant dans les Païs-Bas Autrichiens, de même que les Navires, Marchandiſes & Denrées, ſortant deſdits Païs-Bas vers la Grande-Bretagne & les Provinces-Unies, ne payeront les Droits d'Entrée & de Sortie, que ſur le même pié qu'on les leve à preſent, & particulierement tels qu'ils ont eté reglés avant la ſignature du preſent Traité, ſelon la requiſition faite au Conſeil d'Etat à Bruxelles par les Miniſtres des deux Puiſſances en date du 6. Novembre; Et qu'ainſi le tout reſtera, continuera & ſubſiſtera generalement ſur ledit pié, ſans qu'on y puiſſe faire aucun changement, innovation, diminution ou augmentation, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, juſqu'à ce que S. M. I. & C., S. M. B. & les Seigneurs Etats Generaux en conviendront autrement, par un Traité de Commerce à faire le plûtôt qu'il ſe pourra; Demeurant au reſte le Commerce & tout ce qui en depend, entre les Sujets de S. M. I. & C. dans les Païs-Bas Autrichiens, & ceux des Provinces-Unies, en tout & en partie, ſur le pié établi & de la maniere portée par les Articles du Traité fait à Munſter, le 30. Janvier 1648., entre S. M. le Roy Philippe IV. G. M. & leſdits Seigneurs Etats Generaux, concernant le commerce, leſquels Articles viennent d'être confirmés par le preſent Traité.

XXVII. Que les Fortifications & tous les Ouvrages de la Citadelle de Liege, de même que celles du Château de Huy, auſſi avec tous les Forts & Ouvrages, feront raſés & demolis, ſans qu'ils puiſſent être jamais rebâtis ou rétablis; Bien entendu, que ladite demolition ſe fera aux dépens des Etats & du Païs de Liege, à qui les Materiaux reſteront pour être vendus & transportes ailleurs; Le tout aux ordres & ſous la direction des Etats Generaux, qui enverront pour céte fin des perſonnes capables pour avoir la direction deſdites demolitions, auxquelles on commencera à travailler immediatement après la ſignature du preſent Traité, & que l'on achevera dans 3. Mois ou plûtôt s'il ſe peut; Et que cependant les Garniſons des Etats Generaux ne ſortiront deſdites Places, avant que la demolition ne ſoit achevée.

1715 XXVIII. Et pour plus grande ſeureté & execution du preſent Traité, promet & s'engage S. M. B. de le confirmer & de le garantir dans tous ſes Points & Articles, comme Elle le confirme, & le garantit par celui ci.

XXIX. Le preſent Traité ſera ratifie & approuvé par S. M. I. & C., par S. M. B. & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; Et les Lettres de Ratification ſeront delivrées dans le terme de 6. Semaines, ou plûtôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foi dequoi Nous Miniſtres Plenipotentiaires de S. M. I. & C., de S. M. B. & des Seigneurs les Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs reſpectifs, avons, éſdits noms, ſigné ces preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Anvers le 15. Novembre 1715.

Etoit ſigné

(L. S.) L. C. de Königsegg.
(L. S.) W. Cadogan.
(L. S.) B. v. Duſſen.
(L. S.) Le Comte de Rechteren.
(L. S.) Sc. Gockinga.
(L. S.) Adr. Borſſelen, tot Geldermalſen.

I.
Formulaire du Serment pour le Gouverneur de Dendermonde.

JE N. N. établi Gouverneur par S. M. I. & C. à Dendermonde, promets & jure, que je ne ferai jamais rien, ni ne permettrai pas qu'il ſe faſſe quelque choſe dans ladite Ville, qui puiſſe étre prejudiciable au ſervice de Leurs Hautes Puiſſanees les Etats Generaux des Provinces-Unies, par rapport à la conſervation de la Ville & de la Garniſon, & que je donnerai libre paſſage à leurs Troupes, toutes & quantes fois qu'ils le ſouhaiteront, moyenant une requiſition prealable, & que leſdites Troupes ne paſſent, que pour un nombre modique à la fois, le tout conformement à l'Article V. du Traité de la Barriere, dont Copie m'a eté communique. Ainſi Dieu me ſoit en aide.

II.
Formulaire du Serment pour les Gouverneurs des Places.

N. N. je jure & promets de garder fidelement à la Souveraineté & proprieté de S. M. I. & C. - - - qui m'a eté confiée, & de ne la pas remettre jamais à aucune autre Puiſſance, & que je ne me mélerai pas directement ou indirectement ni ne ſouffrirai pas, que qui que ce ſoit, ſous mon Commandement, ſe mêle d'aucune affaire concer-

cernant le Gouvernement Politique, Religion, & choses Ecclesiasti- 1715
ques, Justice & Finances, ni même en quoi que ce soit, contre les Droits, Privileges & immunités de Habitans, tant Ecclesiastiques que Laiques, ou aucune autre affaire n'ayant pas relation directe à la conservation de la Place, qui m'a eté confiée, & pour le maintien de la Garnison commise à mes soins; Mais que je laisserai tout cela à S. M. I. & C. comme legitime Souverain, ou aux Etats & Magistrats tant Ecclesiastiques que Laiques, Pour autant qu'il en appartient à chacun d'eux: Promettant au contraire, de les assister de main forte, toutes & quantefois que j'en serai requis, pour le maintien des ordres politiques & la conservation de la tranquillité, contre tous ceux, qui voudroient s'y opposer; Bien entendu, qu'il me sera permis d'executer les ordres, que les Etats Generaux me donneront, conformement & en execution du Traité entre S. M. I. & de L. H. P. Ainsi Dieu me soi en aide.

Article Separé.

COmme dans l'Article 19. du Traité de la Barriere pour les Etats Generaux des Provinces-Unies dans les Païs-Bas Autrichiens, conclu ce jourd'hui 15. de Novembre 1715. entre Sa M. I. & C., S. M. B. & lesdits Seigneurs Etats Generaux, on est convenu de s'expliquer plus specifiquement, par un Article separé, au sujet des Hypothéques & des moyens de percevoir le subside y mentionné, S. M. I. & C. pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de 500000. écus, ou 1250000. florins Monnoye d'Hollande, par An, accordé & stipulé par ledit Article, assigne specialement sur le Païs, les Villes, Chatellenies & Dependances cedées par la France anuellement, la Somme de 610000. florins Monnoye d'Hollande, selon la repartition suivante, à savoir

Sur la Ville de Tournai, 55000. florins.

Sur la Chatellenie de Tournai, dit le Tournesis, 25000. florins.

Sur la Ville & Verge de Menin, 90000. florins.

Et sur la partie de la Flandre Occidentale, qui a eté cedée par la France, à repartir sur les Villes, Chatellenies & Dependances suivant le Transport de la Flandre, 440000. florins.

Et le restant sur les Subsides de la Province de Brabant un tiers, faisant la Somme de 213333. & un tiers florins, & sur ceux de la Province de Flandre deux tiers faisant la Somme de 426666. & deux tiers florins; Faisant lesdites Sommes respectives ensemble la susdite Somme totale de 500000. écus, ou 1250000. florins Monnoye d' Hollande.

La portion de la Province de Brabant est assignée sur le Contingent des 7. Quartiers d'Anvers & autres Districts de Brabant dans les Subsides de cête Province; Et la portion de la Province de Flandre sur le Contingent du Païs de Waas, y compris Beveren du Païs d'Oudenburg, du Francq de Bruges, du Païs d'Alost, & de la Ville & Païs de Dendermonde, dans le Subside de cête Province.

1715 Et pour assurer d'autant plus le payement regulier des susdites sommes respectives, S. Maj. Imp. & Cath. promet & s'engage, que le payement se fera de 3. en 3. mois à commencer du jour de la signature du present Traité, à payer à l'echeance du terme, & au defaut dudit payement, à la fin de 3. mois.

Ordonne Sa Maj. Imp. & Cath. des à present, & par ce Traité, aux Etats des Provinces & Departemens, & les receveurs des subsides tant ordinaires qu'extraordinaires, de même que ceux de ses Droits & Domaines, hors desquels le payement se doit faire conformement à la repartition ci-dessus, qu'en vertu de cet Article, & sur une copie d'icelui, ils auront à payer incessamment à chaque echeance & sans delai au receveur general desdits Etats Generaux, ou à ses ordres, les sommes ci-dessus marquées, & sans attendre autre ordre ou assignation, ce present Article leur devant servir d'ordre & d'assignation des à present & pour lors, & ledit payement leur sera posé en compte à la charge de Sa Maj. Imp. & Cath. comme s'ils l'avoient fait à Elle même.

Faute de quoi, ou bien en cas que lesdits Etats n'accordassent pas avec la promptitude necessaire les subsides, pourront les Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte & d'execution, & même par voye de fait contre les receveurs, Etats & Domaines desdites Provinces & Departemens, lesquels Sa Majesté Imp. & Cath. y sommet en vertu de cet Article; Le tout sans prejudice du Droit de L. H. P. sur les autres revenus du Souverain par dessus le subside des Provinces, comme sont les Droits d'entré & de sortie, impots, Tailles, Peages & autres domaines.

De plus on est convenu, que le payement dudit subside ne pourra être retardé, moins refusé sous pretexte de compensations, liquidations ou autres pretentions, de quelque nom ou nature qu'elles puissent être. Et aura cet Article separé la même force que ledit Traité de la Barriere, & tout comme s'il y etoit inseré de mot à mot, & sera ratifié dans le même temps que ce Traité.

En foi dequoi, Nous Ministres Plenipotentiaires de Sa Maj. Imp. & Cath. de Sa Maj. Brit. & des Seigneurs Etats Generaux, avons signé le present Article, & y avons fait apposer les cachets de nos Armes. A Anvers ce 15. de Novembre 1715.

Etat de l'emploi des deniers provenus de Negociations faites sur divers fonds des Païs-Bas durant le gouvernement provisionnel des deux Puissances maritimes, distinctement mentionnées dans la liste jointe au bas de l'Article 23. du Traité de la Barriere, signé le 15. de Nov. 1715. montant à une somme de quatre millions six cens dix huit mille neuf cens cinquante cinq florins, comme aussi des cinq cens cinquante mille florins, fournis en lettres de change par les receveurs des droits d'entrée & sortie de Flandre; De plus, cent mille florins fournis par le receveur de medianate, & finalement de cent cinq mille florins fournis par le troisieme membre du conseil de Flandre, faisant en tout ensemble une somme de savoir.

Monnoye de Hollande.

Remi-

Remise par Leurs Hautes Puissances l'Année 1708. au Roi Catholiques Charles III. hors les deniers levés sur la Posterie des Païs-Bas Espagnols, la somme de trois cens mille florins. 300000. 1715

Pour la livraison du Fourage faite aux Troupes de Sadite Majesté, selon le compte, deux millions septante huit mille neuf cens & seize florins, six sous, six deniers. 2078916. 6. 6.

La livraison de Pain, compris les chariots de vivres, selon le compte, deux millions, deux cens quatre vingt sept mille sept cens septante six florins, quatorze sous, six deniers. 2287776. 14. 6.

Item, des autres payemens extraordinaires mis en compte par Mrs. les Etats Generaux, soixante neuf mille cinq cens quatre vingt trois florins, quinze sous. 69583. 15. 0.

Argent payé à la Caisse de Guerre pour les portions de Pain & de Fourages pendant le Quartier d'hiver, depuis le 1. Janvier 1709. jusques au Mois d'Avril 1611. selon le compte, six cens cinquante sept mille huit cens quatre-vingt neuf florins, seize sous. 657889. 16. 0.

Des fraix pour les Hôpitaux & autres depenses extraordinaires, selon le compte, trente deux mille trois cens trente six florins, un sou, six deniers. 32336. 1. 6.

Depenses pour les munitions & fortifications dans les Villes de *Mons*, *St. Guilain* & autres, cent cinquante huit mille six cent trente neuf florins, six sous, six deniers. 158639. 6. 6.

Somme 5585142. 0. 0.

Le soussigné Ministre Plenipotentiaire de Sa Maj. Imp. & Cath. declare d'avoir veu & examiné l'Etat ci-dessus, & de l'accepter & de l'approuver, comme je l'accepte & approuve, pour & au nom de Sadite Majesté, avec conditions suivantes.

Que *premierement*, sera defalqué d'Impôt total une somme de 24485. florins payés pour des chariots, dont les Châtellenies ont eté en defaut, & qui par ainsi ne viennent point à la charge de Sa Maj. Imp. & Cath.

Que *secundo*, on produira les Quitances Originales de 7373. florins qui manquent sur une Somme totale de 21535. fl. 12. s. 6. d. ou au defaut d'icelles d'autres pieces justificatives.

Que *tertio*, on produira de même les Quitances, ou à leur defaut des justifications, sur une somme de 37927. fl. 16. s. sur laquelle Castiglio a donné une copie de Quitance suspecte.

Que *quarto*, on produira encore les Quitances Originales, ou à leur defaut des justifications authentiques, sur une somme de 14636. fl. 14. s. sur lesquelles ledit Castiglio n'a produit pour preuve de livraison qu'une Attestation de Monsieur Armstrom.

Que *quinto*, on produira de même les Quitances Originales, ou à leur defaut les justifications qui manquent, pour une somme de 2818. fl. 14. s. & demi sur une somme totale de 17237. fl. 6. d.

Que *sexto*, on eclaircira mieux les deux comptes pour *Ostende*, por-

1715 portant la somme de 16425. fl. 1. f. 3. d. pour averer ce qui en doit rester à la charge de Sa Maj. Imp. & Cath.

Et qu'enfin, on enseignera les munitions de guerre selon le compte specifié qu'on a presente. A Anvers ce 15. Nov. 1715.

Signé.

L. C. DE KOENIGSEGG.

Comme en ajustant l'Article pour la demolition des Fortifications de la Citadelle de Liege & du Château de Huy, les soussignés Ministres Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux ont insisté, que de la part de l'Empereur on voulût donner les assurances, que le Prince & Etat de Liege se desisteroient de la pretention qu'ils ont portée à la Diete de l'Empire, contre le Fort que les Etats Generaux ont fait construire sur le Petersberg devant Mastricht, & aussi que l'on puisse convenir sur leurs pretentions au sujet de Bonn, soit en faisant demolir les Fortifications, ou bien en s'accordant sur la *Garnison* que l'on y pourroit mettre pour la seureté commune, Mr. le Comte de KOENIGSEGG, Ministre Plenipotentiaire de Sa Majesté Imperiale & Catholique, s'etant excusé d'y entrer des à present faute d'ordre, pour lequel il auroit ecrit en la Cour; Et que d'ailleurs ces deux points ayant tant de rapport avec le susdit Article, & etant de tant d'importance pour les interêts des Etats Generaux, que lesdits Plenipotentiaires ne sauroient s'en desister, ayant des ordres exprès làdessus, ils se trouvent obligés de declarer, comme ils declarent par cette, qu'ils n'ont consenti au contenu dudit Article que dans la persuasion & dans l'attente qu'avant l'Echange des ratifications, il sera donné de la part de Sa Majesté Imperiale & Catholique, pleine & entiere assurance, qu'il sera satisfait aux pretentions de leurs Hautes Puissances sur ces deux points. Fait & delivré à Monsieur le Comte de Königsegg, à Anvers ce 15. Novembre 1715.

Etoit signé

(L. S.) B. v. Dussen.
(L. S.) Le Comte de Rechteren.
(L. S.) Sc. Gockinga.
(L. S.) Adr. Borsselen, tot Geldermalsen.

CCLXXI.

Traité d'Alliance entre Sa Majesté Imperiale & Sa Majesté Britannique, ainsi qu'il a eté corrigé & conclu le 25. Mai 1716.

1716 IN nomine Sacro-sanctæ ac individuæ Trinitatis: Manifestum sit omnibus, quibus expediet, universis.

Postquam Augustus Romanorum Imperator Carolus Sextus, Hispaniarum, Hungariæ & Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, &c. Nec non Serenissimus Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Dux Brunsvici & Luneburgi, Sacri Romani Imperii Elector,

ctor, in memoriam revocassent insignia emolumenta, quæ ex sincera 1716
& constanti antecessorum suorum unione promanarunt; ideoque præsentis temporis circumstantiis accuratius perpensis, ad eandem communi bono reintegrandam animum admovissent.

Inde Deo propitio factum, ut communicatis consiliis in sequentium Articulorum Tractatum & duplicatum fœdus rite convenerint.

I. Sit inter Sacram Cæsaream & Regiam Catholicam Majestatem, & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem sincera amicitia & consiliorum conjunctio atque perfecta confœderatio, eorumque quisque alterius commoda pro suis reputet, ac serio promovere studeat, damna vero, qua potest, optima ratione avertat.

II. Fœderis hujus defensivi intentio & finis aliud non sit quam mutuo se invicem tueri ac in possessione regnorum, provinciarum ac jurium, eo quo sunt statu, & quibuscunque quisquis actualiter gaudet & fruitur, conservare. Quod si igitur contigerit ut unus vel alter Confœderatorum ab aliis Potentiis hostiliter invadatur aut offendetur, conventum est ut ejusdem honor, dignitas, nec non provinciæ ac supradicta jura, quæ tempore hujus fœderis in Europæ partibus possidet, aut eo durante mutuo consensu acquiret, contra quoscunque aggressores communi ope & auxilio terra marique illæsa conserventur, defendantur & propugnentur, nec non ob injuriam forsitan illatam justa satisfactio procuretur.

III. Ad hunc salutarem scopum assequendum, casu præmemorato alicujus hostilis invasionis, impetitus, eandem confœderato notificet, qui omnem apud aggressorem operam impendet, quo sine mora ab ulteriore hostilitate abstineat, de illatis damnis juste satisfaciat, ac de futura securitate Fœderato caveat.

IV. Blandiore hac via intra bimestre spatium non succedente, aggresso a fœderato illico auxilia submittantur, nec ante revocentur, quam id obtentum fuerit, quod Articulo præcedente secundo expressum est.

V. Auxilia vero, quæ emergente hoc casu a Confœderato mittenda sunt, erunt sequentia.

Pro parte Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis armatorum duodecim millia, scilicet pedites 8000. equites 4000.

Pro parte Sacræ Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis totidem armatorum millia, scilicet: pedites 8000. & equites 4000.

Quod si vero ratio belli in totum vel in partem suppetias maritimas potius postularet loco supra dictarum terrestrium copiarum, tot naves bellicas, quarum sumptus præfatum numerum armatorum adæquarent præstare teneatur, uti & in casu ubi majores etiam tam terrestres quam maritimæ suppetiæ necessariæ forent, de iis absque mora inter Confœderatos conveniatur, & ab utrinque amicabiliter propensio exhibeatur.

VI. Conventum est nullum alium Principem aut Potentiam ad præmemoratum fœdus invitandum esse aut admittendum, nisi unanimi

1716 mi ac mutuo Fœderatorum consensu, ab hoc prorsus modo, quo inter eosdem pactum fuerit & conventum.

VII. Cum vero nihil magis utrique Fœderatorum in votis sit quam Tractatu hoc inito salutem communem ope mutua tutam reddere, pacemque publicam illæsam conservare, nullique prorsus dubium sit, quin præpotentes unitarum Belgii provinciarum Generales Ordines admodum lubenter opus tam utile, tamque necessarium societate sua adjuvare atque promovere velint; eapropter & nunc placuit eosdem Generales Ordines ad præsens Fœdus non modo lubenter admittere, sed & eos ad illius accessionem sine mora amice invitare.

VIII. Ratificatio hujus Tractatus intra spatium sex septimanarum, aut citius, si potest, fiat. In quorum fidem tum Sacræ Suæ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis, tum Sacræ Suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Plenipotentiarii hasce præsentes manibus suis subscripserunt, iisdemque sigilla apposuerunt. Actum West-Monasterii die 25. mensis Maji, Anno Domini 1716.

(L. S.) Otto Christ. Comes a Volckra.
(L. S.) Joan Philip. Hoffman.

(L. S.) W. Cantuariensis.
(L. S.) Couper.
(L. S.) Couper.
(L. S.) Sunderland.
(L. S.) Devonshire.
(L. S.) Marlborough.
(L. S.) Roxborg.
(L. S.) Orford.
(L. S.) Townshend.
(L. S.) J. Stanhope.
(L. S.) R. Walpole.

Articulus Separatus.

Conventum præterea est, quod si tractu temporis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Ottomannicum Imperium bellum oriretur, Tractatus Fœderis hodierna die cum Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniæ conclusus, nullatenus eo pertinere vel extendi censeretur, nec bellum cum Turcis pro casu exigente reputari poterit. In cujus fidem Sacræ, &c. & signatum ut supra.

Ratificatio Imperatoris.

Quod nos inspectis consideratisque ejusdem Tractatus articulis eosdem omnes una cum articulo secreto in universum ratos gratosque habuerimus ac comprobaverimus, pro ut ea omnia & singula, quæ ita acta & transacta fuerunt vigore præsentium approbamus & ratificamus, verbo Cæsareo Regio & Archiducali promittentes, Nos ea firmiter & sancte per omnia impleturos & observaturos esse. In quorum fidem præsentes propria manus subscriptione appressoque nostro sigil-

lo communivimus. Datum Viennæ 30. Julii 1716. Regnorum nostrorum Romani 5. Hispaniarum 13. Bohemiæ & Hungariæ sexto. 1716

CAROLUS.

PHIL. LUD. Comes A SINTZENDORF.

Ad mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

JOAN. GEORG. BUOL.

CCLXXII.

Traité de Commerce, Navigation & de Marine, entre Sa Majesté Tres-Chrêtienne de France & les Villes Hanseatiques Lubeck, Bremen & Hambourg.

A Paris le 28. de Septembre 1716.

Le Roi desirant faire connoitre aux villes de LUBECK, BREMEN & HAMBOURG, de l'Ansée Teutonique, qu'il a pour elles la même affection, & la même bonne volonté que les Rois ses predecesseurs, depuis LOUIS XI jusqu'à LOUIS XIV. son tres honoré Seigneur & Bis-Ayeul, leur ont temoigné dans plusieurs traités consecutifs de marine & de commerce, & particulierement dans celui du mois de Mai 1665. Sa Maj. a reçû favorablement les instances, prieres & supplications que ce Villes lui ont fait faire par les susdits CHRISTOFFLE BROSSEAU, JEAN ANDERSON, Docteurs ès Loix, Syndic de la Ville de Hambourg, & DANIEL STOCKFLET, Senateur, leurs Deputés en cette cour, de vouloir bien convenir avec elles d'un Traité de commerce, qui puisse maintenir & conserver entre ses sujets & ceux des dites Villes une sincere intelligence pour l'utilité & avantage reciproque; & de l'avis de son tres-cher & tres aimé Oncle le Duc d'ORLEANS, Regent &c. a commis pour examiner les memoires presentés de la part desdites Villes, le Sr. Comte d'ESTREES, Vice-Amiral & Mareschall de France, Grand d'Espagne, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur des Villes & Château de Nantes, Lieutenant-General au Païs Nantois, Vice-Roi de l'Amerique, & President du Conseil de marine; le Sr. Marquis d'HUXELLES, aussi Mareschall de France, Commandeur de ses Ordres, Gouverneur de la province d'Alsace, Lieutenant-General au Gouvernement de Bourgogne & President du Conseil des affaires etrangeres; & le Sr. Amelot, Conseiller ordinaire en tous ses conseils d'Etat & privé, & aux conseils de Finance & de commerce: Lesquels après plusieurs conferences tenuës avec lesdits Srs. Deputés ont conjointement en vertu de leurs pouvoirs respectifs, resolu, arrêté & conclu ce qui suit.

Art. I.

Les habitans des Villes Anseatiques jouïront de la même liberté, en ce qui regarde le commerce & la navigation dont ils ont joui depuis plusieurs siecles, & pourront trafiquer & naviger en toute sureté, tant en

1716 en France qu'autres Royaumes, Etats, Païs & Mers, Lieux, Ports, Côtes, Havres & Rivieres en dependans, situés en Europe, pour y aller, venir, passer & repasser tant par Mer que par terre, avec leurs Navires & Marchandises, dont l'entrée sortie & transport ne sont ou ne seront defendus aux sujets de Sa Majeste par les loix & ordonnances du Royaume.

II. Ceux des sujets des dites Villes qui trafiqueront & demeureront en France, ne seront point assujettis au Droit d'Aubeine, & pourront disposer par Testament, Donation ou autrement de leurs biens, meubles & immeubles, en faveur de telles personnes que bon leur semblera, & leurs heritiers residens en France ou ailleurs, pourront leur succeder ab intestat, sans qu'ils ayent besoin d'obtenir des Lettres de naturalité : le tout ainsi que pourroient le faire les propres & naturels sujets du Roi.

III. Lesdits sujets desdites Villes Anseatiques ne seront tenus de payer d'autres, ni de plus grands Droits, Gabelles, Impositions, Contributions ou charges sur leurs personnes, biens, denrées, navires ou fret d'iceux, directement ni indirectement, sous aucun nom ou pretexte que ce soit, que ceux qui seront payés par les propres & naturels sujets de Sa Majesté.

IV. Seront exempts du droit de fret de cinquante sols par tonneau dans tous les cas, si ce n'est lors qu'ils prendront des marchandises dans un port de France, & qu'ils les transporteront dans un autre port de France pour les y decharger.

V. Et pour favoriser d'autant plus le commerce desdites Villes, il a eté accordé, que les marchandises ci-après denommées ne payeront à toutes les entrées du Royaume, terres & païs de l'obeissance du Roi, que les Droits ci-après declarés, baleine coupée le 100. pesant payera neuf livres, Fanon de Baleine le 100. en nombre, tant grands que petits, du poids de 300. livres ou environ, vingt livres.

Huile & graisse de baleine & d'autres poissons embarqués, du poids de 520. livres, sept livres, dix sols.

Fer blanc le baril de 450. feüilles doubles, vingt livres.

Le baril de simples feüilles, dix livres.

Plumes à ecrire le 100. pesant, quatre livres, Soye de porc, le 100. pesant, quatre livres.

Ensemble les quatre sols pour livre desdits droits pendant le temps seulement que les sujets du Roi y seront assujettis.

VI. Il est aussi accordé aux dites Villes Anseatiques, que conformement à l'Edit du mois de Mai 1699. concernant la franchise du port & Havre de Marseille leurs sujets joüiront de la même liberté & franchise, dont jouissent les sujets du Roy, & ne payeront les droits de vingt pour cent, (lors qu'ils apporteront des marchandises du Levant, soit à Marseille ou dans les autres villes du royaume où l'entrée est permise) que dans les cas où les sujets naturels du Roi seront tenus de les payer.

VII. Jouiront au surplus lesdites Villes, leurs habitans & sujets en ce qui regarde de la navigation & le commerce par Mer, de tous les

mêmes Droits, Franchiſes, Immunités & privileges contenus au preſent Traité, de ceux encore qui ſeroient accordés par la ſuite aux Etats des Provinces-Unies & aux autres nations maritimes, dont les Etats ſont ſitués au Nord de la Hollande. 1716

VIII. Les Capitaines, maitres ou patrons des navires des Villes Anſeatiques, leurs pilotes, officiers, mariniers, matelots ou ſoldats, ne pourront être arrêtés, ni les navires detenus ou obligés à aucun ſervice ou transport, mêmes les denrées & marchandiſes ne pourront être ſaiſies dans les ports de France, en vertu d'aucun ordre general ou particulier, ni pour quelque cauſe que ce ſoit, quand il s'agiroit de la defenſe de l'Etat, ſi ce n'eſt du conſentement des Intereſſés, ou en payant, ſans prejudice neantmois des ſaiſies faites par authorité de juſtice, & dans les regles ordinaires, pour dettes legitimes, contracts, ou autres cauſes, pour raiſons deſquelles il ſera procedé par les voyes de droit ſelon les formes judiciaires.

IX. Les Navires appartenans aux habitans des villes anſeatiques, paſſant devant les côtes de France & relâchant dans les rades, ports & rivieres du royaume, par tempête ou autrement, ne ſeront contraints d'y decharger ou vendre leurs marchandiſes, en tout ou partie, ni tenus de payer aucuns droits, ſi non pour les marchandiſes, qu'il y dechargeront volontairement & de leur gré.

X. Pourront neantmoins les capitaines, maitres ou patrons des navires des villes anſeantiques, vendre une partie de leur chargement pour acheter les vivres dont ils auront beſoin, & les choſes neceſſaires au radoub de leurs Vaiſſeaux, après en avoir obtenu la permiſſion des Officiers de l'Amirauté, auquel cas ils ne payeront droits, que des marchandiſes, qu'ils auront venduës ou echangées.

XI. S'il arrive que des Vaiſſeaux de Guerre ou navires marchands deſdites villes, echoüent ſur les côtes de France par tempête ou autrement, leſdits vaiſſeaux ou navires, leurs apparaux & marchandiſes, vivres, munitions & denrées, ou les deniers qui en proviendront, en cas de vente, ſeront rendus aux proprietaires, ou à ceux qui auront charge ou pouvoir d'eux, ſans aucune forme de Procès, pourvû que la reclamation en ſoit faite dans l'an & jour, en payant ſeulement les fraix raiſonnables & ceux du ſauvement, ainſi qu'ils ſeront reglés, à l'effet de quoi Sa Majeſté donnera ſes ordres pour faire châtier ſeverement ceux de ſes ſujets qui auront profité ou tenté de profiter d'un pareil malheur.

XII. Les marchandiſes des batimens echoüés ne pourront être venduës avant l'expiration dudit terme d'un an & jour, ſi elles ne ſont de qualité à ne pouvoir être conſervées; mais s'il ne ſe preſente point de reclamateur, ou perſonne de ſa part dans le mois, après que les Effets auront eté ſauvés, il ſera procedé par les Officiers de l'Amirauté à la vente de quelques marchandiſes des plus periſſables, & le prix qui en proviendra ſera employé au payement des ſalaires de ceux qui auront travaillé au ſauvement; des quelles ventes & payemens il ſera dreſſé procès verbal.

XIII. S'il ſurvenoit une guerre entre le Roi & quelque Puiſſances

1716 autres, que l'Empereur & l'Empire (ce qu'à Dieu ne plaiſe) les Vaiſſeaux de Sa Majeſté & ceux de ſes ſujets armés en Guerre ou autrement ne pourront empêcher, arrêter, ni retenir les navires desdites villes anſeatiques, ſous quelque pretexte que ce ſoit, quand même ils iroient dans les Villes, Ports, Havres ou autres lieux dependans desdites Puiſſances ennemies de Sa Majeſté, ſi ce n'eſt qu'ils fuſſent chargés de marchandiſes de Contrebande, ci-après deſignées, pour les porter aux Païs & Places des Ennemis de la Couronne, ou de marchandiſes appartenantes auxdits Ennemis.

XIV. Sous le terme de marchandiſes de Contrebande ſont entendùs les munitions de guerre & Armes à feu, comme canons, mousquets, mortiers, bombes, petards, grenades, ſauciſſes, cercles poiſſés, affuts, fourchettes, bandolieres, poudre, mêche, ſalpêtre, balles & toutes autres ſortes d'armes, comme piques, epées, morions, casques, cuiraſſes, hallebardes, javelots, & autres armes de quelque eſpece que ce ſoit; enſemble les chevaux, ſelles de cheval, foureaux de piſtolets, & generalement tous les autres aſſortimens ſervans à l'uſage de la guerre.

XV. Ne ſeront compris dans ce gendre de marchandiſes de contrebande les fromens, bleds & autres grains, legumes, huiles, Vins, ſels, ni generalement tout ce qui ſert à la nourriture & ſuſtentation de la vie; mais au contraire, lesdites denrées demeureront libres comme les autres marchandiſes non compriſes dans l'article precedent, quand mêmes elles ſeroient deſtinees pour une place ennemie de Sa Majeſté, à moins que ladite place ne fut actuellement inveſtie, bloquée ou aſſiegée par les armes de Sa Majeſté, ou qu'elles appartinſſent aux Ennemis de l'Etat, au quel cas lesdites marchandiſes & denrees ſeront confiſquées.

XVI. Les marchandiſes de contrebande & les denrées de la qualité ſpecifiée par les articles precedens & dans les cas y expliqués, qui ſe trouveront ſur les navires des villes anſeatiques, ſeront confiſquées, mais le navire ni le reſte en chargement ne ſera pas ſujet à la confiſcation.

XVII. Si les Capitaines ou maitres desdits Navires avoient jetté leurs papiers à la mer, le Navire, & tout le chargement ſera confiſqué.

XVIII. Les Navires des Villes Anſeatiques avec leur chargement, ſeront bonne priſe, lors qu'il ne ſe trouera ni chartes-parties, ni connoiſſemens, ni factures.

XIX. Les Capitaines, Maitres ou Patrons des Navires desdites villes anſeatiques, qui auront refuſé d'amener leurs voiles après la ſemonce, qui leur en aura eté faite par les vaiſſeaux de Sa Majeſté, ou par ceux de ſes ſujets armes en Guerre, pourront y être contraints; & en cas de reſiſtance, ou de combat, lesdits navires ſeront de bonne priſe.

XX. S'il arrivoit qu'un Capitaine ou Commandant d'un vaiſſeau François arretât un navire des villes anſeatiques, chargé de marchandiſes de contrebande ou de denrées dans les cas ci-deſſus ſpecifiés, il ne pourra faire ouvrir ni rompre les coffres, malles, balles, ballots, bougettes, tonneaux & autres caiſſes, ni les transporter, vendre, echanger, ou autrement aliener, qu'après qu'ils auront eté mis à terre en preſence

des

des Officiers de l'Amirauté & après l'inventaire par eux fait desdites 1716
marchandises de contrebande ou denrées.

XXI. Ne pourra pareillement le Capitaine ou Commandant d'un vaisseau François, ou quelqu'autre personne que ce soit, dans le cas ci-dessus, vendre ou acheter, echanger ni reçevoir, directement ni indirectement, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, aucune marchandise de contrebande, ni denrées qu'après que la prise en aura eté declarée bonne.

XXII. Les vaisseaux desdites villes anseatiques, sur les quelles il se trouvera des marchandises appartenantes aux ennemis de Sa Majesté, ne pourront être retenus, amenés ni confisqués, non plus que le reste de leur cargaison, mais seulement lesdites marchandises appartenantes aux Ennemis de Sa Majesté seront confisquées de même que celles qui seront de contrebande, Sa Majesté derogeant à cet egard à tous usages & ordonnances à ceux contraires, même à celles des années 1536. 1584. & 1681. qui portent, que la robe ennemie confisque la marchandise & le vaisseau ami. Bien entendu que si la partie du chargement, qui se trouvera sujet à confiscation, etoit si considerable, qu'elle ne pût être chargée sur le Vaisseau François, il sera permis en ce cas au Capitaine du Navire François de conduire le navire des Villes anseatiques dans le plus prochain port de France, pour être les marchandises sujettes à confiscation dechargées sans retardement, après quoi le Vaisseau des Villes Anseatiques avec le reste de sa cargaison sera relaché & mis en pleine liberté.

XXIII. Et pour connoitre quels sont les veritables proprietaires des marchandises trouvées dans un Vaisseau des Villes Anseatiques, il sera necessaire que les connoissemens ou polices du chargement contiennent la qualité & quantité des marchandises, le nom du chargeur & de celui à qui elles doivent être consignées, le lieu d'où le Vaisseau sera parti, & celui de sa destination, même le nom du Capitaine ou Maitre, qui sera tenu de les signer ou de les faire signer par l'Ecrivain.

XXIV. Toutes les marchandises & effets appartenans au sujets des Villes Anseatiques, trouvés dans un Navire des Ennemis de Sa Majesté, seront confisqués, quand même ils ne seroient pas de contrebande.

XXV. Si quelques marchandises appartenantes aux sujets des Villes Anseatiques se trouvent chargées sur des Vaisseaux d'une Nation devenuë ennemie de Sa Majesté depuis le chargement, elles ne seront point sujettes à confiscation; non plus que les marchandises appartenantes aux sujets des Villes Anseatiques, qui auront eté chargées sur un Vaisseau ennemi depuis la declaration de la Guerre, pourvû que le chargement en ait fait dans les termes ou delais reglez par l'article suivant.

XXVI. Lesdits termes ou delais seront de quatre semaines pour les marchandises chargées dans la Mer Baltique ou dans celle du Nord, depuis la terre neuve en Norwegue jusqu'au bout de la Manche.

De six semaines depuis le bout de la Manche jusqu'au Cap Saint Vincent.

1716 De dix ſemaines depuis le Cap Saint Vincent dans la mer Mediterranée & jusqu'à la ligne.

Et enfin de huit mois au delà Ligne & dans tous les autres endroits du monde.

Tous ces termes ou delais s'entendront à compter du jour de la declaration de la Guerre. Si leſdites marchandiſes avoient eté chargées après l'expiration desdits termes, elles ſeront confiſquées.

XXVII. Si parmi les marchandiſes ainſi chargées dans leſdits delais, il s'en trouve de contrebande, elles ne ſeront renduës qu'après une ſûreté ſuffiſante, telle qu'elle eſt expliquée dans l'article ſuivant, qu'elles ne ſeront point tranſportées en Païs ou lieu ennemi.

XXVIII. Si dans les delais ci-deſſus expliqués, le Capitaine ou Commandant du Vaiſſeau François veut retenir ces marchandiſes de contrebande, il ſera en Droit de le faire, en payant la juſte valeur, ſuivant l'eſtimation qui en ſera faite de gré à gré, & en cas de difficulté ſur ladite eſtimation, ou que le Capitaine François ne juge pas à propos de les retenir, le Capitaine ou Maître du Vaiſſeau des Villes Anſeatiques ſera tenu de donner ſa ſoumiſſion, de rapporter dans le temps dont on conviendra un certificat du dechargement deſdites marchandiſes, en un lieu non ennemi, lequel certificat pour être valable ſera legaliſé & atteſté veritable par un Conſul-Reſident, Agent, ou Commiſſaire du Roi, & en cas qu'il ne s'en trouve point, par les juges des lieux.

XXIX. S'il ſe trouve dans un Navire des Villes Anſeatiques des paſſagers d'une Nation ennemie de la France, ils ne pourront en être enlevez, à moins qu'ils ne fuſſent gens de Guerre actuellement au ſervice des ennemis, auquel cas ils ſeront faits priſonniers de Guerre.

XXX. Pour que le Navire ſoit reputé appartenir aux ſujets des Villes anſeatiques, on eſt convenu qu'il faut qu'il ſoit de leur fabrique, ou de celle d'une Nation neutre: Si neantmoins etant de Fabrique ennemie, ou ayant appartenu aux ennemis, il a eté acheté avant la declaration de la Guerre, ſoit par des ſujets des Villes Anſeatiques, ſoit par ceux d'une Nation neutre, il ne ſera point ſujet à confiſcation. Cet achat ſera juſtifié par le Paſſeport ou Lettre de Mer, & par le Contract de vente paſſé par devant les Officiers ou perſonnes publiques, qui doivent reçevoir ces ſortes d'Actes, ſoit par le proprietaire en perſonne, ſoit par ſon Procureur, en vertu de Procuration ſpeciale & authentique, annexée à la minute du contract de vente, & tranſcrite à la fin de l'expedition par le même Officier public qui l'aura delivré; ledit Contract duëment enregiſté au Greffe du Magiſtrat de lieu d'où le Navire ſera parti.

XXXI. Un Navire, quoique de la Fabrique des Villes Anſeatiques, ou par elles acheté avant la declaration de la Guerre en la forme expliquée en l'article precedent, ne ſera reputé leur appartenir, ſi le Capitaine ou Patron, le Contre-Maître, Pilote & ſubrecargue & le Commis, ne ſont ſujets naturels deſdites Villes Anſeatiques, ou s'ils n'y ont eté naturaliſés trois mois avant la declaration de la Guerre; & pareillement ſi les deux tiers de l'equipage ne ſont ſujets naturels de l'une deſdites villes

les

les ou d'une Nation neutre, ou en cas qu'ils ſoient originaires d'un Païs 1716
ennemi, s'ils ne ſont naturaliſés avant la Guerre, ſoit par Villes Anſeatiques, ſoit par une Nation neutre.

XXXII. La preuve de la patrie ou de la naturaliſation, tant des Officiers que de l'equipage, ſera etablie par les Paſſeports ou Lettres de Mer, qui contiendront le nom & le port du Navire, le nom & le lieu de la naiſſance & de l'habitation du proprietaire; ainſi que du Maitre ou Commandant du Navire; leſquelles Lettres ſeront renouvellées chaque année, ſi le Vaiſſeau ne fait pas un voyage qui demande un plus long terme, ladite preuve ſera pareillement etablie par le rôle d'Equipage bien & duëment certifié.

XXXIII. Toutes les pieces neceſſaires pour connoître la Fabrique du Navire, quel en eſt le proprietaire, la qualité des marchandiſes & la patrie des Officiers & Matelots, ſeront repreſentées par le Capitaine, Maitre ou Patron, ſans que celles qui ſeroient rapportées dans la ſuite, puiſſent faire aucune foi.

XXXIV. Les Navires des Villes Anſeatiques qui ſeront trouvés dans les rades, ou rencontrés en pleine mer par des Vaiſſeaux de Sa Majeſté, ou par ceux de ſes ſujets armés en Guerre, abbatront le pavillon, & amêneront leurs voiles auſſi-tôt qu'ils auront reconnu le pavillon de France, & qu'ils en auront eté avertis par la ſemonce d'un coup de Canon tiré ſans boulet. Le Vaiſſeau François ne pourra s'en approcher alors plus près qu'à la portée du Canon, mais le Capitaine pourra ſeulement y envoyer ſa Chaloupe avec deux ou trois hommes de Guerre, outre l'Equipage neceſſaire, auxquels le Capitaine, Maitre ou Patron du Vaiſſeau deſdites Villes Anſeatiques repreſentera les Actes & Papiers ſpecifiés dans les Articles XXXIII. XXX. & XXXII. ci-deſſus, & y ſera ajoûté entiere foi & creance, pourvû que le Contract de vente ſoit redigé dans la forme portée par l'article XXX. & que les Paſſeports ou Lettres de mer, & le rôle d'equipage, ſoient redigés ſuivant les formulaires qui ſeront inſerés à la fin du preſent Traité.

XXXV. Les gens de Guerre du Vaiſſeau François qui entreront dans le Navire des Villes Anſeatiques n'y feront aucune violence, ne receuront, ne prendront & ne ſouffriront qu'il y ſoit pris aucune choſe, ſous quelque pretexte ou pour quelque cauſe que ce ſoit, à peine de reſtitution du quadruple, & même ſous les autres peines portées par les Ordonnances, & lui laiſſeront continuer ſa route, après qu'ils auront reconnu qu'il n'y a point de marchandiſes de contrebande, ni de marchandiſes & effets appartenants à une Nation actuellement ennemie de la France.

XXXVI. Pour prevenir les inſultes & violences qui pourroient être faites aux gens de Guerre François qui ſeront entrés dans le Navire des Villes Anſeatiques, le Capitaine ſera tenu de faire paſſer dans la Chaloupe Françoiſe pareil nombre des principaux de ſon equipage, qui reſteront juſqu'à ce que leſdits gens de Guerre ſoient rembarqués.

XXXVII. Les Capitaines François & ceux des Villes Anſeatiques, armés en Guerre ou en courſe, donneront avant que de partir du port, où

1715 où leur armement aura été fait, une caution de quinze mille livres, pour repondre des malversations qui pourroient être par eux faites au present Traité.

XXXVIII. Les jugemens concernant les prises faites sur les batimens des Villes Anseatiques, par les Vaisseaux du Roi, ou par ceux des Armateurs François, seront rendus avec toute la diligence possible, suivant les loix du Royaume: & si les Ministres ou autres de la part desdites Villes se plaignent des premiers jugemens, Sa Majesté les fera revoir pour en connoitre si les dispositions du present Traité auront eté observées, & ce dans trois mois au plus tard; pendant lequel tems les marchandises ou navires pris, ne pourront être vendus ni dechargés que du consentement du Capitaine ou Patron, si ce n'est celles qui sont sujettes au deperissement, auquel cas le prix en sera deposé entre les mains d'un negociant solvable.

XXXIX. Lorsque l'armateur se plaindra du premier jugement, le Capitaine, Patron ou Maitre du Navire pris en aura la main levée, sous bonne & suffisante caution, qui sera reçuë devant les Officiers de l'Amirauté tant avec l'Armateur qu'avec le receveur des droits de Monsieur l'Amiral, mais si au contraire la prise est declarée bonne, & que le Capitaine, Maitre ou Patron demande la reformation du jugement, l'Armateur ne pourra faire proceder à la vente du Vaisseau & des marchandises, ni en disposer même sous caution, si ce n'est du consentement des parties interessées, ou pour eviter le deperissement desdites marchandises; auquel cas le prix de la vente en sera remis entre les mains d'un negociant solvable, pour être delivré à qui il appartiendra après l'Arret definitif.

XL. S'il survient quelque rupture ou interruption d'Amitié ou d'Alliance entre le Roi & les habitans des Villes Anseatiques (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera accordé aux sujets desdites Villes neuf mois de temps après la dite rupture, pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera, même pour en disposer par vente ou autrement, ainsi qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il y soit apporté aucun empêchement, ni fait aucunes saisies de leurs effets, ou arrêts de leurs personnes, si ce n'est d'autorité de justice, pour causes legitimes.

XLI. Il a eté expressement convenu, que dans l'etenduë des terres, païs, rivieres & Mers de l'obeissance des Villes Anseatiques, les sujets de Sa Majesté jouïront des mêmes avantages, franchises, libertés, exemptions, & de tous les autres privileges qui sont accordés par le present Traité aux sujets, navires & marchandises des Villes Anseatiques, & nommement de l'exemption du Droit de fret qui se leve à Hambourg, sous le nom de Last Gheldt, ou sous quelqu'autre denomination que ce puisse être, en sorte que les sujets de Sa Majesté soient aussi favorablement Traités que leurs propres sujets, & que ceux des autres Rois, Princes & Etats le sont ou le seront à l'avenir par lesdites Villes Anseatiques.

XLII. Le present Traité sera ratifié de part & d'autre dans deux mois, & après l'echange des ratifications, il sera enregistré dans les parlemens

lemens du Royaume, & publié dans tous les ports, Havres & lieux où 1716
besoin sera ; ce qui s'observera reciproquement dans le senat de chacune desdites Villes Anseatiques & dans les tribunaux qui en dependent, à fin qu'il n'y soit contrevenu de part ni d'autre ; & aux copies dudit present Traité duëment collationnées, foi sera ajoutée comme aux originaux.

PREMIER ARTICLE SEPARE.

Il a eté convenu par cet Article separé, lequel neantmoins fera partie du Traité de ce jourd'huy, comme s'il y etoit inseré de mot à mot.

Qu'en cas qu'il survienne quelque rupture entre Sa Majesté d'une part, & l'Empereur d'autre (ce qu'à Dieu ne plaise) les sujets desdites Villes de *Lubeck*, *Bremen* & *Hambourg* seront reputez neutres à l'egard de la France, & jouïront de la liberté de Commerce ainsi que des droits & privileges contenus au dit Traité, & ce à condition qu'ils obtiendront de l'Empereur pareille neutralité pour le commerce avec la France; & que les Vaisseaux machands avec leurs marchandises appartenans aux sujets du Roy, seront en sureté dans les ports desdites Villes anseatiques, sans laquelle reciprocité, le present Article demeurera nul.

En foi de quoi Nous Commissaires nommez par Sa Majesté, & Nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé le present Article, & à icelui fait apposer le cachet de nos Armes. A Paris le 28. Sept. 1716.

SECOND ARTICLE SEPARE.

Il a eté convenu par cet Article separé, lequel neantmoins fera partie du Traité de ce jourd'hui, comme s'il y etoit inseré de mot à mot.

I. Que si un Ministre de Sa Majesté residant dans une desdites villes, vient à y deceder, il sera permis à sa Famille, Heritiers, ou ayans cause de continuer, en payant le loyer, d'y tenir Chapelle, ainsi qu'elle s'y tenoit pendant la vie du dit Resident, & ce pendant trois mois seulement, à compter du jour de son decés, à moins que Sa Majesté avant ce temps là n'eut choisi une autre maison dans laquelle l'etablissement d'une Chapelle auroit aussi-tot eté fait, auquel cas elle cessera dans la maison dudit defunt.

II. Que le Roi donnera des ordres précis & effectifs dans tous les ports & lieux necessaires, pour qu'il ne soit apporté aucun trouble ni empêchement aux sujets desdites Villes de *Lubeck*, *Bremen* & *Hambourg*, lors de la ceremonie des obseques de ceux d'entr'eux qui seront decedés dans l'etenduë des terres de l'obeissance de Sa Majesté, & ce sous peine de prison contre les contrevenans, & de telle Amende qu'il appartiendra.

En foi de quoi nous Commissaires nommez par Sa Majesté, &

 nous

1716 nous les Deputez des Villes Anseatiques, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons signé le present Article, & à icelui fait apposer le cachet de nos armes. A Paris le 28. Sept. 1716.

(L.S.) Le Marechal d'Estrées.
(L.S.) Le Marechal d'Huxelles,
(L.S.) Amelot.
(L.S.) Brosseau.
(L.S.) J. Anderson.
(L.S.) D. Stookflet.

CCLXXII.

Traité d'Alliance Defensive entre la France, l'Angleterre & la Hollande, conclu à la Haye le 4. Janvier 1717.

1717 COmme le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XV. par la grace de Dieu, Roy tres-Chrêtien de France & de Navarre; le Serenissime & tres-Puissant Prince & Seigneur GEORGE, par la grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne; Duc de Brounswick & de Lunebourg, Electeur du St. Empire Romain, &c. & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, desirent d'affermir de plus en plus la paix etablie entre leurs Royaumes & Etats respectivement, d'eloigner entierement de part & d'autre tout sujet de soupçon, qui pourroit en quelque maniere, que ce soit, troubler la tranquillité de leurs Etats, de reserrer plus fortement encore par de nouveaux noeuds l'amitié qui est entr'eux; & pour cet effet leurs dites Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé, savoir.

Le Roi tres-Chrêt. ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, le Sieur Guillaume DU BOIS, Abbé de St. Pierre d'Airauld, de St. Just & de Nogent, ci-devant Precepteur de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans, Regent du Royaume de France, Conseiller d'Etat ordinaire; & le Sieur Pierre Antoine de CHATEAUNEUF, Marquis de Castagnere, Conseiller honoraire au Parlement de Paris & Ambassadeur de Sa Majesté tres-Chrêt. auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies.

Le Roi de la Grande-Bretagne son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiare, le Sieur Guillaume CADOGAN, Baron de Reading, Chevalier de l'Ordre de St. André, Maitre de la Garderobe du Roi de la Grande-Bretagne, Lieutenant General de ses Armées, Colonel du second Regiment de ses Gardes, Gouverneur de l'Isle de Wight.

Et les Seigneurs Etats Generaux leurs Deputez & Plenipotentiaires, les Sieurs Jean van ESSEN, Bourguemaitre de la Ville de Zutphen, Curateur de l'Université de Harderwick, Wigbold van der DOES, Seigneur de Nortwick, de l'ordre de la Noblesse de Hollande & West-Frise, Grand Baillie & Dyckgrave de Rhynlande; Antoine HEINSIUS, Conseiller Pensionnaire, Garde du grand Seau, & Surintendant

tendant des Fiefs de la Province de Hollande & Westfrise; Samuel 1717
CONINCK, Senateur de la Ville de Veere; Frederick Adrien, Baron de RHEEDE, Seigneur de Renswoude, Emminckhuysen & Moerkerken, &c. President de la Noblesse de la Province d'Utrecht; Ulbe Aylva van BURMANIA, Grietmann de Leeuwarderadeel; Antoine ECKHOUT, Bourguemaître de la Ville de Campen; & Wicher WICHERS, Bourguemaître de la Ville de Groningue; Tous Deputez dans leur Assemblée de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & de Westfrise, de Zelande, d'Utrecht, de Frise, d'Over-Yssel, & de Groningue & Ommelandes.

Lesquels après s'être communiqués reciproquement leurs Pleins-pouvoirs, dont les Copies seront inserées mot à mot à la fin du present Traité, & après avoir fait l'échange en la maniere accoûtumée, sont convenus du Traité d'Alliance defensive entre le Roi Tres-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, leurs Royaumes, Etats & Sujets, aux conditions qui suivent.

Art. I.

Qu'il y ait dès ce jour & à l'avenir pour toûjours, une Paix veritable, ferme & inviolable, une amitié encore plus sincére & plus intime, une Alliance & une Union plus étroite entre lesdits Serenissimes Rois, leurs Heritiers & Successeurs & les Seigneurs Etats Generaux, les Terres, Païs & Villes de leur obeïssance respectivement, & leurs Sujets & Habitans, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, & qu'elle soit conservée & cultivée de maniere, que les Parties contractantes se procurent reciproquement & fidélement leur utilité & leurs avantages, & qu'elles detournent & empêchent, par les moyens les plus convenables, les pertes & dommages qui pourroient leur arriver.

II. Et comme l'experience a fait connoître, que la proximité du sejour de celui qui a pris le Titre de Prince de Galles, pendant la vie du feu Roi Jaques II., & après la mort dudit Roi, celui de Roi de la G. B., peut exciter des mouvemens & des troubles dans la Gr. Bret. & dans les Etats qui en dependent; il a été convenu & arrêté, que le Serenissime Roi T. C. s'oblige par le present Traité, d'engager ladite Personne de sortir du Comtat d'Avignon, & d'aller faire son sejour au delà des Alpes immediatement après la signature du present Traité, & avant l'echange des Ratifications. Et le Roi T. C., afin de temoigner encore davantage le desir sincere qu'il a, non seulement d'observer religieusement & inviolablement tous les engagemens que la Couronne de France a pris ci-devant touchant ladite personne, mais aussi pour ôter à l'avenir tout sujet de soupçon & de défiance, promet & s'engage de nouveau pour lui, ses heritiers & successeurs, de ne donner, ni fournir en quelque temps que ce soit, directement ou indirectement sur Mer ou sur Terre, aucun Conseil, secours ou assistance d'Argent, Armes, Munitions, attirail de Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots, ou de quelque autre maniere que ce soit, à ladite Personne, qui prend le Titre ci-dessus exprimé ou à d'autres quel-

1717 quelles qu'elles soient, qui ayant commission d'elle pourroient dans la suite troubler la tranquillité de la G. B., par une Guerre ouverte, ou par des Conjurations secrettes, ou des Seditions, & des Rebellions, & s'opposer au Gouvernement de S. M. B.

De plus, le Roi Tres-Chrêtien promet & s'engage de ne permettre en aucun temps à l'avenir, à la Personne ci-dessus designée, de revenir à Avignon, ou de passer par les Terres dependantes de la Couronne de France, sous pretexte de retourner à Avignon, ou en Lorraine, ou même de mettre le pied en aucun lieu de la Domination de S. M. Tres-Chret., & encore moins d'y demeurer, sous quelque nom, ou sous quelque pretexte que ce soit.

III. Lesdits Serenissimes Rois, & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent encore, & s'engagent reciproquement, de refuser toute sorte d'azile & de retraite aux Sujets d'un de l'entr'eux, qui auront eté, ou pourront être declarez Rebelles, aussi tôt que la requisition en aura eté faite per celui des contractans, dont ces Rebelles auront eté reconnus pour Sujets, & même de contraindre lesdits Rebelles de sortir des Terres de leur obeissance dans l'espace de 8. jours, après que le Ministre dudit Allié en aura fait la requisition au nom de son Maitre.

IV. Et le Roi Tres-Chret. desirant sincérement exécuter pleinement tout ce dont il a eté ci-devant convenu avec la Couronne de France, touchant la Ville de Dunkerke, & de ne rien omettre de ce que le Roi de la G. B. peut croire necessaire pour l'entiere destruction du port de Dunkerke; & pour ôter tout soupçon, qu'on ait intention de faire un nouveau Port au Canal de Mardick, & qu'on veuille le faire servir à un autre usage qu'à l'ecoulement des eaux, qui inondoient le Païs, & au Commerce necessaire pour la subsistance & l'entretien des Peuples de cette partie des Païs-Bas, qui sera seulement fait par des Bâtimens, qui ne pourront avoir plus de seize pieds de largeur; Sa Majesté Tres-Chrêtienne s'engage & promet de faire executer tout ce dont le Sr. d'Iberville, Envoyé du Roi Tres-Chrêtien, & muni de son Pouvoir, est convenu à Hamptoncourt, comme il est contenu dans le Memoire du 19. de Septembre de l'année 1716., signé par le Sieur Vicomte de Townshend & le Sr. Methwin, Secretaires d'Etat de la Gr. Bret. dont la teneur suit.

Explication de ce qui se doit inserer dans le quatriéme Article du Traité, touchant le Canal & les Ecluses de Mardick.

1.) Que le grand passage de la nouvelle Ecluse de Mardick, qui a 44. pieds de largeur, sera detruit de fond en comble, c'est à dire, en ôtant ses Bajoyers, Planchers, Busques, Longrines & Traversines, sur toute sa longueur, & en enlevant les ports, dont les bois & la ferrure seront desassemblées; & tout ceci pourra être employé ailleurs à tels usages que S. M. T. C. jugera à propos; pourvû cependant qu'on

ne

ne s'en serve jamais pour aucun Havre ou Ecluse à Dunkerque, ou à Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, à deux lieuës de distance d'aucune de ces deux Places, l'intention des Parties contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant qu'aucun Port, Havre, Fortifications, Ecluse ou Bassin, ne soient faits ou construits à Dunkerke, à l'Ecluse de Mardick, ou en quelque autre endroit que ce soit, sur l'Estran dans une telle distance sur cette Côte. 1717

2.) Que la petite Ecluse restera à l'égard de sa profondeur, comme elle est à present, pourvû que sa largeur soit reduite à 16. pieds, c'est à dire, en avançant de dix pieds du coté de l'Occident le Bajoyer de la Pille, après avoir ôté six pieds du Plancher & Busques du Radier de toute la longueur du même côté, les quatres pieds du Plancher restans, étant necessaires pour servir de fondement au nouveau Bajoyer, & comme on doit avancer ledit Bajoyer de dix pieds vers l'Orient, on detruira pareillement dix pieds de la même pille du côté de l'Occident depuis sa fondation, afinque le premier Radier ne puisse jamais servir pour une Ecluse de la largeur de 26. pieds, comme celle-ci est à present,

3.) Les Jettées & les Fascinages depuis les Dunes, où l'endroit ou la Marée monte sur l'Estran quand elle est la plus haute, jusqu'à la plus basse Mer, seront rasez des deux côtez, le long du nouveau Canal, par tout au niveau de l'Estran, les Pierres & les Fascinages qui sont au dessus de ce niveau, pourront être emportez & employez à tel usage que S. M. T. C. jugera à propos; pourvu cependant qu'on ne s'en serve jamais pour aucun Port ou Havre à Dunkerke ou à Mardik, ou en quelque autre endroit que ce soit, à deux lieuës de distance d'aucune de ces deux Places; l'intention des Parties Contractantes, & le but qu'on se propose par ce Traité, étant qu'on ne sera jamais plus de Jettées ou Fascinages dans cette distance sur chacun endroit de l'Estran de cette Côte.

4.) Il est encore stipulé, qu'immediatement après la Ratification du present Traité, on employera un nombre suffisant d'ouvriers à la destruction des susdites Jettées le long du nouveau Canal, afin qu'elles soient rasées, & cet Ouvrage accompli dans deux mois après la Ratification, s'il est possible; mais comme il a eté representé, qu'à cause de la saison, on ne pourroit jusqu' au Printems prochain commencer à retrecir le Radier du petit Passage, ni detruire le grand Radier, il est accordé que cet Ouvrage sera commencé le 25. Mars ou le 5. Avril, & entiérement achevé de la maniere ci-dessus specifiée, s'il est possible, à la fin de Juin mil sept cens dix sept.

5.) La demolition des Digues ou Jettées des deux côtez du vieux Canal ou Port de Dunkerke, sera entierement achevé par tout au niveau de l'Estran, depuis la plus basse Mer jusqu'en dedans de la Ville de Dunkerke; & s'il reste encore quelque morceau du Fort Blanc & des Châteaux Verd & de Bonne Esperance, ils seront rasez totalement égaux avec l'Estran.

Quand ce Traité sera ratifié, le Roi de la Grande-Bretagne, & les

1717 les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, pourront envoyer des Commissaires sur les lieux, pour être temoins de l'execution de cet Article.

Nous avons signé cet Article provisionnellement, & à condition qu'il soit approuvé par S. M. T. C., S. M. B., & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies. A Hamptoncourt ce 19. & le 30. de Septembre de l'année 1716.

Signé

(L. S.) D'Iberville.

(L. S.) Townshend &

(L. S.) P. Methwin.

V. Comme l'objet & le veritable but de cette Alliance entre lesdits Seigneurs Rois & Etats Generaux, est de conserver & maintenir reciproquement la Paix & la Tranquillité de leurs Royaumes, Etats & Provinces, établie par les derniers Traitez de Paix conclus & signez à Utrecht, entre la Serenissime Reine de la Grande-Bretagne, & lesdits Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies le 11. Avril 1713.; on est convenu & demeuré d'accord que tous & chacun des Articles desdits Traitez de Paix, entant qu'ils regardent les interêts desdites trois Puissances respectivement, & de chacune d'icelle en particulier; & ensemble les successions à la Couronne de la G. B. dans la Ligne Protestante, & à la Couronne de France suivant les susdits Traitez, demeureront dans toute leur force & vigueur; & que lesdits Serenissimes Rois & lesdits Seigneurs Etats Generaux, promettent leur garantie reciproque pour l'execution de toutes les conventions contenuës dans lesdits Articles, entant, comme ci-dessus, qu'ils regardent les Successions & les interêts desdits Royaumes & Etats; & ensemble pour le maintien & defense de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & avantages, que chacun desdits Alliez respectivement possedera reellement au temps de la signature de cette Alliance. Et à cette fin lesdits Seigneurs Rois Etats Generaux sont convenus entre eux & demeurez d'accord, que si quelqu'un desdits Alliez étoit attaqué par les Armes par quelque Prince ou Etat que ce fût, les autres Alliez interposeront leurs Offices auprès de l'agresseur, pour procurer satisfaction à la Partie lézée, & engager l'agresseur à s'abstenir entierement de toute sorte d'Hostilitez.

VI. Mais si ces bons offices n'avoient pas l'effet que l'on se promet pour concilier l'esprit des deux Parties, & pour obtenir une satisfaction & un dédommagement dans l'espace de 2. mois; alors ceux des contractans qui n'auront point eté attaquez, seront tenus de secourir sans retardement leur Allié, & de lui fournir les secours ci-dessus exprimez, savoir.

Le Roi T. C., 8000. hommes de pied & 2. mille de Cavalerie.

Le

Le Roi de la G. Bret. 8000. hommes de pied & 2000. de Cavalerie. 1717

Les Etats Generaux, 4000. hommes de pied & mille de Cavalerie.

Que si l'Allié qui sera engagé dans la Guerre, comme il a eté dit ci-dessus, veut plûtôt avoir du secours par Mer, ou même préferer de l'argent aux Troupes de Terre ou de Mer, on lui en laissera le choix, en gardant cependant toûjours une proportion entre les sommes qu'on donnera, & le nombre des Troupes marquées ci-dessus.

Et afin qu'il n'y ait aucune contestation sur ce sujet, on est convenu que mille hommes de pied seront evaluez à la somme de dix mille livres par mois, & mille hommes de Cavalerie à celle de trente mille livres, le tout monnoye de Hollande, & par mois, en comptant douze mois dans un an; & que les secours de Mer, seront évaluez suivant la même proportion.

VII. On est convenu pareillement, & il a eté stipulé, que si les Royaumes, Païs ou Provinces de quelqu'un des Alliez sont troublez par des dissensions intestines, ou par des rebellions au sujet desdites successions, ou sous quelque autre pretexte que ce soit, celui des Alliez qui se trouvera dans ces troubles, sera en droit de demander, que ses Alliez lui fournissent les secours ci-dessus exprimez, ou telle partie d'iceux qu'il jugera être necessaire; & ce aux fraix & dépens des Alliez, qui sont tenus de fournir ces secours, qui seront envoyez dans l'espace de 2. mois après que la requisition en aura eté faite; sauf cependant le choix, comme on l'a dit ci-dessus, à la partie requerante, de demander qu'on lui fournisse des secours par Terre ou par Mer; & les Alliez seront remboursez dans l'espace d'un an, après que ces troubles auront eté calmez & appaisez, des dépenses qu'ils auront faites pour les secours donnez en vertu de cet Article; mais au cas que lesdits secours ne fussent pas suffisans, lesdits Alliez conviendront de concert de se fournir de plus grands secours; & même si le cas le requéroit, déclareront la Guerre aux Agresseurs, & s'assisteront de toutes leurs forces.

VIII. Le present Traité sera ratifié par Leurs Majestez T.C., Britannique, & les Seigneurs Etats Generaux; & les Lettre de Ratification en bonne forme seront delivrées de part & d'autre dans l'espace de quatre semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi dequoi Nous soussignez munis des Pleins-pouvoirs de Leurs Majestez T.C. & Britannique, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons lesdits Noms signé le present Traité, & y avons

1717 avons fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatriéme jour de Janvier de l'an 1717.

Pour la France, les Sieurs
Du Bois,
Caſtagnere de Châteauneuf.

Pour l'Angleterre, le Sieur
Cadogan.

Pour la Hollande, les Sieurs
J. van Eſſen.
W. van der Does.
A. Heinſius.
S. Coninck.
F. A. Baron de Reede de Renswoude.
V. A. V. Burmania.
A. Eckhout.
W. Wichers.

Article ſeparé, ſigné & ratifié entre la France & Hollande.

COmme dans l'Article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu ce jourd'hui entre le Sereniſſime Roi T. C. le Sereniſſime Roi de la Gr. Bret., & les Hauts & Puiſſans Seigneurs, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, on eſt convenu d'une garantie reciproque pour l'execution de toutes les Conventions mentionnées dans le même Article; & enſemble pour le maintien & defenſe de tous les Royaumes, Provinces, Etats, Droits, Immunitez & avantages que chacun deſdits Alliez reſpectivement poſſedera reellement au temps de la Signature de cette Alliance; les ſouſſignez Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne, & les Deputez Plenipotentiaires des dits Seigneurs Etats Generaux, ſont convenus que ſans deroger en aucune maniere à l'Article premier de ladite Alliance, ſuivant lequel il y aura une Paix inviolable, & une étroite Alliance entre Leurs dites Majeſtez & les dits Seigneurs Etats Generaux, leurs Etats & Sujets, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, la garantie ſtipulée dans l'Article cinquiéme du même Traité n'aura lieu à l'egard de Sa Majeſté Tres-Chrêtienne & des Seigneurs Etats Generaux, que pour les Etats & poſſeſſions qu'ils ont reſpectivement dans l'Europe, ce qui s'entend auſſi des ſtipulez & promis reciproquement dans l'Article 6. du Traité, leſquels ſecours ſeront auſſi limitez dans l'Europe par rapport à Sa Majeſté T. C. & aux Seigneurs Etats Generaux.

Le preſent Article ſeparé aura la même force que s'il étoit inſeré mot pour mot dans le Traité, & ſera ratifié dans le même temps que le

le Traité, & les Ratifications seront pareillement fournies avec celles 1717
du Traité.

En foi de quoi nous soussignez munis des Pleinspouvoirs de S. M. T. C. & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons lesdits Noms signé le present Article, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye ce quatrieme de Janvier, de l'an mil sept cens dix sept.

Pour la France, les Sieurs
Du Bois.
Castagnere de Châteauneuf.

Pour la Hollande, les Sieurs
J. van Essen.
W. van der Does.
A. Heinsius.
S. Coninck.
F. A. Baron de Rheede, & de Renswoude.
V. A. van Burmania.
A. Eckhout.
W. Wichers.

CCLXXIII.

Tractatus Pacis inter Status Confœderatos Regni Poloniæ & Magni Ducatus Lithuaniæ, nec non inter Regium & Electoralem Saxonicum Exercitum a Regia Majest. & Republ. Polon. ratihabitus, Varsaviæ d. 1. Febr. 1717.

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

Universis & singulis notum sit, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam ex occasione diffidentiarum inter Status, motus in regno Poloniæ ac M. D. Litth. cum exercitu Saxonico, eo usque increverant, ut tandem inter eundem exercitum & status Confœderatos reipublicæ, nec non militiam utriusque gentis, acria certamina, hostiliaque facta intervenerint, quæ statim ab initio Sacra Regia Majestas Augustus II. Dei gratia Rex Poloniarum, nec non hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps Elector, pro paterna erga rempublicam benevolentia occurrendo tristissimis inconvenientiis, ne profusio sanguinis, clades, ruinæ, devastationesque ulterius serperent, gratiose componere & assopire solicitissima cura & applicatione adeo studuit, ut favente bonitate divina ad amica Serenissimæ Czaareæ Majestatis officia per Excellentissimum Dominum Principem Georgium Dolhoruki, Extraordinarium magnum Legatum, Czerniechoviensem Locum tenentem, intimum actualem Consiliarium, Equitem Ordinis St. Andreæ, & albæ aquilæ, de pace generali admissa sit cogita-

1717 cogitatio, in eumque finem ex mutua partium conventione determinata sit dies 12 Junii anni millesimi septingentesimi decimi sexti Lublini congressui instituendo, quem postea partes ex mutuo consensu Casimiriam, demum Varsaviam transtulerunt, ibique die 26. Septembris inchoatum prius tractatum reassumserunt. Comparentes itaque ab utrinque legitime constituti Plenipotentiarii & Commissarii; Et equidem ex parte S. R. Majestatis ejusque exercitus Excellentissimi & Illustrissimi Domini reverendissimus Constantinus Felicianus Szaniawski, Episcopus Vladislaviensis & Pomeraniæ, tum Stanislaus Chomentowski, Palatinus terrarum Masoviæ, Radomiensis, Drohohycensis Capitaneus, atque Jacobus Henricus Comes de Flemming, stabuli M. D. Lith. Præfectus Exercitus Sax. Supremus Campi-Ductor. Ex parte vero Confœderatorum Statuum Reipublicæ, tum militiæ Poloniæ ac M.D.Litth. Illustrissimi ac Magnifici Domini Stephanus Humieki, Palatinus Podoliæ; Josephus Potocki, Capitaneus Belzensis; Nicolaus Olzanski, Vexillifer Volhyniæ; Franciscus Poninski, Capitaneus Kopanicensis; Franciscus Mielzynski, Castellanides Sremensis; Christophorus Comes in Bakszty Zawisza, Capitaneus Mincensis; Joannes de campo Scypion, Capitaneus Lindensis; Uladislaus Krzyszhowski, Capitaneus Uladiminensis, Vice-Marechalcus Exercitus Regni; Andreas Rozycki, Vice-Colonellus S. R. Majestatis; Stephanus Horodenski Vexillifer Czerniechoviensis Præfectus Cohortis hastatæ, Illustrissimi Referendarii M. D. Litth.; Michael Orzencki, Venator Buscensis, Præfectus Cohortis loricatæ Illustrissimi excubiarum Præfecti M. D. Litth. post invocatam divini Numinis opem, mutuasque Plenipotentiarum tabulas (quarum Originalia sub finem hujus instrumenti inserta sunt) consueta praxi communicatas, ad firmandam & manutenendam S. R. Majestatis ac libertatis reipublicæ incolumitatem, in mutuas æternasque pacis & tranquillitatis publicæ leges consenserunt, & convenerunt, idque tenore sequenti.

Art. I.

Pax sit generalis, solida, perpetua, vera, sinceraque tam inter præfatas partes, earumque sequaces, quæ actus hostiles adversus se exercuerunt; quam inter omnes & quasvis alias propter studia contraria, cæterasque causas ex bello natas, sibi hucusque infensas vel adversantes per totum regnum Poloniæ ac M. D. Litth. omnesque provincias & ditiones ad rempublicam spectantes nec non exercitus utriusque nationis Poloniæ scilicet & M. D. Litth. illaque pax ita fideliter & serio ab omnibus universaliter ordinibus, statibus, incolis, & cujuscunque conditionis civibus reipublicæ colatur & observetur, ut universi & singuli utilitatem, honorem, commodum reciprocum, tranquillitatem, bonumque publicum promoveant curentque unanimiter, ut jura libertatis cæteræque prærogativæ Majestatis, Senatorii ordinis, status nobilitatis, juxta veterem usum & formam in comitiis, comitiolis, judiciis, omnibusque jurisdictionibus, civitatibus, curiis, villis, ac ubique locorum una cum exacta & æquabili justitiæ administra-

niſtratione revireſcant in perpetuas felicitates ac beatitudinem communem reipublicæ. 1717

II. Pro baſi & fundamento duraturæ ac inviolabilis hujus pacis, Sacra Regia Majeſtas ex amore & obligatione legis in eum finem latæ perſuaſa de reciproca ordinum & ſtatuum omnium reipublicæ erga ſe benevolentia & fidelitate conſtanti, omnes ſuas copias Saxonicas, regiminaque ex Dominiis regni & M. D. Litth. univerſis, provinciisque regno Poloniæ ac M. D. Litth. annexis (exceptis tantum mille ducentis juxta pacta conventa pro cuſtodia ſui corporis relictis, quos propriis expenſis ſuſtentabit, abſque ulla prorſus aggravatione & incommodo incolarum) relegare ultra fines reipublicæ, ſimul publica præſentis conventionis fide appromittit ſimulque ſtipulatur quod nunquam eaſdem copias tam Saxonicas, quam alias exoticas, neque ſub titulo neceſſitatis inevitabilis, neque ex conſenſu ſenatus conſilii aut ſub quocunque prætextu imaginabili rem ducet ad ditiones regni Poloniæ ac M. D. Litthuaniæ Provinciasque illis annexas.

§. 1. Ut exitus prædictarum copiarum absque moleſtia & gravamine incolarum fiat, conventum eſt, quod in quatuor columnis, vulgo Parthiis, tractibus, a partibus conſtitutis & ſubſcriptis, egredi tenebuntur. Ad quamlibet Parthiam ſeu columnam duo Commiſſarii a ſtatibus Reipublicæ confœderatis deputabuntur, quorum unus Parthiam ſuam ducet, tractu conſtituto, alter vero cum Commiſſario Saxonico & cum literis univerſalibus præcedet, prius propter comparandam proviſionem, pro pecunia ex caſſa Saxonica ſolvenda, modium ſiliginis (quoniam aliam grani ſpeciem exercitus Saxonicus prætendere non tenebitur,) quinque tymſonibus per minorem Poloniam & alios Palatinatus majoris Poloniæ; per Palatinatus vero Posnanienſem & Caliſienſem uno imperiali in ſpecie, hoc eſt, octo florenis currentis in regno Poloniæ monetæ, continentem in ſe ollas Gedanicas, vulgo Garcy, triginta, quæ olla ſive Garnico ad evitandas controverſias circa menſuram ſigillis utriuſque partis ſignabitur, neque ullo modo premetur, aut in menſurando cumulabitur, aut alio quocunque modo ab uſu menſuræ injuriabitur; Si vero avena prætendetur, modius ejus, uti ſupra ſpecificatus, ſolvetur quatuor florenis.

§. 2. Terminus evacuationis dictarum copiarum incipiet prima die poſt ſubſcriptionem & ratificationem tractatus, durabitque usque ad viginti quinque dies incluſive, quo expirante ſpatio, jam extra confinia Regni eſſe debebit omnino integer exercitus Saxonicus.

§. 3. Spondetur quoque ex parte S. R. Majeſtatis, exercituſque Saxonici, quod præfatæ columnæ ſive Parthiæ ejuſdem exercitus verſus confinia ſeſe moventes non in curiis nobilium ſpiritualiumque, nec in villis aut civitatibus domibusque, ſed in campis caſtra metabuntur fœno & ſtramine, vulgo Sianoy Sloma, tantum contentæ; In quibus vero locis civitatum, oppidorum, villarumque una Parthia ſeu columna caſtra ſua metata fuerit, ibi jam alia columna caſtra metari

1717 amplius non audebit, exceptis ipsis confiniis, si ratio & necessitas exitus copiarum aliter non permiserit.

§. 4. In eundo aut consistendo nullas præter fœnum & stramen, res ad victualia pertinentes, pecunias, vecturas, vulgo Bodwody, prætendent, nisi comparanda pro pecuniis justo pretio; fœni autem aut straminis extra limites regni Poloniæ nihil evehent, nullos excessus aut gravamina facient, ab expiscationibus stagnorum, sive piscinarum se continebunt, transgressores immediate a Generalibus, qui pro eo ad respondendum obligati erunt, severissime punientur cum reparatione & satisfactione damnorum instantanea, mediante attendentia aut attestatione Commissariorum Poloniorum super damna, violentias juramento comprobanda.

§. 5. Insuper ne ex occasione personarum Saxonicarum, (quæ circa latus regium intuitu vel sub titulo præfatarum copiarum Saxonicarum aut commissariatus hucusque commorabuntur,) suspicionis sinistræ ingessionis in officia, consilia vel ministeria Polonica nutriantur, easdem personas ex nunc simul cum exercitu S. R. Maj. evacuare & removere declarat, præter tamen cancellariam Saxonicam, indispensabiliter necessariam, in qua solummodo numerum sex personarum nationis Saxonicæ S. R. Majestati tenere licebit, tum præter personas inferioris conditionis, ad minora servitia spectantes, quæ dictæ personæ tam primæ, quam secundæ classis, ullatenus in consilia & negotia civilia, militaria & œconomica, in salis fodinas, & telonia atque promotiones se immiscere, secundum tenorem pactorum conventorum non debebunt: super quo Ministri Regni & M. D. Litthuaniæ ad latus regium commorantes, attendentiam habere, & reipublicæ deferre tenebuntur; signanter Illustrissimi Mareschalli magni tum Curiæ regni & M. D. Litthuaniæ attendent:

1.) Ne gardia S. R. Majestatis, & militia ex natione Saxonica, partim equestris, partim pedestris constans, propriis illius impensis sustentanda (quæ consulendo sufficienti in præsentibus circumstantiis S. R. Maj. securitati speciali dispensatione conceditur) contra pacta conventa supra numerum mille ducentorum tam quoad officiales, quam quoad milites gregarios ad præsens in seorsiva schedula specificatas augeatur, vel immutetur.

2.) Vt Colonellus hujus militiæ pro tempore existens, ad juramentum fidelitatis S. R. Majestatis & reipublicæ, & super non augendum numerum prædictum militum, præstandum nec non ad debitam, secundum leges, intuitu jurisdictionis Mareschallis subordinationem, stringatur.

3.) Ne sub prætextu istius militiæ novi delectus, aut suppletorii milites, ex Saxonia in regnum inducantur.

4.) Ne prædicta gardia Saxonica tam in loco penes S. R. Majestatem existendo, quam simul vel partitim eundo ac redeundo ubique locorum ullas alimentationes, tam pro se, quam pro equis gratis aut violenter accipiat, sed non nisi de proprio vivat, omnia solvendo parata pecunia, sub rigore severissime & irremissibiliter contra excessivos;

vos; pro primo gradu per suum Colonellum, seu ejus subalternos officiales, pro secundo in casu denegatæ justitiæ per Mareschallos regni & magni Ducatus Litthuaniæ, extendendo, tum sub solutione causatorum damnorum ex cassa stipendiaria, per eosdem Judices ac eodem modo injurias instanter realiterque præstanda. Iidem Illustrissimi Mareschalli utriusque gentis præcavebunt, ne ad Cancellariam Saxonicam plus quam sex personæ relinquantur, & in posterum commorentur; tum ne infames aut jure victi in aula S. R. Majestatis subsistere, ac protectione illius in contemtum legum gaudere audeant, eaque omnia, quæ de lege & præsenti tractatu ad sua munia referuntur, religiose administrent & exequantur. 1717

§. 6. Non minus Illustrissimi Cancellarii & Pro-Cancellarii regni & magni Ducatus Litthuaniæ, eam pro solita vigilantia sua, attendentiam de jure concessam habebunt, ne unquam bellum offensivum, inscia & inconsulta integra Republica instituatur; tum ne S. R. Maj. quoties eidem, post expedita quolibet biennio Comitia generalia, absque præjudicio negotiorum gravioris importantiæ rempublicam concernentium, in Saxoniam proficisci placuerit, ultra tres menses quolibet anno, vel sex quolibet biennio, (non computando tamen tempus viæ, insuper salvo usu constitutionis Lublinensis anni 1703. fol. 19. in casu necessitatis reparandæ sanitatis) ibidem diutius, privando præsentiæ suæ solatio, expectationem reipublicæ immoretur, neque vacantias ibidem distribuat, conferendas, non nisi in Polonia: alias in tali casu informandus erit celsissimus & reverendissimus Primas regni, & ipsi, si alicui vel aliquibus eorum lateri regio ex obligatione debiti obsequii assistere contigerit, in tali casu redire in Poloniam tenebuntur. Invigilabunt insuper, ne per ablegationes ministrorum Saxonicorum negotia Polonica tractentur, & vice versa Saxonica per Polonos, correspondentiæ vigore eorundem cum externis Principibus fiant; neque colloquia cum iisdem Principibus, nocitura regno, in negotiis illius instituantur. Neminem, præsertim vero jure non victum, captivare permittent, immo attendent, & curabunt, ut prædicta S. R. Maj. se, regnumque suum legibus circumscriptum feliciter regat, pactaque conventa quam religiosissime observet, ac demum hi iidem Cancellarii & Pro-Cancellarii regni ac magni Ducatus Litthuaniæ curabunt, ut jura majestatica, præsertim jura patronatus, nec non nobilium Ducatus Curlandiæ & Sem-Galliæ districtus Lauenburgensis & Bitoviensis, tum ecclesiarum Catholicarum in iis ac aliis ejusdem Dominii ditionibus Prussicis juxta præscriptum legum, ac tenorem tractatuum veterum in omnibus, ac ab omnibus intacta & illæsa observentur, præsertim circa justitiam distributivam; quo fine non solum quævis expectativæ, sed etiam omnes gratiæ præsentationum, beneficiorum, dignitatum vel officiorum quorumcunque, sive per spirituales, sive per seculares a S. R. Majestate impetratæ, sub nullitate adeptorum posthac officiorum & beneficiorum vigore istius Tractatus revocantur, abrogantur ac pro nullis & irritis declarantur. Deinde advertent, ut illustres & magnifici Senatores ad Residentiam

1717 Majestatis designati, nec non Secretarii magni, Referendarii, Notarii aliique officiales utriusque gentis (sola legalitate infirmitatis vel obsequii publici excepta) implentes suas obligationes sub rigore legum commorentur, ad latus regium Senatus consilia in omni casu eventuro residentes Senatores daturi erunt, quorum sententiæ valituræ ad pluralitatem notabuntur. Prospicient denique, ne prædicta Senatus consilia stante pede absolvantur, & ne se ingerant in materias status decisive, neque decreta tribunalis regni & magni Ducatus Litthuaniæ suspendant aut tollant. Privilegia in honores cum spatiis, vulgo Zokienkami, nemo impetrabit, neque pro sigillatione eorum molestus esse debebit, curabuntque, ne honores & dignitates regni terrigenis magni Ducatus Litthuaniæ in regno nullas possessiones habentibus, & vice versa munia & dignitates M. Ducat. Litth. terrigenis regni nullas in Litthuania possessiones habentibus sigillentur, sub amissione eorundem & declaratione pro vacantibus, salvis tamen modernis possessoribus. Invigilabunt insuper serio, & solitam inter se Cancellariæ communicationem habebunt, ne Privilegia super unum idemque munus duabus personis extradantur, videlicet unum ex majori, alterum ex minori Cancellaria regni & magni Ducatus Litthuaniæ, ad evitandas clades domesticas & scissiones per Palatinatus. Cui malo obviando, privilegia in majori Cancellaria sigillata, ad acta Metrices Cancellariæ minoris & e contra per oblatam porrigantur & ibidem acceptentur. Discrimen personarum facient, militares etiam menses exacte observabunt, nulli prorsus exotico, aut incertæ nobilitatis; Dissidentibus vero in religione, non nisi sine præjudicio Catholicorum gratias regias sigillaturi. Et quoniam nonnulli motivo ambitionis, suspectum genus nobilitatis suæ, erectione novorum sub suo nomine oppidorum villarumque fundare & authentisare, ac tandem post longiorem temporum revolutionem antiquare deducereque volunt, Magnifici Capitanei Tenutariique Illustrissimis Cancellariis ac Pro-Cancellariis regni & magni Ducatus Litthuaniæ notificare tenebuntur, ne per ignorantiam ejusmodi & erectiones subreptitie ex Cancellaria exportentur, & quidquid sub talium oppidorum villarumque erectarum nomine præjudicii publici prodierit, confiscationi subjacebit. Commissiones semel ad instantias hæredum bonorum datas ultra legum præscriptum non iterabunt, & quæcunque demandata legibus publicis illis sunt, uti ad præsens non intermittunt, sic curabunt quam rigidissime exequi. Factura sunt utraque prædicta ministeria pro munere officiorum suorum sub legum nexu & observantia, tum sub rigore præsentis tractatus.

III. Ex unanimi quoque S. R. Majestatis & omnium ordinum reipublicæ consensu, decretum & stabilitum est, ut sublatis omnibus, quæ bellicorum temporum injuria irrepserant, confusionibus, vetera instituta, jura, privilegia, constitutiones, legesque fundamentales reipublicæ, ad formam & antiquum usum veræ & legitimæ libertatis in omnibus consiliis, judiciis, subselliis, dignitatibus, ministeriis, (salva circumspectione eorum, quæ seorsivo articulo regulabitur) & quibusvis actibus publicis restituantur, ac religiose imposterum tam a Sua Regia Ma-

jestate

jeſtate, quam cæteris ordinibus videlicet ſenatorio & equeſtri tum ab aliis ſtatibus obſerventur. 1717

§. 1. Hinc omnes Confœderationes nobilitares, ſignanter vero Tarnogrodenſis minoris Poloniæ die 26. menſis Novembr. Anni 1715. tum majoris Poloniæ Srzedæ die 27. menſis Aprilis An. præſentis: nec non magni Duc. Litth. Vilnæ d. 23. Martii ſimiliter Anno præſenti 1716. ex altera parte initæ & formatæ, aliique conſecutivi eorundem actus cum toto cauſæ effectu, mediante iſtius tranſactionis authoritate ex nunc diſſolvuntur, omnesque, qui prædictas Confœderationes cunctas amplexi ſunt, a nexu & obligatione juramentorum ſuorum in perpetuum abſolvuntur, regreſſusque ad easdem ſive novas Confœderationes ſub quocunque prætextu vel titulo interdicitur, tum evocatio nobilitatis ad expeditionem bellicam, vulgo na Poſpolite Ruszenie, quæ ſoli Regiæ Majeſtati durante illius vita juxta leges patrias competit, in poſterum prohibetur ſub pœnis in legibus expreſſis.

§. 2. Ut autem dulci priſcæ libertatis & reſtitutæ tranquillitatis uſu, omnes ſtatus ac dominia reipublicæ quantocius amotis bellorum incommodis, juxta conditiones & leges in præſenti tractatu ex conſenſu partium præſcriptas gaudere poſſint; authoritas generalium comitiorum pacificationis ad inſtar comitiorum Anni 1673. confœderationem Golombienſem terminantium, ſtatim ſuccedet, quæ comitia ad reſtabilimentum legum, ac reſtituendam formam regiminis liberæ reipublicæ accedente beneplacito S. Reg. Majeſtatis & ordinum aſſenſu, immediate poſt ſubſcriptum & ratificatum tractatum publicatis conſtitutionibus, quæ durante eodem tractatu concertabuntur ac formabuntur, ſub directione magnifici Stanislai Leduchowski Sub-Cammerarii Kremenecenſis, tanquam jam tunc Mareſchalci Comitiorum; nec non ſub activitate generoſorum Mareſchalcorum & Conſiliariorum, tanquam etiam tunc nuntiorum terreſtrium expedientur, ſalva obſervantia legum in futurum reſpectu Comitiorum generalium ordinariorum quolibet biennio elapſo celebrandorum juxta præſcriptum conſtitutionum.

§. 3. Denique ut contra quosvis inter nos & externos inſultus, ſit proviſa, ſufficiens, plena, realis ac firma ſecuritas Majeſtati & libertati, ſicuti ordines & ſtatus reipublicæ in locum copiarum Saxonicarum, alteriusque cujuscunque nationis regni defenſionem ab intra & extra, præſertim contra ingruentem hoſtilitatem Suecicam in provincias & dominia Reipublicæ, in ſe ſuſcipiunt, ſimulque ne principibus contra communem hoſtem, Regem Sueciæ, colligatis per evacuationem copiarum dictarum ex ditionibus, regni Poloniæ ullum eveniat præjudicium, & ne iidem colligati Principes, in caſu neceſſitatis, ad ferendum auxilium regno Poloniæ contra eundem hoſtem obligentur: præcavere cupiunt, ita volentes ſe ponere in ſtatu perfecto ejusdem defenſionis, ordinationem militiæ certæ & regularis in repartitiones in Palatinatus, terras & diſtrictus, diſtribuendæ, ex anterioribus & præexiſtentibus exercitibus, juxta computum ſeorſivum, prævio utrarumque partium moderamine & aſſenſu, quoad quantitatem & qualita-

 tem,

1717 tem, nec non mediantibus literis S. Reg. Majestatis vulgo Zaprzypcwiedniemi Listami I. K. MCI. durante præsenti tractatu determinatum cum stipendiis regularibus, fixis & infallibilibus, per scriptum ad Archivum (quod autoritate præsentis tractatus approbatur) ex nunc in regno Poloniæ, & M. Duc. Litthuaniæ constituerunt. Ac super hoc unanimiter convenerunt, quod præmisso & constituto tali regulamine militiæ, nexus & ligamina Confœderatorum exercituum utriusque gentis & authoramenti, ex nunc post subscriptum & ratificatum tractatum dissolventur, statimque in repartitiones suas dimittentur, ac sub jurisdictionem & potestatem a legibus præscriptam, suorum Ducum pretio quietis publicæ, prævia executione circumscriptionis in præsenti tractatu conventæ redibunt; neque ii, qui in novo computo litteris regiis autorisati non continebuntur, amplius pro militibus stipendiariis reipublicæ censebuntur & habebuntur; neque in posterum cuicunque militiæ regni aut magni Ducatus Litthuaniæ sub quocunque titulo vel prætextu, ulteriores nexus seu Confœderationes formare & in illis persistere licebit, sub rigore pœnarum, in legibus expressarum.

§. IV. Præterea Sua Regia Majestas una cum ordinibus regni & magni Ducat. Litthuaniæ præcludendo omnem licentiam viamque novis turbis ac moliminibus tranquillitatem publicam convellentibus, contra quosvis in futurum, partes Suecicas earumque sequaces, palam sive clam promoventes ac foventes, tum correspondentias cum hostibus Suæ Regiæ Majestatis & Reipublicæ continuantes, aliosque hujus Tractatus infractores criminum tantum contra statum patratores, judicia extraordinaria, vim & potestatem judiciorum Comitialium repræsentantia, ad normam antiquarum constitutionum vigore istius conventionis usque ad Comitia prima post conclusum Tractatum cum Corona Suecica duratura, circa latus regium statuerunt ac decreverunt; eoque fine ex Senatorio ordine Senatores & Ministros status, quorum numerus non minor octo debet esse: Ex equestris vero, ex unaquaque Provincia per octo, quorum etiam numerus non minor duodecim simul sumtorum debebit esse, designarunt, juxta ordinationem infra appositam, scilicet ex minori Polonia Generosos, Thomam Romanowski, Sub-Cammerarium Chelmensem; Victorinum Kuczinski, Sub-Cammerarium Drohiciensem; Casimirum Stecki, Vexilliferum Kyoviensem; N. N. Ozarowski, Cracoviensem; Casimirum Suffozynski Luckoviensem, Dapiferos; Johannem Niemiera, Sub-Dapiferum Lukoviensem; Antonium Borzecki, Pincernam Lencinciensem; Stanislaum Brezezinski. Ex majori Polonia, Generosos Adamum Jezewski, Sub-Cammerarium Plocensem; Francisc. Radzewski, Capitaneum Wschovensem; Paulum Jarozewski, Vexilliferum Plocensem; Thomam Podoski, Judicem Terrestrem Ciechanoviensem; Adamum Wilhowski, Judicem Terrestrem Sochaczoviensem; Casimirum Rudzinski, Pocillatorem Czercensem; Franciscum Mielzinski, Castellanidam Srzemensem; Joannem Chrysostomum Radziewski. Ex magno Ducatu Litthuaniæ, Benedictum Wolski, Notarium Castrensem Vilnensem; Ludovicum Chominski,

Mare-

Marechalcum, Oszmianenſem; Sigismundum Bokiey, Trivunum 1717
Trocenſem; Joſaphatum Mirski, Vexilliferum Braclavienſem; Jacobum Eſtko, Dapiferum & Notarium Caſtrenſem Kownenſem; Stanislaum Tyszowski, Sub-Dapiferum Breſcianenſem; Antonium Oskierca, Marechalcum Mozyrenſem.

Juramentum pro Senatoribus.

Ego N. N. juro DEO omnipotenti in Unitate Trino, quod ex Senatorio ordine ad judicium per Tractatum Varſavienſem deſtinatus, contra adhærentes & hoſtes in futurum S. Reg. Majeſtatis & reipublicæ factionis Suecicæ, nec non contra alios, publicam tranquillitatem convellentes, jura Cardinalia ſtatus hunc Tractatum infringentes juſte ſecundum Deum, æquitatem, controverſias partium, deductiones & documenta realia non ex præteritis actionibus qualibuscunque divitem vel pauperem amicum vel inimicum, civis & peregrini diſcrimine ſublato, neque ex favore, neque ex invidia, neque ex honorariis, neque ex promiſſis, neque ex coactione, neque ex timore judicabo; Quinimo conſcientiæ meæ dictamen ſequar, & in omnibus juxta leges & circumſcriptionem Tractatus, non defendendo tam adhærentes Suecicos, quam alios Machinatores & practicantes in ſubverſionem Majeſtatis Regiæ, in judicando me geram, cauſaſque tantum preſſe ad hoc judicium ſpectanter judicabo, eo usque in hoc judicio perſeverando, quousque tractatus præſcribit, & quod eadem judicia ſtudio nulla intermittam. Sic me Deus adjuvet.

Juramentum pro Equeſtri Ordine.

Ego N. N. juro Deo omnipotenti in Unitate Trino, quod ex equeſtri ordine ad judicium per tractatum Varſavienſem deſtinatus, contra adhærentes & hoſtes in futurum S. R. Majeſtatis & Reipublicæ factionis Suecicæ, nec non contra alios tranquillitatem publicam convellentes, jura Cardinalia ſtatus & hunc tractatum infringentes, juſte ſecundum Deum, leges latas, æquitatem, partium controverſias, non ex præteritis actionibus quibuscunque, divitem & pauperem, amicum & inimicum, civis & peregrini diſcrimine ſublato, nec ex favore, nec ex invidia, neque ex intereſſe, neque ex honorariis, neque ex promiſſis qualiscunque honoris, dignitatis aut tenutæ, neque ex coactione, neque ex timore, neque ex qualicunque demum prætextu vel imaginatione judicabo, quinimo conſcientiæ meæ dictamen ſequar, neque protegendo tam adhærentes Suecicos, quam alios machinatores & practicantes in ſubverſionem Majeſtatis Regiæ in omnibus juxta leges & præſcriptionem tractatus me geram, cauſaſque tantum preſſe ad hoc judicium ſpectantes; non ſubterfugiendo illud, ſtudio judicabo, eo usque in hoc officio permanendo, quousque idem tractatus præſcribit. Sic me Deus adjuvet.

Ordinatio præfatorum Judiciorum.

Ad hæc judicia, quæ prævia aviſatione per literas circulares a Sua

1717 Regia Majestate circa latus ipsius quolibet quartuali (si necessitas id postulaverit) incipiendo a prima Januarii anni 1717. celebrabuntur, omnes præfatorum excessuum rei per instigatorem regni vel magni Ducatus Litthuaniæ, delatoresque eorum citabuntur. In citationibus autem ex Cancellariis regni vel M. Ducat. Litth. exportandis, quarum ad cujusvis instantiam extraditio denegari non debet, assignabitur terminus comparendi quatuor septimanarum, a positione citationis, intra regnum, sex vero intra M. Ducat. Litth. cujus positionis relatio in castro proprii districtus, ubi bona citandi consistunt, vel eo vacante, in viciniori castro inscribitur. In illo quoque termino, si citatus comparens peremtorie vellet respondere ad experimentum vel obtinendam condemnationem super delatore in evasione citationis admitti debebit. Si vero non comparuerit, prima duntaxat contumacia super ipso obtinebitur. Verum secundaria priori conformi citatione conventus, peremtorie comparare & respondere tenebitur. Dilatio tamen Advocati ad colloquendum cum eo, atque dilatio veræ infirmitatis, in quantum a citato postulata fuerit, ipsi concedetur; Salva nihilominus ejusdem infirmitatis in futuro termino juratoria comprobatione. Quod si judicium sententiaverit, necessaria esse scrutinia in negotio principali, intra quatuor septimanas, eadem coram Deputatis ab hocce judicio, partes debebunt expedire. Cum autem ex scrutiniis vel manifestis aut notoriis documentis aliquis convincetur, pœna pro qualitate facti & attentati, prout judicium decreverit, subjacebit. Contra vero contumaces similiter instigator regni vel magni Ducatus Litthuaniæ cum delatore in contumaciam procedere tenebitur. Super quibus quidem omnibus personis tam in contumaciam, quam per controversiam judicatis, post factam a nobis ad Capitaneos remissionem decretorum, manu Notarii terrestris Warsaviensis, aut sub absentiam notarii, Decretorum curiæ regni connotandorum, iidem locorum Capitanei executionem indilatam facere juxta leges antiquas debebunt. Nobilitas autem omnium districtuum movere sese contra tales, atque Capitaneos in facienda executione adjuvare obligata erit, sub pœna, de expeditione bellica sancita. Porro si aliquis judicatorum adeo potens fuerit, ut unius terræ vel districtus admota nobilitate compesci nequiverit, licitum erit, mediantibus literis S. Reg. Majestatis contra talem vicinos Palatinatus movere; imo si etiam assultus vel expugnatio loci alicujus in tali casu desideratur, executio hæc, stipendiarii militis adhibita manu, peragi debebit; Si autem Capitaneus aliquis apparuerit contumax vel ipse reus, aut executionem præstare detrectans, tum temporis, juxta usum antiquum, vicinior Capitaneus contra talem procedere, ut supra, tenebitur; non interclusa tamen via cuivis ad gratiam regiam ante terminum eundem, in causa Majestatis tantum, apud illam quærenti: Salva tamen pœna talionis contra delatores falsos & inique vexantes. Citato nihilominus per juramentum objecta evadente, pœna talionis delatorem non afficiet. Causæ ad hæc præfata judicia tantum pertinebunt supra dictæ, mereque statum concernentes, quæ ex uno tantum registro acclamabuntur, non involvendo in hoc judicium causas in tribunalia regni

gni & magni Ducatus Litthuaniæ aliisque minoribus ſubſelliis diju- 1717
dicari ſolitas.

IV. Siquidem in regno Poloniæ orthodoxo annexisque Provinciis, maximus circa fidem S. Romanam Catholicam ſemper eluceſcere conſuevit zelus prout cardinales leges eo nomine ſancitæ, reſpective vero in Confœderationibus generalibus Varſavienſibus annorum 1632. 1648. 1668. 1674. id teſtantur, ita, ut Diſſidentibus in religione Chriſtiana, præter antiqua fana, vulgo Zbory, cum libero in iis exercitio ante leges ſupra dictas extructa, nova fana, vulgo Zbory, erigere non liceat, ſed commorantibus in civitatibus, oppidis, aliisque locis regni Poloniæ, & magni Ducatus Litthuaniæ privatim, non niſi in ſuis hoſpitiis vel domibus vacare devotioni ſuæ, absque tamen prædicationibus & cantationibus indultum ſit. Ideo reaſſumendo omnes veteres leges exceptionesque reſpective Maſoviticas, authoritate præſentis tractatus ſtabilitum eſt, quatenus, ſi quæ hactenus fana, vulgo Zbory poſt & contra prædictas leges in civitatibus, oppidis, villis, ipſisque curiis noviter erecta demoliantur ſine ullo impedimento, iisque, qui hujusmodi diverſas opiniones circa religionem profitentur, nullos cœtus, conventusque publicos vel privatos, nullasque in iis prædicationes & cantationes, durante bello præſenti Suecico, indebite ac abuſive practicatas congregatim facere licebit. Si qui autem conventus, hujusmodi devotiones, prædicationes clam aut palam exercere, aut Doctores, Sectarios, Prædicantes ad exercendos ſuos ritus pertrahere, vel ſponte venientes ſuscipere præſumſerint, deprehenſi in eo, primo mulcta pecuniaria, deinde carcere, tertia vice relegatione una cum ſuis prædicantibus puniri debebunt, tam per illuſtriſſimos Mareſchalcos regni & magni Ducatus Litthuaniæ vel per judicia tribunalitia, quam per Capitaneos locorum; exceptis nihilominus ſolis extraneorum Principum miniſtris, qui devotiones ritu ſuo pro ſe & domeſticis ſuis exercere privatim poterunt, ita tamen, ut aliis ad eas devotiones ſub iisdem præſcriptis pœnis accedere non ſit permiſſum.

§. 1. Et quia decreta eo nomine contra Diſſidentes, præſertim Gedanenſem civitatem, ratione plurimarum violentiarum, gravaminum, ſpoliorum, avulſorum, uſurpatorum, jurium eccleſiaſticorum, aliarumque injuriarum, præſertim vero non de occupationis & non reſtitutionis eccleſiæ Parochialis beatæ Mariæ Virginis ad inſtantiam Epiſcoporum Uladislavienſium ac capitali cathedralis, in judiciis comitialibus, relationum ac aſſeſſorialibus prolata hucusque non potuerunt executionem debitam obtinere, propter contumaciam ultimarie condemnatorum, a quibus tam præfata decreta, quam reſcripta regia, juraque majeſtatica ac reipublicæ convelluntur & contemnuntur. Idcirco conſulendo authoritati eorundem decretorum non ſolum officia executorialia ad præſtandam & effectuandam executionem, adhibito etiam forti brachio obligantur. Verum in caſum ulterioris renitentiæ, ſequeſtrationes rerum, mercium, bonorum, mobilium, immobilium ac perſonarum Gedanenſium intra & extra regnum, ubicunque locorum, moderno Epiſcopo Uladislavienſi, ſucceſſoribusque ejus, ac capitulo Cathedrali, contra jure victos, donec ab iis debita ex integro

1717 non præstabitur satisfactio, authoritate præsentis Tractatus permittitur. Denique constitutiones annorum 1638. & 1659. contra eandem civitatem, aliasque civitates Prussicas reassumuntur.

V. Et quoniam ordines Reipublicæ cum S. R. Majestate facto regulamine ac novo computu exercituum constituto in regno & magno Ducatu Litthuaniæ immediatam curam militiæ regulariter solvendæ, alendæ, sustentandæ ac conservandæ juxta repartitiones per Palatinatus, terras & districtus, ordinationemque seorsivam eo nomine ex nunc confectam, in se susceperunt; Supremis vero Ducibus & Campi-Ducibus utriusque gentis, non nisi solum usum gladii jusque ex decreto & imperio reipublicæ bellandi, ac limites patrios custodiendi & defendendi contra quosvis hostes & invasores, eoque intuitu mandata, vulgo ordynanse, ad militiam tantum dandi reliquerunt. Ideo abhinc supremis Ducibus & Campi-Ducibus regni Poloniæ & magni Ducatus Litthuaniæ tam pro nunc existentibus, quam deinde succedentibus assignationes prorsus ullas tam pro stipendiis, vulgo Nazaslugi, alias Zoldy, quam pro stativis locationibus seu consistentiis, vulgo Leze, denique pro subsidio seu contributione hibernali vulgo na hiberne alias na Chlebzinowy, pro vectigalibus pecuniariis, vulgo Szelezne, Ducillaris vulgo Czopowe, Judaicis, vulgo Poglowne Zydowskie tum Scytharum, vulgo Poglowne Tartarskie, nec non pro monopolio Tabaci sub quocunque demum titulo vel prætextu etiam inevitabilis necessitatis aut indispensabilis directe vel indirecte extradere, atque commissionem seu distributionem hybernalem, quæ in perpetuum abrogatur, per se vel per alios exercere, multo magis lineas, vulgo Kantony, divisiones distinctas formare Regimentariosque cum illis mittere, ac quascunque exactiones per illos vel per alios, vulgo Za Paletami extorquere, aut aggravare populum, denique computum per S. R. Majest. & ordines reipublicæ factum immutare, supernumeraria vexilla aut supernumerarios milites, equos & portiones augere, officiales exoticos cum præjudicio Natiolistarum, secundum pacta conventa contra leges patrias admittere, laudata tributa in solutionem exercitus, & depressionem æqualitatis denegare amplius non licebit, idque sub pœnis perduellionis ac privationis officiorum, tum refusionis damnorum ipso facto incurrentis, in judiciis tam per præsentem tractatum constitutis, quam tribunalis regni & Magni Ducatus Litthuaniæ, nec non castrensibus, ubi bona eorum consistunt, prævia repositione citationis ad instantiam cujusvis vindicandis & irrogandis. Insuper castra metari, non nisi ex necessitate reipublicæ vera legitimaque, tractu recto tendendo cum exercitu, sine spontanea ab illo deviatione, in bonis & locis cum omni observatione militaris modestiæ tenebuntur, sub refusione damnorum de proprio ad instantiam in judiciis supra nominatis, termino peremtorio sine quibus dilationibus & diffugiis juris & exceptionibus: Insuper vigore & authoritate ejusdem tractatus stabilitum & decretum est, quod tam moderni supremi Duces & Campi-Ductores utriusque gentis circa receptionem regiminis super exercitum, rota speciali intra posita, succedentes vero in posterum rota etiam sibi ex nunc præscripta circa

adeptio-

adeptionem ministeriorum suorum, sub amissione eorundem, semper explere juramentum tenebuntur. Quæ ministeria posthac vacantia per S. R. Majestatem non nisi in Comitiis ad vota Senatus & ad instantiam nuntiorum terrestrium, bene meritis de Republica, terrigenis bene possessionatis & capacibus conferentur: In casum vero mortis utriusque Ducis in una gente ante incidentiam comitiorum non adeo proximam, Regimentarium temporarium ad S. R. Majestatem instituere spectabit. 1717

Juramentum Ducum Exercitus præsentium.

Ego N. N. juro pro coram omnipotenti Deo, quia Serenissimo Regi Augusto II. & Reipublicæ fidelis ero & legibus circumscriptionis per tractatum Varsaviæ inter S. R. Majestatem & Status Ordines Reipublicæ, conclusum conventæ, ministerium meum concernentibus, in omnibus punctis ac clausulis satisfaciant, offensas omnes, quascunque tam in publicum, quam in privatum ad hanc diem habui, aut habere actu possum, sicut sincero ex corde condono, ita nullam prætendam de iis vel per me, vel per quemcunque alium vindictam, sed amnestiam per præsentem tractatum conscriptam observabo. Exercitui meo tradito fideliter præero, quem gravioribus plus justo incommodis, laboribusque privato meo commodo servientibus non onerabo, neque extenuabo, sed tantum ad reprimendas invasiones inimicorum externorum internorumque hostiles utar; Fines regni tutos pro viribus præstabo, eosque ad dignitatem & securitatem S. R. Majestatis & Reipublicæ, quantum potero, defendam, & si (quod Deus avertat) regnum & magnum Ducatum Litthuaniæ motus civiles invaserint, nulli parti inter se Diffidenti adhærebo, sed soli reipublicæ assistam. Neque ullas correspondentias cum externis principibus in emolumentum meum, Majestati vero & Reipublicæ nocivas habebo, neque ab iisdem Principibus ullatenus dependebo. Tempore vero electionis Regum, militem, & me ipsum, excluso omni prætextu, in finibus continebo, neque eam ullo modo præpediam nullisque me immiscebo factionibus, sed solius unitæ reipublicæ mandata implebo, & impleri curabo. Etiam electiones Mareschalcorum Deputatorumque tribunalitiorum, aliorumque terrestrium officialium, tum comitiola Palatinatuum terrarum & districtuum regni & magni Ducatus Litthuaniæ militari assistentia privatoque studio non impediam, neque interturbabo. Damna incolis regni & magni Ducatus Litthuaniæ nulla inferam, & ne a militibus reipublicæ, sub regimine meo existentibus, inferantur, omni ratione prævidebo. A contributionibus toto regno persolvi solitis bona mea non excipiam. Honoraria, vulgo Okupy, a quibusvis personis nulla omnino accipiam, & ne milites S. R. Majestatis & Reipublicæ exigant, efficere curabo. Ad occupationes bonorum quorumvis tam officiosas & juridicas litis per decreta qualiacunque judiciorum, vulgo condemnationes, vulgo na Poiardi, quam prætensivas vulgo na Zaiardi assistentiam militarem non addam, ac milites, immiscentes se illis, criminaliter

1717 liter puniam: jure victis tam in criminalibus quam in civitatibus protectionem & assistentiam militarem non præbebo, nec quovis adminiculo assistam. Milites vero sua sponte citra mandatum meum se talibus ingerentes severissime puniam. Ne Officiales ex Dissidentibus cum præjudicio Catholicorum in tanto numero, uti catholici, sint in exercitu, serio animadvertam, & S. Reg. Majestatem in hoc conveniam. Sic me Deus adjuvet.

Juramentum Ducum Exercitus in futurum.

Ego N. N. juro coram omnipotenti Deo, quia Serenissimo Regi & reipublicæ fidelis ero, & legibus circumscriptionis per tractatuum Varsaviæ inter S. R. Majestatem & status ac ordines Reipublicæ conclusum conventæ, ministerium meum concernentibus, in omnibus punctis & clausulis satisfaciam; exercitui mihi tradito fideliter præero, quem gravioribus, plus justo incommodis, laboribusque commodo meo privato servientibus, non onerabo neque extenuabo, sed tantum illo ad reprimendas invasiones extraneorum inimicorum internorumque hostiles utar. Fines regni tutos pro viribus præstabo, eosque ad dignitatem & securitatem S. R. Majestatis & reipublicæ, quantum potero, defendam & si (quod Deus avertat) regnum & magnum Ducatum Litthuaniæ motus civiles invaserint, nulli parti inter se Dissidenti adhærebo, sed soli reipublicæ assistam. Nullas correspondentias cum externis Principibus in emolumentum meum, Majestati vero & reipublicæ nocivas habebo, neque ab iisdem principibus ullatenus dependebo. Tempore vero Electionis Regum militem & me ipsum, excluso omni prætextu, in finibus continebo, neque illam ullo modo præpediam, nullisque me immiscebo factionibus, sed solius unitæ reipubl. mandata implebo, & impleri curabo. Etiam electiones Mareschalcorum, Deputatorumque Tribunalitiorum, aliorumque terrestrium officialium, tum comitiola Palatinatuum, terrarum & districtuum regni & magni Ducatus Litthuaniæ militari assistentia, privatoque studio non impediam, neque interturbabo. Damna incolis regni & magni Ducatus Litthuaniæ nulla inferam, & ne a militibus reipublicæ sub regimine meo existentibus inferantur, omni ratione prævidebo. A contributionibus toto regno persolvi solitis bona mea non excipiam. Honoraria, vulgo Okupy, a quibusvis personis nulla omnino accipiam, & ne milites S. R. Majestatis & reipublicæ exigant, efficere curabo. Ad occupationes honorum quorumvis tam officiosas & juridicas litis per decreta qualiacunque judiciorum, vulgo condemnationes sive na Poiazdy, quam prætensivas vulgo na Zaiazdy, assistentiam militarem non addam, ac milites immiscentes se iis, criminaliter puniam, jure victis tam in criminalibus, quam in civilibus protectionem & assistentiam militarem non præbebo, nec quovis adminiculo assistam: Milites vero sua sponte, citra mandatum meum se talibus ingerentes severissime puniam. Ne officiales ex Dissidentibus cum præjudicio Catholicorum in tanto numero, uti Catholici, sint in exercitu, serio

rio animadvertam, & S. R. Majeſtatem in hoc conveniam. Sic me Deus adjuvet. 1717

VI. Cum immunitas jurium, ſecuritasque perſonarum, Sereniſſimorum Principum regiorum, Jacobi & Conſtantini, conſtitutionibus & pactis conventis firmiter ſit ſtabilita; Ideo memoranda in republica Sereniſſimi olim Johannis III. Prædeceſſoris S. R. Majeſtatis merita gratiſſima ſemper memoria revolvenda S. R. Majeſtas ſimulque Status & Ordines Reipublicæ non tantum in futurum inviolabilem fortunæ, bonis ac perſonis eorundem autoritate præſentis tractatus cavent ſecuritatem, ſed etiam ſi quis (quod Deus avertat) Sereniſſimos Principes ad forum incompetens evocaverit, honorique perſonarum ac bonis vim, læſionemque intulerit, liberam vindicationem injuriarum, ſive in judiciis tribunalitiis, ſive etiam in judiciis per præſentem tractatum conſtitutis declararunt ac appromittunt. Prætenſiones ex ratione ſummarum tam in Oeconomiis regni Poloniæ & magni Ducatus Litthuaniæ, nec non Provinciis annexis hærentium, quam ſeparatis documentis demonſtrandarum ſalvo tenore pactorum conventorum, ut Sereniſſimis Principibus per rempublicam ac S. R. Majeſtatem reſpective prævia deductione cauſæ debendi & ſic amicabili compoſitione ſatisfiat, ſpondetur. Eadem conventione Sereniſſimi Principes ad præſtandum juramentum fidelitatis Sac. Regiæ Majeſtati ac reipublicæ juxta tenorem pactorum conventorum obligantur.

VII. Reaſſumendo veteres conſtitutiones videlicet annorum 1632. fol. 13. & 1646. fol. 1. titulo Ozaciqgu & 1648. & 1649. 1662. fol. a. 1667. fol. 9. titulo na Znaczenie & 1668. & 1674. nec non inhærendo pactis conventis ex conſenſu omnium ordinum lege publica interdicitur, ne quisquam cujuscunque ſtatus aut conditionis præſumat, audeatque educere homines ex incolis Reipublicæ Litthuaniæ, annexarumque provinciarum ſub ſpecie conductionis militum, vel ſub quovis alio prætextu, idque ſub pœnis criminalibus in contravenientes per judicia præſenti tractatu conſtituta exequendis.

VIII. Ad firmandam pacem perpetuam, ac inviolabilem inter ſtatus confœderatos reipublicæ & exercitus tam regni Poloniæ, quam magni Ducatus Litthuaniæ ex una; ex altera vero parte inter copias Saxonicas, nec non inter omnes Ordines, Status, incolasque regni Poloniæ, magni Ducatus Litth. & annexarum Provinciarum, partes paciſcentes ſtatuerunt ac decreverunt, ut ſi univerſalis ac totalis oblivio & amneſtia omnium eorum, quæ ab initio belli Suecici, motuumque internorum ac diſſidiorum civilium usque ad concluſionem moderni tractatus quocunque loco, modoque ex ratione aut conſequentia belli ab una vel altera parte, aut ab earum ſequacibus hoſtiliter facta, attentata vel perpetrata ſunt, idque taliter, ut intuitu horum factorum ſive attentatorum, aut perpetratorum hoſtilium ſive bellicorum, nec non quorumcunque prætenſorum gravaminum aut exemptionum ab iis, ex occaſione antegreſſi belli cauſatorum, alter alteri poſthac quidquam hoſtilitatis, inimicitiæ aut damni, tam quoad perſo-

1717 personas, quam quoad bona, honores & securitatem per se vel per alios directe vel indirecte, tum via juris, tum via facti, in judiciis, vel ubicunque locorum non inferat vel inferri non faciat, aut non patiatur. Nihilominus eo præcauto, quod extra bellica, & non hostilia scil. mera privatorum facinora, sub tempus belli admissa, sub legem amnestiæ cadere non debeant. Quo fine non solum universis & singulis respectu præteritorum, alteri quidquam imputare, exprobrare, aut quemcunque ex alterutra parte, quod huic vel illi adhæserit, propterea accusare aut persequi inhibetur; Verum etiam ad solidandam & redintegrandam unionem inter civium animos, tum quoque ad assecurandam tranquillitatem publicam, omnes hinc inde verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, expensæ belli, contributiones, damnaque; nec non quævis prætensiones, ratione exemptionum seu liberationum ab oneribus Saxonicis, si quæ fuerunt, laudaque antecedentia & subsequentia eo intuitu in comitiolis ubicunque sancita, & executiones eorum, absque ulla personarum rerumque distinctione, ex singulari S. R. Majestatis clementia ac beneplacito Ordinum Reipublicæ per mutuam, reciprocamque, propter bonum pacis, condonationem abolentur, sepeliuntur, vindicationesque eorum in omni foro prohibentur in perpetuum.

§. 1. Vigore istius generalis amnestiæ omnes condemnationes, proscriptiones, processus, declarationes, decretaque ac assecurationes respectu eorum intuitu hostilium sive bellicorum factorum hinc inde a partibus vel a particularibus earum contra se in quibuscunque judiciis seu actibus ordinariis vel extraordinariis, militaribus vel civilibus contra quosvis lata vel obtenta, salva integra existimatione passivorum seu gravatorum, ab utrinque, pro nullis & irritis declarantur. Exceptis decretis in causis particularibus criminalibus quoad injurias & homicidia privatorum.

§. 2. Manifesta, Remanifesta aliaque scripta publica vel privata famam vel honorem alterius in generali, vel particulari lædentia, cassantur & annihilantur: personisque in iis nominatim expressis plenaria securitas & illæsa existimatio præcavetur.

§. 3. Captivorum quoque omnium, exclusa quavis prætensione, cassatisque ad invicem reversalibus, dimissio seu restitutio in libertatem instantanea, post subscriptum & ratificatum tractatum ad invicem appromittitur.

§. 4. Præcavetur tamen specialiter, quod beneficio amnestiæ Stanislao Leszcynsky, & asseclis ejus extra regnum commorantibus, nisi intra trimestre a data præsentis tractatus subscriptionis ad corpus reipublicæ redierint, gaudere ac se tutari non licebit, eoque intuitu in casu non resipiscentiæ, salva executio pœnarum contra eos, in legibus expressarum, reservatur.

IX. Postquam sufficiens ab intra & ab extra per leges præsentis Tractatus, sit provisa securitas Majestati & libertati in futurum, confœderatio generalis Sendomiriensis die 20. Maji anno 1704. stabilita, quamvis juxta tenorem suum usque ad finem belli externi cum corona

na Suecica deberet durare, nihilominus propter restituendam plenariam ex integro formam reipublicæ veterem, in comitiis ordinariis generalibus primitive ac principaliter existentem, tranquillitatemque publicam eo firmius & exactius manu tenendam, moderna conventione resolvitur ac determinatur finaliter, cum mansura tamen apud S. R. Majestatem ordinesque Reipublicæ, gloriæ & meriti pro se & Mareschalco suo constanti & invicto Majestatis ac libertatis assertore gratitudine in ævum. 1717

X. Pacem integram taliter conclusam Plenipotentiarii partium paciscentium juxta formulas mutuo inter se concertatas a principalibus suis ratihabendam, instrumentaque originalia a die subscriptionis præsentis tractatus intra spatium 89. dierum computandorum ad invicem exhibere ac reciproce sibi reddere appromittunt.

§. 1. Post subsecutam hujusmodi ratificationem ac reciprocam Instrumentorum commutationem ex una parte executio evacuationis die 30. Jan. anno 1717. ex altera autem executio exvinculationis seu dissolutionis, militarium Confœderationum immediate scilicet die eadem 30. Jan. infra scripto succedent, Mareschalci militares, nec non Regimentarii omnes, nullo excepto, exercituum regni Poloniæ & magni Ducatus Litthuaniæ eadem die, qua subscribent ratificationem istius tractatus per literas suas, tam ad S. R. Majestatem, quam per seorsivas publicasque ad exercitus omnesque milites datas, officiis ac regiminibus suis, quibus hactenus fungebantur, renunciabunt totaliter, simulque prædictos omnes exexcitus absque ulla reservatione vel tergiversatione, sub quovis prætextu vel colore resignabunt, ac restituent sub commendam ac supremam directionem S. R. Majestatis. Quæ S. R. Majestas non solum per literas suas universales eo nomine per regnum Poloniæ & M. Ducatum Litthuaniæ publicandas, nec non per alias literas, vulgo nuncupatas Przypowiedny Listy, novum computum ex veteri exercitu ad præsens constitutum manu tenebit, illumque ad executionem perducet, verum etiam eosdem exercitus ad novum computum reductos tamdiu apud Regimentarios a se electos gubernabit, quousque Generales, aut Campi-Ductores utriusque gentis juramenta sibi per tractatum præsentem præscripta expleverint.

§. 2. Interim præfati Mareschalci militares, substituti, nec non omnes Regimentarii regni Poloniæ & magni Ducatus Litthuaniæ dimissis ac depositis suis guberniis ac functionibus absque omnimoda ad latus S. R. Majestatis documenta fidelitatis suæ demonstraturi accelerabunt, cum comitatu tamen, non nisi per leges publicas permisso: non tantum vero omnibus supra dictis, verum etiam Consiliariis, Commissariis, Generalibus, Colonellis, aliisque tam in generali, quam in particulari, qui in prædictis exercitibus hucusque militabunt, tum vice versa omnibus Generalibus, Colonellis aliisque officialibus & militibus, qui a partibus S. R. Majestatis stabant, omnimoda securitas, tam quoad personas, quam quoad bona, fortunas & honores præsenti tractatu cavetur.

§. 2. Si-

1717 §. 3. Similiter Mareſchalci generales confœderationum regni Poloniæ ac magni Ducatus Litthuaniæ, nec non Mareſchalci particulares, conſiliariique omnium Palatinatuum, terrarum ac diſtrictuum die 1. Febr. 1717. Varſaviam in Comitatu tantum a legibus præſcripto venient, comitia generalia juxta articulum evinculationis concertata, expedituri pacificationemque integram, ſolidam ac generalem reipublicæ pro ſimul cum S. R. Majeſtate ſtabilituri ac confirmaturi.

§. 4. Quemadmodum vero pax præſens in pede ac fundamento pactorum conventorum aliarumque omnium legum fundamentalium inter S. R. Majeſtatem ac ordines ſtatusque reipublicæ, ſtabilita eſt, ita partes paciſcentes pro prædio ejusdem pacis, prædicta pacta conventa, aliasque omnes leges & conſtitutiones fundamentales in futurum accipiendo, ad majorem ſecuritatem omnium & ſingulorum articulorum in hoc tractatu conventorum, decreverunt, ut totalis hæc transactio non ſolum inter conſtitutiones regni ac magni Ducatus Litthuaniæ ſtatim in comitiis immediatis inſeratur, verum etiam, ſit domeſtica, patria, nec non perpetua ac cardinalis Reipublicæ Lex, obligans tam præſentes, quam abſentes, cujuscunque ordinis, præeminentiæ, dignitatis ac conditionis, absque ulla exceptione, perſonas atque ab omnibus Ordinibus, Magiſtratibus, Miniſteriis, Conſiliis, Judiciis, Statibusque tanquam regula ac norma adminiſtrandæ poſthac liberæ reipublicæ præſcripta obſervetur & omnino impleatur.

§. 5. Eoque fine, quæcunque & a quocunque contra hanc transactionem aut aliquem ejus articulum vel clauſulam, manifeſtationes, proteſtationes, contradictiones, allegationes jurium aut conſuetudinum, omnesque aliæ excogitabiles exceptiones, pro nullis, irritis ac inadmisſibilibus declarantur, ac contra eos, qui huic conventioni tranquillitatique publicæ per ſe; vel per alios, clam vel palam, directe aut indirecte, opera aut conſilio contravenire executionem earundem impugnare aut impedire auſi fuerint, pœna fractæ pacis, tam jure coram judiciis per præſentem tractatum deſtinatis, quam de facto per nobilitatem vigore literatum reſtium a S. R. Majeſtate motam tanquam contra violatores Legum & hoſtes patriæ irremiſſibiliter vindicanda decernitur.

§. 6. Eadem pœna fractæ pacis ſimili modo extendenda contra illos declaratur, qui poſthac cum externis principibus vel hoſtibus patriæ correſpondentias fovere, vel ablegationes aut miſſiones ad eos ſub quocunque prætextu palam vel clam expedire præſument; exceptis tamen commerciis ac neceſſitatibus privatorum cum confinantibus intervenientibus. In quorum fidem hoc inſtrumentum pacis a Mediatore ac ſupra dictis Plenipotentiariis uniuscujusque partis propriarum manuum ſubſcriptione, ſigillorumque appoſitione mu-

nitum

nitum roboratumque est. Varsaviæ die tertia mense Novembr. anno Domini 1716. 1717

X. GRZEGOTZ DOLHORUKI. (L. S.)

Constantinus Felicianus Szaniawski, Episcopus Vladislaviensis & Pomeraniæ, S. R. M. Plenipotentiarius. (L. S.)
Stanislaus Chomentowski, Palatinus terrarum Masoviæ &c. S. R. M. Plenipotentiarius. (L. S.)
Jacobus Henricus, Comes de Flemming, Stabuli M. D. Lithuaniæ Præfectus, & S. R. M. Plenipot. (L. S.)
Stephanus Humiecki, Palatinus Podoliæ &c. (L. S.)
Josephus Potocki, M. L. P. B. Capitaneus Belczensis &c. (L. S.)
Nicolaus Olzanski, Vexillifer Volhyniæ &c. (L. S.)
Franciscus Lodzia Poninski, Capitaneus Kopanicens. &c. (L. S.)
Franciscus Mielzynski, Castellan. Sremensis &c. (L. S.)
Johannes de Campo Scipion, Capitaneus Lindensis, &c. (L. S.)
Christophorus Comes in Banszty Zawiza, Capitaneus Minscensis &c. (L. S.)
Uladislaus Krzyszhowski, Capitaneus Ukodimirens. &c. (L. S.)
Andreas de Rozyce Rozycki, Vice-Colonellus S. R. M. &c. (L. S.)
Stephanus Horodenski, Vexillifer Czernichoviens. &c. (L. S.)
Michael Stanislaus Zagtoba Orzenscki, Venator Buscensis &c. (L. S.)

Concordat cum Originali.
Antonius Sebastianus Debowski, S. R. M. ad Tractatum Secretar. m. p.

CCLXXIV.

Extrait du Traité entre S. A. E. de Cologne & L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, du 27. de Juin 1717.

I.

QUe les fortifications de la Citadelle de Liége du côté de la Ville resteront & seront laissées dans l'etat où elles étoient avant la derniere Guerre, que celles du côté de la Campagne & les Bastions seront demolies, & les ouvertures qui seront par la faites, fermées par une muraille droite, qui joindra les Courtines, & cela étant fait on restituera ladite Citadelle à S. A. E. & les Troupes de l'Etat en sortiront. Et afinqu'il n'arrive plus aucune dispute sur ladite Demolition L. L. H. H. P. P. declarent que leur intention est, que seront demolis 1. tous les ouvrages, faits du côté de la campagne, après que ladite Citadelle a

1717 eté, au commencement de la derniere Guerre, occupée par les Armes des Hauts-Alliez. 2. Tous les ouvrages exterieurs, qui sont du côté de la campagne, commençant depuis les six cens degrez, exclusivement jusques au Bastion de la Ville, nommé du Clergé. 3. Les Bastions nommez St. Lambert & le Marchand seront demolis: & l'ouverture qui sera par là faite sera fermée par une muraille droite entre les Courtines. Et par consequent seront laissez en leur entier les 3. Bastions nommez six cens degrez, Maximilien & Henri, avec les ouvrages qui subsistoient avant la derniere Guerre, du Coté de la Ville.

II. Que le Chateau de Huy & les Forts & ouvrages, qui en dependent seront rasez & demolis, sans qu'ils puissent jamais être relevez, ni reparez, non plus que les ouvrages de la Citadelle de Liége, qui doivent etré demolis du côté de la Campagne. Bien entendu, que ladite demolition portée dans cet Article, aussi bien que dans le precedent, sera faite aux depens des Etats du Païs de Liége, auxquels les Materiaux resteront, pour les vendre, ou en disposer autrement, & le tout suivant les ordres & la direction de L. L. H. H. P. P. qui à cette fin envoyeront une personne capable, pour avoir la direction de ladite demolition, à la quelle l'on commencera à travailler immediatement après & aussi tôt que S. A. E. aura agréé & accepté ces conditions de la Resolution; & se finira dans 3. mois, ou plûtôt s'il se peut. Et les Garnisons de L. L. H. H. P. P. ne sortiront pas de ces Places, que la demolition ne soit achevée; mais cela étant fait lesdits Garnisons sortiront & les Places seront restituées à S.A.E.

III. Que tous les ouvrages exterieurs de Bonn, y compris les Ravelins & le chemin couvert; tant d'un côté que de l'autre du Rhin seront rasez: & que l'ouverture qui est faite derriére le Palais Electoral en 2. Bastions & avec les Courtines abbatuës, entre deux, restera, sans que ladite ouverture puisse etre refaite, ou que les ouvrages à demolir puissent etre retablis. Aussi que celle demolition se fera, sans qu'il en coule à L. L. H. H. P. P. dans le terme de 3. mois, & que L. L. H. H. P. P. puissent y envoyer quelqu'un pour prendre inspection que la demolition soit faite comme il faut.

IV. Que le Fort sur la Montagne de St. Pierre restera, & que comme est situé sur le terrain de Liége L. L. H. H. P. P. à l'egard de la Jurisdiction ou autrement, n'y auront pas plus de Droit, que sur les autres Fortifications le la Ville de Mastricht, ou sur celles qui sont situées dans le Territoire de Liége.

V. Que toute l'Artillerie, Munitions & autres materiaux & necessitez de Guerre qui sont dans Bonn & appartenant à l'Etat, suivant la liste & l'inventaire qu'il y en a, seront d'abord restituez à l'Etat.

VI. Que S. A. E. de Cologne se chargera que le Gouverneur & autres Officiers qui ont été à Bonn & qui ont contracté pour leur payement avec le chapitre Electoral, seront payez de leurs arrerages, suivant

vant qu'on est convenu, outre les 800. écus permis par S. A. E. au Commandant Coëtier. 1717

VII. Que pour ce qui s'est passé à Bonn S. A. E. ecrira une lettre de civilité à L. L. H. H. P. P.

VIII. Que ces points etant acceptez par S. A. E. Elle envoyera une Declaration authentique là dessus à L. L. H. H. P. P. En suite dequoi ces Articles seront mis en execution.

Ces Articles furent dressés le 22. de Juin, aggréés par S. A. E. le 27. du même mois, & remis aux Etats Generaux le 28. de Juillet 1717.

CCLXXV.

Convention zwischen Ihr. Czaarischen Majestät und der Stadt Dantzig, Anno 1717.

WIr Peter der Erste von GOttes Gnaden, Czaar und Selbst-Erhalter aller Reussen, ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun kund und zu wissen allen und jeden, denen hieran gelegen: Demnach zwischen Unserem bestallten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über unsere Leib-Garde, Unserem Gevollmächtigten, dem Hochgebohrnen Fürsten Basilio von Dolhoruky, an einem und der Stadt Dantzig Deputirten am andern Theile eine Convention unterm dato den 19. (30.) Septembris 1717. benahmet und geschlossen worden, des Lautes wie folget:

Allen und Jeden, denen hieran gelegen, thun kund und zu wissen Wir Burgermeister und Rath der Stadt Dantzig: Demnach zwischen des Durchlauchtigsten und Großmächtigsten Grossen Herrn Czaaren und Groß-Fürsten Petri des Ersten, des grossen und kleinen Reußlandes Selbst-Erhaltern ꝛc. ꝛc. ꝛc. Gevollmächtigten, dem Durchlauchtigen Fürsten und Herrn, Herrn Basilio von Dolhoruky, Ihrer Groß-Czaarischen Majest. hochbestalten General-Lieutenant und Obrist-Lieutenant über die Groß-Czaarische Leib-Garde, Rittern des Elephanten- und weissen Adler-Ordens ꝛc. ꝛc. an einem, und Unseren Deputirten, denen Wohl-Edlen, Vesten, und Hochweisen Herrn Joh. Henrich Schmiedt, und Herrn Salomon Gabriel Schumann, am andern Theile, eine Convention unterm dato den 19. (30.) Sept. dieses Eintausend Siebenhundert und Siebenzehenden Jahres benahmet und geschlossen worden, des Lautes wie folget:

DEmnach im Nahmen Sr. Groß-Czaarischen Majest. durch Dero Plenipotentiarium, den Durchlauchtigen Fürsten und Herrn, Herrn Basilium von Dolhoruky, Ihrer Groß-Czaarischen Majestät hochbestalten General-Lieutenant, und Obrist-Lieutenant über Dero-

selben

1717 selben Leib-Garde, Ritter des Elephanten- und weissen Adler-Ordens, einige Puncta an die Stadt Dantzig gelanget seyn; Zu deren Ablehnung im Nahmen sämtlicher Ordnungen der Stadt Dantzig durch die zu diesem Negotio Deputirte, die Wohl-Edle, Veste, und Hochweise, Herrn Johann Heinrich Schmiedt, und Herrn Salomon Gabriel Schumann, Raths-Verwandten selbiger Stadt, fleißige Vorstellungen sowohl der Unschuld der Stadt, als ihres und ihrer Ländereyen Unvermögens und anderer erheblicher Considerationen angeführet worden; Als ist endlich zwischen höchstgemeldter Sr. Groß-Czaarischen Majestät Plenipotentiarii Hochfürstl. Durchleucht an einem, und vorgenannten Deputirten der Stadt Dantzig am andern Theile, folgender Vergleich getroffen und verabredet worden:

Art. I. Es verspricht die Stadt Dantzig, alle Correspondenz, Commercien, und Trafiquen mit Schweden bis zu Ausgang des Krieges gäntzlich zu unterlassen, und ihren Untergebenen dasselbe ernstlich zu verbieten. Falls aber jemand ihrer Bürger und Einwohner, was Nation und Standes er auch wäre, darwider handeln möchte, wird ein solcher gestrafft werden. Wäre auch Ihre Groß-Czaarische Majestät beliebig, einen Agenten oder Commissarium in der Stadt Dantzig zu bestellen; so wird Ihm frey seyn, daselbst zu wohnen, und wird auch alle Ehren-Bezeugungen, wie es mit andern gleichfalls in Dantzig sich aufhaltenden fremden Commissarien und Agenten bräuchlich, zu geniessen haben; Nebst diesem Ihr. Groß-Czaarischen Majestät hohes Interesse wahrnehmen, und auf daß, der nunmehrigen Convention gemäß, ermeldte Correspondenz und Trafique mit Schweden aufgehoben bleiben möge, Acht geben: Da denn, so fern er etwas erfahren solte, so dieser Convention zuwider lieffe, Er es dem Magistrat bekannt machen, und man ihm hierinnen eine gebührende Satisfaction verschaffen wird.

II. Die drey Fregatten, welche auf der Stadt Dantzig Unkosten allbereits sind gebauet worden, wird dieselbe auf ihre Unkosten, mit Genehmhaltung Ihrer Königlichen Majestät von Pohlen, wider Schweden ausrüsten. Dieselbige werden Ihro Königlichen Majestät in Pohlen Flaggen führen, auch unter Deroselben Commission stehen, und wider die feindlichen Schiffe agiren. Ermeldten Capers wird gestattet werden, in alle Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Hafen einzulauffen. Damit aber auch bey den übrigen hohen Nordischen Alliirten allen benöthigten Falls ihnen frey stehen möge, in ihre Hafen einzulauffen, und sichere Retraite zu haben, wird man ob Seiten Ihr. Königlichen Majestät in Pohlen deswegen sollicitiren: Worinnen auch von Seiten Ihr. Groß-Czaarischen Majestät zu appuiren versprochen wird. Indessen werden selbige Capers von höchstgedachter Königlichen Majestät mit einer genauen Ordre auf dem Fuß, wie andere wohleingerichtete Caper-Reglemens gestellet sind, versehen werden, darinnen ihnen vornehmlich aufs allerschärffeste verboten seyn wird, weder die Dantziger, noch anderen der hohen Nordischen Alliirten Unterthanen gehörigen, oder auch neutraler Nationen Schiffe,

wenn sie ihre gute richtige Pässe, Certificate und Documenten haben 1717
und vorzeigen, weiter zu visitiren, oder sie in ihrer Reise aufzuhalten, von ihnen unter einigerley Vorwand etwas zu fordern oder abzunehmen, oder ihnen sonst auf einige Weise beschwerlich zu fallen.

III. Die eine Helffte der Capern-Equipage werden Sr. Groß-Czaarischen Majestät Leute seyn, wenn Ihre Königl. Majestät in Pohlen hierinnen consentiren. Die Leute werden dennoch in Königlichen Pohlnischen Eyd und Pflichten stehen, und vor würcklich Königlich-Pohlnische eigene Leute zu achten seyn.

IV. Zu mehrerer Demerirung Sr. Groß-Czaarischen Majestät höhesten Gnade, und zu Erhaltung derer dagegen verabredeter Conditionen, wird die Stadt Dantzig eine Summe von hundert und viertzig tausend Species-Thalern, den Species-Thaler zu sechs Tympffen gerechnet, erlegen, welche Summe in drey gleiche Raten wird getheilet werden, derer erstern von sechs und viertzig tausend, sechs hundert, sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern a sechs Tymffen, nach beygekommener Ratification Ihr. Groß-Czaarischen Majestät in drey Monaten, die andere auch von sechs und viertzig tausend, sechs hundert, sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern a sechs Tymffen, sechs Monat nach Verfliessung des ersten Termins, die dritte ebenfalls von sechs und viertzig tausend, sechs hundert, sechs und sechzig und zwey Drittel Species-Thalern a 6. Tymffen, sechs Monath nach Verfliessung des andern Termins, fällig seyn wird.

V. Im Fall die Noth erfordern möchte, daß einige Ihr. Groß-Czaarischen Majestät Krieges-Fregatten, Capers oder Galeeren in den Hafen der Stadt Dantzig einlauffen müsten, wird ihnen solches zugelassen, und, was die Sicherheit betrifft, auf die Art, wie bey Städten und Vestungen alliirter See-Puissancen gebräuchlich ist, verfahren werden. Indessen werden selbige Krieges-Fregatten, Capers oder Galeeren sich so, wie anderer in Freundschafft stehender Nationen Schiffe, aufführen, nicht das geringste fordern, sondern alles, dessen sie und die auf denselben befindliche Leute benöthiget seyn möchten, vor ihr eigen Geld beyschaffen, auch keiner Visitirung oder Hemmung der Ein- oder Ausfahrt einiger Schiffe sich anmassen.

VI. Sr. Groß-Czaarischen Majestät Trouppen, welche jetzt in der Stadt Dantzig Ländereyen stehen, werden, so bald gegenwärtiger Vergleich wird geschlossen und von den Gevollmächtigten beyder Theile unterschrieben seyn, ungesäumt, ohne ferner etwas zu fordern, gäntzlich zurücke gezogen werden, besagte Ländereyen auch von dieser und aller übrigen Groß-Czaarischer Trouppen Quartieren, Durch-Marchen, Podwoden, Fouragirungen, Contributions-Forderungen, und allen andern Beschwerungen, wie sie immer Nahmen haben mögen, befreyet bleiben.

VII. Die Stadt Dantzig wird von allen und jeden Prætensionen, An- und Zusprüchen, welche im Nahmen Seiner Groß-Czaarischen Majestät, aus Gelegenheit, dessen, so in abgewichener Zeit möchte seyn unternommen oder unterlassen worden, seithero rege ge-

 machet

1717 machet seyn, oder unter irgend einem Vorwand erdacht und rege gemacht werden könten, vor diese und alle zukommende Zeiten völlig entlediget und befreyet.

VIII. Dafern jemand wegen dieses Vergleichs die Stadt Dantzig auf einigerley Art anfechten und ihr beschwerlich fallen solte; werden Se. Groß-Czaarische Majestät dieselbe aufs kräfftigste vertreten und schützen.

IX. Denen Dantziger Kauffleuten, welche auf St. Petersburg oder in anderen Sr. Groß-Czaarischen Majestät Hafen oder Landen ihre Handlung führen, werden alle diejenige Freyheiten, Emolumenten, und Privilegien, derer andere Amicæ Gentes, so mit Sr. Groß-Czaarischen Majestät in genauestem Vernehmen stehen, zu geniessen haben, oder hinkünfftig theilhafftig werden möchten, gleichfalls gegönnet und gestattet werden.

X. Ihr. Groß-Czaarische Majestät werden nebst anderen hohen Puissancen vor die Stadt Dantzig die gnädigste Sorge tragen, daß sie in dem künfftigen Nordischen Frieden, (welchen der barmhertzige GOtt baldigst verleihen wolle!) möge mit eingeschlossen, und gleichwie durchgehends bey allen ihren Gerechtigkeiten, Freyheiten, und Privilegien, also auch besonders bey der freyen Ubung der Evangelischen Religion, so wie sie derselben vor dem gegenwärtigen Kriege sich gebrauchet und genossen, mainteniret werden.

XI. Uber diesen Vergleich und alle und jede desselben Puncten und Clausulen wird Sr. Groß-Czaarischen Majestät völlige Ratification unter Dero höchsten Hand und Siegel aufs fordersamste der Stadt Dantzig geliefert, und alsdenn dagegen bemeldter Stadt Ratification unter ihrem Siegel ausgehändiget werden.

Zu mehrerer Beglaubigung alles obigen, sind dieses Vergleichs zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget und mit der Unterschrifft und Siegel, sowohl Anfangs gedachter Hochfürstl. Durchl. als auch obbenahmter Dantziger HH. Deputirten bekräfftiget worden. So geschehen in Dantzig den 19. (30.) Septembris 1717.

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiemit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten, Articuln und Clausulen, versprechende, dieselbe vollkommen zu erfüllen und zu mainteniren, und weder selbst dagegen in einigen Stücken zu handeln, noch zu gestatten, daß jemahls von anderen dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieses mit Unserer Groß-Czaarischen Hand

Als bestätigen und ratihabiren Wir hiermit obenstehende Convention in allen und jeden ihren Puncten, Articuln und Clausulen, versprechende, dieselbe vollkommen zu halten und zu mainteniren, und weder selbst dagegen in einigem Stücke zu handeln, noch zu gestatten, daß jemahls von andern dagegen gehandelt werde. Urkundlich haben Wir dieser Stadt Siegel hierunter drucken

unter.

unterschrieben, und mit Unserem Siegel befestigen lassen. Gegeben bey Dantzig den . . . 1717.

lassen. So geschehen Dantzig den 20. Septembr. (1. Octobr.) Anno 1717. 1718

(L.S.) Bürgermeister und Rath der Stadt Dantzig.

CCLXXVI.

Traité entre le Roy de France & Son Altesse Royale le Duc de Lorraine conclu à Paris le 21. Janvier 1718.

LE feu Roy de glorieuse memoire ayant toûjours eu à cœur de terminer & ajuster avec Mr. le Duc de Lorraine, tout ce qui restoit à exécuter à son égard en consequence du Traité de Paix conclu à Riswick le 30. Octobre 1697. Sa Majesté peu après ce Traité auroit nommé des commissaires, pour avec ceux dudit Duc examiner tous les points, Articles & difficultez, dont ils s'agissoit, à quoy ils se seroient respectivement emploïez pendant le peu de durée de cette Paix, mais la matiére s'étant trouvée d'une longue discussion, la Guerre survenue entre les principales puissances de l'Europe n'auroit pas permis de continüer les conferences tenues à ce sujet. La Paix n'eut pas plûtôt reparue par le Traité de Baden en 1714. que le feu Roy continuant dans le même desir, & en exécution de l'Article XII. de ce dernier Traité, auroit fait reprendre la negociation en 1715. en la Ville de Metz. Les Commissaires du Roy & du Duc y travailloient depuis plusieurs mois, & selon toute apparence ils l'auroient heureusement terminée; mais ayant plû à Dieu au mois de Septembre de la même année, d'apeller à soi le feu Roy, elle fut encore interrompue jusqu'au commencement de l'année 1716., que le Roy auroit à l'imitation du feu Roy, son Bisayeul, & de l'avis de Son Altesse Royale Monsieur Philippe Duc d'Orleans, petit Fils de France, Oncle du Roy, Regent du Royaume, fait reprendre & continuer les conferences pendant le cours des années 1716. & 1717. Et comme par le XXVIII. Article du Traité de Ryswick le Duc de Lorraine pour lui, & ses hoirs successeurs, doit être retabli dans la libre & plaine possession des Etats, Lieux & Biens, que le Duc Charles son Grand Oncle paternel possedoit en 1670., lorsqu'ils furent occupez par les armes du feu Roy, à l'exception neanmoins des changemens portez audit Traité de Ryswick. Qu'après une précédente & longue occupation du même Païs par les armes de Sa Majesté, commencée vers l'année 1633., il avoit été passé à Vincennes un Traité entre le feu Roy & le feu Duc Charles le dernier Fevrier 1661., par le XIX. Article du quel il avoit dû être retabli dans tous ses Etats & Seigneuries, même dans les villes, Places & Païs qu'il avoit autrefois possedez dependant des trois Evêchez Metz, Toul & Verdun, & généralement dans tout ce dont jouissoit son prédécesseur le Dernier Duc Henry lors de son decès arrivé en 1624. & qui pouvoit lui appartenir à titre de succession, échange ou

 acqui-

1718 acquiſition, à la reſerve de ce qui par ce Traité de 1661. a été uni, incorporé, & doit demeurer à la Couronne de France. Que ſur l'exécution de ce Traité étant ſurvenu pluſieurs difficultez, il en fut arrêté & ſigné un autre entre le feu Roy & ledit Duc Charles le dernier Aouſt 1663. par lequel il eſt porté qu'il ſeroit nommé au plûtôt des Commiſſaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui étoient ſurvenues depuis la ſignatures du Traité du dernier Fevrier 1661. ſur l'exécution d'icelui, & nommement touchant les Abbaïes de ſaint Epure, & de St. Manſuy, Phalsbourg, Marquiſat de Nomeny, & St. Avold, & autres lieux; leſquelles difficultez n'ont cependant jamais pû être terminées à cauſe de la ſeconde occupation de la Lorraine par les armes du Roy en 1670. tems auquel le Duc Charles faiſoit ſoliciter par ſes envoyez auprès du feu Roy, la deciſion d'icelles, & la pleine exécution de ce Traité, du quel & de celui de 1663. Le Duc de Lorraine à toûjours démandé l'exécution en vertu de celui de Ryſwick comme répréſentant le feu Duc Charles ſon Grand Oncle, & exerçant tous les droits & actions, reſultans deſdits Traitez. A quoy les Commiſſaires du Roy aïant fait difficulté, prétendans opoſer une fin de non recevoir tirée du Traité de Ryſwick contre ceux de 1661. & 1663. en ce que ledit Duc ne pouvoit être rétabli, en vertu & en conformité du Traité de Ryſwick, que purement & ſimplement, dans les Etats, lieux & Biens que le Duc Charles poſſedoit réellement & de fait en 1670; & la conteſtation aïant été portée au Conſeil, il y auroit été reconnu que le dit Duc avoit droit d'exercer les actions fondées ſur les Traitez de 1661, & 1663. de même qu'auroit pû faire ledit Duc Charles; enſuite de quoy les Commiſſaires de Lorraine aïant continué de ſoutenir leurs demandes, & produit leurs Titres, tant pour les reſtitutions des Villes, Païs & Lieux, avec les fruits & jouïſſances d'iceux, qui par les Traitez de 1661. & 1663. devoient revenir au Duc Charles, que pour l'Equivalent de la Ville & Prevôté de Longwy, avec reſtriction des jouïſſances & fruits de la dite Ville & Prevôté de Longwy; enſemble la reſtitution des autres Lieux dont le Duc de Lorraine étoit en poſſesſion avant & depuis l'année 1670. par lui prétendus en vertu du Traité de Ryſwick, & des fruits & jouïſſance d'iceux, & y ayant encore des abornemens à faire en exécution du même Traité & des ajuſtemens pour la liberté du Commerce, & pour la reciprocité entre les trois Evêchez & la Lorraine, ſuivant l'ancien uſage interrompu en quelques endroits par les troubles & par les Guerres, les Commiſſaires du Roy y auroient repondu par differens memoires & Titres, formé leurs demandes pour Sa Majeſté, & pour le ſoutien de ſes droits. Après pluſieurs conferences tenuës entre les Commiſſaires reſpectifs, où tous les Traitez ont été examinez, les difficultez diſcutées à fond, propoſé reſpectivement les échanges & abornemens convenables, meſuré, calculé & balancé l'étenduë & la valeur des Païs & des droits à ceder & à retenir, & enfin ſoigneuſement peſé tout ce qui reſtoit à ajuſter pour l'entière execution des Traitez: Et le Roy deſirant que le tout ſoit reglé par les commiſſaires qui de ſa part ont tenu leſdites conferen-

rences avec ceux de Lorraine, auroit à cet effet & du même avis de sa 1718
dite Altesse Royale Monsieur le Regent donné commission & Pleinpouvoir au sieur Dominique de Barberie, Chev. Seigneur de St. Contest, & autres Lieux, Conseiller d'Etat de Sa Majesté, son Ambassadeur & Plenipotentiaire ci-devant pour la Paix concluë à Baden, & au Sr. Henry François-de-Paule le Fevre, Chevalier Seigneur d'Ormesson, Amboille & autres lieux, Maîtres des Requêtes ordinaire de l'Hotel de Sa Majesté, Conseiller en son conseil des Finances.

Et Monsieur le Duc de Lorraine auroit pareillement donné ses commissions & Pleinpouvoir au Sieur Jean Baptiste de Mahuet, Chevalier, Baron de Drouville, Seigneur de Sauley, & autres lieux, Conseiller d'Etat, premier Président de sa Cour souveraine, son Envoyé Extraordinaire; & au Sieur François de Barrois, Chevalier, Baron de Manonville, Seigneur de Kœurs & autres lieux, Conseiller d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire: lesquels, après s'être communiquez réciproquement leurs dits Pleins-pouvoirs & Commissions, qui seront inserez à la fin du Présent, sont convenus des Conditions & Articles qui suivent.

Article Premier.

Les Traitez passez entre le feu Roi & le feu Duc de Lorraine Charles, le dernier Février 1661. & le dernier Août 1663. ensemble ceux passez entre le Roi & l'Empereur & l'Empire à Ryswick, le 30. Octobre 1697. & à Baden le 7. Septembre 1714. en ce qui concerne le Duc de Lorraine, devant servir de baze & de fondement au présent Traité, seront pleinement exécutez, si ce n'est en tant qu'il y sera expressement dérogé par celui-ci.

II. Sa Majesté par le XXXII. Article du Traité de Ryswick s'étant reservé la Forteresse de Saarlouïs avec une demie lieuë de circuit à désigner par les Commissaires du Roi & du Duc, laquelle Forteresse & demie lieuë de circuit sont demeurées à Sa Majesté en pleine Souveraineté à perpetuité; mais au lieu d'un abornement par la demie lieuë portée audit Traité, le Gouverneur de cette place pour le Roi ayant de concert avec les Officiers de Son Altesse Royale de Lorraine, conservé depuis la Paix de Ryswick jusqu'à présent, & pour le service de la Garnison, les villages de Listroff, Emstroff, Frawlouter, Roden, Beaumarais, avec l'emplacement de la ville de Valdrevange, les batimens qui y restent avec tous leurs Bans & Finages, les Fiefs, Censes, Metairies, & généralement toutes les dépendances enclavées dans l'étenduë des Bans & Finages desdits villages & ville de Valdrevange aux environs de Saar-Louïs, il a été convenu après l'aprobation du Conseil, que ce qui a été fait en cela par provision demeurera definitif; & en consequence que lesdits villages, emplacement de Ville, Batimens, les Bans & Finages, & leurs dépendances généralement quelconques, soit qu'elles excédent la demie lieuë ou non, demeureront incommutablement à perpetuité en pleine Souveraineté au Roi. Son Altesse Royale de Lorraine lui en faisant surabondamment, & en tant que besoin seroit, toute cession & transport; auquel

 effet

1718 effet il fera procedé, à l'abornement des Finages & dependances desdits lieux, par les Commissaires de part & d'autre, pour les separer d'avec les autres Lieux, Villages, Bans & Finages voisins apartenans à la Lorraine, & qui doivent lui rester, quand bien même quelque portion de ceux-ci rentreroit dans la demie lieuë de circonference de la Place, lesquels derniers Villages & Bans seront pareillement abornez, le tout sans prejudice des Droits de parcours dont les habitans desdits lieux ont d'ancienneté joui reciproquement pour le pâturage de leurs bestiaux sur les Bans les uns des autres, dans lequel usage ils sont maintenus pour toujours, sans pouvoir jamais y être troublez.

III. La Ville & Prevôté de Longwy avec ses apartenances & dependances etant conformement au XXXIII. Article dudit Traité de Ryswick, demeurées à perpetuité en toute souveraineté & proprieté au Roy, ses hoirs & successeurs, en echange de quoi Sadite Majesté a dû ceder à Son Altesse Royale une autre Prevôté dans l'un des trois Evêchez, de la même etenduë & valeur, dont on a dû convenir par des Commissaires respectifs. Cet echange n'ayant pu jusqu'à present être consommé, & le feu Roi ayant consideré qu'en vertu du même Traité, ses Troupes qui vont dans les Places frontieres, ou qui en reviennent, devant avoir le passage sûr & libre par les Etats du Duc; que d'ailleurs les Païs des Evêchez & de la Lorraine etant non seulement limitrophes, mais presque tous mutuellement enclavez, l'etenduë en entier de la Prevôté de Longwy etoit non seulement de difficile echange, mais peu necessaire au service de la Place, Sadite Majesté prit la resolution de ne retenir que la Ville de Longwy & quelques Villages aux environs. A quoi Sadite Alt. Royale auroit consenti, à la charge qu'il lui en seroit fourni l'Equivalent; & la proposition ayant eté portée au Conseil & aggréée, il a eté convenu que ledit Article XXXIII. du Traité de Ryswick demeurera restraint par le present, & n'aura lieu que pour les Villes hautes & basses de Longwy, & pour les Villages de Mexy, Herserange, Longlaville, Mont-Saint-Martin, Glaba, Autru, Piemont, Romain, Lexi & Rehon, avec tous leurs Bans, Finages & Dependances, & tout le Terrain qui peut apartenir au Domaine du Duc dans l'etenduë ou enclave desdits Bans & Finages, soit qu'ils excedent ou non la demie lieuë de circonference de la Place de Longwy, designée au Plan & Carte Topographique qui en a eté dressé. Le Duc cede pareillement la proprieté franche & dechargée de toutes dettes, engagemens & hypotheques, de toutes les Seigneuries, Justices, Fiefs, Censes, Metairies, Moulins, Droits, Domaines, Bois, Forêts, Revenus, & generalement de tout ce qui peut lui apartenir dans lesdites Villes & villages, lesquels avec leurs apartenances, dependances & annexes, demeureront incommutablement en toute souveraineté & proprieté au Roi, tant en vertu dudit Traité de Ryswick que du present, pour en jouïr par Sa Majesté & ses Successeurs, comme ladite Altesse Royale, & ses predecesseurs en ont joui, ou dû jouïr, & dont l'echange ou l'equivalent sera fourni, ainsi qu'il sera dit dans la suite.

IV. Le Bois nommé le Bois Mouchot, dont la Communauté des Habitans de Longwy est proprietaire, se trouvant situé sur le Territoi-

re

re du village de Sonn, dans la partie de la même Prevôté qui ſera renduë 1718
à la Lorraine, comme il ſera dit dans l'Article ſuivant; & Son Alteſſe Royale ayant une portion de ſon Bois nommé des Recrutes, qui entre dans la demie lieuë de circonference de ladite Place deſignée audit Plan & Carte, il a eté arrête que pour la convenance reſpective, ledit Bois de Mouchot demeurera au Duc, tant en proprieté que ſouveraineté, & ladite portion de Bois des Recruttes rentrant dans ladite demie lieuë, apartiendra en proprieté auxdits Habitans & Communauté de Longwy, pour en jouïr ſous la ſouveraineté du Roy: à l'effet de quoi elle ſera ſeparée du ſurplus de ladite Forêt des Recruttes, qui ſera reſtituée à Son Alteſſe Royale, par un foſſé & par des bornes qui ſeront plantées par les mêmes Commiſſaires qui procederont à l'abornement des lieux cedez au Roi, contre ceux de ladite Prevôté qui ſeront reſtituez au Duc.

V. Le ſurplus des villages & lieux de ladite Prevôté de Longwy, leurs Bans & Finages, apartenances, dependances & annexes, quand même quelques-uns rentreroient dans la ligne de la demie lieuë du circuit de la Place, ſe ſeront remis a Son Alt. Royale, pour en jouïr par elle, & les Ducs ſes ſucceſſeurs, en tous Droits de ſouveraineté & proprieté, comme ledit feu Roi Charles en jouïſſoit en 1670. Sa Majeſté en tant que beſoin ſeroit lui en faiſant toute retroceſſion, avec renonciation à cet egard au benefice à elle acquis par ledit Article XXXIII. du Traité de Ryſwick, & pour prevenir toute conteſtation au ſujet de la ſouveraineté & proprieté des lieux de la même Prevôté de Longwy qui reſtent à la France, & de ceux qui retournent à la Lorraine, il en ſera fait par des Commiſſaires de part & d'autre une deſignation, ſeparation, & abornement ſur les differens terrains, & ſur le pied de ladite Carte Topographique, ſans prejudice neanmoins du Droit de parcours pour le pâturage des beſtiaux des Habitans deſdits villages de l'une & de l'autre ſouveraineté, qui ſera reciproquement entretenu & conſervé ſuivant leur ancien uſage. Mais leſdits villages de l'une & de l'autre ſouveraineté demeureront dechargez; ſavoir, ceux qui reſtent à la France de toutes juriſdictions, bannalitez, ſervitudes, corvées & autres preſtations generalement quelconques, envers le Domaine du Duc, & reciproquement tous les lieux & Habitans de ladite Prevôté qui doivent lui retourner, ſont & demeurent affranchis, libres & dechargez de toutes juriſdictions, bannalitez, ſervitudes, corvées, & autres preſtations generalement quelconques, dont ils pourroient avoir eté ci-devant tenus envers le Domaine du Roi, & notamment les Habitans des villages de Gondrange, du Prieuré de Brehain-la-Cour, de la Magdelaine, Redrange, Athus, Aſch, Batincourt, Bury-la-ville, Houdlemont, & autres ſi aucun y a, de l'obligation de faucher, faner & voiturer les Foins des Prez nommez les Breuils du Chateau de Longwy, & en conſequence de la diviſion ainſi faite de ladite Prevôté, il a eté convenu que les Titres, Papiers & Enſeignemens qui peuvent concerner en particulier les villages & lieux de ladite Prevoté qui doivent revenir à Son Alteſſe Royale, lui ſeront reſtituez, & à l'egard des Titres qui peuvent concerner en commun, la ville & tous les villages de ladite Prevoté, comme ſont

1718 sont les comptes du Domaine de la Grurie & autres, ils seront partagés
en les divisant d'année à autre alternativement.

VI. Le Roi ayant retenu & etant demeuré saisi par le VI. Article du
Traité de 1661. des Places & Postes de Kaufman, Saarbourg, & Phals-
bourg en souveraineté & proprieté franche & dechargée de toutes det-
tes & hypotheques, & etant survenu en la même année 1661. des diffi-
cultez sur l'execution dudit Article entre les Commissaires de Sa Maje-
sté & ceux du Duc, au sujet des villages de la dependance dudit Phals-
bourg, & de celui de Niderwilers dependant de Saarbourg, faisant par-
tie des difficultez que l'on est convenu de regler par le Traité de 1663.
en ce que Sa Majesté n'a dû avoir que lesdits Postes & Places de Kauf-
man, Saarbourg, & de Phalsbourg, avec la demie - lieuë de route, & les
villages en dependans nommez en l'Article XIII. dudit Traité de 1661.
ou qui se trouveroient enclavez dans la largeur de la demie-lieuë qui de-
voit former ladite route, les Commissaires du Roi auroient pretendu
prendre d'autres villages dependans dudit Phalsbourg, & au lieu de sui-
vre la route par celui de Niderwilers, en auroient formé un autre qui
emporte des villages Lorrains non cedez, & neanmoins conservez tou-
jours celui de Niderwilers, ce qui faisoit un double emploi. Il a eté
convenu par le present que ledit village de Niderwilers, ensemble les
autres pris dans la dependance de Saarbourg, & de Phalsbourg en ladi-
te année 1661. demeureront au Roi, de même que les villages de Henri-
dorff, Lutzelbourg, Dann, Hultenhausen, Hassembourg & Wilsperg,
de la dependance de Phalsbourg, ensorte qu'avec les autres villages du-
dit Phalsbourg, compris dans la route, la Principauté entiere dudit
Phalsbourg apartiendra à Sa Majesté, auquel effet Sadite Altesse Roya-
le lui en fait cession & transport en proprieté & Souveraineté dechar-
gée de toutes dettes & hypotheques. Cede pareillement ledit Duc,
toutes les Seigneuries, Fiefs, Justices, Domaines, Bois, Forêts, Revenus,
& generalement tout ce qui lui apartient ou pouroit apartenir dans les-
dites Places, & Postes de Saarbourg & Phalsbourg, villages en depen-
dans cedez par le Traité de 1661. & par le present, leurs Bans & Finages,
apartenances & dependances, & annexes generalement quelconques,
dechargées de toutes dettes & hypotheques, pour demeurer uni & in-
corporé à la Couronne de France, ensorte que ledit Duc, ses hoirs &
successeurs n'y puissent jamais rien pretendre sous quelque pretexte que
ce soit.

VII. Le Duc renoncera & renonce en faveur du Roi, à tous droits
& pretentions de Souveraineté, de proprieté, ou autres, sur les villages
& Abbayes de S. Epure, & de S. Mansuy près de Toul, leurs Bans & Fi-
nages, sur les apartenances & dependances desdits Bans & Finages,
Droits & Domaines, si aucun Sadite Altesse y en a. Elle renonce pa-
reillement à tous Droits, & pretentions de Souveraineté & autres, sur
les villages de Vaucremont, Stoncourt, Viller, & Aurich, autrement
Ongerange, composant le Ban de S. Pierre; & sur les villages de Xousse
ou Xuïsse, Thonville, & Brulange, composant le Ban de la Rotte; leurs
Finages, apartenances & dependances, laquelle Souveraineté aparti-
endra

endra à l'avenir sans contredit au Roi, tant suivant ses anciens Droits & 1718
pretentions, qu'entant que besoin seroit, en vertu de la presente renonciation & cession, au moyen de quoi toutes les difficultez & contestations à regler pour ce regard par ledit Traité de 1663. demeureront eteintes & terminées.

VIII. Le Duc ayant la proprieté & Souveraineté de la Forêt de Kallenhoven, & par le V. Article du Traité de 1661. le Roi etant demeuré saisi de la place de Sierck; & du nombre de 30. villages en dependans, dont quelque-uns voisins de ladite Forêt y ont de toute ancienneté des usages pour chauffage, marnage & pâturage. Il a eté convenu pour prevenir toutes difficultez, que Sadite Altesse Royale cedera & cede à Sa Majesté en proprieté & Souveraineté, trois mille Arpens mesure ordinaire du Païs à prendre dans ladite Forêt, à commencer à l'extremité exterieure du Canton de Bois appellé de la Zigelleray ou de la Thuillerie, aboutissant du côté septentrional aux Bans des villages de Kerlingen & de Frichingen, & rentrer depuis ladite extremité dans le corps de ladite Forêt, continuant jusqu'à l'endroit où finira le toisé desdits 3000. arpents cedez, lesquels seront abornez & separez du reste de ladite Forêt par des bornes & par un fossé qui seront plantez & faits en presence des Commissaires de part & d'autre, dans lesquels 3000. arpents sont entendus compris les 300. arpens accordez par le feu Duc Charles à la Chartreuse de Rhetel pour la moitié du chauffage d'icelle, & moyennant ladite cession, Sa Majesté sera chargée dans lesdits 3000. arpens de fournir & laisser les usages anciens & accoutumez auxdits villages dependans de Sierck, & à ladite Chartreuse de Rhetel, le surplus de ladite forêt Lorraine en demeurant exempte, ensorte que chaque Souverain ne sera chargé dans ses forêts que des usages des villages & lieux de sa domination.

IX. Et comme le village de Frichingen dependant de la Lorraine, voisin de la forêt de Kallenhoven, & du Canton de Bois de la Thuillerie, se trouve enclavé & mêlé avec d'autres villages cedez au Roi en 1661. il a eté convenu que ledit village de Frichingen demeurera cedé à Sa Majesté en vertu du present Traité, pour être joint aux autres villages, François de la dependance de Sierck, & que ses habitans jouïront de l'usage qui leur apartient dans la portion de ladite forêt abandonnée au Roi, en echange duquel village Sa Majesté cede à Son Altesse Royale celui d'Ewendorff dependant dudit Sierck, domination de France, joignant d'autres villages Lorrains; lesquels villages de Frichingen & Ewendorff ainsi echangez avec leurs Bans, Finages & dependances; ensemble leurs Domaines & Revenus apartiendront à l'avenir, le premier au Roi, & le second au Duc, qui sera tenu de fournir aux habitans d'icelui dans sadite forêt de Kallenhoven, l'usage qu'ils peuvent y avoir.

X. Les villages d'Arnaville, Vilcey, Hageville, Jonville & Olley, qui ont eté retenus jusqu'à present sous l'autorité du Roi, ayant eté reconnus être d'une Souveraineté indivise entre Sa Majesté, à cause de la Terre de Gorze & Son Altesse Royale, à cause du Baillage de Nancy & de la Prevôté de la Chaussée, demeureront echangez & separez en enti-

er

1718 er pour eviter toutes contestations, ainsi qu'il en suit: savoir, que les villages de Vilcey, Hageville & Jonville, resteront en entier en Souveraineté au Roi, avec leurs Dependances, Revenus, Droits & Domaines particuliers qui y apartenoient ci-devant au Duc de Lorraine & de Bar, Son Altesse Royale faisant à Sa Majesté, en tant que besoin seroit, toute cession & transport de ses Droits & pretentions sur lesdits villages & dependances; & en echange, la Souveraineté des villages d'Arnaville, & d'Olley, avec leurs dependances, apartiendra en entier audit Duc, Sa Majesté lui faisant pareillement toute cession & transport des parts, portions & droits qui lui apartenoient èsdits lieux: bien entendu que le present echange & ajustement ne pourra nuire ni prejudicier aux droits, revenus, ni autres choses qui peuvent apartenir dans lesdits lieux à l'Abbé de Gorze, ou autres Seigneurs particuliers.

XI. Le Duc cede au Roi tous les Droits qu'il peut avoir en la Souveraineté, Justice & Domaine sur la Rue dite de Bar au village de Kunetange, Prevôté de Thionville, lequel apartiendra en entier sans contestation à Sa Majesté; en echange de quoi le Roi cede audit Duc le droit de Souveraineté, qu'il a sur l'emplacement du Château de Beauzemont, situé dans le village Lorrain du même nom.

XII. Son Altesse Royale en consideration du present Traité, renonce à tous ses Droits & pretentions sur les fruits & jouissances de tous les lieux & païs qui ont eté retenus sous la Domination de Sa Majesté, & contestez avant 1670. & depuis le Traité de Ryswick jusqu'à present; lesquels lieux & païs lui sont restituez, ou qu'elle abandonne par le present Traité, & en fait toute cession & remise à Sa Majesté, à la reserve neanmoins des jouïssances & fruits de la ville & Prevôté de Longwy, dont elle sera indemnisée par Sa Majesté suivant la liquidation qui en sera faite par des Commissaires de part & d'autre, à compter depuis l'Echange des Ratifications du present Traité; pour parvenir à laquelle liquidation, le Roi fera communiquer aux Commissaires du Duc les Comptes, Regîtres, & autres enseignemens qui ont servi à la jouïssance & perception des Revenus de ladite ville & Prevôté de Longwy.

XIII. Moyennant les cessions, renonciations du Duc, les ajustemens precedens, & en consideration de tout ce que dessus, le Roy tant pour remplir les changes & equivalens de la dite Ville de Longwy & des Villages & lieux en dependans, enoncez en l'Article III. du present Traité, & des Villages dependans de Phalsbourg & Saarbourg, & autres ci-devant enoncez qu'autrement, cede & transporte au Duc tous les droits de Souveraineté & autres qui peuvent apartenir à Sa Majesté sur la Ville & Fauxbourgs de Ramberviller, sur les lieux & villages de Jeaumenil, Housseras, Autrey, St. Benoist, Bru, Xaffeviller, Doncieres, Nossoncourt, Menil, Sainte Barbe, Anglemont, Bazien & Menarmont, leurs Bans & Finages, & sur toutes les Censes, Fiefs & Usuines y enclavées, leurs apartenances & dependances composant la Chatellenie dudit Ramberviller, sans en rien excepter, ensemble la souveraineté sur les bois nommez le grand Bois de la Chatellenie & de Fenne, dont la proprieté apartient à l'Evêché de Metz dans l'etendue de la dite Chatellenie

lenie de Rambervillcr, quoiqu'ils ne ſoïent pas compris dans celle des 1718
Bans & Finages des villages & lieux ci-devant nommez. Cede pareillement ſadite Majeſté ſes droits de Souveraineté ſur les villages de Rouille & Domtaille, avec tous leurs Bans & Finages, apartenances & dependances, ſans en rien excepter, leſquels quoiqu'ils ne ſoient pas originairement de ladite Chattellenie, y ſont ordinairement annexés, tous leſquels lieux & villages, ainſi qu'ils le ſont ci-devant ſpecifiez, apartiendront à l'avenir à perpetuité au dit Duc, ſes hoirs & ſucceſſeurs Ducs de Lorraine, en tous droits de Souveraineté & autres quels qu'ils ſoient qui y apartenoient ci-devant à Sa Majeſté à quelque titre que ce ſoit, en ſorte qu'elle & les Rois ſes ſucceſſeurs n'y puiſſent deſormais rien pretendre, ſans prejudice neanmoins aux droits de proprieté, Domaines, Revenus, Juſtices & Juriſdictions qui apartiennent dans leſdits lieux à l'Evêque de Metz & aux autres vaſſaux leſquels leurs ſont conſervez en leur entier; à la charge de faire exercer leſdites Juſtices & jurisdictions dans l'etenduë de la dite Chatelenie, & deſdits Rouille & Dontail, ſous le reſſort des cours ſuperieures du Duché de Lorraine, par des Officiers reſidens ſous ſa domination.

XIV. Le Duc poſſedant en tous droits de ſuperiorité territoriale la portion du Marquiſat de Nomeny qui lui eſt reſtée après le Traité de 1661. & la Chatelenie entiere de Hombourg, Saint Avold, Sa Majeſté a dechargé & dechargé ſa dite Alteſſe Royale pour raiſon de la dite Portion de Marquiſât, & de la dite Chatellenie entiere, leurs dependances & apartenances, de tous les droits de ſuprême domaine, Jurisdictions, & autres que la Couronne de France peut avoir acquis ſur icelles, tant par le Traité de Munſter en 1648. qu'autrement, même ſur les 3. moulins dudit St. Avold, & la Cenſe d'Oderfang dependante de l'un deſdits moulins, & ſur les villages de Henriville, & de haute Vigneulle, en Allemand d'Oberfilen, qui lui ſeront remis, ſi fait n'a eté, comme dependans dudit Saint Avold; deſquels droits de ſuprême Domaine, Jurisdictions & autres quels qu'ils puiſſent être, ſa dite Majeſté fait ceſſion & tranſport au Duc, pour du tout en l'Etat qu'il le poſſede après le Traité de 1661. en jouïr par ledit Duc, ſes hoirs & ſucceſſeurs en toute Souveraineté, comme de ſon Duché de Lorraine, auquel il demeurera incorporé.

XV. Sa Majeſté a pareillement dechargé les villages dependans de la terre & Seigneurie de Commerci & l'Abbaye de Rieval qui y eſt ſituée, du reſſort du Baillage & ſiege Preſidial de Vitry & par apel au Parlement de Paris, auquel reſſort ils ſont ſoumis; & de tous autres droits que Sa Majeſté auroit pû y pretendre, dont en tant que beſoin, elle fait toute ceſſion & transport à ſadite Alteſſe, la quelle en jouira paiſiblement à l'avenir en tous droits de Souveraineté, comme elle jouit actuellement de la ville de Commerci & des autres lieux & villages dependans de la dite terre & Seigneurie, en vertu du Traité paſſé entre le feu Roy & ledit Duc, le 7. May 1707. qui ſera au ſurplus ſuivi & executé, comme s'il etoit inſeré ici de mot à mot.

XVI. Sa Majeſté a encore cedé à ſon Alteſſe Royale les droits de Sou-

1718 Souveraineté & autres qui lui appartiennent à cause de son Château de Passavant, sur un fief apartenant aux sieurs de Grignoncourt & consorts dans le Village Lorrain de Martinvelle, & sur les dependances dudit fief dans ce Village, & sur son Ban & Finage, Sa Majesté, dechargeant en outre les habitans dudit village de Martinvelle, du droit de Sauvegarde, des quatre sols par menage qu'ils lui doivent a cause de son Chateau de Passavant.

Demeurera de même cedé audit Duc, le droit de Souveraineté appartenant au Roy sur quelques maisons du Village Lorrain de Boccange; ensemble le droit que Sa Majesté pourroit avoir sur partie du Territoire dudit Village, sans prejudice neanmoins des droits qui peuvent apartenir au Seigneur du Village de Burthoncourt du Païs Messin, sur lesdites Maisons, sur les residens en icelles, & même sur ledit territoire de Boccange si aucun droit il y a, lesquels droits lui sont conservez en leur entier.

Le Village de Maxey sous Brixey, & la Rue, dite la Rue du Fief, dans celui de Pagny sur Meuse, autrement de Blanchecoste, seront restituez au Duc, aïant eté justifié que le Duc Charles les possedoit en tous droits de Souveraineté, Justice & Domaine, en 1670. Et long tems auparavant, lequel Village de Maxey, Sa Majesté decharge des foi & Homage qui lui en etoient dûs, à cause de son Chateau de Monteclair, & les Habitans du même Village du droit de Sauvegarde, de deux sols par menage qu'ils doivent au dit Chateau.

Decharge pareillement ladite Ruë du Fief de Pagny de Foi & Hommage dûs à Sa Majesté à cause de son Chateau de Vaucouleurs à condition neanmoins que la dite Ruë du Fief sera & demeurera unie au corps dudit Village, faisant partie de la Prevôté de Gondrecourt dependant du Barrois, & comme telle comprise dans l'Hommage dû au Roi par ledit Duc, à cause du Barrois.

XVII. Sa Majesté fera restituer à Son Altesse Royale la Forest de Monderen & celle de Kallenhoven, aïant eté justifiée que les dites Forets apartiennent en Souveraineté à la Lorraine, & ne sont dans aucune des dependances des Villages de la Prevôté de Sierek, cedez à la France par le Traité de 1661. Bien entendu que cette remise n'aura lieu qu'après la distraction au profit de Sa Majesté de 3000. Arpens à elle cedez par l'Article VIII. du present Traité, & que le Duc sera tenu de fournir, & laisser prendre dans ladite Forest de Monderen & autres, de la domination du Roi, les usages & affoüages qu'ils peuvent y avoir, comme d'ancienneté suivant leurs Titres ou possessions.

XVIII. Les villages de Moulotte, de Mailly, de Leywiller, d'Ariance, & les Censes de Roza, de la Haute Voille, de Bouzonville, de Marien Flosfeld, & la petite Seigneurie ou Cense de St. Martin, située près de Nomeny qui apartenoient au Duc Charles, & qu'il possedoit depuis le Traité de 1661. seront rendus en toute Souveraineté a Son Altesse Royale.

XIX. La restitution provisionnelle que le Roi fit faire au Duc en l'année 1701. des Villages de Bulligny, Bagneux, Crezille, Martemont, Ain-

Aingerey, Tuillay aux Grozeilles, Sexey aux Forges, Colombay, Alain aux Bœufs, Viterne, le Montrot, Crepey, Selaincourt, & Manoncourt, dependans de sa Prevôté de Gondreville, & des villages de Vaxy, Puttigny, Gerbecourt, & Lubecourt, qui composent le val de Vaxy, dependant de sa Prevôté d'Amance, lesquels avoïent eté retenus sous l'obeïssance du Roi depuis le Traité de Paix de Ryswick, vaudra & tiendra pour definitive, sans qu'à l'avenir sadite Altesse Royale doive ni puisse plus être troublée en la possession de la Souveraineté desdits lieux, sous quelque pretexte que ce soit. 1718

XX. Sur la difficulté concernant l'etat & sujettion personnelle des Curez des villages ci après, qui restoit indecise depuis les traitez passez le 2. Octobre 1704. & 21. May 1705. entre le Sieur de Harrouys Intendant en Champagne, Commissaire du Roi, & le Sieur de Sarrasin Conseiller d'Etat, Commissaire du Duc, par lesquels Traitez, ils ont procedé conjointement dans les villages de Burey en vauz, Badonviller, Goussaincourt, Espiez, Lezeville, d'Ainville & Saint Germain, dont la Souveraineté est indivise entre Sa Majesté, à cause de ses Prevôtez de Vaucouleurs, d'Andelot & de Grand, & sa dite Altesse Royale à cause de ses Prevôtez de Gondrecourt & de Foug, à la reconnoissance des Habitans qui y doivent être sujets du Roy, & à celle des Habitans qui y doivent être sujets du Duc, conformement aux anciens usages y observez; il a eté convenu que lesdits Traités seront suivis & executez, & que pour terminer toute contestation sur le fait desdits Curez, ceux qui sont actuellement pourvûs des Curés desdits Villages, sous quelque domination & en quelques païs qu'ils soïent nez, seront tous reputez & tenus sujets du Roy & que les Curez qui leur succederont immediatement dans lesdites Curez, sous quelque domination & en quelque païs qu'ils soïent nez, apartiendront au Duc, & après la mort de ces derniers, leurs successeurs seront sujets du Roi, & ainsi alternativement, à mesure que les Curés vaqueront & seront rempliez, les Curez apartiendront tantôt à Sa Majesté & tantôt à son Altesse Royale.

XXI. L'Abornement fait par le Gruyer de Coiffy ès mois de Novembre & Decembre 1678. Janvier, Avril & Juin 1679. de la Forest de Passavant en la partie de France, demeure nul & comme non advenu, par rapport aux limites de la dite Forest vers le septentrion; Et en consequences les bornes qu'il y fit planter sous les nombres 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. & 81. comme aussi celle du milieu de la Verrerie de Saint-Vaubert, autrement dit de Thomas, non designée dans les Procès verbaux desdits mois, seront retirées & supprimées: ce faisant, le Duc demeurera maintenu en la possession de la Souveraineté de toute l'etenduë du Territoire de ladite Verrerie, suivant l'enceinte des anciennes petites bornes marquées de croix de Lorraine qui sont jusqu'à l'allignement de la Chapelle de St. Vaubert. Ledit Duc demeurera pareillement en possession de la Souveraineté & proprieté du terrain en nature de forest qui est à l'orient du territoire de ladite Verrerie, jusqu'au territoire de celle du Morillon comme faisant ledit terrain une partie de la forest d'Attigny jusqu'aux huit anciennes grandes Bornes commençant la

1718 la premiere vers le milieu de l'allignement meridional du territoire de la Verrerie du S. Vaubert; laquelle derniere Borne fait la separation des trois Provinces, de Champagne, de Lorraine & du Comté de Bourgogne, desquelles huit bornes, ensemble de celles qui separent le territoire de la verrerie de Saint-Vaubert du côté meridional, il sera fait visite & reconnoissance par des Commissaires respectifs qui feront marquer les armes de France, sur lesdites bornes du côté qu'elles regardent la forest de Passavant, en laissant celles de Lorraine qui se trouveront sur l'autre face, si mieux lesdits Commissaires n'estiment convenir d'y mettre de nouvelles bornes, qui soient parfaitement uniformes & semblables à celles qui furent plantées entre les deux portions de ladite forest de Passavant par des Commissaires respectifs en 1584. pour servir de limites des Souverainetez.

XXII. A l'egard de la partie de forest appellée vulgairement le Bois du differend qui ne fut point partagé en 1584. il est convenu que le partage en sera fait pas les mêmes Commissaires en deux portions egales, & que celle qui sera joingnante à la partie de la forest de Passavant, tombée au lot de Sa Majesté en 1584. y demeurera reunie tant en Souveraineté qu'en proprieté; & l'autre partie apartiendra à sadite Altesse Royale, tant en Souveraineté qu'en proprieté; à l'effet de quoy il sera mis entre lesdites deux portions du Bois du differend, des bornes conformes à celles qui furent plantées pour separer les portions de la forest de Passavant en 1584.

XXIII. Le Roi donnera ordre pour faire remettre incessament audit Duc, la Ville de Saint-Hypolite, avec ses apartenances & dependances, comme elle fut remise au Duc Charles aprés le Traité de 1661. pour en jouïr par sadite Altesse Royale en tous droits de souveraineté, justice & domaine, de même qu'en jouissoit ledit Duc Charles en 1670. & que lui & ses Predecesseurs en avoient jouïs auparavant.

XXIV. La forest situëe sur le penchant meridional du Val de Lievre appellé Hynderwaldt par les communautez de Berkeim, de Saint Hipolité & d'Orschweiler, leur demeurera propre & commune depuis le confluent des deux ruissaux de Bolembach, en suivant les bornes que l'on y trouve plantées jusqu'à la recontre d'un Rocher qui est marqué d'une croix au confluent des deux ruisseaux de Watembach, & en remontant sur la droite, & le long du ruisseau du grand Watembach, jusqu'à la rencontre du grand Rocher nommé Reinolstein autrement Ramelstein, qui est au sommet de la Montagne appellé Denkel, autrement Hury, de toutes lesquelles bornes, il sera faite une description, Procès verbal, & Carte Topographique par des Commissaires qui seront nommez de part & d'autre, lesquels pourront encore en faire planter d'autres ès lieux où ils le trouveront à propos, & même depuis le confluent des deux Watembachs, jusqu'audit Rocher de Ramelstein, sans prejudice neanmoins aux droits de pâturage que les Habitans de Lievre ont dans ladite forest, & à la proprieté des Terres ou Prez qui y sont enclavez, lesquels ne sont pas en nature de Forest, dont ils continueront de ti-

rer librement les fruits conformement à la ſentence arbitrale datée du Mecredi après le Dimanche de *Jubilate* de l'année 1516. 1718

XXV. Leſdites trois Communautez de Berkeim, Saint Hypolite & Orſchweiler jouïront de ladite Foreſt de Hynderwald par indivis, comme elles ont fait ci-devant & jusqu'à preſent, & les officiers de chacune deſdites Communautez y auront jurisdiction en premiere inſtance par prevention les uns ſur les autres. Ce faiſant, ils auront droit de connoitre des meſus, delits & malverſations, dont leurs foreſtiers auront fait rapport, ou dont ils auront les premiers dreſſé des Procès verbaux dans les cours de leurs viſites; & en cas d'apellations de leurs Jugemens, elles ſeront portées par devant les juges ſuperieurs de la communauté dont les officiers auront prevenu, en ſorte que les appellations des Jugemens rendus par ceux de Berkeim & d'Orſchweiler, ſeront portées par devant les tribunaux ſuperieurs de la Province d'Alzace, & celles des Jugemens rendus à Saint Hypolite, ſeront portées par devant les Tribunaux ſuperieurs de Lorraine, tous leſquels Juges ſuperieurs pourront indiſtinctement èsdits cas de reſſort, faire les deſcentes, vûes de lieux, enquêtes & toutes autres procedures neceſſaires dans ladite Foreſt que le cas requerera, ſans pour ce acquerir aucune jurisdiction privative ſur icelle, ni prejudicer aux droits & autorité de l'autre ſouveraineté.

XXVI. Et en conſequence, la Montagne particuliere appellée le Spiedmont par les Habitans de Lievre, commençant depuis ledit rocher qui eſt au confluent desdits deux ruiſſaux de Watembach, en remontant à l'Occident de celui du grand Watembach jusqu'à la rencontre dudit Rocher de Ramelſtein, avec le terrain qui s'etend depuis cet alignement jusqu'aux bornes ſeparatives du Ban de Sainte Croix, ſouveraineté de Lorraine, eſt declarée apartenir & faire partie du Ban de Lievre ſouveraineté de Lorraine.

XXVII. Sa Majeſté ſe deporte des pretentions mûës depuis peu ſur Sainte Marie aux Mines, & le Val de Lievre en la partie appellée de Lorraine, ſur la Seigneurie de Tanviller & dependances, ſur un quart du Village de Herange & pretenduës dependances, ſur la Seigneurie du Dordal & ſur le Village de Manonviller, à l'exception de quelques maiſons ſituées dans ce dernier Village, qui dependent de la Seigneurie de Herbeviller, Lanoy Evêché de Metz, de tous leſquels lieux Son Alteſſe Royale continuera de jouïr comme ci-devant en tous droits de ſouveraineté, ſans aucune reſerve, & ſans pouvoir elle ni ſes ſucceſſeurs y être troublez à l'avenir ſous quelque pretexte que ce ſoit, le tout neanmoins ſans prejudice des droits des Seigneurs particuliers ſur quelques uns desdits lieux, lesquels leur demeurent conſervez en leur entier.

XXVIII. Les Evêques de Metz, Toul & Verdun pretendans que les Ducs de Lorraine poſſedent depuis long-tems pluſieurs Terres & fiefs ſituez dans les Etats desdits Ducs, leſquels fiefs & Terres proviennent originairement du temporel desdits Evêchez, dont les anciens Ducs de Lorraine ont prêté Foi & Hommage auxdits Evêques, ils ont demandé la continuation deſdites Foi & Hommage; & ſon Alteſſe Royale

1718 yale aïant ſoutenu que par le Traité du dernier Fevrier 1661. Art. XIX. Le Duc Charles aïant eté remis & retabli dans la poſſeſſion & jouïſſance de tous les autres Etats, & Seigneuries qui lui furent lors reſtituez, même des Villes, Places, & Païs, qu'il avoit autrefois poſſedez dependans deſdits trois Evêchez, & generalement tout ce dont le dernier Duc Henry jouïſſoit lors de ſon decès arrivé en 1624. & qui pourroit lui appartenir à titre de ſucceſſion, echange ou acquiſition, à la reſerve de ce qui par le même Traité a eté incorporé à la Couronne de France, & ce pour en jouïr par ledit Duc Charles en tous droits de Souveraineté, juſtice & domaine en la même maniere que ledit Duc Henry en jouïſſoit, ſans que ledit Duc Charles ni ſes ſucceſſeurs y puiſſent être troublez ſous quelque pretexte que ce ſoit & ſous les autres conditions portées par ledit Article XIX. Qu'ainſi le Duc regnant ne pouvoit être tenu à cet egard que comme le Duc Charles ſon grand Oncle l'a eté en vertu dudit Article XIX. Il a eté convenu & arreté par le preſent que ledit Duc & ſes ſucceſſeurs Ducs de Lorraine, ſeront ſeulement à l'avenir obligez & tenus de prêter & faire les Foi & Hommage auxdits Evêques pour les Terres & fiefs ſituez dans ſes Etats qui peuvent provenir du temporel deſdits Evêchez, & dont leſdits Evêques juſtifieront que le Duc Henry ou le Duc Charles leur auront rendu & prêté les Foy & Hommage, leſquels ſa dite Alteſſe Royale & les Ducs ſes ſucceſſeurs ſeront tenus de rendre, comme les Ducs Henry & Charles ont fait.

XXIX. En conformité de l'Article XXXV. du Traité de Riſwick, les Benefices Eccleſiaſtiques qui ont eté conferez par Sa Majeſté juſqu'au jour de la ſignature du preſent Traité, dans les lieux que Sa Majeſté fera remettre à la Lorraine comme etant de ſon ancienne dependance, ſeront laiſſez aux Poſſeſſeurs modernes qui les ont obtenus. Il en ſera uſé de même & reciproquement dans les lieux retenus, cedez & incorporez à la Couronne de France, & dans ceux cedez à la Lorraine par le preſent Traité dans leſquels Sa Majeſté & ſon Alteſſe Royale, chacun dans ſa domination reſpectivement, pourront exercer les droits de Patronage, Nomination & autres, que l'un ou l'autre des deux Souverains y ont exercez, leſquels leur demeureront transferez avec leſdits Païs, pour eux & leurs ſucceſſeurs.

XXX. Pour maintenir la tranquilité entre les ſujets des païs & lieux qui par le preſent Traité doivent paſſer de la domination de Sa Majeſté ſous celle de ſon Alteſſe Royale à titre de reſtitution, il eſt convenu que l'Article XXXVI. dudit Traité de Riſwick ſera executé à leur egard; ce faiſant, que toutes les procedures, ſentences, decrets & autres actes faits & rendus par les Tribunaux, Juges & autres Officiers de Sa Majeſté au ſujet des differends & actions jugez definitivement, tant entre les ſujets des deux Souverains qu'autres, du temps que Sa Majeſté a poſſedé ledit Païs & lieux jusqu'au jour des Ratifications du preſent Traité, auront lieu & ſortiront leur plein & entier effet, de même que ſi Sa Majeſté en etoit reſtée en poſſeſſion, & il ne ſera point permis de revoquer en doute leſdits actes, ſentences, decrets, & les annuler, ou d'en retarder ou empêcher l'execution, mais il ſera libre aux Parties d'a-

voir

voir recours à la revision des Procez, selon l'ordre de la disposition des 1718
Loix & ordonnances du Païs, les sentences & jugemens demeurant cependant en leur force & vigueur, de même que les Lettres de justice & de grace, même de retrait feudal que Sa Majesté peut avoir accordées.

XXXI. Et quant aux procedures sentences ou jugemens qui pourroient avoir eté faits & rendus, soit avant ou depuis le Traité de Riswick, à l'occasion des lieux qui dependoient ci-devant des Etats du Duc, & que Sa Majesté lui fait rendre, par lesquelles procedures, sentences ou jugemens, les droits que ledit Duc peut avoir par devers lui en plusieurs causes auroient eté blessez, l'Article XLII. dudit Traité de Riswick sera executé comme s'il etoit inseré ici de mot à mot.

XXXII. Dans tous les païs, villes, villages & lieux cedez, echangez, ou rendus par le present Traité, les vassaux sujets ou habitans de quelque qualité & condition qu'ils soient sans aucune reserve, demeureront du jour de l'echange des ratifications du present Traité dechargez, quittes & absous de foi, hommage, sermens de fidelité, obeïssance, services, jurisdictions & sujections dont ils etoient tenus precedemment envers celui des Souverains qui les cede, echange ou rend, & ils passeront immediatement sous la foi, hommage, serment de fidelité, obeissance, service, jurisdiction & domination de l'autre Souverain, sous lequel ils doivent rester par le present Traité, & de ses successeurs à perpetuite, sans que l'autre Souverain ni ses successeurs y puissent à l'avenir rien pretendre, sous quelque pretexte que ce puisse être, derogeant l'un & l'autre respectivement à cet effet à toutes loix, coûtumes, statuts, constitutions & ordonnances, même qui auroient eté confirmez par serment faisant au contraire, aux quelles & aux clauses derogatoires, & aux derogatoires des derogatoires, il est expressement derogé par le present Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques raisons, & pretexte qu'elles puissent être fondées, & en consequence celui des deux Souverains auquel lesdits lieux, villes, villages & Païs, vassaux, sujets & habitans devront apartenir par le present Traité, pourra en vertu d'icelui, s'en mettre en possession sans avoir besoin d'autre formalité, si bon lui semble, bien entendu neanmoins que tant à l'egard de Ramberviller, sa Chatellenie & dependances, & autres lieux qui par le present Traité passent sous la domination dudit Duc, que des lieux de l'ancienne dependance de la Lorraine qui sont restituez, l'Article XXXIV. du Traité de Riswick aura lieu & sera executé comme s'il etoit inseré ici de mot à mot; ce faisant les Troupes de S.M. qui vont dans les Places frontieres ou qui en reviennent, auront le passage sûr & libre dans lesdits lieux & Païs, de même que dans le surplus des Etats de sa dite Alt. Royale en la maniere portée audit Article XXXIV.

XXXIII. Par l'Article XL. du Traité de Riswick ayant eté stipulé que l'on conservera entre la Lorraine & les Evêchez de Metz, Toul, & Verdun, l'ancien usage & liberté de Commerce qui doit doresnavant être tres-exactement observé avec avantage reciproque des deux Parties, il a eté jugé à propos pour l'utilité commune desdits Evêchez & de la Lorraine, d'expliquer par le present Traité plusieurs points, & de regler les difficultez à l'occasion de l'ancien usage & liberté de Commerce

1718 ce entre ces deux païs, même d'ajouter audit Article du Traité de Riswick concernant cette matiére, afin que la reciprocité qui à eté l'objet desdits usages & des concordats si souvent reiterez entre les Evêchez & la Lorraine, soit encore mieux entretenue, ainsi qu'il sera porté par les Articles suivans.

XXXIV. En execution des mêmes concordats & des Privileges respectivement accordez pour le Commerce entre les villes & Evêchez de Metz, Toul & Verdun, & leurs Territoires, & les Etats de Lorraine, Terres & Païs apartenants au Duc, il y aura une entiere liberté de Commerce & de communication reciproque entre les deux Païs pour y faire entrer, vendre & debiter ou simplement passer, traverser & sortir toutes sortes de denrées, vivres & marchandises du cru ou de la fabrique des deux Païs, à la charge de satisfaire aux Peages anciens seulement, tels & en la maniere declaré ès Articles suivans, sans qu'il puisse à l'avenir être demandé ni levé de part ni d'autre aucuns autres anciens droits quels qu'ils puissent être au prejudice de la dite liberté de Commerce pour le besoin & pour la consommation mutuelle desdits deux Païs.

XXXV. Les habitans des mêmes Païs pourront encore reciproquement y faire entrer, vendre & debiter, ou simplement passer, traverser & sortir des denrées, vivres & marchandises provenans des manufactures & Etats Etrangers, en satisfaisant aux anciens peages comme en l'Article precedent. Et en cas de Marchandises etrangeres, dont l'entrée, l'usage ou le Commerce seroient prohibez, dans l'une ou dans l'autre des deux dominations, elles y pourront passer de bout, traverser & sortir en observant les conditions & precautions exprimées ès Articles 58. 59. 60. 61. 62. & 63. du present Traité & toûjours en satisfaisant aux anciens Peages.

XXXVI. Ce qui est porté par les deux Articles precedens sera pareillement pour & dans les villes & lieux faisant partie de la Generalité de Metz, qui ont eté cedez à la Couronne de France, soit par l'Espagne dans le Traité des Pirennées du 7. Novembre 1659. soit par le Duc Charles de Lorraine dans le Traité de Vincennes du dernier Fevrier 1661. soit par son Altesse Royale dans le Traité de Riswick du 30. Octobre 1697. & dans le present: toutes lesquelles villes & lieux etant limitrophes, enclavez, ou voisins des Etats du Duc, participeront à la liberté, reciprocité & mutuelle communication en la maniere ci-devant enoncée, bien entendu que les villes, lieux, & Païs dependans de l'intendance de Champagne, qui sont pourtant de la Generalité de Metz pour le fait des Impositions ordinaires, demeurent exceptez, comme du passé du benefice desdits reciprocité & concordats.

XXXVII. Tous lesdits sujets de part & d'autre pourront librement & en tout temps tirer & transporter les fruits, vivres & denrées de leur crû & concru, de l'un desdits Païs à l'autre, excepté en cas de disette si considerable, que si les fermiers ou cultivateurs des heritages païant à leurs Maîtres en grains le prix de leurs Baux ou administrations vulgairement appellé Canon, il ne restat pas ausdits fermiers des grains en

en ſuffiſance pour reenſemencer les terres affermées, en ce cas les Proprietaires ſeront obligez de leur laiſſer les ſemences neceſſaires, ſauf à les reprendre par preference & privilege à la recolte ſuivante. 1718

XXXVIII. Pourront auſſi les ſujets des deux Païs, achêter, commercer & tranſporter toutes Eſpeces de fruits, vivres & denrées autre que de leur cru & concru reciproquement comme bon leur ſemblera, à condition neanmoins qu'en cas de diſette conſiderable, il ne leur ſera pas permis de faire ſortir deſdits deux Païs, les choſes neceſſaires à la vie, qu'ils y auront achêté ou Commerce pour les envoier dans aucuns autres Païs quels qu'ils ſoient, leſquels Païs, audit cas de diſette, ſont par le preſent Traité reputez Etrangers, par raport aux Païs de la Generalité de Metz compris dans le preſent Traité, & aux Etats de ſadite Alteſſe Royale, l'intention de ce concert de reciprocité, n'etant que pour ſubvenir en cas de diſette aux beſoins & à la conſommation naturelle deſdits deux Païs.

XXXIX. Les habitans deſdits Païs auront la faculté de transporter d'un Païs à l'autre franchement & librement en tout tems, même en cas de diſette, les gerbes de grains, les foins, les raiſins ou vendanges & autres fruits qu'ils recueilleront en eſpece ſur les heritages dont ils ſont proprietaires, Fermiers ou Cultivateurs, ſituez dans les Bans & Finages dependans de l'un ou de l'autre Païs, lorſque leſdits heritages feront partie & ſeront dans la proximité des Metaires, Fermes, Gagnages & Terres dont le corps ou le Gros ſera ſitué en celui de l'autre Etat ou Païs où reſide le ſujet qui en voudra faire le transport, ſans que pour raiſon d'icelui, il puiſſe être aſſujetti à aucune ſorte de droit.

XL. La même liberté & faculté ſubſiſtera pour tous les fruits, vivres & denrées que les ſujets de chacun deſdits Etats & Païs auront de leur crû ou concrû ès biens qui leur apartiennent, où qu'ils tiendront à ferme ou à loyer dans le detroit du Territoire particulier où ils feront leurs reſidences, leſquels fruits, vivres & denrées ils pourront librement tranſporter d'un lieu dudit Païs à l'autre, quand bien même dans ce tranſport ils paſſeroient accidentellement ſur quelques parties du Territoire de l'autre Etat & Païs, comme Territoire emprunté, ſans que pour raiſon de ce Paſſage, il puiſſe être exigé aucun droit quel qu'il ſoit.

XLI. Il a eté convenu que les anciens Peages des Etats & Païs du Duc de Lorraine ſont les droits de haut-conduit ſpecifiez dans ſa declaration du mois d'Aouſt 1704. fondée ſur les anciennes ordonnances, reglemens & tarifs de ſes predeceſſeurs, ſuivant la quelle declaration tous leſdits ſujets de la generalité de Metz compris au preſent Traité, payeront le droit de haut conduit, à la reſerve de ceux qui ſeront compris dans les Articles 43. 44. 45. 46. & 47. ci-après, qui ne le payeront que ſuivant les modifications y enoncées, & en conſequence les Bureaux etablis tant avant que depuis ladite declaration & tous les autres que ſadite Alteſſe Royale & ſes ſucceſſeurs ou leurs Fermiers Generaux trouveront à propos d'etablir ou de changer dans la ſuite pour la perception deſdits droits, ſubſiſteront, à condition toutes fois que le droit de haut-conduit ne ſera levée qu'une ſeule fois dans chacun des cinq diſtricts ou depar-

1718 departemens qui ſont la diviſion de ſon Païs, conformement à la dite declaration, au moïen de quoi il ne ſera donné aucun empêchement aux voituriers ou conducteurs de marchandiſes ou denrées ſujettes à ce droit; lorſqu'ils l'auront payé au premier Bureau du diſtrict ou ils paſſeront en repreſentant aux Commis des autres Bureaux du même diſtrict ſur la route, l'acquit de paye du Bureau où ils auront acquité le droit.

XLII. Les acquits de paye de haut-conduit ſeront expediez ſous les noms des voituriers & conducteurs deſdites marchandiſes & denrées, il ne ſera delivré qu'un acquit pour toutes celles qui ſeront compriſes dans une ſeule lettre de voiture, & ſous la conduite d'un même voiturier.

XLIII. Les Traitez & conventions paſſées en 1614. 1615. & autres annexées entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, ſont confirmez par le preſent; & en conformité de ce qui eſt y porté, les ſujets & habitans de l'Evêché de Metz, ſeront exempts des droits de haut-conduit pour tous les grains, foins, pailles & bois provenant de leur crû & concrû, ſoit en les y tranſportant des Païs du Duc dans ledit Evêché pour les y conſommer, dudit Evêché dans les Païs de ſon Alteſſe Royale pour ſoit les y commercer, mais ils ſeront ſeulement aſſujettis au droit de haut-conduit pour les fruits, denrées & effets qui leur proviendront d'achât, commerce, ferme, ou admodiation qu'ils auront faits tant dans leſdits Païs de l'Evêché & de Lorraine que hors d'iceux, ſuivant les tarifs reglez par leſdits Traitez pour les diſtricts de Chateauſalin, de Nancy, & de Salin, l'Etape y enoncez ſous les denominations de Salone, Drouville & de Domepure, & ce pour les choſes marquées auxdits Tarifs ſeulement.

XLIV. Tous les habitans & ſujets de la ville de Phalsbourg, des villages & dependances de la Principauté dudit Phalsbourg, cedez au Roy tant par ledit Traité du dernier Fevrier 1661. que par le preſent, les habitans de la Ville de Saarbourg, des villages de Niderſwiler & autres compris dans la route de Metz audit Phalsbourg, formée en execution du même Traité de 1661. ſont faits participans des diſtinctions & avantages acquis dans les Etats du Duc aux ſujets & habitans de l'ancien territoire de l'Evêché de Metz, par les conventions d'entre les Evêques de Metz & les Ducs de Lorraine, moyennant quoi la reciprocité y ſtipulée en faveur des ſujets deſdits Ducs dans ledit Evêché de Metz ſera à leur egard pareillement pratiquée dans leſdites villes & lieux de Phalsbourg, Saarbourg, Niderſwiler & autres enoncez au preſent Article.

XLV. Les Bourgeois & Habitans de la ville de Toul & Païs Toulois, demeureront exempts, & dechargez des droits de haut-conduit de Saint Epure, dont le Bureau eſt transferé à Gondreville dans tout ſon diſtrict pour toutes ſortes de fruits, denrées & marchandiſes neceſſaires à leurs propres beſoins & conſommations dans ladite ville & Païs Toulois. Seront encore leſdits Bourgeois & Habitans exempts de tout droit de haut-conduit dans les quatres autres diſtricts

pour

pour les fruits & denrées de leur crû & concru qu'ils transporteront 1718
des Etats du Duc dans ladite ville de Toul, & Païs Toulois, pour y être consommez, & reciproquement les sujets dudit Duc seront exempts de tous droits pour le transport ou passage des fruits & denrées de leur crû & concru qu'ils transporteront desdites villes de Toul & Païs Toulois dans les Etats de sadite Altesse Royale, pour y être pareillement consommez; mais les Bourgeois & Habitans de la ville & Païs Toulois, resteront comme du passé sujets aux droits de haut-conduit pour les fruits, denrées, & Marschandises qu'ils feront passer par les Etats du Duc pour les transporter ailleurs que chez eux & reciproquement les sujets de son Altesse Royle payeront les anciens droits à Toul & Pays Toulois dans ce dernier & pareil cas.

XLVI. Il ne sera exigé ni perçu aucun droit de haut-conduit sur les menues denrées qui seront portées en la ville de Verdun pour y être consommées, soit quon les porte à bras ou à hottes, ou qu'elles y soyent voiturées par chevaux, Anes, Chars, & Charettes, comme Braise, Charbons, Fagots, Bois de Chauffage, Volailles, Poissons, Pommes, Poires, & autres menus fruits qui paroitront visiblement être destinez à l'usage des Bourgeois & Habitans de la même ville.

XLVII. Et en ce qui concerne les anciens droits que les sujets dudit Duc seront obligez & tenus de payer dans les 3. Evêchez & autres villes & lieux de la Généralité de Metz, compris au présent Traité, lesquels droits il est necessaire de constater pour prevenir toutes difficultez tant par rapport aux Origines & aux differens établissemens desdits droits, qu'aux époques des anciens concordats; il a été convenu que pour les villes & Lieux des 3. Evêchez & terre de Gorze, ces droits seront fixez & arrêtez sur le pied de l'usage de l'année 1600. dont on dressera des Tarifs par Commissaires de part & d'autre sur les Titres, Documens, Registres, renseignemens ou usage à raporter par les villes & lieux des trois Evêchez & de la Terre de Gorze.

Et à l'egard des anciens droits du Roy, ou des villes dans les Païs & lieux cédez par l'Espagne à la Couronne de France, & qui sont joints à la Généralité de Metz, ils seront fixez à l'époque de l'année 1642. sur les Titres, Registres, Tarifs, Renseignemens, & usages à porter par les fermiers du Roy, leurs préposez ou Commis & par les officiers des villes.

Au cas qu'il plaise au Roy de faire ci-après percevoir les anciens peages de Lorraine dans les lieux cédez à Sa Majesté par les Ducs, ils seront fixés comme il en suit dans les villes de Longwy, Marville, Saarlouis & Sierck, & villages & lieux en dépendans, qui y sont sous la domination de France. Savoir que les sujets de Lorraine residens dans le district ou département dudit haut-conduit du Barrois, ne payeront point le droit, du haut-conduit dans Longwy, Marville & dépendances, & réciproquement les sujets du Roy desdites villes de Longwy, Marville, & dépendances, seront exempts du haut-conduit du Barrois dans tout son district, mais le surplus des sujets du Duc ve-

1718 nant esdites villes de Longwy, Marville & dépendances, payeront le haut-conduit du Barrois.

Les Sujets de sa dite Altesse Royale residans, dans l'étenduë du haut-conduit de Chateausalin, ne payeront pas le droit d'icelui dans les villes de Saarlouïs, Sierck, & leurs dependances, & reciproquement les sujets desdites villes de Saarlouïs, Sierck & dépendances seront exemps du droit de haut-conduit de Chateausalin dans tout son district; mais le surplus des sujets de Lorraine venant desdites villes de Saarlouïs, Sierk, & dépendances, payeront le haut-conduit de Chateausalin, le tout suivant que les droits de haut-conduit du Barrois & de Chateausalin sont énoncez dans la declaration de Lorraine du mois d'Aoust 1704. à l'exception neanmoins des cas portez aux Articles XXXIX. & XL. du présent, pour lesquels les sujets des deux Souverains démeurent reciproquement exempts de tous peages & droits.

XLVIII. Les sujets de son Altesse Royale qui viendront déposer leurs Bois sur le port de la Riviere de mozelle près la ville de Toul, y payeront les droits de la ville sur ledit port, tant & si long-tems qu'ils voudront s'en servir seulement.

XLIX. Outre les droits anciens de Lorraine ci-devant specifiez, que les sujets de 3. Evêchez & des Païs dépendans de la Généralité de Metz, compris dans le présent Traité, doivent païer dans les Etats du Duc; ils seront encore obligez de payer tous les autres droits y établis, soit d'entrée & issuë Foraine, de traverse, & autres pour les vivres, denrées & Marchandises qui ne seront destinez à leurs Besoins & consommations naturels, mais dont ils feront Commerce, & qu'ils voudront transporter ailleurs que dans lesdits Païs de la généralité de Metz.

L. Le Traité ou concordat du dix-huitième Juin 1604. subsistera selon sa forme & teneur, & demeurera commun avec tous lesdits sujets; lesquels en consequence seront obligez de prendre des acquits à caution dans les Bureaux où ils chargeront s'il y en a d'établis, si non au premier Bureau plus prochain de leur passage, pour les vivres, denrées & Marchandises qu'ils destineront à l'usage & consommation de l'un ou de l'autre desdits deux Pays, lesquels acquits à caution seront expediez sans déballer sous le nom de chaque Proprietaire & Marchand qui fera entrer, passer, ou sortir lesdites vivres, denrées & Marchandises, & non sous le nom des voituriers & conducteurs d'icelles. Pour l'effet du quel acquit à caution, ils donneront gages ou caution de renvoyer dans quinze jours ou 3. Semaines au plus tard lesdits acquits, certifiez par l'un des Officiers qui sera commis à ce sujet dans chacun Hôtel de Ville desdits Etats & Païs, & par le Maire ou principal Officier des Bourgs, villages & autres lieux où les dechargemens auront été faits, portant que les vivres, denrées, & Marchandises mentionnées & déclarées esdits acquits à caution, y auront été déchargées, pour y être distribuées sans fraude; & sera l'émolument des Commis des Bureaux fixé à quatre gros, faisant 3. sols Tournois

pour

pour la délivrance, reception & décharges de chacun desdits acquits 1718
à caution.

LI. Les habitans de l'Evêché de Metz, seront suivant le Traité du 25. Septembre 1610. dispensez de prendre dans les Etats du Duc des acquits à caution en la forme portée par l'Article precedent, de même que ceux de la Principauté de Phalsbourg, de Saarbourg, Niderswiler, & des lieux compris en la route de Metz à Phalsbourg, reglée en exécution du Traité de 1661. à la charge neanmoins de donner par les uns & par les autres aux Commis du premier Bureau des Etats de Lorraine, où ils chargeront, ou dans le plus prochain de leur Passage un certificat écrit & signé d'eux ou d'un Tabellion, portant déclaration de la quantité & qualité des denrées & Marchandises sujettes ausdits impots, qu'ils y auront chargées, ou fait passer pour les transporter dans les Terres de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, Saarbourg, Niderswyler & autres lieux de ladite route avec promesse de rapporter temoignage d'un Officier de l'Hôtel de Ville ou de Justice, dans quarante jours, d'y avoir conduit & déchargé lesdits denrées & Marchandises moyennant lequel certificat le Commis du Bureau Lorrain leur délivrera un Passavant sans frais, qui sera renvoyé avec ledit certificat & temoignage de déchargement.

LII. Les sujets de 3. Evêchez & des Païs de la Généralité de Metz, ci-devant designez, qui feront embarquer au Crosne de Nancy, & voiturer par eau dudit Nancy à Metz des effets, denrées, & Marchandises, seront tenus, outre les droits du haut-conduit de Nancy & des autres districts, selon les differens cas ci-devant expliquez & déterminez, de payer encore pour le droit du Crosne, ce qui est porté au Tarif de 1666. ainsi que le payent les propres sujets du Duc & tous autres moyennant quoi lesdits sujets des 3. Evêchez, & des Pays de la Généralité de Metz, ne payeront pas le haut-conduit du Barrois, en passant par eau ès Villes & Lieux où le Riviere Mozelle touche aux Terres du Barrois entre Nancy & Metz.

LIII. Il en sera de même pour les effets, denrées, ou Marchandises que les mêmes sujets feront embarquer à Metz pour les amener sur ladite Riviere à Nancy, pour lesquelles ils ne payeront rien en passant sur le district du haut-conduit du Barrois, mais ils payeront le haut-conduit de Nancy, & les droits de Crosne en y arrivant.

LIV. A l'egard des effets, denrées & Marchandises que les mêmes sujets voudront embarquer sur la Mozelle dans les lieux du district du haut-conduit du Barrois qui sont entre les Villes de Nancy & de Metz, ou qui après avoir été embarquez à Metz ou à Nancy seroient déchargées en chemin dans l'étenduë du même district du haut-conduit du Barrois, lesdits sujets seront obligez de payer le droit dudit haut-conduit du Barrois par rapport aux Chars, Charettes & Chevalées qui auront transporté lesdits effets, denrées & Marchandises sur ou depuis les bords de ladite Riviere, à la reserve neanmoins que pour les denrées provenans du crû & concru des Habitans de l'Evêché de Metz, Principauté de Phalsbourg, de Saarlouïs, Niderswiler, & autres lieux

1718 lieux de la route de Metz à Phalsbourg, destinées à leur consommation pour lesquelles suivant les Art. 43. & 44. ci-devant, ils sont exempts de payer aucun haut-conduit, ils seront au cas susdit pareillement dispensez de payer celui du Barrois, il en sera de même pour les habitans des Villes de Longwy, Marville & dependances, lesquels suivant l'Article XLVII. ci-devant, sont exempts du haut-conduit du Barrois.

LV. La Situation des 3. Evêchez & des Etats du Duc, leur voisinage & enclaves mutuels, les Alliances des Familles, la conformité des mœurs, & presque les loix & autres considerations, ayent ci-devant donné lieu à une réciprocité d'Hipotheques des actes publics passez dans l'un ou dans l'autre Pays, qui subsiste entre plusieurs parties d'iceux à l'avantage des sujets, il a été convenu que cette reciprocité d'Hypotheques sera étenduë pour l'avenir dans toutes les parties des Pays de la Généralité de Metz comprises en ce Traité, & dans toutes les parties des Etats dudit Duc; & en consequence que tous les actes publics, soit Arrêts, Jugemens, Sentences, Contracts, & tous autres instrumens qui seront ci-après passez par ou devant les Tribunaux & Officiers de Justice temporelle, Notaires Tabellions, Gardenottes, & Greffiers desdits deux Pays, emporteront reciproquement pareils Hipothoques dans les mêmes Pays & telles qu'ils les auroient selon les Loix dans les Lieux ou ces actes auroient dû être passez naturellement avant la présente convention, à condition neanmoins que les droits de seaux, ou de Bullette dûs pour les contrats reëls, seront payez dans les lieux ou seront situez les heritages & biens fonds qui auront donné lieu aux Contrats & actes.

LVI. Au surplus, tous les autres Traitez ou concordats ci-devant faits entre lesdits Pays, seront observez & exécutez en ce qui ne s'y trouvera pas changé ou derogé par le présent.

LVII. Les sujets du Roy de la Prevoté de Vaucouleurs & dépendances ne payeront aucun droit, pas même de haut-conduit, pour les denrées & Marchandises provenant des terres de la domination de Sa Majesté, qu'ils feront passer & traverser sur celles du Duc pour la consommation de ladite Prévôté & dependances, non plus que pour celles qu'ils transporteront de ladite Prévoté & dépendances, dans lesdites Terres du Roy, & reciproquement les sujets de son Altesse Royale, ne seront tenus de payer aucun droit dans ladite Prévôté & dépendances pour le passage & la traverse qu'ils y feront de leurs denrées & Manchandises provenant des Etats dudit Duc, & qu'ils y porteront pour leur consommation.

LVIII. Les sujets du Duc ou autres lesquels venant des Pays Etrangers dans ceux de sadite Altesse Royale, auront à emprunter les Terres des Etats & Pays de la Généralité de Metz compris en ce Traité, pour conduire & voiturer dans lesdits Etats du Duc des Marchandises, des Indes, du Levant, & autres Pays ou Manufactures Etrangers dont le Roy à jugé à propos de défendre l'entrée, le port, l'usage, debit & commerce dans ses Etats par Arrêt de son Conseil du

27. Aoust 1709. & autres que Sa Majesté & ses successeurs pourroient défendre à l'avenir, seront tenus de déclarer à la premiere ville ou lieu de la domination de France sur leur passage au Bureau des Fermes, s'il y en a; & s'il n'y en a pas, au Commis ou préposé dans chacun des lieux ci-après specifiez, le nombre des Tonneaux, Balots, Caisses on Paquets contenant lesdites Marchandises qu'ils auront à faire entrer, traverser & passer sur lesdites Terres de la Généralité de Metz & de les y faire plomber, afin que pendant ledit transport, il ne puisse rien être tiré desdits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets. Ils seront en outre tenus d'y prendre un Acte ou acquit à caution, par lequel le Marchand ou Voiturier desdites Marchandises s'obligera de rapporter ou renvoyer dans quarante jours au même Bureau, Preposé ou Commis, un Certificat écrit au dos dudit Acte ou acquit à caution par lequel le principal Officier de l'Hôtel de ville ou du lieu des Païs du Duc pour lequel les Marchandises sont destinées y auront été dechargées avec les plombs entiers & en bon état; & a faute par les Marchands ou Voituriers de satisfaire aux formalitez du présent Article, ils seront condamnez en cinq cens Livres d'amende, & lesdites Marchandises défendues, ensemble les chevaux & équipages qui les auront conduit, déclarez acquis & confisquez au Roy. 1718

LXIX. Lesdits Marchands ou Voituriers seront obligez s'ils en sont requis, de répréfenter aux Commis des autres Bureaux de Sa Majesté, s'il y en a sur leur passage, lesquels dits Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets plombez en bon état, ensemble ledit acquit à caution sur lequel lesdits Commis mettront leur visa, si bon leur semble. Lesdits Marchands ou Voituriers feront encore pareilles représentations, s'ils en sont requis en chemin par les Commis ambulans ou rontans en campagne pour le service des Fermes à Sa Majesté, sans obligation néanmoins de prendre leur visa.

LX. Si par cas fortuit lesdits Marchands ou Voituriers se trouvent obligez de séjourner, on de décharger lesdites Marchandises en route, il leur sera permis de le faire, à condition de les déposer dans les Bureaux des Fermes du Roi, s'il y en a dans le lieu, si non dans le Poids des villes & lieux publics où l'on a accoutumé de déposer les Marchandises; & à défaut de lieux publics destines à cet effet, ils les deposeront chez un notable Habitant, & en feront sur le champ leur declaration aux Sudeleguez de l'Intendance de Metz, dans les villes où il en a, si non au Sindic, Majeur, ou principal Officier du lieu qui leur en donnera un acte.

LXI. Lesdits Marchands ou Voituriers ne seront obligez de payer aucune chose pour la fourniture des cordes ou ficelles, plombs, fabrication ou impression desdits plombs non plus que pour la confection, expedition & reception desdits acquits à caution & visa d'iceux, ni même pour lesdits Certificats ou Actes de dépôt en cas fortuit, à tout quoi les commis des Bureaux de Sa Majesté & autres Preposez, ensemble les Officiers seront obligez de fournir, & vaquer incessament avec diligence & de bonne foi en sorte que lesdits Marchands

1718 chands & Voituriers n'en reçoivent aucun retardement ni intérêt par affectation.

LXII. Et pour plus ample explication de l'Article LVIII. ci-devant, les lieux où lesdits Marchands & Voituriers devront faire leur declaration & plomber, seront quant à present les ci-après nommez; savoir, dans la route de Verdun, le premier Bureau sera reputé à Cousonvoy, Mouzon & Verdun; au choix desdits Marchands & Voituriers; & comme la Ferme generale de France n'a aucun Bureau dans les toutes ci-après, il a eté convenu que pour lesdites routes, il sera etabli par le Sieur Intendant de Metz des Commis au Prépolez pour recevoir les declarations, & plomber; savoir, pour la route d'Arlon, un en la ville basse de Longwy; pour la route de Luxembourg, un dans la ville de Thionville; pour la route par eau sur la Mozelle, un en la ville de Sierck; pour la route par eau sur la Saare, un à Valdrevange; pour la route de Francfort à Metz, un en la ville de Metz; pour la route de Sarbruck par St. Avold & Pont-de-Pierre, un au village de Theting; & à l'égard de la route de Vic pour la haute Lorraine, un en la ville de Vic, sauf à fixer encore ci-après de concert d'autres lieux pour declarer & plomber, ou à en changer pareillement quelques uns de ceux ci-dessus énoncez, s'il est necessaire.

LXIII. Lesdits Marchands & Voituriers ne pourront être reputez en fraude, avant que lesdits Bureaux ou Preposez soient etablis, & en etat de plomber, & après qu'ils l'auront eté, lesdits Marchands & Voituriers ne seront censez être en fraude, quelques routes qu'ils aïent tenues, qu'ils auront passé les detroits des lieux de l'Etablissement desdits Bureaux ou Prépolez, sans y avoir fait declaration & plomber; mais s'ils sont rencontrez après en avoir passé le Detroit, sans y avoir fait declaration & plomber, leurs Tonneaux, Balots, Caisses ou Paquets de Marchandises defendues, ou si les Plombs s'en trouvent alterez ou rompus, lesdits Marchands & Voituriers seront reputez en fraude & sujets aux peines declarées dans l'Article LVIII. ci-devant.

LXVI. En cas que dans la suite Son Altesse Royale, ou les Ducs ses Successeurs trouveroient à propos de defendre dans leurs Etats & Païs, certaines espèces de Marchandises, les Marchands ou Voituriers Sujets du Roi, ou autres qui voudroient y en faire passer & traverser, seront obligez aux mêmes précautions que celles ci-devant enoncées, à l'effet dequoi l'on conviendra pour lors de bonne foi par Commissaires respectifs, des Bureaux où elles seront declarées & plombées sous les mêmes peines.

LXV. Les delits & mesus commis ès Bois & Forêts apartenans au Duc situez dans l'Evêché de Metz, seront conformement aux Concordats passez entre les Ducs de Lorraine, & les Evêques de Metz ès années 1603. 1615. 1621. & autres, poursuivis & jugez sans apel par devant les Juges communs du Sieur Evêque de Metz ou de

ses

ſes vaſſaux, d'une part, & un Officier des Salines de Lorraine, chacun dans ſon diſtrict, d'autre part; ſans qu'aucun autre Tribunal ſuperieur ou inferieur, quel qu'il ſoit, puiſſe en connoître, ſauf aux Parties dans le cas de deny de Juſtice ou de nullité de Jugemens, à ſe pourvoir en recours par devers les Commiſſaires qui ſeront nommez par Sa Majeſté, & par Son Alteſſe Royale, pour connoître en dernier reſſort deſdits cas ſeulement. 1718

LXVI. La même choſe ſera obſervée pour les Bois & Forêts apartenans au Duc, ſituez ſur les lieux compris dans la route deſignée en 1661. de Metz à Phalsbourg, dont les habitans par le preſent Traité ſont rendus participans des avantages particuliers acquis aux Sujets de l'Evêché de Metz dans les Païs de Lorraine, par les Conventions faites entre les Ducs de Lorraine & les Evêques de Metz; & en conſequence, les delits & méſus qui ſeront commis èſdits Bois & Forêts, ſeront pourſuivis & jugez ſans apel par le Commiſſaire que Sa Majeſté, ou ſes Vaſſaux Seigneurs deſdits lieux nommeront, & par l'un des Officiers des Salines de Lorraine, ſauf les deux cas de recours qui ſeront exercez ſuivant qu'il eſt porté dans l'Article précédent.

LXVII. Pour maintenir le bon ordre public reciproquement entre les Païs de la Généralité de Metz compris dans ce préſent Traité & ceux du Duc, il eſt convenu qu'à l'imitation de ce qui eſt porté au Concordat de 1615. entre l'Evêché de Metz & les Etats de Son Alteſſe Royale, les Juges reſpectifs deſdits païs de la Generalité de Metz & des Etats de Sadite Alteſſe Royale, ſeront tenus d'accorder pareatis, tant pour aſſigner les delinquans ès forêts de l'un des Etats & Païs, quoique reſidans dans l'autre, dans le cas où la procedure ne ſera pourſuivie que civilement. Les mêmes pareatis ſeront auſſi accordez ſans difficulté pour l'execution des Jugemens qui pourroient être rendus en conſequence, tant en première inſtance qu'en cauſe d'apel.

LXVIII. Le preſent Traité ſera ratifié & aprouvé par Sa Majeſté & par Son Alteſſe Royale, & les Ratification ſeront delivrées dans le terme de trois ſemaines ou plûtôt, ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature,

En foi de quoi nous Commiſſaires de Sa Majeſté & de Sadite Alteſſe Royale, & ſous leurs bons plaiſirs, en vertu de nos Commiſſions & Plein-pouvoirs reſpectifs, èſdits noms ſigné ces preſentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apoſer les cachets de nos Armes.

(L. S.) De Barberie de Saint-Conteſt.
(L. S.) Le Fevre d'Ormesson.
(L. S.) J. B. Mahuet.
(L. S.) F. Barrois.

CCLXXVII.

1718 CCLXXVII.

Friedens-Vertrag, beyder Löbl. Stände Zürich und Bern, an einem, und des Abts zu Sanct Gallen, am andern Theil, zu Baden im Ergau den 15. Jun. 1718. geschlossen.

Im Nahmen der allerheiligsten, ohnzertrennten Dreyeinigkeit, GOttes des Vaters, des Sohns, und des Heiligen Geistes, Amen.

Zu wissen, kund und offenbahr seye hiemit männiglich: Alsdann sich zu allgemeinem Bedauren begeben, daß zwischen denen beeden löbl. Ständen Zürich und Bern an einem; und Jh. Fürstl. Gnadē dem Hn. Abt, Decan u. Capitul der Stifft St. Gallen, am andern Theil: einige Irrung, Mißhell und Zweyspalt, Toggenburgischen Landes-Beschwerden halber, erwachsen, welche ohnerachtet aller angewandten Mühe, Fleiß und Sorgfalt, solche Weiterung genommen, daß endlich, aus GOttes gerechter Verhängnüß, man nicht allein im Toggenburg sondern auch den Abt-St. Gallischen Landen zu kriegli- chen Verfassungen und würcklichen Thätlichkeiten gerathen; Eingangs ermeldte hohe Ehren-Partheyen, aus sonderbahrer Liebe und Neigung zum Frieden zugegeben, daß einige aus Dero Ehren-Mittel allhier in Baaden anfänglich ohne Character sich zusammen gethan, und vermittelst GOttes gnädiger Leitung, und ohnermüdeter Arbeit die Sachen so weit gebracht, daß Sie zu Herstellung eines, GOtt gebe, beständigen, immerwährenden Friedens, auch Endgenößischer Treu und Freundschafft folgende Articul zu Pappier gebracht, und in Krafft nachgehends erhaltenen Gewalts auf würckliche Ratification allerseits hoher Herren Principalen unterzeichnet.

I. Daß ein jeweiliger Fürst und Abt zu St. Gallen der natürliche Ober- und Land-Herr in Toggenburg heissen und seyn solle, auch die Land-Leute in Toggenburg demselben gewöhnliche Huldigung und Pflicht leisten; jedoch also, daß besagte Toggenburgische Land-Leute bey allen ihren habenden Freyheiten und Rechtsamen beständig und ohngehindert verbleiben; und ist um das in Streit gekommene verglichen worden, wie hernach von einem Puncte an den andern folget.

II. Der Land-Rath soll in 60. Mann bestehen, als 30. von Catholischer und 30. von Evangelischer Religion, dieselben aber aus allen Gegenden des Landes von den Gemeinden selbsten erwehlet, auch, so lange sie sich wohl halten, und zu Verwaltung ihrer Stellen tauglich sind, nicht abgeändert werden; Demselben auch zustehen einen Obmann dieses Land-Raths und dessen Stadthalter; item Seckelmeister, Panner, Stadthalter, mit aller Nation unter beeden Religionen; Schreibere, Commissarios und Bothen aber in gleicher Anzahl selbsten zu besetzen; mithin auch das Land-Siegel bey sich zu behalten, und solches zu denjenigen Sachen zu gebrauchen, die diesem Land-Rath zu behandeln zukommen und gebühren.

III. Des

III. Des Land-Raths Obliegenheit soll seyn, auf die Freyheiten und andere des Landes gemeine und sonderbahre Angelegenheiten zu wachen und Sorge zu tragen; und wann selbiger vermeynte des nahen beschwerd zu seyn, solches bey einem jeweiligen Fürsten, mit gebührendem Respect vorzutragen, und um remedur zu bitten: Falls aber selbige nicht zu erhalten wäre, alsdann an gebührendem Ort, solche mit Recht ohne fernern Umtrieb zu suchen; item die Steuern, Bräuche und Kriegs-Unkosten anzulegen, zu vertheilen, die Rechnung hierumb unter sich selbst abzunehmen, und andere dergleichen Sachen zu behandeln, mittelst aber solcher Sachen, welche Ihr. Fürstl. Gnaden absonderlich zustehen, oder denen nachfolgenden ordentlichen Gerichten in dem Land zu beurtheilen gebühren, sich nicht anmassen. 1718

IV. Der Land-Räthe End soll in folgenden bestehen: So wohl Ihro Fürstl. Gnaden als auch des Landes Nutzen und Frommen zu befördern, Ihren Schaden zu warnen und zu wenden, auf die Freyheiten und Angelegenheiten des Landes ein sorgfältigs Auffsehen zu haben, und was deme zuwider fallen mögte, durch güttliche Mittel oder gebührendes Recht abzuwenden trachten. Den Land-Rath, so offt sie erfodert werden, fleißig zu besuchen, auch die Anlagen und Abtheilungen der Landes-Kosten nach der Billigkeit einzurichten, und in obernannten Sachen, das zu besorgen, was zu des gemeinen Landes Heyl und Wohlfahrt gereichen mag, getreulich und ohne Gefährde.

V. Der Land-Rath soll jährlich auf einen gewissen Tag ordinarie einmahl versamlet werden, um des Landes Angelegenheiten zu behandeln, und wann dann zumahlen etwas fürfallen würde, so den Fürsten berührete, solches demselben oder des jeweiligen Land-Voigt durch zwey oder drey Land-Räthe ehrenbiethig wissen lassen.

VI. Wann aber in währenden Jahr man nothwendig befinde den Land-Rath zu versammlem, solches ohne einige Hindernisse geschehen könne, jedoch daß des Tages vor der Zusammenkunfft einem jeweiligen Land-Voigt kund gethan werde, daß der Land-Rath sich Morgens versammlen wolle; und wann auch nachgehends etwas vor den Land-Rath vorfiele, das den Fürsten berührte, ihme oder seinem Land-Vogt solches, wie obgemelt, durch 2. oder 3. Land-Räthe wissenhafft gemacht werde.

VII. Es solle auch der Land-Rath schuldig seyn, alle diejenige Land-Leuthe, welche 14. Jahr und drüber alt sind, und den Land-End noch nicht beschworen haben, je zu 5. Jahren um für sich zu bescheiden und selbige zu Beschwerung sothanen Land-Ends vor den Land-Rath anzuhalten; Dieser Land-End aber gemeiniglich von dem gantzen Land, so offt eine Landes-Gemeinde gehalten wird, feyerlich erneuert und beschworen; Deßgleichen auch die Panner-Herrn-Stelle dem Herkommen gemäß von der Landes-Gemeinde besetzet werden.

VIII. Das Land-Gericht soll also besetzet werden, daß desselbigen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seye; Die Wahl der Richter aber also geschehen, daß ein jeweiliger Fürst das völlige Land-Gericht, bestehende in 24. Mann, aus allen Gegenden des Land-

1718 Landes, nemlich den 22. alten Kirchen-Hörenen, und zwar aus jeder derselben einen, von Lichtensteig und Werttweil aber aus jeden Ort zween, mit tüchtigen ehrlichen ohnverläumdeten Männern und benanntlicheu 12. von Evangelischer und 12. von Catholischer Religion besetzen möge.

IX. Diese Land-Richter sollen dahin beeydiget werden, das Gericht, so offt sie erfodert werden, fleißig zu besuchen, zu richten was vor sie kommt, dem Armen als dem Reichen, dem Reichen als dem Armen, dem Fremden als dem Einheimischen, niemanden zu lieb noch zu leid, und darum kein Mieth noch Gaben zu nehmen, sondern alles zu thun, von GOttes und der Rechte wegen, ohne Ansehen der Persohn und Religion, getreulich und ohne Gefährde.

X. Dieses Land-Gericht soll in dem Nahmen, und aus Gewalt auch zu handen des Fürsten verbannet und gehalten seyn.

XI. Vor dieses Land-Gericht gehören alle Criminal- und Malefiz-Sachen, um von selbigen bey Ehr und Eyd beurtheilet zu werden, und bestehet solches einig aus dem jeweiligen Land-Voigt, denen bestellten 24. Land-Richtern und dem Land-Schreiber, welchem Land-Voigt und Land-Gericht, als zumahlen Fürstl. Land-Rath, gleichfalls zukommt und gebühret, die Land- und andere Mandata, auch Satz- und Ordnungen aufzurichten und auszufertigen.

XII. Um Criminal-Fehlern willen, welche nach denen Rechten keine Leibs-Straffe nach sich ziehen, sondern gemeiniglich mit Geld-Straffe angesehen werden, soll kein Landmann gefänglich angenommen werden, der das Recht vertrösten kan.

XIII. In Malefiz-Sachen, soll die Aufnahm der Kundschafften in Beyseyn eines Land-Voigt, Land-Schreibers, und zwey aus dem Land-Gericht benanntlich eines von Catholischer und eines von Evangelischer Religion geschehen: Mithin die Zeugen, so da deponiren sollen ehe man sie eydlich verhöret, dem Gefangenen bekannt gemacht werden, damit er seine gebührende Exceptionen, wann er deren hätte, wider dieselben einwenden könne, auch die Kundschaffts-Aussage, um gleicher Ursach willen demselben communiciret; sonderlich die Anklägere in eigener Sache nicht vor Kundschafften gehalten, unter solche Anklägere aber nicht gerechnet werden, die welche in Krafft auf habender Eyden zu laiden verbunden, oder welche darbey nicht interessiret sind.

XIV. Alle Examina in Malefiz-Sachen, sie geschehen gleich güttlich oder peinlich, sollen in Beyseyn obgedachten Richtern gehalten werden, selbige aber sich mit einer bescheidentlichen Besoldung genügen lassen.

XV. Wann auch zwischen obgedachten Examinatoribus ohngleiche Meynungen walteten, ob gnugsame Ursachen vorhanden, einen Gefangenen an die Tortur zu schlagen, solle solches vor einem halben Land-Gericht entschieden, bey dessen Versamlung aber beobachtet werden, daß selbiges aus 6. Evangelischen u. 6. Catholischen besetzet werde.

XVI. Wann mit einem Maleficanten, einer oder mehr der Land-

Rich-

Richtere, Verwandschafft halber, oder sonsten, in dem Ausstandt begriffen, oder abwesend wäre, sollen der oder dieselbe mit andern Richtern von eben derselbigen Religion ersetzet werden, und bey dem End-Urtheil die Anzahl der vier und zwantzig Land-Richter erfüllet seyn. 1718

XVII. Wann in einer Malefiz-Sache, entzwischen den Richtern, die Meinunge in gleiche Stimmen zerfielen, und der Land-Vogt bey der Sache Entscheidung auf die härtere Meinung fiele, soll die Execution eingestellet, und dem Maleficanten oder den Seinigen gestattet werden, an dem Fürsten um Gnad zu recurriren.

XVIII. Das jus aggratiandi stehet dem Fürsten ohn disputirlich zu.

XIX. Alle fallende und des Land-Gerichts bestimmende Bußen und Straffen an Geld, in Criminal- und Malefiz-Sachen, sollen dem Fürsten gehören, wie nicht weniger die Confiscation der Mittel aller hingerichteter Ubelthäter, vorsetzlich-boßhaffter Selbst-Mörder und Lands-Flüchtiger, welche Leib und Leben verwürcket, und wo sie zugegen wären, mit Recht vom Leben zum Tod verurtheilet würden, dem Fürstlichen Fisco, auf Gnade hin, heimfallen; Worbey Ihro Fürstlichen Gnaden sich erkläret, wann solch Unglück ein Land-Kind betreffe, und ein oder mehr Kinder vorhanden, alsdann und in solchem Fall Ihro Fürstl. Gnaden aus purer Gütigkeit auch Landes-Väterlicher Milde und Mitleiden über die auf den Procefs ergangene Kosten und rechtmäßige Schulden mit dem halben Theil des von ihm hinterlassenen Guths, sich vergnügen wollen.

XX. Dieses Land-Gericht wird von dem Fürsten besoldet, welcher auch als Fürstl. Land-Rath verpflichtet ist, wann der Fürst in andern Fürfallenheiten sie berufft und ihres Raths begehret, auf dessen Befehl zu erscheinen, und nach guten Gewissen zu rathen, alsdenn denen, welche oberhalb Krummenau, und denen, welche unterhalb dem Guntzenbach wohnen, täglich einen Gulden, denen aber, welche näher gegen Lichtensteig wohnen, täglich einen halben Gulden zur Belohnung gegeben werden soll.

XXI. Die Membra dieses Land-Gerichts sollen nicht abgewechselt werden, es wäre dann Sach, daß einer Leibs-oder Gemüths halber untauglich befunden würde, oder solches mit Ubelverhalten verschuldet hätte.

XXII. Alle heimliche Abthädigungen beschuldiget oder begangener Fehlern sollen abgestellet, und öffentlich berechtiget werden, es wäre dann, daß einer des Fehlers bekanntlich, und solches von niemanden ersucht, selbst eigenen freyen Willens verlangte, welche Bussen gleichfalls dem Fürsten zugehören.

XXIII. Der niedern Richtern Eyd soll seyn, wie oben in den Puncten der Land-Richter gemeldet ist.

XXIV. Die Vorschläge und Besatzung der Ammännern in denen niedern Gerichten belangende, soll es bey denen Freyheiten, Oeffnun-

1718 nungen, und bißherig ohnunterbrochener Ubung verbleiben, und die Wahl eines Ammanns an denen Orten, wo die Gemeine dem Fürsten einen Fürschlag zu geben pflegt, auf den Tag des Fürschlags geschehen, und daß in Zeit der nechsten 14. Tagen, die Ratification oder der Gegen-Fürschlag erfolge.

XXV. Der Wahl der Richtern halber bleibet es bey denen Freyheiten und der Ubung also, daß der Fürst die Helffte und die Gemeine die andere Helffte beederseits in der Gleichheit der Religion erwehle.

XXVI. Weilen der Weibel ein Beamter des Fürsten ist und demselben mit sondern Pflichten zugethan, indeme er die Straff- und bußwürdige Sachen zu beklagen und zur Berechtigung zu bringen verbunden, soll es dero Erwehlung betreffend, bey denen bißher üblich gewesenen Fürschlägen und Wahl verbleiben.

XXVII. Der Gerichts-Schreibern halben, wird der Fürst der Gerichts-Gemeine zwey in den Fürschlag geben, welche in selbiger Gerichts-Gemeine gesessen, und darzu tauglich, davon die Gemeine den einen nehmen, und wann der Weibel der einen, alsdann der Gerichts-Schreiber der andern Religion seyn solle.

XXVIII. Die Voigte von Yberg und Schwartzenbach, wann sie nicht gebohrne Toggenburger, sollen sich in die gerichtliche Sachen nicht mischen, noch einiger massen in Gericht sitzen und handeln.

XXIX. Von den niedern Gerichten soll in Civil-Sachen, wann der Haupt-Handel unter 15. fl. keine Appellation gestattet werden; wo aber die Summa über die 15. fl. selbige durch das Gericht nicht verhindert werden.

XXX. Die Jahr-Gericht sollen nach alten Gebrauch fleißig gehalten werden, mithin die niedern Gerichte verbunden seyn, nach Inhalt der Oeffnungen, Gesetzen, Mandaten und Ordnungen, und ohnpartheyischer Beobachtung der Billigkeit die nieder gerichtliche Frevel und Fehler, in Straff und Buß zu erkennen: immassen dann alle diese nieder gerichtliche Straffen und Bussen dem Fürsten zugehören.

XXXI. Alle heimliche Abthädigungen, in dergleichen niedergerichtlichen Fehlern abgestellet, und alle Frevel und Busse, vor öffentlichen Gericht berechtiget werden, gleich es von alten Herkommen ist, es wäre dann, daß der Fehlbaare von niemanden ersucht selbst eigenen freyen Willens ein solches verlangte.

XXXII. Es soll auch niemand in solch niedergerichtlichen Fehlern wider sich selbst zu zeugen, oder sich mit dem Eyd zu entladen angehalten werden, es wäre dann daß auf genugsame Anzeigungen ein solches vor dem Richter erkennet würde.

XXXIII. Die Execution in Schuld-Sachen, wann eine Sache erkennt und berechtiget ist, solle nach altem Herkommen und Gebrauch, durch die Schatzung geschehen.

XXXIV. Das Appellation-Gericht soll in 12. Personen, tüchtiger,

ger, ehrlicher und ohnverläumdeter eingesessener Toggenburgern bestehen. 1718

XXXV. Dessen Præsident ein jeweiliger Land-Voigt in dem Toggenburg seyn, auch seinem Bestallung-Eyde eingerucket werden, daß er in allen von dem Præsidio so wohl des Land- als Appellation-Gerichts abhangenden Verrichtungen, ohne Ansehen der Person und Religion handeln solle.

XXXVI. Die Wahl der Appellations-Richter solle also geschehen, daß der Fürst 3. Catholische und 3. Evangelische Richter aus sich selbsten erwehlen, und in dieses Gericht setzen möge.

XXXVII. Der Eyd gleichfalls eingerichtet werden, wie oben in den Puncten des Land-Gerichts zu finden.

XXXVIII. Diesen Appellations-Richtern solle jedem des Tags für seine Belohnung ein Gulden geschöpfft, und selbige aus denen bestimmenden Urtheil-Geldern entrichtet werden.

XXXIX. Dieselben auch nicht abgeändert werden, so lang sie tüchtig, und sich ehrlich verhalten, als oben bey denen Land-Richtern auch gemeldet ist.

XL. Alle Appellationen von denen niedern Gerichten sollen an besagtes Appellation-Gericht gehen, welches dann über selbige absolute und definitive absprechen, also daß solche nicht ferner sollen appelliret werden können, vorbehalten wann es Herrschafften, Herrschafft-Recht, Grund-Boden-Zinnß-Zehenden, und andere unabläßliche Gerechtigkeit in ihrer Natur und Eigenschafft betreffen thäte, oder da ein Fremder, welcher nicht in dem Land wohnete, in einem Procefs Kläger oder Beklagter wäre, alsdann dem beschwerenden Theil, es seye gleich der Fremde oder Land-Mann, die Appellation an den Fürsten selbsten ohngehindert angedeyhen; Welche Appellation nach erfordernder Nothdurfft des Jahrs ein oder zweymahl in dem Land ohne andere Kosten, als das gewohnte Appellations-Urthel-Geld abzustatten, decidiret werden sollen, in dem Verstand, wann ein Fürst Kranckheit oder anderer erheblichen Hindernissen wegen, nicht selbsten in das Land kommen könnte, er solches durch einen oder zwey delegirte verrichten lassen möge.

XLI. Wann aber die Meynungen in gleiche Stimmen verfielen, dem Land-Voigt der Entscheid zustehen solle.

XLII. Ein Fürst und Herr zu St. Gallen mag einen Land-Voigt im Toggenburg setzen, er seye ein Toggenburgischer Landmann oder nicht.

XLIII. Jngleichen mag er einen Land-Schreiber oder Land-Weibel aus eingesessenen Toggenburgischen Land-Leuthen setzen nach Belieben; Also daß wann der Land-Schreiber der einen, alsdann der Land-Weibel der andern Religion seyn; und im Fall der Land-Schreiber Catholischer Religion wäre, demselben ein Evangelischer Substitut, wann aber der Land-Schreiber Evangelischer Religion wäre, demselben ein Catholischer Substitut, doch ohne des Fürsten

1718 Kosten zugeordnet werde, welcher sowohl denen Appellations- als Land-gerichtlichen Sachen und Tribunalien beywohnen, und das Protocoll führen helffen, zu welcher Beamtung der Substituten das sämtliche Land-Gericht dem Fürsten einen Fürschlag von 3. ehrlichen und tauglischen Personen geben, und Ihro Fürstliche Gnaden einen draus erwehlen sollen.

XLIV. Der Mannschafft und des davon abhangenden Militaris halben, soll durch diesen Tractat niemanden an seinen daran habend- oder prætendirenden Rechten nichts gegeben noch benommen seyn.

XLV. Es sollen keine neue Land-Leute angenommen werden, als bey ablegender Huldigung gegen einen neuen Fürsten, und das solche Annehmung so wohl mit vorheriger Einwilligung Ihr. Fürstl. Gnaden, als auch wenigstens des halben Theils der anwesenden Land-Leuthen geschehe, auch die Prætendenten sich selbsten stellen, oder nahmhafft gemachet werden.

XLVI. Denen Gemeinden sollen keine Bey- noch Hintersässen wider ihren Willen aufgebürdet werden.

XLVII. Die Jagdbarkeit und Fischen sollen dem Fürsten zugehören, es wäre dann, daß jemand darum sonderbahre Rechte aufzuweisen hätte.

XLVIII. In dem gantzen Land der Grafschafft Toggenburg soll männiglich aller ehrliche und ohngefährliche Kauff- und Verkauff-Handel und Wandel, darunter auch der Saltz-Handel begriffen, frey und ohngehindert gestattet werden.

XLXIX. Der Verkauff der liegenden Gütern in todte und ewige Hände völlig abgestellet und verbotten seyn, und wann auch durch Testaments-Auffahls-Aussteurungs-Erbs- oder andere Weise etwas dahin fallen solte, denen Land-Leuten der Zug, und zwar nach beeydigter Schatzung gestattet werden; Wann aber Ihro Fürstlichen Gnaden in dem Land etwas kauffen wolten, Ihro solches ohnbehindert seyn: jedoch daß solch erkauffende Gütter weder an das Gotts-Hauß S. Johann, noch sonsten an eine andere todte Hand verfallen, oder einiger massen incorporiret auch nicht zu Lehn gemachet, sondern durch weltliche Hand beworben werden sollen.

L. Es wollen Ihro Fürstl. Gnaden in dem Toggenburg keine Zoll-Brucken- noch Weg-Gelder, wodurch die Toggenburger einiger massen konnten beschweret oder benachtheiliget werden, aufrichten, auch die alten nicht steigern.

LI. Es mag, in Krafft der Toggenburgischen Freyheiten, jedermann mit seinem eigenen verfangenen Guth ohne Abzug ziehen wohin er will; Was aber die ererbende und nachfallende Mittel belangt, solle davon die Helffte des behörigen Abzugs dem Fürsten, und die andere Helffte dem gemeinen Land-Seckel zufallen.

LII. Desgleichen sollen die Einzuge von den neu-annehmenden Land-Leuten halb dem Fürsten, und halb dem gemeinen Land-Seckel gehören; Indessen aber der Gemeine, in welcher sich ein solch-neu-angenom-

genommener Landmann setzen wolte, an ihren sonderbar habenden 1718
Einzug-Rechten nichts benommen seyn.

LIII. Die von des Toggenburgs wegen fallende Pensionen oder Fried-Gelder sollen gleichfalls halb dem Fürsten, und halb dem Land-Seckel zudienen.

LIV. Was in den gemeinen Land-Seckel fällt, sollen nicht zu der einen oder andern Religion Particular-Gebrauch, sondern zu weltlichen Gebrauch und Nutzen des gemeinen Landes angewendet werden.

LV. Die Ehehafftenen belangende, sollen keine neue Mühlen, Huff-Schmidten, Oel-Trotten oder Baad-Stuben, ohne dringende Nothwendigkeit aufgerichtet werden: Wo man aber deren begehrte, und jemand sich opponirte, und vermeynte, daß es nicht nothwendig wäre, oder daß er dadurch beschweret würde, alsdann die gründliche Untersuchung der Nothwendigkeit oder Beschwerd, vor ordentlichen Gericht beschehen, und hierauf die endliche Befindnüß an Ihro Fürstl. Gnaden, als Dero die Bewilligung der Ehehafftenen zustehet, zur Erkanntnus gebracht, solch alte Ehehafftenen aber mit keinen nüerl. Beschwerden beleget werden.

LVI. Was die Taverne Wirths-Häuser betrifft, so wird von dem Land-Vogt und dem Land-Gericht eine Untersuchung geschehen, wo und wie viel Taverne Wirths-Häuser vonnöthen, und was Sie darfür Ihr. Fürstl. Gnaden zu jährl. Recognition geben sollen, auch solche darüber nicht gesteigert, oder einiger Unterscheid der Religion gemachet werden.

LVII. Die Einschreib-Lehn, welche keine Lehn-Brief erfordern, wann einer dessen ordentliche Empfahung übergehen würde, soll nicht caduc gemacht werden, sondern die Buß für das erstere mahl auf doppelten Lehn-Tax, hernach aber, so offt solches geschehen würde, nach Proportion und Werth des Guths, auf 1. fl. von jedem 100. bestimmet seyn.

LVIII. Gleichwie nun in allen vorgeschriebenen Gerichtlichen Sachen, denen Particular-Gerichts-Herren Moßnang, Eppenberg, Magdenau und Krynau, und wann noch andere wären, als welche hierinnen nicht contrahiret, ihre authentisch-habende Rechte heiter vorbehalten, und dadurch denenselben nichts benommen ist, so hat es dennoch den Verstand, daß in allen solchen Gerichten, da die beeden Religionen unter einander vermischet, die Gerechtsame, Freyheit und Gleichheit der Religion auf Weiß und Form, als in den vorgehenden Puncten gemeldet ist, observiret werden solle.

LIX. Desgleichen sollen auch der Stadt Lichtensteig ihre, Krafft Brief und Siegeln und alten Herkommen, sonderbaar-habende Recht und Freyheiten klärlich reserviret seyn, mit dem Anhang, daß so wohl die Schultheissen-Stelle unter beeden Religionen alterniren solle, als auch übrigens die mehrbesagte Gleichheit in Besetzung ihres Raths, Gerichts, Aemtern und Diensten beobachtet werden.

 LX. Wann

1718 LX. Wann auch sonderbaare Gemeinden oder Particularen sonderbaare Recht und Gerechtigkeiten, darüber in vorgehenden Puncten nichts versehen wäre, aufweisen könnten, sollen sie dabey verbleiben, und ihnen nichts benommen seyn.

LXI. Es sollen auch alle Sprüch, Urtheile und Erkanntnüssen, welche biß auf den heutigen Tag von den ordentlichen Gerichten in dem Land, auf die Weiß, wie sie biß dato besetzt waren, ergangen, wie auch alle erweißliche Privat-Conventionen, jedem Drittmann ohne Schaden, in ihren beständigen Kräfften seyn und verbleiben, und nicht aufgehebt, noch abgeändert werden, und also alles Ausgemachte ausgemacht heissen, seyn und bleiben, wofern der Richter des GOtts-Hauses Recht und liegende Güter nicht berührt hätte: Es solle auch nicht weniger bey denen Rechnungen der Kästen, welche über den Land-Handel ergangen, auf Weiß und Form, also, daß selbige ohne fernere Untersuchung oder Hinderung nach alt-gewohntem Brauch und denen Spruchen de annis 1513. 1514. angelegt werden sollen.

LXII. Endlichen solle auch eine vollkommene Amnestia und ewige Vergessenheit alles dessen, was von Anfang dieser Streitigkeiten, u. unter währendem Krieg biß auf den heutigen Tag passiret, was Natur es immer sey, gestifftet, beliebet, und allerseit angenommen seyn, und desnahen unter keinerley Prætext noch Vorwand, niemanden das geringste an Leib, Ehr oder Guth zugesucht werden: Was aber diejenigen Bußen und Kosten, welche die Sechs Wattweylische Männer, dem Panner-Herr Päsch, seinen Sohn Jacob Päsch, den Land-Weibel Germann, und die Kellerische Erbschafft betreffend, ansiehet, selbige aufgehebet, tod und ab seyn sollen, und jeder Landmann zu seinem Eigenthum, Weib und Kindern sicher, ruhig und angefochten kommen möge.

LXIII. Den Religions-oder Lands-Frieden demnach betreffend, so sollen nur allein die beeden Religionen, die Catholische und Evangelische, die eine wie die andere, in der gantzen Landschafft Toggenburg durchaus frey seyn und verbleiben, also daß der beeden Religionen zugethane eine vollkommene freye und ohngehinderte Religions-Ubung in allen Stücken und Theilen ihres Gottesdienst, u. allem dem so demselben anhanget, mit aller Gerechtsame und Freyheit geniessen und haben sollen.

LXIV. Und gleichwie die Evangelische denen Catholischen in ihrer Religion, Kirchen-Gebräuchen, Ceremonien, und allem was dran hanget, weder Ordnung, Ziel, noch maaß vorschreiben oder selbige behindern; Also hingegen denen Evangelischen von niemanden in ihrer Religion, Kirchen-Gebräuchen, Ceremonien u. allem was hieran hanget, sonderheitlich aber der Feyertagen halber nichts vorgeschrieben, auch weder Ziel, noch Maaß gesetzet, oder einige Hinderniß gethan werden: Selbige aber der Lehr-Sätzen halber sich an die Evangelische Eydgenößische Glaubens-Bekänntniß halten, und die Kirchen-Gebräuch, wie sie dißmahlen eingeführet sind, fortsetzen wollen.

LXV. Die Kirchen-Stunden, wo solches noch nicht geschehen, sollen

sollen forderlich eingerichtet, und alles Schänden, Schmähen, Trä- 1718
tzeln und Reitzen auf und neben der Cantzel, von beeden Theilen höch-
stens verbotten, auch die Fehlbare mit Ernst abgestrafft werden.

LXVI. Denen Evangelischen Pfarrern und Vorgesetzten die nöthige Kirchen-Zucht, bestehende in Vorstellung, Vermahn- und Anhaltung zur Besserung des Lebens zustehen: Doch daß sie sich hierbey keiner Jurisdiction anmassen; Deßgleichen auch auf die Schulen, als worinnen die liebe Jugend, nicht allein im lesen, schreiben und singen, sondern auch in denen Anfangen der Religion und Glaubens-Articuln unterrichtet werden solle, ein treu-geflieszenes Aufsehen zu haben, ihnen obgelegen seyn solle.

LXVII. Die Evangelische Pfarrer sollen von niemanden der nicht ihrer Religion ist, visitiret, und so lang sie ihren Gemeinden in Lehr und Leben erbaulich vorstehen, wieder ihren Willen, auf andere Pfründen nicht abgeändert werden: Auch der vormahlen ihnen in dem leistenden Eyd eingerückte Terminus: **dem Fürsten in allem gehorsam zu seyn**, ausgelassen werden.

LXVIII. Die Witben und Waisen sollen mit Vögten ihrer Religion besorget werden, und ihrer Auferziehung halber unter derselben und ihrer nechsten Verwandten Aufsicht stehen.

LXIX. Wo die ein- oder andere Religion aus eigenen Mitteln neue Kirchen bauen, oder Pfründe stifften wolle, ihnen daran kein Eintrag gethan werde; Vorhero aber beede Religionen wegen der alten Kirchen sich in Freundlichkeit zu vergleichen haben, und wann sie sich selbsten nicht vergleichen könnten, alsdann jede Parthey zwey ehrliche Männer erbitten, um sie zu entscheiden; Wann aber diese Schied-Leuthe in ihren Meynungen in gleichen Stimmen zerfallen würden, jeglicher von diesen Sätzen noch einen ehrlichen unpartheyischen Mañ fürschlagen, und unter solchen fürgeschlagenen einer durch das Looß zum Obmann erwehlet werden, welcher bey seinen Eydes-Pflichten der einen, von den Schied-Leuthen ausgefällte Meynung, welche ihm die bessere beduncht, beyfallen solle. Wann auch die ein und andere Religion eine gemeinsame Kirche zu erweitern begehrte, solches aus eigenen Kosten wohl geschehen mögen, mithin der andern Religion kein Eintrag noch Schadigung zugefüget werden.

LXX. Weilen alle Kirchen- und Pfründ-Güter in dem Toggenburg abgechuret und vertheilt, soll es bey denen, so vormahls, als Zeit währender dieser Negotiation vorgegangene Abchurungen, Theilungen und Vorkomnüssen verbleiben, und hinkünfftig keine Theilung mehr vorgenommen werden.

LXXI. Wann eine Evangelische Person um die Ehe angesprochẽ würde, oder eine verheyrathete befugter Ursachen halber, der Ehescheidung begehrete, sollen sich der Decanus ein Pfarre, und die weltlichen Beysitzer des Synodi zusammen thun, und um solche Ehe aussprachen, oder prætendirende Ehescheidungen die Partheyen gütlich vergleichen, oder wañ solches ohnerheblich, selbige entscheiden und absprechen, wor-

1718 bey es denn sein Verbleiben haben, jedoch, daß alle straff-und bußwürdige Sachen dem bißherigen Richter überlassen werden sollen.

LXXII. Die Dispensations-Bussen von dem dritten Grad also eingerichtet seyn, daß, welche ohngefährlich fünff tausend Gülden und darüber besitzen, höchstens funffzig Gulden, welche demnach 1000. biß 5000. fl. besitzen, zwantzig Gulden: Welche aber unter 1000. fl. besitzen, nach Beschaffenheit der Mitteln bezahlen; Wo aber gar Arme wären, mit denselben mildiglich verfahren werden solle.

LXXIII. Der Evangelische Synodus in dem Toggenburg solle, wie er dißmahlen eingerichtet, fortgesetzet, und darinnen die Religions- und Kirchen-Sachen unter ihnen allein abgehandelt werden, wie die dermahlige Synodal-Statuta es mit sich führen.

LXXIV. Die Collaturen der Pfründe belangende, bleibt es bey denen von Ihr. Fürstl. Gnaden bescheint- und hergebrachten Briefen, Siegeln und Herkommen: Es wäre dann Sach, daß die Catholischen Toggenburger in Zeit von 3. Jahren etwas mehrers und bessers für sich bescheinen könnten, alsdann sie dessen zu geniessen haben sollen.

LXXV. Wenn eine Evangelische Pfarr-Pfründ in dem Land Toggenburg vacant würde, solle die Gemeind sich bey Ihro Fürstlichen Gnaden oder Dero Land-Vogt ehrerbietig anmelden, und alsdann ohne einige Behinderung sich selbsten in einem der Evangelisch-Eydgenößl. Orten, welchen sie wollen, üm einen Pfarrer bewerben mögen, welcher in einer der vier Evangelischẽ Städten der Eydgenossenschafft examiniret, und ad ministerium admittiret, auch gute Zeugnüs seines ehrlichen Lebens und Wandels habe, und selbigen mit besagten Testimonialibus einem jeweiligen Fürsten oder seinem Land-Vogt præsentiren, der dann hierauf denselben confirmiren wird: Es sollen aber obgemeldter Pfarrern nicht mehr als ein Drittheil aus einem Orte seyn; Wann dann auch Toggenburgl. Land-Leute vorhanden, welche tüchtig, und obbesagter Weise examinirt, und auch ad ministerium admittirt wären, selbige hierinfalls der Zahl halben gleich einem der obgemeldt. löbl. Orten gehalten werden.

LXXVI. Es ist auch heiter abgeredet und verglichen, daß nach erfolgter Ratification dieses Tractats, selbiger förderlich bewerckstelliget werden, und darauf hin die Huldigung geschehen solle; Wann aber in künfftiger Zeit, und nachdem dieser Tractat in Execution gesetzt seyn wird, über diesen Tractat, und darinnen enthaltenen Puncten, wieder alles Verhoffen, sich Mißverstand und Strittigkeit ereigen würde, alsdann so wohl Ihr. Fürstl. Gnaden als auch die Land-Leute in Toggenburg, die waltende Strittigkeiten an Sechs der dreyzehen löbl. Orten der Eydgenossenschafft, jedes an drey zu bringẽ, welche dann in Gleichheit der Religion und Sätzen, selbige entweder in der Gütigkeit, beylegen, oder ohnerhebl. Falls, nach gewohnt-Eydgenößl. Herkommen, durch Rechtl. Ausspruch entscheiden sollen; in der ausgedruckten Meynung, daß in allen, entzwischen Ihr. Fürstl. Gnaden und dem Lande Toggenburg, fürfallenden Streit-Sachen, nicht via facti verfahren, sondern alles biß auf güt-oder rechtlichen Ausspruch in dem von gegenwär-

genwärtigen Tractat an hergebrachten ohnveränderten Stand verblei- 1718
ben solle.

LXXVII. Wegen des Land-Friedens in den Mehrern und Mindern Gerichtbarkeiten, welche Ihr. Fürstl. Gnaden in der Land-Grafschafft Thürgau und auch in dem Rheynthal besitzen, hat es den Verstand, daß es bey dem in An. 1712. von denen löbl. Regierenden Orten zu Aran errichteten, und durch den Druck ausgegebenen Lands-Frieden beständig bestehen, und Ihr. Fürstl. Gnaden sich deme conformiren sollen, also, daß demselben, in allen denen Ihro zugestellten ausgeworffenen Puncten und Artickeln, wie sie dermahlen eingeführet sind, jetzt und in das künfftig, ohne einige Ausnahm, geflissend nachgelebet werden solle.

LXXVIII. Desgleichen solle auch denenselben unter keinerley Vorwand an die vergangene Kriegs-Kosten etwas gefordert, noch zugerechnet werden, sonsten aber jeglichem rechtmäßigen Creditori sein habendes Recht ohnbenommen seyn; Ihnen auch üm alles das, was von Anfang des vergangenen Kriegs, u. biß auf den heutigen Tag passiret, und worinne sie sich immer übersehen, oder verfehlt haben mögten, eine vollkommene Amnestia gedeyen, und keiner deßwegen im geringsten angefochten, oder ihme etwas zu Ohnglimpff angezogen werden.

LXXIX. Was dannenhero die ausserhalb denen obgemeldten Gerichten gelegene Aemter, als Stadt und Amt Wyl, das Rorschacher-Hoffmeister- und Goßauer-Amt belanget, solle denenselben gleichfalls, unter keinerley Vorwand, einige Kriegs-Kosten abgefordert, sie auch einer gleichmäßigen vollkommenen Amnestia geniessen, sonsten aber jeglichen rechtmäßigen Creditoren sein habendes Recht ohnbenommen seyn.

LXXX. Was auch die Herren Intendanten zu Wyl und Sanct Gallen, oder die Gericht für Urtheln in währender Zeit ausgefället, u. sonsten streitiges güt- oder rechtlich behandelt, solches in beständigen Kräfften verbleiben, weiln man dafür haltet, daß dadurch Ihr. Fürstl. Gnaden Rechtsamen und liegende Güter nicht angegriffen worden, u. was zur Erbauung der Evangel. Kirchen Schönholtzers-Wylen und Zugehörungen, für Erdreich von einem Deroselben Lehen, gegen erstatteten Preiß, ledig bezogen worden, solle, ohne des Erb-Zinßes Schwächung, welcher auf den übrigen Gütern zu suchen ist, sein Verbleiben haben.

LXXXI. Nachdeme dann diese Friedens-Handelung zur Ratification gelanget seyn wird, (wozu jedem Theil längstens 2. Monath Zeit gelassen wird) werden beede Löbl. Stände Ihr. Fürstl. Gnaden wiederum abtretten, die in Besitz genommene alte Landschafft, samt denen Gerichten in dem Thurgeü und Rheinthal, mit aller darzu dienenden Herrlichkeiten, Rechten und Gerechtigkeiten, auch denen in und ausser Landes gelegenen Einkünfften, Zinßen, Zehenden, Renten, Gülten, u. andern Rechtsamen, wie sie solchen in Besitz genommen, und dermalen besitzen; Vorbehalten das, worüber in gegenwärtigen Tractat anders disponiret worden.

LXXXII.

1718 LXXXII. Es sollen auch die Land-Leuth im Toggenburg Ihro Fürstl. Gnaden, und Dero Gottshauß, wann das, was derselben halber in vorhergehenden Tractat vorkommen worden, so weit erfüllt seyn wird, daß die Toggenburgische Land-Leuth ihren Land-Rath samt ihren Antheil der Appellation-Richtern vor der Huldigung ernamset haben, und bey dem Huldigungs-Act, welcher Ihr. Fürstl. Gnaden längstens 14. Tag nach der Ratification vornehmen mögen (dieser Tractat samt dessen Ratification vor offener Landes-Gemeine ablesen, und darauf hin die Huldigung geschehen,) auch Ihro Fürstl. Gnaden innerhalb den nechst folgenden drey Tagen, die Denomination ihrer Beamten, Land- und Appellation-Richtern eröffnet haben werden, zu Vertrag mäßiger und ruhiger Besitzung der Grafschafft Toggenburg kommen lassen; Dessen Vollziehung beede Löbl. Stände sich angelegen seyn lassen werden.

LXXXIII. Und damit nun der errichtete Frieden um so sicherer u. beständiger seye, und in Ansehung hierseits benachbarter Ständen, bey etwan zwischen Ihnen fürfallender Mißverständnüß (die GOtt verhüte) nicht neuen Anstoß litte, so haben die Löbl. Stände Appenzell, Usser-Rothen, Ihr. Fürstl. Gnaden und die Stadt St. Gallen, bey Eydgenößischen treuen, Ehren und wahren Worten, einander versprochen und zugesagt, daß kein Theil dem andern um einiger Ursachen willen, wie die seyn, vorfallen, oder Nahmen haben mögen, thätlich oder feindlich angreiffen, und zusetzen wolten; und im Fall ja etwa Irrung, Streit, und Mißverstand sich zwischen Ihnen erheben und zutragen mögte, welches allein die Ständ selbsten, oder die zusammen habende Vorträg, und darinnen enthaltene Rechtsame betreffen thäte, oder daß solche Vorträg ohngleich verstanden werden wolten, daß der beschwerte Theil seine Klag an den Beschwerenden münd- oder schrifftlich je nach gestalt der Sachen nachrichtlich gelangen lassen, und um dessen Abstellung freund-nachbarlich ansuchen thäte, demselben auch mit freund- und billiger Antwort entsprochen, in allweg auch auf beschehendes Recht-Bott via facti nicht fürgefahren, sondern jeglicher Theil, bey seiner vor sothanem Streit gehabter Besitzung, Herkommen und Rechten verbleiben; Und Falls die also mißverständige Theil einander nicht mögten in der Güte und Freundlichkeit zur Gnüge berichten, sodann die Sach zu güt- als rechtlichen Entscheid dergestalten gelangen, daß jeder Theil zwey von denen Löbl. Orten der Eydgenossenschafft, nach Belieben erbitten möge, durch gleiche Sätz aus ihren Raths-Mitteln solche Zwistigkeiten decidiren zu lassen; Da dann die streitige Theile sich an deme halten, sättigen und begnügen, was alda gesprochen wird, und damit dem Streit abgeholffen; Die also zu Sätzen erwehlte Löbl. Ort, so güt- als rechtlich gesprochen, als Handhabere desselben, bestens befugt seyn, demjenigen Theil, welcher solchem Ausspruch entgegen in minderem oder mehrerem via facti verfahren wolte, gütlich, oder so das ohnverfänglich mit kräfftigen und ernstlicheren Mitteln, zu Observanz des Ausspruchs, und Erstattung allfählich dem beschwerten

Theil zugewachsenen Schaden und Kosten zu vermögen und anzuhalten. 1718

LXXXIV. Und solle von nun an und in das künfftig all dasjenige, was vor oder unter dem letzten leidigen Troublen und biß dato zwischen obgedachten dreyen Löblichen benachbarten Ständen immer wiedriges passiret seyn mögte, gäntzlich und völlig abgethan, ausgelöscht und vergessen seyn und bleiben, zwischen allen drey erwehnten Löbl. Ständen eine wahre Freund- und Nachbarschafft frischer Dingen aufgepflantzet und cultiviret, auch ihre Angehörige dahin mit Ernst angemahnet werden.

LXXXV. Des abgethanen Zolls halber zu Lanquat solle die Sache in dem Zustand, wie es sich dismahlen befindet, biß zu güt- und rechtl. Austrag, welcher längstens inner Jahres-Frist vorgenommen werden solle, verbleiben. Wann nun die hierinnen contrahirende Theil, als beyde Löbl. Stände Zürich und Bern, dann Jhro Fürstl. Gnaden Herr Abt, Decan und Capitul zu St. Gallen, diesen Friedens-Tractat, in allen seinen Puncten und gantzen Jnhalt, ohnzerbrüchlich und vest handeln werden, so wohl für sich als ihre Nachkommende, einander bey guten Treuen und Ehren versprechen; alſo haben sie sich auch gleichfalls einander hierbey zu mainteniren und zu handhaben zugesaget: Jn Krafft gegenwärtiger Jnstrumenten, welcher drey gleich lautende verfertiget, und mit hernach unterschriebener Herren Pacificatoren Hand und Pettschafften verwahret worden. Geben zu Baden im Ergau, Mittwochs den 15. Tag Brachmonat, von der Gnaden-reichen Geburth unsers lieben HErrn und Heylandes gezehlet 1718. Jahre.

(L. S.) Hanß Jacob Ulrich, Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L. S.) Johann Heinrich Hirtzel, Stadthalter und des Raths der Stadt Zürich.

(L. S.) J. F. Willading, Herr zu Urthenen und Mattstetten, Schultheiß der Stadt Bern.

(L. S.) Johann Antoni Tillier, Venner und des kleinen Raths der Stadt Bern.

(L. S.) Joseph Antoni Pündtiner, v. Brg. Hochfürstl. S. Gallischer Rath und Cantzler.

(L. S.) Gall Antoni, Freyher von Thurn, Hochfürstl. St. Gallischer Rath und Ober-Vogt zu Ranißhorn.

Friedens-Ratification des Löbl. Stands Zürich.

Wir Bürgermeister, klein und grosse Räthe der Stadt Zürich urkunden hiermit: Demnach Unsere auf jüngsten Congreß zu Baden geweste vor geliebte Mit-Räthe und Pacificatores bekanntlichen, die Hochgeachte Wohl-Edle, Gestrenge, Fromme, Vornehme, Vorsichtige

1718 sichtige und Weise, Herr Johann Jacob Ulrich, Stadthalter, u. Hrn. Johann Heinrich Hirtzel, Stadthalter mit Ihro Fürstl. Gnaden des neu erwehlten Herrn Abts Josephi, Decans und Convents des Fürstlichen Stifft St. Gallen, Herrn Pacificatorn den 15. Jun. dieses lauffenden Jahrs zu besagten Baden, die Friedens-Tractaten entzwischen Löbl. Standt Bern und Uns an dem einem, dann Ihr. Fürstl. Gnaden dem Herrn Abt, Decan und Convent, wohlgedachter Fürstl. Stifft an dem andern Theil, besag dreyer gleich lautender authentischen Exemplarien (welche zu Handen aller Löbl. interessirten Stände expediret worden) biß auf gedachter Ständte, als hoher Principalen Ratification, abgeredet, geschlossen und nach aufgegebener Vollmacht besiegelt u. unterschrieben, daß wir nach gründlicher Durchseh- und Erdaurung vorgemeldet, durch göttlich-gnädige Leitung errichteter Friedens-Tractaten, dieselbe in allen und jeden darinnen enthaltenen Puncten, Artickeln und Clauseln gut geheissen, ratificiret und bestättiget; Wie Wir dann solche hiermit durchaus gutheissen, ratificiren und bestättigen, vor Uns u. Unsere Nachkommende, mit wahr-Eydgenoßischer Verpflichtung, alle die darinnen enthaltene Puncten, Artickeln u. Clauseln aufrichtig und getreulich zu beobachten und zu erfüllen. Dessen zu mehrem Glauben und Bekräfftigung gegenwärtiger Ratification haben Wir unsere Stadt Zürich Secret-Insiegel hierauf drucken lassen. So geben Donnerstags den 11. Aug. von der Gnaden-reichen Geburth Christi, unsers Erlösers gezehlt, 1718. Jahr.

(L.S.)

Friedens-Ratification des Löbl. Standes Bern.

Wir Schultheiß, klein und groß Räth der Stadt Bern thun kund hiermit: Demnach zwischen Unsern vertrauten lieben alten Eydgenossen, Löbl. Standes Zürich und Uns an einem, dann Ihro Fürstl. Gnaden Herren Abten Decan und Fürstl. Stiffts St. Gallen am andern Theil, einige Mißhell und Zweyspalt erwachsen, selbige auch in kriegliche Verfassungen und Thätlichkeit ausgebrochen, welche aber durch freundliche Handlung, so den 5. Jan. in Baden angefangen, den 5. May reassumiret, aus GOttes Gnaden durch allseitig dort hin abgeordnete Hrn. Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand, biß auf Unsere Ratification, gelanget, zu Pappier gebracht, u. sub 15. Junii alles gegenwärtiges Jahrs, unterschrieben und versiegelt worden: Daß darauf hin Wir sothane Friedens-Handlung in allen seinen Puncten und Articuln für Unser Ort seines gantzen Inhalts angenommen, bestättiget und beliebet haben wollen. In Krafft gegenwärtiger Ratification zu mehrerem Bestandt mit Unser Stadt-Secret-Insiegel verwahret und geben den 12. Tag Aug. 1718.

(L.S.)

Frie-

* * *

1718

Friedens - Ratification Ihr. Fürstl. Gnaden von St. Gallen, Decan und Convents des Fürstl. Stifft.

VOn GOttes Gnaden Wir *Josephus*, des Heil. Röm. Reichs Fürst, Abt des Fürstl. Stifft und Gotts-Hauß St. Gallen, so ohne Mittel dem H. Stuhl zu Rom zugehöret, St. Benedicten Ordens, auch des hohen Ordens der Jungfräul. Verkündigung Mariä Ritter ꝛc. Und Wir Decan und Convent erst ermeldter Fürstl. Stifft zu St. Gallen thun kund hiermit männiglichem: Demnach die zu freundlicher Beylegung der entzwischen bey den Löbl. Ständen Zürich und Bern, und uns einige Jahr hindurch gedauerten krieglichen Mißhell- und Streittigkeiten jüngst abgewichenen 5. Januarii dieses lauffenden Jahrs in Baden angestossene, und den 5. May hernach reassumirte Friedens-Handlung aus Gnaden GOttes durch Unsere allseitig zu dem End dorthin Abgeordnet- und Bevollmächtigte zu vollkommenen Stand, biß auf unsere Ratification, besiegelt, so, daß selbige von Ihnen zu Pappier gebracht, und sub dato 5. Junii darauf hin unterschrieben, und besiegelt worden: Daß dann Wir diese Handlung und Friedens-Tractat in seinem vollkommnen Begriff und Enthalt gäntzlichen genehmhalten, ratificiren und confirmiren, in Krafft Unserer hierunterzogener eigener Handschrifft, und vorgedrucken Abbatial- und Convents-Siegeln. So geben, und beschehen in Unserm Schloß neuen Ravensberg den 5. Aug. 1718.

(L.S.) JOSEPHUS Abb.

(L.S.) P. JODOCUS Decanus.

CCLXXIX.

Friedens-Schluß zwischen Ihro Röm. Käys. Majestät und der Ottomannischen Pforte. Zu Passarowitz, den 21. Julii 1718. aufgerichtet.

In Nomine Sacro-Sanctæ & individuæ Trinitatis.

POstquam duobus abhinc annis infauste acciderit, ut inter Augustissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem CAROLUM VI. (Pl. Tit.) & Serenissimum ac Potentissimum Magnum Sultanum AHMED HANUM, Ottomannorum ac Asiæ & Græciæ Imperatorem, Pax & tranquillitas illa, quæ pergloriosissimos amborum Magnorum Principum ac Imperatorum Prædecessores Carlovizii in Sirmio conclusa & stabilita fuerat, summum in eorundem subditorum detrimentum, perturbationem & negotiorum jacturam, per nova quædam dissidia ante elapsum terminum interrumpebatur, exindeque cruentum & exitiale bellum exortum sit, quod magnas Provinciis & Regnis devastationes & populorum desolationes attulit, divina tamen opitulante clementia tam salutaria ambo Imperia susceperunt consi-

1718 conſilia, ut de reconciliandis exacerbatis animis, parcenda humani ſanguinis effuſione, & proſpicienda ſubditorum ſalute & bono recogitaretur. Ideo interpoſitis Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis ac Alte Potentium Dominorum Ordinum Generalium unitarum Belgii Provinciarum officiis eo res perductæ ſunt, ut ad tractandam & concludendam Pacem ac renovandam priſtinam amicitiam Legati plenipotentiis ſat amplis inſtructi in aliquem locum mitterentur, ubi de certis conditionibus convenirent; Itaque ex parte Sereniſſimi Potentiſſimi ac Invictiſſimi Romanorum Imperatoris, Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus, Dominus Hugo Damianus de VIRMONT, Intimus & Imperialis Aulico bellicus Conſiliarius, Rei pedeſtris Supremus Præfectus & conſtitutus Tribunus, ac Excellentiſſimus Dominus Michael a Tallmann, Imperialis Aulico bellicus Conſiliarius, ex parte vero Sereniſſimi ac Potentiſſimi Magni Sultani Ahmed Hani Ottomannici Imperii Illuſtriſſimus & Excellentiſſimus Dominus IBRAHIM Aga, Aerarii Ottomannici ſecundæ diviſionis Præſes & Excellentiſſimus Dominus MECHMED Aga ejusdem ærarii tertiæ diviſionis Præſes, nec non nomine Sereniſſimi Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis Excellentiſſimus Dominus Robertus de SUTTON, Eques auratus & alte potentium Ordinum generalium unitarum Belgii Provinciarum Excellentiſſimus Dominus Comes de COLIERS ſtatim circa principium præteriti menſis Maji hic Paſſarovicii comparuere, qui ſolemni congreſſu & habitis quibusdam ſub Tentorio uſitato more colloquiis exhibitisque mutuo plenipotentiis ita felici ſucceſſu hujus pacis opus perfecere, ut in ſequentes viginti mutuos articulos convenerint.

Art. I.

Provinciarum Moldaviæ & Valachiæ partim Poloniæ & partim Tranſylvaniæ limitibus conterminæ interjacentibus, ut ab antiquo montibus diſtinguantur, & ſeparentur, ita ut ab omni parte antiquorum confiniorum termini obſerventur nullaque in his nec ultro nec citro fiat mutatio, & cum partes Valachiæ cis Alutam fluvium ſitæ cum locis & munimento Temesvarini in poteſtate & poſſeſſione S. C. Rom. Imp. Majeſtatis ſint, juxta acceptatum fundamentum pacis, UTI POSSIDETIS, in ejusdem dominio & poteſtate permaneant, ita, ut prædicti Fluvii ripa Orientalis ad Ottomannicum Imperium, ripa vero Occidentalis ad Romanum pertineat: E Tranſylvania elabens Fluvius Aluta usque ad locum, ubi in Danubium exoneratur, inde vero juxta ripas Danubii fluvii verſus Orſovam usque ad locum, e cujus regione Timock fluvius in Danubium influit, conſtituantur confinia, atque ut ante hæc circa fluvium Maruſinum obſervatum fuerat, Aluta quoad potationem pecorum & piſcationis aliasque ejusmodi perquam neceſſarias utilitates utriusque partis ſubditis communis ſit, Germanorum eorundem ſubditorum navibus onerariis & Tranſylvania in Danubium ultro citroque commeare liceat aliorumque cymbarum absque impedimento uſus permittitur, naves tamen molen-

molendinariæ in locis convenientibus, ubi navigationi mercatorum obeſſe non poſſunt, communi Gubernatorum in confiniis exiſtentium conſenſu collocentur. Et cum nonnulli Boyari aliique minoris conditionis ex Valachia Ottomannica tempore belli ad partes Romano-Cæſareas ſe receperint, ii vigore hujus pacis ad priſtinos lares revertere & ibi commorando ad inſtar aliorum habitationibus, bonis & terris ſuis pacifice frui poterunt. 1718

II. A loco, ubi Timok in Danubium influit, circiter decem horas ſurſum utriusque Imperii confinium conſtituatur, Iſperleckbanea cum ſuis antiquis territoriis Ottomannico, Reſſova vero Romano Imperio permanentibus & inde inter montes verſus Parakin pergatur, ita, ut Parakin Romano-Cæſareæ & Riſna Ottomannicæ ditioni relictis inter utriusque medium percongruum ſitum progrediatur in Iſtolaz, & ibi transeundo parvam Moravam juxta citeriorem ripam ad Schahak & inter Schahak & Bilanam per terram ad Bedka procedatur inde flectendo circa territorium Zozolenſe eatur Bellinam ad ripam Drinæ Fluvii ſitam, Belgrado ſeu Alba Græca, Parakin, Iſtalaz, Schahaz, Bedka & Bellina cum antiquis ſuis territoriis Auguſtisſimo Rom. Imperatori cum a ſua Majeſtate poſſeſſa ſint, Zokol vero & Raſna cum ſuis etiam antiquis territoriis Ottomannico Imperio permanentibus, Timok fluvio cum ſuis emolumentis utriusque ſubditi communiter gaudeant.

III. Cum a Drina fluvio usque ad Unnam, intraque ripam fluvii Savi apertæ ſitæ ſive occluſæ arces & Palank a Romanorum Imperaris milite ſint, cum antiquis ſuis territoriis juxta fundamentum pacis in ejusdem S. Cæſ. Majeſtatis poteſtate permanendo, quare etiam integer fluvius Savus cum ſuis ripis ad eandem pertinet.

IV. A loco, ubi fluvius Unna in Savum influit, usque ad territorium antiqui Novi, quod porta Ottomannica poſſidet, in ripa Orientali dicti fluvii ſitum Jaſſenoviz & Dobiza nec non aliquot turres & inſulæ cum præſidio Romano-Cæſareo inceſſæ ſint juxta fundamentum pacis cum antiquis ſuis territoriis Sacræ Cæſ. Majeſtatis permanento.

V. Quemadmodum novi Novi territoria in occidentali Unnæ ripa ex parte Croatiæ ſita (quæ tum Auguſtiſſimo Rom. Imperator appertinebant) poſt tractatum Carlovizienſem propter aliqua quæ tempore ſeparationis limitum exorta ſunt diſſidia & controverſias, deſtructa hoc nomine nuncupata Palanka Imperio Ottomannico tradita fuere, ita iterum ad reconciliationem & ſatisfactionem S. Cæſ. Majeſtati reſtituantur & in ejusdem poteſtatem cum omnibus inter antiquos ſuos limites exiſtentibus locis & terris revertant.

VI. Loca demum, quæ in partibus Croatiæ ſita a Savo fluvio diſtantia ab utraque parte poſſeſſa & præſidiis cuſtodita juxta Carlov. tractatum cum ſuis territoriis in utriusque poteſtate maneant atque ſi quædam adhuc occupata fuerint, viginti quatuor annos lunares continuo ſequentes a die, qua ejusdem ſubſcriptio facta fuerit, utriusque Imperii ad determinandos limites deputati Commiſſarii de

1718 controversiis decidant & usque ad extremitatem Croatiæ, eorum locorum territoria, quæ in unius aut alterius Imperii possessione mansura sunt, distinctis limitibus ac signis separent & determinent, sicuti per Carlovicienfem ita etiam per præsentem tractatum liberum ac licitum esto, ab utraque parte possessa munimenta & arces, quæcunque de facto extant, pro securitate utriusque partis reparare, munire & fortificare, ad incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos pagos ædificare ubique sine impedimento & exceptione utrique pari fas esto, dummodo sub hoc prætextu nova fortalitia non erigantur.

VII. Pax ista, quamvis secundum prædictas conditiones bona concordia conclusa sit, attamen ut omnia, quæ de confiniis promissa & acceptata sunt, ex omni parte robur accipiant, constituantur quamprimum ab utraque parte experti, fidi & pacifici Commissarii hique loco opportuno, ubi illis visum fuerit, convenientes cum quieto comitatu & famulitio intra spatium duorum mensium & citius si fieri poterit, confinia metis & terminis manifestis superiores articulos designata distinguant & determinent & statuta ab utrinque accuratissime & citissime executioni mandentur.

VIII. Definiti tandem per hosce tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali deputatorum Commissariorum separatione stabiliti sive deinceps idoneo tempore per operam Commissariorum utrinque stabiliendi confiniorum limites sancte utrinque & religiose observentur, ita ut sub nulla ratione aut prætextu extendi, transferri aut mutari possint, neque liceat alicui paciscentium parti in alterius partis territorium ultra statutos semel terminos aut lineas quidquam juris aut potestatis prætendere aut exercere, aut alterius partis subditos sive ad deditionem sive ad pendendum tributum qualecunque sive præteritum sive futurum sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis alteratio juste amoveatur.

IX. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo articulorum armistitii hujus aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias aut discordias, ubi promto & maturo remedio opus sit, ordinentur utrinque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti, atque pacifici hique loco opportuno convenientes sine exercitu cum æquali pacificarum personarum comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque pars suos homines & subditos citra omnem tergiversationem vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam pacis observantiam compellat, quod si vero negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque partis componi & expediri non possent, tunc ad ambos potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire & adhibere valeant,

leant, ita ut tales controversiæ quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spacium componantur nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur; cumque præterea in antecedentibus sacris capitulationibus duella & mutuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ & si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur. 1718

X. Incursiones hostiles & occupationes omnesque insultus clam aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes territorii utriusque dominii omnino & severissimis mandatis prohibitæ sint ac illicitæ; Trangressores Articuli hujus ubicunque deprehensi, statim incarcerentur & per jurisdictionem loci, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione & rapta quæcunque sunt diligentissime perquisita & adinventa cum omni æquitate dominis suis restituantur: Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque partis ad justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam sub amissione officii non solum sed etiam vitæ & honoris adstricti sint atque obligati.

XI. Pro religiosis & religionis Christianæ exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ quæcunque præcedentes gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in regnis suis sive per antecedentes sacras capitulationes sive per alia signa imperialia sive per edicta & mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus & Potentissimus Ottomannorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesias suas ab antiquo consuetas exercere & nemini permissum sit contra priores Capitulationes & leges aliquo genere molestiæ aut pecuniariæ petitionis ejusdem Religiosos, cujuscunque ordinis & conditionis sint, adficere, sed consueta imperatoria pietate gaudeant & fruantur. Præterea Augustissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad Portam Ottomannicam Legato licitum sit commissa circa religionem & loca Christianæ visitationis in sancta civitate Jerusalem aliisque in locis, ubi ecclesias habuerint, exponere atque instantias suas facere.

XII. Publici captivi antecedentis & præsentis belli ex utraque parte in captivitatem abacti & in publicis carceribus adhuc detenti, consideratione istius almæ pacis eliberationem sperent, nec possint diutius sine læsione Majestatis Imperatoriæ clementiæ & laudatæ consuetudinis ac generositatis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinqui, sed modo ab antiquo consueto cuncti captivi a dato hujus pacis tractatus ab utraque parte intra dies 61. libertatem adsequantur, peculiariter cum in partibus Transylvaniæ captivitate detineantur, Nicolaus Scarlati, Voivoda, ac filii, ejus denique domestici, contra liberos Barones Stein & Petrasch, cum penes eos Christianopoli in 7. turribus existentibus hominibus permutati sint, quare & ii a dato hujusce pacis tractatus intra dies 31. in confiniis Valachiæ invicem permutentur & eliberentur, cæteris vero, qui in privatorum potestate sunt vel apud ipsos Tartaros, licitum sit eliberationem suam honesto

1718 & quam fieri poterit mediocri lytro procurare, quodsi cum captivi domino honesta accommodatio fieri non poterit, judices locorum litem omnem per compositionem dirimant, sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, captivi pretiis eorum sive per testimonia sive per juramenta probatis atque solutis eliberentur nec possint domini aviditate majoris lucri sese redemtioni eorundem opponere, & quandoquidem a parte Imperatoris Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos captivos quo emti sunt pretio sincere liquidato dominos illorum adstringant atque ita sanctum hoc opus pari utrinque pietate promoveatur.

XIII. Utriusque partis mercatores juxta antecedentes capitulationes pacis in ditionibus utriusque Imperii rem mercatoriam libere, secure & pacifice exerceant. Romanorum Imperatori jam modo subjectarum atque imposterum per suam Majestatem a Christianæ religionis Statibus acquirendarum provinciarum mercatoribus & subditis cujuscunque sint nationis, terra marique prout ad hanc rem destinati Commissarii convenerint, sub signis & litteris patentibus Romano-Cæsareis in Regnis ac Provinciis Ottomannicis pacificus aditus & reditus pateat, emtio & venditio libera sit & solutis necessario pendendis vectigalibus neutiquam molestentur, quin immo protegantur, consules & interpretes, qui mercatorum curabunt negotia (ubi prædicti Commissarii convenerint) in ditionibus Ottomannicis constituantur & reliquis Christianis a tributo liberis nationibus concessus favor etiam Romano-Cæsareis mercatoribus confirmetur & concedatur eademque ipsi utilitate & securitate gaudeant & perfruantur. Algerinis, Tunetanis & Tripolitanis aliisque quibus inhiberi necesse est, serio demandetur & imposterum Pacis capitulationibus neutiquam contravenientes nullam prorsus paci adversantem actionem perpetrent. Coerceantur quoque in ripa maris sitæ Dulcinensis arcis Incolæ, ne deinceps pyraticam exerceant, neve naves mercatorum infestent & damnificent eorum Fregatis & reliquis manibus pyraticis sublatis alias exstruere prohibeantur, ita quidem, ut in tales prædones, qui contra Imperiales Pacis capitulationes mercatorum navibus damna invehere & aggredi ausi fuerint, restitutis omnibus deprædatis rebus & bonis resartisque damnis & jacturis, ac in libertatem adsertis captivis, quos ceperant, juxta leges, ut justitia exiget ad aliorum exemptum animadvertantur & puniantur. Ut autem commercii res omnis fraudis expers sit, quidquid ab utraque parte constituti & de illis tractantes Commissarii concluserint ac determinaverint, rati habeatur, in capitulationibus inseratur ac adjungatur.

XIV. Porro etiam maneat illicitum futuris quoque temporibus receptaculum dare malis hominibus, rebellibus, subditis aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes prædones, raptores etiamsi alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito

to

to fupplicio adficere, utraque pars adſtricta ſit, qui ſi deprehendi nequeant, Capitaneis & Præfectis eorum, ſic ubi eos latitare compertum fuerit, indicentur iisque illos puniendi mandatum habeant, quodſi nec hi officio ſuo in punitione talium ſceleratorum ſatisfecerint, indignationem Imperatoris ſui incurrant aut officiis exuantur aut ipſimet pœnas pro reis luant, quoque magis nefariorum hujusmodi petulantiis cautum ſit neutri partium liceat intertenere aut alere Hæydones, quos liberos nuncupant, Plagiarios Pribeck dictos atque id genus facinoroſorum hominum, qui non ſunt alterutrius Princeps ſtipendio conducti, ſed raptu vivunt tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur, talesque nefarii etiamſi conſuetæ vitæ emendationem præ ſe ferant, nullam fidem mereantur, nec prope confinia tolerentur, ſed ad alia remotiora loca transferantur. 1718

XV. Ne tamen aliquo modo tranquillitas & ſubditorum quies perturbari queat, loca, ubi Ragozius, Berezenius, Antonius Eſterhaſi, Forgatſch, Adamus Vay & Michael Zacky aliique Hungari, qui tempore belli ab obedientia Auguſtiſſimi Rom. Imperatoris deſciverunt, & in Ottomannicis ditionibus refugium quæſiverunt, in Ottomannico Imperio ad lubitum collocabuntur, & accommodabuntur, remota ſint a limitaneis & confiniariis partibus, & uxores illorum non impediantur maritos ſuos ſequi & cum iis in adſignato diſtrictu commorari.

XVI. Proponentibus Plenipotentiariis S. Cæſ. Rom. Imperialis Majeſtatis ut Rex Poloniæ ejusque Respublica in hocce tractatu ſimul comprehendantur, reſponſum eſt inter Regem Poloniæ ejusdemque dictam Rempublicam pacem perpetuam & firmam & nullas cum Ottomannico imperio controverſias verſari; Si autem Poloni ratione Choczin aut ob alia negotia, quod ad proferendum aliquid haberent, per Legatos aut per litteras apud Ottomannicam Portam notificare & exponere poterunt, quæ æquitate & juſtitia determinabuntur.

XVII. Ut quoque tanto magis armiſtitium hoc bonaque inter ambos potentiſſimos Imperatores amicitia firmetur ac valeſcat, mittentur ſolennes utrinque legati ex æquo uſitatis Ceremonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in loco ſecundæ pernoctationis excipiendi, honorandi, tractandi atque proſequendi, qui in ſignum amicitiæ ſpontaneum munus conveniens tamen & utriusque Imperatoris dignitati conſentaneum adferent & in æquinoctio menſe Martio iter prævia mutua correſpondentia uno eodemque tempore ſuſcipientes in confiniis more jam pridem inter utrumque imperium obſervato permutabuntur, ſolenniter porro Legatis in Imperatoriis aulis quidquid libuerit, petere liceat atque permittatur.

XVIII. Regula & norma Curialium in recipiendis receſſisque pariter honorandis ac tractandis miniſtris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta uſitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrinque cum æquali decore & ſecundum diſtinctam caracteris miſſorum prærogativam obſervetur. Legatis Cæſareis & Reſidentibus & quibusvis eorundem hominibus pro ſuo arbi-

1718 arbitrio quibusque placuerit vestibus uti licitum sit neve quispiam impedimento esse possit. Ministri porro Cæsarei sive Oratoris sive Ablegati sive Residentis sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum Ottomannicæ portæ amicorum Legati & Agentes immunitatibus & privilegiis perfruantur eadem libertate, immo ad distinguendam Cæsareæ dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur habeantque liberam potestatem conducendi interpretes, cursores etiam & alii eorum homines Vienna ad Ottomannicam Portam atque iterum redeuntes & ultro citroque venientes salvo passu tuto & secure permeent atque ut commode iter suum perficiant, omni favore coadjuventur.

XIX. Has vero conditiones & articulos ad formam hic mutuo placitam a Majestatibus utriusque Imperatoris rati habitum iri atque ut solennia ratificationis Diplomata intra spatium triginta dierum a die subscriptionis vel citius in confiniis per Excellentissimos Legatos, Plenipotentiarios, Mediatores reciproce recte commutentur, Legati, Plenipotentiarii utriusque imperii sese infallibiliter præstituros obligant & compromittunt.

XX. Duret armistitium hocce & extendatur favente DEO ad viginti quatuor annos, quo annorum numero elapso vel etiam medio tempore, priusquam elabatur, liberum esto utrique partium, si ita placuerit pacem hanc ad plures annos adhuc prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu quæcunque stabilita sunt pacta inter Majestatem Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomannorum Imperatoris & hæredes eorundem, imperia quoque & regna ipsorum terra item marique sitas regiones, civitates, urbes, subditos & clientes observentur sancte, religiose & inviolabiliter, & demandetur serio omnibus utriusque partis gubernatoribus, præfectis, ducibus exercituum atque militiis & quibusvis in eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illi quoque prædeclaratis conditionibus, clausulis, pactis & articulis sese adæquate conformantes omnibus modis caveant, ne contra pacem & amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu se invicem offendant aut damnificent sed quolibet prorsus inimicitiæ genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admonitis morem non gesserint, severissimis in se pœnis animadvertendum fore. Ipse quoque Crimensis Chamus & omnes Tartaræ gentes quovis nomine vocitatæ ad pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite observanda adstricti sint nec iisdem contraveniendo hostilitates qualescunque exerceant erga quavis Romano-Cæsareas provincias earumque subditos & clientes, porro sive ex aliis exercituum generibus sive ex nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatorias hasce capitulationes & contra pacta & articulos earum quidpiam ausus fuerit, is pœnis rigorosissimis coerceatur. Incipiat vero dicta modo Pax, quies & securitas subditorum utriusque imperii a supra facta die subscriptionis & cessent exinde atque sustollantur omnes utrinque inimicitiæ & sub-

ſubditi utriusque partis ſecuritate & tranquillitate fruantur. Eoque 1718
fine & quo magis per ſummam curam & ſedulitatem hoſtilitates inhibere posſint, transmittantur quam celerrime mandata & edicta publicandæ pacis ad omnes confiniorum præfectos cumque ſpatium aliquod temporis requiratur, intra quod officiales in remotioribus præſertim confiniis iſtam concluſæ pacis notitiam obtinere valeant, ſtatuuntur viginti dies pro termino, poſt quem, ſi quis hoſtile quidpiam alterutra ex parte admittere præſumſerit, pœnis ſuperius declaratis irremisſibiliter ſubjaceat. Ut demum conditiones pacis viginti hiſce articulis concluſæ utrinque acceptatæ & debito ſummoque cum reſpectu inviolatæ obſerventur, ſiquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi conceſſa iisdem facultatis Imperatoriæ Inſtrumentum Turcico ſermone exaratum & ſubſcriptum legitimum & validum nobis exhibuerint, nos quoque vi manſtati & Plenipotentiæ noſtræ propriis manibus & propriis ſigillis ſubſcriptas haſce pactorum litteras in latino Idiomate tanquam legitimum & validum Inſtrumentum extradidimus.

Acta hæc ſunt in congreſſu ad Paſſarovicium in Servia ſub Tentoriis celebrato die vigeſimo primo Junii, anno domini milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

D. H. Comes de VIRMONT. (L. S.)
Michael a DALMANN. (L. S.)

Nos Robertus SUTTON, Eques auratus ex parte Sereniſſimi & Potentisſimi Domini GEORGII, Magnæ Britanniæ Regis, & Jacobus Comes COLYER ex parte alte potentium Dominorum fœderati Belgii ordinum generalium Legati mediatores hæc præmiſſa coram nobis & ſub directione mediationis noſtræ ita acta, concluſa & & firmata eſſe rigore publiei muneris noſtri pariter ſubſcriptione & ſigillorum noſtrorum appoſitione atteſtamur & firmamus.

Rob. Sutton. (L. S.) J. C. Colyer. (L. S.)

CCLXXX.

Declaratio fœderis Sacri Cæſareo-Polonico-Veneti a Dominis Legatis Cæſareis Dominis Legatis Ottomannicis apud ipſam pacis ſubſcriptionem coram Dominis Legatis Mediatoribus Anglo-Batavis facta & conſignata.

ETiamſi aliunde manifeſtum ſit, & Portam Ottomannicam non minus, quam alias Potentias latere non posſit, fœdus perpetuum indiſſolubile, & tale inter ſacram ſuam Majeſtatem, Romanorum Imperatorem, Reſpublicasque Polonam & Venetam intercedere, ut ſi unus vel alter ſeparatim, aut omnes horum confœderatorum ſimul ab imperio Ottomannico quocunque modo & tempore bello petiti & laces-

1718 lacessiti forent, omnibus & singulis pro communi defensione terra marique in arma concurrere, & mutua sibi auxilia ferre fas sit, subscriptis tamen alte fatæ sacræ Majestatis Cæsareæ Legatis Plenipotentiariis vi mandati specialis hac conclusæ Passarovicensis pacis occasione incubuit, coram Portæ Ottomannicæ Legatis etiam Plenipotentiariis, sicut & Serenissimi & Potentissimi magnæ Britanniæ Regis, nec non alte Potentium Statuum Generalium unitarum Belgii Provinciarum ad mediationem præsentibus Ministris fœdus hoc quam solennissime declarare, & ita hisce declaratum esse voluerunt; Exhibitam sub tentorio ad Passarovicium vigesima prima mensis Julii, Anno millesimo septingentesimo decimo octavo.

Damianus Hugo, Comes de Virmont. (L. S.)
Michael de Talmann. (L. S.)

Nos Robertus Sutton, Eques auratus, ex parte Serenissimi & Potentissimi Domini GEORGII, magnæ Brittanniæ Regis, & Jacobus Comes Colyers ex parte alte Potentium Dominorum fœderati Belgii Ordinum Generalium Legati Mediatores, hanc præmissam declarationem ab Illustrissimis & Excellentissimis Domino, Damiano Hugone, Comite de Virmont, & Domino Michaele de Talmann, Legatis Extraordinariis & Plenipotentiarii Cæsareis Excellentissimis Dominis, Ibrahim Aga & Mechmed Aga, Ministris Plenipotentiariis Serenissimi & Potentissimi Ottomannici Imperatoris coram nobis factam & extraditam, atque ab his acceptatam esse, ac insuper promissam se eam simul cum tractatu induciarum sive Treugæ ad fulgidam Portam transmissuros pro munere nostro publico subscriptione, & sigillorum appositione rogati & requisiti attestamur, Anno & die ut supra.

Robertus Sutton. (L. S.)
Jacobus Comes Colyers. (L. S.)

CCLXXXI.

Instrumentum Pacis, inter Serenissimam Rempublicam Venetam, & Portam Ottomannicam, compositæ, & signatæ ad Passarovitz, in regno Serviæ. An. 1718. d. 21. Jul.

In Nomine Sanctissimæ Trinitatis!

QUandoquidem Deus Omnipotens indulsit, inter Serenissimum, & Potentissimum, Sultanum A H M E D H A N, Ottomannorum Asiæ, & Græciæ Imperatorem: ac Serenissimam Rempublicam Venetam bellum emergere; Divina quoque misericordia dignata est, belligerantium animis consilia pacis inspirare. Quem in finem solennem Serenissimi ac Potentissimi Principis, GEORGII, Britanniarum Regis: nec non Præpotentium Dominorum, Belgii fœderati statuum, mediationis fervor conduxit; adeoque præfatus Rex Excellentissimum, & Illustrissimum Dominum, ROBERTUM SUTTON, Equitem Auratum:

tum: prædicti Domini, Belgii fœderati Status, Excellentissimum, & Il- 1718
lustrissimum Dominum, JACOBUM COLLYERS, Comitem Plenipotentiarios, humani sanguinis effusioni, stragibus, & desolationibus tot innocentium subditorum finem facturos, atque pristinam concordiam, & amicitiam redintegraturos, delegaverunt. Cum igitur dicta mediatio utrique partium accepta, & congressus solennis in confinibus, ad Passarovitz, in regno Serviæ, fuerit destinatus; Excellentissimi, & Illustrissimi Domini, IBRAHIM EFFENDI, secundus actualis Cameræ Præses: & MEHEMED, tertius Cameræ Præses, fulgidæ Portæ Plenipotentiarii: ac Excellentissimus, & Illustrissimus Dominus CAROLUS RUZZINI, Eques, Procurator, & Plenipotentiarius Extraordinarius Reipublicæ Venetæ, comparuerunt; atque, post frequentes congressus, interveniente officio, & opera salutari dictorum Dominorum mediatorum, qui singulari Prudentia, & industria suum munus adimpleverunt, ope divina, tandem sequentes Articulos invicem pepigerunt.

Art. I.

Munimentum Imoschi, in Erzegovina, in Dalmatia, & Albania autem Tiscovatz, Sternizza, Unista, turris Proloch, Erxano, & alia propugnacula, aggeres, arces, loca item occlusa, & aperta, quæ in manus Reipublicæ Venetæ cesserunt, in ejusdem possessione denuo permanent; atque, ut fines sint depositi, & limites separati, ab uno ad alterum dictorum locorum terminum linea ducetur. Itaque quæ inter memoratam lineam, versus Dominium Venetum, & recto versus mare existunt, in possessione Reipublicæ permanent; quæ vero extra hanc lineam, excelso Imperio remanent; quemadmodum in tractatu Pacis Carolovicensis est definitum. Munimentis Reipublicæ restitutis, & in præfata linea, recto versus mare, juxta ac in fronte lineæ, sive semi-circulo, comprehensis, a destinatis partis utriusque Commissariis, pro exigentia, unius horæ spatium terræ adsignabitur. Si in vicinia memoratæ lineæ, aut extra eandem, reperiatur munimentum excelsi Imperii, eidem cum omnibus terris retrorsis, remanet; in fronte pariter per lineam semi-circularem unius horæ spatium terræ, infra circulum, adjudicabitur.

II. Quemadmodum in tractatu Pacis Carolovicensis pactum est, territorium, & districtus Dominorum Ragusanorum cum territorio, & districto excelsi Imperii continuantur; Eaque propter locus Popovo, cum suis pagis, Zarine, Ottavo, & Subzi, à Republica Veneta occupatus, cum omnibus ibidem existentibus, & communicationi nominati territorii obstantibus, excelso Imperio, quo modo statu invenitur, restituitur; similiter a parte Arcis Novæ, & Risanæ, communio terræ Ragusanæ cum excelso Imperio neutiquam interrumpetur.

III. In Archipelago sitæ, & Reipublicæ Venetæ ablatæ Insulæ de Cerigo, eidem redduntur; & octoginta dies post signatum pacis instrumentum, evacuantur, ac in possessionem restituuntur.

IV. Munimentum Butrinto, Prevesa, & Voinizza in ora Archipelagi, ac potestate Reipublicæ Venetæ, tenore fundamenti: UTI POSSIDETIS,

1718 SIDETIS, in ejusdem Reipublicæ possessione denuo commorantur; atque ab utriusque partis Commissariis æqualiter dividendis Finibus unius horæ spatium terræ adsignabitur, cum positione limitum, & terminorum.

V. Ab utraque parte finibus in Dalmatia, Erzegovina, Albania, & Archipelago discernendis Commissarii periti, probi, benevoli, & pacifici destinabuntur; qui, post tres menses, a signato instrumento, congressum cum pacifico, ac modesto Comitatu, æqualique numero, in loco competente auspicabuntur, & omnem operam navabunt finibus utrinque statuendis: ut bimestri spatio, aut citius, si possibile fuerit, munia sua exequantur.

VI. Quanto magis solida amicitia, & quies inter subditos conciliand, tanto acrius sunt abominandi, qui reprobo genio,& ingenio, ipso etiam pacis tempore, latrociniis, ac hostilibus machinationibus tranquillitatem finium disturbant; quam ob causam ejusmodi exlegibus a neutra parte tutamen, aut præsidium præstandum; sed indagandi, persequendi, & tradendi sunt, ut, aliis in exemplum, merita pœna afficiantur; Qnin & imposterum prohibitum sit, similes nefarios adjuvare, aut tutari.

VII. Quoniam dissidia, æque mari, ac terra, remittnnt, & mutua benevolentia renascitur, hujus almæ pacis notitia finium Præfectis insinuanda est: idcirco pro Bosnia, Albania, & Dalmatia terminus trigiuta dierum: pro aliis, utpote Insula Candia, aliisque finibus tempus quadraginta dierum statutum est; intra quod tempus ab excelso Imperio, sicut a Republica Veneta, quantum observari poterit, nec minimum, his Articulis contrarium, patrandum. Ceterum subditis vera, & universalis conceditur amnestia omnium, flagrante bello, commissorum facinorum, etiam quorumcunque; quorum nemo jam, vel imposterum, arguetur, aut castigabitur.

VIII. Dispositis jam finibus, limitibus, & terminis, in possessionem adjudicatis, omnia imposterum rata, sancta, & inviolata, observantor; & si quis fines violare, seu terminum transgredi præsumpserit; vel, si etiam superiores hujuscemodi transgressores debito supplicio punire supersederint, tam illi ipsi, quam delinquentes severe puniantur. Casu, Commissariis difficultates emergerent, super quibus æque convenire non possent, ab utraque parte sincera causæ notio intimanda; ut subsidio, & officio Cæsaræi, Anglici, & Hollandici, Dominorum Legatorum, apud fulgidam Portam commorantium, differentiæ rite, amiceque componantur; neque has, vel similes ob causas inimicitiæ exercendæ, neque subditorum concordia lædenda, neque stabilita pax cum excelso Imperio infringenda.

IX. Mancipia, belli tempore capta, & in carceres conjecta, intuitu almæ pacis, in fiduciam libertatis constituantur; ac, cum pietatem, & Clementiam Imperatoriam dedeceat, eadem in miseriarum squalore retineri, cuncta mancipia publica, spatio unius & sexaginta dierum, a signato instrumento, in plenam libertatem invicem afferantur; interea, usque tempus eorum redemptionis affulserit, Plenipotentiarii utri-

usque

usque partis sedulam curam gerent, quatenus interim benevole habe- 1718
antur.

X. Immunitatibus, a Sultanis quondam nationi Francorum concessis, congruenter, hi ritus suos, ubicunque Ecclesias suas, & Cœnobia habuerint, exercitare, & frequentare poterunt; &, si quæ restaurari indiguerint, vigore Cæsarei Mandati, & æquitatis, resarciri poterunt. Nullus etiam in hoc ipso illos impediet pecuniarum exactione, aut alio prætextu, contra justitiam, & excelsam capitulationem, affliget; illi insuper Jerusalem, aliaque loca sacra adire, & redire, absque omni impedimento, poterunt.

XI. Si quis ex Venetis in Dominatu Ottomannico cum aliquo commercatus esset, qui solutione alium fraudaret, & fugeret, quandoque de excelso mandato foret repertus, merces proprietario restituantur: ac si quis ex excelso Imperio cum Veneto commercatus esset, qui etiam solutionis loco aufugisset, & idem inveniretur, reperta pariter restituantur. Si quoque aliquis ex Imperio Ottomannico debita contraheret, vel alia ratione culpam incurreret, & effugeret, nullus alius innocens retentabitur; neque Venetiani, loco illius, postulabuntur. Quando talis in dominium Venetum transmigravisset, &, si debita probanda contraxisset, hæc eadem recuperabuntur, & creditori redhibebuntur; atque, si quis pœnam meruisset, ille juxta gravitatem sceleris, puniatur: pari etiam talo, a parte excelsi Imperii, procedendum.

XII. Licitum sit utrinque, recepta munimenta resarcire, reparare, munire, non autem nova munimina ad fines exstruere, neque diruta a Venetis propugnacula restaurare. In finitimis terræ firmæ, ubi expedit, fas esto, oppida, & pagos undique moliri, pro excolenda mutua necessitate, & amicitia; &, emergente aliqua differentia, finium Præfecti, congressi, causam dissidii utraque ex parte, omni justitia, & concordia, decident.

XIII. Si mercator ex Veneto in dominatum Ottomannicum pervenerit, ob æs alienum non prematur, aut retineatur. Nemo etiam mercatorum Venetorum, si Bursiam, vel alium ad locum proficisci voluerit, sine salvo Conductu sui Baili, illuc permittatur; si aliqui pervicaces abs indultu eo penetrare vellent, Subassi Bailo assistat, illosque abire non permittat. Servi Nautici navium Venetarum ad servitia Ottomannica nequaquam cogantur, sed, quo venerunt cursu, navibus suis remeare poterunt; neque ab illis, qui negotii gratia vel Venetias veniunt, vel inde redeunt, sive conjugati sint, sive cælibes, quamdiu in statu Ottomannico non stabiliuntur, & redire cogitant, ita dictum, Corazo non exigatur; Si inter Venetum, aliumque Christianum tributarium litigium enasceretur, & in flagrante disceptatione testimonia Veneta producerentur; adversarius autem, prætexendo, hos ejusdem incolatus Christianos esse debere, testimonia Christianorum Venetorum recusaret, & ita molestus esset; necessarium est, quoniam omnes Christiani unius religionis sunt, ut, cum ipsorum lites contra alios Christianos intendantur, adigantur, testimonia perhibere; & eadem, undecunque fuerint, assumi: & pro æquitate rata haberi debent. Si quis mercator Venetus,

in

1718 in Dominatu Ottomannico itineri accinctus, in pago aliquo invaderetur, rebus suis spoliaretur, vel in aggressu trucidaretur, & omnia pessum irent; &, si ad hæc ipsius hæredes, vel curatores advenirent, causa coram justitia exaudiatur, & executioni mandetur. Si quis mercatorum Venetorum, ob negotia in Dominatum Ottomannicum venisset, & commercio suo immoratus, moriretur, constituti Præfecti se ejus facultatibus non immisceant, sed eædem illius Bailo tradantur.

XIV. Respublica poterit ex placito suo mittere Bailum, qui cum familia sua, si voluerit, Constantinopoli circiter triennio habitare: & adhuc ante evolutum triennium discedere poterit; si fortassis cum familia venire nollet, id sine eadem facere: &, pro exigentia negotiorum suorum iterum ante triennium migrare, atque alter in ipsius munus succedere poterit; Hique usitato honore observantor. Ut diffidium non rempublicam Venetam, sed solum Bailum concernens, emersisset, illud memorato modo expediatur: ad negotia vero, a republica illi non tradita, & commissa, non adstringatur; Qualiacunque etiam hæc negotia fuerint, dictus Bailus obligabitur, integre eadem Senatui Veneto exponere: si proinde responsum, cum commissione, facultate, ceu potestate, desuper emanaverit, idem, prætextu alio, contra præscriptum, facultatem, capitulationem Imperialem, nequaquam vexetur, sed in quiete relinquatur. Pro omnibus, quæ Baili, Consules, interpretes, eorumque domestici, donandi gratia, ære proprio coemerint, ut etiam pro eorum victu, & amictu, nullum tributum, Baz, Reft, Cassabie, & Messetaria nuncupatum, postulabitur. Consules Veneti, illorum ipsorum mercatorum negotiationibus destinati, ad illas scalas, ubi commorati sunt, possunt descendere; atque hi illius Nationis sunto. Et, quando mutare placuerit illos Consules, qui in scalis imperii Ottomannici resident: atque alios idoneos in vices illorum transmittere, id ipsum nullus impediet. Sin autem quis cum Consulibus, a natione Veneta pro Ope, & Opera Venetorum mercatorum constitutis, litigaret, illis manus injici non poterunt, neque illorum domus obserari, sed diffidia, contra Consules, & interpretes enascentia, a fulgida porta exaudiantur.

XV. Subditi utriusque dominii, tam terra, quam mari, in perenni quiete, securitate, ac omni procul impedimento, negotiari poterunt. Venetorum juxta, ac aliorum Principum Christianorum subditi, Dominorum Venetorum navibus vecti, incolumes, ac securi, venire, & redire possint, sine molestia, metuque mancipatus; quapropter contra milites Algerinos, Tunetanos, Tripolitanos, aliosque protestandum, illisque insinuandum: ut Capitulationibus Cæsareis, & almæ paci contrarium nihil committant; quod ipsum etiam maritimi littoris ad Arcem Dulcinensem accolis mandandum est, ne piraticam exerceant: &, ne damnum mercatorum navibus inferatur, illisque omnis assultus impediatur, atque omnis molestia tollatur; Triremes ex illorum manibus extorqueantur, cum severo jussu, imposterum alios non ædificandi, hoc pacto: ut ab illis, qui deinceps contra Capitulationes Cæsareas, almamque pacem naves mercatorum deprædari præsumpserint, facultates, merces, aliaque omnia direpta proprio Domino restituantur: da-

mnum

mnum resarciatur: & mancipia in libertatem afferantur; quin etiam ejusmodi nefarii homines, quemadmodum justitia postulat, ad exemplum aliorum, quam severissime puniantur: & insuper notæ Imperiales, & excelsa mandata, quondam a regnantibus Sultanis hac super re concessa, a parte Cæsarea ab integro renoventur, confirmentur, & ex tenore suo, adimpleantur. 1718

XVI. Quando in finibus, ob homicidia, aliasve causas, dissidia & inimicitiæ orirentur, arbitratu Præfectorum finium illorum secundum æquitatem, decidendum est, & discordiis, quomodocunque exortis, obviandum; ne opus sit, querelas ad fulgidam Portam, & Senatum Venetum deferre. Summa proinde industria impendenda, ut causæ in loco decidantur: partes non confundantur: &, si nullo hic modo discordiæ possent componi, hac super re omni integritate referendum.

XVII. Si Mercatores Veneti ex venditione, vel emptione, aut mutuo accepto, negotiatione, & syngrapha, aliave justa ratione debita, opem justitiæ reposcunt, & auxilium Mubassir, vel Superintendentis, exigunt, ex Nummis exactis Mubassir, vel Zaus, tributum, in foris solvi solitum, pendatur: scilicet duos Aspros pro cento, nec plus ex summa postulare liceat. Negotiatores, Consules, Interpretes, & alii Subditi Reipublicæ, ejusdemque subjectæ Provinciæ in negotiationibus suis, sub excelso Imperio exercendis, in emendo, vel vendendo, commodando, merces procurando, tabulis debitorum, aliisque quibuscunque justis petitionibus Cadi accedant: contractum protocollo inseri faciant: & Coreto, vel aliam validam Scripturam recipiant; & oriente discordia, Coreto, Scriptura, & Protocollum conferenda sunt, & conformitate horum procedendum; sin horum nihil esset producendum, æquitas tamen exigeret, querelas discernere, judices easdem, vigore justitiæ, integre, & æqualiter excipiant: Testimonia adducta decenti sedulitate examinent, & scrutentur: utrum a mendacibus, improbis, iniquis, & facinoribus obnoxiis non perhibeantur; nec personæ, simili crimine, testimoniis perhibendis repugnante, infames audiantur, ne iniquitas, & injuria committatur; neque etiam super his iniquis, subdolis, & corruptis testimoniis sententia pronunciari potest: & si quæ sententia prolata foret, non obtineat, ut nullo modo in justitia subsequatur. Quod si aliquis Venetorum Mercatorum, vel Naucierorum in excelso Imperio Turca fieret; & navigia, ac merces ibidem non essent illorum propria, sed, justitia indagante, ad mercatores Venetos, vel existentes sub dominio Veneto subditos pertinerent, a nullo vexentur, nec exigantur sed Venetus Bailus, aut Consules navigia, & merces e manibus eorum recipiant; ne penes illos remaneat, quod aliis, ex jure, & ratione competit.

XVIII. Cum inter duos Venetos lis exoriretur, illorum Baili, more solito, & absque impedimento, illos audiant; &, si quis cum dicto Bailo in urbe Constantinopolitana dissideret, apud fulgidam portam, in Divano Imperiali, causa exaudiatur. Si vero Sultanus foris moreretur, vertentes cum Bailo lites a Præfecto, custodiæ urbis Constantinopolitanæ destinato, ac judice simul audiantur; &, si quis dissidium, vel petitum, negotiationem Venetorum mercatorum concernens, haberet, Cadi

1718 di accedat; &, absente Veneto interprete, Cadi illorum querelas excipere non liceat. Verumtamen litigantes nullam difficultatem causabunt, obtendendo, interpretem non adesse, sed obligabuntur eosdem adducere; si autem interpres magni momenti negotiis esset occupatus, usque ad ejus reditum exspectandum est. Baili, nisi legitima instrumenta adfuerint, ob alia nomina non compellantur, neç ad solvendum cogantur; ast, si debitores se subducerent, creditores illos investigare poterunt, ubi, approbante judice, vel Præfecto, jus suum postulare possunt: si debitor autem in oras Reipublicæ Venetæ subjectas diffugerit, Bailus causam ad Rempublicam devolvet, ut diligenti animadversione actor sua reciperet.

XIX. Musulmanni ex Barbaria, & aliis ex regionibus, mercatores, qui terra, marique negotiantes, dominium Venetum contingent, consueto mercium vectigali soluto, non impediantur, nec damno afficiantur, sed in dominatum Ottomannicum, prout lubet, venire, & redire valeant. Venetæ pariter, ac aliæ naves, quæ in sinum Adriæ penetrant, negotiorumque causa Venetiis appellunt, & remeant, neutiquam impediantur, aut lædantur, si alioquin aliis non offecerint. Naves Venetæ, secundum vetus telonii institutum, Constantinopoli perquisitæ, ubi ad fretum castellorum pervenerint, juxta vetus vectigalis edictum, rursus perquirantur, & tunc indulgeatur vela pandere; neque fas sit, easdem Gallipoli amplius explorare: attamen, secundum veterem vectigalis canonem, duntaxat ante oram Castellorum denuo lustrentur, tum velis iter prosequantur.

XX. Si mancipium, Venetiis fugitivum, in dominatum Ottomannicum transgrederetur, & Turca fieret; Domino, ipsum assecuto, mille Aspri solvantur: si autem non Dominus, sed ejusdem Procurator veniret, eidem pariter mille Aspri solvantur; verum, si mancipium sit adhuc Christianum, in quo statu reperitur, restituatur. Pari modo, si Musulmannus ex Dominatu Ottomannico in Dominium Venetum transfugeret, fidemque suam celasset, in eodem statu restituatur; sed si Christianus factus esset, ejusdem Domino, vel Procuratori mille Aspri solvantur. Si remiges piratarum Barbarorum ad Venetorum insulas, aliasque eorum ditiones naves appellerent: eorundem Incolas in servitutem adigerent: eosdemque, in Romeliam, Natoliam, Barbariam, & alias in terras abductos, venundarent, vel etiam suis usibus adhiberent; etsi ejusmodi mancipium in servitute etiam cujuscunque inveniretur, sine controversia, ex illius manibus eripiatur, & Reipublicæ Bailo vel locum tenenti, aut procuratori tradatur: Piratæ quoque coërceantur, & severe puniantur; sed si illud mancipium Musulmannus factus esset, in libertatem restituatur. Si contra excelsas capitulationes, & almam pacem subditi Veneti, ab aliquibus in servitutem redacti, de manu in manum traducerentur, & ansam discordiæ præberent; illi imprimis Veneti, tempore pacis in servitutem abacti, ubicunque exstiterint, si Musulmanni facti fuerint, liberentur: &, si in fide sua perseveraverint, vigore præsentis Tractatus, Bailo Veneto, vel alteri destinato, tradantur. Et, quia decreto Imperiali cautum est: ne imposterum dicti Veneti, contra instru-

instrumentum almæ Pacis, in servitutem abigantur, nefarii, qui illos in servitutem abducturi essent, absque ulla difficultate, aut prætextu, puniantur; quo, sicut prius, Summa Mandati Cæsarei adimpleatur. 1718

XXI. More antiquo: videlicet a triumphata per Excelsum Imperium Arabia, Alexandriam ex Cairo Duæ Classes mercatoriæ: & totidem ad Scalas Tripolitanas Soriæ, & Barutti, Damasco subjectas, Merces, Facultatesque suas opportune transportare poterunt; nec stato tempore retardabuntur. Præterea memoratæ duæ Classes cum grandiori Numero, minoribus, vel majoribus Navigiis, juxta receptam mercandi consuetudinem, sine reprobatione, valeant Negotia sua prosequi. Adhæc in scalis Constantinopoli, Barutti, Tripoli, aliisque Locis novata contra consuetum Tributa tam a Mercibus, quam Pecuniis subleventur; & Stylo antiquo procedatur, neque permittatur, contra vetus Vectigalis Institutum alicui Tædium facessere; nec dictæ Classes mercatoriæ, aliæque Naves, nec Mercatores, nec Merces, contra Morem veterem, a Bailis, vel aliis quibuscunque aggraventur; quin publica Securitate gaudeant, & ab omni Impetu sint tuti. Quum, Bello confecto, & Pace imperante Sultano Selim Han, redintegrata, ter centum mille Cechinorum Summa intra Triennium dependenda, integre esset soluta, prout asservatis in Ærario Imperiali Tabellis insertum; & ideo Temporibus Sultanorum, Seliman Han, Selim Han, Amurad Han, Mehemed Han, Ahmed Han, nec non eorum Nepotum, Sultan Osman Han, & Amurad Han, Conditiones, & Pacta super memoratis Cechinis plene essent adimpleta, id Excelsis Capitulationibus, à præfato Parente defuncto concessis, de novo non includebatur: neque idcirco Molestia, aut Tumultus causabuntur; at Mandata, a memoratis defunctis emissa, confirmabantur. Quandoquidem Respublica Veneta nec consilio, nec Facto Inimicis Excelsi Imperii Terra, vel Mari assistit, hæc alma Pax jugiter observabitur.

XXII. Quoniam solennia Religionis Sacra secundum transactas Capitulationes observantur, Legato Veneto sit integrum, de hoc ulteriora apud Solium Imperiale proponere; &, exceptis Articulis, sensui præsentis Instrumenti contrariis, quod in Tractatu Pacis Carolovicensis sancitum, consolidabitur.

XXIII. Sanzachi, Bei, Subassi, aliive in Excelso Imperio officiis Præfecti, Provinciis Munimentis, Oppidis, & Incolis Reipublicæ Venetæ nullum damnum inferant; si quis ex subditis Majestati Imperiali Bailis, vel Exercitu, prædictis Provinciis, Munimentis, Oppidis, & Incolis detrimentum allaturus esset, Excelso Jussu resarciatur, & Rei puniantur. Mercatores, & alii Reipublicæ Venetæ subjecti Mari, vel Terra Excelsum Imperium ingressi, suis Classibus, Navigiis, aliisque Lembis in Portum Constantinopoli, Galatæ, ac in Arabia Alexandriæ: in Cairum, & Stationes, Ostiaque intra Gallipolim, non ex inopinato, sed salutatis, & annuentibus Castellorum Præfectis, invehantur; nisi Tempestatum, vel Piratarum Injuria, & procul aliis Littoribus jactati, appellere impellantur; tali Casu huc subire poterunt, sed si fieri potuerit, prius renuncient, nec in procinctu, citra

Facul-

1718 Facultatem, progrediantur; imo Transgressores puniantur, Senatu Veneto inculpato. Si naves, Copiæ, vel Classis Ottomannica Venetis occurreret, mutuam Amicitiam commonstrabit, nullumque pariet Dispendium; pariter Classi, Copiis, & Navibus Excelsi Imperii, cum facultate Cæsarea velificantibus, obliquabuntur Vela, & Signa Humanitatis exhibebuntur; si illorum Navibus, Pecoribus, Hominibus, Mercibus, vel aliis Rebus incommodum causaretur, totum refundetur. Eodem Modo, si Navigia, & Classis Navibus ex Instructu natico Imperiali, vel mercatorio, obviarent, sine omni Injuria, pacifice prætervehantur; si vero Navibus, Hominibus, Mercibus, aut Pecoribus detrimentum illatum foret, reparetur. Si forte in Piratarum Naves offenderetur, & hi Venetos, deinde Victores adorirentur, exceptis in conflictu occisis, reliqua Mancipia non trucidentur, sed salva ad fulgidam Portam adducantur, ut, ad aliorum Exemplum, acerrime puniantur. Si naves classis cæsareæ Excelsi Imperii versus Oram, ad Venetos non pertinentem, Ratione Belli tenderet, Classis Veneta intra terminos Quietis, & Amicitiæ resideat, absque omni motu, ac subsidio, ex quo classis Cæsarea Detrimentum capiat. Multo minus Veneti Naves, Excelso Imperio inimicas, intra suas recipiant, nec ullo Prætextu tueantur; si quis autem hoc Mandatum Imperiale violaverit, in flagranti, aliis ad Exemplum, castigetur; vagabundos aliarum quoque Provinciarum Pontones, Remigantes, aliasque Naves Serenissima Respublica Veneta in suis Propugnaculis, Munimentis, & Portubus non protegat, sed si possibile sit, comprehendat, & sine mora puniat. Mandatum Imperiale, Piratas concernens, imperante Sultano Amurad Han concessum, & regnante Patre moderni Sultani renovatum, si recognoscatur, ratum habeatur.

XXIV. Si Navis Veneta, Itineri in Dominatum Ottomannicum accincta, ob Tempestatem Naufragium pateretur, Homines superstites omnes Libertati relinquantur, & Facultates salvatæ Domino proprio consignentur, nec a Præfectis, illorumque Domesticis, vel aliis infestentur; similiter, si Navis Ottomannica, domum redux, Ventis contrariis pessum iret, superstites a Venetis non incommodabuntur, & opes illorum, sine Difficultate, vel Litigio, Domino proprio restituentur. Quibus ex Locis Excelsi Imperii Remiges, Celoces, aliæque Naves, absente Nauclero, solvunt, idonea documenta a Dominis dictarum Navium conferant, quod non cogitent in Statum Venetum excurrere, ac Damnum inferre; &, si sine Documentis exhibitis, excurrerint, Rei existimabuntur, & tales severissime punientur; ubi jam autem, exhibitis Documentis, Damnum intulissent, illud ex eorum Chirographo resarciatur. Pari ratione, Naves Venetæ, quæ, sine Nauclero evagantes, Documentis exhibitis, Ditioni Ottomannicæ Incommodum crearent, ex oppignoratione illud compensent; verum, si, sine his Documentis, Vela facerent, tanquam Rei, judicentur, ac puniantur. Quod si Tributarius, vel Operarius, ex Excelso Imperio profugus, Munimentum, vel Propugnaculum Venetum inhabi-

habitare vellet, non assumatur, sed citra difficultatem in Statu, quo constaret, personæ delegatæ tradatur; si insuper ille Homicidia, & Latrocinia perpetrasset, prædam existentem reponat; quod ipsum etiam Excelso Imperio incumbit: ut, quando quis ibidem aliquem occidisset, vel spoliavisset, ille res direptas, in quo Statu invenirentur, restituat. 1718

XXV. Quoniam Negotiatio Fructus est almæ Pacis, & Cultura Statuum, ac Provinciarum, Veneti Terra, Marique in Dominatum Ottomannicum: Constantinopolim, Smirnam, in Cyprum, Tripolim in Soria, Alexandriam in Cairo, Aleppum, aliasque ad Scalas, pristina Quiete, proficisci poterunt; &, contributis, secundum aliarum Portæ amicarum Nationum consuetudinem, pro illatarum, elatarumque Mercium Vectigali, tribus Aspris pro cento, majori Tributo, vel novis gravioribus Expensis non onerabuntur; &, quandoquidem debitum Tributum Moneta, in Dominatu Ottomannico, & Ærario Imperiali usitata, exsolverint, prætextu Moris veteris, & fraudulenta ad modernam Monetam additione non affligabuntur. Quando sæpius memorati Mercatores ad aliquam Scalam appulissent, mercium suarum Partem ibidem exoneraturi, Portitores duntaxat ex depositarum Mercium Parte vectigal exigant, nec cogant, cunctas Merces exonerare. Si Merces ex una Navi in aliam vellent transportare, ad Scalas alias traducturi, nullus obsistat, nec Portitor, nisi illorum Merces exponerentur, Tributum exigat, vel easdem exonerare compellat. Vectigalium Præfecti, qui Mercatoribus difficiles, adventantium Navigiorum Merces pluris taxaturi essent, loco Vectigalis, tot merces, absque postulata pecunia, accipiant. Venetæ Naves reduces, pro Ære Anchorario trecentos Aspros, aliis amicorum Principum Nationibus pendi solitos, sine majore Tributo exigendo, persolvant. Si Tributum transportatarum ad Scalas Mercium semel solutum, & Syngrapha solutionis allata: Merces autem in his scalis nondum fuissent distractæ, & alio forent transferendæ, nullus in his, aliisque Scalis repugnet; nec ultimo in Loco Tributum novum exigatur. Portitores, accepto Vectigali, neminem retardent, aut impediant, sed Tesseram vectigalem reddant; quæ Tessera, in Teloniis aliarum Scalarum exhibita, tantum valebit; ut novum Tributum exigere non valeant; atque, si aliis in Scalis, ubi Messetaria reposcitur, eandem, secundum veterem vectigalis Normam, solverint, contra solitum, non aggraventur. Veneti æque, ac alii Mercatores Amici, nec non Excelso Imperio deferentes qualescunque ex omnibus Tributo subjectis Mercibus, in Navibus Venetis repositis, & sub Aplustris Divi Marci advectis, si Mercatores illi, ut dictum, qualescunque, intra Terminos se contineant, suis Bailis, & Consulibus Tributum cottimo, dictum consulato, citra ullius oppositionem persolvant. In qualibet Scala Veneta, ubi ante hoc Bellum Teftardar Bosniæ morabantur, ad recipiendum ex transportatis huc illucque Mercibus, ac Mercatoribus Tributum, & vectigal, eodem modo tales Emini residebunt; qui juxta veterem postulandi Normam, Tri-

1718 buta denuo recipient. Eaque propter Mercatores Veneti, ob expressum supra Tenorem, securi, & incolumes, negotiari poterunt; absque eo, quod, contra Jus, & æquum, ab aliquo incommodabuntur, vel perturbabuntur: quin imo potius protegantur, & defendantur; Quod ipsum, durante alma Pace inter Serenissimum, & Potentissimum Musulmannorum Imperatorem, ac Serenissimam Rempublicam Venetam, per ejus universum Imperium, jugi Devotione perpetim stabiliatur.

XXVI. Postquam igitur hæ Pactiones, & consummati Articuli, quemadmodum in præsentiarum continentur, utraque ex Parte fuerint confirmati, & corroborati; statutum est, intra triginta dies, a signato Instrumento (aut prius etiam) Literas Pacem ratam habentes præstolari, easdemque per Manus præfatorum Dominorum Mediatorum Britanniarum, & Hollandiæ recipere; absque eo, quod ullo modo Pacta utrinque stabilita possint alterari.

Quum super omnibus his Articulis, ratas Capitulationes complexis, pro inviolata illorum Observatione, ac Confirmatione dicti Legati Plenipotentiarii Ottomannici Instrumentum, in Eorum Idiomate fideliter consignatum, sigillatum, & subscriptum, tradidissent; Legatus Plenipotentiarius Serenissimæ Reipublicæ Venetæ, Vigore Potestatis suæ, hoc Instrumentum, pari Fide sigillatum, & subscriptum, reddidit. Actum sub Tentorio, ad Passaroviz. XXI. Jul. MDCCXVIII.

(L.S.) Carolus Ruzzini, Eques, Procurator, Legatus Plenipotentiarius Extraordinarius.

Nos Robertus Sutton, Eques Auratus, ex Parte Serenissimi, & Potentissimi Domini, Georgii, Magnæ Britanniæ Regis: & Jacobus Comes Collyers, ex Parte Præpotentium Dominorum, fœderati Belgii Ordinum Generalium, Legati Mediatores. Hæc præmissa coram Nobis, & sub Directione nostra ita acta, conclusa, & firmata esse, Vigore publici Muneris nostri, pariter subscriptione nostra, & Sigillorum nostrorum appositione attestamur, & firmamus; Anno, & die, ut sura.

(L.S.) Robertus Sutton.
(L.S.) Jac. Comes Collyers.

CCLXXXI.

Tractatus Commercii, & navigationis, inter Augustissimum Serenissimum & Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM VI. Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, ac Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, &c. &c. Regem, ab una: Et Serenissimum, ac Potentissimum Principem & Dominum, Dominum SULTANUM AHMED HAN, Ottomannorum Asiæ, Græciæque Imperatorem &c. ab altear Parte, die vigesima septima Julii anno millesimo, septingentesimo, decimo octavo prope Passarovicium initus, & signatus.

CAROLUS

CAROLUS Divina favente Clementia Electus Romanorm Imperator, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c. Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxenburgiæ, Würtenbergæ, Superioris & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sac. Rom. Imperii Marchio Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. Notum facimus omnibus, & singulis præsentes litteras inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Quandoquidem Divina favente Providentia inter Nos ab una, & Serenissimum, ac Potentissimum Principem, Dominum Sultanum AHMED HAN, Imperatorem Ottomannorum, ac Asiæ, & Græciæ ab altera parte, post restauratam Passarovicii in Servia nuper Pacem ad firmandam, augendamque inter Nostros Cæsareo-Regios, & Ottomannos Subditos magis amicitiam, & fiduciam per Commissarios ad id utrinque specialiter deputatos, ac idoneis mandatis, & facultatibus munitos peculiaris Commerciorum, & Navigationis Tractatus initus, & conclusus fuerit forma, & tenore sequenti: 1718

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam notum sit omnibus, & singulis, quorum interest, aut quodammodo interesse poterit. Posteaquam Divina favente gratia inter Augustissimum, Serenissimum, & Potentissimum Principem, ac Dominum, Dominum CAROLUM Electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hispaniarum, Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, Serviæ, & utriusque Siciliæ, &c. &c. Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgiæ, Luxemburgiæ, Würtenbergæ, Superioris, & Inferioris Silesiæ, & Sueviæ, Sacri Romani Imperii Marchionem Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Lusatiæ, Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Goritiæ, Ferretis, Kyburgi, &c. &c. ex una, & Serenissimum, atque Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Sultanum AHMED HAN, Ottomannorum, Asiæ, Græciæque Imperatorem ab altera parte, alma Pax restaurata, & conclusa sit, ambæ Imperatoriæ Majestates, quidquid eandem firmiorem reddere, reciprocamque consensionem, & fiduciam augere valet, contribuere satagentes, nihil opportunius eum in finem existimaverunt, quam si pro utriusque Imperii Subditis liberum commercium fluviis, terra, marique stabiliretur, eorumque particulares eatenus rationes per convenientes Articulos dirigantur, talique via omnibus difficultatibus, & dissensionibus, quæ bonam amicitiam labefactare possent, solide, firmiterque præcaveatur. Itaque ex parte Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Cathol. Majest. Illustrissimus Dominus Anselmus Franciscus a FLEISCH-

 MANN,

1718 MANN, Imperialis Aulico-Bellicus Consiliarius, ex parte vero Ottomannicæ Imperatoriæ Majestatis Illustrissimus Dominus Seiffullah EFFENDI, actualis Nischandschi, id est Minister in Sultanicis Diplomatibus, Mandatis, & Decretis Tesseram Imperialem formans, denominati, & Plenipotentia, Mandatisque instructi Deputati prope Passarovicium congressi, & juxta insertum in almæ Pacis Instrumento XIII. Articulum in sequentes viginti Articulos convenerunt.

Art. I.

Liberum, & universale Commercium inter utriusque Romani, & Ottomannici Imperii Subditos fluviis, terra marique statutum est, volentes ut nomine Subditorum Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis comprehendantur Germani, Hungari, Itali, Belgæ, cujuscunque Nationis, & Religionis, qui actualiter Regimini Imperiali Regio subjacent, vel quocunque tempore, modo, & titulo subjacere debent; Hi merces suas, exceptis armis, & pulvere pyrio, aliisque prohibitis rebus, in omnibus Ditionibus Ottomannicis distrahere, libereque mercaturam exercere valeant. Cunctæ vexillis, seu aplustribus, & litteris patentibus Romano-Cæsareo Regiis instructæ naves portus Imperio Turcico subjectos libere accedere, ultro citroque commeare, ibidem mercimonia sua exponere, damna iisdem navibus a maris procellis, vel quocunque alio accidente illata resarcire, vina, & quæcunque sufficientia cibaria, aliaque necessaria persoluto pretio apparare, & ex iisdem portibus exire incolumes possint.

II. Utriusque Imperii Subditi, & Mercatores libere in Danubio mercaturam exerceant, mercatores autem Suæ Sacræ Romano-Cæsareæ, Regiæque Majestatis merces, quas per Danubium in Imperium Turcicum invehunt, Widinii, Rudscik, aliisque in locis e navibus extrahere, curribus pretio consueto conductis imponere, & terra in quemcunque locum secure transportare, mercaturamque exercere possint; etiam mercatoribus Romano-Cæsareo-Regii (prout conventum est, ne naves Danubianæ in Pontum Euxinum intrent) Ibrailæ, Issakciæ, Kiliæ, aliisque in Emporiis ubi Tscaicæ, aliæque in Pontum Euxinum commeantes naves reperiuntur, naulo consueto conducere, merces suas imponere easque Constantinopolim, in Crimeam, & Trapezuntem, Synopolim, aliaque in Emporia Maris Euxini (ubi merces distrahuntur) transportare, sine impedimento ultro citroque commeare, mercaturamque exercere liberum esto.

III. A Mercatoribus utriusque Imperii pro mercibus, quæ fluviis, terra marique vehuntur, in uno Telonii loco, scilicet semel quando portantur, & secunda vice quando aliæ exportantur, pro vectigali tribus per centum exsolutis minimum quidquid supra hæc memorata tria per centum quispiam exigere præsumat, Mercatoresque in potu Ottomannico ob felicem navis adventum, prout etiam aliæ Ottomannici Imperii amicæ nationes præstare solent, pro consuetudine Selamet dicta trecentos asperos, id est tres florenos, & quartam thale-

thaleri partem exſolvant. A Maſtarie, Caſſabie, aliisque impoſitio- 1718
nibus, & juribus autem omnimode immunes ſint, modusque iſte reſpectu mercatorum utriusque partis obſervetur. Imperiales Mercatores poſſint de mercibus ſuis terra, mari, & fluviis allatis, caſu quo Teloniarii, aut Inſpectores eaſdem pluris, quam par eſt, judicarent, præfata tria per centum in natura, id eſt in iiſdem mercibus ſolvere, qua ſolutione Teloniarii contenti eſſe debent; Vectigal in quacunque vulgati commercii moneta præſtetur, ultra quod nullus Imperialium Mercatorum moleſtandus ſit. Naves Imperiales mercibus in Ditionibus Ottomannicis emptis onuſtæ ſolutis ſemel in Ottomannico Telonio vectigalibus, acceptiſque a Teloniorum Præfectis ſyngraphis, vulgo Teskere dictis, in portibus, aut in arcibus ad anguſtias Helleſponti ſitis, vulgo Dardanellæ dictis, iterato non viſitentur, ſed juxta tenorem præfatarum ſyngrapharum procedatur. Si alicui Imperiali navi non faveret occaſio vendendi, aut commutandi ſua mercimonia, & vellet de Ottomannico Portu ad alium vela ventis dare, ſolutis ſemel tribus per centum in primo Turcico Telonio, & exhibita Teloniariis ſyngrapha Teskere dicta nullibi quidpiam amplius ſolvere tenebitur. Si quis utriusque Imperii Mercatorum circa telonium fraude uteretur, merces ſuas non ſoluto vectigali clam ſubtrahens, deprehenſus in facto, pro pœna duplum portorium dare tenebitur. Ab utriusque partis mercatoribus, ſubditisque de pecunia auri, vel argenti, quam invehunt, vel extrahunt, nec non de aliis mercimoniis, de quibus aliæ amicæ nationes telonium ſolvere non ſolent, vectigal nullatenus exigatur. Teloniarii Ottomannici mercatoribus Cæſareo-Regiis ſoluto vectigali de mercibus navibus impoſitis ſyngraphas ſine mora extradant, ne dilatione hujus diſceſſus navis impediatur. Mercatores Imperiales ex eo, quod merces ſuas e propriis navibus Turcicis imponant, & in quædam Ottomannici Imperii Emporia tranſportent, ultra vectigal in hac Capitulatione ſtabilitum non moleſtentur.

IV. Quæcunque mercimonia in Ditionibus Turcicis Ottomannicæ Portæ amicorum Regum negotiationibus coemendi, commutandi, & in ſuas devehendi Provincias data fuerit facultas, etiam Cæſareo-Regiis mercatoribus conceſſa ſit, & ſi quidpiam e prohibitis rebus, mercibusve a prædicta Porta Ottomannica aliis nationibus concedatur, id præ omnibus in Sacræ Romano-Cæſareæ Regiæque Majeſtatis conſiderationem ſuis Negotiatoribus emere & evehere permittatur.

V. Ad majorem Mercatorum Imperialium ſecuritatem, quietem, reique mercatoriæ incrementum Sacra Romano-Cæſarea Regiaque Catholica Majeſtas per ſuum Miniſtrum pro tempore ad Portam Ottomannicam exiſtentem in Maris Mediterranei, Ditionumque Ottomannicarum Emporiis, Inſulis, ac ubicunque ab aliis exteris nationibus Conſules, & Interpretes inſtituti ſunt, pariter Conſules, vice-Conſules, Agentes, Factores, Interpretes datis decretis creare, & ſtabilire queat; Si autem in aliis locis, in quibus hucusque prædicto-

 rum

1718 rum nullus morabatur, hujusmodi Consules, vice-Consules, Agentes &c. Commercii necessitas requirat, per Ministrum alte-præfatæ Cæsareæ Regiæque Majestatis Ottomannicæ Portæ exponatur, si deinceps prædicto Ministro permissio concedatur, congrua Diplomata dabuntur, ut denominati Consules, vice-Consules, Agentes, Interpretes, &c. ab Imperii Ottomannici Ministris, assignatorumque locorum officialibus adjuventur, & protegantur, iisque in omnibus eventibus assistentia præbeatur. In quocunque Ottomannici Imperii loco Cæsareorum Negotiatorum quispiam e vita discederet, bona illius nullo modo a Fisco contrectentur, sed a Ministris Cæsareis, eorumque Deputatis integre recipiantur. Casu quo Suæ Sarræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis ad Portam Ottomannicam existenti Ministro videretur congruum loco Consulum in prædictis locis solos Interpretes constituere, hi Interpretes non solum neutiquam molestentur, sed iisdem favoribus, privilegiis, & protectionalibus, Consulibus concessis gaudeant, & perfruantur. Vigore hujus almæ Capitulationis Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Consules, vice-Consules, Interpretes, Mercatores, omnesque eorum in actuali servitio existentes famuli ab omni tributo, aliisque impositionibus liberi, & immunes sint. Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Subditi, Consules, Interpretes, Mercatores, hominesque in eorum servitiis existentes ob cuncta sua commercii, emptionis, venditionis, fidejussionis, aliarumque rerum negotia Judicem accedant, illaque peragenda Judiciali Protocollo inferant, ac ab eodem litteras Judiciales vulgo Hugget dictas, aut validas syngraphas accipiant, orta deinceps controversia dictæ literæ judiciales, aut syngraphæ, uti etiam præfatum Protocollum inspiciatur, & juxta legem, & justitiam procedatur. Gubernatores, aliique Provinciarum Ottomannicarum Officiales cujuscunque dignitatis neminem prædictorum Cæsareorum hominum accusationis, aliove prætextu in carcerem detrudere, molestiis, & injuriis afficere præsumant; Si vero eorum quispiam in Ottomannico Judicio sistendus esset is scitu Consulum, præsenteque Interprete compareat, & per prædictos Consules, & interpretes ad carcerem Cæsareum ducatur. Si cuidam a Mercatore Cæsareo-Regio quidquam debeatur, creditor debitum suum opera Consulum, vice-Consulum, Interpretum a suo debitore, & nemine alio prætendat; Sæpius dictis Consulibus, vice-Consulibus, Interpretibus, mercatoribus, illorumque domesticis, & famulis in suis habitationibus liberum Romanæ Catholicæ religionis exercitium permittatur, exteræque nationes ad hujusmodi Religionis functiones accedentes nullo prorsus modo impediantur, aut molestentur; Lite, vel controversia contra Cæsareo-Regios Consules, vice-Consules, Interpretes, Mercatores &c. exorta, si ea summam trium millium Asperorum, id est 25. Thalerorum excesserit, in nullo provinciarum Tribunali decidi possit, sed ad Portæ Ottomannicæ Judicium remittatur. Si vero controversia inter Cæsareo-Regios Mercatores orta fuerit, juxta leges, & solita eorum Constituta a Consulibus, & Interpretibus, &c. examinetur, & determinetur.

Nulla

Nulla prædictorum Mercatorum ad discessum jamjam expedita Navis ob litem enascentem detineatur, sed lis, & controversia celeriter opera Consulum, Agentium, & Interpretum decidatur; Et si quispiam Cæsareorum aliqua de causa in Judicio Ottomannico sistendus foret, is absente Interprete ad prædictum Judicium comparere non teneatur; Cæsareo-Regii Mercatores, in quemcunque Ottomannici Imperii locum iverint, a provinciarum Gubernatoribus, Judicibus, & cunctis Officialibus, ejusque Regni Præfectis petitione donativorum immunes sint, & hanc ob causam nullo modo molestentur. 1718

VI. Portæ Ottomannicæ pro securitate, & tranquillitate suorum Subditorum, & Mercatorum ad tractanda necessaria eorundem negotia Procuratores vulgo Sachbender dictos in Ditionibus Cæsareo-Regiis constituere volenti liberum esto, ordinesque ab Aula Imperiali Sacræ Romano-Cæsareæ Regiæque Majestatis Officialibus cujuscunque conditionis dabuntur, ut prædicti Ottomannico Diplomate muniti Procuratores in illis locis, ubi Commercii necessitas requirit, protegantur, nullaque molestia afficiantur, & si Turcicorum mercatorum quispiam e vita discesserit, relicta ipsius bona sæpius dictus Ottomannus Procurator custodienda recipiat.

VII. Nullus Ministrorum, & Officialium Ottomannici Imperii navibus vexillis, seu aplustribus, litterisque patentibus Romano-Cæsareo-Regiis instructis in quodam Turcico portu appulsis, jactisque anchoris permanendi, discedendi, mercimonia imponendi, aut extrahendi facultatem deneget.

VIII. Navibus Imperialibus maris fluctibus, procellisque jactatis Ottomannici Imperii Naucleri, aliique rei maritimæ experti, qui in illa vicinitate reperiuntur, opem ferant, & casu quo quandam prædictarum navium naufragium subire contigerit, merces a fluctibus ad litus ejectæ Cæsareo-Regiis Consulibus in proximis locis existentibus integre extradantur.

IX. Ex eo, quod Melitenses, & Pyratæ passim in Mediterraneo circumvagantes Turcis, aliisve Ottomannici Imperii Subditis damna intulerint, Cæsareo-Regii mercatores, eorumque naves hanc ob causam neutiquam molestentur.

X. Ottomannicæ Portæ Subditi Mercatores, si naves Cæsareo-Regias ascendere, aut iisdem merces, aliasve res imponere velint, hi jura, quæ ab illis Angli, Galli, & Batavi exigunt, solvere tenebuntur.

XI. Mercatorum Cæsareo-Regiorum naves neque ad copiarum Ottomannicarum, neque aliarum ad publicum pertinentium rerum transportationem vi adigantur.

XII. Dum utriusque Imperii naves bellicæ in mari sibi invicem obviæ factæ fuerint, iis, qualesnam essent, compertis, erectione, & explicatione vexillorum, seu aplustrium, ex utraque parte amicitiæ demonstratio exhibeatur.

XIII. Liberum esto Cæsareo-Regiis Subditis, sive commercii, sive piæ peregrinationis causa ad quemcunque Ditionum Ottomannicarum locum contendere, ultro citroque absque impedimento commeare,

1718 meare, iis autem, ne in quocunque loco, & itinere a tributi exactoribus, aliisve hominibus infestentur, a Porta Ottomannica rigorosæ litteræ patentes dabuntur.

XIV. Hebræi se negotiis Mercatorum Imperialium immiscere, & sive Imperii Ottomannici Diplomate, aut quadam potenti intercessione Proxonetam, vulgo Sensal, aut Unterhändler agere minime præsumant, nisi a dictis Mercatoribus Cæsareo-Regiis spontanea, & libera voluntate ad hoc servitium admittantur. Si vero Hebræi ex eo, quod ad præfatum Proxonetæ servitium non vocentur, perfide conspirare, Mercatoribusve Cæsareo-Regiis damna inferre intendant, in aliorum exemplum severissime puniantur.

XV. Mercatoribus Cæsareo-Regiis ut dissidia, & inconvenientiæ, quæ plerumque diversas inter nationes exoriri solent, evitentur, ad imponenda, & conservanda sua mercimonia præstito consueto censu unus proprius, & commodus locus, vulgo Chan dictus a Porta Ottomannica ad instantiam Ministri Cæsarei apud eandem existentis assignabitur.

XVI. Si e Cæsareo-Regiorum, Vice-Consulum, Agentium, Interpretum &c. famulitio, aut Mercatorum quispiam quorundam odio, aut iniquo proposito Mahometanismum amplexus fuisse accusaretur, talis accusatio irrita, & vana censeatur, donec hujusmodi homo in præsentia Cæsareo-Regii Interpretis spontaneo, & deliberato animo Mahometanismum profiteatur, nullatenus vero talis Religionis mutatio illi suffragetur, casu quo de ære alieno quid haberet, ad solvenda debita sua adstringatur, & compellatur.

XVII. Si Mercatorum, Subditorumve Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis in nave pyratica quispiam inventus fuerit, capta nave, abductisque in servitutem pyratis neutiquam captivetur, sed liber dimittatur.

XVIII. Si hæcce inter duos Serenissimos, & Potentissimos Imperatores conclusa alma Pax, & amicitia in inimicitiam (quod DEUS avertat) commutaretur, omnes utriusque Imperii Subditi in fluviis, terra, & mari existentes tempestive certiores fiant, ut acceptis, solutisve debitis cum suis bonis salvi, & incolumes ad confinia exire valeant.

XIX. Mercatores Persiani, qui ex imperio Cæsareo-Regio per Danubium ad Confinia Ottomannica pervenire intendunt, solutis semel, & more consueto ultra impositionem Resftie dictam in Telonio Ottomannico quinque per centum, acceptaque a Teloniariis soluti vectigalis syngrapha ulterioris portorii solutioni nullibi subjaceant; similiter illi, qui ex Persia per Ottomannica Confinia ad Ditiones Cæsareo Regias commeare cupiunt, solutis in Pontu Euxino, vel in Danubio semel quinque per centum iterata vectigalis solutione non molestantur.

XX. Præsentis hujusce Commercii Tractatus Articuli ab utriusque Partis Commissariis Plenipotentia, & Mandatis instructis, manibus, sigillisque propriis signati, & corroborati imposterum sancte,

&

& religiose observentur, ac iisdem per nullum Mandatum ab utroque Imperio emanandum ullo modo præjudicetur, prædictumque Tractatum a Majestatibus utriusque Imperatoris intra spatium triginta dierum a die subscriptionis ratihabitum iri sese infallibiliter obligant, atque præstituros compromittunt præfati Commissarii: ut demum Commercii conditiones viginti hisce Articulis conclusæ utrinque acceptatæ debito, summoque cum respectu inviolatæ observentur, siquidem Dominus Deputatus Ottomannicus vi concessæ eidem facultatis Imperatoriæ Instrumentum Turcico sermone exaratum, & subscriptum legitimum & validum mihi exhibuit, Ego quoque vi Mandati, & Plenipotentiæ meæ manu, Sigilloque proprio subscriptum, & signatum hunc Commercii Tractatum in latino Idiomate tanquam legitimum, & validum vicissim Instrumentum extradidi. Dabantur prope Passarovicium die Vigesima Septima Julii, Anno Milesimo Septingentesimo Decimo Octavo. 1718

(L.S.) ANSELMUS FRANCISCUS de FLEISCHMANN,

Cum igitur prædictus Commerciorum, & Navigationis Tractatus, prout hic verbotenus scriptus, & insertus legitur, post colloquia similiter prope Passarovicium eum in finem instituta Mandato Nostro confectus sit, Nos illum in omnibus, & singulis Punctis, & Articulis præhabita matura; & diligenti consideratione ex certa Nostra scientia pro Nostra parte omni meliori modo, & forma approbamus, ratificamus, & confirmamus, ratumque, & firmum esse, & fore, virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali, Regioque promittimus pro Nobis ac Hæredibus, & Successoribus Nostris, quod illa omnia, & singula firmiter, sincere, & inviolabiliter servabimus, adimplebimus, ac executioni mandabimus, atque per supradictos Hæredes, & Successores Nostros eodem plane pacto observari, & adimpleri debere volumus, atque decrevimus, neque patiemur, ut vel ex Nostra parte, vel per alios præmemorato Commerciorum, & navigationis Tractatui, quomodocunque id fieri possit, ulla ratione contraveniatur, omni dolo, & fraude exclusis. In horum omnium Testimonium, & fidem Sigillum Nostrum Cæsareum majus huic Diplomati Manu Nostra subscripto appendi jussimus. Datum in Civitate Nostra Viennæ, die Decima Sexta Mensis Augusti, Anno Millesimo Septingentesimo Decimo Octavo, Regnorum Nostrorum Romani Septimo, Hispanici Decimo Quinto, Hungarici vero, & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

EUGENIUS (L. S. P.)
à Sabaudia.

Ad Mandatum S. C. Reg. Cathol. Maj. proprium,
Antonius Josephus ab Oettl.

1718

CCLXXXII.

Tractatus Cæsarem inter & Galliæ ac Magnæ Britanniæ Reges, pro Pacificatione Europæ, conclusus Londini secunda Augusti 1718.

IN nomine sanctissimæ & individuæ Trinitatis. Notum perspectumque sit omnibus quorum interest aut interesse quomodocunque potest. Postquam Serenissimus & Potentissimus Princeps Ludovicus decimus quintus, Franciæ Navarræque Rex Christianissimus, & Serenissimus ac Potentissimus Princeps Georgius, Magnæ Britanniæ Rex, Dux Brunsuicensis & Luneburgensis, Sacri Romani Imperii Elector, &c. Nec non Celsi & Potentes Status Generales Unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, conservandæ almæ Paci jugiter intenti, probe animadverterunt, per fœdus illud triplex sub quarto Januarii Anno 1717. inter se ictum, Regnis quidem suis atque Provinciis utcunque, non tamen undequaque, neque tam solide prospectum esse, ut nisi una & gliscentes adhuc inter nonnullos Europæ Principes simultates, ceu perpetua dissidiorum fomenta e medio tollerentur, tranquillitas publica vigere diu aut constare posset, edocti videlicet experimento Belli anno superiori in Italia exorti, ad quod proinde tempestive sopiendum per tractatum die 18. Julii Anni 1718. initum, de certis inter se pacificationis Articulis convenerunt, juxta quos Pax quoque inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Hispaniarum Regem, nec non inter eandem, Regemque Siciliæ conciliari stabilirique posset, facta desuper amica invitatione, ut Sua Majestas Cæsarea, amore pacis ac quietis publicæ, istos conventionum Articulos, suo quoque nomine amplecti ac probare, adeoque tractatui inter se inito & ipsa accedere quoque vellet, quorum quidem tenor sequens est.

Conditionum Pacis, inter S. Maj. Cæs. & Regiam Cathol. Majest.

Art. I.

Ad reparanda ea, quæ contra Pacem Badensem die septima Septembris 1714. conclusam, prout & contra Neutralitatem, per tractatum die decima quarta Martii 1713. pro Italia stabilitam, novissime turbata fuerunt, Sereniss. & Potentiss. Hispaniarum Rex, obligat se ad restituendam Suæ Majest. Cæsareæ, prout & idem, mox, vel ad summum duos post menses, a commutatione Ratificationum præsentis tractatus, actu restituet insulam & Regnum Sardiniæ, in eo statu quo erat tunc, cum illud occupavit, renunciabitque Suæ Majest. Cæsareæ omnia jura, prætensiones, rationes, & actiones in dictum Regnum, ita ut Sua Majestas Cæsarea de illo, ceu de re sua, plene libereque atque ad eum modum, juxta quem amore boni publici facere statuit, disponere possit.

II. Quandoquidem unica quæ excogitari potuit ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro Regula statuatur, ne Regna Galliæ & Hispaniæ ullo unquam tempore,

in

in unam eandemque personam, nec in unam eandemque lineam, 1718
coalescere, unirique possent, istæque duæ Monarchiæ, perpetuis retro temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc Regulam tranquillitati publicæ adeo necessariam, ii Principes quibus nativitatis prærogativa jus in utroque Regno succedendi tribuere poterat, uni e duobus pro se, totaque sua posteritate solemniter renunciaverint, adeo ut ista utriusque Monarchiæ separatio in legem fundamentalem abierit in comitiis Generalibus, vulgo LAS CORTES, Madriti die 19. Mensis Novembris 1712. receptam, & per tractatus Trajectenses die 11. Aprilis 1713. consolidatam, Sua Majestas Cæsarea legi adeo necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistræ suspicionis ansam tollere, tranquillitatique publicæ consulere volens, acceptat, & consentit in eà, quæ in tractatu Trajectensi super jure & ordine successionis in Regna Franciæ & Hispaniæ acta, sancita & transacta fuerunt, renunciatque tam pro se, quam pro suis hæredibus, descendentibus, & successoribus maribus fœminis, omnibus juribus, omnibusque in universum prætensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta, in quæcunque Regna, Ditiones & Provincias Monarchiæ Hispanicæ, quarum Rex Catholicus, per Tractatus Trajectenses agnitus fuit legitimus possessor, solemnesque desuper Renunciationis actus, in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curabit, ac super his instrumenta solita suæ Majestati Catholicæ, Partibusque compaciscentibus, exhibituram se promittit.

III. In vim dictæ Renunciationis, quam Sua Maj. Cæs. amore universæ Europæ securitatis, habita quoque ea ratione fecit, quod Dominus Dux Aurelianensis, juribus & rationibus suis in Regnum Hispaniæ, pro se & pro suis descendentibus, sub ea conditione renunciaverit, ne Imperator aut ullus ejusdem descendentium in dicto Regno succedere unquam posset; Sua Majestas Cæsarea agnoscit Regem Philippum V. legitimum Hispaniarum & Indiarum Regem, eidemque tribuere promittit titulos & prærogativas dignitati suæ, Regnisque suis debitas; sinet præterea eundem, ejusque descendentes hæredes, & successores, masculos & fœminas, pacifice frui cunctis iis Ditionibus Monarchiæ Hispaniæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum possessio ipsi per Tractatus Trajectenses asserta fuit; neque eum in dicta possessione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum jus in dicta Regna & Provinciis sibi sumet.

IV. Pro Renunciatione atque agnitione a Sua Maj. Cæs. in præcedentibus duobus articulis facta, Rex Cathol. vicissim renunciat tam suo quam suorum hæredum, descendentium & successorum marium & fœminarum nomine, suæ Majest. Cæs., ejusque successoribus, hæredibus & descendentibus masculis & fœminis, cuncta jura ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quælibet Regna, Provincias & Ditiones, quæ vel quas S. Maj. Cæs. in Italia vel in Belgio possidet, aut ei vigore præsentis Tractatus obvenient, abdicatque se universim omnibus Juribus, Regnis & Provinciis in Italia, quæ olim

ad

1718 ad Monarchiam Hiſpanicam pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis, a S. Maj. Cæſ. Reipublicæ Genuenſi Anno 1713. ceſſus, diſerte quoque comprehenſus intelligatur, ſolemneſque deſuper Renunciationis actus in omni meliori forma expediri, eoſque publicari, & loco congruo in acta referri, curabit, ac ſuper his, inſtrumenta conſueta S. Maj. Cæſar. & Partibus compaciſcentibus exhibituram ſe promittit. Sua Majeſt. Catholica renunciat pariter Juri reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ, ſibi, ſuper Regno Siciliæ reſervato, omnibuſque aliis actionibus, & prætenſionibus, quarum prætextu Suam Maj. Cæſaream, ejus hæredes & ſucceſſores, directe vel indirecte, tam in ſupradictis Regnis & Provinciis, quam in cunctis aliis Ditionibus, quas actu in Belgio vel ubicunque alibi poſſidet, turbare poſſet.

V. Quia vero eo caſu, quo magnum Hetruriæ Ducem, prout etiam Ducem Parmæ Placentiæque, eorumque ſucceſſores, abſque liberis maſculis decedere contingeret, ipſa ratio ſucceſſionis in Ditiones ab iis poſſeſſas, novum facile bellum in Italia excitare poſſet, ob diverſa videlicet ſucceſſionis jura, quæ præſens Hiſpaniarum Regina, nata Duciſſa Parmenſis, poſt deceſſum propiorum ante ſe hæredum, ex una: ex altera vero parte, Imperator & Imperium, in dictos Ducatus ſibi competere utrinque obtendunt. Quo itaque gravibus ejusmodi contentionibus, & iis quæ inde naſcerentur malis tempeſtive obvietur, conventum fuit ut Status ſeu Ducatus, a præfatis magno Duce Hetruriæ, Parmæque & Placentiæ Duce, modo poſſeſſi, futuris in perpetuum retro temporibus, ab omnibus Partibus contractantibus agnoſcantur & habeantur, pro indubitatis Sacri Romani Imperii feudis maſculinis. Viciſſim S. Maj. Cæſ., per ſe, ceu Caput Imperii, conſentit, ut ſi quando caſus aperturæ dictorum Ducatuum, ob deficientiam hæredum maſculorum, contingat, filius dictæ Hiſpaniarum Reginæ primogenitus, hujuſque deſcendentes maſculi, ex legitimo matrimonio nati, iiſque deficientibus, ſecundus, aut alii poſtgeniti ejuſdem Reginæ filii, ſi qui naſcentur, pariter una cum eorum poſteris maſculis, ex legitimo matrimonio natis, in omnibus dictis Provinciis ſuccedant. Quem in finem cum & Imperii conſenſu opus ſit, S. Maj. Cæſ., pro eo obtinendo, omnem operam impendet, eoque obtento Litteras expectativæ, Inveſtituram eventualem continentes, pro dictæ Reginæ filio vel filiis, eorumque deſcendentibus maſculis legitimis, in debita forma expediri, eaſque Regi Catholico, mox, vel ſaltem poſt duos menſes, a commutatis Ratificationum Tabulis, tradi curabit, abſque ullo tamen damno aut præjudicio, ſalvaque per omnia Principum, qui dictos Ducatus in præſens obtinent, poſſeſſione. Conventum præterea, inter Sacram Cæſaream Majeſtatem, Regemque Catholicum fuit, quod Oppidum Liburni in perpetuum ſit & permanere debeat Portus liber, eo plane modo quo nunc eſt. Virtute Renunciationis ab Hiſpaniarum Rege, in univerſas Italiæ Ditiones, Regna ac Provincias, quæ olim ad Reges Hiſpaniæ pertinebant, factæ, ipſe Rex præfato Principi ſuo filio, Urbem Portus Longi, una cum ea parte Inſulæ Ilvæ, quam in illa actutum tenet, cedet,

det, tradetque quamprimum dictus Princeps, extincta magni Hetruriæ 1718
Ducis posteritate masculina, in actualem ejusdem ditionum possessionem, immissus fuerit. Transactum insuper ac solemni stipulatione cautum fuit, quod nullus prædictorum Ducatuum ac ditionum, ullo unquam tempore aut casu possideri possit aut debeat, a Principe qui uno tempore regnum Hispaniæ obtinet, & quod nullus unquam Hispaniarum Rex, tutelam ejusmodi Principis assumere possit, aut gerere valeat. Denique conventum est, & in id omnes singulæque partes contrahentes pariter sese obligarunt, nunquam iri admissum, ut viventibus adhuc præsentibus Ducatuum Hetruriæ, Parmæque possessoribus, aut eorum successoribus masculis, ullus unquam miles, cujuscunque nationis, sive proprius, sive conductitius ab Imperatore, & Regibus Hispaniæ ac Galliæ, aut etiam a Principe, ad eam successionem supra designato, in dictorum Ducatuum Provincias & Terras induci, aut ullum ab iis præsidium urbibus, portubus, oppidis & fortalitiis in iis sitis imponi possit. Ut vero dictus Reginæ Hispaniæ filius, ad magni Ducis Hetruriæ, Parmæque & qlacentiæ Ducis successionem, per hunc tractatum designatus, contra omnes casus uberiore securitate fruatur, certiorque de executione promissæ sibi successionis reddatur, nec non Imperatori & Imperio feudum desuper constitutum illibatum maneat, utrinque placuit, ut miles Præsidiarius, numerum tamen sex millium non excedens, in præcipua ejusdem Oppida, Liburnum scilicet, Portum-Ferraium, Parmam, Placentiamque imponatur, ab Helvetiæ pagis, vel ut vocant, Cantonibus, quibus Cantonibus hunc in finem subsidium solvent tres partes contrahentes, mediatoris vices gerentes, ac miles ille ibidem continuetur, usque dum casus dictæ successionis, quo oppida sibi commissa, dicto Principi ad eandem designato, tradere tenebitur, existat, absque ulla tamen molestia aut sumptu præsentium possessorum, eorumque successorum masculorum, quibus etiam dicti milites præsidiarii juramentum fidelitatis sunt præstituri, nec aliam ullam sibi assument auctoritatem, præter solam urbium tuitionem custodiæ suæ commissarum. Cum autem donec de numero & stipendio & modo talis militis instituendi, cum Helvetiorum pagis conveniatur, longior forte, quam operi tam salutari expediat, mora efflagitari posset, sacra Regia Majestas Britannica, pro singulari suo, in id, tranquillitatemque publicam, studio, & scopo citius assequendo, interim, si reliquis contrahentibus ita e re visum fuerit, proprium suum militem ad supra memoratum usum præbere, haud denegabit, donec miles in Helvetiorum pagis conscribendus, tuitionem & custodiam dictarum urbium assumere possit.

VI. Sua Majestas Catholica ad testificandam sinceram suam in tranquillitatem publicam voluntatem, consentit iis quæ infra de regno Siciliæ in commodum Suæ Majestatis Cæsareæ disponuntur, renunciatque, pro se suisque hæredibus & successoribus, maribus & fœminis, juri reversionis dicti regni ad Coronam Hispaniæ, per instrumentum cessionis die 10. Junii 1713. diserte eidem reservato, amoreque boni publici, dicto actui 10. Junii 1713. in quantum opus est: item & art. sexto tractatus, se inter, Regiamque suam Celsitudinem Ducem Sabaudiæ Trajecti initi,

prout

1718 prout & generaliter omni ei derogat, quod retrocessioni, dispositioni, & permutationi memorati regni Siciliæ, per præsentia pacta stabilitæ, adversari posset, ea tamen conditione, ut jus reversionis Insulæ & regni Sardiniæ, ad eandem Coronam eidem vicissim cedatur & asseratur, prout infra articulo secundo conventionum inter sacram Majestatem Cæsaream & Regem Siciliæ magis explicatur.

VII. Imperator, & Rex Catholicus, spondent mutuo, seseque obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium regnorum & Provinciarum, quæ vel quas actu possident, aut quorum possessio ad illos, vigore hujus Tractatus pervenire debet.

VIII. Sua Majestas Cæsarea, suaque Regia Catholica Majestas executioni mandabunt, statim a commutatione ratificationum præsentium conventionum, omnes & singulas conditiones in iis comprehensas, idque intra spatium ad summum duorum mensium, instrumentaque ratificationum dictarum conventionum commutabuntur Londini, intra terminum duorum mensium a die subscriptionis computandorum, aut citius si fieri potest; Qua conditionum executione prævie facta, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi, in loco congressus, de quo inter se convenerint, quantoclus cætera pacis suæ particularis puncta singillatim, sub mediatione trium partium compaciscentium, component atque definient. Conventum præterea fuit, quod in tractatu pacis inter Imperatorem & Regem Hispaniarum peculiariter ineundæ, concedetur amnestia generalis, pro omnibus personis cujuscunque status, dignitatis, gradus, aut sexus sint, tam ecclesiasticis quam militaribus, politicis & civilibus, quæ durante ultimo bello partes unius aut alterius Principis secutæ sunt, vigore cujus, universis & singulis dictis personis permittetur, licebitque recipere plenariam possessionem & usumfructum suorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum & immunitatum, iisque utentur, fruenturque æque libere ac iis sub initum ultimi belli, vel quo tempore uni alterive parti cœperunt adhærere, gavisæ & fruitæ fuerunt, non obstantibus confiscationibus, arrestis & sententiis sub bello factis, latis aut pronunciatis, quæ pro nullis & ceu non factis habebuntur. Insuper virtute ejusdem amnestiæ, omnibus & singulis dictis personis, quæ unam alteramve partem secutæ sunt, fas liberumque erit repetere patriam suam, bonisque suis uti, frui, plane ac si bellum nullum intervenisset, data eis commoda facultate, dicta bona sua, sive per se, si præsentes sint, sive per procuratores, si abesse a patria maluerint, administrandi, eaque vendendi, aut de illis, quocunque alio modo pro libitu suo disponendi, ad eum omnino modum quo ante cœptum bellum, de iis disponere valuere.

Conditiones Tractatus concludendi, inter Suam Majestatem Cæsaream, & Regem Siciliæ.

Art. I.

Postquam cessio Siciliæ, domui Sabaudicæ per Tractatus Trajectenses, unica consolidandæ Pacis causa, nulloque Regis Siciliæ in eam habito

habito jure, facta, teste universa Europa, ad scopum illum assequendum 1718
adeo nihil contulerit, ut magnum potius obstaculum effecerit, quominus Imperator eisdem tractatibus accesserit, eo quod separatio regnorum Neapolis & Siciliæ sub uno eodemque dominatu, vulgarique utriusque Siciliæ appellatione, tam diu stare solitæ, non modo communibus utriusque regni rationibus, mutuæque conservationi, verum etiam reliquæ Italiæ quieti adversetur, novas indies turbas paritura, dum vetus illa necessitudo & commercia inter utrumque populum neque tolli, neque diversorum Principum rationes, tam facile conciliari se sinant; hinc est quod Principes, qui tractatibus Trajectensibus primam manum admovere, licere sibi, etiam citra assensum eorum quorum interest, existimarint, unum illum tractatus Trajectensis articulum, qui regnum Siciliæ spectat, neque aliquam ejus adeo præcipuam partem facit, abrogare. Iis potissimum rationibus nixi, quod præsens Tractatus, ab renunciatione Cæsaris, incrementum, complementumque suum recipiat, & quod per commutationem regni Siciliæ, cum regno Sardiniæ, impendentia Italiæ bella perverterentur, quando Imperator Siciliam, cui nunquam renunciavit, armis, quod post fractam, occupata Sardinia, Italiæ neutralitatem, jure potest, repeteret; Præterea quod Regi Siciliæ, beneficio tractatus adeo solemnis, cum sua Majestate Cæsarea, & a primis Europæ Principibus guarantigiati, certus permansurusque status obtingeret. His tantis igitur rationibus permoti convenerunt, quod Rex Siciliæ insulam, regnumque Siciliæ cum omnibus suis dependentiis & annexis, suæ Majestati Cæsareæ in eo quo nunc sunt statu, mox, vel ad summum, duos post menses a commutatione ratificationum præsentis Tractatus, restituet, renunciatis Cæsari ejusque hæredibus & successoribus utriusque sexus, in dictum regnum juribus & actionibus quibuscunque, tam pro se, quam pro suis hæredibus & successoribus masculis & fœminis, sublata penitus ejus ad Coronam Hispaniæ reversione.

II. Vicissim sua Majestas Cæsarea, cedet Regi Siciliæ, insulam regnumque Sardiniæ, in eo quo illud a Rege Catholico receperit statu, renunciabitque omnibus juribus & actionibus in dictum regnum, pro se, suis hæredibus & successoribus utriusque sexus, in favorem Regis Siciliæ, ejusque hæredum & successorum, ad illud deinceps, cum titulo regni, cunctisque regio axiomati annexis honoribus, perpetuo possidendum, prout regnum Siciliæ possederat; salva tamen, uti supra dicti regni, Sardiniæ ad Coronam Hispaniæ reversione, quando Regem Siciliæ absque posteris masculis, & totam domum Sabaudicam successoribus masculis, destitui contingeret: cæterum ad eum plane modum, quo dicta reversio, per tractatus Trajectenses, & per actum cessionis consequenter a Rege Hispaniæ factæ, pro Siciliæ regno pacta & ordinata fuit.

III. Sua Majestas Cæsarea, confirmabit Regi Siciliæ, omnes, per tractatum signatum Taurini 8. Novembris 1703. eidem factas cessiones, tam illius partis Ducatus Montisferrati, quam provinciarum, urbium, oppidorum, castellorum, terrarum, locorum, jurium & redituum de statu Mediolanensi, quæ possidet, eo modo quo ea actu possidet, spon-

debit-

1718 debitque pro se, suis descendentibus & successoribus, nunquam se, neque illum, nec ejus hæredes & successores in dicta possessione esse turbaturam, ea tamen lege, quod omnes cæteræ actiones seu prætensiones, quæ dicto Regi Siciliæ virtute memorati tractatus competere forte possent, perpetuo peremptæ sint & maneant.

IV. Sua Majestas Cæsarea agnoscet jus Regis Siciliæ, ejusque domus, succedendi immediate in regno Hispaniæ & Indiarum, in casum, quando Rex Philippus V. ejusque posteri deficient, eo modo ac per renunciationes Regis Catholici, Ducis Biturigum, Ducis Aurelianensis, & tractatus Trajectenses stabilitum fuit, promittetque sua Majestas Cæsarea, tam pro se, quam pro suis successoribus & descendentibus, quod nullo unquam tempore eidem se directe vel indirecte opponere, aut quidquam in contrarium obmovere velit, hac tamen declaratione adjecta, quod nullus Princeps e domo Sabaudica, qui in regno Hispaniæ succedet, ullam unquam provinciam, seu ditionem, uno tempore possidere in continenti Italiæ possit, & quod in eum casum istæ provinciæ, devolventur ad Principes collaterales istius domus, quorum unus post alium secundum proximitatem sanguinis in iis succedet.

V. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliæ, mutuam tutelam seu guarantiam sibi præstabunt, pro regnis & Provinciis universis, quas actu in Italia possident, aut vigore hujus tractatus eis obvenient.

VI. Sua Majestas Cæsarea, & Rex Siciliæ, statim a commutatione ratificationum istarum conventionum, executioni dabunt omnes & singulas conditiones in iis contentas; idque intra spatium ad summum duorum mensium, ratificationumque instrumenta dictarum conventionum commutabuntur Londini, in termino duorum mensium a die subscriptionis, aut citius si fieri potest; & mox ab executione prævia dictarum conditionum, eorum Ministri Plenipotentiarii ab iis nominandi in loco congressus, de quo ipsi mutuo convenerint, sub mediatione trium partium contractantium, cætera sigillatim puncta pacis suæ particularis component.

Quod alte fata sua Majestas Cæsarea Catholica, ad promovendum ejusmodi pacis propositum; & ad avertenda dira bellorum mala suapte promissa, præin certas conventiones, omnesque & singulos earundem articulos, ex sincero consolidandæ universalis pacificationis desiderio, acceptaverit prout hisce acceptat, ac proinde, cum præmemoratis tribus Potentiis, fœdus peculiare in sequentes conditiones pepigerit.

Art. I.

Sit, maneatque inter Sacram Cæsaream Cathol. Majestatem, Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, Sacram Regiam Majestat. magnæ Britanniæ, celsosque ac potentes Dominos, Status Generales fœderati Belgii, eorumque hæredes & successores, fœdus arctissimum, vigore cujus, singuli, ditiones & subditos aliorum tueri, nec non pacem manutenere, propriaque ipsorum commoda, ceu sua mutuo promovere, damna vero & injurias cujuscunque generis prævenire, avertereque, teneantur.

II. Tra-

II. Tractatus Trajecti, Badæque Helvetiorum initi, in suo vigore 1718
& robore firmi permaneant, partemque istius efficiant, exceptis tamen iis articulis, quibus per præsentem tractatum expresse derogare e republica visum est, ut & iis Tractatuum Trajectensium articulis, quibus per Tractatum Badensem derogatum fuit. Attamen Tractatus fœderis West-Monasterii sub 25. mensis Maji anno 1716. inter sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, nec non inter sacram Regiam magnæ Britanniæ Majestatem, celebratus, prout & alter ille die quarta Januarii anno 1617. Hagæ Comitis inter Christianissimum & magnæ Britanniæ Reges, statusque Generales fœderati Belgii initus, plenum suum per omnia robur ac vim obtineant.

III. Sacra Majestas Christianissima prout & sacra Majestas Britannica, Dominique status generales fœderati Belgii, pro se, suisque hæredibus & successoribus spondent, quod sacram Majestatem Cæsaream Catholicam, ejusque hæredes & successores in nullo penitus suorum regnorum, ditionum & provinciarum, quæ vel quas nunc possidet vigore Trajecti, Badæque tractatuum, aut quorum, quarumve possessionem vigore hujus tractatus obtinebit, nec directe nec indirecte turbare unquam, quin potius ejusdem provincias, regna & jura, quæ modo possidet, aut vi hujus tractatus eidem obvenient, tam in Germania quam in Belgio & Italia, tutari, & ut ajunt, guarantigiare velint ac debeant, expromittentes sese dictæ sacræ Cæs. Cath. Majestatis regna & provincias contra omnes & singulos, qui eas hostiliter invadere tentarent, defendere eique, eveniente casu, submittere velle & debere auxilia quibus opus habebit juxta conditiones & partitionem, de quibus infra, inter eos convenit. Pariter utraque præfata Christianissima & Britannica Majestas Regia, ac status Generales diserte se obstringunt, quod nullam unquam protectionem aut asylum in ullo suarum ditionum loco, dare, concedereve subditis Sacræ Majestatis Cæsareæ Catholicæ, velint, qui actutum sunt, aut in futurum ab ea declarati fuerint rebelles, & casu quo ejusmodi forte in eorum regnis, provinciis & dominiis extiterint, *(extiterint)* ii, ut a finibus suis, intra octo dies a facta interpellatione Cæsarea expellantur, serio se curaturos sincere pollicentur.

IV. Vicissim sacra Majestas Cæsarea Catholica, sacra Regia Majestas Britannica, fœderatique Belgii status Generales, pro se, suisque hæredibus & successoribus promittunt, quod sacram Majestatem Christianissimam, in nulla penitus suarum ditionum ad Coronam Galliæ nunc spectantium, nec directe nec indirecte turbare unquam, quin potius easdem contra omnes & singulos, qui illas hostiliter invadere tentarent, tueri ac defendere, eidemque in eum casum auxilia submittere velint & debeant, quibus Rex Christianissimus opus habebit, juxta ac infra transactum est. Pariter sacra Majestas Cæsarea Catholica, sacra Majestas Regia Britannica, & Domini Status Generales, promittunt, sese que obligant, quod manutenere, guarantigiare, & defendere velint ac debeant jus successionis in regno Franciæ, juxta tenorem Tractatuum Trajecti 11. Aprilis anno 1713. initorum, obstringentes se, ad tutandam dictam successionem, plane ad normam renunciationis, quæ a Rege

1718 Hispaniarum 5. Nov anno 1712. facta, & 9. ejusd. mensis & anni in Comitiis generalibus Hispaniæ per solemnem actum acceptata fuit, quæ subinde die 8. Martii anni 1713. in legem abiit, & postremo per dictos tractatus Trajecti stabilita & ordinata fuit, idque contra omnes quoscunque, qui ordinem dictæ successionis contra præmissos actus & subsecutivos tractatus, turbare præsumerent, quem in finem, auxilia juxta partitionem infra conventam suppeditabunt. Quin, ubi res postularet, omnibus viribus dictum successionis ordinem propugnabunt, denunciato etiam bello, ei qui eundem infringere, aut impugnare tentaret. Insuper sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, & Majestas Regia Britannica, Statusque Generales, pariter se obstringunt, quod nullum unquam tutamen aut asylum, in suis ditionibus, dabunt aut concedent subditis Majestatis Regiæ Christianissimæ, qui actutum sunt, aut olim fuerint declarati rebelles, & casu quo ejusmodi forte in eorum regnis, provinciis & dominiis existerent, eos e finibus suis intra octo dierum spatium, a facta interpellatione Regia, exire jubebunt.

V. Sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica, nec non Regia Majestas Christianissima, Satusque Generales fœderati Belgii, obligant se, pro se, suis hæredibus & successoribus, ad manutenendam & guarantigiandam successionem, in regno magnæ Britanniæ, quemadmodum ea per Leges regni stabilita est, in domo suæ Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas ditiones & provincias a sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium, in ullo suorum dominiorum loco, dabunt aut concedent, personæ, ejusve descendentibus, si qui ei obtingant, quæ vivente Jacobo II. Principis Walliæ, & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ titulum assumpsit; promittentes pariter pro se ipsis, suis hæredibus & successoribus, nullum se dictæ personæ, ejusve descendentibus, directe vel indirecte, terra, marive, præbituros esse auxilium, consilium, aut opem quamcunque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis, sive alio quocunque demum modo. Idem observaturos intuitu eorum, quibus a dicta persona, ejusve descendentibus, forte mandatum aut commissum foret, regimen Suæ Majestatis Britannicæ, aut tranquillitatem regni sui, sive bello aperto, sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones, & rebelliones, aut piraticam contra subditos suæ Majestatis Britannicæ, exercendo turbare, quo postremo casu, sacra Majestas Cæsarea Regio-Catholica promittit se minime permissuram, ut ejusmodi Piratis, ullum in portubus Belgii sui detur receptaculum. Tantundem spondent sacra Majestas Christianissima, Statusque Generales fœderati Belgii, pro portubus sui dominii prout vicissim sua Majestas Regia Britannica, refugium omne in portubus regni sui denegaturam promittit, piratis, subditos sacræ Cæs. Majest. Regiæ-Cathol. sacræ Regiæ Majest. Christ. aut Dominorum Statuum Generalium infestantibus. Denique Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, sacra Regia Majestas Christianissima, Dominique Status Generales obstringunt sese, quod nullam unquam protectionem vel asylum, in ullo suorum dominiorum loco illis Regiæ magnæ Britanniæ Majestatis subditis dabunt, qui actutum sunt,

vel

vel aliquando fuerint declarati rebelles: Et casu quo ejusmodi forte in 1718
eorum regnis, provinciis, & ditionibus existerent, eos, e finibus suis, intra octo dierum spatium, ab interpellatione Regia, exire jubebunt. Quod si etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi accideret, sua Majest. Cæsar. Regio-Cathol. ut & Regia Majestas Christianissima, Fœderatique Belgii Status Generales, in eum casum obstringunt sese ad submittenda auxilia infra determinata: idem facturis ejus descendentibus, si quando eos in successione regni magnæ Britanniæ turbari contingeret.

VI. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, Regia Christianissima & Britannica, obligant se pro seipsis, suis hæredibus & successoribus ad guarantiam & tuitionem omnium ditionum, jurium, & provinciarum, quas Domini Status Generales fœderati Belgii actu possident, contra quoslibet qui eas turbarent aut invaderent, promittentes eis, existente casu, auxilia infra enunciata. Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, utraque quoque Majestas Regia Christianissima & Britannica æque se obstringunt, quod nullum unquam refugium vel asylum in ullo regnorum suorum illis Statuum Generalium subditis concedent, qui sunt, vel in futurum fuerint denunciati rebelles, & si forte ejusmodi in eorum regnis, ditionibus & provinciis existerent, eos e finibus suis, intra octo dierum spatium a facta reipublicæ interpellatione exire curabunt.

VII. Ubi alterutram ex prædictis quatuor partibus contractantibus, a quocunque alio Principe, aut statu invadi, aut etiam in possessione regnorum, ditionumque suarum per violentam detentionem subditorum, navium, rerum, aut mercium, terra marique turbari contingeret, tunc superstites tres officia sua, mox ac de eo requisiti fuerint, impendent, quo, offenso, super illato damno, & injuria satisfiat, aggressorque à prosecutione hostilitatis abstineat. Ast ubi amica hæc officia reconciliandis partibus, atque ad procurandam debitam parti læsæ satisfactionem, reparationemque haud sufficerent, eo casu alti contractantes submittent invaso, intra bimestre spatium a facta requisitione, auxilia sequentia unitim vel separatim, videlicet:

Sua Majestas Cæsarea Regio-Catholica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Christianissima, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Sua Majestas Britannica, octo millia Peditum, & quatuor millia Equitum.

Et Domini Status Generales, quatuor millia Peditum, & duo millia Equitum.

Quod si Princeps, aut pars læsa, pro milite naves bellicas aut onerarias, vel etiam subsidia pecuniaria, submitti sibi mallet, quod in ejus arbitrium reponitur, eo casu petitæ naves, pecuniæve ei subministrabuntur, ad mensuram sumptuum in militem impendendorum, & ut omnis ambiguitas circa calculum, seu æstimationem dictorum sumptuum tollatur, placuit mille pedites, menstruatim ad valorem decem millium Florenorum Hollandicorum, mille vero Equites ad triginta mille Flo-

1718 renos Hollandicos, menstruatim æstimari, eadem intuitu navium proportione observata.

Ubi auxilia supra enumerata impendenti necessitati imparia forent, partes contractantes de ferendis amplioribus suppetiis indilatim convenient; quin exigente casu, socium læsum, omnibus suis viribus adjuvabunt, bellumque aggressori nunciabunt.

VIII. Principes & Status de quibus partes contractantes unanimiter convenient, isti tractatui accedere poterunt, nominatim vero Rex Lusitaniæ. Tractatus iste approbabitur, ratihabebitur, a sua Majestate Cæsarea, Regia Christianissima & Britannica, atque a celsis & potentibus Dominis Statibus Generalibus Uniti Belgii, tabulæque ratificationum commutabuntur Londini, extradenturque reciproce intra spatium duorum mensium, aut citius si fieri potest. In cujus rei fidem, Nos infra scripti, Plenipotentiarum tabulis muniti, iisdemque invicem communicatis, quarum apographa cum archetypis rite a nobis collata & recognita, sub finem hujus instrumenti, verbo tenus inserta sunt, præsentem hunc tractatum subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii V. St. (secundo August. N. St.) anno Domini millesimo decimo octavo.

(L. S.) Christoph. Pentenridter, ab Adelshausen.
(L. S.) Joseph Hoffmann.
(L. S.) Du Bois.
(L. S.) W. Cant.
(L. S.) Parker C.
(L. S.) Sunderland P.
(L. S.) Kingston C. P. S.
(L. S.) Kent.
(L. S.) Holles Neucastle.
(L. S.) Bolton.
(L. S.) Roxburghe.
(L. S.) Berkeley.
(L. S.) J. Graggs.

Articulus Separatus.

Quod si forte Dominis Generalibus Uniti Belgii ordinibus grave nimis foret, conferre ratam suam partem stipendii Helvetiorum Cantonibus, pro Liburni, Portus-Ferrai, Parmæ & Placentiæ præsidiis solvendi, juxta conclusi hodie tractatus fœderis tenorem, articulo isto separato expresse cautum, & inter quatuor partes contrahentes conventum est, quod eo casu Rex Catholicus dictam Dominorum Statuum Generalium ratam in se recipere possit.

Articulus iste separatus, eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso, signatoque verbo tenus insertus fuerit, ratihabebitur-

biturque eodem modo, atque ratihabitionum tabulæ intra idem tempus cum ipso tractatu extradentur. 1718

In quorum fidem, Nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo - secundo Julii St. V. (secundo Augusti St. N.) anno Domini millesimo septingentesimo decimo - octavo.

Subscriptio uti supra.

Articulus Separatus.

Quum in tractatu fœderis cum Sacra Cæsarea Catholica Majestate hodie subscribendo, ut & conditionibus pacis in eo insertis, sacræ Regiæ Majestates Christianissima & Britannica, & Domini Status Generales Belgii Uniti, præsentem Hispaniarum & Indiarum possessorem Regem Catholicum, & Ducem Sabaudiæ Regem Siciliæ, vel etiam Sardiniæ appellent: & vero sacra Majestas Cæsarea Catholica, binos hos Principes pro Regibus agnoscere haud possit, antequam & ii ad hunc tractatum accesserint; proinde sacra Cæsarea Catholica Majestas, per Articulum istum separatum & ante Tractatum fœderis subscriptum, declarat & protestatur, quod per titulos ibi adhibitos vel etiam omissos, sibi minime præjudicare, neque dictis binis Principibus, Titulos Regios concedere aut adjicere intendat, nisi in eum duntaxat casum, ubi & illi Tractatui hodie subscribendo accesserint, atque placitis in eo conditionibus pacis pariter consenserint.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsimet Tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque ratihabitionum tabulæ, intra idem tempus cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc Articulum separatum subscripsimus, & sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo - secundo Julii S. V. (secundo Augusti St. N.) anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

Subscriptio uti supra.

Articulus Separatus.

Quum titulorum aliqui, quibus sacra Cæsarea Majestas, sive in Plenipotentiis, sive in Tractatu fœderis hodie secum subscribendo, utitur, per sacram Regiam Majestatem Christianissimam agnosci haud possint, per hunc articulum separatum & ante Tractatum fœderis subscriptum declarat & protestatur, quod per dictos hoc tractatu adhibitos titulos, aut sibi alterive præjudicare, aut sacræ Cæsareæ Majestatis jus ullum adjicere minime intendat.

Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac ipsimet tractatui hodie concluso signatoque, verbo tenus insertus fuerit, ratihabebi-

1718 turque eodem modo, atque ratihabitionum tabulæ intra idem tempus cum ipſo tractatu extradentur.

In quorum fidem, Nos infra ſcripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc articulum ſeparatum ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus. Actum Londini die vigeſimo-ſecundo Julii St. V. (ſecundo Aug. St. N.) A. Dom. milleſimo ſeptingenteſimo decimo octavo.

Subſcriptio uti ſupra.

Declaratio a Plenipotentiariis Regis Magnæ Britanniæ ſubſcripta.

Quandoquidem ſecundum uſum, quem utrinque convenit, receptum fuiſſe in tractatibus inter Majeſt. ſuas Britannicam & Chriſtianiſſimam Ryſwici, Trajecti ad Rhenum & Hagæ Comitis, pro triplici fœdere initis, inſtrumenta pro Rege magnæ Britan. lingua latina, pro Rege vero Chriſtianiſſimo lingua gallica confecta ſint, adjecta tamen declaratione, quod ſi alius antea uſus obtinuerit, eidem ſe Rex Chriſtianiſſimus inpoſterum accommodaret. Cumque in tractatu hodierno die inter Imperatorem Romanorum Regem magnæ Britanniæ Regem Chriſtian. & Status Generales Fœderati Belgii ſignato, uſus ſupra memoratus obſervari haud potuit, ſine incommodo plurimum adhuc inſtrumentorum faciendorum, quo tractatus hujus ſubſcriptio in longius differri neceſſe foret. Cumque inſuper aliqui e Plenipotentiariis enixe poſtulaverint ut nullum tractatus hodierni inſtrumentum fieret, quod omnium ſimul partium contrahentium ſubſcriptionibus munitum non fuerit; quo pacto factum eſt, ut omnia dicti tractatus inſtrumenta lingua latina conſcripta ſint. Eum igitur in finem, ne hoc exemplum in uſum trahatur, inter Regem magnæ Britanniæ & Regem Chriſtianiſſimum, Nos Plenipotent. Majeſt. ſuæ Brit. rogatu Plenipotentiarii Majeſt. ſuæ Chriſtian. declaramus, quod id omne idioma, ſive linguam tractatus hodierne ſpectans, in exemplum trahi aut proferri non poterit in poſterum; verum uſus antea receptus inter utramque coronam obtinebit, ita ut quod hodie factum eſt, eidem nullo modo derogabit, neque jus aliquod novum in contrarium adjiciet.

In quorum fidem, Nos Plenipotentiarii Maj. S. Brit. hanc declarationem ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus: Londini die 22. Julii, Anno 1718.

(L. S.) Sunderland, P.
(L. S.) Roxburghe.
(L. S.) J. Graggs.

Articuli ſeparati & ſecreti.

Art. I.

Poſtquam Serenis. & Potentis. Rex Chriſtian. & Serenis. & Potentis. Rex magnæ Britan. nec non Celſi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii, vigore tractatus, inter eos hodierna die concluſi & ſub-

& ſubſcripti, ſuper certis conditionibus convenerunt, ſecundum quas pax inter Serenis. & Potentis. Romanorum Imperatorem atque Serenis. & Potentis. Regem Hiſpan. item inter eandem ſacram Majeſt. Cæſaream, Regemque Siciliæ (quem deinceps Regem Sardiniæ nominare viſum eſt) conciliari poſſet, quarum quidem conditionum copiam præfatis tribus Principibus fecere, ut loco baſis fixæ, ſtabiliendæ inter eos pacis forent, ſacra Majeſtas Cæſarea, ex graviſſimis rationibus, ob quas Rex Chriſtianis. & Rex magnæ Britan. & ſupradicti Status General. hoc tantum tamque ſalutare opus ſuſceperunt, permota, deferensque circumſpectis urgentibusque eorum conſiliis & ſuaſionibus, acceptare ſe declarat dictas conditiones, ſeu Articulos, nullo penitus eorum excepto, ceu conditiones fixas & immutabiles, juxta quas pacem perpetuam cum Rege Hiſpaniarum, atque cum Rege Sardiniæ concludere conſentit. 1718

II. Quia vero Rex Hiſpaniarum & Rex Sardiniæ dictis conditionibus necdum adhuc ſunt aſſentiti, ſua Majeſtas Cæſarea, prout & ſuæ Majeſt. Regiæ Chriſtianis. & Britannica, præfatique Status Generales, convenerunt de admittendo iis ad conſentiendum ſpatio trium menſium, a die ſubſcriptionis præſentis tractatus computandorum, ſufficere exiſtimantes hoc temporis intervallum, ut dictas conditiones rite perpendere poſſint, iique demum ſe determinent atque declarent, num conditiones fixas & immutabiles pacificationis ſuæ, cum ſua Majeſtate Cæſarea acceptare ipſi quoque velint, prout eos eſſe facturos ab eorum pietate & prudentia ſperare licet, fore ſcilicet ut exemplum ſuæ Majeſt. Cæſareæ ſecuti animi motibus moderari, habitaque humanitatis ratione tranquillitatem publicam privatis ſuis ſenſibus præhabere, unaque effuſioni ſanguinis ſubditorum ſuorum parcere, atque calamitates belli a reliquis Europæ nationibus avertere velint. In quem finem ſuæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, Statusque General. Fœderati Belgii, officia ſua quam efficaciſſima una ſimul & ſeorſim impendent, quo dictos Principes ad ejusmodi acceptationem permoveant.

III. Verum, ſi contra omnem expectationem alte - contractantium, votaque univerſæ Europæ, Rex Hiſpan. & Rex Sardiniæ, poſt elapſum trium menſium terminum dictas conditiones pro eorum pacificatione, cum ſua Majeſt. Cæſar. propoſitas, acceptare abnuerent, cum tranquillitatem Europæ a renitentia vel moliminibus clandeſtinis dictorum duorum Principum dependere æquum non ſit, ſuæ Majeſtates Chriſtianiſſima & Britannica, nec non Status Generales, ſuas cum viribus ſuæ Majeſt. Cæſ. jungere promittunt, quo illi ad acceptationem & executionem præfatarum conditionum adigantur. Quem in finem Cæſ. ſuæ Maj. præbebunt unitim & ſeparatim eadem ipſa auxilia, de quibus, pro reciproca defenſione mutua, articulo ſeptimo Tractatus fœderis ſub hodierno die ſubſcripti convenere, unanimiter conſentientes, ut ſua Maj. Chriſt. ſubſidia loco militis præſtet in ære. Quod ſi auxilia in dicto articulo ſeptimo enunciata, aſſequendo propoſito ſcopo imparia forent, tum quatuor partes contractantes de amplioribus auxiliis ſuæ Maj. Cæſ. ſubmittendis absque mora convenient, eaque conti-

1718 nuabunt, quousque sua Majest. Cæs. regnum Siciliæ subegerit, ejusque regna & provinciæ in Italia plena securitate gaudeant. Conventum insuper & quidem disertis verbis fuit, quod si ob causam auxiliorum quæ suæ Majest. Christ. & Brit. Dominique Status Gener. suæ Majestati Cæs. vi & in executionem præsentis Tractatus suppeditabunt, Reges Hispan. & Sardin. vel unus illorum, bellum alterutri dictorum contractantium declaret, aut inferret, sive eum in suis ditionibus aggrediendo, sive eorum subditos, aut naves, res & merces, terra marive violenter retinendo, in eum casum duæ aliæ Potentiæ contractantes illico bellum præfatis Regibus Hispaniæ & Sardin. vel illi binorum eorum Regum, qui id alterutri dictarum Potentiarum contractantium denunciaverit aut intulerit, declarabunt, neque arma ante deponent, quam Imperator in possessione Siciliæ & securus ratione suorum regnorum & provinciarum in Italia sit, satisfactumque pro justitia fuerit illi, ex tribus partibus contractantibus, quæ occasione præsentis tractatus, armis impetita aut damnificata fuerit.

IV. Ubi unus duntaxat præfatorum binorum Regum, qui pacis conditionibus cum sua Maj. Cæs. faciendæ, necdum assentiti sunt, eas acceptaret, iis quoque quatuor partibus contractantibus ad compellendum eum qui eas recusaverit, se conjunget, submittetque suam partem subsidiorum juxta distributionem desuper faciendam.

V. Si Rex Cathol. amore boni publici, & quod commutatio Regnorum Sicil. & Sardin. pro manutentione pacis universalis necessaria sit, persuasus, in eam consentiat, conditionesque pacis cum Imperatore ineundæ, ut supra, amplectatur, e contra vero Rex Sardiniæ, ea permutatione rejecta, Siciliam retinere persistat, in eo casu, Rex Hispaniæ Sardiniam Imperatori restituet, qui istius regni custodiam, (salvo supremo suo in illud dominio) Serenis. Regi Britan. & Dominis Statibus Gener. tamdiu committet, donec subacta Sicilia, Sardiniæ Rex, supra recensitis conditionibus, tractatus cum Imperatore ineundi subscribat, atque in acceptationem regni Sardiniæ, loco æquivalentis pro regno Siciliæ, consentiat, quo facto, in ejus possessionem, a Rege magnæ Britan. Statibusque Gener. mittetur. Si vero sua Maj. Cæs. expugnare Siciliam, atque in suam potestatem redigere nequiret, in eum casum, magnæ Brit. Rex, Statusque Generales regnum Sardiniæ eidem restituent, fruetur que interim sua Maj. Cæs. dicti regni reditibus, qui sumptus in custodiam factos excedent.

VI. Ast ubi Regem Sardiniæ in dictam permutationem consentire, Regem vero Hispaniarum eandem recusare contingeret, in hoc casu, Imperator adjutus reliquorum compaciscentium auxiliis, Sardiniam oppugnabit, quæ tamdiu ei submittere spondent, æque ac sua Maj. Cæs. arma minime deponere promittit, donec universum Sardiniæ regnum occupaverit, quod mox ab occupatione, regni Sardiniæ cedet.

VII. Quod si uterque & Hispaniæ & Sardiniæ Rex, permutationi Siciliæ & Sardiniæ sese opponeret, Imperator, una cum sociorum auxiliis, primo loco regnum Siciliæ adorietur, quo occupato, arma contra Sardiniam vertet, eo copiarum numero, quo præter auxilia sociorum

rum ad utramque expeditionem opus esse existimabit, subacta quoque 1718
Sardinia, ejus custodiam, sua Majestas Cæsarea Regi Britannico, Dominisque Statibus Generalibus eo usque committet, donec Sardiniæ Rex conditionibus pacis cum Imperatore ineundæ subscripserit, atque regnum Sardiniæ, pro æquivalente regni Siciliæ acceptare consentiat, sibi tunc a sua Majestate Britannica, Statibusque Generalibus tradendum, frueturque interim sua Majestas Cæsarea reditibus istius regni, qui sumptus in custodiam superabunt.

VIII. Casu quo Rex Catholicus, Sardiniæque Rex, vel alteruter illorum, dictas conditiones pacis illis propositas acceptare & exequi renuerent, ob eamque causam quatuor partes compaciscentes, via facti contra eos vel alterutrum eorum procedere compellentur, conventum diserte fuit, Imperatorem (qualemcunque ejus arma progressum contra dictos binos Reges, aut eorum alterutrum habere possent) contentum esse & acquiescere debere, emolumentis sibi in dictis conditionibus mutuo consensu designatis, reservata tamen suæ Majest. Cæsareæ potestate, jura sua, quæ adversus Regem Sardiniæ, super ea parte status Mediolanensis, quam iste nunc possidet, habere prætendit, armis, vel etiam per tractatum pacis tale bellum subsecuturum, revindicandi, salva quoque aliis tribus compaciscentibus, in casum, ubi ejusmodi bellum contra Regem Hispaniæ & Regem Sardiniæ suscipiendum foret, facultate, cum sua Majestate Cæs. conveniendi, & designandi alium quemdam Principem, in cujus favorem, tunc sua Maj. Cæs. de parte Ducatus montisferratensis, a Rege Sardiniæ modo possessa, ad ejusdem exclusionem disponere, & quali alteri Principi, vel qualibus aliis Principibus, literas expectativæ, investituram continentes eventualem, statuum, nunc a magno Duce Hetruriæ, & a Duce Parmæ Placentiæque possessorum, in exclusionem filiorum præsentis Reginæ Hispaniæ, accedente consensu Imperii, concedere debeat, hac declaratione adjecta, quod nullo unquam tempore aut casu, neque sua Maj. Cæs. neque ullus Princeps e domo Austriaca, qui regna, ditiones & provincias Italiæ possidebit, dictos Ducatus Hetruriæ & Parmæ, asserere sibi aut attribuere valeat.

IX. Verum, ubi sua Maj. Cæs. Siciliam, adhibito sufficienti copiarum numero, sociorumque auxiliis & mediis, impensa quoque congrua diligentia, armis subigere, aut in possessione istius regni stabilire se nequiret, partes compaciscentes conveniunt declarantque, suam Majest. Cæs. esse & fore in eum casum, omnino liberam & solutam ab omni obligatione per hunc tractatum assumpta, consentiendo in supradictas conditiones pacis, se inter, Regesque Hispaniæ & Sardiniæ ineundæ; Salvis tamen reliquis præsentis tractatus articulis, qui suam Majestatem Cæsaream, suasque Maj. Regias Christianissimam & magnæ Brit. & Dominos Status Generales Uniti Belgii mutuo spectant.

X. Attamen cum securitas & tranquillitas Europæ, finis, scopusque sit renunciationum a sua Majest. Cæsarea & sua Majest. Catholica, pro se, suis descendentibus & successoribus, omnium prætensionum, super regno Hispaniæ & Indiis, ex una, ex altera parte vero, super re-

1718 gnis, ditionibus & provinciis Italiæ & Belgico-Auſtriacis, faciendarum, memoratæ renunciationes fient ab una & altera parte, eo modo & forma, uti articulo ſecundo & quarto, conditionum pacis, inter ſuam Majeſt. Cæſ. & Regiam Cathol. Maj. pangendæ conventum fuit; & quamvis Rex Cathol. præmemoratas conditiones acceptare recuſaret, Imperator nihilominus inſtrumenta ſuæ renunciationis expediri faciet, cujus tamen publicatio, in diem ſubſcriptionis pacis ſuæ cum Rege Catholico differetur; Etſi Rex Catholicus in rejicienda dicta pace conſtanter perſeveraret, ſua Majeſtas Cæſarea nihilo ſecius Regi Britannico, eo tempore quo ratificationes iſtius Tractatus commutabuntur, actum ſolemnem dictarum renunciationum extradet, quem ſua Majeſt. Britannica, juxta commune contractantium pactum, Regi Chriſtianiſſimo ante non exhibendum promittit, quam ſua Majeſtas Cæſarea in poſſeſſionem Siciliæ pervenerit, qua adepta tunc tam exhibitio, quam publicatio dicti actus renunciationum Cæſarearum, ad primum Regis Chriſtianiſſimi requiſitionem fiet, iſtæque renunciationes locum habebunt, ſive Rex Catholicus paci cum Imperatore ſubſcripſerit, ſive non, eo quod in hoc ultimo caſu guarantia partium compaciſcentium Cæſari eſſe debeat loco ſecuritatis quam alioquin ipſæ renunciationes Regis Catholici, ſuæ Majeſtati Cæſareæ, pro Sicilia & cæteris Italiæ Statibus, Belgiique Provinciis præſtitiſſent.

XI. Sua Maj. Cæſarea promittit, nihil ſe moliri aut movere, nec contra Regem Catholicum, nec contra Regem Sardiniæ, & generaliter, contra neutralitatem Italiæ velle, in termino illo trimeſtri, qui iis pro acceptandis conditionibus pacis ſuæ cum Imperatore conceſſus eſt. Aſt ſi intra dictum tempus trium menſium, Rex Catholicus, loco dictas conditiones acceptandi, ſuas potius hoſtilitates, contra ſuam Majeſtatem Cæſaream proſequi pergeret, vel ſi Rex Sardiniæ, provincias quas Imperator in Italia poſſidet, armis aggrederetur, in eum caſum, ſuæ Majeſtates Chriſt. & Britannica, nec non Domini Status Generales obſtringunt ſeſe, ad ſubmittenda illico ſuæ Maj. Cæſ. in ſui tutelam auxilia, quæ vi fœderis hodie ſubſcripti, pro reciproca ſuorum Statuum defenſione invicem ſibi præſtare convenerunt, idque conjunctim vel ſeparatim, neque etiam expectato duorum menſium lapſu, amicis officiis adhibendis, alias in dicto fœdere præfixorum; & ubi auxilia in dicto Tractatu determinata fini propoſito, haud ſufficerent, quatuor partes compaciſcentes, mox inter ſe, de validiore ope ſuæ Majeſtati Cæſareæ ferenda convenient.

XII. Præmiſſi undecim articuli, apud ſuam Majeſtatem Cæſaream, ſuas Majeſtates Chriſtianisſimam & Britannicam, Statusque Generales, per ſpatium trium menſium a die ſubſcriptionis, ſecreti manento, niſi abbreviare terminum illum, aut producere de communi eorum placito videretur; & quamvis præfati undecim articuli ſint a Tractatu fœderis hodierna die, a quatuor dictis partibus compaciſcentibus ſubſcripto, ſeparati, eandem tamen vim ac robur habebunt, ac ſi illi, de verbo in verbum, inſerti eſſent, cum ejus partem eſſentialem efficere cenſeantur. Porro ratihabitiones eorum uno tempore,

cum

cum alteris illius Tractatus extradentur. In quorum fidem, nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum, hodie invicem exhibitarum hos separatos & secretos subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo-secundo Julii St. V. (secundo Augusti St. N.) Anno Domini 1718. 1718

(L. S.) Christoph. Pentenrieder, ab Adelshausen.
(L. S.) Johannes Phil. Hoffmann.
(L. S.) Du Bois.
(L. S.) W. Cant.
(L. S.) Parker C.
(L. S.) Sunderland P.
(L. S.) Kingston C. P. S.
(L. S.) Kent.
(L. S.) Holles Neucastle.
(L. S.) Bolton.
(L. S.) Roxburghe.
(L. S.) Berkeley.
(L. S.) J. Graggs.

Articulus Separatus.

QUum Tractatus hodierno die, inter Majestatem Suam Cæsaream, Majestatem Suam Christianissimam & Majestatem Suam Britannicam initus signatusque, ac in se complectens, tam conditiones, quæ æquissimæ, summeque aptæ judicatæ sunt, ad Pacem stabiliendam inter Imperatorem & Regem Catholicum, atque inter dictum Imperatorem Regemque Siciliæ: quam conditiones fœderis, ad pacem publicam conservandam inter prædictas Potentias contrahentes sanciti, celsis & præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Unitarum Belgii Provinciarum, communicatus fuerit; cumque articuli separati & secreti, hodie itidem signati, continentesque rationes quas ad Tractatum supra dictum executioni mandandum inire visum est, iisdem Ordinibus Generalibus, mox proponendi sint, studium quod illa Respublica testatur, ad restituendam firmandamque tranquillitatem publicam, nullum dubitandi locum relinquit, quin ipsa eidem, animo perlubenti, accedere velit. Ideoque dicti Ordines Generales, tanquam partes contrahentes, in ipso Tractatu nominatim inferuntur sub spe scilicet fidentissima, illos eidem sese tam cito adjuncturos, ac usitatæ in statu suo formulæ id pati possint. Sin vero præter spem & vota Partium contrahentium (quod tamen omnino non suspicandum est) præfati Domini Ordines Generales, Tractatui supradicto accedendi consilium haud ceperint, expresse conventum concordatumque est inter dictas Partes contrahentes, quod Tractatus sæpe nominatus, hodiernoque die signatus, effectum suum inter ipsas nihilominus sortietur, & in omnibus ejus clausulis & articulis executioni mandabitur, eodem modo quo ibidem constitutum est, ejusdemque Ratificationes temporibus præfinitis exhibebuntur.

Arti-

1718 Articulus iste separatus eandem vim obtinebit, ac si ipsemet Tractatui hodie concluso signatoque verbotenus insertus fuerit, ratihabebiturque eodem modo, atque ratihabitionum tabulæ intra idem tempus, cum ipso Tractatu extradentur.

In quorum fidem nos infra scripti, vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum, hunc articulum separatum subscripsimus & Sigillis nostris communivimus. Actum Londini die vicesimo secundo Julii St. V. (secundo Augusti St. N.) anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) Christoph. Pentenrieder ab Adelshausen.
(L. S.) Joannes Phil. Hoffman.
(L. S.) Du Bois.
(L. S.) Parcker.
(L. S.) Sunderland P.
(L. S.) Kent.
(L. S.) Holles. Newcastle.
(L. S.) Bolton.
(L. S.) Roxburghe.
(L. S.) Stanhope.
(L. S.) J. Craggs.
(L. S.) Provana.
(L. S.) De la Perrouse.

Accessio Regis Siciliæ ad præfatum Tractatum Londinensem.

QUandoquidem Tractatus quidam, articulique separati & secreti, itidemque articuli alii 4. separati, eodem spectantes, iique omnes ejusdem vigoris, cum Tractatu principali per Ministros Plenipotentiarios Majest. Suæ Cæsar. & Cathol., Majest. Suæ Christianiss. & Majest. S. Britannicæ, Londens. 22. Julii (2. August.) proxime præterlapsi, inter partes contrahentes supranominatas rite conclusi signatique fuerint, quorum omnium tenor de verbo ad verbum hic sequitur.

Cumque porro Rex tum Siciliæ, quem vero nunc Regis Sardiniæ nomine appellari conventum est, secundum mentem Tractatus articulorumque supra insertorum, invitatus fuerit, ut iisdem omnibus & singulis plene, ampleque accedere, & partibus contrahentibus, tanquam pars ipse ab initio compaciscens, sese forma debita adjungere vellet, cumque dictus Rex Sardiniæ mature perpensis conditionibus in Tractatu articulisque præinsertis speciatim expressis, non solum declaraverit sese velle easdem acceptare, & accessione sua comprobare, verum etiam Plenipotentiarum Tabulas sufficientes Ministris suis ad id opus perficiendum nominatis, concesserit. Quo itaque negotium tam salutare, finem optatum consequatur, nos infrascripti Majestatis Suæ Cæsareæ & Catholicæ, Majestatis Suæ Christianissimæ & Majestatis Suæ Britannicæ Ministri

niſtri Plenipotentiarii, nomine & authoritate dictarum Suarum 1718
Majeſtatum, ſuprafatum Regem Sardiniæ, in Tractatus præinſerti, articulorumque omnium & ſingulorum eodem pertinentium, ſocietatem plenam, atque omnimodam admiſimus, adjunximus atque aggregavimus, ac per præſentes admittimus, adjungimus atque aggregamus, eadem authoritate promittentes, quod Majeſtates Suæ ſuprafatæ, conjunctim & ſigillatim omnes & ſingulas conditiones, ceſſiones, pactiones, guarantias, fidejuſſionesque, in Tractatu, articulisque ſæpe nominatis contentas expreſſasque, dicto Regi Sardiniæ penitus & ad amuſſim præſtabunt atque adimplebunt. Proviſo inſuper quod omnis & ſingula, de quibus conventum erat per articulos ſecretos, contra dictum Sardaniæ Regem, per præſentem hanc ejusdem acceſſionem ceſſent prorſus atque aboleantur. Viciſſim vero, nos infraſcripti Regis Sardiniæ Miniſtri Plenipotentiarii, virtute Plenipotentiæ rite exhibitæ atque recognitæ, cujus Apographum in fine hujus inſtrumenti adjectum eſt, teſtamur hiſce, ſpondemusque dicti Regis nomine, quod prædictus Rex & Dominus noſter, accedit plene, ampleque Tractatui, Articulisque omnibus, & ſingulis ibidem præinſertis; quod acceſſione hac ſolemni, partibus contrahentibus ſupramemoratis, tanquam pars ab initio compaciſcens ſeſe adjungit; quodque vi, vigoreque actus hujuſce, antedicta Regis Sardiniæ Majeſtas, tam pro ſe quam pro hæredibus ſuis & ſucceſſoribus, ſeſe mutuo obligat & obſtringit, Majeſtati Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ & Majeſtatis Suæ Britannicæ earumque hæredibus & ſucceſſoribus, junctim & diviſim, ſeſe omnes & ſingulas conditiones, ceſſiones, pactiones, guarantias & fidejuſſiones in Tractatu, Articulisque ſupra inſertis, expreſſas, memoratasque obſervaturam, præſtituturam atque adimpleturam, verſus omnes junctim, ſingulasque ſeorſim, eodem modo eademque fide, & religione, ac ſi pars contrahens ab initio fuerit, & cum Majeſt. Suæ Cæſarea Catholica, Majeſt. Suæ Chriſtianiſſ. & Majeſt. Sua Britannica, eaſdem conditiones, ceſſiones, pactiones, guarantias & fidejuſſiones conjunctim vel ſigillatim inierit, concluſerit, ſignaveritque. Inſtrumentum hoc admiſſionis, acceſſionisque dicti Regis Sardiniæ, ab omnibus partibus compaciſcentibus ratihabebitur, Ratihabitionumque tabulæ rite confectæ intra ſpatium duorum menſium, a die ſubſcriptionis computandorum, aut citius ſi fieri poterit, Londini commutabuntur, atque invicem extradentur. In quorum omnium fidem, nos Plenipotentiarii partium contrahentium, poteſtatibus hinc inde ſufficientibus inſtructi, haſce præſentes manibus noſtris ſubſcripſimus, ſigillisque appoſitis communivimus, ſcilicet Plenipotentiarii Majeſtatis Suæ Cæſareæ & Catholicæ, Majeſtatis Suæ Britannicæ, & Majeſtatis Suæ Regiæ Sardiniæ, Londini die viceſimo octavo Octobris St. V. (octovo Novembris St. N.) Plenipotentiarius autem Majeſtatis Suæ Chriſtianiſſimæ, Lutetiæ Pariſiorum, die decima

ma

1718 ma octava mensis Novembris, Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo.

(L. S.) Christoph. Pentenrider, ab Adelshausen.
(L. S.) Johannes Phil. Hoffmann.
(L. S.) Du Bois.
(L. S.) Parcker.
(L. S.) Sunderland P.
(L. S.) Kent.
(L. S.) Holles. Newcastle.
(L. S.) Bolton.
(L. S.) Roxburghe.
(L. S.) Stanhope.
(L. S.) J. Craggs.
(L. S.) Provana.
(L. S.) De la Perrouse.

Accessio Regis Hispaniarum &c. Ad præfatum Tractatum Londinensem, & ejusdem Accessionis à Confœderatis respectiva facta Acceptatio.

CUm per Conventionem Hagæ Comitum signatam inter Nos subscriptos Ministros Sacræ S. Cæsareæ Sacræ Suæ Britan., & Sacræ Suæ Christianiss. Majest. conventum sit, ut Sua Majest. Catholica possit intra spacium trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum acceptare Tractatum Londini signatum secundo Augusti 1718. n. st. fruique commodis in ejus favorem per dictum Tractatum solemniter promissis; Cumque dicta Sua Majestas Catholica pure & plene acceptaverit, actu Regia manu Sua subscripto 26. Januarii 1720. n. st. cujus Apographum in hoc Instrumento adjectum est, Conventionem Parisiis factam 18. Julii 1718. n. st. cujus Conditiones, atque Articuli omnes de verbo ad verbum iidem sunt ac illi, qui in Tractatu Londinensi continentur, & cum dicta Sua Majestas Catholica Marchionem de Beretti Landi suum Plenipotentiarium tabulis sufficientibus ad hoc opus consummandum muniverit, quo itaque negotium tam salutare finem suum exoptatum consequatur, Nos infrascripti Cæsareæ, Britannicæ & Christianissimæ Majestatum Ministri Plenipotentiarum Tabulis muniti ad signandam præfatam Conventionem Hagæ Comitum factam, per quam Regi Hispaniarum, intra terminum trium Mensium à die subscriptionis dictæ Conventionis computandorum pure & plene conditionibus in Tractatu Londinensi expressis accedere liberum est, declaravimus & per præsentes Majestatis Suæ Catholicæ puram, simplicem & plenam ad omnes & singulos Articulos præfati Tractatus Londinensis Accessionem Nos acceptare declaramus.

Ego autem infrascriptus Majestatis Suæ Catholicæ Plenipotentiarius à dicta Sua Majestate Plenipotentiarum Tabulis ad signandam cum Ministris Fœderatarum Potestatum Conventionem Parisiis factam

ctam 18. Mensis Julii 1718. n. st. cum sim instructus, observatumque 1718
fuerit, Ministrum Majestatis Suæ Cæsareæ dictam Conventionem Parisiis factam non subscripsisse, illam vero Conventionem per Tractatum Londinensem 2. Augusti 1718. n. st. à Ministro Majestatis Suæ Cæsareæ subscriptam complementum suum accepisse, & Comitem à Windischgrätz Majestatis Suæ Cæsareæ Ministrum & Plenipotentiarium accessionem Majestatis Suæ Catholicæ acceptandi potestatem non habiturum, si dicta Accessio ad Conventionem Parisiis factam tantummodo se referret: Cumque recognitis & perpensis dicta Conventione Parisiis facta & dicto Tractatu Londini signato, compertum sit, utrumque de Verbo ad Verbum congruere, ita ut Conventio Parisiensis, Tractatusque Londinensis, una eademque res omnino sint; ego necessaria auctoritate sum munitus ad signandum Tractatum Londinensem, quem Tractatum æque ac Conventionem Parisiensem in omnibus & singulis eorundem Articulis pure & plene nullaque adhibita reservatione, ex parte & nomine Regis Hispaniarum Domini mei accepto.

Instrumentum hoc Accessionis Majestatis Suæ Catholicæ ratihabebitur ab omnibus Partibus compaciscentibus & ratihabitionum Tabulæ rite confectæ intra spatium duorum Mensium à die subscriptionis computandorum aut citius si fieri poterit, Hagæ Comitum commutabuntur & invicem extradentur. In quorum fidem Nos Partium Contrahentium Plenipotentiarii supradictis Plenipotentiarum Tabulis mutuo exhibitis instructi hasce Præsentes Manibus nostris subscripsimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum Hagæ Comitum die decima septima Februarii Anni millesimi septingentesimi vigesimi.

(L. S.) Leopoldus Comes à Wendischgräz.
(L. S.) Marques Beretti Landi.
(L. S.) Cadogan.
(L. S.) Fleuriau de Morville.

In altero Instrumento:

(L. S.) Leopoldus Comes à Windischgräz.
(L. S.) Marques Beretti Landi.
(L. S.) Fleuriau de Morville.
(L. S.) Cadogan.

Actus Accessionis Suæ Majestatis Catholicæ, Madriti 26. Jan. 1620.

PHILIPPUS, Dei gratia Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toledi, Valentiæ, Galetiæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcelonæ, Dominus

1718 Biſcajæ & Molinæ, &c. Cum per Sereniſſimum Principem Georgium Magnæ Britanniæ Regem, atque Sereniſſimum Principem Ludovicum XV. Nepotem Noſtrum Franciæ & Navarræ Regem propoſitus ſit Nobis modus perpetuam in Europa tranquillitatem ſtabiliendi, & eo intuitu procurandi firmam pacem & ſinceram inter Potentias Belligerantes reconciliationem, atque cum hunc in finem memorati Sereniſſimi Reges Plenipotentiarum Tabulis inſtruxerint, nempe Magnæ Britanniæ Rex Comites de Stairs, & de Stanhope, & Franciæ Rex Marchionem & Mareſcallum de Uxelles & Dominum Clermont Comitem de Cheverini, atque hi Miniſtri eo pervenerint, ut Tractatum concluſerint, quem ſignarunt Pariſiis 18. Julii 1718. in quo alios inter Articulos ſpecificantur Conditiones Pacis, quam inter Principes, qui bellum hucusque continuarunt, ſtabiliri in votis fuit, & cum memorati Domini Magnæ Britanniæ & Franciæ Reges Nobis propoſuerint hiſce adhærere conditionibus, licet hucusque eas admittere propter juſtas, quas habuimus rationes, diſtulerimus, nihilominus deſiderantes ex parte Noſtra implere vota memoratarum Majeſtatum Sereniſſimorum Magnæ Britanniæ, & Franciæ Regum, atque efficere, ut Europa Pacis gaudeat beneficio, quamvis cum detrimento Noſtro & Diminutione cum Statuum tum jurium, quibus renunciamus, ut eo pertingamus: Decrevimus modo prædictum Tractatum acceptare ſignatum Pariſiis 18. Julii 1718. a ſupradictis quatuor Plenipotentiariis Suarum Majeſtatum Britannicæ & Chriſtianiſſimæ, adque ideo tenore præſentium acceptamus hunc præfatum Tractatum, & in omnibus admittimus, quæ continet punctis: & præcipue in eo, quod ſpectat & concernit comprehenſos octo Articulos & directe reſpicientes pacem inter utramque Aulam Madritenſem & Viennenſem, & inter principes utriusque Dominationis modo Regnantes. In cujus fidem commiſimus expetitionem præſentis Inſtrumenti manu Noſtra muniti & Sigillo Noſtro ſecreto, atque ab infraſcripto primo Status Secretario ſubſignati. Datum Madriti 26. Jan. 1720. Signatum erat.

EGO REX.

Et infra

Joſephus de Grimaldo.

Nos infraſcripti Miniſtri & Plenipotentiarii declaramus Apographum ſupra inſertum Archetypo collatum, & de Verbo ad Verbum conſimile eſſe. Actum Hagæ Comitum die decima ſeptima Februarii Anni milleſimi ſeptingenteſimi vigeſimi.

(L. S.) Leopoldus Comes à Windiſchgräz.
(L. S.) Marques Beretti Landi.
(L. S.) Cadogan.
(L. S.) Fleuriau de Morville.

In altero

1718

In altero Instrumento:

(L. S.) Leopoldus Comes à Windischgräz.
(L. S.) Marques Beretti Landi.
(L. S.) Fleuriau de Morville.
(L. S.) Cadogan.

CCLXXXIII.

CONVENTION

Entre Sa Majesté Imperiale & Catholique, le Roy de la Grande Bretagne, & les Etats Generaux, touchant l'execution de quelques Articles & points du Traité de Barriere de 15. Novembre 1715. Signé à la Haye. le 22. Dec. 1718.

LE Traité de Barriere conclu le 15. de Novemb. 1715. entre Sa Majesté Imperial & Catholique, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, n'ayant pû avoir son execution à l'egard de quelques Articles, à cause des difficultés, qu'on y a rencontrées, & Sa Majesté Imperiale & Catholique, Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puissances, etant egalement portées à lever ces difficultés par les moyens le plus convenables, afin de parvenir au but qu'on s'est proposé par le dit Traité, & pour établir d'autant mieux les fondemens d'une solide amitié & bonne intelligence, à laquelle on est porté de part & d'autre, Sa Majesté Imperiale & Catholique Sa Majesté le Roy de la Grande Bretagne, & leurs Hautes Puissances, ont nommé, & commis pour en traiter, & en convenir; à sçavoir, Sa Majesté Imperriale & Catholique le Sieur Hercule Joseph Loüis Turinetti Marquis de Prié, & de Pancalier, Comte de Mitterbourg, & de Castillion, Seigneur de saint Servolo & Castelnuovo en Carniole, de Fridaw & Peabonstein en Autriche, de schiurge Belvar, & saint Miclos en Hongrie Grand d'Espagne, Chevalier de l'ordre de l'Anonciade, Conseiller intime d'Etat de Sa Majesté Imperiale & Catholique, son Ministre Plenipotentiaire pour le Gouvernement des Païs-Bas, & son Ambassadeur Plenipotentiaire pour la Conclusion & signature du present Traité, pour l'Execution de celuy de la Barriere: Sa Majesté Britannique, le Sieur Guillaume Comte de Cadogan, Vicomte de Cauversham, Baron de Reding & d'Oukley, General d'Infanterie, Colonel du second Regiment des Gardes à pied, Gouverneur d'Isle de Weight, Maître de la Garderobe, Conseiller d'Etat, Chevalier du très noble, & très ancien ordre de S. André, & son Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire auprès des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies: & leurs Hautes Puissances les Sieurs Jean van Wynbergen, Seigneur de Glinthorst, du Corps de la Noblesse du quartier de Veluwe en la Province de Guelre: Wigbolt van der Does, Seigneur de Noortwyck, de l'ordre de la Noblesse d'Hollande, & Westfrise, Grand Baillif & Dyckgrave de Rhÿnland; Antoine Heinsius, Con-

1718 ſeiller Penſionnaire, Garde de Grand Sceau, & Surintendant des Fiefs de la Province de la Hollande & Weſtfriſe: Adrien Velters, cy-devant Echevain, Senateur & Penſionnaire de la Ville de Middelbourg-en Zeelande; Gerard Godart Taats van Amerongen, Chanoine du Chapitre de S. Jean à Utrecht Aſſeſſeur dans le Conſeil des Elus compoſant le Premier Membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand Veneur de la même Province, & Aſſeſſeur au Conſeil des Heemrades de la Riviere la Leck; Dancker de Kempenaar, Senateur de la Ville de Harlingen en Friſe; Everhard Rouſe Bourgemaître de la Ville de Deventer en Overyſſel, & Eger Tamminga Seigneur en Zeeryp, Enum, Leerumus, & t'Zandt, tous reſpectivement Deputés en nôtre Aſſembleé de la part des Etats de Gueldre, de Hollande & Weſtfriſe, de Zeelande, d'Utrecht, de Friſe, de Overyſſel, & de Groningue, & Ommelandes; Leſquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs reſpectifs, après avoir conferé pluſieurs fois enſemble, ſont convenu de la maniere ſuivante.

I. Comme il eſt ſurvenu des difficultés au ſujet de l'art. 17. du dit Traité de la Barriere, qui regarde la ſeureté des Frontiers, & l'extenſion de limites de leurs Hautes Puiſſances en Flandre, dont il pourroit reſulter des inconveniens, qu'on ſouhaite de part & d'autre de prevenir, on eſt convenu, de ſubſtituer le preſent article au lieu du dit article 17.

Sa Majeſté Imperiale & Catholique agrée, & approuve, que pour l'avenir les limites des Etats Generaux en Flandre commenceront à la Mer au Nord-oueſt du Fort de S. Paul, à preſent demoli, lequel Sa Majeſté leur cede avec dix verges de terrain de quatorze pieds la Verge autour de l'avant foſſé du côté oueſt, & au zud, & l'on tirera une ligne droite depuis la Digue, qui eſt au Zud dudit Forts, marquée par la Lettre A. ſur la Carte figurative, qui en a été formée & ſignée de part & autre, à travers le Polder nommé Haſegras, juſqu'à la jonction de la Digue de Cromendyck, marqué B, en allant le long d'un foſſé, qui ſe trouve à l'oueſt de la dite Digue demolie, & enſuite au Canal nommée Neeuwgedelft marqué C. lequel on ſuivra juſqu'à Neuwghedelft Dryhoeck marqué D. de là les nouvelles limites iront le Long d'un Watergang & foſſé marqué E. juſqu'à la Ligne marquée I. lequel Watergank & foſſé demeureront à Sa Majeſté. De la Lettre. I. l'on continuera le Long de ladite Ligne juſqu' au delà du Boureau de Sa Majeſté Imperiale & Catholique marqué G. dans un angle rentrant de la Digue duquel on traverſera le petit Polder ſur l'alignement d'un foſſé juſqu'au coulant d'eau de l'ecluſe noire, en le continuant ſur la pointe d'une Redoute, ou traverſe, qui eſt ſur la Digue, au delà des deux Canaux de Saute & de Saute marquée H. près du fort de S. Donas, le quel Sa Majeſté Imperiale & Catholique cede en plaine ſouveraineté & proprieté aux Etats Generaux, de même que la Souveraineté de tout le terrain ſitué au Nord de la Ligne marqué cy-deſſus, moyennant que les Portes des Ecluſes au dit Fort ſeront & reſteront otées en tems de Paix, & qu'il ſera permis aux Intereſſés d'en

buiſſer

baisser ses seuils au Niveau de celuy de l'Ecluse noire, & d'en faire sa visite, quand ils le trouveront necessaire: afin qu'en tems de Paix l'eau ait toûjours son libre coulant à la Mer. 1718

Du dit poste les nouvelles limites retourneront le long du pied exterieur de la Digue vers le Polder nommé le Bout du monde, de la Digue de Mer, comme il est marqué sur la Carte jusqu'aux anciennes limites à la coupure d'une Digue, qui ferme la creque de Lapschure, marquée I. & appartiendra à leurs Hautes Puissances en souveraineté, le terrain situé au Nord de cette ligne.

L'on suivra de là ses anciennes limites jusqu'au Barbara Polder et de Lauraine Polder, jusqu'à la Longe ruë marquée K. en les continuant à la ligne droite le long de la même ruë, jusqu'à la Digue qui va de Bouckhoute au Havre de Bouckhoute marquée L., & de là elles entrereront dans le Capelle Polder, & continueront en ligne droite, jusqu'à un angle rentrant du Gravejansdyck marqué M. & iront de la long de la Digue, jusqu'au Polder rouge.

Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine souveraineté à leurs Hautes Puissances les Barbara Polder, Lauraine Polder, Capelle Polder, & le Polder rouge, excepté ce qui est reservé par la Ligne marqué cy-dessus dans les Capelle, & Laurains Polders qui restera à Sa Majesté Imperiale & Catholique.

Leurs Hautes Puissances permettent aux Interessés des Ecluses de Bouckhoute, de les remettre ou elles ont été cy-devant, & que les dites Ecluses ayent les coulans d'eu a directement à la Mer, comme ils avoient avant la derniere guerre.

Il sera permis à leurs Hautes Puissances en tems de Guerre, lorsque la necessité de la defense & seureté de leurs Frontiers l'exigera, d'occuper & faire fortifier les Postes necessaires dans le Graafjansdyk, & Zydlingsdyck.

A l'egard de la Ville de Zas de Gent, les limites seront etenduës jusqu'à la distance de deux tiers de deux mille pas geometrique autour de la Ville en commençant aux angles des Bastions, les quels finiront du Côté de Zelfate sur le point de leurs anciennes limites au bord du Canal du Zas.

Et pour la conservation du bas Escaut, & la communication entre le Brabant & la Flandre des Etats Generaux, Sa Majesté Imperiale & Catholique cede en pleine Souveraineté aux Etats Generaux le Village & Polder de Doel, comme aussi les Polders de St. Anne & Keteniffe, bien entendu, que le territoire de leurs Hautes Puissances, ne s'etendra entre les Forts de la Perle, & de Liefkenchoeck qu'à michemin, ou à distance egale de deux Forts.

Sa Majesté Imperiale & Catholique remettra aussitôt que la Barriere sera attaquée, ou la guerre commencée, la garde du Fort de la Perle à leurs Hautes Puissances, à condition neanmoins, que la Guerre venant à cesser Elles remettront ledit fort de Perle à Sa Majesté Imperiale & Catholique comme aussi les Postes qu'elles auront occupés dans le Grafjansdyck & Zydlingsdyk.

 Leurs

1718 Leurs Hautes Puiſſances promettent de plus, que ſi à l'occaſion de la Ceſſion de quelques Ecluſes, dont les Habitans de la Flandre Autrichienne conſerveront le libre uſage en tems de Paix, ils vinſſent à ſouffrir quelque dommage ou prejudice tant par les Commandants, que par d'autres Officiers militaires, que non ſeulement les Etats Generaux y remedieront inceſſamment, mais auſſi qu'ils dedommageront les Intereſſés.

Et puiſque par cette nouvelle ſituation des limites il faudra changer les Burreaux, pour prevenir les fraudes, à quoy Sa Majeſté Imperiale & Catholique & leurs Hautes Puiſſances ſont egalement intereſſés, on conviendra des lieux pour l'etabliſſement des dits Burreaux, & des precautions ulterieures, qu'on jugera convenir de prendre.

Il eſt plus ſtipulé, qu'une juſte evalution ſera faite dans le terme de trois mois de revenus, que le Souverain tire des Terres, qui ſe trouveront cedées à leurs Hautes Puiſſances par cet Article, comme auſſi de ce que le Souverain a profité par le renouvellement des Octroys, ſur le pied qu'ils ont eté accordés depuis trente ans en deça, à etre deduites & defalqués ſur le ſubſide annuel de cinq cens mille Ecus, ſans que pour cette evaluation on pourra retarder le Payement du dit ſubſide. Lesquelles Terres ne pourront etre chargées d'impoſitions, ny d'autres taxes au dela de ce qu'elles contribuent à preſent dans les charges publiques, ſuivant la dite Evaluation, qui en ſera faite.

La Religion Catholique Romaine ſera conſervée & mantenuë aux lieux cedés cy-deſſus comme à preſent, & avec la même liberté d'exercice public, & dans la même etendue, qu'on a ſtipulé cette liberté par l'article dix huit du Traité de Barriere.

Les Proprietaires des Terres & autres biens, ſitués dans l'etenduë des dits Ceſſions, en retiendront la pleine proprieté, & jouiſſance, avec toutes les Prerogatives & droits y attachés, nuls reſervés, nuls exceptés, & ſeront de plus les Seigneurs particuliers des mêmes Terres & biens continués, & maintenus dans la proprieté & Poſſeſſion paiſible des juriſdictions, qui leur y appartiennent en tous degrés de juſtice haute, moyenne, & baſſe, comme les uns & les autres en ont joui juſqu'à preſent.

Le Fort de Rodenhuyſe, ſera raſé, & les differens touchant le Canal de Bruges, ſeront remis à la deciſion d'Arbitres neutres, à choiſir de part & autre, bien entendu que par la Ceſſion du Fort de St. Donas, ceux de la Ville de l'Ecluſe n'auront par plus de Droit ſur le dit Canal, qu'avant cette Ceſſion.

Au moyen des Ceſſions compriſes en cet article, leurs Hautes Puiſſances ſe deſiſtent, des toutes les autres Terres & lieux, qui leur ont été cedés, par l'article 17. du Traité de Barriere, les quels demeureront comme auparavant ſous la Domination de Sa Majeſté Imperiale & Catholique.

II. Comme Sa Majeſté Imperiale & Catholique a promis par l'

article 19. du Traité de la Barriere, de faire payer annuellement à leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, la somme de cinq cent mille Ecus, faisant un million deux cens cinquante mille florins de Hollande aux termes marqués par le dit Traité, en consideration des grands frais & depenses extraordinaires aux quelles les Seigneurs Etats Generaux sont indispensablement obligés, tant pour entretenir le grand nombre des Troupes qu'ils se sont engagés par le dit Traité, de tenir dans les Villes & Places de la Barriere, que pour subvenir aux grosses charges, absolument necessaires pour l'entretien & reparation des Fortifications des dites Places, & pour les pourvoir de Munition de Guerre & de Bouche. 1718

Et Sa Majesté voulant que sa promesse soit executée ponctuellement selon la teneur du dit art. 19. ayant pour cet effet fait connoitre à leurs Hautes Puissances les difficultés, & les inconveniens, qui pourroient se rencontrer dans l'execution du dit article, comme aussi de l'article separé du dit Traité, par rapport aux assignations, données sur les subsides des Provinces de Brabant & de Flandres, & les Quartiers, districts, & Chatelenies y enoncées, pour la somme de 640000. florins de Hollande.

Sa Majesté Imperiale & Catholique & les Seigneurs Etats Generaux, sont convenu d'une autre forme de reparation, & d'une autre Hypotheque speciale, qui sera surrogée à la place des susdites Hypotheques, & assignations sur le subside des Provinces de Brabant & de Flandres, par dessus l'Hypotheque generale sur tous les revenus des Baïs-Bas Autrichiens, stipulée par le dit Traité.

Sçavoir, que Sa Majesté Imperiale & Catholique pour assurer & faciliter d'autant plus le payement dudit subside de cinq cent mille Eus, ou un Million de cent cinquante mille florins monnoye de Hollande par an, assigne une somme de sept cent mille florins de Hollande, ou deux cent quatre vint mille Ecus, au lieu de celle de six cent dix mille florins repartie sur le Païs, les Villes & Chatelenies, & Dependances retrocedées par la France, dont les revenus consistent dans les aides, & subsides desdites Villes & Chatelenies, les moyens courants communement appellés les Droits de quatre Membres de Flandres, & autres droits Dominaux, les quatre Patars par Bonnier, & autres impositions pour les Fortifications, le Rachat des Cantines militaires, les Emolumens ustencils & autres gratifications, qui se payoient du tems que les dites Villes & Chatelenies etoient au pouvoir de la France, aux Intendants, Gouverneurs, & autres Officiers de l'Etat Major des Places, & generalement tous les droits & impositions, dont leurs Hautes Puissances ont joui jusqu'à present en tout, ou en partie, sans exception quelconque.

A condition, qu'on n'y pourra faire aucune diminution, ny changement, qui puisse porter du prejudice à ladite Hypotheque.

L'adjudication de la ferme des dits Droits des quatre Membres de Flandres, se fera en public, & au plus offrant: bien entendu, qu'en cas d'insolvabilité des Fermiers, & de leurs Cautions, Sa Majesté Imperiale & Catholique supplera des autres branches & revenus des

1718 Villes & Chatelenies susmentionées, ou de ses revenus dominaux dans les autres Païs-Bas Autrichiens, ce qui pourroit manquer par là, à la somme de sept cent mille florins par an.

Et lors qu'il s'agira de quelque moderation par laquelle les revenus de la dite ferme, ou des aides, & autres droits & impositions cy-dessus specifiées, seroient hors d'Etat de produire la somme entiere de sept cent mille florins, on ne pourra l'accorder qu'après qu'on aura pourveu à cette moderation par quelqu'autre moyen suffisant, à leur contentement.

Assigne & affecte Sa Majesté Imperiale & Catholique les cinq cent cinquante mille florins de Hollande, ou deux cent vingt mille Ecus restants sur tous les revenus des Bureaux susmentionnés des droits d'entrée & de sortie des Baïs-Bas Autrichiens, qui ne sont engagés que subsidiairement à leurs Hautes Puissances pour des levées d'argent, faites par elles en plusieurs rencontres, ou pour de rentes constituées dans le Pays, & autres pareilles charges fixes.

Sçavoir les Bureaux de Bruxelles, de Bourgerhout de Tirlemont de Turnhout, de Charleroy, des Mons, d'Ath, de Beaumont, de Courtray, d'Ypres, de Tournay, de Nieuport, de la Province de Luxembourg, & de celle de Malines, lesquels tous ensemble, & chacun en particulier, serviront d'Hypotheque speciale, pour la dite somme de cinq cent cinquante mille florins de Hollande.

Et pour plus grande seureté du payement de la dite somme engage Sa Majesté sur le pied d'un fond subsidiaire & suppletoire la somme de deux cinq cent cinquante mille florins de Hollande par an, du premier & du plus clair revenu des Burreaux, des droits d'entrée & de sortie de Gent, Bruges, & Ostende, promettant de les faire decharger entierement dans cinq années, de ce qui reste a payer pour le remboursement, & interets d'un Million quarante mille six cent vingt cinq florins, qui ont eté levées en 1710. sur ces trois Burreaux.

Promet aussi Sa Majesté, qu'on ne fera aucun changement dans les droits d'entrée & de sortie, qui pourroit en diminuer le revenu au prejudice de l'Hypotheque.

Et si Sa Majesté dans la suite du tems jugeoit necessaire de faire quelque changement à la levéé des dits droits par lequel ils seroient diminués on ne pourra etablir ce changement, qu'après qu'on aura assigné un fonds suffisant pour suppléer à cette diminution.

Ordonne Sa Majesté Imperiale & Catholique des à present & par cette Convention au Receveur General des Finances de Sa Majesté, & à celuy qui sera etabli en Chef pour les susdites Païs retrocedés, qu'en vertu de la presente, & sur une Copie d'icelle, ils ayent à payer de trois en trois mois, à commencer au premier de ce mois de Decembre de l'année mille sept cent dix huit au Receveurs General des Etats Generaux sçavoir, celuy des dits Païs retrocedés en telles Especes d'argent, ou telle monnoye, qu'on reçoit aux Burreaux, & à la Recette general de Sa Majesté, un juste quartal de la somme de deux cent quatre

tre vingt mille Ecus, ou de ſept cent mille florins de Hollande, & le Re- 1718
çeveur General des Finances de ſa Majeſté dans la ville d'Anvers, auſſi un juſte quartal de la ſomme reſtante de cinq cent cinquante mille florins, ou deux cent vingt mille Ecus ſans attendre autre ordre ou d'aſſignation, la preſente leur devant ſervir d'ordre, ou d'aſſignation des à preſent & pour lors, & leſdits payement leurs ſeront paſſés en compte à la charge de ſa Majeſté Imp. & Cathol. comme s'ils les avoient faits à Elle même.

Quant aux arrerages dudit ſubſide de cinq cent mille Ecus, ou un million deux cent cinquante mille florins de Hollande par an, echus depuis le 15. du mois de Novembre 1715. jour de la ſignature du Traité de la Barriere, jusqu'au dernier du mois de Novembre paſſé, on eſt convenu pour eviter toute discuſſion, touchant le rapport pendant le dit terme des revenus des villes & Chatelenies retrocedées par la France, qui n'ont pas excedé trois cent mille Ecus par an, toutes charges deduites, comme leurs Hautes Puiſſances l'ont fait voir par les Etats qu'elles en ont fait dreſſer & communiquer, & qui ont été examinés par un de Commis de Finances de ſa Maj. Imp. & Cathol. Et pour finir de même les conteſtations ſurvenus à cauſe de l'inexecution de quelques Articles dudit Traité au ſujet du payement des dits arrerages depuis le 15. de Novembre 1715. jusqu'au premier de Janvier 1718. que de la part des Etats Generaux on a fait monter au dela de quatre cent mille Ecus, leurs Hautes Puiſſances ſe contenteront pour tous ces arrerages depuis le 15. de Novembre 1715. jusqu'au dit premier Janvier 1718. de deux cens mille Ecus, ou de cinq cent mille florins de Hollande, payables par vingt mille Ecus par an, jusqu'à l'extinction de cette ſomme totale, pourvû que le ſubſide entier leur ſoit payé, depuis le commencement de la preſente année de la maniere ſuivante.

Sçavoir que les arrerages des huit premiers mois de la preſente année, faiſant la ſomme de 333333. florins 6. ſols 8. deniers de Hollande, ſeront payés de la même maniere, par portion de 20000. Ecus par an, comme dit eſt, immediatement après les payement des dits arrerages des années precedantes.

Pour ſeureté du payement des uns & des autres, ſa Majeſté Imperiale & Cathol. engage & affecte par forme d'Hypotheque ſpeciale, les droits d'entrée & de ſortie des Bureaux de Gent, Bruges, & Oſtende, par deſſus & ſans prejudice de l'engagement ſubſidiaire desdits Bureaux pour la ſomme de 250000. florins de Hollande par an, ſtipulée par la preſente convention.

Pour plus grande ſureté de quoy les Adminiſtrateurs Generaux des droits d'entrée, & de ſortie, ſe chargeront par l'acte de ſoumiſſion, qu'ils paſſeront pour le payement annuel de cinq cent cinquante mille florins de Hollande, pendant les ſix années de leur adminiſtration, de celui des ſix premiers portions ou termes des dits arrerages, & après l'expiration du tems de leur contract & recette, le reſte ſera payé par quartal, par les nouveaux adminiſtrateurs, ou par ceux qui auront alors la regie, & recette des dits droits à Gent, Bruges & Oſtende de la mani-

1718 ere, & ſous les engagemens, ſtipulés pour l'aſſurance du payement des cinq cent cinquante mille florins.

Les ſurplus, ou les trois mois reſtant des arrerages de la preſente année, faiſant la ſomme de cent vingt cinq mille florins de Hollande, ſera payé en mille ſept cent dix neuf, & mille ſept cent vingt, ſa Majeſté Imperiale & Cathol. affectant ſpecialement à ce payement le revenu des villes & chatelenies, retrocedées par la France, par deſſus, & ſans prejudice de l'affection des ſept cent mille florins par an, faite par cette convention.

Leurs Hautes Puiſſances jouïront des revenus des Pays retrocedées, juſqu'au derniere du mois de Novembre paſſé, & elles pourront proceder par voye d'execution, au recouvrement des arrerages des revenus des dites villes & Chatelenies, echus, & à echeoir, juſqu'au derniere du mois de Novembre paſſé, & ſe ſervir pour cet effet des mêmes moyens d'execution contre les Etats, à la reſerve des eccleſiaſtiques, magiſtrats, villes & chatelenies fermiers & autres, qu'elles ont ſtipulés pour le recouvrement des ſept cent mille florins par an, aſſignés ſur les dits revenus, & ſe pourront ſervir auſſi des mêmes moyens a l'egard de cent vingt cinque mille florins, qui leur ſont aſſignés, conformement à l'Article precedent.

Et comme ſa Majeſté a donné ſes droits d'entrée & de ſortie en adminiſtration & direction, avec obligation aux Adminiſtrateurs Generaux, au directeurs des dits droits, de payer annuellement une ſomme fixe, au plus grand profit des Finances de ſa Majeſté, les adminiſtrateurs Generaux, au Directeurs des ſusdits droits paſſeront un acte, par lequel ils s'obligeront ſous condemnation volontaire. Laquelle ſera decretée par le grand conſeil de Malines, & par ceux de Brabant, & de Flandre, de payer de trois en trois mois, pendant tout le tems de leur adminiſtration, ledit quartal de la ſomme de cinq cent cinquante mille florins de Hollande au Receveur General des Provinces Unies, ou à ſes ordres, comme dit eſt, & le preſent article ſuffira pour la decharge des dits adminiſtrateurs ou directeurs, avec la quittance dudit receveur general des Provinces Unies.

Les dits Adminiſtrateurs Generaux, ou Directeurs s'obligeront par le même acte de rembourſer dans cinq années en payemens egaux, ce qui reſte à payer aux Etats Generaux en rembourſement des ſusdits un million quarante mille ſix cent vingt cinq florins, levés en mille ſept cent dix, ſur les Bureaux de Gent, Bruges, & Oſtende, avec les interêts qui echerront chaque année, afin qu'au bout de cinq ans ces Bureaux ſoient entierement decharges de la dite levée.

Et au defaut du payement de la maniere reglée cy - deſſus tant des ſommes du ſubſide de cinq cent mille Ecus, ou un million deux cents cinquante mille florins monnoye de Hollande, que du dit rembourſement, pourront les Seigneurs Etats Generaux proceder aux moyens de contrainte & d'execution même par voye de fait, contre le receveur general des Finances de ſa Majeſté, & contre celui des Pays retrocedés, qui ſeront l'un & l'autre reponſables, & pourront être executés pour

les

les receveurs particulieres & ſubalternes, des fonds aſſignés dans leurs departements, s'ils venoient tant les ſusdits premiers, que les autres à detourner quelque choſe de leur recette generale, ou particuliere au prejudice de ce qui eſt porté par la preſente convention, bien entendu, que cet article n'aura lieu contre le receveur general des Finances, qu' en cas de regie des droits d'entrée & de ſortie. 1718

Sa Majeſté accorde le même droit d'execution tant contre les Bureaux engagés ci-deſſus par hypotheque ſpeciale, que contre les Bureaux engagés ſubſidiairement au defaut des premiers, & contre les fonds mémes du dit Pays retrocedés, comme auſſi contre les Etats, excepté les Eccleſiaſtiques, & contre les magiſtrats des villes & chatelenies dudit pays retrocedé, s'ils venoient à faire difficulté, ou à porter de trop longs delais, à repartir & fournir les impoſitions qu'ils doivent à ſa Majeſté Imperiale & Catholique.

Et cette execution contre les dits Etats, excepté les Eccleſiaſtiques & contre leſdits magiſtrats, ſe fera au nom, & de la part de ſa Majeſté, & de la maniere accoutumé, ſa Majeſté authoriſant à cet effet les Gouverneurs des places de la Barriere, qui lui ont preté ſerment, & y ſoumettant leſdits Etats excepté les eccleſiaſtiques, & leſdits magiſtrats en vertu de la preſente convention, auſſi bien que leſdits fonds, comme y etoient ſoumis ceux qui etoient hypothequés ſpecialement, & aſſignées pour les ſommes reſpectives du ſusdit ſubſide, par les articles 19. & ſeparé du Traité de la Barriere.

Les Officiers de juſtice à qui il appartiendra, ſeront obligés de donner l'aſſiſtence neceſſaire de leur office, lorsque ceux, qui ſeront porteurs des condemnations volontaires, qui ſeront decretées & expediées en faveur de leurs Hautes Puiſſances contre les adminiſtrateurs des droits d'entrée, & de ſortie de ſa Majeſté, de même qu'à la charge de de leurs aſſociés, auront recours à eux, afin de proceder à l'execution deſdites condemnations volontaires, ſuivant l'uſage reçeu aux Tribunaux, ou elles auront eté expediées, de la même maniere qu'on eſt accoutumé d'y executer les ſentences, que les natifs & autres habitans des Pays-Bas Autrichiens y obtiennent. Et quant aux Etats des Pays retrocedés à la reſerve des eccleſiaſtiques magiſtrats, bureaux & fonds, on pourra les executer de la maniere, qu'on eſt convenu par le Traité de Barriere.

Et finalement outre l'ordre que ſa Majeſté donnera au Gouverneur General des Pays-Bas Autrichiens, la preſente convention ſervira d'ordre, & d'inſtruction ſpeciale & irrevocable pour lui & ſes ſucceſſeurs à venir, en vertu de laquelle ils ſeront obligés d'executer, & de faire executer, ce qui eſt porté par la preſente convention, avec defenſe expreſſe, de ne divertir, ny permettre, que par le Conſeil d'Etat & des Finances, Directeur General des Finances, ou tel autre qui ce puiſſe être, ſoit divertie aucune ſomme des revenus ſuſmentionés, des dites villes & chatelenies, ny de la dite adminiſtration, regie & recette des droits d'entrée, & de ſortie pour quelque beſoin, que ce puiſſe être, même le plus eſſentiel, & le plus preſſant du ſervice, ſi ce n'eſt de ce, qui

1718 reſtera après le payement des ſuſdits quartaux, le quel payement ne pourra être retardé, moins refuſé, ſous pretexte des compenſations, liquidations, ou autres pretenſions de quelque nom ou nature qu'elles puiſſent être: au moyen de quoi leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux renoncent, & ſe departent entierement en vertu de la preſente convention de toute action & hypotheque, qui avoient eté ſtipulées par les articles dix neufieme, & ſeparé du Traité de barriere, à la charge des Provinces de Brabant, & de Flandres, leurs departements, chatelenies, les ſept quartiers d'Anvers, & contre les Etats, & receveurs de dites Provinces.

III. Le payemenr des interêts de ſommes levées ſur le revenu des poſtes aux Pays-Bas Autrichiens, etant fort arriere, ſa Majeſté Imperiale & Catholique promet, & s'engage, d'y remedier, en faiſant le plutôt, qu'il ſera poſſible, le rembourſement entier de ce, qui eſt dû des interêts, & du Capital, & en attendant, que cela ſoit executé ſa Maj. Imp. & Cat. donnera des ordres tres precis, pourque le revenu des Poſtes ſoit employé, conformement aux obligations, & qu'il n'en ſoit rien detourné au prejudice de leur contenu.

IV. Les Seigneurs Etats Generaux ayant fait des avances conſiderables pour le payement des interêts des levées d'argent, ſpecifiées au Traité de la barriere, il a eté convenu & accordé, que la ſomme de ſept cent cinq mille onze florins, dix huit ſols, dix deniers que ſa Majeſté Imperiale & Catholique doit à leurs Hautes Puiſſances ſuivant la liquidation arrêté ce jourd'huy 22. Decembre 1718. ſera rembourſé en portions egales de vingt mille Ecus, ou cinquante mille florins de Hollande, par an, à commencer immediatement après les ſix ans de la preſente adminiſtration generale, des droits d'entrée, & de ſortie, ſa Majeſté Imper. & Cath. engageant les dits droits en Flandre tels qu'on les leue à preſent, & qu'on continuera de les lever après la fin de ladite adminiſtration generale, pour le rembourſement de ladite ſomme de ſept cent cinque mille onze florins, dix huit ſols, dix deniers par forme d'hypotheque ſpeciale, & en attendant, & jusqu'au rembourſement effectif, elle fera payer les interêts, à raiſon de deux & demi pour cent par an de ladite ſomme, ou de ſa partie qui n'en aura pas eté rembourſée.

Pour faciliter le payement deſdits interêts de deux & demy pour cent, par an, leurs Hautes Puiſſances conſentent, qu'ils ſoient pris ſur le double Canon par an des huit cent mille florins, levés ſur les revenus de la Province de Namur, & ſubſidiairement ſur ceux de la Marie, & de la province de Luxembourg, à condition, que ledit double Canon ſera continué à proportion du tems, que le rembourſement des dits huit cent mille florins, ſera retardé par cette diminution.

V. Pour terminer les differens, touchant l'Artillerie & les magaſins de Guerre, & ſpecialement touchant la proprieté de Venlo, St. Michel, & Stevenswaart places cedées aux Etats Generaux par le Traité de barriere: Sa Majeſté Imper. & Cathol. renonce à cette Artillerie & à ſes magaſins, moyennant que leurs Hautes Puiſſances ſe deſiſtent comme elles font par la preſente convention, du payement, qui leur eſt

dû,

dû, en vertu de l'acte, paſſé à Anvers le trentieme du mois de Janvier mille ſept cent ſeize par le Sieur Comte de Königsegg Plenipotentiaire de ſa Majeſté Imper. & Cath. des poudres, plomb, & quelque autres munitions de guerre, que les Commiſſaires de ſa Majeſté Imp. & Cath. ont priſes pour ſon compte, conformement au dit acte, & aux Liſtes, ſignées par leſdits Commiſſaires, dont la valeur eſt au delà de cent mille florins, au reſte ſa Majeſté Imper. & Cath. ne pretend rien à titre de poudres, & autres munitions qui furent trouvées, appartenantes à la France, à la reduction d'Anvers, Malines, Gand, & autres places des Pays-Bas Autrichiens. 1718

VI, Les Etats Generaux remettront inceſſamment après l'echange des ratifications de la preſente convention à ſa Maj. Imp. & Cathol. la poſſeſſion, & jouïſſance de toutes les villes, chatelenies, diſtricts & departements retrocedées par ſa France: ſuivant la teneur du premier Article du Traité de Barriere. Et ſa Majeſté Imp. & Cath. remettra pareillement inceſſamment après le dit echange des ratifications, à leurs Hautes Puiſſances la poſſeſſion du terrain, & des Polders, qu'elle leur a cedés en Flandre par l'Article premier de cette convention.

VII. Au reſte le Traité de Barriere, & l'Article ſeparé du quinzieme de Novemb. mille ſept cent quinze ſeront confirmés, comme ils s'ont confirmés par ces preſentes, en tout & en chacun des leurs articles entant qu'il n'y a rien dechangé par les Artic. de cette convention.

VIII. Comme pour plus grande ſeureté & execution du Traité de la Barriere Sa Majeſté Britannique a confirmé & garanti ledit Traité, ainſi ſadite Majeſté promet, & s'engage de même, de confirmer & de garantir la preſente convention, comme elle la confirme & garantit par cet Article.

IX. Le preſent Traité ſera ratifié, & approuvé par Sa M. I. & C. par ſa M. Br. & par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, & les lettres de ratification ſeront delivrées dans le terme de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, à compter du jour de la ſignature.

En foy dequoi nos Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de Sa M. I. & C. & de ſa M. Br. & Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos Pouvoirs reſpectifs, avons eſdits noms, ſigné ces preſentes de nos ſeings ordinaires, & à icelles fait appoſer les Cachets de nos Armes. Fait à la Haye le vingt deuxieme Decembre mille ſept cent dix huit.

Signé.

Le M. de Prié.	Cadogan.
(L. S.)	*(L. S.)*
J. B. v. Wynbergen.	W. van der Does.
(L. S.)	*(L. S.)*
A. Heinſius.	G. G. Taets van Amerongen.
(L. S.)	*(L. S.)*
D. D. Kempenaar.	Everhard Rouſe.
(L. S.)	*(L. S.)*
E. Tamminga.	*(L. S.)*

S'enſuit

1718 S'ensuit la ratification de sa Majesté Imperiale & Catholique sur la Convention du Traité de Barriere.

Nos Carolus Sextus divina favente clementia electus Romanorum Imperator semper AUGUSTUS, ac Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Limburgi, Luxemburgi, Geldriæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, & Wirtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Habsburgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alsatiæ, Dominus Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis & Salinarum &c. vigore præsentium notum testatumque facimus, universis quorum interest, aut interesse quomodolibet potest.

Cum super executione tractatus, vulgo Barriere dicti die 15. mensis novem Anni millesimi, septingentesimi decimi quinti nos inter ac Serenissimum & Potentissimum magnæ Britanniæ Regem, nec non Celsos & Potentes Status Generales fœderati Belgii Antverpiæ conclusi, eæ subortæ sint difficultates, quæ novam earum discussionem ac complanationem exigerent: eæ porro sub die 22. mensis Decembris Anni proxime præteriti Hagæ Comitis ab infra nominatis, ex integro amicabiliter compositæ, sopitæ, penitusque sublatæ fuerint tenore sequenti.

Fiat insertio.

Quod Nos ea, quæ ita, uti supra, a præfato nostro cum cæteris supra nominatis ministris ac Deputatis Plenipotentiariis acta, atque ex priori tractatu (salvo cæteroquin ejus vigore) immutata & innovata, ac subinde conclusa signataque fuerunt, in omnibus suis & singulis Articulis, punctis, ac clausulis, non secus ac si a Nobis ipsis ita acta, immutata, innovata, conclusa, & signata fuissent, approbaverimus, grata rataque habuerimus, prout ea vigore præsentium approbamus ac ratihabemus. Verbo Cæsareo Regio atque Archiducali promittentes, ea Nos, per omnia firmiter, sincere religioseque observaturos, ac adimpleturos, nec unquam admissuros esse, ut iis a Nobis vel a nostris ullo unquam tempore contraveniatur. In quorum fidem, majusque robur præsens ratificationis instrumentum manu propria subscripsimus, appensoque sigillo nostro communiri fecimus. Viennæ die 21. mensis Januarii Anno 1719. Regnorum nostrorum Romani octavo. Hispaniarum decimo sexto. Hungariæ & Bohemiæ itidem octavo.

(Signatum)

CAROL. PHIL. LUDOV. C. A SINTZENDORF.

Ad mandatum Sac. Cæs. & Cath. Majest.
proprium signatum.

JOANNES GEORGIUS BUOL.

S'ensuit

S'ensuit la ratification de Sa Majesté de la Grande-Bretagne sur la Convention du Traité de Barriere. 1718

GEORGIUS Dei gratia, magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, fidei Defensor, Dux Brunsvicensis & Luneburgensis, sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarius, & Princeps Elector &c. Omnibus & singulis ad quos præsentes hæ litteræ pervenerint, salutem. Cum Legatus noster Extraordinarius ac Plenipotentiarius apud Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderatarum Belgii Provinciarum, una cum Legato Plenipotentiario boni fratris nostri Romanorum Imperatoris &c. & Deputatis ac Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium respective omnes mandatis sufficientibus, atque authoritate debita instructi, conventionem quandam ad expediendas difficultates nonnullas, quæ tractatus super obice, vulgo Barriere, Antwerpiæ decimo quinto die mensis Novembris anno millesimo septingentesimo quinto initi, plenam integramque executionem impediebant, Hagæ Comitum die vigesimo secundo mensis Decembris proxime præterlapsi stilo novo concluserint, signaverintque forma & verbis, quæ sequuntur.

Fiat insertio.

Nos visa perpensaque conventione supræscripta eandem in omnibus & singulis ejus articulis, & clausulis approbavimus, & ratam firmamque habuimus, sicut per præsentes pro nobis, hæredibus & successoribus nostris eandem approbavimus, & ratam firmamque habemus, spondentes, & in verbo Regio promittentes, Nos prædictam conventionem, omniaque & singula quæ in ea continentur sancte & inviolabiliter præstituros, ac observaturos, neque passuros unquam, quantum in Nobis est, ut a quopiam violentur, aut ut iis quocunque modo in contrarium eatur.

In quorum majorem fidem & robur, hisce præsentibus manu nostra Regia signatis magnum nostrum magnæ Britanniæ sigillum appendi fecimus. Dabantur in palatio nostro Divi Jacobi die decimo tertio mensis Januarii Anno Domini millesimo septingentesimo decimo octavo (nono) regnique nostri quinto. Signatum erat.

GEORGIUS REX.

S'ensuit la ratification des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas sur la convention du Traité de Barriere.

Les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas à tous ceux, qui ces presentes verront, salut: Ayant vû & examiné la convention conclu & signée icy à la Haye. le 22. Dec. 1718. entre Sa Majesté Imp. & Cath. Sa Majesté le Roi de Grande Bretagne, & Nous au sujet de l'execution du Traité de Barriere, conclu à Anvers le 15. Nov. 1715. de la quelle convention la teneur s'ensuit.

Fiat

1718 Fiat insertio.

Nous avons agrée, approuvé & ratifié, aggreons, approuvons & ratifions la dite convention, promettant sincerement & de bonne foy, de l'observer, accomplir & executer en tout, & chacun de ses Articles, sans aller au contraire directement ni indirectement en quelque maniere que ce soit. En foi dequoi nous avons fait munir ces presentes de nôtre Grand Sceau, les avons fait signer par le President de nôtre assemblé, & sousigner par nôtre Greffier à la Haye le 1. Feb. 1719. Estoit paraphié van Noortwyck

Signé. J. HAGEL.

CCLXXXIV.

Fœdus inter Imperatorem Regesque Magnæ Britanniæ, & Poloniæ, de dato Viennæ in Austria die 5. Jan. 1719.

In Nomine sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

1719 QUandoquidem sua sacra Cæsarea Regio - Catholica Majestas, tanquam regnorum, ditionumque suarum hæreditariarum Dominus, & sua Regia Majestas magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvico - Luneburgensis, itemque Sua Regia Majestas Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, solo atque unico mutuæ defensionis, ac conservandarum Provinciarum ditionumque suarum intuitu, tum pacem & tranquillitatem imperii, ejusdem constitutiones juxta insitam præsentemque uniuscujusque status in Imperio obligationem, tuendi studio ducti, arctioris inter se conjunctionis, & confœderationis faciendæ, cogitationes susceperunt, & hunc in finem mandatis suis instruxerunt, scilicet Sua Cæsarea Regia Majestas, celsissimum Principem ac Dominum, Eugenium Sabaudiæ, & Pedemontium Principem, Consilii Aulico-Bellici Præsidem suumque Locum - tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi - Mareschallum, ac Belgii Austriaci cum plena potestate Gubernatorem, Aurei velleris Equitem; nec non Illustrissimum & Excellentissimum, Sacri Romani Imperii hæreditarium Thesaurarium, Philippum Ludovicum Comitem a Sintzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum in Gefœll, superiori Seloviz, &c. Burggravium a Reineck, supremum Hæreditarium Ensiferum ac Præcisorem in superiori & inferiori Austria, hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, aurei velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis Camerarium actualem, Consiliarium Intimum, & Aulæ Cancellarium; Ac Regia sua Majestas magnæ Britanniæ, quo Dux & sacri Romani Imperii Elector Brunsvico - Luneburgensis, illustrem Dominum, Franciscum Ludovicum de Pesme, St. Saphorini Dynastam, Pedestris Militiæ altefatæ Majestatis suæ Locum - tenentem Generalem, ejusdemque ad aulam Cæsaream Ministrum; Regia demum Sua Majestas Poloniæ tanquam Dux & sacri Romani Imperii Elector Saxoniæ, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Jacobum Henricum S. R. Imperii Comitem de Flemming, magni Ducatus Lit-

thuaniæ

thuaniæ Stabuli Præfectum, in Exercitu regni Poloniæ militiæ, autoramenti exotici Generalem, altefatæ Suæ Regiæ Majestatis Poloniæ & Electoris Saxoniæ campi-Marechalcum, Directorem Conclavis secretioris, & Consiliarium Intimum, consilii militaris Præsidem, Hæreditarium in Pomerania ulteriori, & Principatu Caminensi Mareschallum, ordinis Melitensis designatum Commendatorem, Ordinum Aquilæ albæ, Elephanti, & S. Andreæ Equitem, Dominum Castrensem in Martentin & Bœck, Dynastam in Burgscheidingen, Berkicht & Nebra; dicti modo Ministri Plenipotentiarii post excussas trutinatasque hinc inde commissi negotii rationes, loco atque die infra scriptis in sequentes fœderis defensivi leges convenerunt. 1718

Art. I.

Sit amicitia firma, vera atque sincera inter partes contrahentes supra nominatas, eaque ita sancte serioque colatur, ut unaquæque earum ad alterius honorem, utilitatem & commoda promovenda, non consilia solum operamque omnem conferre, verum etiam, ubi occasio postulaverit, ad prohibenda incommoda, pericula atque damna & ad depellendas ab invicem hostiles injurias & insultus auxiliis opportunis & necessariis concurrere teneantur.

II. Sancitur & stabilitur inprimis hujus fœderis conventione, mutua defensio ditionum ac provinciarum hæreditariarum, quæ ad fœderatos in Imperio Romano Germanico spectant, nec non conservatio circulorum, in quibus dictæ ditiones & provinciæ sitæ sunt, ita, ut si contigerit, unum vel alterum Fœderatorum in iis hostiliter invadi, adeoque unum vel alterum e circulis modo indigitatis, turbis bellicis inquietari, reliqui Fœderati, parti impetitæ, in iis ditionibus aut circulo, ubi hæditiones sitæ sunt, numerum copiarum, inferius determinatum, subsidio mittere obstricti sint, & quidem ita prompti, ut auxiliares istæ copiæ eveniente casu, statim absque ulla mora, simulac requisitæ fuerint, iter ad succurrendum accelerare, & diversionem hostibus, si eorum regiones sint suis vicinæ, ad optionem partis oppugnatæ facere debeant.

III. Sustententur autem copiæ hoc modo in subsidium missæ, stipendiis sumptibusque mittentium, exceptis equorum pabulis, fœno avenaque, utpote quæ gratis præbebuntur in suis ditionibus ab eo fœderatorum, cui auxiliatum venerunt, qui curabit etiam, ut copiæ auxiliatrices panem pari pretio, quo proprius miles, sua tamen sibi pecunia, comparare possint; Quælibet portionum Equorum, quas rationes vocant, consistet sex libris avenæ, & decem libris fœni, pond. Vienn. & deficiente avenæ copia, in ejus locum quantitas dimidia in frumento vel hordeo exhibeatur; ubi vero necesse fuerit, extra territoria Fœderatorum in alienis provinciis operationes bellicas persequi, tunc quælibet pars suis copiis de pane, avena, fœno aliisque necessariis omni meliori, quo poterit modo, ipsa prospiciat.

IV. Quod si acciderit, duos Fœderatorum in suis ditionibus, eodem tempore simul infestari, tunc ambo super dispositione operationum

1718 num militarium atque ſuper uſu auxiliorum, a parte extra periculum conſtituta, mittendorum, in commune conſulent, ſtatuentque dictis auxiliis interim iter ad ſubveniendum ſine ulla retardatione ingredientibus & proſequentibus.

V. Etiamſi partes contrahentes ultra numerum infra articulo XI. definitum, ad aſſiſtendum parti infeſtatæ, plures copias ſubmittere non teneantur; nihilominus tamen obſtrictæ erunt, quicquid præterea ipſis virium ſuppetit, adhibere divertendo hoſti, quantum fieri poterit, in ejus ditionibus, ſi quas habet, ſitu ita opportuno, ut facile in eas penetrari poſſit: liberum autem eſto parti requirenti, ſi ita e re viſum fuerit, minorum quoque ſuppetiarum numerum quam qui ex præſentis fœderis conſtitutione deberetur, ciere atque evocare.

VI. Conventum præterea eſt, ut ſi forte ſua Regio-Catholica Majeſtas, per aliquam ex Potentiis ſeptentrionalibus, durante hujus fœderis nexu in Hungaria hoſtiliter impeteretur, hoc quoque caſu eveniente, reliqui Fœderati, eidem auxiliis hoc fœdere conſtitutis, ſuccurrere ſatagant, hac tamen obſervata reſtrictione, ut copiæ ſuæ Majeſtatis Britanniæ in Hungariam usque progredi, nullo modo teneantur, ſed interea, dum ibi res agitur, ſolummodo ad tuendum & tegendum provincias ſuæ Cæſ. Maj. Germanicas, ad diſtrahendas vires aggreſſoris in ejus ditionibus, ſi quæ forent in vicinia provinciarum Teutonicarum Regis magnæ Britanniæ adhibeantur.

VII. Quod articulo 2do hujus Tractatus diſpoſitum eſt, ut ſi provinciæ Germanicæ unius ex partibus paciſcentibus hoſtilibus armis premerentur, reliquæ duæ partes cum tanto copiarum numero, quantum præſens fœderis inſtrumentum præſcribit, ad ſuppetias ferendas accurrere debeant, id ita eſt intelligendum, niſi & ipſe quoque in ſuis ditionibus germanicis & Hungaria infeſteretur. Etenim ſi omnes tres uno eodemque tempore pariter invadi contingeret, tunc omnes etiam ſimul collatis in medium & conſiliis & armis, ea, quæ bonos Fœderatos decet, fide atque ſinceritate, pro neceſſitatis, communisque utilitatis ratione concurrere & agere tenebuntur.

VIII. Hoc fœdus complectetur & aſſecurabit etiam tam regni Polonici tuitionem atque conſervationem, quam ipſius Poloniæ Regis aſſertionem & manutentionem in throno ſuo contra quoscunque, qui aut clam aut palam, directe vel indirecte illum turbare, aut moleſtare præſument, in quieta poſſeſſione regni ſui, magnique Ducatus Litthuaniæ, cum omnibus eorum annexis & dependentiis, a quibus ne minimum quidem avelli permittatur. In hunc finem & ad aſſiſtendum Regi, regnoque Poloniæ, ubi neceſſitas poſtulaverit, adhibebuntur æque auxiliares copiæ inferius articulo XI. determinatæ, hac tamen itidem reſervata modificatione, ut Regis magnæ Britanniæ miles non niſi faciendæ diverſione in provinciis aggreſſoris, ſi quas ditionibus Regiæ Majeſtatis Britanniæ in Germania propinquas habet, inſerviat, vel etiam tutandis, ad R. Maj. Poloniæ requiſitionem, provinciis ejus Saxoniæ eo caſu, ſi forte copiæ Saxonicæ fuerint, a regno Poloniæ ad opem, contra

tra hostes in Polonia aut in magno Ducatu Litthuaniæ ferendam, armaque jungenda, justa requisitione accersitæ. 1719

IX. Cum itaque hujus fœderis, respectu ad Poloniam, non alia sit intentio, quam ut salvis utrinque & Regiæ Majestatis, & publicæ libertatis juribus, tum Poloniæ regnum, magnusque Litthuaniæ Ducatus in statu integro illibatoque contra omnem oppressionem conservetur, tum Regia sua Majestas, uti articulo præcedente provisum est, in quieta ac imperturbata possessione & fruitione dicti sui regni, magnique Ducatus Litthuaniæ, cum omnibus annexis & dependentiis manu teneatur, contra injurias, vexationes aut molestias quascunque sive aperto Marte & vi extrinsecus adhibita inferantur, sive per clandestinas machinationes, factionesque exterarum potentiarum suggestionibus aut secretis adminiculis suffultas intententur. Dicta sua Regia Majestas ex abundanti declarat politceturque, se regni sui magnique Ducatus Litthuaniæ Ordines libertate omnimoda, qua gaudere debent, omnibusque suis juribus & privilegiis sine ulla infractione uti, frui, minime impedituram neque obstituram, quin sua Cæsarea Majestas & magnæ Britanniæ Rex se hujus declarationis sponsores erga Rempublicam constituant, fidemque suam, nihil omnino a Rege Poloniæ adversus regni constitutiones immunitatesque commissum iri, cum guarantiæ vinculo interponant.

X. Vicissim Rex regnumque Poloniæ, testando affectui studioque reciproco, communem fœderis causam quovis possibili modo adjuvare tenebuntur, ex sua quoque parte copiarum numerum articulo sequenti designatum, sistere, eoque ad obtinendum fœderis scopum ubique concurrere; Et quidem copiæ hæ Polonicæ præcipuæ inserviant, intercludendo transitui quibusvis exteris copiis, quæ per Poloniam aut magnum Ducatum Litthuaniæ versus aut contra Imperium, vel contra trium Fœderatorum ditiones comprehensa Hungaria venire præsumpserint; Si vero Rex Poloniæ ad prohibendum istiusmodi transitum, dictas regni copias non suffecturas judicaverit, ac ideo nomine Reipublicæ & sub ejus sigillo assistentiam Fœderatorum requisiverit, tunc Imperator & magnæ Britanniæ Rex, juxta hujus fœderis leges auxilia sine mora submittent. Quod si in Imperatoris aut Regis magnæ Britanniæ ditionibus hoc fœdere comprehensis, hostilis aggressio contigerit, Rex Poloniæ, quantum fieri poterit, hostibus e Polonia quoque diversionem facere satager, aut parti lacessitæ, si ab ea requiretur, subsidiariam Polonicæ militiæ ratam suppeditabit.

XI. Conferet huic fœderi sustinendo sua Cæsarea Majestas octo mille Equites, & totidem Pedites: Rex magnæ Britanniæ, tanquam Elector Brunsvicis duo millia Equitum, & sex millia Peditum, si ditionibus Cæsareis succurrendum fuerit, si autem provinciis Saxonicis, non nisi bis mille Equites, & quatuor mille Pedites; Rex Poloniæ, tanquam Elector Saxoniæ, bis mille Equites, & quatuor mille Pedites: De cetero sua Majestas Polonica nomine regio & regni, duo millia desultoriorum Equitum, & quatuor millia Peditum, militiæ ordinatæ, cum quatuor millibus ex militia equestri nationali contribuet.

1719 XII. Si contingat occaſione hujus fœderis, & durante ejus nexu, generale in Septentrione bellum exardeſcere, partes paciſcentes, totis viribus ſe invicem juvare, mutuamque ſibi operam ad depellendam vim hoſtium omni meliori modo ferre teneantur. Tunc etiam pro re nata ſuper loco modoque conjungendarum copiarum, itemque ſuper gubernatione ductuque generali exercitus communis, tum ſuper providendo eidem commeatu, & annona, & denique, ſuper inſtituendis exequendisque operationibus bellicis inter ſe convenient.

XIII. Duret & ſubſiſtat præſens hoc fœdus usque ad omnimodam ſolidamque motuum in Septentrione pacificationem, quæ ipſa tamen non alio fieri debet pacto, niſi adhibita præcautione, ne quid in ea præſentis hujus tractatus ſtipulationibus atque conventis contrarium admittatur.

XIV. Ad hujus fœderis mere defenſivi ſocietatem aliæque potentiæ, præſertim omnes imperii Principes atque Status & ſpecialiter ordines generales uniti Belgii invitentur.

XV. Ratihabebitur hoc fœdus ab omnibus fœderatis, & ratificationum tabulæ exhibebuntur, ex parte quidem Cæſareæ Majeſtatis, ex partibus itidem magnæ Britann. Poloniæque Regum, tanquam Brunſvici & Saxoniæ Electorum, intra duorum menſium ſpatium aut citius, ſi fieri poterit. Cum Rege vero Poloniæ, qua tali, & cum Poloniæ regno ad minimum intra tres menſes, pro ingreſſu in hujus fœderis ſocietatem declarando, pacta conficientur, & in forma ex more regni uſitata ratificabuntur; in quorum fidem ſupra memorati Miniſtri Plenipotentiarii præſens inſtrumentum tribus exemplaribus ejusdem tenoris expeditum, manibus propriis ſubſcripſerunt, ſigillisque appoſitis muniverunt. Actum Viennæ die quinta menſis Januarii anni milleſimi ſeptingenteſimi decimi noni.

EUGENIUS von Savoyen.
(L.S.)

Phil. Ludw. Graf von Sinzendorf.
(L.S.)

CCLXXXV.

Ihrer Majeſtät, ULRICA ELEONORA, Der Schweden, Gothen und Wenden Königin, allergnädigſt confirmirte Regierungs-Form.

Wir ULRICA ELEONORA, von GOttes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden erwählte Königin, Groß-Fürſtin in Finnland ꝛc. ꝛc. Thun kund; Nachdeme durch des groſſen GOttes gnädige Vorſehung, Schickung und Benſtand, wie auch Unſerer getreuen Unterthanen frenwillige Zuſammenſtim-

mung

mung Wir nunmehro erwählet, erkläret und angenommen sind, über 1719
das Schwedische Reich und dessen zugehörige Länder eine regierende Königin zu seyn, daß Wir Unsere Königliche Macht und Gewalt nicht weiter ausstrecken wollen, als zu des Reichs Aufrichtung, Stärckung und Wohlfahrt, wie auch Unserer getreuen Unterthanen Wohlseyn, Aufnahme und Sicherheit. Solchemnach, und da Wir nichts höher wünschen, als daß Unser Reich in guter Ordnung, Einigkeit und bey Kräfften beständig erhalten, auf keinerley weise getrennet und verwirret, sondern im Stande erhalten werden möge, bey allen zustossenden Begebenheiten sich wohl zu fassen, zu beschützen und zu vertheydigen; So haben wir gnädigst bewilliget, daß Unsere getreue Stände zu Verwalt- und Regierung des Reichs eine gewisse Form verfassen, und nach des Vaterlands Zustand und gegenwärtigen Zeiten dieselbe lencken und einrichten möchten, welcher Wir nicht allein selbst nachleben zu wollē, sondern auch als ein allgemeines Fundamental-Gesetz, Ordnung und Reichs-Verfassung, welche zu ewigen Zeiten gehalten, in Obacht genommen und vollzogen werden solle, dieselbe genehm zu halten und zu beståttigen versichert, zugesagt und versprochen haben. Wir haben demnach solche von unsern getreuen Ständen nach wohlbedächtiger Uberlegung und mit einhelligem Rath errichtete- auch Uns zu gnädiger Bewilligung anheim gestellte Regierungs-Form völlig und in allen Stücken annehmen, bekräfftigen, gut heissen und bestärcken wollen, auf Art und Weise, wie selbige dem Buchstäblichen Innhalt nach lautet, und von Wort zu Wort hiernach folget:

WIR zu Ends-geschriebene des Reichs Schweden Räthe und Stände, Grafen, Freyherren, Bischöffe, Ritterschafft und Adel, Clerisey, Kriegs-Befehlhabere, Bürgerschafft und Gemeine, welche gegenwärtig allhie versammlet sind, für Uns und Unsere heimgelassene Mit-Brüder thun kund: Nachdemahln der grosse GOtt bey allen Unser Reich hart-drückenden Betrübnissen, Unglücken und Gefährlichkeiten, Uns einen so grossen Trost, Ecquickung und Erleichterung verleyhen wollen, daß der erledigte Thron mit freywilliger Neigung und einhelliger Zusammenstimmung hinwiederum hat können besetzt, eingenommen und betretten werden, von Unserer nunmehr erwählten allergnädigsten Königin, der Großmächtigsten ULRICA ELEONORA, der Schweden ꝛc. ꝛc. Deren Regiment GOtt wolle glückseelig, friedlich und langwührig seyn lassen; So haben Ihre Königl. Majestät aus einer milden und zärtlichen Empfindlichkeit für Dero getreue Unterthanen Glückseeligkeit und Wohlfahrt gnädigst bewilliget, daß eine wohl gegründete Einrichtung zur Regierung des Reichs verfasset und entworffen werden solte, wodurch dem verfallenen allgemeinen Werck könte aufgeholffen, dasselbe gestärcket und verbessert, das Regiment Gesetzmäßig, ordentlich und fürsichtig geführet, wie auch das Vaterland gegen dessen viele auswärtige Feinde geschützet und verthätiget, gegen alle muthwillige und unruhige Einheimische aber die Ge-

1719 setze, Einigkeit und Ruhe erhalten werden, welche Regierungs-Form Ihr. Königl. Majestät gnädigst versichert haben zu beobachten, zu handhaben, gut zu heissen und bekräfftigen. Wir haben solchemnach als getreue Reichs-Stände sorgfältig eingesehen, erwogen, und Uns zu Gemüthe geführet, die wohl gegründete Verfassungen derjenigen Zeiten, in welchen das Reich zu seinem Aufnehmen, Erweiterung, Ansehen, Sicherheit und Macht gekommen, hingegen aber angemercket, wie die unumschränckte Königl. Eigengewalt, oder die so genannte Souverainität, das Reich aus seinen Vortheilen u. blühenden Zustande in unersetzlichen Verlust, Schaden und Verderb gebracht, dessen Kräffte und Vermögen gantz geschwächet, die Vertraulichkeit mit dessen Bunds-Genossen verstöhret und verhindert, und dessen vielen mächtigen Feinden grosse Vortheile und Progressen zu wege gebracht. Gleichwie nun die rechte und gründliche Erkäntnus der Kranckheit selbst, Uns billig veranlasset, dahin bedacht zu seyn, und unter des grossen GOttes Beystand, Hülffe und Seegen, so viel mensch- und möglich ist, dahin zu trachten, wie, durch dienliche Artzney und Vorkehrung, des Vaterlandes Gebrechen geheilet, das Reich, welches daheim verschwächet, von aussen aber angefochten ist, wieder aufgerichtet, und durch ein ordentliches Regiment allen Beschwerlichkeiten, Irrungen und Unordnungen, als welche gewisse Vorbothen künfftiger Unglücks-Fällen sind, in Zeiten vorgebauet und gewehret werden möge; So haben Wir nach reiffer Uberlegung, Vorbedacht und gepflogenen Rath nachfolgend, auch ewig fest und unbeweglich stehen sollende Ordnung und Gesetz, von rechter Führung des Regiments allhie im Reiche abgefasset, welche nicht allein Ihre Königl. Majestät gnädigst zu erkennen, zu bestätigen und anzunehmen, uns versichert, sondern Wir verbinden Uns auch, für Uns, sowohl als unsere heimgelassene Mit-Brüder zu deren genauer und schuldiger Nachlebung, so daß derjenige aus unserm Mittel, welcher zu Aufheb- oder Veränderung dieser Regierungs-Form heimlich oder offenbarlich etwas vornehmen oder anstifften möchte, für einen Feind der allgemeinen Sicherheit gehalten, und als ein abgesondertes verworffenes Glied des Vaterlandes und des Reichs Verräther angesehen und gestrafft werden soll. Doch soll Uns vorbehalten seyn, ob nach diesem einige Erläuterung, Verbesserung oder Veränderung hieran nöthig befunden werden möchte, dieselben auf einem allgemeinen Reichs-Tage zu machen. Wir haben hiebey mit getreuer Sorgfalt, redlicher Gewissenhafftigkeit und eifrigen Vorsatz Unsern eintzigen Zweck seyn lassen, daß Ihre Königl. Majestät Hoheit ungekränckt, die Reichs-Räthe bey gebührender Gewalt und Ansehen bleiben, und darinnen unterstützt, und die Stände bey ihrem Rechte und Freyheit erhalten werden möchten, auf daß im befehlen und gehorchen alles schicklich und ordentlich sich gegen einander verhalten, auch das Haupt mit den Gliedern zu einem unzertrennlichen Leibe verknüpfft u. vereiniget werde. Welches durch GOttes Beystand

Wir

Wir zuverläßig hoffen, daß es geschehen könne, auf was Art und 1719
Weise wie hienechst folget:

I. Die Einigkeit der Religion und der rechte GOttes-Dienst ist die vornehmste und stärckste Grund-Lage eines löblichen einträchtigen und dauerhafften Regiments. Wie nun dieselbe zu unserm Trost und Freude in Unserm lieben Vaterland, durch viele Reichs-Gesetze, Beschlüsse und Verordnungen, so dann durch Ihre Königl. Majestät theure Versicherung fest gestellet, und uns versprochen worden, selbige in unveränderlicher Reinigkeit beyzubehalten, und gegen Ketzerey und offenbare Gewalt zu schützen; So lassen Wirs bey dem wörtlichen Innhalt desjenigen bewenden, was hierüber von Zeit zu Zeit, auf Rechtliche Weise verordnet, erkläret und versichert worden, wie auch in der Kirchen-Ordnung von An. 1686. befindlich ist, so daß das Kirchen-Recht erhalten werde, unbeschadet alles Königl. der Cron und der Einwohner Rechtens.

II. Der Königl. Majestät gebühret Gesetz, Recht und Wahrheit zu handhaben, zu lieben und zu pflegen, Unbilligkeit und Unrecht aber zu verbieten, abzustellen und demselben zu steuern, niemanden am Leibe oder Gliedern zu verderben, er seye dann Gesetz-mäßig überführet und verurtheilet, niemanden sein beweg- oder unbewegliches Gut abzuhändigen oder abhändigen zu lassen, ohne nach den Gesetzen und vorhergegangenem Rechtlichen Urtheil, diejenigen so nach den Gesetzen bescheidentlich leben wollen, zu vertheidigen, ihnen Friede und Rettung zu schaffen, hingegen aber die Ungerechten, Muthwilligen und Unbändigen zu züchtigen, zu schrecken und zu straffen. So gebühret auch der Königl. Majestät in allen Stücken der Wahrheit nachzuforschen, neue Lands-Brüche und Anbau zu erlauben, Geleits-Briefe zu geben, das Gesetz-Buch, wo es dunckel oder zweiffelhafftig ist, nach dessen rechten Verstande zu erklären, in solchen sonderlichen Vorfällen aber, über welche kein Gesetz vorhanden ist, mit der Reichs-Räthe Einrath zu statuiren, und zu verordnen, denenjenigen, welchen Ehrenrührige Strafen zuerkannt, oder unehlich gebohren sind, ihre Ehre, wann sie solche Gnade verdienen, wieder zu geben, auch zu der Königl. Revision diejenige Beschwerden anzunehmen, und denenselben abzuhelffen, welche gegen der Obern Gerichts-Instantien gefällte Urtheile, denen deßfalls gemachten Verordnungen nach, eingebracht werden, so daß Gesetze und Recht wohl gehandhabet, und die Gerechtigkeit als die andere Grund-Lage der Wohlfahrt, Stärck- und Aufrechthaltung des Reichs befördert werden, u. weder Gewalt noch Unrecht für Recht gehen möge.

III. Mit der Reichs-Succeßion bleibet es allerdings bey Unserer jetzt verfaßten Wahl-Acte, so daß Ihre Königl. Majestät Männliche Leibes-Erben, welche GOtt gnädiglich verleyhen wolle, dazu berechtiget bleiben, auf eben dieselbige Arth, wie es der Reichs-Tags-Beschluß von An. 1650. vermag, und darinn enthalten ist. Doch mag von Ihnen keiner den Thron betretten, ehe Er seine 21. Jahre völlig zurück geleget, bey der Stände Zusammenkunfft seine Versicherung von

1719 sich gestellet, sich crönen lassen, und seinen Königl. Eyd abgeleget, wie das Schwedische Gesetz vermag. Immittelst und biß dahin kommt den Ständen die Macht zu, mit Ihr. Königl. Maj. gnädigsten Belieben geschickte Personen zu ernennen, und zu verordnen, selbige auch mit gehörigen Unterricht zu versehen, zu anständiger Erzieh- und Unterweisung der Königlichen Kinder in der reinen Lutherischen Lehre und allen Königl. Tugenden, Sitten und Wissenschafften, als dem Grunde eines künfftigen, ordentlichen und verständigen Regiments. Zu dem Ende müssen auch diejenige Persohnen, welchen diese hohe Angelegenheit zu rechtschaffener eyfriger Besorgung anvertrauet wird, denen Reichs-Ständen Rede und Antwort geben, ob durch ihre Nachlässigkeit und Versäumnüs etwas möchte zu Schulden kommen, wie dann auch die Reichs-Stände Macht haben, wann es nöthig befunden wird, mit ihnen Wechsel und Veränderung zu treffen.

IV. Kein neues Gesetz mag den Ständen aufgedrungen werden, ohne Ihr Mit-Wissen, Einstimmung und Annehmung, auch kein altes Gesetz, welches mit Ihren guten Willen angenommen ist, verändert oder abgeschaffet werden; Solten aber Ihr. Königl. Majestät ohnumgänglich zu des Reichs Wohlfahrt nöthig finden, zwischen denen Reichs-Tägen einige Gesetze und Reglements mit der Reichs-Räthe Einrath zu machen, so sollen dieselben bey der nechsten Zusammenkunfft der Stände übersehen und ordentlich angenommen werden, wofern sie Krafft und Würckung eines allgemeinen und beständigen Gesetzes haben sollen.

V. Der Königl. Majest. gebühret Dero Reich zu befriedigen, u. zu erretten, sonderlich gegen auswärtige Gewalt, und eindringende Macht, mag aber dazu wider die Gesetze, den Königl. Eyd und Versicherung, denen Unterthanen keine Kriegs-Hülffe, Auflagen, Proviant, Lieferungen, Zölle, Ausschreibungen, oder andere Lasten auflegen, ohne der Reichs-Stände Wissenschafft, freyen Willen und Einstimmung, dieselbe auch nicht weiter noch auf länger zu verstrecken, als es der Bewilligung deutlicher Innhalt mit sich bringet, dahingegen wollen wir als getreuen und recht gesinten Unterthanen wohl anstehet, und gebühret, der Königlichen Majestät mit Unsern äussersten Vermögen und Kräfften unter die Armen greiffen, und das wenige Eigenthum, welches allerley vorgefallene beklagens-würdige Zufälle uns noch übrig gelassen, nicht spahren, sondern es zu Vertheidigung und Rettung des Reichs, unsern mit einander verbundenen vielen und mächtigen Feinden Wiederstand zu thun, und einen unverweißlichen Frieden zu erhalten, gerne und willig anwenden.

VI. Es kan auch die Königl. Majest. ohne der Reichs-Stände vorhergegangener Erweg- und Bewilligung, keinen Krieg anfangen, noch Dero friedlich und still sitzende Nachbarn mit feindlicher Gewalt angreiffen.

Solte aber irgend ein muthwilliger und widersinniger Einheimischer, oder ein verbitterter auswärtiger Feind mit Kriegs-Macht und offenbarer Gewalt des Reichs Grentzen überfallen, so haben Ihro Maje-

Majestät solchen bösen Sinn und Vorsatz mit Einrath des Reichs-Raths ohne vorher der Stände Bedencken darüber zu erwarten, so fort zu begegnen, das Reich zu vertheidigen, zu befriedigen und zu erretten. 1719

VII. Gleichwie Friedens-Stillstand- oder Bunds-Abhandlungen selten den geringsten Verzug oder Zeit-Verlust erdulten, auch die Reichs-Stände nicht allemahl, wann ein solcher Zufall oder Gelegenheit solches erfordert, allhier versammlet sind, noch so bald, als es nöthig, sich dazu einfinden können; So überlegen Ihr. Königl. Majestät in solchen wichtigen Fällen die Nothdurfft mit dem Reichs-Rath, und suchen mit demselben solche Auswege, welche dem Reich nützlich, anständig und erträglich sind, bringen auch dieselbe sofort zur Bewerckstelligung, doch daß uns hiernechst bey dem ersten darauf folgenden Reichs-Tage Nachricht davon gegeben werde.

VIII. Die Reichs-Stände sollen mit getreuer gewissenhaffter Sorgfältigkeit alle Königliche Rechte, so im Schwedischen Gesetz beschrieben sind, in ihrer vollkommenen Macht und Gewalt allerdings ungekränckt lassen, und was solchergestalt, der Königlichen Hoheit und Gewalt zukommt, mit Eyfer und ernstlicher Sorgfältigkeit handhaben, verantworten und erhalten.

IX. Es bleibet auch der Cron eigene Sache und zustehende Gerechtigkeit, Müntze schlagen zu lassen, folglich soll nach Anleitung Ihrer Königl. Majestät theuren Versicherung des Reichs, guldene und silberne Müntze, so bald möglich seyn wird, nach vorgegangener Uberlegung mit den Collegiis, denen es zukommt, auf einen guten und gerechten Fuß gestellet werden, solte man aber jemahls eine Erhöhung oder Verminderung an Schrot und Korn vornehmen wollen, so soll den Reichs-Ständen vorbehalten seyn, daß eine solche Veränderung ohn ihr Vorwissen und Bewilligung nicht geschehen möge.

X. Die Könige mögen ohne der Stände Einwilligung und Genehmhaltung nicht aus dem Reich noch ausser desselben Grentzen reisen.

XI. Weiln das Reich weitläufftig, und der Geschäffte viel, und gar zu wichtig sind, als daß ein König dieselbe allein ausrichten könne, so bedarff er Räthe, Ambt- und Haupt-Leuthe, welche Ihm beystehen.

XII. Nechst der Königl. Hoheit, ist es von Alters her gebracht, und verbleibet auch nach diesem dabey, daß die höchste Ehre und Ansehen bey denen Reichs-Räthen beruhet, welche denen Ständen zukommt, von eingebohrnen Schwedischen Männern und Unterthanen, welche dem Reich mit Huld, Treu und Pflicht verbunden sind, zu ernennen und der Königl. Majest. zur Wahl-Annehmung und Bevollmächtigung in Unterthänigkeit vorzuschlagen. Womit solcher gestalt verfahren wird, daß die Ritterschafft und der Adel einen Ausschuß von 24. Persohnen, und die Priesterschafft einen von 12. und gleichergestalt der Bürger-Stand einen von 12. ihrer Mitglieder machen, welche sämtlich zusammen tretten, und nach abgelegten Eyds der Verschwie-

1719 genheit, mit einander Rath schlagen, überlegen und sich vereinigen, über so viel geschickte und ums Vatter-Lande wohlverdiente Persohnen zu erkiesen, daß zu einer jeden ledigen Stelle in dem Vorschlage 3. Persohnen an der Zahl nahmhafft gemacht werden können, welche man für würdig, wohl geschickt und nützlich hält, solche hohe Reichs-Aemter zu bekleiden. Dieser Ausschuß, unter welchen sich niemand finden muß, welcher selbst zur Wahl kommen kan, trägt hernach, und zwar ein jeder seinen Stande, zu weiterer Bewilligung, Genehmhaltung und Vorstellung, solche, zu Reichs-Räthen ausersehende und bestimmte Persohnen vor, welche nach geschehener allgemeinen Vergleichung Ihr. Königl. Majest. in Unterthänigkeit vorgeschlagen, und Dero gnädigem Belieben zur Erwählung submittiret werden. Träget sich eine Erledigung zwischen den Reichs-Tägen zu, so mag eine solche erledigte Reichs-Raths-Stelle nicht eher, als bey der nechsten Zusammenkunfft der Stände wieder besetzet werden. Da dann immittelst alle desselben Obliegenheiten auf die Art und Weise, wie im 31. §. gemeldet wird, betrieben und beobachtet werden können. Dermahln bleibet die Anzahl der Reichs-Räthe bey 24. so lange biß die Nothdurfft erfordern wird, die General-Gouvernemente und Præsidentenschafften, in denen vom Feind bemächtigten Provinzien, nach Erlangung eines erwünschten Friedens, wieder zu besetzen. So mögen auch nicht mehr als 2. von einem Geschlecht, welche mit naher Blut-Freundschafft oder Schwägerschafft verwandt sind, noch mehr als 2. Brüder zugleich zu Reichs-Räthen angenommen werden, wann gleich ein jeder seinen absonderlichen Sitz und Stimme auf dem Ritter-Hause hätte.

XIII. Dem Könige lieget ob, sein Reich mit, und also nicht ohne, weniger wieder der Reichs-Räthe Rath zu regieren, wie dann das Schwedische Fundamental-Gesetz hierin andrer Gestalt nicht verstanden werden kan noch solle. Solchemnach wird hiermit alles, was hierwieder auf eine oder andre Weise vor diesem mag erkläret, approbiret oder verordnet seyn, hiemit gäntzlich aufgehoben, geändert und verbessert.

XIV. Der Reichs-Räthe Ambt bestehet vornehmlich darinn, daß nechst der Treue, womit Sie dem König und dem Reich verbunden sind, Sie auch der Königl. Majest. ohne allemahl zu erwarten, daß Sie deßhalben befragt und dazu beruffen würden, aus eigener Bewegung, was des Reichs Recht sey, erinnern, zu demjenigen, was der Obrigkeit und dem Reich nützlich ist, nach ihren besten Verstand rathen, die Stände zur Treu und Gehorsam anmahnen, des Königs und des Reichs Hoheit angelegen seyn lassen, sowohl als der Stände Recht und Wohlfahrt, solches auch nie aus den Augen setzen, um Freundschafft, Verwandschafft, Haß, Neydes oder Vortheils willen, alles was sich zu offenbahren nicht gebühret, heimlich halten, und solchergestalt, wie der Reichs-Tags-Beschluß vom Jahr 1602. die Worte braucht, rathen, wie Ihr Ambt es erfordert, nicht aber regieren. So müssen auch die Reichs-Räthe zusehen, hindern und wehren, daß kei-

ne Rathschläge vor die Hand genommen werden, wodurch die Stän- 1719
de könten unterdrucket, deren Freyheit gekräncket, und das Regiment der unumschränckten Eigen-Gewalt wieder eingeführet werden, zumaln derjenige, wer er auch seyn möchte, höhern oder niedrigen, Geistlichen oder weltlichen Standes, welcher seiner Eyds-Pflicht und des Vaterlandes Wohlfarth vergessen, durch einige Anstifftungen, uns diese Eigengewaltige Regierungs-Art wieder aufzubürden, suchen wird, Leib, Ehr und Gut verwürcket haben solle. Im übrigen sind die Reichs-Räthe schuldig, denen Reichs-Ständen Rede und Antwort zu geben, wegen ihrer Rathschläge und Verhaltens, wañ die Stände solches von ihnen fordern, doch soll kein unglücklicher Ausschlag, welcher wider Ihr Votiren, Vermuthen, Gedancken und Meynungen sich zutragen möchte, Ihnen zur Last gereichen, bevorab, woferne die Bewerckstelligungen guter Rathschläge durch dessen Schuld, dem dieselbe oblieget, und zur Ausricht- und Ausführung anbefohlen ist, ihres Zwecks verfehlet.

XV. Alle anwesende Reichs-Räthe, und diejenigen unter ihnen, welche zur Stelle seyn, und sich einfinden können, sollen sich nicht entziehen, wann wichtige und allgemeine Reichs-Geschäffte vorgenommen werden, bey denen Berathschlagungen sich einzufinden, und denselben beyzuwohnen, zum wenigsten müssen Ihrer in solchen Fällen 10. an der Zahl seyn, wann keine mehrere zu haben sind, und sollen Sie bey Verantwortung die Geschäffte, ihres ungebührlichen Ausbleibens halber nicht anstehen lassen, damit ohne Verzug, Aussetze und Versäumung, alles was zu der Königl. Majest. Recht und Dienst, als welche nimmermehr von einander gesondert werden müssen, gereichen kan, bey Zeiten wohl und ordentlich erwogen, beschlossen und abgethan werden können. Wann in der Königl. Majestät Rath-Stube, bey der Umfrage über des Reichs allgemeinen Angelegenheiten, die Meinungen auf beyden Seiten gleich starck ausfallen, so soll zwar derjenige Theil den Ausschlag und das Ubergewicht behalten, deme Ihr. Königl. Majestät Dero gnädigsten Beyfall geben, ingleichen solle durch Ihr. Majestät Beytritt in solchen Sachen und Angelegenheiten der Ausschlag gegeben werden, wo die Stimmen so getheilet sind, daß von den Reichs-Räthen, an der einen Seiten zwey weniger als an der andern sich befinden; Gäbe sich aber eine grössere Ungleichheit in den Stimmen auf, so vergleichen Ihro Königl. Majestät sich allezeit mit demjenigen Rath, welchen die meisten von den Reichs-Räthen, den nützlichsten und nach aller Vermuthung den sichersten und besten zu seyn, urtheilen. Zumahl, wann dem Reich etwas schädliches daraus erfolgen und entstehen soll, diejenige von den Reichs-Räthen, welche durch verderbliche Rathschläge solches veranlasset, denen Ständen dafür selbst zur Rede und Antwort stehen müssen.

XVI. Ist ein König verreiset oder kranck, und kan oder vermag solcher gestalt denen Berathschlagungen nicht beywohnen, hingegen aber die Angelegenheiten so gethan, daß sie biß zu seiner Wiederkunfft

1719 oder Besserung keinen Aufschub leiden, so sollen des Reichs sämtliche anwesende Räthe das Regiments-Ruder führen, und in allen vorkommenden Dingen die meisten Stimmen gelten, sind sie aber an der Zahl gleich, so behält diejenige Meynung den Vorzug, welcher die älteste Raths-Persohn beyfällt. Solte auch der Thron durch Todes-Fall erlediget werden, und keine Erb-Fürsten denselben einzunehmen sich finden, welchen beschwehrlichen Zufall von unserm Reich GOtt in Gnaden abwenden wolle, so bleibet die Regierung unter des Reichs-Raths getreuer Obsicht und Besorgung, biß die Stände zusammen kommen, über der Königs-Wahl, wie auch des Reichs Wohlfarth und Sicherheit sich zu berathschlagen, auf Art und Weise, wie in unserer Wahl-Acte mit mehrern verabschiedet, beschlossen und beliebt ist.

XVII. Zu fleißiger Beobacht- Verricht- und Betreibung der vorfallenden Angelegenheiten, sind unter gewisser Reichs-Räthe Aufsicht und Præsidien, Collegia verordnet, welche, wie die Arme am Leibe, über alles dasjenige sich erstrecken, was im Reich gethan und verrichtet werden muß, diese haben Recht und Macht, ein jeder in seiner Verrichtung, von des Königs auch obhabenden Beruffs und Amts wegen, allen ihren Unterhabenden zu gebieten und zu befehlen, diejenige, welche unter Ihres Amts Besorgung und Gehorsam stehen, der Erfüllung Ihrer Pflicht zu erinnern, von Ihren Verrichtungen Antwort zu fordern, und der Königl. Majestät sowohl davon, als von Ihren eigenen Geschäfften allen nöthigen und verlangenden Bericht zu geben.

XVIII. In einem jeden Hoff-Gericht, welche des Königs höchste Gerichts-Stühle sind, præsidiret einer von den Reichs-Räthen, sonderlich von denen, welche durch Gelehrsamkeit und Erfahrung zum Richterlichen Ambt sich geschickt gemacht, und hat zu Beysitzern einen Vice-Præsidenten und die gewöhnliche Assessores, unter welchen die zwey Aeltesten, doch ohne Vermehrung ihres Gehalts oder Befreyung von gewöhnlichen Geschäfften den Nahmen und die Ehre der Hoff-Gerichts-Räthe geniessen; Diese hohe Gerichts-Stühle sollen ein jeder seines Orts Aufsicht und Sorge tragen, daß Recht und Gesetze verantwortlich, nach dem Schwedisch- beschriebenen Gesetze, Statuten und Verordnungen gehandhabet werden, welche ohne Verdrehung, nach dem rechten Wort-Verstand beobachtet, und im Urtheilen befolget werden sollen, so daß die Hoff-Gerichte ohne Eigennutz und andern Absichten, einem jeden recht thun, so, wie sie es vor GOtt, dessen Ambt sie führen, für Ihro Königl. Majestät, denen Reichs-Räthen und Ständen verantworten können; Damit nicht Unrechtfertigkeit Land und Reich verderben möge. Kein Ritter und Edelmann solle in solchen Fällen, welche dessen Leib und Ehre betreffen, bey einem andern Gericht-Stuhl, als bey den Hoff-Gerichten, geurtheilet werden, allermassen die Privilegia und die Procels-Ordnungen vom Jahr 1615. solches verordnen, setzen und gebieten. Den Hoff-Gerichten gebühret auch ein genaues Auffsehen zu haben, auf alle Un-

le Unterrichter auf dem Land und in den Städten, auch über die Executores, und wann aus Unverstand, Schläfferigkeit, Boßheit oder Geld-Geitz, etwas von ihnen zur Ungebühr verübet wird, so fort nach einer jeden Sache absonderlicher Beschaffenheit, Sie darüber zu Rede zu stellen, zu urtheilen und zu bestraffen. Solte aber jemand betretten werden, vorsetzlicher Weise, aus Haß, Freundschafft oder um Geschencke willen das Recht gebeuget, und solcher gestalt sein Gewissen beschmitzet, oder seinem Nechsten an Leib, Ehr und Wohlfarth geschadt zu haben, so soll ein solcher nicht mit Geld-Straffen oder Entsetzung allein, sondern mit Verlust Leibs, Ehr und Amts, nachdem die Sache ist, seine Boßheit und Unart entgelten. So will sichs auch keines Wegs gebühren, solche und dergleichen Verbrechen unter den Fuß zu tretten, denenselbigen durch die Finger zu sehen, oder durch Weichhertzigkeit und unzeitige Barmhertzigkeit ihrer zu schonen, damit nicht andere, in so wichtigen Fällen Anlaß nehmen mögen, der Gerechtigkeit auf so muthwillige Weise zu mißbrauchen, wann sie sehen, daß auf Fehler, Versehen und Boßheit, keine billige Anthung und wohl verdiente Staffe erfolge. Hingegen sollen auch diejenigen, welche aus bösen Vorsatz, Unbedachtsamkeit, oder Rachbegierde, mit schmäh-süchtigen, ehrenrührigen und anstößlichen Worten und Schrifften, Richtere und Executores, bey Ihren Ambts-Verrichtungen angreiffen, ohne sie desjenigen, was sie vorgebrache, und wessen sie dieselbe beschuldiget, überzeugen zu können, mit einer harten Straffe, nach Beschaffenheit der Sache, stracks angesehen werden, auf daß sichs kützliche, boßhafftige und unartige Menschen, zum Abscheu und zur Warnung mögen dienen lassen. Damit auch der gemeine Mann und die Arme von Ihrem Rechte nicht verdrungen, noch Anlaß gegeben werden möge, durch viele Unkosten, Zeit-Verspillung, Versaumung ihres Ackerbaues, die Affterfolgung ihrer Rechts-Sache, biß zu einem Rechtlichen Spruch ihnen gar zu schwer zu machen, so sollen nun hinführo die Gerichts-Stühle auf dem Lande, nach gewöhnlicher und wohl eingerichteter Art voriger Zeiten ihren Lauff wieder haben, und die neulich darinn geschehene Veränderungen gäntzlich aufgehoben seyn. So sollen auch von der Gemeine, die zu ihrer Richter Lohn und Unterhalt bewilligte so genannte Lagmans-Och Haeradz Höffdings und Gerichts-Speisungs-Gelder, allerdings, nach des höchstseel. Königs Gustavi Adolphi Versicherung vom Jahr 1611. nach ihrem rechten Zweck, u. zu der Richter Bezahlung, nach dem Staat unverruckt beybehalten werden, auf daß nicht Noth und Bedrück bey Ihnen zu schädlichen Gefolg Anlaß, und zu Mißbrauch Ihres Ambts einen Schein und Vorwand geben möge. Des Königs Befehls-Männer und Fiscalen, sollen mit Verunglimpffung, Eigennutz und Unbescheidenheit ihre Aemter nicht verrichten. Solte sich aber befinden, daß Sie solchergestalt, zu ihren eigenen Absichten, zu Unterdrückung unschuldiger Leuthe, und zu ihrem eigenem Vortheil und Nutzen, ihrer Aembter gemißbrauchet, so sollen sie dafür zu gebührender Verantwortung gezogen werden. 1719

XIX.

1719 XIX. Unter des Reichs Collegien ist demnechst der Kriegs-Rath, in welchem einer von den Reichs-Räthen præsidiret, und zu Beysitzern hat, zwey andere Reichs-Räthe, welche Kriegs-Aemter bedienet haben, wie auch den General-Feld-Zeugmeister, den General-Quartier-Meister, welcher hinkünfftig ohne weitere Beschwehrung des Staats diesem Collegio mit beytretten soll, und zween Kriegs-Räthe, welche letztere in Rechnungs-Sachen geübt seyn müssen. Dieses Collegium trägt Obsicht, und Vorsorge, für des Reichs Macht zu Lande, für die Artillerien so wohl im Felde als in Vestungen, wie auch für den Fortifications-Staat, Stücke-Factorien, Waffen und Wehr, Ammunition und was dazu gehöret, für den Zustand der Vestungen, sonderlich der Grentz-Häuser, der Schantzen und Kriegs-Gebäude, für die Ausschreibung, Werbung und Musterungen, der Regimenter Bekleidung, doch daß die Obristen für deren Verfertigung gewöhnlicher Massen sorgen, und davon Rechnung thun, mit mehrern was allhie so genau nicht nahmhafft gemacht werden kan, jedoch in besondern Instructionen weitläufftig angeführet ist. Ob auch zwar das Miliz-Buch im Kriegs-Collegio geschlossen werden muß, so gehöret doch der Miliz General-Abrechnungs-Contoir unter des Cammer-Collegii Aufsicht und Gehorsam, so noch wie vor diesem.

XX. Des gantzen Reichs Krieges-Macht zu Lande und zur See, mit dessen höchsten Obern- und Untern-Befehlshabern, muß den Eyd der Huldigung und Treu, Ihro Königliche Majestät, dem Reich und den Ständen, nach dem aufgesetzten Formular abschwören, so bleibet auch die Kriegs-Macht zu Pferd und zu Fuß sowohl, als die Matrosen, Ausricht- und Unterhaltung, bey ihrer Eintheilung und denen mit der Gemeine und Ständte aufgerichteten Contracten, welche genau beobachtet und denenselben nachgelebet werden soll, biß Ihro Königliche Majestät und die Stände nöthig finden, einige Aenderung darinn zu machen, da dann alle Ungleichheit und Ungebühr abgestellet werden soll; Sollte jemanden sein Eigenthum unrechtmäßiger Weise entzogen, und denen Officireren und Bedienten zugetheilet seyn, so bleibet demselben unbenommen, selbiges durch rechtliche Wege wieder zu erlangen, doch so, daß im währenden Kriege die Rottierungen und Rüsthaltereyen nicht von einander gerissen noch geändert werden sollen.

XXI. Kein Obrister oder anderer Kriegs-Befehlhaber darf sich unterstehen, ohne Ihro Königl. Majestät im sitzenden Rath ertheilten Befehl, einige nacher Haus beurlaubte Mannschafft, zum Aufbruch und Zug aufzubieten, ohne was die gewöhnliche Regiments- und andere Zusammenkünffte betrifft, es möchte dann etwa seyn, bey einem unvermutheten Einfall der Reichs-Feinde, da solches Ihr. Königliche Majestät sofort berichtet werden muß, thut er sonsten dergleichen aus eigener angemaßten Gewalt, so soll er seiner Bedienung, ja auch Leib, Ehr und Gut verwircket haben, woferne, zu des Reichs Unsicherheit und zu Ausführung schädlicher Vorhaben, etwas darunter

unter solte gesucht und abgezielet seyn, welchen falls einem solchen unbedachtsamen Befehlshaber, keinen von seinen untergebenen Officirern oder Gemeinen einigen Gehorsam noch Folge zu leisten schuldig ist. 1719

XXII. Das dritte Reichs-Collegium in der Ordnung, ist die Admiralität, in welchem ein Reichs-Rath und Ammiral-General præsidiret, welcher, alle zur Stelle seyende Ammirals- und Flag-Männer zu Beysitzern hat. Weil aber dieses Collegium in Carls-Crona seinen Sitz hat; So muß dabenebst in denen Berathschlagungen bey Ihro Königlichen Majestät zum wenigsten einer von den Reichs-Räthen seyn, der zur See gedienet habe, und in der Seefahrt erfahren sey, um die nöthigen Unterrichtungen desto sicherer ertheilen zu können. Dieses Collegium trägt nöthige Obsicht und Fürsorge für des Reichs See-Macht, Kriegs-Schiffe und Flotten, es mögen dieselbe bey einander oder vertheilet seyn, wie auch über die Galeeren, Strützen, Böthe, Loddien, Pramen, Schiffbauerey, Täucherey und Piloterie, wie auch über alle andere dazu gehörige Verrichtungen und Angelegenheiten. Wie ingleichen über alles See-Volck, dessen Ausschreib- und Unterhaltung, daß die Schiffe mit Tackel-Zeug, Stücke und Ammunition versorget werden, ohne was sonsten mehr dabey erfordert wird, und zu dieses Collegii aesonderlicher Veranstaltung gehöret, hier aber so genau nicht verzeichnet werden kan. Es soll auch des Admiralitäts-Staats-Cammer-Contoir nach diesem auf demselben Fuß und in demselben Wesen bleiben, wie es Anno 1692. eingerichtet ist, und behält unter seiner Versorg- und Verwaltung, die Admiralitäts-Mittel, deren Eintreibung, Austheilung, Verwand- und Berechnung, und was sonsten mehr dieses Staats Haußhaltungs- und Cammer-Werck eigentlich und absonderlich angehet.

XXIII. Das auf die Admiralität folgende Collegium, ist die Reichs-Cantzley, in welcher einer von den Reichs-Räthen præsidiret, und zu Beysitzern hat, 3. andere Reichs-Räthe, einen Hof-Cantzler, und 3. Staats-Secretarien. In diesem Collegio werden alle Gesetze, Ordnungen und Recesse, welche das Reich insgemein angehen, aufgesetzt und abgefasset, wie auch besonderer Städte und Persohnen Privilegien, Vollmachten, Briefe, Gebothe und Befehl. Hieher gehören auch alle Reichs-Tags und Zusammenkünffte Handlungen, Bündnüsse mit denen Benachbarten und Feinden, aller Gesandschafften Abfertigung, und der ankommenden Verhörung, des Königs Berathschlagungen mit den Reichs-Räthen, und die darüber gehaltene Protocolla, mit allem, was unter Königl. Hand und Nahmen ausgefertiget wird. Diesem Collegio gebühret auch, unter der Aufsicht des dazu verordneten Ober-Directoris, für das Post-Wesen im gantzen Reich alle nöthige Fürsorge zu tragen. Unter den Staats-Secretarien werden die Geschäffte solchergestalt vertheilet, daß einer von Ihnen alle auswärtige Angelegenheiten, die andern beeden aber die Einheimischen, nemlich einer die Kriegs-Sachen, und der andere

die

1719 die übrige inländische Angelegenheiten verrichte, und mit allem Fleiß, Sorg und Eyfer sie insgesamt die Hand darob halten, daß nach den Berathschlagungen die Ausfertigungen aufs eiligste, richtigste, und in guter Ordnung vollzogen werden, ohne Hintansetzung des geringsten, in was Absicht es auch seyn möchte.

XXIV. Gleichwie ein Reich durch gründliche und solide Betreibung guter Studien und Wissenschafften viel Vortheil und Glückseeligkeiten erlanget, hingegen aber durch deren Veracht- Versäum- und Unterdrückung in nicht geringe Ungelegenheit und Verdunckelung verfällt, so wird ein jeder, der da Rath und Mittel finden kan, seine Kinder zu den Studiis anzuhalten, wozu der Jugend durch Verbesserung der Schul-Ordnung und andere nöthige Anstalten, alle mögliche Anleitung gegeben werden soll, sich dazu um so viel mehr aufmuntern lassen, als sie dagegen Vortheil, Beförderung und Belohnung zu erwarten haben sollen; Gestalt dem Præsidenten in der Reichs-Cantzley oblieget, niemanden den Eintritt oder einige Verrichtung zu vergönnen, der nicht zuverläßige Proben seiner Gelehrsamkeit, Verstandes und Geschicklichkeit gegeben habe. Es sollen auch unter den Jungen vom Adel 4. auserlesen werden, welche in Studiis etwas rechtschaffenes gethan, und durch auswärtige nützliche Reisen sich evertuiret haben, diese sollen ein gewisses Gehalt, und den Nahmen von Cantzley-Junckern haben, und nach abgelegtem Eyde in dem Reichs-Archiv und dem Cantzley-Collegio sich gründlich erkundigen, nach der rechten Beschaffenheit des Reichs einheimischen Zustands, der auswärtigen Handlungen, Bündnüssen mit unsern Benachbarten, und von allem dem, was zu Vergleichung unsers Interesse mit dem von andern Reichen dienen kan, aus alten Handlungen sollen sie ausziehen und sammlen, was bey gewissen Berathschlagungen, zu einer Erläuterung dienen kan, und je zuweiln mit Ausarbeitung ein und andern Sachen der Cantzley an Hand gehen, wodurch sie dann nicht allein zu demjenigen Grunde, welchen sie in den Studiis gelegt haben mögen, Ubung und Erfahrenheit erlangen, sondern auch, wann sie Proben von Ihrer Geschicklichkeit und Wohlverhaltens gegeben haben, die nechsten sind zu Verschickungen an auswärtige Höfe, und zu andern Diensten gebraucht zu werden.

XXV. Im Cammer-Collegio und Staats-Comtoir führet einer von den Reichs-Räthen das Præsidium, und hat gleichfalls zu Beysitzern einen von den Reichs-Räthen, mit den gewöhnlichen Cammer-Räthen. Hie müssen alle, welche mit des Königs und der Crone Einkünffte, Einnahme und Ausgabe zu thun haben, Befehl nehmen, und Antwort geben; Dieses Collegii Obliegenheit, Vorsorge und Pflicht ist, daß die Renthen gebührend und zu rechter Zeit eingefordert und vermehret, das Land wohl bestellet, und durch gute Haushaltung und Verbesserung wohl gepfleget und zu Nutzen gebracht, die Regalia fisci nicht untergeschlagen, versäumet oder verlohren werden, so, daß auf alle Weise man des Reichs Mittel bessern, nach den Ausgaben bequemen, zurath halten, in Zeiten anschaffen, und den Credit

nicht

nicht verliehren möge, damit im Nothfall die Königl. Majestät in- 1719
und ausserhalb Reichs benöthigter Unterstützung, Beystand und Hülffe sich zu getrösten haben möge. Der grosse See-Zoll mit dessen Einnahm und Berechnung, ingleichen die kleinen Zölle und Accisen, gehören gleichfalls, vermittelst des dazu verordneten Ober-Directoris Verwaltung, unter des Cammer-Collegii Aufsicht und Veranstaltung, allwo, für die bestellte Zöllnere und Einnehmere, Vollmachten ausgefertiget, und vor Ihro Königl. Majestät alle gebührende Sicherheit besorget wird, die Disponir- und Austheilung der Mittel aber bleibet lediglich beym Staats-Contoir alleine, woselbst alle, welche der Cron Mittel unter Händen haben, mit ihren Vorschlägen zu rechter Zeit sich einfinden müssen, wie solches ihre Instructiones deutlich mit sich bringen, und im Munde führen. Es soll auch der Staat Jährlich aufs fördersamste und zeitlichste verfasset, und dabey der Staat vom Jahr 1696. zur Nachrichtung dienen, und zum Grunde gelegt, es auch in die Wege gerichtet werden, daß die Bedienten, von der Cron Einnahme und Einkünffte, ihren Gehalt zu geniessen haben, und hingegen alle andere neulich erfundene Mittel und Wege gäntzlich abgestellet werden und aufhören, jedoch auch gedachter Staat sonsten nicht überschritten noch erhöhet werden möge, es wäre dann, daß Ihro Königl. Majestät und des Reichs Dienst und Bestes, solches unumgänglich erforderten. Im Staat wird sonsten nach Ihrer höchstseel. Majestät König CARL des XI. Veranstaltung und Disposition eine gewisse Geld-Summa angeschlagen, welche zu Ihro Königl. Majestät alleinigen Gutfinden anheim gelassen wird, zu andern Ausgaben aber soll vom Staats-Contoir nicht das geringste angeordnet werden, ohne Ihro Königl. Majestät im sitzenden Rath beschlossen und unterschriebenen Befehl, ausgenommen kleine nöthige Unkosten biß auf 100. Thlr. Silber-Müntze und darunter.

XXVI. Das Bergs-Collegium hat gleichfalls seinen Præsidenten aus dem Mittel der Reichs-Räthe, dem zu Beysitzern 2. Berg-Räthe und 4. Assessores verordnet sind. Dieses Collegium trägt Aufsicht und Vorsorge, für die Aufrecht- und Erhaltung und Verbesserung der Bergwercker, mit allem, was sonst zu deren Verpfleg und Aufnahm gehöret.

XXVII. Das Commercien-Collegium hat gleichfalls aus dem Mittel der Reichs-Räthe seinen Præsidenten, welcher 2. Commercien-Räthe und 4. Assessores zu Beysitzern, sodann 2. Commissarien von der Kauffmannschafft, welche Lohn geniessen, bey sich hat. Wann und so offt aber einige wichtige den Handel u. die Handwercks-Häuser betreffende Dinge vorfallen, hat das Collegium, sowohl für sich selbst, als durch die Stadt-Obrigkeiten, die handlende Bürgerschafft und Handwercks-Leuthe, sowohl hier als in andern Städten zu vernehmen, ehe und bevor einiger Schluß in der Sache gemacht und bewerckstelliget wird. Sonsten lieget diesem Collegio ob, Sorge zu tragen, wie die Handlung verstärcket, in Aufnahme gebracht und verbessert, die Manufacturen in guten Gang gebracht, auch die Handwers-Häu-

ser

1719 ser wohl eingerichtet, unterhalten und versorget, sodann Licent-portorie und Zoll-Ordnungen und Taxe ausgefertiget, und in allen übrigen die Nothdurfft beobachtet werden möge, nach der Instruction, welche deßfalls übersehen und eingerichtet werden soll, zu des Reichs Aufnehmen, Wohlfarth und Besserung.

XXVIII. Die Cammer-Revision muß nach diesem, wie bißhero mit einem besondern Præsidenten aus dem Mittel der Reichs-Räthe versehen werden, welcher mit seinen gewöhnlichen Beysitzern Sorge trägt, daß nicht allein die daselbst Rechts-hängige Procefs-Sachen, durch gerechtes Urtheil und Resolutionen, entschieden, wie auch, durch die Fiscalen zur Vollziehung gebracht werden, sondern, daß gleichfalls der Cron Jährliche Rechnungen ohne Verzug, nachdem dieselbe beym Königlichen Cammer-Collegio eingekommen, und der Cammer-Revision davon Nachricht gegeben wird, nachgesehen, erläutert, ausgearbeitet, vorgetragen und schlüßlich abgethan werden mögen.

Diese beyde Collegien sollen sich zusammen thun, und gesamter Hand ein Mittel finden, u. zu Bewerckstelligung bringen, wodurch die Rechnungen dergestalt verkürtzet und eingerichtet werden, daß sie auf eine gewisse anzuberaumende Zeit ihre unfehlbahre Richtigkeit erlangen können, da dann hernach niemand weiter besprochen noch zur Verantwortung gezogen werden soll, zumahl sonst leichtlich geschehen könte, daß an der einen Seiten Ihro Königl. Majestät in Schaden ersitzen blieben, andern Theils aber mancher unschuldiger, der über seiner Angehörigen Verhalten keine Erläuterung geben kan, in Verlust und Schaden geriethe, zu Verhütung solcher Ungelegenheiten, sollen alle dem Cammer-Collegio allbereit eingelieferte Landes- und Haupt-Bücher für die verwichene Jahre biß 1714. inclusive unrevidiret gelassen, und nur die Balancen, mit welchen selbige Lands- und Haupt-Bücher sich schliessen, aufs fördersamste eingetrieben werden, so lange des Schuldners eigenes und seines Caventen Vermögen zureicht. Solte aber zur Bezahlung auf keine Weise weiter zu gelangen seyn, muß solches auf Veranstalten des Cammer-Collegii abgeschrieben werden. Die Lands- und Haupt-Bücher, welche beym Cammer-Collegio noch nicht eingeliefert sind, müssen ohnverzöglich eingesandt, und diejenige, denen es oblieget, und welche in Verfertigung derselben nachläßig gewesen, bey Straffe der Suspension von ihrem Amte angestrenget werden, ihre Schuldigkeit sofort eine Genüge zu thun. Da dann solche bißher noch nicht eingeliefert gewesene Landes- und Haupt-Bücher mit allen andern Rechnungen über der Cron Mittel vom Jahr 1700. an, weiter zurück aber nicht, nachgesehen und zu schließlicher Richtigkeit gebracht werden sollen. In diesem Collegio sollen 4. geschickte Persohnen angenommen werden, welche durch Studia und Erfahrung sich dessen würdig gemacht, diesen soll ein gewisser Gehalt auf den Staat bestanden werden, und sollen sie, als Auscultanten von dem Cammer-Wesen sich genauen Unterricht machen, zu ihren eigenen besten und künfftiger Beförderung, zu wel-

welchem Ende Ihnen von den Præsidenten und Cammer-Revision 1719
nach der Hand solche Geschäffte aufgegeben werden können, wodurch ihnen Gelegenheit an die Hand gegeben wird, sowohl ihren Fleiß und Unverdrossenheit in Ihro Königl. Majestät Diensten, als die Wissenschafft sehen zu lassen, welche sie zu weiterer Beförderung erworben haben mögen.

XXIX. Der Obrister Marschal ist auch einer von den Reichs-Räthen, welcher des Königs Hoff, Schloß und Hauß zu beobachten, denselben vorzustehen, die Königl. Tafel anzuordnen, und benebst den Hoff-Leuthen und Stall-Staat, mit allem, was dazu gehöret, zu regieren hat.

XXX. Unter denen Aemtern der Reichs-Räthe, ist auch die Ober-Stadthalterschafft in Stockholm begriffen, welcher oblieget, des Königs Schloß und Häuser innerhalb Stockholm und dessen Bezirck zu beobachten, sodann auch, als Haupt- und Obermann der Bürgerschafft zugleich mit dem Magistrat Aufsicht zu haben, auf die Regierung der Stadt und Vorstädte, deren Privilegien, Gebäude, Einkünffte, Kauffhandel und was dem anhanget, die Burgerschafft wieder allerley Bedruck, Vergewaltigung und Eindrang zu verthädigen, auch deren Musterungen u. Waffen zusehen, und alle der Crone Regalien daselbst in Acht zu nehmen, daß sie nicht vermindert noch beschnitten werden, sodann alle Executiones vollziehen zu lassen, und was sonst seine Amts-Pflicht mehr erfordert.

XXXI. Alle diese Collegia müssen eines dem andern die Hand bieten in allen Fällen, da eines des andern bedarff, zu des Königs und des Reichs Nutz und Besten, wo es die Noth erfordert, und verlanget wird, keines wegs aber eines dem andern ein- oder vorgreiffen, noch hindern, sondern ein jedes sein eigen Werck mit gehörigem Eyfer und schuldiger Sorgfalt, Treu, Fleiß und Vorsichtigkeit betreiben. So lange auch die Præsidenten bey Ihren Collegiis zur Stelle sind, brauchen Sie sich ihrer ordentlichen Macht und Authorität, wann sie aber in des Königs oder Ihren eigenen Angelegnheiten abwesend sind, so behalten Sie zwar Ihre Ehren-Titul, mit demselbigen anhangenden Rang und Vorzügen, dörffen aber keines wegs etwas verordnen, gebieten, oder befehlen, was die Præsidentenschafft angehet, so lange biß sie wieder zur Stelle sind, und ihres Amts würckliche Verrichtungen wieder antretten. Immittelst verrichtet der älteste Beysitzer mit gleichem Recht, Krafft und Würckung, die dem Amt anhangende Geschäffte; Eben dermassen soll es gehalten werden, falls irgend ein Præsident in den Collegiis mit Tod abgehet, so lange biß ein anderer in des abgelebten Stelle beruffen und verordnet wird. Diese Collegia sind schuldig, denen Ständen bey Reichs-Tägen von ihren vornehmsten Verrichtungen, deren Beschaffenheit, und was dadurch ausgerichtet worden, vollkommene Nachricht zu geben. Hingegen müssen alle, welche unter den Collegiis stehen, sonderlich die General-Gouverneurs, Gouverneurs und Lands-Haupt-Leuthe, Obristen und andere mehr, ein jeder für seine Verrichtung Red und Antwort geben,

1719 da, wo ein jede Sache hingehöret und so offt es erfordert werden möchte. Und gleichwie Straffe und Belohnung 2. Bande sind, wodurch das allgemeine Wesen zusammen gefüget und verknüpffet wird; Also soll derjenige, welcher seiner Amts-Pflicht ein Genügen gethan, Ehr und Belohnung, die ungetreuen und nachläßigen aber Anthung, Schimpff und Straff, nach Verdienst, ohne Verschonung, zu erwarten haben.

XXXII. Die Land-Regierung bestehet aus gewissen Hauptmañschafften, zumahln nach diesem innerhalb des Reichs keine Gouvernements mehr seyn, auch kein Leib-Geding an Land oder Lehen vergeben werden soll; Und werden solchergestalt die Hauptmañschafften vertheilet nach der Ordnung, auf Arth und Weise, wie folget: (1.) ist Upland, (2.) Roßlagen, oder Stockholms-Lehen, dem nun Schwartsiö-Lehen beygefüget wird, (3.) Sckaraborgs-Lehen, (4.) Abo und Biörneborgs-Lehen, (5.) Cronebergs-Lehen, (6.) Jönköpings-Lehen, (7.) Wäßmann Land, mit Strömsholm-Lehen. (8.) Wiborgs- und Nyslots-Lehen, (9.) Oestergotland, dem Watstehna-Lehn zugelegt wird, (10.) Södermann-Land mit Gripsholm und Eskiltstuna-Lehen, (11.) Nyland und Tawastehens-Lehen, (12.) Elfsborgs-Lehen, (13.) Calmare-Lehen und Oland. (14.) Kopparbergs-Lehen, (15.) Näricke und Wärmeland. (16.) Westernorland, (17.) Wästerboten, (18.) Oesterboten, (19.) Gottland, (20.) Malmö-Lehn, (21.) Christianstads-Lehen, (22.) Bleckinge, (23.) Halland, (24.) Giotheborgs- und Bohus-Lehen.

XXXIII. Die Regierung auf dem Lande wird von denen dazu verordneten Lands-Haupt-Leuthen geführet, und soll deren erhaltene Instruction näher übersehen, und nach gegenwärtiger Regierungs-Weise wieder eingerichtet werden; Sie sollen des Landes, und gesamter Hand mit den Magistraten der Städte Aufnahm und Verbesserung befördern, und in allen Dingen zu vollziehen sich angelegen seyn lassen, was durch Instruction und Nachrichten ihrer Betreibung, Vorsorge und Aufsicht anvertrauet werden mögte; Ingleichen ihre Unterhabende anhalten, dem Inhalt der ausgefertigten Instruction mit Fleiß, Treu und Redlichkeit nachzuleben, so, daß sie jedes Jahr von allen ihnen anbefohlen gewesenen Verrichtungen richtige Rechnung, Red und Antwort geben können, den recht-gesinnten zur Belohnung, denen übel gearteten und nachläßigen aber zur wohl verdienten Strafe, so soll auch kein Lands-Hauptmann, bey schwerer Verantwortung ausser seiner Hauptmannschafft reisen, ohne Ihro Königl. Majestät absonderlicher gnädigster Erlaubnus.

XXXIV. Wann einige wichtige Bedienungen zu besetzen sind, so vernimmt zwar Ihro Königliche Majestät im sitzenden Rath, der Reichs-Räthe Gedancken und Meynung, über die Persohnen, denen solche Bedienungen zugedacht werden, zumahlen unter denen Reichs-Räthen allezeit ein oder andere sich finden werden, welche die beste Kundschafft und Nachricht davon geben können. Ihro Königl. Majestät bleibet aber demnechst unbenommen, diejenigen, welche Deroselben

roselben gefällig sind, und dazu geschickt befunden werden, nach Dero 1719
Gutdüncken anzunehmen, zu bestellen und zu bevollmächtigen. Wañ in den Collegiis und bey andern Bedienungen sich ein Abgang äussert, werden Ihro Königl. Majestät von denen, welchen es zukommt, drey der besten, verständigsten, und zu solcher Bedienung die geschicktesten Persohnen, die man finden kan, vorgeschlagen, wobey auch nach Gelegenheit jezuweiln andere wohl verdiente Persohnen ausser dem Collegio bedacht werden köñen, aus welchen Ihro Königl. Majestät einen erwehlen, und mit Dero Vollmacht versehen. Bey den Regimentern soll es mit den Vorschlägen, zu Besetzung der erledigten Bedienung, nach Ihro höchstseel. Königl. Majestät im Septembr. 1716. abgegebenen Verordnung gehalten werden. Alle geringere Bedienung aber, welche die Obristen bey den Regimentern, wie auch die Collegia und andere Staaten mit ihren Vorgesetzten vor Anno 1680. zu vergeben gewohnt gewesen, werden auch nach diesem zu Dero eigenen Disposition und Verleihung gelassen.

Ein fremder Ausländischer Mann kan zu einigen wichtigen Diensten nicht bestellt noch gebraucht werden, sondern Schwedische Unterthanen, welche im Reich und dessen untergehörigen Provintzien gebohren sind. Es soll auch bey Besetzung aller Aemter, eintzig und allein auf Verdienst und Geschicklichkeit gesehen werden, so daß niemand zu ihm gantz ungewohnten und mit seiner Neigung nicht übereinkommenden Geschäfften gebraucht, sondern ein jeder nach seiner Natürlichen Neigung und Erfahrung befördert werde. Gestalt dañ auch um geringer Herkunfft, oder anderer Ursachen willen, niemand verworffen werden soll, wann er sonsten einer Bedienung würdig, und darzu tauglich erachtet wird. Mit der Bischöffen, Superintendenten und Pfarrer-Wahl, soll es nach der im Jahr 1686. heraus gekommenen Kirchen-Ordnung gehalten werden, doch so, daß durch eine gewisse Commission von Reichs-Räthen, Bischöffen und andern redlichen Männern untersucht und ausfindig gemacht werden soll, welche Pfarren, vor Anno 1680. regal oder nicht gewesen sind, da dañ hernechst die vom Adel die Jura Patronatus und freye Wahl mit denenselbigen anhangenden Vorzügen, welche man ihnen zuständig zu seyn befinden wird, die Consistoria und Gemeine aber, diejenige Gerechtigkeiten zu geniessen haben sollen, welche ihnen zukommen, auf Art und Weise, wie es die Kirchen-Ordnung vermag und mit sich bringet.

XXXV. Es ist zwar wohl in unserm Reiche eine uhralte Gewonheit, daß diejenigen, welche durch Tugend und Tapfferkeit, zu der hohen Obrigkeit Gnade und Belohnung sich den Weg gebahnet haben, zu ihrer Nachkommenschafft Ehre und Erhöhung, in den Grafen- Freyherrn- und Adel-Stand erhoben werden, welches Begnadigungs-Recht, als der Königl. Hoheit anhängig, auch dabey gelassen wird, nur daß allein denjenigen, die um das Vaterland sich wohl verdient gemacht, damit gewillfahret werden, und solches sehr spar-

1719 sam geschehen möge, darum bitten die Stände unterthänigst, auf gleiche Weise, wie beym Reichs-Tage Anno 1660. geschehen ist.

XXXVI. Allemahl um das dritte Jahr, auch wohl ehender, wann es des Reichs Wohlfahrt erfordern solte, müssen von Ihro Königl. Majestät die Reichs-Stände zusammen geruffen werden, da alle nach Gewonheit und den Verordnungen gemäß sich gebührend einzustellen haben, bey solcher Gelegenheit muß den Ständen vorgelegt werden, was nach dem letzten Reichs-Tage vorgefallen ist, und wie des Vaterlandes Zustand beschaffen seyn mag. Gleichfalls haben die Stände nachzufragen, wie die Reichs-Räthe ihre Rathschläge gefasset, zu Ihro Königl. Majestät guten Vergnügen, des Reichs Aufnahme, Wohlseyn und Verbesserung, ihnen selbst aber zur wohl-verdienten Ehre und Ruhm, was zu des Reichs Unterstützung, Nutzen und Sicherheit erfordert werden mag, wird alsdann überleget und mit einhelligem Rath beschlossen, bey Ihro Königl. Majestät Abwesen, Kranckheit oder tödtlichen Abgang, welchen doch GOTT lang verhüten wolle, werden die Reichs-Täge von den sämtlichen Reichs-Räthen ausgeschrieben, geschiehet es aber, daß zu gleicher Zeit der Thron zu einer neuen Wahl erlediget wird, und keine Männliche Leibes-Erben, wider unser aller hertzlichen Wunsch und Verlangen, vorhanden wären: So sind die Reichs-Stände schuldig, ohne alle Zusammenberuffung, den dreyßigsten Tag nach des Königs Tod, unerinnert und von selbst sich in Stockholm einzufinden, wie unsere Wahl-Acte vom heutigen dato in mehrern vermeldet, mit Vorbehalt der Straffe, die derjenige leiden soll, welcher bey solchen Zufall durch Anstifftungen und Zusammen-Rottirungen, in der Stände freyen Wahl einigen Eindrang zu thun sich unterstehen möchte. Bey einer solchen unglücklichen Gelegenheit lieget es denen Vorstehern des Ritter-Hauses, dem Ertz-Bischoff von Upsal, und dem Justitien-Burgermeister in Stockholm ob, solches sofort zu jedermanns Nachrichtung in alle Länder auszuschreiben, und überall bekannt zu machen. Und gleichwie es der Lands-Hauptleuthe Pflicht ist, daß ein jeder seines Orts seiner Hauptmannschafft Einwohner solchen Todes-Fall bekannt mache, also werden innerhalb der vorbenannten Zeit schon so viele sich einstellen können, daß des Reichs Freyheit von denselben beschützet und verthädiget werden könne, so lange biß auch die, so von den entferneten Orten kommen müssen, sich einfinden, und die Wahl mit allgemeinen Rath vorgenommen werden könne.

XXXVII. Der Reichs-Adel behält sich vor, nach diesem bey seinen Zusammenkünfften allezeit einen Marschalck selbst zu erwählen, und wann unter den Ständen ein Ausschuß gemacht werden soll, zu Überlegung gewisser geheimer Rathschläge und Verrichtungen, sollen Sie selbst, ein jeder Stand für sich, solche Persohnen darzu ernennen, denen Sie dergleichen Geschäffte mit Sicherheit anvertrauen können. So sollen auch die Worthaltere von allen 4. Ständen beym Anfang der Reichs-Täge zusammen tretten, und einen Secreta-

cretarium für den Bauren-Stand ernennen und verordnen, wel- 1719
cher mit Führung der Feder in ihren Angelegenheiten ihnen behülff-lich seyn kan, der dann, wenn er solchergestalt erwählet ist, diese Verrichtung antretten soll.

XXXVIII. Der Ritterschafft und des Adels Privilegien in Est- und Liefland, wie auch Oehel, lassen Jhro Königl. Majestät bey glücklicher Wiederkehr des Landes unter den Gehorsam der Cron Schweden übersehen, befestigen und bekräfftigen, lassen auch in allen billige Weisse und Wege die Ritterschafft bey ihren alten erworbenen Freyheiten, Vorzügen und Gerechtigkeiten bleiben.

XXXIX. Jhro Königl. Majestät werden eine gnädige Vorsorge für die teutsche Provinzien tragen, zu Befestigung ihrer wohl erlangten Privilegien, wann diese Länder dem Feinde wieder entzogen und herbey gebracht werden können.

XL. Die Städte im Reich verbleiben bey ihren wohl erlangten Privilegien und Gerechtigkeiten, welche Jhrer Königlichen Majestät unterthänigst vorgetragen, und nach Erforderung der Zeiten Umstände allerdings, wie es Jhr. Königl. Majestät gnädigst gegebene Versicherung mit sich bringet und vermag, eingerichtet, und sodann bestättiget werden sollen. Gestalt Jhnen, den Städten, auch über Dero Aeraria und Mittel, denen Ordnung- und Privilegien gemäß, Disposition gebühret, doch daß an gehörigen Orten Rechenschafft davon gethan werde.

Dieses alles haben Wir gegenwärtig allhier versammlete Reichs-Stände nöthig gefunden, zur ordentlicher Regierung des Reichs für uns und unsere heimgelassene Mit-Brüder und Nachkommen, so gebohrne als ungebohrne, zu verordnen, zu beschliessen und zu verabschieden. Wir erfreuen uns billig, daß Jhr. Königl. Majestät unsere allergnädigste Königin diese Regierungs-Form anzunehmen, zu bestättigen und zu unterschreiben uns versichert hat, mit gnädigem Willen und Befehl, daß Dieselbe hinführo für ein Fundamental-Gesetz und Ordnung gehalten, und derselben nachgelebet werden soll. Wir halten uns mit GOttes Hülff und Beystand eines ordentlichen, glückseligen, erwünschten und vergnügten Regiments um so mehr versichert, als Jhr. Königl. Majestät sich vorgesetzet haben, Dero Gewalt mit Milde und Gerechtigkeit in den Hertzen derer Unterthanen zu begründen, und solchergestalt mit geneigten Willen, Gnade und Gütigkeit, mittelst einer recht Königlichen Gewalt über uns zu herrschen und zu regieren. Wir wollen dahingegen, nach unserer unterthänigen Treue und Eyds-Pflicht, Jhr. Königl. Majestät gebührenden Gehorsam leisten, Jhre Gebote vollziehen, in alle dem, was vor GOtt und Menschen verantwortlich ist, Jhr. Königl. Majestät zu gebieten und uns zu thun, damit sowohl Dero als unser Recht erhalten werde. Zu mehrerer Sicherheit haben Wir Schwedische Reichs-Räthe und Stände dieses mit unserer Nahmens Unterschrifft und Beysetzung unserer Junsiegel bestärcken, bestättigen und bekräfftigen wollen. So geschehen in

1719 Stockholm den ein und zwantzigsten Tag Februarii Monaths, im Jahr nach Christi Geburth, ein Tausend Siebenhundert und Neunzehen.

Im Nahmen der gesamten Ritterschafft und Adels.

P. Ribbing, p. t. Land-Marschalck.

(L. S.)

Im Nahmen der gesamten Priesterschafft.

Matthias Steuchius, Archi-Episc. Upsal.

(L. S.)

Im Nahmen der gesamten Bürgerschafft.

And. L. Hylten. (L. S.)

Im Nahmen des Bauren-Standes.

Hanß Staffansen.

Dieses alles, was hie vorgeschrieben stehet, haben Wir solchergestalt erwogen und gut befunden, daß es zur Bewerckstelligung gebracht werden, und als ein allgemein angenommenes Gesetz gelten soll und mag, so daß Wir nicht allein dasjenige, was hierinn Unsere Königliche Persohn, Macht und Gerechtigkeit antrifft, in Gnaden und mit Wohlgefallen aufnehmen, sondern auch hiemit verordnen, gebieten und befehlen, daß alle diejenige, welche Uns und Unsern Nachkommeu, wie auch dem Reiche, mit Huld und Gehorsams-Pflicht verbunden sind, diese Regierungs-Form erkennen, in Acht nehmen, derselben nachleben und gehorsamen sollen. Zu mehrerer Versicherung haben Wir dieses mit eigener Hand unterschrieben und bekräfftiget, auch Unser Königliches Jnsiegel wissentlich daran hängen lasseu. So geschehen in Stockholm den 21. Februar. im Jahr nach Christi Geburth, Ein Tausend Siebenhundert und Neunzehen.

Ulrica Eleonora.
(L. S.)

CCLXXXVI.

Renunciatio Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ, desponsatæ Serenissimo Friderico Augusto, Principi Regio Poloniæ & Electorali Saxonico.

NOs Maria Josepha, Hungariæ, Bohemiæ nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ, agnoscimus & profitemur pro nobis, nostrisque Posteris, Heredibus & Successoribus, universisque quorum interest, aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque potest, notum, testatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei memoriam.

Postquam Serenissimus, Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus, Dei favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniæ,

maniæ, Hispaniarum, ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex: Archi-Dux Austriæ, &c. Colendissimus Dominus Patruus noster, nos pro paterna plane in nos cura ad amicam petitionem Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Friderici Augusti, Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ, Ducis Saxoniæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschalli & Electoris &c. Perdilecto Suæ Majestatis Regiæ Filio Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto, Principi Regio Poloniæ & Lithuaniæ ac Electorali Saxoniæ &c. Accedente inprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdilectissima Domina Genetrice nostra, obtenta prævia dispensatione S. Serenissimi Patris Domini Clementis XI. Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 17. Junii anni 1719. in sponsam & futuram Conjugem adpromisit: Porro in tractatu desuper habito inter cetera id primo loco actum disertisque verbis cautum provisumque fuerit, ut Nos intuitu istius matrimonii juxta ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad nostrum consensum & nuptias juxta regulas successionis primogenialis in Augusta jam dudum radicatæ, sed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro, glor. mem. in suo die 10. Maji 1621. confecto Testamento, confectisque desuper die 8. Augusti anni 1635. Codicillis, quoad ordinem successionis inter heredes suos Masculos dilucidata magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna a Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invictissimo Principe & Domino, Domino Leopoldo, Rom. Imperatore, colendissimo Avo nostro, inter Filios suos Serenissimos quoque & Potentissimos, tunc respective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archiduces, successive Romanorum Imperatores, colendissimos & perdilectissimos nostros Genitorum & Patruum die 12. Sept. 1703. ipsis scientibus, volentibus, stipulantibus & acceptantibus facta ad Feminas ex Linea in Germania regnante descendentes extensa ac deinde die 19. April. anno 1713. convocatis ad id Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestatis consiliariis Status arcanis regnorumque ac provinciarum ejusdem Cancellariis uberius explicata & publicata in publicum & perpetuum Serenissimæ Domus Austriacæ pactum quia in Legem fundamentalem & sanctionem pragmaticam abiit, omnibus nostris juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in regna, ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majestate Cæsarea nunc feliciter regnante possessas, vel de jure quomodocunque ad se spectantes competere Nobis nostrisque olim Posteris atque Heredibus utriusque cum masculini tum feminini sexus, quacunque demum de causa possent in favorem & commodum non solum universorum Masculorum e dicta Augusta domo legitime oriundorum Archiducum, sed & in præcipuum quoque ac prælationem Feminarum Archiducissarum a Sua Majestate Cæsarea hodie gloriose imperante progenitarum & 1719

1719 deinceps nasciturarum earumque posteritatis ac heredum pariter utriusque tam fœminini quam masculini sexus solemniter renuntiemus, cedamus & abdicemus: Quod Nos ad majorem Dei O. M. honorem & gloriam, incrementum majus populorum, atque ut regna & provinciæ a Sua Majestate Cæsarea - Regio - Catholica in præsens possessæ ac deinceps possidendæ perpetuis retro temporibus indivisibiliter ac inseparabiliter inter se penes unum eundemque heredem, juxta successionis ordinem stabilitum, unitæ permaneant ordinationibus, institutis ac dispositionibus præfatis, præsertim vero declarationi allegatæ & Nobis una cum reliquis productæ de die XIX. Aprilis An. 1713. uti supra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, rite pleneque edoctæ, de consilio, voluntate & assensu prædicti Serenissimi Principis Regii Electoralis dilectissimi Sponsi Nostri, annuente quoque & consentiente Serenissimo & Potentissimo Domino Rege & Electore, ejusdem genitore, (prout ex instrumento eorum ratificationis, tum ex mandato procuratorio diffusius constat) ex certa nostra scientia animoque bene deliberato omnibus juribus, prætensionibus, actionibus & rationibus, quæ Nobis sive jure sanguinis & nativitatis, sive ex usu & observantia olim in Augusta Domo usitata, sive etiam ex pacto præallegato de die 12. Septembris An. 1703. sive alio quocunque demum nomine, aut excogitabili titulo, in regna, principatus, ditiones & provincias, quæ ab altefata Majestate sua Cæsarea, colendissimo Domino nostro patruo actu in præsens possidentur aut possideri de jure possent ac deberent, competunt aut competere possent, sponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione, callidave persuasione aut metu, etiam reverentiali inductæ pro Nobis nostrisque posteris omnibus heredibus tam masculini quam fœminini sexus cesserimus & renuntiaverimus, prout iisdem vigore præsentium de consensu uti supra in optima & amplissima juris forma, animo deliberato ac spontaneo ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus: Idque non solum in favorem, commodum & prælationem posteritatis & heredum masculorum, quos numerosos Majestati suæ a Deo precamur, verum & fœminarum Archiducissarum a Majestate sua jam primogenitarum & deinceps nasciturarum, omniumque earum posterorum, heredum & successorum utriusque sexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeo ut quamdiu ex his Majestatis suæ descendentibus proles aliqua sive masculina sive fœmina quocunque demum gradu supervixerit, neque Nos neque Filii, posteri & heredes nostri neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam successionem aut succedendi jus in dicta regna, principatus, ditiones & provincias, vel etiam aliquam illorum, illarumve partem licet minimam, utpote lineæ Cæsareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici & in ea descendentibus, maribus & fœminis jure primogenituræ in infinitum inseparabiliter & indivisibiliter affectas, prætendere velimus, possimus aut debeamus, declarantes ac serio profitentes, quod Nos prælibatum in Augusta Domo receptum, avitaque providentia stabilitum & per supra citatam declarationem obfirmatum magisque dilucidatum primogenituræ jus, nec non præscriptum in ea cum maribus

bus tum fœminis succedendi ordinem linealem, ceu normam & legem 1719
fundamentalem ejusdem pro Nobis nostrisque posteris & heredibus utriusque sexus respicere, tenere, observare eique firmiter inhærere, nec ut contra ejusdem tenorem & dispositionem a Nobis vel ab hæredibus & posteris nostris cujuscunque sexus sint, aut a quovis alio nostro aut illorum nomine, quibuscunque demum de causis, quas omnes & singulas irritas, vanas, invalidas & injustas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus: Quin potius obtestamur atque etiam sacro sancte pollicemur, quod si unquam (quod absit) aliquam vel aliquod ex dictis ditionibus, regnis, principatibus aut provinciis in totum vel in partem ultro a Nobis deferri aut Nos ad aliquam seu eorum aliquod a quocunque, qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut solicitari contingeret, Nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus pernitiosaque consilia ac molimina, perpetuo constanterque rejecturas, nedum illis aures, assensum, opem, vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio quocunque tandem fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, atque adeo ea dote in ipso matrimonii nostri contractu Nobis assignata, ceterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui Nostro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos pleneque pro omnibus juribus, actionibus ac prætensionibus cujuscunque nominis sint, quæque Nobis ex qualicunque demum causa, uti supra competere possint, satisfactum Nobis esse declaramus, quo usque nempe proles unius alteriusque sexus a sua Majestate Cæsarea Regio-Catholica procreatæ ac deinceps procreandæ earumve posteri & descendentes pariter utriusque sexus in vivis superabunt.

Quod si vero (quod Deus æternum prohibeat) omnes utraque tam fœminini quam masculini sexus proles a Sua Majestate progenitæ vel deinceps procreandæ una cum omni earum posteritate pariter masculina & fœminina extingui ac prorsus deficere unquam accideret; In eum casum, qui nobis aditum ad capessendam paternam avitamque hereditatem, vel ex ipso Primogenituræ instituto, præsertim vero vi præcitatæ declarationis de die 19. mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in ea successionis linealis ordinem recluderet, Nobis nostrisque posteris & descendentibus tam maribus quam fœminis jus omne omnesque actiones ad succedendum in dictis Regnis, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis ex jure Dominii hypothecæ vel alio quocunque competentes vigore præsentium solemnissime & plenissime per expressum reservamus, ita ut quæ facta a Nobis est pro posteritate Suæ Majestatis Cæsareæ utriusque sexus tam fœminini quam masculini renunciatio, illa tunc & in eo casu ceu non facta aut pro non emissa haberi, neque obstare ea Nobis, heredibus aut posteris nostris maribus seu fœminis aut ullum ad successionem obicem facere posse censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de iis duntaxat heredibus & posteris nostris masculis seu fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam Religionem eveniente casu pro-

1719 fitentur, cum omnes, qui alicui alteri, quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ Religioni addicti vel addictæ essent ab omni supradicta successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sint, prout & eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce habemus ac declaramus.

Excipimus præterea ab hac renunciatione velut in illa minime comprehensas eas hereditates, quas Nobis per latus maternum seu aliunde quam ex Augusta Domo forte obvenire continget: Quo autem isthæc nostra renuntiatio majorem vim atque vigorem plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa, de voluntate, autoritate & assensu præfatorum Nostrorum respective colendissimi ac dilectissimi Sponsi, Domini Friderici Augusti Principis Regii & Electoralis jam Majoris facti ac quoad hunc actum a patria potestate emancipati, nec non Suæ Regiæ Majestatis Domini Friderici Augusti Poloniæ Regis, Magni Ducis Lithuaniæ & Saxoniæ Electoris, Patris & futuri Nostri Soceri hanc ipsam renunciationem pro Nobis nostrisque posteris, heredibus & successoribus in tantum sponte absque ulla vi aut persuasione, ex certa scientia in finem ac intuitum, uti præmissum est, deliberate fecimus, verum & pro Nobis dictisque nostris posteris, heredibus & successoribus coram Deo ejusque curia cœlesti sacrosancte pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hocce renunciationis instrumento ejusque Articulis, punctis & clausulis continentur, & in eo ex antiquis ordinationibus, pactis & dispositionibus, præsertim vero ex declaratione supra sæpius repetita & 19. Aprilis An. 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ renunciationis & respective acceptationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata ac promissa sunt & propediem in universis Suæ Cæsareæ, Regiæque Catholicæ Majestatis regnis & provinciis ceu lex fundamentalis, sanctio pragmatica ac pactum Augustæ Familiæ promulgabuntur, sincere, fideliter ac accurate observaturas neque iis ulla ratione, via aut modo sive directe sive indirecte contraventuras, sed & neque admissuras esse, ut iis a quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Josepha nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ, Archiducissa Austriæ vovemus ac juramus Deo omnipotenti pro Nobis, omnibusque nostris heredibus, posteris ac successoribus, quod hocce renunciationis & respective adhæsionis instrumentum Nobis jam prælectum & a Nobis propria manu subscriptum in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debeamus & velimus. Ita nos Deus adjuvet, sine macula concepta benedicta Dei mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo juramento in vinculo verbi ac honoris nostri promittimus, quod absolutionem a summo Pontifice, sive a quocunque alio sub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipsæ neque etiam ultro oblatam unquam simus acceptaturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit, aut debeat ulla argutia seu restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ juris & facti, eæ in specie, quæ

desumi

desumi possent ex capite renunciationis & juramenti invalidi, læsionis 1719
ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter gestæ quam scriptæ, ignorantiæ, observantiæ antiquæ legum vel consuetudinum regnorum & provinciarum: Postremum nec illa beneficia & indulta sexui fœminino a jure civili & canonico alias tribui & competere solita, de quibus utpote Nos Maria Josepha Archiducissa peculiariter, distinctim pleneque instructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeo omnibus & singulis aliisque ejusmodi quacunque industria & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus, Nos desponsata Maria Josepha Archiducissa de assensu & authoritate, ut supra, ex certa nostra scientia animoque deliberato, ultro jurato renunciavimus & nunc in virtute emissi juramenti denuo quam solemnissime renunciamus, sincere, semoto omni dolo.

In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis instrumentum a Nobis desponsata Maria Josepha, Regiaque Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archiducissa Austriæ propriis manibus subscriptum, & appresso nostro sigillo munitum atque firmatum fuit, Viennæ die decima nona mensis Augusti anno post Christum incarnatum millesimo septingentesimo decimo nono.

(L.S.) MARIA JOSEPHA.

Præsentes ac testes fuere Celsissimi Dominus Antonius Florianus Princeps a Lichtenstein in Nicolsburg, Sacr. Cæs. Majest. supremus Aulæ, nec non ejusdem qua Regis Hispaniarum supremus stabuli Præfectus, Aurei Velleris Eques: Dominus Eugenius Princeps Sabaudiæ & Pedemontium, Consilii bellici Præses, Sacr. Cæs. Majest. Locumtenens Generalis, Belgii Gubernator, Aurei Velleris Eques: Dominus Joannes Leopoldus Donatus Princeps a Trautsohn, Comes de Falckenstein, Aurei Velleris Eques: Dominus Adamus Franciscus Sacri Rom. Imp. Princeps a Schwarzenberg, supremus Aulæ Cæs. Mareschallus, Aurei Velleris Eques.

Illustrissimi & Excellentissimi Dominus Philippus Ludovicus Sacri Rom. Imp. Thesaurarius hereditarius, Comes a Sinzendorff, Aulæ Cæsareæ supremus Cancellarius, Aurei Velleris Eques: Dominus Gundacarus Thomas Comes a Stahremberg, Aurei Velleris Eques: Dominus Ernestus Fridericus Comes de Windischgrätz, excelsi Consilii Imperialis Aulici Præses, Aurei Velleris Eques: Dominus Leopoldus Comes ab Herberstein, Consilii bellici Vice-Præses, Equestris Prætoriæ Cohortis Præfectus: Dominus Leopoldus Josephus Comes a Schlick, supremus regni Bohemiæ Cancellarius: Dominus Fridericus Carolus Comes a Schönborn, Sacr. Rom. Imper. Pro-Cancellarius, Coadjutor Bambergensis: Dominus Aloysius Thomas Raymundus Comes ab Harrach, Statuum inferioris Austriæ Mareschallus, Aurei Velleris Eques: Dominus Don Franciscus Antonius Fölch de Cardona, Archi-Episcopus Valentiæ, supremi Consilii Hispanici Præses:

Domi-

1719 Dominus Carolus Josepus Comes de Paar, supremus Aulæ nec non in hereditariis Regnis & Provinciis Veredariorum Generalis Præfectus, Aurei Velleris Eques: Dominus Rudolphus Saer. Rom. Imper. Thesaurarius hereditarius, Comes a Sinzendorff, sacri Cubiculi Præpositus, Aurei Velleris Eques: Dominus Josephus Ignatius Comes a Paar, Aulæ Augustissimæ Rom. Imperatricis Wilhelminæ Amaliæ viduæ supremus Præfectus: Dominus Carolus Ludovicus Sacri Rom. Imp. Thesaurarius hereditarius Comes a Sinzendorff, excelsi Consilii Imperialis Aulici Vice-Præses: Dominus Sigismundus Fridericus Comes a Kevenhiller, regiminis inferioris Austriæ Præses ac Locumtenens: Dominus Franciscus Wilhelmus Comes a Salm, Augustæ Rom. Imper. Amaliæ Viduæ supremus stabuli Præfectus: Dominus Michael Joannes Comes ab Althan, Sacri Rom. Imp. hereditarius Pincerna, S. Cæs. Maj. supremus stabuli Præfectus, Aurei Velleris Eques: Reverendissimus Dominus Emericus Esterhazi, Episcopus Zagrabiensis; Dominus Franciscus Ferdinandus Comes a Kinski, regni Bohemiæ Cancellarius; Dominus Joannes Martinus Gschwind de Peckstein, Sacræ Cæs. Maj. Campi-Mareschallus; Dominus Franciscus Sebastianus Comes de Thierheimb, Campi-Mareschallus & Generalis belli Commissarius; Dominus Hieronymus Capeche Marchio de Roffrano, e Consilio supremo Hispanico, & Veredariorum per Italiam & regnum Neapolitanum supremus Præfectus, e Proceribus Hispaniæ primæ Classis; Dominus Rochus Stella Comes de S. Cruce, e Consilio supremo Hispanico, Generalis Campi Sub-Marechallus, Patritius Neapolitanus; Dominus Gotthardus Helfridus Comes de Welz, Serenissimæ Archiducissæ Elisabethæ declaratæ Gubernatricis Tyroleos, Supremus Aulæ Præfectus; Dominus Georgius Christophorus Comes de Styrgkh, Aulæ Cancellarius; Dominus Josephus Franciscus Comes de Wurben, supremus in curia feudali regni Bohemiæ Judex: Dominus Adolphus Bernhardus Comes de Martiniz, Augustæ Roman. Imperii Magdalenæ Theresiæ Viduæ supremus stabuli Præfectus; Dominus Otto Christophorus Volckra, Comes de Haidenreichstein, Liber Baro in Steinabrum; Dominus Michael Winceslaus ab Althan, Liber Baro de Goldburg & Mahrsteten; Dominus Franciscus Antonius Comes de Walsegg, Cameræ Aulicæ Præses; Dominus Gundacarus Poppo Comes de Dietrichstein, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Eques, Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Josephæ supremus Aulæ Præfectus.

Omnes S. Maj. Cæsar. Regio-Catholicæ Consiliarii Status actuales Intimi.

Dominus Ladislaus Adamus Comes Erdödy, Episcopus Nitriensis, vice ac nomine absentis Domini Comitis Nicolai Illyeschazy, regni Hungariæ Aulæ Cancellarii; Dominus Baro Johannes Josephus Bornemissa de Kaszon, Pro-Cancellarius Aulico-Transylvanicus, Sedium Scientialium Esik, Giergio & Kasson supremus Judex Regius;

Domi-

Dominus Raymundus de Villana Perlas, Marchesius de Rialp, Secretarius Status expeditionis Hispanicæ. 1719

Præfatam renunciationem & adhæsionem, uti præmittitur coram Serenissimo, Potentissimo ac Invictissimo Principe ac Domino, Domino nostro Carolo VI. divina favente clementia electo Romanorum Imperatore semper Augusto, Germaniæ, Hispaniarum, Hungariæ, Bohemiæque Rege, &c. Archiduce Austriæ P. P. adstantibus Augustis Romanorum Imperatricibus regnante & vidua, Elisabetha Christina & Wilhelmina Amalia a Serenissima desponsata Regia Principissa Maria Josepha Archiducissa Austriæ die 19. mensis Augusti anni millesimi, septingentesimi decimi noni, Viennæ in horto Cæsareo suburbano Favorita dicto, in Aula ejusdem majore, quo loco alias secretiora consilia agitari solent, emissam ab ea subinde propria manu subscriptam & tactis S. S. Evangeliis solenni juramento, appositoque sigillo, advocatis supra nominatis Cæsareis Consiliariis Status intimis, aliisque ministris confirmatam fuisse, attestor propria manus subscriptione & soliti sigilli mei impressione Viennæ die & anno quo supra.

(L. S.) Ego JOANNES GEORGIUS DE BUOL, Sacr. Cæs. Regiæque Cathol. Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Status ac pro Austria superiori & anteriori Referendarius Intimus, & ad hunc actum autoritate Cæsarea & Archiducali creatus Notarius Publicus.

Præsens Exemplum suo Originali in omnibus & per omnia, facta diligenti utriusque collatione, consonum esse attestor.

Signatum erat

(L. S.) ANTONIUS SCHNELLER, Sacr. Cæsar. & Cathol. Majestat. Cancellariæ Status Aulici intimæ Registrator.

Accessio & Confirmatio renunciationis a Serenissima Archiducissa Maria Josepha die 19. Augusti 1719. factæ per Serenissimum Principem Fridericum Augustum, Regium Principem Poloniæ &c. &c. & Electoralem Saxoniæ.

Nos FRIDERICUS AUGUSTUS Dei Gratia Regius Poloniæ & Lithuaniæ ac Electoralis Princeps, Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & superioris & inferioris Lusatiæ, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barby, Dominus in Ravenstein, notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus Carolus divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis Sextus,

1719 tus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & authoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ colendissimæ tunc temporis Sponsæ, nunc Conjugis Nostræ Genetricis, nobis perdilectissimam suam ex Fratre Neptem Serenissimam Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. &c. prævio quoque ejusdem consensu, sub die 10. Augusti a. c. in futuram Conjugem desponsarit, ea diserta lege & conditione, ut dilectio sua pro summa centum millium florenorum Rhenensium dotis nomine eidem in contractu matrimoniali constitutæ, statutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque successioni & hæreditati juxta morem in inclyta Domo Austriaca jam dudum receptum, & subinde per pacta ac subsecutas declarationes, & in specie per declarationem de 19. April. 1713. vim legis, sanctionis pragmaticæ & pacti familiæ perpetui obtinentem ac propediem in omnibus regnis, principatibus & provinciis suæ Majestatis Cæsareæ Regio-Catholicæ promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum ritu solemni renunciaret, ipsa vero id non modo Viennæ sub die 19. Augusti a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore Magni Ducatus Lithuaniæ stabuli præfecto, Regiæ suæ Majestatis Poloniæ Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario Intimo, & arcani Consilii Bellici Præside, Domino Jacobo Henrico Comite a Flemming, scientibus ac consentientibus Nobis ante consummationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hic Dresdæ hodierno die infra scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

Inseratur renunciatio a Serenissima Archiducissa Maria Josepha Viennæ facta.

Quod nos FRIDERICUS AUGUSTUS Regius Poloniæ & Litthuaniæ ac Electoralis Princeps, istam a dilectione sua perdilectissima Conjuge nostra ita factam, iteratamque renunciationem, cui, velut præviæ conditioni, ipse matrimonii contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia, in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce literis nostris sub præmissa lege, pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus, & confirmamus, eamque voluntate, adsensu, & consensu nostro authorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur pro Nobis heredibusque nostris ac successoribus promittentes & caventes Nos præfatam renunciationem juxta leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jam dudum receptas, & subinde per pacta & recentio-

res

res declarationes Nobis apprime cognitas, ad fœminas diserte extensas, atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam, ac omnimodam omnium regnorum, provinciarum, principatuum ac ditionum a sua Majestate Cæsarea Regio-Catholica in præsens possessarum aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam, probatamque, habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam a Nobis factam renunciationis acceptationem ac ratificationem, ejusque perpetuam observationem juramento firmavimus, atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. mensis Octobris anni 1719. 1719

(L.S.) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

Accessio & Confirmatio renunciationis a Seren. Archiducissa Maria Josepha, die 19. Aug. 1719. factæ per Serenissimum Principem Augustum, Regem Poloniæ & Electorem Saxoniæ.

Nos Augustus Secundus, Dei Gratia Rex Poloniæ, magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernioviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ, Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ, ut & superioris & inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis, Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis: Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis Sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum & Indiarum nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. pro potestate & authoritate, qua pollet, de voluntate & adsensu Serenissimæ ac Potentissimæ Romanorum Imperatricis Dominæ Amaliæ, colendissimæ Sponsæ Genitricis dilectissimo Filio nostro Serenissimo Principi Domino Friderico Augusto Regio Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Principi, Duci Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravio Thuringiæ, Marchioni Misniæ, ut & superioris ac inferioris Lusatiæ, Comiti Principi Hennebergensi, Comiti Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dom. in Ravenstein, perdilectiss. suam ex fratre Neptem Seren. Dom. Mariam Josepham Reg. Principem Hung. Boh. utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. prævio quoque ejusdem

1719 dem consensu, sub die decima Aug. a. c. in futuram Conjugem despon-sarit, ea diserta lege & conditione, ut dilectio sua pro summa centum millium florenorum Rhenensium dotis nomine eidem in contractu matrimoniali constitutæ, nobisque statuto tempore numerandæ, omni paternæ, avitæque successioni & hereditati, juxta morem in inclyta Domo Austriaca jam dudum receptum, & subinde per pacta & subsecutas declarationes, & in specie per declarationem de 19. Aprilis 1713. vim legis sanctionis pragmaticæ & pacti familiæ perpetui obtinentem, ac propediem in omnibus regnis principatibus & provinciis suæ Majest. Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris promulgandam, dilucidatum magis magisque obfirmatum, ritu solemni renunciaret; Ipsa vero id non modo Viennæ sub die 19. Aug. a. c. acceptante, illamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, magni Ducatus Litthuaniæ stabuli Præfecto, nostro Campi-Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii bellici Præside, Jacobo Henrico Comite a Flemming, sciente ac consentiente dilectissimo Filio nostro Friderico Augusto, Sponso ante consumationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hic Dresdæ hodierno die infra scripto Nobis Rege Augusto & Filio nostro Principe Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est:

Inseratur renunciatio a Serenissima Archiducissa Maria Josepha, Viennæ facta.

Quod Nos AUGUSTUS Secundus, Dei Gratia Rex Poloniæ &c. Istam a dilectione sua perdilectissima Nuru nostra ita factam iteratamque renunciationem cui, velut præviæ conditioni, ipse matrimonii contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, adprobaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce litteris nostris sub præmissa lege, pacto & conditione acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro authorizamus, atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur verbo Regio & Electorali pro Nobis Heredibusque nostris ac successoribus promittentes ac caventes, nos præfatam renunciationem juxta leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas, & subinde per pacta, recentiores declarationes Nobis apprime cognitas, ad fœminas diserte extensas, atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium regnorum, provinciarum, principatuum ac ditionum a sua Majestate Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum, aut in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam,

tam,

tam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam a Nobis factam renunciationis acceptationem ac ratificationem ejusque perpetuam observationem juramento firmavimus. Atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas sigillo nostro muniri fecimus. Dresdæ die 1. mensis Octobris Anni 1719. 1719

AUGUSTUS REX.

G. Comes de WERTHERN. B. de ZECH.

Iterata Confirmatio renunciationis ab Archiducissa Maria Josepha Dresdæ facta cum annexo Juramento.

Cum in pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem Dominum FRIDERICUM AUGUSTUM Regium Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electoralem Principem, Ducem Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, Angriæ & Westphaliæ, Landgravium Thuringiæ, Marchionem Misniæ ut & superioris ac inferioris Lusatiæ, Comitem Principem Hennebergensem, Comitem Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominum in Ravenstein, & Serenissimam Principem Dominam Mariam Josepham Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Archiducissam Austriæ &c. die 10. Aug. a. c. initis Art. III. & V. conventum & a Regiæ suæ Majestat. Poloniæ, suæque Serenitatis Principis Regiæ Procuratore, magni Ducatus Lithuaniæ stabuli Præfecto, Regiæ suæ Majestatis Campi Mareschallo, secretioris Consilii Directore, actuali Consiliario intimo & arcani Consilii bellici Præside Jacobo Henrico Comite a Flemming, vigore specialis mandati promissum fuerit, ut solennem cessionem, renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis a sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis, aut alias de jure ad eam spectantibus regnis hereditariis, Archiducatibus, Principatibus, Ditionibus aut Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus juribus fecit, atque juramento corporali ante consumationem matrimonii Viennæ die 19. præfati mensis Augusti firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Josepha Archiducissa Austriæ hic Dresdæ præsente Suæ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc actum specialiter ablegato Ministro, iterare ac denuo juramento firmare, sed etiam Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Augustus secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Massoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czernicoviæque; Dux Saxoniæ, Juliaci, Cliviæ ac Montium, nec non Angriæ & Westphaliæ, Sacri Romani Imperii Archi-Mareschallus & Elector, Landgravius Thuringiæ, Marchio Misniæ,

1719 ut & superioris & inferioris Lusatiæ, Burggravius Magdeburgensis; Comes Princeps Hennebergensis, Comes Marcæ, Ravensbergæ & Barbii, Dominus in Ravenstein, una cum ante fato Serenissimo Principe, Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Augusto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque observantiam veterum recentiorumque dispositionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maji anni 1621. & 8. Augusti anni 1635. nec non Leopoldi gl. m. de dato 12. Sept. anni 1703. præcipue vero & nominatim juxta declarationem a sua modo feliciter regnante Cæsarea Regio-Catholica Majestate, quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum die 19. Apr. anni 1713. in vim sanctionis pragmaticæ ac legis perpetuo valituræ emissam, deposito ad Deum ejusque sanctum Evangelium solenni juramento se obstringere velint ac debeant, jamque a Cæsarea Sua Majestate ad hunc actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius Regius locumtenens, & supremus Burggravius Pragensis Joannes Josephus Comes de Wrybii, huc speciali mandato instructus, missus fuerit.

Hinc Nos Maria Josepha Regia Poloniæ ac Lithuaniæ itemque Electoralis Saxoniæ Princeps, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Archiducissa Austriæ &c. ea quæ in supra citata renunciatione ejusque articulis, punctis & clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis ordinationibus, pactis & dispositionibus, præsertim vero ex declaratione ista 19. Apr. anni 1703. edita seu basi & fundamento nostræ renunciationis, & respective acceptationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata, promissa ac juramento die quo supra firmata jam fuerunt, sincere, fideliter & accurate observaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo sive directe sive indirecte contraventuras, neque ut ab iis a quocunque alio, sub qualicunque demum prætextu aut colore, ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis, omnibusque nostris hæredibus, posteris & successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam renunciationem & respective adhæsionem, cujus instrumentum Nobis Viennæ die 19. Aug. a. c. prælectum, & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

Itemque Nos Fridericus Augustus Regius Poloniæ & Lithuaniæ, nec non Electoralis Saxoniæ Princeps, istam a perdilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ itemque Electorali Saxoniæ nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, ac utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha Archiducissa Austriæ &c. factam & a supra nominato Procuratore nostro Comite a Flemming in animam nostram juramento solenni jam Viennæ firmatam renunciationem

tionem & adhæsionem in omnibus suis punctis, clausulis & articulis 1719
acceptamus, adprobamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis, heredibusque nostris ac successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam renunciationem juxta Leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jam dudum receptas, & subinde per pacta & recentiores declarationes nobis apprime cognitas, ad fœminas diserte extensas, atque vim pacti Familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus, fideliterque observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

Nosque AUGUSTUS Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Dux Saxoniæ & Elector &c. a dilectione sua perdilectissima Nuru nostra Sereniss. Principe Regia Poloniæ & Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ, nata Principe Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. Maria Josepha, Archiducissa Austriæ &c. ita factam a Procuratore nostro Comite a Flemming, nostro nomine Viennæ acceptam, juramentoque in animam nostram confirmatam, & jam Nobis & perdilectissimo Filio nostro Principe Regio Poloniæ & Electorali Saxoniæ Friderico Augusto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus hic iteratam renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus, atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis heredibusque nostris & successoribus voventes & jurantes, istam renunciationem juxta leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas, & subinde per pacta & recentiores declarationes Nobis apprime cognitas ad fœminas diserte extensas, atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes, emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, a Nobis hodierna die solemni diplomate ratihabitam, gratam, probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenite, aut, ut a quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet, Sanctum ejus Evangelium & omnes Sancti.

In fidem hujus reiteratæ renunciationis, adhæsionis & acceptationis instrumentum hoc propriis manibus a Nobis Augusto Secundo, Rege Poloniæ &c. Electore Saxoniæ &c. Nobis Regio Poloniæ ac Lithuaniæ, itemque Electorali Saxoniæ Principe Friderico Augusto, & Nobis Regia Principe Maria Josepha, subscriptum sigillisque nostris munitum est.

1719 Dresdæ prima mensis Octobris anni millesimi septingentesimi decimi noni.

(L. S.) AUGUSTUS REX.

(L. S.) FRIDERICUS AUGUSTUS R. P. P. & L. E. S.

(L. S.) MARIA JOSEPHA R. P. P & L. E. S. & A. A.

CCLXXXVII.

Friedens-Schluß zwischen der Königin Ulrica Eleonora von Schweden, und dem Könige Georgio I. von Groß-Brittannien, als Churfürsten zu Braunschweig und Lüneburg. Stockholm den 9. (20.) Nov. 1719.

Im Nahmen der heiligen Drey-Einigkeit.

Kund und zu wissen sey hiermit jedermänniglich: Demnach die ausserhalb des Römis. Reichs angefangene Nordische Kriegs-Unruhe mit der Zeit auch einige zu selbigem Reich gehörige Provinzien ergriffen und endlich gar in den Nieder-Sächsis. Creyß gedrungen, dadurch es sich veranlasset, daß der Durchlaucht. Großmächtigste Fürst und Herr, Hr. GEORG, König von Groß-Brittannien, Franckreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Schatz-Meister und Chur-Fürst, als Hertzog und Chur-Fürst zu Braunschw. und Lüneburg, in solchen Krieg mit verwickelt worden; Die Durchl. Großmächtigste Fürstin und Frau, Frau ULRICA ELEONORA, der Schweden, Gothen und Wenden Königin, Groß-Fürstin zu Finnland, Hertzogin zu Schonen, Ehesten, Liefland, Carelen, Brehmen, Verdten, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, Fürstin zu Rügen, Frau über Ingermannland und Wißmar, Pfaltz-Gräfin bey Rhein, in Bayern, zu Jülich, Cleve und Bergen Hertzogin; Wie auch Land-Gräfin und Erb-Printzeßin zu Hessen, Fürstin zu Hirschfeld, Gräfin zu Catzenellenbogen, Dietz, Ziegenhayn, Nidda und Schaumberg ꝛc. Aber so wohl, als höchstgedachte Se. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, aus Christ-löblichster Intention, Dero Gedancken darauf einmüthiglich gewandt, wie fernerm aus solchem Kriegs-Wesen zu besorgenden Unheil und Verderb unschuldiger Land und Leute zuvor gekommen, zuförderst aber und vornemlich Friede und Ruhe zwischen höchstermeldten Ihren Königl. Majest. Majest. gestifftet, und gutes Vernehmen und Vertrauen zwischen beederseits erneuert und befestiget werden möchte; Zu welchem Ende der Durchl. und Großmächtigste Fürst und Herr, Hr. LUDWIG der XV. Aller-Christl. König von Franckreich und Navarra, dessen Officia und Mediation durch seinen bey dem Königl. Schwedischen Hofe subsistirenden und verordneten Residenten und Plenipotentiaire, den Wohlgebohrnen Herrn Jacob von Campredon rühmlich mit angewandt, auch bereits zwischen höchst ermeldeten Ihr. Königl. Majest. Majest. ein

præli-

præliminair Friedens-Receſſ unterm 11. (22.) Julii jetzt lauffenden 1719
Jahrs zu Stockholm getroffen, und darinn vorbehalten worden, daß auf dem Fuß deſſelben mit nechſten der Friede zwiſchen Ihnen förmlich geſchloſſen, und darüber ein ſolennes Friedens-Inſtrument errichtet werden ſolte, und dann zu völliger Ausmach- und möglichſter Beſchleunigung eines ſo erwünſchten und heilſamen Wercks, die beederſeitige mit genugſamen Vollmachten verſehene Miniſtri Plenipotentiarii im Nahmen GOttes zuſammen getreten, und zwar von Seiten Ihr. Königl. Majeſt. von Schweden, der Hoch-Wohlgebohrne Graf, Herr Guſtav Cronhielm, Ihr. Königl. Majeſtät von Schweden und Dero Reiches Rath, Präſident des Königlichen Cantzley-Collegii, und der Upſaliſchen Academie Cantzler, wie auch der Hoch-Wohlgebohrne Graf, Herr Carl Guſtav Ducker, Ihre Königl. Majeſtät von Schweden und Dero Reichs Rath, Feld-Marſchall und verordneter Kriegs-Rath, desgleichen der Hoch-Wohlgebohrne Graf, Herr Guſtav Adam Taube, Ihr. Königl. Maj. von Schweden und Dero Reiches Rath und Ober-Stadthalter in Stockholm, gleichermaſſen der Hoch-Wohlgebohrne Herr, Graf Magnus de la Gardie, Ihr. Königl. Maj. von Schweden und Dero Reichs Rath, und Präſident in dem Königlichen Commercien-Collegio, wie nicht weniger der Wohlgebohrne Baron, Herr Daniel Niclaus von Höpken, Ihrer Königl. Majeſtät von Schweden verordneter Etats-Secretaire; Von Seiten Sr. Königl. Majeſt. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürſten von Braunſchweig und Lüneburg aber, Dero Miniſtre Plenipotentiaire der Wohlgebohrne Herr Oberſter Adolph Friedrich von Baſſewitz; Als haben dieſelbe nachfolgende Articuln mit einander abgeredet und geſchloſſen;

Art. I.

Soll ein immerwährender aufrichtiger und beſtändiger Friede und Freundſchafft zwiſchen Ihro Königl. Majeſt. von Schweden, u. dem Reiche Schweden eines, und Ihr. Königl. Majeſt. von Groß-Brittanien auch als Hertzogen und Chur-Fürſten zu Braunſchweig und Lüneburg, und Dero Chur- und Fürſtl. Hauß andern Theils hiermit geſtifftet und beſtätiget ſeyn, und ſoll und will ein Theil dem andern alles dasjenige redlich und unverbrüchlich erweiſen, was das Band der Einigkeit und Vertraulichkeit zwiſchen Ihnen völlig ergäntzen und beſtändig machen kan; Alle feindliche Handlungen und Gebrauchung der Waffen aber von einem Theil gegen den andern ſollen von nun an gäntzlich aufhören und niedergelegt ſeyn und bleiben.

II. Es ſoll auch beyderſeits eine immerwährende Vergeſſenheit und Amneſtie alles deſſen ſeyn, was an der einen und andern Seiten, es ſey auf was Weiſe es wolle, feindliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen ſeyn möchte, und ſoll deren keines dem einen oder dem andern Theile, oder jemand der Seinigen in Unguten jemahls

1719 zugerechnet oder vergolten werden, sondern das alles und jedes soll hiemit tod und ab seyn, und dessen nimmer gedacht werden.

III. Gleichwie Ihr. Königl. Majestät von Schweden vermöge des mit Sr. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg unterm 17. (22.) Julii 1719. errichteten Eingangs berührten præliminair Friedens-Recessus Deroselben bereits cediret und abgetreten haben, als cediren und übertragen Sie Krafft dieses nochmahlen vor sich, das Reich Schweden und Ihre Successoren und Nachkommen Seiner Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum, die Hertzogthümer Brehmen und Verden pleno jure, mit allen deren Juribus und Zubehörungen, so wie selbige Hertzogthümer durch das Oßnabrückische Friedens-Instrument vom 14. (24.) Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrern zugeeignet worden, und wie die Könige von Schweden und das Reich Schweden solche Hertzogthümer, samt deren annexis juribus und Zubehörungen seither besessen, genutzet und gebrauchet haben, oder besitzen, nutzen und gebrauchen sollen, oder können, nichts überall davon ausgenommen, und insonderheit auch das Jure pignoris in Chur-Braunschweigischen Händen bereits seyende Amt und Städtlein Wilshausen, mit allen ihren Zubehörungen und Gerechtsamen, doch also, daß wegen des darauf hafftenden Pfandschillings kein fernerer Anspruch an Ihr. Königl. Majest. und dem Reiche Schweden nun oder ins künfftige gemachet werde, solches alles und jedes von nun an zu ewigen Zeiten, mit eben dem Recht, wie es Ihr. Königl. Majestät von Schweden und Deren Vorfahren an der Regierung, wie auch das Reich Schweden bißhero besessen, ohne einige Schmälerung oder Vorbehalt, auch ohne alle in- oder ausserhalb Gerichts von Ihr. Königl. Majest. von Schweden oder Dero mit beschriebenen jemahls zu machenden Wiederrede, Hinderung, oder Sperrung völlig und eigenthümlich zu haben und zu behalten; Begeben und renunciren auch hiemit in faveur höchstgedachter Seiner Königl. Majestät von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg und deren obmitbeschriebenen in perpetuum allen denen Gerechtsamen, welche Sie an denen Hertzogthümern Brehmen und Verden, oder von wegen derselben bißher gehabt oder auf einige Weise prætendiren können, in genere und in specie, es betreffe das Directorium in dem Nieder-Sächß. Craisse, Sitz und Stimme auf Reichs- und Craiß-Tagen, oder mag sonsten Nahmen haben wie es wolle. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen, Eingesessene und Angehörige solcher Hertzogthümer aller derer Pflichte und Verbindungen, womit sie Ihr. Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen, und verweisen sie damit an Seine Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero obmitbeschriebene, als Ihre nunmehrige alleinige und beständige Landes- und Ober-Herren, wie Sie dann auch das Dohm-Capitul zu Hamburg,

burg, und die zu dem Dohm zu Brehmen und dem dortigen vormahligen Capitul gehörige Personen, Untersassen, Heuer-Zins- und Meyer-Leute so wohl in der Stadt Brehmen als in denen so genannten Brehmischen vier Gohen und allen andern Orten, wo deren befindlich seyn, obgedachte Eyde und Verbindungen an die Cron und das Reich Schweden Krafft dieses entschlagen, und an Seine Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg und Dero obmitbeschriebene überweisen. 1719

Jhro Königl. Majestät von Schweden für sich und Dero obmitbeschriebene refutiren annebst hiermit und Krafft dieses die Jura feudi, so Sie und Jhre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Brehmen und Verden von denen Römischen Käysern und dem Römischen Reich erlanget, und biß dahin gehabt haben, und übertragen, so viel an Jhro, solche Lehnbarkeit an Jhr. Königl. Maj. von Groß-Brittannien und Dero obmitbeschriebene.

Ubrigens sollen die Briefſchafften und Documenten der Hertzogthümer Brehmen und Verden betreffend, bona fide, so bald es möglich, denenjenigen extradiret werden, welche dieselbe zu empfangen von Sr. Königl. Majest. von Groß-Brittannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Se. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero obmitbeschriebene versprechen und geloben Jhrer Seits, die Stände, Unterthanen und sämtliche Einwohner auf dem Lande, sowohl als in denen Städten ermeldter Hertzogthümer Brehmen und Verden, und was denenselben anhängig und zugehörig seyn kan, niemanden ausgenommen, u. also einem jeden derselben bey seinen wohlhergebrachten Freyheiten, Gütern, Rechten und Privilegien insgemein und absonderlich, so wie besagte Stände, Unterthanen und Einwohner selbige gehabt u. besessen, und solches nach Jnhalt des Instr. Pac. West. Jhnen vorbehalten worden, samt beyden freyen Religions-Exercitiis, vermöge der unveränderten Augspurgischen Confession, jederzeit unbekümmert u. unbekränckt zu lassen, zu handhaben und zu schützen.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen Genuß der entweder ihm selber von denen vorigen Königen in Schweden verliehenen, oder auch von andern erhandelten Expectanz auf ein gewisses Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelanget wäre, so sollen auch solche Expectanzen, denen Rechten und Herkommen gemäß, ihre Krafft behalten, und denen Jnnhabern derselben hinführo, bey einer sich ereignenden Vacanz, keine vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Königlichen Schwedischen Regierung überall ins Werck gestellte reduction und liquidation zu vielfältigen Beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen Anleitung gegeben, wodurch den Se. in GOtt ruhende Königl. Maj. in Schweden, glorwürdigsten Andenckens, so wohl als in Ansehen derer Sachen Billigkeit bewogen worden, mittelst eines im Jahr 1700. den 3. April. durch öffentlichen Druck bekandt gemachten Patents die Versicherung

 von

1719 von sich gegeben, daß im Fall einige hiesige Unterthanen mit gewissen Beweißthümern darthun könten, daß ihnen einige Güter, welche ihnen mit Recht zugehörten, eingezogen worden, ihnen ihr Recht unbenommen seyn solte, zu folge dessen auch unterschiedliche in den Besitz ihrer vorigen, durch erwehnte reduction, oder unter andern Vorwand, ihnen abgesprochene, eingezogene oder sequestrirte Güter getreten, dieses Recht nachgehends von denen sämbtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten Zusammenkunfft, durch ihren vom 30sten letzt verwichenen May abgefaßten Reichs-Tags-Beschluß, aufs neue vest gestellet worden.

Als ist hiermit von beeden Allerhöchsten Theilen verabredet und beliebet worden, daß die in dem vorhergehenden III. Art. gegenwärtigen Tractats geschehene cession derer Hertzogthümer Brehmen und Vehrden keineswegs schmählern, vielweniger aber aufheben sollen derer in besagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen und Eingesessenen, oder derer Erben, sie mögen intra, oder extra territorium sich aufhalten, in diesem Fall habende rechtmäßige Anspruch und Forderungen, sondern sollen selbige gegen Se. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, in eben derselben Krafft und Würckung verbleiben, wie sie anietzo gegen Ihr. Kön. Majest. von Schweden sind und sich befinden, und nun oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

VI. Ingleichen sollen Krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten und fest gestellten Amnestie die wegen des bisher gewesenen Krieges etwan vorenthaltene Güter, Häuser und Eigenthum, von was Art und Beschaffenheit es auch immer seyn mag, ihren rechtmäßigen proprietariis, sie mögen intra oder extra territorium sich aufhalten, wieder zugestellet und eingeräumet werden.

VII. Nicht weniger sollen alle in vorerwehnten Hertzogthümern der dortigen gewesenen Schwedischen Regierung, biß man Königl. Dähnischer Seits sich bemeldter Hertzogthümer gäntzlich bemächtiget, publico nomine wegen Schulden und Nutzen, so auf Königl. Befehl aufgenommen, und in des Königes oder der Cron Posten verwandt worden, gemachte würckliche Verpfändungen, und von besagter Regierung geschehene immissiones in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben, dergestalt, daß die Creditores und rechtmäßige Innhabere solches ihnen in Ansehung ihres gethanen Vorschusses erweißlich verliehenen oder eingeräumten Unterpfandes, ihre in Händen habende Contracte, und darinnen enthaltene Verschreibungen, so lange zu gute geniessen, biß dieselben vermöge ihrer Contracte vollkommen expiriret, und sie ihres Vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden, alsdenn erst besagten Creditoren verpfändete, bey den Hertzogthümern belegene, oder auch darzu gehörige Güter und Häuser Sr. Königl. Majestät von Groß-Britannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten von Braunschw. und Lüneburg, und Dero mitbeschriebenen zufallen, und Dero Cammer einverleibet werden. Was aber auf der dortigen Stände Obligationes

gationes und Guarantien aufnegotiiret worden, solches sind gesamte 1719
Stände zu bezahlen und zu præstiren gehalten.

VIII. Se. Königl. Majestät von Groß-Britannien versprechen hiermit nicht nur als König, sondern auch als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, die mit Jhro Königl. Majestät zu Schweden Vorfahren und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertrauliche Freundschafft und Bündnissen, nebst denen Guarantien, so dem Fürstl. Hollstein-Gottorffischen Hause auf den Fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen oder ferner zu schliessenden Frieden können zu gute kommen, anietzo mit Jhro Königl. Majestät und dem Reiche Schweden zu erneuern, und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uberdem wollen Jhro Königl. Majestät von Groß-Britannien, als Hertzog und Chur-Fürst zu Braunschweig und Lüneburg, gehalten seyn, an Jhro Königl. Majestät von Schweden auf Dero Assignation und Qvittung die Summa von zehen mahl hundert tausend Rthlrn. an neuen vollgültigen, einfachen und gedoppelten Marck oder Drittel-Stücken, nach dem Leipziger Müntz-Fuß de Anno 1690. da die Marck fein Silbers zu zwölff Current-Thalern ausgemüntzet ist, in Hamburg zahlen zu lassen; Und wie bereits Anstalt gemacht worden, daß Jhr. Königl. Majestät von Schweden eine Tertiam davon, nemlich 333333$\frac{1}{3}$ Thlr. auf Dero Assignation und Qvittung in Hamburg sollen entrichtet werden, solches auch vor Signirung dieses Friedens-Instruments bewerckstelliget seyn wird; also hat es dabey sein Verbleiben; Der übrige Theil aber oberwehnter Million Thaler soll 4. biß 6. Wochen nach geschehener Auswechselung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig und unfehlbarlich zu Hamburg auf gehörige Assignation und Qvittung bezahlet werden.

IX. Der Westphälische Friedens-Schluß, in so weit derselbe durch gegenwärtigen Tractat und sonsten nicht geändert, oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden möchte geändert werden, bleibet in seiner vollkommenen Krafft und Würckung, und verbinden sich beyde compaciscirende hohe Theile, ihres Orts alles dasjenige beyzutragen, was zu Aufrechthaltung und Befestigung besagten Westphälischen Frieden-Schlusses nöthig und dienlich seyn wird.

X. Beede compaciscirende hohe Theile reserviren Jhnen hiermit zuförderst, Sr. Käyserl. Majestät auch nach Befinden anderer Puissancen Guarantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XI. Die beederseitige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb zwey Monaten a dato dieses beygebracht, und allhie zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden.

1719 XII. Zu Uhrkund dessen, was obstehet, seynd hiervon zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden, welche beede von beederseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben und untersiegelt, und jedem Theile eines davon zugestellet worden. So geschehen und gegeben Stockholm den 9. (20.) Nov. Ein tausend Siebenhundert und Neunzen.

Gustav Cronhielm. (L. S.)
Carl Gustav Ducker. (L. S.)
Gust. Adam Taube. (L. S.)
M. de la Gardie. (L. S.)
D. N. v. Höpken. (L. S.)
Adolph Friedrich v. Bassewiz. (L. S.)

Ratification.

Wir Ulrica Eleonora &c. &c. thun hiermit kund und zu wissen. Demnach in dem zu Wiederherstellung der vorigen Freundschafft, guten Vernehmens und Bündnissen zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Groß-Britannien, auch als Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg unterm 11. (22.) verwichenen Julii a. c. errichteten præliminair Friedens-Recess unter andern verabredet worden, daß dieser præliminair Friedens-Recess, so bald es möglich wäre, in einen formlichen solennen Friedens-Tractat gebracht, und darinnen weiter ausgeführet und befestiget werden solte, und dañ durch beederseits mit zulänglichen Vollmachten versehene Ministros sothaner solenner Friedens-Tractat nunmehro zum Stande gekommen und geschlossen worden, auf Art und Weise, wie selbiger von Wort zu Wort folgender Massen lautet:

Inseratur Tractatus Pacis.

Wir auch alle und jede in jetzt erwehntem mit des Königs von Groß-Brittannien Majestät als Chur-Fürsten und Hertzogen zu Brauschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Tractat enthaltene und abgefaste Articulos und Clausulen mit Unserer Meynung und Willen allerdings einig finden; Als haben Wir auch selbige in allen Stücken approbiren, genehmigen und ratificiren wollen, wie Wir denn auch hiemit und Krafft dieses mehrgedachten hier inserirten Friedens-Tractat nach allen seinen Articulen und Clausulen, für Uns und Unsere Nachkommen am Reich, vollkommen appprobiren, genehmigen und ratificiren, anbey auch bey Unserm Königl. Wort und Glauben geloben und versprechen, daß Wir solchen allen treu und unverbrüchlich nachkommen, und keinesweges gestatten oder zugeben wollen, daß deme auf einige Weise zuwider gehandelt, oder darinn der geringste Eingriff fürgenommen werde. Uhrkundlich Unserer

ferer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königlichen In- 1719
siegels. Gegeben in Unserer Residence Stockholm den 23. Nov. 1719.

ULRICA ELEONORA.

(L. S.)

D. N. v. Höpken.

CCLXXXVIII.

Fœdus inter Ulricam Eleonoram Svecorum Reginam, & Georgium Magnæ Britanniæ Regem.

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Svecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. nec non Serenissimus & Protentissimus Princeps & Dominus Georgius, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis & Luneburgensis, S. R. J. Archithesaurarius & Elector, pro intimiori mutuo amicitiæ & sinceræ necessitudinis assertione majorique confirmatione atque pro adaugenda & promovenda memoratorum Regum eorumque Regnorum & Subditorum salute & securitate consultum fore existimaverunt, ut anteriora inter inclyta Sveciæ & Magnæ Britanniæ Regna & alte commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita fœdera, imprimis vero illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sveciæ tunc temporis regnantem beatæ gloriosissimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ itidem beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ Comitum anno 1700. in octodecim annos actum anno 1718. proxime elapso expiravit, nunc per mediationem & sub Guarantia Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Ministrum Suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit & mandatis Suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sveciæ itaque salutari huic operi perficiendo legitime constituere atque sufficienti mandato instruere voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Carolum Gustavum a Ducker, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & Consiliarium bellicum, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Gustavum Adamum de Taube, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & supremum Gubernatorem Holmiæ: Itidem Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Magnum de la Gardie, Suum Regnique Senatorem & Præsidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Joannem de Lilienstedt, Suum Regnique Senatorem, Cancellariæ Consiliarium, denique Illustrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken, Status

1719 Status Sui Secretarium; Sacra Regia Majestas Britanniæ autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes in Provincia Bedfordiensi, unum ex Cubiculi Sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devoniensis & Legatum Suum extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majestatis Sveciæ, qui congressi hic Holmiæ exhibitis utrinque & commutatis rite Mandatorum formulis variisque ea de causa institutis colloquiis post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & consenserunt, ut pro basi & fundamento reciperent fœdera anno 1665. die 1. Mart. Holmiæ, & anno 1700. die 6. Jan. Hagæ Comitum conclusa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque regnorum & subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modo anno 1665. sed etiam anno 1700. initi fœderis partem confiniunt, quam primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio institui debeat, quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam correspondentiam & securitatem, prædicta annis 1665. & 1700. inita fœdera præsenti hocce confirmantur omnino & corroborantur, adhibitis additionibus & immutationibus quibusdam, ut præsenti rerum statui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id articulis sequentibus fusius expositum, cautum & statutum esse patebit.

Art. I.

Sit inter Sacram Regiam Sveciæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab una & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives ac Incolas atque adeo omnes omnino Subditos & Vasallos, tum eos, qui nunc sunt, tum etiam, qui in posterum erunt, tam in Europa, quam extra eandem ubivis locorum, tam terra quam mari & aquis dulcibus sincera & constans in perpetuum amicitia, fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipsi sibi invicem vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicunque sitis & subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincero affectu omni benevolentia & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum Eorumque Hæredes & Successores incrementum mutuum & honorem omni studio curare & promovere, pericula, conspirationes & machinationes hostiles, quamprimum scilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit, obstare, nec non pro avertendis & impediendis iisdem consilia viresque sociare & impendere, quapropter alicui Confœderatorum non licebit vel per se vel per alios quoscunque agere, tractare aut conari quidquam alterius incommodo vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci sive mari sive terra: hostes ejus, sive rebelles & inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit, neque

rebel-

rebellium & proditorum quenquam in ditiones suas recipiet aut admittet, multo minus consilium, auxilium & favorem illis præstabit vel tale quid per subditos, populos aut incolas suos præstari sinet aut permittet. 1719

III. Rebelles vero jam nominatos speciatim quod attinet, quicunque ab alterutra Confœderatorum per litteras Confœderato suo missas pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam a Confœderatorum illo, cui litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur & contra illum omnia, quæ per hoc fœdus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in alteriusque altissime memoratorum Regum Eorumque Regnorum & subditorum utilitatem, nec non Religionis protestantis protectionem in dies melius excoli ac eorundem securitati magis magisque prospici ac caveri possit; utrinque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ & Magnæ Britanniæ speciali fœdere defensivo quam arctissime necterentur, quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem, tam Suorum regnorum, ditionum, provinciarum, statuum, subditorum, possessionum quam Jurium & libertatis navigationis & Commerciorum cum in mari Balthico & freto Orisundico sive Codano tum in mari septentrionali Deucaledonico & occidentali Britannico freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex pactis & receptis consuetudinibus, quam Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores & terra vel mari turbatores in Europa, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam suam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis personis malevolis, uno vel pluribus in Europa invadi, infestari aut turbari in Regnis, Ditionibus & Provinciis, insulis & Dominiis tam intra quam extra regna ut & in Germania ad Reges Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus & prærogativis, privilegiis & Juribus suis independentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredes & Successores Reges prævia legitima requisitione Serenissimæ Reginæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus Regnisque Sueciæ contra ejusmodi aggressores, turbatores & rebelles exercitu sex mille peditibus constante auxilio esse, ea conditione & modo, uti infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat, Regiam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis Personis malevolis uno vel pluribus in Europa invadi, infestari

aut

1719 aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & Commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sveciæ Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnaque Sueciæ contra tales aggressores & rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem & denunciationem exercitu sex mille peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Istæ vero, quæ in posterum sic desiderari poterunt copiæ auxiliares, quarto post factam requisitionem mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt in locum aditu & portu commodum, & ab eo, qui eas desideraverit mittendi, prius indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem nedum missionem ipsam nihilo retardabunt, multo minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda Confœderato requisito vigore hujus fœderis prius tentanda incumbant; missæ quoque & postquam jam appulerunt copiæ sumtibus mittentis alentur & sustentabuntur, donec pax obtenta fuert vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in terris suis provideat, ut auxiliares copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit, residuam vero in apparatu bellico, munitione, commeatu, navibus rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, ea tamen æstimatione inita, ut pro singulis mille peditibus quolibet Mense usque ad finem belli quatuor millia imperialium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bona fide convenient.

IX. Quodsi periculum obstiterit, quo minus copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum, in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium copiarum Dux requirentis imperio militari aut ejusdem Præfecto generali in operationibus bellicis subsit, omniaque ea, quæ ductum militiæ, modum agendi & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in bello & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte naves loco & vice militiæ terrestris subministrari contigerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur.

X. Si

X. Si vero acciderit, ut pro magnitudine periculi copiæ deter- 1719
minatæ non suffecerint, utpote si aggressor forte alterius cujusdam sui fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus quantisque e re esse poterit, qua terra, qua mari viribus nec non subsidiis pecuniariis parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen, ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jamdudum vigenti adhuc, quod anno 1700. conclusum fuit, fœdere a variis potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ex fœdere jam nominato quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt.

XI. Et licet pro præsenti hocce bello septentrionali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius incassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem navium bellicarum vulgo Squadron dictam proximo vere tempestive Regno Sueciæ in subsidium sit expeditura sub mandatis & dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus navibus bellicis acturam, ut Czaari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur & justæ pacis leges atque conditiones quam citissime ab eo obtineantur, omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio bellico cum Præfectis copiarum navalium utriusque Coronæ prævio habito ordinari & disponi debent. Imposterum vero antequam auxiliares copiæ mittentur, vim & injuriam passus cum altero confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor aut turbator amicabili ratione inducatur, a vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit; quodsi vero ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullus amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum copiæ præfatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quam pari læsæ per omnia satisfactum fuerit, ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum Eorumque subditis naves suas bellicas aliaque armata navigia in alterius portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & privilegiis frui & gaudere, modo in ipsis portubus vel eorum ingressu illi, qui communes hostes non sunt, non infestentur aut per hoc cum iis omnis commerciorum usus ad dictos portus turbetur, multo minus in totum tollatur. Mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœde-

1719 fœderatorum consensu est determinatum, de navigatione & commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo & emolumento Holmiæ quamprimum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis mercimoniis & mercibus per universas & singulas eorum ditiones, dominia & territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem subditis invicem terra aut mari alterutriusque regna, provincias, insulas, oppida, urbes vicosque libere & tuto ingredi ibique commorari & rem Mercatoriam exercere in omnimodis mercibus & mercimoniis, quorum introitus exitusque non speciatim per leges & statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur, ea lege tamen, ut ista commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quam ad portus illos maritimos hucusque in exteræ cujusvis gentis commercium concessos; in quibus dictis portubus, oppidis, urbibus locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum subditis non solum ibidem commorari, degere & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gravamen, coercitionem aut temporis præfinitionem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, mercibus aut facultatibus quibusvis illinc transferre, & alibi se suasque dictas facultates recipere, quandocunque & quocunque versum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in æri alieno fuerint, & justa ac legitima debita contraxerint, neque tributa ulla aut onera cujuscunque generis aut sub quocunque titulo dicti subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserit in alterutriusque Confœderatorum ditionibus & territoriis, quæ Gens amicissima solvere non tenetur, & quo omni meliori modo præfatorum subditorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur, & commercium inter utrumque regnum reciproce promoveatur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt, & ex alterutra parte spondent, quod merces & opificia utriusque nationis nulla alia onera & vectigalia majora imposterum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eaque immunitate tam diu gaudeant, donec omnia hæc negotia ad mutuum commercium spectantia speciali conventione aut tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque nationis semper deinde observando clarius atque firmius sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis & mensurandis mercibus & bonis ab ipsis importandis exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni urbibus, indigenis & civibus exiguntur & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli Eorum subditi in ditionibus territoriisque hinc inde Eorundem imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & iisdem privilegiis, libertatibus & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus subditi cujusvis alterius Principis aut

aut ſtatus vel amiciſſimi utuntur, fruuntur gaudentque aut impoſte- 1719
rum uti, frui aut gaudere poſſint.

XIII. Vigore articulorum quarti & quinti Tractatus de anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciproce ea præſtare auxilia, quæ ibidem ſtipulata ſunt; conditionibus tamen art. 16. ejusdem Tractatus pacis, ſcil. ut ſi requiſitus Confœderatus fuerit ipſe bello implicatus ſive contra ſuos proprios ſive Confœderati hoſtes; hoc caſu non tantum auxilia requirenti præſtare non obligaretur, durante hoc bello, verum etiam auxiliares copias Confœderato vi fœderis miſſas revocare poterit prævia trium Menſium ſignificatione: cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ ipſa bello adverſus Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapſum 1713. quo Tractatus Ultrajectenſis bellum pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe ſubſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis articulum bellum Regni Sueciæ duravit eamque ob cauſam Suecia ſubſidia, quæ reſtant, poſtulat, ſubditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ juſtam compenſationem pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Suecicis interceptis, poſteaque Fiſco adſcriptis expoſcunt: pariter quoque ſubditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Magnæ Britanniæ interceptis compenſationem poſtulant, ea propter a partibus paciſcentibus conventum eſt, Commiſſarios utrinque quamprimum eligendos, qui examinent &, uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis hiſce navibus & mercibus, ut appareat, quænam pars alteri debeat, idque quod ſic debetur, tam ratione unius, quam alterius harum prætenſionum termino a Commiſſariis inſtituto rite perſolvatur.

XIV. Quæ autem navibus Confœderati ſui ab altero Confœderatorum in ſuis portubus conceſſæ prærogativæ initio Art. 12. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur, quemadmodum nec permittetur, ut ſubditi alterutriusque Confœderatorum hoſtibus alterius in Confœderati incommodum & detrimentum operam ſuam addicant, illisque quoquo modo, qua terra qua mari, ut Milites vel ut nautæ inſerviant, ideoque id iis quam ſeveriſſime interdicetur.

XV. Præſens fœdus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum neutri Fœderatorum in ſuis Regalibus, Juribus & Dominio marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Maris Balthici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antea, ita in poſterum retinebit, iisque libere & ſine ulla contradictione fruetur; quo quidem ſupradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti fœdere.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit, vel ex fœderum legibus obligationi ſuæ ſatisfecerit, neceſſe eſt, ut eidem

1719 zugerechnet oder vergolten werden, sondern das alles und jedes soll hiemit tod und ab seyn, und dessen nimmer gedacht werden.

III. Gleichwie Ihr. Königl. Majestät von Schweden vermöge des mit Sr. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg unterm 17. (22.) Julii 1719. errichteten Eingangs berührten præliminair Friedens-Recessus Deroselben bereits cediret und abgetreten haben, als cediren und übertragen Sie Krafft dieses nochmahlen vor sich, das Reich Schweden und Ihre Successoren und Nachkommen Seiner Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero Nachkommen an der Regierung in perpetuum, die Hertzogthümer Brehmen und Verden pleno jure, mit allen deren Juribus und Zubehörungen, so wie selbige Hertzogthümer durch das Oßnabrückische Friedens-Instrument vom 14. (24.) Octobr. 1648. Art. X. der Cron Schweden mit mehrern zugeeignet worden, und wie die Könige von Schweden und das Reich Schweden solche Hertzogthümer, samt deren annexis juribus und Zubehörungen seither besessen, genutzet und gebrauchet haben, oder besitzen, nutzen und gebrauchen sollen, oder können, nichts überall davon ausgenommen, und insonderheit auch das Jure pignoris in Chur-Braunschweigischen Händen bereits seyende Amt und Städtlein Wilshausen, mit allen ihren Zubehörungen und Gerechtsamen, doch also, daß wegen des darauf hafftenden Pfandschillings kein fernerer Anspruch an Ihr. Königl. Majest. und dem Reiche Schweden nun oder ins künfftige gemachet werde, solches alles und jedes von nun an zu ewigen Zeiten, mit eben dem Recht, wie es Ihr. Königl. Majestät von Schweden und Deren Vorfahren an der Regierung, wie auch das Reich Schweden bißhero besessen, ohne einige Schmälerung oder Vorbehalt, auch ohne alle in- oder ausserhalb Gerichts von Ihr. Königl. Majest. von Schweden oder Dero mit beschriebenen jemahls zu machenden Wiederrede, Hinderung, oder Sperrung völlig und eigenthümlich zu haben und zu behalten; Begeben und renunciren auch hiemit in faveur höchstgedachter Seiner Königl. Majestät von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg und deren obmitbeschriebenen in perpetuum allen denen Gerechtsamen, welche Sie an denen Hertzogthümern Brehmen und Verden, oder von wegen derselben bißher gehabt oder auf einige Weise prætendiren können, in genere und in specie, es betreffe das Directorium in dem Nieder-Sächß. Craisse, Sitz und Stimme auf Reichs- und Craiß-Tagen, oder mag sonsten Nahmen haben wie es wolle. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen, Eingesessene und Angehörige solcher Hertzogthümer aller derer Pflichte und Verbindungen, womit sie Ihr. Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen, und verweisen sie damit an Seine Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero obmitbeschriebene, als Ihre nunmehrige alleinige und beständige Landes- und Ober-Herren, wie Sie dann auch das Dohm-Capitul zu Hamburg,

burg, und die zu dem Dohm zu Brehmen und dem dortigen vormahligen Capitul gehörige Personen, Untersassen, Heuer-Zins- und Meyer-Leute so wohl in der Stadt Brehmen als in denen so genannten Brehmischen vier Gohen und allen andern Orten, wo deren befindlich seyn, obgedachte Eyde und Verbindungen an die Cron und das Reich Schweden Krafft dieses entschlagen, und an Seine Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg und Dero obmitbeschriebene überweisen. 1719

Ihro Königl. Majestät von Schweden für sich und Dero obmitbeschriebene refutiren annebst hiermit und Krafft dieses die Jura feudi, so Sie und Ihre Vorfahren wegen der Hertzogthümer Brehmen und Verden von denen Römischen Käysern und dem Römischen Reich erlanget, und biß dahin gehabt haben, und übertragen, so viel an Ihro, solche Lehnbarkeit an Ihr. Königl. Maj. von Groß-Brittannien und Dero obmitbeschriebene.

Ubrigens sollen die Brieffschafften und Documenten der Hertzogthümer Brehmen und Verden betreffend, bona fide, so bald es möglich, denenjenigen extradiret werden, welche dieselbe zu empfangen von Sr. Königl. Majest. von Groß-Brittannien werden ernennet und bevollmächtiget werden.

IV. Se. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, und Dero obmitbeschriebene versprechen und geloben Ihrer Seits, die Stände, Unterthanen und sämtliche Einwohner auf dem Lande, sowohl als in denen Städten ermeldter Hertzogthümer Brehmen und Verden, und was denenselben anhängig und zugehörig seyn kan, niemanden ausgenommen, u. also einem jeden derselben bey seinen wohlhergebrachten Freyheiten, Gütern, Rechten und Privilegien insgemein und absonderlich, so wie besagte Stände, Unterthanen und Einwohner selbige gehabt u. besessen, und solches nach Inhalt des Instr. Pac. West. Ihnen vorbehalten worden, samt beyden freyen Religions-Exercitiis, vermöge der unveränderten Augspurgischen Confession, iederzeit unbekümmert u. unbekränckt zu lassen, zu handhaben und zu schützen.

Da auch ein und anderer noch nicht zu dem würcklichen Genuß der entweder ihm selber von denen vorigen Königen in Schweden verliehenen, oder auch von andern erhandelten Expectanz auf ein gewisses Canonicat bey dem Dohm-Capitul zu Hamburg gelanget wäre, so sollen auch solche Expectanzen, denen Rechten und Herkommen gemäß, ihre Krafft behalten, und denen Innhabern derselben hinführo, bey einer sich ereignenden Vacanz, keine vorgezogen werden.

V. Als auch die unter voriger Königlichen Schwedischen Regierung überall ins Werck gestellte reduction und liquidation zu vielfältigen Beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen Anleitung gegeben, wodurch den Se. in GOtt ruhende Königl. Maj. in Schweden, glorwürdigsten Andenckens, so wohl als in Ansehen derer Sachen Billigkeit bewogen worden, mittelst eines im Jahr 1700. den 3. April. durch öffentlichen Druck bekandt gemachten Patents die Versicherung von

1719 von sich gegeben, daß im Fall einige hiesige Unterthanen mit gewissen Beweißthümern darthun könten, daß ihnen einige Güter, welche ihnen mit Recht zugehörten, eingezogen worden, ihnen ihr Recht unbenommen seyn solte, zu folge dessen auch unterschiedliche in den Besitz ihrer vorigen, durch erwehnte reduction, oder unter andern Vorwand, ihnen abgesprochene, eingezogene oder sequestrirte Güter getreten, dieses Recht nachgehends von denen sämbtlichen Reichs-Ständen bey ihrer letzten Zusammenkunfft, durch ihren vom 30sten letzt verwichenen May abgefaßten Reichs-Tags-Beschluß, aufs neue vest gestellet worden.

Als ist hiermit von beeden Allerhöchsten Theilen verabredet und beliebet worden, daß die in dem vorhergehenden III. Art. gegenwärtigen Tractats geschehene cession derer Hertzogthümer Brehmen und Vehrden keineswegs schmählern, vielweniger aber aufheben sollen derer in besagten Hertzogthümern befindlichen Unterthanen und Eingesessenen, oder derer Erben, sie mögen intra, oder extra territorium sich aufhalten, in diesem Fall habende rechtmäßige Anspruch und Forderungen, sondern sollen selbige gegen Se. Königl. Majest. von Groß-Brittannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, in eben derselben Krafft und Würckung verbleiben, wie sie anietzo gegen Ihr. Kön. Majest. von Schweden sind und sich befinden, und nun oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

VI. Ingleichen sollen Krafft der in dem vorhergehenden andern Articul beliebten und fest gestellten Amnestie die wegen des bisher gewesenen Krieges etwan vorenthaltene Güter, Häuser und Eigenthum, von was Art und Beschaffenheit es auch immer seyn mag, ihren rechtmäßigen proprietariis, sie mögen intra oder extra territorium sich aufhalten, wieder zugestellet und eingeräumet werden.

VII. Nicht weniger sollen alle in vorerwehnten Hertzogthümern der dortigen gewesenen Schwedischen Regierung, biß man Königl. Dähnischer Seits sich bemeldter Hertzogthümer gäntzlich bemächtiget, publico nomine wegen Schulden und Nutzen, so auf Königl. Befehl aufgenommen, und in des Königes oder der Cron Posten verwandt worden, gemachte würckliche Verpfändungen, und von besagter Regierung geschehene immissiones in ihrer vollkommenen Krafft verbleiben, dergestalt, daß die Creditores und rechtmäßige Innhabere solches ihnen in Ansehung ihres gethanen Vorschusses erweißlich verliehenen oder eingeräumten Unterpfandes, ihre in Händen habende Contracte, und darinnen enthaltene Verschreibungen, so lange zu gute geniessen, biß dieselben vermöge ihrer Contracte vollkommen expiriret, und sie ihres Vorschusses halber gäntzlich vergnüget worden, alsdenn erst besagten Creditoren verpfändete, bey den Hertzogthümern belegene, oder auch darzu gehörige Güter und Häuser Sr. Königl. Majestät von Groß-Britannien, als Hertzogen und Chur-Fürsten von Braunschw. und Lüneburg, und Dero mitbeschriebenen zufallen, und Dero Cammer einverleibet werden. Was aber auf der dortigen Stände Obligationes

gationes und Guarantien aufnegotiiret worden, solches sind gesamte 1719
Stände zu bezahlen und zu præstiren gehalten.

VIII. Se. Königl. Majestät von Groß-Britannien versprechen hiermit nicht nur als König, sondern auch als Hertzog und Churfürst zu Braunschweig und Lüneburg, die mit Jhro Königl. Majestät zu Schweden Vorfahren und dem Reiche Schweden vorhin gepflogene vertrauliche Freundschafft und Bündnissen, nebst denen Guarantien, so dem Fürstl. Hollstein-Gottorffischen Hause auf den Fuß der mit denen Nordischen Alliirten geschlossenen oder ferner zu schliessenden Frieden können zu gute kommen, anietzo mit Jhro Königl. Majestät und dem Reiche Schweden zu erneuern, und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uberdem wollen Jhro Königl. Majestät von Groß-Britannien, als Hertzog und Chur-Fürst zu Braunschweig und Lüneburg, gehalten seyn, an Jhro Königl. Majestät von Schweden auf Dero Assignation und Qvittung die Summa von zehen mahl hundert tausend Rthlrn. an neuen vollgültigen, einfachen und gedoppelten Marck oder Drittel-Stücken, nach dem Leipziger Müntz-Fuß de Anno 1690. da die Marck fein Silbers zu zwölff Current-Thalern ausgemüntzet ist, in Hamburg zahlen zu lassen; Und wie bereits Anstalt gemacht worden, daß Jhr. Königl. Majestät von Schweden eine Tertiam davon, nemlich 333333⅓ Thlr. auf Dero Assignation und Qvittung in Hamburg sollen entrichtet werden, solches auch vor Signirung dieses Friedens-Instruments bewerckstelliget seyn wird; also hat es dabey sein Verbleiben; Der übrige Theil aber oberwehnter Million Thaler soll 4. biß 6. Wochen nach geschehener Auswechselung der Ratificationen über dieses Friedens-Instrument in einer Summa richtig und unfehlbarlich zu Hamburg auf gehörige Assignation und Qvittung bezahlet werden.

IX. Der Westphälische Friedens-Schluß, in so weit derselbe durch gegenwärtigen Tractat und sonsten nicht geändert, oder durch die weiter zu schliessende Nordische Frieden möchte geändert werden, bleibet in seiner vollkommenen Krafft und Würckung, und verbinden sich beyde compaciscirende hohe Theile, ihres Orts alles dasjenige beyzutragen, was zu Aufrechthaltung und Befestigung besagten Westphälischen Frieden-Schlusses nöthig und dienlich seyn wird.

X. Beede compaciscirende hohe Theille reserviren Jhnen hiermit zuförderst, Sr. Käyserl. Majestät auch nach Befinden anderer Puissancen Guarantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XI. Die beederseitige Ratificationen über dieses Friedens-Instrument sollen zum spätesten innerhalb zwey Monaten a dato dieses beygebracht, und allhie zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden.

1719 XII. Zu Uhrkund dessen, was obstehet, seynd hiervon zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden, welche beede von beederseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben und untersiegelt, und jedem Theile eines davon zugestellet worden. So geschehen und gegeben Stockholm den 9. (20.) Nov. Ein tausend Siebenhundert und Neunzen.

Gustav Cronhielm. (L. S.)
Carl Gustav Ducker. (L. S.)
Gust. Adam Taube. (L. S.)
M. de la Gardie. (L. S.)
D. N. v. Höpken. (L. S.)
Adolph Friedrich v. Bassewiz. (L. S.)

Ratification.

Wir Ulrica Eleonora &c. &c. thun hiermit kund und zu wissen. Demnach in dem zu Wiederherstellung der vorigen Freundschafft, guten Vernehmens und Bündnissen zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Groß-Britannien, auch als Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg unterm 11. (22.) verwichenen Julii a. c. errichteten præliminair Friedens-Receſs unter andern verabredet worden, daß dieser præliminair Friedens-Receſs, so bald es möglich wäre, in einen formlichen solennen Friedens-Tractat gebracht, und darinnen weiter ausgeführet und befestiget werden solte, und dann durch beederseits mit zulänglichen Vollmachten versehene Ministros sothaner solenner Friedens-Tractat nunmehro zum Stande gekommen und geschlossen worden, auf Art und Weise, wie selbiger von Wort zu Wort folgender Massen lautet:

Inseratur Tractatus Pacis.

Wir auch alle und jede in jetzt erwehntem mit des Königs von Groß-Brittannien Majestät als Chur-Fürsten und Hertzogen zu Brauschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Tractat enthaltene und abgefaste Articulos und Clausulen mit Unserer Meynung und Willen allerdings einig finden; Als haben Wir auch selbige in allen Stücken approbiren, genehmigen und ratificiren wollen, wie Wir denn auch hiemit und Krafft dieses mehrgedachten hier inserirten Friedens-Tractat nach allen seinen Articulen und Clausulen, für Uns und Unsere Nachkommen am Reich, vollkommen appprobiren, genehmigen und ratificiren, anbey auch bey Unserm Königl. Wort und Glauben geloben und versprechen, daß Wir solchen allen treu und unverbrüchlich nachkommen, und keinesweges gestatten oder zugeben wollen, daß deme auf einige Weise zuwider gehandelt, oder darinn der geringste Eingriff fürgenommen werde. Uhrkundlich Unserer

ferer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königlichen Insiegels. Gegeben in Unserer Residence Stockholm den 23. Nov, 1719. 1719

ULRICA ELEONORA.
(L.S.)

D. N. v. Höpken.

CCLXXXVIII.

Fœdus inter Ulricam Eleonoram Svecorum Reginam, & Georgium Magnæ Britanniæ Regem,

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Svecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. nec non Serenissimus & Protentissimus Princeps & Dominus Georgius, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis & Luneburgensis, S. R. J. Archithesaurarius & Elector, pro intimiori mutuo amicitiæ & sinceræ necessitudinis assertione majorique confirmatione atque pro adaugenda & promovenda memoratorum Regum eorumque Regnorum & Subditorum salute & securitate consultum fore existimaverunt, ut anteriora inter inclyta Sveciæ & Magnæ Britanniæ Regna & alte commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita fœdera, imprimis vero illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sveciæ tunc temporis regnantem beatæ gloriosissimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ itidem beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ Comitum anno 1700. in octodecim annos actum anno 1718. proxime elapso expiravit, nunc per mediationem & sub Guarantia Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Ministrum Suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit & mandatis Suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sveciæ itaque salutari huic operi perficiendo legitime constituere atque sufficienti mandato instruere voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Carolum Gustavum a Ducker, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & Consiliarium bellicum, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Gustavum Adamum de Taube, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & supremum Gubernatorem Holmiæ: Itidem Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Magnum de la Gardie, Suum Regnique Senatorem & Præsidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Joannem de Lilienstedt, Suum Regnique Senatorem, Cancellariæ Consiliarium, denique Illustrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken, Status

1719 Status Sui Secretarium; Sacra Regia Majestas Britanniæ autem Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes in Provincia Bedfordiensi, unum ex Cubiculi Sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devoniensis & Legatum Suum extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majestatis Sveciæ, qui congressi hic Holmiæ exhibitis utrinque & commutatis rite Mandatorum formulis variisque ea de causa institutis colloquiis post accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & disquisitionem convenerunt & consenserunt, ut pro basi & fundamento reciperent fœdera anno 1665. die 1. Mart. Holmiæ, & anno 1700. die 6. Jan. Hagæ Comitum conclusa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque regnorum & subditorum Commercia spectant, atque prædicti non modo anno 1665. sed etiam anno 1700. initi fœderis partem continiunt, quam primum & absque ullo temporis dispendio Holmiæ ab utriusque partis Commissariis negotiatio institui debeat, quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam correspondentiam & securitatem, prædicta annis 1665. & 1700. inita fœdera præsenti hocce confirmantur omnino & corroborantur, adhibitis additionibus & immutationibus quibusdam, ut præsenti rerum statui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id articulis sequentibus fusius expositum, cautum & statutum esse patebit.

Art. I.

Sit inter Sacram Regiam Sveciæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab una & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem Ejusque hæredes & successores Reges ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives ac Incolas atque adeo omnes omnino Subditos & Vasallos, tum eos, qui nunc sunt, tum etiam, qui in posterum erunt, tam in Europa, quam extra eandem ubivis locorum, tam terra quam mari & aquis dulcibus sincera & constans in perpetuum amicitia, fœdus & bona correspondentia, ita ut neque ipsi sibi invicem vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicunque sitis & subditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus consentiant, sed se invicem sincero affectu omni benevolentia & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum Eorumque Hæredes & Successores incrementum mutuum & honorem omni studio curare & promovere, pericula, conspirationes & machinationes hostiles, quamprimum scilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iisdemque quantum in illis fuerit, obstare, nec non pro avertendis & impediendis iisdem consilia viresque sociare & impendere, quapropter alicui Confœderatorum non licebit vel per se vel per alios quoscunque agere, tractare aut conari quidquam alterius incommodo vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci sive mari sive terra: hostes ejus, sive rebelles & inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit, neque rebel-

rebellium & proditorum quenquam in ditiones suas recipiet aut admittet, multominus consilium, auxilium & favorem illis præstabit vel tale quid per subditos, populos aut incolas suos præstari sinet aut permittet. 1719

III. Rebelles vero jam nominatos speciatim quod attinet, quicunque ab alterutra Confœderatorum per litteras Confœderato suo missas pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam a Confœderatorum illo, cui litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur & contra illum omnia, quæ per hoc fœdus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in alteriusque altissime memoratorum Regum Eorumque Regnorum & subditorum utilitatem, nec non Religionis protestantis protectionem in dies melius excoli ac eorundem securitati magis magisque prospici ac caveri possit; utrinque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ & Magnæ Britanniæ speciali fœdere defensivo quam arctissime necterentur, quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem, tam Suorum regnorum, ditionum, provinciarum, statuum, subditorum, possessionum quam Jurium & libertatis navigationis & Commerciorum cum in mari Balthico & freto Orisundico sive Codano tum in mari septentrionali Deucaledonico & occidentali Britannico freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex pactis & receptis consuetudinibus, quam Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores & terra vel mari turbatores in Europa, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam suam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis personis malevolis, uno vel pluribus in Europa invadi, infestari aut turbari in Regnis, Ditionibus & Provinciis, insulis & Dominiis tam intra quam extra regna ut & in Germania ad Reges Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus & prærogativis, privilegiis & Juribus suis independentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredes & Successores Reges prævia legitima requisitione Serenissimæ Reginæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus Regnisque Sueciæ contra ejusmodi aggressores, turbatores & rebelles exercitu sex mille peditibus constante auxilio esse, ea conditione & modo, uti infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat, Regiam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis Personis malevolis uno vel pluribus in Europa invadi, infestari

aut

1719 aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & Commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sveciæ Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnaque Sueciæ contra tales aggressores & rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem & denunciationem exercitu sex mille peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Istæ vero, quæ in posterum sic desiderari poterunt copiæ auxiliares, quarto post factam requisitionem mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt in locum aditu & portu commodum, & ab eo, qui eas desideraverit mittendi, prius indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem nedum missionem ipsam nihilo retardabunt, multo minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda Confœderato requisito vigore hujus fœderis prius tentanda incumbant; missæ quoque & postquam jam appulerunt copiæ sumtibus mittentis alentur & sustentabuntur, donec pax obtenta fuert vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in terris suis provideat, ut auxiliares copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit, residuam vero in apparatu bellico, munitione, commeatu, navibus rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, ea tamen æstimatione inita, ut pro singulis mille peditibus quolibet Mense usque ad finem belli quatuor millia imperialium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bona fide convenient.

IX. Quodsi periculum obstiterit, quo minus copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum, in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium copiarum Dux requirentis imperio militari aut ejusdem Præfecto generali in operationibus bellicis subsit, omniaque ea, quæ ductum militiæ, modum agendi & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in bello & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte naves loco & vice militiæ terrestris subministrari contigerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur.

X. Si

X. Si vero acciderit, ut pro magnitudine periculi copiæ determinatæ non ſuffecerint, utpote ſi aggreſſor forte alterius cujusdam ſui fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel ſucceſſibus uni Confœderatorum ſuperior & prægravis evaſerit, tunc alter Confœderatorum majoribus quantisque e re eſſe poterit, qua terra, qua mari viribus nec non ſubſidiis pecuniariis parti læſæ oppreſſæque quantocius ſubvenire tenebitur, ita tamen, ut exiſtente illo caſu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi ſecundum exigentiam rei tranſigatur. Cumque jamdudum vigenti adhuc, quod anno 1700. concluſum fuit, fœdere a variis poteſtatibus vicinis infeſtari Regnum Sueciæ contigerit, & illud bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas tam ex fœdere jam nominato quam vigore præſentis hujus ſe obligatam agnoſcit, Sacræ Regiæ Majeſtati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præſtanda auxilia, quæ infra ſtipulata ſunt. 1719

XI. Et licet pro præſenti hocce bello ſeptentrionali ex voto Suæ Regiæ Majeſtatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, ſucceſſus tamen votis non reſpondeat, hiſce Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ jam declarat & ſe obſtringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius incaſſum ſibi effluere non patietur, ſed fortem Phalangem navium bellicarum vulgo Squadron dictam proximo vere tempeſtive Regno Sueciæ in ſubſidium ſit expeditura ſub mandatis & diſpoſitione Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in conjunctione cum ejus navibus bellicis acturam, ut Czaari Moſcoviæ in Sueciam invaſiones repellantur & juſtæ pacis leges atque conditiones quam citiſſime ab eo obtineantur, omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Conſilio bellico cum Præfectis copiarum navalium utriusque Coronæ prævio habito ordinari & diſponi debent. Impoſterum vero antequam auxiliares copiæ mittentur, vim & injuriam paſſus cum altero confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invaſor aut turbator amicabili ratione inducatur, a vi & injuria abſtinere, ne ad arma venire neceſſum ſit; quodſi vero ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullus amicabilibus rationibus ad æqua præſtanda deſcendere velit, atque ita injuriatus & læſus Confœderatus violationem ſibi illatam vi & armis propulſare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum copiæ præfatæ ſine procraſtinatione mittantur, nec prius deſiſtatur, quam pati læſæ per omnia ſatisfactum fuerit, ille etiam, qui injuriis extorquet juſtam defenſionem, pro aggreſſore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum Eorumque ſubditis naves ſuas bellicas aliaque armata navigia in alterius portus ſubducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & privilegiis frui & gaudere, modo in ipſis portubus vel eorum ingreſſu illi, qui communes hoſtes non ſunt, non infeſtentur aut per hoc cum iis omnis commerciorum uſus ad dictos portus turbetur, multo minus in totum tollatur. Mutuo quoque Regiarum Majeſtatum Con-

fœde-

1719 fœderatorum consensu est determinatum, de navigatione & commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo & emolumento Holmiæ quamprimum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis mercimoniis & mercibus per universas & singulas eorum ditiones, dominia & territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem subditis invicem terra aut mari alterutriusque regna, provincias, insulas, oppida, urbes vicosque libere & tuto ingredi ibique commorari & rem Mercatoriam exercere in omnimodis mercibus & mercimoniis, quorum introitus exitusque non speciatim per leges & statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur, ea lege tamen, ut ista commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quam ad portus illos maritimos hucusque in exteræ cujusvis gentis commercium concessos; in quibus dictis portubus, oppidis, urbibus locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum subditis non solum ibidem commorari, degere & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gravamen, coercitionem aut temporis præfinitionem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, mercibus aut facultatibus quibusvis illinc transferre, & alibi se suasque dictas facultates recipere, quandocunque & quocunque versum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in æri alieno fuerint, & justa ac legitima debita contraxerint, neque tributa ulla aut onera cujuscunque generis aut sub quocunque titulo dicti subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserit in alterutriusque Confœderatorum ditionibus & territoriis, quæ Gens amicissima solvere non tenetur, & quo omni meliori modo præfatorum subditorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur, & commercium inter utrumque regnum reciproce promoveatur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt, & ex alterutra parte spondent, quod merces & opificia utriusque nationis nulla alia onera & vectigalia majora imposterum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eaque immunitate tam diu gaudeant, donec omnia hæc negotia ad mutuum commercium spectantia speciali conventione aut tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque nationis semper deinde observando clarius atque firmius sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis & mensurandis mercibus & bonis ab ipsis importandis exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni urbibus, indigenis & civibus exiguntur & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli Eorum subditi in ditionibus territoriisque hinc inde Eorundem imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & iisdem privilegiis, libertatibus & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus subditi cujusvis alterius Principis aut

aut ſtatus vel amiciſſimi utuntur, fruuntur gaudentque aut impoſte- 1719
rum uti, frui aut gaudere poſſint.

XIII. Vigore articulorum quarti & quinti Tractatus de anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciproce ea præſtare auxilia, quæ ibidem ſtipulata ſunt; conditionibus tamen art. 16. ejusdem Tractatus pacis, ſcil. ut ſi requiſitus Confœderatus fuerit ipſe bello implicatus ſive contra ſuos proprios ſive Confœderati hoſtes; hoc caſu non tantum auxilia requirenti præſtare non obligaretur, durante hoc bello, verum etiam auxiliares copias Confœderato vi fœderis miſſas revocare poterit prævia trium Menſium ſignificatione: cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ ipſa bello adverſus Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapſum 1713. quo Tractatus Ultrajectenſis bellum pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe ſubſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis articulum bellum Regni Sueciæ duravit eamque ob cauſam Suecia ſubſidia, quæ reſtant, poſtulat, ſubditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ juſtam compenſationem pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Suecicis interceptis, poſteaque Fiſco adſcriptis expoſcunt: pariter quoque ſubditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Magnæ Britanniæ interceptis compenſationem poſtulant, ea propter a partibus paciſcentibus conventum eſt, Commiſſarios utrinque quamprimum eligendos, qui examinent &, uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis hiſce navibus & mercibus, ut appareat, quænam pars alteri debeat, idque quod ſic debetur, tam ratione unius, quam alterius harum prætenſionum termino a Commiſſariis inſtituto rite perſolvatur.

XIV. Quæ autem navibus Confœderati ſui ab altero Confœderatorum in ſuis portubus conceſſæ prærogativæ initio Art. 12. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur, quemadmodum nec permittetur, ut ſubditi alterutriusque Confœderatorum hoſtibus alterius in Confœderati incommodum & detrimentum operam ſuam addicant, illisque quoquo modo, qua terra qua mari, ut Milites vel ut nautæ inſerviant, ideoque id iis quam ſeveriſſime interdicetur.

XV. Præſens fœdus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum neutri Fœderatorum in ſuis Regalibus, Juribus & Dominio marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Maris Balthici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antea, ita in poſterum retinebit, iisque libere & ſine ulla contradictione fruetur; quo quidem ſupradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti fœdere.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit, vel ex fœderum legibus obligationi ſuæ ſatisfecerit, neceſſe eſt, ut eidem

1719 ejusque securitati vicissim prospiciatur ac proinde utrinque convenit, ut Confœderato etiam suppetias alteri Confœderato, ad hujus requisitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omnino permansisse detur, nec ob præstitum auxilium bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus tractatus pacis vel induciarum iniri, immo ne suspensio quidem armorum diuturna vel alteri Fœderatorum noxia fieri possit. Quodsi vero oblatus suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio neque ad præliminares neque ad principales cum hoste vel hostibus tractatus descendat, sed omnia mutua opera, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate & satisfactione debita ex communi consensu plenissime cautum fuerit, præprimis Ei Confœderatorum, qui prius bello immixtus fuerit, neutiquam licebit bellum pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi fœderis Confœderato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante bellum inchoatum gavisus est, aut jure gaudere debuit, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per insecutum bellum diminutionem aliquem acceperit, plenissime restituatur.

XVII. Supra dictis de auxilio ad requisitionem Confœderati ipsi ferendo hæc conditio per expressum apposita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requisitum vel ipsum bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe vel Statu in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita, ut requisitus illam infestationem pro vero bello habeat, cui avertendo requirens ipse alias vigore hujus fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infestatus, si quæ copiæ auxiliares ad requisitionem alterius Confœderati ante invasionem missæ fuerint, prævia trium mensium significatione easdem ad propriam Regni sui Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illa invasione, qua premitur, promissa auxilia præstare non tenebitur, ut ante hoc accidit, flagrante eo bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud fœdus anni 1700., quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis conclusum istiusmodi in posterum explicare debet; nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ut clarissima Suæ in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice se obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum bellum nullo modo adferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia tractatu hoc stipulata reipsa obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad pacem feliciter restaurandam, scilicet subsidiis & Phalange navium bellicarum articulis 8. & 11. promissarum usque ad pacem cum Czaaro Moscov. restauratam, sed subsidiis tantum, quam diu bellum cum Corona Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud bellum ultra pacem cum Czaaro extenderetur.

E con-

E contra obstringit se Sacra Regia Majestas Sueciæ se nullas admissuram conditiones, quæ Ipsi a Rege Hispaniæ vel directe vel indirecte poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum causæ, quæ contra Hispaniam agitur & plurium annorum bello sustinetur inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Sueciæ pro se suisque Hæredibus & Successoribus ad manutenendam & guarantigiandam successionem in Regno Magnæ Britanniæ, quemadmodum ea per leges Regni stabilita est in domo Suæ Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas ditiones & provincias a Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium in ullo suorum Dominiorum loco dabit aut concedet personæ ejusque descendentibus, si qui Ei obtingant, qui vivente Jacobo II. Principis Walliæ & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ titulum adsumsit, promittens pariter pro se suisque Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ ejusve descendentibus directe vel indirecte terra marive præbituram esse auxilium, consilium aut opem quamcunque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis sive alio quocunque demum modo, idem observaturam intuitu eorum, quibus a dicta persona ejusque descendentibus forte mandatum aut commissum foret, Regimen Suæ Majestatis Britannicæ aut tranquillitatem Regni sui sive bello aperto sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones & rebelliones aut piraticam contra subditos Suæ Majestatis Britanniæ exercendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minime permissuram, ut ejusmodi piratis ullum in portubus Regni sui detur receptaculum. Denique Sua Regia Majestas Suecica obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis subditis dabit, qui actu tum sunt vel aliquando fuerint declarati rebelles & casu, quo ejusmodi forte in suis Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos e finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit: quodsi etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum se obstringit ad submittenda auxilia super determinata, idem factura Ejus Descendentibus, si quando eos in successione Regni Magnæ Britanniæ turbari continget; & quemadmodum Protestantium Religioni commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ totique Orbi Christiano maxime interest, ne Mare Balthicum sub arbitrio sit Czaari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Czaarus recuset pacem cum Suecia inire & ea restituere, quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ eamque libertatem commercii in Mari Balthico restaurandam, qualis utraque ante præsens hocce bellum fuit, in hoc casu obstringit Se Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda, quæ in hoc præsenti tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verum etiam promittit omnem operam omniaque officia 1719

1719 apud Fœderatos suos adhibituram, ut subsidiis Sueciam adjuvent & ita ad Czaarum coercendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superius dicto teneantur, ista obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia & mutuus commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus eorumque subditis omnino tollendus & interdicendus veniat, nam existente tali casu, quod unus Confœderatorum, etiam si auxilia requisitus tulerit, bello ipse non fuerit immixtus, ejus subditis ac incolis cum hostibus illius Fœderati, qui in bello versatur, commercia & navigationes liberæ erunt, licitumque omnino erit, merces ipsis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expresse vetitæ, vulgo contrabandæ dictæ, & communi omnium nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem ambæ summe memoratæ Regiæ Majestates hoc ipso profitentur, se equidem quibusdam pactis & fœderibus, quæ ante hac cum aliis inita sunt, adhuc obstringi eaque etiam ex præscripto eorundem pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino pactis & inibi comprehensis articulis & clausulis hoc tempore teneri, quæ præsens hoc fœdus ullo modo ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant aut debeant, ita, quo magis reciproca Fœderatorum fides & perseverantia in hac societate appareat, animique subditorum & amicorum confirmentur, utræque summe commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant & declarant, se omnibus & singulis hujus fœderis articulis sincere & bona fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum articulorum sensu sub ullo commodi, amicitiæ, prioris fœderis, pacti & promissi prætextu vel alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia, quæ in hoc fœdere promiserunt, prout res & negotia postulabunt per Se vel Ministros & subditos suos executioni promtissime & plenissime, prout expressis verbis stipulata sunt, adeoque cum effectu mandaturas idque sine ulla limitatione, exceptione vel excusatione, exceptis iis excusationibus, quæ in præcedentibus hujus fœderis articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum Confœderati Reges de hujus plenaria continuatione denuo tractare poterunt, si utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc pacta vi acceptatæ potestatis & mandatorum utrinque conclusa sunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solenni forma approbari & rata haberi eorumque ratificationis instrumenta Holmiæ intra trium Mensium spatium a tempore hujus subscriptionis numerandorum vel citius, si ita fieri poterit, exhiberi & permutari debent.

In majorem omnium supra dictorum certitudinem ac robur Tractatus hujus bina exemplaria confecta sunt, quorum unum supra dicti Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatores & Secretarius Status, alterum vero supra dictus Sacræ Regiæ Majest. Magnæ Britanniæ Legatus extraordinarius & Plenipotentiarius, omnes in

cum

eum finem speciali facultate instructi, Holmiæ subscripserunt & suis sigillis firmarunt, idque uno eodemque die, nimirum die 21. Jan. anno 1720. 1719

CCLXXXIX.

Friede zwischen Schweden und Preussen zu Stockholm An. 1720.

Im Nahmen der heiligen und unzertrennten Drey-Einigkeit.

Kund und zu wissen sey hiermit, daß gleichwie der Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürst und Herr, Herr FRIEDRICH WILHELM, König in Preussen, Marggraff zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürst; Souverainer Printz von Oranien, Neufchatel und Vallengin; In Geldern, zu Magdeburg, Cleve, Jülich, Berge, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, zu Mecklenburg, auch in Schlesien zu Crossen Hertzog; Burggraff zu Nürnberg; Fürst zu Halberstadt, Minden, Camin, Wenden, Schwerin, Ratzeburg und Meurs; Graff zu Hohenzollern, Ruppin, der Marck, Ravensberg, Hohenstein, Tecklenburg, Lingen, Schwerin, Bühren und Lehrdam; Marquis zu der Vehre und Vlißingen; Herr zu Ravenstein, der Lande Rostock, Stargardt, Lauenburg, Bütau, Arlay und Breda rc. rc. An einer, und die Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürstin und Frau, Frau ULRICA ELEONORA, der Schweden, Gothen und Wenden Königin rc. rc. Anderer Seits ohnerachtet des unter denenselben entstandenen Krieges, jedesmahl eine aufrichtige intention und Begierde behalten, fordersamst mit einander in das vorhin unter sich gepflogene gute Vernehmen und Verständtniß wieder zu treten; Also Sie auch mit vielem Vergnügen wahrgenommen, daß der Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürst und Herr, Hr. GEORG, König von Groß-Britannien, Franckreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Schatzmeister und Chur-Fürst; zu Beforderung dieses heilsamen Zwecks Dero Fleiß und Bemühung anwenden wollen, welches dann auch den erwünscheten, und von GOtt geseegneten effect gehabt, daß, nachdem höchst-erwehnte Se. Königl. Majestät von Groß-Britannien, vermittelst des, mit Ihrer Königl. Majest. von Schweden den 18 (29.) Augusti 1719. aufgerichteten Tractats, Sich gewisser præliminair-Puncte, so zum Grunde und Fundament des Friedens zwischen Ihro Königl. Majestät in Preussen und Ihrer Königlichen Majestät von Schweden dienen solten, durch rühmliche und beständig von allerseits paciscirenden Cronen angewandte Officia und Mediation des Durchl. Großmächtigsten Fürsten und Herrn, Hrn. LUDWIG des XV. Allerchristlichen Königs von Franckreich und Navarra, allhier subsistirenden Residenten und Plenipotentiarii, des Wohlgebohrnen Herrn

1719 XII. Zu Uhrkund dessen, was obstehet, seynd hiervon zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget worden, welche beede von beederseits Compaciscenten dazu gevollmächtigten Ministris unterschrieben und untersiegelt, und jedem Theile eines davon zugestellet worden. So geschehen und gegeben Stockholm den 9. (20.) Nov. Ein tausend Siebenhundert und Neunzen.

Gustav Cronhielm. (L. S.)
Carl Gustav Ducker. (L. S.)
Gust. Adam Taube. (L. S.)
M. de la Gardie. (L. S.)
D. N. v. Höpken. (L. S.)
Adolph Friedrich v. Bassewiz. (L. S.)

Ratification.

Wir Ulrica Eleonora &c. &c. thun hiermit kund und zu wissen. Demnach in dem zu Wiederherstellung der vorigen Freundschafft, guten Vernehmens und Bündnissen zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Groß-Britannien, auch als Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg unterm 11. (22.) verwichenen Julii a. c. errichteten præliminair Friedens-Recess unter andern verabredet worden, daß dieser præliminair Friedens-Recess, so bald es möglich wäre, in einen formlichen solennen Friedens-Tractat gebracht, und darinnen weiter ausgeführet und befestiget werden solte, und dann durch beederseits mit zulänglichen Vollmachten versehene Ministros sothaner solenner Friedens-Tractat nunmehro zum Stande gekommen und geschlossen worden, auf Art und Weise, wie selbiger von Wort zu Wort folgender Massen lautet:

Inseratur Tractatus Pacis.

Wir auch alle und jede in jetzt erwehntem mit des Königs von Groß-Brittannien Majestät als Chur-Fürsten und Hertzogen zu Brauschweig und Lüneburg errichteten Friedens-Tractat enthaltene und abgefaste Articulos und Clausulen mit Unserer Meynung und Willen allerdings einig finden; Als haben Wir auch selbige in allen Stücken approbiren, genehmigen und ratificiren wollen, wie Wir denn auch hiemit und Krafft dieses mehrgedachten hier inserirten Friedens-Tractat nach allen seinen Articulen und Clausulen, für Uns und Unsere Nachkommen am Reich, vollkommen apppprobiren, genehmigen und ratificiren, anbey auch bey Unserm Königl. Wort und Glauben geloben und versprechen, daß Wir solchen allen treu und unverbrüchlich nachkommen, und keineswegs gestatten oder zugeben wollen, daß deme auf einige Weise zuwider gehandelt, oder darinn der geringste Eingriff fürgenommen werde. Uhrkundlich Unserer

ferer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königlichen Insiegels. Gegeben in Unserer Residence Stockholm den 23. Nov. 1719. 1719

ULRICA ELEONORA.

(L.S.)

D. N. v. Höpken.

CCLXXXVIII.

Fœdus inter Ulricam Eleonoram Svecorum Reginam, & Georgium Magnæ Britanniæ Regem,

QUandoquidem Serenissima & Potentissima Princeps & Domina Ulrica Eleonora, Svecorum, Gothorum & Vandalorum Regina &c. nec non Serenissimus & Protentissimus Princeps & Dominus Georgius, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, Fidei Defensor, Dux Brunsvicensis & Luneburgensis, S. R. J. Archithesaurarius & Elector, pro intimiori mutuo amicitiæ & sinceræ necessitudinis assertione majorique confirmatione atque pro adaugenda & promovenda memoratorum Regum eorumque Regnorum & Subditorum salute & securitate consultum fore existimaverunt, ut anteriora inter inclyta Sveciæ & Magnæ Britanniæ Regna & alte commemoratorum Regum Prædecessores Reges inita fœdera, imprimis vero illud, quod inter Regiam Suam Majestatem Sveciæ tunc temporis regnantem beatæ gloriosissimæque memoriæ Carolum XII. & Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ itidem beatæ gloriosissimæque memoriæ tunc regnantem Guilielmum III. Hagæ Comitum anno 1700. in octodecim annos actum anno 1718. proxime elapso expiravit, nunc per mediationem & sub Guarantia Suæ Regiæ Majestatis Christianissimæ, quæ ad hæc negotia Dominum de Campredon Ministrum Suum Residentem Plenipotentiarium esse voluit & mandatis Suis ad hoc muniri curavit, reassumerentur, emendarentur, renovarentur, præsentique rerum statui accommodarentur & applicarentur, Sacra Regia Majestas Sveciæ itaque salutari huic operi perficiendo legitime constituere atque sufficienti mandato instruere voluit Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Carolum Gustavum a Ducker, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & Consiliarium bellicum, nec non Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Gustavum Adamum de Taube, Suum Regnique Senatorem, supremum Campi Marechallum & supremum Gubernatorem Holmiæ: Itidem Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Magnum de la Gardie, Suum Regnique Senatorem & Præsidem Collegii Commerciorum, ut & Illustrissimum & Excellentissimum Comitem, Dominum Joannem de Lilienstedt, Suum Regnique Senatorem, Cancellariæ Consiliarium, denique Illustrem liberum Baronem Danielem Nicolaum de Höpken, Status

1719 Status Sui Secretarium; Sacra Regia Majeſtas Britanniæ autem Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Joannem Lord Carteret, Baronem de Haunes in Provincia Bedfordienſi, unum ex Cubiculi Sui Primoribus, Gubernatorem Provinciæ Devonienſis & Legatum Suum extraordinarium & Plenipotentiarium ad Aulam Sacræ Regiæ Majeſtatis Sveciæ, qui congreſſi hic Holmiæ exhibitis utrinque & commutatis rite Mandatorum formulis variisque ea de cauſa inſtitutis colloquiis poſt accuratam pro negotii gravitate rerum cognitionem & diſquiſitionem convenerunt & conſenſerunt, ut pro baſi & fundamento reciperent fœdera anno 1665. die 1. Mart. Holmiæ, & anno 1700. die 6. Jan. Hagæ Comitum concluſa, ita tamen, ut de iis, quæ ad utriusque regnorum & ſubditorum Commercia ſpectant, atque prædicti non modo anno 1665. ſed etiam anno 1700. initi fœderis partem confiniunt, quam primum & absque ullo temporis diſpendio Holmiæ ab utriusque partis Commiſſariis negotiatio inſtitui debeat, quod autem mutuam concernit amicitiam, bonam correſpondentiam & ſecuritatem, prædicta annis 1665. & 1700. inita fœdera præſenti hocce confirmantur omnino & corroborantur, adhibitis additionibus & immutationibus quibuſdam, ut præſenti rerum ſtatui tanto magis accommodata & applicabilia redderentur, prout id articulis ſequentibus fuſius expoſitum, cautum & ſtatutum eſſe patebit.

Art. I.

Sit inter Sacram Regiam Sveciæ Majeſtatem Ejuſque hæredes & ſucceſſores Reges ab una & Sacram Regiam Magnæ Britanniæ Majeſtatem Ejuſque hæredes & ſucceſſores Reges ab altera parte, atque univerſa & ſingula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Inſulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives ac Incolas atque adeo omnes omnino Subditos & Vaſallos, tum eos, qui nunc ſunt, tum etiam, qui in poſterum erunt, tam in Europa, quam extra eandem ubivis locorum, tam terra quam mari & aquis dulcibus ſincera & conſtans in perpetuum amicitia, fœdus & bona correſpondentia, ita ut neque ipſi ſibi invicem vel alter alterius Regnis, Provinciis, Coloniis ubicunque ſitis & ſubditis ullum incommodum inferant, neque hoc ab aliis fieri permittant, multo minus conſentiant, ſed ſe invicem ſincero affectu omni benevolentia & mutuo amore complectantur.

II. Tenebitur proinde uterque Confœderatorum Eorumque Hæredes & Succeſſores incrementum mutuum & honorem omni ſtudio curare & promovere, pericula, conſpirationes & machinationes hoſtiles, quamprimum ſcilicet innotuerint, mature indicare & detegere, iiſdemque quantum in illis fuerit, obſtare, nec non pro avertendis & impediendis iiſdem conſilia viresque ſociare & impendere, quapropter alicui Confœderatorum non licebit vel per ſe vel per alios quoscunque agere, tractare aut conari quidquam alterius incommodo vel etiam damno Terrarum, Dominiorum aut Jurium alterius qualiumcunque ubivis loci ſive mari ſive terra: hoſtes ejus, ſive rebelles & inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit, neque

rebel-

rebellium & proditorum quenquam in ditiones suas recipiet aut admittet, multominus consilium, auxilium & favorem illis præstabit vel tale quid per subditos, populos aut incolas suos præstari sinet aut permittet. 1719

III. Rebelles vero jam nominatos speciatim quod attinet, quicunque ab alterutra Confœderatorum per litteras Confœderato suo missas pro rebelle & perduelle declaratus fuerit, is etiam a Confœderatorum illo, cui litteræ istæ missæ fuerint, pro tali statim reputabitur & contra illum omnia, quæ per hoc fœdus in alterius rebelles & perduelles statuta sunt, effectui dabuntur.

IV. Ac quo majori cum fructu prædicta amicitia & bona correspondentia in alteriusque altissime memoratorum Regum Eorumque Regnorum & subditorum utilitatem, nec non Religionis protestantis protectionem in dies melius excoli ac eorundem securitati magis magisque prospici ac caveri possit; utrinque convenit, ut Serenissimi & Potentissimi Reges, Regnaque Sueciæ & Magnæ Britanniæ speciali fœdere defensivo quam arctissime necterentur, quemadmodum hisce præsentibus arctissimo constringuntur fœdere, ac invicem obligantur ad mutuam præstandam defensionem, tam Suorum regnorum, ditionum, provinciarum, statuum, subditorum, possessionum quam Jurium & libertatis navigationis & Commerciorum cum in mari Balthico & freto Orisundico sive Codano tum in mari septentrionali Deucaledonico & occidentali Britannico freto vulgo Canali dicto, quin & Privilegiorum & prærogativarum alterutri Confœderatorum tam ex pactis & receptis consuetudinibus, quam Gentium & Hæreditario Jure competentium contra quoscunque invasores, aggressores & terra vel mari turbatores in Europa, prout infra hoc specialius declaratum est.

V. Si itaque contingat Regiam suam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis personis malevolis, uno vel pluribus in Europa invadi, infestari aut turbari in Regnis, Ditionibus & Provinciis, insulis & Dominiis tam intra quam extra regna ut & in Germania ad Reges Regnaque Sueciæ nunc spectantibus, nec non in possessionibus & prærogativis, privilegiis & Juribus suis independentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredes & Successores Reges prævia legitima requisitione Serenissimæ Reginæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus Regnisque Sueciæ contra ejusmodi aggressores, turbatores & rebelles exercitu sex mille peditibus constante auxilio esse, ea conditione & modo, uti infra determinatum est.

VI. Similiter si contingat, Regiam Majestatem Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Magnæ Britanniæ ab aliquo Rege, Principe, Statu, Republica, Rebelle uno vel pluribus aut quibusvis Personis malevolis uno vel pluribus in Europa invadi, infestari

aut

1719 aut turbari in Regnis, Ditionibus, Provinciis, Insulis & Dominiis ad Reges Regnaque Magnæ Britanniæ nunc pertinentibus, ut & in Juribus inde dependentibus vel alio quocunque modo in libertate navigationis & Commerciorum in prædictis maribus & fretis impediri & molestia affici, tenebitur Sacra Regia Majestas Sveciæ Ejusque Hæredes & Successores Reges Regnaque Sueciæ contra tales aggressores & rebelles Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ Ejusque Hæredibus & Successoribus Regibus post legitimam requisitionem & denunciationem exercitu sex mille peditum auxilio esse, ea conditione & modo, ut infra specialius determinabitur.

VII. Istæ vero, quæ in posterum sic desiderari poterunt copiæ auxiliares, quarto post factam requisitionem mense, citius si id fieri nequeat, submittendæ omnino erunt in locum aditu & portu commodum, & ab eo, qui eas desideraverit mittendi, prius indicatum & prænominatum, istius vero auxilii præparationem nedum missionem ipsam nihilo retardabunt, multo minus in totum tollent amica illa officia, quæ pro amicabili compositione obtinenda Confœderato requisito vigore hujus fœderis prius tentanda incumbant; missæ quoque & postquam jam appulerunt copiæ sumtibus mittentis alentur & sustentabuntur, donec pax obtenta fuert vel quousque requirenti visæ fuerint necessariæ, ita tamen, ut requirens interim in terris suis provideat, ut auxiliares copiæ non secus ac propriæ justo pretio commeatum & cætera ad victum & amictum necessaria habere possint.

VIII. Fœderato auxilium requirenti liberum esto eligere, utrum supra nominatum exercitum vel totum vel partem ejusdem tantummodo habere velit, residuam vero in apparatu bellico, munitione, commeatu, navibus rebusque quæ ad earundem instructionem requiruntur, ea tamen æstimatione inita, ut pro singulis mille peditibus quolibet Mense usque ad finem belli quatuor millia imperialium Thalerorum computentur, qua de re utriusque partis Commissarii sine cunctatione bona fide convenient.

IX. Quodsi periculum obstiterit, quo minus copiæ auxiliares absque impedimento ad illum locum, in quo requirenti necessariæ fuerint, perveniant, operam suam Confœderati simul impendere tenebuntur, ut transitus illis tutior faciliorque fiat, nec non requisito licitum sit, proprium aliquem Ducem copiis suis præficere, eædemque, quatenus ratio belli tulerit, in uno eodemque agmine junctæ permaneant, quod ita intelligendum est, ne ad loca procul inter se remota distrahantur. Designatus autem auxiliarium copiarum Dux requirentis imperio militari aut ejusdem Præfecto generali in operationibus bellicis subsit, omniaque ea, quæ ductum militiæ, modum agendi & alios quoscunque eventus concernunt, ita constituantur, quemadmodum in bello & auxiliorum præstatione plerumque usu venire solet, quod etiam in illo casu locum habebit, si forte naves loco & vice militiæ terrestris subministrari contigerit, quæ tanquam auxiliares vexilla requirentis gerere tenebuntur.

X. Si vero acciderit, ut pro magnitudine periculi copiæ determinatæ non suffecerint, utpote si aggressor forte alterius cujusdam sui fœderati auxiliis adjutus fuerit, vel propriis viribus vel successibus uni Confœderatorum superior & prægravis evaserit, tunc alter Confœderatorum majoribus quantisque e re esse poterit, qua terra, qua mari viribus nec non subsidiis pecuniariis parti læsæ oppressæque quantocius subvenire tenebitur, ita tamen, ut existente illo casu de modo, natura & tempore hujus auxilii ferendi secundum exigentiam rei transigatur. Cumque jamdudum vigenti adhuc, quod anno 1700. conclusum fuit, fœdere a variis potestatibus vicinis infestari Regnum Sueciæ contigerit, & illud bellum adhuc duret, hinc etiam Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas tam ex fœdere jam nominato quam vigore præsentis hujus se obligatam agnoscit, Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sueciæ ad ea ulteriora præstanda auxilia, quæ infra stipulata sunt. 1719

XI. Et licet pro præsenti hocce bello septentrionali ex voto Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ componendo amicabilis omnis via adhuc tentetur, successus tamen votis non respondeat, hisce Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ jam declarat & se obstringit, quod ejusmodi amicæ reconciliationis tentaminibus tempus amplius incassum sibi effluere non patietur, sed fortem Phalangem navium bellicarum vulgo Squadron dictam proximo vere tempestive Regno Sueciæ in subsidium sit expeditura sub mandatis & dispositione Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ in conjunctione cum ejus navibus bellicis acturam, ut Czaari Moscoviæ in Sueciam invasiones repellantur & justæ pacis leges atque conditiones quam citissime ab eo obtineantur, omnes autem operationes junctis viribus peragendæ in Consilio bellico cum Præfectis copiarum navalium utriusque Coronæ prævio habito ordinari & disponi debent. Imposterum vero antequam auxiliares copiæ mittentur, vim & injuriam passus cum altero confœderatorum communicabit, & tunc quidem uterque Confœderatorum operam navabit, ut invasor aut turbator amicabili ratione inducatur, a vi & injuria abstinere, ne ad arma venire necessum sit; quodsi vero ea lædentem occupaverit pertinacia, ut nullus amicabilibus rationibus ad æqua præstanda descendere velit, atque ita injuriatus & læsus Confœderatus violationem sibi illatam vi & armis propulsare, ac ulteriorem turbationem impedire coactus fuerit, tum demum copiæ præfatæ sine procrastinatione mittantur, nec prius desistatur, quam pari læsæ per omnia satisfactum fuerit, ille etiam, qui injuriis extorquet justam defensionem, pro aggressore habendus erit.

XII. Licitum quoque erit utrique Confœderatorum Eorumque subditis naves suas bellicas aliaque armata navigia in alterius portus subducere, ibi hybernare, morari, illorumque immunitatibus & privilegiis frui & gaudere, modo in ipsis portubus vel eorum ingressu illi, qui communes hostes non sunt, non infestentur aut per hoc cum iis omnis commerciorum usus ad dictos portus turbetur, multo minus in totum tollatur. Mutuo quoque Regiarum Majestatum Confœde-

1719 fœderatorum consensu est determinatum, de navigatione & commerciis negotiationem peculiarem pro mutuo utriusque Nationis commodo & emolumento Holmiæ quamprimum & sine ulla mora instituendam esse, interea temporis & usque dum ea suum sortiatur effectum, inter utrumque Confœderatorum pactum conventumque est, quod utrinque mutua & integra constabit navigationis & Commerciorum libertas in omnimodis mercimoniis & mercibus per universas & singulas eorum ditiones, dominia & territoria in Europa sita, ita ut licitum fuerit eorundem subditis invicem terra aut mari alterutriusque regna, provincias, insulas, oppida, urbes vicosque libere & tuto ingredi ibique commorari & rem Mercatoriam exercere in omnimodis mercibus & mercimoniis, quorum introitus exitusque non speciatim per leges & statuta utriusque Regni interdicuntur & cohibentur, ea lege tamen, ut ista commerciorum libertas non extendatur ad ulla alia loca, quam ad portus illos maritimos hucusque in exteræ cujusvis gentis commercium concessos; in quibus dictis portubus, oppidis, urbibus locisque liberum licitumque semper erit utriusque Confœderatorum subditis non solum ibidem commorari, degere & domicilia habere, quamdiu libuerit, citra ullam molestiam, gravamen, coercitionem aut temporis præfinitionem, verum etiam semet ipsos cum suis bonis, mercibus aut facultatibus quibusvis illinc transferre, & alibi se suasque dictas facultates recipere, quandocunque & quocunque versum ipsis placuerit, nullo adhibito incommodo, mora aut quolibetcunque impedimento, quovis sub prætextu, nisi in æri alieno fuerint, & justa ac legitima debita contraxerint, neque tributa ulla aut onera cujuscunque generis aut sub quocunque titulo dicti subditi solvere tenebuntur, dum mutuo manserit in alterutriusque Confœderatorum ditionibus & territoriis, quæ Gens amicissima solvere non tenetur, & quo omni meliori modo præfatorum subditorum res mercatoria confirmetur & adaugeatur, & commercium inter utrumque regnum reciproce promoveatur, dicti Fœderati se mutuo obstringunt, & ex alterutra parte spondent, quod merces & opificia utriusque nationis nulla alia onera & vectigalia majora imposterum solvant, quam quæ nunc stabilita sunt, eaque immunitate tam diu gaudeant, donec omnia hæc negotia ad mutuum commercium spectantia speciali conventione aut tractatu confestim concludendo in usum & utilitatem utriusque nationis semper deinde observando clarius atque firmius sint decisa, neque licitum respectivis erit utriusque Confœderatorum subditis majora vindicare & exigere pretia pro ponderandis & mensurandis mercibus & bonis ab ipsis importandis exportandisque, quam quæ ab utriusque Regni urbibus, indigenis & civibus exiguntur & solvuntur. Porro conventum & pro regula generali statutum est inter dictos Fœderatos, quod omnes & singuli Eorum subditi in ditionibus territoriisque hinc inde Eorundem imperio subjectis pari ad minimum favore in omnibus & ex omni occasione gaudebunt, & iisdem privilegiis, libertatibus & immunitatibus utentur ac fruentur, quibus subditi cujusvis alterius Principis

aut

aut ſtatus vel amiciſſimi utuntur, fruuntur gaudentque aut imposte- 1719
rum uti, frui aut gaudere poſſint.

XIII. Vigore articulorum quarti & quinti Tractatus de anno 1700. debuerunt ambæ Coronæ reciproce ea præſtare auxilia, quæ ibidem ſtipulata ſunt; conditionibus tamen art. 16. ejusdem Tractatus pacis, ſcil. ut ſi requiſitus Confœderatus fuerit ipſe bello implicatus ſive contra ſuos proprios ſive Confœderati hoſtes; hoc caſu non tantum auxilia requirenti præſtare non obligaretur, durante hoc bello, verum etiam auxiliares copias Confœderato vi fœderis miſſas revocare poterit prævia trium Menſium ſignificatione: cum autem acciderit, ut Sacra Regia Majeſtas Magnæ Britanniæ ipſa bello adverſus Coronam Galliæ implicata fuerit usque ad annum præterlapſum 1713. quo Tractatus Ultrajectenſis bellum pace mutavit, & ideo nec potuit, nec debuit obſtricta eſſe ſubſidia Coronæ Sueciæ promiſſa præbere, ſiquidem tamen ab eo ad hunc usque temporis articulum bellum Regni Sueciæ duravit eamque ob cauſam Suecia ſubſidia, quæ reſtant, poſtulat, ſubditi autem Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ juſtam compenſationem pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Suecicis interceptis, poſteaque Fiſco adſcriptis expoſcunt: pariter quoque ſubditi Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ pro navibus & mercibus ſuis ab armatoribus & navibus Magnæ Britanniæ interceptis compenſationem poſtulant, ea propter a partibus paciſcentibus conventum eſt, Commiſſarios utrinque quamprimum eligendos, qui examinent &, uti vocant, liquidationem inſtituant ſuper hinc inde interceptis & ablatis hiſce navibus & mercibus, ut appareat, quænam pars alteri debeat, idque quod ſic debetur, tam ratione unius, quam alterius harum prætenſionum termino a Commiſſariis inſtituto rite perſolvatur.

XIV. Quæ autem navibus Confœderati ſui ab altero Confœderatorum in ſuis portubus conceſſæ prærogativæ initio Art. 12. recenſentur, alterius hoſtibus nullatenus indulgebuntur, quemadmodum nec permittetur, ut ſubditi alterutriusque Confœderatorum hoſtibus alterius in Confœderati incommodum & detrimentum operam ſuam addicant, illisque quoquo modo, qua terra qua mari, ut Milites vel ut nautæ inſerviant, ideoque id iis quam ſeveriſſime interdicetur.

XV. Præſens fœdus inter Sereniſſimos Sueciæ & Magnæ Britanniæ Reges initum neutri Fœderatorum in ſuis Regalibus, Juribus & Dominio marium, nempe Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ in Maris Balthici & Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ in Marium, quæ vulgo Britannica dicuntur, Dominio quicquam derogabit, ſed uterque Confœderatorum ſupradicta omnia cum omnibus, quæ inde dependent, ſicut nunc & antea, ita in poſterum retinebit, iisque libere & ſine ulla contradictione fruetur; quo quidem ſupradictorum omnium fruitio utrinque intelligi debet, ſalvo hocce præſenti fœdere.

XVI. Poſtquam dicto modo requiſitus auxilia miſerit, vel ex fœderum legibus obligationi ſuæ ſatisfecerit, neceſſe eſt, ut eidem

1719 ejusque securitati vicissim prospiciatur ac proinde utrinque convenit, ut Confœderato etiam suppetias alteri Confœderato, ad hujus requisitionem ferenti, in terminis auxiliatoris omnino permansisse detur, nec ob præstitum auxilium bello ipsemet involutus fuerit, nihilominus sine inclusione & securitate ejusdem nullus tractatus pacis vel induciarum iniri, immo ne suspensio quidem armorum diuturna vel alteri Fœderatorum noxia fieri possit. Quodsi vero oblatus suppetias cum aggressore vel alio quocunque aperto bello implicetur, tunc neuter sine alterius consensu & consilio neque ad præliminares neque ad principales cum hoste vel hostibus tractatus descendat, sed omnia mutua opera, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate & satisfactione debita ex communi consensu plenissime cautum fuerit, præprimis Ei Confœderatorum, qui prius bello immixtus fuerit, neutiquam licebit bellum pace mutare, antequam alter Confœderatorum, qui vi fœderis Confœderato suo auxilium tulit, per omnia ab hoste indemnis præstetur, ac ad minimum in pristinum suum statum, quo ante bellum inchoatum gavisus est, aut jure gaudere debuit, siquidem status & conditio ejus per hostem & inde per insecutum bellum diminutionem aliquem acceperit, plenissime restituatur.

XVII. Supra dictis de auxilio ad requisitionem Confœderati ipsi ferendo hæc conditio per expressum apposita est, ut si post requisitionem factam contingat, alterum Confœderatorum Regum requisitum vel ipsum bello contra communem hostem implicari, vel ab alio vicino Rege, Principe vel Statu in propriis Regnis ac Provinciis infestari, ita, ut requisitus illam infestationem pro vero bello habeat, cui avertendo requirens ipse alias vigore hujus fœderis ad auxilia ferenda obligaretur, tunc alter Confœderatorum taliter infestatus, si quæ copiæ auxiliares ad requisitionem alterius Confœderati ante invasionem missæ fuerint, prævia trium mensium significatione easdem ad propriam Regni sui Regnorumque suorum defensionem revocare poterit, & durante illa invasione, qua premitur, promissa auxilia præstare non tenebitur, ut ante hoc accidit, flagrante eo bello tot annos gesto inter Coronam Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum, & quamvis prædictum illud fœdus anni 1700., quod pro basi hujus tenebitur, sub hac conditione initum fuit, & hoc etiam nunc temporis conclusum istiusmodi in posterum explicare debet; nihilominus Sacra Sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, ut clarissima Suæ in Coronam Sueciæ amicitiæ monumenta appareant, pro hac vice se obstringit, ut præsens inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniarum bellum nullo modo adferat impedimentum, quo minus Sua Regia Majestas Sueciæ auxilia tractatu hoc stipulata reipsa obtineat, iisdemque fruatur & sublevetur usque ad pacem feliciter restaurandam, scilicet subsidiis & Phalange navium bellicarum articulis 8. & 11. promissarum usque ad pacem cum Czaaro Moscov. restauratam, sed subsidiis tantum, quam diu bellum cum Corona Daniæ durabit, si nempe præter omnem spem illud bellum ultra pacem cum Czaaro extenderetur.

E con-

E contra obstringit se Sacra Regia Majestas Sueciæ se nullas admissuram conditiones, quæ Ipsi a Rege Hispaniæ vel directe vel indirecte poterunt proponi aut offerri, quatenus illæ conditiones aliquod præjudicium vel damnum causæ, quæ contra Hispaniam agitur & plurium annorum bello sustinetur inferre poterunt. Porro se obligat dicta Sacra Majestas Sueciæ pro se suisque Hæredibus & Successoribus ad manutenendam & guarantigiandam successionem in Regno Magnæ Britanniæ, quemadmodum ea per leges Regni stabilita est in domo Suæ Majestatis Britannicæ modo regnantis, prout etiam ad defendendas universas ditiones & provincias a Sua Majestate possessas, nullumque asylum aut refugium in ullo suorum Dominiorum loco dabit aut concedet personæ ejusque descendentibus, si qui Ei obtingant, qui vivente Jacobo II. Principis Walliæ & post ejus excessum Regium Magnæ Britanniæ titulum adsumsit, promittens pariter pro se suisque Hæredibus & Successoribus, nullum se dictæ Personæ ejusve descendentibus directe vel indirecte terra marive præbituram esse auxilium, consilium aut opem quamcunque, sive in ære, armis, apparatu militari, navibus, milite, nautis sive alio quocunque demum modo, idem observaturam intuitu eorum, quibus a dicta persona ejusque descendentibus forte mandatum aut commissum foret, Regimen Suæ Majestatis Britannicæ aut tranquillitatem Regni sui sive bello aperto sive clandestinis conspirationibus, suscitandove seditiones & rebelliones aut piraticam contra subditos Suæ Majestatis Britanniæ exercendo turbare, quo postremo casu Sacra Majestas Sueciæ promittit, se minime permissuram, ut ejusmodi piratis ullum in portubus Regni sui detur receptaculum. Denique Sua Regia Majestas Suecica obstringit se, quod nullam unquam protectionem vel asylum in ullo suorum Dominiorum loco illis Regiæ Magnæ Britanniæ Majestatis subditis dabit, qui actu tum sunt vel aliquando fuerint declarati rebelles & casu, quo ejusmodi forte in suis Regnis, Ditionibus & Provinciis existerent, eos e finibus suis intra octo dierum spatium ab interpellatione Regia exire jubebit: quodsi etiam Sacram Regiam Majestatem Britannicam in aliqua parte hostiliter invadi acciderit, Sua Regia Majestas Sueciæ in eum casum se obstringit ad submittenda auxilia super determinata, idem factura Ejus Descendentibus, si quando eos in successione Regni Magnæ Britanniæ turbari continget; & quemadmodum Protestantium Religioni commercioque Regnorum Sueciæ & Magnæ Britanniæ totique Orbi Christiano maxime interest, ne Mare Balthicum sub arbitrio sit Czaari Moscoviæ, ideo, si jam dictus Czaarus recuset pacem cum Suecia inire & ea restituere, quæ requiruntur ad eam securitatem Regni Sueciæ eamque libertatem commercii in Mari Balthico restaurandam, qualis utraque ante præsens hocce bellum fuit, in hoc casu obstringit Se Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ non solum ad ea auxilia præstanda, quæ in hoc præsenti tractatu expressa sunt, nimirum ut prædictus finis armis obtineatur, verum etiam promittit omnem operam omniaque officia 1719

1719 apud Fœderatos suos adhibituram, ut subsidiis Sueciam adjuvent & ita ad Czaarum coercendum Coronæ Sueciæ media suppeditent.

XVIII. Et quamvis Fœderati auxilia sibi invicem mittere modo superius dicto teneantur, ista obligatio tamen neutiquam eo extendi debet, ut propterea omnis protinus amicitia & mutuus commerciorum usus cum alterius Fœderati hostibus eorumque subditis omnino tollendus & interdicendus veniat, nam existente tali casu, quod unus Confœderatorum, etiam si auxilia requisitus tulerit, bello ipse non fuerit immixtus, ejus subditis ac incolis cum hostibus illius Fœderati, qui in bello versatur, commercia & navigationes liberæ erunt, licitumque omnino erit, merces ipsis quascunque advehere, iis tantummodo exceptis, quæ expresse vetitæ, vulgo contrabandæ dictæ, & communi omnium nationum consensu tales declaratæ sunt.

XIX. Quandoquidem ambæ summe memoratæ Regiæ Majestates hoa ipso profitentur, se equidem quibusdam pactis & fœderibus, quæ ante hac cum aliis inita sunt, adhuc obstringi eaque etiam ex præscripto eorundem pactorum velle debito modo servare, sed tamen nullis omnino pactis & inibi comprehensis articulis & clausulis hoc tempore teneri, quæ præsens hoc fœdus ullo modo ullove sub prætextu infirmare & impedire valeant aut debeant, ita, quo magis reciproca Fœderatorum fides & perseverantia in hac societate appareat, animique subditorum & amicorum confirmentur, utræque summe commemoratæ Regiæ Majestates se invicem obligant & declarant, se omnibus & singulis hujus fœderis articulis sincere & bona fide staturas, neque de genuino & communi prædictorum articulorum sensu sub ullo commodi, amicitiæ, prioris fœderis, pacti & promissi prætextu vel alio quovis colore vel latum unguem discessuras, sed omnia, quæ in hoc fœdere promiserunt, prout res & negotia postulabunt per Se vel Ministros & subditos suos executioni promtissime & plenissime, prout expressis verbis stipulata sunt, adeoque cum effectu mandaturas idque sine ulla limitatione, exceptione vel excusatione, exceptis iis excusationibus, quæ in præcedentibus hujus fœderis articulis exprimuntur.

XX. Durabit hoc fœdus defensivum in octodecim annos, ante quorum lapsum Confœderati Reges de hujus plenaria continuatione denuo tractare poterunt, si utrique ita fuerit visum.

XXI. Quemadmodum hæc pacta vi acceptatæ potestatis & mandatorum utrinque conclusa sunt, ita eadem ab utraque Sacra Regia Majestate Sueciæ & Magnæ Britanniæ in debita & solenni forma approbari & rata haberi eorumque ratificationis instrumenta Holmiæ intra trium Mensium spatium a tempore hujus subscriptionis numerandorum vel citius, si ita fieri poterit, exhiberi & permutari debent.

In majorem omnium supra dictorum certitudinem ac robur Tractatus hujus bina exemplaria confecta sunt, quorum unum supra dicti Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatores & Secretarius Status, alterum vero supra dictus Sacræ Regiæ Majest. Magnæ Britanniæ Legatus extraordinarius & Plenipotentiarius, omnes in

eum

eum finem speciali facultate instructi, Holmiæ subscripserunt & suis 1719
sigillis firmarunt, idque uno eodemque die, nimirum die 21. Jan. anno 1720.

CCLXXXIX.

Friede zwischen Schweden und Preussen zu Stockholm An. 1720.

Im Nahmen der heiligen und unzertrennten Drey-Einigkeit.

KUnd und zu wissen sey hiermit, daß gleichwie der Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürst und Herr, Herr FRIEDRICH WILHELM, König in Preussen, Marggraff zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cämmerer und Chur-Fürst; Souverainer Printz von Oranien, Neufchatel und Vallengin; In Geldern, zu Magdeburg, Cleve, Jülich, Berge, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, zu Mecklenburg, auch in Schlesien zu Crossen Hertzog; Burggraff zu Nürnberg; Fürst zu Halberstadt, Minden, Camin, Wenden, Schwerin, Ratzeburg und Meurs; Graff zu Hohenzollern, Ruppin, der Marck, Ravensberg, Hohenstein, Tecklenburg, Lingen, Schwerin, Bühren und Lehrdam; Marquis zu der Vehre und Vlißingen; Herr zu Ravenstein, der Lande Rostock, Stargardt, Lauenburg, Bütau, Arlay und Breda ꝛc. ꝛc. An einer, und die Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürstin und Frau, Frau ULRICA ELEONORA, der Schweden, Gothen und Wenden Königin ꝛc. ꝛc. Anderer Seits ohnerachtet des unter denenselben entstandenen Krieges, jedesmahl eine aufrichtige intention und Begierde behalten, fordersamst mit einander in das vorhin unter sich gepflogene gute Vernehmen und Verständtniß wieder zu treten; Also Sie auch mit vielem Vergnügen wahrgenommen, daß der Durchlauchtigste, Großmächtigste Fürst und Herr, Hr. GEORG, König von Groß-Britannien, Franckreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Schatzmeister und Chur-Fürst; zu Beforderung dieses heilsamen Zwecks Dero Fleiß und Bemühung anwenden wollen, welches dann auch den erwünscheten, und von GOtt geseegneten effect gehabt, daß, nachdem höchst-erwehnte Se. Königl. Majestät von Groß-Britannien, vermittelst des, mit Ihrer Königl. Majest. von Schweden den 18 (29.) Augusti 1719. aufgerichteten Tractats, Sich gewisser præliminair-Puncte, so zum Grunde und Fundament des Friedens zwischen Ihro Königl. Majestät in Preussen und Ihrer Königlichen Majestät von Schweden dienen solten, durch rühmliche und beständig von allerseits paciscirenden Cronen angewandte Officia und Mediation des Durchl. Großmächtigsten Fürsten und Herrn, Hrn. LUDWIG des XV. Allerchristlichen Königs von Franckreich und Navarra, allhier subsistirenden Residenten und Plenipotentiarii, des Wohlgebohrnen Herrn

 Jacob

1720 Jacobs von Campredon, verglichen, hierüber unter denen an beyden höchsten Theilen dazu bevollmächtigten Ministris, und zwar an Seiten Sr. Königl. Majestät in Preussen, dem Hochwohlgebohrnen Hrn. Friedrich Ernst Freyherrn von und in Enyphausen, Sr. Königl. Majestät in Preussen, würcklichen Etats- und Krieges-Ministre, des Johanniter-Ordens Ritter und Commendator zu Lietzen, und an Seiten Ihrer Königl. Majestät von Schweden, dem Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn Johann August Meyerfeld, Ihrer Königl. Majestät von Schweden, und Dero Reichs Rath, General von der Infanterie, General-Gouverneurn des Hertzogthums Pommern und Fürstenthums Rügen, auch verordneten Cantzeley-Rath, wie auch dem Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn Carl Gustav Dücker, Ihrer Königl. Majestät von Schweden, und Dero Reichs Rath, Feld-Marschalln und verordnetem Krieges-Rath, desgleichen dem Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn Gustav Adam Taube, Ihrer Königlichen Majest. von Schweden, und Dero Reichs Rath, und Ober-Stadthalter in Stockholm, gleichermassen dem Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn Magnus de la Gardie, Ihrer Königl. Majest. von Schweden, und Dero Reichs Rath, und Præsidenten in dem Königl. Commercien-Collegio, so auch dem Hochwohlgebohrnen Grafen, Herrn Johann Lilliensted, Ihrer Königl. Majestät von Schweden, und Dero Reichs Rath, und verordnetem Cantzley-Rath, wie nicht weniger dem Wohlgebohrnen Baron, Herrn Daniel Niclas von Höpken, Ihrer Königl. Majestät von Schweden verordneten Etats-Secretaire, deshalb weitere Handlung gepflogen, und endlich folgender Tractat, vermittelst Seiner Königl. Majest. von Groß-Brittannien Mediation, durch Dero allhier subsistirenden Ambassadeur Extraordinaire und Plenipotentiaire, den Lord Carteret geschlossen worden.

Art. I.

Zwischen Sr. Königl. Majestät in Preußen, Dero Königreich, Churfürstenthum, auch übrigen angehörigen Provincien, Ländern, Städten, Einwohnern und Unterthanen, in und ausser dem Römis. Reiche, an einer, und Ihr. Kön. Majest. von Schweden, und dem Königreich Schweden, denen dazu gehörigen Provincien, Landen, Städten, Einwohnern und Unterthanen, in und ausser dem Römis. Reiche, anderer Seits, soll von nun an der Krieg gäntzlich cessiren, u. keine Feindseeligkeiten, weder directe noch indirecte, unter keinerley prætext und Vorwandt, es sey derselbe beschaffen, wie er wolle, von dem einen Theile wider den andern weiter verübet noch ins Werck gestellet werden, vielmehr aber an statt dessen zwischen beyderseits Königl. Majestäten, Dero Unterthanen und Angehörigen, eine vollkommene gute Freundschafft und Correspondence gepflogen, und das Commercium zu Wasser und Lande, zwischen beyderseits Königreichen und Provincien wieder frey gegeben und in allem befordert werden.

II. Es soll auch beyderseits eine immerwährende Vergessenheit

und

und Amnestie alles dessen seyn, was an der einen oder der andern Seite, es sey, auf was Weise es wolle, feindliches oder widerwärtiges gegen einander vorgenommen seyn möchte, und soll deren keines dem einen oder dem andern Theile, oder jemand der Seinigen im Unguten jemahlen zugerechnet oder vergolten werden, sondern das alles soll hiemit todt und ab seyn, auch dessen nimmer gedacht werden; Vielmehr soll und will ein jeder Theil des andern Gloire, Nutzen und Bestes von nun an, in allen Vorfallenheiten eyfferigsten Fleisses befordern, Schaden und Unheil aber nach allem Vermögen, treulich abkehren und wenden helffen: 1720

Dabenebenst sollen auch alle, unter währendem Kriege genommene Gefangene, wes Standes Sie auch seyn mögen, keinen ausgenommen, gleich nach ausgewechselten Ratificationen über gegenwärtiges Friedens-Instrument, von beyden Theilen ohne rançon ausgegeben und auf freyen Fuß gestellet werden.

III. Gleichwie Ihre Königl. Majest. in Schweden, um desto mehr an den Tag zu legen, wie sehr Sie geneigt sind, Ihres Ortes alles dasjenige beyzutragen, was zu Wiederherstellung, und künfftiger desto mehrerer Befestigung des vorigen, zwischen beyden Cronen, Preussen und Schweden, gepflogenen, eine zeithero aber unterbrochen gewesenen guten Vernehmens, auf einige Weise hat dienlich seyn können, derowegen auch, aus Liebe zum Frieden, vermöge des, mit Seiner Königl. Majest. von Groß-Britannien, unterm 18. (29.) Augusti 1719. errichteten, Eingangs berührten, und beyderseits ratificirten Præliminair-Tractats, und dessen Separat-Articuls, bereits versprochen haben, vor Sich, Dero Erben und Nachkommen, die Stadt Stettin, samt dem District zwischen der Oder und der Pehne, mit denen Insuln Wollin und Usedom, an Se. Königl. Majest. in Preussen, Dero Königliches Hauß, auch Dero Erben und Successoren, ohne Ausnahme, auf ewig, und mit eben dem Rechte zu cediren, wie solches alles der Cron Schweden durch den Westphälischen Frieden Art. X. im Jahr 1648. von dem damahligen regierenden Röm. Käyser und dem Reiche übertragen und conferiret worden, Se. Königl. Majest. von Preussen auch diese, von Sr. Königl. Maj. von Groß-Britannien vor Sie, und zu Ihrem besten, durch oberwehnten Tractat vom 18. (29.) Aug. 1719. geschehene Stipulation, in allen Puncten acceptiret und angenommen haben, also hat es auch dabey sein Bewenden, und cediren und übertragen Sie, Krafft dieses nochmahlen, für Sich, das Reich Schweden, und Ihre Successoren und Nachkommen, Sr. Königl. Majest. in Preussen, Dero Königlichem Hause, auch Erben, Nachkommen und Successoren, keine davon ausbeschieden, in perpetuum, die Stadt Stettin, mit dem dazu gelegten gantzen District Landes zwischen der Oder und Pehne-Strohm, nebst denen Insuln Wollin und Usedom, samt denen Ausflüssen der Suine und Dievenau, dem frischen Haff und Oder, biß sie in die Pehne fliesset, und ihren Nahmen verliehret, welcher Pehne-Strohm die Gräntze seyn, und beyden angräntzenden hohen Theilen gemeinschafftlich verbleiben soll, pleno Ju-

1720 re, mit allen denen Rechten und Zubehörungen, so wie selbige Stadt mit dem, anjetzo besagten, und Krafft dieses Sr. Königl. Majest. in Preussen abgetretenen District nebst denen Insuln Wollin und Usedom, auch oberwehnter massen angeführten Ausflüssen und Wässern, durch das Oßnabrückische Friedens-Instrument vom 14. (24.) Octob. 1648. der Cron Schweden mit mehrerm zugeeignet worden, und wie die Könige von Schweden selbige seithero besessen, genutzet, und gebrauchet haben, oder besitzen, nutzen und gebrauchen sollen, nichts überall davon ausgenommen, solches alles und jedes mit eben dem Rechte, wie es Jhro Königl. Majest. von Schweden und Dero Vorfahren an der Regierung, wie auch das Reich Schweden bißhero besessen, ohne einige Schmälerung oder Vorbehalt, auch ohne alle, in oder ausserhalb Gerichts, von Jhrer Königl. Majest. von Schweden, oder Dero mitbeschriebenen, jemahls zumachende Widerrede, Hinderung oder Sperrung, völlig und eigenthümlich zu haben und zu behalten. Jhro Königl. Majest. und die Cron Schweden renunciiren auch völlig auf alle bisher in denen Locis cessis gehabte Rechte, Gerechtigkeiten und dem Juri territoriali & Superioritatis hiemit aufs bündigste und auf ewig. Entbinden gleichfalls hiemit die Unterthanen, Eingesessene und Angehörige mehr besagter Sr. Königl. Majest. in Preussen anjetzo cedirten Oerter, aller derer Pflichten und Verbindungen, womit Sie Jhrer Königl. Maj. und dem Reiche Schweden verbunden gewesen, und verweisen sie damit an Sr. Königl. Majest. in Preussen und Dero obmitbeschriebene, als Jhre nunmehrige rechtmäßige ohnstreitige Landes- und Ober-Herrn.

IV. Was aber den Jhrer Königl. Majest. von Schweden und dem Reiche Schweden, ratione dieses Hertzogthums, gehörigen und ferner ohngehindert zuführenden Sitz und Stimme auf Reichs- und Crayß-Tägen im Römischen Reiche nebst andern, der Cron Schweden, in Ansehen dieses Voti & Sessionis zuständigen Juribus anbelanget, so bleibet es deßfalls bey der, in Ansehung der Pommerischen Lande, in dem Westphälischen Friedens-Schluß, und andern zwischen der Cron Schweden und dem Churfürstl. Hause Brandenburg deßhalb errichteten Conventionen, beliebten und fest gestelleten Disposition.

V. Se. Königl. Majest. in Preussen, und Dero obmitbeschriebene, versprechen und geloben, Jhrer Seits die Stände, Unterthanen und sämtlichen Einwohner, daß, Deroselben durch diesen Tractat cedirten Districts, nebst den Insuln Wollin und Usedom, der Stadt und Festung Stettin, auch allen anderen daselbst belegenen Orten, Städten, Flecken, Schlössern, Dörffern, und was denenselben anhängig und zugehörig seyn kan, niemanden ausgenommen, und also einen jeden derselben absonderlich, so wohl als alle insgemein, bey ihren wohlhergebrachten Freyheiten, Gütern, Rechten u. Privilegien, sowohl in Ecclesiasticis, als Politicis, so wie besagte Stände, Unterthanen und Einwohner solche von Zeit zu Zeit von Jhrer Herrschafft erworben, und ihnen in dem Instrumento Pacis Westphal. selbige bestätiget und vorbehalten, auch ihnen nach dem, von denen Königen und der Cron

Schwe-

Schweden verliehen worden, wie auch bey dem freyen Religions-Exercitio, zu folge der unveränderten Augspurgischen Confession, nach Maßgebung Tit. I. der Pommerischen Kirchen-Ordnung, als des Landes Fundamental-Satzung, jederzeit unbekümmert und ungekränckt zu lassen, zu handhaben und zu schützen. 1720

VI. Seine Königl. Majestät in Preussen, und Dero obmitbeschriebene, versprechen auch die in denen Locis cessis wohnhaffte und angesessene Ritterschafft, ausser denen allgemeinen Landes-Juribus, bey Ihren wohlerworbenen absonderlichen Privilegien, Befugnissen und Gerechtsamen, wie nicht weniger habenden besondern Juribus, in Lehns-Sachen, so wie selbige alle, besagter Ritterschafft in dem Westphälischen Friedens-Instrument vorbehalten, und Sie solche unter denen Königen und der Cron Schweden besessen und erworben, besitzen sollen, oder mögen, ungekräncket zu lassen, zu schützen und beyzubehalten, auch die Possessores der Lehn-Güter, so selbige bey Anfang dieses letzten Krieges inne gehabt, ohne einige Distinction, ob Sie selbige von denen vorigen Hertzogen in Pommern, oder von Ihrer jetzt regierenden Königl. Majestät von Schweden, und Dero Vorfahren, von Königen zu Königen bekommen haben, bey Ihren solchergestalt wohlhergebrachten Rechten, stets zu mainteniren und zu schützen, wie dann auch zu Folge dessen, alles dasjenige, was währendem diesem Kriege, dem zuwieder geschehen und verfüget seyn möchte, hiemit aufgehoben, und in vorigen Stand, wie es beym Anfang desselben gewesen, wieder soll gesetzet werden.

VII. Als auch die, unter voriger Königl. Schwedischen Regierung überall ins Werck gestellete Reduction und Liquidation, zu vielfältigen Beschwerden derer Unterthanen und Eingesessenen Anleitung gegeben, wodurch dann Seine in GOtt ruhende Königl. Majest. zu Schweden, Glorwürdigsten Andenckens, so wohl als in Ansehung der Sachen Billigkeit bewogen worden, mittelst eines im Jahr 1700. den 13. Aprilis durch öffentlichen Druck bekandt gemachten Patents, die Versicherung von sich zu geben, daß im Fall einige von Ihren Unterthanen mit gewissen Beweißthümern darthun könten, daß ihnen einige Güter, welche ihnen mit Recht zugehören, eingezogen worden, ihnen ihr Recht unbenommen seyn solte, zu Folge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen, in den Besitz ihrer vorigen, durch erwehnte reduction, oder unter anderm Vorwandt ihnen abgesprochenen-eingezogenen oder sequestrirten Güter wieder zurück getreten, dieses Recht nachgehends von denen sämbtlichen Reichs-Ständen, bey Ihrer letzten Zusammenkunfft, durch Ihren, den 30sten letzt verwichenen May abgefasseten Reichs-Tags Beschluß aufs neue fest gestellet worden; Als ist hiemit von beyden allerhöchsten Theilen verabredet und beliebet worden, daß die in vorhergehenden 3ten Articul gegenwärtigen Tractats geschehene cession keinesweges schmälern, vielweniger aber aufheben solle, derer in solchem abgetretenem District, Städten und Orthen befindlichen Eingesessenen und Unterthanen, oder derer Erben, sie mögen intra oder extra territorium sich aufhalten, in

1720 in diesem Fall habende rechtmäßige Ansprach und Forderungen, sondern sollen selbige gegen Se. Königl. Majestät von Preussen, in eben derselben Krafft und Würckung verbleiben, wie sie anjetzo gegen Ihro Königl. Majestät von Schweden sind, und sich befinden, und nun, oder ins künfftige können erweißlich gemacht werden.

VIII. Jmgleichen sollen Krafft der in dem vorhergehenden anderen Articul beliebten und fest gestelleten Amnestie, die wegen des bishero gewesenen Krieges etwa vorenthaltene Güther, Lehn, Häuser und Eigenthum, von was Art und Beschaffenheit es auch immer seyn mag, denenjenigen Proprietariis, sie mögen intra oder extra territorium sich aufhalten, wieder zugestellet und eingeräumet werden, welche selbige bey Königl. Schwedischen Zeiten gehabt und besessen haben.

IX. Nicht weniger sollen alle in mehr erwehnter Seiner Königl. Majestät in Preussen anjetzo cedirten Stadt Stettin und dem District zwischen der Oder und Pehne, Usedom und Wollin inclusive, nebst denen dazu gehörigen Aemtern, Städten, Flecken und Orthen, von der dortigen damahligen Königl. Schwedischen Regierung, bis man Königl. Preußischer Seits, sich des gantzen Landes mit gewaffneter Hand völlig bemächtiget, publico nomine, und mit der dortigen Landes-Stände Consens, wegen Schulden und Posten, so auf Königl. Befehl aufgenommen, und in des Königs oder der Cron Schweden Nutzen verwandt worden, gemachte würckliche Verpfändungen, und von besagter Regierung verliehene Immissiones, obgleich dieselbe des nachgehends eingefallenen Krieges halber, könten interrumpiret worden seyn, in ihrer vollenkommenen Krafft verbleiben, dergestalt, daß die Creditores und rechtmäßige Inhabere, so wohl die, so in Pommern geblieben, als diejenige, so wegen Ihrer Militair- und Civil-Dienste, dieses Krieges halber, nach Schweden oder anders wohin gehen müssen, solches Ihnen, in Ansehung Ihres gethanen Vorschusses erweißlich verliehenen oder eingeräumten Unterpfandes, von was Art und Beschaffenheit es auch immer seyn mag, nichts davon ausgenommen, Ihre in Händen habende Contracte, und darinn enthaltene Verschreibungen, so lange zu gute geniessen, bis dieselbe, nach Inhalt bemeldter Contracten völlig expiriret und Sie Ihres Vorschusses halber, gäntzlich vergnüget worden, alsdann, erst besagten Creditoren verpfändete und in mehr besagter Stadt Stettin und dazu gelegtem District, Wollin und Usedom inclusive belegene Güther, Aemter und Häuser, Sr. Königl. Majestät in Preussen und Dero Obmitbeschriebenen zufallen, und Dero Cammer einverleibet werden:

Es wäre dann, daß Ihro Königl. Majestät in Preussen solche Verpfändungen vor der Zeit wieder einlösen, und die Interressenten, laut Inhalts der in Händen habenden Verschreibungen, mit baarem Gelde abfinden wolten, sonst aber, und vor sothaner erfolgten würcklichen Resolution verbleiben, wie vorbesagt, die Pfandhabere in dem vollenkommenen ruhigen Besitz Ihrer Hypothequen, so lange bis die

Ihnen

Ihnen verschriebene Jahre völlig expiriret, und selbe wegen Ihrer 1720
Contracten gäntzlich vergnüget worden.

X. Desgleichen nehmen auch Seine Königl. Majestät in Preussen, als nunmehrige Landes-Obrigkeit über mehrbesagte Loca cessa, auf Sich, die von dem damahligen Königlichen Schwedischen General-Gouverneur und Regierung, auch anderen alldorten commandirenden Königl. Schwedischen Generalen ausgegebene speciale Verschreibungen und Versicherungen, wegen eingetriebenen Viehes und Getreyde, auch andern Nothdürfften, so zu des Landes damahliger Defension in diesem letzten Kriege würcklich angewandt worden, denen Inhabern solcher Verschreibungen bis auf funffzehen tausend Reichs-Thaler Pommersche Courant Währung zu vergüten.

XI. Beyde hohe Compaciscenten versprechen die annoch in Händen habende Archive, Schrifften und Documenten, nichts davon ausgenommen, welche so wohl die Loca cessa, als den Seiner Königl. Majest. und dem Reiche Schweden verbleibenden Antheil von Pommern und die Insul Rügen angehen, einander bona fide, so bald es möglich abliefern, und denenjenigen zustellen zu lassen, welche dazu mit behöriger Vollmacht werden versehen werden.

Da aber der grösseste Theil der letzteren von Sr. Königl. Majest. in Preussen, des Königes in Dennemarck Majest. soll eingehändiget worden seyn, so wollen hochbesagte Se. Königl. Majestät in Preussen Dero Officia bey des Königs in Dennemarck Majestät anwenden, damit selbige Archiven, Documenten und Schrifften nebst denen dazu gehörigen Wismarischen Tribunals-Acten, nichts davon ausbeschieden, Sr. Königl. Majestät und dem Reiche Schweden bey erfolgter Restitution des in Königl. Dänischen Händen anjetzo seyenden Antheils von Pommern mit der Insul Rügen wieder sollen abgeliefert werden.

XII. Damit auch das Commercium und die Schiffarth sämtlicher Eingesessenen und Einwohnern in dem Hertzogthum Pommern so wohl Königl. Schwedischen Antheils als an Se. Königl. Majestät in Preussen anjetzo cedirten Districts und darinnen befindlicher Städte und Dörffer bestmöglichst befördert und allen desfalls entstehenden Difficultäten und Incommoditäten in Zeiten nachdrücklichst möge vorgebauet werden; So haben beyderseits hohe Compaciscenten sich dahin verglichen und hiemit verabredet, daß der Pehne-Strohm auf fürberührte Art die Gräntze mache, gemeinschafftlich verbleibe, und daß weder auf diß- noch jenseit der Pehne auf besagtem Strohm und andern darinn fliessenden Wässern einige neue Zölle oder andere Imposten aufgerichtet, noch die alte vermehret, sondern in allem, wie es vor alten Zeiten und vor diesem letzten Kriege gewesen, unverbrüchlich soll gelassen und gehalten werden, so, daß die Schiffarth und das Commercium auf keine Weise gehemmet werden möge: Es behalten auch die Königl. Preußische Unterthanen für ihre kommende und gehende Schiffe, gleich allen andern Fremden den freyen und ungehinderten Gebrauch des Hafens Grunschwart, um sich dorthin zu retiriren,

1720 ren, und mögen sie sich daselbst ungehindert aufhalten, so lange die Nothdurfft es erfordert, ohne daß sie deshalb einige Onera weder daselbst noch beym Ruden abzuführen gehalten seyn sollen, nachdem sie einmahl die vor diesem Kriege gewöhnliche Auflagen in Wolgast erleget. Desgleichen sollen auch die Königl. Schwedische Pommersche Unterthanen eine ebenmäßige Freyheit in denen Locis cessis und dort gelegenen Hafen, Küsten und Wässern zu geniessen haben.

Se. Königl. Majestät in Preussen wollen auch den Holtz- und Eichen-Handel, den die Cron-Schweden und dero Unterthanen vorhin in Pommern und andern Königlichen Preußischen Orten getrieben, keines weges hemmen, sondern solchen bestens favorisiren, die Königl. Schwedischen Unterthanen auch so wohl in dieser, als allen andern Handlungen, es sey auf der Oder oder Warthe-Strohm, als gentem amicissimam handhaben, auch diesen Strohm so breit und offen lassen, daß die Flösse und Schiffahrt dadurch keine Hinderung leiden können.

Es wollen auch beyde Compacifcenten beyderseits Unterthanen in ihren Angelegenheiten und rechtmäßigen Forderungen promte und rechtmäßige Justice wiederfahren lassen.

XIII. Demnach man wegen des, bey Königl. Schwedischen Zeiten in Stettin bezahlten Licents vor dieses mahl nicht übereinkommen können, die jetzigen Conjuncturen aber die Unterzeichnung dieses Friedens-Tractats länger aufzuziehen nicht verstatten wollen:

Als ist von beyden hohen Theilen gut befunden worden, die gäntzliche Entscheidung dieser Sachen biß zu einer absonderlich dazu zu verordneten Commission auszusetzen, um sich deßfalls durch die fernere Officia anfangs höchst-erwehnter beyden Cronen, welche als Mediateurs bey diesem Friedens-Negotio gewesen, gütlich zu vergleichen, und darinnen einen baldigen endlichen Schluß zu treffen, ohne daß solches mittlerweile einem oder dem andern derer hohen Paciscenten an seinen Rechten derogiren, noch den zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden und Sr. Königl. Majest. von Groß-Britañien errichteten vorhin angezogenen Præliminar-Tractat dadurch einige Weise aufhalten könne. Wobenebenst die hier anwesende Ministres derer hohen Mediateurs über sich genommen, diese Sache halber bey Ihren respective Höfen solche Vorstellung zu thun, daß dieser Zwist der Billigkeit nach, und zum längsten innerhalb 3. oder 4. Monathen von heutigen Dato angerechnet gütlich abgethan werden möge.

XIV. Die durch diese Friedens-Tractaten an Se. Königl. Majestät in Preussen cedirte Vor-Pommersche Städte und Orte, auch deren sämmliche Eingesessene, sollen aller derer Rechte, Prærogativen und Immunitäten, Exemtionen und Freyheiten, deren Sr. Königl. Majest. in Preussen übrigen Unterthanen in dem Königreich Schweden und denen darzu gehörigen Ländern und Provincien geniessen, oder auch sonsten amicissimæ genti können accordiret werden, sich ins künfftige zu erfreuen haben. Und weil Ihro Königl. Majestät von Dennemarck, Zeit des bisherigen Krieges, die für denen Königlichen

Schwe-

Schwedischen Unterthanen vorhin durch solenne Tractaten, festge- 1720
stellete Freyheit von dem Zoll im Sunde bisher nicht gestatten wollen, Sie auch selbige Ihnen künfftig zu entziehen und zu verweigern Ursach und Gelegenheit suchen dürfften; Ihro Königliche Majestät von Schweden aber und Se. Königlchie Majestät in Preussen beyderseits billig und recht finden, daß diese, denen Königl. Schwedischen Unterthanen, und zwar nicht weniger denen, welche durch diesen Tractat an Se. Königl. Majestät in Preussen kommen, als denen, die unter Königlicher Schwedischer Bothmäßigkeit sind und bleiben, einmahl zugestandene Zoll-Freyheit im Sunde, ihnen auch ferner ungekränckt verbleibe und gelassen werde.

So wollen beyderseits Königl. Majestäten auf oberwehntem Fall daran seyn, auch da es nöthig, alle zulängliche und kräfftige Mittel vorkehren und zur Hand nehmen, damit diese von der Cron Dennemarck etwa vorgenommene Neuerung wieder abgestellet, und nicht weniger alle Königliche Schwedische als anjetzo cedirte Königliche Preußische Unterthanen, bey der Exemption und Freyheit von dem Zoll im Sunde, denen deßhalb aufgerichteten Tractaten gemäß conserviret und erhalten werden, zu welchem Ende beyderseits hohe Compaciscenten sich hiemit verbinden, bedürffenden Falls sich näher hierüber zusammen zu setzen, und die deßfalls nöthige Mesures zu nehmen.

XV. Was die Deserteurs, sowohl Soldaten als Landes-Einwohner betrifft, so verbleibet es damit bey denen vorigen zwischen denen Cronen Schweden und Preussen in diesem Fall errichteten Conventionen, welche dann so wohl als ein neues Cartel bey erster Gelegenheit renoviret und aufgerichtet werden sollen.

XVI. Was die Posten in Pommen betrifft, so behalten sich beyde hohe Compaciscenten in Dero Territoriis so wohl diß- als jenseit der Pehne das Jus Postarum vor; Doch wollen Ihro Majestät der König in Preussen, die vorhin mit der Cron Schweden deßfalls aufgerichtete Conventionen, in so weit die anjetzo geschehene Cession die Sache nicht verändert, renoviren, und darinnen keine Neuerung machen, auch das Post-Geld so wohl vor die Passagierer, als Briefe, auf eine billige und in dem Römischen Reiche gewöhnliche Weise reguliren, wie nicht weniger das Königl. Schwedische Postwesen, so viel möglich, und zu beyderseits hohen Interessenten Nutzen bestens favorisiren und befördern helffen. Wie dan in specie verabredet ist, daß denen Königlichen Schwedischen Posten eine freye Station in Anclam gelassen werden soll, so daß selbige ihre von Schwedischen Orten kommende Briefe, Paquete und Passagierer allda abliefern, und durch Königliche Preußische Posten weiter befordern, auch die mit Königlichen Preußischen Posten von andern Orten in Anclam ankommende- und nach dem Königl. Schwedischen Pommern und weiter gehende Briefe, Paquete und Passagierer daselbst annehmen, und folglich sicher und ohngehindert weiter fortbringen können.

Solte sonst in Ansehung der Posten noch einige weitere Abrede zu neh-

1720 nehmen seyn, so soll solches durch die von beyden hohen Theilen künfftig dazu verordnete Commissarien geschehen, und das nöthige darunter verfüget werden.

XVII. Seine Königliche Majestät in Preussen verbinden sich auf das allerkräfftigste und nach Innhalt des oberwehnten, mit Ihro Königl. Majestät von Groß-Britannien geschlossenen Præliminair-Tractats und dessen 2ten Separat-Articuls des Czaaren von Rußland Majestät, so lange der gegenwärtige Krieg zwischen Ihrer Königl. Majestät von Schweden und demselben währet, auf keinerley Art, unter was Schein und Vorwand es auch immer seyn mag, weder directe noch indirecte zu assistiren, zu helffen, noch dessen gegen Ihre Königl. Majestät und das Reich Schweden, wie auch dessen hohe Alliirte und Bundes-Verwandte führende schädliche Absichten und Vorhaben zu befördern, noch befördern zu helffen.

XVIII. Vielmehr geloben und versprechen Se. Königl. Majest. in Preussen hiemit, die mit Ihrer Königl. Majestät zu Schweden Vorfahren und dem Reiche Schweden vorhin gepflogen vertrauliche Freundschafft und Bündnisse, nebst denen Garantien, so dem Fürstlichen Hollsteinischen Hause auf dem Fuß des, mit denen Nordischen Allirten geschlossenen, oder noch ferner mit Concert von Ihro Königl. Majestät von Preussen zu schliessenden Friedens können zu gute kommen, anjetzo mit Ihrer Königl. Majestät und dem Reiche Schweden zu erneuern, und selbige nach denen jetzigen Conjuncturen einzurichten.

Uberdem wollen Ihro Königl. Majestät in Preussen gehalten seyn, an Ihro Königl. Majestät in Schweden auf Dero Assignation und Qvittung die Summa von zwey Millionen oder Zwantzig mahl Hundert Tausend Reichs-Thaler, an neuen, vollgültigen, einfachen und gedoppelten Marck oder Drittel-Stücken, nach dem Leipziger Müntz-Fuß de anno 1690., da die Marck feinen Silbers zu zwölff Courant-Thalern ausgemüntzet ist, in Hamburg zahlen zu lassen, und zwar in drey Terminen, wovon der erste, Sechs Wochen nach Ihrer Königl. Majestät in Schweden ausgestellten Ratification über gegenwärtiges Friedens-Instrument mit 600000. Reichs-Thaler, der andere am Ende des bevorstehenden Monats May mit 700000. Reichs-Thaler, und der letzte den ersten des darauf folgenden Monaths Decembr. des jetztlauffenden 1720. Jahres abermahl mit 700000. Reichs-Thaler alle drey mahl und bey jedem hier oben ausgesetztem Termine richtig, ohn abgekürtzt und ohnfehlbar zu Hamburg an Ihrer Königl. Majestät von Schweden mit behörigen Vollmachten und Qvittungen versehene Gevollmächtigte sollen bezahlet und geliefert werden.

XIX. Wann auch Ihre Königl. Majestät und das Reich Schweden ausser denen, in diesem Tractat Sr. Königl. Majestät in Preussen cedirten und abgetretenen Orthen und Ländern höchst gedachter Sr. Königl. Majestät Dero Erben und Nachkommen hiemit und Krafft dieses annoch auf gleiche Weise und mit eben der Verbindlich-

keit,

keit, wie Art. III. die Cession von Stettin nebst dem Districkt zwischen 1720
der Oder und Pehne nebst denen Jnsuln Wollin und Usedom geschehen, cediren und abtreten in perpetuum die auf jener Seite der Oder belegene Städte, Damm und Golnau mit allen deren Appartinentien und Zubehörungen, Rechten und Gerechtigkeiten, so wie Jhre Königliche Majestät und die Cron Schweden besagte Oerter mit ihren Appartinentien vermöge des Westphälischen Frieden-Schlusses Art. X. besessen, genutzet und gebrauchet haben, nichts davon ausbeschieden: Als versprechen und geloben Se. Königl. Majestät in Preussen dahingegen, alle zulängliche Auswege und nachdrückliche Officia anzuwenden, um die gegenwärtige, gegen Jhre Königl. Majest. in Schweden und der Cron Schweden declarirte Feinde dahin zu vermögen, einen billigen und sichern Frieden mit Jhrer Königl. Majestät und dem Reiche Schweden fordersamst einzugehen.

XX. Der Westphälische Frieden-Schluß, in so weit derselbe weder durch gegenwärtigen Tractat, noch durch den, mit Sr. Königl. Majestät von Groß-Britannien, als Chur-Fürsten und Hertzogen zu Braunschweig und Lüneburg geschlossenen Friedens-Instrument vom 9. (20.) Nov. 1719. nicht geändert, noch durch den Nordischen Frieden de concert mit Preussen ferner geändert werden möchte, bleibet in seiner vollenkommenen Krafft und Würckung, und verbinden sich beyde Compaciscirende hohe Theile Jhres Orthes alles dasjenige beyzutragen, was zu Wiederherstellung des übrigen und Befestigung besagten Westphälischen Frieden-Schlusses nöthig und dienlich seyn wird; Zu folge dessen wollen auch Jhro Königl. Majestät in Preussen zugleich mit denen übrigen hiebey interessirten Puissancen, und in specie mit Jhro Königl. Majestät von Groß-Britannien und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, in Ansehung, daß die Cron Dennemarck sich gegen obbemeldte Königl. Majestät von Groß-Britannien schon anheischig gemacht, den in Besitz habenden Antheil von Pommern nebst der Jnsul Rügen an die Cron Schweden zu restituiren, alle nachdrückliche Mittel vorkehren, und zum besten Jhrer Königl. Majestät und des Reichs Schweden, sothane völlige Restitution obbenannten von der Cron Dennemarck occupirten Antheils von Pommern mit der Jnsul Rügen bewürcken helffen, deshalb auch nebst Jhro Königl. Majestät von Groß-Britannien und Chur-Fürstl. Durchl. zu Braunschweig und Lüneburg bey Jhro Käyserl. Majestät als Oberhaupt des Römischen Reichs alle ersinnliche Officia anwenden.

Wobenebst Se. Königl. Majestät von Preussen gleichfals angeloben, so bald der Friede zwischen denen Cronen Schweden und Dennemarck geschlossen, Dero in Wißmar habende Besatzung daraus zu ziehen.

XXI. Beyde Compaciscirende hohe Theile reserviren sich hiemit, Jhro Käyserl. Majestät auch anderer Puissancen Guarantie über dieses Friedens-Instrument zu suchen und zu nehmen.

XXII. Die Ratificationes über dieses Friedens-Instrument sollen

1720 len innerhalb fünff bis sechs Wochen a dato dieses beygebracht, auch allhie zu Stockholm gegen einander ausgewechselt werden. Uhrkundlich sind von diesem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget, deren eines von dem Königl. Preußischen Plenipotentiario und das andere von denen Königl. Schwedischen Plenipotentiariis unterschrieben und unterzeichnet, beyde auch gegen einander ausgewechselt worden. So gegeben und geschehen Stockholm den 21. Januar. 1720.

Königl. Preußische Ratification des Haupt-Friedens-Tractat.

WIr Friedrich Wilhelm von GOttes Gnaden König in Preussen ꝛc. (tot. tit.) Uhrkunden und bekennen hiemit; Nachdem der Höchste durch seine Güte, die zwischen Uns an einer, und der Durchlauchtigsten, Großmächtigsten Fürstin, Frauen Ulricæ Eleonoræ, der Schweden, Gothen und Wenden Königin ꝛc. ꝛc. Unserer freundlich lieben Muhme und Schwester Majestät anderer Seits, unter rühmlichst geführter Mediation des Königl. Groß-Britannischen an dem Königl. Schwedischen Hofe sich dermahlen befindenden Ambassadeurn Lord Carterets, auch allda subsistirenden Königl. Frantzösischen Residenten Herrn von Campredons bisher gepflogene Friedens-Handlung dergestalt gesegnet, daß, nach verschiedenen deshalb gepflogenen Conferenzien, unter beyderseits dazu gevollmächtigten Ministris, ein Friedens-Tractat behandelt, auch zu Stockholm den ein und zwantzigsten Monats Januarii lauffenden Jahres geschlossen und unterzeichnet worden, welcher von Wort zu Wort also lautet:

Folget der Friedens-Tractat.

UNd Wir dann, nach vorbeschehener reiffen Uberlegung, solchen obstehenden Friedens-Tractat, in allen seinen Puncten, Articulen und gantzen Begriff angenommen und aggreiret haben.

Als ratificiren und bestätigen Wir denselben, hiedurch und Krafft dieses, wissentlich und wohlbedächtlich, und versprechen vor Uns und Unsere Nachkommen an der Cron und Chur, daß wir solchen Friedens-Tractat alles seines Inhalts getreulich erfüllen, auch weder selbst demselben jehmahlen contraveniren, noch, so viel von Uns dependiret, geschehen lassen wollen, daß demselben in einigem Stück von andern contraveniret oder zuwider gehandelt werde, des zu Uhrkund haben Wir diese Ratification eigenhändig unterschrieben, und dieselbe mit Unserm Königlichen Insiegel bedrucken lassen. So gegeben und geschehen Berlin den 21. Febr. nach Unsers Erlösers Geburth im Ein Tausend Siebenhundert und Zwantzigsten- und von Unserer Regierung im Achten Jahre.

(L.S.) Fr. Wilhelm.

Königl.

Königl. Schwedische Ratification des Haupt-Friedens-Tractats. 1720

WIr Ulrica Eleonora von GOttes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden Königin 2c. 2c. 2c. Thun hiemit kund und zu wissen: Demnach Wir Uns in dem zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Groß-Britannien als Hertzogen und Chur-Fürsten zu Braunschweig und Lüneburg, errichtetem præliminair Friedens-Recess mit anheischig gemachet, zu Wiederherstellung der vorigen Freundschafft, guten Vernehmens und Bündnissen zwischen Uns und Sr. Majestät dem Könige von Preussen, jetzt gedachter Majestät den von Uns seit letzterm Krieg in Besitz habenden Antheil von Vor-Pommern zu cediren, auch dabey verabredet worden, daß diese in obgedachtem præliminair Friedens-Recess geschehene Cession, so bald es möglich wäre, in einen förmlichen solennen Friedens-Tractat gebracht und darinn weiter ausgeführet und bestätiget werden solte, und dann durch beyderseits mit zulänglichen Vollmachten versehenen Ministros dieser solenne Friedens-Tractat nunmehro zum Stande gekommen und geschlossen worden, auf Art und Weise wie selbiger von Wort zu Wort folgender Massen lautet:

Folget der Friedens-Tractat.

WIr auch alle und jede in jetzt erwehntem mit des Königes von Preussen Majest. errichtetem Friedens-Tractat enthaltene und abgefassete Articulos und Clausuln mit unserer Meynung und Willen allerdings einig finden; Als haben Wir auch selbige in allen Stücken approbiren, genehmigen und ratificiren wollen; Wie Wir denn auch hiemit und Krafft dieses mehrgedachten hier inserirten Friedens-Tractat nach allen seinen Articuln und Clausuln für Uns, das Reich Schweden und Unsere Successoren am Reich vollenkommen approbiren, genehmigen und ratificiren, anbey auch bey Unserm Königl. Wort und Glauben geloben und versprechen, daß Wir wollen, auch Unsere Successoren am Reich sollen solchem allen treu und unverbrüchlich nachkommen, und keinesweges gestatten oder zugeben, daß dem auf einige Weise zuwider gehandelt, oder darinn der geringste Eingriff fürgenommen werde. Uhrkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königl. Insiegels. Gegeben in Unserer Residence Stockholm den sieben und zwantzigsten Tag des Monats Febr. Im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Zwantzig.

ULRICA ELEONORA.
(L. S.)

Articuli Separati.

ALldieweilen man auch nöthig gefunden, bey Unterzeichnung des, zwischen Sr. Königl. Majestät in Preussen, eines- und Ihrer Königl. Majestät von Schweden und dem Reiche Schweden andern

1720 Theils, unter heutigem dato geschlossenen Friedens-Instruments demselben einige Separat-Articulen beyzufügen, so sind folgende einzugehen und fest zu setzen beyderseits beliebet worden:

Art. I.

Demnach bekannter Massen denen Westphälischen- und Olivischen Friedens-Schlüssen zuwider, die Protestantische Religion an unterschiedenen Oertern, in und ausserhalb des Römischen Reichs sehr hart gedrucket und verfolget wird, dergestalt, daß selbige grosse Gefahr läufft, an gewissen Orten gäntzlich ausgerottet zu werden; Derowegen verbinden sich hiemit aufs kräfftigste beyderseits Königl. Majestäten alle nur ersinnliche Mittel nachdrücklich anzuwenden, damit die Evangelische so wohl der Reformirten Religion als der unveränderten Augspurgischen Confessions-Verwandte bey Ihrem, vermöge des Westphälischen Friedens-Schlusses, anderen Pacten, Verträgen und Pacificationen rechtlich erworbenen Religions-Exercitio und Gewissens-Freyheit nicht allein in dem Römischen Reich, sondern auch in allen andern Orten, wo dieselbe eingeführet, und gebräuchlich gewesen oder seyn sollen, beständig erhalten, und die unterdrückte Reformirte und Evangelische Religions-Verwandte in den vorigen Besitz und Genuß ihrer Rechte, Privilegien, Gewissens- und Religions-Freyheit vollkommen gesetzet werden.

II. Seine Königl. Majestät in Preussen versprechen auch die in denen locis cessis, bey dem dortigen Preußischen Consistorio, der Augspurgischen Confession zugethaner Unterhanen allda vorkommende Sachen nur von denjenigen Membris, so von der Augspurgischen Confession sind, erörtern und entscheiden zu lassen; Anbey wollen höchstgedachte Se. Königl. Majestät alle und jede der Cron Schweden zugehörige rechtmäßige Restantien, von was Nahmen und bey welchem die auch in locis cessis seyn mögen, nach der deßfalls zu überreichenden Specification innerhalb einer gewissen- mit dem ehesten zu determinirenden Zeit ohnweigerlich abfolgen und bezahlen, auch die Hand darüber halten lassen, daß die Stände in locis cessis, ihrer Obliegenheit nach, denen Membris von dem Wißmarischen Tribunal, den ihnen aus dem jetzo cedirten District zustehenden rückständigen Lohn so wohl, als was einer oder anderer unter denen dortigen Ständen noch wegen unbezahlten Lehn-Sporteln an die dortige vornahls gewesene Lehns-Cantzeley schuldig seyn kan, so bald, als es möglich, unabgekürtzet reichen und abtragen mögen; Jmgleichen sollen auch derer Königl. Schwedischen Civil-Bedienten in der Stadt und Vestung Stettin liegende und Ihnen zugehörige Häuser bey der Gerechtigkeit, Immunität und Freyheit, welche dieselbe bey Königl. Schwedischeu Zeiten gehabt, hinführo ferner ungekränckt conserviret und ihnen iederzeit frey Disposition gelassen werden, damit eigenes Gefallens zu schalten und zu walten.

III. Was diejenige Forderungen anbetrifft, welche eines Theils Königl. Schwedischer Seiten an Ihro Königl. Majestät von Preussen

sen gemacht werden, wegen Erstattung der Revenüen an die Proprie- 1720
tarios von solchen Gütern, Häusern, Capitalien und anderem Eigenthum, welche denen von der Ritterschafft und Adel, Bedienten und anderen Eingesessenen, sie mögen intra oder extra territorium sich befinden, währenden diesen Troublen, von der Königl. Preußischen Cammer, eingezogen und gehoben worden, Anderen Theils aber diejenige Prætensionen, so von Königlicher Preußischer Seite oder Dero Unterthanen an Ihre König. Majestät von Schweden wegen der von Königl. Schwedischen Schiffen und Armateurs denen Königlichen Preußischen Unterthanen genommenen Fahrzeugen, Gütern und Ladungen formiret werden:

So sollen diese ermeldte Forderungen, nehmlich die, so Königl. Schwedischer Seiten, wegen der, von der Königlichen Preußischen Cammer eingezogenen und gehobenen Revenüen aus der erwehnten Privatorum Eigenthum, und von wegen Königl. Preußischer Seiten, wegen der aufgebrachten, und denen Königl. Preußischen Unterthanen zugehörigen Schiffe, Güter und Ladungen gegen einander gemachet werden, hiedurch gäntzlich aufgehoben seyn, so daß deßfalls von dem einem Theil an den andern hinführo nimmer einiger Anspruch weder nun oder ins künfftige mehr kan formiret werden.

IV. Solte auch die Königl. Schwedische Pommerische Regierung, wann selbige bey Restitution des, von der Cron Dennemarck occupirten Antheils, in ihre Activität kömmt, wegen ein und anderer Sachen, so die bißherige Oeconomie und Verwaltung der Finanzien, oder auch einige particulaire Angelegenheiten betreffen, mit gutem Fundament und Raison etwas vorschlagen und beybringen können; So wollen Ihro Königl. Majestät in Preussen solches Vernehmen und billigmäßige Reflexion darauf machen. Daferne sich auch fände, daß die, auf der einen Seite der Pehne belegene Städte und Particuliers auf der anderen gewisse Jura zu exerciren hätten, und in deren Possessione vel quasi sich befänden, so verstehet sich von selbst, daß ohngeachtet der Pehne-Strohm zwischen beyden Territoriis die Gräntze machet, und gemeinschafftlich verbleibet, es dennoch dabey sein Bewenden habe, und beyderseits Regierung solche dabey schützen wollen.

V. Diese Separat-Articulen sollen von eben der Krafft und Würckung seyn, als ob sie dem heutigen vollenzogenem und geschlossenem Friedens-Instrument von Wort zu Wort einverleibet wären, und sind hievon gleichfalls zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget, deren eines von dem Königl. Preußischen Plenipotentiario, und das andere von denen Königlichen Schwedischen Plenipotentiariis unterschrieben und unterzeichnet, beyde auch gegen einander ausgewechselt worden. So gegeben und geschehen zu Stockholm, den Ein- und Zwantzigsten Tag des Monaths Januarii, im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Zwantzig.

1720 **Königl. Preußische Ratification über die Articulos Separatos.**

Wir Friedrich Wilhelm von GOttes Gnaden König in Preussen, rc. (tot. Tit.) Uhrkunden und bekeñen hiemit: Nachdem, bey Gelegenheit des, zwischen Uns, und der Durchlauchtigsten Großmächtigsten Fürstin, Frauen Ulricæ Eleonoræ, der Schweden, Gothen und Wenden Königin (tot. Tit.) Unserer freundlichen lieben Muhmen u. Schwester Majestät, unter Vermittelung des, an dem Königl. Schwedischen Hoffe dermahlen sich befindenden Königl. Englischen Ambassadeurs Lord Carterets, und des auch allda subsistirenden Königl. Frantzösischen Residenten, Herrn von Campredons, durch die dazu gevollmächtigte beyderseitige Ministros, abgehandelten, zu Stockholm den 21. Januar. lauffenden Jahres, vollenzogenen Friedens-Tractats, auch gewisse Articuli Separati errichtet und geschlossen worden, welche von Wort zu Wort also lauten.

Seqvuntur Articuli Separati.

Daß Wir nach reiffer Uberlegung, wissentlich und wohlbedächtlich, solche vorstehende Articulos Separatos, aggreiret und genehm gehalten haben, Gestalt Wir dieselbe, hiedurch und Krafft dieses, bester und beständigster Massen, approbiren und ratificiren, bey Unserm Königl. Wort, vor Uns, und Unsere Nachkomen an der Cron und Chur, versprechend, daß Wir solche Articulos getreulich erfüllen, und weder denenselben Selbst zuwider handeln, noch, so viel an Uns ist, geschehen lassen wollen, daß solches von andern geschehe. Des zu Uhrkundt rc. Berlin den 21. Febr. 1720.

Friedrich Wilhelm.
(L. S.)

Königl. Schwedische Ratification über die Articulos Separatos.

Wir Ulrica Eleonora von GOttes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden Königin rc. rc. Thun hiemit kund und zu wissen: Welchergestalt bey dem, zwischen Uns und Seiner Majestät dem Könige von Preussen, durch beyderseits dazu gevollmächtigte Ministros unter heutigem dato errichteten Friedens-Instrument, annoch fünff Separat-Articulen von jetzt erwehnten Ministris besonders verabredet und geschlossen worden, welche von Wort zu Wort lauten wie folget:

Seqvuntur Articuli Separati.

Und dann Wir diese jetzt angeführte Separat-Articulen nicht weniger, als den Haupt-Friedens-Recels mit Unserer Meynung und Willen allerdings einig finden; So haben Wir selbige in allen Stücken approbiren, genehmigen und ratificiren wollen; Wie Wir dann auch

auch hiemit und Krafft dieses mehr besagte, hier oben eingeführte separate Articul, nach allen darinn abgefasseten, Clausuln für Uns und Unsere Nachkommen am Reich vollenkommen approbiren, genehmigen und ratificiren, zugleich auch bey Unserm Königl. Wort und Glauben geloben und versprechen, daß Wir selbige treu und unverbrüchlich halten, und keineswegs zugeben wollen, daß dem auf einige Weise zuwider gehandelt werde. Uhrkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königl. Insiegels. Geben Stockholm, den Sieben und Zwantzigsten Tag des Monats Febr. im Jahr Ein Tausend Sieben Hundert und Zwantzig. 1720

ULRICA ELEONORA.
(L. S.)

Königl. Schwedische Erklärung über einige Articulos, des mit Seiner Königlichen Majestät in Preussen geschlossenen Friedens.

Nachdem der allhier anwesende Groß-Brittannische Ambassadeur Extraordinaire Lord Carteret, wie auch der Königl. Frantzösische Resident und Plenipotentiaire, der von Campredon, Ihrer Königl. Majestät von Schweden geziemend zu erkennen gegeben, was massen der Königliche Preußische Ministre Plenipotentiaire, der Baron von Enyphausen, Nahmens Seiner Königlichen Majestät von Preussen, bey Ihnen, als Mediateurs angehalten, daß, weilen Seiner Meynung nach, ein und andere Articul des zwischen beyden Cronen geschlossenen Tractats, einige Erläuterung nöthig hätten, bey Ihrer Königlichen Majestät von Schweden eine nähere Erklärung zu bewürcken; Und Sie dann dabey vorgestellet, daß Ihre Intention nur dahin gienge, die Establirung einer vollkommenen guten Freundschafft zwischen Beyden contrahirenden Cronen ihres Orts, so viel möglich, zu veranlassen und zu befestigen:

So haben Ihre Königl. Majestät von Schweden, in Ansehen dieses heilsamen Endzwecks, Sich in Gnaden gefallen lassen, daß Ihnen folgende Erklärung gegeben und zugestellet werde:

Art. I.

Daß, wann in dem II. Articul des solennen Friedens-Tractats von der Restitution der Gefangenen gesprochen wird, Ihre Königl. Majestät von Schweden darunter keine Deserteurs oder solche, so vor Zeichnung der Præliminarien unter denen Königl. Preußischen Trouppen Dienste genommen, verstehen wollen.

II. Daß die, in dem III. Articul des solennen Friedens-Tractats von beyden Seiten stipulirte Communion des Pehne-Strohms, von dem Orte ihren Anfang nehme, da der eine Theil auf der einen und der andere Theil auf der anderen Seite des Strohms die Ufer besitzen; Wo aber der eine Theil beyde Ufer besitzet, diese Gemeinschafft

 auf-

1720 aufhöre, diese Communion auch an sich selbst keinem Theil an Seinen Rechten nachtheilig seyn, noch auf etwas weiter extendiret werden solle, als auf den gemeinschafftlichen Gebrauch des Wassers zur Schiffahrt: Im übrigen wird die Hoheit und Jurisdiction des Strohms zwischen beyden Herrschafften dergestalt getheilet, daß der eine auf Seiner Seite und der andere ebenfalls auf der Seinigen selbige geniesset und exerciret.

III. Was die Privilegien betrifft, so denen Unterthanen in dem an Ihro Königl. Majestät in Preussen cedirten District in dem V. Art. des Tractats confirmiret worden: So haben Ihre Königliche Majestät von Schweden hierunter keine andere Intention, als besagten Unterthanen die Freyheit und Immunitäten, welche Sie durch den Westphälischen Frieden erlanget und von denen vormahligen Fürsten von Pommern, und von denen Königen in Schweden, Ihrer Majestät Vorfahren, von Zeit zu Zeit überkommen, beyzubehalten: Ubrigens aber declariren Ihre Königliche Majestät von Schweden, daß Sie diesem nunmehro an Ihro Königl. Majestät von Preussen cedirtem District und desselben Einwohnern bey dem Antritt Dero Regierung oder sonsten, keine neue Privilegia accordiret, sondern blosser Dinges, wie jetzt erwehnet, Selbige bey Ihren vorigen wohlhergebrachten Freyheiten und Rechten bestätigen und erhalten wollen.

IV. Daß in Ansehung der Restantien, wovon in dem 2. Separat-Articul Meldung geschehen, Ihre Königl. Majestät nicht wollen oder verstehen dergleichen Restantien und Arrerages en general, oder blosser Dinges von denen cedirten Pommerischen Unterthanen fodern zu lassen, sondern es verlangen nur Ihre Königl. Majestät in Krafft besagten II. Articuls, daß alle Pächter und diejenige, so eine Einnahme gehabt, wovon Sie Rechnung zu thun schuldig sind, und Ihre Rechnungen an die Königl. Schwedische Cammer und Contoirs vor dem Sequester und dem darauf erfolgtem Kriege nicht abgethan, dermahlen aber unter der Bothmäßigkeit Ihro Königl. Majestät von Preussen stehen, dazu als von Rechts wegen mögen angehalten werden, die solchergestalt Ihrer Königlichen Majestät von Schweden rückständige Gelder zu bezahlen und desfalls Richtigkeit zu machen.

V. Betreffend die Wißmarische Tribunals-Bediente, zu deren Subsistenz die sämmtliche Hinter-Pommerische Lande oder Stände mit contribuiret; So zweifeln Ihro Königl. Majestät von Schweden keines weges, es werden Ihro Königliche Majestät von Preussen dasjenige, was in dem Tractat, wegen Ihres rückständigen Lohns bedungen worden, ihnen lassen zu gute kommen.

Weilen aber so wol die Stände von Rügen, Stralsund, und dem Antheil von Pommern disseit der Pehne gelegen, als auch die, in dem an Ihro Königliche Majestät von Preussen cedirten District befindliche Stände, zu Unterhaltung bemeldter Tribunals-Bediente, jeder-

jederzeit concurriret, so sind Ihre Königl. Majestät von Schweden auch zu frieden, daß eine solche Eintheilung gemacht werde, damit hierunter von beyden Seiten die Billigkeit und Proportion in allem beobachtet werde. 1720

Datum ut supra.

(L.S.) Ad Mandatum

Sac. Reg. Majest. Sueciæ proprium.

D. N. B. von Höpken.

Ihrer Majestät der Königin in Schweden Schreiben an des Käysers Majestät, wegen des, mit Sr. Königl. Majestät in Preussen geschlossenen Friedens und darinn geschehenen Cession von Stettin und dem District &c. &c.

NOS ULRICA ELEONORA &c. &c. Sicut Majestati Vestræ, ut Summo Capiti, competentem in Imperio Romano Germanico auctoritatem lubentes agnoscimus; Ita non possumus, quin Eandem hisce certiorem faciamus, Nos, ad componendum ex aliqua parte diuturnum & multiplex hocce Septentrionale bellum, amore Pacis etiam in Imperio Romano restaurandæ commotas, cum Rege Borussiæ ita transegisse, ut Civitatem Stetinum cum Civitatibus Damm & Gollnow, atque Regione inter Pehnam & Oderam sita, nec non Insulis Wollin & Usedom, Nostro Regnique Nostri & Successorum Nostrorum nomine Eidem, Ejus familiæ Regiæ Ejusque hæredibus & Successoribus in Possessionem propriam & perpetuam, eodemve jure, quo hic districtus Reginæ, Regibus, Regnoque Sveciæ Pace Westphalica concessus, cederemus & attribueremus, nec non Juribus Territorii & Superioritatis, quæ Nos Nostrique Antecessores ab Imperatoribus & Imperio Romano in hac cessa Pomeraniæ parte concessa habuimus, renunciaremus, alteque dicto Regi simulque Memoratis eadem concederemus & traderemus. Quemadmodum itaque existimamus, Transactionem hanc Majest. V. ob rationes allatas non displicere, ita amice rogamus, ut eandem ratam firmamque habere velit. Quo ipso Majestas V. rem Nobis valde gratam faciet. Quod superest Majestati V. prospera quævis ex animo adprecamur & eandem Divini numinis tutelæ jugiter commendamus. Dab. Holmiæ d. 27. Febr. 1720.

ULRICA ELEONORA.

Ad Imperatorem Romanorum.

D. N. von Höpken.

1720 **Ihrer Majestät der Königin in Schweden Uberweisung der Eingesessenen von Stettin und dem District &c. an Seine Königl. Majest. in Preussen.**

Wir ULRICA ELEONORA von GOttes Gnaden der Schweden, Gothen und Wenden Königin ꝛc. ꝛc. ꝛc. Thun hiemit kund und zu wissen jedermänniglich, die es angehet, oder auf einige Weise angehen kan; Welcher gestalt zu Wiederherbringung und Befestigung Friedens und Ruhe im Röm. Reiche, wie nicht weniger zu Herstellung der vorhin zwischen Uns und dem Reiche Schweden, und Sr. Majest. dem Könige von Preussen gepflogenen, durch den bißherigen Krieg aber unterbrochenen Freundschafft und guten Vernehmens, mittelst eines unterm 21sten jetzt lauffenden Monaths Jan. allhier zu Stockholm zwischen Unsern und des Königes in Preussen Majest. mit behörigen Vollmachten versehenen Plenipotentiarien errichteten solennen Friedens-Recesses, Uns mit höchstbesagten Königs Majest. wegen der Stadt Stettin samt dem District zwischen der Oder und der Pehne, mit denen Insuln Wollin und Usedom dahin verglichen, daß wir für Uns, das Reich Schweden und Unsere Successoren und Nachkommen, bemeldte Stadt Stettin mit dem dazu gelegten gantzen District Landes zwischen der Oder und Pehne-Strohm, nebst denen Insuln Wollin und Usedom, samt denen Ausflüssen der Suine und Divenau, dem frischen Haff und Oder, biß sie in die Pehne fliesset und ihren Nahmen verliehret, welcher Pehne-Strohm die Gräntze seyn, und beyden angräntzenden Theilen gemeinschafftlich verbleiben soll, imgleichen die auf jener Seite der Oder belegene Städte Damm und Gollnau pleno Jure, mit allen Rechten und Zubehörungen, an Se. Königl. Majest. in Preussen, Dero Hauß, auch Erben, Nachkomen und Successoren, keine davon ausbeschieden, eigenthümlich und in perpetuum abgetreten und überlassen haben; Und es denn auch nöthig seyn will, daß diese von Uns und dem Reiche Schweden in faveur des Königs von Preussen geschehene cession, denen dortigen Unterhanen, Eingesessenen und Angehörigen so wohl als allen anderen, die solches auf einige Weise angehen kan, möge bekandt und zu wissen gethan werden, damit sie, so viel an ihnen, sich darnach mögen richten können; Als haben Wir ihnen diese Nachricht keinesweges vorenthalten, sondern ihnen solches mittelst dieses mittheilen wollen; Wie Wir denn auch zu Folge dieser cession und renunciation hiemit u. in Krafft dieses Unsers offenen Briefes die Unterthanen, Eingesessene und Angehörige solcher Städte, Districts u. Insuln aller derer Pflichte und Verbindungen, womit sie Uns und dem Reiche Schweden verbunden gewesen, vollenkommen entbinden, und sie damit an Seine Majest. den König von Preussen und Dero Obmitbeschriebene, als ihre nunmehrige Landes- und Ober-Herren verweisen. Dabenebst Wir auch gerne geschehen lassen, daß von diesem Unsern offenen Briefe denjenigen Theil gegeben werde, welchen diese von Uns geschehene und oben angeführte cession und renunciation zu wissen wird nöthig und dien-

dienlich seyn können. Uhrkundlich Unserer eigenhändigen Unterschrifft und fürgedruckten Königl. Insiegels. Gegeben Stockholm den 30. Jan. 1720. 1720

(L.S.) ULRICA ELEONORA.

D. N. von Höpken.

Acte pour le Licent de Stettin.

COmme lors de la Conclusion du Traité solemnel de Paix entre leurs Majestés de Suede & de Prusse du 21. Janv. 1720. on ne voulut point arreter la consommation d'un ouvrage si salutaire, à cause du different, qui regardoit le Licent de Stettin, & qu'en vertu de l'Art. 13. du mesme Traité la decision de cette affaire a eté remise à une Commission speciale, qui devoit dans 3. ou quatre mois au plus tard la terminer sous la mediation & par les bons offices des Puissances mediatrices, qui ont concouru à la susdite Paix, leurs Ministres en cette Cour ont representé d'un côté avant l'expiration de ce terme, la necessité de decider cette affaire, & de l'autre, qu'estant juste, que la Couronne de Suede en rentrant en possession de la partie de la Pomeranie occupée par le Roy de Dennemarck jouit de tous les Droits, qui y sont attachez, l'equité demandoit aussi, que la Ville de Stettin avec le District entre l'Oder & la Pehne & toute la Riviere d'Oder jusques à l'endroit, ou Elle perd son nom, avec le Frisch Haff, & les deux embouchûres de Suine & de Divenau ayant eté cedez au Roy de Prusse avec touts les mesmes Droits, que la Suede y a eu cy-devant, le Licent de Stettin, qui a toûjours eté exigé en cette Ville, depuis le temps de son establissement, appartienne aussi, à sa Majesté Prussienne, d'autant plus, que par l'Artic. 12. du même Traité, il est expressement statué, que toutes Douanes, Peages & autres Droits, tant dans le District cedé au Roy de Prusse, que dans celuy, qui reviendra à la Couronne de Suede, ne pourront être changez, innovez ni augmentez; mais qu'au contraire toutes choses resteront à cet egard sur le mesme pied de leur etablissement, Sa Majesté, le Roy de Suede, pour ne rien obmettre de tout ce qui peut contribuer à l'affermissement de la bonne intelligence heureusement restablie entre elle & Sa Majesté le Roy de Prusse, a bien voulu consentir à cette Decision;

C'est pourquoy Nous soussignés Senateurs du Roy & du Royaume de Suede, & le Secretaire d'Etat par l'ordre exprez de Sa dite Majesté & munis de son Pleinpouvoir, en vertu du quel Nous avons conclu & signé le susdit Traité du 21. Janv. 1720. ayant eu plusieurs conferences sur ce qui regarde le Licent de Stettin, avec Mrs. les Ministres Mediateurs, Mylord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté, le Roy de la Grande Bretagne & Son Plenipotentiaire en cette Cour, & Monsr. de Campredon, Resident de sa Majesté tres-Chrêt. & son Plenipotentiaire en la même Cour, qui se sont chargez en l'absence d'un Ministre du Roy de Prusse, de fournir la ratification de Sa

1720 Majesté Prussienne, du present Acte, sommes convenus à cet effet en la maniere suivante:

Sa Majesté le Roy de Suede consent pour luy, sa Couronne, ses heritiers & successeurs, que le Licent de Stettin appartienne à sa Majesté le Roy de Prusse pour en jouir & user aux mesmes conditions, & avec les mesmes Droits, que des autres cessions faites par le susdit Traité du 21. Janv. de la presente année 1720. en sorte, que touts les Vaisseaux de quelque Nation, qu'ils soyent, allant à Stettin, ou en revenant payeront seulement à Wollgast, l'ancienne douane, appellée Fürsten-Zoll, n'y ayant que les Vaisseaux de quelque Nation, qu'ils soyent, qui entrent de la Mer dans les Rivieres de Pehne, de Trebel & autres sans toucher à Stettin, soit en allant ou en revenant, qui payeront à Wollgast non seulement l'ancienne douane ou Fürsten-Zoll, mais encore le Licent, qui y a eté establi & autorisé par la paix de Westphalie conformement au susdit Traité.

En foi de quoi Nous avons dressé deux Exemplaires uniformes du present Acte, dont l'ûn, que Nous avons signé, au quel nous avons apposé le cachet de nos armes, & dont nous promettons incessament la ratification du Roi nôtre Maitre, a eté remis à Messieurs les Ministres Mediateurs, pour estrê envoyé à sa Majesté le Roy de Prusse & l'autre, qui est resté entre nos mains signé par les susdits Ministres Mediateurs, qui en fourniront, comme dit est, la ratification de sa dite Majesté Prussienne en six semaines de la Date des presentes, ou plutôt, si faire se peut, pour avoir en suite la même force & vertu, que s'il etoit inseré mot à mot, dans le susdit Traité du 21. Janvier de la presente année. Fait à Stockholm le 20. (31.) May 1720.

J. A. Meyerfeld. (L. S.)
C. G. Ducker. (L. S.)
G. A. Taube. (L. S.)
J. Lilienstedt. (L. S.)
D. N. von Höpken. (L. S)

Königl. Preußische Ratification über die Acte wegen der Stettinischen Licenten.

Nos FRIDERICUS GUILIELMUS Dei gratia Rex Borussiæ tot. Tit. notum testatumque facimus: Quandoquidem quæstio illa, de vectigali Stettinensi, vulgo Licent dicto, per articulum 13. tractatus pacis, Nos inter & Serenissimam Potentissimamque Sueciæ Reginam, sororem & Consangineam nostram charissimam, die 1. Febr. hujus anni conclusi, ad ulteriorem discussionem, a certis utrinque denominatis Commissariis sub mediatione & officiis Serenissimorum & Potentissimorum Regum Mediatorum instituendam delata est: Et jam de dicta illa quæstione in absentia nostri Ministri, inter alte prædictorum Serenissimorum Potentissimorumque Regum Mediatorum Ministros Plenipotentiaries, ab Una - & Serenissimi Potentissimique Suecorum Regis, in dicto tracta-

tractatu pacis nominatos Plenipotentiarios ab altera parte, convenit 1720
atque transactum est, eum in modum, quem de verbo ad verbum hic insertum instrumentum exhibet:

Inseratur.

Ideo Nos transactionem hanc, utpote quam menti & voluntati nostræ per omnia congruere vidimus, probare & ratihabere voluimus. Quemadmodum etiam præsentium vigore, eandem ratam gratamque habemus, ipsique eandem vim tribuimus, ac si ipsi pacis tractatui de verbo ad verbum inserta esset. In quorum majorem fidem hasce manu nostra subscriptas sigillo nostro Regio muniri jussimus. Dab. Berolini die XX. Julii Ao. Domini MDCCXX. & regni nostri octavo.

(L.S.) FR. GUILIELMUS Rex.

Königl. Schwedische Ratification über die Acte wegen der Stettinischen Licenten.

Nos FRIDERICUS Dei Gratia Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex &c. &c. Notum testatumque facimus: Quandoquidem quæstio illa de vectigali Stettinensi, vulgo Licent dicto, per Artic. 13. tractatus pacis inter Serenissimam & Potentissimam Reginam Conjugem nostram charissimam, & Serenissimum & Potentissimum Borussiæ Regem die 21. Jan. (1. Febr.) hujus anni conclusi ad ulteriorem discussionem a certis utrinque denominatis Commissariis, sub mediatione & & officiis Serenissimorum & Potentissimorum Regum mediatorum, instituendam delata est; Et jam de dicta illa quæstione inter Plenipotentiarios nostros in dicto tractatu pacis nominatos ab Una - & in absentia Ministri Serenissimi & Potentissimi Regis Borussiæ inter alte prædictorum Serenissimorum Potentissimorumque Regum Mediatorum Ministros Plenipotentiarios ab altera parte convenit atque transactum est, eum in modum, quem de verbo ad verbum heic insertum instrumentum exhibet:

Sequitur tractatus de vectigali Stettinensi.

Ideo nos transactionem hanc, utpote quam menti & voluntati nostræ per omnia congruere vidimus, probare & ratihabere voluimus. Quemadmodum etiam præsentium vigore eandem ratam gratamque habemus, ipsique eandem vim tribuimus, ac si ipsi pacis tractatui de verbo ad verbum inserta esset. In quorum majorem fidem hasce manu nostra subscriptas sigillo nostro Regio communiri jussimus. Dabantur Holmiæ die prima Junii st. v. Anno MDCCXX.

(L.S.) FRIDERICUS.

CCXC.

1720 CCXC.

Friedens-Tractat zwischen Dännemarck und Schweden, zu Friedrichsburg den 3. Julii 1720.

Im Nahmen der Heiligen und unzertrennlichen Dreyeinigkeit.

Kund und zu wissen seye hiemit allen und jeden, vor jetzt und ins künfftige, denen daran gelegen, oder gelegen seyn möchte, daß der leidige 10jährige Krieg zwischen Sr. Maj. FRIEDERICH dem Vierdten, König zu Dännemarck und Norwegen, der Gothen und Wenden, Hertzog zu Schleßwig, Holstein, Stormarn, und Dittmarschen, Graf von Oldenburg und Delmenhorst auf der einen Seite: Und Ihr. Majestäten, weyland dem König von Schweden CARL dem XII. Glorw. Gedächtniß, der Königin ULRICA ELEONORA und dem jetzt regierenden FRIEDRICH, der Schweden, Gothen und Wenden ꝛc. König, und deren Königreiche andern Theils, wovon die betrübte Folgen vieles Blutvergiessen verursachet, die Handelschafft der Ost-See gestöhret, und das gute Verständniß, welches die Bande des Geblüthes und der Nachbarschafft hievor unter hochbesagten Ihren Majestäten und deren Unterthanen gestifftet hatten, unterbrochen gehabt. Endlich hat es der Göttlichen Vorsehung geliebet, glückseeligere Verfügung zu verhängen, wodurch die Ruhe in Norden vermittelst eines guten, sichern und dauerhafften Friedens könte wieder hergestellet werden, und zwar zu Folge des Ihren Majestäten beständig beywohnenden Verlangens, die Vergiessung des Christen-Bluts gehemmet, und ihre Unterthanen die Früchte eines so nothwendigen und so lang gewünschten Friedens geniessen zu sehen. Diese höchst-löbliche Grund-Ursachen haben Ihre Majestäten bewogen, zur Beförder- und Vollendung eines so heilsamen Werckes das Ihrige aus allen Kräfften beyzutragen, vornehmlich auf wiederhohltes etlichmonathliches Zureden Sr. Majestät GEORG, Königs von Groß-Brittannien, Franckreich und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzogs zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Römischen Reichs Ertz-Schatzmeisters und Chur-Fürstens, welcher sich über die Aussöhnung derer kriegenden Partheyen alle ersinnliche Mühe gegeben. Gedachte Majest. hat Sie zu einem Waffen-Stillstand beredet, um desto leichter zu einem Friedens-Schluß gelangen zu können, und ihnen zu gleicher Zeit Ihre Vermittelung angebothen: Welche dann auch, nebst der mediation Sr. Aller-Christl. Majest. LUDWIGS des XV. Königs von Franckreich und Navarra, als der da, aus Begierde, seines Ortes gleichfals das Seinige zum Nordischen Frieden beyzutragen, seine Mühe und gute Unterhandlungen denen Groß-Brittannischen alsofort nach angeschiener Hoffnung eines gesuchten Erfolgs beygefüget, von beyden Theilen angenommen worden. Dessentwegen dann Ihre Majestäten zu Dännemarck und Schweden ihren Bevollmächtigten Gesandten, nemlich Abseiten Sr. Majest. zu Dänne-

Dännemarck, dem Herrn von Lowenöhrn, Dero General-Major und Plenipotentiaire an dem Königl. Schwedischen Hof, und von Sr. Schwedischen Majestät Ihren Excellentzen dem Herrn Grafen Gustav Cronhielm, Sr. Majest. von Schweden und des Reichs Rath, Präsidenten des Königlichen, wie auch Cantzley-Raths, und Cantzlern der Universität Upsal, dem Herrn Grafen Gustav Adam Taube, Sr. Königl. Maj. von Schweden, und des Reichs, Rath, Marschall von Schweden, und Ober-Gouverneur zu Stockholm, dem Herrn Grafen Magnus de la Gardie, Sr. Majest. und des Reichs Rath, und des Handlungs-Collegii Präsidenten, dem Hn. Grafen Johann Lilienstedt, Sr. Majest. und des Reichs, wie auch Cantzley-Rath, dem Herrn Grafen Andreas Leyonstedt, Sr. Majest. und des Reichs, Rath, und Präsidenten der Revisions-Cammer, und dann dem Hn. Baron Daniel Niclas von Höpken, Seiner Schwedischen Majestät Staats-Secretaire, Befehl ertheilet, sich über die Mittel wegen zu schliessender Friedens-Puncten in eine Unterhandlung einzulassen, welche dann auch, nach ausgewechselten ihren allerseitigen Credentz-Schreiben, verschiedene Conferentzen gepflogen, und durch die gute u. lobwürdige Bemühungen Mylord Carteret, Sr. Groß-Brittannischen Maj. Extraordinaire Abgesandten an dem Schwedischen Hof und Gevollmächtigten, wie auch des an bemeldten Hof befindlichen Frantzösischen Residenten und Plenipotentiaire, Hn. de Campredon, nach Anruffung göttlichen Beystandes, folgende Articuln beschlossen, verabredet, und unterzeichnet haben. 1720

Art. I.

Soll ins künfftige, vom ersten Tag der Unterzeichnung dieses Tractats, zwischen Ihren Majestäten von Dännemarck und Schweden, ihren Erben und Nachfolgern an der Regierung, ingleichen unter ihren Königreichen, Ländern, Provintzen, Herrschafften und Unterthanen ein allgemeiner und ewiger Friede, und aufrichtige immerwährende Freundschafft walten, mithin beyderseits alle u. jede Feindseligkeiten so wohl zu Wasser als zu Lande gäntzlich aufgehoben seyn. Alle bißher unter ihnen geschwebte Zwigstigkeiten, Mißverständnisse und Dispüten sollen nicht nur aufhören, sondern ihre Majestäten werden auch nach bestem Vermögen, mit aller Aufrichtigkeit und Eyfer das beyderseitige Beste besorgen und befördern, also, daß von nun an, zwischen hochbesagten Majestät. und ihren Königreichen ein vollkommenes Vertrauen und Einigkeit herrschen, und Sie dasselbe so, wie es guten Nachbarn und Bunds-Genossen anstehet, je länger je mehr befestigen wollen.

II. Aller Schaden, Verwüstung, Unrecht, Beleidigung, und Nachtheil, so währendem Krieg entweder mit Worten, Schrifften, oder Thaten, auf der einen oder andern Seiten verübet worden, werden hiemit in eine ewige Vergessenheit gestellet, und ein für allemahl abgethan, also, daß sich dessen ins künfftige kein Theil gegen den andern zu bedienen oder sich deßfals zu rächen befugt, eben als ob dergleichen

1720 chen nie etwas vorgegangen; Gestalten Krafft dieser allgemeinen Aufhebung niemals keine Klagen weder zwischen denen Königreichen, noch ihren Unterthanen unter keinerley Vorwand noch irgend einer Ursache statt finden mögen.

III. Die Freyheit der Handlung und Schiffahrt sowohl auf dem Meer und Flüssen, als auf dem Lande werden zwischen beyder Majestäten Unterthanen wiederum hergestellt und beyderseits verbothen, unter keinerley Vorwand dieselbe zu hemmen, noch die freye Zufuhr von Kauffmannschafften und Lebens-Mitteln, so wie es in Friedens-Zeiten gebräuchlich, zu verhindern.

IV. Um auch endlich allem demjenigen, was unter beyden Theilen Gelegenheit zu irgend einiger Zwietracht, Mißhelligkeit oder Dispüte geben könte, vorzubeugen und abzuhelffen, renunciiren vermöge dieses gegenwärtigen Ihro Majestät von Dännemarck und Schweden auf das genaueste und kräfftigste allen Tractaten, Vergleichen, und mit andern Potentaten errichteten Bündnissen, sofern dergleichen Tractate, Vergleiche, und Bündnisse dem Einhalt dieses gegenwärtigen Friedens-Tractats zuwieder, und wird dem zufolge kein Theil von nun an sich in kein Bündniß noch Tractat, welcher auf irgend eine Weise dem andern nachtheilig oder hinderlich fallen könte, einlassen.

V. Gleichwie nun, vermöge voriger Articuln, der Friede ein vollkommen gutes Verständniß zwischen der Crone von Dännemarck und Schweden stifftet, und die von beyden Theilen währenden unglückseligen Krieges etwa errichtete Bündnissen aufhebet; Also gelobet, vermittelst gegenwärtigen Tractats, Se. Majest. der König von Dännemarck ins besondere und aufs allerkräfftig- und nachdrücklichste, dem Czaar in Moscau, so lange dieser ietzige Krieg mit ihm dauren wird, unter keinerley Vorwand, weder directe noch indirecte, weder mit Rath noch That, weder selbst, noch durch andere, beyzustehen. Und da es nicht nur des Königs zu Dännemarck und dessen Crone, sondern auch anderer Nationen Nutzen erfordert, daß solcher Krieg bald ein Loch gewinne, damit die freye Handlung in der Ost-See wieder zum Stand komme; Als verspricht Se. Majest. zu Dännemarck, in keinem seiner Dähnischen oder Norwegischen See-Häven keinen Moscowitischen Caper, welcher gedachte Handlung und Schiffahrt beunruhigen will, zu dulten. Ingleichen wird Se. Majest. keiner von solchen Moscowitischen Capern aufgebrachten Pryse, von was Nation sie auch seye, einzulauffen gestatten, und wo sichs ja zutrüge, daß ermeldte Prysen in Sr. Majestät Häven einlieffen, will Se. Majestät sie doch ihren Eigenern wieder abfolgen lassen. Welches dann auch von Schweden zu verstehen, also daß keine Pryse, so es etwa denen Moscowitern abnehmen möchte, sich in irgend einem Dänischen Haven sicher zu seyn achten darf.

VI. Eben also, weil Se. Hoch-Fürstl. Durchl. der Hertzog zu Schleßwig-Holstein, in den Nordischen Krieg miteinverwickelt worden, und die nahe Bluts-Verwandschafft zwischen gedachter Durchl.

und

und der Cron Schweden für eine Hinderniß des Ausschlages wegen des Hertzogthums Schleßwig anzusehen seyn möchte, so erkläret sich Se. Schwedische Majest. für Sich und die Cron Schweden, dahin, und verspricht durch gegenwärtiges, demjenigen, was von den zwo Vermittelungs-Puissancen, so diesen Tractat befördern geholffen, dem König zu Dännemarck zu Liebe wegen besagten Hertzogthums Schleßwig zugesaget worden, sich weder mittel- noch unmittelbar zuwieder setzen, noch gedachtem Hertzog wider den König zu Dännemarck würckliche hülffliche Hand zu biethen, um ihn etwa, obgemeldten Versprechungen zuwieder zu beunruhigen. 1720

VII. Gleichwie Se. Majest. der König zu Dännemarck währenden Krieg einen ziemlichen Theil des Hertzogthums Pommern, biß an den Pehne-Fluß, wie auch die Stadt und Vestung Stralsund, samt dem Fürstenthum und Eiland Rügen, die Stadt und Vestung Marstrand, nebst etlich andern der Cron Schweden zuständigen Insuln, eingenommen, und noch würcklich im Besitz hat, Se. Maj. der König von Schweden aber auf die Abtretung gedachten Hertzogthums, Fürstenthums, Städte, Vestungen, Insuln, Ländereyen und der Cron Schweden, einverleibten Herrschafften dringet; Als hat Se. Majest. der König zu Dännemarck, auf Anhalten der zwo Vermittelungs-Puissancen, zu Beförderung des so gewünschten Friedens, endlich darein gewilliget, und tritt also, krafft gegenwärtigen Articuls, vor Sich und Seine Erben und Nachfolger an Se. Majest. und die Crone von Schweden, deren Erben und Nachfolger ab bemeldten Theil von Pommern biß an den Pehne-Fluß, ingleichen die Stadt und Vestung Stralsund, das Eiland und Fürstenthum Rügen, die Stadt und Vestung Marstrand, und alle andere vom König von Dännemarck dem Königreich Schweden abgenommene Insuln und Zubehörden, ohne eintzige Ausnahm, nemlich die Vestungen und Länder, in dem Zustand, worinn sie währenden Stillstandes, die Artillerie und Zeughäußer aber, wie sie bey Eroberung der Städte und Vestungen durch den König zu Dännemarck gewesen: Alles gegen das nachstehende Æquivalent.

VIII. Die Stadt Wißmar betreffend, gleichwie sie zu solchem Æquivalent nicht mehr gehören soll, verzeihet sich der König zu Dännemarck gegen Sr. Majest. und der Crone von Schweden allen an diese Stadt und deren Gebieth etwa habenden Anspruchs. Verspricht auch, gleich nach Unterzeichnung dieses Tractats, seine Völcker heraus zu ziehen, und dem König und der Crone von Schweden, daß der Cron Schweden an bemeldte Stadt Wißmar, deren Gebieth und Ländereyen habende unläugbare Recht zu überlassen.

IX. In Betrachtung aller dieser abtretender Länder, Städte, u. s. w. bewilliget hingegen Se. Majestät und das Königreich Schweden, vermittelst dieses Articuls, daß künfftighin im Sund und beyden Belten kein Unterscheid derer Nationen mehr seyn soll, mithin verzeihet sich das Königreich Schweden der Freyheit des Zolls im Sund u. denen zween Belten, deren die Schweden sonsten krafft ehemahliger

Frie-

1720 Friedens-Schlüsse genossen hatten. Werden also, dem zu Folge, die Unterthanen des Königreis Schweden und darzu gehörigen Provintzen, künfftighin an Se. Majest. den König zu Dännemarck und seine Nachfolger, im Sund und beyden Belten den Zoll für die Schiffe, Güter und Waaren eben so bezahlen, als die Engelländer, Holländer, oder eine andere Nation, welche dann von dem König zu Dännemarck von nun an hierinn aufs beste begünstiget werden solle, verstehe von dem Tage an, da die Ratificationen dieses Tractats ausgewechselt, u. alle Articuln, verabgeredeter massen, die Abtrett- und Vergütung betreffend, beyderseits vollstrecket worden. Worauf man sich, erst bemelter Weise, ausdrücklich dahin verglichen, daß Schwedischer Unterthanen Schiffe oder Güter bey der Durchfahrt durch den Sund u. die Belte, ihre langsame oder geschwinde Durchlaß- und Beförderung betreffend, oder in sonst andern Fällen, nicht im geringsten strenger als die Engelländer und Holländer, oder irgend eine andere derer beliebtesten Nationen, sollen angesehen werden.

X. Damit Seine Majestät von Schweden eine noch überzeuglichere Probe ihres Verlangens nach dem Frieden an den Tag lege, so verspricht Dieselbe vor Sich und die Crone Schweden, an Ihre Majestät zu Dännemarck, noch über den Abtritt der Zoll-Freyheit im Sund, die Summa von 600000. Rthlr. Courant, in guter gültiger Müntze von Zwey Drittel-Stücken, nach dem insgemein so genandten Leipziger Fuß, vom Jahr 1690. allemal 12. Rthlr. auf das Marck fein Silber, für alle und jede Forderungen des Königs zu Dännemarck, auf Einmahl zu bezahlen in guten zu Hamburg angenommenen Wechsel-Briefen, welche 6. Wochen nach Unterzeichnung gegenwärtigen Tractats, oder, wo möglich, noch eher, denen Mediateurs zum Gebrauch und auf Rechnung Sr. Majest. zu Dännemarck, zu Handen gestellet werden sollen, um solche durch die Mediateurs denen vom Könige zu Dännemarck ernandten Commissarien zu überliefern, und solche richtig und würcklich bezahlen zu lassen, sobald die Abtretung dem folgenden Artic. gemäß gäntzlich geschehen, und vollzogen, und die Crone Schweden zugehörige, und im VII. und VIII. Artic. angeführte Vestungen, Hertzogthum, Fürstenthum und andere Oerter von Seiner Majestät zu Dännemarck ausgeleeret und Seiner Majestät von Schweden zum Besitz eingeräumet worden.

XI. Eben deswegen, so bald gedachte Summe deren 600000. Rthlr. von Seiten des Königs und des Königreichs Schweden zum Behuf des Königs zu Dännemarck denen Händen derer Mediateurs, im vorigen Articul erwehnter massen, eingeliefert worden, sollen die Vestungen Stralsund und Marstrand, nebst dem Fürstenthum Rügen, und dem Stück des Hertzogthums Pommern, so vom König zu Dännemarck erobert gewesen, an eben dem Tage, ohne einige Ausnahme dessen, was in vorigen Articuln versprochen worden, denen Commissarien und Trouppen des Königs von Schweden durch die Gouverneurs und Officiers des Königs zu Dännemarck übergeben werden; Nemlich die Vestungen, Länder und Insuln in demjenigen Zustand,

stand, worinn sie währendem Stillstand gewesen, und die Artillerie u. 1720
Zeughäußer in demjenigen, worinnen sie, zu folge der deßfals errichteten Verzeichnissen, waren, als sie in Dänische Hände verfallen. Nach solchergestalt geschehener Auslieferung, sollen sowol die in den Vestungen als auf dem platten Lande gelegene Königl. Dänische Trouppen, sobald nur immer thunlich, zu Wasser oder Land, ja nach erheischender Gelegen- oder Bequemlichkeit abgeführet werden, und man wird, in solchem Fall diesen Trouppen auf Königl. Dänische Unkosten, jedoch in immer möglichst wohlfeilen Preiß, wozu Seine Majest. der König von Schweden seinen Commissarien ausdrückliche Ordre ertheilen wird, den benöthigten Unterhalt anschaffen: Und zwar so, daß von dem Tage an, da die angeregte Summe derer 600000. Rthlr. auf obbeschriebene Weise in die Hände derer Mediateurs eingeliefert worden, die Anschaffung derer Portionen an Brod und Fourage nicht mehr dem Lande zur Last gereichen, hingegen die Officiers und Soldaten biß auf den Tag ihres Abzugs das von denen Schwedischen Commissarien ihnen angewiesene Dach und Fach haben sollen: Indessen sollen beiderseitige Commissarien stracks nach Unterzeichnung des Tractats und vor verflossenem Stillstand, die etwa auf dem Lande, wegen der Contributionen und andern öffentlichen Auflagen hafftende Rückstände, in Ansehung des betrübten Zustandes und Elendes, worein dieser unglückseelige Krieg die Unterthanen besagten Landes gesetzet, einzutreiben aufhören. Gleichermassen wird man mit Fällung des Holtzes, und Abführung des bereits gefälleten, mithin mit Verheerung des Landes inne halten, weilen alle Forderungen des Königs zu Dännemarck in der abgetretenen Freyheit des Sundes und der hier oben versprochenen Summe der 600000. Rthlr. begriffen. Betreffend die Archiven zu Stralsund, Greiffswald und Wißmar nebst der am letzten Ort befindlichen Tribunal-Bibliotheque, und andere Tituln und Schrifften, so das Land angehen, und in Königl. Dänischer Gewalt befindlich, sollen selbige dem Könige und der Crone von Schweden getreulich ausgeliefert werden. Alle durch die Dänische Regierung in besagtem Hertzogthum Pommern ausgesprochene Urtheile sollen ihre völlige und gäntzliche Krafft haben, und alle Unterthanen derer abgetretenen Städten, Insuln und Ländern, des dem König zu Dännemarck geleisteten Eydes entschlagen, und künfftighin gantz und allein dem König und Königreich von Schweden unterwürffig seyn.

XII. Beyderseits Unterthanen, von was Stand und Qualität sie auch seyn mögen, werden gleich nach Unterzeichnung gegenwärtigen Tractats in alle durch diesen Krieg ihnen abgenommene und confiscirte Länder und bewegliche und unbewegliche Güter, ohne Ausnahm, nach vorhergegangenem behörigen Beweiß, wieder eingeräumet: Also, daß sie sogleich, ohne andere Form und Proceß, und sonder einige Erstattung der daraus beyderseits gehobenen Nutzungen in den völligen und gäntzlichen Genuß deren vor dem Krieg besessenen Güter und Ländereyen tretten mögen. Jedoch mit dem Beding, daß

1720 die des gemeinen Wesens halber oder durch privat Personen, so solche Güter oder Ländereyen besessen, entweder über deren Verbesserung, Reparirung, oder, um sie, mehr als sie eingetragen, im Wehrt zu erhalten, angewandte Unkosten von denen Eignern bey würcklicher Besitznehmung sothaner Ländereyen und Güter, weil die Jahrszeit hierinn keinen Aufschub vergönnet, wiederum zu verstatten. Uberdieß werden alle und jede Güter, wie die auch Nahmen haben mögen, in eben dem Zustand, worinn sie jetzo sind, und wo möglich, in einem noch bessern, abgetreten. Alle Forderungen, Ansprüche und Gerechtsame, so währenden Krieges und Krafft der Gesetze jeden Königreichs, denen Unterthanen Ihrer Majestäten durch Erbfolge, Processe oder andere gerichtliche Wege, auf was Weise es auch ist, anheim fallen, wie imgleichen die Forderungen und Klagen, so sie sowol vor als währendem Krieg gehabt, oder noch jetzo, sowol gegen Ihre Majestäten als unter sich ins besondere, haben, bleiben in ihren Kräfften, und mögen wegen besagten Krieges nicht gekräncket noch gehoben werden. Zu dem Ende sollen von beyderseits streitigen Partheyen Drey gevollmächtigte Commissarien ernennet werden, welche sich, nach Verlauff eines Monaths nach Unterzeichnung dieses Tractats an einem abgeredeten Ort einstellen, und befindenden Umständen einer jeden Sache nach, selbsten alle Streitigkeiten heben, oder auch an die gerichtliche Oerter, wo sie vor diesem Krieg hingehöret, verwiesen werden. Jedoch dergestalt, daß nach Errichtung solcher Commißion alle Streitigkeiten und Klagen innerhalb Drey Monathen ihre Endschafft erreichen. Und können sich diejenige, welche klärlich beweisen, daß ihre Ländereyen u. Güter von denen, so sie den Krieg über als privat-Personen inne gehabt, mit Fleiß verderbet und in schlechtern Stand gesetzet worden, bey gedachten Commissarien anmelden, die ihnen dann zur Vergütung des erweißlichen Schadens verhülfflich seyn, und deßfalls schleunige Justitz wiederfahren lassen werden. Alles obgedachte gehet auch diejenigen an, welche währenden Kriegs der einen oder andern contrahirenden Parthey angehangen.

XIII. Ihrer Majestäten Kriegs-Gefangene, von was Stand sie auch sind, werden beyderseits ohne Löse-Geld frey gegeben, und alles, was entweder wegen der Entweichung, oder in Repressalien vorgegangen, gäntzlich vernichtet und in Vergessenheit gestellt, als ob nichts dergleichen geschehen, ohne einigen Betracht auf die Mehrheit der Gefangenen, noch auch deren, welch eine Parthey der andern auf Rechnung, vermöge des unter beyden Majestäten errichteten Cartels heraus gegeben. Die von denen Officiers währender Gefangenschafft gemachte Schulden werden von den Commissarien innerhalb 2. Monath Frist liquidiret, und Ihre Majestäten wollen nach eingelauffenen klaren Beweiß solcher Schulden zu deren Bezahlung so viel von der Besoldung und anderm Vermögen deren in ihrem Gebieth wohnenden zurücke behalten, für die andern aber, so entwichen und Dienstloß, die in der Gefangenschafft gemachte Schulden abtragen; Doch solle die Erweisung und Bezahlung solcher Schulden der Vollstre-

cfung

ckung aller andern Articuln gegenwärtigen Tractats keine Verzöger- 1720
noch Hinderung bringen.

XIV. Nachdemmahlen auch zwischen Ihren Majestäten über die Gräntze in Finnmarcken oder Norwegisch Lappland während und vor diesem Krieg einiger Zwist entstanden, also, daß dieselbe auf eingelauffenen Bericht beyderseits vermeynen, es hätten sich einige Unterthanen über des andern Gräntzen hinaus niedergelassen; Als ist beliebet worden, beyderseits Commissarien zu ernennen, welche 3. Monate nach ausgewechselten Ratificationen sich behöriger Orten einfinden, und nach beschehener Untersuchung den Handel mit erfordernder Achtsamkeit überlegen, und die Gräntzen bey der Finnmarcken, und zwar nach denen auf diese Tractaten gegründeten Gräntz-Abschieden, einrichten werden.

XV. Belangend die in denen Dänischen Landen errichtete Schwedische Post, hatte Se. Königl. Majest. zu Dännemarck begehret, daß der Cron Schweden niemahls mehr frey stehen solte, einen Post-Commissaire zu Helsingör zu halten, und daß die Schwedische Briefe, an statt sie bißher zweymahl durchgangen, daselbsten wöchentlich nur einmahl paßiren möchten. Weil aber dem gemeinen Besten nicht weniger als der Handelschafft daran gelegen, daß die Sachen auf dem alten Fuß verbleiben, und der König und die Cron von Schweden in dem freyen Durchgang der Posten von Dännemarck nach Norwegen auch keine Aenderung zu machen begehren, ist beyderseits, auf Vorstellung derer Mediateurs, verglichen worden, daß der König zu Dännemarck seiner Seits zu Helsingburg einen Commissaire halten, und seine Briefe wöchentlich einmahl nach Schweden schicken möge, gleichwie Schweden gleichfals künfftighin die Seinige die Woche auch nur einmahl über Dännemarck abgehen lassen wolle, mithin übrigens das Post-Wesen sowohl zu Hamburg durch die Dähnische Länder, als aus Dännemarck nach Norwegen durch Schweden gäntzlich in vorigen bißher üblichen Wesen bleiben solle; Um so viel mehr, weilen, nachdem die Cron Schweden ihre Unterthanen dem Zoll im Sund unterworffen, selbige unumgänglich benöthiget, einen Commissaire zu Helsingör zu halten zum Behuff ihrer Schiffe, nach dem Beyspiel andrer Nationen, so nach der Ost-See fahren, und ihre Commissarien zu bemeldtem Helsingör haben. Wobey Se. Schwedische Majest. verspricht, benöthigte Befehle zu ertheilen, daß derjenige, den Sie daselbst halten wird, denen Dähnischen Posten keinen Schaden, Unordnung noch Unrecht verursache, und auf jede etwa einlauffende befugte Klagen alles behörige Recht wiederfahren zu lassen. Gleichwie auch der König zu Dännemarck sich wegen seines zu Helsingburg haltenden Commissaire eines gleichmäßigen anheischig macht.

XVI. Die andern hiebevor zwischen Dännemarck und Schweden geschlossene Tractaten werden Krafft dieses in allen ihren Articuln bekräfftiget und erneuert, eben als wären sie in allem, was diesem nicht zuwieder, gegenwärtigem wörtlich einverleibet.

1720 XVII. Alle obgemeldte Puncten und Articuln sollen von Ihren Majestäten ratificiret, und die Ratificationen in bester Form innerhalb 4. Wochen, vom Tage der Unterzeichnung an, oder, wo möglich, noch eher, ausgewechselt werden.

Urkund dessen sind zwey gleichlautende Exemplarien errichtet, deren Eines von dem Gevollmächtigten Seiner Majest. des Königs zu Dännemarck, und das Andere von denen Gevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Schweden unterschrieben und mit ihrem Wapen besiegelt. Friedrichsburg den 3. Julii 1720.

(L. S.) Paul von Löwenöhrn.

CCXCI.

Nähere Erklärung obstehender Friedens-Articuln zwischen Ihro Majestät von Dännemarck ꝛc. und Ihro Maj. und der Crone von Schweden.

Nachdem der zwischen Seiner Majest. dem König zu Dännemarck und Norwegen einer und Sr. Majest. dem König und der Crone Schweden andererseits geschlossene, und zu Friedrichsburg den 3. Julii durch den Feld-Marschall und Gevollmächtigten Seiner Majestät des Königs zu Dännemarck Norwegen, dem Hn. von Löwenöhrn, und zu Stockholm den 3. Junii dieses Jahrs durch die Räthe und Gevollmächtigte Sr. Majest. und der Crone von Schweden unterschriebene Friedens-Tractat, zu Verhütung allerhand Dispüten, annoch einiger Erläuterungen benöthiget, hat man sich durch Vermittelung und gute Officia Sr. Excell. des Groß-Britannischen Extraordinair Ambassadeurs und Mediations-Ministers des Friedens zwischen Sr. Dänischen und Schwedischen Majest. Mylord Carteret, auf folgende Erklär- und Anmerckungen verglichen.

Unerachtet im VII. und XI. Art. dieses Friedens-Tractats versprochen worden, daß die Länder und Vestungen an Se. Majest. und die Crone von Schweden in dem Stande, worinn sie währendem Stillstand gewesen, und die Artillerie und Zeughäußer in demjenigen, worin sie sich bey Eroberung dieser Städte und Vestungen durch den König zu Dännemarck befunden, abgetreten werden sollen, hat man dennoch verabredet, daß man, zu Vermeidung aller Dispüte, die Vestungen, Länder, Artillerie und Zeughäußer in dem jetztmaligen Zustande ausliefern wolle. Se. Majest. der König zu Dännemarck kan, nach geschehener Evacuation aufs bald möglichste, ohne einige Hinderniß Ihre sowol zu Stralsund in Pommern, als bey Marstrand befindliche Kriegs- und andere Schiffe mit aller Equipage und anderer Zubehör abführen.

Betreffend die Stadt Wißmar im VIII. Art. wird vermöge dieses verabscheidet, daß diese Stadt niemahls von keinem wieder befestiget, sondern in Ansehung ihrer Fortificationen in jetzigem Zustande verbleiben solle.

Die

Die Bezahlung von 600000. Rthlr. von zwey Dritteln auf den 1720 Leipziger Fuß von An. 1690. belangend, welche Se. Majest. und die Crone von Schweden vermöge des X. Art. an Dännemarck bezahlet, ist krafft dieses ausdrücklich bedungen, daß die Mediateurs zur würcklichen Bezahlung dieser Summe von 600000. Rthlr. gute und gültige Wechsel-Briefe, von guten suffisanten Kauffleuten in Hamburg denen Dänischen Commissarien auslieffern sollen, so bald die Dänische Trouppen aus gedachten Städten und Vestungen abziehen.

Anlangend das in Pommern gefällete und im XI. Art. berührte Holtz, behält sich Se. Majest. zu Dännemarck und Norwegen das Recht zuvor, alles bereits abgehauene und an den Einschiffungs-Ort abgeführte Holtz frey und sicher abzuführen; übrigens soll das Land nicht weiter verderbet, und kein Baum ferner umgehauen werden.

Uberdieß ist beschlossen, daß alle, so von Sr. Majest. zu Dännemarck in civile Bedienungen an deren verstorbenen Stelle, während Sie im Besitz von Pommern und der Insul Rügen gewesen, gesetzet worden, gleich denen Geistlichen in besagtem Pommern und der Insul Rügen in ihren Aemtern bleiben mögen.

Weil im XII. Art. Meldung geschiehet derer Commissarien zu Untersuch- und Abthuung der unter beyderseits Unterthanen etwa schwebender Forderungen und Zwistigkeiten, als ist verabredet, daß sich diese Commissarien deshalben zu Helsingör oder zu Helsingburg versammlen sollen.

Angehend die Posten im XV. Artic. ist neben deme darin bereits verabschiedetem, annoch verglichē, daß man das Felleisen der Schwedischen Posten allemahl zu Helsingör, gleichwie das Dänische nach Norwegen zu Helsingburg versiegeln wolle. So wird auch beyderseits Postillionen scharff verbothen, kein Neben-Fell-Eisen zu haben, oder irgend einige Briefe von jemand anzunehmen, noch beyderseits das Post-Horn zu blasen.

Alles hieroben beschlossene solle eben so gültig seyn, als der zwischen Ihren Majest. von Dännemarck und Schweden errichtete gegenwärtige Friedens-Tractat, und als wann es demselben Wörtlich einverleibet wäre.

Diese Erklährung des Friedens-Tractats solle auch von beyderseits Majestäten ratificiret, und an eben dem Tage der Ratification u. Auswechselung des Tractats ausgewechselt werden. Friedrichsburg, den 3. Julii 1720.

V. A. v. Holsten.
D. Wibe.
C. Sehestedt.
J. G. v. Holsten.

1720 CCXCII.

Acte der Guarantie wegen des Hertzogthums Schleßwig von Groß-Brittannien an Dännemarck ausgestellet. den 26. Julii 1720.

Wir GEORG von GOttes Gnaden König von Groß-Brittannien und Irrland, Beschützer des Glaubens, Hertzog zu Braunschweig und Lüneburg, des Heil. Römis. Reichs Ertz-Schatzmeister und Churfürst rc. Entbiethen allen und jeden, so dieses zu sehen bekommen, Unsern Gruß. Als es in einem zwischen Uns und Unsern geliebten Bruder, dem König in Dännemarck, am 30. Octob. verwichenen Jahres errichteten Vergleich ausgemacht worden, daß, nach verlauffenem Waffen-Stillstande und geschlossenem Frieden, zwischen gedachter Ihro Maj. und dem König und der Cron Schweden, das Versprechen und Guarantie, so wir in Ansehung des geruhigen Besitzes und Genusses des Hertzogthums Schleßwig von Seiten des Königs in Dännemarck, geleistet, fort dauren soll, und nunmehro nach dem durch GOttes Hülffe würcklich erfolgten Frieden, Unser bey gemeldtem Könige sich aufhaltender Gevollmächtigter Minister, eine Acte oder Instrument über vorgedachtes Versprechen der Guarantie unterzeichnet, auf die Art und mit denen Worten wie folget:

Nachdem Ihro Majestät der König von Groß-Brittannien mit Ihro Majestät dem Könige in Dännemarck am 30. Octob. verwichenen Jahres, in der Absicht, die Ruhe in Norden wieder herzustellen, einen Vergleich getroffen, in welchem selbige dem Könige in Dännemarck die Guarantie des Hertzogthums Schleßwig zugesaget, so lange der Waffen-Stillestand zwischen denen beyden Cronen Dännemarck und Schweden bestehen würde, mit der ausdrücklichen Bedingung, daß wofern unter Göttlichem Seegen der Friede zwischen ermeldten beyden Cronen noch vor Ausgang des Stillstandes der Waffen könte geschlossen werden, daß alsdenn und auf diesen Fall, die Guarantie beständig seyn und immerfort bleiben solle. Nun aber diese wichtige Handlung in Ansehung der grossen Schwierigkeiten, so sich dabey gefunden, annoch über die zum Stillstande der Waffen anberaumte Frist, als welche mit dem 28. April des ietzt lauffenden Jahres Ende gegangen, verzögert worden; Darauf dann Ihro beyderseits Majestäten in Dännemarck und Schweden noch einen dergleichen Stillstand auf eben die Bedingungen, als den ersten verwilliget: Und wie annoch vor Verlauff dieses andern Stillstandes der Waffen, der für die Ruhe von Europa, wie auch die Sicherheit der Protestantischen Religion so nöthige Friede, unter Vermittelung Ihrer Groß-Britannischen und Allerchr. Majestäten endlich zu einem glücklichen Zweck gediehen (vermöge welches Friedens die Guarantie des Hertzogthums Schleßwig, nach Innhalt des von Ihro Groß-Brit. Maj. am 30. Oct. des verwichenen Jahres eingegangenen Vergleichs und Versprechens, beständig während seyn und bleiben soll) und Ihre Königl.

nigl. Majest. in Dännemarck, um solche Verbündnisse desto vollkom- 1720
mener zu machen, annoch eine weitere Erklärung verlangen: Als versprechen und verbinden sich Ihr. Königl. Majest. von Groß-Brit. für sich, Ihre Erben und Nachfolger, Ihr. Majest. dem Könige in Dännemarck und Norwegen, Dero Erben und Nachfolgere, denjenigen Hertzogl. Theil des Hertzogthums Schleßwig, welchen Ihro Königl. Maj. in Dännemarck würcklich in Händen haben, zu guarantiren und Sie bey friedlichem und beständigen Besitz desselben zu erhalten, auch wider alle und jede, so selbige darinn zu stöhren trachten wolten, es geschehe solches directe, oder indirecte, bestens zu schützen, alles Krafft des im Jahr 1715. mit Ihro Groß-Brit. Maj. als Hertzoge zu Braunschweig und Lüneburg getroffenen Tractats, wie auch des oberwehnten am 30. Octob. verwichenen Jahres gemachten Vergleichs, und dessen in einer besondern Acte geschehenen Fortsetzung. Zu dessen mehrer Beglaubigung, ich zu Ende benandter Ihr. Groß-Britt. Maj. gevollmächtigter Minister, gegenwärtige Acte unterzeichnet, u. mein Wappen-Signet beygefüget, mit dem Versprechen, innerhalb 4. Wochen, oder auch wohl eher, wenn es anders geschehen kan, die Ratification über dieses alles zu verschaffen. Geschehen zu Friedrichsburg den 23. Jul. 1720.

(L. S.) Polwarth.

So haben Wir, nach Durchsehung und Uberlegung vorhergehender Handlung, solche in allen und jeden Clausuln approbiret und genehm gehalten, gleichwie Wir auch mit gegenwärtigem, für Uns, Unsere Erben und Nachfolger selbige approbiren, für genehm und fest halten, bey Unserm Königl. Wort zugleich versprechende, dasjenige alles, was in vorbesagter Handlung enthalten, heilig und unverletzt zu erfüllen und demselben nachzukommen. Zu dessen mehrer Glaubwürdigkeit Wir an gegenwärtige mit Unserer Königl. Hand bezeichnete Urkunden, Unser grösseres Königl. Groß-Britt. Signet beydrücken lassen. Gegeben auf Unserm Schloß zu Herrnhausen den 26. Julii 1720. Unsers Reichs im 6. Jahr.

GEORGIUS, Rex.

CCXCIII.

Friedens-Schluß zwischen Schweden und dem Czaar von Rußland, zu Neustadt in Finnland. An. 1721.

Im Nahmen der heiligen und unzertrennten Drey-Einigkeit.

Kund und zu wissen sey hiemit, daß, nachdem zwischen Ihr. Höchst- 1721
seligen Königl. Majest. dem Durchlauchtigsten, Großmächtigsten Könige und Herrn, CARL dem Zwölfften, der Schweden, Gothen und Wenden Könige ꝛc. ꝛc. ꝛc. Ihro Königl. Majest. Nachfolgerin am Schwedischen Throne, der Durchl. Großmächtigsten

1721 gin und Frauen, Frau ULRICA ELEONORA, der Schweden, Gothen und Wenden Königin ꝛc. ꝛc. ꝛc. und dem Durchl. Großmächtigsten Könige und Herrn, Herrn FRIEDERICH dem Ersten, der Schweden, Gothen und Wenden Könige ꝛc. ꝛc. ꝛc. und dem Königreiche Schweden ab einer, und Ihro Czaarischen Maj. dem Durchl. Großmächtigsten Czaaren und Herrn, Herrn PETER dem Ersten, aller Reussen Selbsthaltern ꝛc. ꝛc. ꝛc. und dem Reußischen Reiche ab der andern Seite, ein schwerer und verderblicher Krieg schon von vielen Jahren her entstanden und geführet worden, beyde hohe Theile nach dem Triebe einer GOtt wohlgefälligen Versöhnlichkeit darauf bedacht gewesen, wie dem zeitherigen Blut-Vergiessen ein Ende gemacht, und dem Landverderblichen Unheil je eher je lieber abgeholffen werden möchte; so ist es durch Göttliche Fügung dahin gediehen, daß von beyderseits hohen Theilen bevollmächtigte Ministri zusammen geschicket worden, um einen aufrichtigen, sichern und beständigen Frieden, und ein ewigwährendes Freundschaffts-Band unter beyderseits Reichen, Ländern, Unterthanen und Einwohnern miteinander abzuhandeln u. zuschliessen: Nemlich ab Seiten Sr. Königl. Majest. und des Reichs Schweden, der Hochwohlgebohrne Graf, Herr Johann Lillienstedt, Ihrer Königl. Majest. von Schweden, und Dero Reichs Rath, nebst Cantzley-Rath, wie auch der Hochwohlgebohrne Herr Baron Otto Reinhold Strömfeld, Ihro Königl. Majestät verordneter Lands-Hauptmann in denen Kupffer-Bergen und Dahlare-Lehen; Und ab Seiten Sr. Czaarischen Maj. der Hochwohlgeb. Graf, Herr Jacob Daniel Bruse, Sr. Czaarischen Majest. General Feld-Zeugmeister, Præsident vom Berg- und Manufactur-Collegio, Ritter derer Orden des heiligen Andreas, und des weissen Adlers, wie auch der Wohlgebohrne Herr, Heinrich Johann Friedrich Ostermann, Sr. Czaarischen Majest. geheimder Rath von der Cantzley, welche an dem durch beyderseitige Ubereinstimmung zum Congreß und Handlung ernannten und beliebten Orthe Neustadt in Finnland zusammen gekommen, und nechst erbethenem Göttl. Beystande, und nach beygebrachten, auch gegen einander gewöhnlicher massen ausgewechselten Vollmachten, das heilsame Werck mit einander fürgenommen, und nach gepflogener Unterhandlung durch des Allerhöchsten Gnade und Benedeyen sich des nachfolgenden immerwährenden ewigen Friedens-Schlusses in beyder hohen Theilen Nahmen und von Ihrentwegen vereinbahret und verglichen haben.

Art. I.

Es soll von nun an ein immerwährender, ewiger, aufrichtiger u. unverbrüchlicher Friede zu Lande und Wasser, auch eine wahre Einigkeit und ein unauflößliches ewiges Freundschaffts-Band seyn und bleiben zwischen Ihro Königl. Majest. von Schweden, dem Durchl. Großmächtigsten Könige und Herrn, Herrn FRIEDERICH dem Ersten, der Schweden, Gothen und Wenden Könige ꝛc. ꝛc. ꝛc. Seiner Königl. Majest. Successoren und Nachkommen an dem Schwedischen

Throne

Throne und dem Königreiche Schweden, und dererselben sowohl in- 1721
als ausserhalb Römischen Reichs belegenen Herrschafften, Provintzen, Ländern, Städten, Vasallen, Unterthanen und Einwohnern eines, und Ihro Czaarischen Majestät dem Durchleuchtigsten, Großmächtigsten Czaaren und Herrn, Herrn PETER dem Ersten, aller Reussen Selbsthaltern rc. rc. Seiner Czaarischen Majestät Successoren und Nachkommen am Reußischen Reiche, auch allen Dero Ländern, Städten, Herrschafften und Gebiethen, Vasallen, Unterthanen und Einwohnern, andern Theils, so, daß hinführo beyde hohe paciscirende Theile nicht nur einer dem andern nichts feindliches oder widerwärtiges, es sey heimlich oder öffentlich, directe oder indirecte durch die Seinige oder andere zufügen lassen, vielweniger einer des andern Feinden, unter was Nahmen es auch geschehen möchte, Hülffe leisten, oder sich mit ihnen in Bündnüsse, so diesem Frieden zuwider seyn könten, einlassen, sondern vielmehr eine treue Freund- und Nachbarschafft, und aufrichtigen Frieden unter einander pflegen und unterhalten, einer des andern Ehre, Nutzen und Sicherheit treulich meynen und befördern, Schaden und Unheil aber, so viel an Ihnen, nach äusserstem Vermögen kehren und abwenden wollen, und sollen, damit der wiederhergestellte Friede und eine beständige Ruhe zu beyder Reiche und Unterthanen Flor und Aufnehmen unzerrüttet conserviret und beybehalten werden möge.

II. Es soll ferner beyderseits eine allgemeine Amnestie nnd ewige Vergessenheit alles dessen seyn, was währendem Kriege über von der einen oder andern Seite feindliches oder widerwärtiges, es sey durch die Waffen, oder sonst gegen einander fürgenommen, ausgeführet und geschehen ist, so daß dessen nimmer weiter soll gedacht werden, vielweniger jemand dessen zu irgend einer Zeit in Unguten entgelten; und sollen absonderlich alle und jede, hohen oder niedrigen Standes, Unterthanen oder Frembde, von welcher Nation sie auch seyn mögen, die währendem diesem Kriege bey der einen Parthey Dienste genommen, und sich dadurch bey der andern feindlich aufgeführet haben, ausgenommen diejenige Reusische Cossaquen, so die Schwedische Waffen gefolget, welchen Ihro Czaarische Majestät um in dieser General-Amnestie mit begriffen zu seyn, aller Schwedischer Seits geschehenen Vorstellungen ohngeachtet, nicht zugeben noch verstatten wollen, in dieser allgemeinen Amnestie allerdings begriffen und eingeschlossen seyn, also und dergestalt, daß allen insgesammt, und einem jeden insbesondere, solches Ihr Verhalten keinesweges künfftig soll zugerechnet, vielweniger Ihnen deßwegen das geringste Leid verursachet, sondern ihnen ihre Rechte und Gerechtigkeiten gelassen und eingeräumet werden.

III. Alle Feindseligkeiten zu Wasser und zu Lande sollen allhier und im gantzen Groß-Fürstenthum Finland vierzehen Tage und eher, wo möglich, nach geschehener Unterzeichnung dieses Friedens-Vertrages an allen übrigen Orten und Endgn aber drey Wochen, und eher, wo möglich, nach Auswechselung der Ratificationen von beyden

1721 Seiten aufhören, und gäntzlich eingestellet seyn, auch zu dem Ende, daß der Friede geschlossen seye, ohnverweilet kund gemacht werden; Und solten nach obgesetzter Zeit von dem einen oder anderen Theile aus Unkunde des geschlossenen Friedens, irgendwo zu Wasser oder zu Lande einige Hostilitäten, wie sie auch Nahmen haben mögen, verübet werden, so soll solches gegenwärtigem Friedens-Schlusse im geringsten nicht præjudiciren können, sondern dasjenige, was etwa an Menschen und Gütern genommen, und entführet seyn möchte, ohnweigerlich restituiret und zuruck gegeben werden.

IV. Jhro Königliche Majestät von Schweden cediren hiemit für sich und Dero Nachkommen und Successoren an dem Schwedischen Throne und das Königreich Schweden, Seiner Czaarischen Majestät und Dero Nachkommen und Successoren am Reußischem Reich zu einem völligen unwiederrufflichen ewigen Besitz und Eigenthum, die in diesem Kriege durch Sr. Czaarischen Majest. Waffen von der Cron Schweden eroberte Provintzen Liefland, Estland, Ingermañland, und den Theil von Carelen mit dem District von Wiburgs Lehn, welcher hierunter in dem Articulo von der Gräntz-Scheidung specificiret und beschrieben ist, mit denen Städten und Festungen Riga, Dunamunde, Pernau, Reval, Dorpt, Narva, Wiburg, Kexholm, und allen übrigen zu ermeldten Provintzen gehörigen Städten, Festungen, Hafen, Plätzen, Districten, Ufern, nebst denen Insuln Oesel, Dagoe und Moen, auch allen anderen von der Churländischen Gräntze ab an denen Lieff- Est- und Ingermañländischen Ufern, und auf der Ost-Seite von Reval im Fahr-Wasser nach Wiburg auf der Sud- und Ost-Seite liegenden Insuln, mit allen sowol in diesen Insuln, als in oberwehnten Provintzen, Städten und Orthen befindlichen Einwohnern und habitationen, und überhaupt mit allen Appertinentien und Dependentien, Hoheiten, Gerechtigkeiten und Nützungen, nichts überall davon ausgenommen, und wie solche von der Cron Schweden besessen, genützet und gebrauchet worden; Und begeben Jhr. Königl. Majestät sich hiemit und renunciren auf die bündigste Weise, als solches immer geschehen kan, auf ewig für Sich, Dero Successoren und Nachkommen, und das gantze Reich Schweden auf alle Rechte, An- und Zusprüche, so Jhro Königl. Majestät und das Reich Schweden auf alle oberwehnte Provintzen, Insuln, Länder und Oerter biß hieher gehabt, und haben können, wie dann auch alle Einwohner derselben Jhres Eydes und Pflicht, womit sie dem Reiche Schweden verbunden gewesen, Krafft dieses gäntzlich erlassen und entbunden seyn sollen, also und dergestalt, daß von nun an zu ewigen Zeiten Jhro Königl. Majestät und das Reich Schweden, unter was für einem Vorwand es auch seyn möchte, Sich derselben nicht anmassen, noch selbige zurück fordern können noch mögen, sondern es sollen dieselbe in perpetuum dem Reußischen Reiche incorporiret seyn und bleiben, und verbinden Jhro Königl. Majestät und das Reich Schweden Sich hiemit und versprechen Jhro Czaarischen Majestät und Dero Nachfolgern am Reußischen Reiche bey dem ruhigen Besitz aller derselben zu allen Zeiten kräff-

kräfftigst zu erhalten und zu lassen. Es sollen auch alle Archiven, 1721
Urkunden und Briefschafften, so diese Länder ins besondere concerniren, und daraus währenden diesem Kriege nach Schweden gebracht worden, aufgesuchet, und an Sr. Czaarischen Majestät hiezu Bevollmächtigte getreulich abgelieffert werden.

V. Ihro Czaarische Majestät versprechen dagegen, innerhalb vier Wochen nach ausgewechselter Ratification über diesen Friedens-Tractat, oder noch eher, wann es möglich ist, Sr. Königl. Majestät und der Cron Schweden zu restituiren und wieder einzuräumen, das Groß-Fürstenthum Finnland, ausser denjenigen Theil, welcher hierunter in der beschriebenen Gräntz-Scheidung ausbeschieden worden, und Sr. Czaarischen Majestät verbleiben soll; so und dergestalt, daß Ihro Czaarische Majestät, Dero Erben und Nachfolger auf dieses nunmehr restituirte Groß-Fürstenthum kein Recht noch Ansprache, unter was Schein und Nahmen es seyn mag, in Ewigkeit haben, noch sich machen können.

Uber dem wollen Ihro Czaarische Majestät gehalten seyn, und versprechen Ihro Königl. Majestät und dem Reiche Schweden die Summa von zwo Millionen Reichs-Thaler richtig, ohnabgekürtzt und ohnfehlbar an die von Ihro Königl. Majest. mit behörigen Vollmachten und Qvittungen versehene Gevollmächtigte bezahlen und lieffern zu lassen, in denen Terminen und solcher Müntz-Sorte, als darüber in einem separaten Articul, der von eben der Krafft und Würckung ist, als wann er von Wort zu Wort hier eingeführet wäre, stipuliret und verabredet worden ist.

VI. Ihro Königl. Majestä von Schweden haben auch ratione commercii hierbey Sich ausbedungen, daß es Deroselben zu ewigen Zeiten frey stehen soll, in Riga, Reval und Arensburg jährlich vor funffzig tausend Rubel an Geträyde auffkauffen zu lassen, welche auf geschehene Bescheinigung, daß sie entweder vor Sr. Königl. Majest. Rechnung, oder doch durch Schwedische von Ihro Königl. Majestät hierzu specialiter authorisirte Unterthanen erkaufft sind, ohne Bezahlung einigen Zolles oder anderer Auflagen, nach Schweden frey ausgeführet werden sollen, welches gleichwohl nicht von denen Jahren verstanden werden muß, in welchen wegen Mißwachses oder anderer erheblichen Ursachen halber Ihr. Czaarische Majestät sich gemüßiget finden möchten, die Ausfuhr des Geträydes en general allen Nationen zu verbiethen.

VII. Ihro Czaarische Majestät versprechen auch kräfftigst, daß sie in denen Domestiquen Sachen des Königreichs Schweden, als in die von denen Ständen des Reichs einhellig beliebte und beschworne Regierungs-Forme und Successions-Art Sich nicht mischen, keinem, wer es auch seyn mag, dariñ weder directe noch indirecte auf einigerley Weise beystehen, sondern vielmehr zu Darthuung aufrichtiger und nachbarlicher Freundschafft, alles, was dem zuwider intendiret, und Ihrer Czaarischen Majestät kundbar werden möchte, auf alle Art zu hindern und vorzubeugen suchen wollen.

VIII.

1721 VIII. Und nachdem man beyderseits die wahre und ernstliche Intention hat, einen aufrichtigen und beständigen Frieden zu machen, und solcher Gestalt allerdings nöthig ist, daß die Gräntzen zwischen beyden Reichen und Ländern auf solche Weise eingetheilet und eingerichtet werden, daß kein Theil dem andern einige Ombrage geben, sondern vielmehr ein jeder dasjenige, so ihm durch diesen Frieden verbleibet, in erwünschter Ruhe und Sicherheit besitzen und nützen könne; als ist zwischen beyden hohen paciscirenden Theilen hiemit beliebet und verabredet worden, daß von nun an zu ewigen Zeiten zwischen beyden Reichen die Gräntze folgende seyn und bleiben solle; nemlich es fanget dieselbe an an dem Norder-Walle des Sinus Finnici bey Wyrelax, von dannen gehet sie eine halbe Meile vom Meer-Strande ab ins Land hinein, und bleibet in der Distanz von einer halben Meile von dem Wasser ab biß gegen über Willajokes, von hier aber breitet sich dieselbe etwas weiter aus ins Land, also und dergestalt, daß wann sie gegen über die Insuln Rohæll kommt, sie alsdenn in einer Distance von drey viertel Meile von dem Meer-Busen absehe, und gehet so dann in einer geraden Linie ins Land bis an den Weg, der von Wiburg nach Lapstrand gehet, in der Distanz von drey Meilen, von Wiburg und so weiter in eben einer solchen Distanz von drey Meilen nördlich über Wiburg weg in einer geraden Linie, bis an die uhralte zwischen Schweden und Reußland, ehe Kexholms-Lehn an Schweden gekommen, gewesene Gräntze, und folget diese uhralte Gräntze nach Norden hinauf acht Meilen, und von da gehet sie in einer geraden Linie durch Kexholms-Lehn bis an den Ort, wo die See-Porojevy, die bey dem Dorffe Gudumaguba ihren Anfang nimmt, an die letztere zwischen Schweden und Reußland gewesene Gräntze stösset; also und dergestalt, daß alles dasjenige, was über diese specificirte Gräntze nach West und Norden lieget, Sr. Königl. Majestät und dem Reiche Schweden, dasjenige aber, was unterhalb nach Ost und Süden lieget, Sr. Czaarischen Majestät und dem Reußischen Reiche zu ewigen Zeiten verbleiben soll, und weil Ihro Czaarische Majestät solcher Gestalt einen Theil von Kexholms-Lehn, so in den ältern Zeiten dem Reußischen Reiche zugehörig gewesen, an Ihro Königliche Majestät und das Reich Schweden in perpetuum cediren und abtreten; Als versprechen auch dieselbe hiemit kräfftigster Massen, für sich, Dero Successores und Nachfolgere an dem Reußischem Throne, daß sie diesen Theil von Kexholms-Lehn zu keiner Zeit, unter was Nahmen und Schein es auch seyn möchte, zurück fordern wollen noch können, sondern es soll derselbe von nun an zu ewigen Zeiten denen Schwedischen Landen incorporiret seyn und bleiben; In denen Lappmarcken aber bleibet die Gräntze, wie selbige vor Anfang dieses Krieges zwischen beyden Reichen gewesen. Und ist weiters verabredet, daß so gleich nach erfolgter Ratification des Haupt-Tractats, an beyden Seiten Commissarii ernannt werden sollen, um die Gräntz-Scheidung auf Art und Weise, als hier oben beschrieben, zu verrichten und einzutheilen.

IX. Seine Czaarische Majestät versprechen daneben, daß die sämmtlichen Einwohner der Provintzen Lieff- und Estland, wie auch Oesel, adliche und unadeliche, und die in selbigen Provintzen befindliche Städte, Magistraten, Gilden und Zünffte bey ihren unter der Schwedischen Regierung gehabten Privilegien, Gewohnheiten, Rechten und Gerechtigkeiten beständig und unverrückt conserviret, gehandhabet, und geschützet werden sollen. 1721

X. Es soll auch in solchen cedirten Ländern kein Gewissens-Zwang eingeführet, sondern vielmehr die Evangelische Religion, auch Kirchen- und Schul-Wesen, und was dem anhängig ist, auf den Fuß, wie es unter der letztern Schwedischen Regierung gewesen, gelassen und beybehalten werden, jedoch daß in selbigen die Griechische Religion hinführo ebenfalls frey und ungehindert exerciret werden könne und möge.

XI. Als auch die unter voriger Königl. Schwedischer Regierung in Lieff- und Estland und auf Oesel ins Werck gestellete Reduction und Liquidation zu vielfältigen Beschwerden derer Unterthanen, oder eingesessenen Anleitung gegeben, wodurch dann Se. in GOtt ruhende Königliche Majestät von Schweden, Glorwürdigsten Andenckens, sowohl als in Ansehen der Sachen Billigkeit bewogen worden, mittelst eines im Jahr Eintausend, Siebenhundert, den dreyzehenden April durch öffentlichen Druck bekannt gemachten Patents, die Versicherung von sich zu geben, daß im Fall einige von Ihren Unterthanen mit gewissen Beweißthümern darthun könten, daß Güter, welche ihnen zugehörig seyn möchten, eingezogen worden, ihnen ihr Recht unbenommen seyn solte. Zu Folge dessen auch unterschiedliche besagter Unterthanen in dem Besitz ihrer vorigen durch erwehnte Reduction oder andern Vorwand ihnen abgesprochenen eingezogenen oder sequestrirten Güter wieder zurück getreten sind; als versprechen auch Ihre Czaarische Majestät hiemit, daß ein jeder, er mag intra oder extra Territorium sich aufhalten, der in diesem Fall eine billige Ansprache oder Forderung auf Land-Güter in Lieff- und Estland, auch der Provinz Oesel hat, und selbige gehöriger massen beweisen, und darthan kan, sein Recht ohnweigerlich geniessen, und durch ungesaumte Untersuchung und Erörterung solcher ihrer Ansprachen und Forderungen zum Besitz des ihme rechtmäßig gehörenden Gutes wieder gelangen soll.

XII. Imgleichen sollen Krafft der in dem vorhergehendem andern Articul verabredeten und fest gestellten Amnestie die in Lieff- und Estland, auch Provinz Oesel, wegen des bishero gewesenen Krieges, und, daß die Proprietarii an der Königl. Schwedischen Seite geblieben, etwa eingezogene, andern verliehene oder auch confiscirte Güter, Ländereyen, noch nicht exspirirte arrhenden und Häuser in denen zu diesen Provinzen gehörenden Städten, wie auch in Narva und Wiburg, sie mögen vor dem Kriege jemand zugehöret haben, oder unter dem Kriege einem entweder durch Erbschafft oder sonsten zugefallen seyn, ohne einige Ausnahme und Restriction ihren rechtmäßigen Eigen-

1721 genthümern, dieselbe mögen nun jetzo in Schweden, oder in der Gefangenschafft, oder auch sonsten irgendwo sich befinden und aufhalten, nachdem ein jeder bey dem General-Gouvernement mittelst Vorzeigung seiner Beweißthümer, Briefschafften und Urkunden, sich vorgängig gebührend dazu legitimiret haben wird, ohnweigerlich und ohne Aufschub gleich wieder gegeben und eingeräumet werden; Es können aber solche Eigenthümer wegen der aus denen Gütern währendem Kriege und nach geschehener Confiscation gehobenen Einkünfften, und des durch den Krieg, und sonsten etwa verursachten Schadens nicht das geringste fordern noch prætendiren. Und sind diejenige, welche solcher Gestalt wieder zu dem Besitz derer ihnen gehörigen Güter gelangen, verbunden, bey Antretung des Besitzes Ihro Czaarischen Majestät als dero nunmehrigen Landes-Herrn zu huldigen, und sich im übrigen gegen Dieselbe, als es treuen Vasallen oblieget und gebühret, zu betragen und aufzuführen. Dahingegen es ihnen, wann sie den gewöhnlichen Huldiguns-Eyd abgeleget, ohnweigerlich erlaubet und zugelassen seyn soll, aus dem Lande zu reisen, sich in fremden mit dem Reußischen Reiche in Verbündniß und Freundschafft stehenden Ländern aufzuhalten, auch bey neutralen Puissancen in Diensten zu engagiren, oder da sie schon darinn stehen, nach eigenem Gutfinden ferner darinn zu verharren. Denenjenigen aber, welche Sr. Czaarischen Majestät gar nicht huldigen wollen, wird hiemit eine Zeit von drey Jahren, von Publicirung des Friedens an zu rechnen, vergönnet und zugestanden, um innerhalb solcher Frist Ihre Güter und Eigenthum bester Gelegenheit und eigenen Gefallens nach zu veräussern und zu verkauffen, ohne ein mehrers davon abzutragen, als sie nach denen Landes-Statuten schuldig und verbunden seyn können. Solte auch ins künfftige nach denen Landes-Rechten jemanden, der nicht gehuldiget hat, eine Erbschafft zufallen, so soll derselbe ebenfalls gehalten seyn, bey Antretung der ihme angestorbenen Erbschafft Sr. Czaarischen Majestät zu huldigen, und den Eyd der Treue abzustatten, oder auch alsdann Freyheit haben, innerhalb Jahr und Tag solche Güter zu verkauffen. Gleicher Gestallt sollen auch diejenige von beyder hohen paciscirenden Theilen Unterthanen, welche auf einige publique in Lief- und Estland, auch auf Oesel liegende Land-Güter Gelder vorgeschossen, und darauf ihre richtige Pfand-Contracte erhalten haben, nach Einhalt dieser Contracten, ihre Hypthequen so lange ruhig und sicher geniessen, biß sie vollkommen, ihren in Handen habenden Verschreibungen gemäß, ausgelöset, und für Capital und Zinsen völlig vergnüget worden; jedoch sollen solche Pfand-Haltere für die währendem Kriege geflossene, und etwa nicht gehobene Zinsen nichts anrechnen, noch prætendiren können. Es sollen aber diejenige, welche sowohl in diesem, als vorhergehenden Fällen die Administration solcher Güter verrichten, Sr. Czaarischen Majestät zu huldigen, und Deroselben würckliche Unterthanen zu seyn, schuldig und gehalten seyn.

Alles dieses verstehet sich auch von denen jenigen, welche unter

Seiner

Seiner Czaarischen Majestät Bothmäßigkeit verbleiben, als welche 1721
mit ihren etwa in Schweden und denen durch diesen Frieden dem Reiche Schweden verbleibenden Ländern, habenden Gütern und Eigenthum auf eben solche Art zu verfahren, völlige Macht und Freyheit haben sollen; Es sollen auch sonsten beyder hohen paciscirenden Theile Unterthanen, welche in einen oder andern Theils Landen einige rechtmäßige Forderungen und Prætensiones, es sey an das Publicum oder Particulier-Personen, haben, bey selbigen allerdings gehandhabet und geschützet werden. Und wollen beyde hohe paciscirende Theile daran seyn, daß ihnen in gedachten ihren Forderungen und Ansuchen promte und gleiche Justice wiederfahren, und also ein jeder ohngesäumt wieder zu dem Seinigen gelangen möge.

XIII. In dem Groß-Fürstenthum Finnland, so Se. Czaarische Majestät vermöge des vorhergehenden fünfften Articuli, Sr. Königl. Majestät und dem Reiche Schweden restituiren, sollen a dato der Unterzeichnung dieses Friedens-Vertrages alle Contributiones an Gelde gäntzlich cessiren und aufhören, jedennoch soll das Benöthigte an Proviant und Fourage Sr. Czaarischen Majestät Trouppen, biß zur völligen Evacuation nach wie vor, auf den Fuß, als solches bißhero geschehen, ohne Entgelt gelieffert werden, auch denen Trouppen bey harter Straffe verbotten seyn, bey ihrem Abzuge einige Bedienten von der Finnischen Nation gegen ihren Willen, aber gar keine Finnische Bauers-Leute von dort mit sich wegzuführen, oder auch ihnen die geringste Gewalt oder Unrecht zuzufügen. Uber dem sollen auch alle Vestungen und Schlösser im Groß-Fürstenthum Finnland in dem Stande, worinn selbige sich jetzo befinden, gelassen werden, jedennoch aber Sr. Czaarischen Majestät frey stehen, bey Evacuirung jetztgedachten Landes und Oerter, alles grobe und kleine Geschütz, dessen Zubehören, Ammunition, Magazins, und andere Kriegs-Behülffe, wie sie Nahmen haben mögen, und Se. Czaarische Majestät haben dahin bringen lassen, wieder mitnehmen und abführen zu lassen; auch sollen zu Abführung dessen allen, wie auch der Bagage von der Armee, die benöthigte Vorspann und Fuhren, biß an die Gräntze von den Einwohnern ohnweigerlich und ohne Entgelt gegeben und verrichtet werden. Wann auch in der obbestimmten Zeit alles dieses nicht könte abgeführet werden, sondern davon ein Theil vorerst zurück gelassen würde, so soll solches alles in guter Verwahrung bleiben, und nachhero allemahl, zu welcher Zeit es auch verlanget würde, an diejenige, so von Seiten Sr. Czaarischen Majestät darum abgeschicket werden, ohnweigerlich abgefolget, und wie das vorige, bis an die Gräntze abgeführt werden.

Wann auch von Ihrer Czaarischen Majestät Trouppen einige Archiven, Urkunden und Briefschafften, so dieses Groß-Fürstenthum Finnland concerniren, gefunden, und etwa aus dem Lande geführet worden, so wollen Ihr. Czaarische Majestät selbige so viel möglich aufsuchen, und was davon gefunden wird, an Ihro Königl.

1721 nigliche Majestät von Schweden dazu Bevollmächtigte, getreulich zurück geben lassen.

XIV. Die beyderseitige Krieges-Gefangene, von was Nation, Condition und Stande sie sind, sollen so fort nach erfolgter Ratification dieses Friedens-Tractats ohne Zahlung einiger Ranҫon, gleichwohl nachdem ein jeder vorhero der etwa contrahirten Schulden halber entweder Richtigkeit getroffen, oder doch für die Bezahlung derselben genugsame und billigmäßige Caution gestellet, der Gefangenschafft erlassen, in völlige Freyheit gestellet, und von beyden Seiten ohne Auffenthalt, und in einer gewissen nach Entlegenheit der Oerter, wo diese Gefangene sich anjetzo aufhalten, proportionirten Zeit, biß an die Gräntzen mit nöthiger Vorspann ohne Entgelt nach Möglichkeit fortgeholffen werden. Diejenige aber, so bey dem einen oder andern Theile Dienste genommen, oder sonsten in des einen oder andern Theils Landen zu bleiben gesonnen sind, sollen ohne Unterscheid dessen völlige freye Macht und Gewalt haben. Eben dieses verstehet sich auch von allen währendem diesem Kriege von der einen oder andern Seite sonst entführten Leuten, welche ebenfalls ihres Gefallens bleiben, oder auch nach ihrer Heymath frey und ohngehindert zurück kehren können, und mögen, ausgenommen diejenige, so auf ihr Verlangen den Griechischen Glauben angenommen, welche auf Sr. Czaarischen Majestät Seite zurück bleiben; zu welchem Ende dann beyde hohe paciscirende Theile in Ihren Ländern durch öffentliche Edicta solches publiciren und bekannt machen lassen wollen.

XV. Ihro Königl. Majestät und die Republique Polen, als Sr. Czaarischen Majestät Bunds-Genossen, werden ausdrücklich in diesen Frieden mit eingeschlossen, und ihnen die Accession dergestalt vollkommlich vorbehalten, als wann der zwischen sie und der Crou Schweden zu erneurende Friedens-Tactat von Wort zu Wort diesem inseriret wäre. Und sollen zu solchem Ende an allen Orten und Enden, und in allen, beyden hohen Theilen zugehörigen Reichen, Ländern und Gebiethen, dieselbe mögen inn- oder ausserhalb Römischen Reichs belegen seyn, alle Hostilitäten und Feindseligkeiten, sie mögen Nahmen haben, wie sie wollen, gäntzlich cessiren und aufhören, und ein beständiger ewiger Friede zwischen Ihnen unterhalten werden. Und weil von Ihro Königl. Majestät und der Republique Pohlen keine Gevollmächtigte Ministres bey hiesigen Friedens-Congress gegenwärtig sind, und also der Friede zwischen selbige und der Cron Schweden durch einen formellen Tractat zugleich mit diesem anjetzo nicht erneuert werden kan; Als versprechen Ihro Königl. Majestät von Schweden, daß Sie ohnverzüglich an den Ort, worüber Sie mit Ihro Königliche Majestät und der Republique Pohlen sich vereinigen werden, Ihre Plenipotentiaires abschicken, und unter Seiner Czaarischen Majestät Mediation mit selbigen einen ewigen Frieden auf convenable Conditiones renoviren und schliessen wollen. Gleichwohl, daß in selbigem nichts enthalten sey, was gegenwärtigem mit Ihro Czaarischen Majestät errichteten ewigen Frieden in einigen

Stücken,

Stücken, oder auf einigerley Art und Weise zuwider seyn oder præjudiciren könte. 1721

XVI. Die Commercien sollen frey und ohngehindert zwischen beyden Reichen, und denenselben zugehörigen und untergebenen Ländern, Unterthanen und Einwohnern, so wohl zu Lande, als zu Wasser eingerichtet, und so bald, als möglich, durch einen besondern Tractat zum Vortheil beyder Reiche befestiget werden; Inzwischen aber können beydes die Schwedische und Rußische Unterthanen sogleich nach Ratificirung dieses Friedens in beyderseitigen Reichen und Ländern, gegen Bezahlung des in einem jeden Reiche gewöhnlichen Zolles, und anderer etablirten Rechte, in allerhand Waaren ihren Handel frey und ohngehindert treiben. Und sollen die Schwedische Unterthanen in Sr. Czaarischen Majestät Reichen und Ländern, und hingegen wieder die Rußische Unterthanen in Sr. Königl. Majestät von Schweden Reiche und Landen eben der Pivilegien und Vortheile im Commercio zu geniessen haben, welche amicissimæ genti darinnen zugestanden und gegönnet werden.

XVII. Die Handels-Häuser, welche die Schwedische Unterthanen vor Anfang des Krieges in gewissen Ihro Czaarischen Majestät zugehörigen Handels-Städten gehabt, sollen alsobald nach erfolgten Frieden nicht nur wieder restituiret und eingeräumet, sondern ihnen auch frey gelassen werden, in denen cedirten Städten und Häfen ebenfalls dergleichen Handels-Häuser sich anzuschaffen und einzurichten. Wie denn auch an Ihro Czaarischen Majestät Unterthanen nicht alleine die Handels-Häuser, so sie vorhin im Königreiche Schweden, und andern Schwedischen Ländern gehabt, unverzüglich wieder eingeräumet, sondern ihnen auch ebenmäßig erlaubt seyn soll, in mehreren des Reichs Schweden Städte und Häfen, da sie es verlangen, dergleichen Handels-Häuser sich anzuschaffen und einzurichten.

XVIII. Im Fall Schwedische Krieges- oder Kauffmanns-Schiffe durch Sturm, Ungewitter und andere Zufälle an denen Ufern und See-Cüsten des Reußischen Reichs, und denenselben unterliegenden Ländern stranden oder vergehen würden, so soll von Ihro Czaarischen Majestät Unterthanen denen Nothleidenden alle treue und aufrichtige Assistentz geleistet, Menschen und Güter nach aller Möglichkeit gerettet und geborgen, und was von denen Gütern zu Lande getrieben wird, denen innerhalb Jahr und Tag reclamirenden Eigenern gegen eine billige Belohnung sicher wieder zu Handen gestellet werden. Auf eben solche Art soll es auch Schwedischer Seits mit denen Rußischen verunglückten Schiffen und Gütern gehalten und verfahren werden. Und wollen beyde hohe paciscirende Theile daran seyn, damit durch ernsthafften Verboth und nachdrückliche Bestraffung alle Eigenwilligkeiten, rauben und plündern bey dergleichen Zufällen nachbleiben und gehemmet werden mögen.

XIX. Damit auch zur See alle Gelegenheiten, welche zu einigen Mißverstand zwischen beyden hohen paciscirenden Theilen Anleitung geben könnten, so viel immer möglich, abgehalten, und verhütet wer-

1721 den mögen, als ist hiemit beschlossen und verabscheidet worden, daß wann Schwedische Kriegs-Schiffe eines oder mehrere Anzahl, sie mögen kleine oder grosse seyn, eine Ihro Czaarischen Majestät zugehörige Festung hinführo vorbeygehen, sie alsdann sollen gehalten seyn, die Schwedische Losung zu schiessen, worauf sie sogleich mit der Reußischen Losung von der Festung wiederum begrüsset werden sollen; Gleicher massen sollen auch die Reußische Krieges-Schiffe eines oder mehrere zur Anzahl, wann selbige eine Ihro Königl. Majestät zugehörige Festung vorbey segeln, die Reusische Losung von sich geben, und ebenfalls mit der Schwedischen Losung von der Festung wiederum salutiret werden. Solte es sich auch zutragen, daß Schwedische und Reussische Schiffe einander entweder in der See, in einem Hafen, oder sonsten irgendwo sich begegneten, oder einander an einigen Orthe vor sich fänden, so sollen dieselbe mit der gewöhnlichen Losung sich untereinander freundlich salutiren, und sonsten es überall in diesem Stücke also gehalten werden, als es zwischen denen Cronen Schweden und Dännemarck in dergleichen Fällen gebräuchlich ist, und zwischen Ihnen diesertzhalben verabredet und beliebet worden.

XX. Weiter ist auch beyderseits hiemit beliebet und verabredet worden, daß die zwischen beyderseits Reiche bißhero gebräuchlich gewesene Defrayirung der Gesandten gäntzlich cessiren und aufhören, und dahingegen beyderseits Gevollmächtigten Gesandten, und andern mit oder ohne Caractere ausgeschickten künfftig auferleget seyn soll, sich selber mit ihrer gantzen Suite sowohl auf ihrer Reise, als an dem Hofe, Orth und Stelle, wo ihnen befohlen ist hinzugehen, und zu verweilen, zu unterhalten, und für ihre Subsistence zu sorgen; doch wollen beyde hohe Theile sowohl ins gemein, als jedesmahl insonderheit, wann ihnen von der Ankunfft eines Gesandten vorher eine zeitige Nachricht ertheilet wird, die zulängliche Anstalt verfügen, daß ihnen auf ihrer Reise alle Sicherheit, guter Wille und nöthige Handreichung geleistet werde.

XXI. Von Seiten Sr. Königl. Majest. von Schweden werden Ihro Königl. Majestät von Groß-Britannien in diesem Friedens-Tractat mit eingeschlossen, jedoch mit Vorbehalt desjenigen, worinnen Ihro Czaarische Majestät von Ihre Königl. Majestät von Groß-Britannien sich etwan beschwehret finden möchten, worüber directe zwischen Ihro Czaarischen Majestät und Ihro Königl. Majestät von Groß-Britañien in der Güte gehandelt und conveniret werden soll. Auch können mehrere Puissancen, welche beyderseits hohe Paciscirende innerhalb drey Monath nach erfolgter Ratification ernennen werden, diesen Friedens-Tractat mit beyder hohen paciscirenden Theilen gemeinsamer Bewilligung beytreten, und in selbigen auf und angenommen werden.

XXII. Wann auch ins künfftige zwischen beyderseits Reiche und Unterthanen einige Differentien und Zwistigkeiten sich hervor thun möchten, so soll dieser ewige Friedens-Schluß dennoch bey seiner völligen Krafft und Würckung bleiben, die Differentien und Zwistigkeiten

aber

aber durch beyderseits dazu benennte Commissarios ohnverzüglich untersucht, und nach der Billigkeit abgethan und beygeleget werden. 1721

XXIII. Es sollen auch von nun an alle diejenige, welche nach erfolgter Ratification dieses Friedens, begangener Verrätherey, Mord, Dieberey und anderer Ursachen halber, oder wohl gar ohne Erheblichkeit, von der Schwedischen zu der Reußischen, oder von der Reußischen zu der Schwedischen Seite, alleine, oder mit Weib und Kindern übergehen, wann sie von dem Theile, dem sie entloffen sind, zurück gefordert werden, ohnweigerlich, von welcher Nation sie auch seyn mögen, und in dem Stande, wie sie gekommen, mit Weib und Kindern, auch allem dem, so sie an gestohlenem oder geraubtem Gute mitgebracht, ausgeliefert und zurück gegeben werden.

XXIV. Die Ratificationes über dieses Friedens-Instrument sollen innerhalb drey Wochen, von der Unterzeichnung anzurechnen, und ehe, wo möglich ist, beygebracht, und allhier zu Neustadt gegen einander ausgewechselt werden. Urkundlich dessen allen sind von diesem Friedens-Tractat zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget, und von beyderseits Ministres Plenipotentiaires, krafft habender Vollmacht, eigenhändig unterschrieben, mit ihren Insigeln bekräfftiget, und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Neustadt den 30. Aug. im Jahr Christi 1721.

(L. S.) Joh. Lilliensiedt. (L. S.) Jacob Daniel Bruse.
(L. S.) Otto R. Strömfelt. (L. S.) Henr. Joh. Friedr. Ostermann.

Articulus Separatus.

Nachdeme Ihro Czaarische Majestät vermöge des fünften Articuls des heute dato geschlossenen und vollzogenen Haupt-Tractats wollen gehalten seyn, an Ihro Königl. Majestät von Schweden auf Dero Assignation und Qvittung die Summa von zwo Millionen oder zwantzigmahl hundert tausend Rthlr. zu zahlen; als ist hiemit stipuliret und verabredet worden, daß dieselbe sollen in vollgültigen Zwey Drittel-Stücken, derer drey zwey obgedachter Rthlr. in Leipzig, Berlin und Braunschweig ausmachen, an Ihro Königl. Majestät mit gültigen Vollmachten und Quittungen versehene Commissarios in Hamburg, Amsterdam und London richtig, ohnabgekürtzet und ohnfehlbar gelieffert, ausgezahlet und von Ihro Czaarische Majestät allemahl sechs Wochen vor jedem Termin bekannt gemacht werden, wo die Bezahlung geschehen soll; da aber Ihro Czaarische Majestät in obbenannten Oertern die gehörige Summa in vollgültigen zwey Drittel-Stücken nicht zuwege bringen könten, so versprechen Dieselbe in guter an selbigen Oertern gangbaren Silber-Müntze, doch Scheide-Müntze ausgenommen, nach der Würde, als die zu zahlende Summa, nach dem bey dem Zahlungs-Termin lauffenden Wechsel-Cours ausmachet, ohne Abkürtzung zu entrichten. Diese Zahlung aber geschiehet übrigens in vier Terminen, wovon der erste ist im Anfang des erstkommenden Februarii im Jahr 1722. mit fünffmahl hundert tau-

1721 send Rthlr. Der andere im Anfang des Monaths Decembris selbigen Jahres, ebenfalls mit fünffmahl hundert tausend Rthlr. Der dritte im Monath Octobris 1723. abermahl mit fünffmahl hundert tausend Rthlr. und der vierdte und letztere im Anfang des Monaths Septembris des Jahres 1724. mit fünffmahl hundert tausend Reichs-Thaler; So daß alsdenn die gantze Summa dieser obbemeldten zwo Millionen völlig bezahlet und gelieffert seyn soll.

Dieser Separat-Articul ist von eben der Krafft und Würckung, als ob er dem heutigen vollzogenem und geschlossenem Friedens-Instrument von Wort zu Wort einverleibet wäre, soll auch zugleich und zu einer Zeit mit selbigem ratificiret, und die Ratification dahier ausgewechselt werden. Urkundlich sind hievon zwey gleichlautende Exemplaria verfertiget, untergezeichnet, und gegen einander ausgewechselt worden. So geschehen Neustadt den 30. Augusti 1721.

(L.S.) Joh. Lillienstedt, (L.S.) Jacob Daniel Bruse.
(L.S.) Otto R. Strömfelt. (L.S.) Henr. Joh. Friedr. Ostermann.

Vid. Joh. Marker Registr.

Seiner Czaarischen Majestät Ratification.

Als haben Wir diesen ewigen Frieden in allen seinen Articuln, Puncten und Clausuln mit dem dazu gehörigen Separat-Articul, so als sie von Wort zu Wort hier inseriret und eingeführet sind, acceptiret, approbiret, confirmiret und ratificiret. Wie Wir dann selbige auf das allerbündigste, als solches immer geschehen kan, hiemit acceptiren, approbiren, confirmiren und ratificiren, und versprechen bey Unserm Czaarischen Wort für Uns und Unsere Successores und Nachkommen an dem Reußischen Reiche, daß Wir alles und jedes, was in vorhergehendem ewigem Friedens-Schluß, und in allen desselben Articuln, Puncten und Clausuln, und in dem Separat-Articul enthalten und begriffen ist, fest, unwidersprechlich, heilig und unzerbrüchlich zu ewigen Zeiten halten und erfüllen, auch keines weges gestatten wollen, daß demselben in einigen Stücken durch Uns oder die Unserige zuwider gelebet werden möge. Urkundlich dessen haben Wir dieses eigenhändig unterschrieben, und mit Unserm grössern Reichs-Insiegel besieglen lassen. Gegeben St. Peters-Burg den neundten Septembr. des ein tausend sieben hundert und ein und zwantzigsten Jahrs, Unserer Regierung im viertzigsten Jahr.

PETER.

Graff Golofkin.

Daß gegenwärtiges Teutsches dem Reußischen Original in allem conform, solches wird von mir hiemit auf hohen Befehl affirmiret,

Peter, Freyherr v. Schafirof,
als Ihro Czaarische Majest. würcklicher geheimbder Rath, und Vice-Cantzlar.

Ex originali vid. Joh. Marker Registr.

CCXCIV.

CCXCIV. 1722

Renunciationes der Ertz-Hertzogin Maria Amalia, vermählten Chur-Printzeßin von Bayern, wegen der Succession in denen Kayserlichen Erb-Königreichen und Landen 1722.

Renunciatio Serenissimæ Archiducissæ Mariæ Amaliæ, desponsatæ Serenissimo Carolo Alberto Principi Electorali Bavariæ &c.

NOs Maria Amalia, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ Regia Princeps, Archiducissa Austriæ &c. agnoscimus & profitemur pro Nobis nostrisque posteris, hæredibus & successoribus, universisque quorum interest aut futuris unquam temporibus interesse quomodocunque poterit, notum testatumque facimus tenore præsentium ad perpetuam rei memoriam. Postquam Serenissimus, Potentissimus ac Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus Dei favente clementia electus Romanorum Imperator hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Austriæ, colendissimus Dominus Patruus noster, Nos paterna plane in Nos Cura ad amicam petitionem Serenissimi Principis, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis, Comitis Palatini Rhenani, Landgravii Leuchtenbergæ, S. R. J. Archidapiferi & Electoris &c. perdilecto suæ Dilectionis Filio, Serenissimo Principi, Domino Carolo Alberto, Electorali Principi &c. &c. accedente imprimis nostra voluntate & consensu, annuente & suadente quoque Serenissima & Potentissima Romanorum Imperatrice Amalia, colendissima ac perdilectissima Genitrice nostra, obtenta prævia dispensatione Sanctissimi Patris, Domini Innocentii XIII. Romanæ atque universalis Ecclesiæ Pontificis, quæ data est Romæ die 24. Aug. anni 1722. in Sponsam & futuram Conjugem adpromisit: porro in Tractatu desuper habito articulo ejusdem tertio inter cætera id primo loco actum, disertisque verbis cautum provisumque fuerit, ut nos intuitu istius matrimonii juxta ac prævie utrinque placitum ac conventum fuit, antecedenter ad nostrum consensum & nuptias juxta regulas successionis primogenialis in Augusta Domo jam dudum radicatæ, sed quæ ab Imperatore Ferdinando hujus nominis secundo, colendissimo quondam Atavo nostro gloriosiss. memoriæ in suo die 10. Maj. anni 1621. confecto testamento conditisque desuper die 8. Aug anni 1635. codicillis, quoad ordinem successionis inter hæredes suos masculos dilucidata magis ac firmius stabilita fuit, quæque subinde ex dispositione paterna a Serenissimo quondam, Potentissimo ac Invictissimo Principe ac Domino, Domino Leopoldo Romanorum Imperatore, colendissimo Avo nostro inter filios suos, Serenissimos quoque & Potentissimos tunc respective Romanorum & Hispaniarum Reges, Dominum Josephum & Dominum Carolum Archi-Duces, successive

 Roma-

1722 Romanorum Imperatores, colendiſſimos ac perdilectiſſimos noſtros Genitorem & Patruum die 12. Sept. 1703. ipſis ſcientibus, volentibus, ſtipulantibus & acceptantibus facta ad Fœminas ex linea in Germania regnante deſcendentes extenſa, ac deinde die 19. Aprilis anni 1713. convocatis ad id Suæ Cæſ. Catholicæ Majeſtatis Conſiliariis Status arcanis Regnorumque ac Provinciarum ejusdem Cancellarii, uberius explicata in publicum & perpetuum Sereniſſ. Domus Auſtriacæ Pactum, quin in Legem fundamentalem & Sanctionem pragmaticam abiit, omnibus noſtris juribus, actionibus & rationibus, quæ vel quas in Regna, Ditiones, Principatus & Provincias a Sua Majeſtate Cæſarea nunc feliciter regnante poſſeſſas vel de jure quomodocunque ad ſe ſpectantes competere nobis noſtrisque olim poſteris ac hæredibus utriusque cum maſculini tum fœminini ſexus, quacunque demum de cauſa poſſent, in favorem & commodum non ſolum univerſorum maſculorum e dicta Auguſta Domo legitime oriendorum Archi-Ducum, ſed in præcipuum quoque ac prælationem fœminarum Archi-Duciſſarum a Sua Majeſtate Cæſarea hodie glorioſe imperante progenitarum, ac deinceps naſciturarum earumque poſteritatis ac hæredum pariter utriusque tam fœminini quam maſculini ſexus, quin inſuper & amplius in prælationem & favorem quoque, dilectiſſimæ Senioris noſtræ Sororis conſanguineæ Sereniſſimæ Archi-Duciſſæ Mariæ Joſephæ, Hungariæ, Bohemiæ, nec non utriusque Siciliæ natæ Regiæ Principis, Regii Poloniæ & Electoralis Saxoniæ Principis, Domini Friderici Auguſti in præſens Conjugis, prout & ejusdem poſteritatis non maſculinæ tantum, ſed & fœmininæ juxta ordinem ſucceſſionis primogenialis in Auguſta Domo pro utroque ſexu ſtabilitum atque in Regnis, Archiducatibus, Provinciis & Ditionibus ejusdem actu tum promulgatum atque ab iis pro ſingulorum more receptum ſolemniter renunciemus, cedamus & abdicemus, quod Nos ad majorem Dei omnipotentis honorem & gloriam, incrementum majus populorum atque ut Regna & Provinciæ a Sua Majeſtate Cæſarea Regio-Catholica in præſens poſſeſſæ ac deinceps posſidendæ perpetuis futuris temporibus indiviſibiliter & inſeparabilter inter ſe penes unum eundemque hæredem juxta ſucceſſionis ordinem ſtabilitum unitæ permaneant, ordinationibus, inſtitutis ac diſpoſitionibus præfatis, præſertim vero Declarationi allegatæ & nobis una cum reliquis productæ de die 19. April 1713. uti ſupra promulgatæ inhærentes, ac de re, de qua agitur, rite pleneque edoctæ, de conſilio, voluntate & aſſenſu prædicti Sereniſſimi Principis Electoralis, dilectisſimi Sponſi noſtri, annuente quoque & conſentiente Serenisſimo Domino Electore, Ejusdemque Genitore (prout ex inſtrumento eorum Ratificationis, tum ex mandato procuratorio diffuſius conſtat) ex certa noſtra ſcientia animoque bene deliberato, omnibus juribus, prætenſionibus, actionibus & rationibus, quæ nobis ſive jure ſanguinis & nativitatis, ſive ex uſu & obſervantia olim in AuguſtaDomo uſitata, ſive etiam ex pacto præallegato de die 12. Sept. anni 1703. ſive alio quocunque demum nomine aut excogitabili titulo in regna, principatus, ditiones & provincias, quæ

ab

ab alte fata Majeſtate Sua Cæſarea colendisſimo Domino noſtro Patruo actu in præſens posſidentur aut posſideri de jure poſſent ac deberent, competunt aut competere poſſent, ſponte, liberrima voluntate, nulla vi aut coactione callidave perſuaſione, aut metu etiam reverentiali inducta, pro Nobis noſtrisque Poſteris, omnibus hæredibus tam maſculini quam fœminini ſexus ceſſerimus & renuntiaverimus, prout eisdem vigore præſentium de conſenſu, uti ſupra in optima & amplisſima juris forma, animo deliberato ac ſpontaneo ultro cedimus, renuntiamus & abdicamus, idque non ſolum in favorem, commodum & prælationem poſteritatis & hæredum maſculorum, quos numeroſos Majeſtati Suæ a DEO precamur, prout & fœminarum Archiduciſſarum a Majeſtate Sua jam progenitarum & deinceps naſciturarum omniumque eorum poſterorum, hæredum & ſucceſſorum utriusque ſexus ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, ſed & inſuper in prælationem quoque favorem & commodum præfatæ Senioris noſtræ Sororis Serenisſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ, ejusdemque poſterorum & ſucceſſorum maſculorum pariter & fœminarum ex legitimo thoro procreatorum & non legitimatorum, adeo, ut quamdiu ex his Majeſtati ſuæ Cæſareæ deſcendentibus proles unius alteriusve ſexus, vel iis (quod abſit) prorſus deficientibus ex præfatæ Sereniſſimæ Sororis noſtræ corpore legitime deſcendentibus proles aliqua ſive maſculina ſive fœminina, quocunque demum gradu ſupervixerit, neque Nos neque Filii, Poſteri & Hæredes noſtri neque quisquam alius eorum nomine ullam unquam ſucceſſionem aut ſuccedendi jus in dicta regna, principatus, ditiones & provincias, vel etiam aliquam illorum illarumve partem, licet minimam, utpote lineæ Cæſareæ Regiæ Carolinæ nunc regnatrici, & in ea deſcendentibus maribus & fœminis, & iis, (quod Deus avertat) penitus deficientibus, lineæ antefatæ Senioris Sororis noſtræ, Sereniſſimæ Archiduciſſæ Mariæ Joſephæ & in ea deſcendentibus pariter maribus & fœminis legitimis, non legitimatis, jure Primogenituræ in infinitum inſeparabiliter & indiviſibiliter affectas prætendere velimus, posſimus aut debeamus: declarantes ac ſerio profitentes, quod nos prælibatum in Auguſta Domo receptum, avitaque providentia ſtabilitum, & per ſupra citatam declarationem obfirmatum magisque dilucidatum primogenituræ jus, nec non præſcriptum in ea cum maribus tum fœminis ſuccedendi ordinem linealem, ceu normam & legem fundamentalem ejusdemque pro Nobis noſtrisque poſteris & hæredibus utriusque ſexus reſpicere, tenere, obſervare eique firmiter inhærere, nec, ut contra ejusdem tenorem & diſpoſitionem a Nobis vel ab hæredibus & poſteris noſtris cujuscunque ſexus ſint, aut a quovis alio noſtro aut illorum nomine, quibuscunque demum de cauſis, quas omnes & ſingulas irritas, vanas, invalidas & injuſtas ex nunc pro tunc pronuntiamus, agatur, committere unquam aut pati velimus, quin potius obteſtamur atque etiam ſacroſancte pollicemur, quodſi unquam (quod abſit) aliquam vel aliquod ex dictis ditionibus, regnis, principatibus aut

1722 aut provinciis in totum vel in partem ultro nobis deferri aut nos ad aliquam seu eorum aliquod a quocunque qualicunque demum sub prætextu aut colore vocari aut sollicitari contingeret, nos non tantum ejusmodi damnabiles conatus perniciosaque consilia ac molimina perpetuo constanterque rejecturas, nedum illis aures, assensum, opem vel auxilium ullum præbituras, aut, ut id ab alio, quocunque tandem fiat, passuras, sed ut potius in debita legitimo Successori unius alteriusve sexus fide & obedientia perseverent, omnes vires esse impensuras, atque adeo ea dote in ipso matrimonii nostri contractu, nobis assignata cæterisque apparatibus ac ornamentis, quibus statui nostro convenienter elocabimur, a modo contentas Nos plene pro omnibus juribus, actionibus & prætensionibus, cujuscunque nominis sint, quæque nobis ex qualicunque demum causa, uti supra, competere possent, satisfactum nobis esse declaramus; Quousque nempe proles unius alteriusve sexus a sua Majestate Cæsarea Regio - Catholica procreatæ ac deinceps procreandæ earumque posteri ac descendentes pariter utriusque sexus, vel iis (quod absit) prorsus deficientibus proles legitimæ, non legitimatæ, unius alteriusve sexus ex sæpefata seniore Sorore nostra Serenissima Maria Josepha Archiducissa Austriæ, Regia Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe descendentes in vivis supererunt: quod si vero (quod Deus in æternum prohibeat) omnes utriusque tam fœminini quam masculini sexus proles a sua Majestate vel (casu & ordine Successionis, uti præmittitur, eveniente) a Serenissima Archi-Ducissa Maria Josepha Seniore Sorore nostra progenitæ vel deinceps procreandæ, una cum omni earum posteritate pariter masculina & fœminina extingui ac prorsus defecere unquam accideret, in eum casum, qui nobis aditum ad capessendam paternam avitamque hæreditatem vel ex ipso primogenituræ instituto, præsertim vero vi præcitatæ declarationis de die 19. mensis Aprilis anni 1713. juxta stabilitum in ea successionis linealis ordinem reduceret, Notis nostrisque posteris & descendentibus tam maribus quam fœminis jus omne omnesque actiones ad succedendum in dictis regnis, principatibus, ditionibus ac provinciis ex jure dominii, hypothecæ, vel alio quocunque competentes vigore præsentium solennissime ac plenissime per expressum reservamus, ita, ut quæ facta a Nobis est pro posteritate Suæ Majestatis Cæsareæ & subinde Suæ dilectionis Dominæ Sororis nostræ utriusque sexus tam fœminini quam masculini renunciatio illa tunc & in eo casu, ceu non facta aut pro non emissa haberi, neque obstare ea Nobis, Hæredibus & Posteris nostris maribus seu fœminis, aut ullum ad successionem obicem facere posse, censeri debeat, quam ipsam tamen reservationem nostram de iis duntaxat hæredibus & Posteris nostris masculis seu fœminis intellectam volumus, qui & quæ Catholicam Apostolicam Romanam religionem eveniente casu profitentur, cum omnes, qui alicui alteri quam Catholicæ Apostolicæ Romanæ religioni ad dicti vel addictæ essent, ab omni supradicta successione ex nunc in perpetuum pro exclusis & inhabilibus habendi sunt, prout eos easque pro perpetuo exclusis & inhabilibus hisce

hisce habemus ac declaramus, idque ad exemplum & imitationem 1722 sæpius nominatæ dilectissimæ senioris Sororis nostræ Sereniss. Archi-Ducissæ Maria Josephæ, quæ vi pactorum dotalium & in instrumento Suæ renunciationis die 19. Augusti anno 1719. Viennæ factæ & a Sereniss. Rege Poloniæ & Electorali Saxoniæ Principe Friderico Augusto ejus respective Socero & Marito approbatæ & utriusque juramento per omnes clausulas, conditiones & articulos corroboratæ, omnes pariter suos hæredes, successores & posteros, qui quæve eveniente casu aliquam quamcunque a Religione Catholica Apostolica Romana alienam fidem profiterentur, a prædicta successione & hæreditate ceu inhabiles disertis verbis exclusit & pro inhabilibus & perpetuo exclusis nunc pro tunc habuit & declaravit, adeo, ut in eum casum jus & ordo successionis ad cæteros suos hæredes Religioni Catholicæ Apostolicæ Romanæ addictos, vel si eo tempore nulli ejusmodi extarent, vi dictorum Pactorum ad Nos nostrosque posteros devolvi & prævenire debeat. Excipimus præterea ab hac renunciatione, veluti in illa minime comprehensas eas hæreditates, quas Nobis per latus maternum seu aliunde quam ex Augusta Domo forte obvenire continget: quo autem isthæc nostra renunciatio majorem vim & vigorem plenamque firmitatem ac robur suum obtineat, Nos desponsata Maria Amalia Archi-Ducissa de voluntate, auctoritate & assensu præfatorum nostrorum respective colendissimi & dilectissimi Sponsi Domini Caroli Alberti, Electoralis Principis jam majoris facti & quoad hunc actum a patria potestate emancipati, nec non Sereniss. Domini sui Genitoris, Domini Maximiliani Emanuelis, utriusque Bavariæ Ducis & Electoris, futuri Soceri nostri, hanc ipsam renuntiationem pro nobis nostrisque Posteris, Hæredibus & Successoribus non tantum sponte absque ulla vi aut persuasione, ex certa scientia, in finem ac intuitu, uti præmissum est, deliberate fecimus, verum & pro nobis dictisque nostris posteris Hæredibus & Successoribus coram Deo ejusque Curia cœlesti sacrosancte pollicemur ac promittimus, Nos ea, quæ in hoc renuntiationis instrumento ejusque articulis, punctis & clausulis continentur & in eo ex antiquis ordinationibus, pactis & dispositionibus, præsertim vero ex declaratione supra sæpius repetita & 19. Aprilis anni 1713. edita ceu basi & fundamento hujus nostræ renunciationis & respective acceptationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata & promissa sunt, & actatum in universis suæ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis regnis & provinciis seu Lex fundamentalis, Sanctio pragmatica ac Pactum Augustæ Familiæ promulgata & acceptata fuerunt, sincere, fideliter & accurate observaturas, neque iis ulla ratione, via aut modo sive directe sive indirecte contraventuras, sed neque admissuras esse, ut iis a quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur.

Nos Maria Amalia, nata Regia Princeps Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ, Archi-Ducissa Austriæ, vovemus ac juramus

1722 mus Deo omnipotenti pro nobis omnibusque nostris hæredibus, posteris & successoribus, quod hocce renuntiationis & respective adhæsionis instrumentum nobis jam prælectum & a nobis propria manu subscriptum, in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debeamus & velimus; Ita nos DEUS adjuvet, sine macula concepta Dei Mater Maria & omnes Sancti. A quo ad Deum omnipotentem sic deposito gravissimo juramento in vinculo verbi & honoris nostri promittimus, quod absolutionem a summo Pontifice, sive a quocunque alio sub qualicunque prætextu excogitabili nec petituræ ipsæ, nec etiam ultro oblatam unquam simus accepturæ, neque ad hoc prodesse aut suffragari nobis unquam possit aut debeat ulla argutia seu restrictio mentalis, sed & neque exceptiones ullæ juris & facti ex in specie, quæ desumi possent ex capite renuntiationis aut juramenti invalidi, læsionis ultra dimidium, metus reverentialis, coactionis vel doli, rei aliter gestæ quam scriptæ, ignorantiæ, observantiæ antiquæ legum vel consuetudinem regnorum & provinciarum. Postremum nec illa beneficia & indulta fœminino sexui a jure Civili & Canonico alias tribui & competere solita, de quibus, utpote nos Maria Amalia, Archi-Ducissa, peculiariter, distinctim, pleneque instructæ ac certioratæ extitimus, quibus adeo omnibus & singulis aliis ejusmodi quacunque industria & ingenio excogitabilibus suffugiis, oppositionibus & exceptionibus Nos desponsata Maria Amalia, Archi-Ducissa de assensu & autoritate, ut supra, ex certa nostra scientia animoque deliberato ultro jurato renuntiavimus & nunc in virtute emissi juramenti denuo quam solennissime renunciamus, sincere semoto omni dolo. In cujus rei fidem, robur ac perpetuum monumentum hocce renunciationis, abdicationis, cessionis & reservationis instrumentum a Nobis desponsata Maria Amalia, Regia Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principissa, Archi-Ducissa Austriæ, propriis manibus subscriptum & appresso nostro sigillo munitum atque firmatum fuit. Viennæ die 3. mensis Octobris Anno 1722.

(L.S.) MARIA AMALIA.

Accessio & Confirmatio renunciationis a Serenissima Archiducissa Maria Amalia die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ per Serenissimum Principem Carolum Albertum Principem Electoralem Bavariæ.

NOs Carolus Albertus Dei gratia Electoralis Princeps, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Laudgravius Leuchtenbergæ &c. notum testatumque hisce facimus ad perpetuam rei memoriam universis. Cum Deo propitio factum sit, ut Serenissimus, Potentissimus & Invictissimus Princeps ac Dominus, Carolus divina favente clementia electus Romanorum Imperator, hujus nominis sextus, semper Augustus, Germaniæ, Hispaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ & Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ,

voniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtenbergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro potestate & autoritate, qua pollet, de voluntate & assensu Serenissimæ ac Potentissimæ ac Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendissimæ nunc Conjugis nostræ Genitricis, nobis perdilectissimam suam ex Fratre Neptem, Serenissimam Dominam Mariam Amaliam Regiam Principem Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ &c. prævio quoque ejusdem consensu sub die 25. mensis Septembr. a. c. in futuram Conjugem desponsarit, ea diserta lege & conditione, ut Dilectio sua pro summa centum millium florenorum Rhenensium dotis nomine eidem in contractu matrimoniali constitutæ statutoque tempore numerandæ, omni paternæ avitæque successioni & hæreditati juxta morem in inclyta Domo Austriaca jamdudum receptum & subinde per pacta & subsecutas declarationes & in specie per declarationem die 19. Aprilis anni millesimi septingentesimi decimi tertii, vim legis, sanctionis pragmaticæ & pacti Familiæ perpetui obtinentem & jamjam in omnibus regnis, principatibus & provinciis Sacræ Majestatis Cæs. Regio-Catholicæ promulgatam, dilucidatum & magis magisque obfirmatum ritu solenni renuntiaret, ipsa vero id non modo Viennæ sub die 3. Octobr. a. c. acceptante istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante, nostro Procuratore, Consiliario intimo, Camerario, Consiliario bellico & Generali Vigiliarum nec non provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite a Töring in Jettenbach, scientibus ac consentientibus Nobis ante consummationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hic Monachii hodierno die infra scripto, Nobis præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est. 1722

Inseratur renunciatio a Serenissima Archi-Ducissa Maria Amalia die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.

QUod Nos Carolus Albertus, Bavariæ Electoralis Princeps, istam a Dilectione sua perdilectissima Conjuge nostra ita factam iteratamque renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipse matrimonii contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce nostris litteris sub præmissa lege, pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, pro Nobis hæredibusque nostris ac successoribus promittentes & caventes, nos præfatam renunciationem juxta leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas & subinde per pacta & recentiores declarationes nobis apprime cognitas ad fœminas diserte extensas atque vim Pacti Familiæ perpetui obtinentes, emissam atque itera-

1722 iteratam in omnibus & ſingulis punctis, articulis & conditionibus tam quoad ordinem ſuccedendi in eo ſtatutum, quam quoad ſtabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium Regnorum, Provinciarum, Principatuum ac Ditionum a ſua Majeſtate Cæſ. Regio-Catholica in præſens poſſeſſarum & in futurum poſſidendarum indiviſibilitatem ratam, gratam probatamque habere, ſemperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros aut ut a quocunque contraveniatur, paſſuros eſſe. In cujus rei majus robur iſtam a nobis factam renunciationis acceptationem & ratificationem ejusque perpetuam obſervantiam juramento firmavimus atque in ejus teſtimonium præſentes manibus noſtris ſubſcriptas, ſigillo noſtro muniri fecimus. Monachii die 10. Decembr. Anni 1722.

(L.S.) CAROLUS ALBERTUS.

Acceſſio & Confirmatio renunciationis a Sereniſſima Archi-Duciſſa Maria Amalia die 3. Octobr. 1722. Viennæ factæ per Sereniſſimum Principem Maximilianum Emanuelem Electorem Bavraiæ.

NOs Maximilianus Emanuel utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. J. Archi-Dapifer & Elector &c. notum teſtatumque hiſce facimus ad perpetuam rei memoriam univerſis. Cum Deo propitio factum ſit, ut Sereniſſimus & Potentiſſimus Princeps, Dominus Carolus Romanorum Imperator hujus nominis ſextus, ſemper Auguſtus, Germaniæ, Hiſpaniarum ac Indiarum, nec non Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, utriusque Siciliæ Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis &c. &c. pro proteſtate & autoritate, qua pollet, de voluntate & adſenſu Sereniſſimæ & Potentiſſimæ Romanorum Imperatricis, Dominæ Amaliæ, colendisſimæ Sponſæ Genitricis, dilectisſimo Filio noſtro Serenisſimo Principi Domino Carolo Alberto, Electorali Principi, ſuperioris & inferioris Bavariæ Duci, Comiti Palatino Rheni, Landgravio Leuchtenbergæ &c. perdilectisſimam ſuam ex fratre Neptem, Serenisſimam Dominam Mariam Amaliam, Regiam Hungariæ, Bohemiæ, utriusque Siciliæ Principem &c. Archi-Duciſſam Auſtriæ &c. prævio quoque ejusdem conſenſu ſub die 25. Septembr. c. a. in futuram Conjugem deſponſarit, ea diſerta lege & conditione, ut Dilectio ſua pro ſumma centum millium florenorum Rhenenſium dotis nomine eidem in Contractu matrimoniali conſtitutæ nobisque ſtatuto tempore numerandæ, omni paternæ avitæque ſuccesſioni & hæreditati juxta morem in inclyta Domo Auſtriaca jamdudum receptum & ſubinde per pacta & ſubſecutas declarationes & in ſpecie per declarationem de 19. April. 1713. vim legis, Sanctionis pragmaticæ & pacti Familiæ perpetui obtinentem atque actutum in Regnis, Principatibus & Provinciis ſuæ Majeſtatis, Serenisſimi ac Potentisſimi Romanorum Imperatoris promulgatam atque receptam, dilucidatum

magis magisque obfirmatum ritu solenni renunciaret; Ipsa vero id 1722
non modo Viennæ sub die 3. mensis Octobris a. c. acceptante, istamque acceptationem in animam nostram jurejurando confirmante nostro Procuratore, Consiliario intimo, Camerario, Consiliario bellico & Generali Vigiliarum, nec non Provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, sciente & consentiente dilectissimo Filio nostro Carolo Alberto, Sponso, ante consummationem matrimonii actu præstiterit, sed & eandem renunciationem hic Monachii hodierno die infra scripto Nobis Maximiliano Emanuele Electore & Filio nostro Principe Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & adpromittentibus iteraverit, cujus tenor sequens est.

Inseratur renunciatio a Serenissima Archi-Ducissa Maria Amalia die 3. Octobr. 1722. Viennæ facta.

Quod Nos Maximilianus Emanuel utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. J. Archi-Dapifer & Elector istam a dilectione sua, perdilectissima Nuru nostra, ita factam iteratamque renunciationem, cui velut præviæ conditioni ipse matrimonii contractus innititur, sicque & non aliter initus fuit, per omnia in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptaverimus, approbaverimus, laudaverimus & confirmaverimus, prout eandem hisce litteris nostris sub præmissa lege, pacto & conditione acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus, eamque voluntate, adsensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus nobis rite & valide perfectam fuisse profitemur, verbo Electorali pro nobis hæredibusque nostris ac successoribus promittentes & caventes, nos præfatam renunciationem juxta leges Primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas & subinde per pacta & recentiores declarationes nobis apprime cognitas ad fœminas diserte extensas atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus, tam quoad ordinem succedendi in eo statutum, quam quoad stabilitam in eo unionem perpetuam ac omnimodam omnium regnorum, provinciarum, principatuum ac ditionum a sua Majestate, Serenissimo ac Potentissimo Romanorum Imperatore in præsens possessarum & in futurum possidendarum indivisibilitatem & inseparabilitatem ratam, gratam probatamque habere, semperque habituros, neque ulla in re illi unquam contraventuros, aut, ut a quocunque contraveniatur, passuros esse. In cujus rei majus robur istam a nobis factam renunciationis acceptationem ac ratificationem ejusque perpetuam observationem juramento firmavimus atque in ejus testimonium præsentes manibus nostris subscriptas sigillo nostro muniri fecimus. Monachii die 10. mens. Decembr. anni 1722.

(L.S.) MAXIMILIANUS EMANUEL, ELECTOR.

Sigismundus Comes a Thierheim.

Franciscus Josephus ab Vnertel.

Itera-

1722 Iterata confirmatio renunciationis ab Archi-Ducissa Maria Amalia Monachii die 10. Dec. 1722. facta cum annexó Juramento.

Cum in pactis conjugalibus inter Serenissimum Principem, Dominum Carolum Albertum Electoralem Principem, superioris & inferioris Bavariæ Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergæ, & Serenissimam Principem, Dominam Mariam Amaliam, natam Regiam Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principem, Archi-Ducissam Austriæ &c. die vigesima quinta mensis Septembris a. c. Artic. 3. & 5. conventum, & a Serenissimi Electoris Bavariæ suæque Serenitatis Principis Electoralis Procuratore, Consiliario resp. intimo, Camerario, Consiliario bellico & generali vigiliarum nec non provincialis rei armamentariæ Præfecto, Josepho Ignatio Comite de Törring in Jettenbach, vigore specialis mandati promissum fuerit, ut solennem adhæsionem, renunciationem & abdicationem, quam prædicta Serenissima Regia Princeps super omnibus & singulis a sua Cæsarea ac Regia Catholica Majestate in & extra Germaniam modo possessis aut alias de jure ad eam spectantibus regnis hæreditariis, Archi-Ducatibus, Principatibus, Ditionibus ac Provinciis, quocunque demum nomine eæ veniant, ac super ejusdem veris aut putativis ex quocunque titulo provenientibus juribus fecit atque juramento corporali ante consummationem matrimonii Viennæ die 3. mensis Octobr. firmavit, non solum memorata Serenissima Regia Princeps Maria Amalia, Archi-Ducissa Austriæ, hic Monachii præsente Sacræ Cæsareæ ac Regiæ Catholicæ Majestatis ad hunc actum specialiter ablegando Ministro iterare ac denuo juramento firmare, sed etiam Serenissimus Princeps ac Dominus, Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius Leuchtenbergæ, S. R. J. Archi-Dapifer & Elector una cum antefato Serenissimo Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto probare & acceptare, eamque pro valida & obligatoria agnoscere, nec non ad perpetuam firmamque observantiam veterum recentiorumque dispositionum divorum Romanorum Imperatorum, videlicet Ferdinandi de dato 10. Maj. 1621. & 8. Aug. 1635. nec non Leopoldi, gloriosissimæ memoriæ, de dato 12. Septembr. 1703. præcipue vero & nominatim juxta declarationem a sua modo feliciter regnante Cæsarea & Regio-Catholica Majestate quoad successionem ejusque modum & ordinem deinceps in Augusta Domo observandum de dato 19. April. Anni 1713. in vim sanctionis pragmaticæ ac legis perpetuo valituræ emissam, deposito ad DEUM ejusque sanct s solenni juramento se obstringere velint ac debeant, jamque a Cæsarea sua Majestate ad hunc actum actualis ejusdem Consiliarius intimus, Cubicularius & supremus Aulæ Mareschallus Joannes Gasparus Comes de Cobenzel heic speciali mandato instructus missus fuerit. Hinc Nos Maria Amalia nupta Electoralis Bavariæ Princeps, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Princeps &c. Archi-Ducissa Austriæ &c. ea, quæ in supra citata renunciatione

tione ejusque articulis, punctis & clausulis continentur, & in ea ex antiquis jam allegatis ordinationibus, pactis, dispositionibus, præsertim vero ex declaratione illa 19. April. 1713. edita ceu basi & fundamento nostræ renunciationis & resp. acceptationis allegata, clare deducta, provisa, stipulata, promissa ac juramento, die quo supra, firmata jam fuerunt, sincere, fideliter & accurate observaturas neque illis ulla ratione, via, aut modo sive directe sive indirecte contraventuras, nec ut iis a quocunque alio sub qualicunque demum prætextu aut colore ullo unquam tempore contraveniatur, admissuras esse, denuo promittimus, Deoque omnipotenti pro Nobis omnibusque nostris hæredibus posteris & successoribus vovemus ac juramus, quod sæpius memoratam renunciationem & resp. adhæsionem, cujus instrumentum Nobis Viennæ die 3. Octobr. a. c. prælectum & a Nobis propria manu subscriptum fuit, in omnibus punctis, articulis & clausulis fideliter observare debeamus & velimus. 1722

Ita Nos Deus adjuvet, & omnes Sancti.

Itemque Nos Carolus Albertus, Electoralis Bavariæ Princeps, istam a perdilectissima Conjuge nostra Serenissima Principe Maria Amalia, Electorali Bavariæ, nata Regia Hungariæ, Bohemiæ & utriusque Siciliæ Principe, Archi-Ducissa Austriæ &c. factam & a supra memorato procuratore nostro Comite a Törring in animam nostram juramento solenni jam Viennæ firmatam renunciationem & adhæsionem in omnibus suis punctis, clausulis & articulis acceptamus, approbamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Deoque omnipotenti pro Nobis hæredibusque nostris ac successoribus vovemus ac juramus, quod præfatam renunciationem juxta leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas & subinde per pacta & recentiores declarationes Nobis apprime cognitas, ad fœminas diserte extensas atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes emissam atque iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus ratam, gratam, probatamque habeamus fideliterque observare debeamus & velimus.

Ita Nos Deus adjuvet, & omnes Sancti.

Nosque Maximilianus Emanuel, utriusque Bavariæ Dux, & Elector &c. a dilectione sua, perdilectissima Nuru nostra, Serenissima Principe Electorali Bavariæ, Maria Amalia nata Regia Hungariæ, Bohemiæ ac utriusque Siciliæ Principe &c. ita factam a Procuratore nostro Comite a Törring nostro nomine Viennæ acceptatam juramentoque in animam nostram confirmatam & jam a Nobis & perdilectissimo Filio nostro Principe Electorali Bavariæ Carolo Alberto præsentibus, volentibus, consentientibus & appromittentibus hic iteratam renunciationem per omnia acceptamus, laudamus & confirmamus eamque voluntate, assensu & consensu nostro autorizamus atque etiam adsti-

1722 adstipulantibus Nobis rite ac valide perfectam fuisse profitemur, Deo omnipotenti pro Nobis hæredibusque nostris & successoribus voventes & jurantes, istam renunciationem juxta leges primogenituræ in inclyta Domo Austriaca inter masculos jamdudum receptas & subinde per pacta & recentiores declarationes Nobis apprime cognitas, ad fœminas diserte extensas atque vim pacti familiæ perpetui obtinentes emissam ac iteratam in omnibus & singulis punctis, articulis & conditionibus a nobis hodierna die solenni Diplomate ratihabitam, gratam probatamque habere, nec ulla in re illi unquam contravenire, aut, ut a quocunque contraveniatur, pati velimus aut debeamus.

Ita Nos Deus adjuvet & omnes Sancti.

In fidem hujus reiteratæ renunciationis, adhæsionis & acceptationis instrumentum hoc propriis manibus a Nobis Maximiliano Emanuele, Electore Bavariæ &c. Nobis Electorali Bavariæ Principe Carolo Alberto & Nobis Regia & Electorali Principe Maria Amalia subscriptum sigillisque nostris munitum est: Monachii die decima mensis Decembris anni millesimi septingentesimi vigesimi secundi.

M. EMANUEL Elector.
CAROLUS ALBERTUS.
MARIA AMALIA.

CCXCV.

Lettres patentes d'Octroy pour la Compagnie d'Ostende. Vienne le 19. de Decembre 1722.

CHARLES par la grace de Dieu, Empereur des Romains, toûjours Auguste, Roy de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordüe, de Corsique, deMurcie, de Jaën, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, des Isles & Terre ferme, de la Mer Oceane; Archiduc d'Aûtriche; Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxembourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtemberg, de la haute & basse Silesie, d'Athenes, de Neopatrie; Prince de Suabe; Marquis du St. Empire de Rome, de Bourgovie, de Moravie, de la haute & basse Lusace; Comte d'Habspourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, d'Hainau, de Namur, de Barcelone, de Ferrete, de Kybourg, de Gorice, de Roussilon, & de Cerdagne; Landgrave d'Alsace; Marquis d'Oristan, & Comte de Goceane; Seigneur de la Marche, d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, des Salins, de Tripoli, & de Malines, &c. &c. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Etant egalement attentif à procurer ce qui peut être de l'avantage de nos Peuples, & à contribuer à la conservation de tous nos Etats, nommement de ceux de nos Païs-Bas, & con-

& considerant qu'il seroit bien difficile de parvenir à ces deux buts si importants sans le retablissement du Commerce & de la Navigation, d'où depend non seulement le bonheur de nos sujets, mais aussi le bon ordre, & l'augmentation de nos Finances, de même que la defense de nos Païs-Bas, considerant aussi, que ce commerce ne peut pas être bien etabli, & solidement soutenu par des particuliers, qui le font depuis quelques années sous nôtre Pavillon, & sur nos Passeports; Nous avons jugé necessaire d'etablir & de former une Compagnie generale de commerce dans nos Païs-bas, afin que par l'union de tous nos sujets, & leur correspondance ils puissent le faire avec plus d'ordre & de succès & se soutenir avec plus de fermeté & de vigueur contre les dangers & difficultés, qui peuvent se rencontrer dans des voyages de si long cours: A ces causes de nôtre propre science, pleine puissance, & de l'autorité Nous appartenante par le droit de souveraineté, par celui de la nature & des gens, & ayant egard aux tres humbles demandes & supplications de nos sujets de nos Païs-Bas, (eu sur ce l'avis de nôtre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, de nôtre Lieutenant, Gouverneur & Capitaine generale de nosdits Païs, & ouï sur le tout nôtre conseil suprême etabli chez notre Personne Royale pour les affaires des mêmes Païs, & en dernier lieu nôtre Conference ministeriale) Nous avons tant pour Nous que pour nos successeurs gracieusement octroyé, permis & concedé, octroyons, permettons & concedons, que ladite Compagnie generale s'etablisse, & se forme, comme nous l'etablissons & formons par ces presentes irrevocables pendant le terme de cet octroy sous le nom & tître de Compagnie Imperiale & Royale etablie dans nos Païs-bas Aûtrichiens sous la protection de S. Charles, & sous les Articles, libertés, & conditions suivantes: à sçavoir, 1722

Art. I.

Que cette Compagnie aura la faculté de naviguer & negocier aux Indes Orientales & Occidentales, & sur les Côtes d'Afrique tant en deçà, qu'au delà du Cap de Bonne Esperance, dans tous les Ports, Havres, Lieux, & Rivieres, où les autres nations trafiquent librement, en observant les maximes, & coûtumes reçuës & approuvées par le droit des Gens, pour le terme de trente années à compter de l'interinement de cet Octroy.

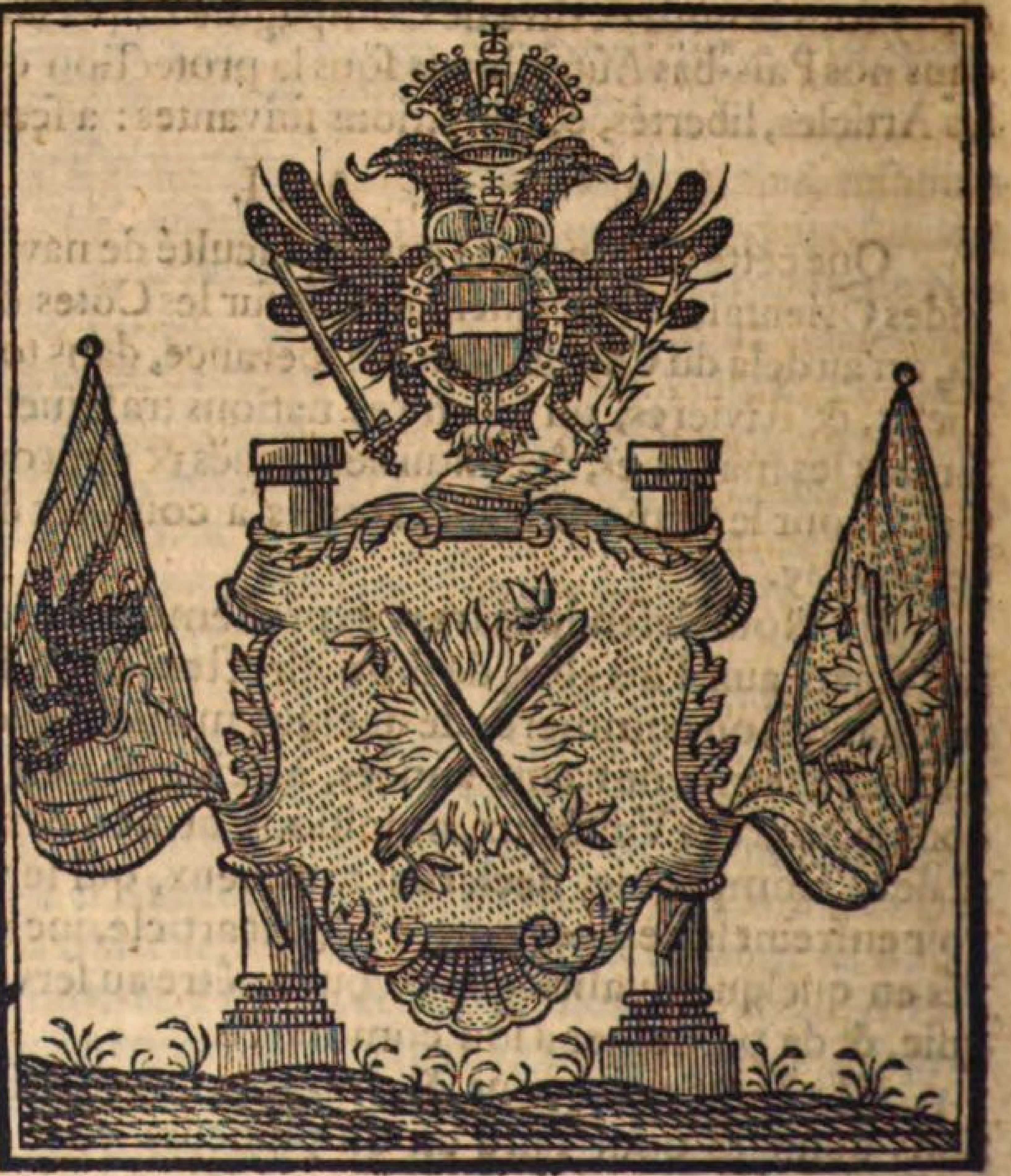
II. Nous defendons tres-expressement à toutes autres personnes nos sujets aux Païs-bas, de faire directement ni indirectement ladite navigation, ou commerce de quelque maniere que ce puisse être pendant ledit terme de trente années, à peine de nôtre indignation, & de confiscation des Vaisseaux, munitions, armes, & marchandises au profit de la Compagnie, declarant tous ceux, qui seront convaincus d'avoir enfreint la defence portée par cet article, incapables d'être employés en quelque qualité que ce puisse être au service de ladite Compagnie, & de participer à son commerce.

III. Nous revoquons & annullons tous les Passeports ou permissions données pour faire un ou plusieurs voyages aux Indes, telles

1722 quelles puiſſent être ; mais les Vaiſſeaux, qui ſont ſortis de nos Ports, munis de nos commiſſions avant la publication des preſentes, y pourront retourner en toute ſeureté, ſans pouvoir être inquietés ou recherchés de la part de la Compagnie.

IV. Nous defendons en outre à tous nosdits ſujets de s'intereſſer à l'avenir audit commerce dans des Navires, qui appartiennent à d'autres nos ſujets, ou à des Etrangers, ou d'aſſeurer tels Vaiſſeaux, ou les marchandiſes de leur cargaiſon en tout ou en partie, ou de mettre de l'argent ou des marchandiſes là-deſſus, à la bomerie, ou groſſe avanture, à peine de l'incapacité portée par l'article precedent, & de confiſcation au profit de la Compagnie de tout ce qu'ils auront ainſi haſardé, & en cas qu'il ſe trouve, que ce ſera avec des Etrangers qu'ils auront traité, ſoit en s'intereſſant dans leurs Vaiſſeaux ou en les aſſeurant, la Compagnie ſera en droit de recouvrer à leur charge le montant des ſommes pour leſquelles ils ſe ſeront intereſſés dans les Navires, ou engagés par la Police d'aſſeurance. Bien entendu neanmoins, que Nôtre intention n'eſt pas d'empêcher par la defenſe portée par le preſent article, le trafic, que nos ſujets ont accoûtumés de faire, & qu'ils jugeront convenir de faire dans la ſuite dans les Flottes & armemens etrangers, pour le debit de leurs manufactures & marchandiſes dans des Païs & diſtricts ſitués hors de l'Europe, où le commerce de la Compagnie ne s'etend pas, au deſir & ſuivant les Regles preſcrites par Nôtre preſente conceſſion pour la direction de la Compagnie & pour l'exercice de ſon commerce.

V. Nous permettons à la Compagnie d'arborer Nôtre Pavillon Imperial & Royal ſur les Vaiſſeaux, & Nous lui accordons un Ecuſſon d'armoiries pour former un Seau en la forme & maniere qu'il eſt peint & figuré à côté de ce preſent artic. dont elle devra ſe ſervir pour tous les actes, lettres patentes, & commiſſions, qui regarderont le gouvernement, direction & adminiſtration de ſes affaires, & elle ſera



fondre

fondre ses Canons à nos armes, & au-dessous les siennes, lesquelles elle pourra faire mettre aussi sur ses navires, portes de ses magasins, & autres edifices & forteresses, qui lui appartiendront. 1722

VI. Pourront s'interesser dans cette Compagnie tous les corps, & particuliers nos sujets, de quelque Païs, condition ou qualité qu'ils puissent être, par voye de souscription, achat d'actions, & à tout autre tître, sans deroger à leur Noblesse, rang, & privileges.

VII. Pourront les tuteurs y interesser les mineurs, dont la tutelle leur est confiée pour une somme n'excedante pas la moitié de leur argent, en tant qu'il sera reputé meuble, pourvû que les tuteurs soient en fond pour y fournir en argent comptant, sans qu'il leur sera permis de vendre ou de charger leurs biens immeubles, ou rentes constituées pour souscrite, ou acheter des actions dans la Compagnie au profit desdits mineurs, à moins qu'ils n'ayent obtenu à cet effet la permission des Juges, auxquels il appartiendra d'en decerner en connoissance de cause suivant les Lois du Païs.

VIII. Pourront pareillement entrer en ladite Compagnie, soit par souscription, achat d'actions, & à tout autre tître, tous les Etrangers & sujets de quelque qualité qu'ils puissent être & de quelque Prince ou Etat que ce soit. Bien entendu, que Nous accordons à tous nos sujets par un effet de nôtre amour paternel le terme d'un mois à compter du jour de l'ouverture des livres, pendant lequel ils seront reçeus seuls & par preference à souscrite, voulant, qu'après l'ecoulement dudit terme soient admis auxdites souscriptions tous autres sans distinction de sujets ou d'etrangers.

IX. Tous ceux, qui auront obtenu de Nous cy-après lettres de naturalité, & qui auront etabli leur fixe domicile dans les Provinces de notre obeïssance, de même que ceux, qui y auront choisi & fixé leur demeure avec leurs familles avant la date de cet octroy, seront reputés nos sujets, & seront en droit de jouïr de tous les avantages & privileges, que nôtre presente concession accorde aux naturels de nos Etats par rapport à cette Compagnie.

X. Nous declarons aussi, que les actions, qui appartiendront à des etrangers, en ladite Compagnie, de quelque qualité ou païs qu'ils puissent être, seront exemptes du droit d'aubaine, & ne seront pas sujettes à être saisies de nôtre part ny confiscables à nôtre profit pour quelque cause publique, ou consideration d'Etat, quand même Nous serions en guerre avec les Princes, ou Puissances, dont tels etrangers seront les sujets, les exemtant de plus en leurs personnes & actions, avec ce qui en dependra, de toute poursuite & arrêt à tître de represailles tant par terre que par mer, defendant à nos Fiscaux, Procureurs generaux, & à tous autres nos Officiers & sujets, à qui il pourra appartenir, de les molester ou inquieter à cet egard, à peine d'être responsables en leurs propres & privés noms, envers les interessés de tous depens, dommages & interêts.

XI. Nous renonçons au droit d'hypotheque tacite sur les effets, que les actionnaires nos debiteurs auront dans la Compagnie, & au

 droit

1722 droit de preference, qui Nous pourroit competer à tître de telle hypotheque, quand même cette preference Nous seroit aquise avant que nos debiteurs se fussent interessés dans la Compagnie.

XII. Nous declarons, que les effets de la Compagnie, ny les actions, que les interessés y auront, ne pourront être arrêtés de la part de ceux, qui pretendront être leurs creanciers, soit pour fonder la jurisdiction d'aucun Tribunal à l'effet d'y pouvoir actionner des etrangers, soit pour la seureté de la dette, à moins qu'ils ne soient munis d'une sentence renduë en jugement contradictoire contre eux ou contre ceux de qui ils auront derivé leur droit à tître de succession, ou que le juge, à qui il appartiendra de connoître de la matiere, n'accorde la permission d'arrêter lesdites actions ou effets, ce que Nous luy defendons de faire, à moins qu'il ne trouve des raisons fort importantes pour l'accorder.

XIII. La Compagnie aura droit de preference dans l'ordre des creanciers sur tous les autres, nuls exceptés, sur les actions & effets, que les interessés auront dans la societé, pour le recouvrement des pretensions, dont les actionnaires luy seront redevables, laquelle preference neanmoins n'aura lieu, que lors qu'il s'agira des dettes, qui auront eté contractées par les actionnaires aprés qu'ils se seront interessés dans le fonnd de la Compagnie, & n'empechera pas, qu'ils ne puissent disposer valablement de leurs actions, à la reserve de ce qui est dit dans l'article 32.

XIV. De plus seront exempts de toute saisie, sequestre & arrêt les gages des Officiers subalternes, & autres Employés dans la Compagnie soit par mer ou par terre en quelque qualité que ce soit, dont les apointemens fixes ne montent pas à un ecu par jour, à moins que ce ne soit pour des dettes contractées aprés qu'ils se seront engagés au service de la Compagnie, à sçavoir pour depenses de bouches, habillemens ou loyer de maison, quartier, ou chambre.

XV. Que les Directeurs de la Compagnie ne pourront être arrêtés en leurs personnes ou biens, afin de rendre compte de leur administration dans la Compagnie, n'y à tître du payement des gages de ceux qui seront employés au service de la Compagnie par mer ou par terre en quelque qualité ou fonction que ce puisse être, bien-entendu qu'il sera permis à ceux, qui croiront avoir des pretentions contre eux à cet egard, de les poursuivre en justice par-devant leur juge competant.

XVI. Les Directeurs & autres suppôts & employés de la Compagnie allant en voyage pour les affaires de la societé, ne pourront être apprehendés du corps, ou arrêtés pour quelque cause civile que ce puisse être soit en allant, en retournant, ou dans les endroits où ils vaqueront à l'execution de leurs commissions, declarant tout ce qui sera entrepris contre le privilege & saufconduit accordé par cet article, attentatoire & de nulle valeur sans qu'il soit necessaire d'obtenir acte declaratoire ou sentence d'aucun Juge à cet effet, & seront les contrevenants responsables envers la Compagnie & envers les directeurs, suppôts & employés respectivement de tous depens, dommages & interêts.

XVII. Nous permettons aux Directeurs de la Compagnie de faire arrêter par les Prevôts, ou autres Officiers de la Compagnie, les Soldats & Matelots qui se seront engagés à son service, & qui avant l'expiration du terme de leur engagement auront deserté ou se seront ecartés sans la permission de leurs Capitaines, dans quelque lieu qu'on les trouve, à condition neanmoins que lesdits Prevôts ou autres Officiers de la Compagnie seront tenus avant que d'arrêter lesdits Soldats ou Matelots, ou du moins avant que de les amener hors du district dans l'etenduë duquel l'arrêt aura eté fait, d'en avertir l'Officier principal du lieu, ou son substitut en son absence, ou le Bourguemaître au defaut de l'un ou de l'autre, à qui Nous ordonnons de le permettre sans remise, & sans que pour cette permission ils puissent pretendre ni exiger aucune recompense même à titre du pot de vin. 1725

XVIII. Il ne sera pas permis à la Compagnie d'employer pour le voyage des Indes d'autres Vaisseaux que ceux, qui lui appartiendront en propre, & dont les Gens de l'equipage, tant Officiers, Soldats, que Matelots seront à ses ordres, gages, & serment.

XIX. Nous reglons le fond de cette Compagnie à six millions de florins argent de change, lequel sera partagé en six mille actions, chaque action etant fixée à mille florins de la même monnoye, & ladite Compagnie ne les pourra reconnoître ni acheter pour son compte que pour ledit prix de mille florins.

XX. Les actions ne pourront être venduës ni cedées qu'après que les livres de souscription seront clos, & tous ceux, qui seront interessés reellement dans la Compagnie soit par voye de souscription ou autrement, seront reputés vrais possesseurs & proprietaires de leurs actions, jusqu'à ce qu'il consfera par leurs signatures, au livre de transport, ou par celles de ceux qu'ils y auront commis par leurs actes de procuration passés par-devant Notaires & temoins, & duëment legalisés, qu'ils les auront venduës, ou cedées à d'autres en ajoûtant les dates de tels transports, sans que le contract, qu'ils auront fait avec d'autres pour les aliener ni la delivrance reelle & effective de leurs titre pourront suffire pour transmettre aux acheteurs cessionnaires ou autres aquereurs aucun droit de possession ou de proprieté, jusques à l'accomplissement de ladite formalité de la signature aux livres de transport, moyennant quoi tels aquereurs deviendront possesseurs & proprietaires des actions par eux ainsi acquises à titre d'achat, de cession, ou autre titre valable, & en pourront disposer comme bon leur semblera.

XXI. Les Souscriptions pour le fond de cette Compagnie se feront dans nôtre ville d'Anvers entre les mains des Directeurs, qui seront tous obligés de s'y trouver à cette fin ou d'en commettre au moins quatre d'entr'eux pour les recevoir.

XXII. Pour prevenir toute confusion & incertitude dans les Souscriptions, les souscrivans seront tenus d'exprimer dans leurs billets en lettres lisibles, & sans user d'abbreviations, ou de chiffres, le nombre des Actions qu'ils voudront aquerir, leurs noms, surnoms, les lieux de leur demeure & la date.

1722 XXIII. Ceux, qui voudront avoir part dans le fond de la Compagnie par voye de Souſcription, ſeront obligés de payer au tems des Souſcriptions le quart de chaque Action, & le ſecond quart trois mois aprés la clôture des Livres de Souſcriptions, & les deux quarts reſtants de ſix en ſix mois, & les Directeurs délivreront après le dernier payement fait, & non auparavant, aux Actionnaires leurs billets d'Actions.

XXIV. Ceux, qui auront negligé les payements dans chacun des termes cy-deſſus preſcrits, perdront au profit de la Compagnie, ce qu'ils auront déja payé.

XXV. D'abord que les Livres des Souſcriptions ſeront clos, les Directeurs avertiront le public par des Affiches, que vingt jours après la publication, il y aura une Aſſemblée generale des principaux Intereſſés dans la ville d'Anvers pour deliberer & reſoudre tout ce qui regardera la direction, le bien & l'avantage de ladite Compagnie.

XXVI. Nul aura voix dans cette Aſſemblée generale ni dans les ſuivantes, à moins qu'il n'ait douze Actions, & ceux qui auront cinquante Actions ou plus jusques à cent excluſivement dans le fond de la Compagnie, chacun aura deux ſuffrages, & ceux qui auront mis ou aquis cent mille florins ou plus, auront chacun trois voix, mais nul Intereſſé n'y aura plus de trois ſuffrages, & ſeront tous obligés d' affirmer par ſerment, que les ſommes, qui ſeront ſur leurs noms, leur appartiennent en propre.

XXVII. Nul Etranger, qui ne ſoit pas de nos Sujets n'aura voix dans les Aſſemblées generales, non obſtant qu'il auroit le nombre competant des Actions.

XXVIII. S' il arrive, que quelques Corps des Etats, Villes, ou autres de nos Païs s'intereſſent dans le fond de la Compagnie pour douze mille florins ou plus, ils y pourront envoyer un ſeul Deputé de condition laïque duëment muni de leur plein pouvoir, pour donner ſon ſuffrage au nom de ſon Corps, & affirmer par ſerment, que les ſommes ſouſcrites par les Corps reſpectifs, qu'ils repreſentent, ſont pour leur propre compte, ſans qu'aucun particulier, ſoit membre desdits Corps ou autre y ait part.

XXIX. Les Directeurs commettront un d'entr' eux pour recevoir les ſerments, qui devront être prêtés par les principaux Intereſſés en conſequence de l'article 26., & lesdits Intereſſés ſeront obligés de jurer, qu'ils veilleront a la conſervation des interêts de tous les Actionnaires avec le même ſoin & avec la même fidélité qu'ils apporteront à celle de leurs propres affaires dans la Compagnie, & ſeront lesdits Directeurs obligés d' en tenir regiſtre.

XXX. Nous declarons la Compagnie libre & independante de Nous, & du Gouvernement de nos Païs-bas en tout ce qui pourra regarder ſon économie, la direction de ſon commerce, & l'administration de ſes affaires tant par terre que par mer, à la reſerve de ce qui concernera la ponctuelle execution des Ordres portés par nos

nos presentes lettres patentes d'Octroy, dont Nous nous reservons 1721
l'interpretation en cas de doute, & de la simple connoissance, qu'il convient que Nous ayons du succès de ses entreprises, afin que Nous la puissions soutenir & proteger plus efficacement.

XXXI. Nous nommerons pour cette seule fois sept Directerus de la Compagnie, accordant néanmoins à l'Assemblée generale la faculté d'augmenter ledit nombre, & d'en nommer jusques à neuf, ou à onze en tout, si Elle le trouve ainsi convenir au bien & à l'avantage de la Compagnie.

XXXII. Lesdits Directeurs & leurs Successeurs seront obligés d'avoir leur domicile fixe & permanant dans nos Païs-bas pendant le terme de leur direction, & chacun d'eux devra avoir pour le moins trente Actions dans le fond de la Compagnie, lesquelles trente Actions chacun d'eux sera obligé de tenir sur son nom, & pour son propre compte, libres de toutes charges pour servir de caution à la Compagnie, ce qui aura aussi lieu à l'égard du Directeur, que Nous nommerons dans la suite en conformité de l'article suivant, & du Caissier dont le choix appartiendra toûjours à l'Assemblée generale des principaux Interessés.

XXXIII. Nous nous reservons pour toûjours le choix & la nomination d'un des Directeurs, lequel Nous choisirons des trois, que dans la suite l'Assemblée generale aura à Nous presenter, & Nous accordons à ladite Assemblée generale la faculté de choisir les autres à la pluralité des voix.

XXXIV. Ceux, qui ne sont, ou qui n'ont été de la profession des Negocians ou Banquiers, ne pourront être élûs Directeurs ou Caissiers de la Compagnie, & Nous voulons, que la même inhabilité s'étende à ceux, qui étant Negociants ou Banquiers de profession seront pourvûs de quelque place dans la Magistrature ou autrement employées à nôtre service, ou dans celuy des Etats de nos Provinces pendant le tems qu'ils y demeureront revêtus de telles charges.

XXXV. Les Ascendants & Descendants en ligne directe, deux Freres, Oncle & Neveu, en degré de parenté ou d'alliance, ne pourront être ensemble Directeurs de la Compagnie, non plus que ceux, qui sont Cousins germains en degré de consanguinité, bien-entendu néanmoins que l'affinité, qui pourra survenir auxdits degrés respectifs entre deux Directeurs pendant le tems de leur administration, n'empêchera pas, qu'ils ne puissent continuer ensemble dans la direction, jusqu'à ce que l'un ou l'autre en soit sorti par le sort ou autrement.

XXXVI. S'il arrive par malheur, que quelqu'un des Directeurs fasse faillite, il sera par là dêchû de sa place de Directeur, laquelle sera vacante de plein droit d'abord que la faillite sera tenuë pour publique, suivant la coûtume qui s'observe en pareille matiere en nôtre Ville d'Anvers, laquelle servira de loy pour decider de la notorieté de la faillite.

1722 XXXVII. Les ſept Directeurs, que Nous avons nommés, prêteront entre les mains de nôtre Miniſtre Plenipotentiaire, ou entre les mains de celuy ou ceux qu'il commettra à cette fin, le ſerment marqué par l'article ſuivant, & jureront en outre, qu'à l'égard des Souſcriptions ils ſa comporteront bien & fidellement, & qu'ils ſe conformeront aux inſtructions, qui leur ſeront données par l'Aſſemblée generale pour le plus grand avantage du Commerce.

XXXVIII. Les Directeurs, qui ſeront nommés dans la ſuite par l'Aſſemblée generale, préteront le ſerment entre les mains de celuy ou ceux, qu'Elle commettra pour le recevoir, & jureront d'executer bien & fidellement tous les points & ordres portés par cet Octroy, en tant qu'ils les pourroient regarder, de même que les Statuts & Reglements, qui ſeront faits dans les Aſſemblées des principaux Intereſſés, & ſera tenuë note de la preſtation desdits ſerments dans les Regiſtres deſtinés à cette fin.

XXXIX. Nous accordons à ladite Aſſemblée generale des principaux Intereſſés l'autorité de faire tels Reglements, & Ordonnances, qu'Elle jugera convenir pour la bonne direction de la Navigation & du Commerce de la Compagnie tant aux Païs-bas, qu'aux Indes, & pour la conduite de tous ceux, qui ſeront aux gages & au ſervice la Compagnie par terre & par mer, lesquels Reglements & Ordonnances ne pourront être changées ny revoquées que par la reſolution d'une pareille Aſſemblée generale des principaux Intereſſés, lui permettant d'infliger des peines pecuniaires à la charge des contrevenans applicables au profit de la Compagnie, lesquelles ſeront recouvrées à la diligence des Directeurs.

XL. L'Aſſemblée generale arrêtera entr' autres choſes l'ordre, qui devra être obſervé par ceux qui ſeront commis à tenir les livres de caiſſe, de transport, & autres de la Compagnie, & deſtinera la tems de la reddition des comptes, choiſira les Auditeurs, dont le nombre ne pourra exceder celuy de cinq, & reglera le tems de la durée de leurs commiſſions, & établira les appointements des Directeurs, qui ne pourront cependant aller au-delà de quatre mille florins argent de change par an pour chaque Directeur; ils fixeront auſſi les gages du Caiſſier general, & de tous les autres Suppôts & Officiers de la Societé, ſauf qu'à l'égard des ſept Directeurs par Nous nommés, ils joüiront chacun d'un appointement de quatre mille florins par an pendant le tems de la durée de leur commiſſion, & ils pourront pour cette ſeule fois choiſir le Caiſſier general, & les autres Suppôts & Officiers de la Compagnie, dont ils auront beſoin, & regler auſſi pour cette ſeule fois leurs gages & ſalaires.

XLI. Les Directeurs devront ſe contenter des gages, que ladite Aſſemblée generale leur aura attribué, ſans pouvoir prétendre rien de plus à titre de vacation aux Aſſemblées ordinaires ou extraordinaires ni à quelque autre pretexte que ce ſoit, bien-entendu néanmoins que pour les vacations, que le beſoin du ſervice de la

Com-

Compagnie exigera qu'ils fassent hors du lieu demeure, ils seront 1722
en droit de tirer ce que l'Assemblée generale trouvera à propos de fixer, ce qui ne pourra pas exceder six florins par jour argent de change par-dessus les fraix de voiture.

XLII. L'Assemblée generale des principaux Interessés choisira le lieu, où le Bureau de la Caisse generale de la Compagnie sera tenu.

XLIII. Il ne sera permis à personne de se retirer de la Compagnie, qu'en vendant ou cedant les Actions, qu'il y aura, lesquelles demeureront dans le fond de la Compagnie & seront reputées meubles pour les Interessés, leurs heritiers, & ayant cause, & seront toûjours exemptes avec tout ce qui en dependra de toutes taxes & charges publiques, soit réelles, personnelles, ou mixtes, ordinaires, ou extraordinaires, nulles exceptées.

XLIV. L'Assemblée generale des principaux Interessés determinera l'endroit, où le Bureau general pour compter avec la Compagnie pour les achats & ventes des Marchandises sera tenu; mais les ventes des Marchandises de retour se feront toûjours publiquement à Bruges ou à Ostende au choix des Directeurs, auxquels il appartiendra de regler le tems & les conditions des ventes, comme ils le jugeront convenir à l'utilité de la Compagnie, & en quelque ville que lesdites ventes se fassent, il sera permis aux acheteurs tant nos Sujets qu'Etrangers de faire les achats par eux-mêmes, ou par leurs commis, sans être tenus d'y employer d'autres commissionnaires, ou courtiers, non obstant quelques Privileges, qui puissent avoir eté accordés au contraire par les princes nos Predecesseurs, auxquels Nous derogerons par les presentes en faveur de la liberté du Commerce de la Compagnie.

XLV. Et il ne sera accordé aucune moratoire ou prolongation de terme, ou autre depêche quelconque à ceux, qui auront acheté des effets de la Compagnie, ou qui pourront autrement avoir contracté avec Elle pour quelque chose que ce puisse être, pour suspendre, ou retarder le payement, afin que la Compagnie puisse y contraindre les debiteurs par les voyes, & dans les formes, qu'ils se seront obligés à ladite Compagnie, & Nous défendons à tous nos Conseaux, & Tribunaux d'accorder aucune semblable moratoire ou prolongation, qui suspende ou retarde le payement; & afin que cette défense ne rencontre aucune difficulté en son execution. Nous défendons de même à tous Juges de deferer à telles lettres moratoires ou prolongation de terme, à peine d'être responsables envers la Compagnie en leurs propres & privés noms de tous dépens, dommages & interéts, & le Gouvernement tiendra la main à la ponctuelle execution de cet article.

XLVI. Les Directeurs auront le droit d'instituer & destituer à volonté, à la pluralité des voix, les Teneurs des livres, Secretaires, Agents, Commis, Capitaines, Officiers, Subalternes, & tous autres d'un rang inferieur, qui serout employés au service de la Compagnie

1722 gnie en quelque qualité, ou fonction que ce puisse être, & afin que les Directeurs n'établissent que des gens de bien, & qui ayent les qualités requises pour bien exercer ces fonctions, Nous leur ordonnons de remplir gratis tous les postes, dont la collation leur appartiendra, sans demander ou recevoir aucune reconnoissance en argent ou autrement de ceux qui en seront pourvûs, soit avant ou après quils les auront établis, à peine d'être dechûs de leur place de Directeur, & du quadruple au-dessus de ce qu'ils auront receus.

XLVII. Ils auront aussi le pouvoir d' ordonner l' équipement & chargement des Vaisseaux, qu'ils pourront acheter, & faire construere, où ils le trouveront à propos, de même que les Marchandises & denrées necessaires pour l' assortiment des Cargaisons, & pourvoiront generalement à tout ce qu'ils jugeront necessaire & convenable pour l'avantage de la Compagnie, & pour l'accroissement de son Commerce ; bien-entendu, qu'ils auront un soin particulier d' avantager autant que possible les fabriques, & les manufactures internes de nos Païs-bas.

XLVIII. Il ne sera pas permis aux Directeurs de resoudre sur des affaires d'importance, à moins qu'ils ne soient cinq, lorsque leur nombre sera de sept ou de neuf, & s'il y a onze Directeurs, leur Assemblée, pour resoudre, devra être composée pour le moins de sept d'entre eux.

XLIX. Les principaux Interessés dans leur Assemblée ordinaire nommeront les Personnes, qui devront remplir les places vuides des Directeurs, qui par maladie ou absence necessaire ne se pourroient pas trouver aux deliberations, & auront ceux, qui entreviendront dans les Assemblées desdits Directeurs en vertu de ladite nomination, voix deliberative, comme les mêmes Directeurs, & si, nonobstant toutes les precautions de l' Assemblée generale pour prevenir & suppléer au cas d' absence des Directeurs, il arrivoit, que ceux qui seroient designés pour remplir les places vuides, vinssent à manquer, en ce cas les Directeurs presentes seront tenus d' appeller autant d' Auditeurs des comptes de la Compagnie, qu'il manquera des membres pour rendre le nombre de l'Assemblée des Directeurs suffisant à pouvoir deliberer sur les affaires pressantes, dont il s'agira pour lors.

L. Les Assemblées de la direction generale se tiendront les premieres trois années dans la Ville d' Anvers, & les autres trois années à Bruges ou à Gand, selon qu'il sera reglé par ladite Assemblée generale, & continueront ainsi tour à tour, jusques à l'expiration de cet Octroy.

LI. Les Directeurs tiendront leur premiere Assemblée immediatement après qu'ils auront prêté serment, & formeront le plan pour l'économie & direction de la Compagnie, lequel ils presenteront à la premiere Assemblée generale pour y être examiné, changé, ou agréé, comme il sera trouvé convenir.

LII.

LII. Après la clôture des comptes d'une année les principaux 1722
Intereſſés s'aſſembleront ſans delay pour déliberer avec les Directeurs ſur le dividend, qu'il conviendra de faire aux Intereſſés, où l'on mandera auſſi quelqu'un des nommés par l'Aſſemblée generale, avenant le cas du 48. & 49. article de nôtre preſente Conceſſion, bien-entendu néanmoins que les principaux Intereſſés n'auront que voix conſultative dans la reſolution à prendre par les Directeurs ſur le montant dudit dividend, dans le reglement duquel on obſervera l'ordre ſuivant.

LIII. Les Directeurs auront ſoin de ne faire aucun dividend aux Actionnaires, à moins que les dettes de la Compagnie ne ſoient acquitées, & afin qu'ils ſe conduiſent ſeurement dans leur direction à cet égard, ils dreſſeront avec ſoin l'état du gain d'une année, qu'il y aura en caiſſe, tous frais faits, & en diſtribueront pour le moins la moitié aux Intereſſés, proportionnément à leurs Actions, & ils en uſeront de la même maniere d'année en année.

LIV. De plus les Directeurs ſeront tenus de rendre un compte general de leur adminiſtration de cinq en cinq ans, & à l'intervention de l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſés, qui auront voix conſultative, comme à l'article 52. ils feront au bout deſdits termes reſpectifs de cinq années un dividend extraordinaire aux Intereſſés à proportion de l'état de la caiſſe: Nous enchargeons néanmoins bien-expreſſément les Directeurs de conſerver toûjours dans la caiſſe une ſomme ſuffiſante pour le beſoin & l'avantage de la Compagnie.

LV. La commiſſion, de ceux que l'Aſſemblée generale aura deputés à l'audition des comptes de la Compagnie, ne pourra durer que l'eſpace de trois années, & il ſera au pouvoir des principaux Intereſſés de les revoquer avant l'expiration de ce tems-là, s'ils le jugent à propos, & de ſubroger d'autres à leurs places, ce qu'ils feront auſſi, lorſque quelques-uns deſdits Deputés ne pourront vaquer à l'exercice des functions de leur commiſſion, ſoit pour cauſe de maladie, abſence neceſſaire, ou autre.

LVI. Les principaux Intereſſés ne pourront commettre, ni laiſſer à l'audition des comptes ceux, qui ſeront parents ou alliés entre eux dans l'étenduë des degrès excluſifs expliqués & limités par l'article 35. de cet Octroy, ni celui qui appartiendra à aucun des Directeurs dans le même degré de parenté ou d'alliance.

LVII. Ceux qui ſeront commis à l'audition des comptes de la part des principaux Intereſſés, enſuite du ferment par eux prêté conformement au formulaire à faire par l'Aſſemblée generale, procederont à l'audition des comptes avec toute l'exactitude & celerité poſſible.

LVIII. Les parties douteuſes, qui ne pourront être ajuſtées dans l'audition deſdits comptes, ſeront portées à l'Aſſemblée generale des principaux Intereſſés, ou de ceux qu'Elle commettra à cette fin.

LIX,

1722 LIX. L'on avertira tous les Interessés par des gazettes & par des Affiches publiques du jour & du lieu de la reddition des comptes, & il sera permis à chacun d'eux de s'y trouver à ses propres fraix; mais ceux qui viendront, n'y auront aucun suffrage soit deliberatif ou consultatif, & s'ils ont quelque chose à dire ou à representer, ils le feront par écrit & non autrement.

LX. Les Directeurs donneront auxdits Commis à l'audition des comptes, en étant requis, inspection de tous les livres, documents, lettres, & autres papiers, qui regarderont directement, ou indirectement l'équipement & le chargement des Vaisseaux, & les Cargaisons de retour, sans en excepter les lettres qu'ils recevront des Indes, ni celles qu'ils recevront des commissionaires, qu'ils employeront aux Païs-bas ou ailleurs, & il leur sera permis de visiter les magasins de la Compagnie toutes les fois qu'ils le trouveront convenir pour le bien de la Compagnie, selon l'instruction que l'Assemblée generale leur donnera à cette fin, & ils seront tenus de prêter leur serment, & de garder le secret de la même maniere que les Directeurs seront obligés de le garder.

LXI. L'Assemblée generale des principaux Interessés reglera ce que ceux, qui seront commis à l'audition des comptes, auront à tirer à titre de vacation, & si au-dessus des vacations, ladite Assemblée generale juge convenir de leur assigner quelque gage, Elle pourra le regler, ce qui n'excedera pourtant pas mille & deux cent florins par an pour chacun d'eux.

LXII. La Compagnie Nous proposera trois personnes pour en choisir une que Nous trouverons convenir pour assister de nôtre part & à nos fraix, à l'audition des comptes de la Compagnie, qui sera chargé d'y veiller à tout ce qui regardera l'execution de cet Octroy, & d'empêcher, qu'il ne se passe rien en contravention aux ordres y portés, & aux points y reglés, & les comptes étant clos, on en délivrera une copie audit Deputé, qui la mettra en main de nôtre Lieutenant Gouverneur General, ou de nôtre Ministre Plenipotentiaire, lequel la fera deposer dans l'endroit, où l'on garde les papiers secrets du departement des Finances en nôtre Conseil d'Etat aux Païs-bas.

LXIII. Les comptes de la Compagnie seront dressés & rendus en forme duë, suivant le stile, & l'usage receu parmi les Negociants, & autres de profession mercantile.

LXIV. Les Commandants des Vaisseaux de la Compagnie seront tenus à leur retour de faire aux Directeurs de la Compagnie un rapport detaillé par écrit du succès de leur voyage & de la veritable situation des affaires de la Compagnie aux Indes, & lesdits Directeurs, après en avoir tiré un double, l'envoyeront en original à nôtre Lieutenant Gouverneur General, ou en son absence, à nôtre Ministre Plenipotentiaire.

LXV. Il ne sera permis aux Directeurs de lever ou prêter de l'argent à interêt sans le consentement & approbation de l'Assemblée generale des principaux Interessés, que dans des cas, qui ne souffrent

aucun delay, sur quoi l'on prendra la resolution à la pluralité des 1722
voix, & à l'intervention des Deputés commis à l'audition des comptes, qui auront voix deliberative.

LXVI. Nous défendons aux Directeurs, & à tous ceux, qui seront interessés dans le fond de la Compagnie, ou employés à son service, en quelque qualité ou poste que ce puisse être, de negocier aux Indes pour leur compte particulier, ou pour celuy d'aucun autre directement ou indirectement à peine de confiscation au profit de la compagnie, de tout ce qui aura ainsi été negocié, & de une amende du quadruple pour chaque contravention à la charge de chaque contrevenant, & si c'est un des Directeurs, à peine en outre d'être privé de la direction, de laquelle, en cas de telle contravention, Nous le privons par ces presentes des-à-present pour lors.

LXVII. Nous défendons de plus aux Directeurs, & aux Commis à l'audition des comptes pendant le tems de leur commission, de vendre par eux-mêmes, ou par d'autres pour eux aucune marchandise, manufacture, ou denrée pour l'équipement ou chargement des Vaisseaux de la Compagnie à peine de nullité & de la confiscation au profit de la Compagnie de toutes les marchandises, manufactures, & denrées, qui auront ainsi été venduës, & d'une amende du quadruple de leur valeur.

LXVIII. Il sera permis axs Directeurs, & auxdits Deputés commis à l'audition des comptes, d'acheter des marchandises & denrées de retour de la Compagnie dans les ventes publiques qu'on en fera, mais pas autrement à peine de nullité, de confiscation, & amende, comme par l'article precedent: Et afin que la défense portée par cet article, & par le precedent soit d'autant mieux executée, & que les contraventions soient découvertes avec plus de facilité, il y aura un tiers desdites confiscations & amendes au profit du Denonciateur, pourvû qu'il fournisse une preuve suffisante de l'infraction dans le tems de cinq années, à compter du jour que la contravention aura été commise, auquel terme Nous limitons la faculté de poursuivre ou de molester lesdits Directeurs & Deputés pour ces sortes d'excés.

LXIX. Les Directeurs ne pourront servir plus de six années consecutives, ordonnant que de deux en deux ans il en sorte un nombre proportionné, lequel sera immediatement remplacé par l'Assemblée generale des principaux Interessés.

LXX. Bien-entendu néanmoins, que la regle prescrite par l'article precedent n'aura pas lieu à l'egard des Directeurs de la premiere nomination, lesquels continueront leur service, jusqu'à ce que le premier compte general prescrit par l'article 54. soit rendu, & que le divídend en soit reglé; après quoi ils reconnoîtront en tirant au sort, à qui il échoira de sortir de la direction, il en sera de même deux ans aprés, & au bout de deux autres années le reste desdits Directeurs de la premiere nomintion sortira pour être remplacés par ladite Assemblée generale.

LXXI. Aprés que le dernier des sept Directeurs, que Nous avons nom-

1722 nommés, sera sorti de sa direction, l'Assemblée generale Nous proposera trois sujets ayans les qualités requises, dont Nous choisirons celuy, que Nous troverons à propos, lequel prêtera entre les mains de nôtre Lieutenant Gouverneur & Capitaine General, ou de nôtre Ministre Plenipotentiaire le même serment, que luy aussi-bien que les autres Directeurs devront prêter à l'Assemblée generale.

LXXII. Ledit Directeur ainsi choisi par Nous sur la nomination prealable de l'Assemblée generale sortira également de la direction après six annés, & sera toûjours remplacé, comme dit est par l'article precedent, tant au cas de l'écoulement de son terme, que lorsque sa place viendroit à vaquer par mort, ou de quelqu'autre maniere que ce puisse être.

LXXIII. Lorsqu'il vaquera des places de ceux des Directeurs, dont l'élection appartiendra aux principaux Interessés soit par mort, ou en telle maniere que ce puisse être, l'Assemblée generale les remplira à la pluralité des voix, soit qu'ils n'ayent jamais été Directeurs, ou qu'ils l'ayent été auparavant, pourvù qu'ils ayent été deux ans hors de la direction.

LXXIV. S'il se presente des difficultés d'importance dans l'Assemblée generale des principaux Interessés, ou dans celle des Directeurs hors de l'Assemblée generale, & pour des affaires, qui ne se pourront pas differer, sur lesquels ou il sera impossible de s'accorder, ou pour être trop embarassantes ils ne souhaiteront pas de les resoudre, ils pourront s'en rapporter à nôtre Lieutenant Gouverneur & Capitaine General, ou à nôtre Ministre Plenipotentiaire, qui en decidera comme de raison.

LXXV. S'il survient quelque dispute ou different pour des affaires civiles ou pecuniaires entre quelqu'un des Directeurs, ou autres Interessés dans la Compagnie, ou Employés à son service, les autres Directeurs tacheront de les accommoder à l'amiable, & il ne sera pas permis de s'adresser en Justice contre sa partie adverse, jusques à ce que les devoirs icy prescrits n'ayent été tentés avec tout le soin possible.

LXXVI. Mais si lesdites disputes & differents ne pourroient pas être ajustés à l'amiable, & qu'ils n'excederoient pas en principal la somme de trois cent florins argent de change une fois, Nous autorisons les autres Directeurs indifferents, & qui seront au nombre de trois ou plus à en decider sommairement, & de leur sentence n'échoira ni appel ni revision; Et lesdits Directeurs pourront néanmoins dans des cas embarassants & difficiles assumer aux fraix de la partie, qui sera condamnée, un ou deux Jurisconsultes pour en prendre leur avis.

LXXVII. Et quant aux autres causes civiles & pecuniaires, qui excederont ladite somme, Nous commettons cinq Juges & un Secretaire pour les decider aussi en dernier ressort & sans revision, le plus sommairement que faire se pourra, défendant à tous autres Conseils,

Magi-

Magiſtrats, & Officiers de Juſtice d'en prendre connoiſſance à peine de nullité & caſſation des procedures. 1722

LXXVIII. Toutes les cauſes criminelles, dans lesquelles la Compagnie, ſes Directeurs, & autres Employés de la Societé ſans distinction, de même que les Actionnaires, ſeront parties demandeurs ou défendeurs, ſeront jugées par les Juges ordinaires des lieux, où les crimes auront été perpetrés, ſuivant nos Placarts & les Loix du Païs; Et ne pourra la cauſe criminelle attirer la civile, ni la civile la criminelle pour quelque cauſe ou prétexte que ce puiſſe être.

LXXIX. La connoiſſance des priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la compagnie, appartiendra par proviſion aux Juges de nôtre Amirauté, jusque à ce que Nous en ayons autrement diſpoſé.

LXXX. Les Capitaines & Commandants des Vaiſſeaux de la Compagnie auront la même autorite, que les Commandants & capitaines de nos Vaiſſeaux pour la diſcipline de l'Equipage & des Soldats, afin d'éviter les ſeditions, & ſoulevemens, qui peuvent facilement arriver dans les voyages de long cours.

LXXXI. Les priſes, qui ſe feront par les Vaiſſeaux de la Compagnie, lui appartiendront entierement, en cas qu'elles ſoient jugées valables; mais les marchandiſes & denrées, faiſant partie des priſes, ſeront ſujettes au payement des Droits, comme celles, qui viendront des Indes.

LXXXII. Il ſera permis à la Compagnie d'embarquer de l'Artillerie, & autres attirails de Guerre, dont Elle aura beſoin pour ſa Navigation & la ſeureté de ſon Commerce, comme auſſi toutes ſortes de Marchandiſes, quoiqu'elles ſoient de contrebande, & de plus l'Or & l'Argent monnoyé ou monnoy, qui lui ſera neceſſaire, & qu'Elle pourra amaſſer dans nos Etats, ou faire venir d'ailleus, excepté les eſpeces courantes du Païs, tant celles fabriquées à nos coins & Armes, que celles évalüées par nos Edits.

LXXXIII. Les Directeurs pourront mettre dans les Forts, Châteaux & Places, qu'ils auront aquis aux Indes, toutes ſortes d'armes, Canons, munitions de guerre & de bouche, faire fondre des Canons & autres armes en tels lieux, & en tel nombre, qu'ils auront beſoin, ſur lesquelles nos Armes ſeront empreintes & audeſſous celles de la Compagnie, & de faire generalement tout ce qu'ils trouveront neceſſaire pour la conſervation deſdites Places.

LXXXIV. Ils pourront auſſi armer & équiper tel nombre de Vaiſſeaux, qu'ils trouveront convenir pour le ſervice de la Compagnie, ſoit de Guerre ou de Commerce, & d'y arborer nôtre Pavillon Imperial & Royal; Elle pourra faire conſtruire & bâtir leſdits Vaiſſeaux, dans nos Ports des Païs-bas, d'Italie, & ailleurs, où Elle le trouvera le plus convenable, hormis ceux de Dalmatie, dans lesquels la conſtruction des Vaiſſeaux eſt accordée privativement à nôtre Compagnie Orientale, établie dans nôtre ville de Vienne, avec laquelle celle d'Oſtende pourra auſſi convenir pour prendre au moins deux ou trois Vaiſſeaux par an, & encourager d'autant plus ladite conſtru-

1722 ction des Vaisseaux si necessaire à l'introduction du Commerce & de la Navigation dans nos autres Païs hereditaires.

LXXXV. Nous declarons exemts de tout Droit d'Entrée, Tonlieu, Amirauté, Convoy & autres, les Bois, Planches, Poûtres, Mâts, Poix, Goudrons, Toiles à voiles, Cables, Cordages, Fer, Cloux, Ancres, & autres matieres necessaires à la construction des Navires, & à les garnir d'apparaux, qu'Elle fera entrer pour être employés effectivement à la construction & radoubement des Bâtiments, qu'Elle fera construire & radouber respectivement dans nos Païs-bas, à quoi il sera libre aux Directeurs d'employer tels Charpentiers & autres ouvriers qu'ils trouveront convenir non-obstant quelconque usage, ou privilege au contraire, auxquels Nous dérogeons bien-expressement par nôtre present Octroy, & ne sera pareillement exigé aucun Droit d'Entrée ou de Sortie, Tonlieu, Convoy, & autres pour les munitions & vivres necessaires tant pour la défence desdits Vaisseaux & Navires que pour la nourriture & avitaillement de l'Equipage, ce que Nous limitons néanmoins aux munitions & vivres, dont la Compagnie ne pourra se pourvoir commedement dans nos Pais-bas.

LXXXVI. Défendons aux Administrateurs, Officiers, & Commis des Etats de nos Provinces, à ceux des Magistrats de nos Villes, & autres à qui il appartiendra, d'arrêter ou retarder les marchandises & denrées; que la Compagnie fera voiturer des Vaisseaux à ses Magasins, & de ceux d'une ville à l'autre, ny d'en exiger aucun droit, leur laissant cependant la liberté de se faire payer ceux y afferants, en cas que les Marchandises y étant venduës resteroient dans leur ressort, & ils pouront prendre à cet effet pour leur seureté les précautions necessaires.

LXXXVII. Interdisons de même à tous nos Officiers, aux Administrateurs de nos Droits d'Entrée & Sortie, à leurs Commis & Prêposés, de les lever sur un autre pied que celuy, que Nous avons reglé par cet Octroy, ny d'inquieter ou molester ceux qui seront employés de la part de la Compagnie.

LXXXVIII. Il ne sera levé aucun Droit de Sortie, Convoy, ou Tonlieu sur les Marchandises & Denrées, qui seront embarquées dans les Vaisseaux de la Compagnie pour passer aux Indes, ny aucun droit d'Indult, ou de reconnoissance à nôtre profit, sur celles de retour.

LXXXIX. Lesdites Marchandises de retour seront sujettes au payement des Droits à raison de six pour cent du prix des ventes publiques, à quoy Nous fixons la levée de tous nos Droits d'Entrée, Tonlieu, Convoy & Sortie sur lesdites Marchandises sans distinguer si elles seront consommées dans les Païs de nôtre Domination ou dans des Païs étrangers, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, sauf que pendant le cours de la presente Administration generale de nosdits Droits, il ne seront aquités qu'à raison de quatre pour cent dudit prix, soit que les Marchandises se consomment dans lesdits Païs, ou hors du Païs, & sans limiter aucun tems pour leur sortie, comme dessus, pour donner par là des marques de nôtre faveur à la Compagnie dans sa naissan-

naissance; bien-entendu que les parties, dont l'entrée est libre par 1722
nos Edits & Tarifs, demeureront libres.

XC. Comme il importe pour la conservation de nos Païs-bas, & pour la seureté publique en general, que nos Places frontieres & autres Forteresses auxdits Païs, soient toûjours en état de défense, nous destinons les deniers, qui seront levés sur lesdites Marchandises de retour, comme un fond fixe & durable pour être toûjours employé pour l'avantage & défense de nos Païs-bas, & principalement à pourvoir nosdites Places fortes d'artillerie, & d'autres armes, & de toutes sortes de munitions de guerre & de bouche, & en reparer, & entretenir les ouvrages; défendant à notre Lieutenant & Gouverneur General, & Ministre Plenipotentiaire, & à tous autres à qui il pourra appartenir, de divertir le rapport desdits droits à d'autres usages.

XCI. La Compagnie pourra aquerir aux Indes par achat, où autre contract & traité, des Terres, Ports & Havres, & Nous luy permettons d'y établir des Colonies, comme aussi de faire construire de tels Forts, Châteaux, & Factories, qu'Elle jugera necessaires, tant pour la plus grande seureté & facilité de son Commerce, que pour la défense du Païs, qu'Elle aura aquis, y établir sur ses simples commissions de Commandants, & autres Officiers de nos Sujets, ou Employés à nôtre service, & de mettre Garnisons; bien-entendu néanmoins, qu'avant qu'Elle puisse entreprendre la construction de quelque Fort, au Château, Elle devra s'addresser à nôtre Gouverneur General, ou Ministre Plenipotentiaire pour luy donner part de son dessein, & pour marquer les lieux, où Elle se sera proposé de bâtir lesdits Forts pour avoir son approbation, & obtenir sa permission à cet effet; ce qu'il ne pourra accorder à moins qu'il ne luy conste, que lesdits Endroits, que la Compagnie aura designés & proprosés, sont des lieux que les autres nations de l'Europe frequentent, & où elles trafiquent librement, afin que ceux de la Compagnie n'entreprennent rien sur les droits des Sujets de quelques autres Puissances, qui seront en paix, amitié, ou neutralité avec Nous, dans les Havres, ou sur des Côtes, ou en d'autres lieux, où ils pourront avoir une possession & commerce privatif; ne voulant pas qu'ils y soient troublés, ou inquietés de la part de la Compagnie, avec cette reserve toutefois que si la societé courroit risque de manquer les occasions, si Elle étoit obligée de recourir à nôtre Gouverneur General, ou Ministre Plenipotentiaire, & d'attendre ses ordres avant que de pouvoir mettre la main à l'œuvre, il sera permis à ses Officiers d'en profiter & de se mettre incontinent à construire lesdits Forts en des endroits tels qu'on les a specifiés & detaillés cy-dessus, dont la Compagnie donnera par incessamment à nôtre-dit Gouverneur General, ou Ministre Plenipotentiaire, afin qu'il puisse approuver l'entreprise desdits Officiers, d'abord qu'il luy constera de la verité du fait & de son utilité.

XCII. Elle pourra aussi lever à cet effet des Gens de guerre dans les Païs de notre Domination avec notre permission préalable, & dans nos Païsbas avec celle de notre Gouvernement General.

1722 XCIII. Nos Officiers militaires, qui en ſuite de nos permiſſions, ou congés, ou ceux du Gouvernement General, s'engageront avec la Compagnie en qualité de Capitaines ou de Subalternes, & ſerviront ſur les commiſſions des Directeurs, conſerveront les rangs qu'ils avoient avant cet engagement, & Nous leur tiendrons compte des ſervices, qu'ils auront rendus à la Compagnie comme s'ils les avoient rendus à Nous-mêmes: mais pendant qu'ils ſeront au ſervice de la Compagnie, ils lui ſeront ſubordonnés, néanmoins liés au ſerment qu'ils Nous ont prêté.

XCIV. Nos Sujets qui paſſeront aux Indes, & s'établiront és Lieux, Colonies, & Places aquiſes par la Compagnie, joüiront au retour des mêmes libertés, droits & franchiſes, dont ils joüiſſoient en nos Païs-bas, & autres Terres de notre domination avant leur départ, & ceux qui y naîtront de nosdits Sujets ſeront cenſés Regnicoles.

XCV. Il ſera permis à la Compagnie de traiter même en notre Nom, avec les Princes Souverains, & Etats des Indes, & autres, qui ne ſeront pas nos ennemis, & de conclure avec eux telle convention qu'Elle jugera convenable pour la liberté de ſon Commerce, lesquels Traités cépendant ne ſeront valables que pour le terme de ſix années, à moins qu'ils ne ſoient approuvés & ratifiés par Nous; mais Elle ne pourra declarer la Guerre à aucune Puiſſance ſans Notre conſentement préalable.

XCVI. Les Commendants & autres Officiers militaires, que la Compagnie aura établis, Nous prêteront le ſerment de fidélité, & à la Compagnie tel autre ſerment, qu'Elle jugera convenir, laquelle pourra auſſi revoquer lesdites commiſſions toutes les fois qu'Elle trouvera à propos.

XCVII. Si après l'expiration du terme de cet Octroy, Nous ne trouvons pas à propos d'en accorder la continuation à la Compagnie, ſes forces, munitions, & armes Nous ſeront remiſes, ou de nôtre conſentement à la Compagnie, qui ſuccedera, en payant la valeur ſuivant l'eſtimation, qui en ſera faite par des gens experts nommés de part & d'autre.

XCVIII. Les Terres que la Compagnie aura aquiſes avec les Droits, Cens & Rentes, lui appartiendront en toute proprieté, Nous en reſervant la Souveraineté, même Elle ne pourra les vendre ni ceder à d'autres qu'à nos Sujets; Et ſi après l'expiration de cet Octroy Nous trouvons à propos de les retenir, ou faire ceder à la Compagnie, qui ſuccedera, il ſera pourvû à ſon deſintereſſement ſur le pied preſcrit par l'article precedent.

XCIX. Nous promettons à la Compagnie, que Nous ne toucherons jamais ſans ſon conſentement, ſoit en tems de guerre ou de paix à ſes Vaiſſeaux, Artilleries, ou autres munitions de guerre ou de bouche, Officiers, & autres gens de Marine, ny à ſes Magaſins, pour les employer à nôtre ſervice, pour quelque beſoin que ce puiſſe être.

C. Défendons très-expreſſement à tous les Gouverneurs de nos Places, nuls exceptés ni reſervés, & autres à qui il appartiendra, d'empêcher

pêcher ni retarder en aucune maniere la ſortie de nos Ports & Rades, 1722
aux Vaiſſeaux de la Compagnie, lorsqu'ils ſeront chargés, & prêts à mettre à la voile, ni auſſi l'entrée desdits Vaiſſeaux à leur retour dans nosdits Ports, ny d'exiger aucune choſe pour quelque raiſon & ſous quelque pretexte que ce puiſſe être, à peine de concuſſion, & ceux à qui il appartient auront un ſoin tout particulier, à ce que cet article, comme étant très-eſſentiel au bien du Commerce, ſoit exactement obſervé.

CI. Nous promettons auſſi à la Compagnie de la proteger & défendre envers & contre tous, qui l'attaqueront injuſtement, & même d'employer en cas de beſoin la force des nos Armes pour la ſoutenir & maintenir dans la liberté entiere de ſon Commerce & Navigation, & de lui faire raiſon de toutes les injuſtices, injures & mauvais traitements, en cas qu'aucune Nation entreprit de la troubler dans ſon Commerce & Navigation, & Nous aurons ſoin de lui procurer tous les avantages & facilités poſſibles par les Traités de Paix, d'Alliance, & de Commerce que Nous ferons.

CII. La Compagnie pourra s'adreſſer à Nous toutes les fois qu'Elle croira convenable, que les Conditions lui accordés par le preſent Octroy pourroient être changées, augmentées ou limitées pour le plus grand avantage de ſon Commerce. Nôtre intention Royale étant de la favoriſer autant qu'il eſt poſſible.

CIII. Finalement pour droit de reconnoiſſance de cet Octroy, que Nous avons bien voulu accorder pour établir & former cette Compagnie, Elle ſera obligée de Nous preſenter, & à chacun de nos Hoirs & Succeſſeurs un Lion couronné tenant les Armes de la Compagnie du poid de vingt marcs d'Or.

Si enchargeons à nôtre très-cher & bien-aimé Couſin le Prince Eugene de Savoye nôtre Lieutenant Gouverneur & Capitaine General de nos Païs-bas, & en ſon abſence à nôtre très-cher & bien-aimé Couſin le Marquis de Prié nôtre Miniſtre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceux, & donnons en mandement à nos très-chers & Feaux ceux de nôtre Conſeil d'Etat, Preſident & Gens de nôtre grand Conſeil; Chancelier & Gens de nôtre Conſeil ordonné en Brabant; Preſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, & à tous autres nos Juſticiers, Officiers & Sujets, auxquels ce peut ou pourra toucher & regarder, qu'ils faſſent, ſouffrent & laiſſent tous ceux de ladite Compagnie tant en general qu'en particulier pleinement & paiſiblement joüir & uſer de l'effet de cesdites preſentes pour le tems, aux charges & conditions cy-deſſus repriſes, ſans leur faire, mettre, ou donner, ny ſouffrir être fait, mis, ou donné aucun trouble, ou empéchement au contraire, Car ainſi Nous plait-il; En témoignage de quoy Nous avons ſigné ces preſentes de notre main, & à icelles fait mettre notre grand Seel: Donné en notre Ville & Reſidence Imperiale de Vienne le dix neuviéme jour du mois de Decembre, l'an de grace mil ſept-

 cent

1722 cent vingt-deux, & de nos Regnes de l'Empire Romain le onzieme, d'Espagne le vingtiéme, & de Hongrie & de Boheme le douziéme.

CHARLES.

PRINCE DE CARDONNA Pſ. Vt.

Par ordonnance de Sa Majeſté.

A. F. de Kurtz.

CCXCVI.

Kayſerliches Reſcript wegen der Proteſtanten in Ungarn de An. 1723.

1723 CAROLUS VI. Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus &c. &c. Reverendiſſimi, reverendi &c. &c. Fideles nobis dilecti. Ex demiſſa repræſentatione fidelium, æque noſtrorum Auguſtanæ & Helveticæ confesſioni addictorum in præfato regno noſtro Hungariæ degentium, diſplicenter intelleximus, qualiter iidem contra poſitivas patriæ leges & publicata etiam iterata benigna edicta noſtra, omnia in ſtatu quo in negotio religionis usque ad finalem articulariter inſtitutæ etiam Majeſtati quoque noſtræ demiſſe relatæ, ac a clementi deciſione noſtra dependentis Commisſionis exitum manere debere jubentia, per nonnullos legum & benignorum ejusmodi edictorum contemtores, diverſis in locis, in publico & privato religionis ſuæ exercitio turbentur. Eccleſiarum ſuarum Miniſtri & alii in rebus religionis & ſacrorum ſuorum ad ſacras ſedes citentur, ad ceremonias religioni ſuæ contrarias compellantur, ſubditi ſub ſpecie Juris Dominalis violento modo ad deſerendam religionem ſuam cogantur, mutationem vero religionis renuentes e bonis expellantur, & rebus etiam propriis priventur. Hinc ut ejusmodi benignorum mandatorum noſtrorum contemtores ad debitam Majeſtati noſtræ obedientiam redigantur, quies demum & tranquillitas publica hoc etiam pacto ſtabiliatur & conſervetur, benigne decrevimus, ut ſi a tempore emanatorum benignorum decretorum noſtrorum anni videlicet 1719. die 5. Decembr. in negotio religionis usque ad finalem deciſionem ſupra ſcriptæ commiſſionis eatenus inſtitutæ, & jam, uti promiſſum eſt, Majeſtati etiam noſtræ demiſſe relatæ, omnia in ſtatu quo manere debere innuentium, quæpiam mutationes, per quoscunque quomodocunque in negotio religionis ab utrinque interveniſſent, illæ ad ſtatum eum, in quo tunc fuerunt, usque ad finalem modo fatæ commisſionis exitum, cum plena injuriatis per injuriantes danda ſatisfactione, reponantur, templa ab illo tempore adempta & ſubditi expulſi in bona ſua reſtituantur, ad ceremonias religioni ſuæ contrarias non compellantur, miniſtri eccleſiarum & alii quivis, in rebus religionem aut ritus ſpectantibus, non adigantur: huic autem benignæ diſpoſitioni noſtræ contravenientes ab utrinque tanquam tanquam publicæ quietis & tranquil-

quillitatis turbatores ac benignorum mandatorum noſtrorum regio- 1723
rum contemtores, pœna legali per fiſcum Majeſtatis noſtræ regium acquirendæ & indilate exequendæ ſubjiciantur. Quæ dum pro debita obſervantia & uberiori fidelitatum veſtrarum directione ac exequendorum executione fidelitatibus veſtris hiſce benigne ſignificanda, & ſimul firmiter etiam committenda ac mandanda habuimus, fidelitates veſtras in reliquo gratia noſtra Cæſareo-Regia benigne jugiterque complectimur. Datum in caſtro noſtro Laxenburgi d. 12. menſis Junii 1723.

CCXCVII.

Articuli ſtatuum Regni Hungariæ in Conventu Generali Poſonienſi concluſi & a Carolo VI. Imp. confirmati An. 1723.

Nos CAROLUS VI. Dei Gratia Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque, &c. REX; Archidux Auſtriæ; Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ; Marchio Moraviæ; Comes Habſpurgi, Tyrolis, & Goritiæ, &c. Memoriæ commendamus tenore præſentium, ſignificantes quibus expedit univerſis. Quod poſteaquam Nos, in proxime concluſa Anni milleſimi, ſeptingenteſimi, decimi quinti prælibati regni noſtri Hungariæ Diæta, primo quippe in idem regnum noſtrum felici adventu noſtro, ſtatim ea, quæ ad priſtinam ejusdem regni, olim florentiſſimi, ſed a duobus, & quod excedit, ſæculis, vicini præpotentis hoſtis Ottomani infeſtis armis nimium divulſi, & dilacerati, ac tandem victricibus felicis reminiſcentiæ Imperatoris, & regis LEOPOLDI I. prædeceſſoris, & genitoris noſtri deſideratiſſimi armis, potiori in parte vindicati reducendam felicitatem, tum circa Juſtitiæ adminiſtrationem, tum politicorum, militarium, & œconomicorum accommodationem ſpectare videbantur, elaboranda clementer ordinaſſemus, & ex poſt occaſione noviſſimi feliciter terminati belli Turcici, per binos generales intra biennium habitos conflictus, fuſis, fugatisque hoſtibus, duo nominatiſſima Fortalitia, Belgradum nempe, & Temesvarinum, divino juſta arma noſtra ſecundante Numine, glorioſè recepiſſemus, ac per hoc non tantum ipſum prædictum noſtrum Hungariæ Regnum, a jugo Turcico totaliter exemiſſemus, ſed in annexa etiam eidem regna, & provincias imperium noſtrum feliciter extendendo, prædeclaratos ſtatus, & ordines, ab hoſte, cervicibus, & fortunis eorundem imminente, reſtituta regno alma pace, plenaque procurata ſecuritate, glorioſe liberaſſemus; Sed nec immemores, felices principes ea, quæ belli ſunt, pacis tempore curare aſſolere; Pro ſtabilienda itaque in omnem caſum, etiam contra vim externam, cum vicinis regnis, & provinciis noſtris hæreditariis unione, & conſervanda domeſtica tranquillitate, novam antelatis ſtatibus, & ordinibus, generalem regni, partiumque eidem annexarum diætam, in liberam, regiamque civitatem no-

1723 nostram Posoniensem, in diem vigesimum mensis Junii, Anni proxime præteriti millesimi septingentesimi vigesimi secundi clementer indixissemus, eidemque nos etiam a primordio quidem ejusdem diætæ, personaliter, dein vero medio plenipotentiariorum commissariorum nostrorum regiorum, spectabilium quippe ac magnificorum, Gundakeri Thomæ, sacri romani imperii comitis a Stahrenbergh, domini dominiorum Eschelbergh, Liechtenhag, & Pottendorff, hæreditarii Mareschalli in Austria, supra & infra Anasum, Aurei velleris equitis, actualis intimi status, & conferentiarum consiliarii nostri, ac ministerialis bancalis deputationis præsidis; nec non Francisci Ferdinandi, pariter Sacri Romani Imperii Comitis Kinsky, comitis in Chinitz, & Tettau, domini in Maczen, Chotieborz, Clumecz, & Kratenau, aulæ nostræ Bohemicæ præfecti, consiliarii itidem nostri actualis intimi, & per regnum nostrum Bohemiæ supremi cancellarii, amborum vero camerariorum nostrorum, præfuissemus, conclusis tandem mutuis tractatibus, finitaque diætali congregatione, iidem domini Prælati, Barones, Magnates, & Nobiles, cæterique status & ordines sæpefati regni nostri Hungariæ, & partium eidem annexarum, medio præattactorum regiorum plenipotentiariorum commissariorum nostrorum, exhibuerunt, & præsentarunt Majestati nostræ certos articulos in eadem diæta, communibus ipsorum votis & suffragiis, parique & unanimi consensu, accedente benigna annuentia nostra conclusos; supplicantes Majestati nostræ humillime, quatenus universos eos articulos, omniaque & singula in eis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, nostrumque regium consensum iis præbentes, authoritate nostra regia clementer acceptare, approbare, & confirmare, atque tam nos ipsi observare quam per alios omnes, quorum interest, observari facere dignaremur. Quorum quidem articulorum tenor talis est.

ARTICULI DOMINORUM PRÆLATORUM,

BARONUM, MAGNATUM, & NOBILIUM, CÆTERORUMQUE STATUUM & ORDINUM REGNI HUNGARIÆ, PARTIUMQUE EIDEM ANNEXARUM

In Generali Eorundem Conventu, pro Die vigesima Mensis Junii, Anni millesimi, septingentesimi, vigesimi secundi, in Liberam, Regiamque Civitatem Posoniensem indicto, & continuative in præsens usque celebrato, conclusi.

PRÆ-

PRÆFATIO. 1723

Quam paterno, quamque sollicito, & simul clementissimo affectu sua sacratissima Majestas, in hæreditarium hocce Regnum suum Hungariæ, partesque eidem annexas inclinata benignissime haberetur, præprimis quidem ex benignis literis regalibus, ad universos hæreditarii Regni sui, partiumque eidem annexarum fideles status & ordines clementissime exaratis, profundissima homagialis fidelitatis suæ devotione, & nusquam de cordibus eorundem extinguenda erga Suam Majestatem Sacratissimam, & totam ejus Augustam Domum Austriacam præconcepta ingenui & subditalis amoris obligatione, in perpetuum recognoscerent, & per universos posteros suos fidelissime recognitum iri, quam maxime confiderent; dum illico, ac per insperata, cum ab Oriente, tum etim ab Occidente causata gravissima bella, & post felicem, totique Orbi stupendum, contra immanes utriusque hostis vires, armorum suorum progressum, stabilitamque optatam pacem licuisset, prætermissis aliis quibusvis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus maximis curis, & solicitudinibus, paternum conatum suum, ad perennem Regni sui hæreditarii securitatem, & dudum anhelatam civium felicitatem convertere, ac eum in finem generalem pro vigesima præteriti mensis Junii, Anni æque præterlapsi, in liberam & Regiam Civitatem Posoniensem, diætam indicere, & altissima quoque, nunquam satis a fidelibus Suæ Majestatis sacratissimæ statibus & ordinibus Regni, partiumque eidem annexarum veneranda in Persona, eosdem clementissime consolari dignata fuisset: Ut inter tot & tantas Suæ Majestatis sacratissimæ erga fideles sibi status & ordines exhibitas gratias, iidem merito dubitavissent, quidnam ex innumeris Regno huic hæreditario clementissime exhibitis gratiis, totque de immanis, cervicibus eorundem a longissimo tempore incubantis hostis, ad stuporem Orbis Europæi reportatis triumphis, pro gratiarum actionis scopo principaliter assumere convenisset.

Sive enim intra biennium, raro magnorum, & felicissimorum etiam Monarcharum exemplo numeratos de tam validis hostibus triumphos, seu gloriosis armis suis, antiquos limites versus extensam Patriam perpendissent, nonnisi immortali digna memoria, in publicum Regni bonum exantlata Trophæa, unanimi applaudentium regnicolarum voto testatum reddere cogebantur.

Cumque pro tam immortali gloria, totque beneficiis, iidem fideles status & ordines, nullo alio præclariori gratitudinis signo, Suæ Majestati Sacratissimæ obnoxios reddi posse arbitrabantur, quam si semet, ac posteros suos universos, præprimis Suæ Majestati Sacratissimæ, ejusdemque sexus successoribus, dein Augustæ quoque Domus Suæ Austriacæ posteris, conformitate immediate subsequentium articulorum, in omne tempus devoverent, & humillime subjicerent; DEUM ter optimum maximum, pro diuturno Suæ Majestatis Sacratissimæ, & præmissorum universorum successorum perenni & felicissimo Gubernio, ardentibus votis suis demississime exoraturi.

1723 *Ex quo vero adplenam fidelium civium, & Suæ Sacratissimæ Majestatis devotorum subditorum securam felicitatem, antiqua etiam Regni consuetudine, & Patriis legibus exigentibus, diætale hoc remedium, Sua Majestas Sacratissima clementissime ordinare, & admittere dignata fuisset: ut proinde futuris quibusvis temporibus, ab omni confusione & periculis, hæreditarium hoc Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnum præservari, & non minus adversus omnem vim externam, quam quosvis etiam fatales internos motus, ipsis statibus & ordinibus Regni, partiumque eidem annexarum plurimum damnosos, salutari, & diætaliter stabilienda modalitate, in omnes eventuales casus, tutum & provisum reddi, ac per id, cum reliquis etiam Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis hæreditariis mutua cointelligentia, & unio, adeoque publica reipublicæ christianæ quies, pax constans, inperturbata tranquillitas, sub pio, justo, forti, felici Suæ Majestatis, & Augustæ domus Austriacæ clementissimo gubernio in ævum perdurare, ac continua Augustæ Domus in Regno, & sacra ejusdem corona, utriusque sexus exoptata, & communi regnicolarum voto proclamata, suæque Sacratissimæ Majestati promte, & fideliter oblata successio, melius obfirmari valuisset, & deinceps omnes, & quælibet inconvenientiæ præcaverentur, fidelesque status & ordines regni, partiumque eidem aunexarum, in universis eorundem tam diplomaticis, quam aliis quibusvis juribus, libertatibus, privilegiis, immunitatibus, antiquis consuetudinibus, prærogativis & legibus hactenus habitis, ac in præsenti quoque diæta conditis, & in futurum etiam, diætaliter condendis, permaneant, stabiliantur, & conserventur, eademque & eædem, ab omnibus indispensabiliter observarentur, jus, & justitia omnibus & singulis, sancte, secundum leges patrias, hac etiam in diæta conditas, imperturbate administrarentur, benignaque cum in finem ad fideles status & ordines regni, partiumque eidem annexarum clementissime facta propositio, & paterna mens, ac intentio secundaretur, attacti status & ordines regni, partiumque eidem annexarum demississime supplicant: Ut infrascriptos articulos, ex gravaminibus, & humillimis statuum & ordinum postulatis, penes benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ resolutionem erutos, unanimique voto & consensu, accedente benigna ejusdem annuentia, conclusos, clementer acceptare, regiaque sua auctoritate ratificare, & confirmare, ac tam ipsa benigne observare, quam per alios quoscunque observari facere dignetur.*

Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum Sacræ Cæsareæ, & Regiæ Majestati pro libertatum, & prærogativarum eorundem paterna, & clementissima confirmatione, & suæ in medium Statuum sacratissimæ personæ adventu, gratias quam maximas referunt.

Art. I.

PAternam sane, & clementissimam sacratissimæ Cæsareæ, & Regiæ Majestatis erga Status, & ordines regni in præsenti Diæta, felicissime,

me, & in frequentiſſimo, vix aliquando viſo numero congregatos propenſionem, & ad permanſionem eorundem, ac incrementum publici ſtatus regni Hungariæ, partiumque eidem annexarum, proque ſtabilienda in omnem caſum, etiam contra vim externam, cum vicinis regnis, & provinciis hæreditariis unione, & conſervanda domeſtica tranquillitate directam curam, & ſolicitudinem, ex benignis ejusdem ſacratiſſimæ Cæſareæ & Regiæ Majeſtatis, ad ſtatus, & ordines regni, partiumque eidem annexarum clementiſſime emanatis literis regalibus, ac noviſſime factis propoſitionibus, devoto ſane homagialis fidelitatis eorundem zelo, & conſtanti fervore humillime intelligentes, pro hoc erga eosdem clementiſſime exhibito paterni affectus gratiarum ſingulari voto, quodve non obſtantibus in adverſum quibusvis graviſſimis, Sacrum Romanum Imperium, & Europæam quietem tangentibus curis, & laboribus, in medium fidelium ſtatuum ſuorum ſemet conferre, & eosdem in altiſſima iisdem ſumme Veneranda perſona ſua, paterne conſolari, & primum ac ante omnia, nullaque prævia fidelium ſtatuum & ordinum eatenus præmiſſa humillima ſupplicatione, ex puro erga eosdem paterno affectu, univerſos ſtatus & ordines regni Hungariæ, partiumque, regnorum, & provinciarum eidem annexarum, in omnibus tam diplomaticis, quam aliis quibusvis juribus, libertatibus, privilegiis, immunitatibus, conſuetudinibus, prærogativis, & legibus, hactenus conceſſis, & conditis, ac in præſenti diæta, & in futurum etiam, diætaliter condendis conſervaturam offerre, & easdem, ac earundem ſingulas clementiſſime confirmare dignata fuiſſet, humillimas, & quam poſſunt, maximas ſacratiſſimæ Cæſareæ ac Regiæ Majeſtati ideo etiam gratias referunt, quod Fœmineum quoque ſexum Auguſtiſſimæ Domus ſuæ Auſtriacæ, usque ad ejusdem, & ab eodem deſcendentium defectum, ad Regiam Hungariæ Coronam, partesque, regna, & provincias, ad eandem ſacram Coronam pertinentes, unanimi univerſorum ſtatuum & ordinum regni, partiumque eidem annexarum libero voto proclamatum, & per ſolennem eorundem ſtatuum & ordinum ad ſacratiſſimam Cæſaream, & Regiam Majeſtatem, Viennam expeditam deputationem vocatum, & ejusmodi oblationem, tam pie, & clementer, gratoque animo acceptare, & fidelium ſtatuum, & ordinum ſuorum piis, ac ſalutaribus votis, non tantum annuere dignata eſſet, ſed ejusmodi in ſacra regni Hungariæ Corona, & partibus, regnis, & provinciis eidem annexis ſucceſſionem, eodem, quo maſculorum primogenituræ ordine, ſecundum normam in reliquis ſuæ Majeſtatis ſacratiſſimæ regnis & provinciis hæreditariis, in, & extra Germaniam ſitis, jam per eandem ordinatam, ſtabilitam, publicatam, & acceptatam, inſeparabiliter, habitaque in graduum æqualitate, ejusdem lineæ prærogativæ maſculorum ratione, dirigi, ſervari, & cuſtodiri vellet; ita, ut illa, vel maſculus ejusdem hæres, qui, vel quæ præmiſſorum auguſtæ Domus Auſtriacæ regnorum & provinciarum hæres, juxta memoratam normam primogenituræ, in auguſta Domo Auſtriaca receptam exiſtet, eodem ſucceſſionis, pro his, & futuris quibuscunque caſibus hæreditario jure, etiam pro infallibili Rege Hungariæ,

1723 gariæ, partiumque, regnorum, & provinciarum eidem annexarum, æque indivisibiliter intelligendarum, habeatur, & coronetur.

De Regia Hæreditaria Sacratissimæ Cæsareæ, & Regiæ Majestatis sexus Fœminei Augustæ Domus Austriacæ in sacra regni Hungariæ Corona, & partibus eidem ab antiquo annexis continua successione.

Art. II. Tametsi suæ sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis fideles status & ordines regni Hungariæ, partiumque eidem annexarum, vividam & florentem, optimeque constitutam ætatem, vires, & valetudinem conspicientes, divinæque benedictioni quam optime confisi, eandem magnis, & gloriosis sexus masculini successoribus, ad preces quoque fidelium suorum statuum, eo fine ad Deum ter optimum fusas, & incessanter fundendas, largissime benedicendam, & indesinenti masculorum hæredum suorum ordine fideles status regni consolandos fore, vel maxime considerent; quia vero apprime etiam perspectum haberent, Reges pariter, & Principes, æquali aliorum hominum mortalitatis sorti subjectos esse: mature proinde, & consulto perpendentes, tot & tanta, cum prædecessorum suæ Sacratissimæ Cæsareæ, & Regiæ Majestatis, divorum olim LEOPOLDI genitoris, & JOSEPHI fratris, gloriosissimorum Hungariæ Regum, tum vel maxime propria clementissime regnantis suæ sacratissimæ Cæsareæ, & Regiæ Majestatis, pro incremento boni patrii publici, prove fidelium civium suorum perenni salute, bello æque ac pace exantlata gloriosissima acta & facta, dum non modo hæreditarium regnum hoc suum Hungariæ, partesque, regna & provincias eidem annexas, in statu per præattactos gloriosos prædecessores suos positum, conservavit, sed occasione etiam novissimi Ottomanici belli, contra ferventissimos ejusdem impetus, idem animose tutata, victricibus, felicibusque armis, in annexa eidem regna, & provincias, cum immortali sui nominis gloria, statuumque & ordinum, ac privatorum regni, civium perenni securitate protenderit, ut successivis quibusvis temporibus, ab omnibus externis, & etiam domesticis confusionibus, & periculis præservari, imo in alma, & continua tranquillitate, ac sincera animorum unione, adversus omnem vim etiam externam felicissime perennare possit; quosvis præterea etiam internos motus, & facile oriri solita, ipsis statibus & ordinibus regni ab antiquo optime cognita interregni mala, solicite præcavere cupientes, majorum suorum laudabilibus exemplis incitati, volentesque erga sacratissimam Cæsaream, & Regiam Majestatem, Dominum Dominum eorum clementissimum, gratos, & fideles semet humillime exhibere, in defectu sexus masculini sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestatis (quem defectum Deus clementissime avertere dignetur) jus hæreditarium succedendi in Hungariæ regnum, & coronam, ad eandemque partes pertinentes, provincias, & regna, jam divino auxilio recuperata, & recuperanda, etiam in sexum augustæ Domus suæ Austriacæ fœmineum, primo loco quidem ab altefata

modo

modo regnante ſacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtate, dein in hujus defectu, a divo olim JOSEPHO, his quoque deficientibus, ex lumbis divi olim LEOPOLDI Imperatorum, & Regum Hungariæ deſcendentes, eorundemque legitimos Romano-Catholicos ſucceſſores utriusque ſexus Auſtriæ Archi-Duces, juxta ſtabilitum per ſacratiſſimam Cæſaream, ac Regiam regnantem Majeſtatem in aliis quoque ſuis regnis & provinciis hæreditariis, in, & extra Germaniam ſitis primogenituræ ordinem, jure & ordine præmiſſo, indiviſibiliter, ac inſeparabiliter, invicem, & inſimul, ac una cum regno Hungariæ, & partibus, regnis, & provinciis eidem annexis, hæreditarie poſſidendis, regendam, & gubernandam transferunt, & memoratam ſucceſſionem acceptant, taliterque eandem ſucceſſionem fœmineam, in auguſta Domo Auſtriaca introductam, & agnitam (extenſis ad eam nunc pro tunc Articulis 2. & 3. Anni 1687. & pariter 2. & 3. Anni 1715.) juxta ordinem ſupradictum ſtabiliunt, per præattactum fœmineum ſexum auguſtæ Domus ejusdem prævio modo declaratos hæredes, & ſucceſſores utriusque ſexus Archi-Duces Auſtriæ, acceptandam, ratihabendam, & una cum præmiſſis, æque modo prævio per ſacratisſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementisſime confirmatis diplomaticis, aliisque prædeclaratis ſtatuum & ordinum regni, partiumque regnorum, & provinciarum eidem annexarum libertatibus, & prærogativis, ad tenorem præcitatorum Articulorum, futuris ſemper temporibus, occaſione coronationis obſervandam determinant, & nonniſi poſt omnimodum prædicti ſexus defectum, avitam, & veterem, approbatamque, & receptam conſuetudinem, prærogativamque ſtatuum & ordinum, in electione, & coronatione Regum, locum habituram, reſervant intelligendam. 1723

Jura, prærogativæ, & libertates ſtatuum & ordinum regni, partiumque eidem annexarum confirmantur.

Art. III. Sacratisſima Cæſarea, & Regia Majeſtas, univerſorum fidelium ſtatuum & ordinum regni, partiumque eidem annexarum, omnia tam diplomatica, quam alia quævis jura, libertates & privilegia, immunitates, prærogativas, legesque conditas, & approbatas conſuetudines, conformitate Articulorum 1. & 2. modernæ diætæ, in ſenſu Artic. 1. 2. & 3. Anni 1715. Formulæque juramenti ibidem contentæ, intelligendorum, clementer confirmat, & obſervabit: pariterque ſucceſſores, legitime coronandi Hungariæ, & partium eidem annexarum Reges, in iisdem prærogativis, & præmiſſis immunitatibus & legibus, ſtatus & ordines regni, partiumque eidem annexarum inviolabiliter conſervabunt, quas & quæ præterea ſua Majeſtas ſacratisſima, per ſuos cujuscunque ſtatus, gradus & conditionis, obſervari faciet.

De palatinali, & ſimul etiam locumtenentiali authoritate.

Art. IV. Et quia inter prævio modo clementisſime confirmatas

1723 tas ſtatuum & ordinum regni, partiumque eidem annexarum libertates, in regno Hungariæ de antiqua ejusdem conſuetudine & lege, authoritas quoque, & prærogativa Palatini, & ſimul etiam locumtenentis, ſenſu Articulorum 5. & 33. Anni 1715. in iisdemque citatorum, ac aliorum ſuperinde conditorum comprehenderetur; Hinc Majeſtas ſua ſacratisſima Cæſareo-Regia, Palatinalem, & ſimul etiam locumtenentialem authoritatem, & jurisdictionem, in ſenſu Articulorum præcitatorum benigne confirmat; ea cum declaratione, ne Palatinus bona, per fiſcum poſſeſſa, conferre posſit. De ſalario Palatinali imposterum quoque providebitur.

De ſpeciali Nobilitatis prærogativa.

Art. V. Ut citatio Prælatorum, Magnatum & Nobilium, ordinario & conſueto juris proceſſu, in omnibus caſibus, & cauſis, etiam criminalibus, aut notam infidelitatis, de jure municipali Hungariæ adhuc inferentibus, vel ad alias pœnas reductis, contra eosdem per quoscunque inſtituendis, in titulo 9. partis primæ operis decreti tripartiti, & Art. 14. Anni 1618. contenta (crimine tamen læſæ Majeſtatis, conformitate Articuli 7. Anni 1715. & caſibus, qui in Articulo 14. Anni 1687. exprimuntur, exceptis) obſervetur. Neve ullus, nobilitari prærogativa gaudens, non citatus, nec debito juris ordine convictus, in perſona, aut bonis ſuis, quoquo modo damnificetur, ſtatus & ordines regni, partiumque eidem annexarum, ſacratisſima Cæſarea Regia Majeſtate annuente, ſtatuunt.

Domini terreſtres, & alii Nobiles a contribuendo, ulterius quoque pro immunibus declarantur.

Art. VII. Siquidem juxta fundamentalem patriæ nobilitatis prærogativam, ſenſu tit. 9. partis primæ operis decreti tripartiti, aliasque diplomaticas leges, per ſacratisſimam Cæſaream & Regiam Majeſtatem clementisſime confirmatas, ſtatus & ordines regni, partiumque eidem annexarum, ab omni tributaria ſervitute exempti haberentur; ſacratisſima quoque ſua Cæſarea & Regia Majeſtas, eosdem ſtatus & ordines, tam dominos terreſtres, quam & alios quosvis nobilitari prærogativa gaudentes, ab omni contributione, in perpetuum immunes conſervandos clementisſime decernit; militare nihilominus pro regni defenſione teneantur, & ſacra Cæſarea Regiaque Majeſtas, quoties neceſſe eſſe judicaverit, id ad conformitatem Articuli 8. Anni 1715. a modo impoſterum quoque deſiderare, & exigere poterit; armaliſtæ nihilominus, etiam in liberis regiis, montanisque civitatibus, confiniis, oppidis privilegiatis, & non privilegiatis, & alibi in regno commorantes, conſcientioſe, juxta Comitatuum Idæam, pro domeſticis Comitatuum necesſitatibus taxabuntur.

De Comitiorum celebratione.

Art. VII. Siquidem generalium comitiorum celebratio, ſenſu Arti-

Articuli 1. Anni 1659. salutare relevandorum gravaminum remedium 1723
esset, eadem juxta Artic. 14. Anni 1715. celebrentur: & ne ultra bimestre (nisi ex ratione temporis, & necessitatis, a sua Majestate sacratissima prorogentur) extendantur; Prælati, Magnates, & Nobiles, ad eadem, juxta Articulum 1. Anni 1608. ante coronationem, vocati, mature comparere, Comitatus vero, & præattacti Magnates, qui personaliter interesse non possent, nuncios nobiles possessionatos, ac nobili prosapia ortos, sensu Artic. 62. Anni 1625. mittere: Regna vero Croatiæ, Dalmatiæ, Sclavoniæque, Artic. 61. Anni 1625. semet accommodare, acceptisque per Cancellariam Regio-Hungaricam, benignis Regiis propositionibus, & juxta Articulum 25. Uladislai Regis decreti 2. privatorum quibusvis negotiis prætermissis, de publicis, cum moderamine & gravitate, ac sub silentio tractare, & deliberare, materiasque ad invicem cohærentes, seriatim redigere, & ita suæ Majestati sacratissimæ præsentare, & ad diætæ usque conclusionem, sub pœna legali interesse teneantur; ut vero securitati eorundem, ipsorumque familiarum, ac in diæta conquerentium, & per hoc publicæ diætali quieti consulatur, a quibusvis contumeliis, multo magis manuum injectionibus, in loco diætali, aut publici consessus abstineatur; si quid autem ejusmodi perpetraretur, tales, & etiam committentes, ex dictamine immediate præmissi Articuli, ad tertium citentur, ac judicium de illis, coram tabula Regia judiciaria celebretur, irremissibiliterque, calumniatores quidem, & diffamatores, toties quoties in pœna florenorum ducentorum, parti læsæ applicanda, verberatores vero, vel vulneratores, pœna actus majoris potentiæ castigentur: præmissorum nihilominus malitiosi sub diæta occisores, aut occidi procurantes, prævia tali citatione, pœna mortis cum exasperatione, condemnentur.

De Residentia Regiæ Majestatis intra regnum Hungariæ.

Art. VIII. Quod sacratissima Cæs. & Reg. Maj. demissum statuum & ordinum regni postulatum, & singularem erga augustissimam ejusdem personam, sæpius in regno videndam affectum, eique famulandi ipsorum desiderium & zelum clementer agnoscere, & ubi graviores Europææ curæ commode admiserint, sensu etiam Artic. 4. Anni 1550. in medio eorundem, & intra regnum residere velle, intuitu quoque futurorum regni Hungariæ Regum, eosdem status & ordines, ad sensum præcitatæ, & aliarum legum, securos superinde reddere dignata sit, status & ordines, eidem sacratissimæ Cæsareæ & Regiæ Majestati gratias quam maximas reponunt.

Casus notam infidelitatis adhuc inferentes.

Art. IX. Pro securiori quietis publicæ conservatione, & bonorum, ac quietorum regnicolarum tutamine, ad benignam suæ Majestatis sacratissimæ resolutionem, status & ordines concluserunt; ut, legibus, de crimine læsæ Majestatis hactenus in specie Artic. 7. Anni 1715. & mo-

1723 & modernæ diætæ Artic. 5. conditis, in suo vigore permanentibus, evidenter semet erigentes, & opponentes contra statum publicum sacræ Coronæ, Regiæ Majestatis, & regni, juxta titulum 14. partis primæ operis decreti tripartiti: Præterea judices, locaque credibilia, & fidedignitates, authenticis sigillis ex officio fungentes, & taliter falsas literas conficientes, ad sensum tituli 16. partis secundæ; cusores item falsarum monetarum, vel ejusmodi monetis scienter ac publice, in quantitate circiter quinquaginta florenorum utentes. Prout & inductores, & conductores quorumcunque hominum, ad spoliandum, & disturbandum internum regni statum. Dein publici hæretici, damnatæ scilicet hæresi adhærentes. Nec non malitiosi amissores, & traditores castrorum finitimorum regni, & partium eidem annexarum. Administratores armorum, & tempore belli, etiam victualium, Turcis, & aliis infidelibus, regni scilicet hujus æmulis & hostibus. Turbatores item, detentores, ac spoliatores illorum, qui sectæ eorum damnatæ renunciantes, ex Turcia, ad istud regnum, & partes eidem annexas confugiunt moraturi. Prout & tricesimatores, & alii, in diminutionem regiorum proventuum in extrahendo auro & argento conflato, cum forensibus societatem ineuntes, ejusmodique aurum, & argentum e regno clam efferentes, ulterius quoque nota infidelitatis, amissione nimirum capitis, & bonorum mobilium ac immobilium, ad portionem ejusdem cedentium, feriantur; portione tamen prolium & fratrum innocentium, & cum delinquente indivisorum; maternis item, & materno-aviticis eorundem bonis; prout & juribus uxoriis; ære, jureque alieno, ad conformitatem Artic. 9. Anni 1715. ac læsis damnorum ex præviis casibus emergentium, una cum expensis fienda refusione, semper in salvo permanentibus.

Casus antehac Notæ Infidelitatis, in pœnam Actus majoris potentiæ commutati specificantur.

Art. X. Ad conservandam Patriæ Nobilitatis Prærogativam, & privatorum Regnicolarum securitatem, reprimendamque quorumcunque Potentiorum agendi licentiam, Sacra Cæsarea Regiaque Majestate annuente, ulterius conclusum est: Ut pœna actus majoris potentiæ, juxta articulum 15. Mathiæ Regis Decreti 6. aliasque passim leges, sancita, contra nobilium domorum invasores, aut possessionum eorundem occupatores; Nobilium sine justa & legali causa arrestatores, vel detentores; Præterea vulneratores, verberatores, vel etiam interemptores, imposterum quoque observanda: Etiam contra judicium Regni ordinariorum, eorundemque vices gerentium, magistrorumque protonotariorum, & aliorum, seu septem-viralis, aut Regiæ judiciariæ, seu districtualium tabularum, aut comitatensium judicum; Capitularium item, & conventualium, Regii seu palatinalis, vel banalis hominum, aut baronum Regni, & supremorum comitum; Regiæ item cameræ consiliariorum, supremi & Vice-Directoris, in officiorum functione actualiter & legitime procedentium detentores, arestatores, verberatores, aut vulneratores, lite-

literarumque salvi conductus violatores, & repulsionem secundario 1723
facientes, pronuncietur; Non secus, & qui conquerentes in diæta, extra eandem, propter ejusmodi querelas, aut ad diætam, judicia, vel congregationes, & sedes judiciarias comitatuum, prout & inquisitiones de repetendis ac restituendis fugitivis colonis & servitoribus, aut militiæ excessibus peragentes, & ad ineundos cum eadem computus venientes, inque computu, & peragendis præmissis inquisitionibus commorantes, & redeuntes verberaverint aut vulneraverint verberarique aut vulnerari commiserint; Prout & vulneratores fratrum, & consanguineorum, mutilatores item membrorum, & eruitores oculorum, eandem actus majoris potentiæ pœnam incurrant; Religiosæ nihilominus, & Ecclesiasticæ personæ, nec non mulieres, in præmissis casibus pœnæ emendæ capitis subjacebunt.

Adhuc nonnulli casus, prius notorii, mortis pœna puniendi statuuntur.

Art. XI. Ut autem pro ratione delictorum & plagarum, ac pœnarum, modus observetur, ex benigna suæ Majestatis sacratissimæ resolutione, & statuum ac ordinum assensu, statuitur; Ut patricidæ, matricidæ, mariticidæ, & uxoricidæ, ac infanticidæ; Occisoresque fratrum, & consanguineorum; Præterea in primo & secundo gradu incestuosi; & etiam novercarum, vel privignarum violatores, & stupratores; Demum judicum ordinariorum Regni, eorundemque vices gerentium, magistrorumque prothonotariorum, & aliorum, seu SeptemViralis, aut Regiæ judiciariæ, seu districtualium tabularum, aut comitatensium judicum; Capitularium item, & conventualium, Regii, seu palatinalis, vel banalis hominum, aut baronum Regni, & supremorum comitum; Regiæ item cameræ consiliariorum, supremi, & Vice-Directoris, in officiorum functione actualiter & legitime procedentium; Prælatorum item, magnatum, & nobilium, eorundemque nunciorum, ac familiarium, vel servitorum, ad eosdem pertinentium, vel cum iisdem in diæta præsentium, aut ad eandem, vel judicia tabularia, seu congregationes, & sedes judiciarias comitatuum; prout & inquisitiones de repetendis, & restituendis fugitivis colonis & servitoribus, aut militiæ excessibus peragentium, & ad ineundos cum eadem computus venientium, & redeuntium, inque eodem computu, & peragendis præmissis inquisitionibus commorantium, vel pariter redeuntium; In diæta conquerentium, & propterea eorundem extra diætam interemptores, capitali pœnæ, cum exasperatione supplicii, juxta gradus proximitatis consanguineorum, aut intefectorum officii qualitatem, pronunciandæ subjiciuntur; Pariter & parentum verberatores aut vulneratores, pro rerum, aut factorum circumstantiis, juxta prudens arbitrium judicis; Ita & traditores malitiosi castrorum, & castellorum dominorum propriorum, eorumque, vel quorumcunque regnicolarum expugnatores, aut interceptores, mortis pœnæ subjacebunt; Ita & falsarum literarum confectores, falsorumque sigillorum sculptores, & penes

eadem

1723 eadem, vitæ alterius insidiantes, æque morte; Vitæ vero & simul ad amissionem bonorum insidiantes, & per id damnis, & expensis innocentem aggravantes, ultra amissionem vitæ, etiam in refusione damnorum & expensarum de bonis propriæ portionis confectoris literarum, & sculptoris sigillorum adjustandarum puniantur; Portionibus liberorum, maternis item, & Materno-Aviticis bonis eorundem, legali item uxorio jure, non absimiliter ære, ac jure alieno, pro iisdem relictis & salvis permanentibus. Præmissis pœnis illi quoque subjiciuntur, qui in iisdem casibus ejusmodi falsis literis, scienter, & evidenter in judicio uterentur; Incendiarii autem publici, vivi cremabuntur; Pariter & privati, ex præconcepta malitia voluntaria ignem tectis, aut etiam messi, vel segetibus injicientes, eademque comburentes, & ita alios damnificantes, pro rerum circumstantiis gravioribus, pari pœna, in levioribus vero mitiori, attamen amissioni vitæ plectendi venient; Militares nihilominus cujuscunque status & functionis, in regno & partibus eidem annexis bona possidentes, in casibus criminalibus, & militaribus, judicio militari; In non militaribus vero, sensu etiam articuli 7. anni 1655. consueto juris processu, pro casuum varietate judicentur, & puniantur; Occisi nihilominus prolibus, & viduæ, velut injuriatis, ex portione delinquentis, homagium persolvatur.

Diversus casus, antehac notam infidelitatis inferentes, pro ratione delictorum, mitiori pœna puniendi declarantur.

Art. XII. Confectores falsarum literarum, vel iisdem scienter & evidenter in judicio utentes, & non in vita, sed tantummodo in bonis quempiam damnificare intendentes, ultra refusionem damnorum, & expensarum, in pœna etiam infamiæ: Passualium attamen, vel missilium literarum, in levioribus casibus confectores, vel talibus scienter utentes, licet nec honori cujuspiam obessent, nec ullum damnum causarent; Nihilominus, ut a talium quoque confectione abstineatur, tales juxta prudens judicium, promeritæ pœnæ per tabulam regiam judiciariam, vel comitatus; Respectu vero civilium personarum, per eorundem magistratus puniendi subjiciuntur; Incestum vero in tertio & quarto gradu scienter committentes, priores quidem trium, posteriores vero duorum annorum carceres subibunt. Nolentes porro ire ad bellum, vel militem non mittentes, Rege insurgente; Pariter & capitanei ad falsos rumores gentes levantes, pœna pro ratione circumstantiarum aggravantium, vel allevantium arbitraria; Liberos autem haydones intertenentes, quoad personas, æque pro ratione circumstantiarum, pœna delicto proportionata; quoad vero causata per eosdem damna, in eorundem cum expensis fienda refusione; Si qui demum præter suprascriptos casus, adhuc alii notorii dicendi essent, tales pro ratione facti, ad pœnam delicto conformem, pro reductis declarantur.

De

De Tricesimatorum excessibus, & nonnullis Tricesimis tollendis. 1723

Art. XIII. Quod cum articulo 91. anni 1715. comprehensæ tricesimæ, non in aggravium regnicolarum & quæstorum, nec exigendam novam, seu duplicem tricesimam, vel pro exhibitione schædarum qualemcunque taxam, veluti eodem etiam articulo totaliter sublatam, verum ad impediendas duntaxat fraudes ordinatæ haberentur; In Regii nihilominus & paterni affectus sui contestationem, eadem sua Majestas sacratissima benigne annuit: Ut sublatis Novisoliensi, & Schemnicziensi Tricesimis, Budensis pro ratione moderni temporis, tum ob institutum cum Porta Ottomannica commercium, tum vero in majus ipsorummet etiam quæstorum commodum, in suo esse permaneat. Excessus denique omnes Tricesimatorum, & a pecoribus, ex vicinis pagis & locis, ad civitatum & oppidorum publicas & hebdomadales nundinas pelli solitis; a Ratibus & Ligneis materialibus, aliisque quibusvis victualibus, & rebus venalibus, ac etiam vino exactæ qualescunque & cujuscunque demum speciei taxæ, aliique omnis generis abusus, etiam in finitimis committi soliti, tolluntur; Excedentes vero juxta articulum 17. anni 1609. in rebus officii coram Camera; In aliis autem non cameralibus, juxta articulum 44. anni 1681. conveniendi erunt; Judicatus autem cameralis, quoad merces tantummodo prohibitas, & contrabandas, articulo 15. admissus, ad quæstorum debita, aliasque eorundem prætensiones nullatenus extendatur; Contrabandæ vero, ante cognitionem causæ, ne distrahantur, statuitur. In applicatione autem ad Tricesimatorum officia, ratio legum habeatur, sua Majestas sacratissima est clementer ordinatura; Domini vero terrestres, locum erga conveniendum justum pretium, jureque hypothecario, usque dum Tricesima alio non transferatur, sine dominorum Terrestrium præjudicio possidendum, nec interea temporis in curiam elevandum, translataque alio Tricesima erga renumerationem conventi pretii, domino Terrestri restituendum dare obligentur.

Tricesimas, & Telonia, ab inductis, & eductis pro necessitate propria, regnicolæ non solvant.

Art. XIV. Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas clementer resolvit: Ne Regnicolæ a quibusvis rebus, in vicinas suæ Majestatis sacratissimæ hæreditarias provincias inductis, vel abinde pro necessitate propria, & domesticorum suorum eductis, inducendisque vel educendis, Tricesimam solvant. Pro moderandis demum vicinarum provinciarum teloniatorum excessibus benigne data resolutione, status & ordines Regni, partiumque eidem annexarum, gratias quam maximas reponunt.

De Siccis, & non necessariis, etiam fluvialibus Teloniis tollendis, judæisque amovendis.

Art. XV. Annuit benigne sua Majestas sacratissima; Ut stabilito Budensi Telonio, tanquam in Regia residentia ab antiquo consti-

1723 tuto, Comaromiense, Albaregalense, & Canifiense Telonia, in contestationem Cæsareo-Regiæ suæ Clementiæ, & contribuentium incolarum sublevamen, immediate tollantur ; Et præter illa, alia quoque omnia, seu in Regiis, seu quorumcunque dominorum Terrestrium bonis existentia, sicca æque, ac non necessaria, & fluvialia etiam, ubi per pontes non transitur, Telonia, una cum filialibus, non obstante etiam antiquo usu, vel privilegio, alioquin contra positivas patriæ leges subsistere non valente, multo magis nec privilegio, nec antiquo usu firmata, per Vice-Comites comitatuum, penes legalem exmissionem, finita diæta, ac sub pœna articuli 15. anni 1715. immediate tollantur : Contra refractarios vero, & hujusmodi Teloniorum sublationem, & Judæorum amotionem non admittentes, in conformitate articuli 12. anni 1566. fisco Regio, coram judicibus comitatensibus, sub pæna ibidem expressa agere liberum sit : Articuli præterea 15. Mathiæ Regis decreti 2. 13. anni 1566. 34. anni 1625. & 91. anni 1647. observentur, & quousque ad tenorem præcitati articuli 91. Judæi, a quibuscunque Teloniis non amoveantur, eo usque nemo in tali loco Telonium solvere teneantar ; ab aliis vero, qui a solutione Teloniorum, lege etiam articuli 15. anni 1715. immunes sunt, nulla prorsus taxa ullibi exigatur ; A proficiscentium vero pecoribus, in communibus pascuis, duo denarii a singulo pecore dietim, etiam tempore nundinarum persolvantur ; a cujusmodi pecoribus, etiam ad loca nundinarum depelli solitis, & vel propter glaciem, aut siccitatem, per pontes aut aggeres non transeuntibus, prout nec ad molam, vel abinde progredientibus, vel peditibus itinerantibus, ullibi telonium, sub pæna violentiæ desumatur ; Nobiles autem, seu quæstum exercentes, seu non, & ignobiles, a Telonii solutione immunes, ad accipiendum a Teloniatore pro pecunia potum in Teloniis, sub præmissa pæna non adigantur ; Granus, & alii fluvii, contra articulum 58. anni 1659. non impediantur, sed potius liber descensus & quæstus admittatur ; Ac denique ne naves, vel rates, sub quocunque titulo, aliaque materialia, vel res venales, in portubus tempore nundinarum, aut extra illas, per dominos Terrestres, vel locorum quæstores, aut arendatores, aliosque quoscunque, objecto levi quoquo pretio, aut aliter qualitercunque præemantur, aut occupentur ; Pro justo nihilominus pretio domtnorum Terrestrium, præemtione pro iisdem salva permanente ; Omnes denique cujuscunque generis, & speciei, & quandocunque, seu per dominos Teloniorum, seu ipsos Teloniatores, aut quoscunque alios inducti, & contra tenorem positivarum Regni legum patrari soliti excessus, per comitatus indilate cassentur, & annullentur ; Excedentes autem in præmissis, pæna violentiæ, vigore legum patriarum, contra eosdem statuta, puniantur ; Contrabanda pariter per Teloniatores subinde facta, ante cognitionem causæ per dominos Terrestres, tanquam primam instantiam instituendam, sub præmissa pæna, & damnorum, ac expensarum refusione non distrahantur ; Gravatis nihilominus ad comitatum recurrere integrum sit ; Sed nec rustici, circa confinia pontes ædificantes,

&

& reparantes, contra articulum 47. anni 1609. ad teloniorum solutionem compellantur. De reliquo Teloniorum possessores, sub pœna citatarum legum, pontes, vias, & aggeres reparare, & conservare teneantur. 1723

De Cameræ Regiæ Hungaricæ authoritate, & sufferendis Arendatorum excessibus.

Art. XVI. Regiæ Cameræ Hungariæ instructionem, ad normam articuli 38. anni 1569. & 18. anni 1715. sua Majestas sacratissima ordinabit; quæ ulterius etiam cum Camera aulica suam habebit correspondentiam; Bonorum & proventuum Regiorum exarendationes, quemadmodum ab arbitrio Regiæ Majestatis dependent; ita nationalium hoc in passu specialis ratio habebitur; Ad præcavendos nihilominus quosvis arendatorum excessus, legibus & constitutionibus Regni subesse debebunt.

De Metis cum Vicinis Regnis & Provinciis rectificandis, & revisis effectuandis.

Art. XVII. Sacratissima Cæsarea & Regia Majestas, ad humilliam statuum & ordinum instantiam clementissime admittit, ut circa metarum inter vicinarum provinciarum, & Regni Hungariæ, partiumque eidem annexarum limites, hactenus peractæ, & nondum relatæ commissiones, referantur, a benigna vero approbatione pendentes, quantocyus ratificandas, approbatas autem & ratificatas, finita præsenti diæta, immediate executioni mancipandas, nondum vero celebratas, æque finita diæta, sensu articuli 39. anni 1715. & inibi citatorum peragendas, & concludendas, præviaque earundem relatione & ratificatione, æque executioni mancipandas, benigne resolvit; Quapropter in præmissum finem commissarii denominantur: Circa Austriam; Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Episcopus Nitriensis Comes Ladislaus Adamus Erdödy; Comes Thomas de Nadasd Sacræ Regni Hungariæ coronæ custos; ac præterea palatinalis prothonotarius, & suæ Majestatis sacratissimæ Consiliarius Magister Franciscus Szluha; Joannes Sigray Tabulæ Regiæ judiciariæ assessor; & pro tempore constituti Posoniensis, Soproniensis, & Mossoniensis comitatuum Vice-Comites. Circa Moraviam: Excellentissimus ac illustrissimus Dominus Comes Stephanus Kohary, judex curiæ Regiæ, & suæ Majestatis sacratissimæ Regiæ intimus consiliarius; ac loco Andreæ Körtessy episcopi Traguriensis senio confecti, Ladislaus Szörenyi, electus episcopus Dulcinensis; Item Comes Casparus Eszterhazy, & Michaël Revay tabulæ Regiæ judiciariæ Baro, ambo Majestatis suæ sacratissimæ consiliarii, & loco demortui Andreæ Hunyadi, idem Magister Franciscus Szluha; Adalbertus Sandor, tabulæ Regiæ judiciariæ assessor; Gabriel Bossany, & Paulus Prileszky; ac Vice-Comites Comitatuum Nitriensis & Trenchiniensis. Circa Silesiam: Excellentissimus ac illustrissimus Dominus Comes Nicolaus Illeshazy Perpetuus a Trenchin, ejusdemque & Lyptoviensis comitatuum supremus ac perpetuus comes, Majesta-

1723 tis suæ sacratissimæ intimus actualis consiliarius, & per Regnum Hungariæ aulæ cancellarius; locoque demortui Ladislai Pyber episcopi Almisiensis, Joannes Okolicsanyi, Electus Episcopus Noviensis, & tabulæ Majestatis suæ sacratissimæ prælatus; Magister item Franciscus Sigray, personalis præsentiæ Regiæ in judiciis locumtenentis & consiliarii prothonotarius, ac Georgius Paluska, tabulæ Regiæ judiciariæ assessor; Christophorus Ugronovics, & Casparus Hrabowszky; necnon Trenchiniensis & Arvensis comitatuum Vice-Comites. Circa Styriam: Excellentissimus ac illustrissimus Dominus comes Alexander Erdödy, comitatus Castriferrei supremus comes, & Majestatis suæ sacratissimæ intimus consiliarius; & Stephanus Nagy, Vice-Palatinus, & alter Stephanus Zeke, tabulæ Regiæ judiciariæ iuratus assessor; nec non Castriferrei, Szaladiensis, & Simigiensis comitatuum Vice-Comites. Circa Styriam ex perte Croatiæ & Carnioliæ: Excellentissimus ac illustrissimus Dominus Episcopus Zagrabiensis comes Emericus Eszterhazy, sacratissimæ Cæsareæ Regiæque Majestatis suæ intimus actualis consiliarius; Illustrissimus & Revendissimus Dominus Petrus Bakics episcopus Bosnensis, sacratissimæ Cæsareæ Regiæque suæ Majestatis consiliarius, comes Joannes Csikuliny; Adamus Daniel Rauch Vice-Banus; Magister item Joannes Branyug, Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ prothonotarius; Præterea Georgius Czindery Varasdinensis, & Adamus Oresky Zagrabiensis, & Posegiensis comitatuum Vice-Comites. Circa Poloniam: Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Agriensis comes Gabriel Erdödy; & comes Michaël Pethö, comitatus Zempliniensis supremus comes, ac Joannes Szentivanyi, tabulæ Regiæ judiciariæ baro, omnes suæ Majestatis sacratissimæ consiliarii; Martinus item Szeleczky Vice-Judex curiæ Regiæ, & æque suæ Majestatis sacratissimæ consiliarius; Magister Gabriel Kapi, Judicis curiæ Regiæ prothonotarius; & Emericus Mattyasowszky, tabulæ Regiæ judiciariæ assessor; nec non Zempliniensis, Sarosiensis, Unghensis, Scepusiensis, Bereghiensis, & Ughocsensis comitatuum Vice-Comites. Circa Transylvaniam: Illustrissimus & Reverendissimus Dominus Episcopus Csanadiensis comes Ladislaus de Nadasd; Illustrissimus Dominus comes Petrus Zichy, Dapiferorum Regalium Magister; & comes Alexander Karolyi, comitatus Szatthmariensis supremus comes, omnes suæ Majestatis sacratissimæ consiliarii: Præfati Martinus Szeleczky, & Gabriel Kapi, ac Sigismundus Palugyay, tabulæ Regiæ judiciariæ assessor; nec non Szatthmariensis, Bihariensis, Maramarosiensis, mediocris Szolnok, Krasznensis & Zerandiensis comitatuum Vice-Comites, ubique pro interesse suæ Majestatis sacratissimæ, & sacræ coronæ, in præmissis, uno ex consiliariis cameræ Hungaricæ, & causarum regalium directore, aut ejusdem substituto, præsentibus: Qui quidem commissarii hancce sibi delegatam rectificationis metarum provinciam, cum aliis ex parte vicinarum provinciarum, per suam Majestatem sacratissimam benigne denominandis commissariis, præfixo superinde

termi-

termino, elargiendisque necessariis mandatis, modalitate in præmissis articulis, & aliis ibidem citatis legibus specificata, optato jam tandem effectui mancipare, & illa etiam, quæ seu ductu articuli 23. anni 1681. seu alias, & expost peracta reambulatione, a finali duntaxat sententiæ executione dependerent, pro desiderata statuum consolatione, absque ulteriori mora, eademque occasione controversias quoque inter dominium Holics, & Moravos Gödingenses, ratione 90. circiter jugerum terræ, a Dominio Holics avulsorum; Non secus & circa Insulas, inter Hungariam & Styriam, juxta defluxum fluvii Muræ, per ejusdem vehementiam avulsas, vigentes, revidere & determinare, ac pro benigna suæ Majestatis sacratissimæ ratificatione, effectui mancipanda referre possint, ac debeant: Interea vero, omnia in statu quo ab utrinque maneant; Suprascriptos nihilominus commissarios sua Majestas sacratissima ad numerum, qui necessarius videbitur, restringendi facultatem sibi benigne reservat. 1723

De Prædiis impopulandis.

Art. XVIII. Passim in Regno prædia comperiuntur etiam talia, in quibus adhuc structuræ & incolarum habitationes conspiciuntur; Quorum incolæ portarum connumerationem ingressi, juxta easdem, obtingens contributionale in comitatibus supportarunt, verum & redire volentes, per Dominos Terrestres non admitterentur; Eapropter sacratissima Cæsarea & Regia Majestate clementer annuente, statutum est: Ut talium oppidorum, & possessionum ruralium, antehac portas ingressarum incolæ, quandocunque dispersi, ad propria habitationum suarum loca redire, & incolatum suum recipere volentes, per dominos locorum Terrestres (nisi eadem loca interea per alios populata jam fuissent, vel legalis præscriptio intercessisset) sub pœna, contra colonos profugos recipientes, & non restituentes statuta, per magistratum comitatensem, de bonis similium Dominorum, redire volentes ejusmodi subditos non recipientium, irremissibiliter desumenda, admittantur; Neve possessiones per desolationem subditis diminutæ, ad præstandas antiquas datias, ab integris possessionibus præstari olim solitas adigantur, aut subditi & incolæ, ultra rite confectum urbarium, a Dominis suis Terrestribus, quibusvis insolitis extra-urbarialibus, minusque debitis oneribus, cum dispendio boni publici onerentur, in conformitate articuli 101. anni 1715. magistratus comitatenses invigilare, & subditos ab oppressionibus Dominorum Terrestrium immunes conservare, ac contra eosdem Dominos Terrestres, Authoritate Magistratuali animadvertere debeant, & teneantur.

Ut ratione Bonorum in Articulo 10. Anni 1715. specificatorum, & præ manibus quorumcunque existentium, Instantibus Regnicolis, coram Tabula Regia, Justitia administretur, & usque ad Decisionem Litis non distrahantur.

Art. XIX. Licet quidem respectu Bonorum, e potestate Turci-

1723 ca Vindicatorum, Prætendentibus & Jura ſua comprobare volentibus Regnicolis, per Articulum 10. Anni 1715. proviſum fuiſſet; Intuitu tamen demiſſæ hoc in Puncto repetitæ Statuum & Ordinum Regni, Partiumque eidem annexarum Inſtantiæ Sua Majeſtas Sacratiſſima beningne annuit: Ut Prætendentes ratione talium Bonorum, in Tabula Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regia Judiciaria, præſentibus duobus Conſiliariis Cameræ Hungaricæ, prius tamen Judicum Juramento, & duntaxat pro Cauſis perprius Commiſſioni Neo-acquiſticæ ſubmiſſis, adſtringendis, & ſine ulla prorſus alias Cauſas, nunc, vel in futurum in eadem Tabula judicandi conſequentia, adeoque præciſæ pro diſcuſſione talium Cauſarum vocandis & adhibendis, Jura ſua proſequi & comprobare poſſint. Quas Tabula Regia Judiciaria, cum omni Authoritate & plena facultate, modalitate ejuſdem Articuli, ex integro cognoſcere, finaliter decidere, & reali etiam Executioni mancipare poſſit ac debeat; Salvo nihilominus Gravatis in hujuſmodi Cauſis, ad ſuam Sacratiſſimam Majeſtatem recurſu; Directore Cauſarum Regalium, tempore Examinis & Diſcuſſionis ejuſmodi Cauſarum, modo hactenus obſervato, exeſſe debente: Non ſecus, ut comprobatis Juribus ſuis, ipſi Inſtantes, ad exigentiam repetiti Articuli 10. in partem Sumptuum, quos Sacra Regia Majeſtas in priori diuturno Bello Turcico pertulit, proportionatam Quottam conferant, & ea ſolum Loca Neo-acquiſtica hîc intelligantur, quæ uſque ad Annum 1715. recuperata fuerant; Salva pariter Fiſco Regio legali Actione, contra in Comitatibus eodem Articulo denotatis Bona poſſidentes permanente: Quoad Regnum autem Croatiæ, uſque ad ulteriorem Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Diſpoſitionem, beneficium præcitati Articuli 10. maneat.

De Reapplicatione & Reincorporatione, ad Sacram Regni Hungariæ Coronam ſpectantium.

Art. XX. Siquidem Sacratiſſima Cæſarea & Regia Majeſtas, tam de eorum, quæ ab olim ad Regnum Hungariæ ſpectabant, quam etiam in meditullio Regni exiſtentium, Militarium & Cameraticorum Locorum, juxta Articulum 92. Anni 1715. fienda reincorporatione, ſtante adhuc præſenti Diæta eum inituram ſe eſſe modum clementisſime reſolviſſet; Ut Status & Ordines, Regiam Benignitatem & Clementiam, in hoc quoque Petito experiri valeant; Cujus ſiquidem benignæ Reſolutionis, propter temporis brevitatem, & neceſſariarum Diſpoſitionum non effectuationem, participes reddi nequiviſſent; Ideo Eidem Majeſtati Sacratiſſimæ humillime ſupplicant; Ut præcitatus Articulus quantocyus effectuetur, & præmiſſa Cameralia, ac Mililaria, ac Militaria Loca, inſtar aliorum Contribuentium Locorum, pariter Contributioni & Comitatuum Juriſdictioni, cum proportionato Onere indilate ſubjiciantur.

De Militiæ Exceſſibus, & Regalibus ſufferendis.

Art. XXI. Ut quoad Militiæ Exceſſus, Articulus 43. Anni 1715. exacte

exacte observetur, & Generalium aut quorumvis Commendantum, 1723
seu in Exactionibus Tributorum, seu sic dictorum Regalium, quomodocunque, aut quandocunque introductos, hoc quoque pacto semet Status & Ordines, Regia Benignitate consolatos esse sentiant, eum instituendum ordinem benefata Sua Majestas Sacratissima clementer resolvit: Quo Regalia quidem, & quævis Tributa, præter Jus, & æqvum, in Præsidiis quibusvis, per Generales, aut Commendantes eorundem introducta, simpliciter, & quantocyus fieri poterit, tollantur, & cassentur: Illa vero, quæ seu ex usu antiquo, & continuata Consuetudine, sive ex Concessione quapiam, per Generales, & Commendantes, in partem Salarii sibi deberi prætenduntur, prævio superinde instituendo Examine, & comperta rei Veritate, ex aliis mediis, per Suam Majestatem Sacratissimam clementer ordinandis, absque ulteriori Regnicolarum aggravio compensentur. Quia autem stante præsenti Diæta eatenus ordinata in præsentia Dominorum Commissariorum Regiorum, cum Concursu Statuum, & Consilii Bellici, ac Cameræ Aulicæ inchoata Commissio, Finem sortiri nequivisset; Ideo Status & Ordines benignæ Regiæ Resolutioni insistentes, pro ejusdem, finita statim Diæta fienda continuatione, & benignæ Resolutionis Regiæ effectuatione supplicant.

Ut Articulus 72. Anni 1715. de Austriacis, Styris, & aliis vicinarum Provinciarum Incolis in Hungaria Fundos possidentibus, effectuetur.

Art. XXII. Ut finitæ, Annis præteritis Suæ Majestati Sacratissimæ, ex parte Regni humillime relatæ, in præcitato Articulo ordinatæ Commissiones quantocyus effectuentur, & idem Articulus Executioni demandetur, Status & Ordines Eidem Suæ Majestati Sacratissimæ humillime supplicant.

De Generalatuum ad Confinia Translatione, & non necessariorum Præsidiorum evacuatione.

Art. XXIII. Sub proxime præterita Diæta Status & Ordines Regni, Majestati Suæ Sacratissimæ humillime supplicaverunt: Ut recuperatis jam ulterioribus Partibus, Hosteque naturali, ad remotiora propulsato, Cassoviensis, Cis-& Trans-Danubialis, Jauriensis, Comaromiensis, Varasdiensis, & alii Generalatus, ad fines Hungariæ, & Partium eidem annexarum ponantur, & conferantur: Ab eo autem tempore longe ulterius, DEO propitio, Termini extensi haberentur: Hinc Status & Ordines, Suæ Majestati Sacratissiæ, non solum pro effectuatione Articuli 42. Anni 1715. sed etiam non necessariorum Præsidiorum, juxta benignam superinde elargitam Resolutionem Evacuatione, humillime supplicant.

1723 Pro Revisionibus Appellationum penes Dominum Comitem Palatinum qua simul etiam Locumtenentem Regium, Judices denominantur.

Art. XXIV. Benigne admittit Sua Majestas Sacratissima, ut in Conformitate Articuli 24. Anni 1715. præter Septem Viros, ad suprafatum Judicium Regium Septem virale, sub Præsidio Regni Palatini, & simul Locumtenentis Regii, alii adhuc octo, duo quidem ex Prælatis, & duo ex magnatibus, & demum quatuor ex Statu Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, pari cum privatis Septem Viris Voto, & Salario constituantur, ac ad Administrationem Justitiæ, æquali omnes Juramento adstringantur; Substitutione in locum legitime absentium, aut aliter impeditorum; usque dum per Regiam Majestatem, vel iidem Substituti, pro actualibus confirmentur, vel alii in locum Eorundem denominentur, Comiti Palatino salva permanente; Hujusmodi autem Judices, intra tridui spacium, sub pœna Florenorum 100. Judiciorum celebrationi adesse teneantur, nisi gravis Infirmitas, vel legale quodpiam Impedimentum eosdem excuset. Prævio demum modo comparentes, statis horis, pro Causantium commoditate considere, & ad minus undecim cum Præside, ad ferendum Judicium continuo præsentes esse debeant: Absente demum quacunque legitima de Causa Regni Palatino, Judex Curiæ Regiæ, de usu etiam hactenus observato, præsideat.

De Tabula Regia Judiciaria, Ejusdemque Stabilitate.

Art. XXV. Et quamvis Tabula Regia Judiciaria, Sensu Articuli 10. Uladislai Regis Decreti 1. & Articuli 38. Anni 1559. ac aliarum passim sancitarum Legum, superioribus quoque Sæculis, pro continuo celebrata fuisset; Magno nihilominus Causantium, & Justitiam sitientium damno, ad certa tempora reducta, ac vel maxime temporum injuria, interrupta extitisse comperirentur; Pro Justitia itaque, per quam Regna subsistunt, continuo administranda, Sua Sacratissima Majestas Tabulam Regiam Judiciariam, cum plenaria secundum Præscriptum Patriæ Legum judicandi facultate confirmat, ac suo in vigore, & integritate conservandam, ac non nisi Feriis & Juristitiis demptis, ut pro continuo considea, Causantibusque, non obstante aliquorum legitima absentia (ita tamen ut ad minus Novem Judices Tabulares cum Præside adsint) Jus & Justitiam administret. Juratosque Sensu Articuli 8. Uladislai Decreti 4. pro necessariis Functionibus adhibendos, Tabula hæc Regia salariatos habeat, statutum est.

De Causis ad Tabulam Regiam Judiciariam spectare debentibus, Juridicisque Remediis, & Termino Evocationis.

Art. XXVI. Licet quidem Causæ Articulares, & Fori Extraordinarii, Comitis Palatini; Defectum item Seminis, Judicis Curiæ Regiæ Judicio subjectæ fuissent; Ad celerius nihilominus, & exactius admi-

adminiſtrandam Juſtitiam, benigne annuit Sua Majeſtas Sacratiſſima; 1723
Ut quævis Cauſæ, tam videlicet prærecenſitæ, quam & aliæ Tabulares, quoſcunque Regnicolas, ac Fiſcum etiam Regium active, & paſſive tangentes in Tabula Judiciaria Regia (Salva Parti ſuccumbenti, ad Tabulam Septem-Viralem Appellatione) judicentur, & terminentur; Ita tamen, ut in Cauſam attractis remotius habitantibus, quatuor ad minus Quindenarum Terminus, & is quidem pro certa, & determinata die, ne Cauſantes, ob incertitudinem diei, qua Cauſa eorundem levaretur, diutius cum gravi Expenſarum ſuarum profuſione expectare debeant, præfigatur. Pauperum autem, & antiquiorum Cauſarum, ſicut hactenus, ita impoſterum quoque condigna ratio habeatur, eædemque ante alias aſſumantur, & decidantur: Juris remedia eo uſque durent, & obſerventur, quouſque de iiſdem, & Pœna temere litigantium, in Emendatione Legum aliud non ſtatuatur.

De Tabula Banali.

Art. XXVII. In Regnis pariter Croatiæ, & Sclavoniæ ſingulis Annis, exceptis Feriis, & Juriſtitiorum temporibus, ſtatoque ſuo loco, & tempore, per Dominum Comitem Banum, & univerſos Regnorum Status determinando, Tabula Banalis ſub Præſidio Comitis Bani, aut eo abſente, & legitime præpedito, Locumtenentis, ſeu ejuſdem Comitis Bani Vices-Gerentis (ad quam omnium Comitatuum Regnorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Cauſæ, per Viam Appellationis deducendæ erunt) celebretur, taliterque, & non ſecus, more etiam hactenus legaliter obſervato, per Viam Appellationis, & Transmiſſionis, in Tabulam Regiam, ac demum etiam abinde in continenti, ex antiqua Conſuetudine, in Septem-Viratum, Cauſarum Appellatæ, eorundemque Reviſiones, legitime deducantur.

Tempore Reviſionis appellatarum Cauſarum procedentes Judices, & alii Intereſſati, etiam in ſedibus Judiciariis Comitatum exeſſe debeant.

Art. XXVIII. Pro majori uniformitatis ratione, & exactiori appellatarum Cauſarum Reviſione ſtatuitur: Ut ad conformitatem Articuli 8. Uladiſlai Regis Decreti 4. & Articuli 13. Anni 1557. Judices in Cauſis propriis, & Principalium ſuorum in Tabula Regia Vertentibus: Non ſecus & alii quoquo modo intereſſati; Prout & Vice-Comites, & Judices Nobilium, ac Jurati Aſſeſſores, in Sedibus Judiciariis Comitatuum eſſe non poſſint, & poſt factam Cauſarum coram iiſdem ventilatarum Relationem, ſub earundem Diſcuſſione, exeſſe impoſterum debeant.

De Feriis, univerſalibusque Juriſtitiorum Terminis.

Art. XXIX. Pro Judicum, & Cauſantium Directione, ſervandoque debito ordine, Sacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtate annuente ſtatuitur: Ut Feriæ Nativitatis Domini initium ſumant à

1723 Festo Sancti Thomæ Apostoli, & durent ad Dominicam primam post Epiphaniam; Dein autem per ultimos dies Bachanaliorum, usque ad Dominicam primam Quadragesimæ; Postea vero a Dominica Passionis (ut videlicet Prælati, pro exequendis, iisdem hebdomada Sancta incumbentibus Functionibus, una & reliqui Judices etiam, Devotionis Causa adesse possint) ad Dominicam secundam post Pascha; Insuper per Hebdomadam Sacri Pentecostes, usque ad Dominicam Sanctissimæ, & Individuæ TRINITATIS: Juristitium vero Messis, à Festo Sancti Ladislai Regis Hungariæ, usque ad Festum Sancti Stephani: Vindemiæ autem a Festo Sancti Michaëlis, usque ad Festum Sancti Martini Episcopi: De reliquo præter præmissa, prævio modo universaliter observanda Juristitia, adhuc triginta dies ante Diætam, & sub toto Diætali decursu, juxta Articulum 49. Anni 1655. & Articulum 12. Anni 1507. usque ad reditum Nunciorum; Non secus & omnes Dominici, juxtaque Sancti Ladislai Caput 38. Libri 1. a Sancta Romana Ecclesia, in Foro Fori celebrari soliti; Festorum, & Rogationum etiam dies; nec non tempore Insurrectionis Generalis, pro universalibus Juristitiis, antiqua Regni Consuetudine exigente, imposterum quoque tenendi, & in omnibus Sedibus Regni Judiciariis observandi venient, quæ Juristitia, Sensu Articuli 70. Anni 1618. (præter solas Causas Matrimoniales) ad Sacras etiam Sedes extenduntur.

De Tabularum Districtualium Erectione, & Personis ad easdem adhibendis.

Art. XXX. Siquidem pro celeriori, ac exactiori Justitiæ administratione, & à multis Annis intermissorum Generalium æque, ac Brevium Judiciorum celebratione, Tabula Suæ Majestatis Sacratissimæ Regia, exceptis Juristitiorum temporibus perpetuo celebranda veniret, ibidemque Protonotarios ex muneris sui exigentia, Sensu Articuli 34. Anni 1545. in integro numero, & tenore Articuli 38. Anni 1559. continuo sine exceptione interesse oporteat, neque iisdem de dictamine hujus Articuli alter substitui valeret; Hinc abrogato antehac per eosdem in Partibus exercito Processu; Ne Causantes in Causis Articulo 28. Anni 1715. denotatis, & Forum Protonotariale hactenus respicientibus, beneficio administrandæ Justitiæ destituantur, secundum benignam Suæ Majestatis Saratissimæ mentem & intentionem, Subalternæ Tabulæ in quatuor Regni Districtibus erigendæ decernuntur: Quorum singulæ una cum Præsidibus, ex quinque Personis Nationalibus, in Regno bene possessionatis, ac Juris Patrii exactam ctam Notitiam, æqualemque Activitatem judicandi habentibus, Judicum Juramento adstringendis constabunt, a quibus Sententiæ ad Tabulam Regiam Judiciariam Via Appellationis transmitti, abindeque appellatæ ad Septem-Viralem referri debebunt: Præterea pro litigantium Allegationibus modo hactenus observato, coram Judicio ad Calamum excipiendis, perlegendis, conficiendaque, & publicanda Senten-

Sententia, & succeffive redigendis Proceffibus, adhuc unus in fingulis 1723
Tabulis Juratus Notarius, Juramento Notariorum Sedis obligandus, fine Voto, & quatuor Jurati, ac ex his unus Expeditor cum ordinario Salario; Alii porro Jurati cum Adjuta, pariter Juratorum Notariorum Sedis Juramento adftringendi, adhiberi valebunt; Ad præcavenda porro quælibet impedimenta, Juftitiæ adminiftrationem, ejufdemque celeriorem curfum remorantia, hactenus quoque per diverfa Præceptoria Mandata plurimum caufata, eædem Tabulæ Diftrictuales, penes folas Actiones, iifdem exhibendas, & cum fufficienti, Quis? Quid? coram quo? quo Jure petatur? & a quo? Declaratione exprefſandas, & Literis Certificatoriis, proque ratione neceffariæ Comparitionis, Stylo confueto per fupradictum Notarium, cum Denotatione N. N. Partium Regni Hungariæ Cis-Danubianarum Diftrictualis Tabulæ Judicariæ Præfes, & cæteri Affeffores, Nominisque fui appofitione fubfcribendis, Sigilloque Regis cum Infcriptione: Sigillum Diftrictualis Tabulæ Judiciariæ Partium Trans-Danubianarum; Vel pro Qualitate Diftrictuum præferente, iifdem concedendo muniendis, & expediendis, una cum reliquis acclufis, & appofita Lecta includendas, ac per fuprafcriptos Juratos, vel pro fumptuum Compendio, per Judicem Nobilium, feu duos Juratos Affeffores illius Comitatus, ubi in Caufam attractus refideret, vel Bona quæpiam haberet, exhibendis, ergaque fide dignas fuper earundem Exhibitione Teftimoniales, procedant, ultra quos penes fingulas Tabulas, unus Advocatus cum Salario adhibebitur, qui Pauperibus, mediis deftitutis, gratis affiftere obligabitur; tam hic, quam etiam alii, confueto Advocatorum Juramento adftringendus.

De Loco Tabularum Diftrictualium, Celebrationeque Judiciorum.

Art. XXXI. Ut porro Caufantium etiam Expenfis, & commodiori Juftitiæ confecutioni confulatur; Pro Comitatibus, fine præjudicio Ordinis eorundem ab infra denominandis, Diftrictus Cis-Danubiani, Pofonienfi videlicet, Nitrienfi, Trenchinienfi, Barfienfi, Neogradienfi, Hontenfi, Peftienfi, Strigonienfi, Zolienfi, Thuroczienfi, Lyptovienfi, & Arvenfi, Locus Tabulæ, Libera Regiaque Civitas Tyrnavienfis. Pro Trans-Danubianis Comitatibus, nempe Sopronienfi, Caftriferrei, Szaladienfi, Comaromienfi, Sumeghienfi, Jaurienfi, Albenfi, Wefzprimienfi, Moffonienfi, Tolnenfi, Baranyienfi, Libera Regiaque Civitas Ginzienfis. Pro Cis-Tybifcani Diftrictus Comitatibus; Aba-Ujvarienfi videlicet, Zemplinienfi, Saarofienfi, Ungenfi, Scepufienfi, Gömörienfi, Hevefienfi, cum exteriori Szolnok, Borfodienfi, & Tornenfi, Libera Regiaque Civitas Eperiefienfis. Pro Comitatibus vero Trans-Tybifcanis, Szattmarienfi, Szabolcfenfi, Bereghienfi, Ugocfenfi, Biharienfi, Cfanadienfi, Cfongradienfi (quorfum & Bachienfis, ac Bodroghienfis, propter majorem commoditatem applicarentur) quorfum etiam reliqui Comitatus nondum incorporati (quamprimum reincorporati fuerint) fpectabunt,

1723 bunt, Magno-Varadinum, denominantur, inibique continuo, exceptis Feriarum, Juristitiorumque temporibus celebrari, & præmissi Judices, iisdem, omnibus continuandorum Judiciorum temporibus interesse, causasque de Bonis, in eorundem Districtu existentibus, & acquisitioni Actorum substratis, non vero aliarum Tabularum Jurisdictioni submissis, judicare; Si autem Bona Divisioni, vel Acquisitioni substrata, in diversis Districtibus situarentur, in quo caput bonorum, vel eodem non existente, potior pars eorundem adjaceret: Pariter & in Liquidis, universa Bona, obligationi submissa habentibus, idipsum observare, aut certis & determinatis Bonis obligatis existentibus, tenori Obligatorialium semet, & Actores, & Judices accommodare tenebuntur; Ubi vero Tabularum Præsidem ægrotare, aut aliter legitime impeditum, ac absentem esse contigerit, in ejusdem absentia, Præsidis Officio, primus Assessor fungatur; Ita tamen, ut occasione unius, vel alterius legitimæ absentiæ, ad minus tres interesse, & pluralitatem Votorum observare debeant; Dum porro quatuor esse contigerit, Votaque bifariam dividerentur, cui Parti Præses, vel eodem legitime impedito, & absente, Substitutus adhærebit, pro Conclusivo habebitur, qui Judices, juxta modernam denominationem, Successive vero juxta Assessoratus Senium considebunt, & demortuis, vel alio avocatis substituendi, post Seniores sequentur: Extra quos convocati Partium, amplius in Judicio non adhibebuntur. Præsidem & Assessores, prout & Notarium Districtualium Tabularum, Sua Majestas Sacratissima, & nunc, & in futurum denominabit; Expeditorem vero, & reliquos subalternos, Præses cum Consilio; ex pluralitate Votorum determinabit. Qui prævio modo specificati Comitatus, sine præjudicio Sessionum Diætalium, stante hac Diæta (si fieri poterit) determinandarum apponuntur; Loca autem præattactis Tabulis denominata, re, & necessitate ferente, immutandi, & præattactas Tabulas, ad commodiora transferendi, Sua Majestas Sacratissima Facultatem sibi benigne reservat.

De Terminorum Præfixionibus, Causantium Comparitione, brevitate allegandi, & Sententiarum Executionibus.

Art. XXXII. In Præfixionibus porro Terminorum Judices Tabularum Districtualium, aliique Comitatenses, Articuli 23. Anni 1613. habita Loci, a quo, & ad quem, non minus etiam antiquitatis, & vetustatis Causæ, ex Prædecessoribusque attractos fieri solitæ Condescensionis, Productionis, præsertim in facto alieno Literarum, Literaliumque Instrumentorum, aut peragendarum Inquisitionum reflexione; Non secus & quoad Terminorum Extensiones, Articuli 32. Anni 1681. rationem habere: In Causam attracti vero, prout certificati fuerint, ita etiam in Conformitate Certificationis comparere, ad personaliter porro comparendum evocati, & in accessu taliter non comparentes, pro ita Comparentibus declarari: Merito nihilominus Causæ exigente, tali Declarationi Judiciariam erga Deliberationem satis-

satisfacere tenebuntur; Quibus prævio modo citatis, pro Comparitione, occasione primæ Levatæ cedet tota Dies, adeoque Judices, ad eandem excipiendam, vel ex Contumacia ferendam Sententiam ante Solis occasum, pariter & in concursu plurium Causarum, etiam horis Pomeridianis considean, Causasque juxta seriem, & earundem antiquitatem revideant; Causæ nihilominus Pauperum, ante alias levandæ, & discutiendæ, Allegationesque tempore ejusmodi Causarum concursus, etiam extra Consessum, non tamen extra Domum Judiciariam, per Juratos excipiendæ venient. Quia autem Causantes persæpe exundationibus Aquarum, Infirmitatibus, aliisque legitimis & evidentibus, inque Titulo 59. Partis 2. expressis rationibus præpediti comparere nequirent, & propterea in totali Partis comparentis Acquisitione convinci, Bonaque taliter Convictorum Executioni mandari assolerent; Hic ulterius statuitur, ut contra eo modo Convictos, & in Loco Judiciorum non visos latæ Sententiæ, ad decimum quintum usque Juridicum diem non exæquantur: Quibus interea temporis advenientibus, & sufficientem, legalemque non Comparitionis rationem assignantibus, nullo propterea onere gravabuntur, sed Processus fine ulteriori Certificatione continuari, nullave absentiæ legali ratione assignata, illico una cum Expensis moræ, Parti Triumphanti refundendis, per Assessores, alternative ad judiciariarum Sententiarum Executionem (usque ad ulteriorem suæ Majestatis Sacratissimæ Dispositionem) adhibendos, de Bonis in Districtu Tabulari existentibus, Executioni mandari, iisdemque Convictionem non adæquantibus, ex aliis Bonis, in quocunque Districtu reperiendis, penes debitas Transmissiones, Executio, & quidem in liquidis Debitis, Sensu Articuli 31. Anni 1659. suppleri debebit; Denominatione in similibus, & aliis Casibus, pro ratione eorundem, penes Convictum permanente. 1723

De Oppositione, vel executorum Bonorum Reoccupatione, novoque Judicio, & Transmissionalibus, ac Causarum sub Litis pendentia existentium Continuatione.

Art. XXXIII. Ad coërcendam porro Potentiorum, in non admittendis, & per quoscunque turbandis Judiciariis Executionibus, vel vero Bonorum jam judicialiter executorum propria authoritate fiendis violentis reoccupationibus hactenus fere sibi impune vendicatam licentiam, Articulus 31. Anni 1681. ulterius quoque observabitur, qui ad Juridicam Repulsionem non extenditur. Quia autem de Lege Regni, Judiciariæ Sententiæ per novum Processum corrigi, emendarique permitterentur; Ad compendiandas proinde Causantium Expensas statuitur: Ut simplici novo Judicio uti volentes, sine omni Mandato, & duntaxat penes novam Actionem Causam suam resuscitare valeant: Novum tamen cum Gratia, nonnisi penes Mandatum prosequi possit. Demum ad Partium appellantium Instantiam, Transmissionales Stylo Comitatensi expediri, & prævio Præambu-

1723 ambulo : Sacratisſimo Principi, &c. Tabula hæc Diſtrictualis ſubalterna Judiciaria Diſtrictus T. Majeſtati Veſtræ Sacratisſimæ humillime repræſentat, &c. Poſteaque tota Proceſſus Series cum univerſis Productis inſeri : Allegationesve utriuſque Partis, a Linea : Deliberatio porro majori charactere deſcribi, intervenientesque neſors Correctæ, cum Vocum in Judicio correctarum facta expreſſione apponi : Subſcriptio autem, & Sigillatio, modo in Certificatoriis præſcripto obſervari debebit. Ut porro ex Sententiarum per diverſos Judices latarum Relatione, aut vero ex earundem Transmiſſione facile emergibiles Confuſiones evitentur, Sententiæ & Deciſiones antehac coram Protonotariis factæ, & ab Executione pendentes, per Eoſdem intra Menſem exequantur, & ſimul ſi defectus quipiam in Executionibus hactenus factis interveniſſent, comperta rei Veritate corrigantur ; Executæ autem, & appellatæ, non tamen relatæ, non tamen relatæ, pariter per Eoſdem ad Tabulam Regiam Judiciariam, ut ibidem more hactenus conſueto, ſub nomine Principalium ſuorum referri poſſint, transmittantur : Sub Litis nihilominus pendentia exiſtentes, prævia talium ad Tabulas Diſtrictuales pro Cauſarum ratione legali derivatione, per eaſdem continuentur.

Series Cauſarum pure ad Tabulas Diſtrictuales pertinentium.

Art. XXXIV. Quandoquidem Articulus 28. Anni 1715. Cauſas Protonotariales a Comitatenſibus diſtingueret ; Tabulæ vero Diſtrictuales loco Judicatus Protonotarialis conſtitutæ eſſent, & per conſequens illæ ipſæ Cauſæ, quæ hactenus per Protonotarios judicabantur, per Tabulas Diſtrictuales impoſterum judicandæ venirent ; Ideo uſque ad ulteriorem Emendationem Legum, ob brevitatem etiam temporis, Diæta jam ad finem vergente, appellabilitate, vel non appellabilitate Cauſarum, & aliis Juridicis remediis, per Status & Ordines ſubmiſſis, judicatuque, & Foro Comitatenſi, prout & Liberarum, Regiarumque Civitatum in ſuo eſſe, uſque ad proxime ſubſecuturam Emendationem Legum (ubi etiam Taxæ Expeditionum, tam Tabularium, quam Comitatenſium, Capitularium item, & Conventualium, ac Liberarum quoque & Regiarum Civitatum, pro ratione moderni temporis, & Circumſtantiarum limitabuntur) & uſu hucuſque continuato relictis, omnes illæ Cauſæ in præmiſſo Articulo 28. comprehenſæ, & hactenus per Protonotarios judicatæ, Judicio Tabularum Diſtrictualium ſubjacebunt ; Et omnes Cauſæ Appellabiles, tam in Tabulis Diſtrictualibus, quam Comitatibus, intra Dominum appellentur, & transmittentur ; exceptis Cauſis, ubi Dilapidationis periculum imminet, & aliis in Articulo 28. Anni 1715. contentis, circa quas idem Articulus obſervari debebit.

De Plenipotentialibus, & Procuratoriis, ſub Sigillo Comitatuum emanandis.

Art. XXXV. Pro compendiandis Sumptibus & miſerorum Sublevan-

levatione, Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestate annuente, statuitur; ut Plenipotentiales, & Procuratoriæ, sive in Sedibus Judiciariis, sive in Sedibus Judiciariis, sive Generalibus, aut Particularibus etiam Comitatum Congregationibus factæ; Sive vero coram Supremo, vel Vice-Comitibus, cum Judice Nobilium, & Jurato Assessore celebratæ, & per Eosdem relatæ, sub Sigillo Comitatus extradari, & ubique locorum, & coram quibuscunque Judicibus, & Regni Judiciis, pro Authenticis haberi debeant, generaliterque emanatæ, intra Annum; ad hanc autem vel illam Causam, aut usque ad Revocationem emanatæ Plenipotentiales, prout nimirum emanaverint, & celebratæ fuerint, ita quoque considerandæ; Prout & Causa Studiorum, aliorumque in publicis Regni Negotiis, extra idem existentium, juxta Articulum 14. Uladislai Regis Decreti 5. usque ad reditum, pro vigorosis habendæ venient, ac nonnisi ad notitiam Partium interessatarum, in quibuscunque Authenticis Locis revocari poterunt. 1723

De modo Expeditionis Literarum Procuratoriarum.

Art. XXXVI. Quoniam propter unius, vel alterius Advocati Nominis ex Literis Procuratoriis exmissionem, Causantes, quem vellent, adhibere nequirent, adeoque sæpius damnificentur; Ideo ad evitandas ejusmodi Damnificationes consultum censebatur, ut a modo deinceps, in Literis Procuratoriis hæc quoque Clausula apponatur: Et alios in Regno Juramento adstrictos Præsentium Exhibitores: Cujusmodi Procuratoriæ ubique in Judiciis robur sortiantur firmitatis. Et tametsi Procuratoriæ ad Annum duntaxat durarent, ubi tamen per specificationem Causæ, & usque ad Conclusionem ejusdem celebrarentur, eousque pro vigorosis habebuntur.

De causarum legaliter institutarum, & quomodocunque impeditarum ulteriori Promotione.

Art. XXXVII. Siquidem juxta benignam Suæ Majestatis Sacratissimæ Intentionem, universa, & quælibet Judicia continuo celebranda veniant, & Causantes quomodocunque impediti, celeriorem & exactiorem Justitiæ administrationem consequi debeant; Ideo ex benigno ejusdem Majestatis Sacratissimæ assensu statuitur; Ut universæ, & quælibet Causæ, tam in Foro Sæculari, quam etiam Ecclesiastico legaliter institutæ, & promotæ, quomodocunque impeditæ, adeoque propterea sub Litis pendentia existentes, coram Judicibus suis competentibus, ad quos spectare dignoscuntur, servatis de Jure servandis, revideri, & continuari possint.

De Advocatis.

Art. XXXVIII. Ne autem propter fusas Procuratorum Allegationes, Processus in magnam molem excrescant, & per id Sumptus augeantur, & Causæ protrahantur, statutum est: Ut omnes Advocati nondum adjurati, non nisi deposito prius consueto Juramento, quam brevissime, modoque antiquitus observato, ac sine multis ambagi-

1723 bagibus, inutilibusque deductionibus, cum moderatione allegent, magis legibus & rationibus legi convenientibus, quam verbis insistant: A frivolis exceptionibus abstineant; secus seu ejusmodi profusas allegationes, seu ultra tres a modo deinceps inducendas exceptiones, reliquas quibusvis judicibus præscindere incumbet: Qui Advocati de quotta litis, & parte acquisitionis, cum causantibus convenire non poterunt; Occasione autem limitationis eorundem salarii, in processibus causarum per judices fieri solitæ, idem a modo etiam deinceps, habita tamen Advocatorum experientiæ, habilitatis, & insumpti, ac insumendi laboris debita ratione, judices conscientiose limitabunt.

De capitulis & conventibus, eorundemque officio, & personis adhibendis.

Art. XXXIX. Ad avertendos quoscunque in expeditionibus capitularibus, & conventualibus, hactenus quoque in nonnullis locis credibilibus observatos defectus statuitur: Ut pro judiciariis executionibus, aliisque in Art. 43. & 44. Uladislai Regis decreti 1. denotatis functionibus peragendis, ad capitula idoneæ personæ, juxta Articulum 67. Uladislai decreti 3. assumantur, quæ ad tenorem legum regni exmittantur, ejusmodique exmissio, mandato executionali, eum in finem ad locum credibilem directo, annus item, dies, & mensis, cum exmissorum nominibus superinscribatur, & per alias duas capitulares, vel conventuales personas subscribatur, & ita exmissi ad præscriptum legum procedant. Ac ut conventus, præmissas, iisdemque vigore prædictarum legum competentes functiones prævio modo peragendas obire valeant, ad minus quinque personas, sensu Artic. 41. An. 1552. æque ad publica regni, in præmissis Articulis denotata servitia idoneas intertenere obligantur; secus diœcesanus loci, vel Archi-Episcopus, ejusmodi personas supplere, & de eorundem subsistentia, instar aliorum conventualium, de bonis talis conventus providere possit; Qui capitulares, & conventuales, una cum Prælato, seu superiore, juramentum solitum deponere, & tenore Art. 50. An. 1559. nec non 10. Mathiæ Regis decreti 6. sub eodem omnes omnino, cujuscunque demum speciei executiones peragere; Et in inquisitionibus de verbo ad verbum singulorum attestationem scribere, earundemque relationes de scientia facere teneantur, quæ per Notarium, aut capitulorum, vel conventuum juratum improtocollentur. Universæ demum expeditiones, in capitulis, & conventibus conservandæ, præter referentes, etiam per lectorem, aut eodem absente, vel in conventibus non existente, per aliam capitularem personam, vel vero conventuum superiorem; Non secus, & authentice extradandæ, cum nominis proprii appositione subscribantur, ac in omnibus ejusmodi expeditionibus, sensu præteriti Artic. 44. Uladislai decreti 1. nomina capitularium, & fratrum conventualium in fine quarumlibet literarum a modo deinceps semper inserantur; Et si easdem expeditiones in voculis quibusdam corrigi contingeret, per subscribentem hujusmodi correctæ voculæ specifice denotentur,

notentur, & antequam extradentur, coram capitulo, vel conventu, omnes expeditiones perlegantur; Regii pariter, & Palatinales, ac Banales, in statutionibus vero bonorum prædialium, per Archi-Episcopos, & Episcopos conferri solitorum, etiam Archi- & Episcopales homines, universas relationes, æque sub corporali juramento, coram locis fidedignis facere, easdemque cum specificatione anni, diei, & mensis, propriis manibus subscribere obligentur; Ita subscriptæ rursus ad minus duarum capitularium, vel conventualium personarum subscriptione roborari, & taliter in Archivum reponi debebunt. 1723

Juramentum capitularium, & conventualium personarum.

Ego T. juro per Deum vivum, & ejusdem sanctissimam genitricem Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & electos Dei. Quod ego in omnibus executionibus, & in omni negotio, quod ad officium meum capitulare, vel conventuale, fidedignitatemque capitularem, vel conventualem pertinebit, absque cujusvis personæ, divitis scilicet, & pauperis acceptione, omnibusque prece, prœmio, favore, amore, timore, odio, & complacentia postpositis, & remotis, tam in capitulo, vel conventu, quam etiam in partibus extra capitulum, vel conventum peragendis, fidelem executionem, & relationem faciam: Legibusque patriis, de fidedignitate capitulorum, & conventuum, capitularibusque, & conventualibus personis, eorundemque officio, hactenus statutis, & statuendis me accommodabo, easdemque, & antiquas, in expediendo approbatas consuetudines observabo; sic me Deus adjuvet, & sancta Dei Evangelia.

Juramentum Regiorum, Palatinalium, Banalium, & Archi-Episcopalium hominum post executionem deponendum.

Ego T. juro per Deum vivum, & ejusdem genitricem Virginem MARIAM, & per omnes sanctos, & Electos Dei. Quod ego in executione, & negotio mihi vigore præsentium commisso, absque cujusvis personæ, divitis scilicet, & pauperis acceptione, omnibusque prece, præmio, favore, amore, timore, odio, & complacentia postpositis, & remotis, fideliter processi, proutque res facta, & executa est, æque fideliter refero. Sic me Deus adjuvet, & sancta Dei Evangelia.

De testimoniis capitularibus, & conventualibus ad executionem exmittendis.

Art. XL. Pacificata jam tandem Hungaria, instauratisque ad formam immediate præcedentis Articuli, in eodemque citatorum, instaurandis capitulis, & conventibus, pro faciliori, & minori cum sumptu peragendarum quarumlibet executionum, celebrandarumque fassionum commoditate, Sua Majestate sacratissima clementer annuente, decretum est: Ut cessante ratione, ob quam tenore Articulorum

1723 63. Anni 1550. & 39. Anni 1556. Strigonienſi, & Agrienſi Capitulis, illi quidem per totum regnum, huic autem in remotioribus Trans-Tybiſcanis partibus admiſſum fuiſſet executiones peragere, a modo vero deinceps, ut omnis fraus, & quorundam regnicolarum tacita, in præjudicium ad remotiora capitula, & conventus ſubterfugia præcaveri posſint; præmiſſa capitula, & conventus pro regnicolarum commoditate, & neceſſitate, executiones & munia obligationum ſuarum, in locis Comitatibus proximioribus, ita & Diœceſibus, in quibus ſita habentur, modalitate Articuli præcedentis executiones faciant, usque dum per emendationem legum, claſſificatio diſtrictuum elaborari valeat, & ubi quod capitulum vel conventus procedat, ſuperinde provideatur.

Ne capitula & conventus per ſe, & pro ſe faſſiones celebrare poſſint.

Art. XLI. Cum autem nemo ſibimet teſtimonium dare poſſit; Hinc capitula quoque & conventus, ad reddendum aliis de rebus coram iisdem geſtis fide dignum teſtimonium ordinata haberentur, & in concreto, una cum Præpoſito, aut Abbate, vel in conventibus priore, & reliquis columnis, credibilis loci teſtimonium efficerent, adeoque in rebus eorundem capitulorum, & conventuum communibus, & propriis (exceptis procuratoriis, formalitate tituli 13. part. 2. emanari ſolitis, ac Plenipotentialibus, vigore præſentis ſtatuti, pro iisdem admiſſis) coram ſemetipſis nullas faſſiones, jura eorundem poſſeſſionaria, aut res quascunque tangentes, & a fortiori tertii involventes, celebrare ſub nullitate earundem valebunt. Quas Plenipotentiales prævio modo celebrandas, nonniſi coram aliis authenticis locis revocare poterunt; Cujusmodi revocatio, ad acta penes tales Plenipotentiales quoquo modo celebranda, nullo modo extendatur.

De expeditionibus per judices regni ordinarios, capitula, & conventus erga requiſitoria a modo deinceps extradandis.

Art. XLII. Tametſi ſenſu tituli 15. partis 2. operis decreti tripartiti, literæ & literalia inſtrumenta ex capitulis, vel conventibus, ad mandata requiſitoria reinveniri, & extradari ſolita, ſi originales inibi extiterint, robur ſortiantur firmitatis; attamen experientia notum redderetur, plurima quoque fragmenta & nudas ſignaturas, omni authenticatione deſtitutas, ſed nec improtocollatas, inter alias authenticas literas hinc inde ſparſas in locis credibilibus reperiri, easdemque extradari, & propter ea magnas inter partes de talium literarum firmitate controverſias intervenire ſolere; Ad evitandas proinde qualescunque inconvenientias, juſtitiæ conſonum cenſetur; quatenus in ejusmodi expeditionibus penes requiſitoria ex locis authenticis extradandis, per expreſſum hoc etiam apponatur: Quod prævio modo extradatæ literæ, ſeu in originalibus, ſeu in authentico protocollo,

aut

aut tantummodo inter fragmenta, & ſignaturas, ſine ulla pro- 1723
tocollatione, vel qualicunque demum authenticatione repertæ fuiſſent; Ut ea modalitate authenticæ literæ, a fragmentis, & ſignaturis, adeoque legitimæ a minus probantibus per judices faciliús diſcerni valeant; Per talia porro capitulorum, vel conventuum tranſumpta, quorum originalia præfuiſſe, verum deperdita extitiſſe, ſub fidedignitate propria, capitula, vel conventus recognoſcerent, præexiſtentia quidem, & earundem amiſſio ſufficienter probabitur; jus vero & res in iisdem contenta, nullatenus per eadem ſolidabitur: ſiquidem dictante hoc titulo, ad juris probationem, originales literæ requirerentur: imo & tales ſufficerent, quorum originale, & primævum inſtrumentum in locis authenticis præexiſteret: Cujusmodi inſtrumenta in locis credibilibus celebrata, & etiam ſuper qualibet executione per eadem peracta, relatorias partibus contrahentibus, evocatis, admonitis, proteſtantibus, inhibentibus, vel inhibitis, ſtatutis, & reſtatutis, inquiſitisque, & inquirentibus, eorundemque ſucceſſoribus, taliterque intereſſatis, ſeu jam evocantes, vel ſtatuti, aliique ex una parte ſtantes, eadem exceperint, ſeu nondum iisdem extradata fuerint, intra anni ſpatium ſine requiſitorio extradare, hactenus quoque obligati, impoſterum ſemper ſub pœna refuſionis damnorum extradare tenebuntur; Et cum ex obligationibus mutui, coram capitulis, vel conventibus contracti, plurimæ incommoditates inveniantur interveniſſe, dum ſimiles partibus contrahentibus extradatæ, facta ſucceſſive ſine ſcitu capituli exſolutione, creditoribus reſtituerentur quidem; Aſt manente in conſervatorio originali, ſæpius, & poſt longum tempus, ſubinde ab ipſomet creditore, vel ejusdem ſucceſſoribus, penes requiſitorium exceptæ, rurſus tale debitum a ſucceſſoribus debitorum, fors exſolutionis ignaris prætenderetur; Hinc decernitur: Ut in ſimilibus caſibus, quemadmodum obligatio ad exſolvendum apponi aſſoleret, ita debitor aliter exſolvere non teneretur, quam ut ſecuta ſolutione, eandem tali capitulo, vel conventui inſinuare, & iidem minutæ contractuali exſolutionem factam ſuperinſcribere, ſub pœna refuſionis crediti debeant. Et hoc idem in præmiſſis, de requiſitoriis, per ordinarios etiam judices, eorundemque protonotarios expediri ſolitis intelligatur; Et expeditiones hactenus, etiam erga requiſitoria emanatæ, necdum tamen in judicio productæ, & diſcuſſæ, non ſecus, quam modalitate hoc puncto ſtatuta, & præſcripta expeditæ, pro authenticis impoſterum habeantur.

De literis, etiam aliorum jura reſpicientibus, ex locis credibilibus cum tota ſerie extradandis.

Art. XLIII. In grave etiam præjudicium Prælatorum, Magnatum, & Nobilium vergere dignoſceretur; Quod capitula, & conventus de bonis eorundem propriis ſonantes etiam antiquiſſimas literas habere experiantur; Ad Archi- & Epiſcopatus vero pertinentes, & bona ſæcularium familiarum tangentes, ultra Annum 1500. paucas reperiri;

 Cum

1723 Cum tamen horum æque ac sua, sub secura custodia conservare tenebantur; Præterea neque ad mandata judicum regni ordinariorum, literas in iisdem capitulis, vel conventibus emanatas extradere vellent, quæ jura capitulorum, & conventuum, aut episcopatuum quoquo pacto attingerent, licet eorundem propriæ vel non essent, vel aliquid, seu contra eorundem bona, seu in propriis eorundem literis pro sæculari statu quidpiam favorabilius contineretur; Aut vero de administranda justitia, vel damno proximi evitando ageretur, & per id multorum malæ fidei possessio, aliorum vero optima jura elucescere nequirent; Quare hoc in puncto etiam, ex benigno suæ Majestatis sacratissimæ assensu statuitur: Ut ejusmodi quoque literæ in tali capitulo vel conventu emanatæ, præ quorum manibus reperirentur, ad sensum legum, sub pœna in iisdem statuta, fideliter, & sub juramento per fidedignitates deponi solito, & debente, partibus petentibus ad mandata requisitoria extradentur: si vero ex aliis credibilibus locis emanatæ fuisse, & jura etiam aliorum tangere comperientur, in loco nihilominus, ex quo emanassent, non reperirentur, tali in casu cum eodem credibili loco authentice communicari, & abinde æque ad mandata extradari debebunt.

De conventus sancti Martini sacri montis Pannoniæ restauratione.

Art. XLIV. Consideratis præterea conventus sancti Martini sacri montis Pannoniæ, tum ipsa peculiari vetustate, tum etiam ejusdem sacri ordinis meritis, ex quo idem conventus jam a multis retroactis annis executiones solitas facere cessaverit; ideo eundem conventum restaurandum regnicolæ censent, & imposterum executiones, expeditionesque sub reproducto coram regni statibus ejusdem antiquo sigillo, per eum fieri posse statuunt; Ita tamen, ut Dominus Archi-Abbas, personas conventuales ad minimum quinque, corporali juramento in forma annexa adstrictas, pleno numero, notariumque idoneum continue habeat, seque una cum conventu ad instar aliorum locorum credibilium, legibus regni conformare teneatur; Id quod respectu reliquorum quoque credibilium locorum, in functionibus suis procedentium, & prævio modo nondum restauratorum, cum in ordine ad præstandum juramentum, tum vero quoad personas, modalitate Articuli præcedentis 39. extensum intelligitur.

Formula juramenti pro Archi-Abbate & conventus ejusdem, ac aliorum Priore, vel Præposito.

Ego T. sacri montis Pannoniæ sancti Martini, ordinis S. Benedicti Archi-Abbas: Quandoquidem sua sacratissima Cæsarea, & Regia Majestate benigne annuente, conventus sancti Martini sacri montis Pannoniæ, per inclytos status & ordines regni, partiumque eidem annexarum, in præsenti Generali regni diæta congregatos, rursus ad fidedignitatem conventualem antehac exercitam, sed injuria temporum inter-

intermissam reassumptus, & priori conventuali fidedignitate articulariter restitutus esset. Ob hoc juro per Deum vivum, beatissimam Virginem MARIAM, & per omnes Sanctos, & Electos, Dei quod universa & quælibet acta, coram me, ac eodem conventu, & testimoniis ejusdem fidedignis, per quoscunque celebranda juste, & fideliter excipiam, improtocollari, & conservari faciam, eademque, & tali modo prævio, in quacunque demum materia, seu successive celebranda, seu jam ab olim in eodem conventu celebrata, & reperibilia, juste, vere, & genuine, sine ulla prorsus diminutione, vel augmento aliquali, partibus celebrantibus, aliisque interessatis, etiam ad mandata Suæ Majestatis sacratissimæ, & judicum regni ordinariorum, perque eorundem magistros protonotarios expediri solita extradabo sub sigillo ejusdem conventus antiquo, & usitato, ex consensu Suæ Majestatis sacratissimæ, inclytorumque statuum, & ordinum regni renovato, quod nunquam immutabo, fideliterque conservabo; Denique in omnibus executionibus, & regni functionibus, & fidei meæ, & dicti conventus fidedignitatibus commissis, & committendis, in ipso conventu, vel in partibus peragendis, absque cujusvis personæ, divitis scilicet, & pauperis acceptione, omnibusque prece, præmio, favore, amore, timore, odio, & complacentia postpositis, & remotis, fidelem executionem, & relationem faciam, & legibus patriis, de fidedignitate capitulorum, & conventuum, capitularibusque, & conventualibus personis, eorundemque officio hactenus statutis, & imposterum statuendis, me accommodabo, easdemque, & antiquas in expediendo approbatas consuetudines observare, & per constituendum, & semper adjurandum juratum Notarium observari facere obligabor; Et si quæ acta publica, vel privatorum instrumenta in aliis credibilibus locis ab olim emanata, in archivo dictæ Archi-Abbatiæ reperientur, eadem & talia juxta suæ Majestatis Sacratissimæ, inclytorumque statuum, & ordinum dispositionem, personis ad id deputatis fideliter resignabo, sic me Deus adjuvet, & sancta Dei Evangelia. 1723

De archivo regni instituendo, & de aliorum literis ex Cameris Regiis & ex conventu Sancti Martini sacri Montis Pannoniæ, ac ex Transylvania rehabendis.

Art. XLV. Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestate clementer annuente, id quoque statutum est: Ut universale Archivum regni, pro interim in libera & Regia civitate Posoniensi, & in domo dominorum regnicolarum instituatur; Ad quod publica regni acta, & diætalia, & alia politica, & juridica præ manibus quorumcunque habita, sive etiam in capitulis & conventibus conservata, seu apud privatas familias reperibilia, & publicum regni statum tangentia, ad summum intra Anni spatium, per manus ordinandi archivi conservatoris reponantur; Deinceps vero etiam coram judicibus regni ordinariis emananda, in vera, & genuina copia de anno in annum eo transmittantur; Non secus & privatorum regnicolarum literæ, & literalia instrumenta pro-

1723 pria, inibi reponere volentium, acceptentur, & una cum publicis regni actis fideliter conserventur, iisdemque vel eorundem successoribus petentibus extradentur. Demum, ut universæ quoque literæ, & literalia instrumenta, apud Cameras Regias reperibilia, in quantum fisci regii jura non tangerent, ad conformitatem Art. 38. An. 1681. excellentissimo Domino Comiti Palatino; Pariter & in conventu sancti Martini sacri montis Pannoniæ, aut alio quocunque loco existentia, & in quibusvis aliis locis credibilibus emanata, intra medii anni spatium, per manus illustrissimorum, ac reverendissimi Comitum Ladislai de Nadasd, Episcopi Csanadiensis; Francisci Eszterhazy, Albensis ac Emerici Zichy, Arvensis Comitatuum supremorum Comitum; Magistri item Francisci Szluha Protonotarii Palatinalis, & sacræ Cæsareæ, Regiæque Majestatis Consiliarii, ac Comitatus Comaromiensis Vice-Comitis; reverendissimi item Adami Acsady Præpositi sancti Michaëlis Archangeli de Hanta, Canonici Jauriensis, nec non Adami Zichy, & Stephani Biro, illius quidem Bacsiensis Vice-Comitis, hujus vero Jauriensis Comitatuum tabulæ judiciariæ Assessoris eum in finem Deputatorum fideliter extradari debeant; Privatorum quidem jura tangentia, familiis, ad quas pertinent, restituenda, secus ad loca credibilia, unde emanaverunt, judicum vero regni, aliaque publica, ad regni Archivum reponantur, in Transylvaniam porro quandocunque delata, & bona intra ambitum regni Hungariæ, & partes eidem annexas sita, respicientia, ibidemque reperibilia, Sua Majestas sacratissima, ex gratia & clementia sua, fideliter conquirenda clementer resolvit, quibus conquisitis, & suæ Majestati sacratissimæ humillime transmissis, eo, quo demum spectabunt, inviabuntur.

De pœna Larvatarum Personarum, & de præcautione, ne falsis literis legitimi possessores evertantur, deque proditione fraterni sanguinis.

Art. XLVI. Quanquam de larvatis personis titulus 16. partis 2. operis decreti tripartiti mentionem faciat, de proditione vero fraterni sanguinis, in tit. 38. & 39. part. 1. operis decreti tripartiti, abunde provisum haberetur, sed de ejusmodi larvatarum, & in alienas familias semet ingerentium, personarum pœna, præmissis in titulis nihil statutum esset; Hinc, quia legitimis familiis magna causari solerent præjudicia, dum nonnullæ larvatæ personæ, incertæ plerumque originis, nobilium, & majorum etiam familiarum, nomina sibi adsciscere, imo conquisitis hinc inde literis, debitam sibi successionem adstruere, & nonnunquam legitimis possessoribus lites intentare, ac quandoque seu per non venit, seu ex non sufficienti provisione in actualem bonorum possessionem pervenire non formidarent; In quantum proinde ejusmodi personæ, se ipsis directe larvam aliorum assumerent, seque pro fratribus ferre, & fingere, aut aliter scienter, sub ficto nomine, & persona, sive propiorem, sive remotiorem successionem, vel prærogativam sibi vendicare, dolose attentaverint; Tametsi non immerito capitalem

pitalem propterea pœnam de lege patria mererentur, attamen quo in 1723
ipsis assumptæ larvæ fœditatem, posteri etiam eorum detestentur, statuitur, ut tales quoad personas proprias, in perpetuam servitutem, iis, quos læserint, Jobbagionali subjectione mancipentur; Filii vero, qui non a seipsis, verum larvatis parentum vestigiis insistendo, scienterque, & temerarie in adscititio nomine, & persona perseverarint, adeoque non amplius in facto alieno versati fuerint; Possessionati quidem in pœna, contra falsarum literarum confectores, & usuatores statuta; nihil habentes vero, in præmissa servitutis pœna convincantur; Econtra vero legitimum sanguinem, qualicunque demum sub colore, vel de bonis exhæreditare volentes, & succumbentes, vel de familia abnegantes, aut consequendæ successionis gratia, parentes, fratres, aut sorores, amentes, mente captos, lunaticos, furiosos, & administrationis bonorum incapaces prætextuantes, & ex hoc tales, a propriorum bonorum dominio, & usu excludere satagentes pœna præmissorum titulorum puniantur.

Declaratio Articuli 54. Anni 1655. de Lucro & damno fratrum sonantis.

Art. XLVII. Magnam regni, & antiquarum familiarum ruinam causarunt avitorum bonorum dilapidatores, dum nonnunquam fratres uterini & carnales, aut etiam tantum carnales, vel uterini indivisi, non ut ab ejusmodi paternorum, & maternorum bonorum dilapidatione deterrentur; sed potius ex fiducia tit. 43. part. 1. operis decreti tripartiti, & Art. 54. An. 1655. ad eandem provocarentur, & ita domi delitescentes, ex alterius indivisi fratris, persæpe sanguine, gravique sudore acquisitis bonis participantes, eadem quoque distrahere non formidarent; Hinc ad præviam Suæ Majestatis sacratissimæ benignam resolutionem determinatur; Quatenus hic, aut ille fratrum, qui priori legi inhærere noluerit, non nisi talia bona, quæ ex fructibus bonorum aviticorum, paternorum, vel maternorum acquisita fuissent, communi (bonis utrumque sexum concernentibus) etiam inter sorores divisioni submittere teneatur; Reliqua vero aliis viis & modis parta, penes portionem ex præmissis aviticis, eorundemque fructibus, eidem obvenientem, pro se, & successoribus suis retinere possit; mutua nihilominus in præmissis bonis legali successione, in casu defectus seminis, pro reliquis fratribus, vel sororibus, aut eorundem hæredibus in salvo permanente. Præterea quævis bonorum communium, adhuc divisioni obnoxiorum, aut vero fraternorum, vel sororiorum præjudiciosæ abalienationes, vel etiam inonerationes, sepositis quibusvis contractibus, aut fassionibus (salvis jam hactenus initis) deinceps ineundis, tanquam ipso jure nullis, per fratres vel sorores, aut eorundem successores, & quidem bonis, in pluribus Comitatibus existentibus, coram tabulis districtualibus, in uno vero Comitatu adjacentibus, coram judicibus Comitatensibus, judicialiter vindicari, ac insuper propriarum quoque portionum, sine justa & legitima, aut non necessaria ratione,

1723 vel legali admonitione, penes fassiones authenticas interveniendæ distractiones, sensu tit. 61. part. 1. coram tabula Suæ Majestatis sacratissimæ Regia vel Banali, in unico termino; sub privatis vero sigillis celebratæ, vel celebrandæ, tanquam hypothecam sapientes, etiam coram Comitatibus, per alios fratres condivisionales, & bonis utrumque sexum concernentibus, etiam per sorores acquiri valebunt.

De sequestro Dilapidatoribus imponendo.

Art. XLVIII. Ut eo melius publico, & familiis provideatur, ex benigno suæ Majestatis sacratissimæ assensu, conclusum est: Quamprimum ex unius, vel alterius, in immediate præcedenti Articulo denominato ordinis processu, dilapidatio bonorum innotuerit, & dilapidatorem quempiam esse, aliter etiam edoctum fuerit, talibus per Comitatuum Magistratus, in quorum gremio eorundem bona adjacebunt, sequestrum imponatur, bonaque condivisionali, vel eo non existente, probo ac honesto, possessionatoque viro sub onere reddendarum quotannis rationum, erga salarium competens, per eosdem Comitatus limitandum, administranda committantur, de quorum proventu, existentibus ne fors creditis, legale interesse exsolvatur, & de subsistentia eorundem proprietario, ad bonorum proventum, & exsolvenda passiva debita approportionanda, ac per Comitatus limitanda, provideatur, exoneratisque prævio modo bonis, & subsecuta dilapidatoris emendatione, rursus eidem gubernanda, & usuanda remittantur, nullave emendationis spe apparente, ulterius quoque in sequestro permaneant; Legitimis nihilominus & necessariis, justisque, & rationabilibus in hypothecationibus, earundemque conditionibus, sensu etiam tit. 59. & 60. part. 1. operis decreti tripartiti, & Art. 29. An. 1638. & 52. An. 1655. (extra bona majoratuum, mobilia, & immobilia, tanquam fidei commissa, & secundum continentias Articuli 9. 1687. inabalienabilia) in suo esse permanentibus.

Qualianam intelligi debeant propria acquisita, de quibus unusquisque liberam disponendi facultatem habet.

Art. XLIX. Fundatum esse admittit sua Majestas sacratissima, ut Aviticorum qualiumcunque bonorum, juriumque possessionariorum distractores, & aliorum bonorum comparatores, in quantum avitica distraxissent, in tantum aliorum acquisitores, priusquam ejusmodi distracta redintegrentur, dici nequeant; adeoque statuitur: Ut prævia judiciaria talis causæ cognitione, aut decisione, illa non nisi habeantur pro acquisitis liberæ dispositioni, juxta etiam Artic. 26. An. 1715. subjectis, quæ sive ex fructibus bonorum Aviticorum, vel alias proprio marte, ac industria, extra casum distractionis Aviticorum, Paternorum, vel Maternorum, comparantur, & acquiruntur.

De Majoratu, & declaratione Articuli 9. Anni 1687. 1723

Art. L. Siquidem ex Articulo 9. Anni 1687. de inſtituto, ac inſtituendo per Magnates regni majoratu ſonante, quæpiam difficultates emerſiſſe comperiantur: Ideo pro evidentiori ejusdem intelligentia, ex benigno ſuæ Majeſtatis ſacratiſſimæ aſſenſu decernitur: Ut ejusdem inſtitutio, non ſolum per diſpoſitionem teſtamentariam, ſed etiam authenticas faſſiones & donationes Regias, per acquiſitores obtentas, ſalvo tamen jure, deductoque ære alieno, ante majoratus inſtitutionem, & publicationem contracto, impoſterum quoque præcedente ſemper confirmatione Regia, libera maneat; Ne tamen per majoratuum inſtitutionem, creditores, vel alii quicunque circumveniantur; Ejusmodi ſeu jam inſtituti, ſeu vero inſtituendi majoratus, in generalibus Comitatuum congregationibus, ubi bona majoratus adjacebunt, publicari, & improtocollari debebunt; Per hoc tamen ſtatui nobilitari, & fundamentalibus legibus, de libera diſpoſitione ſonantibus, neutiquam præjudicetur, quin potius uniuscujusque de propriis acquiſitis libere diſponendi, ſi vero quispiam nobilium ejusmodi majoratum inſtituere voluerit, ad ſuam Majeſtatem ſacratiſſimam, eidem recurrendi facultas in ſalvo permaneat.

De cauſis reſpectu Cameralium Bonorum promovendis.

Art. LI. Benigne annuit ſua Majeſtas ſacratiſſima, ut in quibuslibet caſibus, & cauſis, bona fiſcalia, & cameralia tangentibus, contra ſupremum, vel Vice-Directorem cauſarum regalium, ſervato pro ratione caſuum debito proceſſu, tam active, quam paſſive procedatur; Ac ut Cameratici, aliique officiales in perſonalibus, & rebus eosdem privato jure concernentibus; Non ſecus, & in caſibus violentiarum, legibus patriis, & pœnis ſubeſſe debeant.

Articulus 54. Anni 1715. confirmatur, & ad damnificationes privatas inter pares extenditur.

Art. LII. Ut non tantum debita creditorum fidelium, ſeu in continua fidelitate exiſtentium, ſeu ad eandem reverſorum, per tumultuantes intra fidelitatis tempus ab invitis debitoribus exacta, & levata, & in publicum ejus temporis inſtitutum, vel Principalium ſuorum uſum non converſa, per creditorem quidem a debitore, & e converſo per debitorem ab exactore, cum omnibus idem debitum concomitantibus acceſſoriis, ac inſuper expenſarum refuſione; ſed etiam aliæ ejusmodi privatæ inter partes ab utrinque motibus implicitas interventæ rerum mobilium abalienationes, & ſubſecutæ exinde damnificationes, quæ eotum etiam legaliter acquiri valuerunt, nunc quoque judicialiter acquiri poſſint, ſua Majeſtate ſacratisſima annuente ſtatuitur: Ne tamen generali amnyſtiæ quoquo modo præjudicetur, & onus ejusmodi cauſarum in Fiſcum Regium derivetur.

1723 De observando Außzugali Processu, & qualiter pro hactenus interventis debitis mercatores agere possint?

Art. LIII. Cum autem compertum sit, apud nonnullos, viliores præsertim negotiatores, libros mercantiles formatos non habentes, varios abusus irrepsisse: hinc pro futuro statuitur: Ut omnes & singuli mercatores, & negotiatores, libros quidem mercantiles, rite & formiter institutos teneant, creditis suis, & debitis exacte insertis, præterea tamen ab ementibus, quibus de mercium pretio fidem habent, vel confestim in ipso contractu empti, & venditi, de receptis, pro tanto & tanto pretio mercibus syngrapham, vel computum subscribendum exposcant, vel vero computum illum, intra unius Anni spatium, per notarium, vel aliam personam fidedignam subscribi petant, quo subscripto, aut saltem subsignato, liquidum evadet creditum; Sin autem emptor hoc creditum intra annum subscribere detrectet, illud erga extractum libri mercantilis cum testimonio prædictorum notarii, vel alterius fidedigni, subscriptionem crediti postulantium, post præstitum super libro mercantili, & vero debito juramentum suppletorium, pro liquido habebitur, & coram judice competente executioni mandabitur, refusis expensis litis, pro testimonio etiam dicti notarii, vel alterius fidedigni expositis. Quantum autem ad præterita istiusmodi debita spectat, mercatores, & alii negotiatores, vel satagant credita sua libris inserta, intra triennium, a dato hujus decreti computandum, per dictum notarium, aut alium fidedignum in obligationes emptoris deducere, & in casum denegatæ obligationis, emptorem, juxta extractum libri mercantilis, & testimonium dicti notarii, vel alterius fidedigni, intra præfatum triennium judicialiter convenire, vel evoluto triennio debitore interim, pro subscriptione debiti non interpellato, neque judicialiter convento, penes solos mercantiles extractus imposterum procedere non valeant; sed, si juxta eosdem procedere voluerint, libros in originali, coram judicio exhibeant, causasque neglectæ crediti prosecutionis exponant, & si libri, pro formiter, & rite confectis comperti fuerint, & causæ judicialis conventionis intermissæ substiterint, præstito insuper ab actore corporali juramento, creditum pro liquido habebitur, executioni mandandum; Sin vero liber aut informis, aut alias mendosus esse deprehendetur, actori proba ordinaria crediti injungetur, ac si succubuerit, ad expensarum refusionem condemnetur.

Prætensiones contra Polonos tum in facto debitorum, tum arestationum, aliorumque acquirendæ.

Art. LIV. Justum esse agnoscit sua Majestas sacratissima, authoritatemque suam Cæsareo-Regiam apud serenissimum Regem, & rempublicam Polonam in eo interponere clementer resolvit, ut ordinata jam sub Præsidio Domini Comitis Alexandri Karoly, Comitatus Szattmariensis supremi Comitis, & ejusdem suæ Majestatis sacratissimæ Consiliarii, & Mareschalli locumtenentis, aliorumque gravium

um Virorum, pro sufferendis Polonorum gravaminibus, præstandaque læsis satisfactione, ex parte regni Hungariæ existente commissione, ex parte quoque Polonorum, eorundemque sumptibus, in viciniori-bus locis, paris authoritatis quantocyus instituatur commissio, quæ regni Hungariæ incolis, seu intra regnum Poloniæ, pro personarum, aut bonorum arestatione, eorundemque, vel vero liquidorum debitorum detentione, sive alias per Poloniæ incolas, quomodocunque læsis, & damnificatis, juri, & æquitati conformem, reali executione mediante satisfactionem impendat; Et actiones, tam civiles, quam criminales, summario processu, citra omnem municipalium prorogationum, & formalitatum considerationem decidat, executionique mancipet. 1723

De Residentia Prælatorum in Diœcesibus & beneficiis.

Art. LV. Ut Dominorum Prælatorum pio & salutari exemplo, boni ad virtutem provocari, Dyscoli vero ad amplectendam Christianam disciplinam animari, reducique queant, sua Majestate sacratissima clementer annuente statuitur: Ut Prælati, & alii ecclesiastici beneficiati, publicis Regis, vel regni officiis, aut aliis gravibus ecclesiæ negotiis non præpediti, in diœcesibus, & beneficiis suis, ad præscriptum legis, juxta strictam suam obligationem resideant; Ne in contravenientes, Regia etiam authoritate animadvertendum sit. Beneficia porro, & Canonicatus, juxta Artic. 67. Uladislai decreti 3. aliasque leges patrias, personis benemeritis, & idoneis conferant; Neve uni personæ, extra casum, quo ejusdem provisioni necessario prospiciendum foret, plura, quam unum, beneficia conferantur, sacratissima Cæsarea, & Regia Majestas, id quod muneris ejusdem esset, se clementissime observaturam resolvit; Illi vero, qui ex statibus, seu jam ex collatione Regia, seu jure & titulo fundationis, aut ex alio justo, & legitimo jure jus Patronatus quorumcunque beneficiorum, aut præsentationum haberent, eodem debite utantur, & in casu vacantiæ, personis æque idoneis, benemeritis, liberis, & alteri Ecclesiæ non obligatis ad præscriptum præcitati Articuli conferant. Capitulum vero Strigoniense, nullo jam amplius metu Turcicæ Potentiæ superexstante, ut quamprimum fieri poterit, Strigonium redeat, ibidemque continuam figat mansionem, conveniens est.

De residentia supremorum Comitum in Comitatibus, & restauratione Comitatuum, Vice-Comitum, aliorumque officialium conditione.

Art. LVI. Quandoquidem supremi Comites illorum Comitatuum, quibus præficiuntur, moderatores essent, ac tam Politicorum, & publicorum negotiorum, quam etiam justitiæ administrationis curam sibi principaliter commissam haberent; Hinc ad præviam suæ Majestatis sacratissimæ benignam resolutionem statuitur; Ut observato

1723 to quoad eorundem officia 36. An. 1536. Articulo, nisi in publicis Regis, & regni servitiis præpediantur, in Comitatibus, quibus præsunt, continuo resideant, ac pro avertendis publicum Comitatuum, adeoque regni servitium remorantibus quibusvis inconvenientiis, singulo triennio, vel etiam citius, necessitate mutationem quampiam in officialibus instituendam exigente, sedes restauratorias indicere, ac Candidatos, cum priore Vice- Comite idoneos quatuor e statu nobilium proponendos, istiusmodi restaurationem celebrare teneantur; Vice-Comites, aliique Comitatuum officiales sint de numero, & statu verorum nobilium, possessionati, & disinteressati, ac Dominis terrestribus ejusdem Comitatus nullatenus obligati, qui ad hujusmodi officia, ad sensum Artic. 70. An. 1548. cum consensu totius Comitatus eligantur. Negotium autem familiæ Comitum Erdödy, respectu constitutionis officialium Comitatus Varasdiensis, maneat in statu quo, donec ordinaria juris via determinatum fuerit.

In facto dehonestationis pœna declaratur.

Art. LVII. Benigne annuit sua Majestas sacratissima, ut in causis violationum sedis, stante eadem per quoscunque Commissarium, ulterius quoque tit. 69. & 72. part. 1. operis decreti tripartiti, nec non Art. 89. 1635. & 94. 1649. Annorum observentur, & pœna 25. Marcis levis ponderis, singulos florenos constituentibus, in continenti compescentur, pœnaque hæc, de violatione sedium judiciariarum statuta, ad congregationes Comitatus quoque extendatur, in iisdemque excedentibus, stante eadem congregatione infligatur; Pro dehonestationibus nihilominus supremorum, & Vice-Comitum, aliorumque judicum Comitatensium, in actuali officii sui exercitio procedentium, stante sede, & congregatione, per quoscunque factis, floreni 100. sine expensis; Non secus & contra alios quoslibet, extra sedem, & congregationem Comitatus commissis, penes citationem processualiter acquisitis, respectu singularum, diversis temporibus, & actibus commissarum, in actione exprimendarum dehonestationum, eadem pœna adjudicetur.

De modo celebrationis congregationis Comitatuum, violationisque earundem pœna.

Art. LVIII. Bonus ordo omnino exigit, ut omnia Comitatus negotia, palam, & publice, & debita cum moderatione pertractentur, taliterque conclusa improtocollentur, ac ante dissolutionem congregationum publice perlegantur, & hoc modo approbatum protocollum, fidedignitatem sortiatur, & in generalibus Comitatuum congregationibus conclusa, per particulares congregationes, multo minus per supremos, vel Vice-Comites, aut alios quoscunque, in privato non immutentur, conclusisque absentes, se etiam accommodare debeant. In votisatione porro, ratio legis, & consuetudinis habenda veniet.

De pœna interceptoribus, detentoribus, suppressoribus, & violatoribus literarum missilium irroganda. 1723

Art. LIX. Quandoquidem correspondentiæ in fide publica radicarentur, & earundem retardatio persæpe correspondentibus plurimum derogaret; Ideo sua Majestas sacratissima benigne admisit, alienarum litterarum Missilium interceptores, violatores, detento- aut suppressores, in pœna florenorum 100. instar liquidi debiti desumenda puniantur.

Declaratur articulus 101. anni 1715. in facto Repetitionis Colonorum.

Art. LX. Esto quidem in facto Repetitionis Colonorum, quoad privatos Dominos Terrestres provisum haberetur: Quia nihilominus iisdem, Colonos suos, cùm collateralium transmissione, ab aliorum, quandoque etiam remotiorum comitatuum, vel districtuum Dominis Terrestribus, liberis, Regiis, montanisque civitatibus, Cumanis, & Jazigibus, aut aliis privilegiatis oppidis, reliquisque districtibus, repentibus, vix aliquem progressum, imo a comitatibus, vel aliis locis, a quibus ejusmodi subditi extradari debuissent, eosdem manuteneri potius experti fuissent, ita ut Domini Terrestres sumptibus exhausti, & magnis fatigiis enervati, a repetitione colonorum desistere cogerentur; Interea bonum publicum pati, & perseverantes, sub onere profugorum concidere oportuit. Ad conservationem proinde boni publici, sua Majestate sacratissima benigne annuente, statuitur: Ut si comitatus, vel districtus, aliaque quæcunque ex præmissis loca, alienos subditos retinentia, erga læsorum comitatuum, vel Dominorum Terrestrium, lege præscriptas collaterales, cum iisdem communicandas, & cum nominum, & personarum, locique, ubi residerent, declaratione, ejusmodi profugos repeterent, & non restituerentur, tali in casu, comitatus, seu jam contra præmissa loca, seu vero directe Dominos Terrestres, in quorum bonis conservarentur, penes mandata Regia, vel aliorum judicum Regni, medio comitatensium judicum procedere, & jus Dominale erga tales profugos, in aliis comitatibus, vel districtibus residentes habitum, juxta leges patrias sufficienter edocere possint, ac debeant: Quo edocto, adinventaque restitutionis obligatione, statim & eo facto (deductis nihilominus omnibus eorundem passivis oneribus) ejusmodi profugi, una cum rebus suis omnibus, juxta articulum 70. anni 1659. & dictante articulo 101. præcitato, cum expensis, in acquisitionem illam erogatis, & pœna florenorum 100. respectu singuli repetiti, & edocti Coloni computata, de bonis non restituentium, modalitate articuli 31. anni 1556. in præmisso 101. anni 1715. confirmati desumendis, & conscientiose limitandis abscissis omnibus juridicis remediis, & sola extra Dominium Appellatione, conformitate articuli 54. anni 1622. & novo judicio admissis, restitui debent; Si vero actor sine omni fundamento legali procederet, adeoque in actione succumberet, & erga restitui petitos Colonos, jus suum sufficienter non comprobaret,

1723 eorum in Causam attracto expensis gravato, easdem conscientiose per procedentem judicium limitandas, & per eundem exequendas refundere teneatur. Inquisitiones pariter, medio quorumcunque de lege inquirere solitorum, etiam in facie locorum, in quibus profugi invenirentur, semper libere, & sine ullo impedimento, etiam cum assistentia comitatuum, & præmissorum locorum, in quibus peragerentur, sub securitate institui, & peragi possint; Quod si vero prævio modo finito processu, adhuc tales profugi non restituerentur, & alius processus institui deberet, tunc pœna specificata in duplo, & æque cum expensis; Et si tertio quoque semet renitentes exhiberent, tunc villa, aut illa portio possessionaria, sensu articuli 31. præcitati, exequi, & comitatui, vel parti triumphanti, una cum expensis assignari debebit, unde Colonos, prævio modo, repetitos idem triumphans libere abducere possit; Cujus villæ, aut portionis redemptio, condigna æstimatione mediante, semper observaretur; Si qui porro alienos subditos retinentes, medio tempore repetitionis, vel motæ litis, & pro parte repetente eludenda, ejusmodi colonos alio translocarent, pœnas prædeclaratas incurrere debeant; Imo in casu amissionis villæ, vel portionis, ante colonorum restitutionem easdem redimere non valeant; salva nihilominus quoad capturam privata etiam authoritate vigore præcitati articuli 31. liberam, tum vero repetitionis quoad privatos Dominos Terrestres processu, in vigore suo permanente. Et hæc dispositio, ad Regna etiam Croatiæ, & Sclavoniæ extensa esset.

De Migratione Taxalistarum, & aliorum quorumcunque Ignobilium limitanda.

Art. LXI. Ad evitandas quasvis Taxalistarum migratione hactenus contra bonum etiam publicum, & cum comitatuum enervatione confusiones, sua Majestate sacratissima clementer annuente, decernitur, ut ejusmodi liberæ conditionis Taxalistæ ignobiles, vel manumissi, qui in bona aliquorum Dominorum Terrestrium condescenderint, & colonicalem, vel censualem, aut inquilinariam obligationem assumpserint, tales, & etiam hactenus modalitate prævia condescendentes, secundum conventionem cum Dominis Terrestribus initam, vel ineundam, iisdem obligati manebunt; nullam autem conventionem cum Dominis Terrestribus ineuntes, præstitis prævie præstandis, liberam migrandi facultatem habebunt; Articulo 101. anni 1715. aliisque legibus de repetitione colonorum sonantibus, ad conformitatem articuli 52. anni 1635. pro Dominis Terrestribus posterioribus, penes eosdem, & pro iisdem, sub uno, eodemque etiam successorum Dominio in salvo permanente.

De non translocandis per Dominos Terrestres, ex uno Comitatu ad alium Subditis.

Art. LXII. Ex quo non sine magno comitatuum præjudicio, fundique contributionalis diminutione, per nonnullos Dominos Terrestres, in diversis comitatibus bona possidentes, non raro practicaretur,

retur, quod ex uno comitatu in alium, suos ipsimet ad incolendas sessiones abducerent contribuentes subditos, taliterque per unius impopulationem, depopulatio alterius non leviter procuraretur; Ideo statuitur, ne Dominis Terrestribus (exceptis, quos ad servitia propria adhibere voluerint) subditos suos ex uno comitatu ad alium amplius translocare liceat, quin imo sub pœna homagii non reductorum, post admonitionem, & non subsecutam reductionem, de bonis eorundem Dominorum, medio judicis nobilium, ad instantiam magistratus desumenda, & pro publico comitatus applicanda, eosdem reducere, vel alios loco translocatorum ad sufferendum contributionale onus idoneos substituere teneantur. Qui vero Dominorum plures subditos, in uno comitatu, vel uno fundo haberet, neque eosdem inibi accommodare valeret, talibus, relicto in priore fundo subdito, ad supportandam contributionem idoneo, reliquos ex uno comitatu in alium libere translocare licebit. 1723

De Perceptoribus Dominiorum, eorundemque restantiis per Dominos bonificandis, & eatenus articuli 37. anni 1647. renovatione.

Art. LXIII. Non ultima in Dominiis, miseræ plebis ex eo quoque consequeretur aggravatio, quod Dominiorum officiales, per ipsos Dominos, vel eorundem deputatos constitui, publicas Regni contributiones a subditis Dominiorum exactas, cum censibus privatis confunderent, aliorsum converterent, aut cum iisdem profugerent; Unde tale onus, aut secundario a miseris subditis, cum gravi eorundem enervatione, & publici servitii damno exigeretur, aut restantiis gravibus accumulatis, ad officiales, & exactores eorundem, alias citra consensum comitatus constitutos relegarentur, a quibus non raro impossessionatis, & fundum exsolutionis non habentibus, compensandorum compensatio haberi non valeret; Eapropter ex benigna suæ Majestatis sacratissimæ resolutione, status & ordines constituunt, & articulum 37. anni 1647. renovant, ac ad tales etiam Dominos Terrestres, qui supra obtingens portionale, a subditis suis, variis sub prætextibus, quidpiam exigerent, & id probari posset, extendunt, stricteque observandum pariter & id statuunt: Ut census Dominales cum publicis oneribus non confundantur; Et si Domini Terrestres, sive per se, sive medio officialium suorum contributionales quoque pecunias, a subditis suis incassarent, istiusmodique pecuniæ ad cassam publicam non administrarentur, memorati Terrestres Domini, pro universis, seu supra obtingens exactis, & pro se consumptis, seu etiam per præallegatos officiales distractis, cassæ publicæ Comitatensi satisfaciant, ipsi autem contra talismodi Officiales vicissim regressum habeant; Satisfacere porro renuentes, per Magistratus Comitatuum, etiam cum Expensarum Refusione, & Bonorum talium Terrestrium Dominorum judicialiter fienda executione, ac in summa distracta, vel restante, sub evictione Dominiorum libera elocatione, compellantur: Appellatione extra Dominium iisdem

in

1723 in salvo permanente. Demum Dominia universa, ac ipsa quoque fisci Regii bona, circa dislocationes, repartitiones, vecturas, ac alia publica, servicium Principis, & contributionalia æque comitatuum negotia concernentia, ad præcavendas tum miseræ plebis aggravationes, tum ex contraventionibus confusiones, comitatuum dispositiones admittere, effectuare, effectuarive permittere, sub pœna suprascripta tenebuntur; Hac occasione ad benignam suæ Majestatis sacratissimæ admonitionem, etiam statuitur: Ut omnes comitatuum, civitatum, & etiam privilegiatorum oppidorum perceptores, & antiqui similium officiorum administratores, dandis rationibus adhuc obnoxii, & nondum absoluti, ita & alii officiales, in quaslibet ejusmodi locorum perceptiones, vel erogationes semet quoquo modo, præsertim contra, & præter publicas comitatuum, & præmissarum civitatum dispositiones immittentes, civitatenses quidem juxta præscriptum articulum 77. anni 1715. comitatenses autem, & privilegiatarum civitatum, oppidorumque, sensu articuli 57. anni 1715. Rationes dare quantocyus obligentur; Nolentes vero, & renuentes, & quidem civitatenses, & oppidani, tenore articuli 20. anni 1554. Nobiles vero juxta articulum 65. anni 1622. ad id compelli debeant, neque ejusmodi rationum exactio, multo minus præstanda satisfactio, per supremos, & Vice-Comites, aut alios quoscunque potentiores, in comitatibus, vel civitatibus, sub pœna refusionis talium restantiarum impediri valebit; Quin potius ejusmodi restantiæ irremissibiliter exigi, & in sublevamen contribuentium incolarum converti, præmissique articuli, a modo deinceps exactius observari debebunt; E converso vero comitatus quoque, & præattactæ civitates, præmissas rationes debito tempore exigant; Secus perceptoribus easdem dare volentibus, & legitime præsentantibus, Magistratusque cum iisdem admonentibus, neglectaque ad summum intra Bimestre spatium prævio modo earundem censuratione demortuis, tali in casu, onus ne fors emergendum, non ad hæredes perceptorum, sed ipsosmet ejus temporis officiales, & magistratus, effective per eosdem complanandum derivabitur: Ut vero comitatuum, & prævio medio faciendæ earundem civitatum dispositiones, tanto exactius effectum suum sortiantur, erogationesque pecuniariæ debito modo tractentur, a modo imposterum id quoque observandum veniet: Ne supremi, & Vice-Comites, citra, vel contra publicas comitatenses dispositiones, quidpiam pro damnosis, & arbitrariis dispensationibus, pro se, vel aliis, committere, & erogari facere præsumant; Quæ omnia etiam ad consiliarium Regium, & civitatenses, privilegiatorumque oppidorum magistratus, ac eorundem judices extenduntur. Circa præmissa vero, vel alias quomodocunque gravatis, ac in prima instantia querelæ suæ remedium non obtinentibus, liber ad suam Majestatem sacratissimam recursus patebit; Calumniatores nihilominus, & injuriosarum querelarum delatores, in minoribus quidem, respectu singulorum injuriose delatorum, pœna florenorum 100. & expensis, toties quoties desumenda; In majoribus vero, sensu articulorum 18.

anni

anni 1604. & inibi citati, condigne coram tabula Regia judiciaria convincantur; Ac ut possessionibus, & villis constare possit, quid, & quantum contribuere debeant? Perceptoribusque, & aliis quibuscunque in perceptionem semet immittentibus, miserum plebem aggravandi occasio adimatur, comitatuum officiales, vel alii ad id per comitatus deputati, publicæ contributionis, sub juramento suo, æquam, & justam proportionem & repartitionem, statim sub initium hybernalium mensium, pro toto anni tempore exoperari, improtocollari, & taliter repartitionem perceptoribus suis authentice extradare, ac non tantum eandem per Comitatus publicare, sed & perceptores, quamprimum, & ante omnia, cujuslibet villæ obtingens, in libellum eatenus præparatum, pariter & exsolutionem, stato suo tempore gratis inscribere teneantur; Neque ejusmodi repartitio, per supremos, & Vice-Comites, authoritate privata, extra generales comitatuum congregationes, & ibi quoque non nisi ex justa, necessaria, legitimaque causa, & ratione immutari possit; Cujus præviis ex causis, immutatione, intra quodpiam excisas portas habens Dominium interveniente, exinde emergens onus, non in villas, vel pagos, extra Dominium, & ejusdem portarum complexum, sed intra tale Dominium subrepartiri, & exigi debebit; E converso vero villarum, & pagorum, intra Dominii portas non comprehensarum necessariæ defalcatæ, in pagos Dominiorum, excisas portas habentium, derivari non poterunt; Ubi vero Dominia excisas portas habentia non essent, tale onus, non in unam, vel aliam tantummodo villam, & processum, sed per totum comitatum, juste, & proportionate derivandum veniet; Ipsi vero Domini Terrestres, contributionem, non per comitatus, sed per suos officiales a subditis propriis exigentes, eandem sub pœna dupli augere, & plus exigere, aut exactis propriis censibus, contributionem in restantia relinquere; Ita & perceptores, exacta a nonnullis pagis, vel etiam districtibus contributione aliorum, in ulterius tempus remittere, ac per id morosum accumulatis restantiis, reliquos obedientes, interdum etiam supererogatorie ad solvendum adactos opprimere non audebunt: Quin imo priusquam morosorum accumulatas restantias non incassaverint, ad novas assignationes condescendere, vel novas impositiones a non restantiariis exigere non poterunt; Ex bonificatis porro, vel bonificandis supererogationibus, aut quibusvis aliis expensis, a publicis erogationibus remanentibus, primum quidem supererogantes, dein obtingens suum exsolventes (non autem restantiarii) proportionate participare debebunt. 1723

Extranei etiam Officiales, a Facultatibus propriis, ad onera publica proportionate concurrant.

Art. LXIV. Æquitati pariter consentaneum sacra Cæsarea, & Regia Majestas benigne agnoscit; ut etiam extranei, non indigenæ in regno, & partibus eidem annexis, fundos quospiam tenentes, ab iisdem, aliisque facultatibus suis in Regno habitis, non tamen a capitalibus

1723 talibus ad intereſſe elocatis, proportionate contribuant: Ac tam hi, quam etiam ſalis officiales, in rebus, & caſibus (extra horum poſteriorum officia) occurrentibus, loci illius, in quo degunt, vel præattactos fundos poſſident, jurisdictionato Magiſtratui, & legibus Regni ſubſint; Bona vero per talismodi extraneos poſſeſſa, juxta articulum 23. anni 1715. rehaberi valeant.

Ne Civitates Liberæ, ac Regiæ, non Montanæ, ac privilegiata etiam Regia Oppida, a communi Onere eximantur.

Art. LXV. Ut liberæ, & Regiæ, non Montanæ civitates, privilegiataque etiam oppida, portis ſuis commenſurandum, & juſto approportionandum actuale militis quarterium, aliaque publica onera, inſtar aliorum locorum ſubeant, ſacratiſſima Cæſarea, & Regia Majeſtas clementer reſolvit: In quantum nihilominus ex ejusmodi civitatibus, præſidiarium militem in medio ſui, domibusque illocatum haberent, in tantum tales, duplici actualitatis onere gravari quidem nequire, ſed nec comitatus ad talium præſidiariorum onera ſubeunda adigi poſſe; Pariter & Montanas civitates, prout & villas Cremnicienſes, vigore articuli 43. anni 1715. ab ejusmodi actualitate quarteriorum exemptas, ulterius quoque in eadem immunitate, juxta articulum præmiſſum, privilegia item Regia, & uſum eorundem conſervandas ſtatuit.

De Famulorum ignobilium Mercede moderanda, & initio ſervitii æqualiter inducendo.

Art. LXVI. Ad ſervandum bonum ordinem, & pro contribuentium hoſpitum conſervatione decernitur: Ut reſpectu Mercedis Famulorum ignobilium, circa rem agrariam, & pecuariam, domeſticas etiam operas ſervientium, non ſecus, & omnium Mechanicorum dietim laborare ſolitorum moderandæ, & ſervitiorum initii, ubivis circa novum annum (præter Opiliones, & Majalium Paſtores, ſtatutum ſervitii tempus habentes) inducendi, comitatus, juxta Statum & Situm, ordinem, & ſalutares diſpoſitiones facere poſſint, & debeant; Quibus omnes, & ſinguli, tam Hoſpites, quam & ſervitores ſemet accommodare tenebuntur: Super detinendis autem ſine paſſu Dominorum ſuorum hinc inde commeantibus, & profugis, articul. 101. anni 1715. ſancitum eſt.

De Portarum Adjuſtatione, & Regni conſcriptione.

Art. LXVII. Pro æquiori publicorum onerum ſupportatione, & miſeræ plebis neceſſaria conſervatione, ſtatus & ordines Regni, ſecundum idæam, ſtante præſenti diæta per eos acceptatam, & ſuæ Majeſtati ſacratiſſimæ humillime repræſentatam, conſcriptionem peragendam exiſtimant; Circa quam, ſi quæ per ſuam Majeſtatem ſacratiſſimam addenda, demenda, vel modificanda viderentur, ea, cum conſilio Regio locumtenentiali, pro ulteriori elaboratione communicentur, in futura autem diæta reportentur, ut ſuper iisdem diætaliter

taliter concludi possit; Interea autem temporis, juxta ea, quæ sua 1723
Majestas sacratissima in transmissa idæa approbabit, prænotata conscriptio peragatur, portarumque proportio superinde instituatur.

De Pecuniæ in Regno, & partibus eidem annexis, uniformi cursu, & acceptatione.

Art. LXVIII. Pro reducenda uniformitate, tollendisque ex difformi minoris Monetæ valore, & unius ejusdemque hic acceptatione, alibi vero rejectione, Emptori, & nonnunquam Venditori nocivis confusionibus, ex benigno suæ Majestatis sacratissimæ assensu statuitur: Ut omnis generis Monetæ per totum Regnum, partesque eidem annexas, æqualis sit cursus, & valor, adeoque ubivis locorum ad unum florenum centum, & ad unum grossum quinque denarii computentur.

De Presbyterorum Græci Ritus Filiis.

Art. LXIX. Ut unitorum Græci Ritus sacerdotum Filii, in Presbyteratu nati, in statum, & conditionem Colonicalem non reducantur, talesque prævie capacitati, & eruditi in Presbyteratum assumi, & ordinari possint. Qui vero Presbyterorum Filii, in fundis Colonicalibus residerent, a talibus fundis, juxta initam, vel ineundam cum Dominis Terrestribus conventionem, in, & ab iisdem contribuere, ac ad communia onera concurrere debeant.

Filiorum Patriæ in bonis disciplinis educatio, & ut Fundationes, ac pia legata quoquo modo neglecta instaurentur, & non effectuata effectuentur.

Art. LXX. Piarum quarumvis fundationum inspectionem, & cum exactione rationum, utrum fundationi satisfiat, investigationem, sua Majestas sacratissima pro apostolico munere, & suprema authoritate sua, vigore articuli 74. anni 1715. sibi benigne reservavit, & e gremio Regio-Locumtenentialis consilii nonnullos deputabit, qui præmissorum singularem, & peculiarem curam habeant. Circa fundationem Szirmaianam, tanquam rem de jure tertii tractantem, audita etiam parte altera, sua Majestas sacratissima, id, quod justitiæ conforme fuerit, clementer disponet. Fundatio vero Hrabowszkiana in commissione de negotio religionis instituta, & jam terminata, uberius tractata, ubi acta ejusdam commissionis revisa fuerint, pro æquitate terminabitur. Cæterum, ut in academiis, non tantum philosophicum, theologicum, & juridicum etiam studium exactius, separatim, & statutis horis, pure pro earundem scientiarum studiosis, sed & alia quævis in exteris universitatibus publice doceri consueta, & statui quoque publico, & militari deservientia studia tractentur, & per idoneos professores tradantur, ubi status, & ordines, modum, formam, & media, quibus id commode fieri possit, suæ Majestati sacratissimæ demisse submiserint, pro Regia benignitate sua, huic quoque demisso statuum petito clementer annuet, & consilium suum Regium locumtenentiale eatenus quoque sufficienter instruet.

1723 De ecclesiis, juribusque ecclesiasticis, ne desolentur, invigilandum.

Art. LXXI. Articulum 60. anni 1715. ita observandum clementer admittit sua Majestas sacratissima, ut si qui prælatorum, aut quorumcunque beneficiorum ecclesiasticorum possessores, ecclesias, aut beneficia sibi concredita minus curarent, ædificiaque, & fundos instructos, desolari permitterent, ruinosos vero non ædificarent; Talium prælatorum, & quorumvis beneficiatorum proventus, per suam Majestatem sacratissimam, qua summum ecclesiarum patronum, in sequestrum sumi, & ad restaurationem præfatarum ecclesiarum, aut ædificiorum, & fundorum reparationem applicari valeant. Præterea etiam eo reflectendum; Ut episcopi, & ecclesiarum patroni de parochorum intentione, & subsistentia, a populo, ubi necessum esset, præstanda prospiciant; Ideo sedecima decimarum ubique, & etiam octava, ubi in usu fuit, parochis catholicis secundum leges patrias præstetur.

De articuli 40. anni 1681. quoad unum magistrum protonotarium, & judices tabulares, tam in partibus Trans-Danubianis, quam & superioribus observandi modificatione.

Art. LXXII. Licet quidem tam protonotarii, quam & alii tabulæ Regiæ judiciariæ judices, pro continuo judiciis interesse debeant, eoque modo & loco, ubi judicia celebranda sunt, alligati habebuntur; Nihilominus secundum præcitatum articulum 40. 1681. ibidemque citatas leges, occasione constitutionis protonotariorum, & tabulæ Regiæ judiciariæ judicum, ut districtuum partium superiorum, & inferiorum, ac exinde applicandorum subjectorum ratio habeatur, sua Majestate sacratissima annuente, statutum est.

De loco, ubi Tolnensis, & alii, quorum eadem esset ratio, comitatus, sedes judiciarias celebrent, acta conservent, jurisdictionem magistratualem exerceant, in bonis Dominorum Terrestrium concedendo.

Art. LXXIII. Sua Majestas sacratissima benigne assentitur; Ut quilibet comitatus pro instituendis congregationibus, & sedibus judiciariis, archivi & literarum conservatione, malefactorumque, & captivorum custodia, & executione, domum comitatensem nondum habentes, in loco securo, & quantum fieri potest, pro ipsorummet etiam comitatensium majori commoditate, in meditullio cujusvis comitatus, ac si fieri potest, in civitatibus, aut majoribus & privilegiatis oppidis compareant, & ibidem etiam jure Gladii utantur, Dominique Terrestres, vel liberæ Regiæ, Montanæque civitates, locum sufficientem, sine tamen appertinentiis exscindere, comitatus nihilominus condignum ejusdem pretium etiam quoad census privatos deponere, quoad vero publicas obventiones, eundem a conscriptione, conse-

consequenter & onere locorum exmittere teneantur. Educilla vero, 1723
& Macella, aliaque Dominorum Terrestrium jurisdictionalia usurpare non valeant.

De appellationis foro, ad comitatus, ex quibuscunque oppidis privilegiatis, & communitatibus, a quorum videlicet foro in sedem dominalem via appellationis causæ hactenus deductæ non fuissent, & de tollendis Ceharum abusibus.

Art. LXXIV. Si oppidum quodpiam exstaret, quod appellationes ex privilegio ad Tavernicorum regalium magistrum, aut personalem præsentiam Regiam, vel sedem etiam dominalem transmittere non obligaretur, ut abinde appellatio ad comitatum transmittatur, æquitati non conveniens esse: Quoad excessus vero opificum collegiorum, vulgo Ceharum, articulo 79. anni 1715. provisum haberetur; cui ulterius quoque inhærendum; Et neque servitores Dominorum, opificia, pro privata duntaxat Dominorum suorum necessitate, in liberis, Regiisque civitatibus, aut Regiis etiam oppidis exercentes, per Cehales opifices in hujusmodi exercitio sub pœna violentiæ turbari valebunt; Stabit præterea in benigno suæ Majestatis sacratissimæ arbitrio, collegiis opificum vulgo Cehis impertita privilegia, pro exigentia necessitatis circumscribendi, vel plane tollendi, & abrogandi.

Ne Lignea instrumenta, aliæque res venales Comaromii, & alibi præemantur: neve nobiles Regni, per magistratus locorum vel Cehas, aut præsidiarios quoque modo turbentur.

Art. LXXV. Pro conservando, & augendo quorumcunque materialium, & manufacturarum libero Quæstu, sua Majestate sacratissima annuente statuitur. Ut præemptiones diversarum rerum venalium, si, & in quantum legitimus illarum usus adesset, eædem deinceps quoque continuari valerent, ad propriam tamen nonnisi necessitatem restringuntur, non autem eo, ut deinde aliis, cariori iterum pretio, venales ejusmodi res distrahantur, extendendæ. Quo vero ad incolarum Jauriensium prætensionem, articulo 76. 1715. denotatam, ubi dicti incolæ, ea, quæ præcitatus articulus præscribit, fecerint, clementer applacidata satisfactione non destituentur.

De excessuum, occasione Educillorum Regiorum committi solitorum sublatione.

Art. LXXVI. Ne Arendatores Regiorum Educillorum, præter jus educillandi vini, & cerevisiæ, quampiam aliam sibi, contra incolas Comaromienses, multo minus contra magnates, & nobiles, vel eorundem in cellariis conservata, & non educillata vina, jurisdictionem vendicent, aut quoscunque demum Dominos Terrestres, extra

 terri-

1723 Territorium Comaromiense, Bona, & Educilla habentes, in Educillatione, vel Vinorum suorum Comaromii, aut pro privata necessitate Cerevisiæ, vasatim fienda Emptione, & Eductione, quoquo modo impediant, aut Vina Eorundem obsigillent, prohibendum veniet; Qui Arendatores, pro damnis quoque illatis satisfactionem præstent. Cæterum tales Arendatores secundum Articulum modernæ Diætæ, Legibus Regni subsint, justum esse.

De interdicenda Austriacorum in Jurisdictionem Comitatus Mossoniensis involatione, Possessionumque Szinczdorff, ac aliarum Jurisdictionum in Comitatus Castriferrei Reapplicatione, nec non Familiæ Kissfaludi, ac Compossessorum de Bucsu, negotio accommodando.

Art. LXXVII. Si Comitatus Mossoniensis, a Vicinis Austriacis, contra bonæ Vicinitatis Jura, quodpiam pateretur aggravium, deferat Eosdem Suæ Majestati Sacratissimæ, ac abinde, non autem per Articularem Constitutionem, Gravaminis sui Remedium; Possessio autem Szinczdorff, & aliæ ejusmodi, a Metalis Commissionis Relatione, Ejusdemque benigna Suæ Majestatis Sacratissimæ approbatione præstolentur. Familia Kissfaludi prosequatur sua Jura, modis, & formis competentibus; Respectu demum Prædii Szekfölde, & Possessionis Bucsu, illa, quæ non nisi ab Executione dependerent, suis viis, & modis in Executionem sumantur.

De Vinorum in Vicinas Provincias Hæreditarias eductione.

Art. LXXVIII. Super Vinorum, & Rerum in Vicinas Provincias hereditarias instituenda eductione, renovatur Articulus 75. Anni 1715. Ac præterea, eo etiam clementer intendet Sua Majestas Sacratissima, ut tam versus Partes septentrionales, quam etiam versus Mare Adriaticum, Vinorum eductionem instituere possint.

De Oppido Kallo Familiæ Kallai restituendo.

Art. LXXIX. Quantum ad petitam Oppidi Kallo, Familiæ Kallai restitutionem, Altefata Sua Majestas Sacratissima, finita statim Diæta, Commissarios clementer denominabit, qui auditis illis, quorum interest, id in Executionem sumant, quod Juris, & æquitatis ratio dictaverit.

Pro Obventionem salis, juxta Privilegia habentibus consolandis interceditur.

Art. LXXX. Quantum ad Familias Pereniana̧m, & alias, quæ a Divis Hungariæ Regibus Privilegiatæ, ex Salis quæstu, dum in usu fuisset, non contemnendam salis obventionem habuissent, tandemque per sublatum Liberum Quæstum, eo destitui debebant, ad Statuum & Ordinum Regni humillimam Interpositionem, Earundemque Familiarum repræsentationem, Sua Majestas Sacratissima clementer resol-

solvit; Prævio per Regiam Cameram Hungaricam, Negotii hujus examine, sibique fienda demissa Relatione, id, quod justum, ac æqvum fuerit, desuper clementer ordinaturam. 1723

Instantia, & Negotium Comitis Sigismundi Nyary, Familiarum item Amade & Kerekes, nec non Sandorianæ; ac aliarum, humillime recommendantur; & pro Restitutione Domus Thurzoianæ Viennensis interceditur.

Art. LXXXI. In negitio Comitis Sigismundi Nyary, tenore Articuli 65. Anni 1715. declarato, non absimiliter Familiarum Amadé, Kerekes, Baronis Casparis & Adalberti Sandor, ac aliorum Regnicolarum, in Vicinis Provinciis, Debita, ac alia Jura acquirenda habentium, certa sui in parte in Articulo 64. Ejusdem Anni 1715. denotatorum, ubi præspecificati Instantes ea, quæ iisdem juxta præattactas Leges facienda incumbunt, fecerint, & Familia Sandor, Prætensiones suas in competenti Marchionatus Moraviæ Foro liquidaverit, effectu in præmissis Articulis denotatæ benignæ Cæsareo-Regiæ Resolutionis non destituentur: Quorsum etiam Negotium Domus Thurzoianæ, in Articulo 92. Anni 1655. denotatum, referendum erit.

De Simonis condam Pek, & Martini Györy Hæredum contentatione supplicatur.

Art. LXXXII. Pari ratione Simonis condam Pek, & Martini Györy, Quæstorum, & Negotiatorum Jauriensium Hæredes, vigore certarum Literarum Obligatoriarum-Cambialium, notabilem Summam prætendentes, ubi Prætensiones suas Suæ Majestati Sacratissimæ debito modo repræsentaverint, Justitia, & Satisfactio iisdem administrabitur.

Ut Comitatus Bacsiensis in Jurisdictione Magistratuali non impediatur, & antiquæ Contributionales Restantiæ non exequantur.

Art. LXXXIII. Justum esse agnoscit Sua Majestas Sacratissima, ut Comitatus Bacsiensis in Jurisdictione Magistratuali, eidem competente non impediatur, neque ad persolutionem Restantiarum, in quantum eædem jam relaxatæ, ac accommodatæ essent, ullo modo adigatur; Cameratici vero Officiales, vel Bonorum Fiscalium Arendatores, Violentias perpetrantes, aut aliter excedentes, ut Legibus, & Juribus Regni subsint, Sua Majestas Sacratissima benignissimæ resolvit.

De Debitis per nonnullos Comitatus Bodrogiensis Officiales, Nomine Universitatis contractis, per eosdem, qui sine Scitu & Consensu Comitatus contraxerunt exsolvendis.

Art. LXXXIV. Quoad Debita, per quorumvis Comitatuum Officiales, nomine Comitatuum, in quibus Officia tenerent, contracta, benigne

1723 nigne resolvit Sua Majestas Sacratissima, ut si Obligatoriæ superinde confectæ, vel sine Consensu Comitatus illius emanassent, aut penes easdem levata Summa, in commodum, aut utilitatem, vel necessitates publicas ejusdem Comitatus, per ejusmodi levantes & contrahentes Officiales conversa non fuisset, Comitatus ad talium Debitorum solutionem non obligentur, verum Creditores, ad illos Officiales, qui modo prævio mutuatam pecuniam levarunt, relegentur.

De Controversia Valachorum Districtus Berettyö, & aliorum.

Art. LXXXV. Controversiam inter Episcopatum Varadiensem, & in Districtibus Berettyö, Besztercze, & Laksag residentes Valachos, Decimam dare recusantes, Suæ Majestati Sacratissimæ humillime repræsentatam, altefata Sua Majestas Regia, pro Juris & Justitiæ exigentia clementer determinabit.

De confirmandis, & observandis 23. 1687. & 125. 1715. Annorum Articulis, Eorundemque Extensione.

Art. LXXXVI. Quantumvis in universali Libertatum, & Prærogativarum, Juriumque, ac immunitatum, nec non Legum tam Communium, quam & Municipalium Inclyti Regni Hungariæ, aliorumque eidem annexorum, & Sacræ ejusdem Coronæ subjectorum, per Suam Sacratissimam Cæsareo-Regiam actu gloriosissime Regnantem Catholicam, & Apostolicam Majestatem, hac etiam Diæta Articulariter clementissime declarata confirmatione, præcitati quoque 23. & 125. attactorum Annorum Articuli indubie confirmati sint, & habeantur: Nihilominus tamen, pium, & salutare ejusmodi Petitum, altetitulata Sua Sacratissima Majestate clementissime applacidante, & mox præcitatos suprascriptorum Annorum Articulos, peculiariter etiam confirmante, statuitur, ne in præfatis Croatiæ, & Sclavoniæ Regnis, ullius alterius Fidei, aut Professionis cujuspiam, præter solos Romano-Catholicos, Possessionis Bonorum sint capaces.

De Banali Authoritate.

Art. LXXXVII. Ex benignissimo Placito Regio Articulus 114. Anni 1715. quoad Authoritatem Banalem renovatur.

De restituendo, & Regno reincorporando Terreno, in quo Generalatus Varasdiensis illocatus fuerat, pluribusque Querelis ac Gravaminibus in Articulo 113. Anni 1715. comprehensis, complanandis, & in futurum tollendis.

Art. LXXXVIII. Hoc quoque Puncto data benigna Regia humillime acceptata, renovatoque, & rursum confirmato Articulo 113. Anni 1715. ut tandem aliquando, ejusdem, & in eodem specificatorum, desideratus, indilate amplius sequatur effectus, a parte Regni necessarii eatenus Commissarii, & quidem pro Præside, Dominus actualis eorun-

eorundem Regnorum Banus Comes Joannes Palffy; Dominus item 1723
Comes Joannes Draskovich; Dominus Comes Joannes Csikuliny, Suæ Sacratissimæ Majestatis Camerarius; Præterea Regni ejusdem Vice-Banus Adamus Daniel Rauch; Vice-Colonellus Nicolaus Mallenich; & Comitatuum Varasdiensis, & Crisiensis, ex singulo videlicet unus Vice-Comes (non obstante unius, aut alterius absentia, ac in Locum absentis, alterius idonei Subjecti substituendi, penes Comitem Banum, qua Præsidem, manente facultate) mox finita præsenti Diæta, cum reliquis, per Suam Sacratissimam Majestatem, a parte Augustæ Ejusdem Aulæ eo destinandis, & effective exmittendis Commissariis, resolutam eatenus benignissimam Commissionem effectuaturi; Non secus de Lika, & Corbavia, inferiorique Sclavonia, ad sensum Articuli 128. Anni 1715. cognoscenda cognituri, incorporanda incorporaturi, & complananda complanaturi, abrogandaque abrogaturi denominantur.

De Celebratione Judiciorum Octavalium Banalium.

Art. LXXXIX. Pro tanto celeriori in Regnis quoque illis, Juris, & Justitiæ Cursu, ac administratione, in casum absentiæ, aut legitime impediti Domini Comitis Bani, qua alias Judiciorum inibi celebrandorum Octavalium, ex Officio Præsidis, Locumtenens, seu ejusdem Domini Comitis Bani Vices-Gerens, aut alter quispiam, e gremio eorundem Regnorum, ad id aptus, & idoneus, per Comitem Banum, & Regnum de antiqua ejusdem consuetudine, pro Præside, toties quoties necessum fuerit, possit ac valeat legitime denominari & constitui.

De publicorum Onerum Contumacibus, & Refractariis supportatoribus, ad eadem compellendis.

Art. XC. Naturale siquidem rationi, & æquitati conforme sit, illi, cui bonum Publicum commune est, onerum quoque publicorum supportationem suo modo communem esse debere; Qui igitur contumaciter talibus semet subtraherent, & Jurisdictioni Regni subjecti essent, ut suis viis & modis eatenus adigantur, & compellantur, justum omnino esse.

De abrogandis Tricesimatorum abusibus, Legibusque eatenus etiam ad Arendatores extendendis.

Art. XCI. Articulo 13. & 51. præsentis Diætæ Regni Hungariæ, benignissima Resolutio Regia, Regno quoque Croatiæ, & Sclavoniæ communiter deserviet, qui Articuli, ad quoscunque etiam Tricesimarum in Regnis illis Arendatores extenduntur.

De confirmandis Prærogativis Nobilium unius Sessionis, & Armalistarum.

Art. XCII. Nobilium Campi Turopollya, prout & Armalistarum,

1723 rum, ac unius Sessionis, Exemptiones, Prærogativas, & Libertates, in quarum videlicet legitimo, ac imperturbato usu, præfuissent, & ad præsens usque persisterent, pro renovatis, & confirmatis haberi. Familiæ demum Draskovicsianæ, respectu Bonorum Sztenichnyak; ita & Comitissæ Barbaræ Erdödy occasione Dominii Bozilievo; non secus de præcavendis remedendisque gravibus admodum Excessibus Status Militaris Capronczensis, Varasdiensis, & Carlostadiensis, finita hac Diæta quantocyus coram ordinata eatenus, benigneque resoluta Commissione Regia uberius remonstrandis, administrandaque eatenus Civitatibus Capronczensi, & Varasdiensi, tam Arcensi, quam Civitatensi Jurisdictioni, aliisque, per utrumque præmissum, Varasdiensem videlicet, & Carlostadiensem Generalatum, sive per præjudiciosam admodum Fœnilium depascuationem, sive alias qualitercunque læsis, & injuriatis, effectiva Justitia, & Satisfactio, ad Commissionem supramemoratam Articulo 88. remittitur, indubie effectuanda.

Ut Familia Erdödiana in integrum Jurium suorum reponatur.

Art. XCIII. Justum esse agnoscit Sacratissima Cæsarea Regiaque Majestas, ut Familia Comitum Erdödy, in illam Montis Claudii, Bonorumque, ac Jurium eo spectantium Possessionem, quam sub magnæ memoriæ Imperatore, ac Rege LEOPOLDO, penes benignas Ejusdem Regias Resolutiones cum subsecuta Metarum, a circumadjacentibus Confiniis separatione, ac distinctione, realiter, ac effective obtinuit, per Commissionem 88. Articulo clementer resolutam, ac ordinatam iterum reponatur, aut eadem Commissione ne fors dilata, vel ex quocunque demum capite non procedente, ad avertenda Ejusdem Familiæ gravia damna, totque Eidem illata præjudicia, per aliam, eum in finem, a Sacratissima Cæsarea, & Regia Majestate clementer ordinandam, finita præsenti Diæta, quantocyus præmissa effectuentur, Confiniariique Ivaniczenses, ac Crisienses, ab intentandis quibusvis Violentiis, Invasionibus, & occupationibus, taliterque inferendis Damnis, serio, & districtim coërceantur.

De Nobilitate Trans- & Cis-Colapiana, qualiter illatas, & ne fors inferendas sibi per homines & Officiales Cameraticos injurias, legitimo Jure vindicare valeat.

Art. XCIV. In illatis sibi per Homines, & Officiales Bonorum antea Frangepaniano- & Zriniano-Fiscalium, ad præsens vero Cameræ Græcesis, hactenus, & ne fors in futurum inferendis, tam bene realibus, quam Personalibus, uti & mixtis injuriis, Nobilitas Trans- & Cis-Colapiana, uti & Maritima, Legali Juris via, Sua Majestate Sacratissima clementissime annuente, procedat, & beneficio Articuli 44. Anni 1715. imperturbate utatur.

De Civitatis Crisiensis Unione.

Art. XCV. Articulus 127. Anni 1715. in hac materia conditus renova-

novatur; in Locum moderni Domini Comitis Episcopi Zagrabiensis, 1723
si commode adesse non poterit, Præpositus, aut alter e gremio Venerabilis Capituli Zagrabiensis, per modofatum Dominum Episcopum denominandus, constituitur, reliquis in eodem præcitato Articulo denominatis Commissariis, in suo Charactere manentibus; Qui mox finita Diæta, delegata sibi eatenus Commissione fungerentur, examinatisque, & cognitis utriusque ejusdem Civitatis Juribus, ante effectuationem Unionis, universa Partium inibi producenda Jura revideant, & an ejusmodi Unio, absque convulsione Jurium, & Privilegiorum unius, vel alterius ex prædictis Civitatibus fieri possit, cum Voto, & Opinione suis, medio Inclytæ Hungarico-Regiæ Aulicæ Cancellariæ, prælibatæ Suæ Sacratissimæ Majestati reportabunt.

Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, in Regnum Hungariæ, & Partes eidem annexas, una cum infrascriptis Ordinibus recipitur.

Art. XCVI. Ex quo Sacer Ordo Crucigerorum Hospitalariorum cum Rubea Stella, per sedulam Hospitalium, & Nosocomiorum Curam, & Administrationem, in pluribus Regnis & Provinciis, per eundem zelose exercitam, magnos Christianæ Pietatis Fructus operari comperiatur, nec minorem in hoc pariter Apostolico Regno Hungariæ, post Ejusdem receptionem, ex oblata quoque Patriæ Nobilitatis Filiorum, in Ordinem suum susceptione, ad Functiones, ac Beneficia Ordinis, eorundem admissione Fructum, Status, & Ordines sibimet merito pollicerentur; Hinc prævia Suæ Cæsareæ, & Regiæ Majestati humillima Supplicatione, & accedente Ejusdem benigno assensu, ad demissam quoque, coram Statibus, & Ordinibus, eo fine factam Ejusdem Instantiam, ac zelosam Eminentissimi, ac Serenissimi Cardinalis Ducis de Saxonia, Principis Archi-Episcopi Strigoniensis, & Primatis Regni, nec non Venerabilis Cleri Regni Hungariæ Interpositionem, determinatum est: Ut idem Sacer Ordo, in Regnum istud, & Partes Eidem annexas, Voto tamen, absque omni, pro recepto & stabilito habeatur, Fundationesque Hospitalium, & Nosocomiorum, debito modo, & ordine, ac à Fundatoribus præscripta Cautione administrare; Non secus alia etiam Fudationalia, pure Sæcularia, & liberæ Fundatorum dispositioni subjecta, Jure, & Titulo duntaxat Pignoratitio possidere valeat, Filiosque Nobilitatis Patriæ, aliosque Nationales, in Ordinem recipiat, & Idoneos, ac Capaces, ad beneficia quoque sui Ordinis assumat. Pariter & Religiosi Ordines Capucinorum, Fratrum Misericordiæ, Servorum Beatæ Virginis MARIÆ, nec non Carmelitarum Calceatorum & Discalceatorum, & Paulanorum, ita & Societatis Virginum Ursulitarum, conformitate Articuli 102. Anni 1715. in Regnum istud Hungariæ, & Partes eidem annexas recipiuntur; Qui omnes, non secus & hactenus quandocunque recepti & quocunque Nomine insigniti Ordines, in signum Pietatis, & Gratitudinis, singuli Duodecim Sacrosanctæ Mis-

sas

1723 ſæ Sacrificia, pro Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ, Succeſſorumque Hungariæ Regum, Regnique hujus Apoſtolici Incolumitate, Incremento, & Proſperitate, ſingulis Annis, & in perpetuum, dicere, & celebrare, prædictæ autem Moniales celebrari facere teneantur.

De Syſtemate Conſilii Regii Hungarici.

Art. XCVII. Sua Majeſtas Sacratiſſima, Conſilium Regium Locumtenentiale inſtituit, Præſide Palatino cum viginti duobus Conſiliariis ex ſtatu Prælatorum, Magnatum, & Nobilium, ex omnibus Regni Partibus, per Regiam Majeſtatem ex nunc, & in futurum denominandis; In caſu vero ſubſecuturæ Conſiliariorum Vacantiæ, prælibatum Conſilium, non ſolum omnium, pro eadem Vacantia Inſtantium ſupplices Libellos Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ſed & alios aptos & idoneos, pro re nata, cum opinione demiſſe proponet, & ulteriorem benignam Reſolutionem Regiam præſtolabitur, Supernumerarii quoque Juniores, Juramento adſtringendi, ex Magnatum & Nobilium Statu, ſine Voto tamen & Salario, ad idem Conſilium, pro capienda rerum Experientia, ad arbitrium Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ admittentur, & ſæpedictum Conſilium, ex Regalibus Proventibus ſalariandum, ubi primum fieri poterit, ad meditullium Regni collocabitur; Interea vero Poſonii manebit, neque ex Conſiliariis, ulli, niſi legitima de Cauſa, Præſidi ſemper inſinuanda, præter legales Ferias, ex eodem Conſilio abeſſe licebit; ita tamen, ut ad minimum Duodecim, ad latus Præſidis continuo præſentes eſſe debeant. In legitima demum Comitis Palatini abſentia, Judex Curiæ Regiæ eidem Conſilio præſidebit.

De Conſilii Regii Hungarici Cancellaria, & Rationaria.

Art. XCVIII. Directorem Cancellariæ ex Conſiliariis, una cum Secretariis, Sua Majeſtas Sacratiſſima denominabit; Regiſtratorem vero Rationum Exactorem, Expeditorem & reliquos Subalternos, ipſum Conſilium, obſervato Votorum pluralitate conſtituet; Ipſas vero Expeditiones, Præſes cum Cancellariæ Directore, & uno ex Secretariis ſubſcribet. Conſilium utatur Sigillo Suæ Majeſtatis Cæſareo-Regiæ, cum circumferenti Aquilæ, in medio autem Inſignibus Regni; prouti hoc in aliis quoque Regnis, & Provinciis hæreditariis, omni tempore uſitatum fuit.

De Generali Regni Perceptore.

Art. XCIX. Quando Fundus publicus ad effectum fuerit deductus, & Suæ Majeſtati repreſentatus, ſequetur circa Perceptorem Regni determinata Reſolutio.

De Commiſſariatu.

Art. C. Directorem Commiſſariatus ex Conſiliariis, & Statu Magnatum, ac præterea ex omnibus quatuor Regni Circulus, ſeu Diſtrictibus, quatuor Commiſſarios Nationales ex Statu Nobilium Sua

Majeſtas

Majestas Sacratissima denominabit, & si amplitudo Regni & Districtuum exegerit, ad repræsentationem Consilii, plures etiam constituet, quorum Activitas, per Instructionem jam stabilitam, determinata est. 1723

De Consilii Regii Authoritate, Modoque, ea, quæ a benigna Cæsareo-Regiæ Majestatis Resolutione dependerent, Suæ Majestati repræsentandi.

Art. CI. Præfatum Consilium a nullo Dicasterio Aulico, sed Sua Majestate Sacratissima, tanquam Consilium Regium, dependebit; Et si quid Suæ Majestati Sacratissimæ repræsentandum habuerit, illud medio demissarum Literarum suarum repræsentabit, & Majestas Sua Sacratissima, benignam suam Resolutionem, aut per Rescriptum, aut per Decretum Regium, pro varietate Rerum, & Negotiorum, eidem Consilio intimabit. Consiliarii pro uberiore informatione ad Suam Majestatem Sacratissimam, prævia Consilii repræsentatione, & approbatione Suæ Majestatis, vocabuntur; Quod vero Correspondentiam cum vicinis Regnis & Provinciis attinet, cum in iisdem Regnis & Provinciis existentia Gubernia & Regimina, in Rebus Statum publicum concernentibus, ad invicem non correspondeant, sed Suæ Majestati Sacratissimæ demissas Relationes præstent; Ideo id ipsum in hoc quoque Consilio Regio observandum veniet.

De Activitate Consilii Regii in genere.

Art. CII. Ut Consilium hoc Regium Locumtenentiale, contra positivas Patriæ Leges nihil determinet, & Diætales Conclusiones, per eos, quibus incumbet, effectui mancipari faciat; Ac præterea, ut Conclusa semel per pluritatem Votorum in Consilio, extra Consilium nemini immutare liceat, justum omnino est.

De Impopulatione Regni.

Art. CIII. Ut liberæ quævis Personæ, per Sexennium a quavis Contributione publica libertandæ, in Regnum vocari, ac ejusmodi Libertas per totum Regnum publicari possit, benigne admittet Sua Majestas Sacratissima; Ut autem Patentes, in Sacro Romano Imperio, & aliis etiam vicinis Suæ Majestatis Sacratissimæ Regnis, & Provinciis eatenus publicari possint, id cum Statibus prælibati Sacri Imperii, & vicinorum Regnorum, & Provinciarum deliberari debebit. Bona etiam Neo-acquistica, juxta Articulum 19. Familiis, ad quas pertinere dignoscentur, modo ibidem declarato restituentur. Personarum benemeritarum in conferendis Bonis Fiscalibus, Sua Majestas Sacratissima condignam reflexionem habebit.

Ut Regnicolæ in Rebus & Negotiis Regnum Hungariæ tangentibus, ad Legationes applicentur.

Art. CIV. Ad exigentiam benignæ Suæ Majestatis Sacratissimæ Reso-

1723 Reſolutionibus, idoneorum, & benemeritorum Hungarorum ratio habebitur.

Parentibus, aut Tutoribus, in educandis, & erudiendis Liberis negligentioribus, ne ejuſmodi Liberi deliteſcant, invigilandum, ac de Juventutis eruditione, & accommodatione, attenuatarumque Familiarum ſublevatione.

Art. CV. Quod ſi Parentes, aut Tutores, in educatione Prolium, & Pupillorum negligentiores fuerint, & Comitatus eatenus non providerint, per ſæpefatum Conſilium admonendi erunt. Reſpectu Fundationum rite adminiſtrandarum, Articulo 70. proviſum jam eſt. Magnatum & Procerum Filios in Aula Regia hactenus accommodatos, & educatos fuiſſe, Status recognoſcunt, ut iidem, & Nobilium etiam Filii, more antiquitus obſervato, in Aulis quoque Procerum accommodentur, & educentur, conveniens omnino erit. Domi deliteſcentium bonarum Familiarum Filii, per Comitatus Conſilio Regio Locumtenentiali indicari debebunt, ut per illud Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ demiſſe proponi, & pro exigentia Qualitatum Suarum accommodari poſſint.

Ut Domus Regnicolarum, pro publicis neceſſitatibus, & ſignanter Archivi Conſervatione inſtituatur.

Art. CVI. Si Conſilium Locumtenentiale Regium, cum Septem-Virali, & Judiciaria Tabula, ad meditullium Regni translatum fuerit; Domus etiam ibidem comparari pro conſervando Archivo debebit; Interea vero Poſonii exiſtens Regnicolarum Domus reſtauranda erit.

De Improtocollatione, ſeu Intabulatione, in Comitatibus, & Civitatibus obſervanda.

Art. CVII. Ad normam aliorum Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Regnorum & Provinciarum, quorumvis Debitorum, per quoscunque ubicunque contrahendorum Improtocollationes, & Intabulationes, in illis Comitatibus, & Civitatibus, in quibus Bona præfatorum Debitorum oneri ſubjicienda, ſita ſunt, in futurum fiant, & quantocyus ſtabiliantur, ac ad normam in aliis Regnis & Provinciis obſervatam, prioritas Juris in futurum obſervetur.

De Judiciis Montaniſticis, Legibus Regni conformandis.

Art. CVIII. Judicia Montaniſtica, ſecundum privatas eorundem Leges, ultra Sæculum ſtabilitas, in ſuo eſſe manebunt.

De præcavendis Incendiis.

Art. CIX. Ut præcavenda Incendia omnes meliores præcautiones per Comitatus & Civitates inſtituantur, Conſilio Regio Locumtenen-

tenen-

tenentiali incumbet: Voluntarii vero, & publici Incendiarii, pœna, 1723
supra in Articulo 11. expressa, irremissibiliter puniantur.

Contra Blasphemos in DEUM, Beatissimam Virginem MARIAM, & Sanctos DEI, animadvertendum.

Art. CX. Contra Blasphemos positivæ Patriæ Leges districtim observentur.

Ut Excessuosi delitescentes coërceantur.

Art. CXI. Parentibus, & Superioribus suis inobedientes nullius frugi, & bonas quasvis adhortationes spernentes, Authoritate Magistratuali compescantur.

De Informationibus a Comitatibus, & Civitatibus per Consilium accipiendis.

Art. CXII. Ad tollenda quævis Publicorum, & Diætaliter conclusorum effectum remorantia impedimenta, Comitatus & Civitates Consilio Regio Locumtenentiali necessarias Informationes suppeditabunt; quas si dare omiserint, Consilium Suæ Majestati repræsentabit, ut congruum remedium ordinare possit.

De Salvis Conductibus, per Suam Majestatem Sacratissimam extradi solitis.

Art. CXIII. Salvi Conductus, prout & hactenus factum fuit, non secus, quam habita de casu a Comitatibus sufficienti Informatione, expedientur. Asyla, quibus suffragari debeant, cum stante præsenti Diæta, ob brevitatem temporis elaborari non possit, sæpedictum Consilium Regium Locumtenentiale elaborabit, & Suæ Majestati Sacratissimæ submittet, ac in proxime futura Diæta, ut ibidem determinari possit, referet.

De Cursu Postæ ordinando.

Art. CXIV. De Cursu Postæ ordinando, Sua Majestas Sacratissima Generalem suum Postarum Magistrum audiet, & quod publica necessitas suadebit, benigne determinabit.

De Oeconomia Regni publica.

Art. CXV. Oeconomia Regni publica, qualis esse debeat? Cum Status & Ordines stante Diæta elaborare nequivissent; Ideo eandem Consilium Regium Locumtenentiale elaboret, & Suæ Majestati, ac etiam successive Statibus & Ordinibus Regni in Diæta, pro approbatione, vel modificatione referat.

Ut Regia Majestas, Regnum tot Bellorum Calamitatibus attritum, quoad Institutum promovendorum Publicorum, clementi Ope, & Gratia consolari dignetur; & Commercia intra Regnum instituantur.

Art. CXVI. Clementer annuit Sua Majestas Sacratissima, ut non solum

1723 ſolum Inſtitutum quodpiam, Bono publico utile & proficuum Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ Conſilium Regium Locumtenentiale demiſſe proponas; Sed & de ſtabiliendo intra Regnum Commercio, cum Hominibus Commercii inſtituendi gnaris conferat, eumque in finem de anticipando etiam aliquo Capitali, modum, absque tamen Publici, aut Privatorum præjudicio elaborare, ac eadem omnia pro benigna Suæ Majeſtatis Sacratiſſimæ Ratificatione, vel modificatione, pariter & Statibus, ac Ordinibus Regni, in Diæta ſubmittere poſſit: Neve Merces Publico damnoſæ, & inutiles, in Regnum inducantur: ac ut naturalia quoque in ſortem Mercium inducendarum a Quæſtoribus acceptentur, Publicoque utiles Mercatores omnimode protegantur, præfatum Conſilium proſpiciet.

De diverſi generis Mechanicis in Regnum inducendis.

Art. CXVII. Ut Mechanici omnis generis, cum aſſecuratione Libertatis ab omnibus publicis Oneribus, per quindecim Annos obtinendæ, in Regnum vocentur, clementer diſponet Sua Majeſtas Sacratiſſima; Cæterum, ut hujuſmodi Mechanici, in Locis, ubi Reſidentiam fixerint, nullos Fundos habeant, ne per culturam eorundem a Manufactura diſtrahantur, ſæpefatum Conſilium Regium Locumtenentiale providebit, & idem etiam Specifica inſtituendorum Commerciorum elaborabit, & Suæ Majeſtati Sacratiſſimæ ſubmittet, ut eadem Vicinis etiam Regnis & Provinciis communicari, & cum eorundem Concurſu, Commercia ipſa meliori ſucceſſu inſtitui, & continuari valeant; Ne autem ejuſmodi Mechanici Advenæ, expletis præmiſſis Exemtionis Annis, redeant, ſed potius fixam Reſidentiam continuent, invigilandum veniet.

De præcavenda Vinorum præſtantiorum adulteratione.

Art. CXVIII. Juſtum eſt, ne propter privatas quorumvis Fraudes Publicum patiatur, ut Vina præſtantiora quocunque modo adulterantes, vel ex deterioribus Promontoriis eadem ſubſtituentes, & ſub nomine horum ipſa Vendentes, taliterque Emtores defraudantes, & publicum Commercium impedientes, in amiſſione totalis Vini ſui per competentes Comitatus Magiſtratus ipſo facto inſtantanee puniantur.

De Quæſtu Pecorum inſtituendo, & Quæſtorum Extraneorum in Regnum libera permiſſione.

Art. CXIX. Petitum hoc ſtatuum, cum Vicinis etiam ſuis Regnis & Provinciis hæreditariis, benigne conferet Sua Majeſtas Sacratiſſima, & cum iiſdem ea, quæ promotionem Quæſtus Pecorum concernent, audito etiam eatenus Conſilio Regio Locumtenentiali, prævia cum Statibus, & Ordinibus Regni Communicatione, clementer determinabit.

De

De coërcendis Usurariis. 1723

Art. CXX. Ut usurarii, Actione Fisco Regio competente, eidemque relicta, non tantum in totius Interesse, sed etiam Capitalis amissione puniantur, & quod ultra legale sex per centum Interesse, a Debitoribus suis exegerunt, id Damnificatis per idem Judicium restituatur, justum est.

De Ferri ex aliis Provinciis in Regnum interdicenda inductione.

Art. CXXI. Ubi primum de sufficienti, & bono domestico Ferro Regnicolis provisum fuerit, Inductio Ferri extranei per se restringetur.

De Aquæ-Ductibus instituendis.

Art. CXXII. Prout reliqua ad promotionem Boni publici, & Impopulationem Regni conducentia; Ita, ut Fluvii quoque navigabiles per diversos Canales, & Fossas, ad varias Regni Partes, pro facilitando Commercio deducantur, Consilium Regium Locumtenentiale curabit; Viros hujusmodi Aquæ-Ductuum gnaros superinde consulet, cum iisdem tractabit, & concludenda Suæ Majestati Sacratissimæ pro benigna Ratificatione, vel modificatione demisse submittet, & in Diæta reportabit.

Excellentissimi ac Illustrissimi Domini Sacri Romani Imperii Comites, Thomas Gundakerus, item Guido, nec non reliqui subinserti Domini a Stahrenberg, in Hungaros cooptantur.

Art. CXXIII. Status & Ordines, Familiæ Dominorum Comitum a Stahrenberg eximiarum & magnarum Virtutum cumulatissimorumque & proficuorum, erga Augustam Domum Austriacam, Regnantemque Suam Majestatem Sacratissimam, ac ejusdem gloriosæ reminiscentiæ Prædecessores, adeoque etiam Status & Ordines Regni, Partiumque eidem annexarum, quasi continua serie remonstratorum meritorum, Sagoque & Toga præstitorum Servitiorum optime memores, proprio motu, & in præmentionatos Dominos Comites a Stahrenberg inclinati grati animi propensione, præviaque Excellentissimi & Illustrissimi Domini Thomæ Gundakeri, Sacri Romani Imperii Comitis, ac Domini a Stahrenberg, Perpetui in Eschelberg, Lichtenhag, Freystadt, Pottendorff, Hatvan, &c. Supremi ac Perpetui tam superioris, quam inferioris Austriæ Provincialis Mareschalli, Aurei Velleris Equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis actualis Intimi Conferentialis Consiliarii invitatione, memoratum Dominum Thomam Gundakerum a Stahrenberg, & per Eum, Excellentissimos pariter, Comitem Guidonem a Stahrenberg, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis actualem Intimum Consiliarium, Campi Mareschallum, unius Regiminis Pedestris Ordinis Colonellum, & Sacri Tetonici Ordinis per Austriacas Provincias Commendatorem; Comitem Conradum a Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majestatis pariter actua-

1723 actualem Intimum Consiliarium, & apud Serenissimum Regem, ac Rempublicam Magnæ Britanniæ actualem Legatum; Comitem Maximilianum a Stahrenberg, altefatæ Regiæ Majestatis Camerarium, Generalem Artolleriæ, unius Regiminis Pedestris Ordinis Colonellum; Comitem Gundamarum a Stahrenberg, præfatæ Regiæ Majestatis Camerarium, & Excelsæ Aulicæ Cameræ Consiliarium; ac Comitem Franciscum Josephum a Stahrenberg, Summefatæ Regiæ Majestatis pariter Camerarium; Non secus & in Linea recta Eorundem Descendentes universos Hæredes & Successores, cum Taxæ Indigenatus (quam alias recepti Indigenæ ex Lege Patriæ, mille Aureis exsolvere obligarentur) relaxatione, in numerum aliorum verorum, & indubitatorum Hungariæ Incolarum, & Indigenrum, cum Voto & Sessione competentibus, cooptant: Spem firmam sibi pollicentes, antelatum Dominum Comitem Thomam Gundakerum a Stahrenberg, ac per Eundem receptos reliquos Dominos Comites a Stahrenberg, Eorundemque Hæredes & Successores, in omne tempus, utiles Patriæ Cives, Juriumque & Prærogativarum, ac Patriarum Legum Observatores, studiososque Protectores, ac Defensores futuros.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Franciscus Ferdinandus Kinski, Sacri Romani Imperii Comes de Chinicz, in Hungarum recipitur.

Art. CXXIV. Gratam animi promptitudinem erga Status, & Ordines Regni supramemorati, Excellentissimi & Illustrissimi Domini Francisci Ferdinandi Kinski, Sacri Romani Imperii Comitis de Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz, Viklek, Winar, Krattenau, Egerzau, Matzen, & Angern, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarii actualis Intimi, Camerarii, Inclyti Regni Bohemiæ Cancellarii, ejusdemque Regni Supremi Aulæ Præfecti, sub præsenti Generali Eorundem Conventu, & alias quoque studiose declaratam, iidem Status, & Ordines recognoscere satagentes, titulatum Dominum Comitem, motu proprio invitatum, in numerum aliorum Regni Hungariæ Indigenarum; pariter & Ejusdem Filium Leopoldum, Comitem a Chinitz, & reliquos masculini Sexus Descendentes, cum Voto, & Sessione competentibus, receperunt, & consuetam etiam Aureorum mille Taxam relaxaverunt: Confidentes Eundem in futurum quoque, erga Nationem hanc tanto magis gratum, & utilem Patriæ Civem, Juriumque & Prærogativarum Regni Observatorem, & Manutentorem futurum.

Excellentissimus ac Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Claudius Florimundus a Merci, & Illustrissimi Domini Comites Joannes Josephus, & Franciscus Jörger, in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXV. Grata præterea cum satisfactione Excellentissimi, & Illustrissimi Domini Sacri Romani Sacri Romani Imperii Comitis

Claudii Florimundi a Merci, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cavalleriæ Generalis, unius Regiminis Equestris Ordinis Cataphractorum Colonelli actualis, Districtusque Tömösliensis Supremi Commendantis, ac Ejusdem altefatæ Cæsareo-Regiæ Majestatis Consiliarii, diversis occasionibus, præsertim ultimario hocce Bello Turcico, in propugnando hocce Regno, contra infensissimum Nominis Christiani Hostem Turcam contestatum studium, & propensionem, Status & Ordines Regni recognoscentes; Consideratisque Illustrissimorum Dominorum Comitum Joannis Josephi, & alterius Francisci a Jörger Meritis; Eosdem unanimi omnium Voto & consensu in numerum sui receperunt, ac pro veris Hungariæ Membris, deinceps ab omnibus habendos decreverunt: Confidentes Eosdem in futurum etiam, erga hoc Regnum, & Nationem, tanto magis gratos, & utiles Patriæ Cives sese exhibituros; Qui Dominus Comes a Merci, tam solitum superinde Juramentum jam deposuisset, quam etiam ad exigentiam Articuli 26. Anni 1687. Cassæ Regni satisfecisset. 1723

Illustrissimus Dominus Comes Joannes Jacobus a Löwenburg, in Hungarum jamprius receptus, inarticulatur.

Art. CXXVI. Et quia Illustrissimus Dominus Sacri Romani Imperii Comes Joannes Jacobus a Löwenburg, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Cameræ Aulicæ Consiliarius, & in Negociis Hungaricis ordinatæ Cameralis Commissionis Præses, nec non Comitatus Bekessiensis, Supremus Comes, tametsi ante annum adhuc 1687. in Hungarum, uti id ipsum ex Diplomate superinde extracto, remonstrasset, receptus fuisset; attamen ob ejusdem pro tunc in Servitiis Regiæ Majestatis occupati absentiam, sui receptio inarticulari omissa fuisset; Hinc Status & Ordines Regni Eundem, pro in numerum, & Consortium suum cooptato & accepto, præsenti Articulo declarant; Ulterius quoque in Ejusdem gratitudine confidentes, Eundem erga Regnum & Nationem hanc verum & utilem Civem semet exhibiturum; Ac siquidem jam ante conditum supramentionati Anni 1687. 26. Articulum receptus extitisset, ad persolvendam etiam eodem Articulo contentam Indigenatus totalem Taxam, Eundem minus obligari decernunt.

Dominus Baro Ernestus a Petrasch, pariter in Hungarum recipitur.

Art. CXXVII. Insuper Status, & Ordines grata recolentes memoria, fidelia Regno Hungariæ præstita Servitia, perpessosque ob defensam Regni, apud immanem Christiani Nominis Hostem Turcam duros Carcerum squalores Magnifici Domini Liberi Baronis Ernesti a Petrasch, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis Colonelli, & Legionis Schönbornianæ Commendantis, ad demissam ejusdem apud Status, & Ordines propterea factam Instantiam, Eundem in Hungarum receperunt & cooptarunt; Ita tamen, ut tam Juramentum, secundum formam Decretalem deponere, quam etiam Cassæ Regni, ad exigentiam, Articuli 26. 1687. satisfacere, iisdemque peractis Privilegia sua ex Cancellaria Regio-Hungarica Aulica extrahere debeat, & teneatur.

1723 Dominus Joannes Georgius de Managetta, pariter in Hungarum recipitur.

Art. CXXVIII. Consideratis præterea perillustris, ac generosi Domini Joannis Georgii de Managetta & Lerchenau, Sacri Romani Imperii equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis consiliarii, & referendarii intimi, tam sub proxime præterito anno celebratæ systemalis commissionis, quam etiam præsentis diætæ decursu, erga Regnum, & Nationem hanc contestatis officiis, impensisque per eundem plurimis laboribus, & fatigiis, ad præviam ejusdem superinde factam submissam instantiam, status & ordines Regni, eundem una cum filiis suis, Domino Joanne Josepho, altefatæ Cæsareo-Regiæ Majestatis inferioris Austriæ Regiminis consiliario, & Philippo Jacobo, ac Filiabus, prouti & suis, suorumque utriusque sexus descendentibus, in numerum, & cœtum reliquorum Regni hujus indigenarum cooptarunt, & receperunt; intuitu quorum utilium ejusdem servitiorum, impensorumque fatigiorum, taxam quoque mille aureorum eidem condonarunt, & relaxarunt; Confidentes eundem imposterum etiam fidelem Regni Civem sese exhibiturum.

Domini Joannes Georgius ab Haruckern, & Joannes Wilhelmus a Brokhausen, pariter in Hungaros recipiuntur.

Art. CXXIX. Ad ultimum, ob præstita, & futuris etiam temporibus, atque omnibus occasionibus præstanda, & exhibenda ipsorum in hoc Regno Hungariæ Merita, accedente etiam eo in passu apud status, & ordines Regni humili instantia perillustrium ac generosorum Dominorum Joannis Georgii ab Haruckern, Sacri Romani Imperii equitis, Sacræ Cæsareæ Regiæque Majestatis cameræ aulicæ consiliarii, & Rei Annonariæ Vice-Colonelli; Et Joannis Wilhelmi a Brokhausen, ejusdem altefatæ Majestatis sacratissimæ consilii aulæ bellici æque consiliarii, & intimi referendarii, eosdem pariter in cœtum Indigenarum istius Regni recipiunt; Sperantes eosdem bonos, utiles, & fideles patriæ cives futuros. Qui tamen tam solitum juramentum deponere, quam etiam articulo 26. anni 1687. satisfacere tenebuntur.

CONCLUSIO.

Nos itaque demissa memoratorum fidelium nostrorum, Dominorum Prælatorum, Baronum, Magnatum, & Nobilium, cæterorumque præattacti Regni nostri Hungariæ, & partium eidem annexarum statuum, & ordinum supplicatione & instantia benigne exaudita, clementer & admissa: Universos præspecificatos articulos, prævio modo nobis præsentatos, hisce literis nostris de verbo ad verbum inseri, & inscribi fecimus, eosdemque, ac omnia & singula in illis contenta, ratos, gratos, & accepta habentes, eisdem Regium consensum, benevolum pariter & assensum præbuimus, Regiaque pariter authoritate nostra approbavimus, acceptavimus, ratificavimus, & confirmavimus; Securos reddentes prædictos fideles status & ordines,

dines, quod omnia in præinsertis articulis contenta, tam nos ipsi ob- 1723
servabimus, quam per alios quoscunque fideles nostros observari faciemus: Quemadmodum acceptamus, approbamus, ratificamus, & confirmamus: Harum nostrarum vigore, & testimonio literarum mediante. Datum in Archiducali civitate nostra Vienna Austriæ, die decima nona mensis Junii, anno Domini millesimo, septingentesimo, vigesimo tertio. Regnorum nostrorum, Romani duodecimo; Hispaniarum vigesimo; Hungariæ vero, Bohemiæ, & reliquorum anno decimo tertio. Reverendissimis, Serenissimo, ac Venerabilibus in Christo Patribus, Dominis Christiano Augusto, Duce Saxoniæ, Principe Metropolitanæ Strigoniensis; Ac Emerico e Comitibus Csaky, Colocensis & Bachiensis Ecclesiarum Canonice unitarum Archi-Episcopis, & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbyteris Cardinalibus; Illo quidem Jauriensis, hoc vero Varadiensis, Administratoribus; Comite Ladislao Adamo Erdödy, Nitriensi; Fratre Emerico e Comitibus Eszterhazy, Weszprimiensis; Altero Fratre Ladislao e Comitibus de Nadasd, Csanadiensis; Comite Francisco Wilhelmo a Nesselrod, Quinque-Ecclesiensis; Comite Gabriele Antonio Erdödi, Agriensis; Michaële Friderico e Comitibus ab Althann, præfatæ Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Presbytero Cardinale, Vaciensis; Petro Bakics, Bosnensis; Francisco Josepho Wernics, Sirmiensis; Nicolao Pohmajevics, Segniensis, & Modrusiensis, seu Corbaviensis; (Sedibus Zagrabiensis, & Transylvaniensis vacantibus) Georgio Gillani, Tinniniensis; Emerico libero barone Pongracz, electo Pharensis; Andrea Kürtessy, electo Traguriensis; Comite Paulo Forgacs, electo Rosonensis; Michaële Werbanics, electo Scardonensis; Paulo Spaczay, electo Arbensis; Stephano Kontor, electo Tribunicensis; Joanne Okolicsany, electo Noviensis; Ferdinando Jacobo lib. barone Jany, electo Samandriensis; Francisco Ladislao lib. barone Mednyanszky, electo Catariensis; Joanne Kis Seniore, electo Ansariensis; Joanne Bublovics, electo Scopiensis, Mathia Marckl, electo Stagnensis; Antonio Hermanno libero barone Pechmann, electo Biduanensis; Joanne Racsay, electo Pristinensis; Ladislao Szörenyi, electo Dulcinensis; Joanne Kiss Juniore, electo Corzolensis, Georgio Foglar, electo Serbiensis; Comite Paulo Zichy, electo Scutariensis, Michaële Kebel, electo Temnensis; Andrea Petrik, electo Wovadrensis; Georgio Zorger, electo Dulmensis; Paulo Olasz, electo Almisiensis; Comite Emerico Juniori Eszterhazy, electo Sibnicensis; & Paulo Ignatio Nevery, electo Makariensis Ecclesiarum Episcopis, Ecclesias DEI feliciter gubernantibus.

Item Spectabilibus ac Magnificis, Comite Nicolao Palffy ab Erdöd, prædicti Regni nostri Hungariæ Palatino, Judice Cumanorum, Aurei Velleris Equite, & Locumtenente nostro Regio; Comite Stephano Kohary de Csabragh, Judice Curiæ nostræ Regiæ; Comite Joanne Palffy a prædicta Erdöd, antelatorum Regnorum nostrorum Dalmatiæ, Croatiæ, & Sclavoniæ Bano; Comite Sigismundo Csaky de Kereszt szegh, Tavernicorum; Comite Marco Czobor de Czo-

bor

1723 bor Szent Mihaly, Janitorum; (Officiis Curiæ, & Pincernarum vacantibus) Comite Joanne Kery de Ipolyker, Agazonum; Comite Joanne Draskovics de Trakoſtyan, Cubiculariorum; Comite Petro Zichy de Vaſonkö, Dapiferorum noſtrorum Regalium per Hungariam Magiſtris; ac prælibato Comite Nicolao Palffy a repetita Erdöd, Comite Poſonienſi; Cæterisque quam plurimis toties fati Regni noſtri Hungariæ Comitatus tenentibus, & Honores.

CAROLUS.

(L. S.)

Lad. Adamus C. Erdödy, Epiſc. Nitrienſis.

Joſephus Sigray.

CCXCVIII.

Anderweitiges Kayſerl. Reſcript wegen der Proteſtanten in Ungarn, de Anno 1723.

CAROLUS VI. &c. Reverendi Honorabiles &c. Probe recordamini, qualiter vigore aliarum benignarum literarum noſtrarum de dato in Archi-Ducali Civitate noſtra Vienna Auſtriæ die X. Menſis Aug. An. 1721. expeditarum propter bonum domeſticæ unionis & pacis internam regni tranquillitatem conſervandam pro interimali etiam remedio in religionis negotio usque ad exitum Commiſſionis eatenus inſtitutæ, ſuperindeque ſubſecutam benignam ratificationem aut modificationem noſtram, cuncta in eo, quo immediate ante & ſub tempus inchoatæ Peſthini præattactæ comiſſionis ac tunc fuerunt ſtatu maneant, nihilque omnino innovetur, benigne commiſiſſemus, hujusmodique benignam reſolutionem noſtram, eo quod ad omnium notitiam pervenire ac a cunctis debite obſervari poſſit, in gremio Cottus Veſtri, quantocyus ſuo modo publicandam & exacte obſervandam eo tunc benigne præcepiſſemus; quia tamen eandem benignam diſpoſitionem noſtram, minus obſervatam fuiſſe, tum ex Romano-Catholicorum, tum vero Auguſtanæ & Helveticæ Confeſſioni addictorum Fidelium noſtrorum, variis repræſentationidus diſplicenter intelleximus: Idcirco vobis harum ſerie iterato firmiter præcipientes committimus & mandamus, quatenus ante latam benignam reſolutionem noſtram, debito effectui mancipare, ac usque ad finem ſupra dictæ Commiſſionis, ſubſecuturam benignam deciſionem noſtram omnia ad prædictum ſtatum reponere, ac in eodem ambas partes eo usque auctoritate Veſtra magiſtratuali conſervare debeatis & teneamini. Gratia in reliquo noſtra Cæſ. Regia benigne jugiterque vos complectimur. Datum in regia Arce noſtra Pragenſi die 19. Octobr. Anno 1723.

CAROLUS.

(L. S.)

Lad. Adamus C. Erdödy, Epiſc. Nitrienſis.

Joſephus Sigray.

CCXCIX.

1723

CCXCIX.

Allianz zwischen Ihrer Rußischen Majest. und dem Könige von Persien zu St. Petersburg 1723. geschlossen.

Im Nahmen des allmächtigen GOttes!

Kund und zu wissen sey hiermit; Nachdem seit etlichen Jahren so grosse Verwirrungen im Königreich Persien entstanden, daß einige Unterthanen dieses Reichs keinen Scheu getragen, nicht allein Rebellion wider ihren rechtmäßigen Herrn anzustifften, und unsäglichen Schaden zu verüben, sondern auch Ihrer Rußischen Kays. Majest. Unterthanen, so, vermöge der zwischen beyden Puissancen vor Alters errichteten Tractaten, und obschwebenden guten Freundschafft, alldort ihre Handlung und Gewerbe treiben, ihrer auf grosse Summen sich belauffenden Waaren zu berauben, aufs härteste zu tractiren, ja gar ums Leben zu bringen; und aber der in Persien damahls regierende König, bey der in seinem Lande eingerissenen Zerrüttung sich ausser Stande befunden, wegen der an den Rußischen Unterthanen verübten Insolentien gehörige Satisfaction zu geben; Daß endlich Seine Rußische Kayserl. Majest. bewogen worden, sowohl wegen der zu dem König von Persien tragenden guten Zuneigung und Freundschafft, als auch rechtmäßiger Erwegung, wie dieses Ubel nicht allein gantz Persien hinrichten, sondern auch zuletzt sich Ihren Gräntzen nähern würde, Ihre gerechte Waffen wider bemeldte Rebellen zu kehren, und denenselben am Caspischen Meere, die unter ihrer grausamen Bothmässigkeit allbereits befindlichen Städte und Plätze mit gewaffneter Hand wieder abzunehmen, und mit dero Garnisons besetzen zu lassen; Wodurch denn die Wuth der Rebellen so sehr angewachsen, daß sie nicht allein der Kön. Residentz-Stadt sich bemächtiget, sondern auch den König vom Thron gestossen, und samt seiner gantzen Familie, biß auf einen jungen Printzen, Nahmens Fachmasib, gefangen genommen, welcher als rechtmäßiger Erbe seiner väterlichen Reiche und Lande, nicht unterlassen wollen, die zwischen beyderseits Monarchien schon von langen Zeiten her gepflogene Freundschafft zu erneuern, und aufs verbündlichste zu befestigen, auch zu dem Ende Dero besonders lieben getreuen Ismael Beeg, mit dem Character eines Jehtimat Debeld, mit einem Schreiben an Se. Rußische Kayserliche Majestät abzufertigen, und sowohl Deroselben seine rechtmäßige Nachfolge auf den väterlichen Thron kund zu thun, als um Hülffe wider die von den Rebellen ihm angethane unerträgliche Drangsalen zu bitten, auch denselben mit gnugsamer Vollmacht unter seinem Königlichen Insiegel zu versehen, und über sothane Hülffe wider die Aufrührer einen förmlichen Tractat zu schliessen. Worauf denn von Seiten Sr. Kayserl. Majestät auf vorher gegangenen Special-Befehl von Dero untenstehenden Ministris zum Werck geschritten, und über folgende Articul mit dem Persianischen Bothschaffter gehandelt und verglichen worden:

Art. I.

1723 Art. I.

Versprechen Seine Rußisch-Kayserliche Majestät, dem König Pachmasib Dero aufrichtige Freundschafft und Beystand wider die Rebellen, und damit diese gäntzlich ausgetilget, und hingegen die Regierung des Königes von Persien vollkommen befestiget, und in gute Ruhe gesetzet werden möge, verbinden sich Se. Czaarische Majestät ein ansehnlich Corpo so wohl Infanterie, als Cavallerie, in möglichster Eile nach Persien marchiren, und wider die Aufrührer agiren zu lassen.

II. Dahingegen überläst der König von Persien auf ewig an Ihro Kayserliche Majestät und dem Reiche, die Städte nahmentlich Derbent, Backu, nebst allen am Caspischen Meere liegenden Ländern und Dependentzien, wie auch nicht weniger die Provintzen Gilan, Misandran und Astarabat, damit dieselbe zur Subsidentz Dero Armee dienen mögen, ohne dadurch des Königs von Persien Majestät beschwerlich zu fallen.

III. Weil aber unmöglich, daß man in so weit entfernte Länder die benöthigten Pferde, sowohl vor die Cavallerie, als zum Behuff der Artillerie, Bagage, Ammunition und Proviant, übers Meer transportiren könne, und denn der Königl. Persische Bothschaffter dargegen vorgestellet, daß man in den cedirten Plätzen überflüßigen Vorrath davon anträffe; so befehlen zwar Ihro Kayserl. Majest. Ihren wider die Rebellen commandirenden Generals, daselbst so viel aufzubringen, als nöthig ist; jedoch auf den Fall, da solche nicht zureichen solten, machen sich des Königs in Persien Majestät hiermit anheischig, so viel als man bedürffen wird, und zwar ein jedes Pferd für 12. Rubeln zu überlassen, die Cameele zu Fortschaffung der Bagage ohne Entgelt zu lieffern, die Unterhaltung der Armee eifrigst zu besorgen, und sonderlich dahin zu sehen, daß auf den March-Routen dieselbe mit Brodt, Fleisch und Saltz reichlich versehen werde; jedoch mit dem Vorbehalt, daß das Getraide, Fleisch und Saltz, nach dem hieselbst angegebenen Preisse, baar bezahlet werden, nemlich an Weitzen für 1. Persianischen Batman, so 60. Rußische Pfund wieget, 10. Copieken, für 1. Batman Rindfleisch 16. Copieken, für 1. Batman Saltz 2. Cop. und für einen Hammel, so 4. Batman wieget, 1. Rubel. Solten aber die Preisse dieser Victualien auf dem March der Trouppen steigen, so bezahlet der König von Persien den Uberschuß der bevorstehenden Taxe aus seinen eignen Mitteln, und wird zur zeitigen Verpflegung der Armee, sogleich nach Zurückkunfft des Persianischen Bothschaffters, alles Nöthige veranstaltet.

IV. Wird zwischen Ihro Kayserl. Maj. und Dero Lande eines, und dem König von Persien und dessen Reiche andern Theils, eine beständige gute Freundschafft und Vernehmen, hiermit aufgerichtet, vermöge welcher beyderseits Unterthanen allezeit ungehindert in diesen Landen hin und her reisen, sich daselbst niederlassen, und nach Gefallen handeln können; Wenn sie auch über kurtz oder lang wieder von dar sich weg begeben wolten, so stehet ihnen solches frey, ohne daß ihnen

ihnen der geringste Schaden oder Hindernisse deßwegen dürffte verursachet werden, und wollen beyde Maj. Maj. die Ubertreter alles Ernstes bestraffen und hierob halten. 1723

V. Versprechen Ihro Kayserl. Maj. daß sie alle, so dem Persischen Reiche feind und zuwider sind, gleichfalls vor ihre eigene Feinde achten, und zum besten des Persischen Reichs wider sie agiren; die aber, so mit Persien in guter Freundschafft leben, nicht anders als ihre eigene Freunde ansehen wollen; welches der König von Persien seiner Seits Ihro Kays. Maj. in Ansehung Dero Freunde und Feinde, wiederum verspricht, auf das allerheiligste zu beobachten.

Zu dessen Urkunden und mehrer Versicherung, daß über das, was hiebevor enthalten, jederzeit fest und unverbrüchlich solle gehalten werden, habe ich Ismael Beeg, des Durchl. Königs von Persien Groß-Bothschaffter, im Nahmen und von wegen meines Königs und Herrn, Krafft der unter seinem Insiegel mir gegebenen Vollmacht, diesen Tractat eigenhändig unterschrieben, auf meinem Glauben beschworen, und mit meinem Petschafft besiegelt, auch ihn gegen ein anders Exemplar, so mit Ihro Kayserlichen Majestät grossen Insiegel bestärcket, und von Dero hierzu verordneten Ministern unterzeichnet ist, ausgewechselt. So geschehen zu St. Petersburg den 12. Septembr. st. v. 1723.

War unterschrieben:

Von Seiten Ihro Rußisch-Kayserlichen Majestät

Gr. Gabr. von Galovkin,
des Rußis. Reichs Groß-Cantzlar.
B. Andr. von Ostermann,
R. Kays. Geh. Rath.
Basil. von Stephanoff,
R. Kays. Geh. Cantzley-Rath.

(Sigill. majus Imper. Russici pensile)

Von Seiten des Königes in Persien

Ismael Beeg,
Groß-Bothschaffter.
(L. S.)

CCC.

Der Schwedischen Reichs-Stände Beschluß, verabschiedet auf dem allgemeinen Reichs-Tage, so den 17. Oct. (st. vet.) 1723. in Stockholm gehalten worden.

Wir unterschriebene des Reichs Schweden Räthe und Stände, Grafen, Freyherren, Bischöffe, Adel, Priesterschafft, Kriegs-Befehlhabere, Bürgerschafft und Gemeinde, welche zu dem

1723 durch GOttes Gnade wohl überstandenem Reichs-Tage allhier in der Königl. Residentz-Stadt Stockholm versammlet gewesen sind, sowohl für Uns selbst, als auch Krafft Vollmacht von Unsern daheim gelassenen Mit-Brüdern, thun kund: demnach es dem Großmächtigsten Fürsten und Herrn, Herrn FRIEDRICH, der Schweden, Gothen und Wenden Könige ꝛc. ꝛc. Unserm allergnädigsten Könige in Gnaden gefallen, nicht allein auf die in der Regierungs-Form bestimmte Zeit zu einer allgemeinen Zusammenkunfft Uns beruffen, sondern auch sothane hochwichtige Geschäffte und Angelegenheiten Uns eröffnen zu lassen, welche bey jetzigen Läufften nach einem langwierigen verderblichen Kriege, sowohl zu des verfallenen Werckes Wiederaufrichtung, als auch zu des Reichs Stärckung, Schutz und dauerhaffter Sicherheit einer gemeinsamen wohl überlegten Berathschlagung, getreuen Beytritts und kräfftigen Unterstützung wohl bedürffen: So haben wir zu unterthäniger Folge Unserer schuldigen Treue und Pflicht auf diesen gnädigen Befehl und Beruff Uns auf den angesetzten Tag allhie einmüthig eingefunden, auch die zur Abhandlung Uns vorgelegte und dahin gehörige Angelegenheiten in genauere Erwegung gezogen; Uns auch durch die darzu erforderte ziemlich lange Zeit und die Vielheit der Kosten so wenig abschrecken oder ermüden lassen, daß eben diese Schwierigkeiten Unsern Fleiß und Eyfer fast mehr geschärffet und aufgemuntert haben, wie wir dann mit Hindansetzung Unsers eigenen Nutzen Uns fürnehmlich angelegen seyn lassen, wie Ihro Königl. Majestät bey der schweren Regierungs-Bürde durch getreuen Rath unterstützet, des Reichs Mängel verbessert, wie auch des lieben Vaterlandes Wohlfahrt auf alle thunliche Weise befördert werden möge. Uber welches alles wir uns solchergestalt mit einander vereiniget, und einhellig beschlossen haben, wie folget:

I. Gleichwie Uns vor allen Dingen oblieget, dem allmächtigen, barmhertzigen GOtt innerlich demüthigen Danck abzustatten, daß er nach einem langwierigen, blutigen und verzehrenden Krieg endlich Unser Vaterland mit Friede und Ruhe erfreuet, welche Er Uns lange Zeit erhalten, und zu guten kommen lassen wolle; So erinnern Wir Uns imgleichen mit tieffster Ehrerbietigkeit der besondern Sorgfalt und Eyfers, welchen Ihro Königl. Majest. preißwürdigst erscheinen lassen, das grausame Blutvergiessen zu stillen, des Landes Verheerungen zu hemmen, und an deren Statt Uns Ruhe, Sicherheit und Freundschafft mit Unsern Nachbarn zu schaffen: Und ob wohl alle vorsichtige An- und Vorschläge in den drückenden Nöthen und Unglücks-Fällen nicht zureichlich gewesen sind, den Weg zu Wiederherherstellung des hocherwünschten Friedens zu bahnen, ohne beklägliche Einbüssung und Verlust ansehnlicher Länder und Einkünffte, welche in dem Nystädtischen Friedens-Schluß mit Rußland vom 30. Aug. 1721. abgetreten sind; So müssen wir dennoch nach genauer der Umstände Zusammenführ- und Erwegung mit unterthäniger Verehrung erkennen, und dem beyfallen, was Ihro Königl. Majestät auf solche

Weise

Weise mit des Reichs-Raths Bewilligung beliebet, beschlossen und gut geheissen haben. 1723.

II. Wie aber dieser erworbene theure Friede nach diesem unverbrochen beybehalten, des Reiches Gräntzen und Sicherheit allenthalben mit guter Verfassung und zuverläßigen Freundschaffts-Verbindungen wohl versichert, alle Irrungen, welche vielleicht entstehen könten, vorsichtiglich abgewendet, wie auch die geseegnete Ruhe solcher Gestalt allenthalben genossen werden könne, ein solches haben einige von Unsern erwehlten und verordneten Mit-Brüdern in geziehmender Stille sorgfältig überleget, auch nach Anleitung des von Ihro Königl. Majest. allergnädigst mitgetheilten geheimen Vortrags, so gut es der gegenwärtigen Zeiten Beschaffenheit zulässet, gesuchet alle dienliche Mittel und Wege auszufinden, und an Hand zu geben, welche zu bemeldten heilsamen Endzwecks Erhaltung und Befestigung am geschicktesten und dienlichsten befunden sind. In dergleichen unterthänig treuen Absicht sind über die vorgefallene höchstwichtige und geheimste Sachen, und sonderlich über das Allianz-Werck verschiedene Vorstellungen und Bedencken Ihro Königl. Majest. nach einander unterthänigst überreichet worden. Welche, da sie nach gepflogener reiffer Berathschlagung verfaßt und fest gestellet sind; So wollen Wir auch hiermit uns darauf bezogen, und sie von gleicher Krafft zu seyn erkläret haben, als wenn deren Innhalt von Wort zu Wort hier eingerücket wäre. Wobey Wir treu-innerlich von GOtt dem Allmächtigen wünschen, daß wie Wir von Ihro Königl. Majest. friedliebendem und zärtlichem Gemüth für des Reiches Besten und Aufnehmen genugsam versichert sind, also auch deroselben der gnädige GOtt bey sothanen Rathschlägen geseegnete Würckung und Fortgaug, allen Einwohnern insgemein, und jeden ins besondere zur Sicherheit, Gedeyen nnd Feeude, verleihen wolle.

III. Aus Ihro Königl. Majest. übrigen so allgemeinen als besondern gnädigen Propositionen, des Reichs innere Verfassung, das Justiz-Kriegs- und Cammer-Wesen betreffend, wie auch aus denen bey den Berathschlagungen gehaltenen Protocollen haben die Stände des Reichs ebenfalls mit sonderbahrem Vergnügen den unverdrossenen Fleiß, Treue und Sorgfalt ersehen, womit die Reichs-Räthe dem gemeinen Wesen aufzuhelffen, und mittelst sothaner Anschläge dasjenige aufrecht zu erhalten munter und fürsichtig gesuchet haben, was sowohl ihrer Königl. Maj. zu gnädigsten Gefallen, und dem Reiche zu Nutzen und Wohlfahrt, als auch ihnen selbsten zu besonderm Ruhm und Ehre gereichet.

Und wie Wir solchemnach genugsam erkennet haben, daß ihr eigentlicher Endzweck dahin gestellet und gerichtet sey, wie nechst der Ehre göttlichen Nahmens, des Königs und des Reichs von einander unabtrennliche Hoheit, Gerechtsame, Nutzen und Dienste in allen Zufällen verwahret und befördert, der Stände gehörige Vorzüge und Freyheiten geschirmet, die Gerechtigkeit allen und jeden förderstamstens ertheilet und Gesetz-mäßig gehandhabet, wie auch alle Sachen

durch

1723 durch eiferigen Betrieb nach den Umständen redlich abgethan und ihnen abgeholffen werden möge; So versehen Wir Uns zu hoch-wohlgedachten Reichs-Räthen gewißlich, es werden dieselbe eben auf die Weise hinführo geneigt seyn, und ohne zu ermüden, bey dieser ihrer schweren und mühsamen, dabey doch wichtigen und höchstnöthigen Arbeit mit gleichem Eyfer, Fleiß und Sorgfalt wie bißhero, Ihro Königl. Maj. des Vaterlandes und der Einwohner Bestes bewachen, Ihrer Königl. Maj. mit ihren reiffen Rath darinnen treulich an Hand gehen, und damit das sonderlich gute Vertrauen erfüllen, so die Reichs-Stände zu ihnen tragen, und nun um so viel deutlicher an den Tag legen, als wir bey der jetzigen schweren Zeiten Beschaffenheit nechst unsern unterthänigstem Vertrauen zu Ihro Königl. Maj. alle Sorge vor des Reichs Sicherheit und Wohlfahrt, wie auch der Stände unbekränckte Freyheiten und Gerechtsame in ihren Schoß legen, und ihrer Vorsorge überlassen.

IV. Alldieweilen durch den langwierigen Krieg und unterschiedene Zufälle, so sich mittler Zeit bey Uns geäussert haben, des Reichs innerliche Oeconomie, sowohl in Ansehung des Müntz-Wesens, als anderer Dinge, in eine grosse Unordnung gerathen; Und wir nicht ehe als jetzo, seit deme es GOtt gefallen, Uns mit Friede zu erfreuen, und das Land einiger massen zur Ruhe gekommen ist, dasjenige, so zu Verbesser- und Wiederherstellung darinnen dienlich seyn möchte, vornehmen können; So haben wir Uns angelegen seyn lassen, die eingerissenen Fehler und Mängel abzuschaffen, und zum Guten zu ändern. Wir müssen zwar gestehen, daß das weitläufftige und verwirrte Werck, worinnen Wir zu arbeiten gehabt, Uns von allen Seiten so überhäuffet, daß Wir für dieses mahl alle Sachen zu vollkommener Richtigkeit, wie wir gewünschet, nicht zusammen bringen können; Jedoch zu Bezeugung Unsers wahrhafften Eyfers vor Unserer aller allgemeine Wohlfahrt, und der davor angewendeten grossen Mühe, beruffen Wir Uns kühnlich auf die vielen Ihr. Kön. Maj. unterthänigst übergebene Bedencken, Antworten u. Vorstellungen, so obbemeldte Unsere innerliche Oeconomie betreffen, deren Erfolg und Nutzen selbst, so bald die dazu gehörige Anstalten bewerckstelliget werden, zeigen wird, wie Wir der Crone Einnahme zu vermehren, alle Weitläufftigkeit, so bißhero bey den Rechnungen im Brauch gewesen, abzukürtzen gesuchet, wie nicht weniger die Berg-Wercke in die Höhe zu bringen, und deren vollem Betrieb, als der für Uns der sicherste und vornehmste Grund des auswärtigen Handels ist, durch neue Vortheile aufzuhelffen, die Manufacturen in den Schwang zu bringen, die Commercien in vortheilhafften Gang zu setzen, und was die Schiffahrt und andere Dinge mehr betrifft, die Anstalten zu verfügen, welche wir vor jetzt und künfftige Zeiten zu des Reiches Nutzen und Besten dienlich zu seyn erachtet haben.

Ausser diesem haben Wir Uns angelegen seyn lassen, für etliche Collegia und Lands-Hauptmannschafften, die nöthigen Amts-Unterrichte und Instructiones zu verfassen, welche Wir zu Ihro Kön. Maj.

gnä-

gnädigsten Confirmation unterthänigst zu dem Ende überreichet ha- 1723
ben, daß sie jetzo gleich zu gehorsamer Nachlebung ausgefertiget werden, und ihre völlige gesetzliche Krafft bekommen sollen, biß etwa nach diesem die würckliche Erfahrung zeigen wird, ob, und wie weit sie bey einiger der Stände Zusammenkunfft in ein oder andern weitern Nachsehens Vermehr- und Verbesserung bedürffen.

V. Gleichwie die Liebe, Eintracht und Vertrauen gegen einander vor die vornehmste Grund-Säule Unserer allgemeinen Wohlfahrt, und die innere Versicherung Unserer wieder erworbenen Freyheiten billig gehalten wird; So haben des Reichs Stände, um alle Steine des Anstosses und alles andere, so das geringste Mißvergnügen oder Widrigkeit unter den Ständen verursachen könten, aus dem Wege zu räumen, sich so mit einander in Freundlichkeit gesetzet, gefüget und bequemet, daß Wir vernünfftiger Weise vermuthen, es werde ein jeder sowohl, was die Privilegia, als der Stände allgemeine Beschwerden betrifft, sein vernünfftiges Vergnügen darinnen finden.

Um welcher Ursach willen Wir auch sammt und sonders von Hertzen wünschen, daß bey diesen solchergestalt untersuchten, und von Ihro Königl. Majestät confirmirten Vorzügen und Gerechtsamen Wir beständig ohne Eintrag oder Veränderung gehandhabet und erhalten werden mögen.

VI. Und obwohl die Kriegs-Flamme anjetzo gleichfalls überall in Unserer Nachbarschafft durch des grossen GOttes Beystand gedämpffet und erloschen ist; So halten Wir doch höchst angelegen, und der Vorsichtigkeit gemäß zu seyn, daß Wir Uns unter der Friedens-Ruhe in gefährliche und wehrlose Sicherheit nicht einschläffern lassen, sondern Wir haben vielmehr unsere wohlgemeynte Vorsorge dahin erstrecket, wie aller fernern unvermutheten auswärtigen Gewalt und Einbruch durch zeitliche Verfassung hinkünfftig zuvor gekommen, und selbiger gesteuert werden möge. Zu welchem Ende wir sorgfältigst mit einander überleget, und Ihro Königl. Majest. Unsere Gedancken unterthänig eröffnet haben, auf was Weise die Krieges-Macht zu Lande am bequemlichsten in einem beständig guten Zustand aufrecht erhalten, der Abgang ersetzet, und das festgestellte Eintheilungs-Werck unverbrochen und unvermindert bleiben, wie auch durch gewisse Erspahrungen bey den Regimentern eine ansehnliche Vorraths-Cassa auf allgemeine Nothdurffts-Fälle bey vorfallenden Begebenheiten angerichtet werden könne. Wobey Wir auch Ihro Königl. Majest. Unsern wohlgemeynten Vorschlag unterthänigst zu erkennen gegeben haben, wie die Schiffs-Flotte zu des Reiches Schutz und Sicherheit verstärcket, wohl bemannet und bey Macht erhalten werden möge: Deßgleichen, wie die Vestungs-Wercke und Gräntz-Plätze, als die nöthigen Vormauern behörig angelegt, im baulichen Wesen gesetzet, und mit aller Nothdurfft versehen, wie auch die Magazins- und Vorraths-Häuser in den Stand gebracht werden mögen, daß, wenn es die Noth erfordert, man darzu greiffen könne. Worüber Wir auch endlich zu Folge Ihro Königl. Majest. gnädigen Propositi-

posi-

1723 position und Begehren unsere unterthänige Antwort und Bedencken überreichet haben, der gewissen unterthänigen Hoffnung lebende, daß, wenn unter Ihro Königl. Majest. hochweisen, tapffern und fürsichtigen Regierung die angegebene Vorschläge ins Werck gestellet werden, daß alsdenn das Reich und dessen Gräntzen mit GOttes milder Beyhülffe gegen allerhand feindliche Uberfälle und Einbrüche werde befriediget und vertheidiget werden können.

VII. Es hätten zwar des Reichs Stände nach endlich erlebtem Ende des Krieges und dessen mitfolgender Plagen und Widerwärtigkeiten auch die erfreuliche Friedens-Frucht davon erwartet, von allen Extra-ordinair-Ausgaben befreyet und damit verschonet bleiben zu können. Allein, da nichts destoweniger des Reiches Dürfftigkeit, Mängel, und unumgängliche Ausgaben eine grössere Geld-Sammlung erfordern, als daß dazu die ordinaire Anlagen solten reichen und erklecken können; So haben Wir als getreue Mit-Glieder in dem allgemeinen Regiments-Cörper, und vor den Theil, den ein jeder ins besondere an dessen Wohlstand nimmet, Uns nicht entziehen können noch sollen, den nöthigen gemeinen Zuschuß und willigen Geld-Beytrag dazu zuthun, ohne welche des Reiches Ehre und das gantze gemeine Wesen sein Absehen und Krafft verliehren, wie auch in augenscheinliche Gefahr und Ohnmacht gestürtzet werden würde: Und solchemnach, obwohl Wir annoch die in Kriegs-Zeiten übertragene schwere Auflagen gar wohl empfinden, und Uns dadurch gewaltig entblösset sehen; So hat dennoch die reine und rechtschaffene Liebe vor das Vaterland, wie auch dessen Nothdurfft und abgeziehlte Wohlfahrt in aller redlichen Unterhanen Hertzen die Oberhand behalten, so, daß Wir, nach wohlüberlegten Rath bewogen und veranlasset sind, bey jetziger Verlegenheit, zu Ihrer Königl. Majestät und des Reichs höchst-nöthigen Unterstützung, eine gemeinsame Handreichung zu thun, auf Art und Weise, wie solches unter Uns den 18. letzt-verwichenen September beschlossen und festgestellet ist; Jedoch mit dem Vorbehalt, daß diese hier beliebte Geld-Hülffe und Bewilligung nicht länger, als biß nechst instehenden Reichs-Tag aufgebracht werden, und weder jetzt noch inskünfftige Uns zu einigem Nachtheil oder Abbruch der Uns zustehenden Frey-und Gerechtigkeiten gereichen solle.

VIII. Ubrigens beklagen die Reichs-Stände höchlich, aus zärtlicher Liebe und Vorsorge vor ihre geliebte Mit-Glieder, daß von den aus der Gefangenschafft heimgekommenen als sonst abgegangenen Officirern eine grössere Anzahl sich befunden, denn daß sie alle mit einander nach Verdienst und Wohlverhalten, Beförderung, Zutritt und Eintheilung bey den Regimentern vor der Hand solten geniessen können, welches Wir gleichwohl um so vielmehr thunlich zu seyn gewünschet, als es eben die kräfftigste Aufmunterung zur Ehre, Tugend und Tapfferkeit ist, wenn man denselben ihre wohlverdiente Ehre und Belohnung wiederfahren lässet: Wir haben jedennoch in Ermangelung vergnüglicher Auswege und Gelegenheit nicht unterlassen, so viel, bey sothaner Beschaffenheit einiger massen möglich gewesen ist,

durch

durch fügliche Vertheilung, einen Theil davon in würckliche Dienste 1723
zu setzen, und die übrigen mit provisioneller Verpflegung, biß zu weiterer Beförderung zu bedencken. Und damit so wohl ihre, als der Dienstloß gebliebenen Priester und Civil-Bedienten Zustand durch den Genuß der Helffte ihres Lohns desto erträglicher gemacht werden möge, biß einige anständige Vacanz vor sie, sich ereignet, so haben Wir eine besondere Bewilligung beliebt, und in Unserm schwehren Geld-Mangel lieber die Ungelegenheit auf Uns nehmen, als sothane treue Reichs-Einwohner und Diener in solcher Verlegenheit Noth leiden lassen wollen.

IX. In Erwegung, daß der allgemeine Credit zu des Reiches Stärcke, Ehre und Nutzen auf alle erdenckliche Weise beybehalten werden müsse; Haben Wir sorgfältigst auf solche Mittel und Wege gedacht, wodurch des Reiches Schulden vermindert, nach der Hand bezahlet und abgetragen werden mögen: Wozu Wir bey der jetzo zum Schluß gebrachten Versammlung nicht allein das zu dem Ende eingerichtete der Stände Contoir weiter bestättiget und mit einem fernern Reglement versehen; Sondern Uns auch aufs höchste angelegen seyn lassen, die zu der Bezahlung erforderte Mittel auf alle thunliche Weise zu verstärcken und zu vermehren; welches Reglement, nebst den übrigen dabey gemachten Anstalten und Einrichtungen, durch diesen offenen Beschluß von Uns gut geheissen und bestättiget wird, als wenn es hier von Wort zu Wort eingerücket wäre.

X. Wir haben auch nechst dem auf diesem Reichs-Tage in Erwegung gezogen, wie zu Befestigung des Reichs Wohlstandes und Beförderung der Unterthanen beständigen Wohlfahrt, Aufnehmen und Nutzen, ein allgemeines auf die gegenwärtige Zeiten geschicktes Gesetze höchstnöthig sey; Auch dessentwegen die von der verordneten Gesetz-Commission von vielen Jahren her ausgearbeitete und aufgesetzte Gesetz-Articfel zu genauer Ubersehung vor die Hand genommen: Allein, da Wir befunden, daß ehe und bevor dieselben zu allgemeiner Nachlebung herausgegeben und kund gemacht würden, es nöthig seyn werde, sie mit denen in diesen letzten Zeiten herausgekommenen Statutis und Verordnungen zu mehrerer Gleichstimmigkeit zu bringen; Sodenn auch insonderheit den von dem Königl. Rechte handlenden Artickel, welcher die Vorschrifft und Beschaffenheit der gantzen Reichs-Regierung eigentlich in sich begreifft, auf gleiche Weise zu verfassen; So haben Wir vor gut befunden und geschlossen, daß die verordnete Gesetz-Commission dieses Werck solcher Gestalt ausführe, daß die Statuta und Verordnungen, welche seit 1718. ausgegangen und gemacht sind, an ihrem gehörigen Ort in Obacht genommen, und was dawider streitet, geändert, der vom Königs-Recht handlende Artickel aber, der Wahl-Acte, Ihrer Königl. Majest. Versicherung, und der Regierungs-Form, als des Reichs unverbrüchlichem Grund-Gesetze, gemäß, zu unveränderlicher und ewiger Nachlebung eingerichtet werde.

XI. Nachdemmahlen die Stände des Reichs bey dem vorigen Reichs-

1723 Reichs-Tage gewisse Personen von ihren Mit-Brüdern ernennet haben, um eine instruction und Plan aufzusetzen, wornach das reductions- und liquidations-Werck vorgenommen, untersuchet und geprüfet werden solle; So sind zwar diese mit ihrem Bedencken über gewisse Sachen, welche ihrer Meynung nach anjetzo ins Geschicke zu bringen, und demselben abzuhelffen wäre, bey Uns eingekommen; Weilen aber deren eine jede besonders untersuchet werden muß, so haben Wir in einem Ihro Königl. Majest. übergebenem unterthänigem Memorial vom heutigen dato Uns erkläret, wie man sich dabey hinkünfftig dergestalt zu verhalten haben möchte, daß Ihrer Königl. Majest. und der Crone eines Theils nicht ohne Ursach abgehen möge, und auch den Leidenden in diesem Fall zu ihrem Recht verholffen werde.

XII. Alldieweilen auch Ihro Königl. Maj. aus preißwürdiger Vorsorge und Eyfer vor des Reiches Wohlstand, und der Einwohnern Wohlfarth, Nutzen und Sicherheit, seit des letztern Reichs-Tages mit des Reichs-Raths Bewilligung verschiedene Verordnungen und Satzungen abfassen lassen, sodann auch den Reichs-Ständen darinn beygefallen, daß über die, währenden des anjetzo überstandenen Reichs-Tages gemachte nöthige Verordnungen, Placate, Statuta, und Befehle dero gnädige ratification ertheilet worden; So erklären wir hiemit nach Anleitung des 4ten §. der Regierungs-Form vor allgemeine, bewilligte, angenommene und beständige Gesetze, die hie nachfolgende, als: Confirmation der Banco-Privilegien d. 1. Julii 1720. Verordnung, die Unterschleiffe bey den grossen See-Zöllen zu hemmen, d. 21. dito.

Ihro Königl. Maj. Geboth die einkommenden, beschnittenen, und gefeilten Caroliner betreffend, den 13. Jan. 1721.

Ihro Königl. Maj. Placat die Kohlen bey dem Berg-Werck zu Fahlun betreffend, den 16. Maji 1721.

Ihro Königl. Maj. erneuertes Protectoriale für die Zoll-Bedienten vom 3. Augusti.

Verordnung und Reglement, wornach sich alle, so Civil- als Militair-Bediente mit Reutern und Fuß-Volck, wie auch der gemeine Mann im Groß-Fürstenthum Finnland interims-weise richten sollen, vom 2. Octobr.

Ihro Königl. Majest. Placat und Verordnung, betreffend die Straffe derer, so bey den Fahlünischen Kupfferwercken einigen Diebstahl begehen, den 17. Octobr.

Ihro Königl. Maj. Resolution und Erklärung, betreffend die Jahre, wozu eine Manns-Person gekommen seyn muß, ehe er das ihm erblich zugefallene beweg- und unbewegliche Eigenthum antreten, und darüber eine freye und ungehinderte Verwaltung haben könne, und was dabey in acht zu nehmen sey, den 30. Octobr.

Pardons-Placat vor die ausgewichenen Soldaten, Reuter und Boots-Leute in Finnland, den 27. Nov.

Ihro Königl. Maj. resolution und Erklärung über den rechten Ver-

Verstand des Gesetzes, betreffend das Nachbarn-Recht in den Städten, den 20. Dec. 1721. 1723

Publication der Kleider-Ordnung, den 3. April 1721.

Hall-Ordnung, den 17. April.

Pardons-Placat vor die ausgewichene Enroullirungs-Mannschafft von der Admiralität, den 10. Maji.

Verordnung, betreffend diejenigen, so bey den Regimentern Dienste thun, in Ansehung derer Officierer, so höhere Charactere haben, als wovon sie den Lohn geniessen, den 29. Nov.

Verordnung vor die Verlegere und Verlags-Nehmere bey den grossen Kupfferwercken, den 4. Dec.

Dito die Erhaltung der Wälder daselbst betreffend, den 4. Dec.

Verordnung, wie die Ober- und Unter-Befehlshabere bey den eingetheilten Regimentern zu Pferd und zu Fuß vor das Jahr 1722. allein ihren Lohn geniessen sollen, und wie man sich mit dem Ab- und Zuziehen bey ihren Wohn-Höfen und Stellen verhalten solle, den 10. Dec. 1722.

Ihro Königl. Maj. Verordnung die Ober- und Unter-Verhör bey den Kriegs-Gerichten betreffend, den 18. Junii 1723.

Ihro Königl. Maj. Verordnung, betreffend die Verbesserung der Einkommen des Kriegs-Manns- oder Invaliden-Hauses zu Wadstena, den 18. Julii.

Ihro Königl. Maj. Verordnung, die Straffe dererjenigen betreffend, so an einem Todschlage Theil haben, ohne daß man aus den Umständen den rechten Thäter entdecken kan, den 18. Julii.

Ihro Königl. Majest. Verordnung, die Heyrathen unter Geschwister-Kindern betreffend, den 27. Julii 1723.

Dienst-Bothen Verordnung, mit der dazugehörigen Taxa, den 6. Augusti.

Ihro Königl. Majest. Placat über die noch nicht eingezogene Müntz-Zeichen, den 20. Augusti.

Ihro Königl. Maj. Verordnung, betreffend die Schiffs-Clarirer, daß sie keinen Handel oder Rhederey in Schiffen treiben sollen, den 24. Aug.

Ihro Königl. Majest. Verordnung, die Verrichtungen der von den Reichs-Ständen angeordneten Placitungs-Deputation betreffend, den 26. Aug.

Ihro Königl. Maj. Placat, betreffend die Freyheiten und Privilegia vor diejenigen, welche einige Metall- und Mineral-Striche, und nützliche Berg-Arten angeben, aufnehmen und in Gang bringen, den 27. Aug.

Ihro Königl. Majest. Verordnung, daß alles marquiren oder Bezeichnen mit einer Crone der zum Verkauff einkommenden Perseelen aufhören solle, den 17. Sept.

Ihro Königl. Maj. Verordnung, wie mit den Bauer-Höfen, so zum Schatz-Recht verkaufft werden, verfahren werden solle, den 19. Sept.

1723 Jhro Königl. Maj. Verordnung betreffend die Perlen-Fischerey vom 20. dito.

Jhro Königl. Maj. Verordnung der Charactere und Subordination Beobachtung betreffend, den 19. Sept.

Jhro Königl. Maj. Verordnung, wie die Lappländer im Christenthum unterwiesen werden sollen, den 3. Octob.

Sollicitanten Placat, den 3. Octob.

Jhro Königl. Majest. Erklärung, wie weit die Rust-Höfe vor Schuld-Bezahlungen hafften können, den 14. Octob.

Jhro Königl. Maj. Verordnung, wie man sich mit der Hauß-Beschau auf der Officirer Wohn-Höfen verhalten solle, den 15. Oct.

Jhro Königl. Maj. Verordnung, wie mit den Visitationen und Besichtigungen bey den Regimentern verfahren werden solle, den 15. Octobr.

Jhro Königl. Maj. Verordnung, wie man sich mit der Einnahme der Königl. Renthen verhalten, und alle Richtigkeit dabey beobachten solle, den 16. Octobr.

Jhro Königl. Maj. Verordnung über die Salpeter-Siedereyen im Reich, den 16. Octobr.

Jhro Königl. Majest. Verordnung die Verzinsung geborgter Waaren betreffend, dito.

Jhro Königl. Maj. Erklärung, die Dienstleistung bey den Regimentern betreffend, den 16. Octobr.

Jhro Königl. Majest. Verordnung, die Gnaden-Jahre betreffend, den 16. Octob.

Jhro Königl. Maj. Verordnung, wie bey einfallenden Mißwachs, und da die Lands-Einwohner kein Getreyde hätten, die Getreyd-Einnahme von den Schatz- oder Cron-Höfen, so Jhro Königl. Maj. vorbehalten, oder eingetheilet sind, zu einem gewissen Preise mit Geld bezahlet werden sollen, den 17. Octob.

Jhro Königl. Maj. Erklärung über die Verordnung vom 10. Dec. 1722. der placirten Officirer Lohn- und Wohn-Ställe betreffend, den 17. Octobr.

Reichs-Tag-Ordnung von selbigem dato.

XIII. Allermassen nun bey dem wohlgeendigten Reichs-Tage des Reiches Oeconomie in den Stand gesetzet ist, daß wir hoffen, es werde einer neuen Zusammenkunfft der Stände so bald nicht bedürffen: So haben wir mit Jhro Königl. Majest. gnädigen Bewilligung darüber Uns vereiniget, daß der nechste Reichs-Tag auf die Mitte des Januarii Anno 1727. ausgesetzet werden solle, da wir Uns wiederum an diesem Orth versammlen wollen. Solte aber einige unvermuthete Begebenheit sich äussern, wobey Jhro Königl. Maj. Unsers Beytritts benöthiget seyn könten, und Jhro Königl. Maj. solchergestalt veranlasset würden, mit des Reichs-Raths Bewilligung uns ehender zusammen beruffen zu lassen, so sind wir so bereit, Jhro Königl. Maj. gnädigen Beruff Gehorsam zu leisten, als es unsere Schuldigkeit erfordert,

fordert, und wir willig sind Jhro Königl. Maj. in Unterthänigkeit an 1723
Hand zu gehen.

Zu desto mehrerer Gewißheit, und daß Wir alles dieses, solchergestalten, wie es vorbeschrieben stehet, abgeredet, bewilliget, beliebet, und beschlossen haben, demselben auch treulich nachkommen, es unverbrüchlich halten, und vollkommen bewerckstelligen wollen, haben wir sämmtliche des Reichs Räthe und Stände, diesen Unsern allgemeinen, einhelligen und unveränderlichen Beschluß unterschrieben, und behörig besiegelt. So geschehen in Stockholm den 17ten Tag Octobris im Jahr 1723.

CCCI.

Extract der Defensiv-Allianz zwischen Schweden und Moscau de dato Stockholm den 22. Febr. 1724.

Art. I.

Soll ein beständiger Friede, und gutes Nachbarliches Vertrauen 1724
unter beeden Reichen seyn, und der zu Nystadt errichtete Friedens-Schluß, als hier aufs neue wiederhohlet, angesehen, auch was etwa noch nicht erfüllet, fördersamst ins Werck gerichtet werden.

II. Soll diese Zusammensetzung und Defensiv-Allianz zu keines andern Beleidigung oder Nachtheil, sondern blosser Dings zu Beybehaltung des Friedens und Ruhestandes insgemein, insonderheit aber dahin gerichtet und angesehen seyn, daß Jhre Königl. Majest. zu Schweden, und Jhre Rußische Käyserl. Majest. eine gute vertrauliche Correspondence, in allen Dero Reiche concernirenden Fällen, pflegen, und dahin mit zusammen gesetzten Kräfften arbeiten wollen, daß dieselbe und die darinnen gesessene Unterthanen für allen feindlichen Ein- und Uberfall befreyet, und in friedlichem Zustande und beständigem Aufnehmen erhalten werden mögen.

III. Zu Erreichung dieses heilsamen Zwecks, und um zu zeigen, daß beyderseits Paciscenten es mit einander in rechtem Vertrauen meynen, wollen beyde Maj. Maj. mit Rath und That deßfalls festiglich an einander halten, einer des andern Bestes befördern, Schaden und Arges warnen und wehren, über alle Begebenheiten, woraus Unruhe und Gefahr entstehen möchte, fleißig und vertraulich communiciren, auch sich angelegen seyn lassen, solche Mesures zu nehmen, welche dem beyderseitigem gemeinsamen Interesse und der Ruhe, Sicherheit, und dem Wohlstande beyderseits Reichen, Länder und Unterthanen, zuträglich seyn.

IV. Jm Fall aber, wider alles besseres Vermuthen, und ohngeachtet aller dieser friedlichen und innocenten Absichten, es sich dennoch zutragen solte, daß nach dem Schluß und der ratification dieses Bündniß einer von beyden hohen Paciscenten in Dero in Europa liegenden Reichen, Ländern, und Provincien, aus was vor einer alten, oder neuen Ursach es auch geschehen möchte, von irgend einer Christl.

1724 Europäischen Puissance würcklich angegriffen würde, so soll auf erfolgte requisition nicht nur ein jeder von Ihnen, durch seinen, entweder an dem Hofe des Aggressoris seyenden, oder sofort nach demselben abzuzuschickenden Minister alle gute Officia und Vorstellungen darwider anwenden, und völlige satisfaction deßfalls begehren, sondern auch, im Fall dieselbe fruchtloß ausschlagen, aufs längste innerhalb zwey, drey, höchstens vier Monathen nach geschehener requisition, wie es die Beschaffenheit der Jahres-Zeit, oder die Entlegenheit der Oerter zulassen, und an Hand geben wird, die stipulirte Anzahl Trouppen, wo es der requirirende verlangen wird, ohne Einwendung liefern.

V. Was das Quantum der Hülffs-Völcker betrifft, womit beyderseits Bunds-Verwandte, in solchen sich ereignenden Fällen, einer dem andern zu assistiren verbunden seyn sollen; so ist beyderseits beliebet, verabredet und beschlossen, daß Ihro Kön. Majest. von Schweden, existente casu foederis, auf Erfordern Ihro Rußischen Käyserl. Maj. mit acht tausend Mann zu Fuß und zwey tausend Mann Reuter oder Dragoner nach des requisiti Convenience, guter regulirter Trouppen, wie auch mit sechs Schiffen vom Rang von funffzig biß siebenzig Canonen, auch zwey Fregatten, jede von dreyßig Stücken, assistiren wollen und sollen. Hingegen wollen und sollen, auf eben solchen Fall, Ihre Rußische Käyserliche Maj. mit zwölff tausend Mann zu Fuß und vier tausend Mann Reuter oder Dragoner, nach des requisiti Convenience, guter regulirter Trouppen, wie auch mit neun Schiffen vom Rang von funffzig bis siebenzig Canonen, und drey Fregatten, jede von dreyßig Stücken, Ihro Kön. Maj. von Schweden, auf Dero Anfordern zu Hülffe kommen: Welche Hülffs-Völcker mit nöthiger Feld-Artillerie oder Regiments-Stücken, als etwan auf jede Bataillon zwey 3. pfündige Feld-Stücke und Kriegs-Ammunition, wie auch die Kriegs-Schiffe und Fregatten mit nothwendiger Besatzung, an Boots-Leuten und Soldaten, welche letztere solchen Falls von der vorher an beyden Seiten stipulirten Infanterie genommen und abgerechnet werden, auch mit allem Zugehör, nach Krieges-Gebrauch versehen seyn sollen.

VI. Diese Auxiliair-Trouppen werden von dem requirirten Theile selbst besoldet, von dem requirente aber werden ihnen die gewöhnlichen rationes und portiones an Proviant und Fourage, wie auch die benöthigte Quartier gereichet und gegeben, alles auf denselben Fuß, wie diese Trouppen von ihrem eigenen Herrn im Felde verpfleget zu werden gewohnet sind.

VII. Die Krieges-Schiffe, so nach dem vorhergehenden Vten Articul auf erfordertem Fall, der eine Theil dem andern soll zu Hülffe schicken, müssen nach Kriegs-Gebrauch equippiret und besetzet, oder auf vier Monate mit Proviant versehen seyn; Wann aber dieselbe nach Verlauff solcher vier Monathen einiger Kriegs-operation oder anderer Ursachen halber bey dem requirirenden Theile solten verbleiben müssen, alsdann soll der requirirende Theil gehalten seyn, denenselben die gebührliche Verpflegung und Proviant, auf eben dem Fuß, wie

wie sie es von ihrem eigenen Herrn geniessen, zu reichen: Die auf selbigen Schiffen aber befindliche Officirer und übrige Equippage sollen von dem requisito ihren Sold bekommen. 1724

VIII. Behält zwar ein jeder commandirender Officirer bey denen ihm untergebenen Hülffs-Völckern das Commando, das General-Commando aber im Felde und andern Kriegs-operationen gehöret unstrittig demjenigen, welchem der requirent dasselbige zu Lande und Wasser aufgetragen, jedoch dergestalt, daß nichts hauptsächliches vorgenommen werde, ohne daß die Sache vorhero, im Kriegs-Rath, und in Beyseyn des von dem requirirten Theil geschickten Generals oder commandirenden Officiers überleget und resolviret worden.

IX. Damit dann auch wegen des Caracters bey Commandirungen keine Irrung und Miß-Verstand entstehen möge, so soll der requirirende Theil bey Zeiten anzeigen, was er für einen Chef zum General-Commando gebrauchen wolle, damit requisitus den Caracter desjenigen, der die Hülffs-Trouppen oder Schiffe commandiren soll, darnach einrichten und proportioniren möge.

X. Sollen die Auxiliair-Trouppen ihre eigene Priester haben, und ihren eigenen Gottesdienst frey und ohngehindert üben, auch dieselbe nach keinen andern Gesetzen, Kriegs-Articuln und Verordnungen, als ihrer resp. Herren eigenen, und von keinen, als ihren eigenen Officirern geurtheilet werden. Solten aber zwischen Officirern oder Gemeinen von des requirenten selbst eigenen, und denen ihm zu Hülffe geschickten Auxiliair-Trouppen einige Strittigkeiten entstehen, so sollen dieselbe durch, aus beyderseits Trouppen, in gleicher Anzahl hierzu bestellte Commissarios, untersuchet, geurtheilet, und die Schuldige folglich ein jeder nach seines eigenen Herrn Kriegs-Articuln gestraffet werden. Desgleichen soll es dem General sowohl als denen übrigen Officirern der Auxiliair-Trouppen frey stehen, ohngehindert durch Briefe oder Expressen nach ihrer Heymath Correspondence zu führen.

XI. Es sollen die Auxiliair-Trouppen gehalten seyn, sich nach des en Chef commandirenden Generals Befehlen in allen zu richten, und wo er hin will, sich transportiren, und zu allen Kriegs-operationen gebrauchen zu lassen, jedennoch nach Maßgebung des obeingeführten VIII. Articuls. Diese Trouppen aber und Escadres, wann selbige zugleich begehret worden, müssen resp. in Marchen, Commandirungen, Actionen, Einquartierungen und sonsten, so viel immer möglich, zusammen gehalten, und nicht weit aus und von einander separiret und abgesondert werden. Damit auch die Auxiliar-Trouppen nicht mehr, als diejenigen bey denen Kriegs-operationen, oder sonsten fatigiret und exponiret, sondern zwischen selbigen eine vollkommene Egalitet observiret werden möge, so soll der en Chef commandirende General gehalten seyn, bey allen Commandirungen eine billige und genaue Proportion derselben, nach der Stärcke der gantzen Armée in acht zu nehmen.

XII. Hingegen und damit des requirenden Unterthanen auf keinerley

1724 nerley Weise beschweret, sondern dieselbige bey dem Ihrigen geruhig bleiben, und also die von denenselben und andern Orten benöthigte Zufuhr der Lebens-Mittel und anderer Nothwendigkeiten nicht gehindert werden möge, soll der commandirende General oder Officirer der Hülffs-Völcker schuldig seyn, bey denen unter ihm stehenden Trouppen gute Ordre und Kriegs-Disciplin zu halten, und die Delinquenten ohne Verzug, Conniven, oder andere Absichten, alsdann exemplariter nach Maßgebung des vorhergehenden X. Articuls zu bestraffen.

XIII. Sind beyde Theile einig, daß ein jeder den Abgang seiner Auxiliair-Trouppen selber ersetzen und recroutiren soll, wann aber bey Marchen, oder völligen Abzuge der Auxiliair-Trouppen aus des requirenden Landen einige zu denenselbigen gehörige Officirer und Gemeine wegen Kranckheit oder andern Ursachen zurück bleiben solten; So verspricht der requirirende Theil denen Krancken gute Verpflegung zu geben, und sonsten ihnen und den übrigen zur ohngehinderten Fortsetzung ihrer Reise, alle Freyheit geniessen, und allen möglichsten Vorschub thun zu lassen, und dieselben unter keinen Vorwand, wer derselbe auch sey mag, zurück zu halten.

XIV. Solte auch ein oder der andere Theil mehrere Trouppen oder Schiffe, als hier specificiret wordẽ, vonnöthen haben; So verbinden sich beyderseits Paciscenten, so viel eines jeden Reichs Zustand leiden will, solche gleichfals auf obige conditiones herzugeben, und sich darinnen willig zu bezeigen.

XV. Es soll einem jeden Theil, während, daß der andere Krieg hat, erlaubet seyn, aus des andern Lande alle zum Krieg nöthige Materialien und Effecten, nach dem daselbst currenten Preiß zu kauffen.

XVI. Es declariren beyde hohe Paciscenten, daß Dieselbe mit keinem in einigem Bündniß stehen, welche dieser gegenwärtigen Allianz könte zuwider seyn, folglich behalten die vorige Bündnisse, als die mit diesem keinesweges strittig sind, ihre völlige Krafft. Damit aber beyder hoher Theile Vorsatz, dasjenige, was hiermit zwischen Ihnen stipuliret und geschlossen worden, ohnverbrüchlich zu halten, am Tage geleget werden möge: So verbinden sich beyde Maj. Maj. Krafft dieses, daß allen und jeden Articulis dieses mit guter Treu und Glauben geschlossenen Bündnisses, Ihres Orts getreulich und aufrichtig soll nachgelebet und auf keinerley Art und Weise, weder unter dem Vorwand einiger vorigen Engagements, oder andern Prætexten, sie mögen Nahmen haben wie sie wollen, darinnen einiger Eingriff geschehen oder zugelassen werden.

XVII. Wann auch requisitus wegen solcher geleisteten Hülffe oder sonsten feindlich angegriffen, und also beyde Theile in einen Krieg verwickelt werden solten; Soll keiner in eine Friedens-Handlung oder Stillstand der Waffen sich einlassen, vielweniger darunter etwas schliessen, es sey dann mit des andern guten Belieben und vollkommener concurrence, insonderheit, daß zuforderst dem beleidigten Theile der erlittene Schade gut gethan und erstattet werde.

XVIII. Wann eine oder andere Puissance mit in diese Alliance eingeschlossen zu werden verlangen solte, kan es zwar, aber nicht anders, als mit beyderseits Bewilligung geschehen. 1724

XIX. Solten die Unterthanen ein oder ander Seits de protracta aut denegata justitia Klagen zu führen sich befugt halten, will man nicht so gleich zu repressalien schreiten, sondern vorhero von dem andern, durch den daselbst seyenden Minister Bericht einfordern lassen, und die alsdann ohne genugsamen Grund geklaget, zu gebührender Anthung ziehen.

XXI. Es soll ein Commercien-Tractat mit dem fordersamsten errichtet, und dann von beyden Theilen alle facilität gezeiget werden.

XXI. Diese Allianz soll auf zwölff Jahre sich erstrecken, und im Fall nach Verfliessung solcher Zeit beyderseits hohe Paciscenten dieselbe zu prolongiren nöthig finden solten, wollen sie bey Zeiten, und längstens sechs Monathe vor deren Ablauff darüber weiter conferiren und Handlung pflegen lassen.

XXII. Letztlich ist hierbey verabredet und versprochen, daß die ratificationes über diesen Tractat beyderseits ausgefertiget und innerhalb drey Monate a dato, oder eher allhier zu Stockholm ausgewechselt werden sollen.

Zu Urkund dessen ist dieses in duplo ausgefertigte Instrument von Jhro Kön. Majestät zu Schweden und Jhro Rußischen Käyserlichen Majestät bevollmächtigten Ministris unterschrieben und besiegelt. So geschehen Stockholm den 22. Febr. 1724.

A. Horn.

C. Gyllenborg.

J. Cederhielm.

G. v. Duben.

D. N. v. Höpken.

M. Bestucheff.

Articulus Separatus.

Verbindet sich der Czaar, ausser der Zoll-freyen Ausfuhr für 50000. Rubeln jährlich an Geträid, so im Nieständtischen Frieden stipuliret, annoch, so lange diese Defensiv-Allianz währet, Schweden in Dero an der Ost-See belegenen Hafen und Städten vor eben so viel tausend Rubeln jährlich an Hanff, Flachs und Mast-Balken aufkauffen, und Zoll-frey ausführen zu lassen rc.

Articulus secretus.

Weil des regierenden Hertzog zu Schleßwig-Hollstein Königl. Hoheit schon so viele Jahre her sich Dero Hertzogthums Schleßwig

1724 cum annexis beraubet sehen müssen, Ihre Käyserl. Majestät von allen Russen aber so wohl als Ihro Königl. Majestät zu Schweden höchst daran gelegen, daß diesem Ihnen beyderseits so nahe angehörigen Herrn wieder zu dem Seinigen verholffen, und also eine vollkommene Ruhe in Norden wieder hergestellet werde; Als verbinden sich hiermit beyde hohe Theile aufs kräfftigste per bona officia, nicht weniger am Dänischen als andern Höfen diese Sache communicato consilio nachdrücklichst zu treiben, und fals diese gute officia und Vorstellungen keine zulängliche Würckung haben solten, wollen beyde hohe Paciscenten unter sich und mit andern hierinnen engagirten Puissancen und Garanteurs, absonderlich mit dem Römischen Käyser weiter vertraulichen Rath pflegen und überlegen, auf was Art diese Sache mit Sicherheit, nach Beschaffenheit der Conjuncturen am besten anzugreiffen, und folglich diese gefährliche Ursache zu unendlichen Weiterungen in Norden auf einmahl zu heben sey, ꝛc. ꝛc.

CCCII.

Sanction pragmatique & Loy perpetuelle à l'egard de la regle & ordre de succession, & union indivisible de tous les Royaumes, Provinces, & Etats hereditaires de sa Majesté Imp. & Cath, à Vienne le 6. de Dec. 1724.

CHARLES par la grace de Dieu Empereur des Romains, toujours AUGUSTE, Roy d'Allemagne, de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, d'Esclavonie, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordone, de Corsique, de Murcie, de Jaen, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, & des Indes Orientales & Occidentales, des Isles de terre ferme, de la mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Limbourg, de Luxenbourg, de Gueldres, de Milan, de Stirie, de Carinthie, de Carniole, de Wirtenberg, de la haute & basse Silesie, d'Athenes & de Neopatrie, Prince de Suabe; Marquis du St. Empire de Bourgau, de Moravie, de la haute & basse Lusace, Comte d'Habsbourg, de Flandres, d'Artois, de Tyrol, de Barcelone, de Fernete, de Kybourg, de Gorice, de Rousillon & de Cerdagne; Landgrave d'Alsace,; Marquis d'Oristan & Comte de Geceano; Seigneur de la Marche d'Esclavonie, du Port Naon, de Biscaye, de Moline, de Salins, de Tripoli, & de Malines &c.

Savoir faisons à tous & à chacun, qu'il appartiendra, que les Empereurs des Romains, Rois & Archiducs d'Autriche, Nos Ancêtres se sont donnes par un effet de tendresse paternelle, & par une prevoyance de sagesse, beaucoup de soins, pour établir dans notre Auguste Maison une regle & forme de succession, pour y être à perpetuité immuablement suivie & observée par toute leur posterité de l'un & de l'autre sexe, dans tous les evenemens, que la providence

ce divine pourroit faire maitre dans la ſuite des tems. Que l'Ordre pour cette Succeſſion dans toute l'etendüe de nos vaſtes Etats, Royaumes, Seigneuries & Provinces, tant en general qu'en particulier & en toutes inſeparablement a eté introduit & fixé, pour en empecher les demembremens & la diviſion entre les Heritiers de notre Auguſte Maiſon. Qu'entre autres l'Empereur Ferdinand II. notre trés honoré Biſayeul de glorieuſe memoire par ſon Teſtament de 10. de May 1621. confirmé par ſes Codiciles de 8. Aout 1635. a reglé l'ordre de ſucceſſion entre les Archiducs ſes fils & leurs deſcendents Males par forme de Fidei-Commiſs perpetuel, appellé communement Majorat, en ordonnant, que les filles renonçaſſent à l'Heredité, & ſe contentaſſent de leur dot, ſauf toutes fois leur droit de retour, que le même Ordre a eté ſuivi par feu l'Empereur Leopold, notre tres honoré Seigneur & Pere, de glorieuſe memoire, lequel comme Chef de notre Auguſte Maiſon; & ſeul en droit de diſpoſer, de ſes Royaumes & Provinces Hereditaires, a etabli le même Majorat par le partage, qu'il fait le 12. de Septembre 1703. entre notre tres cher & tres aimé frere l'Empereur Joſeph d'heureuſe memoire, alors Roy des Romains, & Nous, de tous ſes Royaumes & Etats ſitués tant en ſes Pays, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & dans les dependances d'icelle, & converti le dit Ordre de ſucceſſion en un vray droit de primogeniture perpetuel en faveur des Mâles & pour plus de ſureté il ajouta à ce traité de tres ſolennels pactes de ſucceſſion, ou de famille, qui furent acceptés & confirmés par ſerment des parties contractantes de part & d'autre & dans lesquels, apres que l'on eut reglé & clairement expliqué l'Ordre, qui ſe devoit obſerver entre le dit Empereur Joſeph notre Frere & nous, & nos deſcendans, ou celuy des deux, qui ſurvivroit à l'autre & ſa poſterité, dans la maniere de ſucceder les uns aux autres, tant en nos dits Royaumes & Provinces de par deçà, que dans la Monarchie d'Eſpagne, & les païs, qui la compoſent, a eté auſſi principalement convenû & diſpoſé, que les Hoirs males, tant qu'il en aura, excluront les femelles à perpetuité, & qu'entre les Mâles, l'ainé exclurra auſſi tous ſes autres freres puinés de toute l'heredité de ſorte que la ſucceſſion à tous ces Royaumes & Etats, en quelque part qu'ils ſoyent, demeurera toute entiere, & en indiviſe attachée inſeparablement à l'ainé des Mâles, ſelon l'Ordre de la primogeniture; dans lequels ſusdits pactes & conventions de ſucceſſion a eté auſſi diſpoſé & reglée la maniere, dont les Archiducheſſes ſe doivent ſucceder au defaut des Mâles, ſi le cas y echoit jamais, ce qu' à Dieu ne plaiſe. Apres la mort de l'Empereur Joſeph notre tres cher & tres aimé Frere, etant auſſi devenu l'unique ſucceſſeur & Heritier, tant de notre propre Chef, que par le droit du ſang, & en vertu des diſpoſitions faites par nos Auguſtes Ancetres de tous les Royaumes & Etats Hereditaires de par deça; & Nous, nous en trouvant aujourd'huy le ſeul Maitre abſolu, avons, par notre declaration & diſpoſition publiée le 19. Avril 1713. en pre-

1724 sence d'un grand nombre de nos Conseillers d'Etat intimes, Gouverneurs, ou Presidens de nos Provinces, & de nos autres Ministres, renouvellé non seulement le droit de primogeniture, deja si fortement etabli & enraciné dans notre Auguste Maison; Mais nous l'avons de plus, en vertu de notre pleine puissance, & selon l'exigence, de l'etat de nos affaires erigé en forme de pragmatique sanction, & d'Edit perpetuel & irrevocable, expliquant nommement ce droit de primogeniture & de succession plus clairement etabli par feu l'Empereur Leopold entre les Princes Mâles de Notre Auguste Maison, & au defaus d'iceux etendu en sa maniere aux Archi-Duchesses: Nous avons declaré en des termes intelligibles & expres, qu'au defaut des Mâles la succession echoira en premier lieu aux Archi-Duchesses nos Filles; en second lieu aux Archi-Duchesses nos Nieces, Filles de Notre Frere; & en troisieme lieu aux Archi-Duchesses nos Soeurs, & enfin à tous les Heritiers descendans de l'un & de l'autre Sexe, voulant qu'en tous ces cas, Elles gardent entre Elles l'Ordre de succession lineale tel, qu'il est marqué dans notre susdit reglement, lequel se trouve entierement conforme à celuy, qui a eté etabli pour les Mâles, selon le rang de la primogeniture & succession lineale. En consequence & en execution de cette sanction la Serenissime Archi-Duchesse Marie Josephe, née Princesse Royale d'Hongrie, de Boheme, & de deux Siciles, à present Epouse du Serenissime Prince Royal de Pologne & Electoral de Saxe, a non seulement, avant ses nôces declaré d'adherer & d'accepter les pactes de famille, le Droit de primogeniture deja établi dans notre Auguste Maison, & le susdit Ordre prescrit pour la succession lineale confirmant son acceptation par son acte de renonciation formelle, & par son serment, mais Elle l'a aussi ratifié par semblable serment, qu'Elle a reiteré apres son mariage, & avec Elle le Serenissime Roy de Pologne, Grand Duc de Lithuanie, Electeur de Saxe, son Beau-Pere, comme aussi le Serenissime Prince Royal & Electoral son Mari ont reconnu, & se sont obligés, par serment solennel en termes formelles, d'observer le dit droit de Primogeniture, & le susdits Ordre de succession. C'est aussi en conformité des dites dispositions que dans le meme par une declaration & stipulation egalement solennelle, il a eté reservé a cette Serenissime Archi-Duchesse & e ses Descendants de l'un & de l'autre sexe leur droit de succeder aux Royaumes de ses Ayeuls, & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la naissance & la regle etablie, arrivant le defaut des Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise jamais. La même chose a eté observée ensuite avec la Serenissime Archi-Duchesse, Marie Amalie, née Princesse Royale d'Hongrie, de Boheme, & des deux Siciles, Epouse du Serenissime Prince Electoral de Baviere, laquelle a pareillement avant ses nôces declaré d'adherer & d'accepter les pactes de famille, le droit de Primogeniture deja etabli dans nôtre Auguste Maison & le susdit Ordre prescrit pour la succession lineale, confirmant son acceptation par son acte de renonci-

nonciation formelle & par son serment, l'ayant de même ratifié 1724
par semblable serment, qu'Elle reitere après son mariage & avec Elle le Serenissime Electeur de Baviere, son beau Pere, comme aussi le Serenissime Prince Electoral son Mari ont reconnu & se sont obligés par serment solennel en termes formels, d'observer le dit droit de Primogeniture & le susdits Ordre de succession, en consequence des predites dispositions par une declaration & stipulation pareillement solennelles ; il a eté dans le même tems reservé à cette Serenissime Archi-Duchesse & à ses descendans de l'un & de l'autre sexe leur droit de succeder aux Royaumes de ses Ayeux & aux Provinces Autrichiennes, selon l'ordre de la Naissance & la regle etablie, arrivant le defaut d'Archiducs, ce qu'à Dieu ne plaise. Et considerant qu'il est tres-important pour la seureté, repos & tranquillité de nos Provinces Hereditaires, que Nous possedons dans les Pais-bas, que ledit ordre & regle de succession indivisible de tous nos Royaumes & Provinces Hereditaires situées tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, & ledit droit de Primogeniture etabli dans notre Auguste Maison soient reçus, introduits, etablis & promulgués dans nos dites Provinces de Pais-bas, pour sanction pragmatique & Loy perpetuelle & irrevocable, & que pour l'introduction de cette nouvelle Loy soit dérogé à cette touchant la succession du Prince des dites Provinces etablie dans nos Pais-bas par l'Empereur Charles Quint, d'eternelle memoire, notre Predecesseur, par sa pragmatique sanction du 4. Novembre 1549. reçuë, par chacun de leurs Etats dans leurs assemblées & jusques à present y restée en vigeur, & à toutes coutumes de nos dites provinces pour autant seulement, que les dites sanction & coutumes ne seroient pas conformes aux susdits Ordre & regle de succession, lesquelles en tout autres cas seront entre tenuës & observées comme du passé. Nous avons fait communiquer & proposer ce que dessus aux Etats respectifs de nos Provinces desdits Pais-bas, afin qu'ils voulussent se conformer à cette pragmatique Sanction, Edit perpetuel & Reglement de succession indivisible & tous les Etats ayant sur ce meurement deliberé dans leurs respectives Assemblées & specialement reflechi au bien & à l'avantage, qui en revindront à nos bons & fideles Sujets, ils s'y sont unanimént & volontairement conformés, & ont, en tout respect & soumission & avec une extreme reconnoissance, accepté la susdite pragmatique Sanction, Loy perpetuelle, Reglement de succession & union indivisible & tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loy perpetuelle & irrevocable pour autant qu'elle regarde le Reglement de succession à la Seigneurie & Souveraineté de chacune desdites Provinces, & l'union indivisible de tous nos Pais & Etats Hereditaires, consentant de plus à la derogation de la sanction pragmatique, etablie au mois de Novembre 1549. par feu l'Empereur Charles Cinquiéme, de glorieuse memoire, en tant qu'elle n'est pas conforme à nôtre susdite sanction pragmatique, concernant la succession à la Souveraineté desdits Pais bas,

&

1724 & Nous ont ſupplié tres inſtamment, de faire publier nôtre dite pragmatique Sanction & Edit perpetuel, afin qu'il ſoit par tous nos Royaumes, Provinces & Etats Hereditaires à toujours obſervé en Loy irrevocable & inalterable, ainſi qu'il en conſte par les actes de chaque desdites Provinces, qu'ils Nous ont produits & delivrés. Nous à grande & meure deliberation, à l'avis de notre Plenipotentiaire au Gouvernement d'iceus, de notre Lieutenant, Gouverneur & Capitaine General de nosdits Pais, & ouï ſur le tout notre Conſeil ſuprême etabli ches notre Perſonne Royale pour les affaires des mêmes Païs avons, conformement à l'acceptation en faite par lesdits Etats des Provinces de nos Baïs-bas & à leur requiſition, de nôtre certaine ſcience, autorité & puiſſance abſoluë, qui Nous compete ou competer peut comme ſouverain Prince & Seigneur desdits Païs ordonné, ſtatué & decreté, ordonnons, ſtatuons & decretons par ces preſentes la ſusdite pragmatique Sanction, Reglement de ſucceſſion & union indiviſible de tous nos Etats, tant au dehors qu'au dedans de l'Allemagne, en Loy perpetuelle & irrevocable dans nosdits Païs-bas, & qu'en conſequence d'icelles la ſucceſſion de toutes nos Provinces hereditaires de nos dits Païs, en une maſſe & indiviſiblement, échoira dorenovant, ſelon le dit droit de Primogeniture & Ordre de ſucceſſion lineale, & reſtera à nos Deſcendans Mâles tant qu'il y en aura aucun : & au defaut de ceux ci, que Dieu ne veuille, aux Archi-Ducheſſes nos Filles, toujours ſuivant l'Ordre & Droit de Primogeniture, ſans le pouvoir jamais partager; & qu'au defaut de tout Heritier legitime de l'un ou l'autre Sexe, deſcendans de Nous, le Droit d'Heritier de toutes nosdites Provinces éhoira aux Princeſſes Filles de nôtre Frere l'Empereur Joſeph, de glorieuſe memoire, & à leurs deſcendans, de l'un & de l'autre Sexe, ſelon le dit Droit de Primogeniture ; & qu'arrivant l'extinction de ces deux lignes, ce Droit hereditaire ſera entierement reſervé aux Princeſſes nos Soeurs & leurs deſcendans legitimes de l'un & de l'autre Sexe, & ſucceſſivement à toutes les autres lignes de l'Auguſte Maiſon, à chacune ſelon le Droit de Primogeniture & ſuivant le rang qui en reſultera, & ce non obſtant le Reglement & ancienne Loy, touchant la ſucceſſion de Prince des dits Pais-bas, etablie dans les dits Païs par la pragmatique Sanction de l'Empereur Charles Cinquiéme du quatriéme Novembre quinze cens quarante neuf, & toutes coûtumes d'aucunes de nos dites Provinoes auxquelles, pour les cauſes & conſiderations ſusdites avons de nôtre dité autorité & pleine puiſſance derogé & derogeons, en ce que la ſusdite Sanction & Coutumes ne ſeroient conformes à nôtre preſente diſpoſition, voulant, qu'en tous autres cas elles demeurent en leur force & vigeur & ſoient entretenuës & obſervées.

Si donnons en mandement à nôtre dit Conſeil d'Etat établi dans nos Païs-bas, Preſident & Gens de nôtre grand Conſeil, Chancelier & Gens de nôtre Conſeil de Brabant, Gouverneur, Preſident & Gens de notre Conſeil à Luxembourg, Chancelier & Gens de nôtre Conſeil

ſeil en Gueldres, Gouverneur à Limbourg, Faulguemont & Daelhem & d'autres nos Païs d'outre-Meuſe, Preſident & Gens de notre Conſeil en Flandres, grand Bailly, Preſident & Gens de notre Conſeil en Hagnaut, Gouverneur, Preſident & Gens de nôtre Conſeil de Namur, Bailly de Tournay & du Tourneſis, Preſidents & Gens de nos Chambres des comptes ecoutettes de Malines, & à tous autres nos Juſticiers, Serviteurs, Vaſſaux & Sujets, preſens & à venir & chacun d'eux en ſon regard, que cette nôtre preſente Ordonnance, Statut, Decret & Sanction pragmatique ils retiennent & obſervent & faſſent retenir & obſerver inviolablement & a toujours pour Loy perpetuelle & irrevocable, en procedant par ce de nos Cours ſouveraines & desdits de nos comptes à l'enterinement de ces dites preſentes, & les faiſant en regiſtrer pour l'entier accompliſſement d'icelles aux tems à venir: Voulant & ordonnant en outre, qu'au vidimus desdites preſentes, depeché par un de nos Secretaires d'Etat, pleine & entiere foy ſoit ajoutée par tout, ou il en aura beſoin. Car ainſi Nous plait il. Et enfin que ſe ſoit choſe ferme & ſtable à toujours Nous avons ſigné ces dites preſentes de nôtre main & à icelles fait mettre nôtre grand Seel. Donné en nôtre ville & Reſidence Imperiale de Vienne en Autriche le ſixieme jour du mois de Decembre, l'an de grace mil ſept-cent vingtquatre & de nos Regnes, de l'Empire Romain le treizienne, d'Eſpagne le vingt-deuxieme, & de Hongrie & de Bohemie auſſi le treizieme. 1724

CHARLES

Prince de Cordonna Ps. Vt.

(L. S.)

Par ordonnance de Sa Majeſté

A. F. de Kurz.

CCCIII.

Tractatus Pacis Cæſareo-Hiſpanicæ Viennenſis de An. 1725.

IN nomine Sacro-Sanctæ & individuæ Trinitatis. Amen. Notum ſit univerſis & ſingulis, quorum intereſt, aut quomodocunque intereſſe poteſt. Poſtquam ſub finem Anni milleſimi ſeptingenteſimi, quo Rex Hiſpaniarum & Indiarum Catholicus Carolus ſecundus, inclytæ memoriæ, improlis e vita deceſſit, cruentum, diuturnumque bellum ſuper ſucceſſione in ejusdem regna, inter Sereniſſimum & Potentiſſimum Principem ac Dominum Leopoldum, Romanorum Imperatorem, Hungariæ, Bohemiæque Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, &c. Pientiſſimæ recordationis ex una: & inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Philippum V. Hiſpaniarum & Indiarum Regem Catholicum, in aſſiſtentia Sereniſſimi & Potentiſſimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis, ex altera parte exortum eſt, cui ſubinde ſacrum Romanum Imperium, Sereniſſimus quoque & Potentisſi- 1725

1725 tentissimus Magnæ Britan. Rex Guilielmus, ejusque in regno successor serenissima & potentissima Domina Anna, celsique ac præpotentes Status Generales Fœderati Belgii, socii accesserunt: Pace vero Anno 1713. Trajecti ad Rhenum inter istos facta, bellum, quod tunc inter serenissimum & potentissimum Principem Dominum Carolum, Romanorum Imperatorem hujus nominis sextum, ac imperium ex una, ac altefatum Galliarum Regem ex altera parte adhuc perdurabat, per subsecutam Anno 1714. pacem Badensem quoque deletum: Tandem & illi bellorum motus, qui altefatam inter suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Regem Hispaniarum Catholicum Philippum V. adhuc fervebant, per accessionem ad tractatum Londini die 2. Aug. St. n. (22. Jul. St. v.) 1718. initum, acceptationemque conditionum utrique eorum, prout & Regi Sardiniæ in eo propositarum felici quoque numine sedati fuerunt, certis Articulis inter eos adhucdum controversis ad particularem congressum subinde in urbe Cameraci institutum remissis, sub amicis mediatoriis officiis serenissimi & potentissimi Regis Galliarum Ludovici XV. ac serenissimi & potentissimi Regis magnæ Britanniæ Georgii definiendis. Quo quidem in loco per Plenipotentiarios ab omnibus partibus eo missos sub præfata mediatione a triennio abhinc operose quidem, verum ob varia impedimenta, absque fructu expectato allaboratum fuit, quod ipsum, cum & spes nulla felicioris in futurum successus affulgeret, in causa erat, quod serenissimus Hispaniarum Rex Catholicus consilium ceperit, dicta adhuc controversa puncta cum sua Majestate Cæsarea & Catholica in ipsa urbe Viennensi per Ministros utrinque ad id opus cum plena potestate munitos amice definiendi: ad quod sua Majestas Cæsarea Catholica celsissimum Principem ac Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium actualem intimum, consilii Aulico-bellici Præsidem, suumque locumtenentem Generalem, sacri Romani Imperii Campi-Mareschallum, ac ejusdem Statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem: nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum sacri Romani Imperii Thesaurarium hæreditarium Comitem a Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, superioris Seloviz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck, supremum Hæreditarium scutiferum ac præcisorem in sup. & inf. Austria, Hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, actualem Consiliarium Intimum, ac primum Aulæ Cancellarium; ac illustrissimum & excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam sacri Romani Imperii Comitem de Stahrenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum ditionum Escheiberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwan, Aurei Velleris Equitem, sacræ Cæsareæ Cathol. Majestatis Consiliarium intimum actualem, Archi-Ducatus Austriæ superioris & inferioris Mareschallum Hæreditarium: sua Majestas vero Regia Catholica

tholica illustrisfimum & excellentisfimum Dominum Joannem Guilielmum Baron. de Ripperda, Dominum de Jensema, Engelenburgh, Poelgeest, Koudekente, & Ferwert, Judicem hæreditarium de Humsterlant, & Campen nominavere. Qui habitis inter se colloquiis tandem in sequentes Articulos, & conditiones convenere, commutatis prius Plenipotentiis. 1725

Art. I.

Pax sit christiana, universalis, perpetua, veraque amicitia inter suam Cæsaream & Catholicam Majestatem, utriusque eorundem hæredes, & successores, regna hæreditaria, horum subditos, & Provincias, eaque ita sincere servetur, & colatur, ut utraque pars alterius utilitatem, & commodum promoveat, damna vero, & injurias avertat.

II. Basis, & fundamentum, regula, ac norma istius pacis est, & sit Tractatus Londinensis de die 2. Aug. st. n. (22. Julii st. v.) A. 1718. propositæque in eo pacis conditiones, a sua Majestate Cæsarea Catholica eadem ipsa die, a Rege Catholico vero Madriti 20. Jan. & die 17. Februarii An. 1720. Hagæ-Comitum approbatæ, & in vim pacti perpetui mutuo acceptatæ, vigore quarum præfatus Rex ad reparanda ea, quæ contra pacem Badensem die 3. Septembris 1714. conclusam, prout & contra neutralitatem, per Tractatum die 14. Martii 1713. pro Italia stabilitam turbata fuerunt, actu restituit suæ Majestati Cæsareæ Insulam & regnum Sardiniæ in eo statu, quo erat tunc, cum illud occupavit: renunciavitque Suæ Majestati Cæsareæ omnia jura, prætensiones, rationes, & actiones in dictum regnum, ita ut sua Majestas Cæsarea de illo ceu de re sua plene libereque ad eum modum, juxta quem amore boni publici fecit, disposuerit.

III. Quandoquidem unica, quæ excogitari potuit, ratio ad constituendum duraturum in Europa æquilibrium ea visa fuerit, ut pro regula statuatur, ne regna Galliæ & Hispaniæ, ullo unquam tempore in unam eandemque personam, nec in unam eandem lineam coalescere, unirique possent, istæque duæ Monarchiæ perpetuis futuris temporibus separatæ remanerent, atque ad obfirmandam hanc regulam, tranquillitati publicæ adeo necessariam, ii Principes, quibus nativitatis prærogativa jus in utroque regno succedendi tribuere poterat, uni e duobus pro se, totaque sua posteritate solenniter renuntiaverint, adeo ut ista utriusque Monarchiæ separatio in legem fundamentalem abierit in Comitiis Generalibus vulgo Las Cortas, Madriti die 9. mensis Nov. 1712. receptam, & per tractatus Trajectenses die 11. Aprilis 1713. consolidatam sua Majestas Cæsarea legi adeo necessariæ & salutari ultimum complementum datura, atque omnem sinistræ suspicionis ansam tollere, tranquillitatique publicæ consulere volens, acceptat, & consentit in ea, quæ in tractatu Trajectensi super jure, & ordine successionis in regna Franciæ, & Hispaniæ acta, sancita, & transacta fuerunt, renuntiatque tam pro se, quam pro suis hæredibus, descendentibus, & successoribus maribus & fœminis, omnibus juribus, omnibusque in universum prætensionibus quibuscunque, nulla penitus excepta,

in

1725 in quæcunque regna, ditiones, & Provincias Monarchiæ Hiſpan. quarum Rex Catholicus per tractatus Trajectenſes agnitus fuit legitimus poſſeſſor, prout jam ſolennes deſuper renunciationis actus in omni meliore forma expediri, eosque publicari, & in acta loco congruo referri curavit, ac ſuper his inſtrumenta ſolita ſuæ Majeſtati Catholicæ, partibusque compaciſcentibus actu jam extradidit.

III. In vim dictæ renunciationis, quam ſua Majeſtas Cæſarea amore univerſæ Europæ ſecuritatis, habita quoque ea ratione, fecit, quod Dominus Dux Aurelianenſis, juribus, & rationibus ſuis in regnum Hiſpaniæ pro ſe & pro ſuis deſcendentibus, ſub ea conditione renunciaverit, ne Imperator, aut ullus ejusdem deſcendentium in dicto regno ſuccedere unquam poſſet, ſua Majeſtas Cæſarea Catholica agnoſcit Regem PHILIPPUM V. legitimum Hiſpaniarum & Indiarum Regem, ſinet præterea eundem, ejusque deſcendentes, hæredes & ſucceſſores, maſculos & fœminas, pacifice frui cunctis iis ditionibus Monarchiæ Hiſpanicæ in Europa, in Indiis, & alibi, quarum poſſeſſio ipſi per tractatus Trajectenſes afferta fuit, neque eum in dicta poſſeſſione directe vel indirecte turbabit unquam, aut ullum jus in dicta regna & provincias ſibi ſumet.

V. Pro renunciatione, atque agnitione a ſua Majeſtate Cæſarea in præcedentibus duobus Articulis facta, Rex Catholicus viciſſim renuntiat, tam ſuo, quam ſuorum hæredum, deſcendentium, & ſucceſſorum marium & fœminarum nomine, ſuæ Majeſtatis Cæſareæ, ejusque ſucceſſoribus, hæredibus, & deſcendentibus maſculis & fœminis, cuncta jura, ac rationes quascunque, nulla penitus excepta, in omnia & quælibet regna, provincias & ditiones, quæ vel quas ſua Majeſtas Cæſarea in Italia, vel in Belgio actu poſſidet, eique vigore tractatus Londinenſis obveniunt, abdicatque ſe univerſim omnibus juribus, regnis, & provinciis, quæ olim ad Monarchiam Hiſpanicam ſive in Belgio, ſive in Italia pertinuerunt, quas inter Marchionatus Finalienſis a ſua Majeſtate Cæſarea Reipublicæ Genuenſi Anno 1713. - - - ceſſus, diſerte quoque comprehenſus intelligatur, ſuper quo ſolennes renunciationis actus in omni meliore forma jam expediri, eosque publicari, & loco congruo in acta referri actu curavit, ac ſuper his inſtrumenta conſueta ſuæ Majeſtat. Cæſareæ, & partibus compaciſcentibus extradidit. Sua Majeſtas Catholica renunciat pariter juri reverſionis ad Coronam Hiſpaniæ ſibi ſuper regno Siciliæ reſervato, omnibusque aliis actionibus & prætenſionibus, quarum prætextu ſuam Majeſtatem Cæſaream, ejus hæredes & ſucceſſores, directe vel indirecte tam in ſupradictis regnis & provinciis, quam in cunctis aliis ditionibus, quas actu in Belgio, & Italia, vel ubicunque alibi poſſidet, turbare poſſet.

VI. Sua Majeſtas Cæſarea in contemplatione ſereniſſimæ Hiſpaniarum Reginæ conſenſit jam ſub reſervato Imperii conſenſu, eoque ſubinde obtento iterum conſentit, ut, ſi quando Ducatum Hetruriæ, prout & Ducatus Parmæ & Placentiæ, ceu agnita a partibus compaciſcentibus in tractatu Londinenſi indubitata Imperii feuda maſculina, ex deficientia ſexus maſculini vacare unquam, atque Imperatori & Imperio

perio

perio aperiri contingeret, in iis filius præfatæ Reginæ primogenitus, 1725
hujusque descendentes masculi ex legitimo matrimonio nati: iique deficientibus, secundo-aliique post-geniti ejusdem Reginæ filii pariter cum eorum posteris masculis ex legitimo matrimonio natis jure perpetuo primogenituræ juxta leges, ac consuetudines Imperii feudales in dictis Ducatibus, ac terris ad eos in Hetruria pertinentibus succedant. In cujus rei securitatem sua Majestas Cæsarea præfatis principibus promissas literas expectativas eventualem investituram continentes stilo solito acturum expediri, Regique Catholico tradi curavit: Id tamen citra ullum damnum, aut præjudicium eorum Principum, qui dictos Ducatus in præsens obtinent, salvaque illorum per omnia quieta possessione.

Placuit tamen oppidum Liburni in perpetuum esse, & deinceps permanere debere portum liberum, eo plane modo, quo nunc est.

Adpromittit insuper, obligatque sese Rex Catholicus, quod oppidum Portus Longi una cum ea parte Insulæ Ilvæ, quam in ea tenet, præfato Principi, suo & Reginæ filio cedet, tradetque, quamprimum iste tempore & ordine debito, ad actualem Hetruriæ Ducatus possessionem pertingat.

Abdicatque a se, suisque successoribus Hispaniarum Regibus facultatem omnem, ex præfatis Ducatibus quidquam sibi asserendi, acquirendi, aut unquam possidendi: quin nec tutelam Principis, cui isti Ducatus obvenient, suscipiendi, aut quocunque tempore gerendi.

Imperator, & Rex Hispaniarum spondent, bona fide se religioseque observaturos, quæ in fœdere Londinensi de non introducendo in dictos Ducatus, viventibus modernis eorum possessoribus, proprio aut conductitio milite acta sunt, ita tamen, ut si quando casus aperturæ unius vel alterius Ducatus eveniat, Princeps Infans Don Carlos secundum literas investituræ eventualis ejusdem possessionem apprehendere possit.

VII. Sua Majestas Catholica renunciat pro se, suisque in regno successoribus & hæredibus, posteris item suis utriusque sexus in perpetuum juri reversionis regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in instrumento cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ sibi reservato, literasque, ut vocant, reversales desuper confectas suæ Majestati Cæsareæ una cum instrumento ratificationis istius tractatus bona fide extradet: salvo tamen reversionis jure in Insulam & regnum Sardiniæ juxta Art. II. conventionum inter Imperatorem, & Regem Sardiniæ sibi competente.

VIII. Imperator, & Rex Catholicus spondent, mutuoque se obstringunt ad defensionem, seu guarantiam reciprocam omnium regnorum, & provinciarum, quæ, vel quas actu possident, aut quorum, quarumve possessio ad illos vigore tractatus Londinensis per hoc pacis instrumentum confirmata jam pervenit.

IX. Sit utrinque perpetua oblivio, amnestia, & generalis abolitio

1725 omnium eorum, quæ ab initio belli moti verbis, ſcriptis vel factis ab utriusque ſubditis clam vel palam, directe ſeu indirecte, geſta, aut patrata fuerunt: Gaudeantque illa generali amneſtia, & abolitione omnes & ſinguli utrinque ſubditi, cujuscunque ſtatus, dignitatis, gradus, conditionis, aut ſexus ſint, tam eccleſiaſtici, quam militares, politici, & civiles, qui durante bello partes unius aut alterius Principis ſecuti ſunt, vigore cujus univerſis & ſingulis permiſſum, & licitum ſit, recipere plenariam poſſesſionem, & uſumfructum ſuorum bonorum, jurium, privilegiorum, honorum, dignitatum, & immunitatum, iisque utentur, fruenturque æque libere ac iis ſub initium ultimi belli, vel quo tempore uni alterive parti adhærere cœperunt, gaviſi, & fruiti fuerunt, non obſtantibus confiſcationibus, arreſtis & ſententiis ſub bello factis, latis, aut publicatis, quæ pro nullis, & ceu non factis habeantur. Inſuper virtute ejusdem amneſtiæ, & abolitionis omnibus & ſingulis ſubditis, qui unam alteramve partem ſecuti ſunt, fas liberumque eſto, patriam ſuam repetere, bonisque ſuis uti, frui, plane ac ſi bellum nullum interveniſſet, data eis omnimoda facultate, dicta bona ſua ſive per ſe, ſi iis præſentes ſint; ſive per procuratores, ſi abeſſe a patria maluerint, adminiſtrandi, eaque vendendi, aut de illis quocunque alio modo pro lubitu ſuo diſponendi, ad eum omnino modum, quo ante cœptum bellum de iis diſponere valuere: dignitates quoque ſubditis durante bello hinc inde collatæ iis pariter deinceps integre permanento, mutuoque agnoſcantur.

X. Ad complanandas eas, quæ ratione titulorum adhuc motæ ſunt, controverſias, placuit, ut ſacra Cæſarea Catholica Majeſtas CAROLUS VI. Romanorum Imperator, & ſacra Regia Catholica Majeſtas Hiſpaniarum & Indiarum Rex PHILIPPUS V. titulis utrinque asſumptis impoſterum vita utriusque eorum durante utantur; Hæredes vero, & eorum ſucceſſores titulos, duntaxat eorum regnorum & provinciarum, in quorum poſſesſione ſunt, aſſumant, aliis vero abſtineant.

XI. Dux Parmæ conſervetur, & manuteneatur in poſſesſione omnium ſuorum ſtatuum, jurium, & actionum eo modo, quo tempore ſignaturæ tractatus quadruplicis fœderis fuit: Quæ vero cum finitimis ſuæ Majeſtatis Cæſareæ provinciis ſubvertunt controverſiæ, eæ per arbitros ab utraque parte eligendos amicabiliter decidantur.

XII. Sua Majeſtas Cæſarea adpromittit, ordinem ſuccedendi in regno Hiſpaniæ receptum, atque per tractatum Trajectenſem, per renunciationes, item vi quadruplicis fœderis ſubſecutas, nec non per præſens pacis inſtrumentum confirmatum, tueri ſe, guarantiamque deſuper præſtare, &, quoties opus, manutenere velle; vicisſim Rex Hiſpaniæ tueri, & guarantigiare quoque ſpondet, eum ſuccedendi ordinem, quem ſua Majeſtas Cæſarea ad mentem majorum ſuorum in ſerenisſima ſua domo ex pactis ejusdem antiquis, in forma perpetui, indiviſibilis, ac inſeparabilis fideicommisſi primogenitura affecti pro univerſis ſuæ Majeſtatis utriusque ſexus Hæredibus, & ſucceſſoribus decla-

declaravit, & ſtabilivit, quique ſubinde ab ordinibus, & ſtatibus univer- 1725
ſorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac ditionum, ad ſereniſſimam domum Auſtriacam jure hæreditario ſpectantium, communi omnium voto ſuſceptus, ac grato, ſubmiſſoque animo agnitus, atque in vim legis ſanctionisque pragmaticæ perpetuo valituræ in publica monumenta relatus fuit.

XIII. Super dotibus, ſereniſſimarum Infantum Mariæ, & Margarithæ, Romanorum Imperatricum, ita conventum eſt, ut conſtituta pro illis hypotheca, urbes videlicet, oppida, & terra, ex quibus fructus, ſeu uſuræ annuæ pro ratione ſortis ſtipulatæ percipiebantur, reſtituatur, vel loco iſtarum dotium, & hypothecæ ſors ipſa in ære parato ſemel pro ſemper una cum fructibus tam ante obitum Regis Caroli II. quam poſt acceptatum tractatum Londinenſem ex iis perceptis ſuæ Majeſtati Cæſareæ perſolvantur.

XIV. Super debitis hinc inde contractis ita convenit, ut quemadmodum ſua Majeſtas Cæſarea Catholica debita in Catalaunia a ſe, vel ejus nomine contracta, exſolvit, & quæ adhuc liquido extant, perſolvenda in ſe recipit; ita quoque debita a Miniſtris ſereniſſimi Hiſpaniarum Regis Philippi V. nomine Suæ Majeſtatis in Belgio, Mediolani, Neapoli, & in Sicilia contracta, Sua Majeſtas Regia exſolvet, vel creditores contentos reddet. Quem in finem Commiſſarii ad ſeparanda, liquidandaque dicta debita intra bimeſtre a ſubſcripta pace ab utraque parte conſtituentur.

XV. Cum etiam ſuper reſtitutione Palatiorum Romæ, Viennæ, & Hagæ-Comitis exiſtentium varie actum ſit, tandem ſuper iis ita transactum fuit, ut palatium Hagæ-Comitis extans cum Viennenſi compenſetur. Pro palatio Romano vero Rex Catholicus Imperatori dimidium ejusdem pretium, ſeu valorem exſolvat.

XVI. Sub hoc præſenti pacis tractatu comprehendentur illi, qui intra unius anni ſpatium ab una, alteraque parte ex communi conſenſu nominabuntur.

XVII. Pacem hoc modo concluſam promittunt Commiſſarii Cæſarei, & Regius Legatus, Plenipotentiarii ab Imperatore, & Rege Catholico, ad formam hic mutuo placitam ratihabitum, & ratificationum inſtrumenta intra bimeſtre ſpatium, aut citius ſi fieri poſſit, hic reciproce commutatum iri.

XVIII. Porro cum renunciationes hinc inde factæ, de quibus ſupra frequentior mentio facta eſt, partem iſtius tractatus inter cæteras præcipuam, integramque efficiant, quantumvis eæ, utpote in ſolenni forma utrinque ratihabitæ plenum robur, vigoremque ſuum jamjam obtineant, attamen eas majoris confirmationis gratia huic tractatui annectere placuit.

1725 NOS *CAROLUS Sextus*, Divina favente Clementia Electus Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæque Rex, Archi-Dux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ & Würtembergæ, Princeps Sueviæ, Marchio Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comes Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravius Alſatiæ, Dominus Marchiæ Slavoniæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. &c. Notum facimus omnibus præſentibus & futuris. Poſtquam poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in ſua Regna, durum, diuturnumque Bellum ortum ſit, quod univerſam pene Europam diu, fædeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus, adeo ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia Bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſe, ut collatis amicis conſiliis, reque mature deliberata, ac diſcuſſa, die ſecunda Menſis auguſti hujus Anni 1718. Londini Nos inter, & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem Ludovicum XV. ſub Tutela Sereniſſimi Principis Philippi Ducis Aurelianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem: nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunſuico-Luneburgenſem, Sacri Romani Imperii Electorem, certi Pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerint, eo unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis ſemperque magis firmetur, inter eos vero qui adhuc diſſident, quantocyus revocetur, ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, ſublatis e medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur, ad aſſequendum vero tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quam per ipſos hoſce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Galliæ, & Hiſpaniæ, itidem ſeparationem perpetuam Hiſpaniarum & Indiarum a Statibus, quos nunc poſſidemus, & vi Tractatus poſſidere debemus, denuo immutabili Lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere alia commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius Pacificationis, Fœderumque Socii ſunt, aut iis accedere vellent, aſſerere, prout latius in dictis conventionum Articulis continetur.

Cum vero iſtorum Tractatuum partem conſtituat Renunciatio in Regna Hiſpaniarum, & Indiarum a Nobis facienda. Quod Nos ob inſitum Nobis Pacis ſtudium, atque in ſalutem, tranquillitatemque publicam, amorem omni alia ratione potentiorem, utque omnem a Nobis ſiniſtræ ſuſpicionis anſam removeremus, juribus Noſtris in dicta Hiſpaniarum ac Indiarum Regna cedere decreverimus, dictum

Tracta-

Tractatum Londini per Plenipotentiarios Nostros subscribi mandaverimus; scilicet statum Europæ luctuosissimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, nî votis amicorum Principum cederemus, stragem commiserati, commoti quoque iis, quae in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum Hispaniarum & Indiarum cessionem, & abdicationem devenimus, præsertim, quod per illam ea quoque Renuntiatio, quam Serenissimus & Potentissimus Princeps Philippus V. Hispaniarum & Indiarum Rex in Regnum & Coronam Galliæ pro se, suisque Posteris sub 5. Nov. 1712. in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecit, atque in Hispania in legem abiit, nostræque ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renuntiationes, quas Serenissimus Dux Bituricensis 24. Die mens. Nov. 1712. Marly, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die 19. ejusd. Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per Tractatus Trajectenses 11. die Mensis Apr. 1713. confirmatæ fuere, convalidentur, aque adeo perpetua & immutabili jam Lege statutum, sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Personam, nec in unam eandemque Lineam coalescere valeant. 1725

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renuntiatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus nostris Maribus & Fœminis, omnibus Rationibus, Juribus, Actionibus, & Prætensionibus, quæ Nobis in Regna Hispaniarum & Indiarum, Ditionesque Coronæ Hispanicæ per Tractatus Trajectenses, & per hos præfato Hispaniarum & Indiarum Regi concessas, competunt, aut competere possent, idque omne jus Nostrum in mododictum Serenissimum Principem Philippum Hispaniarum ac Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores, Mares & Fœminas, his vero quomodocunque deficientibus in Domum Sabaudicam juxta præfati Tractatus tenorem, ac in eo statutum succedendi ordinem, videlicet in Serenissimum modernum Sardiniæ Regem, Ducem Sabaudiæ, Pedemontii Principem, Victorem Amadeum, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: & deficiente ejus progenie Masculina, in principem Amadeum a Carignano, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio procreatos: & deficiente quoque hujus progenie Masculina, in Principem Emanuelem de Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos: iisque deficientibus in Principem Eugenium a Sabaudia, ejusque Filios, & Descendentes Masculos ex legitimo Matrimonio natos, ceu ab Infante Catharina Regis Philippi II. Filia oriundos, ex certa scientia sponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, renunciantes pro Nobis, Nostris Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostris omnibus rationibus, & juribus, quæ Nobis aut ipsis in dicta Regna quomodocun-

docunque, five jure Sanguinis, five ex pactis antiquis, & Legibus Regni
1725 competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam a Nobis factam Renunciationem Regnorum Hispaniarum ac Indiarum, volentes, ac statuentes, eam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis pragmaticæ, & ut ita ab omnibus Regnorum Nostrorum, & Provinciarum Subditis recipiatur, executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis, & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expresse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus juris & facti, styli, & observantiæ, Renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutionis in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberate, sponte, & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque haberi volumus, serio, sancteque spondentes, Nos sæpefatum Principem modernum Hispaniarum & Indiarum Regem, ejusque Posteros, Hæredes, & Successores in tranquilla & pacifica possesfione dictorum Regnorum esse permissuros, neque eos vi hujus Renunciationis ullo unquam tempore sive armis sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin Bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis a Nobis aut Sucessoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum & injustum, bellum econtra quod Nobis ab Ipsis, aut Ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum Succesfionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si forte ad hunc Renunciationis Nostræ Actum aliquid amplius desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini novisfime inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri suppleto haberi volumus. Verbo nostro Cæsareo-Regio atque Archiducali promittentes, ea omnia, quæ in hocce Successionis, Abdicationis, & Renunciationis Instrumento continentur, Sancte, Religioseque observaturos cum Nos, tum a Nostris Posteris, & Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari. In cujus rei fidem, vim, majusque robur, hunc Cesfionis, Abdicationis, & Renunciationis Actum juramento Corporali, a quo absolutionem nec petemus nos unquam, nec ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus, tactis SS. Evangeliis in præsentia Testium infra scriptorum firmavimus, præsensque Renunciationis Instrumentum manu propria subscriptum Cæsareo-Regio & Archiducali Sigillo munitum, ad manus Præfati Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis deposuimus, Serenisfimo ac Potentisfimo Hispaniarum Regi tempore & modo ipso Tractatu præscriptis, extradendum. Acta hæc sunt Viennæ die 16. Septembris Anno 1718. Regnorum Nostrorum Romani Septimo, Hispaniarum Decimo Sexto, Hungarici vero & Bohemici Octavo.

CAROLUS.

Præsen-

Præsentes fuere Celsissimus Dominus Joannes Leopoldus Sacri Romani Imperii Princeps Trauthson, Comes de Falkenstein, Liber Baro in Sprechen- & Schrottenstein, Dominus in Martiniz, Kraylowiz, Tschechtiz, Krzysaudou, Hammerstatt, Geblou, Zabradka, Neuschlos, & Bohemo-Rudolez, Goldegg, Pielhag, Friesing, & Oppidi Aggspach ad Danubium, Præfectus Aulæ Hæreditarius Inferioris Austriæ, & Hæreditarius Mareschallus Comitatus Tyrolensis. Eques Aurei Velleris, & Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis. 1725

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Philippus Ludovicus Sacri Romani Imperii Hæreditarius Thesaurarius Comes a Sinzendorff, Liber Baro in Ernstbrunn, Dominus in Gfœll, Superioris Selowiz, &c. Burggravius in Rheinegg, Supremus Hæreditarius Scutifer, ac Præcisor in Superiori & Inferiori Austria, Hæreditarius Pincerna in Austria ad Anasum, aurei Velleris Eques. Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Camerarius, Actualis Consiliarius Intimus, & Aulæ Cæsareæ Cancellarius.

Excellentissimus & Illustrissimus Dominus Gundaccarus Thomas, Sac. Rom. Imperii Comes de Starhenberg in Schaumburg & Waxenberg, Dominus Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Ober-Wallsée, Senfftenberg, Bottendorff, & Hattwann, aurei Velleris Eques, Sac. Cæs. Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Intimus Actualis, &c. Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallus Hæreditarius.

Reverendissimus Don Franciscus Antonius Folch, de Cardona, Archi-Episcopus Valentinus, Consiliarius actualis Status Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis, & Supremi Hispaniarum Consilii Præses.

Excellentissimus item & Illustrissimus Dominus Rochus Comes Stella, Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Status, supremique Hispaniarum Consilii Consiliarius.

Et quia Ego infrascriptus Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis Consiliarius Aulicus, Secretarius Status & Referendarius, authoritate Cæsarea atque Archiducali ad hunc Actum creatus Notarius Publicus omnia hæc fieri Præsens audivi, & vidi; Ideo in fidem veritatis nomen meum subscripsi, & Sigillum meum apposui. Anno & Die ut supra.

(L. S.) Joannes Georgius Buol, S. R. I. E.

N*Os PHILIPPUS*, Dei gratia Rex Castiliæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galeciæ, Majoricæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltariæ, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Archi-Dux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcellonæ, Dominus Biscajæ & Molinæ, &c. Notum facimus omnibus

1725 bus præſentibus & futuris. Poſtquam poſt immatura fata Sereniſſimi olim & Potentiſſimi Principis Caroli II. Hiſpaniarum & Indiarum Regis recol. mem. ob cauſam Succeſſionis in Sua Regna, durum, diuturnumque bellum ortum ſit, quod univerſam pene Europam diu, fœdeque afflixit, neque componendis litigiis, ii, qui Trajecti ad Rhenum, Badæque Helvetiorum celebrati fuere conventus adeo ex integro ſuffecerint, quin recens in Italia bellum eruperit, Divina bonitate factum eſſe, ut collatis amicis conſiliis, reque mature deliberata ac diſcuſſa, Die ſecunda Menſ. Aug. Anni 1718. Londini inter Sereniſſimum ac Potentiſſimum Galliæ Regem Ludovicum XV. ſub Tutela Sereniſſimi Principis Philippi Ducis Aurelianenſis, Regni Galliæ pro tempore Regentis agentem, nec non Sereniſſimum ac Potentiſſimum Magnæ Britanniæ Regem Georgium, Ducem Brunſuico-Luneburgenſem, Sac. Rom. Imperii Electorem, certi pacificationis, Fœderumque Articuli concluſi, ſignatique fuerunt, eo unice collimantes, quo alma Pax inter Principes, quibus ea jam conſtat, magis, ſemperque magis firmetur, inter eos vero, qui adhuc diſſident, quatocyus revocetur, ac refloreſcat, atque adeo hoc tantum pacis beneficium, ſublatis e medio ſimultatibus, univerſæ Europæ commune tandem reddatur: ad aſſequendum vero tam ſalutarem ſcopum haud alia certior via viſa ſit, quam per ipſos hoſce Tractatus ad mentem, & normam præcedentium ſeparationem perpetuam Coronarum Hiſpaniæ & Galliæ, denuo immutabili lege (cui ſalus totius Europæ innixa eſt) ſtabilire, atque ut ſtato inter Europæ Principes virium æquilibrio, juſtaque commenſuratione unio plurium Coronarum in unum idemque Caput ac Lineam avertatur, providere, aliaque commoda, & emolumenta Nobis, ac iis Principibus, qui iſtius pacificationis, Fœderumque ſocii ſunt, aut iis acceſſerunt, aſſerere, prout latius in dictis conventionum Articulis continetur.

Cum vero iſtorum Tractatuum partem conſtituat renunciatio in Regna, Ditiones, & Provincias, quæ vel quas Sua Majeſtas Cæſarea in Italia, & in Belgio jam poſſidet, aut ei vigore præſentis Tractatus obvenient, abdicatioque univerſorum Jurium, Regnorum, & Provinciarum in Italia, quæ olim ad Monarchiam Hiſpanicam pertinuerunt, a Nobis facienda.

Quod Nos ob inſitum Nobis Pacis ſtudium, atque in ſalutem, tranquillitatemque publicam, amorem omni alia ratione potentiorem, utque omnem a Nobis ſiniſtræ ſuſpicionis anſam removeremus, Juribus noſtris in dicta Regna, Ditiones, & Provincias cedere decrevimus, dictumque Tractatum die 26. Januarii nuperi Madriti cum ipſi acceptaverimus, tum a Plenipotentiario Noſtro Hagæ-Comitum ſubſcribi mandaverimus, quod & Die decima ſeptima Februarii proxime elapſi ſolenniter factum fuit, ſcilicet ſtatum Europæ luctuoſiſſimum, impendentemque tot Populis, & Nationibus, ni votis amicorum Principum cederimus, ſtragem commiſerati, commoti quoque iis, quæ in præfato Tractatu continentur, emolumentis, in hanc Regnorum, Ditionum, Provinciarum, & Jurium ceſſionem, & abdica-

tio-

tionem devenimus, præsertim, quod per Cæsaris in Hispaniarum, In- 1725
diarumque Regna renunciationem jam ea quoque renunciatio, quam Nos in Regnum & Coronam Galliæ pro nobis, nostrisque posteris sub quinta Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo in favorem Serenissimi Ducis Aurelianensis fecimus, atque in Hispania in Legem abiit, Renunciationique Suæ Cæsareæ Majestatis ceu conditioni innixa est, plenum suum vigorem, & effectum sortiatur, pariterque per eam illæ Renunciationes, quas Serenissimus olim Dux Bituricensis vigesima quarta die Mensis Novembris Anno millesimo septingentesimo duodecimo, Marlii, & præfatus Serenissimus Dux Aurelianensis die decima nona ejusdem Mensis & Anni Parisiis fecerunt, & per tractatus Trajectenses undecima Die Mensis Aprilis Anno millesimo septingentesimo decimo tertio confirmatæ fuere, convalidentur, atque adeo perpetua, & immutabili jam lege statutum, sancitumque permaneat, quod nullo unquam tempore Monarchiæ Galliæ, & Hispaniæ, in unam eandemque Lineam coalescere valeant.

His igitur tantis rationum momentis inducti, neve optatissimam Pacem universalem, quietemque Europæ, quæ in bina ista Renunciatione consistere censetur, diutius remoraremur, animo deliberato, ac maturo consilio, vigore præsentium cedimus, abdicamus, & renunciamus pro Nobis, Successoribus, descendentibus & Posteris Nostris, Maribus & Fœminis, omnibus rationibus, Juribus, Actionibus, & prætensionibus, quæ Nobis in suprafata Regna, Ditiones, ac Provincias a Sua Majestate Cæsarea in Italia, & Belgio in præsens possessa, & vi præfati Tractatus possidenda competunt, aut competere possent, quæ inter, præter Marchionatum Finaliensem a Sua Majestate Cæsarea Reipublicæ Genuensi Anno Millesimo Septingentesimo decimo tertio cessum, diserte quoque Regna Siciliæ, atque Sardiniæ juxta leges in Tractatu expressas comprehensa intelliguntur, videlicet, ut Regnum & Insula Siciliæ apud Suam Majestatem Cæsaream, ejusqueHæredes, Successores, ac Posteros perpetuis futuris temporibus sublato penitus omni Jure Reversionis ad Coronam Hispaniæ remanere: Regnum & Insula vero Sardiniæ ab eadem, mox ab occupatione in Regem Sardiniæ, Ducem Sabaudiæ retrocedi, & tradi, reservato in illud, quando Posteritas, atque Agnatio mox dicti Serenissimi Sardiæ Regis deficere aliquando contingeret, ad Coronam Hispaniæ Reversionis Jure, debeat: Idque omne Jus Nostrum ad prædicta Regna, Ditiones, & Provincias olim ad monarchiam Hispanicam pertinentia, nunc vero a Sua Majestate Cæsarea possessa, & possidenda, in modo dictam Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Hæredes, Successores, ac Posteros, Mares & Fœminas, ex certa scientia, sponte, libereque harum vigore transferimus, & abdicamus, Renunciantes pro Nobis, Nostrisque Hæredibus, Descendentibus, & Successoribus Nostris, omnibus rationibus, & Juribus Nobis, aut ipsis in dicta Regna, Ditiones, & Provinias quomodocunque, sive Jure Sanguinis, sive ex Pactis antiquis, & Legibus Regni competunt, aut competere quacunque ratione possent.

Confirmamus, approbamusque istam a Nobis factam Renuncia-

1725 tionem Regnorum, Insularum, Ditionum, ac Provinciarum in Italia, & Belgio sitarum, volentes ac statuentes, Renunciationem istam habere vim Legis publicæ, & Sanctionis Pragmaticæ, & ut ita ob omnibus Regnorum Nostrorum & Provinciarum Subditis; & speciatim ab Ordinibus Regni, quos vulgo las Cortes appellant, recipiatur, Executionique mandetur, non obstantibus quibuscunque Legibus, Sanctionibus, Pactis & Consuetudinibus in contrarium facientibus, quibus omnibus, quantum ad hunc actum expresse derogamus, supplentes omnes, si qui forent, defectus Juris, & Facti, Styli, & Observantiæ, renunciantes quoque omnibus beneficiis Juris, in specie Restitutioni in integrum, prout & exceptionibus quibuscunque excogitabilibus, etiam læsionis enormis, & enormissimæ, cui & quibus omnibus deliberate, sponte & ex certa scientia renunciamus, easque pro rejectis, nullis, renunciatisque habere volumus, serio, sancteque spondentes nos Suam Majestatem Cæsaream, ejusque Posteros, Hæredes, ac Successores utriusque Sexus in tranquilla & pacifica possessione Regnorum, Principatuum, Ditionum, ac Provinciarum, quæ olim ad Coronam Hispaniæ pertinuerunt, atque a Sua Majestate Cæsarea actutum jam possidentur, vel quæ, & quas vi Tractatus ei cessimus, aut cedere debemus, esse permissuros, neque eos vi hujus renunciationis ullo unquam tempore, sive armis, sive alio quocunque modo esse turbaturos, aut molestaturos, quin bellum, quod ipsis pro revindicandis dictis Regnis, Ditionibus, ac Provinciis a Nobis, aut Successoribus Nostris inferretur, vel ex nunc illicitum, & injustum, bellum e contra, quod Nobis ab ipsis, aut ipsis deficientibus ab iis, qui in istam Regnorum, Ditionum, ac Provinciarum Successionem vocati sunt, defendendi sui causa inferretur, licitum ac justum pronunciamus. Quod si forte ad hunc renunciationis Nostræ actum, aliquid amplius quam hic expressum est, desideraretur, id omne ex præcitato Tractatu Londini inito, qui unica basis, regula, ac norma hujus Nostræ Renunciationis est, ac per omnia esse debet, suppleri, ac pro suppleto haberi volumus, Verbo Nostro Regio promittentes ea omnia, quæ in hocce cessionis Instrumento continentur, sancte religioseque observaturos, tum a Nostris Posteris, & Successoribus, Subditisque Nostris esse curaturos observari.

In cujus fidem, vim, majusque robur, hunc Cessionis, & Renunciationis Actum fieri mandavimus, Juramento Corporali, tactis Sanctis Evangeliis, interposito, a quo absolutionem nec petemus Nos unquam, neque ab alio forte petitam, aut etiam ultro oblatam admittemus. Præsensque Renunciationis Instrumentum manu propria subscripsimus, coram infrascripto Nostro Status Secretario, & ad hunc actum authoritate Regia Notario-Publico creato, Regioque Nostro Sigillo munivimus, in præsentia Testium, scilicet: D. Caroli de Borza & Zentellas, Indiarum Patriarchæ, magnique Nostri Capellani & Elemosinarii. D. Restayni Cantelmi Ducis de Populi, Velleris aurei insignis Ordinis, nec non Sancti Spiritus Equitis, nostrorumque Exercituum Generalis, ac Regiæ Militiæ vulgo Guardias de

de Corps Præfecti. D. Alvari Bazan & Benavides, Marchionis Sanctæ Crucis, Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac Serenissimæ Regiæ Domus Moderatoris. D. Ildefonsi Manrique Ducis del Arco pariter Regiæ Nostræ Cameræ intimi Cubicularii, ac magni Venatoris. D. Victoris Amadei Ferreri Fiescij Principis de Masserano, insignis Aurei Velleris Ordinis Equitis, Regiæ Nostræ Cameræ Intimi Cubicularii, ac nostrorum Exercituum Generalis locumtenentis. Hoc cum altero parili Renunciationis Instrumento Suæ Cæsareæ Majestatis commutandum est. Datum in Monasterio Regio Sancti Laurentii die vigesima secunda Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo. 1725

(L.S.) PHILIPPUS R.

Ego Joseph de Grimaldo, Marchio de Grimaldo, Ordinis Sancti Jacobi Eques, Riveræ & Areuchal in dicto Ordine Commendatarius, Regiæ Cameræ Intimus Cubicularius, Primus Status Secretarius, ac universalis Speditionis, nec non Referendarius ac Notarius Publicus, præsens fui Signaturæ hujus Instrumenti, & omnibus, quæ in eo expressa sunt. In quorum fidem meo proprio nomine subscripsi, in Monasterio Regio Sancti Laurentii Die vigesima secunda Mensis Junii Anno millesimo septingentesimo vigesimo.

Joseph de Grimaldo.

XIX. In quorum fidem, roburque, tam Cæsarei Commissarii, quam Regius Legatus, Plenipotentiarii Tabulas has propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt. Acta hæc sunt Viennæ Austriæ 30. Die Mensis Aprilis Anno Domini 1725.

(L. S.) Eugenius a Sabaudia.
(L. S.) Philippus Ludovicus Comes a Sinzendorff.
(L. S.) Gundaccarus Comes a Stahrenberg.
(L. S.) J. G. B. de Ripperda.

NB. Cum Literæ Reversales, quæ supra in Articulo VII. a Duce Sabaudiæ nunc Rege Sardiniæ Regi Hispaniarum anno 1713., quo Regnum Siciliæ illi cessit, supponebantur, fuisse extraditæ, juxta testimonium Regis Catholici afferantur nunquam fuisse confectæ, nec etiam ullibi existere, hinc loco dictarum Reversalium præfatus Hispaniarum Rex sequentem Declarationem Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ extradidit.

P*HILIPPUS, DEI Gratia Castellæ, Legionis, Aragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymarum, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galletiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeciræ, Gibraltaris, Insularum Canariæ, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & Continentis Maris Oceani, Rex: Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comes Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonis,*

1725 *nonis, Dominus Biscajæ, & Molinæ, &c. &c. Cum per Articulum Septimum Tractatus Pacis, & Amicitiæ, inter Serenissimum, & Potentissimum Romanorum Imperatorem Dominum* Carolum *hujus Nominis Sextum, & Nos, paucis abhinc diebus solenniter conclusi, per utriusque Partis Ministros Oratores, Legatos Extraordinarios, & Plenipotentiarios* Viennæ *in Austria die trigesima Aprilis Anno inferius notato, percussi, atque subscripti, & a Nobis novissime die Vigesima quinta Mensis Maij, in Regia Nostra* Aranjuez *dicta secundum ipsius Tenorem, & formam ex animi sententia acceptati, approbati & ratihabiti; Enuncietur, proponatur, & asseratur, quod nos Rex Catholicus, pro Nobis, Nostrisque in Regno Successoribus & Hæredibus, posteris item Nostris utriusque Sexus in perpetuum Juri Reversionis Regni Siciliæ ad Coronam Hispaniæ, in Instrumento Cessionis de 10. Junii Anni 1713. erga Regem Sardiniæ Nobis reservato, renunciamus, litterasque, ut vocant, Reversales desuper confectas Suæ Majestati Cæsareæ una cum Instrumento ratihabitionis istius Tractatus bona fide extradituri, &c. Nobis plane necesse visum est, his præsentibus notum facere, & aperire, sicut reipsa notum facimus, aperimus, & declaramus, asserimus, & asseveramus, quod quamvis Nos, cum Serenissimo Principi Sabaudiæ Duci, nunc Sardiniæ Regi Regnum Siciliæ cessimus, Jus ipsius Reversionis ad Coronam Hispaniæ Nobis reservavimus, nihilominus Litteras, ut vocant Reversales, desuper conficiendas, & expediendas, confectas umquam, aut expeditas fuisse, prout in prædicto Articulo Septimo ponitur, asseritur; usque adhuc pœnitus nescimus, & ignoramus, & si reapse confectæ, absolutæ, & expeditæ fuerunt, quod quidem prorsus Nobis latet, nunquam nobis traditæ sunt, ipsasque nec accepimus, in potestate Nostra nec sunt, nec unquam fuerunt, quandoquidem vel etiam earum notitia Nos fugit, & præterit; quapropter Traditionem per prædictum Articulum Septimum conventam, quam ipsius rei promissæ defectus & inexistentia adimplere vetat, prout fas Nobis est, excusatam haberi a Sua Cæsarea Catholica Majestate ingenue cupientes, quod in Nostra potestate est, sinceritas suggerit, candorque suadet, lubenter exequimur, & continuo perficimus, testificando, spondendo, & promittendo, quod si quandoque præfatas Reversales Litteras, & Reversionis Instrumenta confectas seu confecta, & absoluta fuisse constaret, & confecta reperiri, aut detegere evenerit, si Nobis insciis in nostra potestate sint, bona fide, abjecta omni procrastinatione, restituemus, & extrademus Suæ Cæsareæ Catholicæ Majestati, & si forte in aliena, restitui, & extradi eidem Majestati, omnibus viribus, & conatibus Nostris curabimus, & ex nunc ad majorem firmitatem præfatum, de quo agitur, Instrumentum annullantes, derogantes, & rescindentes, spondemus lubenter, atque promittimus, Sacramentum facientes in verbo, & fide Regia cum pro Nobis tum pro Successoribus, Regnorum Nostrorum Hæredibus, id omne exequi, & perficere, atque adimplere, prout quomodocunque Nostræ voluntati subjaceat. In quorum fidem*

&

& validitatem præsentes Nostras Declarationis Litteras, expediri 1725 *mandavimus, manu Nostra subscriptas, Sigillique Nostri Secreti appositione roboratas, & infrascripti Status Secretarii Nostri refrendatas. Datum in Regia hac Nostra* de Aranjuez *nuncupata. Die* Maji Vigesima quinta Anno Millesimo septingentesimo vigesimo quinto.

(L. S.) PHILIPPUS R.

Joannes ab Orendayn.

CCCIV.

Fœdus amicitiæ & defensivum Imperatorem Romanorum Romanorum inter & Regem Hispaniarum. Viennæ d. 30. Apr. 1725.

In Nomine sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum sit universis. Quamvis sincera amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum hujus nominis Sextum, Romanorum Imperatorem, semper Augustum, ac Germaniæ, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæque Regem; Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, & Würtenbergæ; Principem Sueviæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, Moraviæ, superioris & inferioris Lusatiæ; Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Göritiæ, & Namurci; Landgravium Alsatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, portus Naonis & Salinarum &c. Nec non Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Philippum hujus nominis V. Regem Castellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hierosolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majorcæ, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Insularum & continentis Maris Oceani; Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani; Comitem Habspurgi, Flandriæ, Tyrolis & Barcinonæ; Dominum Biscaiæ & Molinæ &c. per accessionem ad Tractatum Londinensem a Sua Majestate Madriti 20. Jan. & 17. Febr. 1720. Hagæ Comitis factam stabilita, & per solennem pacis Tractatum hic Viennæ die 30. Mensis Aprilis anno infra notato confectum, & subscriptum magis adhuc corroborata, firmataque fuerit, ad stringendum nihilominus eo arctius hunc pro bono Christiani Orbis tam proficuum Concordiæ nexum per utrinque Eorum Ministros respective Commissarios, Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios, videlicet pro parte Suæ Majestat. Cæsareæ Catholicæ per Celsissimum Principem ac Dominum, Dominum Eugenium Sabaudiæ & Pedemontium Principem, altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium actua-

1725 actualem intimum, Consilii Aulico-bellici Præsidem, Suumque Locumtenentem Generalem, Sacri Romani Imperii Campi Mareschallum, ac Ejusdem statuum per Italiam Vicarium Generalem, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium Comitem a Sinzendorff, Liberum Baronem in Ernstbrum, Dominum Dynastiarum Gföll, superioris Seloviz, Porliz; Sabor, Mulzig, Loos, Zaan, & Droskau, Burggravium in Reineck supremum hæreditarium, Scutiferum ac Præcisorem in superiori & inferiori Austria, hæreditarium Pincernam in Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, actualem Consiliarium intimum, ac primum Aulæ Cancellarium; ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam Sacri Romani Imperii Comitem de Stahrenberg, in Schaumburg & Waxenberg, Dominum ditionum Eschelberg, Lichtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsee, Senfftenberg, Bottendorff, Hatwann, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Maj. Consiliarium intimum actualem, Archiducatus Austriæ superioris & inferioris Mareschallum hereditarium: Et pro parte Suæ Majestatis Regiæ Catholicæ per Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Johannem Guilielmum Baronem de Ripperda, Dominum de Jensema, Engelenburg, Poelgeest, Koudekente & Ferwert, Judicem hereditarium de Humsterlandt & Campen, in præsens peculiare amicitiæ fœdus juxta sequentes Articulos convenerunt, commutatis prius plenipotentiis.

Art. I.

Sit, maneatque Suam Majestatem Cæsaream Catholicam inter, & Suam Majestatem Regiam Catholicam solida, sinceraque amicitia, eaque utrinque ita colatnr, ut unus alterius commoda ceu sua promoveat, damna vero avertat.

II. Cum vero per Ministrum Serenissimi Hispaniarum Regis expositum fuerit, restitutionem Gibralterræ cum portu suo per Regem Magnæ Britanniæ promissam fuisse, & Regem Hispaniæ insistere, ut Gibralterra cum portu suo, & Insula Minorca cum portu suo Mahon, Majestati Suæ Regiæ Catholicæ restituantur, ex parte Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis hisce declaratur, huic restitutioni, si amicabiliter fieret, sese non opposituram, & ubi utile videbitur, omnia bona officia, & si partes id desiderarent, etiam mediatoria adhibituram esse.

III. Ad contestandam magis sinceram amicitiam Serenissimus Hispaniarum Rex Philippus V. promittit & spondet, navibus Sacræ Cæsareæ Catholicæque Majestatis, & Ejus subditorum tutum, securumque ingressum daturum in omnes suos portus in continenti Hispaniæ sitos, cujuscunque nationis Imperatori subjecti sint, ita ut quæstum liberrimum non solum in illis, sed etiam in omnibus Hispaniarum regnis exercere possint, gaudebuntque omnibus privilegiis & præ-

prærogativis, quibus amicissima Natio (uti Galli hucusque fuerunt, 1725
& Angli adhuc sunt) gaudet, ac fruitur, idque statim a die publicatæ istius pacis, quæ in omnibus portubus & locis congruis sine mora fiet, juxta ac in tractatu commerciorum hodie subscripto conventum est.

IV. Si naves subditorum Suæ Majestatis Cæsareæ a quopiam tam cis, quam citra lineam hostiliter impeterentur, Rex Catholicus promittit, se in eo casu causam cum Sua Majestate Cæsarea communem facturum ad vindicandas, reparandasque illatas injurias & damna; vicissim Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit, si naves subditorum Suæ Regiæ Catholicæ Majestatis a quopiam tam cis, quam citra lineam hostiliter impeterentur, se in eo casu pariter causam cum Sua Majestate Regia communem facturam, ad vindicandas reparandasque illatas injurias & damna.

V. Cæterum etsi per quadruplex fœdus securitas regnorum, dominiorum & provinciarum a partibus compaciscentibus possessarum vicissim per Garantiam stipulata sit, per hoc fœdus nihilominus præfatam securitatem uberius explicare, casibusque, qui occurrere possunt, satius providere placuit. Id circo ad obfirmandum eo magis & magis cœptum bonis auspiciis inter Sacram Cæsaream Catholicamque Majestatem, & Sacram Regiam Catholicam Majestatem amicitiæ studium necessarium ac opportunum visum fuit, de auxiliis mutuo præstandis, ac per ea debita securitate magis firmanda, sequentia statuere: Nimirum si Imperator, Ejus regna, & provinciæ hereditariæ, ubicunque sitæ, hostiliter impeterentur, aut bellum alibi cœptum in illas transferri contingeret, in eum casum Rex Catholicus spondet, seseque obligat, quod Suæ Majestati Cæsareæ omnibus viribus terra, marique opitulaturus, speciatim vero classim quindecim ad minimum navibus bellicis majoribus, vulgo Vaisseaux de Ligne, instructam; insuperque viginti Militum millia, inter hos quindecim milla pedites, & quinque mille equites in auxilium submissurus sit, solitis hybernis ab Imperatore providendos, hoc tamen pacto, ut Rex loco militis pecuniam solvere possit, computatis in singulos mille pedites menstruatim octo mille florenis Rhenensibus, & in singulos mille Equites viginti quatuor mille florenis Rhenensibus per ratas mensuales in urbe Genua persolvendis. Quoad Naves vero, si Rex Hispaniæ eas Imperatori non submitteret, poterit satisfacere mittendo decem millia militum, vel loco illorum pecuniam juxta calculum supra factum. Vicissim Sua Majestas Cæsarea spondet, ac se obligat, quod Regi Hispaniarum Catholico in casum hostilis aggressionis in provinciis in Europa ubicunque sitis, omnibus viribus terra marique opitulaturus, speciatim vero in auxilium submissurus sit triginta millia militum, scilicet viginti mille pedites & decem mille equites, semper in natura suppeditandos, & solitis bybernis a Rege providendos.

VI. Tractatum hunc peculiaris amicitiæ fœderis promittunt utriusque partis respective Commissarii & Legati extraordinarii & Plenipotentiarii a Sua Majestate Cæsarea Catholica, & a Regia Catholica, Majestate ad formam hic mutuo placitam ratihabitum, solen-

1725 ſolenniaque ratihabitionum Inſtrumenta intra ſpatium trium menſium, aut citius, ſi fieri queat, hic reciproce commutatum iri. In quorum fidem, roburque præfati Miniſtri, Legati extraordinarii, & Plenipotentiarii hoc peculiaris amicitiæ fœderis Inſtrumentum propriis manibus ſubſcripſerunt, & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ die trigeſima menſis Aprilis anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo quinto.

(L. S.) Eugenius a Sabaudia.
(L. S.) J. W. Baro de Ripperda.
(L. S.) Philippus Ludovicus Comes a Sinzendorff.
(L. S.) Gundaccarus Comes a Stahrenberg.

CCCV.

Tractatus Commercii inter Suam Cæſaream & Catholicam Majeſtatem CAROLUM VI. & inter Suam Regiam Catholicam Majeſtatem PHILIPPUM V. concluſum Viennæ prima Maji, 1725.

IN Nomine Sanctiſsimæ & Individuæ Trinitatis. Amen! Cum DEI optimi maximi nutu, qui corda Principum regit, evenerit, ut quæ Pax inter Sereniſsimum ac Potentiſsimum Principem ac Dominum, Dominum CAROLUM, hujus Nominis Sextum, Romanorum Imperatorem ſemper Auguſtum, ac Germaniæ, Hiſpaniarum, utriusq; Siciliæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæq; Regem, Archi-Ducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Mediolani, Mantuæ, Styriæ, Carinthiæ, Carnioliæ, Limburgi, Lucemburgi, Geldriæ, ac Superioris & Inferioris Sileſiæ, & Würtembergæ, Principem Sueviæ, Marchionem Sacri Romani Imperii Burgoviæ, Moraviæ, Superioris & Inferioris Luſatiæ, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, Goritiæ, & Namurci, Landgravium Alſatiæ, Dominum Marchiæ Sclavoniæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c. &c. Nec non Sereniſsimum, ac Potentiſsimum Principem, ac Dominum, Dominum PHILIPPUM, hujus nominis Quintum, Regem Caſtellæ, Legionis, Arragoniæ, utriusque Siciliæ, Hieroſolymæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Galliciæ, Majoricæ, Hiſpalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corſicæ, Murciæ, Giennæ, Algarbiæ, Algeziræ, Gibraltaris, Canariarum, Indiarum Orientalium & Occidentalium, Inſularum & Continentis Maris Oceani, Archi-Ducem Auſtriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, & Mediolani, Comitem Habſpurgi, Flandriæ, Tyrolis, & Barcinonæ, Dominum Biſcajæ, & Molinæ, &c. &c. Eorumque Regna, Status, Principatus, Dominia, revocata, ſolideque firmata fuit, eam per Tractatum peculiarem Navigationis & Commerciorum certis pactis amplius, firmiusque ſtabilire viſum fuerit, quo præciſis, & quaſi jam in antea definitis, quæ ex hujusmodi Tractatu oriri poſſent controverſiis, amborum Contrahantium Principum Regnis, Statibus, ac Subditis eorum-

rumque utilitati, bonoque reciproco hoc certius consuletur. Quapropter Nos infrascripti altefatorum Serenissimorum Contractantium Ministri Legati Plenipotentiarii ad id plena potestate muniti, instituto super hoc Navigationis seu Commercii liberi colloquio, commutatis prius Plenipotentiis, in sequentes Articulos convenimus. 1725

Art. I.

Vigore Pacis inter Suam Majestatem Cæsaream Catholicam, & Suam Majestatem Regiam Catholicam stabilitæ, omnibus utriusque Eorum Subditis, cujuscunque status, qualitatis, aut conditionis existant, licitum erit adire, proficisci, morari in Regnis, Provinciis, ac Ditionibus eorum quibuslibet cum omnimoda libertate, ac securitate, absque quod ad id opus sit peculiaribus Literis Patentibus, Salvo Conductu, aut alia speciali licentia, sola Pacis publicatione ad id sufficiente, & ejusmodi requisita supplente, gaudebuntque reciproce terra, marique ea ipsa protectione publica, tam quoad personas, quam in suis negotiis, qua alias naturales eorum Subditi fruuntur, in omnibus & per omnia citra omnem metum aut periculum ullius præjudicii aut damni, juxta ac per præsentem Tractatum conventum est.

II. Navibus tam Præsidiariis Bellicis, quam onerariis seu Mercatoriis ad altefatos Contractantes, aut eorum Subditos pertinentibus, vel ex nunc plena facultas esto Portus, Oras, Sinus & Provincias absque ulla alia prævie petita licentia reciproce frequentandi, verum in eos libere, amiceque admittentur, iisque subministrabuntur pro justo pretio omnia ea, quibus sive pro necessaria annona, sive Navium reparatione, aut alios in usus opus habebunt, quo se Mari tuto committere possint, absque quod a dictis Navibus ulla qualiacunque jura, aut impositiones sub quocunque demum nomine, aut titulo exigi possint, quod ipsum & pro Indiis Orientalibus cautum esto, ita tamen, ut ne ullum in illis Commercium exerceant, vel quidquam sibi, exceptis Victualibus, iisque rebus, quibus pro Navium reparatione, earumque instructu indigent, comparare valeant.

III. Quod Naves Bellicas attinet, cum eædem ansam sequioris suspicionis facile præbere possent, iisdem ingressus in Portus & Sinus minus munitos prohibitus esto, nisi forte ad evadendam tempestatem Maris, aut hostium insidias illuc confugere compellerentur, quæ tamen, cessante hostili periculo, aut sedata Maris tempestate, ubi se se de rebus sibi necessariis providerint, absque ulteriori mora inde recipient, neque plures numero simul una e Classiariis e Navi in terram emittent, quam Magistratus aut Præfectus loci iis permiserit, itaque sese in omnibus gerent, ut omnis metus justus, aut sinistra suspicio ab iis absit, quod in Indiis Orientalibus, in quibus præ aliis locis diffidi magis solet, præprimis observandum erit.

IV. Præmissis non obstantibus, Naves Armatæ seu Præsidiariæ prædas inimicis ereptas plena securitate in dictos Portus invehere, easque pariter inde reducere poterunt, absque solutione ullius Vectigalis, aut Portitorii, nisi forte petita prius ac obtenta facultate, eas in

1725 totum vel pro parte in illo loco divendere vellent, quo casu ea ipsa, de quibus infra circa merces conventum est, vectigalia persolvent.

V. Naves onerariæ seu Mercatoriæ, cujuscunque magnitudinis eæ sint, quæ portum aliquem ob inclementiam Maris, sive ob hostilem infestationem, sive alia quacunque de causa ingredientur, Præfecto Loci literas salvi conductus, literasque maritimas suas juxta formulam infra insertam conceptas exhibebunt, quo facto liberum iis erit inde abeundi, & recedendi absque ulla molestia, aut turbatione, neque ad exonerationem mercium, aut earum visitationem ulla ratione adigentur.

VI. Excipitur tamen ille casus, quo aliqua dictarum Navium ad aliquem Portum hostilem destinata foret, & per literas maritimas appareret, eandem mercibus vetitis oneratam esse, quo casu placuit ejusmodi Navem visitationem subire debere, quæ tamen non nisi in præsentia Judicis conservatoris nationalis, si quando talis forte adesset, & Consulis, tali tamen moderamine ac cautela peragetur, ut ne merces dispergantur, iisque damnum aliquod inferatur, aut integumenta corrumpantur; attamen merces interdictæ in Navi repertæ fisco judicialiter addicentur, salva cæterum navi una cum reliquis mercibus, neque propterea à Præfecto Navis ullam mulctam pecuniariam, vel etiam sub prætextu visitationis, aut peracti processus, ullos sumtos exigere fas esto.

VII. Porro ad tollendas contentiones, quæ super vocabulo mercium interdictarum, vulgo Contrebande, nasci possent, e re visum fuit declarare, isthac sub appellatione comprehendi, omnis generis rerum species tam fabrefactas, quam non elaboratas, ad rem bellicam servientes, prout sunt arma quæcunque tam offensiva quam defensiva, in specie vero Tormenta bellica, Mortaria ignivoma, vulgo Mortiers dicta, Falcones quoque & bombardæ ejaculandis lapidibus adaptatæ, Pyloclastra, Botuli sulphurei, vulgo Saucisses, Glandes igniariæ, & manuariæ, vulgo Grenades, Globi vel Pilæ, Globuli item Fistulæ, Sclopeta item & Sclopi manuarii, seu Pistolets, Gladii insuper, Pugiones, Galeæ, Loricæ, & Baltei, Pulvis pyrius, Sal nitrosum, Asseres, & Ligna navibus exstruendis vel reparandis destinata, Vela, pix nautica, & Funes, quæ omnia confiscationi obnoxia sunto, ea tamen duntaxat casu, quando in subsidium hostium, aut ad Portum inimicum, cujus Officialibus literæ maritimæ exhiberi deberent, destinata esse deprehenderentur: sub hoc interdicto comprehenduntur quoque omnes illæ cujusque Regionis merces, quas ab ea evehere, abducereque leges latæ vetant. Excipiuntur tamen triticum & omnigena frumenta, vina item, olea & fructus, cunctaque alia comestibilia, cuprum insuper, ferrum & chalybs, denique omne id, quod ad usum vestium utriusque sexus pertinet, quin & vestimenta integra, dummodo Legionibus, aut Cohortibus integris vestiendis destinatæ non sint.

VIII. Si Navis Bellica Cæsarea in alto mari Navi Mercatoriæ ad Subditos Regis Hispaniarum spectanti obviam fieret, vel vicissim id contin-

contingeret, Navis Præsidiaria seu Bellica Mercatoriam proprius, 1725
quam ad Tormenti Bellici jactum, non accedet, verum obviam eidem mittet scapham cum duobus duntaxat aut tribus hominibus, quibus Magister Navis onerariæ literas exhibebit maritimas, ex quibus intelligi possit, de quo loco perveniat, ad quem pertineat, & quas merces vehat; Et casu quo inter alias, merces quoque interdictas pro hostibus Domini Navis armatæ destinatas secum vehere deprehenderetur, in hoc casu, & non alio ejusmodi merces vetitæ Fisco judicialiter addicentur, Navigio tamen, hominibus, mercibusque aliis salvis permanentibus; Fides autem literis maritimis a Magistro Navis exhibitis adhiberi debebit, & ubi necesse visum fuerit, conveni-etur mutuo de certa tessera dictis literis maritimis simul una imprimenda, quo plenior iis fides haberi possit.

IX. Conventum insuper est, libertatem Commercii & Navigationis per utrinque adeo amplam ac inimpeditam esse debere, ut quamvis alterutrum ex Serenissimis Contractantibus cum uno aut pluribus Principibus aut Statibus bello implicari contingeret, nihilominus Subditi alterius Serenissimi Contractantis Navigationem, & Commercia cum omnimoda securitate non secus ac ante obortum bellum eo prosequi possint, ac valeant, sive deinde id fiat via directa, sive ab uno Portu hostili ad alium Portum hostilem, idque tam eundo quam redeundo, sine omni molestia, turbatione, aut impedimento ullo; excipitur tamen casus, quando Portus, quem intrare vellent, actu foret obsessus, aut ex parte Maris cinctus, interclususque; & pro tollenda omni dubitatione, quid hoc sub nomine intelligatur, placuit, nullum Portum maritimum pro actualiter obsesso censeri debere, nisi duabus ad minimum Navibus Præsidiariis in Mari, vel in Continenti uno saltem Tormentorum muralium suggestu adeo interclusus esset, ut ejus ingressus nonnisi sub grandine tormentorum bellicorum tentari posset.

X. Pactum, conventumque præterea est, omnes cujuscunque generis Merces ad Subditos alterutrius Serenissimorum Contractantium spectantes, si in Navi hostili repertæ fuerint, in Fiscum una cum Navi cadere, tametsi Merces illæ de genere interdictarum non essent.

XI. Subditi altefatorum Serenissimorum Contractantium in utriusque Ditionibus iis Portitoriorum, seu Vectigalium immunitatibus reciproce gaudebunt, quarum in possessione pacifica erant tempore Regis Caroli II., id tamen ad sensum infra Articulo XIII. uberius explicatum.

XII. Quælibet Navis, ad Suam Majestatem Cæsaream spectans, & Commercii causa Portus Hispaniæ intrans, teneatur edere duas declarationes Mercium, quas ibi exonerare ac vendere destinavit, unam videlicet Conductori Vectigalium, aut Commissario Telonii, alteram vero Judici Mercium confiscabilium, neque antea ei licitum erit fores Navis aperire, antequam illi ad id data fuerit licentia, atque Custodes a Telonio ei submissi advenerint; neque ullo etiam tempore exonerare quidquam Mercium poterit sine facultate sibi ante-

 ceden-

1725 cedenter in ſcriptis facta, eas ad telonium transportandi: econtra prohibentur Judices Fiſcales, Officialesque Teloniorum ullum convolutum, arcas, ſeu capſas, dolia, & qualeſcunque demum ſarcinas, ſeu integumenta ad Merces ſpectantia, idque nec in Navi, nec in littore aperire, quousque Domui Telonariæ illatæ Merces non fuerint; quin poſtquam dictæ Merces in ea actu quoque depoſitæ fuerint, eas tamen non niſi in præſentia Proprietarii, vel ſui Inſtitoris aperire licebit, quo nimirum Mercator ipſe rationibus ſuis eo melius invigilare, vectigalia ſolvere, ac deſuper Atteſtata, Apochasque Petere, Merces deinde ſuas denuo convolvere, easque Sigillo Teloniorum loci conſignari facere poſſit; quibus ita peractis Mercator Merces ſuas domum ſuam tuto transferre poterit, nulli deinceps ulteriori viſitationi ſubjectas; libera quoque dictarum Mercium translatio ab una domo ad aliam, ab uno item Repoſitorio ad aliud intra muros Civitatis erit, dummodo intra horam octavam matutinam, & horam quintam pomeridianam id fiat, data prævia Conductoribus de Alcavalas & Cientos notitia, quo animo id faciat, an ut Merces vendantur? Quo caſu vectigalia necdum ſoluta perſolvenda eſſent: an vero animo non vendendi? Quo caſu Mercatori conſuetum Atteſtatum, ſeu Teſtimonium deſuper extradendum foret.

XIII. Cum præterea reciproco commerciorum progreſſui nil magis officiat, quam vectigalium, quibus merces exceſſive gravantur, diverſitas; ſua Majeſtas Regia Catholica huic malo mederi cupiens, per univerſa regna ſua in Europa ſita jam aliquot abhinc annis in gratiam nationis Britannicæ conſenſit, ſtatuitque, ut ſuppreſſis antiquis vectigalibus, a mercibus, ſive cum invehuntur, ſive exportantur, olim exigi ſolitis, vel quæ poſt deceſſum Regis Caroli II. recenter impoſita fuerunt, omnia undequaque vectigalia ad unam duntaxat ubique æqualem ſummam redigantur, facta taxatione ad Decem pro Centum, tam pro invectione quam evectione ſolvenda, habita videlicet ratione juxta illarum æſtimationem, ac valorem; id quod non ſolum Gadibus, in St. Mariæ, & aliis portubus Coronæ regni Caſtellæ, ſed etiam in aliis, nimirum Arragoniæ, Valentiæ, & Cataloniæ portubus locum habebit, ſolis duntaxat Provinciis Biſcajæ & Guipuſcoæ exceptis, in quibus vectigalia pro invectione, & evectione in illa forma, ac modo ſolvantur, juxta ac cum Gallis hucusque obſervatum fuit, & cum Anglis, & Hollandis hodiedum obſervatur: Cæterum mercatores, vel ii, ad quos merces ſpectant, ſolutis ſemel in ingreſſu in Hiſpaniam Decem pro Centum, easdem terra, marique libere quocunque transferre, vel etiam beneficio fluminum per omnes Hiſpaniæ partes ſine ulteriori obligatione aliquod aliud novum vectigal, aut impoſitionem ſolvendi, in qualemcunque demum portum, vel tranſitum dictæ merces vectæ fuerint, traducere poterunt, ſufficiatque ad id vel ſola atteſtata, ſeu apochas primæ factæ ſolutionis, ſarcinasque plumbo, & telonii ſignis conſuetis notatas exhibere: Excipiuntur tamen vectigalia d'Alcavalas, Cientos, & Millones, de quibus ſeparatim transactum fuit; cum igitur ſacra Cæſarea Catholica Majeſtas, & ſacra Regia Catholica Ma-

jeſtas

eſt as expreſſe convenerint, quod eorum reſpective ſubditi in omnibus 1725
eorum ſtatibus, territoriis, ac provinciis, in quacunque demum mundi plaga ſitis, frui, gaudereque debeant omnibus juribus, libertatibus, favoribus & immunitatibus, quæ fuerunt, ſunt, aut erunt unquam conceſſæ nationibus amiciſſimis, & nominatim ſubditis, & incolis magnæ Britanniæ, Fœderati Belgii, & urbibus Hanſeaticis; idcirco Sua Majeſtas Reg. Cath. hiſce declarat, atque promittit, tribuere ſe ſuæ Maj. Cæſareæ ſubditis eorum, quæ in hoc Articulo continentur, plenum uſum, atque effectum, ita ut in tota, qua late patet, Hiſpania pro invectione, & evectione, vel etiam tranſitu mercium amplius vectigal pendere non teneantur, quam ſupradicta Decem pro Centum, ad eum plane modum, quo Angli ſolent, exceptis tamen vectigalibus d'Alcavalas, Cientos, & Millones, quorum intuitu conventum eſt, ut ſequitur.

XIV. Subditi ſacræ Majeſtatis Cæſareæ differre poterunt ſolutionem vectigalium d'Alcavalas, & Cientos nuncupatorum tam diu, quam diu merces ſuas in telonio, ubi accurate aſſervabuntur, depoſitas eſſe ſinunt; quod ſi vero dictas merces inde extrahere voluerint, animo easdem in alium regni locum transvehendi, aut in domum ſuam tranſportandi, id eisdem omnino permiſſum erit, dummodo idonee datis literis caveant de ſolutione vectigalis poſt duos menſes a venditione mercium numerandos facienda, quibus præſtitis eisdem apocha dabitur, qua acceptata merces ſignatas, ac plumbatas alio transferre, ac in quocunque portu, aut loco dominatus Hiſpanici in Europa magna mercatura, vulgo en gros, divendere poterunt; quod ſi aliquis officialis receptioni dictorum vectigalium præpoſitus exhibitis ſibi, viſisque primæ ſolutionis apochis, inſpectisque ſignis & plumbo, vectigal altera vice exigere, vel etiam translationi dictarum mercium ſe ſe opponere præſumeret, talis mulctam bis mille Imperialium theſauro Regio applicandorum luet, quæ tamen non niſi de prima venditione intelligenda ſunt; quod ſi vero mercator merces ſuas minutim, ſeu per partes vendere vellet, is etiam juxta Edicta Regia particularia vectigalia ſolvere tenebitur, at officialibus non licebit plus quam quindecim Reales de Billon pro certificationibus ſeu quietantiis expediendis, de quibus ſupra, exigere.

XV. Eadem regula obſervabitur intuitu vectigalis, vulgo Millones, nuncupati, quod pro piſcibus, reliquaque annona exigitur, videlicet, ut id in earum invectione denique tam diu exigi non debeat, aut poſſit, quam diu earum proprietarii eas in repoſitoriis publicis depoſitas eſſe ſinunt; quamprimum vero eas in loca regni interiora mittere, ſive in loco ipſo vendere, aut domum ſuam aſportare voluerint, tunc obligabunt ſe in ſcriptis, cavebuntque idonee de ſolutione dicti vectigalis de Millones poſt duos menſes a data obligatione præſtanda; quo facto literæ neceſſariæ eis ſine mora conſignabuntur, mercesque plumbo ac notis diſtinctis a conductoribus, aut adminiſtratoribus dicti vectigalis obſignatæ transferri ad loca quæcunque, in quibus conſumi conſueverunt, vendique absque ullo novæ impoſitionis de Millones onere poterunt: Quod ſi vero officialis quispiam, aut Commiſſarius

 receptor

1725 receptor de Millones post exhibitas sibi officii apochas, notasque plumbi ac signorum, id ipsum vectigal iterato exigere, vel vero mercium transvectioni, aut venditioni se se opponere auderet, talis mulctam bis mille Imperialium luet, ærario Regio, ut supra applicandorum.

XVI. Portus Guipuscoæ, & Biscajæ legibus Castellæ non subjectos quod concernit, in iis norma circa solvenda vectigalia ea servetur, quæ supra Art. XIII. intuitu aliarum nationum præscripta legitur.

XVII. Cum navales mali, antennæ, & ligna ad structuram navium majorum & minorum merces maxime necessariæ sint, placuit eas excipere a generali regula, ut adeo illarum invectio debeat esse libera ab omni vectigalium exactione, sub quocunque etiam nomine aut titulo ea venire possent.

XVIII. Ad tollendam omnem disceptationis ansam, quæ occasione taxandarum mercium redemptores vectigalium inter & proprietarios mercium oboriri possent, conventum est, indicem illum vectigalium, vulgo Tariffam dictum, tractatumque commercii inter suam Majest. Cathol. & magnæ Britanniæ Regem An. 1716. in vim executionis Art. III. tractatus Ultraject. factum, pro vera in hoc puncto inter suam Majestatem Cæsaream subditos, & vectigalium conductores, seu administratores, regula haberi, atque adeo Decem pro Centum universim solvi debere.

XIX. Ratione diversarum specierum, quæ in dicta Tariffa forte expressæ non essent, placuit consuetudini antiquæ inhærere, juxta quam æstimatio mercium quidem fieri debet per redemptorem vectigalium, vel ejus substitutum, ea tamen lege, & conditione, ut proprietario mercium liberum sit, eas redemptori pro æstimato a se pretio cedere, quod iste in continenti in paratis solvere tenebitur.

XX. Sal Hungaricum idem quod Sal Hispanicum vectigal solvet: eadem æqualitas cum Sale Hispanico in dominiis suæ Majestatis Cæsareæ observabitur.

XXI. Consentit Rex Catholicus subditis suæ Majestatis Cæsareæ, qui in portubus, & urbibus regnorum Andalusiæ, Murciæ, Arragoniæ, Valentiæ, & Cataloniæ, nec non in Provinciis Biscajæ, & Guipuscoæ, degunt, domos habitationi, & repositoria mercibus suis servandis idonea, conducere, gaudebuntque iisdem, quibus Angli, & Hollandi in hoc puncto fruuntur, privilegiis, libertatibus, & immunitatibus; idem jus ac privilegium reciprocum concedit sua Majestas Cæsarea subditis Hispanicis in suis regnis, ac provinciis.

XXII. Quæ inter privilegia præcipue sequentia sunt, facultas mutandi pro lubitu, & absque ulla prævia cujuscunque licentia domicilium; immunitas ab omni inquisitione, visitatione, & molestia in illorum habitationibus, & apothecis ratione suorum mercimoniorum, nisi forsan gravis suspicio exsurgeret, aut probari posset, fraudem aliquam contra vectigalia Regis commissam fuisse, quo casu visitatio locum, ea tamen cautela habebit, ut non nisi in præsentia consulis, qui ad hoc per expressum advocabitur, peragatur, nulla cæteroquin alia mole-

molestia mercatorem, aut ejus merces afficiendo; quod si mercator 1725
convictus fuerit, eum merces fraudulenter invexisse, eæ confiscabuntur, iisque insuper visitationis sumptus luet, sua tamen persona, cæterisque mercimoniis, liberis permanentibus: vicissim sua Majestas Cæsarea subditis suæ Majestatis Catholicæ parem libertatem, ac privilegia in omnibus suis regionibus adpromittit.

XXIII. Subditi altefatorum contractantium, qui in unius alteriusve dominiis negotiorum causa domicilia fixerint, nulli cuicunque demum libros suos rationum, nisi forte pro eruenda aliqua probatione, exhibere teneantur, neque dictos libros apprehendere, aut e manibus eorum eripere, sub qualicunque prætextu ulli liceat, quos etiam in qualicunque idiomate pro lubitu conscribere poterunt, absque quod ad eos in alio idiomate conscribendos adigi possint.

XXIV. Utriusque partis subditi cujuscunque qualitatis, aut conditionis sint, in propria persona nec a gubernatoribus, nec a Ministris justitiæ arrestari poterunt ob debita publica aut particularia ab iis ipsis non contracta, vel pro quibus ipsi non cavissent, neque etiam ob similes causas arrestari poterunt illorum bona, & mercimonia sive durante pace, aut superveniente ejusdem ruptura; Et in hoc articulo in specie comprehendentur magistri navium, eorum officiales, & naviculari, naves item majores & minores cum omni sua vectura.

XXV. Pariter præfatas naves, sive bellicæ, mercatoriæ, vectoriæ, aut alterius cujuscunque speciei sint, nullo sive generali, sive particulari mandato detinere liceat, sive deinde id in usum belli, sive commeatus causa fiat, nisi hac super re cum Præfectis, aut ipsismet proprietariis navium peculiariter libere, spontaneeque convenissent; multo minus licitum erit per vim compellere officiales, aut navicularios ad deserendas eorum naves, & ad serviendum in aliqua classe navali, quam instruere, aut sub alia manu militari, quam instituere vellent, etiamsi id ad breve tempus esset, & in occasionibus maxime prementibus contingeret; si vero suapte ad servitia ipsi se offerrent, eosdem conducere liberum erit.

XXVI. Quoad immunitatem personalem, per præsentem tractatum omnibus alterutrinque commercantibus, ipsorumque familiis concessam, ea non tantum ad exemptionem a servitio militari, sed etiam a tutelis, curatelis, & administrationibus qualiumcunque bonorum, negotiorum, aut personarum extendetur, ni forte similia munia ipsi suapte suscipere vellent.

XXVII. Liberum iis erit, sibimet Advocatos, Doctores, Agentes, Procuratores, & sollicitatores, quando iis opus habent, constituere, & si proprios, particularesque Proxenetas habere desiderarent, unum aut duos e numero eorum, qui in loco sunt, seligere sibi poterunt, qui præsentati acceptabuntur, habilesque agnoscentur, qui soli negotia sibi commissa procurent.

XXVIII. In omnibus portubus, & primis emporiis, in quibus Imperatori, Regique visum fuerit, constituentur Consules nationales, qui tutelam mercatorum utrinque subditorum gerant, quique omni-

 bus

1725 bus iis gaudebunt juribus, authoritatibus, libertatibus, & immunitatibus, quibus aliæ nationes amicissimæ gaudere solent.

XXIX. Habebunt hi Consules peculiariter facultatem & authoritem super litigiis inter mercatores & Præfectos navium, vel inter hos & eorum nautas vertentibus, arbitrarie cognoscendi, eaque decidendi, sive ea ratione naulorum, & salariorum, sive alia de causa suscitata fuerint, a quorum sententia non licebit appellare ad judices locorum, sed ad eos, qui a Principe, cujus ipsi subditi sunt, constituti sunt.

XXX. Quod Judices conservatores attinet, qui sub præcedentibus regnis magistratum in Hispania valde spectabilem efficiebant, atque a Regibus olim nationibus præ aliis magis gratificatis cum potestate cognoscendi, & judicandi privative super omnibus eorum nationalium causis tam civilibus quam criminalibus sibi constituere concessum erat; conventum est, quod si sua Majestas Regia Cath. hocce privilegium cuidam alteri nationi, qualiscunque illa esset, deinceps concederet, subditis suæ Majestatis Cæsareæ id ipsum pariter concessum intelligi debeat; Interim vero universis judicibus, ac magistratibus ordinariis serio mandabitur, ut justitiam iisdem prompte administrent, eamque sine ulla partialitate, favore, aut affectione absque mora executioni mandent: Sua Majestas Catholica consentit insuper, quod a sententiis in causis subditos suæ Majest Cæsareæ tangentibus ad consilium commerciorum Madritense duntaxat, & non ad aliud tribunal appellari possit.

XXXI. Jus Albinagii, vel alia similia intuitu utriusque serenissimorum contractantium subditorum neutiquam exerceatur, verum defunctorum, ubicunque decesserint, hæredes, e qualicunque regione, aut provincia ii sint, sine ullo impedimento iis in omnibus bonis tam mobilibus, quam immobilibus, sive testato vel ab intestato decesserint, juxta successionum, aut hæreditatum ordines locorum, ubi ejusmodi hæreditates extiterint, succedent; Et casu quo duo, aut plures inter se super hæreditate litigarent, tunc judices locorum litem per sententiam definitive decidant.

XXXII. Si quando mercatorem, aut alium subditum altefatorum contractantium in ditione alterius decedere contingeret, tunc Consul, aut alius Minister eorum publicus, si quis præsens sit, in domum defuncti se conferet, superque mercibus omnibus, & effectibus, prout & super chartis, & libris ejusdem inventarium conficiet, & omnia juxta datum sibi desuper mandatum pro hæredibus fideliter asservabit: si vero mercatorem, aut subditum in itinere decedere accideret, vel in quodam loco, ubi nec Consul nationis, nec alius Minister publicus adesset, in tali casu judex loci inventarium in præsentia testium summa, qua fieri poterit, sumptuum parsimonia conficiet, consignabitque patrifamilias, vel proprietario domus res inventatas, ut eas fideliter conservet, quibus peractis, Ministrum publicum tunc temporis in aula residentem, vel Consulem loci, ubi domus, & familia defuncti existeret, de re omni certiores faciet, quo hi quempiam mittere valeant, qui res inventatas recipiat, & ea, quæ debentur, persolvat.

XXXIII.

XXXIII. Si aliqua navis ad alterutrum serenissimorum contra- 1725
ctantium, aut illorum subditos spectans in tractu eorum maritimo naufragium patiatur, in eo casu officialis domaniorum, vel fisci nihil sibi juris in eam prætendere poterunt, & deprædatio omnis severe prohibebitur, privatis quibuscunque, quin imo dominus, ac magistratus loci magis vicini omni ope subvenire teneantur naufragium passis, salvareque de navi rupta quantum poterunt, idque in securum collocare, quo ipso jure salvationis quinque nimirum pro centum juxta æstimationem mercium gaudebunt, iisque sumptus in hanc piam operam impensi refundentur, at si navis, quantumvis valde læsa, integra tamen permanserit, neque nautæ, & navicularii perierint, ipsismet incumbet curam habere rerum salvandarum, quibus tamen promptum auxilium, & assistentia feretur, subministrando illis justo pretio ea, quibus indigebunt.

XXXIV. Sua Majestas Catholica non permittet, ut sub politiæ vel alio prætextu mercibus ad subditos suæ Majestatis Cæsareæ spectantibus aliqua limitatio pretii imponatur, verum iis licitum erit, eas tanti, quanti cursus commerciorum ordinarius patitur, divendere; qua ipsa libertate pariter Regis Catholici subditi in ditionibus suæ Majestatis Cæsareæ quoque gaudebunt.

XXXV. Si cujuspiam mercatoris Hispanici, aut suæ Majestatis Cæsareæ subditi, bona confiscarentur, & inter illa quidam effectus ad alium mercatorem, aut personam privatam spectantes reperirentur, tunc dicti effectus eorundem proprietario restituentur, etiamsi jam venditi, dummodo pecunia vel in totum vel pro parte necdum exsoluta fuisset; Et in casu, quo similes effectus, aut merces apud mercatorem, cujus bona apprehensa essent, tantum depositæ fuissent, isque eas sine permissione deponentis vendidisset, tunc æstimatio dictarum mercium ut verum depositum considerabitur, solveturque jure prælationis dicto deponenti.

XXXVI. Subditis, & navibus suæ Majest. Cæsareæ omnis generis fructus, res, & mercimonia ex Indiis Orientalibus in quosvis Regis Hispaniarum status, & ditiones portare, ac invehere permittetur, dummodo ex testimoniis deputatorum societatis Indicæ in Belg. Austriaco erectæ appareat, illas esse de locis conquisitis, Coloniis, aut Factories, ut vocant, dictæ societatis, aut quod ab inde provenerint; Et in hac consideratione iisdem privilegiis gaudebunt, quæ subditis Provinciarum Unitarum per schedulas Regias 27. Junii, & 3. Julii An. 1663. concessa, & 30. Junii ac 4. Julii, dicti anni publicata fuerunt: insuper sua Majestas Catholica declarat, concedere se subditis suæ Majestat. Cæsareæ omnia ea, quæ Domin. statibus general. Unitarum Belgii Provinciarum per tractatum An. 1648. tam intuitu Indiarum, quam cæterorum omnium, quæ dicto tractatui applicabilia, atque illi, uti etiam paci inter suas Majestates conclusæ repugnantia non erunt, concessa fuerunt.

XXXVII. Quod commercium in Insulis Canariis concernit, sub-

1725 diti Suæ Majeſtatis Cæſareæ in illo iisdem emolumentis gaudebunt, quibus Angli, & Hollandi gaudent.

XXXVIII. Bona, & res quæcunque tempore belli metu confiſcationis abſconditæ proprietariis ſuis jure remanebunt, nemoque ex cauſa, quod eas contra prohibitiones occultaverit, moleſtabitur.

XXXIX. Debita pariter ab utrinque ſubditis ex cauſa commercii, aut alias contracta, dummodo ex intermedio tempore confiſcata non fuerint, integre abſque tamen uſuris exſolventur, bello quod interceſſit, non obſtante.

XL. Econtra merces, aliæque res mobiles, ante concluſionem pacis utrinque a fiſco occupatæ, non reſtituentur, idque ad evitandas infinitas lites, quæ ſuper iis oriri poſſent.

XLI. Literæ repreſſaliarum, de præterito quacunque de cauſa ex una alterave parte conceſſæ, declarantur nullæ, ac ſuæ Majeſtatis in futurum nullas amplius in odium, & damnum ſubditorum concedere ſe velle reciproce promittunt, niſi in caſu manifeſto denegatæ juſtitiæ, qui tamen niſi poſt moram, aut retardationem biennalem a porrecto primo libello pro probato non habebitur; quo elapſo actor libellum ſupplicem pro impetrandis literis repreſſaliarum ſuo Principi porriget, qui Miniſtro alterius Principis, ſi quis in Aula adſit, vel qui illius negotia ibi gerit, communicabitur, quo facto ſententia definitiva adhuc 6. menſibus differenda erit, quibus demum lapſis, literæ repreſſaliarum decerni poterunt.

XLII. Subditis ſuæ Majeſtatis Cæſareæ, & ſuæ Majeſtatis Regiæ Catholicæ ſtricte interdicetur, commiſſiones ut vocant, privatim armandi, aut literas repreſſales pro faciendis excurſionibus hoſtilibus adverſus alterutrius ſubditos, a quocunque alio Principe accipere; quod ſi quis huic Articulo contravenerit, is ceu Pyrata tractabitur, non ſolum in Provinciis, contra quas ejuſmodi commiſſiones accepit, poſtquam in flagranti ſuæ excurſionis captus, in eas perductus fuerit, ſed & in omnibus illius Principis, cujus ſubditus eſt, dominiis: Itaque contra talem ad primam querelam criminaliter ad executionem usque procedetur.

XLIII. Cum ſeria ſacræ Cæſar. Cathol. Majeſtat. ſuæque Regiæ Cathol. Majeſt. voluntas ſit, ut pax, concordia, & amicitia ab utrinque ſubditis adeo ſincere colatur, ut ubi occurrerit, mutuum ſibi auxilium opemque præſtent, conventum eſt, quod ſi navis aliqua ad ſubditos ſuæ Majeſtat. Cæſareæ ſpectans, a communi quodam hoſte capta, iſta vero ab eo per aliquam navim bellicam ſeu armatam ſuæ Majeſt. Reg. Catholicæ iterum recuperata, iſtaque recuperatio intra primas quadraginta octo horas, quibus in hoſtium poteſtate erat, facta fuerit, recuperatori quinta pars navis, ejusque oneris, quod vehit, in præmium cedet: Si vero ſecundis quadraginta octo horis liberata fuerit capta navis, tertiam partem receptor habebit: Et demum ſi poſt has ultimas 48. horas navis reciperetur, dimidium navis, ejusque oneris ei debebitur, altera media parte ad proprietarios ſuos redeunte: Idem obtinebit, ſi navis aliqua recuperata ad ſubditos ſuæ Majeſtat. Regiæ Catholicæ pertineret,

tineret, recuperator vero navis bellica ſeu armata ſuæ Majeſtati Cæ- 1725
ſareæ foret.

XLIV. Et quamquam ſperare liceat, pacem, quæ ſuam Majeſtat. Cæſaream Catholicam inter, & ſuam Regiam Catholic. Majeſtatem, eorumque ſucceſſores, regna & dominia Deo favente recens ſtabilita fuit, quam diutiſſime duraturam eſſe, nulla hinc inde anſa aut offenſa infringendam; quia tamen mundana omnia imprævifis viciſſitudinibus obnoxia ſunt, conventum eſt, quod ſi novum bellum, quod Deus avertat, inter eos oriretur, mercatoribus, & ſubditis, qui in alterutrius portubus, urbibus, ditionibus, & provinciis eo tempore habitarent, ſpatium ſex menſium concedi debeat, intra quod ii cum omnimoda ſecuritate ſe, ſuas familias, bona, res, & merces una cum ſuis navibus; & omni ſuo onere cum magiſtris navium, officialibus, rebusque omnibus, quæ ad ipſos ſpectant, recipere ſe ſe, nomina quoque ſua pro ſuo commodo aut utilitate legitime contracta, cum aliis juribus & actionibus, quorum, quarumve intuitu prompta iis juſtitia adminiſtrabitur, exigere, & patriam ſuam repetere poſſint.

XLV. Ut præcedens Articulus nullo ambiguitatis ſcrupulo ſubjaceat, is hocce Articulo ſequentem in modum declaratur, videlicet, quod dictis mercatoribus intra ſpatium dictorum ſex menſium commercia ſua proſequi, vendere, emere, permutare, ac omnes ſuas merces prout & ſe ſe, familias ſuas proprias & inſtitorum & domeſticorum ſine minima moleſtia aut obſtaculo per mare, terramque transferre, ea omnino libertate, qua durante pace id facere potuerunt, permisſum, conceſſumque permanere debeat, haud ſecus ac ſi nullum bellum intercederet, dummodo pacifice ſe ac modeſte gerant, & a clandeſtinis quibusvis moliminibus contra ſtatum publicum abſtineant: Convenire inſuper in judicio durante hoc termino ſex menſium debitores ſuos poterant, quibus juſtitia tam prompte adminiſtrabitur, ut ſententia ante iſtius termini lapſum feratur; & ſi unquam fieri poſſit, executioni mandetur; Quod ſi vero adhibita omni diligentia ſententia definitiva pronuntiari, ejusdemve executio ante dicti termini lapſum fieri nequiret, memoratis ſubditis deſcendentibus permittetur, jura, actionesque ſuas, ſive actores in cauſa, ſive rei ſint, per procuratores proſequi, exigereque ea, quæ ipſis adjudicabuntur, aut vigore ſententiæ jam latæ debentur, prætextu belli inter Principes eo tempore ferventis in hoc paſſu nullatenus illis obſtante.

XLVI. Conventum præterea eſt intuitu dictorum reſpective ſubditorum, mercatorum, aliorumque, qui in præfato termino ſex menſium diſcedere debebunt, ut illis petentibus literæ ſalvi conductus concedantur, in quibus locus diſceſſus, locusque, ad quem tendunt, numerus item perſonarum una cum rebus, quas ſecum ferunt, ſpecifice deſignabuntur, quibus literis debitus terra marique honos, ac reſpectus habebitur, per totum earum durationis tempus, quod ipſum in duplum plus, quam alias iter a loco diſceſſus ad locum acceſſus exigeret, extendetur, etiamſi certum eſſet, nullam ipſis in reditu moram, aut obſtaculum injici poſſe; Pariles ſalvi conductus ſubminiſtrabuntur

quoque

1725 quoque navibus in portubus commorantibus, ut cum suo onere tuto, secureque ad suos reverti possint.

XLVII. Postremo conventum est, quod omnia in universum, quæ in utilitatem nationis Britannicæ in tractatibus Madritensibus de 23. (13.) Maji, 1667. & 18. (8.) Julii, 1670. atque etiam in tractatibus pacis, & commerciorum Ultrajectensium Anno 1713. & novissime in tractatu seu conventione -- stipulata fuerunt, hic autem verbotenus expressa aut sufficienter explicata non sunt, in favorem quoque subditorum suæ Majestatis Cæsareæ, in quantum ipsis applicari poterunt, pro nominatim expressis, insertisque habeantur, quod ipsum de iis quoque, quæ subditis Provinciarum Unitarum per tractatum pacis Monasteriensis An. 1648. tractatum maritimum Hagæ-Comitum An. 1650. & per tractatum pacis, & commercii Ultrajectensis An. 1714. commoda concessa fuerunt, intelligatur, ita, ut si dubium forte in hoc vel illo casu oriretur, quidnam in Hispania, aut cæteris Regis Catholici regnis intuitu subditorum suæ Majestatis Cæsareæ observandum veniret, supradicti tractatus, quæque in iis a præcedentibus Hispaniarum Regibus, & a sua Regia Majestate hodie regnante supra memoratis duabus nationibus sub præmissis datis concessa fuerunt, in casibus dubiis aut in hoc instrumento omissis pro norma ac regula servire debeant.

Præsens tractatus ratihabebitur a sacra Cæsarea Catholica Majestate, & a sacra Regia Catholica Majestate, ratificationumque instrumenta intra spatium trium mensium aut citius, si fieri poterit, commutabuntur. In quorum fidem nos infrascripti suæ Majest. Cæsareæ Catholicæ, & suæ Majest. Regiæ Catholicæ respective Commissarii & Legati Extraordinarii Plenipotent. præsentem navigationis, & commerciorum tractatum nostris manibus subscripsimus, & sigillis nostris munivimus. Viennæ Austriæ die prima Mensis Maji An. 1725.

(L. S.) Eugenius a Sabaudia.
(L. S.) Philippus Ludovicus Comes a Sinzendorff.
(L. S.) Gundaccarus Comes a Stahrenberg.
(L. S.) J. G. B. di Ripperda.

CCCVI.

Traité d'Alliance, conclu à Hannover, entre leurs Majestés de la Grande Bretagne, de France & de Prusse le 3. de Sept. An. 1725.

Leurs Majestez le Roi de la Grande Bretagne, le Roi tres-chrêtien, & le Roi de Prusse ayant vû avec plaisir, comme l'union etroite, qui subsiste entr' elles, a contribué non seulement au bonheur de leurs propres royaumes, & sujets, mais aussi au bien, & à la tranquillité publique; etant persuadées en même tems, qu'il n'y a point de moyen plus propre à assurer, & affermir les mêmes avantages contre tous les evenemens qui pourroient naître, que de cultiver de plus en plus la dite Union, & la rendre indissoluble; Et ayant reflechi mûrement sur tous

tous les traitez qui subsistent entre leursdites Majestez, (auxquels elles 1725
declarent qu'elles ne veulent, par le present traité, deroger en aucune maniere,) elles ont trouvé bon de prendre d'avance de nouvelles mesures pour le cas où il pourroit arriver quelques troubles dans l'Europe, en convenant entr'elles de ce, qui seroit necessaire, non seulement pour la sûreté, & les Interêts les plus essentiels de leurs propres royaumes, mais aussi par rapport au bien, & à la tranquillité publique. Par ces considerations, & dans cette vûë, leursdites Majestez Britannique, tres-Chrêtienne, & Prussienne ont donné leurs pleinpouvoirs; savoir Sa Majesté Britannique au Sieur Charles Vicomte de Townshend, Baron de Lynn, son Lieutenant dans le Comté de Nortfolk, Chevalier de l'Ordre de la Jartiere &c. & son Secretaire d'Etat; Sa Majesté tres-Chrêtienne au Sieur François, Comte Broglio, Lieutenant-General de ses Armées, Directeur-General de sa Cavaliere, & de ses Dragons, Gouverneur de Mont-Dauphin, & son Ambassadeur auprès dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne; & sa Majesté Prussienne au Sieur Jean Christophe de Wallenrodt, son Ministre d'Etat, & son Envoyé Extraordinaire auprès dudit Serenissime Roi de la Grande-Bretagne: Lesquels, en vertu desdits Plein-pouvoirs, (dont les copies sont inserées de mot à mot à la fin du present traité) ayant pesé avec toute l'attention possible les mensures les plus propres pour parvenir au But, que leursdites Majestez se proposent, sont convenu des Articl. suivans.

Art. I.

Il y aura des à present, & pour tous les tems à venir, une Paix veritable, ferme & inviolable; une amitié la plus sincere, & la plus intime, & une Alliance & Union la plus etroite, entre lesdits trois Serenissimes Rois, leurs heritiers & successeurs, les Etats, Païs & villes situées sur leurs terres respectivement, leurs sujets, & habitans, tant dedans que dehors l'Europe; & ils seront conservez, & cultivez de maniere, que les parties contractantes puissent avancer fidelement leurs Interêts, & avantages reciproques, & pervenir, & repousser tous les torts, & dommages, par les moyens le plus convenables qu'elles puissent trouver.

II. Comme c'est le veritable but, & intention de cette Alliance entre lesdits Rois de conserver mutuellement la paix, & la tranquillité de leurs royaumes respectifs, leurs Majestés susdites s'entrepromettent leur Garantie reciproque, pour proteger, & maintenir generalement tous les Etats, païs, & villes, tant dedans, que dehors l'Europe, dont chacun des Alliez sera actuellement en possession au tems de la signature de cette Alliance, aussi bien que les droits, immunitez & avantages, & en particulier ceux qui regardent le commerce, dont lesdits Alliez jouïssent, ou doivent jouïr respectivement. Et pour cette fin, lesdits Roix sont convenus, que si, en haine de cette Alliance, ou sous quelque autre pretexte, aucun desdits Alliez etoit attaqué hostilement, ou qu'il souffrit quelque tort dans les choses ci-dessus specifiées, par aucun Prince ou Etat quel qu'il soit, les autres Alliez employeroient

1725 leurs bons offices pour faire raiſon à la partie lezée, & pour porter l'aggreſſeur à s'abſtenir d'aucune hoſtilité ou tort ulterieur.

III. Et s'il arrivoit qu'aucune des parties contractantes fût attaquée ouvertement, ou qu'elle fût troublée dans les cas ſusdits, & que les bons offices cy-deſſus mentionnez ne fuſſent pas aſſez efficaces pour procurer une juſte ſatisfaction, & reparation pour les torts, & dommages faits à la partie lezée, alors les autres parties, deux mois après que la requiſition leur aura eté faite, fourniront les ſecours ſuivans: C'eſt à dire: Sa Majeſté le Roi de la Grande-Bretagne donnera 8000. hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux; ſa Majeſté le Roi tres-Chrêtien fournira en pareil cas 8000. hommes d'Infanterie, & 4000. Chevaux; ſa Majeſté le Roi de Pruſſe fournira auſſi en pareil cas 3000. hommes d'Infanterie, & 2000. Chevaux. Mais ſi la partie attaquée aimoit mieux avoir des Vaiſſeaux de guerre, & de tranſport, ou même des ſubſides en argent, ce qu'on laiſſera toûjours à ſon choix, alors les autres parties lui fourniront des Vaiſſeaux ou de l'argent, à proportion de la depenſe des troupes à donner comme ci-deſſus: Et pour ôter toute ſorte de doute par rapport à cette depenſe, les parties contractantes conviennent, que mille hommes de pié ſeront evaluez à 10000. florins de Holande par mois, & mille Chevaux à 30000. florins de la même monnoye, auſſi par mois; & l'on fera le calcul pour les vaiſſeaux de guerre, & de transport à proportion. Si les ſecours ci-deſſus ſpecifiez ne ſuffiſent pas pour faire juſtice à la partie lezée, alors les parties contractantes conviendront enſemble des forces ulterieures à être fournies: & enfin, en cas de neceſſité, lesdits Alliez aſſiſteront la partie lezée de toutes leurs forces, & même declareront la Guerre à l'aggreſſeur.

IV. Et comme lesdits trois Sereniſſimes Rois ſont reſolus de reſerrer de plus en plus l'etroite union, qui regne entr'eux, par toutes les marques poſſibles d'une bonne foi, & d'une confiance mutuelle, ils ſont convenus reciproquement, non ſeulement de n'entrer dans aucun traité, Alliance, ou engagement quelconque qui pourroit être contraire, en quelque maniere que ce fût, aux interêts les uns des autres; mais même des entre communiquer fidelement les propoſitions qui pourroient leur être faites, & de ne prendre ſur ce qui leur ſeroit propoſé, aucune reſolution que de concert, & après avoir examiné conjointement ce qui ſeroit convenable à leurs Interêts communs, & propre à maintenir l'Equilibre de l'Europe, qu'il eſt ſi neceſſaire de conſerver pour le bien de la paix generale.

V. Comme ſa Majeſté tres-Chrêtienne, intereſſée particulierement par ſa qualité de Garant des Traités de Weſtphalie, au maintien des privileges, & libertés du Corps Germanique, & leurs Majeſtés Britannique, & Pruſſienne, comme membres de ce corps, voyent avec une peine egale de ſemences de diviſion, & des plaintes qui pourroient enfin eclater, & entrainer une Guerre, qui embraſeroit toute l'Europe par les ſuites funeſtes, qui en reſulteroient; Leursdites Majeſtez etant toûjours attentives, à ce qui pourroit un jour troubler la tranquillité de

l'Empire

l'Empire en particulier, & celle de l'Europe en general, s'engagent & promettent de s'entr'aider mutuellement pour le maintien & l'observation des susdits Traitez, & des autres Actes, qui ayant statué sur les affaires de l'Empire, sont regardez comme la Base, & le fondement de la Tranquillité du Corps Germanique, & le soûtien de ses Droits, Privileges, & Immunitez, auxquels Leurs susdites Majestez desirent veritablement de pourvoir d'une maniere solide. 1725

VI. La presente Alliance subsistera pendant l'espace de quinze ans, à compter du jour de la Signature du present Traité.

VII. Leurs Majestez Britannique, Tres-Chrêtienne, & Prussienne inviteront les Princes, & Etats, dont Elles conviendront entr'Elles, à acceder au present Traité; & Elles sont convenües dès à present d'y inviter nommement les Seigneurs Etats Generaux de Provinces Unies.

VIII. Ce present Traité sera approuvé, & ratifié par L. M. le Roi de la Grande Bretagne, le Roi Tres-Chrêtien, & le Roi de Prusse, & les Ratifications seront fourniers dans l'espace de deux mois du jour de la Signature du present, ou plûtôt si l'est possible.

En Foi de quoi nous, en vertu des Plein-Pouvoirs respectifs, avons signé le present Traité, auquel nous avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Hanover le 3. Sept. 1725.

(L. S.) Towshend.
(L. S.) Broglio.
(L. S.) Wallenrodt.

Premier Article separé.

Comme l'Affaire arrivée dernierement dans la Ville de Thorn, & ce qui s'en est ensuivi, ont alarmé plusieurs Princes & Etats, craignent, qu'au prejudice du Traité d'Oliva, il n'arrive à cette occasion des Troubles, non seulement dans la Pologne, mais aussi dans les Païs voisins, Leurs Majestez Britannique, Tres-Chrêtienne, & Prussienne, qui, comme Garantes du susdits Traité d'Oliva, sont interessés à ce qu'il soit maintenu, & observé dans toute son étenduë, s'engagent employer leurs offices le plus efficacement qu'Elles pourront, pour faire reparer ce qui auroit pû être fait de contraire audit Traité d'Oliva; & pour cet effet, Leursdites Majestez s'instruiront, de concert, par leurs Ministres en Pologne des Infractions, qui auroient pû être faites audit Taité d'Oliva, & des moyens d'y remedier d'une maniere, qui assure entierement la Tranquillité publique contre les Dangers auxquels elle seroit exposée; si un Traité aussi solemnel, que celui d'Oliva souffroit quelque atteinte.

Cet Article separé aura la même force que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs com-

1725 communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Hanover, le 3. Septembre, 1725.

(L.S.) Towshend.
(L.S.) Broglio.
(L.S.) Wallenrodt.

Second Article Separé.

Si en haine des Secours, que S. M. Tres-Chrêtienne donneroit à S. M. Britannique & à S. M. Prussienne, pour les garantir du Trouble, qu'Elles pourroient soufrir dans les Etats, qu'Elles possedent, l'Empire declaroit la Guerre à Sadite Majesté Tres-Chrêtienne; comme dans ce cas une pareille Declaration ne regarderoit pas moins le Serenissime Roi de la Grande-Bretagne, & le Serenissime Roi de Prusse, dont les Interets auroient été l'occasion de la Guerre, que S. M. Tres-Chrêtienne; non seulement ils ne fourniroient point leur contingent en Troupes, ni en quelqu'autre nature de Secours que ce pût être, quand même Leursdites Majestez Britannique & Prussienne ne seroient pas comprises & nommées dans la Declaration de Guerre, que l'Empire feroit à la France; mais même Elles agiroient de concert avec S. M. Tres-Chrêtienne, jusqu'a-ce que la Paix troublée à cette occasion fut rétablie; Sadite Majesté Britannique promettant d'ailleurs specialement d'executer dans ce cas, comme dans tous les autres les Traitez, qu'Ella à conclu avec S. M. Très-Chrêtienne, laquelle de son côte promet de les observer fidellement.

Cet Article separé aura la même force, que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvois communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Hannover le 3. Septembre 1725.

(L.S.) Towshend.
(L.S.) Broglio.
(L.S.) Wallenrodt.

Troisieme Article Separé.

S'il arrivoit, que non obstant la ferme resolution, dans laquelle est S. M. Très-Chrêtienne, d'observer exactement tous se Traitez à l'egard de l'Empire, en ce à quoi il n'à point été dérogé par le present Traité, l'on voulût, de la part dudit Empire, prendre quelque resolution contre la France, au Prejudice de la Garantie generale des Possessions, telle qu'elle est stipulée par le Traité signé ce jourdhui; S. M. Britannique & S. M. Prussienne promettent, dans ce cas, d'employer leurs bons offices, credit & autorité, le plus efficacement, qu'Elles pour-

pourront, soit par leurs voix & celles des Princes leurs Amis à la Diete, soit par tous les autres moyens convenables, pour empêcher qu'il ne se commette rien qui y soit contraire: Mais, si contre toute attente, & malgré tous leurs efforts, la Guerre étoit declarée à la France de la part dudit Empire, quoiqu'en ce cas n'étant plus une defensive, Elles ne seroient pas obligés, suivant ses Constitutions, de fournir aucun Contingent: Cependant, pour ôter tout doute entre Leursdites Majestez, si elles croyoient ne pouvoir se dispenser de remplir leurs devoirs de Membre de ce Corps, Leursdites Majestez Britannique & Prussienne se reservent la liberté de fournir leur Contingent en Infanterie ou en Cavalerie de leurs propres Troupes, ou de celles qu'Elles prendront à leur Solde de quelque autre Prince, à leur choix, sans que Leurs Majestez Britannique & Prussienne, à raison de leur Contingent ainsi fourni, soient censées avoir contrevenu au Traité signé ce jourdhui, qui demeurera dans toute sa force. L. M. Britannique & Prussienne promettent de ne donner en ce cas, autres, ni plus grand nombre de Troupes contre S. M. Très-Chrêtienne, que celui qu'elles sont obligées de donner pour leur Contingent, & qu'Elles rempliront d'ailleurs dans le cas prévû, leurs Engagemens envers Sadite Majesté Très-Chrêtienne, laquelle de son côte ne pourra pour raison dudit Contingent, exercer contre les Etats & Sujets dudit Serenissime Roi d'Angleterre, & dudit Serenissime Roi de Prusse, dans l'Empire, ou ailleurs, aucune Hostilité, ni demander ou pretendre aucune Contribution, Fourage, Logemens de Gens de guerre, Passages, ou autres choses à la charge desdits Païs & Etats, sous quelque prétexte que ce soit; & de même lesdits Etats, Places, Lieux, & Sujets ne pourront aussi fournir aucunes desdites choses aux Ennemis de S. M. Très-Chretienne, laquelles s'oblige aussi & promet de son côté, que si dans l'Empire on venoit à prendre des resolutiones pareilles à celles dont il est parlé dans cet Article, au préjudice des Rois de la Grande-Bretagne & de Prusse, S. M. Très-Chrêtienne prendra ouvertement leur parti, & ne manquera pas de les assister avec toute la vigueur necessaire, en conformité de ce Traité, jusqu'à ce que les Troubles, Torts & infractions cessent entierement. 1725

Cet Article separé aura la même force, que s'il avoit été inseré de mot à mot dans le Traité conclu & signé ce jourdhui; il sera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi de quoi, nous Soussignez, en vertu des Plein-Pouvoirs communiquez ce jourdhui de part & d'autre, avons signé cet Article, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Hanover le 3. Septembre 1725.

(L.S.) Towshend.
(L.S.) Broglio.
(L.S.) Wallenrodt.

1725

CCCVII.

Traité entre Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, & Son Altesse Serenissime de Hesse Cassel. à Westmunster le 12. de Mars 1726.

Art. I.

SOn Altesse le Landgrave de Hesse Cassel tiendra prêt pour le service de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, un corps de 12000. Hommes, savoir 8000. Fantasins & 4000. Chevaux; lequel corps sera employé, lorsque Sa Majesté le requerera, dans tous les lieux, ou il en sera besoin, & toutes les fois, que le cas de l'Alliance defensive conclue à Hanover le 3. Sept. dernier, le demandera.

II. Comme Sa dite Altesse n'à pas presentement un corps de 12000. Hommes effectifs sur pié; Elle sera obligé de lever immediatement, ce qui manque, pour rendre ce corps là complet, & en état de marcher. Elle sera aussi tenue à entretenir à ses propres fraix le dit corps des Trouppes pendant le terme de deux ans entiers, pour être toujours prêt à entrer en Campagne, & au moment que Sa dite Majesté le requerera pendant le dit tems.

III. Le Ministre du dit Landgrave ayant representé, que sadite Altesse, Son Maître, pour rendre le dit Corps complet, comme il est mentionné ci dessus, feroit obligée de lever au de là de 3000. Fantassins, & plus de 2000. Chevaux, & de pourvoir de Chevaux la plus-part des Cavaliers, qui n'en sont pas pourveus; Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne en consideration de la très grande depense, que le dit Landgrave est obligé de faire pour ces levées d'Hommes & de Chevaux pour monter les Cavaliers susdits, & pour l'entretien dudit corps pendant le tems, qu'il ne sera pas employé dans son service, payera au dit Landgrave la somme de 125000. Livres Sterling, en deux payemens, savoir 75000. Livres apres la ratification des presentes conventions, & 50000. Livres au Mois de Fevrier 1727.

IV. Mais en cas, que Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne eut besoin du dit Corps des Trouppes avant le dit Mois Fevrier, Sa Majesté payera à Son Altesse le Landgrave la dite somme de 50000. Livres Sterling, pour le moins deux Mois avant, que les Trouppes commencent à marcher.

V. Lorsque les dits Trouppes entreront au service de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, elles seront sous Son commendement, & entierement à Sa Disposition pour être employées là ou la necessité de Ses affaires, & le cas de l'Alliance defensive, conclue à Hanover le 3. Sept. dernier, le requerera.

VI. Pour ce qui regarde les subsides, le payement & l'entretien des susdites Trouppes, lors qu'elles seront prises au service de Sa dite Majesté, comme ist est dit ci dessus, le tout sera reglé sur le pié de la Convention faite à Londres le 13. Fevrier 1702.

VII. S'il arrivoit, que Sa dite Altesse le Landgrave fut attaqué ou

ou inquieté en haine, d'avoir fourni le susdit corps de Trouppes, Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne ne manquera pas d'assister puissamment le dit Landgrave, à fin de mettre une fin à cette attaque ou molestation. 1726

VIII. Cette Convention sera ratifiée, & la Ratification d'icelle sera echangée de part & d'autre, aussitôt qu'il sera possible, après la Signature des presentes.

En temoignage de quoy nous les Ministres du dit Roi & du dit Landgrave, étant suffisamment autorisés à ce sujet, avons signé la presente Convention & apposé les Cachets de nos armes. Fait à Westmunster le 12. Mars 1726.

(L. S.) Townshend.
(L. S.) Diemar.

CCCVIII.

Accessio Sacræ Cæsareæ Majestatis ad fœdus defensivum inter Svecicam & Czaaream Majestatem, Holmiæ 22. Febr. initum de dato Viennæ 16. April. 1726.

In Nomine Sacro Sanctæ Trinitatis, Patris, & Filii, & Spiritus Sancti.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum Sacra Cæsarea Regiaque Catholica Majestas ad fœdus defensivum, quod inter Svecicam & Russicam aulam die 22. Februarii anno 1724. Holmiæ signatum est, dictarum Aularum nomine per suos tunc temporis ad Aulam Cæsaream Viennæ Ministros amice invitata fuerit, ut memorato fœderi atque articulo ejusdem secreto, pro stabilienda quiete publica & pace, accedere, consilioque suo, ac ope præfatis Confœderatis adesse vellet. Cumque eadem Sacra Cæsareo-Catholica Majestas pro eo, quod nunquam non curæ cordique habuit, desiderio, ad publicam Europæ tranquillitatem, ac speciatim in oris Septentrionalibus quietem restaurandam conservandamque, dicti fœderis defensivi negotio accedendi dudum mentis fuerit, ideoque pro sincero suo in communem totius Septentrionis, universamque & particularem salutem amore & studio, prædictæ amicæ insinuationi pronas aures præbendas, suamque accessionem tantopere talique modo jam pridem decreverit, ac si pars principaliter contractans ab initio fuisset, ac proinde Cæsareos suos Consiliarios intimos ad finem subscriptos nominaverit, ac sufficiente ipsos mandato, plenaque potentia instruxerit, ut cum antedictarum Aularum Ministris, qui sufficiente pariter mandato, plenaque potentia instructi & muniti, super quæ ad dictum fœdus Holmiense accessionis resolutione agerent & tractarent, ac solemne desuper conficerent Instrumentum, qui utrinque Plenipotentiarii commutatis deinde mandatorum Tabulis, habitisque inter se colloquiis modo sequenti convenerunt.

1726 Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestatis nomine ejusdem Ministri plenipotentiarii declarant, testantur & spondent, Eandem Cæsareo-Catholicam Majestatem pro se suisque legitimis Hæredibus & Successoribus sæpe dicto fœderi Holmiensi ejusdemque articulo secreto omnimodo accedere, hacque solenni accessione se, ceu partem compaciscentem confœderatis Sveciæ & Russiæ Majestatibus associare, & eisdem æque, ac eorundem legitimis Hæredibus & Successoribus junctim & vicissim mutuo obligare & obstringere, se omnes & singulas dicti fœderis conditiones, pactiones & clausulas, in Tractatu & Articulo secreto expressas, pro omnibus illarum Regnis, Provinciis ac Ditionibus possessis observaturam & impleturam, atque casu fœderis eveniente, duodecim millia pedestris, nec non quatuor millia equestris militiæ præstituram. De cœtero circa navium æquipollens, inter omnes utrinque partes conveniendum sit eodem plane modo, eademque fide ac religione, ac si pars contrahens ab initio fuisset, & cum præfatis ambabus compaciscentibus Majestatibus easdem fœderis conditiones, pactiones & articulos conjunctim vel singulatim conclusisset, signavissetque.

Vicissim vero Sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem ipsius Hæredes & Successores Sveciæ ac Russiæ Plenipotentiarii, earundem Majestatum nomine, in plenam omnimodamque Tractatus Holmiensis & articuli secreti societatem eodem modo admiserunt, incluserunt & comprehenderunt, atque promittunt, quod Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestati pro omnibus suis Regnis, Provinciis ac Ditionibus possessis, Prænominatæ ambæ Majestates, junctim & divisim omnes & singulas Conditiones, Pactiones & Clausulas in fœdere contentas realiter, reciproce fideliterque præstituræ & impleturæ sint.

Hoc Instrumentum Commissarii & Svevicus & Czaareus Ministri plenipotentiarii ad formam hic intus conditam, a Sua Majestate Cæsareo-Catholica & ambabus Svecica Czaareaque Majestatibus ratihabitum, & publica ratificationum Instrumenta intra trium mensium spacium, ab hodierna die computandorum, aut citius si fieri queat, hic Viennæ reciproce commutatum iri spondent.

In quorum fidem ac robur Cæsarei Ministri Plenipotentiarii nec non Svecicus & Russicus Plenipotentiarius quatuor hujus Instrumenti Exemplaria propriis manibus subscripserunt, & Sigillis suis muniverunt, quorum unum singulis confœderatis traditum est.

Acta hæc sunt Viennæ in Austria die decima sexta Aprilis anno millesimo septingentesimo vigesimo sexto.

Ex parte Sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestatis
Eugenius Dux Sabaudiæ,
Comes a Sinzendorff,
Comes a Starenberg,
Comes a Schönborn.

Ex parte Regis Sveciæ Comes a Tessin.
Ex parte Czaareæ Majestatis Ludw. Casim. a Lanczin.

Articulus

Articulus Separatus. I.

1726

Quanquam Articulo IV. defensivi fœderis inter Sveciam & Russiam die XXII. Febr. anno MDCCXXIV. conclusi, cui Sacræ Cæsareæ Regiæque Catholicæ Majestati tenore Instrumenti accessorii, per Cæsareos æque ac Sveciæ Russiæque Ministros Plenipotentiarios die infra scripto confecti subscriptique accedere placuit, stipulatum est, ut si forte præter omnem spem & opinionem pacis publicæque tranquillitatis utrinque ratione habita, post conclusum ratumque factum fœdus, Paciscentium alterutrius in Europa regiones, ditiones & provinciæ, quacumque demum vel antiquitus vel recens suborta de causa, infestis alicujus Christianorum in Europa Principum armis invaderentur, Paciscentium alter, sine ulla excusatione post requisitum ejus auxilium conditione & modo, quo memorato Articulo IV. atque in sequentibus conventum est, promissa traderet subsidia, nihilominus Sacram Regiam Majestatem Sveciæ & Regnum Sveciæ ac Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem inter, speciali hocce Articulo transactum est, ut si forte vel in Italia, vel ab aliqua extra Europam potestate in Sacram Cæsaream Majestatem inopinæ exoriantur turbæ, Sacra Regia Majestas Sveciæ, Regnumque ejus illarum haud quaquam particeps sit, nec ulla teneatur obligatione, stipulatas cœteroquin per fœdus supra dictum ad longinquas adeo Regiones suppetias mittendi.

Pari ratione quod controversias ex occasione institutæ Societatis commerciorum Ostendicæ subortas attinet, vigore separati hujus Articuli Sacræ Regiæ Majestati Sveciæ ejusque Regno, expressis reservatur verbis, nec Ipsam nec Regnum ipsius ulterius obstrictum iri, quam quatenus bona ipsorum officia grata acceptaque esse poterunt.

In quorum majorem fidem hic Articulus separatus, qui ejusdem vigoris erit, ac si hodierni diei instrumento accessorio ad verbum insertus esset, ab utrisque summorum Paciscentium Delegatis subscriptus est & consignatus, &c.

Articulus Separatus. II.

Quandoquidem in fœdere defensivo anno M DCC XXIV. die XXII. Februarii inter Sveciam & Russiam concluso, cui etiam Sacra Cæsarea Regiaque Catholica Majestas nunc accessit, §. XVI. stipulatum cautumque est, pristina fœdera, utpote quæ prædicto fœderi nullo modo repugnent, plenum vigorem suum servare debere, atque Sacræ Regiæ Majestati & Regno Sveciæ non minus quam Majestati suæ Cæsareo-Catholicæ maximopere curæ cordique est ut pacificationes Westphalicæ & Olivensis, sine ulla violatione sartæ tectæque semper maneant; ideo inter utramque partem convenit per separatum hunc Articulum speciatim nunc declarare & stipulari, quod si forte reipsa quædam turbæ & publicæ pacis infractiones, quas Deus clementer avertat, eam ob causam existerent, quod memoratæ,

1726 Westphalica & Olivensis, aliæque his innixæ pacificationes in rebus ad Religionem spectantibus non omnimode, ut par erat, observatæ, cultæque fuerint, atque forsan his turbis alterutra summorum compaciscentium Pars implicaretur; Tunc inprovisi & inexpectati hujuscemodi casus haud quaquam & tales, qui hoc fœdere comprehenduntur, haberi, multo minus pro talibus urgeri possint. In quorum majorem fidem hic Articulus separatus, qui ejusdem vigoris erit, ac si hodierni diei Instrumento accessorio de verbo ad verbum insertus esset, ab utrisque summorum Paciscentium Delegatis, subscriptus est & consignatus.

CCCIX.

Tractatus Pacis inter S. S. Cæsaream Majestatem & Regnum Tripolitanum. Constantinop. d. 18. Apr. 1726.

Art. I.

Die 18. April. 1726. juxta id, quod stabilitum fuit, Romanorum Imperatoris subditos, navesque inter, & Senatus Tripolitani subditos, & naves, exigentibus pacis Tabulis, in posterum omnis piratica, & hostilitas ab utraque parte, terra marique sublata sit, &, si a prædicta die invicem aliquod damnum inferatur, totaliter compensetur, & captæ direptæque naves, captivi & reliqua quæcunque fuerint, totaliter restituantur.

II. Deinceps inter omnes portus Potentissimo Romanorum Imperatori subjectos, & etiam ad Oceanum situm Belgium, Siciliæ Insulam, Neapolim, Calabriam, eidemque subjecta loca, in sinu Adriatico existentes portus, Fiume & Tergestum, & alios subditos cujuscunque gentis & nationis sint, & inter Senatus Tripolitani subditos & incolas, omnis quies & tranquillitas, atque inter utriusque partis naves, & vexilla, in quocunque loco inveniantur, omnis securitas observetur & custodiatur. Pariter ad alterutrius portus se non conferant, nec mercaturam exerceant. Si autem necessitas exigeret, ut alterutrius partis naves ex vehementia tempestatis, sive inimicorum persecutione, in alterutrius portus intrare deberent, intrent, ac, cum sub tormenta pervenerint, tutæ ac securæ sint, & Gubernatores fortalitiorum non permittant, ut naves mercatorias piratæ insequantur, antequam 24. horæ elapsæ sint.

III. Juxta mentionem in secundo articulo factam, si necessarium sit, ut alterutrius partis naves in quendam portum se conferant, in fortalitiis existentes præsidiarii easdem defendere conentur; si autem inimicus hac occasione eas surripuerit, restitutio a nulla parte petatur.

IV. Quando naves piraticæ in provinciis Tripolitanis instructæ in mare pergent, naves Germanicis vexillis munitæ, e quacun-

cunque regione sint, a Gubernatore illius regionis subscriptas litteras Commeatus habeant, ita tamen, ut signa æqualia sint. Prædictarum literarum signa & vexilla per manus denominandi ad illas partes consulis mittantur. Quod si ita fuerit, ab itinere non impediantur, nullumque damnum illis inferatur. Si autem præter annonam aliis rebus opus haberent, iisdem subveniatur, & cymba quadam, Feluca dicta, duos homines cum aliis necessariis remigibus ad navim cognoscendam & explorandam, atque ad examinandas mentionatas litteras commeatus mittant; plures tamen quam duæ personæ ne exirent, injungatur, nisi Capitaneus licentiam dederit. Navarchorum naves pariter literas commeatus, a Consule Tripoli degente, accipiant, quibus visis, iter dabitur, & ita certum est futurum, ut omnimodam benignam tractationem sint obtenturi. Extraneis literæ commeatus non extradantur. 1726

V. Si Algeriensium aut aliorum Germanorum inimicorum naves ad portus Tripolis, ex subditis Germanicis captivos afferrent; in terram non exponantur, si vero exponerentur, in libertatem asserantur.

VI. Si Germanici subditi sub extero vexillo vehantur, & pariter, si alterius Nationes subditus in Germanicis navibus ut viator inveniatur, licet illum aut illos inter, & alias gentes bellum sit, eum captivum non faciant, & res illius restituant. Pari modo nec Tripolitanus captivus efficiatur, & res illius restituantur.

VII. Navibus eorum, qui cum Germanicis subditis in hostilitate vivunt, nullum auxilium & succursus præstetur, nec concedatur, ut suggestiones inimicorum contra illas naves instruant. Serium quoque mandatum ad portus Senatui Tripolitano subjectos mittatur, ne Germanorum inimici, quicunque ii fuerint, ex mandato & vexillo Gubernatorum aliarum provinciarum naves instruant. Pariter quoque cum Germanis in hostilitate viventes, ut contra Germanos exirent, in portibus Tripolitanis navim non instruant. Et etiam Tripolitanorum inimici in Germanicis portubus, ad agendum contra Tripolitanos, naves non instruant.

VIII. A parte Romanorum Imperatoris ad Senatum Tripolitanum ad negotia tractanda, & ad literas commeatus extradendas Consul denominetur, & instituatur, qui juxta normam apud fulgidam Portam usitatam, etiam apud Senatum præ omnibus Consulibus primum locum obtineat; & si inter Germanicos subditos lis & controversia oriatur, Consul eorum dirimat, Judices vero se non immisceant, atque omnes consvetudines & immunitates, quibus aliarum nationum Consules fruuntur, eidem quoque concedantur.

IX. Si inter Germanum & Muselmannum lis & controversia oriatur, eandem honoratissimus Tripolis Gubernator & Dai componant,

1726 nant, nullusque alius se immisceat. Si autem id in aliis ditionibus, quæ Tripoli subjectæ sunt, eveniat, eandem illius ditionis judices decidant.

X. Et si ex subditis Germanis quispiam Muselmannum feriat, capiaturque, Consul eundem protegat; ast, cognita ejus culpa, in præsentia Consulis promerita pœna afficiatur; si autem crimen perpetrans non capiatur, & aufugiat, a Consule non petatur, nec eidem injungatur, ut aufugientem sisteret.

XI. Si contra modo conclusam pacificationem ab utraque parte contraventio accideret, quicunque læsus fuerit, si coram judicibus conqueratur, antequam, ut justitia reddatur, rem clare & manifeste non probaverit, vindicta non sumatur, nec inter nos vertens concordia & securitas irrita fiat.

XII. Si alterutrius partis naves in mari una alteri aliquod incommodum aut damnum causaverit, aggressorem, quicunque is fuerit, debita pœna maneat, res ablatæ restituantur, &, qui navim instruxerit, rationem reddat.

XIII. Si inter Romanorum Imperatorem & Senatum Tripolitanum formata hæc pax infringeretur, Germanico Consuli aliisque eidem subjectis facultas sit, ad patriam revertendi, & nullus contra eos excessus perpetretur, ac ad recessum eorum tempus iis trium mensium concedatur.

Postquam ergo conclusi hi articuli vigore Plenipotentiæ meæ, accedente utriusque partis consensu ac mediatione fulgidæ Portæ interveniente, inter Serenissimum & Potentissimum Romanorum Imperatorem & Illustrissimum Dominum Bassam Bay, Dais, Divanam, & militiam civitatis & Regni Tripolis Africæ recepti & stipulati sunt, utriusque partis Judicibus, Gubernatoribus, omnibus denique affeclis & attinentibus injungatur committaturque, ut ii quoque juxta enarratas conditiones & articulos procedant, huic amicitiæ contrariam nullam actionem instituant, & invicem sub nullo prætextu unus alteri incommodum adstruat, atque juxta exempla stipulatorum articulorum, a die subscriptionis post centum & quinquaginta dies ab utraque parte literæ ratificatoriæ transmittantur & dein subditi utriusque partis omni possibili quiete & tranquillitate fruantur, adhuc autem, ut supra mentionata pacificatio, tredecim articulos continens, religiose conservetur, cum supra dictus Dominus Imperii Ottomannici Archithalassus Mustafa Vezirius juxta suam Plenipotentiam Instrumentum avthenticum subscriptione sua Turcica munitum & signatum extradiderit. Ego quoque juxta meam Plenipotentiam a parte Serenissimi & Potentissimi Romanor. Imperatoris hanc subscriptam syngrapham dedi. Constantinopoli die & anno ut supra.

(L. S.) Josephus a Dirling, Cæsareus ad Portam Ottomannicam Residens.

CCCX.

CCCX. 1726

Fœdus inter Sacram Suam Cæſaream & Catholicam Majeſtatem & Suam Majeſtatem totius Ruſſiæ. Viennæ d. 6. Auguſti 1726.

In Nomine Domini Amen.

CUm quies publica & univerſæ Europæ bonum poſtulet, ut quæ pervetuſta ab olim inter Prædeceſſores S. Sacr. Cæſ. & Reg. Catholicæ Majeſtatis, & S. S. totius Ruſſiæ Majeſtatis viguit amicitia, ex novo fœdere reſtauretur, arctiusque ſtringatur, idcirco S. S. Majeſt. Cæſar. & Cathol. nec non S. S. totius Ruſſiæ Majeſtas, ad promovendum tam ſalutare opus, infra ſcriptos Miniſtros ſuos Plenipotentiarios ſelegerunt, ſcilicet S. Cæſar. & Cathol. Majeſt. Celſiſſimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontium Principem &c. &c. nec non Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Philippum Ludovicum S. R. J. Theſaurarium hereditarium, Comitem a Sinzendorff &c. &c. ac Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Gundackarum Thomam, S. R. J. Comitem de Starenberg &c. &c. Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Erneſtum, Comitem de Windiſchgrætz &c. &c. & Illuſtriſſimum & Excellentiſſimum Dominum Fridericum Carolum, Comitem a Schönborn &c. &c. Sua vero S. totius Ruſſiæ Majeſtas Camerarium ſuum, ejusque apud aulam Cæſaream Miniſtrum, Perilluſtrem Dominum Ludovicum Lanzynsky, dando eis in mandatis, ut inter ſe ſuper propoſito fœdere agant, tractent & ſignent, qui, inſtitutis inter ſe colloquiis, rebus utrinque deliberatis, exhibitis prius Plenipotentiarum ſuarum tabulis, in ſequens fœdus, leges & conditiones convenerunt.

Art. I.

Sit maneatque inter S. S. Cæſar. & Cathol. Majeſtatem, Ejusque Succeſſores & Heredes & S. S. totius Ruſſiæ Majeſtatem, Ejusque Succeſſores & Hæredes, vera perpetua conſtansque amicitia, eaque ita ſincere mutuo colatur, ut unus alterius commoda promovere, damnaq; avertere ſtudeat, conſilia inſuper ſua in commune bonum tendentia inter ſe conferant, omneque ſtudium ad vertant, ut pax in Europa feliciter ſtabilita, porro conſervetur & manuteneatur.

II. Quoniam S. M. C. C. acceſſit Tractatui pacis inter Coronas Ruſſiæ & Sueciæ, Neoſtadii d. 30. Aug. 1721. inito, prout & fœderi Holmiæ inter easdem d. 22. Febr. an. 1724. concluſo, partesque contractantes nexum amicitiæ inter ſe per hoc fœdus ſtrictius adhuc obfirmare intendant, idcirco S. totius Ruſſiæ Majeſtas accedit Tractatui pacis d. 30. Apr. 1725. inter Sacr. Majeſt. C. C. & inter Sereniſſimum Hiſpaniarum Regem Philippum V. Viennæ concluſo, ejusque manutenentiam ſeu garantiam in omnibus ejusdem Articulis, & non ſecus, eaque obligatione, ac ſi ſtatim ab initio hujus tractatus ſocius ac compaciſcens fuiſſet, idque intuitu omnium Regnorum & Provinciarum a S. Majeſtate Cæſarea & Catholica in præſens poſſeſſorum; pro

1726 se suisque Successoribus, secundum tenorem Art. XII. per hanc pacem obfirmatorum, assumit, ac præstare pollicetur, ita ut si S. C. & C. Majestatem ex ratione dictæ cum Hispaniarum Rege initæ pacis, & in præjudicium ejus, vel ex quacunque alia causa a quocunque hostiliter infestari contingeret, eum in casum S. Majestas toties Russiæ pollicetur & se obstringit, S. Cæsar. & Cathol. Majestati non solum illa, quæ infra, Art. VI. hujus fœderis, promissa sunt auxilia, irrefrabiliter transmittere, verum etiam, rebus & necessitate id postulantibus, aggressori bellum denunciare, conjunctisque consillis contra illum armis procedere, neque pacem cum illo, nisi reparatis injuriis & damnis & absque accedente pleno consensu S. S. C. C. Majestatis, facere & inire.

III. E contra S. Majestas Cæsar. & Cathol. vicissim promittit & assumit garantiam omnium Regnorum, Provinciarum & Ditionum a S. Majestate totius Russiæ in Europa possessarum, & si S. totius Russiæ Majestas, quacunque de causa, a quocunque armis hostiliter impeteretur, tunc S. C. C. Majestas non modo auxilia; quæ inferius Art. VI. tractatus hujus stipulata sunt, Illi æque irrefragabiliter præstabit, verum etiam rebus ac necessitate id exigentibus, aggressori bellum indicet, & ex communi consensu aget, nec pacem cum eodem, nisi resarcitis damnis & accedente S. Majestatis totius Russiæ omnimodo assensu inibit.

IV. In vim contractus istius inter se confœderationis & amicitiæ promittunt Principes contractantes, se suis Ministris in aulis exterorum Principum commorantibus serio mandaturos, ut & ipsi in omnibus, quæ emergent, negotiis, sua inter se consilia amice conferant, ac conjunctis studiis, unus alterius partes & negotia adjuvet atque sustineat, & quæ e re suorum Principalium esse videbuntur, communi ope promoveant.

V. Subditis & Vasallibus neutra pars nec refugium nec auxilium protectionemve ullam præstabit, & si quæ clandestina molimina seu machinationes, quæ in alterius damnum struerentur, eorum alterutri innotescerent, hæc alteri mox debito modo & ordine revelabuntur.

VI. Porro de auxiliis mutuo ferendis ita conventum est, quod Imperator, ubi bellum S. totius Russiæ Majestatis in Regnis, Provinciis & Ditionibus ab Eadem in Europa possessis ex quacunque causa, & a quocunque inferretur, in auxilium submissurus sit 30000. militum, videlicet 20000. peditum & 10000. equitum desultoriorum. Parem auxiliarium numerum tam peditum quam equitum, S. Majestas totius Russiæ, S. Majestati C. C. in casum belli mittere spondet; sustentationem vero præfatarum copiarum auxiliarium quod attinet, partes contractantes desuper quantocius mutuo inter se convenient.

VII. Cum autem ex ratione belli contingere posset, ut utrique parti expediret, hostem communem ex propriis cujuscunque provinciis impetere, eum in casum in communi deliberabitur, quomodo id melius effectui dari poterit.

VIII.

VIII. Si forte S. totius Russiæ Majestas Classem bellicarum navium contra hostes armare, & de consensu S. C. C. Majestatis adhibere statueret, tutus iisdem accessus & statio non solum in Cæsareo-Regiis, sed etiam nomine Serenissimi Hispaniarum Regis, in omnibus S. Majestatis Cathol. Oceani & Maris Mediterranei oris ac portubus, hisce promittitur, qui huic ipsi tractatui accessurus pleno ad id mandato Ministrum suum Viennæ commorantem instruxit. 1726

IX. Cum S. C. C. Majestati pax, tranquillitas & securitas Regni Poloniæ maxime cordi sit, conventum est, Regem Regnumque Poloniæ ad societatem & accessionem hujus fœderis invitare.

X. Quod si vero Regnum Poloniæ ad hoc fœdus non accederet, nihilominus Rex Poloniæ, ut Elector Saxoniæ, consensu Serenissimorum contractantium ad societatem istius fœderis amice invitabitur.

XI. Et cum pax inter Regem Regnumque Sueciæ, & Regem Regnumque Poloniæ nec dum ex toto reducta sit, id quod per mediationem S. totius Russiæ Majestatis fieri oportet, ea propter S. Majestas C. & Cathol. operam & bona officia sua libenter impendet, & opus hoc adeo salubre, per mediationem S. totius Russiæ Majestatis, secundum tenorem pacis Neostadiensis, ex integro perficiatur.

XII. Ratione Serenissimi Principis, Ducis Slesvico-Holsatici declarat & promittit S. C. C. Majestas, a Regia Sua Celsitudine requisita ea præstare, quæ sibi uti fidejussori, vi Tractatus Travendalensis incumbunt, tam respectu Serenissimi Daniæ & Norwegiæ Regis, quam exterorum Regum & Principum, qui eandem fidejussionem seu garantiam præfati tractatus in se susceperunt; & cum particularis conventio hoc insuper negotio inter partes contractantes erecta sit, ea pro huic fœderi inserta habeatur.

XIII. Omnibus huic Tractatui seu fœderi accedere volentibus spatium unius anni datur.

XIV. Præsens tractatus a principibus contractantibus intra spatium trium mensium ratihabebitur, ratificationumque instrumenta hic Viennæ, more solito, commutabuntur. In quorum fidem supra memorati Ministri Plenipotentiarii præsens instrumentum, duobus exemplaribus ejusdem tenoris expeditis, manibus propriis subscripserunt, sigillisque appositis muniverunt. Actum Viennæ d. 6. August. 1726.

(L. S.) Eugenius a Sabaudia.

(L. S.) Phil. Car. a Sinzendorff.

(L. S.) Gundackarus a Starenberg.

(L. S.) Frid. Car. de Schœnborn.

(L. S.) Lud. Lanszynsky a Lanczyn.

CCCXI.

1726

CCCXI.

Acte d'accession de L. H. P. Au Traité d'Hanovre, presenté le 15. d'Aout 1726.

COmme Leurs Majestés, le Roi Tres-Cretien, le Roi de la grande Bretagne, & le Roi de Prusse tant pour serrer les noeuds de l'étroite union, qui subsiste entre Elles, que pour la Seurete de Leurs propres Royaumes & Etats, aussi bien, que pour la conservation de la paix & de la tranquillité publique, ont jugé à propos de faire entre eux une Alliance, dont le Traité a eté conclu à Hanovre le 3. Sept. 1725. avec trois articles separés lesquels ont eté communiques à L. H. P. les Sgrs. Etats generaux des provinces unies des païs-bas, par le Sr. Marquis de Fenelon, Ambassadeur de France, par le Sr. Finch, Envoyé Extraordinaire de la grande Bretagne, & par le Sr. de Meinerzhagen, Envoyé Extraordinaire du Roi de Prusse, qui au nom des Rois, Leurs Maitres, conjointement ont invité les dits Sgrs. Etats Geneaux, d'acceder au Traité & aux Articles separés conformement à ce, dont ils etoient convenu dans le 7mes Article du même Traité, lequel avec les articles separés sont ici de mot à mot inserés. Et comme lesdits Sgrs. Etats Generaux après avoir vu & examiné ce Traité & ses articles separés, ont temoigné, qu'ils sont entierement sensibles à l'honneur, que Leurs Majestés Leur ont fait par une invitation si prompte & si obligeante d'acceder à cette alliance, & qu'ils reconnoissent en même tems les soins, qu'Elles ont eu en faisant ce Traité tant pour la conservation du repos public en general, sans lequel celui de Leur Republique ne peut être asseuré, qu'en particulier pour le maintien de son Commerce, sans lequel Elle ne peut point subsister: Et comme ils ont ajouté, qu'ils sont pleinement convaincus, que le but de cette alliance ne tend nullement à donner le moindre attente à aucun Traité ou alliance precedente contractée, soit entre les hauts Contractants de celleci, soit par Eux, ou par l'un d'Eux avec d'autres Puissances ou Etats, mais que plutôt l'intention est de les maintenir & de les corroborer, & que le grand but de cette alliance tend uniquement à se lier plus etroitement ensemble sans offense de qui que ce soit pour la garantie, la protection & le maintien de tous les Etats, païs & villes tant en dedans que dehors de l'Europe, dont chaqu'un des Allies sera actuellement en possession au tems de la signature de cette alliance ausi bien, que des droits, immunités & avantages, & en particulier ceux, qui regardent le commerce ausi tant dedans, que dehors de l'Europe, dont chacun des Alliés jouit au tems de la signature de cette accession. De plus lesdits Sgrs. Etats Generaux êtant dans une ferme persuasion, qu'en accedant au dit Traité d'Hanovre l'on n'exige pas d'Eux de se changer de la Garantie generales des Traites de Westphalie & d'Olive, dont il est fait mention dans l'article 5me du Traité d'Hanovre & dans le premier des Articles separés, à laquelle Garantie Generale ils ne se sont jamais engagés

gagés, mais que Leur Garantie à cet egard s'etend uniquement aux 1726
droits & possessions, que les hauts Contractants & Alliés, ou quelqu'un d'Eux ont acquis par ces Traités & dont ils jouissent au tems de la signature & aux ces du Traité des dites possessions & droits & que c'est la l'intention de Leurs Majestés.

Quant aux affaires de Thoren, dont il est fait mention dans le premier des articles separes du Traité d'Hanovre, ils s'engagent seulement d'employer conjointement avec les hauts Contractants Leurs offices amiables pour obtenir une raisonnable satisfaction & reparation des infractions, qui pourroient être faits au Traité d' Oliva, & en cas que ces amiables offices fussent sans effect, & qu'on trouveroit necessaire, de faire quelque chose de plus, alors ils auront en cela une pleine liberté dans Leurs deliberations sans être obligés à rien de plus, qu'aux bons offices, à moins, qu'ils n'ydonnent un nouveaux consantement.

Enfin puisque cette Alliance entre autres a pour but l'etablissement d'une entiere confiance entre les parties contractantes, les Sgrs. Etats Generaux supposent, que les Alliés se communiqueront mutuellement en toute confidence Leurs pensées sur les voyes & moyens, qu'on jugera les plus efficaces en cas de besoin pour conserver & maintenir les possessions & droits surmentionnées, tant par rapport au commerce, qu'autres, tant en dedans que dehors de l'Europe.

Et comme dans la persuasion & ferme confiance, que c'est la veritable but & intention de Leurs Majestés lès dits Sgrs. Etats Generaux pour donner une marque de Leur desir de s'unir etroitement avec Elles, & de la haute estime, qu'ils ont pour Leur amitié & alliance, ont resolu d'acceder au Traité & aux Articles separés ci dessous inserés : Et à cet effet ils ont nommé les Srs. Chretien Charles Baron de Lintels, Sr. d'Ehse, Baillif de Lockum & Drossart de Bredevoort, Arnold de Zuylen de Nyeveld, ancien Bourgue maitre & Senateur de la Ville de Roterdam, Kuard de la terre de Putten, Baillif & Dykgrave de Schieland, Isaac van Hoornbeck, Conseiller Pensionnaire des Etats de la Province de Hollande & de Westfriese, Garde de grand Seau & Surintendant des fiefs de la même Province, Nicolas Jean Henry Noey, ancien Bourguemaitre de la Ville de Tholen, Gerard Goddart Tats van Ammerongen, Chevalier de l'ordre Teutonique, Comandeur du même Ordre à Doesbourgh, Elu dans le premier membre des Etats de la Province d'Utrecht, Grand-Veneur de la même Province, Jean Abraham van Schurman, Bourguemaitre & Senateur de la Ville d'Ylst, Everhard Rouse, Bourguemaitre & Senateur de la Ville de Deventer, & Lambert Henry Emmen, Senateur de la Ville de Groeningen, tous Deputés à l'Assemblée desdits Sgrs. Etats Generaux de la part des Etats de Guéldre, de Hollande & de Westfriese, de Zeelaud, d'Utrecht, de Friese, d' Over-Yssel & de Groeninge & Ommelands, & les ont muni d'un plein pouvoir pour convenir de cette accession avec les Sieurs, Marquis

1726 quis de Fenelon Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi Tres Chretien, Finch, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de la grande Bretagne, & de Meinershagen, Plenipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, pareillement munis des pleins pouvoir, Lesquels ayant conferé ensemble sont convenu de la maniere suivant :

Que les Seigneurs Etats Generaux accederout ainsi, que les dits Sgrs. Deputés & Plenipotentiaires ont declaré, d'acceder en Leur nom & de Leur part audit Traité & aux Articles separés, les obligeant envers Leurs dites Majestés à tout ce, qui y est contenu tout de méme, comme s'ils avoient contractées avec Elles dés le commencement : Et que Leurs dites Majestés avouants Leur but & intention être tels, qu'il est exprimé ci-devant, accepteront l'accession de L. H. P. ainsi que ledit Sr. Ambassadeur & les Ministres Plenipotentiaires ont declaré d'accepter au nom & de la part de Leur dites Majestés, cette accession, les obligeant envers L. H. P. à tout, ce qui y est contenu dans ledit Traité & articles separés tout de même, comme si Elles avoient contractées avec Leurs Majestés dés le commencement.

Le secours, que donneront L. H. P. en cas de besoin, n'ayant pû être reglé dans ce Traité : On est convenu, qu'il sera de quatre mille hommes d'Infanterie & de mille de Cavallerie. En elucidation de l'article sixieme du Traité il est declaré, qu'après l'expiration de quinze années y mentionnées, le tout retombera dans les Termes des Traités precedens, qui subsisteront entre les hauts Contractans & specialement das les termes de la triple alliance de l'an. 1717.

Ce present Traite pour l'accession des Etats Generaux sera approuvé & ratifié par Leurs Majestés le Roi Tres-Chretien, le Roi de la grand Bretagne & le Roi de Prusse, & par les Sgrs. Etats Generaux des Provinces unies des païs-bas, & les ratifications seront fournies ici à la Haye dans l'espace de deux mois du jour de la Signature du present, ou plustôt, s'il est possible. En foi de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires à l'effet des presentes, & munis des pleins pouvoirs de Leurs Majestés le Roi tres-chretien, le Roi de la grande Bretagne & le Roi de Prusse, & lesdits Sgrs. Etats Generaux avons signé le present Traité, & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le 9me d'Aout 1726.

LE M. de FENELON. (L. S.)
W. FINCH. (L. S.)

C. C. de Lintels. (L. S.)
A. van Zuylen van Nyeveldt. (L. S.)
J. van Hoornbeck. (L. S.)
N. J. H. Noey. (L. S.)
A. van Schurmann. (L. S.)
Everhard Rouse. (L. S.)
L. H. Emmen. (L. S.)

Article

Article ſeparé & ſecret. 1726

Les Seigneurs Etats Generaux ayant repreſenté, qu'il pourroit arriver des cas, ou en haine de l'acceſſion ſigné cejourd'hui, ils pourroient être attaqués ou troublés de maniere, qu'ils ſeroient obligés, d'avoir recours d'abord à la voie des armes pour leur defenſe, & qu'alors le tems neceſſaire pour attendre le ſuccès des offices, qui auront eté emploiés, & après lesquels, ſeulement leurs Alliés ſont obligés de leur fournir les ſecours ſtipulés par l'article troiſieme du traité d'Hanovre, pourroit leur cauſer un prejudice conſiderable, & les laiſſer expoſés aux attaques les plus vives, ſans le ſecours des Princes leurs Alliés: Leurs Majeſtés tres-Chrêtienne, Britannique & Pruſſienne pour donner aux Seigneurs Etats Generaux une nouvelle preuve de l'interêt, qu'elles prennent à la conſervation de leur republique, ont bien voulu s'engager & promettre, que dans les cas ſusdits, qui mettroient la dite republique dans un danger evident, elles fourniront les ſecours ſtipulés par l'article 3me ſusmentionné, même ſans attendre les ſuccès des offices & des inſtances, qu'elles auroient commencé à employer auprès de l'aggreſſeur, pour procurer la ſatisfaction ou reparation requiſe. Cet Article demeurera ſecret, & aura la même force, que s'il avoit eté inſeré de mot à mot dans le traité conclu & ſigné cejourd'hui. Il ſera ratifié de la même maniere, & les ratifications en ſeront echangées dans le même tems, que le traité.

En foi de quoi nous ſouſſignés conſtitués Plenipotentiaires de leurs Majeſtés, le Roi tres-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi de Pruſſe, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, avons ſigné le preſent Article, & y avons fait appoſer le cachet de nos armes. Fait à la Haye le 9. d'Août 1726.

L. M. DE FENELON. *(L. S.)*
W. FINCH. *(L. S.)*

C. C. de Lintels. *(L. S.)*
A. van Zaylen van Nyeveldt. *(L. S.)*
J. van Hoornbeck. *(L. S.)*
N. J. H. Noey. *(L. S.)*
A. van Schurmann. *(L. S.)*
Everhard Rouſe. *(L. S.)*
L. H. Emmen. *(L. S.)*

Declaration.

Comme dans le quatrieme Article du Traité ſigné à Hanovre le 3. Sept. 1725. entre leurs Majeſtés, le Roi tres-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Pruſſe, il eſt parlé entre autres cas y mentionnés de l'examen de ce, qui ſeroit propre à maintenir l'equilibre de l'Europe, qu'il eſt ſi neceſſaire de conſerver pour le bien de la paix en general. Les Deputés des Etats Generaux des provinces Unies

es

1726 es du consentement des Ministres des trois Puissances contractantes ont reservé que leurs Majestés venants à juger necessaire de concerter ensemble, & avertir les dits Seigneurs Etats Generaux sur des points, qui auroient pour objet le maintien d'un Equilibre dans l'Europe. Les Seigneurs Etats Generaux conserveront sur tout ce qui leur seroit proposé de concerter à cet egard, la même liberté, qu'ils ont eûe avant leur accession audit Traité, sans que par leur accession ils fussent tenu de prendre part aux mesures, dont ils ne demeureront pas d'accord.

Cette declaration sera ratifié de la même maniere, & les ratifications en seront echangées dans le même tems, que celles du Traité.

En foi de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires en vertu de pleins pouvoirs de leurs Majestés, le Roi tres-Chrêtien, le Roi de la Grande-Bretagne, & le Roi de Prusse, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies avons signé la presente declaration & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le neufieme d'Août 1726.

Le M. DE FENELON. (L. S.)
W. FINCH. (L. S.)
(les autres comme ci-dessus.)

Article separé, touchant le commerce des Païs-bas Autrichiens aux Indes.

Quoi qu'il soit clair & incontestable, que leurs hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas par le 5me & 6me Article du Traité de Munster de l'An 1648. entre l'Espagne & la republique des Provinces Unies ont acquis un droit, qui exclut les sujets des Païs-bas Autrichiens aussi bien, que de tout autre païs, qu a fait alors partie de la Monarchie d'Espagne, de la navigation & du commerce aux Indes dans les limites des privileges ou octrois, que les dits Seigneurs Etats Generaux ont accordés à leurs Compagnies des Indes d'Orient & d'Occident, & que par consequent ce droit tombé notairement dans la garantie des droits, à laquelle les Alliés se sont mutuellement obligés par l'article 2de du traité conclu à Hanovre le 3me Sept. 1725. neanmoins pour ôter la dessus tout sujet de doute & de scrupule, les soussignés Ambassadeurs & Envoyés Extraordinaires & Plenipotentiaires de leurs Majestés tres-Chrêtienne, & Britannique à la requisition des soussignés Deputés Plenipotentiaires de leurs hautes Puissances ont bien voulu declarer, comme ils declarent par les presentes, au nom & de la part de leurs Majestes, que le droit, susdit resultant des articles cinq & sixieme du traité de Munster est compris sous les droits, que les Alliés garantissent dans l'article 2de du traité d'Hanovre, & que si à cause de l'exercice de ce droit, ou en haine de cette Alliance il arriva quelque brouillerie, & que sa Majesté Imperiale contre toute attente voudroit suspendre ou retenir le payement des subsides dûs à la republique pour l'entretien de leurs Trouppes, dans les

les places de la barriere, ou le payement des interêts & capiteaux hy- 1726
pothequées sur divers fonds, assignés par sa Majesté Imperiale pour la seureté de ce payement, on voudroit user de quelque sorte de repressailles, ou voies de fait, que l'intention de leurs dites Majestés est, que les Alliés protegeront & maintiendront les dits Seigneurs Etats Generaux conformement à l'alliance, à la quelle ils ont accedé aujourd'hui, & se concerteront, sans aucun retardement, sur les moiens les plus efficaces & le plus propres à maintenir les dits Seigneurs Etats Generaux dans ce droit, & dans l'exercice de ce droit, & les garantiront de toutes les suites, qui en pourroient resulter, sans pourtant, que l'on puisse proceder aux voies de fait contre la Compagnie d'Ostende dans les Indes, ou ailleurs, avant que les Puissances contractantes de cet article se soient concertées la dessus.

Cet article separé aura la même force, que s'il avoit eté inseré de mot à mot dans le traité conclu & signé ce jourd'hui. Il sera ratifié de la même maniere & les ratifications en seront echangées dans le même tems que le traité.

En foi de quoi nous soussignés constitués Plenipotentiaires en vertu des pleinspouvoirs de leurs Majestés le Roi tres-Chrêtien, & le Roi de la Grande Bretagne, & des Seigneurs Etats Generaux avons signé ce present Article & y avons fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le 9me d'Août, 1726.

Le M. DE FENELON. (L.S.)
W. FINCH. (L.S.)

(les autres comme ci-dessus.)

Exhibit. le 15. d'Août 1726.

Les Deputez de Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies ayant communiqué aux Ministres de leurs Majestés le Roi tres-Chrêtien, le Roi de la Grande Bretagne & le Roi de Prusse la resolution prise par leurs hautes Puissances d'acceder au traité d'Hanovre, sur l'invitation, qui leur en avoit eté faite par les dits Ministres, de la part de leurs Majestés, & y ayant ajouté, qu'eux Seigneurs Deputés etoient munis d'un plein pouvoir, & qu'ils etoient prêts à proceder à la signature du traité & des Articles separés dressés sur cette accession. Le Sr. Marquis de Fenelon, Plenipotentiaire de sa Majesté tres-Chrêtienne, & le Sieur Finch, Plenipotentiaire de sa Majesté Britannique ont declaré, que de même ils etoient munis des pleins pouvoirs & qu'ils etoient prets à conclure & signer, mais le Sieur de Meinershagen, Ministre de sa Majesté Prussienne ayant dit, qu'il n'avoit point encore reçu les ordres, ni le plein pouvoir du Roi son maitre au même effet. Les Ministres Plenipotentiaires de leurs Majesté tres-Chrêtienne & Britannique, comme aussi les Deputés & Plenipotentiaires de Seigneurs Etats Generaux, considerants, qu'il n'y avoit plus de tems à perdre, & que tout ulterieur delai, qu'on apporteroit à perfectionner l'accession de la Republique au traité d'Hanovre, ne pourroit être, que tres desavantageux au but, qu'on s'est proposé dans ce

1726 ce traité; & en méme tems n'ayant aucun lieu de douter, que ſa Majeſté le Roi de Pruſſe n'autoriſe auſſi ſon Miniſtre pour la Signature du traité de l'acceſſion & des articles ſeparés.

C'eſt par cette conſideration, & dans cette ferme confience, qu'ils ont procedés à la ſignature du traité & des articles ſeparés laiſſant la place ouverte pour le Miniſtre de ſa Majeſté le Roi de Pruſſe, pour ſigner de même auſſitôt, qu'il aura reçu ſon plein pouvoir. Cependant il a eté convenu & traité par cet Article ſeparé, que ſi contre toute attente ſa Majeſté le Roi de Pruſſe, ne prenoit pas cette reſolution ledit traité & les Articles ſeparés ne laiſſeroient pas d'avoir leur effet & d'être executer par les Puiſſances contractantes dans toutes leurs clauſes, de la maniere, qu'il a eté ſtipulé, & que les ratifications en ſeront echangées dans le tems marqué.

En foi de quoi nous ſouſſignés conſtitués Plenipotentiaires en vertu des pleins pouvoirs de leurs Majeſtés le Roi tres-Chrêtien & le Roi de la Grande-Bretagne & des Seigneurs Etats Generaux avons ſigné le preſent Article & y fait appoſer le cachet de nos armes. Fait à la Haye, le 9me d'Août, 1726.

Le M. de FENELON. (L.S.)
W. FINCH. (L.S.)

(les autres comme ci-deſſus.)

CCCXII.

Tractat zwiſchen denen vereinigten Niederlanden, und der Regierung zu Algier. den 8. Sept. 1726.

Art. I.

ON eſt convenu, qu'il y aura dès à preſent & à l'avenir une paix ſtable & ſincere entre leurs Hautes Puiſſances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-bas, & l'illuſtriſſime, magnifique, ſage & vertueux Abdy Dey Aga de la milice, & toute la milice victorieuſe de la ville & du royaume d'Alger.

Les Vaiſſeaux des ſusdites Puiſſances, tant grands que petits, ne pourront à l'avenir ſe cauſer aucun domage ou prejudice, ſoit de fait ou par parole: au contraire, ils devront ſe temoigner reciproquement toute l'amitié & civilité poſſible, ſans rien pretendre les uns des autres fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

II. Nous ſommes convenus, en vertu de la preſente paix, & pour faciliter le debit des marchandiſes qui ſeront aportées par les Vaiſſeaux de leurs hautes Puiſſances, ou de leurs ſujets, tant à Alger que dans les autres ports dudit royaume pour y être expoſées en vente, d'en reduire le droit d'Entrée, à 5. pro cent, au lieu de 10. qu'elles avoient payé ci-devant, ſuivant l'ancien uſage; & l'on ne pourra rien exiger de celles, qui n'ayant pû être venduës, ſeront rembarquées à bords des dits Vaiſ-

ſeaux,

ſeaux, lesquels auront la liberté de remettre à la voile quand ils vou- 1726
dront, ſans qu'on puiſſe y apporter aucun retardement ou empechement. Quand aux marchandiſes de contrebande, comme munitions de guerre, poudre, plomb, fer, ſoufre, planches, & autres ſortes de bois de charpente pour la conſtruction des Vaiſſeaux, poix, goudron, & autres choſes propres à la guerre; les habitans desdits Païs-bas ne ſeront pas tenus d'en payer aucun droit à ceux d'Alger. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

III. Lorsque les Vaiſſeaux de guerre ou marchands de leurs hautes Puiſſances, & ceux d'Alger ſe recontreront en mer, bien loin de ſe cauſer aucun trouble, ils devront ſe ſeparer les uns des autres avec toutes les marques de civilité & d'honneur; Ceux qui ſeront à leur bord, de quelque nation que ce ſoit, ne pourront être moleſtés tant en leurs perſonnes qu'en leurs effets; & en quelque lieu qu'ils veuillent aller, il ne ſera point permis de les retenir, ni de retarder leur voyage; bien moins de ſe cauſer aucun dommage de part ni d'autre, ſous quelque pretexte que ce puiſſe être. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan qui eſt le 8. Sept. 1726.

IV. Quand les Capres d'Alger rencontreront quelque vaiſſeau de leurs hautes Puiſſances, ſoit petit ou grand, commandé par des ſujets de leurs hautes Puiſſances, ils ne pourront l'aborder, qu'avec chaloupe, dans laquelle outre les rameurs, ils ne devra y avoir tout au plus que deux perſonnes; & etant arrivés audit vaiſſeau, il ne pourra y monter que deux hommes ſans la permiſſion du Capitaine; le quel ayant produit ſon paſſeport, la Chaloupe devra ſe retirer d'abord, ſans que le vaiſſeau puiſſe être retenu ni detourné de pourſuivre ſon voyage: Et lorsque les Vaiſſeaux de guerre de leurs hautes Puiſſances rencontreront quelque Vaiſſeau Algerien, ſoit de guerre ou marchand muni d'un paſſeport du Dey d'Alger, ou du Conſul Hollandois qui y reſide, on ne pourra toucher ledit Vaiſſeau en aucune maniere, mais il continuera ſon voyage en toute ſureté. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

V. Les Capitaines ou Commandeurs d'Alger ne pourront rien exiger, ni enlever des Vaiſſeaux Hollandois; & quand même il s'y trouvera quelqu'un d'une autre Nation il ne leur ſera pas permis de le moleſter en aucune maniere. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune Muharan, qui eſt le 8. Sept 1726.

VI. Les Vaiſſeau de Leurs Hautes Puiſſances venant à ſouffrir quelque domage ſur les côtes d'Alger ou de quelque autre place de ce royaume, on ne pourra rien entreprendre contre leurs perſonnes ni effets; & en pareil cas, on ne pourra non plus exiger d'eux aucuns droits, ni faire Eſclaves les perſonnes; au contraire, les ſujets du royaume d'Alger devront leur procurer tout le ſecours poſſible, pour ſauver leurs perſonnes & leurs effets. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

VII. Le Dey d'Alger ne permettra à aucun Vaiſſeau grand ou petit, d'aller à Salé, ou quelques autres places qui ſeront en guerre avec leurs

1726 leurs hautes Puiſſances. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

VIII. Aucun Vaiſſeau d'Alger, grand ou petit, ne pourra prendre ſon cours à la vûë de quelques places, forts, ou havres de la domination de leurs Hautes Puiſſances, d'autant que cela pourroit donner lieu à des brouilleries, au prejudice de la paix. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

IX. Il ne ſera pas permis à ceux de Tunis, de Tripoli, de Salé, ou autres ennemis, de venir vendre à Alger aucuns Vaiſſeaux, perſonnes, ou marchandiſes apartenant aux ſujets de leurs Hautes Puiſſances. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

X. En cas que les Vaiſſeaux de Guerre de leurs Hautes Puiſſances amenent dans les havres ou dependances d'Alger quelques priſes ou marchandiſes d'icelles, on ne pourra y aporter aucun empechement; mais il leur ſera libre de les vendre ou de les garder, comme ils le trouveront à propos. Les ſusdits Vaiſſeaux ne payeront aucuns droits ni gabelles, & pourront acheter leurs proviſion au marché, en les payant au prix convenü. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

XI. Lorsque les Vaiſſeaux de Guerre de leurs Hautes Puiſſances viendront jetter l'Ancre à la rade d'Alger, on leur fournira les preſens ou rafraichiſſemens accoûtumés; & ſi quelque Eſclave ſe ſauve à la nage à leur bord, ils ſeront tenus de la ramener à Alger, ſans pouvoir s'en excuſer, ſous pretexte qu'ils ne l'ont pas vû, ou que l'equipage l'auroit caché. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

XII. Les marchands Hollandois, ou aucun des ſujets de leurs Hautes Puiſſances, ne pourront être pris, vendus, ou faits Eſclaves dans aucun endroit de la domination d'Alger: Et en vertu de la preſente paix, perſonne ne ſera tenu d'acheter aucun Eſclave contre ſon gré, quand même il ſeroit de ſa parenté; mais on pourra le faire librement, en payant la ſomme dont on ſera convenu & aux termes ſtipulés. Les Patrons ne ſeront point non plus forcés à rendre la liberté à leurs Eſclaves, à un certain prix, ſoit Eſclaves du Bacha du Baillick ou des Galeres; mais on en traitera à l'amiable & de la maniere uſitée par les autres Nations. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la Lune de Muharan, qui eſt le 8. Sept. 1726.

XIII. Quelque Marchand ou ſujet de leurs hautes Puiſſances venant a déceder à Alger ou dans quelque autre Place qui en dependend, le Dey ni aucune autre Perſonne ne pourront mettre la main ſur ſes effets. Si le Defunt a inſtitué un heritier ou Executeur, celui ſeul, en cas qu'il ſoit ſur les Lieux, ſe chargera des effets, en dreſſera un inventaire exact, & en rendra comte à qui il apartiendra, ſans que Perſonne puiſſe y aporter aucun empéchement: mais ſi quelqu'un des dits ſujets meurt ſubitement ſans faire de Teſtament, & que le legitime Heritier n'y ſoit pas preſent; en ce cas, le Conſul Hollandois ſe chargera

ra de ses Effets sous un Inventaire exact, & les gardera jusqu'il ait reçû sur ce sujet les ordres du Païs du defunt. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la l'une de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726. 1726

XIV. On ne pourra contraindre les marchands ou autres sujets de leurs Hautes Puissances, soit à Alger ou dans quelque autre endroit dudit royaume, à acheter quelques marchandises contre leur gré: On ne pourra non plus charger des effets à bord de leur Vaisseaux sans leur consentement, ni les obliger, à entreprendre quelque voyage contre leur gré: Et en cas qu'en sujet de leurs Hautes Puissances, ait contracté des dettes qu'il ne seroit pas en état de payer, on ne pourra attaquer une autre à cette occasion, à moins qu'il ne se soit rendu sa caution librement. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XV. Si un sujet de leurs Hautes Puissances vient à avoir quelque dispute avec un Turc ou Maure, ou quelque autre habitant de ce Païs-la, l'affaire sera portée, devant le Dey & le Divan; & s'ils ont entr'eux quelque differend, l'affaire sera portée devant le Consul, qui en decidera. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XVI. En cas, qu'un des sujets de leurs Hautes Puissances ait querelle avec un Turc ou Maure, & que l'un vienne à blesser ou tuër l'autre, cette affaire sera poursuivie suivant les lois des Païs, & l'on donnera la satisfaction acoutumée, mais si un sujet de leurs Hautes Puissances trouve le moyen de se sauver après avoir tué un Turc ou Maure, en sorte qu'il ne puisse être arrêté, on ne pourra à cette occasion inquieter ni molester le Consul, ni aucun autre sujet Hollandois. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XVII. Pour afermir d'autant plus la paix & l'amitié que nous venons de retablir, nous sommes convenus qu'en cas qu'il survienne quelque incident de part ou d'autre, qui puisse causer des brouilleries, le Consul ni les autres sujets de leurs Hautes Puissances qui se trouveront alors à Alger ou dans quelques autres places dudit royaume, soit en tems de paix ou de guerre, ne pourront être arrêtés, & il leur sera libre de s'embarquer sous quel pavillon qu'ils voudront, sans qu'on puisse les en empêcher, ou retenir en chemin, tant leurs personnes, que leurs effets & leurs domestiques.

Item le Consul pourra tenir en sa maison un Predicateur, pour y faire l'exercice de la religion Chrêtienne reformée; & les Esclaves qui voudront assister à ce service divin, ne pourront en être detournés aux jours destinés pour cet effet, ni par leurs Patrons en cas qu'ils apartiennent à des particuliers, ni par le Gardien-Bacha. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XVIII. Le Consul se trouvera ici actuellement ou dans le suite, quel qu'il puisse être, y sera en toute sureté & liberté, & personne ne pourra l'inquieter ni molester, soit en sa personne ou en ses effets: il lui sera libre de faire le choix de son truchement & Courtier; & lors qu'il

1726 qu'il voudra s'embarquer pour se retirer, ou aller à la Campagne pour y vivre en retraite & tranquillement, personne ne pourra y aporter aucun empêchement, & il lui sera permis d'exercer publiquement, dans sa maison la religion Chrêtienne reformée. Fait en année 1139. l'onzieme jour de la l'une de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XIX. Un sujet de leurs Hautes Puissances allant ou venant d'une place à l'autre, qui sera rencontré par un Vaisseau, d'Alger, petit ou grand ne pourra être molesté, soit en sa personne, son argent, les effets, ou ses domestiques: pareillement, si un Algerien se trouve embarqué sur un Vaisseau de quelqu'un soit en guerre avec leurs Hautes Puissances on ne pourra non plus le molester, ni en sa personne, son argent, ses effets, ni ses domestiques. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XX. Des qu'un Admiral de leurs Hautes Puissances, venant à la rade d'Alger y aura jetté l'Ancre & en aura donné avis au Consul, le Dey le fera saluër par 21. coups de Canon de la ville & des Chateaux, à quoi l'Admiral repondera par un pareil nombre de coups. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XXI. La presente paix etant scellée & confirmée, avec le consentement du grand & puissant Abdy Bacha, on ne fera aucune mention ni perquisition de tout ce qui s'est passé durant la guerre: Et la presente paix sera perpetuelle, stable, & sincere.

En cas que l'on fasse quelque prise sur quelqu'une des parties contractantes, avant qu'on ait eté informé de la conclusion de cette paix, on sera obligé de restituer la dite prise, ou la valeur. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XXII. S'il se passe à l'avenir quelque chose contre cette paix, de quelque côté que cela puisse venir, on ne pourra à cette occasion se faire la guerre; mais celui qui sera lezé exigera reparation du tort qui lui aura eté fait & le coupable sera puni comme perturbateur du repos public. Item, les passeports seront renouvellés tous les 3. ans. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan, qui est le 8. Sept. 1726.

XXIII. Les prises que les marchands Hollandois acheteront à Alger, ou en mer de quelque Corsaire Algerien, pour être envoyées en Hollande, devront seulement être munies d'une declaration du Capitaine Algerien qui en aura fait la capture, moyennnant quoi, les dites prises etant rencontrées par quelques autres armateurs Algeriens avant leur arrivée dans les ports ou les acheteurs veulent les conduire, ne pourront être molestées par ceux-ci qui sur la dite declaration les laisseront passer librement. Fait en l'année 1139. l'onzieme jour de la lune de Muharan qui est le 8. Sept. 1726.

XXIV. Loué soit la Majesté de Dieu tres-haut par la bonté du quel nôtre paix est renouvellée & scellée le 8. Sept. 1726. de l'ere de Jesus

ſus Chriſt, & de l'Egire du Prophete 1139. l'onzieme de la lune de Mu- 1726
haran.

Etoit ſigné.

(L. S.) USAIN ISOUST, AGA, General des Janiſſaires du plus Occidental Royaume d'Alger.

(L. S.) FRANCOIS VAN AERSSEN DE SOMMELSDYCK.

(L. S.) ABDY BEN MAHOMET, BACHA, Maitre du Gouvernement du plus Occidental Royaume d'Alger.

CCCXIII.

Traité apocrife de Wuſterhauſen entre l'Empereur & le Roi de Pruſſe, ſigné le 12. Octobre 1726.

In Nomine Domini, Amen.

CUm tam juſtum tamque naturale nihil ſit inter Principes quam acquiſita ſibi jura poſſeſſionesque, regna inſuper, provincias ac ditiones, ſive armis occupatas, ſive ſucceſſionis vel alio quovis jure poſſeſſas conſervare, cumque propterea ad id aſſequendum nihil magis proficuum utileve eſſe videatur, quam fœdera inire, &c.

Articulus primus.

Per hoc itaque fœdus, in quo nihil aliud, quam ſuorum regnorum, provinciarum, ditionumque ſecuritatem, Principes contractantes quærunt, nec non totius univerſæque Europæ pacem ac tranquillitatem, ſua ſacra Regia Majeſtas Boruſſiana pollicetur ſuæ ſacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati manutentionem ſeu guarantiam quoad ordinem ſucceſſionis in omnibus totius Europæ regnis, provinciis & ditionibus hæreditariis domus Auſtriæ, eo modo & ordine quo Sua ſacra Cæſarea & Catholica Majeſtas ordinavit in primo Articulo ſecreto hujus tractatus ſive fœderis nec aliter, nec alio modo: adeo ut ſi quis in hoc ſuæ ſacræ Cæſareæ & Catholicæ Majeſtati qualibet de cauſa armis ſe opponere tentatur, tunc non ſolum ſua ſacra Regia Majeſtas Boruſſiana auxilia, quæ infra in Articulo ſeptimo hujus tractatus ſive fœderis ſtipulata ſunt, irrefragabiliter præſtabit, verum etiam ſi res & neceſſitas poſtulabunt, aggreſſori bellum indicet eo modo & forma, & ſecundum leges & conventiones quæ in Articulo ſecreto hujus tractatus ſeu fœderis exprimuntur, nec pacem cum illo inibit, niſi ſervatis quæ in eodem articulo declarantur.

II. E contra ſua ſacra & Catholica Majeſtas promittit ac pollicetur ſuæ ſacræ Majeſtati Boruſſianæ garantiam ſeu manutentionem omnium regnorum, provinciarum ac ditionum, ab eadem Sua ſacra Majeſtate Boruſſiana in Europa poſſeſſarum: adeove ſi quis quacunque de cauſa eandem Suam ſacram Boruſſianam Majeſtatem armis hoſtiliterve infeſtarent, tunc ſua ſacra Cæſarea & Catholica Majeſtas, non

1726 solum auxilia quæ infra in dicto articulo septimo ab eadem promissa sunt, serenissimo Regi Borussiæ transmittet, verum etiam si necessitas & res id postulabunt, aggressori bellum declarabit eodem modo, de quo in dicto articulo secreto inter eandem suam sacram Cæsaream & Catholicam Majestatem & eundem serenissimum Regem Borussiæ conventum est, nec pacem cum illo inibit, nisi juxta conditiones & leges eodem dicto articulo declaratas.

III. Insuper Sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit & spondet se omnes curas suas, omniaque studia & officia conversuram, ut nulla supersit supra Berghæ & Juliaci Ducatibus difficultas, omnesque prætentiones compescantur, atque, qui impræsentiarum adsunt prætensores omnibus suis prætensis juribus renuncient, eaque æquo animo cedant suæ sacræ Borussianæ Majestati, adeo ut post mortem serenissimi Electoris Palatini, serenissimus Rex Borussiæ solus & pacificus possessor dictorum Ducatuum in futurum dicatur & sit, absque eo quod nullus eorum, seu quilibet alius illi imposterum audeat aut possit Berghæ & Juliaci dominium controvertere & disputare.

IV. Eodem modo sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas pollicetur se omne studium, omniaque officia apud Excellentissimum Principem de Sultzbach interpositurum, ut spatio sex mensium, a die conclusionis seu signaturæ præsentis tractatus, præfatus Princeps omnibus & cunctis prætensionibus super Ducatum Berghæ & Kavensthenii in favorem serenissimi Regis Borussiæ renunciet, adeo ut post mortem præfati serenissimi Principis Electoris, statim serenissimus Rex dicti Ducatus liberam & absolutam possessionem absque ulla difficultate seu impedimento capere possit.

V. Si vero intra dictum spatium sex mensium sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas efficere non poterit, ut præfatus excellentissimus Princeps de Sultzbach dictam cessionem seu renunciationem in favorem dicti serenissimi Regis Borussiæ faciat, tunc eadem sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas promittit ac se obligat, se liberum dominium, absolutamque possessionem in alia quacunque ejusdem valoris ditione ex iis quas ipse impræsens in regnis & provinciis sacri Romani Imperii possidet, eidem serenissimo Regi Borussiæ traditurum.

VI. In compensationem vero omnium quæ a sua sacra Cæsarea & Catholica Majestate promittuntur, serenissimus Rex Borussiæ non solum ea quæ superius in Articulo primo hujus tractatus seu fœderis promissa sunt, quæque inferius in articulis subsequentibus promittuntur, suæ sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati præstabit, verum etiam ad omnia ea, quæ in articulis secretis conventa sunt, se obstringit, & præsertim ad ea, quæ in tertio secreto articulo continentur; idque eodem modo, tempore & forma, quæ ibidem expressa reperiuntur.

VII. Quod autem ad auxilia inter se mutuo præstanda attinet, sua sacra Majestas Borussiana promittit ac sese obligat in casu belli, id est, in casu quo sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas a quovis qualibet de causa armis infestetur, se eidem suæ sacræ Cæsareæ & Catholicæ Majestati irrefragabiliter transmissuram decem aut duodecim millia militum,

tum, idque secundum contingentias, occasiones & casus, qui in secundo articulo secreto continentur & explicantur, & eodem modo & ordine de quo in dicto articulo secreto agitur. Eodem modo in casu quo serenissimus Rex Borussiæ a quovis qualibet de causa armis infestetur, eundem paremque auxiliorum militumque numerum sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas, eidem serenissimo Regi Borussiæ juxta contingentias, occasiones & casus in dicto articulo secreto expressos, eodemque modo & ordine, de quo ibidem agitur, mutuo invicemque irrefragabiliter præstare spondet. Cæterum Principes contractantes, pro eo quod spectat ad sustentationem præfatarum copiarum auxiliarium, mutuo se obligant ad id quod satis expresse in eodem dicto articulo secreto conventum est. 1726

VIII. Quia vero sua sacra Cæs. & Cathol. Majestas die 6. Augusti hujus anni 1726. fœdus inivit Viennæ cum sua sacra totius Russiæ Majestate, quod pariter totius universæque Europæ bonum respicit, ideo serenissimus Borussiæ Rex eidem dicto tractatui seu fœderi Viennæ inter easdem concluso accedere intelligit, idque consensu partium contractantium, non secus, nec alio modo, ac si dictus tractatus de verbo ad verbum præsenti tractat. insertus foret, volentibus Principibus contractantibus, ut omnia ea, quæ in eodem tractatu seu fœdere continentur; eandem vim habeant, ac si ad unguem hic expressa reperirentur.

IX. Quod attinet ad ratificationem præsentis tractatus seu fœderis, Principes contractantes spatium sex mensium decernunt; id autem intelligi volunt, non a die conclusionis seu signaturæ præsentis tractatus seu fœderis incipiendum esse, sed solum a die, quo sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatam renunciationem seu cessionem jurium in favorem serenissimi Regis Borussiæ ab altefato Excellentissimo Principe de Sultzbach reportaverit, vel in defectum hujus dictæ renunciationis seu cessionis jurium, a die, quo sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas traderit serenissimo Regi Borussiæ liberum dominium, absolutamque possessionem in alia quacunque ejusdem valoris ditione in iis quas ipse impræsens in regnis & provinciis sacri Romani Imperii possidet, ut supra in Articulo quinto hujus tractatus expressum est, quo tempore ratificationum instrumenta Viennæ commutabuntur. Si vero intra prædictum spatium sex mensium sua sacra Cæsarea & Catholica Majestas præfatam renunciationem seu jurium cessionem a dicto excellentissimo Principe de Sultzbach in favorem serenissimi Regis Borussiæ reportare non poterit, vel in ejus defectum æquivalens, ut supra dictum est, præstare recusaverit, eo casu serenissimus Rex Prussiæ declarat & intelligit præsentem tractatum seu fœdus nullam vim, nullumque robur habiturum esse, eodem prorsus modo, ac si nunquam factum, conclusumve fuisset, jamque nunc pro tunc de nullitate præsentis tractatus protestatur.

In quorum fidem præfati Ministri Plenipotentiarii præsentem tractat. seu fœdus duplici ad amussim copia exaratum atque confectum, propriis manibus subscripserunt, sigillisque appositis muniverunt.

Actum Wusterdomi die 12. Octobris 1726.

 CCCXIV.

1726

CCCXIV.

Die Meyländische Capitulation mit den Graubündern, erneuert den 24. October 1726. nach dem Italiänischen Original.

Im Namen der allerheiligsten und unzertheilten Drey-Einigkeit, GOttes des Vatters, des Sohns, und des Heiligen Geistes und der glorwürdigsten Jungfrau Maria.

WIr Carl der VI. von GOttes Gnaden Römischer Käyser, König von denen Hispanien, Ungarn und Böhmen, Ertz-Hertzog in Oesterreich, Hertzog von Meyland, ꝛc. für Uns, unsere Erben und Nachfolger: und Wir Philipp Wirich Laurentz von Daun, des Heil. Römischen Reichs Graff, Fürst von Tiano, Ritter des guldenen Vliesses, Ihro Käyserl. und Cathol. Majestät Staats-Rath, seiner Völckeren General-Feld-Marschall, General-Intendant seiner Zeughäuseren, Obrist über ein Regiment Fuß-Volck, Obrist und Gubernator des Kayserl. Hoffs zu Wien, Gubernator und General-Befelchshaber des Meyländischen Staats.

Wir die Gmeinden der 3. Pündten, gleichfalls für uns, für unsere Erben und Nachfolger, und in dero Namen, wir die unterschribene Abgesandten, als zu solchem End von der hohen und freyen Republic Rhetien expresse Deputierte, als namlich:

Signori Capi, & Deputati dell'Eccelse trè Leghe.

Per la Grisa:

Sig. Landrichter Gio. Lodovico de Castelberg.
Sig. Colonello Pietro Ant. de Mont.
Sig. Capit. e Landa. Gio. Beli de Belfort.
Sig. Landrichter Gio. de Vincenz.
Sig. Vicario Gio. Paolo Giorgio.
Sig. Landamman Gio. Domenico Tini.

Per la Cade:

Sig. Pundts-Presidente, e Burgemeister Gio. Battista Tscharner.
Sig. Landshauptman, e Pundts-Landamman Guberto Salice.
Sig. Capit. Oberzunfftm. Ulderico Buol.
Sig. Capit. e Podestà Giorgio Perini.
Sig. Pod. e Presidente Rodolfo Jecklin de Alta Rialta.
Sig. Conte, e Landa. Rodolfo Salice.
Sig. Podestà Lorenzo Mingotti.

Per le Dieci Dritture.

Sig. Pundts-Landa. Giacomo Ott.
Sig. Landa. Gio. Sprecher de Bernegg.
Sig. Capitano Enrico Albertini.

Sig.

Sig. Pundts-Landamman, e Vicar. Andrea Sprecher de Bernegg. 1726
Sig. Capitano Richter Gio. Lucio Guler de Vinegg.
Sig. Landamman Ulderico Buol.

Thun kund und bescheinen offentlich mit gegenwärtigen, was gestalten in dem Jahr der Geburt Christi unsers Heylandes, ein tausent sechs hundert und neun und dreyssig, von unserem geliebten Oheim, Philippo dem IV. König in Hispanien und Hertzog zu Meyland, Lobsel. Gedächtnuß, für sich, seine Erben und Nachfolger, und den alten freyen Rhetin, auch für sich, ihre Erben und Nachfolger, eine erbliche und immerwährende Bündnuß gemacht und geschlossen worden; Und weilen die Erfahrung in dem Lauff so vieler Jahren zu erkennen gegeben, wie viel zu beyder Theilen Nutzen daran gelegen seye, daß diese erbliche und immerwährende Allianz ratificiert, und einiger massen erneuert werde; Deßwegen Wir, der vorgesagte Wirich Philipp, Graff von Daun, im Namen Ihr. Kayserl. und Cathol. Majestät, als Hertzog von Meyland, in Krafft derjenigen Vollmacht, so Ihro Majestät uns übergeben, welche man in Original mit dieser Capitulation aufbehaltet; Und Wir die Abgesandten in Krafft unserer Credentialien und Vollmacht in authentischer Form übergeben, und welche von Ihro Excellenz dem unterschribenen Kayserl. dieses Staats geheimden Cantzley Secretario überantwortet worden, gesagte immerwährende und erbliche Allianz einiger gestalten erneueret, unterschrieben, und mit gemeiner dreyer Pündten Insiegel gesiegelt haben. Dieselbe ist folgenden Inhalts, namlich:

Im Namen der rc.

Nachdeme bey denen Begebenheiten und Veränderungen vieler Jahren, der 3. Pündten, als Obern, Gottshauß und zehen Grichten Pundt, man in mancherley Occasionen verspürt, und würcklichen erfahren, zu was grossen Nutzen, auch zur Ruhe der Sicherheit der Herren Pündtneren und dero Unterthanen allwegen gereichet, die alten Verträg und Capitulationen, guten Friedens und Nachberschafft, so entzwischen Bianca Maria und Gio. Galeazo Sforza, Hertzogen zu Meyland, für denselbigen Standt: und den Gmeinden des Rheinwalds, Pregell, Engadein und vielen andern Pündtnerischen Landen und dero Unterthanen, in den Jahren 1467., 1468. und 1484. bestätiget und gehalten worden; welche alte Vorkomnussen und Verträg, so lang dieselben gehalten und exequirt worden, beyden Theilen stille Ruhe und Frieden gewürcket: und hingegen zu den Zeiten, daß dieselbigen aufgehöret, Müheseligkeiten, Zerwürffnus und Kriegs-Empörungen von wegen des Lands Veltlin, und beyder Graffschafften Wormbs und Cleffen, mit dero unwiderbringlichen Schaden und Verlust vielen Volcks entstanden; Derowegen, und nachdem beyde Partheyen genugsam gesehen und verspürt, wie viel dem gemeinen Wesen daran gelegen und Nutzen bringe, daß man besagte Verträg, mit Abschliessung einer guten wahren aufrichtigen Freund- und Nachbar-

1726 barschafft, Friedens, und ewiger unwiderrufflicher Freundschafft wiederum erneuere. Also nach unterschiedlichen Tractaten, Zusammenkünfften und Sessionen zu Jnspruck, und an unserm Königl. Hoff in Hispania, sind endlichen mit unsern des Königs Vorwissen, und aus unserm Befehl nachbeschriebene Capitel Welt-ewiglich und unverbrechlich von jedwederer Part dasjenige, was sie betrifft oder betreffen mag, zu halten, abgeredt, beschlossen und gesetzt worden.

Derowegen Wir Philippus der IV. König zu Hispania, ꝛc. Hertzog zu Meyland ꝛc. und Wir Don Diego Filippez de Guzman, Marchese de Leganes, Jhro Cathol. Königl. Majestät Staats-Rath, Gubernator und General-Hauptmann des Meyländischen Stado, in seinem Königl. Namen, und in Krafft von Jhro Königl. Majestät habender Vollmacht, welche man am Ende dieser Capitulation beschrieben finden wird: und wir hernach unterschriebene, erwöhlte, und zu diesem Ende von allgemeiner Pundstag-Versammlung, insonderheit abgeordnete Gesandte, als namlich:

Li Signori Capi dell'Eccelse trè Leghe.

Per la Lega Grisa.

Sig. Landrichter Coradin Castelberg.
Sig. Landrichter Rudolf à Marmels.
Sig. Landrichter Christian de Florin.
Sig. Landamman Gio. Giorgio.
Sig. Colonello Cristoforo Rosirol.
Sig. Cavaliere Giovanni Coray.

Per la Cadè.

Sig. Burgemaister Giovanni Bavier.
Sig. Landvogt Fortunato a Juvalta.
Sig. Capitano Ulderico Albertini.
Sig. Colonello Rudolfo Travers.
Sig. Landvogt Gio. Paolo Beli a Belfort.
Sig. Podestà Antonio Lossio.
Sig. Podestà Guberto a Salis.

Per le Dieci Dritture.

Sig. Landamman Menrado Buol.
Sig. Tenente Colonel. Durig Enderli.
Sig. Stattvogt Gio. Pietro Enderli.
Sig. Tenente Colonello Gio. Antonio Buol.
Sig. Cavaliere Antonio de Molina.
Sig. Capitano Giovanni a Porta.

Jn Krafft unserer habender Befelchen und Deputationen, welche Wir in bester authentischer Form in die Händ des hernach unterschriebenen Jhrer Königl. Majestät ꝛc. Secretarii, geheimen Raths und Archivi-Halters des Meyländischen Stado, eingelieffert haben, bestätiget, unterschrieden, und mit gmeinen 3. Pündten Jnsigel versigelt, der

der obgezognen Capitular-Verträg und Bedingnussen, auf Weiß, 1726
Form und Inhalt, wie hernach folgt:

1. Soll entzwischen gesagter Königl. Majestät in Hispania und derselbigen allerseits Königreichen und Landen, eines Theils, und den Herren der drey grauen Pündten, samt ihren Unterthanen, andern Theils, ein wahrer aufrechter Frieden, und ewige erbliche Nachbarschafft seyn und bleiben, mit folgenden Articklen:

2. Ihr gesagte Königl. Majestät in Hispania, &c. verspricht einiger Gestalt noch Maaß sich nicht einzumischen in die Regier- und Verwaltung der Länderen der drey Pündten, welche gesagte Majestät, &c. so wol als den Catholischen Eydgenossen seinen Verbündeten laßt die freye Disposition, Verwaltung und Regierung aller ihrer Landen und Leuthen, und soll gewaltthätiger Weiß sich keiner weltlichen und politischen Wachen, noch viel weniger, wo es die Religion betreffen möchte, einmischen oder beladen.

3. Soll jedwederer Part zugelassen seyn, freyer, feiler Kauff, Handel und Wandel, von des einen in des anderen Land, für sich und ihre Unterthanen, ohne Ausschliessung und Vorbehalt einiger Person aus diesen Landen. Und derohalben versprechen und gestatten wir die gesagten gemeine 3. Pündt, und andere, so in dieser gegenwärtigen Capitulation begriffen, daß die Unterthanen Ihrer Königl. Majestät, des Meyländischen Stado, in unser und unserer Unterthanen Landen und Gebieten, mögen aufkauffen allerhand Victualien und Nahrung zu ihrem Hauß-Brauch, und so dieselbigen mehr wolten haben, so soll solches geschehen mit Erlaubnuß der Ober-Herrn, oder dero Beambteten des Orts, allwo solcher Kauff geschehen wurde. Gleicher massen auch mögen sie kauffen und verkauffen allerhand Waaren und Kauffmans-Schatz, und alle solche obangezogene Sachen, es seye Nahrung, oder Kauffmanns-Gut, soll denselbigen zugelassen seyn, auf das Hertzogthum Meyland zu führen, jedoch sollen sie zahlen alle gebührliche Zöll, und halten die Ordnung, so wir hierin gemacht, oder im künfftigen billicher Weiß darauf legen möchten. Hingegen bewilligen Wir der König, daß die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen, oder diejenigen, so bey ihnen wohnen mögen, zu Fuß, zu Pferd, oder zu Schiff, zu allen Zeiten die Märckt auf dem Mayländischen Stado besuchen, und sonderlich die Märckt zu Gravedona, Tamaso, und Gera, allwo von mehrer Kommlichkeit wegen ihrer Landen und Unterthanen, Wir der König verwilligen, daß man Märckt halten möge, von allerhand Getrayd, alle Mittwochen, einer jeden Wochen wechsels-weiß, nemlich die eine Wochen in einem, und die andere in einem andern Ort, massen daß gesagte Herrn Pündtner, und ihre Völcker, derselben sich bedienen, und mit Getrayd versehen können.

Wir wollen auch, daß solche Märckt haben sollen alle die Vortheil, Fürzug und Freyheiten, welche die Märckt zu Palanza und andern Orten, allwo die Unterthanen der Herrn Schweitzern, Ihrer Majestät Verbündeten sich versehen, haben, mit Cautionen und Aufsicht, wie es mit den Unterthanen gedachter Herren Schweitzern gebraucht

1726 braucht wird, mit Schuldigkeit, solche Vergünstigung der extraordinari Obrigkeit anzuzeigen, damit dieselbe angehends die Verordnung thue, so sie diese Geschäfft wohl zu incaminieren, und in das Werck zu richten, für bequem erachtet, und dieselbe von Zeit zu verordnen möge, was zu allgemeinem Dienst und bestem vorträglich seyn mag, und sich vor allem Betrug zu versichern; Welche Ordnungen wollen Wir, daß sie unverbrechlich gehalten werden, und daß gemelte Oberkeit, Uns allen dessen, was sie Uns angezeigt zu werden, nohtwendig erachtet, theilhafftig mache, daß auch einjeder Unterthan unsers Stado, desselbigen Tags, möge allerhand Sachen, auf besagte Märckt zu verkauffen führen, mit dem Beding, daß die Unterthanen der Herrn Pündtner mit ihrem Eyd bestätigen sollen, daß sie warhafftig dieselbigen, oder dero Einwohner seyen, welche mögen allda selbst auf den Märckten kauffen allerhand Korn, Nahrung, Speiß und Tranck für ihren Hauß-Brauch, und was das Korn betrifft, so viel eine jede Person tragen, oder auf einem Roß führen mag, jedoch nicht auf den Wider-Verkauf, sondern allein für ihren Hauß-Brauch, wie gedacht, und dasselbige mögen sie kauffen, hinweg tragen und führen ungehindert, ohne einigen Eintrag. Und dieweil auch etliche Länder der 3. Pünden, und derselbigen Unterthanen, fern von dem Meyländischen Stado gelegen, also, daß einem jeden nicht allezeit bequem seyn wurde, von so weitem die Nahrung für sein Hauß-Brauch abzuhohlen: gestatten Wir der König, daß nicht allein ein jeder für sein Brauch möge Nahrung kauffen auf den Märckten des Hertzogthum Meylands, sondern auch für andere seine benachbarte Personen zu dero Hauß-Brauch allein, jedoch daß er einen Schein von dem Ambtmann desselbigen Orts fürweise, des Namens derselbigen seiner Nachbaren, für welche er kauffen wird, auch daß kein Betrug gebraucht werde; So auch Personen höheren Stands wären, welche Nahrung kauffen wolten für ein gantzes Jahr, zu ihrem Hauß-Brauch, soll ihnen solches zugelassen seyn, und das selbige hinweg führen lassen zu Roß oder zu Schiff, ohne einige Hindernuß, jedoch daß sie einen Schein, daß ihr Begehren warhafftig seye, mit sich bringen, und daß sie, es seye wenig oder viel, bezahlen die Gebräuche, gebührende Zöll, und nicht ein mehrers, mit Geding, daß niemands kauffe auf den Wider-Verkauff und Handel, er habe dann Erlaubnuß von der extraordinari Oberkeit, und welcher hierwider handlen wurde, der soll von gedachter Oberkeit, oder von den Herren Pündtnern selbsten, unfehlbar gestrafft werden, oder von dem Richter des Orts, wo der Fehler beschicht, nach eines jeglichen Verdienst, mit der Straff, so hierüber gesetzt ist, und solches ohne einigen Verzug, noch Ansehen der Person.

Die Tratta, oder Aufkauff des Wäitzens, so man kaufft über seinen Hauß-Brauch zum Verkauff, soll taxiert seyn zu 6. Realen, nach nach dessen Preiß die andern Korn-Früchten, so minder kosten, sollen bezahlt werden, und soll besagte Oberkeit, um angezogene 6. Realen die Tratta zulassen ohne Widersprechen: allein sollen die Kaufleuth das Korn nicht hinweg führen, zum Brauch anderer Landen, als der

Herrn

Herrn Pündtnern, oder dero Unterthanen, bey Buos, daß die Uber- 1726
tretter sollen ernstlich, andern zum Exempel abgestrafft werden.

Wir der König aus sonderbarer Gnad, vergönnen auch und gestatten, daß die von den 3. Pündten, und derselbigen Unterthanen, welche ligende Güter auf dem Meyländischeu Stado haben, mögen ihre Zinsen und Frücht an gesagten ihren Gütern erheben, sammlen und nach Hauß führen lassen, ohne einige Hindernuß, dieselbigen geniessen, oder andern, der Herrn Pündtner Unterthanen verkauffen, ihres Gefallens, ohne daß sie gezwungen seyen, selbige auf den Meyländischen Stado zu verkauffen (vorbehalten den Wein) wie die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen solches jedesmals begehren, welches man ihrem Gefallen laßt heimgesetzt seyn, jedoch daß sie die hierzu verordnete ausserordentliche Oberkeit dessen berichtet, mit Benamsung der Summen, und Nehmung eines Scheins, dessen sich bey den Ambtsleuthen der Wachten, auf den Grentzen des Meyländischen Stado zu behelffen, damit kein Betrug hierbey seye.

Weiter gestatten Wir der König, daß die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen, den Wein, so in den See-Flecken der Graffschafft Como gesammlet wird, mögen hinweg führen, dergestalt, daß sie deßwegen Licenz zu haben, noch einigen Dritto zu bezahlen nit schuldig seyen, sondern allein mit Bezahlung des gewohnlichen Zolls der Kauffmanns-Güter. Item geben Wir der König zu, daß unsere Meyländische Unterthanen, so in der 3. Pündten Zwing und Gebiet ligende Güter haben, mögen gleicher massen ihre Frücht den Pündtnern, und dero Unterthanen verkauffen, ohne daß sie Meyländische Unterthanen verbunden seyen solche hinweg zu führen, und auf unserm Meyländischen Stado zu verkauffen, sondern soll in ihrem Willen stehen, die Frücht ihnen den Pündtnern zu verkauffen, oder selbst zu geniessen, und sollen zum Widerspil dessen, durch die Oberkeit unsers Hertzogthums nicht mögen gezwungen werden.

Item, Wir der König wollen, daß gesagte Pündtner und derselbigen Unterthanen, mögen mit aller ihrer Haab und Gut handlen, kauffen und verkauffen in unsern Ländern und Gebieten, vorbehalten Reiß und Korn, welche zwey Früchten allein sollen kaufft werden obangezogner massen, mit sonderbarer Erlaubnuß und Bezahlung der Tratta, wie oben gesagt worden. Aber im übrigen mögen sie Pündtner und die Ihrigen kauffen und hinweg führen allerhand andere Kauffmanns-Schatz, ohne einige Beschwerd noch Hindernuß, alleinig daß sie bezahlen die rechten ordentlichen gebührlichen Zöll. Wir haben auch gestattet, daß die Pündtner in dem Staat von Meyland für ihren Gebrauch mögen kauffen allerhand Wehr und Waaffen, nichts vorbehalten, und dieselbigen hinweg führen ohne Zoll; und daß sie auch mögen von andern Ländern und Herrschafften durch unsern Meyländischen Staat durchführen allerhand Korn-Früchte, Nahrung und anders Kauffmanns-Gut, welche Sachen alle sollen, als obgedacht, zugelassen seyn durchzuführen, wie gesagt, ohne einige Beschwernuß, vorbehalten alleinig die gewöhnliche und billiche Zöll, an denen

Orten,

1726 Orten, da man den Zoll einzieht, und nicht mehr, ausgenommen das Saltz, welches verbleibt bey deme, so bißhero gebraucht worden, ohne Beschwerd noch Aufflag. Und daß die Pündtnerische Kauffleuth, welche in der Capitulation begriffen, und dere Unterthanen mögen ihr Vieh verkauffen auf dem Meyländischen Staat, wann es schon nit ordentlicher Wochen-Marckt ist, am Sambstag, mit Bezahlung des ordentlichen Zolls, so wol als an dem Tag des Wochen-Marckts, und nicht mehr. In solchem Fall sollen sie den Zollern die Verkauffung kundbar machen, damit kein Betrug geschehe; so aber Betrug hierinn gebraucht wurde, soll derselbe den Zoll doppelt bezahlen, wie man ausserhalb an den ordentlichen Wochen-Märckten bezahlt. Wann sie auch nit könten ihr Vieh auf dem Marckt zu Meyland verkauffen, so mögen sie dieselbigen treiben auf die andere Märckt des Hertzogthum Meylands, ohne Zahlung Zolls des Durchgangs, von einem Ort an das andere, alleinig bey der Bruck alla Tresa. Zu Sterbens-Läufften sollen die Pündtner und dero Unterthanen, wann sie von der Bellentzer-Strassen her kommen, das Vieh zu schwemmen, und wann sie von der Cleffner Straß her kommen, gleichmäßig zu Bugio dieses zu thun schuldig seyn: und wann sie vom Veltlein herab kommen, soll die Schwemmung zu Colico geschehen, jedoch ohne einige Bezahlung von dessentwegen. Und dieweilen an Seiten der Herrn Pündtnern geklagt worden, daß an den Pforten zu Meyland, wie auch anderer Orten, wann sie auf den Stado kommen, wider ihre Kaufleuth und sonderbare Personen ihrer Landen, so mit ihren Kauffmañs-Gutern, Vieh, Holtz, und andere Sachen hin und wider reisen, mit Gewalt und Zwang verfahren würde, dessen sich mit Geldt, über die ordentlichen Zöll, entledigen müssen, und aber solches zu übersehen sich nicht gebühret; So wird ausdrücklich verbotten, daß kein Königl. Minister, noch Soldat, noch einiger Zoller, Cavellier, oder jemands anders des Meyländischen Staats, solchen Nohtzwang und Beschwernuß dörffe brauchen, noch anders nehmen, wie wenig es seye, ausser der gewöhnlichen Zöll, bey hoher Straff an Leib und Guth, nach Guterachten des Herr Gubernatoren des Meyländischen Staats, allwegen nach Beschaffenheit des Fehlers, und wird allen und jeden Richtern und Beambteten, denen solches gebühret, ernstlichen auferlegt und anbefohlen, daß eines jedenmals, so offt sie der Pündtnern, und derselbigen Unterthanen klagten, von dergleichen Ubertrettungen verstehen, sie mit aller Strenge procediren, die Uberseher abstraffen, und dem Herrn Gubernatoren von Meyland Bericht geben sollen.

4. Wir der König gestatten, daß alle Pündtner und ihre Unterthanen auf ihrer Reiß, an allen Enden und Orten unserer Königreichen und Landen mögen tragen allerley Wehr und Waaffen, offensive und defensive, (vorbehalten die kurtzen Pistolen) jedoch daß sie nicht geladen in die Stadt eintragen, und daß sie am Antritt der Königlichen Staaten und Ländern authentischen Schein aufweisen, unterschrieben von dem Beamten oder Fürgesetzten ihres Fleckens oder Lands, dardurch bezeugt werde, daß sie die bewehrte Person ein Pündtner

ner oder dero Unterthan seye; und wann sie zu dem Wirtshauß komt, 1726.
soll dieselbige Person, mit samt angezognem Schein und Gewehr sich anmelden bey dem Beamten oder Vorsteher derselbigen Stadt oder Orts des Lands, wo er will über Nacht seyn, derselbige Amtmann oder Vorsteher des Orts, wann er dann solchen Schein und Anmeldung erkennt, und kein Betrug darbey findt, soll den reisenden Personen kein Hinterniß mögen in ihrer Reiß zufügen, und wann die Personen zu Meyland ankommen, sollen sie eben denselbigen Schein überantworten der heimlichen Cantzeley daselbsten, allda wird man ihnen schrifftlich Erlaubniß geben umsonst, ohne Bezahlung: wo aber die Person solches nicht thäte, soll sie gebüsset werden nach der Ordnung und Gebott desselbigen Lands.

5. Die Pündtner lassen zu, und gestatten, daß hochgemelt Königl. Majestät Leuth, zu Fuß und Pferd mit allem ihrem Geld, Posten-Roß, Wehr und Waaffen offensive und defensive, Kauffmanns-Schatz und allerhand Waaren, so sie bey sich haben, den freyen Paß und Durchgang haben durch das Land der Pündtnern.

6. Wann hochgedachte Königl. Majestät, rc. in Hispania, rc. von den Herren Pündtnern den Durchzug durch ihr Land für ihr Kriegs-Volck begehrt, zu Schutz und Schirm derselbigen Ländern und Ständen, so sind die sie Pündter pflichtig, den Durchzug nit abzuschlagen, sonder zu vergunnen und zu geben, mit Geding, wann man solch Kriegs-Volck durchführen will, daß die Herrn von Pündten etliche Tag zuvor dessen berichtet werden, damit man Vorsehung thun möge der Nahrung und andern nothwendigen Sachen, und ein Trupp ihren Führer oder Hauptmann haben, welcher das Kriegs-Volck in guter Ordnung halte zu Verhüt- und Abwendung aller Unordnungen so sich möchten zutragen, neben und samt einem Commissario von Pündten, so die Herrn von Pündten selbsten darzu verordnen mögen, auf Kosten und Verlag der gesagten Königl. Majestät zu Abwendung aller Ungelegenheit, und im Fall in solchem Durchzug die Soldaten etwas Fehlers oder Mißhandlung begiengen, mit Beschädigung oder andern Muthwillen, so ein Straff verdient, sollen sie von ihren Befelchshabern gestrafft werden nach ihrem Verdienen, und sollen die Soldaten schuldig seyn die gewöhnlichen Zöll, Brugg- und Strassen-Gelter zu bezahlen, doch daß solche nicht geändert noch gesteigert, oder neue aufgesetzt werden. Und im Fall durch die durchziehende Soldaten Schaden erfolget, soll es gehalten werden wie mit den Herrn Schweitzern, so Ihr. Königl. Majestät verbündet sind, zu geschehen pflegt. Und in solchem Durchzug sollen die Königl. Ministri nothwendige Fürsehung thun, so es sich bedarff, der Nahrung halber, von Meyländischen Staado, damit keine Theure in den Pündtnerischen Landen hieraus entstehe. Und über das wird zugelassen und beschlossen, daß gesagtes Kriegs-Volck Ihrer Königl. Majestät möge durchziehen mit ihren Wehr und Waaffen, auch Sack und Pack, weil aber das Land eng, so soll ein jede Truppen zu Fuß nicht

1726 mehr als 150. Personen, und zu Pferd nit mehr als 70. starck, und daß ein jede ein Tag-Reiß von der andern marschieren möge.

7. Versprechen Wir der König, im Fall die Herrn Pündtner begehrten Kriegs-Volck durch unsere Land und Stände durchzuführen, einem andern Potentaten, Fürsten oder Herrn zu Dienst (so sehr solches ohne Schaden gesagter unserer Landen und Ständen, auch unserer Verbündeten seye) denselbigen Durchzug zu vergunnen, jedoch mit Bezahlung der Zöllen und der Nahrung nach Billichkeit, und daß sie im übrigen sich gebührlich halten, und wann die Soldaten in solchem Durchzug etwas Mißhandlung begiengen, wie obgemeldt, sollen sie durch ihre Befelchshaber nach Verdienst abgestrafft werden. Und in Erwegung daß unsere Stänð und Länder bequemer zu dergleichen Durchzüg sind, als die engen und wilden Länder der Pündtnern; so gestatten Wir, der König, um mehrer ihrer Gelegenheit willen, daß sie mögen durchziehen durch unsere Stänð und Länder, zwey oder drey Fähnlein miteinandern, und das 2. Tagreisen, darnach widerum so vil folgen mögen, biß daß die Anzahl des Volcks paßirt ist, für welches der Durchzug ist begehrt worden, jedoch sollen sie in dem Durchziehen fleißig und eigentlich eben die Ordnung halten, wie in dem nechst vorgesetzten Capitel eingeführt worden, im übrigen sollen die Hn. Pündtner samt den Ihrigen ihr freyen, sichern Handel und Wandel haben, mit Leib und Gut, durch unsere Länder und Stänð, wie zu Anfang dises Artickels gesetzt worden.

8. Wann es sich begebe, daß in Kriegs-oder Sterbens-Läuffen, oder von wegen Stöß oder andern zufälligen Gespänigkeiten den Hn. Pündtnern die Päß der Nahrung beschlossen, oder verhalten wurden, wie anderemal beschehen ist, alsdann und in solchem Fall verwilligen Wir der König, von dem Meylandischen und andern unsern Ständen und Ländern, ihnen Pündtnern und den Ihrigen zukommen zu lassen allerhand Nahrung, Frücht, Saltz und allerley nothwendige Sachen um die Bezahlung, jedoch ohne Zoll, noch andere Beschwerden und so viel als ihr Mangel erfordert, und das biß zu End des Kriegs ihres Vaterlands. Wann aber der Meyländische Stado in äusserstem Mangel sich selbst befunde, so sollen die Herrn Pündter hierin sich eines gebührlichen vergnügen, und betreffend das rothe Saltz, soll bey unserer königlichen Cammer gehalten werden dasjenige, was von dem Herrn Cardinal Infant in dem Revers-Brieff den 23. Junii Anno 1634. so nach Erneuerung der Bündnuß mit den Herrn Schweitzern aufgerichtet, gestattet worden.

9. Hingegen versprechen die Herrn Pündtner, wenn Ihr Majestät der König zu Schutz und Schirm, Erhalt-und Versicherung dero Ständen, Besatzungen und Plätzen, so geordnet und gehalten werden, zu Schutz und Verwahrung derselbigen Nothdürfftig wurden, oder begehrten freywillig Kriegs-Volck von den 3. Pündten, so mögen Ihr Königl. Majestät den Auffbruch thun, und auf ihren Kosten Soldaten annehmen allenthalben, wo sie finden in den Landen der 3. Pündten nach ihrem Belieben, jedoch nicht mehr als 6000. Mann, und nicht min-

minder als 2000. auf einen Auffbruch, welche Soldaten pflichtig sind zu dienen ohne Unterscheid zu Feld u. in den Besatzungen, in- und aussert Ihr Königl. Majestät Landen, wider alle diejenigen, da die Nohtdurfft seines Königl. Diensts erfordert, so weit und sehr dasselbige nicht seye zu Beleidigung der Hrn. von Pündten Verbündete, vil weniger zu Schaden und Nachtheil anderer unverbündeten Fürsten und Hrn. so sehr dieselbigen unverbündeten Fürsten und Herrn zuvor die königl. Ständ und Länder nicht angefallen hätten. Und insonderheit werden vorbehalten die Ständ und Länder der Herrschafft Venedig, zu dero Schaden und Nachtheil gesagte Pündtner nicht dienen sollen, alldieweil sie angränzend sind. Und wann Wir der König den Aufbruch solches Kriegs-Volcks wollen haben, sollen Wir denselbigen von den Hrn. Pündtnern begehren, und auf solch End hin einen offnen Beytag beruffen lassen auf unsern königl. Kosten, und solchen unsern Vortrag offenbahren den Räthen von Pündten, welche alsdann, so fehr nicht offenlich Kriegs-Gefahr in ihrem Vatterland wäre, gesagten begehrten Auffbruch sollen gestatten und zulassen in 10. Tagen Frist, und soll in solchen Zufällen Ihr Königl. Majestät mögen namsen und erwöhlen den Obersten, und hohe Officier, und Haupt-Leuth von Pündtnerischen Nation, und in ihren Landen, mit Geding, daß die Erwöhlung der Haupt-Leuthen solle beschehen allzeit mit Verwilligung des Obersten. Gesagte Königl. Majestät wollen einem jeden Soldaten zu Fuß monatlich zahlen lassen nicht minder als 4. Crona, jede zu 2. fl. und den Obersten, mit samt dem Amts-Sold der Haupt-Leuthen und hohen Officieren in Form und Maß, wie man es braucht mit dem Herrn Catholischen Eydgenossen. Und Ihr Königl. Majestät werden die Bezahlung dem Kriegs-Volck lassen thun für den ersten Monat angentz in ihrem Vatterland, oder doch mit wenig Verzug auf den Gräntzen ihrer Landen, so bald sie aussert ihrem Vatterland sind, und das vollkommlich mit gutem läuffigem Gelt, auch zu Anfang des Monats, wie es mit den Herrn Catholischen Schweitzeren gebraucht wird. Und dieweilen in den Auffbrüchen die Soldaten müssen schwerere Kostungen haben, sich zuversehen mit dem Gewehr, Kleidern und Pferdten, und andern solchen Sachen, so zum Krieg dienen, so sollen solche Soldaten bezahlt werden von dem ersten Tag an, so sie von Hauß reisen, für 3. Monat vollkommen, es seye daß Ihr Königl. Majestät sich dero bediene oder nicht. Und wann denselben Soldaten Urlaub heimzuziehen wird geben seyn, sie haben kurtz oder lang gedienet, so soll Ihr Königl. Majestät dieselbigen sammentlich lassen führen biß auf die Gräntzen ihres Vatterlands, und allda selbsten vollkommen bezahlen 10. Tag für die Reiß ihrer Widerkehrs nach Hauß. Deßgleichen so es sich begäbe, daß sie ein Schlacht gethan hätten, so soll man ihnen bezahlen den Kriegs-Sold der Schlacht, nach ihren alten Bräuchen und Gewohnheiten. Aber auf den Fall, daß gesagte Herrn Pündtner sich befunden in offenlicher Kriegs-Gefahr ihres Vatterlands, gestalten sie selbsten solches Kriegs-Volck nothdürfftig wären, alsdann und in solchem Fall sollen sie nicht schul-

 dig

1726 dig seyn solchen Auffbruch zuzulassen, und wann solcher Auffbruch schon vergunt, und anzogen wäre, so haben sie die Herrn von Pündten Macht und Gewalt das Kriegs-Volck wider heim zuberuffen, zu Schirm und Rettung ihres Vatterlands, und Ihr Königl. Majestät und dero Ministri sollen dieselbigen lassen zuruck ziehen ohne Widersprechen.

10. So offt die Herrn von Pündten ihres Kriegs-Volck hätten im Dienst eines andern Fürsten, Potentaten oder Stands, wer dieselbigen seyn möchten, so da wolt anfallen oder schädigen die Stände und Länder Ihr Königl. Majestät, in solchem Fall seyn die Hn. Pündtner schuldig ihr Volck wider zuruck zuberuffen, und denselbigen ernstlich, und bey hoher Straff, auch bey Leib und Leben, und Confiscation ihrer Güthern zu befehlen, daß sie auf der Stund wider nach Hauß kehren, und daß sie auf der Stätt den Dienst desselbigen Fürsten verlassen und sich enthalten, der Königl. Majestät in Hispania Länder und Stände zu schädigen oder verletzen, unter was Schein oder Farb es seyn möchte. Und über dises zu wahrer Erläuterung und Sicherheit allezeit, wann man in den Länderen der Herrn Pündtnern einen Auffbruch thut, für welchen Fürsten oder Herrn es seye: Und dieselbigen aus ihrem Vatterland ziehen, soll man denselbigen Obersten und Soldaten austrücklich befehlen, die so selbige hinweg führen, mit Aufflag und Geding, daß sie in keinerley Weiß noch zu einiger Zeit, noch unter einigem Schein weder gehen noch kommen, in Gesellschafft derjenigen, so da wolten oder unterstunden einiger Gestalt anzutasten, die Ständ und Länder Ihr Königl. Majestät darüber ihnen sollen aufgelegt werden, eben dieselbige Buß und Straff, und dieselbigen mit aller Strenge vollzogen werden wider die Fehlbaren: Auch soll solcher ewiger Frieden und gute Nachbarschafft den Pündtnerischen Obristen, Haupt- und Kriegs-Leuthen kundbar gemacht werden, damit sie sich nicht entschuldigen können der Unwissenheit.

11. Das so lang und vil die gegenwärtigen Kriegs-Läuff währen, und in künfftigen zu allen Zeiten, wann es betrifft die Land und Päß der Pündtnern zu erhalten: So verspricht Ihr Königl. Majestät in Hispania, rc. beyzustehen mit der Zahlung des Kriegs-Volcks zu Fuß und Pferd, nachdem es die Partheyen wurden nothwendig seyn erachten, zu Rett- und Schirmung der Ländern und Pässen der Hn. Pündtner biß auf 3000. zu Fuß, und 100. Pferd, und noch mehr, nachdem es die Nothdurfft erfordert.

12. Die obstehenden 3000. zu Fuß sollen so lang, als diese gegenwärtige Kriegs-Läuff währen, bezahlt werden mit 600. Silberkronen, Monatlich für 100. Fuß-Knecht: Und in künfftigen Zeiten sollen sie bezahlt werden, nachdeme man sich diß Orts vergleichen wird. Und was betrifft des Obersten Staab und Ambtsbesoldung der hohen Officier, soll man sich verhalten wie man es braucht mit den Herrn Catholischen Schweitzern: Und für die 100. Pferd soll man Monatlich bezahlen 1200. Silberkronen, hierein geschlossen der Haupt- und Ambtsleuten Sold.

13. Es

13. Es werden Ihr Königl. Majestät dem obgesagten Kriegs-Volck der 3000. Fußknecht und 100. Pferden den Sold bezahlen voranhin, und soll solche beschehen ordentlich in Chur, dem Rath der Hrn. Pündtner, bey welchen es stehen soll zu namsen die Obersten, Haupt- und alle andere Ambtsleut, jedoch daß dieselbige Ihr Majestät Ministris gefallen, und dieses, ohne daß wir zu diesem Ende einen General oder Kriegs-Obersten, noch einigen andern Commendanten über das Kriegswesen in die Land gemeiner 3. Pündten schicken, welche allezeit sollen und mögen gantz vollkommlich den Kriegs-Gewalt haben. 1726

14. Wir der König versprechen gebürliche Hülff zuthun und leisten zu Wohlstand der Freyheit und Erhaltung der 3. Pündten, und insonderheit zu Versehung und Versicherung der Vestungen und Schantzen, welche nach der Hrn. von Pündten freyen Willen sollen erhalten oder abgeschlissen werden, und was betrifft andere Vestinen oder Schantzen auffzurichten, wann es die Nothdurfft erforderte, mögen die Herrn von Pündten dasselbige thun, jedoch sollen sie dessen freundlichen, und zu Erhaltung guter Verständnuß Bericht geben Ihr Königl. Majestät, und den Ertz-Fürsten von Tyrol, als Ihren guten Freunden und Benachbarten.

15. Wann es sich begebe, daß die 3. Pündten in Gefahr oder Kriegsläuff geriethen mit einigem Potentaten, Fürsten oder Stand, um andere Politische Ursachen willen, als von wegen des Paß, so soll Ihr Königl. Maj. oder derselben Gubernator zu Meyland pflichtig seyn sie von Pündten zu schützen und schirmen, gestalten, daß ihnen innerhalb 15. Tagen 2000. Mußquetierer, und 200. Pferd zukommen, und so fehr die Hrn. von Pündten lieber wolten diese Hilff an Gelt als aber an Kriegsvolck, so wird Ihr Maj. zahlen, so lang als die würckliche Krieg währen, 10000. Mayländische Cronen Monatlich, und zu dem wird Ihr Königl. Maj. gesagten Hrn. von Pündten in ihrem Flecken Cleffen zustellen, 6. grosse Feldstück, mit samt aller nothwendigen Munition und Fürsehung zum Kriegsweesen, welche Feldstück die Herrn von 3. Pündten nach vollendtem Krieg schuldig sind zu erwidern an besagten Ort zu Cleffen.

16. Es sollen auch beyde Partheyen über und ausserhalb obermeldter Hülff und Beystand je eine gegen der andern, als wahre auffrechte Freund und gute Nachbaren, nicht gestatten noch zulassen, daß durch ihre eigne oder dero Unterthanen Landen, der einen oder andern Part angefallen, noch beschädiget werde, sonder vielmehr, wo man solches weißt oder vernimmt, so soll jedwedere Part ohne einigen Verzug mit allem Fleiß und Treuen der andern dessen Bericht thun, und so viel es immer möglich ist abwehren und verhindern, damit solches nit geschehe. Und zu dem, so versprechen wir beyde obgenannte Partheyen gegen einander, einigen Paß zu geben, durch ihre und ihrer Unterthanen Land, einigem Kriegs-Volck, was Nation auch dieselbigen wären, in was Fürsten und Potentaten Dienst, offenlich oder heimlich, dardurch der andern Part möchte Schaden oder Nachtheil entstehn, sonder vielmehr sollen sie nach allem ihrem Vermögen solches ver-

1726 verhindern, mit ferner Erklärung, so diejenige Part, an welche der Paß begehrt wird, oder durch dero Land das Kriegs-Volck zieht, vermeint oder unterstuhnde durchzupaßieren, ohne den Paß zu begehren, so ist sie nit schuldig denselben zugestatten, sondern zu hindern, so offt und dick sie von der andern Part gewahrnet wird, daß solches Kriegs-Volck möchte angewendet werden zu ihrem Schaden und Nachtheil in ihren Landen und Herrschafften, so diesem ewigen Frieden und Nachbarschafft begriffen sind.

17. Wir der König wöllen, zu erzeigen unser königliche Freygebigkeit, Liebe und Neigung, so sie tragen gegen den Gmeinden der 3. Pündten, lassen zahlen Jährlich in den gmeinen Säckel für einen jeden Pundt 1500. Cronen, ein jede zu 6. Meyländischen Pfunden, so macht fl. 2. jede Cronen, in guter Müntz und Währung, nach Lauff der Zeit zu zahlen, allwegen auf die Ostern in der Stadt Cur, und über diß verwilligen Wir der König zu erhalten zwey Jüngling von jedem Pundt in der Schuel zu Mayland oder Pavia, darmit sie samt der Sprach auch Tugend lehrnen, und solle für jedwedern Schuler bezahlt werden 70. Cronen gemelter Währung, welche persöhnlich sollen dahin kommen zu studieren, damit sie neben der Tugend auch Neigung gewinnen gegen Ihr Königl. Majestät.

18. Betreffend die Form, in welcher die Stöß und Spänigkeiten, so beyderseits möchten erwachsen, sollen erörtert werden, ist abgeredt und beschlossen, daß der Antworter oder Beklagte solle gesucht werden von dem Kläger, wo der Antworter oder Beklagte wohnhafft ist: Oder aber an dem Orth, allda die That der Spänigkeit sich hat zugetragen, und also angehnds mit gut Gericht und Recht procediren, und der Handel geendet werden, und das innerhalb 4. Monat Frist, auf das längste unfehlbarlich, und wo fehr in dieser Zeit die Rechtshändel nicht erörteret und vollendet wurden, so soll der Gubernator zu Meyland auf das bequemest verordnen thun, damit kurtz Summarisch Gericht und Recht gehalten werde: Fals aber Wir der König, oder Wir von den 3. Pündten gegen einandern wurden in Spän erwachsen, oder ein particular Persohn von der einen und andern Part gegen Uns den König, und gegen Uns den Drey Pündten, in solchem Fall sollen beyde Partheyen, oder derselbigen particular Persohn, von der einen und andern Part erwählen in ihrem Zwing und Gebieth 2. ehrliche Männer, welche alsbald und ohne Verzug sich zu Cleffen versammlen sollen, und nachdem sie durch ihre Obrigkeit ihres tragenden Eyds erlassen, beendiget werden, sonderlich zu diesem Rechtshandel, und alsdann mit ihrer Urtheil erkennen, was sie recht und billich bedunckt: Und wann alsdann gesagte 4. Richter in ihrer Urtheil sich nicht vereinbahren, und in gleiche Theile zerführen, in solchem Fall soll man erwählen mit dem Looß einen unter denselbigen zu ihrem Obmañ, welcher also erwählter Oberrichter oder Obmann bey seinem Eyd der eintwedern Urthel beyfallen soll und entscheiden, und soll dieser Obmann gleicher Gestalt entlassen seyn seines Eyds, und zu diesem Geschäfft sonderlich beeydiget werden, und was also erkennt wird, bey dem-

demselbigen soll es allerdings verbleiben, und ein ausgemachte Sach 1726
seyn, ohne einiges Widersprechen, und alles dasselbige soll sich exequiren und vollziehen innerhalb 4. Monat, inmassen angezeigt worden ist, über die Spänigkeiten zwischen besonderbaren Personen.

19. Wann in den 3. Pündten oder Unterthanen etwelche Personen auf die Galeeren erkennt wurden, und die Pündtner dieselbigen auf die Grentzen den Beambten Ihrer Majestät wurden überantworten, so sind die Beambteten Ihrer Majestät schuldig dieselbigen anzunehmen und zu schicken, wohin erkennt ist, und sollen Ihr Königl. Maj. Ministri dessentwegen von niemand mögen ersucht werden weiters noch ferners, dann um die Uberantwortung der dahin Erkandten gethan zu haben, mit welcher Uberantwortung oder Consegna nach Verfliessung der Zeit, so sie auf die Galeeren erkennt, selbige wider ledig seyn sollen, so sie noch bey Leben, und von den Ihrigen gesucht wurden.

20. Ist abgeredt, beschlossen und erklärt, daß dieser aufrechte, wahre Frieden und Nachbarschafft ewig und erblich seyn solle. Wir der König behalten unser seits bevor den heiligen Apostolischen Stuhl, das H. Röm. Reich, das Hochlöbl. Hauß Oesterreich, die Bündnuß mit den Herrn Catholischen Schweitzern, und alle andre ältere Bündnussen mit den Hrn. Schweitzern ihren Verbündeten in gemein, und insonderheit, so wohl auch die Bündnuß mit der Cron Franckreich, und ein jedwedere ältere Bündnuß. Und die Hrn. Pündtner behalten sich ihrer seits vor das H. R. Reich, das Hochl. Hauß Oesterreich, die Bündnuß mit den Hn. Schweitzern ins gemein und ins besondere, und auch die Bündnuß mit der Cron Franckreich, und eine jedwedere ältere. Es verheissen auch gesagte Herrn von Pündten, nachdeme die gegenwärtige Frantzösische Bündnuß ihr End wird erreicht haben, dieselbige nicht zu erneuern, im Fall entzwischen beyden Cronen Hispania und Franckreich Zerwürffnuß oder Krieg wäre, und wann man dieselbige erneueren wurde, so soll dasselbige beschehen mit austrucklicher Erklärung, daß sie stillgestellt, krafftloß und ungültig seyn solle bey den Zeiten, da Zerwürffnuß oder Krieg entzwischen beyden Cronen sich verhalten wurde, wann in künfftigen Zeiten die Hn. von Pündten wurden Bündnuß machen mit einigem Fürsten, Potentaten oder freyen Ständen, so soll dasselbige beschehen allwegen mit austrucklichem Vorbehalt dises gegenwärtigen ewigen Friedens und guter Nachbarschafft, und ohne Nachtheil und Præjudiz derselbigen.

21. Und so jemand wäre, es seye wer er wolle, der da wolte anfallen, betrüben oder beleydigen feindlicher Weiß offentlich oder heimlich, mit Krieg oder anderer Gestalt, die eine oder andere Part, in solchem Fall soll die andere Part ohn einiges Ansehen der obgesetzten oder gesagten Vorbehaltung der andern beleydigten Part helffen wider ihre Widersächer und Betrüber, sie seyen wer sie wollen, vorbehalten einig und allein auf Ihr Königl. Maj. Seiten, das Hochl. Ertz-Hauß Oesterreich, wann dasselbige zu Krieg wurde, zu Handhab- und Erhaltung ihrer Gerechtigkeiten, in den Ländern der Herrn von Pündten.

Zu wahrer Urkund, Bestätt- und Bekrefftigung dieses gegenwär-

1726 tigen Friedens und ewigen guter Nachbarschafft, Wir der König ꝛc. und Wir Don Diego Filippez de Guzman, Marschese de Leganes, Ihr Königl. Maj. Staats-Rath, Gubernator des Meyländischen Staado, und General Hauptmann, ꝛc. in Namen Ihr Königl. Maj. Krafft dero Vollmacht, so hernach beschrieben wird, versprechen bey Königl. Wort und Glauben, für Uns und unsere Nachkommenden, alles das zu halten und zu vollziehen, was hieroben geschrieben steht. Und ingleichem versprechen wir obgemelte und hierzu Ends-unterschribne Gesandten der 3. Pündten, in Nahmen unserer Ehrsamen Gemeinden und Völckern. Und zu mehrer Versicherung haben Wir respective zwey gleichformige Copeyen eines gleichen Einhalts, mit Ihr Majestät königl. Insigel, und den Siglen der dreyen Pündten versiglen lassen, nemlich eine für Ihr Königl. Majestät, und die andere für die 3. Pündt und ihre Völcker. Geben in Meyland, den 3. Septembris, Anno 1639.

El Marques de Leganes.

Ad Mandatum Suæ Excellentiæ proprium.

Marcus Antonius Platonus Regius Secretarius.
Coradin à Castelberg Landrichter.
Rodolfo à Marmels.
Christianus de Florin.
Joan de Giorgi.
Cristoforo Rosirol.
Joan de Coray.
Joan Bavier Burgemaister.
Gubertus à Salis.
Fortunato Juvalta.
Ulderico Albertini.
Gio. Paolo Beli de Belfort come eletto dal Consiglio delle trè Leghe.
Antonio Losio, eletto come sopra.
Menrado Buel Landamman.
Durigo Enderli a Montzvie.
Johann della Porta.
Johann Pedro Enderli a Montzvic.
Gio. Ant. Buel eletto dalla mia Lega.
Antonio de Molina Cavaliere, in nome, e Deputato delle trè Leghe.

Ad Mandatum DD. Legatorum proprium.

Ulricus Calberg Superioris Ligæ Grisæ Consiliarius subscripsit.
Bartolomæus Geel Fœd. Cathedr. Cancellarius subscripsit.
Leanaldus Vildnerus Fœd. X. Jurisd. Cancellarius subscripsit m. p.

Cum appensione respectivorum Sigillorum.

Verbes-

Verbesserungen. 1726

Und dieweilen von Ihro Kayserl. Majestät Joseph unserem werthgeschätzten und geliebten Bruder Ruhmseel. Gedächtnis, Uns von denen gmeinen drey Pündten, in Krafft des Anno 1707. den 13. Mertzen errichteten so genannten Paß-Tractas accordiert worden, daß nach geschlossenem Frieden, zu grösserer Satisfaction beyder Partheyen, gesagte immerwährende und erbliche Allianz verbesseret und regulirt werden solle in einem und dem andern Articul, als hat man derohalben über dieselben zwischen obgesagtem unserem Gubernatoren und Capitano Generale, Graff von Daun, und eben denselben Abgesandten gmeiner drey Pündten beyderseits angenommen, übereinkommen, und accordiret, folgende Beyfügungen, Erläuterungen und Verbessungen.

1. Wir der Kayser und König als Hertzog von Meyland, accordiren den Herrn Pündtneren unsere Kayserl. und Königl. Freygebigkeit zu erzeigen, daß an statt der Aufkauff des Korns, Krafft des Capitulats auf 6. Realen, einen jeden zu 15. Sold taxieret und gesetzet ist, man ins künfftige selben nur auf zwey setzen solle von einem jeden Saum, also daß hinfort die Herrn Pündtner und ihre Unterthanen ein mehrers zu zahlen nicht verpflichtet sind.

2. So ein oder die andere Particular-oder Privat-Person sein Glück in eines Potentats, Fürsten oder freyen Republic Diensten suchen wolte, stehet es ihm frey solches zu thun, und gesagtem Dienst zu folgen und nachzugehen, ohne in die Straff zu verfallen, welche im 10. Articul des Capitulats enthalten.

3. Versprechen Wir der Kayser und König, als Hertzog von Meyland, den Hn. Pündtnern von den Effetti del Bilancio zu zahlen, und in Chur, laut angezogenem Capitulat von Anno 1639., Jährlich zu lieferen den Betrag von einer lauffenden versprochnen Pension, und auch den Betrag einer andern, von denen die noch unbezahlt sind, biß auf gäntzlichen Abtrag aller verfloßnen Pensionen, deren 29. sind.

4. Weiters belieben Wir in Ansehen unsrer sonderbaren Geneigtheit und Liebe gegen die Gmeinden der drey Pündten, alle Jahr auf unsere Unkösten in den Studien zu Meyland oder Pavia zwölff Studenten an der Zahl würcklich zu erhalten, also daß, gleichwie Krafft des gesagten Capitulats vor diesem die Stipendien nur für 6. bezahlt worden, man ins künfftige für zwölff zahlen solle; Und weiters wird man die aus dieser Ursach ihnen noch gehörende Resten völlig erlegen lassen. So die Republic ein Einzieher, der besagte Stipendia empfange, bestellen will, wird es Ihro zugelassen werden, nur daß man es zu Erhaltung der Studenten anwende, welche entweder zu Meyland oder zu Pavia sich aufhalten müssen, wie in den Capitulat stehet.

5. Was den 20. Articul des Capitulats von Anno 1639. betrifft, gehen Wir von den Specificationen ab, welche in eben demselben enthalten sind, und behalten uns beyderseits vor unsere Allianz, welche älter als dasselbe: gleichwie auch alle andere, so nach demselben aufgerichtet, so ferne diese letztere dem obgesagten Anno 1639. aufgerichteten

1726 teten und anjetzo ratificierten und einiger massen erneuerten Capitulat nicht zu wider sind. Und so die Herrn Pündtner ins künfftige Bündnis mit einigen anderen Potentaten, Fürsten oder Republic aufrichten wolten, solle es jederzeit geschehen mit ausdrücklichem Vorbehalt dieses ewigen und wahren Friedens und guter Nachbarschafft, und ohne desselben Nachtheil.

6. Ferner erlauben Wir allen Herrn Pündtnern und ihren Unterthanen, daß sie auf ihren Reisen nicht allein aller Gattung defensiv- und offensiv-Waaffen tragen können, wie das Capitulat disponieret, sondern auch Pistolen, wann sie nur nicht kleiner sind als acht Brescianer Untzen, unangesehen des letztlich publiceirten Edicts, und aller andern, die deswegen heraus kommen; jedoch vermittelst gebührender Behutsamkeit, deren man sich in Legitimierung seiner Person zu bedienen hat, wie der vierte Articul des Capitulats ausweiset.

7. Im Gegentheil erlauben und accordiren Wir von den drey Pündten, daß die Truppen Ihro Kayserl. Cathol. Majestät durch das Pündtner-Land ins künfftige biß auf 400. Mann starck paßiren können, an statt der 70. Reuter und 150. Mann Fuß-Volck, welche in obgesagtem Capitulat accordieret worden. Was das übrige endlich betrifft, soll man alles dasjenige beobachten, was in dem 6ten Articul des Capitulats enthalten ist.

Und gleichwie beyde Parthen erfahren haben, daß gegenwärtiges, obgesagtes, ewiges und erbliches Bündnuß zu Ihrem nicht geringen Nutzen und Ruhe ausgeschlagen, dieselben auch nichts mehr verlangen, als jederzeit dasjenige zu befördern, welches zu beyderseitigem ruhigem Frieden und Eintracht dienlich seyn kan; deßwegen Wir der Kayser und König als Hertzog von Meyland, vor Uns, unsere Erben und Nachkommen, und wir Wirich Philipp Lorentz von Daun, Graff des H. R. Reichs, Fürst von Tiano, Ih. Majest. Staats-Rath, Governatore, und Capitano Generale des Meyländis. Staats, in Krafft der uns von Ihro Kayserl. Maj. ertheilten Vollmacht; als auch Wir von denen drey Pündten, vor Uns, unsere Erben und Nachkommen, obgesagte immerwährende und erbliche Bündnuß ratificiren, und einigermassen erneueren, da dann so wohl Wir der Kayser und König, als Hertzog von Meyland, bey unsern Königl. Treue und Glauben; als auch Wir obgesagte und unterschriebene Abgesandten, dieselbe aufrichtig und unzerbrüchlich, nach allen und jeden ihren Articklen, und nach ihrem Buchstäblichen Verstand, (jedoch mit Vorbehalt dessen, so man oben einiger massen geänderet und erkläret) wie auch unverbrüchlich obgenannte beygefügte Erläuterungen und Verbesserungen zu halten, und zu exequieren versprechen.

Zu dessen vesterer Beglaubigung, Beståtigung und Bevestigung haben Wir zwey gleiche Copeyen, welche gleichen Einhalts sind, mit dem Kayserl. und Königl., als auch gemein drey Pündtnerischen Siegel sieglen lassen: namlich eine vor Ih. Kays. Cathol. Majestät, die andere vor Uns und unsere Völcker. Gegeben zu Meyland, den 24. Weinm. 1726.

II. Pren-

Il Prencipe di Tiano, Conte di Daun. 1726

Ad Mandatum Suæ Excellentiæ proprium.

Johannes Baptista Bellinus, Regius Ducalis Secretarius.
Gio. Lodov. de Castelberg Landricht.
Piet. Ant. de Mont. Gio. Beli de Belforte.
Gio. de Vincenz. Gio Paolo de Giorgi.
Gio. Domenico Tini. Gio. Battista Tscharner Presidente della Lega.
Gub. à Salis. Ulder. Buel, come Deputato delle trè Leghe. Giorgio Perini.
Rodolfo Jecklini de Alta Rialta.
Rod. de Salis. Lorenzo Mengotti.
Giacomo d'Ott, Pundts-Landamman.
Gior. Sprecher à Bern. Enr. d'Albertini.
Andrea Sprecher de Bernegg.
Gio. Lucio Guler de Vinegg.
Ulderico Buel.

Ad Mandatum DD. Legatorum proprium.

Christian. Laur. Schreiber, superioris Grisæ Fœderis Cancellarius.
Bern. Clericus, Fœderis Cath. Cancellarius.
Joh. Polerus, Fœderis X. Jurisdictionum Cancellarius.

CCCXIV.

Capitulation, aufgericht und celebrirt 1639. den 3. Sept. aufs neue ratificiert und beschworen den 24. October 1726. durch Ihro Excellentz Hn. Marschalln Grafen von Daun, Fürsten zu Tiano, &c. &c. Und die Hrn. Abgesandten gmeiner dreyer Pündten, die Religion, Regierung und andere Particular-Sachen im Veltlein, und beyden Grafschafften Wormbs und Cleffen betreffend.

Im Nahmen der allerheiligsten und unzertheilten Drey-Einigkeit, GOttes des Vatters, des Sohns, und des Heil. Geistes.

DEmnach die Herren der drey Pündten, als des Obern, Gotts-Hauß, und Zehen Grichten Pundts, nach Abweisung der Frantzösischen Waaffen aus ihren Landen, zu Ihrer Cath. Majest. Don Filippo IV. König in Hispania, ꝛc. Hertzog zu Meyland, ꝛc. an dero Königl. Hof in Hispania, ihre sonderbare Gesandten abgefertiget, mit Ihrer Majest. zu tractiren, Sie die Herrn Pündtner an dem Posseß gedachter Landen nicht zu betrüben, sintemalen sie in neue Zerwürffnussen und Krieg zu geraten nicht gemeint, Ihr. Kön. Maj. aber sich in einigen Tractat nicht einlassen wollen, sie seyen dann wegen der Catholischen Religion, welches der fürnemste Zweck Ihrer Maj. in den vergangenen Kriegen geweßt, versichert: Also nach vielen unterschiedlichen (über diß Geschäfft gepflogenen) Abhandlungen haben gesagte Herren Pündtner, so viel die Religion und gute Verwaltung gesagter Landen betrifft, sich auf nachfolgende Capitulation eingelassen, und zu verschaffen versprochen, daß solche von ihren Amtsleuthen und Oberkeiten unverbrüchlich gehalten werden sollen.

1. Es werden die Herren Pündtner in Vergessenheit stellen alle Hand-

1726 Handlungen, so in dem Thal Veltlein, und beyden Grafffchafften Wormbs und Cleffen seit Anno 1620. biß auf dato inclusive sich begeben, wie ingleichem auch alle Schäden und Unfüglichkeiten, so wohl gemeine, absonderliche, so in gedachter Zeit von Feindschafften und Gewaltthaten erfolget, sollen nachgelassen und aufgehebt seyn.

2. Sollen die Urthlen und Bussen, so von dem Tusan- und Davasischen Straff-Gerichten erfolget, annulliert und aufgehebt seyn, vorbehalten diejenigen Bussen, so von den Gestrafften erlegt worden, sollen und mögen nicht zurück geforderet werden, wie auch vorbehalten, wann sonderbare Bundsgenossen zur selbigen Zeit den Veltlein- und Graffschafftleuthen etwas Gelts dargelihen hätten, dergleichen Bussen zu bezahlen, und solches Gelt mit Rechtmäßigkeit erweißlich, soll alles solches laut den Obligationen erstattet und bezahlt werden, allein den Schuldneren vorbehalten ihre rechtmäßige Einwürff und Gründe, wo fehr dergleichen sich befinden thäten, sollen dieselbigen vor einem unpartheyischen Richter, so deßwegen genamset werden solle, angebracht, und durch denselbigen erörtert werden.

3. Die Erkandtnuß gesagtes unpartheyischen Richters sollen auch alle aufgerichtete Obligationen, so wegen Compositionen und Transactionen criminalischer Sachen allein, unter welchem Amtsmann seit Anno 1603. dergleichen erfolget wären, heimgestellt seyn, und soll hierbey aber was dergleichen von Civilischen Sachen herfliessen möchte, nicht begriffen noch præjudicirt seyn.

4. Und damit Weltkündig werde, was guten Willen Löbl. 3. Pündt gegen ihren Unterthanen tragen, so werden sie verwilligen ein vollkommnes decreto gratioso und Aufhebung aller Mißhandlungen, so wohl insgemein, als sonderbar, so vor diesem in gesagtem Veltlein und Graffschafften erfolget sind, aufzurichten, der beleydigten Parthey, die Civil-Action, und die Erstattung erlittenen Schadens vorbehalten.

5. Alle anhangende Civilische Rechts-Händel entzwischen den Pundtsgnossen gegen den Veltleinern und Graffschafftleuthen sollen dem unpartheyischen Richter remittirt seyn, welcher alle Urthlen und Verhandlungen, so seit Anno 1620. zu Nachtheil der Evangelischen und Vertriebnen im Veltlein und beyden Graffschafften erfolget wären, aufheben soll, und hierzwischen soll gesagter Richter den Possess widerruffen, und die Frücht der streittigen Gütern in Hand einer ihme annemlichen Persohn hinterlegen, dieselbigen derjenigen Part, welcher von ihme das Recht zugesprochen werden wird, zuzustellen. Und sollen solcher Urthel und Erörterung des Neutral-Richters beyde Partheyen ohne weiters Appellieren nachzukommen schuldig seyn, hiebey erklärend, daß diejenigen Rechtshändel, so ins künfftig entstehen möchten, oder auch diejenigen, so vor diesem in Streittigkeiten oder anhangenden Rechten nicht gewesen, dieselbigen alle sollen vor dem Ordinari-Ambtsmann fürgebracht, und dergestalt erörtert werden.

6. Betreffend die Frücht der Güteren oder Einkommens der vertrie-

vertriebnen Evangelischen von An. 1620. biß 1624. inclusive, darüber 1726
in den Decreten und Ordnungen von den damahlen geweßten Oberkeiten in gesagtem Thal und Graffschafften disponirt worden, soll man keine Erstattung fordern, alldieweilen selbige verbraucht worden, vorbehalten, wann dergleichen Frücht oder Einkünfften sich noch bey den Zinßmeyern oder anderen privat Personen befinden thäten, soll man dieselben um die Erstattung vor dem Ordinari-Ambtsmann ersuchen mögen.

7. Belangend die Zoll und Auflagen, sollen Löbl. gmeine 3. Pündten in ihrer alten Authorität und Gebrauch, wie sie solches biß in Anno 1620. verübt, verbleiben mögen.

8. Der feile Kauff und Ausführung der Früchten gegen benachbarten Ständen soll den Veltleinern und Graffschafft-Leuthen nicht verbotten werden, vorbehalten zu offnen Kriegsläuffen oder Zeiten, daß die gmeine 3. Pündt oder gesagte Veltleiner und Graffschafft-Leuth dergleichen selbst nothwendig wären.

9. Betreffend die Schnitz und Auflagen der Gütern, so im Veltlein und Graffschafften gelegen, soll die Erläuterung dessen, was von Billigkeit wegen bezahlt, oder nicht bezahlt werden solle, dem Neutralen Richter übergeben seyn.

10. Belangend das Salarium der Amt-Leuthen, so man aus dem Publico zu geben gepfleget, soll man den Gebrauch, so vor Anno 1620. verübt, auch nachkommen, und was das Salarium der Urthlen oder anderer Handlungen antrifft, soll man sich durchaus den Statuten gemäß verhalten.

11. Die Gebräuch und Gewohnheiten in Verwaltung derjenigen Sachen, so das Volck und Gmeinden im Veltlein und Graffschafften angehen, und welche sie vor An. 1620. genossen haben, soll darinnen nichts geändert werden, sonder darbey, wie vor der Revolution in Anno 1620. verbleiben.

12. Es sollen die Veltleiner und Graffschafftleut weder um Civil- noch Criminalische Sachen ausserhalb ihres ordentlichen Fori, das ist, des gemeldten Thals und Graffschafften nicht ersucht werden mögen, vorbehalten, wann von gesagten Veltleinern u. Graffschafft-Leuthen Missethaten begangen wurden, und dieselbigen in gmeiner 3. Pündten Landen sich befinden thäten, möge man dieselbige aufhalten, solche an das Ort, wo die Missethat sich begeben, selbigem vorgesetzten ordentlichen Ambtsmann zu uberliefferen.

13. Betreffend den Werth der Müntz, soll den Herren Pündtnern selbigen nach gmeinem Lauff zu ruffen heimgestellt seyn, welche aber hierbey den Lauff der angräntzenden Ständen und Landen in Obacht nehmen werden, und sollen die Veltlein- und Graffschafftleut einigerley Müntz, so im Meyländischen Stado oder Venediger-Gebieth nicht läuffig sind, zu nehmen nicht schuldig seyn.

14. Belangend die Erwöhlung der Amtsleuthen in dem Thal Veltlein, Graffschafft Wormbs und Cleffen (vorbehalten das Vicari-Ambt) soll in freyem Gewalt der Ehrsamen Gmeinden der 3.

Pünd-

1726 Pündten, und einer jeglichen, welcher es betrifft, insonderheit freystehen, ihrer alten Abtheilung nach, und wie es von ihnen gebraucht worden, zu einem jeden Ambt nicht weniger als 3. und nicht mehr als 6. Personen von den tauglichsten derselbigen Gmeind zu ernambsen, und sollen alsdann solche ernamsete der Versamblung gmeiner 3. Pündten fürgestellt werden, darmit von denselben durch offen- oder heimliche Vota, nach gut Beduncken der Versamlung derjenige, welcher die meisten Vota oder Stimmen hat, auserlesen und bestätiget werde, in Beobachtung dessen, was dieses Orts von den beyden Religionen Catholisch- und Evangelischen verglichen worden.

15. Die Officiali, und Ambtsleut in gesagtem Veltlein sollen in der ersten instantia in allen Civilischen Sachen auf Begehren der, oder eines derselbigen des Consio del Savio gebrauchen, und nach demselben urtheilen, laut Ausweisung der Statuten Num 82. und 85. und sollen in den End-Urthlen die Ambtsleut nicht befügt seyn dasselbe Consilium zu unterlassen, oder zu verwerffen, unter dem Schein, daß die Causa klar seye, wann man zu einem End-Urthel, oder Sentenza definitiva schreiten solle; was aber die Sententias interlocutorias belanget, soll man den Statuten 124. und andern darüber disponirenden nachkommen.

16. Die Appellationes soll man, laut der Statuten probis viris committiren, und falls selbige Urthel probi viri, ò del terzo juris perito, der ersten Urthel ungleich wäre, so mag man dieselbige committiren, oder verschieben auf ein Collegio de Dottori, des Veltleins und Graffschafften, auf welchem man sich vergleichen wird, und hernach den Recurs und Zulauff nehmen bey gmeinen 3. Pündten, es seye gleich Supplications- oder Appellations-weise, wie sie die Herren Pündtner dann thünlich erachten werden, und soll nichts destoweniger den Parten freystehen, die Appellaz ad probos viros zu unterlassen, und sogleich auf das Collegium de' Dottori zu appelliren, und doch letztlich auf die Herren der 3. Pündten, wie oblaut, falls die Urthlen ungleich wären: Wann aber nemlichen 2. Urtheil gleich wären, soll man den Statuten so hierum disponiren, nachkommen.

17. Alldieweilen dann die Verwaltung der Justiz in Criminalischen Sachen von guter Erwöhlung des Vicarii herlanget, und darmit die Veltleiner desto besser guter Justiz versicheret seyen, sollen die Gmeinden, welche das Ambt nach der Abtheilung, wie es bißhero gehalten, betrifft, drey unter den Tauglichsten und Verständigsten, so der Rechten und Statuten des Veltleins wohl erfahren, ernamsen, und wann in derselbigen Gmeinde dergleichen qualificirte Personen nicht vorhanden, sollen Gmeine 3. Pündt in ihrer Versamlung derer drey benennen aus dem Pundt, in welchem die Gmeind derer die Ernamsung zugehört gelegen, und von solchen 3. Ernamseten sollen die Veltleiner zu Versehung gedachten Ambts einen zu erwöhlen befugt seyn, darbey die Veltleiner drey Juris-peritos oder sonsten der Rechten des Thals Wohlerfahrne, so gutes Namens und Leumbdes unter Ihnen fürschlagen, von welchen der Vicari einen für seinen Lieutenant erwöhlen

wöhlen solle, welcher ihme beystehe, auf daß in Criminalischen Sachen, Verhörung der Kundschafften, Berathschlagung der Folterungen, und endlichen Urthlen einem jeden gute Justiz widerfahre, und die Statuten unverbrüchlich observirt und gehalten werden. 1726

18. Die Appellaz und Syndicaturen der Ambtsleuten sollen verhört und verrichtet werden in gesagtem Veltlein und Graffschafften in der Gestalt und Form, wie es vor der Reforma Anno 1603. verübt worden ist.

19. Die Veltleinischen Statuten, so Anno 1544. getruckt worden sind, die sollen unverbrüchlich observirt, und die darwider Handlenden an Leib und Gut, allwegen nach Beschaffenheit des Frevels abgestrafft werden, und sollen mithin auch aufgehebt seyn alle Mißbräuch, so hierwider vor diesem eingerissen gewest, und wann es sich begebe, daß denselbigen eine Erklärung nothwendig wäre, soll dasselbige in der Form und Gestalt vorgenommen werden, gleichwie Anno 1549. beschehen, mit Rath eingegebner Juris-peritorum, wie ebenmäßig gehandlet werden soll, wann man neue aufrichten wolte.

20. Alle und jede Privilegia, so die Graffschafft Wormbs oder andre Gmeinden vor der Revolution Anno 1620. gehabt, sollen hiermit bestättiget seyn.

21. Die Jurisdiction der Graffschafft Cleffen und Plurs betreffend, soll man die Statuten und Municipalischen Gesätze, so sie vor der Revolution gehabt, unverbrüchlich halten, und alle darwider eingeführte Mißbräuch abstellen, und dieweilen in gesagter Graffschafft kein Vicari ist, wie in dem Veltlein, so sollen die Inwohner derselbigen befügt seyn, drey Wohlerfahrne der Rechten und ihrer Statuten, so guten Leumbdes seyen, unter ihnen zu ernamsen, von welchen dreyen der Commissarius, und der Podestat zu Plurs einen erkiesen sollen, der ihnen Ambtleuten assistire, damit in allen Criminalischen Sachen, Verhörungen der Kundtschafften, Berathschlagungen der Folterungen und endlichen Urthlen, vollkommne Justiz geübt, und ihre Statuten unverbrüchlich gehalten werden.

22. Zu Zeiten daß gmeine 3. Pündt, als Herren der Hoch- und Ober-Herrlichkeiten, den Paß für Kriegs-Volck durch das Veltlein oder Graffschafften gebrauchen, oder zugeben wolten, so werden gemeine 3. Pündt verschaffen, daß die Einwohner gesagten Orthen in gleicher Gestalt, wie in gemeiner 3. Pündten Landen gehalten werden.

23. Zu einem Neutral-Richter ist erwöhlt, Herr Obrist Johann Simeon de Florin, eine aufrichtige, und den Parthen wohlbekandte Persohn, welcher schuldig seyn soll zu urtheilen mit Rath des Herrn D. Gio. Bapt. Stampa di Gravedona, und ihme zu einem Assessori verordnet, sie beyde sollen verpflichtet seyn alle und jede Differenzen, so ihnen in Krafft vorstehender Capitlen übergeben worden, zu entscheiden in den 2. nächst-folgenden Jahren, so anfahen sollen von dem ersten nechst-künfftigen Monats Octobris, und im Fall er Herr Obrist Florin oder Stampa, oder sie beyde innerhalb solcher Zeit absterben solten, mag der Herr Gubernator, oder dessen Nachfolger in dem

Mey-

1726 Meyländischen Governo, einen andern Neutral-Richter, der ein Pundts-Mann seye, ernamsen, und die Herren Pündtner einen andern Jurisperito benennen von dem Meyländischen Staado, zu desselbigen Assessoren, wie obsteht. Nach Verfliessung aber der 2. Jahren sollen die Sachen, so noch nicht entschieden wären, vor dem ordentlichen Richter gehörig seyn, vorbehalten so durch Schuld des Richters oder des Klägers die Sach nicht in solcher Zeit entschieden wäre, und darwider nach Form in den Actis wäre protestirt worden, solle die vorbestimte verflossene Zeit denselbigen nicht nachtheilig seyn, mit diesem Anhang, daß den Parthen nicht soll benommen seyn sich entweder gütlich zu vergleichen, oder einen Richter, oder Arbitro zu erwöhlen, zu ihrem Benügen, oder auch die Zeit zu verlängeren, wie sie es gut bedunckt.

24. Alle andere Puncten, so in dieser gegenwärtigen Capitulation nicht begriffen, sollen in den Stand und Wesen gesetzt werden, gleich als wie selbige Anno 1617. waren, und solle in denselbigen die geringste Innovation noch Aenderung nit fürgenommen noch verstanden werden.

25. In Krafft des ewigen Friedens und guter erblicher Nachbarschafft zwischen Ihr. Cathol. Königl. Majestät und gmeinen 3. Pündten aufgericht, versprechen gmein drey Pündt in bester Form Ihrer Majest. die gegenwärtige Capitulation, und was darinnen begriffen ist, steiff, und unverbrüchlich zu halten, und zu verschaffen, und wofern die Herren Pündtner deme nicht nachkommen wurden, soll es dahin verstanden werden, als wann sie an der Bündtnuß gegen Ihr. Majestät ermanglet hätten.

26. Was die Religion anbelangt, versprechen die Herren Pündtner zu halten, und verschaffen zu thun, von ihren Amtsleuten und Oberkeiten unverbrüchlich gehalten zu werden die nachfolgenden Capit.

27. Daß in dem Veltlein und beyden Graffschafften keine andere Religion seyn solle, als die Catholische, Apostolische, Römische, mit austrucklicher Ausschliessung aller andrer Ubungen und Gebrauch einer andern Religion, die da nicht seye die Catholische.

28. Soll alles das gehalten werden, so bey den Hn. Schweitzern der 12. Orten in den Vogtheyen zu Lauis, Lugaris und Mendris gehaltdn wird, jedoch daß die Inquisition nicht eingeführet werde.

29. Nach Inhalt geschehner Attestationen soll der Herr Bischoff zu Como, und andere Geistliche, so wohl Regular- als Seculares, das Seelsorger-Ambt, und andre ihre H. Aembter des Gottsdiensts unverhindert verrichten mögen, wie es in denen Orten, wo man die Catholische Religion allein übet, gehalten wird.

30. Der Herr Bischoff, und andere Päbstliche Visitatores, sollen, so viel ihnen gebührt, ihres Gut-Achtens, ihre Kirch-Hörungen in dem Veltlein und Graffschafften mit vollkommner Authoritæt besuchen und ihre Geistliche Jurisdiction üben mögen, nach Inhalt und Disposition der gemeinen Rechten, und H. Canonen, wie es in denen Orten, wo man sich allein zu der Catholischen Religion bekennet, gehalten wird, und soll von keinem Ambtsmann, ob er schon der Catholischen

lischen Religion nicht wäre, eintzige Hindernuß daran geschehen, sondern denselben aller gebührender Respect erzeigt werden. 1726

31. Es werden keine Gesätz oder Decret, so der Religion oder Geistlichen Freyheit zuwider sind, gehalten werden, und so Geistliche Bullen einlangen, sollen selbige unverhindert mögen publiciert werden, derowegen nachfolgende Statuten des Veltleins und dero zwey Graffschafften aufgehebt seyn.

32. In den Statuten des Veltleins werden widerruffen die nachfolgenden Statuten, nemlich des 51., 195., und 210. Capitels: und zu deme die Statuten des 221. und 222. Capitels, so viel die Kirchen-Güter betrifft. In den Statuten der Graffschafft Cleffen wird aufgehebt das Statut des 153. Capitels, und die Statuten des 143. und 161. Capitels, so viel die Kirchen-Güter anbelangt. Weiters werden widerruffen die Statuten der Graffschafft Wormbs, welche den Veltlein- und Cleffnerischen gleichförmig sind, welche hiermit sollen widerrufft seyn. Die Ehe-Sachen, und was dem Kirchen-Foro, oder geistlichen Richter zugehörig, laßt man der gesagten Oberkeit verbleiben.

33. Es soll nicht zugelassen seyn einige Wohnung noch Haußhaltung einiger Persohn, welche nicht Catholisch seye, vorbehalten den Ambts-Leuthen währender Zeit ihrer Aembtern, wie auch vorbehalten die Vertriebenen, welche Güter im Veltlein und beyden Graffschafften haben, denen drey Monath jedes Jahr vergunnt werden, ihre Frücht und Einkommnussen einzusammlen, und Zinsen einzuziehen, doch daß die Ambtsleut, so wohl als die Vertriebnen, keine Prediger halten, noch Ubung ihrer Religion haben sollen, sondern ohne offenliche Aergernus leben.

34. Wann die Evangelischen Ambts-Leut bey Antretung ihrer Aembtern den Unterthanen den Eyd schwören, soll es gehalten werden wie vor Anno 1620. geschehen. Und so in währender Zeit der Aembtern ihnen Kinder gebohren wurden, und sie wolten, daß solche im Veltlein oder beyden Graffschafften getaufft wurden, soll es geschehen nach Form und Gebrauch der Catholischen Kirchen.

35. Es sollen die Herrn Catholischen Pündtner alle zwey Jahr einen von den Catholischen Ambtsleuten erwöhlen, welcher für die Catholische Religion Sorg tragen, und alles, was dero zuwider, oder die Erneuerung, welche dem Inhalt obbeschriebner Capitlen entgegen, abschaffe, und sollen gmeine drey Pündt befehlen, daß die Verordnungen solcher Ambtsleuten in dergleichen Materi auf das fleißigst sollen gehalten und vollzogen werden. Und im Fall kein Catholischer Amtsmann in dem Thal verhanden, sollen die Herrn Catholischen Pündtner ein andere qualificierte Persohn, welche gut Catholisch, und ein Pundtsmann seye, hierzu verordnen.

36. Es sollen alle Güter, Einkünften, Legaten oder Aufgemächte, so vor diesem von den Evangelischen, zu Unterhaltung ihrer Predicanten, wie auch der Kirchen im Veltlein und Graffschafft Wormbs und Cleffen ausgemacht wären worden, in der Disposition der Herrn Pündtner verbleiben, dieselbige zu restituiren oder anzuwenden, denen so es von Rechts wegen billig gehört.

1726 37. Es soll kein Heurath, als allein zwischen Persohnen der Catholischen Religion, mögen beschlossen werden.

38. Wofern auch andere Capitel und Artickel, die Religion betreffend, in dieser gegenwärtigen Capitulation, oder in ander Weg nicht ausgedruckt wären, soll dasjenige gehalten werden, so sich erscheint, daß in den Lantvogtheyen zu Lauis, Lugaris und Mendris gehalten werde, und zu solchem Ende sollen der Herren Ambassador der Cathol. Königl. Majestät, so bey den Herrn Schweitzern residiert, und diejenigen Persohnen, so von den Herrn Pündtnern hierzu deputiert, ein Attestation von den Herren Schweitzern aller 12. Orten ins gemein erhalten, und solches soll man auch thun in Ansehung des Beneplacito, so von den Fürgesetzten wegen des possesses der Geistlichen Beneficien gegeben werden soll: Hierzwischen aber soll an Vollziehung dessen, so in dieser gegenwärtigen Capitulation begriffen ist, nichts versaumt werden.

39. Man gibt zu und verwilliget die Abschleissung aller derer Vestungen, so von Anno 1620. biß hieher aufgerichtet worden, nemlich an Seiten der Herrn Pündner das Schloß zu Cleffen und Sonders, mit Beystand oder Assistenz einer Persohn, so von ihr Excellenz dem Herrn Gubernator darzu verordnet. Und gleicher Gestalt an Seiten Ihr. Cathol. Majestät sollen geschliessen werden Datio, Musso, Torrebruna, die Befestigungen in Peschei, samt den neuen Schantzen an der Adda, und solches alles eins und andern Theils, zu der Zeit, so Ihr. Excellenz gefallen wird, und sollen alle Fortificationen in den Stand, wie sie Anno 1620. gewesen, gebracht werden.

Zu wahrem Glauben, Bestätt-Vervollkommung gegenwärtigen Capitulation versprechen Wir Don Diego Filippez de Guzman, Marches de Leganes, Ihr. Cathol. Königl. Majestät Rath, Gubernator und General-Hauptmann des Meyländischen Staads, in seinem Königl. Nahmen, für uns und unsere Nachfolger, alles dasjenige zu halten und zu vollziehen, was uns in obbeschriebenem Inhalt betrifft: Gleiches versprechen Wir auch die Gesandten der drey Pündten, im Namen unserer Gemeinden und Völckern, nemlich;

Li Signori Capi delle Excelse trè Leghe.

Sig. Landrichter Coradin Castelberg.

Per la Lega Grisa.

Sig. Landrichter Rudolf a Marmels.
Sig. Landrichter Christian de Florin.
Sig. Landamman Gio. Giorgio.
Sig. Colonello Cristoforo Rosirol.
Sig. Cavaliere Gio. Coray.
Sig. Burgemaister Giovanni Bavier.

Per la Cade.

Sig. Landvogt Fortunato a Juvalta.
Sig. Capitano Ulderico Albertini.
Sig. Colonello Rudolfo Travers.
Sig. Landvogt Gio. Paolo Beli a Belfort.
Sig. Pod. Ant. Lossio. Sig. Pod. G. a Salis.
Sig. Landamman Menrado Buol.

Per

Per le Dieci Dritture. 1726

Sig. Tenente-Colon. Durig Enderli.
Sig. Stattvogt Gio. Pietro Enderli.
Sig. Tenente-Colon. Gio. Ant. Buol.
Sig. Cavaliere Antonio de Molina.
Sig. Capitano Gio. a Porta.

Und zu mehrer Bekräfftigung sind respective zwey gleichförmige Copeyen eines Inhalts mit Ihrer Majestät Insigel, und unserer der drey Pündten, nemlich eins für Ihr. Königl. Majestät, und die andere für Uns und unsere Völcker gesiglet. Geben zu Meyland den 3. Septemb. Anno 1639. unterschrieben.

El Marques de Leganes.

Ad Mandatum Suæ Excellentiæ proprium.

Marcus Antonius Platonus Regius Secretarius.
Conradin à Castelberg Landrichter.
Rodolfo à Marmels.
Cristianus de Florin.
Joan de Giorgi.
Cristoforo Rosirol.
Joan de Coray.
Joan Bavier Burgemaister.
Gubertus à Salis.
Fortunato Juvalta.
Ulderico Albertini.
Gio. Paolo Beli de Belfort come eletto dal Consiglio delle tre Leghe.
Antonio Losio. eletto come sopra.
Menrado Buel Landamman.
Durigo Enderli a Montzvic.
Johann della Porta.
Johann Pedro Enderli a Montzvic.
Gio. Ant. Buel eletto dalla mia Legâ.
Antonio de Molina Cavaliere, in nome, e Deputato delle tre Leghe.

Ad Mandatum DD. Legatorum proprium.

Ulricus Calberg Superioris Ligæ Grisæ Consiliarius subscripsit.
Bartolomæus Geel Fœd. Cathedr. Cancellarius subscripsit.
Leonaldus Vidnerus Fœd. X. Jurisd. Cancellarius subscripsit m. p.

Cum appensione respectivorum Sigillorum.

Vollmacht, welche von Ihro Königl. Majestät dem Herrn Marchese de Leganes übergeben worden.

Wir Philipp von GOttes Gnaden König von Castilien, von Leon, von Arragonien, von beyden Sicilien, von Jerusalem, von Portugall, von Navarra, von Granada, von Toledo, von Valencia, von Gallicia, von Majorca, von Sevilien, von Sardinien, von Cordova, von Corsica, von Jaen, von Algabrien, von Algezira, von Gibraltar, von den Canarischen Insulen, von Ost- und West-Indien, von dem am Oceano gelegenen festen Land und Insulen, Ertz-Hertzog von Oesterreich, Hertzog von Burgund, von Braband und Meyland, Graff von Habspurg, Barcellona, Herr von Biscayen, und von Molina, ꝛc. So viel zu Erhaltung und Vermehrung unsers heiligen Catholischen Glaubens dienlich ist zwischen meiner Cron und gesagtem Pündtnerischem Stand zu tractiren, und Frieden zu stifften, mit denen Bedingnussen und Pacten, welche man dienlich erachten, und gerichtet werden

 sollen,

1726 sollen, worinnen ich mit gutem Willen willfahre, was den Dienst Gottes und den Nutzen der Christenheit betrifft. Derohalben gebe ich und erlaube in meinem Namen dasjenige, was in Ansehung dessen geziemet mit besagten Pündtnerischen Landen, oder mit Ihren Abgesandten, und zu diesem Ende erwählten Persohnen, zu capituliren und accordiren, dem Marques de Leganes, meinem Staats-Rath, Præsident von Flandern, Governator und Capitan General des Staats von Meyland, in Krafft gegenwärtigen Schreibens, gäntzliche in diesem Fall erforderliche Vollmacht, daß er für Mich und in meinem Namen könne capituliren, tractiren und verabreden mit gesagtem Pündtnerischen Stand, und desselben Abgesandten oder Ministris alles dasjenige, was dem Staat von besagtem Frieden mit seinen Würckungen dienlich seyn kan, auf Art und Weiß, wie es Ihm am besten duncket, und mit den anständigsten Conditionen, in der Hoffnung, daß dieselben zum Dienst GOttes, unseres HErrn und dem Besten der Catholischen Religion ausschlagen werden. Ich declarire, gebe mein Wort, und verspreche, daß alles, was durch den gesagten Marques de Leganes gemachet, tractiert und concertieret worden, von Mir ratificiret, verwilliget, approbiret, und für steiff und fest gehalten seye, und verpflichtete Mich für dasselbe gut zu seyn, als eine in meinem Königl. Namen, und auf meine Königl. Authorität gemachte Sache, als auch dasselbe ohne einigen Betrug noch Aufschub zu erfüllen, ja wann es vonnöthen, ins besondere (auf speciale Form und Art) zu ratificiren und approbiren, mit in dergleichen Occasionen üblichen Requisitis, also, daß alles steiff und fest seye. Zu Bevestigung desselben habe Gegenwärtiges mit meiner Hand besteiffet, und mit meinem Königl. Siegel versieglet, auszufertigen befohlen. Signat.

Ich der König.

Hieronymus Villanova.

& sigillat. &c.

Credenzial-Brieff von gemein drey Pündten an Ihro Excellenz Marchese von Leganes.

Es kommen vor Euer Excellenz unsere unterschriebene, darzu deputierte Häupter und Räthe um einige Puncten des mit Euer Excellenz im Namen Ihro Cathol. Majestät aufgerichteten Tractat zu lindern, und wann man wegen denselben übereinkommen, sie feyerlich zu stabilieren, und zu schliessen.

Il Sig. Landrichter Conr. a Castelberg.
Sig. Alt Landrichter Rod. a Marmels.
Sig. Alt Landrichter Cristian a Florino.
Sig. Landamman Gio. Giorgio.
Sig. Colonello Cristoforo Rosirol.
Sig. Cavaliere Giovanni Coray.
Sig. Burgemeister Joan Bavier.
Sig. Landvogt Fortunato a Juvalta.
Sig. Capitano Uldalrico Albertini.
Sig. Colonello Rodolfo à Travers.
Sig. Landvogt Gio. Paolo Beli à Belfort.
Sig. Podestà Antonio Lossio.
Sig. Podestà Goberto à Salis.

Sig. Land-

Sig. Landamman Menrado Buol.
Sig. Tenente-Colo. Duringo Enderlino a Montzvic. 1726
Sig. Stattvogt Gio. Pietro Enderlino a Montzvic.
Sig. Landamman Gio. Paolo Buol.
Sig. Capitano Gioanni à Porta.
Sig. Colonello Ant. Molina Cavaliere.

Wir ersuchen Euer Excellenz, daß sie belieben wollen, denselbigen völligen und unzweiffelhafften Glauben zuzustellen, in allem deme, was sie Euer Excellenz vortragen werden, mit Versicherung, daß Wir alles, was sie mit denselben schliessen werden, vor steiff und genehm halten werden, als wann es von uns selbst gemacht wäre. Wir zweiflen nicht, Euer Excellenz werden dieselben mit aller Kürtze und Satisfaction abfertigen. Schließlich wünschen Wir denselben alle höchste Glückseligkeit. Gegeben, und mit unserem gewöhnlichen Siegel der 3. Pündten gesiegelet, den 8. Augstm. 1639. Die Unterschrifft war: Euer Excellenz eyffrige Diener, die Häupter und Räth der gemein drey Pündten zu Davas versammlet. Die Uberschrifft:

Ihro Excellenz dem Herrn Marchese von Leganes, Ihro Cathol. Majestät Rath und Governatore des Staats von Meyland, Capitano Generale in Italien, &c. Gesiegelt mit gemeiner drey Pündten Siegel.

Dieweilen man diesen Tag das sogenandte Friedens-Capitulat, und immerwährende Freundschafft, welche Anno 1639. zwischen Ihro Cathol. Majestät, König Philippo dem IV. und den Herrn Abgesandten der freyen Grau-Pündtnerischen Republic beschworen, ratificieret hat; und die unterschriebene Parten an eben diesem Tag auch diejenige Capitulation, welche in gesagtem 1639. Jahr wegen der Religion, Regierung und andern particular-Sachen, welche das Veltlein und Graffschafften Wormbs und Cleffen angehen, aufgerichtet worden, auch ratificiren wollen; dannenhero

Zu desto stärckerer Beglaubigung, Bestätigung und Bevestigung angezognen Capitulats, Wir Wirich Philipp Lorentz von Daun, Graf des Heil. Römischen Reichs, Fürst von Tiano, Ihro Kayserl. und Cathol. Majestät Staats-Rath, Governatore und Capitano Generale des Staats von Meyland, dieselbe Capitulation in allen und jeden ihren Articulen, wie oben, ratificieren, und im Namen Ihro Majestät vor uns und unsere Nachkommen, was uns betrifft, das Enthaltene unverletzlich zu halten und zu exequiren versprechen; gleichwie auch wir unterschriebene Abgesandten gemeiner drey Pündten eben dieselbe Capitulation vor uns und unsere Nachkommen in allen und jeden Articklen ratificieren, und im Namen unserer Gmeinden und Völcker den Einhalt aufrichtig und unverletzlich zu halten und zu exequiren versprechen.

Dessen zu grösserer Bestätigung haben wir bedächtlich zwey gleichförmige Copeyen, gleiches Einhalts, mit dem Kayserl. und Königl. Siegel Ihro Majestät, und mit den Sieglen gemeiner drey Pündten, eines vor Ihro Majestät, und das andere vor unsere Völcker sieglen lassen. Gegeben zu Meyland, den 24. October 1726.

1726 Il Prencipe di Tiano, Conte di Daun.

Ad Mandatum Suæ Excellentiæ proprium.

Joannes Baptista Bellinus, Regius Ducalis Secretarius.
Gio. Lodov. de Castelberg Landrichter.
Piet. Ant. de Mont. Gio. Beli de Belforte. Gio. de Vincenz. Gio. Paolo de Giorgi.
Gio. Domenico Tini. Gio. Battista Tscharner Presidente della Lega.
Gub. à Salis. Ulder. Buel, come Deputato delle tre Leghe. Giorgio Perini.
Rodolfo Jecklini de Alta Rialta.
Rod. de Salis. Lorenzo Mengotti.
Giacomo d'Ott, Pundts-Landamman.
Gior. Sprecher à Bern. Enr. d'Albertini.
Andrea Sprecher de Bernegg.
Gio. Lucio Guler de Vinegg.
Ulderico Buel.

Ad Mandatum DD. Legatorum proprium.

Christian. Laur. Schreiber, Superioris Grisæ Fœderis Cancellarius.
Bern. Clericus, Fœderis Cath. Cancell.
Joh. Polerus, Fœderis X. Jurisdictionum Cancellarius.

Vollmacht von Ihro Kayſ. Königl. Cathol. Majeſt. an Ihro Excell. Hrn. Maarſchall, Grafen von Daun, Fürſt zu Tiano.

Wir Carolus von GOttes Gnaden Röm. Kayſer, allzeit Mehrer des Reichs, König in Germanien, ꝛc. ꝛc. Die aufrichtige Intention und vätterliche Sorg, mit der der Herr König, Don Philippo IV. unſer glorwürdigſter Vorfahrer und Oheim, den Frieden mit ſeinen Nachbaren, und die Ruhe ſeiner Staaten zu Gutem der Chriſtenheit allezeit verlangt hat, hat in deſſen Königl. Gemüt facilitirt den Schluß eines particular Tractats, und ewigen Friedens und erblichen Freundſchafft, als Hertzog zu Meyland, inzwiſchen ſelbigen Stado und die 3. Pundten, Obern-Gottshauß, und X. Gerichten Pundt, welche die 3. verbündeten Gmeinden, oder Pündt hoher Rhætien gemeinlich genennt werden, und einer ſpecial-Capitulation mit denen Pündneren geſagter drey Pündten, betreffende die Obſervanz und Sicherheit der Cathol. Religion in ſelbigen Landen, zu dero Aufhaltung Er die vorgehende Kriege ausgehalten hatte, mit Stabilierung in Krafft beyden den 3. Tag Sept. des Anno 1639. Jahrs beſtähtigten und approbierten Conventionen eines reciprocierlichen und ewigwährenden Capitulats, in deſſen guten Effecten und Würckungen die einten und anderen Vaſallen die gemeine Satisfaction erfahren haben; Und weil nach dem Tod des Herrn Carle des zweyten, unſers Oheims ſeel. Andenckens, gedachte 3. Pündten ihre Standhafftigkeit und Erfüllung ſolches Tractats, und in Facilitierung des Paſſes, die Kayſerliche Trouppen gegen Italien bewieſen, welche Anzeigungen unſere großmächtige Acception und Genemhaltung es Genügen thun will, die von dem Herrn Kayſer Joſepho, unſerem Bruder, glückſeligen Gedächtniß mit einem Inſtrument von 9. Apr. 1707. gethane Verſprechung confirmieren und beſtätigende, von einigen Vortheilen und Nutzbarkeiten zu gemeinem und particular Beſten bedeuter 3. Pündten, und zu deſſen Effectuirung und preciſen Stand zu den Effecten, das alte ſchon angezogene Capitulat in allen ſeinen Theilen zu renovieren und zu confirmieren, ſchreiten; Haben wir reſolviert und determiniert

miniert in unserem Königlichen und Hertzoglichen Namen, und in Krafft gegenwärtigen Brieffs, den Tit. Grafen von Daun, Fürst von Tiano, Ritter des güldenen Bliesses von unserm Staats-Rath, Feld-Marschallen, Generalen unserer Armeen, Gubernatoren und Capitane Generale unsers Staats von Meyland, zu befehlen, abordnen und deputieren, daß er in unserem Königl. und Hertzogl. Namen könne capitulieren, concertiren und schliessen die Neuerungen und Confirmation gesagten alten Capitulats in seinen beyden Theilen, mit ihren Abgesandten, Deputierten oder Persohnen, welche sie hierzu ernamsen werden, gedachten Grafen von Daun allen unsern Gewalt, Commission und Vollmacht, und wie sie erforderet wird, concedirende und gebende, daß er für Uns und unserem Namen capituliren, concludiren und ratificiren, die Versprechungen, Vortheil und Bedinge der proponierten Erneuerungen und Confirmation des alten Capitulats und angezogener Conventionen, und declarieren bey unserer Treu und Parolen, daß alles das, so von gesagtem Grafen von Daun wird gethan, tractiert, versprochen und concludiert werden, Wir solches approbiren, ratificiren, consentiren und für fest und gültig dargeben, und Uns solches zu halten, und zu halten machen, zu obligieren, als eine in unserem Königl. Hertzogl. Namen, und mit unserer Authorität geschehene Sache, welche Wir punctual und ohne Fehl, und einigen Anstand adimpliren und erfüllen machen werden; Und wann es vonnöthen wäre zu ratificieren, und zu approbieren wie es in aller Form mit allen Requisitis und Erfordernussen, so zu geschehen pflegen, zu der sicheren ewigen und continuirlichen Währung, inmassen unser Will ist, daß gesagtes Capitulat mit denen Vortheilen und Bedingungen, so bey dessen Erneuerung und Confirmation werden stipulirt werden, beobachtet und gehalten werden soll; Zu dessen vester Sicherheit Wir gegenwärtiges mit unserer Hand unterschrieben, und mit unserem Insiegel versiegelt von unserm Secretario di Stado e del Dispacio referendieren, expedieren und ausfertigen lassen. Geben in unserer Kayserl. Residentz zu Wienn, den 13. Aprill 1726. 1726

Sig. YO EL REY.

Don Roman de Villana Perlas.

Concordat cum Originali existente penes me infrascriptum Regium Ducalem Secretarium in Cancellaria Secretiori Status Mediolani. Bellinus.

Vollmacht und Credenzial-Brieff der Abgesandten gemeiner drey Pündten an Ihro Excellenz Herrn Marschall, Grafen von Daun, Fürsten zu Tiano.

Hochgebohrner Fürst, gnädiger Herr.

DEmnach Uns vor etwas Zeits von unserem alldasigen Agenten Johann Pecis participiert worden, wie daß Ihro Kayserl. und Cathol. Majestät allergnädigst gefallen lassen wollen, Euer Excellenz die Vollmacht, vollkommner Gewalt und Plenipotenz zu ertheilen, wegen der Renovation des alten Capitulats, entzwischen dem Staat Meyland und unserer Republic die letste Hand an solches Werck und Tractat zu legen, und folgsam zu einem völligen Schluß und Endschafft zu bringen, mithin die Intimation an uns beschehen, daß von

Seiten

1726 Seiten unserer Republic auch Abgesandte in Form und Gestalt, wie Anno 1639. beschehen nach Meyland mit der zu solchem Werck erforderlichen Vollmacht und Creditiv muniert, fordersamst abgeordnet und spediert werden sollen; Als haben Wir diesem Zufolg nicht ermanglen wollen, unsere getreue, liebe Mit-Räth, als:

Sig. Landrichter Gio. Lodovico de Castelberg.
Sig. Colonello Pietro Ant. de Mont.
Sig. Landrichter Gio. de Vincenz.
Sig. Vicario Gio. Paolo Giorgio.
Sig. Landamman Gio. Domenico Tini.
Sig. Pundts-Presidente, e Burgemeister Gio. Battista Tscharner.
Sig. Landtshauptman, e Pundts-Landamman Guberto Salice.
Sig. Capit. Oberzunfftm. Ulderico Buol.
Sig. Capit. e Podesta Giorgio Perini.
Sig. Pod. e Presidente Rodolfo Jecklin de Alta Rialta.
Sig. Conte, e Landa. Rodolfo Salice.
Sig. Podesta Lorenzo Mingotti.
Sig. Pundts-Landa. Giacomo Ott.
Sig. Landa. Gio. Sprecher de Bernegg.
Sig. Capitano e Sind. Enrico Albertini.
Sig. Punds-Landamman, e Vicar. Andrea Sprecher de Bernegg.
Sig. Capitano Richter Gio. Lucio Guler de Vinegg.
Sig. Landaman Ulderico Buol.

Abgesandten Namens unserer Republic zu erkiesen und abzuordnen, auch selbigen die Vollmacht oder vollkommene Gewalt und Plenipotenz zu ertheilen; wie Wir dann hiermit solchen dahin ertheilen, und Ihnen anbefehlen, sich nicht allein zu Euer Excelenz zu begeben, und selbe unserer Dienst-Ergebenheit, auch aller wahren aufrichtigen Freund- und Nachbarschafft zu versichern, sondern zumahlen auch nicht nur dasjenige, so allbereits vor einem Jahr wegen sothaner Renovation zu Meyland concertiert und verabredet worden, sondern auch alles dasjenige, so selbige annoch weiters, so wohl diß Orts halben, als wegen andern Stands-Angelegenheiten und Beschwerden, so selbe Euer Excell. in unserem Namen vorbringen, tractiren und conveniren werden, alliglich zu ratificiren, schliessen und zu solemnisiren. Wir ersuchen dahero Euer Excell., ihnen nicht allein gütigste Audienz zu ertheilen, sonder auch in allem völligen Glauben zuzustellen, massen Wir alles dasjenige, so von Ihnen in unserem Namen gemacht, tractiert und geschlossen werden wird, zu allen Zeiten erkennen, halten, und selbigem nachleben werden, als wann es von Uns selbsten beschehen wäre. Solchemnach versicheren Wir Uns auch um so mehr einer vergnüglichen Expedition unserer Abgesandten, als Uns nicht allein Euer Excell. gegen unserem Stand unverdienter massen hegende Wolgewogenheit und Propension, wie auch dero höchst-berühmten Æquanimität oder Justiz-Liebe zu Genügen bekannt gemacht worden, sondern auch solches denen von Seiten unsers Stands Ihro Kayserl. und Königl. Cathol. Majest. so vilfältig zugestandenen Willfährigkeiten und anderen habenden Verdiensten, angemessen seyn wird. Wir lassen also Euer Excell. unsern gesamten Stand und dessen Interesse bestens anbefohlen seyn, und versichern dieselbige, daß wir nebst Anwünschung aller wahren Glückseligkeit stets mit sonderbarer Veneration und Hochachtung verharren werden. Geben und in unserer aller Namen mit gmeiner drey Pündten Secret-Insiglen verwahrt A. 1726. den 30. Jul. (10. August.)

Euer Excellenz

Dienst-bereitwilligste

Die Häupter und etwelche der Räthen gemeiner dreyen Pündten zu Chur versamt.

Die Uberschrifft:

Ihrer Excell. dem Hochgebohrnen Herrn, Herrn Wirich Philipp Lorentz, Grafen von Daun, Fürsten zu Tiano, Rittern des güldenen Bließ, der Röm. Kays. Mai. würckl. geheimten Rath, Feld-Marschall, General-Feld- und Hauß-Zeugmeister, Obrister über ein Regiment zu Fuß, Obrister und Commendant der Kays. Residentz-Stadt Wienn, Gouverneur und General Capitain des Meyländischen Staats, &c. Meyland.

):(o):(

CORPUS
JURIS GENTIUM
ACADEMICUM.

TOMI II.
PARS II.
CUM INDICE.

CCCXV.

Articles conclus au nom de Sa Majesté Imperiale & Catholique, & de la Regence d'Alger, par la Mediation de la Porte Ottomanne au sujet de la Navigation. A Constantinople le 8. Mars 1727.

Au Nom de la Très-Sainte & Indivisible Trinité.

APrès que le Mandement émané de la part du Très-Puissant & Serenissime Empereur des Ottomans, de l'Asie & de la Grece, Ahmed-Cham, Fils du Sultan Mehmet-Cham, fut ci-devant envoyé aux Communautez d'Alger, de Tunis & de Tripoli, par Ismael Aga, Chef intime des Chambellans, & par Suleiman, Aga de l'illustrissime & excellentissime Seigneur Mustapha Bassa, suprême Amiral de la susdite respectable Porte; contenant que dans les Articles de Paix reçûs & échangez par les deux Parties à Passarowitz, il étoit exprimé que suivant les Conventions précedentes & les resolutions des Commissaires nommez de part & d'autre, les Marchands, Sujets & Vassaux du Très-Auguste, Très-Puissant & invincible Empereur des Romains Charles VI, pourroient librement & sûrement faire leur Commerce par Terre & par Mer, dans la Domination des Ottomans, avec les Appareils & Pavillons des Vaisseaux & Lettres Patentes de l'Empereur, & qu'ayant payé les Droits necessaires, ils ne seroient point molestez ni attaquez, mais au contraire protegez.

A quel effet le Sr. Jean de Schonamille, & le Sr. Nicolas de Thelis, en qualité de Commissaires Plénipotentiaires de Sadite Majesté l'Empereur des Romains, furent envoyez aux susdites Communautez, lesquels (à cause de certains empêchemens ne pûrent entrer en conference avec la Communauté d'Alger en Afrique;) mais étant arrivez à Tunis, & les ordres dont ils étoient chargez ayant été ouverts & lûs en présence du Très-Excellent Seigneur le Vice-Roi de Tunis, Hussein Peig, de Daio Mufftio, & des Principaux du Royaume, ils convinrent du consentement unanime des Anciens de la Milice, & des Loix, à l'intervention dudit Chef intime des Chambellans de la susdite respectable Porte, & de l'Aga Sulciman, Député de l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Suprême Amiral, de treize Articles, & le Traité de Paix ainsi conclu fut échangé des deux côtez.

Mais à leur retour de Tunis dans le dessein de se rendre à Tripoli à l'entrée de l'Hiver, le Vaisseau qu'ils avoient monté ayant été repoussé, Ismael Aga, Chef intime des Chambellans premier nommé en qualité de principal commissaire de la respectable Porte, expedia une Personne de sa Suite à la Communauté de Tripoli, avec l'ordre mentionné du Sultan, auquel fut aussi obéi; & ladite Communauté laissa à l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur Mustapha Bassa, Suprême Amiral de la respectable Porte, selon la coûtume, le soin & la conduite de leurs affaires, & lui envoya une Lettre particu-

1727 liere avec le Plein-pouvoir de conclure auſſi la Paix avec Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique ſuivant le Traité de Paix de Tunis.

En conſequence de ci-deſſus, Sadite Exc. le Suprême Amiral étant entré en Conference avec Joſeph de Dirling, Réſident & Miniſtre de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique auprès de la reſpectable Porte, il convint des treize Articles ſuivans, ſelon le Traité de Tunis, & y ſouſcrivit; & comme il avoit été ſubſtitué de la part d'Alger, Communauté d'Afrique, par Lettre & Plein-pouvoir ſpecial, pour entrer en Traité, ſelon les Conditions & les Articles de Paix faite avec les Communautez de Tunis & de Tripoli: A cette cauſe, étant entré en Conference touchant cette Paix en vertu de ſon Plein-pouvoir, ſelon la forme des Traitez de Tunis & de Tripoli, avec moi Miniſtre & Réſident de Sa Sacrée Majeſté Imperiale & Catholique, aupres de la reſpectable Porte, & Commiſſaire Plenipotentiaire en cette Negociation, la Paix entre la ſuſdite Majeſté Imperiale & Catholique, & le Senat d'Alger en Afrique, a été concluë, dont les Articles ſont les ſuivans.

Art. I.

L'An mil cent trente neuf du mois Lunaire appellé Reggeb, le cinquieme, c'eſt-à-dire le 26. de Fevrier de l'An du Seigneur mil ſept cent vingt-ſept, l'on eſt convenu que ſelon ce qui a été établi par ce Traité de Paix, toutes Pyrateries & Hoſtilitez par Mer & par Terre ceſſeront entre les Sujets & Vaiſſeaux de l'Empereur des Romains, & les Sujets & Vaiſſeaux du Senat d'Alger; & ſi depuis le ſuſdit jour auroit été cauſé quelque dommage par l'une des Parties à l'autre, qu'il ſera totalement reparé, & que les Vaiſſeaux pris & pillez, les Captifs & toutes autres choſes quelconques ſeront entierement reſtituez.

II. Que le repos & la tranquillité ſeront à l'avenir conſervez entre tous les Ports ſoumis au Très-Puiſſant Empereur des Romains, & auſſi les Païs-Bas ſituez à l'Ocean, l'Isle de Sicile, Naples, la Calabre, & les Lieux qui en dépendent, les Ports de Fiume & de Trieſte dans la Mer Adriatique, & ſes autres Sujets de quelque Païs & de quelque Nation qu'ils ſoient, de même qu'entre les Sujets du Sénat d'Alger & ſes Habitans.

Que l'on obſervera pareillement toute ſûreté entre les Vaiſſeaux & les Pavillons des deux Parties, en quelque endroit qu'ils ſe trouvent.

Qu'ils n'entreront point dans les Ports les uns des autres, & n'y feront point de Commerce; mais ſi la néceſſité exigeoit que les Vaiſſeaux de l'une des Parties, à cauſe de la vehemence de la Tempête ou de la pourſuite des Ennemis, duſſent entrer dans les Ports de l'autre, qu'ils pourront y entrer; & quand ils ſeront arrivez ſous le Canon, qu'ils y ſeront en ſûreté & ſecurité, & que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates pourſuivent les Vaiſſeaux Marchands, avant-que vingt-quatre heures ſoient paſſées.

III. Si quelques Vaiſſeaux de l'une ou l'autre des Parties auroient

par

par néceſſité été contraints de ſe retirer dans quelques Ports, comme il a été dit en l'Article ſecond, la Garniſon des Forts tâchera de les defendre; & ſi en ſemblable cas, ils fuſſent pris par les Ennemis, la reſtitution n'en pourra être demandée à aucune des Parties contractantes. 1727

IV. Les Vaiſſeaux Pirates armez dans les Provinces Algeriennes, ſortant en Mer, & rencontrant des Vaiſſeaux portant Pavillon Allemand de quelque Païs qu'ils ſoient munis de Paſſeports ſignez des Gouverneurs deſdits Païs, de façon cependant que les Cachets ſoient pareils aux Paſſeports, Cachets & Pavillons qui ſeront envoyez par le Conſul à nommer dans ces contrées, ils les laiſſeront en toute liberté continuer leur voyage, ſans les arrêter ni leur donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le ſecours & les proviſions dont ils pourront avoir beſoin, obſervant d'envoyer ſeulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le nombre des Rameurs néceſſaires pour la conduire, afin de reconnoître & viſiter le Vaiſſeau, & examiner leſdits Paſſeports; & les ordres ſeront donnez à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront ſortir de la Chaloupe & entrer dans le Vaiſſeau, à moins que le Commendant n'en donne la permiſſion à pluſieurs.

Les Vaiſſeaux des Capitaines prendront auſſi des Paſſeports du Conſul Réſident à Alger, à vûë deſquels on les laiſſera partir, & ſeront aſſûrez que tout traitement favorable leur ſera accordé. Ces Paſſeports ne ſe donneront point à des Etrangers.

V. Si quelques Vaiſſeaux Ennemis des Allemands, menoient quelques Sujets d'Allemagne Captifs aux Ports d'Alger, ils ne les mettront point à terre; mais s'ils les debarquoient, ils ſeront mis en liberté.

VI. Les Sujets Allemands Voyageurs qui ſeront trouvez ſur un Vaiſſeau portant Pavillon étranger, de même que les Sujets Voyageurs d'une autre Nation trouvez ſur un Vaiſſeau Allemand, quoiqu'il y eut Guerre entre eux, ne ſeront point faits Eſclaves & leurs Effets leur ſeront reſtituez: La même choſe ſe pratiquera en pareil cas à l'égard des Algeriens.

VII. Il ne ſera donné aucun ſecours ni protection aux Vaiſſeaux Ennemis, & qui ſont en Guerre avec les Sujets d'Allemagne. On ne permettra pas qu'à l'inſtigation de leurs Ennemis, l'on équipe contre eux; & les ordres ſeront envoyez aux Ports ſoumis au Senat d'Alger, à ce que les Ennemis des Allemands, quels ils puiſſent être, n'équipent des Vaiſſeaux par le commandement ou ſous le Pavillon des Gouverneurs des autres Provinces; pareillement ceux qui ſont en Guerre avec les Allemands, n'équiperont aucun Vaiſſeau dans les Ports Algeriens pour courir ſur eux, & il ne ſera permis auſſi aux Ennemis des Algeriens d'équiper dans les Ports d'Allemagne pour agir contre eux.

VIII. Il ſera nommé & établi de la part de l'Empereur des Romains, un Conſul auprès du Senat d'Alger, pour conduire les affaires, & donner les Paſſeports; lequel ſelon l'uſage obſerve auprès de la reſpectable Porte, aura auſſi auprès dudit Senat le premier rang par-

 mi

1727 mi tous les autres Consuls ; & s'il survient quelque different ou Procès entre des Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du lieu puissent s'en mêler, & jouïra ledit Consul de toutes les Coûtumes & Franchises dont jouïssent les Consuls des autres Nations.

IX. S'il arrive quelque differend ou Procès entre un Allemand & un Musulman, le Très-honoré Gouverneur d'Alger & le Day en decideront, & nul autre en prendra connoissance ; mais que si tels differens ou Procès surviendroient en d'autres contrées soumises à la domination d'Alger, les Juges du lieu en decideront.

X. Si quelqu'un des Sujets Allemands, auroit frappé un Musulman, & qu'il seroit pris, le Consul le prendra sous sa protection ; mais sa faute étant reconnuë, il en sera chatié en présence du Consul, comme il l'aura mérité ; mais si le Coupable d'un crime ne seroit pas pris & se seroit enfui, il ne pourra pas être repeté du Consul, & ne pourra lui être enjoint de reproduire le fugitif.

XI. S'il arrivoit quelque contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix, & que la Partie lezée en auroit porté ses plaintes par devant les Juges pour que la Justice lui soit rendue, on n'usera d'aucune vengence, avant que la plainte ne soit manifestement prouvée, & la sûreté & la concorde entre les deux Parties ne sera point alterée.

XII. Si quelque Vaisseau d'une des Parties auroit causé quelque dommage en Mer à un Vaisseau de l'autre Partie, l'Aggresseur, quel qu'il puisse être, en portera le châtiment dû, les Effets enlevez seront restituez, & l'Armateur en sera responsable.

XIII. Si cette Paix affermie entre l'Empereur des Romains & le Senat d'Alger venoit à être rompue, il sera permis au Consul Allemand, & à tous ceux qui lui sont soûmis de se retirer en leur Païs, & il ne pourra leur être fait aucune insulte, & leur sera accordé le terme de trois mois pour leur retraite. Après donc que les Articles susdits conclus en vertu de mon Plein-pouvoir, par le consentement des deux Parties, & par la Médiation de la respectable Porte ; entre le Serenissime & Très-Puissant Empereur des Romains, & le Senat d'Alger en Afrique, ont été reçûs & stipulez, il sera enjoint & ordonné aux Juges des deux Parties, à tous les Gouverneurs & à tous ceux à qui il appartient, de se conformer aussi aux susdites Conditions & Articles, de ne rien entreprendre qui puisse être contraire au présent Traité, & de ne porter l'un à l'autre, sous quelque prétexte que ce puisse être, aucun empechement, que conformement à l'Original des Articles stipulez : les deux Parties transmettront des Lettres de ratification cent & cinquante jours après la Souscription & Signature des susdits Articles, & ensuite les Sujets des deux Parties jouïront de tout le repos & de toute la tranquillité possible.

Mais afin que la Paix susmentionnée contenant treize Articles soit religieusement observée, le susdit Seigneur le Suprême Amiral de l'Empire Ottomann Mustapha Bassa, selon son Plein-pouvoir, ayant don-

donné l'Acte autentique muni de sa Souscription & Signature Turque, j'ai aussi délivré le présent Acte signé de ma main & y apposé le Cachet de mes Armes, en conformité de mon Plein-pouvoir de la part du Serenissime & Très-Puissant Empereur des Romains. Fait à Constantinople le 15. du mois Lunaire appellé Reggeb, l'An d'Heggra, c'est-à-dire le 8. de Mars 1727. 1725

(L.S.)

Joseph de Dirling.

CCCXVI.

Acte d'Accession & d'Admission de la Suede au Traité de Hanover.

Au Nom de la Trés-Sainte Trinité.

NOtoire soit à tous & chacun à qui il appartient, ou qu'il pourra appartenir.

Sa Majesté le Sérenissime Roi de Suede ayant été amiablement invité de la part de Leurs Majestez les Sérenissimes Rois de la Grande-Bretagne, Trés-Chretien, & de Prusse, par leurs Ministres, de vouloir bien acceder à l'Alliance Défensive que leurs Majestez ont concluë à Hanover le 3. Septembre 1725, & aux III. Articles séparez y joints; lesquels, aussi-bien que ladite Alliance, auroient uniquement pour objet le maintien & la conservation de la Tranquillité publique, & en particulier de celle du Nord, & dont la teneur s'ensuit.

(Fiat insertio.)

Et Sa Majesté le Serenissime Roi de Suede étant toûjours disposé à concourir à un but si salutaire, & voulant faire connoître combien cette invitation lui a été agréable, a muni de son Plein-pouvoir en forme dûë, ses Commissaires les Senateurs du Royaume de Suede & Membres de la Chancellerie soussignez, pour entrer en Conference avec les soussignez Ministres de leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Trés-Chretien, munis de Plein-pouvoirs pareils, pour négocier & convenir de l'Accession de Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede audit Traité d'Alliance conclu à Hanover, & pour en dresser & signer un Acte formel; Lesdits Commissaires & Ministres-Plenipotentiaires ayant été sur ce sujet plusieurs fois en Conference, & ayant produit leurs Plein-pouvoirs de part & d'autre, sont convenus de ce qui suit.

Sa Majesté le Serenissime Roi & la Couronne de Suede déclarent & promettent, que Sadite Majesté, ses Héritiers & Successeurs accedent pleinement à l'Alliance Defensive concluë à Hanover, & ci-dessus inserée, de même qu'aux III. Articles séparez qui s'y trouvent joints; & que Sa Majesté & la Couronne de Suede, en vertu de cette Accession, se joignent & s'associent, comme Partie principale contractante, à leurs Majestez les Serenissimes Rois de la Grande-Bretagne & Trés-Chretien, s'obligeant & s'engageant lesdites Majestez, leurs

1727 Héritiers & Succeſſeurs, conjointement & ſéparément, d'obſerver & de remplir de bonne foi & réellement toutes les Conditions & Clauſes compriſes dans ledit Traité d'Alliance Défenſive, & ſes III. Articles ſéparez, & de fournir, quand le Cas d'Alliance exiſtera, un Secours de 3000. Hommes d'Infanterie, & de 2000 Hommes de Cavalerie, conformement aux obligations du Traité: le tout de la maniere & auſſi fidelement, comme ſi Sa Majeſté & la Couronne de Suede avoient été, du commencement, Partie principale contractante avec les ſuſdits Séreniſſimes Rois Alliez, & avoient conclu avec Leurſdites Majeſtez conjointement ou ſéparément les Articles & Conditions exprimées dans cette Alliance défenſive, & ſes Articles ſéparez.

Leurs Majeſtez les Sereniſſimes Rois de la Grande-Bretagne & Trés-Chrétien admettent & aſſocient Sa Majeſté & la Couronne de Suede au ſuſdit Traité de Hannover, de même qu'aux III. Articles ſéparez qui s'y trouvent joints, comme Partie principale contractante; déclarant & promettant de leur côté, que leurs Majeſtez, leurs Héritiers & Succeſſeurs obſerveront & rempliront, conjointement ou ſéparément, de bonne foi & réellement, envers Sa Majeſté le Sereniſſime Roi & la Couronne de Suede, toutes les Conditions & Clauſes contenuës dans ladite Alliance défenſive & ſes Articles ſéparez.

Cet Acte d'Acceſſion ſera approuvé & ratifié de la part de Sa Majeſté & de la Couronne de Suede, & de Leurs Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Trés-Chrétien, & les Ratifications en ſeront fournies dans l'eſpace de 2. mois, à compter du jour de la ſignature du préſent Acte, ou plûtôt ſi faire ſe peut. En foi de quoi Nous, en vertu de nos Plein-pouvoirs reſpectifs, avons ſigné ce préſent Acte, & y avons appoſé les Cachets de nos Armes.

Fait à Stokholm le 14. Mars 1727.
Vieux Stile.

Articles ſéparez.

QUoique par l'Acte d'Acceſſion & d'Admiſſion, ſigné ce jourdhui, Sa Majeſté & la Couronne de Suede accedent purement & ſimplement au Traité de Hanover, les Commiſſaires de Sa Majeſté ſont néanmoins convenus avec les Miniſtres-Plenipotentiaires de leurs Majeſtez Britanniques & Trés-Chrétienne, des Exceptions & Articles qui ſuivent.

I. Comme l'Alliance Defenſive, concluë à Hanover le 3. Septembre 1725. n'a pour but que la Paix & la Tranquillité de l'Europe, & particulierement celle du Nord, Sa Majeſté le Roi & la Couronne de Suede, auſſi bien que Leurs Majeſtez les Rois de la Grande-Bretagne & Trés-Chrétien, déclarent, que n'étant point engagées par aucun Traité ni Conventions avec d'autres Puiſſances, qui ſeroient contraires à cette Alliance, leſdits Traitez & Conventions ne pourront être affoiblis par cette Acceſſion, mais reſteront dans leur entiere vigueur; Et Leurs Majeſtez declarent en même tems qu'Elles ſont dès-

à-pre-

à-présent, & feront toûjours dans la ferme Résolution de garder & de 1727
remplir inviolablement tout ce qui est stipulé dans la susdite Alliance de Hanover; s'obligeant de part & d'autre, d'observer fidelement tous les Engagements pris par le présent Traité d'Accession & ses Articles Séparez & Secrets, sans y manquer ni contrevenir en aucune maniere, sous prétexte des Traitez & Engagemenz anterieurs, ni sous quelque autre que ce soit.

II. Sa Majesté & la Couronne de Suede n'ayant point présentement de Possessions hors de l'Europe, se reservent que leur Garantie ne s'étendra point hors des Limites de l'Europe.

III. Le Roi & la Couronne de Suede ayant témoigné, qu'ils souhaiteroient de n'être pas dans l'obligation d'envoyer les Troupes stipulées de leur part dans l'Acte d'Accession dans des Païs trop éloignez, il est convenu entre les Parties contractantes, que le Cas du présent Traité arrivant, lesdites Troupes ne pourront être envoyées en Italie ni en Espagne, mais bien par tout ailleurs: Leurs Majestez Britannique & Trés-Chrétienne conservant toujours le Droit d'exiger le Contingent de 5000. Hommes stipulé de la part du Roi & de la Couronne de Suede, dans l'Acte de leur Accession au Traité de Hanover, en Argent ou Vaisseaux, conformement à ce qui est reglé dans ledit Traité de Hanover.

IV. Sa Majesté & le Couronne de Suede, pour ôter toute possibilité de toute par rapport aux Actes mentionnez dans le V. Article du Traité de Hanover, comme ayant statué sur les Affaires de l'Empire, déclarent que par lesdits Articles Elles n'en entendent point d' autres que ceux qui ont eté acceptez & approuvez par les Etats de l' Empire, de la maniere accoûtumée.

V. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede declarent, qu'Elles accedent aux deux derniers Articles separez du Traité de Hanover, n'y trouvant rien qui soit contraire aux Obligations dont Sa Majesté est tenuë envers l'Empereur & l'Empire, en qualité de Prince de l'Empire.

VI. Comme par cette Accession, Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede n'entrent en aucun Engagement avec quelque autre Puissance que se soit, hormis celles qui sont nommément comprises dans le Traité de Hanover, & dont les Ministres signent à present, Sadite Majesté & la Couronne, de même que Leurs Majestez le Roi de la Grande-Bretagne & le Roi Tres-Chrêtien, s'entrepromettent reciproquement, de ne point entrer, à l'insçû l'un de l'autre, & sans un concours mutuel, en aucun Engagement, avec quelque autre Puissance, qui puisse être contraire, ou invalider en quelque maniere ce Traité, & ces Articles séparez & secrets.

VII. Leurs Majestez Suedoise, Britannique & Très-Chretienne sont convenuës & s'entre-promettent réciproquement, que si en haine du présent Traité, ou sous quelque autre prétexte egalement injuste, Elles venoient à être attaquées troublées ou infestées, conjointement ou separement, par quelque Puissance que ce fût, Elles feront

1727 Cause commune contre l'Aggresseur ; qu'Elles se secoureront & s'entre-aideront mutuellement, de bonne foi, & de la maniere la plus promte de la plus efficace, selon l'exigence du Danger, & selon la situation de leurs Affaires respectives, sans s'excuser sous le prétexte d'être Elles-mêmes en Guerre, ou sous quelque autre prétexte que ce puisse être.

Article Secret.

Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, pour témoigner leur Amitié envers le Roi & la Couronne de Suede, promettent & s'engagent, en vertu du présent Article Secret, de payer à Hambourg, Amsterdam, ou Londres, au choix de la Suede, chacune pendant 3. Années consecutives, la Somme de Cinquante mille livres sterling par An, ou la valeur, suivant le Change, payable en deux Termes par An, de 6. en 6. mois ; & dont le premier Terme, pour l'Année courante, sera payé d'abord après l'échange des Ratifications ; & le second Terme, de la même Année, peu aprés, & aussi-tôt que les arangemens nécessaires pour cela pourront être faits ; le troisieme prenant son commencement un An aprés l'échange des Ratifications, & ainsi les autres de 6. en 6. mois.

Sa Majesté & la Couronne de Suede s'obligent & promettent de leur côté, par cet Article, de tenir prêt, outre le secours dont on est convenu par l'Acte de la présente Accession, encore un Corps de 7000. Hommes d'Infanterie & 3000. Hommes de Cavallerie, pour être employé là où le Cas d'Alliance le rendra nécessaire.

Bien entendu, que lors-que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne requeront le service de ces 10000. Hommes, ils seront à leur Solde, & non pas à celle du Roi de Suede ; laquelle Solde, aussi bien que ce qui regarde les Recruës, & autres circonstances qui en dependent, seront aloes réglées par une Convention particuliere : Sa Majesté le Roi de Suede se reservant le Droit de rappeller ce Corps de Troupes, ou bien de ne les pas envoyer hors du Royaume, toute les fois qu'un Danger réel & éminent le rendra nécessaire pour la Defense de ses propres Etats & Provinces.

Ces Articles Séparez & Secret auront la même force, que s'ils avoint été inserez de mot à mot dans l'Acte d'Accession conclu & signé ce jourdhui : ils seront ratifiez de la même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que l'Acte d'Accession.

En foi dequoi Nous, en vertu de nos plein-Pouvoirs respectifs, avons signé les présens Articles Séparez & Secret.

Fait à Stokholm le 14. Mart. 1727.
Vieux Stile.

CCCXVII.

Traité d'Alliance entre leurs Majestez les Rois de France, de la Grande-Bretagne & du Danemarc, du 16. Apr. 1727.

COmme Leurs Majestez, le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi Trés-

Très-Chrétien, sont toujours attentifs à remplir leurs Engagements, & à veiller au repos & à la sûreté de leurs Amis & Alliez; & comme leurs dites Majestez ont effectivement lieu de croire, que les Moscovites & leurs adherans pourront bientôt concerter les moyens, & se disposer à venir attaquer les Etats de Sa Majesté le Roi de Dannemarc; soit pour ôter par la force à Sa Majesté Danoise le Duché de Sleswick; ou pour se préparer les moyens d'executer d'autres Projets contraires à la tranquillité du Nord & de la Basse-Saxe, & des Païs qui interessent les Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie. Et d'autant que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne sont si fort interessées à se précautionner contre tout ce qui pourroit, en troublant la Paix desdits Païs, donner en même tems atteinte au Traité d'Hanovre, confirmatif specialement des Traitets de Westphalie, & à se mettre en état d'exécuter fidélement les Garanties données contre toute invasion ou hostilité de la part de la Czarine, ou de quelque autre Puissance que ce puisse être, qui viendroit pour attaquer le Duché de Slefwick; Leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne, & Danoise, ont trouvé à propos de donner leurs Pleinpouvoirs, c'est-à-dire, Sa Majestè Britannique au Sieurs Jean Lord Glenorchy, Chevalier de l'Ordre du Bain, & Envoyé Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; Sa Majasté Très-Chrétienne au Sieur Pierre Blouet, Comte de Camilly, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Capitaine des Vaisseaux de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Ambassadeur Plenipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; ainsi que Sa Majesté Danoise à ses Ministres; sçavoir le Sieur Ulric Adolphe de Holstein, Comte de Holstenbourg, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant & Grand Chancelier, Conseiller Privé du Conseil, & Chambellan de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; le Sieur Jean George Holstein, Seigneur de Mollenhagen, Chevalier de l'Ordre de l'Elephant, Conseiller Privé du Conseil, & Gouverneur du Baillage de Sordern de Sa Majesté le Roi de Dannemarck; & le Sieur Ludewig de Plessen, Seigneur de Flusingoë, Silsoë, & Glorup, Chevalier de l'Ordre de Dannebrog, Conseiller Privé du Conseil de Sa Majesté le Roi de Dannemarck. Lesquels ayant pesé meurement toutes les circonstances du rems, & des dangers qui menacent les Etats ne Sa Majesté Danoise, & qui pourroient troubler le repos de la Basse-Saxe, & des Païs susmentionez, sont convenus des Articles suivans.

I. Sa Majesté Danoise étant pleinement persuadée, que Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne, rempliront leurs Engagemens & Garanties, données par raport au Duché de Slefwick, & feront tous les efforts imaginables, pour maintenir le repos de la Basse-Saxe, Sa Majesté Danoise, pour concourir à la même fin, promet de tenir sur pied un Corps de Troupes de vingt-quatre mille hommes, leurs Officiers, Equipages & Artilleries, qui s'assemblera

1727 semblera sans aucun retardement au lieu qui sera le plus à propos, & se portera par tout où besoin sera, sur les premiers avis certains qu' on aura du mouvement des Troupes Moscovites, & de toute autre Puissance que ce puisse être, qui viendront pour attaquer le Sleswick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe, & des Provinces apartenantes aux Hauts Contractans dans le Cercle de Westphalie.

II. Sa Majesté Danoise s'oblige en outre à ce que ledit Corps de Troupes de vingt-quatre mille hommes venant à se mettre en marche, elle auroit encore sur pied un Corps de six mille hommes, lequel sera destiné à renforcer ce Corps, s'il en étoit besoin.

III. Et pour aider dès à present Sa Majesté Danoise à soutenir la dépense, qu'elle sera obligée de faire pour remplir l' engagement porté par les precedens Articles, Sa Majesté Très-Chrétienne promet de faire payer à Sa Majesté Danoise un subside annuel de trois cens cinquante mille Rixdalers, argent courant de Dannemarck, lequel sera continué pendant le cours de quatre années, à comter du jour de la Ratification du present Traité & payez exactement tous les trois mois par avance à Hambourg.

IV. Sa Majesté Très-Crétienne promet encore, pour soulager sa Majesté Danoise d'une Partie des fraix qu' elle auroit à faire, dans le cas que lesdits vingt-quatre mille hommes se mettent en marche pour se rendre au lieu du rendez-vous, de prendre douze mille hommes à sa solde; en sorte que s' agissant premierement de la défense du Roi de Dannemarck. Sa Majesté Très-Chrétienne ne les payera que sur le pied de neuf mille dans la proportion que Sa Majesté Danoise donne à ses Troupes quand elles sont en campagne, tant pour la solde de chaque Regiment d' Infanterie & de Cavalerie, que pour celle de l'Etat Major General & de l' Artillerie proportionnée au nombre de douze mille hommes de Troupes, Officiers, & autres Gens nécessaires pour son service.

V. La solde, ainsi qu'il vient d'être dit, ne commencera à être à la charge de Sa Majesté Très-Chrétienne que du jour de la premiere revûë qui se fera devant le Commissaire General de Sa Majesté, lorsque les Troupes seront assemblées en corps d' Armée pour entrer en Campagne, le premier mois sera payé d' avance & ainsi de mois en mois, aussi loug' tems que lesdites Troupes seront soldoyes par Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. Et quoique Sa Majesté Très-Chretienne pût prétendre avec justice, que le Subside cesseroit au jour que la solde commenceroit à courir; cependant comme il pourroit arriver, que le payement de cette solde viendroit avant que le Roi de Dannemarck eût pû recevoir un secours effectif par ledit subside, Sadite Majesté Chrétienne veut bien consentir à ceque si ladite solde commençoit à courir avant que le Roi de Dannemarck eût pu recevoir deux années du subside, alors elle feroit continuer subside autant de tems qu'il faudroit

droit que le Roi de Dannemarck touchât toujours deux années de subside, compris ce qui seroit échu & ce qui resteroit à écheoir; & si après lesdites deux années lesdits Troupes ne restent plus à la solde de Sa Majesté Très-Chrétienne, alors le subside stipulé dans le troisiéme Article continuera d'être payé à Sa Majesté Danoise, jusqu'à la fin des quatre anneées, qui est le terme du present Traité. 1727

VII. Sa Majesté Très-Chrétienne envoyera sur les lieux, dès qu'elle en sera requise, un Commissaire pour assiste, à la revuë qui sera faite desdites Troupes, pour se mettre en marche; le même Commissaire prendra le nom des Regimens, qui passeront ainsi à la solde de Sa Majesté Très-Chrétienne; il examinera s'ils sont duëment équipez, montez & armez. La collation des Charges vacantes, & l'administration de la Justice se feront, comme auparavant, par Sa Majesté Danoise; le Commissaire Général de Sa Majesté assistera à toutes les déliberations pour les operations militaires; & quoiqu'il ne soit pas possible de statuer d'avance sur le cas non avenu de la Guerre, l'on convient cependant en general, que les douze mille hommes de Troupes à la solde de Sa Majesté Tres-Chrétienne sur le pied de neuf mille hommes, seront traitez en tout dans une parfaite égalité avec les douze mille hommes entierement a la solde du Roi de Dannemarck.

VIII. S'il arrive que Sa Majesté Très-Chrétienne ne crût plus avoir besoin pour le secours de ses Alliez, de continuer le payement de ladite solde, elle sera obligée d'en advertir Sa Majesté Danoise deux mois auparavant.

IX. Sa Majesté Britannique de son côté tiendra pret à marcher un Corps de douze mille hommes, pour être joints aux vingtquatre mille hommes de Troupes Danoises susmentionées sur les premiers avis certains qu'on aura du mouvement des Troupes Moscovites, ou de toute autre Puissance que ce puisse être qui viendroit pour attaquer le Slefwick, & pour troubler le repos & la tranquillité de la Basse-Saxe.

X. Sa Majesté Danoise ayant fait entendre à Sa Majesté Britannique, qu'étrant engagée par le present Traité de faire marcher un corps de Troupes considerables dans la Basse-Saxe, ses Provinces maritimes se trouveroient exposées aux entreprises de ses Eunemis, Sa Majesté Britannique étant toujours disposée à pourvoir, selon ses engagemens, en bon & fidéle Allié, à la sûreté des Etats de Sa Majesté Danoise, promet & s'engage d'envoyer au secours de Sa Majesté Danoise, sur les premiers avis des mouvemens de la flotte Moscovite, qui donneront de justes sujets de crainte, une Escadre suffisante de bons Vaisseaux de Guerre, pour aider à couvrir les Côtes de Mer de Sadite Majesté Danoise, & empêcher que les Moscovites ne puissent les attaquer.

XI. Et quoique Leurs Majestez Britannique & Très-Chrétienne ne soient obligées à aucun secours fixe envers le Roi de Dannemarck, cependant comme elles veulent éloigner des Etats de ce Prin-

ce

1727 ce toute invasion, dont la suite seroit sans doute d' allumer la Guerre, en violation du Traité d'Hanovre ; aussi bien que des Traitez de Westphalie ; qui les obligeroient d'aller au soutien de leurs Garanties, & au secours de leurs Alliez, qui seroient attaquez, ou en danger de l'être ; à cette fin Sa Majesté Très-Chrétienne, s'engage de tenir toujours prêt un Corps, au moins de trente mille hommes, lequel Corps sera destiné, dès qu'il en sera requis, à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operations nécessaires pour l'avantage commun, & pour le sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou daus le Nord, & en même tems Sa Majesté Britannique s'engage de tenir aussi en état un autre Corps de Troupes qui ne pourra être moindre de douze mille hommes, pour être destiné de la même maniere à être porté par tout où le besoin sera, & dont on conviendra, ou à faire des diversions, ou autres operattons necessaires pour la sûreté de ses Alliez dans l'Empire, ou dans le Nord, felon que le cas l'exigera.

XII. Comme les Moscovites ou autres Troupes qui pourront se joindre à eux, pour venir attaquer les Etats du Roi de Dannemarck, pour lui ôter le Duché de Schleswik, pourront tâcher de passer par les païs sujets au Roi de Prusse ; ce que les Alliez se persuadent que ce prince ne manquera pas de refuser : En cas donc que la Czarine, ou toute autre Puissance, qui que ce puisse être, voudroit forcer les passages par le Territoire du Roi de Prusse, ou l'attaquer, ou lui faire aucun tort ou dommage, à cause du refus que Sa Majesté pourroit faire de laisser passer par ses païs les Moscovites ou leurs Adherans, comme cidessus ; alors les Rois contractans feront marcher leurs armées combinées au secours du Roi de Prusse, & feront la Guerre à ceux qui l'auront envahi, ou troublé, jusq'à ce que l' attaque & danger cessent, & que tout tort ou dommage soit réparé.

XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Copenhague dans six semaines, à comter du jour de la signature de ce Traité, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous avons signé ce Traité, & y avons fait mettre le Seau de nos Armes.

Fait à Copenhague ce seiziéme d'Avril l'an mil sept cens vingt-sept.

(L. S.)

Gleonarchy.

Articles separez & secrets.

I. Quoique Sa Majesté Très-Chrétienne puisse justement prétendre que les Troupes qu'Elle prendra à sa solde lui dûssent prêter serment ; cependant Majesté Danoise ayant résolu de commander en Persone l'Armée combinée ; on est convenu, par considération pour Sa Majesté Danoise, de s'en remettre à sa parole Royale, pour agir conformément aux engagemens qu'Elle a aquis par le

Traité

Traité ſigné ce jourd'hui. Mais s'il arrivoit que Sa Majeſté Danoiſe changeât le réſolution ſuſdite, & que les Rois Contractans jugeaſſent à propos de ſéparer le Corps de Troupes, pour l'avantage de la Cauſe commune, alors leſdites Troupes, à la ſolde de Sa Majeſté Tres-Chrétienne, lui prêteroient le Serment en la forme ordinaire. 1727

II. Comme Leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne font des efforts extraordinaires pour les intérêts du Roi de Dannemark, Sa Majeſté Danoiſe promet de ne point diſpoſer d' aucune partie de ſes Troupes, ſoit directement ou indirectement, contre les intérêts de leurs Majeſtés Britannique & Très-Chretienne; & on convient que pendant que ce Traité durera, Sa Majeſté Danoiſe ne donnera ni ne vendra aucune partie de ſes Troupes à quelque Puiſſance que ce ſoit qu'après en avoir concerté avec leurs Majeſtés Britannique & Très-Chrétienne; contre les intérêts deſquelles, Elle promet de ne rien faire; s'engageant même, de s'oppoſer par tout où beſoin ſera, à tout ce qui pourroit être fait, ou projetté de contraire par quelques Puiſſances que ce ſoit; ce que Leurs Majeſtés Britannique & Très-Chretienne promettent réciproquement.

III. L'on eſt convenu que ſi Sa Majeſté Très-Chrétienne déſiroit employer leſdits 12. mille homme qu'Ele paye ſur le pied de neuf mille, pour des affaires qui n'ayant aucun rapport à la ſûreté du Roi de Dannemark, n'intereſſeroient que le bien du ſervice de Sa Majeſté Très-Chrétienne, ou celui de l'Alliance d'Hanovre; alors le Roi de Dannemark ne feroit aucuné difficulté de les donner au ſervice de Sa Majeſté Tres-Chretienne, & dont on conviendroit ſix ſemaines aprés la demande, qui en auroit été faite par ſa Majeſté Très-Chrétienne.

IV. Et attendu que ſi les Moſcovites venoient par terre pour penetrer dans l' Empire & troubler la paix du Nord, ils ne pourroient avoir d'autre paſſage que par les Etats de Pologne, & que l'on ne peut douter que ce Royaume ne ſe ſouvienne encore des deſordres qu'y ont commis les Moſcovites, il y a peu d' années; l'on eſt convenu, par le préſent Article, de communiquer au Roi & à la Republique de Pologne, le Concert que l'on a formé pour empêcher leur entrée dans l'Empire & ne les inviter à prendre auſſi de leur côté les meſures les plus efficaces, pour fermer aux Moſcovites les paſſages qu'ils voudroient prendre ſur les terres de la Repubuplique de Pologne.

Fait à Copenhague ce ſeiziéme d' Avril l'an mil ſept cens vingt-Sept.

(L.S.)

Gleonarchy.

CCCXVIII.

Articuli Præliminares de Anno 1727.

NOtum ſit omnibus & ſingulis, quod cum à nonnullo tempore plura ſucceſſiſſent, quæ Paci Europæ diſturbandæ locum dare potuiſſent,

1727 tuissent, nisi quam citius medela allata fuisset, Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas, Sua Sacra Majestas Christianissima, Sua Sacra Majestas Britannica, & Celsi ac Potentes Domini Status Generales Unitarum Belgii Provinciarum, sese invicem quam maxime pronos exhibuerint, ad omnia ea inquirenda, quæ has omnes simultates componere possent, & ad hunc scopum attingendum Plenipotentiarum Tabulis muniverint; nempe Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Dominum Baronem d'Effonseca, Sua Sacra Majestas Christianissima Dominum Comitem á Morville, suum Ministrum ac Status Secretarium & aurei Velleris Equitem; ac Sua Sacra Majestas Britannica Dominum Horatium Walpole, itidem Celsi & Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii Dominum Gvilielmum Boreel, qui omnes post maturam inter se disquisitionem & communicatis invicem Plenipotentiarum tabulis, quarum copiæ infra transscriptæ reperientur, vigore earundem Plenipotentiarum super subsequentibus articulis præliminaribus convenerunt.

Artic. I. Cum Sua Sacra Cæsarea Regio-Catholica Majestas Commercium Ostendanum apud nonnullos finitimos æmulationem atque etiam sollicitudinem excitasse animadvertat, publicæ Europæ tranquillitatis causa consentit, ut Privilegium vulgo Octroy Societati Ostendanæ concessum, omneque ex Belgio Austriaco in Indias Commercium per spatium septem annorum suspendatur.

II. Jura aut ea, quæ vi Tractatus Trajectensis, Badensis, Quadruplicis Fœderis, atque etiam eorum Tractatuum & Conventionum, quæ annum 1725 præcesserunt, & Imperatorem ac Status Generales Fœderati Belgii non tangunt, à quocunque contractantium possessa fuere intacta remanebunt, si quid vero super iis immutatum, vel executioni mandatum non fuisse comperietur, juxta tenorem eorundem Tractatuum ac Conventionum Status immutatus aut executioni non datus in futuro Congressu discutietur & decidetur.

III. Consequenter cuncta Commerciorum Privilegia, quibus Natio Gallica & Anglica, subditique Statuum Generalium Fœderati Belgii antehac vigore Tractatuum cum in Europa, tum in Hispania prout & in Indiis gavisi sunt, ad eum usum & normam revocentur, secundum quam per Tractatus a. 1725 anteriores cum singulis conventum fuit.

IV. Principes Septentrionis ab eorum respective Confœderatis invitabuntur, requirenturque, ut ab omni via facti mutuo abstineant, quin potius omnia media æquabilia conciliandæ mutuo inter se Pacificationis amplectantur. Partes vero Contractantes spondent, usque dum Congressus inchoetur, (de quo infra) in quo Partium intervenientium dissidia amicabiliter discutientur, nec directe nec indirecte quorumcunque sub colore aut prætextu ad ullam viam facti processuras, quo præsens Septentrionis ac inferioris Germaniæ Status turbari possit, quin serio promittunt, omnia se consilia inire velle, quo hostilitates, si quæ forte intercederent, sopiantur.

V. Mox à subscriptis præsentibus Articulis hostilitates quæcunque,

que, ſi forte quæpiam inchoatæ fuiſſent, ceſſabunt, & reſpectu Hiſpaniæ, octiduum poſtquam Sua Majeſtas Catholica hos Articulos ſubſcriptos receperit. Navibus illis quæ ante præfatam ceſſationem Oſtendana in Indias vela fecerunt, & quorum nomina in Tabella quadam nomine Suæ Majeſtatis Cæſareæ Regio-Catholicæ conficienda declarabuntur, liber tutusque ex Indiis Oſtendam, concedetur reditus, & ſi quæ forte naves interceptæ fuiſſent, eæ una cum bonis ac mercibus eisdem impoſitis bona fide reſtituentur. Par æque tutus navibus illis onerariis (vulgo Galliones dictis) admittetur reditus, in ea firma fiducia, Regem Catholicum intuitu oneris ſeu rerum ac mercium, tam in majori quam in minori illa Claſſe Hiſpana Galliones & Flotilla contentarum, eum ipſum, quo liberioribus antea ſemper temporibus uſus eſt, modum eſſe adhibiturum. Cui conſequens eſt, quod Claſſis Anglica non ſolum à Portubello, omnibusque in America ad Regem Hiſpaniarum pertinentibus Portubus abſcedet, quam primum fieri poterit, verum & ejusdem Claſſis Præfectus Hozier una cum illa in Europam revertetur, quo ſubditi Suæ Majeſtatis Regio-Catholicæ in Indiis ab omni ulteriori moleſtia & ſollicitudine liberentur. Commercium ab Anglis in Americam uti de præterito, juxta Tractatus exercebitur. Pariter Claſſes Gallorum, Anglorum aut Batavorum quæ forte circa littora Hiſpanica, vel etiam circa illa ad Imperatorem pertinentia ſeſe detinere poſſent, inde omni qua fieri poteſt majori celeritate, mox à tempore quo iſthæc ceſſatio hoſtilitatum inchoabit, ſeſe recipient, ut Accolæ dictorum littorum ac orarum ab omni deinceps ſollicitudine ac metu tuti ac liberi ſint, nihilque dictis Navibus contra modo memoratos Portus, ſive directe ſive indirecte moliri licitum eſto. 1727

VI. Iſthæc hoſtilitatum ceſſatio tamdiu quamdiu ſuſpenſio Privilegii Societati Oſtendanæ conceſſi, nimirum per ſeptem annos, durabit, ut intra hoc temporis ſpatium jura rationesque reciprocæ commode conciliari, generalisque Pacificatio eo ſolidius ſtabiliri poſſit.

VII. Si forte poſt ſubſcriptionem iſtorum Præliminarium inter Principum contractantium ſubditos, ſive in Europa, ſive in Indiis, turbas ſub qualicunque prætextu moveri aut hoſtilitatis actus exerceri contingeret, ii damna à ſuis reſpective ſubditis perpeſſa communi ope reparabunt.

VIII. Secuta præcedentium Articulorum acceptatione & ſubſcriptione, Congreſſus intra ſpatium quatuor Menſium à die ſubſcriptionis computandorum Aquisgrani inſtituetur, intra quorum decurſum, jura & prætenſiones Principum contractantium, eorumque qui ad dictum Congreſſum invitati fuerint, examinabuntur, diſcutientur ac terminabuntur.

IX. Plenipotentiarii nominandi non poterunt niſi ſolos duos Nobiles, duos Ephebos, & ſex famulos ſeu pediſſequos in comitatu ſuo habere, quo promptius ſe ad iter parare poſſint, & ut omnis æmulatio, luxus ac ſumtus evitentur.

1727 X. Ceremoniale nullum obſervabunt, eamque normam tenebunt, quæ in nupero Congreſſu Cameracenſi obſervata fuit, idque ad declinandas eas diffitates, quæ circa præcedentiam oriri poſſent, facultate tamen proteſtandi cuique pro arbitrio relicta.

XI. Principes ſuis reſpective Plenipotentiariis ſerio demandabunt, ut omnia impedimenta ſeu tricas evitent, quæ protrahere vel turbare Congreſſum ullo modo poſſent

XII. Ratificatio horum Articulorum intra ſpatium duorum menſium aut citius ſi fieri poterit, à die ſubſcriptionis erga ſe invicem extradetur.

In quorum fidem Nos infra ſcripti Miniſtri Plenipotentiarii Suæ Sacræ Cæſareæ Regio-Catholicæ Majeſtatis, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Chriſtianiſſimæ, Suæ Sacræ Regiæ Majeſtatis Britannicæ & Celſorum ac Potentium Dominorum Statuum Generalium Unitarum Belgii Fœderati Provinciarum, hoſce articulos manu noſtra ſubſcripſimus & ſigillis noſtris communivimus. Actum Pariſiis die ultima menſis Maji, Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo vigeſimo ſeptimo.

Marcus Baro d'Efſonſeca.	Le C. de Morville.	H. Walpole.	G. Boreel.
(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)

CCCXIX.

Der Schwediſchen Reichs-Stände Schluß auf dem Reichs-Tag zu Stockholm, An. 1727.

Wir Endes Unterſchriebene des Reichs Schweden Räthe und Stände, Grafen, Freyherrn, Biſchöffe, Adel, Prieſterſchafft, Kriegs-Befehlshabere, Bürgerſchafft und Gemeine, die auf dieſem durch GOttes gnädigen Beyſtand nunmehro geendigten Reichs-Tage, unſert wegen, wie auch in Vollmacht unſerer daheim gebliebenen Mit-Brüder, verſammlet geweſen, thun kund, daß, demnach es dem Großmächtigſten Fürſten und Herrn, Herrn Friedrich, König der Schweden, Gothen und Wenden, unſerm allergnädigſten König, in Gnaden gefallen, uns zuſammen ruffen zu laſſen, um uns von des Reichs gegenwärtigen Zuſtande, und was zu deſſelben beſtändiger Emporhaltung und Sicherheit dienlich, zu unterrichten, mithin unſern unterthänigen und getreuen Rath und Beytritt daruber einzuziehen: So haben wir auf empfangenen Befehl, unſerer unterthänigen Treue und Pflicht gemäß, uns allhier in Stockholm eingefunden, und alle des Reichs vorgefallene hochwichtige Gewerbe und Angelegenheiten mit höchſtem Fleiß und Unverdroſſenheit, nach beſtem Verſtand überleget, erwogen, und nach miteinander vorhero gepflogenen Rath und reifflichen Bedencken, uns zu folgendem einhelligen Schluß vereinbaret:

I) Unter andern wichtigen Geſchäfften, die Ihro Königliche Majeſtät veranlaſſet, uns zuſammen fordern zu laſſen, iſt die freund-

freundliche Einladung gewesen, welche die durch den bekandten Hanoverschen Tractat vereinbarte Puissancen an Ihro Königliche Majest. und die Cron Schweden zum Beytritt in dem gemeldeten Tractat gethan, auf welcher behutsamen Sache Ausschlag nicht allein unsere Nachbarn, sondern auch ein groß Theil der übrigen Europæischen Puissancen sich sonderbar aufmercksam erwiesen haben; sintemahl auch dieses hochwichtige Werck eben dasjenige ist, welches eigentlich verursachet hat, daß der Reichs-Tag vor der in unserm letzten Schluß angesetzten Zeit berahmet und ausgeschrieben worden, damit wir unsern getreuen Rath zu einer des Reichs Wohlfahrt so nahe rührenden Sache zeitig mittheilen könten; wodurch Ihro Königl. Majest. anbey Dero preißwürdige Vorsorge und Wachsamkeit für des Reichs und aller Dero Unterthanen Wohlfahrt, wie ingleichen das sonderbare gnädige Vertrauen, welches Ihro Königl. Majest. zu Dero Stände tragen, um mit derselben einhelligen Rath und Bedencken dasjenige zu bestärcken und fest setzen zu wollen, was zu des Reichs und deren Besten und Wohlergehen ziehlet; dahingegen aber allen Schädlichen abzuwehren und vorzukommen gnugsam zu erkennen gegeben haben. Dieweil nun unsers geliebten Vaterlandes Ruhe, Gedeyen und Sicherheit, nechst Göttlicher gnädigen Hülffe, bey dessen jetzigem geschwächten Zustande, darauf vornemlich beruhet, daß es durch andere mächtige und einerley Interesse habende Freunde und Bunds-Verwandte möge gestärcket und unterstützet werden, von welchen in allerley unvermutheten Zufällen die zulängliche Hülffe und Beystand am sichersten zu gewarten seyn kan, wodurch auch nicht nur der gesammten Protestantischen Puissancen zu allen Zeiten mit der Cron Schweden unterhaltenes Vertrauen, zur Ehre des Reichs, zur Vertheidigung der Evangelischen Religion, und zur Beybehaltung des Gleich-Gewichts, am allerbesten gehandhabet und gestärcket, sondern auch die Handlung im Reiche, als ein unumgänglich Mittel zu dessen Aufnahme, durch ein gutes Verständniß mit Franckreich und den See-Puissancen würcklich befördert wird; so dann auch durch diese Allianz die vorige des Reichs Schweden mit andern Puissancen errichtete Bündnisse auf keinerley Weise geschwächet, sondern in ihrer vollen Krafft gelassen werden: Als haben wir, nach reiffer Erwegung aller Gründe und Umstände, die bey diesem Allianz-Werck vorgekommen, für das Reich und unser geliebtes Vaterland nützlich gefunden, Ihro Königl. Majest. unsern allergnädigsten König, in Unterthänigkeit zu rathen und zu stärcken, um nach der von denen Cronen Franckreich und Engelland gethanen freundlichen Einladung, ihrer zu Hanover am 3 Septembr. 1725 errichteten Defensiv-Allianz, mit denen Modificationen, Willkühren und Verpflichtungen, wie in dem mit ihnen bereits aufgerichteten und ratificirten Allianz-Tractat weiter enthalten, beyzutreten, welcher wir, wegen des Reichs darunter beruhenden Ehre und Wohlfahrt, sind beygefallen, und solche fest gestellet haben. 1727

II. Nechst diesem hat es Ihro Königl. Majest. aus hoher Vor-

1727 sichtigkeit und gnädigen Vorsorge um das Reich und alle dessen Einwohner wohl und weißlich zu regieren, nicht nur über diese vorerwehnte Allianz, sondern auch über verschiedene andere geheime Verträge, Dero Stände getreuen Rath und Bedencken in Gnaden einzufordern, gefallen. Wir haben demnach durch unsere Mit-Brüder in dem verordneten geheimden Ausschuß selbige angelegene Geschäffte überleget, und dabey, nachdem GOtt uns mit allen des Reichs Nachbarn und entlegenen Herrschafften Friede bescheret hat, die besten Mittel und Auswege ausgesehen und zur Hand genommen, welche durch göttlichen Beystand den erhaltenen Frieden bestätigen, auch sonsten unsers geliebten Vaterlandes Glückseligkeit und Aufnehmen bey allen Zufällen und Veränderungen der Zeiten befördern, und in einem stetig bleibenden glücklichen Wohlergehen fortsetzen und aufrecht halten können; wünschende anbey insgesammt, die wir mit gemeldeten unsern Mit-Brüdern in ihren getreuen Rathgeben, Bedencken und Vorstellungen einstimmen, daß der Allerhöchste seine mildreiche Gnade und Seegen dazu verleyhen wolle.

III. Ferner haben wir, nach Anleitung Ihro Königl. Majest. allgemeinen und besondern Propositionen, wie auch vermöge der Raths-Protocollen und anderer Handlungen, wegen des Reichs Regierung, so wohl was das Justiz- als Kriegs- und Cammer-Wesen betrifft, und wie solches zu des Reichs allgemeinem, und eines jeden besonderem Nutzen und Besten ist verwaltet worden, uns zu erkundigen Gelegenheit gehabt; daraus auch mit grosser Freude und Vergnügen gefunden, daß Ihro Königl. Majest., als ein Gottesfürchtiger, milder und gerechter König in ihrer Regierung des Reichs Wohlergehen, und der Stände Gerechtsame und Freyheit, zu einem gnädigen und rechtmäßigen Augenmerck gehabt haben.

IV. Weil daran sehr viel gelegen ist, daß die nützliche Arbeit, welche bereits auf dem letztern Reichs-Tag, nach Gutbefinden der Reichs-Stände, durch eine verordnete Deputation, mit Revidir- und Ubersehung der Kirchen-Ordnung, angefangen worden, ihren Fortgang gewinnen möge, damit solche Kirchen-Ordnung dergestalt eingerichtet werde, daß sie desto mehr zur Ehre GOttes und Erbauung der Versammlungen gedeyhen könne; wir auch anbey vernommen, daß die zur Untersuchung und Verbesserung des Gesetz-Buchs verordnete Commission, seit dem letztern Reichs-Tag, es nicht dahin zu bringen vermocht, daß alle Titul des Gesetz-Buches, nach der dabey gefasten, und sonsten in dem vorigen Reichs-Tages-Schluß vorgeschriebenen Methode bishero vollkommen ausgearbeitet und aufgesetzet werden können, wovon die Reichs-Stände ihr Schreiben vom 22 des letzt-verwichenen Monaths Julii an Ihro Königl. Majest. in Unterthänigkeit haben abgehen lassen; so finden wir beydes, so wohl eine Christliche Ordnung zur Verrichtung des Gottesdienstes, als ein gut Gesetz zur Beförderung der Gerechtigkeit, dermassen nöthig, daß es damit nicht länger auf die Zeit ankommen, sondern mit derselben Ausarbeitung dergestalt geeilet werden muß, daß beyde, als

nemlich

nemlich die Kirchen-Ordnung und das Gesetz-Buch, auf dem nechst-künfftigen Reichs-Tage zum Durchsehen und zur Bestätigung gehörig vorgenommen werden mögen. 1727

V. Zum Aufnehmen und Verbesserung des Reichs haben wir uns sehr angelegen seyn lassen, daß die innerliche Haußhaltung wohl und ordentlich eingerichtet werden möge, und zu dem Ende nachgesehen, ob die bey vorigen Reichs-Tage deshalben gethane Verfassungen ins Werck haben gestellet werden können, auch überdem durch besondere unterthänige Briefe und Vorstellungen an Ihro Königl. Majest., wegen vortheilhaffter Fortsetzung der Manufacturen und Handlung, nöthige Messures und Auswege dazu vorgeschlagen: Ingleichen haben wir die bereits aufgesetzte Instructionen für die Collegia und Lands-Hauptleute zu Ihro Königl. Majest. Ubersehung und Ausfertigung heimgestellet, damit wir bey dem nechstkünfftigen Reichs-Tage desto besser und vollkommen erfinden mögen, wie weit solche zu ändern oder zu verbessern, bevor sie von uns gäntzlich angenommen und fest gestellet werden.

VI. Wir haben auch, nach unserer unterthänigen Pflicht und Treue, wegen des Reichs Krieges-Macht uns aufs genaueste erkundiget, und von der höchsten Angelegenheit zu seyn gefunden, daß dieselbe in einem so zuverläßigen und vollkommenen Zustand gesetzet werde, daß aller unvermutheten äusserlichen Gefahr zeitig möge vorgebeuget und solche abgewendet werden können. Alle dahin zielende nöthige Anstalten und Verfassungen haben wir nicht unterlassen Ihro Königl. Majest. in Unterthänigkeit an Hand zu geben, und wollen, mit GOttes gnädiger Hülffe, vermuthen, daß die Land- und See-Miliz unserm lieben Vaterlande einen kräfftigen Schutz und Vertheidigung wird leisten können.

VII. Zu einer klugen und vorsichtigen Regierung wird nothwendig erfordert, daß man in Friedens-Zeiten alles dasjenige, was zum Schutz und Schirm des Vaterlandes gerichtet, dermassen wohl und vollkommen versehe und unterstütze, daß bey sich eräugender Gefahr und Feindseligkeit, alles was zur Beförderung und Befestigung der Sicherheit vonnöthen, alsofort in Bereitschafft sey. Ohne Mittel und Geld kan weder das eine noch das andere, so zur Beschützung gehörig, angeschaffet oder unterhalten werden, auch können die Mittel, ohne aufgelegte Schatzungen und Beysteuern, nicht aufgebracht und eingesammlet werden. Und ob wir zwar, in Betrachtung des langwierigen Krieges und der schweren Folgerungen, welche derselbe, zum Schaden der Einwohner, im Reiche nach sich gezogen, insonderheit auch in Ansehung der dem gantzen Lande betroffenen schweren Mißwachs-Jahre, und wegen Verringerung anderer Nahrungs-Mittel, uns sattsam beschweret befinden, so daß wir uns und unsere zu Hauß gebliebene Mit-Brüder von neuen Beschwerden und Auflagen gerne verschonet gesehen hätten; dennoch haben wir, vieler trifftigen Ursachen halber, aus Liebe und Treue für unsers allergnädigsten Königs und des Reichs Besten, nicht entstehen können, eine

1727 solche extraordinaire Contribution und Ausgabe über uns zu nehmen, als in unserer deshalben aufgesetzten und ausgefertigten Bewilligung mit mehrern enthalten, und solches bis zum nechsten Reichs-Tag, ohne daß unsere Freyheiten und Gerechtigkeiten hiedurch auf einige Weise gekräncket seyn oder werden sollen.

VIII. Weil wir mit gutem Grunde, zur Aufhelffung unsers lieben Vaterlandes, für ein kräfftig Mittel angesehen, daß der allgemeine Credit forthin immer gestärcket, und in Macht erhalten werde; als haben wir, (ob zwar der Bauren-Stand, in Ansehung des Mißwachses und anderer Schwürigkeiten, seine Unvermögenheit vorgeschützet, und von fernern neuen Auflagen verschonet zu seyn gewünschet, worinn er sich aber dennoch zu den übrigen Ständen hat fügen müssen) zu Abtragung und Vergnügung der Reichs-Schulden, wiewohl mit grosser Ungelegenheit, eine Lohn- und Bezahlungs-Abgifft bewilliget, welche nach dem Reglement, so der Stände-Comptoir zugestellet worden, an die behörige Creditores, wie auch an die auf Expectance stehende Bediente angewendet werden. Damit auch denen Officiern und Civil-Bedienten mit der Clerisey, wegen ihrer instehenden Lohnungs-Forderungen, nach aller Christlichen Billigkeit in ihrem bedrängten Zustande geholffen werden möge, haben wir uns dahin miteinander verglichen, daß ein Fond von dem Licent dazu angeschlagen und eingerichtet werden soll, auf die Weise, wie unsere besondere Bewilligung deshalben ferner anzeiget.

IX. Die gnädige Vorsorge, welche Ihro Königl. Majest. bezeiget, um durch Verpachtung der Zölle die Einkünffte des Reichs zu verbessern, erkennen wir in Unterthänigkeit; wir bekräfftigen auch und bestätigen, was Ihro Königl. Majest. deshalben geschlossen und versichert haben.

X. Weil auch Ihro Königl. Majest. aus gnädiger Vorsorge für des Reichs und Vaterlandes Wohlfahrt, auf Anrathen des Raths, seit dem letztern Reichs-Tag verschiedene gute Gesetze und Verordnungen haben ergehen lassen; so sind wir wohl zufrieden, daß solchen, biß auf fernere Verfügung, nachgelebet werde, woferne nicht Ihro Königl. Majest., mit Einstimmung des Raths für gut befinden, darinn etwas zu verändern und zu verbessern: Weil aber die Reichs-Stände bey dem anjetzo geschlossenen Reichs-Tage deren gar wenige durchgegangen haben, die also nechsthin untersuchet werden sollen, so können selbige dieses mahl nicht in dem Reichs-Tags-Schluß, als ein beständiges Gesetz, angenommen werden.

XI. Schließlich haben wir uns vereiniget, den nechstkünfftigen Reichs-Tags-Termin bis medio Januarii 1731 auszusetzen. Wann aber Ihro Königl. Majest., wegen grosser Nothwendigkeiten des Reichs, mit Gutachten des Raths, sich veranlasset finden möchten, uns innerhalb solcher Zeit zusammen zu ruffen, so wollen wir alsdenn, auf Ihro Königl. Majest. gnädigstes Entbiethen, unserer unterthänigen Pflicht und Schuldigkeit nach, uns willig und ungesäumt einstellen, alles dasjenige, was den Dienst und Wohlfahrt des

Reichs

Reichs befördern kan, weiter zu überlegen und zu berathschlagen. Zu mehrer Vergewisserung, daß wir alles dieses obbeschriebene einmüthig bewilliget und beschlossen haben, solches auch getreulich und unverbrüchlich halten, und demselben nachleben wollen, haben wir sämmtliche Reichs-Räthe und Stände diesen unsern allgemeinen und einhelligen Schluß unterschrieben und besiegelt. So geschehen in Stockholm am 5 Tag des Monaths Augusti, im Jahr 1727. 1727.

CCCXX.

Acte d' Alliance entre le Roi de la Grande-Bretagne, & le Duc de Brunswick-Wolfenbuttel.

COmme la Sérénissime Maison de Brunswick-Lunebourg a toujours tâchée de conserver & de cultiver une amitié intime entre toutes ses branches, ce qui a contribué non seulement à la gloire & au bonheur de ladite Sérénissime Maison, mais aussi à l'avantage de la Religion Protestante, dont ladite Maison a de tout temps eu les intérêts à cœur; S. M. le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne, Electeur de Brunswick Lunebourg, & Son Altesse Sérenissime Monseigneur le Duc de Brunswick-Lunebourg-Wolfenbuttel, jugeant qu'il sera fort à propos, tant pour le bien mutuel de leur Maison, que pour celui de la Religion Protestante, de rafermir l'antique union par de nouvelles liaisons faites entre Sadite Majesté & Sadite Altesse Serenissime, en vuë seulement de se donner une Garantie reaciproque pour leurs propres Païs, & sans le moindre dessein de causer aucun trouble, ou d'aporter aucun prejudice, ni à l' Empereur ni à l' Empire, ni à quelque Puisance que ce soit: pour cet effet, elles ont muni de part & d' autre de Pleinpouvoir suffisant; c' est à dire, Sadite Majesté le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ses Conseillers Privez, les Sieurs Pierre Lord King, Baron d'Ockham, Grand Chancelier de la Gr. Bret.; Guillaume Duc de Devonshire; Thomas Lord Trevor, Garde de son Sceau Privé, President de son Conseil Privé; Thomas Holles, Duc de Neucastle, un de ses principeaux Secretaires d'Etat; Charles Vicomte Townshend, l' autre de ses principaux Secretaires d'Etat, & Robert Walpole, Chevalier du trés noble Ordre de la Jarretiére, & premier Commissaire de la Tresorerié, & Sadite Altesse Serenissime le Seigneur Duc de Brunsvic-Lunebourg-Wolfenbuttel, le Sieur Conrad Detleff, Comte de Dehn, son Ministre d'Etat Privé, President de la Chambre des Couvens, Doyen du Chapitre de St. Blaise à Brunsvic, Eschanson Hereditaire de l'Abbaye de Gandersheim, Seigneur de Windhausen & Riddaghausen, Chevalier des Ordres Danois, & son Plenipotentiaire auprés de Sa Majesté de la Grande Bretagne; lesquels ayant conferé ensemble sur les moyens le plus propres pour parvenir aux buts ci-dessus mentionnez, sans faire tort à personne, sont tombez d'accord des Articles suivans.

I. Qu'il y aura une amitié intime & union sincere, ferme & invariable, entre ledit Seigneur Roi, & ledit Seigneur Duc, leurs

1727 Heritiers & Successeurs; laquelle sera si exactement & fidelement gardée, que les Parties contractantes non seulement avanceront leurs intérêts reciproques, mais aussi elles éloigneront tout tort & dommage quelconque l'un & l'autre, & traverseront au possible tout dessein prejudiciable, qui pourra se former contre l'un ou l'autre desdites parties contractantes, conformemeni aux Traitez & Conventions qui consistent déja dans les deux Branches de ladite Serenissime Maison.

Qu'en vertu du cette union étroite, lesdites Parties contractantes promettent de s'assister mutuellement par leurs conseils, & par leurs bons offices, par tout où il en sera besoin. Et comme le Serenissime Roi de la Grande Bretagne promet de garantir audit Serenissime Duc tous ses Païs & Etats, anisi ledit Serenissime Duc promet sa Garantie audit Serenissime Roi pour la défense de ses Royaumes de la Grande Bretagne & de l'Irlande, & de ses Païs & Etats en Allemagne. Et d'autant que le traité conclu à Zell le sixieme de Mai 1671. entre les Serenissimes Ducs de Brunswic Lunebourg, oblige déja le Serenissime Duc à maintenir toujours au possible la possession de la Ville & Forteresse de Brunsvic, pour la sûreté commune de ladite Maison, Sadite Altesse Serenissime renouvelle ici toute la teneur de ce dit Article, & s'engage de ne livrer jamais sadite Ville & Forteresse de Brunsvic, en mains, possession, ou pouvoir de qui que ce soit.

III. Qu'en cas de les susdits Païs & Etats de l'une ou de l'autre des Parties contractantes soient menacées d'une attaque ou invasion, alors elles concerteront ensemble, sans perte de tems, sur les moyens de repousser leurs Ennemis, & regleront d'abord & sans délai, les proportions des secours à se prêter mutuellement, bien entendu que le secours pui devra être fourni à Sa Majesté Britannique de la part dudit Serenissime Duc, selon ledit concert à faire, na pourra pas être reglé à moins oe cinq mille hommes.

IV. Que le susdit Serenissime Duc ayant representé au susdit Serenissime Roi, que pour se mettre & se maintenir dans un Etat, & dans une situation à remplir d'autant mieux & plus sûrement les obligations qu'il alloit contracter avec Sa Majesté, il seroit obligé de se Charger de grosses dépenses, qu'il faudra faire pour un Corps de Troupes suffisant pour garder son propre Païs, Villes & Forteresses, en cas de danger, & pour aller au secours des Païs & Etats dudit Serenissime Roi, s'il y en aura besoin: Sa Majesté ledit Seigneur Roi, en consideration de ce qui est ci-dessus, promet de payer audit Seigneur Duc la somme de vingt-cinq mille livres sterling par an, pendant l'espace de quatre ans, laquelle somme annuelle de vingt-cinq mille livres sterling sera payable par portion égale de trois mois en trois mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

V. En cas que contre toute attente, quelque Prince ou Etat que ce soit, voulut en haine du Traité d'amitié & de defense mutuelle

tuelle, fait & ſigné ce jourd'hui, faire quelque inſulte au Païs, Vil- 1727
les & Territoires, apartenans au Sereniſſime Duc de Brunſvic-Lunebourg-Wolfenbuttel, ou lui cauſer quelque tort ou dommage, Sa Majeſté le Roi de la Grande Bretagne promet & s'engage de garantir ledit Sereniſſime Duc de telle inſulte, & de faire tout ſon poſſible pour faire ceſſer tout tort & dommage qui pourroit lui arriver en haine du ſuſdit traité.

VI. Que ce Traité d' Alliance & d' Amitié ſera ratifié en dûë forme par ledits Sereniſſimes Roi & Duc, & les Ratifications en ſeront échangées dans l' eſpace de ſix ſemaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, ſi faire ſe peut.

En foi dequoi, nous ſouſſignez, munis des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunſvic-Lunebourg-Wolfenbüttel, avons és dits noms ſigné le preſent Traité d'amitié, & y avons fait apoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l' an mille ſept cens vingt-ſept.

(L. S.) Devonshire P. (L. S.) C. D. Comte de Dehn,
(L. S.) Trevor C. P. S.
(L. S.) Holles Newcaſtle.
(L. S.) Townshend.
(L. S.) R. Walpole,

Article Separé.

Comme Son Alteſſe Sereniſſime le Seigneur Duc de Wolffenbuttel a promis par l' Article troiſiéme du Traité ſigné ce jourd' hui, de fournir à Sa Majeſtè le Roi de la Grande Bretagne, au cas ci ſpecifié un Corps de cinq mille hommes, & Sadite Alteſſe Sereniſſime ayant fait repreſenter les grands inconveniens qui pourroient lui arriver, ſi ledit Corps de Troupes devoit étre tansporté dans les Royaumes de la Grande Bretagne, & de l' Irlande, ſelon le contenu de l' Article ſecond dudit Traité, ledit Sereniſſime Roi conſent, que les Troupes, que ledit Sereniſſime Duc doit lui fournir, ne ſeront pas obligez de paſſer dans leſdits Royaumes de Sadite Majeſté, mais qu'elles ſeront plutôt employées, ou à remplacer celles qui ſeroient tirées des Etats de Sa Majeſté en Allemagne, ou à être miſes dans les Garniſons des Etats Generaux, à la place des Troupes deſdits Etats qui pourroient paſſer dans les Royaumes de Sadite Majeſté, ſelon que le tout ſera plus exactement reglé lorſque le cas exiſtera.

Cet Article ſeparé aura la même force que s'il avoit été inſeré, de mot à mot dans le Traité conclu & ſigné ce jourd'hui, il ſera ratifié de la même maniere, & les Ratifications en ſeront échangées dans le même tems que le Traité.

En foi dequoi, nous ſouſſignez, munis des des Pleinpouvoirs du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, & du Sereniſſime Duc de Brunſvic-Lunebourg-Wolfenbuttel, avons és dits noms ſigné le

1727 préſent Article ſeparé, & y avons fait apoſer les Cachets de nos Armes. Fait à Weſtminſter le vingt-cinquiéme jour de Novembre, l'an mille ſept cens vingt-ſept.

(L. S.) Devonshire P. (L. S.) C. D. Comte de Dehn.
(L. S.) Trevor C. P. S.
(L. S.) Holles Newcaſtle.
(L. S.) Townshend.
(L. S.) R. Walpole.

CCCXXI.

1728 **Articles Preliminaires Signez au Pardo le 4 Mars 1728.**

QUandoquidem difficultates quædam ſubortæ ſint ſuper articulis exequendis, qui Præliminares vocantur, quique Lutetiæ Pariſiorum die ultima menſis Maji, deindeque Viennæ die decima tertia Junii anni 1727. a Miniſtris hinc inde poteſtate ſufficienti communitis, ſignati fuere: Cumque per declarationem quandam a Domino Comite de Rottembourg factam, atque comprobatam, antedictæ difficultates feliciter compoſitæ fuerint, cujus declarationis, ejusdemque a Sua Majeſtate Catholica acceptionis, prout ipſiusmet nomine, & mandato a Marchione de la Paz exhibita & ſubſcripta fuit, tenor hic ſequitur.

D'autant que depuis la Signature des Préliminaires, il s'eſt élevé certaines difficultez entre les Parties contractantes par raport à la reſtitution des Priſes qui ont été faites de part & d'autre, & nommement celle du Prince Frederic, & de la Cargaiſon apartenant à la Compagnie du Sud, ſaiſi & arrêté par les Eſpagnols à la Vera Crux, leſquelles difficultez ont retardé l'exécution des Préliminaires, l'échange des Ratifications avec l'Eſpagne, & l'ouverture du Congrès, Sa Majeſté Britannique, pour faciliter, autant qu'il lui eſt poſſible, les choſes, & pour lever tous les obſtacles qui s'opoſent à une pacification générale, a déclaré, & a donné ſa Parole Royale au Roi Très-Chrétien, qu'Elle enverroit ſans délai des ordres à ſes Amiraux Wager & Hoſier, ou celui qui commandera à ſa place, de ſe retirer des Mers des Indes & d'Eſpagne, qu'Elle conſent que l'on diſcuteroit & décideroit dans le Congrès, les Contrebandes & autres ſujets de plaintes, que les Eſpagnols peuvent avoir par raport au Vaiſſeau le Prince Frederic.

Que toutes les prétenſions reſpectives, de part & d'autre, ſeront produites, débatuës & décidées au même Congrès: Que l'on y diſcutera & décidera pareillement, ſi les Priſes, qui ont été faites en Mer de part & d'autre, devront être reſtituées, & que Sa Majeſté Britannique ſe tiendra à ce qui ſera reglé ſur tout cela.

De mon côté je donne parole, au nom du Roi mon Maitre, en vertu des ordres & Pleinpouvoirs que j'ai reçu pour cet effet, que

cette

cette discussion à faire au Congrès, s'executera fidélement; Que l'échange des Ratifications se fera sans délai, & que le Congrès s'assemblera infailliblement, & le plutôt qu'il sera possible, selon que les Ministres des Parties contractantes, qui se trouveront à Paris, en conviendront, si Sa Majesté Catholique veut donner sa Parole Royale. 1728

I. De lever incessamment le Blocus de Gibraltar, en renvoyant les Troupes dans leurs Quartiers, en faisant rerirer son Canon, combler les Tranchées, & détruire les Ouvrages faits à l'occasion de ce siége, en remettant le tout de part & d'autre conformement au Traité d'Utrecht.

II. D'envoyer sans retard des ordres clairs & précis, pour remettre aussi-tôt le Vaisseau le Prince Frederic & sa Cargaison aux Agens de la Compagnie du Sud, qui sont à la Vera Crux, pour qu'à leur volonté ils le fassent passer en Europe, & pour remettre le Commerce de la Nation Angloise aux Indes, selon ce qui est stipulé par le Traité de l'Assiento, & convenu par les Articles II. & III. des Préliminaires.

III. De faire remettre incessamment les Effets de la Flotille aux Interessez, & ceux des Gallions, quand ils reviendront, comme en tems libre, & en pleine Paix, conformement à l'Art. V. des Préliminaires.

IV. Que Sa Majesté Catholique s'engage de la même maniere que Sa Majesté Britannique s'y est engagée ci-dessus, à s'en tenir à tout ce qui sera reglé par la susdite discussion & décision du Congrès. Fait au Pardo le 4. de Mars 1728.

(Signé)

(L. S.) Rottembourg.

Yo el infrascripto Marques de la Paz declaro de expressa orden en el Real Nombre del Rey Catholico, mi Amo, y en consequencia de su pleno poder, que Su Magestad por su siempre constante deseo de facilitar las Negociationes para una Paz universal y permanente ha venido en acceptar, y effectivamente admite y accepta la proposition ultimamente hecha por el Sennor Conde de Rotenbourg, Ministro Plenipotentiario de Su Magestad Christianissima, segun queda immediatemente à qui arriva inserta. En fée de loqual firmo la presente declaracion, y la pengo el Sello de mis Armas, el 5. de Marzo 1728.

(Signé)

El Marques de la Paz.

Nos infrascripti Ministri Plenipotentiarii, debita auctoritate sufficienter instructi, quo declaratio superscripta vim vigoremque amplissimum obtinere possit, hoc assensus, confirmationisque speciale Instrumentum, nomine & mandato Dominorum nostrorum respe-

ctive

1728 ctive signavimus, eidem Sigilla nostra apposuimus. Actum Pardo die 6. mensis Martii, anno Domini 1728.

(Signatum)

Königsegg. (L. S.) Keen. (L. S.) Rotembourg. (L. S.)

El Marques de la Paz. (L. S.) F. Van der Meer. (L. S.)

CCCXXII.

Reglement de Police du Congrés de Soissons fait le 17 Juin 1728.

Art. I.

Les Plenipotentiaires viendront aux Conferences touchant les Affaires publiques, chacun avec un Gentilhomme, un Secretaire, deux Pages, quatre Valets-de-pied, & s'ils veulent deux Valets à la mode Hongroise, apellez communément *Heyduques*, à côté du Carosse, leur suite en cette occasion ne pourra en nulle maniere être plus nombreuse.

II. Toutes les Conferences se tiendront sans cerémonie, ensorte que les Plenipotentiaires s'asseoiront à une Table ronde, où il n'y aura ni haut ni bas bout: ils s'y placeront à mesure qu'ils entreront dans la Salle, où ils seront tous ensemble indistinctement & sans rang.

III. Les Carosses se rangeront dans la cour du Chateau dans l'ordre qu'ils arriveront, laissant cependant assez de place pour que ceux qui viendront après, puissent commodement aborder, & se ranger de façon qu'il reste toujours un passage suffisant entre les Carosses & ledit Château.

IV. On empêchera les querelles de part & d'autre entre les Cochers & autres bas Domestiques, aux quels il sera même ordonné de se traiter & recevoir reciproquement avec douceur & honnêteté, & d'être disposez à se rendre mutuellement toute sorte de secours & de services en toute occasion.

V. Lorsque deux Carosses se rencontreront dans des endroits trop étroits pour y passer l'un & l'autre en même tems, loin de disputer à qui prendra le dessus, ou à qui des deux passera le premier, & de causer ainsi de l'embarras, les Cochers seront obligez au contraire d'ouvrir & de faciliter reciproquement le passage autant qu'il leur sera possible, & celui qui aura été le premier averti de la difficulté, s'arrêtera & fera place à l'autre, s'il paroît qu'il le puisse faire plus facilement de son côté.

VI. Dans les Promenades, tant dedans que dehors la Ville, on observera la coûtume établie entre ceux qui s'y rencontrent, de conserver la droite chacun de son côté. La même chose s'observera dans les ruës & les chemins publics, & généralement par tout où cela se

ſe pourra commodement, ſans la moindre conteſtation ou affecta- 1728
tion de prêſéance.

VII. Les Pages, les Valets-de-pied, & generalement tous les gens de livrée ne porteront ni Bâtons, ni Epées, ni Armes à feu, quoiqu'elles fuſſent courtes & cachées, ni enfin aucune ſorte d'Armes, tant dans la Ville qu'aux Promenades: Il leur ſera outre cela défendu d'être dehors aux heures avancées dans la nuit, à moins que ce ne ſoit par ordre exprès de leur Maitre, enſorte qu'on n'en puiſſe trouver aucun ſe promenant par la Ville ou ailleurs à des heures induës. Ceux qui contreviendront ſeront punis ſeverement, comme il plaira à leur Maitre d'en ordonner,

VIII. Lorſque le Domeſtique de quelqu'un des Plenipotentiaires aura été convaincu de quelque crime capable de troubler la tranquillité publique, après l'examen préalable de l'affaire, que chaque Miniſtre ſe reſerve à l'égard de ſes Domeſtiques, le Plenipotentiaire à qui il appartiendra renoncera à ſon droit de le punir lui-même; & en le dépoüillant de toute protection ou privilege, fera enſorte qu'il ſoit remis entre les mains du Juge du lieu où le délit aura été commis, ſoit à la Ville, ſoit ailleurs, & demandera même qu'il ſoit procedé contre le Coupable, ſuivant les Loix établies: & dans le cas où le Magiſtrat ou la Garde trouveroient quelqu'un en flagrant délit, ou faiſant quelque choſe capable de troubler la tranquillité publique, il leur ſera permis de s'en ſaiſir, & même de le mettre en Priſon quoiqu'ils le reconnoiſſent pour être Domeſtique ou de la ſuite de quelque Plenipotentiaire, juſqu'à ce qu'ils puiſſent avertir ſon Maître, ce qu'ils ſeront obligez de faire auſſitôt & ſans retardement; après quoi, ce que le Plenipotentiaire ordonnera ſera exécuté, ſoit qu'il deſire qu'on retienne ſon Domeſtique dans les Priſons, ou qu'on le relâche.

IX. Si quelque Domeſtique d'un Plenipotentiaire faiſoit inſulte ou querelle à quelque Domeſtique d'un autre Plenipotentiaire, l'agreſſeur ſera auſſitôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué ou inſulté, & il en fera juſtice comme il jugera à propos.

X. Tous les Plenipotentiaires feront defendre très-ſeverement à tous leurs Domeſtiques, tant Gentils-hommes & Pages, qu'autres, d'avoir entr'eux aucunes querelles ni demélez; & s'il s'en decouvroit non-obſtant ces defenſes & que quelqu'unt fut aſſez hardi pour ſe mettre en état d'en ſortir par la voïe des armes, il ſera à l'inſtant chaſſé de la maiſon du Plenipotentiaire, & même de la Ville, ſans aucun égard à ce que pour ſon excuſe il pourroit alleguer, ſoit de l'excès de l'affront qu'il auroit reçu, ou de ce qu'il auroit été attaqué le premier.

XI. Les Plenipotentiaires s'entrepromettent reciproquement de ne point recevoir dans leur ſervice aucun Domeſtique qui aura été chaſſé par ſon Maître, ou qui l'aura quitté ſans ſon conſentement.

XII. Si quelque Plenipotentiaire ſouhaite de faire punir quelqu'un de ſes Valets par la Priſon, on le mettra à ſa priere pour un certain

1728 certain tems dans la Prison publique, & il y sera nourri aux depens du Plenipotentiaire.

XIII. Tout ce que dessus dont on est convenu d'un commun accord pour la Police & le bon ordre de cette Assemblée, ne pourra être allegué pour exemple, ni tirer à consequence, en aucun autre lieu, tems, ou conjoncture differente, & personne n'en pourra prendre avantage, non plus qu'en recevoir prejudice en aucune autre occasion.

XIV. Comme les recherches des Fripons, qui pourroient se glisser dans la Ville, deviendroient inutiles, si avant que d'avoir fait des friponneries bien marquées, ils se disoient Domestiques de quelqu'un des Plenipotentiaires, auquel cas ils pourroient n'être pas surveillés comme les autres personnes qui donneroient du soupçon, les Plenipotentiaires feront donner les noms de leurs Domestiques, soit qu'ils logent chez eux ou dans la Ville, afin qu'ils ne puissent être inquietés, hormis dans les cas prévûs ci-dessus dans l'Article VIII. du present Reglement.

Francois Richer, Chevalier, Seigneur d'Aube, de Drubec, & autres lieux, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, Intendant de Justice, Police & Finances de la Généralité de Soissons.

Nous Intendant susdit, certifions que le Reglement ci-dessus contenant XIV. Articles, a été ainsi convenu entre les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de toutes les Puissances assemblées dans cette Ville de Soissons, & que c'est en consequence que nous l'avons fait imprimer, pour qu'il soit à la connoissance d'un chacun: en foi de quoi nous avons signé le present Certificat que nous avons fait contre signer par nôtre premier Secretaire, le dix-septieme Juin mil sept cens vingt-huit. *Signé*, RICHER D'AUBE. *Et plus bas:* Par Monseigneur, *Signé*, PREGENT.

CCCXXIII.

Pragmatica juxta literas S. C. C. Majestatis pro observantia Bullarum Apostolicarum in vim Concordiæ, circa usum Jurisdictionis Ecclesiasticæ Tribunalis Apostolicæ Legatiæ, nuncupatæ Regiæ Monarchiæ hujus Siciliæ Regni de an. 1728.

CAROLUS Divina Favente Clementia Romanorum Imperator, semper Augustus, Hispaniarum, & Siciliæ Rex, &c.

VIce-Rex, & Generalis Capitaneus in hoc Siciliæ Regno Illustribus, Spectabilibus, Magnificis, & Nobilibus Regni ejusdem, Magistro Justitiario, Præsidibus Regiorum Tribunalium, Judicibus M. R. C. Magistris Rationalibus, Thesaurario, & Conservatori Regii Patrimonii, Judicibus Consist. S. R. C. Advocatis quoque, & Procuratoribus

bus Fiſcalibus, cæterisque demum dicti Regni Officialibus majoribus, 1728
& minoribus, præſentibus, & futuris, cui, vel quibus ipſorum præſentes, præſentatæ fuerint, aut quomodolibet pervenerint Conſ. Reg. & fid. dil. Salutem. Per via di noſtra Real Segretaria è ſtato rimeſſo un Biglietto del tenor, che ſiegue: Eſtando ya convenida, y ajuſtada entre el Emperador, y Rey nueſtro Sennor (Dios le guarde) y nueſtro Sanctiſſimo Padre Benedicto decimo terçio la Bulla de concordia ſobre el uſo, y exerçiçio del Tribunal de la Monarquia deſte Reyno, ſegun ſe obſerva en la adjunta executoria de un Real Deſpacho ſu fecha de 10. de Noviembre p. p. que comprehende la miſma Bulla con la extenſion de treinta y cinco Capitulos; Me manda S. E. remitirla à V. S. paraque en la conformidad que S. M. lo ordena ſe extienda, y publique por eſſe Sacro Conſejo una Pragmatica, inſiriendo en ella el Real Deſpacho, que la preſcrive, con las ſolemnidades, y requiſitos correſpondientes à la exacta, religioſa, e inviolable obſervançia de los mençionados Capitulos, y Reglas concordadas; ſugetando à los Transgreſſores à la pena de la Real Indignacion de S. M. y à las, que ſin violençia pareçieren arbitrables para el ſoſtenimiento de dicha concordia, y ſu indiſpenſable perpetuidad, deviendo dar buen cuenta à S. B. de averla executado en eſta conformidad. Dios guarde à V. S. muchos annos. Palermo 1. de Febrero 1729. El Conde de Quiros: Al Sacro Conſejo. Ed accluſa con il ſudetto preinſerto Biglietto l'eſecutoria di Ceſareo Real Diſpaccio del tenor ſeguente: Carolus Divina favente Clementia Romanorum Imperator, ſemper Auguſtus, Hiſpaniarum & Siciliæ Rex, &c. Vice-Rex, & Generalis Capitaneus in hoc Siciliæ Regno illuſtribus, ſpectabilibus, Magnificis, & Nobilibus Regni ejusdem, Magiſtro Juſtitiario, præſidibus Regiorum tribunalium, judicibus M. R. C. magiſtris rationalibus, theſaurario, & conſervatorii Regii patrimonii, judicibus conſiſt. S. R. C. advocatis quoque, & procuratoribus fiſcalibus, cæterisque demum dicti Regni officialibus majoribus, & minoribus, præſentibus, & futuris, cui, vel quibus ipſorum præſentes præſentatæ fuerint, aut quomodolibet pervenerint. Conſ. Reg. & fid. dil. ſalutem. La Sua Maeſtà Ceſarea, e Cattolica del noſtro Auguſtiſſimo padrono (Dio guardi) con ſuo Ceſareo Real Diſpaccio ordina lo che ſiegue.

EL REY. Ill. Conde de Saſtago primo Gentilhombre de mi Camara, mi Virrey, Lugarteniente, y Capitan General del Reyno de Sicilia. Bien Notorias ſon las confuſiones, que causò la muerte del Sennor Rey Don Carlos ſegundo mi Tio de feliz memoria deſde el principio de eſte ſiglo por el titulo, y objecto de la ſucceſſion en los Reynos, que componian la monarquia de Eſpanna; y que la guerra encendida en totas partes las hyzo mayores por el arbitrio, que accompanna al humano poder, quando la divina providençia por ſus ineſcrutables juizios no le liga al uſo puro de la equidad, y de la juſtiçia:. Fatalidad, que cayo mas viſiblemente ſobre mi Reyno de Sicilia, que en pocos annos provò la dominaçion de diferentes princi-

pes:

1728 pes: y aumentandose por estas mutaçiones el desorden, y la confusion, se siguieron consequençias dolorosas; entre las quales se hizo mas sensible la controversia excitada entre la Corte de Roma, y el Serenissimo Duque de Savoya (hoy Rey de Sardenna) y entonces Detentor del Reyno de Sicilia, sobre el curso de la Legacia Apostolica, que desde el Conde Rogerio Normando havia sido exercitada de los Sennores Reyes de Sicilia, y de Espanna mis gloriosos Predecessores por el curso de mas de seys siglos de Sucessor en Sucessor en virtud de la Bula de Urbano Segundo hasta que en los annos de 1714. y 1715. detentando esse Reyno un Principe, en quien no se purificava el titulo de Sucessor legitimo, e immediato del Conde Rogerio, y del Sennor Rey D. Carlos Segundo mi Tio, y a quien el Papa Clemente Undecimo nò reconocia por Rey de Sicilia, procedio à abolir el Tribunal de la Legaçia llamado vulgarmente el de la Monarquia de aquel Reyno: y creciendo el desorden, y la inquietud entre el Sacerdoçio, y el Imperio, pudieron se calmar las violençias luego, que la Superior Mano del Altissimo, por la qual reynan los Reyes, me acordò la reintegraçion en esse de Sicilia como Sucessor legitimo, e immediato del enunciado Sennor Rey D. Carlos segundo mi Tio. Y expuestas por mis Ministros al Vicario de Christo las razones, que havian inalterable la platica, y el uso de la Legacia en mi Real Persona, como immediato legitimo Sucessor indisputable del Conde Rogerio; y que en nada podia perjudicarme qualquiera aboliçion, ò hecho sucedido en tiempo, que la fuerza de las armas impedia mi dominaçion en esse Reyno; tuvo à bien el actual Papa Benedicto Decimotercio con paternal afecto excitarme por medio de un Breve Apostolico en dada de primero de Marzo de mil setecientos, y ventisiete à exponer los medios mas proprios à la conciliaçion, y concordia por el exercicio de la Jurisdicion Ecclesiastica en esse Reyno, conforme lo reconnoçereys del tenor del mismo Breve, que es como se sigue.

Charissimo in Christo Filio nostro Carolo Hispaniarum Catholico, necnon Hungariæ, & Bohemiæ Regi Illustri in Romanorum Imperatorem Electo. Benedictus PP. XIII. Charissime in Christo Fili noster salutem. Quotidianis propè Officiis Nos Ministri tui poscunt, & urgent, ut de rebus ab hac sancta sede constitutis pro Ecclesiastica Jurisdictione in Regno Siciliæ exercenda, nullam animo tuo molestiæ, vel offensionis nebulam hærere patiamur: id verò quam studiose flagranterque cupiamus, & illis sæpissime testati sumus, & Majestati tuæ satis exploratum esse non dubitamus. Hujusce autem Paternæ charitatis ut luculentius tibi testimonium afferamus, Majestatem tuam vehementer petimus, & rogamus, ut pro tua singulari sapientia, & pietate idoneam aliquam rationem suggeras, qua votis tuis obsecundare Nobis liceat, & Apostolatus simul nostri gravissimo officio non deesse; Quemadmodum enim de zelo Majestatis tuæ pro Dei honore, & Canonicæ Disciplinæ cultu nullus esse nobis potest ambigendi locus, ita persuasum tibi esse decet tam de animo nostro ad tuendam justitiam intento, quam de studiosissima erga te volun-

luntate; Dum autem dignas tuo ſapientiſſimo judicio, ac religione ſignificationes expectamus, Majeſtati tuæ Apoſtolicam Benedictionem amantiſſimè impertimur. Datum Romæ, die prima Martii 1727. 1728

Y acceptando con filial reſpecto una excitaçion tan propria de un Padre comun, ofreci mi obſequioſa applicaçion, y deſvelo por el modo de acomodar las diferencias excitadas, y prometi acreditar en la miſma obligaçión mia de ſoſtener las ſupremas preeminençias, y derechos, mi Zelo por la buena, y perpetua armonia entre el Sacerdocio, y el Imperio, eſcriviendo, y dirigiendo à Su Beatitud mi carta de 22. de Marco de 1727. que fue del tenor ſiguiente.

Muy santo Padre. Bien oſtenta Vueſtra Sanctidad ſu paternal amor en las clauſulas de ſu Apoſtolico Breve de primero de Marzo corriente, demonſtrando aquel cuydado de ſu piadoſo animo en no laſtimar aquien como reverente Hijo ſolicita la ſatisfaction de V. Beatitud, y pues la caridad, que inflama ſu Eſpiritu en el deſſeo de encontrar fundado expediente, que eſtablezca el mejor uſo de Juſticia por el exerçiçio de la Jurisdiçion Eccleſiaſtica en mi Reyno de Sicilia, ha perſuadido à V. Sanctidad la demonſtraçion de ſu confiança en mi filial reſpecto, y en aquel fixo propoſito, que hize preciſo en mi corazon por el Serviçio de Dios, bien de la Santa Sede, y ſegura obſervançia de la Eccleſiaſtica diſciplina; devo deſde ahora render inceſſantes graçias à V. Beatitud por el concepto; que manifieſta de mi firmeza en ſoſtener eſtas partes integrales de quien como yo ſe confieſſa verdadero Hijo, y Abogado de la Ygleſia; Y acceptando reverentemente la Paternal inſinuation de V. Sanctidad en ſugerir el medio mas proprio de dexar cumplida la obligaçion del Superior Apoſtolico cargo, que la alta Providençia impuſo à V. Beatitud, y al miſmo tiempo ſatisfacer à las razones, y derechos mios en el uſo de la Juriſdiçion Eccleſiaſtica por la Legaçia en el mençionado Reyno de Sicilia, eſpero manifeſtar à V. Sanctidad el zeloſo cuydado mio exponiendo fundamentalmente el modo de acomodar las differençias excitadas contra el Tribunal de la Monarquia, y ratificar en la miſma obligaçion de ſoſtener, y conſervar las ſupremas preeminençias, y derechos, mi zelo, y applicaçion por la buena, y perpetua armonia entre el Sacerdozio, y el Imperio. Nueſtro Sennor guarde à V. Beatitud al proſpero, y feliz regimen de ſu univerſal Ygleſia. Dada en Vienna à 22. de Março de Mil Setecientos y veinte y ſiete.

Y como ulteriormente ſe empezò à tractar de eſta materia por medio de los Miniſtros reciprocos, aſſiſtiendo de mi parte el Cardenal Cienfuegos, de mi Conſejo de Eſtado, mi Miniſtro, y Plenipotençiario en aquella Corte; y por la de Su Sanctitad el Cardenal Lambertini, à que ſiguio tambien una Congregaçion de cinco calificados Cardenales, à ſaber, del Cardenal Origo Preſidente de la Sacra Congregaçion del Concilio, del Cardenal Davia Preſecto del Judice, y Pro-prefecto de la Immunidad; y del Cardenal Coſcia Legado de Avinnon, y Secretario de Memoriales, del Cardenal Lercari Secre-

1728 tario de Eſtado, y del Cardenal Lambertini Obiſpo de Ancona, deſpues de varias conteſtaçiones, y de un prolixo maduro examen pudieron con la Divina aſſiſtençia hallarſe, y eſtablecerſe los puntos de reciproca concordia, y por ellos conſolidarſe, y conſervarſe la pax, y la tranquillidad entre el Sacerdozio, y el Imperio por el curſo, y exerçiçio de la Jurisdiçion Eccleſiaſtica en Sicilia, quitando los obſtaculos, que en eſte tiempo dieron cauſa à la miſma controverſia, y ſe convino reciprocamente en los Articulos, Ordinaçiones, y Reglas, que deben ſervir perpetua, y irrevocablemente à la obſervançia, y exerçiçio de la dicha Jurisdiçion: Y deſpues de haver ſido concluydos, aceptados, y aprobados de unas, y otras partes, quiſo Nueſtro Muy Sancto Padre, reduzirlos, y compilarlos por conſtituçion perpetua, y irrevocable con fuerza, y effecto de concordia expidiendo Bula formal en los tres de las Kalendas de Septiembre de eſte anno, que para mayor claridad, firmeza, y por acto de aceptacion de la dicha concordia, y ratificaçion de lo capitulado mando inſerir aqui *de verbo ad verbum*, y es del tenor ſiguiente:

BENEDICTUS EPISCOPUS.

Servus Servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam.

FIdeli, ac prudenti Diſpenſatori, quem in ſupremo Apoſtolatus apice conſtituit Dominus ſuper familiam ſuam, maxime convenit, tradita ſibi cœlitus uti poteſtate, ut, ſi quæ ſint inter Pontificalem auctoritatem, & Regiam poteſtatem contentiones, quantum fieri poteſt, amoveantur, utque nedum fidelium populorum pericula arceantur, ſed etiam incommoda leniantur, prout, locorum, & temporum, ratione habita, magis in Domino videbitur expedire.

Cum itaque felicis recordationis Clemens Papa XI. Prædeceſſor noſter Apoſtolicam Regni Siciliæ ultra Pharum Legationem, ac Monarchiam nuncupatam, ejusque Tribunal extinxerit, ac ſuppreſſerit, & aboleverit, ſi quæ eſſent privilegia, & indulta a quibuscumque Romanis Pontificibus Prædeceſſoribus quomodolibet conceſſa revocaverit, & abrogaverit, & certum interim modum præſcripſerit, quo cauſæ ad forum Eccleſiaſticum pertinentes cognoſci, & in eodem Regno fine debito terminari poſſent, quemadmodum in ejus Apoſtolicis litteris, expeditis anno milleſimo ſeptingenteſimo decimo quarto, & milleſimo ſeptingenteſimo decimo quinto, plenius continetur. Cumque chariſſimus in Chriſto Filius noſter Carolus VI. in Romanorum Imperatorem electus, Siciliæ ultra Pharum Rex, exponi nobis nuper fecerit, jura Apoſtolicæ Legationis in eodem Regno, ſibi, ejusque hæredi legitimo, & poſſeſſori, ex privilegio ſignanter Urbani Papæ II. prædeceſſoris noſtri, competere: quæ quidem jura jam olim Rogerio Comiti, ex Normannorum gente, ejusque ſucceſſoribus ob eliminatam Saracenorum tyrannidem, Catholicam fidem reſtitutam, eccleſiasque, Patriarchatui Conſtantinopolitano tunc temporis adhærentes, Romanæ Sedi iterum ſubjectas, conceſſa, anteactorum

rum

tum sex sæculorum decursu usque ad Caroli II. obitum, in suo robore, atque usu permanserint; Hinc nos, etsi compertum habeamus, hujusmodi rationibus eundem prædecessorem nostrum, præsertim propter abusus, quos irrepsisse constabat, minime acquievisse; Nosque ipsi, dum Cardinalatus honore fungebamur, eidem Constitutioni reverenter subscripserimus, omniumque circumstantiarum opportune reminiscamur; attamen cum graves inde exortæ fuerint contentiones, atque mala non sine animarum pernicie, publicæque tranquillitatis detrimento, serio propterea considerantes, quantum pastoralis sollicitudinis intersit, causas etiam talium contentionum avertere, ac prorsus eliminare, ita ut, abusibus e medio sublatis, jus ex æquo universis reddatur, ex voto Congregationis Venerabilium Fratrum nostrorum Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium, pro hujus negocii examine specialiter deputatæ, ac etiam motu proprio, & ex certa scientia, & matura deliberatione, nostris, deque Apostolicæ potestatis plenitudine, finem huic operoso, gravissimoque negotio imponentes, nostra hac perpetuo valitura constitutione, vim & effectum concordiæ habente, hæc, quæ sequuntur, decernimus, & sancimus, ac inviolabiliter ab his, ad quos spectat, & in futurum spectabit, observari mandamus. 1728

I. Causæ omnes, ad forum Ecclesiasticum quomodolibet pertinentes, iis exceptis, quæ vere majores sunt, quæque juxta canonicas sanctiones apud Apostolicam sedem tractari, & a Romano pontifice, vel a Judicibus, quos ipse specialiter deputaverit, cognosci debent, non alibi, quam in ipso Siciliæ ultra Pharum Regno cognoscantur, & fine debito, quem justitia postulaverit, terminentur, ita videlicet, ut non exemptorum causæ in prima instantia coram Ordinariis locorum dumtaxat, cognoscantur, nec ab eorum Curiis avocentur, nisi per viam legitimæ appellationis a sententia definitiva, aut ab interlocutoria, vim definitivæ habente, vel ab actu, cujus gravamen per appellationem a definitiva reparari nequeat, vel præjudiciale sit invertendo justum juris, & judiciorum ordinem, aut nisi integro biennio, a die motæ litis computando, coram ipsis Ordinariis remanserint indecisæ, quemadmodum a Concilio Tridentino in Cap. XX. *Causæ omnes*, Sess. XXIV. *de Reformatione*, decretum est. Sique secus fiat, quæcumque appellatio, inhibitio, aut sententia, eo ipso nulla, & irrita sit, juxta ejusdem Concilii præscriptum. Respectu vero exemptorum ab Ordinariis, Judex Ecclesiasticus, a Rege illius Regni, ut infra dicendum, nominatus, & delegatus, & pro tempore, ejus arbitrio nominandus, & delegandus, tanquam ordinarius, de causis civilibus, & criminalibus illorum, ut postea dicetur, cognoscat, ne aliter hujusmodi personæ, & jura sine providentia remaneant. A sententia Ordinarii ad Metropolitanum appelletur, servata itidem in omnibus forma, in antedicti Concilii decretis constituta.

II. Postquam vero Metropolitanus in causa pronunciaverit, vel in secunda instantia, quoad sententias suorum suffraganeorum, vel in prima, quoad causas propriæ Diœcesis, possint partes, vel earum

1728 altera, provocare ad eum virum, in jure Canonico Doctorem, ſeu Licentiatum, nobilium Univerſitatum more, diligenti examine præcedente promotum, & in Eccleſiaſtica dignitate conſtitutum, a cariſſimo Filio noſtro Carolo VI. in Romanorum imperatorem electo, & Siciliæ Rege, ejusque in Regno Siciliæ ultra Pharum ſucceſſoribus, aut de eorumdem mandato, ex conceſſione ſedis Apoſtolicæ deputatum, & delegatum, & in poſterum ab ipſo, ejusque in eodem Regno ſucceſſoribus, aut de eorundem mandato deputandum, & delegandum: quem eo ipſo delegatum auctoritate ſedis Apoſtolicæ conſtitutum, & pro tempore conſtituendum, recognoſcimus, & firmamus, ut cauſas Eccleſiaſticas antedictarum appellationum in prædicto Regno Siciliæ ultra Pharum cognoſcere, aliaque inferius exprimenda peragere poſſit, ſervatis tamen præmiſſis, aliisque, inferius explicandis, ita ut quidquid aliter ſive ſcienter, ſive ignoranter fieri contigerit, ipſo jure nullum irritumque ſit.

III. Si vero antedictus Judex gravamen inferat, vel quomodocumque partes, ſive earum altera, gravatas ab ejusdem ſententia, ſeu decreto ſeſe ſenſerint, tunc, ut appellationis, atque extremæ provocationis remedio, omnibusque legum, atque canonicarum ſanctionum auxiliis Chriſti fideles prædicti Siciliæ Regni uti, & frui poſſint, eademque remedia, juris ordine ſervato, ſicut oportet, experiri, idem cariſſimus in Chriſto Filius Siciliæ Rex, ejusque ſucceſſores in perpetuum, vel alter de ejusdem, aut de ipſius ſucceſſorum mandato, ſedulo providebunt, ut apertum, atque patens ſit omni tempore Tribunal, ſeu Curia: in qua tamen vir, etiam in dignitate Eccleſiaſtica conſtitutus, atque ut ſupra, in utroque jure Licentiatus ſeu Doctor deputatus & delegatus, cum tribus aliis Aſſeſſoribus in utroque jure verſatis, eodem pariter modo, uti ſupra, deputandis, & nominandis, jus reddat, atque primum diligenter expendat, an appellatio rejici, vel admitti debeat, & quibus clauſulis cauſa committenda ſit. Quoties vero cauſa fuerit viſa digna ulteriori cognitione, eam primo cognoſcat, & judicet idem modo dictus Judex, a quo ulteriori cognitione digna decreta eſt, adhibito eorumdem Aſſeſſorum conſilio. Quod ſi poſt hæc res adhuc ulteriori diſcuſſione opus habeat, nec lis finita ſit, eadem coram altero idoneo Eccleſiaſtico Judice, ut ſupra, cum Aſſeſſoribus, vel Conſiliariis nominando, diſcutiatur, & ita deinceps, ita tamen, ut cauſa in quacumque inſtantia coram Judice Eccleſiaſtico ſemper pertractetur, & in omnibus, juris ordine ſervato, terminetur.

IV. Appellantes in una cauſa, omnino ſubjecti remaneant quod alias cauſas, jurisdictioni ſuorum Ordinariorum, a qua eximi nec a Metropolitano, nec a delegato poſſint, niſi in caſibus a jure Canonico præſcriptis.

V. In cauſis, in quibus Conſervatores regularium decretum, vel ſententiam tulerint; qui ſe ab illis gravatum exiſtimaverit, recurſum ſimiliter habere poterit ad antedictum Delegatum: qui quidem, ſi inſpectis utriusque partis juribus, appellationem duxerit admitten-

dam

dam, ipse in talis causæ cognitione, prout juris fuerit, procedet: si 1728
quæ partes, vel earum altera, de gravamine ab ejus judicato, sibi illato, conquereretur, id servetur, quod supra de appellationibus a decreto vel sententia Judicis delegati statutum est. Cæterum prædicti Conservatores inviolate servare debeant præscripta in Constitionibus felicis recordationis Innocentii Papæ IV. Alexandri IV. Bonifacii VIII. Gregorii XV. aliorumque nostrorum prædecessorum, nec non in Concilii Tridentini decretis sub pœnis ibidem contentis.

VI. Appellationes nunquam recipiantur, nisi per publica documenta, realiter exhibenda, prius constiterit, appellationem à sententia definitiva, vel habente vim definitivæ, aut a gravamine, quod per definitivam sententiam reparari non possit, vel quod præjudiciale sit in casibus, a jure non prohibitis, per legitimam personam, & intra statuta tempora, fuisse interpositam, aut prosecutam: nec præterquam in casibus a jure permissis, dum causa coram inferioribus judicibus pendet, ante definitivam sententiam, vel vim definitivæ habentem, de gravamine, quod afferatur illatum, superiores cognoscere possint, licet citra præjudicium ordinarii cursus causæ, sese id facere declarent. Nec ad hunc effectum liceat ei inhibere, aut etiam simpliciter mandare, ut ipsi copia processus mittatur, etiam expensis appellantis, vel recurrentis, nisi in casibus a jure permissis.

VII. Inhibitiones, post appellationes, sicut præmittitur, admissas, non concedantur, nisi cum insertione tenoris sententiæ, aut decreti, a qua, vel a quo provocatum fuerit; alias inhibitiones, & processus, & inde secuta quæcumque, sint ipso jure nulla, eisque impune liceat non parere. Sed si appellans afferat, sententiæ, vel decreti, sive appellationis interpositæ, exemplum authenticum habere se non posse culpa Judicis, a quo vel Actuarii, tunc sive Metropolitanus, sive præfatus Judex Ecclesiasticus delegatus, respective, injungat iis, ad quos pertinet, ut, soluta actorum mercede, exemplum in forma probante tradatur appellanti, intra brevem terminum: & interim nihil novi coram judice, à quo, contra appellantem attentetur.

VIII. A Decretis Ordinariorum, in visitatione, vel pro correctione morum editis, nullus sit appellationi locus, quoad effectum suspensivum, nisi cum Visitator, citata parte, & adhibita causæ cognitione, judicialiter processerit, & in aliis casibus a jure permissis.

IX. Cum a gravamine, quod per definitivam reparari nequeat, vel quod præjudiciale sit, appellatur, nonnisi visis actis, ex quibus appareat de gravamine, appellatio admittatur, aut inhibitio, vel provisio ulla concedatur.

X. In causa indebitæ carcerationis, quatenus sit secuta cum mandato judicis verbali, possit Judex appellationis expedire inhibitiones, vigore appellationis constito, sive per depositionem duorum testium de mandato, sive per documentum Notarii, vel custodis carcerum de carceratione. In causis vero comminatæ injustæ carceration. vel torturæ, vel excommunicationis, non expediantur inhibitiones generales, & indefinitæ, sed tantum compulsoriales pro transmissione copiæ

1728 actorum, ad effectum cognoscendi, an sit deferendum, nec ne, appellationi, adjuncta in dictis litteris compulsorialibus inhibitione, ut interim judex, a quo, ad ulteriora non procedat; & quatenus visis actis resultet evidens gravamen, tunc admittatur appellatio cum inhibitione, & causa cognoscatur coram judice, ad quem. Si vero de hujusmodi gravamine non constet, remittatur causa ad judicem, a quo, cognoscenda in prima instantia.

XI. Acta originalia primæ instantiæ Notarius, sive Actuarius mittere ad Judicem appellationis minime cogatur, nisi natura ipsa causæ id flagitet, aut probabilis aliqua falsitatis suspicio incidat, quæ judicialiter apposita ab interesse habentibus fuerit: & tunc post terminationem causæ statim remittantur ad Ordinarium, & in ejus curiæ tabulario asserventur.

XII. Causa appellationis pendente, appellans, in eodem, ubi reperitur carcere, permaneat, quoad Judex, ad quem causæ cognitio devolvenda est, visis actis, causaque cognita, aliter decreverit: & tunc quidem si a decreto secundi Judicis, vim definitivæ habente, appellatum fuerit, nihil ipse interim mandare, aut pro decreti sui executione attentare poterit, donec per Judicem superiorem aliter fuerit ordinatum; exceptis tamen casibus, in quibus aliter à jure statutum sit, & in quibus appellatio contra decretum excarcerationis, effectum tantum devolutivum, favore libertatis, producit.

XIII. Censura Ecclesiastica, in appellantem prolata, revocari, aut nulla declarari per Judicem appellationis, etsi is sit delegatus, non possit, nisi prius auditis partibus, & causa cognita; & tunc, si eam esse justam constiterit, ad Judicem, qui excommunicationem protulit, remittatur appellans, & ab ipso juxta sacros Canones beneficium absolutionis, si humiliter petierit, debitamque emendationem præstiterit, obtineat. Si vero injustam esse appareat, Judex appellationis absolutionem concedat. Et si dubitetur, an justa fuerit, vel injusta, quamvis honestius sit, ut ad excommunicatorem intra brevem aliquem competentem terminum, eidem præfigendum, absolvendus remittatur, Judex nihilominus appellationis, hoc casu, per se poterit eum absolvere.

XIV. Absolutio ad cautelam, nonnisi servatis de jure servandis, cum dubitatur de nullitate excommunicationis vel ab homine prolatæ, vel a jure inflictæ, si dubium facti, vel probabile dubium juris occurrat, concedenda erit, tanquam ad breve tempus, cum reincidentia, necnon præstita per excommunicatum cautione de stando juri, & parendo Mandatis Ecclesiæ. Quod si, juxta formam a jure præscriptam, apparebit, aliquem ob manifestam offensam excommunicatum fuisse, debitam etiam satisfactionem præstare, necnon ob contumaciam manifestam expensis quoque satisfacere, & cavere de judicio sisti coram excommunicatore, tenebitur, priusquam antedictam absolutionem obtineat. Præterea hujusmodi absolutiones cum reincidentia, a Judice appellationis, etiamsi sit antedictus judex, committantur ipsis Ordinariis excommunicantibus, cum clausula, ut *intra*

tra

tra tres dies absolvant, censuratos; dummodo tamen excommunicati in eodem loco sint, ubi degunt Ordinarii. Quod si in eodem loco non sint, vel si Ordinarii præsentes, & requisiti, absolvere recusaverint, vel neglexerint, absolvantur à Confessario juxta formam ejusdem commissionis, a Judice appellationis, ut præfertur, expediendæ. Cæterum commissiones prædictæ de absolvendo, non ipsis Ordinariis immediate, & personaliter, sed eorundem Cancellariis præsentari debent, ut reverentia, Episcopis debita, sarta tecta servetur, & a præsentatione, Cancellario facta, prædicti *tres dies* numerari debeant. Cedulones autem in causa absolutionis obtinendæ ad certum tempus cum reincidentia, quatenus affixi fuerint, non amoveantur; sed dumtaxat tegantur, tectique remaneant durante termino, in absolutione præfixo; salva tamen praxi ibidem servata de eorundem in nonnullis casibus amotione. 1728

XV. A sententia definitiva, contra verum contumacem prolata, appellatio non recipiatur, nec inhibitio, aut alia quævis provisio, durante contumacia, concedatur.

XVI. Ubi in causis criminalibus Ordinarii locorum processerint ex officio, si ab eorundem sententiis appellatio, vel ad Metropolitanum, vel ad prædictum Judicem interposita fuerit, tunc Procuratores fiscales Curiæ Metropolitanæ, vel Tribunalis præfati Delegati, actoris vices gerant, & instantias, aliosque actus desuper necessarios peragant, & prosequantur, ut prædictorum Ordinariorum sententiæ confirmationem, & executionem, si ita fuerit justitiæ consonum, obtineant. Quod, si dictis procuratoribus fiscalibus non citatis, vel auditis, contrarias sententias in gradu appellationis proferri contigerit, istæ prorsus nullæ sint, ac irritæ cum omnibus actis gestis, quinimo præcedentes ordinariorum sententiæ executioni mandentur, perinde ac si appellatio ab ipsis interposita nullatenus fuisset.

XVII. Pauperibus litigantibus condonentur sportulæ, & emolumenta quæcumque, etiam Cancellario alioquin debita. Aliæ itidem quæcumque expeditiones gratis dentur, ac etiam copiæ publicorum instrumentorum, sive testamentorum, necnon regesta, & copiæ actorum transmittendorum ad Judicem appellationis: & hæc in causis tam civilibus, quam criminalibus. Quo vero ad probationem paupertatis, ea summarie fiat per testes, gratis similiter examinandos: & quoad ipsam paupertatem, stetur arbitrio judicis.

XVIII. In criminalibus causis Regularium, quando deliquerit inter Claustra, Tridentini Concilii, & peculiarium illius ordinis, quem quisque delinquens professus fuerit, constitutionum dispositio exacte servetur. Quod si delinquant extra Claustra, vel extra monasterium degant, ab Episcopis, juxta ejusdem Concilii Tridentini, & apostolicarum constitutionum præscriptum, judicentur, & puniantur. Qui vero ab Episcopi judicio gravamen sibi illatum putaverint, recursum habere poterunt ad antedictum Judicem, qui, ubi appellatio admittenda de jure fuerit, causæ revisionem assumet. Quod si quis ab hujus etiam judicis sententia, vel decreto se gravatum existimaverit, ea serventur, quæ pro appellantibus à decreto Judicis dele-

 lega-

1728 legati, supra exposita sunt. Si vero Prælati exempti, alios Superiores in Regno Siciliæ ultra Pharum non habentes, deliquerint, antedictus Judex Ecclesiasticus, tanquam ordinarius, respectu exemptorum, contra eos, ut juris fuerit, procedat, servata semper regula circa modum præscripta.

XIX. Ne autem de facultatibus antedicti Judicis Ecclesiastici disputatio unquam oriri queat, constanter declaramus, quod ille, ut supra a Rege Siciliæ ultra Pharum auctoritate sedis Apostolicæ nominatus, & delegatus, quascumque personas adversus sententias, res judicatas, ac contractus quoscumque, prout juris fuerit, in integrum restituendi plenam, & liberam licentiam, & potestatem exercere possit, & debeat.

XX. Juramenta quæcumque ad effectum agendi dumtaxat ex causa, quibuscumque relaxandi.

XXI. Quoscumque à quibusvis Censuris, & pœnis eccesiasticis, simpliciter vel ad cautelam, si & postquam congrue, prout debuerint, tam partibus, quam judicibus, satisfecerint; firmis tamen manentibus, servatisque, respective, iis, quæ circa modum, & ordinem impertiendæ absolutionis superius præscripta sunt, absolvendi.

XXII. Quoscumque itidem, qui homicidium, necnon perjurii reatum quomodocumque commiserint, quique bellis interfuerint, & qui adulterium, incestum, fornicationem, & aliud quodcumque flagitium carnis perpetraverint; necnon usurarios, facta tamen usurarum restitutione, ab excommunicationibus, aliisque sententiis, censuris & pœnis ecclesiasticis, & temporalibus, quas quomodolibet incurrerint, injuncta cuique, pro modo culpæ, pœna salutari: & aliis, quæ de jure fuerint injungenda, etiam in utroque foro absolvendi.

XXIII. Declaramus tamen, nec prædictum Judicem Ecclesiasticum, nec quamcumque aliam ecclesiasticam personam, cujuscumque gradus, dignitatis, & præeminentiæ sit; & quamvis de latere Legatus existat, potuisse, aut posse aliquem absolvere a censuris ecclesiasticis, per apostolicas constitutiones inflictis, quarum absolutio soli Romano pontifici reservatur. Et licet hoc ipsum procedat etiam quoad illud genus absolutionis, quod cum reincidentia, & ad effectum agendi tantum, aut ad cautelam, dicitur, & quoad cognitionem, an declaratoria censurarum prædictarum valida fuerit, aut nulla, justa, vel injusta, cum hæc quoque omnia Romano pontifici pro tempore existenti, & congregationi sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalium immunitati ecclesiasticæ, & controversiis jurisdictionalibus præpositæ, ad id a sede Apostolica specialiter deputatæ, privative quoad omnes alios, etiam de latere Legatos competat; attentis nihilominus specialibus circumstantiis, animum nostrum moventibus, declaramus, quoad præfatus Judex Ecclesiasticus, tanquam a charissimo in Christo Filio nostro Carolo VI. Siciliæ ultra Pharum Rege, ejusque in posterum successoribus, ut supra deputatus, & delegatus, servatis de jure servandis, & citra quemcumque abusum, concedere possit recurrentibus a gravamine, quod in declaratoria censurarum, sedi Apostolicæ

reſervatarum ſibi illatum eſſe demonſtraverint, abſolutiones cum re- 1728
incidentia, ad effectum agendi tantum, & etiam ad cautelam; necnon cognitionem aſſumere, an prædictæ declaratoriæ cenſurarum, ſedi Apoſtolicæ reſervatarum, promulgatæ ab Epiſcopis aut Archiepiſcopis Regni Siciliæ ultra Pharum, fuerint validæ, aut nullæ, juſtæ vel injuſtæ; ita tamen, ut, ſi ſolius nullitatis vitio laborare cognoverit, Epiſcopo vel Archiepiſcopo, qui ad earum declarationem, reſpective proceſſerint, mandet, ut ex integro procedant, reſervata poſt novam declaratoriam, abſolutione plenaria ſedi Apoſtolicæ. Et quatenus nullitatis & injuſtitiæ, vel ſolius injuſtitiæ vitio laborare cognoverit, declaret, recurrentes non incurriſſe: & ſi declaratoriam juſtam eſſe deprehenderit, recurrentes pro abſolutione ad eandem ſedem Apoſtolicam remittat. Quod ſi præfatus Judex delegatus ipſe fuerit, qui ad declaratorias proceſſerit, & cenſuratus ſe gravatum fuiſſe prætenderit, aut ex capite nullitatis aut nullitatis & injuſtitiæ, aut ſolius tantum injuſtitiæ; tunc ea obſerventur, quæ ſupra ſtatuta fuerunt in caſu, quo quis a ſententia, aut ab alio quocumque decreto ejusdem Judicis ſe gravatum ſenſerit; novusque Judex Eccleſiaſticus ea omnia ſervare teneatur, quæ Judex ipſe delegatus juxta ea, quæ modo dicta ſunt, ſervare tenetur in caſu recurſus ad ipſum facti a nulla, vel injuſta declaratoria cenſurarum ſedi Apoſtolicæ reſervatarum, quæ ab Epiſcopis vel Archiepiſcopis, reſpective fuerint promulgatæ.

XXIV. Præterea quascumque monitoriales, pœnalesque literas in forma, *ſignificavit*, conſueta, contra occultos & ignotos malefactores, ſatisfacere; conſcios vero revelare differentes, ſervata tamen forma Concilii Tridentini, necnon Conſtitutionis Pii Papæ V. prædeceſſoris noſtri, ſuper hæc editæ, concedendi.

XXV. Necnon vota quæcumque; ultramarino tamen, viſitationis liminum Beatorum Petri & Pauli Apoſtolorum de Urbe, & ſancti Jacobi in compoſtella, caſtitatis ac religionis votis, exceptis, in alia pietatis opera commutandi; Tum etiam nationis Siculæ commoditati & utilitati proſpicere volentes, eidem Judici, uti ſupra, nominato & delegato à Siciliæ Rege ultra Pharum, facultatem ſpecialem elargimur matrimoniales diſpenſationes concedendi in tertio & quarto gradu; gratis tamen, nulloque recepto, vel minimo emolumento; & favore eorum tantum, qui vere pauperes ſunt, & miſerabiles, & labore manuum ſuarum vivunt.

XXVI. Et ut conceſſiones, gratiæ & litteræ per antedictum Judicem, ſic, ut ſupra, concedendæ, ſublatis obſtaculis, ſuum ſortiantur effectum, quascunque perſonas, ad effectum dumtaxat omnium & ſingulorum præmiſſorum conſequendum, ab omnibus & quibuscumque excommunicationibus, ſuſpenſionibus & interdictis, aliisque eccleſiaſticis cenſuris, quibus innodati fuerint, abſolvendi, & abſolutas pronunciandi.

XXVII. Pro majori tamen cautela, ea, quæ infra ſequuntur, declaramus & decernimus, videlicet, non poſſe, nec prædictum Judicem ſeſe ingerere in cauſis, in quibus agitur de executione litterarum

1728 Apoſtolicarum, etiam ſuper collatione quorumcumque beneficiorum ſæcularium vel regularium, pro quarum executione certi ſunt dati executores, quorum a decreto, ſeu data executione, ſi fuerit quoquomodo reclamatum, & de illato gravamine, vel exceſſu dictum; tunc idem Judex in hiſce cauſis in omnibus & per omnia, ut ſupra de aliis dictum & declaratum eſt, procedat.

XXVIII. Deputare etiam non poterit Subdelegatos, in Diœceſibus prædicti Regni commorantes, multoque minus eis concedere exemptionem a Juriſdictione ſuorum Ordinariorum, præterquam unum, qui tamen Eccleſiaſticus ſit, in quacumque Epiſcoporum reſidentia, & præcipuis aliis Regni Civitatibus, ut ſunt Drepanum, Thermæ, Milæ, & Mazara, ſeu Auguſta; vulgo *Trapani*, *Termini*, *Melazzo*, *ed Auguſta*, nuncupatis.

XXIX. Præterea nemini concedi poterunt litteræ patentes exemptionis a juriſdictione ſui Ordinarii ex titulo inſerviendi Curiæ vel tribunali ipſius Judicis delegati; exceptis tantum Miniſtris & Officialibus neceſſariis; qui tamen in toto Regno non ſint ultra quinquaginta, præter eos, qui præcipuis primæ, ſecundæ & tertiæ inſtantiæ Eccleſiaſticis Curiæ Panormi inſerviunt.

XXX. Nullatenus quoque idem Judex Eccleſiaſticus nec in prima inſtantia, nec in gradu appellationis, ut recurſus, aut per modum proviſionis, ſeſe ingerat in quomodolibet concernentibus diſciplinam & obſervantiam regularem perſonarum utriusque ſexus; diſtributionem officiorum; collocationem Regularium in uno, aut altero Monaſterio, aut Conventu; ordinationes circa chorum & allocutorium Monialium, earumque Clauſuram; deſignationes cellarum, aliaque ſimilia; ſed in his omnibus procedatur ab iis, ad quos pertinet, juxta Sacros Canones, Statuta ſingulorum Ordinum, & Apoſtolicas Conſtitutiones.

XXXI. Caveat ſimiliter, nec deputet Præſides Capitulorum; Superiores vel Abbatiſſas, Vicarios vel Vicarias, vel qualeſcumque Officiales in Monaſteriis, vel Domibus Regularibus utriusque ſexus, ex quocumque titulo vel colore ſive inconvenientium, ſive diſſidiorum, ſive diſcrepantiæ ſuffragiorum, etiam per viam actuum proviſionalium; ſed omnino liberæ remaneant, juxta ſacrorum Canonum præſcriptum, & ipſorum Ordinum Regularium ſtatuta, electiones & deputationes omnium Prælatorum & Officiorum.

XXXII. Itidem nequeat, etiam per modum proviſionis, deputare Magiſtros, Lectores, Rectores Studiorum, neque in poſſeſſione munerum, vel officiorum confirmare eos, qui, finito tempore, a conſtitutionibus ſuorum Ordinum præſcripto, debent illa dimittere, vel qui remoti a legitimis Superioribus fuerint. In cauſis autem inter Regulares, vere contentioſis, & in quibus eſſe poteſt de jure locus appellationi, expleto curſu judicii in unoquoque ordine regulari, a ſuis conſtitutionibus præfinito, ſi ſuccumbentes proſequi intendant; tunc cauſæ ad prædictum Judicem Eccleſiaſticum devolvantur, qui procedere teneatur, ſervatis in omnibus & per omnia iis,

quæ

quæ supra, quoad alias causas statuta sunt; ita tamen, ut in causis 1728
nullitatis professionis tam ante, quam post elapsum quinquennii, nullo modo se interponat; sed illæ ad normam omnino sacrorum Canonum & sacri Concilii Tridentini Sessione XXV. *de Regularibus*, Cap. XXIX. cognoscantur & terminentur.

XXXIII. Ad hæc Delegatus non impediat usum jurisdictionis, a Sacro Concilio Tridentino Episcopis, uti Sedis Apostolicæ Delegatis, in exemptos Sæculares Clericos attributæ; facultatem tamen habeat idem Judex Ecclesiasticus procedendi etiam in prima instantia in eorumdem Clericorum Sæcularium exemptorum causis, tam civilibus, quam criminalibus, easdemque, juris ordine servato, cognoscendi, ac judicandi. Et in casu appellationis a decretis vel sententiis ejusdem Judicis delegati, in manibus ea serventur, quæ supra hac de re statuta sunt.

XXXIV. Quoad graviores Episcoporum & Archiepiscoporum causas, servetur omnino dispositio Sacrarum Constitutionum, & Sacri Concilii Tridentini Sessione XXIV. Cap. V, *de Reformatione*. In aliis vero minoribus & civilibus causis, in quibus Episcopi aut Archiepiscopi Regni Siciliæ ultra Pharum, non actores, sed rei sunt, Delegatus jus habet judicandi etiam in prima instantia, si causa sit Archiepiscopi vel Episcopi, exempti a jurisdictione Metropolitica (& signanter quoad omnes in causis solutionis pensionum) & in secunda tantum instantia, si causa sit Episcopi, jure Metropolitico subjecti. Tunc enim in prima instantia causa ab Archiepiscopo erit judicanda. In casu autem appellationis a judicio Delegati, serventur omnia in superioribus disposita.

XXXV. Denique, ut Nos, nostrique Successores Romani Pontifices, diligenter curabimus, ut supra disposita ac statuta ad amussim serventur, quæ vim & effectum habere Concordiæ statuimus & decernimus; nec quicquam a nostris Ministris sub quovis prætextu, vel colore peragatur, quod eorumdem observantiam & executionem retardare vel impedire possit; Ita dictus Judex Ecclesiasticus nullas sibi sumat partes, etiam per modum provisionis, vel sub alio quovis prætextu, contra ordinationes & mandata, quæ vel nostra, vel nostrorum pro tempore Successorum propria manu per speciale rescriptum signata & subscripta erunt: nec eorum executionem, quantum in ipsomet sit, audeat impedire, vel retardare; sed eisdem debita reverentia, observantia & executio omnino præstetur.

Decernentes omnia & singula, in superioribus expressa per nullum Patriarcham, Archiepiscopum, Episcopum, aliasque personas, quacunque alia auctoritate, dignitate, & præeminentia fulgentes, impugnari unquam posse, aut debere, præsentesque semper & perpetuo validas & efficaces esse & fore, suosque plenarios & integros effectus sortiri & obtinere debere, atque ab omnibus & singulis, ad quos spectat, sive spectabit, eas firmiter & inviolabiliter observandas esse, nulloque unquam tempore notari, retractari, invalidari, inque jus, vel controversiam vocari posse; ipsasque præsentes sub quibuscun-

1728 cunque gratiarum revocationibus, suspensionibus, limitationibus, aliisque contrariis dispositionibus, etiam per Nos ipsos & Successores nostros Romanos Pontifices factis, & faciendis, concessis & concedendis, minime comprehendi; sed statuimus, easdem has litteras, tanquam ad Ecclesiarum Siciliæ tranquillitatem & pacem a nobis editas, semper omnino excipiendas: & quidquid secus super his, ut præfertur, per Nos approbatis, a quoquam quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari, irritum & inane decernimus, non obstantibus consuetudinibus, privilegiis & indultis, quomodocumque in contrarium præmissorum alias concessis.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostræ constitutionis, concordiæ & voluntatis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem Omnipotentis Dei, ac Beatorum Petri & Pauli Apostolorum ejus se noverit incursurum.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum anno Incarnationis Dominicæ millesimo septingentesimo vigesimo octavo, tertio Kalendas Septembris, Pontificatus nostri anno quinto.

J. B. Archiepiscopus Nisibenus, Subdatarius Visa de Curia.
J. Archiepiscopus Ancyranus.
Lucas Martinettus.

Registrata in Camera Apostolica.
Felix Franciscbinus R. C. A. Secretarius.

Y porque los Estatutos, articulos, ordinaciones, y reglas contenidas en la antecedente inserta Bula de Concordia, despues de una prolixa discussion han sido aprobados, y aceptados de mi justification con el proposito firme de estirpar en los antiguos possibles abusos la raiz de semejantes controversias, y son los mismos, que literalmente se hallan especificados en dicha Bula de Concordia, vengo con la presente de propria sciencia, y con el uso de mi Regia suprema auctoridad, en aprobarlos, ratificarlos, aceptarlos, y en consequençia de todo mandatos, que arreglado el Regio exequatur à la enunciada Bula de Concordia, con la clausula *Juribus Fisci semper salvis*, exciteis, y os dediqueis sinceramente al cumplimiento, y observançia de las dichas reglas en el orden de conocer las causas Ecclesiasticas en Sicilia por la primera, segunda, y tercera instancia al tenor de los articulos primero, segundo, y tercero de la Concordia; y por el modo de seguirlas, segun se explica en el quarto, y quinto successivos de la dicha Bula; observando el metodo de las inhibiciones, apelaciones en visita, y en los gravamenes, conforme explican los articulos sexto, septimo, octavo, nono, y decimo de la dicha Concordia, como tambien las reglas del uso de los processos originales, apelacion de los Carcerados, y de censuras dadas, absolucion ad cautelam;

ape-

apelacion del verdadero contumaz; y en causas criminales assi de 1728
los Regulares, como de los Ecclesiasticos Seculares, y pobres litigantes, segun se expecifican en los articulos undecimo, duodecimo, y successivamente hasta el decimo octavo de la dicha Bula de Concordia; y porque durante la controversia, se excitaron dudas por el uso de las facultades, que el Juez de la Monarquia como Viceregente de los Reyes de Sicilia pro tempore exercitava, y se alegaron abusos que hazian mayor la disputa, se convino en que quedassen explicadas las facultades correspondientes al Juez Ecclesiastico, que en virtud de mi Delegacion, nomination, y substitucion, o por orden vuestro en el uso de vuestra representacion deberan exercitar: las quales se expecifican en los articulos successivos desde el decimo nono hasta el vigesimo sexto de la dicha Concordia. Y para esquivar en lo successivo los inconvenientes, que durante el examen de los abusos alegados se hizieron mas reparables, se declararon algunas limitaciones en el modo de proceder por las causas sobre execution de las letras Apostolicas en materias beneficiables, en el numero de los Subdelegados, en las patentes de exencion, en la observancia, y disciplina de los Regulares, en el destino de Presidentes, o Superiores de Monasterios, en la eleccion de Maestros, Lectores, y Rectores de Estudios, en el uso de la jurisdicion concedida a los Obispos por el Concilio de Trento, en las causas mas graves de los mismos Obispos del Reyno, y en la atenta consideracion del Juez de la Monarquia à los rescriptos hechos, y firmados de propria mano de los Papas, que como Delegado mio, y de los Reyes mis Successores debera, en quanto dependa del mismo, y procediendo con las essenciales solitas formalidades, hazer venerar, y observar, conforme se explica desde el articulo vigesimo septimo hasta el trigesimo quinto de la Concordia. Y quiero que assi se cumpla, y execute el todo, al tenor de ella, y de las dichas disposiciones, y reglas: para cuya mas segura observancia he venido en ordenaros, y mandaros con la presente, que por la via de esse mi Sacro Consejo hagais estender, y publicar (despues de aver dado el exequar à la Bula de la Concordia, como arriba se prescribe) una Pragmatica con insercion de este mi Real despacho, y con las solemnidades, y requisidos correspondientes, ordenando con ella, y por ella la exacta, religiosa, e inviolabile observancia de los mencionados articulos, y reglas concordadas, baxo la comminacion à los transgressores de la pena de mi Cesarea Real indignacion, y las demas que sin violencia parezcan arbitrables por el sostenimiento de la dicha Concordia, y por su indispensable perpetuidad: de todo lo que hareis tomar la razon, y que se registre este despacho en las partes donde tocare, y convenga; pues ansi procede de mi Cesarea Real voluntad, y deliberacion. De Viena à diez de Novembre, de mil seteciento, y veynte y ocho: YO EL REY; Molina & Zalduendo Secretarius. Vid. Marchio de Villasor Preses; Vid. Positanus Regens; Vid. Pertusatus Regens; Vid. Comes de Cervellon Consiliarius; Vid. Almarza Regens; Vid. Perlongo Regens; Vid. Solanes

Re-

1728 Regens. In Diverſ. tertio fol. xxxxIII. Nil ut Curia: Hacunna Official Major: Al Virrey de Sicilia: Paraque por aquel Sacro Conſejo, y con las demas ſolemnidades correſpondientes haga publicar una Pragmatica con inſercion de eſte Deſpacho, mandando la obſervancia de la Bula de Concordia, deſpues de haverle dado el exequatur. V. Mageſtad lo mandò. Præſentatum Panormi die 4. Januarii 1729. & S. E. mandat quod Ill. Regius Conſiliarius Conſervator Regii Patrimonii recognoſcat, & referat Don Antoninus Cuffari Pro-Secretarius Magiſter Notarius. Eodem factis recognitione, & relatione prædictis; S. E. mandat, quòd fiant exequutoriæ, Juribus Fiſci ſemper ſalvis, quoad conſtitutionem inſertam in præſenti Cæſareo diplomate. El de Hoz Conſervator; Perciò in eſecuzione di quando la prefata Maeſtà Sua C. C. ordina, che in oſſervazione della noſtra preinſerta proviſta vi diciamo, ed ordiniamo, ed a chi ſpetta incarichiamo, che vogliate, debbiate, e per cui ſi deve facciate eſeguire il preinſerto Ceſareo Diſpaccio di parola, e dalla prima linea ſino all' ultima, ſecondo la ſua ſerie, continenza, e tenore, pro ut jaçet, guardandovi di fare il contrario, per quanto la grazia di Sua Maeſtà C.C. tenete cara, e non altrimente. Datum Panormi die quinto Januarii 1729. El Conde de Saſtago: Vid. Marchio de Hoz Conſervator; Don Antoninus Cuffari Pro-Secretarius Mag. Not. Eſecutoria di Ceſareo Real Diſpaccio, per il quale Sua Maeſtà C. C. (Dio guardi) ordina che per queſto Sacro Conſeglio, e coll'altre ſolennità corriſpondenti facci Voſtra Eccellenza publicare una Prammatica coll' inſertione di queſto Diſpaccio, commandando l'oſſervanza della Bolla di Concordia dopo d'averle dato l'Exequatur come ſopra.

Perciò in eſecuzione di quanto la Ceſarea Cattolica Real Maeſtà ordina, e comanda, ed in eſecuzione del noſtro preinſerto Biglietto per la preſente Prammatica, e Legge perpetuo valitura vi diciamo, ed ordiniamo, che vogliate, e debbiate inviolabilmente eſeguire, ed oſſervare à tenore delle preinſerte Regie Lettere li menzionati Articoli, e regole concordate; de verbo ad verbum, & à prima linea usque ad ultimam pro ut jacent juxta ſui ſeriem, continentiam & tenorem pleniorem, cauti à contrario, pro quanto gratia Regia vobis cara eſt; e ſotto la pena a' transgreſſori della Ceſarea, e Reale Indignazione. Dat. Panormi die decimo quinto Februarii 1729.

EL CONDE DE SASTAGO.

D. Caſimiro Drago Preſ. del Trib. della R.G.C.
D. Giacomo Longo Preſ. del Tr. del Conc. della S.R.C.
Domenico Landolina Giudice della R.G.C. Criminale.
Giuſeppe Aſmundo Paterno Giudice della R.G.C. Cr.
D. Franceſco Caſtelli Giudice della R.G.C. Crimin.
C. Franciſco Maria Longo Guid. della R.G.C. Civile.
D. Michele Perremuto Giud. della R.G.C. Civile.
D. Franceſco Cumbo Giudice della R.G.C. Civile.

D. Fran-

D. Francesco Gastone Avvocato Fiscale della R. G. C. 1728
D. Giuseppe Papè Protonot.
D. Antonino Crimibella Giudice del Concistoro.
D. Placido Loredano Giudice del Concistoro.
D. Giuseppe Catana Giudice del Concistoro.
Gio. Tomaso Loredano Pres. del Trib. R. P.
D. Joseph Risos Consultore.
D. Calogero Gabriele Colonna M. R.
D. Blasio de Spuches M. R.
Pietro Filingeri M. R.
D. Antonio Marchese M. R.
D. Rosario Frangipane M. R.
D. Antonio Sandoval M. R.
D. Joseph Domingo de Hoz Conservatore.
D Girolamo Arena Avvocato Fiscale.
D. Giuseppe Abadal Mastro Secreto.
D. Francisco alias Auditore generale.
D. Francesco Agraz Tessoriero generale.
D. Antonino Luchese Mastro Portolans.

Dominus Vicerex & generalis Capitaneus mandavit mihi D. Joseph Papè Prothonotario, & vidimus omnes de sacro Regis Consilio præsentes in Curia.

CCCXXIV.

Traité de Paix conclu entre la Russie & le Sultan Eschreff du 13. Febr. 1729.

AU nom de Dieu très-Haut & très-Puissant. Soit rendu Public le présent Traité. Il a plu à la Providence Divine de faire cesser, après une préalable suspension d'armes ; les troubles survenus à l'occasion des Provinces possedées par S. M Imp. *Pierre II.* Souverain de toute la Russie, &c. &c. &c. situées sur la Mer Caspienne, sur les Frontieres des Terres du *Possesseur d'Ispaham*, & de plusieurs autres Provinces en Perse, &c. &c. & de les terminer par un accommodement à l'amiable conclu par les Plénipotentiaires respectifs S. E. Mr. Wazile Leweschew, Lieutenant Général, Chevalier de l'Ordre de S. Alexandre Neowsky, commendant en chef l'Armée Russienne dans la Province de Ghilan, & Capitaine Général des Provinces situées sur le Darimar près de la Mer Caspienne ayant été nommé pour cet effet par S. M. I. Pierre II Souverain de toute la Russie, & *Sapasalar-Muhamet-Saidal* Kam & Beglierbey Général de l'Armée Persanne assisté de *Musteff-Eiel Chassa-Mirsa, Machamet Ismail, Amar Sultan, & Chadschi Ibrahim,* de la part du Regent commandant heureusement à Ispaham, & dans plusieurs autres Provinces, &c. Lesquels Plénipotentiaires pour le Bien public & afin d'établir une sincere, parfaite, & constante amitié entre les deux Cours, Empires & Terres, sont convenus des Articles suivans. 1729

I. Les

1729 I. Les deux empires resteront en possession, à perpetuité, des Villes & Païs qu'ils occupent actuellement, avec tout ce qui en dépend, conformement aux anciens & nouveaux Reglements des Limites, & dont il est fait mention dans l'Article III.

II. S. M. Imp. de Russie, en consideration de l'ancienne amitié qui a toûjours subsisté entre l'Empire de Russie & la Perse, consent de la laisser en possession des Provinces d'Asterabat & de Masanderan, situées aux environs de la Mer Caspienne, à condition néanmoins que ces Provinces ne pourront en acune maniere être données à quelque autre Puissance: Et au cas que cela arrivât, lesdites Provinces, avec tout ce qui en dépend, rentreront & resteront à perpetuité sous la Domination de Russie, & tout ce qui aura été stipulé de contraire, sera déclaré nul.

III. On reglera les Litimes entre les Terres, Provinces & Villes, de part & d'autre, de la maniere suivante: Toutes les Provinces conquises par les Russiens, derriere *Derbent*, depuis la Mer, en avançant dans le Païs jusqu'à la Riviere de *Kur*, & jusqu'à l'embouchure du Fleuve *Araxe*, situées de long de la Mer, resteront, conformement au Reglement des Limites fait avec la Porte, à perpetuité, à la Russie: En quoi sont comprises les Provinces Capitales, aussi bien que les moindres Districts qui en dependent, avec les Païs de Montagnes, qui s'étendent jusqu'à la Mer, comme aussi les Districts de *Musul*, de *Schafft* & de *Kutum*, & tout le *Darimar*, où l'on fera la separation des deux Empires. En passant *Schafft*, on vient au grand Chemin qui va de la province de *Ghilan* à *Casbin*: On y trouve, entre *Rutuma* & *Seidum-Rudbara*, à quelque distance de *Nuglebar-Ragdarchana*, qui restera pareillement au pouvoir des Ruissens. On tirera à l'entroit où les Limites des Districts de *Samanski*, d'*Eschkuarski* & de *Temischanski*, se joignent, une Ligne droite, qui commencera dans le District d'*Eschkuarski*, & s'étendra jusqu'aux Frontieres de *Tenikabuski*, & de là jusqu' à la Mer. En sorte que toutes les Provinces & Villes, avec leurs Dépendances, qui sont à main gauche vers la Mer, jusqu' à l'embouchure du Fleuve *Araxe*, & depuis cette embouchure jusqu'aux Frontieres de *Tenikabunski*, & de là jusqu'à la Mer, apartiendront à perpetuité à l'Empire de Russie: Tout ce qui est à main droite, en avançant dans le Païs, & qui est actuellement occupé par le Possesseur qui regne heureusement à *Isspahan*, & dans plusieurs autres Provinces, restera à la Régence d'*Isspahan*. Les Sujets du Possesseur d'*Isspahan* ne prendront néanmoins possession des Places cidessus mentionnées qu'après la Ratification du présent Traité.

IV. Les Ambassadeurs & Envoyez de part & d'autre seront reçus & traitez sur les Frontieres par les Gouverneurs & Commandans respectifs, après une préalable notification de leur passage, avec la même Amitié & les mêmes Honneurs que par le passé: Et à leur retour, on leur fera le même traitement.

V. Les deux Cours continueront de se servir des mêmes Titres

tres dans leurs Lettres d'Amitié: Et si l'une ou l'autre des deux Puissances juge à propos de se servir dans ses Titres du nom de quelque Province de Perse qui lui est échûë, il pourra le faire, mais il ne lui sera pas permis de prendre celui des Provinces ou Païs dont l'autre Puissance est en possession, ni d'en porter les Armes, ou de les faire fraper dans les nouvelles Monnoyes. 1728

VI. Les differends quelconques qui pourroient survenir sur les Frontieres entre les deux Nations, seront examinez avec la derniere exactitude par les Gouverneurs établis sur les Frontieres, qui tâcheront de les terminer à l'amiable, afin de maintenir l'Union entre les deux Cours, & conserver leurs Sujets en tranquilité.

VII. Si quelque Sujet de part ou d'autre, de quelque condition qu'il puisse être, se refugie chez l'une des 2. Puissances, on le renverra avec sa Famille & ses Effets, sans lui accorder aucune Protection.

VIII. Les Sujets & Habitans des deux Empires & Païs y apartenans, pourront en toute liberté, pour l'avantage du Commerce, transporter & faire venir des Païs respectifs toutes sortes de Marchandises, tant par Terre que par Eau, en payant les Droits ordinaires comme ci devant. Il sera permis aux Sujets de Russie de commercer dans toute la Perse, & d'y bâtir pour leur sûreté & celle de leurs Caravanes & Marchandises, des Maisons & des Magazins: Ils pourront aussi traverser librement la Perse, avec leurs Marchandises & Caravanes, pour se rendre aux Indes & autres Royaumes: Les Persans jouïront des mêmes avantages en Russie par raport au Commerce.

IX. En cas de mort de quelque Marchand de l'une ou de l'autre Nation, ses Maisons, Marchandises & Magazins seront conservez avec soin, & restituez aux Heritiers sans aucun dommage, ou à ceux qui seront commis par les Cours ou Magistrats respectifs & pourvûs d'un Ordre par écrit, pour recevoir les Effets du Defunt.

X. Ce Traité de Paix, & d'Amitié sera maintenu inviolablement à perpetuité, & ratifié: on en dressera deux Exemplaires de même teneur, qui seront signez par les Ministres-Plenipotientaires, qui y poseront leurs Armes, & on les échangera l'un contre l'autre. Fait dans la Province de *Ghilan*, à l'endroit nommé *Riaschtsche*, le 13. Février 1729.

CCCXXV. 1729

Articles & Conditions de Paix conclu entre le Roi de France & la Republique de Tunis l'an 1729.

Art. I.

LE Pacha, le Bey, le Divan, l'Aga des Janissaires & les Troupes du Royaume de Tunis, feront demander pardon au Roi de France, selon la Formule jointe au présent Acte, pour les Capitaines

1729 de cette Régence qui ont ſouvent rompu la Paix. Il y aura à l'avenir une bonne harmonie, une Paix ferme & une parfaite correſpondance entre la France & ladite Régence; & le Traité de Paix conclu de 20. de Février 1720. par M. Saul entre la France & la République de Tunis ſera obſervé par les Sujets de ladite République, plus inviolablement qu'il ne l'a été juſques ici.

II. De plus ladite République payera 8000. piéces de huit, aux Navires François en réparation des dommages, faits par ſes Armateurs ſur les Côtes de France & aux Navires étrangers ou François, qui portoient le Pavillon de cette Couronne.

III. Les Capitaines des Vaiſſeaux & les Commandans qui ont rompu la paix ſeront punis corporellement en préſence du Conſul ou de l'Interprête François, & banis en ſuite des Domaines de ladite République.

Le Divan fera des très éxpreſſes defenſes à tous les Commandans de Vaiſſeaux de s'approcher des Côtes de France, plus près que de dix lieuës, dans le Courſes qu'ils feront; ſous peine de confiſcation de leurs Navires & d'être punis corporellement comme Pirates. Mais ſi quelque tempête ou quelqu'autres accident les jette ſur ledites Côtes, non ſeulement ils auront la liberté d'y mouiller, mais encore celle d'achetter les proviſions neceſſaires & de s'y radouber en cas de beſoin.

V. Tous les François, faits Eſclaves ſous la Banniére Françoiſe ou ſous une autre Pavillon, ſeront remis en liberté & rendus à l'Eſcadre Françoiſe. Il ſera permis, à cet effet, à deux Officiers François accompagnez d'un Officier du Divan de viſiter les Bagnes, d'y marquer les Eſclaves de leur Nation, de prendre leurs noms & de les mettre en liberté. La Régence devra rendre outre cela la liberté à 20. autres Eſclaves des autres Nations Catholiques-Romaines, au choix du Conſul de France, & les envoyer à bord de l'Eſcadre Françoiſe.

VI. A l'avenir, les François jouïront à Tunis de plus grands Privileges & exemptions de gabelles que toutes les autres Nations, ainſi qu'il a été ſtipulé par les anciens Traitez; & ladite Régence ne pourra pas accorder à d'autres Nations, de plus grands privilèges que ceux dont jouïr la Nation Françoiſe, ſans en avoir informé auparavant ladite Nation, quoique cette clauſe ne ſoit pas contenuë dans les précédens Traitez.

VII. De plus, tous les droits & prétenſions, compriſes ſous les noms de Bourſoles & Chaſſes, ſeront annulées; & tous les vivres & les pains que les Patrons & Capitaines des Vaiſſeaux François feront cuire par leurs Cuiſiniers & Boulangers, ſeront exempts de tout impôt & gabelle.

VIII. Le Commiſſaire Général des Douanes de Tunis fera un tarif, de concert avec le Conſul de France, pour regler les droits de ſortie des effêts que les Bâtimens ou les Barques de Tunis tranſporteront à bord des Vaiſſeaux François. Ce reglement ſera rendu public,

blic, & ne pourra pas être changé sous quelque prétexte que ce puisse être; & ces droits ne pourront pas non plus être augmentez. 1729

IX. Lorsque le Bey de Tunis envoyera ses Vaisseaux en course, les François ne pourront pas rester plus de dix jours à Tunis.

X. Ledit Bey s'engage à ne pas troubler le Commerce des François au Cap verd, & à ne pas empêcher ses Sujets de leur apporter des grains, des fruits, & autres marchandises du Pays; & il pourra encore moins forcer les François à achetter ses propres Marchandises, à un prix excessif & préférablement à celles des autres.

XI. La pêche du Corail sera toute reservée pour la Nation Françoise; & ladite Régence lui remboursera de plus les pertes causées l'année passée à cet égard par les Armateurs de Tunis.

XII. En cas que quelque Corsaire se refugie à Tunis, & que tout son Equipage déclare vouloir se faire Turc; on mettra pendant un an & un jour leurs effets en sequestre, afin que le Consul de France ait le tems de s'informer s'il n'y aura rien qui appartienne aux Francois; & qu'on lui puisse rendre ceux de sa Nation qui pourroient avoir été transportez à bord dudit Corsaire, par force ou par fraude.

Formule du Pardon que les Ambassadeurs de Tunis *demanderont au Roi de* France.

Le Pacha, le Bey, le Dey, le Divan, l'Aga des Janissaires & des Troupes de la Ville & du Royaume de Tunis nous ont chargez de témoigner à V.M. la grande douleur & le repentir qu'ils ont de la rupture de la Paix, faite par les Capitaines & Patrons de leurs Vaisseaux. Ils supplient V.M. de mettre tout en oubli; & leur Republique promet solemnellement, non seulement d'observer, mais encore de faire observer avec exactitude à chacun de leurs Sujets, les susdits Articles & conditions, afin que le présent Traité soit ratifié des deux côtez.

CCCXXVI.

Declarations de Paix formelle entre le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, & le Roi de Suede, de l'an 1729.

n. I.

Lettre du Roi de Suede.

A FREDERIC-AUGUSTE, Roi de Pologne, &c. Salut, &c.
Tres-Puissant Prince,

NOus FREDERIC, par la Grace de Dieu, Roi de Suede, &c. Comme dès le commencement de notre Regne, un de nos premiers soins a été de vivre en parfaite Intelligence avec toutes les Puissances Etrangeres, & principalement avec celles qui nous sont voisines,

1729 voisines, nous avons été principalement attentifs à retablir par des voies amiables, l'Amitié & l'Union, qui, comme il est notoire, ont été troublées entre le feu Roi Charles XII. notre Prédecesseur, de glorieuse mémoire, & Votre Majesté, de même qu'entre leurs Etats respectifs, Provinces & autres Terres situées dans l'Empire: & comme tout ce qui a donné lieu aux précédens troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis longtems de part & d'autre, & que d'ailleurs, tant de notre côté, que de la part de V. M., le desir de voir l'ancienne amitié & bon voisinage retablis, s'est manifesté de plus en plus, par où les Sujets de part & d'autre jouïssent en effet de la Tranquillité & de la Paix, en sorte qu'il semble n'y manquer plus rien que de voir ces vues louables & chrétiennes confirmées & renduës publiques par une Déclaration solemnelle & par écrit; nous n'avons pas voulu manquer de notre côté de la mettre en exécution, en conséquence de la Convéntion faite dans les Cours respectives, & en consideration d'une pareille Declaration qui nous a été promise de la part de V. M.

C'est pourquoi nous déclarons de la maniere la plus solemnelle, par notre présente Lettre, promettons & voulons, que dès à présent entre nous & nos Successeurs à la Couronne, comme aussi entre le Roiaume de Suede & ses Provinces & Païs, situez tant au dedans que hors l'Empire d'une part, & V. M. & ses Successeurs à l'Electorat de Saxe, & autres Provinces & Terres y appartenant, tant au dedans que hors de l'Empire d'autre part, tous les précedens Troubles & Différens, quelque nom qu'on puisse leur donner, cesseront, seront abolis & demeureront dans un éternel oubli: Nous voulons au contraire qu'il y ait une Paix générale & durable, & une Amitié sincere, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre la moindre chose qui y soit opposée, on songe au contraire à avancer & soutenir l'Honneur, le Bien & l'utilité reciproques, en prévenant de part & d'autre les Dommages, & qu'on ne neglige rien pour rendre constante & solide la Paix retablie entre Nous & V. M. & les Sujets respectifs, d'une maniere quelle ne puisse jamais être rompue ni troublée.

Et comme nous donnons à cette notre Déclaration une force pareille à celle d'un Traité formel de Paix, & que Nous nous obligeons d'en exécuter le contenu, de la même maniere que si elle avoit été établie & conclue par des Négociations dans les formes, Nous attendons la même chose de la part de V. M., d'autant plus que pour l'intérêt commun, on est déja convenu à cet égard, & que nous avons en Votre Majesté une confiance fraternelle.

Au surplus, Nous sommes toujours prêts à témoigner à Votre Majesté toute sorte d'amitié. Fait à Stokholm le 9. Mai 1729.

De V. Maj. le très-affectionné Frere, Oncle & Cousin,

Signé, FREDERIC.

Plus bas, CEDERNCREUTZ.

n. II.

1729

n. II.

Lettre du Roi Auguste.

A FREDERIC, Roi de Suede, &c. Salut, &c.

Tres-Puissant Prince, &c.

NOus FREDERIC-AUGUSTE, par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Electeur de Saxe, &c. Nous avons fait avec beaucoup de contentemeent la lecture de la Lettre de Votre Majesté du 9. Mai, d'autant que nous en avons trouvé le contenu entierement conforme aux sentimens que nous avons témoignez il y a long-tems, & que nous avons fait constamment paroitre, principalement depuis l'avenement de V. M. au Trône, suivant son propre aveu, une pareille inclination & desir pour le rétablissement de l'amitié & l'union, qui, comme le marque V. M., ont été troublées entre nous & le feu Roi Charles XII. de glorieuse mémoire, Prédecesseur de V. M. & notre Electorat, Provinces & Païs respectifs situez dans l'Empire.

Dans cette situation d'affaires, & après que, comme le remarque fort bien V. M., tout ce qui a donné lieu aux précedens Troubles, ou ce qui les a entretenus, a réellement cessé depuis long-tems, & qu'au contraire la correspondance & la bonne harmonie a été renouvellée & augmentée de tems en tems, par où nos Sujets de part & d'autre se voient depuis plusieurs années retablis dans leur précedente Tranquillité, & jouïssent en effet de la Paix, en sorte qu'il semble qu'il n'y manque plus à present que de confirmer par une Déclaration solemnelle, & par écrit ces vûes loüables & Chrétiennes.

Comme donc Nous recevons avec un cœur sincere la Declaration de Paix de V. M., faite suivant la Convention, & que Nous étions prêts de faire à V. M. une pareille Declaration, Nous declarons par la presente, de la maniere la plus solemnelle, promettons & voulons que dès à present entre Nous & nos Successeurs à l'Electorat de Saxe, Provinces y apartenant, & autres situées dans l'Empire, d'un côté, & V. Maj. ses Successeurs à la Couronne & Royaume de Suede, Provinces & Terres y apartenant, situées tant au dedans que hors l'Empire, tous les precedens Troubles & Differends cesseront, seront abolis, & demeureront dans un Eternel oubli: Nous voulons au contraire qu'il y ait une Paix générale & durable, & que bien loin qu'on puisse de part ou d'autre, ouvertement ou en secret, directement ou indirectement, entreprendre quelque chose qui y soit oposée, on songe au contraire à avancer & soutenir l'Honneur, le Bien & l'Utilité reciproques, en prevenant de part & d'autre les Dommages, & qu'on ne neglige rien pour rendre constante & solide la Paix, rétablie entre Nous & V. M. & les Sujets respectifs, d'une maniere qu'elle ne puisse jamais être rompuë ni troublée.

Et pour plus grande force de cette notre Déclaration, Nous voulons qu'elle ait la même vigueur qu'un Traité solemnel de Paix, & Nous nous obligeons d'en executer le contenu de la même ma-

1729 niere que si elle avoit été établie & concluë par des Négociations dans les formes, d'autant plus que pour l'intérêt commun, on est déja convenu à cet égard, & que Nous avons pareillement une confiance fraternelle en V.M.

Au surplus, Nous sommes toujours prêts à témoigner à V. Maj. toute sorte d'amitié. Fait à *Varsovie* le 2. Juin 1729.

De V. M. le très-affectionné Frere & Oncle.

Signé, AUGUSTE ROI.

Plus bas, E. C., Comte de MANTEUFFEL.

n. III.

Declaration publiée à Stockholm le 30 Juin 1729.

NOus FREDERIC, par la Grace de Dieu Roi de Suede, des Goths, des Vandales, &c. Savoir faisons, que l'intention sincere & Chrétienne que nous avons euë depuis notre Avenement à la Cour & que Nous avons encore, de rétablir & de conserver une Paix sûr & bonne Amitié avec toutes les Puissances, & particulierement celles avec toutes lesquelles Nous & la Couronne de Suede avons été en Guerre, ayant eu une heureuse réussite, il a plû au Tout-Puissant de benir de telle maniere nos bonnes intentions, que les Differends & les Troubles survenus il y a quelques années, & sur tout au commencement de la derniere & sanglante Guerre entre le feu Roi *Charles XII.*, notre Beau-Frere, de glorieuse Mémoire, & le Roi *Auguste* de Pologne, comme Electeur de Saxe, & qui, par raport aux Hostilitez, avoient déja cessez, sont à présent entiérement terminez, abolis & changez dans une parfaite Paix, union, sûreté & tranquillité : ce que Nous avons voulu rendre public à la Gloire du Saint Nom du Seigneur, & pour la satisfaction & joye de nos fidèles Sujets. Fait à Stokholm le 30. Juin 1729.

CCCXXVII.

Le Traité de Seville le 9. Nov. 1729.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, Trois Personnes distinctes, & un seul Dieu.

LEurs Serenissimes Majestez le Roi de la Grande Bretagne, le Roi Tres-Chretien & le Roi Catholique, désirans avec un égal empressement, non-seulement de renouveller & deserrer plus étroitement leur ancienne Amitié, mais aussi d'éloigner tout ce qui pourroit la troubler pour l'avenir, afin qu'étant unies de sentimens & d'inclination, Elles puissent agir desormais en tout comme n'ayant qu'un même objet & un même interet, & pour cet effet, le Serénissime Roi de la Grande-Bretagne ayant donné Plein-pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Guillaume Stanhope, Vice-Chambellan de la Maison de Sa Majesté Britannique, Conseiller dans ses Conseils d'Etat & Privé, Membre du Parlement

lament de la Grande-Bretagne, Colonel d'un Regiment de Dragons, & Ambassadeur Extraordinaire de Sadite Majesté aupres de Sa Majest Catholique, comme aussi au Sieur Benjamin Keene, Ministre-Plenipotentiaire de Sadite Majesté Britannique aupres de Sa Majesté Catholique: Le Serenissime Roi Tres-Chretien ayant donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Marquis de Brancas, Lieutenant-General de ses Armées, Chevalier de ses Ordres, & de celui de la Toison d'Or, son Lieutenant-General au Gouvernement de Provence, & son Ambassadeur Extraordinaire auprès de Sa Majesté Catholique: Et le Serenissime Roi Catholique ayant pareillement donné Plein-Pouvoir de traiter, en son Nom, au Sieur Jean Baptiste d'Orendayn, Marquis de la Paz, son Conseiller d'Etat, & premier Secretair d'Etat & des Depêches, & au Sieur Joseph Patino, Commandeur de Alcuesca, dans l'Ordre de St. Jaques, Gouverneur du Conseil des Finances, & des Tribunaux en dependans, Sur-Intendant General des Rentes generales, & son Secretaire d'Etat & des Depêches dans les affaires de Marine, des Indes & des Finances. Les Ministres susmentionnez sont convenus entr'eux des Articles suivans. 1729

Art. I.

Il y aura dès-à-présent & pour toûjours une Paix solide, une Union étroite, & une Amitié sincere & constante entre le Sérenissime Roi de la Grande-Bretagne, le Sérenissime Roi Très-Chrétien, & le Sérenissime Roi d'Espagne, leurs Héritiers & Successeurs, comme aussi entre leurs Roiaumes & Sujets, pour l'Assistance & la Défence reciproque de leurs Etats & Intérêts: Il y aura pareillement oubli de tout le passé; & tous les Traitez, & Conventions précédens de Paix, d'Amitié & de Commerce, conclus entre les Puissances Contractantes respectivement, seront comme ils le sont effectivement, renouvellez & confirmez, dans tous leurs Points, auxquels il n'est pas derogé par le présent Traité, d'une maniere aussi pleine & aussi ample, comme si lesdits Traitez étoient ici inserez de mot à mot. Leurs dites Majestez promettant de ne rien faire, ni souffrir qu'il soit rien fait, qui puisse y être contraire directement ou indirectement.

II. En consequence desquels Traitez, & afin d'établir solidement cette Union & Correspondance, leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, promettent & s'engagent par le présent Traité d'Alliance défensive, de se garentir reciproquement leurs Royaumes, Etats & Terres de leur Obeissance, en quelques Parties du Monde qu'ils soient situez, comme aussi les Droits & Privileges de leur Commerce, le tout suivant les Traitez, en sorte que lesdites Puissances, ou l'une d'entre Elles, étant attaquées ou molestées par quelque Puissance, & sous quelque prétexte que ce soit, Elles promettent & s'obligent reciproquement d'employer leurs Offices, aussitôt qu'Elles en seront requises, pour obtenir satisfaction à la Partie lezée, & pour empêcher la continuation des Hostilitez: Et s'il arrive que lesdits Offices ne soient pas suffisans, pour procurer sans délai, satisfaction, leurs dites Majestez promettent de fournir les se-

1729 cours ſuivans, conjointement ou ſéparement, c'eſt à dire, Sa Majeſté Britannique huit mille Hommes d'Infanterie, & quatre mille de Cavalerie; & Sa Majeſté Catholique huit mille Hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavalerie. Si la Partie attaquée, au lieu de Troupes, demandoit des Vaiſſeaux de Guerre ou de Tranſport, ou même ces Subſides en Argent, il lui ſera libre de choiſir; & les autres Parties fourniront leſdits Vaiſſeaux ou Argent à proportion de la dépenſe des Troupes. Et pour ôter tout doute touchant l'évaluation des des Secours, leurs Majeſtez ſuſdites conviennent, que mille Hommes d'Infanterie ſeront comptez ſur le pié de dix mille Florins de Hollande, & mille Chevaux ſur le pié de trente mille Florins de Hollande par mois, & on obſervera la même proportion à l'égard des Vaiſſeaux qui doivent être fournis: Leurs dites Majeſtez promettent de continuer & garder lesdits Secours pendant que le Trouble ſubſiſtera; Et en cas qu'il ſoit trouvé néceſſaire, leursdites Majeſtez s'entreſecourront de toutes leurs forces, & même declareront la Guerre à l'Agreſſeur.

III. Les Miniſtres de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Très-Chrétienne ayant prétendu, que dans les Traitez conclus à Vienne, entre l'Empereur & le Roi d'Eſpagne, l'Année Mille ſept cens vingt-cinq, Il y avoit pluſieurs Clauſes qui donnoient atteinte aux Articles des differens Traitez de Commerce, ou Traitez de Paix, qui peuvent regarder le Commerce, anterieurs à l'Année Mille ſept cens vingt-cinq, Sa Majeſté Catholique a declaré, comme Elle déclare, par le préſent Article, qu'Elle n'a jamais entendu accorder, ni ne laiſſera ſubſiſter, en vertu desdits Traitez de Vienne, aucun privilege contraire aux Traitez ci-deſſus confirmez.

IV. Ayant éte convenu par les Articles Préliminaires, que le Commerce des Nations Angloiſe & Françoiſe, tant en Europe qu'aux Indes ſeroit retabli ſur le pié des Traitez & Conventions anterieurs à l'Année mille ſept cens vingt-cinq, & nommement, que celui de la Nation Angloiſe en Amerique s'exerceroit comme par le paſſé, l'on convient par le préſent Article, que tous ordres neceſſaires ſeront expediez de part & d'autre, ſans aucun retardement, s'ils ne l'ont pas déja été, ſoit pour l'execution desdits Traitez de Commerce, ſoit pour ſupléer à ce qui pourroit manquer à l'entier retabliſſement du Commerce, ſur le pié desdits Traitez & Conventions.

V. Quoiqu'il ait été ſtipulé par les Préliminaires, que toutes les Hoſtilitez auroient à ceſſer de part & d'autre, & que s'il arrivoit entre les ſujets des parties contractantes quelque Trouble ou Hoſtilitez, ſoit en Europe, ſoit aux Indes, les Puiſſances contractantes concourroient à la Reparation des Dommages ſoufferts par leurs ſujets reſpectifs, & que non nonobſtant cela on allegue que de la part des ſujets de Sa Majeſté Catholique on a continue des Actes de Trouble & d'Hoſtilitez, il eſt convenu par le préſent Article, que pour ce qui regarde l'Europe, Sa Majeſté Catholique fera reparer au plûtôt les Dommages qui y ont été ſoufferts depuis le tems preſcrit par les Préliminai-

res

res pour la Cessation des Hostilitez, & que pour ce qui regarde l'Amerique, Elle fera aussi reparer au plûtôt les Dommages qui y auroient été soufferts depuis l'arrivée de ses ordres à Cartagene le vingt deuxiéme jour de Juin mille sept cens vingt-huit. Et Sadite Majesté Catholique publiera les defenses les plus rigoreuses pour prevenir de pareilles violences de la part de ses Sujets: Leurs Majestez Britannique & Très-Chretienne promettent de leur part, s'il y a des cas pareils, de faire reparer ce qui auroit été ainsi fait, & de donner de pareils ordres pour la Conservation de la Paix, Tranquillité & bonne intelligence. 1729

VI. Il sera nommé des Commissaires, avec des pouvoirs suffisans de la part de leurs Majestez Britannique & Catholique, lesquels s'assembleront a la Cour d'Espagne, dans l'espace de quatre mois, auprès l'échange des Ratifications du présent Traité au plûtôt il faire se pourra, pour examiner & décider touchant les Vaisseaux & Effets pris en Mer de part & d'autre jusqu'aux tems marquez dans l'Article précedent. Lesdits Commissaires examineront pareillement, & décideront, selon les Traitez, les Prétensions respectives qui regardent les abus que l'on supose avoir été commis dans le Commerce, tant aux Indes qu'en Europe, & toutes les autres Prétensions respectives en Amerique, fondées sur les Traitez, soit par raport aux Limites ou autrement. Lesdits Commissaires pareillement discuteront & decideront les Prétensions que Sa Majesté Catholique peut avoir en vertu du Traité de mille sept cens vingt-un pour la Restitution des Vaisseaux pris par la Flote Angloise dans l'Année mille sept cens dix-huit. Et lesdits Commissaires, après avoir examiné, discuté, & decidé lesdits Points & Protestations, feront un raport de leurs Procedures à leurs Majestez Britannique & Catholique, lesquelles promettent que dans l'espace de six mois après ledit raport fait, Elles feront exécuter ponctuellement & exactement ce qui aura été ainsi decidé par lesdits Commissaires.

VII. Il sera ainsi pareillement nommé de la part de Sa Majesté Très-Chretienne & de Sa Majesté Catholique, des Commissaires, qui examineront tous les Griefs généralement quelconques que lesdites Parties intéressées auroient à former respectivement, soit pour la Restitution des Batimens saisis ou enlevez, soit par raport au Commerce, Limites, ou autrement.

VIII. Lesdits Commissaires termineront exactement leur Commission dans l'espace de trois ans, ou plûtot si faire se peut, à compter du jour de la Signature du présent Traité, & cela sans autre délai ulterieur, sous quelque motif ou pretexte que ce soit.

IX. On effectuera des à présent l'introduction des Garnisons dans les Places de Livorne, Porto-Ferraio, Parme & Plaisonce, au nombre de six mille Hommes de Troupes de Sa Majesté Catholique, & à sa solde, lesquelles serviront pour la plus grande Assu-

1729 rance & Conſervation de la Succeſſion immediate deſdits Etats en faveur du Sérenisſime Infant Don Carlos, & pour être en état de reſiſter à toute Entrepriſe & Opoſition qui pourroit être ſuſcitée au préjudice de ce qui a éte regle ſur ladite Succeſſion.

X. Les Puiſſances Contractantes feront des à préſent toutes les diligences qu'Elles croiront convenables à la Dignité & au Repos de Séreniſſimes Grand Duc de Toſcane & Duc de Parme, afin que les Garniſons ſoient reçuës avec la plus grande tranquillité, & ſans opoſition, des qu'elles ſe préſenteront à la vûe des Places ou elles devront être introduites.

Leſdites Garniſons feront aux préſents Poſſeſſeurs le Serment de défendre leurs Perſonnes, Souveraineté, Biens, Etats & Sujets, en tout ce qui ne ſera point contraire au Droits de Succeſſion, reſervé au Séreniſſime Infant Don Carlos, & les préſens Poſſeſſeurs ne pourront rien demander ou exiger qui y ſoit contraire.

Leſdites Garniſons ne ſe méleront directement, ni indirectement, ſous aucun prétexte que ce puiſſe être, des affaires du Gouvernement Politique, Oeconomique, ni Civil, & auront ordre tres-exprès, de rendre aux Séreniſſimes Grand Duc de Toſcane & Duc de Parme, tous les reſpects & honneurs militaires, qui ſont dûs à des Souverains dans leurs Etats.

XI. L'Objet de l'Introduction des dits ſix mille hommes de Troupes de Sa Majeſté Catholique, & à ſa ſolde, étant d'aſſurer au Séreniſſime Infant Don Carlos la Succeſſion immediate des Etats de Toſcane, Parme & Plaiſance, Sa Majeſté Catholique promettant pour Elle que pour ſes Succeſſeurs, qu'auſſitôt que le Séreniſſime Infant Don Carlos, ſon Fils, au quelque autre qui ſera à ſes Droits, ſera Poſſeſſeur tranquille deſdits Etats, & en ſûreté contre toute invaſion, & autres juſtes motifs de crainte, Elle ſera retirer des Places de ces Etats les Troupes qui ſeront ſiennes, & non pas propres à l'Infant Don Carlos, ou à celui qui ſera à ſes Droits, enſorte que par ladite Succeſſion & Poſſeſſion reſte aſſurée & exempte de tous Evenemens.

XII. Les Puiſſances Contractantes s'engagent d'établir, ſelon les Droits de Succeſſion qui ont été ſtipulez, & de maintenir le Séreniſſime Don Carlos, ou celui à qui paſſeront ſes Droits, dans la Poſſeſſion & Jouiſſance des Etats de Toſcane, de Parme & Plaiſance, lorſqu'il y ſera une fois établi; de le défendre de toute inſulte contre inſulte contre quelque Puiſſance que ſe ſoit, qui penſeroit à l'inquieter, ſe déclarant par ce Traité Garants à perpetuité du Droit, Poſſeſſion, Tranquillité & Repos du Séreniſſime Infant & de ſes Succeſſeurs auxdits Etats.

XIII. A l'égard des autres Détails ou Reglemens concernant la Manutention deſdites Garniſons une fois établies dans les Etats de Toſcane, Parme & Plaiſance, comme il eſt à preſumer que Sa Majeſté Ca-

Catholique & les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, en conviendront par un Accord particulier, L. M. Brit. & T. C. promettent que des quel cet Accord sera fait, Elles le ratifieront & garantiront, tant envers S. M. C., qu'envers les Ser. Grand Duc & Duc de Parme, comme s'il étoit inseré de mot a mot dans le présent Traité. 1729

XIV. Les Etats Generaux des Provinces Unies seront invitez d'entrer dans le présent Traité & Art. Seront pareillement invitées ou admises de concert dans ces mêmes Traité & Art. telles autres Puissances dont on conviendra.

Les Ratifications du présent Traité seront expediées dans l'espace de six semaines, ou plûtôt, si faire se peut, a compter du jour de la Signature,

Enfoi de quoi, nous Soussignez Ministres-Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. T. Chrét., & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-pouvoirs, qui ont été communiquez de part & d'autre, & qui seront ci-dessous transcrits, avons signé le présent Traité, & y avons fait opposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville, le 9. jour de Novembre, 1729.

W. Stanhope. (L. S.) Brancas. (L. S.) El. Marq. de la Paz. (L. S.)

B. Keene. (L. S.) D. Joseph Patino. (L. S.)

Articles separez.

I.

Bien que conformement aux Articles Préliminaires il ait eté dit par l'Article IV. du Traité signé ce jourd'hui, que le Commerce de la Nation Angloise en Amerique seroit retabli sur le pié des Traitez & Conventions antérieurs à l'Année mille sept-cent vingt-cinq; cependant, pour plus de netteté, il est declaré encore par le présent Article entre leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel aura la même force, & sera sous la même Garantie que le Traité signé cejourd'hui, que sous cette dénomination generale, sont compris les Traitez de Paix & de Commerce conclus à Utrecht les treize Juillet & neuf Decembre de l'Année mille sept-cent & treize, dans lesquels sont compris le Traité de mille six cent soixante & sept, fait à Madrid, & les Cedules mentionnées, le Traité posterieur fait à Madrid le quatorze Decembre mille sept cent quinze; comme aussi le Contract particulier nommé communement de l'Assiento, pour l'Introduction des Esclaves Negres aux Indes-Espagnoles, qui fut fait le vingt six Mars le ladite Année mille sept-cent treize, en consequence de l'Article XII. de Traité d'Utrecht; & pareillement le Traité de Declaration touchant celui de l'Assiento, fait le vingt-six Mai Mille sept-cent seize: Tous lesquels Traitez mentionnez en cet Article, avec leurs Declarations, seront des aujourd'hui, (même pendant l'examen des Commissaires) & demeureront dans leur force, vertu & pleine vigueur; pour l'observation des-

quels

1729 *quels Sa Majesté Catholique sera expedier au plûtôt, s'ils ne l'ont eté, les ordres & Cedules necessaires à ses Vicerois, Gouverneurs & autres Ministres à qui il appartiendra, tant en Europe qu'aux Indes, afin que sans aucun delai ou interpretations ils les fassent observer & accomplir.*

Pareillement S. M. Brit. promet & s'engage de publier les ordres necessaires, s'il en manquoit, pour remettre le Commerce des Sujets de l'Espagne en tout les Pais de sa Domination, sur le pié porté par lesdits Traitez, & pour les faire exactement observer & accomplir.

II. En consequence, tous Vaisseaux, Marchandises & Effets qui n'auroient pas eté pris ou saisis pour cause de Commerce illicite; & qui seroient prouvez des-à-present par des Preuves & Documens autentiques, avoir eté detenus, saisies ou confisquez dans les Ports d'Espagne, soit en Europe soit aux Indes, nommement le Vaisseau le Prince Frederic & sa Cargaison, s'ils ne l'ont deja eté, seront restituez immediatement, dans le même espece pour ceux qui se trouveront en nature; ou à ce defaut, la juste & vraye valeur selon l'Estimation, qui, si Elle n'en a pas eté faite dans le tems, sera reglée sur les informations autentiques que les Proprietaires auront à fournir aux Magistrats des Lieux & Villes ou auront eté faites les saisies: S. M. Brit. promettant de sa part le reciproque pour toutes saisies, Confiscations ou Détentions qui pourroïent avoir eté faites contre la teneur desdits Traitez: Convenant Leursdites Majestez Brit. & Cath. qu'à l'égard de pareilles Saisies, Confiscations ou Détentions de part & d'autre, dont la validité ne seront pas encore suffisamment éclaircis, la discution & la decision en seroient remises à l'examen des Commissaires, pour y faire Droit sur le pié des Traitez ci-dessus mentionnez.

Les présens Articles Séparez auront la même force que s'ils étoient inserez de mot à mot dans le Traité conclu & signé aujourd'hui: Ils seront ratifiez de le même maniere, & les Ratifications en seront échangées dans le même tems que celles dudit Traité.

En foi de quoi nous Soussignez Ministres Plenipotentiaires de S. M. Brit., de S. M. Très-Chret. & de S. M. Cath., en vertu de nos Pleins-Pouvoirs, avons signé les présens Articles Séparez, & y avons fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Seville le neuvieme jour de Novembre sept cent vingt-neuf.

W. Stanhope. (L. S.)	Brancas. (L. S.)	El. Marq. de la Paz. (L. S.)
B. Keene. (L. S.)	D. Joseph. Patino. (L. S.)	

(o)

An=

Anhang 1501

Einiger Pieçen, welche an gehörigen Orten einzurücken vergessen worden.

CCCXXVIII.

Ewiger Bund zwischen der Stadt Basel, und denen löblichen gemeinen Eydgenossen, Anno 1501. aufgerichtet.

Wir die Burgermeister, die Schultheyssen, Amman, Räht, Bürger, Land-Leuth und gantze Gmeinden gemeiner Eydgnoßschafft der Stätten und Länderen hienach genannt, namblich Zürich, Bern, Lucern, Ury, Schweitz, Underwalden Ob und Nid dem Kernwald, Zug mit dem ausseren Ambt so darzu gehört, Glaruß, Freyburg und Solothurn, eines Theyls: Und wir Burgermeister, Raht, mit sambt der Statt Basel anderes Theyls, thun kund Mäniglich mit diesem Brieff, daß wir bedacht haben die grosse Freundschafft, Trew und Liebe von unseren sel. Alt-Vorderen, lange Zeit und Jahr gegen einanderen gebraucht und auf uns erblich kommen, die wir auch hoffend an unsere Nachkommen und allen den Unseren wohl hat erschossen und vor viel Wiederwertigkeiten hat verhüthet, und zu hernach lauffenden Zeiten mag verhüthen, und also solches fürohin als daher getreulich zu beharren und hülfflichen Willen einander zu beweysen, dardurch dem Heil. Reich, unser beyder Theyler Landen, Leuthen und Güttern, stärcke und handhebe jetz und hinfür zustande und Fried und Ruhe erhalten werde; So haben wir uns in dem Nammen GOttes, seiner allerheyligsten Gebährerin und des himmlischen HErren einer getreuen, ewigen Pündtnuß und Freundschafft, ohn allen Abgang zu währen, beredt, an- und aufgenohmen, wie folgt:

I. So fassen, nehmen und empfahen wir die obgenannten Eydgnossen von Stätten und Länderen, für uns und unsere ewige Nachkommen, (die wir zu allen vor- und nachgeschriebenen Dingen vestiglich verbinden) eine löbliche Statt Basel, ihre gemeine Bürger und Land-Leuth, für sich und ihre ewige Nachkommen, in unserer Eydgnoßschafft Pflicht, und als nun hinführo unser ewig Eydgnossen an, also daß sie in der Gstalt und in dem so sich nun hinführo von dato diß Brieffs in Gschäfften und Händeln uns beyde Theyl berührend, zu Lieb, oder zu Leyd erhebt und begiebt, erheben und begeben mag, als ein ander unser Orth, in solcher Form zu uns gehörend, Ewiglich bey uns und wir bey ihnen beharren, und also gemacht seyn und werden sollend, ohn alles Abtretten, Endering

1501 rung und Wandel, wie die von jemand immer zu einicher Zeiten erdacht, erfunden oder eingeführt möchten werden, und in Krafft desselben, so sollend und wollend auch wir, der Burgermeister, die Räht, und auch gemeine Burger der Statt Basel, von den obgenannten Orthen der löblichen Eydgnoßschafft, als unseren allerliebsten Freundeu und Brüderen, in gantz auffrechter Brüderlicher Trew, als ihre ewige Eydgnossen, in Worten wie obstaht, für angenohmen heyssen und seyn, und ihnen in allem dem, so sich hinfüro von dato diß Brieffs, in Geschäfften und Händeln uns beyde Theyl berührende, es sey zu Lieb, oder zu Leyd, als ein ander Orth der Eydgnoßschafft in solcher Form anhangen, by ihnen bleiben und verharren wie vorstaht, alles by unseren gutten Trewen, ohn alle Gefährde.

II. Und so sich nun hinführo einiche Sachen, oder Geschafft begebend, die gemein unser Eydgnossen und ein Statt Basel möchten antreffen, oder berühren, soll dieselbe Statt Basel durch ihre ehrbare Bottschafft berufft werden, bey unseren Anwälden sitzen, und mit Raht und Gethat, als ein ander Orth unserer Eydgenoßschafft, helffen rahten, bedencken und handeln, das zu unser aller Nutz und Notthurfft wird gebühren; Und damit solche ewige Bündnuß, zu künfftigen Zeiten wohl geläutheret seyn und desto baß gehalten und nach dero gelebt möge werden, so haben wir diese hiernach gemelte Articul und Puncten gegen einanderen ståht zu halten beredt und angenohmen.

III. Namblich daß wir beyde obgenannte Partheyen, bey allen und jeden unseren Landen, Leuthen, Gerichten, Herrschafften und Rechten, Freyheiten, Gnaden, Privilegien, auch gutten Gewohnheiten sollend verbleiben, uns deren gebrauchen und behelffen, wie von alter herkommen ist.

IV. Und ob jemand, wer der wäre, unseren eintwederen Theyl, sambt oder sonders, mit Gewalt überziechen, von dem unsern drängen, oder daran fräffentlich bekümmern und angreifen wurde! Wo dann ein Theyl des anderen Hülff und Zustands notthürfftig wäre, und durch seine Bottschafft, oder offene Schrifften begehren und erforderen wurde, so soll je die gemahnte Parthey der mahnenden ihre getrewe, trostliche Hülff zusenden, je nach Gestalt der Sachen, und soll das geschehen in des gemahnten Theyls Kosten, alles ehrbarlich und ungefahrlich. Und ob ein frembd oder ander Volck sich erhube, unser vorgenannten Partheyen eine zu überziechen, ihre Stätt, Schloß oder Land zu verhergen, zu belägeren, oder zu gewinnen, so soll jeden vorgenannten Theylen, auf des anderen Theyls Ersuchen (beschähe das mit Gschrifft oder Mund) sich mit ihrer Macht und offenen Paneren ziechen, ohn allen gefährlichen Verzug erheben, dem benöthigten Theyl zuziechen, ihme sein Land, Leuth und Gutt, wie er das jetz innen hat und besitzt, helffen, retten und entschütten, und bey dem ihren beschirmen in gantzen gutten Trewen, alles in ihrem selbst Kosten, so offt das zu schulden kombt, und

ob

ob dwäderen unsern vorbenannten Theylen, von jemand an unse- 1501
ren Landen, Leuthen und Gutt freffener Angriff begegnete, und derselbe Theyl, das meynt zu straffen, und des anderen Theyls Raht, Beystand und Hülff bedörffte, die soll ihm getreulichst mitgetheilt werden, alles nach Gestalt der Sachen und Läuffen. Und ob es sich in solchem begebe, daß einiche unser Partheyen obgenannt, ihre Beschädiger, in Schlossen oder Stärckenen wurde betretten und dieselben belägern, und darzu den anderen Theyl umb hülfflichen Beystand ersuchen thätte, wie vorstaht, der soll demselben unverzogenlich gelangen, wie sich der Notthurfft nach wird gebühren.

V. Wo auch wir beyde Partheyen, uns unser Landen und Leuthen zu Schutz, Schirm und Handhab bereiten, mit unseren offenen Zeichen, es wäre Paner oder Fähnlin außzuziechen und Läger und Besäß zu thun, sollen wir allesambt und sonders einanderen tröstlich zuziechen mit Gezeug und Leuthen darzu Nutz und Gutt, je nach jedes Vermögen und Gelegenheit, und sich darinn niemand mit Gefährden hinterhalten, doch deß Gezeugs und Pulvers halben nach Ordnung, Harkommen und Gewohnheit in unserer Eydgnoßschafft gebraucht, oder wie solches hinfüro wird angesehen.

VI. Ob auch etwas was das wäre, es sey Stätt, Schloß, Herrschafften, Land, Leuth, Zoll, Geleith, Brandschätz, Nutzungen, es wäre von Gefangenen, oder sonst, wie das Nammen hatte, also eroberet wurden und zu behalten understanden, daß die uns allen Theylen, die dann also, wie vorstaht, im Feld by dem Handel, oder sonst in Dörffern Kriegs-Ubung oder Geschäfft, an anderen verfangen und beladen wären, gleicher Massen zustanden, und ob sie mit Leuth oder Gezeug zubestan wären, daß solches von uns allen, je nach jeder Theyls Gelegenheit und Vermögen beschähen, wo auch solches Schloß, Herrschafft, Statt, Land, Leuth oder anders, so obstaht, hernach wieder von Handen geben würde, es wäre durch Verkauff, oder auf andere Weiß, was Summa dann, darauß wird erlöset, oder empfangen, soll alsdann allen Partheyen und Orthen gleiches Theyls gefolgen und gelangen.

VII. Wo wir auch also mit jemand wurden zu Krieg kommen, so soll der von allen Partheyen dapfferlich beharret und von Keimrichtung oder Vertrag angenohmen werden, dem verletzten Theyl seye dann Bekehrung oder Ersatzung geschehen, die den mehrern Theyl under uns billich und gestaltsamb bedunckte.

VIII. Es soll aber eine Statt Basel mit niemand krieglich Auffruhr anheben, sie bringe dann zuvor ihr Anliegen, was sie darzu dränge oder bewege, an gemeine unserer Eydgnoßschafft Anwäld, oder derselben Obrigkeit, und mit unser oder deß mehrern Theyls under uns Begönstigung und Zulassen, und es soll auch solche unsere Eydgnoßschafft, der gemelten Statt Basel Sach und Anligen, in den Trewen, als ob die unser selbs, wohl bedencken und zu Hertzen nehmen, und sich demselben nach hülfflich und geneigt erzeigen, alles in der Gestalt, wie obstaht.

IX. Ob

1501 IX. Ob aber ein schneller Einfahl auf die Statt Basel, oder die ihren, von jemand mit fräffener Thatt und Beschädigung erwuchse also eylends, daß solches an uns die gemeinen Eydgnossen, Rähtlich nit möchte bracht werden, und die Statt Basel dem zu Wiederstand sich erhube und hinzuge, so sollen wir alle insgemein, getrew Auffsehen zu ihr und den ihren, auch ihren Landen und Leuthen haben, und ob es Noth wäre oder würde ihnen zuzuziechen, gleicher Weyß als ob wir deß gemahnt wärend, oder von neuem gemahnt würdend. Und ob es sich begebe, daß ein Statt Basel sich solchen Rechtens benügen und dem statt thun, ohne weitere andere kriegliche Ubung.

X. Item, es soll auch unser kein Theyl den andern und die seinen beschädigen in keinen Weg, noch das also zu thun beschehen lassen, weder an Leib, Gutt, Schlösseren noch Herrschafften; Sondern die Helfften in Schutz, Schirm, gutter Gehorsame und Underthänigkeit beheben und behalten, und ob auch, als zu Zeiten geschiehet, jemand unser beyder Partheyen Leuth und Hindersässen zu einichen Miß-Handel, es wäre mit Worten, Wercken, Verwunden, Blut- oder Todschlagen, käme, (darvor GOtt seye) so soll darum kein Auffruhr einiches Theyls auff- und an den anderen fürgenohmen noch zugelassen, sonder Recht darumb gesucht, noch braucht werden, alles nach Herkommen der Gericht, so in solchen Fräffel sich erheben, und sollend auch wir all Theyl die unsern darzu halten sich dessen zu benügen, und ob jemand etwas darwieder wolte fürnemen, die solten, so offt das geschieht, nach ihrem Verdienen und ohne Verzug gestrafft werden, und namblich an dem End und in den Gerichten da die Fräffel begangen werden.

XI. Wo es auch durch einiche Ungefälle darzu käme, daß unter und zwischen uns der Eydgnoßschafft, es wäre eins oder mehr Ort, gegen und wieder einandern, Auffruhren wurden erwachsen (so GOTT ewiglich wolle verhüthen) so mag eine Statt Basel durch ihre Bottschafft sich darinnen arbeiten, solche Auffruhr, Zweyung und Spänn hinzulegen, und ob das nit seyn möchte, so soll doch dieselbe Statt, sonst keinem Theyl hülfflich wider den anderen Theyl anhangen, sondern still sitzen, doch ihre freundliche Mittlung, ob die erschiessen möchte, unverziegen.

XII. So sollen wir auch beyde Partheyen und die unsern, bey ihren Brieffen, Sieglen, Gewahrsamen und dem, so bißhar von jemand auß uns und den unsern in Gewähr gesessen ist, bleiben und niemand den andern ohne Recht entwähren, und ob es beschähe und sich gnugsamlich erfunde; so solle der Theyl um Entwährung ersucht, auff sein Ersuchen, ohn alle Fürwort und Verzug dessen, so er entwehrt ist, wieder in Gwehr gesetzet werden, mit allem deßhalben empfangenen Nutzen und Entrichtung darumb gelittenen Kostens und Schadens.

XIII. Es soll auch niemand unser vorgenannten Partheyen gemeinlich, noch sonderlich, der andern Parthey die ihren sie seyen

frey

frey oder eigen Leuth, dieweil sie hinter ihnen sitzen, in ihren Schutz, 1501
Schirm, Burgrecht, Landrecht noch ander dergleichen Pflicht fassen noch nehmen; Sonder Mäniglichen die Seinen bleiben lassen: Und ob das beschähe, es wäre mit Gefährden oder ohn, wann ein Theyl den anderen der deß Schuld hat, darumb ersucht, so sollen dem mahnenden Theyl die seinen, wo das also kundlich ist, wieder gelassen und die angenohmenen ihrer Eyden und Pflichten, ob sie die gethan hättend, ledig gezehlt werden.

XIV. Wäre aber, daß einiche unserer vorgemelten Partheyen meinte, jemand unter dem andern Theyl gesessen, als Leibeigen anzusprechen, so soll ihm der Gegentheyl Recht und Besatzung nach deß Lands Recht gestatten, und wo sie also bezogen werden (ihrer seyen viel oder wenig) die sollen dem Theyl, der sie also mit Besatz unterwunden hat, ohn alle Fürwort gelangen.

XV. Deßgleichen, so sollend wir obgenannte Partheyen und alle die Unsere, niemand der anderen Parthey noch die seinen, umb unbekandte Schuld, oder darumb Brieff und Siegel mit erscheinend, oder einich Gelübd und Bewysung darzu dienende funden werden, weder verhefften, verbieten ihnen noch das sein arrestieren noch anfallen, sonder ob jemand unserer vorgenannten Partheyen, oder den ihren Zuspruch hättend, die mögen darumb und dessenthalben Recht suchen, wie hernach in sonderem Artickhel bescheiden ist. Aber den rechten Schuldner, er wäre oder wurde der Schuld anred oder erweyßt, der mag deßhalben verhafft werden und gegen ihm gehandelt wie recht ist. Oder, ob es Schuld-Brieffen wären, was Brieff und Siegel ertruge. So ist auch unter uns gemeiner umbgehender Handschulden beredt, daß sie von dem einem und dem anderen Theyl eingezogen werden mögend, wie dann bißher geübt ist. Deßgleichen was verbriefft Zinsen, Gülten, Gelt oder Schulden sind, die mögend einbracht werden, nach der Brieff und Gewahrsame darumb gemacht Lauth und Sage.

XVI. Was aber Sachen, Unzucht, Bussen, Fräffel, Lästerung erb- oder ligend Gütter berührend, die sollen alle und jede gefertiget werden, an dem End und in denen Gerichten, in denen sie geschehen oder gelegen sind, alles nach desselben Gerichts Recht und Harkommen, wie dann das von Alters har geübt ist, und solches Rechten, sollend sich unser beyder Partheyen Hintersässen genügen lassen, und mit keinen anderen Gerichten, noch Rechten sich dessen weigeren und förer noch anders niemand weder mit geistlichen, noch weltlichem Stab ausführen, noch beschwähren, alle Gefährde vermitten. Aber in allen unseren Dingen und Gedingen sind außgesetzt, Ehe- und offene Wucher-Händel, die mögen gefertiget werden, wie das die gemeinen Lands-Gewohnheiten ertragen; dann sie geistlicher Erkandtnuß zustehen.

XVII. Es ist aber auch hierinnen, namlich in dem so obstaht,

1501 als Gelt-Schulden, Bussen, eigen, erb oder liegende Gütter bedingt und zugelassen, daß dem so mit Urthenl beschwährt wurde, nit verhalten seyn solle, sich für die Oberkeit der Orthen, da solche Ding liegen, oder gefertiget sind zu beruffen mit Tröstung seines Wieder-Theyls, für erwachsenen Kosten und Schaden, wie dann gewohnt und derselben herkommen ist.

XVIII. Wir obgenannte Parthenen sollend auch einanderen feylen Kauff zulassen und bey unsern Zöllen, Gleith und Nutzungen sambt und sonders, wie wir die von Alter her geübt haben, bleiben, und uns Neuerung darinn enthalten, damit der gemeine Kauff und Verkauff und all gut ehrbar Gewerb und Handthierung ihren Gang desto besser haben mögend.

XIX. Wir obgenannten Parthenen habend darbey, namlich in solcher Schuld- und Gelt-Ferthigung zugelassen, was deren verbriefft sind, daß Unsere solcher ihr Gwarsame nach, mögend suchen und ersuchen, Innhalt derselben gwarsame, darbey ein jeder soll bleiben. Und alsdann uns den vielgenannten Parthenen nit allein zustaht, die unsern gegen einandern, Rechtnehmung und Ubung zu weisen; sonder auch unsers selbs Händel, ob die zwischen uns zu ungleicher Verständnuß kämen, mit rechtlichem Entscheyd hinzulegen, damit unter uns, als wohl als den Unsrigen gebührlicher Außtrag vor Augen seyn.

XX. So ist auch abgeredt, ob es sich begebe, daß wir obgenannte Stätt und Länder der Eydgnoßschafft sambt oder sonders, an oder zu einer Statt Basel, Zuspruch, Forderung oder Spann hättend oder hinfüro gewunnend, von was Sachen das wäre, so mögen und sollen wir die Eydgnossen, dieselbe Statt Basel zu gemeinen Tagen gehn Baden in Ergöw beruffe, auf einen genannten Tag schrifftlich erläuthert, und daselbst zween von unser der Eydgnoßschafft Räht, deßgleichen die Statt Basel zween ihrer Rahts-Freund, als Schied-Leuth darzu bescheyden und in solich Raht setzen, und vor denen sollen wir unsere Klagten, es syge gschrifftlich, oder von Mund, wie daß die zugesätzten einhälliglich, oder der mehrer Theyl unter ihnen zulassen und ordnen thun, und ein Statt Basel ihr Antwort, alles bis zu dem Rechtsatz, und was dann durch die zugesetzten, nach Verhörung des alles, aus Kundschafft Brieff oder Leuth, ob die von ihnen zugelassen, zu Recht bekennt wird, es seye mit einhälen oder mehrerm Spruch, darbey soll es bleiben ohne weigeren, ziechen und appellieren.

XXI. Wäre auch die Zugesetzten in ihren Urthenlen streittig, also daß unter ihnen, weder ein mehrers, noch einhäls in ihrem Rechtspruch erfunden wurde, so mögen und sollen wir die Eydgnossen obgenannt, oder welches Orth das under uns berührt, einen Obmann zu Basel in ihrem kleinen Raht (der für solche Obmannschafft nit verschwohren hat) nehmen, und derselbe von der Obrigkeit,

keit, solcher Sach sich zu beladen, also gewiesen werden, und für den 1501 kommen beyder Theylen Klag, Antwort und aller Rechtsatz mit sambt der zugesetzten gegebenen Urtheylen, und so das beschicht, welchem Theyl der Zugesetzten, derselbe Obmann beyfällt, darbey soll es alsdann bleiben, und das alles, es seye durch die Zugesetzten, oder den Obmann selbst gesprochen, ohne allen Verzug beschähen; ihnen oder ihme wurde dann Bedancks oder Rahthabens Noth, der möcht alsdann gebraucht werden, und doch also, daß in Monaths-Frist des Nächsten, die Urtheyl zu Außspruch und Fürgang kämend, ohn all ander Einzug und Gefährd.

XXII. So sollen auch wir beyde Partheyen und unserer jedwederer besonders, ihre Zugesetzten für sich selbs und den Obmann in gemeinem Kosten halten und haben, und was sie zu Recht sprechend, danckbarlich aufnehmen, und ihnen darumb, noch deßhalb keinen Unwillen zuziechen, mit rechten Gedingen zu gleicher Weyse.

XXIII. Hinwiederumb, ob es sich begebe, daß wir die obgenannten Bürgermeister und Raht der Statt Basel, zu gemeiner Eydgnoßschafft Stätten und Landen, sambt oder sonders Zuspruch, Forderung, oder Spann hättend, oder hinfüro immer gewunnend, von was Sachen wegen das wäre, so sollen und mögen wir dieselben, oder welches Orth auß ihnen solches berührt, zu gemeinen Tagen auch gehn Baden im Aergöw auf einen bestimbten Tag gschrifftlich erforderen, und deßhalben zween unsers Rahts, deßgleichen unser Gegentheyl zween ihrer Rahts-Freund darzu bescheyden und in das Recht setzen, und vor denen sollen wir unsere Klag, es syge gschrifftlich oder mündlich, wie das die Zugesetzten einhelliglich, oder deß mehrern Theyls zulassend und ordnen, thun und unsrer Gegentheyl sein Antwort alles biß zu dem Rechtsatz, und was durch die Zugesetzten, nach Verhör diß alles, auch Kundschafft, Brieffen oder Leuth, ob die von ihnen zugelassen, mit Recht bekennt, es seye mit einhällen, oder dem mehrern Spruch geurtheylt wird, darbey soll es dann bleiben ohne Weigeren, Ziechen und Appellieren, und sollen die Zugesetzten ihrer Eyds-Pflichten, damit sie den Partheyen verwandt sind, biß zu Außtrag solches Rechtens, erlassen seyn.

XXIV. Wäre auch daß die Zugesetzten in ihren Urtheylen streittig, also daß unter ihnen weder ein mehrers noch einhälls in ihrem Rechtspruch funden wurd, so sollend und mögend wir obgenannten von Basel als Kläger, ob unser Zuspruch gemein Eydgnossen berührt, einen aus ihrem kleinen Raht, welches Orths und welchen wir wollen; Berührt aber sämblich unser Zuspruch ein besonder Orth, einen auß desselben Orths kleinen Rähten, der vor solchem die Obmannschafft nit verschwohren hat, also für einen Obmann kiesen, und derselbe von seiner Oberkeit gewiesen werden, sich also solcher Sach zu beladen, und für diesen kommen beyder Theyl Klag und Antwort und aller Rechtsatz mit samt der Zugesetzten ge-

1501 gebenen Urtheyl, und so das beschiehet, welches Theyls Zugesetzten er derselb Obmann zufallt, darbey soll es alsdann bleiben und das alles, es seye durch den obgenannten Obmann oder die Zugesetzten, sollen ohn allen gefährlichen Aufzug geschehen. Ihnen aber oder ihme wurde Verdancks oder Rahts halber Noht, die möchten alsdann gebraucht und doch also, daß in Monaths-Frist des Nächsten, die Urtheyl zu Fürgang und Außspruch komme, ohne Auffzug und Gefährd.

XXV. Doch so mögend unser beyder Partheyen Zugesetzte, darzu auch der Obmann, ob der also genohmen wurde, die Freundschafft wohl suchen, und wo sie die mit Wissen und Willen der Partheyen erfolgen, darbey soll es also verbleiben.

XXVI. Wo aber die Zusprüch und Forderung eines unser obgenannten Partheyen, sondere Personen, wieder einich unser Theylen sambt oder sonders anträffe, so soll die Rechtfertigung gleicher Weyß, als in den nächsten Articklen gemeldet ist, beschehen, und doch also, daß der Kläger und der antwortend Theyl, by einem Zugesetzten mögen bleiben, und sich deß genügen.

XXVII. Und ob die Rechtsprecher mit ihren Urtheyln, nit allein in der Hauptsach, sondern auch gelittenen Kostens und Schadens halb, ihre Erkanntnuß gebend, die soll alsdann von beyden Theylen gehalten und deren gelebt werden, alles ohne einichen Mangel und Wiedertreiben, als obsteht.

XXVIII. Wo auch eine Statt Basel hinfüro gegen jemand Pündnuß, oder andere hülffliche Einung underst ühnde anzunehmen, daß sie solches an gemeiner Eydgnossen Anwälde, oder derselben Obrigkeit bringen, und mit ihrem oder des mehren Theyls unter ihnen Raht und Begünstigung thun und nit anders, dieweil in der Eydgnoßschafft, das also bißher von etlichen Orthen selbs gebraucht ist, und zu gutem einhällen Willen und Ruhe mag dienen.

XXIX. Doch so mag dieselbe Statt Basel mit Bürger annehmen und empfahen, ihrer Statt Freyheit und Herkommen nach, auch handeln und thun wie bißher.

XXX. In dieser unserer beyder obgenannter Bündnuß, ewigen Freundschafft und Einung, behalten wir die Eydgnossen Stätt und Länder uns vor, den H. Stuhl zu Rom, das H. Römisch Reich als von des Reichs wegen, all und jeglich unser Pündt vor ergangenem unserem Brieff und Siegel so lang die währen; Aber in künfftigen Zeiten, ob wir die annehmen, so solle dieser ewige Bund derselben als der eltere vorgehen. So behalten wir Burgermeister, Raht und gemeine Burger der Statt Basel vor, den H. Stuhl zu Rom, das H. Römisch Reich als von Reichs wegen, und unseren Herren den Bischoff zu Basel so je zun Zeiten ist und sein Gotts-Hauß, wo wir von ihnen nit unbillich beschwährt werden.

XXXI.

XXXI. Und zum letsten, so ist hierinn lauther abgeredt, zugelassen und beschlossen, umb daß diese ewige Bündnuß, Liebe und Freundschafft, uns und allen unseren Nachkommenen, desto verständlicher und standhaffter, in guter Gedächtnuß eingebildet werde und bleiben möge; Daß diesere obgeschriebene ewige Bündnuß, hinführo immer von 5. Jahren zu 5. Jahren, auf St. Ulrich des H. Bischoffs Tag, oder auf den Tag so wir Eydgnossen, den und ander Pündt zu schwören ansehen, in allen Orthen und gantzen Gemeinden offentlich, wie andere Pundts-Brieff verlesen, und von aller Orthen Rähten, Gemeinden und Underthanen Manns-Personen, die ungefahrlich 16. Jahr alt sind, auch die Gesandten, die wir auff solche Schwörtag schicken, in unser aller Nammen, zu GOtt und den Heyligen geschworen werden soll. 1501

Dieser unser aller ewiger Bündnuß, nach Lauth und Sag der Bunds-Brieffen, deren jeglichem Orth eine überantwortet ist, und was die insgemein und jeglichen besonders bindet, oder binden mag, in guten Trewen auffrecht und redlich zu halten, dem nachzukommen und gnug zu thun, all Gefährden hierinnen vermitten.

Und ob es sich begebe, daß solch Schwören und Erneuerung mit gleich auff gemelten St. Ulrichs Tag beschähen, sonder auß Ursachen verzogen wurde, daß solcher Auffzug der obgenannten ewigen Bündnuß unverletzlich seyn solle, und darumb und namblich dieser unser obgemelter beyden Theylen ewige Pündnuß und Pflicht, die wir am Anfang berührt, so lang unser Statt und Stand in Ehren und Wesen ist, währen soll. Zu offener Besag, Vergicht und Bekanntnuß deß, so habend wir die obgenannten ꝛc. ꝛc. mit unseren anhangenden Sieglen, uns und unsere Nachkommenen, an diß alles und jegliches so obstaht zu binden, bewahren lassen. Deßgleichen habend wir der Burgermeister, der Raht und die Burger gemeinlich der Statt Basel, unser Siegel, uns und unsere Nachkommen deß auch also wie obstaht zu binden, an diesen Brieff hencken lassen. Beschehen in der Statt Lucern den 9. Junii Anno 1501.

CCCXXIX.

Acte de Garantie du Roi de France en faveur du Roi de Dannemark pour le Duché de Schleswik, conformement à l'Article VI. du Traité de Paix entre les Couronnes de Suede & de Dannemark. 1720

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui cette présente Lettre verront, Salut. Comme notre cher & bien-aimé le Sr. de Campredon notre Resident & notre Plenipotentiaire auprès du Roi de Suede, auroit en vertu du Plein pouvoir que Nous lui en avions donné, signé à Stockholm le 3. Juin

 dernier

1720 dernier l'Acte de Garantie du Duché de Schleswik, dont la teneur s'ensuit.

La tranquillité ayant eté heureusement retablie dans la basse Allemagne par les bons Offices & par la Mediation de Sa Majesté Très-Chrétienne, Elle les a continué de concert avec Sa Majesté de la Grande-Bretagne, dans le desir sincere de contribuer à rendre la Paix generale dans le Nord, & specialement entre les Couronnes de Dannemark & de Suede; Elle a vû avec un extrême plaisir les bonnes dispositions, où ces deux Puissances se sont trouvées pour l'accomplissement d'un ouvrage si salutaire; mais ayant eté informé en même-tems des difficultes insurmontables qui se rencontroient pour la restitution à la Couronne de Suede, de l'Isle & Principauté de Rugen, de la Fortresse de Straalsund, & du reste de la Pomeranie jusques à la Riviere de Pehne occupées par la Couronne de Dannemarc, si elle n'étoit assurée de la possession de Schleswik, laquelle S. M. Britannique lui a déja garantie; le Roi Très-Chrétien a bien voulu pour toutes ces considerations, & sur les instances des Rois de la Grande-Bretagne & Dannemarc, accorder à cette derniere Couronne, comme il lui donne par ces Présentes, la garantie du Duché de Schleswik, promet tant en consideration des susdites restitutions stipulées dans le Traité signé ce jourd'hui à Stockholm par Mrs. les Plenipotentiaires de Suede, de maintenir le Roi de Dannemarc dans la possession paisible de la partie Ducale dudit Duché, bien entendu, que cette garantie ne pourra avoir aucun lieu ni effet, qu'après que le susdit Traité de Stockholm aura eté approuvé & signé de la part du Roi de Dannemarc. A ces Causes, je soussigné Resident de Sa Majesté Très-Chrétienne, & son Plenipotentiaire à la Cour de Suede, muni de son Plein-pouvoir & de ses ordres exprès à cet effet, ai remis le présent Acte de garantie entre les mains de Mylord Carteret, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne, & son Plenipotentiaire en la même Cour de Suede, pour en faire l'usage ci-dessus expliqué. En foi de quoi j'ai signé ces Présentes, & à icelles apposé le Cachet de mes Armes, promettant d'en fournir la Ratification six semaines après la signature par le Roi de Dannemarc dudit Traité de Stockholm de ce jour $\frac{3}{14}$ Juin de l'année 1720. Fait a Stockholm les susdits jour & an.

(Signé)

De Campredon.

Nous ayant agréable le susdit Acte de Garantie en tout ce qui y est contenu, avons de l'avis de notre très cher & très aimé Oncle le Duc d'Orleans Regent, icelui tant pour nos Heretiers & Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, aprouvé, ratifié & confirmé, & par ces présentes signez de notre main, acceptons,

ceptons, aprouvons, ratifions & confirmons, & le tout promet- 1720
tons en foi & parole de Roi de garder & obſerver inviolablement, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque ſorte & maniere que ce ſoit. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre Scelle à ces préſentes. Donné à Paris le 18. Août 1720. & de notre Regne le 5.

(*Signé*)

Par le Roi,

LOUIS.

Le Duc d'Orleans Regent preſent,

Du Bois.

CCCXXX.

Traité entre l'Eſpagne & la Grande-Bretagne, conclu à Madrid le 31. Juin 1721. 1721

LA Divine Providence ayant bien voulu diſpoſer les cœurs des Sereniſſimes & tres-puiſſans Princes le Roi George, par la Grace de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, de France & d'Irlande, &c. & Philippe V. par la Grace de Dieu, Roi d'Eſpagne & des Indes, &c. à oublier tous les fondemens de mécontentement & de meſintelligence, qui ont donné occaſion d'interrompre pendant quelque tems l'amitié & la bonne correſpondance, qui fleuriſſoient entr'eux auparavant; & leurs Majeſtez Britannique & Catholique deſirant à préſent de les renouveller & les retablir par les nœuds les plus forts, ont ſtipulé & convenu des Articles ſuivans par leurs Miniſtres Plenipotentiaires, ſouſſignez, nommez à cette fin.

Art. I.

Qu'à l'avenir il y aura une bonne, ferme & inviolable Paix, une ſincere & continuelle amitié, & un general oubli de tout ce qui s'eſt paſſé des deux côtez, au ſujet de la derniere guerre entre leurs Majeſtez Britannique & Catholique, leurs Heritiers & Succeſſeurs, auſſi bien qu'entre leurs Royaumes, Terres, Souverainetez, ſujets & leurs Vaſſaux.

II. Les Traitez de Paix & de Commerce, clus à Utrecht le 13. Juillet & le 9. Decembre 1713., dans leſquels le Traité de Madrid de 1667. & les Articles compris en celui, ſont contenus, demeureront confirmez & ratifiez par le préſent Traité, à l'exception des III. V. & VIII. Articles dudit Traité de Commerce, qu'on apelle communement l'explication, qui ont été annullez du depuis en vertu d'un autre Traité, fait à Madrid le 14. de Decembre 1715. entre les

1721 Ministres Plénipotentiaires, qui furent nommez à cette fin par leurs Majestez Britannique & Catholique, lequel Traité demeure pareillement confirmé & ratifié, aussi-bien que le Contract particulier, qu'on apelle ordinairement Assiento pour le transport des Esclaves noirs aux Indes Espagnoles, qui fut fait le 26. de Mars de ladite année 1713. en consequence du XII. Article du Traité de Commerce d'Utrecht: & pareillement le Traité de Déclaration touchant celui de l'Assiento, qui fut fait le 26. Mai 1716. Tous lesquels Traitez, dont on a fait mention dans cet Article, & leurs Déclarations, demeureront dans leur force, teneur, & entiere vigueur, en tout ce en quoi ils ne seront pas contraires à celui-ci, & afin qu'ils puissent être accomplis & exécutez, Sa Majesté Catholique fera dépêcher ses ordres & ses Lettres à ses Vice-Rois, Gouverneurs, & tels autres Ministres, à qui il apartiendra, des Ports & des Villes de l'Amerique, afin que les Vaisseaux que la Compagnie Royale de la Grande Bretagne, établie a Londres, employé au Commerce des Noirs, soient admis sans aucun empêchement, à negocier librement & de la même maniere qu'il se pratiquoit avant la rupture des deux Couronnes; & les susdites Lettres seront delivrées aussitôt qu'on aura fait un échange des Ratifications du présent Traité: & en même tems Sa Majesté Catholique donnera ses ordres au Conseil des Indes, que la Junta, composé des Ministres choisis dans ledit Conseil, & destinez, à l'exclusion de tous autres, à l'examen des affaires, qui regardent ledit Assiento, puisse derechef avoir son cours, être reçu & consulte dans les affaires, selon la regle établie dans le tems qu' on le fit. Et quant à ce qui regarde l'observation des Traitez de Paix & de Commerce, il sera depêché des ordres circulaires à tous les Gouverneurs d'Espagne à cette fin qu'ils les fassent observer & executer sans aucune de leurs interpretations, comme pareillement il sera donné de la part de Sa Majesté Britannique les ordres qui seront demandez & jugez necessaires pour l'accomplissement de tout ce qui a été stipulé & convenu entre les deux Couronnes dans les Traitez d'Utrecht, ci-dessus nommez, & particulierement, quant à ce qui peut n'avoir pas été executé des points reglez par les VIII. XI. & XV. Articles du Traité de Paix, qui font mention de laisser aux Espagnols le libre Commerce & la Navigation des Indes Occidentales & de maintenir les anciennes limites de l'Amerique, comme ils etoient du tems du Roi Charles II., le libre exercice de la Religion Catholique dans l'Isle de Minorque, & la Pêche de la Morue dans les Mers de Neufaundland, comme aussi en égard à tous les autres Articles qui peuvent n'avoir pas été executex jusques ici de la part de la Grande Bretagne.

III. Et puisque par le VIII. Article du Traité de Commerce d' Utrecht, on étoit convenu que tous les Effets confisquez au commencement de la Guerre precedente seront restituez, en égard que la confiscation d'iceux étoit contraire à la teneur du XXXVI. Article

cle du Traité de 1667. Sa Majesté Catholique ordonnera de la même maniere, que tous les Biens, toutes les Marchandises, l'Argent, les Vaisseaux & autres Effets, qui ont été saisis, soit en Europe ou aux Indes, en vertu de ses ordres du mois de Septembre 1718., ou en vertu d'autres ordres posterieurs, qui pouroient avoir été donnez avant ou depuis que la Guerre fut declarée entre les deux Couronnes, soient promtement restituez dans la même espece, quant à ceux qui subsistent, ou s'ils ne subsistent pas, leur juste valeur dans le tems qu'on les a saisis, l'évaluation desquels sera reglée, si on ne l'avoit pas reglée auparavant, soit par omission ou negligence, selon les informations autentiques, que ceux qui les reclament produiront par devant les Magistrats ordinaires des Villes & Places, dans lesquelles lesdits Effets auront été saisis; & comme il est certain que, quoique Sa Majesté Catholique ait ordonné qu'on feroit, & qu'on tiendroit des Inventaires, & qu'on tiendroit compte de ces Biens & de ces Effets, on n'a pas cependant executé ses ordres de cette maniere en plusieurs endroits, il a été conveuu, que si les Proprietaires font paroitre par de justes preuves, informations, & autres témoignages qu'on en a omis aucun dans lesdits Inventaires, Sa Majesté Catholique donnera des ordres exprès, à ce que la valeur de ces Effets qui auront eté omis, soit payée par des Tresoriers, ou autres, par la negligence de qui telle omission auroit eté faite. 1721

IV. Il est aussi conveau mutuellement que Sa Majesté Britannique donnera ordre à ses Gouverneurs, ou autres Officiers & Ministres à qui il apartiendra, de faire restituer tous les Effets des Sujets de Sa Majesté Catholique, qu'ils prouveront avoir eté saisis & confisquez dans les Terres de Sa Majesté Britannique au sujet de la derniere Guerre, de la même maniere qu'il a eté reglé dans l'Article precedent, en faveur de Sujets de Sa Majesté Britannique.

V. Il est aussi reglé que Sa Majesté Britannique fera restituer à Sa Majesté Catholique tous les Vaisseaux de la Flotte d'Espagne qui furent pris par celle d'Angleterre à la Bataille Navale qui se donna au mois d'Août 1718. dans les Mers de Sicile, avec leur canon, voiles, apareil & autre équipage, dans le même état qu'ils sont à present, ou autrement la valeur de ceux qui peuvent avoir eté vendus, au même prix qu'auront donné ceux qui les ont achetez, selon les Preuves & les Cautions; & pour l'execution de cette restitution Sa Majesté Britannique fera expedier tous les ordres necessaires immediatement après la Ratification de ce Traité. Il est aussi declaré que l'on traitera au futur congrès de Cambrai les autres pretensions qu'il peut y avoir des deux cotez entre les deux Couronnes touchant les affaires qui ne sont pas exposées dans le present Traitè, qui ne sont pas comprises dans le II. Article ci-dessus.

VI. Le present Traité aura son effet immediatement après qu'on l'aura mutuellement ratifié, & que les Lettres de Ratification auront été echangées six semaines après la Signature, ou plutòt s'il

1721 eſt poſſible, differant la publication d'icelui juſqu'à ce que la Paix generale aura été concluë au Congrès de Cambrai entre toutes les Parties qui y ſont concernées, ou juſqu'à ce que Leurs Majeſtez Britannique & Catholique en auront convenu en particulier.

En témoignage de quoi, nous ſouſſignez Miniſtres Plenipotentiaires de Sa Majeſté Britannique & de Sa Majeſté Catholique, ayant plein-pouvoir qui a été mutuellement communiqué, & dont les Copies ſeront tranſcrites ci-deſſous, avons ſigné le preſent Traité, & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé)

WILLIAM STANHOPE. (L.S.) El Marq. GRIMALDO. (L.S.)

CCCXXXI.

Traité d'Alliance defenſive entre la France, l'Eſpagne, & la Grande-Bretagne, à Madrid le 13. Juin 1721.

LEs differens qui ſont ſurvenus entre leurs Majeſtez Britannique & Très-Chrétienne d'une part, & Sa Majeſté Catholique de l'autre n'ayant pas donné peu d'attente à l'amitié qu'ils ſe ſont toujours portez l'un l'autre, ils ont continuellement ſouhaité avec une pareille ardeur de retablir la bonne correſpondence & la ſincere amitié qui devroient regner entr'eux, & qui ſeront toujours les plus ſûrs les plus fermes ſuports de la grandeur à laquelle Dieu les a elevez, & les plus ſûrs moyens de conſerver la tranquillité publique, auſſi bien que le bonheur & les avantages mutuels de leurs Sujets: & c'eſt en vûë de cimenter & de fortifier encore davantage, s'il eſt poſſible, ces diſpoſitions, qui ne ſont pas moins propres à la gloire & à la ſûreté mutuelle de leurs Couronnes, qu'elles ſont conformes au bien & à la tranquillité de toute l'Europe que leurs Majeſtez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique ont pris la reſolution de s'unir d'une maniere ſi étroite, qu'ils n'agiſſent dans la ſuite que comme s'ils n'avoient que la même vûë & le même interêt; & pour cette fin le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, &c. ayant donné plein-pouvoir de traiter en ſon nom à Mr. Guillaume Stanhope, Colonel d'un Regiment de Dragons, Membre du Parlement de la Grande Bretagne, & Ambaſſadeur Extraordinaire de Sa Majeſté Britannique à la Cour du Roi Catholique; le Sereniſſime Roi Très-Chrétien ayant donné Plein-pouvoir pour la même fin à Mr. Jean Baptiſte Louïs Andrault de Langeron, Marquis de Maulevrier, Lieutenant-General de ſes Armées, Commandeur & Grand Croix de

de l'Ordre Militaire de St. Loüis, son Envoyé Extraordinaire à Sa Majesté Catholique; & le Serenissime Roi d'Espagne ayant pareillement confié son Plein-pouvoir, pour obtenir la même fin, à Mr. Joseph de Grimaldo, Chevalier de l'Ordre de St. Jaques, Commandeur de Riviera & d'Auzechal, Conseiller au Conseil des Indes, & son premier Secretaire d'Etat & des Depêches; ils ont convenu entr'eux des Articles suivans. 1721

Art. I. Il y aura dorenavant & pour toujours une exacte union, & une sincere & permanente amitié entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétien, & le Serenissime Roi d'Espagne, leurs Roiaumes & leurs Sujets, & les Habitans des Païs qui sont sous leur Domination, ensorte que les injures, ou les dommages soufferts, durant la guerre laquelle a été terminée par l'accession du Serenissime Roi d'Espagne aux Traitez de Londres du 2. Août 1718. demeureront dans un oubli éternel, & qu'à l'avenir on prendra le même soin, du bon état de la sûreté de l'un & l'autre que du sien, qu'on n'informera pas seulement son Allié du danger qui pourroit le menacer; mais même qu'on s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Afin d'établir fermement cette Union & cette Correspondance, & de la rendre encore plus profitable aux Couronnes de leurs Majestez Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, ils promettent & s'engagent par le present Traité d'Alliance Défensive, de garantir mutuellement leurs Royaumes, leurs Provinces, leurs Etats, & les Pais qui sont sous leur Domination, en quelque Partie du monde qu'ils soient situez; de sorte que leurs Majestez étant attaquées contre ce qui a été resolu aux Traitez d'Utrecht & de Bade, & contre les Traitez de Londres & les Stipulations qui se feront à Cambray, ils se secourront mutuellement l'un l'autre, jusqu'à ce que le trouble cessera, ou qu'ils seront satisfaits de la reparation des dommages qu'ils auront soufferts.

III. En consequence de l'Article precedent, le maintien & l'observation des Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, & de celui qui doit se faire à Cambray, pour terminer les differens qui sont à démêler entre le Serenissime Roi d'Espagne & l'Empereur, seront la principale fin de la presente Alliance; & pour la fortifier davantage, le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, le Serenissime Roi Très-Chrétienne, & le Serenissime Roi d'Espagne inviteront de concert les Puissances qu'ils jugeront à propos d'entrer dans le present Traité, pour l'avantage commun & pour la conservation de la tranquillité generale.

IV. S'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que contre les susdits Traitez d'Utrecht, de Bade, de Londres, ou de ce qui sera stipulé dans ceux qui seront faits à Cambrai, leurs Majestez Britannique, Très Chrétienne, & Catholique fuissent attaquées ou troublées en aucune maniere, dans la possession de leurs Royaumes & terres par aucune Puissance, ils promettent & s'engagent d'employer leurs bons

1721 bons offices auſſitôt qu'ils en ſeront requis, pour procurer au parti attaqué la ſatisfaction du tort qui lui ſera fait, & pour empêcher que l'aggreſſeur ne continue les hoſtilitez ; & s'il arrivoit que ſes bons offices ne fuſſent pas ſuffiſans pour procurer promptement cette reparation, leurs ſuſdites Majeſtez promettent de fournir le ſecours ſuivant conjointement ou ſeparement; ſavoir,

Sa Majeſté Britannique huit mille hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Très-Chrétienne huit mille hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Sa Majeſté Catholique huit mille hommes d'Infanterie & quatre mille de Cavallerie.

Si la partie attaquée, au lieu de Troupes demande des Vaiſſeaux de guerre ou de tranſport, ou même des ſubſides en argent comptant ; en ce cas la, elle ſera en liberté de choiſir, & ils lui fourniront leſdits vaiſſeaux ou argent, à proportion des dépenſes des Troupes ; & afin d'éloigner toute occaſion de doute dans le compte deſdits fraix, Leurs Majeſtez conviennent, que mille hommes d'Infanterie ſeront reglez à dix mille florins de Hollande, & mille hommes de Cavallerie à trente mille par mois, gardant la même proportion en égard aux Vaiſſeaux ; Leurſdites Majeſtez promettant de continuer & maintenir ledit Secours autant que le trouble continuera, & ſi le Secours n'eſt pas ſuffiſant pour repouſſer les attaques de l'ennemi, ils conviendront de l'augmenter ; & s'il eſt neceſſaire, leurs ſuſdites Majeſtez s'aſſiſteront mutuellement, même de toutes leurs forces, & declareront la guerre à l'aggreſſeur.

V. Leurs Majeſtés Britannique, Très-Chrétienne & Catholique, étant entierement ſatisfaites des ſentimens que Mr. le Duc de Parme a toujours temoignagé à leur égard, & ſouhaitant de lui donner des marques de l'eſtime & de l'affection ſinguliere qu'elles ont pour lui, Elles promettent & s'engagent, en vertu de ce preſent Traité, de lui accorder une protection particuliere pour la conſervation de ſes Terres & de ſes Droits, & pour le ſoutient de ſa Dignité ; de ſorte que s'il eſt trouble, contre les Traitez de Paix & contre ce qui ſera ſtipulé dans ceux qui ſeront faits à Cambrai, ils uniront leurs bons offices & leurs efforts pour obtenir une juſte ſatisfaction, & ſi elle eſt refuſée, ils conviendront des meſures pour la lui procurer par tous les autres moyens qui ſeront en leur pouvoir.

VI. Sa Majeſté Catholique deſirant donner à Sa Majeſté Britannique & à Sa Majeſté Très-Chrétienne une marque particuliere de ſon amitié, confirme autant qu'il peut y avoir occaſion, tous les Avantages & tous les Privileges qui ont été accordez par les Rois ſes Predéceſſeurs à la Nation Angloiſe & à la Nation Françoiſe ; de ſorte que les Sujets negocians du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, & du Sereniſſime Roi Très-Chrétien, puiſſent tou-

toujours joüir en Espagne des mêmes Droits, Prerogatives, Avantages & Privileges pour leurs personnes, leur commerce, marchandises, biens & effets, dont ils ont joüi, ou dont ils devroient avoir joüi en vertu des Traitez ou accords, ou en vertu de tous ceux qui ont été ou seront accordez en Espagne à la Nation la plus favorisée. 1721

VII. Le present Traité sera ratifié par leurs Majestez Britannique, Tres-Chrétienne, & Catholique; & les Lettres de Ratification seront mutuellement delivrées en bonne forme, & échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt s'il est possible.

En témoignage de quoi, nous soussignez Ministres Plenipotentiaires de Sa Majesté Britannique, de Sa Majesté Très-Chretienne & de Sa Majesté Catholique, ayant pleins Pouvoirs, qui ont été mutuellement communiqués, & dont Copie a été inserée, avons signé le present Traité, & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé.)

Will. Stanhope. (L.S.) *Langeron Maulevrier.* (L.S.) *El Marq. de Grimaldo.* (L.S.)

Article separé.

Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Majestez Britannique, Tres-Chrétienne & Catholique, ayant ce-jourd'hui, en vertu de leurs pleins Pouvoirs, signé une Traité d'Alliance défensive entre Leursdites Majestez; ils ont en outre convenu que le Traité particulier, qui a été pareillement signé aujourd'hui entre Leurs Majestez Britannique & Catholique, dont la teneur s'ensuit, fera partie dudit Traité d'Alliance Défensive, conclu entre l'Angleterre, la France & l'Espagne.

(Ici est inseré mot à mot le Traité entre la Grande Bretagne & l'Espagne, conclu à Madrid le 13. Juin 1721. N. St.)

LE susdit Traité particulier aura la même force, que s'il étoit inseré mot pour mot dans le Traité d'Alliance Défensive, signé ce-jourd'hui entre les trois Couronnes; & les Lettres de Ratification seront échangées à Madrid de la maniere qu'on a accoutumé, dans l'espace de six semaines, a compter du jour de la signature, ou plutôt s'il est possible.

En temoignage de quoi nous avons signé ces Presentes en vertu de nos pleins Pouvoirs & y avons mis les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé.)

Will. Stanhope. (L.S.) *Langeron Maulevrier.* (L.S.) *El Marquis de Grimaldo.* (L.S.)

Les

1721 Les Ministres Plenipotentiaires de Leurs Maajestez Britannique & Tres-Chrétienne, ayant ce jourd'hui signé avec les Ministres Plenipotentiaires du Roi d'Espagne, en vertu de leurs pleins Pouvoirs particuliers, un Traité d'Alliance Défensive; les susdits Ministres de Leurs Majestez Britannique & Tres-Chrétienne ont aussi convenu entre eux, en vertu du même Pouvoir; que comme le principal but de cette Alliance est de maintenir & de conserver la paix & la tranquillité de l'Europe, auquel on ne sauroit douter que les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas ne soient disposez de concourir & de donner leur assistence, l'on prendra de concert la premiere occasion convenable pour les y inviter; & Leursdites Majestez Britannique & Tres-Chrétienne promettent & s'engagent en même tems de maintenir le Traité d'Alliance Defensive fait à la Haye entre le Roi de la Grande Bretagne, le Roi Tres-Chrétien & les Etats Generaux, le 4. Janvier 1717. N. St. & que rien ne se fera directement ou indirectement au préjudice d'icelui.

En témoignage de quoi nous avons signé ces Presentes, en vertu de nos pleins-Pouvoirs, & y avons fait mettre les Sceaux de nos Armes. Fait à Madrid le 13. Juin 1721.

(Signé.)

W. STANHOPE. (L.S.) LANG. MAULEVRIER. (L.S.)

CCCXXXII.

1722 Des Czaars Petri I. Verordnung wegen der Succession seines Reichs den 5. Febr. 1722.

Wir PETRUS der Erste, Kayser und Selbsthalter von allen Reussen, &c. &c. &c. Thun kund &c. Es ist jedermann bekannt, von was Absolomitischer Boßheit Unser Sohn Alexius eingenommen gewesen, und daß sein Vorhaben nicht durch seine Reue, sondern durch eine besondere Gnade GOttes gegen Unser gesammtes Vaterland unterbrochen worden (wie solches aus dem desfalls publicirten Manifest zur Gnüge zu ersehen ist.) Dieses hat nun bey ihm keinen andern Ursprung gehabt, als die alte Gewohnheit, daß man dem ältesten Sohne die Succession zugewendet: und weil er anbey der einige männliches Geschlechts von unserer Familie dazumahl war, so hat er deswegen auf keine väterliche Zucht achten wollen. Nun wissen wir nicht, aus was Ursachen diese böse Gewohnheit so fest gesetzet worden. Dann wir sehen ja nicht alleine unter Menschen, daß verständige Eltern hierinne eine Aenderung getroffen haben, sondern wir finden auch dergleichen Exempel in der heiligen Schrifft selbst, als da Isaacs Ehe-Frau bey ihrem schon alten Mann erhielt, daß der jüngste Sohn die Erb-Folge bekam, worauf auch, welches mehr zu verwundern, der göttliche Segen erfolgete. Ferner finden wir auch ein Exempel hievon unter unseren Vorfahren, nemlich dem Groß-Fürsten Iwan Wasilewicz, seligster und

glor-

glor-würdigster Gedächtniß, welcher gewiß nicht allein dem Namen nach, sondern auch in der That groß gewesen, indem er unser Vaterland, so durch die Theilung der Kinder Wladimiri zergliedert worden, wiederum zusammen gebracht und befestiget. Dieser hat in der Succession nicht auf die Erstgeburt gesehen, sondern selbige nach seinem Willen eingerichtet, und zweymahl darinnen Aenderung getroffen, um sich einen tüchtigen Reichsfolger zu erkiesen, welcher das einmahl zusammen gebrachte und befestigte Vaterland, nicht wiederum zerfallen lassen möchte. Dann erstlich nennete er, mit Vorbeygehung seiner Söhne, seinen Enckel zum Successore, nachgehends aber verstieß er diesen wiederum, und gab seinem Sohne die Succession, wie hievon die Stepennaja folgende deutliche Nachricht giebt. 1722

„Anno 706. den 4. Febr. setzte der Groß-Fürst Jwan Wasilewicz seinen Enckel, den Fürsten Demetrium Jwanowicz zum" Reichs-Folger ein, welcher dann in Moscau von dem Metropoliten" Simon mit der Groß-Fürstlichen Crone gecrönet wurde. Anno" 710. den 11. Apr. erzürnete sich der Groß-Fürst Jwan Wasilewicz" über seinen Enckel den Fürsten Demetrium, verbot, in der Kirchen" seiner als Groß-Fürsten Erwehnung zu thun, und setzte ihn unter" Wache, den 14. April aber declarirte er seinen Sohn Wasilii Jwa-" nowicz zum Erben, und ließ ihn von eben dem Metropoliten" Simon crönen.„ Andere dergleichen Exempel finden sich gleichfals zur Gnüge: welche wir anjetzo der Kürtze halber übergehen, künfftighin aber im Druck besonders publiciren lassen werden.

Da wir nun in eben dieser Absicht im verwichenen 1714ten Jahre, aus Mitleiden gegen unsere Unterthanen, damit deren Privat-Häuser nicht etwan durch unwürdige Erben zu Grunde gerichtet werden möchten, zwar die ordre ergehen lassen, daß nur ein Sohn die unbeweglichen Güter erben solle, aber dabey der Eltern Willen anheim gestellet, welchem von ihren Söhnen sie solche Erbschafft in Ansehung ihrer Würdigkeit zuwenden wolten, ob auch gleich die Wahl, mit Vorbeygehung der älteren, auf den jüngsten fallen solte, wann sie selbigen dafür ansehen, daß er sein Erbtheil nicht verlüdern werde: So sind wir ja um so vielmehr verpflichtet, darauf zu sehen, daß unser Reich, welches durch GOttes Hülffe, wie jedermann in die Augen leuchtet, anjetzo um so viel weiter ausgebreitet ist, unversehret erhalten werde. Derohalben haben Wir vor gut angesehen, durch gegenwärtige Verordnung fest zu stellen, daß es jederzeit in des regierenden Landes-Herrn Willkühr stehen solle, nicht allein die Succession, wem er will, zuzuwenden, sondern auch den bereits designirten Successorem, wann er einige Untauglichkeit an ihm bemercket, wieder zu verändern, damit Unsere Kinder und Nachkommen dadurch im Zaum gehalten und abgeschrecket werden, in dergleichen Gottlosigkeiten zu verfallen. Befehlen demnach allen unsern getreuen Unterthanen, Geist- und Weltlichen Standes, ohne Ausnahme, sothane Unsere Verordnung bey GOTT und sei-

nem

1722 nem heiligen Evangelio zu beschweren, dergestalt, daß wer sich dagegen setzen oder selbige anders ausdeuten wolte, in Todes-Straffe und den Kirchen-Bann verfallen seyn solle. In Preobraxensky den 5. Februar. 1722.

Das Original obstehender Verordnung haben Ihro Kayserliche Majestät in dem Senat eigenhändig unterschrieben.

(L. S.)

PETRUS.

CCCXXXIII.

1726 Article secret du Traité d'Alliance defensive conclu à St. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse le 10. d'Août 1726.

SA Majesté Imperiale de Russie déclare, qu'elle, aussi bien que d'autres Puissances, se trouvent dans un engagement d'assister son très-cher Gendre, Son Altesse Royale le Duc de Slesvig-Holstein, pour obtenir une satisfaction équitable au sujèt de son ancien Patrimoine le Duché de Slesvig, usurpé sur lui depuis plusieurs années par la Couronne de Dannemarc, & du grand dommage qu'il en a souffert, & que par consequent elle songe absolument de quelle manière remplir effectivement cette obligation où Elle se trouve.

Et comme Sa Majesté Prussienne sera bienaise à l'avenir, de même que par le passé, que Son Altesse Royale ledit Duc soit, sans plus de delai, délivré des inconveniens qu'il a soufferts jusqu'ici; Aussi employera-t-Elle encore de son côté ses bons offices par tout où il sera convenable, afin que Son Altesse Royale, ledit Duc, parvienne le plutôt possible à un accommodement raisonnable & satisfaisant sur ce sujèt.

Mais en cas qu'on ne puisse pas obtenir le but desiré par des representations amiables, & que Son Altesse Royale le Duc soit d'intention de solliciter des secours plus efficaces, & de s'en servir actuellement; dans ce cas Sa Majesté Prussienne promet, qu'Elle observera une exacte neutralité, & ne se declarera point contre Son Altesse Royale. D'un autre côté Son Altesse s'offre à ne poin insister davantage sur cette Reservation qu'Elle a interposée auprès de Sa Majesté Imperiale des Romains au sujèt de l'Investiture du District de Stettin, mais plutot à s'en desister entièrement.

Sa Majesté Imperiale de Russie, en vertu de cet Article separé, se charge aussi, de disposer Monsieur le Duc, suivant cette stipulation, qu'il annulle & casse effectivement ladite Reservation.

En foi de quoi on a expedié, signé, scélé & échangé deux Exemplaires de même teneur de cet Article secret, qui sera du même pouvoir & effet, que s'il avoit été inseré mot à mot dans le Traité principal conclu ce jourd'hui. Fait à St. Petersbourg le 10. d'Août 1726.

CCCXXXIV.

Demetrii, Croatiæ, Dalmatiæque Ducis, Homagium fidelitatis, Gregorio VII. Pontifici præstitum, A. 1076.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis Anno Dominicæ incarnationis 1076. Indict. 14. mensis Octobris.

EGo Demetrius, qui & Suinimir nuncupor, D. G. Croatiæ, Dalmatiæque Dux à te Domino Gebizone ex Apostolicæ sedis legatione D. N. PP. Gregorii potestatem obtinente in Salonitana Basilica S. Petri Synodali, & concordi totius Cleri & populi electione de Croatorum, Dalmatinorumque Regni regimine per Vexillum, Ensem, Sceptrum, & Coronam investitus, atque constitutus Rex, tibi devoveo, spondeo, & polliceor, me incommutabiliter completurum omnia, quæ mihi sua Reverenda injunxit Sanctitas, videlicet, ut in omnibus, & per omnia Apostolicæ Sedi fidem observem, & quicquid hic in Regno, tam Apostolica sedes, quam sui Legati sanxerunt, aut sanxerint irrevocabiliter custodiam, justitiam excolam, Ecclesias defendam, Primitiæ, Decimæ, omniumque ad Ecclesiam pertinentium Procurator existam, vitæ Episcoporum, Presbyt. Diac. Subdiaconorumque, ut castè, & regulariter vivant, provideam; pauperes, viduas, atque pupillos protegam, parentellæ illicitam copulam destruens, legitimam dotem annulo, Sacerdotisque benedictione constituam, & constitutam corrumpi non permittam, hominum venditionem contradicam, atque in omnibus, quæ ad restitutionis statum congruunt, Deo auctore, me æquum exhibeam, ducentorum quoque Bizantinorum tributum meorum omnium consultu primatum S. Petro per singulos annos, in Resurrectione Domini de mihi concesso Regno, persolvendos statuo, & ut post me regnaturi hoc idem perpetuo servent censeo, corroboro, atque sancio. Dono insuper, concedo, atque confirmo Apostolicæ Sedi S. Gregorii Monasterium, cui Vrana est vocabulum, cum omni suo Thesauro, scilicet cum capsa argentea reliquias sacri corporis ejusdem B. Gregorii continente, cum duabus crucibus, cum calice & patena, cum duabus coronis aureis gemmis ornatis, cum Evangeliorum textu de argento, cumque omnibus suis mobilibus, & immobilibus bonis, ut S. Petri legatis semper sit ad Hospitium & omnino in potestate eorum. Hoc tamen interposito tenore, ut nulli alii potestati detur, sed omni tempore S. Petri sit proprium, & à me, meisque successoribus defensum, atque ab omni homine liberum & securum. Cujuscumque autem audacia temerario ausu præfatum Monasterium ei assignato Thesauro privaverit, terribilem illam judicis vocem, quam Diabolus cum suis Angelis auditurus est, audiat. 1076

Præterea cum Deo servire, regnare est vice B. Petri, & D. N. PP. Gregor. atque post se successorum in Apostolica Sede, me suis manibus committo, & commendo, hanc fidelitatem sacramento stabilio.

1076 ſtabilio. Ego, inquam, Demetrius, qui & Suinmur D. G. & Apoſtolicæ Sedis dono Rex ab hac hora in antea S. Petro & D. meo PP. Greg. ſuisque ſucceſſoribus canonice intrantibus ero fidelis, & ut ipſe ſive poſt eum futuri Pontifices, ſive Legati eorum vitam aut membra perdant, aut capiantur, neque in conſilio, neque in facto ero, & conſilium quod mihi crediderint, ad illorum damnum ſcienter nulli intimabo, Regnum autem, quod mihi per manum ſuam D. Gebizo traditur, fideliter retinebo, & illud, ſuumque jus Apoſtolicæ Sedi aliquo ingenio, aliquando non ſubtraham, D. meum PP. Gregorium & ſuos ſucceſſores, atque Legatos ſi in meam poteſtatem venerint honorificè ſuſcipiam, & honeſte tractabo, & remittam, & undecumque me invitaverint, prout potero, eis ſimpliciter ſerviam.

CCCXXXV.
Mathildis Comitiſſæ Donatio S. R. Eccleſiæ facta, Anno 1102.

In nomine Sanctæ & individuæ Trinitatis.

1102 ANno ab incarnatione Domini noſtri Jeſu Chriſti milleſimo centeſimo ſecundo, quinto decimo die Kalendas Decembris, Indictione decima, tempore Domini Gregorii ſeptimi Papæ in Lateranenſi Palatio in Capella Sanctæ Crucis, in præſentia Cencii Frangipani, Gratiani, Cencii Franculini & Alberici de Petro Leone & Benincaſa fratris ejus, Alberti *a)* de Tuſcio, & aliorum plurium. Ego *b)* Mathilda Dei gratia Comitiſſa, pro remedio animæ meæ, & parentum meorum, dedi & obtuli Eccleſiæ Sancti Petri per interventum Domini Gregorii Papæ Septimi omnia bona mea jure proprietario, tam quæ tunc habueram, quam ea, quæ in antea acquiſitura eram, ſive jure ſucceſſionis, ſive alio quocumque jure ad me *c)* pertinentia; & tam ea quæ ex hac parte montium habebam, quam illa, quæ in Ultramontanis partibus ad me pertinere videbantur. Omnia (ſicut dictum eſt) per manum Domini Gregorii Papæ Septimi Romanæ Eccleſiæ dedi & tradidi & Chartulam inde fieri rogavi. Sed quia chartula nusquam apparet, & timeo ne donatio & oblatio mea in dubium revocetur: Ideo ego quæ *d)* ſupradicta Comitiſſa Mathilda iterum a præſenti die dono & offero, eidem Romanæ Eccleſiæ per manum Bernardi Cardinalis & Legati ejusdem Romanæ Eccleſiæ, ſicut in *e)* tempore dedi per manum Domini Gregorii, omnia bona mea, tam quæ nunc habeo, quam quæ in poſterum Deo propitio acquiſitura ſum, & *f)* tam quæ ex hac parte montium, quam in Ultramontanis partibus habeo, quam quæ in poſterum Deo propitio acquiſitura ſum alio quocumque jure, pro mercede, & remedio animæ meæ & parentum meorum. Quæ autem iſta bona mea juris mei ſuperius dicta

a) de Tuſcia. *b)* Mathildis. *c)* pertinens. *d)* ſupra. *e)* in illo tempore. *f)* tam ea quæ.

-cta, una cum *g)* acceſſionibus & ingreſſibus ſeu ſuperioribus, ſeu inferioribus, qualiter ſupra legavi: *h)* in integro ab hac die eidem Eccleſiæ dono & offero, & per præſentem chartulam offertionis itidem habenda confirmo. 1102

Inſuper per cultellum, feſtucam nodatam, guandonem & *i)* gurraſcionem terræ atque ramum arboris, & me exinde foras expuli *k)* garpini, & abſentem me feci, & a parte ipſius Eccleſiæ *l)* habenda reliqui facienda exinde Papæ aut cui Papa illius Eccleſiæ dederit a præſenti die quidquid voluerit, ſine omni mea & hæredum & prohæredum meorum contradictione. Si quid vero, (quod futurum eſſe non credo) ſive ego Comitiſſa Mathilda, (quod abſit) aut ullus de hæredibus, aut *m)* prohæredibus ſeu quælibet appoſita perſona contra hanc chartulam *n)* offertionis quandoque agere tentaverimus, aut eam per quodvis ingenium infringere quæſierimus; tunc inferremus in illam partem, contra quam exinde litem inferre contulerimus mulctam, *o)* hoc eſt pœnam, auri optimi libras mille, argenti pondera quatuor millia, & *p)* quod reperierimus, vendicare non valeamus. *q)* Sed ut præſens hæc chartula offertionis omnibus temporibus firma permaneat, atque perſiſtat, *r)* eam pergamenam cum atramento de terra levavi, *s)* paginam Quidoni Notario tradidi, & ſcribere rogavi, *t)* atque ſubter confirmans, teſtibus obtuli roborandam. Actum Canuſii feliciter.

u) MATHILDA, quicquid eſt in hac charta a me facta ſubſcripſi.

x) Ego ADERICUS Judex interfui & ſubſcripſi.

y) Ego UBALDUS, Judex interfui & ſubſcripſi.

Signum manus ATTONIS de Monte Burranzonis, & BONVICINI de Canuſio, rogati teſtes.

Ego GUIDO Notarius, Palatii ſcriptor hujus chartulæ offertionis, poſt traditam complevi & dedi.

g) acceſſionibus ſeu cum ſuperioribus & inferioribus ſuarum. *h)* in integrum & ab ea die in eadem Eccleſia. *i)* vaſcionem. *k)* garpivi. *l)* habendam reliqui fa i ndum exinde pars ipſius. *m)* prohæredibus meis. *n)* quandoque offerſionis ire agere tentaverimus, aut tam. *o)* quod eſt pœna. *p)* quo. *q)* ſed præſens. *r)* & pergamena cum atramentario. *s)* paginæ Guidonis Notarii *t)* in qua ſubter. *u)* Mathilda Dei gratia ſi quid eſt in &c. *x)* Ego Ardericus &c. *y)* Ego Ulbadus &c.

CCCXXXVI.

Alphonſi I. Regis Portugalliæ Conſtitutio de Inſignibus Regni Portugalliæ, A. 1152.

EGo Alphonſus Portugalliæ Rex, filius illuſtris Comitis Henrici, nepos magni Regis Alphonſi, coram vobis bonis viris, Epi- 1152

 ſcopo

1152 scopo Bracarensi, & Episcopo Calibriensi, & Theutonio, reliquisque Magnatibus Officialibus, vasallis Regni mei, in hac Cruce ærea, & in hoc libro sanctissimorum Evangeliorum juro cum tactu manuum mearum, quod ego miser peccator vidi hisce oculis indignis verum Dominum nostrum Jesum Christum, in Cruce extensum in hac forma. Ego eram ultra Tagum in agro antiquo, ut pugnarem cum Ismaele, & aliis quatuor Regibus Maurorum habentibus secum infinita millia, & gens mea timorata propter multitudinem erat fatigata, & multum tristis, in tantum, ut multi dicerent esse temeritatem inire bellum, & ego tristis de eo, quod audiebam cœpi mecum cogitare quid agerem, & habebam unum librum in meo papilione in quo erat inscriptum Testamentum antiquum, & Testamentum Jesu Christi; aperui illum, & legi victoriam Gedeonis, & dixi intra me: Tu scis, Domine Jesu Christe, quia pro tuo amore suscepi bellum illud contra inimicos tuos, & in manu tua est dare mihi, & meis fortitudinem ut vincamus illos blasphemantes nomen tuum, & sic dicens dormivi supra librum, & videbam virum senem ad me venientem dicentemque: Adelfonse confide, vinces enim, debellabisque Reges istos infideles, conteresque potentiam illorum, & Dominus noster ostendet se tibi. Dum hæc video, accedit Joannes Ferdinandus de Jousa Vassallus de meo cubiculo, dixitque: Surge Domine mi, adest homo senex, vult tecum loqui. Ingrediatur, dixi, si fidelis est; Ingressus ad me agnovi esse illum, quem in visionem videram, qui dixit mihi, Domine, bono animo esto, vinces, & non vinceris, dilectus es Domino; posuit enim super te, & super semen tuum post te oculos misericordiæ suæ, usque in sextam decimam generationem, in qua attenuabitur proles, sed in ipsa attenuata ipse respiciet, & videbit; ipsemet jubet indicare tibi, quod tum audieris sequenti nocte tintinabulum romitorii mei, in quo vixi sexaginta sex annis, inter infideles servatus favore altissimi, egrediaris extra castra solus sine arbitris, ut ostendat tibi pietatem suam multam, parui, & reverenter in terra positus, & nuntium, & mittentem veneratus sum, & dum in oratione positus sonitum expectarem secunda noctis vigilia, & tintinabulum audivi & ense & scuto armatus egressus sum extra castra vidique subito a dextra parte orientem versus micantem radium, & paulatim splendor crescebat in majus, & dum oculos in illam partem efficaciter pono, ecce in ipso radio clarius sole, signum crucis adspicio, & Jesum Christum in ea crucifixum & ex una & ex altera parte multitudinem juvenum candidissimorum, quos Angelos fuisse credo, quam visionem dum video deposito ense & scuto relictisque vestibus, & calceamentis, pronus in terram me projicio, lacrymisque abunde missis, cœpi rogare pro conservatione vasallorum meorum, dixique turbatus: Quid tu a me Domine? credenti enim fidem vis augere; melius est, ut te videant infideles & credant, quam ego qui a fonte baptismatis te Deum verum Filium virginis, & patris æterni agnovi & cognosco, erat

autem

autem crux miræ magnitudinis & elevata a terra quasi decem cubitos. Dominus suavi vocis sono, quam indignæ aures meæ perceperunt, dixit mihi: Non ut fidem tuam augeam hoc modo apparui tibi, sed ut corroborem cor tuum in hoc conflictu & initio regni tui super firmam petram stabilirem. Confide, Alphonse, non enim solum hoc certamen vinces, sed omnes alios, in quibus contra inimicos Crucis pugnaveris; gentem tuam invenies alacrem ad bellum & fortem, petentem, ut sub Regis nomine in hac pugna ingrediaris, nec dubites, sed quicquid petierint, libere concede, ego enim ædificator, & dissipator imperiorum, & Regnorum sum, volo enim in te, & in semine tuo imperium mihi stabilire, ut deferatur nomen tuum in exteras gentes, & ut agnoscant successores tui datorem Regni. Insigne tuum ex pretio quo ego humanum genus emi, & ex eo quo ego a Judæis emptus sum compones, & erit mihi Regnum sanctificatum, fide purum, & pietate dilectum. Ego ut hæc audivi humi prostratus adoravi dicens: Quibus meritis, Domine, tantam mihi annuntias pietatem? quicquid jubeas, faciam, & tu in mea prole quam promittis oculos benignos pone, gentemque Portugallensem salvam custodi, & si contra eos aliquod paraveris malum, verte potius illud in me, & successores meos; & populum, quem tanquam unicum filium diligo, absolve. Annuens Dominus inquit, non recedat ab eis, neque a te unquam misericordia mea, per illos enim paravi mihi messem multam, & elegi eos in messores meos in terris longinquis. Hæc dicens, disparuit, & ego fiducia plenus, & dulcedine redii in castra; & quod taliter fuerit, juro Ego Alphonsus Rex per sanctissima Jesu Christi Evangelia hisce manibus tacta, idcirco præcipio successoribus meis in perpetuum futuris, ut scuta quinque in crucem partita, propter crucem & quinque vulnera Christi in insigne ferant, & in unoquoque triginta argenteos, & super serpentem Moysis ob Christi figuram, & hoc sit memorabile monstrum in generatione nostra, & si quis aliud tentaverit, a Domino sit maledictus, & cum Juda traditore in infernum maceratus. Facta Carta Calim. III. Kal. Novembris 1152. Ego Adelfonsus Rex Portugalliæ I. Calim. Episcopus I. Bracarensis Metropolis T. prior, Ferdinandus Petri Curiæ signifer, Velascus Sancii &c. 1152

CCCXXXVII.

Adriani IV. Pontif. Concessio Regi Anglorum Henrico II. facta de occupanda Hybernia sub annuo censu, Anno 1155.

ADRIANUS Episcopus Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo filio, illustri Anglorum Regi salutem & Apostolicam benedictionem. Laudabiliter & satis fructuose de glorioso nomine tuo propagando in terris, & æternæ felicitatis præmio cumulando in cœlis tua magnificentia cogitat, dum ad dilatandos Ecclesiæ terminos, ad declarandum indoctis & rudibus populis Christia- 1155

1155 næ fidei veritatem, & vitiorum plantaria de agro Dominico extirpanda, ficut Catholicus Princeps intendis, & ad id convenientius exequendum, confilium Sedis Apoftolicæ exigis & favorem. In quo facto, quanto altiori confilio, & majori difcretione procedis, tanto in eo feliciorem progreffum te, parante Domino, confidimus habiturum. Significafti fiquidem nobis, fili in Chrifto chariffime, te Hyberniæ infulam, ad fubdendum populum legibus Chriftianis, & vitiorum inde plantaria extirpanda velle intrare, & de fingulis domibus annuam unius denarii beato Petro velle folvere penfionem, ita & jura Ecclefiarum illius terræ illibata, & integra confervare. Nos autem pium & laudabile defiderium tuum favore congruo profequentes, & petitioni tuæ benignum impendentes affenfum, gratum & acceptum habemus, ut pro dilatandis Ecclefiæ terminis vitiorum reftringendo difcurfu, pro corrigendis moribus & virtutibus inferendis, pro Chriftianæ religionis augmento, infulam illam ingrediaris, & quæ ad honorem Dei & falutem illius terræ fpectaverint, exequaris; & illius terræ populus te recipiat, & ficut Dominum veneretur, jure ecclefiarum illibato & integro permanente, & falva beato Petro de fingulis domibus annua unius denarii penfione. Sane omnes infulas, quibus fol juftitiæ Chriftus illuxit, & quæ documenta fidei Chriftianæ fufceperunt ad Jus Sancti Petri & facrofanctæ Romanæ Ecclefiæ (quod tua etiam nobilitas recognofcit) non eft dubium pertinere. Si ergo quod animo concepifti effectu duxeris profequente complendum, ftude gentem illam bonis moribus informare, & agas tam per te, quam per illos, quos ad hoc, fide, verbo & vita idoneos effe perfpexeris, ut decoretur ibi Ecclefia, plantetur, & crefcat fidei Chriftianæ Religio, & quæ ad honorem Dei & falutem pertinent animarum, taliter ordinentur: ut & a Deo fempiternæ mercedis cumulum confequi merearis, & in terris gloriofum nomen valeas in fæculis obtinere.

CCCXXXVIII.

Conceffio Innocentii III. Pont. Petro Aragonum Regi facta de coronatione fua, A. 1204.

1204 CUM quanta gloria, & honore, impendiis, & applaufu, Regium Romæ, de manu mea in Monafterio B. Pancratii, fufceperis diadema, poftquam per venerabilem fratrem noftrum Petrum Portuenfem Epifcopum in Regem te fecimus coronari, tua fublimitas non ignorat. Ut dilectionis autem affectum, quam ad tuam habemus perfonam, per exhibitionem operis evidentius monftraremus, Regalia infignia univerfa, mantum videlicet, colobium, fceptrum, & pomum, coronam, & mitram ad opus tuum non minus pretiofa, quam fpeciofa fecimus præparari: & ea liberaliter tibi donavimus in fignum gratiæ fpecialis. Tu vero tamquam Princeps, & Catholicus Rex fuper Altare Beati Petri Apoftolorum Principis Regnum tuum nobis, & per nos Sedi Apoftolicæ, cum multo devotionis affectu, per Privilegii paginam obtulifti: illud ei conftituens

in perpetuum censuale, firmiter promittendo, quod juramentum 1204
fidelitatis, & obedientiæ in coronatione tua nobis exhibitum inviolabiliter observabis: & ad illud exhibendum, & observandum successores tuos obligari volebas. Nos igitur gratiam tuam nobis exhibitam ad successores derivari volentes, præsentium auctoritate concedimus, ut cum ipsi decreverint coronari a Sede Apostolica requirentes, de speciali mandato per Tarraconensem Archiepiscopum apud Cæsaraugustam solemniter coronentur: præstita super prædictis idonea cautione. Et quoniam Jure civili cautum est, ut mulieres maritorum honoribus decorentur, præsenti auctoritate concedimus, ut per manus ejusdem Archiepiscopi eis liceat coronari. Nulli ergo &c. nostræ Concessionis &c. Si quis autem &c.

CCCXXXIX.

Deditio totius Regni Angliæ & Hyberniæ in Clientelam S. R. Ecclesiæ per Johannem Regem facta, Anno 1208.

JOHANNES Dei Gratia Rex Angliæ &c. universitati vestræ per 1208
hanc Chartam aurea Bulla nostra munitam volumus esse notum, quod cum Deum & matrem nostram Sanctam Ecclesiam offenderimus in multis, & proinde divina misericordia indigere noscamus, nec quid quod digne offerre possimus pro satisfactione Deo & Ecclesiæ facienda nisi nos ipsos habeamus & Regna nostra, volentesque nos ipsos humiliare pro illo qui se pro nobis humiliavit usque ad mortem, gratia Sancti Spiritus inspirante, non vi inducti, aut timore coacti, sed nostra bona & spontanea voluntate, ac communi Consilio Baronum nostrorum offerimus & libere concedimus Deo & sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo & sanctæ Romanæ Ecclesiæ matri nostræ ac Domino nostro Papæ Innocentio tercio, ejusque Catholicis successoribus, totum Regnum Angliæ, & totum Regnum Hyberniæ cum omni jure ac pertinentiis pro remissione omnium peccatorum nostrorum & totius generis nostri tam pro vivis quam pro defunctis: Et amodo illa a Deo & Ecclesia Romana tanquam feodarius recipientes ac tenentes. In præsentia venerabilis Patris Domini Nicolai Tusculanensis Episcopi Apostolicæ Sedis Legati & Pantulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris, fidelitatem prædicto Domino nostro Papæ Innocentio ejusque Catholicis successoribus ac Ecclesiæ Romanæ secundum subscriptam formam fecimus & juravimus, Homagium & ligium fecimus pro prædictis Regnis Domino nostro Papæ Innocentio per manus prædicti Legati loco & vice ipsius Domini Papæ recipientis publice; successores & hæredes nostros de uxore procreatos in perpetuum obligantes, ut simili modo Summo Pontifici qui pro tempore fuerit & Ecclesiæ Romanæ sine contradictione debeant fidelitatem præstare, & homagium recognoscere. Ad indicium autem hujus rei & nostræ perpetuæ obligationis & concessionis nostræ volumus &

1208 & stabilimus ut de propriis & specialibus redditibus prædictorum Regnorum nostrorum pro omni servitio & consuetudine quod pro ipsa satisfacere debemus, salvo per omnia denario Sancti Petri, Ecclesia Romana mille marcas Sterlingorum percipiat annuatim, scilicet in festo Sancti Michaelis septingentas marcas pro Regno Angliæ & trecentas pro Regno Hyberniæ; salvis nobis & hæredibus nostris justicia, libertatibus & regalibus nostris. Quæ omnia sicut prædicta sunt rata esse volentes, & perpetuo obligamus firmiter nos & successores nostros contra non venire; & si nos vel aliquis nostrorum successorum contra hæc aliquid attemptare præsumpserit, quicunque fuerit ille, nisi commonitus resipuerit, cedat a jure Regni. Et ut hæc Charta obligationis & concessionis nostræ semper firma permaneat, in ejus rei testimonium &c.

Ego Johannes Dei gratia Rex Angliæ &c. ab hac hora in antea fidelis ero Deo & Beato Petro & Ecclesiæ Romanæ ac Domino meo Innocentio Papæ tertio ejusque successoribus Catholice intrantibus; nec ero in facto, dicto, consensu vel consilio ut vitam perdant vel membra, vel mala captione capiantur, & damnum eorum quod sciverim impediam, & removere faciam si potero. Alioqui eis quam citius potero intimabo, vel tali personæ dicam, quam eis credo pro certo dicturam. Consilium quod mihi crediderint per se vel per Nuntios seu per Literas suas tenebo secrete, & ad eorum damnum nulli pandam, me sciente, patrimonio Beati Petri & specialiter Regni Angliæ & Regni Hyberniæ adjutor ero ad defendendum & tenendum contra omnes homines pro posse meo. Sic me Deus adjuvet & sancta Dei Evangelia.

CCCXL.

Literæ Johannis Regis Angliæ, quibus Regna sua feudataria & censualia constituit S. R. Ecclesiæ, A. 1213.

1213 JOANNES Dei gratia Rex Angliæ &c. omnibus Christi fidelibus hanc Chartam inspecturis, salutem in Domino. Universitati vestræ per hanc Chartam sigillo nostro munitam volumus esse notum quod cum Deum & matrem nostram Sanctam Ecclesiam offenderimus in multis, & proinde divina misericordia plurimum indigeamus, nec quid digne offerre possimus pro satisfactione Deo & Ecclesiæ debita facienda, nisi nosmet ipsos humiliemus & Regna nostra volentes nos ipsos humiliare, pro illo qui se pro nobis humiliavit usque ad mortem gratia Sancti Spiritus inspirante, non vi interdicti, nec timore coacti, sed nostra bona spontaneaque voluntate ac communi Consilio Baronum nostrorum conferimus, & libere concedimus Deo & Sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo & Sanctæ Romanæ Ecclesiæ matronæ nostræ, ac Domino Papæ Innocentio, ejusque Catholicis successoribus totum Regnum Angliæ & totum Regnum Hyberniæ cum omni Jure & pertinentiis suis pro remissione omnium peccatorum nostrorum, & totius generis nostri, tam pro vivis, quam pro defunctis: & amodo illa ab eo & Ecclesia

cleſia Romana, tanquam ſecundarius recipientes & tenentes ; in 1213
præſentia prudentis viri Pantulphi Domini Papæ Subdiaconi & familiaris exinde prædicto Domino Papæ Innocentio ejusque Catholicis ſucceſſoribus & Eccleſiæ Romanæ ſecundum ſubſcriptam formam fecimus & juravimus & homagium ligium in præſentia Pantulphi : ſi coram Domino Papa eſſe poterimus eidem faciemus ſucceſſores noſtros & hæredes de uxore noſtra in perpetuum obligantes, ut ſimili modo ſummo Pontifici, qui pro tempore fuerit & Eccleſiæ Romanæ, ſine contradictione debeant fidelitatem præſtare, & Homagium recognoſcere. Ad indicium autem hujus noſtræ perpetuæ obligationis & Conceſſionis, volumus & ſtabilimus, ut de propriis & ſpecialibus redditibus noſtris prædictorum Regnorum pro omni ſervitio & Conſuetudine quæ pro ipſis facere debemus, ſalvis per omnia denariis Beati Petri, Eccleſia Romana mille marcas Eſterlingorum percipiat annuatim: in feſto ſcilicet Sancti Michaelis quingentas marcas, & in Paſcha quingentas; ſeptingentas ſcilicet pro Regno Angliæ, & trecentas pro Regno Hyberniæ: ſalvis nobis & Hæredibus noſtris, juſticiis, libertatibus & regalibus noſtris. Quæ omnia ſicut ſupra ſcripta ſunt, rata eſſe volentes atque firma; obligamus nos, & ſucceſſores noſtros contra non venire, & ſi nos vel aliquis ſucceſſorum noſtrorum contra hæc attentare præſumpſerit quicunque ille fuerit, niſi rite commonitus reſipuerit, cadat a jure Regni. Et hæc Charta obligationis & conceſſionis noſtræ ſemper firma permaneat. Teſte me ipſo apud Domum militum Templi juxta Doveram, coram H. Dublinenſi Archiepiſcopo Joanne Norwicenſi Epiſcopo, Galfrido filio Petri, W. Comite Sariſberiæ, Wilielmo Comite Penbroc, R. Comite Bononiæ, W. Comite Warennæ, S. Comite Winton, W. Comite Arundel, W. Comite de Ferrariis, W. Briwere, Petro filio Hereberti, Warino filio Geroldi, XV. die Maji, Anno Regni noſtri decimo quarto.

CCCXLI.

Juramentum fidelitatis per Johannem Anglorum Regem S. R. Eccleſiæ factum, A. 1213.

EGo Joannes Dei gratia Rex Angliæ, & Dominus Hyberniæ, ab hac hora & in antea fidelis ero Deo & Beato Petro & Eccleſiæ Romanæ, Domino meo Papæ, Domino Innocentio, ejusque ſucceſſoribus catholice intrantibus. Non ero in facto, in dicto, conſenſu vel conſilio ut vitam perdant, vel membra vel mala captione capiantur. Eorum damnum ſi ſcivero, impediam, & remanere faciam ſi potero : alioquin eis quam citius potero intimabo, vel tali perſonæ dicam, quam eis credam pro certo dicturam. Conſilium quod mihi crediderint, per ſe vel per Nuncios ſuos, ſeu Literas ſuas, ſecretum tenebo ; & ad eorum damnum nulli pandam me ſciente. Patrimonium Beati Petri, & ſpecialiter Regnum Angliæ & Regnum Hyberniæ adjutor ero ad tenendum & defendendum, contra omnes homines pro poſſe meo. Sic me adjuvet

1213 Deus, & hæc Sancta Evangelia. Teste me ipso apud Domum militiæ Templi juxta Doveram coram Domino Henrico Archiepiscopo Dublinensi, Domino Joanne Episcopo Norvicensi, Galfrido filio Petri Comitis Essex, Justiciario nostro Wilelmo Comite Saresberiensi fratre nostro, W. Marescallo Comite Pembroc, R. Comite Bonon. W. Comite Varenæ, G. Comite Wintoniensi, W. Comite Arundell. W. Comite de Ferrariis, W. Bronbert, Petro filio Herberti, Warino filio Geroldi, XV. die Maji, Anno Regni nostri XIV.

CCCXLII.

Innocentii III. Papæ Epistola, qua Regnum Angliæ in feudum tributarium oblatum acceptat, An. 1214.

1214 REX Regum, & Dominus Dominantium JESUS CHRISTUS, Sacerdos in æternum, secundum ordinem Melchisedech, ita Regnum & Sacerdotium in Ecclesia stabilivit, ut sacerdotale sit Regnum, & Sacerdotium sit Regale, sicut in Epistola Petrus, & Moyses in Lege testantur; unum præficiens universis quem suum in terris Vicarium ordinavit, ut sicut ei flectitur omne genu Cœlestium, terrestrium, & etiam infernorum, ita illi omnes obediant & intendant, ut sit unum Ovile, & unus Pastor. Hunc itaque Reges Sæculi propter Deum adeo venerantur, ut non reputent, se rite regnare, nisi studeant ei devote servire. Quod tu, fili charissime, prudenter attendens, illo misericorditer inspirante, in cujus manu sunt corda Regum, & quo voluerit, vertit illa; te ipsum, & Regna tua etiam temporaliter ei subjicere decrevisti, cui noveras spiritualiter esse subjecta; ut in unam Vicarii Christi personam, quasi corpus & anima, Regnum & Sacerdotium uniantur ad magnum utriusque commodum & augmentum. Ille utique hoc dignatus est operari, qui cum sit Alpha & Omega finem retulit ad principium, & principium protraxit ad finem, ut illæ Provinciæ quæ olim Sacrosanctam Ecclesiam Romanam propriam in spiritualibus habuere Magistram, nunc etiam in temporalibus Dominam habeant specialem. Tu quippe, quem Deus ad hoc idoneum Ministrum elegit, tam te, quam etiam Regna tua, Angliæ videlicet, & Hyberniæ, cum omni jure ac pertinentiis suis devota & spontanea voluntate, ac communi Consilio Baronum tuorum, Deo & Sanctis Apostolis ejus, Petro & Paulo, sanctæque Romanæ Ecclesiæ, nobisque ac successoribus nostris, in jus & proprietatem sub annuo mille marcharum censu offerens concessisti, sicut in tuo continetur Authentico scripto aurea Bulla munito, cujus de verbo ad verbum talis tenor existit:

Fiat insertio.

Nos autem Oblationem & Concessionem hujusmodi pie ac provide factas, gratas & ratas habentes, personam tuam, & personas hæredum tuorum cum prædictis Regnis & pertinentiis eorundem & omnibus bonis aliis rationabiliter nunc possessis & inposterum possidendis,

ſidendis, ſub B. Petri & noſtra Protectione ſuſcipimus, Tibi & ipſis 1214
ſecundum præſcriptam formam de communi conſilio fratrum noſtrorum ſupradicta Regna concedentes in feudum, & præſenti Privilegio confirmantes, ita quod quilibet hæredum tuorum cum Regni coronam acceperit, feudum hujusmodi Summo Pontifici & Romanæ Eccleſiæ publice recognoſcat, & fidelitatis eis exhibeat juramentum. Nulli ergo &c.

Ego Innocentius Catholicæ Eccleſiæ Epiſcopus.
Ego Joannes Sabinenſis Epiſcopus.
Ego Hugo Velletrenſis & Hoſtienſis Epiſcopus.
Ego Ben..... Portuenſis & S. Rufinæ Epiſcopus.
Ego Cinthius Tituli S. Laurentii in Lucina Presbyter Cardinalis.
Ego Cinthius S. S. Joannis & Pauli Presbyter Card. Tituli Pammachii.
Ego Petrus Tituli Sancti Marcelli Presbyter Cardinalis.
Ego Leo Tituli S. Crucis in Hieruſalem Presbyter Cardinalis.
Ego Pet. S. Pudentianæ Tituli Sancti Paſtoris Presbyter Cardinalis.
Ego Guala, S. Martini Presbyter Cardinalis Tituli Equicii.
Ego Johannes Tituli S. Praxedis Presbyter Cardinalis.
Ego Guido S...... in carcere Tulliano Diaconus Cardinalis.
Ego Victorianus SS. Sergii & Bacchi Diaconus Cardinalis.
Ego Johannes SS. Coſmæ & Damiani Diaconus Cardinalis.

Datum Romæ apud S. Petrum per manus Rainaldi Domini Innocentii Acolythi & Cappellani, XI. Kalend. Maji. Indict. II. Incarnationis Domini Anno MCCXIV. ejusdem Domini Innocentii Anno XVII.

CCCXLIII.

Oblatio inſulæ Man in feudum tributarium, S. R. Eccleſiæ facta a Reginaldo Rege, A. 1219.

SANCTISSIMO Patri & Domino Honorio Dei gratia ſummo Pontifici REGINALDUS Rex Inſularum commendationem cum oſculo pedum. Noverit Sancta Paternitas veſtra, quod nos, ut participes ſimus bonorum quæ fiunt in Eccleſia Rom. admonitionem & exhortationem dilecti Patris Domini P. Norwicen. electi, Camerarii & Legati veſtri, dedimus & obtulimus, nomine Eccleſiæ Romanæ & veſtro, & Catholicorum veſtrorum ſucceſſorum, Inſulam noſtram de Man, quæ ad nos jure hæreditario pertinet, & de qua nulli tenemur aliquod ſervitium facere; & deinceps nos & hæredes noſtri in perpetuum tenebimus in feudum dictam Inſulam ab Eccleſia Rom. & faciemus ei per hoc homagium, & fidelitatem. Et in recognitionem Dominii nomine Cenſus, nos & hæredes noſtri in perpetuum annuatim ſolvemus Eccleſiæ Rom. duodecim marcas Sterlingorum in Anglia apud Abbatiam de Furnis Ciſtercien. Ordinis in feſto Purificationis B. Mariæ. Et ſi non eſſet ibi aliquis ex parte veſtra, vel ſucceſſorum veſtrorum, deponentur dictæ duodecim Marchæ per nos & hæredes noſtros penes Abbatem 1219

1219 Abbatem, & Conventum Ecclesiæ Romanæ nomine. Hanc donationem & oblationem dictus Dominus Legatus recepit ad voluntatem & beneplacitum vestrum, & post receptionem factam ab eo sic ipse Dominus Legatus dictam Insulam dedit mihi & hæredibus meis in feudum perpetuo possidendam & tenendam nomine Ecclesiæ Romanæ, & me inde per annulum aureum investivit &c. Actum Lond. in domo militiæ Templi XI. Kal. Octobr. Anno Domini millesimo ducentesimo decimo nono. Et ne super his aliquando possit dubitari, has Litteras fieri fecimus, & sigillo nostro muniri.

CCCXLIV.

Donatio Dominii Culmensis, Ordini Teutonico facta, a Conrado Masoviæ Duce, A. 1230.

1230 EGO CONRADUS Divina miseratione Dux Masoviæ & Cujaviæ, cunctis præsentibus & futuris, scriptum præsens inspecturis, notum esse volo, quod cum Pruteni & alii Christiani nominis inimici magnam partem Terrarum mearum ipsis adjacentium deprædationibus, incendiis tam Ecclesiarum, quam aliorum locorum, interfectionibus ac captivationibus virorum, mulierum & permultorum, peccatis hominum, qui altissimum in suis vanitatibus irritaverunt exigentibus, miserabiliter divina permissione vastaverint, eorumque qui Christum oderunt, semper ascendens & superascendens superbia invaluerit, adeo ut nec ad hoc ipsum in membris vivis persequi cessent, aut desistant; non solum res, imo magis ipsum sanguinem fidelium, inter infinitas & horrendas auditu & dictu abusiones, quas in contumeliam exercent Creatoris, sitientes; sperans per viros Religiosos manum Domini, quæ nos tetigit, & flagellum indignationis suæ placare, ejusque favente gratia, quæ suis adesse consuevit per Christi milites, quorum spes, virtus & gloria Deus est, brachium fortitudinis Saracenorum conterendum; salutis animæ meæ ac meorum, æternæque retributionis intuitu, ac ob defensionem fidelium in Polonia, uxore mea Agasia, filiisque meis Boleslao, Casimiro, Zemovito, expresse de bona & spontanea voluntate consentientibus, accedente quoque consilio & consensu Episcoporum, Magnatum & Majorum terræ meæ dedi & contuli Hospitali Sanctæ Mariæ Domus Teutonic. & fratribus ejusdem Domus, totum & ex integro Culmense territorium, cum omnibus suis attinentiis, ab eo loco, ubi Drivenca egreditur terminos Prussiæ, & per decessum ejusdem fluminis usque in Vislam, & in decessu Vislæ usque ad Ossam, & per ascensum Ossæ usque ad terminos Prussiæ, in veram ac perpetuam proprietatem possidendum, pleno jure, cum omni libertate; totam terram cum aquis, aquarumque decursibus, stagnis, paludibus, montibus, vallibus, saltibus, nemoribus, sylvis, arbustis, pratis, pascuis omnibus, cultis & incultis, viis & inviis, cum omnium meorum libera & plena utilitate & fructu, quæ in prædictis omnibus sunt, vel fuerint inventa, apparentia, vel inculta, & specialiter

ſpecialiter ſive aurum, ſive argentum, vel alia quæcumque ſpecies 1230
æris vel metallorum aut gemmarum, fontes vel venæ ſalis & quicquid omnino in Terra vel ſupra, vel in aquis inventum fuit, Caſtores & omnes venationes quarumque ferarum; piſcationes quoque piſcium omnis generis, cum ipſis aquis prædictis, & omni eorum proventu & utilitate in piſcationibus, navigiis, paſſagiis, pontibus, molendinis & inſulis cum villis & caſtris, oppidis, grangiis, foris, monetis, pedagiis, theloneis, terrarum & aquarum, & omnino cum omnibus continentis intra limites prædictas & pleno jure & integra libertate, ipſorum etiam limitum, ſine qualibet diminutione, cum omni honore & jurisdictione, perfecto ac vero Dominio, proprietate ac poſſeſſione omnium prædictorum, & aliorum omnium, quæ in Privilegiis largitionum, in favorabiles quaslibet perſonas vel loca, in favorem, commodum & cautelam eorum, quibus confertur, conſcribi ſolent aut poſſunt, ita ut beneficium meæ collationis, largiſſimam ad omne commodum, honorem & utilitatem Domus & fratrum meorum recipiat interpretationem. Nihil prorſus juris, utilitatis, advocatiæ, patronatus, vel cujuslibet alterius juris, ditionis aut poteſtatis, quocunque nomine cenſeri poſſit vel appellari, mihi hæredibus vel ſucceſſoribus meis, in omnibus ſupradictis, vel quolibet eorum retinens aut reſervans, ſed omnia ea cum libertatibus & pleno & integro jure, ſine omni dolo, fraude, captione ac captioſitate, ſine diminutione ac coarctatione, cum bona & exuberante fide, & largiſſimo intellectu Domui & fratribus memoratis contuli, & collata recognoſco, me hæredes & Terram meam obligans, & teneri volens de evictione. Præterea quicquid de perſonis vel bonis omnium Saracenorum, captivatione, deprædatione, extorſione, occupatione vel ſubjugatione, mobilium ſive immobilium, terrarum vel aquarum, atque omnium in eis contentorum quolibet modo fratres prædicti adipiſci potuerint, cum omni & integro jure ac libertate ſuperius præmiſſæ donationis nulla prorſus diminutione, coarctatione vel impedimento ipſis a me, hæredibus meis, vel quolibet alio, quem nos prohibere vel coarctare poſſumus, præſtando vel procurando eisdem conceſſi, cum vera proprietate & perfecto Dominio, quiete poſſidendum: & in hoc conſenſi, cum uxoris meæ, & filiorum meorum, Epiſcoporum, Baronum & Magnatum terræ meæ conſenſu, contra omnem hominem, ad obſervationem & defenſionem omnium ſupradictorum, ſecundum omne poſſe & totas vires meas, eisdem auxilium & conſilium bona fide promittens, omnes hæredes ac ſucceſſores meos & terras meas obligans mecum & adſtringens, ad ratihabitionem, obſervationem & conſervationem donationum, conceſſionum, obligationum & promiſſionum omnium ſupradictorum. Fratres quoque prædicti bona fide promiſerunt mihi hæredibusque meis, ſecundum Dei honorem & amorem, contra Prutenos & alios Saracenos nobis conterminos, Terram noſtram impugnantes, quamdiu hoſtes fidei ſunt & inimici cultus Chriſti, aſſiſtere, & ſine dolo

ac

1230 ac fictione una, nobiscum omni tempore militare. Ne igitur donationes & concessiones prædictæ, celebri dignæ memoria, tam utiles quam necessariæ ; non solum securitati fidelium in Polonia, qui graves impugnationes & oppressiones ab hostibus Christi jam dudum sustinuerunt, in præsenti proficientes, verum etiam propagationi & ampliationi SS. Fidei Catholicæ, etiam ad ipsos infideles, quorum exinde speratur conversio, per Dei gratiam profuturæ, abeant in oblivionem, aut cujuscumque calliditate, dolo, versutia, sinistra interpretatione debilitari, perverti, frangi, violari valeant, aut irritari, vel saltem malevola machinatione attemptari, sed potius piæ meæ donationes sanctæ firmæ maneant & inconvulsæ; Ad perpetuam præfatorum gestorum memoriam præsentem paginam testium infrascriptione mei, uxoris meæ, Episcoporum & Magnatum Terræ meæ sigillis roborari feci & communiri. Acta sunt in Cruswitz ante Pontes ab anno Incarnationis Dominicæ MCCXXX. mense Junii, Indictione tertia. Testes horum sunt, Guntherus Episcopus Masoviæ, Mislie Episcopus Cujaviæ, Christianus Episcopus Prussiæ, Arnoldus Præpositus, Wilhelmus Decanus, Pacoslaus Junior Comes Dirschoviensis, Nicolaus Cancellarius, Magister Joannes, Magister Cancellarius, Georgius Subcancellarius & quam plures alii tam religiosi quam seculares.

CCCXLV.

Donatio Wilhelmi, Romanorum Regis facta Thomæ Comiti Sabaudiæ de Civitate Turinensi & aliis bonis, Anno 1252.

1252 GUILLIELMUS Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus. Universis imperii fidelibus, hanc paginam inspecturis gratiam suam & omne bonum : Ex ubertate culminis nostri provenit, ut Nobiles & Magnates Imperii gratis præveniamus beneficiis, ac dignis honoribus exaltemus, promotionibus eorundem, tam benigne, tamque favorabiliter insistendo, ut ad obsequendum nobis alii eorum exemplo facilius inducantur, significandum itaque duximus universis & singulis tam præsentibus, quam futuris; quod nos de affluenti munificentia celsitudinis Regiæ, dilectum ac fidelem nostrum THOMAM de SABAUDIA Comitem, intendentes liberaliter promovere Civitatem, & pontem Thaurinensem, & Bastiam, quæ est juxta dictum pontem, villam, & pontem Montiscalerii, Dominia Castrorum Ripollarum, Collegii, Montosolii, Castri veteris, Gavarreti, feudum quod tenent illi de Plosasco ab imperio quod est quoddam parvum pedagium in Taurino, scilicet quatuor denarios in Trosello, feudum de Broni, quod est quoddam castrum antiquum dirutum, cum quadam parva villa, feudum quod Dominus Bertholdus de Non, & fratres sui tenent ab imperio, & est quædam villeta, sive forteretia inter montem Calerium, & Karum, & vocatur villa, & finis de Celles, & specialiter, & generaliter, omnia allodia,

allodia, feuda, & Dominia in Civitate, & Diocesi Thaurinensi, præter homagia Marchionis Montis-Ferrati, & Saluciarum, Civitatem Yporregiæ, & totum Dominium Canapicii, & castri Lancei, cum hominibus, honoribus, juribus, Plateaticis, molendinis, furnis argentariis, Angariis, Parangariis cum Plateis, Coloniis, terris cultis & incultis, aquis, aquarum decursibus, silvis, venationibus, piscationibus, rationibus, regalibus omnibus, necnon possessiones, servicia, census, pensiones, laudimia, justitias, pedagia, thelonia, vias publicas, flumina, nemora, pascua, insuper merum, ac mixtum imperium, & jurisdictionem omnimodam eorundem locorum, & inhabitantium, & demum omnia alia bona, & jura corporalia, & incorporalia, cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, tam intus quam extra, nec non adepta, quæstus, taillas, alias exactiones consuetas, & quæ de jure alias, per nos, vel speciali mandamento nostro, in eisdem locis, fieri possent eidem, & hæredibus suis utriusque sexus, in feudum assignamus, concedimus & donamus, Præcipientes omnibus Nobilibus, militibus, & hominibus locorum dictorum, cujuscunque conditionis sint, vel sexus, ut ipsum in Dominum recipiant, ac fidelitates & homagia debita, & consueta faciant, & sibi, & dictis hæredibus, Castellanis, vel vicariis, vel aliis procuratoribus, vel nuntiis suis, cujuscumque nomine, censeantur de universis redditibus, & proventibus, nec non juribus dictorum locorum, corporalibus & incorporalibus respondeant, & satisfaciant plenarie de prædictis, atque prout ad utilitatem suam, & hæredum suorum a quoquam melius, & plenius posset intelligi, in præmissis universis, & singulis, sicut vero Domino per omnia, & in omnibus pareant, obediant, & intendant: Ad hæc ex uberiori gratia eidem concedimus, quod per totam Terram suam possit monetas de novo cudere, & nundinas atque mercata constituere, & pedagia seu thelonia levare, aliqua præscriptione temporis (excepta centenaria) non obstante; errorem autem seu defectum, si quis est, vel fuerit in prædictorum, vel infra scriptorum omnium, vel ipsorum aliquo, seu in hoc privilegio, vel in aliqua parte sui, vel etiam de facto, vel de jure, inventari, vel vocari posset ab aliquo, sicut ad utilitatem super addicti comitis, & hæredum suorum a quoquam melius, plenius, & utilius interpretari, specificari, exprimi, aut declarari posset, vel intelligi proprio motu, & ex certa scientia supplemus, & interpretari, & intelligi volumus de Regiæ plenitudine potestatis, non obstantibus legibus illis rescriptis, & constitutione quæ dicit, quod privilegia debeant revocari, & generaliter omni, vel aliquo jure generali, vel speciali usu, consuetudine, seu statuto, indulgentia, libertate, rescripto etiam Imperiali, seu Regali, vel privilegio cuicumque, vel quibuscumque concessis, impetratis, vel impetrandis sub quocumque tenore verborum, vel aliquo alio, per quod supradicta, vel ipsorum aliquod, in totum, vel in partem infringi, vel revocari, differri, vel perturbari, vel impediri possent aliquatenus, vel deberent, adeo quod in supradictis, vel ipsorum aliquo, nec nostra,

1252 nostra, nec successorum nostrorum, secunda jussio expectetur, sed incontinenti fides adhibeatur, & executioni mandetur, cuncta, & singula, sine quolibet obstaculo, cum effectu, & irrevocabiliter plenissimam habeant roboris firmitatem. Mandamus igitur sub interminatione gratiæ nostræ districte præcipientes, & Regali sancimus Edicto, quod nullus Dux, Marchio, nullus Comes, nullus Vicarius, vel Capitaneus, nulla Potestas, nullus Prælatus, nulla utique persona alta vel humilis, Ecclesiastica, vel secularis sit, quæ contra hanc nostram concessionem, donationem, interpretationem, vel suppletionem venire audeat, vel ipsas in totum, vel in partem in aliquo violare, vel alicujus ingenii scrupulo infringere, vel etiam contraire, quod qui facere præsumpserit, vel attentaverit, gravem offensam nostræ Celsitudinis, & Majestatis indignationem, se noverit incursurum. Insuper pro solo conatu etiam in reatus sui pœnam, mille marchas argenti puri persolvat, medietatem Cameræ nostræ, reliquas vero prædicto Comiti, vel hæredibus suis, prout est hactenus in Imperio consuetum. Ad horum autem omnium, & singulorum evidentem memoriam, ac robur irrevocabile in posterum valiturum, hoc præsens privilegium exinde conscribi, & sigillo nostræ Celsitudinis, jussimus communiri: Testes qui interfuerunt sunt hii, Venerabilis P. Frater Hugo, tituli Sanctæ Sabinensis Presbiter Cardinalis, in Alemania Apostolicæ Sedis Legatus, Abbas Sancti Trudonis, dilectus Capellanus noster, Johannes de Ambleone Decanus Sancti Andreæ Gratianopolit. Diocesis, Domini Papæ Capellanus, Humbertus Capellanus Yennæ. Datum Trajecti Leodensis Diocesis, XI. Kalend. Junii, Anno Domini MCCLII. Indict. X. Regni nostri anno quarto.

CCCXLVI.

Donatio Comitatus Astensis, Amadeo Comiti Sabaudiæ facta ab Imp. Henrico VII. A. 1317.

1317 HENRICUS septimus divina favente clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Dum in circuitu Throni Cæsarei, nostræ mentis aciem, & considerationis intuitum, ad Principes & Barones Imperii qui ab eo, Nobilitatum & Dignitatum radiis illustrantur diligenter convertimus, dumque merita cujuscumque ipsorum decernimus, illos Augusti Clementia sincerioris dilectionis, & gratiæ recompensatione prosequitur, qui ante suæ Majestatis conspectum, per claræ fidei studia, & devotionis puræ constantiam, se gratos faciunt, & exhibent fructuosos: Attendentes itaque magna & multiplicia merita spectabilis Viri, Amedei Principis & Comitis Sabaudiæ, fidelis & affinis nostri carissimi, qui tanquam sydus præfulgidum circa illustre Imperii Solium, (postquam ad illud nos Divina dispositio vocavit) semper absque interminatione a dextris nostris assistens, & sincerum fidelitatis suæ affectum evidenter ostendens erga Nos qui vocati sumus a Deo in potestatis plenitudinem pro sua particulari sollicitudine,

dine, ſalubribus conſiliis, & laudabilibus ſervitiis continue releva- 1317
re ſtuduit & ſemper pro viribus nobis obſequi non deſiſtit, & confidentes quod de virtute in virtutem, conſcendens tanto erga Romanum Imperium fide ac devotione concreſcat, quanto ſe ab eo majoribus largitionibus & retributionibus communitum agnoverit, eidem Comiti, cujus honorem, & proſperitatem affectamus, ex corde libenti deſiderio munificentiæ noſtræ dexteram aperimus. Cupientes itaque, perſonam ſuam ſpecialibus prævenire favoribus & gratioſis muneribus honorare, dicto Comiti, & ejus legitimis hæredibus de ſuo corpore per maſculinam lineam ex Maria uxore ſua & ſorore noſtra, prædilecta naſcituris, vel ſi ex ea ipſe liberos maſculos non haberet, aliis ejusdem Comitis legitimis liberis, Civitatem & Comitatum Aſtenſem, cum univerſis & ſingulis Caſtris, Villis, Caſalibus, poſſeſſionibus, terris cultis, & incultis, diſtrictibus, Territoriis, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis Civitatis & Comitatus prædictorum, & cujuslibet eorum, in feodum tenore præſentium concedimus, & largimur; conditiones infra ſcriptas in conceſſione, & largitione hujusmodi adjicientes expreſſe, videlicet quod ſi eum dictæ Mariæ forſan præmori contingeret, ipſa Maria ſola Civitatem & Comitatum prædictos, cum Caſtris, Villis, Caſalibus, poſſeſſionibus, terris, territoriis, diſtrictibus, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis ſupradictis quamdiu vixerit, habere debeat & tenere. Poſt cujus mortem ad liberos maſculos ipſius Mariæ & dicti Comitis natos, vel eis non exſtantibus ad alios dicti Comitis legitimos liberos feodum hujuſmodi devolvatur; verum tamen ſi poſtquam ipſe Comes fuerit rebus humanis exemptus: Nos vel aliquis ſucceſſorum noſtrorum, Imperatorum & Regum Romanorum Civitatem & Comitatum prædictos vellemus redimere & ad manum noſtram reducere, Maria, liberi & hæredes prænominati, & quilibet eorum per modum ſuperius expreſſum, nobis & cuicunque ſucceſſorum noſtrorum prædictorum, pro ducentis millibus florenorum auri, dictos Civitatem, & Comitatum, cum Caſtris, Villis, terris, poſſeſſionibus, territoriis, diſtrictibus, Juribus, Jurisdictionibus & pertinentiis prædictis libere ac expedite reſtituant, ipſaque Ducenta millia florenorum extra Comitatum Sabaudiæ, quem propter ſupra vel infra ſcripta a ſervitiis de ipſo, Imperiali Culmini debitis in nullo penitus exonerare intendimus, in emptionem terrarum & locorum aliorum aſcendentium ad valorem annuum viginti millium florenorum auri, totaliter convertant & easdem terras & loca, præfati Comitiſſa, liberi & hæredes, modo prælibato in feodum perpetuis temporibus ab Imperio recognoſcant & prædicta Comitiſſa dictas res emptas ex dicta pecunia, teneat in vita ſua poſt mortem ipſius, ad dictos liberos devolvantur, per modum de dicta Civitate & Comitatu in præſentibus enarratum, & tam iidem Comes & Maria quam hæredes & liberi eorum prædicti, cauſa præmiſſorum, cum ducentis ſufficientibus equis armorum, videlicet ad rationem cujuslibet Centenarii, de dictis viginti millibus floreno-

1317 rum cum uno equo ſervient, aliaque ſervitia facient, & per tres menſes integros, ubicunque locorum Italiæ ſingulis annis, in expenſis propriis, prædicta & alia ſervitia in Regiſtro Cameræ noſtræ contenta, faciant & facere teneantur, expreſſe retinentes & reſervantes, ex nunc nobis, & eisdem ſucceſſoribus noſtris, talia ſervitia, jura, ſervitutes & Dominia in prædictis Civitate, Comitatu, Caſtris, Terris, Caſalibus, Poſſeſſionibus, Territoriis, Villis, diſtrictibus, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis ſupradictis, ac poſtquam eos, eas & ea, ut dictum eſt nos vel ſucceſſores prædicti redemerimus, pro prædicta pecuniæ ſumma, in terris, locis & annuo redditu, qui & quæ de ipſa, ut dictum eſt, empti, emptæ, ac empta fuerint, qualia in Regiſtro ipſo continentur; & memoratum Comitem nobis recipientibus pro nobis & ſucceſſoribus noſtris prædictis & Romano Imperio de Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Caſalibus, Poſſeſſionibus, terris, territoriis, juribus, jurisdictionibus & pertinentiis ſupradictis homagium facientem, & fidelitatis juramentum præſtantem, & per juramentum ipſum, nobis & ſucceſſoribus noſtris prædictis, Romanoque Imperio fidelitatem & obedientiam, ac etiam omnia alia quæ in forma fidelitatis nova & veteri continentur, perpetuo fideliter facere, & obſervare ſervitiaque ſupradicta impendere, jura, ſervitutes & Dominia noſtra prætacta, in quantum ſpectabit ad eum, & Mariam ac hæredes ſuos prædictos integraliter reddere & conſervare, ac ea vel eorum aliquod, per ſe vel alium, ſeu alios publice vel occulte nullatenus impedire, promittentem de Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Caſalibus, Terris, Poſſeſſionibus, Territoriis, Diſtrictibus, Juribus, jurisdictionibus & pertinentiis ſupradictis, tanquam de feodo nobili, per baculum quem manu geſtamus, præſentialiter inveſtimus. Præterea Comiti, ac poſt ejus deceſſum Mariæ, hæredibus ac liberis ſuis prædictis, in ejusdem Civitate, Comitatu, Caſtris, Villis, Terris, Juribus, jurisdictionibus & pertinentiis ſupradictis, & merum & mixtum imperium & ſimplicem jurisdictionem, per ſe & ſuos officiales exercendam ibidem, usque ad noſtrum & ſucceſſorum prædictorum noſtrorum beneplacitum, per præſentes damus atque concedimus, & ipſos ordinarios facimus in præmiſſis: Mandantes & præcipientes harum ſerie, obedientiam, & ſervitium debitum a Civibus, incolis, & habitatoribus Civitatis, Comitatus, Caſtrorum, Villarum, Caſalium, Territoriorum, diſtrictuum, terrarum & pertinentiarum prædictarum, præfato Comiti, tanquam eorum Domino exhiberi, & de juribus, & redditibus ſpectantibus ad Dominium Civitatis, Comitatus, Caſtrorum, Villarum, Caſalium, Territoriorum, Diſtrictuum, Terrarumque prædictarum, abſque difficultate qualibet integraliter reſpondere, & ſuper hiis ab eiſdem Civibus, incolis & habitatoribus, ſalvo ſemper & reſervato, primæ fidelitatis debito, in quo noſtræ Majeſtati tenentur, cum promptitudine juramentum præſtari, ſicut indignationem noſtram cupiunt evitare: Demum per præmiſſa vel aliquod præmiſſorum non intendimus, neque volumus, quod præfatus Comes,

mes, dictis Astensibus rebellibus nostris, vel alicui eorum, de excessibus, quos contra nos & Imperium commiserunt, indulgere, seu sententias, pœnas, vel banna, quas & quæ prædicti Rebelles, causa Rebellionis contra nos & Imperium attentare invenerint, relaxare quoquo modo valeat, absque nostra licentia speciali. Nulli ergo omnino hominum liceat, hanc paginam nostrarum concessionum investituræ, ac Constitutionis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, indignationem nostram & pœnam mille librarum auri, pro dimidia parte Cameræ nostræ, & pro reliqua dimidia, passo injuriam solvendarum, se noverit incursurum. Hujus autem rei sunt testes, Venerabilis Balduinus, Treverensis Archiepiscopus, Germanus & Princeps noster carissimus, ac spectabiles & Nobiles Viri Joannes Foresii, & Fredericus Montis-feretri Comites; Henricus de Flandria Mareschalcus Curiæ Imperialis, Consanguineus noster; Thomas de septem Fontibus; Neapoleo de Mangone; Comes Huguicio de Fagiola; Hugo Comes de Buebe; Gottifridus de Hohenloch; Tancredus de Mutiliana, & Binducius de Sancta Flora Comites, & plures alii Nobiles fide digni. Datum apud Montem Imperialem in Castris supra Florentiam, octavo Kalend. Martii, Indictione undecima, Anno Domini M.CCC.XVII. Regni nostri anno quinto, Imperii vero primo. 1317

CCCXLVII.

Litteræ Investituræ Amadei Comitis Sabaudiæ concessæ ab Henrico VII. Imperatore, Anno 1313.

HENRICUS septimus Divina favente Clementia Romanorum Imperator semper Augustus, ad perpetuam rei memoriam. Cum nos ante susceptionem Imperialis Coronæ Rex Romanorum extitimus, attendentes præcelsa fidelitatis merita, Illustris & spectabilis Viri Amedei Sabaudiæ, Comitis Principis, & affinis nostri carissimi, quibus se nobis, & Imperio gratum & fructuosum reddere procurabat, sicut & postmodum continuo reddidit, & ad præsens incessanter reddit ipsum Amedeum Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablasii, & Vallis Augustæ Marchionem in Italia, & Dominum Baugiaci & Coloniaci, affinem & fidelem nostrum carissimum recipientem pro se & hæredibus suis Sabaudiæ Comitibus, de qua nostra donatione & traditione eundem Amedeum investierimus in Civitate Astiensi, & traditionem fecerimus, in præsentia Reverendi in Christo Patris Domini Arnaldi, Sanctæ Mariæ in Porticu Diaconi Cardinalis in partibus Italiæ, Domini summi Pontificis generalis Legati, nec non, & Venerabilium Cassonis Mediolanensis Archiepiscopi, Henrici Tridentini Cancellarii nostri, Girardi Basiliensis Episcoporum Principum nostrorum, & Nobilium virorum Manfredi Marchionis Salutiarum, Hugonis & Guidonis Delphini Fratrum, Illustris Lupoldi Ducis Austriæ, Philippi de Sabaudia, Aymari de Poitiers, Gratonis de Clayriaco, Aymari de Bellovidere, Petri 1313

1313 Domini Alti villarii, Girardi dicti Guespa de Varax, Guillermi de Priarto, & Henrici de Septimo militis, ac Magistrorum Henrici de Peretulo, Antonii de Bargis, & Petri de Claromonte Jurisperitorum ac bonæ memoriæ quondam Theobaldi Leodiensis Consanguinei, & Aymonis Gebennarum Episcoporum, nec non quondam Valerani de Luxemburgo Germani nostri, & plurium aliorum fide dignorum testium, ad præmissa vocatorum & rogatorum, in Principatum cum Sceptro Regali, ipsumque Amedeum Sabaudiæ Principem constituerimus, & creaverimus, eidemque Amedeo Sabaudiæ ultra honorem, & dignitatem, & nomen, Comitis & Comitatus, nomen, honorem, & dignitatem atque administrationem nec non Principis, & Principatus privilegia plenissime largientes, & insuper ipsum Amedeum recipientes, ut supra investierimus, tanquam verum & legitimum Principem & Comitem Sabaudiæ, Ducem Chablasii & Vallis Augustæ Marchionem in Italia, Dominum Baugiaci & Coloniaci cum Sceptro Regali quod in manu nostra tenebamus in feudum nobile, antiquum, & Paternum de omnibus his, & singulis Baroniis, Civitatibus, Castris, Villis, meris & mixtis Imperiis, & jurisdictionibus quibuslibet, Regaliis, Pedagiis antiquis & consuetis, & aliis quibuscumque rebus corporalibus quæ & quas ipse Comes tenet & possidet, vel quasi per se, vel per alium, vel alius ab ipso in præsenti, & etiam de hiis de quibus per Prædecessores nostros Imperatores vel Reges Roman. quæ non sunt de feudo aliquarum Eccles. in prædictis Baroniis, & earum pertinentiis, & qualibet ipsarum & in aliqua alia parte titulo feudi, vel alio investiti sunt. Et etiam de his aliis & singulis quocumque nomine seu vocabulo nuncupatis in augmentum jam dictorum feudorum quæ ad nos, & Imperium pertinebant in prædictis, & quolibet prædictorum vel pertinere debebant, tanquam commissa seu escheyta, vel aperta vel qualicumque alia vacatione rationes & defensiones pro prædictis habentis, tenentis, & possidentis eidem Amedeo utiles, & necessarias ex causa prædicta cedentes, ipsumque, & Vasallum nostrum Procuratorem in ipsis actionibus & defensionibus constituentes, ipseque Amedeus pro prædictis nobis osculo Pacis interveniente tactis sacro-sanctis Evangeliis fidelitatem juravit, & omnia Capitula, quæ in forma fidelitatis nova & veteri continentur, dictusque Amedeus postquam Deo auctore Diadema Imperiale suscepimus, nobis humiliter duxerit supplicandum, ut easdem investituras, & concessiones præmissas, quas eidem & Roman. Rex fecimus, ut Roman. Imperator eidem faceremus, & jus etiam si non haberet, constitueremus eidem. Nos ejusdem justis supplicationibus annuentes, de uberiori gratia Celsitudinis nostræ, eidem Amedeo, suis exigentibus meritis complacere curantes ipsas investituras, concessiones, & omnia, & singula supradicta, quæ nos ut Rex Roman. profitemur fecisse, ut Roman. Imperator Dei gratia ex certa scientia ratificamus, & approbamus, innovamus & de novo facimus, ut melius & verius possumus ad utilitatem dicti Amedei, & hæredum suorum,

rum, non obstante eidem Amedeo jure aliquo, quod in prædictis 1313
petere, exigere vel requirere posset aliquis natus ex progenie, vel cognatione Comitum Sabaudiæ, nam quoad illos jus eidem Comiti & hæredibus suis ex certa scientia statuimus in prædictis, & volentes in ipsum Amedeum utile dominium prædictorum in feudum ut supra concessorum transferre, salvo semper & reservato nobis, & successoribus nostris directo Dominio & alta Signoria tanquam Domino superiori omnium & singulorum præmissorum, tam corporalium, quam incorporalium, & omnibus juribus, honoribus & servitiis nobis competentibus, tanquam Domino superiori constituimus nos naturalem possessionem, & quasi ipsarum rerum ut supra concessorum, quas non possidet, vel quasi nomine ipsius Amedei, & hæredum suorum possidere, & quasi donec possessionem, & quasi acceperit quam accipere possit, quandocunque de sua processerit voluntate secundum investituram supra scriptam, adjicientes quod per hanc nostram Investituram & concessionem, non intendimus in his quæ dictus Amedeus non possidet per se, vel per alium, juri alterius derogare. Nulli ergo omnium hominum liceat hanc ratificationis, approbationis, innovationis, de novo concessionis paginam infringere, vel ei aliquo ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare præsumpserit, gravem indignationem nostram, & pœnam mille librarum auri puri, medietatem Cameræ nostræ, reliquam vero passo injuriam persolvendam se noverit incursurum. Hujus autem testes sunt Venerabiles Oddo Pisanus, & Porchetus Januensis Archiepiscopi, Principes, & Consiliarii nostri, Henricus de Spanheim Consanguineus noster, Magistri Johannes de Vuscinga utriusque Juris Doctor & Stephanetus de Sancto Geminiano Juris Civilis Professor, Aulæ nostræ Judices, Simon Philippi de Realibus de Pistorio miles & Camerarius noster, & quam plures alii fide digni, & fideles nostri dilecti. Signum Domini Henrici septimi Romanorum Imperatoris Invictissimi. Datum Pisis sub bulla nostra aurea, tertio Idus Junii Indictione undecima, Anno Domini millesimo trecentesimo decimo tertio, Regni nostri anno quinto, Imperii vero primo. Ego Frater Henricus Tridentinus Episcopus, sacræ Imperialis Aulæ Cancellarius vice Domini Henrici Coloniensis Archiepiscopi, sacri Romani Imperii per Italiam Archicancellarii recognovi.

CCCXLVIII.

Transactio de Regno Majoricarum inter Jacobum Regem Aragoniæ & Jacobum Regem Majoricarum inita, Anno 1327.

In nomine Domini, Amen.

PAteat universis præsentis Instrumenti publici seriem inspecturis, 1327
quod nos JACOBUS Dei gratia Rex Arragonum, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comes Barchinoniæ; & nos Jacobus per eamdem Rex Majoricarum, Comes Rossilionis & Ceritaniæ, ac Do-

1327 minus Montis Peſſullani, præſente, volente, auctoriſante, ac ſuum expreſſum conſenſum præſtante honorabili Domino Philippo de Majoricis patruo ac tutore noſtri dicti Majoric. Regis, quod nos Philippus, qui præſentes ſumus, ſic eſſe aſſerimus & fatemur; ſcientes jamdudum compoſitionem ſeu transactionem fore factam inter illuſtrem Dominum Petrum bonæ memoriæ Regem Arragonum, patrem noſtri Jacobi Regis Arragonum prædicti ex una parte; & illuſtrem Dominum Jacobum recolendæ memoriæ Regem Majoricarum avum paternum noſtri Jacobi Regis Majoricarum prædicti ex altera, ſuper Regno Majoricarum cum inſulis eidem adjacentibus & ſuper Comitatibus & terris Roſſilionis, Ceritaniæ, Confluentis & Vallispirio & Cauco libero, & ſuper Montepeſſulano, cum Caſtris & Villis Dominationis Montispeſſulani, prout in quodam publico Inſtrumento inde facto in clauſtro domus Fratrum Prædicatorum Perpiniani tertio decimo Kalendas Februarii Anno Domini milleſimo ducenteſimo ſeptuageſimo octavo, ſcriptoque per Arnaldum Mironi ſcriptorem publicum Perpiniani latius continetur.

2. Scientes etiam ſubſequenter dictam compoſitionem ſeu tranſactionem fore renovatam, laudatam & approbatam inter nos Jacobum Regem Arragonenſem prædictum ex una parte, & dictum Jacobum quondam Regem Majoricarum ex altera, prout in alio publico Inſtrumento inde facto, in Caſtris prope Argilers Elnenſis Diœceſis in feſto Apoſtolorum beatorum Petri & Pauli, videlicet tertio Kalendas Julii, anno Domini milleſimo ducenteſimo nonageſimo octavo, ſcriptoque per Michaelem Rotlandi Notarium publicum Perpiniani, plenius continetur; conſiderantesque eamdem compoſitionem & transactionem poſtmodum fuiſſe renovatam, laudatam & approbatam, inter nos præfatum Jacobum Regem Arragonum ex una parte; & illuſtrem bonæ recordationis Dominum, Sancium Regem Majoricarum filium & hæredem dicti Domini Jacobi Majoricarum Regis, patruumque noſtri dicti Jacobi nunc Majoricarum Regis ex altera; prout in alio publico Inſtrumento inde confecto in Civitate Barchinoniæ in Regio palatio die Dominica, qua computabatur ſeptimo Idus Julii anno Domini milleſimo trecenteſimo duodecimo, clauſoque per Bernardum de Averſone Notarium noſtri prædicti Arragonum Regis, ac publicum etiam Auctoritate noſtra per totam terram & Dominationem noſtram, ſerioſius continetur. Nos prædicti Jacobus Rex Arragonum, & nos Jacobus Rex Majoricarum, confitentes nos exceſſiſſe ætatem duodecim annorum, ac plene intelligere quæ aguntur, præſente & auctorizante ut ſupra, dicto Domino Philippo patruo & tutore noſtro, per nos & ſucceſſores noſtros, volentes omnia & ſingula in prædictis tribus inſtrumentis contenta perpetui habere roboris firmitatem, ea omnia ut ſingula denuo cum hoc publico Inſtrumento per nos & ſucceſſores noſtros laudamus & approbamus expreſſe: idcircoque nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus præſente & aucto-

auctorizante,ut fupra,ante fato honorabili Domino Philippo patruo 1327
& tutore noftro, nomine ipfo tutorio, juxta formam in fingulis dictorum trium Inftrumentorum contentam, per nos & omnes fucceffores noftros recognofcimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Arragonum, cariffimo patruo noftro, tenere a vobis & fuccefforibus veftris Regibus Arragoniæ in feudum honoratum fine omni fervitio, fub forma tamen infra fcripta, totum prædictum Regnum Majoricum Infulis Minoricis & Evigæ, & aliis Infulis adjacentibus eidem Regno, & omnes prædictos Comitatus & terras Roffilionis, Ceritaniæ & Confluentis, Vallispirii & Cauchi liberi.

3. Idem fine præjudicio juris alieni recognofcimus & fatemur vobis dicto Domino Jacobo Regi Arragoniæ, tenere in feudum a vobis & veftris fecundum modum fuperius & inferius comprehenfum Vicecomitatum Omelatefii, & Vicecomitatum de Carladefio, cum omnibus Villis & Caftris eorumdem Vicecomitatuum,& omnia etiam Caftra, Villas & loca quæcumque habemus in terris Montispeffulani, & Dominationi & terminis ejusdem, & generaliter omnia alia, quæcumque habemus feu habere debemus ubicumque fint, cum Militibus, fcilicet hominibus, feudis, jurisdictionibus ac Dominationibus univerfis, five illam teneamus ad manum noftram, five alii teneant pro nobis in feudum. Exceptis feudis, quæ confueverunt teneri ab Epifcopo & Ecclefia Magalonenfi, de quibus aliqua tenentur adhuc ab ipfis Epifcopo & Ecclefia, & aliqua ab illuftri Rege Francorum habente in eisdem locum ab Epifcopo & Ecclefia fupradictis, pro quibus omnibus & fingulis locis & terris, ac juribus eorumdem recognofcimus nos de præfenti feudatarium veftrum fecundum formam fuperius comprehenfam.

4. Excipimus tamen a prædicta recognitione feudi nos Jacobus Rex Majoricarum prædictus emptiones Caftrorum, Villarum & locorum, quas dictus Dominus Jacobus Rex Majoricarum avus paternus nofter poft dictam renovationem, & dictus Sancius Majoricarum Rex ejus filius patruus nofter fecerunt, & nos fecimus de rebus allodialibus, quæ pro ipfis vel nobis non tenebantur in feudum. Nos tamen dictus Jacobus Rex Majoricarum per nos & noftros auctorifante dicto tutore noftro, ut fuperius, recognofcimus tenere a vobis dicto Domino Rege Arragoniæ & veftris in feudum omnes regalias & jura univerfa, quæ & quos dictus Dominus Jacobus, & dictus Dominus Sancius patruus noftri habebant ante emptiones prædictas, & habebamus & habemus nos in emptionibus fupradictis. Sane volumus & concedimus, quod ficut nos facimus vobis homagium, ut inferius continetur, fic hæredes & fucceffores noftri faciant & teneantur facere homagium, vobis & fuccefforibus veftris Regibus Arragoniæ in perpetuum, pro fupradictis & infra fcriptis juxta contenta in hoc præfenti Inftrumento & formam ejusdem.

5. Promittimus etiam per nos & fucceffores noftros vobis dicto Domino Regi & fuccefforibus veftris in perpetuum, quod nos

1327 & successores nostri dabimus vobis & successoribus vestris potestatem de Civitate Majoricarum, nomine & vice totius Regni Majoricarum, & insularum Minoricarum & Evigæ, & de Villa Podii Ceritani nomine & vice Ceritaniæ & Confluentis, & de Villa Perpiniani nomine Comitatus Rossilionis, & terrarum Wallisperii & Castri Cauchiliberi, & de Castro de Omelacio nomine Vicecomitatus de Omelatesio. Quas potestates nos hæredes & successores nostri teneamus dare vobis & successoribus vestris, quandocumque & quotiescumque requisiti fuerimus per vos & successores vestros, irati & pacati, ratione tamen recognitionis feudi & faticæ juris. Nec prædictas potestates possitis vos vel successores vestri retinere ratione Valentiæ.

6. Promittimus etiam per nos, hæredes & successores nostros vobis & successoribus vestris in perpetuum, quod nos & ipsi successores nostri firmabimus jus vobis & vestris in posse vestro & vestrorum, & semel quolibet anno cum fuerimus requisiti ibimus ad curiam vestram, & vestrorum in Catalonia, nisi tunc quando fuerimus requisiti, fuerimus nos & dicti successores nostri in Regno Majoricarum. Promittimus tamen per nos & nostros & ad hoc de præsenti nos & successores nostros obligamus, quod juvemus, valeamus & defendamus vos & successores vestros cum toto posse nostro contra cunctos homines de mundo.

7. Item promittimus per nos & nostros servari facere in terris Rossilionis, Ceritaniæ & Confluentis & Wallisperii & Caucholiberi usaticos consuetudines & constitutiones Barchinonenses factos & factas, & etiam faciendos & faciendas per vos & vestros cum consilio majoris partis Baronum Cataloniæ, sicut moris est fieri, salvis specialibus consuetudinibus locorum prædictarum terrarum. Et quod in prædictis terris Rossilionis, Ceritaniæ, Confluentis, Vallispirii & de Caucolibero currat moneta Barchinonensis & non alia. Retinemus tamen nobis & successoribus nostris, quod possimus cudere vel cudi facere absque contradictione & impedimento vestro & vestrorum in Regno Majoricarum, & Insulis eidem adjacentibus, monetam & monetas de novo.

8. Item retinemus nobis & successoribus nostris, quod in nullo casu possit a nobis vel Officialibus nostris vel successorum nostrorum appellari, nec etiam per alium modum recurri ad vos dictum Dominum Regem Arragoniæ vel successores vestros. Salvo quod propter hoc non detrahatur in aliquo iis quæ superius & inferius continentur.

9. Item quod nos & successores nostri possimus absque contradictione & impedimento vestro & vestrorum facere & ponere pedagium, & novam lezdam in Regno Majoricarum & aliis Insulis eidem adjacentibus, salvis libertatibus per prædecessores nostros concessis hominibus vestris, nisi prædictæ libertates vel Privilegia sint de jure per contrarium usum vel alio modo abrogata. Quæ tamen omnia, quæ nobis retinemus, volumus & concedimus esse de

de feudo seu feudis prædictis exceptis emptionibus supradictis sub forma superius comprehensa. 1327

10. Item cum dictus Dominus Rex Majoricarum avus paternus noster in prædictis Instrumentis, de quibus in principio hujus Instrumenti habetur mentio, retinuisset sibi & successoribus suis bovaticum in prædictis terris : ita quod dictum bovaticum esset de dicto feudo, ut alia supradicta quæ sibi retinuit, exceptis emptionibus prædictis, & subsequenter præfatus Dominus Rex Majoricarum avus paternus, & postmodum præfatus Dominus Sancius Rex, patruus noster remiserit bovaticum ipsum gentibus nostris dictarum terrarum, quæ ad præstationem dicti bovatici tenebantur; ea conditione , quod loco dicti bovatici præfatæ gentes nostræ tenentur dicto domino Regi Sancio solvere viginti millia libr. Barchinonensium , de quibus ementur mille libræ Barchinonenses rendales in allodio, quas haberent & reciperent ipsæ & sui proposito loco bovatici supradicti.

* Recognoscimus tamen, quod vos dictus Dominus Jacobus Rex Arragoniæ generose consensistis remissionem dicti bovatici, & quod non teneatur dictus Rex Sancius emere dictas mille libras loco bovatici supra dicti. Inhibitiones vero seu banna per vos vel successores vestros factas vel faciendas non teneamur nos vel successores nostri servare, nisi factæ fuerint de consilio & assensu nostro vel nostrorum.

11. Et pro prædictis omnibus complendis ac firmiter attendentes, obligamus vobis dicto Domino Regi Arragoniæ & vestris nostros & nos & omnia bona nostra, & juramus per Deum & ejus sancta quatuor Evangelia nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus, & præsente, volente & auctorisante ac suum expressum consensum præstante dicto tutore nostro, facimus vobis homagium ore & manibus in præsenti, & sub dicto juramento confitemur nos excessisse ætatem duodecim annorum prædictam.

12. Ad hæc nos Jacobus Dei gratia Rex Arragoniæ prædictus, tenentes nos pro contentis & pacatis cum prædictis a vobis Illustri Jacobo per eamdem gratiam Rege Majoricarum * beatissimo nepote nostro, nobis recognitis & concessis, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante, dicto honorabili Philippo tutore vestro, nomine tutorio prædicto, per nos, successoresque nostros laudamus & approbamus vobis & vestris successoribus perpetuo, prædictum Regnum Majoricarum, Insulas, Comitatus & Terras, quæ a nobis in feudum tenetis sub pactis & conventionibus supra dictis. Et promittimus per nos & nostros vobis & vestris juvare, valere & defendere vos & vestros, & Regnum, Terras & Comitatus prædictos & jurisdictiones vestras, & dictarum Terrarum, quæ a nobis tenetis in feudum toto posse nostro contra cunctos homines. Et pro prædictis omnibus complendis & firmiter attendendis viceversa obligamus nos & nostros & omnia bona nostra vobis & vestris, & juramus per Deum & ejus sancta quatuor

1327 Evangelia, & facimus vobis homagium ore & manibus * in præsenti convenimus & retinemus nos dicti Jacobus Aragoniæ Rex, & nos Jacobus Rex Majoricarum, præsente, volente, auctorisante, ac suum expressum assensum præstante dicto honorabili Philippo tutori, qui supra. Quod nos dictus Philippus sic verum esse asserimus & fatemur, quod substitutiones factæ in chartis hereditamenti inter nos & nostros per Dominum Regem Jacobum eximiæ recordationis avum dicti nostri Jacobi Aragoniæ Regis & per avum nostri dicti Regis Majoricarum, & in Testamento ejusdem, sint salvæ & in sua remaneant firmitate, salvis hiis, quæ in hoc Instrumento continentur.

13. In quorum Testimonium nos Rex Aragoniæ & Rex Majoricarum prædicti, ac Philippus de Majoricis tutor, qui supra, duo consimilia publica Instrumenta inde fieri jussimus, & sigillorum nostrorum appensionibus communiri, & in quibus etiam nos dictus tutor manu propria subscripsimus. Quæ sunt acta in Civitate Barchinonensi, in Palatio Domini Regis Aragoniæ prædicti, Kalendis Octobris, anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo septimo. Visa per Cancellarium. Signum Jacobi Dei gratia Regis Majoricarum, Comitis Rossilionis & Ceritaniæ, ac Domini Montispessulani prædicti, qui hoc laudamus, firmamus & juramus. Nos Philippus de Majoricis tutor prædictus præmissa laudamus, concedimus & firmamus, & manu propria subscribimus. Signum Jacobi Dei gratia Regis Aragoniæ, Valentiæ, Sardiniæ & Corsicæ, ac Comitis Barchinonensis prædicti, qui hæc laudamus, firmamus & juramus.

14. Testes hujus rei sunt qui præsentes fuerunt inclytus Dominus Infans Petrus Rippacratiæ & Impuriarum Comes, Inclytus Dominus Infans Raimundus Berengarii Comes Montanarum, de prædictis antefati Domini Regis Aragoniæ filii; Gasto Oscensis Episcopus Cancellarius ipsius Domini Aragoniæ, Berengarius Elnensis Episcopus, Frater Sancius de Aragonia locumtenens *Magistri* Hospitalis in Castellania Emposte, F. Raymundus de Impuriis de ordine Hospitalium, F. Raymundus de Cavilione Commendator Alcaronis, F. Petrus Abbas Monasterii Sanctarum Crucum Capellanus major dicti Domini Regis Aragoniæ. Petrus de Viridario Archiepiscopus Majoricarum, & Canonicus Narbonensis, Cancellarius dicti Domini Regis Majoricarum, Guillelmus de Madrona Canonicus Tirasonensis, Antonius de Galliana legum Doctor Canonicus Majoricarum. F. Petrus de Portello de Ordine Prædicatorum Confessor dicti Domini Regis Aragoniæ, Nobilis Otho de Montecathero, Bernardinus de Campana, Galdous de Angellaria, Berengarius de Villariacuto, Aldemaricus de Mosseto, Pontius de Ceramay. Et Milites Raymundus de Melanno, Eximinius de Tovia, Ferrarius de Villafranca, Alquazirius dicti Domini Regis Aragoniæ Guillelmus de Sancta Columba, Petrus de Pulcrocastro, Ferrarius de Canneto, Jacobus de Muredine, Berengarius de Podio, Guillelmus de Gaffero Viceeancellarius, Petrus Marii Thesaurarius; Petrus

Despens, Guillelmus de Mora Jurisperiti de Consilio Domini Regis 1327
Aragoniæ, Jacobus Scuderii Notarius dicti Domini Regis Majoricarum, Ferrarius de Lilleto, Bajulus Cataloniæ generalis. Et quam plures alii. Signum Bernardi de Podio dicti Domini Regis Aragoniæ scriptoris & Notarii etiam Publici, auctoritate sua per totam terram & Dominationem ipsius, qui prædictis interfuit & hæc scribi fecit cum litteris rasis & emendatis in linea decima quarta, ubi dicitur, Patruus noster fecerunt & nos fecimus: & in linea vigesima octava, ubi scribitur: Nos Jacobus Majoricarum Rex superius nominatus. Et clausimus die & anno, quo supra.

CCCXLIX.

Vergleich zwischen dem König Johanne von Böhmen und Casimiro König in Pohlen, wodurch Schlesien völlig an Böhmen gekommen, A. 1335.

In nomine Domini Amen. Anno 1335. in Festo beatissimi Bartholomæi Apostoli.

NOs Sbitko Castellanus, Sbignetus Præpositus, Cracovienses, Petrus Castellanus Sandomariensis, Thomas de Zoiantzkaw, Nimissa Mandrosta, Procuratores a Magnifico Principe Domino nostro Casimiro Rege Poloniæ, constituti ad infra scripta specialiter, atque dati ad universorum notitiam tenore præsentium volumus publice devenire. 1335

Quod serenissimus Princeps, Dominus Johannes Bohemiæ Rex & illustris Dominus Carolus, Primogenitus ejus, Marchio Moraviæ, pro se & suis Hæredibus, (prætendentes commodum & tranquillitatem Regnorum Bohemiæ & Poloniæ, ac Regnigenarum & Incolarum ipsorum, nec non contemplatione & intuitu Serenissimorum Principum, Dominorum Caroli Hungariæ Regis & dicti Casimiri, Poloniæ Regis: Cupientesque ipsis Regnis & Hominibus hinc inde salubri providere remedio, quatenus proinde animarum & corporum periculis salubrius obvietur) sponte ac libere renunciaverint omni juris actioni, exceptioni, proprietati, Dominio & titulo Regni Poloniæ, eis in eo competentibus, sub pœna excommunicationis, promittentes pro se & Hæredibus suis contra hujusmodi renunciationem, & cessionem non contravenire aliqua occasione, ingenio, facto pariter & sermone, prout in aliis eorum litteris planius continetur. Exceperunt tamen, excipiuntque generosos Principes, Dominos Duces, infra scriptos, vasallos eorum, cum eorum Ducatibus, terris, bonis, Dominiis & pertinentiis quibuscumque, quæ tempore præstiti Homagii possiderunt: & omni modo & forma, quibus dicti Domini Duces, ipsis Dominis, Regi Bohemiæ, & Marchioni Moraviæ, & eorum hæredibus, sive ipsorum ditioni sese subjecerunt, ipsos Dominos Duces & Ducatus eorum ac Dominia cum appendiis quibuslibet, suo & hæredum Dominio totaliter reservantes.

Exce-

1335 Exceperunt etiam Terras Vratislaviæ & Glogoviæ, cum omnibus pertinentiis, distrisctibus & Dominio ad ipsos spectantibus quoquo modo, Domini autem Duces & Ducatus prædicti hi sunt: Domini Boleslaus Lignicensis & Bregen. Henricus Saganensis & Crosnens. Conradus Olsnens. Johannes Steinaviens. Silesiæ Duces, Bolko Opolens. Bolko de Falkenbergk. Albertus de Strelitz. Vratislaus Cozlensis & Bituniens. Principes Masovienses. Dominus in Pletzk, Gelzko de Ratibor, Joannes Osnentienses, & Vladislaus de Teschin.

Nos itaque volentes favorem & indissolubilem dilectionis amicitiam in præfatos Dominos, Regem Bohemiæ & Marchionem Moraviæ & Poloniæ Regem, hinc inde benevole amplecti, promittimus pro ipso Domino, Rege nostro Poloniæ: quod idem Dominus Rex Poloniæ eisdem Dominis Regi Bohemiæ & Marchioni Moraviæ optime favet de omni jure, dominio & proprietate, quam habent ut se habere adserunt in Dominiis, Ducibus & Ducatibus prædictis, ipsosque nullo unquam tempore impediet super ipsis, nec Duces aut Ducatus ipsos vendicabit impetet vel assumet, in præjudicium Dominorum prædictorum Regis & Marchionis, & hæredum suorum; ipsosque super eisdem in nullo penitus, per se vel Hæredes suos aliqualiter molestabit, pœnam & sententiam excommunicationis, si contraiverit, ipso facto incursurus.

Renunciamus insuper pro ipso Domino Rege Poloniæ & suis Hæredibus, omni actioni, exceptioni, præscriptioni & oppositioni juris, consuetudinis aut etiam facti, si quæ aut aliquod eorum ipsis, Domino Regi Poloniæ, aut Hæredibus suis in supradictis Dominiis, Ducibus aut Ducatibus eorum possent aliqualiter suffragari aut competere non obstantibus aliquibus munimentis, literis, scripturis, pactis, pactionibus, statutis, reformationibus aut aliis quibuslibet ordinationibus, sub quacumque verborum forma conceptis, etiamsi talia forent, de quibus de verbo ad verbum specialem & expressam oporteret fieri mentionem.

Quibus omnibus & singulis & cuilibet eorum, ex certa nostra scientia esse & intelligi volumus penitus derogatum, promittentes sub fidei præstito juramento: quod sæpe fatus Dominus, Rex Poloniæ, promissa omnia & singula hinc infra festum B. Galli proxime ratificabit: ac suis patentibus literis grata, rata, firma per omnia observabit. In quorum omnium testimonium atque robur præsentes conscribi & nostrorum sigillorum patrociniis fecimus communiri. Datum & actum in Tricinio, An. & die supradictis.

CCCL.

Pax perpetua inter Regem Hungariæ Ludovicum, & Johannem Delfinum Ducem, totamque Communitatem Venetiarum, An. 1358.

1358 JOannes Delfino D. G. Dux Ven. &c. Rex pacificus pro redemptione Generis Humani de supremis Cœlorum ad ima Mundi descen-

descendens, & tamen mortem subiens temporalem D. N. Jesus Christus, post gloriosam resurrectionem suam ascendens ad Patrem, Pacem, quæ caritatis est vinculum, in suo Natali glorioso Cœlestium Agminum multitudine nuntiatam suis præbuit fidelibus, & reliquit sibi subditos pacis instruens amatores, & religato odio ut fraternæ invidiæ amor regnaret, & quod Noverca discordia sejunxisset, Mater Concordia pacis amica solidaret; proinde ad universorum notitiam præsentium Literarum serie volumus pervenire. Quod cum inter quosdam Prædecessores Reges, & demum ex m. DD. Ludovicum D. G. Ungariæ regem ex una parte, & inclytus & Prædecessores nostros, Duces Venetiarum &c. nos & Commune Venetiarum ex altera, procurante hoste antiquo humani generis inimico, multæ discordiæ, rixæ, contentiones, derobationes, oppressiones, offensiones, strages, & damna ortæ fuissent, temporibus retroactis occasione Dalmatiæ quod Prædecessores nostri Duces, & nos ac Commune Ven ab olim tenuimus, & tenebamus. Tandem nos, & tota Communitas Venetiarum postquam plures Ambassiatas factas hinc & inde honorabiles viros DD. Petrum Travisano, Joannem Gradenico, & Penintendum Ducatus & Communis Venet. Canc. Cives nostros ad præfatum Illustrissimum D. Ludovicum Ungariæ Regem cum pleno & sufficienti mandato, ut appareat ex forma Instrumenti manu Raffaini de Caresinis Pub. aucto. Imp. Nat. & Ducatus nostri Scribæ sub 1357. die 28. mens. Novem. X. Ind. Dum prælibatus D. Rex in Civ. Jadræ fuisset, transmisimus & ipsum declaratis nostris voluntatibus ad infra scriptam Pacem & Concordiam perpetuæ Pacis, & Concordiæ Vinculum amicabiliter invitamus per eosdem. Nos igitur qui cum Christianis quibuslibet & potissime cum Regno Ungariæ antiqua amicitia Ducatui nostro conjuncto Pacem optavimus, & optamus ad infra scriptam Pacem & Concordiam perpetuo duraturam cum præfato D. Rege devenimus in hunc modum. Vid. quod nos & Communitas Venet. & in nostris personis ac vice, & Nomine nostro Ambasciatores, Nuntii, & Syndici prælibati habentes ad infra scripta plenam & liberam potestatem vigore Instrumenti prædicti contenti fuimus renuntiare & effectualiter renunciamus de facto in manibus supra scripti Regis, suo & suorum Successorum Regum nomine, toti Dalmatiæ, a medietate scilicet Guarnarii usque ad confines Duracii, omnibus Civitatibus, Terris, Castris, Insulis, Portubus, & Juribus, quæ habuissemus & tenuissemus, habebamus & tenebamus in eisdem quoquo modo, & specialiter Civitatibus Nonæ, Jadræ, Scardonæ, Sibenici, Tragurii, Spalati, & Ragusii in terra firma existentibus, item Civitatibus, & Terris adjacentibus videlicet Cherso, Veglia, Arbo, Pago, Brachiæ, Lesinæ, Cursulæ, cum Insulis earundem cum omnibus pertinentiis, & utilitatibus earundem, ac titulis Dalmatiæ, Croatiæ, quibus uti consueveramus, & totum ipsorum jus, & Dominium & proprietatem, si quos habuissemus, in ipsum D. Regem & successores suos sponte deliberate, & cum maturitate transferentes, renuntiantes insuper omni

1358

1358 omni actioni, & omni juris & legis beneficio, quibus ullo unquam tempore poſſemus contra prædicta, vel prædictorum aliquod nos juvare, & promittentes ſolenniter ſub vinculo Sacramenti pro nobis, & Communi Ven. corporaliter præſtiti de ipſa Dalmatia, Civitatibus, Terris, Caſtris, Locis, Inſulis, Juribus, & Titulis ac ipſorum poſſeſſione, ſeu Dominio nullo unquam tempore per nos, vel alios nos intromittere, vel aliqualiter impedire uſque ad confines ante dictos, obligantes nos omnes Civitates, Terras, Caſtra, Loca, Portus, Inſulas, atque Jura infra dicta confinia exiſtentia quæ ſunt pro nunc in mera poteſtate noſtra libere, pure, & ſimpliciter eidem D. Regi, vel quem ad hoc deputaverit, abſque omni dolo ſine fraude infra ſpacium 22. dierum a tempore datæ Literarum ejuſdem D. Regis ſcriptarum nobis in eadem forma reſignare. De Terris autem, & Locis, quæ in noſtra poteſtate non eſſent, ſi regerentur per Rectores noſtros, revocare, & retrahere quoslibet Rectores & Officiales, & gentes quaslibet noſtro nomine ibidem exiſtentes, ſeu reſidentes, & qui eis in poſterum contra ipſum D. Regem recipere ſicut ipſe D. Rex ſolitus eſt eſſe aliis gratioſus. Et verſa vice ipſe D. Rex volens nos Ducem & Commune habere perpetuo in amicos cariſſimos promiſit quod omnes Terras, Caſtra & Loca, quas nos ſeu Subditi noſtri, & ſequaces tenebamus in partibus Tarviſii, & Cenitæ, ac Iſtriæ ſeu alibi quæ ad dicti D. Regis manus deveniſſet, & deveniret, vel ſuorum & ſuo nomine tenerentur, aut ſuorum, nobis, & dictis noſtris Subditis & quorum erant, faciet tradi, reſtitui & libere aſſignari infra terminum 22. dierum prædictorum, ſeu quibus duxerimus deputandos, nec de ipſis Locis & Terris ullo unquam tempore per ſe, ſucceſſores ſuos vel alios intromittet vel impediet, renuncians, ac in nos transferens omne jus, ſi quod acquiſiviſſet in eis; ita tamen quod ipſas Terras, Caſtra & Loca, & ſubditos earum, nec non omnes amicos adhærentes & ſequaces ipſius D. Regis tam Nobiles quam ignobiles tractemus dulciter & benigne, remiſſis omnibus injuriis & offenſis, & ſicut faciebamus ante novitates præſentis guerræ, & ſicut ſi D. Regi nunquam adhæſiſſent; & converſo promiſit Præfatus D. Rex facere, & ſervare de omnibus amicis adhærentibus, & ſequacibus noſtris tam Nobilibus quam ignobilibus. Item quod captivi ex utraque parte libere relaxentur. Item quod ex utraque remittantur, & ex nunc remiſſæ intelligantur, omnes offenſiones, injuriæ ac damna præterita, non intelligendo debita, quibus ſibi invicem tenerentur ſpeciales perſonæ, de quibus fiat juſtitia hinc inde. Item quod D. Rex bona fide prohibebit, & ordinabit cum effectu quod in aliqua Terrarum ſeu Inſularum aut Locorum, quæ perventuræ ſunt ad Dominium d. D. Regis, & quæ jam pervenerunt non armabitur in curſum, nec exercebitur Piratica ſeu damnum, aut violentia aliquibus navigantibus, nec receptabuntur in ſuis Portubus Curſarii & malefici, ſed potius perſequentur, & arcebuntur ſicut decet Regias juſtitias & honores; Et e contrà in noſtris Terris & Inſulis promiſimus

nos

nos facturos illud idem; præterea promisit D. Rex præfatus verbo suo Regio universos, & singulos Cives, subditos, & fideles nostros & Communis Ven. venientes ad Terras, Portas, Insulas & loca quæque subdita præsentialiter & in futurum Majestati suæ habere & salvos, & securos cum personis, & navigiis ac rebus eorundem, & quod secure & quiete possint ire, stare, redire & manere per dictos Portus, Terras & Loca cum navigiis, personis & mercimoniis suis, imo ipsos tractabit, & tractari vult dulciter, & benigne sub favore & gratia ipsius, & e contra Nos Dux & Commune tractabimus Subditos & fideles d. D. Regis tali vinculo in prædictis omnibus & singulis. Quod si partium aliqua huic ordinationi, dispositioni, concordiæ atque paci niteretur contraire, & eas infringere, vel violare conaretur aliquas Terras, Castra, Insulas, aut Portus de iis quæ renuntiata sunt occupando, vel aliter paci contrafaciendo, ex tunc Pars altera id Sedi Apostolicæ intimari debeat, & D. Papa vigore emologationis, ac potestatis datæ per ipsum D. Regem & nos tenore præsentium Litterarum teneatur, & velit infra spatium unius mensis simpliciter & de plano absque strepitu & figura judicii solum recepta fide, & certificatione violationis & infractionis ante dictæ ad observationem dictæ dispositionis, & ordinationis illum vel illos adstringere censura Ecclesiastica mediante in personas vel Communitatem contrafacientem Sententiam Interdicti & in singulares personas Excommunicationis proferendo a qua nullatenus absolvatur, donec per Partem prædicta infringentem, vel infringere procurantem Parti alteri satisfaciat prout erit justum, illum vel illos nihilominus denunciando fideifragos & perjuros. Si autem aliqua damna vel injuriæ aut offensiones committerentur per subditos utrorumque alterutrum & tunc super illos per ipsum D. Regem vel suos Officiales, vel Rectores Locorum ipsorum pertinentibus ad nos, & per nos & nostros Rectores & Officiales pertinentibus ad ipsum D. Regem infra spacium unius mensis a tempore depositæ querelæ plenaria satisfactio impendatur. Nec hæc ordinatio, dispositio, Concordia, & Pax intelligatur violata, sed in sua firmitate debeat permanere, & quæ ipse D. Rex, & Nos spontanea nos obligamus voluntate. Præmissa autem omnia & singula cum infra scriptis nostris Nobilibus juravimus ad Sacrosancta Dei Evangelia tactis scripturis per nos & successores nostros & omnes pertinentes ad nos inviolabiliter & integraliter observare, & non contrafacere, vel contravenire per nos, vel alios, de Jure vel de facto, directe vel indirecte, palam vel occulte, quovis ingenio vel colore, sub indignatione Dei omnipotentis & omnium Sanctorum suorum, quod quidem juramentum præstitimus in manibus venerandi in Christo Patris D. Stephani Zagabrien. Episcopi & Mci. Viri Domini Nicolai Regiæ Curiæ Judicis Ambasciatorum & Procuratorum d. D. Regis ad hoc specialiter constitutorum, sicut constat per Litteras Regias scriptas Jadræ sub anno Domini 1358. die 20. Febr. sigillatas Sigillo suo secreto; Nomina autem nostrorum

1358 rum Nobilium, qui nobiſcum juraverunt ſunt hæc: D. Fran. Lauretano, Petrus Caravello, Johannes Mocenigo, Andreas Fuſculo, Laurentius Dandulo, & Marcus de Priolis Conſiliarii noſtri Venetiarum, & D. D. Petrus Steno, Marcus Pariſano, & Daniel Victuri capita Conſilii de 40. D. D. Marcus Cornario, Miles Petrus Gradonico q. Domini Ducis, & Franc. Bembo D. D. Andreas Erizzo Procuratores S. Marci & Nicolaus Falletro, D. Marcus Lauretano Procuratores Eccleſiæ S. Marci, & D. Pancratius Jorgio Advocator Communis Ven. D. D. Petrus Baduaro Miles Bernardus Juſtiniano Procurator S. Marci, Petrus Memo Bertucius Grimani & Marcus Mauroceno, omnes honorabiles Cives noſtri Ven. pro ſe ac Hæredibus & Succeſſoribus eorum, & tota Civitate Ven. prædictum juramentum præſtantes. Actum Venetiis in Eccleſia S. Marci præſentibus Reverendo Patre D. Raimundo electo Patracen. Archiepiſcopo Ven. V. D. Neapoleone de Tibertis Ordinis S. Joannis Jeroſolymitani Priore Ven. D. Paulo Cantore, & Canonico Zagrab. & D. Ladislavo Canonico Buden. Teſtibus rogatis & aliis. Anno Domini 1358. Indict. XI. die Dominico 25. Februarii feliciter. Amen.

CCCLI.

Conventio Amedei Comitis Sabaudiæ cum Civitate Niciæ, de hujus ſubjectione, An. 1388.

In nomine Domini noſtri Jeſu Chriſti, Amen.

1388 ANno a nativitate ejuſdem milleſimo tricenteſimo octuageſimo octavo, die viceſima octava Menſis Septembris, duodecimo Indictionis ſecundum curſum Provenciæ. Ex tenore hujus veri & publici Inſtrumenti, univerſis præſentibus & futuris eluceſcat: quod cum Univerſitas & Homines Civitatis NICEÆ, attendentes & conſiderantes oppreſſiones & damna, læſiones, injurias, prædas, rapinas, offenſas, & vaſta, factas & facta, illatas & illata hujus temporis Guerrarum diſcrimine, dictæ Civitati, Civibus & ſingularibus perſonis tam dictæ Civitatis quam Diſtrictus & Vicariæ ejuſdem, in perſonis & bonis eorundem; & quæ futuro tempore fortius inferri parabantur per Illuſtrem Dominum Ludovicum Filium Illuſtris Domini Ludovici quondam Andegaviæ Ducis, ex eo quod ſe Regem Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comitem ſe aſſerit, adeo videlicet, quod fames & cariſtia in dicta Civitate Niciæ jam inſurgebat, & fortius inſurgere ſpectabatur, propter dictarum Guerrarum diſcrimina & inimicorum ſuorum potentiam. Videntes & ab experto cognoſcentes ſuccurſum ſereniſſimi Principis Domini Ladislaus Regis Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii prædictorum Comitatuum eorum Domini naturalis, habere non poſſe propter ipſius impotentiam, & dictorum ſuorum inimicorum robur & potentiam rapacem, qui jam majorem partem dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii vi ſua uſurparunt, & ſuo ſubjugarunt Dominio; & quod ulterius

terius vivere non poterant quia succursum alicujus Domini implorarent habendum: habito super hoc, in quam pluribus colloquiis & Consiliis, deliberato proposito elegerint unanimes & concordes, viam eligentes, saniorem, implorare succursum Illustris & Inclyti Principis & Domini Domini Amedei Comitis Sabaudiæ, Sacri Imperii Vicarii Generalis, a quo Sacro Imperio & ejus protectione ac de Feudo moventur prædicti Comitatus Provinciæ & Forcalquerii, ut asseritur, pro parte Civium prædictorum & dictam Civitatem, Districtum & Vicariam ejusdem, personas, & bona singulorum personarum ejusdem Civitatis, Districtus & Vicariæ & Locorum eidem Civitati adjacentium, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Jurisdictione eorundem & singulorum eorum, subjicere & ponere sub protectione, tuitione, regimine, defensione & tutela præfati Illustris Domini Comitis Sabaudiæ Imperialis Vicarii Generalis, ut ipsius Domini Comitis & Vicarii juvamine, viribus & potentia, se suaque valeant ab Hostium incursibus & ipsorum jugo defendere viriliter & tueri. Pro quibus a præfato Illustri Domino Comite & Vicario obtinendis, Oratores & Ambassiatores pluribus vicibus ad præfati Illustris Domini Comitis Sabaudiæ & Imperialis Vicarii Generalis præsentiam destinarunt. Ecce quod dictorum Oratorum & Ambassiatorum dictæ Civitatis Niciæ, ad dictum Dominum Comitem & Vicarium destinatorum pro præmissis & infra scriptis, suadentibus requisitionibus multifariis expositis præfato Illustri Domino Comite Sabaudiæ Imperiali Vicario Generali, ad partes Provinciæ jam provento & in loco infra scripto; videlicet, ante Monasterium Sancti Poncii Ordinis Sancti Benedicti, extra muros Civitatis præfatæ constituto & existente, cum sua Baronum, Militum & Scutiferorum, ut decet tantum Principem, generosa Comitiva; Nobiles & discreti Viri Dominus Giraudus Rocamaure Jurisperitus, Antonius Blasii, Ludovicus Taloni, & Johannes Talhaferri de Nicia, Ambassiatores, Syndici & Procuratores, specialiter electi & ordinati per quadraginta Electos in generali Parlamento dictæ Civitatis Niciæ, de Dominica vigesima septima mensis Septembris, tento in plano Regii Palacii, ut constat de ordinatione ipsa & potestate, super hoc ipsis supradictis concessa per ipsos quadraginta, quodam publico Instrumento scripto manu mei Joannis Trofferii subscripti Notarii, die vicesima septima prædicti mensis Septembris circa vesperas; & de electione & potestate data & attributa in dicto Parlamento dictis quadraginta, alio constat Instrumento scripto dicta die vicesima septima Septembris circa tertiam, per Guillermum Aloysii de dicta Civitate Notarii, in præfati Illustris & Inclyti Principis Domini Amedei Comitis Sabaudiæ Sacri Imperii Vicarii Generalis Testium infra scriptorum & nostrorum Notariorum subscriptorum præsentia personaliter constituti, suis & dictæ Universitatis & singularum personarum dictæ Civitatis Niciæ, & locorum totius suæ Vicariæ nominibus, humiliter præfato Illustri Domino Comiti & Imperiali Vicario supplicarunt; Quatenus attento quod præfatus Serenissimus 1388

1388 Dominus Ladizlaus ipſorum naturalis Dominus, eoſdem a ſuis inimicis jam defendere non poteſt ut ſupra dictum eſt, & qui ſunt ad tantam extremitatem deducti, quod ipſos neceſſario oportet alicujus Domini implorare ſuccurſum, vel in manus incidere inimicorum ſuorum; dignaretur & vellet, velut eorum tutum & ſupremum refugium eoſdem, Civitatem, Homines & ſingulares perſonas ipſius Civitatis Niciæ & totius Vicariæ ſuæ, res & bona ipſorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Juriſdictione alta, media & baſſa, cum ſingulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis, ad Curiam dictæ Civitatis Niciæ & Vicariæ ſuæ pertinentibus & ſpectantibus quoquomodo recipere & habere in ipſius Domini Comitis Imperialis Vicarii Generalis protectionem, tuitionem, regimen, defenſionem & tutelam, cum Pactis, Promiſſionibus, Capitulis & Conventionibus infra ſcriptis; & ipſos omnes & ſingulos tanquam ſuos & ſuæ protectioni & tutelæ ſuppoſitos protegere & defenſare ſuis propriis ſumtibus & expenſis a quibuſcumque cujuſvemodi, conditionis exiſtant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Terras prædictas invadere & uſurpare, & ſuo Dominio & Imperio ſubjugare; & præſertim a Duciſſa Andegaviæ Liberiſque ejus, & cæteris perſonis tam Eccleſiaſticis, quam Secularibus, & nomine ipſius, & ipſorum Officia miniſtrantibus; & a Comitibus Vintimillii, ſcilicet Tendæ & Briguæ. Et ex nunc dicti Syndici ſuis & nominibus quibus ſupra, ſe ſe & dictam Univerſitatem, Civitatem Niciæ, Civitatemque Homines & ſingulares perſonas ipſorum Locorum, res & bona ipſorum & cujuslibet ipſorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Juriſdictione alta, media & baſſa, ac ſingulis Honoribus, Exitibus, Proventibus & Emolumentis dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ ejuſdem, & cujuslibet eorum, ad Curiam dictæ Civitatis pertinentibus & ſpectantibus, & debitum pertinere ac haberi & exerceri ſolitum per eandem; poſuerunt & ſubmiſerunt protectioni, tutelæ, regimini & defenſioni præfati Illuſtris Domini Comitis Imperialis Vicarii ibidem præſentis, cum dictis ſubſcriptis Pactis & Conventionibus. Quorum Syndicorum prædictorum nominibus, ſupplicationi pariter & requiſitioni, præfatus Illuſtris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius Generalis, gratis favoribus inclinatus non dedignans preces ſupplicum exaudire, ipſos, Univerſitatem, Civitatem, Homines & ſingulares Perſonas dictæ Civitatis Niciæ & totius Vicariæ ejuſdem & Locorum adjacentium ſibi, res & bona ipſorum & cujuslibet eorum, cum mero, mixto Imperio & omnimoda Juriſdictione alta, media & baſſa, ac ſingulis Honoribus, Exitibus, Proventibus, & Emolumentis ejuſdem Civitatis & Locorum ſuæ Vicariæ, & cujuslibet eorum, ad Curiam pertinentibus & ſpectantibus, & ſpectare & pertinere debentibus quoquo modo, cum ſubſcriptis Pactis & Conventionibus in ſuam protectionem, tuitionem, regimen, defenſionem, & tutelam gratanti animo & deliberato propoſito recepit: Promittens bona fide dictis Syndicis & Procuratoribus ſuis, quibus ſupra nominibus ſtipulantibus, & recipientibus

more

more publicarum personarum, vice & nomine & ad opus omnium 1388
& singulorum, quorum interest, & interesse poterit in futurum; dictos Civitatem, Universitatem, Homines, & bona dictæ Civitatis Niciæ & Locorum totius Vicariæ suæ, protegere, regere, & defensare suis sumtibus & expensis, ab omnibus & contra omnes cujuscumque conditionis existant, volentibus prædictam Civitatem, Loca & Terras prædictas invadere & usurpare, & suo Dominio & Imperio subjugare; & præsertim, a dicta Domina Ducissa Andegaviæ Liberisque ejus, & ceteris personis tam Ecclesiasticis, quam Secularibus, & nomine ipsius & ipsorum Officia ministrantibus; & a Comitibus Vintimilii, Dominis Tendæ & Briguæ. Et ultra supplicationibus & requestis dictorum Syndicorum inclinatus, favore benigno tendens ad Unionem sicut decet bonum pacificum & tranquillum statum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius Generalis bona fide promisit, & convenit dictis Syndicis & nobis dictis Notariis ut supra stipulantibus, quod ipse suo posse faciet quod cetera loca & Civitates dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ præsentialiter occupantur per dictam Dominam Ducissam & Liberos ejus, eruet ea & eas suis specifice sumtibus & expensis a manibus prædictæ Dominæ Ducissæ Liberorumque suorum & Locatenentium eorundem, & ceterarum aliarum personarum tam Ecclesiasticorum quam Secularium, & Officialium ipsorum, & cujuslibet eorum tenentium & possidentium, seu qui in futurum tenerent & possiderent aliquas Terras seu Terram in prædictis Comitatibus; Et prædicta faciet & facere teneatur præfatus Dominus Comes, cum vexillo Serenissimi Principis Domini Regis Boemiæ Romanorum Imperatoris atque suo. Item ad ipsorum Syndicorum humilem supplicationem & requestam, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius Generalis, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, recipientibus & requirentibus; quod si contingeret dictum Dominum Regem Ladizlaum ad tantam futuro tempore resilire potentiam, quod infra tres annos a die crastina inchoandos continuos & completos restituere posset præfato Domino Comiti omnes expensas, sumptus & missiones, per ipsum Dominum Comitem & suos factos & factas, fiendos & fiendas in futurum, tam in acquisitione & protectione Locorum prædictorum, quam in defensione & custodia eorundem. Eo casu ipse Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis & ejus Hæredes teneantur, prædictam Civitatem & loca Vicariæ, ipsique qui sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, ipso Domino Comite sic possidente, restituere, remittere, tradere & desamperare libere, & expedire omnibus cavillosis anfractibus procul pulsis, videlicet dicto Domino Ladizlaus Regi Ungariæ, Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comiti seu ejus Hæredibus, infra prædictos tres annos proximos a die crastina inchoandos continuos & completos, ad sui vel suorum primam requisitionem;

1388 prius tamen per dictum Dominum Ladislaus Regem & suos, solutis & restitutis integre præfato Domino Comiti & suis omnibus & singulis expensis, sumptibus & missionibus per ipsum Dominum Comitem factis, & quas & quos ipsum & suos contingeret facere, tam in recipiendo protectionem Civitatis prædictæ & Locorum Vicariæ ejusdem, quam pro conservatione, custodia & defensione eorundem, de quibus expensis, sumptibus & missionibus factis & fiendis, credatur & stetur dicto & solo simplici verbo dicti Domini Comitis & suorum sine alia probatione & juramenti præstatione quibuscumque. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis promisit, & solemni stipulatione convenit dictis Syndicis & Procuratoribus stipulantibus & recipientibus suis & quibus supra nominibus, & nobis dictis Notariis ut supra stipulantibus, quod ipse & ejus Hæredes in posterum & successores, durante dictorum trium annorum tempore, vel postea, quascunque prædictas Civitatem Niciæ, Terras & Loca Vicariæ suæ, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non remittet seu remittent, restituet seu restituent, dabit seu dabunt, tradet seu tradent, desamperabit seu desamperabunt, vendet seu vendent, alienabit seu alienabunt ratione Dominii, possessionis vel tenutæ, vel etiam quocumque alio titulo, modo seu via, qua excogitari possent prædictæ Ducissæ Liberisque suis Domino Regi Franciæ, nec alicui Principi, Comiti, Baroni vel Marchioni, seu alteri Domino pari, majori vel minori prædictis, nisi prædicto Domino Regi Ladizlaus vel Hæredibus suis. Item ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit eisdem Syndicis ut supra stipulantibus; quod dictorum trium annorum durante tempore, dictas Civitatem, Terras & Loca Vicariæ ejusdem, quæ sub dicti Domini Comitis Imperialis Vicarii protectione se posuerunt, non compellet vel adstringet ad faciendum eidem aliquod Homagium, nec fidelitatis Sacramentum; remanente tamen libero arbitrio Civium qui eidem Domino Comiti Homagium facere voluerint, quod Homagium vel Homagia possit & valeat recipere; teneantur tamen & nunc promittere & corporaliter jurare præfato Domino Comiti eidem ut Vicario Imperiali, & Officialibus suis in dicta Civitate & Vicaria constituendis per eundem, obedire, prout Regibus Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comitibus & Officialibus suis obedire consueverunt; & teneantur eidem Domino Comiti Imperiali Vicario in Civitate prædicta & Vicaria ejusdem, concedere merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & bassam, cum omni exercitio per ipsum Dominum Comitem Imperialem Vicarium & ejus Officiales exercendo & exequendo, cum receptione, perceptione & habitione omnium bonorum, obventionum & emolumentorum quorumcumque, quas & quæ & prout Reges Jerusalem & Siciliæ, Provinciæ & Forcalquerii Comites, & Officiales

ciales ipsorum erant exercere, percipere & habere consueti in Civitate & Vicaria prædictis. Item præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius Generalis solemni stipulatione promisit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus, quod ipse & Hæredes sui specialiter & expresse teneantur revocare, irritare & cancellare quamcumque venditionem seu Feudi donationem & aliam quamcumque alienationem, si quam vel quos facit alicui personæ vel personis tam Ecclesiasticis quam secularibus, de Civitate prædictæ Niciæ, Terris, Villis & Locis Vicariæ ejusdem, seu de aliquo Imperio mero, mixto, & Jurisdictione quacumque dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicariæ de Domanio existentibus. Item præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus, quod ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur dare passagium, & concedere licentiam & auctoritatem quibuscunque præbere seu dare volentibus auxilium, consilium, succursum, juvamen vel favorem, per Mare vel per Terram, de Victualibus, Hominibus armigeris vel quibuscunque aliis necessariis, prædicto Domino Regi Ladizlaus, per totam Terram dictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quæ est seu erit sub ejus protectione vel Dominio & præsertim dictis Civitatibus Niciæ, Locis & Terris Vicariæ ejusdem. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione pepigit, promisit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus, quod ipse & ejus Hæredes teneantur juxta posse vetare & prohibere quoscunque Reges, Principes, Duces & Barones & alias quascumque personas, & eorum exercitus & comitivas tam maritimas quam terrestres volentes seu intendentes ire & transire per terras dictorum Comitatuum contra dictum Dominum Regem Ladizlaus & ejus Civitates & Loca invadere seu usurpare. Item præfatus Illustris Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis, quod si præfatus Dominus Rex Ladizlaus vel ejus Hæredes, infra dictum tempus dictorum trium annorum, expensas, sumptus, & missiones factas per ipsum Dominum Comitem & suos, & fiendas, tam pro defensione quam receptione dictarum Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ & aliarum Terrarum & Locorum sub obedientia dicti Domini Regis Ladizlaus existentium, quæ sub protectione dicti Domini Comitis se posuerunt, restituerint dicto Domino Comiti & ipsis restitutis dictus Dominus Comes dictas Civitatem, Terras & Loca dicto Domino Regi restituere, tradere, & remittere recusaret, vel ipsas expensas & missiones ut supra declaratas accipere contradiceret; eo casu sit licitum Hominibus dictarum Civitatis, Locorum & Terrarum & cujuslibet earum, propria autoritate ad Dominium dicti Domini Regis redire & de manibus dicti Domini Comitis se movere, absque eo quod in crimen rebellionis seu proditionis dicerentur incurrisse; prius tamen præfato Domino Comiti observatis & adimpletis 1388

1388 pletis omnibus & singulis insuper & infra scriptis Capitulis, Pactis & Conventionibus contentis & designatis. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis & Procuratoribus ut supra stipulantibus; Quod ipse & ejus Hæredes & Officiales eorum qui pro tempore fuerint in Civitate, Locis & Terris prædictis, non possint aliqua occasione seu causa aliquam personam requirere, extrahere seu remittere de uno Loco ad alium, vel de una Curia ad aliam, tam in causa criminali quam in Civili, sed in singulis Locis Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum ubi Jurisdictiones exercentur; unusquisque Civitatis, Locorum & Terrarum prædictarum conveniatur & reconveniatur, prout fuerit requisitus, nisi causa dictum Dominum Comitem tangeret. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad ipsorum Syndicorum humilem requisitionem, eisdem Syndicis ut supra stipulantibus & recipientibus dedit, donavit, concessit licentiam & authoritatem, quod dicta Civitas Niciæ, seu Universitas ejusdem, gabellas, revas & ceteras impositiones, quarum commodum & emolumentum ad ipsam Civitatem ceteraque Loca ejusdem Vicariæ pertinet & spectat & consuevit spectare, factas pro necessitatibus guerræ & aliis oneribus dictæ Universitatis Niciæ & Locorum Vicariæ ejusdem, & cuilibet eorum in dicta Civitate & Vicaria ejusdem, possint Homines dictæ Civitatis & Vicariæ tenere & servare, tollere & destruere & annulare, prout eisdem Hominibus pro bono dictæ Civitatis & Vicariæ videbitur expedire; dum tamen gabellæ & ceteræ obventiones & emolumenta, per Curiam percipi consueta & eidem Curiæ spectantia, præfato Domino Comiti persolvantur. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod major Curia Senescalli & aliorum majorum Officialium in prædictis Comitatibus Provinciæ & Forcalquerii, si ipse Dominus Comes acquisiverit, per eos constituendorum, tenebitur & regetur in dicta Civitate Niciæ, sicuti tenebantur & regebantur in Civitate Aquensi tempore regiminis quondam Dominæ Joannæ Reginæ, juxta privilegium dictæ Civitati concessum per dictum Dominum Ladizlaus Regem; durante tamen beneplacito Domini Comitis ante dicti. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit & convenit solemni stipulatione eisdem Syndicis, quod ipse Dominus Comes & ejus Hæredes teneantur concedere marcham & represalias, contra quascumque personas quæ Hominibus dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ ejusdem jus & justitiam denegabunt, juxta stylum & consuetudinem Italiæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit, solemni stipulatione dictis Syndicis stipulantibus ut supra, quod ipse gabellam salis Civitatis Niciæ tenebit sufficienter munitam sale, nec ipsam alibi transportabit vel mutabit aliquo modo, & quod Cives Niciæ habeant, habere debeant ac possint sal in gabella prædicta

salis

salis pro pretio consueto, scilicet duorum solidorum & dimidii pro sestario quolibet, tam pro usu eorum quam piscibus salandis & carnibus vendendis, & sicut hactenus sunt habere consueti; & modo simili homines dictæ Vicariæ Niciæ sal in dicta gabella habere debeant & possint, de pretio quo sunt in illa habere consueti, tempore Dominæ Joannæ bonæ memoriæ Reginæ Jerusalem & Siciliæ & prædictorum Comitatuum Comitissæ; servato tamen, quod tempore guerræ remaneat & sit de pretio dicti salis in arbitrio dicti Domini Comitis, & Syndicorum Niciæ. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis solemni stipulatione; quod ipse non faciet Treugam neque Pacem cum prædicta Domina Ducissa Andegaviæ nec Liberis ejus, quamdiu stabit in acquisitione Civitatum, Terrarum & Locorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, nisi super hoc participato consilio Civium Niciæ. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod ipse durante dictorum annorum tempore non perturbabit Homines dictæ Civitatis Niciæ & Locorum suæ Vicariæ, qui se sub protectione dicti Domini Comitis posuerunt, quominus possint succurrere, succursum & juvamen dare dicto Domino Regi Ladizlaus; dum tamen non cederet contra honorem dicti Domini Comitis & dictæ Civitatis Niciæ vel alterius eorum. Item præfatus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus, quod ipse nullo tempore futuro Homines dictæ Civitatis & Locorum suæ Vicariæ, directe vel indirecte, cohercebit vel compellet ire contra dictum Dominum Regem Ladizlaus, nisi ipse Dominus Rex faceret Guerram contra dictum Dominum Comitem & suos, vel facere præsumeret ipsis Hominibus & Civitate existentibus dicti Domini Comitis, servata etiam quod hæc forma Capitulorum supra & infra scriptorum. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod si contingeret dictam Civitatem & Loca Vicariæ se declarare pro aliquo summo Pontifice, quod ipse Dominus Comes suo posse procurabit dictam Civitatem & Loca Vicariæ suæ, absolvi ab omni sententia Excommunicationis & Interdicti, quam forte Homines & Personæ dictæ Civitatis & Locorum Vicariæ suæ incurrerent, qui bona, jura & redditus Ecclesiæ receperunt, & domos, Castra & alia ædificia Ecclesiæ disruerunt, ac etiam de quibus redditibus & bonis Ecclesiasticis receptis & occupatis per dictam Civitatem & Loca Vicariæ suæ, suo posse procurare & facere quittari & absolvi, & remissionem fieri ab ipso Domino summo Pontifice, pro quo se declarabunt. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, solemni stipulatione promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod ipse teneatur Comites Vintimilii Dominos Tendæ & Briguæ, suo posse cohercere & removere per cambium 1388

1388 bium vel conqueſtum, a Dominio & tenuta ac poſſeſſione dictorum Locorum & aliorum quæ in dicto Comitatu tenent, ad hoc ut paſſus de Nicia usque in Pedemontem itinerantibus ſit apertus. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad ſupplicationem & requeſtam dictorum Syndicorum, voluit & induxit ac liberaliter largitus eſt, quod omnes & ſinguli extranei per mare ad dictam Civitatem Niciæ victualia adducentes, ſint franchi & immunes a ſolutione Rippagii & Quarantesi durante tamen beneplacito dicti Domini Comitis. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſupra ſtipulantibus; quod ſi contingeret ipſum Dominum Vicarium acquirere alia Loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quod Judex Civitatis Niciæ habeat primas appellationes, cauſarum Civilium & Criminalium, & ad ipſum devolvantur; videlicet, Locorum citra Ciancham, ac de vallibus Barciloniæ & Sancti Stephani, Vicariæque Pugeri, Then. & Bajuliæ, de Sigala; & ſuper hoc Judicem Civitatis Niciæ conſtituere promiſit & teneatur dictus Dominus Comes, ipſarum primarum appellationum Judicem per Privilegium perpetuum, in caſu quo Curia major dictorum Comitatuum in dicta Civitate Niciæ non reduceretur, vel ipſam Curiam pro meliori Patria non ordinaret reducendam in Civitate prædicta Niciæ. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis, ut ſupra ſtipulantibus, quod Caſtra, Juriſdictiones & bona ablatas & ablata infra Diſtrictum dictæ Civitatis Niciæ & ſuæ Vicariæ, & etiam prædictorum Comitatuum, quibusdam Civibus & Incolis dictæ Civitatis Niciæ, & aliquibus dictæ ſuæ Vicariæ, per aliquos de facto, & per aliquos ratione Guerræ quæ fuit in dictis Comitatibus, inter prædictum Dominum Ladizlaus Regem & quondam Ducem Andegaviæ, & Natum ejus prædictum, reſtituere teneatur & debeat præfatus Dominus Comes, his quibus ablata fuerunt, & reſtitui facere & mandare quæcumque contigerit illa ad ſui Dominium & obedientiam venire. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſupra ſtipulantibus; quod ſi contingat ipſum non acquirere totam aliam Terram prædictorum Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, præter Civitatem Niciæ & Loca & Terras dictæ Vicariæ, & alia quæ ſub protectione ſua ſe poſuerunt; quod ipſe Dominus Comes nullo tempore concedere teneatur nec permittere, quod quidam Cives & Incolæ prædictæ Civitatis Niciæ, & bona in ipſa Civitate & ejus Territorio habentes, qui rebelles fuerunt dicto Domino Ladizlaus Regi, & contra dictam Civitatem venerunt, & quæcunque mala, quæ potuerunt, tractarunt & oppoſuerunt ſe, ſibi & ſuæ Vicariæ venire poſſint in eadem, nec bona ſua ullo tempore ſibi remittere ſine præjudicio creditorum. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ſolemni ſtipulatione promiſit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut ſupra ſtipulantibus, ad ipſorum

ſup-

supplicationem humilem; quod quando contigerit dictam Civitatem Niciæ se declarare, pro aliquo summo Pontifice, quod tunc dictus Dominus Comes teneatur cum dicto Domino summo Pontifice obtinere suo posse, quod Hospitia sistentia infra dictam Civitatem Niciæ, quæ tenetur sub majori directo Domino Monasterii Sancti Poncii extra muros Niciæ, sub certis annuis serviciis, dictus Dominus summus Pontifex affranchibit, dato competenti Cambio per ipsum Dominum Comitem de aliquo illorum Castrorum quæ fuerunt rebellia prædicto Domino Regi Ladizlaus, acquirendorum per dictum Dominum Comitem, uno videlicet & pluribus ad sufficientiam excambii supradicti. Item præfatus Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad humilem dictorum Syndicorum supplicationem & requestam, eisdem Syndicis ut supra stipulantibus concessit, quod in dicta Civitate Niciæ fiat & fieri possit & ordinari una Cazana, prout fit & consuetum est fieri in pluribus Locis Italiæ. Item quod frequenter contingit, quod mercatores destinantes Ballas Mercimoniarum, aliqui ad partes Orientales, aliqui ad partes Occidentales & aliqui ad partes Aquilonis, ipsas mandant recipi in Nicia, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, eisdem Syndicis ut supra postulantibus concessit, quod nulla persona dictas Ballas, quas ut superius in Civitate Niciæ mitti contigerit, recipiat nec recipere possit, nisi fuerit Civis vel oriundus dictæ Civitatis Niciæ, ut commodum Civibus & non forensibus applicetur. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, ad humilem supplicationem & requestam dictorum Syndicorum, voluit, jussit & ordinavit omnes Inquisitiones & Processus Criminales, factos & formatos hactenus in Curia dictæ Civitatis, & qui formari possent occasione quacumque præterita vel delicto contra quoscumque; esse cassos & nullius momenti: Et in signum nullitatis, voluit & jussit, quod omnes libri & cartularia processuum in dicta curia factorum hactenus, igne comburantur, Parti læsæ jure in omnibus reservato, remanentibus rebellibus in banno in quo erant, & reperientur esse de præsenti. Item præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius, promisit, pepigit & convenit dictis Syndicis ut supra stipulantibus; quod si contingat ipsum Dominum Comitem acquirere alia Loca Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii, quod ipse Dominus Comes faciet suo posse, quod Beneficiati dictorum Locorum suæ protectioni suppositorum & supponendorum a Beneficiis suis expulsi & expoliati qualitercunque, reducentur in possessionem dictorum suorum Beneficiorum. Item quia præfatus Illustris Dominus Comes, Imperialis Vicarius requirebat, quod virtute protectionis prædictæ omnia Castra tam dictæ Civitatis, quam Locorum Vicariæ ejusdem, in suis manibus, custodia & potentia ponerentur: Hinc est quod præfatus Dominus Comes & dicti Syndici, ad talem concordiam pervenerunt; videlicet, quod de dictis Castris ponendis in manibus præfati Domini Comitis, sit & remaneat in potestate & ordinatione Magnifici Viri Joannis de Grimaldis Domini Baroniæ 1388

1388 Bolii, & dictorum Syndicorum; qui Dominus Bolii, & Syndici ordinare valeant, an dicta caſtra ponenda ſint in dicti Domini Comitis manibus vel ne: vice verſa prædicti Syndici Univerſitatis prædictæ Niciæ, ſuis & nominibus quibus ſupra, & ſuorum Hæredum & in futurum quorumcunque, promiſerunt & convenerunt præfato Illuſtri Domino Comiti, Imperiali Vicario, præſenti, ſtipulanti & recipienti ſolemniter pro ſe & ſuis Hæredibus & Succeſſoribus in futurum, & nobis Notariis infra ſcriptis ſtipulantibus & recipientibus ſolemniter ut publicis perſonis, Officiis publicis, vice & nomine omnium & ſingulorum quorum intereſt & intereſſe poterit in futurum; & juraverunt corporaliter ad ſancta Dei Evangelia, ſub ſuorum obligatione bonorum quorumcunque; quod durante termino dictorum trium annorum, ipſæ univerſitates Civitatis Niciæ & Locorum ſuæ Vicariæ, & ſingulares perſonæ earum, dicto Domino Comiti, Imperiali Vicario, & ſuis Succeſſoribus obedient, merum, mixtum Imperium & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & baſſam in dicta Civitate & Univerſitate ejusdem, ac in Vicariatu Niciæ ſupra ſcripto, in eosdem & ſingulos ſine contradictione quacumque adminiſtrabit & exercebit per ſe & ſuos Officiales per eum deputandos in dictis Civitate & Vicariatu: dantes & concedentes dicti Syndici, ſuis & quibus ſuperius nominibus, præfato Domino Comiti Imperiali Vicario ibidem præſenti, ſtipulanti & recipienti pro ſe & ſuis Hæredibus & Succeſſoribus; merum, mixtum Imperium, & omnimodam Jurisdictionem altam, mediam & baſſam in dicta Civitate Niciæ, Vicariatu ejusdem, cum poteſtate & actu percipiendi, recipiendi & habendi omnes Obventiones, Redditus, Cenſus, Exitus, Proventus, Jura, Honores & Emolumenta quæcumque, quæ & quas Sereniſſimus Dominus Rex & Regina Jeruſalem & Siciliæ, & Comitatuum Provinciæ & Forcalquerii Comites, retroactis temporibus in dictis Civitate & Vicariatu toto ejusdem exercebant, habebant & percipiebant, exercere, percipere & habere debebant, & erant exercere, percipere & habere conſueti. Item quod dicto durante tempore trium annorum, cridæ ſeu præconizationes in dicta Civitate & Vicariatu fiant, nomine & ex parte præfati Domini Comitis Imperialis Vicarii. Lapſo vero dicto tempore trium annorum, non facta per dictum Dominum Regem Ladizlaus ut ſupra reſtitutione & ſolutione præfato Domino Comiti Imperiali Vicario, de ſumptibus, expenſis & miſſionibus factis & fiendis per ipſum in acquiſitione & defenſione dictæ Civitatis Niciæ, Locorum & Terrarum dicti ſui Vicariatus, & aliarum quæ ſub protectione ſua ſe poſuerint ut ſupra ſcriptum eſt; dictæ Civitas, Loca, Terræ & Homines ipſarum Civitatum, Locorum & Terrarum, teneantur Homagium & fidelitatem facere, ac Homagii & fidelitatis præfato Domino Comiti & ſuis Hæredibus debitum præſtare juramentum, ut eorum Domino naturali & ligio præ ceteris Dominis quibuscumque, & ipſum in eorum naturalem & ligium Dominum recognoſcere ut ſupra, ad ipſius Domini Comitis vel ſui

certi

certi Nuntii requisitionem. Et dictus Dominus Comes Imperialis Vicarius teneatur eidem Civitati & Locis Vicariæ ejusdem, Universitatibus, Hominibus cujuslibet dictorum Civitatum & Locorum, confirmare omnia & singula Privilegia, Franchesias, Libertates, Statuta quæcumque, tam Regalia quam Municipalia, & Consuetudines scriptas & non scriptas, quæ & quas prædicta Civitas Niciæ & Loca suæ Vicariæ, per scripturam vel alium quemvis modum legitimum ostenderent & monstrarent se habuisse & habere, tam a Domina Joanna recolendæ memoriæ Regina Jerusalem & Siciliæ, & prædictorum Comitatuum Comitissa, & ejus Prædecessoribus; quam a Domino Carolo bonæ memoriæ dicti Regni & etiam Hungariæ Rege, & prædicto Domino Ladizlaus ejus Nato. Item quod si contingeret præfatum Dominum Regem Ladizlaus ad tantam futuro tempore resilire potentiam, quod solveret præfato Domino Comiti Imperiali Vicario vel suis, infra tempus dictorum trium annorum, dictos sumptus, missiones & expensas declarandas ut superius, per ipsum, ut prædicitur, factos & fiendos in acquisitione & defensione prædictorum Locorum; & facta restitutione dictorum Locorum dictus Dominus Comes vel sui, propter protectionem dictorum Locorum per ipsum susceptam, remaneret in guerra cum dicta Domina Ducissa Andegaviæ, vel Liberis ejus seu Successoribus ipsorum, seu per eosdem vel alterum ipsorum contingeret, futuro tempore fieri Guerram contra ipsum dominum Comitem occasione prædictorum; dicti Syndici suis & nominibus prædictis, promiserunt dicto Domino Comiti ut supra stipulanti, & juraverunt corporaliter ad Evangelia Dei Sancta; quod dicta Civitas Niciæ & Loca Vicariæ ejusdem, dabit & dare tenebitur in auxilium pro dicta guerra substinenda, eidem Domino Comiti & suis Successoribus, singulis annis durante ipsa Guerra, usque ad ipsam quantitatem & valorem omnium obventionum, reddituum, exituum, & emolumentorum in dicta Civitate & Vicaria Niciæ per Regiam Majestatem & Curiam olim percipere consuetorum quovis modo. Item prædicti Syndici suis & quibus supra nominibus, promiserunt dicto Domino Comiti Imperiali Vicario, ut supra stipulanti & recipienti pro se & suis Successoribus, ad Sancta Dei Evangelia corporaliter juraverunt; quod si contingeret, quod dictus Dominus Ladizlaus Rex vel alter suo nomine, hiis super hoc potestatem infra terminum dictorum trium annorum, remitteret seu quittaret, cederet, alienaret, vel aliter transferret dicto Domino Comiti jura quæ habet in dicta Civitate Niciæ & Vicaria ejusdem, mero, mixto Imperio & Jurisdictione eorundem; quod eo casu statim ad ipsius Domini Comitis vel sui certi Nuncii requisitionem, dictæ Civitas, Universitas, Commune, & singulares personæ ejusdem Civitatis & Vicariatus, teneantur & debeant facere præstareque recognitionem, Homagium ligium & fidelitatem ligiam, & Homagii & fidelitatis debitum juramentum dicto Domino Comiti & suis præ ceteris Dominis quibuscumque, seu ejus certo Nuntio super hoc potestatem habenti, termino prædicto trium anno- 1388

no-

1388 norum eo casu remisso, & in aliquo non obstante. Quibus sic factis, initis & conventis, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ Imperialis Vicarius ex una parte, & dicti Syndici Universitatis dictæ Civitatis Niciæ ex parte altera, in præsentia Testium & Nostrorum Notariorum subscriptorum constituti, promiserunt solenniter una Pars alteri, & altera alteri, & è converso, suis & quibus supra nominibus, videlicet, præfatus Illustris Dominus Comes Sabaudiæ, Imperialis Vicarius, dictis Syndicis, suis & quibus supra nominibus, stipulanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus, a dicta Universitate Niciæ & personis singularibus ejusdem: & dicti Syndici suis & quibus supra nominibus, præfato Illustri Domino Comiti Sabaudiæ Imperiali Vicario, stipulanti & recipienti solemniter pro se & suis Successoribus & Hæredibus universis & ad Sancta Dei Evangelia ambæ partes corporaliter juraverunt, sub suorum omnium obligatione bonorum, mobilium & immobilium, præsentium & futurorum quorumcunque prædictorum submissionem Protectionis, Protectionem, Pacta, Conventiones & Promissiones prædictas & omnia & singula supra & infra scripta, prout superius vel inferius expressa sunt, & divisim utraque Pars tangitur habere rata, grata, firma, valida & irrevocabilia, ratas, gratas, firmas & irrevocabiles perpetuo, & in nullo contrafacere vel venire, sed ea omnia & singula tenere, attendere, servare & adimplere prout superius expressa sunt; nec alicui contravenienti, dicenti vel facienti, seu contradicere, facere, venire, vel opponere volenti quovis modo in aliquo consentire, clam vel palam; aut auxilium, consilium vel favorem præbere quomodolibet; renunciantes præfatus Dominus Comes Imperialis Vicarius & dicti Syndici, suis quibus supra nominibus, ex eorum cujuslibet certa scientia, per juramenta sua per eos & ipsorum quemlibet præstita; exceptioni dictarum Protectionis, Promissionum, Pactionum & Conventionum, non sic factarum, initarum & stipulatarum, omniumque Promissorum non sicut promittitur factorum, & non ritè & legitimè factorum; doli mali, metus & in factum actioni, & condictioni, sine causa, & ex injusta causa, juri per quod deceptis & in contradictionibus læsis subvenitur, beneficio restitutionis in integrum, & omni alio Juri Canonico & Civili, Privilegiis & statutis, sibi & cuilibet ipsorum in hoc facto competentibus, per quæ possent contra prædicta vel ipsorum aliqua facere, dicere vel venire, aut se tueri quovis modo; jurisque dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcesserit specialis. De quibus præfatus Illustris Dominus Comes, & dicti Syndici, præceperunt per nos Notarios subscriptos, duo vel plura fieri publica Instrumenta, videlicet per Petrum Ducis Notarium & Secretarium præfati Domini Comitis, & per me Johannem Troffeni dictæ Civitatis Niciæ Notarium, ad opus dictæ Universitatis Niciæ. Acta fuerunt hæc ante Ecclesiam Monasterii Sancti Poncii extra muros Civitatis Niciæ: præsentibus spectabilibus Militibus Dominis Aymaro Domino de Claromonte, Ottone de Grandissono Domino Sanctæ

Cru-

Crucis; Egregiis Dominis, Johanne de Miolano, Guillermo de 1388
Rossillione Domino Boscagii, Joanne de Coloniaco Domino de Andelo, Bonifacio de Chalant, Joanne de Veneto, Guygone Ravaysii Domino Sancti Mauritii, Militibus; Domino Joanne de Conflecto Legum Doctore, Ludovico de Grimaldis Barone de Bolio, Domino Egidio Seche Legum Doctore, Domino Sadoc Sapié Licentiato in Legibus & Antonio de Croso Secretario dicti Domini Comitis, testibus ad præmissa vocatis & rogatis.

CCCLII.

Incorporatio ulterior Magni Ducatus Lithuaniæ Regno Poloniæ facta, An. 1413.

In nomine Domini, Amen.

AD perpetuam rei memoriam. Debitores sumus spiritualis ali- 1413
moniæ, salutaria illis pocula ministrare, quibus præsidentes, temporalium commodorum præstitimus suffragia, ut quos ad corporis necessitatem sustentamus, salutis etiam ipsis, quantum nostra sufficit facultas, ministeria porrigamus: ne dum temporalibus insistimus profectibus, vitæ commoda negligere videamur. Et unde dona benedictionis, & bravium expectamus sempiternum, inde vitæ detrimenta sentiamus, & præmiis destituti adoptatis, nulla laboris nostri commoda consequamur. Expedit exquirere, & debita attentare ratione, ut dum hominibus impartimur carnis beneficia, meditemur, qualiter ipsis cœlestia præbeamus alimenta. Et quos in hoc sæculo transitoriis rerum condimus copiis, illis viam beatitudinis æternæ demonstremus: quatenus & hic nostræ munificentiæ cognoscant præsidia, & tandem futuræ gloriæ compendia, per exercitia directionis nostræ, apprehendant in omnium Salvatore.

Proinde nos Wladislaus Dei gratia Rex Poloniæ, nec non Terrarum Cracoviæ, Sandomiriæ, Siradiæ, Lancitiæ, Cujaviæ, Lithuaniæ Princeps supremus, Pomeraniæ Russiæque Dominus & Hæres: Et Alexander alias Withawdus, magnus Dux Lithuaniæ, nec non Terrarum Russiæ Dominus & Hæres. Significamus tenore præsentium, quibus expedit, universis, præsentibus & futuris, præsentium notitiam habituris. Quomodo Terras Lithuaniæ & earum Incolas, nostro subditos Dominio, in quos sæpe liberalitatis nostræ dexteram extendimus, & profectui ipsorum intendentes multa frequentia, statum & conditionem eorum semper studuimus facere meliorem. Ferventi desiderio cupientes in assumptæ fidei devotione jugiter solidare & fundare, ut ipsos altissimus, quo præstante lumen fidei per nostram operam receperunt, ad laudem & honorem sui nominis, & ejusdem fidei Catholicæ augmentum, Gratiæ suæ charisinate confirmaret; cum eos sæpe munificentiæ nostræ donis reficimus, summopere affectamus spiritualibus gratiis refovere & per quæque legitima studia & labores, id firmius mancipare. Qui ut se in fidei constantia commodius exerceant, & crescant de virtute in vir-

1413 virtutem, jugum ſervitutis, qua hactenus fuerunt compediti & conſtricti, de cervice ipſorum deponentes & ſolventes, ex innatæ nobis benignitatis Clementia, ipſis libertates, immunitates, gratias, exemptiones & Privilegia, dari Catholicis ſolita, juxta continentiam Articulorum ſubſcriptorum, tenore præſentium conferimus, & largimur. Et primo, quamvis eo tempore quo almo ſpiritu inſpirante fidei Catholicæ recepta claritate, Coronam Regni Poloniæ aſſumpſimus, pro Chriſtianæ Religionis incremento, & bono ſtatu ac commodo Terrarum noſtrarum Lithuaniæ prædictarum, ipſas & cum Terris ac Dominiis ipſis ſubjectis & connexis, præfato Regno noſtro Poloniæ appropriavimus, incorporavimus, conjunximus, univimus, adjunximus, confœderavimus, de conſenſu unanimi noſtro, & aliorum fratrum noſtrorum, & omnium Baronum, Nobilium, Procerum & Boiarorum ejusdem Terræ Lithuaniæ, voluntate & aſſenſu. Volentes tamen Terras prædictas Lithuaniæ, propter hoſtiles inſultus & inſidias Cruciferorum, & eis Adhærentium, ac aliorum quorumcumque Inimicorum, qui præfatas Terras Lithuaniæ, & Regnum Poloniæ demoliri nituntur, & in ipſorum deſtructionem machinantur, in certitudine, ſecuritate & tutela meliori reponere, & eis perpetuum commodum procurare, easdem ipſas terras, quas ſemper cum pleno Dominio, ac Jure mero & mixto hactenus habuimus, & habemus usque modo, a Progenitoribus noſtris, & ordine genituræ, tanquam Domini legitimi Baronum, Nobilium, Boiarorum, voluntate, ratihabitione, & conſenſu adhibitis, prædicto Regno Poloniæ iterum ipſas, cum omnibus earum Dominiis, Terris, Ducatibus, Principatibus, Diſtrictibus, Proprietatibus, omnique Jure mero & mixto, Coronæ Regni Poloniæ, perpetuis temporibus, irrevocabiliter volumus ſemper eſſe unitas. Cæterum omnes Eccleſias Terrarum Lithuaniæ prædictarum, tam Cathedrales quam Collegiatos, Parochiales, & Conventuales, videlicet Vilnenſem, & cœteras in eis erectas, erigendas, fundatas & fundandas, in omnibus ipſarum libertatibus, Immunitatibus, Privilegiis, Exemptionibus, & Conſuetudinibus univerſis, conſervamus, harum ſerie literarum mediante, juxta conſuetudinem Regni Poloniæ. Barones etiam, Nobiles, Boiari, Terrarum noſtrarum Lithuaniæ prædictarum, Donationibus, Privilegiis, & Conceſſionibus ipſis datis, impertitis, & collatis, duntaxat Catholici & Romanæ Eccleſiæ ſubjecti, & quibus Clenodia ſunt conceſſa, gaudeant, participent & fruantur; prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ ſuis potiuntur & fruuntur. Item Barones & Nobiles prædicti, bona ſua paterna pari jure obtineant, ſicut Barones Regni Poloniæ ſua noſcuntur obtinere. Et donationes noſtras, ſuper quibus Literas obtinent a nobis efficaces & fulcitas perpetui roboris firmitate, ſimiliter obtinebunt, & liberam habebunt facultatem ipſas vendendi, commutandi, alienandi, donandi & in uſus ſuos convertendi, noſtro tamen conſenſu ad hoc ſpecialiter accedente, ſic tamen, quod ipſa alienando, commutando, vel donando coram nobis vel noſtris Officialibus, juxta Con-

ſuetu-

ſuetudinem Regni Poloniæ, reſignabunt. Item poſt mortem Patrum, Liberi non debent Bonis hereditariis privari, ſed ea cum ſuis ſucceſſoribus poſſidere, prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ ſua poſſident, & in uſus convertunt beneplacitos. Similiter Uxoribus ſuis Dotalitia, in Bonis & Villis, quas ex Succeſſione Paterna, vel Conceſſione noſtra perpetua habuerint, vel fuerint habituri, poterint aſſignare, prout in Regno Poloniæ aſſignantur. Filias autem, Sorores, Conſanguineas, & Affines ſuas, præfati Barones & Nobiles Terrarum Lithuaniæ, copulare poterint, Viris duntaxat Catholicis & tradere Conjugio juxta beneplacitum eorum voluntatis & juxta Conſuetudinem Regni Poloniæ, ab antiquo obſervatam. His autem Libertatum Conceſſionibus non obſtantibus, Barones ad erectionem & Conſtructionem Caſtrorum vias expeditionales facere, & Tributa dare, juxta antiquam Conſuetudinem aſtringantur. Hoc ſpecialiter expreſſo, quod omnes Barones & Nobiles Terrarum Lithuaniæ, fidelitatem, & debitam ac Chriſtianicam fidei Conſtantiam, nobis videlicet Wladislao Regi Poloniæ, & Alexandro, alias Withawdo, magno Duci Lithuaniæ, & Succeſſoribus noſtris tenere debebunt & ſervare, prout Barones & Nobiles Regni Poloniæ ſuis Regibus tenere ſoliti ſunt & ſervare. Super quo Barones, Bojari & Proceres Terrarum Lithuaniæ prædicti, Juramentum jam nobis præſtiterunt, prout clarius in Literis ipſorum continetur, quas cum Baronibus Regni Poloniæ, ſibi invicem conceſſerunt, pari modo ſub fidei Sacramento, & ſuorum Bonorum amiſſione, nullis Principibus aut Baronibus, vel aliis cujuscumque conditionis hominibus, Terris Regni Poloniæ adverſari volentibus, conſilia, favores & auxilia miniſtrabunt, vel præſtabunt; ſed eos tanquam hoſtes Terræ & Dominiorum Lithuaniæ, totis viribus perſequentur, & ad nullum alium reſpectum habebunt, niſi ad nos & noſtros Succeſſores; prout hoc ipſum Barones & Nobiles prædicti, pro ſe & ſuis poſteris, per fidei Sacramentum, cautionem præſtiterunt & fecerunt. Item Dignitates, Sedes & Officia, prout in Regno Poloniæ inſtitutæ ſunt, inſtituentur & locabuntur; in Vilna ſcilicet Palatinus & Caſtellanus Vilnenſis, & demum in Trocki, ac in aliis Locis, ubi nobis videbitur expediri, juxta noſtræ beneplacitum voluntatis temporibus perpetuis duraturæ. Et hujusmodi Dignitarii non eligantur, niſi ſunt fidei Catholicæ cultores, & ſubjecti Sanctæ Romanæ Eccleſiæ. Nec etiam aliqua officia perpetua ut ſunt Dignitates, Caſtellanatus, &c. niſi Chriſtianæ fidei cultoribus conferantur, & ad Conſilia noſtra admittantur, & eis interſint, dum pro bono publico Tractatus celebrantur; quia ſæpe diſpares cultus diverſitatem inducunt animorum & conſilia patent talibus divulgata, quæ traduntur ſecreto obſervanda. Item omnes, quibus hujusmodi Libertas & Privilegia conceduntur, nunquam nos Wladislaum Regem Poloniæ, & Alexandrum Withawdum magnum Ducem Lithuaniæ, quoadusque vixerimus, & Noſtros Succeſſores Reges Poloniæ & Duces Lithuaniæ, a nobis & noſtris Succeſſoribus, ſtatuendos, & locandos, deſerant, vel recedant

1413

1413 dant ab eisdem, sed sub fide & honore pariter juramenti, fideliter & firmiter nobis & Successoribus nostris, adhærebunt, favoribus, consiliis & auxiliis, perpetuis temporibus & in ævum. Hoc etiam addito quod prædicti Barones & Nobiles Lithuaniæ, post mortem Alexandri, alias Withawdi, magni Ducis moderni, nullum habebunt aut eligent pro magno Principe & Domino Lithuaniæ, nisi quem Rex Poloniæ & ipsius Successores cum consilio Prælatorum & Baronum Poloniæ & Terrarum Lithuaniæ duxerint eligendum, statuendum & locandum. Sic similiter Prælati, Barones & Nobiles Regni Poloniæ, Rege Poloniæ sine liberis & Successoribus legitimis decedente, Regem & Dominum non debent sibi ipsis assumere, sine scitu & consilio Alexandri magni Ducis, Baronumque & Nobilium Terrarum Lithuaniæ prædictarum, juxta tenorem & contenta priorum Literarum. Præterea prædictis libertatibus, Privilegiis, & Gratiis tantummodo illi Barones & Nobiles Terræ Lithuaniæ debent uti & gaudere, quibus arma & Clenodia Nobilium Regni Poloniæ sunt concessa, & cultores Christianæ religionis, & Ecclesiæ Romanæ subjecti, & non schismatici vel alii infideles sint. Item omnes Literas, quascumque Regno Poloniæ & Terris Lithuaniæ ante septem vel octo annos, a post vel citra Coronationem nostram concessimus & dedimus, tenore præsentium confirmamus, ratificamus & approbamus, & robur perpetuum imponimus eisdem, habentes ipsas præsentibus pro insertis. Hoc etiam addito specialiter & expresse, quod præfati Barones & Nobiles Regni Poloniæ, & Terrarum Lithuaniæ, Conventiones & Perlamenta, quod necesse fuerit, in Lublin, vel in Parczow, & aliis in locis aptis, de consensu & voluntate nostra celebrabunt, pro commodo & utilitate Regni Poloniæ & Terrarum Lithuaniæ, prædictarum meliori. Præterea nos Alexander, alias Withawdus, de consensu Serenissimi Principis Domini Wladislai Regis Poloniæ, Fratris nostri charissimi, eligimus ad arma & Clenodia Nobilium Regni Poloniæ, Terrarum nostrarum Lithuaniæ Nobiles infra scriptos, quos ipsi Regni Poloniæ Nobiles, simul cum omnibus, qui ex eorum stirpe originem suam ducunt, ad confraternitatis & ad consanguinitatis consortia receperunt. Et primo Lelivæ Nobiles, Moniwid Palatinum Vilnensem, item Zadora Jawnum, Palatinum Trocensem, Rawa Minigul Castellanum Vilnensem, Liszi Smigat Castellanum Trocensem, Jastrzabczi seu Jazaki alias Belestynagora vocati Nemir, Trabi Hosticonem, Topori Bubrim, item Labencz alias Skrzinsczi, Goigunth, Poraie, Nicolaum Bilinim, Dabcro Correwan, Odrowascz Visch, Wadwicz Petrum Mondigert, Drüa Nicolaum Tawtigerd, Habdaniecz, Johannem Gastoldi, Polukoza Wloczkonem, Culwa, Gryphones Ruthowdum, Srzeniawa Ladath, Poboze Kalonem, Grzimala Johannem Rymonidowicz. Zareba Gineth Czonczowicz, Pyerschala Daroza, Nowyna Nicolaum Boynar, Dzialoscha Volczkonem Rokitowicz, Kopacz Getoweth, Rolya Dangyel, Stokomlia Jacobum Mingyel, Cattus marimus

Woyz-

Woyznar Wylkolewicz, Powala Georgium Sangaw. Item Pomiani Saka, Doliwa Naczkonem, Scharza Twerbuth, Dolaga Monstulth, Bogoria Stanislaum Viszigin, Janina Voyszini Damyeykowicz, Bichawa Monstold, Swinka Andream Dewknetowicz, Kolda Minimund Sesnikowicz, Sulima Radziwil; Item Nalacz Koczanum, Lodzia Mikush, Jelitha Gerduth, Korczakowie Czuppam, Byala Woydilonem Kuszolowicz, Vazik Conczannum Sukowicz, Cziolek Johannem Gwild, Godziaba Stanislaum Ruczowtowicz, Osmorog alias Gieraldt Surgutem de Reschkini &c. Quibus quidem Armis, Clenodiis & Proclamationibus, prædicti Nobiles, Proceres, & Bojari Terrarum Lithuaniæ, ex nunc & in antea, perpetuis temporibus, ubi libet, gaudeant, potiantur prout ipsis præfati Nobiles Regni Poloniæ uti frui consueverunt & potiri. Ut autem corroborationis & cautelæ uberioris, omnia promissa accipiant firmitatem, præsentes fecimus Sigillorum nostrorum munimine roborari. Præsentibus ac consentientibus ac ratum habentibus Reverendis in Christo Patribus Dominis, Nicolao Gnesnensi Archiepiscopo, Alberto Jastizabiecz Cracoviensis, Joanne Vladislaviensis, Petro Posnaniensis, Jacobo Plocensis, Nicolao Vilnensis, Joanne Electo Leopoliensis Metropolis, Matthia Przemisliensis, Michaele Küoviensis, Georgio Wlodomiriensis, Sbigneo Camenecensi Electo, Ecclesiarum Episcopis. Chetmensi & Ceretensi Ecclesiis vacantibus. Nec non Magnificis, validis & strenuis, Christino Cracoviensi Castellano, Joanne de Tarnow Cracoviensi, Nicolao de Michatow Sandomiriensi, Sandivogio de Ostrorog Posnaniensi, Matthia de Waschosze Calissiensi, Jacobo de Konieczpolye Siradiensi, Johanne Ligaza Lanciciensi, Matthia de Labischin Brzestensi, Janussio de Rosczieleez Gniewkowiensi, Palatinis. Michaele de Bogumitowicze Sandomiriensi, Johanne de Sczekoczino Lublinensi, Dobeslao de Olieschnicza Voynicensi, Floriano de Rokitnicza Visliciensi, Cristino de Koziegtowi Sandecensi, Martino de Krolikowo Gnesnensi, Clemente de Mokrsko Radomiensi, Domaratho de Kobilani Biecensi, Moszczicio de Stasow Posnaniensi, Janussio de Tuliszkowo Calissiensi, Martino de Kulinowo Siradiensi, Petro de Wtosczowa Dobrzinensi, Alberto de Koscziot Brzeslinensi, Joanne de Jakoschin Lanciciensi, Cristino Kruszwicensi, Joanne de Laczuchow, Zavistochensi, Martino de Lubnicza Brzezinensi, Stanislao Gamrath Polanecensi, Joanne de Bogumitowicze Czechoviensi, Matthia Koth Naklensi, Grothone de Jankowicze Matogostensi, Iwano de Obichow Sizemensi, Janussio Furman Miedzirzecensi, Castellanis, Sbigneo de Brzezie Regni Poloniæ Murschalco, Petro Schafraniecz Succamerario, Martino de Wroczimowicze Vexillifero, Cracoviensibus. Paulo de Bogumitowicze Cracoviensi, Nicolao de Strzelcze Sandomiriensi, Nicolao de Czarnkow Posnaniensi, Jaka Calissiensi, Andrea de Lubrancz Cujaviensi, Petro de Widawa Siradiensi, Nicolao de Suchodot Lublinensi, Petro de Thur, Lanciciensi, Judicibus. Actum in Oppido Hrodto circa Flumen Bug, in Parlamento seu Con- 1413

1413 gregatione generali, die secunda Mensis Octobris. Sub anno Domini millesimo quadringentesimo tredecimo. Datum per manus Reverendi in Christo Patris, Domini Alberti Episcopi Cracoviensis Regni Poloniæ supremi Cancellarii, nobis sincere dilecti. Scriptum vero per manus Cziotkonis Canonici Sandomiriensis Secreti nostri Notarii.

CCCLIII.

Erectio Comitatus Sabaudiæ in Ducatum, a Sigismundo, Romanorum Rege, facta, An. 1416.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, fœliciter, Amen.

1416 SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæque Rex ac Marchio Brandenburgensis, nec non Bohemiæ & Lucenburgensis Hæres, ad perpetuam rei memoriam: Illustri Principi Amedeo Duci SABAUDIAE, Consanguineo nostro charissimo, & fideli dilecto, gratiam Regiam, & omne bonum. Sceptrigera Regiæ Dignitatis Sublimitas, sicut inferioribus Potestatibus officii & autoritatis elatione præfertur, ut commissos sibi fideles optatæ gubernet consolationis præsidio, quo Thronus Regibus tanto solidetur felicius, ac uberiori prosperitate proficiat, quanto indeficientis suæ virtutis donaria largiori benignitatis munere copiosius fuderit in Subjectos; sic accrescente splendore Regalis solii, Nobilitates aliæ velut e Sole radii prodeuntes, fidelium status & conditiones illustrant, quæ primæ lucis integritas minorati luminis detrimenta non patiatur, imo amplioris utique scintillantis jubaris expectato decore perfunditur, dum in circuitu Sedis Augustæ Illustrium & Magnificorum Virorum numerus ad Imperii Sacri decorem feliciter adaugetur.

2. Sane dum antiquitatem prosapiæ tuæ, Nobilitatem præclara ac fidelissima progenitorum tuorum multiplicium virtutem, probitatumque merita, mentis constantiam, ac indefessi laboris sollicitudinem, quibus Serenissimos & Invictissimos Principes divæ memoriæ Romanorum Imperatores & Reges nostros Prædecessores, signanter autem Serenissimos Principes quondam Henricum septimum proavum, & Carolum quartum Romanorum Imperatores, Regem Boëmiæ Dominum & Genitorem nostros carissimos ac Sacrum Romanum Imperium, extraordinaria diligentia semper honorare studuerunt; quemadmodum ex diversis Privilegiis eisdem tuis parentibus, & præsertim per præfatos proavum & Genitorem nostros, Progenitoribus tuis supra dictis datis collegimus, ac evidenter cognovimus, in examen proinde rationis deducimus, dum & innatam illam & approbatam fidelitatis tuæ promtitudinem, eminentem legalitatis industriam, aliarum quoque multarum insignia virtutum, super quibus in conspectu Majestatis nostræ Regiæ, tum multorum fide digno Testimonio commendaris, tum etiam ipsa

rerum

rerum omnium magiſtra experientia approbatus exiſtis, attenta men- 1416
te revolvimus, dumque grata plurimum & accepta ſerviciorum tuorum obſequia, quibus Nobis & Imperio prædicto, tam prompte quam effectualiter benevoleque placuiſti, ſollicitis ſtudiis quotidie places, & in antea quidem tanto ferventius & utilius placere poteris ac debebis, quanto te excellentiora amplioraque Dignitatum & Honorum beneficia & antidota cognoveris a noſtro culmine & Sacro Imperio ſuſcepiſſe, pia conſideratione penſamus; ad ea utique Majeſtas noſtra benignis inclinatur affectibus, quæ tuum totiusque Domus tuæ ſtatus exaltationem & honorem concernunt pariter & profectum.

3. Notum itaque meritorum tuorum intuitu, Te Amedeum Principem & Conſanguineum noſtrum dilectum, non per errorem aut improvide, ſed animo deliberato propriique noſtri motus inſtinctu, ſano etiam Principum, Comitum, Baronum, Nobilium, Procerum, & fidelium noſtrorum accedente conſilio, de certa noſtra ſcientia, ac de Romanæ Regiæ Poteſtatis plenitudine; Hodie in nomine Domini Salvatoris noſtri, a quo omnis honor, Principatus & Nobilitas provenire noſcuntur, in verum Principem & Ducem illuſtravimus, ereximus, creavimus & ſublimavimus, illuſtramus, erigimus, creamus, ſublimamus, & tenore præſentium in & ſub diademate & apparatu noſtro Regio & Imperiali, prout in talibus moris eſt, ſolenniter & præſentialiter decoramus. Decernentes expreſſe, & Edicto Romano Regio & Imperiali ſtatuentes, quod tu, Hæredes legitimi naturales, & Succeſſores tui Duces Sabaudiæ, perpetuo omni Præeminentia, Dignitate, Nobilitate, Jure, Poteſtate, Libertate, Honoribus, & Conſuetudinibus continuo gaudere debeatis & perfrui, quibus ceteri Imperii Sacri Principes, & ſignanter Illuſtres Duces fruiti ſunt hactenus, & quomodolibet potiuntur; Comitatumque tuum Sabaudiæ, & Civitates, Caſtra, Munitiones, Oppida, Villas, Diſtrictus, Montes, Colles, & Plana, cum omnibus ſylvis, rubetis, pratis, paſcuis, aquis, aquarum decurſibus, lacubus, piſcinis, piſcaturis, theloniis, judiciis, bannis, ſive inhibitionibus, venationibus, Cenſibus, redditibus, accuſationibus & pœnis inde ſequentibus, de Conſuetudine vel de Jure, Baronibus, Baroniis, Feudis, Feudatariis, Vaſſallis, Vaſſallariis, Militibus, Clientibus, Judicibus, Civibus, Nobilibus & Plebejis, ruſticis, agricolis, pauperibus & divitibus, & omnibus eorum pertinentiis, eo modo dumtaxat, ſicut & quemadmodum per Dominos Prædeceſſores noſtros Territorium hujusmodi in & ſub metis & limitibus antiquis in Comitatum Sabaudiæ creatum fuit & erectum, & ſicut prædicta & eorum quodlibet latitudo prædicti Comitatus comprehendit; ſalvis tamen Eccleſiaſtica libertate, & omnium aliorum Jure, in verum & perpetuum Principatum & Ducatum Sabaudiæ erigimus & inſignimus, & de prædictæ Romanæ Regiæ poteſtatis plenitudine, decoramus, tibi Illuſtri Principi Amedeo Duci Sabaudiæ prædicto, Ducatum ſive Principatum Sabaudiæ ſupra dictum, cum omnibus Nobilibus, Hominibus, Juribus,

1416 bus, Privilegiis, Immunitatibus, Præeminentiis, Honoribus, Pertinentiis, mero & mixto Imperio, gladii poteſtate, ac Jurisdictione omnimoda, quemadmodum Ducatus ſeu Principatus inſignes ab Illuſtribus Sacroſancti Romani Imperii Ducibus vel Principibus poſſidentur ſive tenentur, ſive poſſideri conſueverunt hactenus, & in quantum a Sacro Romano Imperio, in Feudum dependent de benignitate Regni conferentes.

4. Decernimus etiam, & hac Edictali Conſtitutione ſancivimus, quod tu, Hæredes & Succeſſores Tui perpetuo, Duces Sabaudiæ appellari & nominari in antea debeatis, & tanquam ceteri Imperii Sacri Duces & Principes teneri & honorari, & ubique ab omnibus reputari, omnique Jure, Privilegio, Honore, Gratia & Dignitate, absque impedimento perfrui, quibus alii Sacroſancti Romani Imperii Duces & Principes in dandis ſeu recipiendis Juribus, & conferendis ſeu ſuſcipiendis Feudis, & omnibus aliis illuſtrem ſtatum & conditionem Ducum ſeu Principum concernentibus, fruiti ſunt hactenus ſeu quomodolibet potiuntur. Decernimus etiam & volumus, ac Regali Edicto duximus perpetuo ſtatuendum, quod tu, Hæredes & Succeſſores tui, Duces Sabaudiæ, Ducatum ſeu Principatum Sabaudiæ prædictum, cum omnibus ſuis pertinentiis, ſicut expreſſantur ſuperius, a nobis nec non a noſtris Succeſſoribus Imperatoribus ſeu Regibus Romanis, & ab ipſo Rom. Imperio; totiens quotiens opportunum fuerit, debitæ ſolemnitatis honore, & cum vexillis ut moris eſt, & ſolida reverentia ſuſcipere debeatis; nobisque ac eisdem Succeſſoribus noſtris in caſibus præmiſſis, ſicut alii Imperiales Duces & Principes, præſtare & facere fidelitatis, homagii, obedientiæ & ſubjectionis debita corporalia juramenta, & nullo modo vel tempore Eccleſiis vel Prælatis, & ceteris Perſonis Eccleſiaſticis in dicto Ducatu, olim Comitatu Sabaudiæ appellato, quoquo modo adverſari; nec de Bonis & Juribus Eccleſiaſticis, quæ ob reverentiam Dei & Sanctorum ejus ſalva ſemper & illæſa perſiſtere volumus, te ingerere, neque alium ſeu alios quoſcumque permittere, ſed ipſos charitative tractare, ac illæſos undique pro poſſe cuſtodire; & quod in dicto Ducatu Sabaudiæ Pacem & Juſtitiam omnibus & ſingulis æque pauperibus & divitibus, procurare, facere, & adminiſtrare velis & debeas, efficaciter juxta poſſe.

5. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ Illuſtrationis, Erectionis, Sublimationis, Creationis, Decorationis, Collationis, ſeu Decreti paginam infringere, ſeu ei quovis auſu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem ſecus attentare præſumpſerit, præter indignationem noſtram graviſſimam, pœnam mille Marcharum auri puriſſimi totiens quotiens contractum fuerit, ſe noverit irremiſſibiliter incurſurum, quarum medietatem Regalis noſtri ærarii ſive fieri, reſiduam vero partem ſupradicti Ducis, hæredum & Succeſſorum ſuorum uſibus decrevimus applicari, præſentium ſub noſtræ Majeſtatis ſigilli appenſione Teſtimonio Literarum. Datum Camberiaci Gratianopolitanæ Diœceſis, Anno a Nativi-

tivitate Domini MCCCCXVI. XIX. mensis Februarii. Regnorum 1416 nostrorum Anno Hungariæ XXIX. Romanæ electionis VI. Coronationis vero II.

CCCLIV.

Investitura Amadei Ducis Sabaudiæ de Ducatu & reliquis ditionibus, data a Sigismundo, Romanorum Rege, An. 1416.

SIGISMUNDUS, Dei gratia Romanorum Rex semper Augustus, ac Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex. Notum facimus tenore præsentium universis, ad futuram rei memoriam. Etsi Regalis Dignitatis Clementia, universorum fidelium, quos latitudo Sacri Romani Imperii complectitur fœlicibus profectibus, gratis, commodis, & speratis augmentis favorabiliter dignatur intendere; ad illorum tamen profectus & commoda diligentiori studio clementius inclinari consuevit, quorum merita, fides & constantia ac internæ fidelitatis integritas, continuatis studiis cæteros antecedunt. Sane per Illustrem AMEDEUM Ducem SABAUDIÆ Principem, Ducem Chablaisii & Augustæ, in Italia Marchionem, Comitem Gebennens. & Pedemontium, Dominum Niciæ Civitatis & Terræ, alterius Terræ suæ Provinciæ, Civitatis & Comitatus Astensis, Terræ & Vallis Domus Osellæ, Principem & Consanguineum nostrum carissimum, petitio nostræ Majestati exhibita continebat, ut ipsum Amedeum Ducem de prædictis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, Dominiis, Terris, Civitatibus nec non Castris, Castellis, Oppidis, Villis, Locis, & aliis quibuscumque, ac etiam Privilegiis Franchesiarum, Libertatum, Immunitatum, Bonorum, Largitionum, Possessionum, Honorum, Districtuum, Jurium & Jurisdictionum, per divæ Recordationis Romanorum Imperatores, & Reges Prædecessores nostros, ac alios ipsi Amedeo & ejus Progenitoribus & Prædecessoribus concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & etiam indultarum investire; illaque sibi & suis Hæredibus approbare, ratificare, authorizare & confirmare, auctoritate Romana Regia dignaremur.

2. Nos igitur attentis intemeratæ fidei constantiam, sinceræ devotionis affectum & eximiæ fidelitatis gratissima obsequia, quibus præfatus Amedeus Dux & sui Progenitores præfatos Prædecessores nostros, nos & Imperium Sacrum ferventius honorarunt, & ipse Amedeus honorare poterit & debebit in futurum. Idcirco animo deliberato non per errorem aut improvide; Sed maturo Principum, Comitum, Baronum ac Procerum nostrorum accedente consilio eundem Amedeum Ducem, Juramenti primitus fidelitatis & homagii debiti præstatione in talibus Romanorum Imperatoribus & Regibus fieri consuetis, alias nostræ Majestati per nobiles Gaspardum de Montemajori Militem Marescallum Sabaudiæ, & Joannem de Belleforti Legum Doctorem, inter præfati Amedei Nuncios & Procuratores solemnes nobis facta, præfato Duce afferente de

1416 de sua voluntate & pleno mandato processisse pro ratisque & gratis eis per ipsum Ducem proinde habitis & approbatis, ac si ipsemet Amedeus Dux præfati juramenti fidelitatis & homagii præstationem fecisset & duxisset faciendam; de præscriptis Principatu, Ducatibus, Marchionatu, Comitatibus, Dominiis, Terris, & Civitatibus, necnon Castris, Castellis, Opidis, Villis, Locis, & aliis quibuscumque, ac etiam universis Privilegiis Franchesiarum, Libertatum, Immunitatum, Honorum, Gratiarum, Largitionum, Possessionum, Bonorum, Districtuum, Jurium & Jurisdictionum, per antedictos Prædecessores nostros Romanorum Imperatores & Reges, & alios prædicto Amedeo, & Progenitoribus suis concessis seu concessorum, donatorum & indultorum, concessarum, donatarum & indultarum; quos, quæ & quas ipse Amedeus & sui Progenitores a dictis nostris Prædecessoribus, & alias in Feudum seu Feuda, Imperiale seu Imperialia, aut de Feudo seu Feudis, Imperiali seu Imperialibus, juste & rationaliter obtinuerunt, ipseque Amedeus obtinet, authoritate Romana Regia investimus, & præsentibus gratiose.

3. Nec non hujusmodi Privilegia super præfatis Franchesiis, Libertatibus, Immunitatibus, Bonis, Gratiis, Largitionibus, Possessionibus, Honoribus, Districtibus, Juribus & Jurisdictionibus, data & concessa in omnibus suis tenoribus, Sententiis, Punctis & Clausulis de verbo ad verbum prout scripta sunt, ac si tenores ipsorum præsentibus fuerint inserti, etiamsi de ipsis Jure vel Consuetudinis specialis mentio fieri deberet, approbamus, ratificamus, authorizamus, aut prout digne possumus authoritate nostra prædicta tenore præsentium confirmamus: supplentes nihilominus de Regalis plenitudine potestatis, omnem defectum, si quis in præmissis ex obscuritate verborum, vel sententiarum dubietate videretur omissus. In præmissis tamen, nostris & Imperii Sacri & aliorum quorumcunque Juribus & Libertatibus semper salvis.

4. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostram Majestatis paginam infringere, aut ei ausu temerario quomodolibet contraire. Si quis autem contrarium attentare præsumpserit, indignationem nostram, & pœnam centum Marcarum auri puri, quorum medietatem Imperiali Ærario, residuam vero partem injuriam passorum usibus statuimus applicari, totiens quotiens contra factum fuerit, se noverit irremissibiliter incursurum. Præsentium sub nostræ Majestatis Sigilli appensione Testimonio Literarum. Datum in Chamberiaco Gratianopolitan. Diocesis, anno Domini millesimo quadringentesimo sexto decimo, vigesima die Februarii, Regnorum nostrorum anno Hungariæ &c. vigesimo nono, Romanorum vero sexto.

CCCLV.

Erectio Marchionatus Mantuæ per Sigismundum Imperatorem facta, An. 1433.

In nomine sanctæ & Individuæ Trinitatis feliciter, Amen.

1433 SIGISMUNDUS Divina favente Clementia Romanorum Im-

Imperator ſemper Auguſtus, ac Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, 1433
Croatiæ &c. Rex. Ad perpetuam rei memoriam Illuſtri Johanni Franciſco de Gonzaga Mantuæ, ejusque Territorii, Dioceſis, & Diſtrictus, nec non & infra ſcriptorum Locorum, Terrarum, Caſtrorum & pertinentiarum Marchioni noſtro Sacrique Romani fideli Principi, gratiam Cæſaream, & omne bonum. Sicut ſummus ille Monarcha, & Imperator eternus Dominus Jeſus Chriſtus de Beatorum ſuorum magnitudine rellectorum pluralitate lætatur; Ita Romani Imperatores, & Reges Monarce terreſtres ab eo digna quidem exſtimatione trahentes exemplum non aliunde Cæſareum culmen augere, decorum facere viſi ſunt, quam ceu Cœlorum ſummo michantiſſima ſydera trahentes in Terras ipſum Imperiale faſtigium, denſis undequaque Procerum ſtipare chatervis coruſcantibusque ſemper magnorum Heroum agminibus illuſtrare, tunc Romanam Rempublicam ſupra univerſum Orbem felicioribus Auſpiciis extollentes, ſi, quod ſibi conceſſum eſt, Capiti bene valentia idemque ſapientia membra conjungerent. Quid enim Regna, quid Barbaras Nationes, quid diverſa mundi Climata ſubegiſſe proficeret, ſi deficeret vel quibus ſemel ſubdita fidentiſſime ſubderentur, vel quorum providentia ſumpta frena debitum fortiter moderarentur in girum; hi ſunt enim quibus omnis Imperialis rutilat decor, floret Victoria, Gloria ſublimatur; Hi Cæſareas laudes efferunt, ſuſtinent arma, & quod ſuis texunt quotidie manibus qua proprio rubrant roſeo ſanguine victorioſos divos crines premunt laurea triumphali. Sane licet alias, dum Romano Regio nomine fungeremur, Te & Hæredes tuos legitimos in Marchiones Mantuæ & Sacri Romani Imperii Illuſtres Principes creaverimus, & ſublimaverimus, prout Literæ Majeſtatis noſtræ deſuper in Civitate Parmæ emanatæ clarius atteſtantur; tamen attendentes multiplicia merita probitatis, ac præclara devotionis inſignia quibus tu, ac laudabilis memoriæ Progenitores tui ingenue Domus de Gonzaga Prædeceſſores noſtros dive recordationis Romanorum Imperatores, & Reges, ac ipſum Sacrum Romanum Imperium dignis quidem ſtuduiſti honoribus venerari, illum etiam fervidum tue mentis ardorem, quo noſtros, & ejusdem Imperii procurandos honores inclinaris, attentius Imperialis conſiderationis intuitu limpidius intuentes, animo deliberato, ſano etiam Principum, Comitum, Baronum, Procerum, & Nobilium noſtrorum Fidelium dilectorum accedente Conſilio, Te præfatum JOANNEM FRANCISCUM, cum hec tuæ nobilitatis origo latitudoque tui Dominii ac ampla ſubjecta tuæ ditioni ſpacia, nec non intemerata fides tua, ac Progenitorum tuorum, quo vetuſto jam tempore cum maxima Fidelitatis exhibitione Sacrum Romanum honoraſtis Imperium non immerito requirebant, & requirunt, Denuo & ex ſuperabundanti, ſedentibus nobis in Apparatu, & Ceremoniis Imperialibus ac ſolemnitate debita in Solio Cæſareo, per Birreti, Mantelli & Annuli impoſitionem, & Banderiorum conceſſione ac aliorum inſignio-

1433 figniorum collatione, Hodie in nomine Domini Salvatoris nostri, a quo omnis Principatus, & Honor provenire dinoscitur, Auctoritate Cesarea, illustravimus, & insignivimus in verum Principem, atque Marchionem Mantuæ sublimavimus, ereximus, & decoravimus, ac recepto a te in manibus propriis subjectionis, obedientiæ, & fidelitatis debito Sacramento, illustramus, insignimus, sublimamus, erigimus de Imperialis plenitudine potestatis, ac decreta nostri scientia motuque proprio decoramus, Decernentes, & volentes expresse Quod tu, ac Hæredes, & Successores tui legitimi Marchiones Mantuæ, perpetuis in antea temporibus omni dignitate, prehemi-nentia, nobilitate, jure, potestate, libertate, honore, & consuetudine gaudere, ac frui continuo debeatis, quibus alii nostri, & Sacri Romani Imperii Principes ac nominativi Marchiones Illustres fruiti sunt hactenus & quotidie potiuntur; Civitatemque Mantuæ ejusque territorium, Diocesim, & Districtum cum omnibus suis Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, ac Pertinentiis quibuscumque in inferiori Lombardia constitutam, prout hactenus per Commune Mantuæ sive Prædecessores nostros, sive te, tentum, & possessum est, ac tenetur, & possidetur, ad præsens cum infra scriptis Castris, Locis, ac Terris, Villis, Juribus, Regalibus, Honoribus, Jurisdictionibus & pertinentiis quibuscumque videlicet Castro Sermedi cum tota Curia sua, atque cum omnibus, & quibuscumque suis Villis, Locis, Terris, Vallibus, Pascuis, Nemoribus, Piscariis, Canalibus, Aquis, Aqueductibus, Aquarumque Decursibus & cum omnibus suis ultra citraque Ripis Riparumque Juribus, & cum toto mero, & mixto Imperio superius & inferius usque in Buranam vivam; Item & cum Castro Reveri, & cum sua Insula, & Curia; Item & cum Castro Quistelli cumque ejus Curia & cum Flumine Setulæ ab utraque ripa, prout labitur, & se extendit superius, & inferius per totum Territorium, Diocesim & Districtum Mantuæ & per omnia alia Loca tibi tuisque predecessoribus a nostris Prædecessoribus in Vicariatum, sive alio titulo concessa; Item & cum Castro Luzariæ cum tota sua Curia, & Territorio ac mero & mixto Imperio; Item & cum Castro Suzariæ cum tota sua Curia; Item & cum Castro Marcharegiæ cum tota sua Curia & Territorio citra ultraque Flumen Olii, & cum ipso Flumine Olii ab utraque ipsius Ripa, prout labitur, & decurrit a superiori parte per totum Territorium Mantuanum usque in Padum; Item & cum toto libero Flumine Padi, cum omnibus suis ultra citraque Ripis, Castris, Fortiliciis atque locis, prout labitur, & decurrit a Fluminibus, sive Canalibus, sive Aquis Taliatæ Zariæ, & Olii usque in Buranam vivam, & usque Vesanum cum omnibus & singulis Valibus, Paludibus, Pascuis, Piscinis, & Piscariis ultra citraque dictum Flumen Padi, quantumcumque dilatentur, prout hactenus per Commune Mantuæ, sive te, sive Predecessores tuos tente fuerunt & possesse, vel tenentur & possidentur rite ad presens, & generaliter cum omnibus & singulis Castris, Rochis, Fortiliciis, Fluminibus, Valibus, Villis & Terris, Juribus,

ribus, Regalibus, Jurisdictionibus, ac Pertinentiis dictæ Civitatis, 1433
Diocesis & Territorii Mantuæ, Dictorum Castrorum nominatim cum toto Flumine Mincii & suis adjacentiis ab utraque ipsius Ripa, prout se extendit, & labitur a Valegio usque in Padum, ex certa nostra scientia, & Imperialis plenitudine potestatis, in novam Marchiam & Marchionatum erigimus, facimus & creamus, decernentes & hoc nostro Imperiali statuentes Edicto, ut de cetero dicta Civitas Mantuæ cum toto ejus Territorio, Diocesis & Districtum, cumque prædictis Castris, Locis & Terris, earumque omnium & singularum Juribus, Regalibus & Jurisdictionibus, quibuscumque, Marchia & Marchionatus, & pro Marchia, & Marchionatu, nuncupetur, vocetur, habeatur, & ab omnibus teneatur; Tibi Illustri Johanni Francisco tuisque Filiis & Hæredibus legitimis, masculis, ac Successoribus infra scripto ordine successuris, prædictam Civitatem Mantuæ, ejusque Territorium, Diocesim & Districtum cum supra scriptis Terris, Locis & Castris, cumque omnibus, & singulis dictæ Civitatis, Terrarum, Locorum & Castrorum Juribus, Honoribus, Jurisdictionibus, mero & mixto Imperio, omnimodaque Jurisdictione, & cohertione, Aquis, Stagnis, Torrentibus, Lacubus, Fluminibus, & Piscariis, Molendinis & Juribus navigandi, Silvis, Nemoribus, Pratis, Paschuis, Piscinis, Theloniis, Conductibus, & potestate fabricandi Monetam auream, argenteam vel eream, & quamcumque aliam, legalem tamen & dativam, Valibus, Venationibus, & Pheudis, Pheudatariis, Vassallis, Vassallagiis, Baroneis, Militibus, Judicibus, Plebejis, Rusticis, Agricolis, Judæis & omnibus, quæ tam de jure quam alia quacumque speciali Consuetudine, vel Lege dicte Civitatis, ac predictorum Locorum, Terrarum & Castrorum latitudo concernit, in Marchionatum & Pheudum honorabile, atque perpetuum Imperiali Auctoritate, & de benignitate Cesarea, animo deliberato & ex certa scientia, concedentes, & gratiosius conferentes decernentesque, & hoc Edictali Constitutione sancientes: Quod tu & Filii ac Successores tui legitimi perpetuo Marchiones Mantuæ nominari, & appellari debeatis in antea, & tanquam ceteri Imperii Sacri Marchiones, & Principes teneri, & honorari, ac ubique locorum ab omnibus reputari, omnibusque Jure, Privilegio, honore & gratia ac Dignitate, & Immunitate, absque omni Impedimento perfrui, Quibus alii Sacrosancti Romani Imperii Marchiones, & Principes in dandis, & recipiendis Juribus, in conferendis, seu suscipiendis Pheudis, & in omnibus, & singulis aliis Illustrem statum, & conditionem Marchionum, seu Principum concernentibus fruiti sunt hactenus, seu quolibet potiuntur; astringentes te Johannem Franciscum, Hæredesque legitimos & modo infra scripto Successores tuos, ut Marchionatu vestro prædicto pacem, & Justiciam omnibus & singulis, eque pauperibus, & divitibus, efficaciter & fideliter, juxta posse vestrum, procurare debeatis, Quodque Marchionatum Mantuæ cum omnibus suis Pertinentiis, sicut superius expressatur, a nobis, nec

1433 non a Serenissimis Imperatoribus sive Regibus Successoribus nostris, & ab Imperio Romano, quoties debitum fuerit, solemnitatis honore debito cum Vexillis, & Banderiis, ut moris est, solita quoque reverentia, suscipere debeatis, ac nobis, & eisdem nostris Successoribus, in casibus præmissis, sicut alii Imperiales Marchiones & Principes prestare, & facere Fidelitatis, Homagii, Obedientiæ, & subjectionis debita Corporalia juramenta. Ceterum ad declarationem sepe nominatarum supra successionum utque de earum ordine a posteris omnis ambiguitas aufferatur & tollatur, omnis materia questionis confusionisque, omnis possibilis dubietas extirpetur; Detur autem potius clarus, & determinatus succedenti in predicta Marchionali Dignitate, ac omnibus supra concessis stilus & ordo, hoc præsenti nostro Imperiali Edicto, in perpetuum valituro jubemus, statuimus & sancimus, quod Primogenitus tuus Illustris Marchio Joannes Franciscus Masculus ex vero, & legitimo Matrimonio ex te natus, in Marchionatu, & Marchionali Dignitate, & Feudo præfatis, ac ceteris omnibus & singulis supra concesfis, & indultis, tibi succedat aliisque Fratribus suis, & tuis Filiis legitimis preferatur, Et quod dicto Primogenito tuo decedente, etiam te vivente, Filius primogenitus Masculus ex legitimo Matrimonio ortus, dicti primogeniti preferatur Patruis, & aliis quibuscumque in succesfione Marchionatus, prescripti Pheudi, & aliorum superius concesforum, quod quoad prædictam Successionem in singulis primogeniti Masculis ex legitimo susceptis Matrimonio descendentium a Primogenitis legitimis, ut fupra, descendentibus, volumus observari. Deficientibus autem Primogenitis, primogenitorum desendentium, ut supra, a primogenitis, tunc secundogenitus Masculus ex legitimo Matrimonio ex te ortus, sive ipse Primogenitus, ab ipso ordinate, & secundum rectam lineam masculinam desendens, ut supra in dicto Marchionatu, Feudo & ceteris supra concessis Successor existat, quod in ceteris ab ipso desendentibus per rectam lineam masculinam prout de Successione supra Primogeniti dictum est, in omnibus observetur. Illud idem intelligendo de tuis tercio & quarto genitis, & sic deinceps; intelligendo tamen quod illi Primogeniti succedentes ad regimen Marchionatus prefati sint habiles & idonei, sani mente & ratione; Alioquin repertis illis Primogenitis & his, qui ordine suprascripto successuri sunt in defectu rationis, & mentis, aut aliis defectibus legitimis & justis, Successio in proximiorem post eos sanum mente, indefectuosum, ut premittitur, ordine supra scripto, transferatur; volentes ut ejus rei videlicet Dementis, & aliis defectibus legitimis Declaratio, ad ipsum Marchionem, cui succedi habet spectare debeat, ac pertinere. Ad perpetuam autem conservationem caritatis, & Zeli tuæ prefatæ Domus ingenuæ de Gonzaga concedimus tibi, & impartimur Quod tu, Joannes Francisce Marchio prelibatus, valeas relinquere cuilibet ex duobus aliis tuis Filiis legitimis usque ad numerum Castrorum quatuor de Castris dicti Marchionatus, cum hoc tamen, quod præ-

prælibati duo teneantur illa recognoſcere per Inveſtituram a Pri- 1433
mogenito & ſic quilibet futurus Marchio ceteris ejus Filiis de certis Caſtris ipſius Marchionatus ſecundum videre ſuum providere valeat; ita tamen quod ſemper a Primogenito recognoſcantur, ut ſupra: Quibusquidem ſic relictis decernimus ipſos omnes, & ſingulos ſupra ſcriptos, & venientes ab eis eſſe tacitos, & contentos, ipſis ſuper ceteris, que hereditatem illam contingerent, perpetuum ſilentium imponentes; Et ne aliquibus in antea ſuper præmiſſa illuſtratione, erre̸ctione, & ſublimatione ſtatus tui, Hæredum, & Poſterorum tuorum valeat aliquod dubium ſuboriri, Nos de abundantiori plenitudine gratiæ ſpecialis ad majorem tui gloriam & honorem, & pro confirmatione hujusmodi Illuſtrationis tue heredum, & Poſterorum Tuorum, Signum armaturæ tibi, Filiis ac Filiabus, & Poſteris tuis legitimis ad uſum armorum perpetuæ tali colorum differentia diſtinctum, quod videlicet, in ipſius Clipei campo albo crucem rubeam ab una ſuperficie ad aliam, & in quolibet quatuor angulorum Clipei unam Aquilam nigram allis extenſis, & flameis pennis, prout hec omnia magiſtralis Pictoris artificio ſunt diſtinctius depingenda, concedimus, & largimur taliter, videlicet quod eadem Inſignia, ut preſcribitur, geſtare poſſitis more aliorum Sacri Imperii Principum & ipſis uti in Preliis, Torneamentis, Aſtiludiis, & generaliter in omni Exercitio militari. Gaudeas igitur favore Ceſareo, & de tanto pietatis munere etiam tua proles exultet & tanto fideliori ſtudio ad honorem Sacri Imperii tua intentio ſolidetur, quanto ampliori te perventum conſpicis muneribus gratiarum, omnem vero defectum ſi quis in præmiſſis ratione ſolemnitatis obmiſſe, dubia interpretatione Sententiarum, aut verborum, ſeu alio quovis modo, compertus fuerit, Supplentes de certa noſtra ſcientia, & de plenitudine Romane Ceſaree poteſtatis noſtre, tamen etiam Imperii Sacri ac omnium Prelatorum, & quarumcunque Eccleſiarum aliorumque quorumlibet hominum, Juribus in premiſſis ſemper ſalvis. Præterea ex certa noſtra ſcientia, & Imperatoriæ poteſtatis plenitudine prefato Joanni Franciſco Heredibusque ſuis legitimis confirmamus, ratificamus, roboramus & tenore preſentium innovamus omnia Privilegia antiqua & nova, ſive ſuis Anteceſſoribus, ſive ſibi per Divos Romanorum Imperatores & Reges rite conceſſa & data ſuper quibuscumque aliis Terris, Locis, Juribus, Jurisdictionibus, Gratiis, ac Dignitatibus, Decernentes & hoc Imperiali ſtatuentes Edicto, volentesque ut illa in omnibus ſuis preſentibus clauſulis, ſententiis, perpetuam firmitatem obtineant & valeant, ac ſi preſentibus de verbo ad verbum eſſent inſerta: Quodque ipſe Marchio, Heredesque ſui legitimi illisque uti debeant, gaudere ſine impedimento, & contradictione cujuscumque. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc noſtræ Illuſtrationis, Erectionis, Inſignationis, Decorationis, Collationis, Suppletionis & Confirmationis paginam infringere, aut ei auſu quovis temerario contraire, ſub noſtra, etiam Imperii Sacri indignatione graviſſima &

ſub

1433 sub pœna mille Marcharum Auri puri, quas ab eo, qui contra venire præsumpserit irremissibiliter exigi volumus & earum medietatem nostre Imperialis Cameræ Phisco, ressiduam vero partem in injuriam passorum usibus applicari. Hujus rei testes sunt Illust. Johannes Jacobus Marchio Montisferati Princeps noster, ac Magnifici Manfredus Krolus & Victor Comites Colasti, & Sancti Salvatoris, Steffanus Comes Segnie, & Modrusiæ Vielmus Comes de Montefort ac alii quam plures notabiles Viri, & fide digni, presentium sub Bulla aurea Tipario Majestatis nostræ impressa Testimonio Litterarum. Dat. Mantuæ Anno Domini millesimo quadringentesimo trigesimo tercio, die vigesima secunda mensis Septembris, Regnorum nostrorum Anno Ungariæ &c. quadragesimo septimo, Romanorum vigesimo quarto, Bohemiæ quarto decimo, Imperii vero primo.

Ad Mandatum D. Imperatoris, GASPAR SLIGK. Miles, & Cancellarius, ac Capitaneus Terrarum Egre.

R. MARCHUS ANDREAS BRISACHEY.

CCCLVI.

Bündniß der eilff oder so genannten zehen Gerichte in Rhätien, An. 1436.

1436 Allen denen, so diesen Brief sehen oder hören lesen, thun kund und verjehen mengklichen mit diesen Brieff, daß wir diß hienach benannten einliff Gericht, des ersten das Land und Gericht in Prettigäw zu dem Kloster, das Land und Gericht zu Castels, das Land und Gericht zu Schiers und Sewis und auch der Chor-Herrn Gericht zu Schiers, mit allen ihren Rechten, und auch das Gerichte zu Malans, und das Gerichte zu Meyenfeld und was dazu gehöret, und auch das Land und Gericht zu Bellfort, und das Land und Gericht zu Chur-Walden, und das Vorder-Land und Gericht in Schanficken, und das Land und Gericht an der langen Wieß, das wir allgemeiniglich zu einander gehuldet und geschworen habend, alsdenn hernach geschriebensstat.

1. Item des ersten, daß wir einander geholffen sond sin, bey geschwornen Eyden, worzu jemand Recht habe.

2. Item daß wir obgemelden Ländern und Gericht wollen auch einen Erb-Herrn thun, worzu er denn Recht hat, so sie ihn vernemmend, daß er ein Erb-Herr ist.

3. Item es ist auch beredt und bedinget, ob wir obgemeldten Länder und Gericht einen Erb-Herrn gewinnend, daß wir doch sond bey einander bleiben bey den Eyden wie obgeschrieben stat, und einander beholffen sin, wozu jemand Recht hätte mit guten Treuen ohne Geverd, nun und hienach, und uns davon nicht lassen trengen.

4. Item es ist auch beredt und bedinget, daß wir obgemeldten Länder und Gericht, en kein unter uns nicht, fürbas hin kein

Thätig

Thätig noch Bündniß suchen noch machen sond, ohne dero obgemeldten Länder und Gerichten Wissen und Willen. 1436

5. Item welches Land und Gericht des sich übersehe, daß sie anderstwo Bündniß aufnehmind, dieselben werden denn meinend, und sollen denn die andern Gericht und Länder, dasselbe Gericht das sich übersehen hätte straffen nach ihren Gnaden.

6. Item es ist auch beredt und bedingt, ob die obgemeldten Länder oder Gericht zeschaffen gewunnen, daß sie zusammen kommen wollen zu Tagen, so sond sie uff Davos kommen, und den Tag leisten.

7. Item es ist auch beredt, ob unter uns Länder und Gerichten, von denen obgemeldten Gerichten Lüth bedörffen zu dem Rechten, so soll ein Richter den andern Mann um ein, zween, drey, vier oder fünff, die soll denn derselbe Richter, der genannt wird, dem andern als viel schicken, als er in gemeinet. Und denselben erbarn Leuten soll man geben alle Tag achtzehn Pfennig, und die Kost ungefährlich, und des sond sich die zwenn Partigen lassen benügen, und dieselben die dargesand sind, sollen sitzen und das gemein Recht sprechen, und weder Theil damit den Rechten unterliegt, der soll des Gerichts Schaden dem andern Theil abthun.

8. Item ist auch beredt und bedingt, daß wir obgemeldten Länder und Gericht uns nicht unter einander in fremde Gerichte treiben noch führen sollen, entweder mit geistlichen, noch weltlichen Gerichten. Wir sond das Recht von einander nemmen, da denn ein jeglicher seßhafft ist, ausgenommen ewig Zinß und liegende Güther und Erbschafft, die soll man berechten an denen Städten und Gerichten, da denn dieselben Zinß und Güther gelegen sind, ausgenommen Ehe-Sachen, die soll man berechten an denen Städten das billig ist. Wer auch das ein Gericht rechtlos würde, so sond denn die andern obgemeldten Gericht, darzu kehren und thun, daß dasselbe Gericht besetzt werde, daß sich niemand klage noch rechtlos werde.

9. Item wer auch, daß einer oder mehr aus diesen obgemeldten Ländern und Gerichten zuge, so ist derselbe, der denn aus unsern Landen zeucht, seines Eydes und Geliebds ledig und los, den er denn in die einliff Gerichten gethan ungefährlich.

10. Item es ist auch beredt und bedingt in diesen Bündnuß, daß man iederman soll lassen blieben by sinen Rechten und Freyheiten mit guten Trüwen ohn alle Gefährde.

11. Item wer auch Sach, daß die obgemeldten Gerichte fürbaß wollten Bünden und Bündnuß suchen, ob man sie nothdürffig würde, was denn das meer wird unter diesen obgeschriebenen Gerichten und Landen, dem soll das minder Theil ervolgen.

12. Item es ist auch beredt und bedingt, wo eine Schuld beschehe, oder begangen würde, in diesen obgeschriebenen eilff Gerichten und Landen, die soll berechtet werden in demselben Gerichte, dem dieselbe Schuld begangen wird.

13. Item es ist auch beredt und bedingt, ob üz vergessen würde an

1436 an diesen Brieffe, daß es zelützel und zeviel gemacht wäre, daß wir das mit gemeinen Rath minderen und mehren möchten, daß es und an den Eyd nicht bunden soll sin.

14. Item es ist auch beredt, was hievor geschrieben und gemacht ist, daß es ist alles geschehen mit guten Treuen ohn alle Gefehrde.

15. Item es ist auch beredt und bedingt, daß wir diese Bündniß erneuwern in 12. Jahren einist. Und das alles zu Uhrkund und gantzer, fester, stetter, ewiger Sicherheit war und stet zehalten, was hievor von uns obgemeldten eyndliff Gerichten geschrieben stat an diesen Brieff, so haben wir das obgemeldt Land und Gericht auf Davos gemeiniglich ernstlich erbetten, dieweil diese Bündniß und dieser Bunds-Brieff erneuert ist, nach Laut und Innhalt des alten Bunds-Brieff von Wort zu Wort, und derselbe doch auch in allen Kräfften blyben soll, das Datum wyset an den nächsten Freytag nach unsers HErrn Fronleichnams-Tag Anno Domini 1436.

CCCLVII.

Fœdus Imperatoris Friderici III. cum Matthia, Rege Hungariæ de successione in dictum Regnum, An. 1463.

1463 FRIDERICUS Divina favente clementia Romanorum Imperator, semper Augustus, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, ac Austriæ, Stiriæ, Carinthiæ & Carniolæ Dux, Dominus Marchiæ Slavoniæ, & Portus Naonis, Comes in Habspurg, Tirolis, Ferretæ, & in Kyburg, Margravius Burgoviæ &c. recognoscimus, cum alias occasione differentiarum & controversariarum inter nos ex una, & dictum Regnum Hungariæ, Prælatosque, Barones, Nobiles, Proceres, Incolas & inhabitatores ejusdem Regni Hungariæ parte ex altera subortarum & vertentium, ad nonnullos articulos, & Capitula Pacis & Concordiæ, in præsentia Venerabilis Hieroymi Archiepiscopi Cretensis tunc Apostolicæ Sedis Legati missi deventum fuerit, quod nos ad exhortationem Sanctissimi Domini nostri Papæ Pii, in præsentia & medio Venerabilium Dominici Episcopi Torcellani, Apostolicæ Sedis similiter Legati missi cum potestate Legati de Latere, & Rudolphi de Rudestraim (a) Præpositi Frisingensis & Wormatiensis Ecclesiarum Decani, ejusdem Sanctissimi Domini nostri Papæ Referendarii, Apostolicæ Sedis oratoris, & Nuntii in præsenti causa Sanctitatis suæ Commissarii, cum Venerabilibus & Magnificis Stephano Colocensis, & Bathiensis Ecclesiarum Archiepiscopo, Locique ejusdem Colocensis Comite perpetuo, Joanne Episcopo Waradiensi Principibus, Nicolao de Wylakez Waywoda Transylvano, & Machovien & Regni Sclavoniæ Bano compatre nostro Comite, Ladislao de Palotz judice Curiæ Regiæ, & Emerico de Zapolia summo Thesaurario Regio, & Capitaneo partium superiorum Regni Hungariæ, devotis fidelibus nostris dilectis; no-

(a) Forte Rudeshaim.

mine

mine Sereniſſimi Principis Domini MATTHIÆ, præfati Regni 1436
Hungariæ regis, filii noſtri cariſſimi, Prælatorumque, Baronum, Procerum & Nobilium ejusdem Regni ad finalem, & ultimatam concluſionem eorundem articulorum ſponte, libere, bona & ſincera voluntate, in hunc, qui ſequitur, modum devenimus.

2. Imprimis ad finem optatæ Pacis & Concordiæ diliberatum & concluſum eſt, quod nos Fridericus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, Hungariæ idem Rex, Dux Auſtriæ &c. præfatus, & hæredes noſtri a nobis per rectam lineam deſcendentes infra ſcripta Caſtra & Oppida, quæ in metis & limitibus Regni Hungariæ conſtituta poſidemus, & in noſtris manibus per nos & alios noſtri nomine tenemus, videlicet * Vorctenſtein & Kobelsdorf cum ſuis pertinentiis omni Imperio & Jurisdictione poſſideamus, teneamus ac illis libere utamur, & gaudeamus pacifice & quiete absque Sereniſſimi Principis Matthiæ dicti Regni Hungariæ Regis filii noſtri cariſſimi ac hæredum & ſucceſſorum ſuorum Prælatorumque, Baronum, Procerum & Nobilium ejusdem Regni, quorumcunque, per ſe aut alios, eorum inquietatione, turbatione, exactione, gravamine & moleſtia quibuscumque de jure, & de facto, ac ceſſione juris eorum præſertim, qui intereſſe ad Loca prænominata ſe habere prætendunt in favorem quorumcunque quovis quæſito colore facta aut fienda; ſalvis tamen decimis & cauſis Eccleſiaſticis, quæ in foro ſuo ventilari, & agitari poterunt, prout juris eſt & rationis; in foro vero ſeculari in perſonalibus actionibus & realibus contra & adverſus noſtros ſubditos & Caſtrorum præfatorum quomodolibet motis aut movendis coram judicibus per nos, Imperatorem præfatum, in locis hujusmodi pro tempore deputatis, actor juſtitiam poſtulet & requirat, quæ ad requirentis inſtantiam expedite adminiſtrari debet, proviſo, quod eo ordine ad requiſitionem prædictorum Subditorum noſtrorum, & dictorum Caſtrorum per Regem pro tempore, & ipſum Regnum Hungariæ, eorumque Officiales procedatur, & procedi curetur.

3. Et ſi paſſagium generale contra Turcos pro defenſione fidei, & ipſius Regni contigerit, in ea, requiſitione prævia a nobis, iidem Subditi maneant incluſi, ſic tamen, quod in eum caſum hujusmodi exactionis per nos ſupradictum Romanorum Imperatorem debita fiat diſpoſitio, & adverſus contravenientes, qui quomodolibet etiam pro ſuo intereſſe aliquid attentarent contra ea, quæ præterita ſunt, aut nos & hæredes noſtros, tanquam contra violatores Pacis, & Rex ipſe pro tempore, & Regnum nobis potenter aſſiſtentiam faciant.

4. Adjectum etiam eſt & concluſum, quod poſt obitum noſtrum Rex pro tempore & Regnum Hungariæ facultatem habeant dicta Caſtra Vorckhenſtain & Kobeldorf, & eorum redditus, caſu quo idem Caſtrum Kobeldorf per nos demolitum non fuerit, attento quod modicæ extimationis & ruinoſum exiſtit, redimendi ab

hæ-

1436 hæredibus noſtris pro ſumma quadraginta millium florenorum Ungaricalium & Ducatorum boni auri & juſti ponderis.

5. Item quia nos ſupra nominatus Fridericus Romanorum Imperator &c. bonis & honeſtis reſpectibus hucusque titulo & nomine Regis Hungariæ uſi ſumus, deliberatum eſt & concluſum, quod nos hujusmodi titulo Regis a Prælatis, Baronibus, Proceribus, Nobilibus & aliis Regnicolis, Regni Hungariæ in antea libere & quiete in eorum Literis & ubilibet honorati & decorati, quoad vixerimus, remaneamus & Rex dicti Regni Hungariæ, & aliorum Regnorum eidem Regno coherentium nominari & vocari, & eo titulo uti & frui poſſimus & valeamus: impedimento, contradictione & turbatione Regis pro tempore Dominorum & inhabitatorum ipſius Regni prorſus amotis.

6. Item ut Reſpublica & felix Sanctæ Romanæ Eccleſiæ, Chriſtianæque Religionis ſtatus augeri & promoveri eo ſalubrius & utilius poſſit, nos Fridericus Romanorum Imperator præfatus prædictum Sereniſſimum Matthiam Regem Hungariæ pro filio noſtro adoptivo habebimus, & paterne amplectemur, & in præſentiarum in filium recipimus & adoptamus, eique & regno amicitiam, favores & promotiones paternas, in antea faciemus, eundemque Regem Matthiam filium noſtrum nominabimus: & in recognitionem tantæ clementiæ, quæ multis reſpectibus, nobis & eidem Regi Matthiæ ad honorem & commoda cedet, ut digna viciſſitudine gratitudinis debitæ ſe erga nos exhibeat, concluſum eſt, quod idem Rex Matthias adoptivus filius noſter, nos Imperatorem Romanorum prætactum, ex adverſo, quoad vixerimus, pro patre honorare, reputare, nominare, ſcribere & tenere debeat, prætactique Stephanus Colocenſis Archiepiſcopus, Joannes Waradienſis Epiſcopus, Nicolaus de Wylaktz Waywoda, Ladislaus de Palotz, & Emericus de Zapolia, nomine Prælatorum, Baronum, Procerum, Nobilium, incolarum & inhabitatorum dicti Regni Hungariæ, atque ſuo annuerunt, quod idem Rex Matthias nos Fridericum Imperatorem prædictum Patrem ſuum & Regem nominet, honoret, reputet & nobis Patri ſuo & Regi Hungariæ ſcribat.

7. Inſuper cum præfati Stephanus Colocenſis Archiepiſcopus, Joannes Epiſcopus Waradienſis, Nicolaus de Wylacktz Waywoda, Ladislaus de Palotz & Emericus de Zapolia prædictum Regem Matthiam, nec non Prælatos, Barones, Proceres, Nobiles, incolas & inhabitatores Regni Hungariæ prædicti, ac ipſum Regnum vigore mandati ipſis traditi ſuis Literis obligaverint, & adſtrinxerint, ad ſervandum inconcuſſe perpetuo nobiſcum & hæredibus, terrisque & Dominiis noſtris pacem inviolabilem (Legibus & conſcriptionibus in contrarium facientibus non obſtantibus quibuscumque, imo ſublatis iisdem) nobisque & filio noſtro Chriſtianiſſimo Maximiliano conſilia, auxilia, & conſubſidia cunctis in adverſis contra quoscumque, toties quoties opportunum fuerit (Sanctiſſimo Domino Noſtro Papa, Sede Apoſtolica, & Sancta Romana Eccleſia

Ecclesia dumtaxat exceptis) efficaciter pro posse danda, facienda & prosequenda, ad nostram & præfati filii nostri requisitionem, præfatorum Regni Hungariæ & Regis pro tempore expensis, dum tamen in expeditione generali contra Turcos in hoc non fuerint præpediti, ac mora irrationabili ac contradictione quibusvis in his omnino cessantibus, libertatibus dicti Regni in aliis semper salvis: ob hoc nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, nos ac hæredes nostros, Terras & Dominia nostra, ac incolas & inhabitatores eorundem vice reciproca obligamus & astringimus per præsentes, ad servandum similiter inconcusse perpetuo cum præfato filio nostro Rege Matthia, hæredibus ac Successoribus suis, ac ipso Regno Hungariæ, Prælatisque, Baronibus, Proceribus, Nobilibus, incolis, & inhabitatoribus ejusdem Regni Hungariæ, Pacem inviolabilem, Ligis & Inscriptionibus in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque, imo sublatis eisdem. 1463

8. Præterea grata vicissitudine favoribus & promotionibus dictum filium nostrum Matthiam Regem Hungariæ, ejusque Statum, signanter contra Turcam, & infideles Christi hostes, apud Sanctissimum Dominum nostrum summum Pontificem, sedem Apostolicam, Principes Sacri Romani Imperii, & alios, ubi opportunum fuerit, sincere promovebimus. Et si, præmissis tamen signanter ad causam Castrorum, ut supra ordinatis semper salvis, nos supradicti Fridericus Imperator, & Matthias filius noster, aut Subditi nostri, utcunque inter se aut nos alter ad alterum querelas aut petitiones quascumque habere prætenderimus, illas & de jure & non aliter prosequi debebimus, quorum occasione justitia ad conquerentium requisitionem expedite erit administranda.

9. Item ad finem, quod sincera affectio nostri Friderici Romanorum Imperatoris præfati, quam ad dictum Matthiam Regem filium nostrum, & prætactum Regnum Hungariæ gerimus ab omnibus amplius cognosci valeat, nos Venerabilibus & Magnificis Stephano Colocensi Archiepiscopo & Joanni Waradiensi Episcopo, Nicolao de Wylachtz Waywodæ, Ladislao de Palotz, & Emerico de Zapolia præfatis sacram coronam ipsius Regni Hungariæ, nobis Imperatori Friderico prætacto per quondam Serenissimam Elizabeth Reginam una cum Serenissimo olim bonæ memoriæ Rege Ladislao ad fideles manus assignatam & hucusque fideliter tentam & custoditam, ne ad alienas manus illam devenire contingeret, oppidumque Sopronienſe nomine dicti Matthiæ Regis filii nostri, & ipsius Regni Hungariæ gratiose assignavimus, & omnem obligationem super eodem remisimus.

10. Item ad majorem solidationem paterni amoris, ac in retributionem clementissimæ affectionis nostræ, ad præfatum Matthiam Regem filium nostrum, & ipsum Regnum Hungariæ, quodque nos eo promtius, & ad ipsius Regni commoda, & boni status incrementa accuratius promovenda alliciamur, deliberatum & conclusum est, quod vacante Regno Hungariæ, filiis seu nepotibus le-

 gitimis

1463 gitimis ex præfati Regis Matthiæ lumbis procreatis non extantibus, nos supra dictus Fridericus Romanorum Imperator, aut filius noster, quem ad hoc deputandum duxerimus, & post nostrum decessum filius noster, quem reliquerimus, aut si plures a nobis fuerint relicti, alter ex illis, quem Regnum ipsum prælegerit in Regem, ipsi Regno Hungariæ præficiamur, aut præficiatur cum plena ejusdem Regni administratione.

11. Item, si ut præfertur, præfatum Regnum Hungariæ vacaverit, provideri debet per Prælatos, Barones, Proceres, Nobiles, incolas & inhabitatores ejusdem Regni, quod nos Fridericus Romanorum Imperator prænominatus, aut filius noster, ut præmittitur, consilio & potenti auxilio ejusdem Regni Hungariæ, ut moris est coronemur, seu coronetur, & in administratione plena Regni in pace recognoscamur, seu recognoscatur, & efficaciter pro Rege teneamur, seu teneatur.

12. Item concordatum seu conclusum est, quod omnes injuriæ, differentiæ, dissensiones, impetitiones quæcunque, & actiones inter nos partes præfatas, etiam occasione felicis recordationis Regis Ladislai, ac alias quomodolibet subortæ, etiam nobis hinc inde ex quacumque causa competentes quoad nos, & hæredes & successores nostros, utrinque penitus remissæ & extinctæ esse debent, omnisque indignatio, & displicentia, quas nos præfatus Fridericus Romanorum Imperator, & dictus Matthias filius noster Reges contra quoscumque Prælatos, Barones, Proceres, Nobiles, incolas, & inhabitatores dicti Regni & alios Ecclesiasticos & Seculares occasione adhæsionis nobis utrinque hinc inde factæ concepimus, in futurum minime ulciscantur, neque via facti, neque juris, sed similiter remissæ & extinctæ esse debent; pollicentes & promittentes in verbo Imperiali, nos omnia & singula in prætactis Articulis & capitulis contenta & conscripta, * & per nos fieri debere, facturos, prosecuturos & completuros, ac a præfato Commissario Sanctissimi Domini nostri Papæ, ad id potestatem habente, & nihilominus ex post etiam a sua Sanctitate & Sede Apostolica, confirmationes opportunas ex certa scientia petituros & obtenturos, quibus stabimus & parebimus realiter & cum effectu, dolo & fraude in his omnibus cessantibus quibuscumque. In cujus rei Testimonium Imperialis nostræ Majestatis sigillum præsentibus fecimus appendi. Dat. in Nova Civitate feria tertia ante Festum B. Mariæ Magdalenæ, anno Domini M CCCC LXIII. Imperii nostri XII. Regnorum nostrorum Romani XXIV. Hungariæ vero V.

CCCLVIII.

Extract aus dem Testament Caroli, Hertzogs von Anjou, des letzten Grafen von Provence, An. 1481.

In nomine Domini nostri Jesu Christi. Amen.

1481 ANno incarnationis ejusdem millesimo quadringentesimo octuagesimo primo, & die decima mensis Decembris, Pontificatus San-

Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Sixti divina providentia Papæ quarti Anno undecimo. Universis & singulis hoc verum & publicum instrumentum visuris, lecturis, ac etiam audituris, tam præsentibus quam futuris, evidenter pateat, & sit notum, quod cum nihil morte certius sit, nihilque incertius hora mortis, & in manu Dei mors & vita consistant, ac fragilitatis humanæ conditio nullius status certitudinem habeat, nulliusque divitiis aut potentia a mortis nexibus liberetur, sed omnibus humaniter viventibus mors ipsa comes habeatur: discretione igitur provida consulente melius est sub spe mortis vivere in hoc mundo, & de bonis suis providere & ordinare, quam sub spe vivendi ad mortem subito pervenire, qui tunc humana conditio mortis cogitatione turbata & passionum agitata doloribus, nequit aliquando illa potissime, quæ animæ saluti congruunt, & rerum temporalium dispositionem concernunt memoriæ commendare. Quapropter Serenissimus & Excellentissimus Princeps & Dominus noster, Dominus Karolus Andegaviæ Dei gratia, Hierusalem & Siciliæ Rex, Comitatuumque Provinciæ & Forcalquerii Comes, sanus mente & in memoria ejus bona persistens, quamvis permittente Altissimo in lecto jaceret infirmitate gravatus, volens & admodum cupiens dum sibi licet de Regnis, Comitatibus, Vice-Comitatibus, Baroniis, Dominiis, Terris, ceterisque bonis & rebus Juribusque, fortunis & facultatibus suis ab eo testando disponere ac etiam ordinare, quod nulla inter Successores suos imposterum oriri valeat materia quæstionis, suum ideo Testamentum ultimum nuncupativum suamque ultimam voluntatem, dispositionem & ordinationem finalem fecit, condidit & ordinavit, in modum qui sequitur infra scriptum. 1481

Et quia hæredis institutio est caput & fundamentum cujuslibet Testamenti, ultimæ voluntatis & dispositionis finalis, dictus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, ob id & ex certis aliis caussis moventibus, juste & rationabiliter mentem ejus, his melioribus modo, via & forma quibus de jure, more, ritu, stilo vel consuetudine facere potest & debet in omnibus, universis & singulis Regnis, Comitatibus, Vicecomitatibus, Baroniis, Terris, Dominiis, rebus, bonis, actionibus, juribus, rationibus, fortunis & facultatibus sive mobilibus & immobilibus, ac per se moventibus, ac nominibus debitorum ad eundem Serenissimum Dominum nostrum Regem Testatorem de jure, more, ritu, stilo, & consuetudine: & item quavis ratione, occasione sive causa, pertinentibus, competentibus & spectantibus, seu pertinere & spectare potentibus & debentibus, nunc vel in futurum, videlicet præsentibus ac futuris, quæcumque, qualiacumque & quantacumque sint, & in quibuscumque Locis, Terris, prædiis ac Regionibus & pænes quascumque personas existant, & quocumque nomine seu vocabulo nuncupentur, fecit, instituit & ordinavit, ac ore suo proprio nominavit sibi Hæredem suum universalem & in solidum Christianissimum ac Excellentissimum Principem Dominum Dominum Ludovicum Dei gratia Franco-

1481 rum Regem ejus consobrinum ac Dominum Carissimum atque Reverendissimum, & post eum Illustrissimum & Clarissimum Principem Dominum Karolum Dalphinum ejusdem Excellentissimi Domini Francorum Regis primogenitum, & consequenter omnes & quoscumque Successores suos descendentes ex Corona Franciæ, per quem siquidem Christianissimum ac Præclarissimum Dominum Francorum Regem, tanquam Hæredem suum universalem ac in solidum idem Serenissimus Dominus noster Rex Testator exsolvi, exequi, compleri & adimpleri voluit ac ordinavit omnia ut supra per eum legata, relicta, disposita & ordinata, post ipsius Domini nostri Regis fœlices dies: post hæc autem præfatus Serenissimus Dominus noster Rex Testator, de ejus certa scientia ac proprio motu instructus, Patriam suam Provinciæ ac Terras illi adjacentes, ipsi Christianissimo Domino Francorum Regi Hæredi suo jam dicto mente & animo commendavit, eundemque Christianissimum Regem Dominum studiose rogavit ac humiliter deprecatus est, rogatumque facit atque deprecatur per hoc suum ultimum Testamentum ut pro Deo & amore quem ipse Dominus noster Rex Testator habet ac visceribus gerit, erga ipsum dictum Clarissimum Dominum Dalphinum, Patriam ac Terras ipsas adjacentes non solum intuitu precium suarum, quas iterum ac iterum preces precibus accumulando infundit, suscipiat amabiliter, commendatissime ac brachiis suæ humanitatis ac mansuetudinis amplectatur, verum etiam in suis Pactionibus, Conventionibus, Privilegiis, Libertatibus, Franchisiis, Statutis, Capitulis, Exemptionibus ac Prærogativis; etiam & item in Usibus, Ritibus, Moribus, Stilis, ac laudabilibus Consuetudinibus, quas, quæ & quos acceptare, ratificare, approbare & confirmare dignetur ac velit, quemadmodum idem Dominus noster Rex Testator post fœlices dies æternæ recordationis Domini Regis Renati ejus immediati Prædecessoris, ac Patrui recolendi, in Consilio Trium Statuum dictæ patriæ Provinciæ ratificavit, acceptavit, approbavit, confirmavit, ac observare, tenere, & adimplere tenerique, observari, mandari & cum effectu facere pollicitus est; ac jure jurando promisit, suscipiat, habeat, manuteneat ac defendat, easdemque Patriam ac Terras adjacentes etiam amplioribus Privilegiis, gratiis ac beneficiis prosequatur.

Item pariter jam dictus Dominus noster Rex Testator subsecutive memoratum Christianissimum Dominum Regem Francorum Hæredem suum rogavit, & quam humiliter deprecatus est, rogatque ac deprecatur, hujusmodi sui Testamenti tenore, non vulgariter quidem, sed ita ut non majori studio magisve ex animo rogare ac deprecari posset, quatenus Franciscum Dominum de Luxemburgo consobrinum suum dilectissimum commendatum, imo commendatissimum habeat ac suscipiat, & in ejus servitio ac penes se retineat, sibique nedum Vicecomitatum Marticii & cætera quæ ut supra eidem Francisco legavit sive reliquit, acceptet, ratificet & approbet, ac in quantum opus erit, iterum ac de novo det, donet

donet atque concedat, & incommutabiliter teneat ac observet, quin 1481
imo pro ejus amore ipsum eundem Franciscum Dominum de Luxemburgo, cum sit sibi & singulari Amicitia & tanta Consanguinitate conjunctus & arctius copulatus carum habeat, ac gratiis atque majoribus beneficiis prosequatur amabiliter.

Acta fuerunt hæc omnia recitata Massiliæ in domo dicti Domini nostri Regis, videlicet in Camera, in qua Rex ipse Dominus noster ægrotus jacebat! Præsentibus ibidem Reverendissimis Patribus, Magnificisque, Egregiis, Nobilibus & Honorabilibus Viris fratribus Elziario Garneri Priori Sancti Maximini, Brancassio Bernardi, Ordinis Prædicatorum, Sacrarum Scripturarum Magistris Confessoribus, Magistro Petro Robini Physico, Domino de Gravesione, Joanne Baptista de Morano, Domino de Carcairana, Cive Arelat. Matelino de Saint Mas, Domino de Mossa, Stephano Frenart, Hectore de Montebruno, Capitareo Gardæ, Bernardo de Sara, Consiliariis Scutiferis, Joanne de Rieux Apoticario, & Joanne Salonis loci Insulæ Martici, Domesticis & familiaribus prædicti Domini nostri Regis; Item & Fulcone de Senassio, Karolo Gassini, Consulibus, Domino Bertrando Duranti, Jurium Doctore, Guillermo Paullo, Gregorio de Longueto, & Ludovico Boquini, tam Burgensibus, quam Mercatoribus dictæ Civitatis Massiliæ, Testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis, notis, cognitis, & per ipsum Dominum nostrum Regem Testatorem ut supra singulariter nominatis, & me Gaufrido Tallamer Regis Secretario, ac me Jacobo Gaufridi Regis Secretario &c.

CCCLIX.

Protestatio Renati II. Ducis Lotharingiæ contra Unionem Provinciæ cum Regno Galliæ, An. 1486.

In nomine Domini, Amen.

PEr hoc præsens publicum Instrumentum cunctis pateat evidenter, & sit notum, quod Anno a Nativitate ejusdem Domini 1486
MCCCCLXXXVI. Indictione quarta, die vero 27. mensis Julii circa horam tertiam diei ejusdem, Pontificatus Sanctissimi in Christo Patris & Domini nostri Domini Innocentii Divina providentia Papæ VIII. Anno 2. in nostrorum Notariorum publicorum, testiumque infra scriptorum ad hoc vocatorum specialiter & rogatorum præsentia, personaliter constitutus Illustris & Potentissimus Princeps & Dominus D. Renatus Dei Gratia Lotharingiæ ac Barrensis Dux, Hericuriæ & Vallis montium Comes &c. Habens & in suis tenens manibus quandam cedulam, sive papiri folium pro parte scriptum dixit, proposuit & protestatus fuit, prout & quemadmodum in dicto papiri folio continebatur, cujus quidem folii, papiri, sive cedulæ tenor sequitur, & est talis.

Ad mei pervenit notitiam, quod Dominus Rex univit & insepa-

1486 separabiliter incorporavit perpetuo Coronæ, proventui & redditibus Regni sui, Comitatus meos Provinciæ & Forcalquerii, quos in suis tenet manibus: sed quia habebamus certos Tractatus & Concordiam simul, prout continetur in Articulis super hoc confectis, passatis & concordatis inter nos, & quod ista incorporatio est directe contra præfatos Articulos, principaliter contra unum ex dictis Articulis, ubi continetur, quod durante tempore & spatio quatuor annorum nondum elapsorum sive exclusorum, nullus nostrum duorum potest aut debet aliquid incipere, innovare, attentare contra alium, ratione dictorum Comitatuum, Hostilitate, Guerra, fortitudine, violentia, aut aliter quoquomodo, & quod etiam durante præfato tempore quatuor annorum, jam dictus Dominus Rex non potest aut debet prædictos meos Comitatus Provinciæ & Forcalquerii vendere, cedere, renunciare, quictare, transportare, nec incorporare sive unire dicto suo Regno aut alibi, nec aliquid innovare in mei præjudicium seu dictorum Articulorum: quare in præsentia vestrorum Notariorum publicorum testiumque ibi astantium dico, propono ac protestor, & meas facio protestationes, modo & forma contentis in præsenti cedula seu folio papiri quod ego vobis exhibeo, & ad manus vestras repono, videlicet quod dicta unio seu incorporatio, si qua facta fuerit aut fieret, futurum non possit aut valeat michi tempore futuro aliquod præjudicium impugnare, imo sint nullius roboris, firmitatis & valoris, attento Tractatu facto & concordato inter dictum Dominum Regem & me. Et in quantum dicta unio posset michi præjudicium, aut nocumentum aliquod inferre, ego protestor melioribus modo, & forma quibus facere possum & valeo, & de fractione sive ruptura eorundem Articulorum, & promissionis factæ in quantum possent infirmare in aliquo, ego protestor illos producere & contra dictum Dominum Regem exhibere tempore & loco debitis & de hac mea præsenti protestatione a me facta, pro me, meisque Hæredibus sive Successoribus ac causam habentibus, & de qualibet particula ejusdem a vobis Notariis publicis peto michi dari unum aut plura, publicum seu publica Instrumentum & Instrumenta sive Documenta auctentiqua. Acta fuerunt hæc in Civitate Cathalonensi, in hospitio Floris lilii, Anno, Indictione, die, mense, hora & Pontificatu prædictis præsentibus ibidem Religioso, Nobilibus & Honestis Viris Fratre Joanne Perardi, Priore Prioratus Sancti Ludovici Virdunensis, Ludovico de Chaudeny Decano Sæculari Civitatis Virdunensis, Laurentio de la Ruelle Scutifero, & Joanne Cognovi Clerico Leodiensis Diœcesis, una cum pluribus aliis testibus ad præmissa vocatis specialiter & rogatis. Et quia ego Jacobus Andreæ de Sinemuro Clericus, & in Artibus Magister Eduensis Diœcesis, publicus Sacris Apostolica & Imperiali auctoritatibus Notarius hujusmodi cedulæ exhibitioni ac protestationi, ceterisque omnibus & singulis supra dictis, dum sicut præmittitur, agerentur & fierent, & dicerentur, una cum prænominatis Testibus ac Collega

meo

meo & Connotario ſubſcripto, præſens interfui, eaque ſic fieri, dici 1486
& agi, vidi ac in notam ſumpſi, ex qua præſens publicum proteſtationis Inſtrumentum manu aliena fideliter, me aliis præpedito, ſcriptum confeci, ac in hanc publicam formam redegi, ſignoque meo, me hic manu propria ſubſcribendo ſignavi, in fidem & Teſtimonium omnium & ſingulorum ſupradictorum requiſitus & rogatus. Et ego Jacobus France, Presbyter Virdunenſis Diœceſis, publicus Apoſtolica & Imperiali Auctoritatibus Notarius, quia prædictæ Cedulæ exhibitioni & proteſtationi, cæterisque præmiſſis omnibus, & ſingulis dum, ſicut præmittitur per dictum Dominum Ducem agerentur, fierent & dicerentur, una cum Connotario meo præſcripto & Teſtibus infra ſcriptis præſens fui, eaque ſic omnia & ſingula fieri vidi, ſcivi & audivi, ac in notam ſumpſi, a qua hoc præſens publicum Inſtrumentum manu mea propria ſcriptum extraxi, & in hanc publicam formam redegi, ſignoque & nomine meis ſolitis & conſuetis ſignavi, in fidem, robur & Teſtimonium omnium & ſingulorum præmiſſorum requiſitus & rogatus. J. FRANCE.

CCCLX.

Concordia Hungarica, inter Fridericum Imperatorem & Ladislaum Regem Hungariæ inita, An. 1491.

NOs Uladislaus Dei gratia Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Ramæ, Serviæ, Galliciæ, Lodomeriæ, Comaniæ, Bulgariæque Rex: nec non Sileſiæ, & Lucemburgenſis Dux, Marchio Moraviæ & Luſatiæ &c. Recognoſcimus & tenore præſentium notum facimus univerſis. Cum nos, qui pacis & concordiæ cupidi ſemper ſumus, & illam cum omnibus Principibus Chriſtianis, quantum in nobis eſt, habere & tenere, viresque & facultates noſtras pro bono communi, & ſalute Reipublicæ Chriſtianæ, in hoſtes potius fidei, Sanguinem Chriſtianum & perniciem Religionis Catholicæ ſine fine ſitientes, quam in Chriſtianos ipſos convertere & expendere ſemper optamus: in cauſa guerrarum, & diſſenſionum earum, quæ inter Sereniſſimos Principes D. Fridericum Imperatorem & Maximilianum Regem Rom. ſemper Auguſtos, Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, &c. ſimiliter Reges, nec non Sereniſſimum Principem quondam D. Matthiam ſimiliter Ungariæ & Bohemiæ Regem &c. Prædeceſſorem noſtrum claræ memoriæ, tandem inter nos ſuſcitatarum, infra nominatos Oratores & Nuntios noſtros ſpeciales, cum plena & omnimoda noſtra & ejusdem Regni noſtri Ungariæ facultate ad conveniendum & tractandum ſimiliter cum infra ſcriptis Oratoribus & Nuntiis ſpecialibus, præfatarum Imperialis & Reg. Romanæ Majeſtatum, his diebus ſuperioribus, deputaſſemus, & ii ex utraque parte in Civitate noſtra Poſonienſi fraterne & amicabiliter conveniſſent, pluribus prius ac nobilibus inter ſe habitis tractatibus: poſtremo bono (ut non dubitamus) aſſiſtente Spiritu, in infra ſcriptos Articulos Pacis & Concordiæ cum bona & matura de-

1491 deliberatione, devenerunt: illosque pari & unanimi voluntate, & consensu in virtute Mandatorum, quæ utrinque habebant pro utriusque Partis commodo & quiete, proque totius Reipublicæ Christianæ consolatione ac tranquillitate ac bono communi, concluserunt, Literisque ac Sigillo eorum in hunc qui sequitur modum, firmaverunt.

Nos Thomas Episcopus Ecclesiæ Jauriensis, &c. Regius Cancellarius in Ungaria, Comes Stephanus Thebathor Judex Curiæ Regiæ & Vayvoda Transylvanus, Johannes Schellenberg, Regni Bohemiæ Cancellarius, Ladislaus Orzag de Guthazonum, alter Ladislaus de Rozgon, Cubiculariorum Regiorum Magistri, Genesius Weidmallner Burggravius in Carlstein, & Magister Monetarum in montibus Cuthniz, Wilhelmus Paumkircher de Zalanock, & Joannes de Ruppou Magister Curiæ Regni Bohemiæ, pro Serenissimo Principe, & Domino Uladislao Ungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rege, Marchione Moraviæ, ac Silesiæ & Lucemburgensi Duce &c. D. nostro gratiosissimo & præfato Regno Ungariæ Nuntii & Oratores specialiter deputati; recognoscimus & notum facimus tenore præsentium universis. Quod ad tollendas & prorsus extinguendas hostilitates, guerras & dissensiones inter Serenissimos & Invictissimos Principes, & D. Dominos Fridericum Imperatorem & Maximilianum Regem Romanorum semper Augustos &c. ac Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Reges, eorumque Terras, Principatus, Dominia, Subditos & Incolas, ex una; & Serenissimum quondam Dominum Matthiam Ungariæ & Bohemiæ Regem, & consequenter Serenissimum Principem & D. Dominum Uladislaum Ungariæ & Bohemiæ & in inclytum Regnum Ungariæ, Regna, Principatus & Dominia illi pertinentia, eorumdemque subditos, & Incolas partibus ex altera, dudum tempore Serenissimi Principis quondam D. Matthiæ similiter Ungariæ & Bohemiæ Regis claræ memoriæ exortas & occasione juris, quod idem D. Maximilianus Rex ad ipsum Regnum Ungariæ, vigore cujusdam inscriptionis habere dignoscitur, post ejus mortem usque in hæc tempora nostra continuatas suffulti plenaria & omnimoda autoritate, & potestate præfati & Serenissimi & Gratiosissimi D. nostri Uladislai Regis, prout in Literis mandati nostri Nobis desuper dati, clare continere dignoscitur: Cum Spectabilibus, Magnificis & Generosis D. Thobia de Goskovitz, & de Cschernahora, præfatæ Majestatis Imperialis Capitaneo Generali, Matthæo de Spaur suæ Majestatis Camerario ac Pincerna hæreditario Comitatus Tyrolonensis, Bernardo Perger, Juris Pontificii Licentiato, Imperiali Protonotario, & Joanne Fucsmagen Doctore Imperiali Consiliario, pro eodem Serenissimo Principe, & D. Domino Friderico Rom. Imperatore semper Augusto &c. Oratoribus & Nuntiis specialiter deputatis: Item Yttel Friderico Comite de Zolarm Regiæ Rom. Majestatis Capitaneo in Hohenburg, Bernardo D. de Polhaim, Decretorum Doctore Regio Consiliario, Henrico Pruschinkh Libero D. in Stetenberg, Regio Camerario, Joanne Kyschorvath de Halapsich & Georgio Korrthaler,

ler, Regiis Consiliariis, pro eodem Serenissimo Principe & D. Domino Maximiliano Romanorum Rege semper Augusto &c. Ungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. similiter Rege, Archiduce Austriæ, Duce Burgundiæ, Britanniæ, Brabantiæ, Stiriæ, Karinthiæ, Carniolæ, Geldriæ, &c. Comite Flandriæ & Tyrolis, &c. similiter Oratoribus, & Nuntiis specialiter deputatis: in unum convenientes, & inter præfatos Principes, nec non Regna, & Dominia, atque subditos eorum Pacis materiam diu longeque tractantes: tandem post diuturnos & inexhaustos labores, divina aspirante Clementia, de communi & unanimi consensu, & concordia cum præfatis Oratoribus, pro quiete & tranquillitate dictorum Principatuum & Dominiorum, tum & universæ Christianæ Religionis consolatione, hujusmodi bella, guerras, dissensiones & differentias præsentium tenore sopivimus, & prorsus extinximus sub modo & forma Articulorum infra scriptorum, ad quos devenimus, eosdemque in virtute præfati mandati nostri conclusimus in hunc, qui sequitur modum. 1491

Primo convenimus, quod Serenissimus D. Uladislaus Rex, deinceps pro vero & indubitato Ungariæ Rege maneat: Regnumque ipsum etiam Heredes suos masculos legitimos, ex lumbis suis procreatos, sub conditionibus infra scriptis transmittatur & devolvatur, quodque inter præfatos Rom. Imperatorem, & utrosque Reges, eorum Regna, Principatus, Terras, Dominia, Subditos, Incolas & habitatores eorundem, hinc in antea firma atque perpetua sit & maneat Pax, venia & concordia; ac quicquid hactenus ab initio Belli hujus, a tempore præfati quondam Regis Matthiæ usque in hanc horam præda, captivitate, homicidio, exustione aut quacumque alia vi bellica inter hæc Dominia, Subditos, Habitatores, Stipendiarios & Ministros commissum est, id universaliter abolitum sit, & perpetuo extinctum. Et Principes ipsi amicitia, benevolentia ac favore se mutuo amplectantur: præcipuè verò Cæsarea & Regia Rom. Majestates, ipsum D. Regem Uladislaum, uti suarum Majestatum Consanguineum Regnique sui Ungariæ Statum apud Sanctissimum D. nostrum summum Pontificem, Sedem Apostolicam, Principes Sacri Romani Imperii & alias, ubi opus fuerit, præsertim in facto defensionis præfati Regni ab incursione & vastatione nephariæ Gentis Turcorum, sincere promoveant & faveant eisdem. Vicissim quod ipse Dominus Uladislaus Rex & Regnum prænominatis Rom. Imperatori & Regi, omni studio & consilio, & favore adesse debeant, statum & dignitatem eorum pro posse suo adjuvando & ampliando. Item conclusum est, quod omnia ablata in hoc Bello præter bona mobilia (quæ, ut fit, illico distrahuntur ad quorumque restitutionem nemo præsentis tenore cogatur) Principibus, & ipsorum Subditis, moderationibus & conditionibus sequentibus restituantur. Imprimis, Dominus Uladislaus Rex, Universa Castra, Civitates, Munitiones, & alia Loca cum suis pertinentiis, in Austria, Stiria, Carinthia, Carniola, & aliis Dominiis Hæreditariis Cæsareæ Majestatis, quæ in suæ Serenitatis & suorum Subditorum manibus

 sunt,

1491 sunt, & per quondam Dominum Matthiam Regem vi armorum, & in Bello, quod contra Imperialem & Regiam Rom. Majestates gessit, obtenta fuerunt, aut alias quoquo modo in manus suas venerunt, cum omni jure (si quod in illis haberi potuit Romanorum Imperator) infra tempus, modos, & conditiones hic proxime descriptas, præsentis tenore reddere teneatur. Similiter & eidem Cæsareæ Majestati omnia jura, quæ idem D. Matthias Rex in Castris, quæ sua Majestas Cæsarea usque hodie in Terris suis Hæreditariis recuperavit, forma & modo melioribus, ut fieri potuit, cessisse intelligatur.

Item conventum est, quod ipse D. Uladislaus Rex, Loca subscripta infra hinc, & Festum Sanctæ Luciæ proxime venturum, Rom. Imperatori, aut ejus Officialibus, quos ad hoc Majestas sua deputabit, reddere teneatur: & providere, quod in reddendo hujusmodi Loca, ipse Rex hominibus suis præcipiat, & disponat, ut pacifice, sine spoliis Oppidanorum, aut asportatione bombardarum, & aliarum machinarum bellicarum, quæ in præsentiarum in ipsis Locis sunt constitutæ, & ad ea præcise pertinent, recedant, hujusmodi machinis illic relictis, & sunt hæc Loca, quæ infra hinc, & Festum Sanctæ Luciæ cedere debent: Stuchsenstein, Starhenberg, Gutenstein, Lichtenverd, Potendorf, Korneuenburg, Schmida, Laa, Egenburg, Cisterstorf, Schonberg, Hohenprugk & alia Castra, Loca, & Munitiones, quæ forte sunt in manibus D. Regis Uladislai, aliis non obligata, hoc tempore cedet. At Oppidum Retz & Castrum Wolkersdorf, D. Uladislaus Rex assignare tenebitur Rom. Imperatori, infra hinc & Festum S. Blasii proxime venturum: infra scripta vero Castra, Oppida & Munitiones cum sint aliis obligata & inscripta, & hoc tempore egeat ipse D. Rex Uladislaus, ut ea ex illorum manibus redimat, conventum est, ut ea infra medium annum, aut ad summum, infra annum, initium ejus a Festo S. Martini nunc instante computando, vel citius, ut fieri poterit, ad manus Cæsareas vel Rom. Regias, si (quod absit) Cæsar interea excederet ex humanis, consignare debebit: videlicet Kirchslach, Ebenfurth, Waltersdorf, Horn, Altensteig, Gmund, Meilberg, Græbern, Kaltenbrunn, Potenberg, Creutzen, Stætten, Kadau, Schauenstein, Obern, Ruosbach, Kramberg. Similiter & alia omnia, & si quæ Castra, & Loca cum suis pertinentiis in præfatis Cæsareæ Majestatis ipse D. Uladislaus Rex assignare debebit. Ex parte autem Castri Schærkirchen, quoniam istud non vi armorum, sed emtionis titulo ad manus Sigismundi Schnaitbekh a quondam nomine Reutter devenisse constat, conclusum est, quod idem Castrum in manibus ipsius Schnaitbekh maneat: salvo tamen, quæ Hæredibus & aliis jus ad dictum Castrum prætendentibus, ad eorum impeditionem coram Principe Patriæ, uti alius Patriæ Incola, stet juri; quodque sententia mediante decretum fuerit, exequi patiatur absque aliquo impedimento: Castrum vero Johenstein Joanni Sckolskii, ad quem jure Hæreditario pertinet, restituatur.

Item

Item conventum est, si aliqui, quibus dicta Castra & Munitiones obligatæ sunt, pro honesta & convenienti satisfactione, quam D. Uladislaus Rex ipsis offeret, infra nominatum annum, aut quencunque ab ipso D. Uladislao Rege in tali tempore anni requisiti fuerint, cedere nollent, quod tunc Cæsar & Rom. Rex armis, auxiliis, & consiliis aut aliis viis & modis, prout Principes ipsi inter se convenerint, D. Uladislao Regi adesse tenebuntur, quo tanto commodius hujusmodi rebelles ad traditionem ipsorum Castrorum, quæ tenent, Cæsareæ Majestati constringere possit, quodque ipse Rex Uladislaus, tenentibus hujusmodi Castra, talem ponat modum, quod in hoc tempore, quosque Cæsareæ Majestati consignari debent, redditibus ad ipsa Castra pertinentibus sint contenti, & vicinos non molestent, neque Pacis hujus violatores aut turbatores in ea Castra intromittant, neque cum eis fœdus ullum (sub quocumque colore aut forma id fieri possit) ineant: contravenientes, ut Pacis Violatores puniendo. 1491

Item conventum est, quod infra scripta Loca Ecclesiarum Prælatis pertinentia, per ipsum D. Uladislaum Regem ad manus Cæsareas, sub eadem inscriptione, & obligatione, sub qua ea tenuit Matthias Rex præfatus, aut ad manus Regias, casu, si interea Cæsar vita fungeretur, consignari debent; ita tamen, ut cum ipsi Prælati, ad quos hujusmodi Loca pertinent, Cæsareæ Majestati aut post suam Majestatem, Rom. Regi satisfecerint; quod tunc suæ Majestates ea Loca ipsis Prælatis reddere & nullo modo ab Ecclesiis alienare valeant. Sunt autem hæc & nonnulla alia Loca, fere omnia apud manus Jacobi Zekelii: videlicet Petovia, Prischatz, vel alio nomine Kaim, Lichtemvald, Reichenstein, & si qua sint alia hic non nominata, eadem lege tradi debebunt.

Item conventum est, quod Cæsarea & Regia Rom. Majestas, ipsum Jacobum Zekelii seriose, & omni via meliori requirere debebunt, quod omnia & singula Castra, Oppida & Munitiones, quæ in Terris Hæreditariis Cæsareæ Majestatis quondam D. Regis Matthiæ nomine tenuit, & hodie quocumque nomine tenet, sive sit Ecclesiarum, sive Cæsareæ Majestatis, sive aliorum suæ Majestati absque ulla dilatione restituat. Et ne eis sese Rex per fidem præstitam, vel alio modo, ab ea traditione facienda excusare possit, conventum est, quod ipse D. Uladislaus Rex, similiter, & Illustris D. Dux Corvinus (quandoquidem Regnum cum eodem Duce concordavit, quod hujusmodi Castra Regno reddere debeat) eidem seriose scribant, & admoneant, ut hujusmodi Loca præfata Cæsareæ Majestati, ad ejus requisitionem, absque ulteriori mora cedat in effectu. Qui si post hujusmodi requisitionem adhuc cedere nollet, prætendens occasionem alicujus obligationis, qua vel D. Rex Uladislaus Regnum, vel Dux Corvinus, sibi videatur esse obligatus, ad hujusmodi cessionem, donec sibi satisfiat, arctari non debere; conclusum est, quod in tali casu Rom, Imperator vel Rex, tres viros eligere, similiter & Uladislaus Rex tres nominare, qui sex in oppido Haim-

1491 Haimburg, in termino duodecim hebdomadarum initium earum a tempore requiſitionis dictorum Caſtrorum computando, conſtitui; ubi & ipſe Jacobus, & aliquis cum ſufficiente mandato, nomine D. Regis Uladislai & Ducis Corvini, coram illis comparere, qui, more Arbitrorum hinc inde quilibet, & querelas, differentias, & actiones, & reſponſionem utriusque partis ſufficienter audire debebunt. Quibus auditis, ſtudebunt Partes amicabili compoſitione unire. Quam ſi reperire non poſſint, ex hinc inde deductis, quid juris ſit, cognoſcent. Qui ſi ſic ſententiando omnes, vel major pars concordabunt, quod decretum eſt, illico exequutioni demandent. Si vero ſic ſententiando ſint pares quoque pro parte ſua ſententiam dicentes, ex tunc acta judicii, una cum Arbitrorum Sententiis clauſa, & ſignata ad Illuſtrem Principem & D. Ottonem Ducem Bavariæ: tanquam Superarbitrum, qui ab ambabus Partibus, ut ſe huic negotio intromittat, interpellari debebit, transmittent. Qui viſis, unam ex illis Sententiis probare teneatur: & quamcunque ſuo Laudo probandam duxerit, ea absque mora in executionem mitti debebit; ubi ſi Domin. Uladislaus Rex, aut Dux Corvinus, in aliqua pecunia ſolvenda ſententiati fuerint; neque in prompta pecunia ii ſubito ſolvere habeant: debet ipſe Jacobus Zekelii, poſitis pignoribus ſufficientibus, pro æquitate & qualitate debiti contentari. Totus autem ille judicii ſeu arbitrii actus, in termino duorum menſium, poſtquam partes in Haimburgo comparuerint, finiri debebit; niſi jus ipſum longius tempus expoſtularet, at nihilominus teneatur Jacobus Zekel prænominata Caſtra, absque mora ad manus Cæſareas conſignare; qui ſi ſuper hæc omnia rebellare, & hanc conditionem neque ſuſcipere, neque loca præfata Cæſari cedere vellet, ex tunc ambo Reges & Cæſar ſe mutuo juvare debebunt, eundem ad obedientiam compellendo. Si tamen idem Jacobus Caſtra & Loca præfata Cæſari ſine difficultate, & dilatione, poſtquam requiſitus fuerit, reſtituet, conventum eſt, quod ex tunc D. Uladislaus Rex de eo ſit contentus, & ei quietantiam abſolutoriam de omnibus præſtet, ſi & in quantum nihil obligationis a ſua Serenitate, vel Duce requiret.

Item quantum pertinet ad Caſtra & Oppida intra fines Regni Ungariæ conſtituta, videlicet Ferream Civitatem, Forchtenſtein, Kobelsdorff, Herſtein, Rohonz ſeu Rechnitz, Guntz, Perſtein, & alia Loca, quæ ante Bellum quondam Regis Matthiæ fuerunt in manibus Sacræ Imperialis Majeſtatis, conventum eſt, quod ea Loca omnia, præter Rechnitz, cum ſuis pertinentiis antiquis (quod Imperialis Celſitudo de gratia Speciali D. Wilhelmo Paumkircher, juxta ſuæ Majeſtatis Litteras donavit) debeant ad ſuam Majeſtatem remanere, ſecundum vim & tenorem prioris inſcriptionis & Concordiæ, tempore præfati Regis Matthiæ cum Imperiali Majeſtate factæ. Sed quoniam Ferrea Civitas & Forchtenſtein, & Kobelſtorff usque hodie in manibus D. Regis Uladislai, aut ſuorum ſubditorum habentur, concluſum eſt, quod ea Loca cum ſuis pertinentiis idem D. Rex Uladislaus

dislaus ad manus Cæsareas, infra hinc, & inde Sanctæ Gertrudis 1491
proxime venturam, quæ est decima septima Martii, Anni nonagesimi secundi, consignare debebit: retentis tamen omnibus conditionibus, circa ea Loca in priori Tractatu notatis, in suo vigore: præsertim in facto impositionis super Homines illorum Locorum, ob generale passagium, pro defensione Regni & Jurium & Exercitii Jurisdictionis, pertinentiis ad Ecclesiam Jauriensem, aut alias Ecclesias Regni. Et quidem non solum in Locis præfatis, sed quibuscunque aliis Locis Regni, in quibus Decimæ de jure ipsi Ecclesiæ Jauriensi, vel aliis Ecclesiis in Regno consistentibus, percipi solent. Ubi si quisquam Locorum illorum Capitaneus vel Officialis, aut alius Subditus Imperialis Majestatis in solutione Decimarum aut aliorum jurium, Ecclesiæ rebellis, vel ea jura (uti Jus postulat) non solvisse compertus fuerit; compelli debet per Cæsaream Majestatem, ad satisfactionem integram, una cum expensarum solutione. Quocirca ut hujusmodi turbationes, quæ pro tempore fieri possent, vitentur, dignabitur Sacra Imperialis Majestas tales illic ponere Castellanos, qui cum vicinis amicabiliter vivant, via facti nihil contra eos attentent, & Ecclesiis sua jura (ut ab antiquo est introductum,) relinquant. Item quod ipse D. Uladislaus Rex & Regnum, Litteras illas obligatorias pro centum millibus Florenorum, datas quondam Matthiæ Regi in prima Concordia, Cæsareæ Majestati reddere debeant: quam si habere non possent, obligabuntur dare suæ Majestati quietantiam sufficientem, qua Sua Majestas, Subditi & omnes Status Ducatuum & Dominiorum suæ Majestatis sint assecurati. Et nihilominus Litteræ hujusmodi, præsentis Tractatus vigore, ipso facto intelligantur cassæ & extinctæ.

Item ipse D. Uladislaus Rex, & universum Regnum, veteres illas inscriptiones super successione factas ratificare, confirmare & renovare teneatur; ita videlicet, quod si ipsum Uladislaum Regem Hæredem masculum non contingat suscipere, aut susceptum vita fungi, nullo Hærede masculo per Lineam rectam descendente, post eum relicto, Regnum ipsum cum Universis aliis Regnis, Provinciis & Dominiis ad Coronam Regni Ungariæ spectantibus, in ipsam Regiam Rom. Majestatem, aut ejus Hæredes, lineam rectam ex lumbis suis descendentes, devolutum intelligatur ipso facto. Item quo Regia Rom. Majestas de hujusmodi successione magis assecuretur, conclusum est, quod D. Uladislaus Rex hujus rei ac aliorum negotiorum Regni gratia citius (ut fieri potest) Diætam indicat, de cujus tempore D. Consiliarios Cæsareæ aut Regiæ Majestatum Viennæ existentes avisabit tempestive, ad quam convocet Prælatos, Barones, Civitates, & alios Regni Status potiores, in majori (ut pro temporis brevitate fieri potest) numero: Ubi & Rom. Regis Oratores, adesse debebunt. Qui Prælati, Barones, Civitates & alii Status Regni illic comparendo hunc præsentem Tractatum solenniter acceptabunt. At omnes & singuli sese, pro se, Hæredibus & successoribus suis, Litteris patentibus inscribant hanc sententiam: Si D. Uladislaum Regem liberis masculis, ex lumbis ejus descendentibus

1491 bus mortuis, decedere contingat, quod in tali casu, ipsum Maximilianum Rom. Regem, aut eo non existente, aliquem ex filiis suis, aut iis non existentibus, eorum Hæredibus masculis, per lineam rectam ex lumbis eorum descendentibus, quem eligendum duxerint, pro suo legitimo & indubitato Rege acceptabunt, ad possesionem Regni absque omni difficultate venire permittent, in possessionem Regni inducent, & illi, uti Regi & Domino suo debita obsequia præstabunt: hancque Sententiam publice & solenniter in eadem Congregatione Rom. Oratorum præsentia jurabunt.

Item, quoniam multi fortassis, quorum interest aut interesse debebit, in hac Congregatione non comparebunt, & ipsius negotii magnitudo expostulat, ut hæc præsens Concordia omnium auribus immittatur, conclusum est, ut hac & aliarum Regni necessitatum gratia D. Rex Uladislaus alteram Diætam generalem ad festa Pentecostes proxime ventura, vel circa in aliquo insigni Loco, seu Civitate Regni indicat; ubi similiter Oratores Rom. Regis adesse debebunt; in qua convocatis omnibus Incolis totius Regni, & Dominiorum illi pertinentium, hunc Tractatum & Unionem universaliter publicari, & ab universo Populo Rom.Regem aut suos Hæredes, casu quo ipse Uladislaus Rex sine legitima prole masculina superstite mortem obiret, in futurum Ungariæ Regem acceptari faciat. Et si qui illic comparentes in priori Congregatione, visi non fuerint; illi prænominatum juramentum publice, modo quo supra dictum est, præstare, & Litteras confitentes itidem quod generales illæ Litteræ in prima Congregatione recognoverunt, roborare debebunt.

Item conclusum est, quod hujusmodi Litterarum roboratio & juramentum deinceps de persona in personam descendat tam diu, quousque talis casus, de succedendo Rom.Rege, aut sua prole verificetur: ita, quod quotiescunque aliquem Regni Prælatum ad Prælaturam suam de novo assumi contingat, quod is in assumptione sua, in præsentem Tractatum de Successione Rom. Regis, aut suorum Hæredum, juret, velle observare, & eum prosequi, ut de juramento in prima Congregatione superius dictum est, insuper & Litteris patentibus, quibus & juramentum hujusmodi se præstitisse & Tractatum præsentem servare velle, sese obligare tenebitur. Alioquin nisi hæc fecerit, ad hujusmodi prælaturam admitti non debet. Pari modo Palatinus Regni, Banus Croatiæ, Vaivoda Transylvanus, Comes Themesiensis, Bani de Jaytza, Zeveriensis & Nandor Albensis, Castelli Castri Budensis, Comes Posoniensis & alii Officiales Majores & Castellani potiorum Castrorum Regni, quæ in finibus Regni sunt constituta, quotiescunque tales de novo ad sua Officia assumi contingat, jurare Rom.Regi & Litteras dare, modo quo supra de Prælatis dictum est, tenebuntur; neque alias Homini eorum officiis præficiantur. Item Conservatores Sacræ Coronæ Regni præsentes & futuri, in ingressu officii sui jurabunt, Rom.Regi, eam coronam, si accidat D. Uladislaum Regem sine Legitima Prole decedere: nulla post eum masculina relicta, modo quo supra di-

ctum est, ad nullius manus dare, sed pro Coronatione ipsius Rom. Regis aut sui sangvinis, ex se per lineam rectam descendentis, fideliter conservare. Similiter & cum ipso Castro Vissegrad soli Rom. Regi aut Hæredibus suis, in tali præfato casu obedire velle: & de his Litteras suas patentes roborabunt. 1491

Item si D. Uladislaus Rex excederet ex humanis, hærede masculo Annis minore relicto: conventum est, quod hi, qui Hæredem talem juxta Regni Ordinationes & Consuetudines sub tutela sua tenebunt, pari modo & de novo jurabunt, cum tutelam hujusmodi suscipient, præsentem Tractatum, quantum ad successionem, manutenere, & secundum illius tenorem vivere: Hæres insuper ipse, cum ad legitimam ætatem pervenerit, tenebitur omnia, hic in præsenti Tractatu conclusa Litteris & sigillis pro se & Hæredibus suis, eo modo, quo D. Uladislaus Rex fecit, antequam Regni gubernacula assumeret, roborare, & confirmare. Et is modus servandus erit de Hærede in Hæredem, & Tutoribus eorumdem, continuando quousque Successio ipsa in sanguinem Rom. Regis, si superextat, devolvatur. Item conventum est, quod Litteræ roborandæ in Prælatorum, Officialium aut Tutorum assumptione, novæ & aliæ Litteræ omnes de quibus supra fit mentio, mox ut fuerint roboratæ, præsentari debeant in Hamburgum, reponendo eas ad judicem & Consulatum, aut Castellanum ibidem, uti placitum sive ordinatum fuerit per Rom. Regem, quorum opera ulterius ad manus Rom. Regis transmittentur. Item conclusum est, si D. Uladislaus Rex sic, uti præmittitur, sine Hæredibus masculis decedens, Filiam unam, vel plures reliquerit, tenebitur Rex Rom. vel Hæredes ejus, qui tunc Regno præficientur, easdem pro Consuetudine Regni honeste dotare, & maritare. Item si D. Uladislaus Rex, sic, ut præmittitur, sine Hæredibus masculis decederet, uxore sua vidua relicta, tenebitur Rom. Rex dotem ipsi viduæ juxta Regni consuetudinem debitam solvere.

Ex integro idem conclusum intelligatur de Hæredibus succedentibus, Hæredibus Rom. Regis, quotiescunque viduas uxores post se superstites reliquerint. Item conclusum est, Quod Rom. Rex aut Hæredes sui, Regnum suscepturi, pro ejusdem Regni & Incolarum suorum consolatione & commodiori contra hostes defensione, in ipso Regno saltem pro majori parte temporis, habitare dignentur. Item conventum est, si Regnum Ungariæ Hæredibus modo prædicto in Sanguinem Cæsareum devolvetur, quod is, qui juxta Capitula præfata a Regnicolis Rex acceptabitur, vel eligetur pro Regni defensione, & consolatione quam primum venire & accelerare debeat. Qui similiter non armis ut Hostis Regnum intret, sed se in limitibus regni juxta morem expectet, quousque per Prælatos, Barones, & alios Regnicolas honorifice susceptus, sine dilatione introducatur: qui & tunc Jura & Consuetudines Regni antiquas, & approbatas servare, & Regnicolas omnes in suis juribus & Libertatibus & approbatis Consuetudinibus conservare & confirmare promittet, quemadmodum & alii

Reges

1491 Reges Prædecessores sui promittere, & confirmare consueverunt. Item Rom. Rex Titulo Regni Ungariæ uti poterit, & ita a Domino Rege Uladislao & Regnicolis appellabitur, quemadmodum Cæsarea Majestas eodem hactenus usa fuit, & deinceps utetur. Vicissim, quod Cæsar, & Rom. Rex, & ipsorum Subditi D. Uladislaum Regem Ungariæ cum Titulo solito Regni Ungariæ appellare & intitulare tenebuntur.

Insuper pro solidiori perpetuæ hujus Unionis Fundamento, conventum est, quod idem D. Uladislaus Rex, circa Regnicolas Regni Bohemiæ laborare, & omnem sibi possibilem dare debebit operam, & studium impendere, quo eosdem inclinet, & in hanc sententiam trahat, ut eo fine liberis masculis decedente, hunc D. Maximilianum Regem aut Hæredes suos legitimos ex lumbis suis descendentes, Regem sibi præficiant: idque quantocius fieri potest incipere & omnes favores & studia sibi possibilia adhibere debebit: ut ipse Rex Rom. & nemo alius, in hoc Bohemiæ Regno sibi in tali casu succedat. Item conventum est, quod in recompensam aliqualem expensarum, factarum per Rom. Regem in hoc Bello, ex requisitione juris sui, ipse D. Uladislaus Rex solvere debebit Rom. Regi centum millia Florenorum Ungaricalium, in auro justi ponderis vel argento, aut moneta currente in Austria, computando semper quatuor Renenses, aut tantum monetæ sic currentis, pro tribus Florenis Ungaricalibus, in spatio duorum annorum, quorum initium computandum sit a Festo S. Martini nunc instanti. Ita tamen, quod triginta millia teneatur solvere in termino primi dimidii Anni: & alia triginta millia in fine primi Anni, reliquæ vero summæ medietatem in fine secundi Anni dimidii & alteram medietatem in fine secundi Anni. Et pro hujusmodi pecunia ipse D. Uladislaus Rex & Regnum Romanorum Regem assecurabunt Litteris, & Sigillis in ea forma & obligatione. Quod si aliquam ex illis summis solvere neglexerit, quod ex tunc ejus loco duplum, hoc est pro triginta, sexaginta, & pro viginti quadraginta millia solvere sit obligatus. Liceat insuper Rom. Regi, Negotiatores Regni, & eorum Bona, ubicumque ea invenire poterit, arrestare tam diu, quousque hujusmodi duplum solutum fuerit; & occasione arrestationis hujus, non intelligatur præsens Unio & Pax esse violata.

Item conventum est, quod omnes injuriæ, dissensiones, discordiæ & differentiæ, quoquomodo, occasione præsentis Belli, adhæsionis Rom. Regi infrascriptarum personarum, videlicet Reverendissimi Joannis Episcopi Vesprinensis, & Magnificorum & Nobilium Virorum D. Joannis Comitis Czetni, Jacobi & Nicolai Zekelii, Joannis Kyshorvath, Stephani & Georgii fratrum ejus, Laurentii Banfii, Joannis Berizlo, & Francisci filii ejusdem, ac Joannis filii quondam Martini Berizlo, Ladislai Joannis & Stephani fratrum de Kanisa, Nicolai Zechii de Alsolyndus, Jacobi Banfii de Lyndua, Joannis & Stephani fratrum de Eederbach, Nicolai Comitis de Frangepan; Michaelis Comitis Dwian, Nicolai Hagmas de Zenthgroth

groth Joannis Bornemysza, Georgii de Strescule, Georgii de Welike, Petri Ampolith, Elezvayda, Nicolai Kalmanytz, Petritz', Matthiæ Clasitz, Petri Eletz, Nicolai & Ladislai filiorum Franconis quondam Bani de Talotz, Joannis Bansii filii quondam Perconis, Bani Bernardi & Georgii filiorum quondam Francisci Bansii, & Joannis filii Nicolai de Tallotz, Ladislai Offchsi, inter Prælatos, Barones, Nobiles, Oppidanos, & alios Regni Ungariæ & pertinentiarum Incolas, & eorum subditos exortæ, prorsus sint sublatæ & extinctæ. Quodque præfati & alii quicunque Adhærentes, & Confoederati Romanorum Regi, hic suis nominibus non designati, apud D. Uladislaum Regem eadem gratia & benevolentia uti ceteri Incolæ Regni, tractentur, cum oblatione omnium præteritorum, quovis modo in hoc Bello contra suam Serenitatem & Regnum attentatorum, & sublatione omnis indignationis omnino. Quibus & cuique eorum seorsum, sua Serenitas hujusmodi reconciliationis in forma honesta: insuper & libertatem, & facultatem ubicunque, aut cuicunque Principum, qui non sit Hostis suæ Majestatis, aut Regni, aut Hostibus adhærens, & præsertim ad honorem Rom. Regis præstita: tamen prius obedientiæ & fidelitatis juramento, instar aliorum ipsi D. Regi Uladislao extra Regnum stanti, & servienti, prout ipsis libitum aut conveniens fuerit, Libertatibus Regni, & oneribus, circa bona, & redditibus supportandis, semper salvis, ad eorum instantiam & petitionem clementer concedere & admittere debebit. Conclusum est insuper, quod in spatio quatuor mensium, initium eorum a prædicti S. Martini Festo sumendo, præfati Adhærentes in omnia eorum Bona immobilia & jura, quæ post mortem Regis Matthiæ Rom. Regi Adhærentes perdiderunt, restituantur. Si autem hujusmodi bona in quorundam Baronum aut Incolarum Regni manibus teneantur, quæ D. Rex Uladislaus non nisi armis, ob eorum temeritatem, ab eis eripere valeat: conclusum est, quod hoc casu Sua Serenitate contra tales ipso facto armis procedendo quicquid temporis ultra dictum spatium quadrimestre pro recuperatione eorundem Locorum curret: neque imputari neque huic Tractatui obesse debebit. Ipsi insuper Adhærentes, quibus Castra sua in hoc Bello non sunt ademta, tenebuntur in spatio octo hebdomadarum, initium earum a Festo S. Martini jam dicto computando, nisi a Regno abessent ipsi, D. Uladislao Regi præstare juramentum fidelitatis, quemadmodum moris & consuetudinis est in Regno hactenus observatæ. At absentium loco sufficiet, quod hujusmodi juramentum Fratres eorum præsentes usque ad eorum reditum interea præstare teneantur, & præstent: ipsis autem supervenientibus hujusmodi juramentum per se præstare tenebuntur. Quicunque autem hæc uti præscripta sunt sive præsentes, sive absentes facere neglexerint: præsens Tractatus ipsis minime suffragari debebit. 1491

Quibus vero Castra, vel alia bona sua hoc tempore Belli sunt ablata, illi tunc tandem juramentum hujusmodi præstare tenebuntur,

1491 tur, cum eorum bona ipsis modo jam præscripto restituta fuerint. Præterea si qua Telonia, vel alia bona sive hæreditaria, sive pignoratitia, nominati Adhærentes aliis occasione præsentis Belli abstulissent, vel occupassent, teneantur & isti post notificationem præsentis Concordiæ, ad restituendum ea illis quibus pertinent, aut e quorum manibus abstulerunt: si tamen aliqua ex hujusmodi bonis receptis vel occupatis per Adhærentes rursus ex manibus eorum erepta essent, apud illos, quibus pertinent, maneant: qui quidem Adhærentes, si alias aliquid Juris ad hujusmodi Bona habere prætendant, id Jure mediante requirere debebunt, quibus ad eorum instantiam jus expeditum administrari debebitur. Simili modo & via, uti jam de Adhærentibus Regiæ Rom. Majestati scriptum est, agatur in reddendo Castra & alia bona circa subditos Cæsareæ Majestatis. si qui fortassis in hoc Bello D. Uladislao, aut quondam Matthiæ Regi adhærere, & ea gratia Castra sua perdere potuissent; superioribus Articulis salvis, in suo robore permanentibus, circa Castra tamen reddenda D. de Lichtenstein, de Murau ita conventum est, ut ea tandem, Cæsarea Majestas teneatur eidem reddere, cum sit ultima restitutio Castrorum prædictorum ad manus Cæsareas, ita quod simul & semel hinc Cæsar, Dominum de Lichtenstein, illinc D. Rex Uladislaus Castra restantia Cæsari reddat: quandoquidem Dmoinus de Lichtenstein cum hoc tempore captivus teneatur, communi Articulo captivos concernente gaudere debebit. Item cum Comites Cratiæ in hoc Bello Rom. Regi Adhærentes conquerantur de bonis ipsis ablatis, conclusum est, quod omnia & singula eorum bona & Jura, quæ, postquam Romanorum Regi adhæserunt, perdiderunt, eis restitui debent in tempore, quo supra de Adhærentibus dictum est. De his autem bonis quæ ante Adhæsionem, aut tempore Regis Matthiæ ipsis ablata sunt, ad eorum instantiam D. Rex Uladislaus expeditam Justitiam, remotis superfluis dilationibus, & Exceptionibus, magis ad differendum negotium quam jus promovendum proponi solitis: juxta morem & Regni Consuetudinem administrare, & in propria persona pro hujusmodi Jure reddendo, sedere debebit. Item de Castris Comitum de Zagoria ita conventum est, quod Jacobus Zekelii ea Castra ad fideles manus Domini Uladislai Regis, tanquam tertiam personam, resignet: Et postea vocatis Comitibus, & D. Duce Corvino, cui ea Castra per Matthiam Regem perhibent esse donata, ipse D. Rex Uladislaus juxta Regni Consuetudinem, servatis servandis, expeditam Justitiam ministret, & cui parti prædictarum, per hujusmodi sententiam ipsa Castra obvenient, illius manibus Rex ipse ea tradere teneatur inviolate.

Item, in facto debiti, & querelarum, quas Nobilis vir D. Thobias Tschernahora proposuit, in hunc modum est conventum. Imprimis D. Rex Uladislaus tenebitur ipsi infra mensem, initium ejus a Festo S. Martini computando, Villas illas in Moravia sibi pro certa pecuniarum summa obligatas, & per quondam Matthiam Regem vi ablatas, restituere: ut illis juxta vim, & tenorem Littera-

rum

rum obligationis libere uti poſſit: duo inſuper millia florenorum 1491
quondam Matthiæ Regi præfato per ipſum D. Thobiam mutuata, ſi ipſe Dominus Thobias per has vel alia evidentia Documenta, hujusmodi debitum probaverit, ipſe Rex Uladislaus infra annum, ejus initium a ſæpe dicto S. Martini Feſto computando, ipſi D. Thobiæ per ipſum Matthiam Regem ſuper Caſtro Schomberg, quandoquidem ex illis D. Thobias D. Uladislao Regi, tria millia de bona voluntate remiſit: conventum eſt, ut reliqua duo millia Dominus Rex Uladislaus eidem in ſpatio duorum annorum (initium eorum iterum a Feſto Sancti Martini, jam inſtanti computando) ſolvat. Quantum vero ad impenſas factas in ædificia in Spielberg pertinet: Conventum eſt, quod de hujusmodi impenſis D. Thobias Capitaneum Moraviæ edoceat; quibus edoctis & ad Regiam Majeſtatem per Capitaneum deductis, & conſtito ex ipſius Capitanei relatione, quod ſua Serenitas pro hujusmodi impenſa ſolvere debeat; infra annum a tempore declarationis ipſius Capitanei, ipſi D. Thobiæ ſolvere tenebitur.

Item in facto crediti Nobilis Viri Domini Wilhelmi Paumkircher, quod contra Provinciales Stiriæ proponit: conventum eſt, quod Majeſtas Imperialis demandabit præfatis Provincialibus, ut ei dictum creditum ſolvant. Qui ſi ſe in eo mandato gravari querantur, tanquam jamdudum ab eo ſint abſoluti, conſtituere debebit Cæſarea Majeſtas, præfatis Provincialibus diem ad Cretz in feſto Purificationis celebrandam: ubi & ipſe Dominus Wilhelmus factores ſuos, una cum aliquo D. Regis Uladislai ſervitore, habere debebit: & facta ratione & computo de perceptis ex dicto credito, & conſtito, quantum poſt hujusmodi computum ſolvendum eidem reſtet, iſtius ſummæ dimidium in termino primi anni (ejus initium a concluſione computi faciendum) & alterum dimidium in termino ſecundi anni immediate ſequentis, præfati Provinciales ipſi Domino Wilhelmo ſolvere debebunt. Quod vero ad Caſtrum Kecz, ſive ejus redditus & proventus ſpectat; conventum eſt, quod idem Dominus Wilhelmus Cæſaream Majeſtatem de hujusmodi Litteris & Sigillis, (ut prætendit) munitis informet, quibus juribus ſi Cæſarea Majeſtas excipiendo contradicat, ex tunc illi ſex in Hamburgum in facto Jacobi Zekelii, ut præfatum eſt venturi, an hæc D. Wilhelmi, an Cæſaris Majeſtatis contra easdem exceptio prævaleat, decernant. Qui ſi cognoſcendo ſint pares, ex tunc Dominus Thobias de Schernahora, a nobis Cæſareis & Regis Oratoribus, ut hoc omnis in ſe aſſumat interpelletur, in præſentiarum, uti Superarbiter, uni dictarum ſententiarum accedere debebit. Ex cujus cognitione, ſi Caſtrum præfatum, aut ejus redditus ipſi Domino Wilhelmo accedere debebunt: ex tunc in ſpatio dimidii anni (ejus initium a tempore hujus deciſionis computando) Cæſarea Majeſtas Domino Wilhelmo Caſtrum ipſum, vel ejus redditus reſtituere, aut ejus loco octo millia florenorum Ungaricalium auri ſolvere debebit. At ſi præfati ſex, occaſione dicti Jacobi (ut puta, quia ejus cauſa absque

1491 eorum conventu terminari poterit,) in Hamburgum non essent accessuri: nihilominus præsentis cognitionis gratia illac venire debebunt.

Item conventum est insuper, quod D. Rex Uladislaus, & Regnicolæ, hos, qui se neutrales in hoc Bello constituerunt, ut Sopronienses, & alii æque, ut alios Regni Subditos, gratia & benevolentia complectantur: & occasione illius Neutralitatis aut cujusvis alterius cum Rom. Rege intelligentiæ, nulla indignatione, aut statuum suorum detrimento persequantur. Item, quantum spectat ad castra ipsius Gyleis, ita conventum est; si coram præfatis sex in Hamburgum, in facto Jacobi Zekelii venturis, documentis apertis docebitur pro parte Cæsareæ Majestatis, Cæsaream Majestatem ejus Castra, ut hominis rebellantis suæ Majestati, obsedisse, prius quam suæ Majestati de novo (quandoquidem post mortem Matthiæ Regis se in subjectionem Cæsaris dederit) nomine D. Regis Uladislai diffidaverit, exclusus sit a beneficio præsentis Tractatus: si autem ostendetur, quia ante hujusmodi obsessionem, & post reconciliationem & agnitam naturalis Domini sui superioritatem, Cæsari nomine Regis Uladislai Bellum indixerit, gaudeat beneficio præsentis Tractatus: ita quod Castra sua sic ablata, eidem restituantur. Item ex quo Castra & Dominia omnia ipsius Domini de Potendorff, ad manus Cæsareas venire debebunt, juxta prius conclusa, ipse autem filiam unicam reliquerit superstitem: conventum est, quod sua Majestas eidem bona sua hæreditaria aut Jure ei debita, restituat; & donec sit Minorannis, ei de Tutore provideat. Item conventum est, quod ex adverso Romanorum Rex universa Castra & Munitiones, hoc tempore Belli per suam Majestatem in Ungaria, Croatia, Sclavonia, & cœteris Provinciis qualitercumque ad Ungariam pertinentibus, per se aut alios expugnata, vel alias qualitercumque in deditionem recepta, infra hinc, & Festum Luciæ præscriptum, ita ut Castrorum hujusmodi traditio hinc inde eodem tempore fiat, his quorum fuerint, & de quorum manibus recepta sunt, reddere vel restitui facere teneatur, & præsertim Saboriam, vulgariter Stainamanger, Zenthgroth, Kemend, Marvankew, Kostel, & alia omnia quæ in suis aut suorum subditorum manibus habet, & hic non sunc expressa suis nominibus. At Castrum Tersat, quod (ut fertur) est in manibus Cæsareis; conventum est, ut in suæ Majestatis manibus cum suis Pertinentiis, quoad vitam suæ Majestatis duntaxat, maneat; & sua Majestate ex humanis sublata, absque ulteriori cunctatione, ad Regnum redire debeat, quod ut certius fiat, tenebitur se D. Maximilianus Rex de tradendo hujusmodi Castro post Cæsaris mortem, ipsi Regno, vel Regi (si interea modo superius expresso Regno non præficietur) pro se & hæredibus suis inscribere & obligare. Item quantum ad Castrum Zdeucz attinet, conventum est, ut ex quo ad illud D. Vayvoda Transylvanus plenum jus habere se asserit, manibus suis per Regiam Romanor. Majestatem assignetur, Castrum vero Schorffenegk, tunc tandem manibus Regiis, aut illius, cui pertinet,

tinet, assignetur, quando D. Uladislaus Rex ultimam faciet Cæsari 1491
Castrorum prædictorum restitutionem: ita quod hujusmodi restitutio hinc inde eodem tempore fiat. Item conventum est, quod D. Uladislaus Rex filiis quondam Udalrici Graffenegker provideat de aliquo honesto Tutore, qui Castrum Scharffanegk e manibus Rom. Regis aut suorum subditorum, suo tempore recipiat, & ad manus dictorum filiorum, una cum aliis eorum bonis fideliter custodiat: & ipsis ad legitimam ætatem pervenientibus Castrum ipsum, cum suis pertinentiis & aliis bonis reddat, & rationem perceptorum & expositorum faciat. Item ex quo tres Majestates in hanc sententiam convenerunt, quod hinc inde Adhærentium Castra & Dominia, quibus ablata sunt, restituantur, & fortassis aliqui ex his in Regno Ungariæ, qui hujusmodi Castra tenent, in eisdem reddendis sive restituendis sese difficiles exhibere, aut prorsus inobedientes ostendere possent: conventum est, quod tam Cæsar & Rom. Rex, quam D. Uladislaus Rex, Regnum Ungariæ unanimi consilio & auxilio contra tales insurgere, & eas ad restitutionem hujusmodi Castrorum, his, quibus ablata sunt, non solum compellere, verum etiam contumacia eorum crescente, & exigente, omnia eorum bona confiscare, & personas ipsas exterminare debebunt. Ita similiter de subditis Cæsareæ Majestatis observari debere in hoc casu, conventum est. Si tamen aliqui se ad hujusmodi Castra sic obtenta jus habere prætendant; illud juxta Consuetudinem Patriæ, Jure, non Violentia, requirere teneantur.

Item conventum est, quod neque Cæsarea Majestas, neque Rom. Rex Subditos Coronæ Regni Ungariæ Rebelles, inobedientes, aut alios quocunque pacto cum D. Rege Uladislao non bene sentientes, in sui protectionem & defensionem, aut Castra & Munitiones eorum, quos tali casu aufferre possent, recipiant, aut quoquo quæsito fuco, auxilia & consilia occulta, aut manifesta præstent: sed ad eos confugientes repellant, & se neque de personis, neque de bonis & Castris eorum intromittant; idque cum subditis & Baronibus eorum fieri disponant, contravenientes seriose puniendos. Itidem vicissim fiat de subditis Cæsareæ aut Regiæ Rom. Majestatum rebellantibus, dolo & fraude remotis. Item omnes in Bello isto Captivi ab utraque Parte, quam primum post Festum Sancti Martini, absque ulteriori detrimento, liberi pronuncientur: & Holdæ, & aliæ exactiones Jure Belli promissæ insuper & captivorum taxationes usque in hanc diem S. Martini non solutæ, deinceps non solvantur, neque petantur: tum & earum solutionum gratia fidejussores, a sua fidejussione liberi pronuncientur: non obstante quacunque pactione, sub quacunque conditione inter Partes hinc inde conclusa, etiamsi expressis verbis beneficio præsentis relaxationis renuntiassent: omnibus nempe hujusmodi & aliis obligationibus non obstantibus, quicquid usque ad præfatum Festum Sancti Martini solutum non fuerit, deinceps non solvatur. Item Mercatoribus liber sit omnino accessus, & negotiatio tam in Aquis, quam in Terris: solu-

1491 tis tamen Teloniis, & aliis pro eorum mercibus ſolvi conſuetis. Sed quoniam quidam mercatores tempore reſtitutionis Albæ Regalis, ad manus D. Uladislai Regis, ſeſe in mercibus & ſervitoribus eorum illic, contra Articulos in Ceſſione Loci præfati concluſos, & quidam ex illis etiam contra Salvum Conductum Regium, vim & damnum paſſos conqueruntur: conventum eſt, ut ejus quærelæ diſcuſſio ad illos ſex in Hamburgo convenire debentes, remittatur, & in hac re eorum judicio ſtetur.

Item generaliter omnes confœderati, omnes Adhærentes Principes Sacri Rom. Imperii, & alii quacunque dignitate, titulo vel officio ſint inſigniti, cum eorum ſervitoribus, in hac Pace & Unione intelligantur eſſe incluſi. Omnes inſuper Vaſalli, occaſione præſentis adhæſionis & Belli, Feuda ſua petere negligentes: illud deinceps a Domino, cujus eſt Feudum, petant. Quod quidem Feudum ob tempus neglectum, aut adhæſionem, ad Dominum Feudi non intelligatur devolutum. Item ſi quisquam Subditus Coronæ Regni Ungariæ, actionem ſive querelam habuerit, vel habiturus ſit, contra ſubditum Cæſareæ aut Regiæ Rom. Majeſtatum, conveniat eum coram Officialibus Cæſaris vel Regis Rom. prout juris eſt, & patriæ Conſuetudinis. Similiter fiat ex adverſo: ſi ſubditus Cæſareæ Majeſtatis, aut Rom. Regis, actionem vel querelam habeat, vel habiturus ſit, contra ſubditum Coronæ. Et ut pro utraque parte vitentur ambages, & expenſæ, Capitanei a parte Cæſareæ Majeſtatis, aut a parte D. Regis Uladislai & Regni, in Loco rei vel conventi querulantibus, ſimpliciter & de plano juſtitiam ſummarie, quoties opportunum fuerit, miniſtrare debebunt. Qui ſi cauſam hujusmodi diffinire non poſſent, eam remittent ad Principem rei vel conventi: qui poſt remiſſionem, in ſpacio unius menſis, in quantum jus admittit, cauſam hujusmodi, juſtitia mediante, finire teneatur. Item ſi quisquam ſubditorum Cæſareæ Majeſtatis, aut Rom. Regis, contra Subditum Coronæ actionem habens, non quæſita, aut expectata juſtitia, propria authoritate, aut vi armorum illi, contra quem hujusmodi actionem habet, aut alteri Regnicolæ, quocunque quæſito colore, damnum inferre præſumpſerit; ex tunc hinc Cæſar, vel Rex, illinc Ungariæ Rex, per Cæſarem vel Regem requiſitus, contra hujusmodi Subditum inſurgere, & eundem pro modo exceſſuum ſuorum, usque etiam ad exterminium, & ejectionem è patria, & bonorum confiſcationem, caſtigare tenebuntur. Simili modo per omnia procedant circa ſubditum Regni, ſimili temeritate contra ſubditum Cæſareæ aut Regiæ Rom. Majeſtatum, quicquam contra jus attentare conantem.

Item conventum eſt, quod Cæſar, & Rom. Rex hanc Pacem & Unionem ſub generalibus ſcripturis Sanctiſſ. Domino noſtro & Collegio Cardinalium intiment, Sanctitatem ſuam certiores reddendo, quod hunc D. Uladislaum Regem deinceps pro vero & indubitato Ungariæ Rege habeant, & recognoſcant. Obedientiam quam præſtiterit, accipient. Et ſuam Serenitatem, ut in principio hujus Tractatus

ctatus scriptum est, promovendo. Item conventum est, si Stipen- 1491
diarii utriusque partis pro convenienti, & honesta laborum satisfactione non contenti, Fraternitates & Uniones inter se facere, & Regna, Principatus, & Dominia illius, aut alterius Principis, vi aut armis invadere constituerent; ex tunc ambo Reges & Cæsar, una cum suis subditis, pari consensu contra tales insurgere, & eos ut pacis violatores, punire & ejicere teneantur. Item conclusum est, quod S. Imperialis Majestas, Rom. Rex & D. Uladislaus Rex hunc præsentem Tractatum cum insertione Articulorum de verbo ad verbum, de novo roborent, & confirment: & hujusmodi roborationis & confirmationis Litteræ, Cæsareæ & Regiæ Rom. Majestatum, una cum Litteris concernentibus castrum Tersat, similiter & D. Uladislai Regis in Hamburgum, ad diem S. Fabiani & Sebastiani proxime futurum, portentur, & illic hinc inde consignentur: ita quod hujusmdoi Litterarum assignatio hinc inde eodem die fiat, item certis respectibus necessariis, præsertim pro solidiori præsentium Articulorum firmatione, & integritate Amicitiæ eorum, manutentione Regnorum, Terrarum & Dominiorum suorum, tum & nova inter Reges ambos & Cæsarem confœderatione, & pro mutuis auxiliis contra quoscunque præstandis, & aliis rebus ingruentibus: conventum est, quod post Festa Pentecostes, cum D. Uladislaus Rex ab illa generali Diæta, de qua in Articulis præscriptis, absolutus fuerit, Rom. Imp. & Rex & sua Serenitas in aliquo Loco, de quo postea concordabunt, personaliter convenient, & illic de omnibus, quæ opus sunt, concordabunt. Item conventum est finaliter, quod deinceps nullius differentiæ aut dissensionis causa, etiam inter Principes ipsos, aut eorum Subditos, quantumcunque potentes, aut inferiores, sive occasione Jurisdictionis aut Contractus cujuscunque, sive confinium aut metarum Dominiorum, sive dilecti Subditi, & sive alia quacunque causa, nulla excepta exortæ, Principes ipsi ad arma aut hostilitatem deveniant: Sed quotiescunque talis casus accidet, siquidem is per Capitaneos & Officiales Locorum determinari non possit, Principes ipsi Consiliarios suos utrinque in aliquo Loco competenti convenire faciant, & illis plenam authoritatem hujusmodi differentias sopiendi & prorsus tollendi concedant. Et quicquid per hujusmodi Consiliarios decretum fuerit, id a utraque parte observari debebit. Postremo, quantum ad Castrum Kostel pertinet, quod tanquam in præsenti Bello hostiliter captum esset, inter alia ut D. Regi Uladislao assignaretur, in Articulis præcedentibus connumeratur: conventum est, quod idem Castrum in illius manibus, qui hoc hodie tenet, remaneat: servitiis omnibus & impositionibus generalibus ad Colonos, ut aliis Regni Colonis fieri est consvetum, similiter & præstatione fidelitatis de eodem Castro Regni Ungariæ, uti ab antiquo introductum est, ac aliis Juribus, si quod quisquam ad idem Castrum habere prætendit, semper salvis. In quarum rerum robur, fidem & testimonium, has præsentes Litteras scribi, & Sigillis nostris solitis communiri fecimus. Et pro majori securitate

1491 ritate omnium ſupradictorum, manus noſtras proprias hic infra ſubjunximus. Datum & actum Poſonii die Lunæ poſt Feſtum S. Leonardi, Anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo primo.

Nos itaque Uladislaus Rex præfatus, qui, ut præmiſſum eſt, Pacis ſemper Zelatores & amatores ſumus, communeque bonum, & Catholicæ Religionis incrementum cordi ſemper habemus, ſemperque pro noſtra virili promovere cupimus viſis & examinatis prædictis Articulis, Capitulis, & Concluſionibus, præſentes illos nonſolum honori, quieti & commodo utriusque Partis, ac Regnorum, Statuumque & Principatuum earundem, ſed etiam rebus fidei, & univerſæ Reipub. Chriſtianæ plurimum conducere: eosdem igitur in omnibus ſuis partibus, Capitulis & Punctis, laudavimus, approbavimus, acceptavimus, & ratificavimus, ex certaque noſtra ſcientia, & animo deliberato, laudamus approbamus, acceptamus, ratificamus, & roboramus per præſentes, promittendo pro nobis, & Hæredibus noſtris, in Verbo noſtro Regio, & bona fide mediantibus, quod illos firmiter & inconcuſſe obſervabimus, eisdemque in præmiſſis omnibus clauſulis & ſententiis realiter, & cum effectu ſatisfaciemus dolo & fraude in his omnibus ceſſantibus quibuscunque. In cujus rei fidem, & Teſtimonium, ſecretum Sigillum noſtrum, quo ut Rex Ungariæ utimur, præſentibus fecimus appendi. Datum Budæ in Feſto Beati Nicolai Epiſcopi & Confeſſoris. Anno Domini milleſimo quadringenteſimo nonageſimo primo: Regnorum noſtrorum, Ungariæ Anno ſecundo, Bohemiæ vero vigeſimo primo.

CCCLXI.

Privilegium Maximiliani I. Imperatoris, conceſſum Reipublicæ Januenſi ſuper variis Feudis, An. 1513.

1513 MAXIMILIANUS Divina Favente Clementia Electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus ac Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Lotharingiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lymburgiæ, Lucemburgiæ, & Geldriæ, Lantgravius Alſatiæ, Princeps Sueviæ, Palatinus in Habsburgo, & Hannoniæ Princeps, & Comes Burgundiæ, Flandriæ, Tyrolis, Goriciæ, Artheſiæ, Hollandiæ, Seelandiæ, Ferretis in Kyburg, Namurci, & Zucphaniæ, Marchio Sacri Romani Imperii ſuper Anaſum & Burgoviæ, Dominus Phriſiæ, Marchiæ & Sclavoniæ, Mechliniæ, Portus Naonis, & Salinarum. Tunc officium nobis ſuper univerſi Orbis Regimine divinitus creditum exercere putamus, cum noſtros ac Sacri Romani Imperii Subditos atque fideles in ſuis Juribus, Privilegiis atque Libertatibus conſervamus illeſos, ac illa eisdem, juxta eorum in nos, & Sacrum Imperium divosque Prædeceſſores noſtros Romanorum Reges atque Imperatores collata expoſcunt, confirmamus, ampliusque extendimus, atque de novo concedimus, prout ipſorum paci & tranquillitati nobis videbi-

d ebi-

debitur salubriter expedire. Cum igitur spectabiles nostri & sacri 1513
Imperii fideles dilecti Cives, Consilium & Communitas Civitatis nostræ Imperialis Januæ in nos & Prædecessores nostros Romanorum Reges, atque Imperatores, Sacrumque Imperium multa & varia utilia, atque opportuna obsequia contulerint, & præ ceteris Urbibus se ipsis Prædecessoribus nostris, ac sacro Imperio semper devotissimos atque obsequentissimos exhibuerint, adeo ut eorum exigentibus meritis singularibus gratiis, honoribus, privilegiis, libertatibus & praheminentiis ultra alias Urbes sint decorati, ut in ipsorum prædecessorum nostrorum Imperatorum, videlicet Frederici primi, Henrici secundi, Henrici septimi, Caroli quarti, & Sigismundi Literis atque Privilegiis, quarum tenores, acsi de verbo ad verbum insertæ essent præsentibus, volumus pro expressis haberi, clarius continetur. Cumque Januenses ipsi nobis exposuerint se, ab annis ducentis, & pluribus citra, acquisivisse Castra Illicis, & Ameliæ, Trebiani, Arculæ & utriusque Vesani & aliorum Locorum adjacentium, quæ tenuerunt, & de novo tenent, & per quorum Territoriorum labitur flumen Macre, & in Mare influit, exposuerint etiam se ab antiquissimis temporibus citra, acquisivisse Civitatem Sarzanæ, Oppida Sarzanelli, Flacimelli, Castrinovi, Ortinovi, & deserta Mœnia Lunæ cum agro adjacenti, & cum eorum juribus & pertinentiis usque ad littus Maris, & quod possiderunt, & etiam possident, petierintque Jurisdictionem suam, territorium & districtum, ad dicta omnia & singula loca per eos, ut supra, extendi, & prorogari, eaque de benignitate Cæsarea confirmari, & de novo concedi. Nos qui Januenses ipsos, propter singulares eorum virtutes, ac merita, quibus se nobis devotos & obsequiosos exhibent, singulari Clementia atque gratia nostra Cæsarea prosequi volentes ipsis Civibus, Consilio & Communitati Januæ, habita tamen prius cum Principibus & Proceribus nostris matura deliberatione, ex certa scientia, ac de plenitudine Imperialis potestatis nostræ, omnia eorum Feuda, Privilegia, Jura, Libertates, honores, gratias, concessiones, ordinationes, laudabiles consuetudines, atque indulta laudamus, approbamus, ratificamus, innovamus, confirmamus ac de novo concedimus, ac ea, & quodlibet eorum ad omnia, & singula Loca, de quibus supra, Terras, Districtus, atque Dominia, quæ ipsi Cives, Consilium & Communitas Januensis tempore prædictarum Concessionum citra rationabiliter acquisiverint, etiamsi ultra flumen Macre existant, extendimus, ita quod in eisdem Locis, ut præfertur, acquisitis, tamquam Territorio suo, præfatis privilegiis uti & frui valeant & possint, ac si ipsa Loca, Terræ, Districtus, ac Dominia in ipsis prædecessorum nostrorum, aut nostris Litteris specialiter essent inserta, & antiquitus in eorum Territorio, & Districtu comprehensa, & quod quidem Territorium, & Districtum Januen. extendimus, & declaramus extendi debere, non solum a Monaco usque ad Coruum, sed etiam ad omnia Loca ultra Coruum, & ut supra acquisita, flumine Macre comprehenso, ipsis-

1513 quo Januensibus omnia & singula, quæ a nobis, & sacro Imperio in Feudum dependent, ac prædicta omnia, & singula concedimus, & de eisdem, quatenus opus est, de novo investimus, non obstante quacumque causa, seu occasione præter quas præmissa Feuda cadere potuissent in commissum, & ad nos, ac Sacrum Imperium esse devoluta censeantur, ut ipsi Cives, Consilium & Communitas Januen. uberiori a nobis gratia, se noscant esse refectos, præfatis deliberatione, scientia, & potestate ipsis concedimus & ex mero liberalitatis arbitrio elargimur auctoritatem, & facultatem in ipsa Civitate nostra Imperiali Januæ publice legendi in sacra pagina, in utroque Jure, Pontificio videlicet & Cæsareo, in Artibus, Medicina, atque aliis liberalibus Artibus, in eisdemque Facultatibus præmisso examinis rigore, nostra auctoritate magistrandi, doctorandi, licentiandi, & minores gradus conferendi, juxta consvetudines & privilegia aliorum studiorum seu Universitatum Italiæ, & quemadmodum ipsis ab Apostolica Sede esse asseruerunt indultum, præmissis non obstantibus quibuscumque Legibus, Constitutionibus, statutis, Consuetudinibus, Privilegiis seu Exemptionibus per præfatos Prædecessores nostros, per nos aut Successores nostros Romanorum Reges seu Imperatores datis, vel concessis, seu in posterum dandis vel concedendis. Quæ omnia & singula, quatenus hujusmodi Prædecessorum nostrorum, ac nostris Litteris, Gratiis, & Concessionibus obviare possent in aliquo aut derogari, pro nullis, invalidis, aut non concessis haberi volumus, & pro infectis ab omnibus reputari in omnibus, ac per omnia, prout Prædecessores nostri sæpe dicti, declaraverunt, salvis tamen in omnibus & singulis præmissis, nostris, ac Sacri Romani Imperii Juribus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostræ laudationis, approbationis, ratificationis, innovationis, confirmationis, extensionis, concessionis, investituræ, ac reservationis paginam infringere, vel ei quovis temerario ausu contrahire. Si quis autem hoc tentare præsumpserit, nostram gravissimam indignationem, ac pœnam centum marcarum auri puri irremissibiliter se noverit incursurum. Quarum medietatem Fisco nostro Cæsareo, reliquam vero partem ipsorum Januensium usibus decernimus applicari. In quorum omnium fidem & Testimonium præmissorum has Litteras nostras Sigilli nostri appensione jussimus & fecimus communiri. Datum in Civitate nostra Imperiali Augusta die quarta mensis Aprilis, Anno Domini millesimo quingentisimo tertio decimo, Regnorum nostrorum Roman. vigesimo octavo, Hungariæ vero vigesimo quarto.

CCCLXII.

Declaration de François I. Roy de France, touchant les Privileges du Comté de Provence, faite An. 1515.

1515 FRANCOIS, par la grace de Dieu Roy de France, Comte de Provence, Forcalquier, & Terres adjacentes: A tous presens &

& advenir, Salut. Comme tantost après le trépas de Feu nostre tres-cher beau-Pere le Roy Louïs dernier decedé, que Dieu absolve, nos tres-chers & bien-amez les Gens de trois Estats de nos dits Pays & Comtez eussent deputé, delegué & envoyé devers nous nostre amé & feal Conseiller Antoine de Tende Evesque de Riez; Nobles Louïs d'Agoult Baron de Sault, Boniface de Castellane Sieur de St. Julien, Jean de Pontevez Sieur de Cotignac, Gaspar de Castellane Sieur d'Entrecastel, René de Matheron Sieur de Peinier; Maistre Louïs Chapucy Licencié és Droits, Assesseur d'Aix, & Leonard Froissard Sieur d'Istres, leurs Ambassadeurs & Procureurs Generaux en cette partie, pour nous faire ainsi qu'ils doivent & sont tenus faire à leur vray, naturel & Souverain Seigneur & Comte desdits Pays, Comtez & Terres adjacentes; le serment de fidelité, hommage & reconnoissance de nos dits Pays, Comtez & Terres à iceux adjacentes; ce que par vertu du Pouvoir à eux donné & commis en cette partie, par les gens desdits Estats, tant Prelats, Gens d'Eglise, Nobles, Communautez, generalement & particulierement, dont il nous est paru en nos mains, pour & au nom desdits Gens des trois Estats de tous nosdits Pays, Comtez & Terres adjacentes dessusdites, tenuës de nous, & à nous appartenans; ausquels foy & hommage nous les avons receus sauf nostre droit, & l'autruy. Lesquels Ambassadeurs & Procureurs, nous ayant requis que pour le bien, profit & utilité de nous, des gens desdits Estats, & de nos Pays, voulsissions toûjours tenir sous nostre main & Couronne lesdits Pays & Comtez, Terres & Seigneuries & les Manans & Habitans en iceux, en nos mains, & sous nostre Seigneurie & obéïssance, sans jamais les aliener, transferer, permuter & démembrer en autres mains par nous, ou nos Successeurs Roys de France, en quelque maniere que ce soit; mais les adjoindre, unir & incorporer inseparablement à nostredite Couronne, en gardant & observant au surplus leurs Privileges, Libertez, Conventions, Chapitres de Paix, Coûtumes, Loix & autres Franchises, & façons de vivre, comme fait a été cidevant par nos Predecesseurs, & dernierement par feu nostredit tres-cher Seigneur & beau-pere le Roy Louïs, que Dieu absolve; & sur ce leur impartir nos graces, & Lettres convenables. Sçavoir faisons que nous, les choses dessusdites considerées, & le grand, singulier amour, & loyauté & fidelité dont lesdits des Estats, Habitans & Subjets de nosdits Pays & Comtez ont entierement usé envers nos Predecesseurs Roys & Comtes desdits Pays, depuis qu'ils sont venus en leurs mains & obeïssance, & esperons qu'ils feront envers nous, & comme ils le nous ont amplement fait dire & remontrer; voulant par ce, comme bien le meritent, les cherir & favorablement traiter en leurs affaires, & leur subvenir liberalement en iceux, afin que de mieux en mieux ils ayent cause de perseverer & continuër en leur bon vouloir. Pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons pour nous & nos Successeurs Roys de France voulu & voulons avoir & tenir nosdits Pays & Comtez 1515

de

1515 de Provence, de Forcalquier, & Terres adjacentes sous nous & nosdits Successeurs à ladite Couronne de France perpetuellement & inseparablement, comme vray Comte & Souverain Seigneur d'iceux, sans ce que jamais ils en puissent estre alienez, permutuez ne transferez en quelque personne ne pour quelconque cause ou occasion que ce soit, ou puisse estre, en tout ou en partie: & quant à ce les avons adjoints & unis, adjoignons & unissons à nous & à ladite Couronne, sans que à icelle Couronne ne au Royaume ils soient aucunement pour ce subalternez pour quelque cause ou occasion que ce soit ou puisse estre, ores ne pour le temps à venir; ne aussi pour ce aucunement nuire, prejudicier, ne deroger à leursdits Privileges tant anciens que nouveaux donnez a nostre Cité de Valence & Declaration sur iceux faite par feu nostredit Seigneur & beau-pere le Roy Louïs dernier decedé, que Dieu absolve, aux Gens de nosdits Comtez, Forcalquier & Terres adjacentes; & en outre tous & chacuns lesdits Privileges, Libertez, Franchises, Conventions, Chapitres de Paix, Loix, Coûtumes, Droits, Statuts, Polices, & maniere de vivre ésdits Pays, soient à gens d'Eglise, Nobles, Villes, Citez, Communautez, ou autres personnes quelconques, que leur ont esté donnez, octroyez, confirmez, & continuez tant par les feus Roys, Reynes, Comtes & Comtesses d'iceux Pays, que cy-devant ont esté au dit Pays, Lieutenans Generaux, & grands Senéchaux nous leur avons de nouvel & d'abondant confirmez, loüez, approuvez, confirmons, loüons, approuvons, de nostre certaine science, grace speciale, pleine puissance, & Authorité Royale, par cesdites presentes signées de nostre main, pour en joüir par eux & chacun d'eux, tout ainsi & par la forme & maniere, qu'ils ont par cy-devant justement joüi & joüissent & usent: promettans en bonne foy & parole de Roy & jurans les leur garder, observer & entretenir ensemble la dite Union & adjonction inseparablement, perpetuellement, & à toûjours; & voulons qu'iceux habitans dessusdits en joüissent pleinement & paisiblement, sans aucun contredit ou empéchement, non obstant quelconques autres Lettres, Chartres ou Mandemens qui pourroient avoir esté faites & octroyées à ce contraires, lesquelles si aucunes estoient cy-aprés trouvées que aucunement puissent prejudicier à ces dites presentes, nous avons quant à ce, de nostre certaine science, & plus ample Authorité, revoquées & cassées, revoquons & cassons, & icelles des maintenant comme pour lors declaré & declarons nulles, & de nul effet & valeur, posé ores qu'elles ne soient si expresses ne specifiées, nonobstant aussi quelconques autres Ordonnances, Restrictions, Mandemens ou deffenses à ce contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux le Grand Senéchal de Provence, gens de nostre Conseil Royal, Maistres Rationaux & Archivaires de nostre Chambre & Archifs d'Aix, nos Avocats & Procureurs audit Pays, & à tous nos autres Justiciers & Officiers, ou à leurs Lieutenans, ou comme presens & à venir, & à chacun d'eux si comme a luy ap-

par-

partiendra, que cesdites presentes ils fassent lire, publier & enregistrer en nostredit Archif d'Aix, & autres Cours & Auditoires de leursdites Jurisdictions, afin de perpetuelle memoire, & la dite Union, ensemble leurs libertez & Privileges ont le contenu en cesdites presentes, observent & gardent & fassent observer & garder de poinct en poinct sans enfraindre. Et aussi que de ce on ne puisse pretrendre cause d'ignorance, nous voulons que cesdites presentes soient leuës, publiées & enregistrées en nostre Cour de Parlement, & Chambre de nos Comptes à Paris. Et pource que de ces presentes on pourra avoir à besogner en plusieurs lieux, nous voulons que au Vidimus d'icelles fait sous Seel Royal foy soit adjoutée comme à ce present Original. Et à fin que soit chose ferme & stable à toûjours-mais, nous avons fait mettre nostre Seel à ces presentes, sauf en autres choses nostre Droit & l'autruy en toutes. Donné à Paris au mois d'Avril, l'an de grace mil cinq cens & quinze, & de nostre Regne le premier. FRANCOIS. Par le Roy Comte de Provence. Les Ducs de Bourbonnois & d'Auvergne Connestable de France, de Vendosinois, les Comtes de Saint Paul & de Nevers; vous Monsieur René Bastard de Savoye, grand Senéchal, Gouverneur & Lieutenant General pour ledit Seigneur audit Pays, & autres presens. J. CHARBONNIER. Visa. Contentor. P. MAILLARD. 1515

CCCLXIII.

Bulla Leonis X. Pontificis, qua Henrico VIII. Angliæ Regi, titulum Defensoris Fidei confert, An. 1521.

LEO Episcopus Servus Servorum Dei, Charissimo in Christo Filio, Henrico Angliæ Regi, Fidei Defensori, Salutem & Apostolicam Benedictionem. 1521

Ex supernæ Dispositionis arbitrio, licet imparibus meritis, universalis Ecclesiæ Regimini præsidentes, ad hoc cordis nostri longe lateque diffundimus cogitatus ut Fides Catholica, sine qua nemo proficit ad salutem, continuum suscipiat incrementum, & ut ea, quæ pro cohibendis conatibus illam deprimere aut pravis mendacibusque comentis pervertere & denigrare molientium, sana Christi fidelium, præsertim dignitate regali fulgentium, Doctrina sunt disposita, continuis perficiant incrementis, partes nostri Ministerii, & operam impendimus efficaces:

Et, sicut alii Romani pontifices, prædecessores nostri, Catholicos Principes (prout rerum & temporum qualitas exigebat) specialibus favoribus prosequi consveverunt, illos præsertim, qui procellosis temporibus, & rabida Scismaticorum & Hæreticorum fervente perfidia, non solum in Fidei serenitate & devotione illibata sacrosanctæ Romanæ Ecclesiæ immobiles perstiterunt, verum etiam tanquam ipsius Ecclesiæ legitimi filii, ac fortissimi Athletæ, Scismaticorum & Hæreticorum insanis furoribus spiritualiter & temporaliter se opposuerunt; ita etiam nos Majestatem tuam;

propter

1521 propter excelsa & immortalia erga nos, & hanc Sanctam Sedem, in qua, permissione Divina, sedemus, Opera & Gesta, condignis & immortalibus præconiis & laudibus efferre desideramus, ac ea sibi concedere propter quæ invigilare debeat a grege Dominico lupos arcere, & putida membra, quæ mysticum Christi corpus inficiunt, ferro & materiali gladio abscindere, & nutantium corda Fidelium in fidei soliditate confirmare.

Sane cum nuper dilectus filius Joannes Clerk, Majestatis tuæ apud nos Orator, in Consistorio nostro, coram venerabilibus Fratribus nostris Sanctæ Romanæ Ecclesiæ Cardinalibus, & compluribus aliis Romanæ Curiæ prælatis Librum, quem Majestas tua, Charitate, quæ omnia sedulo & nihil perperam agit, Fideique Catholicæ Zelo accensa, ac Devotionis erga nos, & hanc Sanctam Sedem fervore inflamata, contra errores diversorum Hæreticorum, sæpius ab hac Sancta Sede damnatos, nuperque per Martinum Lutherum suscitatos & innovatos, tanquam nobile ac salutare quoddam antidotum, composuit, nobis examinandum, & deinde auctoritate nostra approbandum, obtulisset, ac luculenta oratione sua exposuisset Majestatem tuam paratam ac dispositam esse ut, quemadmodum veris rationibus, ac irrefragabilibus sacræ Scripturæ ac sanctorum Patrum auctoritatibus notorios errores ejusdem Martini confutaverat, ita etiam omnes eos sequi & defensare præsumentes totius Regni sui viribus & Armis persequatur.

Nosque ejus Libri admirabilem quandam & cælestis gratiæ rore conspersam Doctrinam diligenter accurateque introspeximus, omnipotenti Deo, a quo omne datum optimum & omne donum perfectum est, immensas gratias egimus, qui optimam, & ad omne Bonum inclinatam mentem tuam inspirare, eique tantam gratiam superne infundere dignatus fuit, ut ea scriberes quibus sanctam ejus Fidem contra novum errorum damnatorum hujusmodi suscitatorem defenderes, ac reliquos Reges & Principes Christianos tuo exemplo invitares ut ipsi etiam orthodoxæ Fidei & Evangelicæ Veritati, in periculum & discrimen adductæ, omni ope sua adesse, opportuneque favere vellent; æquum autem esse censentes eos, qui pro Fidei Christi hujusmodi defensione pios labores susciperunt, omni laude & honore afficere; volentesque non solum ea, quæ Majestas tua contra eundem Martinum Lutherum absolutissima Doctrina, nec minori eloquentia scripsit, condignis laudibus extollere ac magnificare, auctoritateque nostra approbare & confirmare, sed etiam Majestatem ipsam tali honore & Titulo decorare, ut nostris ac perpetuis futuris temporibus Christi fideles omnes intelligant quam gratum acceptumque nobis fuerit Majestatis tuæ munus, hoc præsertim tempore nobis oblatum.

Nos, qui Petri, quem Christus in cœlum ascensurus, Vicarium suum in Terris reliquit, & cui Curam Gregis sui commisit, veri successores sumus, & in hac Sancta Sede, a qua omnes Dignitates ac Tituli emanant, sedemus, habita super hiis cum eisdem Fratribus nostris matura deliberatione, de earum unonimi consilio & assensu

ſerſu, Majeſtati tuæ Titulum hunc (videlicet) FIDDEI DE- 1521
FENSOREM donare decrevimus, prout te tali Titulo per præſentes inſignimus; Mandates omnibus Chriſti Fidelibus, ut Majeſtatem tuam hoc titulo nominent, & cum ad eam ſcribent, poſt dictionem REGI adjungant FIDEI DEFENSORI.

Et profecto, hujus Tituli excellentia & dignitate ac ſingularibus meritis tuis diligenter perpenſis & conſideratis, nullum neque dignius neque Majeſtati tuæ convenientius nomen excogitare potuiſſemus, quod quotiens audies aut leges, totiens propriæ virtutis optimique meriti tui recordaberis; nec hujusmodi; Titulo intumeſces, vel in ſuperbiam elevaberis, ſed ſolitâ tuâ prudentiâ humilior, & in Fide Chriſti, ac devotione hujus Sanctæ Sedis, a qua exaltatus fueris fortior & conſtantior evades, ac in Domino Bonorum omnium largitore lætaberis perpetuum hoc & immortale gloriæ tuæ monumentum poſteris tuis relinquere, illisque viam oſtendere ut, ſi tali Titulo ipſi quoque inſigniri optabunt, talia etiam Opera efficere, præclaraque Majeſtatis tuæ veſtigia ſequi ſtudeant; quam prout de nobis & dicta Sede optimè merita eſt, una cum uxore & Filiis, ac omnibus qui a te & ab illis noſcentur, noſtrâ Benedictione, in nomine illius, a quo illam concedendi poteſtas nobis data eſt, larga & liberali manu benedicentes, altiſſimum illum, qui dixit, per me Reges regnant, & Principes imperant, & in cujus manu ſunt corda Regum, rogamus & obſecramus ut eam in ſuo ſancto propoſito confirmet, ejusque devotionem multiplicet, ac præclaris pro Sancta Fide geſtis ita illuſtret, ac toti Orbi Terrarum conſpicuam reddat ut judicium, quod de ipſa fecimus, eam tam inſigni Titulo decorantes, a nemine falſum aut vanum judicari poſſit; Demum, mortalis hujus vitæ finitio curriculo, ſempiternæ illius Gloriæ conſortem atque participem reddat.

Dat. Romæ apud ſanctum Petrum, Anno Incarnationis Dominicæ milleſimo, quingenteſimo, vigeſimo primo, quinto Idus Octobris, Pontificatus noſtri Anno nono.

† EGO LEO DECIMUS Catholicæ Eccleſiæ Epiſcopus, ſſ.

Locus Signi.

† Ego B. Epiſc. Oſtien. Card. S. ſſ.
† Ego N. Card. de Fliſco Epiſc. Albn. ſſ.
† Ego A. Epiſc, Tuſcul. de Farneſiis ſſ.
† Ego A. Epiſc. Alban. ſſ.

† Ego P. Tit. S. Euſebii Presbyt. Card. ſſ.
† Ego A. Tit. S. Mariæ in Tranſtyberim Presbyt. Car. Bonon. ſſ.
† Ego Laur. Tit. Sanctorum quatuor Coronatorum Presbyt. manu propria ſſ.
† Ego Jo. Do. Tit. S. Jo. an. Por. Lat. Presbyt. Cardin. Recanaten. manu propria ſſ.

† Ego

1521 † Ego A. Tit. S. Prifce. Presbyt. Card. de Valle manu propria ff.
† Ego Jo. Bap. Tit. S. Appollinaris Presbyt. Card. Cavallicen. ff.
† Ego S. Tit. S. Cyriaci in Thermis Presbyt. Card. Comen. ff.
† Ego D. Tit. S. Clementis Presbyt. Card. Jacobinus ff.
† Ego L. Tit. S. Anaftiæ Presbyt. Car. Campegius ff.
† Ego F. Ponzettus, Tit. S. Pancratii Presbyt. Car. ff.
† Ego G. Tit. S. Marcelli Car. Presbyt. de Vic. ff.
† Ego F. Armellinus, Medices Tit. S. Callifti Presbyt. Car. ff.
† Ego Thom. Tit. S. Xifti Card. Presbyt. ff.
† Ego E. Tit. S. Matthæi Presbyt. Card. ff.
† Ego Ch. Tit. Mariæ Aræ Cœli, Presbyt. Car. ff.

† Ego F. S. Mariæ in Cosmedin Diac. Car. Urfinus manu propria ff.
† Ego P. S. Euftachii Diaconus, Car. manu propria ff.
† Ego Alex. S. Sergii & Bacchi Diacon. Car. Cæfarinus manu propria ff.
† Ego Jo. S. S. Cofmæ & Dam. Diac. Car. de Salviatis, manu propria ff.
† Ego N. S. Viti & Mod. Diac. Car. Rodulphus, manu propria ff.
† Ego Her. S. Agathæ Diaconus Car. de Rangon. propria ff.
† Ego Aug. S. Hadriani Diaconus Car. Trivultius, manu propria ff.
† Ego F. S. Mariæ in Porticu Car. Pifanus, manu propria ff.

(*Locus Sigilli.*)

Subter Plicam,

H. DE COMITIBUS.

CCCLIV.

Bulla Confirmatoria Clementis VII. Pontificis de titulo Defenforis Fidei Henrico VIII. Regi Angliæ conceffo, Anno 1523.

1523 CLEMENS Epifcopus, Servus Servorum Dei, Cariffimo in Chrifto Filio noftro Henrico Angliæ Regi, Illuftri FIDEI DEFENSORI, Salutem, & Apoftolicam Benedictionem.

Decet nos, Dono Dei Altiffimi, in ea pofitos fpecula, unde omnium ac præfertim eorum, qui Principatus & Imperia a Deo Optimo Maximo obtinuerunt, longe & late merita profpicere poffumus, ita benemerentibus habere promptam gratiam, ut five noftra judicatio quid & quantum unicuique tribuendum fit & in judicando fimus, & in remunerando liberales, five Prædecefforum noftrorum Romanorum Pontificum id fuit arbitrium, quoque libentiffime animo comprobemus.

Cum igitur Tu, Fili nofter Cariffime Henrice, non uno aut altero præclare facto, fed perpetuo inftituto vitæ tuæ, Regis maximi vir-

virtutem ita undique perfectam & absolutam præstiteris, ut & arma, 1523
quibus plurimum vales, & Doctrinam ac Sapientiam, ex qua summam laudem es adeptus, ad Deum & Dei Religionem defendendam semper contuleris, Fideique Sanctæ, etiam Libro adversus Lutheri Heresin, mira eruditione, & Eloquentia edito, extiteris Defensor ac pene Patronus, felicis recordationis, Leo Decimus, Prædecessor & Frater Patruelis noster, de consilio Fratrum suorum (de quorum numero tunc eramus) sententia, te, ad cætera tua nomina Regalia atque ampla, FIDEI DEFENSOREM, voluit appellari; atque hoc eximio Titulo, non tam laude Hominum, quam ex cœlesti commendatione deprompto, Serenitatem Tuam insignivit; quod nos ab illo factum justissime ac sapientissime agnoscimus.

Cum enim tuam & in regendis populis tibi creditis Justitiam, & in amplissima potestate, pari clementia temperanda, moderationem & Christianæ Religionis integram, puram, inviolatamque observantiam, in Deum quoque ipsum, & omnia quæ Dei sunt, admirabilem quandam pietatem respicimus; cum intellegimus & cernimus quantum in Bello, concilio & virtute, polleas in Pace, ut omnia ad subditorum salutem dirigenda putes, quemadmodum tu unus propemodum Regum omnium, inaudita quadam magnitudine ingenii, duo diversa studia in unum conjuncta habeas, & quod in Doctrina & Sapientia positum, quietem & suavitatem habet contemplationis, & quod in tumultu actionibusque civilibus agitatum curam suscipit rectionis; in utroque vero usque adeo excellas, ut possis cum hiis, qui in singulis elaborarunt, maximis & prudentissimis Principibus comparari.

Hæc inquam de te cum cogitamus, & agnoscimus, omnem humanam laudem, tua incredibili virtute inferiorem statuamus, necesse est (atque hæc tanto in Te præstantiora admirabilioraque sunt, quod nulla unquam querela violata, nulla commutatione voluntatis fuerunt interrupta, neque vero aut privatæ cupiditatis causa simulata, aut populari gloriæ data, sed vera & incorrupta virtus; nec præmium aliud requisivit, quam semet ipsam; & Theatrum unicum suæ gloriæ voluit esse Deum; itaque in divinis ferme versata rebus, incredibilem quodammodo, & communi naturæ repugnantem celebritatem assecuta est: nam Belli labores & pericula ob eas causas suscipiuntur, ut aut ultio injuriæ ab Hostibus repetatur, aut plus habendi cupiditas expleatur, tu nulla privatim læsus injuria, nullius rei alienæ appetens, ubi primum sensisti Sanctam Sedem Apostolicam, & Ecclesiasticam libertatem vocari in discrimen, tanquam pius Filius, Matris, tuam implorantis opem, voce excitatus, Bellum difficile atque arduum suscepisti, tuamque præstantissimam virtutem, suis affectibus placatam, & liberam alienis, acrem & animosam præbuisti: deinde vero, cum reconciliatis animis eorum qui Sedi Apostolicæ vim afferebant, expediret Christianæ Reipublicæ arma ubique poni, tu quamquam Victor, & in Hostium agro, pluribus eorum jam urbibus expugnatis, Castra habens,

1523 bens, in obtemperando tamen publicæ utilitati voluisti esse Princeps.

Neque arma solum (id quod alii quoque egerunt) sed Victoriam ipsam dimisisti, longe majorem & diviniorem Victoriam nactus; vicisti enim tuum animum, qui cæterorum omnium potuisset esse Victor.

Ita cum cæteri Principes humanis quibusdam gradibus ad nobilitatem famæ adscendant, tu ad singularem & inusitatam laudem cœlestibus operibus pervenisti.

Secutum est tempus non minus damnosum Christianæ Fidei, quam turpe; quo (turbante Germaniam impiis & pravis opinionibus Luthero) non mediocris in animabus fidelium labes facta est; quo tempore tu, cum armorum movendorum pro Fidei tutela occasionem non haberes, etiam præstantiora, & ad simile opus accommodatiora, tui Ingenii & Doctrinæ Arma vibrasti, Libroque, in Fidei Christianæ Sacramentorum defensionem, scripto ac divulgato, impiis Hereticorum conatibus obviam ivisti, qui quidem liber, Sancto dictante Spiritu, eis luminibus ingenii scientiæque refertus est, ut facile appareat, optimam naturam quocumque se verterit, ad omnia aptam esse, optimam vero voluntatem, etiam Dei opere & munere, in cunctis felicem esse & fortunatum, propter quæ omnia, Titulum illum, & cognomen FIDEI DEFENSORIS, Serenitati tuæ per supra dictum Prædecessorem nostrum, justissimis & plurimis rationibus delatum, nos quoque, in Apostolicæ Potestatis plenitudine, Beati Petri & illius veri Successores, ex certa scientia, & propria voluntate nostra, approbamus, confirmamus, tibique perpetuum & proprium deputamus;

Deum Optimum Maximum Servatorem justorum Regum supplicibus votis deprecantes, ut tantum, & Fidei suæ Sanctæ tam beneficum Regem cum diuturna salute & vita, in ipsius consiliis, & factis omnibus secundans, ad extremum immortali tibi Gloriâ parata largiatur, ut, cum cæteris tuis Titulis præstantibus & magnis, Pii, Victoris, semper felicis hoc præcipuum & maximum FIDEI DEFENSORIS Decus, ac nomen, te in Cœlum usque & ad perennem illam Beatitudinem comitetur.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum Anno Incarnationis Dominicæ, millesimo quingentesimo vigesimo tertio, tertio Non. Martii, Pontificatus nostri Anno primo.

JA. SADOLETUS.
A. de CASTILLO.

CCCLXV.

Der dreyen Bündte in Rhätia Bund-Brief, An. 1524.

1524 WIR Andreas, Abbt zu Dissentis, ich Hanns von Marmels, Herr zu Razüns, und wir allgemeinden gemeiner dreyen Bünden

den disseit und enthalb den Gebürgen, wo wir gesessen sind in unsern Creyssen, bekennen und thun kund aller männiglich für Uns und alle Unsere Nachkommenden zu Fried, Schirm und Ruw, ihr Glück und Heyl und Lob zu mehren, im Nahmen der unzertheilten Heyligen Dreyfaltigkeit, ein Bündniß und Verständniß, Innhalt der alten Bunds-Brieffen, beschlossen haben: Dieweil sich aber des Menschen Wesen von Zeit zu Zeit verändern thut, so haben wir zu Fried, Ruw, und Einigkeit Uns und Unser Nachkommenden in Erneuerung Unser vorgenandten Verständniß und Bündniß, mit Erlutterung, Form, und Gestallt, auch mit Puncten und Artickeln: wie denn von Wort zu Wort eigentlich erleutert und verschrieben, statt. Des ersten, daß wir allgemeiniglich und unverscheidentlich gut getreu lieb Bundsgenossen seyn sollen, und Unser Nachkommenden in ewigen Zeit bleiben, alldieweil Grund und Grad stat|wehret, bleibt, und einander helffen, und rathen, und beständig seyn, mit allen Unsern Leib, Ehr und Gut, Landen und Leuthen nach Unsern besten Vermögen, die Strassen schirmen, und in Frieden halten, und einen anderen feilen Kauff zu gehn lassen, und geben treulich und ungefährlich. Wir entsollen auch niemand Fremdes in Unser Bündniß empfahen, ohne obgemeldter Herren und Bunds-Genossen Rath, Wissen und Willen. Item es soll auch kein Bund der dreyen Bünden allein ein Lands-Krieg anfahen, ohne der andern zweyen Bünden Rath, Wissen und Willen; welcher Bund sämliches überführe, und solch Aufruhr oder Krieg anfinge, dadurch die Bund in Krieg kommen möchten solle also derselbige Bund, der solch Aufruhr oder Krieg geursachet hätte, von den andern zwey Bünden ohne Mittel, nach Erkänntniß gestrafft werden, und auch die zween Bund dem andern, so den Krieg angefangen hett, mit Hülff, Rath oder Beystand zuthun, schuldig seyn. Und ob aber einig Gericht, gemein oder sonderbahren Personen ohne Wissen, Rath und Willen gemeiner dreyer Bunden krieglich Aufruhr anfingend, sollend alsdenn von den drey Bunden, als die ihre Eyd und Ehre gebrochen hätten, gestrafft werden. So aber aus redlichen Ursachen, Uneinigkeit, Feindschafft, Noth, da Gott vor sey, einfielen, und daß ein wederer Theil in der Gestallt, als ob laut, nicht Schuld oder angefangen hätten, ist alsdenn bedingt, und lauter abgeredet worden, welcher Theil von den andern ermahnet wird, mit Brieffen oder unter Augen, der soll den unverzogenlich je die nechsten Ort und Gericht, denen, so sie gemahnet haben, tröstlich zu ziehen, als weit Leib und Gut langet, und einander helffen Land und Leute, Ehr und Gut wieder männiglich nach Unsern besten Vermögen schützen und beschirmen, als weit Unsers Bunds Marchen ausweisend, und anzeigend, und billig Nothdurfft erheischet, welches allwegen ein jeder Bund den andern Bünden einen oder beyden in seinen eignen Kosten zu thun schuldig ist.

1524

Und wenn wir obgemeldeten Bundsgenossen, alle und Unser Leut in Unser aller Nahmen auszugend auf Unser Feind, was den

1524 gewunnen wird, dasselbig soll nach den Personen in gleiche Theil und Leut getheilet werden. Ob wir aber Land und Leute gewinnen würden, die sollen einem jeden Bund gleich zugetheilet werden. Daben, ob sich begeben hätte, daß solch Lands-Krieg eingefallen werdend, daß Gott lang wenden wöll, so soll kein Bund einigerley Frieden practiciren noch annehmen, ohne Rath, Wissen und Willen der andern zwey Bunden, noch sich keines weges besonder mit Unsern Feinden unterreden. Wyter soll ein jeglicher unter Uns Bunds-Genossen sich gegen den andern rathens begnügen lassen, an denen Enden, da er gesessen ist, und jedes alt Herkommen und Recht nicht abschlagen, sonder dabey bleiben, oder man jedelichen unverzogenlichen Recht gon lassen und halten soll. Ob er aber uns gemeldten Herren und dreyen Bünden dieser Unser Bundniß in gemeind gegen der andern, oder ein Dorff mit den andern oder gemeinlich in Stöß kommen würden, wie sich das begeben möcht, davor Gott seyn wolle, soll dieser Unser Bündniß hierum nicht zerbrochen noch getrent seyn, sonder sich recht gegen einander lassen benügen. Und wo sich auch füge und begebe, daß wir obgemeldten drey Bund unter einander mißhellig würden, Spän und Stöß gewinnen, das Gott lang wend, so soll ein jeglicher Bund i drey oder vier erbahre Mannen dargeben und verordnen, die sollen ihren der Bündniß halben ledig seyn: Welche 9. oder 12. Männer um solche Spän und Stöß bey ihren Eyden das Recht erkennen und sprechen sollen, wo sie zuvor solches in Gutigkeit nicht ablegen, und zu Einigkeit bringen mögen, daß so von ihnen urtheilt und erkennet wird, sollen die Partheyen ohne weiter wegern, ziehen und appelliren, stett und fest hallten, geläben und getrewlich nachkommen und statt thun. Wen aber unter denselben verordneten ein mehrers nicht erfunden noch gemacht möcht werden, so sollen alsdenn gemein drey Bund einen Obern und Obmann, wo sie den gut bedünckt seyn, gemeinlichen erwehlen und n hmen. Desgleichen wenn ein Bund mit den andern in Spän und Stöß kämen, sollen die beyde Bund für den drey Bund kommen, welcher vollen Gewalt hat und haben soll, ihnen ein unpartheyisch Recht in ihren Kosten zu setzen. Und so eine Gemeind wieder ein ander, und ein Gericht wieder das andere, in Uneinigkeit und Mißhellung wieder einander wuchsen, die eines Bunds wärend, die sollen alleweg um ihre Stöß in das nächste Gericht desselben Bunds zu Recht kommen. So aber eine besonder Gemeind, oder sonder Personen, gegen gemeinen drey Bunden in Rech kemind, so soll man denselben ein Richter setzen, an den Ort da die Tagsatzung ist, und von jederm Bund zween oder drey unpartheyische Männer, von denen sol sollich Recht erkent und geurtheilet werden. Und wenn zwey Gericht die zweyer Bünden wärend, Spän und Stöß gewinnend, so soll alsdenn die drey Bund übereinkommen, und ihnen ein gemein unpartheyisch Recht setzen, wo sie gut seyn bedüncket. Wenn aber die zwey Bund gegen den dritten in Spän und Stöß wüchsend und kemind, so sollind den die zween Bund sechs

wohl

wohl verständig Mann, und der dritt Bund, so dem den Stoß hat, 1524
auch sechs solcher Männer dargeben, die all ihr Eyd der Bündniß halben ledig seyn sollen, und nun die erwachsenen Spän und Stöß bey ihren Eyden, wo solches in der Gutigkeit nicht möchte abgeleget werden, recht erkennen und sprechen, und das allda geurtheilet wird, sollen beyde Theile und Partheyen, ohne weiter appelliren, stätt halten und gläben, und wo unter denselben 12. in ihr Urtheil kein mehrs erfunden würde, so soll ein Obman wie obstatt, erwehlet werden. Und ob unter uns jemand wäre, der sich obgemeldter Rechte nicht benügen, noch gehorsam seyn wollt, so sollen wir vorangenanten Bund-Genossen, Bey Unsern geschwornen Eyden, mit Unsern Leib und Gut den ungehorsamen gehorsam machen, so bald wir darum ermahnet werden. Es ist auch lauter abgeredt, was wir obgemeldten Bund-Genossen all mit ein andern zu handeln, oder zu richten haben, oder gemeindend, darum sollen wir die Tagsatzung altwegen ein Tag gen Plantz, den 2. gen Chur, den 3. aber gen Plantz, den 4. gen Chur, den 5. Tag gen Davos angesetzt werden, und geschrifftlicher Verkündigung die Gehorsam suchen, und alles, das sich zween Bund vereinigen, soll der dritte Bund und Botten bey ihren Eyden, auch geleben und folgen. Item es soll auch ein jeder Bund seinen Schreiber haben mit einem Haupt-Buche, der auf allen gehaltenen Landtag und Satzungen alle Händel die man daselbst verhandelt, so nothwendig sind, anzeichne, und fleißig beschreib, damit zu Zeiten die Rath-Schläg, Handlung und Satzung nicht aus Gedächtniß kommen, und klärlich erfunden werden. Auch ist beredt worden, welcher uns obberührten Bunds-Genossen eines Beystandes, durch einen oder mehr Männern nothdürfftig werde, der ihm in seinen Rechten hülfflich seyn, oder Rath gebe, so weit und ferr Recht ist, derselbig soll so das ihm von seinem Obren gebotten wird, gehorsam seyn, allweg in des begehrenden Kostung. Darbey haben gemeldte Bunds-Genossen angesehen, daß ein iedlicher unter Uns stur und schnitz, wie von Alter her und jeder Bund im gewöhnlichen Bruch hat, ausrichten und geben solle. Desgleichen so Lands-Krieg sich erhübe und anginge, da Gott vor seye, so sollend die Geistlichen Güther ein billichen Schnitz auch zu geben schuldig seyn, nach Erkänntniß gemeiner drey Bunden. Item wenn einer in seinem Gericht für ein unredlicher Todtschläger verurtheilet, und erkennt wird, so soll derselbe in allen Gerichten in Unsern dreyen Bünden kein Freyung noch Sicherung haben, und so einer der einen solchen unredlichen Todschlag beginge, und sich in ein ander Gericht flüchtig machte, und ihm denselben Todtschläger die Freundschafft des Leibten nacheileten, so soll derselbe Richter und Gericht, denselben Töder rechtlich annehmen, und Innhalt der Urtheil rechtfertigen, und des Kostungs halben soll es bey des Gerichts Erkänntniß bleiben, ob aber einer ein redlichen Todschlag beginge, derselbig soll, nach eines ieglichen Gerichts Gewohnheit und Brauch gehalten werden.

Wir gedachten Bunds-Genossen haben auch angesehen, daß je

1524 auff das 12. Jahr ein jeder Bund erwellen, und dargeben sölle zween Mann, die sich fugen und kommen sollen, von einer Gemeind in die ander, in allen dreyen Bünden, und also in jedern Gericht die Eyd erneuern, und innehmend söllend. Item ob sich begiebet, daß zwey oder mehr unter Uns obgemeldten Bunds-Genossen gegen einander stichmeßig würden, so sollen dieselben Fried geben und nehmen, so bald die erfordert werden, und alle die dabey wärend und dazu kämend, sind schuldig von ihnen Fried zu erfordern, uff zu nehmen und zu empfahen bey ihren geschwornen Eyden: und welcher denn solches übersehe, der soll nach jegliches Gerichts Brauch gestrafft werden. Es soll sich auch Niemand partheyen, oder partheyisch machen bey denen Eydten, so ein jeder seinen Herrn und Obern geschwornen hat, ob aber ein oder mehrere solches nicht hielten, der oder dieselbigen soll nach eins jeden Orts Gerichts Gewohnheit, da sollichs Partheyen geschicht, mit Recht gestraffet werden, es wäre denn Sach, daß einer seinen nächsten Freund, so den ihn zu den dritten, und neher Wunsech, und durch den oder dieselbigen Schaden beschehe, so soll darin aber nach Gestallt eines jeden Gerichts Bruch fürgenommen und gehandelt werden. Wir obgemeldeten Bunds-Genossen habend auch ein andren einen jeglichen Herrn, Ländren, Gerichten, Städte und Dörffer, Edle und Unedle, Arm und Rych, Niemand usgenommen, sein Recht vorbehalten, also daß ein jeder bey seinen alten Herkommen bleiben soll und mag. Doch ist beredt, daß wir obgemeldete Bunds-Genossen, so in diesen Bund hörend, diß vorgeschriebenen Sachen, Geding und Articul mögen beßren, erlüttheren, mindren und mehren, wie den uns gemeinen dreyen Bünden gemeiniglich bedünckt nothdürfftig und besser gethan, den vermitten ohne Gefehrde. Und soll das Uns an Unsern Ehren und Eyden keinen Schaden noch Abbruch bringen, in kein Weiß noch Weg. Wir obgemeldten Bunds-Genossen haben in dieser Bündniß gemeinglich vorbehalten einen jedern Bund seinen alten Herrn und Bund auch alle besondere Bündnisse vor diesen Bund beschehen. Und aber hiemit sollen sonst alle Verpflüchtniß, Bündnisse und Verschreibungen, so wir gemein drey Bund gemeinlich oder ein Bund wieder den andern vor Datum diß Briefs besiegelt, gelegt habend, gar und gäntzlich entkräfftiget, todt und ab, auch niemand Nutz noch Schad seyn, keines wegs: Jedoch den Articuln, nüwlichen gegen den Geistlichen und andern gemacht und verbrieffet, der Datum weisset Montag nach den Sontag Quasimod. diß Jahrs vergriffen, sollend allwegen in ihren Kräfften stohn und bleiben.

Und daß dieser Bund mit allen vorgemeldten Stücken und Artickeln von uns den dreyen Bünden, allen Unsern Nachkommenden jetzt und hernach zu ewigen Zeiten war, stätt und fest, bleib und gehalten werden, so haben wir all und ein jeden besonder geschworen, glehrt Eyd zu Gott und den Heiligen diß alles zu halten, uszurichten und zu vollführen in Wyß, Form, Gestallt, als vorgeschrieben ist.

Und

Und des zu festen Urkund und stätten ewiger Sicherheit, so haben 1524
wir vorgemeldeten Herrn und Bunds-Genossen, nahmlich wir Andreas, Abbt zu Dyssentis, und ich Hannß von Marmels, unsere jeder sein Innsiegel, und wir von Grawen Bund unsres gemeinen Bunds, desgleichen wir gemeinen Gotthauß-Lüth der Stadt Chur, und wir von den einliff Gerichten auch unsers gemeinen Bunds Insiegel für Uns und unsers Jedes Theils Nachkommenden die wir hierzu festendlichen verbinden, öffentlich lassend und thuend hencken an diese Brieffe, drey glichluttende, derer Unsern jederem Bund einer geben ist, am Freytag nach St. Matthæi Tag, des heiligen 12. Botten und Evangelisten, im Jahr, als man zahlt nach der Geburth Christi Tausend Fünffhundert Zwantzig und vier Jahr.

CCCLXVI.

Caroli V. Imperatoris Donatio Ducatus Mediolani, Philippo Hispaniarum Principi facta, An. 1540.

In nomine Sanctæ & Individuæ Trinitatis, Amen.

CAROLUS Quintus Divina favente Clementia Romanorum 1540
Imperator Augustus ac Germaniæ, Castellæ, Aragoniæ, Legionis, utriusque Siciliæ, Hierusalem, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Navarræ, Granatæ, Toleti, Valentiæ, Gallitiæ, Majoricarum, Hispalis, Sardiniæ, Cordubæ, Corsicæ, Murtiæ, Giennis, Algarbiæ, Algezire, Gibraltaris, ac Insularum Balearium, Insularum Canariæ & Indiarum ac Terræ Firmæ, Maris Oceani &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Lothrici, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Lymburgiæ, Lucemburgiæ, Geldriæ, Calabriæ, Athenarum, Neopatriæ, Wirtembergiæ &c. Comes Flandriæ, Habspurgi, Tyrolis, Barcinonis, Arthesii, & Burgundiæ, Comes Palatinus, Hanoviæ, Hollandiæ, Seelandiæ, Ferretis, Kiburgi, Namurci, Rossilionis, Ceritaniæ & Zutphaniæ &c. Lantgravius Alsatiæ, Marchio Burgoviæ, Oristanni, Gotiani, &c. Princeps Cathaloniæ, Asturiarum &c. Dominus Frisiæ, Marchiæ, Sclavoniæ, Portus Naonis, Biscayæ, Molinæ, Salinarum, Tripolis & Mechliniæ &c. Ad æternam rei memoriam recognoscimus, & notitiæ mandamus eorum quibus expedit universis. Cum primum Dei Opt. Max. nutu & voluntate ad Sacri Romani Imperii curam administrationemque vocati essemus, memores hujus vocationis nostræ, ut & munus nobis injunctum pro virili exequeremur, & ea præstaremus, quæ paulo ante Jurejurando eramus polliciti, imprimis animum ad ea consilia convertimus, quibus, & publicæ tranquillitati prospicere & Imperii Jura nedum tueri & conservare, verum etiam ammissa legitimis modis ac mediis recuperare possemus. Itaque cum inter alia Gravamina, quæ Imperio incumberent, Ducatus Mediolani, insigne Imperii Romani Feudum, ante Annos aliquot occupatum teneretur ab iis, qui beneficium Imperii non agnoscerent, quique non modo sese de Feudo intra legitima tempora recognosci non petivissent, verum etiam

 præ-

1540 præpostera ratione fidelitatis eorum aliqui in Feudi Dominos Divos Romanorum Cæsares Prædecessores nostros, nosque, & Sacrum Imperium Arma Hostilia subinde induissent; Alii vero cum hostibus nostris, & Imperii paciscentes, & se & Feudum ipsum illis prodidissent. Proinde judicavimus Officio nostro convenire ut Imperio suum Jus, suamque auctoritatem hac etiam in parte restitueremus, præsertim ad Bellum priores lacessiti, ac provocati. Habito igitur delectu nostrorum & accitis in Belli Societatem Fœderatis nostris, quos huic rei idoneos judicavimus, fretique tum eorum auxiliis, tum nostris viribus, & Copiis, Præsidiisque subditorum ipsius Ducatus Mediolani, qui dudum antea pertæsi illius insolentis Dominatus, de excutiendo inviti jugo cogitare cœperant, ad Arma descendimus, ipsumque Ducatum Mediolani Deo Optimo justam caussam nostram fovente, ejectis hostibus, in nostram, & Imperii devotionem fidemque recepimus ac Illustrem quondam Franciscum secundum Sfortiam Mediolani Ducem, veluti postliminio revocatum ab exilio in paternum Feudum reposuimus. Hic tamen haud ita multo post accepti benefitii non satis memor, cum ad nova consilia & fœdera cum hostibus nostris ineunda deflexisset, ac plerique ex primariis, atque adeo summis Italiæ Potentatibus, antea maximis beneficiis nostris aucti una cum vicinis Regibus, in nos nihil tale merentes conspirassent, atque huic novo excitato Bello & incendio non Italia tantum, sed Europa ferme tota Armis conflagraret. Nos vero omni humana ope atque auxilio, præterquam Serenissimi Principis Domini Ferdinandi Romanorum, Hungariæ, Boemiæ &c. Regis, Archiducis Austriæ &c. Fratris nostri carissimi, penitus destituti essemus; Dei tamen clementia, res eo deductæ sunt ut disjectis ac profligatis tam ex Insubria, quam Hetruria, & Regno nostro Neapolitano, cum magna sua clade hostibus & Mediolani Status nostris Armis defensus, servatusque sit & Pax Italiæ reddita. His ergo Victoriis aucti, etsi Jure nostro in hostes uti potuimus, memores tamen pristinæ clementiæ ac liberalitatis nostræ, & ut plane testaremur, nos maluisse non dimicare, quam cum tanta jactura Christiani Sanguinis vincere, Victoriis illis a Deo concessis ea moderatione usi sumus, ut non tam cupiditate, aut privatæ rei nostræ causa, quam necessitate compulsi atque coacti pro Jure & Dignitate Imperii Bellum suscepisse videremur, obliti enim veterum injuriarum, Pacis conditiones amplectimur, ipsumque Ducem Franciscum deprecantem errati veniam, condonata illi noxa, in gratiam nostram, & pristinum statum receptum, ac restitutum, datis conditionibus de prænarrato Feudo Ducatus Mediolani pro se, suisque Hæredibus, & Successoribus masculis ex ipsius corpore legitime descensuris, denuo investimus, idque Litteris nostris testatum relinquimus, quas hoc loco pro repetitis habere decernimus. Eo autem Duce absque Liberis, & Descendentibus legitimis defuncto, quum Mediolanensis Status iterum ad nos & Sacrum Romanum Imperium pleno Jure delatus esset, quamvis de eo statuere jamdudum decreveramus, nequid

nequid tamen de causa novarum rerum in Republica, uti pridem 1540
magno dolore nostro factum erat, denuo excitaretur, ideo Ducatum ipsum, toties jam non sine maximis nostris laboribus & impensis receptum, defensum ac servatum, publicæ tranquillitatis causa, & pro conservanda Auctoritate & Jure Imperii, ad manus nostras accipiendum, & tantisper retinendum duximus; donec melior de illo in beneficium Christianitatis disponendi occasio daretur. Quæ quum in hanc usque diem expectata magis, quam oblata sit, visum nobis tandem est, & Reipublicæ rationibus expedire, & nostræ Imperiali Auctoritati congruere, ut de eo Statu citra diuturniorem expectationem statueremus. Cæterum diu multumque cogitantibus Nobis, cuinam Status iste, tot laboribus, tantoque sumptu, cum nostro, tum Subditorum nostrorum, & præcipue Regnorum & Dominiorum Castellæ, Arragoniæ & Cathaloniæ, aliarumque Ditionum hæreditario Jure nobis subditarum Fortunis, & Facultatibus, ac Sanguine ipso recuperatus, defensus, & servatus, merito conferendus esset, ecce opportune sese nobis offert Serenissimus Princeps, Dominus Philippus Princeps Hispaniarum, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, & Filius noster charissimus, qui eo munere præ cæteris dignus videatur. Neque enim ullum alium facile inveniri posse arbitramur, quem vel justius hoc beneficio ornare, vel libentius illo tueri & conservare cupiamus, sive publicam Christianitatis causam, sive Auctoritatis, & Jurium Imperii conservationem, sive etiam sumptus, & labores hujus Status gratia a nobis impensos, ipsiusque Status Mediolani, ac totius Italiæ, Potentatuumque & Ordinum ipsius, quorum paci, quieti & securitati inprimis recte consultum cupimus, rationes ac præfati charissimi Filii nostri qualitatem & erga Nos & Sacrum Imperium affectionem, studium, ac fidem consideremus. His itaque & aliis insuper legitimis causis & rationibus adducti, non tam privatæ rei aut commodi nostri, & ipsius Serenissimi Filii nostri causa, quam pro conservatione Auctoritatis & Jurium Imperii, & in beneficium totius Reipublicæ Christianæ, ac Securitatis Italiæ, & ut voto ac desiderio continuæque efflagitationi Subditorum ipsius Status Mediolani satisfaceremus, motu proprio, in Nomine Domini Servatoris nostri, a quo omne donum perfectum, non per errorem, aut improvidentiam, sed animo nostro bene deliberato, ex certa scientia, sano & maturo accedente consilio, Imperiali auctoritate nostra, ac de plenitudine Imperialis, supremæ, ac absolutæ potestatis nostræ, atque alias omni meliore modo, via, Jure, causa, & forma, quibus melius, validius, & efficacius possumus, & debemus prædicto Serenissimo Filio nostro Don Philippo, Principi Hispaniarum, & Archiduci Austriæ &c. pro se & ejus Filiis, & descendentibus Masculis legitimis, de legitimo Matrimonio Lineaque Masculina natis & nascituris, ordine Primogenituræ servato, & juxta naturam Feudi ipsius Ducatus & Status Mediolani, dedimus, concessimus, & elargiti sumus, ac tenore præsentium Litterarum nostrarum damus, concedimus, & elargimur cum titulo, honore, & Di-

1540 gnitate Illuſtriſſimi Ducatus in Feudum Regale, Nobile, Gentile, Honorificum, atque Antiquum, Paternum & Avitum, ac titulo & Jure Nobilis, Gentilis, Honorifici, Antiqui, Aviti & Paterni Feudi Regalis, dictum Ducatum Mediolani & Comitatus Papiæ, Angleriæque cum omnibus eorum pertinentiis & attinentiis, Feudis, Feudalibus Regaliis & Juribus Regalium, nec non Urbibus, Civitatibus, Oppidis, Terris, Diſtrictibus, Dominiis, Arcibus, Caſtris, Caſtellis, & cujuscumque generis Fortalitiis, ac cum mero mixtoque Imperio, Gladii poteſtate & omnimoda Jurisdictione, tam in Civilibus, quam in Criminalibus, Homagiis, Fidelitatibus, Vaſſallis, etiam majoribus, ad hæc cum omnibus illis Privilegiis, Prerogativis, Poteſtatibus, Auctoritatibus, Præheminentiis, Libertatibus, Immunitatibus, nec non Edificiis, Poſſeſſionibus, Pratis, Campis, Vineis, Viridariis, Paſcuis, Nemoribus, Silvis, Furnis, Molendinis, Aquis, Aquarumque Decurſibus, ac Juribus aquæ ducendæ, Piſcationibus, Venationibus, Datiis, Gabellis, Pedagiis, Vectigalibus, & cujuscunque generis Redditibus, & Proventibus in dictis Angariis, Superangariis & aliis quibuscunque Bonis, Rebus, Juribus, & Actionibus realibus, perſonalibus, atque mixtis, directis & utilibus, quomodocunque, & qualitercunque ſpectantibus ad dictos Ducatum Mediolani & Comitatus Papiæ, Angleriæque cum eorum pertinentiis & attinentiis antedictis. Præterea cum Jure Patronatus Eccleſiarum, ſeu præſentandi ad eas, Facultate cudendæ Monetæ tam Aureæ, quam Argenteæ, nec non Merchatuum & Nundinarum, Pœnis quoque & mulctis earumque Indictionibus, Bannis, Confiſcationibus, cæterisque Juribus, Jurisdictionibus, Poteſtatibus, Facultatibus & Commodis cujuscunque generis, vel ſpeciei exiſtant, quæ Prædeceſſores Mediolani Duces Papiæque & Angleriæ Comites a Divis Romanorum Imperatoribus, & Regibus, Nobisque, & Sacro Imperio in Feudum habuerunt, & tenuerunt, etiamſi talia forent, quæ expreſſe, & ſpecifice eſſent exprimenda, & ſub quacumque generalitate non venirent, nec incluſa cenſerentur. Ita quod præfatus Cariſſimus Filius noſter Don *Philippus*, ejusque Filii, & deſcendentes ſupradicti habeant, teneant, & poſſideant Ducatum & Comitatus prædictos, cum omnibus ſupra commemoratis a nobis, & Sacro Romano Imperio, noſtrisque Succeſſoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus in Feudum, ac titulo & Jure Feudi, ut ſupradictum eſt, & hæc omnia cum plena ceſſione Jurium, tranſlatione Dominii, poſitione in locum, Jus & Statum noſtrum, & Sacri Imperii, quoad præmiſſa conſtitutione miſſi, & Procuratoris in rem ſuam, transferentes in prædictum Filium noſtrum chariſſimum, & ejus Filios, & Succeſſores antedictos, omnia Juria, omnesque actiones utiles, directas, reales, & perſonales, hypothecarias, & mixtas in & ſuper prædictis Ducatu, Comitatibus, Urbibus, Civitatibus, Caſtris, Oppidis, Locis, Terris, Territoriis, Dominiis, Jurisdictionibus, Bonis, Rebus, Juribus, & Pertinentiis ſuis quomodolibet nobis, & Sacro Romano Imperio ſpectantibus, & pertinentibus, cum facultate, quam ipſis per præſentes conce-

cedi-

cedimus & elargimur, redimendi, luendi, & recuperandi, petendi, exigendi, vendicandi, reintegrandi quæcumque membra, ac Jura ad dictos Ducatum, Comitatus, Dominia, Urbes, Civitates, Oppida, Castra, Loca, & Terras spectantia, & pertinentia, alienata, concessa, donata, occupata, illicite detenta, & præsertim, quæ cum pacto de retrovendendo sunt alienata, in quibus Jus luendi nobis, & Sacro Imperio, aut Cameræ nostræ Imperiali seu Ducali Mediolani spectans eidem carissimo Filio nostro ejusque Hæredibus, & Successoribus antedictis per has Litteras nostras cedimus, transferimus, & donamus, vel quovis modo distracta indebite, ac concessa in præjuditium Feudi, ac Imperialis & Ducalis Auctoritatis quacumque ratione, titulo seu causa, constituentes Nos insuper omnia supradicta tenere, & possidere, seu quasi nomine prædicti Carissimi Filii nostri, & ejus Successorum ut supra, donec effectualem eorum Possessionem, vel quasi, acceperint, cujus adipiscendæ ipsi Serenissimo Filio nostro, & ejus Successoribus jam dictis plenam facultatem & potestatem concedimus, atque hæc quidem omnia & singula deliberate & consulto facimus, &, ut supra dictum est, donamus, cedimus, transferimus, disponimus, & constituimus, non obstantibus quibuscumque Legibus, Juribus, Statutis, Decretis, Constitutionibus, Usibus, Consuetudinibus, Privilegiis, Concessionibus, Infeudationibus, & aliis quibuscumque in contrarium facientibus, vel aliter disponentibus, aut aliam formam dantibus, vel aliquid pro solemnitate intrinseca, vel extrinseca requirentibus; quibus omnibus & singulis ex certa scientia, motu proprio, & de potestatis nostræ Imperialis plenitudine derogamus, & derogatum in hac parte esse volumus, etiamsi specialem, & individuam derrogationem exposcerent, & demum quibuscumque aliis, quæ vim & effectum hujus nostræ Concessionis, Donationis, & Infeudationis impedire, aut delidere possent, supplentes propterea quoscumque defectus, tam Juris, quam Facti, si qui in præmissis quomodolibet intervenissent ac omnem solemnitatem tam intrinsecam, quam extrinsecam, quæ in prædictis de Jure, Stylo, vel Consuetudine intervenire debuissent; Jure tamen Feudi, Superioritatis ac Ressorti nobis, & Sacro Romano Imperio & nostris in eodem Imperio Successoribus Romanorum Imperatoribus, & Regibus, salvo, & illeso permanente juxta Feudi ipsius naturam; hac insuper Lege adjecta, quod prænominatus Filius noster Carissimus infra Annum a die adeptæ possessionis prædicti Ducatus Mediolani & Comitatuum & aliorum præmissorum continue numerandum; ejus autem Filii & Descendentes legitimi, in prædicto Feudo Successores, quoties casus postulaverit a nobis, & Sacro Romano Imperio, Successoribus nostris in ipso Imperio Romanorum Imperatoribus, vel Feudum recognoscere ac debitum, & consuetum Fidelitatis Juramentum prestare teneantur juxta Constitutiones Feudales, novamque & veterem Fidelitatis Formam, aliaque omnia facere & adimplere erga nos, & Successores nostros,

ac

1540 ac Sacrum Imperium, quæ ratione Feudi debetur, omni dolo, & fraude semotis. Mandantes proinde omnibus & singulis Archiepiscopis, Episcopis, Prælatis, Marchionibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Militibus, Clientibus, Vasallis, majoribus & minoribus, Offitialibus, cæterisque Urbium, Civitatum, Oppidorum, Terrarum, & Locorum Ducatus, & Comitatuum, ac Dominiorum prædictorum, Magistratibus, Consulibus, Comunitatibus, Hominibus, & Subdltis nostris & Imperii Fidelibus dilectis cujuscunque status, gradus, conditionis, ordinis, dignitatis, & præeminentiæ existant, præsentibus, & futuris, ut prænominatum Serenissimum Principem Filium nostrum charissimum Don Philippum ejusque Successores sæpe dictos in eorum veros Principes, & Dominos suscipiant & admittant, eisque in omnibus & singulis, tam judicialibus, quam extrajudicialibus, prout ad eorum quemlibet spectat, & par est, reverenter pareant, debitamque fidelitatem, obedientiam, & obsequia illis prestent. Quatenus nostram & Imperii Sacri indignationem gravissimam & pænas alias hic infra dicendas cupiant evitare. Nulli autem omnino hominum liceat, hanc nostram Donationis, Concessionis, Infeudationis, Suplectionis, Decreti, & Constitutionis paginam infringere, aut ei quovis ausu temerario contraire. Si quis vero secus attemptare præsumpserit, præter nostram, & Imperii Sacri indignationem gravissimam, Pœnam centum Marcharum Auri purissimi, quotiescunque contra factum fuerit, sese ipso facto noverit irremissibiliter incurisse, quarum dimidiam Errario seu Fisco nostro Imperiali, ressiduum vero Serenissimo Filio nostro, ejusque Successoribus decernimus applicanda. Harum Testimonio Litterarum, manu nostra subscriptarum, & Bullæ nostræ aureæ appensione munitarum. Datas in Oppido nostro Bruxellensi Ducatus nostri Brabantiæ Die undecimo Mensis Octobris Anno a Nativitate Domini millesimo, quingentesimo quadragesimo. Imperii nostri vigesimo, & aliorum nostrorum vigesimo quinto.

CAROLUS V.

Perenottus,
Ad Mandatum Cæsareæ & Catholicæ Majestatis proprium.

Obernburger.

CCCLXVII.

Diploma incorporationis Ducatus Curlandiæ, Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniæ factæ, a Rege Sigismundo Augusto, An. 1569.

1569 SIGISMUNDUS AUGUSTUS, Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ. Significamus præsentibus Literis Nostris, quorum interest universis & singulis, quod cum Illustris Dominus Gothardus in Livonia Curlandiæ & Semigalliæ Dux Generosos Fridericum

ricum a Kanitz & Michaelem à Brunow Consiliarios & Senatores 1569 suos ad Nos Regnique Nostri Ordines, cum certis Mandatis ablegavisset, atque hi ipsi Literis fidei suæ plenipotentiæ prædicti Domini Ducis demonstratis, id sibi ab Illustritate sua injunctum esse docerent, quo nomine Illustritatis suæ a Nobis Regnique Ordinibus postularent ac enixe peterent, ut quoniam negotium unionis Regni Nostri cum Magno Ducatu Lithuaniæ ad salutem, finem, exitumque optatum jam pridem, DEO immortali adjuvante, perduxissemus, tempus adesset, quo Livoniæ quoque a barbaro & truculento hoste majorem in modum populatæ & afflictæ per Nos aliquando consuli possit, subjectionem Illustris Domini Ducis & Subditorum de communi sententia atque assensu omnium Ordinum Regni cum Ducatu Lithuaniæ uniti acceptaremus. Nos etsi memoria tenebamus superioribus annis, quo tempore ab Ordinibus Livoniæ crebris Literis atque Nunciis ad eam ipsam subjectionem acceptandam sollicitaremur, sortem illius Provinciæ atque calamitatem miseratos, hanc ipsam ex persona Nostra in fidem atque protectionem nostram suscepisse, tamen & illud meminimus etiam, cum prædicta subjectio præsentiam Senatus Polonici ad pleniorem deliberationem requireret, rejecisse nos hujus ipsius rei tractationem in tempus aliud ad eam rem conficiendam commodius, quod cum se nobis obtulisset, faciendum esse existimavimus, flagitantibus præsertim Illustris Domini Ducis Plenipotentibus & unione Regni cum Magno Ducatu Lithuaniæ absoluta & perfecta, & ejus Illustritatis subjectionem per supra dictos Plenipotentes Illustritatis ejus nobis delatam de consensu omnium Ordinum & voluntate Regni cum Magno Ducatu Lithuaniæ, ita ut ante dictum est, uniti, in præsentibus Regni Comitiis acceptaremus, ipsumque Illustrem Principem in fidem & clientelam nostram Regnique Nostri cum omni Ducatu & Ditionibus Illustritatis suæ publico Regni cum Magni Ducatus Lithuaniæ uniti nomine recipimus, nimirum ut ab eo tempore in posterum Illustritas sua ejusque Hæredes cum Ducatu Curlandico & Semigallico Regno Nostro cum Magno Ducatu Lithuaniæ unito tanquam uni & individuo corpori perpetuis temporibus subjiciatur, & incorporetur, ac in clientela & defensione nostra & Regni cum Magno Ducatu Lithuaniæ uniti permaneat. Speramus autem Illustritatem suam & ejus Illustritatis posteros in ea fide, voluntate, subjectione, quam Nobis, Regnoque cum Magno Ducatu Lithuaniæ unito per supradictos Plenipotentes detulerunt, constanter permansuros & firmiter perseveraturos. Quibus Nos vicissim defensionem nostram Regnique nostri; ac conservationem omnium Privilegiorum, Libertatum, Immunitatum, a Nobis iisdem concessarum, Libertatibus tamen Regni non adversantium, pollicemur atque promittimus, quæ Privilegia, Immunitates, Libertates, tum renovaturi & confirmaturi, & in pleniorem formam redacturi sumus, cum Illustritas sua Nobis, Regnoque nostro debitum homagium præstiterit. In cujus rei fidem & testimonium manu nostra præsentes subscripsimus,

1569 mus, & Sigillum noſtrum appendi juſſimus. Dat. Lublini in Conventu Generali Regni die 3. Menſis Auguſti Anno Domini M. D. LXIX. Regni vero Noſtri quadrageſimo.

CCCLXVIII.

Concordat entre Charles IX. Roy de France & Charles III. Duc de Lorraine, au ſujet de la Souveraineté du Baillage de Bar, An. 1571.

1571 A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront. Antoine du Prat, Chevalier de l'Ordre du Roy, Seigneur de Nantoüillet, Precy, Rozoy & de Fournieres, Baron de Thiert, Thourry, & de Viteaux, Conſeiller de Sa Majeſté, ſon Chambellan ordinaire, & Garde de ſa Prevôte de Paris; Salut. Sçavoir faiſons. Sur ce que très-haut & très-puiſſant Prince Charle Duc de Calabre, Lorraine, Bar, Gueldres, Marchis, Marquis du Pont à Mouſſon & Comte de Vaudemont, diſoit & maintenoit, qu'à luy & ſes Predeceſſeurs Ducs de Bar, appartenoient les Droits de Regale, & de Souveraineté, à cauſe du Duché de Bar & Terres cy-après declarées, dont tant luy que ſes Predeceſſeurs auroient joüy de tout temps & ancienneté, paiſiblement & ſans contredit, ſuivant leurs anciens Titres, Chartres & Panchartes; Toutefois le Procureur General du Roi & ſes Subſtituts és Sieges ordinaires de Sens & de Chaumont en Baſſigny, luy auroient voulu revoquer en doute leſdits Droits, ce qui auroit fait mouvoir entre ſes Sujets, pluſieurs Procez & differends tant civils que criminels, en la plus part deſquels il auroit été contraint ſe rendre partie, tant pour le ſoûtenement de ſes Droits, que ſupport de ſes pauvres Sujets; auſquels differends, ledit Sieur Duc deſirant trouver quelque Reglement & Accord, il auroit pluſieurs fois interpellé defunt de bonne memoire, le Roy Henri, que Dieu abſolve, de luy faire raiſon; Ce qu'il luy auroit volontairement accordé, donnant charge à ſes Advocats & Procureurs Generaux, d'y entendre & s'en inſtruire, tant par conferance, verbale, que communication de Lettres, Titres & Enſeignemens; Ce qu'ayant été commencé deslors, n'auroit pû recevoir ſa perfection, au moyen des mutations & affaires reſpectivement ſurvenuës, tellement que les choſes ſeroient demeurées en eſtat jusqu'à ce temps; auquel voyant les choſes retablies, & une pacification generale, il ſe feroit preſenté au Roy, ſuppliant très-humblement Sa Majeſté, que ſon bon plaiſir fût d'acheminer tous ces differends, à quelques fins & aſſeurances, tant pour luy que pour ſa poſterité; Choſe que ledit Seigneur Roy auroit en pour agreable; & pour cette cauſe, auroit ordonné, que toutes les Pieces concernant le dit differend, fuſſent derechef reſpectivement communiquées, tant à ſon Procureur General, qu'aux Gens & Conſeil dudit Sieur Duc, ce qui auroit été amplement fait d'une part & d'autre; Et ſur la communication deſdites Pieces, auroit ledit Seigneur Roy par une ou deux fois, oüy tant ledit Pro-

Procureur & ses Avocats Generaux, que le Conseil dudit Sieur Duc, 1571
en la presence de la Reine sa Mere, Messieurs les Ducs d'Anjou & d'Alençon ses Freres, Messieurs le Cardinal de Bourbon, Duc de Montpensier, Prince Dauphin & de Nevers, les Sieurs de Morviliers & de Limoges & autres plusieurs Seigneurs de son Conseil privé, avec lesquels ayant amplement conferé des perplexitez & molesties resultantes desdits differends: Et oüy mêmement audit Conseil ledit Procureur General, assisté de deux Avocats dudit Seigneur Roy, lequel luy en auroit fait fidel rapport sur toutes lesdites Pieces; finalement le tout veu & meurement pesé; se seroit ledit Seigneur Roy condescendu à faire le present Contrat, en la forme & maniere qui s'ensuit: POUR CE EST-IL, que ce jourd'hui datte de ces presentes, sont comparus personnellement, pardevant Martin Roussel & Claude Barreau Notaires établis dudit Seigneur Roy en son Chastelet de Paris, très-Chretien, très haut, très puissant & très excellent Prince Charles IX. par la grace de Dieu, Roy de France, en la presence & assisté de la Reine Sa Mere, Monseigneur le Duc d'Anjou Frere du Roy, Monseigneur le Cardinal de Lorraine, Messeigneurs les Ducs de Nemours, de Nevers & de Montmorency, Messieurs de Morvilliers, de Lansac, de Foix, & plusieurs autres Seigneurs de son Conseil privé, d'une part: Et tres-haut, & trespuissant Prince Charles Duc de Calabre, Lorraine, Bar &c. d'autre part. Lesquelles Parties ont reconnu & confessé avoir fait le Traité & Accord qui ensuit: C'est à sçavoir, que pour pacifier & mettre fin à tous procez & differends tant meus qu'à mouvoir, à raison desdits Droits de Regale & Souveraineté; ledit Seigneur Roy a accordé & octroyé, accorde & octroye, pour luy & ses Successeurs Rois de France, audit Sieur Duc de Lorraine & de Bar son Beaufrere, que tant luy, que tous ses descendens, qui tiendront les Pieces cy-après declarées, soient mâles ou femelles, puissent joüir & user librement & paisiblement de tous Droits de Regale & de Souveraineté, és Terres du Bailliage de Bar, Prevôté de la Marche, Châtillon, Conflans, & Gondecrourt; tenus & mouvans dudit Seigneur Roy, & dont ledit Sieur Duc luy en a fait la Foy & hommage-lige, fors toutes fois & excepté, que pour le regard des Sentences & Jugemens donnés par le Bailly de Bar, ou par le Bailly du Bassigny, ésdites Terres mouvantes dudit Seigneur Roy, les Appellations ressortiront immediatement en la Cour de Parlement de Paris, si non que pour les petites Causes n'excedantes la somme dont les Juges Presidiaux ont accoutumé de connoitre, lesquelles Appellations, soit dudit Bailly de Bar, ou dudit Bailly du Bassigny, en ce qui est mouvant dudit Seigneur Roy, ressortiront au Bailliage & Siege Presidial de Sens, non obstant que celles qui provenoient cy-devant de la Prevôté de Gondrecourt, réssortissent auparavant audit Bailliage de Chaumont, dont la connoissance & ressort luy est otée, & attribuée au cas susdit ausdits Juges de Sens; si non qu'ausdites Appellations, ledit Sieur Duc ou son Procureur d'Office, fust en qualité & instance: Auquel cas ledit Seigneur Roy accorde que lesdites Appellations

1571 pellations reſſortiſſent immediatement en ladite Cour de Parlament, non obſtant que lesdites Appellations fuſſent diſpoſées, d'être terminées & jugées audit Sens. Promettant ledit Seigneur Roy faire decerner audit Sieur Duc, ſes Patentes en forme de Chartres, & icelles faire homologuer en ſa Cour de Parlement; Et moyennant les choſes ſusdites, ſont tous lesdits procez & differends meus & à mouvoir, demeurez & demeureront terminez & aſſoupis; Et à l'entretenement de ſe preſent Contrat, ſe ſont lesdits Seigneur Roy & Duc, volontairement condeſcendus, & promis iceluy executer ſelon ſa forme & teneur, pour eux & leurs Succeſſeurs, lesquels preſent Traité & Accord & choſes ſusdites, lesdits Seigneur Roy & Duc promirent, ſçavoir ledit Seigneur Roy, en parole de Roy, & ledit Sieur Duc en parole de Prince, avoir pour bien agreable, ferme & ſtable á toujours, ſans jamais aller ni venir au contraire, ains rendre & payer tous couſts, frais, miſes, dépens, dommages, & intereſts, qui faits, ſoufferts, ſoûtenus & encourus ſeroient par l'un deux par le fait & coulpe de l'autre, par deffaut des choſes ſusdites, ou d'aucunes d'icelles, non faites & accomplies, par la forme & maniere que dit eſt ſous l'obligation; ſçavoir eſt, de la part dudit Seigneur Roy, de tous & un chacun les biens de ſa Cour: Et ledit Sieur Duc, de tous & uns chacuns ſes biens & ceux de ſes Hoirs, meubles & immeubles, preſens & avenir, qu'ils, & chacun d'eux d'une part & d'autre, & chacun d'eux en droit ſoi, ont ſubmis & ſubmettent pour ce du tout à la Juſtice, Jurisdiction & Contrainte de la Prevoté de Paris, & de toutes autres Juſtices & Jurisdictions ou ſçeus & trouvez ſeront: renonçant par eux à toutes choſes generalement quelconques à cesdites preſentes Lettres contraires, leur effet, contenu, & execution, & au droit diſant generale renonciation non valoir; En temoin de ce, Nous à la relation desdits Notaires, avons fait mettre le ſcel de la Prevôté de Paris à cesdites preſentes Lettres, qui furent faites & paſſées au Château de Boulogne és Paris, l'an 1571. le Jeudy vint-cinquiéme jour de Janvier, & ont lesdits Seigneurs Roy & Duc, ſigné la Minute ſur laquelle les preſentes ont eſté groſſoyées. Signé, ROUSSEL & BARREAU, & ſcellé de cire verte en lacs de ſoye bleuë.

CCCLXIX.

Declaration de Henri III. Roy de France, ſur les droits de Souveraineté, accordés au Duc de Lorraine, dans le Baillage de Bar, A. 1575.

1575 HENRY, par la grace de Dieu, Roy de France, & Pologne; A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Notre trés-cher & trés-amé Frere le Duc de Lorraine & de Bar Nous a fait dire & remontrer, que combien que par Traité & Accord fait entre nôtre tres-honoré Sieur & Frere le feu Roy Charles, qui Dieu abſolve, & luy, lû, publié & enregiſtré en nôtre Cour de Parlement à Paris

Paris le douze Mars 1571. & ailleurs où besoin a esté, touchant le fait 1575
de Souveraineté, Droits de Regalle & Jurisdiction au Bailliage de Bar, Prevôté de la Marche, Châtillons, Conflans & Gondrecourt, mouvans de Nous en Fiefs; Neantmoins depuis icelui Traité, se sont de nouveau suscitez plusieurs difficultez & differends par nos Officiers, empêchans nôtre dit Frere & ses Sujets en ladite jouïssance, pour ce peut-estre que ledit Traité est conçu en termes generaux, & qu'il n'y a ample Déclaration desdits Cas de Regalle & Droits de Jurisdiction; A quoy nôtre dit Frere nous auroit fait trés-humblement suplier pourvoir; SCAVOIR FAISONS, que nous desirant icelui Traité & Accord sortir son plein & entier effet, & oter toutes causes & occasions de difficultés, debats, & contentions, afin qu'il n'y ait plus à l'avenir causes ou raisons d'en douter; Aprés avoir derechef & d'abondant entendu en nôtre Conseil privé, les droits, raisons, & moyens respectivement alleguez, tant par nôtre Procureur General que les Gens de nôtre dit Frere; & vû tant les susdits Traitez que Lettres de Declaration octroyées sur iceluy par notre dit feu Sieur & Frere, le tout attaché sous le contre-Scel de nôtre Chancellerie, Avons par bonnes & meures deliberations des Gens de notre dit Conseil, dit & declaré, disons & declarons.

Que n'avons entendu & n'entendons, sous la reservation de Fief & Ressort portée, & à Nous reservée par le susdit Traité, nous pretendre autres Droits que de feodalité & connoissance des causes d'Apel tant seulement, & non autre cause, sans aucunement entreprendre sur les Droits, Us, Statuts & Coutumes desdits Bailliages de Bar, & de la Mouvance dont les Jugemens seront emanez.

Estant au pardessus de nôtre volonté & intention, que nôtre dit Frere & ses Successeurs descendans de luy, sesdits Officiers, Vassaux, & Sujets qui sont de la Mouvance & Ressort de nôtre dite Cour de Parlement, soient conservez en leurs Libertez, Franchises & Immunitez.

Et que suivant le susdit Traité & Accord, il jouïsse sur les Sujets de tous Droits de Regalle & Souveraineté, & luy soit loisible de faire en son dit Bailliage & Terres susdites toutes Loix, Ordonances & Constitutions, pour lier & obliger ses Sujets a les garder & entretenir.

D'établir Coûtumes generales, locales & particulieres, Us & Stiles judiciaires, suivant lesquels les Procez & Causes de luy & de ses Sujets, seront jugez & terminez à peine de nullité; Qu'il puisse faire donner Reglemens de ses Officiers, Justice, & Jurisdictions; convoquer Etats; Imposer toutes Tailles & Subsides; Conceder aussi & octroyer à sesdits Sujets, toutes sortes des Lettres de Relief d'Illico, des Appellations interjettées des Prevôts au Bailly de Bar, Benefices d'âge, Rescisions de Contrats, Restitutios en entier, toutes Graces, Pardons, Remissions, Annoblissemens, Amortissemens

1575 & tous autres Reliefs & Provisions de Justice; & qu'a icelles par luy decernées l'on aura égard en jugeant les Procez & causes d'Apel.

Et ne seront les Procez & Instances de luy & de ses Sujets, sous pretexte des Appellations interjettée par l'une ou l'autre des Parties sur quelques Incidens, evoquées au principal en nôtre Cour de Parlement, & Bailliage de Sens, sinon en cas de Droit. Et que nôtre dite Cour connoisse qu'il y ait cause necessaire.

Pourra aussi nôtre dit Frere faire forger Monnoye, & y donner cours en sondit Bailliage de Bar & Terres de la Mouvance, de telles sortes & especes, prix & valeur que bon luy semblera.

Et contraindre tous sesdits Sujets dudit Bailliage de Bar & susdites Terres de la Mouvance, à se fournir de Sel en ses Salines, en les faisant punir & corriger, s'ils faisoient au contraire: sans que Nous ou nosdits Successeurs les en puissions empecher.

Que lesdits Juges puissent connoitre en premiere Instance de tous cas privilegiez en toutes complaintes possessoires de Benefices, & autres matieres quelconques.

Et que suivant ce qui a esté de tous tems observé, sondit Bailly de Bar soit Reformateur de toutes les Sentences, données par les Prevosts, Juges & Officiers de ses Vassaux, tant en matieres civiles que criminelles.

Et que ses Sujets ne puissent estre distraits hors de leurs Jurisdictions ordinaires, par Committimus, Mandemens de Scholarité, Gardes Gardiennes, ny autres Privileges quelconques, pour estre attirez en premiere Instance, tant aux Requestes du Palais, Siége de la Pierre de Marbre, au Eaux & Forests, qu'ailleurs.

Et que nos Sergens ne pourront exploiter ou executer aucunes Commissions sans Pareatis si ce n'est en cas de Ressort.

Et generalement qu'il luy laisse jouir & user toutes autres Regales & Droits de Souveraineté en confirmant par Nous en tous poincts, autres Lettres de Declarations ja sur ce accordées & octroyées par nôtre dit feu Sieur Frere, dés le dix-huitiéme jour de Novembre 1572. & treizieme Fevrier 1573.

Si donnons en Mandement à nos Amez & Feaux, les Gens tenans nôtre Cour de Parlement à Paris, Chambre des Comptes, Cour des Aydes & Requêtes du Palais, Bailly de Sens, Vitry & de Chaumont, & à tous nos autres Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, que nos presentes Lettres de Declaration, vouloir & intention, ils fassent lire, publier & enregistrer, & du contenu en icelles laisser jouïr & user nôtre dit Frere & ses Successeurs pleinement & paisiblement, & a nôtre Procureur General d'en consentir la publication & verification à nôtre dite Cour de Parlement; Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoy nous avons signé les presentes de nôtre propre main & a icelles fait mettre & apposer nôtre seel. Donné à Paris le huitieme jour d'Aoust, l'an de grace 1575. & de nôtre Regne le deuxieme. Signé HENRY: Et sur le reply, Par le Roy estant en son Conseil, BRULART. Et seelle sur double queuë de grand Seel de cire jaune.

CCCLXX.

CCCLXX.

Decretum Senatus & Ordinum Regni Poloniæ, de jure coronandi Regem, An. 1576.

NOs Consiliarii Regni Spirituales, & Seculares, ac Nuncii omnium Regni Terrarum, ab Equestri Ordine ad Coronationis Conventum cum plena facultate missi; Universis quorum interest significamus. Quod cum Cracoviam, ad diem Coronationi in Conventu Andrejoviensi constitutam, & semel atque iterum prorogatam convenissemus: communi omnium nostrum consilio & consensu id egimus, & procuravimus, quo Reverendiss. in Christo Patrem & Dominum Jacobum Uchanski, Archiepiscopum Gnesnensem, eo adduceremus: ut pro officio suo, ex Privilegio â Casimiro Rege sibi concesso ad perficiendam Coronationem Cracoviam veniret, solemnique muneri suo satisfaceret. Et quamvis jam antea ex conventu Andrejoviensi de eo admonitus fuisset, tamen concordiæ & amoris Fraterni desiderio iterum etiam ex præsenti Conventu Legatos nostros, & per Literas suas se brevi affuturum promisisset, cum suâ causâ, tum etiam Sereniss. Regis expectatione, qui etiam tum in itinere erat, tempus Coronationi præscriptum prorogavimus. Posteaquam vero satis diu eundem expectavissemus, Regiaque Majestas Cracoviam adventaret: tertio etiam Varsaviam ad eundem misimus: orantes & hortantes, ut ad nos quamprimum acceleraret, simulque denunciantes, propter impendentia Reipublicæ pericula, nos ipsius adventum diutius expectare non posse. Cum vero & ex Legatis nostris, & ex ipsius Litteris nobis satis jam constet, eum, contra quam promiserat, ad nos venire, munerique suo satisfacere nolle, aut non posse: cumque satis perspiciamus, quot & quanta pericula, si diutius etiam Coronatio prorogaretur, Reipub. immineant: una mente in eo omnes consensimus: ut sine ulla procrastinatione Sereniss. Stephanus Rex electus, una cum Serenissima Anna Regina, ex præscripto Literarum ad universos Regni Incolas jam antea transmissarum â Reverendiss. in Christo Patre & Domino Stanislao Carncovio, DEI gratia Episcopo Cujaviensi, qui in Majore Polonia secundum Dominum Archiepiscopum proximum locum obtinet, coronentur. Ne vero quispiam reperiatur, qui verbis Privilegii Regis Casimiri inhærendo, quacunque ratione hocipsum negotium atque actionem in dubium revocare velit. Idcirco nos habito respectu Legum & Statutorum de Coronatione factorum, diligenterque consideratis ipsius Privilegii verbis, animadvertentes, quæ absurda inde sequerentur, si quis illud ita intelligendum esse existimaverit, ut ad solum Dominum Archiepiscopum omnem coronandi Facultatem ita astrictam esse vellet, ut nullo casu alium quenquam id facere posse affirmaret: hoc ipsum Privilegium Auctoritate Constitutionis Conventus præsentis ita interpretamur, declaramus, ac decernimus, eamque ipsius esse mentem omnino judicamus: quod scilicet Reverendiss. Domino Archiepiscopo vo- 1576

1576 lente & valente, nemo alius præter eum Regem coronare aut debet aut poteſt. Quodſi vero ad id vocatus, hoc ipſum facere aut noluerit, aut non potuerit, vel etiam e vivis ſublatus fuerit: is cui hoc ipſum proxime competit ex Majori Polonia eâdem Poteſtate atque Authoritate id perficere poteſt ac debet. Quod ſi quis præter hanc interpretationem & Declarationem noſtram, illud Privilegium aliter intelligere aut interpretari voluerit, præſentique Conſtitutioni atque Decreto noſtro adverſari auſus fuerit: is pro hoſte & turbatore Reipublicæ habeatur; juxta Conſtitutionem Conventus Andrejoviensis. Datum Cracoviæ, die 25. Aprilis Anno Domini 1576.

CCCLXXI.

Capitulation & Privileges accordez par Sultan Achmet, Empereur des Turcs, aux Etats des Provinces-Unies des Pays-bas, An. 1612.

1612 AU nom de Dieu le tres-haut, car il eſt bon, juſte & convenable, d'invoquer premierement ſon nom, pour en aprés recevoir ſa grace; Avec l'aſſiſtance du Souverain Roy des Rois, le trés Haut Seigneur & auteur de tous dons & mouvemens, incomparable, ſans pareil, inviſible & incomprehenſible à aucun eſprit terreſtre, Seigneur de puiſſance infinie, liberal en grace, ſans diminution de l'infinité de ſes dons & graces, & avec la protection du ſceau de la beauté des Prophetes, & Seigneur & Patron de la Forteresse des vertus, Seigneur de la ſocieté des Prophetes, élû de toute l'aſſemblée des immaculés, bien voulu de Dieu, ſauveur des Nations au jour du dernier jugement, MAHOMET MUSTAPHA, ſur lequel repoſent les prieres & la paix de Dieu, avec les ſouveraines & abondantes benedictions de ceux qui ſont en ſa compagnie, & patrons des loix, & autres ſaints Prophetes, avec qui ſoit l'honneur de Dieu, & l'Alliance, dont les Saints, qui ſont un prix des honneurs, & les bienheureux une Souveraineté de la Sainteté, ſont liez a Dieu, doit être ſanctifié, & leurs ſaintes ames jouïr toujours de la gloire divine.

Suit la Signature de ſa Majeſté Imperiale contenuë en un noeud d'or avec ces paroles, SULTAN ACHMET CHAN toujours heureux.

Moy qui ſuis le Roi des Rois, Princes & Empereurs, diſtributeur des Couronnes des Rois de l'ancien Empire de la Terre & des Forteresses; Adminiſtrateur des biens de tous les Païs & Chateaux; le grand Dieu protege de ſon ombre les Païs & Habitans d'iceux, ſous le gouvernement & Seigneurie de ma Majeſté & conſerve ma Majeſté dans le Monde, moi qui ſuis établi en la place du Prophete, & Seigneur des Villes, Royaumes, Empires, Provinces & de leurs places adjacentes, Conſervateur des deux grandes Cours, & Juge de la benite Jeruſalem, & Empereur de la haute royale Porte de la Seigneurie de Conſtantinople, que Dieu veuille garder de tout

mal

mal, & d'Andrinople & Burſa, & de toute la Grece, & de Temiſ- 1612
war, & des Villes de la Boſſine, & Boddin & Segitvar, Agria & de Caniſe & de Semendrie, & de Belgrade, & du Païs de l'Anatolie & Caramanie, & des Provinces d'Arabie & de Damas, Villes de paix & de pureté, & du Caire, & de Jemen & de Chabex, & des Villes de Ateden & de la Ville du Prophete; Babilone & Gock, & Baska, Lachſa, & Gavaquin, & Linan, & Alep & Zul, Cadrie, Geere-zul, & Adna, & Tripoli de Sourie & Antalie & Chipre, & Chio & Diarbeger, & Rucarum & Gieldel, & du Duché d'Amadie, & de tout le Curdiſtan, & Cars & Esrum & tout le Giurgiſtan, & Demir Cappy, & Teflis & Girvan, & Caffa, & Gioſlef, & du Royaume de Deſteapehiac, & de Tunis, & de Tripoli de Barbarie & de Villes d'Alger, & du Royaume de Tranſilvanie, Bogdanie, Walachie & du reſte des Royaumes de la Chreſtienté, qui par l'aſſiſtance de Dieu qui eſt un Roi victorieux d'une force royale, & par la conſiderable probité, de nos Rois, ſont delivrez de la puiſſance des Ennemis, moi, qui ſuis Roi de tous les Royaumes, Villes & Forteresſes qui ont été conquiſes par la main des invincibles & des victoires, moi qui ſuis un Roi Couronné du haut Siége royal, Roi des Mers Blanche & Noire, & Roi de pluſieurs autres Iles & Royaumes & Ports de Mer, Monarque de pluſieurs Peuples & Nations, & Empereur de pluſieurs miliers d'armées invincibles, un Empereur legitime, une lumiere, un Flambeau & la devotion du monde, un Comte de la Loi de Mahomet, Sultan Achmet, fils de Sultan Mahomet Chan, fils de Sultan Murat Chan, fils de Sultan Selim Chan, fils de Sultan Soliman Chan, fils de Sultan Selim Chan, fils de Sultan Bajazet Chan, fils de Sultan Mahomet Chan, dont les ames doivent repoſer dans la miſericorde & gloire de Dieu qui nous a fait la grace, à nous qui ſommes les deffenſeurs de l'Alcoran, de ſoumettre à nôtre puiſſance les quatre parties du Monde, le grand Dieu veuille accorder à ma Majeſté une longue vie, à moi qui ſuis l'aide des Rois & des Nations, & l'excellence des Princes. A nôtre haute & ſublime Cour Imperiale, qui eſt nôtre heureuſe Porte par la grace de Dieu qui eſt un donneur des graces & un Roi de tous Peuples, dont le nom ſoit eternellement loué, une aide des Rois & un Protecteur de tous fameux Princes, ont envoyé ceux, qui ſont.

II. L'honneur de la grandeur de la Souveraineté du Chriſtianiſme, la plus haute Excellence de la Loi de Chriſt, Regens du Gouvernement des Communautés des Chrétiens, modeles de civilité & d'honneur, Seigneurs de Puiſſance & d'Honneurs les Etats Generaux, Seigneurs & Patrons des Provinces-Unies ſituées dans les Païs-Bas, ſavoir Gueldre, Hollande, Zeelande, Utrecht, Friſe, Over-Yſſel, Groningue, & Païs en dependans & outre ce de tous les Royaumes qu'ils poſſedent dans les Indes Orientales, aux Seigneurs & Patrons ſusdits, ſalut ſoit & proſperité; de leur part eſt venuë en nôtre Cour Imperiale une Lettre d'amitié & a été aportée par le noble Seigneur, Seigneur de la Nobleſſe du Chriſtianiſme, l'honneur des Ambaſſadeurs Corneille de Haga, dont la dignité & l'honneur ſoit augmentée;

 Cette

1612 Cette Lettre adressée à nôtre Cour Imperiale a été examinée & leuë exactement, & le contenu en icelle étoit pour faire sçavoir à nôtre Majesté, que leurs Hautesses veulent de tout leur cœur entretenir une solide paix & amitié avec nous; & en icelle ils ont outre se declaré que dans les Vaisseaux du Païs de la Chrêtienté il y avoit quelques Turcs esclaves lesquels ils ont relâchez & les ont avec grande civilité renvoyé en leurs Païs, c'est pourquoi nous ordonnons aussi dans nôtre Empire que Dieu protége, que dans toutes les places circonvoisines personne, en quelque tems que ce soit, n'ait à inquietter ni faire aucune peine ni dommage à leurs Vaisseaux ni Sujets.

III. Tout ainsi que la France & l'Angleterre & les Habitans des Lieux qui leur sont soumis avec leurs Droguemans vont & viennent surement dans mon Empire, tant à l'égard de leurs personnes que de leurs biens & marchandises, trafiquant & negociant par tout; & ce en vertu de l'amitié faite singuliérement avec nous, en conformité de la Capitulation de ma Majesté & des ordres exprés de mon Empire. Semblablement aussi a été requis de la part desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que tout ce que ma Majesté leur a donné, soit aussi accordé à leurs Hautesses, & la demande en ayant été faite à la Majesté de ma Couronne, il m'a plû & semblé bon, de consentir entierement avec grande satisfaction à toutes leurs demandes; ayant donné aussi permission à l'Ambassadeur de leurs Hautesses, qu'il auroit à venir me faire la reverence en ma Cour Imperiale & baiser la main de ma Majesté, comme les autres Ambassadeurs ont accoutume de faire, & ay ordonné, avec commandement de mon Empire, audit Corneille Haga Ambassadeur à madite Cour Imperiale d'y demeurer, d'y faire sa fonction, & qu'il établiroit ses Consuls en toutes les Provinces & Echelles de mon Empire; Et l'ordre de mes Commandemens Imperiaux a été accordé en cette maniere; leur donnant la capitulation de ma sincerité & de ma Majesté.

IV. Que tous ceux qui sont Sujets des Provinces-Unies des Païs-Bas, & tous les Marchands des susdits lieux pourront aller & venir dans toutes les Villes de mon Empire, & qu'ils y pourront trafiquer librement & sans être inquiettez.

V. On ne leur prendra aucune dace ou peage des Daelders ou Monoye d'or qu'ils aporteront, & les Begis, Cadis, Tresoriers, ou Enimi de la Monnoye & les Inspecteurs d'iceux ne pourront prendre leurs Daelders qu'ils aporteront, pour les refondre & faire des aspres, ni de leur faire a cet égard aucune peine ou trouble, pour quelque sujet que ce puisse être.

VI. Personne ne pourra dire à quelques Marchands de Païs-Bas qui navigeront dans un Vaisseau des autres Chretiens qui n'ont point ici d'Ambassadeurs ou n'y entretiennent point d'amitié, puisque vous étes trouvé sur un Vaisseau de gens qui ne sont point en paix avec le Grand Seigneur, nous vous voulons faire esclave, & confisquer vos Marchandises. Cela ne se pourra faire au cas qu'ils aillent pour faire leur trafic.

VII. Et

VII. Et si quelqu'un des Provinces-Unies, & des Païs d'icelles 1612
étoit trouvé sur quelque Vaisseau des Chrétiens menant quelques Marchandises ou Victuailles deffenduës, quoi que lesdites Marchandises fussent confisquées, & que les autres Chrêtiens étant sur lesdits Vaisseaux fussent faits esclaves, lesdits sujets des Païs-Bas ne pourront neanmoins pas être faits esclaves.

VIII. Et encore quelques Sujets desdits Païs-Bas allant en Marchandises fussent trouvés dans quelque Vaisseau allant en course, pourvû qu'ils ne soient pas associez des Pirates, mais seulement qu'ils s'y trouvent comme Negotiants ou Passagers, leurs Marchandises ne seront pas confisquées ni leurs personnes faites esclaves, parce qu'ils se feroient trouvez sur un Vaisseau de Pirate.

IX. Comme les Rois de France ont été de tout tems amis de nôtre Cour Imperiale, & qu'ils n'ont jamais rien commis qui soit en obstacle à la paix faite entre eux & nôtre Couronne Imperiale, ils ont, du tems de mon Grand Pere de glorieuse & d'heureuse memoire, Sultan Selim qui vit dans la gloire, demandé qu'il leur fut permis de transporter quelques Marchandises deffenduës, Cottons, Filadi & Cordouans, ce qui leur est accordé, outre ce à cause de la grande & sincere amitié entretenuë de bon cœur avec cette Cour Imperiale, mon Pere de glorieuse & d'heureuse memoire, qui vit presentement dans la gloire, leur a aussi accordé de son tems, qu'il leur fut permis d'achetter de la Cire & des Peaux, pour leur argent, & que cela ne leur fût deffendu en nulle maniere, comme cela est declaré dans la Capitulation, que j'ai moi-même confirmée, comme aussi aux susdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies à cause qu'ils ont envoyé à ma Cour Imperiale avec desir d'une sincere amitié, & que de leur part demande en a été faitte à ma Majesté, ce que j'ai reçu de bon cœur, de sorte que j'ai de bon cœur consenti à ce qui m'a été demandé de la part de leurs Hautesses, & comme il a été accordé auxdits François, de même je l'accorde auxdits des Païs-Bas, sçavoir que pour leur argent ils peuvent achetter & charger du Cotton, Filadi, Cordouans, Cire & Peaux & en cela personne ne les inquiettera ni leur fera aucune deffence.

X. Ceux de la susditte Nation s'en retournant en leur Païs, ou venant de leursdits Païs dans mon Empire pourront étant poussez par tems ou vent contraire, entrer dans nos Ports avec leurs Vaisseaux, & y traffiquer, & personne ne les en pourra empêcher.

XI. Tous les procés, & differens qui seront entre ceux des Païs-Bas, même les plaintes de meurtres, si l'un ou l'autre venoit à mourir, seront jugez par les Ambassadeurs & Consuls suivant leurs Loix & Coûtumes, sans que les Juges & Gouverneurs de mon Empire s'en puissent mêler en aucune maniere.

XII. Si quelqu'un a quelque chose à demêler avec les Consuls, qui sont établis à l'ègard du Negoce, il ne pourra les faire apprehender ni sceller leurs maisons, mais on citera lesdits Consuls pardevant ma Cour Imperiale, où on entendra la plainte.

1612 XIII. Au cas que quelque Mandement ait été donné avant cette Capitulation, ou qu'après icelle faite, il en fut donné quelqu'un contraire à icelle, ils seront nuls, & on n'y obeïra point, mais seulement sera observé ce qui est contenu dans cette Capitulation de ma Majesté.

XIV. Si quelques Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelqu'un étant de leur obeïssance venoit à mourir dans ce Païs, aucuns de ceux établis sur les Impots mis sur les morts, ne pourront se saisir de leurs biens, ni s'en mêler, & on ne pourra dire non plus que lesdits biens sont sans Proprietaires, ni rien être fait contraire à cette Capitulation, & tous les Commandemens que l'on fera auxdits des Païs-Bas seront en bonne forme, & faits forts, en sorte que le tout tende à leur meilleur proffit & avantage, Et que les Cassani, & Cadys (ce sont les Juges) ou personnes de leur part ne pourront en la moindre maniere rien pretendre aux biens des deffunts, ni non plus demander le droit de Kismet qui sont les Gravamina & impots tant au proffit du grand Seigneur que des Officiers sur les biens du deffunct.

XV. Les Ambassadeurs & Consuls se feront servir par tels Janissaires que bon leur semblera, & ils établiront pour Droguemans ceux qu'ils voudront, sans que les Janissaires, ou quelques autres s'ingereront de les servir sans leur consentement.

XVI. Ils pourront avoir du vin dans leurs maisons & demeures, pour eux & pour leur menage; ce que personne ne leur pourra deffendre, & qui que ce soit, aussi bien mes esclaves Janissaires qu'aucun autre, ne leur pourra rien demander ou prendre, ni leur faire aucun tort ou empêchement.

XVII. Les Marchands des susdits lieux payeront seulement pour Daces, ou Peage trois par cent, pour toutes les Marchandises & Denrées, qu'ils ameneront de leurs Païs ou qu'ils transporteront de mon Empire, soit d'Alep & d'Alexandrie, comme aussi des autres endroits de mon Empire; & l'on ne pourra non plus estimer les Marchandises par de là leur juste valeur.

XVIII. Et seront obligez de payer entierement à leurs Consuls les Consulats tant des Marchandises dont on paye les Daces, qu'ils ameneront avec leurs Vaisseaux, ou de celles qu'ils acheteront ici pour transporter dans leur Païs.

XIX. De toutes les Marchandises qu'ils ameneront avec leurs Vaisseaux, ils payeront seulement les Daces de celles qu'ils dechargeront de leurs Vaisseaux pour être venduës, & des autres qui ne seront point dechargées, mais qui resteront dans les Vaisseaux, pour les transporter en d'autres lieux & les y vendre, on ne leur pourra point demander de Daces tant à Constantinople qu'aux autres Echelles, ni aussi on ne leur pourra deffendre de mener lesdites Marchandises en d'autres Echelles, ni les obliger de les y decharger.

XX. On ne pourra leur faire payer les nouvelles impositions de Cassapie, Reft, Bach, ni le Jassaculli, & quand les Vaisseaux partiront, on ne pourra leur faire plus payer pour le Salameilich que trois cens Aspres.

XXI. Pour

XXI. Pour ce qui regarde les Corſaires d'Algers & de Barbarie 1612
qui viendront dans les Ports des Païs-Bas, comme on eſt accoutumé de leur témoigner de la courtoiſie, & de leur donner de la poudre, du plomb, même des voiles, avec tout ce dont ils ont beſoin, auſſi n'eſt-ce pas la volonté de ma Majeſté, que quand ils rencontreront des Vaiſſeaux du Païs-Bas, ils leur prennent leurs Marchandiſes, & les amenent captifs, mais qu'ils relâcheront francs tous les eſclaves qu'ils auront fait, & leur reſtitueront toutes leurs Marchandiſes ou effects, ſans qu'il y manque rien. Et au cas que ci-apres lesdits Corſaires commettent quelque mechant acte, les ſusdits Seigneurs Etats Generaux en donneront connoiſſance à nôtre Cour, & ſous quelque Beglerbey ou Gouverneur que la choſe ſoit arrive, tel ſera démis de ſa charge, & l'on fera en ſorte que tous les biens que Corſaires auront pillez ſeront entierement reſtituez, & tous les eſclaves relâchez. Et ſi lesdits d'Alger & de Barbarie n'obeïſſoient point à mes preſents ordres, les ſusdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, quand iceux Corſaires viendront en leur Païs, ils ne les recevront pas en leurs Havres & Forts, & quand même ils les traitteroient mal ou hoſtilement, le preſent Accord ne ſera pas pour cela réputé être enfraint, & en ces occaſions j'ajouterai toûjours foi aux informations que lesdits Seigneurs Etats Generaux en feront, & j'agréerai toujours les excuſes qu'ils en feront.

XXII. On envoyera des ordres au Beglerby, au Bey, au Cadis, & à tous les autres Officiers des Echelles de tout nôtre Empire, contenant que le Mandement de ma Majeſté eſt confirmé en cette maniere. Que pendant tout le tems que l'Amitié & l'Accord fait entre nous, ſera obſervé comme il faut du côté des ſusdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies, de nôtre côté on ne fera non plus le moindre dommage ni moleſte à leurs Biens, Marchandiſes, Denrées, Gallions, venant par Mer, ou autres Vaiſſeaux, ni aux perſonnes qui y ſeront, avec quelques effets & Marchandiſes, ni aux perſonnes venant par terre avec leurs chevaux de charge, mais qu'on leur laiſſera faire leur negoce en paix.

XXIII. Dans tous les Païs de mon Empire tous les eſclaves, ſujets des ſusdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux, comme auſſi ceux qui ont été pris ci-devant en quelque lieu qu'ils ſe trouvant, ſeront relâchez entierement francs, ſans que les Patrons puiſſent rien demander en quelque maniere que ce ſoit à ceux des Païs-Bas de ce qu'ils auront couté, mais ſeulement ils en redemanderont le prix à ceux de qui ils les auront achetez.

XXIV. Si quelques-uns des ſusdits Païs-Bas viennent à acheter des munitions de bouche des Vaiſſeaux des Turcs, & cela de leur conſentement, pour les mener dans leur Païs, & non pas aux Villes des autres Nations qui ne ſont point en paix avec nous, & que rencontrant quelque Vaiſſeau de guerre Turc ils en ſoient pris, en ce cas leurs Vaiſſeaux ne pourront pas être confisquez, ni l'équipage d'iceux être fait captif; mais ſi dans un cas pareil à celui-ci on prenoit quel-

1612 ques Vaiſſeaux des Païs-Bas, on les remettra en liberté, & reſtituera toute la Marchandiſe.

XXV. Si quelques Marchands ou Chrêtiens qui ne ſont point en paix avec nous, chargent quelques Marchandiſes ſur les Vaiſſeaux des ſusdits des Païs-Bas, on ne les pourra confisquer, ſous pretexte qu'elles apartiennent à d'autres perſonnes n'étant pas en paix avec nous; Et au cas que quelqu'un des ſusdits, ſoit en ſortant des Païs de mon Empire ou d'autres païs, ſoit venant pour faire leur negoce ſur les Vaiſſeaux des ſusdits des Païs-Bas, vinſſent à être faits captifs, ils ſeront relâchez auſſitôt.

XXVI. Et ceux de la ſusdite Nation pourront en toute ſureté & liberté aller & venir dans toutes les Villes de mon Empire; Et s'il arrivoit qu'ils fuſſent en danger ſur la Mer, tous les Vaiſſeaux tant de ma Majeſté, que ceux d'autres particuliers, les favoriſeront & aſſiſteront autant qu'il ſera poſſible; Et s'ils veulent acheter quelques Victuailles & Proviſions pour leurs Vaiſſeaux, perſonne ne le leur deffendra, ni leur fera aucune moleſte ou incommodité.

XXVII. Tous les Marchands, Droguemans & autres ſujets des ſusdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, pourront venir dans toutes les Villes de mon Empire pour y trafiquer; Et aprés qu'ils auront payé les Daces ordinaires, tant en entrant qu'en ſortant, les Capitaines & Beys (qui ſont les Capitaines Galeres) étant en Mer, ou quelques autres qui ſont eſclaves de ma Majeſté ne pourront les moleſter en nulle maniere en leurs perſonnes, ſerviteurs, biens ou chevaux de charge, non plus que les Cadis, ou quelques autres ne leur pourront faire tort ou empechement en quelque maniere que ce puiſſe être.

XXVIII. Si par tempête ou gros tems ils venoient à faire naufrage & que leurs Vaiſſeaux vogans à la merci de la Mer ſe jettaſſent ſur quelques Côtes, tous les Beys & Cadys, comme auſſi tous autres leur donneront toute l'aſſiſtance poſſible, & toutes les Marchandiſes & effects qu'on aura ſauvés les ſeront rendus; ſans que les Peitmalgis, non plus qu'aucun autre, leur puiſſent faire tort en quelque maniere que ce ſoit.

XXIX. Si quelques uns des ſusdits étoient redevables de quelque choſe à quelqu'un il faudra demander la dette au debiteur, & s'il n'y a point de Caution donnée, on ne pourra ſe prendre à perſonne qu'au debiteur.

XXX. Si quelqu'un desdits venoit à mourir, ſes Marchandiſes & tous ſes effects ſeront conſignez és mains de ceux qu'il aura pour ce nommé dans ſon Teſtament; & étant mort ſans en avoir fait, les effects ſeront donnez par ordre du Conſul à quelqu'un de ſes Compagnons, étant de la même ou plus prochaine Ville, ſans qu'aucune autre perſonne puiſſe s'en ingerer.

XXXI. Si quelqu'un des ſusdits Païs-Bas & tous autres qui leur ſeront ſujets, ſoit Marchands, Conſuls, ou Droguemans font quelques contracts dans quelques pays de mon Empire, ſoit touchant le

Ne-

Negoce, Marchandises, ou autres choses, pourquoi ils devroient être traduits en Justice, ils iront avec leurs Parties pardevant le Cady, & là ils feront faire de leur contract un écrit, ou Hogiet (qui & un Acte public du Cady) & il y survient quelque different ou demande, la chose sera decidée conformement à l'ecrit, ou Hogiet, & non autrement, en sorte qu'étant pour ce appelé en Justice par quelqu'un, pour leur extorquer quelques deniers, on n'entendra en nulle maniere à telle plainte ou demande malfondée & contraire à la verité. 1612

XXXII. Si quelqu'un de la susditte Nation venoit à être accusé faussement par quelque Avanie comme ayant fait quelque injure à la Loi ou à quelque autre, ou commis quelque autre acte contraire à la Loi, telle plainte faite seulement au sujet de quelque argent qu'on pretendra ne sera entendue; & il ne sera permis de molester personne à cause de la sainte Loi, mais on dechargera les Parties.

XXXIII. Si quelque sujet des Pays-Bas étoit redevable de quelque chose à quelqu'un, ou qu'étant accusé le quelque autre chose il se cachât, on ne pourra attaquer personne pour ce sujet à moins qu'on ne s'en soit rendu caution.

XXXIV. Et s'il se trouve des Esclaves qui soient de quelques Villes des Pays-Bas susdits, si le Consul qui les répetera declare qu'ils sont de son pays, on les lui rendra sans contradiction.

XXXV. Et quiconque des susdits Pays-Bas demeurant dans quelques Lieux de mon Empire, soit qu'il soit marié ou non marié, on le traittera en sorte, qu'on ne lui pourra demander aucun Harach c'est à-dire tribut; semblablement les Consuls étant au service des Ambassadeurs, & même les Droguemans, comme la coutume est, seront entierement exempts, tant du Harach, c'est-à dire tribut, Cassapie, que de toutes autres charges Imperiales.

XXXVI. Ils pourront aussi dans Alexandrie, Tripoli de Sourie, Alger, Tunis, que dans Gesairegard, & le Caire, & autres Eschelles de mon Empire, mettre & deposer leurs Consuls, selon qu'ils le jugeront à propos, & personne ne le leur pourra deffendre.

XXXVII. Personne ne pourra auxdits Marchands faire prendre quelques denrées ou marchandises malgré eux, & ne sera fait à cet égard aucune violence ni grief.

XXXVIII. Si quelq'un ayant quelque different ou question avec quelques-uns des susdits Pays-Bas, le fait aller pardevant le Cadi, ledit Cady ne pourra prendre connoissance de l'affaire, à moins que le Drogueman des Païs-bas ne soit present; Et si le Drogueman est occupé à quelque importante affaire, ils attendront jusques à ce qu'il vienne; Cependant ils ne pourront non plus chercher quelque injuste subterfuge à cause de l'absence du Drogueman, dans la veuë seule de tourmenter leur Partie & de dilager l'affaire par mauvaise pratique.

XXXIX. Si quelque Sujet des Païs-Bas étant pris par quelque Vaisseau de Corsaires, vient à être vendu en Asie, ou dans la Grece com-

1612 comme Esclave; On en fera diligemment information, & en quelque main qu'il se trouve, quand même il se seroit fait Turc, l'acheteur fera sçavoir de qui il l'aura achetté, & pourra redemander son argent au vendeur, & donner la liberté à l'Esclave, en le laissant aller où il voudra.

XL. Dans tous les Païs de mon Royaume, si les Galeres ou mon Armée navale Imperiale rencontrent quelque Vaisseau des Païs-Bas, ils se temoigneront amitié, & ne se feront le moindre tort ni dommage, & cela tant en Mer que dans les Havres, & s'ils ne veulent de leur pleine volonté leur faire aucun present, on ne leur pourra neantmoins prendre aucunes Armes navales, Equipages, Marchandises, Garçons, Matelots, ni aucune autre chose du monde, ni leur faire aucun grief, ni tourment.

XLI. Toutes les Capitulations de mon Empire qui sont accordées à la France & à l'Angleterre, & tout ce qui est écrit & declaré est aussi accordé à ceux des Païs-Bas: Et tout ce qui est contenu dans les susdites Capitulations Imperiales leur sera aussi confirmé, & cette Capitulation Imperiale & sainte Loi ne pourra être contredire par personne, & on ne leur pourra faire de peine en aucune maniere.

XLII. Si tant les Gallions que les Vaisseaux qui partiront d'ici sont visitez dans les Havres de Constantinople, étant encore une fois visitez aux Forts, ils pourront s'en aller, & ne pourront contre ma Capitulation être visitez a Gallipoli, encore moins leur pourra -t- on pour ce sujet prendre de l'argent ni leur faire aucun de plaisir en quelque maniere que ce soit.

XLIII. Et dans toutes les autres Echelles de mon Royaume après que les Gallions & autres Vaisseaux auront chargé & payée leur Dace entiere, ne pourront être visitez pour quelque pretention que ce soit, ni ne pourra - t - on prendre d'eux aucun argent, ni les molester.

XLIV. Tant à Alep que dans les autres Places de mon Empire, les susdits des Païs-Bas achettant tant de la soye qu'autres Marchandises, si quelqu'un des Vaisseaux, où lesdites Marchandises seront chargées, après avoir payé leurs droits venoient à aborder en Chipre, ou en quelque autre Echelle de mon Empire, & qu'ils dechargeassent lesdittes Marchandises dans un autre Vaisseau, ou qu'ils les dechargeassent pour un tems, & les voulussent garder dans un Magasin, pour les charger sur un autre Vaisseau, si cela ne se fait pas pour les vendre, on ne leur fera pour cela aucune peine, à cause qu'ils auront decharge lesdites Marchandises, & sous ce pretexte personne ne pourra prendre d'eux aucun denier; & les Cadis, Gouverneurs ni Correcteurs des Villes ne pourront leur donnes aucune fâcherie contre cette Capitulation Imperiale.

XLV. Les susdits des Païs-Bas, & ceux qui sont de leur obeïssance venant avec leurs Gallions & Vaisseaux tant en Chipre, que dans quelques autres Villes de nôtre Empire achetteront le sel pour

le

le même prix que les Turcs, & ils en chargeront pour l'emporter 1612
autant qu'ils voudront, & personne ne le leur pourra defendre, ni prendre d'eux plus que le prix ordinaire de ces Lieux ni les inquietter en aucune maniere.

XLVI. Venant dans l'Isle de Chipre, & desirant d'avoir du sel pour charger sur leurs Vaisseaux, parce que ce sel n'est pas de même valeur que l'autre, & que d'ancienneté l'usage est de payer soixante & onze aspres de chaque chariot, ils pourront semblablement charger de sel leurs Gallions, & leurs Vaisseaux, en payant comme on en a usé d'ancienneté, soixante & onze aspres pour un char, sans qu'on puisse prendre d'eux un aspre de plus, & dans le cas le Cady ni les Emini ni le reste des Officiers ne leur pourront faire aucune peine.

XLVII. Dans toutes les Villes de mon Empire, où les susdits ameneront tant du plomb, de l'étain, fer, acier, qu'autres sortes des Marchandises, personne ne le leur pourra deffendre ni leur faire aucune difficulté, & comme il est contenu dans cette mienne Capitulation ils en payeront seulement trois pour cent de Dace, & on ne pourra leur rien prendre de plus, ni leur faire à ce sujet aucune moleste.

XLVIII. Les Gallions & Vaisseaux des susdits des Païs Bas allant à Damiette ou à Alexandrie, & dans toutes les autres Echelles, si quelques Turcs veulent en même tems charger avec eux quelques Marchandises, ils le pourront faire, tant pour Constantinople que pour quelque autre Païs de mon Empire, & personne ne le leur pourra deffendre, & non prendra de ces Marchandises, sous pretexte qu'elles seront chargées sur des Vaisseaux des Chrêtiens, plus de Daces, qu'on est accoutumé d'en demander de tous les autres.

XLIX. Les susdits Vaisseaux & Gallions qui auront ainsi payé dans les Havres ou ils viendront, les Daces, comme il est specifié, dans cette Capitulation Imperiale, ne pourront pour quelque sujet que se soit être arretez, ni retenus par aucunes angaries, (ce sont des charges Imperiales) ou pour le service de nôtres Majesté.

L. Si quelqu'un des susdits Marchands, venant icy avec quelques Marchandises, se fait Turc, l'Ambassadeur & le Consul pourront lui ôter l'argent & ses Marchandises qu'il aura aporté de son Pays, apartenans à d'autres Marchands, & les retiendront entre leurs mains pour les restituer aux proprietaires d'iceux, ensorte qu'il ne leur reste rien de ce qui appartiendra auxdits Marchands Chrêtiens, & en tel cas les Cadis & autres Gouverneurs ne les pourront inquietter ni empêcher en nulle maniere.

LI. Si quelqu'un vouloit convaincre quelque sujet des Païs-Bas qu'il se seroit fait Turc & que pour cette raison il voulût lui faire de la peine, cela ne sera point vallable, à moins qu'il ne dise en présence d'un Drogueman des Païs-bas avec franche volonté, je me veux faire Turc, ce qui seul sera vallable, & si le Drogueman ne vient point

1612 point, on ne pourra pas le molester pour cela, mais on cherchera le Drogueman afin de le lui presenter.

LII. Si les Estimateurs du peage estiment les Marchandises que ceux des Païs-Bas auront amenées avec leurs Gallions & Vaisseaux, plus que leur valleur, ils pourront les payer en Marchandises sur le pied qu'elles seront estimées, sans qu'ils puissent demander de l'argent, mais ils se devront contenter de la Marchandise.

LIII. Si les Gallions & Vaisseaux des susdits viennent à se battre avec quelques-uns qui ne soient point en paix avec nous, & leur prennent leurs Vaisseaux, ils pourront en tous tems, soit de franche volonté, soit qu'ils soient poussés par la tempête ou gros tems, venir dans tous les Païs de mon Empire, en quelques Forts & Echelles qu'ils veuillent aller, & quand même ils voudroient s'y rassembler, ils le pourront faire, & personne ne leur pourra faire moleste ou empêchement, & tout ce dont ils auront besoin ils pourront l'acheter pour leur argent, sans que personne le leur puisse deffendre.

LIV. Les Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux & tous ceux qui sont sous leur obeissance qui voudront voyager à Jerusalem pour voir le Païs, tant en allant qu'en retournant, ils le pourront faire librement, sans que personne leur fasse aucune peine, les Moines étant dans la Camanie, & personne non plus ne pourra les inquietter ni les empêcher ni leur dire, vous étes Lutheriens, nous ne voulons pas vous laisser voir les lieux, mais ils seront obligez de leur montrer les lieux qu'on a coutume de voir sans faire aucune opposition, ni alleguer aucune excuse.

LV. Tous les Gallions & Vaisseaux des susdits venans icy, tous les Païs de mon Empire les honoreront autant qu'il sera possible, & feront en sorte qu'ils puissent aller & retourner en paix & toute seureté, tant les Vaisseaux que leurs Marchandises.

LVI. Si l'arrivoit qu'on leur emportât quelques gens ou effets, on fera tous les devoirs & diligences possibles pour découvrir le voleur, & l'on punira le delinquant, quel qu'il puisse être, rigoureusement selon son merite.

LVII. On ne prendra ni Dace, ni Bach, ni Cassapi & le reste, des Ambassadeurs des susdits des Païs-Bas, ni des Consuls, ni des Droguemans, ni de leurs gens, pour toutes les choses qui leur seront apportées, soit pour faire des presens, soit pour s'habiller, ni pour danrées servant au boire, ou manger, qu'ils achetteront & feront venir pour leur argent, & ne leur pourra être rien demandé du tout à ce sujet.

LVIII. Tous les Beglierbeis, Sangiacbeis, & les Capitaines étant mes esclaves, comme aussi les Cadis, Enimi, Soproslanten & Patrons de mes Galleres qui sont mes esclaves, ou autres Patrons qui ont leurs propres Galeres, & tous les Peuples de mon Empire, feront tout conformement à cette Capitulation de commandement de ma Majesté, & personne ne pourra le moins du monde manquer à

aucun

aucun Article, mais au contraire ils les executeront ponctuellement en tous leurs pointes. 1612

LIX. Et si quelqu'un vient à commettre quelque chose contre les commandemens de mon honneur, & Majesté, tel étant la cause d'une semblable contravention sera compté au nombre des rebelles de mon Etat, & à tels ne sera donné ni lieu ni tems, mais seront aussi-tôt punis pour servir d'exemple aux autres.

LX. Les sujets des susdits Hauts Seigneurs les Etats Generaux des Païs-bas pourront achetter des Denreés & Marchandises, & les aporter à Trebisonde & Caffa & en tous les lieux & Eschelles de mon Empire scituez sur la Mer noire, comme aussi aux Païs scituez sur le Danube, Asoph en Moscovie, & dans toutes les Villes de la Russie. Semblablement ils pourront aussi mener des Marchandises dans toutes les Villes de mon Empire, & faire leur negoce, sans que personne le leur deffende, & des susdites Marchandises ne sera pris seulement que trois pour cent, sans qu'on puisse rien demander davantage, de la maniere que nous l'avons declaré dans cette Capitulation de nôtre Royaume.

LXI. Et s'il arrivoit, que leurs Vaisseaux venans à Constantinople demeurent à Caffa, ou environ sur les côtes, soit qu'ils fassent volontairement voile vers lesdites Places, personne ne pourra les contraindre par force, d'y decharger leurs Marchandises, à moins que les Marchands ne desirent volontairement de les y vendre, & personne ne pourra, tant aux Gallions qu'aux Vaisseaux qui voudront faire voile sur lesdites Côtes, donner aucun empêchement, ni le leur deffendre.

LXII. Et dans les lieux où il y pourroit avoir crainte ou peril, les Gouverneurs & Regens desdittes Places garderont & protegeront les susdits Vaisseaux, avec tout ce qui y sera tant monde que Marchandises & Denrées, de telle maniere qu'ils n'en souffrent aucun dommage ni perte, & en tout ce dont ils auront besoin; soit pour victuailles pour leurs Vaisseaux ou autrement, leur sera temoigné toute courtoisie, afin qu'ils en puissent avoir pour leur argent.

LXIII. Et s'ils ont besoin de quelques Chariots ou Vaisseaux pour y charger leurs Marchandises, on les leur fera avoir, pourvû qu'ils ne soient pas loués à d'autres, & personne ne pourra le deffendre.

LXIV. Et s'ils aportent quelques Marchandises pour les mener à Constantinople, on ne pourra dans aucune autre Place leur faire payer les Daces, à moins qu'ils ne les y ayent dechargées pour les vendre, jusques à ce, qu'ils soient venus à Constantinople, & même étant arrivez ici à Constantinople, on leur fera seulement payer les Daces des Marchandises qu'ils ne dechargeront, & quant aux Marchandises qu'ils ne dechargeront pas, on n'en prendra rien ici à Constantinople en nulle maniere; & iront & viendront en paix pour faire leur negoce. De plus on ne pourra même leur demander à Constantinople que trois pour cent de leurs Marchandises, & non plus.

LXV. Et

1612 LXV. Et tout ce qui est mentionné cy-dessus en telle maniere qu'il est declaré dans la presente Capitulation, tant qu'ils entretiendront sincerement & de bon cœur & courage, j'agréeray leur amitié, & promets & jure par celui qui a créé les Cieux & la Terre, qui est le grand Dieu, outre lequel il n'y en a aucun, dont le nom soit magnifié, & par les ames des mes Peres & Ancêtres, que Dieu veuille soulager dans sa Gloire éternelle, qu'il ne sera rien en nulle maniere fait de ma part contraire aux Points de ce qui est promis, mais que tout sera observé en conformité de la presente Capitulation de ma Majesté: Et c'est ici la signature de ma Majesté à laquelle tout l'Univers donnera une entiere creance; Et ces presentes sont écrites au commencement du mois de Giamasi Elebla, qui est l'an d'aprés la manifestation du Prophéte 1021, qui est au commencement de Juillet de l'année de nôtre Seigneur Jesus Christ 1612. Dans l'Etat de la haute Cour Royale de Constantinople que Dieu garentisse de tout mal, & de toute adversité.

Sur le dos est signé par le RAIS KITAP, qui est le grand Chancelier de l'Empire.

CCCLXXII.

Traité fait entre les Compagnies des Indes Orientales Angloise & Hollandoise, An. 1619.

1619 LES Estats Generaux des Pays bas unis à tous ceux, qui ces presentes Lettres verront ou lire orront Salut, Comme ainsi soit que le 2. jour de Juin de l'an present 1619. un Traicté ait esté faict, & accordé à Londres entre les Seigneurs Commissaires du Conseil privé de Tres-hault, tres-excellent, & tres-puissant Prince Jacques par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande &c. & la Compagnie d'Angleterre trafficquante aux Indes Orientales d'une part, & nos Commissaires du Corps nostre Assamblée & de la Compagnie de nos Provinces d'autre part, dont la teneur ensuit.

Comme ainsi soit que depuis quelqes années il feroit survenu certains differents & malentendus entre les Subjects de Tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Jacques par la grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande de la Compagnie des Marchands trafficquants és Indes Orientales & ceux de la Compagnie des Provinces Unies du Pays bas Subjects des Hauts & Puissants Seigneurs les Seigneurs Estats Generaux, pour lesquels differents accommoder diverses Conferences se feroient tenües entre les Deputez desdites Compagnies tant à Londres en l'année 1613. qu'à la Haye en l'An 1615. sans toutes fois qu'aucun accord s'en soit pû ensuivre, sadite Majesté & lesdites Seigneurs Estats desirans entretenir & estreindre de plus en plus la concorde, amitié, & bonne correspondence entre leurs Estats & Subjects & remedier soigneusement à tous inconveniens qui y pourroient apporter de l'alteration, auroient trouvé expedient & necessaire de resumer derechef ledit affaire en une troisiesme

fiesme Conference par des Deputez desdites Compagnies, lesquels 1619
sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats auroient en outre trouvé bon de faire assister de Personnes qualifiées de leur Conseil & Corps, sçavoir sa Majesté des Seigneurs Jean Digby, Chevalier Baron de Scherborne, Vice-Chambellan de sa Majesté, Thomas Edmondes Chevalier, Tresorier de la Maison de sadite Majesté, Henry Carey Chevalier Controlleur de sa Maison, Toulque Grevil Chevalier Chancelier de l'Eschiquier, Julius Cesar Chevalier, Maistre des Rolles, & Eduart Coecke Chevalier, tous du Conseil d'Estat de sa dite Majesté & lesdits Seigneurs Estats, des Seigneurs Joan de Goch Bourgemaistre de la Ville de Zutphen, Ewout van der Dussen, vieil Bourgemaistre de la Ville de Delft: Joachim Lijens Conseiller & Pensionaire de la Ville & Pays de Tollen, tous du Corps desdits Seigneurs Estats, & de Noël de Caron Chevalier Seigneur de Schonwalle Ambassadeur ordinaire desdits Seigneurs pres de sadite Majesté, lesquels sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats ont à cet effect auctoriser de Pouvoirs & Commissions, afin que par leur entremise & direction commune, la Conclusion d'un affaire de si grande importance peut estre facilitée & reussir au contentement mutuel des deux Parties; suivant lequel ordre & en la presence desdits Seigneurs les Deputez des deux Compagnies susdits feroient entrer le Conference, sçavoir pour celle d'Angleterre les Sieurs Thomas Smith Chevalier, Gouverneur de ladite Compagnie des Indes Orientales, Leonel Craenfield, Chevalier, Gouverneur Mre. de la Cour des Gardenobles & de la Garderobe de sa Majesté, Dudley Digby Chevalier Richard Weston Chevalier, Henry Martin Chevalier, Juge de l'Admirauté, d'Angleterre, Clement Edmondes Chevalier Clerc du Conseil de sa Majesté, Guillaume Hollidaye Senateur de la Cité de Londres, Levinus Munck Clerc de Signet de sa Majesté, Maurice Abbot Deputé en la Compagnie Angloise, Guillaume Harison Tresorier de ladite Compagnie: & pour la Compagnie des Provinces Unies, les Sieurs Thiery Bas Chevalier Bourgemaistre de la Ville d'Amsterdam, Jacques Boreel Bourgemaistre de la Ville de Middelborg, Arnold Jacob Lodensteyn, du Conseil de l'Admirauté de Zeelande, Albert Sonck Vieux Bourgemaistre de la Ville de Hoorne & Conseiller du Conseil d'Estat, Andreas Richarsson Administrateurs de ladite Compagnie Generale des Indes & Maistre Guillaume Boreel Docteur és Droicts, Advocat d'icelle Compagnie, lesquels en vertu de leurs Lettres ou Procurations, aprés beaucoup de communications & longs debats, ont finalement, par l'entremise, conseil & direction desdits Seigneurs susnommés, conclu, & arresté les Articles qui s'ensuivent.

I. En premier lieu a esté accordé qu'il y aura à l'advenir oubly & amnestie de tous excés, offences & malentenduz, lesquels pourroient avoir esté par cy devant es quartiers des Indes Orientales entre les Subjects de sa Majesté de la Grande Bretagne, & des Seigneurs les Estats Generaux des Provinces Unies, & pour cet effect seront mises en liberté & franchement relaschées toutes les Person-

1619 nes saisies & detenües d'une part & d'autre, comme aussi tous les Navires & biens qui se trouveront avoir esté pris jusques au tems de la Publication de ce Traicté esdits Indes, seront reciproquement restituez.

II. Les Officiers Commis & Serviteurs de part & d'autre se porteront & rendront mutuellement en leur conversation, & par tout où ils se rencontreront, toute ayde, amitié, & correspondence reciproque, tous offices & debvoirs necessaires entre amis & voisins si estroitement alliez & au cas que part ou d'autre aucuns se trouvassent reduits à quelque extremité en mer, les autres leur presteront tout le secours & assistance amiable qui sera en leur pouvoir, comme aussi ils feront tenir, ou porter promptement & fidelement les Lettres & Comptes les uns des autres.

III. Le Commerce & Traffiq sera libre és Indes Orientales tant pour la Compagnie d'Angleterre que pour celle des Provinces Unies, tellement que chacune desdits Compagnies y pourra employer à son Compte separé & particulier tel fonds & Capital que bon luy semblera.

IV. Et pour de commune main procurer le bien & soulagement du Commerce on fera tout devoir de reigler & diminuer les daces & impositions extraordinaires & excessives qui y ont nagueres esté mises, comme aussi on fera cesser la practique & liberalité des dons & presens.

V. On tachera de reduire par commun advis és Indes toutes Marchandises à un prix raisonnable, & en la vante ou debit qui se fera par deça en ces Royaumes & Provinces Unies, de celles qui seront acheptées esdits Indes à un mesme prix & taxe commune, on conviendra de temps en temps d'un certain pris, au dessoubs duquel il ne sera licite aux uns ny aux autres de les vendre.

VI. Et pour prevenir toutes jalousies & differents, qui pourroient naistre à l'advenir, les Commis de part & d'autre adviseront & s'accorderont par ensemble d'un pris moderé, selon qu'ils estimeront convenir pour l'acheptée des poivres à Bantam & autres lieux de Java Major (demeurant la liberté du Commerce ès autres quartiers des Indes, comme aussi audit Java Major, pour le regard des autres Marchandises, suivant le troisiesme Article :) & à cette fin seront ordonnées & commises certaines Personnes expertes pour les achepter, & l'achapt en estant fait de cette façon, ils seront partagez esgalement par moitié aux uns & aux autres.

VII. La Compagnie Angloise aura libre exercice & jouïssance de Traffic au lieu de Palicate, & portera la moitié de la despence pour l'entretenement du Fort & Garnison qui est à commencer au temps de la Publication, qui se fera de ce Traicté en ces quartiers là.

VIII. Es Isles des Moluques, Banda & Amboina, le commerce sera par commun advis tellement reiglé, que la Compagnie d'Angleterre y jouira de la troisiesme partie de tout le Trafficq tant pour l'ap-

l'apport & vante des Marchandises auxdits Isles que pour les fruicts & Marchandises qui y croissent & s'en transportent, & ceux des Provinces Unies auront les deux autres tiers. 1619

IX. Et pour le regard de l'achapt & division desdits fruicts & Marchandises les principaux Commis & Facteurs des deux Nations residens par de là, les achepteront aux prix courant, & adviseront respectivement par sort la portion contingente aux uns & aux autres. Et à ceste fin auront libre accés & demeure és Forts & Magasins des uns & des autres.

X. Et d'autant qu'un Commerce & Trafic si esloigné, & si important ne se peut asseurer sans une vigoureuse defense, icelle se fera par le fournissement & entretenement de vingt Navires de Guerre moitié de l'une, moitié de l'autre Compagnie, lequel nombre (si on le trouve expedient) sera cy apres augmenté, ou diminué par commun advis, selon l'exigence des occasions & occurences, & seront chacun desdits Navires de port de six à huict cent tonneaux, garnis chacun de cent & cinquante hommes, de trente pieces de Canon, & autres munitions necessaires, & sera la grosseur dudit Canon portant bales du poids de huict à dix huit Livres.

XI. Et le Conseil de la defense advisera quel nombre de Galleres, Fregattes, & autres petits Vaisseaux sera en outre necessaire pour ladite deffense.

XII. Les Forteresses & Garnisons qui sont es Isles des Moluques, Banda & Amboyna seront entretenues des Daces & Impositions qui se leveront sur touts fruicts & Marchandises qu'on transportera desdits Isles lequelles Daces, & Impositions seront taxées selon l'Ordonance du Conseil Commun de defense, & receües par le Commis de part & d'autre, & delivrées temps en temps, autant qu'il sera necessaire aux Tresoriers des Compagnies pour en payer les Soldats.

XIII. Pour avec ordre establir & mieux administrer ceste defence, il sera erigé un Conseil de defense, composé de huict personnes des Premiers & Principaux Officiers estans par delà, lesquels seront prises & esleus, en nombre esgal, tant de l'une que de l'autre Compagnie, & presideront par tour.

XIV. Ce Conseil ordonnera de ce qui concernera le faict de la defence commune par mer, & distribuera les Navires de Guerre en tels endroicts qu'il trouvera necessaire.

XV. Comme aussi il reiglera les Daces, & Impositions qui seront necessaires pour l'entretenement desdits Forts & Garnisons d'iceux, & sera authorisé de faire rendre compte aux Receveurs desdites Impositions.

XVI. Les Navires de Guerre demeureront tousjours és lieux qui leur seront assignés & suivront les Mandements dudit Conseil de deffense sans estre employez à transporter Marchandises en ces Royaumes ou Provinces.

XVII. Neantmoins pourront lesdits Navires pendant qu'ils seront

 ront

1619 ront és Indes, estre quelques fois employées à porter des Marchandises d'un lieu à autre pour le service de leurs Compagnies respectivement si ledit Conseil le trouve bon, & non prejudicable à la deffense.

XVIII. Et en cas de necessité il sera permis audit Conseil d'employer aussi les Navires Marchands en tel nombre & pour tel temps qu'il trouvera necessaire au faict de la defense.

XIX. La perte & domage qui arrivera par quelque rencontre occasionnée pour la defense commune, ou bien en allant ou retournant de la defense, se portera esgalement & sera reparé, à communs frais, comme aussi le gain & prises qui se feront, viendront au proffit commun.

XX. Le mesme s'observera pour le regard des Navires Marchands estants employ & en mesme occasion, & durant cest employ, la Solde & les Vivres des Matelots seront aux despens communs des deux Compagnies & en consideration du divertissement que par iceluy ils auront souffert en leur Commerce, ils recevront en outre telle recompense qu'il leur sera adjugée par ledit Conseil de defense.

XXI. Mais si aucun Navire de Guerre estant à la rade en son quartier ou en y allant ou en revenant reçoit quelque perte par tempeste ou autre malheur, ladite perte ne se communiquera point, ains demeurera toute entiere à la Compagnie à qui appartiendra ledit Navire.

XXII. Et pour prevenir les Disputes qui pourroient naistre sur la valeur des Navires perdus, ou grandement endommagés, le Conseil de defense fera l'estimation de tous les Navires de Guerrre, & autres avant que de les employer pour la deffence commune.

XXIII. Les Forteresses tant d'une que d'autre part demeureront es mains de ceux qui les possedent presentement.

XXIV. Et d'autant qu'il a esté meu question touchant le bastiment de quelques nouvelles Forteresses que la Compagnie Angloise a jugé leur estre necessaires pour la seureté de leurs gens & biens, a esté convenu que ladite question demeurera en surcheance pour le terme de deux ou trois ans, afin qu'aprés avoir deüement recogneu & advisé par ensemble combien de Forteresses, quelles & en quelles Places seront de là en avant necessaires, alors ladite question se puisse resumer & tellement accommoder, qu'elle puisse reussir au contentement commun & reciproque des uns & des autres.

XXV. Quant aux Forts qui seront acquis es Moluques, ou en aucuns autres quartiers des Indes par l'industrie & forces communes de deux Compagnies, ils seront esgalement possedez, gardez & entretenus conjoinctement avec des Garnisons de l'une & l'autre Compagnie, qui y seront en nombre esgal ou bien ils seront partagés esgalement entre les deux Compagnies selon l'advis du Conseil de defense estant par de là.

XXVI.

XXVI. On fera conjoinctement debvoir d'ouvrir & establir le Trafficq libre en la Chine & autres quartiers des Indes par telles voyes & moyens que le Conseil commun trouvera estre expedient. 1619

XXVII. Aucune des deux Compagnies ne previendra ny exclurra l'autre à l'advenir soit par moyen de Fortifications ou de Contracts que l'on voudroit faire cy-aprés d'aucune partie des Indes, mais tout le Trafficq sera libre & commun à l'une & l'autre en chaque endroit d'icelles.

XXVIII. Comme aussi il est convenu que sans le consentement de l'une & de l'autre Compagnie aucuns autres n'estans point du Corps d'icelles, ne seront admis à la participation du benefice du present Traicté: & au cas qu'aucuns des Subjects de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Estats n'estant poinct dudit Corps, voulussent entreprendre aucune chose au prejudice de ce que dessus, ou des Privileges d'aucune desdites Compagnies ceux desdites Compagnies s'efforceront conjoinctement & separement de les en empecher & de maintenir respectivement les Privileges d'icelles Compagnies, & seront sadite Majesté de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Estats suppliez de ne vouloir authoriser l'erection d'aucune autre Societé, pour s'immiscer au Trafficq & en la Navigation desdits Indes durant le Terme de ce Traicté.

XXIX. Si en aucuns endroicts des Indes esquels l'une ou l'autre Compagnie tient ou tiendra Facturerie, Trafficq ou moyens, il arrive, soit par la mort de Facteurs ou par autre desastre que les biens ou chevance des uns ou des autres demeurent sans Administrateur de la Compagnie à laquelle ils appartiendront, les Facteurs & Officiers de l'autre Compagnie survivans & restans esdits lieux prendront en ce cas lesdits biens & chevance en leur garde & les conserveront de bonne foy aux Proprietaires, auxquels ils les rendront en temps & lieu.

XXX. Ce Traicté sera pour le temps de vingt ans, & si pendant ce tems-là il arrive quelques Disputes qui ne puissent estre terminées par ledit Conseil en ces quartiers là, ny par deça par les deux Compagnies, le different en sera remis au Roy de la Grand' Bretagne & auxdits Seigneurs Estats Generaux qui daigneront prendre la peine de l'accommoder au contentement des uns & des autres.

XXXI. Tous lesquels Articles seront fidelement & inviolablement entretenus & observez de part & d'autre, suivant l'intention de ce Traicté & promettent lesdits Sieurs susnommés que tant sa Majesté de la Grand' Bretagne & lesdits Seigneurs Estats, que ceux desdites Compagnies les approuveront, confirmeront, & ratifieront & en delivreront reciproquement leurs Lettres de ratification en bonne & deüe forme, sçavoir sa Majesté & ceux de la Compagnie Angloise dans le terme d'un mois après la date de ce Traicté; & lesdits Seigneurs Estats & ceux de la Compagnie des Pays-Bas dans le mesme terme après ladite date.

1619 Nous ayant pour aggreable ce qui a esté conclu, avons icelui Traicté ratifié, approuvé, & confirmé, le ratifions, approuvons, & confirmons, par ces presentes & promettons de l'accomplir & faire accomplir & observir en tous & chacun de ces poincts en tant qu'il nous touche, ou à la Compagnie de nos Provinces, sans y souffrir quelque contravention, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit, & mesme que durant le tems de ce Traicté nous n'erigerons autre Compagnie qu'une seule laquelle pourra trafficquer aux Indes Orientales. En tesmoing de ce nous avons faict seeler ces presentes de nostre grand Seel, Paraphé & signé par nostre Greffier à la Haye le 22. de Juillet 1619. Estoit Paraphé C. MAGNUS ut. Et sur le ply, par l'Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux Signé C. AERSSEN, & seelé du grand seau en cire rouge pendant en double queuë de soye blanc.

Ordre, reglé par les Compagnies des Indes Orientales, d'Angleterre & des Provinces-Unies, au sujet de l'Execution de certains Articles du Traité précédent.

LEs Limites dans lesquelles ce Contract sera compris ont été établis par l'avis commun des Deputez des deux Compagnies, le Meridien touchant au Cap de Bonne Esperance, allant droit vers le Zud; & le Meridien Oriental, que l'on trouve quatre cent lieües du coté de l'Orient, depuis les Isles de Salomon, allant d'un coté droit vers le Zud & de l'autre vers le Nord jusques au Tropique du Cancer, & de là en ligne oblique vers le detroit de Caiyan toutes les Mers, Golfes, Detroits de Mer, Rades, Bayes, Rivieres, & ce qui sera trouvé entre ces deux Meridiens seront compris en ce Contract.

Les Marchandises & Vaisseaux pris de part & d'autre seront restituez, sçavoir les Vaisseaux tels & en tel état qu'ils seront trouvez és mains de quelqu'un de la Compagnie & les Marchandises, ou la valeur d'icelles, qui effectivement seront venuës à la Compagnie susditte.

Mais pour ce qui regarde les Vaisseaux qui ne seront pas entre les mains de la Compagnie, comme ceux qui auront été coulez à fond, qui seront peris, ou abandonnez comme aussi le deperissement ou ce qui en aura été usé, soit qu'on s'en soit servi ou non, cela ne sera point sujet à restitution, exceptez les Vaisseaux qui seront peris au service de la Compagnie dont la valeur sera restituée. Les prisonniers & detenus de part & d'autre seront relachez francs & libres, sans payer de rançon ni leurs vivres ni les habits qui leur auront été donnez par la Compagnie. Si lesdits prisonniers ont servi la Compagnie qui les aura detenus, il est juste qu'ils soient payez de leur service par ladite Compagnie. Dans l'élargissement des prisonniers sont aussi compris les esclaves de quelqu'un de la Compagnie qui se sont sauvez vers l'autre Compagnie ou qui en ont été detenus, sous quelque pretexte que ce puisse être, lesquels seront aussi restituez à la Compagnie à laquelle ils apartiennent.

Sur

Sur l'Art. IV.

CEsseront à l'avenir à Bantam & aux autres Lieux ou nous avons 1619
communauté de Commerce & même Negoce seul sans communauté, la liberté des dons & presens, qui pourroient être employez par l'une des Compagnies, au prejudice de l'autre. Mais s'il est necessaire, qu'il se fasse quelque chose à l'avantage commun, cela se fera par commun consentement au nom & aux dépens des deux Compagnies.

Sur l'Art. V.

LEs Fruits des Moluques, & d'Amboine qui seront aportez dans l'Europe, seront revendus au même prix & tems ordonné tous les ans par les deux Compagnies au mois de Mars ou d'Avril, ou en tel autre tems qu'il sera jugé convenable. Il a été jugé à propos, pour tant mieux entretenir la correspondance & la communication necessaire pour l'accord des deux Compagnies, Que chacune d'icelles tiendra respectivement en Angleterre & dans les Provinces Unies une au deux personnes en qualité de Residens, lesquelles donneront & prendront avis & information sur les affaires concernant l'entretenement du present Traitté, & pourront au nom de leur Compagnie être presens aux Deliberations & Resolutions qui seront prises dans les Assemblées des Compagnies respectives, pour autant que cela pourra concerner le bien commun de l'Union.

Sur l'Art. VII.

LEs despens pour l'entretien de la Fortresse & Garnison de Palicate seront raportez & payez en argent (ou autres danrées de Marchandises ou vivres) comme la Compagnie des Païs-Bas est accoutumée de faire, moitié par moitié par les deux Compagnies, & non pas par imposition sur les Marchandises, & commencera le payement susdit au tems que la publication de ce Traité sera faitte audit lieu de Palicate; C'est pourquoi on en avertira les Commis de la Compagnie Angloise, pour ceux des Provinces Unies à Bantham, pour ensemblement envoyer les nouvelles de ce Contract à Palicate susdit.

Sur l'Art. VIII.

POur mettre ordre au Negoce des Iles Moluques, Amboyne, & Banda on erigera & ordonnera certains Comptoirs aux lieux qui seront propres pour le Commerce, auxquels resideront les Commis des deux Compagnies.

Lesquels seuls pourront vendre ou achetter touttes telles Marchandises & Fruits qui peuvent être vendus & achettez dans les susdittes Iles sans qu'aucune autre personne, soit des deux Compagnies ou de quelque autre Nation, puisse achetter & vendre telles Marchandises & Fruits en aucune maniere.

1619 Les susdits Comptoirs seront pourvûs par chaque Compagnie suivant leur portion de telles Marchandises & deniers comptans, que la nature du Negoce dans les susdittes Isle le requeront, sans que l'une des Compagnies en telle rencontre soit obligée de fournir pour l'autre. Les Commis de la Compagnie Angloise demeureront avec les Commis de la Compagnie des Païs-bas, si l'occasion le permet, autrement ils pourront construire des maisons, pour y vivre & demeurer; comme il leur sera aussi loisible de radouber leurs Vaisseaux & de se servir à cet effect de la commodité des Bois, & autres choses qui se trouvent dans les susdits quartiers & ailleurs, la même chose sera aussi de part & d'autre observée dans les quartiers où les Anglois possederont les susdites commoditez desquelles les Commis des Provinces Unies pourront se servir en la même maniere.

Sur l'Art. X.

Les deux Compagnies ont declaré être prêtes pour indiquer chacune de son côté les susdits Vaisseaux qui sont destinez à la deffence commune d'entre les nombres de ceux qui sont presentement aux Indes, & en cas qu'ils ne soient pas de la grandeur & qualité requise par le Contract, Elles promettent d'y envoyer des Vaisseaux par la premiere commodité, qui seront propres, en conformité de l'Accord, pour la susdite deffence, au lieu des autres qui ne sont pas si propres.

Les Vaisseaux indiquez par les deux Compagnies, se rendront, sur le Mandement du Conseil de deffense & de chaque Compagnie, au lieu de residence du susdit Conseil, soit à Bantam, soit à Jacatra, ou à quelque autre lieu, à moins qu'ils ne soient en quelque endroit où il sera jugé qu'ils pourront rendre service, pour la deffence commune, & pour l'avantage des deux Compagnies. Auquel cas, ils seront taxez & estimez, ou par certains Commissaires à ce authorisez, ou par bonnes informations.

A l'égard de la Proposition qui est faite, pour sçavoir en quel lieu les Vaisseaux de deffence, seront premierement employez, il est jugé à propos que nonobstant le proffit qui pourroit revenir aux deux Compagnies par l'envoi de la Flotte sur les Côtes de Malabar & és environs, neanmoins la deffence sera exployée pour gagner le Commerce de la Chine, & à cette fin sera la Flotte envoyée aux Philippines, pour empêcher que les Chinois ne commercent avec d'autres qu'avec nous. Et sera choisi un Rendes-vous, propre pour le Commerce soit à Lequio, Pecquin, Poulo-Condor ou en quelque autre lieu qui par le Conseil commun de deffence sera jugé le mieux situé pour ce Commerce.

Et pour ce qui regarde la Côté de Malabar, il a été trouvé bon que les Flottes, qui partiront tous les ans pour les Indes, si la conjoncture des tems & la commodité des deux Compagnies le permet, prendront leur Cours entre Madagascar & la Terre ferme d'Afrique, pour passer le long des Côtes des Indes & de Malabar, avec le plus d'avan-

d'avantage pour les deux Compagnies, & de dommage pour ceux 1619
qui voudroient empecher le Commerce libre, qu'il ſera poſſible.

Il ſera inſtament recommandé au Conſeil de deffence qu'ils ayent à ſe ſervir pour leurs entrepriſes de forces ſuffiſantes pour parvenir à un bon ſuccès, principalement à preſent que commence l'union des deux Compagnies, afin que l'honneur & la reputation d'icelle, ne ſoient pas non ſeulement conſervez, mais auſſi leur perte & dommage prevenus.

Sur l'Art. XIII.

DAns le Conſeil de deffence preſideront les deux Nations par tout, changeant de mois en mois, & ceux d'Angleterre, preſideront les premiers, aprés que le Conſeil ſusdit aura été établi; Et ceux des Provinces Unies le ſecond mois, & ainſi tour à tour de mois en mois.

Et parce qu'il eſt neceſſaire, qu'il n'y ait qu'un ſeul Commandement ſur l'armement general de deffence: Il eſt jugé à propos que la Nation au tour de laquelle ſera de preſider aura auſſi le même mois le commandement ſuprême ſur tous les Vaiſſeaux de Guerre, tant de l'une que de l'autre Nation, & arborera le grand Pavillon au haut du grand Mat, & alors l'autre Nation Amiral arborera le ſien ſur le Mat de Miſene, & ſera Vice-Amiral, ce qui ſera obſervé par tous les Vaiſſeaux de Guerre, tant des Vaiſſeaux qui ſeront aux environs des lieux de reſidence du Conſeil de deffence que dans les autres lieux de ceux qui ſeront dans leurs quartiers.

Mais pour ce qui regarde les expeditions particulieres, à l'execution deſquelles une Flotte, ou quelque nombre de Vaiſſeaux ſera deſtiné ſous un Chef, un eſt reſolu que le commandement qui ſera une fois donné à l'une des Nations, durera juſques à ce que la ſusdite flotte ſera retournée de la ſusdite expedition, ſans avoir égard à la Charge de Preſident dans le Conſeil ou autrement; Et ſera le grand Pavillon toujours porté par la Nation qui aura une fois receu & tenu le Commandement, juſques à la fin de l'expedition & juſques au retour des Vaiſſeaux.

Toutes les expeditions & entrepriſes particulieres qui ſeront faittes par l'aide de quelque Flotte ou nombre de Vaiſſeaux de Guerre, ſeront diviſées par tour; pour ce qui regarde le Commandement & le port du grand Pavillon, le premier exploit ſera commis à l'Angleterre, le ſecond aux Provinces Unies, le troizieme à l'Angleterre, & ainſi de ſuitte chaque Nation à ſon tour.

Le Conſeil de deffence ordonnera aux Commandeurs de la Flotte ou de l'Armement qui ſeront envoyez à quelque expedition, qu'ils ne faſſent rien d'importance pour l'execution de la ſusdite expedition ſans l'avis preallable & conſentement du Conſeil de Marine de la ſusditte Flotte ou Armement, qui ſera donné au ſusdit Commandeur (qui aura en cela une double voix) par le Conſeil de deffence; Et il ſera au pouvoir du ſusdit Conſeil de deffence, de revoquer & de changer le ſusdit Commandeur de la Flotte deſtiné pour quel-

1619 quelque expedition, même avant la fin de ladite expedition, si la grande necessité & un avantage considerable de la Compagnie le requiert; Et le Conseil de deffence ordonnera de choisir à cet égard ce qui sera convenable.

Il est remis au pouvoir du Conseil de deffence de choisir un lieu pour sa residence, soit à Bantam ou à Jacatra, ainsi que la commodité & la reputation de la Compagnie le requerront.

Sur l'Art. XXVIII.

POur l'explication de ces mots de l'Article, N'étans point du Corps d'icelles, il est jugé à propos d'établir que le contenu en iceux aura aussi lieu dans les equipages & Commerce que desireront faire quelques uns, qui sont bien du Corps de la Compagnie, mais qui regarderont le leur propre, lesquels n'auront point la permission de jouïr des Privileges & benefices de ce Traitté, non plus que les autres étrangers, quels qu'ils puissent être.

Ceux de la Compagnie d'Angleterre ont promis de faire en sorte auprés de sa Majesté, qu'il sera fait deffence à tous les Sujets de sadite Majesté, de se mettre au service de quelque autre Nation pour frequenter les Indes, excepté seulement la Compagnie de Païs bas; Et pour que celle d'Angleterre puisse avoir le reciproque, lesdits de la Compagnie des Païs bas ont promis d'obtenir auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies qu'il sera fait moderation dans le Placard qui ordonne, que leurs sujets, qui frequentent les Mers ne pourront se mettre au service d'aucune Nation étrangeré, & que ce Placard n'aura point de lieu à l'égard de la Compagnie Angloise, mais que les sujets Anglois & Hollandois se mettront au service de l'une ou l'autre Compagnie reciproquement sans aucun danger de mal faire.

Sur l'Art. XXX.

CHaque Compagnie fera ordonner bien expressement à ceux qui de sa part seront commis pour l'entretien du Traitté qu'ils ayent à se conformer à l'exprés contenu d'icelui de tour leur pouvoir & affection. Et au cas qu'il survint quelque dispute ou doute sur l'interpretation de quelque Article ou sur quelque autre matiere dans leurs conversations communes, il leur sera enjoint de ne point proceder les uns contre les autres par voye de fait ou d'hostilité en aucune maniere, que ce puisse être, mais aprés qu'information en sera faitte, ils en donneront avis chacun à leur Compagnie qui est en Europe, lesquelles tacheront d'accommoder les differens, ou par elles mêmes, ou par l'intervention de sa Majesté de la Grand Bretagne & des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux comme besoin en sera, tous ceux qui feront allencontre seront citez & punis comme Perturbateurs du repos public.

Ainsi fait à Londres le 15. Juillet 1619. vieux stile, & étoit signé

THO. SMTTHE. WILL. HARRISON. LIVINUS MUNCK.
MORRIS ABBOT. DIRK BAS. ROBBERT BEL.
HUNCFRET HANDFOET. ALBERT SONCK. JACOBUS BOREEL.
ARENT LODENSTEIN. GUIL. BOREEL. ANDRIES RICHARD.
WILL. HOLLIDATE.

Ordre

Ordre donné pour le redrés du Commerce de Bantam.

POur redreſſer le Commerce de Bantam ſoit nottoire que non ſeulement l'on met le Poivre ſur l'ancien & raiſonnable prix d'un & un quart, ou d'un & demi, ou deux Reales de huit le ſac; Mais il ſera auſſi neceſſaire de deduire & diminuer les droits exceſſifs & impots qui ſont pris preſentement par le Pangeram à Bantam à 57. ou 58. par cent, au lieu que dans les autres quartiers des Indes on paye ſeulement 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. & au plus 8. par cent. 1619

Pour remedier à cet abus il ſera bon qu'on ſe ſerve de voyes douces & amiables, (en repreſentant le pouvoir des deux Compagnies Unies) pour gagner le Roi de Bantam, afin que lesdites impoſitions ſoient abſolument miſes par lui ſur un pied raiſonnable, puis qu'il ne depend que de lui de remedier à ces abus, pour à quoi parvenir il ſera bon de ſe ſervir de l'exemple & de la maniere d'agir, en matiere d'impoſition, de tous les Rois & Peuples des Indes. En ſuitte

Il ſera expedient de convenir avec le Roi par voye de Contract, que le Poivre nous ſera livré ſans obſtacle à un prix raiſonnable, comme cela ſe fait par tout, & comme il étoit d'uſage à Bantam, avant que le Complet de Pangoram avec les Chinois ait ruiné & détruit tout le Commerce.

A cette fin on pourra demander, Que le Roi ait à ôter & aneantir toute ſorte de Monopole que les Chinois ont à Bantam, non ſeulement avec le ſçu du Pagoram; Mais même par ſon Conſeil & propre avis.

Et il ſera loiſible & permis aux païſans & gens de la Compagnie de venir & de vendre immediatement leurs Fruits dans nos Loges aux Commis des deux Compagnies, comme c'étoit la coutume, avant que le ſusdit Monopole fut établi, ſans qu'on faſſe aucune peine ni difficulté auxdits païſans, ni permettre être faitte.

Si cette voye n'eſt pas trouvée ſuffiſante (comme elle ne l'eſt pas) alors il faudra aller plus avant & faire une convention avec le Roi.

Qu'il nous vendra & livrera de Poivre au même prix que cy-devant, en telle quantité que nos affaires l'exigeront, comme c'eſt la coutume & la maniere de faire du Roi d'Achim.

En tel cas il ne ſera pas permis au Roi de livrer aucun Poivre à d'autre Nation, jusques à ce que nous ſoyons ſatisfaits, ſelon la production du Contract à faire avec lui.

Si nous ne ſommes pas encore contens de cela on tâchera de faire un Traitté avec le Roi par lequel il ſera libre à nous, & non à aucune autre Nation, d'achetter le Poivre à Bantam, & il ne ſera pas permis à aucune autre Nation ſoit de l'Europe ſoit des Indes même, de faire Negoce dans les ſusdits fruits. Et par ce moyen, comme perſonne autre que nous n'en pourra achetter, il ſera tres facile de

mettre

1619 mettre ledit Poivre à un prix aussi raisonnable qu'on pourra le desirer.

Il est à croire que le Roi de Bantam accordera facilement ce Contract à l'exclusion de toutte autre Nation de l'Europe & des Indiens mêmes, si on en excepte seullement les Chinois, qui aportent beaucoup de choses necessaires à Bantam, & qui y sont en grande consideration.

Aprés qu'on aura inutilement tâché d'exclure les Chinois, il sera necessaire de les souffrir sous quelques condition,

Comme par exemple,

Qu'il sera permis aux Chinois d'achetter à Bantham conjointement avec nous. Mais à condition qu'ils seront obligez de nous livrer le Poivre à un prix raisonnable, comme on en pourra alors convenir, jusques à ce que nous soyons entierement pourvûs, sans qu'ils puissent auparavant transporter aucun Poivre en aucune maniere, Ou

L'on demandera au Roi de Bantam, qu'il ne soit point du tout permis aux Chinois de vendre aucun Poivre, sinon seulement que quand nos Commis auront entierement fait leur achapt, alors nos gens se tenant en repos, il leur sera permis d'en achetter & de le garder autant qu'ils jugeront à propos.

Lequel Poivre ainsi achetté & transporté par les Chinois ne pourra être vendu à aucune Nation de l'Europe directement ou indirectement en nulle maniere, sous telle peine qu'il sera trouvé à propos.

Ces moyens d'accord & d'amitié seront premierement tentés, comme etant les plus doux & les plus propres, mais si par iceux nous ne pouvons parvenir à nôtre but, en ce cas le Conseil de deffence sera authorisé, pour chercher tel remede qu'il trouvera utile pour la prosperité des deux Compagnies.

CCCLXXIII.

Manifest der Stände des Königreichs Portugall, die Erhöhung auf den Thron Johannis IV. aus dem Hause Braganza, und das Recht der Succession der Crone betreffend, de An. 1641.

1641 Les trois Etats, c'est à dire, l'Eglise, la Noblesse & le Peuple du Royaume de Portugal, assemblez en corps & représentant tous lesdits Royaumes, avec toute l'Autorité & la Puissance qui y est annexée, ont résolu, que pour bien commencer cette Assemblée, il étoit necessaire de décider par un Acte public signé de tous, que le Droit de la Royauté & du souverain commandement leur apartenoit, & que maintenant il apartient au Trés-puissant Roi Don Jean IV. du nom, Fils du Serenissime Prince Don Theodose Duc de Bragance, & petit-Fils de la Serenissime Princesse Catherine Duchesse

chesse du même Lieu, Fille du Serenissime Infant Don Edoüard, & petite-Fille du Roy Don Emanuel de trés-glorieuse memoire. 1641

C'est pourquoi il à été avec justice proclamé Roy pour la premiere fois dans cette Ville de Lisbonne, le prémier jour de Decembre de l'année 1640. & peu de tems aprés dans tout le reste du Royaume; & il fut ensuite reconnu & accepté pour tel dans ladite Ville le 15. du même mois. Les trois Etats susdits s'étant néant-moins assemblez aujourd'hui dans la Cour, & en ayant fait l'ouverture avec les solemnitez requises le 28. de Janvier 1641.

Ont jugé que pour affermir & pour rendre plus solennelle l'heureuse proclamation dudit Roy, & son rétablissement sur le Trône, il étoit à propos de reïterer au nom de même Royaume cette Declaration par écrit, par laquelle ils le reconnoissent, & l'acceptent pour leur legitime Roi & Seigneur, luy obeissent en cette qualité, & le retablissent sur le Trône qui apartenoit à son Pere & à son Ayeule; usant en cela de l'Autorité & du Droit qu'a le même Royaume, de determiner, d'ordonner, & d'établir ce qui est conforme à la Justice.

C'est aussi pour executer les Status & les formalitez qui ont été observées dès l'établissement de cette Monarchie avec l'invincible Roi Don Alphonse Henri qui en a été le premier Roy, lequel ayant été élevé à la Royauté dans la Campagne d'Ourique, lorsque cinq Rois infideles marcherent contre luy en ordre de bataille, le tître de Roi lui fut encore confirmé l'an 1142. par le Pape Innocent II. Et qui fut depuis proclamé & reconnu de nouveau pour Roi par les trois Etats du Royaume, assemblez dans la Ville de Lamego vers la fin de l'année 1143. Et l'on en dressa par écrit un Acte autentique, pour conserver à jamais le souvenir de cette ceremonie, & du tître que l'on avoit donné à ce Prince.

L'on suppose aussi pour maxime incontestable dans le Droit, que le Royaume & les trois Etats sont en droit de juger & de prononcer sur la succession légitime du même Royaume, toutes les fois qu'il nait quelque difficulté & quelque doute entre les Prétendans, au sujet du défaut de descendans du dernier Roi qui en a été possesseur, & encore lorsqu'ils ont resolu de s'affranchir de la domination des Rois, qui par leur mauvais gouvernement se rendent indignes de la Royauté. Comme le Royaume s'est maintenu dans cette puissance, depuis le tems que les Peuples le transmirent au premier Roi, qui les a gouvernez. Et puisqu'il est donc vrai, qu'ils ne connoissent aucun Superieur, à qui cette Autorité apartienne, sinon ces mêmes Peuples du Royaume, suivant la commune opinion des Docteurs qui ont écrit sur cette matiere, outre qu'il y en a une infinité d'exemples dans tous les Etats du Monde, & particulierement dans ce Royaume, comme on le peut voir dans l'histoire des Regnes des Invincibles Princes les Rois Don Alphonse Henri & Don Jean premier.

Cela presupposé, voici les raisons, que ce Royaume a eu de pro-

1641 proclamer Roi, Don Jean IV. de reïterer sa Proclamation, & son établissement, & de declarer encore de nouveau dans la presente Assemblée, que la Couronne de ce Royaume lui apartient legitimement, & qu'il étoit juste de la lui rendre, nonobstant que le Roi Catholique de Castille fut en possession de cette Couronne.

I. Que le Roi Don Henri étant decedé sans Enfans, la succession legitime de ce Royaume a passé dans la personne de Catherine Duchesse de Bragance sa Niéce, Fille legitime du Serenissime Infant Don Edoüard Frere dudit defunt, comme representant la personne de son Pere, avec toutes les qualitez necessaires pour la rendre capable de succeder; puisqu'il est indubitable que le benefice de la representation qui vient de Droit Hereditaire a lieu dans toutes les successions des Couronnes, & sur tout en cette occasion; d'autant que dans la succession de ce Royaume de Portugal, il faut remarquer que suivant la disposition & la declaration expresse du Testament de Don Jean I. il a été ordonné que le Seigneur Infant Don Edoüard son Fils aîné, ou à son defaut son Fils ou son petit-Fils, & tout autre descendant legitimement de lui en ligne directe heriteroit de la Couronne, suivant le Droit & la coûtume observée dans la succession de ces Royaumes & Seigneuries; ce sont là les propres termes de cet Article dudit Testament; selon lesquels il est indubitable, que dans la succession de ce Royaume la representation a lieu, suivant la disposition Testamentaire dudit Seigneur Roi Don Jean I. qui avoit l'autorité & la puissance d'en disposer ainsi, il faut joindre à cela la disposition du Serenissime Roi Don Alphonse V. petit-Fils de Jean I. faite autentiquement en presence des Etats, dans la Ville de Lisbonne le 6. de Mars 1476. au sujet de ce qu'il alla se marier dans la Castille avec la Reine Jeanne. C'est pour cette raison que les Jurisconsultes mêmes qui ont combatu le Droit de representation dans les successions des Couronnes & du Majoresque ont été obligez d'avoüer, qu'elle doit être admise, & qu'on en doit convenir.

Ladite representation supposée, le Roi Catholique Don Philippe de Castille, qui étoit aussi neveu du Roi Don Henri, ne devoit pas être preferé à laditte Catherine quoiqu'il fût plus âgé qu'elle, & qu'ils fussent tous deux dans un même degré de parenté; Philippe étant Fils de la Soeur de Don Henri qui étoit l'Imperatrice Isabelle: Il ne devoit pas, dis-je, lui être preferé, parcequ'il representoit sa Mere, laquelle ne pouvoit lui communiquer plus de Droit qu'elle n'en avoit. Tout au contraire la Duchesse Dame Catherine représentoit la Personne de l'Infant Don Edoüard son Pere, lequel auroit exclus de laditte succession l'Imperatrice Isabelle sa Soeur, s'il eût vecu, bien qu'ils fussent concurrens à la même succession, parce qu'ils étoient Cousins Germains & Enfans du Frere & de la Soeur, & sans le concours d'aucun Oncle. Ainsi la representation devoit avoir lieu, puisque la plus probable & la plus commune opinion des Jurisconsultes veut que la succession par representation soit admise entre les Cousins Germains, pourveu que l'Oncle n'entre pas en concurrence.

rence. C'eſt ainſi que le Droit Romain en a diſpoſé. Bien que le contraire ſe pratique dans la Caſtille, dont les Loix n'ont point de lieu en Portugal, & n'y devoient nullement être receuës. 1641

C'eſt pour ce ſujet que la Succeſſion legitime de ce Royaume ayant été dovoluë à ladite Dame Catherine, elle a paſſé enſuite dans la Perſonne du Seigneur Don Theodoſe ſon Fils, & de là dans celle du Seigneur Don Jean IV. ſon petit-Fils, à qui elle apartient de droit, quand même il ne ſeroit pas actuellement en poſſeſſion de la Couronne comme il l'eſt en effet.

En ſecond lieu, parce que quand bien même le benefice de la repreſentation n'auroit pas lieu; ce qu'on n'accorde pas, & que par là la ſucceſſion du Royaume ne pourroit pas être transmiſe à Madame Catherine Niece du Roi Don Henri, elle lui étoit deüe en toute maniere, parce qu'elle ſortoit de la principale branche qui eſt la premiere & la plus eſſentielle des quatre qualitez neceſſaires pour être admis à la Succeſſion des Royaumes, des Majoresques & des biens attachez.

Dans l'Article du Teſtament du Roi Jean premier ci-deſſus enoncé, ce Prince a fait une diſtinction expreſſe des lignes entre ſes trois Fils, au ſujet de la Succeſſion de ce Royaume; & il la nommê en premier lieu ledit Seigneur Infant Don Edoüard ſon Fils aîné avec ſes Fils & ſes petit-Fils & tout autre legitime deſcendant en ligne directe, que les Juriſconſultes nomment la Branche de l'aîné; & enſuite au defaut de ladite premiere ligne, il a nommé la ligne de ſes autres Fils ſelon le rang qu'ils doivent tenir; c'eſt-à-dire en premier lieu celle de l'Infant Don Pierre, ſon ſecond Fils, avec tous ſes Fils & ſes petits-Fils, & cette ſeconde ligne venant à manquer, il appella cette de l'Infant Don Henri ſon troiſieme Fils, & il ajouta, que ſes autres Enfans viendroient de cette ſorte à ladite Succeſſion, ſelon le rang ci-deſſus exprimé & ce ſont là les propres termes dudit Teſtament.

D'où l'on doit conclure preciſement que dans la Succeſſion de ces Royaumes la Prerogative de la ligne tient le premier rang, après la repreſentation. C'eſt pourquoi tant qu'il y à des deſcendans de la Branche de l'aîné, pas un des deſcendans de la ſeconde Branche ne peut être admis à ladite Succeſſion, & ainſi des autres Branches. Et quand bien même les Juriſconſultes ſeroient en diſpute ſur le Droit commun, en excluant de la Succeſſion toutes les Branches à la reſerve de celle du Poſſeſſeur & du Fils aîné, & qu'ils ne vouluſſent pas demeurer d'accord que les autres Enfans fiſſent une Branche, ſinon en cas qu'ils ſe joigniſſent pour prendre part à la Succeſſion; néanmoins nonobſtant tout cela, lorsque le Teſtateur, par une diſpoſition expreſſe nomme ſes Enfans & ſes Deſcendans par des lignes ſeparées, toute la Juriſprudence ne ſçauroit y contredire, & par conſequent il ne doit point y avoir de diſpute pour la Succeſſion de ce Royaume, puis que le Teſtament du Roi Jean I. de glorieuſe memoire contient une diſpoſition expreſſe ſur ce ſujet.

Com-

1641 Comme donc entre les Fils & Filles du Roi Don Emanuel depuis la Branche du Fils aîné, qui étoit le Roy Jean III. & qui a été éteinte dans la personne la Roi Don Sebastien, les autres Enfans, sans parler de ceux qui sont morts dès l'âge de l'Enfance, ont fait chacun une Branche separée, dans laquelle ils ont été compris eux-mêmes avec leurs Fils & leurs Descendans, & en ont exclus tous les autres; il s'ensuit de là que les Branches des Infants Don Fernand & Don Louis, qui ne laisserent point d'Enfans legitimes, & celles de Don Alphonse & du Cardinal Don Henri Roi, qui sont morts sans Enfans & Descendans, étant éteintes, la Succession est entrée tout d'abord & immediatement dans la ligne de l'Infant Don Edoüard qui ne laissa point d'Enfans mâles, & que Madame Catherine l'une de ses Filles devoit obtenir cette Succession preferablement à tout autre, comme sortant de la Branche d'un Enfant mâle; & qu'au contraire cette Succession ne devoit point entrer dans la Ligne de l'Imperatrice Isabelle, Fille du même Roi Don Emanuel, dans laquelle s'est trouvé le Roi Catholique de Castille, sinon après l'extinction entiere de la Branche du Seigneur Infant Don Edoüard, laquelle conformement à la disposition dudit Testament compose la premiere ligne, par raport aux Branches des Filles dudit Roi Don Emanuel; nonobstant que ladite Dame Catherine ne fût pas l'aînée des Filles de l'Infant Don Edoüard, puisqu'il n'y avoit aucuns naturels du Royaume, sortis de la Branche de sa Sœur aînée; outre qu'elle étoit dans un dégré de parenté plus proche, du Roi Don Henri dernier Possesseur de la Couronne dont elle étoit Niéce, & que les Descendans des autres Filles étoient dans un degré plus eloigné.

Cette raison tirée de la prerogative de la Ligne est si convaincante & si forte pour exclure le Roi Catholique de Castille du Droit de ladite succession, que quand elle pourroit échoir à des Princes qui ne seroient pas nez dans le Royaume, tous les Descendans dudit Seigneur Infant Don Edoüard passeroient devant lui, & à plus forte raison Madame Catherine, laquelle comme Fille dudit Infant étoit dans le premier degré de se Branche, & étoit mariée avec le Seigneur Duc Don Jean Prince Naturel du Royaume, qui est la premiere qualité à laquelle les Serenissimes Rois d'icelui ont voulu & ordonné que l'on eut egard; Et cette Loi Royale subsiste, comme une regle que l'on doit suivre exactement, comme nous le montrerons plus amplement dans la cinquieme preuve.

En troisiéme lieu; outre le benefice de la representation, & la Prerogative de la premiere Branche, ladite Dame Catherine avoit encore un Droit plus incontestable sur la Succession de ces Royaumes, & ce Droit est fondé sur la Vocation expresse, qui est une qualité qui l'emporte sur toutes les autres, en matiere de Succession.

Il est constant qui le même Roi Don Jean I. aprés avoir nommé dans cet Article de son Testament le Seigneur Infant Don Edoüard son Fils aîné, avec tous ses autres Fils, petit-Fils & Descendens legi-

legitimes, a appellé en outre les autres Fils de Ligne en Ligne, 1641 avec leurs Descendans de la maniere que nous avons marqué ci-dessus; il est pareillement vrai que de son Fils aîné Don Edoüard qui lui succeda au Royaume naquit le Roi Don Alfonse V. son Fils aîné, & le Seigneur Infant Don Fernand son second Fils, qui fut apellé expressement par la disposition Testamentaire susdite, pour venir à ladite Succession lorsque la Branche de son Aîné seroit éteinte; Et comme cette Branche finit dans la Personne du Roi Don Jean second, qui ne laissa point d'Enfans legitimes, la Succession du Royaume fut devoluë au Fils dudit Seigneur Infant Don Fernand son Oncle, qui fut le Roi Don Emanuel de glorieuse memoire, Pere de l'Infant Don Edoüard dont Madame la Duchesse Catherine étoit Fille. Ainsi elle demeura dans le Droit qui étoit acquis à l'Infant Don Fernand son Bisayeul, qui avoit été appellé à ladite Succession, & qui étoit Pere dudit Seigneur Roi Don Emanuel Ayeul de ladite Dame; & en vertu de cette vocation elle devoit être absolument preferée audit Roi Catholique de Castille, lequel, quoique Descendant dudit Seigneur Infant Don Fernand II. par le même Roi Don Emanuel, ne l'étoit que par le moyen de ladite Dame Imperatrice Dame Isabelle, & ne pouvoit être preferé à ladite Princesse Dame Catherine, qui étoit appellé expressement à ladite Succession, par le moyen du Seigneur Infant Don Edoüard son Pere qui étoit un Descendant mâle dudit Infant Don Fernand.

En quatrieme lieu, comme dans lesdites premieres Assemblées des Etats tenuës à Lamego par le Roi Don Alphonse Henriquez il fut expressement ordonné que quand le Roi viendroit à mourir sans Enfans legitimes, ses Freres lui succederoient s'il en avoit; à condition neanmoins que leurs Enfans ne pourroient être admis à la Succession de la Couronne, sans le consentement du Royaume & sans l'agrément des trois Etats qui le composent, sans lequel ils ne pouvoient parvenir à la Couronne. Cette Loi a toûjours été suivie & mise en pratique; comme il arriva lorsque le Roi Don Alphonse III. étant monté sur le Trone, après le decez du Roi Don Sanche son Frere, qui mourut sans Enfans, il falut necessairement qu'il assemblât les Etats du Royaume pendant sa vie, pour les faire consentir que le Roi Don Denis son Fils regnât après lui, & pour le faire declarer son Successeur après sa mort. De la même maniere, le Roi Jean Second venant à mourir sans Enfans legitimes, le Duc de Begia, qui fut le Roi Don Emanuel, Fils de l'Infant Don Fernand second Frere du Roi Alphonse V. ayant été declaré par le Testament dudit Jean II. son legitime Heritier & Successeur, fut neantmoins reconnu ensuite & accepté de nouveau pour Roi par les trois Etats du Royaume assemblées à Monte Major; Ainsi il s'ensuit de là qu'encore que par le decez du Roi Don Henri mort sans Enfans, le Roi de Castille pût avoir Droit de succeder comme petit Fils dudit Roi Don Emanuel, ce que neantmoins on n'accorde pas, il ne pouvoit neantmoins regner, ni prendre possession du Royaume, comme il l'a pourtant

1641 prise en effet, sans avoir été accepté & reconnu pour Roi par les trois Estats du Royaume assemblez, ce qui n'a pas été executé; ou du moins il devoit attendre que l'Assemblée desdits Etats rendît son jugement sur les pretensions qu'il avoit à la Succession dudit Royaume: mais au lieu d'attendre cette Declaration, il se mit d'abord en possession d'icelui, en y entrant avec une Armée, sans vouloir écouter le Legat du Pape, qui vouloit lui parle de sa part.

Ainsi par la toutes les raisons que nous venons de dire il n'avoit aucun Droit à sa Couronne, & lui & ses Successeurs ont été regardez comme intrus & en qualité de Tirans & d'Usurpateurs, qui selon la Loi ne sont autres que ceux qui s'emparent d'un Royaume sans aucune apparence de justice; Et par consequent le Royaume pouvoit, comme il peut encore à present, se servir de ces raisons, & reprendre le Droit qu'il a de proclamer & d'élire pour Roi le Seigneur Roi Don Jean IV. comme petit-Fils legitime de ladite Dame, Dame Catherine, qui avoit un Droit legitime sur la Succession de cette Couronne.

En cinquiéme lieu; ladite Assemblée des Etats tenuë à Lamego, entr'autres Loix qu'elle fit touchant la Succession du Royaume, ordonna que les Filles des Rois de Portugal, qui se marieroient à des Princes Etrangers & qui ne seroient point Portugais Naturels ne pouvoient heriter, ni succeder à la Couronne, afin que de cette sorte le Royaume ne sortît jamais des mains des Naturels du Pais, & que personne n'y regnât sans avoir cette qualité. Ce fut pour ce sujet que le Roi Don Fernand ayant laissé une Fille mariée à Don Jean Roi de Castille elle fut excluse de ladite Succession, non seulement parce qu'elle étoit illegitime, le Mariage dudit Seigneur Roi Don Fernand avec la Reine Leonore sa Mere étant reputé nul; mais encore parce qu'elle avoit épousé un Prince étranger; & il fut ordonné ainsi par le Decret solemnel des trois Estats du Royaume assemblez à Conimbre. Ainsi la Succession du Royaume ayant été declarée vacante, ils élurent pour Roi Don Jean Premier, Fils de Don Pierre, quoiqu'illegitime. C'est donc aussi pour cette raison que le Roi de Castille ne pouvoit avoir aucun Droit à la Couronne de Portugal; Et qu'il en étoit exclus, en qualité de Prince Etranger; & par consequent le Royaume pouvoit, comme il peut encore maintenant, proclamer & reconnoître pour son Prince Naturel le Seigneur Roi Don Jean IV. non seulement comme Heritier legitime de la Couronne, mais encore comme la possedant par Droit d'election, laquelle apartenoit de droit aux Peuples & au Royaume.

Et quand bien même toutes les raisons que nous avons alleguées ne seroient pas suffisantes pour autoriser son Election, d'autant qu'il y a deja 60. Ans accomplis que le Roi Catholique de Castille s'est emparé de ce Royaume, & qu'il en est eu possession, depuis l'an 1580. & que cette possession a été continuée par trois Successions differentes dans la personne dudit Roi Catholique & dans celles de Philippe III. Roi Catholique son Fils, & de Philippe IV. aussi Roi Catholi-

tholique de Castille son petit-Fils, qui ont été reconnus pour Rois 1641
par les Etats dudit Royaume, assemblez à Tomar en 1581. Et encore depuis par une autre Assemblée desdits Etats tenuë à Lisbonne en 1619. dans lesquelles ils ont été proclamez & reconnus pour Rois de ce Royaume.

Les trois Etats susdits ont neantmoins prononcé qu'encore que cette possession eût été continuée pendant un si long tems, elle ne pouvoit neantmoins prejudicier à leurs Droits, ni autoriser l'Usurpation desdits Rois de Castille; d'autant que cette possession a toûjours été forcée dès son commencement, qu'elle a été prise par la force des armes, & avec le secours d'une Armée nombreuse par le moyen de laquelle ledit Roi Catholique s'empara violemment dudit Royaume, outre que cette possession fut attentée, puis qu'elle étoit encore indecise, que le procez de ladite Succession étoit encore pendant pardevant les Gouverneurs du Royaume, que ledit Roi Catholique n'attendit pas qu'ils prononçassent là dessus, ni que les Etats du Royaume le reconnussent pour leur Prince legitime; & que d'ailleurs le jugement qu'il obtint sur ce sujet ne fut rendu que par quelques particuliers qui avoient été gagnez, & corrompus par des presens considerables, & par des promesses avantageuses, lesquels n'avoient pas le pouvoir de le proclamer sans que les Etats fussent assemblez & qu'ainsi la sentence qu'il a obtenuë ensuite, étoit nulle, puisque ceux qui avoient été nommez par le feu Roi Don Henri pour gouverner le Royaume après son decez, n'étoient pas intervenus dans ce jugement; faute de quoi ils n'étoient pas revêtus d'une Autorité suffisante de prononcer sur ce sujet, & de juger selon que le Droit le demande, outre que leur jugement fut rendu, dans un tems, où ils n'avoient aucun pouvoir de jurisdiction, pour prononcer valablement, puisque cela n'apartenoit qu'aux trois Etats du Royaume assemblez en Corps; & ce qui acheve de rendre cette Sentence nulle, c'est qu'elle fut rendue à Ayamonte qui est une Ville située dans les Terres de Castille, où ils ne pouvoient nullement exercer leur Jurisdiction, quand même ils l'auroient euë.

Ainsi cette prise de possession étant vicieuse dès son commencement à cause de la violence avec laquelle elle a été prise, ce qui est un defaut essentiel; & à cause de l'attentat qui a été commis alors, puisque le jugement de la Succession du Royaume étoit encore pendant & indecis; ce procedé, bien loin d'établir le Droit du Roi Catholique, si tant est que l'on puisse dire qu'il en eut quelqu'un, n'a servi bien plus qu'à l'affoiblir & le diminuer; selon la regle ordinaire du Droit, qui veut qu'une possession violente ne s'autorise jamais par la prescription, laquelle d'ailleurs ne peut être acquise à l'égard des Royaumes que par une possession continuelle de cent années. Enfin cette prescription ne doit pas avoir lieu contre les Etats du Royaume, d'autant que depuis le commencement de cette possession forcée ils n'ont jamais eu la liberté de pro-

1641 tester contre cette violence, si non à present. Il étoit pareillement necessaire, pour ce qui regarde les interests particuliers des Pretendans, que la prescription commençat contre un chacun d'eux, & que le tems legitime de cette prescription fut expiré; ce qui n'est pas encor arrive ni accompli.

A l'égard du serment de fidelité que les Etats ont prêté aux Rois Catholiques de Castille, ils n'étoient nullement obligez de le garder, puisqu'il n'étoit pas en leur pouvoir de s'affranchir du joug de leur domination; & que les intentions du Roi Catholique Philippe IV. depuis qu'il est entré en possession de ces Royaumes ne tendoient uniquement qu'à son interest particulier, & non au bien public; Qualitez & traittement, qui selon la Jurisprudence sont suffisantes, pour rendre un Roi indigne de porter le sceptre.

Et comme il ne maintenoit pas le Royaume dans la jouïssance de ses Franchises, Privileges & Libertez, & qu'au contraire il les violoit en differentes manieres; qu'il ne s'apliquoit nullement à la défense du Royaume & à recouvrer les Conquêtes de cette Couronne, qui étoient endommagées, & dont les Ennemis du Royaume s'étoient emparez; qu'il chargeoit les Peuples d'impôts exorbitans, sans le consentement des Etats du Royaume, en contraignant par une force majeure les Communautez à consentir à la levée desdits Impôts; qu'il employoit les deniers provenans des Droits des marchandises qui entrent dans le Royaume, non seulement à des Guerres étrangeres, mais encore à des choses qui n'étoient d'aucun usage pour le bien de l'Etat; qu'il abaissoit la Noblesse, qu'il avoit introduit la venalité des Offices des Chambres Souveraines & de la Justice; qu'il les faisoit exercer par des personnes indignes & incapables; que les Ecclesiastiques & les Maisons Religieuses étoient accablez de tributs, dont il donnoit le Privilége à ceux qui lui donnoient des avis pour établir des Gabelles, & pour tirer de l'argent; & qu'enfin il commettoit ces abus & quantité d'autres au prejudice du bien de l'Estat, par l'entremise de plusieurs Ministres mal intentionnez & Ennemis de la Patrie, dont il se servoit, quoique ce fussent les plus méchans sujets de la Republique.

Ce qui étant vrai, quand bien même les Rois Catholiques de Castille auroient eu un titre juste & legitime sur la Couronne de ce Royaume, ce que l'on nie fortement; & qu'à cet égard on n'auroit aucun sujet de les regarder comme des Usurpateurs, on devoit neanmoins les envisager comme tels par leur maniere de gouverner l'Etat; & par consequent le Royaume étoit en droit de se dispenser de leur être soûmis, & de leur refuser l'obeïssance, sans violer le serment qu'ils lui avoient fait; puisque selon le Droit naturel & humain, quand bien même les Etats des Royaumes transporteroient, & accorderoient aux Rois toute leur Autorité & leur commendement pour les gouverner; ce ne seroit néanmoins que sous la condition tacite de les regir & gouverner avec justice, & non pas avec violence. De maniere que quand les sujets sont traitez

tez tiranniquement par leurs Souverains, il eſt en leur pouvoir de leur ôter la Couronne, lors qu'il s'agit de leur propre défenſe; & en ſemblable cas on ne doit jamais s'imaginer que les ſujets ayent pretendu engager leur foi, ni que les obligations de leur ſerment puiſſent s'éntendre jusques là. 1641

Et comme toutes les choſes ſusdites ſont de fait, & tellement connuës de tout le monde qu'il n'eſt pas beſoin d'en faire le preuve en juſtice, le Roi Catholique ne pouvant alléguer aucune raiſon legitime pour être ouï dans ſes defenſes, & n'y ayant point d'autre Superieur legitime, à qui l'on puiſſe avoir recours, outre que les doleances & les plaintes frequentes qui ont été envoyées pluſieurs fois au même Roi Catholique de Caſtille ont été inutiles: & que bien qu'il s'en ſoit enſuivi quantité de deſordres les années dernieres tant à Evora qu'en d'autres Lieux de ce Royaume, où le Peuple ſe ſouleva pour ſe delivrer de la charge des Impôts exceſſifs, ſans que la Nobleſſe s'en melat, on n'a pas pour cela adouci la rigueur du Gouvernement, mais qu'au contraire on a traité les Peuples avec encore plus de dureté qu'auparavant; C'eſt la raiſon pour laquelle les trois Etats du Royaume aſſemblez, ſe ſervant du pouvoir que le Droit leur a donné pour leur defenſe legitime, ont reſolu de lui refuſer l'obeïſſance, & de la rendre au Seigneur Roi Don Jean IV. lequel, ſuivant le Droit qu'il avoit receu de la Ducheſſe Catherine ſon Ayeule, étoit le legitime Roi & Heritier de ce Royaume.

Pour toutes ces raiſons ledit Roi Don Jean fondé ſur un titre ſi juſte étoit en droit d'accepter la Proclamation & la reſtitution qu'on lui a faite de la Couronne, & de ſe rétablir lui même ſur le Trône, puisque la nature avoit attaché à ſa perſonne le Droit de poſſeder cette Succeſſion dont on avoit dépouillé ladite Ducheſſe ſon Ayeule par la force des armes, puisque ni elle, ni le Seigneur Duc Don Theodoſe ſon Fils n'ont oſé entrepêndre de s'en mettre en poſſeſſion pour ne ſe mettre au hazard de perdre la vie & leurs Etats. Ainſi lorsque le même Seigneur Don Theodoſe reconnut dans l'Aſſemblée des Etats le Roi Catholique de Caſtille pour ſon Prince; Il fit en même tems ſes proteſtations legitimes par un Acte particulier, ſigné de ſa main & ſcellé de ſon ſceau, prenant à témoins les ſaints qui ſont dans le Ciel, puisqu'il ne pouvoir alors avoir aucune confiance à tous hommes qui étoient ſur la Terre.

Ce qui étant bien conſideré, bien que ladite Proteſtation n'ait point été intimée juridiquement, il a pû neanmoins par là conſerver ſon Droit, jusques à ce que lui ou ſes Succeſſeurs trouvaſſent l'occaſion de s'en ſervir en tems & lieu. C'eſt ce que le Seigneur Roi Jean IV. ſon Fils n'a pû mettre en execution que dans le tems preſent, par le conſentement & la Proclamation unanime des Peuples, & par la reſtitution que tout le Royaume en general lui a fait de la Couronne, non ſeulemeur ſelon la rigueur des Loix & la juſtice du Droit qu'il avoit à ladite Succeſſion, mais auſſi par rap-

1641 port aux qualitez éminentes, & aux vertus qui ſe rencontrent dans ſa perſonne, & qui ſeules feroient capables, ſans aucun autre Droit, de le faire elire pour Monarque de ces Royaumes, ſuppoſé le mauvais état où le Gouvernement des Rois Catholiques de Caſtille l'avoient reduit.

C'eſt pourquoi le ſusdit Royaume tenant pour conſtant, que ce qu'il a executé doit ſubſiſter, & perſuadé que c'eſt par la volonté de Dieu manifeſtée par des prodiges qui ont paru dans le Ciel, que le rétabliſſement de ce Prince ſur le Trône a été reſervé juſqu'à ce tems; les trois Etats ont fait en peu de mots de leur propre mouvement cette Déclaration ſignée de tous, afin que par ce premier Acte de cette Aſſemblée, la poſterité ſoit informée avec combien de juſtice toutes ces choſes ont été établies & executées; & l'on remet à faire une preuve plus ample de toutes les choſes ci-deſſus alleguées tant pour le fait que pour le Droit, par un Livre qui ſera imprimé & mis au jour ſur cette matiere au nom de tout le Royaume.

CCCLXXIV.

Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis Privilegium, Civitati Hamburgenſi conceſſum, de libertate Commercii, Anno 1661.

1661 CAROLUS Dei gratia Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defenſor &c. Omnibus & ſingulis, ad quos præſentes Literæ pervenerint, ſalutem. Cum a libera Imperiali Civitate Hamburgenſi, per Literas ſuas ſecundo menſe Octobri ad Nos datas, humillime petitum fuerit, ut ſibi Subditiſque ſuis de Edicto quodam Parliamentario 25. Aprilis anni præterlapſi ſupra milleſimum ſexcenteſimi & ſexageſimi, circa Navigationem & Commercia promulgato, gratioſam noſtram Diſpenſationem concederemus. Nos ſingularem noſtram in dictam Civitatem animi propenſionem ſecuti, nec non antiqui ejus in nos majoreſque noſtros ſtudii & affectus memores, dedimus, conceſſimus & declaravimus, & per præſentes haſce Literas damus, concedimus & declaramus, quod Civibus atque Incolis, Nautis & Mercatoribus dictæ Civitatis Hamburgenſis liceat impoſterum & permittatur, ſicut antehac conſueverunt, ſine ullo metu confiſcationis, moleſtationis aut ullius periculi appellere in Angliam, aliaque Regna, Provincias, & Portus Regiæ noſtræ Dominationi ſubjectos, ibique Commercia exercere, eadem libertate, qua antehac ſunt ſoliti; idque Navibus quibus utuntur aut uſuri ſunt, ad prædictæ Civitatis ſubditos, proprie, abſolute & in perpetuum pertinentibus, ibique fabrefactis, aut aliunde jam antehac coëmptis, nullis vero conductis: quodque Magiſter Navis, Nautæque miniſtrantes, aut major eorundem numerus Cives ſint aut Incolæ prædictæ Civitatis, advehantque Merces non ſolum in Germania productas aut factas, ſed & quæ aliunde in Portum ejusdem Civitatis communiter primo advehuntur, ut alio inde

inde transportentur, præfato Edicto 25. April. vel alio quocunque Statuto, Lege, Constitutione vel Consuetudine in contrarium utcunque non obstante: Cum quibus omnibus præsentibus hisce dispensavimus & dispensamus. Dabantur in Palatio nostro Westmonasteriensi die 26. Julii Anno Domini 1661. Regnique nostri decimo quarto. 1661

Ad Mandatum Serenissimi Domini Regis,

EDUARD NICHOLAS.

CCCLXXV.

Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis Privilegium, Civitati Lubecensi datum de libero Commercio, An. 1661.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint, Salutem. Cum Civitatis liberæ Imperialis Lubecæ nomine per ejusdem Civitatis Syndicum & Ablegatum Martinum Benckelium aliquot exhibitis Memorialibus decenter ac humillime petitum esset a nobis, ut declaretur, quod Statutum in favorem Navigationis Anglicanæ 25. die Aprilis, anni superioris a nobis publicatum, & nuper hoc anno Parliamenti authoritate confirmatum, non extendat aut prohibeat, quin liceat sibi imposterum sicut hactenus sine ullo metu confiscationis, molestationis aut ullius periculi continuare Commercium & Navigationem suam ad Regnum nostrum ejusque Loca, Urbes & Portus. Nos re ad Consilium nostrum delata, & ex meritis suis perpensa declaravimus, & hisce Litteris declaramus, licere omnino dictis Lubecensibus Nautis & Mercatoribus imposterum, sicut hactenus consueverunt, sine ullo metu confiscationis, molestationis aut ullius periculi venire in Angliam, aliaque Regnorum nostrorum Loca, & transportare illuc in suis propriis Navibus, Merces non solum in Germania productas, aut inde venientes, sed etiam ex Norwegia, Suecia, Livonia, cæterisque locis ad Mare Balthicum sitis, ubi dictæ Merces communiter solent apportari, aut ubi sunt vel fuerunt plerumque allatæ, ut alio transportentur. In cujus rei fidem præsentes Regali Sigillo nostro corroborari fecimus, manuque nostra subscripsimus. Datæ apud Palatium nostrum Westmonast. 10. die Augusti, Anno Domini 1661.

CCCLXXVI.

Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis Privilegium Civitati Gedanensi concessum de libero Commercio, An. 1661.

CAROLUS &c. Omnibus ad quos &c. Cum Proconsules Civitatis Gedanensis Literis suis ad nos 28. die Mensis &c. a Nobis petierint, ut Statutum a Nobis promulgatum, quo prohibetur, ne ulla posthac Mercimonia in Regna nostra invehantur, præterquam in

1661 in Navibus vel nostratibus, vel eorum Locorum propriis, ubi dicta Mercimonia crescunt aut fiunt; non extendatur ad præjudicium dictæ Civitatis, Naviumque inde in Angliam Commercia agentium: Nos ex gratia nostra singulari, & in testimonium Amicitiæ nostræ erga dictam Civitatem declaravimus, ac præsentibus hisce declaramus, licere omnino dictis Gedanensibus Nautis ac Mercatoribus imposterum, sicut hactenus consueverunt, in Portus & Loca Regnorum nostrorum navigare & ibi Commercia agere. Proviso quod dicti Nautæ & Mercatores, vel eorum Factores, Juramento coram Officiariis nostris præstito confirment, Naves, quibus utuntur aut usuri sunt, ad Gedanenses proprie, absolute & in perpetuum pertinere, esseque ab ipsis fabrefactas aut pretio emptas, non mercede solum conductas, quodque Nautæ supradictarum Navium, aut major eorum numerus, dictæ Civitatis Gedanensis Incolæ sint. Proviso etiam quod Mercimonia in dictis Navibus onerata vel oneranda, in Territoriis dictæ Civitatis, vel in Borussia crescant aut fiant, vel saltem aliunde in Portum Gedanensem communiter primo advehantur, ut inde in alia loca & regiones transportentur. Quibus singulis rite præstitis & observatis; Volumus, ut dicti Nautæ & Mercatores Gedanenses libere navigent in Regna nostra, ibique Commercia agant, absque metu confiscationis, molestationis aut ullius periculi, non obstante prædicto Statuto. In cujus rei testimonium hasce Literas nostras Regali Sigillo nostro muniri fecimus, & manu nostra subsignavimus. Datæ &c.

CAROLUS REX.

CCCLXXVII.

Tractatus foederis, amicitiæ & Commerciorum inter Carolum II. Regem Magnæ Britanniæ & Regem Sueciæ Carolum XI. initus, An. 1661.

NOS CAROLUS Dei gratia, Svecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, & Princeps Hæreditarius, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux &c. Constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit, quum desiderio renovandæ, cum Serenissimo & Potentissimo Principe Fratre, Consanguineo, Amico & Fœderato nostro Charissimo Domino CAROLO ejus nominis secundo, DEI gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, Fidei Defensore, &c. Amicitiæ antiquæ, Fœderisque mutui pangendi in Angliam miserimus non modo nuper Legatum nostrum Extraordinarium, sed etiam ante hac Ablegatum Extraordinarium, Plenipotentiarios nostros, iique singularem altissime memorati Regis propensionem in communem Regnorum conjunctionem & necessitudinem pariter experti

perti essent, factum est, ut ab ea quoque parte constitutis & plena potestate munitis Commissariis de Amicitia consolidanda & Fœdere pangendo congressus disceptationesque hinc inde Londini haberentur, atque Negotium ipsum eo proveheretur, ut in sequentem Tractatum in eoque comprehensos Articulos rite conveniretur. 1661

Postquam Serenissimo ac Potentissimo Principi ac Domino CAROLO, DEI Gratia Svecorum, Gothorum Vandalorumque Regi & Principi Hæreditario, Magno Principi Finlandiæ, Duci Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ, Vandaliæque, Principi Rugiæ, Domino Ingriæ & Wismariæ, nec non Comiti Palatino ad Rhenum, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Duci &c. Strictissimæ illius Amicitiæ mutuorumque Commerciorum Exercitium, inter Inclyta Regna Sueciæ & Angliæ tot seculis indesinenter vel tum, hoc præcipue tempore novis legibus firmare ac stabilire visum fuisset, cum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus CAROLUS ejus nominis secundus DEI Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. avita sua Regna felicissime vindicasset, & eum insimul in finem altissime memorata S.R.M. Sveciæ ad S. R. M. Magnæ Britanniæ misisset Legatum suum Extraordinarium cum plena Potestate, Illustrissimum atque Excellentissimum D. Nicolaum Brahe suum & Regni sui Senatorem, Admiralem & Collegii Admiralitatis Consiliarium, Comitem in Visingsburg, L. Baronem de Cajana, Dominum de Ridboholm & Scaffuegen, &c. ut solenni gratulationis officio perfunctus mutuæ etiam Amicitiæ & Commerciorum Fœderi, de cujus formula & tenore inter S. R. M. Sueciæ Consiliarium status, & ad S. R. M. Magnæ Britanniæ Ablegatum Extraordinarium, Perillustrem & Nobilissimum Dn. Johannem Fridericum de Frisendorff, Dominum in Herdicke & Kyrup &c. (quippe cui jam antea peculiari Plenipotentia de his Negotiis tractandi facultas data erat) & S. R. M. Magnæ Britanniæ ad istum Actum specialiter Deputatos Dominos Commissarios hactenus agitatum fuerat, ultimam manum imponeret. Cumque a Sacra Reg. Majestate Magnæ Britanniæ eandem propensionem ac voluntatem fovente, Illustrissimi atque Honoratissimi Domini e Sanctiori S. R. Majestatis Consilio, nimirum Dominus Thomas Comes de Southampton, summus Angliæ Thesaurarius, Dominus Johannes, Baro Roberts Custos privati Sigilli, Dominus Eduardus Comes Mancestriæ, Camerarius Hospitii Regii, D. Georgius Comes Norvici, Capitaneus Satellitii Regii, Dominus Arthurus Comes de Anglesey, D. Fridericus Baro Cornvallis, Thesaurarius Hospitii Regii, Dominus Antonius Baro Ashly, Cancellarius Scaccarii Regii, D. Georgius Carteret Eques Auratus & Baronettus, Vice-Camerarius Hospitii Regii, Eduardus Nickolas Eques Auratus, unus, & Guilielmus Morice, Eques Auratus, alter primariorum Regiorum Secretariorum solenniter ad hoc Negotium constituti essent, supra-

 dictus

1661 dictus Dominus Legatus una cum Domino Ablegato cum his congressus est, habitisque hinc inde variis consultationibus, tandem DEO benedicente, in sequentes Articulos, clare, perspicue ac irrevocabiliter utrinque conventum fuit.

I. Inprimis conclusum & concordatum est, quod inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ab una & Sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ ab altera parte, atque universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Regiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives, Incolas & omnes omnino Subditos & Inhabitantes, bona imposterum, sincera, firma ac perpetua sit maneatque Pax, Amicitia, benevolentia atque correspondentia, adeo, ut Pars utraque amore & affectu integerrimo se invicem complectatur.

II. Prædicti Confœderati & Ditionis utriusque Subditi, Populus ac Incolæ, (ubi occasio dabitur) mutuum commodum curabunt ac promovebunt; certiores se invicem quoque facient, si alterutri pericula imminentia in alterum, conspirationes ac machinationes inimicorum innotuerint, iisque, quantum in illis fuerit, obstabunt, ac illos impedient. Neutri etiam confœderatorum licitum erit, neque per se, neque per alios quoscunque agere, tractare aut conari quicquam alterius incommodo vel damno Terrarum aut Dominiorum alterius qualiumcumque, ubivis loci, sive Mari sive Terra, Hostes ejus, Rebelles aut Inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit, neque Rebellium ac Proditorum quenquam, qui adversus Statum alterius quicquam molietur, in Ditiones suas recipiet aut admittet, multo minus consilium, auxilium aut favorem illis præstabit, vel tale quid per Subditos, Populum ac Incolas suos præstare sinet aut permittet.

III. Prædicti Reges & Regna omni cum candore studioque in illam curam incumbent, ut (quantum in illis fuerit) submoveantur impedimenta, quæ Confœderatorum libertatem Navigationis & Commercii, tum invicem inter utramque amicam Gentem, tum per Ditiones, Terras, Maria & Flumina utriusque cum aliis Populis atque Gentibus hactenus interturbarunt. Prænominatam autem libertatem Navigationis & omnis utrinque Mercaturæ contra Turbatores quoscunque asserere, stabilire, defendere atque provehere, hisce de quibus in hoc Tractatu convenit, vel de quibus posthac conveniri poterit rationibus integerrime adnitentur, nihil vero sinent neque per se, subditosque aut Populos suos, neque sua ullatenus culpa huic Instituto adversum committi aut perpetrari.

IV. Liberum sit utrique prædictorum Confœderatorum, & Incolis ac subditis illorum, terrestri vel maritimo, & quocunque denique itinere, in alterius Confœderati Regna, Regiones, Provincias, Terras, Insulas, Urbes, Villas, Oppida murata vel non murata, munita vel immunita, Portus, Dominia vel Ditiones quascunque libere ac secure, absque licentia vel Salvo Conductu generali aut

spe-

ſpeciali ingredi, ire atque inde redire, ibidem commorari aut eaſdem transire, & omnia interim victui uſuique ſuo neceſſaria emere, atque pretio pro lubitu comparare, omnique benevolentia tractentur. Etiam ſit fas utrique Confœderatorum, ſubditisque eorum, Civibus ac Incolis, mercari, Mercaturam facere, & Commercia exercere in omnibus locis, in quibus hactenus Commercium exercebatur uspiam, quibuscunque in rebus ac Mercibus non prohibitis allubeſcit, atque eas importandi exportandique pro arbitrio cujuscunque copia dabitur, ſolutis ſemper Teloniis debitis & obſervatis Legibus ac Ordinationibus utriusque Regni, ſive Mercaturam, ſive jus aliud reſpicientibus: Quibus præſuppoſitis, Populus, ſubditi ac Incolæ unius Confœderatorum habeant ac poſſideant in Regionibus, Terris, Dominiis, ac Regnis alterius tam larga ac ampla Privilegia, tantasque relaxationes, Libertates Immunitatesque, quantas peregrinus quilibet poſſidet vel poſſidebit in dictis utrinque Dominiis ac Regnis. 1661

V. Mercatores, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, homines quicunque, Naves, & omnia in univerſum Mercimonia & Bona Confœderati alterius ejusque Subditorum ac Incolarum, nullo publico privatove nomine, vi alicujus Edicti generalis aut ſpecialis, in Terris, Portubus, Stationibus, Littoribus vel Ditionibus quibuscunque alterius Fœderati in uſum publicum, Expeditiones bellicas, aliamve ob cauſam multo minus in uſum cujusquam privatum apprehendantur, per arreſta detineantur, violentia aliqua vel ulla ejusdem ſpecie cogantur, nullave afficiantur moleſtia vel injuria. Cautum tantummodo ſit, Arreſta juri ac æquitati conſentanea non prohiberi, ſi ſecundum ordinarias Legum Formulas fiant, nullisve privatis cujusque affectibus impune indulgeantur, ſed pro Juris ac Juſtitiæ Adminiſtratione evitari non poſſint.

VI. Quodſi una pluresve Naves alterutrius Confœderatorum ſive bellicæ ſive onerariæ ac privatæ, Subditorum, Civium & Incolarum ejus, procellis abreptæ fuerint, vel perſequentibus Piratis, inimicis ac hoſtibus, vel alia urgente neceſſitate ac ratione in Portus ſtationesque, vel ad Littora quæcunque alterius Confœderati appellere cogantur, benigne, omnique humanitate ibidem excipiantur, & amica gaudeant protectione, nullo autem modo impediantur, quo minus integrum omnino habeant reficere ſe, & omnia victui, reparationi atque commodo ſuo inſervientia æquo pretio comparare. Nulla quoque ratione prohibeantur ex Portu ſtatione que viciſſim pro lubitu ſolvere ac egredi, non ſolutis Teloneis & Conſuetudinibus, dummodo adverſus ſtatuta, Ordinationes, & Conſuetudines loci, in quem ſubductæ Naves fuerint, aut ubi commorantur, nihil committatur vel peccetur.

VII. Pari ratione ſi Naves una pluresve, publicæ aut privatæ alterutrius Confœderati, ejusdemque Subditorum ac Incolarum ad Oras aut in Ditionibus quibuscunque alterius Fœderati impegerint, jacturam fecerint, vel (quod DEUS avertat) naufragium & damnum

1661 mnum quodcunque paſſæ fuerint, aut impoſterum patientur, detrimentum paſſis benevole & amiciſſime ſubveniatur, atque auxilium illis pro convenienti præmio feratur, adeo ut quicquid ex jactu, naufragio vel quocunque damno ſuperfuerit, ſalvetur, conſervetur & Dominis ac Proprietariis ſuis reſtituatur, dummodo ipſi vel eorum Plenipotentiarii aut Procuratores intra unius anni ſpatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves & Bona ſibi vindicaverint, ſalvis ſemper Juribus ac Conſuetudinibus utriusque Nationis.

VIII. Quodſi ſubditi & Incolæ alterutrius Confœderatorum ſive Mercatores ſint, eorumque Factores, Servi, Navarchi, Nautæ, ſive aliam ob cauſam in alterius Fœderati Ditionibus iter facientes aut degentes, vel nomine eorum quicquam acturi coram Juſtitiæ Foro vel exigendis debitis ſuis, vel ob alias legitimas rationes, Magiſtratuum auxilio ibidem indiguerint, id illis prompte & pro æquitate cauſæ benigne præbeatur, atque Juſtitia ſine prolixis & non neceſſariis ambagibus adminiſtretur. In peragendis Negotiis, contrahendis Mercibus, accipiendo pro illis ſolutione atque pretio, perficiendisque in itineribus ſuis, nullo modo aut prætextu impediantur, ſed amiciſſima ubique experiantur officia. Liberum etiam illis utrinque ſit, euntibus, redeuntibus & obambulantibus in Littoribus, Navibus, Portubus & publicis ubicunque locis alterius Confœderati Arma portatilia in privatam defenſionem geſtare, modo nequaquam præbeant Præfectis & Magiſtratibus cujuscunque loci juſtam ſuſpicionem de machinationibus ullis adverſus Pacem publicam vel privatam. Imprimis vero quicunque modeſte ſe geſſerit vixeritque, ab omni injuria, vi ac moleſtia protegatur.

IX. Liceat prædictis Confœderatis & ſingulis utriusque Populis Subditisque emere ac exportare ex ſingulis utriusque Regionibus, Dominiis ac Regnis, omnis generis Armaturam, & qualemcunque apparatum bellicum, & Navigia in quoslibet alterius Portus, Stationes ac Littora, tuto ac libere ſubducere, ad illas appellere, ibidem commorari atque inde exire, modo ſe gerant modeſte, pacate & conformes Locorum ſingulorum Legibus ac Conſuetudinibus, neque Libertatem Commerciorum ulla ratione ibidem impediant. Pariter Naves bellicæ & Præſidiariæ habeant quidem liberum acceſſum in Portus, Stationes, Fluminave alterius Fœderati iisque ſtare ibi in anchoris, manere, rurſusque abire ſine ulla injuria aut moleſtia liberum erit, his tamen ſervatis Conditionibus:

1. Ut quinque vel ſex Navium numerum Claſſis non excedat, quam absque indicio prius facto in Portus Fœderati deducere integrum ſit.

2. Ut absque ulla interlabente mora Claſſis & Navium Præfectus exhibeat Salvi-Conductus ſui Literas Arcis, Munimenti, Urbis aut Provinciæ Præfecto vel Magiſtratui, ubicunque appulerit, cauſas adventus ſui notas faciat, ſimulque aperiat, in quem finem, &

quanto

quanto tempore in Portu illo aut ſtatione permanere conſtitutum habeat. 1661

3. Ut Naves ejusmodi non juſto propius ad ipſa Caſtella vel Munimenta appellant aut ſubſiſtant.

4. Ut non ultra quadraginta ſimul vel turmatim, & numero ad ſuspicionem compoſito Nautæ, Sociique Navales & Milites in Terram deſcendant.

5. Ut nemini, ne hoſtibus quidem ſuis, ibidem damnum inferant; Mercatoriis imprimis Navibus quibuscunque exitum vel ingreſſum non prohibeant aut difficilem faciant.

6. Ut inde tanquam ex ſtatione ſua non egrediantur, redeantque infeſtandæ cujuscunque Gentis Navigationi.

7. Ut omni modo vivant, gerantque ſe modeſte & conformes Locorum ſingulorum Legibus & Conſuetudinibus, & imprimis mutuæ Confœderatorum Amicitiæ. Si vero alteruter Confœderatorum utile aut neceſſarium duxerit, majori Navium numero alterius Fœderati Portus ingredi, & commoditatibus illius frui, ſignificabit id Confœderato ſuo duobus ante menſibus, atque tum de modo & ratione admittendi easdem conveniet. Quodſi alterutrius Naves tempeſtatum Maris vel Hoſtium periculo in alterius Portus adigantur, eo in caſu adventus cauſa Gubernatori vel primario Loci Magiſtratui ſignificetur, nec diutior mora ibi trahatur, quam quæ à Gubernatore vel primario Magiſtratu conceſſa fuerit; obſervatis ſemper ſupra indigitatis hoc Articulo Legibus & Conditionibus.

X. Fas ſit Sueciæ ſubditis ac Incolis quibuscunque tuto ac ſine moleſtia iter facere in Anglia, omnibusque illius Ditionibus, & easdem tranſire Terra vel Mari quocunque libuerit, ad Gentes alias quascunque, atque cum illis Commercium inſtaurare, & Mercaturam in omni Mercimoniorum genere liberrime exercere, illasque iſthuc advehere, indeque evehere: iisdemque fruantur Libertatibus Magnæ Britanniæ Regis Subditi, in Regnis, Dominiis ac Territoriis Sueciæ Regis, ea conditione, ut obſerventur utrinque Leges, Ordinationes, ac jura peculiaria cujusque Gentis, quæ Commercia & Mercaturam concernunt.

XI. Quamvis ſuperioribus Articulis hujus Fœderis ac Amicitiæ Legibus prohibitum ſit, ut neuter Confœderatorum alterutrius Hoſtibus auxilium atque ſubſidium præſtet, ſubintelligi tamen nullo modo debet, Commercia & Navigationem illi Confœderato, ejusque Subditis ac Incolis, qui Bello non eſt immixtus, cum Hoſtibus illius Fœderati, qui in Bello verſatur, omnino denegata eſſe. Cautum tantum modo ſit interim, ne merces ullæ vocatæ Contrabandæ & ſpecialiter nec pecunia, nec commeatus, nec Arma, Bombardæ cum ſuis Igniariis & aliis ad eas pertinentibus, ignes miſſiles, Pulvis tormentarius, fomites, alias Lunten, Globi, Cuspides, Enſes, Lanceæ, Haſtæ, Bipennes, Tormenta, Tubi Catapultarii, vulgo Mortaria, inductiles Sclopi, vulgo Petardæ, Glandes Igniariæ, miſſiles, vulgo Granadæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandaliers, Salpetræ,

1661 træ, Sclopeti, Globuli, ſeu Pilæ quæ Sclopetis jaculantur, Caſſides, Galeæ, Thoraces loricatæ, vulgo Cuiraſſes, & ſimilia Armaturæ genera, Milites, Equi, omnia ad inſtruendos Equos neceſſaria, Sclopethecæ, Balthei & quæcunque alia bellica Inſtrumenta, uti nec Naves Bellicæ & Præſidiariæ Hoſtibus ſuppeditandæ devehantur ad alterius Hoſtes, ſine periculo, ſi ab altero Confœderatorum deprehendantur, quod prædæ cedant abſque ſpe reſtitutionis. Neque Confœderatorum alteruter ſinat, ut ſuorum cujusquam opera Hoſtes aut perduelles alterius utantur, Navesque vendantur, commodentur, ullove modo uſui ſint alterius hoſtibus aut perduellibus, ad ejus incommodum aut detrimentum; Alterutri autem Confœderatorum ejusve Populo Subditisve cum alterius Hoſtibus Commercium habere, iisque Merces quascunque (de quibus ſupra exceptum non eſt) advehere licebit, idque ſine ullo impedimento, niſi iis in Portubus, locisque, qui ab altero obſidentur: Quod ſi acciderit, vel Obſeſſoribus Bona ſua divendere, vel ad alium quemvis Portum non obſeſſum libere ſe conferre permiſſum erit.

XII. Ne vero libera ejusmodi Navigatio, aut Tranſitus Fœderati unius, ejusque Subditorum ac Incolarum, durante Bello alterius Fœderati Terra Marive cum aliis gentibus fraudi ſit alteri Confœderato, Mercesque & Bona hoſtilia occultari poſſint, dolis prætexendo amici nomen, ea ratio amovendæ ſuſpicioni fraudique placuit, quod Naves, Plauſtra, Merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes in itineribus ac Navigationibus ſuis, muniti omnino eſſe debeant Salvi-Conductus, vulgo vocati Paſſe-portus & Certificationum Literis, quarum tales ut infra ſcriptæ ſunt Formulæ de verbo in verbum obſerventur & a ſupremo illius Provinciæ & Civitatis Magiſtratu, aut Principalibus Coſtumarum & Teloneorum Commiſſariis ſubſcribantur, ſignenturque, veraque nomina Navium, Vehiculorum, Mercium & Navarchorum ſpecificentur, dies quoque & tempora fideliter & absque ulla fraude, una cum aliis iſtius modi deſcriptionibus, quæ in ſequenti Salvi-Conductus & Certificationis Formula expreſſæ ſunt, notentur. Quare ſi ullus, qui ſub fide illius Juramenti, quo Regi, Statui vel Civitati ſuæ obſtrictus eſt, aſſeveraverit vera ſe protuliſſe, ſufficientibus rationibus convincatur, fraudem aliquam ſuo conſenſu ſub illa ejus aſſertione celatam fuiſſe, is ſe vere & ſicut transgreſſor ejusdem Juramenti puniatur.

Nos N. N. Gubernator aut ſupremus Magiſtratus, aut Teloneorum & Coſtumarum Commiſſarii Civitatis vel Provinciæ N. (appoſito titulo aut officio reſpective Gubernamenti iſtius Loci) notum teſtatumque facimus, quod die menſis . . . anni . . . perſonaliter coram nobis comparuerint in Civitate aut Oppido N. Ditionis Sacræ Regiæ Majeſtatis Sueciæ, vel Sacræ Regiæ Majeſtatis Magnæ Britanniæ (quemadmodum caſus fuerit) N. N. N. Cives & habitantes in N. ac ſubditi Sacræ Reg: Maj. Sueciæ, vel S. R. M. Magnæ Britanniæ ſub atque fide illius Juramenti, quo S. R. M. Sueciæ Domino noſtro Clementiſſimo & Civitati noſtræ, vel S. R. M. Ma-

gnæ

gnæ Britanniæ & Civitati nostræ attinentur & obstricti sunt, nobis declaraverint, quod Navis aut Navigium N. dictum; N. Lastarum aut Tonnarum capax, pertineat ad Portum, Civitatem aut Oppidum N. Ditionis N; quodque dicta Navis ejus aut Subditorum S. R. M. Sueciæ, vel S. R. M. Magnæ Britanniæ justo titulo propria sit, jam vero de Portu N. iter vel itinera directe destinasse ad N. sequentibus onustam mercibus, videlicet (hic specificentur Bona cum quantitate & qualitate eorum e. g. tot circiter plaustra vel involucra, tot circiter dolia &c. quemadmodum quantitas & conditio Mercium fuerit, iidemque asseveraverint sub Juramento prædicto, tantum N. ex dictis Bonis Mercibusque ad Subditos S. R. M. Sueciæ, vel S. R. M. Magnæ Britanniæ, vel tantum N. ad N. N. N. (cujuscunque Nationis possessores fuerint, exprimatur) pertinere, quodque N. N. N. sub fide dicti Juramenti affirmaverint, dicta Bona superius specificata & non alia, esse imposita aut imponenda in prænominatam Navim pro dicto itinere, & quod nulla pars eorum Bonorum ad alium quenquam pertineat, quam hosce supra dictos, neque in illa sub quocunque fictitio nomine alia Bona colorata aut celata sint, sed vere ac realiter prænominatas Merces in usum dictorum Proprietariorum impositas esse, & non aliorum, quodque dictæ Navis Navarchus nominatus N. Civis sit Civitatis N. idcirco cum post exactam examinationem nobis supradictis (Gubernatori aut supremo Magistratui aut Teloneorum & Costumarum Commissariis Civitatis prædictæ) sufficienter constet, dictam Navim aut Navigium, Bonaque imposita libera esse, ac vere & realiter pertinere ad Subditos S. R. M. Sueciæ, vel S. R. M. Magnæ Britanniæ, vel aliarum Nationum Incolas supradictos: Ab omnibus proinde ac singulis Terrarum Mariumque Potestatibus, Regibus, Principibus, Rebuspublicis ac Liberis Civitatibus, nec non Bellorum Ducibus, Thalassiarchis, Generalibus, Officialibus Portuumque Præfectis, aliisque omnibus, quibus custodia aliqua Portus aut Maris commissa est quibuscunque Navim hanc navigando obviam venire, quorumcunque in classes forte incidere & transire, aut in Portubus morari contigerit, humillime & officiose requirimus, ut ratione Fœderum & Amicitiæ, quæ respective unicuique aut superioribus cujuscunque est, ac cum Sacra Regia Majestate Sueciæ, Rege ac Domino nostro Clementissimo, vel cum Sacra Regia Majestate Magnæ Britanniæ, Rege ac Domino nostro Clementissimo, intercedit, dictum Navarchum cum Navi N. & personis, rebus ac Mercimoniis ad eandem spectantibus, non modo sine impedimento ac molestiis iter suum libere prosequi permittant, sed etiam si ex dicto Portu alio quovis tendere commodum duxerit, ei tanquam S. R. M. Sueciæ, vel S. R. M. Magnæ Britanniæ Subdito cum Navi sua omnia humanitatis officia exhibeant, eadem vicissim a S. R. M. Sueciæ, vel a S. R. M. Magnæ Britanniæ omnibusque ejus ministris & subditis in pari vel alio casu experturi. In cujus rei fidem præsentes manu subscriptas Civitatis nostræ Sigillo muniri curavimus. Dabantur &c. 1661

Ubi

1661 Ubi igitur Merces, Navigia, homines alterutrius Confœderatorum, ejusque Subditorum ac Incolarum in aperto Mari, Portubus, Stationibus, Terris ac Locis quibuscunque obvia aut obvii fuerint Navibus bellicis aut privatis, vel hominibus subditis ac Incolis alterius Confœderati, exhibitis duntaxat prædictis Salvi-Conductus & Certificationum Literis, nihil ulterius ab iis exigatur, in Bona, Navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuria, damno aut molestia afficiantur, sed prosequendo itineri ac instituto suo liberrime dimittantur. Quodsi vero solemnis hæc & stata Certificationis Formula non exhibeatur, aut alia aliqua justa atque urgens suspicionis causa sit, quare Navis visitari debeat, quod hoc solum casu & non aliter permissum intelligi debet, tunc si Hostis Bona in Confœderati Navigio reperiantur, quod ad Hostem pertinet, prædæ solummodo cedat, quod vero ad Confœderatum, illico restituatur.

Idem etiam observari debet, si Bona alterius Confœderati in Hostili Nave reperiantur, si ab alterutra parte adversus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit, uterque Confœderatorum contravenientibus Subditis ac Incolis suis pœnam quam severissimam, qualis summis criminibus pro vilipendio & transgressione Regiorum Mandatorum debetur, infligi, læso ab altero Confœderato, vel ejus Subditis ac Incolis, quorum summarissima probatio extra sinuosas ambages Judicii amitti debet, de jactura omni ac impensis plenarie ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit.

XIII. Neuter horum Fœderatorum Naves, Navigia, Bona, Merces alterius, ejusve Populi, Subditorumve Mari aliove in loco ab Hostibus se Rebellibus captas abduci suos in Portus Ditionemque permittat, imo istius modi ne fiat, palam prohibeat. Quodsi quæ Naves, Navigia, Bona, Mercesque alterutrius, Populive aut Subditorum ejus in alto aliove loco captæ, in alterius Portus Regionesque ullo ab Hoste seu Rebelle Fœderatorum eorumve alterutrius apportabuntur, divendi eas, ullamve earum partem in illo Portu aliave Ditione sua non sinat. Ut etiam Magister Navis aut Navigii hunc in modum capti, ut & Nautici cæterique Vectores simul atque advenerint, protinus liberentur, curet, una cum omnibus Captivis alterius Regni subditis, quotquot simul adducentur, neve prædictam Navim Navigiumque, eo in Portu commorari permittat, quinimo eam cum Bonis, Mercibus & onere confestim exire Portu jubeat; Proviso tamen, ne hoc Articulo Fœderibus ab altero Confœderatorum cum aliis Nationibus antea initis præjudicium aliquod afferatur: ubi vero illa non obstante, supradictus Articulus plenum vigorem obtinebit.

XIV. Si contigerit quoque in posterum durante hac Amicitia & Fœdere quemquam e Populo ac Subditis alterutrius Confœderatorum agere vel moliri aliquid contra hoc Fœdus vel aliquam ejus particulam Terra, Marive vel ullibi Aquarum, hæc Amicitia,

Fœdus

Fœdus Pactumque inter prædictos Confœderatos non eo nomine 1661 interruptum ac dissolutum erit, sed nihilominus perdurabit ac permanebit integrum. Dabunt autem pœnas homines illi particulares soli, quotquot hoc fœdus violaverint, ac injuriam accipientibus Jus & Justitia administrabitur & fiet satisfactio omnis damni atque injuriæ intra duodecim mensium spatium, post restitutionem postulatam.

Quodsi prædicti delinquentes & perpetratæ violentiæ rei sistere se ac submittere Justitiæ, vel infra præfinitum diem satisfacere recusaverint, illi, quicunque tandem sint, renuntiabuntur utriusque Status inimici, & eorum facultates, Bona ac res quales & quantæcunque confiscabuntur & venum dabuntur, ad plenam & justam injuriarum satisfactionem, quas fecerint, ipsique delinquentes & rei, ubi in potestatem alterutrius Status venerint, meritis insuper pœnis pro delicti natura afficientur.

XV. Præsens Tractatus ac Confœderatio nihil derogabit præeminentiæ, Juri ac Dominio cuicunque alterutrius Confœderatorum in suis Maribus, Fretis atque Aquis quibuscunque, sed habeant retineantque sibi eadem pari amplitudine qua hactenus gavisi sunt, & quæ illis jure competit.

XVI. Cum primarium itaque sit institutum hujus Fœderis, ut talis libertas Navigationis & Mercaturæ, qualis in superioribus Articulis descripta est, utrique Fœderato, Subditis ejus ac Incolis utrinque sit ac maneat in Mari Baltico, Freto Oresundico, Mari Septentrionali, Occidentali, Britannico, Mediterraneo ac Canali, cæterisque in Europa Maribus; communi itaque consilio, ope & auxilio integerrime allaborabitur, ut prædicta mutuaque Libertas Navigationis & Mercaturæ in omnibus prænominatis Maribus ac Fretis stabiliatur, promoveatur atque (si occasio ita tulerit) defendatur contra turbatores, qui interrumpere illam, prohibere, impedire, vel ad nutum suum, injuriamque Confœderatorum constringere aut cogere voluerint. Benevolentiam item atque promptitudinem provehendis alterius Confœderati commodis, & amoliendis incommodis, uterque prædictorum Confœderatorum benignissime invicem præstabit, salvis tamen Fœderibus utrique Genti cum aliis Regnis, Rebuspublicis & Nationibus, quæ antehac inita sunt, & vigorem obtinuerunt. Nullatenus autem in posterum alteruter Confœderatorum Fœdus inibit aut quicquam pacifcetur cum aliis peregrinis Gentibus ac Nationibus quibuscunque in præjudicium qualecunque præsentis invicem Fœderis, nisi præscio & consentiente altero Fœderato, aut si quicquam aliter cum aliis posthac pactum fuerit, pro irrito habeatur, cedatque omnino huic mutuæ Conventioni.

XVII. Hæc vero, in quæ superioribus Articulis consensimus, obtinebunt confestim ab hoc eodem temporis momento omnimodum vigorem, atque sincere ab utraque parte, omnibusque, qui obedientia, fide ac obsequio utrinque attinentur, rite observabuntur.

1661 tur. Quo autem in posterum eo magis stabilia ac firma sint maneantque, tum a S. R. M. Sueciæ, Domino nostro Clementissimo, tum a S. R. M. Magnæ Britanniæ, intra sex Mensium spatium propriis ipsorum invicem manuum subscriptionibus ac Sigillis subscribentur, signabuntur ac rata habebuntur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur præsens Tractatus ab altissime memoratæ S. Regiæ Majestatis Sueciæ Domino Legato Extraordinario ut & ejusdem Domino Ablegato subscriptus, Sigillorumque impressione munitus fuit. Actum apud Palatium Aulæ Albæ vicesimo primo die Mensis Octobris, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo.

NICOLAUS BRAHE.
(L.S.)

J. F. A FRISENDORFF.
(L.S.)

NOs igitur CAROLUS Dei gratia Suecorum, Gothorum Vandalorumque Rex & Princeps Hereditarius, magnus Princeps Finlandiæ &c. superius expressos & Fœderis Instrumento insertos Articulos, tanquam ad Mandata Nostra confectos, in omnibus suis Clausulis laudavimus, approbavimus & ratihabuimus, quemadmodum vigore harum eosdem laudamus, approbamus & ratihabemus omni meliori modo, spondentes nostro nec non Successorum nostrorum Regum Regnique nostri nomine ac verbo Regio, nos inviolabiliter & bona fide eos servaturos & impleturos, nec passuros esse, ut à nostratibus aut aliis quibuscunque ullo modo violentur. In quorum fidem majorem, hasce Sigillo nostro Regio Majori & Honoratissimæ ac Charissimæ Matris nostræ nec non cæterorum respective Tutorum & administratorum manibus subscriptas muniri jussimus. Actum in Arce nostra Haffniensi Anno post millesimum sexcentesimo sexagesimo primo.

HEDEWIG ELEONORA.
(L.S.)

PETRUS BRAHE,
Comes in Visingsborg R. S. Drotzetus.

MAGNUS GABRIEL DE LA GARDIE,
R. S. Cancellarius.

GUSTAVUS BANERIUS,
Loco R. S. Marsch.

CLAUDIUS BIELKENSTIERNA,
Loco R. S. Architalassi.

GUSTAVUS BONDT,
R. S. Thesaurarius.

CCCLXXVIII.

CCCLXXVIII.

Traité de Partage du Pays d'Outre-Meuſe entre Philippe IV. Roy d'Eſpagne & les Provinces Unies des Pays-bas, Anno 1661.

COmme ainſi ſoit, qu'apres la Paix concluë entre le Seigneur Roy d'Eſpagne d'une part, & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies du Pays Bas de l'autre: Il y eſt ſurvenu pluſieurs diſputes & differends ſur les Pays de Frauquemont, Dalem & Rolleduc, Outremeuze, & que nous Don Eſtevan de Gamarra y Contreras, Conſeiller de ſa Majeſté en ſon Conſeil ſupreme de Guerre, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & ſon Ambaſſadeur Ordinaire aux Provinces-Unies, & les ſouſſignez Commiſſaires des ſusdits Seigneurs Eſtats Generaux, nous trouvons enchargez, & authoriſez par nos Procures & pleines Puiſſances reſpectives, l'une datée le 26. de Septembre & l'autre le 15. d'Aouſt 1657. pour concerter, appaiſer, accommoder & adjuſter lesdites diſputes & differends des trois Pays d'Outre-Meuſe ſusmentionez: Partant nous Ambaſſadeur & Commiſſaires ſusdits, apres avoir tenu pluſieurs Conferences par enſemble, & echangé divers Actes, Eſcrits & Memoires, en vertu de nos dites reſpectives Procures, & pleines Puiſſances, afin d'avoir un pied ferme & aſſeuré, pour parvenir au final Accommodement de cette affaire ſi déſirée des deux coſtez, avons premierement accordé, & convenu mutuellement le 25. de Febvrier & 27. de Mars de l'Année 1658. & en ſuite arreſté & eſtably que le ſusdit Seigneur Roy, & les ſusdits Seigneurs Eſtats Generaux auroient, tiendroient & poſſederoient un chacun en pleine & libre proprieté, Superiorité, & Souveraineté eternellement & hereditairement, pour eux & pour leurs reſpectifs Succeſſeurs la juſte moitié desdits trois Pays d'Outremeuze; & ce ſous les conditions dont on conviendroit par apres reciproquement: En ſuite de quoy nous lesdits Ambaſſadeur & Commiſſaires ayants paſſé à l'examen, & debat desdits Articles & Conditions preliminaires, qui doivent eſtre arreſtez au plus grand proffit de ſa Maj. & desdits Seigneurs Eſtats Generaux, & advantage desdits trois Pays, & des Habitans d'iceux, avant que de faire aucun partage par le menu, aprez avoir auſſi tenu differentes Conferences, & eſchangé diverſes Pieces ſur lesdits Articles preliminaires. Nous les avons ajuſté, & couché par eſcrit de commun conſentement, en la forme qu'ils enſuivent inſerez cyapres de mot à autre. 1661

Articles & Conditions ajuſtées entre Meſſire Don Eſtevan de Gamarra y Contreras, Ambaſſadeur du Seigneur Roy d'Eſpagne, & les Sieurs Deputez des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces-Unies du Pays Bas, touchant le partage des trois Pays d'Outremeuze, pour eſtre reiglé en cette conformité & les Articles & Conditions inſerées dans l'Acte dudit partage, & obſervées de part & d'autre, après l'accompliſſement d'iceluy.

1661 Premierement, que l'Accord & Transaction à faire par la division desdits trois Pays d'Outremeuze, sera tenu de part & d'autre, comme une partie & dependance du Traitté de Paix, conclu le 30. de Janvier 1648. dans la Ville de Munster, entre le Seigneur Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & en suite de ce sera observée & executée inviolablement en touts ses Points, & de la même façon que si elle y estoit inserée de mot à autre.

II. Que toutes les injures & offenses causées par les disputes qu'il y a eu pour le maintien de la Souveraineté des deux costez dans lesdits trois Pays contentieux, seront entierement amorties, & mises en oubly de part & d'autre, de sorte que personne de quelle qualité ou condition qu'elle soit, ne pourra estre recherché pour ce sujet à l'avenir, ou mal-traittée de faits ou de parolles sous quelconque pretexte que ce puisse estre, soit de Religion, soit d'avoir tenu, ou favorisé l'une ou l'autre Partie.

III. Que toutes les actions ou pretentions que les Souverains des deux costez, & leurs sujets pourroient mouvoir, & susciter au regard de la levée des Toulieux, Licentes, ou quelques autres revenus de quelconque nature qu'ils puissent estre, & de quelle façon qu'on les puisse nommer, comme ayants esté levez & perceus, d'un costé & d'autre, durant les disputes pour lesdits trois Pays, seront & demeureront reciproquement amorties sans ulterieure recherche, afin de prevenir toutes facheries, & ulterieures contestations.

IV. En cas qu'il s'y trouve quelques Seigneuries, Villages, ou Hameaux dans lesdits trois Pays, lesquels ont esté sujets jusques à present, ou le sont encore à quelques Servitudes ou Courvées, à quelques autres Places ou Jurisdictions, qui pourroient tomber par ce partage sous le Ressort d'un autre Souverain, lesdites Courvées & Servitudes au regard des Villages & Jurisdictions de l'autre Souverain, seront & demeureront amorties, & les Officiers de part & d'autre ne les pourront plus exiger des Habitans desdites Seigneuries, Villages ou Hameaux, hormis de ceux qui tomberont sous le Ressort de leur Souverain.

V. Que les Officiers de part & d'autre, & les Inhabitants, qui auront à pretendre ou demander quelques Domaines, Rentes, Fermes, ou autres Revenus de ceux de l'autre Souverain, ne pourront envoyer de leur propre authorité, à deffault de payement, de Huissiers, ou Executeurs sur le Ressort de l'autre Souverain, ains se devront addresser à l'Officier, ou à la Justice ordinaire du lieu, où lesdits Debiteurs resideront, pour en obtenir la deüe satisfaction par les voyes ordinaires, à quoy on les aydera de part & d'autre sans aucuns dilays, qui ne soyent pas necessaires & sans tergiversations.

VI. Tous les Papiers, Chartres, Documents, Registres, Protocoles & Procès, qui ont esté enlevez par voyes de fait, & executions Militaires, ou autrement, ostez aux Magistrats, Juges & Places, où ils ont appartenu anciennement, seront restituez de bonne

foy

foy de part & d'autre, à la requisition & instances des Interessez, 1661
à qui il appartiendra. Bien entendu que lesdits Papiers originaux devront estre restituez, & demeurer aux Chasteaux, Villes, Bancqs, Villages & Justices, auxquelles ils appartiennent respectivement, & que de l'autre costé au regard de quelques Bancqs subalternes, Villages, Hameaux, & Justices separées l'on en donnera des Copies authentiques, ou vidimées, à la requisition desdits Interessez & à leur despends.

VII. Toutes les Sentences prononcées depuis le mois de Juin de l'Anné 1644. par les Justices, Courts, & Magistrats des deux costez, auxdits trois Pays par forme de retorsion, & à raison des disputes survenues pour lesdits trois Pays, ou qui sont encore indecises devant lesdits Tribunaux, seront annullées par le present Accord, & tenues pour nulles, & de nulle valeur, tant au regard des confiscations des Biens, Meubles & Immeubles, comme des condemnations à mort, & des bannisements. Et ce generalement sans exception des personnes, de quelle condition qu'elles soyent, & sous quelconque pretexte que lesdites sentences puissent avoir esté rendues, soit par faute de relief des Fiefs, ou autrement. En suite dequoy touts lesdits Biens, Meubles & Immeubles, devront être promptement restituez, sans aucune forme de Procès, aux condamnez ou interessez, & aussi est entendu specialement que les dits Seigneurs Estats Generaux mettront tels ordres, que certains dix neuf cent quatre vingt & treize florins quatre sols six deniers, en argent comptant provenus des Aydes du Païs de Fauquemont, levées pour l'Année 1653. au proffit de Seigneur Roi d'Espagne par le Receveur Massin de l'Abbaye; & autres quinze cent florins d'amende, lesquels ont tombé entre les mains du Grand Escoutete Groulard, en suite d'une Sentence du Magistrat de Maestricht, rendue le 30. de Decembre 1653. seront restituez par icelui audit Receveur de l'Abbaye: Et en cas, qu'il s'y en trouve quelque chose d'esgaré ou caché, lesdits Deniers seront repartis avec les Aydes arrierées, que le susdit Seigneur Roi a encore à pretendre sur ledit Païs de Fauquemont, ainsi qu'il est porté ci bas dans l'Article 18.

VIII. Mais on ne pourra demander aucune restitution, ny compensation des depends de Justice causez au sujet desdits Procès, & des executions en ensuives, ni aussi des interests, ou fruits qui auront esté tirez, cependant desdits Deniers, ou d'autres Biens immeubles.

IX. Les Sentences rendues en matiere civile, tant par les Juges ordinaires dans lesdits trois Pays, comme par les autres Conseils & Magistrats des deux costez en Jugement contradictoire entre quelques particuliers touchant les affaires privées, seront maintenuës des deux costez, & sortiront leur entier effect.

X. Mais les causes qui pendent à present indecises, sois qu'elles touchent lesdits Particuliers, ou le Pays en commun devront être poursuivies, transportées & intentées de nouveau devant les

1661 Juges de l'un ou de l'autre cosié, lesquels seront trouvez estre competents après la conclusion du partage des Pays.

XI. Tous transports, adheritances, reliefs & autres actes exerces de Jurisdictions, ou des condemnations volontaires qui ont esté legitimement passez de part & d'autre, depuis le tems devant les respectifs Bancqs de Justice, Courts ou Chambres Feodales, desdits trois Païs, demeureront dans leur pleine force & vigueur, & les Officiers des deux costez, devant desquels lesdits Actes auront esté passez, seront tenus d'en donner la deüe communication, comme aussi de les consigner aux respectifs Officiers & Justices des lieux où il conviendroit, que lesdits Actes fussent gardez & enregistrez, bien entendu toutes fois qu'en cas que l'on trouve que l'on auroit passé quelques transports contraires, ou autres Actes comme dessus, devant les Courts ou Justices des deux costez sur une même chose, qu'en ce cas les Actes qui auront esté passez par devant le lieu & le Juge par devant lequel ils devroient avoir esté passez apres l'ajustement du present partage, prevaudront aux autres, & seront tenus pour valides; comme aussi en cas que l'on pourroit avoir fait des deux costez quelques obligations ou hypotheques, les Actes, qui auront esté passez par devant le Juge sous lequel le bien demeurera par ce partage, demeureront bons & valides.

XII. Les Fiefs situez tant dans lesdits trois Païs, comme hors d'iceux, lesquels seront aussi partagez en ce partage, relevront absolument des Courts ou Chambres Fœdales du Souverain sous lequel ils tomberont sans avoir aucunes ulterieures dependances des Courts ou Chambres Fœdales de l'autre Souverain, lesquelles ils pourroient avoir relevé cy devant.

XIII. Les Sentences Criminelles renduës de part & d'autre durant la dispute des trois Païs, & executées à la charge de tels Delinquants, qui ont esté pris & actionnez pour des exces & crimes tant capitaux qu'autre; ne seront sujettes à aucune recherche ou correction, soit par voye d'appel, revision ou autres benefices de droit, tant au regard du fait au principal comme de l'interest Civil, que quelque Partie y pourroit avoir.

XIV. Mais en cas que quelqu'un auroit esté condemné par absence & inouy, il se pourra faire relever de ladite Sentence contumacielle par les Courts respectives, & estre admis à sa defense, devant le Juge de sa residence, moyennant la refusion des despens de Justice en telle forme & façon, que le droit & les circumstances du fait le pourront permettre, à charge toutes fois qu'il aura à poursuivre ledit relief dans le terme de trois Mois apres la publication de cettes, & à donner dans le Mois ensuivant deüe connoissance d'avoir obtenu ledit relief au Juge de ladite Justice, apres quoy il sera tenu de poursuivre deüement sa decharge, ou à defaut de ce la Sentence renduë aura lieu, & pourra estre executée à sa charge.

XV. En

XV. En cas que quelque Delinquant auroit esté condamné 1661
par Sentence contumacielle de la Justice de l'un des Souverains, pour quelque mesfait commis, & que cependant il pourroit avoir obtenu Lettres de remission ou abolition de l'autre Souverain pour le même mesfait avant la date de ladite Sentence, afin d'eviter tous desordres, & laisser de tout à l'avenir à la Disposition du Souverain, comme aussi du Juge qui sera competent apres la conclusion du susdit partage: Il se lairra disposer en faveur du tel Delinquant, & par respect des Lettres de remission ou abolition desja accordées par l'un des Souverains, en cas qu'il vienne à tomber avec ses Biens, & son Domicile, sous le Ressort de l'autre, à faire expedier des nouvelles Lettres d'abolition & d'approuver ce qui avoit desja été fait par l'autre Souverain: Bien entendu, que lesdites Lettres de remission ou abolition devront estre düement interinées dedans le terme de trois Mois aprez la date de cettes par devant le Juge competent, sous lequel le Delinquant viendra à ressortir au regard que dessus.

XVI. Comme l'on trouve que durant les disputes desdits trois Pays on a intenté & instruict differents Procès, devant les Justices & Magistrats de deux costez, mesmes par Appel & Reformation, sur une même chose, & qu'ils ont esté decidez par Sentences contraires & difformes, ou annullées par cassation. On declare par cettes, que toutes les Sentences difformes & cassées, seront tenues pour nulles, de nulle valeur, & comme point rendues, & qu'il sera permis à un chacun, tant à l'Acteur, qu'au Defendeur de pouvoir instituer de nouveau leurs actions cruement, & de les intenter derechef respectivement devant le Juge, qui sera competent apres la conclusion du partage.

XVII. Les Domaines arrieres, que le Seigneur Roy d'Espagne a encore à pretendre de quelques Particuliers au Païs de Fauquemont, montant à la Somme d'environ 5980. florins, en suite des specifications & Memoires en exhibez, pourront être exigez d'iceux, sans aucune charge desdits Seigneurs Estats Generaux, ni du Païs & collectez par les voyes ordinaires, comme il est porté cy dessus en l'Article 5.

XVIII. Les Aydes arrierées que le susmentioné Seigneur Roy a encore à pretendre au Païs de Fauquemont pour les Années 1654. 1655. & 1656. seront reparties sur ledit Païs entier dans les trois Années prochaines, châque fois par un juste tiers, de ce qui reste encore à payer, sans prendre aucune reflexion sur le partage, qui pourroit estre entretemps ajusté touchant ledit Païs, & ce sur le même pied & proportion que lesdites Aydes ont esté reparties & levées les Années passées, sous condition toutes fois que pour empecher tous excès & nouveaux despens d'executions, la collecte se fera châque Année sans aucun delai ni tergiversation par un Officier que lesdits Seigneurs Estats ordonneront sur la portion qui tombera de sous leur Souveraineté.

1661 XIX. Les charges pretendues des Capitaux negotiez, dont les trois Quartiers respectifs sont chargez d'un costé & d'autre, tant de ceux qui sont fondez sur iceux anciennement, comme des autres qui ont esté levez du depuis pour le service des Païs & des deux Souverains, montans & importans au Païs de Fauquemont cent & cinq mille deux cents cinquante florins, & de plus autres soixante quatre mille quatre cent quatre vingt & deux florins douze sols un denier & demy: En celui de Dalem trente trois mille six cent cinquante huict florins douze solz, & en celui de Rolleducq deux cent cinquante florins de capital, selon les estats & specifications, qui en ont esté dressez par des Officiers des deux costez, & communiquées de part & d'autre, se recevront provisionellement de telle façon, que depuis la date de cettes, & le partage des trois Païs estant effectivement accomply, on ne connoistra, ni recevra d'un costé ni d'autre, aucunes ulterieures, ou nouvelles charges realisées, ou Capitaux negotiez à la charge des deux Souverains ou sur leurs portions, par qui, ou pour quelconques raisons qu'ils puissent être pretendus, & que ceux qui sont mis & specifiez ci dessus, seront distribuez & repartis, selon la proportion usitée en chacun Païs, de sorte que chaque portion passera & demeurera aux respectifs Souverains avec les charges susdites: Et pour ce qui touche les Debtes courantes, & encore ouvertes, lesquelles sont aussi comprises dans lesdits estats & specifications, ou qui pourroient encore être demandées ou pretendües en aucune façon: Il est convenu par cettes, & aussi arresté que l'on n'en fera aucune masse commune ou meslange, mais qu'elles demeureront separées des Capitaux ci dessus specifiez à la charge d'un chacun des Souverains apart, pour les faire examiner & justifier, & en suite repartir & lever sur le partage de son Ressort.

XX. Et ce toutes fois sous cette condition & reserve, qu'il sera permis à un chacun des Souverains, pour ce qui touche son Ressort & son interest, de faire non seulement revoir & examiner le fondement, & les raisons des levées des Sommes susmentionnées dans le precedent Article; mais aussi de faire resumer & recoller les exorbitantes executions, quartiers, logements, despens de bouche, charges, repartitions, & autres frais, qui ont esté faits depuis l'An 1648 dans lesdits trois Païs par les Regences & Officiers de deux costez, comme aussi l'Administration & les Comptes qui ont esté passez là-dessus, avec les raisons & verifications d'iceux, afin d'en disposer aprez que la recherche en aura esté faite, & ce que l'on en aura descouvert, selon que l'on trouvera convenir en Justice ou equité; & apres que ledit partage aura esté effectivement fait & accomply, les Deputez des deux Souverains, en égard au commun interest, qu'ils ont en cette affaire, considereront par ensemble s'il ne seroit pas utile & necessaire de faire laditte recherche & recollement, au profit desdits trois Païs de commun concert, & sur un tel pied dont on pourroit convenir unanimement des deux costez, comme aussi de proposer pour l'advantage desdits trois Païs & arrester quelques termes tolerables

tolerables d'Années, dans lesquelles on pourroit repartir & collecter, ce qui se trouvera devoir estre reparty selon la proportion que dessus. 1661

XXI. Les ventes & engageres de quelques Terres, Seigneuries ou Domaines situez dans lesdits trois Païs, lesquelles pourroient avoir esté faites de la part du Seigneur Roi d'Espagne, avant la date du 5. de Decembre de l'An 1644. comme aussi les titres & qualitez données avant ledit temps à quelques Cavaliers desdits Païs, soit de Comté, Baronnie ou autres, demeureront en leur entier & en vigueur, reservants neantmoins à un chacun le droit de purge des engageres ou retraitte, où il sera convenu & conditionné.

XXII. Et comme de la part les Seigneurs Estats Generaux on a supporté des notables despens pour la reparation des Châteaux des trois Païs respectifs, & pour le bastiment des logemens commodes en iceux: Et qui en la presente division des Païs, ils inclineroient à les faire aussi entrer dans le partage, lesdits despens sont pris en telle consideration, en cas qu'un ou plus desdits Châteaux vienne à tomber sous la portion du Seigneur Roi d'Espagne, que pour le remboursement des reparations faites à celui de Fauquemont, le Seigneur Roi susmentionné payera auxdits Seigneurs Estats la Somme de huict mille florins, pour celui de Rolleducq une pareille Somme de huict mille florins, & huict cent pour celui de Dalem, laquelle Somme devra être satisfaite dans le temps de trois Mois, aprés la date de l'Accord au principal.

XXIII. Et finalement en cas qu'apres le partage fait desdits trois Païs, il y surviendroit quelques difficultez ou disputes, touchant les appendances & dependances, Jurisdictions & Districts des parties qui auront esté partagées des ceux costez (ce que l'on ne veut pas esperer) la Judicature & connoissance d'icelles sera remise à la Chambre mi-partie, conformement, & en suite du 21. Article du Traité de Paix, conclu l'An 1648. à Munster, pour y être decidées par les Juges de ladite Chambre.

En foi de quoi nous Ambassadeur & Deputez susnommez avons signé les presents Articles, Conditions & Points de nos propres Seings & y fait apposer les respectifs Cachets de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661.

Estoit signé & cachetté comme s'ensuit.

(L.S.) GAMARRA.
(L.S.) HUYGENS.
(L.S.) J. DE MERODE.
(L.S.) JOAN DE WITT.
(L.S.) JOHAN KIEN.
(L.S.) JOHAN VAN REEDE.
(L.S.) E. v. BOOTSMA.
(L.S.) B. I. MULERT.
(L.S.) I. ISBRANDTS.
(L.S.) J. v. BORSSELE VAN DER HOOGHE.
(L.S.) H. v. BEVERNINGK.

1661 Et apres avoir arresté lesdits Articles, le partage même desdits trois Païs par le menu, ayant esté mis sur le tapis, & ayants procedé tant sur la maniere & forme d'icelui, comme sur les ingredients, & parties dudit partage diverses Propositions & Conventions, apres avoir tenu plusieurs Conferences, eschangé de part & d'autre des balances & contre-balances, & estants par aprez rentrez en Conferences amiables; Nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons finalement accordé, & convenu mutuellement sur le partage desdits trois Païs par le menu, & piece par piece en la forme & maniere suivante: Sçavoir, que ledit Seigneur Roi aura, tiendra & possedera eternellement & hereditairement pour lui & ses Successeurs en pleine & libre Proprieté, Superiorité, & Souverainité du Païs de Fauquemont les Seigneries & Villages de Nuth, Vieu-Fauquemont, Schinn sur la Geulle, Strucht, la Maison d'Oost sur la Geulle, Winantsrade, Geleen, Schumen, Spanbeeck, Oirbeeck, Jabeeck, Brounssen, Schinvelt, Hoensbroeck, Vaesrade & Schasberg, sauf que le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction, & sur le Territoire de ladite Seigneurie de Schasberg, extendu à la largeur d'une verge des deux costez dudit Chemin (selon qu'il court presentement) demeurera auxdits Seigneurs Estats Generaux sans aucunes reserves, vexations, servitudes, ou charges imaginables avec plein droit de Proprieté, Superiorité & Souverainité; bien entendu toutefois que le fond desdites deux verges au costé du susdit chemin demeurera aux Proprietaires & aussi que les Manants & Habitants de ladite Seigneurie de Schasberg, pourront se servir librement du susdits chemin jusques au Païs de Rolleducq, & le Territoire de l'Empire, & même jusques au Village d'Herle sans aucunes vexations ni charges, comme ci dessus est dit, & ce avec touts les Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vasallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes les appendances & dependances desdits Villages & Seigneuries & de plus le Cloistre ou Convent de St. Gerlach, dans l'enclos, ses murailles avec pleine franchise de tous les Biens, Rentes & Revenus, qui lui appartiennent presentement, en quel lieu qu'ils puissent être situez, & que des Fiefs relevants du Château de Fauquemont seront detachez, & demeureront au profit dudit Seigneur Roi, les Fiefs estrangers ci-dessous specifiez, sçavoir la Cense de l'Abaye de Vaudieu situé à Munster Geleen, le Village de St. Martin Fouron, la Maison & Château de Wolfsrade, les Dixmes da Reymersdael, la Cense de Coenrade, les Biens Seigneuriaux & Dixmes de Teuven au Duché de Limbourg, la Seigneurie & Château de Limbrecht, les Moulins de Schertzeel aupres d'Aix, la Cense & Moulins de Susterzeel, la Chambre Fœdale de 17. Hommes à Sombref, le Ponton de Stockhem sur la Meuze, la Seigneurie Wischerswcert, la Cense de Langfelt au Païs de Limbourg, & le Fief de Keymerstock: Que de la même façon le susdit Roi aura, tiendra, & possedera eternellement

&

& hereditairement, pour lui & ses Successeurs du Païs de Dalem, 1661
les Banqs, Seigneuries & Villages de Fouron le Comte, Meer, Nordebay, Warsage, Moulant, St. Martin Fouron, Aubel, Cherratte, Neuf-Château, Mortier, Housse & Richel, avec tous les Hameaux, Resforts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, y appartenants de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances, & finalement que ledit Seigneur Roi aura, tiendra, & possedera eternellement, & hereditairement pour lui & ses Successeurs, en pleine & libre Proprieté, Superiorité & Souverainité (comme ci dessus est dit) le Château & la Ville de Rolleducq, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Villages de Mercxstein, Kirckraedt, Ubach, Simpelvelt, Wels & Roerdorp, avec tous les Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances, y estants specialement compris touts les Fiefs estrangers consistants en Seigneuries, Villages, Censes & autres Biens, qui pourroient dependre dudit Château de Rolleducq.

Et que de même les susdits Seigneurs Estats Generaux, auront, tiendront & possederont eternellement, & hereditairement pour eux, & leurs successeurs en pleine & libre Proprieté, Superiorité & Souverainite du Païs de Fauquemont, le Château & la Ville de Fauquemont, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Villages de Meerssen, Houthem, Haren, Geulle, Velestraten, Bunde, Amby, Itteren, Climmen, Hulsbergh, Schummert, Eysden, Herckenraedt, Eekelraede, Beeck, Nederbeeck, Bergh, Bemelen, Blijt & Herle; comme aussi le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdict. & Territoire de la Seigneurie de Schasberg, extendu à la largeur d'une verge de Terre des deux costez dudit Chemin (de la même façon qu'il court presentement) sans aucune reserve, & hors de toutes les vexations, servitudes, ou charges imaginables, de quelle façon qu'on les puisse nommer, & ce avec touts les Hameaux, Ressort, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vasallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus appartenants auxdits Villages & Seigneuries de quelle nature qu'ils puissent être; & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances. Et que des Fiefs relevants dudit Chateau de Fauquemont, y demeureront attachez au profit des susdits Seigneurs Estats Generaux les Fiefs Estrangers, sçavoir la Seigneurie de Hurt, la Cense de Mesch la Seigneurie & Château de Leuth, la Porte Blanche de Steyn, la noble Salle & Cense de Eyss, le grand & le petit Blanckenbergh à Cadier, les biens Seigneuriaux situez sous Rechem, le Ponton dudit Rechem, & celui de Gueulle sur la Meuze, le Fief de Bruisterbosch, celui de Bliffen, nommé Mangelt, le Fief d'Udickhoven, & celui de Leysersbosch situé auprez de Ste. Geertrude: Et que de même les susdits Seigneurs Estats Generaux auront, tiendront, & possederont eternellement & here-

1661 hereditairement pour eux, & pour leurs Succeſſeurs, en pleine & libre Proprieté, Superiorité & Souverainité la Ville & Château de Dalem, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Villages de Trembleur, Olne, Bombay, Feneur, Cadier & Ooſt, avec touts leurs Hameaux, Reſſorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vaſallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus, y appartenants, de quelle nature qu'ils puiſſent eſtre, & quel nom qu'ils puiſſent avoir, comme auſſi toutes leurs appendances & dependances y compris, ſpecialement touts les Fiefs Eſtrangers conſiſtans en Seigneuries, Villages, Cenſes, & autres Biens dependants dudit Château. Et finalement que les ſusdits Seigneurs Eſtats Generaux auront, tiendront, & poſſederont eternellement & hereditairement pour eux, & leurs Succeſſeurs en pleine & libre Proprieté, Superiorité & Souverainité du Païs de Rolleducq, les Bancqs, Seigneuries, & Villages de Gulpen, Margraeten, Holſet, Vilen & Vaels, avec touts leurs Hameaux, Reſſorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vaſſallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelle qualité qu'ils puiſſent être, & quel nom qu'ils puiſſent avoir, comme auſſi toutes leurs appendances & dependances. Et d'autant que la Seigneurie d'Elsloo du Païs de Fauquemont, & celle de Bernauwe du Païs de Dalem, demeurent indiviſes dans ledit partage, parce qu'il y a Procez pendant & indecis par devant le Conſeil de Brabant ſeant à Bruxelles entre les Eſtats desdits trois Païs, & les Seigneurs desdites Seigneuries & que le fond du Ravensboſch ſitué dans le Païs de Fauquemont, reſſort pour deux tiers, ou environ ſous le Bancq de Meerſſen, & pour l'autre tiers ſous le Village de Chimmert; Partant nous les ſusdits Ambaſſadeur & Commiſſaires avons accordé & convenu mutuellement ſur ce ſujet, que l'expedition ſera pouſſée à communs frais avec toute ſerveur, & que l'on en attendra le ſuccés, afin d'en convenir ulterieurement ſelon l'exigence des affaires, au contentement reciproque, & pour ce qui concerne le Ravensboſch, en demeurant la Souverainité du fond ſous le Bancq, & Village ci devant ſpecifiez, on mettra premierement en vente la couppe, & apres le fond, par parties commodes, & le tout ſe vendra au temps convenable ſous des conditions raiſonnables au profit du ſusdit Seigneur Roi, & des ſusdits Seigneurs Eſtats Generaux moitié par moitié, & afin d'ajuſter deüement enſuitte tout le ſurplus au regard dudit partage, & prevenir toutes les diſputes & differends, qui s'y rencontrent encore en quelque façon, ou qui pourroient s'enſuivre: Partant nous lesdits Ambaſſadeur & Commiſſaires avons arreſté entre nous que les Revenus des Aydes ordinaires ou Domaines, qui ont été levez jusques à preſent des deux coſtez, ſur lesdits trois Païs entiers, ſe rendront ſelon le vieil pied, ſçavoir les Aydes au dernier de Decembre prochain, & les Domaines le jour de St. André, ou au dernier de Novembre de cette Année, de ſorte que les Aydes & Domaines reſpectifs commenceront à courir ſeparement au profit des deux Souverains, ſçavoir le premier de Janvier 1662. & le premier de ce mois de Decembre, & comme parmy

my

my lesdits Domaines il s'y trouve differents Moulins, dont les fermes viennent à eschoir à la St. Jean, ou au 24. de Juin de l'Année prochaine, lesdites Fermes seront divisées par le demy An, escheant le 24. de ce mois, & par consequent les revenus & despens desdits Moulins demeureront privativement au profit & à la charge des respectives hautes Parties sous le Ressort desquelles ils seront tombez par ce partage. Que de plus pour la commodité commune & pour prevenir les autres mesintelligences (comme dessus) qui pourroient sourdre touchant les limites, entre le Fort de Navagne, & le Ressort de la Seigneurie d'Eysden; comme aussi touchant les Seigneuries de Fouron le Comte, Moulant & Bombay, au regard des Passages dont le susdit Seigneur Roi pourroit avoir besoing; afin d'avoir un chemin & passage libre dudit Fort par le Païs de Dalem vers celui de Limbourg, & qu'en eschange lesdits Seigneurs Estats Generaux pourroient aussi avoir besoing d'un chemin & passage libre de la Ville de Mastricht, & la Jurisdiction d'Eysden, vers Bombaye & Dalem, comme aussi de mêmes afin que la Dame & Religieuses de St. Gerlach puissent avoir une libre entrée & sortie de leur Cloistre: Partant nous ledit Ambassadeur & Commissaires avons convenu reciproquement, quant au premier, que l'on fera une separation des Limites entre le Voelle ou le Ruisseau, qui descend de Fouron le Comte dans la Meuze & ledit Fort de Navagne à la distance de deux tiers dudit fond, & ainsi de travers jusques à la Jurisdiction de Moulant, & que celle d'Eysden demeurera retranchée; de sorte que lesdits deux tiers, qui seront hors de ladite Couppure ou separation vers le Fort de Navagne, & specialement tout le fond, sur lequel ledit Fort est basty, & ainsi tirant de travers vers le Territoire de Moulant par le plus court & droit chemin demeureront aussi au susdit Seigneur Roi, en la même pleine & libre Proprieté, Superiorité & Souverainité, qu'il a esté stipulé des autres parties ci dessus specifiées, & quant au second qu'en cas que l'on rencontre lesdites difficultez des deux costez, ou de l'un ou de l'autre, & que le susdit Seigneur Roi, ou les susdits Seigneurs Estats Generaux, ne puissent pas avoir respectivement les chemins ou passages libres, ainsi que ci dessus est dit, que les deux hautes Parties auront à se designer par ensemble, ou bien l'une à l'autre, qui en aura besoing, & le requerra tels chemins & passages commodes par & sur leurs Territoires & Jurisdictions, qui pourroient être necessaires, lesquels chemins & passages ils ne pourront charger d'aucuns Droits du passage, Tonlieux, Licentes, ou autres Impositions, quel nom qu'elles puissent avoir, & quant au dernier lesdits Seigneurs Estats Generaux donneront à la Dame & Religieuses de St. Gerlach, une libre entrée & sortie par les chemins qui vont dudit Cloistre par Geullem & Bergh, ou par Strabach & Brœckhem vers les Païs dudit Seigneur Roi aux Seigneuries de Vieu-Fanquemont & de Schinn sur la Geulle, pour y passer & repasser, & s'en pouvoir servir, tant pour elles mêmes comme pour touts autres de quelle condition qu'ils soient, Domestiques ou Estran- 1661

1661 Estrangers, Religieux ou Seculiers, sans aucune exception, comme aussi pour toutes les Denrées, Marchandises, Bestiaux, Fruicts, & tout ce que l'on voudra porter audit Cloistre, ou en transporter, sans aucune exception, & sans aucune charge de Droits de Passage, Toulieux & Licentes, ou autres Impositions, quel nom qu'elles puissent avoir, & de plus nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon d'arrester par cettes, que toutes les injures, offenses & dommages, qui peuvent avoir esté faits, donnez, ou soufferts durant ce respectif Traité jusques à ce jourd'huy datte d'icelluy tant en general qu'en particulier, seront & demeureront hors de recherche & de compensation, & que la mutuelle Correspondence & Amitié sera restablie par tout dans les trois Pays, afin que par le present Traité, Accord & Accommodement viennent à cesser entierement toutes les mesintelligences tant en particulier, qu'en general, & que toute la confidence reciproque y soit confirmée: Et finalement, afin qu'il n'y reste aucunes occasions ni moyens par lesquels ce grand & salutaire ouvrage puisse être enervé ou alteré en tout ou en partie: Nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon de declarer de bonne foy des deux costez, que nous acceptons au nom & au profit du susdit Seigneur Roi, & des susdits Estats Generaux respectivement, & absolument lesdits partages en leur entier, & en chaque partie selon qu'ils se trouvent extendus ci-dessus specifiquement, & par le menu, sans aucune reserve d'abus, erreur de calcul, ou quelconques autres, qui ont esté pris en consideration touchant la forme de l'evaluation, ou partage desdits Pays, ou qui pourroient, ou devroient y avoir esté pris. Promettans des deux costez de faire approuver & ratifier touts lesdits Articles, Points & Conditions ci dessus exprimez, par le susdit Seigneur Roi, & par les susdits Seigneurs Estats Generaux, & d'en faire depêcher les Actes de Ratification en deüe forme dans le terme de quatre mois.

En foy de quoy nous lesdits Ambassadeur & Commissaires, avons signé des nos propres mains, lesdits Articles, Points & Conditions, & y apposé le Cachet de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661.

Estoit signé & cachetté comme s'ensuit.

(L.S.) GAMARRA.
(L.S.) R. HUYGENS.
(L.S.) J. de MERODE.
(L.S.) JOAN de WITT.
(L.S.) JOHAN KIEN.
(L.S.) JOHAN van REEDE.
(L.S.) E. v. BOOTSMA.
(L.S.) B. I. MULERT.
(L.S.) I. ISBRANDTS.
(L.S.) J. v. BORSSELE van der HOOGHE.
(L.S.) H. v. BEVERNINGK.

CCCLXXIX.

CCCLXXIX.

Traité entre Philippe IV. Roy d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces Unies pour le Reglement des Limites de Flandres, An. 1664.

COmme par le troisieme Article du Traitté de Paix, conclu le trentieme Janvier mil six cens quarante-huit dans la Ville de Munster en Westphalie, entre le Seigneur Roy d'Espagne, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas d'autre part, il a été accordé & convenu qu'un chacun retiendroit & jouïroit effectivement, des Provinces, Villes, Places, Païs & Seigneuries qu'il tenoit pour lors, & possedoit, sans y être troublé & empêché, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce fût, sous quoy on entendoit être compris les Bourgs, Villages, Hameaux & plat Païs en dependans; Et qu'il est dit aussi par ledit Traitté que les Limites en Flandres & ailleurs seroient reglées en telle maniere qu'il seroit jugé apartenir sous le Ressort d'une ou d'autre part, surquoi on devoit entendre & regler les informations, pour en son tems être lesdittes Limites reglées, & que sur le sens & interpretation des susdits deux Articles, comme aussi sur l'accomplissement d'iceux concernant le susdit reglement des Limites de Flandres il seroit arrivé dispute & different entre le susdit Seigneur Roi d'Espagne, & les susdits Seigneurs Etats Generaux, & que nous Deputez soussignez, par nos respectives Procurations & plein-Pouvoirs, l'un en datte du vingt deuxiéme Juin, & l'autre du quatriéme Juillet de l'année mil six cent soixante quatre, nous nous trouvons chargez & authorisez de concerter sur lesdittes disputes & differents, & de les ajuster, accommoder & assoupir, aprés diverses Conferences tenuës au sujet des susdittes Limites pour les regler sur un bon & ferme pied, & ainsi parvenir à un Accommodement final, tant desiré & si necessaire de part & d'autre, il a été accordé & convenu en la maniere suivante. 1664

I. Premierement, que pour commencement de Reglement des Limites à faire du côté de la Ville de l'Ecluse la Riviére apellé le Swyn du Nord, au courant de la Mer vers le Sud entre la susditte Ville & les deux Forts appellez des Passen & de là tombant dans le Creeke que l'on nomme le trou de Lapschuert, & de là courant encore par en haut jusques à une certaine coupure d'un petit fossé marquée sur la Carte de la lettre A. & de là en tirant par une Ligne transversale jusques au coin Sydelingdick au lieu marqué de la lettre B. de ce côté là, fera la premiére repartition des Limites, en sorte que, (mises à part toutes autres considerations de quelques autres Ressorts, Jurisdictions, Contributions, Appendances, & Dependances quelles qu'elles puissent être) tout ce qui se trouve du côté du Couchant de la susdite Riviere & de Kreecke de Lapschuer & au Midi de la susditte Ligne transversale demeurera, en toute Souveraineté, au Seigneur Roi d'Espagne; Et tout ce qui se trouve de l'autre côté vers

1664 vers l'Orient & vers le Nord en toute Souveraineté aux Seigneurs Etats Generaux; bien entendu, que les susdits Forts appellés les Pas & Sainte Anne à Muyde scituez du côté du Couchant demeureront aussi ausdits Seigneurs Etats Generaux, jusques à une certaine distance tirée d'un côté du milieu de la Ligne qui regne depuis le grand Pas jusques au Fort de St. Dona, & d'autre côté du milieu de la Ligne qui regne depuis le petit Pas jusques au Fort Sainte Isabelle à un certain point marqué de la lettre C.

II. Secondement que depuis la lettre B. la susditté Digue de Suydelin continuera & s'étendra pour Limite jusques à la coupure de certain petit fossé marqué de la lettre E. en sorte que tout ce qui se trouvera du côté du Midi de la susditte Digue de Zuydelin & au côté de l'Orient de la susdite Ligne tirant en bas demeurera au Seigneur Roi d'Espagne; Et ce qui se trouvera du côté du Nord de la susditte Digue, & au Couchant de la susdite Ligne tirant en bas, demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.

III. En troisiéme lieu que Soetelaers Creecke commenceant du coin marqué de la lettre E. sera continué jusques au lieu marqué de la lettre F. & que de là il sera tiré une Ligne premierement jusques au coin de Jonckyrouwen Polder, marqué de la lettre G; & derechef de là jusques à l'autre côté du même Polder marqué de la lettre H. & ainsi continuant le long de la Digue de Klaren Polder on ira jusques au Havre de Bouckhoute, au lieu marqué de la lettre I. en sorte que tout ce qui se trouvera au Midi de la susditte Ligne & du Soetelaers Kreeke, demeurera au Seigneur Roi d'Espagne, & tout ce qui se trouvera du côté du Septentrion demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.

IV. En quatriéme lieu que du point de la susditte Digue de Klaren Polder à l'endroit marqué I. on continuera les Digues, de Philippine Polder & du Polder de St. Pierre jusques au coin du Lang Straat scituées au Polder de Saint Albert, & que ce chemin sera suivi jusques à la rencontre du Niewstraat; & que l'on continuera en outre ce Niewestraat en remontant par le susdit Polder jusques au grand Santdyk, à l'endroit marqué de la lettre M. & que de la l'on ira en remontant jusques à la lettre N. & de là jusques au Fort Saint Pierre, en sorte que tout ce qui sera au côté du Midi & du Couchant des susdittes Digues & Lignes demeurera au Seigneur Roy d'Espagne, & les Polders & Terres qui seront ou côté du Septentrion & de l'Orient des susdittes Ligne & Digue demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.

V. En cinquiéme lieu que du Fort Saint Pierre on suivra la Digue jusques au coin du Polder de Saint Eloy marqué de la lettre O. Et que ce Polder de Saint Eloy demeurant entierement au Roi d'Espagne on reprendra la susditte Digue au Lieu marqué de la lettre P. & suivant ainsi laditte Digue comme l'Axel-Ambacht en est couvert, la susdite Digue, ou Ligne sera continuée jusques au bout de la Seigneurie de Saint Jean Steen à l'endroit marqué de la lettre Q. demeurant le long des Territoires d'Axel-Ambacht & de Hulster-

Am-

Ambacht, en ſorte que tout ce qui eſt du côté de Midi & du Sud-Oüeſt 1664
avec le Polder de St. Eloy demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui eſt au Nord de la ſusdite Digue ou Ligne, avec la ſusdite Seigneurie de St. Jean Steen demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.

Enfin que de l'endroit marqué de la lettre Q. on ſuivra les Lignes qui ſeparent le Païs de Hulſt de celui de Waes, & du Village de Hieldrecht jusques au bout du Païs de Laſlingen, marqué de la lettre S. ſur le bord de la Riviere de l'Eſcaut; En ſorte que tout le ſusdit Village de Kieldrecht, avec ſon clocher ou Egliſe, comme auſſi le Païs de Doel & de Kreteniſſe, & generalement tout le Païs ſitué au Sud & Sud-Eſt de la ſusdite Ligne, excepté le Fort de Spinola demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui ſe trouvera au Nord-Oueſt avec le ſusdit Fort de Spinola demeurera aux Seigneurs Etats Generaux, comme auſſi le Fort de Lieffkenshoeck, avec cent cinquante verges à l'environ d'icelui du côté des Terres.

Et que par ce moyen les ſusdites Limites ſeront & demeureront, une fois pour toutes, reglées dans la Province de Flandres depuis l'Ecluſe & les Forts és environs de là jusques à l'Eſcaut, le long de toutes les Frontieres.

Et avons auſſi nous ſouſſignez trouvé à propos d'ordonner par ces Preſentes, que toutes les injures, offences, & dommages, qui depuis la concluſion du ſusdit Traité de Paix jusques à ce jour ont eté faits ou ſouferts à l'occaſion des ſusdits Limites non reglées, tant en general qu'en particulier, ſeront & demeureront exempts de toute recherche, & compenſés de part & d'autre, & que les Procez intentez, par devant quelques Juges ſubalternes, ou par devant les Colleges ou Cours Souveraines à l'occaſion de quelques Biens, qui par cet Accord ſont declarez demeurer à l'un ou l'autre des Souverains, ſeront renvoyez aux Juges des Lieux, qui en conſequence de cette Transaction ſeront trouvez competents.

A pareillement été convenu que la preſente ſeparation de la Souveraineté ne portera aucun prejudice aux Seigneurs Vaſſaux qui par icelle viendront à charger de Maîtres, mais ſeront de part & d'autre maintenus dans tous & tels Droits, Souverainetez, Préeminences, Jurisdiction, Exemptions, Libertez, & Immunitez qu'ils montreront par leurs Titres, Documents ou ancienne poſſeſſion leur avoir apartenu cidevant; Et ſpecialement le Seigneur de Saint Jean Steen, comme ſemblablement le ſusdit Village ſeront maintenus dans l'exercice de leur Jurisdiction, & de haute, moyenne & baſſe Juſtice, & dans telles leurs libertez, qu'il leur apartient de droit.

Toutes les ventes, engagements & alienations qui peuvent avoir été faits par l'un ou l'autre Souverain jusques à preſent, demeureront en leur force & vigueur.

Lesdits Seigneurs Roi d'Eſpagne & Etats Generaux demeureront dans tous & tels Droits de Péage & autres, qu'ils ſont accoutumez

1664 tumez reciproquement de lever, dans les Lieux qui demeurent ſous leur Reſſort, ſans que la preſente ſeparation puiſſe aporter aucun changement.

Il eſt auſſi expreſſement convenu & accordé, que tous & un chacun des Sujets du Seigneur Roi, à qui par le moyen de cette Transaction, il échoira d'être avec leurs Biens ſous la Souveraineté des Seigneurs Etats Generaux, ils pourront les adminiſtrer par eux-mêmes, ou les vendre & aliener comme bon leur ſemblera, nonobſtant toute Ordonnance au contraire, ſans même pouvoir être chargez du cinquantiéme denier, ou autres charges, à cauſe des ſusdites vente, alienation, ou ſucceſſion quelles qu'elles puiſſent être, pourveu qu'elles ſe faſſent avant l'expiration des deux premieres années, aprés la Ratification du ſusdit Traité.

Item nous declarons nous Deputez de part d'autre, & de bonne foi qu'au nom, & au proffit du ſusdit Seigneur Roy & des ſusdits Seigneurs Etats Generaux, acceptons reſpectivement & abſolument les ſusdits Limites en leur entier, & avoüons, & aprouvons en chaque partie d'icelles, le ſusdit Reglement, comme il eſt ici deduit & ſpecifié par le mênu, ſans aucune reſerve d'abus, d'arreur ou autres exceptions, quelles qu'elles puiſſent être, conſentons de plus que ce preſent Accord & Transaction ſeront reputées de part & d'autre faire partie & dependance du Traité de Paix mentionné au commencement de ces Preſentes, & qu'en conſequence d'icelui les Points y compris ſeront inviolablement obſervez & executez en la même maniere, que s'ils étoient inſerez mot pour mot dans ledit Traité de Paix.

Et ſera le preſent Reglement & Accord ratifié & aprouvé par les ſusdits Seigneurs Roy & Etats Generaux, & en ſeront de part & d'autre les Lettres de Ratification échangées en bonne & deuë forme dans le tems de trois ou quatre mois.

Pour ſureté dequoi ont été des Preſentes faits deux Inſtrumens conformes, & avons nous Deputez du ſusdit Seigneur Roi, ſouſſignez ſigné ces Preſentes de nos mains & ſeeleés du Sceau de nos Armes, & en avons fait l'extradition aux Deputez des ſusdits Seigneurs Etats Generaux, dans la Ville de Bruxelles le 20. de Septemb. mil ſix cens ſoixante & quatre, Etoit ſigné

(L.S.) A. COLINS.
(L.S.) T. B. DELLA FAILLE.
(L.S.) VAN DEN WOUWEN.
(L.S.) MAES.
(L.S.) BLONDEL.

CCCLXXX.

Traité de Commerce entre Charles II. Roy d'Angleterre & Charles XI. Roy de Suede, An. 1666.

1666 NOus CHARLES, par la grace de Dieu, Roy de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finland, Duc de Schoonen,

nen, Eſtland, Liffland, Carelie, Bremen, Veerden, Stetin, Pomeranie, Caſſubie & Wende, Prince de Rugen, Seigneur de Ingermanland & Wismar, comme auſſi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juiliers, Cleves & Bergue &c. Sçavoir faiſons, comme dans le Traitté entre nous & le Sereniſſime & puiſſant Prince nôtre cher Frere, Ami & Allié, le Seigneur Charles ſecond du nom, par la grace de Dieu Roi de la grand Bretagne, de France & d'Irlande, Deffenſeur de la Foi, & conclu premierement à Londres l'an 1664. le 21. Octobre & en aprés ici à Stockholm l'année derniere 1665. le premier Mars; On a auſſi conſideré & examiné les choſes qu'on a jugé étre neceſſaires pour l'uſage du Commerce, & pour l'avancement de l'avantage & ſureté d'icelui dans ces troubles & tems dangereux. C'eſt pourquoi afin que la bonne intention & le ſoin ordonné & convenu pour l'avancement du Commerce puiſſe obtenir ſon convenable effect, & que chacun qui y peut avoir interêt, principalement ceux qui ſe mêlent du Negoce, puiſſent ſçavoir quelles conditions & commoditez ſont ſtipulez & ſtatuez par ledit Traitté pour avancer le Commerce, & ce qui outre cela doit être obſervé ſuivant la teneur des Alliances, afin que le cours du Commerce & de la Navigation puiſſe être libre & ſans empêchement qui autrement eſt ſujet à divers troubles, ſelon la facheuſe conjoncture du tems preſent. Nous avons trouvé bon, que du ſusdit Traité ſeront tirez & imprimez les Articles des cas & de la matiere du Commerce ainſi qu'ils ſe trouvent ci-deſſous. Mandons à tous les ſujets & Habitans de nôtre Royaume & des Provinces en dependantes; principalement ceux qui ſe mêlent de Commerce, qu'ils ayent à obſerver ponctuellement en toute maniere les choſes qui ſont reſoluës & ſtatuées dans les ſusdits Articles, & qu'ils ſe gardent de commettre aucune choſe allencontre, ſoit ouvertement, directement ou indirectement ſous quelque pretexte que ce ſoit, s'ils veullent éviter la peine qu'on fera ſubir rigoureuſement aux Contrevenants de quelque qualité qu'ils ſoient. 1664

I. Il eſt convenu qu'on ne fournira aux Ennemis de l'un ou l'autre des Confederez aucunes Marchandiſes qui puiſſent ſervir à l'uſage de la Guerre, laquelle deffence ne s'étendra neantmoins nullement, jusques là, que par la toute Amitié & Uſage de Commerce ſoient entierement interdits avec les Ennemis d'un ou l'autre des Confederez, ou avec leurs ſujets; car au cas que l'un des Confederez ne ſoit point mêlé dans la Guerre, le Commerce & Navigation de ſes ſujets & Habitans avec les Ennemis de ce confederé ſera libre, & ſera permis de mener immediatement & librement aux Ennemis toutes les ſortes de Marchandiſes qui dans l'onziéme Article du Traitté d'Angleterre & de Suede fait à Londres l'an 1661. ne ſont pas ſpecialement exceptées, ni deffenduës expreſſement en vertu d'icelui, ou qui ne ſont pas reputées pour Contrebande.

II. Et afin qu'un chacun de ceux qui ces preſentes verront puiſſent ſçavoir, quelles choſes ſont ſpecialement exceptées & deffenduës, ou reputées de Contrebande, il eſt jugé à propos de rapporter

1666 ici lesdittes choses qui sont contenuës dans l'Article XI. dudit Traitté de Londres. Les Marchandises donc specialement designées sont celles-ci: Argent, Provisions de bouche, Armes, Canon avec feu d'Artifice, & autres choses en dependantes, Balles, Poudre, Plomb, Boullets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Canons, Mortiers, Petards, Grenades, Fourchettes, Bandolieres, Salpetre, Balles de Mousquets, Casques, Armures, & semblables Instrumens de Guerre, Soldats, Chevaux, toutes choses servant à leurs Equipages, Hausse-cous & autres choses servant à la Guerre; Touttes lesquelles choses, comme aussi tous Vaisseaux d'escorte ou de Guerre à l'usage des Ennemis ne pourront pas être menez à l'Ennemi de l'autre Partie; Et si telles choses sont saisies par l'autre des Confederez, elles seront reputées de bonne prise, sans en pouvoir esperer la restitution.

III. Comme aussi par les Articles onzieme & douzieme du susdit Traitté de Londres il est pourvû à la liberté & sureté du Commerce en general où ces cas sont pour la plus part specifiez, lesquelles pourront avenir tant dans le tems de trouble que de Paix, par lesquels Articles, il pourra être ajouté, d'un commun consentement selon l'occasion des tems & que les cas le requerront, les choses qui seront trouvées utiles, il a été jugé à propos de les renouveller & augmenter, de cette maniere; Qu'en tems de Guerre les Vaisseaux Marchands de l'un & l'autre de Confederez & de leurs sujets, soit qu'ils ayent été construits dans le Royaume de la grand Bretagne ou dans celui de Suede, dans les Provinces & Domaines qui leur sont soumis ou ailleurs, ou achettez en d'autres lieux avec le consentement, & permission Royale, si les Batteliers, de quelque Nation qu'ils puissent être, ont seulement prêté le serment, comme Bourgeois d'Angleterre ou de Suede, seront pourvûs de tels Passeports & Certificats, qu'il est exprimé dans le 12. Article du Traitté de Londres, & signez pour plus grande foy par le College Royal de Commerce en Suede, & par les Gouverneurs des Provinces de Lyffland, *Estland*, Ingermanland, Bremen, & Pomeranie, ou par la Cour de l'Amirauté d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, ou par leurs Deputez dans les Provinces. Et il y sera certifié, que non seullement les Vaisseaux, mais aussi les Marchandises apartiennent aux sujets des Confederez ou Amis, & non aux Ennemis, mais afin qu'il ne se fasse aucune tromperie par lesdits Certificats, on a trouvé ce moyen d'ôter le soupçon de soupercherie, sçavoir que les susdits Colleges respectifs, & leurs Deputez & Gouverneurs, comme aussi les Magistrats en Chef & Commissaires des Peages des Provinces & Villes, avant que de donner les Passeports, feront un parfait & exact examen de Vaisseaux & Marchandises & feront prêter serment aux Batteliers & Proprietaires qu'ils ne chargeront pas dans leurs Vaisseaux aucune des Marchandises, qui par le XI. Article ou Traitté de Londres sont nommées, de Contrebande, & sont expressement specifiées, ou qu'ils ne chargeront point des Marchandises des Ennemis; Si quelqu'un par raisons sûres est convaincu qu'il y en a de cachées de son sû & consen-

sentement, il sera puni rigoureusement, comme ayant contrevenu à son serment & à sa foi. Mais en quelque lieu que ce soit, soit en Mer ou dans les Havres, si quelque Vaisseau Marchand Anglois rencontre quelque Vaisseau de Guerre, ou Capre Suedois, ou si un Suedois en rençontre un Anglois, & lui aura montré tel Passeport signé des Colleges Roiaux respectifs & de leurs Deputez, ou des Gouverneurs des Provinces, il ne pourra rien demander d'avantage, & ne pourra être examiné à l'egard du Vaisseau, des Marchandises & Equipage, & encore moins être emmené ou les Marchandises être prises contre son gré, ni ne pourra lui être fait aucun tort ou dommage, mais pourra continuer son cours & voyage, sans aucun autre moleste, examen ou visitte; Mais si un Vaisseau du Roi, ou un Capre emmene un Vaisseau d'un des Confederez ou de ses sujets pourvû d'un tel Passeport & Certificat sans juste preuve ou raison sure de soupçon, ou lui extorque les Marchandises contre la volonté du Batelier & du Proprietaire, ou lui fait quelque tort, dommage ou moleste, le Capitaine du Vaisseau ou celui qui sera convaincu d'un tel grand crime sera puni rigoureusement, & l'on pourvoira sans delay au dedommagement de la Partie lezée, tant à l'egard de la cessation du gain qu'a l'egard du dommage qui en resultera & ce selon l'equité de la chose, & afin que telle chose se fasse, aucun Vaisseau armé en course apellé Capre, ne sera pourvû d'aucune Commission, à moins qu'il n'ait auparavant donné caution de cinq mille Risdales, ou mil livres Sterling, pour repondre de tout ce qui en semblable occasion pourroit lui être demandé. Si la chose se fait autrement celui qui aura souffert le dommage, sera satisfait aux depens du Public, mais si quelqu'un qui ne sera pas pourvû d'une semblable Commission se trouve faire telle chose, il sera jugé meriter la peine des Pirates & Meurtriers, & puni en cette qualité. 1666

IV. Comme il est ci-dessus fait mention d'un Formulaire de Passeport & Certificat, dont les Vaisseaux suivant le precedent Article doivent être pourvûs, il a été jugé à propos, de tirer de l'Article XII. du Traité de Londres le Formulaire qui est mis, & de l'inserer ici, & qui est tel que dessous.

Nous N. N. Gouverneur ou Bourguemaître, ou Commissaire de la Doüane de la Ville ou Province N. (cy mettant le Titre ou la Charge du Gouverneur de cette Place) faisons sçavoir & certifions que le . . . jour du mois . . . de l'année . . . sont comparus par devant nous en la Ville ou Bourg N. du Domaine de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la Grand Bretagne, (selon qu'il echerra) N. N. N. Bourgeois & Habitans de N. & sujets de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la Grand Bretagne, & sous la foi du serment par lequel il est obligé à sa Royale Majesté de Suede, nôtre Sire, & à notre Ville, ou à sa Royale Majesté de la grand Bretagne & à notre Ville, nous ont declaré, que le Vaisseau nommé N. grand N. charge N. ou tonneau, apartient au Havre, Ville ou Bourg N. de nôtre Domaine, & que le susdit Vaisseau lui apar-

1666 apartient legitimement ou aux ſujets de ſa Royale Majeſté de Suede, ou de ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne, & qu'il va directement de ce Havre à N. chargé des Marchandiſes ſuivantes, ſçavoir (l'on ſpecifiera ici les Marchandiſes avec leur quantité & qualité, pour exemple, de tant de l'eſt ou de tonneaux &c. ſelon la quantité & condition des Marchandiſes) & les ayant declaré ſous ledit ſerment que tant N. des ſusdittes Marchandiſes apartient aux ſujets de ſa Royale Majeſté de Suede, ou de ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne, ou tant N. apartient N. N. N. (on exprime les Poſſeſſeurs de quelque Nation qu'ils ſoient) & que N. N. aprés avoir ſous la foy dudit ſerment affirmé que lesdittes Marchandiſes cy-deſſus ſpecifiées, & non autres ſont chargées ſur ledit Vaiſſeau pour le ſusdit voyage, & qu'aucune partie desdites Marchandiſes n'apartient point à d'autre qu'aux ſusdites perſonnes & qu'il n'y a aucunes autres Marchandiſes de cachées, ſous un nom emprunté, mais que lesdites Marchandiſes ſont veritablement & reellement chargées pour l'uſage des ſusdits Proprietaires, & d'aucun autre, & que le Battelier nommé N. eſt Bourgeois de la Ville N. c'eſt pourquoy aprés un exact examen, Nous, (les ſusdits Gouverneur ou premier Magiſtrat ou Commiſſaires de la Douane de la ſusditte Ville) nous a ſuffiſamment apparu que le ſusdit Vaiſſeau & les Marchandiſes y chargées ſont exemptes, & appartiennent veritablement & réellement à des ſujets de ſa Royale Majeſté de Suede ou de ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne, ou aux ſusdits Habitans d'autres Nations, prions pour cet effet très-humblement toutes Puiſſances par Terre & par Mer, Rois, Princes, Republiques, & Villes libres, comme auſſi tous Generaux, Amiraux, Officiers, & Commandeurs dans les Havres, & tous autres qui ſont commis à la garde des Ports ou ont Commiſſion de Mer, qui pourroient rencontrer ce Vaiſſeau ou dans quelque Flote où il pourroit ſe rencontrer ou paſſer, ou dans quelque Havre, qu'il puiſſe ſejourner, qu'en égard aux Alliances & Amitié qu'il a avec un chacun ou leurs Superieurs, & avec ſa Royale Majeſté de Suede, notre Roy & Sire, ou avec ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne, nôtre Roy & Sire, qu'ils ayent à laiſſer paſſer librement, ſeurement ſans empechement ni moleſte ledit Battelier avec ſon Vaiſſeau N. & les Perſonnes & Biens qui en dependent, mais auſſi s'il trouve bon de ſortir dudit Port pour continuer ſon voyage à un autre lieu, de luy temoigner toute ſorte de civilité comme ſujet de ſa Royale Majeſté de Suede ou de ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne, laquelle ils recevront en ſemblable occaſion ou autre de ſa Royale Majeſté de Suede, ou de ſa Royale Majeſté de la grand Bretagne. En temoin de la verité, nous avons ſigné ces preſentes de notre main, & l'avons fait confirmer par l'apoſition du ſceau de notre Ville, fait &c.

V. Comme par cette plus étroite Alliance les deux Sereniſſimes Roys & leurs Royaumes ſont obligez de procurer l'avantage l'un

l'un de l'autre, il a été jugé à propos d'exhorter & inciter de plus en plus leurs sujets de negocier ensemble. Aux fins de quoy il a été convenu de part & d'autre, que Gottembourg dans le West-Gots du côté de sa Royale Majesté de Suede, & en Angleterre Pleymouth dans la Comté de Devon de la part de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, seront declarez & ordonnez pour Ports libres, où les Marchands, qui sont sujets des deux Confederez jouïront du Droit d'étalage, & de toutes les libertez & privileges en dependans, sçavoir que les sujets & Habitans de Suede auront la liberté a Pleymouth, comme Havre libre, d'apporter, amener toutes sortes de Marchandises avec leurs Vaisseaux de la Mer de l'Est, & des Provinces de Suede scituées sur la Mer de l'Est & de l'Ocean; mais les sujets & Habitans d'Angleterre seront à l'avenir en liberté d'amener avec leurs Vaisseaux à Gottembourg, comme Havre libre, toute sorte d'autres Marchandises, exceptè celles de la Mer de l'Est, & des Provinces de Suede, scituées sur la Mer de l'Est & sur l'Ocean, & de les vendre à leur volonté, ou de les échanger contre toute sorte d'autres Marchandises, & cela à telle condition, qu'il sera seulement payé la huitieme partie d'un Daelder pour l'entrée de la valeur de cent Daelders, en reconnoissance seulement de l'étalage ou de la liberté du Havre, & ce pour les Marchandises que les sujets des deux Confederez auront amené dans lesdittes Villes, pour y être venduës à d'autres, & lesquelles seront derechef transportées de là par Mer par les Achetteurs. 1666

VI. Mais si les Marchandises des susdits Vaisseaux ne se dechargent point, ni en tout ni en partie, dans lesdits Havres, ou que pour certaines raisons on veuille les transporter avec la charge entiere en d'autres lieux, on ne sera point obligé de rien payer pour la souffrance des Vaisseaux, ou pour l'entrée ou sortie, ni pour les Marchandises & changes, ni pour le Peage, ni pour la reconnoissance, ou pour quoy que ce soit; mais pourront en semblable cas entrer & sortir librement, sans aucune moleste, avec cette condition neanmoins, qu'aussi-tôt qu'ils seront arrivez ils permettront à un Visiteur, qui seulement sera mis pour garde sans aucune moleste ou grief pour le Batelier, de rester dans le susdit Vaisseau, jusques à ce qu'ils partent derechef de là.

VII. Mais pour les Marchandises qui seront amenées dans lesdites Villes de Gottembourg & de Pleymouth & qui seront debitées dans lesdites Villes & lieux circonvoisins, & qui ne seront pas retransportées en Mer, il en sera payé le Peage, suivant les Listes publiques du Peage, qui en seront faites. Il en sera de même des Marchandises qui seront amenées dans les susdites Villes de Gottembourg & de Pleymouth des Places circonvoisines, & qui n'auront point encore payé de Peage de Mer, lorsqu'elles seront sorties des deux Royaumes & se seront mises en Mer.

VIII. Mais afin que l'usage particulier du Commerce entre les deux Confederez soit tant plus avancé durant cette Alliance, sa

1666 Majeſté Suedoiſe donne la liberté à la Nation Angloiſe à Gottembourg, & ſa Royale Majeſté de la Grande Bretagne à la Nation Suedoiſe, à Pleymouth, comme en Ports libres, non ſeulement de depoſer leurs Marchandiſes, mais auſſi de les mettre en des maiſons particuliers ſous leur propre garde, en la maniere ſuivante. Et afin que l'on y puiſſe decharger les Marchandiſes, & les porter dans des Tonneaux, Tonnes, ou Coffres fermez, dans les Bureaux de la Douane, & y étant miſes y être laiſſées en leur entier ſans les depaquetter, ſous la garde publique à la volonté du Marchand, s'il les veut derechef transporter ou les retirer à luy, alors les Coffres, Tonneaux, Tonnes &c. ſeront ouverts par le Receveur de la Douane, & du Marchand, & ſera faite une Liſte des Marchandiſes, avec le nom, & le prix, & combien il ſera payé de Droit pour chacunes, laquelle Liſte étant faitte double, ſera ſignée par le Receveur de la Douane, & par le Marchand, & ſeront les Marchandiſes ſcellées ou cachettées du Sceau ou Cachet du Bureau, & ainſi remiſes en des maiſons particulieres à la garde du Marchand; mais avec certaines caution & telle condition, que ſi elles ſe vendent à Pleymouth ou Gottembourg pour y être debitées, on en payera le Peage qui ſera limité, avant de les vendre: mais ſi les Marchandiſes ne peuvent être venduës, & qu'elles ſoient derechef transportées par Mer, ſera ſeulement payé pour reconnoiſſance la huitieme partie d'un Daelder de la valeur de cent, ainſi qu'il eſt ordonné par le dix-neufieme Article. Qu'il en ſera uſé de même a l'egard des Marchandiſes qui ne ſeront pas renfermées, comme Cuivre, Fer, Poix, Maſts, Vins, Sel & ſemblables qui ſeront dans le Vaiſſeau, lesquelles aprés qu'elles ſeront enregiſtrées & ſignées du Receveur de la Douane, & du Marchand comme il eſt dit cy-deſſus, aprés caution donnée que les Droits ſeront payez ſi elles y ſont debitées, elles ſeront dechargées & miſes en des maiſons particuliers jusques à ce qu'elles en ſoient ou transportées ou étant des chargées du Peage ſi elles ſe gâtent être venduës; mais afin que par cette liberté de pouvoir porter les Marchandiſes dans des maiſons particulieres ni l'un ni l'autre des Confederez ne puiſſent pas être trompez, lesdites Marchandiſes ſeront tous les trois jours viſitées par le Receveur du Bureau & par les Viſiteurs, & ne ſeront point venduës en détail, mais en gros, ſur peine de Confiſcation.

IX. Et quoy que par les ſusdittes choſes & par ledit Traité il ſoit aſſez notoire, ce qui doit être obſervé, afin que l'uſage de la Navigation, & du Commerce dans ces temps ſoit libre & aſſuré, neanmoins afin d'ôter d'autant mieux toute tromperie, & toute ſorte de pratique frivole & illuſoire, nous avons jugé à propos de faire ſçavoir à un chacun que, comme le Traité ſouffre les Batteliers des Vaiſſeaux Suedois de quelque Nation qu'ils ſoient, pourvû qu'ils ayent prêté le ſerment comme Bourgeois & Habitans de Suede. S'il arrive que ſi quelque Battelier étant Bourgeois & Habitant juré de Suede venoit à mourir & qu'un autre fût mis en ſa place, ou que

ſi

ſi quelque Battelier venoit à être choiſi & mis ſur quelque Vaiſſeau lequel un ou pluſieurs de nos ſujets ou Habitans auroit fait acheter ou conſtruire hors de nôtre Royaume & des Provinces en dependantes, il ne ſera permis en ce cas à aucun de nos ſujets & Habitans de prendre un Battelier de Nation étrangere, qu'au preallable, ce Battelier ne ſe ſoit obligé par ſerment & n'ait donné ſuffiſante caution qu'il fera ſa Reſidence dans nôtre Royaume ou dans les Provinces en dependantes; ce qui étant fait le nom du Battelier & du Vaiſſeau ſur lequel il aura été mis, ſera envoyé à nôtre Miniſtre qui reſide à la Cour du Roy de la grand Bretagne, & le nom du Miniſtre du lieu où ledit Battelier aura prêté ſon ſerment, & donné caution de transporter ſon Domicile en Suede ou dans l'une des Provinces en dependantes, & de s'y établir. Pour lequel Vaiſſeau & Battelier, il ſera enſuite procuré un Paſſeport Anglois, jusques à ce qu'il ſoit arrivé pour la premiere fois dans les Havres de nôtre Royaume, ou dans les Provinces, qui en dependent, où aprés qu'il aura montré & delivré ſon Paſſeport Anglois, il ſera pourvû de notre College de Commerce ou de nos Gouverneurs de Province d'un autre Paſſeport conforme au Formulaire exprimé dans le Traitté, lequel ayant, il ſera ſûr & exempt de toute exaction, perquiſition, & elevement, comme les autres Vaiſſeaux Suedois. En foy dequoy & pour plus grande fermeté nous avons ces preſentes fait confirmer de noſtre ſeau Royal, & de la ſignature de noſtre tres-honorée & chere Mere, enſemble de nos autres Tuteurs & Adminiſtrateurs du Royaume. Donné à noſtre Chateau de Stockholm le 16. Fevrier 1666. 1666

CCCLXXXI.

Ewiges Bündniß deren von Zürich, mit denen Ländern Ury, Schweitz, Unterwalden und Glaris, An. 1352.

IM Gottes Nammen Amen, Wir der Burgermeiſter, die Räth, und die Bürgere gemeinlich der Statt Zürich, die Landtamman und die Landtlüth gemeinlich der Ländern, ze Vri, ze Schwytz, ze Vnderwalden, vnnd ze Glarus, Thund khund Allen den die dieſen Brief ſechent, oder hörent läſſen, das wir mit gutem Frid und ſchirmung, vnnſer Lyb vnnd gutes, vnnſer vorgenanten von Zürich, Statt, vnnd vnſer Eegenanten Länndern von Vri, Schweytz, Vnderwalden, vnnd Glarus, vnnd vnnſer aller Lüthen, durch Nutz und Fromung willenn, gemeinlich deß Lanndes, einer Eewigen Pündtnuß, vnnd Freundſchafft über ein kommen ſinnd, ze ſamen glopt vnnd geſchworen habent, lyblich vnnd offenlich gelert Eide, zu den Heiligen, für vnns vnnd alle Vnſer Nachkommen, die hartzu mit Namen, Ewencklich verbünden, vnd begriffen ſeyn ſöllent, mit einandern ein Eewig Pündtnuß zehaben, vnnd zehaltend, die auch nun vnd hienach, vnwandelbar vnzerbrochen, 1352

1352 brochen, vnd aller Ding vnuersert, mit guten thrüwen stet vnd vest, Eewencklich belyben soll. Vnnd wann aller zergencklicher Ding vergessen wirt, vnnd der Lauff diser Welt zergat, vnnd Im zyt der Jaren, viel Ding geendert werdent. Davon so gebent wir die vorgenanten von Zürich, Vre, Schwytz, Vnnderwalden vnnd Glarus, einandern dieser getrüwen Gesellschafft, vnd Ewig Pündtnusse, einerkamtlich zugsamme, mit Briefen vnd mit geschrifft. Alß:

Das wir einandern getrüwlich Behelffen vnd Berathen syn söllennt, als feer vnns Lyb oder gut erlangen mag, on all geferd, gen allen denen vnnd vff alle die, so vnns an Lyb oder gut, an Eeren, an Freyheiten, mit Gwalt oder ohne Recht unfug Vnlust, angryffen bekrencken, kemen widerdrieß oder schaden thäten, vnns oder jeman so Inn dirre Pündtnuß ist, nun oder hienach, Innwendig den Zilen, vnnd Kreisen, als hernach geschribenn stat.

Das ist deß Ersten, da die Ar entspringt, das man nennpt an Grimßlen, und die Ar ab für Haßle, für Bern hin, vnnd jemermer ab der Ar nach, vnntz an die Statt, da die Ar in den Ryn gat, vnnd den Rhyn wider uf, vntz an die Statt da die Thür inn den Rhyn gat, vnnd dieselbenn Thür jemermer vf, vnntz an die Statt, da sy entspringt, vnnd von dem Vrsprung vnnd derselben Statt die Richti durch Churwalchen vf vnntz an die Veste zu Ringgenberg, vnnd von derselben Ringgenberg, über eneth halb dem Gotthart hin vnntz vff den Platiser vnnd von dannen hin, vntz an den Täfel, vnnd von dem Täfel, wider über, vnntz an den Grimsel, da die Ar entspringt.

Were aber das inn disen vorbenampten zilenn, vnnd Kreisen, Jeman so inn dirre Pündtnuß Ist, kein wyse jemer one Recht, von jemannt angriffenn, oder geschediget wurde, an Leuth oder an gut, darumb so mag vnnd soll der Rath oder die Gmeind, der Statt oder des Landts so dann geschedigt ist, umb den Schaden sich erkhennen, vff Jr Eidt, vnnd weß sich dann derselb Rath oder die Gmeind oder der mer theil der Statt oder deß Landts so dann geschediget ist, vff den Eidt erkennent, umb Hilff oder antzugryffen umb keiner Hannd Sach so dann nothdürfftig ist. Dann soll und mag der Rath, oder die Gmeind, der Statt oder des Landts, so dann geschediget ist, die Statt oder die andern Länder, so inn dirre Pündtnuß sind, manen, und uff wen die manung den beschicht, mit des Raths oder der Gmeind oder ze den Kilchen der vorbenennptenn vier Lenndern, on all geferd, über den vnnd über die Söllenn Inen die Stadt, vnnd die anderun Länder, so dann gemandt sind, by den Eiden vnuertzogenlichen behulffen vnnd berathen seyn, mit gantzem Ernst vnnd mit allen Sachen, als die nothürfftig sind, die sich dann vmb Hilff erkennt, vnnd gemant hannd, on all Geferd.

Vnnd soll auch vnnder vnns den vorgenantenn, der Statt vnnd der Lendern, nieman gen dem andern dirre Pündtnuß, dirre Manung, oder dirre Hilff keins wegs, ab nach vßgon, mit Worten

ten noch mit Wercken, kein ding suchen noch werben, darumb die Hilff, vmb die Dantzemal, gemant ist, zertrent, oder abgestelt werden möchte, on all Geferd, vnnd soll ouch die vor genant Statt vnnd jetlichs der genanten Landen, dieselben Hilff mit Jr selbs costenn thun, on alle Geferd. 1352

Were ouch das an vnns oder jemand, so inn dirre Pündtnuß ist kein, gether Schad oder Angriff, beschehe, da man gether Hilff nothurfftig were, da söllennt wir zu allen Syten vngemant vnuertzogenlich zufaren vnnd schicken, wie das gerochen vnnd abgeleit werde, on allenn Fürtzug.

Were aber das die Sach als groß, das man einns Getzuges, oder eines Gesetzes nothurfftig were, wann dann harumb die Egenannt, Statt oder kein der vorgenanten Lannden, vnder vns von jemandt, so jnn dirre Pundtnuß ist, mit Botten oder mit Briefen, ernannt wirt, darnach söllent wir vnuertzogenlich zetagen kommen ze dem würdigen Gotzhuß, ze der Apthige, ze den Einnsidlen, vnnd da zerath werden, was vnns dann aller nutzlichest beduncke, als das dem oder denen so dann umb Hilff gemant hand, vnuertzogenlich geholffen werde, on alle Geferd.

Were ouch daß man jemant besitzen oder belägeren wurde, so soll die Statt oder das Landt, so die Sach angat, vnnd die so denntzemal genannt sind, den costen einig haben, so von Wercken oder Wercklüthen, von deß gesesses wegen, daruf gat, on all Geferd.

Were ouch das jemant wer der were, keinen so inn diser Pündtnuß sind, angriff oder schedigete on Recht, vnnd derselb vßerthalb den vorgenanten zilen vnnd Kreisen gesessen were, wann es dann zu beschulden konnpt, das der oder die so den Angriff vnnd den Schaden gethon hand, komment jnn den Gwalt, vnnser der Egemelten Eidtgenossen, denselben, oder die alle, Jr Helffer und diener, Lyb vnnd Jr gut, soll man hefften vnd angryffen, vnnd sy deß wysen, das sy denselben schadenn vnnd Angriff ableggint vnnd wider thügennt, vnuertzogenlich on all Geferd.

Were ouch das wir die vorgenannten von Zürich mit den obgenanten vnsern Eidtgnossen von Vre, von Schwytz, von Vnderwalden, vnd von Glarus gemeinlich oder mit Jr keinem besonnder oder sy gemeinlich oder sonderlich, mit vnns oder vnder Jnen Stöß oder Mißhellung, gewunnen, das Gott Ewencklich wende, darumb söllent wir zu tagen kommen, ouch ze dem vorgenanten Gotshuß, ze den Einsidlen, vnnd söllent die von Vri, oder die von Schwytz, oder die von Vnderwalden, oder die von Glarus, alle gemeinlich oder Je eins besonder, so dann stöß mit vns von Zürich, oder sy mit einandern hand, zwen Erbar mann dartzu setzen, vnnd auch wir, oder die vnder Jnen stöß mit ein ander habent, ouch zwen, dieselben vier söllennt dann schweren ze den Heiligen, die sach vnnd die stöß vnuertzogenlich vßzerichten, ze mynnen oder ze dem Rechten, vnnd wie es die vier oder der mertheil vnder Jnen vßrichtent, das söllent wir zu beiden syten, stät halten on alle Gferd.

Were

1352 Were aber, das die Vier die dartzu benempt wurden, sich glych theilen, vnnd stößig wurden, So söllennt sy by den Eiden, so sy geschworen hand, Innwendig vnnser Eidtgnoschafft, einen Gmeinen man zu Inen kiesen vnd nennen, der sy inn der sach schidlich vnnd Gmein duncke, vnnd wellichen sy dartzu kiesennt, vnd nemment, den söllent die inn der Statt oder Land er gesessen ist, bitten vnd des wysen, das er sich der Sach mit den vieren anneme, vnd mit synen Eid sich verbinde vß zerichten, one alle Geferd.

Es soll ouch kein Leye, den andern so inn dirre Pündtnuß sind, vmb kein Gelt schuld, vff Geistlich Gricht laden, wann jedermann soll von dem andern, ein Recht nemmen an den Stetten vnnd inn dem Gricht, da der ansprechig dann seßhafft ist, vnnd hinhöret, vnnd soll man ouch dem da vnuertzogenlich richten, vff den Eidt on all Geferd. Were aber das er da rechtloß wurde gelassen, vnnd das kundtlich were, so mag er syn Recht wol fürbaß suchen, als er dann nothurfftig ist, on all Geferd.

Es soll ouch niemant so inn dirre Pündtnuß ist, den andern verhefften, noch verbieten, dam den Rechten gelten, oder bürgen, so im darumb gelopt, vnnd verheissen hat, on all Geferd.

Wir sind ouch einhelligklich über ein kommenn, das kein Eidt-Gnoß, so inn dirre Pündtnuß sinnd, vmb kein sach für ein andern pfand seynd söllennt, on alle Geferd.

Were ouch das jemandes so inn dieser pündtnuß ist, den Lyb verschulte, als feer, das er von synem Gricht, darumb verschruwen wurde, wo das dem andern Gricht verkündt wirt, mit der Statt oder des Landes besiegleten Brief, so soll man inn ouch da verschrigen, inn demselben Gricht, als er ouch dört verschruwen ist, on all Geferd, vnnd wer inn darnach wüssentlich huset, oder hofet, essenn oder trincken git, der soll inn denselben Schuldenn syn, Also das es im doch, nit an den Lyb gon soll, on all Geferd.

Ouch habent wir die vorgenanten von Zürich von Vre, von Schwytz, vnd von Vnderwalden, vnns selbs vßbehopt, vnnd beredt, wor das wir sament, oder vnnser Statt vnnd Lender keins besonder, vns jenderthin gegen Herren oder Stetten fürbas besorgen, vnd verbinden welten, das mögent wir wol thun, Also das wir doch diß Pündtnuß vor allen Pündten, die wir hienach nennen würden, gegen einandern Ewennklich vest vnnd stät haben söllennt mit allen sachen, als sie an diesem Brief beredt vnnd beschriben standd, on all Geferd.

Vnnd wir vorgenanten von Zürich, Vre, Schwytz, vnd Vnderwalden, habennt den vorgeseiten vnnsern Eidtgenossen von Glarus, von sonder liebe vnd Freündtschafft wegen, die wir zu inen hand geñen vnnd zu gelassen, ob sy hinfür, sich zu vnnsern gethrüwen, vnnd lieben Eidtgenossen von Bern, Lucern vnnd Zug, gemeinlich oder dero ordten, keinem sonderlich verbinden weltind, das sy das wol thun mögennt, vnnd doch also, das diß Pündtnuß vor denselben

Pündt-

Pündtnussen gon, vnnd das diesem Pundt, gentzlich vnschädlich syn, 1352
vnnd der Ewenklich, waar vnnd ståt gehalten werden soll.

Vnnd wir obgenanten von Glarus, Söllennt vnns nun hinfür niendert andersch wohin gen Herren stetten noch Lendern, nieman vßgelassen, verbinden, noch sterckenn, dann mit gutem erlaubenn, Gunst wüssenn vnnd willenn vnnser vorgenanten Eidt Gnossen, gemeinlich von Zürich, Vre, Schwytz vnd Vnderwalden.

Es ist ouch eigentlich beredt, wer das jemant, Herr Rudolff Brun Ritter, der jetzt Zürich Burgermeister ist, oder welcher da jemer Burgermeister wirdt die Råth, die Zünffte, und die Burger gemeinlich derselben Statt bekrencken oder bekümbern welten, an Iren Grichten, an Iren Zünfften, vnnd an Iren Gesetzten, die sy gemacht hand, vnnd inn diser Pündtnuß begriffen sind, wann wir die vorgenanten, von Vre, Schwytz, Vnderwalden und Glarus, darumb ernant werdent, von einem Burgermeister allein, oder von einem Rath Zürich, mit eins Burgermeisters, oder des Raths Zürich, besiegleten Briefen, so söllennt Wir Inen vnuerzogenlich vff den Eidt behelffen vnd berathen syn, das der Burgermeister die Råth, vnnd die Zünffte, by Ir Gwalt by Ir Grichten, und by Iren Gesetzten blyben, als sy es vntzhar, inn diß Pündtnuß bracht hand, on all Geferd.

Wir die vorgenanten von Zürich habent Vns selbs vorbehept vnnd vßgelassen, vnnsern Herren dem Künig, vnnd dem heiligen Römschen Rych die Rechtung die wir Jnen thun sollent, als wir, von alter guter Gwonheit harckommen sinnd, on all Geferd, dartzu habent wir vßgelassen, vnsern EidtGnossen die Pündt, und die Glüpt, so sy vor diser Pündtnuß gethon hand, on all Geferd.

Vnnd wir die von Zürich, von Vre, Schwytz, vnd Vnderwalden, habennt ouch vnns selber vßgelassen, die Glüpt vnnd die Pündtnuß, so wir vor mit anndern habennt, das die diser Pündtnuß ouch vor gon soll on all Geferd.

Wir die vorgenanten von Vre, von Schwytz, von Vnderwalden, vnnd von Glarus habent ouch vorbehept, vnnd vßgelassen, vnserm Durchlüchtigen Herren, dem Künig vnnd dem Heiligen Römischen Rych, die Rechtung die wir Im thun söllent, als wir von alter guter Gwohnheit, harkommen sind, on all Geferd.

Darby soll man sonderlich wüssen, das wir eigentlich beredt vnnd verdinget habent, gegen allen denen, so inn dirre Pündtnisse sind, das ein jetlich Statt, ein jetlich Land, jetlich Dorff, jetlich Hoff, so jemant zugehördt, der inn dirre Pündtnuß ist, by Ir Gricht, by Ir Freyheit, by Ir Handuestinen, by Iren Rechten vnnd by Iren guten Gewonheiten, gentzlich belyben söllent, als sy es vntzhar gefürt, vnd bracht hannd, also das niemants den andern, daran bekrencken noch sumen soll, on all Geferd.

Es ist ouch sonderlich beredt, durch das diser Pundt Jungen vnnd alten, vnnd allen denen so dartzu gehörent, jemermer deß wissentlicher sige, das man Je ze zyten, Jaren, ze Jngendem Geyen,

darvor

1352 daruor oder darnach one Geferd, als es vnder vns den vorgenanten der Statt Zürich, vnd Lendern Jeman an den anndern vordert, by vnnsern Eiden, diß Glüpt vnd pündtnuß, erlüthern vnd ernüwern söllent, mit Worten mit Gschrifft, vnnd mit Eiden, vnd mit allen Dingenn so dann nothürfftig ist.

Was ouch dann mannen oder Knaben, zu den Zyten ob sechtzethen Jar alt ist, die söllent dann schweren, diß Pündtnuß ouch stät ze halten, ewencklich mit allen stucken, als an disem Brief geschriben stat, on all Geferd. Were aber das die nüwerung also mit besthche zu denselben zythen vnnd es sich von keiner hand sach wegen, sumen oder vertziethen wurde, das soll doch vnschädlich syn dirre Pündtnuß, wann sy mit nammen ewencklich stät vnnd vest belyben soll, mit allen stucken, so vor geschriben stand, on all Geferd.

Wir habent ouch ein mündencklich mit guter vorbetrachtung, vns selbs vorbehept vnnd behaltenn, ob wir durch vnsern gmeinen Nutz vnd nothurfft kein ding ein helligcklich, mit ein andern nun oder hienach jemer zerath wurden, anders dann Inn dirre Pündtnuß, jetz verschriben vnd beredt ist, es sige zu mindern oder zemeren, das wir alle mit einandern, wol thun mögent, vnd Gwalt haben söllennt, wie wir sy alle, die in dirre Pündtnuß sind, ein helligcklich zerath werdent, vnnd über ein komment das vns nutz und Fucklichen beduncke, on all Geferd.

Vnnd harüber zu einem offnen vrkhund, das diß vorgeschriben nun vnnd hienach ewencklich stät vnd vest belybe, von vnns vnnd allen vnsern nachkommen, darumb so habennt wir die vorgenanten, von Zürich von Vre, von Schwytz, von Vnderwalden, vnnd von Glarus, vnsere Insigel offenlich gehenckt an disen Brief, der gebenn ist an dem Montag nach vßgender Pfingst wuchen, do man zalt von Gottes gepurt Dreytzehen Hundert vnd funfzig Jar, vnd darnach Inn dem andern Jar.

CCCLXXXII.

Bündniß zwischen Zürich, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zug, de An. 1352.

IN Gottes Nammen amen, Wir der Burgermeister, die Räth vnnd die Burger gemeinlich der Statt Zürich; der Schultheiß, der Rath, vnud die Burger gemeinlich der Statt ze Lucern; der Rath vnnd die Burger gemeinlich der Statt Zuge, vnnd alle die so zu demselben Ampt zu gehörent; die Ammann vnnd die Landtlüth gemeinlich der Lender, ze Vre, ze Schwytz vnnd zu Vnderwalden Thund khund allenn die disen Brief sechendt oder hörennt läsen, das wir mit gutem Rath, vnnd mit sinnerlicher Vorbetrachtung, durch guten Frid vnnd Schirmung vnser Lyb vnnd gute, vnnser Stett vnnser Lender vnd lüthen, durch Nutz vnnd fromung willen gemeinlich deß Landts, einer Eewigen Pündtnuß, vnndt Freundtschaff über ein kommen sigen, zusammen glopt vnd geschworen haben, lyr

li

lich vnd offenlich gelert Eide zu den Heiligen für vns, vnnd alle vn- 1352
ser Nachkommen, die hartzu mit namen Ewencklich begriffenn, vnnd verbunden syn söllenn, mit einandern ein Ewige pündtnuß zehalten vnnd zehaben, die ouch nun vnnd hienach vnwandelbar vnuerbrochen, vnnd aller dingen vnuersert, mit guten thrüwen stät vnnd vest, Ewencklich belyben soll. Unnd wann aller zergencklicher Ding vergessen wird, vnnd der Louff dirre Welt zergat, vnnd Inn der zyt der Jaren viel ding geendert werden, darvon so geben wir die vorgenempten Stett vnnd Lender einandern dirre gethrüwen Gsellschafft vnnd Eewigen Pündtnuß, ein erkanntlich Getzücknüß, mit Briefen vnnd mit Gschrifft also

Das wir einandern gethrüwlich beholffen, vnd berathen syn söllenn, als feer vnns lyb, oder gut, erlangen mag on all geferd, gen alle die, vnnd vff alle die, so vnns an Lyb, an Gut, an Eeren, an Fryheiten, mit Gwalt oder ohne Recht, vnfug, Unlust, angryffen, bekrencken dheinen wiederdrieß, oder schaden thäten, vnns oder jeman so inn dirre Pündtnuß ist nun oder hienach Innwendig den zilen vnnd Kreisenn als hienach geschriben stat.

Das ist deß Erstenn, da die Ar enntspringt, das man nempt an Grimßlen, vnd die Aren ab, für Haßle, für Bern hin, vnnd jemermer ab, der Ar nach, vnntz an die Stadt, da die Ar inn den Rhyn gat, vnnd den Rhyn wider vf vnntz an die Statt da die Thür in den Rhyn gat, vnnd dieselbenn Thür jemer vf, vnntz an die Statt da sy enntspringt, vnnd von dem Vrsprung vnnd derselben Statt die Richte durch Churwalthen vf vnntz an die Veste zu Ringgenberg, vnnd von derselben Ringgenberg, über enthalb dem Gotthart hin, vnntz vff den Platiser, vnnd von dannen hin, vnntz vff den Toysel, vnnd von dem Toysel, wider über vntz an den Grimsel, da die Ar entspringt.

Were aber das inn disen vorbenempten zilen, vnnd Kreisen, jemand so in dirre Pündtnuß ist, kein wyß jemer one recht, von jemand angriffen, oder geschediget wurde, an Lüth oder an gute, darumb so mag vnnd soll der Rath vnnd die Gmeind der Statt oder deß Landes, so dann geschediget ist, vmb den Schaden sich erkennen, vff Ir Eidt, vnnd weß sich danne derselbe Rath oder die Gmeind, oder der nertheil der Statt oder des Landes, so dann geschediget ist, vff den Eidt erkennet, vmb hilff oder antzugryffen, vmb keiner Hanndsach, so dann nothürfftig ist. Darumb soll vnnd mag der Rath oder die Gmeind derselben Statt oder des Landts, so dann geschediget ist, die anndern Stett vnd Lender, so in dirre Pündtnuß sind, manen, vnnd vff wen dann die manung beschicht, mit deß Raths oder der Gmeind der Statt oder deß Landts, gewüssen Bottenn, oder Briefen, inn de Räth vnd Gmeind der Stett der Ammann, der Gmeind oder zu den Kilchen der vorbenempten drigen Lendern, on all geferd, über den vnnd über die Söllennt Inen die andern Stett, vnnd Lender so dann gemant sind, by den Eidten vnuertzogenlich beholffen vnnd berahen syn, mit gantzem ernst vnd mit allen sachen, als die nothürff-

1352 nothürfftig sinnd, die sich deme vmb Hilff erkennt, und gemant hand, on all Geferd.

Unnd soll vnnder vnns den vorbenempten Stetten vnnd Lendern, niemandts gen dem andern, dirre Pündtnuß, dirr manung vnnd der Helff de keinswegs ab noch vßgon, mit Worten noch mit Wercken, kein ding suchen, noch werben, darumb die Hilff, vmb die dentzemal gemant ist, zertrennt oder abgeleit werden möchte, on all Geferd. Vnnd soll ouch jetliche Statt, vnnd jetlich Land dieselben Hilff mit Jr costenn thun, on all Geferd.

Were ouch das an vnns oder an jeman, so inn dirre Pündtnuß ist, kein gäther schad oder angriff beschehthe, da man gether Hilff zu nothürfftig were, da söllennt wir zu allenn syten, vngemant vnuertzogenlich zufaren, vnd schicken, wie das gerochen vnd abgleit werd, on allenn Vertzug.

Were aber das die sach, als groß were, das man eins getzoges, oder gesesses nothürfftig were, wann dann harumb kein Statt oder Land, vnnder vnns von jemant, so inn dirre Pündtnuß ist, mit Botten oder mit Briefen ermant wirdt, darnach söllent wir vnuertzogenlich zu tagen kommen zu dem Gotshuß der Aptye, zu den Einsidlen, vnnd da zerathe werden, was vnns dann aller nutzlichest dunckt. Also das dem oder denen, so dann vmb hilff gemannt hand, vnuertzogenlich geholffen werd, on alle Geferd.

Were ouch das man jemannt besitzendt wurd; So sol die Statt oder das Landt, so die Sach angat, vnd die so danntzemal gemant hand, den costen einig haben, so von wercken oder wercklüchen von deß Gesetzes wegen, daruf gat, on all Geferd.

Wer ouch das jemann wer der were, keinen so inn dirre Pündtnuß sind, angriff oder schedigete, on Recht, vnnd derselb vssertha lb, den vorbenempten zilen vnnd kreisen, gesessen were, wenn es dann zubeschulden kompt, das der oder die so den Angriff vnnd den schaden, gethon hannd, komment inn den Gwalt, vnnser der vorgenanten Eidtgenossenn. Denselben, oder die alle, ir helffer, vnnd dener lyb vnd ir gut, soll man hefften vnd angryffen, vnd sy deß wysen, das sy denselben schaden, vnd angriff ableggen vnd wider thügent vnuertzogenlich on all Gferd.

Were ouch das wir die vorbenanten, von Zürich, stöß oder mißhellung gwunnen, gemeinlich mit den vorbenempten vnsern Eidtgenossenn von Lucern, von Zug, von Vre, von Schwyt vnnd von Vnnderwalden, oder mit ir keinem besonder, das Gott lang wende, darumb söllenn wir zu tagen kommen, auch zu den vorgenanten Gotzhuß, ze den Einsidlen, und soll die Statt zu Lucern oder Zuge, oder die Lennder, sy all Gmeinlich, oder Jr eins besonder, so dann stöß mit vns den von Zürich hat, zwen erbar man dartzu setzen vnnd ouch wir zwen, Dieselbenn vier söllennt dann schweren zu den Heiligen, die Sach vnnd die Stöß vnuertzogenlich vßzerichten, ze minen oder ze dem Rechten, vnnd wie es die Vie, oder der mertheil unter Jnen dann vßrichtent, das söllent wir zu beiden Syten stet han, on all Geferd. Wer

Wer aber das die vier so dartzu benempt werdent, sich glych 1352
theilend, und stößig würden, so söllent sy by den Eiden, so sy geschworen hand, inwendig vnnser Eidtgnoschaffte ein gemein Man zu Inen kiesen, vnnd nennen, der sy inn der Sach schiedlich vnnd gmein duncke, vnnd wöllen sy dartzu kiesen, den söllent die inn der Statt oder Land er gesessen ist, bittenn vnnd deß wysen, daß er sich der Sach mit den Vieren annemme, und mit synen Eidt, sich verbind uß zerichten, on all Geferd.

Es soll auch kein ley den andern, so inn diser Pündtnuß sinnd, vmb kein Geltschuld, vff Geistlich Gricht laden, wann jedermann soll von dem andern, ein Recht nemmen, an den Stetten vnd inn dem Gricht, da der ansprechig dann seßhafft ist, vnnd hingehört, vnnd soll man ouch dem da vnuertzogenlich richten, uff den Eidt on all Gferd.

Were aber das der da rechtloß gelassenn wurde, vnd das kuntlich wer, so mag er syn Recht wol fürbas suchen, als er dann nothürfftig ist, on alle Geferd.

Es soll ouch niemant, so inn dirre pündtnuß ist, den andern verhefften, noch verbieten, dann den Rechten gelten oder Bürgen, so im darumb glopt hat, on all Geferd.

Wir sind ouch einhelligcklich über ein kommen, das kein Eidtgnoß, so in dirre pündtnuß sinnd, umb kein sach für ein andern pfand syn söllennt on all Geferd.

Were ouch das jemandes so inn dirre pündtnuß ist, den Lyb verschulte, als feer das er von synem Gricht darumb verschruwen wurde, wo das dem anndern Gricht verkündt wirdt, mit der Stadt oder des Landes besiegelten Briefen. So soll mann Inn ouch da verschrigen; Inn demselben Grichte, als ouch er dört verschruwen ist, on all Geferd. Vnnd wer inn darnach wissentlich huset oder hofet, essen oder trincken git, der soll inn denselben schulden syn, also das es Im doch nit an den Lyb gon soll, on all Geferd.

Ouch haben wir gmeinlich vnns selber vß behept vnnd beredt, wer das wir sament, oder vnser Stett vnnd Lender keines besonder vns jendert hin gen Herren, oder gen Stetten, fürbaß besorgen vnnd verbinden weltind, das mögen wir wol thun, also das wir doch diß pündtnuß vor allen pündten, die wir hienach nennen würden, gen einandern ewencklich stet vnnd vest haben söllen, mit allen sachen, als sy an diesem Brief beredt, vnnd verschriben ist, on all Geferde.

Es ist ouch eigentlich beredt, wer das jemandt Herrn Rudolff Brun Ritter, der jetz Zürich Burgermeister ist, oder wellicher jemer Burgermeister da wirt, die Räht die Zünffte, und die Burger gemeinlich derselben Statt bekrencken oder bekümbern welt, an Iren Grichten, an Iren zünfften, vnnd an Iren gesetzten, die sy gemacht hand, vnnd inn dirre pündtnuß begriffen sind, wann wir die vorgenanten von Lucern, von Zug, von Vre, von Schwytz, vnnd von Vnderwalden, darumb ernannt werden, von einem Burgermeister allein, oder von einem Rath Zürich, mit eins Burgermeisters oder

 deß

1352 deß Raths Zürich besigleten Briefen, so söllenn wir Inen vnuertzogenlich vff den Eidt behelffenn vnnd berathen syn, daß der Burgermeister die Räth, vnnd die zünffte, by Ir Gwalt by Ir Grichten, vnnd by Ir Gesetzten belyben, als sy es vnntz har, Inn diß pünnuß bracht hannd, on all Geferd.

Wir die vorgenanten von Zürich, von Lucernn von Zug von Vre, von Schwytz, vnd von Vnderwalden, habenn vnns selber inn dirre Pündtnuß vorbehept, vnnd vßgelassen, vnnsern Herren dem Künig, vnnd dem heiligen Römischen Rych die Rechtung die wir Inen thun söllenn, als wir von Alter vnnd guter Gwonheit, harckommen sind, on all Geferd, darzu habennt wir die vorgenanten, von Zürich uß gelassen vnnsern Eidtgnossen die pündtnuß vnd die Glüpt, so wir vor dirre pündtnuß gethon hand. on all Geferd.

Aber wir die vorgenanten von Zürich von Lucern von Vre, von Schwytz, vnnd von Vnderwalden, habennt vnns selber vßgelassen, die Glüpt vnnd Pündtnuß, so wir vor mit einandern haben, das die diser Pündtnuß ouch vorgen soll, on all Geferd.

Daby soll man sonderlichen wüssenn, das wir eigentlich beredt, vnd verdingt haben, gegen allen den, so in dirre pündtnuß sind, das ein jetlich Statt, jetlich Land, jetlich Dorff, jetlicher Hof, so jemannt zugehördt, der in dirre Pündtnuß ist, by Ir Grichten, by Ir Freyheiten, by Ihren Hanndueßtinen, by Iren Rechten vnnd by Iren guten Gwonheiten, genntzlich belyben söllen, als sy vntzhar gefürt vnnd bracht hand. Also das niemands den andern daran krencken noch sumen soll on all Geferd.

Es ist auch sonderlich beredt, durch das diser Pundt Jungen vnnd alten, vnnd allen den, so dartzu gehoren, Jemer mer dest wüssentlicher sige, das man Je zu zehen Jaren, ze Ingenden meyen, daruer oder darnach on Gferd, als es vnnder vnns den vorgenanten Stettenn oder Lenndern, jemant an den andern vordert by vnnsern Eiden. Diese Glüpt vnnd pündtnuß erlüthern vnd erneüwern sollen, mit Wortenn mit Gschrifft, vnnd mit Eiden. Vnnd mit allen dingen, so dann nothürfftig sind, was ouch dann mans oder Knaben, zu den zyten ob sechtzechen Jaren alt ist, die söllennt dann schweren diß Pündtnuß ouch stät zu haben, Ewencklich mit allen stucken, als an disem Brief geschribenn stat, on all Geferd. Wer aber das die nüwerung also nit bescheche, zu denselben zilen, vnnd es von keiner hannd sach wegen, sumen oder vertzwchen wurd, das soll doch vnschädlich syn, dirre Pündtnuß, wann sy mit nammen ewencklich, stät und vest blyben soll, mit allen stückenn, so vor geschriben stand, on all Geferd.

Wir haben ouch einmündigcklich mit guter vorbetrachtung vnns selbs vorbehept, vnd behalten, ob wir durch vnsern gmeinen nutz, vnnd nothurfft keiner ding ein helligcklich mit einandern nun oder hienach jemer zerath wurdint, anders dann inn diser Pündtnuß, jetz verschriben vnnd beredt ist, es sige zu mindern oder zemeren, das

das wir deß alle mit einandern wol mógennt vnnd Gwalt haben sól- 1351
lent, wie wir sin alle, die in dirre pündtnuß dann sinnd, einhellig-
cklich zerath werdent, vnnd übereinkomment, das vns nutz vnnd fug-
klich duncke, on all Geferd.

Vnnd hierüber zu einem offnen vrkhund, daß diß vorgeschriben alles nun vnnd hernach Ewencklich stet vnnd vest belybe, von vnns vnnd allen vnsern nachkommen, darumb so habennt wir die vorgenannten, Stet vnnd Lender, von Zürich, von Lucern, von Vre, von Schwytz, vnnd von Vnderwalden, vnnsere Insiegel, offenlich gehenckt an diesen Brieff.

Der geben ist zu Lucern, inn dem Jar, da man zalt, von Gottes gepurt, Drytzechenhundert, vnnd Fünfftzig jar, darnach, inn dem andern jar, an der nechsten mitwuchen, nach Sant Johanns tag, zu Sunngichten.

CCCLXXXIII.

Bündtniß zwischen Zürrich, Lucern, Uri, Schwytz, Unterwalden und Zug; genannt der Pfaffen Brieff.

de An. 1370.

WIr Burgermeister, die Räth, die Zunfftmeister, vnnd all Bur- 1370
ger gemeinlich der Statt Zürich, der Schultheiß der Rath,
vnnd all Burger gemeinlich der Statt zu Lucern, der Amman der Rath, vnnd alle Burger gemeinlich der Statt Zuge, ze Aegre, vnd alle die inn dasselb Ampt zu gehórennt, die Amman vnnd alle Landtlüthe gemeinlich der driger Lendern Vre, Schwytz und Vnderwalden, Thund Khund allen den, die diesen Brief sechent, oder hórent läsenn, das wir mit gemeinem Rath vnd mit guter vorbetrachtung, durch nutz vnnd nothurfft, vnnd guten fridts willenn, vnser vnnd deß Landes übereinkomen sigen, gemeinlich, vnd einhelligcklich der ordnung vnnd gesetztenn, als hernach geschribenn stat.

Deß Erstenn habennt wir gesetzt, wer mit hußräucki mit syn selbers Lyb, oder mit synem Gesind, sitzenn vnnd wonhafft syn will, Inn keinen disen vorgenemten Stettenn vnnd Lenndern, Er sige Pfaff oder Ley, Edel oder vnedel, die der Hertzog von ósterrych rath oder Dienst gelopt oder geschworen, vnser der vorgenannten Stetten vnnd Lendern, nutz vnnd Eer zufürdern, und mit guten thrüwen zewarnen, vor allem dem schaden, so sy vermeinent, das den vorgenanten Stettenn, vnnd lendern gemeinlichen oder sonderlich de keine wyß brästen, oder Schadenn bringen móchte. Und soll sy davor kein ander Eidt den sy jemand gethon hand, oder nachnemmen nit schirmen, on all Geferd.

Was ouch Pfaffen inn vnser Eidgnoschafft in Stetten oder inn Lenndern wonhafft sinnd, die nit Burger Lanndtlüth noch Eidtgnoß sind, die sóllent keine frómbde Gricht, geistliche noch weltliche suchen noch trüben, gen niemanns, so inn disen vorgenempten Stetten, vnnd Lendern sind, wann sy sóllent von jetlichem Recht nemmen, an den Stettenn vnnd vor dem Richter, da Er gesessenn ist.

1370 Es were dann vmb ein Ee, oder umb geistlich sachen, on all Geferd, wellicher Pfaff aber darwider thut, da soll die Statt oder das Land, da derselb Pfaff wonhafft ist, vorhüten vnnd versorgen, mit aller Jr Gmeind, das demselben Pfaffenn niemants essenn noch trinckenn göeb, huse noch hofe gen Jm nüt keüffe, noch verkeuffe noch keine anndre Gemeinsamme, mit im habe on Geferd.

Vnnd soll ouch der Pfaff Jnn niemanns schirm synn, vnnser Stett noch Lennder, alle die weyl untzer von den schaden, den er angesprochen, genommen hat, von der frömbden Grichten wegen on all Geferd.

Wer ouch das jemannd so inn disen vorbenempten Stetten vnnd Lendern wonhafft sind, den andern on recht angriff, unnd schedigete, mit pfandung oder mit andern sachenn, deß lyb unnd gut söllennt die by den er wonhafft ist, angryffenn nöthen und deß wysen, das er den schaden gentzlich ablege, und wider thüge, wann unser geschwornen Brief wysent, das niemant den andern on Recht schedigen soll.

Were ouch da kein Ley unnder uns den andern mit frömbden Grichten uftryb, geistlichen oder weltlichen, umb weltlich sach, wie der angesprochenn, deß zu schaden kompt, das soll Jm der Kleger ableggen, wann jederman soll von dem andern recht nemmen vor dem Richter, da der ansprechig gesessenn ist, als unnser Pundtbrief bewysent.

Es soll ouch nieman der unnder unns, den vorgenannten Stetten unnd Lendern gesessen ist, syn sach oder Ansprach Jeman inn kein wyß gebenn davon jeman bekümbert möcht werden. By der pene so vor unnd hienach geschriben stan on all Geferd.

Were aber das jeman inn disen vorbenempten Stetten unnd Lendern, syn Burckrecht, oder syn Land Recht uff gebe, und darnach jemant under uns mit frömbden Grichten, Geistlichen oder Weltlichen ufftrib unnd schedigete, der soll doch niemermer wider inn dieselben Statt, oder inn das Landt kommen, Ee das er den angesprochnen, gentzlich abgeleit, allen schaden, den er von des frömbdenn Grichts wegen genommen hat, on all Geferd.

Wir sigen ouch einhelligcklich übereinkommen, das wir all strassen, von der steibenden Brugg, unntz gen Zürich ze allen syten, inn all unser Eidtgnoschafft schirmen söllenn unnd wöllenn, er sig gast, oder Burger, Landtmann frömbd oder heimbsch, wie sy geheissen sindt, das die mit Jr lyb unnd mit Jr gut, inn allenn unsernn unnd der so zu unns gehörent, gerichten unnd gepieten, sicher faren. Das sy on recht niemants bekümbern, sumen noch schedigen soll, wer aber darwider thut, da söllennt wir all einandern, beholffen unnd berathen syn, wie der gewyset werde, das er den schaden und den angriff ablegge, und wider thüge, souer syn lyb und syn gut ertzügen mag, on all Geferd.

Vnnd als dahar zu ettlichen züten, von Stettenn vnnd Lendern, lüthe ußgetzogen synnd, unnd ander lüthe angriffen, gepfandt unnd gesch[illegible]et hand, daruon vil grosser schad kommen möcht, und

den

den schadenn zefürckommen, haben wir Einhelligcklich gesetzt meinen 1730
unnd wellenn, nit, das von disen vorgenannten Stetten, und Lendern, Jeman keine Löüff oder Vßzüg mache, mit pfandunge oder mit andern sachen jeman schedige, dann mit urloub willen und wüssen.

Zürich eins Burgermeisters, unnd deß Raths ze Lucern deß Schultheissen, unnd deß Raths, Zuge deß Ammans unnd des Rathes, unnd inn den obgenannten dry Lendern, Vre, Schwytz, unnd Vnderwaldenn der Amman und der Räthen, sonderlich inn jeder Statt unnd Lannd, da die gesessenn sind, die den angriff thun welten, oder gethon hand. Wer aber darwider thut, deß jemandts zu schaden kompt, den unnd die, söllennt die Statt, oder das Land, by den er wonhafft ist wysen unnd nöthen, an lyb unnd an gut, das er den angriff, unnd den schaden ablegge, und gentzlich widerthüge, unuertzogenlich on all Geferd.

Aber inn disen sachen, haben wir die von Zürich uns selber ußgelassen, unnd vorbehept, unnser Frowen die Aptißin, unnd Ir Gotshuß inn unnser Statt gelegen, unnd ouch unsern Herren den Bischoff von Costantz, syn geistlich Gricht, unnd ander Gelüpte, so er mit unns unnd wir mit übereinkomen sigen, unnd unnser Brief, ze beiden syten, wysent, als lang unnd die werrent, on all Geferd.

So hannd aber wir die vorgenannten Burger, von Lucern, unns selber inn disen sachen, vorbehept unnd ußgelassen, unnser Herren unnd Ir Gots-Huß Inn dem Hof zu Lucern, ouch one Geferd.

Wer ouch das wir diser vorgeschribnen stuck keine nun oder hienach mindern oder meren weltind, das mögend wir wol thun, ob wir sin die vorgenanten Stett unnd Lennder, gemeinlich oder der mer theil under unns übereinkomment und zerath werden, unnd ouch also das diß gesetzten vnd alles das an disem Brief geschriben stat, unschädlich syn soll, allen unsern pündten, unnd Eiden, wann die genntzlich belyben sollennt, Inn aller Chrafft als unnser geschworen pündt Brief wysennt, on all Geferd.

Vnnd hierüber das diß alles Jetz unnd inn künftigen Zyten, stät unnd unuerkrenckt, blybe, so haben wir die vorgenanten von Zürch von Lucern unnd von Zug unnser Statt gmein, Insigel, und wir die vorbenempten von Vre, von Schwytz, und von Vnderwalden, Vnser Lender gmein Insiegel, offenlich an diesen Brief gehenckt, unns und allen unsern Nachkommen, ze einer vergicht, der vorgeschrieben Dingen, der geben ist an dem nechsten Montag nach Sannt Leodegarien Tag, deß heiligen Bischoffs, do man zalt, von Christus Gepurt, dreyzechen hundert Jahr, darnach inn dem Sibentzigisten Jare.

CCCLXXXIV.

Bund zwischen der Stadt Solothurn und der Stadt Biel, de An. 1382.

In Gottes Nammen, Amen.

1382 WIr der Schultheiß, der Raht und gemeinlich die Burgere von Solothurn, ze einem Theile, und Wir der Meyger, und Rahte und gemeiniglich die Burgere von Bielle, ze dem anderen Theile; thun kundt allen den, die diesen Brief ansehent, oder hörent lesen, daß wir williglich mit gemeinem Rathe, durch unser beyden Stätte, Nutzen und Ehren willen, uns zesammen mit geschwohrnen Eyden ewiglich verbunden und verflicht haben, und loben auch by denselben geschwornen Eyden, die wir darum liplich mit ufferhabenen Handen ze GOtte gethan hand, ein anderen zerachtende und zehelffende, unser Lyb und unser Gutt und aller dero die uns zuhörend, zeschirmende alle unser Handvestin, Rechtung und Gewohnheit zebehaltende, wieder menglichen ohne Uffzug, wann und wie dick eine Statt von der andern darumb wied ermahnt, ohne Geverde; Es en soll auch under uns den vorgenannten zween Stätten, Solothurn und Biel, einwedre kein offen Krieg anfachen ohne der andern Statt Rate.

Doch so haben wir die Statt Solothurn vorgenannt, in dieser Pündtnus vorbehebt und ußgenommen, das H. R. Reich und was darzu höret, und unser Eydgnossen von Berne: Und wir die von Bielle unsern Herren den Bischoff und das Gottshuß von Basel und was darzu höret, unser Eydgnossen von Bern und von Murten, darzu sind wir beyd Stätte von Solothurn und von Biel einhellencklich übereinkommen, daß niemand der unseren den anderen entwehren soll ohne Recht deß so er in gewerd gehebt und harbracht hat, ohne Gefährde.

Es soll auch niemand welle in unsern den zween Stätten sitzent, oder wohnent, oder zu unserer Stätten Rechte höret, den andern mit frembden Grichten Geistlichen oder Weltlichen ufftryben, denne umb Ehr und offen Wucher.

Es soll auch niemand under Uns den anderen pfänden, noch verbiethen in den vorgenannten unseren Stätten, noch ussweht, wann den rechten gelten, oder Bürgen der unlaugenhafft wäre, aber umb Geltschulde die laugenbahr ist, do soll der, der die Ansprach hat, kommen in die Statt, do der sitzt und säßhafft ist, den er anspricht, und soll den do beklagen vor dem Schulthenssen, oder vor dem Meyger und soll ihme der denne fürderlich richten, nach seiner Vordrung, ohne Gefährde, doch also, ob der den man anspricht des mißgichtig syn wil, so mag es der Kläger wohl kundlich machen, mit zween unversprochnen Manne zu imme, die darum ihr Rechte thuygen, oder aber mit dryen unversprochnen Mannen an jnn die dasselb thuygen.

Wäre auch daß dhein Mißhelli, oder vorder zwüschent uns uffstan wurde, darumb sollen wir zu beyden sythen zu Tagen kommen zu Grenchen, und ist die Vordrung, oder Anspruch eins von Solo-

Solothurn, der soll einen gemeynen Mann nehmen umb syn Vordrung und Ansprach, in dem alten Rate von Biel, wån er will; gaht aber die Ansprach einen von Biel an, so soll er einen gemeinen Mann nehmen in dem alten Rathe zu Solothurn, wån er will, und wellen er nimmet, der soll dann ze stund schwören, ob er zugegen ist, mit ufferhabner Hand ze GOtt, daß er umb die Sach darumb er zu gemeinen Mann genohmen ist ein Recht spreche inwendig 14. Tagen, darnach so die Sach von glicher stössen wegen der Schydlüthen an jhn kåme, und in beyder Theilen Ansprach und Wiederrede beschlossen, und auch beyder Theylen Schydlüthen Urtheillen in Schriffte versiegelt, geantwortet wurden, also ob er es vorhin in der Mynne, mit beyder Theilen willen, nit berichten möchte. Es söllend auch von jedwederem Theil zween Schiedmänner dargesetzt werden, die auch schwören söllendt, wenn ihnen beyder Theylen Ansprache und Wiederrede beschlossen in Schrifften geantwortet wird, daß sie darnach innwendig 14. Tagen, umb die Sach ein bloß Recht sprechent, ob sie es mit der Mynne, mit beyder Theylen willen nit berichten mögen, und jhr Urtheylen dem Obmanne in Schriffte und besiegelt antworten, doch in dero Kosten die Sache angaht, ohne alle Gefåhrde. 1382

Es ist auch zu wissen, wåre daß der Schiedlüthen dheiner, uff die Tage so der Obmann benennete und schöpffende wurde, nit kommen möchte, von Ehrhafftiger Noth, oder von redlicher Sachen wegen, daß ihm an synem Eyde nicht schaden soll, wann das der Theile dem denne syn Schydmann do gebrisset, einen andren an des statt geben soll, der sich desselben verbinde, so sich der Erste verbunden hat, ohn alle Gefährde.

Wåre auch daß die Schydleuthe zween gegen zween, gleich stössig wurden an jhr Urteylen, und es an den Obmann kåme, und der das denne nit berichten möchte mit der Mynne, mit beyder Theilen Willen und Wissen, so soll er ein Recht sprechen by dem Eyde, nach dem Rechten, also dem der Frevel und die Ding beschehen wåren, oder die Güter lågen, darumb denn die Ansprach wåre; Wurden aber under den Vieren drye einhellig, so ist der Vierte nütz zevernehmen in der Sache; wåre aber der gmein Mann do nit zugegen so er genohmen wurde, oder ob er den Eyd nit thun wölte, so sol jnn der Schultheyß, oder der Meyger, und die Statt der Rate er ist, des bezwingen daß er es thunge und sich deß indrünt den nåchsten dryen Tagen verbinde, darnach so er zu gemeinen Mann genommen wurde, als vor geschriben staht. Wåre aber der denne nit in Landes, so er genennet wurde, so soll der Schultheiß, oder der Meyger und die Statt, deren Rate er ist, wenn er in das Land kombt, ihn des bezwingen daß er das thunge und sich verbinde indrunt den nåchsten dreyen Tagen, so er zu Land kommen ist. Gienge aber denselben gmeinen Mann Ehrhafftige Noth an, von Tode, von Gefångnuß von Siechtag, oder von wellen anderen Sachen das wåre, so mag der, der die Ansprach hat, einen andren gmeynen Mann nehmen in dem-

1382 demselben Rate, do der Erste genommen was, und soll sich der denne verbinden in aller der Wyse, desselben, des sich der Erste verbinden sölte, als hievor geschrieben stahţ.

Wo aber der gmein Mann, die Sach indrunt 14. Tagen den nächsten, so sie an ihn kümmet, nit ußrichtete als hievor stahţ, so soll er sich morndes nach den 14. Tagen, by dem obgenannten synem Eyd, in die ander Statt, in synem eignen Kosten antwurten, und en soll dannent nit kommen, untz daß er die Sach habe außgericht, als er geschworen hat, und sol auch sein Urtheyle jedwederem Theyle geben verschriben und besieglet, doch in dero Kosten die die Sach antrifft.

Wäre auch das zwischent uns den vorgenannten Stätten ein gächer Ufflauffe beschehe, van Todschlage, von Wundthatten, von Gefängnusse, von Pfandungen, von Brande, oder von semmlichen Sachen, das soll niemand ze deweder sythen rächen, wann daß man darumb ze Tagen kommen soll, an die Statt als vorgeschrieben stahţ, und soll man angends wieder thun, was man wieder thun mag, und sol man denne darum Rechts pflegen, als vor geschrieben stahţ.

Wäre aber, daß es dem, oder denen an jhr Lyb gienge, der oder die, so die Frevel gethan hätten, do soll man nit Rechtens umb sprechen, wann man sol flissenckelich daruff gahn, wie es mit Liebe zerleyt werde; Wäre aber das Recht, do sol die Statt, by dero der oder die gesessen sind, die das gebrochen hand, sy wysen, daß sie es bessern und ablegen als recht sye.

Auch soll man wissen, daß wir die vorgenannten beyde Stätte Solothurn und Bielle, einhällenckelich überein kommen sind, daß wir und unser Nachkommen, von nu St. Johanns-Tag ze Wyenachten, so schierres künfftig ist, über V. Jahren und von dannenthin ewiglich, je von V. Jahren zu V. Jahren ernüwren sollen, die Eyde des Bunds, wenn ein Statt von der andern darumb ermahnt wird und es an sie erfordert; beschehe aber daß sich gefügte, daß denzemale und des Tages, so man also schwören solte und ein Statt von der anderen darumb also ermahnt wäre, als vorstahţ, de weder Statt ein Reyse gezogen wäre und also heyme nit wärent, wenn sie denn wieder heym kommet, darnach in den nächsten 8. Tagen, ob si des von der andern Statt ermahnt werdent, sollent sy schweeren und die Eyde diß Punds ernüwren, in allen den Wäge als vorgeschrieben stahţ, doch alles ohne gefährde.

Und zu einer wahren stäten Sicherheit aller derre vorgeschribnen Dingen, so hand wir der Schultheyß, der Meyger, die Räte und Gemeinden der vorgenanten Stätten Solothurn und Byelle, derselber unser Stätten gemein Insigle an diesen Brieff gehenckhet, dero zween sind gliche, und wir die von Solothurn einer handt und die von Byelle den andern. Gegeben Morndes nach St. Imyen-Tag einer H. Megde. Anno Chr. 1382.

CCCLXXXV.

CCCLXXXV.

Burgrecht der Stadt Neuburg mit der Stadt Bern, Anno 1406.

In nomine Domini, Amen.

É Memoria non nunquam res, quæ maximè labuntur, nisi fides Chyrographis commendentur. Hinc est, quod nos Sultetus, Consules & tota Communitas Villæ Bernensis, Lausannensis Diœcesis, præsentium tenore notum facimus universis præsentes Literas inspecturis, visuris pariter & audituris; Quod Nos matura deliberatione præhabita, ob singularem favorem, quem erga providos Viros Burgenses Novi Castri, ejusdem Lausannensis Diœcesis gerimus, eosdem Burgenses de Novo-Castro, tam extraneos quam in dicto oppido residentes & ad ipsos spectantes, in perpetuos Burgenses nostros recepimus, & præsentium tenore recepimus, firmiter & cum omni cautela in iis de jure vel de factò debita vel necessaria, ipsisque præsentium tenore bona fide nostra promittimus *eos fideliter tueri, defendere & manutenere contra quoscunquè perturbatores & invasores eos præter jus & justitiam perturbare conantes sive seculares sive Ecclesiasticos*, cum corpore & rebus nostris & cum tota potentia nostra, vel saltem tali sicut ab ipsis requisiti erimus fideliter & effectualiter juvare nec non eis fidele ac fructuosum suffragium & juvamen facere & impendere & exhibere, nec non damnum & incommodum ipsorum removere & tollere, ac honorem & ipsorum commodum pro posse promovere & ampliare & *ipsos de Novo Castro & singulo ad ipsos spectantes per dictam Civitatem, Terras, Dominia & districtus nostros permittere, transire & redire*, nec non *eosdem patentibus accessibus & regressibus eisdem de Novo Castro habere & tenere*, tamen *sine nostrûm & nostratum de Berna quocunquè damno, offensa vel devastatione*, totiens quotiens ab ipsis super omnibus & singulis præmissis requisiti fuerimus, exclusis contradictione & exceptione quorumcunquè, *tanquam cæteros Burgenses nostros*, absquè dolo & fraude; Signanter tamen priùs & specificè exclusis & præhabitis Sacro Romano Imperio, dilectisquè Burgensibus & confœderatis nostris de Friburgo & Soloduro, & quibuslibet aljis, quibus confœderatione, obligatione & juramentis quovis pacto adstricti sumus & obligati sub ea Lege & conditione, quòd præfati de Novo Castro, nobis & universis Successoribus nostris, contra omnes & quascunquè personas seculares & Ecclæsiasticas, pro viribus eorum & cum tota Potentia, vel saltem tali, sicut à nobis requisiti fuerint, fidele subsidium, auxilium & juvamen impendere & exhibere tenentur. 1406

Nec non damnum & incommodum nostrum impedire & removere sicut alij Cives nostri, dolo & fraude inde prorsùs remotis, ipsis tamen in hac re signanter excipientibus omnia Jura, in qui-

1406 quibus magnifico ac generoso Domino Domino Conrado de Friburgo Comiti & Domino Novi Castri aut Hæredibus & Successoribus suis, secundum antiqua Privilegia & veteres consuetudines obligantur, prout hæc omnia & singula uberiùs in literis de super confectis, & nobis ab ipsis Burgensibus Novi Castri datis continentur.

Item conventum & locutum est inter nos Præfectos Dominos de Berna & Burgenses nostros de Novo Castro, quòd pro petitionibus seu discordijs quibuscunquè inter nos partes prædictas abhinc & intereà emergentibus simul placitare & convenire debemus, quando una pars ab altera super hoc requiritur, videlicet in Villagio & loco de *Walpretzvilla*, quem locum pro *Marchia placitandi* mutuo eligimus: Et si tunc causa, petitio vel discordia ibidem viâ amicabili terminari non potest, tunc actor eligere debet mediam personam, videlicet unum de Consulibus Civitatis, ubi Reus residet & moram trahit, & debet etiam tunc ipsa Civitas eandem mediam personam, quæ hujusmodi medianitatem ante datum præsentiarum non abjuraverit per juramenta sua, immediatè compellere, ut se de ipso facto intromittat, si autem petitio seu discordia moveretur ab una Civitate in generali, vel ab aliquo Burgense in speciali contra aliam Civitatem etiam in generali, tunc Civitas agens inter Nos vel Burgenses Civitatis debet & potest, recipere & eligere mediam personam inter Consules Civitatum de Friburgo, de Soloduro & de Bielo, ubi voluerit.

Et debemus tunc Nos ambæ Civitates istam Civitatem, in qua persona media eligitur, seriose & diligenter rogare, ut ipsam mediam personam, quæ hujusmodi Factum prius ùt prædicitur, non abjuraverit, inducant & compellant, hujusce Factum in se suscipiendum & cum media persona sic compellitur, tunc debet ambabus partibus diem ad prædictam *Marchiam* præfigere, nisi ipsum locum de consensu partium ad alium locum mutare posset; Et debet tunc utraquè pars duos honestos Viros seu arbitros ad dictam mediam personam ponere & ordinare, quæ media persona & arbitri jurare tenentur, causam, in qua electi sunt, dilatione quacunque postposita, secundum jus super conscientias suas decidere & finire: Nisi ipsam causam per scitum & consensum ambarum partium viâ amicabili terminare & sopire possint: Si autem prædicti Arbitri discordes erunt, tunc dicti Arbitri infra quindenam postquè ipsis petitiones & partium responsiones hinc & inde finaliter dantur, prædictæ mediæ personæ suam pronunciationem præsentare tenentur, & ipsa media persona infra mensem postquè sibi arbitrorum pronunciatio præsentabitur, sententiam suam definitivam in Scriptis & debite Sigillatam ambabus partibus dare debet; Et quicquid tunc per dictam mediam personam & arbitros vel per majorem partem inter ipsos decretum & cognitum erit, hoc debent etiam ambæ partes ratum & gratum tenere & observare; Si autem mediam personam, aut aliquam inter arbitros priusquè causa ex-

expediretur, mori contingeret, aut aliquo infortuniô inutilem fieri, 1406
tunc debent & possunt alium vel alios intrà mensem loco illorum ponere, & eligere, qui se obligent & adstringant, sicut & priores fecerunt.

Debent etiam ambæ partes mediæ personæ & utraquè pars suis arbitris de constamentis & expensis per ipsos in dicta causa habitis & habendis effectualiter satisfacere, & debet etiam utraquè pars suos compellere, ut decreto & pronunciationi per ipsos, ùt præfertur, fulminandi, pronunciandi & satisfaciant, & obtemperent, nec non costamenta & expensas prædictis judicibus suis persolvant, sed pro debitis debet creditor suum debitorem convenire in Civitate, & coram Judice, ubi Debitor residet, & moram trahit, & debet etiam tunc ibidem actori & creditori summariæ ac communis justitiæ complementum subitò ministrari, sed pro debitis non recognitis debet neutra pars alteram in dictis Civitatibus, aut extrà nullatenùs pignorare nec arrestare, nisi pro debito confesso & recognito & pro debitis de quibus Literæ Sigillatæ habentur.

Item nos prædictæ ambæ partes de Berna & Novo Castro, nequè nostrates nequaquè debemus alios pro quacunquè causa mediante aliquo alieno vel Canonico Judicio vexare, nisi pro usuris manifestis, & pro matrimoniorum contractibus: Item ijdem Comburgenses nostri de Novo Castro, pro tali Burgensia eorum, nobis vel *Bursario* nostro, loco & ex parte nostrà juxtà tenorem literarum nobis ab eisdem traditarum, tenentur annuatim solvere & realiter expedire sine quadunquè contradictione in Festo Sancti Andreæ Apostoli *duas Marcas boni Argenti.*

Cæterùm convenimus etiam, quòd utraquè pars antiquum & consuetum Telonium persolvere & expedire debet, sicut hucusque usum & consuetum fuit; Et si etiam aliquis nostratum inter nos ambas partes in una prætactarum Civitatum homicidium exhinc facit & perpetrabit, propter hoc debet & potest homicida proscriptione proclamari de illa Civitate & dominio, ubi homicidium perpetravit, propterea etiam Civitatem & dominium, in quibus violentiam non fecit, non perdit nequè amittit.

Manifesté etiam locutum est, quòd si præfatus Dominus Conradus de Friburgo, sui hæredes, vel Successores, contrà prædictos de Novo Castro in generali, vel ipsi de Novo Castro contra eundem Dominum Conradum de Friburgo aut hæredes & Successores suos, abhinc petitionem aut discordiam habere contingeret, tunc ipsæ partes discordias & petitiones hujusmodi nobis de Berna proponere debent, & nos de causa cognoscere tenemur; Et quicquid per nos ordinatum & cognitum fuerit, id ratum habere ipsæ partes & tenere debent & obligantur; Si autem aliqua pars prædictæ cognitioni per nos de Berna factæ obedire & satisfacere contemneret, tunc nos partem obedientem, supèr ipsa cognitione & ordinatione, contrà partem inobedientem & discrepantem, debemus & tenemur manutenere & pro viribus defendere.

Item

1406 Item volumus etiam, & expresse convenimus, quod neutra nostrarum ambarum partium, pro altera, pro nulla causa pignorari, vadiari, nec barari, aut detineri debet.

Demum extat locutum, quod nos dicti de Berna teneamur & debeamus dictam Burgensiam nostram ad invicem in futurum perpetue semper per sex annos continue sequentes, videlicet in Festo summæ Trinitatis per Juramenta nostra renovare in dicta Civitate nostra Bernensi cum tota communitate nostra coram Nunciis & Ambassadoribus dictorum de Novo Castro, cum ab ipsis super hoc erimus requisiti; Si autem renovatio prædicta aut requisitio, ut præfertur aliquo tempore prædicti sexennii non fieret; Nihilominus tamen prædicta Burgensia in suo robore durare & observari debet & tenetur & pro præmissis omnibus & singulis, prout superius clare describuntur, perpetuis temporibus, & quam diu prædictæ ambæ Civitates de Berna & de Novo Castro stare & durare poterunt, firmiter & inviolabiliter rati habendis, & eisdem effectualiter satisfaciendis: Nos præfati de Berna obligamus nos & perpetuos Successores nostros, per juramenta nostra prædicta, ad perpetuam rei memoriam nec non in evidens testimonium atque robur omnium & singulorum permissorum Nos præfati scultetus Consules & Communitas Civitatis Bernensis Sigillum nostrum præsentibus duximus appendendum: Datum & actum in Civitate nostra Bernensi, Feria sextâ ante Festum Beati Georgii, Anno Domini, millesimo, quadragintesimo sexto. 1406.

In Nomine Domini Jesu Christi ac intemeratæ & semper gloriosæ Virginis Mariæ, feliciter Amen.

NOvercari solent rerum notitiæ processu temporis nisi scripti memoriâ perennentur ac roborentur; Hinc est quod nos Burgenses & tota Communitas de Novo Castro Lausannensis Diœcesis, tàm extranei quàm in dicta Civitate residentes, notum fieri volumus & desideramus omnibus & singulis literas præsentes inspecturis & audituris, quod Nos sanô & deliberatô Consilio, utilitate & honore Nostrûm ad dictæ Civitatis nostræ in his diligentius consideratis, unà cum consensu & scitu generosi ac potentis Viri & Domini, Domini Conradi de Friburgo, Comitis & Domini Novi Castri Domini nostri generosissimi perpetuam Burgensiam pro nobis & universis Successoribus nostris, & omnibus ac singulis aliis ad præfatam Civitatem nostram spectantibus, tàm extraneis quàm incolis, tanquàm liberi homines in honorabili ac laudabili Civitate Bernensi, dictæ Lausannensis Diœcesis, in nos spontanei & voluntarii recepimus & acceptavimus, nec non & præsentibus firmiter & cum omni cautela in his de jure vel de facto debita & necessaria recipimus & acceptamus, ac ipsam Burgensiam perpetuam etiam nos præfati de Novo-Castro pro nobis & Successoribus nostris universis jam & præsentialiter & omnes & singuli personaliter per Ju-

Juramenta nostra levatis manibus & edoctis verbis corporaliter præstita ad Sancta Dei Evangelia juravimus & firmiter promisimus, & per prædicta Juramenta nostra præsentibus promittimus perpetuo ratam inviolatam & penitùs illibatam tenere & observare, cum eadem Burgensia stare & in ipsa perseverare, eandem nullo casu aut eventu resignare, nec ab ea aliqualiter unquam abire vel recedere, & quia præfati Domini nostri Herno nobis in prædictæ Burgensiæ receptione & acceptione gratiam fecerunt & exhibuerunt favorabilem & specialem, & specialiter in eo, quòd Nos & nostrates fideliter tanquàm cæteros Burgenses suos contra quoscunquè perturbatores ac invasores nostros nos citra Jus & contra Justitiam perturbari conantes promisserunt defendere & manutenere, ipsis tamen Bernensibus præhabitis ac expresse exclusis & exceptis Sacro Imperio Romano, Civitatibus & Burgensibus ac confœderatis eorum de Friburgo & Soloduro, nec non etiam singulis aliis quibus priùs Burgensia Confœderatione, Juramentis aut Literis adstricti sunt, pariter & obligati, sicut & hæc omnia & singula in literis nobis per ipsos de super traditis pleniùs & effictiùs videntur contineri. Quare etiam & Nos præfati de Novo-Castro è converso promittimus pro nobis & singulis Successoribus nostris, firmiter & per Juramenta nostra prædicta memoratos Dominos de Berna, ac universos Successores suos, contra omnes & singulas personas seculares & Ecclesiasticas cum corpore & rebus nostris & cum tota potentia nostra, vel saltem cum tali potentia, sicuti ab ipsis requisiti erimus, fideliter & effectualiter juvare, & eis fidele ac effectuosum auxilium ac juvamen facere, impendere & exhibere, nec non damnum & incommodum ipsorum removere & tollere, ac honorem & commodum ipsorum pro posse promovere & ampliare, & ipsos & singulos ad ipsos spectantes per dictam Civitatem nostram deNovo-Castro permittere, transire & redire & eandem patentibus accessibus & regressibus eisdem habere & retinere, tamen sine nostrûm & nostratûm damno, offensa & devastatione, totiens & quotiens cunquè ab ipsis super omnibus & singulis præmissis requisiti fuerimus, exclusis contradictione & exceptione quorumcunquè, tamen nos Burgenses de Novo-Castro prædicti in hiis signanter & exactè excipimus omnia jura, in quibus prælibato Domino nostro generoso, Domino Conrado de Friburgo, Comiti & Domino Novi Castri, aut hæredibus & Successoribus suis, secundùm antiqua Privilegia, nec non & laudabiles consuetudines nostras de jure obligamur & tenemur; Item conventum & locutum est, etiam inter præfatos Dominos nostros de Berna & nos, quod pro petitionibus seu discordiis quibuscunque inter nos prædictas partes, abhinc & in anteà emergentibus simul placidare & convenire debemus, quando una pars ab altera super hoc requirit: Videlicet in Villagium & locum de Walperzwila, quem locum pro Marchia placitandi eligimus mutuò, & si tunc causa, petitio vel discordia, ibidem viâ amicabili terminari non potest, tunc Actor eligere debet mediam personam, vide-

1406 videlicet unam de Consulibus Civitatis, ubi reus residet & moram facit, & debet tunc ipsa Civitas mediam personam, quæ hujusmodi medianitatem ante datum præsentiarum non abjuravit, per juramenta sua immediate compellere, ut se de ipso facto intromittat, si autem petitio seu discordia moveretur ab una Civitate in generali, vel ab aliquo Burgense in speciali, contra aliam Civitatem in generali, tunc Civitas agens inter nos vel & Burgenses Civitatis debet & potest recipere & eligere mediam personam inter Consules de Friburgo, de Solodoro vel de Bielo, ubi voluerit, & debemus tunc nos ambæ Civitates istam Civitatem, in qua media persona eligitur, seriose & diligenter rogare, ut ipsam mediam personam, quæ hujus modi factum priùs non ùt prædicitur, abjuravit, inducant & compellant hujusmodi factum in se suscipiendum, & cum media persona sic compellitur, tunc debet ambabus partibus viam & predictam Marchiam præfigere, nisi ipsum locum de consensu partium ad alium locum mutare posset, & debet tunc utraque pars duos honestos Viros seu arbitros ad dictam mediam personam ponere & ordinare, qui media persona & arbitri jurare tenentur, causam, in qua electi sunt, dilatione postposita secundum jus super conscientias suas decidere & definire, nisi ipsam causam per scitum & consensum ambarum partium viâ amicabili terminare & sopire possint. Si autem verò prædicti arbitri discordes erunt, tunc dicti arbitri verò infra quindenam, postquàm ipsis petitiones & responsiones partium hinc & inde finaliter dantur, prædictæ mediæ personæ suam pronuntiationem penetrare tenentur, & ipsa media persona autem infra mensem, postquàm sibi pronunciatio arbitrorum præsentabitur, sententiam suam definitivam in Scriptis & debité sigillatam ambabus partibus dare debet, & quicquid tunc per mediam personam & Arbitros, vel per majorem partem inter ipsos decretum & cognitum erit, hoc debent etiam ambæ partes ratum & gratum tenere & observare. Si autem verò mediam personam aut aliquem inter arbitros, priùs quàm causa expediretur, mori contingeret, aut aliô infortuniô inutilem fieri, tunc debent & possunt alium vel alios infra mensem locô illorum ponere & eligere; qui se obligent & obstringant, sicut & priores fecerunt, debent etiam ambæ partes mediæ personæ & utraque pars suis arbitris de costamentis & ex impensis per ipsos in dicta causa habitis & habendis effectualiter satisfacere, & debet etiam utraque Civitas suos compellere ut decreto & pronuntiationi per ipsos, ùt prædicitur, fulminandis & pronuntiandis satisfaciant & obtemperent, nec non & costamenta ac expensas prædictis judicibus suis persolvant, sed pro debitis debet Creditor suum debitorem convenire in Civitate & coram Judice ubi debitor residet, & moram facit, & debet etiam tunc ibidem Actori & Creditori summariæ ac communis justitiæ complementum subitò ministrari, sed pro debitis non recognitis debet neutra pars alteram in dictis Civitatibus aut extrà nullatenùs pignorare, nec arrestare, nisi pro debito confesso & recognito & pro debitis de quibus Literæ sigillatæ habentur. Item nos prædictæ

ctæ ambæ partes de Berno & de Novo-Castro neque nostrates nequa- 1406
quàm debemus alios pro quacunque causæ mediante aliquô alienô vel Canonicô judiciô vexare, nisi pro usuris manifestis & pro Matrimoniorum contractibus. Item nos prædicti de Novo-Castro & Successores nostri debemus & tenemur annuatim in Festo beati Andreæ Apostoli duas marcas boni Argenti dare & persolvere prædictis Dominis nostris de Berno aut Thesaurario sive Bursenario ipsorum, qni pro tempore fuerit, in recognitionem memoratæ Burgensiæ, quæ perpetuo tempore durare debet, per prædictum recognitionis Censum debemus etiam nos liberi & absoluti esse omnibus aliis sturis, questis, taliis & aliis impositionibus, quas tamen ab aliis Burgensibus suis recipere solet, item est etiam expresse locutum, quòd, si Nos aut Successores nostri à prædicta Burgensia abiremus & eandem resignaremus, quod tamen facere non possumus nec debemus, & nostri juramenti promissionis & salutis, quod tamen absit, immemores fieremus, tunc eodem casu immediate pro pœna & in defraudationem fidelitatis & juramenti nostri præfatis de Berno dare & persolvere tenemur mille Marcas boni & clari Argenti, absqué omni exceptione juris & facti.

Item convenimus etiam, quòd utraque pars antiquum & consuetum telonium persolvere debet & expedire, sicut etiam hucùsquè facere fuit consuetum. Et si etiam aliquis nostratûm inter nos ambas partes in una dictarum Civitatum homicidium exhinc faciet & perpatrabit, propter hoc potest & debet homicida proclamari de ista Civitate & Dominio ubi homicidium perpatravit, propterea aliam Civitatem & Dominium, in quibus violentiam, non fecit, non perdit nequè amittit. Manifestè etiam locutum, quòd scil. præfatus Dominus noster, Dominus Conradus de Friburgo, sui hæredes vel Successores contra nos prædictos de Novo-Castro in generali, vel nos de Novo-Castro contra eundem Dominum nostrum aut hæredes & Successores suos abhinc petitionem aut discordiam habere contingeret, tunc nos ambæ partes ipsas discordias & petitiones proponere debemus sculteto & Consulibus de Berno, & super ipsis stare & contentari cognitione & ordinatione ipsorum, & etiam eisdem plenè obtemperare & satisfacere: Si autem aliqua pars prædictæ cognitioni aut ordinationi obedire & satisfacere contemneret, tunc partem obedientem super ipsam cognitionem & ordinationem Domini nostri de Berno contra partem inobedientem & discrepantem possunt & debent manutenere & defendere. Item volumus etiam & expresse convenimus, quòd neutra nostrarum ambarum partium pro altera, pro nulla causa pignerari, vadiari ac barrari aut detineri debet. Demùm & ultimùm locutum est, quòd nos præfecti de Novo Castro & Successores nostri perpetui debemus & tenemur præsentem Burgensiam abhinc perpetuè per sex Annos alios continuè sequentes. Videlicet in Festo Summæ Trinitatis per juramenta nostra confirmare, renovare, in dicta nostra Civitate Novi-Castri cum tota Communitate

nostra

1406 nostra coràm nuntiis prædictorum Dominorum nostrorum de Berno cum ab ipsis super hoc erimus requisiti. Si autem prædicta renovatio aut requisitio aliquo tempore prædicti sexennii non fieret, nihilominùs tamen prædicta Burgensia in suo robore durare & observari debet & tenetur, & pro præmissis omnibus & singulis, prout superiùs clarè describuntur, perpetuis temporibus & quandiu prædictæ ambæ Civitates de Berno & de Novo-Castro stare & durare poterunt, firmiter & inviolabiliter rati habendis & eisdem effectualiter satisfaciendis. Nos præfati de Novo-Castro obligamus nos & universos ac perpetuos Successores nostros per juramenta nostra prædicta & per prædictam pœnam mille Marcarum Argenti in manus dictorum Dominorum nostrorum de Berno & suorum Successorum quorumcunquè firmiter ac districtè veros & legitimos debitores & fidejussores literas per præsentes, & ad perpetuam rei memoriam nec non in evidens testimonium atquè robur omnium ac singulorum præmissorum nos præfati Burgenses de Novo-Castro Sigillum Civitatis nostræ præsentibus duximus appendendum, & rogavimus etiam venerabiles in Christo Viros & Dominos Capitulum Ecclesiæ de Novo-Castro ut Sigillum dicti Capituli sui etiam pro nobis præsentibus Literis coappendant, quòd & nos prædictum Capitulum precibus dictorum Burgensium de Novo-Castro recognoscimus nos fecisse, tamen sine Ecclesiæ nostræ & nostrûm omnium præjudicio ac gravamine. Datum & actum in Berno, Feriâ sexta ante Festum beati Georgii, Annô Domini millesimô quadringentesimô sextô. 1406.

CCCLXXXVI.

Bund und Burgrecht-Brief zwischen Graf Conrad von Freyburg und der Stadt Bern, An. 1406.

In GOttes Namen, Amen! Wir Graf Conrad von Fryburg, Graf und Herr zu Neuwenburg, ze einem Theil, und Wir der Schultheiß, die Räht und Burgere, und die Gemeinde gemeinlich der Statt Bern ze dem anderen Theil, thun kund allen den, die disen Brieff sehen oder hören lesen, nu oder hienach, das Wir ze beiden Theilen einer ewigen getreuen Fründschafft übereinkommen sind, in den Worten und Gedingen, als hienach geschriben staht:

Deß Ersten, so haben Wir der vorgenannt Graf Conrad, für Uns, für unser Erben, und für alle unser Nachkommen, die wir harzu vestenklich verbinden in der vorgenanten Statt Bern ein ewig Burgrecht an uns genommen und empfangen, durch unser und aller der unseren Nutz und Ehr willen, und ze einer Beschirmung unsers gemeinen Landes und Leuten, dasselb Burgrecht wir auch nun angehends für uns und für alle unser Erben und Nachkomnen leiblich ze GOtt und den Heiligen gelobt und geschworen haben von dißhin jemerme ewiglich stat und unwandelbar zehanne, dabey ewiglich zebleiben und dasselb Burgrecht nimmerme von keinerley Sach wegen aufzegeben, noch davon zescheiden,

den, bey den vorgenanten unseren geschwornen Eyden, und bey guten Treúwen, ohn alle Gefehrde: Darzu so geloben Wir auch für Uns und die unseren als vor, den vorgenanten von Bern und allen den ihren, wider alle Personen, sie seyen Geistlich oder Weltlich, in welerley Statt oder Wesen sie seyen, die dieselben von Bern, oder die ihren an Leib, an Gut, an ihren Freyheiten, Rechtungen, oder an ihren guten Gewohnheiten wider rechtes angreiffen, schädigen oder bekümeren wolten, getreúwlich mit Leib, und mit gut, und mit gantzer Macht, oder mit so viel, als sie uns dann mahnen werden, hilfflich zeseyn, ihren Schaden zewenden, und ihren Nutz und Ehr zefürdern, darzu so sollen auch all unser Schloß, Stätt und Vestinen ihnen offen seyn, und darinen enthalten werden zu allen ihren Nöthen, doch Uns und den Unseren unschädlich und unwüstlich fürderlichen und ohne verziehen, als dik, und als vil sie des nothürfftig werden, und uns darum ermahnen, bey guten Treúwen, und ohn alle Gefehrd: Doch so behaben Wir derselb Graf Conrad harunder vor alle unser Herren, von denen wir jetz Lehen haben und auch unser lieben getreúwen Mitburgere von Solotren und von Murten, in semlichen Worten; Were, daß dieselben unser Herren, von denen wir jetz Lehen haben, von dißhin Krieg mit den vorgenanten von Bern, oder den ihren habende wurde, so sollen und wollen wir indenselben Kriegen still sitzen, und entwederem Theil beholffen seyn, noch durch unser Schloß, Stett und Vestinen auf die vorgenannten von Bern die obgenanten unser Lehenherren noch die ihren in deheine Weiß lassen zlechen, noch darinn enthalten; Darzu, so sollen auch wir denselben von Bern darum keinerley Keúff, es sey an Saltz, an Wein, noch an anderen Dingen nicht absagen noch verschlahen, wond derselb Kauff ihnen und den ihren an Saltz an Wein, und an aller ander ihr Nothdurfft in aller unser Herrschafft, ewiglich offen seyn soll, noch von keinerley Sach wegen nimmermehr für Uns noch die Unseren abgesprochen noch verschlagen werden: Were aber, daß wir der vorgenant Graf Conrad von dißhin von deheinem Herren, dehein Lehen, so an uns von Gabe, von Erb, von Koffes, oder von Dienstes wegen fallen wurd, bekennen und empfahen wurden, gegen denselben Herren sollen und wollen wir allwegen diß Burgrecht gentzlich vorbehalten. 1406

So verjehen aber wir die vorgenanten von Bern, daß wir den obgenannten unseren gnädigen Herren Graf Conraden von Fryburg, alle sein Erben und Nachkommen zu unserem ewigen Burger und in unser Statt Schirm genommnen und empfangen haben, und loben ihme auch bey unseren guten Treúwen und ohn all Gefehrde wider alle Personen, sie seyen Geistlich oder Weltlich, die ihn an Leib, an Gut, an Ehren, oder an seinen Freyheiten wider Rechts angreiffen, schädigen oder bekümmeren wolten, getreúwlich hilfflich zu seyn mit Leib, mit Gut, und mit gantzer Macht seinen Schaden zewenden, und sein Nutz und Ehr zefürdern, als dik als vil Ihme das nothurff-

1406 nothurfftig wird, und uns darum ermahnet, ohn alles Verziehen und Widerred inrent disen nachgeschribnen Zihlen und Marchen, nemlich untz an den Wald ob Famergu, und untz an die Kilchen ze Verriery ungefahrlich.

Und also so behaben auch Wir die vorgenanten von Bern uns selber harunder vor das Heilig Römisch Rych, unser lieben Burger von Fryburg, unser lieben getreuen Eydgnossen von Solotren, und alle die, zu denen Wir vormahls mit Bünden, Burgrecht, Eiden oder Brieffen verbunden sind, ungefahrlich.

Wir der vorgenant Graf Conrad sollen und wollen auch den vorgenanten von Bern unsere Ehrbare Bottschafft, als dik sie Dero bedörffen in ihrem Costen leihen und geben, dasselb sollen und wollen auch Wir die obgenanten von Bern gleicher weiß hinwider thun, und ensol auch entweder Theil under uns, noch auch die Unseren für den anderen um enkein Sach Pfand noch Hafft seyn; Darzu so sol auch under uns den vorgenanten beiden Theilen, noch under den unseren niemand den anderen auf enkeine geistlich noch fremde Gerichte laden, denne allein um Ehr und um offenen Wucher, was Sachen, Stössen und Ansprach, och Wir der vorgenant Graf Conrad, oder die Unseren an die vorgenanten von Bern, und die Ihren, oder Wir die von Bern und die Unseren, an den obgenanten unseren Herren Graf Conrad und die seinen von dißhin an einanderen zesprechen gewinnen, darum sollen Wir ze beiden Theilen, wenn deweder Theil von dem anderen darum gemahnt wird, ze gemeinen Tagen kommen gehn Walprechtswyl in das Dorf, und ist das die Sach, da in Fründschafft nit übertragen mag werden; Ist denne die Ansprach eins, so uns dem vorgenanten Graf Conrad zugehöret, der sol einen Obman nemmen in dem Raht ze Bern, welen er will, ist aber die Ansprach eins der unseren von Bern, der sol einen Obman nemmen under des vorgenanten unsers Herren Graf Conrads geschwornen Rähten, welen er will, und sollen och wir denn ze beiden theilen dieselben Oblüt, die es von der datum diß Brieffs nit verschworen haben, fürderlich weisen sich der Sach anzunemmen; Gewunnen aber Wir Graf Conrad vorgenant, oder jemand der unseren besonder dehein Ansprach an gemein Statt Bern, oder wir gemeine Statt von Bern oder jemand der unseren besunder, deheim Ansprach an den obgenanten unseren Herren Graf Conrad, darum soll der theil, der da anspricht, oder deß die Ansprach ist, einen gemeinen Man nemmen, under den geschwornen Rähten der Stetten Fryburg, Solothurn und Biel, wo er will, und sollen auch wir denne ze beiden Theilen die Statt, da der Gemein sitzet, ernstlich bitten, denselben gemeinen, der das vormahls nit verschworen hett, fürderlich zeweisen, sich der Sach anzenemmen, und wenne der Obman als ußgewiset wird, so sol er beiden theilen fürderlich Tag verkünden auf die obgenant Mark, er möge es denn mit beider Theillen willen fürer legen, und sol den jedweder theil, zween Ehrber Mann zu dem Gemeinen setzen, und sollen dann die fünffe schweren, die Sach fürderlich

zu dem Rechten, als ferr sie sich des Verstand außzesprechen, sie mögen dan an beiden Theillen darunder ein Minne finden, und ist, daß die Schidleüt stößig werden, so sollen sie indrent fünfzehen Tagen, nach dem, so ihnen von beiden Theilen ihr Red und Widerred in Schrifft, auf ein beschliessen geantwortet wird, ihr Urtheil dem Obman versiglet antworten, so sol aber der Obmann indrunt einem Monat, so ihme der Schidleüten Urtheil geantwort wird, beiden Theilen sein Urtheil auch in Schrifft versiglet geben, und sollen auch dan beid Theil stet halten und vollführen, was von ihnen allen, oder dem mehr Theil under ihnen gesprochen wird: 1406

Were auch, daß der Obman, oder der Schidleüten deheiner von Tod abging, oder sust unnütz wurd, ob die Sach außgetragen wurd, so sol und mag man einen anderen indrunt einem Monat, darnach an des abgangnen statt setzen, der sich ze gleicher Weiß verbind, als auch der Erste gethan hat; Es sollen auch beid Theil dem Obman, und jedweder Theil sein Schidleüten, in der Sach ihren Kosten und Zehrung ablegen, und sollen auch Wir ze beiden Theilen die unsern darzu halten, daß sie dem Spruch gnug thun und den kosten bezahlen.

Es ensol auch entwederem Theil niemand den anderen pfenden, verhefften, noch verbieten um ungichtig Geltschuld, dann allein um gegichtig Geltschuld, und um Geltschuld, darum man Brief und Insigel hat, wond um Geltschuld, so sol jedweder Theil von dem anderen Recht nemmen vor dem Richter, da der ansprechig gesessen ist, und hingehöret, und sol man auch dan dem Kleger daselbs fürderlich und gemeinlich schaffen gericht werden:

Wir der vorgenant Graf Conrad verjehen auch, sider das ist, daß der Probst und das Capitul, und die Burgere gemeinlich der Statt ze Neüwenburg der vorgenanten von Bern mit unserem Gunst und Willen ewigen Burgere worden sind, und ein ewig Burgrecht in der Stadt Bern gelobt, und geschworen hand ewiglich stet zehalten, harum were da, daß wir unser Erben und Nachkomnen von diß hin dehein Ansprach oder Stöß mit den vorgenanten dem Probst und dem Capitul, oder mit den Burgeren und der Statt von Neüwenburg habende wurden, oder sie harwider an uns, dieselben Ansprach und Stöß sollen wir ze beiden Theilen fürderlich bringen für den Schultheissen und den Raht der Statt Bern, und was die dan darum zwischen uns außsprechen und erkennen, das sollen wir auch ze beiden Theilen stet halten; Wolt aber deweder Theil daß dann nicht stet halten noch dem gnug thun, so von dem Raht ze Bern außgesprochen wurd, so sollen die von Bern den gehorsamen Theil bey ihrem Spruch schirmen wider den ungehorsamen theil ohn allen Zorn.

Wir der vorgenant Graf Conrad, und auch wir die vorgenanten von Bern haben auch beredt, daß die unseren auf jedwederem Theil den alten und gewöhnlichen Zoll geben und bezahlen sollen, als auch unzhar gewohnlich ist gsin, ungefahrlich, auch um das diß vorgenant Burgrecht ewiglich stet bleibe, so wollen wir der obgenant Graf Conrad, daß alle unser Erben und Nachkommen, so die vorgenant

1406 Herrschafft von Neüwenburg von diß hin ewiglich besitzen werden, indrunt einem Monat nach dem, so sie von denen von Bern darum gemahnt werden, schweeren und geloben sollen, diß vorgenant Burgrecht ewiglich stet zehalten in allen den Worten als wir och das nu geschworen haben, und als an disem Brief geschriben staht: Were aber, daß der Eid oder die Mahnung also nit beschehe, dennoch so sol das vorgenannt Burgrecht ewiglich stet bleiben.

Wir der vorgenant Graf Conrad, unser Erben und Nachkommen sollen und geloben och jehrlichs den obgenanten von Bern oder ihrem Seckelmeister ze einer Erkantnuß des vorgenanten unsers Burgrechts auf St. Andres Tag ein Marck gutes Silber zegeben und zebezahlen: Und um dieser vorgeschriebenen Ding alle stet und vest zehann, noch darwider nimmer zethun verbinden Wir der vorgenant Graf Conrad Uns, unser Erben und Nachkommen bey unseren geschwornen Eyden; Und auch Wir die vorgenanten von Bern Uns, und unser Nachkommen bey unserem guten Treüwen, und ohn all Gefehrd; nemlich jedweder Theil dem andern zerechten gelten und bürgen vestiglich mit disem Brief.

Und diser Dingen aller ze einer ewigen Erkantnuß und steter Gezeügnuß so haben Wir der vorgenant Graf Conrad von Fryburg unser eigen Insigel, und aber Wir die vorgenanten von Bern unser Statt Groß Insigel für uns geheissen hencken an disen Brieff, Dero jedweder Theil einen hat, die gleich weisen. Geben und beschach diß ze Bern an dem Frytag nechst vor St. Georgien Tag des Jahrs, da man zahlte von Christi Geburt, Tausend Vierhundert und Sechs Jahr. An. 1406.

CCCLXXXVII.

Capitulation der Stadt Arau mit Bern und Solothurn, An. 1415.

In GOttes Nammen Amen.

1415 WIR der Schultheiß und der Rath und die gantze Gemeind der Statt Arau thuen kundt allen denen, die diesen Brieff ansehen, den läsen; Oder anhören läsen. Als die Weißen, Fürsichtigen, der Schultheiß, der Rath und die Burger gemeinlich der Stat Bern in Uchtland, und auch von Solenthurn unser gnädige Herren mit aller Macht und feindtlichem Gezüg vor uns gelegen sind, und uns mit Heeres Krafft besessen, auch uns an Leib und Gut begehrten Ubels zu thun, und das von sonderem Geboth deß Allerdurchleuchtigsten Fürsten und Herren Sigismundi von GOttes Gnaden Römischen Königs, Mehrer deß Reichs zu Ungaren, Dalmatien, Croatien König, von grossen Freffels wegen, so der Hochgebohrne Fürst und Herr, Fridericus Hertzog zu Oestreich unser gnädiger Herr, zu dem wir ohne alle Mittel von Alter här gehört haben, sich an der gemeinen Christenheit an dem Concilio zu Costantz und an der Königlichen Majestet

stet leider soll begangen haben, darvon wir alle unsers Herren von 1415
Oestreich Stätt, Land, Leuth und Diener libliche Noth, und Arbeith gehabt haben, und in die Ungnad der Römischen Kayserlichen Kron gefallen, von dieser Ungnaden und gewaltiger Heeres-Krafft, uns nun leider niemand entschütten möcht noch ledigen, harinn wir als die, so in krancken Muren mit keinen wehrlichen Sachen gewaffnet, und ohne allen Trost gesässen, gelägeret und gefangen wahrend, auf den sicherlichsten Weg nach Gelegenheit der Sachen uns eigentlich betrachtet mit den genanten unseren lieben Herren von **Bärn und Solenthurn**, die uns gar schwehr umlägeret hatten, weil wir uns anderst nicht entschütten möchtent, guth und danckbar Beding kommen sindt, darin sie uns grosse Gnad erzeigt hand, dieselbe Tötung und Beredung auffgenommen, und ist beschehen als hernach lauter beschriben staht.

1. Deß ersten haben wir vorgenante von Arauw für uns und alle unsere ewige Nachkommenen unverschidlich und wohlbedachtem Muth und einhäligem Rath in dem Namen GOttes des Vatters, deß Sohns und deß Heiligen Geschwohren mit aufferhabenen Händen und gelehrten Worten, und schwerendt auch Liblich dem Heiligen Römischen Reich als eine freye und unbetrungene Richs-Statt, darnach der **Statt Bärn und auch der Statt Solenthurn** gantz Treuw und Wahrheit zu leisten, ihren Schaden zu wenden allezeit und Nutz zu fürderen ohne Widersprechen und Geferden, also daß die Statt Arauw nun und ferner Ewigcklich zu den vorgenanten unseren gnädigen Herren von Bärn und Solenthurn, und allen ihren Nachkommenen offen Hauß und Statt seyn soll wider meniglichen, niemand außgenommen; Doch, wann dieselben unsere liebe Herren von Bärn und Solenthurn in unser Statt ziehen wurden, daß sie denn ohne unseren gefährlichen Schaden ziehen sollend, und ihnen in allen ihren Nöhten berathen und behulffen seyn sollend und wollen mit gantzen Treuwen auch wider meniglichs in unseren Kosten, wann wir hiemit alle Eydt, alle Bünd und Gelüpt, so wir vormahls gethan und gemacht haben, gentzlichen absprechen und vernichten in Krafft diß Brieffs.

Wir die vorgenanten von Arauw auch unsere Nachkommene sollendt noch wöllendt die gesagte Statt Arauw nimmermehr von dem Heiligen Römischen Reich noch von den ehegenanten **Stätten Bärn und Solenthurn** entfrembden, auffgeben noch von Handen lassen, ohne Gonst, Wüssen und Willen der obgenanten unseren lieben Herren von Bärn und Solenthurn und ihre Nachkommene, also daß diesere Articul allein unsere gemeine Statt und keine insonders beruehren soll, dann ein jeglicher unser Statt Insäß, nach derselben Freyheit, und aller Gewohnheit Rechtvollen Gewalt und Macht haben soll mit Lib und Guth von unser Statt zu fahren, ohne der Herschafft widersprochen, nachdem als das von Alter herkommen ist.

1415 2. Und nachdem jetz wir genante geschwohren haben, dieselben Eydt sollen und wollen wir und alle unsere ewige Nachkommene für mehr; Hingegen den obgenanten unseren gnädigen Herren **von Bärn und Solenthurn** nimmermehr Ewigcklichen von fünff Jahren zu fünff Jahren namlichen auff Geörgen Tag des Heiligen Martirers erneuweren alles das hiervor oder hernach geschrieben stahrt, danckbar und mit steten Treuwen zu halten ohnbekrencklich; Wäre aber, daß dieselben Eyde, in einichen künfftigen fünff Jahren von Sachen oder Vergeß wegen übersächen wurde, das soll dieseren unseren Eyden und Brieffen mit allen ihren Puncten undt Articklen gänzlich, unschädlich, und unvergriffenlich seyn, noch diß unser Eyde da nit ab noch Krafftloß sonder Ewiglich stät und in Macht bleiben ohn alle Gefahr, und wann wir oder unsere Nachkommenen darnach, so sich die fünff Jahr verlüffen, und in dem Zeit, als vorstaht nit geschworen hätten, von den obgemelten unseren Herren von Bärn und Solenthurn gemahnt werden denn sollendt und wollendt wir allezeit gehorsam seyn zu schwehren, und die Eyde zu erneueren, in allen denen Worten, als vorstaht.

3. „Darzu ist mit sonderheit beredt, daß alle die Rechtung, so „unsere Herrschafft von Oestreich an und in unser Statt Arauw ge- „hebt hatt, beide auß und inn, es seye an Zinsen, Geleiten, Steuren, „oder an einiger Rechtungen, nützit außgenommen noch vorbehal- „ten, damit sollend und wollend wir und unsere ewige Nachkommen „**der Statt von Bärn als unseren gnädigen Herren** und ih- „ren ewig Nachkommenen allein gehorsamm seyn, und niemand an- „ders, wann sie das in ihrer Beredung allein ihnen selbs und nie- „mand anders vorbehalten haben.

4. Die obgenanten unsere liebe Herren **von Bärn und Solenthurn** und alle ihre Nachkommenen sollend auch weder von ihren Leiben noch von ihren eygenen Güeteren kein Gleidt in unser Statt geben, weder auß noch inn, nammlich was Gleidts der Herrschafft von Oestreich zugehört, und wann dasselbe Geleidt beide in unser Statt und auch von anderen Stätten in dem Argeuw uns den obgemelten von Arauw in Pfandswyß versetzt und verhefftet ist. Hierinn ist beredt, wann wir das Hauptgut, als das ehegenant Gebiet versetzt ist, abgenieset, und wir das gewährt und bezahlt werden, von deßhin soll desselb Geleidt mit aller Zugehörd an die ehegenante Statt Bärn gefallen seyn und niemand anders.

5. Auch handt uns die ehegenannten unsere liebe Herren von **Bärn und von Solenthurn** von ihren sunderen Gnaden und Früntschafft gelobt und versprochen für sich und ihre Nachkommen uns und allen unseren Nachkommenen und unsere Statt immer Ewigcklich lassen bliben bey allen unseren Freyheiten, Handvesten Brieffen Gnaden und allen guten Gewohnheiten, die wir vormahlen von Königen, Keyseren oder von der Herrschafft von Oesterreich erworben, genossen und redlichen gebracht habend und sollend uns darvon nicht trengen, darbey bekrencken in kein Wiß noch Weg, besonders

sonders uns und unsere Nachkommenen daruff schirmen und hand- 1415
hafften mit gantzen Treuwen, daß wir ihnen auch wohl getrauwen.

6. Wäre auch, daß wir nun oder hernach einige neue Freyheit erwürben von unseren gnädigen Herren dem Römischen Künig oder von seinen nachkommenen Römischen Künigen und Keiseren sollent uns beide obgemelte Stätt wohl gönnen, und uns daruff schirmen.

Doch in denselben Freyheiten, ob wir einige erwurben, und allen unseren Freyheiten, Gnaden und alten guten Gewohnheiten, allen ihren Rechtungen, so sie auff uns handt gentzlich unschädlich.

7. Auch sollendt uns die obgenanten unsere Herren von Bärn und Solenthurn in allen unseren Nöthen und Kriegen behelffen und berathen seyn wider menigcklichen als den ihren, doch daß wir keinen offentlichen tätlichen und wider söglichen Krieg, dardurch Land und Lüt verwüestet werdendt möchtent anfangen sollent noch wollent ohne den jetz genanten Herren Räht und Wüssen.

Ob aber unser gemeine Statt oder einigen under uns in besunders angriffe mit Raub, Brandt oder deßgleichen Sachen, und wir demnach eilend angriffen, straffen, was jeh darnach gienge, soll uns vorbehept sin ohne Gefehrd.

8. Wir und unsere Nachkommenen sollend auch gäntzlich bliben bey allen unseren Lächen und Pfandhafften als wir die von der Herrschafft von Oesterreich empfanden oder verpfandt haben, nach wisung der Brieffen, so darüber gemacht sind, doch mit der Wüssenheit, daß wir alle die unseren und unsere Nachkommenen alle die Lächen, so von der Herrschafft von Oestreich darüerent, und in der obgenanten unseren gnädigen Herren von Bärn gebieten Zwingen und Bannen gelegen sindt, von einem Schultheissen von Bärn uns uff einen könfftigen König ze lächen in Namen des Heiligen Römischen Reichs empfahen, und bekennen sollend und wollend, und umb dieselben Lächen, nach Läches-Recht gehorsamm seyn ohn alles Widersprechen, wann wir darumb vermahnt werden ohne alle Geferd, wan sich die Handt der Herrschafft halb gewandlet hatt als vorstaht.

9. Auch ist beredt und versprochen, daß wir die von Arauw noch Niemandts der zu uns gehört, die vorgemelten unsere gnädige Herren von Bärn und Solenthurn noch der ihren, so zu ihnen gehörendt mit keinem frömden, geistlich noch weltlichen Berechten bekümmeren, laden oder ächten solendt noch wollendt, dann daß sich jedermann von den anderen mit den Rechten alle lassen benüegen an den Gerichten und Enden.

10. Da der Ansprächig gesessen, ist außgenommen und vorbehalten die Sachen der heiligen Ehe, Wuchers und sömlich Sachen, die von blosen Rechten ohne alles Mittel an geistliche Gericht gehörend, deßgleichen auch uns die vorgenanten von Bärn und Solenthurn für sich und die ihren gegen uns und die unserigen versprochen handt zu halten ohne Bekräncken. &c.

11. Darnach handt unsere liebe Herren von Bärn und Solenthurn für sich und ihre Nachkommenen gegen uns und unseren Nach-

1415 kommenen hierin mit rechtem Wüssen vorbehept, das Heilig Römisch Reich und alle, so vor diesen Sachen zu ihme hafft und verbunden waren, und auch sind, und aber die von Arauw wir allein das Heilig Römische Reich und sonst niemand anders, und dieß alles in denen Worten und Articlen als vorstaht, stät und vest zu halten noch herwider nimmermehr zu thun, noch schaffen gethan werden, heimlich noch offentlich weder mit Worten noch mit Wercken, noch niemand gehällen, die hinwider thun wolten, niemands Rahts, Stimm noch Gethat geben, noch niemands aufzuwisen mit Geschrifft noch Mund; Damit unser Statt oder wir von disen Enden möchten gezogen werden, setzen wir und verbinden uns und alle unser ewig Nachkommenen, unseren Herren von Bärn und Solenthurn und ihr Nachkommen zu ihren und deß Reichs Handen Liblich und vestenglich mit diesem Brieff, und dieser Dingen allen zu einer ewigen Krafft und stäter Zeugsamme haben wir die obgenanten Schultheiß, Räht und Burger gemeinlich von Arauw für uns und unsere ewige Nachkommenen unser Statt groß Insigel gehenckt an diesen Brieff, under dem Insigel wir und unsere Nachkommene zu allen denen Puncten und Articlen als vorstaht verbinden ohne alles Widerrüeffen. Geben und beschehen zu Arauw auff Samstag vor St. Geörgen Tag in dem Jahr als man zehlt von Christi Geburth, tausend, vierhundert und fünffzechen Jahr. 1415.

CCCLXXXVIII.

Capitulation der Stadt Zoffingen mit der Stadt Bern, Anno 1415.

In GOttes Nahmen Amen.

WIhr der Schultheiß, der Rahte, und die Gemeinde der Statt Zoffingen im Aergöw, bekennen und thun kund, allen denen die diesen Brieff ansehend, lesend, und hörend lesen, nun oder hienach; Als die Weysen, Fürsichtigen, der Schultheiß der Raht, die Zweyhundert, und die Burger gemeinlich der Statt Bern in Uchtland, Unser Gnädige Herren, mit aller Macht, und feindlichem Gezüge, vor uns gelegen sind, und uns mit Heers Krafft besessen hatten, uns an Leibe und Gut begehrten Ubel zuthunde, und das von sonderem Gebott, Geheiß und Geslöpffes wegen, deß Aller Hochgelobtesten, und Durchleuchtigsten Fürsten und Herrrn, Hrn. Sigmund von GOttes Gnaden Römischen Königs zu allen zeiten Mehrer des Reichs, zu Ungarn, Dalmatien, Croatien ꝛc. König von der Zusprüchen, Ubergriffs, und grossen Fräffels, und Schmachheit wegen, so der Durchleuchtende Fürst und Herr, Hertzog Fridenrich von Oestenreich, unser Gnädiger Herr, zu dem wir ohne alles Mittel, von Alter har gehört haben, an der gemeinen Christenheit an dem Heiligen Concilio zu Costantz, und an der Königlichen Mayestatt leider begangen soll haben, darvon wir, und alle desselben, unsers Herren von Oesterreich Stätt, Länder, und Diener, leibliche Noht, und Arbeit

heit gehebt haben, und in die Ungnad der Römischen Keyserlichen 1415
Kron müssen gefallen seyn, von den Ungnaden, und auch grossen mächtigen Heere, und Heers-Krafft, uns leyder niemand entschütten möcht, noch geledigethat; Harumb wir als die so in kranckner Mauren, mit keiner wehrlichen gewarnet, und allen Trost besessen, belegen begriffen, und gefangen waren, auf den sicherlichsten Weg nach Gelegenheit der Sachen, uns eigentlich betrachtet haben, und mit den obgenandten, unseren Lieben Herren von Berne, die Uns als schwerlich belegen hatten, daß wir uns in keinen weg anders entschütten noch erretten konten noch mochten, in fründlich gut, und danckbar Thäding sind, zu denen Thädingen sie uns an hand lassen kommen, und semlich Gnad und Freündschafft erzeigt, daß wir ihnen Ewiglich billich zu dancken haben, dieselbe Thäding und Beredung, weiset und lautet, als hienach geschriben stahl.

1. Deß Ersten, daß wir die Hertzogen von Oesterreich, und ihr Nachkomenen, als für unser Herren, gar und gentzlich, unangehendes Ewiglich abgesprochen, und die aufgeben söllen, und auch die jetzund aufgeben, und abgesprochen haben, mit diesem Brieff;

2. Darnach haben wir für uns, und alle unsere Nachkommen ohne alles Mittel, ohnscheidenlich, mit wohlbedachtem Muth, einhelliglich, in dem Nahmen des Vatters, deß Sohns und deß heiligen Geistes geschworen, mit auferhobenen Händen und gelehrten Worten, und schweeren auch leiblich, dem Heiligen Römischen Rych, als für ein recht frey, unbezwungen Reichstatt, und darnach der Statt von Bern, gantz Treu und Wahrheit zu leisten, ihren Schaden beide Nachts und Tags zewenden, und ihren Nutzen ze fürderen, ohn alle Gefehrdt. Also daß die Statt Zoffingen Nun und Immer ewiglich, der obgenandten Unser Lieben Herren von Berne, und aller Ihrer Nachkommen offen Hauß und Statt seyn soll, wider Meniglichen, und in allen ihren Nöhten und Sachen berahten, und beholffen seyn söllent, und wöllent, niemand außgenommen, noch vorbehebt; Wend wir hiemit alle Ende, alle Bünde, und Gelübte, so wir vormalen gemacht, gentzlich absprechen und vernichten, mit Krafft Brieffs. Wir noch unser Nachkommen sollen, noch wellen, auch uns noch unser Statt immermehr dem Heiligen Reich noch von der Statt von Bern empfrönden, auffgeben, noch von Handen lassen, ohne Gonst, Willen und Wissen, der obgenanten Unser Lieben Herren von Berne, und ihren Nachkommenen, mit sonder gedingen.

3. „Auch ist beredt und eigentlich versprochen, daß alle die" Rechtung, so die Herrschafft von Oesterreich, inn oder an der vor-" genannten Statt Zoffingen an Leuth, an Gut, oder an einiger an-" deren Rechtunge hat gehebt, das alles soll uns beleiben und we-" der Herren, Stetten, Länderen, noch niemand anders zehanden stos-" sen," Wann uns die vorgenanten von Bern, in nahmen, und anstatt deß Heiligen Rychs, das wohl gonnen hand. Doch ausgenommen und vorbehalten das Geleidt, so in unser Statt fallet, wenn es an denen Stetten, da es versetzet ist, erlöset wird, soll auch den ob-

1415 genandten Unseren Lieben Herren von Berne bleiben, wann sie das in diesen Sachen vorbehebt hand.

4. Auch so hand uns die obgenandten unser lieben Herren von Bern gelobt und versprochen, alle unsere Freyheiten, Rechtungen, und guten alten Gewohnheiten, die wir von Königen, Keyseren, oder von der Herrschafft von Oesterreich erworben haben, stätt und vest zehalten, und uns noch unser Nachkommen, in keinen wäg davon nicht zetrengen, noch daran nicht ze bekümmern. Und daß uns der König alle unsere Freyheiten, Rechten, und guten alten Gewohnheiten, mit Bitte der ehegenandten unser Herren von Berne bestättigen soll, doch in unserem Kosten.

5. Were auch, daß wir ein neue Freyheit, oder Gnad, von dem obgenandten Unseren Gnädigen Herren dem König erwurben, oder erwerben möchten, deß sollent uns die vorgesagten Unser Herren von Berne wohl gönnen, und uns darauff schirmen, doch in denen, und allen unseren Freyheiten, allen ihren Rechtungen, so sie auff uns hand Ewiglich ohnschädlich.

6. Auch sollend uns die obgenandte, Unser Lieben Herren von Berne, in allen unseren Nöhten und Sachen berahten, und behulffen seyn, wider Menigklichen, nach unser Nohtdurfft, doch daß wir keinen Krieg, von unserem eigenen Muhtwillen anfachen sollen, ohne derselben Unser Herren von Berne Willen und Wüssen.

7. Auch sollen wir die obgenandten von Zoffingen, und alle unsere Nachkommenen, die Eyde, so wir nun zemal gethan haben, als vorstaht, fürwerthin Ewencklich gegen den obgenandten unseren Herren von Berne, je von fünff Jahren ze Fünffen erneüweren auff St. Georgen Tag, und alles das vor, oder hienach geschriben staht, danckbar und stät mit treüwen zehalten.

Were aber daß dieselben Eyde in keinen fünff Jahren, von Sach, oder ander vergeßliche wegen, übersessen wurden, Das soll diesen unseren Eyden und Brieffen mit allen ihren Puncten und Articlen, gäntzlich unschädlich, und unvergriffenlich seyn, noch dieser unser Eyde damit ab, noch dester kränckner sein, den insonder Ewencklich stätt, und in Krafft bleiben ohne alle Geferde. Und weme wir, oder unser Nachkommen, darnach so sich die fünff Jahr verlauffend, und in dem Zeit als vorstaht, nit geschworen hetten, von den obgenandten unseren Herren von Berne gemahnt werdendt, deme söllend und wöllend wir gehorsam seyn zeschweeren, und die Eyde ze erneüwren, in allen denen Worten als vorstaht.

8. Und in disen Sachen allen, hand die vorgenandten Unser Herren von Berne vorbehebt, das Heilig Reich, und alle die so vor diesem Krieg, und Sachen ze ihnen hafft, und verbunden waren, und auch sind; darbey auch wir das Heilig Reych vorbehebt haben.

9. Were auch dehein Stoße, Mißhelle, oder Ansprach zwüschen den obgenandten Unseren Lieben Herren von Berne, den Ihren und Uns auffstuhnden, oder in könfftigen Zeiten entsprungen, darvor GOtt seye, wie oder an welchen Enden, man dieselben stösse, und Span

Span berechtigen solle, und außtragen, und umb gemein dingstette 1415
ob es nohtdürftig wurde, diß alles wysent ander unser Brieff, die Wir gegen einanderen machen, und versiglen werden, durch deß willen, daß wir Ewencklich desterbaß inn Frid und Gnaden bestahn mögent.

10. Auch ist beredt und versprochen, daß wir noch niemandt der Unseren, die obgenandten unser Herren von Berne noch niemand der zu ihnen gehöret, mit keinen Geistlichen, noch Weltlichen frömbden Gerichten nit bekümmeren, Laden, noch Aechten sollen noch wellen, denn daß sich jederman von den anderen soll lassen benüegen, mit und an denen Grichten da der ansprächtig sitzet; Außgenommen, die Sachen der Heiligen Ehe, Wucher, und semlich Sachen, die von blossem Rechten ohne alles Mittel an Geistlich Gericht gehörendt.

Und diß alles in denen Worten, steht, und vest zehalten, noch hinwider nimmermehr zethun, noch schaffen gethan werden, heimlich, noch offentlich, weder mit Worten noch mit Wercken, noch niemand gehällen, der hierwider thun wolte, niemand Raht, Stimm, noch gethat zugeben, noch niemand aufzeweisen, in Schrifft noch von Mund, damit unser Statt, oder wir von diesen Eyden gezogen möchten werden.

Setzen und verbinden wir uns, und unsere Nachkommenen Ewencklich den obgenannten Unseren Lieben Herren von Berne, und ihren Nachkommenen, zu Ihr, und deß Heiligen Reichs Handen, leiblich mit diesem Brieff. Und diser Dingen aller zu einer ewiger Krafft, und stätter gezeugsame, haben wir die obgenandten Schultheiß, Räht und Burger, gemeinlich der Statt Zoffingen für Uns, und unser Ewig Nachkommen, unser Statt Insigel gehenckt an diesen Brieff, under dem Insigel, Uns, und alle unser Nachkommen zu alle Puncten, als vorstaht, verbunden, ohne alles Widerrüffen. Geben und beschehen ze Zoffingen, am Donstag nechst vor St. Geörgen Tag, in dem Jahr, da man zahlt, von Christi Geburth, Tausent vierhundert fünffzechen Jahr. 1415.

CCCLXXXIX.

Capitulations-Revers der Stadt Bern, gegen die Stadt Zoffing ausgestellet, An. 1415.

WIR der Schuldtheyß, der Raht, die Zweyhundert und die gantze Gemeind Der Statt Bern in Uchtland, verjächend und thundt Kundt allen denen die disen Brieff ansähend, läsend oder hörend läsen, nun oder hie nach, als die Wysen Wohlbescheidenen, der Schuldtheyß, der Raht und die gantze Gemeind der Statt Zoffingen im Aergeüw gelegen, uns inn Naamen des Heiligen Römischen Rychs, und auch als unser offen Statt und Schloß, zu allen unsern Nöhten gehuldet, und geschworen hand, gantz Treüw und Wahrheit ze leisten, unsern Schaden ze wenden, und unsern Nutz ze fürderen, alles nach Sag Weysung und luth der Brieffen, so sy uns darumb

1415 darumb von ihr Statt wol versiglet geben hand, und sider daß dieselben von Zoffingen das Hulden gar einhäligklich, als deß Rychs gehorsamme gethan und verbrieffet hand;

1. Harumb so geloben wir der Schuldtheyß, der Rath, die Zweyhundert und die gantze Gemeind der Statt Bern vorgenant, für uns und alle unsre ewige Nachkommnen die ehegenandten, den Schuldtheyssen, den Raht und die Burger der Statt Zoffingen, und alle ihre Nachkommenen, gegenwürtig und zukünfftig, als unsre liebe getreuwe und gute Fründen lassen ze blyben, bey allen ihren Freyheiten, Gnaden, Handvestenen, Brieffen, Privilegien, und guten alten G'wonheiten, die sy von Keyseren, Königen, oder von der Herrschafft von Oesterreich erworben und redlich hargebracht, und gehabt haben, und daß sy und alle ihre Nachkommnen sich derselbigen Freyheiten, die sy jetz erworben handt, und dero so sy noch, uns und unsren Nachkommnen unschedlich von Königen oder Keyseren erwärben möchten, wol freuwen söllen und mögen, und wir sy darby schirmen und handhaben wellen mit gantzen Treuwen, und sy davon weder nun noch inn künfftigen Zeiten eyt trengen, bekräncken, noch darryn brächten inn keine Wyse;

2. Alle die Rechtung so die Herrschafft von Oesterreich, inn und an der Statt Zoffingen gehabt hatte, es sye an Lüthen oder an Gut, das soll alles denen von Zoffingen fürwert hin gentzlich verblyben, an ihr Statt hangen, und darumb niemanden ze antworten haben, nützit ußgenommen noch vorbehebt, dann allein das Gleidt, daß wir auch mit ihro gutem Willen und Wüssen, uns und unsren Nachkommnen vorbehebt haben, ohne alle Geding, und diß alles stäth und vest zu halten, noch darwider nimmer ze thun, mit Worten noch mit Wercken, mit Raht noch mit That, mit keinen Grichten Geistlichen oder Weltlichen, noch mit keinen Fünden noch Gevärden; Setzen und verbinden wir die vorgenandten von Berne, uns und unsere Nachkommen, den obgenandten, dem Schuldtheissen, dem Raht und den Burgeren der Statt Zoffingen und ihren Nachkommnen, zu rechten Gelten und Bürgen vestencklich mit disem Brieff. Und diser Sachen aller zu einer ewigen Krafft, und stäther ewiger Zeügsammi, haben wir der Schuldtheiß Raht und die Zweyhundert der Statt Bern, unser Statt groß Innsigel, beyde für uns und unsre ewige Nachkommen, geheissen hencken an disen Briff, der geben ist am Donstag nechst vor St. Geörgen Tag, da man zahlt von Christi Geburt tausent vier hundert und fünffzächen Jahr. 1415.

CCCXC.

Bündniß, zwischen den beyden Cantons Zürch und Bern, An. 1423.

1423 Inn Nammen der Heligen Dreyfaltigkeit Vatters, Sonns und deß Heiligen Geistes. Wir der Burgermeister Rath, die zweyhundert, unnd die ganntze Gmeind der Statt Zürich Inn einen, unnd

unnd wir der Schultheiß Rath, die zweyhundert unnd die ganntz Gemeinde der Statt Bern Jnn üchteland, zu dem anndern Theil, Bekhennend Thun khund, allen den so diesen Brief ansechent, lässent oder hörent läsen, beide nun unnd hienach, das wir gar eigentlich angsehen und betrachtet habent, wie unns der Almechtig GOtt, mit synen sondernn Gnaden unnd Miltigkeit, beschirmpt geholffen, und zugeworffenn hat, Jnn dermasse, daß unser beyder Stettenn Land unnd Lüth hohe und niedere Grichte zusammen stossent, täglich zueinandern wandlend, unnd Jre Gewerb trybent. Darumb uns beiden Stetten wol getzimpt, zu einandern zesechent, ein ander bystendig hilfflich, unnd gethrüw zesinnde, durch deßwillen das wir beid, Stett und alle unser guten Frünnd, dester stercker, unnd aber all unnser Vyend dester krencker gesechenn werdent, habend auch darumb mercklich betrachtet, die frömbden und wandelbaren Löüff, die jetzo ufferstanden sind, oder noch uffston möchten das sich jetweder Statt dester wyßlicher gehalten köndte. So habennt wir mit gutem Rath, unnd sinnlicher Bewysung, durch untzes schirmes, unnd Fridenn willen, Lybes und Gutes, der vorgenanten unser Stetten, unser Lüthes und gmeines Lanndes die getrüwen guten Fründtschafft, die wir unnd unser Vordern bißhar lanng Zytt gethrüwlich von den Gnaden GOttes, mit unnd zu einander gehept habennt, und ob GOtt will zwüschent unns und unnsern Nachkommen ewencklich wärenn und beston soll, sonderlich von nüwen ze vestnen, und zu bestetigen, einer besondern ewigenn Freundtschafft, unnd Pündtnusse, mit einander zehabende, wüssenntlich unnd mit gantzen trüwen, Jnn einkommen sigent, zesammen glopt unnd geschworen habennt, Lüblich und gelert Eide, zu GOtt unnd den Heiligen, mit ufgehepten Henden, für unns und alle unser Nachkommen, die wir hiertzu mit sonderheit, ewigcklich unnd Chrefftigklich verbinden, Also unnd Jnn denen Wordten, das wir und unnser beiden Stetten, nachkommen Jnn allem nnsern Sachen, gegenwärtigen und künftigen, einander beradten, gthrüwlich unnd unvertzogenlich beholffen syn söllen und wellen, als feer unnser Lyb unnd gut gelangen mag, gegen allen denen wider unnd uff alle die so uns an Lyb oder Gut, an Eeren, Fryheiten, Rechtungen altenn Harkommen, oder guten Gewonheiten, mit Gwalt oder on Recht angryffenn, bekümberen, schedigen oder keinen Wiederdriesse thäten, oder thun wolten, Jnn keinn Wyß nun, oder hienach, wenn dewederer Theil von dem andern darumb gemanet wirt, mit Bottenn oder Briefen, Jnn ganntzen guten thrüwen, on alle Geferde, doch mit denen gedingen, underscheiden Puncten unnd Articklenn so hienach geschriben stand.

Deß Erstenn, das wir beid Stett, und alle diese Jnn dieser Pündtnuß begriffenn sinnd, ein anndern gethrülich, behelffenn, unnd berathen seyn söllennt, als vorstat. Namlich zwüschent unnsern beiden Stetten, wo das dewederem Theil nothürfftig wurd, unnd für jetweder Statt uß, dry myle wegs, mit gantzenn guten thrüwen, unnd mit als vil Volcks, als denne der Statt so genannt ist. Erlich, unnd

1423 unnd aber der, so da gemahnt hat, Trostlichen Ist, nach Gelegenheit der Sache, und soll die Hilff beschechen fürderlich one vertziechen, doch mit söllichen fürworten, were das uff dewederem Theil jemant so inn dieser Pündtnusse begriffen ist, angriffenn oder geschediget wurde, darumb der geschediget Theil Hilff begeren wurd, vff die Vyend zutziechen, die zuschedigend, oder Inen zuwider stende, darumb soll der geschediget Theil die anndern Statt, an die Er Hilff begert, deß ersten gen Zofingen, zetagen manen, oder an anndere gelagtte Eennd, da dann beid Theil wol zusamen kommen mögennt, ob es den Theil so da manet, ze Zofingen, nit komerlich beduncket, unnd soll auch jetwederer Theil syn wysen guten Bottschafft dahin sennden, daselbs eigentlich zerathe werdenn, wie die Sachen antzeheben sin, das der Zug und die Hilff, nach Gelägenheit der Sachen, einen wysen Fürgang haben mög, oder wie die Hilff nach Gelegenheit der Sachen, syn soll, das den Vyenden desterbas widerstandes, unnd der Schad zu dem besten gerochen werden möge. Vnnd weß man vff den Tag zerathe wirt, soll jedwederer Theil heimbringen, Inn söllicher maß dem gnug bescheth, alßdann vff den Tag beschlossenn worden Ist, on alles überziechen, Es were dann das dewederer Theil gecher Hilff nothürfftig wurd, als bald das der ander Theil vernimpt, der soll denne dartzu thun, als ob es syn selblich Sach sig. Er sige gemannt oder nit gemant, alles inn guten thrüwen ungefarlich.

Were auch das kein Krieg vferstunde, unnd der sich verharren, unnd als lanng werendte wurd, das man eingesesse unnd läger wurde haben, weder Statt den der Krieg were, unnd um Hilff gemannt hett, das auch denne dieselbe Statt allen Costen allein haben soll, den man Jnn dem Lägen, und gesesse mit Büchsen, hanntwerchen, werchlüthen unnd getzüg und umb deßglych gwonlichen costen haben wurd, darumb sölte auch denne, die Statt so umb Hilff gemant hetti, unnd dero der Krieg zugehordte zu den Stettenn oder schlossenn, die den erobert wurden, on alle Jr Helfer, zu spruch, allein Recht habenn. Aber umb gefangen Lüth, unnd varennt gut, Ist dabey beredt, das man die halten haben, unnd theilen soll, nach glycher Pütung unnd nach Krieges Gwonnheit auch on alle anndre Infäl.

Beschette auch das wir die vorgenanten von Zürich keinest mit Jemandt stöß gewunnent, oder jemant wer der were, bekriegen welten, unnd der oder die mit dem wir also stöß hettenn, unns das Recht von sömlicher stössenn, oder zusprüch wegen putten, uff die vorgenanten Schultheiß und Rath, zu Bern, und dasselb Recht, unns daselb versprechen zehaltend, welten wir deme, die vorgenanten von Zürich daselb Recht nit vfnemmen oder vßschlachen, so söllennt unns die vorgenannten, von Bernn, von dieser Pünndtnuß wegen, wider den oder die so unns das Recht, also vff sy gepattenn hettenn, zehelffen, sy thügennt es dann gern, vngefarlich.

Deß-

Deßglüch were das wir die vorgenanten von Bern, keinist 1423
mit jemant stöß gewunnent, oder jemant wer der were, bekriegen wolten, und der oder die mit den wir also stöß hettenn, unns das Recht von sämlicher stössen wegen, puttenn uff die vorgenannten Burgermeister, unnd Rath ze Zürich, und versprechen unns dasselb recht, da zehalten, wolten dann wir die obgenannten von Bern, dasselb Recht nit ufnemmen oder Ußschlathen, So söllennt unns die vorgenanten, von Zürich von diser Pündtnuß wegen, ouch nit gebunden syn, zehelffen wider den oder die so unns das Recht also uff sy gebotten hätten, sy thügent es dann gern ungefahrlich.

Item es ist ouch Inn diser Pündtnuß beredt, das niemant den andern weder geistlich noch weltlich Person, Man noch Wyb, uff deweederen Theil, unnd kein weltlich Sach, uff kein frömbd Gricht, weder Geistlichs noch Weltlichs, Hofgericht noch Landt-Gericht laden noch tryben soll. Deme das jederman von dem andern suchen und nemmen soll, an denen Stettenn, unnd Inn denen Grichten, da der ansprechig gesessen ist, oder hinhört. Und das ouch jederman, da mit Gricht unnd Urtheil erkennen wirdt, deß soll er sich lassen benügen, unnd dabey belyben, ungefahrlich, mit söllicher wussent, das man auch dem Cleger unuertzogenlich da richte, on geferd. Bescheche aber das nit, unnd das kumlich wurde, so möchte dann der Cleger syn recht wol fürbaß suchen, als Inn deme das fucklich were, Aber jederman soll unnd mag syn zinse Intziechenn und darnach werben, als bißhar Inn jetweder Statt gebiete, das gwonlich gewesen ist alles ungefarlich. Doch soll auch niemann den andern so Inn dieser Pündtnuß begriffenn sind, unnd dewederem Theil zugehörend, weder in den Stetten, noch uff dem Lande verhefftenn, noch verpieten, denne synen rechten gelten, oder Bürgen, der Ihm darumb glopt unnd versprochen hat, alle Gefehrd harinn ußgelassen.

Were aber dewederer Statt Jr Pfaffheit und Priesterschafft, nit mechtig zewysen, von geistlichen Grichten umb weltlich son henn zelassen, die Statt sölte denne söllich Priester, oder geistlich Lüth nit schirmen wider die, die sie also umbgetrieben hettenn unnd wir beid Stett, nit meinen, das jemant den anderun an geistlichen, Gerichtenn, umb weltlich Sachenn bekümbern sölle.

Und durch deßwillen das wir die vorgenanten beid Stett unnd die unsern deßbas inn gantzen Friden, und Inn glychem Rechten, sament beston mögennt. So habennt wir uns fürer mit einandern underredt, unnd vorsprochen, were das dewederer Statt, oder jemant der zu dhweder Statt geborte, an die andern gmeinen Statt oder an kein Jr Lannd Stätt Aempter, Vogthigenn Gerichten oder Dörffern, ützit zesprechen gwünnen, da soll die ansprechent Statt, oder Person, die anndern Stadt so angesprochen wurde, gen Zofingen Inn die Statt, zu gmeinen Tagen fordern, unnd da lassenn beschehen, ob die Zusprüch mit dem minsten Costenn, vertragen mögen werden, möchte aber das nit geschehen, deme soll die ansprechend

1423 chend Statt oder Person, Inn der andern Statt Rath einen gmeinen obman nemmen, unnd erkiesen, der vor dann, dirr Pündtnusse obmanschafft nit verschworen hab, unnd soll auch die Statt denselben erwelten gemeinen wysen, sich der Sachen antzenemende, unnd wenn das beschicht, deme soll der gmeinn aber Inn der Statt Zofingen, beiden Theilen, Inn den nechsten viertzethen Tagen, Tag verkündenn unnd ansetzen, unnd söllenn ouch dem dieselben beid sothere, mit Iren Schidlüthen darkommenn und beide der Gmein, und die Schidlüth sich zu der Sach, mit Iren Eiden, nach satzes Recht verbinden unnd schweren, gelert Eide zu GOtt und den Heiligen die Sachen vßzesprechen, niemant zu lieb, noch zelied, und darumb kein miet nit nemmen, unnd daselbs zestund beider Theilen Red, unnd widerred verhören, unnd ob sy die Sache nit mit der myne übertragen mögent. So soll der Gemein zestund Vrtheil fragen, darauf söllent die Schidlüth fürderlich Jr Vrtheil geben, unnd sprechen, und werdennt denne die Vier einhell oder der mertheil under Jnen, darby soll dann die Sach beston, were aber das die Schidlüth stößig wurdent, zwen, gegen zwen, unnd dann den gmeinen bedücht, das er Rathes bedörfft. So söllent Jme die Schidlüth zestund Jr Vrtheil Jnn geschrifft antwurten, alle er dann sy von Tagen scheidint, unnd wenne dann dem Gmeinen, die Vrtheilen geantwurt werdent, der mag sich denne wol bedencken, unnd soll eintweder Vrtheil volgen, weedere Jnn die besser beduncke syn, Jnn einem dem nechstenn Monat, darnach, unnd das nit lenger vertziechen, wurde auch denne dewederem Theil kundtschafft erkent, die soll er ouch denn leggen, vor dem Gmeinen unnd schidlüthen, uff einen Tag Jnn der vorgenanten Statt Zofingen, so der Gmein ansetzende wirt, ungefarlich on alles vortziechen. Was ouch jemant uff dewederem Theil von dem Gmeinen unnd schidlüthen gemeinlich oder von dem mertheil unnder Jnen umb jecklich sache Jnn der Mynn oder zu dem rechten ußgesprochen wirt, das söllennt beide Theil so die Sach dann angetroffen hat, Waar unnd Stät haben, und darwider nützit schaffen, gethon werden, on all Gferd, unnd weder Theil Jnn söllichen Sachen mit recht darnider lyt, der soll den andern Theil synen widersechern genntzlich entschedigen, unnd synen Costen abtragen, on widersprechen, ouch soll die Statt dero er zugehört, der da verloren hat, Jnn wüssen, dem Ussprueh gnug zethunde, durch deß Willenn das sömlich Sachen, nit von nüwen berechtiget müssen werden, ouch söllennt Jnn sömlichen Sachen, beid Theil den Gmeinen, unnd jedwederer Theil syn schidlüthe vercostigen, biß uff Vßtrag söllicher Sachen.

Aber umb aberstorbne unnd gefalne erb ist Jnn disen Dingen allenn, mit sonderheit vorbehept unnd versprochen, das jederman von dem anndern umb sömlich erbe das recht suchen unnd nemmen soll, an denen Stettenn unnd Jnn denen Grichten, da sömliche erb gefallenn sind unnd soll sich ouch desselben Rechten lassen benügen, on alles annder berechtigen.

Wann

Wann aber nun dick unnd vil unnter gutenn Fründen übergriff beschechent, unnd doch nit vast, Jnn argem, harumb ist mit sonderheit Jnn diser Fründtschafft beredt, were das jeman dero so Jnn disem Punndt begriffen sinnd, von dem andern kein übergriff bescheche, synes gutes oder Rechtunge unerfolgt deß rechten entwert wurde, das dem der Theil so den übergriff, oder entwerung gethon hette, Jndrunt den nechsten acht Tagen, wann er darumb vermant wurde, denselben übergriff gentzlich, unnd on alles vertziechen, soll widerkeren unnd schaffenn bekert werden, on gepråstenn. Were aber das der so den übergriff gethon hette, nit also fürderlich bekerte, so soll Jnn die Statt zu dero er gehört, zestund unnd alsbald sy darumb ermant wirt, wysen, das er beker und dem gnug thůge, als vorstat, unnd wenn das beschicht, mag er umb syn Zusprůch, unnd ouch umb den übergriff zu dem Rechten kommen, für ein Gmeinen, mit einem glychen Zusatz, Jnn aller der Form unnd wyß, als davor geschriben stat. 1423

Ouch soll jetwederer Theil dem andern ungefarlichen unnd ouch unverdingten kouff, beide Wyn Korn, unnd ander Ding geben und zu lassen gon on Intrag.

Dartzu habent wir die vorgenanten beid Stett von Zürich unnd von Bern, Jnn diser pündtnuß vorbehept, daß alle so dweder Statt Burger sind, unnd mit gedingen Burger worden sinnd, das ouch die by söllichen Burckrechte als Jre Brief darüber gegeben, das wysent belybenn söllennt unnd dise Pündtnus Jnen keinen Schaden an Jrem Burckrecht bringen soll mit geding.

Unnd Jnn allen disen vorgeschribnen Sachen, habennt wir beid Stett mit gar guter wüssent vorbehept, unnser aller gnedigsten Herren den Römischen Künig, unnd das Heilig Römische Rych, unnd ouch dartzu unnser Eydgnossen, alle die pündt unnd glüpte, so wir oder unser Vordern, vor diser Pündtnusse, unnd Früntschafft gan söllenn. Were aber das Jnn künfftigen Zyten, dweder Statt keinn annder Statt Herrenn oder Lannd, Jnn Jrem Schirm Burckrecht, oder Lanndtmanschafft empfieng, das soll doch diser Pündtnusse unschädlich beschechen. Also das dieser Pundt vor soll gan.

So denn und zu dem Letstenn, so habennt wir mit guter Vorbetrachtung beredt und über ein kommen, durch deßwillen, das diser Pundt und Fründtschafft Jungen unnd Alten unnd ouch allen den die dartzu gehörent unnd harinn begriffenn sinnd, dester wüssentlicher, und jemer me ingedenck sige, das wir je von zechnen Jaren zu zechnen, unnd mit nannen zu Sannt Johans Tag zu Sunngichten, vor oder nach acht Tag on geferd, ob es uff denselben Tag nit beschechen möcht, als dwederer Theil das an den andern erfordert diß glüpt und ewige Pündtnusse, mit unsern geschwornen Eiden ernüwern söllen und wellen, mit Worten mit Eiden, und mit allen andern Dingen, so dartzu nutz und nothurfftig sind, und was denn zu denen Zyten, Mannen oder Knaben, sechtzechen Jar alt oder elter sind, die söllent denn zu den Heiligen schweren, mit uffgehepten Hen-

1423 den und gelerten Worten dise Pündtnusse und Fründtschafft Ewencklich ouch stet zehalten, mit allen Stucken, Puncten, Articklen und Gedingen, so dauorgeschrieben stond, one allen andern Versuch, und Geferde. Were aber daß die Ernüwerung Inn keinem künftigen Zyte, und zu den Zilen als vorstat, nit bescheche und sich das von keinerley Sach wegen sumen oder vertziechen wurde, das soll doch diser Pündtnusse und Fründtschafft gantzlich unschädlich syn, wenn sy ouch mit nammen ewenklich, stet vest, und Inn Chrafft belyben soll, mit allem Dingen und Gedingen, so vorgemelt sind, one aller Bekrencken, wenne aber sölliche Irsal, Sümnuß und Hindernuß fürckoment, wurde dann deweder Theil den andern umb Ernüwerung der Pündten und Eiden erfordern, mit Botten oder Innschriffte, denn soll jetweder Theil dem andern gehorsam syn, söllich Ernüwerung zethund, zeglyer wyß und Inn allen den Wordten, als vorgeschriben stat.

Auch ist harinne mit sonderheit vorbehept, das wir und unser Nachkommen dise Pündtnuß mit allen und jetlichen Stucken, so darinn geschriben stand, wol mögent bessern, mindern oder meren, zu wellicher Zyt uns oder unsern Nachkommen zu beider Sydte, das einhelligcklich nutz, oder nothurfftig beduncket syn one Geferd, als sich dann die Löuff wanndlene werdent, doch das diser Pundt noch Fründtschafft nimmermer abgesprochen werde.

Vnd dieser Dingen zu einer Ewigen Crafft und steter waarer getzügsamme habende wir die vorgenanten von Zürich und auch Bern unser beider Stetten grosse Ingesigele an zwen glych Brief geheissen hencken, zu einer Erkantnusse, das alle vorgeschriebene Ding von uns und unsern Nachkommen ewenklich stet und vest blyben, und gethrüwlichen gehalten werden. Geben und beschechen an Sonnt Vincentzen Tag, deß heiligen Marterers, Inn dem Jar do man von Christi Gepurt zalt, Viertzechen hundert und zwentzig und drü Jar.

CCCXCI.

Capitulation der Stadt Baden mit denen Cantons Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris, An. 1450.

1450 WIR die Burgermeister Schultheiß, Amman, Räht, Burgere und Gemeinden der Stätten und Länderen, mit Namen Zürich, Bern, Lucern, Ury, Schweitz, Underwalden, ob und nid dem Kernwald, Zug und das Amt zu Zug, und Glarus; Verjähend offentlich und thun Kund allen denen, so disen Briff ansehend oder hörend lesen. Als Wir die obgemelte Burgermeistar, Schultheiß, Amman, Räthe, Burger und Gemeinden der vorgenanten Stätten und Länderen, von Erkantnuß des Heil. Conciliums der nach gemelte Zeit zu Costantz wesend und auch von Mahnung und Gebotts wegen deß Allerdurchleuchtigsten und Hochgelobtesten Herren, und Fürsten,

Fürsten, Herren Sigmund, der Zeit von GOttes Gnaden Römischen Königs zu allen Zeiten Mehrer des Reichs, und zu Ungaren, Dalmatien, Croatien, rc. Königs, unsers allergnädigsten Herren. Von der Zuspruch, Ubergrifft, Fräffel, und Schmachheit wegen. So der Durchleutend Fürst und Herr, Hertzog Feidrich von Oestenreich an der gemeinen Christenheit, an dem Heil. Concilio zu Costantz und an der Königl. Majestet begangen hat, deß jetzund im Aprellen auff 35. Jahr gewesen ist, auff denselben Hertzog Friderich gezogen wären mit unseren Machten ihn an Landen und Leuthen zu schädigen und in denselben die Burg und Statt Baden besessen, und die in Massen darzu nöhtigten und trungen zu dem Heil. Römischen Reich, und uns zu schweerende in allen Dingen und Fürworten und Datingen, als die dazumahl bestimt, beredt und etlicher Massen verschriben wurden; Wann aber solche Vorkomnusse dazumahl beschen, anderer Einfäl halber nicht vollzogen, noch verbrieffet wurden, nach Nothdurfft auch den redlichen Orthen under uns den ehegenannten Eydgnossen, zu der obgenanten deß Reichs und unser Gerechtigkeit, an Baden, Burg, und Statt, und anderen redlichen, zu gehörenden kommen und verlesen sind rc. 1450

Nachdem aber der Menschen Gedächtnuß mit der Zeit hinschleicht; Harum, daß dan der vergangenen und beschehenen Dingen ewiger Gedechtnuß unzergenckl. funden werde.

So verjähen wir die obgemelten Burgermeister, Schuldtheiß, Amman, Räht und Burgere, und Gemeinden der vorgenanten Stätten und Länderen, daß als der vorgenanten, Schuldtheissen, Rähten, und vier Zigeren, und der Gemeind von Baden hulden, und schweeren, so sie dazumahl dem Heil. Römischen Reich und uns thaten; Geschach in der Form und Weise und Meinung als daß hiernach beschrieben stadt, hat lassen erneueren und bestätigen, um Vollkommenheit willen, aller vor und nach geschriebenen Dingen. Daß auch die benanten von Baden gütl. und willigl. gethan hand, für sich und ihre Nachkommenen.

1. Zu dem ersten, deß Heil. Römis. Reichs, und unser aller in gemein, und jegl. Theils in sonders und unser Nachkommenen Ehr und Nutz zu förderen und Schaden getreulich zu wenden, nach allem ihrem Vermögen.

2. Und uns allen zu deß Heil. Römischen Reichs handen, umb alle die Herrlichkeit, Rechtungen, und Gerechtigkeiten so die Herrschafft von Oestenreich zu Baden je hat, gehorsam und gewertig zu seyn; In massen und aller der Form und Meinung, als sie der Herrschafft von Oesterreich gehorsam und gewertig gewesen waren, ehe daß sie von uns eroberet, und von der ehegenanten Herrschafft getrennt wurden,

3. Und auch als ob sie jemand von dem Reich und uns trengen wolte, alsbald und sie dan das vernahmen, daß sie alsdann ihnen selbst und uns helffen und redl. und beyständig seyen, und seyn sollen, als fehr ihr Leib und Guth gereichen und gelangen mag, daß sie bey

1450 dem Reich und uns bey des Heiligen Römischen Reichs Handen bleiben,

4. Und daß auch Baden als ein Reichs-Statt heissen und bleiben soll, nun von hin Ewiglichen;

Doch uns und unseren Herrlichkeiten und Rechnung, so die Herrschafft von Oesterreich an der Statt, und Graffschafft Baden und ihr zugehörigen gehabt hat, alles unschädl. und ungefährlich.

5. Item und harum, so soll auch die Statt Baden uns und unseren Nachkommenen zu allen unseren Nöthen, unser offen Schloß heissen, und seyn, also daß wir unser Volck und Söldner darein legen, und darauß, darein und dardurch wandlen sollen und mögen, als dick und zu mengem mahl und das nothdürfftig ist, und uns beduncft eben und kümlich zu seyn, ohn alle Wiederred;

6. Doch mit denen Fürworten, daß wir und unsere Nachkommene, und die so wir also darschicken wurden, es were daselbst zu ligen, darauß, darein oder dardurch, oder wieder dardurch zu ziehen, die benante von Baden und ihre Nachkommenen nicht schädigen, in keinen Weg, sondern sollen wir unsere Nachkommenen, und die so wir also darsenden wurden, unser Pfennig ehrbarl. und bescheidenl. verzehren; doch also, daß die von Baden, und ihr Nachkommenen, uns und denselben bescheidenen Kauff umb gleichen Essen und Trincken, und anders deß wir und unsere Nachkommenen nothdürfftig seyen, geben auch ohne Wiederred, als dick und viel da es zu Schulden kombt ohngefehrd.

7. Harwieder und dargegen haben, wir die obgemelten von Zürich, Bern, Lucern, Ury, Schwitz, Underwalden, Zug und von Glarus für uns und unsere Nachkommene verlobt und versprochen, geloben und versprechen bey guten Treuwen, denselben von Baden und ihren Nachkommenen in Krafft dieses Brieffs, sie und alle die, so von Alter her under ihr Baner gehört hand, gütlichen zu bleiben lassen bey allen und jeden ihren Gnaden, Freyheiten, Rechtung, Herkommenheiten, und alten guten Gewonheiten, so sie von Römischen Kayseren und Königen, auch von der obgenanten Herrschafft von Oesterreich redlich erworben, oder sonst redlich herbracht hand; Als sie dan von Alter, und bey der Herrschafft Zeiten, und auch under uns dahar kommen sind.

8. Und ob dieselben von Baden und ihre Nachkommenen, jemand von dem Römischen Reich, und uns zu keinen künfftigen Zeiten trängen wolte, daß wir sie dan, als fehr wir mit Leib und Gut Vermögen, bey dem Heil. Reich und bey uns zu deß Reichs Handen handhaben, schützen und schirmen sollen und wollen; Daß sie von dem Reich und von uns zu deß Reichs Handen nicht getrengt werden, in kein Weiß, so dan jemand erdencken kan und mag, alle Gefehrd und Arglist, hierin gentzlich vermitten und ußgelassen;

9. Dieselben von Baden und ihre Nachkommenen, sollen und mögen auch hinfür Jährl. und Ewigl. einen Schuldtheiß, und Raht, und die 40. und andere ihre Aemter und Gerichte besetzen, als dick

und

und viel sie das nothürfftig beduncft seyn, in massen und nach der Mei- 14
nung, als wir ihnen das sint der Zeit har, als wir sie eroberet gehebt
hand, gönnen und vergünstiget haben, von uns und unseren Nachkommenen unbekümmeret. Doch vor allen Dingen uns und unseseren Nachkommenen an unseren Herrlichkeiten und Gerechtigkeiten, unschädlich und unverzogenlich.

10. Were auch Sach, daß wir die obgenanten Eydgnossen, von Zürich, Bern, Lucern, Ury, Schweitz, Underwalden, Zug und Glarus oder unser Nachkommenen zu keinen könfftigen Zeiten Stöß oder Mißhäl gewonnen, (daß GOtt lang wände, und mit seinem ewigen Frieden darvor seyn wolle.) alsdan sollen die von Baden still sitzen, und sich auf kein Ort noch Theil werffen, noch halten in kein Weiß, es were dann, daß sie von uns allen oder dem mehr Theil under uns gemandt wurden; Alsdan, wan solch Mahnungen beschehen, sollend sie und ihr Nachkommenen uns allen, oder dem mehr Theil under uns gehorsam, und gewertig seyn ohne Widerred und Gefehrd.

11. Wir die obgenanten von Zürich, Bern rc. (von den 8. alten Orten) und unsere Nachkommenen, sollen auch die obgenannten von Baden und ihre Nachkommenen, von dem Heil. Römischen Reich und uns nicht verkauffen, verpfenden, versetzen, verwechslen, noch beschetzen, alles unser Gerechtigkeit vorbehelt.

12. Es ist auch in diser Vorkomnuß und Hulden beredt, daß die benenten von Baden, und ihr Nachkommenen fürbas hin kein Burgerrecht noch Bündtnuß nit auf sich nemen, noch das sie mit jemand eingahn sollen, in kein Weiß ohn unser der obgenanten Eydgnossen aller und des mehr Theils und uns Wüssen, Willen und Gehellung, aller Geferd, Arglist und Untreüw gantz außgeschlossen und vermitten;

13. Es ist auch beredt, daß, wann wir die ehegenanten von Zürich, Bern rc. oder der mehr Theil under uns und unseren Nachkommenen an die ehegenanten von Baden oder ihr Nachkommenen forderen und begehren, daß sie die obgemelte Beredtnuß, Täding und Verkomnuß mit ihren Eyden erneüweren sollen, daß sie uns dann gehorsam, und alle vorgemelte Ding stets zu halten und zu vollbringen mit ihren Eyden erneüweren sollen, ohne Widerred und Geferd.

14. Und verbinden auch herzu wir die obgenanten Burgermeister, Schultheiß, Amman, Räth, Burger und Gemeinden, von Zürich, Bern, Lucern, rc. uns und unseren Nachkommenen, allem dem so vorstat, gnug zu thun, stehts zu halten, und zu verbringen, den ehegenanten von Baden und ihren Nachkommenen vestigl. mit diesem Brieff; Und das alles zu einem offenen und wahren Urkund, stehten und ewige Krafft: So haben wir die obgenanten Burgermeister, Schultheiß, Amman, Räht und Burger und Gemeinden von Zürich, Bern rc. unser Stätten und Länderen Einsigel gethan hencken an disem Brieff der geben ist auff Montag nechst nach St.

 Jacobs

1450 Jacobs des Heiligen 12. Botten Tag von der Geburt Christi gezahlt ein Tausent, Vierhundert und Fünftzig Jahr. 1450.

CCCXCII.

Bündtnuß zwischen Zürrich, Bern, Lucern, Schwytz, Zug, Glarus, und der Stadt Sanct Gallen. An. 1454.

1454 IM dem Nammen der Heiligen löblichenn Dreyfaltigkeit, deß Vatters, Sons und Heiligen Geistes Amen. Ewig Ding, und Ewig Freündtschafft, soll man besteten und beuestnen, mit geschrifft umb das wenn deß mentschen gedencke, und nathur kranck und blöd sind, und in dem Louff deß Zytes vergangen, und zergencklicher Ding bald vergessen wirt. Und darumb, das dise Ewige Fründtschafft einen guten Anfang gwünn, ein besser Mittel, und das aller best ennde, und das söllicher Fründtschafft zu Ewyger Zyt, niemermer vergessen werde. So kündent und verjechennt wir der Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger und Landtlüthe, gemeinlich diser Nachbenempten Stetten, und Lendern, Namlich, Zürich, Bern, Lucern, Schwytz, Zug, und das usser Ampt, so zu Zug gehört, und Glarus, und wir der Burgermeister, die Räth und Burgere gemeinlich, der Statt zu Sannt Gallen, allen den so diesen Brief ansechent, läsent oder hörent lässen, nun und hernach. Das wir gar eigentlich angesechen, und sonnter betrachtet habent. Söllich thrüw Liebe, und Fründtschafft, so unser vordern und ouch wir gar lange Zyt mit einandern gehept hand, und umb das nun dieselb Freündtschafft, zwischent uns mit guten thrüwen Ewencklich beuestnet und bestet werde. So habent wir mit gutem willen, zytlicher Vorbetrachtung und gantzem einhelligem Rath, durch Nutz frommen schirms und friden willen, unser aller, und aller unser Nachkommen Lybs und guts, der vorgenanten unser Stett, und Lender, ouch durch nutz und frommen willen gemeinlich deß Landts ein Ewig Fründtschafft, mit einandern gemacht, und dero gegen einandern ingegangen. Also das wir die obgenanten Eidtgnossen, von Stetten und Lendern, die obgenamten Burgermeister, Räth und Burgere, gemeinlich zu Sannt Gallen, und alle Jr Nachkommen zu unsern Ewigen Eidtgnossen genommen und empfangen hand. Und wir obgenanten Burgermeister, Räth und Burgere gemeinlich zu Sannt Gallen sigent für uns und alle unsere Nachkommen der obgenanten Eidtgnossen, von Stetten und Lendern, Ewig Eidtgnossen worden, mit sollichen Worten und Gedingen, als hienach an disem Brief, eigentlich geschriben stat, dem ist also.

Deß ersten were, das wir die obgenanten Stett und Waldstett alle, oder under uns kein Statt oder Land besonder, nun oder hienach, mit jemandt wer der were, Mißhellung und Krieg hetten, oder gewunnent, welliche Statt oder Land under uns den vergeseiten Eidtgnossen dann söllich Krieg berürent, und angond, dieselben

söllent

söllent dann Gwalt haben, uns die vorgenanten von Sannt Gallen, Burgermeister, Räth und Burgere, oder unsern Burgermeister besonder, umb Hilff zu manen, und söllent wir dieselben von Sannt Gallen, dem oder denen, so dann gemannt hand, nach der Manung unverzogenlich, und on all widerred, mit unsern Lyben und mit unserm Gut, und mit unser macht, die wir dann gehaben mögent, zu Jhnen, oder anderschwohin dahin wir dann gemant sind, Züchen und Inen beholffen und berathen syn, und ir vigent helffen schedigen, und dartzu unsers bestes und wegestes thun, als ob die Sach unser eigen Sach were, gethrüwlich und on alle Geferde, und söllent ouch die Hilff genntzlich in unserm costen thun, wie dick das zu schulden kompt, on der obgenanten unser Eidtgnossen, schaden ungefarlich. 1454

Were ouch das die obgenanten unser Eidtgnossen von Sannt Gallen, fürbaß hin mit jemant, wer der were, hie diesenthalb dem Rhün, dem Bodensee und dem Gebirg, stoß ald Krieg gwunnen, und sy düchte das sy darinne unser Hilff nothurfftig werint, das mögennt sy uns in Stett und Lendern, mit ihren Botten oder Brieffen, in unser Räth verkünden, und zu wissen thun, dann so söllent wir die vorgenanten Eidtgnossen, den obgenanten unsern Eidtgnossen von Sannt Gallen, unser Hilff unvertzogenlich zu senden, und Jhnen mit guten thrüwen beholffen und berathen syn, und wie vil wir Jnen von unsern Stetten und Lendern zu Hilff senndent, daran söllent wir die obgenanten Eidtgnossen, den Eegenanten unsern Eidtgnossen von Sannt Gallen in unserm Costen, thun, vngfarlich.

Wir die obgenanten von Sannt Gallen. Söllent ouch mit niemant keinen Krieg nit anfachen, und ouch niemant vßerthalb der Eidtgnossenschafft, in keinen Krieg nicht beholffen noch berathen syn, one der obgenannten unser Eidtgnossen, Stetten und Lendern aller gemeinlich oder deß mertheils unter Jnen, Rath, Gunst, Wüssen und Willen, on alle Gefehrde.

Und were das wir die jetzgenanten, von Sannt Gallen, mit jemant ützit zeschaffen hettent, oder gwinnent, und uns der oder die, vor Kriegen komint, solliche glyche völlige, billiche recht butte, das unser obgenanten Eidtgnossen, gemeinlich oder der mertheil under Jnen bedüchte, das es Jnen und uns Erlichen were, das wir der Rechten eines vfnemmen söltind, so söllent wir es thun, und Jnen darinn gehorsam und gefölgig syn, on widerred.

Wir die obgenanten von Sannt Gallen, noch unser Nachkommen söllent uns ouch zu niemandt weder zu Herren noch zu Stetten, jetz noch in künftigen Zyten, nit verbinden, mit keinen Glüpten noch Eiden, one der obgenannten unser Eidtgnossen von Stetten und Lendern gemeinlich oder deß mertheils under inen Rath Gunst, Wüssen und Willen, on Geferd.

Wurdint ouch die obgenanten, unser Eidtgnossen, Stett und Lender hinachin imer mit einandern mißhellig und stößig, oder under inen kein zwey ördter, gegen einander besonder das GOTT

1454 Ewencklich wende, und mit synem göttlichen Frid und Gnaden daruor syn wolle, so mögent wir die obgenanten, von Sannt Gallen, durch unser Bottschafften, die wir dartzu schickind, wol besuchen, ob wir sy mit Fründtschafft, mit einandern gerichten möcheind, möchte aber das nit gsyn, was dann der Mertheil under obgenanten Eidtgnossen in den Sachen fürnimpt, das söllent wir mit inen fürnemmen, ob sy unser dartzu begerent, on all Geferd und Widerred.

So ist umb Geltschuld, und umb söllich Sachen beredt, das darumb jedermann, von dem andern recht nemmen soll, an den enden und in den Grichten, da der ansprechig gesessen ist, und hin gehört on all Geferd, woll synen rechten, gülten und Bürgen, der im darumb glopt und verheissen hat, mag einer wol helffen und verpieten, on all Geferd. Und umb Zinnß den mag jederman vordern, und intzüchen, als bißhar gwonlich gewesen ist. on Geferde.

Befugte sich ouch das jemant wer der were keinen der unsern so zu beiden Theilen gehört, angriffe, oder beschedgete on Recht, oder das sy jemant wer der were, mit dem oder denen, wir beid Theil jetz zuschaffen hetten oder gewunnen, sich von uns beiden Theilen, gemeinlich ald sonderlich glycher billicher Rechten, nit benügen lassen wolten, und das der oder dieselben in unser Stett, Lender Gricht oder gepiet komment, den oder dieselben alle, Jr Helffer und Diener, Jr Lyb oder Jr Gut, soll hefften und angriffen, und dartzu thun nach aller Nothurfft, das sy söllichen Schaden ableggent, und wider kerinnt, und dabey glycher billicher rechten benügen lassen, unvertzogenlich on alle Geferde.

Were ouch das jemant Todschleg oder fräflinen, in unser beider Theil Stetten, Lendern, Grichten, zwingen und benennen begienge, das soll und mag jedtweder Theil Stetten, und Lendern, Richten, nach Gwonheit gesetzt und Recht, der Gerichten da sollichs beschicht, also das diß Pündtnusse niemant darvor schirmen, noch behelffen soll, in keinen weg alles ungefarlich.

Sonderlich so ist harin von uns beiden Theilen, Stetten und Lendern beredt, und eigentlich vorbehept, das wir beid Theil Stett und Lender alle unser Schloß Stett, Vestinnen, Dörffer und Höfe by allen unsern und Jren Rechtungen, Freyheitinen, Eehafftinen, aller guter Gwohnheit Grichten zwingen und benen̄en, belyben söllent, als wir und sy harkommen sind, und jederman harbracht hat, doch das dieser Pundtnusse allwegen gnug beschehe, alles ungefahrlich.

Beschehe ouch das wir die obgenanten Stett und Lender gemeinlich, oder kein Ordt under uns besonder mit den obgenanten von Sannt Gallen, oder sy mit uns gemeinlich oder uns kein Statt oder Land besonder, Stöß oder Mißhellung gwunnen, das GOtt lang wende. Darumb söllent wir beid Theil zu Tagen kommen gen

Ein-

Einsidlen, und sollent wir die obgenanten Stett und Lender, gemeinlich oder unter uns eins besonder so dann Stöß mit uns den von Sannt Gallen, oder wir mit Inen hand, zwen erbar Man, und ouch wir von Sant Gallen, zwen erbar Man, umb sollich stöß setzen, dieselben vier söllent dann schweren, gelert Eidt zu GOtt, und den Heiligen, die Sach und die Stöß unverzogenlich vßzerichten, ze der Mynn, oder ze dem Rechten, ob sy die Myn nit finden möchten, und wie es die vier oder der Mertheil unter inen, ze den Rechten ußsprechent, das söllent wir zu beidersyt waar und stät halten ungefahrlichen. Were aber das die vier so darzu geben, stößig wurdint, und sich glych theiltind, so söllent sy by den Eiden, so sy dieser Sach halb geschworen hand, inwendig unser Eidtgnoschafft, Stetten und Lendern, oder in der Statt Sannt Gallen, einen gmeinen Man zu inen erkiesen und nemmen, der sy in der Sach schidlich und gmein duncke, und welichen sy dartzu kiesent und nemment, den söllent die in der Statt oder Land er gesessen ist, dartzu wysen, sich der Sach antzunemmen, mit den Schidlüthen und die unvertzogenlich zu entscheiden by synem Eide, den er ouch darumb schweren soll, nach Gelegenheit der Sach, und nachdem alß inn dann beduncke, recht und billich zesinde. Und wellichem Theile der Schidlüthen, er volget, das soll auch das mer syn, und söllent ouch beid Theil dem nachvolgen und gnug thun, on Widerred ungefarlich, und in des Eides, so er inen Jr Statt oder Land geschworen hat, erlassen und ledig sagen, untz zu Vßtrag des Rechten. 1454

Wir die obgenanten Stett und Lender habent uns hierin, gentzlich vorbehalten, und ußgelassen, das Heilig Römisch rych, und die pündt, so wir vor dem diß Briefs gegen einandern gemacht, ouch den geheiß und die Verschrybung, so wir vor dan diß Briefs, gen jemandt gethon hand.

So habent wir die obgenanten von Sant Gallen, uns selbs hierin vorbehalten, und ußgelassen, ouch das Heilig Römisch Rych.

Vnd also habent wir die obgenanten Burgermeister Räth und Burgere gemeinlich zu Sant Gallen, und under uns jecklicher besonder. Namlich was Mannen und Knaben die sechtzechten jar alt, und elter sind, gelert Eidt mit ufgehepten fingern, und gelerten Worten geschworen, zu Gott und den Heiligen, für uns und unser nachkommen, das alles so hieuor und nach an disem Brief von uns geschriben stat, getrüwlich war vest und stet zu halten, dem nach zegonde und gnug zethunde.

Wir die jetzgenanten Burgermeister, Räth und Burgere gemeinlich zu Sant Gallen, und all unser Nachkommen, söllent ouch fürbaß hin je zu tzehen Jaren, daruor oder darnach ungefarlich, wenn das von den obgenanten, unsern Eidtgnossen gmeinlich oder dem Mertheil an uns zechunde erfordert wird, oder so sy das nutz,

1454 undt nothürfftig syn beduncke, söllich Eidt und Brieff schweren nüwern, und mit unsern Eiden beuestnen.

Wobgenanten Stätt und Lender Zürich, Bern, Lucern, Schwytz, Zug und Glarus, gelobent, und versprechent, für uns und unser Nachkommen, by unsern guten Thrüwen an Eides statt dem allem, so wir dann nach dises obgenanten Briefs, luth und sag, unsern Eidgnossen, von Sant Gallen, und iren Nachkommen, zethuende schuldig sind, getrüwlichen zethunde, und zu vollbringen, on widerred und on alle Geferde.

Wir die obgenanten Eidtgnossen Stett und Lender, und wir die vorgenanten von Sannt Gallen habent uns selbs harin luther vorbehalten, und vßgelassen, das wir alle mit einander dise obgeschribne Stuck alle, in gmein, oder ir jegcklichs besonder, wol mögent endern, mindern und meren, noch unser aller nothurfft, und willen wenn wir deß alle einhelligcklich, nutzlich und fugcklich syn beduncke, on mencklichs Irrung und Intrag, on alle Geferde.

Vnd deß alles zu warem vestem, stetigen, Ewigen urkundte, so habent wir die obgeschribnen Eidtgnossen Stett und Lender, Zürich, Bern, Lucern, Schwytz, Zug, Glarus und Sant Gallen, unser gemeinen Stetten und Lendern, Insigel, offenlich gehenckt an diser Briefen, siben glych. Die geben sind vff Dornnstag, nach dem heiligen Pfingstag, in den Jaren unsers Herren, Thusent vierhundert, fünfzig und vier Jare.

CCCXCIII.

Das alte Land-Recht der Grafschafft Toggenburg mit Schweitz und Glarus Anno 1469. aufgerichtet.

1469 WIr der Schultheiß, Amman und gantze Gemein zu Leichtensteig, der Höfftingern im Thurthal zu dem Wildenhauß und alle die so daselbst zu der Herrschafft Toggenburg gehörend, bekennen und thun Kund offentlich mit diesem Brieff, als der Edel und Wohlgebohrne unser gnädige Herr, Graff Friedrich, weyl. zu Toggenburg sel. Gedächtnuß, bey seinem Leben, zu den Zeiten da er das wohl thun möchte, durch solches Gnad und Freündschafft so er hat zu unseren lieben Herren und Freünden von Schweitz, verschuff und verwilligt, daß wir nach seinem Tod, mit ewigem Landrechten daselbsthin gehn Schweitz kommen und versorget sollind werden, von deßwegen, daß er sich versache, daß solches uns nach seinem Tod und Abgang, ob GOtt trostlich und hülfflich seyn solt, und da er nun von dieser Zeit gescheyden, da begegneten uns solche Zufähl, daß uns selber bedunckt, daß wir solcher Hülff und Schirmbs nohtdürfftig wärend, und ge-

dach-

dachtend solcher Nohtdurfft nach, und brachtend die an unsere Eyd- 1469
gnossen und guten Freünd von Schweitz und begehrten also an sie uns zu ewigen Landleüthen anzunehmen, also nahmend und kräfftend sie zu den Sachen, unsere lieben guten Freünd von Glarus, von solcher guten und alten Freündschafft, so sie dann beyderseyths lange Zeit hergebracht und mit einanderen habend, daß Uns zu gutem wahr und noch ist, und nach dem und da derselben von Schweitz Ehrbahre Rahts-Botten freündlich mit uns redten und gar güttlich erzehltend, wie daß die Räht alle Alt- und New in ihren Länderen alle Jahr schwurend, und also von alter und guter Gewohnheit mit ihrem Landrechten seyend ihrer Länder und Landleüth Nutz und Ehr und zu förderen, und ihren Schaden zu wenden und zu wehren, zu und in allen gleichen billichen Sachen, bey guten Treüen ungefahrlich, und also gütlich mit uns redend, daß wir solches Landrechts und ihr alt Herkommenheit uns wohl frewen und trösten sollend und möchtend, und also auff solche ihre Erläutherung auch Frommen und Ehr, so wir dann vormahls dickh viel vernohmen habend, und auch auf solch gutes Vertrauen, so wir zu ihnen wohl haben sollend und mögend, so sind wir mit denselben unseren lieben guten Freünden von Schweitz und Glarus freündlich eins worden und eines ewigen Landrechtens überein kommen, in massen als hiernach geschrieben steht, und dem ist also.

1. Namblich, daß wir die vorgenannten Schultheiß und gantze Gemeind, als sie mit Nammen vorgeschrieben stehen, alle und jegliche besonders, so auf die Zeit von Manns Nammen 14. Jahr alt sind und älter geschworen habend Leiblich zu GOtt und den Heyligen, für uns und alle unsere Erben und Nachkommenen, den obgenannten unseren guten Freünden, den Land-Ammanen und Gemeinden und Landleüthen beyderen Ländern Schweitz und Glarus Nutz und Ehr zu förderen und ihren Schaden zu wenden und ihnen beholffen, berahten und gehorsamb zu seyn getreülich und ungefährlich.

2. Item und ob es beschähe daß jemand mit uns gemeinlich, oder einem Ort besonders, Stöß hätte oder gewunne, und der, oder die dann Recht buttend, auf der obgenannten von Schweitz und Glarus Ammannen und geschwohrne Räht besonders gegen den und denselben sollen wir gemeinlich, oder das Orth, so die Stöß antreffent, auch denn also auf sie zurecht kommen, und auch fürbas, ob beschehe, daß under uns ein gägen mit der anderen Mißhellung oder Stöß gewunnend und das also fehr käme, daß jeder Theyl dem Rechten gehorsamb seyn soll nachzukommen. Wäre aber daß solch Sachen, so auf sie gebotten wurden, also G'stalt während, daß sie sich deren zu entscheyden, darumb zurichten, oder zu sprechen, nit annehmen wolltind, wann daß sie die möglich an anderen Enden den vor ihnen, nach ihrer Gelegenheit das sie geduncft, gebühren auszutragen, wohin uns dann dieselben unsere Freünd von Schweitz und Glarus zum Rechten, das sie bedunckt bey ihren Eyden, da es uns

1469 uns bedunckt gemein und gleich wäre, deß sollend wir auch gehorsamb seyn und nachkommen.

3. Item soll auch in diesem Landrecht kein Theil den anderen, umb einiche Sach, auff frembd Gericht, Geistlich oder Weltlich nit laden, noch treiben, und auch kein Theil den anderen hefften, noch verbiethen, ohne allein den rechten Gülten und Bürgen, der ihme darumb verheissen hat; Sonder jeder soll den anderen mit Recht suchen und nehmen, an den Stätten und in den Gerichten, da der Ansprächig gesessen ist und hingehört, und soll man auch da den Kläger unverzogenlich und beschendenlich richten. Beschähe aber das nit und das kundlich wurde, so mag dann der Kläger sein Recht wohl fürbas suchen als ihm füglich ist. Aber jedermann mag umb sein Zinß mit allem wärben, als bißher gwohnlich gsyn ist.

4. Es ist auch beredt, ob Uns in künfftigen Zeiten, eines bedunckte nothwendig zu seyn, ein Burger-Recht, oder Vereinung mit jemand anzunehmen, das sollend wir thun mit Raht der vorgenandten von Schweitz und von Glarus, und ob Uns das von ihnen gerahten wurde, solch Burgerrecht, Landrecht, oder Vereinung so wir an Uns nehmend, diesem Landrechten gantz unvergriffen und schädlich seyn soll; Sonder so sol diß Landrecht mit allen vor und nachgeschriebnen Stucken, Puncten und Articklen wahr, ståth, vest und unverruckt bleiben, und vor allem Burgrecht, Landrecht und Vereinung gahn, so wir hinnethin an Uns nehmend getreulich und ohn alle Gefährd.

5. Item, wäre auch, daß jemand zu uns in unser Land und Ambt zuge und da seßhafft seyn wolte, und wir zu Landleuthen nehmend und empfiengind, daß solche Leüth auch denn schwörind diß Landrecht zu halten mit allen Sachen, als diß Landrecht ausweiset, und wir jetz geschworen habend, getreülich und ohn alle Gefährd.

6. Es ist auch in diesem Landrecht beredt worden, ob jemand so in diesem Landrechten begriffen, aus dieser Grafschafft Landen und Gerichten zuge, daß auch der, oder die dannethin ihrer Eyden, so sie des Landrechten wegen geschworen haben, ledig seyn sollend. Doch also, ob der, oder die von einer aufferstandenen Sach, oder Ansprach wegen, so auffgelauffen wärend, ehe sie von Uns und aus unseren Landen gezogen, an jemand, oder wir an sie gemeinlich, oder sonderlich, Zusprach oder zufordern hättend; daß dann solche Sachen und Ansprachen außgetragen und gerichtet werdind, und sie uns und wir ihnen Recht halten sollind an den Stätten und in den Gerichten, da die aufferstanden wärind, und daß darnach die Uns, noch die genandten unsern Freünd von Schweitz und Glarus, darumb mit keinen andern Gerichten, Geistlichen noch Weltlichen bekümmeren, fürnehmen noch vertreiben sollend, by den Eyden, so sie den obgenandten unsern Freünden von Schweitz und Glarus, in dem obgenannten Landrechten geschworen habend; ohn alle Gefährd.

7. Item

7. Item, es ist auch beredt worden, ob wir der obgenanten von Schweitz und Glarus Hülff einest nöthig wurdend, so sollend sie beholffen seyn in unserm und ihrem selbst eignen Kosten, deßgleichen sollend auch wir ihnen behelffen seyn, so das zu schulden kombt, in unserem selbst eignem Kosten. 1469

8. Item, wir beyderseyts sollend auch einandern Kauff geben, folgen und zugahn lassen getreulich und ohn alle Gefährd.

9. Item, mit aller Sicherheit ist in disem Landrecht eigentlich beredt, daß wir alle und unsere Erben und Nachkommen, bey allen und jeden unseren Privilegien, Gnaden und Begabungen, Freyheiten, Rechtungen und guten Gewonheiten, allen unseren Gerichten und Gerechtigkeiten bleiben sollend.

10. Item, daß die dick gemelten unsere Freünd von Schweitz und Glarus, mit Uns, auch wir mit ihnen, von solchen Brüchen wegen, so sie unter ihnen, oder wir unter Uns habend, oder anlegend, darumb nichts sollend zuschaffen haben.

11. Item, daß wir diß Landrecht, je zu 5. oder 10. Jahren, als je dann die obgenannten unsere Freünd von Schweitz und Glarus bedunckt nothwendig zu seyn, so daß an Uns erfordert wird mit Botten oder mit Brieffen, ernewern sollend, auch mit den Eyden, inmassen, als obgeschriben ist.

12. Mit sonderheit ist zu mercken, daß in disem Landrecht vorbehalten, gantz lauter und eigentlich außgeschlossen ist und seyn soll, der Allerdurchl. Hochgebohrne unser Gnädigste Herr der Römische König, das H. Römisch Reich, und sonst jedermäniglich, er seye Geistlich oder Weltlich, Edel oder Unedel, sein Recht und Gerechtigkeit, auch treüwlich und ohn alle Gefährde.

Und hierüber zu einem wahren und ewigen Urkhund so haben Wir die obgenandten Schultheyß, Amman und gantze Gemeind, ernstlich gebetten, die Fürsichtigen Weysen unsere liebe und gute Freund, den Schultheyß und die Räth der Statt Weyl im Thurgöw, daß die ihrer Statt Weyl Insiegel, an diesen Brieff gehenckt habend. Der gegeben ist. Zu Wattenwyl auff Sonntag vor St. Ulrichs-Tag; des 1469. Jahr.

CCCXCIV.

Bündniß der Städte Freyburg und Solothurn mit den acht alten Orten der Eydgenossen, An. 1481.

IN GOttes Nammen, Amen. Wann von dem Fall des ersten mentschen, durch lenge der Jaren und verenderunge deß Zytes, die Sinnligckeit der Vernunfft hin schlycht, und deßhalb noch ist, zu underrichtung, und Ewiger Gedechtnuß, den künftigen, die Dinge und Sachen, die dann untzerstörlich Ewig belyben söllent, der getzücknuß geschrifftlicher Warheit zu beuelchen. Darumb so künden wir der Burgermeister, die Schultheissen, Ammanen Räht 1481

Bur-

1481 Burger Landtlüthe, und gantz Gmeinden von Zürich, Bern, Lucern, Vry, Schwytz, Vnnderwalden, ob und nid dem Kernwalde, von Zug mit dem ussern Ampt, so dartzu gehört; Vnd von Glarus, als die acht Ordt der Eidt Gnoschaffte an eim. Vnnd wir die Schultheissen, Räthe, Burger, und gantz Gmeinden, der Stetten von Freyburg, in Uchtlande, und von Solothurn am andern Theil.

Allen und jetlichen Mentschen, die disen gegenwürtigen Brief, in künfftigen Zyten, jemer ansechent läsent, oder hörent läsen, das wir mit gutem Hertzen, betrachtet haben, solliche thrüwe Liebe und fründtliche einhelligckeit, damit dann unser altuordern seliger Gedechtnuß in allen iren Nöthen, Geschefften und Sachen gethrüwe Hilff Lyb und Gut zosamen zesetzen, jewelten, mit einandern harkommen sind, dasselb zubeharren, und zu Trost unsern Landen und Lüthen, sölliche Liebe und Fründtschafft zemeren. So habennt wir diß Ewige gethrüwe Fründtschafft und Pändtnuß mit einandern ingangen, und gemachet, Setzent, machent und verbindent, uns wüssentlich mit disem Brieff, für uns und alle unser Ewigen nachkommen, in meynung und wie dann das hienach von Wort zu Wort, eigentlich begriffen stat. Dem ist Also.

Deß Ersten, das wir einandern gethrüwlich beholffen und berathen syn söllennt und wellent, mit unserm Lyb und Gut, und wider mencklichen so uns an Landen an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Eeren, an Freyheiten, und an unsern löblichen alten Harckommen von hin underſten werdennt, zubekrencken, Krieg oder Schaden zu zefügen, on alle Hindernuß und Geferd. Also mit söllichen Rechten gedingen, ob wir die obgenanten Acht Ordt gemeinlich oder kein Ordt, under uns sonderlich fürbaßhin, mit jemant zu Krieg koment. Vnd wir die vorgenanten unser gethrüwen Lieben Eidt Gnossen, von Freyburg und Solothurn, durch unser Botten oder versiglet Brief, umb Hilff manen werdennt, als dick das beschicht. Söllent sy uns an gentz, und förderlich mit iren pannern oder Vendlinen, wie wir deß je begerennt, jr Hilff und die Iren schicken, und das thun mit guten thrüwen, Inn irem eignen Costen. Vnd was und wie viel sy uns je zu Zyten schicken, des söllent wir uns von inen, gütlich benügen.

Deßglych ob wir die vorgenanten Stett Freyburg oder Solothurn, für baß hin ouch mit jemand, zu Krieg kement, und wir als vorstat, die vorgenanten unser gethrüwen Lieben Eidt Gnossen, der acht Ordten, umb Hilff uns zethund, durch unser Botten oder versiglet Brief, manen werdint, das sy uns alsdann ouch fürderlich mit den jren, zu Hilff komen söllent, uff iren eignen costen, so dick das noch wird, in disen hienach gemelten Zylen und kreisen.

Des Ersten von unser der obgenanten von Freyburg wegen, antzefachen, Dur die Graffschafft von Gryers, so wyt und feer die gat, und da dannen biß gen Oron, von Oron gen milden, von milden gen Stäfies, von Stäfis gen Croncourt, und dadannen biß zu Obrist, an murten See, und von da dannen untz an die Brugg gen Gumiren. Vnd aber von unser der obgenanten, von Solothurn

wegen

wegen antzesachen. Deß Ersten ob der Herrschafft zu krencken, an deß Bistumb von Basel, der Statt von Solothurn, und der von Biel hoche und nidere Gricht, zusammen stossen, unser von Fügli- stal, und da hin über in die Brobsty Münster, in Grenueld, so wyt und feere dieselb Brobsty gat. Item und von dannen in die Herr- schafften Dierstein, Gilgenberg und Pfeffingen, so wyt dieselben drү Herschafften Reichend. Item von denselben dryen Herschaff- ten, hinüber gen Schönthal, so wyt und vere, unser von Solothurn Herschafften, Falckenstein, alt und nüwe Bechburg langend, und gond. Item und von Schonthal, und den Jetz genanten dryen Herschafften, Falckenstein, und beiden Schlossen Bechburg biß zu der Blatten, uff dem nidern Howenstein, und von derselben Blat- ten hinüber biß in die Herschafft Kienberg, so foor dieselbe Herschafft gat. Item und von dem Schloß, und der Herschafft Kienberg, biß zu Saunt Laurencien Brunnen, in unser der von Solonthurn Her- schafft Gößcken, und dann von dem Ursprung desselben Saunt Lau- rencien Brunnen, dem Ertzbach nach, durch die Herschaft Gößcken, biß in die Aren, und was und wieviel uns dieselben unser getrüwen Lieben Eidtgnossen, der acht Ordten, je zu Zyten schickend, deß söllent und wellent wir uns von inen gütlich benügen lassen, und uns aller thrüwe, Eer und gutes zu inen versechen. 1481

Begebe sich ouch keines, als dick das beschech, das wir zu bei- der syt gemeinlich oder sonderlich von jemant wer die werent, an- griffen oder understanden wurden, an Landen an Lüthen, an Lyb und Gut, an Fryheiten oder an unserm alten harckommen zebekrie- gen, zebeschedigen, oder zubekrencken, dartzu dann uns zu beider syte, oder einen Theil gecher Hilff nothürfftig were, darinn sollent wir zu beider seyt, als getrüw Fründ und Eidtgnossen, uns fürder- lich mit unser Hilff gegen einandern bewysen, und halten, nachdem je die Sach ein Gestalt hat, und wir zu beider syt, und unser altuor- dern seliger Gedechtnusse, das je welten bißhar mit guten thrüwen, gegen einandern gebraucht, und gethon haben.

Vnnd ob wir obgenanten acht Ordt, gemeinlich oder sonder- lich die genanten, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Freyburg und Solothurn, sampt oder insonders in unsern Kriegen oder reisen, wie vorstat keinist umb ir Hilff manen werdent, und sy uns die schi- ckent, oder ob sonst ungemanet mit Jr Hilff zu uns komment. Deß- glychen und ob sy uns in Jren Kriegen und Reisen, umb unser Hilff manent, oder ob wir Jnen die ungemant schickent, was dann in sölli- chen Kriegen oder reisen, darumb wir dann zu beider syt mit unsern Pannern, oder Vendlinen, by einandern sind, an Landen an Lüthen, Steten oder Schlossen, Zinsen, Renten, Zöllen, oder andern Her- ligckeiten, mit der Hilff Gottes durch sy oder uns je ingenommen, oder erobert werdent, oder ob söllichs über kurtz oder lang, durch sy und uns wider zelösen geben wurde daran sollent sy als ein ander Ordt under uns nach Antzal ir Theil nemmen und inen die gelangen, wie wir acht Ordt das bißhar früntlich gegen einandern gebrucht habend.

Ob

1481 Ob sich aber in söllichen iren und unsern Kriegen oder reisen keinest fugte, das sy und wir Ursach halb derselben Kriegen, und zu widerstand unsern Figenden, im Veld, nit by einandern syn möchten, und sy oder wir die unsern an andern Ordten, deß Kriegs wider unser Vygent, haben und weeren mustent, was dann an Landen an Lüthen, Herschafften, und dem so vorstat, mit Gottes Hilff, durch sy und uns allenthalben erobert und ingenommen wirt, das alles soll güttlich als obstat, under sy und under uns, den Ordten nach getheilt werden.

Wie ouch wir obgenanten acht Ordt fürbaßhin, zu Hilff in unsern Kriegen, die vorgenanten unser getreüwen lieben Eidtgnossen, von Freyburg und Solothurn mit iren pannern oder Venndlinen, ie zu uns zu züchen manent, dem sollent sy gütlich nachgon, und also zu uns kommen.

Vnd ob sich in künftigen Züten, keinest begebe, das Gott Ewencklich wende, das wir die obgenanten acht Ordt, gemeinlich oder einich Ordt, under uns insonders, mit den vorgenanten unsern Eidt-Gnossen von Freyburg und Solothurn, gemeinlich oder sonderlich einicherley, stöß und mißhell gewunnent, darumb soll zwüschent uns kein Ufrur, fürgenommen werden, sonder söllent wir dero zu beidersyt, zu Tagen kommen, so bald der Clagent Theil mit Botten, oder Briefen darumb manet, in die Statt Willisow, und daselbs jetweder Theil zwen Erbar Man zu den Dingen setzen, die by iren Eiden die sy darumb zu Gott, und den Heiligen schworen, uff verhörung beider parthigen, die stöß und die Sachen, zu mynn oder Recht fürderlich ußrichten söllent; Vnd wie söllichs die Vier oder der merthéil under inen ußrichtent, und erkennent, daby soll es belyben, und ob sich die glych theilent. So sollent sy by denselben iren Eiden, inwendig unser Eidtgnosschafft einen gmeinen Man; Der sy inn der Sach gmein und from beduncke, angentz zu inen erkiesen und nemmen, derselb soll alsdann durch syne Herren und obern dartzu gewisen werden, sich mit den vieren der Sach antzenemmem und mit sym Eid sich verbinden, Söllich Sachen (wie obstat) mit den Vieren fürderlich ußzerichten.

Deßglych und ob die vorgenanten unser Lieb Eidtgnossen von Freyburg und Solothurn gemeinlich oder sonderl. mit uns den vilgenanten, acht Ordten, keinist stöß gwunnent, im Gmeind oder insonders, dauor Gott Ewencklich sige. Darumb sollent sy mit uns, uff unser ermanung unuertzoglich kommen gen Zofingen, und soll an dem End durch die zu gsatzten und Gmeinen Man, die Sach und mißhel, zu myn oder zu Recht gehandlet, und ußgricht werden, wie und inallermaß, dann sölliche Dauer, von dem Rechten und dem Ußtrag, zu Willisow gelüthert ist.

Wir hand ouch in diser Ewigen Pündtnuß, eigentlich beredt und beschlossen, das fürbaßhin, jedtweder Theil und die synen, dem andern Theil und den synen, gütlich und früntlich zu gon lasen soll, feilen kouff, on wyter beschweren, einicherley Zöllen, mit guten thrüwen on Gferd, wie von alter harkommen ist. Wir

Wir die vorgenanten von Freyburg und Solothurn, wellennt uns ouch fürbaß hin, mit keinerley Glüpten, noch Eiden zu niemannt wyter verbinden, dann mit der obgenanten acht Ordten, gemeinlich oder der mehrentheil under inen Raht, wüssen und willen. Doch vorbehalten, das wir nach unser Stett Recht, Burger ammannen mögent, den Ewigen Pündten, und diser Vereinung one Schaden. 1481.

Vnd ob wir jetzgenanten, von Fryburg und Solothurn, wie vorstat, mit jemant fürbaß hin zu Krieg koment, und uns darinn bestand friden oder sölliche Richtungen begegneten, da die obgenanten unser getrüwen lieben Eidtgnossen, der acht Ordten gemeinlich oder under inen der merentheil bedüchte, das uns söllich Bestand, Friden oder Richtungen, nützlich und Eerlich werent, dieselben ufzenommen, darinn söllen und wellenn wir inen, gütlich und frünntlich willigen.

Wir die obgenanten acht Ordte der Eidtgnoschafft, und wir beide Stett Freyburg und Solothurn habennt ouch insonderheit uns zu allen Theilen, jegcklich statt und jegcklichs Land, under uns in diser Ewigen Pündtnuß, luther vorbehalten, und behalten uns selber vor, vorab das Heilig Römisch Rych, und dartzu alle und jegckliche unsere Gricht, Stattrecht, Landts Recht, Gesatzt, Freyheit, gut Gewonheit und alt Harckommen, wie wir das von Alter har gebrucht habendt. Also das wir zu allen Theilen, fürbaßhin unbekrenckt, darby belyben söllent.

Und in disen Dingen allen habent wir zu beidersyt ußgescheiden und under uns eigentlich beschlossen, ob wir zu beidersyt über kurtz, oder lang, zu nutz und gut uns allen, einhellig und gmeinlich zu Rath wurdent, in diser Pündtnuß etwas zemeren, zemindern oder zu endern, das wir söllichs wol thun mögent, einheligcklich nach unserm gefallen.

Vnd hiemit soll diß Ewig Vereinung und Pundtnusse, zu beidersyt, für uns und unser Eewig Nachkommen; fürbaß hin, zu künftigen Ewigen Zyten, by unsern Eeren, und guten Thrüwen, unverseert stet und vest blyben, gethrüwlich also gehalten. Und so dick wir fürbaßhin in unser Eidtgnoschafft, an der unser geschworen Pündt, vor den Gmeinden damit erläsen werden.

Vnd am letsten. So behalten wir uns zu beider syten luther vor, alle und jegckliche unsere Pündte Vereinungen und Verstendtnuß, so wir vor daten diß Briefs, mit jemand ingangen sind, und gemacht hand, das die vorgen söllent ungefarlich.

Vnd diß alles zu Eewigem stetem, jemer werendem Vrkhund. So habent wir obgenanten acht Ordt Zürich, Bern, Lucern, Vre, Schwytz, Vnderwalden, Zug und Glarus, und dartzu beide Stett Freyburg und Solothurn, für uns und all unser Nachkommen, unser aller von Stetten und Lendern Insigel, offentlich gehenckt an dise Brief. Dero jetlichs Ort einen hinder Im hat, und geben sind uff Sambstag nach Sannt Thomans Tag. Deß Heiligen zwölff Botten. Anno xiiij^c. lxxxj.

CCCXCV.

Bund zwischen dem Canton Freyburg und der Stadt Biel, Anno 1496.

In dem Nammen GOttes, Amen.

1496 SEidt durch erdachte Freundschafft und angesehen Einungen, das Römisch Regiment zugenommen, sich selb in allem seinem Anhang in friedlich Stand gesetzt und also für und für verharrend, so gar berümbt gewesen, daß uß dem allen gemeinen Nutzen, die Weg sind gegeben worden, die Fußstapffen zu finden mögen, die sie zu gleicher Fryd-Belohnungen und Fründ-nachbarlicher Enthal- zu beleithen gehebt; So haben wir der Schultheiß, der Raht, die Burger und die gantze Gemeind der Statt Fryburg in Uechtland, zu Einem; Und wir der Meyer, der Raht, die Burger und die gantze Gemeind der Statt Biel, zu dem anderen Theil, Uns in dero Zahl begeht zu schicken, die demnach sinnen und dabey ermessen, was Frucht, Nutzens und Ruw unseren Vorderen und Uns sind erwachsen, uß den Löbl. und Ehrlichen Pündten, so sie zu einem Pfulment ewiger Fründschafft, vor gar alten Zyten haben gehebt und jetz langest vor dem Jahr Göttlicher Geburt 1343. ihren Anfang gehebt und darnach in dem 1407ten Jahr erneuert und beschworen worden sind, do wir uß Grund deß und viel anderer nutzlicher Ursachen bewegt, der wir von Kürtzi-wegen geschwigen, willencklich und mit gemeinem Raht, die Forme deß Eydts, als wir vor Zyten zusammen verbunden und davon merckliches Nutzens genoß wahren, haben erneuert und erneuern solchen Eyd, mit dieserem Brieff und geloben die Form desselben by geschwohrnen Eyden, so wir darum Lyblich mit uffgehebten Händen, zu GOtt und den Heyligen gethan haben, und auch alles das so an dieserem Brieff ist geschrieben, nu immermehr und ewiglich, ståth, vest und unzerbrochen zu halten, für Uns, alle die Unseren und unser ewig Nachkommen, und darwieder nimmer zu thun, by guten Treuen, ohn alle Gefährden, auch niemands zu Gefallen, der do wieder thun wölt, oder möcht mit Worten, oder Wercken, und folgt die Formb desselben Eydts, in solcher nachgeschriebenen Gestalt, mit Nammen.

1. Daß wir die vorgenannten beyd Stätt Fryburg und Biel, einandern sollen beholffen und berathen syn, unser Lyb, unser Gutt, unser Posses, Investituren, und aller deren so Uns zugehören, in gantzen Trüwen und nach unserem Vermögen, zu beschirmen, und ein Theyl dem anderen, bey seinen Handvestinen, Rechtungen, Gewohnheiten und hargebrachten Gewehrden, ohn Uffzug zu handhaben und schützen, wieder alle die, so Uns davon zu drengen, oder Schand, Schad, Schmachheit und Ubertrang wieder Recht understuhnden zuzefügen, und sich die genannte Statt by ihrem Eyd verstuhnd, daß der mahnenden Gewalt und Unrecht beschehe, und soll das zugahn alles dick, so bald und wenn ein Statt von der andern,

dern, darumb mit Botten oder mit Brieffen gemahnt wird, ohn alle Gefährde. 1496

2. Doch so behalten wir die vorgenannten von Fryburg in dieser Pündtnuß uns selber vor, unseren H. Vatter den Pabst, das H. Römische Reich, und unser lieben und getreuen mit-Burger von Bern und was zu ihnen gehört. Gleicher Wyß, behalten wir die vorgenannten von Biel uns harunder vor, unseren H. Vatter den Pabst, das H. Römische Rych, das Gottshuß und unseren Herren den Bischoff zu Basel und was darzu gehört, auch unser lieben, getreuwen Eydgnossen von Bern und von Solothurn und was zu ihnen gehört, ohn alle Gefährd.

3. Und daß zwischen uns obgenannten zweyen Stätten und den unsern, ein Wesen und Form angesehen, durch welche all Irrungen werden abgeschnitten, so sind wir deß einhellencklich eingangen, daß niemand den anderen ohn Recht solle entwehren, deß so er in Gewerd gehabt und hargebracht hat, ohn alle Gefährd.

4. Es soll auch niemands wellich in unsern den vorgenannten zweyen Stätten sitzen, oder wohnen, oder die so zu unseren Stätten recht gehören, den andren mit frembden Gerichten, Geist-oder Weltlichen, nit bekümmern, noch ufftryben, dann allein umb die Ehr und umb offen Wucher.

5. Es soll auch niemand unter uns, den andern pfänden, noch verbiethen, noch uff syn Gutt fahren, in den vorgenannten unseren Stätten, noch ussert, wann den rechten Gelten und Bürgen der gichtig untaugbar wäre, oder umb Gelt Schuld, darumb einer Brieff und Insiegel hätte, aber umb Geld-Schuld die ungichtig wäre, so soll der Ansprecher fahren in die Statt, do der ander sitzt und Haußhäblich ist, den er anspricht, und soll den Beklager vor dem Schultheyß, oder vor dem Meyer, und soll ihm auch der dann fürderlichen richten nach seiner Vordrung in 8. Tagen on alle Geverd.

6. Wäre auch daß ein Mißhellung, Ansprach, oder Forderung zwischen uns in künfftigen Zeiten uffstahn wurde, darumb sollen wir zu beyden Theylen zu gemeinen Tagen kommen, gan Kertzers, und ist die Ansprach eins der unseren von Fryburg, oder der zu Uns gehört, der soll einen gemeinen Mann nehmen (umb sein Ansprach) in den Räthen zu Biel wenn er will, und der es vor Datum diß Brieffs nit verschworen hat, sich keiner Obmannschafft anzunehmen, ist aber die Ansprach eins der unsern von Biel, oder der zu Uns gehört, so soll er einen gemeinen Mann nehmen in dem Rath zu Fryburg, wenn er will, der auch vor Datum diß Brieffs nit verschwohren hat sich keiner Obmannschafft anzunehmen, und welchen er nimbt, der soll dann zu Stund schwören ob er gegenwärthig ist, mit auffgehebten Händen zu GOtt und den Heylgen, daß er umb die Sach, darumb er zu gemeinem Obmann genohmen ist, ein Recht spreche indrunt einem Monath, darnach so die Schidlüth, die dann von jedwederem Theyl darüber gesetzt werden, die auch schwören, und sollen deren von jedwederem Theyl zween syn, wurden aber die

1496 vier Schidlüth stössig an ihren Urtheylen und Ußsprüchen, glych zween gegen zween, und es an den Obmann in Stössen gebracht wurd, und er das nit berichten möcht mit der Mynn, und mit beyder Theylen Wissen und Willen, daß er alsdann auch ein bloß Recht spreche by dem Eyd, so er darumb gethan hat, nach dem Rechten alwo dann der Freffel, die Ansprach und Geding beschehen, und die Gütter gelegen wären, darumb dann die Ansprach geschieht.

7. Wurde aber under den Vieren, drü einhellig an ihren Urtheilen, so ist der Vierdt nützit zu vernehmen in der Sach; Wäre aber der gemein Mann do nit zugegen do er benembt wurd, oder ob er den Eydt nit thun wolte, so soll der Schultheiß, oder der Menger von der Statt der Rath Er ist, ihn deß bezwingen, daß er das thye, und sich deß Indrunt den nächsten 8. Tagen so er zu Land kommen ist. Wäre es aber, daß den Obmann Ehrhafftig Noth angienge, von Tods, Gefäncknuß, Siechtag, oder von anderen Sachen wegen, on Geverd, so soll und mag der, der die Ansprach hat, einen andern gemeinen Obman nehmen, in demselben Rath do der erst genohmen was, und soll sich der, der dann also genohmen wird, an deß abgangnen Statt, denn verbinden in aller der Wyß und in aller der Form, als sich der erst verbunden hat und als vorgeschriben staht, on alle Geverd. Wäre aber daß der gmein Obmann die Sachen indrunt einem Monath den nächsten, so sie an ihn kommen wurdend, nit ußrichte, als vorstaht, so soll er sich indrunt den Nächsten 3. Tagen nach dem Monath, bey dem ehegenannten seinem Eydt, in die andere Statt in seinem eignen Kosten antworten, und soll nit do dannen kommen, untz daß er die Sach hab ußgericht, als er geschwohren hat, und soll auch sein Urtheil und Ußspruch jedwedrem Theil in ihrem Kosten geben geschrieben und besieglet.

8. Es ist auch beredt, daß wir die vorgenannt beyd Stätt Fryburg und Biel, den Eyd, der vorgenannt unser Pündtnuß, nu und hienach yemer erneuern sollen mit unseren Eyden von 5. Jahren zu 5. Jahren, wenn deweder Statt von der andern darumb gemahnt wird, on alle Geferd.

9. Und diewyl uns unser Vorderen, uß ihren alten Brieffen diß Löbl. Ewigen Bunds, durch die beschehene Endrungen, die zu Mehrung ihr Fründschafft sind gricht, haben die Macht gezeigt, daß wir sollicher Endrungen die Fründschafft Nutz und Ehr uff sich ertragen, gebruchen mögen, so haben wir uns deß mit einandern vereinbahrt, daß die nit ußgescheiden werden, so uns merklich Fründschafft haben bewiesen, der wir umb das künfftige geniessen und uns auch zu Handhabung dieser Fründschafft hülfflichen Schyn mögen beweisen, also daß wir die vorgenannten von Fryburg uns selbsten hierinnen, uff ein neues haben vorbehalten, unser besonder lieben und getreuen Eydgnossen von Stätten und Ländern, mit Nammen von Zürich, Lucern, Ury, Schwytz, Underwalden, Zug, Glarus und Solothurn, und was zu inen sambt und sonders gehört, und unsern gnädigen Herren und getreuen Pundtsgnossen den Hertzogen

von

von Savoy; Aber wir die von Biel haben uns selbs uff ein neues 1496
ußbedingt, die erst bestimbten Herren gemein Eydtgnossen von Stätten und Länderen, von Zürich, Lucern, Ury, Schwytz, Underwalden, Zug und Glarus, und was zu ihnen sambt und sunders gehört.

10. Wir haben uns auch zu beyden Sythen, der Lobl. Ubung unserer Elteren getröst, hierinn vorbehalten, diß zu endern, wo wir uns verstahn, daß solch Endrung die Mehrung unser Fründschafft, unser beyder Stätten und Gemeinden Fried, Nutz und Ruw bringen mag, alle Gefärd vermitten, in Krafft diß Löbl. ewigen Pundts, deß wir der Schultheiß, Rath und Burger und die Gemeind der Statt Fryburg zu seiner stäthen Sicherheit und Urkund aller vorgeschriebenen Dingen. Und wir der Meyger, Raht, die Burger und gantze Gemeind zu Biellen, für uns und alle unsere Nachkommen, zween Brieff gleich von Worten gemacht, mit unser beyder Stätten groß Insiegel haben bewahren und jedwedrer Parthey den einen verlangen lassen. Geben in unser Statt Fryburg, als viel es berührt die Ernüwerung diß Lobl. ewigen Pundts, und die Verenderung dieser letsten Vorbehaltnuß uff den ersten Tag deß Herbstmonahts der Jahre deß Herren, gezahlt tusend, vier hundert, nüntzigck und sechs. 1496.

CCCXCVI.

Bündniß, zwischen den sieben Orthen der Eydgenossenschafft, Zürrich, Lucern, Ury, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glarus, und der Stadt Chur, Anno 1498.

IN GOttes Namen amen. Wann von dem fale deß Ersten 1498
Menschen durch lenge der Jaren und Verenderung deß Zyts die Sinnlichkeit der Vernunfft hinschlycht, und deßhalb noth ist, zu Unterrichtung und Ewiger Gedechtnuß den künfftigen die Ding und Sachen, die dann untzerstörlich und Ewig blyben söllen, der Getzücknuß schrifftlicher Warheit, zu beuelchen. Darumb so künden wir die Burgermeister, Schultheissen, Amman, Räht, Burger, Landtlüth und gantz Gmeinden von Zürich, Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden, ob und nid dem Kernwald, Zug mit dem Ussern Ampt, so dartzu gehort, und von Glarus, als die sieben Ordt der Eidtgnossenschafft an einen.

So dann wir der Burgermeister, der Raht die Burger, und die gantz Gmeind der Stadt Chur, und dartzu wir die nachgeschribnen Gegninen und Gmeinden der Gottshußlüthen zu dem Stifft zu Chur gehörende. Namlich Vogt und gantze Gmeind zu Fürstnow, Vogt und Gmeind der vier Dörffern, zu Aspermont, gehörende Amman und Gemeind zu Obernatz, Vogt und Gmeind zu Ream, oberthalb Stein. Ammann und Gmeind zem Tieffen Casten. Vogt und Gmeind zu Gryffenstein gehörende. Ammann und Gmeind zu Stalla.

1498 Stalla. Amman und Gmeind zu Auels, Richter und Gemeind zu Bregalien, Vnder-Port und Ober-Port. Ammann und Gmeind zu Zutz, Ammann und Gmein zu Summada. Richter und Gemeind zu Postlat. Ammann und Gmeind zu Stentzberg, Ammann und Gmeind zu Schultz. Ammann und Gmein zu Remuß, mit sampt denen von zu Meyginon. Ammann und Gemeind Im Münsterthal. Ammann und Gmeind zu Maalo, und der Galfa, ouch Ammann und Gmeind zu Schantzan, dem andern Theil. Und thun khund allen und jegcklichen Mentschen, so disen gegenwärtigen Brief In künfftigen Zyten jenner ansechent läsent oder hörent läsen das wir mit gutem Hertzen betrachtet haben sölliche thrüw Liebe und alte Fründtschafft, Einhelligckeit, damit dann unser Altuorden in allen Iren Gschäfften und anligenden Sachen, Ir thrüw uff sehen Ir welten zu einandern gehept, und also harbracht haben.

So haben wir diß Ewige und getrüwe Fründtschafft und Pündtnuß mit einandern angenommen, Ingegangen und gemacht. Setzen, machen und verbinden uns wüssentlich mit disem Brieff, für uns und all unser Ewig Nachkomen. In Meinung wie dann das hienach von Wort zu Wort eigentlich begriffen stat. Dem ist also.

Deß Ersten, das wir obgemelten beid Theil uns in allen unsern Sachen, Anliggen und Geschefften aller Freundtschafft Thrüw und Fürderung gegen einandern halten, und getrösten, und ein gethrüw uffsehen, zesamen haben, ouch so en sol entweder Theil den andern durch syne Stett, Schloß und Gepiet niemants überall angryffen, beschedigen, übertziehen noch bekümbern lassen, sonder ob jemant wer der were söllichs understünde, das nach synen besten vermögen, zewenden und zeweren.

Zum andern das wir obgenanten beid Theil selbs einandern nit übertziechen, angryffen noch beschedigen, noch den unsern, und denen, so zu uns gehörent, gestatten, sonder jeder Theil sich gegen dem andern Rechts und Vßtrags benügen lassen sölle, als, dann hernach eigentlich gemeldet wird.

Vnd Namlich ob wir die obgemelten sieben Ordt der Eidtgnoschafft, gemeinlich oder ein Ordt sonderlich gegen den genanten Burgermeister, Raht und Burgern gemeinlich der Statt Chur oder gegen den obbestimpten Gottshußlüthen gmeinlich, oder einichen Comun und Gmeinde. Insonders, oder dieselben Burgermeister, Rath und gemein Burger der Statt Chur oder die vorgeschriebnen Gottshußlüth gmeinlich oder einich Comun und Gemeind under Inen sonderlich gegen uns vorgemelten Stetten und Lendern, der siben Ordten gemeinlich oder einichen Ordt sonderlich, Zusprüch oder Vorderung gwunnen, darumb wir gütlich mit betragen werden möchten. So söllent wir beidersyt deß zum Rechten kommen gon Malnnstatt, und daselbs jeder Theil zwen Erbar umparthigig Man zu den Rechten in einem Monat dem nesten, so es erfordert wirt, setzen, und dieselben Eide lyplich zu GOtt und den Heiligen schweren, söllich Sachen und spenn, wo sie die nit gütlich vereinen

mö-

mögent, als sy anfangs versuchen söllen. Darnach unvertzogenlich 1498
uff Verhorung beder Theilen gwarsamme, deren sy sich dann gebrauchen wöllen, mit dem rechten uff Jr Eide zu entscheiden und ußzesprechen.

Vnd was also von den vieren, oder dem mertheil unter Jnen zu Recht erkennt wirdt, dem sölsent beid Theil on für wort nachkommen, und gnug thun für alles verwegern, ziehen und appelliren. Ob aber die Vier zerfieln und sich glych theilen wurden, so soll jeder Eleger Jn deß angesprochen Stetten oder Landen einen Erbarn unpartheygigen Man uß den Räthen zu einen Obman kiesen, und wellen, der sich dann mit synem Eidt verbinden soll wie obstat, demselben daruf söllich urtheilen Zestund mit dem Gerichts-Handel, überantwurt werden. Vnd derselb Obman dann schuldig syn soll, deren einer die Jn by synen Eide, die besser und rechter beduncket, Jn einem Monat dem nechsten Volg zegeben, und wederer Vrtheil er also volget, und für die besser erkent, das dann auch beid Theil derselben Statt und Volg thun söllen, on alle Widerred ziehen und appelliren, wie vorstat.

Ob aber sonderlich Personen beder Theilen Vorderung und Ansprach zesamen hetten, oder hinfür gwunnen, das dann jegklicher Eleger dem Antwurter nachvolgen soll, in die Gricht und an die End, da er gesessen, und dahin er Grichts gehörig ist, und sich des Rechten daselbs von Jm benügen, es were denn, das einem Recht daselbs offenlich versagt und also recht loß gelassen wurde, der mag dannat hin syn Recht an andern Enden, als sich gepürt suchen.

Es en soll ouch niemant der in diser Einung und Pündtnuß pegriffen ist, den andern verhefften oder verbieten, dann synen gichtigen und kindlichen Schuldtner oder Gülten oder synen Bürgen, so darumb glopt, und versprochen hat.

Deßglych soll ouch ein jeder Theil dem andern durch syne Stett, Schloß, Land und Gebiet feilen kouff zu syner Nothurfft zulassen, doch nit wyter dann Jn syne Land zu gebruchen, und nit ferer zu verfüren, und also zu beidersyt die Strassen offen und frey halten, on uffsatz oder Beschwerung einich, ernüwen Zollen oder anderer pflegung sonder das zehalten und zebruchen, wie von alten harkommen.

Es ist ouch hierin eigentlich beredt, ob sich begebe, daß dwederer Theil hinfür künfftigklich jemer mer wyter sich zu Herren Stett oder Landen, verbinden oder verpflichten welte, das doch söllichs diser Einung unschädlich syn und dise Einung und Pündtnuß, denleben vorgon sölle.

Ob ouch beid Theil samentlich Jn Krieg oder Rechte gegen jemandes kommen wurden, das dann dewederer Theil keinen frid oder bestand gegen denselben beschliessen, noch annemmen soll, der ander Theil sige, dan ouch darinne verfast und begriffen.

Wir die obgemelten Beid Theil habent ouch Jnsonderheit uns zu allen Theilen, in diser Ewigen Pündtnuß luther vorbehalten, und

1498 behalten uns selbs vor unsern Heiligen Vatter den Bapst den Heiligen Römischen Stul, ouch das Heilig Römisch Rych und all Pündtnuß, Pflicht, Burgrecht, Einung und Verstendtnuß, so wir vor disem datum gegen jemants angenommen beschlossen oder zugesagt habent.

Vnd in disen Dingen allen, habent wir zu beider syt ußgescheiden, und under uns eigentlich beschlossen, ob wir zu beider syt über kurtz oder lang zu Nutz oder gut uns allen Einhelligcklich und Gmeinlich zu Rath wurdint, In dieser Pündtnuß etwas ze meren, zemindern oder zeendern, das wir söllichs wol thun mögent, einhelligcklich nach unserm gefallen.

Vnd hiemit soll diß Ewig vereinung und Pündtnuß zu beider sytt für uns und all unser Ewig nachkommen fürbaßhin zu künfftigen Ewigen zyten by unsern Eeren und guten trüwen unuersert, stet und vest belyben, thrüwlich also gehalten werden, on alle Geferd.

Vnd deß alles zu warem Ewigem und jemer werendem urkhunde, So habent wir obgemelten siben Ordt der Eidtgnoschafft, namlich Zürich, Lucern, Vri, Schwytz Vnderwalden Zug und Glarus, unser Stett und Lender Insigel, dartzu wir der Burgermeister, Rath Burger und gantze Gmeind der Statt Chur, unser gmeinen Statt Siegel.

Vnd zu dem wir vorgeschribnen Gmeinden, und gegninen der Gotshuß Lüthen in Nammen, und von wegen unser aller Gmeinlich des Edlen Vesten Hansen von Mormels, Vogt zu Fürstnow eigen Insigel. Der Gmeinde zu Rheam sigel, der Gmeinde sigel zu Zutz. Anthoni Tielers des alten Richters in Bregalien sigel, des vesten Hannß Planten, Ammans zu Steintzburg sigel. und Caspar Püttaschen Ammans in Münsterthal sigel. Darunder wir uns alle gmeinlich und sonderlich verbinden offentlich thun Hencken an diser Briefen zwen glychluthend, deren jetwederem Theil einer worden ist. Zu getzücknuß aller obgeschribner Dingen. Geben und beschechen In der Statt Zürich. Vff donstag wars Sannt Lucyen Tag. Nach Christi Gepurt getzalt Thusend vier Hundert. Nüntzig und acht Jar.

CCCXCVII.

Erneürung der Erbeynung, so etliche Orth der Eydgenossenschafft mit dem Hauß Oesterreich hatten, Anno 1500.

1500 WIr Maximilian von GOttes Gnaden Römischer Künig zu allen Zyten Meerer deß Rychs zu Hungarn, Dalmattien, Croatzien ꝛc. Künig, Ertz-Hertzog zu Oesterrych, Hertzog zu Burgundy, zu Brabant, zu Ghaldern, zu Styer, zu Kerndten, zu Crain ꝛc. Graffe zu Habspurg, zu Flandern zu Tyrol zu Görtz ꝛc. an Einen, und wir die Burgermeister, Schultheiß, Aman, Räth, Burger, Landlüth und Gemeinden, der nachgemelten Stett und Lender der Eyd-

Eydgnoschafft Namlich, Zürich, Bern, Ury, Underwalden, ob und nid dem Kernwald, dem andern Theil; Tund kund und bekennen offentlich mit disem Brieff, Als in vergangnen Zytten wyland Künig Ludewigen zu Franckrych, zwischent wyland dem Hochgebohrnen Sigmunden Ertz-Hertzogen zu Oesterrych ꝛc. Unserm Lieben Vettern Fürsten und gnedigen Herren, und uns obgenannten vier Ortten, mit sampt andern unsern Eydgnossen von Stetten und Lendern, für uns unser Erben, Nachkomen und zugewandten deß Huß Osterrych und gmeyner Eydgnoschafft aller spenn und Irrungen, so sich mit Kriegs vffrüren oder sunst in andern weg begeben haben, Ein ewig Bericht angenommen, beschlossen und vffgericht ist Innhalt der Brieff, beiden Theilen versiglett überanttwurt, und dero datum stat zu Saulis vff den Eilfften Tag Junij der Jaren deß Herren Viertzehenhundert Siebentzig und Viere, die clar und luter antzeigen, das wir beyder Parthygen, und alle die unsern zu einandern sichern Lybs und guten, mit kauffen und verkauffen und anderen getrüwen unschädlichen Geschäfften mögen wandlen. By unsern Inhablichen Landen und Lüten blyben, dhwäder Theil den andern, durch Ire Stett, Schloß noch Land eynichs wegs bekriegen, noch beschädigen, und ob Beschadigung oder einicher Mangel, wider sollichen Bericht gescheche, das darumb nit Vffrur fürgenommen, sondern Recht und Vßtrag gesucht und gepruchte werden, ouch das niemand der Parthygen vff die ander Nüw Zöll noch ander Beschwärde, sol setzen. Sonder bey alten Harkommen deßhalb blyben lassen. Noch auch mit frömbden Grichten Ersuchen oder fürnemmen, wie denn das und anders alles in denselben Frid-Brieffen clerlicher ist begriffen, das wir hiemit vermelt und vßgedruckt haben wollent, als ob dieselben von Wort zu Wort hirin geschrieben weren. Und daby das beid obgemelt Parthyen einander zu iren Gescheffsten umb Besoldung Hilff zethund verbunden sigent, und die vier Stett am Rhyn, als Rhynfelden mit sampt der Herrschafft dartzu gehörig, Segkingen, Lauffenberg und Waldtzhut, mit sampt dem Schwartzwald. Sollich Befridung und dartzu ein Offnung, derselben Schloß und Stetten, gegnin, uns der Eydgnoschafft zu halten sollen, schweeren vßwellichen zweyer Artigklen, uns den vilgenanten beiden Theilen, etlich Beschwärung ist zu gestanden. Also das wir obgenanter Künig Maximilian und die gemelten vier Ortt, Zürich, Bern, Ury und Underwalden, unsert halb die samentlich vß mergclichen Vrsachen, uns dartzu bewegent hin und abgethon, und dero Namlichen der Hilff und Wider-Hilff, ouch der Offnung und Eyd schweren Inhalt derselben Artigklen einander habentt wissentlich erlassen, Vertzyhen uns dero ouch beider sampt und sonders, und wellent das uns sollichs hinfür nit binden sollen, und als jetz kurtzlich durch Hertzogen Ludwigen zu Meyland, ander unser gevalner Zweytracht halb, in der Statt Basel ein Frid und Bericht erwachsen, dero Datum ist daselbs zu Basel, am Sontag Sant Mauritzen des heiligen Marters Tag, nach Christi unsers Herren Gepurt, ge-

1500 gezelt, Tauſent, Vierhundert Neuntzig und Nün Jar, So ſoll nüdt
deſt minder, dieſelb, mit ſampt der obangezeigten Bericht, durch
Wyland Künig Ludwigen zu Franckrych gemacht, in andren allen
iren Punckten, Artigclen und Inhaltungen nichtz vßgeſetzt, in Creff-
ten belyben, von uns beiden vorgemelten Parthyen, uns den unſern
und denen ſo uns verwannt, wie die genandt ſindt, gehalten, vol-
ſtregkt, und dero geſtrax gelept werden.

Alſo das wir beiderſyth wider einandern nit ſin, noch den un-
ſern als obſtadt, nach unſerm Vermögen willigen oder geſtatten ſol-
len, deßglych das wir beiderſydt, und alle unſern wie obſtadt, uns
deß Vßtrag und Rechten, gegen einandern wie vor begriffen iſt, be-
nügen, und ein andern ſonſt mit keinen andern Gerichten, wie die ge-
nannt ſind fürnemmen, noch bekümbern ſöllen, By den wir den
thrüwen Eeren und Pflichten, darinne clarlicher erlütert, alle Ge-
värd, und was hiewider ſin möchte, vermitten. Wir habent ouch
beiderſyth, hierinn gegen einandern Ortten, Stetten und Lendern der
Eydgnoſchafft, als Lutzern, Schwytz, Zug und Glarus, mit ſampt
Fryburg und Solothurn, Sy alle gemeinlich Eins oder meer, in diſe
Beveſtung deß Ewigen Berichts und Fridens, nach ſeinem Inhalt
wie obſtat, hernach ouch gon und annemmen welten, das denſelben
ſollichs von uns beiderſydt geſtattet und nach gelaſſen werden ſoll.

Vnd deß alles zu warem Urkund, So haben wir Künig Maxi-
milian als Ertz-Hertzog und regierender Herr, und Landt-Fürſt zu
Oeſterryche, unſer Künigclich Inſigel, und wir die obgenanten Stett
und Lender unſer Eydgnoſchafft Namlich Zürich, Bern, Vry und
Vnderwalden, jedes ſin Inſigel an diſen Brieff, dero zwen glychlu-
tend gemacht, vffgericht, und jedtwederem Theil eyner übergeben iſt,
laſſen hencken, uns unſer Erben und Nachkommen, beiderſydt da-
mit zu beſagen, Geben und beſchechen in der Statt Zürich, vff Samb-
ſtag an Allerheiligen Abent, Nach Chriſti unſers Herren Gepurt ge-
tzelt, Tauſent und fünffhundert Jare.

CCCXCVIII.

Bericht zwiſchen dem Apt von Sanct Gallen, und den Eydgenoſſen von den zehen Orthen, das Landt-Gericht zu Frauenfeld betreffend, Anno 1500.

WIr nachbenempten Heinrich von GOttes verhengende, Appt
des Gotzhuß zu Viſchingen, Sant Benedicten-Ordens in
Coſtentzer Biſtumb gelegen, Vlrich Mundtprat zu Wynfelden,
Rytter, Lienhart Mertz Burgermeiſter zu Sant-Gallen, und Hein-
rich Vnrichtj genannt Semli, Schultheiß zu Wyl im Thurgöw,
all vier früntlich underthädinger in diſer nachuolgenden Sach.
Bekennend und thundt kunth aller mengclichen offenbar, mit di-
ſem Brieff, als ſich dann Stöß, Spenn und Irrung gehalten ha-
ben, zwiſchen dem Hochwirdigen Fürſten und Herren, Herren Gött-
hart Appte, ouch den Erwirdigen geiſtlichen Herren, Techant und

gmei-

gmeinen Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, unsern gnedigen lieben 1500
Herren Eins, und den Edlen, Strengen, Frommen, Vesten, Fürsichtigen, Ersamen und Wysen von Stetten und Lender gemeiner Eydgnoschafft der zehen Ortten, Nemlich Zürich, Bern, Lutzern, Vry, Schwytz, Vnderwalden, Zug, Glarus, Fryburg und Solothurn, ouch unsern lieben Herren anders Theils vfferstanden, und harlangende von der Landgraffschafft im Turgöw als derhen Gerichten und deß Landgrichts gwegen so dann die genanten unser Herren gemein Eidtgnossen in dem verschynen Krieg. Als sich der zwüschen Inen, und dem Schwäbischen Pundt gehalten hat, mit dem Schwärt und sige, vßer Crafft und Gnaden deß almechtigen Gots, erobert und zu iren Handen getzogen, und behept haben, rc. Das dieselb Landgraffschafft zwischen des Gotzhuß Sant Gallen, hocher- und nidern Gerichten, mit Marcken nit unterschieden gewesen ist, Dardurch von unsern Herrn der Eydgnossen Landtuogt im Turgöw Jheronimus Stogker von Zug, der Zyth Reyerer und Inhaber der Landgraffschafft und sinen, alß deß Lantgerichts Knechten in etlichen deß Gotzhuß Gerichten zwingen, und bennen geladt, etlich sonderig Personen von Römißhorn vff der Cleger anruffen vff Land-Gericht zu acht bracht, da unser gnediger Herr und siner Gnaden Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, vermeint haben, das an dem und anderen Enden, deß Gotzhuß Gerichten, zwingen und pennen, die Vogtey mit aller Oberkeit und gwaltsami, pott und verpott nach Inhalt der Gerichten Offnungen und etlicher Pfandschafften rc. zustände, zethund und nicht in das Lantgericht dienen noch gehoren sölten.

Als dann Ir Gotzhußlüth von Römischen Keysern und Küngen, deß also hoch und treffenlich begabet syge rc. Deßhalb vff unsers gnedigen Herren von Sant Gallen anrüffen, hieuor zu Lutzern vff ein Tag beschechen, und ouch das sich der Landtuogt im Turgöw erclagt hatt, das unser, G. H. von Sant Gallen, sich understande, Im und seinen Knechten von der Land-Graffschafft wegen zu weeren, sy das Land-Gricht nicht üben noch brauchen zelassen, alsdann von den Botten von Costantz, in Ubung und Raths Fründ dahin verordnet, Namlichen Zürich Heinrichen Werdmüller Panner-Herr, Bern Hannsen von Erlach, Lutzern Meister Heinrichen von Aelligkon, Vry Hannsen Mucheim, Schwytz Hanns Mertzen, Vnderwalden Melchior Audacher, Zug Wernherr Steiner, Glarus Ulrich Landolt, Fryburg Martin Tochtermann Burgermeister und Solothurn Benedict Hug, Seckelmeister zu versuchen, ob sollich spenn und Stöß, inn der Gütigkeit on Recht abgethon und betragen werden möchten, so nun die gemelten unser Herren gemein Eydgnossen, in dem Handel gegen unserm gnedigen Herren von Sant Gallen, und sin Gnad hinwiderumb zu inen in der Gütigkeit gearbeitet deß Gotzbuß Fryheiten von Römischen Keysern und Küngen, vß gangen, ouch offnungen Brief und Ródel gehört. Vnd vff deß fürer zu fürderlichem Ußtrag, beid Parthyen, uns obgenanten underthädinger, zwischen inen die Fründtlichkeit zesuchen verwilliget.

1500 williget. Hannd wir demnach sy beidersyth, gegen einandern gnugsamlich und nach steten Verhört, und sy daruf mit Flyß sonder ernstlich ankert, uns obbegriffen, Jr spen von Handen zegeben, und die in der Gütligkeit vßzesprechen zuuerthruwen, das sy gethan, und uns bey iren Würden, Ehren und guten Trüwen, Namlich unser gnediger Herr von Sant Gallen und siner Gnaden Conuent. Für sich all ir Nachkommen, und das jetzgerürt ir Gotzhuß und die obbestimpten Botten, jetlicher für siu Herren und Obern und all ir Nachkommen zugesagt und versprochen, wie wir sy mit offner wissenthaffter täting endtscheiden, und zwischen inen vßsprechend, das sy darbey belyben, und dem in alweg on alle fürwort Jntrag und wiederred getrüwlich und gestrax nachkomen und gnugthun wellen jetz und hienach, vff das habend wir sy endtscheiden und zwüschen inen wie uor mit offner täding vßgesprochen und sprechent inen Crafft diß Briefs innaß wie hernach von einem Artickel an den andern vergriffen dem ist also:

Deß ersten, Sprechend wir, das Romißhorn, Jnn und ußerthalb dem Aetter Jn die Landgraffschafft Jn Turgöw gehören, Aber das Burgksäß sodann Jetz ist, ald hinfür gebuwen wirt. Das soll fry syn Jnn sollicher Gstalt, das unserm Gnedigen Herren von Sant Gallen, und siner Gn. Conuent, dero Nachkommen und Gotzhuß, Jr Vögt, Diener, Amptlüth, und Jnwoner desselben Burgsäß oder Husses nit uff Land-Gericht geladt, noch venglich angenommen werden sollen, so feer aber ein Amptman oder Jnwoner des Husses ützit handlete, das der Land Graffschafft zubehorte, Solten die vorgenanten unser Gnediger Herr von Sant Gallen siner Gnaden Conuent und nachkommen daran sin, das dieselben der gerürten unser Herren gemeiner Eydgnossen Landuogt im Turgöw.

Am Andren, Sprechend wir, das die Marck der Land Graffschafft gon sölle, von Steinacher gericht, hinab an Lumisch wyl, ob Rogwyl und ob Frydorff durchhin, dadannen an das Gricht Mula, welches Gericht Mula, mit sampt Linisch wyl U. G. H. Apt und Convent Jren Eewigen nachkommen, und Gotzhuß zugehoren ist. Vnd zwischent dem gerürten gericht Mula und dem Gericht Sümbry, ob Hagen wyla, und ob der Wälter gericht hinuß an die Sitter von der Sitter hinab an die Thür da dannen vntz an Helffer schwyler Gericht doch dem benannten, V. G. H. und Gotzhuß Sant Gallen, Helffen schwyl vorbehalten, da dannen abzugkerreid überuff, und da dannen über Jnhin, doch daß der Berg, und Bergknecht, Jnn die Landgrafschafft des Landgerichts gantz gehoren söllen.

Von dannen an unsers Herren Commenthürs des Huses zu Tabel gericht, und von dem ab Romißhofen und thrungen hindurch an das Bild, das da stat ob Thüm Brunnen zwischend beiden Landstrassen gen Winthertur und Frowenfeld diennende, von demselbigen Bild ob den Bergholtz hindurch an das Bild das da Statt vff Rickenbacher Feld, da die Lind gestanden ist. Zwischend beiden Landstrassen daselbs dann von demselbigen Bild, hinderm Dorff Rickenbach

bach hinuff an die Graffschafft Dogenburg, damit das Dorff Ri- 1500
ckenbach, Inn die Landgraffschafft Im Durgöw der hochen Grichten halb gehörn, Also und mit sollichem underscheid, was Dörffer und Gericht, da dannen die nidern Gericht, dem vorgeseiten V. G. H. und Gotzhuß Sant Gallen zugehören, undert halb disen obgeschribnen Marchen und Kreissen gegen Costentz wert glegen sind, das die mit den hochen Grichten Inn die Landgraffschafft im Turgöw. Deßglichen was Dörffer und Gricht ober, oder hie disenthalb den benannten Marchen und Kreissen liggen, dieselbigen söllen dem Eegenanten V. G. H. Appt und Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen mit hochen und nidern Grichten zugehören, und damit beid obgenanten parthyen und Ir Eewig nachkomen hinfür zu künfftigen Zythen wüssen mögen wie jeder Theil vnuerhindert deß andern, Sin Gerechtigkeit der Hochen und Nidern Gerichten üben und bruchen sollen und möge, So sprechent wir aber mit wissenthaffter tâding.

Deß Ersten diewyl unser Gnedig Herren Apt, und Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, kein Acht haben. Ob dann eyner oder mer, umb schuld oder umb anders vßclagt, pott an sy geleit wurd nach vßwysung desselben Gotzhuß gericht und offnung am letsten by dem Eyd, und dem nit gehorsamen weren, das sy und ir nachkomen, den oder dieselben straffen, und venglich annemmen mögen, so lang untz der oder dieselbygen, dem Vrtheil, und dem Rechten nachgangen sigen, welchem ouch sunst by dem Eyd zu dem Gericht ze komen oder einer Frowen Vogt zesind, ald sunst umb ander, ungehorsame, oder dero glych Sachen pote und das über sehe dieselben mygen die gedachtten, unser Gnedigen Herren und Ir nachkomen ouch straffen.

Zum andern sprechend wir, das niemand den andern umb Erb, eygen, schulden, und ander der glych Sachen vff Landgericht Im Turgöw fürnemen sollen, dann an den Enden und In den Gerichten, da der ansprechig gesessen ist. Vnd ob Jemand umb sollich oder ander dero glychen Sachen, und ansprachen Inn denselben Gerichten mit Vrteln beschwert wurde, So möge ein Jeder derselbigen urtheilen für ein Herren, deß Gotzhuß Sant Gallen, oder sinen Statthalter ziehen und appelliren.

Zum Dritten Sprechend wir aber, das der gemelt unser Gnediger Herr siner Gnaden Convent, und Gotzhuß Sant Gallen, hinfür pott und verpott thun, ouch satzungen machen mögen, Allenthalben In Iren Gerichten wie die zethund Je notturfftig sind, wenn es aber das Malefitz berürte, dann sollen dieselben, V. G. H. von denselben kein straff nemmen.

Zum Vierten sprechend wir, daß die Lüth mit unsern. G. H. deß Gotzhuß Sant Gallen und unsern Herren den Vier Ortten der Eydgnoschafft Reyssen sollen, Als sy bißhar mit Innen gereisset, welche aber vor Inne die obgenanten Landgraffschafft gereisset habent, dieselbigen sollent hinfür ouch dar Inn reissen, Doch vorbehalten das alle die, die dem berürten Gotzhuß zugehoren, und vor naher alweg mit In greiset habent, by Iren Eyden, so sy. V. G. H.

und

1500 und Gotzhuß Sannt Gallen, und den Eegenanten unsern Herren den Vier Orten schwerendt plyben, und deßhalb von niemand anderem wyter zeschweren ersucht noch getrengt werden söllen, wo aber Gotzhuß Lüth, vßerthalb desselbigen Gotzhuß Lanndtschafft, In andern Gerichten Inn der Landtgraffschafft sässent, In dieselbigen Gericht sollendt die zu reissen schuldig sin.

Zum Fünfften so sprechend wir, welcher dem gedachten V. G. H. von Sant Gallen, Sin man Lybloß thät, V. In desselben Gotzhuß gerichten, wo das wery, das ein Landtuogt Im Turgöw, von der Landtgraffschafft wegen, Ir Gerechtigkeit und Straff von sinem verlaßnem Gut ziehen, und nemen möge. Vnd ob derselbig wider Inn des Gotzhuß Gericht darnach zuge, oder wandlete, So mögen unser G. H. und Gotzhuß Sant Gallen, umb Ir Gerechtigkeit, Inhalt der Offnung, In oder sin Gut angriffen, untz Inen darumb bemügen geschechen Ist.

Zum Sechßten von deß Fridbruchs wegen sprechen wir, wann einer Friden mit Worten, oder wie sich semlichs begebe über gienge und doch nieman an sinem Lyb verletzen und berüren täte, den sollen unser G. H. und sin nachkomen, zestraafen haben. Welcher aber den Friden fürnemlich mit Werchen, Es were, mit howen, stechen, schlachen übergienge, und denselben an sinem Lyb berurte, Deßglychen ob einer gegen Im wurff und fälen tät, so söltent dann sollichs der Landtgraffschafft zestraffen zu ston, doch dem Malefitz on schädlich und ob Jemand Frid verseite und den nit geben noch halten, sonder sich mit Gwalt dawider setzen welt, denn oder dieselbigen solte man Fenglich annemen und eim Landtuogt überandtwurten.

Zum Sibenden sprechend wir, welcher in deß obgeseiten, deß Gotzhuß gerichten allenthalb offen margken ußzuge, So soll umb dasselbig stugk am Ersten Inn dem Gericht, da ein sömlicher der das than het gesessen, und darinn das geschechen weri, rechtlich erfunden, und darnach für Landt Gericht gewissen werden.

Zum achtent, welcher mit Recht Massen, Viertel, und Gewicht, und dero glych pruchte, Sprechen wir, daß derselbig, am Ersten auch In den Gerichten, da er gesässen und semlichs geschechen ist fürgenomen und von unserm G. H. und sinen nachkomen umb die Buß als umb die zehen Pfund Pfennig daran es verpotten Ist gestrafft werden, Ob aber einer söllichs so gröblich und mit Geferden gefelscht und verhandlet hete, und sich des erfunde, dann so sölt das damet hin für Land-Gericht gewyßt werden.

Zum Nündten von des Krieg louffens wegen, und diewyl die Gotzhußlüth unserm G. H. und Gotzhuß Sant Gallen schwerent, das niemant on Erloupt in keinen Kryeg ziehen, Ritten noch gon solle, und so sprechent wir das derselbig, V. G. H. und sin Nachkommen by demselbigen Eyd blyben sollint, und dieselbigen straffen mögen, Wenn aber einer verhandlete, das es in sin Eer, Lyb und Leben, berurte, den so soll dasselbig dem Malefitz zu straffen zuston.

Zum

Zum Zehenden, der Landzüglin halb die nit Erben haben, 1500
sprechend wir, welche Landsiglin nit Erben hand, das unser gnediger Herr und sin Nachkomen, und Gotzhuß von denselbigen, Vaßnacht Hüner und den Val nemmen, und die Landgraffschafft darnach dieselben erben und Erbschafft inbringen, und zu iren handen ziehen möge, und

Zum Eilfften von der vnerlichen wegen sprechent wir, das die der Landgraffschafft zugehoren sollen, wen aber ein unerlicher ein erlich Wyb neme, und bj derselben erliche Kind überkäme, dieselben Kind söllent dannahin dem vilgenanten Gotzhuß zugehören und recht Gotzhußlüt sin.

Zum Zwölfften sprechent wir, das in deß Gotzhuß Gerichten, in der Landtgraffschafft glegen, in dieselben Offnungen gesetzt, und denselben Lüten an den Enden in Eyd gegeben werden soll, was den hochen Gerichten zustand, dasselbig einem Landtuogt zu melden.

Zum Letsten. Wann etwa Gotzhußlüth zu Zytten vß deß Gotzhuß-Gerichten hinuß in die Landgraffschafft wohin das werj. In geselschafft wyß, oder sunst zu Kylchwüchungen, Hochzyten, Atzungen zugindt oder kemint, und dentzemal zerwürffniß under inen gescheche ꝛc. Sprechent wir ouch hiemit das ein Landtuogt oder ein jetlicher der hertzu keme Frid machen oder zu gebieten haben soll, deßglyen und hinwiderumb, ob Lüt vsserhalb Inher in des Gotzhuß Gericht und Landschafft in semlicher Gestalt, zu des Gotzhußlüthen kemind, das U. G. H. und sin Amptlüth ouch ein jeder Gotzhuß man zu den vßwendigen, ouch Friden zemachen und zethunde, Gwalt haben, und demselben von beiden theilen also gehalten werden soll.

Und hiemit sollent sy obeid bgnannt Parthyen, umb Eegerürt ir spen, stöß und Irrung hinfür zu ewigen Zyten genntzlich und gar, für sich und alle ire Nachkommen, ouch Inhaber der Landgrafft mit einandern geeint, betragen, gericht und verschlicht heissen und sin. Also das kein Theil den andern hierüber wyter noch Verer keinswegs thryben, noch trengen, sonder dem by vorgenantem zu sagen, gestrax, on Intrag und Widerred, nachkomme, und gnugthun sollen, gethrüwlich und ungefarlich.

Vnd des alles zu warem offem Vrkund, so haben wir obgenannten mit Namen Wir Heinrich Apt deß Gotzhuß Vischingen unser Aptlich, und Vlrich Mundprat Ritter, Lienhard Mertz, Burgermeister und Heinrich Semmli Schultheiß all vier freündtlich underthädingen unser eigne Insigele, uns unsern Erben und Nachkommen, in allweg unvergriffen und gentzlich on Schaden, offenlich gehenckt an disen Brieff, Wir obgenanten Götthart Apt ouch Techan und Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, und wir vorgemelten gemeiner Eydgnossen der zehen Orten, Sand Botten, verjehent disen Vortrag und Bericht nach luth diß Brieffs für uns all unser Nachkomen und Gotzhuß vffgenomen haben, und von uns also darin gangen sin, und darumb, so gereden wir genannter Apt Götthart, auch Techant und Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, by

1500 by unsern Würden und Eeren für uns und all unser Nachkomen, und das jetz gemelt unser Gotzhuß, und wir Eegerürten Botten, geloben by unsern guten Trüwen in Eyds wiß für unser Herren und Obern, und all ir Nachkemen, gemelten Vertrag und alles das so dieser Brieff Inhalt, war vest und stet zehalten, darwider niemer nichtz zereden, zethun noch schaffen gethon werden, weder heimlich noch offenlich, noch sunst in kein ander Wyß noch weg on Gefärd, Und deß zu merer Sicherheit, so haben wir Appt Göthar ouch Techan und Conuent deß Gotzhuß Sant Gallen, unser Aptlich und gemeins Conuent Insigele, für uns all unser Nachkomen und Gotzhuß offenlich lassen hencken an diesen Brieff. So hand wir die genanten, der zehen Orten Sandtpotten unser jetlicher sin Eigen Insigel, vß beuelch unser Herren und Obern, für sich und all ir Nachkomen hartzu an an disen Brieff, zwen von Wort zu Wort glych lutende, gehenckt, Die geben sind an unser Lieben Frowen Abend zu Lichtmeß Anno Domini &c. M. D. und ein Jar.

CCCXCIX.

Bündniß, der Eilff Cantons, Zürrich, Bern, Lucern, Ury, Schwytz, Unterwalden, Zug, Glarüs, Basel, Freyburg, und Solothurn mit der Stadt Schaaffhausen, An. 1501.

1501 IN Gottes Namen, Amen. Wann von dem Fal deß Ersten Mentschen, durch Lenge der Jaren, und verenderung des Zyts, die Sinligkeit der Verrnunfft hinschlychet. Deßhalb noth ist, zu underrichtung, und Ewiger Gedechtnuß den künftigen die Ding und Sachen, die dann untzerstörlich, Ewig bleiben söllent, der Getzücknuß Schrifftlicher Warheit, zubeuolchen, darum so künden wir der Burgermeister die Schultheissen, Amman Räth, Burger Landtlüth, und Gantz Gmeinden, von Zürich, Bern, Lucern, Vri, Schwytz, Vnderwalden, ob und nid dem Kernwald, von Zug mit dem vssern Ampt, so dartzu gehört, von Glarus, von Basel, und von Freyburg und von Solothurn, an Einem, und wir der Burgermeister, Räth, Burger, und gantz Gmeind, der Statt Schaffhusen am andern Theil, allen und jetlichen Mentschen, die disen gegenwürtigen Brief, in künftigen Zyten jemer ansethend, läsent, oder hörent läsen, das wir mit gutem Hertzen betrachtet habent, söllich Fründtschafft vereinung und Pündtnuß thrüw und Liebe, darinn unser vordern und wir, von alterhar mit einandern gewesen sind, unser Hilff und Bystand, Lybs und Guts inn allen unsern nöthen, zusammen gesetzt heben, das uns bißhar wol erschossen hat; Deßhalb zu beharren, und zetrost unser Land und Lüthen sölliche Liebe und Fründtschafft, und Pündtnuß zemeren; So haben wir diß Ewig gethrüw Fründtschafft, und Pündtnuß, mit einandern ingangen und gemacht. Setzen, machen und verbinden uns wüssentlich mit disem Brieff, für uns und all unser eewig nachkommen, in meinung und

und wie dann das hienach von Wort zu Wort, eigentlich verschriben 1501
stat. Dem ist also.

Deß ersten, daß wir Beid Theil einandern gethrüwlich behelffen, und berathen syn söllent, mit unserm Lyb und Gut, und wider mencklich, so uns an Landen, an Lüthen, an Lyb und Gut, an Eeren, an Fryheiten, und an unsern Loblichen Alten harkommen fürhin underston wurden, zubekrencken, Krieg oder Schaden zutzefügen, on all Hindernuß und Geferd. Also und mit söllichen rechten Gedingen, ob wir die obgenannten Eidtgnossen, gemeinlich oder kein Ordt under uns sonderlich fürbaßhin, mit jemant zu Krieg kommment, und wir die vorgenanten, unser gethrüwen Lieben Eidtgnössen, von Schaffhusen, durch unser Botten, oder versiglet Brief, umb Hilff manen wurden, als dick das beschicht, sollent sy uns angentz und fürderlich mit iren panner, oder Vendlinen, wie wir deß je begerent, ir Hilff und die iren schicken, und das thun, mit guten thrüwent in iren eignen costen, und was und wie vil sy uns je zu Zyten, schicken, deß söllent wir uns, von inen gütlich henügen lassen.

Deßglychen, ob wir die vorgenanten von Schaffhusen, fürbaßhin ouch mit jemants zn Krieg kemen, und wir als vorstat, die vorgenanten vnser gethrüwen Lieben Eidtgnossen, von Stett und Landen umb Hilff uns zethund, durch unser Botten, manen wurdent, das sy uns alßdan ouch fürterlich mit den iren zu Hilff komen söllent, vff iren eignen costen, und so dick das zu schulden kompt, und was und wie vil uns dieselben, unser getrüwen lieben Eidtgnossen, je zu Zyten schickent deß söllent und wellent wir uns von inen ouch gütlich benügen lassen, und uns aller thruw, Eeren und guts zu inen versethen, Begebe sich ouch keinist, als dick das bescheth, das wir zu beider syt gemeinlich oder sonderlich von jemant, wer die werent, angriffen oder underständen wurden, an Landen, an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Fryheiten oder an unserm alten harkommen, zu bekriegen, zu beschedigen oder zu bekrencken, dartzu dann uns zu beidersyt, oder ein Theil gether Hilff nothurfftig were, darin söllent wir uns zu beidersyt, als gethrüw freünt und Eidtgnossen uns fürderlich mit unser Hilff gegen einander bewysen, und halten, nach dem je die Sach ingestalt hat, und wir zu beidersyt, und unser Altfordern, seliger Gedechtnuß, das je welten bißhar mit guten thrüwen, gegen einandern gebrucht, und gethon habent.

Vnd ob wir obgenanten Eidtgnossen gemeinlich, oder sonderlich die genanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Schaffhusen, in unsern Kriegen, oder in Reisen, wie vorstat kein ist umb ir Hilff manen wurden, und sy uns die schicken, oder ob sy sonst ungemant, mit ir Hilff zu uns kommment. Deßglychen und ob sy uns in iren Kriegen oder reisen, umb unser Hilff manent, oder ob wir inen die ungemant schickent, was dann in söllichen Kriegen oder reisen darinn wir dann zu beidersyt, mit unsern pannern, und Vendlinen, by einandern sind, an Landen, an Lüthen, Stett oder Schlossen, Zinsen, Rennten, Zöllen, oder andern Herligkeiten, mit der Hilff

1501 Gottes, durch sy oder uns, je ingenommen oder erobert werdent, oder ob söllichs über kurtz oder lang, durch sy und uns, wider zelösen geben wurde, daran söllent sy als einander Ordt, unser Eidtgnoschafft under uns nach antzal iren Theil nemen und inen die gelangen, wie wir Eidtgnossen das bißhar gegen einandern früntlich gebrucht habent.

Ob sich aber inn söllichen iren und unseren Kriegen, oder Reisen, keinist fugte, das sy und wir Ursach halb derselben Kriegen, und zu widerstand unsern fügenden in Veld nit by einandern syn möchten, und sy oder wir die unsern an andern Ordten des Kriegs, wider unser figent haben und weeren müßten, was dann da an Landen, an Lüthen, Herschafften, und dem so vorstat, mit Gottes Hilff, durch sy oder uns allenthalb erobert, und ingenommen wirt, das alles soll gütlich als obstat, under sy und under uns Eidtgnossen getheilt werden.

Wie ouch wir obgenanten Eidegnossen fürbashin zu Hilff, in unsern Kriegen, die vorgenanten unser gethrüwen Lieben Eidtgnossen, von Schaffhusen, mit iren panner oder vendlinen je zu uns zetzihen, manent, dem söllent sy gethrüwlich nachgon, und also zu uns kommen.

Und ob sich in künfftigen Zyten keinest begebe, das Gott Ewencklich wende, das wir die obgenannten Eidtgnossen von Stett und Landen unser Eidtgnoschaff, gemeinlich oder einich Ordt, under uns insonders mit den vorgenanten unsern Eidtgnossen, von Schaffhusen mit uns Eidtgnossen, von Stett und Landen, gemeinlich oder sonderlich einicherley Stöß und Mißhell gwunnen. Darumb soll zwüschent uns deheinerley Ufrur, fürgenommen werden, sonder sollen wir dero zu beidersyts zu Tagen kommen, so bald der clagent Theil mit Botten oder Briefen, darumb manet gen Baden in Ergöw, und daselbs jetweder Theil zwen erbar Man, zu den Dingen setzen, die by iren Eiden, die sy darumb zu GOtt und den Heiligen schweren, uff Verhörung beider Parthigen die Stöß und Sachen zu myn oder Recht, fürderlich ußrichten söllen.

Und wie söllichs die vier, oder der Mertheil under inen, je ußrichtent und erkennent, darby soll es belyben. Und ob sich die glych theilend, so söllent sy by denselben iren Eiden inwendig unser Eidtgnoschafft einen gemeinen Man, der sy in der Sach gemein und from beduncke, angentz zu inen erkiesen, und nemmen. Derselb soll alßdann durch syn Herren und Obern dartzu gewisen werden, sich mit den vieren der Sach antzenemmen, und mit sym Eidt zu verbinden, söllich Sachen mit den Vieren, wie obstat fürderlich ußzerichten.

Wir habent auch in diser Ewigen Pündtnuß eigentlich beredt, und beschlossen, das fürbaßhin jedtweder Theil und den synen gütlich und früntlich zugonlassen sol, feilen Kouff on wyter Beschweren, einicherley Zöllen mit guten Treüwen, one Geferd, wie von altem harkommen ist.

Wir

Wir die vorgenannten von Schaffhusen wellent uns ouch 1501
fürbashin, mit keinerley Glüpten noch Eiden zu niemant wyter verbinden, dann mit der obgenannten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen gemeinlich oder der Mertheil under inen Rath wüssen, und willen. Doch vorbehalten, das wir nach unser Statt Recht Burger annemmen mögen, diser Ewigen Vereinung on Schaden. Und ob wir jetzgenanten von Schaffhusen, wie vorstat, mit jemants fürbashin zu Krieg kommen, und uns darinne bestande, Friden, oder sölliche Rechtungen, begegneten, da die obgenanten, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Stett und Landen gemeinlich oder der Mertheil under inen bedüchte, das uns söllich bestande Friden oder Richtungen, nutzlich und Eerlich werint, dieselben vfzenemmen darinn söllent und wellent wir inen, gütlich und früntlich willigen.

Wo es ouch durch einig Ungefell dartzu keme, das under zwüschent uns der Eidtgnoschafft, es were eins oder mer Ordten gegen und wider einandern kriegcklich Vfrur wurdent erwachsen, das GOtt Ewencklich wol verhüten. So mögen unser lieben Eydtgnossen von Schaffhusen, durch ire Bottschafft sich darinn arbeiten, söllicher Ufrur, Zweyung und Spänn hintzulegen. Und ob aber das je nit syn möchte, so söllent sy doch sonst keinem Theil hilfflich, wider den andern Theil anhangen, sonder still sitzen, doch ir freüntlichen Mitlung wie vorstat, ob die erschiessen möchte, vnuertzigen.

Wir die obgenanten Eidtgnossen, von Stett und Landen, unser Eidtgnoschafft gemeinlich, und wir die vorgenanten von Schaffhusen habent ouch insonderheit, uns zu beiden Theilen, jetliche Statt und jetlichs Land, unter uns in diser Ewigen Pündtnuß luther vorbehalten, und behalten uns selbs vor, vorab den heiligen Stul zu Rom, das Heilig Römisch Rych, als von deß Rychs wegen, dartzu all und jetliche unsere Gerichte, Statt-Recht Landt-Recht, gesatzte Freyheiten gut Gwonheiten und alt Harkommen wie söllichs von alter har harbracht haben. Also das wir zu allen Theilen, fürbaß hin unbekrenckt, darby belieben sollen.

Vnd in disen Dingen allen haben wir zu beidersyt vßgescheiden, und under uns eigentlich beschlossen, ob wir zu beidersyt über kurtz oder lang, zu nutz und gute uns allen, einhellig und gmeinlich zu Rath wurden, in diser Pündtnuß ettwas zu meren, zu mindern oder endern, das wir söllichs wol thun mögen, einhelligcklich nach unserm Gefallen.

Vnd hiemit soll diß Ewig Vereinung und Pündtnuß zu beidersyt für uns, und all unser Ewig Nachkommen, fürbaßhin zu künfftigen, ewigen Zyten, by unsern Eren und guten Thrüwen, unversert, stät und vest blyben gethrüwlich also zehalten. Und so dick wir fürbaßhin in unser Eidtgnoschafft, ander unser geschworen Pündt by Eiden ernüwern. So soll alwegen damit diser Pundt vor den Gmeinden erläsen werden.

Vnd am letsten so behalten wir uns zu beidersyte luther vor, alle und jetliche, unsere Pündte, Vereinigungen und Verstendtnussen,

1501 sen, so wir vor Datum deß Briefs, mit jemant ingangen sind, und gemacht hand, das die vorgon söllen ungefarlich.

Und deß alles zu warem vestem Urkhund. So habent wir die obgenanten Eidtgnossen von Stetten und Landen. Namlich der Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger, Landlüth und gantz Gmeinden, zu Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden, ob und nid dem Wald, Zug mit dem ußern Ampt, so dartzu gehördt. Glarus, Basel und Freyburg, und Solothurn, unser Stetten und Landen anhangenden Insiglen uns und unser Nachkommen deß alles und jetlichs so obstat, zu binden und zu besagen, bewarnen lassen. Deßglychen wir der Burgermeister, Rath, Burger und gantz Gmeind der Statt Schaffhusen unser Sigel, uns und unser Nachkommen, deß ouch also wie obstat, zu binden und zu übersagen, an diser Brief zwölff glych luth gehenckt. Die uns obgemelten Eidtgnossen von Stett und Landen, an jedes end einer, und dann uns von Schaffhusen, ouch einer worden ist. Beschehen und geben, in der Statt Lucern, uff Sant Laurentzen Tag, nach Christus Gepurt getzalt fünffzehen hundert und im ersten Jar.

CCCC.

Vertrag der Cantons Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris, antreffend die Hoch- und Niedern-Gerichte im Turgöw, An. 1509.

1509 Wir Nachbenempten von Stetten und Lendern unser Eydgnoschafft Räth der Zytt von unsern gnedigen Herren, mit vollem Gewalt in diser nachgeschriben Sach zu Zürich by einandern versamlet gewesen, Namlich von Zürich Mathyß Wyß, Rudolff Escher beid alt Burgermeister, und Dominicus Frowenfeld deß Raths, von Lutzern Melchior zu Gilgen deß Raths, von Ury Hanns Zigk, Seckelmeister deß Rath, von Schwytz Meinrad Stadler, von Underwalten Arnolt Frimtz Seckelmeister deß Raths, von Zug Wernher Steinner Alter Amman, und Iheronimus Stogker deß Raths, von Glarus Ulrich Landolt des Raths; Tund kundt mengclichem mit disem Brief, das jetz zu meren maln, an unser Herren und Obern, ouch uns gelangt ist, von den Gotzhüsern, den Edlen, den Landsässen und Gerichts-Herren in der Landgraffschafft in Turgöw, das sy an iren Nidern-Gerichten mergclich und wytter Beschwärd, dann von Alter har gebraucht worden syge. Und also etlich Artigkel mit denen sy dann vermeinten Beschwerd zesind in geschrifft hieuor an unser Herren und Obern langen lassen, mit hocher trungenlicher Bytt darüber zesitzen, und sy nach der Nothurfft und Billigkeit zu bedengken, ouch by iren offnungen und alten Harkomen, belyben zelassen, so wölten sy darwider unsern Herren und Obern ouch thun als gehorsam Biderblüth, ouch sy und ir Vordern alweg gethon hetten. Uff sollich ir Anbringen haben dieselben unser Herren und Obern uns mit vollem Gewalt zu der Sach geschiben und verordnet, die vermeinten Beschwerden vor uns zenemen, und die Sach

Sach mit inen zemitlen, damit jeder Theil hinfür wüssen möge, wie 1509
er sich halten soll. Und ist deßhalb ein Tag verrümpt har gen Zürich, da sind vor uns erschinen, die Edlen Vesten und Ersamen, Hanß von Landenberg zu alten Clingen Vogt zu Gaygenhoffen, Wolff von Helmstorff zu Appeßhusen, Heinrich von Liebenuels genant Lantz, Hannß Heinrich Mundbrath zu Lenns, und Cunrat Möttili unsers Herren von Sax Vogt zu Bürglen, für sich selbs und als volmechtig amwäld, der Gotzhüser, der Edlen, ouch der Landsässen und Gerichts-Herren obbemelt, mit denselben wir über die Sach gesessen sind, und haben von Artigkel zu Artigkel davon Red gehept, und uns dero güttlich und fründtlich mit einandern vereint und betragen, wie hernach geschriben stadt, und Also,

Item des Ersten, das die Landsgerichts Knecht in iren nidern Grichten nichtz pieten noch verpieten sollen rc. Daruff ist unser Beschluß, das die Landgerichts Knecht, in der Gotzhüser, der Edlen Landseßy und andern nidern Gerichten zuverbieten zustadt, sonder die Gericht-Herren by iren Potten und Verpotten blyben söllen. Aber wie vil dem Malefitz und dem Landtgricht, mit Kuntschafft oder andern Dingen zugehört, das mögent die Landtgrichts Knecht, so ein Landtwogt inen das bevelchen ist zethund gepietten, Wo ouch ein Landgerichts Knecht an ein Gericht stadt und der hört, das vor Recht etwas gehandlet wurde das der Oberkeit zugehört, so möcht er wol gepieten, in eins Landvogts namen, über dieselben Sach nit zu richten, sonder das für die Oberkeit gewyßt werden sölte, alsdann darnach in dry den nechsten Landgerichten solte die Sach fürgenomen und erfunden werden, ob semlicher Handel dem hochen oder dem nidern Gricht zustunde. Wo aber das in söllicher Zytt nit bescheche, so möcht der Grichts Herr und der Cleger fürfaren.

Item am andern, das kein unverlümbdeter Man venclich angenommen werden sollte, in Sachen die das Malefitz nicht antreffend rc. Ist unser Beschluß, wo ein solcher verlümbdeter Mann, der gegen eim Landvogt verclagt ist, oder er verneme, das sunst in der Gestalt, das sollichs das Malefitz nit berurte, und ein Landtvogt zu demselben griffen und in venclich annemen lassen welte, so soll ein Landtweibel, oder Landtgerichts Knecht, zu eim Grichts Herren oder sinem Undervogt, ob er nit anheimsch were gon, und im das fürleggen im zuverhelffen, das der Man einn Landtvogt zu Recht Trostung than, oder aber im, wo er die Trostung nit gebe, beholffen sige, das er zu eins Landtvogts handen, venclich angenommen werde.

Item am Dritten, das die Landtgerichts Knecht Lad Brieff tragen, und im Rechten als anweld wider ein procediren mögen, und nit wyter in den niedern Gerichten, wider Edel noch Unedel in Bystands wyse ston söllen rc. Ist unser Beschluß das kein Knecht in den niedern Gerichten wider Edel noch Unedel ston soll. Aber wo Lüth der Graffschafft zugehören, da mag ein Landtvogt denen wol Bystand geben, so feer aber zwo Personen mit einandern zeschaffen hetten, die der Graffschafft zugehörtind, so soll er dhwederm Theil kei-

1509 nen Bystand zustellen, wo aber ein Knecht gegen eim in Fründschafft verwandt were, so möcht er wol by im ston.

Item am Vierten das keiner im Turgöw, von dem Cleger wo der sitzt umb vnuerbriefft Geltschulden mit Landgericht fürgenommen, sonder anvengclich in dem Gericht, darin er sitzt gesucht werden soll, daby lassen wir es belyben, doch denen von Frowen-Räth, inen vorhar nachgelassen haben.

Item am Fünfften deß Fridens halb ꝛc. Ist unser Beschlus, das wir und die Gerichts-Herren, hinfüro ein Frieden zepieten haben wollen, Inn der Gestalt, Also wann Frid gepotten oder der mit der Hand vffgenommen, und der mit Worten oder dergluch übersehen wirt, So sollen ein Lanndtuogt, und ein Grichts Herr, dieselben mit einanderen umb Fünffzehen Guldin (das Buß sin soll) straffen, dauon sollicher Buß unsern Herren und obern der halb Theil, und den Gerichts Herren der ander halb Theil, zugehören soll. Aber so der Frid mit den Wercken, das einer den andern sticht, hout oder schlecht, übergangen wirt, So soll dieselb Straff allein der Graffschafft zuston, und mit geding, So sollen weder ein Landvogt noch ein Gerichts Herr keiner hinder dem andern nichtz vertädingen.

Item am Sechßten wer Frid verseit, der sol zu Buß verfallen sin, Fünff Guldin, on Gnad, und sollich Frid versagen, möcht so groblich beschechen das wurde höcher gestrafft, Je nach Gestalt der Sach, und sollich Buß soll dann unsern Herren und obern halb zuston, der ander halb den Gerichts Herren.

Item am Sibinden, des wildpanns halb, wiewol der gemelten Graffschafft als von Jr Oberkeit wegen zustat. Ist dannocht denselben Edlen Landsässen und Gerichts Herren vß Gnaden und Fründschafft nachgelassen, das sy wol in Jren Gerichten Jagen mögen, und ob Jr einicher begerte, anndern das Jagen zuuerpieten, Jnn sinen Gerichten, mag derselb einen Lannduogt darumb anrüffen, der soll dann das verpieten by einer Buß, und ob jemand das übersoche, Soll die Buß Jngezogen und geteilt, und Namlich unserm Landvogt zu unsern Handen halbs werden, Der ander halb Theil dem Gerichts Herren Jnn deß Gerichten So solliche Buß verfallen ist. Vnd, ob Jr einer gern wyter Jnn der Landgraffschafft nideren Gerichten Jagen wolte, mag er das erlangen an einem Landvogt und Jn darumb bitten.

Item am Achten, wo sich fügt, das einer Jn einer Uffrur, den andern Jm scheiden wunden were ꝛc. Ist unser Beschluß, diewyl unser Herren und Obern Jm dem Eyd Zedel, dem mann Jetzu zwey Jaren einem Landuogt schwert gesetzt habent, welcher sich partheyet oder dem andern Jn einem scheiden howt, das derselb unsern Herren und Obern zehen Guldin Zebuß verfallen sin, Sollicher Buß so unsern Herren und Obern der halb Theil verfallen sin,

Item am Nündten welcher ein Todschlag Jn der Graffschafft thut, ꝛc. Ist unser Ordnung und gesatz, von wellichem das beschicht, das derselb die Graffschafft und das Land verloren haben, und darin nimer

nimer komen soll. Er habe sich dann vorhin mit der Fründtschafft 1509
und dem Landuogt als beiden Parthyen besetzt wie dann das In unser Eydgnoschafft der Bruch ist.

Item am zehennden, als ein eigen Man oder Person, sich vß eignem gemütt oder sinem Gemahel nach| von sinem Herren erkaufft, das sich die Person wol wyter beherschen möchte, 2c. Ist unser Ordnung, welcher oder welche Person, sich In der Landtschafft von sinem Herren erkaufft, der mag sich wol an ein andern Herren ergeben, Welliche Person aber ein Landzüglin were, die soll nit Gwalt haben Sich an einichen Herren zu ergeben, on eins Landuogts, Gunst Wissen und erlauben,

Item am Eilfften. So einer vom Leben zum Tod gerichtet wirt, 2c. Ist unser Ordnung das die Varend hab, so derselb verlassen hat, der Grafschafft gefallin sin soll, doch den Schuldneren on Schaden, wie dann vor Landgericht erkent wirt, So vil wytter mit der erlüterung, ob einer so vil gelegen gut verliesse, das die Schulden vß demselben bezalt werden möchten, So solte die Varende hab das überich bezalen, und wann Einer Gericht wurde, der kein Varend hab, Sonder gelegen Gut verliesse, So soll der cost, wie vil vff In zu richten gangen vom gelegnen Gut genomen werden.

Item am zwölfften, das sich niemand in das Geistlich Gericht verschryben, noch verpflichten soll, 2c. Ist unser Beschluß, das wir nachlassen, welcher Gelt umb ein Zinß vff nimpt, derselb mag sich In das Geistlich und Weltlich Recht verschryben.

Item am Drytzehenden, umb al ander fräfel und Bussen, so har inn nit geschryben stond und verschuld wer der Inn der obgenanten Edlen ouch Lanndsässen und Gerichts Herren nidergerichten Ist beredt und unser endtschluß. Also was Freffel und Bussen Ein Pfund Pfennig oder darunder sige, es sige von poten verpotten, ald an der Freffel und untzuchten, das die dem Gerichts Herren dar Inn das verschuld Ist allein und gar selb zu gehören, und dar Inn mit uns Eydgnossen nützit zutheilen haben, was aber von Gepotten, verpotten, Fräffeln, Busse, und derglych untzüchtigen verschuld werden, da die Straff oder Buß ob ein Pfund Pfennig ist, die soll derselb Grichts Herr, Inn deß Gericht das beschechen ist, mit uns Eydtgnossen theilen, und namlich uns Eydgnossen der halb Theil desselben gevolgen, und werden, und der übrig halb Theil Im belyben, und sol In solchem so wir mit einandern zutheilen, haben, weder unser Landtvogt noch die Gerichts Herren nützit hinder einandern verthädigen, oder nachlassen. Und Inn solchem Ist ouch luter beredt das uns Eydgnossen von Oberkeit der Hochen Gerichten darinn vorbehalten sin soll, die|Bussen umb das Krieg louffen. Deßglychen wann einer vff den andern, an offner Fryer Rychßstraß wartete, Inn Zorn und Fräfel und In wundete, ouch wann einer vß sinem Huß erfordert wurde, und sich verschulte mit Wunden und derglych ald das einer offen Marchen und Lachen wissentlich endete, ouch eins dem andern an sin Eer redte, und ander sollich Sachen, So das malefitz

1509 lesitz und Hoch Gericht berürt, und das sollichs uns Eydgnossen allein soll zugehören ob Joch glych woll einer Glyd, Lyb oder Leben verwürckt hete, und dannocht umb Gelt gestrafft wurde, und ob sich keinest spenn begebe, daß die Gerichts Herren der nideren Gerichten sonder den kleinen zu gehorte, So sollen wir deß beyder sytt zu Läuterung komen vff das Land Gericht zu Frowenfeld, und was sich daselbs darumb erkent wirt, daby soll es dann belyben, on Intrag und hinderhalten.

Item an Viertzehenden und Letsten, So soll diser Vertrag Vereynung und Ordnung unsern Herren und Obern Gmeinen Eydgnossen, Am andern der Graffschafft und Iren Oberkeiten und Herligkeiten, deßglychen den Gerichts Herren an andern Iren Gerechtigkeiten Inn alweg und griffen, und genutzlich on Schaden sin, Vnd hiemit sollent sollch Irrungen Gütlich und Fründtlich Bericht, vertragen und endtscheiden heissen, und sin. Ouch kein Theil den anndern deßhalb fürer noch wyter nit mer ersuchen, sonder by disem Vertrag Jetz und hernach, on all Intrag und Widerred belyben, Geuerde und arglist harInn vermitten.

Vnd deß alles zu warem offem Vrkund, So haben wir obgenannten Vnsser Herren der Siben Ort Botten unser Jeder sin Eygen Insigel offenlich gehenckt an diesen Brief, unser Herren und Obern und Ir nachkomen, ouch uns obgeschribner Ding zubesagen. Wir obgenanten Hannß von Landenberg, Wolff von Helmstorff, Heinrich von Liebenuels, Hannß Heinrich Muntprat und Cunradt Möttelj. Bekennen uns, für uns selbs, und als volmechtig Anweld der Gotz Hüsern, ouch als ander Edel hindersessen, und Gerichts Herrn in der bemelten Landgraffschafft, all unser und Ir Erben ouch nachkomen, Das wir sollichen Vertrag gütlich angenomen haben, geloben und versechen ouch daruf In Namen Vnser und als Anwald und für dieselben, ouch ir und unser Erben nachkomen und verwandten, by guten waren und Vesten trüwen. Disen Bericht und Vertrag. Getrüwlich und untzerbrochenlich zu halten dem zugeleben, darby zu belyben und nach zekomen, Jetz und hernach, Vnd des zu merer zu getzügknuß, So haben wir obgemelten Hanns von Landenberg, Wolff von Helmstorff, Heinrich von Liebenfels, Hanß Heinrich Mundtpratt und Cunrat Mötteli unser Jeder sin Eigen Insigel, ouch hiertzu an diser Briefen zwen Glychlutend gehenckt. Geben Zürich am Frytag vor Sannt Maria Magdalena Tag, Von der Gepurt Christi Vnsers Lieben Herren Fünfftzehen Hundert und Nün Jar.

CCCCI.

Bündniß der zwölff Cantons der Eidtgenossenschafft mit dem Land Appentzell, An. 1513.

1513 IN GOttes Namen amen, Wann von dem Fal deß ersten Mentschen, durch lenge der Jaren und Verenderung des Zytes die Sinligckeit der Vernunfft hinschlycht, deßhalb dann noth ist, zu Unterrich-

terrichtung und ewiger Gedechtnuß, den künftigen die Ding und 1513
Sachen, so dann unzerstörlich Eewig blyben söllent, der Gezückt-
nuß, schrifftlicher Warheit zu bevelchen. Darumb so künden wir der
Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger, Landtlüth,
und ganz Gmeinden, von Zürich, Bern, Lucern, Vri, Schwitz, Vn-
derwalden, ob und nid dem Kernwald, Zug mit dem vßern Ampt so
dartzu gehördt. Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn und Schaff-
husen an einem, und wir der Landt-Amman, Rath, Landlüth und ganz
Gmeind deß Landts zu Appenzel, am andern Theil, allen und jet-
lichen Mentschen, so disen gegenwürtigen Brief in künfftigen Zyten
jemer ansehent, läsent oder hörent läsen, das wir mit gutem Hertzen,
söllich Fründtschafft, Vereinung und Pündtnuß, thrüw und Liebe,
darinn unser Vordern, und wir von Alter har mit einandern ge-
wesen sind, und wie wir unser Hilff und Bystand lybs und guts in
allen unsern Nöthen, zusamen gesetzt, so uns bißhar wol erschossen
hat, betrachtet, dasselbig zu beharen, ouch zu Trost unsern Landen und
Lüthen, wie dann sölliche Fründtschafft, und Liebe zu meren, diser
Ewigen und getrüwen Fründschafft, und Pündtnuß mit einandern
zugegangen sind, und die also gegen einandern gesetzt, gemacht, an
und vffgenommen haben, für uns und all unser eewig Nachkom-
men, in Meinung, wie dann das von Wort zu Wort hienach ge-
schriben stadt, dem ist also.

Deß ersten das wir beid Theil, einandern gethrüwlich behelf-
fen und berathen syn söllen, mit unserm Lyb und Gut, und wider
mencklich, so uns an Landen, an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Eeren,
an Fryheiten, und an unsern loblichen alten Harkommen fürhin un-
derston wurden, zu bekrencken, Krieg oder Schaden zutzefügen, on
alle Hindernuß, und Geferd. Also und mit söllichen Rechten ge-
dingen, ob wir die obgenanten Eidtgnossen gemeinlich oder kein Ordt
under uns, sonderlich fürbaßhin mit jemant zu Krieg kement, und
wir die vorgenanten, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Ap-
pentzel, durch unsere Botten, oder versiglet Brief, umb Hilff ma-
nen wurden, als dick das beschicht. Söllent sy uns angentz und für-
derlich, mit irem Panner oder Vendlinen, wie wir deß je begerent, ir
Hilff, und die iren schicken, und das thun mit guten thrüwen in iren
eignen Costen. Vnd was und wie vil sy uns jetzu Zyten schickent,
deß söllent und wellent wir uns von inen gütlich benügen lassen.

Deßglychen ob wir die vorgenanten von Appentzel, fürbaß-
hin, ouch mit jemant zu Krieg kemint, und wir als vorstat, die vor-
genanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Stetten und Lan-
den, umb Hilff uns zethund, durch unser Botten, oder versiglet Brie-
fe, manen wurdint, das sy uns alsdann, ouch fürderlich mit den iren
zu Hilff kommen söllent, vff ihren eignen Costen, und so dick das zu
Schulden kompt. Vnd was und wie viel uns dieselben, unser ge-
thrüwen lieben Eidtgnossen, je zu Zyten schickent, deß söllent und
wellent wir uns von inen ouch gütlich benügen lassen, und uns al-
ler Thrüw, Eeren und Guts zu inen versechen. Vnd doch sond sy

1513 uns die Hilff zethund nit wyter schuldig syn. Dann inndert unsern Landtmarthen. Sy thügint es dann gern.

Begebe sich ouch keinest, als dick das beschetb das wir zu beidersyt gemeinlich oder sonderlich von jemants wer die weren, angriffen, oder understanden würden, an Landen, an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Fryheiten, oder an unserm alten Harkommen zebekriegen zu beschedigen oder zu bekrencken. Dartzu dann uns zu beidersyt oder ein Theil gether Hilff nothürfftig were, darinn söllen wir uns zu beidersyt, als gethrüw Fründt und Eidtgnossen, uns fürderlich mit unser Hilff gegen einandern bewysen und halten, nachdem je die Sach ein Gestalt hat, und wir zu beidersyt, und unser altfordern das jewelten bißhar mit guten Thrüwen gegen einandern gebrucht und gethon haben.

Und ob wir obgenanten Eidtgnossen, gemeinlich oder sonderlich die genanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Appenzell, in unsern Kriegen oder in Reisen, wie vorstat keinest umb ir Hilff manen wurden, und sy uns die schicken, oder sy sonst ungemant mit ir Hilff zu uns komment, deßglychen und ob sy uns in iren Kriegen oder Reisen, umb unser Hilff manent, oder ob wir inen die ungemant schickend, was dann in söllichen Kriegen oder Reisen, darinne wir dann zu beidersyt, mit unsern Pannern oder Vendlinen by einandern sind, an Landen, an Lüthen, Stetten oder Schlossen, Zinsen, Renten, Zollen oder andern Herlichkeiten, mit der Hilff GOttes durch sy oder uns je ingenommen und erobert werden, oder ob söllichs über kurtz oder lang durch sy und uns wider zu lösen geben würde, daran söllent sy als einander Ordt unser Eidtgnoschafft, under uns nach Antzal iren Theil nemmen, und inen die gelangen wie wir Eidtgnossen das bißhar gegen einandern fründtlich gebrucht haben.

Ob sich aber in söllichen iren oder unsern Kriegen oder Reisen keinest fugte, das sy und wir Ursach halb derselben Kriegen und zu Wiederstand unsern Figenden, im Veld nit by einandern syn möchten und sy oder wir die unsern an andern Ordten deß Kriegs wider unser Vind haben, und weeren müßten, was dann da an Landen, an Lüthen, Herschafften, und dem so vorstat mit GOttes Hilff, durch sy oder uns allenthalb erobert und ingenommen wirt, das alles sol gütlich als obstat, under sy und under uns Eidtgnossen getheilt werden.

Wie ouch wir obgenanten Eidtgnossen fürbaßhin zu Hilff in unsern Kriegen die vorgenanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Appentzell mit iren Panner oder Vendlinen je zu uns zu ziechen manent, dem söllent sy gethrüwlich nach gan, und also zu uns kommen.

Und ob sich in künfftigen Zyten, keinist begebe, das GOTT ewencklich wende, das wir die obgenanten Eidtgnossen von Stett und Landen, unser Eidtgnoschafft gemeinlich oder einich Ordt, under uns insonders mit den vorgenanten unsern Eidtgnossen, von Stett und Landen gemeinlich oder sonderlich einicherley Stöß und Mißhell

hell gewunnen, darumb soll zwischent uns keinerley Vfrur fürgenommen werden, sonder söllen wir dero zu beidersyt zu Tagen kommen, so bald der clagent Theil mit Botten oder Briefen, darumb manet gen Baden in Ergöw, und daselbs jetweder Theil zwen erbar Man zu den Dingen setzen, die by iren Eiden so sy darumb zu GOtt und den Heiligen schweren, vff Verhörung beider Parthigen, die Stöß und Sachen, zu myn oder recht fürderlich vßrichten sollen. Vnd wie söllichs die vier oder der mertheil under inen je vßrichten und erkennen, darby soll es belyben, und ob sich die glych theilind. So söllent sy by denselben iren Eiden inwendig unser Eidtgnoschafft einen gemeinen Man, der sy in der Sach gmein und from bedunckt, angentz zu inen erkiesen, und nemmen, der soll ouch alsdann durch syn Herren und Obern, dartzu gewiesen werden, sich mit den Vieren der Sach antzenemmen, und sich mit synem Eidt verbinden, söllich Sachen, mit den Vieren wie obstat fürderlich vßzerichten, wurde im aber bedancks oder Rath habens noth ald er der Parthigen elegten Reden widerreden, und fürtrags und deß schrifftlichen Vergriffs begerte, soll im zugelassen syn, zugeben, doch das er das als vorstat, fürderlich vßrichte, und weß sich je erkennt werde, das es ouch on Hinderhalten, und Intrag, darby belybe, und den gmeinen Man sond ouch beid Parthigen in gmeinem Costen halten und haben. 1513

Wir haben ouch in diser ewigen Pündtnuß eigentlich beredt und beschlossen, das fürbaßhin jetweder Theil und die synen, dem andern Theil und den synen gütlich und früntlich zugen lassen soll, feilen Kouff on wyter Beschwerung einicherley Zöllen mit guten Thrüwen on Geferd, wie dann von alter harkommen ist.

Wir die obgenanten von Appenzell wellent uns ouch fürbaßhin mit keinerley gelüpten noch Eidten, zu niemandt wyter verbinden, noch verpflichten, ald ouch keinen Krieg für uns selbs anfachen. Dann mit der obgenanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen gemeinlich oder dem merentheil under inen Rath wüssen und willen, doch vorbehalten, das wir von Appentzell Landtlüth mögen annemmen, die by uns in unserm Land seßhafft sigent aber in alweg diser ewigen Vereinung on Schaden.

Vnd ob wir jetzgenanten von Appentzell wie vorstat mit jemandts fürbaßhin zu Krieg kemint und uns darinne Bestand, Frid oder söllich Richtungen begegneten, da die obgenannten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Stetten und Landen, gemeinlich oder under inen der merentheil bedüchte, das uns söllicher Bestand, Fried oder Richtungen nutzlich und Eerlich weren, dieselben vffgenommen, darinn söllent und wellent wir inen gütlich und früntlich willigen.

Wo es ouch durch einich Vnfal dartzu keme, das under uns zwüschent uns der Eidtgnoschafft, es were eins oder mer Ordten gegen und wider einandern, kriegcklich Vfrur wurdent erwachsen. Das GOtt Ewencklich welle verhüten; So mögen unser lieben Eidtgnossen, von Appentzell durch je Bottschafft sich darinne arbei-

1501 Gottes, durch sy oder uns, je ingenommen oder erobert werdent, oder ob söllichs über kurtz oder lang, durch sy und uns, wider zelösen geben wurde, daran söllent sy als einander Ordt, unser Eidtgnoschafft under uns nach antzal iren Theil nemen und inen die gelangen, wie wir Eidtgnossen das bißhar gegen einandern früntlich gebrucht habent.

Ob sich aber inn söllichen iren und unseren Kriegen, oder Reisen, keinist fugte, das sy und wir Ursach halb derselben Kriegen, und zu widerstand unsern fügenden in Veld nit by einandern syn möchten, und sy oder wir die unsern an andern Ordten des Kriegs, wider unser figent haben und weeren müßten, was dann da an Landen, an Lüthen, Herschafften, und dem so vorstat, mit Gottes Hilff, durch sy oder uns allenthalb erobert, und ingenommen wirt, das alles soll gütlich als obstat, under sy und under uns Eidtgnossen getheilt werden.

Wie ouch wir obgenanten Eidegnossen fürbashin zu Hilff, in unsern Kriegen, die vorgenanten unser gethrüwen Lieben Eidtgnossen, von Schaffhusen, mit iren panner oder vendlinen je zu uns zetzihen, manent, dem söllent sy gethrüwlich nachgon, und also zu uns kommen.

Vnd ob sich in künfftigen Zyten keinest begebe, das Gott Ewencklich wende, das wir die obgenannten Eidtgnossen von Stett und Landen unser Eidtgnoschaff, gemeinlich oder einich Ordt, under uns insonders mit den vorgenanten unsern Eidtgnossen, von Schaffhusen mit uns Eidtgnossen, von Stett und Landen, gemeinlich oder sonderlich einicherley Stöß und Mißhell gwunnen. Darumb soll zwüschent uns deheinerley Vfrur, fürgenommen werden, sonder sollen wir dero zu beidersyts zu Tagen kommen, so bald der clagent Theil mit Botten oder Briefen, darumb manet gen Baden in Ergöw, und daselbs jetweder Theil zwen erbar Man, zu den Dingen setzen, die by iren Eiden, die sy darumb zu GOtt und den Heiligen schweren, vff Verhörung beider Parthigen die Stöß und Sachen zu myn oder Recht, fürderlich vßrichten söllen.

Vnd wie söllichs die vier, oder der Mertheil under inen, je vßrichtent und erkennent, darby soll es belyben. Vnd ob sich die glych theilend, so söllent sy by denselben iren Eiden inwendig unser Eidtgnoschafft einen gemeinen Man, der sy in der Sach gemein und from bedunckе, angentz zu inen erkiesen, und nemmen. Derselb soll alßdann durch syn Herren und Obern dartzu gewisen werden, sich mit den vieren der Sach antzenemmen, und mit sym Eidt zu verbinden, söllich Sachen mit den Vieren, wie obstat fürderlich vßzerichten.

Wir habent auch in diser Ewigen Pündtnuß eigentlich beredt, und beschlossen, das fürbaßhin jedtweder Theil und den synen gütlich und früntlich zugonlassen sol, feilen Kouff on wyter Beschweren, einicherley Zöllen mit guten Treüwen, one Geferd, wie von altem harkommen ist.

Wir

Wir die vorgenannten von Schaffhusen wellent uns ouch fürbashin, mit keinerley Glüpten noch Eiden zu niemant wyter verbinden, dann mit der obgenannten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen gemeinlich oder der Mertheil under inen Rath wüssen, und willen. Doch vorbehalten, das wir nach unser Statt Recht Burger annemmen mögen, diser Ewigen Vereinung on Schaden. Und ob wir jetzgenanten von Schaffhusen, wie vorstat, mit jemants fürbashin zu Krieg kommen, und uns darinne bestande, Friden, oder sölliche Rechtungen, begegneten, da die obgenanten, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Stett und Landen gemeinlich oder der Mertheil under inen bedůchte, das uns söllich bestande Friden oder Richtungen, nutzlich und Eerlich werint, dieselben vftzenemmen darinn söllent und wellent wir inen, gůtlich und früntlich willigen. 1501

Wo es ouch durch einig Vngefell dartzu keme, das under zwüschent uns der Eidtgnoschafft, es were eins oder mer Ordten gegen und wider einandern kriegcklich Vfrur wurdent erwachsen, das GOtt Ewencklich wol verhůten. So mögen unser lieben Eydtgnossen von Schaffhusen, durch ire Bottschafft sich darinn arbeiten, söllicher Ufrur, Zweyung und Spånn hintzulegen. Und ob aber das je nit syn möchte, so söllent sy doch sonst keinem Theil hilfflich, wider den andern Theil anhangen, sonder still sitzen, doch ir freüntlichen Mitlung wie vorstat, ob die erschiessen möchte, vnuertzigen.

Wir die obgenanten Eidtgnossen, von Stett und Landen, unser Eidtgnoschafft gemeinlich, und wir die vorgenanten von Schaffhusen habent ouch insonderheit, uns zu beiden Theilen, jetliche Statt und jetlichs Land, unter uns in diser Ewigen Pündtnuß luther vorbehalten, und behalten uns selbs vor, vorab den heiligen Stul zu Rom, das Heilig Römisch Rych, als von deß Rychs wegen, dartzu all und jetliche unsere Gerichte, Statt-Recht Landt-Recht, gesatzte Freyheiten gut Gwonheiten und alt Harkommen wie söllichs von alter har harbracht haben. Also das wir zu allen Theilen, fürbaß hin unbekrenckt, darby belieben sollen.

Vnd in disen Dingen allen haben wir zu beidersyt vßgescheiden, und under uns eigentlich beschlossen, ob wir zu beidersyt über kurtz oder lang, zu nutz und gute uns allen, einhellig und gmeinlich zu Rath wurden, in diser Pündtnuß ettwas zu meren, zu mindern oder endern, das wir söllichs wol thun mögen, einhelligcklich nach unserm Gefallen.

Vnd hiemit soll diß Ewig Vereinung und Pündtnuß zu beidersyt für uns, und all unser Ewig Nachkommen, fürbaßhin zu künfftigen, ewigen Zyten, by unsern Eren und guten Thrüwen, unversert, ståt und vest blyben gethrůwlich also zehalten. Und so dick wir fürbaßhin in unser Eidtgnoschafft, ander unser geschworen Pündt by Eiden ernüwern. So soll alwegen damit diser Pundt vor den Gmeinden erlåsen werden.

Vnd am letsten so behalten wir uns zu beidersyte luther vor, alle und jetliche, unsere Pündte, Vereinigungen und Verstendtnussen,

1501 sen, so wir vor Datum deß Briefs, mit jemant ingangen sind, und gemacht hand, das die vorgon söllen ungefarlich.

Und deß alles zu warem vestem Urkhund. So habent wir die obgenanten Eidtgnossen von Stetten und Landen. Namlich der Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger, Landlüth und gantz Gmeinden, zu Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden, ob und nid dem Wald, Zug mit dem ussern Ampt, so dartzu gehördt. Glarus, Basel und Freyburg, und Solothurn, unser Stetten und Landen anhangenden Insiglen uns und unser Nachkommen deß alles und jetlichs so obstat, zu binden und zu besagen, bewarnen lassen. Deßglychen wir der Burgermeister, Rath, Burger und gantz Gmeind der Statt Schaffhusen unser Sigel, uns und unser Nachkommen, deß ouch also wie obstat, zu binden und zu übersagen, an diser Brief zwölff glych luth gehenckt. Die uns obgemelten Eidtgnossen von Stett und Landen, an jedes end einer, und dann uns von Schaffhusen, ouch einer worden ist. Beschehen und geben, in der Statt Lucern, uff Sant Laurentzen Tag, nach Christus Gepurt getzalt fünffzehen hundert und im ersten Jar.

CCCC.

Vertrag der Cantons Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris, antreffend die Hoch- und Niedern-Gerichte im Turgöw, An. 1509.

1509 Wir Nachbenempten von Stetten und Lendern unser Eydgnoschafft Räth der Zytt von unsern gnedigen Herren, mit vollem Gewalt in diser nachgeschriben Sach zu Zürich by einandern versamlet gewesen, Namlich von Zürich Mathyß Wyß, Rudolff Escher beid alt Burgermeister, und Dominicus Frowenfeld deß Raths, von Lutzern Melchior zu Gilgen deß Raths, von Ury Hanns Zigk, Seckelmeister deß Rath, von Schwytz Meinrad Stadler, von Underwalten Arnolt Frimtz Seckelmeister deß Raths, von Zug Wernher Steinner Alter Amman, und Jheronimus Stogker deß Raths, von Glarus Ulrich Lanndolt des Raths; Tund kundt mengclichem mit disem Brief, das jetz zu meren maln, an unser Herren und Obern, ouch uns gelangt ist, von den Gotzhüsern, den Edlen, den Landsässen und Gerichts-Herren in der Landgraffschafft in Turgöw, das sy an iren Nidern-Gerichten mergclich und wytter Beschwärd, dann von Alter har gebraucht worden syge. Und also etlich Artigkel mit denen sy dann vermeinten Beschwerd zesind in geschrifft hieuor an unser Herren und Obern langen lassen, mit hocher trungenlicher Bytt darüber zesitzen, und sy nach der Nothurfft und Billigkeit zu bedengken, ouch by iren offnungen und alten Harkomen, belyben zelassen, so wölten sy darwider unsern Herren und Obern ouch thun als gehorsam Biderblüth, ouch sy und ir Vordern alweg gethon hetten. Uff sollich ir Anbringen haben dieselben unser Herren und Obern uns mit vollem Gewalt zu der Sach geschiben und verordnet, die vermeinten Beschwerden vor uns zenemen, und die

Sach

Sach mit inen zemitlen, damit jeder Theil hinfür wüssen möge, wie 1509
er sich halten soll. Und ist deßhalb ein Tag verrümpt har gen Zürich, da sind vor uns erschinen, die Edlen Vesten und Ersamen, Hanß von Landenberg zu alten Clingen Vogt zu Gaygenhoffen, Wolff von Helmstorff zu Appeßhusen, Heinrich von Liebenuels genant Lantz, Hannß Heinrich Mundbrath zu Lenns, und Cunrat Möttili unsers Herren von Sax Vogt zu Bürglen, für sich selbs und als volmechtig anwäld, der Gotzhüser, der Edlen, ouch der Landsässen und Gerichts-Herren obbemelt, mit denselben wir über die Sach gesessen sind, und haben von Artigkel zu Artigkel davon Red gehept, und uns dero güttlich und fründtlich mit einandern vereint und betragen, wie hernach geschriben stadt, und Also,

Item des Ersten, das die Landsgerichts Knecht in iren nidern Grichten nichtz pieten noch verpieten sollen ꝛc. Daruff ist unser Beschluß, das die Landgerichts Knecht, in der Gotzhüser, der Edlen Landseßy und andern nidern Gerichten zuverbieten zustadt, sonder die Gericht-Herren by iren Potten und Verpotten blyben söllen. Aber wie vil dem Malefitz und dem Landtgricht, mit Kuntschafft oder andern Dingen zugehört, das mögent die Landtgrichts Knecht, so ein Landtvogt inen das bevelchen ist zethund gepietten, Wo ouch ein Landgerichts Knecht an ein Gericht stadt und der hört, das vor Recht etwas gehandlet wurde das der Oberkeit zugehört, so möcht er wol gepieten, in eins Landvogts namen, über dieselben Sach nit zu richten, sonder das für die Oberkeit gewyßt werden sölte, alsdann darnach in dry den nechsten Landgerichten solte die Sach fürgenomen und erfunden werden, ob semlicher Handel dem hochen oder dem nidern Gricht zustunde. Wo aber das in söllicher Zytt nit beschechе, so möcht der Grichts Herr und der Cleger fürfaren.

Item am andern, das kein unverlümbdeter Man venclich angenommen werden sollte, in Sachen die das Malefitz nicht antreffend ꝛc. Ist unser Beschluß, wo ein solcher verlümbdeter Mann, der gegen eim Landvogt verclagt ist, oder er verneme, das sunst in der Gestalt, das sollichs das Malefitz nit berurte, und ein Landtvogt zu demselben griffen und in venclich annemen lassen welte, so soll ein Landtweibel, oder Landtgerichts Knecht, zu eim Grichts Herren oder sinem Undervogt, ob er nit anheimsch were gon, und im das fürleggen im zuverhelffen, das der Man einn Landtvogt zu Recht Trostung than, oder aber im, wo er die Trostung nit gebe, beholffen sige, das er zu eins Landtvogts handen, venclich angenommen werde.

Item am Dritten, das die Landtgerichts Knecht Lad Brieff tragen, und im Rechten als anweld wider ein procediren mögen, und nit wyter in den niedern Gerichten, wider Edel noch Unedel in Bystands wyse ston söllen ꝛc. Ist unser Beschluß das kein Knecht in den niedern Gerichten wider Edel noch Unedel ston soll. Aber wo Lüth der Graffschafft zugehören, da mag ein Landtvogt denen wol Bystand geben, so feer aber zwo Personen mit einandern zeschaffen hetten, die der Graffschafft zugehörtind, so soll er dhwederm Theil keinen

1509 nen Bystand zustellen, wo aber ein Knecht gegen eim in Fründschafft verwandt were, so möcht er wol by im ston.

Item am Vierten das keiner im Turgöw, von dem Cleger wo der sitzt umb vnuerbriefft Geltschulden mit Landgericht fürgenommen, sonder anvengclich in dem Gericht, darin er sitzt gesucht werden soll, daby lassen wir es belyben, doch denen von Frowen-Räth, inen vorhar nachgelassen haben.

Item am Fünfften deß Fridens halb ꝛc. Ist unser Beschlus, das wir und die Gerichts-Herren, hinfüro ein Frieden zepieten haben wollen, Inn der Gestalt, Also wann Frid gepotten oder der mit der Hand vffgenommen, und der mit Worten oder derglych übersehen wirt, So sollen ein Lanndtuogt, und ein Grichts Herr, dieselben mit einanderen umb Fünffzehen Guldin (das Buß sin soll) straffen, dauon sollicher Buß unsern Herren und obern der halb Theil, und den Gerichts Herren der ander halb Theil, zugehören soll. Aber so der Frid mit den Wercken, das einer den andern sticht, hout oder schlecht, übergangen wirt, So soll dieselb Straff allein der Graffschafft zuston, und mit geding, So sollen weder ein Landvogt noch ein Gerichts Herr keiner hinder dem andern nichtz vertädingen.

Item am Sechßten wer Frid verseit, der sol zu Buß verfallen sin, Fünff Guldin, on Gnad, und sollich Frid versagen, möcht so groblich beschechen das wurde höcher gestrafft, Je nach Gestalt der Sach, und sollich Buß soll dann unsern Herren und obern halb zuston, der ander halb den Gerichts Herren.

Item am Sibinden, des wildpanns halb, wiewol der gemelten Graffschafft als von Jr Oberkeit wegen zustat. Ist dennocht denselben Edlen Landsässen und Gerichts Herren vß Gnaden und Fründschafft nachgelassen, das sy wol in Jren Gerichten Jagen mögen, und ob Jr einicher begerte, anndern das Jagen zuuerpieten, Inn sinen Gerichten, mag derselb einen Lanndvogt darumb anrüffen, der soll dann das verpieten by einer Buß, und ob jemand das übersehe, Soll die Buß Ingezogen und geteilt, und Namlich unserm Landvogt zu unsern Handen halbs werden, Der ander halb Theil dem Gerichts Herren Inn deß Gerichten So solliche Buß verfallen ist. Vnd, ob Jr einer gern wyter Inn der Landgraffschafft nideren Gerichten Jagen wolte, mag er das erlangen an einem Landvogt und Jn darumb bitten.

Item am Achten, wo sich fügt, das einer Jn einer Uffrur, den andern Jm scheiden wunden were ꝛc. Ist unser Beschluß, diewyl unser Herren und Obern Jm dem Eyd Zedel, dem mann Jetzu zwey Jaren einem Landuogt schwert gesetzt habent, welcher sich partheyet oder dem andern Jn einem scheiden howt, das derselb unsern Herren und Obern zehen Guldin Zebuß verfallen sin, Sollicher Buß so unsern Herren und Obern der halb Theil verfallen sin,

Item am Nündten welcher ein Todschlag Jn der Graffschafft thut, ꝛc. Ist unser Ordnung und gesatz, von wellichem das beschicht, das derselb die Graffschafft und das Land verloren haben, und darin nimer

nimer komen soll. Er habe sich dann vorhin mit der Fründtschafft 1509
und dem Landvogt als beiden Parthyen besetzt wie dann das In unser Eydgnoschafft der Bruch ist.

Item am zehennden, als ein eigen Man oder Person, sich vß eignem gemütt oder sinem Gemahel nach von sinem Herren erkaufft, das sich die Person wol wyter beherschen möchte, ꝛc. Ist unser Ordnung, welcher oder welche Person, sich In der Landtschafft von sinem Herren erkaufft, der mag sich wol an ein andern Herren ergeben, Welliche Person aber ein Landzüglin were, die soll nit Gwalt haben Sich an einichen Herren zu ergeben, on eins Landvogts, Gunst Wissen und erlauben,

Item am Eilfften. So einer vom Leben zum Tod gerichtet wirt, ꝛc. Ist unser Ordnung das die Varend hab, so derselb verlassen hat, der Grafschafft gefallin sin soll, doch den Schuldneren on Schaden, wie dann vor Landgericht erkent wirt, So vil wytter mit der erlüterung, ob einer so vil gelegen gut verliesse, das die Schulden vß demselben bezalt werden möchten, So solte die Varende hab das überich bezalen, und wann Einer Gericht wurde, der kein Varend hab, Sonder gelegen Gut verliesse, So soll der cost, wie vil vff In zu richten gangen vom gelegnen Gut genomen werden.

Item am zwölfften, das sich niemand in das Geistlich Gericht verschryben, noch verpflichten soll, ꝛc. Ist unser Beschluß, das wir nachlassen, welcher Gelt umb ein Zinß vff nimpt, derselb mag sich In das Geistlich und Weltlich Recht verschryben.

Item am Dryzehenden, umb al ander fräfel und Bussen, so har inn nit geschryben stond und verschuld wer der Inn der obgenanten Edlen ouch Landsässen und Gerichts Herren nidergerichten Ist beredt und unser endtschluß. Also was Freffel und Bussen Ein Pfund Pfennig oder darunder sige, es sige von poten verpotten, ald an der Freffel und untzuchten, das die dem Gerichts Herren dar Inn das verschuld Ist allein und gar selb zu gehören, und dar Inn mit uns Eydgnossen nützit zutheilen haben, was aber von Gepotten, verpotten, Fräffeln, Busse, und derglych untzüchtigen verschuld werden, da die Straff oder Buß ob ein Pfund Pfennig ist, die soll derselb Grichts Herr, Inn deß Gericht das beschechen ist, mit uns Eydtgnossen theilen, und namlich uns Eydgnossen der halb Theil desselben gevolgen, und werden, und der übrig halb Theil Im belyben, und sol In solchem so wir mit einandern zutheilen, haben, weder unser Landtvogt noch die Gerichts Herren nützit hinder einandern verthädigen, oder nachlassen. Vnd Inn solchem Ist ouch luter beredt das uns Eydgnossen von Oberkeit der Hochen Gerichten darinn vorbehalten sin soll, die Bussen umb das Krieg louffen. Deßglychen wann einer vff den andern, an offner Fryer Rychßstraß wartete, Inn Zorn und Fräfel und In wundete, ouch wann einer vß sinem Huß erfordert wurde, und sich verschulte mit Wunden und derglych ald das einer offen Marchen und Lachen wissentlich endete, ouch eins dem andern an sin Eer redte, und ander sollich Sachen, So das malefitz

1509 lesitz und Hoch Gericht berürt, und das sollichs uns Eydgnossen allein soll zugehören ob Joch glych woll einer Glyd, Lyb oder Leben verwürckt hete, und dannocht umb Gelt gestrafft wurde, und ob sich keinest spenn begebe, daß die Gerichts Herren der nideren Gerichten sonder den kleinen zu gehorte, So sollen wir deß beyder sytt zu Lüterung komen vff das Land Gericht zu Frowenfeld, und was sich daselbs darumb erkent wirt, daby soll es dann belyben, on Intrag und hinderhalten.

Item an Viertzehenden und Letsten, So soll diser Vertrag Vereynung und Ordnung unsern Herren und Obern Gmeinen Eydgnossen, Am andern der Grafffschafft und Jren Oberkeiten und Herligkeiten, deßglychen den Gerichts Herren an andern Jren Gerechtigkeiten Jnn alweg und griffen, und genutzlich on Schaden sin, Und hiemit sollent solch Jrrungen Gütlich und Fründtlich Bericht, vertragen und endtscheiden heissen, und sin. Ouch kein Theil den anndern deßhalb fürer noch wyter nit mer ersuchen, sonder by disem Vertrag Jetz und hernach, on all Jntrag und Widerred belyben, Geuerde und arglist har Jnn vermitten.

Vnd deß alles zu warem offem Vrkund, So haben wir obgenannten Vnsser Herren der Siben Ort Botten unser Jeder sin Eygen Jnsigel offenlich gehenckt an diesen Brief, unser Herren und Obern und Jr nachkomen, ouch uns obgeschribner Ding zubesagen. Wir obgenanten Hannß von Landenberg, Wolff von Helmstorff, Heinrich von Liebenuels, Hannß Heinrich Muntprat und Cunradt Möttelj. Bekennen uns, für uns selbs, und als volmechtig Anweld der Gotz Hüsern, ouch als ander Edel hindersessen, und Gerichts Herrn in der bemelten Landgrafffschafft, all unser und Jr Erben ouch nachkomen, Das wir sollichen Vertrag gütlich angenomen haben, geloben und versechen ouch daruf Jn Namen Vnser und als Anwald und für dieselben, ouch ir und unser Erben nachkomen und verwandten, by guten waren und Vesten trüwen. Disen Bericht und Vertrag. Getrüwlich und untzerbrochenlich zu halten dem zugeleben, darby zu belyben und nach zekomen, Jetz und hernach, Vnd des zu merer zu getzügknuß, So haben wir obgemelten Hanns von Landenberg, Wolff von Helmstorff, Heinrich von Liebenfels, Hanß Heinrich Mundtpratt und Cunrat Mötteli unser Jeder sin Eigen Jnsigel, ouch hiertzu an diser Briefen zwen Glychlutend gehenckt. Geben Zürich am Frytag vor Sannt Maria Magdalena Tag, Von der Gepurt Christi Vnsers Lieben Herren Fünfftzehen Hundert und Nün Jar.

CCCCI.

Bündniß der zwölff Cantons der Eidtgenossenschafft mit dem Land Appentzell, An. 1513.

1513 JN GOttes Namen amen, Wann von dem Fal deß ersten Menschen, durch lenge der Jaren und Verenderung des Zytes die Sinligckeit der Vernunfft hinschlycht, deßhalb dann noth ist, zu Unterrich-

terrichtung und ewiger Gedechtnuß, den künfftigen die Ding und Sachen, so dann untzerstörlich Eewig blyben söllent, der Getzücknuß, schrifftlicher Warheit zu bevelchen. Darumb so künden wir der Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger, Landtlüth, und gantz Gmeinden, von Zürich, Bern, Lucern, Vri, Schwitz, Vnderwalden, ob und nid dem Kernwald, Zug mit dem vßern Ampt so dartzu gehördt. Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn und Schaffhusen an einem, und wir der Landt-Amman, Rath, Landlüth und gantz Gmeind deß Landts zu Appentzel, am andern Theil, allen und jetlichen Mentschen, so disen gegenwürtigen Brief in künfftigen Zyten jemer ansehent, läsent oder hörent läsen, das wir mit gutem Hertzen, söllich Fründtschafft, Vereinung und Pündtnuß, thrüw und Liebe, darinn unser Vordern, und wir von Alter har mit einandern gewesen sind, und wie wir unser Hilff und Bystand lybs und guts in allen unsern Nöthen, zusamen gesetzt, so uns bißhar wol erschossen hat, betrachtet, dasselbig zu beharen, ouch zu Trost unsern Landen und Lüthen, wie dann sölliche Fründtschafft, und Liebe zu meren, diser Ewigen und getrüwen Fründschafft, und Pündtnuß mit einandern zugegangen sind, und die also gegen einandern gesetzt, gemacht, an und vffgenommen haben, für uns und all unser eewig Nachkommen, in Meinung, wie dann das von Wort zu Wort hienach geschriben stadt, dem ist also. 1513

Deß ersten das wir beid Theil, einandern gethrüwlich behelffen und berathen syn söllen, mit unserm Lyb und Gut, und wider mencklich, so uns an Landen, an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Eeren, an Fryheiten, und an unsern loblichen alten Harkommen fürhin underston wurden, zu bekrencken, Krieg oder Schaden zutzefügen, on alle Hindernuß, und Geferd. Also und mit söllichen Rechten gedingen, ob wir die obgenanten Eidtgnossen gemeinlich oder kein Ordt under uns, sonderlich fürbaßhin mit jemant zu Krieg kement, und wir die vorgenanten, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Appentzel, durch unsere Botten, oder versiglet Brief, umb Hilff manen wurden, als dick das beschicht. Söllent sy uns angentz und fürderlich, mit irem Panner oder Vendlinen, wie wir deß je begerent, ir Hilff, und die iren schicken, und das thun mit guten thrüwen in iren eignen Costen. Vnd was und wie vil sy uns jetzu Zyten schickent, deß söllent und wellent wir uns von inen gütlich benügen lassen.

Deßglychen ob wir die vorgenanten von Appentzel, fürbaßhin, ouch mit jemant zu Krieg kemint, und wir als vorstat, die vorgenanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Stetten und Landen, umb Hilff uns zethund, durch unser Botten, oder versiglet Briefe, manen wurdint, das sy uns alsdann, ouch fürderlich mit den iren zu Hilff kommen söllent, vff ihren eignen Costen, und so dick das zu Schulden kompt. Vnd was und wie viel uns dieselben, unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, je zu Zyten schickent, deß söllent und wellent wir uns von inen ouch gütlich benügen lassen, und uns aller Thrüw, Eeren und Guts zu inen versechen. Vnd doch sond sy

 uns

1513 uns die Hilff zethund nit wyter schuldig syn. Dann innert unsern Landtmarthen. Sy thügint es dann gern.

Begebe sich ouch keinest, als dick das bescheth das wir zu beidersyt gemeinlich oder sonderlich von jemants wer die weren, angriffen, oder understanden würden, an Landen, an Lüthen, an Lyb, an Gut, an Fryheiten, oder an unserm alten Harkommen zebekriegen zu beschedigen oder zu bekrencken. Dartzu dann uns zu beidersyt oder ein Theil gether Hilff nothürfftig were, darinn söllen wir uns zu beidersyt, als gethrüw Fründt und Eidtgnossen, uns fürderlich mit unser Hilff gegen einandern bewysen und halten, nachdem je die Sach ein Gestalt hat, und wir zu beidersyt, und unser altfordern das jewelten bißhar mit guten Thrüwen gegen einandern gebrucht und gethon haben.

Und ob wir obgenanten Eidtgnossen, gemeinlich oder sonderlich die genanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen, von Appenzell, in unsern Kriegen oder in Reisen, wie vorstat keinest umb ir Hilff manen wurden, und sy uns die schicken, oder sy sonst ungemant mit ir Hilff zu uns komment, deßglychen und ob sy uns in iren Kriegen oder Reisen, umb unser Hilff manent, oder ob wir inen die ungemant schickend, was dann in söllichen Kriegen oder Reisen, darinne wir dann zu beidersyt, mit unsern Pannern oder Vendlinen by einandern sind, an Landen, an Lüthen, Stetten oder Schlossen, Zinsen, Renten, Zollen oder andern Herlichkeiten, mit der Hilff GOttes durch sy oder uns je ingenommen und erobert werden, oder ob söllichs über kurtz oder lang durch sy und uns wider zu lösen geben würde, daran söllent sy als einander Ordt unser Eidtgnoschafft, under uns nach Antzal iren Theil nemmen, und inen die gelangen wie wir Eidtgnossen das bißhar gegen einandern fründtlich gebrucht haben.

Ob sich aber in söllichen iren oder unsern Kriegen oder Reisen keinest fugte, das sy und wir Ursach halb derselben Kriegen und zu Wiederstand unsern Figenden, im Veld nit by einandern syn möchten und sy oder wir die unsern an andern Ordten deß Kriegs wider unser Vind haben, und weeren müßten, was dann da an Landen, an Lüthen, Herschafften, und dem so vorstat mit GOttes Hilff, durch sy oder uns allenthalb erobert und ingenommen wirt, das alles sol gütlich als obstat, under sy und under uns Eidtgnossen getheilt werden.

Wie ouch wir obgenanten Eidtgnossen fürbaßhin zu Hilff in unsern Kriegen die vorgenanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Appentzell mit iren Panner oder Vendlinen je zu uns zu ziechen manent, dem söllent sy gethrüwlich nach gan, und also zu uns kommen.

Und ob sich in künfftigen Zyten, keinist begebe, das GOTT ewencklich wende, das wir die obgenanten Eidtgnossen von Stett und Landen, unser Eidtgnoschafft gemeinlich oder einich Ordt, under uns insonders mit den vorgenanten unsern Eidtgnossen, von Stett und Landen gemeinlich oder sonderlich einicherley Stöß und Miß-

hell

hell gewunnen, darumb soll zwischent uns keinerley Vfrur fürgenommen werden, sonder söllen wir dero zu beidersyt zu Tagen kommen, so bald der clagent Theil mit Botten oder Briefen, darumb manet gen Baden in Ergöw, und daselbs jetweder Theil zwen erbar Man zu den Dingen setzen, die by iren Eiden so sy darumb zu GOtt und den Heiligen schweren, vff Verhörung beider Parthigen, die Stöß und Sachen, zu myn oder recht fürderlich vßrichten sollen. Vnd wie söllichs die vier oder der mertheil under inen je vßrichten und erkennen, darby soll es belyben, und ob sich die glych theilind. So söllent sy by denselben iren Eiden inwendig unser Eidtgnoschafft einen gemeinen Man, der sy in der Sach gmein und from bedunckt, angentz zu inen erkiesen, und nemmen, der soll ouch alsdann durch syn Herren und Obern, dartzu gewiesen werden, sich mit den Vieren der Sach antzenemmen, und sich mit synem Eidt verbinden, söllich Sachen, mit den Vieren wie obstat fürderlich vßzerichten, wurde im aber bedancks oder Rath habens noth ald er der Parthigen clegten Reden widerreden, und fürtrags und deß schrifftlichen Vergriffs begerte, soll im zugelassen syn, zugeben, doch das er das als vorstat, fürderlich vßrichte, und weß sich je erkennt werde, das es ouch on Hinderhalten, und Intrag, darby belybe, und den gemeinen Man sond ouch beid Parthigen in gmeinem Costen halten und haben. 1513

Wir haben ouch in diser ewigen Pündtnuß eigentlich beredt und beschlossen, das fürbaßhin jetweder Theil und die synen, dem andern Theil und den synen gütlich und früntlich zugen lassen soll, feilen Kouff on wyter Beschwerung einicherley Zöllen mit guten Thrüwen on Geferd, wie dann von alter harkommen ist.

Wir die obgenanten von Appenzell wellent uns ouch fürbaßhin mit keinerley gelüpten noch Eidten, zu niemandt wyter verbinden, noch verpflichten, ald ouch keinen Krieg für uns selbs anfachen. Dann mit der obgenanten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen gemeinlich oder dem merentheil under inen Rath wüssen und willen, doch vorbehalten, das wir von Appentzell Landtlüth mögen annemmen, die by uns in unserm Land seßhafft sigent aber in alweg diser ewigen Vereinung on Schaden.

Vnd ob wir jetzgenanten von Appentzell wie vorstat mit jemandts fürbaßhin zu Krieg kemint und uns darinne Bestand, Frid oder söllich Richtungen begegneten, da die obgenannten unser gethrüwen lieben Eidtgnossen von Stetten und Landen, gemeinlich oder under inen der merentheil bedüchte, das uns söllicher Bestand, Fried oder Richtungen nutzlich und Eerlich weren, dieselben vffgenommen, darinn söllent und wellent wir inen gütlich und früntlich willigen.

Wo es ouch durch einich Vnfal dartzu keme, das under uns zwüschent uns der Eidtgnoschafft, es were eins oder mer Ordten gegen und wider einandern, kriegklich Vfrur wurdent erwachsen. Das GOtt Ewencklich welle verhüten; So mögen unser lieben Eidtgnossen, von Appentzell durch je Bottschafft sich darinne arbei-

1513 beiten, söllich Ufruhr, Zweyung und Spenn hinzeleggen. Und ob aber das je nit syn möchte. Söllent sy doch sonst keinen Theil hilfflich wider den andern Theil anhangen, sonder still sitzen, doch ir fründlichen Mitlung wie obstat ob die erschiessen möcht unverzigen.

Wir die obgenanten Eidtgnossen von Stett und Landen unser Eidtgnoschafft gemeinlich und wir die vorgenanten von Appentzell haben ouch insonderheit uns zu beiden Theilen jetliche Statt und jetlichs Land, under uns in diser Ewigen Pündtnuß luther vorbehalten, und behalten uns selbs vor, vorab den heiligen Stul zu Rom, das Heilig Römisch Rych von des Rychs wegen, darzu all und jetlich unser Gricht, Stett-Recht, Landt-Recht, Gesatz, Fryheiten gut Gwonheiten, und alt Harckommen, wie wir söllichs von Alter harbracht haben, also das wir zu allen Theilen fürbaßhin unbekrenckt darby belyben sollen.

Dartzu behalten wir die obgenanten von Zürich und Lucern, uns ouch vor das Burckrecht, so wir mit dem Gotshuß Sant Gallen haben. Deßglychen behalten wir von Schwitz, und Glarus uns vor, das Landt-Recht so wir ouch mit den Gotshuß Sant Gallen hand, in allen Stucken und Articklen, lut und Innhalt der Brieffen hievor darüber gemacht.

Und in disen Dingen allen habent wir zu beidersyt, ußgescheiden und under uns eigentlich beschlossen, ob wir zu beidersyt über kurtz oder lang zu Nutz und Gut uns allen einhellig und Gmeinlich zu Rath wurden, in diser Pündtnuß ettwas ze meren, zu mindern oder zu endern, das wir söllichs wol thun mögen, nach unsern Gefallen.

Und hiemit das diß ewig Einung und Pündtnuß zu beidersyt, für uns und all unser ewig Nachkommen, fürbaßhin zu ewigen Zyten, by unsern Eeren und guten Thrüwen, unversert stet und vest belybe, ouch thrüwlich also gehalten werde. Ist angesehen. So dick wir fürbaßhin in unser Eidtgnoschafft an der unser c.-schworen Pündt, bey Eiden ernüwern, das dann alwegen diser Pundt, vor den Gemeinden erläsen, und die obgenanten unser Eidtgnossen, von Appentzell den schweren, und wir übrigen Ordt den by geschwornen Eiden zehalten gebieten söllen.

Und am letsten so behalten wir uns zu beidersyt luther vor all und jetlich unser Pündt, Vereinungen, und Verstendtnussen, so wir vor Datum diß Briefs, mit jemands zugegangen sind, und gemacht habent. Das die vorgen söllen.

Und deß zu warem und vestem Urkhund. So habent wir die obgenanten Burgermeister, Schultheissen, Amman, Räth, Burger, Landlüth und gantz Gmeinden, von Zürich, Bern, Lucern, Uri, Schwytz, Underwalden, ob und nid den Kernwald, Zug mit dem ußern Ampt, so dartzu gehördt. Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzel unser Stett und Lender Insigel, offenlich an disen Brief hencken lassen. Uns und unser Ewig Nach-

Nachkommen, deß alles und jetlichs so obstat zebinden, und zu be- 1513
sagende.

Beschehen und gegeben in der Statt Zürich vff Sambstag nach Sant Lucien Tag, nach Christs Gepurt. Fünfftzechen hundert und im Drytzehenden Jare.

CCCCII.

Bündniß der dreyzehen Cantons der Eydgenossenschafft mit der Stadt Mühlhausen, An. 1515.

In dem Nammen der Heiligen Loblichen Dreyfaltigkeit, deß 1515
Vatters, Sons und des Heiligen Geists. Amen. Ewig ding, und Ewig Fründtschafft, soll man besteten und bevestnen mit Gschrifft, umb das wann deß Mentschen gedencken und nathur kranck und Blöd sind, und in dem Louff des Zytes, vergangnen, und zergencklicher Ding bald vergessen wirdt. Und darum, das dise Ewige Fründtschafft einen guten Anfang gwün, ein besser Mittel, und das aller best Ennd, und das söllicher Fründtschafft, zu Ewiger Zyt niemermer vergessen werde; So kündent und verjehent wir die Burgermeister, die Schultheissen Amman Räth, Burgere und Landtlüth gemeinlich diser Nachbenempten Stetten, und Lendern, Namlich Zürich, Bern, Lucern, Vri, Schwytz, Vnderwalden ob und nid dem Kernwald, Zug mit dem vsserem Ampt, so dartzu gehördt. Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzell eins. Ouch wir der Burgermeister Räth, die Zunfftmeister und gantz Gmeind der Statt Milhusen anders Theils. Allen und den so disen Brief ansehent, läsent oder horent läsen, nun und hienach, das wir gar eigentlich angesechen, und sonderlich betrachtet haben, söllich Thruw, Liebe und Fründtschafft, so unser Vordern und ouch wir lange Zyt mit einandern gehept hand. Und umb das nun dieselb Fründtschafft zwüschent uns mit guten Thrüwen ewencklich bevestnet, und bestetet werde. So haben wir mit gutem willen, zytlicher Vorbetrachtung, und gantzem einheligem Rath, durch nutz und frommen Schirms und Friden willen, unser aller, und aller unser Nachkommen, Lybs und Guts, der vorgenanten unser Stett und Lender ouch durch nutz und frommen willen gemeinlich der Landen, ein ewig Fründtschafft mit einandern gemacht, und sind dero gegen einandern ingangen. Also das wir die obgenanten Eidtgnossen, von Stetten und Lendern, die obgenanten Burgermeister, Räth, Zunfftmeister und gantz Gmeinde zu Mülhusen, und all ir Nachkommen zu unsern Ewigen Eidtgnossen genommen und empfangen hand. Wir obgenanten Burgermeister, Räth, die Zunfftmeister und gantze Gmeind, gemeinlich zu Mülhusen, sigent onch für uns und all unser Nachkommen der obgenanten Eidtgnossen, von Stetten und Lendern ewig Eidtgnossen worden, mit sölchen Worten und Gedingen als hienach an diesem Brief, eigentlich geschriben stat, dem ist also.

Deß

1515 Deß Ersten were, das wir die obgenanten Stett und Lender alle, oder under uns kein Statt oder Land besonder, nun oder hienach, mit jemandt wer der were, Mißhellung und Krieg hetten, oder gwunnent, welche Statt oder Land under uns den vorgeseiten Eidtgnossen, dann söllich Krieg berürendt und angond. Dieselben söllent dann Gwalt haben, uns die vorgenanteu von Milhusen, die Burgermeister Räth, Zunfftmeister und Gemeind, oder unsern Burgermeister besonder, umb Hilff zu manen. Und söllent wir dieselben von Milhusen, dem oder denen, so dann gemant haben, nach der Manung unvertzogenlich, und on alle Widerred, mit unsern Lyben, und mit unserm Gut, und mit unser Macht, die wir dann gehaben mögent, zu inen oder andeschwohin, dahin wir dann gemant sind, ziechen und inen beholffen und berathen syn, und ir figent helffen schedigen, und dartzu unser bestes und wegsts thun, als ob die Sach unser eigen Sach were, gethrüwlich und on alle Geferd, und söllent auch die Hilff gentzlich in unsern Costen thun, wie dick das zu schulden komt, on der obgenanten unser Eidtgnossen schaden, ungefarlich.

Were ouch das die obgenanten unser Eidtgnossen von Milhusen, fürbaßhin mit jemandt, wer der were, Stöß oder Krieg gewunnent, und sy dúchte, das sy darinne unser Hilff nothurftig werint, das mögent sy uns in Stett und Lender, mit iren Botten oder Briefen, in unser Räth verkünden und zu wüssen thun, dann so söllent wir vorgenanten Eidtgnossen, den obgenanten unsern Eidtgnossen von Milhusen, unser Hilff unvertzogenlich zu senden, und inen mit guten thrüwen beholffen und berathen syn. Vnd wie vil wir inen von unsern Stetten und Lendern, zu Hilff sendent, daran sollent wir die obgenanten von Milhusen ein Benügung haben. Vnd söllich Hilff söllent wir die obgenanten Eidtgnossen, den Egenannten unsern Eidtgnossen, von Milhusen, in unserm Costen thun vngefarlich.

Doch sollent wir die obgenanten von Milhusen mit niemant keinen Krieg nit anfachen, und ouch niemant vßerhalb der Eidtgnoschafft in keinem Krieg nit beholffen, noch berathen syn, one der obgenanten unser Eidtgnossen Stetten und Lendern aller gemeinlich oder deß Mertheils under inen Rath Gunst, Wüssen und Willen, on alle Geferd.

Vnd were das wir die jetz genanten von Milhusen mit jemant útzit zeschaffen hettend, oder gwunnent, und uns der oder die vor Kriegen, oder so wir mit im oder inen, zu Krieg kemint, solliche glyche völlige billiche Recht butte, das unser obgenanten Eidtgnossen, gmeinlich oder den Mertheil unter inen bedúchte, das es inen und uns, Erlichen were, das wir der rechten eins vfnemmen söllind, so söllen wir es thun, und inen darinne gehorsam und geföllgig syn on Widerred.

Wir die obgenanten von Milhusen, noch unser Nachkommen, söllen uns ouch zu niemant, weder zu Herren noch zu Stetten, jetz noch in künftigen Zyten, nit verbinden, mit keinen Glüpten noch Eiden, one der obgenanten unser Eidtgnossen, von Stetten und Lendern

dern gemeinlich, oder deß Mertheils under inen, Recht Gunst, 1515
Wüssen und Willen, on Geferd.

Wurdint ouch die obgenanten, unser Eidtgnossen, Stett und Lender hinachin jemer mit einander mißhellig und stößig, oder under inen kein, zwey Oerdter, gegen einander besonder, das GOTT Ewencklich wende, und mit synem Gottlichen Friden und Gnaden davor syn wolle, so mögent wir die obgenanten von Milhusen, durch unser Bottschafften, die wir dartzu schickend, wol besuchen, ob wir sy mit Früntschafft, mit einandern gerichten möchtind, möchte aber das nit gesyn, was dann der Mertheil unser obgenanten Eidtgnossen in den Sachen fürnimpt, das söllent wir mit inen fürnemmen, ob sy unser dartzu begerent, on all Geferd und Widerred.

So ist umb Geldtschuld und umb söllich Sachen beredt, das darumb jedermann von dem andern recht nemmen soll an den Enden, und in den Gerichten, da der ansprechig gesessen ist, und hingehördt, on all Geferd. Wol synen rechten gülten oder Bürgen der im darumb glopt und verheissen hat, mag einer verhefften und verbieten, on all Geferd, und umb Zinß den mag jederman vordern und intzüthen, als bißhar gewonlich gewesen ist, on Geferd.

Gefügte sich ouch das jemandt wer der were, keinen der unsern so zu beiden Theilen gehördt, angriffe, oder beschedigete, on Recht, oder das jemant, wer der were, mit dem oder denen wir beid Theil jetz zu schaffen hetten, oder gwunnent, sich von uns beiden Theilen, gemeinlich als sonderlich glycher billicher rechten nit benügen lassen welten, und das der oder dieselben in unser Stett, Lender, Grichte oder Gepiet kemint, den oder dieselben alle ir Helffer und Diener, ir Lyb oder ir Gut soll man hefften und angryffen, und dartzu thun nach aller Nothurfft, das sy söllichen Schaden ableggent, und widerkerent, und darby sich glychen billicher rechten benügen lassen, vnuertzogenlich on alle Geferd.

Were ouch das jemand Thodschläg oder Fräflinen, in unser beider Theilen Stetten und Lendern, Gerichten zwingen und Bennen, begienge, das soll und mag jedtweder Theil, Stetten und Lendern Richten, nach Gwonheit gesetzt, und Recht, der Grichten da söllichs beschicht, also das diß Pündtnusse niemant darvor schirmen noch behelffen soll in keinen weg, alles vngefarlich.

Sonderlich so ist harinn von uns beiden Theilen Stetten und Lendern beredt, und eigentlich vorbehept, das wir beid Theil Stett und Lender, alle unser Schloß, Stett, Vestinen, Dörffer und Höfe, by allen unsern und iren Rechtungen, Freyheiten, Ehafftinen, alter guter Gwonheit, Gerichten zwingen und bennen blyben söllent, als wir und sy harkommen sind, und jedermann harbracht hat. Doch das diser Pündtnusse, alweg gnug beschethe, alles vngefarlich.

Beschethe ouch, das wir die obgenanten Stett und Lender, gemeinlich oder keinen Ordt unter uns besonder, mit den obgenanten von Milhusen, oder sy mit uns gemeinlich oder under uns kein Statt oder Land besonder Stöß oder Mißhellung gwunnen, das GOTT

lang

1515 lang wende. Darumb söllent wir beid Theil zu Tagen komen gen Baden in Ergöw, und sollent wir die obgenanten Stett und Lender, gmeinlich oder under uns eins besonder, so dann Stöß mit uns den von Milhusen, oder wir mit inen hand, zwen Erbar Man, und ouch wir von Milhusen, zwen Erbar Man, umb söllich Stöß setzen. Dieselben vier söllent dann schweren, glert Eidt zu GOtt und den Heiligen, die Sach und die Stöß, unverzogenlich vßzerichten ze der myn oder ze der Rechten, ob sy die myn nit finden möchten.

Vnd wie es die oder der Mertheil under inen, zu dem Rechten vßsprechent. Das söllent wir zu beidersyt, waar und ståt halten vngefarlich. Were aber das die vier so dartzu geben stößig wurdint, und sich glych theilind. So söllent sy by den Eiden, so sy diser Sach halb geschworen hand, inwendig unser Eidgnoschafft Stetten und Lendern, oder in der Statt zu Milhusen, einen gmeinen Man zu inen erkiesen und nemmen, der sy in der Sach schidlich, und gmein dunckt, und welchen sy dartzu kiesent und nemment, den söllent die in der Statt oder Land er gesessen ist, dartzu wysen, sich der Sach antzenemmen, mit den Schidlüthen, und die unvertzogenlich zu entscheiden, by synen Eide, den er ouch darumb schwern soll, nach Gelegenheit der Sach, und nachdem als in dann bedüncke. Recht und billich zesind. Vnd welchem Theil der Schidlüthen er volgt, das soll ouch das mer syn, und söllent ouch beid Theil dem nachvolgen, und gnug thun on Widerred, ungefarlich, und in deß Eidts, so er inen, ir Statt oder Land geschworen hat erlassen und ledig sagen, untz zu vßwag des rechten.

Wir die obgenanten Stett und Lender, haben uns hierin gentzlich vorbehalten, und vßgelassen, das Heilig Römisch Rych, und die Pündt-Vereinungen und Verstetnussen, so wir vor Date diß Briefs gegen einandern, oder jemant angenommen und gemacht haben. So haben wir die obgemelten von Milhusen, uns selbs ouch hierin vorbehalten, und vßgelassen das Heilig-Römisch Rych.

Vnd also habent wir die obgenanten Burgermeister, Rath, die Zunfftmeister und Gmeind gemeinlich zu Milhusen, und under uns jetlicher besonder. Namlich was Mannen und Knaben, die Sechtzechen Jar alt und elter sind, gelert Eidt, mit vfgehebten Fingern, und gelerten Worten geschworen zu GOtt und den Heiligen, für uns und unser Nachkommen. Das alles so hievor und nach an disem Brief von uns geschriben stat, gethrüwlich waar, vest und ståt zu halten, dem nachtzegond und gnug zethunde.

Wir die jetzgenanten Burgermeister Råth, die Zunfftmeister und gantze Gmeind gemeinlich zu Milhusen, und all unser Nachkommen. Söllent ouch fürbaßhin wenn und so offt die obgenanten, unser Eidtgnossen, ander ir Pündt anſethent zu schweren, oder das sonst von inen gmeinlich ald dem Mehrentheil under inen an uns zethund erfordert wirdt, und sy das nutz und gut bedücht, disen unsern Pundt mit unsern Eiden ouch bevestnen und ernüwern.

Wir

Wir obgenanten Stett und Lender, Zürich, Bern, Lucern, Vrj, 1515
Schwytz, Vnderwalden, Zug, Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appenzell, gelobent und versprechent, für uns und unser Nachkommen, by unsern guten Thrüwen an Eidtsstat, dem allem, so wir dann nach dises obgenanten Briefs, luth und sag, unsern Eidtgnossen von Milhusen, und iren Nachkommen zethunde schuldig sind, gethrüwlich zethunde und zu volbringen, on Widerred und on alle Geferde.

Wir die obgenanten Eidtgnossen, Stett und Lender, und wir die genanten von Milhusen, haben uns selbs hierinn luther vorbehalten, und vßgelassen, das wir alle mit einandern dise obgeschribene Stuck, alle in gmein, oder ir jetlichs besonder wol mögent endern, mindern und meren, nach unser aller Nothurfft und Willen, wenn wir deß alle einhelligcklich mit einandern zerath werdent, und es uns all einhelligcklich nutzlich und fugcklich syn beduncft, on mercklichs Irrung und Intrag, on alle Geferd.

Vnd deß alles zu warem vesten, steten, Ewigen Urckund, so habent wir die obgeschribnen Eidtgnossen, Stett und Lender, Zürich, Bern, Lucern, Vrj, Schwytz, Vnderwalden, ob und nid den Kernwald, Zug, Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen, und Appenzel ouch Milhusen, unser Stett und Lender Insigel, offenlich gehenckt an diser Briefen Viertzehen glych. Die geben sind Zürich am nüntzehenden Tag, Monats Januarii. Nach der Gepurt Christi, unsers lieben HErren gezalt, Fünfftzehen hundert und fünfftzechen Jar.

CCCCIII.

Bündniß der dreyzehen Orthen der Eidtgnossenschafft mit der Statt Rotweyl, An. 1519.

IN dem Namen der Heiligen Löblichen Dryfaltigkeit, GOtt deß 1519
Vatters, GOtt deß Sons und GOtt des Heiligen Geistes, Amen. Ewig Ding und Ewige Fründtschafft, soll man besteten und bevestnen, mit Geschrifft, umb das man deß Mentschen Gedancke, von Nathur kranck und blöd sind, und in dem Louff deß Zytes vergencklich, und wirt ouch zergengcklichen Dingen bald vergessen. Vnd darumb das dise Ewige Fründtschafft einen guten Anfang gwün, ein besser Mittel und das allerbest end, und das söllicher Fründtschafft zu Ewiger Zyt niemermer vergessen werde. So kundent und vergethend wir die Burgermeister, die Schultheissen, Amman, Räth, Burger und Landtlüth gemeinlich diser Nachbenempten Stetten und Lendern. Namlich Zürich, Bern, Lucern, Urj, Schwytz, Underwalden, ob und nied dem Kernwald, Zug mit dem vssern Ampt, so dartzu gehördt. Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzell eins, ouch wir der Burgermeister, die Räth, Zunfftmeister, und gantz Gmeind der Statt Rotwyl, andern Theils; Allen denen, so diesen Brieff ansethent, läsent oder hören läsend, nun und hienach. Das wir gar eigentlich angesethen, und sonderbarlich

1519 lich betrachtet haben, sollich Thrüw, Liebe und Fründtschafft, so unser Vordern und ouch wir lange Zyt mit einandern gehept hand. Vnd umb das nun dieselb Fründtschafft, zwüschent uns mit guten Thrüwen, Ewencklich bevestnet und bestet werde, So habent wir mit gutem Willen, zytiger Vorbetrachtung, und gantzem einhelligem Rath, durch Nutz, Frommen, Schirms und Friden willen, unser aller, und aller unser Nachkommen lybs und guts der vorgenanten, unser Stett und Lender ouch durch Nutz und Frommen willen, gemeinlich der Landen, ein Ewige Fründtschafft, mit einandern gemacht, und sind dero gegen einandern ingegangen. Also das wir die obgenanten Eidtgnossen, von Stett und Lendern, die obgenanten Burgermeister, Räth, Zunfftmeister und gantze Gmeind zu Rotwyl und all ir Nachkommen, zu unsern Ewigen Eidtgnossen angenommen und empfangen hand. Wir obgenanten Burgermeister, Räth, die Zunfftmeister und gantze Gmeind, gmeinlich zu Rothwyl, sigent ouch für uns und all unser Nachkommen, der obgenanten Eidtgnossen von Stetten und Lendern ewig Eidtgnossen worden, mit sollichen Worten und Gedingen, als hiernach an disem Brief, eigentlich geschriben stat. Dem ist also:

Deß Ersten, were das wir die obgenanten Stett und Lender alle oder unter uns kein Statt oder Land besonder, nun oder hienach mit jemand wer der were, Mißhellung oder Krieg hettind oder gewunnint, welche Statt oder Land under uns, den vorgeseiten Eidtgnossen dann, söllich Krieg berürent und ongond, dieselben söllent dann Gwalt haben, uns die vorgenanten von Rothwyl Burgermeister, Räth und Burgere, oder unsern Burgermeister besonders, umb Hilff zu manen, und söllent wir dieselben von Rothwyl, dem oder denen, so dann gemant hand, nach der Manung unverzogenlich, und on Widerred mit unsern Lyben und mit unserm Gut, und mit unser Macht, die wir dann gehaben mögent, zu inen oder anderschwo hin, dahin wir dann gemant sind züchen, und inen beholffen und berathen syn, und ir rigent helffen schedigen, und dartzu unser bests und wegsts thun, als ob die Sach unser eigen Sach were, gethrüwlich und on alle Geferd. Und söllen ouch die Hilff gentzlich in unsern Costen thun, wie dick das zu schulden kompt, on der obgenanten unser Eidtgnossen, Costen und Schaden vngefarlich.

Were ouch das die obgenanten unser Eidtgnossen von Rotwyl, fürbaßhin, mit jemand wer der were, von ires zircks, und ir Oberkeit wegen, wie dann ein Statt Rotwyl, das diser Zyt dero diß Briefs Inhalt hat, oder das sy daran und darin, oder sonst in ander weg jemants gwaltigcklich und wider Recht bekrencken und von dem Iren trengen wolt, Stoß ald Krieg gwunnint, und sy düchte, das sy darinn, unser Hilff nothürfftig werint, das mögent sy uns in Stett und Lender mit ihren Botten oder Briefen, in unser Räth verkünden, und zuwissen thun, dann söllent wir die vorgenanten Eidtgnossen, den obgenanten unsern Eidtgnossen von Rotwyl unser Hilff unverzogenlich zusenden, und inen mit guten Thrüwen beholffen und bera-

berathen syn, und sy by dem iren in dem Zirck und in der Maß wie obstat schützen, schirmen und handthaben. Und wie vil wir inen von unsern Stetten und Lendern zu Hilff sendend, daran söllent wir die obgenanten von Rothwyl ein Benügen haben. Und sollich Hilff sollen wir die obgenanten Eidtgnossen, den bemelten unsern Eidtgnossen von Rotwyl in unsern Costen thun ungefarlich. 1519

Wir die obgenanten von Rothwyl söllent ouch mit niemant keinen Krieg anfathen, und ouch niemant ußerhalb der Eidtgnoschaft in keinen Krieg beholffen noch berathen syn, on der obgenanten unser Eidtgnossen, Stetten und Lendern aller gemeinlich oder deß Mertheils unter inen Rath Gunst, Wüssen und Willen, ob aber wir die von Rothwyl jlent mit Roub oder sonst beschediget oder angriffen wurdint, mögent wir mit frischer That nachylen, und uns der Gegenweer gebrouchen, dem unsern intze kommen, und dannent hin wyter mit der obgenanten unser Eidtgnossen Stett und Lender, Rath und Gefallen handeln on Geferd. Und wann ouch Sach ist, das sich Krieg erhebind, und wir beid Theil mit einandern daryn züchint, und man söld git, oder püten. Dann soll uns denen von Rotwyl oder den unsern mitgetheilt werden, wie andern uns den Eidtgnossen, mitgetheilt wirt, nach Antzal der Lüthen und Gelegenheit, und Gestalt der Sachen und Hendlen.

Und were das wir die jetzgenanten von Rothwyl, mit jemant ützig zeschaffen hettind, oder gewunnint, und uns der oder die vor Kriegen oder so wir mit in oder inen zu Kriegen kemint, sölliche glyche völlige billiche Recht butte, das unser obgenanten Eidtgnossen, gmeinlich oder der Mertheil unter inen beduchte, das es inen und uns Eerlichen were, das wir der Rechten eines ufnemmen soltint. So söllen wir es thun, und inen darinn gehorsam und gevölgig syn on Widerred.

Wir die obgenanten von Rothwyl noch unser Nachkommen söllent uns ouch zu niemant weder zu Herren noch Stetten, jetz noch in künfftigen Zyten verbinden, mit keinen Gelüpten noch Eiden, on der obgenanten unser Eidtgnossen von Stetten und Lendern gemeinlich oder deß Mertheils under inen Rath, Gunst, Wüssen und Willen.

Wurdint ouch die obgenanten unser Eidtgnossen, Stett und Lender hinenthin jemer mit einandern mißhellig und stößig, oder under inen kein zwey Oerdter gegen einandern besonder das GOtt Ewencklich wende, und mit synem Göttlichen Fried und Gnaden, daruor syn welle. So mögent wir die obgenanten von Rothwyl durch unser Bottschafften, die wir dartzu schickint, wol besuchen, ob wir sy mit Fründtschafft mit einandern gerichten möchtind, möchte aber das nit gesyn, was dann der Mertheil unser obgenanten Eidtgnossen in den Sachen fürnimpt, das söllent wir mit inen fürnemmen, ob sy unser dartzu begehrent, on all Geferd und Widerred.

Wir die obgenanten von Rothwyl und unser Nachkommen söllent und wellent ouch nun hinfür, bemelten unsern Eidtgnossen,

1519 Stetten und Lendern, gemeinlich und sonderlich gewertig und gehorsam seyn, thrüwlich und ungefarlich, und inen die Statt Rothwyl offen lassen syn, zu allen iren Nöthen, Gescheфften und Sachen darin zesind, dardurch zu zůchen, und wiederumb herdurch, wie inen das fucklich und eben ist on Wiederred, und inen umb ir Gelt, bescheidnen Kouff, ouch essen, trincken, und anders so nothůrfftig sind, geben. Deßglychen söllen wir Eidtgnossen, Stett und Lender unsern Eidtgnossen von Rothwyl darwider ouch thun, und sy dermassen ouch halten wie obstat.

Gefugte sich ouch das jemant wer der were, keinen den unsern so zu beiden Theilen gehördt, angriffe oder beschedigte, on Recht, oder das sy jeman wer der were, mit dem oder denen wir beid Theil jetz zu schaffen hettind, oder gwunnint, sich von uns beiden Theilen gmeinlich oder sonderlich glycher billicher Rechten nit benůgen lassen weltind, und das der oder dieselben in unser Stett, Lender, Gricht und Gebiet kemint, den oder dieselben alle ir Helffer und Diener, ir Lyb oder Gut, soll man hefften und angryffen, und dartzu thun nach aller Nothurfft. Das sy söllichen Schaden ablegint, und wieder kerint, und sich daby glycher billicher Rechten benůgen laßint, unvertzogenlich und on all Geferd.

So ist umb Geltschuld, und umb söllich Sachen beredt, das darumb jederman von dem andern Recht nemmen soll an den Enden und in den Gerichten da der ansprechig gesessen ist, und hingehördt, on alle Geferde, wol synen rechten gelten gülten oder Bürgen, der im darumb glopt und verheissen hat, mag einer verhefften und verpieten, on all Geferd, und umb Zins den mag jedermann fordern, und intzůthen, als bißhar gwonlich ist gewesen, on Geferd.

Umb Todschlag Fräfel bussen, Erbfäll und derglychen Sachen, die söllen gricht und berechtiget werden, nach Gwonheit Gesetzt und Recht der Grichten und Oberkeiten, da sölche beschehent oder gefallent, also das dise Pündtnuß daruor niemants soll schirmen, noch behelffen in keinen weg.

Sonderlichen so ist ouch von uns beiden Theilen beredt, und eigentlich vorbehept, das jede Statt, jedes Land, jede Veste, jedes Dorff, und jeder Hoff, so in diser Pündtnuß ist, by allen iren Rechtungen Fryheiten, Eehafftinen, alten guten Gwonheiten, Gerichten, Zwingen, Bennen und Harckommen söllent blyben, als sy bißhar in dise Pündtnuß sind kommen, und ein jeder hat harbracht. Doch das diser Pündtnuß, in allweg gnug beschehe.

Es soll ouch entwederer Theil uff den andern noch die synen kein Nüwerung mit Zöllen, noch anderem nit leggen, noch fürnemmen, besonder das gehalten werden wie bißhar, und mit sonderheit so soll ein Stadt Rothwyl und die Iren, mit Zoll und Geleit, ouch anderem derglych in thütschen und weltschen Landen, gehalten werden, als ander wir Eydgnossen und die unsern. So fer die Brieff und Gerechtigkeit die wir Eydgnossen von Stetten und Lendern gegen jemands habent, das mögent erlyden und zulassen. Und namlich

lich soll jeder Theil dem andern feilen Kouff lassen zu komen on ge- 1519
fahrlich vffhalten und beschwördt.

Geschethe ouch das wir die obgenanten Stett und Lender gemeinlich oder kein Ortt under uns besonder, mit den obgenanten von Rotwyl, oder sy mit uns gemeinlich oder under uns kein Statt oder Land besonder Stöß oder Mißhellung gewunnind, das GOtt lang wende, darumb sollent beid Theil zu Tagen kommen gan Baden in Ergöw und sollent wir die obgenanten, Stett und Lender gemeinlich, oder under uns eins besonder, so dann Stöß mit uns den von Rotwyl oder wir mit inen hand, zwen erbar Man, und ouch wir die von Rotwyl zwen erbar Man vß unsern Räthen, umb sollich Stöß setzen, dieselben vier söllent dann schweren gelert Eydt zu GOtt und den Heiligen, die Sach und die Stöß unvertzogenlich vßzerichten, ze der myn oder ze dem Rechten, ob sy die myn nit finden möchten, und wie es die vier, oder der Mertheil under inen zu dem Rechten vßprechend, das söllend wir zu beidersyt, war und stet halten ungeuarlichen. Were aber das die vier, so dartzu geben, stößig wurdent, und sich glych teiltind. So sollent sy by den Eiden, so sy der Sach halb geschworen hand, in der Statt Sant Gallen, oder in der Statt Milhusen, vß den Cleinen Räthen daselbs, einen gmeinen Mann zu inen erkiessen, und nemmen, der sy in der Sach schidlich und gmein bedunckt, und wellichen sy dartzu kiessend und nemend, den söllent die in der Statt, da er genomen wirt, dartzu wysen, sich der Sach antzenemmen, mit den Schidlüten und die unvertzogenlich zu entscheiden, by sinem Eidt, den er darumb schweren soll, nach Gelegenheit der Sach, und nachdem als inn dann bedinckt recht und billich syn, und welchem Theil der Schidlüten ervolgt, das sol ouch das mer syn, und söllent ouch beid Theil dem nachvolgen und gnug thun, on Widerred ungefarlich, und in deß Eyds so er inen oder ir Statt geschworen hat, erlassen und ledig sagen, uns zu Vßtrag deß Rechten.

Wir die obgenanten Stett und Lender habent uns hier in gentzlichen vorbehalten und vßgelassen, unsern Heiligen Vatter den Bapst, und den heiligen Römischen Stul ze Rom, ouch das heilig Römisch Rych, die Pündt so wir vor dato diß Brieffs gegen einandern hand, das loblich Huß Oesterrich und all ander gegen denen wir uns verbunden und verschryben habent.

So haben wir die obgenanten von Rothwyl uns selbs hierin vßgelassen und vorbehalten, unsern Heiligen Vater den Bapst, den heiligen Römischen Stul zu Rom, das heilig Römisch Rych und sin Hoff-Gericht by uns, und das loblich Huß Osterrych, so lang dieselb Pündtnuß mit dem Huß Oesterrych wert. Vnd sich vff den achten Tag deß Monats Octobers, so man der mindern Zal, nach der Geburtt Christi zelt, viertzig und sechs Jar vßgon und enden wirt.

Vnd insonderheit ist von bemelts Hoff-Gerichts wegen beredt, das wir Eydgnossen, Stetten und Lender, ein Statt Rottwyl und unser Eydgnossen daselbs, davon mit Gwalt und an Recht nit wellen

 len

1519 len lassen threngen, besonder sy daby schützen, schirmen und handthaben. Und mit luterem geding, so soll jedwederer Theil noch die synen, noch die so im zuversprechen stond, den anderen mit sollichen Hoff-Gericht vfftryben noch bekümbern, besonder jederman das Recht suchen, und brouchen, wie vor gelütert ist.

Vnd ob jemands der uns beiden Theilen nit zugehörig noch verwannt were, understünde, uns Stett und Lender, samentlich oder sonderlich, oder die unseren und die uns zu versprechen stond, mit sollichem Hoff-Gericht vfftzetryben. Da sollent wir die von Rothwyl, unser Eydgnossen von Stetten nnd Lendern, und die Iren, so wir des ersucht werdent wysen, nach Luth und sag, jeder Statt, und jetlichs Lands, oder der sinen Fryheit, ouch des Hoff-Gerichts Recht und Bruch, und ouch sunst sy, mit sollichem Hoff-Gericht, wytter nit beschweren, dann wie sy sind harkomen.

Vnd also habend wir die obgenanten Burgermeister, Räth und Burger, gemeinlich zu Rothwyl, und unser jetlicher besonder, Namlich was Mannen und Knaben, die sechzehen Jar alt und elter sind, gelert Eyd, mit vffgehepten Vingern, und gelertten Worten geschworen zu GOtt und den Heiligen, für uns und unser Nachkomen, das alles so hievor und noch an disem Brieff von uns geschrieben stadt, getrüwlich, war, vest, und stet zehalten, dem nach zegond und gnug zethund.

Wir die jetzgenanten Burgermeister und Räth Burger gemeinlich zu Rothwyl und all unser Nachkommen, söllent ouch fürbaßhin, wenn und so offt die obgenanten unser Eydgnossen, ander ir Pündt ansehent zeschweren, oder das sunst von Jnen gemeinlich, ald dem Merentheil under inen an uns zethund erfordert wirt, und sy das nutz und nott beducht disen unsern Punt mit unsern Eyden, ouch bevestnen und ernüwern.

Wir obgenandten Stett und Lender, Zürich, Bern, Lutzern, Vry, Schwytz, Vnderwalden, Zug, Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzel, gelobent und versprechend, für uns und unser Nachkommen, by unser guten Trüwen an Eyds statt, dem allem so wir dann nach dises Brieffs lut und sag, unsern Eydgnossen von Rothwyl, und iren Nachkomeu, zethund schuldig sind, gethrüwlichen zethunde, und zuvolbringen, on Widerred und on alle Geferd.

Wir die obgenanten Eydgnossen, Stett und Lender, und wir die vorgenanten, von Rothwyl, habend uns selbs hierin luther vorbehalten, und vßgelassen, das wir all mit einandern dise abgeschribne Stuck alle, in gemein, oder jetlichs besonder, wol mögent endern, mindern und meren, nach unser aller Nothurfft und Willen, wenn wir deß all einhellichcklich mit einandern zu Rath werdent, und es uns all einhelligclich, nutzlich und füglich sin bedungkt, on mengelichs Irrung und Inntrag, on all Gefärd.

Vnd des alles zu warem vesten, stetten Eewigen Vrkund, so habent wir die obgeschribnen Eydgnossen, Stett und Lender, Zürich,

Bern

Bern, Lucern, Vry, Schwytz, Vnderwalden, Zug, Glarus, Basel, 1519
Fryburg, Solothurn, Schaffhausen, Appentzel und Rothwyl, unser gemeinen Stetten, und Lendern, Insigel, offenlich lassen hencken an dieser Brieff Viertzehen glüch, die geben sind, zu Zürch an Sechsten Tag des Monats Apprellen, Nach der Gepurt Christi getzalt fünffzehenhundert und in dem Nüntzehenden Jare.

CCCCIV.

Capitul zwischen dem Hertzogthnm Meyland und gemenen Eydgenossen aufgericht, An. 1522.

WIr Karolus der fünfft von GOttes Gnaden Römischer Keiser, 1522
zu allen Zytten Merer des Rychs in Germania, zu Hyspanien, beider Sicilien, Hierusalem, Hungern, Dalmacien, Croatien ꝛc. Künig, Ertz-Hertzog zu Oesterrych, Hertzog zu Burgund und Meyland, ꝛc. Graff zu Tyrol und Flandern ꝛc. Vnd Fernanndo Gonntzaga, Hertzog zu Arrian, Fürst zu Malfeta, der Käyserl. Majest. Obersten Hauptmann in Italia, Jr Statthalter und Gubernater in dem Hertzogthumb und Statt Meyland, und wir die Burgermeister, Schultheissen, Aman, Räth, Gemeinden, Burger, Landlüt von Stetten, Landen, Herrschafften, deß grossen und alten Punds ober Tütscher Landen, Namlich Zürich, Bern, Lutzern, Vrj, Schwytz, Vnderwalden ob und nid dem Kernwald, Zug mit sampt dem Vssern Ampt, Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzel, Thun kund und zu wüssen allen denen, so zu diser Zyth und vff des künfftig diesere unsere Brief lesen, sehen und verhören werdent, wie das innrlich zu Baden In Ergöw, durch unser beid Theil, samentlich Sandtbotten und verordnete zwyschent uns ist vereyniget vffgericht Concordirt und beschlossen ein Tractat der Fründschafft, und guter Nachpurschafft, vom wegen des Hertzogthumb und Statt Meylands und unserer Gepiet und Landen und Vnderthanen, hie dieset und ennet Sannt Gotthartsberg. Welches Tractats Innhalt von Wort zu Wort hernach volgt.

In dem Namen der Heiligen und untzerteilten Drivaltigkeit GOtt Vatter, Sun und Heiliger Geist Amen. Dweyl dann bj allen Nationen der Welt, durch ware und lange Erfarung alwegen ist erkennt worden und clarlich am Tag ligt, das alle Rych, Stend, Gewält und Herrschafften durch Ruw und Einigkeit, sich erhaben wachsend, und von Tag zu Tag zunemend und gemeret werden, Als hie gegen durch Vnheiligkeit und Zwytracht, geindert zerstört, und zu Grund gericht werdent, deßhalben sige offenbar und zu wüssen, allen denen, so disere unsere Brief zu diser Zytt oder vff das künfftig sehen werden, Wie das der Durchleüchtigest Fürst und Herr Donn Fernand Gontzaga Hertzog zu Arrian Fürst zu Malseta, der Römischen Keiserlichen Majestät Obrister Hauptmann in Italia, Jr Statthalter und Gubernator in dem Hertzogthumb Meyland als der sollichs von höchstgedachter Keyserl. Majest. Willen, und in besonderem

1522 derem Beuelch hat, eins Theils. Vnd die hochgedachten Edlen, Strengen, Ernvesten, Frommen, Fürsichtigen und Weysen Herren Burgermeister, Schultheissen, Aman, Räth, Gemeinden, Burger, Landlüth und Jnwonner der Stetten, Landen und Herrschafften, deß loblichen grossen und alten Pundts, Ober Tütscher Landen, Namlich Zürich, Bern, Lutzern, Vrj, Schwytz, Vnderwalden, ob und nid dem Kernwald, Zug mit dem ußern Ampt, Glarus, Basel, Fryburg, Solothurn, Schaffhusen und Appentzell anders Theils betrachtet hand, nottwendig zu sind, zu gutem und gmeinem Nutz allen Jren Stenden und Underthanen, Ein veste, stete und wirige Einigung und Verstand über die gutt Fründtschafft und Nachpurschafft, welche die verschinen Zyth zwysthent Jr Keyserl. Majestät und Statthaltern und Gubernatoren in dem Hertzogthum Meyland und demselbigen Hertzogthum, und uns Eydgnossen, und unsere Stend und Volgk erhalten und observirt wirt, mit und gegen einandern intzugen und tzu beschliessen. Vnd damit die gut Eynigkeit, so zwüschen beiden Theilen ist, deß lenger Bestand und Beharren, ouch all und jede Sachen, deß in besserer Row und Sicherheit zu beiden Theilen und bj den gmeinen Underthanen, vß Crafft jetziger guter Einigkeit und Verstand belyben, und man deß er nachpürlicher, sicherlicher und mit rüwigen Gmut, mit und durch einandern handlen, wandlen, an Gut und Hab zunemen, und gemeret werden mögen. So habend wir diesere Eynigkeit und Verstand durch Mittel unserer Sandt-Botten und Bevelchhabern von uns beiden Theilen verordnet und depputiert beschliessen lassen. Namlich Jn namen deß hochgedachten Herren Don Fernando, vß Willen und besonderem Bevelch der Keyserl. Majest. durch den Wolgeachten und Edlen Herren Johann Angelus Ritius, der höchstgemelten Keysel. Majest. Secretario, und Jn namen unser Eydtgnossen, durch die Hochgeachten, Strengen, Ernvesten, Fürsichtigen, Wysen Herren Hanns Rudolff Laffater, Burgermeister. Vnd Herr Johanns Escher Stattschryber Zürich. Von Bern, Herr Hannß Frantz Negely, Schultheiß, und Herr Anthoni Tiller Seckelmeister, von Lutzern, Herr Johans Birche alt Schultheiß, von Vry, Herr Hanns Chun Statthalter und Herr Jacob Apra des Raths, von Schwytz Herr Dietterich in der Halden, Ritter alt Lanndamen, von Vnderwalden Herr Arnold Lusy, alt Landammann, von Zug, Herr Hans Letter Aman, und Herr Hanns Burgkart von Glarus, Herr Hanns Brunner des Raths, von Basell Herr Onoffrius Holtzach, und Herr Batt Sumerer beid deß Raths, von Fryburg Herr Joßt Fryttag des Raths, von Solothurn, Herr Cunradt Graff Schultheiß, von Schaffhusen Herr Allexander Peyer Burgermeister, und von Appentzell Bastian Töring des Raths.

Jn dem Nammen GOttes, so sind wir die vorberürten Gesannten durch Crafft disers gegenwürtigen Briefs, einandern ingangen und hand beschlossen, die hienach geschribnen Gedingen, Verheissungen, Capitel und Verkomnus welche man habe, unverbrochen-

brochenlich zu halten, von beiden Theilen in der Gestalt Wyß und Form, wie hienach volgt, angenommen. 1522

Zum Ersten, das der Fürst und Herr, Donn Fernand Gonzaga, und sine Nachkomen, des Ampts, als Statthalter und Gubernator des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands, In namen und anstat der Keyserl. Majest. in gedachtem Hertzogthumb, und gantzen Statt Meylands, sollen und wollen zu gon und verfolgen lassen, den Herren Eydtgnossen der obgemelten Ortten der Eydgnoschafft, und allen iren gehorsamen Zugewanten, Zugehorigen und Underthanen, hie dieset und ennet Gebirgs, die Exemptionen, allerley gestalt der Kouffmschatzen und Güter, es sige Vech, oder ander beweglich Gut, ouch Korn, Roggen, Vaß, Muß, Ryß und ander Getreidt, kein Ding nit vorbehalten, Doch das soliche Kouffmanschatzen und Güter, in gemelten Hertzogthumb, und gantzen Statt Meyland gewachsen, gemacht und gearbeitet sygent, fry vßernempten Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, und denselben allen Inhabenden Stetten, Flecken und Dörffern, und was demselben zugehört, in ir der Eydgnossen, und dero Unterthanen, Herrschafften, und Landen füren, und ferttigen mögen, on all Beschwarnuß der Zöllen Tratten Tällen und ander Vfflegungen, wie die möchten genempt werden, die Camer zu Meyland, oder sonderbaren personen Lehenlüten, und Communitata zugehörig. Aber doch das ein jeder, wellicher sich sollicher Exemptionen gepruchen und befrowen wolle, vorhin Erlouptnuß und Gleit nemen soll, von den Amptslüten, so von der Keyserl. Majest. Ir Durchlüchtigkeit, und den gedachten Herren Statthaltern und Gubernatorn des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands zu sollichem erwelt werdent, Wellich gleyt und Erlaubnussen man nit kouffen, sonder innen vergebens unvertzogenlich, und on einichen Widerred, vorgont und geben werden soll, Dartzu soll ouch nit vorgont noch gestattet werden, das keiner sige, wer er wolle, möge einige vile Korns, Roggen und ander Getreid, wie die genempt möchten werden, vff den Fürkouff vffkouffen, und zusamen schütten, und es in gedachtem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland liggen lassen, zu vertuschen, verwechßlen, oder wieder zu verkouffen, sondern solle der Verkouffer angends gestrax wegs, sin Kouffmanschatz und Güter, in dem pillichen Zyt, so gesetzt wirt, In gedachter Erloupnus und Gleytt hinweg fertigen und führen lassen, Doch mit der Erlüterung, das Ir Keyserl. Majest. und Ir Durchlüchtigkeit, und gedachten Herren Statthaltern und Gubernatorn deß Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands zu der Zytt der Thüry und Mangels, nit verpflicht sigind, den gedachten Herren Eydgnossen, und den Iro als obstat Korn und ander Getreidt zugeben. Welliche Thüry man verston soll, zu jedem mal, so ein Müt Weytzen, in dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, mer dann dreytzehen Imperialische Pfund, Meylander Werung, gemeins louffs gelten wirt, und das ander Getreit nach Marth Zal desselbigen

1522 doch in sollicher Zyth der Thüry und Mangels wellend Jr Keyserl. Majestät Jr Durchlüchtigkeit, und die gemelten Herren Statthaltern, und Gubernator des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands zu Ergetzung Jres guten Gmüths den obgemelten Herren Eydgnossen und Jren Unterthanen wie obstat, eines gantzen Jars geben, zwey Thusent Müt, Namlich, thusent Müt Weytzen, fünffhundert Roggen, und fünffhundert Mütt Hirsch, und ouch die Herren Eydgnossen und Jhro gehorsamen zugewannten Zugehorigen und Unterthanen, Korn oder ander Getreit usserhalb dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland kouffen, das sy darmit frygen Durchtzug und Paß, durch sollich Hertzogthumb und gantzen Statt, one einichen Intrag und Widerred, und ob einiche Betzalung der Tratta, Gabella, Zöllen, Uffziehungen oder ander Ufflegungen, zu jeder Zyth haben sollend, und darby, das Jr Keyserl. Majestät Jr Durchleuchtigkeit und ander Herren Statthalter und Gubernatorn des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands alwegen gutt ußsehen haben wellend, das einiche gefarliche Türung gemacht werde, und nit zügestattnen noch vergonnen, das Jre Underthanen des vil bemelten Hertzogthumb, und gantzen Statt Meylands, in demselbigen Korn, und ander Getreit uffkouffen, zusamen schütten, und nach irem Willen wiederumb verkouffen mögen, darvon solliche geverliche Türy entspringen wurde.

Dargegen sollent die Herren Eydgnossen von Stett und Landen der obgemelten Ortten und all Jr zugewandten, zugehörigen und Underthanen, der Keyl. Mantt: Und Jren Underthonen des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands fryg und on einichen nüwerung der Zöllen, betzalungen, und beschwernuß, zu komen und zu gon lassen, Veth und ander Ding und Gut, kein Ding vorbehalten, mit diser erlüterung, das in der zyth der thüry, in unser Eidgenoschafft Stett und Lendern, welliche zyth der thüry sich verston soll, allemal so ein Mütt Kernen gelten, mer dann drytzehen Pfund Imperialisch wellichs by uns verstanden soll werden, Sechtzig Schwytzer Batzen und des übrig kemen, nach marthtzal Jeder Gstalt so bemelte Türung unser Eydgnoschafft Stett und Landen, nit wyter schuldig sygent zu kouffen lassen, noch zu lon, denen uß dem Hertzogthumb Meyland, me dann Zweythusent müt Kernnen Roggen und Vesen, und damit gehalten werden, glyer Gestalt wie die uß dem Hertzogthumb Meyland, Jedertzyth der Türy schuldig sindt, gegen uns wie obstat.

Zum Andern, Antreffende das Saltz, welliches die Herren Eydgnossen und Jr zugewanten, zugehörigen und Underthonen kouffend, Jnn Germania, Vältlin, Cläffen, oder Jnn andern Landen, und Ortten, Solle sin Durchlüchtigkeit, und ander Herren Stathalter und Gubernatoren des Hertzogthums und gantzen Statt Jnnamen der Keys. Mayl. Jnen und der Jren als obstadt, geben und lassen, frygen Paß, und durchtzug, Jnn der Gstalt und Form, wie hernach volgt. Item so soll man faren mit dem Saltz, So Jnn Germania, Vältlin, Cläfen oder andern Orten kouffe wird zu dem Turn

die

die Olouga, und von dannen über den Cummer See, gen Monaß, 1528
und von dannen über Land gen Porletza, und so sy wytter gen Lugarus zu welten faren, Sollen sy gestracks wegs, von Lowis gen Lowin zufaren, und der Gstalt also passiren.

Ob aber vff dem See, sich Vngewitter zu trüge, das sy mit dem Saltz, Tags oder Nachts mogend Lenden, an Ortt und Enden, da es Jnen am glegnisten ist das Saltz daselbs leggen, und angentz den Ampts Lüten des Ortts sollichs antzeigen, und so das Vngewytter nach last, stillet und vffhört, das er angentz zum fürderlichisten mit dem Saltz fürfaren, und har Jnn kein betrug gebrucht werde, Doch sollent sy zum ersten, von den Ampts Lüten, so durch die Keys. Mayt. Jr Durchlüchtigkeit, und gedachte Herren Statthalter und Gubernatorn, des Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland hartzu geordnet, zu Menasio erloubtnuß und Gleit nemmen, welliche erlauptnuß und Gleit Jnnen vergebens und unverzogenlich geben werden solle, und fry aller zöllen und one Trata, Gabella, Eerungen, und all ander Betzalungen, wie man dieselben erdencken möchte, darby ouch mit den Ordnungen, der Keyl. Mayl. und des Durchlüchtigen Raths, und Maystras zu Meyland, ouch darmit vermitten werde, viler Betrig und Beschiß, So zu nachteil und Schaden Jr Keyl. Mayl. und Jren Jngängen oder Jnntratten, des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands begegnen möchte, wellich Ordnungen man vlyßigclichen halten und nachvolgen wirt, doch das sollichs on einiche Beschwernuß noch nüwerung wie obstat, doch so die gedachten Herren Eydgnossen und die Jren wie obstadt, von wegen etlicher verhinderung, das Saltz vß Germania Vältlin Klefen und andern Ortten nit han möchten. So wöllen Jr Keys. Mäyl. Durchlüchtigkeit und ander Herren Statthalter und Gubernatorn, des Hertzogthum und gantzen Statt Meyland gutlichen den Herren Eydgnossen, und den Jro, wie obstadt vergonnen, den frygen Durchtzug das sy das Saltz von den Ortten und Enden, da es Jnnen gefellig sin wirt nemen und zu kouffen, und durch das Hertzogthumb und gantz statt Meyland mögend verttigen lassen, zu Jrem Bruch, Nutz, und one betzalung einicher Beschwärtnuß, Zöllen, Tölla, Gabella, wie hie ob Jn den Articklen, betreffend, die Zöll und Beschwördnuß erlütert ist, Vnd Jm Fall das die gedachten Herren Eydgnossen, und die Jren wie obstadt mangel hetten, Vnd das Saltz von dem Statt Meyland begertten, und dasselbig Statt Meyland mit Saltz welliches man von Venedig oder Genöw verttigett, für sin Bruch und Notthurfft versehen ist, So werdent Jr Keys. Mayl. Jr Durchlüchtigkeit und ander Herren Statthalter und Gubernator, des berürten Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands den gedachten Herren Eydgnossen, und den Jren wie obstat, alle gelegenheit thun, und Jnen das Saltz, so sy über Jr Bruch und notthurfft hand geben umb ein zimlich Gelt, Jn den Ortten, das es beiden Theilen am glegnisten sin wirt, und nachdem sy sich vereiniget, on betzalung einicher beschwerdtnuß, wie sie ob entscheiden und specificirt ist, nachdem sich zwü-

1522 zwüschent guten waren und lutern Fründen und Nachpuren, zu pruchen gepürt.

Zum Dritten, solle hiemit durch die Keyl. Mäyl. den Herren Eydgnossen, Iren zugewannten, zugehörigen und Vnderthonen, ernüwert, bestät, und zugelassen sin, Jr alt Fryheiten und Privilegien Im Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland und das all und Jede, vß Stett und Landen und die Iren wie obstadt welliche genempt werden, Inn disen Capitlen, Sy sigen Burger Landlüth, Bottschafften, Bilger, Botten, Edel und Unedel, zu Roß oder zu Fuß, was stats, oder würdj sy sigent, mitt Iren Lyben und Gütern, durch das gantz Hertzogthumb und statt Meyland, fry, sicher und on einiche beleidigung oder Betzalung der Päss, Polleten der Personen oder anders mögend Ritten, gon, ston handlen, wandlen wiederkeren, und darbj mit Iren Kouffmanschatzen und Gütern welliche Jetz gewachssen oder gearbeitet sind, oder vff das künfftig Inn dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland oder Inn andern Orten der Herren Eydgnossen und der Iro als obstadt, der Pündtnuß, Ober Tütschen Landen, Erdrichen, Herschafften und Landen ertzogen und gearbeitet werdent, hie disett und Ennet gebirgs, Durch das Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, Söllent, und mögend, verttigen, kouffen und verkouffen, one einiche Betzalung der Zollen, Gabella oder andern vffladung und Beschwerdnuß, es sigend was betzalung es wellend, So der Keyserlichen Camer zu Meyland, oder sonderbaren Personen Lehen Lüten und Comunitata zugehörig. Inn dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland niemand vßgenommen. Allein vorbehalten, den Zoll so man empfahen wirt, by den Nüwen Toren der Statt Meyland, Wellicher Zoll, doch Inn keiner andern Form noch Gstalt, soll eruordert und empfangen werden, dann wie von Alter har gebrucht worden ist, darbi soll ouch Jr Keyl. Mayl. Jr Durchlüchtigkeit und die obgemelten Herren Statthalter und Gubernatorn deß Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands, vergonnen. Das von den Ochssen, Rossen und andern Wech so in ernempten Herrn Eydgnossen und den Iren als obstadt, Landen Ertzogen sind, von denen kein Zoll betzalt werden soll und wytter das zu Je dem mal, so die Pestelentz regiert (da Gott vorsyge) Vnd die Iren wie obstadt Inn das Hertzogthumb nnd gantzen Statt Meyland, wellend das sy schuldig und pflichtig sigent, die ordentlichen Bolleten, und Schyn, der Gesundtheit in allen Ortten, da Innen zufallen wirt, zu passieren von denen so erwelt sind, durch das Ambt der Gsundtheit zu Meyland zu nemmen, Wellliches Innen doch vergebens, und one einiche Inträg solle geben werden.

Zum Viertten, das all und ein Jeder der genambty Herren der Eydgnossen, und der Iro als obstat welliche zu diser Zyth seßhafft sind, oder vff künfftigen sich hußhablichen hinder uns setzen es sige dissethalb oder ennet halb Sant Gottharts Berg, sich sollicher Immunitäten, Exemptionen, Fryheiten, und privilegien erfröwen gebruchen sollen und mögen allein, von wegen der Güthern, so sy Jetz hand,

hand, und besitzend, oder das künfftig er Erben wurdent Inn dem 1522
Hertzogthumb und gantzen Statt Meylant, doch soll kein Person, vß dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland sich der Krafft dises Artickels erfröwen, der inn künfftigen hinder die gemelten Herren Eydgnossen oder die Iren wie obstadt, sätzte.

Zum Fünfften, damit vermitten werdint die Betrüg, welliche Inn disem mögent geüpt und gebrucht werden, zwüschen beiden Theilen, So ist heiter beredt und beschlossen, das ein Jeder wellicher sich solcher Fryheiten, Privilegien, bruchen und befröwen wil, sich eigentlich hüte, und für sich sehe, kein beschiß zu bruchen, oder mit Gselschafft und Verpflichtung, mit kouffen gegen Jemand wellicher Inn diß Exemption, und Privilegen nit vergriffen, oder ein Frömbder sige, und die so sollichs Handlen bruchen, und üben werden, mit Personen die nit vergrifen sind, wie obstat werdent sy fallen Inn die Buß und Straff, so von beiden Parthyen, Oberkeiten daruff gelegt werdent.

Zum Sechsten, So es sich begeb, das etlich spenn und zwytracht zwüschend sonderbaren Personen des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands und der Herren Eydgnossen, und der Iro, als obstadt erwüchssend, so soll ein Parthy die ander nit lassen, verpieten, arrestiren, actioniren noch pfenden, Sonders so soll der Cleger den anclagten besuchen, und berechtigen, an dem Ortt und vor dem Richter, da er seßhafft ist, und daselbs solle ouch dem Cleger, gut fürderlich Recht gehalten werden, dermassen, das er in Monats frist nach gelegenheit und Gestalt der Sachen one verhinderung einicher Privilegien Ordnungen des Rechten, oder Satzungen, welliche hie wider sin möchten vßgeüpt werden, Aber so es sich begebe, (da Gott vorsyge) das zwüschen höchst gedachter Keyserl. Mayl. und dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, und obernempten Herren Eydgnossen und den Iren wie obstat, von wegen sonderbaren und gmeinen Sachen, Spenn und zwytracht entsprungend, So sollend gedachte Spenn und Zwytracht Inn solcher Gstalt vertädinget und entschieden werden, durch glye sprücher, genembt In Cias oder zu Menderis, und so es dartzu käme, das dieselben In den Vrteilen sich zertielten, das dann angent durch die parthyen, und ob sich dieselben nit verglychen möchten, vff Iro eine oder beider Theilen begeren, von den Vier Sprüchern einhelligcklich oder der mertheil, zum fürderlichisten einen obman geordnett und erwelt werden, vß dem Land Wallis, oder von den dryen grawen Pünten, Nachdem das vormale, mit den alten Hertzogen von Meyland gebrucht, und gehalten worden ist.

Zum Sibenden, So ein Theil ungehorsame Vnderthanen hette, die Flüchtig wurdint, Inn des andern Theils Landen, und Herrschafften das dieselbigen, vff jede ansuchung des andern Theils, schuldig sin sollend, die zu händt haben vff die Clag fürderlich Recht ergon zu lassen, und so sich gerechtlichen befund, ein schwere Vbelthat und mißhandlung, Als dann so sollen sollich mißhändtlen, So gehandt

habt,

1522 habt sind, dem Theil, der Vnderthonen sy syn, überandtwurt werden, damit man sy nach Irem verdienen straffen möge, und and Exempel und Byspyl darab nemmen.

Zum Achttenden, was für Güter das sigent, Zins zehenden Gülten, und ander nutzungen beider Theilen Vnderthonen, Geistlich oder Weltlich Inn des andern Herrschafften, oder Lannden hatt und In künfftigen erben wirt, mögen sie die Nutzungen derselben han empfahen und ferttigen, vß einer Herrschaff In die ander, one das vff solliche Gütter einiche Beschwardnuß noch Täll, gelegt werden sollend, vß was Ursachen es welle, nützit vß genommen, und von wegen der liegenden Gütern, an Schulden zu nemmen und Erbschafften hierob nit vßtruckenlich gemeldet, wie die Herren Eydgnossen die Underthonen, des Hertzogthumb und gantzen Stats Meylands, Inn Iren gepietten halten werden, oder gehalten hand, Also sollent Keyserl. Mayl. Herr Donn Fernnand, und ander desselbigen, Ambts nachkomen, gemelt herhen die Eydgnossen, und Ire Vnderthonen glycher Form und Gstalt one Mittel vff dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, ouch halten.

Zum Nündten das zwüschent Keyl. Mayl. und Ir Durchlüchtigkeit, und andern Herren Statthalter, und Gubernatorn des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylands, von wegen des Hertzogthumb und gantzen Statt Meylandt, und den Herren Eydgnossen, und allen Iren Vnderthonen und verwanten, frygen, und sichern zu und von gang, durch ein andern, fründtlich thugentlich handlen, und wandlen, ein andern alle fründ und nachpurschafft, und Liebe ertzeigen und bewysen, wie das guten waren Fründen gepürt und zethund wol anstadt, und bißhar von beiden Theilen, und Iren Vnderthonen gebrucht und gehalten worden ist, Ouch luter und heitter, wie die Artickel der Cappitlen ußwysen, plyben sollendt.

Zum Zehenden behalten die Herren Eydgnossen Innen luter vor, all und Jede Ire geschworne Pünt, ouch all elter Brieff und Sigel, So sy empfangen oder geben hand, das diß Cappitel denselbigen, Inn alweg unschädlich sin sollend.

Zum Letsten, ist beschlossen, daß diese gute ware, und lutere Einigkeit Verstendnuß Fründtschafft und Nachpurschafft Inn allen Iren Puncten, und Articklen, vest und stet syge one einichen presten und unverbrochenlich solle gehalten werden, und Inn Irer Krafft und Tugent solle plyben, So lang Dwyl Ire Keyl. Mayl. Inn Leben und Stand plybt, und nach dero Tod noch vier Jar, gegen der Keyl. Matt. nachkomen Inn dem Hertzogthumb und gantzen Statt Meyland, genempt, oder getituliert.

Dern halben, So habend wir obgenand Beid Theil Namlich Carolus, Römischer Keyser, und Fernando Gontzaga, und wir die obgenannten Eydgnossen, Dierwyl uns der Tractat der Fründschafft, und guter Nachpurschafft gevellig und angenehm ist. Gelobt, becrefftiget, bestet, confirmirt, und ratificirt den Vilgedachten Tractat,

stat, Wir wellend ouch und versprechend, alle und Jede obgeschribne 1522
Ding, so durch ernante unsere, samentlich Sandt-Botten und verordnete, vereiniget, vffgericht, Concordiert und beschlossen sind, Vestenclich und vnuerbrochen, gentzlichen und von Wort zu Wort nach den Buchstaben zuhalten, und observiren und darwider nützit fürtzunemmen noch zu handlen, Jnn kein weyß noch Wege.

Vnd deß zu Vrkund und Zügknuß aller und Jeder obgeschribner Sachen, So habend wir obgemelt beid Theil zwen original, und glych lutende Houpt-Brieff stellen, und mit unsern Secret Jnsiglen besiglet und verwaren lassen, Vnd geben von uns den Eydgnossen zu Baden Jnn Ergöw, vff den Sechsten Tag, des Monats Meyen, Nach der Gepurt Christi unsers selig machers getzalt Tusent Fünffhundert, und Jm zwey und Funfftzigisten Jare. Vnd von uns Karolus Römischer Keyser geben zu Brixen, vff den acht und zwentzigisten Tag des Monats July, Nach der Gepurt Christi Thusent Fünff Hundert, Fünffzig und zwey Jare, unsers Römischen Keiserthumbs Jm Siben und Dreyßisten, und von uns Fernando Gontzaga, geben zu Meyland uff den Ersten Tag deß Monats Augusten, und Jm Jare als obstat.

CCCCV.

Concordat zwischen dem Grafen von Neuenburg und der Stadt Bern wegen der Herrschafft Valangin, Anno 1579.

NOus George de Diesbach Gentilhomme, Bourgeois & du Conseil étroit de Fribourg, Seigneur de Grand Court, & à present Gouverneur du Comté de Neuf Châtel, pour Trés-Illustre, Haute & Puissante Dame, Marie de Bourbon Duchesse de Longueville & Tonteville, Comtesse de Neuf Châtel &c. Et Claude de Neuf-Châtel, Seigneur de Gorgier, aussi Gentilhomme du Conseil de ma dite Dame au dit Neuf Chatel, agissant en cette partie au Nom de nôtre dite Illustre Dame & de Messieurs les jeunes Princes ces Enfans, suivant Nos lettres de pouvoir à nous envoyées par la dite Dame de Truye, donnés le 1. jour de Janvier, l'an presentement courant, Mil, Cinq Cents, Soixante dix & neuf, scelées en Cire rouge à double cuëur, signées Marie de Bourbon, Porcquier, d'une part, & nous l'Advoyer & Conseil de la Republique de Berne en Suisse de l'autre; scavoir faisons à tous presens & advenirs; Comme soit que nous les dits de Berne, pour nous rendre déchargés & acquités de la somme de 30000. écus, ou environ, pour laquelle nous sommes obligés, fiancés & Cautions, pour feu Illustre René Comte de Chalant, Mareschal de Savoye, Seigneur de Vallengin envers diverses Personnes, sans que le dit Seigneur Comte, ny ses Successeurs, ayent fait aucune diligence de Nous en extraire, Nous aurions à la derniere necessité en recours aux moyens portés par nos lettres d'indemnité & gardampee de Damps, C'est de Nous transporter sur Nos hypothe- 1579

1579 potheques de la Terre & Seigneurie du dit Valengin. Or eſt-il qu'ayant veu les prementionnées lettres de pouvoir, & receu certaines lettres Miſſives de la dite Tres-Illuſtre Dame, Nous par icelle requerant vouloir remettre à Elle & à Meſſieurs ſes Enfans, Nôtre droit, titre & action, qu'avoir pourrions ſur la dite terre de Vallangin à raiſon que deſſus. Nous ſuivans la bonne affection & ferme volonté de gratifier Nôtre dite Dame & Meſſieurs ſes Enfans, en toutes choſes à nous poſſibles, Nous avons été trés-contens de traitter & accorder avec les prenommés Commis de Son Excellence, Les choſes, points & Articles concernant cette negotiation, que s'enſuivent, Et Nous les Commis prenommés de Nôtre Trés-Illuſtre Dame, Satisfaiſant en ce à Nôtre expreſſe ample charge & commiſſion à icelles annexées, ſommes audit Nom à ce preſent traitté condeſcendu, ſçavoir eſt, que ayant Nous l'Advoyer & Conſeil de Berne, à raiſon de nos droits, titres & Actions premiſes pris la ſaiſie & poſſeſſion de la Terre de Vallengin, ſes droits & appartenances, pour nôtre decharge & indemnité predeſignée, Nous ſerons tenus de liberalement remettre nos dits droits, titres & actions à l'Excellence de Nôtre dite Dame & aux ſiens predits & les en colloquer en même droit, état, profit, & préeminence, que Nous y peut aucunement competer, à raiſon de nôtre dit droit & exploit, tout ainſi que Nous euſſions pu faire, aux charges toutes fois & conditions cy aprés declarées & entre leſdits Sieurs Delegués & Nous de Berne particulierement reſoluës, appointées, convenuës & accordées.

1. Premierement, ſeront la dite Illuſtre Dame, Meſſieurs ſes Enfans, leurs hoirs & Succeſſeurs tenant la dite Terre de Valangin, tenus, de laiſſer jouir les ſujets, manans & habitans du dit lieu de Vallengin de la Religion & exercice d'icelle, y étant preſentement receuë; auſſi de leurs droits, uſances, libertés, franchiſes & bonnes Coutumes, comme du paſſé ils en ont joui & même de la Bourgeoiſie qu'ils ont avec Nous dits de Berne, encor qu'il advint, qu'à l'avenir par accord des parties, elle ſe paſſat perpetuelle & ce ſans alteration, charge, refus ny indignation quelquonque.

2. Item, dechargeront, acquiteront & indemniſeront la dite Trés-Illuſtre Dame, Meſſieurs ſes Enfans, leurs hoirs & ſucceſſeurs, Nôtre Republique de Berne, envers toutes & chacune Ville, pays & perſonnes, des ſommes principales & cenſes ou interets de cinq pour cent, leſquelles Nôtre Republique ſe trouve avoir repondu & pleigé, tant le dit feu Illuſtre Comte René que ſa femme & ſes filles entre pluſieurs fois, rendant par moyen de ſatisfaction les Lettres obligatoires des pleigeries à Nous dits de Berne, avec toute indemnité à ce requiſe, & ce dedans le terme prefix & établi de trois ans incluſivement aprés la datte de la preſente.

3. Semblablement, payeront-ils tous autres emprunts par les deux Comtes Davy & Tournier faits dans ce païs des Ligues, aſſignes ſur la Terre de Vallengin & ſes dependances, dont l'on fera duë apparence par lettres & documens, aſſavoir, pour regard dudit

Comte

Comte Davy, les dettes ou emprunts fait du temps qu'il a été possesseur de la dite Seigneurie de Vallengin, desquels ses admodieurs & receveurs du dit lieu ont en charge d'en payer les Censes. Item ceux par le Comte de Tourniel faits comme dit est dans le païs des Ligues, du vivant & consentement de feu Madame la Comtesse sa femme, & qui auront été par Elle ratifiées reserve aux dits Comtes leurs droits, reciproques, querelles & deffenses, qu'entre Euxdeux avoir pourroient, à raison des dits emprunts & d'autre chose; Et s'entend qu'en vertu de dite cession, remission & transport de la Domination, Regime & Gouvernement du dit Valangin, avec ses sujets & autres emolumens quelconques, par même moyen en l'indemnisation predeclarée & laquelle Son Excellence & les siens s'obligent par ce Contract, sont notamment compris tant les anciennes que nouvelles & recentes dettes & charges, auxquelles la Terre de Valengin est affectée en qualité que dessus, ensemble autres charges ordinaires d'icelle & même les arrerages & depens tant principaux que autres, par Nous de Berne pour lesdits Seigneurs de Valengin fournis & supportés. 1579

4. Et cas advenant que les dits Seigneurs Comtes Davy & Tourniel Beaufreres, par moyens amiables, ou de justice se trouveront accordés, soit que l'un, ou l'autre obtienne le toutage, ou la moitié de la Terre de Valengin, lors seront madite Dame, Messieurs les jeunes Princes ses Enfans, ou leurs hoirs, tenus de ceder & remettre ladite Terre à celuy, ou à ceux, auxquels elle audit cas se trouvera appartenir, sans prejudice du Droit de Souveraineté contentieuse & ce en tenant bon & loyal conte des recuës & mises avec restitution de l'outre plus surpassant les mises & depens; Et ou les dites mises excederoient les reçuës, seront les Seigneurs Comtes possesseurs pareillement tenus à la restitution d'iceux, comme de la reste des Sommes principales, censes & depens par Son Excellence, ou les siens predits frayés & supportés, & ce à l'instant & avant que d'entrer en possession, sauf ence auxdits Seigneurs Comtes leurs droits & defenses, tant de l'un contre l'autre, que particulierement audit Comte Davy ses oppositions contre nôtre dite Dame, concernant le fait de la Souveraineté & de méme suivra aussi l'Excellence de madite Dame suivant ses offres & soumissions, les moyens amiables aux parties proposés & declarés, touchant la decision de dite Souveraineté.

5. Et quand adviendroit, que Son Excellence, Messieurs les Enfans, ou leurs hoirs, acquisent desdits Seigneurs Comtes, ou de l'un d'iceux ladite Seigneurie & Terre de Valengin à titre d'achapt ou autrement, s'en rendant entierement proprietaire, lors demeureront, tant Son Excellence, ses hoirs & autres Successeurs, en ladite Terre & à raison d'icelle, obligés d'entretenir & continuër la perpetuelle Bourgeoisie n'agueres faite, avec le genereux Seigneur Comte Davy. Et d'autant que les furent d'heureuse mémoire Seigneurs & Comtes de Valengin, à raison du dit lieu, n'ont en Com-

1579 bourgeoisie avec autres que nous de Berne, nous esperons que Son Excellence, Messieurs ses Enfans, leurs hoirs & Successeurs dudit Valengin & possesseur dudit lieu, s'aideront & contenteront de ladite seule & perpetuelle Bougeoisie, sans entrer en aucune nouvelle avec quelconques autres. Reserve aussi, que, ou leur bon plaisir advint, de vendre ou aliener ladite Terre de Valengin, que la presentation dudit Vendaige sera faite en presence à Nous de Berne, & au cas que ne pourrions être d'accord dudit Vendaige, tellement qu'elle se vendroit à autruy; Ce neansmoins nous ayons faculté & pouvoir d'accepter le vendage par maniere de retract, dans le terme d'un An inclusivement pour les sommes & payement portés par le Contract dudit Vendage fait à autruy, & qu'en cecy l'on ne usera d'aucune cautelle n'y irreconvention.

6. Consideré aussi que les Sujets, manans & habitans de la Terre de Valengin ont des long-tems en ça reçu & entretenu la Religion Evangelique Reformée, de même comme la Ville de Berne, & en icelle maintenus, continuant des long tems la Bourgeoisie avec nôtre dite Ville, nous prions très-instamment Son Excellence, que prenant la possession dudit Valengin & que sa volonté fut de la regir par un Gouverneur Commis de sa part, qu'il luy plaise pour la premiere entrée, à ce remettre & deputer un personnage, qu'Elle connoitra idoine & suffisant en nôtre Ville de Berne, afin de tant mieux en ce nouveau changement de Seigneur entretenir en paix & tranquillité lesdits Sujets, lequel Officier sera tenu de garder, observer, maintenir & conserver les droits & préeminence de madite Dame audit lieu, sans que cette Constitution d'Officier de Berne se puisse tirer en consequence à l'advenir, n'y au prejudice de l'authorité & préeminence de nôtre dite Dame n'y des siens.

7. Promettans Nous les Delegués de nôtre dite Très Illustre Dame, sous obligations de tous ses biens & des siens hoirs, même & particulierement de leur Comté de Neufchatel, qu'Elle & les siens, sont & seront valablement obligé & astraints de fermement tenir, effectuer & accomplir toutes & singulieres les choses en ce present public instrument continües, sans opposition quelconque tant concernant les points entierement conclus que remis à sa discretion.

8. Semblable promesse faisons aussi Nous l'Advoyer & Conseil de Berne, sous obligation de tous & chacuns des biens de nôtre Republique, presens & advenir quelconques, renoncans à cet effet nous lesdits de legués audit nom, & nous de Berne pour la part de nôtre dite Republique, à toutes exceptions, cavillations & inventions & sinistres machinations, à tous drois, Us, Stils, Privileges, Respits, delays, autres aydes & Subsides, au moyen desquels & quelles, les presentes Lettres ou parties d'icelles, pourroient tomber en dispute, ou contravention, même au droit disant, la generale renonciation n'être vigoureuse, si les speciales ne precedent,

dent, & que la confession faite autre part, que devant son Juge 1579
ordinaire être nulle, le tout sans aucun fraud en toute sincerité.

Desquelles choses avons nous lesdites Parties, passé deux publics instrumens de même teneur sçellées des Sçeaux pendant, de nous dit George de Diesbach Gouverneur que dessu: & Claude de Neufchatel, pour & au nom de nôtre Dame de Longuewille & de nôtre Republique de Berne, soussignée par nous lesdits Commis de nos mains, & pour nous lesdits de Berne, par nôtre Secretaire d'Etat. Ville de Berne, ce 19me jour du mois de Fevrier, l'an pris à la nativité de nôtre Seigneur courant, mil cinq cents soixante dix neuf. 1579.

De Diesbach. Cl. de Neufchatel.

U. Dachselhofer.

MArie de Bourbon Duchesse de Longuewille & Touttewille, Comtesse de St. Pol. & Souveraine de Neuf-Châtel, Tutrice & Couratrice de nos chers & tres ames Enfans, & de nôtre très-cher & très-honoré Seigneur & Epoux Messire Leonor d'Orleans quant il vivoit Duc desdits Duchés & Comtés, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Sçavoir faisons, qu'après avoir veu, bien entendu & meurement deleberé ses Articles, contenans ses façons, formes & conditions, moyens & reserves avec lesquels les Magnifiques &c. Puissans Seigneurs, les Advoyer & Conseil de la Ville de Berne veulent & entendent remettre au profit de Nous & de nosdits Enfans, & de nos Successeurs, le Droit qu'ils ont sur la Seigneurie de Valengin, accordés & arretés par entre eux, & nos amés & feaux Ambassadeurs George de Diesbach Gouverneur en nôtre Comté de Neufchatel, & Claude de Neufchatel Sieur de Gorgiere, dedans la Ville de Berne, le 12me jour de Novembre mille cinq cents soixante dix huit dernier passé, nous de nôtre pure, libre & franche volonté, à nous lesdits Articles & tout le contenu en iceux, loué, grée, ratifié, confirmé & approuvé, louons, greons, ratifions, confirmons & approuvons, tant pour nous, que pour nosdits Enfans, nos hoirs, Successeurs & ayans cause, & voulons iceux Articles être gardés, observés & entretenus, & sortir leur plein & entier effet & que conformement à iceux, en seront faites & passées lettres & contract à forme probante & authentique, pour la seureté tant desdits Magnifiques & Puissans Seineurs de la Ville & Canton de Berne, que de nous, nosdits Enfans, Successeurs & ayans cause, pour lesquelles & Contract faire passer & accorder & consentir, nous avons commis & député, commettons & deputons nosdits ames & feaux George de Diesbach Escuyer Gouverneur & nôtre Lieutenant General de nôtre Comté & Claude de Neufchâtel Escuyer Seigneur de Gorgier & Conseiller de nôtre Conseil privé de nôtre Comté, auxquels & à chacun d'eux, nous avons donné & donnons tant en nôtre propre & privé

1579 nom, que comme Mere tutrice & Curatrice de nosdits tres chers & trés amés Enfans, plein pouvoir Authorité & Mandement special de faire passer & accorder Lettres & Contract authentique en la meilleure forme & maniere, qu'ils verront étre à faire, par raison pour la seureté de l'une & de l'autre partie, & generalement d'autant faire traiter & negocier en ses affaires que nous pourrions faire, si presentes en personne y etions, & ce l'entretenement, & accomplissement de tout ce qui sera par eux fait, passé & accordé, sousmettre, obliger & hypothequer tous & chacuns les biens à nous & à nosdits Enfans presens & advenir, specialement, ladite Comté de Neufchatel, appartenances & dependences, & sans que la specialité deroge à la generalité & de generalité à la specialité & faire toutes renonciations à tous droits, Us, Privileges & Coutumes, dont nous pourrions ayder & prevaloir, pour retarder, ou empecher l'effet desdits obligations.

Promettant en foy & parole de Princesse & sous obligation de tous nos biens, que nous avons pour ce soumis & obligé, avoir & tenir pour agreable, ferme & stable tout ce qui sera par nosdits procureurs & chacun d'eux sur ce fait & accordé. Renonçans à cet effet à toutes exceptions, Droits, Us, Stiles, Privileges, Rescripts, delays, autres aydes & subsides, au moyen desquels, l'effet desdits Accords, Lettres & Contracts seront retardés & empeché & au droit disant, generale renonciation non valoir & confession faite par devant autre personne, que son Juge ordinaire, est de nul effet. Et afin que ce soit chose ferme & stable, Nous avons signé les presentes de nôtre main, fait contresigner par l'un de nos Secretaires & y apposer le Sçel de nos Armes. Donné à Trye, le premier jour de Janvier. Mil cinq Cents soixante Dix neuf. 1579.

MARIE DE BOURBON.

Par Madame Duchesse, Marquise & Comtesse

PORQUIER.

CCCCVI.

Schweitzerisches Defensional, An. 1668.

1668 Damit der trostliche Zusammenzug, in erforderlichem Nohtfahl, eylend geschehen möge; solle jedes Orth, seinen dreyfachen Außzug, sambt aller Zugehördt, sonderlich der nohtwendigen Munition, in aller bester und solcher Bereitschafft halten, daß auf erste Mahnung, man ungesaumt aufbrechen, und dem Nothleidenden Orth zur Rettung beyspringen möge. Es seye mit einer einfachen, oder des gantzen Landes dreyfachen Außzug, nachdem es die

die Nohtdurfft erforderet und die Mahnung beschehen möchte, und 1668
soll jedes Orth, für den ersten Außzug verordnen, wie folgt:

Zürch	Mann 1400.	Stuck von 6. Pf. 1.	
Bern	2000.	- - - - - 1.	6. Pf.
Lucern	1200.	- - - - - 1.	
Ury	400.	- - - - - 1.	
Schweitz	600.	- - - - - 1.	
Underwalden	400.	- - - - - 1.	
Zug	400.	- - - - - 1.	
Glarus	400.	- - - - - 1.	
Basel	400.	- - - - - 1.	6. Pf.
Freyburg	800.	- - - - - 1.	6. Pf.
Solothurn	600.	- - - - - 1.	6. Pf.
Schaffhausen	400.	- - - - - 1.	6. Pf.
Appenzell	600.	- - - - - 1.	
St. Gallen Statt	200.	- - - - - 1.	
Abt	1000.	- - - - - 1.	
Biel	200.	- - - - - 1.	
		16.	

Lauwertz Mann	400.
Luggaris - - -	200.
Mendryß - - -	100.
Freyen Aembter - -	300.
Sargans - - -	300.
Meyenthal - - -	100.
Thurgöw - - -	600.
Baden Grafffschafft - -	200.
Rheinthal - - -	200.
Summa 13400. Mann.	

Für den anderen und dritten Außzug, soll jedes Orth noch zwey mahl so viel geben, als hiervor für den ersten specificirt worden, und in stündlicher Bereitschafft halten, sambt noch zwey gleichen Stucken, mit der nothwendigen Munition und Zugehördt.

Jede Compagnie solle seyn 200. Mann; der erste Außzug solle geschehn mit der Schützen, oder einem anderen Fahnen des Orths Ehrenfarb. Der andere mit dem Statt-Fahnen und der dritte mit dem Paner.

Es sollen zwo Armeen formirt werden, und mit Nahmen zu der einten dienen und gehören die Außzüger von Zürich, Lucern, Schwytz, Zug, Basel, Solothurn, Appenzell, Statt St. Gallen, Thurgöw, Lauwis, und die frembden Aembter.

1668 Zu der anderen, die Außzüger von Bern, Ury, Underwalden, Glarus, Freyburg, Schaffhausen, Abt von St. Gallen, Biel, Luggaris, Mendryß, Meyenthal, Baden, Rheinthal.

Im Februar 1467. sind zu Baden die Obersten Stellen, folgender gestalten außgetheilt worden. Namlich, für das erste Corpus,

Zürich und Lucern, jedes ein Obristen Feld-Haubtmann.
Schweitz und Zug, jedes ein Obr. Wachtmeister.
Basel, ein Obr. Feldzeugmeister.
Solothurn, ein Obr. Qvartier-Meister.
Appenzell, ein Obr. Provosen.
St. Gallen, ein Obr. Wagenmeister.

Für das andere Corpus.

Bern und Ury, jedes ein Obr. Feld-Haubtmann.
Underwalden und Glarus, jedes ein Obr. Wachtmeister.
Freyburg, ein Obr. Feldzeugmeister.
Schaffhausen, ein Obr. Qvartier-Meister.
Abt v. St. Gallen, ein Obr. Provosen.
Biel, ein Obr. Wagenmeister.

Darbey laßt mans auch dißmahlen bewenden, in der Meynung, daß ein jedes Orth zu solchen Stellen erforderliche Persohnen fürderlichst zu erwöhlen Gwalt haben solle.

Jedes Orth solle nach Proportion Schantz-Gezeug mit sich nehmen, und sonderlich die Gräntz-Orth ersucht seyn, mit Picklen, Schauflen, Gertel, Kärren und Wägen sich also wohl zu versehen, damit den Armeen im Nothfahl behülfflich zu seyn.

Man findt zu Außrüstung etlicher Reutherey rahtsam seyn, daß, auff jede 100. Mann, jedes Orth auch 3. wohlgerüste Reuther hergeben solle; zumahlen daß diejenigen Stätt und Orth, so mit Reutherey versehen, dieselbigen auch in Bereitschafft richten und haben sollen, sich deren im Nothfahl auch trostlich zu bedienen.

Beyden Lobl. Orthen Zürich und Lucern wird überlassen, jedem Orth, einen verständigen Kriegs-Secretarium, auff gemeine Kösten zu bestellen.

Die Justitz belangend, solle dieselbige verwaltet werden, von den Officierern aus allen Compagnien, denen der jüngste Haubtmann beywohnen solle, und einem jeden die Appellation an den Kriegs-Rath vorbehalten seyn, auch sonderhalb von dieser Justitz excipirt und ermeltem Kriegs-Raht lediglich überlassen, alle diejenigen, so Crimen läsä Majestatis begangen, oder dessen verdächtig sind.

Wann eint oder ander Orth über angewendte Mittel, in Gefahr eines feindlichen An- oder Uberfahls wachsen möchte, solle daßselbige befugt seyn, das nächste Orth umb seine trostliche Hülff, es seye den ersten, anderen oder dreyfachen Zug mit einanderen zu machen, und dasselbige auch die in nächstgelegenem Orth und also fort-

an.

an. Das Gemahnte solle hierauff, seine in Bereitschafft stehende 1668
Völcker, alsobald an das bestimbte Orth in der Mahnung, so jedem Orth frey gestellet wird zu ernamsen, anmarschieren lassen, und solle alsobalden, in nächst angräntzenden Orthen, der Land-Sturm angefangen, durch das gantze Land continuirt, und die Eydgnoßische Hülff, biß an die eussersten Gräntzen der Eydgnoßschafft sich begeben.

CCCCVII.

Ewig Burgrecht zwischen dem Canton Lucern und der Grafschafft Neufchatel und Valangin, An. 1693.

WIR die Schultheiß, Klein und Grosse Räth, so man nennet 1693
die Hundert der Statt, Lucern, Thun kund und wüssen offentlich hiemit, dieweiln zwüschen denen Duchläuchtig- und Hochgebohrnen Fürsten, denen Herren Hertzogen von Longueville, als Oberten Land-Fürsten der Grafschafft Neüenburg und Valendis von dieser Graffschafften wegen, unter welchen Stätt und Ständen Löbl. Eydtgnoßschafft von sehr viel Jahren dahero eine nutz- und rühmliche Vereinigung und ewiges Burger-Recht gestanden; Mit Nahmen aber entzwüschen dem Weil. Durchl. und Hochgebohrnen Fürsten und Herren Philippsen Marggraffen zu Hochberg Lobsel. Gedächtnuß, bey Lebzeiten Marschallen zu Burgund, Graffen und Oberherren zu Neüwenburg, Herren zu Röhtelen, und Sausenburg Eines, und unseren Fromm, und Ehrenden, lieben Regiments-Vorderen andern Theils, ein solche Einung, und ewig Burgerrecht geschlossen, und auf St. Mariä Magdalenä Abend deß 1501sten. Jahrs in der Statt Lucern ordenlich verbrieffet: Auch nach Absterben deß Hochgeachten Herren Marggraffen ein solches mit Ihr Fürstl. Durchl. und namlichen Anno 1503. mit dessen nachgelassener Ehlichen Tochter der Freüwli Johanna, in dem nächsten Jahr aber An. 1504. darauf mit dero Eheherren den Herren Luwigen von Orleans, nachmaligen Hertzogen zu Longueville wiederumb erneüweret, und Anno 1524. umb dessen Bestätigung entzwüschen der obhochgedachten Frauwen Johanna, und unseren lieben Voreltern nachmalige Actus außgewehlt, endlichen dasselbe auch Anno 1570. von Ihr Fürstl. Durchl. dem Herren Leonor von Orleans Hertzogen zu Longueville, und Touteville, auch unseren in GOtt ruhenden Vorfahren erneüweret und verschrieben worden, wie es dann die deßhalber gefertigte Hauptbrieff weisen, auff welche man sich beziehet, deßhalber und in Ansehung, daß eine solche gute Verständnuß und Burgerrecht zu beidseitigem guten Erspriessen wohl außgeschlagen, und erschossen; So haben zu Erhaltung einer soalten, und verständigen Freünd- und Nachbarschafft Ihre Fürstl. Durchl. Herr Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Conde, und Fürst von Königl. Geblüet, Pair und Grandmaistre von Franckreich, Herzog von Anguien und Chateau rouse 2c. Ihrer Allerchristl. Königl. Majestät zu Franckreich, Gubernator und oberster

1693 Statthalter in denen Provintzien Burgund und Bresse 2c. : Als Ehren-Vorsteher Ihrer Fürstl. Durchl. deß Herren Herzogen von Longueville, obersten Land-Fürsten der Graffschafft Neüwenburg und Vallendis, dieweilen obgedachte Ihre Fürstl. Drl. dem Hr. Herzogen zu Longueville und Oberherren der Graffschafften Neüwenburg und Valendis, erleidender ståts Leibs Unpåßlichkeit halber, ein solches in Persohn zu verrichten, wie es sonsten das Herkommen mitgebracht håtte, unmůglich fallet, und Dero Nahmen, und als Dero ordenlicher Ehren-Vorstånder durch ihre hierzu mit vollkommenem Gewalt versehene Abgesandte, die Hochgeachte, Wohl Edle, auch Edle, Gestreng, Vornehm- und Weise Herren, Herren d'Affry, Gubernatoren und dero General-Statthalteren in gedachter Oberherrschafft, wie auch die Herren Abraham Chambrier Alt-Meyer zu Valendis, Herren Johan Heinrich Brun, Herrn zu Oleirs, Cantzleren der besagten Oberherrschafft Herren Jonas Horry, Vogten zu Boudry, Herren Johan Michel Bergeon, Meyeren zu Neüwenburg, alle vier Standts-Råth der mehrerwehnten Graffschafft Neüwenburg und Valendis; Gedachter Vereinigung und Ewige Burgerrecht mit uns wiederumb erneüweren, und dasselbe auff hocherwehnte Ihre Fürstl. Durchl. des Herren Hertzogen zu Longueville, Dero Erben und ewigen Nachkommen in guten Treüwen zu erhalten schweren wollen, in massen Hochgedachte Ihre Fürstl. Durchl. durch gedachte mit vollkommenem G'walt versehene Abgesandte hierumb an uns Geziemmende Werbung thun lassen, und Uns samt unseren Stått, Land und Leüthen mit unserer freündl. Bewilligung zu Ihren, das ist, als ihren Vorsteher, und in Nahmen offt hochgesagt Ihr Fürstl. Durchl. des Herren Herzogen von Longueville, und obersten Land-Fürsten, und Herren zu Neüwenburg und Valendis, von dieserer beider Oberherrschafften wegen, zu ewigen Burgeren empfangen, und das obangezogene ewige Burgerrecht mit uns erneüweret und beståtiget haben; Worüber auch Wir die zu Anfangs ernennte, Schultheiß, Klein und Grosse Råht, so man nennet die Hundert der Statt Lucern, auß gleichen, und denen obanzogenen Grund- und Ursachen hiemit würcklichen, und in Krafft deß gegenwårtigen, das ermelte Ewige Burgerrecht, wie es die alten Burger-Brieff außtrucken, und welche hiemit in ihren Kråfften bleiben und beståttiget seyn sollen, beståttet und erneüweret haben, beståtten und erneüweren auch dasselbe mit gegenwårtigem, wie sein solches von Articul zu Articul hernach folget.

Nammlichen, und dieweiln Wir in Ansehung derselben Liebe und Freündtschafft ob Hochgedachte Ihre Fürstl. Durchl. den Herren Herzogen zu Longueville, als obersten Land-Herren der Graffschafft Neüwenburg und Valendis, dessen Erben, und Ewigen Nachkommen, mit denen Ståtten, Schlösseren, Land und Leüthen der Graffschafft Neüwenburg und Valendis, zu unseren ewigen Burgeren auf- und angenommen, sie auch hiemit wüssentlich und in Krafft diß Brieffs zu unseren ewigen Burgeren annemmen und empfan-

pfangen, also daß Wir dieselbe, auch dero Land und Leüth in gedachten Graffschafften Neüwenburg und Valendis nun, und hinnach zu Recht, und vor Gewalt handhaben wollen, nach laut und Sag unsers Stattrechtes und löbl. alten Herkommen. 1693

So bleibet noch weiters beredt, ob Hochgedachte Ihr Fürstl. Durchl. Dero Erben und Nachkommen theinest unser Raths-Bottschafften zu brauchen nothdürfftig, und die erfordern wurde; Alsdann Wir ihnen die erlauben, und verwilligen sollen; Es sollen auch Wir beyde Theil, und alle die Unseren uns ziemmlicher innländischer Rechten gegen einander benügen, und was alsdann gesprochen wird, darbey zu bleiben, ohne weiter weigeren, ziehen und appellieren, fürderlich und ohne Verzug Recht ergehen zu lassen, und daß keintweder Theil den anderen mit frembden außländischen Gerichten und Rechten nit bekümmern, fürnemmen, noch beschweren soll, ausgeschlossen, umb Ehe und offen Wucher. Ob sich aber begeben wurd, daß Spän oder Widerwillen zwüschen Hochermelt Ihro Fürstliche Durchl. Dero Erben und Nachkommen, und uns den Schultheissen Räht und Gemeinen unseren Burgeren auch ewiger Nachkommen auferstunde: So soll doch darumb nichts unfreündliches gehandlet, noch fürgenommen werden, sondern so soll jeder Theil den anderen zu Recht und Außtrag fürforderen gen Viell, dahin dann nach der Erforderung der Theil, so also erforderet wird, in 14. Tagen den nechsten darnachkommende dem Rechten statt thun, und daselbst jedweder Theil zwey Ehrbahre aus dem Bezirck der Eydgnoßschafft erkießte Männer zu den Spähnen setzen, die auch loben und schweren sollen einen Eydt zu GOtt, und den Heiligen, solch Irrung, und Spän von beyden Theilen mit Klägten und Antworten nach Nothdurfft zu hören, und demnach zu besuchen, ob sie die mit beyden Theilen Wüssen und Willen, betragen und gerichten mögen, und ob das nit beschehen mag, so sollen sie dann das Recht in drey 14. Tagen den Nächsten außsprechen, wie sie das ihr Eydt und Ehre weiset, und wie das also von ihnen gemeinlich, oder dem mehreren Theil außgesprochen wird, daß auch dem von uns beyden Theilen getreüwlich nachgangen werden solle, ohn alles weiter Ziehen, Weigeren und Appellieren.

Ob aber die zugesetzten in ihren Sprüchen und Erkantnussen zerfielen, und sich gleich theilten, so soll unser deß Theils zugesetzter, so zu Tagen erforderet wird, und deß die Außspruch ist, und uns dem anderen Theil ein gemeiner Mann, der sie zu aller Sach der schiedlichst und gleichest bedunckt, und der das vor Datum dieß Briefs nit verlobt, noch verschworn hat, kiesen und nennen, und der von dem Theil, dem er zugehört, daran gewiesen und gehalten werden, sich deß anzunemmen, und bey dem Eydt sich zu verbinden, solch Sach wie obsteht fürderlich auszurichten, und entweder zu gesetzten gesprochene Urtheil so ihne die besser, und gerecht seyn bedunckte, in so viel Zeit als vorsteht, folgen und gehellen soll, und weder Theils zugesetzten Urtheil er also gehellt, und folget, daß die auch dann die

1693 mehr sind, und dero wie obsteht nachgangen werden soll, ohne alles weiter Weigeren und Appellieren, ohne Gefehrde.

Doch so behalten Wir uns hierin lauter vor, den Heil. Stuhl zu Rom, das Heil. Römisch Reich als von deß Reichs wegen, und alle die, mit denen wir vor Datum deß ersten Burger-Brieffs mit Herren Marggraff Philippen zu Hochberg aufgerichtet, in Bündtnuß, Einung, oder Verschreibung sind, ohne Gefehrd.

Wie nun Hochgedachte Ihre Fürstliche Durchl. Herren Heinrich Juli von Bourbon, Fürst von Conde und Fürst von Königlichem Geblüt rc. als Ehren-Vorsteher Ihrer Fürstl. Durchl. deß Herren Herzogen von Longueville als obersten Land-Herren der Graffschafft Neüwenburg und Valendis, in dessen Nahmen, und von wegen als obsteht, durch mehr wohlernante Dero Herren Abgesandte dieses ewige Burgerrecht in Treüwen und unverbrüchlich zu halten und zu erhalten, in unser Statt und zu unseren Handen offentlich gelobt, und versprochen und geschworen haben, welches Ihre Fürstl. Durchl. der Herr Herzog von Longueville auch selbst Persöhnlichen in unserer Statt wurde gelobt und geschworen haben, wann von der stäts anhaltenden Leibs-Unpäßlichkeit Ihro ein solches nicht ohnmöglich gefallen wäre; Alles in der Maaß wie solches von weiland Ihro Fürstl. Durchl. dem Herren Marggraffen Philippen von Hochberg, und anderen Dero Herren Vorfahren lobsel. Gedächtnuß von wegen dero oberwehnten Oberherschafft zu Neüwenburg und Valendis und unsren lieben Vorderen gelobt, und geschworen worden.

So haben eben gleicher Gestalten auch Wir die Schultheiß, Klein und Grosse Räht der Statt Lucern zu Handen Hochgedacht Ihro Fürstl. Durchl. deß Herren Herzogen von Longueville, dessen Erben und ewigen Nachkommen, als obersten Land-Herren der Graffschafft Neüwenburg und Valendis, auch Ihrer Fürstl. Durchl. deß Herren Fürsten von Conde so als Ehren-Vorsteher wie obstaht Dero Herren Abgesandten dem Herren von Affry, Gubernatoren, und General-Statthalteren zu Neüwenburg und Valendis dieses jetz bedüte Burgerrecht, vest, stät, und ohnverbrüchlich zu halten angelobt, versprochen und geschworen, ohn alle Gefehrde.

Dessen dann und obgemelter Dingen aller zu wahren und vesten Urkund wir an diesem Brieff unserer Statt gewohnlich Insiegel hencken, auch von unserem Stattschreiberen underzeichnet, und sintemahl Wir von offt Hochgedacht Ihro Fürstl. Durchl. zu unser und unserer ewigen Nachkommenen Handen einanderen doch gleiches Innhalts empfangen, Deroselben zu derer, und Dero Erben auch ewigen Nachkommenden Handen diesen gegenwärtigen Brieff zustellen lassen; Auf Montag den 9ten Wintermonat, nach Christi unsers Herren und Heilands Geburth gezehlt das 1693ste Jahr.

Johann Carl Balthasar,
Statt-Schreiber.

CCCCVIII.

CCCCVIII.

Friedens-Tractat der Catholischen und Evangelischen Cantons der Eidgenossen zu Arau, An. 1712.

Zu wissen, kund und offenbahr seye hiermit manniglichen; Alsdann sich zu allgemeinem Bedauren begeben, daß zwischen denen Lobl. Orthen der Eydgnoßschafft, als namlich Zürich und Bern an einem; dann Lucern, Ury, Schwytz, Underwalden, ob und nid dem Kernwald und Zug, sambt dem ausseren Ambt, an dem anderen Theil, einige Mißhell, Irrungen und Zweyspalt von Toggenburgischen Lands-Beschwärden und daherigen Klägten wegen, erwachsen, und selbige, mit dem Lauff der Zeit, solche Weiterung gewonnen, daß endlich, aus GOttes sonderbahrer Verhängnuß, man nicht allein im Toggenburg und den Abt St. Gallischen Landen, sondern auch in denen gemeinen Herrschafften, sonderlich aber in der Graffschafft Baden und denen Freyen Aembtern, zu kriegerischen Verfassungen, ja würcklichen Thätlichkeiten selbsten, gegen einander gerathen: Daß daraufhin beyde Lobl. Orth Zürich und Bern sich benöthiget befunden nicht allein der Graffschafft Baden sambt den Freyen Aembtern und der Stätten Baden, Mellingen, Bremgarten, &c. sich zu bemächtigen, sondern auch des Thurgöws und Rheinthals zu versichern. Derowegen dann die Lobl. Stätt und Orth der Eydgnoßschafft, als Glarus, Basel, Freyburg, Solothurn, Schaffhausen, Appenzell, Statt St. Gallen und Biel, aus wahrer Sorgfalt für die Erhaltung gemeinen lieben Vatterlands, und der von unsern lieben Altvorderen theur erworbenen Freyheiten, veranlasset worden, zu Wiederherstellung eines unter GOttes mitwürckendem Segen, ehrlichen, billichen und beständigen Friedens, eine allgemeine Zusammenkunfft aller Lobl. XIII. und Zugewandten Orthen der Eydgnoßschafft, naher Arburg und Olten außzuschreiben, hernach aber gemeinsamlich besser befunden, die Mahlstatt umb mehrerer Kommlichkeit willen, naher Arau zu verlegen, allwo sich aller Lobl. Orthen Herren Ehren-Gesandten eingefunden, als 1712

Von Zürich.

Herr Johann Jacob Escher, Burgermeister, und Herr Johann Jacob Ulrich, Statthalter, und des Rahts.

Von Bern.

Herr Christoph Steiger, Seckelmeister Welschen Landen, und Herr Abraham Tscharner, beyde des Rahts.

Von Lucern.

Herr Lorentz Frantz von Fleckenstein, Ambts Statthalter und Statt Venner, und Herr Obrist Carl Anthony am Rhein, beyde des Rahts.

Von Ury.

Herr Carl Alphons Beßler, Neu Landamman und Pannerherr, und Herr Lands-Haubtmann Joseph Anthony Pündtiner, Obrister und Landamman, und Herr Sebastian Jauch, Landschreiber.

Von

1712 Von Schwytz.

Herr Haubtmann Joseph Frantz Erler, Neu-Landamman, und Herr Gilg Christoff Schorno, Alt-Landamman.

Von Underwalden.

Herr Conrad von Fluh, Landamman Ob- und Herr Sebastian Remigius Keyser, Landamman und Lands-Haubtmann Nid dem Kernwald.

Von Zug.

Herr Damia Müller, Seckelmeister, und Herr Haubtmann Christian Hermann, beyde des Rahts.

Von Glarus.

Herr Johann Heinrich Zwicki, Landamman, und Herr Jacob Gallatin, Statthalter und des Rahts.

Von Basel.

Herr Johann Balthasar Burckhard, Burgermeister, und Herr Christopff Burckhard, Deputat und des Rahts.

Von Freyburg.

Herr Frantz Philipp von Landen genannt Heid, Herr zu Cugy au Mont und Vesin, Schultheiß, Ritter, und Herr Frantz Nielauß von der Weyd, des Rahts.

Von Solothurn.

Herr Baron Johann Friederich von Roll, Herr zu Emmenholtz, Statt Venner, Ritter, und Herr Johann Jacob Joseph Glutz, Seckelmeister, Ritter und des Rahts.

Von Schaffhausen.

Herr Michael Senn, Burgermeister, und Herr Melchior von Pfisteren, Statthalter und des Rahts.

Von Appenzell.

Herr Paulus Suter, Landamman, Inneren- und Herr Lorentz Tanner, Landamman ausseren Rodens.

Von St. Gallen.

Herr Christoff Hochreutiner, Stattschreiber.

Von Biel.

Herr Peter Haas, Statt-Venner und des Rahts.

Durch welcher jetzt wohlermeldter Herren Abgesandten unermüdeten Fleiß, Arbeit und Sorg die Sachen dahin gerahten, daß nach beschehenen vielfaltigen Vor- und Gegenvorstellungen beydseitige Herren Abgesandte über sich genommen, solches ihren Herren und Oberen zu beliebender Genehmhaltung zu hinterbringen; von denen endlichen genehm gehalten worden, wie folgt: daß

Erstens, denen beyden Lobl. Orthen Zürich und Bern verbleiben soll, die gantze Graffschaft Baden, sambt allen darinn liegenden und

und darzu gehörigen Stätten, Orthen, Land und Leuthen; worunter die Statt Bremmgarten gleichfahls gemeynt und begriffen ist; zusambt allen andern Landherrlichen Rechten und Gerechtigkeiten, auch aller Zugehörd, nichts ausgenommen, noch vorbehalten. 1712

Ferners, soll in denen Freyen Aembtern von nun an eine Landmarch-Linie gezogen werden, under dem Closter Hermetschwyl hindurch, oberhalb Sarmenstorff hinüber, auf Fahrwangen; also daß, was unter dieser Linie, denen beyden Lobl. Orthen Zürich und Bern allein, (mit Vorbehalt Lobl. Orths Glarus habenden Rechten,) verbleiben, was obbemelter Marchlinien, den 7. regierenden Lobl. Orthen zu dienen, in Meynung, daß diese Marchlinie nur die Hoheit oder Landmarch bedeuten, übrigens aber einem jeden sein Recht und Gerechtigkeit, Zinß, Zehnden, Weydgang, Zusammentretteten, Waldungen, oder was andere Nutzungen seyn möchten, in einen weg wie zuvor bleiben sollen, wann gleich es durch die Land-Marchlinien abgesondert wurde.

Deßgleichen sollen die Burger der Statt Stein, so ennert der Rheinbrucken wohnen, sambt ihrem Gemeindbahn und was darin begriffen, von der Turgäwischen Regierung und Land-Herrlichkeit gesönderet seyn, und zu der Statt Stein gehören, mit Vorbehalt der 3. Lobl. Stätten Bern, Freyburg und Solothurn habender Rechten. Hiebey aber versprechen beyde Lobl. Orth Zürch und Bern, die Catholischen in diesen erzehlten Stätten und Landen, bey einer vollkommenen freyen Ubung ihrer Religion, deßgleichen auch die darinnen sich befindende Stifft und Klöster bey ihren Haab und Gütern, Recht und Gerechtigkeiten, Einkünfften, Zinß und Zehnden; nicht minder auch die innere und aussere Gerichts-Herren und Particularen, bey ihren habenden Rechten verbleiben zulassen, zu schützen und zu schirmen, auch die Statt und Burgerschafft zu Baden also mildiglich anzusehen, daß sie sich derselben Gnaden zu erfreuen haben werden.

Gleichfahls erklären sich beyde Lobl. Stände Zürich und Bern, die Collegiat-Stifft St. Verena zu Zurzach zu ihrer Wiederbestellung ledig fallender Probsten, Decanat, Custorey und Chorherreyen samt andern darzu gehörigen Geistl. minderen Stellen, je eine Vacantz aus der Lobl. 5. Cathol. Orthen, Burgern und Landleuthen; die andere Vacantz aber, aus allen Lobl. Eydgnoßischen Orthen, oder dero Angehörigen, alternativè und so fortan unter gleicher Abwechslung zu ergäntzen, und es bey dem vor diesem bestimten Regali verbleiben zu lassen.

Mithin auch dem Lobl. 5. Cathol. Orthen, so wohl als allen der Eydgnossen Angehörigen künfftig wie hiebevor geschehen, freyer Handel und Wandel, in Krafft der Bündten jederweilen der freye Paß und Repaß, auch Zu- und Durchfuhr aller Sachen und Wahren, ohne neuerliche Beschwärd und Aufflag, durch die obgemelter massen abgetrettene Land zugestatten; Gleich dann auch beyde Lobl. Orth Zürch und Bern das Reciprocum sich vorbehalten. Mit der ferneren Erläuterung, daß diejenigen, welche de dato innert zweyer

Jah-

1712 Jahren frist, mit ihrem Haab und Gut auß obigen Landen hinweg, (nicht aber ausser die Eydgnoßschafft,) ziehen wolten, kein Abzug zu bezahlen schuldig seyn. Diejenigen aber, welche nach dieser Zeit in ein ander Orth, es sey in oder aussert der Eydgnoßschafft, hinziehen wurden, den geziemenden Abzug erlegen sollen; alles in dem Verstand, daß Lobl. Orth Glarus an obige Land und Leuth habende Rechte, bester massen reservirt seyn sollen, wie vor gemeldet.

Und weilen zweytens, beyde Lobl. Stände Zürch und Bern, das Thurgöw und Rheinthal zu gemeinsamer Regierung derjenigen Lobl. Orthen, welche selbige vorhero beherrschet, wieder abtretten werden, mit Beding, daß vorhero, so wohl der Religion als der Regierung halber, die gebührende Paritet, würcklichen zu Werck gerichtet werde. Gestalten hierumb abgeredt, verglichen und geschlossen, daß künfftige Streitigkeiten in denen gemeinen Herrschafften zu vermeiden, und eine gerechte und friedsame Regierung zu führen, die Evangelische gleich wie die Catholische, der Religion und Gottesdiensts halber, und was selbigem anhanget, in denen gemeinen Herrschafften, in welchen beyde Religionen sich befinden, in einem gantz gleichen Rechten stehen, und was jeder von beyden Religionen zu derselben Ubung in particulari zugehört, derselben verbleiben, und sie dessen unverweigerlich zu geniessen haben solle.

So sollen auch in hohen Regalien, Item, wann es umb allgemeine Regierungs-Policey- Land- und Kriegs-Ordnung zu thun, die Majora künfftigshin nichts entscheiden; sondern, wo darüber ungleiche Meynungen wären, solle gleich wie in denen die Religion ansehenden Geschäfften derenthalben der einte Theil vermeinte, daß es die Religion nicht berühre, der andere Theil aber es für eine Religions-Sach dargiebet, weder von den mehreren regierenden Lobl. Orthen, noch vielweniger von den nachgesetzten Landvögten, nichts decidirt, oder darüber gesprochen; sondern damit, biß auf aller Lobl. regierenden Orthen Zusammenkunfft gewartet, und alsdenn durch gleiche Sätze beyder Religionen, zu güt- oder rechtlichem Außspruch geschritten werden. In allen anderen Sachen aber, sollen die regierende Orth, wie hiebevor handlen, erkennen, richten und urtheilen, und ein Mehr seyn und verbleiben.

Und gleich wie man zugibet, daß die Cathol. Geistlichkeit, sambt allem, was ihren Gottesdienst und Kirchenzucht betrifft; Item die Ehe-Sachen und was dem Foro Matrimoniali anhanget, vor dem bekannten Richter ihrer Religion beurtheilet werden; Eben also sollen auch die Evangel. Pfarrer und Seelsorger, sambt allem, was derselben Gottesdienst und Kirchenzucht betrifft, darunter auch die Bestellung und Haltung der Schulen begriffen, gleich der Judicatur über die Ehesachen, dem Richter ihrer Religion, namlich der Statt Zürch, auch allein underworffen seyn. Die Schulmeister aber in allen anderen Sachen, aussert was die Institution und Religions-Docirung betrifft, dem Weltlichen Richter unterworffen bleiben; auch wo die eint oder andere Religion verlangte,

daß

daß die Schul gesönderet wurde, oder aber eine auffrichten wolte, 1718
soll solches derselben auff eigenen Kosten bewilliget seyn.

Es soll auch kein Theil, an des anderen Religions-Ceremonien und Gebräuche, oder was immer seiner Glaubens-Bekandtnuß nicht gemäß ist, insonderheit auch nicht zu Haltung des anderen Theils Fest- und Feyrtagen, verbunden seyn; Und gleich wie die Catholischen in ihrem Gottesdienst, Ceremonien und Proceßionen nicht gehindert, beschimpffet noch beleydiget werden; eben also sollen auch die Evangelischen in ihrem Gottesdienst, Kirchen-Gebrauchen und Ceremonien nicht gehinderet, beschimpffet, noch beleydiget werden. Ingleichem sollen die Landvögte und Underthanen ihrer Glaubens-Bekandtnuß gemäß jederweilen beeydiget werden. Dannenhero, so ward auch angesehen und geordnet, daß zu Verhütung besorglicher Unordnung für das künfftige die Kirchen zu Verrichtung des Gottesdienst an Sonntagen, von denen dieselbige zuerst gebrauchen, denen so der anderen Religion sind, vom Frühling biß in den Herbst um 8. Uhren, und vom Herbst biß in den Frühling spatest um 9. Uhren überlassen; Es wäre dann Sach, daß sie sich untereinandern mit beydseitigem Belieben an eint oder anderm Orth einer andern Stund verglichen hätten, und darbey verbleiben wolten: Jedem Theil auch zu Verrichtung des ordinary und extraordinary Gottesdiensts durch die Wochen, derselben Gebrauch ungehindert gestattet werden. Zu solchem End, wo man keine eigene Kirchenschlüssel und Meßmer haben, und deren begehrt wurde, solche dem begehrenden Theil zu dienen sollen; Jedoch also, daß alsdann die Chor und Altar auß gemeinem Kirchen-Gut mit so weniger Einnahm der Weite, als möglich geschlossen; auch denen Evangelischen an solchem Orth, wo sie mit keinen eigenen Tauffsteinen versehen, selbige zu eignem Gebrauch in die Kirchen hinein zu setzen, ohne einige Hindernuß gestattet werden; zugleich auch jeder Religion ein besonder proportionirter Kirchhoff, ihre Todten nach ihrer Religions-Manier und Ubung zu begraben, verwilliget seyn solle.

In fernerem ist auch abgeredt und verglichen, daß wo die, der eint oder andern Religion Zugethane ihren Gottesdienst in einer eignen Kirchen zu verrichten, eine neue bauen wolten, dann zumahlen solches in eignem Kosten beschehen solle; doch, daß sie sich alsdann selbiger Kirchen allein bedienen, und zu der gemeinsamlich gehabten den Zugang aufgeben, mithin aber umb das darzu verlassende Recht, sich mit der andern Religion vergleichen mögen.

Dafern auch eint oder anderseitige Religionsgenossen eine gemein besitzende Kirchen in eignem Kosten vergrössern wolten, solle solches ihnen ungehindert gestattet werden; Jedoch daß der Bau also geführet, daß so viel möglich in Zeit des Bauens kein Theil an seiner Religions-Ubung verhinderet, auch der Catholischen Altar und Sacristeyen nichts benachtheiliget werde. Also auch wann die Evangelischen umb besserer Komblichkeit willen eine nächst gelegene

Kir-

1712 Kirchen, darinn ihre Religion geübet wird, besuchen wolten, solle ihnen solches ungehindert zugelassen seyn.

Denenjenigen Kirchhörinen, wo nur allein der Evangelische Gottesdienst geübet wird, sollen dieselben Kirchen-Güter, sie mögen bestehen, worinnen sie immer wollen, denenselben zu eigener Verwaltung allein übergeben und überlassen werden; da hingegen denen Catholischen auch an denen Orthen, wo der Catholische Gottesdienst allein geübet wird, gleichmäßig die Verwaltung ihrer Kirchen-Gütern, auch allein übergeben und überlassen seyn solle. Die Kirchen-Güter aber an denen Orthen, da selbige annoch unvertheilt, und allwo beyde Religionen in Ubung sind, solle die Natur solcher Kirchen-Güteren erforschet, und die Spend- oder Allmosen-Güter nach Marchzahl der Leuthen jeder Religion getheilet; deme nach auß den übrigen Kirchen-Güteren, das, was zu dem Geläut und Kirchen-Gebäuen vonnöthen bestimmet, in zwey gleiche Theile getheilet, darvon jeder Religion einer zur Verwaltung zugestellet, und die under diesem Titul sich ergebende Unköstten zu gleichen Theilen beygetragen, das Capital wohl möge vermehret, aber nicht verminderet werden. Von dem übrigen aber solle jedem Theil das, was er zur Verrichtung seines Gottesdiensts biß dahin genossen, demselben fürbas gefolget, und zu dessen Verwaltung übergeben werden, und die Gemeindsgenossen von der eint und anderen Religion zu der anderen Gottesdiensts Underhaltung für das künfftige nichts mehr beyzusteuren schuldig seyn.

Es sollen auch die Herren Collatores derjenigen Pfrunden, wo die Pfarrer dem Züricher Synodo einverleibet, aus drey tauglichen Subjectis, so ihnen von dahero vorgeschlagen werden, eines darauß zu erwöhlen haben, anbey aber auch die Pfarrhäuser gebührend in Ehren zu halten sich angelegen seyn lassen.

Ferner, so ist man auch überein kommen, daß die Verlassenschafft der in gemeinen Teutschen Herrschafften absterbenden verpfründeten Herren Geistlichen, des Abzugs frey seyn sollen.

Und weilen das Rheinthalische Land-Mandat nicht allein ein und andere Unordnungen in sich haltet, sondern auch die Religion einmischen thut, als hat man auch für nöthig angesehen, daß dasselbe verbesseret werden solle; mithin dann auch der Landsfrieden von An. 1531. aufgehebt, tod und ab seyn, dagegen aber die dißmahlige Befriedigung künfftighin der Lands-Frieden heissen und die Landvögte, so wohl als alle Geist- und Weltliche Gerichts-Herren und Collatores, zu diesem neuen Landsfrieden verpflichtet und verbunden seyn sollen.

Damit dann auch in Verwaltung der Justitz die Unpartheylichkeit desto besser Platz finden möge, so sollen die Ehrenstellen, Aembter und Oberkeitliche Bedienungen, von nun an aus beyden Religionen bestellt werden; also daß, gleich wie die Landschreiber im Thurgöw Cathol. Religion bleiben, hergegen jederzeit der Landamman Evangel. Religion seyn solle.

Es

Es soll auch fürohin, die Landschreiberey des Rheinthals, beständig, durch einen Evangelischen Landschreiber, bestellt, und versehen werden; der nächste Beambtete auff ihn aber Catholischer Religion, und den Lobl. Catholischen regierenden Orthen selbigen zu bestellen überlassen seyn solle, von der Qvalitet wie der Evangelische Beambtete in dem Sarganser Land seyn wird, und wie die sambtlich regierende Orth deßhalben überein kommen werden, und obbedeute Landschreiber- und Landamman Stellen je zu 10. Jahren umb abgeändert, und jedesmahl an eines Cathol. abgehenden Platz, wiederumb ein Cathol. und Vice versa an eines Evangel. abgehenden Platz, auch wiederumb ein Evangelischer bestellet, und also auch mit den nächsten auff sie folgenden Ober-Beambteten verfahren werden. Die Wahl aber, so fern sie einen Cathol. zu betreffen hat, denen Cathol. wo es aber ein Evangelischer seyn solle, den Evangelischen Orthen gebühren solle. 1712

So ist auch gut funden und beabredet worden, das künfftighin, bey allen haltenden gemeinen Tagleistungen in Religious- und Stands-Sachen allwegen ein Evangelischer und ein Cathol. Protocollist zugleich in die Sessionen admittirt, deroselben führende Protocolla, jeweilen gegen einander gehalten und confirmirt, folglichen dann das also auch verglichene in gemeinen Seßionen abgelesen werden solle.

Ubrige, so wohl Civil als Militar-Bedienungen, als da sind: Undervögt, Landrichter, Weibel, Landgrichts-Diener, Item Redner, Land- und Qvartier Haubtleuth jeder Religion ohne Unterscheid gleich viel bestellet werden. Darbey es der Redneren halb die Meynung hat, daß zu denen dißmahls vier Cathol. zu Frauenfelden annoch zwey Evangel. hinzu gethan, auff das Absterben zweyer Cathol. aber es fürbas hin bey der Zahl der vier Redneren, als zweyer Evangel. und zweyer Cathol. gelassen werden solle.

Ferners, soll auch in den Niederen Gerichten, wo man von beyden Religionen under einanders wohnet, mit Besetzung der Ammanen und Richterstellen, also verfahren werden, daß an denen Orthen, wo zwey Drittheil der einten Religion, die Richterstellen auch mit zwey Drittheil Richteren von selbiger Religion bestellet; wo aber die Mannschafft geringer als zwey Drittheil so solle dannzumahlen das Gericht halb von den Evangelischen, halb von den Cathol. besetzet, und allwegen ohne Unterscheid der grössern, oder wenigeren Mannschafft mit der Amman- oder vordersten Richterstell alternirt werden.

So sollen auch die Waysen mit Vögten ihrer Religion versorget, die Frembdling ohne aller regierender Orthen Consens nicht zu Lands-Kinder noch die Landskinder derer Orthen, wo sie nit Burger, oder Gmeindsgnossen sind, wider den Willen des mehrentheils der Gmeindsgnossen weder zu Burgern, oder Gmeindsgenossen noch zu Beysässen angenommen werden, auch weder die Landvögt, noch Grichts Herren selbige, unter dem Vorwand des halben Mehrs, noch sonsten einiger massen, dazu nicht nöthigen mögen.

1712 Dann die Käuff in todte Händ betreffend, so sollen solche niemand als den regierenden Orthen für sich, doch so zugelassen seyn, daß die übrigen Lobl. mitregierende Orth umb den Consens gebührend ersucht werden.

Die heimlichen Kläger und Kundschafften sollen fürohin abgestellet, die Underthanen mit strenger Regierung nicht beschwärt, noch mit unmäßigen Cantzley- oder andern beschwärlichen Kösten belästiget; sondern in allen Dingen mit ihnen milt- und vätterlich verfahren werden.

Wann dannenhero die Lobl. regierende Orth (welches aber GOtt ewig wenden,) in Krieg gegen einanderen zerfielen, so solle kein Theil, er mache gleich die Majora auß oder nicht, mögen die gemeinen Underthanen mahnen; sondern diese sich neutral halten, und keintwederem Theil weder Volck, Gelt Munition oder Proviant geben, oder einigen andern Vorschub thun, anderst als mit Gebätt zu GOtt, zu deroselben wider Verein- und Befriedigung.

Weiters ist hierdurch versehen, daß in denen gemeinen Herrschafften männiglich Geist- und Weltlichen verbotten seyn solle, einige Fortifications Werckl, sie seyen klein oder groß, regular oder nicht, under was Prätext es immer seyn möchte, zu bauen, ohne Consens aller Lobl. Regierenden Orthen.

Die Maleficanten von beyden Religionen, sollen in keine Weiß noch Weg, zu Aenderung der Religion angehalten, sondern wann einer under währenden Proceß einen Seelsorger seiner Religion zu seinem Trost begehrte, ihme solches in Beyseyn eines Beambteten gestattet werden. Wann aber der Proces ihme allbereit gemacht, solle der Seelsorger, so ers begehrt, den ungehinderten Zugange zu ihme dem Maleficanten ohne Beyseyn eines Beambteten haben, und von ihme biß zu der Richtstatt begleitet werden mögen.

Zu desto sicherer Verhütung dann aller Unbeliebigkeiten und reitzenden Anlässen, soll künfftighin alles verhaßte Schmitzen und Schmähen, von Geist- und Weltlichen, in und aussert der Kirchen münd- und schrifftlich bey höchster Ungnad verbotten und abgestrafft werden; auch solle bey gemeinen und sonderbahren Zusammenkünfften, es sey im Schreiben oder im Reden und dergleichen, die einte Religion Evangelisch und die andere Catholisch genennet und betittlet werden.

Ubrigens dann, sollen auch in Justitz-sachen, Succession, Erbschafften und Collocationen, die einten gleich den anderen ohne Unterscheid der Religion gehalten und angesehen, auch bey denen Lehens-Verleyhungen keinem der Religion halber etwas zugemuthet werden.

Wann auch 3. der Herr Abt, Decan und Convent zu St. Gallen des Toggenburgs halber und seiner aberoberten Landen wegen, mit beyden Lobl. Ständen nicht Frieden machen wurde; so erklären sich sambtliche Lobl. Eydgnößische und Zugewandte Orth insgesambt und sonders, daß sie weder directe noch indirecte zu Erhaltung

rung gemein Eydgnößischer Ruhe und Wohlstands, weder jetz, noch in das künftig sich derselben biß zu erfolgendem Frieden nichts annehmen noch beladen wollen. 1712

4. Erklären sich beyde Lobl. Orth Zürich und Bern, auch die 5. Lobl. Cathol. Orth, alle diejenige, einer wahren Amnestie geniessen zu lassen, welche dieses Kriegs, in dem eine oder anderen Weg, sich theilhafftig gemacht, oder auch mit underlassenem oder unzeitigem Zuzug sich vergriffen haben möchten: Mit allerseitigem Vorbehalt derjenigen, so in einem absonderlichen Beybrieff de dato innert 14. Tagen werden benamset werden; dennoch also, daß selbigen an Leib und Leben nicht allein geschonet, sondern auch darüber auß, mildiglich mit ihnen verfahren werden solle.

5. Soll zu sonderem Respect Ihro Excell. des Frantzösischen Herren Ambassadoren, und der Lobl. unintereßirten Orthen, wie auch auß Liebe zum Frieden, von den Kösten under den dißmahls pacificierenden Orthen nichts mehr geredet werden.

Schießlich, erklären sich auch obvermeldte sämmtliche Orth, daß alle biß dahin, in den gemeinen Herrschafften, under einander unaußgetragen geschwebte Sachen, und alle dißörtige Verdrießlichkeiten, hin, tod und ab seyn, auch wahre Eydgnoßische Liebe und Freundschafft wieder hergestellet und beständig fortgepflantzet werden soll.

Zu Bezeugung nun, daß obstehendes Friedens Instrument, in allen seinen darinn enthaltenen Puncten und Articklen, von den Lobl. Orthen Zürich, Bern, Lucern und Ury und dero Hohen Gewälten für sich in alle weg beliebet und angenommen, haben die Herren Ehren-Gesandten obgemelter Lobl. Orthen solches eigenhändig underschrieben, und ihre gewohnte Pittschafften hierauff gedruckt. So beschehen in Araw, Montags den 18. Tag Heumonats, nach der Gnadenreichen Geburt, JEsu Christi unsers Erlösers und Heylands, gezehlt 1712.

Unterschrieben

L. S. Johann Jacob Escher.

L. S. Hanß Jacob Ulrich.

L. S. L. Steiger.

L. S. Abraham Tschatner.

L. S. Lorentz Frantz von Fleckenstein.

L. S. Carl Anthony am Rhein.

L. S. Carl Alphons Beßler.

L. S. J. A. Pündtiner.

L. S. Joh. Sebastian Jauch.

CCCCIX.

Articuli pactorum conventorum Regni Poloniæ cum Sereniſſimo Rege Auguſto, An. 1697.

1697 Licet jura antiqua ſint indubitata, quod Rex ſit Catholicus Romanæ orthodoxæ fidei & religionis, tamen propter æternum valorem nunc & inpoſterum cavemus lege perpetua pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, quod ſicut nos Catholicam fidem Romanam profitemur, ſic nec inpoſterum eligatur & nominetur, niſi ſit actu Romanæ orthodoxæ religionis.

2. Stante vita noſtra nec nos nec ſucceſſores noſtri, Reges nominabimus & eligemus neque alio modo excogitato in thronum regium aliquem inducemus, idque ideo, ut perpetuis temporibus poſt deceſſum noſtrum libera ſit electio. Jura, privilegia & conſtitutiones omnes de libera electione latas tam antiquas, quam recentes annorum 1601. 1609. & juxta ſpeciale privilegium in comitiis Anno 1631. ſub Sigismundo III. reipublicæ datum & in conſtitutionem ingroſſatum, item recentibus conſtitutionibus annorum 1662. 1667. & 1670. vallatum. Ac proinde titulo heredis non utemur neque ſucceſſores noſtri Reges utentur. Reaſſumendo omnia jura de libera electione cavemus; ne domus noſtra regia ullam ſucceſſionem & prætextum proximitatis ad regnum ſibi uſurpet. Inſuper prærogativam libertatis, jus æqualitatis inter concives regni, ut præcipuum fundamentum & primarium decus, imo matrem liberi ſtatus equeſtris ordinis inter jura cardinalia iſtius reipublicæ tenebimus.

3. Bona hereditaria nec per nos, nec per ſubordinatas perſonas neque in prolem noſtram neque in quemquam alium ſub prætextu domus noſtræ acquiremus & ſi acquiſiverimus, donatio & inſcriptio nulla & irrita debet cenſeri & ipſo facto hæc bona ad diſpoſitionem reipublicæ debent redire, quod & pro ſucceſſoribus noſtris Regibus Poloniæ cavebimus.

4. Pacem inter diſſidentes in Religione Chriſtiana exemplo anteceſſorum noſtrorum Regum tuebimur perpetuis temporibus, non obſtantibus quibusvis proteſtationibus &c. Salvis per omnia juribus eccleſiæ Catholicæ Romanæ, & exceptis juribus Ducatus Maſoviæ & Livoniæ, ſub quam tamen diſpoſitionem Menoniſtæ, Anabaptiſtæ, Quakieriſtæ non cadunt; quinimo omnia jura & ſtatuta contra Arianos lata reaſſumimus.

5. In diſtribuendis dignitatibus ſenatoriis & capitaneatibus judicialibus continuum uſum & praxin exemplo anteceſſorum noſtrorum Regum inviolabiliter obſervabimus.

6. Inter homines Græcæ Religionis in comitiis futuræ coronationis noſtræ juxta jura antiqua utriusque partis, in præſentia deputatorum ex utroque ordine ſine omnibus diſquiſitionibus & dilationibus per commiſſarios utriusque gentis indilate pacificare & ad executionem deducere promittimus. Bona & dignitates ſpiritua-

rituales Græcæ Religionis perſonis incapacibus juxta jura antiqua 1697
non dabimus neque per ceſſionem tenere permittemus. Avulſa bona a Metropoli Kijovienſi in manibus & poteſtate hoſtis non exiſtentia ad eandem metropolim ſpectantia juxta jura antiqua eidem jungere promittimus.

7. Juramentum noſtrum & Pacta Conventa ſummarie collecta in quibusvis Comitiis prima die loco articulorum Mareſchalcalium in præſentia omnium ordinum clare & voce alta diſtinctis verbis nullum prætermittendo legentur.

8. Juſtitia diſtributiva, ne occaſionem det ambitui civium in collatione honorum & beneficiorum juramentum non recipiemus nec ſubmiſſiones aliquas ſubſcriptas exigemus. Et ſi alicui reſpectu promotionis ad Coronam Regiam aliquid promiſerimus & aſſecuraverimus, id nullitatis ſit, promiſſum implere non tenebimur.

9. Pro collatione dignitatum, officiorum quorumvis tam ſpiritualium quam ſecularium in Regno, Magno Ducatu Lithuaniæ & annexis eorum provinciis nulla honoraria ſub nexu juramenti accipiemus. Et ſi aliquis ex civibus pro collatione alicujus officii vel dignitatis offerre vel dare auderet. Tunc non ſolum dignitate vel officio carere, ſed eo ipſo pro incapaci debet haberi & ad cujuslibet nobilis inſtantiam, qui convinceret in tribunali tam Regni, quam Magni Ducatus Lithuaniæ juxta coæquationem & ordinationem jurium conſtitutus ex quovis Regeſtro reſpondere tenebitur: & nos nullam protectionem eidem dabimus; ſed ſolis bene meritis & indigenis Palatinatuum & terrarum capacibus ætate bene vigentibus dignis ad recommendationem unanimem & concordem utriusque gentis & annexarum provinciarum ac terrarum Pruſſiæ juxta privilegia ſpecialia earum conferemus. Similiter & militibus ad recommendationem dominorum ducum exercitus utriusque gentis.

10. In unam familiam ejusdem nominis ſuprema miniſteria ſtatus, prout clavas ſigilla, baculos Mareſchalcales, claves theſaurariales tam in Regno quam in Magno Ducatu Lithuaniæ, nec minoribus Abbatias, dignitates, capitaneatus, tenutas, quamvis ex meritis Patris & anteceſſorum ſuorum eſſent digni, conferemus; ſed ſolum bene meritis, ætate vigentibus, terrigenis, ſalvis modernis poſſeſſoribus.

11. Ultra duos capitaneatus boni proventus aut tenutas inſignes (in quod capitaneatus cum jurisdictione non debent includi) uni perſonæ; ſimiliter fœminis jure communicativo ultra duos capitaneatus boni proventus, exceptis capitaneatibus limitaneis, quorum poſſeſſionis juxta jura antiqua incapaces ſunt, tenere non permittemus.

12. Cavemus etiam pro Conſorte noſtra, quod ſe non immiſcet in negotia ſtatus reipublicæ per ſe vel per ſubordinatas quasvis perſonas & a promotionibus abſtinebit. Promotiones quoque per fœminas aulæ & per perſonas exteras neque per intimos cubicu-

1697 bicularios nostros cujuscunque nationis exteros admittemus, sed juxta præscriptum jurium antiquorum omnia faciemus. Super quo invigilare Domini Cancellarii, Mareschalci & Succamerarii Regni utriusque gentis & deferre Reipublicæ tenebuntur. Numeri autem terrestres in comitiis circa collationem & distributionem vacantium, facultatem habebunt.

13. Spondemus omnibus statibus reipublicæ, quod officia majora & minora, duo privilegia super uno officio terrestri in Regno, Magno Ducatu Lithuaniæ & annexis provinciis nemini dabimus, neque ante actualem ascensum unius alteri conferemus. Ideo metricantes in acta metricæ Regni utriusque gentis privilegia non ingrossabunt nec una cancellaria tam Regni quam Magni Ducatus Lithuaniæ alteri communicabit. Dignitatem vel officium in comitiis obtinens tenetur in facie totius reipublicæ jurare juxta rotam in statuto descriptam.

14. Dignitates & officia regni & M. D. L. provinciarumque annexarum in tuto penes jura jurisdictiones & usum legum & formam reipublicæ ac privilegia specialia: in Magno autem Ducatu Lithuaniæ juxta præscriptum jurium coæquationis & ordinationis conservabimus. Prærogativas & proventus illorum nullo modo excogitato tam actu possessorum, quam quæ conferemus, diminuere permittemus: & ne personæ privatæ se in illa immisceant, animadvertemus. Similiter omnia officia terrestria, aulæ regni & M. D. L. & annexarum provinciarum, quæ sunt legitime collata & antea in usu fuerant, ex utroque statu & ordinibus regni conservare pacifice promittimus nullam diminutionem in hoc faciendo; adhæc cuilibet officio aulæ locum, si adhuc non est assignatus, assignabimus, insuper omnia officia spiritualia utriusque ritus Græco uniti, aulica secularium & terrestria antiqua penes jura illorum conservabimus.

15. Juramenta officialium majorum Regni veluti Cancellariorum, Mareschalcorum, Ducum exercitus, ut juxta exorbitantias ad effectum deducantur, cavemus.

16. Vacantia extra tempus comitiorum ad maximum in decursu sex septimanarum a prima notitia in comitiis ante omnia conferemus & statim cui fuerunt collata publice ad requisitionem Dominorum Nunciorum Terrestrium per Cancellarios nominabimus & illa juxta jura & statuta terrigenis indigenis paritate juris gaudentibus bene meritis ætate & discretione vigentibus utriusque gentis & annexarum & incorporatarum provinciarum juxta jura & privilegia eorum conferemus.

17. Incompatibilia in juribus & constitutionibus descripta, hoc est: Mareschalcatus, Thesaurariatus cum clava & alia sub nullitate privilegiorum non dabimus.

18. Pacta & fœdera cum Principibus externis renovabimus & conservationem illorum procurabimus, sine tamen præjudicio reipublicæ & provinciarum annexarum. Avulsa adominiis hujus rei-

pu-

publicæ juxta jura nobis & reipublicæ pertinentia, recuperabimus 1697 & omni ex parte ab intra & ab extra pacificationem illius omni modo procurare promittimus, non omittendo omnia media & modos ad pacificandam rempublicam & optimam illius fortunam.

19. Cum proventus rei monetariæ Regni & M. D. L. juxta jura antiqua ad dispositionem reipublicæ pertineant, nos & successores nostri Reges Poloniæ non applicabimus nobis perpetuis temporibus, nec ullam monetam etiam ex Senatus consulto cudere mandabimus juxta constitutionem Anni 1632. &c.

20. Legatos ad externos Principes tantum nobiles bene possessionatos utriusque gentis ex ordinibus senatorio & equestri mittemus &c. ut in aliis compactatis, hoc addito: quod Romam legati non personæ spirituales, sed seculares mittentur. Similiter ablegationes ordinarias, residentias, agentias, in aulis principum externorum, secretariatus non personis externis, sed nobilibus bene possessionatis utriusque gentis committemus, metricans seu regens similiter nobilis bene possessionatus erit & semper penes metricam residebit & archiva reipublicæ inviolabiliter conservabit. Privilegia omnia a nobis data in acta metrices ingrossabit, cui respectu laboris floreni quingenti annuatim ex thesauro regni persolventur.

21. Exteros neque quempiam alium ex persona nostra ad indigenatus & nobilitationem promovebimus, sed tantum hos, quos duces utriusque gentis & status regni & M. D. L. recommendabunt & tales qui in expeditionibus bellicis sanguine meruerunt vel quorum virtutes & merita erga rempublicam probata erunt. His autem, qui recenter ad nobilitatem admissi erunt & creabuntur, officia, beneficia ad tertiam progeniem non dabimus, neque cum legationibus mittemus, exceptis iis, qui in exercitu fuerint bene meriti, vel qui vita & substantia integritatem reipublicæ defenderunt, vel defendent, vel hos, quos ex antiquis externorum familiis ad indigenatum recipiemus.

22. Clenodiis reipublicæ non utemur nec thesaurum aperire etiam ex Senatusconsulto permittemus absque speciali consensu totius reipublicæ. Et si aliquid ex supellectilibus, quæ in thesauro regni conservantur ad usum nostrum prævia assecuratione accipiemus, tunc vel nos ipsi vel post fata nostra successores domus nostræ tenebuntur reddere juxta inventarium thesauri & in posterum non diminuere, sed augere promittimus.

23. Exteros cujusque conditionis homines ad consilia nostra & statuum reipublicæ neque ad ulla officia & negotia admittemus. Neque dignitates, capitaneatus, tenutas & quæcunque vacantia conferemus juxta præscriptum constitutionis Anni 1607. & aliarum constitutionum. Neque permittemus, ut ad recommendationes, instantias negotiis se immisceant sub vinculo juramenti nostri promittimus.

24. Aulam nostram ex gente Polona & M. D. L. & annexarum provinciarum idque nobili fovebimus & illis salaria solve-

 mus:

1697 mus: Exceptis perſonis ad minora obſequia in camera noſtra. Similiter & Sereniſſima uxor noſtra idem ſervabit, nec ultra quatuor perſonas ſexus fœminei gentis ſuæ in majori famulatu fovebit.

25. Militem cuſtodientem perſonam noſtram (alias Guardiam) ex gente Polona, M. D. L. & annexarum provinciarum fovebimus, & præfectus iſtius militis ſemper erit nobilis perſona regni, M. D. L. & provinciarum annexarum, qui non tantum nobis, ſed etiam toti reipublicæ juramentum præſtare tenebitur coram officialibus regni & M. D. L. & Senatoribus reſidentibus ad latus noſtrum. Eritque ſub jurisdictione Mareſchalci tam ipſe, quam milites, prout & alii Aulici, quibus ex theſauro noſtro curiæ ſolvetur, nec ultra mille ducentos millies hos more anteceſſorum noſtrorum Regum fovebimus.

26. Linea de lumbis noſtris deſcendens his prærogativis omnibus utetur, ſicut & proles anteceſſorum noſtrorum Regum Poloniæ utebatur, ſalvis juribus circa hoc reipublicæ.

27. Reaſſumendo Pacta Conventa & jura Sereniſſimæ prolis Regiæ inter rempublicam & Sereniſſimum Joannem III. Regem Poloniæ, anteceſſorum noſtrorum conſcripta indemnitatem & immunitatem bonorum & fortunarum Sereniſſimorum tam Reginæ matris quam Sereniſſimorum filiorum manutenebimus, & illos circa jura illorum omnia in integro & inviolabiliter conſervabimus. Salvis ab utrinque tam reipublicæ quam Sereniſſimorum domus regiæ ſucceſſorum prætenſionibus, apud eosdem Sereniſſimos ſucceſſores in comitiis proxime imminentibus coronationis noſtræ vel in aliis proximis hoc efficiemus, ut juramentum fidelitatis nobis & reipublicæ præſtent. Et ſi aliqua cauſa perſonas eorundem Sereniſſimorum Principum afficiens acciderit, tunc ejusmodi cauſæ cognitio ad nos cum ſenatu in comitiis ſpectabit. In bonis autem ſuis tam hereditariis quam reipublicæ adminiſtratores in poſſeſſione eorum permanentes & œconomos nobiles poſſeſſionatos Sereniſſimi Principes & Sereniſſima Regina habebit, qui injuriatis reſpondeant in jure & executioni finali de bonis ſuis ſubjaceant, quam executionem nec Sereniſſimi Principes impedient.

28. Sigillo privato in cauſis & expeditionibus reipublicæ juxta jura antiqua non utemur. Literas omnes, negotia & legationes publicas lingua tantum Polonica vel Latina expedire promittimus.

29. Bellicam œconomiam juxta antiqua jura Vladislai IV. & Joannis Caſimiri anteceſſorum noſtrorum conſervabimus. Ad quam, juxta conſtitutionem Anni 1659. Capitaneatos duos ex primis vacantibus, quorum proventus ad ſummam triginta millium florenorum aſcendent, incorporare promittimus. Et ut Magiſter artileriæ ſemper patritius & bene poſſeſſionatus ſit procurabimus, tam in regno, quam in Magno Ducatu Lithuaniæ, ut quarta ſimpla Magni Ducatus Lithuaniæ per medietatem juxta conſtitutionem Anni 1667. ſolvatur, ordinamus. Et magiſtri artileriæ ex iſto proventu

ventu rationem reddere ratione perceptorum & expensorum in 1697
quibusvis comitiis tenebuntur circa calculationem thesauri.

30. Exercitum ex exteris sine speciali consensu & scitu reipublicæ in comitiis in viscera regni, M. D. L. & annexarum provinciarum non inducemus, neque bella offensiva inferemus; nec supplementum & auctionem tam militis Quartuarii, quam alterius utriusque gentis & nullum exercitum privatum conscribemus ad quosvis casus, nec (quod Deus avertat) ad motus civiles, neque extra limites educemus sine scitu & speciali consensu totius reipublicæ neque educere permittemus. Quod si aliquis nomine nostro inscia & invita republica auderet conscribere militem, talem pro infami, perduelle, hoste patriæ declaramus & quemlibet capere & tollere uti violatorem juris & pacis communis permittimus, imo capita illorum invindicabilia debebunt censeri.

31. Modo exterorum militem conscribere etiam ex Senatusconsulto absque consensu totius reipublicæ nemini concedemus. Exercitum autem utriusque gentis juxta antiquum morem & juxta ordinationem in comitiis reipublicæ tenebimus. Quibus nobiles ex gente Polona & annexarum provinciarum præficiemus. Propter quod cavemus ordinibus reipublicæ, quod exteris hominibus literas, Przypowiedne dictas, extradere non mandabimus, & si aliquæ ex cancellaria fuerint extraditæ, nullius valoris sint. Quibus domini Cancellarii utriusque gentis attendere tenebuntur sub pœnis in legibus descriptis ad instantiam cujuslibet nuncii terrestris in comitiis vindicandis. Et talium præfecturæ pro vacanti censebuntur, & nos alteri nobili utriusque gentis & annexarum provinciarum easdem dabimus.

32. Deducendo ad executionem disciplinam militarem nullas legiones, Frey-Companiæ dictas, conferemus, neque literas, Przypowiedne nuncupatas, dabimus tam personis ex senatu quam capitaneorum judicialium salvis modernis possessoribus. Et si aliquis absque literis nostris (Przypowiedne dictis) vexillum habere ausus fuerit, is ipso facto infamis sit & stipendia amittat.

33. Facta conferentia cum ordinibus reipublicæ in comitiis futuræ coronationis nostræ tenebimur studium & operam adhibere, quali modo militia tam equestris quam pedestris in bonum ordinem possit redigi, ne bona omnia tam spiritualia utriusque gentis, quam terrestria a militibus transeuntibus aggraventur; sed juxta immunitates in legibus regni descriptas conserventur, utque miles remaneat in disciplina militari & contentus sit propriis stipendiis & hybernis & nihil sibi ultra articulos militares & jura permittat, nec ullam in bonis nostris regalibus & spiritualibus utriusque gentis oppressionem faciat.

34. Confœderato militi sub obedientiam dominorum ducum reverso & remanere promittenti amnistia in comitiis coronationis danda promittitur præmissa super prætensionibus injuriatorium judicandis commissione ex iisdem comitiis.

 35. Causæ

1697 35. Causæ omnes in judiciis comitialibus post curiam & aliis ex regestro non immutando illud unquam vocabuntur neque rejectæ fient. Sententia ex pluralitate votorum proferetur, & ejusmodi decretum judicium terrestre in protocollo describet. In causis autem fisci & civilibus notarius decretorum regni; in Magno Ducatu Lithuaniæ juxta morem antiquum, qui locum in judicio habebit. Et postquam illud publicaverit, corrigere non poterit, sed statim post publicationem manu utriusque Referendarii subscribetur, & partibus ad requisitionem illarum in triduo sine depactatione extradatur, neque ad camerum nostram pro correctura portabitur sub pœnis in legibus regni descriptis: judiciis tam comitialibus, quam aliis, quod rigor suus reddetur, spondemus. In quo a ministris status, ad quos id spectat, attendentiam facere promittimus. Judicia quoque Curlandiæ in terminis circumscriptis præviis intimatorialibus non præmittere declaramus.

36. In causis postcurialibus juxta jura præscripta Henrici Regis ex sententia dominorum senatorum & officialium ad latus nostrum residentium procedemus & deliberationem tertia die expediemus, omnesque causas, quæ in deliberatione antecessoris nostri Regis pendent, decidemus.

37. In omnibus causis ad quæ vis subsellia inter concives regni & M. D. L. intervenientibus pro nulla parte instantiam faciemus. Gravamina omnia & præjudicia per civitates Majores Prussiæ facta in futuris comitiis plene cognoscemus & irremissibiliter judicabimus.

38. Bona nostra œconomica & capitaneatus, salisfodinas, metricam, regentias regni & M. D. L. secretariatus, notariatus cameræ thesauri & in genere administrationes, lustrationes thesauri non dabimus, neque telonea, cameras arendabimus, nisi hominibus status equestris bene possessionatis in Regno, M. D. L. & annexis provinciis, quas externi & tanto magis Judæi (quibus hoc legibus vetitum est) administrare aut tenere bona nostra & reipublicæ non poterunt sub nullitate contractus & pœna duorum millium marcarum ad instantiam cujusvis nobilis in judiciis tribunalis regni & regestro causarum fisci, in Magno autem Ducatu Lithuaniæ ex quolibet regestro vindicanda. Similiter Commendas in bonis nostris, civitatibus, arcibus, fortalitiis tam in Regno quam in M. D. L. & annexis eo provinciis extraneis & plebeiis personis non dabimus, sed solum nobilibus personis possessionatis bene meritis a ducibus exercitus utriusque gentis recommendatis.

39. Ultra Œconomias, quæ ad mensam nostram regiam pertinent, sine speciali consensu ordinum non augebimus neque granicies bonorum ad mensam nostram regiam spectantium per vim & potentiam administratoribus usurpare permittemus. Imo injuriatis commissionem ad quamvis requisitionem in personas interesse aliquod non habentes post curiam dabimus. Sub interregno moderno expeditam commissionem granicierum terræ Lucoviensis

viensis cum civitate Woiniensi bonorum mensæ nostræ ad effectum 1697
deducemus, & id quod decisum est, observabimus, œconomias omnes, juxta jura administrare promittimus. Pensiones nullas bonis mensæ nostræ non imponemus neque avulsiones facere permittemus, quæ sine consensu reipublicæ avulsa via juris ordinaria recuperare tenebimur. Et has œconomias in administrationem vel arendam nobilibus tantum terrigenis in regno & in M. D. L. incolis illius Ducatus & annexarum provinciarum possessionatis, non extraneis dabimus, & quietationes post realem solutionem summæ juxta contractum & antiquum usum extradere mandabimus. Et omnia privilegia quæcunque in diminutionem proventus mensæ regiæ ab antecessoribus nostris Regibus sine consensu reipublicæ data & in nullo fundamento concessa debent cassari, & in posterum, ne extradantur, cavebimus. Et si aliquis contraveniendo huic juri ausus fuerit impetrare ipso facto infamis & incapax tenutæ pronunciatur & pœna sessionis turris per spatium medii anni sustinendæ assignatur ad instantiam cujusvis nobilis in judiciis tribunalis regni & regestro speciali fisci; in M. autem D. L. ex quolibet regestro peremtorie vindicandis. Ex œconomicis bonis summis per constitutionem oneratis nullas exactiones tam ex proventibus, quam ex subditis ad thesaurum nostrum prætendemus.

40. Et quoniam sub prætextu bonorum mensæ nostræ regiæ varia bona ab ævo ad mensam regiam non spectantia titulo avulsionis ad judicia post curiam trahuntur & hæc sub arbitra Majestate supremi judicii remanendo per decretum vim patiuntur. Proinde declaramus, quod hæc solum bona & œconomiæ regales ad mensam nostram regiam debebunt spectare, quæ ex natura sui ad bona mensæ regiæ spectabant. Alii autem Capitaneatus & bona regia ad mensam nostram nunquam spectantia sine impedimento a thesauro nostro & a nobis ipsis absque præjudicio & in pacifica possessione, quam proventus illorum in sua integritate & quiete quod remanebunt, assecuramus.

41. Duæ villæ Krynki & Nowisiolki in clavi Rzecicensi œconomiæ Brzescicensis M. D. L. jacentes & annexa illis, quas Domino Stanislao Makowiecki Dapifero Laticensi & Joanni Michaeli Milinski Vexillifero Cerrischoviensi à Serenissimo olim Joanne III. Rege post exilium ex Podolia pro reclinatorio datæ sunt, penes easdem villas quousque ad possessiones suas non redierint, conservare illos promittimus, salvo censu annuo ad thesaurum regni exsolvi solito.

42. Summas in œconomia Novvodvorscensi & Savelicensi a republica antecessoribus nostris Regibus assecuratas, & per Serenissimum olim Joannem III. antecessorem nostrum Regem solutas & sublatas liberum nobis erit in eliberationem dictarum œconomiarum successoribus dicti Serenissimi Regis reponere & persolvere: Similiter & Belgardum eximere & simul cum Emargo œconomiæ

Ma-

1697 Marienburgensis adjungere. Quas summas successores nostri apud rempublicam repetere poterunt atque bona prædictarum œconomiarum nulli oneri obnoxia futuro regnanti relinquemus.

43. Capitaneatum Pucensem a successoribus olim Serenissimi Regis mediante liquidatione summæ ibidem inhærentis & ejusdem exsolutione ære nostro proprio redimere & dictum capitaneatum nobili terrigenæ & indigenæ conferre declaramus.

44. Cavemus & hoc respectu bonorum mensæ nostræ, quod si aliquis illatam sibi injuriam a præfatis bonis prætenderet, quod administratores nostri, qui nobiles Poloni vel M. D. L. & provinciarum annexarum patritii & bene possessionati erunt, justitiam administrare & injuriatis respondere tenebuntur in judiciis quibusvis regni juxta præscriptum legis & judicata ex qualitate facti & causæ prolata satisfacere sub executione de personis suis & bonis eorundem propriis, quam executionem nullo modo nos præpediemus.

45. Depositoria mercimoniorum cujuscunque generis & speciei per abusum & contra leges ultra limites regni cum maximo reipublicæ damno translata, civitates nostras regni M. D. L. & annexarum provinciarum, quæ pro depositoriis mercimoniorum privilegia habent, ad pristinum usum & vigorem reducere sacrosancte promittimus & telonea ad majorem ordinem & methodum in commodum reipublicæ reducemus. Et licet Ducatus Zatorovieusis & Osuiecimensis tam circa incorporationem coronæ quam & per constitutionem Anni 1581. a solutione telonei a lignis & piscibus, qui per aquas Cracoviam vel ulterius ex bonis suis hereditariis deducuntur, sunt sufficienter & totaliter liberati, nihilominus per extorsionem teloneorum ab administratione generali Cracoviensi magnum præjudicium sentiunt. Ideo approbando jura antiqua huic Ducatui servientia declarabimus, quod ejusmodi exactiones tam a vendentibus quam ementibus prohibebimus prævia nihilominus comprobatione juratoria per delegatos suos, quod ex propriis sylvis ligna & lacubus ac stagnis pisces mittantur.

46. Officium thesauriatus curiæ regni juxta antiquum statutum Alexandri Regis & constitutionem Anni 1607. & recentiores penes jura sua conservamus & confirmamus.

CCCCX.

Acte du Parlement de la Grande Bretagne pour conserver les Privileges des Ambassadeurs & autres Ministres publics des Princes & Etats Etrangers, An. 1709.

1709 D'Autant que plusieurs Personnes turbulentes & qui ne gardent point de regle, ont d'une maniere outrageante, insulté la Personne de Son Excellence André Artemonowicz de Matueof, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Czarienne Empereur de la Grande Russie, le bon Ami & Allié de sa Majesté, en l'arrêtant en pleine ruë, & le tirant par violence, hors de son Carosse, en le retenant sous garde pendant plusieurs heures, au mepris de la Protection

tection accordée par sa Majesté, contre le Droit des Gens, & au 1709
prejudice des Droits & des Privileges que les Ambassadeurs & les autres Ministres Publics autorisez & reçûs comme tels, ont en tout tems possedez, & qui doivent être tenus sacrez & inviolables; Qu'il soit donc declaré par sa Majesté, de l'avis & du consentement des Seigneurs Ecclesiastiques & Seculiers & des Communes assemblez en Parlement & par leur Autorité, que toutes Actions & Procès, Arrêts & Procedures commencées, faites & poursuivies contre ledit Ambassadeur, par quelque Personne ou Personnes que ce puisse être, & toutes Cautions, Obligations données par lui, ou par aucune autre Personne ou autres Personnes de sa part & pour lui, & toutes Reconnoissances de Cautions donnéns ou reconnuës pour une telle Action ou Procès, Ordre ou Procedures & tous Jugemens rendus en consequence, sont entierement nuls, de nulle valeur & invalides, & seront estimez & jugez être entierement nuls & invalidez à toutes fins, constructions & égards quelconques.

Et qu'il soit statué, arrêté & ordonné par l'Autorité susdite, que toutes entrées, procedures & enregistremens contre ledit Ambassadeur ou sa Caution, seront invalidez & cancelez.

Et afin de prévenir de pareilles insolences à l'avenir, Qu'il soit déclaré, par l'Autorité susdite, que tous ordres & Procès qui en quelque tems que ce soit ci-aprés, seront faits ou poursuivis, par lesquels la Personne d'aucun Ambassadeur ou d'aucun autre Ministre Public, de quelque Prince ou Etat étranger que ce soit, autorisé & reçû comme tel par Sa Majesté, par ses Heritiers ou Successeurs, ou les Domestiques ou Serviteurs des Ambassadeurs ou d'autres Ministres Publics puissent être arrêtez ou emprisonnez, ou leurs biens, meubles & immeubles retenus, saisis & arrêtez, seront tenus & jugez être entierement nuls & seront invalidez à toutes fins, constructions & égards quelconques.

Et qu'il soit encore arrêté, & ordonné par l'Autorité susdite, qu'en cas qu'aucune Personne ou Personnes osent & présument de poursuivre un tel Ordre ou Procès, telle Personne ou Personnes & tous Procureurs qui poursuivront & solliciteront en tel cas, & tous Sergents ou Officiers de Justice, qui executeront de semblables Ordres ou Procès, en étant convaincus par la confession & aveu de la Partie, ou par le serment d'un ou de plusieurs Temoins dignes de foi, fait devant le Seigneur Chancellier ou Guarde des Seaux de la Grande-Bretagne, devant le Seigneur Chef de Justice de la Cour du Banc de la Reine, devant le Seigneur Chef de Justice des Plaids communs ou devant deux d'entr'eux, seront tenus & regardez comme Gens qui violent le Droit des Gens, & comme des Perturbateurs du Repos public, & suffriront les peines, Amendes & Châtimens corporels, que ledit Seigneur Chancellier, le Seigneur Garde des Seaux, & lesdits Seigneurs Chefs de Justice ou deux d'entr'eux trouveront à propos de leur imposer & de leur faire souffrir.

A con-

1709 A condition, & qu'il le soit déclaré, qu'aucun Marchand ou autre Negociant mentionné dans aucun Statut contre les Banqueroutiers, qui s'est mis ou se mettra au service d'un Ambassadeur ou d'un Ministre public, n'aura & ne tirera aucune maniere d'avantage de cet Acte, & qu'aucune Personne ne sera poursuivie en justice, pour avoir arrêté le Domestique ou Serviteur d'un Ambassadeur ou d'un Ministre public en vertu de cet Acte, à moins que le nom dudit Domestique ou Serviteur ne soit enregistré dans le Bureau de l'un des principaux Secretaires d'Etat, & transmis par ledit Secretaire, aux Sherifs de Londres & de Midlesex, ou à leurs Sous-Sherifs ou Députez, qui lors qu'il les recevront, les feront afficher en quelque lieu public de leurs Offices, ou il sera permis à qui que ce soit d'aller, & en prendre copie, sans payer aucun Droit ou récompense.

Qu'il soit encore arrêté, & déclaré par l'Autorité susdite, que ce present Acte sera admis & reçû dans toutes les Cours de Justice de ce Royaume, comme un Acte public, & que tous les Juges & Justiciers en prendront connoissance, sans aucune autre formalité, ou Procès, & tous Sheriffs, Sergentes & autres Officiers & Ministres de la Justice employez en la poursuite des Procès, sont requis par le present Acte, d'y avoir égard, sinon ils en répondront à leurs perils.

CCCCXI.

Erster Friedens-Tractat zwischen dem Czaar Petro I. und den Türcken; am Flusse Pruth, An. 1711.

1711 COpia del Temezuck ò Istromento di pace dato alli Moscoviti. La cagione di questa veridica scrittura è che per la grazia di Dio avendo il vittorioso esercito Musulmanno, coll' assedio e strage ristretto in angostie il Czaro di Moscovia con fatto il suo esercito nelle vicinanze del fiume Pruth, hà suplicare il medemo la pace ed ad instanza del detto Czaro si sono stesi accordati li Trattati ed articoli in questa maniera.

COmme il a plû à Dieu, le Maitre Souverain de l'Univers, de permettre par sa sage Providence & son infinie Misericorde, que l'armée victorieuse des Croyans, ait enfermé le Czar de Russie & toutes ses Troupes sur le bord du Prut, où elles ont été tellement battuës que sa Majesté Czarienne a été reduite a la necessité de rechercher la Paix, & de la demander publiquement, c'est là la veritable raison pour laquelle nous avons écrit ces presentes, dont les Conditions sont exprimées ci-après.

Che debba restituire la fortezza d'Azack nella forma che è stata per l'adietro con li suoi territorii ed altre dipendenze.

I. Que la Forteresse d'Azoph sera renduë à l'Empire Ottoman, dans l'état où elle étoit, lorsqu'elle fut prise avec toutes les Terres & Jurisdictions qui en dependent.

Che

Che Taigan, Chamenchi, e la nuova fortezza fabricata alla bocca del fiume Samur, siano totalmente demoliti, lasciando i canoni e le munizioni di guerra della fortezza di Chamenchi all' eccelsa Porta, senza poter più fabricare in quel luogo altra fortezza.

II. Que les trois Forteresses de Tychan, Kaminiek, & du nouveau Fort construit près de la Samar seront demolies, & le Canon dudit dernier Fort avec toutes les Munitions remis à l'Empire: Et qu'il ne sera jamais permis de rebâtir d'autres Forts dans lesdits trois endroits. 1711

Che il Czaro non si debba ingerire nelli Polacchi ned anco nelli Cosacchi dipendenti d'i medemi, detti Barbatei e Porcali, come anco in quelli dipendenti del felicissimo Hano Devlet Gherai, mà lasciarli nella maniera pristina, e ritirar la mano da tutte quelle parti.

III. Que le Czar ne molestera à l'avenir en aucune maniere les Cosaques Barrabas & Potkali, Sujets de la Pologne, ni ceux qui dependent du très-Puissant Kam Dewlet Jeray, Prince de la Crimée; & que ledit Czar les laissera jouïr des Lieux de leur demeure, comme cela a toujours été ci-devant.

Che li mercanti possano venire per terra al sudetto dominio colle loro merci, mà che non ossia da resider persona alcuna in qualità d'Ambasciadore all' eccelsa Porta.

IV. Qu'à l'avenir, à l'exception des Marchands qui voyagent, le Czar ne pourra tenir personne à Constantinople pour y resider, sous le nom d'Ambassadeur ou de Ministre de sa part.

Che tutti li Musulmanni che si trovano schiavi tanto di prima, quanto fatti nella presente Guerra in mano de' Moscoviti siano rimessi in libertà.

V. Que l'on mettra en liberté tous les Turcs, que jusqu'ici ont été faits Prisonniers ou Esclaves, quel qu'en soit le nombre, & on les renvoyera à la Haute Porte.

Che il Rè di Suezia essendosi ricòverato sotto l'ala dell' auterevole protezione dell' eccelsa Porta, possa aver passagio libero e sicuro, senza ch'egli sia impedito, ned opposto in alcuna maniera de Moscoviti, e se trà di loro se accorderanno e saranno contenti di far la pace, segua pure.

VI. Que d'autant que le Roi de Suede s'est mis sous la favorable Protection de la Haute Porte, il ne lui sera fait desormais aucun empêchement, & il ne sera pas inquieté sur sa route, lorsqu'il voudra retourner dans ses Etats; & même, s'il se peut, la Paix se fera entre les partis, au cas qu'on puisse convenir des Conditions.

E per l'auvenire non si debba far' aggravio ned insulto d'alcuna sorte dall' eccelsa Porta alli Moscoviti, similmente anche loro non ne faranno alli sudditi

VII. Que la Haute Porte de son côté & les Russiens du leur promettent, que les Habitans, Sujets, ou autres personnes qui seront sous leur protection, ne

ed

1711 ed altri dependenti della medema.

Là onde s'implora dall' immensa bontà Regia del mio Potentisſimo Clementisſimo Imperadore Padrone, di compiacersi di ratificare li ſudetti articoli, e diſſimulare li cattivi comportamenti paſſati del ſudetto Czaro; coſi nella ſudetta maniera in virtù della mia autorità Plenipotenziaria ſi è ſteſo il preſente Iſtromento e conſignato alli medemi.

Perciò ſi tratteneranno gli oſtaggi ſi ſaranno dati dal ſuditto Czaro per l'eſecuzione delli Trattati ed articoli, compreſi nel ſuditto Iſtromento, come anco ſaranno conſegnati d'ambe le parti li Iſtromenti di Pace detti Temezuk, e poi il ſuo eſercito potrà andare liberamente per le ſtrade diritte al ſuo paeſe; ſenza che gli venga fatta alcuna moleſtia, tanto dall' Eſercito vittorioſo come dalla parte delli Tartari ed altri; imperochè saranno meſſi in eſecuzione li ſudetti articoli e date le capitulazioni d'ambe le parti, e poi li due oſtaggi che ſi trovano nel vittorioſo Campo, gli eſemplari frà li Primati della Nazione del Meſſia, il ſuo intimo Cancelliere Baron Pietro Saffirof, & ed il figlio del Szeremet Michael di Boris, che il loro fine termini in bene, doppo che avranno adempito il tutto, ſi dara loro licenza di partire immediatemente verſo la loro Patria. In fede di che ſi è notato il preſente ſcritto.

Dato nel Campo Hoshgleteti (cioè nel Campo nominato in queſta occaſione bene paſſato) alli 6. della Luna Giemaziel Ahirè l'anno 1123. a'i $\frac{10}{21}$. di Luglio 1711.

ſeront ni moleſtés, ni inquietés de part & d'autre, à condition que le Sereniſſime, très-Haut & très-Clement Empereur, nôtre très-Clement Seigneur & Maitre, ſera ſupplié d'oublier la conduite irreguliere du Czar, & de ratifier à Conſtantinople ſous le bon plaiſir de Dieu, le Traité d'Alliance, dont copie ſera delivrée au Czar, d'autant que c'eſt ſur ce fondement que cette obligation paſſée en conſequence de nos Plein-pouvoirs, a été delivrée de ſa part, & après avoir reçu de la part dudit Czar des Otages & quatre Engagemens par écrit, que les ſusdits Articles ſeroient exécutés, il lui e été permis de ſe retirer dans ſes Etats, ſans craindre d'être inquieté ſur ſa route, ni par les Tartares, ni par aucunes autres Troupes; & auſſi-tôt que les ſusdites conditions ſeront executées, & la Capitulation faite & acceptée, la Haute Porte permettra au Baron Pierre Schafiroff Chancelier & Conſeiller Secret du Czar, & au General-Major Michel fils de Boris Scheremettoff, de retourner ſans delai dans leur Païs, après qu'ils auront fait ce à quoi ils ſe ſont engagés & pourquoi ils ſont reſtés comme Otages du Czar dans notre victorieuſe Armée, & à cette fin cet Article a été inſeré ici. Fait le ſixieme du mois ſi Ilhegi in Alghir l'An 1123. dans la Plaine de Hoes Jeſti, c'eſt-à dire dans la Plaine où on avoit perdu l'eſprit. Selon le ſtile Chrétien le 24. Juillet 1711.

CCCCXII.

CCCCXII.

Dritter Friedens-Tractat zwischen dem Czaar und den Türcken, An. 1713.

QUe sa Majesté Czarienne fera sortir, dans l'intervalle de deux mois, à compter du jour de la signature des présentes, toutes ses troupes hors de la Pologne, sans y en laisser aucune sous quelque pretexte que ce soit. Lesdites troupes vuideront la Pologne dans ledit tems de deux mois, sans que Sadite Majesté puisse les y faire rentrer sous quelque pretexte que ce soit; comme aussi que sa Majesté Czarienne ne pourra se mêler en aucune maniere des affaires de la Pologne & de son Gouvernement, & si sa Majesté Czarienne juge à propos d'envoïer quelques troupes auxiliaires en Pomeranie, elles ne pourront passer ni par Pologne ni par autres terres qui en dependent; aussi lorsque sa Majesté Czarienne retirera lesdites troupes de la Pomeranie, elles ne pourront passer tout au plus qu'une fois sur l'extremité des Frontieres de Pologne; sans pouvoir une seconde fois repasser en Pomeranie par les terres de Pologne. 1713

Mais au cas que le Roi de Suéde ou ses troupes vinssent à faire une invasion en Pologne, & à soulever les Polonois contre les Russiens, en les engageant dans une alliance avec sa Majesté Suedoise, desorte qu'il soit visible, que leur dessein tende à une guerre ouverte; alors il sera libre à sa Majesté Czarienne d'entrer aussi en Pologne & de commettre telles hostilités qu'Elle voudra contre ses Ennemis; ce que la Haute Porte ne considerera pas comme une rupture de la Paix. S'il y avoit une Bataille entre les troupes de sa Majesté Czarienne & celles du Roi de Suede, de sorte qu'après ladite Bataille sa Majesté Suedoise se retirât avec ses troupes, sa Majesté Czarienne ne pourra y rester, & sera obligé de se retirer aussi-tôt avec ses troupes hors de ce Royaume, sans qu'il en reste aucune en Pologne, sous quelque pretexte que ce soit. De plus au cas que sa Majesté Suedoise passe amiablement avec le secours de la Porte au travers de la Pologne, pour retourner dans ses Etats, sa Majesté Czarienne ne pourra pour cette raison envoyer aucunes troupes en Pologne.

II. Lorsque la Porte jugera à propos de renvoyer le Roi de Suede dans ses Etats, ce sera par tel chemin qu'on trouvera bon, & on ne sera obligé de fixer le tems, ni de determiner la route: Au cas que la Porte veuille que sa Majesté Suedoise passe par les Etats de sa Majesté Czarienne avec l'escorte qu'elle lui donnera, lesdites troupes ne pourront causer aucun domage, ni aux Domaines, ni aux Sujets de sa Majesté Czarienne jusqu'à leur arrivée en Suede, soit publiquement, soit d'une maniere indirecte; Sa Majesté Czarienne sera tenuë d'observer la même chose de son côté, jusqu'à ce que le Roi de Suede soit arrivé dans son païs avec ses troupes & celles que la Porte lui accordera: de sorte qu'il ne lui sera

1713 sera fait aucun dommage ou prejudice, ni directement ni indirectement, & bien loin de-là, on le laissera passer en paix & tranquillement jusqu'à ce qu'il soit arrivé au lieu dit: tout de même il ne sera fait aucun tort ou prejudice publiquement ou secretement, ni par sa Majesté Czarienne ni par ceux qui dependant d'elle, aux troupes de la Porte, pendant leur retour.

III. Les Kosaques & leurs terres, qui sont de l'autre côté du Boristhenes sous l'obeïssance & de la dependance de sa Majesté Czarienne demeureront comme ci-devant sous sa dependance; la Forteresse de Kiovie avec sa Palanque & ses vieilles limites au deça de ce fleuve resteront au pouvoir de sa Majesté Czarienne de la même maniere qu'il a été arrêté du tems du Sultan Mahomet; mais sa Majesté Czarienne cedera tout le reste qui est en deça du Boristhenes, comme aussi l'Isle de Saccia, qu'on a réünie à ce côté-ci du fleuve. De plus les Kosaques retenus sous l'obeïssance de sa Majesté Czarienne ne pourront en aucune maniere, soit publiquement ou secretement, faire le moindre tort, contre la Paix, aux habitans de la Crimée ou des autres Provinces de l'Empire Ottoman, encore moins leur faire aucune violence, ou domage; & le contraire arrivant, sa Majesté Czarienne ne pourra s'excuser en disant que ce ne sont pas des Russiens, mais des Kosaques, & elle punira les coupables & leur defendra de commettre pareilles violences à l'avenir. De la même maniere il sera defendu aux Tartares & aux Cosaques dependans de la Porte de faire le moindre tort ou prejudice, contre la Paix, aux Russiens, ou aux Kosaques dependans de sa Majesté Czarienne, & au cas qu'ils fassent quelque chose au contraire, ils seront punis par la Haute Porte.

IV. D'autaut que la Forteresse d'Azoph est une place Frontiere de la Porte, comme Cercaski est situé sur les Frontieres des Etats de sa Majesté Czarienne, & sont considerées l'une & l'autre comme places Frontieres, & qu'en bâtissant quelque nouveau Fort entre les deux, cela pouroit causer quelques nouvelles brouilleries; on est convenu qu'on ne pourra ni d'un côté ni d'autre bâtir aucun Fort entre ces deux places, & comme dans le Traité fait sous Jusuf Pascia, il a été stipulé qu'on demoliroit dans le tems de quatre mois la Forteresse, ou bâtiment en forme de Forteresse, construit sur le territoire de Cercaski, pour y mettre à couvert les munitions au tems de la reddition d'Azoph & de la demolition de Taghanrog; on est convenu de nouveau qu'au cas qu'on n'ait pas satisfait entierement à cet Article, il y sera satisfait sans aucun delais; mais comme dans le tems qu'Azoph étoit au pouvoir de sa Majesté Czarienne on a bâti une Forteresse sur le bord du Tanais, & qu'au tems de la restitution d'Azoph à la Porte, ladite Forteresse a été demolie, d'autant que cette Forteresse demolie n'est separée d'Azoph que ar le Tanais, & que ce Fort dependoit d'Azoph; la Porte pourra, si elle veut, faire bâtir une autre Forteresse, sur le terrain de celle qui a été demolie.

V. Com-

V. Comme il a éte ſtipulé dans le derniere Inſtrument de Paix que la Fortereſſe d'Azoph ſeroit renduë dans le même état où elle étoit lorsqu'elle fut priſe avec ſon territoire & ſes dependances, & que dans le tems qu'elle fut conquiſe par ſa Majeſté Czarienne, il y avoit 60. piéces de Canons de fonte; que lorsque ladite Fortereſſe fut renduë à la Porte, ces Canons ne s'y trouverent point, mais en leur place des Canons de fer; Sa Majeſté Czarienne fera faire une exacte recherche avec toute la diligence pour retrouver lesdits Canons, deſorte que ceux qui ſeront retrouvez en nature ſeront rendus à la Porte & la valeur de ceux qui ne ſe trouveront pas ſera paiée à ladite Porte, & après que la Porte aura reçus lesdits Canons en nature ou leur valeur, elle reſtituera les pieces de fer à ſa Majeſté Czarienne. 1713

VI. Comme ſuivant le Traité de Moldavie, la Fortereſſe de Kaminieck & celle qui étoit à l'embouchure de la Samar ont été demolies, & que l'on eſt convenu par ledit Traité, qu'à l'avenir il ne pourra être bâti de nouvelles Fortereſſes de part ou d'autre auxdits endroits, ledit Article ſera tellement obſervé de part & d'autre, qu'à l'avenir il ne ſera bâti de part ou d'autre aucune Fortereſſe dans lesdits endroits.

VII. Les limites ſeront marquées depuis l'endroit où les eaux de la Samar & de l'Erel ſe jettent dans celles du Boriſthenes, preciſement au milieu, jusqu'aux ſources de ces Rivieres, de ſorte que la partie de la Samar paſſera ſous la Domination de la Porte, ſans qu'il lui ſoit permis d'y bâtir aucune Fortereſſe, Château, ou Palanque. Et comme il a été ſtipulé dans le Traité du Pruth entre la Porte & ſa Majeſté Czarienne que la Fortereſſe d'Azoph ſeroit renduë à la Haute Porte dans l'état où elle étoit, quand elle a été priſe par ſa Majeſté Czarienne avec ſes dependances, depuis la Samar & l'Erel jusqu'au Tanais, lesdites terres ſeront coupées par le milieu & limitées de conformité dudit Article, de la même maniere que la Porte les a poſſedées avant qu'Azoph tombat entre les mains de ſa Majeſté Czarienne, afin qu'en conſequence, la poſſeſſion en ſoit rétablie ſur l'ancien pié; & au cas qu'il s'y trouve quelques places, Fortereſſes ou Palanques, elles reſteront, comme ci-devant, en la poſſeſſion de celui, qui en eſt actuellement maitre; mais les places qui ont été ruinées auprès de Muis, reſteront ainſi ruinées.

VIII. Il ſera ſeverement defendu aux Koſaques Ruſſiens ou autres dependans de ſa Majeſté Czarienne de faire le moindre tort ou la moindre violence, ſoit publiquement ou indirectement, aux ſujets Ottomans, leurs voiſins, ſoit ceux d'Azoph ou de la Crimée; comme de leur enlever leur Bêtail, ou leur faire quelqu'autre tort, de ſorte que qui que ce fut ne ſoit expoſé à telles inſolences. Et au cas qu'on decouvre que quelqu'un ait commis quelques tels actes contraires au Traité de Paix, le coupable ſera ſeverement puni en public; d'autre part la Porte commandera aux Kams de

 la

1713 la Crimée, aux Galgainuradins & autres Sultans, comme auſſi aux Commandans & Juges ſur les Frontieres, de s'abſtenir de commettre la moindre inſolence, ſoit publiquement ſoit ſecretement, ſoit avec beaucoup ou peu de monde, ſur les terres ou contre les Sujets de ſa Majeſté Czarienne, en enlevant des Eſclaves ou du Bêtail, en leur cauſant quelqu'autre tort ou prejudice, ou en les moleſtant de quelqu'autre maniere que ce ſoit; & au cas qu'on decouvre que quelqu'un ait commis quelques actions, de ce genre contre la Paix, on ne protegera pas de telles perſonnes, mais elles ſeront punies par la juſtice ſuivant la grieveté du crime, & on fera recherche des choſes enlevées, pour être reſtituées aux Proprietaires. Et au cas que quelque violence donnât lieu à quelques differens qui ne pourroient être decidés par les Kams de la Crimée, par les autres Sultans ou par les Generaux, Commandans ou Juges des Frontieres de part & d'autre, on aura recours à la Haute Porte, bien entendu qu'en pareil cas on decidera tels differens le plûtôt qu'il ſe pourra, ſans faire trainer les choſes en longueur.

IX. S'il arrivoit que les Calmuques fiſſent quelque tort ou prejudice aux peuples de la Crimée ou du Nogai & aux Circaſſes dependans de la Crimée, & qu'il ne ſe trouve parmi eux aucun Ruſſien ou dependant de la Ruſſie; ſi ceux de la Crimée ou les Tartares, ſous pretexte de ſe vanger des Calmuques, commettoient quelques violences ſur les terres ou contre les Sujets de la Ruſſie; les malfaiteurs ſeront punis de part & d'autre & le Butin reſtitué.

X. Comme nous n'avons aucun Pleinpouvoir, & que nous ne ſommes en aucune maniere inſtruits des Intentions de ſa Majeſté Czarienne par rapport aux choſes que la Porte propoſe en faveur de ceux de la Crimée, on parlera de cette affaire dans un autre tems pour en convenir, du conſentement des parties intereſſées.

XI. Il eſt ſtipulé, que, pendant 25. années à compter du jour de la ſignature du preſent Traité, la Paix ſera exactement entretenuë de part & d'autre, & les conditions ci-deſſus exprimées ſincerement executées. Et au cas qu'avant l'expiration du dit terme les parties jugent à propos de le prolonger, on pourra le faire. Auſſi-tôt qu'on aura donné connoiſſance de cette bonne Paix à ſa Majeſté Czarienne, Sadite Majeſté donnera avis de ſa Ratification par Lettre, & nommera un Ambaſſadeur de diſtinction pour venir recevoir de ſa part la Capitulation Imperiale, & ledit Ambaſſadeur devra ſe rendre à la Porte 90. jours après la concluſion de cette Paix à compter du 13. Juin 1713. A ſon arrivée à la Porte, nous recevrons avec lui la Capitulation Imperiale, & au cas qu'alors on vouloit joindre au preſent Traité quelque Article avantageux & profitable aux deux Parties (ſans enfreindre au ſurplus la bonne harmonie & l'amitié deja rétablie) on en pourra conferer

avec

avec l'Ambaſſadeur, qui viendra de la part de Sa Majeſté Czarienne, 1713
& on pourra les ajouter à la Capitulation; mais s'il arrivoit alors qu'on ne puiſſe convenir ſur quelques Articles, cela n'empêchera pas la Haute Porte de ratifier le ſusdit Traité, tel qu'il eſt arrêté. En conſequence, en vertu de nos Pleinpouvoirs, nous ſouſſignés avons confirmé du Sceau de nos Armes, & ſigné de notre main le ſusdit inſtrument autentique écrit en langue Ruſſe & contenant les onze Articles ſtipulez & accordez: & aprés en avoir fait une traduction en Italien, nous l'avons envoyé à la Haute Porte, & en avons reçu un Inſtrument ſemblable en langue Turque, ſigné & ſcellé par ſon Excellence le Grand Viſir Aly Paſcia, en vertu de ſon Grand Vicariat; en conſequence dequoi, auſſitôt l'arrivée de l'Ambaſſadeur, qui être nommé par ſa Majeſté Czarienne & que la Capitulation nous aura été remiſe & le contenu d'icelle obſervé, notre Miniſtère étant alors achevé, la Porte nous permettra de partir avec le ſusdit Ambaſſadeur, pour retourner auprès de ſa Majeſté Czarienne notre très-Clement Seigneur & Maitre.

étoit ſigné,

L. S. Pierre Baron Schafiroff.
L. S. Michel Scheremettoff.

CCCCXIII.

Reſolution des Etats Generaux des Provinces Unies, ſur la Succeſſion d'Orange, An. 1711.

Le Mardi 28. Juillet 1711.

LEs Sieurs de Broeckhuyſen & autres Deputez de LL. HH. PP. 1711
aux affaires de la Succeſſion de ſa Majeſté de la Grande Bretagne de glorieuſe memoire, ont raporté à l'Aſſemblée qu'en conſequence & pour ſatisfaire à la Reſolution de LL. HH. PP. du 27. du courant, ils avoient parlé avec Meſſieurs Ilgen & Hymen, Miniſtres de ſa Majeſté le Roi de Pruſſe, ſur le fondement de la conçûë Reſolution inſerée dans les Notules de hier pour accommoder du mieux les affaires mentionnées, & ont en même tems livré ladite projettée Reſolution, redreſſée en certains points, ainſi qu'elle eſt inſerée comme ſuit.

Ouï le raport des Sieurs de Broeckhuyſen & autres Deputez de L.L. H.H. P.P. pour les affaires de la Succeſſion de Sa Majeſté de la Grande Bretagne, aiant en conſequence & pour ſatisfaire à leur Reſolution commiſſoriale, du 20. du courant, examiné le Memoire du Sieur de Hymen, Envoié Extraordinaire de Sa Majeſté le Roi de Pruſſe. Par où il témoigne à LL. HH. PP. combien Sa Majeſté eſt touchée du triſte malheur, arrivé à Monſieur le Prince de Naſſau en venant de l'Armée ici, auſſi bien que l'inclination de Sa Majeſté de donner à Madame la Princeſſe Doüairiere, & aux Deſcendans dudit Sieur Prince des preuves réelles de l'eſtime & de l'affection de Sa Majeſté, contenant d'ailleurs quelques conſiderations

 ſur

1711 sur l'état où etoit tombée par ce fatal Evenement la negociation sur les differens touchant la Succession, & demandant une Resolution de LL. HH. PP. sur divers points contenus dans ledit Memoire, & dont il est plus amplement fait mention dans les Notules du 20. du courant mois. Sur quoi aiant été deliberé il a été trouvé bon & arrêté, qu'il sera donné en réponse audit Sieur de Hymen sur ledit Memoire : Que LL. HH. PP. ne sont pas moins extremement touchées que sadite Majesté par le deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau de glorieuse memoire dans la fleur de son âge, & d'une maniere si fatale, qui doit inspirer de la compassion à tout le monde: Que LL. HH. PP. regardent la mort dudit Sieur Prince comme une grande perte: qui en attendant la compassion qu'il a plû à sa Majesté de témoigner sur ce triste évenement leur est fort agreable & consolant, & particulierement la declaration de la Roiale affection de sa Majesté pour Madame la Princesse Doüairiere, & les Descendans dudit Prince, avec la favorable assurance que sa Majesté veut donner des preuves réelles de son affection, dont LL. HH. PP. ne peuvent pas douter, puisque ledit Sieur Prince a bien voulu entreprendre le voiage pour venir ici, & qu'il venoit avec une disposition d'aporter de son côté toute la raisonnable facilité pour ajuster les differens qui êtoient sur le tapis; & sa Majesté ajant souvent témoigné d'en faire de même de son côté, & même par de remarquables avantages & de vouloir donner à l'infortuné Prince des preuves de la particuliere estime de sa Majesté pour sa personne, LL. HH. PP. avoient conçû une esperance bien fondée des deux parties, que par leurs bons & bien intentionnez offices on auroit mis une bonne fin depuis si longs-tems souhaitée aux affaires au contentement de l'une & l'autre partie interessé. Mais qu'à present à leur profond chagrin & douleur, l'inopiné & deplorable malheur arrivé au Sieur Prince de Nassau a aporté un entier changement à l'état des affaires à l'égard de la negociation pour un accommodement, puisque par ladite mort du Prince le plein-pouvoir qu'il avoit donné étoit venu à cesser, & ledit Sieur Prince ajant laissé une fille unique âgée d'un an, & Madame la Princesse son Epouse à present Doüairiere grosse de quelques mois, il est aisé à comprendre que ladite Princesse Doüairiere, qui comme Mere doit être Tutrice de ses enfans mineurs, n'est pas en état dans sa presente incommodité & très grande affliction, de prendre connoissance des affaires, ni de donner les ordres & l'autorisation pour la continuation de la negociation, il est d'une absoluë & inevitable necessité, de cesser à present la negociation, du moins pour quelque tems, jusques à ce qu'on puisse la reprendre; qu'en consequence LL. HH. PP. jugeroient être à propos, que le tout fut laissé dans l'état où il est à present jusques à ce que Madame la Princesse Doüairiere ait eu un suffisant tems pour pouvoir mettre ordre à ses affaires, pour alors avec l'agréement de l'une & l'autre des hau-

tes

tes parties intereſſées reprendre la negociation. LL. HH. PP. ont 1711
enſuite vû par ce Memoire que les penſées de ſa Majeſté tendent que quoique la negociation ſur les affaires au principal ne peut pas être continuée à preſent, cependant on peut par proviſion diſpoſer des points contenus dans ledit Memoire, les jugeant pour la plûpart fondez ſur les Reſolutions de LL. HH. PP. du 2. & 21. Avril paſſé; & elles ont une forte inclination pour donner des marques à Sa Majeſté de leur haute éſtime pour ſa Majeſté & pour ſon amitié & pour complaire à ſa Majeſté & lui donner du contentement en tout ce qui eſt en leur pouvoir & qui peut en quelque maniere être équité exigé d'eux.

Qu'ainſi en cette vûë aiant conſideré avec attention ce qu'elles pourroient & oſeroient en cette occaſion prendre ſur eux de faire pour le contentement de ſa Majeſté ſans prejudicier à perſonne. Elles pour ne pas venir en diſcuſſion ou conteſtation, ſi & jusques où lesdites Reſolutions du 2. & 21. Avril de cette année, ſont encore aplicables, dans le preſent inopiné évenement, comme auſſi pour encore éviter l'examen, quels Biens du Prince FREDERICK-HENRI de glorieuſe memoire ne ſont point en conteſtation entre les hautes parties intereſſées, & du different qui pourroit naître ſur la defalcation de la legitime & Trebellianique outre le rabais touchant le paiement des dettes & legs, n'y aiant à preſent perſonne ici qui puiſſe ſoûtenir les Droits ou les pretentions des Heritiers du feu Prince là-deſſus, auſſi LL. HH. PP. n'étant point Juges pour decider en cas de conteſtation. Que cependant pour laiſſer le tout autant qu'il eſt poſſible en ſon entier jusques à ce que les negociations pour le principal puiſſent ci-après être repriſes & continuées, LL. HH. PP. ſont d'opinion que la ſuivante Reſolution peut ſervir à cela. Savoir que par proviſion & ſans diminuer le droit & prétention d'un chacun, qui ſont laiſſez en toutes leurs parties dans leur entier à l'égard de tous les Biens de la Succeſſion, ſans donner par cette proviſion le moindre droit à aucun, ou d'en prendre plus qu'on n'en avoit cidevant, ſa Majeſté le Roi de Pruſſe, outre ce dont il eſt à preſent en poſſeſſion aura encore par proviſion ſur les biens & revenus de ladite Succeſſion une ſomme annuelle de 50000. florins. Qu'à cette fin on livrera à ſa Majeſté les Biens de Naeldwyck, Honsholredyck, Wateringen, le Opſtal, le Honderland, Orange Polder, 's Graveſande, la Maiſon de Nieubourg, & la Maiſon dans le Nord-Eynde, comme auſſi le Haut & Bas Swaluwe, dont les revenus après la ſouſtraction des charges, ſont calculez a la ſomme annuelle de 26033. florins 4. ſols; que le ſurplus jusques à ladite ſomme de 50000. florins annuels, ſera fourni des revenus des biens de la Succeſſion, qui reſtent ſous l'adminiſtration de LL. HH. PP., par où ce qui étoit tire des revenus pour l'entretien desdites Maiſons ceſſera.

1711 Qu'outre cela Sadite Majesté pourra se servir de la Maison de Dieren avec les meubles, qui y sont à present, & qui apartiennent aux Heritiers du Prince de Nassau, pendant le tems qu'il plaira à Sa Majesté d'y être en personne. Bien entendu que par-là il n'en naîtra aucun droit à sa Majesté, au delà de celui qu'il a presentement; mais que tout restera in statu quo jusques à ce qu'il en soit autrement convenu entre les hautes parties interessées, ou décidé par un Juge. Que par contre par provision, & sans diminuer les droits & pretentions d'un chacun, comme ci-devant les Heritiers du Sieur Prince de Nassau tireront des revenus des Biens de la Succession, qui resteront sous l'administration de LL. HH. PP. une somme annuelle de 150000. florins, & au cas que Madame la Princesse Doüairiere, comme Mere & Tutrice de son enfant, ou enfans mineurs, souhaitât qu'au lieu d'avoir ladite somme annuelle de 150000. florins en argent, on lui remit aussi quelques fonds, qu'alors on lui remettra aussi provisionellement quelques Biens, excepté qu'alors on aura égard à la convenance de l'Etat, & des Provinces en particulier; & que Buren & Leerdam ne seront point donnez à aucune des parties interessées, que de leur concert.

Que pareillement il sera laissé à la disposition de Madame la Princesse Doüairiere en sa qualité, de pouvoir se servir de la Maison de Loo y étant en personne sur le même pied que ci-dessus il a été dit par raport à sa Majesté de Prusse touchant la Maison de Dieren.

Que d'ailleurs suivant l'amitié que sa Majesté de Prusse a temoigné de vouloir avoir pour Madame la Princesse Doüairiere & les Descendans du Sieur Prince de Nassau, ladite Dame Princesse Doüairiere dans sa qualité de Mere & Tutrice, en consideration de presente incommodité, aura encore des biens de ladite Succession une fois la somme de 150000. florins, paiables la moitié au plûtôt, & l'autre moitié dans 2. termes annuels. Après que les sommes suivant cette Resolution reçûës par sa Majesté & par les Heritiers du Prince de Nassau avec le paiement prealable des charges & interêts, s'il venoit à être trouvé qu'en defalquant la somme à sa Majesté de Prusse, aussibien que celle aux Heritiers du feu Prince de Nassau, les interêts des capitaux à la charge de la Succession ne pourroient pas être paiez hors des revenus des biens qui restent sous l'administration, en tel cas ce qui manqueroit seroit defalqué à l'une & autre des parties à proportion, après que le Conseil autorisé à l'administration provisionelle de la Succession aura par compte ou autres valables preuves, fait paroitre ce qui pourroit y manquer. Que le susdit don étant aussi par provision sans diminuer les droits & pretensions d'un chacun, la negociation sur le principal pour en venir à un final accommodement sera reprise dans 6. mois après que Madame la Princesse Doüairiere sera, sous la benediction de Dieu, ainsi que LL. HH. PP. esperent & souhaitent, delivrée du fruit qu'elle porte presentement, ou plûtôt

tôt si faire se peut. A cet effet LL. HH. PP. requeront ladite Dame Princesse Doüairiere d'envoier de nouveau ici son Plenipotentiaire afin de reprendre conjoinctement avec celui de sa Majesté de Prusse la negociation, & s'il est faisable de la pousser à une bonne fin. Pour cela LL. HH. PP. continueront à emploier leurs bons offices, & qu'en reprenant ladite negociation pour un accommodement final, on mettra pareillement alors sur le tapis les autres points contenus dans le Memoire. 1711

Et pour ce qui regarde l'évacuation de Meurs, puisque c'est un point, sur leqel LL. HH. PP. ne peuvent rien resoudre sans avoir regû le sentiment des Seigneurs Etats des Provinces respectives, Elles remettentce point à leur deliberation.

Que LL. HH. PP. d'abord que le Plenipotentiaire de Madame la Princesse Doüairiere sera arrivé, lui parleront, & tacheront de travailler afin que pendant la negociation on suspende toutes les procedures de justice.

Et touchant la demande de Sa Majesté des canons qui peuvent se trouver à Meurs, qui apartiendroient au Prince FREDERICK-HENRI que LL. HH. PP. n'aiant aucune connoissance en quoi ils consistent, ils en attendront un Memoire pour l'examiner afin de resoudre là-dessus.

Que LL. HH. PP. esperent & s'assurent que sadite Majesté voiant par cette Resolution leur bonne intention & inclination pour autant que l'occurence du tems & des affaires le permet, acheminer cet ouvrage à une bonne fin, & de donner à Sa Majesté le contentement autant qu'il est en leur pouvoir, aprouvera consequemment ladite Resolution pour le Reglement des affaires, par provision & sans donner atteinte au droit de personne; alors LL. HH. PP. donneront des ordres que les biens ci-dessus specifiez soient par provision livrez à Sa Majesté, & qu'on satisfera de tems en tems au surplus pour faire la somme annuelle de 50000. florins, dans la certaine esperance & attente que dans la negotiation sur le principal sadite Majesté voudra bien en bonne partie donner à Madame la Princesse Doüariere & à son Enfant ou ses Enfans, bien des preuves de l'inclination ou affection que Sa Majesté a temoigné; esperant de même & s'assurant que Madame la Princesse Doüairiere de Nassau voudra aussi être contente de cette Resolution & de l'accepter. Surquoi aiant été deliberé il a été trouvé bon d'arrêter par les presentes cette Resolution, & qu'elle sera mise au net, remise entre les mains dudit Sieur de Hymen.

Et cette Conclusion a été formée par le Sr. de Renswoude, comme la Province d'Utrecht aiant presidé dans la semaine precedente.

Les Sieurs Deputez de la Province de Frise ont fait enregistrer sur ladite Conclusion, & au nom & par les ordres des Seigneurs Etats leurs principaux ont pris à eux la susdite Conclusion & l'ont contredite, protestant bien expressement de nullité & de dedommagement

1711 ment à l'égard de tout ce qui à été fait en ceci & resolu & qui pourroit ci-après être dispofé, comme directement contre la maniere, la forme, & le droit qui apartient à Madame la Princesse Doüairiere, declarant que LL. HH. PP. ne sont pas autorisées comme Executeurs de pouvoir en dispofer avant que les parties respectives par un amiable accommodement, ou par le droit en soient convenues, se reservant d'ailleurs de faire de tels enregistremens ou protestes, ainsi que leurs hauts Principaux trouveront leur apartenir.

Les Sieurs Deputez de la Province d'Over-Yssel ont declaré de prendre copie de toute l'affaire, pour mettre en deliberation devant les Seigneurs Etats leurs principaux.

Le Deputé de la Province de Groningue qui se trouve ici a declaré de ne point se conformer à ce qui a été raporté; de contredire à la Conclusion comme contraire au pouvoir qui apartient à aucun Executeur du monde, & à la propre solemnelle & incomparable Declaration de LL.HH.PP. faite dans leur Lettre à Sa Majesté de Prusse du 14. Octobre 1704. & se reservant pour les Seigneurs Etats ses principaux de faire de telles protestations, & de prendre de telles Resolutions & mesures qu'ils trouveront à propos, pour prevenir tout malheur.

CCCCXIV.

Acte d'Accession de L. H. P. les Etats Generaux des Provinces Unies au Traité de Seville, du 9. Novembr. Ann. 1729.

1729 Comme leurs Serenissimes Majestez le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi Trés-Chrétien & le Roi Catholique, ont jugé à propos, pour affermir d'avantage les liens de leur union, pourvoir à la fureté de leurs Royaumes & Etats, & conserver la Tranquillité publique, de faire entr'eux une Alliance, dont le Traité a été figné à Seville le 9. Novembre 1729. : conformement au XIV. article de ce Traité, les Etats Géneraux ont été invitez d'y acceder (ici est inseré l'instrument du Traité) lesdits Etats avant desiré de tout tems de continuer & de rendre plus ferme la bonne Intelligence & Amitié qu'ils ont l'honneur d'entretenir avec L. M. Brit, T. C. & Cath; & L. H. P. souhaitant, autant qu'il dépend d'Elles, de contribuer à la conservation & l'établissement de la Tranquillité publique: Elles font trés sensibles à l'invitation qui leur a été faite d'acceder à cette Alliance, étant convaincuës qu'une plus étroite Union en est le principal but. Comme cette Alliance a en vûe entr'autres l'établissement d'une Confiance parfaite entre les Parties Contractantes, les Etats Géneraux présupposent que les Alliez se communiqueront reciproquement, avec une entiere confiance, leurs sentimens, tant par rapport aux moyens qu'on jugera, en cas de nécessité, les plus efficaces, pour conserver & maintenir toutes les Possessions & Droits, mentionnez dans ce Traité, que par rapport au Commerce & autres Interêts tant en Europe qu'ailleurs.

Dans

Dans la ferme confiance que c'eſt là le veritable but & intention de Leurſdites Majeſtez, L. H. P., pour donner des marques du déſir qu'Elles ont de ſe lier plus étroitement avec L. M., & de la haute eſtime qu'Elles ont pour leur Amitié & Alliance, ont réſolu d'acceder audit Traité, & ont nommé pour cet effet leur Miniſtre Plenipotentiaire, (ici ſont les titres de Mr. vander Meer) lequel étant entré en Conference avec les autres Miniſtres Plenipotentiaires, il a été convenu. 1729

Que les Seigneurs Etats Généraux accederont, comme le ſusdit Plénipotentiaire a déclaré quils accedoient, & comme lui-même accede en effet en leur nom & de leur part audit Traité par le préſent Acte, s'engageant envers Leurs Majeſtez ſuſmentionnées à tout ce qui y eſt contenu, de là même maniere que ſi elles avoient contracté avec eux dès le commencement; & L. M. témoignant que leur but & leur intention eſt telle qu'il eſt exprimé ci-deſſus, elles accepteront, ainſi qu'elles acceptent actuellement l'acceſſion de Leurs Hautes Puiſſances, ainſi que les ſusdits Ambaſſadeurs Miniſtres & Plénipotentiaires ont déclaré, & déclarent au nom & de la part de leurs dites Majeſtez, engageant envers L. H. P. à tout ce qui eſt contenu dans ledit Traité entierement da la même maniere que ſi elles avoient contracté dès le commancement avec L. Maj.

Sa Maj. Brit. & Sa Majeſté Très Chrét. confirment & renouvellent en conſideration de Leurs Hautes Puiſſances tous les engagemens où elles ſont entrées ci-devant pour procurer à leur République une entiere ſatisfaction, tant par raport à l'abolition de la Navigation & Commerce de la Compagnie d'Oſtende aux Indes, que touchant les affaires d'Ooſtfriſe; & Sa Maj. Cath. s'oblige de la même maniere, & par la même conſideration, d'entrer dans les mêmes engagemens, auſſitôt qu'ils lui auront été communiquez; ce que les Etats Généraux promettent de faire dans trois mois, à compter du jour de la Signature, ou plutôt ſi faire ſe peut.

D'autant que le ſecours que L. H. P. donneront en cas de beſoin n'a pu être reglé dans le Traité, on eſt convenu qu'il conſiſtera en 4000. d'Infanterie & 1000. Chevaux.

S. M. Cath. s'engage de faire donner à L. H. P. une entiere ſatisfaction ſur leurs Griefs tant aux Indes qu'en Europe, & d'ordonner que leur Commerce ſoit rétabli ſur le pié des précedens Traitez: L. H. P. promettent de faire la même choſe par raport aux Griefs de Sa Majeſté fondez ſur les Traitez: Et en cas qu'il ſurvienne quelques difficultez dans l'examen deſdits Griefs, dont on ne puiſſe convenir, Sa Maj. Catholique & Leurs Hautes Puiſſances nommeront des Commiſſaires pour en traiter ſur le pié reglé dans les Art. 6. & 7. du Traité inſeré ci-deſſus touchant les Commiſſaires des autres Puiſſances.

S'il arrivoit que Sa Majeſté Catholique jugeât à propos d'accorder pour le preſent ou à l'avenir, publiquement ou par quelques Conventions ſecretes, par raport au Commerce, quelques Droits

ou

1729 ou Prerogatives à quelque Puiſſance que ce ſoit, les mêmes Droits ou Prerogatives ſeront immediatement accordez aux Sujets de L. H.P., qui ſeront traitez en tout comme la Nation la plus favoriſée, conformement à ce qui eſt ſtipulé dans les Traitez precedens.

Comme Leurs Hautes Puiſſances ont repreſenté qu'il pourroit arriver certains cas où, en haine de leur Acceſſion ſignée aujourd'hui, elles ſeroient attaquées & troublées de maniere qu'elles ſeroient obligées d'avoir d'abord recours aux armes pour leur défenſe; & que ce cas arrivant, le tems neceſſaire pour voir le ſuccès des bons offices qui ſeroient emploiez & après leſquels ſeulement leurs Alliez ſont obligez de leur donner les ſecours ſtipulez dans le ſecond Article du preſent Traité, les expoſeroit à de grands inconveniens, & les laiſſeroit expoſez à la plus violente invaſion ſans être ſecourues par leurs Alliez, L. M. Brit. Trés-Chrét. & Cat. pour donner aux Etats Gener. une nouvelle preuve de la part qu'Elles prennent à la conſervation de la Republ. conſentent de s'engager & promettent que dans ledit cas où la Rep. pourroit être expoſée à un danger évident, Leurs Maj. donneront les ſecours promis par l'Art. II. ſans attendre le ſuccès de leurs bons offices & de leurs inſtances qu'Elles auroient entamé auprès de l'agreſſent pour en obtenir la ſatisfaction & la reparation convenable.

Le préſent Traité d'Acceſſion des Etats Généraux ſera ratifié par Leurs Maj. Brit. Trés-Chrét. & Cathol. & par les Etats Généraux, & ces Ratifications ſeront échangées à la Cour d'Eſpagne dans trois mois, à compter du jour de la ſignature du préſent Traité, ou plûtôt ſi faire ſe peut; en foi de quoi, &c. A Seville le 21. Novembre 1729.

CCCCXV.

Octroy, accordé à la Compagnie des Indes Occidentales, par les Etats Generaux, An. 1730.

1730 LES ETATS GENERAUX des Provinces-Unies, à *tous* ceux qui ces preſentes verront ou entendront lire Salut, faiſons ſavoir que nous avons trouvé bon en 1674. de diſſoudre & annuller l'ancienne Compagnie des Indes Occidentales; Et nonobſtant deſirant nonſeulement que nos ſujèts & ſur tout les participans & intereſſez de la dite ancienne Compagnie conſervaſſent leur navigation, trafique & negoce; mais auſſi que leur commerce, leur navigation & le debit des Manufactures du Païs augmentent autant qu'il ſeroit poſſible, conformement aux traitez, Alliances, accords & conventions qui ſubſiſtent ſur le fait de commerce & la navigation avec les autres Princes & Republiques, & que nous pretendons devoir être obſervez & executez ponctuellement; ayant de plus conſideré que ſans les ſecours communs, l'aſſiſtance & les moyens d'une Compagnie generale, il n'eſt pas poſſible de faire, proteger ni maintenir le commerce avec avantage, dans des Quartiers, Terres, & Diſtricts eloignez, ſans parler des riſques & autres prejudices que l'on court ſur

ſur mer dans ces navigations de long cours; pour ces raiſons & au- 1730
tres importántes à ce nous mouvant, nous avons encore trouvé bon alors que la navigation & le Commerce dans les Quartiers des Indes Occidentales en Afrique & autres lieux deſignez ne ſe feroit que par les forces reunies des participans & intereſſez à la precedente Compagnie qui y ſeroit encouragée en admettant à la place de ceux qui ne pouroient ou ne voudroient fournir leur portion d'autres Marchands & Habitans de la Republique; & qu'à cette fin ſeroit erigé une nouvelle Compagnie Generale des Indes Occidentales que nous promimes de maintenir & d'apuyer de tout notre ſecours, faveur & aſſiſtance (autant que les affaires de l'Etat nous le promettoient) par une affection particuliere pour le bien de l'Etat & pour encourager le Commerce & les avantages des Habitans de nos Provinces. Laquelle nouvelle Compagnie nous avons pourvu à cette effet le 20. Sept. 1674. d'un octroi en forme, pour commercer avec les privileges & exemptions y exprimées juſqu'en 1700. lequel octroy nous avons prorogé le 30. Nov. de la dite année 1700. pour le tems de 30. années qui doivent finir le dernier Decembre de la preſente année 1730. A CES CAUSES & conſidérant que les mêmes raiſons qui nous portérent alors à accorder & à prolonger le dit Octroi ſubſiſtent encore, & que la dite Compagnie generale des Indes Occidentales ne pouroit ſe diſſoudre qu'au déttiment des bons Habitans de l'Etat, de notre certaine, pleine puiſſance & autorité avons trouvé bon de continuer de nouveau & de prolonger le ſusdit Octroy accordé à ladite Compagnie des Indes Occidentales le 20. Sept. 1674. & prolongé le 30. Nov. 1700. comme nous le continuons & prolongeons de nouveau par les preſentes pour le tems de 30. ans, à compter depuis l'expiration du precedent Octroi & par conſequent juſqu'en 1760. incluſivement, dans les limites deſignez dans ledit precedent Octroi, avec les points & articles y exprimez & dans l'acte de prolongation; avec ce changement neanmoins que la navigation ſur la côte d'Afrique ſera libre à tous les Habitans de la Republique des Provinces Unies, en payant une reconnoiſſance conformement aux conditions du reglement arreté ce jourd'hui & inſeré ici.

Reglement ſous les conditions duquel la libre navigation ſur les côtes d'Afrique eſt accordée aux ſujèts des Provinces-unies, en payant une reconnoiſſance.

I. Tous les Sujèts de la Republique pourront naviger & negocier dans les limites de la Compagnie des Indes Occidentales en Afrique, avec cette reſtriction neanmoins qu'ils ne pourront faire Commerce, peu ni beaucoup, ſous quelque nom & ſous quelque prétexte que ce ſoit le long de la côte ni dans les Chateaux, Forts ou Loges de la Compagnie en Afrique à commencer depuis le Cap Apponia ſitué environ à 9. lieues d'axim, juſqu'à Rio dela Volta, ce qui

1730 qui comprend un diſtrict de ſoixante lieues, où le Commerce eſt privativement reſervé à la Compagnie.

II. Les ſusdits Sujèts de la Republique ne pourront faire le Commerce dont il eſt fait mention dans l'Article precedent qu'avec des Vaiſſeaux & batimens conſtruits & batis dans les Païs de la Republique, équipez dans nos provinces & pourvus à leur départ des proviſions & vivres du Païs, leſquels batimens ſeront obligés de revenir dans les Provinces, dans les Lieux de leur depart, ſans decharger en aucun autre endroit de l'Europe, ſous peine de ſix mille flor. payables à la Compagnie, s'ils font quelque choſe au contraire.

III. La ſusdite navigation vers les Côtes d'Afrique ſe fera par les Habitans de cette Republique avec tels batimens qu'ils trouveront à propos, mais pas plus long que 120 pieds, & ils ne pourront y employer de Flutes.

IV. Ceux qui voudront charger pour l'Afrique demanderont à la Chambre de la Comp. des Indes Occidentales reſidant dans leur diſtrict, par Requête ſignée du Fréteur & des Facteurs de leurs Vaiſſeaux un paſſeport pour un ou pluſieurs Vaiſſeaux que les demandeurs montreront & nommeront, avec ſpecification de ſa juſte longueur de l'avant à l'arriere, de la longueur de ſa quille, de la Hauteur de la Cale entre ponts, ſous le gaillard d'arriere & ſous celui avant, la largeur du Tillac & enfin combien il contient de Laſtes; meſurage s'en fera ſelon la regle ſuivante.

Regle.

Pour meſurer combien un Vaiſſeau contient de Laſtes, on multipliera les pieds de ſa longueur de l'avant à l'arrier par les Pieds de ſa largeur ſur le Tillac; aprés quoi on ajoutera la profondeur de la Cale à la hauteur entre ponts, à l'on en multipliera le produit par celui de la longueur & de la largeur, le dernier produit ſera diviſé par 400. & alors on en ſouſtrait le quart, le reſte donne le nombre des laſtes.

Exemple.

Une fregâte ou autre batiment portant Voiles, long de 70. pieds de l'avant à l'arriére, large de 21. pieds, profond dans la Cale de 11. & demi p. hauteur des ponts 4. & demi pied. La règle ſe fera ainſi.

Long

Long.	Larg.	Profon.	Pont.
70. p.	21. p.	$11\frac{1}{2}$. p.	$4\frac{1}{2}$. p.

1730

70.

1470.

16.

8820.

1470.

(3
235 | 20. } $58\frac{4}{5}$.
4 | 00.

$29\frac{2}{5}$.

$14\frac{7}{16}$.

$44\frac{1}{6}$. Laft.

V. La fusdite Chambre nommera deux ou plufieurs directeurs pour faire remefurer en leur prefence le batiment ou les Batimens par un Jaugeur Juré, & enformeront deux Lettres de Jauge, en y exprimment la longueur de l'avant à l'arriere, & le nombre des Laftes qu'il contient.

VI. S'il fe trouve en remefurant, que la Mefure foit deferente de celle qu'auront accufée les facteurs & freteurs fuivant l'art. IV., lefdits facteurs & freteurs feront condamnez Ipfo Facto à 100. fl: par chaque lafte que ledit batiment fera trouvé contenir des plus qu'ils n'auront déclaré à la Compagnie, comme auffi le fusdit Jaugeur Juré fera condamné de même au profit des facteurs & freteurs en cas d'erreur, ou d'injuftice.

VIII. Les dites Lettres de Jauge feront fignées par les directeurs prefens & par le Jaugeur Juré, pour être prefenté à la premiere affemblée des dix pour fervir adreffer les Comptes.

Les Vaiffeaux equipez pour la Côte d'Afrique par les fujèts de la Republique en confequence de l'art. I. payeront à la Chambre dans le departement de laquelle l'equipement fe fera.

Un Vaiffeau de 70. pieds de l'avant à l'arrier, compté à 45. laftes.	fl.	3000.	
Le lafte comté à 60. fl. avec rabais d'un quatrième.			
Un vaiffeau de 80. pieds, de l'avant à l'arrier, compté à 60. L.			
pour les 45. prem. laftes	fl.	3000.	
pour les 15. jusqu'à 60. à 60.	fl.	900.	3600
Les laftes au deffus de 60. à 60. fl. chaq. lafte avec rabais d'un quatrième.			

Un

1730 Un Vaiſſ. de 90. pieds de l'avant à l'arriere compté à 80. laſtes.

Pour les 45. prem. laſtes	fl. 3000.	
pour 35. L. jusqu'à 80. à 60.	fl. 2100.	5100

Les laſtes au deſſus de 80. à 60. fl. chaq. avec rabais d'un quatrième.

Un Vaiſſeau de 100. p. de l'avant à l'arriere compté à 110. L.

pour les 45. prem. L.	fl. 3000.	
pour les 75. jusqu'à 110. à 60. fl.	3900.	6900

Les laſtes au deſſus de 110. à 60. fl. chaq. avec rabais d'un quatrième.

Un Vaiſſeau de 110. p. de l'avant à l'arriere compté 125. L.

pour les 45. prem. L.	3000.	
pour les 80. jusqu'à 125.	4800.	7800

Les laſtes au deſſus de 121. L. à 60. fl. chaq. avec rabais d'un quatrième.

Un Vaiſſeau de 120. p. de l'avant à l'arriere, compté à 150. Laſtes.

pour les 45. prem. L.	3000.	
pour les 105. jusqu'à 150. à 60. fl.	6300.	9300

Les Laſtes au deſſus de 150. L. à 60. chaq. avec rabais d'un quatrième.

IX. Lesdits batimens, en payant ce qui eſt ſtipulé par l'Art. VIII. ſeront exempts de tous droits de ſortie & d'Entrée & de l'augmentation de la taxe dite Laſt-en-Veylgeld, bien entendu neanmoins que ledit payement ſe ſera en entier avant que la cedule de chargement ſoit delivré conformement aux ordres pratiquez par raport aux declarations pour l'Amerique.

X. Nonobſtant ce que deſſus, les maitres desdits Batimens ou leurs repreſentans, à leur arrivée ici dans le pays, declareront ſous ſerment par devant les Directeurs de la Chambre du diſtrict de laquelle le batiment eſt parti, quels effets ils auront chargez en Amerique, au cas qu'ils y ayent été en ſpecifiant leur quantité & leur qualité, desquels ſera payé a la Compagnie une reconnoiſſance de 3. pour cent qui appartient à la dite Compagnie ſuivant ſon Octroy.

XI. Aprés le payement ſpecifié Art. VIII. on pourra delivrer le paſſeport ſigné de deux Directeurs de la Chambre dans le diſtrict de laquelle l'equipement aura été fait, & ledit payement ſera noté à la marge dudit paſſeport; & les Chambres reſpectives ſeront tenues de confronter lesdits paſſeports avec les Lettres de Jauge & de s'en communiquer une notice exacte tous les mois.

XII. Les ſusdits paſſeport ſeront dreſſez, paraphez & ſcellez par L. H. P. & remis aux Directeurs des Chambres reſpectives à leur requiſition pour les diſtribuer au beſoin; & les Directeurs ſeront obligez

obligez du payer 6. fl. par passeport au Greffe de L. H. P. & d'en donner à chaque fois avis à la Chambre qui presidera alors; L'avocat de la dite Compagnie sera obligé de lever tous les trois mois ou plus souvent s'il est nécessaire, les extraits des Resolutions L. H. P. par lesquelles, passeports auroient accordez à quelqu'une des Chambres, lesquels extraits lui seront délivrez à sa requisition; & il en tirera une exacte notice de nombre des Passeports que chaque Chambre aura reçu de L. H. P. pour être de tems en tems produite & examinée dans l'assemblée des dix, pour laquelle peine il aura par chaque passeport douze flor. qui lui seront paiez par la Chambre d'Amsterdam; mais les Chambres qui donneront les dits passeports, retireront la ditte somme des Facteurs & Freteurs desdits batimens pour les raporter à la Caisse de la Compagnie. 1730

XIII. Les susdits Passeports de L. H. P. contiendront en même permission d'exiger des vaisseaux des Provinces Unies qui seront trouvez dans les limites de l'Octroy de la Comp. des Indes Occid., la visite de leur passeport, avec pouvoir de prendre & saisir tous bâtimens qui ne seront pas pourvûs d'un passeport en forme & tous autre qui ne seront pas libres, avec le même droit que le feroit la Compagnie même; bien entendu que lesdits Vaisseaux tireront desdites prises la moitié; les batimens pris seront conduits ou au Fort d'Elmina où à Curaçao, ainsi qu'il sera trouvé plus convenable par le Conseil du Vaisseau, pour en être jugé ainsi qu'il apartiendra par la Conseil du Lieu, de laquelle sentence le Maitre ou les Freteurs du batiment pris pourront apeller à la Cour de Hollande, Zeelande & Westfrise pour là leur cause être débatue ordinario modo.

XIV. Les susdits passeports ne seront bons & valables que pendant un an à compter du jour de leur expedition; & pour prevenir toute fraude à ce sujet, le jour de l'expedition sera rempli par la main de l'un des deux Directeurs qui signeront ledit passeport conformement à l'Art. X. De plus lesdits passeports ne pouront servir que pour un Voyage & deviendront nuls d'eux mêmes; mais s'il arrivoit que pour de bonnes raisons l'année s'écoulât avant que le Passeport ait été raporté à la Comp. il sera payé à ladite Compagnie pour chaque mois complet qu'un tel bâtiment sera resté un mer au delà de l'année, un douzieme de la somme payée pour le même bâtiment, à la Comp. conformement à l'Art. VIII.

XV. Les Passeports seront raportez à la Chambre, sous la dépendance de laquelles les bâtimens sont partis, quinze jours après leur retour dans la Patrie, sous peine de 6000. fl. payables par le Maitre & le Facteur chacun en leur particulier; & lesdites chambres envoyeront lesdits Passeports rendus, un mois après les avoir reçus, à l'Avocat de la Compagnie qui sera tenu de produire lesdits Passeports tous les ans, dans l'assemblée des dix, pour y être biffez.

XVI. En outre Personne ne poura prêter, vendre ou transporter les dits Passeports à quelqu'autre bâtiment qu'à ceux sous le

1730 nom desquels ils auront été obtenus sous peine de 6000. fl. contre les contrevenans.

XVII. Lesdits Bâtimens pourvûs des Passeports nécessaires pourront naviger & commercer par tout dans les susdites Limites spécifiées dans l'Art. I. excepté le District dont le Commerce privatif est reservé à la Compagnie par l'Art. I. (mais par raport aux Nations étrangéres à leur peril & risque.)

XVIII. Lesdits Négocians pourront aussi vendre & acheter toutes sortes de Denrées & Marchandises qui se trouvent dans ces endroits, comme Esclaves, Or, Dens d'Elephans, Crevelles, Cire, Ris, Mallegettes, Bois-Rouge & autres qui s'y trouvent.

XIX. Lesdits Bâtimens pouront conduire à Curaçao & autres Places de l'Amerique, les Esclaves qu'ils acheteront, mais non pas à Suriname, Isequebo & Barbice, où la seule Compagnie des Indes Occidentales aura le droit privatif de fournir des Esclaves, suivant son Octroi & les Conventions à ce relatives, ainsi qu'il s'est pratiqué jusqu'à présent, à condition que la Compagnie sera obligée pendant l'espace de 30. ans, pour lequel son Octroi est prolongé, de conduire à Suriname pendant toute l'année & de tems en tems au moins le nombre de 2500. Esclaves, qui y seront vendus publiquement au plus offrant, & en cas d'accroissement de la dite Colonie & de nouvelles Plantations, un plus grand nombre à proportion.

Et au cas de Naufrage des Vaisseaux, ou de mortalité parmi les Esclaves, avant qu'ils fussent vendus, ou autres accidens, la Compagnie sera tenue de remplir ledit nombre.

Mais si la Compagnie des Indes Occidentales ne jugeoit pas à propos de faire les équipemens nécessaires à cet efet, & qu'elle manquât pendant six mois à ce qui est prescrit ci-dessus, les Directeurs de la Societé de Suriname, sur le premier avis qu'ils en auront, soit par les possesseurs des Plantations, soit par quelqu'autre Négociant, devront envoier chercher & transporter les Esclaves manquant en paiant la même reconnoissance que les particuliers *Habitans* de la Republique sont obligez de payer à la Compagnie conformément au Réglement present.

De même la Compagnie sera tenu de faire transporter tous les ans dans la Colonie d'Isequebo le nombre d'Esclaves que demanderont les Habitans & Possesseurs des Plantations, & qui y seront vendus publiquement au plus offrant: & quant au transport, vente & commerce desdits Esclaves le tout se fera sur le même pied, conditions & ordre, pratiqué ou qui sera pratiqué avec la Colonie de Suriname & les Barbices, jouissant à cet égard de tous les avantages qui ont été ou seront accordez aux autres.

XX. Tous lesdits Bâtimens pourvûs des Passeports necessaires pourront entrer dans tous les Ports, Bayes, Rades du District de l'Octroi & dependans de la Compagnie des Indes Occidentales, ainsi qu'il est dit Art. I. sans paier aucun droit de Port ou autres ni à la Compagnie des Indes Occidentales, ni à ses Officiers, quelque nom

qu'on

qu'on puisse donner à ces droits ou taxes; il sera aussi permis à un 1730
chacun de s'y établir.

XXI. Les Freteurs de chaque Vaisseau seront tenus de donner sufisante caution à la satisfaction de la Chambre du District de laquelle il partira, pour la somme de six mille fl. pour toutes les infractions faites aux Articles de défense ou Contreventions, bien entendu que lesdites Cautions se soumettront au jugement de la Cour de Hollande & de Zeelande à la Haye.

XXII. Les Freteurs & Facteurs de tous Vaisseaux de Contrebande soit qu'ils soient pris ou non, étant découvert avoir commis lesdites contreventions, seront assignez par devant le Juge du Lieu de leur domicile, qui sera obligé de terminer cette affaire dans l'année, si elle est poursuivie dans les formes par la Compagnie, & en cas d'apel au Grand Conseil, devant lequel la cause pourra être évoqué au cas que dans l'année, elle n'ait pas été terminée par le Juge du Lieu de Domicile, & les Freteurs & Facteurs seront condamnez à une amende de 20. mille flor. la moitié au profit de la Compagnie & l'autre moitié au profit du Delateur. Et s'il arrivoit, contre toute attente, que l'exécution de la Sentence du Juge ou du Haut Conseil rencontrât quelque obstacle dans quelques Provinces, il ne sera accordé aucun Passeport aux Habitans d'une telle Ville, où cette exécution auroit été empêchée, jusqu'à ce que la Compagnie ait obtenu l'effet de telle Sentence.

XXIII. Lorsque quelque Vaisseau ou Vaisseaux seront arrêtez en Afrique ou en Amerique, les Officiers en Chef auront soin pour prévenit tout abus, qu'aussitôt la Prise fait il soit dressé deux Inventaires dans les formes, signez par les trois premiers Officiers du Vaisseau qui aura pris & de celui ou ceux qui auront été pris, & dont celui qui aura pris & celui qui aura été pris, garderont chacun une copie pour être confrontées en cas de besoin, sous peine de trois mille florins, si les Officiers pris ne le remettent pas à ceux qui les auront pris avec les Registres de Cargaison & les factures sous recepissé; & de six mille florins si le Preneur, en arrivant à bon Port dans la Patrie, ne les raporte pas comme il convient, lesquelles sommes dans l'un & l'autre cas, seront au profit de la Compagnie des Indes Occidentales.

XXIV. Les Maitres & Officiers jusqu'au troisiéme Garde inclusivement & même les Supracargaas qui serviront sur des Vaisseaux de contrebande pris dans les limites de l'Octroi, soit en Afrique ou en Amerique, y seront punis de mort par le Commandant dans ces Quartiers, s'ils se sont défendus contre celui qui les aura pris, quand même ils n'auroient tiré qu'un coup pour leur défense; mais s'ils se rendent volontairement, ils ne soufriront aucun tort & conserveront de la cargaison ce qui sera pour leur compte particulier, & leurs mois de gage.

XXV. Le présent Reglement & les Articles qu'il contient ne sera mis en pratique que dans un mois à compter du jour de la date.

1730 XXVI. Sous le bénéfice de ce Reglement l'Octroi de la Compagnie des Indes Occidentales est prolongé pour le tems de 30. années, mais la liberté de la Navigation sera toûjours revocable, dès que la Compagnie poura faire voir à la satisfaction de Leurs Hautes Puissances que les Navigateurs n'exécutent pas ledit Reglement, le tout relativement aux seuls Navigateurs qui y contreviendront sans que les Habitans d'une Province ou Ville, soient tenus de répondre des contreventions des Habitans d'une autre Province ou Ville, cet Article n'aiant en vue que de tenir les Navigateurs respectifs dans leur devoir.

XXVII. Pendant ledit tems de 30. années il ne sera prêté aucune somme ou effets à la grosse avanture, ni donné quelque partie de gain ou aucune assurance sur les Vaisseaux ou effets destinez pour l'Afrique qui n'auront pas un Passeport de leurs Hautes Puissances, sous peine de confiscation desdites sommes, Vaisseaux, Effets, au profit de la Compagnie des Indes Occidentales, sans distinction des Sujèts de l'Etat ou des Etrangers, & au cas que tels contracts se trouvent faits avec ou pour des Etrangers, les Sujèts de l'Etat qui les auront faits avec ou pour lesdits Etrangers, seront exécutez pour la somme à laquelle se trouvera monter le capital de tels contracts.

Ainsi fait & arrêté à l'Assemblé de Leurs Hautes Puissances, les Seigneurs Etats Genéraux des Provinces-Unies des Païs Bas, à la Haye le 8. Aout 1730.

Paraphé,

J. V. WAEYEN, vt.

Et plus bas, Par ordonnance,

Signé,

F. FAGEL.

Et afin que ce que dessus soit entièrement observé & exécuté, nous mandons & prions les Seigneurs Etats, Conseillers Députez & Etats Députez des Provinces respectives de Gueldres & Comté de Zutphen, de Hollande & Westfrise, de Zélande, d'Utrecht, de Frise, d'Overyssel & de Groeningue, & nous ordonnons & commandons aux Colleges de l'Amirauté, à tous Amiraux, Lieutenans-Amiraux, Vice-Amiraux, Gouverneurs & Commandans des Villes & Places, à tous Colonels & Capitaines sur Eau ou sur Terre, & à tous Officiers, Juges & Habitans de la Republique de se régler sur les présentes, sans faire en attenter, ni soufrir qu'il soit fait ou attenté rien à leur prejudice, car nous avons trouvé qu'ainsi il convenoit pour le plus grand avantage de la Republique & pour la prospérité du Commerce & des bons Habitans d'icelle. Donné sous notre

notre grand Sceau, la Paraphe du President de notre Assemblée & 1730
le Seing de notre Greffier; à la Haye le 8. Aout 1730.

Etoit Paraphé,

J. V. WAEYEN. vt.

Plus bas, Par ordonnance,

Signé,

F. FAGEL.

Le Seau de Leurs Hautes Puissances imprimé dans le vuide sur une Oublie rouge, couverte d'une lozange de papier.

CCCCXVI.

Tractatus inter Sac. Cæsaream Majestatem & Reg. Majest. Magnæ Britanniæ initus Viennæ, An. 1731.

In nomine sanctissimæ & Individuæ Trinitatis Amen!

NOtum sit omnibus ac singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse potest. Postquam Serenissimus ac Potentissimus Princeps, CAROLUS VI. Romanorum Imperator, Hispaniarum, utriusque Siciliæ, Ungariæ, Bohemiæ Rex, Archidux Austriæ &c. &c. Tum Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, GEORGIUS Secundus, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hyberniæ Rex, nec non Celsi ac Potentes Domini Status Generales unitarum Fœderati Belgii Provinciarum, consideratô incertô dubiôque rerum, qui nunc est, in Europâ, statu, mature perpenderunt media, quibus non modò mala ex gliscentibus in dies magis magisque simultatibus jamjam eruptura anteverterentur, sed & publica tranquillitas modô, quantum fieri potest, stabili ac perennaturô facilique unà ac prompta ratione firmaretur, præfatæ Suæ Majestates ac præfati Ordines generales, propensô penitus studiô ducti opus tam salutare promovendi perficiendique, è re esse judicaverunt de certis quibusdam conditionibus generalibus inter se convenire, quæ basis locô inservirent, juxta quam dissentientium præcipuorum in Europa Principum animi conciliandi & controversiæ, quæ inter eosdem non absque publicæ tranquillitatis periculo quàm maxime jam vigent, componendæ forent.

Hunc itaque in finem Sacra Sua Majestas Cæsarea & Catholica Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontium Principem &c. nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum, Philippum Ludovicum S. R. I. Thesaurarium, Hæreditarium Comitem à Sinzendorff &c. ac Excellentissimum & Illustrissimum Dominum, Gundaccarum Thomam S. R. I. Comitem de Staremberg in Schaumburg & Wassenberg &c. Sacra vero Regia Majestas Britannica Dominum Thomam Roubenson, armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem,

1731 & Miniſtrum Suum apud prædictam Majeſtatem Suam Cæſaream & Catholicam, tum Celſi & Potentes Domini Status unitarum Fœderati Belgii Provinciarum - - plena poteſtate muniverunt, qui collatis inter ſe conſiliis, & commutatis priùs Plenipotentiarum Tabulis in ſequentes Articulos & Conditiones convenerunt.

Art. I.

SIt, maneatque inter S. C. C. Majeſtatem, S. Regiam Majeſtatem Magnæ Britanniæ, ac utriusque Hæredes & Succeſſores, nec non Celſos & Potentes Dominos Status Generales Fœderati Belgii firma, ſincera & inviolabilis amicitia pro mutuis commodis Provinciarum ac ſubditorum ad unumquemque ex Principibus contrahentibus ſpectantium ità ſtabilita, ut ſinguli contrahentes Ditiones & ſubditos aliorum tueri, nec non Pacem manutenere, atque reliquorum contrahentium commoda ceu ſua promovere, damna verò & injurias cujuscunque generis prævenire & avertere teneantur, idque juxta tenorem præcedentium pacis, amicitiæ ac fœderis Tractatuum ac Conventionum, qui omnes & ſinguli Tractatus ac Conventiones, exceptis ſolummodò iis Articulis, Clauſulis aut Conditionibus, quibus per præſentem Tractatum derogare è re viſum eſt, plenum ſuum in omnibus ac per omnia robur ac vim obtineant, cenſeanturque vigore præſentis Tractatûs renovati ac confirmati, atque inſuper Partes contrahentes ad mutuam tuitionem ſeu, uti vocant, guarantiam omnium Regnorum, Ditionum ac Terrarum ab unaquaque earundem poſſeſſarum, tum etiam Jurium ac immunitatum, quibus unaquæque gaudet, aut gaudere debet, diſertim ſeſe vigore hujus Articuli obſtrinxerunt, ita quidem, ut mutuò declarârint, ac ſibimet invicem ſpoponderint, quod omnibus viribus ſeſe ſint oppoſituræ conſtatibus omnium ac ſingulorum, qui forſan præter ſpem vel ullum ex contrahentibus, vel eorundem Succeſſores ac hæredes in quietâ poſſeſſione illorum Regnorum, Ditionum, Provinciarum, Terrarum, Jurium aut Immunitatum turbare vellent, quibus unaquæque contrahentium pars tempore concluſi præſentis Tractatus gaudet, aut gaudere deberet.

Art. II.

Quandoquidem nomine Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtatis ſæpius expoſitum fuit, haud diù publicam tranquillitatem vigere & conſtare, nec ſecuram pro conſervando duraturo in Europa æquilibrio rationem excogitari poſſe, niſi ſibi generalis tuitio, Sponſio ac evictio, ſeu, uti vulgò vocant, guarantia illius ſuccedendi ordinis præſtetur, qui juxta declarationem Anno 1713. emanatam in Sereniſſima Domo Auſtriaca obtinet, Sacra Regia Majeſtas Britanniæ & Celſi ac Potentes Ordines generales unitarum Fœderati Belgii Provinciarum tam eô ſtudiô ducti, quo in tranquillitatem publicam tuendam, & æquilibrium conſervandum in Europa

ropa

ropa feruntur, quam intuitu Conditionum, quæ utrique huic Scopo 1731
maximè inservientes in subsequentibus Articulis dispositæ reperiuntur, vigore præsentis Articuli guarantiam modò dicti succedendi ordinis generalem in se suscipiunt, ac quoties opus fuerit, contra quoscunque præstandam spondent, promittentes proinde, quo fieri potest, meliore ac firmiore modo, quod omnibus viribus suis tueri, manutenere, ac, uti vocant, garantigiare velint ac debeant contra quoscunque, quoties opus fuerit, illum succedendi ordinem, quem sua Majestas Cæsarea in forma perpetui indivisibilis Fidei Commissi primogenituræ affecti pro universis Suæ Majestatis utriusque Sexûs hæredibus Instrumento solenni die 19. Aprilis 1713, prout hujus Instrumenti copia ad finem Tractatûs adjuncta reperitur, declaravit ac stabilivit, quinque sub inde ab ordinibus & statibus universorum Regnorum, Archiducatuum, Ducatuum, Principatuum, Provinciarum, ac Ditionum ad Serenissimam Domum Austriacam Jure hæreditario spectantium communi omnium voto susceptus, ac gratô submissôque animô agnitus, atque in vim Legis pragmaticæ perpetuo valituræ in publicum monumentum relatus fuit. Et quemadmodum juxta hanc succedendi normam & ordinem eum in casum, ubi annuente Divinâ misericordia mascula proles à Sua Majestate Cæsarea Catholica descendens extabit, primogenitus Filiorum Suorum, aut hôc præmortuô, hujus primogeniti primogenitus, nullâ autem de sua Cæsarea Catholicâ Majestate prole mascula extante, primogenita Filiarum Suarum Serenissimarum Austriæ Archiducum, ordine ac jure primogenituræ indivisibilis nunquam non observato, succedere eidem debet in omnibus Regnis, Provinciis ac Ditionibus, quas actu Sua Cæsarea Catholica Majestas possidet, absque eo, quod unquam seu favore illorum aut illarum, qui vel quæ de secunda, tertia, vel ulteriore linea aut gradu sunt, aut alias quacunque demum de Causa divisioni ulli, aut separationi locus sit, hoc ipso quoque ordine ac jure primogenituræ indivisibilis in omnibus reliquis casibus pariter obtinente, ac perpetuis in omne ævum temporibus observandum, qui vel in Linea masculina Suæ Cæsareæ Majestatis, si Divinum Numen mascula prole eandem bearet, vel extincta Lineâ Masculina in linea Ejusdem Fæminea evenire, vel denique aliàs, quoties de Successione in Regna, Provincias ac Ditiones hæreditarias Serenissimæ Domûs Austriacæ quæstio enasceretur, obtingere possent, ita ut Sua Sacra Regia Britannica Majestas ac Celsi & potentes Dni. Status Generales fœderati Belgii promittant, ac sese obstringant, quod Illum vel Illam, qui vel quæ juxta normam & ordinem hactenus recensitum in Regna, Provincias ac Ditiones, quas Sua Majestas Cæsarea actu possidet, succedere debent, in iisdem manutenere, ac contra quoscunque, qui forsan turbare hanc possessionem ullatenus præsumerent, perpetuò tutari velint, ac teneantur.

Art. III.

1731 Cumque Sacræ Cæsareæ Majestati Catholicæ nomine Sacræ Regiæ Majestatis Britannicæ, & Celsorum ac Potentium ordinum Generalium Fœderati Belgii amicissimis verbis expositum sæpius fuerit, non esse certius medium, exoptatam tamdiu publicam tranquillitatem, quo fieri potest promptiore modo stabiliendi, quàm si per immediatam introductionem sex Millium Hispanorum militum in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca destinata Serenissimo Infanti Don Carlos in modò dictos Ducatus Successio magis adhuc firmatur, præfata Sua Majestas Cæsarea Catholica, quo & ipsa pacifica Suæ Majestatis Britanniæ & Celsorum ac Potentium Ordinum generalium Fœderati Belgii Consilia ac vota promoveret, sua ex parte nulla prorsus ratione obsistet, prædictorum 6000. Hispanorum militum pacatæ introductioni in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatuum loca juxta Sponsiones â dicta Serenissima Majestate Britannica atque Ordinibus generalibus desuper initas. Cum verò hunc in finem Sua Majestas Cæsarea Catholica Imperii quoque consensum necessarium censeat, simul Eadem promittit, quod omnem operam adhibere velit, quô consensus iste intra duorum mensium Spatium aut citius, si fieri potest, obtineatur, atque ut promptius obviam eatur malis publicæ quieti imminentibus, spondet præterea Sua Cæsarea Catholica Majestas, quod statim post commutatas invicem Ratihabitionum tabulas Consensum à se, quà Imperii Capite, præfatæ pacatæ introductioni præbitum, tum magnæ Hetruriæ Ducis, tum Parmensi Ministro in Aula sua commorantibus, alibive, ubi conveniens visum fuerit, notum facturum sit. Nec minus sæpe supra fata Sua Majestas Cæsarea Catholica promittit ac spondet, tam longè à se abesse mentem, vel directè vel indirectè admissioni præsidiarii Hispani militis in ante dicta loca impedimentum ullum suscitandi, aut afferendi, ut potius officia & autoritatem suam interpositura sit, quo enascente præter spem obstaculo aut contradictione, quidquid ante memoratæ admissioni obesse posset, amoveatur, atque adeo 6000. Hispanorum militum tranquillè & sine mora in munita magni Hetruriæ Ducatûs, in Parmæ Placentiæque Ducatuum loca, quo anteà dictum est, modo introduci queant.

Art. IV.

Sint proinde, maneantque articuli hi, de quibus irrevocabili Partium Contrahentium Consensu hoc modo conventum est, ita firmiter & reciproce stabiles, penitusque decisi, ut neque in iis, quæ absque mora & statim post Ratihabitionum Tabulas invicem commutatas effectui danda sunt, neque in iis, quæ in omne ævum inconcussa permanere debent, Partibus contrahentibus recedere ab iisdem liceat.

Art. V.

Art. V.

Cum pro assequendo Scopo, quem Partes præsentem Tractatum contrahentes attingere intendunt, necessarium visum sit, ut cuncta dissidiorum ac dissensionum Semina radicitùs evellantur, atque adeò pristinus ille amicitiæ nexus, qui modo memoratas Partes Contrahentes invicem ligaverat, non tantùm renovetur, sed & indies arctius augeatur, hinc est, quòd Sacra Cæsarea Catholica Majestas promittit, ac sese vigore præsentis articuli obstringit, quod cessare illicò penitùs & in perpetuum debeat omne ex Belgio Austriaco ac ex aliis Ditionibus, quæ tempore Caroli II. Hispaniarum Regis Catholici sub Hispaniæ Ditioni erant, in Indias Orientales, Commercium & navigatio, & quod bona fide effectui sit datura, vel Ostendana Societas, vel quisquis alius, seu in Belgio Austriaco, seu in Ditionibus, quæ, uti dictum est, tempore Caroli II. Regis quondam Catholici sub Hispana Dominatione erant, existens huic in perpetuum stabilitæ normæ directe vel indirectè contraveniant, duobus tantum navibus exceptis, quæ non nisi unicâ adhuc vice ex Ostendano Portu Cursum suum in Indias Orientales dirigere, & inde Ostendam mercibus onustè revertere, ibidemque ex libitu asportatas ex Indiis merces venales exponere poterunt. Et Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ Celsique ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii sua quoque ex parte promittunt, seseque obstringunt, quod nullâ interpositâ morâ super Commercio & modô vectigalium, vulgò Tariff nuncupato, novum Tractatum, in quantum ad Belgium Austriacum attinet, ad mentem Articuli 26. Tractatûs, cui à Limitibus nomen inditum fuit, vulgo Barriére, cum Sacra Cæsarea Catholica Majestate inire velint. Quem quidem in finem statim nominandi erunt à Partibus Contrahentibus Commissarii, qui intra Spatium duorum mensium â die subscripti Tractatûs computandum, Antvverpiæ sese congregare, ac tum super iis, quæ plenariam executionem antè memorati Tractatus, cui à Limitibus nomen inditum, quique Antvverpiæ die $\frac{6}{17}$. Novembris Anno 1717. conclusus fuit, tum posterioris Conventionis Hagæ Comitum die $\frac{11}{22}$. Decembris 1718. subscriptæ concernunt, convenire, tum verò speciatim novum, uti dictum est, super Commercio & modo vectigalium, in quantum ad Belgium Austriacum attinet, tractatum ad mentem ante memorati Articuli 26. inire debent. Conventumque insuper, ac solenni stipulatione cautum est, quòd cuncta ea, quæ Commissariis Antvverpiæ congregandis demandare è re visum fuit, quàm citissimè fieri poterit, ex æquo & bono ad finem penitus perducenda sint, ita quidem, ut non tardius, quàm ad summum intra duorum annorum Spatium ultima operi manus admovenda veniat. 1731

Art. VI.

Cum reliquorum Capitum examen ac discussio, quæ inter ipsas partes paciscentes, seu aliquem ex earundem fœderatis dirimenda

1731 menda reſtant, plus temporis conſumptura ſit, quàm ancipiti hoc rerum ſtatu expediat, quò moræ omnes, quæ bono communi detrimenti nimium allaturæ forent, præcidantur, conventum concordatumque eſt, ut invicem declaretur, quod Tractatus omnes conventionesque ab unaquaque partium dictarum paciſcentium cum Principibus aliis ſtatibusque initæ, uti ſunt, ſubſiſtere poſſint, in quantum ſcilicet rei alicui haud adverſantur, quæ per Tractatum hunc præſentem conſtituta eſt, quodque controverſiæ ſeu inter dictas partes paciſcentes, ſeu quemlibet ex earum fœderatis amicè quamprimùm dirimendæ, atque interea à Partibus contrahentibus eò allaborandum ſit, ut nemo ex iis, quorum res in controverſia ſunt, pro iisdem vindicandis vi uti poſſit.

Art. VII.

Sua autem Majeſtas C. C. quò ſubditis Magnæ Britanniæ Regis & Dominorum Ordinum Generalium de ipſorum Commercio in Regno Siciliæ exercendo nullus dubii locus ſuperſit, jam nunc declarare voluit, illos eodem modo, & ad eandem normam habitum iri, ut habiti ſunt, aut haberi debuerunt tempore Hiſpaniarum Regis Caroli 2di inclytæ memoriæ, ac prout gens amiciſſima haberi conſuevit.

Art. VIII.

Includentur huic Tractatui Pacificationes omnes illæ, quæ poſt permutationem Tabularum ratihabitionis intra ſex Menſes ab una vel altera parte ex communi conſenſu nominabuntur.

Art. IX.

Approbabitur & ratihabebitur præſens Tractatus à Sua C. C. Majeſtate, Magnæ Britanniæ Rege, & à Celſis ac potentibus Dominis Statibus Generalibus uniti Belgii & ratihabitionum Tabulæ intra ſpatium ſex ſeptimanarum Viennæ invicem extradentur & commutabuntur. In quorum fidem roburque tam Cæſarei Commiſſarii tanquam Legati Plenipotentiarii extraordinarii, quam Regis Magnæ Britanniæ Miniſter, plena pariter facultate munitus Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & ſigillis ſuis muniverunt.

Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ 16. die menſis Martii Anno Domini 1731.

Declaratio ſuper Parmenſi Succeſſione.

NE inopina mors Sereniſſimi Principis, Antonii Farneſii, dum viveret, Parmæ & Placentiæ Ducis, quæ in id ipſum tempus, quô de concludendô præſenti Tractatu agebatur, incidit, ejusdem concluſioni moram aut obſtaculum afferret, Sua Majeſtas Cæſarea Catholica vigore hujus Inſtrumenti declarat, ac ſeſe obſtringit, quod illo in caſu, quo ſpes de graviditate Sereniſſimæ Ducis viduæ præfati Sereniſſimi Ducis Antonii, dum viveret, conjugis concepta haud

haud evanesceret, ac dicta Dux prolem masculam in lucem ederet, cuncta ea, quæ de introducendo in Parmæ & Placentiæ munita loca præsidiario Hispano milite, tum articulo 3tio Tractatûs hodiernâ die conclusi, tum declarationis Instrumento desuper dato sancita sunt, locum obtinere debeant, ac si mors ista inopina haud contigisset; quod si verò vel evanesceret spes de graviditate prædictæ Ducis viduæ concepta, vel posthumum illa in lucem non ederet, tum antefata Sua Majestas Cæsarea declarat, ac sese obstringit, quod loco introducendi in munita Parmæ ac Placentiæ loca præsidiarii Hispani Militis Ipse Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus juxta normam, de qua Imperii accedente consensu cum Hispana Aula convenerat, literasque Investituræ eventualis, quarum tenor in omnibus articulis, clausulis ac conditionibus pro repetito ac confirmato habendus est, in possessionem præfatorum Ducatuum mittendus sit, ita tamen, ut prius tàm dictus Hispaniarum Infans, quàm Hispana Aula iis faciat satis, quæ Tractatus anteriores, quorum Imperator accedente Imperii consensu pars contrahens extitit, requirunt. 1731

Cumque post mortem ante memorati Ducis Antonii Farnesii miles Cæsareus in munita Parmæ & Placentiæ loca introductus sit, non eâ mente, ut obstaculum afferretur successioni eventuali, prout illa Serenissimo Infanti Carolo per Tractatum Londinensem, vulgò fœdus Quadruplex nuncupatum, destinata fuerat, sed ut anteverterentur, quæcunque Italiæ tranquillitatem turbare poterant, consilia, Sacra Majestas C. C. quietem publicam juxta pacifica sua vota Tractatu hodiernâ die concluso, in quantum fieri potuit, stabilitam firmatamque cernens denuò declarat, quod immittendo copias suas in munita Parmæ & Placentiæ loca non alia sibi mens fuerit, quàm ut, quantum penes ipsam erat, Successionem Serenissimi Infantis Don Carlos, prout illa Tractatu Londinensi Eidem destinata fuit, magis suffulciret, quodque tantum abfit, ut vel prædictæ Successioni, si forsan proles mascula Farnesia penitus foret extincta, obsistere, vel etiam Introductioni præsidiarii Hispani militis, si forsan Dux vidua Posthumum in lucem non ederet, opponere se velit, quod potius declaret & promittat, proprio jussu copias suas inde educendas fore, seu ut Ipse Infans Carolus in possessionem sæpè memoratorum Ducatuum juxta tenorem Literarum Investituræ eventualis mittatur, seu ut introduci ibidem pacatè, & nemine obsistente, Hispana præsidia queant, quæ ipsa præsidia non aliter inservire debebunt, quàm ut certior de executione promissæ sibi successionis in eum casum, quo proles mascula Farnesia penitus erit extincta, Infans Carolus reddatur. Præsens hæc declaratio eandem vim & robur habeat, ac si Tractatui hodierna die concluso verbotenùs esset inserta, atque eodem modo, & intra idem temporis spatium, quo ipse Tractatus ratihabebitur, & ratihabitionum Tabulæ invicem extradentur. In quorum fidem nos infra scripti vigore Plenipotentiarum hodie

invicem

1731 invicem exhibitarum hanc declarationem ſubſcripſimus, & ſigillis noſtris communivimus. Actum Viennæ die 16. Martii Anno Domini 1731.

Declaratio ſuper præſidiis Hiſpanis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.

CUm S. S. C. C. Majeſtas, antequàm ſua ex parte conſenſum præberet iis quæ Articulo 3tio. Tractatûs hodiernâ die concluſi de immediata introductione præſidiarii Hiſpani militis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca diſpoſita ſunt, ſuper verô ſcopô & objectô ſponſionum, quæ deſuper in Tractatu Hiſpalenſi, partim 9nâ partim 21mâ Novembris die Anno 1729. ſubſcripto continentur, ſecura omnino reddi voluerit, S. S. Regia Magnæ Brittanniæ Majeſtas & Celſi ac Potentes Status Generales Fœderati Belgii non tantùm ſponſiones iſtas, prout hic annexæ reperiuntur, S.C.C. Majeſtati bonâ fide exhibuerunt, verùm etiam firmiſſime aſſeverare haud dubitarunt, non fuiſſe ſibi, cum de introducendô in munita Hetruriæ, Parmæ ac Placentiæ Loca, Hiſpanô præſidiariô milite convenirent, mentem, ullâ in re ab iis recedere, quæ Articulo 5to fœderis quadruplicis Londini die $\frac{22}{12}$. Julii 1728. concluſi tum de Cæſareis ac Imperii Juribus, tum pro ſecuritate Regnorum ac Ditionum, quas ſua Cæſarea Majeſtas in Italiâ actu poſſidet, tum deniquè pro conſervandâ quiete ac dignitate eorum, quæ tunc erant, prædictorum Ducatuum legitimorum Poſſeſſorum, ſancita reperiuntur. Quapropter Sua Regia Magnæ Britanniæ Majeſtas & Celſi ac Potentes Domini Status Generales Fœderati Belgii declararunt, prout declarant, & prompti paratique ſunt, ad dandas, prout vigore præſentis Inſtrumenti declarant Suæ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati tam ſuper rerum Capitibus, ſuperius recenſitis, quàm ſuper omnibus iis quæ ulterius adhuc prædicto Articulo V. Fœderis quadruplicis nuncupati continentur, ſponſiones, evictiones, ſeu, ut vulgò vocant, garantias, quantùm deſiderari poterunt, validas ac ſolennes.

Præſens declaratio eandem vim & robur habeat, ac ſi in forma Articuli Tractatui hodierna die concluſo verbotenùs eſſet inſerta, atquè eodem modo, & intra idem temporis ſpatium, quo ipſe Tractatus ratihabebitur, & ratihabitionum Tabulæ invicem extradentur.

In quorum Fidem nos infrà ſcripti vigore Plenipotentiarum hodiè invicem exhibitarum hanc declarationem ſubſcripſimus, & Sigillis noſtris communivimus. Actum Viennæ die 16. Martii Anno Domini 1731.

Declaratio à Miniſtris Regis Magnæ Brittanniæ ac Dominorum ordinum Generalium, plena facultate munitis ſubſcripta.

QUandoquidem inter alias conditiones, de quibus tractatu Hiſpalenſi, nona ac vigeſima prima Novembris die anno 1729. ſub-

subscripto, in favorem tum Magni Hetruriæ Ducatus, tum Parmæ, Placentiæque Ducatuum convenerat, cautum quoque fuit, ut quam primum Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, vel is, qui in jura ejusdem subintrat, in quieta possessione destinatæ sibi successionis, & securus ab omni hostili invasione ac contra justas formidinum causas fuerit, tunc Regia sua Majest. Cath. effectui sit datura, ut copiæ ad ipsam & non ad Infantem Carolum, vel eum, qui in jura ejusdem, uti antea dictum est, subintrat, spectantes ex ante memoratis Ducatibus educantur. 1731

Infra scripti Ministri Regis Magnæ Britt. & Dominorum ordinum Generalium vigore præsentis instrumenti declarant, quod quemadmodum altefata sua Regia Maj. Britt. & celsi ac potentes Status Generales fœderati Belgii nunquam non promissa sua adimplere consueverunt, ita etiam constans illorum mens ac voluntas sit, ut prædictis in casibus Hispana præsidia ex Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatibus protinus educantur.

Præsens declaratio secreta maneto, habeat tamen eandem vim.

Articulus separatus.

CUm tractatus hodierna die inter Majestatem suam Cæs. & Cath. Majest. suam Britt. & celsos ac potentes Dominos ordines Generales unitarum Belgii Provinciarum conclusus à Ministro dictorum ordinum Generalium in aula Cæsarea commorante ideo subscribi & signari haud potuerit, quod juxta morem in Republica usitatum, ejusque Regiminis formam Plenipotentiarum tabulæ pro dicto Ministro tam cito, ac opus fuerit, expediri nequiverunt; Conventum inter Cæsaream & Regiam Brittannicam Majestatem est, ut præfati Ordines Generales (quippe quos conditiones in hoc tractatu sancitæ plurimum tangunt) pro parte principali contractante habeantur ac censeantur; sicut etiam in ipso tractatu nominatim inserti sunt; sub spe scilicet fidentissima, illos eidem tam citò accessuros, ac consueta Regiminis ipsorum forma pati id poterit. Et quoniam studium, quod Respublica illa pro stabilienda firmandaque tranquillitate publica testatur, prædictis Majestatibus nullum dubitandi locum relinquet, quin & præfata Respublica, quo particeps fiat eorum, quæ in ipsius favorem antememorato tractatu sancita reperiuntur, pars ejusdem principalis contrahens quantocius fieri cupiat, eo communi opera allaborabunt ambæ Majestates suæ, ut intra tres menses, â die subscriptionis præsentis tractatus computandos, aut citius, si fieri poterit, nomine quoque dictorum Ordinum Generalium hic ipse tractatus Hagæ Comitum subscribi & signari possit; necessarium enim tam Cæsareæ, quam Regiæ Brittannicæ Majestati pro assequendo scopo, qui præsente tractatu intenditur, perficiendoque communis tranquillitatis

1731 tatis opere visum est, ut sæpe memorati Ordines Generales in partem quoque ac societatem horum pactorum veniant.

Declaration touchant l'Ostfrise.

LEs Etâts Generaux des Provinces uniës des Païs-Bas ayant en plusieurs occasions fait connoitre à Sa Maj. Imp. & Cathol. que dans l'interêt, qu'ils prennent à ce que le repos dans leur voisinage, & par consequent dans la Province d'Ostfrise, alteré par les troubles, qui y sont survenus depuis quelques années, soit remis & conservé, leur intention n'a jamais été, de donner la moindre atteinte à la dependance, dont la dite Province d'Ostfrise releve de l'Empereur & de l'Empire Sa dite Majesté Imp. & Cath. pour donner une nouvelle preuve aux Etats Generaux de son desir à leur complaire, autant, que la justice le peut permettre, a bien voulu leur expliquer sur cette affaire ses veritables sentiments & les reassûrer par ce moyen des craintes qu'ils paroissent avoir conçues. Pour cet effét, on n'a pas hesité. De leur declarer par le present acte de sa part, que son intention a toujours, & est encore.

1. Que l'amnestie qu'Elle à tres gracieusement accordé à ceux d'Embden & à leur adherents, sorte entierement son effet, & qu'ainsi toutes les peines, qui ont été decretées, & qu'à l'egard de celles, qui depuis la tres gratie use acceptation de la soumission faite par ceux d'Embden & leurs adherents, auroient deja été executées, le tout soit remis dans l'etat, ou il etoit avant que la dite soumission à été acceptée, c'est à dire, avant le 3. May 1729. sauf ce qui sera dit cy-apres sur la concurrence à l'indemnisation pour les pertes, que ceux qui ont été pilles durant les troubles, ont souffertes.

2. Sa Maj. Imp. & Cathol. ayant tres gracieusement permis par sa Resolution du 12. Septembre â ceux de la Ville d'Embden & à leurs adherents, de deduire de nouveau leurs griefs en ce qu'ils se croient lerés par le decrets des années 1721. & suivantes touchant le fond des affaires, sur lequelles ils ont eu des differents avec le Prince, & les dits griefs ayant été excites puis apres Novembre de la même année en toute soumission au conseil Imperial aulique; Sa dite Majesté a deja ordonné par sa tres gracieuse resolution ulterieure du 31. d'Aout, que les Griefs soient examinés au plutôt que faire se pourra, & sa constante volonté, comme il a été souvent declaré, toujours eté, & est encore, qu'il soit decidé & statué là dessus en toute justice, aussitôt qu'il sera possible, suivant les accords, conventions & decisions, qui sont le droit particulieur de la Province d'Ostfrise & qui sont allegués dans les lettres reversales du Prince passées & jurées â son avenement à la regence, bien entendu neanmoins, que sous ces accords, conventions & decisions, ceux & celles ne sauroient être comprises qui ont été caussées & annullées pas les augustes predecesseurs de Sa Majesté dans l'Empire, ou qui donnent atteinte aux droits supremes

de

de l'Empereur & de l'Empire ſur la Province d'Oſtfriſe: Et ſa Majeſté Imp. & Cathol. pour mieux donner â connoitre ſa tres gratieuſe intention d'abreger, autant que la juſtice le permet, l'examen des griefs de ceux d'Embden & leurs adherents a deja ordonné par la reſolution du 31. d'Aout de l'année paſſée que, desque l'inſinuation de dits griefs ſera faite à ceux, auxquels il convient de la faire, ſelon la teneur de la reſolution du 31. d'Aout de l'année paſſée, ces derniers ayent ay repondre au plutôt & une ſeule fois pour toutes apres quoi ſa Maj. Imp. ſur l'avis de ſon Conſeil Imperial. Aulique remediera point par point â chaque plainte, qui ſera trouvée fondée dans les accords cités ci-deſſus. 1731

3. Comme ſuivant la derniere reſolution de Sa Maj. Imp. & Cathol. du 31. d'Aout il y a deja été ordonné, qui ceux de la Ville d'Embden & leurs adherents doivent étre admis à l'aſſemblée des Etats, qui doit être convoquée pour deliberer ſans contrainte ſur les affaires, qui ſont de leur competence. Sa Maj. Imp. & Cathol. tiendra la main à ce que cette reſolution ſorte ſon entier effet, & à ce que contre ſa teneur perſonné de ceux qui ont droit d'y aſſiſter n'en ſoit exclu.

4. A l'egard d'indemniſation ſa Maj. Imp. trouve bon, qu'il ſoit fait un etat des dommages, qui ſelon la teneur de l'amneſtie publiée le de l'année 1728. & de la reſolution du 12. Sept. 1729. doivent être reparés par les renitents, & que cet état leur ſoit communique pour alleguer ce qu'ils trouvent à y redire, aprés quoi Sa Maj. Imp. & Cathol. fera accomoder le different à l'amiable, ou au defaut d'un accomodement decidera en toute equité de la ſomme, qui ſera requiſe pour le dedommagement des pertes ſouffertes.

5. Sa Maj. Imp. & Cathol. perſiſte dans l'intention, qu'Elle a toujours euë, d'avoir un ſoin particulier du payement des interets des ſommes, que les Etats d'Oſtfriſe & la Ville d'Embden ont empruntées des ſujets des Provinces unies, comme auſſi du bourſement du capital, ſuivant la teneur des obligations paſſée à ce ſujet.

CCCCXVII.

Tractatus inter Sacram Cæſaream Catholicam, Sacram Catholicam, & Sacram Regiam Britannicam Majeſtates, Viennæ Auſtriæ 22. Menſis Julii die An. 1731. concluſus.

In nomine ſanctiſſimæ ac Individuæ Trinitatis. Amen!

NOtum ſit omnibus ac ſingulis, quorum intereſt, aut quomodocunque intereſſe poteſt. Poſtquam ſuper introductionem præſidiarii Hiſpani Militis, cui loco Militis neutrarum partium, de quo in Quadruplici Fœdere convenerat, cuſtodiam Munitorum Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ locorum Sua Majeſtas Catholica committi deſideraverat, varii motus non absque publicæ tranquillita-

tis

1731 tis periculo exorti sint, Sua Majestas Cæsarea Catholica, & Sua Majestas Regia Britannica prævertendis malis, quæ inde eruptura timebantur, Articulo tertio Tractatûs die decima sexta Martii præsentis Anni Viennæ conclusi signatique, atque duabus Declarationibus eo pertinentibus ita desuper convenerunt, sicuti ex tenore hujus Articuli atque prædictarum Declarationum uberius elucescit: qui quidem tenor de verbo ad verbum ita sese habet.

Hic insertus est Articulus III. Tractatûs die 16. Mart. 1731. Viennæ conclusi.

Tum sequitur Declaratio super Parmensi Successione; & Declaratio super Præsidiis Hispanis in munita Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ loca introducendis.

Ac tandem: Specification des Engagemens du Traité de Seville:

Qu'on effectuera dès à present &c. ut Articulo IX. X. XI. XII. & XIII. Tractatus Hispalensis.

Cum proinde Regia Sua Majestas Catholica, facta sibi hujus Articuli atque Declarationum eo pertinentium communicatione, desiderio suo, non nisi ad firmandam magis magisque Serenissimo Infanti Carolo, filio suo, eventualem in Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatus successionem collimanti, atque Sponsionibus inter Eandem & Regiam Magnæ Britanniæ Majestatem initis, prout illæ Suæ Majestati Cæsareæ Catholicæ communicatæ atque præinsertis Declarationibus explanatæ fuerunt, penitus satisfactum cerneret; Sua quoque ex parte iis deesse noluit, quæ communi quieti firmius adhuc stabiliendæ inservire poterant.

Quem quidem in finem Sua Majestas Cæsarea Catholica Celsissimum Principem ac Dominum Eugenium, Sabaudiæ & Pedemontium Principem, Altefatæ Suæ Majestatis Cæsareæ Catholicæ Consiliarium Actualem Intimum, Consilii Aulico-Bellici Præsidem, suumque Locum tenentem Generalem, Sacri Romani Imperii *Campi*-Mareschallum ac Ejusdem Regnorum ac Statuum per Italiam Vicarium Generalem, & unius Desultoriorum Legionis Præfectum, Aurei Velleris Equitem; Nec non Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Philippum Ludovicum, Sacri Romani Imperii Thesaurarium Hæreditarium à Sinzendorf, Liberum Baronem in Ernstbrunn, Dominum Dynastiarum Gföll, Superioris Selowiz, Porliz, Sabor, Mülzig, Loos, Zaan & Droskau, Burggravium in Rheineck, Supremum Hæreditarium Scutiferum ac Præcisorem in Superiori & Inferiori Austria ad Anasum, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Camerarium, Actualem Consiliarium Intimum, ac primum Aulæ Cancellarium; ac Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Gundaccarum Thomam, Sacri Romani Imperii Comitem de Stahrenberg, in Schaumburg, & Waxenberg, Dominum Ditionum Eschelberg, Liechtenhaag, Rottenegg, Freystatt, Haus, Oberwalsée,

Senff-

Senfftenberg, Bodendorf, Hattwan, Aurei Velleris Equitem, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Intimum Actualem, Archiducatus Austriæ Superioris & Inferioris Mareschallum Hereditarium; & denique Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Josephum Lotharium, Sacri Romani Imperii Comitem a Königsegg & Rothenfels, Dominum in Aulendorf & Stauffen, Sacræ Cæsareæ Catholicæ Majestatis Consiliarium Actualem Intimum, Consilii Aulico-Bellici Vice-Præsidem, Generalem Campi Mareschallum, Warasdini & confinium Petriniorum Præfectum Generalem, unius Legionis pedestris Tribunum, & Ordinis albæ Aquilæ Polonicæ Equitem: Sacra vero Regio-Catholica Majestas Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Jacobum Franciscum Fitzjames, Duca de Liria, & de Xerica, ex Magnatibus Hispaniæ primæ Classis, Aurei Velleris & Sanctorum Andreæ & Alexandri de Russia Equitem, primum Regentem perpetuum Civitatis Sancti Philippi, Sacræ Regiæ Catholicæ Majestatis Cubicularium, Castrorum Præfectum, Suumque apud Altefatam Majestatem Suam Cæsaream Catholicam Ministrum Plenipotentiarium: Et Sacra denique Regia Britannica Majestas Dominum Thomam Robinson, Armigerum, in Comitiis Parlamenti Magnæ Britanniæ Senatorem, & Ministrum suum apud prædictam Majestatem Suam Cæsaream Catholicam: plena potestate muniverunt, qui collatis inter se consiliis, & commutatis prius Plenipotentiarum tabulis, in sequentes Articulos & conditiones convenerunt. 1731

Art. I. Sacra Sua Regia Catholica Majestas, probe perpenso præinserto Articulo tertio Tractatus die 16. Martii præsentis Anni conclusi, & probe perpensis duabus Declarationibus, pariter præinsertis, cujus quidem Articuli & quarum Declarationum tenor in eo jam est, ut effectui detur, nihil amplius a se desiderari, quin potius iisdem se penitus acquiescere professa est. Atque ne ullus dubio aut controversiæ locus superfit promptam sese insuper paratamque exhibuit, ut tum Tractatus Londini die 2da Augusti Anno 1718. initus, ac vulgo Fœdus Quadruplex nuncupatus, tum Pax Viennæ Austriæ die septima Junii Anno 1725. inter Sacram Cæsaream Catholicam Majestatem, Sacrumque Romanum Imperium ex una, atque Altefatam Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex altera parte conclusa plene in omnibus Articulis, Clausulis ac Conditionibus renoventur, ac firmentur; iis tantum exceptis, quæ de immutandis neutrarum partium præsidiis in Hispana præsidia supracitato Articulo, ac Declarationibus mutuo consensu placuerunt, atque præsente Tractatu denuo corroborata sunt. Hunc itaque in finem Sacra Sua Regia Catholica Majestas declaravit, sicut vigore hujus Articuli declarat, quod præcitati Tractatus plene renovati ac denuo firmati censendi sint, prouti etiam præsente Articulo renovantur, ac denuo firmantur, promittitque Sacra Sua Regia Catholica Majestas tam pro se, quam pro hæredibus suis, ac Successoribus, & speciatim pro eo insuper ex descendentibus

1731 suis masculis, cui juxta modo memoratos Tractatus, tenoremque Literarum Investituræ Eventualis, die 9. Decembris Anno 1723. expeditarum, extinctâ penitus Lineâ Mediceâ & Farnesiâ Masculâ, Successio in antedictos Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatus debetur, aut ad quem hæc ipsa Successio futuris temporibus devolvetur, quod tam ipsa, quam hæredes sui ac Successores, & speciatim is ex descendentibus suis Masculis, ad quem modo memorata successio devoluta fuerit, præstare, atque adimplere omnia ea ac singula velint ac teneantur, quæ in præcitatis duobus Tractatibus continentur.

II. Vicissim Sacra Cæsarea Catholica Majestas & Sacra Regia Britannica Majestas promittunt ac sese Sacræ Regiæ Catholicæ Majestati, ipsiusque Hæredibus ac Successoribus obstringunt, quod favore prolis masculæ præsentis Hispaniarum Reginæ prout illa juxta Tractatus antea citatos ac tenorem Literarum Investituræ Eventualis ad Successionem Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducatus vocata est, omnia ea ac singula adimplere velint, quæ in præinserto Articulo tertio Tractatus die decima sexta Martii hujus anni conclusi ac duabus Declarationibus pariter præinsertis disposita reperiuntur. Nec minus Sacra Cæsarea Catholica Majestas & Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas acceptando Renovationem Fœderis Quadruplicis nuncupati, Sacra autem Cæsarea Catholica Majestas acceptando insuper Renovationem Pacis die 7. Junii Anno 1725. inter Eandem, & Sacrum Romanum Imperium ex una, tum Sacram Regiam Catholicam Majestatem ex altera parte conclusæ, promittunt, ac sese pro se, ac suis Hæredibus & Successoribus obstringunt, quod sua quoque ex parte, in quantum ad unam quamque Earundem spectat, erga Sacram Regiam Catholicam Majestatem & ipsius Hæredes & Successores fideliter sint adimpleturæ, quæcunque vigore hujus acceptationis præstanda veniunt; nimirum Sacra Cæsarea Catholica Majestas, quæcunque tum in Fœdere Quadruplice, tum in ante memorata pace die 7. Junii Anno 1725. conclusa sancita sunt, Sacra vero Regia Britannica Majestas, quæcunque juxta Fœdus, Quadruplex nuncupatum, ab Eadem adimplenda veniunt.

III. Quæ hactenus mutuo ac irrevocabili Partium Contrahentium consensu placuerunt, normæ loco inservire debebunt, sive unice de introducendo præsidiario Hispano milite, sive casu aperturæ in Quadruplice Fœdere expresso existente, de immissione quoque Serenissimi Hispaniarum Infantis Caroli in Parmæ Placentiæque Ducatus quæstio sit, ita nimirum ut ultimo hoc in casu præfatus Serenissimus Hispaniarum Infans Carolus, aut qui post eum Articulo quinto Fœderis Quadruplicis ad Successionem hanc eventualiter vocatur, possessionem horum Ducatuum ea plane ratione, quæ in Literis Investituræ Eventualis de die nona Decembr. Anno 1723. expressa est, adipisci possit, ac debeat.

IV. Cum ea, quæ favore Serenissimi Hispaniarum Infantis

Caroli,

Caroli, aut eorum, qui in jura ipsius juxta antememoratos Tractatus subintrant, Articulo quinto Fœderis Quadruplicis disposita reperiuntur, tum etiam Sponsiones desuper inter Sacram Regiam Catholicam Majestatem & Sacram Regiam Britannicam Majestatem initæ jamdudum Serenissimis, qui pro disparitate temporis tunc in vivis erant, Magnæ Hetruriæ, Parmæ & Placentiæ Ducibus exhibitæ; neque minus præinsertus Articulus tertius Tractatus die 16. Martii præsentis Anni Viennæ conclusi, eoque pertinentes duæ Declarationes pariter præinsertæ Magni Hetruriæ Ducis, & Parmensi in Aula Cæsarea commorantibus Ministris communicatæ fuerint, nihil autem pro corroboranda publica tranquillitate magis exoptandum sit, quam ut omne obstaculum & contradictio, unde remora forsan iis, quæ mutuo partium contrahentium consensu hactenus placuerunt, afferri posset, quantocyus amoveatur; hinc est, quod Sacra Cæsarea Catholica Majestas, Sacra Regia Catholica Majestas, & Sacra Regia Britannica Majestas promiserint ac sese obligarint, quod unaquæque Earundem statim ac præsens Tractatus signatus atque subscriptus fuerit, omnem operam bona fide sit impensura, quæ Serenissimus quoque Magnus Dux Hetruriæ, non tantum sæpefatæ præsidiarii Hispani militis introductioni, sed & omnibus iis, quo alias juxta antecitatos Tractatus, Conventiones & Declarationes, favore prolis masculæ præsentis Hispaniarum Reginæ disposita reperiuntur, quantocyus assentiat; ita tamen, ut subsecuto etiam prædicti Magni Hetruriæ Ducis consensu, cuncta quæ hactenus memorata sunt, non nisi post permutatas invicem Ratihabitionum Tabulas locum habere queant. 1731

V. Præterea Sacra Cæsarea Majestas, Sacra Regia Catholica Majestas, & Sacra Regia Magnæ Britanniæ Majestas declarant, nihil sibi magis in votis esse, quam ut Serenissimus Magnus Hetruriæ Dux iis acquiescere velit, quibus in antememoratis Tractatibus tum Dignitati suæ ac quieti, tum etiam propriæ & subditorum Statuum securitati consulitur. Quem quidem in finem præfatæ Partes Contrahentes non tantum sibimet invicem, sed & Regiæ Suæ Celsitudini promittunt, ac spondent, quod ea omnia & singula, quæ in antecitatis Tractatibus tum quoad Dignitatem suam, tum quoad propriam & subditorum Statuum securitatem disposita reperiuntur, renovata ac confirmata censeri debeant, quodque ea tuenda & explenda, seu, uti vulgo vocant guarentigianda in se suscipiant.

VI. Et quoniam pro assequendo perficiendoque salutari, quem Partes Contrahentes intendunt, scopo, communis nimirum quietis penitus firmandæ nihil magis expedire visum est, quam si Serenissimus Magnus Dux Hetruriæ præsenti Tractatui accesserit; hinc est quod Eædem Partes Contrahentes e re esse judicarunt, Regiam Suam Celsitudinem amicissimis verbis ad hanc, quæ modo memorata est, accessionem invitare, sicuti Eandem præsente Articulo

1731 ad hoc ipſum invitant: quo nimirum Regia Sua Celſitudine ad opus tam proficuum pariter concurrente, eo ſecurior ſit publica Europæ tranquillitas.

VII. Præſens Tractatus ratihabebitur & approbabitur a Sua Sacra Cæſarea Majeſtate, a Sua Sacra Regia Catholica Majeſtate, & a Sacra Regia Majeſtate Magnæ Britanniæ, & Ratihabitionum Tabulæ intra ſpatium duorum menſium, a die ſubſcriptionis computandorum, aut citius, ſi fieri poterit Viennæ Auſtriæ, invicem extradentur, & commutabuntur.

In quorum fidem roburque tam Cæſarei Commiſſarii, tanquam Legati Plenipotentiarii Extraordinarii, quam Regis Catholici & Regis Magnæ Britanniæ Miniſtri, plena pariter facultate muniti, Tabulas has propriis manibus ſubſcripſerunt, & ſigillis ſuis muniverunt. Acta hæc ſunt Viennæ Auſtriæ die 22. menſis Iulii Anno Domini milleſimo ſeptingenteſimo trigeſimo primo.

(L. S.) Eugenius a Sabaudia.
(L. S.) Phil. Lud. C. a Sinzendorf.
(L. S.) Gundaccarus C. a Stahrenberg.
(L. S.) J. L. C. a Königſegg.

(L. S.) J. Dux de Liria.

(L. S.) Th. Robinſon.

Articulus Separatus & Secretus.

QUamvis in prooemio Tractatûs hodierna die inter Sacram Cæſaream Catholicam Majeſtatem, Sacram Regiam Catholicam Majeſtatem & Sacram Regiam Britannicam Majeſtatem concluſi non niſi eæ ſponſiones ſuper introductione præſidiarii Hiſpani militis inter ambas Regias Catholicam & Magnæ Britanniæ Majeſtates olim ſtabilitæ & recenſitæ ſint, quas publici juris facere Partibus contrahentibus e re eſſe viſum fuerat; nihilominus tamen inter Partes præſentem Tractatum contrahentes ſimul conventum eſt, quod etiam reſpectu reliquarum ſponſionum, quæ Sacræ Cæſareæ Catholicæ Majeſtati ſeparatim exhibitæ & præſenti Articulo ſecreto annexæ ſunt, tenor Articuli tertii Tractatus die 16. Martii hujus Anni Viennæ concluſi, ac duarum Declarationum & pertinentium æque locum habere debeat, ac ſi hæc quoque ſecreta ſponſionum pars prooemio præſentis Tractatus de verbo ad verbum pariter foret inſerta.

Præſens Articulus ſecretus maneto; habeat tamen eandem vim, ac ſi Tractatui hodierna die concluſo verbotenus eſſet inſertus, atque eodem modo & intra idem temporis ſpatium, quo ipſe Tractatus, ratihabebitur & ratihabitionum tabulæ invicem extradentur.

In quorum fidem nos infra ſcripti vigore Plenipotentiarum hodie invicem exhibitarum præſentem Articulum ſubſcripſimus & ſigillis noſtris communivimus.

Se-

Sequitur hic secreta Sponsionum pars super introductione praesidiarii Hispani militis inter Sacram Regiam Catholicam & Sacram Regiam Magnae Britanniae Majestatem. 1710

QUe les Parties contractantes conviendront non seulement de requerir les presents Possesseurs de consentir à la tranquille & amiable introduction des dites Garnisons, mais meme de se servir de toutes voyes de persuasions, sommations & autres termes les plus propres à surmonter la resistence des dits Possesseurs, & de les amener à un consentement exprès.

Que les Parties contractantes se joindront pour obtenir conjointement avec Sa Majesté Catholique de quelque maniere que ce soit, des Serenissimes Grand Duc de Toscane & Duc de Parme, que les Garnisons, qui sont etablies dans leurs Etats, pretent serment eventuel pour la seureté, la conservation & la remise des dites places, en la forme, dont on conviendra entre les Parties, pour que rien ne puisse prejudicier aux droits du susdit Infant Don Carlos; qu'en toutes les places, ou elles seront reparties, les trouppes des Possesseurs y soient de deux tiers moindres, que celles de Sa Majesté Catholique; que les presents Possesseurs n'exigeront des dites trouppes aucun service contraire au droit acquis à l'Infant Don Carlos; que les Commandans, Officiers & Soldats des dites Garnisons seront traitez ainsi que les trouppes du pays; qu'on leur distribuera franchement des Logemens & Quartiers commodes selon leurs besoin; qu'on leurs fournira sans difficulté & en payant tous les vivres, dont ils pourront avoir besoin au meme prix, qu'aux habitans; que le Roy d'Espagne aura toute liberté d'introduire & remplacer jusqu'à la concurrence de six mille hommes les Soldats qui manqueront, par maladie, mort, desertion ou autres causes; que pourra pareillement Sa Majesté Catholique, apres en avoir averti les presens Possesseurs augmenter ou diminuer certaines Garnisons selon le besoin, en diminuant ou augmentant les autres; retirer certains corps & y en substituer d'autres à son choix; que si les places, ou il y aura Garnison, faute d'Artillerie, ou autre munition de guerre, ne soyent pas en Etat de defense, il sera libre à Sa Majesté Catholique d'y pourvoir ou de ses propres Arsenaux, ou dans le pays meme en payant; & faute de pouvoir obtenir les dits arrangemens, qui sent jugez necessaires à la sureté des Garnisons, les Parties contractantes s'engagent conjointement, de faire executer toutes les dites conditions, & arrangements, meme par la force; Sa Majesté Catholique s'obligeant de payer & entretenir les dites Trouppes.

Articulus separatus & secretus.

CUm Sacrae Caesareae Catholicae, Sacrae Regiae Catholicae & Sacrae Regiae Britannicae Majestati ea, quae dignitatem ac quietem Serenissimi Magni Ducis Hetruriae, tum securitatem Eidem subditorum statuum concernunt, praecipuae curae cordique fuerint, utque

1731 exoptatus hic finis obtineatur ex Tractatu hodierna die inter Altefatas Majestates Suas inito setis provisum sit; spes quidem easdem firma tenet, haud difficulter Regiam Suam Celsitudinem eo promotum iri, ut iis, quæ favore ipsius renovata, firmata, disposita atque uti vulgo vocant guarantigiata fuerunt, acquiescere velit. Quod si præter spem ac communia vota nec amica partium contrahentium invitatio, nec sponsionas, vulgo Guarantiæ, præsente Tractatu favore Regiæ Suæ Celsitudinis sancitæ, eidemque oblatæ, nec opera juxta Articulum tertium Tractatus die 16. Martii præsentis Anni conclusi, a Sacra Cæsarea Catholica Majestate pro amovendis obstaculis ibidem expressis impendenda, nec denique cuncta ea, quæ de propensa sua in præsentem Serenissimum Magnæ Hetruriæ Ducem mente, & enixo studio, ejusdem desideriis, quantum fieri potest, satisfaciendi, Sacra Regia Catholica Majestas per Ministros suos Viennæ & Florentiæ existentes sæpius testata fuit, pro obtinendo intra spacium duorum mensium a die subscripti hujus Tractatus computandorum, Regiæ Suæ Celsitudinis consensu sufficerent, ita quidem, ut bimestri hoc temporis spatio blapso dubium adhuc foret, num Regia sua Celsitudo introductioni præsidiarii Hispani militis assentiri vel ad minimum huic ipsi introductioni eo, quo in Tractatu expositum est modo, acquiescere velit, tunc Sacra Sua Cæsarea Catholica Majestas declarat, ac vigore præsentis Articuli promittit, quod nequaquam sit se oppositura, quo minus sponsiones desuper inter Sacram Suam Regiam Majestatem Catholicam & Sacram Suam Regiam Britannicam Majestatem initæ, prouti illæ hic exhibitæ & partim procemio hujus Tractatus insertæ, partim vero Articulo ejusdem secreto annexæ, simulque declaratione super præsidiis Hispanis explanatæ fuerunt, plenarium in omnibus sortiantur effectum.

Præsens Articulus secretus maneto; habeat tamen eandem vim, ac si Tractatui hodierna die concluso verbotenus esset insertus, atque eodem modo, ac intra idem temporis spatium, quo ipse Tractatus ratihabebitur & ratihabitionum tabulæ invicem extradentur.

In quorum fidem &c.

CCCCXVIII.

Decretum Cæsareum in causa liberi Exercitii Religionis A. C. addictorum Subditorum regni Hungariæ; d. 21. Marti 1731.

Carolus &c.

Reverendissimi &c. Demisse relata sunt nobis acta Commissionis art. 20. 1715. denotatæ, quæ nimirum anno 1721. in libera & regia Civitate nostra Pestiensi inchoata, anno vero sequente in altera libera regiaque Civitate nostra Posoniensi reassumta & terminata fuisset; Ritè proindè ponderatis ac discussis materiis in

ejus

ejusmodi actis specificè ac uberius deductis benigne visum fuit nobis, hac vice sequentem eatenus impertiri resolutionem: Et quidem 1731

1. Benignam pientissimæ memoriæ Imperatoris & Regis Leopoldi Genitoris nostri desideratissimi resolutionem sub dato 2. Aprilis 1691. typis mandatam & suo modo publicatam pro regiis explanationibus art. 25. & 26. 1681. & 21. 1687. per præcitatum articulum 20. 1715. confirmatis habendam juxtaque illam sensu antelati articuli 25. omnibus Augustanam & Helveticam Confessionem profitentibus Regnicolis ubique concessum confessionis ipsorum exercitium privatum duntaxat: dictamine porrò sequentis articuli 26. ad certa non nisi loca restrictum memoratum exercitium publicum fore, ac exinde

2. Prædicantes ad articularia duntaxat loca quoad Confessionis suæ erga hanc profitentes tam ibi degentes, quam & aliunde eò confluentes exercitium restringi, in talibus autem locis tot, quot necessitas & multitudo gregis exigit, ministros, prævia tamen remonstrata istiusmodi necessitate acceptaque desuper benigna Regia Concessione, iisdem admitti debere, qui ibidem ægrotos quoque ac captivos visitare, iis denique operâ sua adesse poterunt.

3. In locis porrò non articularibus neque plebeæ conditionis homines in domibus suis à librorum Confessioni suæ deservientium pro se & familia sua propria lectione tanquam ad privatum exercitium spectante arcendi erunt, absque tamen eo, ut alios loci ejusdem incolas eorsum admittant. In quibus quidem non articularibus locis licet ipsi quoque acatholici quoad omnia parochialia Romano-Catholico Parocho subsint, is tamen non audebit, ab iisdem non majorem quam â Romano-Catholico stolam desumere.

4. Jure terrestrium Dominorum per articulos, & præallegatas explanationes in salvo relicto hoc deinceps quoque admitti, eo tamen modo, ut, si terrestres Domini quoad Religionis negotium in memorato nostro Hungariæ Regno quid operari aut immutari vellent, teneantur id ipsum cum rationibus eosdem ad hoc aut illud instituendum permoventibus prævie nobis velut terræ principi & religionis Defensori humillime repræsentari facere, superindeque clementissimam dispositionem & ordinationem nostram præstolari.

5. Superintendentes seu superiores Augustanæ & Helveticæ Confessioni addictarum ubimodi faturum Confessionum alterutram profitentes Superintendentem seu Superiorem sibi admitti petant, apud nos instantiam fecerint, iisdem admittentur: quorum quidem superiorum muneris erit, moribus Ministrorum sibi subjectorum invigilare, ac in excessivos condigne etiam animadvertere, in reliquis autem acatholicorum Ministri in causis profanis jurisdictionato seculari Magistratui ac in hoc duntaxat, ut constet, num ejusmodi Ministri suos ritè baptizent, seu ad valide baptizandum sufficienter sunt instructi, etiam visitationi & examini Archi-Diaconorum Catholicorum debebunt, matrimoniales porro causæ

 fun-

1731 fundamento positivarum Regni Legum judiciis Dioecesanorum praecipuorum ita substerni, ut, si illas plane juxta principia Aug. & Helvet. Confessionis dijudicent, admissa inde ad Archi-Episcopum appellatione.

6. Apostatae dein, praecipue dum quis ex Aug. & Helvet. confessioni addictis catholicam fidem praeprimis amplecteretur, dein verò ab eadem deficiendo, rursus eo redire attentarent, gravi arbitraria poena per jurisdictionatum secularem Magistratum sunt puniendi; antequam tamen ejusmodi arbitrariae poenae effectivè infligantur, de casu in casum desuper praevie ad Augustissimam aulam nostram mittenda erit relatio.

7. Ut disparis religionis homines tam in articularibus quam non articularibus locis praecise coram Parocho loci Catholico matrimonium inire possint, admitti.

8. Feriae porrô & festivitates Catholicorum etiam a Catholicis quoad publicum & forum externum celebrari, Mechanici item fundamento privilegiorum suorum, consuetis processionibus interesse debebunt.

9. In materia demum Juramenti â profitentibus Aug. & Helvet. Confess. deinceps in praefato nostro Hungariae Regno desumendi clementer decerni, ut judices aliique officia tenentes prouti & advocati inter ea, & donec aliud statuatur, jurent ad formulam Decretalem, expressis nempe verbis Deiparae virginis ac Sanctorum, â testibus autem desumatur Juramentum in forma vulgari, ne cursus juridicus tam civilis quam criminalis remoram patiatur.

Coeterum contraventiones quaevis in materia Religionis huc usque factas pro hac adhuc vice oblivioni tradi; Quod si tamen in futurum alterutra partium seu quicunque privatorum Regnicolarum benignis Resolutionibus & Dispositionibus nostris in praeallegato Religionis negotio interventis privata authoritate contravenire, & sive Catholicus acatholicum sive acatholicus Catholicum eatenus turbare aut molestare attentaret, poena conveniente ad instantiam fisci nostri Regii desumenda irremissibiliter puniatur.

Deinceps porrò, si quis privatorum in persona vel causa Religionis se gravatum existimaverit, desuper suo privato & non communi nomine ad Regiam duntaxat Majestatem pro remedio recurrat. Quam benignam Resolutionem nostram Fidelitates vestrae, universis Regni comitatibus insinuare, hocque modo pro singulorum notitia & directione publicare noverint.

Datum Viennae 21. Martii 1731.

Carl.

Com. Lud. de Battyan.
Elias Wanyeczy.

Erstes

Erstes Register,

Der in dem Corpore Juris Gent. Academico enthaltenen DOCUMENTEN.

Nach Chronologischer Ordnung.

A. C.		Num.	Pag.
1076.	DEmetrii, Croatiæ, Dalmatiæque Ducis Homagium fidelitatis, Gregorio VII. Pont. præstitum - -	CCCXXXIV.	2151
1096.	Bulla Urbani II. Pont. Rogerio Comiti Siciliæ concessa, de Monarchia Ecclesiastica Siciliæ - -	I.	1
1102.	Mathildis Comitissæ Donatio S. Rom. Ecclesiæ facta - -	CCCXXXV.	2152
1139.	Bulla Innocentii II. Pont. qua Rogerio II. Siciliæ Regi Regnum Siciliæ in feudum confert - -	II.	1
1152.	Alfonsi I. Regis Portugalliæ Constitutio de Insignibus Regni - -	CCCXXXVI.	2153
1155.	Adriani IV. Pont. Concessio Regi Anglorum Henrico II. facta de occupanda Hybernia - -	CCCXXXVII.	2155
1179.	Bulla Alexandri III. Pont. de regia dignitate Portugalliæ - -	III.	3
1181.	Leges Lamecenses de regni Lusitanici successione & juribus - -	IV.	4
1204.	Diploma Petri, Regis Aragoniæ, quo regnum suum Ecclesiæ Romanæ in censum & feudum offert - -	V.	7
- -	Concessio Innocentii III. Pont. Petro Aragonum Regi facta de coronatione -	CCCXXXVIII.	2156
1208.	Deditio totius Regni Angliæ & Hyberniæ in clientelam S. Rom. Ecclesiæ per Johannem Regem facta -	CCCXXXIX.	2157
1213.	Literæ Johannis, Regis Angliæ, quibus regna sua feudataria & censualia constituit S. Romanæ Ecclesiæ -	CCCXL.	2158
- -	Juramentum fidelitatis per Johannem Anglorum Regem S. Rom. Ecclesiæ factum - - -	CCCXLI.	2159
1214.	Innocentii III. Pont. Epistola, qua regnum Angliæ in feudum tributarium oblatum acceptat - -	CCCXLII.	2160
1215.	Charta libertatum a Rege Anglorum Johanne Baronibus Angliæ concessa; vulgo Magna Charta dicta -	VI.	8

A. C.		Num.	Pag.
1219.	Oblatio Insulæ Man, in feudum tributarium, S. Rom. Ecclesiæ a Reginaldo Rege facta - -	CCCXLIII.	2161
1230.	Donatio Dominii Culmensis, Ordini Teutonico facta à Conrado Masoviæ Duce - - -	CCCXLIV.	2162
1252.	Des Römischen Königs Wilhelmi Schenckung der Städte Turin, Montcalier, Rivoles, Yvrea, und anderer Güter an Thomam, Grafen von Savoyen - - -	CCCXLV.	2164
1297.	Bonifacii VIII. Pont. Bulla, qua Sardiniæ & Corsicæ Regna Jacobo II. Aragoniæ Regi, in feudum contulit - -	VII.	14
1311.	Donatio Comitatus Astensis, Amadeo Comiti Sabaudiæ facta ab Henrico VII. Imper. - - -	CCCXLVI.	2166
1313.	Literæ Investituræ Amadeo Comiti Sabaudiæ concessæ ab Henrico VII. Imp.	CCCXLVII.	2169
1315.	Bund der drey Wald-Städte Uri, Schweitz und Unterwalden -	VIII.	21
1327.	Transactio de regno Majoricarum inter Jacobum Regem Aragonum & Jacobum Regem Majoricarum -	CCCXLVIII.	2171
1332.	Bündnüß der vier Cantons, Lucern, Uri, Schwitz und Unterwalden -	IX.	28
1335.	Vergleich zwischen dem König Johanne von Böhmen, und Casimiro König in Polen, wodurch Schlesien völlig an Böhmen gekommen - -	CCCXLIX.	2177
1343.	Transactio Delphinatus in Domum Regiam Galliæ facta - -	X.	24
1351.	Ewiges Bündnüß zwischen den fünf Cantons, Zürich, Lucern, Uri, Schwitz und Unterwalden - -	XI.	41
1352.	Ewiges Bündnüß deren von Zürich, mit den Ländern Uri, Schwitz, Unterwalden und Glaris - - -	CCCLXXXI.	2335
- -	Bündnüß zwischen Zürich, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zug	CCCLXXXII.	2340
1353.	Ewiges Bündnüß des Canton Bern mit den drey Cantons, Uri, Schwitz und Unterwalden - - -	XII.	46
1358.	Pax perpetua inter Regem Hungariæ Ludovicum & Johannem Delfinum, Ducem, totamque Communitatem Venetiarum - - - -	CCCL.	2178

A. C.		Num.	Pag.
1358.	Venditio Avenionis facta Clementi VI. Pont.	XIII.	50
1370.	Bündnüß zwischen Zürich, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zürch, genannt der Pfaffen-Brieff	CCCLXXXIII.	2345
1374.	Edictum Caroli V. Galliæ Regis, de Majorennitate Regum	XIV.	58
1382.	Bund zwischen den Städten Solothurn und Biel	CCCLXXXIV.	2348
1388.	Conventio Amadei Comitis Sabaudiæ cum Civitate Niciæ, qua hæc in ejus obsequium se tradit	CCCLI.	2182
1393.	Articul des Schweitzer-Bundes nach der Sempacher Schlacht	XV.	62
1406.	Burg-Recht der Stadt Neuburg mit der Stadt Bern	CCCLXXXV.	2351
- -	Bund und Burgrecht-Brief zwischen Grafen Conraden von Freyburg und der Stadt Bern	CCCLXXXVI.	2538
1413.	Incorporatio ulterior Magni Ducatus Lithuaniæ Regno Poloniæ facta	CCCLII.	2195
1415.	Capitulation der Stadt Arau mit Bern und Solothurn	CCCLXXXVII.	2362
- -	Capitulation der Stadt Zoffingen mit Bern	CCCLXXXVIII.	2366
- -	Capitulations-Revers der Stadt Bern an die Stadt Zoffingen ausgestellt	CCCLXXXIX.	2369
1416.	Erectio Comitatus Sabaudiæ in Ducatum a Sigismundo, Romanor. Rege facta	CCCLIII.	2200
- -	Investitura Amadei Ducis Sabaudiæ de Ducatu & reliquis ditionibus, a Sigismundo, Romanorum Rege data	CCCLIV.	2203
1423.	Bündnüß zwischen den beyden Cantons Zürch und Bern	CCCXC.	2370
1433.	Erectio Marchionatus Mantuæ per Sigismundum Imp. facta	CCCLV.	2204
1436.	Bündnuß der eilff oder so genannten zehen Gerichte in Rhetia	CCCLVI.	2210
1450.	Capitulation der Stadt Baden mit den Cantons Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug u. Glaris	CCCXCI.	2276
1451.	Burg- und Land-Recht zwischen dem Abt von St. Gallen und den vier Orten, Zürch, Lucern, Schwitz und Glaris	XVI.	64
1452.	Friderici III. Imp. Literæ Investituræ de Ducatu Mutinæ & Rhegii	XVII.	66

A. C.		Num.	Pag.
1454.	Privilegium terrarum Prussiæ a Casimiro, Poloniæ Rege concessum -	XVIII.	73
- -	Reciproca Sponsio terrarum Prussiæ Regi Casimiro facta - -	XIX.	79
- -	Bündnüß zwischen Zürich, Bern, Lucern, Schwitz, Zug, Glaris und der Stadt St. Gallen -	CCCXCII.	2380
1462.	Transaction sur la Succession du Royaume de Chypre, entre la Reine Charlotte & Louis, Duc de Savoye -	XX.	83
1463.	Fœdus Imperatoris Friderici III. cum Matthia Rege Hungariæ initum, de Successione in regnum Hungariæ -	CCCLVII.	2212
1466.	Friedens-Vertrag zwischen dem Königreich Polen und dem Teutschen Orden, wegen Preussen - - -	XXI.	87
1469.	Landrechts-Brief Abt Ulrichs von St. Gallen mit Schwitz und Glaris, wegen der Graffschafft Toggenburg -	XXII.	102
- -	Gegen-Brief der Gemeinden der Herrschafft Toggenburg -	CCCXCIII.	2384
1474.	Richtung zwischen Hertzog Sigismund zu Oesterreich und den Schweitzern -	XXIII.	106
1477.	Ewige Vereinigung und Verständnüß zwischen Hertzog Sigismund zu Oesterreich und den Schweitzern -	XXIV.	110
1481.	Bulla Sixti IV. Pont. Regi Portugalliæ concessa de Navigatione ad Oras Africanas & Indias - -	XXV.	112
1481.	Verkommnuß der acht alten Orte Zürich, Bern, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, und Glarus, zu Stantz gemacht - - -	XXVI.	121
- -	Bündnüß der Städte Freyburg und Solothurn mit den acht alten Orten	CCCXCIV.	2387
- -	Extract aus dem Testament Caroli von Anjou, des letzten Grafen von Provence - - -	CCCLVIII.	2216
1485.	Diploma Donationis Regni Cypri, per Charlottam, Reginam, Carolo I. Sabaudiæ Duci factæ - -	XXVII.	124
1486.	Protestatio Renati II. Ducis Lotharingiæ contra Unionem Provinciæ cum regno Galliæ - - -	CCCLIX.	2219
1490.	Erneuertes Burg- und Landrecht zwischen den vier Orten Zürch, Lucern,		

Schwitz

A. C.		Num.	Pag.
	Schwitz, Glaris u. dem Abt von S. Gall.	XXVIII.	127
1491.	Concordia Hungarica inter Fridericum III. Imp. & Uladislaum, Regem Hungariæ inita - - - -	CCCLX.	2221
1493.	Bulla Alexandri VI. Pont. Regibus Castellæ concessa de limitibus Indiarum	XXIX.	130
1495.	Tractatus pacis & commerciorum inter Henricum VII. Regem Angliæ & Philippum Archiducem Austriæ -	XXX.	133
1496.	Bund zwischen dem Canton Freyburg und der Stadt Biel - -	CCCXCV.	2392
1497.	Ewiges Bündniß zwischen den sieben Cantons, Zürich, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris, und den Graubündten - - -	XXXI.	148
1498.	Bündniß der Stadt Chur und der Gotteshauß-Leute mit den sieben Orten, Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, und Glaris	CCCXCVI.	2395
1499.	Friedens-Schluß zwischen Kayser Maximiliano I. als Grafen zu Tyrol, denen Eydgenossen in der Schweitz, und dem Bischoff zu Chur - -	XXXII.	150
- -	Articles accordez par Louis XII. Roy de France touchant les Privileges de la Bretagne - - -	XXXIII.	155
1500.	Erb Einigung der Schweitzer mit dem Hause Oesterreich - -	CCCXCVII.	2398
- -	Bericht zwischen S. Gallen und den 10. Orten der Eydgenossenschafft, wegen der Landgerichte zu Frauenfeld	CCCXCVIII.	2400
1501.	Ewiger Bund zwischen Löblichen Eydgenossen und der Stadt Basel	CCCXXVIII.	2131
- -	Bund der Stadt Schafhaussen mit den eilff Orten der Eydgenossenschafft	CCCXCIX.	2406
1503.	Tabulæ Pacis inter Ludovicum XII. Regem Galliæ & Ducem Mediolani, ac Pagos Helvetiæ, Uraniensem, Suitiensem & Subsilvaniensem, de Comitatu Bellinzonæ - -	XXXIV.	159
1509.	Vertrag der Cantons Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris, wegen der Gerichte in Turgow	CCCC.	2410
1511.	Erbeinung des Hausses Oesterreich mit den XIII. Orten der Eydgenossenschafft und S. Gallen - -	XXXV.	162

1513. Pri-

A. C.		Num.	Pag.
1513.	Privilegium Maximiliani Imp. concessum Reip. Januensi, super variis feudis	CCCLXI.	2238
- -	Bündnüß des Canton Appenzell mit den Eydgnossen . . .	CCCCI.	2414
1515.	Bündnüß der Stadt Mühlhaussen mit den Eydgenossen . .	CCCCII.	2419
- -	Declaration de François I. Roy de France touchant les Privileges du Comtes de Provence - - -	CCCLXII.	2240
1516.	Traité de Paix perpetuelle entre François I. Roy de France, & les Cantons Suisses & les Ligues Grises -	XXXVI.	168
1517.	Concordata inter Leonem X. Pont. & Franciscum I. Regem Galliæ -	XXXVII.	178
1518.	Ewige Erbeinigung zwischen Oesterreich und den drey Pündten in Chur-Walchen	XXXVIII.	202
1519.	Bündnüß der Stadt Rotweil mit den Eydgenossen . . .	CCCCIII.	2423
1521.	Bulla Leonis X. Pont. qua Henrico VIII. Regi Angliæ Titulum Defensoris fidei confert - - -	CCCLXIII.	2243
- -	Tractatus iteratæ Confœderationis inter Franciscum I. Regem Galliæ & Ligam Helveticam - - - -	XXXIX.	206
1522.	Mayländisches Capitulat mit der Eydgenossenschafft . .	CCCCIV.	2429
1523.	Bulla confirmatoria Clementis VII. Pont. de titulo Defensoris fidei, Henrico VIII. Regi Angliæ collato -	CCCLXIV.	2246
1524.	Der Dreyen Bündt in Rhätia Bu..-Brief . . .	CCCLXV.	2248
1525.	Ewiger Friede zwischen dem König Sigismundo I. in Polen und Marckgraf Albrechten von Brandenburg, Hochmeistern des teutschen Ordens in Preussen . . .	XL.	212
- -	Des Bischoffs von Pomesanien und übrigen Gesandten der Preußischen Lande Ratification des vorstehenden Friedens . . .	XLI.	221
1527.	Extract aus dem Frieden zu Madrid, zwischen dem Kayser Carolo V. und dem König in Franckreich Francisco I.	XLII.	224
- -	Extract aus dem Frieden zwischen den Königen in Franckreich und Engelland, Francisco I. und Henrico VIII.	XLIII.	225

A. C.		Num.	Pag.
1529.	Extract aus dem Frieden zu Cambray zwischen Carolo V. und Franeisco I.	XLIV.	230
1530.	Diploma Caroli V. Imp. quo Alexandrum de Medicis Reip. Florentinæ Caput constituit - - - -	XLV.	237
1533.	Union zwischen Dennemarck u. Schleßwig-Holstein - - -	XLVI.	240
1536.	Caroli V. Imp. Literæ Investituræ pro Philippo, Hispaniarum Principe, de Ducatu Mediolani - -	XLVII.	247
1537.	Clementis VII. Pont. Confirmatio Donationis a Carolo V. Imp. Religioni S. Johannis Hierosolymitanæ factæ de Insula Melitensi - - -	XLVIII.	250
1540.	Caroli V. Imp. Donatio Ducatus Mediolani Philippo Hispaniar. Principi facta - - -	CCCLXVI.	2253
1541.	Traité conclu entre l'Empereur Charles V. & Jaques V. Roi d'Ecosse	XLIX.	255
1544.	Extract aus dem Speyrischen Vertrag zwischen Kayser Carolo V. und König Christiano III. in Dennemarck -	L.	257
- -	Extract aus Printz Renati von Orange Testament - - -	LI.	259
- -	Kaysers Caroli V. Concession zu testiren, vor den Printzen Renatum von Oranien	LII.	260
- -	Kaysers Caroli V. Confirmation des Testaments Renati, Printzen von Oranien	LIII.	262
- -	Extract aus dem Frieden zu Crespy zwischen Carolo V. und Francisco I.	LIV.	264
1545.	Bulla Pauli III. Pont. qua Petro Aloysio Farnesio Comitatum Parmæ & Placentiæ in feudum confert -	LV.	265
1546.	Extract aus dem Friedens-Tractat zwischen Franckreich und Engelland	LVI.	281
1549.	Caroli V. Imp. Aurea bulla de jure & ordine succedendi in Ducatum Mediolanensem - - -	LVII.	282
1550.	Tractatus Pacis inter Carolum V. Imp. & Mariam Reginam Scotiæ -	LVIII.	285
1554.	Privilegium Vicariatus Senarum, ab Imp. Carolo V. concessum Philippo II. Regi Hispaniæ - - -	LIX.	294
1556.	Literæ Philippi II. Regis Hispan. quibus Placentiam cum parte agri Parmensis Duci Octavio Farnesio in feudum dedit	LX.	297

1557. In-

A. C.		Num.	Pag.
1557.	Instrumentum Investituræ Senensis a Philippo II. Rege Hispan. Cosmo II. Florentiæ Duci concessæ - -	LXI.	302
1559.	Extract aus dem Friedens-Tractat zwischen Franckreich und Engelland zu Chateau Cambresis - -	LXII.	311
1560.	Extract aus dem Odenseeischen Recess zwischen Dennemarck und den Hansee-Städten - - - -	LXIII.	312
1561.	Pacta subjectionis Curlandiæ cum Sigismundo Rege Poloniæ inita -	LXIV.	313
- -	Confirmatio jurium Ordinis Equestris Livoniæ - - - -	LXV.	321
1564.	Extract aus dem Friedens-Tractat zwischen Franckreich und Engelland zu Troyes - - -	LXVI.	329
1566.	Pacta Unionis Livoniæ cum Lithuania	LXVII.	330
1567.	Gotthard, Hertzogs in Curland, Confirmation aller Privilegien der Curländischen Ritterschafft - -	LXVIII.	337
1569.	Sigismundi Augusti, Regis Poloniæ, Decretum Lublinense, de Prussiæ Statuum Juribus Comitialibus -	LXIX.	338
- -	Ejusdem Privilegium Lublinense de libero Religionis usu Ducatus Prussiæ	LXX.	341
- -	Diploma Incorporationis Ducatus Curlandiæ, Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lithuaniæ factæ -	CCCLXVII.	2258
- -	Bulla Pii V. Pont. de dignitate Magni Ducis Hetruriæ Cosmo I. de Medicis collata - - -	LXXI.	343
1570.	Extract aus dem Stetinischen Frieden zwischen Dennemarck und Schweden	LXXII.	347
1571.	Concordat entre Charles IX. Roy de France & Charles III. Duc de Lorraine, au sujet de la Souveraineté du Baillage de Bar - - -	CCCLXVIII.	2260
1575.	Declaration de Henri III. Roy de France sur les droits de Souveraineté, accordez au Duc de Lorraine, dans le Baillage de Bar - - -	CCCLXIX.	2262
1576.	Diploma Maximiliani III. Imp. de dignitate Magni Ducis Etruriæ, Francisco de Medicis concessa - -	LXXIII.	349
- -	Leges Novæ Reip. Genuensis -	LXXIV.	353
- -	Decretum Senatus & Ordinum Regni Poloniæ de jure coronandi Regem	CCCLXX.	2265

1579. Con-

A. C.		Num.	Pag.
1579.	Concordat zwischen den Grafen von Neuburg und der Stadt Bern, wegen der Herrschafft Valangin	CCCCV.	2437
- -	Utrechtische Union der Niederländischen Provintzen	LXXV.	391
1586.	Bündnüß der sieben Catholischen Orte der Eydgenossenschafft	LXXVI.	406
1589.	Vergleich zwischen Franckreich und der Stadt Genff	LXXVII.	409
1595.	Bulla Clementis VIII. Pont. de collatione Beneficiorum Ecclesiasticorum in terris Sabaudiæ	LXXVIII.	412
1598.	Acceptatio Ducatus Ferrariæ, ad Sedem Apostolicam devoluti, a Clemente VIII. Pont. facta	LXXIX.	416
- -	Extract aus dem Friedens-Tractat zu Vervins zwischen Spanien und Franckreich	LXXX.	417
1601.	Traité entre Henry IV. Roy de France, & Charles Emanuel, Duc de Savoye, pour l'echange du Marquisat de Saluces avec la Bresse &c.	LXXXI.	418
1603.	Traité de Paix entre Charles Emanuel, Duc de Savoye, & la Republique de Geneve	LXXXII.	425
1604.	Traité entre Henry IV. Roy de France, & le Sultan Achmet	LXXXIII.	429
- -	Extract aus dem Friedens-Tractat zwischen Philippo III. König in Spanien, dem Ertz-Hertzoge Alberto und Isabella, und dem König in Engelland Jacobo I.	LXXXIV.	436
1606.	Pacificationis Viennensis de Regno Hungariæ sub Rudolpho II. Imp. initæ, Articulus Primus	LXXXV.	440
1608.	Constitutionis Matthiæ, Regis Hungariæ, ante coronationem suam editæ, Articulus Primus	LXXXVI.	ibid.
1609.	Transaction & Traité de Partage entre les Princes de Nassau Orange	LXXXVII.	ibid.
1612.	Capitulation & Privileges accordez par le Sultan Achmet aux Etats des Provinces Unies des Pays bas	CCCLXXI.	2266
1617.	Friedens-Tractat zwischen dem König in Ungarn Ferdinando II. und der Republic Venedig, wegen der Uskoken	LXXXVIII.	445

A. C.		Num.	Pag.
1618.	Extract aus des Printzen Philippi Wilhelmi von Nassau-Oranien Testament . . .	LXXXIX.	448
1619.	Traité fait entre les Compagnies des Indes Orientales, Angloise & Hollandoise - - -	CCCLXXII.	2278
1620.	Premier Edit d'Octroy fait par les Etats Generaux des Provinces Unies des Paysbas, pour la Compagnie des Indes Orientales - - -	XC.	450
1622.	Diplomatis Ferdinandi II. Imp. Articulo II. Constitutionis Diætalis regni Hungariæ inserti, Conditio sexta -	XCI	459
1623.	Extendirte und verbesserte Union zwischen Dennemarck und Schleßwig-Holstein . . .	XCII.	460
1625.	Extract aus Printzen Moriz von Nassau-Oranien Testament . .	XCIII.	464
1630.	Extract aus dem Friedens-Tractat zwischen Philippo IV. König in Spanien, und Carolo I. König in Engelland . . .	XCIV.	466
- -	Tractatus Commerciorum inter Gustavum Adolphum Regem Sueciæ & Civitatem Gedanensem - -	XCV.	ibid.
1631.	L'Etat des Terres, assignez au Duc de Savoye dans le Montferrat, conformement au Traité de Chierasco	XCVI.	470
- -	Curländische Regiments-Formul	XCVII.	471
- -	Extract aus dem Vergleich zwischen Savoyen und Genua . .	XCVIII.	479
1632.	Literæ Investituræ Ferdinandi II. Imp. pro Victore Amadeo I. Sabaudiæ Duce, de Ducatu Sabaudiæ &c. -	XCIX.	480
- -	Literæ Investituræ Ferdinandi II. Imp. pro Victore Amadeo I. Sabaudiæ Duce, de parte Montisferrati -	C.	483
- -	Extract aus dem Turgauischen Vergleich zwischen der Stadt Zürch und den fünff Catholischen Orten, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zug	CI.	486
1634.	Verneuerung der alten Bündnüß zwischen dem Staat von Mayland und den Catholischen Orten der Eydgenossenschafft - - -	CII.	488
- -	Declaration de Louis XIII. Roy de France, touchant le premier Meridien	CIII.	505

1634. Li-

A. C.		Num.	Pag.
1634.	Literæ Investituræ Ferdinandi II. Imp. de feudis Novelli, Monfortis &c. Sabaudiæ Duci concessis - -	CIV.	507
1638.	Ferdinandi III. Imp. Diploma, Constitutionis Diætalis Regni Hungariæ Articulo primo insertum - -	CV.	510
1640.	Tractatus fœderis inter Christinam Reginam Sueciæ & Ordines Fœderati Belgii - - -	CVI.	ibid.
1641.	Manifest der Stände des Königreichs Portugall, die Erhöhung auf den Thron Johannis IV. aus dem Hause Braganza, und das Recht der Succession der Crone betreffend - -	CCCLXXIII.	2290
- -	Traité de Commerce entre l'Espagne & le Danemarc, conclu a Madrid -	CVII.	518
- -	Traité entre Louis XIII. Roy de France, & le Prince de Monaco, pour la protection de la souveraineté de Monaco	CVIII.	521
1642.	Traité de Paix & de Commerce entre Charles II. Roy de la Grande Bretagne & Jean IV. Roy de Portugal -	CIX.	524
1643.	Articles convenus au nom du Roy de France avec le Duc de Curland -	CX.	530
1644.	Extract aus Printz Friedrich Heinrichs von Oranien Testament -	CXI.	531
1645.	Bündnüß der Hansee-Städte mit den vereinigten Niederlanden -	CXII.	534
- -	Articuli pacis inter Regem Daniæ & Ordines Generales fœderati Belgii -	CXIII.	536
- -	Extract aus dem Brömsebroischen Frieden zwischen Dennemarck und Schweden - - -	CXIV.	540
- -	Tractatus Cautionis reciprocæ & Vindiciarum inter Christinam Reginam Sueciæ & Ordines fœderati Belgii -	CXV.	546
1647.	Traité entre Philippe IV. Roy d'Espagne, & Frederic Henri Prince d'Orange, sur les pretensions de ce dernier	CXVI.	549
- -	Traité entre Philippe IV. & Guillaume II. Prince d'Orange -	CXVII.	552
- -	Traité de Commerce, entre Chretien IV. Roy de Danemarc & les Provinces Unies des Pays bas - -	CXVIII.	555
- -	Ferdinandi III. Imp. Diploma, Articulo V. Constitutionis Diætalis Hungariæ insertum - -	CXIX.	563

A. C.		Num.	Pag.
1647.	Königs Philippi IV. in Spanien Commercien-Tractat mit den Hansee-Städten - - -	CXX.	569
1648.	Königs Philippi IV. in Spanien Privilegia, denen Hansee-Städten ertheilt	CXXI.	576
		CXXII.	585
		CXXIII.	601
		CXXIV.	613
- -	Traité de Paix conclu entre Philippe IV. Roy d'Espagne & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays bas, à Munster - - -	CXXV	614
- -	Declarations des Messieurs les Plenipotentiaires d'Espagne & des Etats Generaux au Traité de Munster -	CXXVI.	630
- -	Approbatio Cæsarea Articuli LIII. Tractatus Pacis inter Hispaniam & fœderatum Belgium initi Monasterii	CXXVII.	ibid.
1650.	Traité de Marine, conclu entre Philippe IV. Roy d'Espagne & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas - - -	CXXVIII.	631
1651.	Fœdus inter Carolum Emanuelem II. Ducem Sabaudiæ & Sex Cantones Helvetiæ, Catholicæ Religionis -	CXXIX.	635
1656.	Extract aus dem Vertrag zwischen Zürch und Bern, und den fünff Catholischen Orten - - -	CXXX.	646
- -	Extract aus der Allianz zwischen Schweden und Holland zu Elbingen -	CXXXI.	648
- -	Tractatus inter Ordines Fœderati Belgii & Civitatem Gedanensem -	CXXXII.	650
1657.	Friede und Bündnüß zwischen der Crone Polen und Chur-Brandenburg; zu Welau errichtet - -	CXXXIII.	652
		CXXXIV.	660
- -	Pacta Bydgostiensia inter Regem Poloniæ & Electorem Brandenburgicum	CXXXV.	662
		CXXXVI.	663
- -	Chur-Brandenburgischer Revers wegen Wiederabtretung der Stadt Elbingen	CXXXVII.	666
1658.	Extract aus dem Rothschildischen Frieden zwischen Dennemarck und Schweden - - -	CVIII.	667
- -	Königl. Dänisches Instrumentum Ces-		

sionis

A. C.		Num.	Pag.
	sionis wegen der Provintz Schonen an Schweden - - -	CXXXIX.	670
1658.	Vergleich zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp zu Coppenhagen -	CXL.	672
- -	Diploma Königs Friderici III. von Dennemarck wegen der an Holstein-Gottorp abgetretenen Souverainetät über Schleßwig - - -	CXLI.	676
- -	Traité entre Frederic III. Roy de Danemarc & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-bas - -	CXLII.	679
1659.	Extractus Diplomatis Leopoldi I. Imp. Statibus Regni Hungariæ concessi	CXLIII.	683
- -	Extract aus dem Pyrenäischen Frieden zwischen Spanien und Franckreich	CXLIV.	ibid.
1660.	Article arreté en explication du XLII. Article du Traité des Pyrenées -	CXLV.	710
- -	Convention entre les Commissaires de France & d'Espagne touchant les 33. villages de la Comté de Cerdagne, qui doivent demeurer au Roi de France	CXLVI.	713
- -	Extract aus dem Olivischen Frieden zwischen Schweden, Polen und Brandenburg - - -	CXLVII.	715
- -	Extract aus dem Coppenhagischen Frieden zwischen Schweden und Dennemarck - - -	CXLVIII.	729
1661.	Extract aus dem Tractat zwischen Franckreich und Lothringen zu Paris - - - - - -	CXLIX.	734
- -	Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis Privilegium Civitati Hamburgensi concessum de libertate Commercii -	CCCLXXIV.	2300
- -	Ejusdem Regis Privilegium Civitati Lubecensi datum - -	CCCLXXV.	2301
- -	Ejusdem Regis Privilegium Civitati Gedanensi datum - -	CCCLXXVI.	2301
- -	Articuli Pacis & Confœderationis inter Regem Portugalliæ Alfonsum & Ordines Generales Provinciarum Belgii unitarum - - -	CL.	741
- -	Tractatus fœderis & amicitiæ inter Carolum II. Regem Magnæ Britanniæ & Carolum XI. Regem Sueciæ -	CLI. CCCLXXVII.	753. 2302

1662. Traité

A. C.		Num.	Pag.
1662.	Traité de Partage du Pays d'Outremeuse entre Philippe IV. Roy d'Espagne & les Provinces Unies des Bays-bas	CCCLXXVIII.	2313
- -	Procés Verbal sur ce qui est arrivé à Londres entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne - - -	CLII.	760
- -	Friedens-Tractat zwischen den vereinigten Niederlanden und dem König von Tunis - - -	CLIII.	763
- -	Extract des Friedens zwischen Engelland und Tunis - - -	CLIV.	765
- -	Tractatus fœderis & Commerciorum inter Ludovicum XIV. Regem Galliæ & Fridericum III. Regem Daniæ	CLV.	ibid.
1663.	Extrait du Traité de Renouvellement d'Alliance entre le France & la Suede	CLVI.	787
- -	Bündnüß zwischen König Ludovico XIV. in Franckreich und der Eydgenossenschafft - - -	CLVII.	788
1664.	Königl. Frantzösische Garantie des Olivischen Friedens - -	CLVIII.	795
- -	Chur-Brandenburgische Garantie eines Articuli Separati des Olivischen Friedens - - -	CLIX.	797
- -	Chur-Brandenburgische Garantie des Olivischen Friedens in Ansehung des Hertzogs von Neuburg -	CLX.	798
- -	Tarif general des droits des sorties & Entrées du Royaume de France -	CLXI.	ibid.
- -	Traité entre Philippe IV. Roy d'Espagne & les Etats Generaux des Provinces Unies pour le reglement des Limites de Flandres - -	CCCLXXIX.	2325
1665.	Lex Regia de Jure supremæ Potestatis & hæreditariæ Successionis Regni Daniæ	CLXII.	858
1666.	Traité entre Frederic III. Roy de Danemarc & les Etats Generaux des Provinces Unies, touchant le peage de la charge de bois en Norwegue -	CLXIII.	868
- -	Traité entre le Danemarc & les Provinces Unies, pour la Compagnie des Indes - - -	CLXIV.	872
- -	Traité de Commerce entre Charles II. Roy d'Angleterre & Charles XI. Roy de Suede - - -	CCCLXXX.	2328

A. C.		Num.	Pag.
1666.	Extract aus dem Vertrag zwischen den General-Staaten und dem Bischoff zu Münster, wegen Borkeloo .	CLXV.	874
1667.	Tractatus pacis, confœderationis & Commerciorum inter Coronas Magnæ Britanniæ & Hispaniæ conclusus - - -	CLXVI.	876
1667.	Pacta prævia inter Carolum XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales fœderati Belgii, de contrabandis inita -	CLXVII.	890
- -	Tractatus Pacis & Commerciorum inter Carolum XI. Regem Sueciæ & Ordines Generales fœderati Belgii -	CLXVIII.	895
- -	Tractatus Pacis inter Regem Magnæ Britanniæ Carolum II. & Ordines Generales fœderati Belgii Bredæ conclusæ - - - - -	CLXIX.	899
- -	Tractatus pro præsenti Commerciorum Statu inter Magnam Britanniam & fœderatum Belgium initus Bredæ	CLXX.	911
- -	Extract aus dem Frieden zwischen Engelland und Dennemarck zu Breda	CLXXI.	920
- -	Glückstädtischer Vergleich zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp .	CLXXII.	923
1668.	Articuli Pacis inter regnum Hispaniæ & regnum Lusitaniæ sancitæ Ulysippone - - - -	CLXXIII.	929
- -	Extract aus dem Aachischen Frieden zwischen Spanien und Franckreich	CLXXIV.	932
- -	Schweitzerisches Defensional -	CCCCVI.	2442
1669.	Tractatus Commerciorum & fœderis initus Hagæ Comitis inter regnum Portugalliæ & fœderatum Belgium	CLXXV.	935
- -	Traité de Commerce entre Charles II. Roy de la Grande Bretagne & Charles Emanuel Duc de Savoye -	CLXXVI.	944
1670.	Articles d'Alliance & de Commerce entre Charles II. de la Grande Bretagne & Roy Christian V. Roy de Danemarc -	CLXXVII.	952
- -	Traité entre Charles II. Roy de la Grande Bretagne & Charles II. Roy d'Espagne, touchant les differens en Amerique	CLXXVIII.	964
1672.	Traité entre le Roy de France & le Duc de Savoye touchant les Limites du Dauphiné & de la Savoye - -	CLXXIX.	968
1673.	Extrait de la Sentence arbitrale du Roy		

A. C.		Num.	Pag.
	de France, sur les differens du Duc de Savoye & la Republique de Genes	CLXXX.	970
1674.	Tractatus Pacis inter Carolum II. Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Generales fœderati Belgii - -	CLXXXI.	971
- -	Tractatus Marinus & Commerciorum inter Carolum II. Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Generales fœderati Belgii - - -	CLXXXII.	976
1675.	Article conclu entre Charles II. Roy de la Grande Bretagne & les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays bas, touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande -	CLXXXIII.	984
- -	Capitulations & Articles de Paix entre le Roy de la Grande Bretagne & le Sultan de l'Empire Ottoman - -	CLXXXIV.	986
- -	Declaration sur certains Articles des Traitez de Marine entre la Grande Bretagne & les Provinces Unies	CLXXXV.	1008
1676.	Traité de Paix entre Charles II. Roy de la Grande Bretagne & la Regence de Tripoli - - - - -	CLXXXVI.	1009
- -	Declaration sur le Traité de Marine arreté en l'An. 1650. entre le Roy d'Espagne & les Provinces Unies -	CLXXXVII.	1011
1678.	Extrait du Traité d'Alliance entre le Roy de la Grande Bretagne Charles II. & les Etats Generaux - -	CLXXXVIII.	1013
- -	Extract aus dem Niemwegischen Frieden zwischen Franckreich und Holland	CLXXXIX.	1015
1679.	Extract aus dem Niemwegischen Frieden zwischen Spanien und Franckreich - - -	CXC.	1017
-	Extract aus dem Frieden zu Fontainebleau zwischen Franckreich und Dennemarck - - - -	CXCI.	1023
- -	Extract aus dem Frieden zu Lunden zwischen Dennemarck und Schweden	CXCII.	1025
- -	Extract aus dem Niemwegischen Friedens-Tractat zwischen Schweden und Holland - - -	CXCIII.	1028
-	Tractatus Commerciorum inter Regem Sueciæ & Ordines Generales fœderati Belgii - - - - -	CXCIV.	1029
1681.	Constitutionis Diætalis Regni Hungarici Articulus XXV. & XXVI. -	CXCV.	1041

A. C.		Num.	Pag.
1682.	Traité de Paix entre Louis XIV. Roy de France & le Roy de Maroc -	CXCVI.	1043
1684.	Traité entre la France & Alger, touchant le Bastion de France -	CXCVII.	1047
- -	Traité de Paix & de Commerce entre le Roy de Maroc & les Provinces Unies	CXCVIII.	1050
1685.	Articles de Paix entre la France & la Regence de Tripoli - - -	CXCIX.	1056
- -	Traité de cent ans, fait entre la France & le Royaume de Tunis - -	CC.	1062
1686.	Renovatio fœderum inter Sueciam & Ordines Generales fœderati Belgii	CCI.	1067
1687.	Pabst Innocentii XI. Bulle wegen der Qvartiers-Freyheit der Gesandten in Rom - - -	CCII.	1069
- -	Constitutionis Diætalis Regni Hungariæ Articulus XXI - - -	CCIII.	1076
1688.	Traité preliminaire entre Chretien V. Roy de Danemarc & les Provinces Unies - - - -	CCIV.	ibid.
1689.	Altonaischer Vergleich zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp -	CCV.	1081
- -	Traité d'Amitié & d'Alliance entre le Roy de la Grande Bretagne & les Provinces Unies - - -	CCVI.	1083
- -	Traité de Paix pour cent ans entre la France & Alger - - -	CCVII.	1087
1690.	Diploma Leopoldi Imp. de feudis quibusdam Duci Sabaudiæ conferendis	CCVIII.	1092
- -	Article secret du Traité d'Alliance entre le Roi de la Grande Bretagne, les Etats Generaux & le Duc de Savoye -	CCIX.	1093
1691.	Diploma Leopoldi Imp. de Regiis honoribus Magni Ducis Hetruriæ -	CCX	1094
- -	Leopoldi Imp. Confirmatio Privilegiorum Principatus Transylvaniæ -	CCXI.	1096
1693.	Ewig Bund-Recht zwischen der Grafschafft Neufchatel und dem Canton Lucern - - -	CCCCVII.	2445
1695.	Testament de Guillaume III. Roi de la Grande Bretagne - -	CCXII.	1101
1696.	Extrait du Traité de Paix & de Neutralité d'Italie, entre le Roi de France & le Duc de Savoye - -	CCXIII.	1109
1697.	Articuli pactorum conventorum Regni Poloniæ cum Serenissimo Rege Augusto - - -	CCCCIX.	2458

A. C.		Num.	Pag.
1698.	Articulus XIII. Tractatus Pacis Ryswicensis inter Galliam & Magnam Britanniam - - -	CCXIV.	1113
- -	Traité de Paix conclu entre la France & l'Espagne à Ryswick -	CCXV.	ibid.
1698.	Acte confirmatoire des Articles du Traité de Nimegue & de celui de Ryswick entre la France & l'Angleterre, touchant la Principatué d'Orenge -	CCXVI.	1123
1699.	Tarif arreté entre la France & les Provinces Unies - - -	CCXVII.	1124
- -	Extract aus dem Carlowitzischen Frieden zwischen Kayserl. Maj. und der Ottomannischen Pforte - -	CCXVIII.	1129
- -	Extract aus dem Carlowitzischen Frieden zwischen Venedig und der Ottomannischen Pforte - -	CCXIX.	1131
- -	Instrumentum Pacis inter Regem Poloniæ & Portam Ottomannicam Carlowitii initæ - - -	CCXX.	1133
-	Tractatus inter Regem Poloniæ & Electorem Brandenburgicum de restitutione Elbingensi - -	CCXXI.	1137
1700.	Churfürstl. Brandenburgische Versicherung an die Crone Polen, wegen der angenommenen Königs-Würde wegen Preussen - - -	CCXXII.	1142
- -	Travendahlischer Friede zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp -	CCXXIII.	ibid.
1701.	Hamburgischer Neben-Vergleich über den Travendahlischen Frieden zwischen Dennemarck und Holstein -	CCXXIV.	1152
- -	Grosse Alliantz zwischen dem Kayser, Engelland und Holland, geschlossen in dem Haag - - -	CCXXV.	1153.
1702.	Acte du Parlement d'Angleterre pour etendre la Succession à la Couronne, & pour mieux assurer les droits & libertez des Sujets - - -	CCXXVI.	1157
1703.	Diploma Cessionis Monarchiæ Hispan. a Leopoldo Imp. & Josepho Roman. Rege factæ Carolo III. -	CCXXVII.	1163
- -	Extract aus der Allianz zwischen dem Kayser Leopoldo und Hertzog von Savoyen - - -	CCXXVIII.	1168
1705.	Acte du Parlement d'Angleterre pour		

A. C.		Num.	Pag.
	la plus grande Sureté de la personne & du gouvernement de Sa Majesté & de la Succession à la Couronne dans la Ligue Protestante - - -	CCXXIX.	1174
1706.	Erneuertes Bündnüß zwischen Venedig und den beyden Cantons, Zürch und Bern - - -	CCXXX.	1184
- -	Traité pour l'Union de l'Angleterre & de l'Ecosse - - -	CCXXXI.	1193
1707.	Extrait du Manifeste, publié par l'Ambassadeur du Roy de Prusse au sujet des Affaires de Neufchatel -	CCXXXII.	1205
- -	Articles generaux dressés au nom de Principauté de Neufchatel & Valangin & accordé par l'Ambassadeur du Roy de Prusse - - -	CCXXXIII.	1209
- -	Memoire remis par l'Ambassadeur du Roy de Prusse à la Ville de Neufchatel	CCXXXIV.	1211
- -	Acte de la Ratification faite par S. M. le Roy de Prusse, du Manifeste publié en son Nom - - -	CCXXXV.	1212
- -	Articles accordez par le Roi de Prusse à la Ville de Neufchatel -	CCXXXVI.	1213
- -	Sentence d'Investiture, rendue par les trois Etats de Neufchatel en faveur de S. M. Prussienne - - -	CCXXXVII.	1217
- -	Accord du Roi de Prusse avec les Etats de Valengin - - - -	CCXXXVIII.	1220
1708.	Literæ Investituræ Imp. Josephi pro Duce Sabaudiæ Victore Amadeo II. de Ducatu Montisferrati - -	CCXXXIX.	1222
- -	Ejusd. Literæ Investituræ pro Eodem de Provinciis Alexandriæ, Lumellinæ &c.	CCXL.	1227
1709.	Acte du Parlement de la Grande Bretagne pour conserver les Privileges des Ambassadeurs & autres Ministres publics des Princes & Etats Etrangers	CCCCX.	2466
1710.	Contractus Emptionis Venditionis inter Josephum Imp. & Ducem Mutinæ, de Ducatu Mirandulæ - -	CCXLI.	1231
- -	Literæ Investituræ Imp. Josephi, Duci Mutinæ concessæ, de Ducatu Mirandulæ - - -	CCXLII.	1234
1711.	Hamburgischer Vergleich zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp -	CCXLIII.	1237
- -	Conventio inter Reginam Magnæ Bri-		

tanniæ

A.C.		Num.	Pag.
	tanniæ & Remp. Hamburgensem super Commercio Halecium -	CCXLIV.	1243
1171	Instrumentum Pacis Hungariæ & Transylvaniæ - - -	CCXLV.	1246
- -	Friedens-Tractat zwischen dem Czaar Petro I. und den Türcken an dem Flusse Pruth - - -	CCCCXI.	2468
- -	Resolutions des Etats Generaux des Provinces Unies sur la Succession d'Orenge	CCCCXIII.	2475
1712.	Acta Investituræ Senensis à Carolo III. Rege Hispan. concessæ Cosino III. Magno Duci Hetruriæ - -	CCXLVI.	1255
- -	Friedens-Tractat zwischen dem Czaar und der Ottomannischen Pforte zu Constantinopel - -	CCXLVII.	1264
- -	Rendsburgischer Erleuterungs-Recess zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp - - -	CCXLVIII.	1267
- -	Traité d'Alliance entre les Etats Generaux & le Canton de Berne -	CCXLIX.	1272
- -	Erster Friedens-Schluß der Cathol. und Evangelischen Cantons der Eydgenossenschafft; zu Arau errichtet -	CCCCVIII.	2449
- -	Zweyter Arauischer Friedens-Schluß zwischen eben denselben - -	CCL.	1283
1713.	Tractat zwischen Groß-Britannien und Holland wegen der Garantie der Protestantischen Succession und Barriere	CCLI.	1287
- -	Traité de l'Assiento, conclu entre Leurs Majestés Britannique & Catholique	CCLII.	1295
- -	Tractatus Pacis & Amicitiæ inter Annam, Reginam Magnæ Britanniæ & Ludovicum XIV. Regem Galliæ, Trajecti ad Rhenum - -	CCLIII.	1312
- -	Tractatus Navigationis & Commerciorum inter Eosdem Trajecti ad Rhenum conclusus - - -	CCLIV.	1336
- -	Anhang zu den Utrechtischen Friedens- und Commercien-Tractaten zwischen Groß Britannien und Franckreich	CCLV.	1355
- -	Traité de Paix entre Sa Maj. Tres Chretienne & Sa Maj. Portugaise, conclu à Utrecht - - -	CCLVI.	1362
- -	Tractatus Pacis inter Regem Galliæ & Regem Borussiæ conclusus Ultrajecti	CCLVII.	1366
- -	Anhang zu dem Utrechtischen Frieden zwischen Franckreich und Preussen	CCLVIII.	1372

A. C.		Num.	Pag.
1713.	Traité de Paix entre le Roy de France & le Duc de Savoye à Utrecht -	CCLIX.	1379
- -	Traité de Paix entre le Roy de France & les Provinces Unies des Pays-bas, à Utrecht - - -	CCLX.	1386
- -	Traité de Commerce entre le Roy de France & les Provinces Unies à Utrecht	CCLXI.	1403
- -	Tractatus Pacis confectus Ultrajecti inter Annam Reginam Magnæ Britanniæ & Philippum V. Regem Hispan. -	CCLXII.	1418
- -	Utrechtischer Friedens-Tractat zwischen Spanien und Savoyen -	CCLXIII.	1429
- -	Dritter Friedens-Tractat zwischen dem Czaar und den Türcken - -	CCCCXII.	2471
- -	Tractatus Navigationis & Commerciorum inter Annam Reginam Magnæ Britanniæ & Philippum V. Regem Hispaniæ Ultrajecti conclusus -	CCLXIV.	1453
		CCLXV.	1466
1714.	Traité de Paix & de Commerce entre Sa Maj. Catholique & les Etats Generaux des Provinces Unies, fait à Utrecht	CCLXVI.	1468
1715.	Friedens-Tractat zwischen Spanien und Portugall, geschlossen zu Utrecht	CCLXVII.	1481
- -	Erneuerung der Alliantz zwischen Franckreich und den Catholischen Cantons in der Schweitz - - -	CCLXVIII.	1496
- -	Articuli in Conventu Statuum Regni Hungariæ Posoniæ A. 1714. habito conclusi à Cæs. Reg. Maj. Carolo VI. confirmati - - - -	CCLXIX.	1507
- -	Traité de la Barriere conclu entre l'Empereur, le Roy de la Grande Bretagne & les Provinces Unies, à Anvers -	CCLXX.	1593
1716.	Traité d'Alliance entre Sa Maj. Imperiale & Sa Maj. Britannique -	CCLXXI.	1612
- -	Traité de Commerce entre la France & les Villes Hanseatiques, Lubec, Bremen & Hambourg - -	CCLXXII.	1615
1717.	Traité d'Alliance defensive entre la France, l'Angleterre & la Hollande conclu à la Haye - - -	CCLXXII.	1624
- -	Tractatus Pacis inter Status Confœderatos regni Poloniæ & Regium Electoralemque Saxonicum Exercitum	CCLXXIII.	1631
- -	Extrait du Traité entre l'Electeur de Co-		

A. C.		Num.	Pag.
	logne & les Etats Generaux des Provinces Unies - - -	CCLXXIV.	1649
1717.	Convention zwischen dem Czaar und der Stadt Dantzig - -	CCLXXV.	1651
1718.	Traité entre le Roy de France & le Duc de Lorraine, conclu à Paris -	CCLXXVI.	1655
- -	Friedens-Vertrag der Cantons Zürch und Bern mit dem Abt von S. Gallen zu Baden geschlossen - -	CCLXXVII.	1680
- -	Friedens-Schluß zu Passarowitz zwischen Kayserl. Maj. und der Ottomannischen Pforte - - -	CCXXVIII.	1695
- -	Declaratio fœderis Cæsareo-Polonico-Veneti - - -	CCLXXIX.	1703
- -	Passarowitzischer Friede zwischen der Ottomannischen Pforte und Venedig	CCLXXX.	1704
- -	Commercien-Tractat zwischen Kayserl. Maj. und der Ottomannischen Pforte zu Passarowitz - - -	CCLXXXI.	1714
- -	Quadruple-Allianz zwischen dem Kayser, Franckreich und Engelland, zu Londen geschlossen - - -	CCLXXXII.	1722
- -	Convention entre l'Empereur, le Roi de la Grande Bretagne & les Provinces Unies, touchant l'Execution de quelques Articles du Traité de Barriere -	CCLXXXIII.	1745
1719.	Fœdus inter Imperatorem, Regesque Magnæ Britanniæ & Poloniæ, Viennæ initum - - - -	CCLXXXIV.	1758
- -	Schwedische Regierungs-Form	CCLXXXV.	1762
- -	Renunciatio Archiducissæ Mariæ Josephæ desponsatæ Friderico Augusto Principi Regio & Electorali Saxonico - - - -	CCLXXXVI.	1780
- -	Friedens-Schluß zwischen der Königin Ulrica von Schweden und dem Könige Georgio I. von Groß-Britannien als Chur-Fürst zu Braunschweig-Lüneburg, zu Stockholm - -	CCLXXXVII.	1794
1720.	Fœdus inter Ulricam Suecorum Reginam & Georgium Magnæ Britanniæ Regem, Stockholmiæ initum	CCLXXXVIII.	1801
- -	Friede zwischen Schweden und Preussen zu Stockholm - - -	CCLXXXIX.	1813
- -	Friede zwischen Dennemarck und Schweden, zu Friedrichsburg - -	CCXC.	1836
-	- - - -	CCXCI.	1844

A. C.		Num.	Pag.
1720	Acte der Garantie wegen des Hertzogthums Schleßwig von Groß-Britannien an Dennemarck ausgestellt	CCXCII.	1846
- -	Acte de Garantie du Roi de France, en faveur du Roi de Danemarc, pour le Duché de Sleswic - -	CCCXXIX.	2139
1721.	Traité entre l'Espagne & la Grande Bretagne conclu à Madrid - -	CCCXXX.	2141
- -	Traité d'Alliance defensive entre la France, l'Espagne & la Grande Bretagne conclu à Madrid - - -	CCCXXXI.	2144
- -	Friedens-Schluß zwischen Schweden und dem Czaar von Rußland zu Nystadt in Finnland - -	CCXCIII.	1847
1722.	Des Czaars Petri I. Verordnung wegen der Succession seines Reichs -	CCCXXXII.	2148
- -	Renunciation der Ertz-Hertzogin Mariæ Amaliæ vermählten Chur-Princeßin von Bayern, wegen der Succession der Oesterreichischen Erblande -	CCXCIV.	1861
- -	Lettres patentes d'Octroy pour la Compagnie d'Ostende - -	CCXCV.	1872
1723.	Kayserliches Rescript wegen der Protestanten in Ungarn - -	CCXCVI.	1892
- -	Articuli Statuum Regni Hungariæ in Conventu Generali Posoniensi conclusi & a Carolo VI. Imperatori confirmati - - -	CCXCVII.	1893
- -	Anderweites Kays. Rescript wegen der Protestanten in Ungarn - -	CCXCVIII.	1958
- -	Allianz zwischen dem Czaar und dem König in Persien in Petersburg geschlossen - - -	CCXCIX.	1959
- -	Schwedischer Reichs-Tags-Schluß	CCC.	1961
1724.	Extract der Defensiv-Allianz zwischen Schweden und Moscau, zu Stockholm - - - -	CCCI.	1971
- -	Sanction pragmatique touchant l'Ordre de succession & union indivisible de tous les Royaumes & Etats hereditaires de S. M. Imp. & Cathol. -	CCCII.	1976
1725.	Tractatus Pacis Cæsareo-Hispanicæ, Viennæ conclusæ - -	CCCIII.	1981
- -	Fœdus amicitiæ & defensivum inter Imperatorem & Regem Hispaniæ, Viennæ initum - - -	CCCIV.	1997

1725. Tra-

A. C.		Num.	Pag.
1725.	Tractatus Commercii inter Imperatorem & Regem Hispaniæ Viennæ conclusus - - - - -	CCCV.	2009
- -	Traité d'Alliance, conclu à Hannovre, entre Leurs Majestez de la Grande Bretagne & de France - -	CCCVI.	2012
1726.	Traité entre le Roi de la Grande Bretagne & le Prince de Hesse-Cassel	CCCVII.	2018
- -	Accessio S. Cæs. Maj. ad fœdus defensivum inter Suecicam & Czaaream Majestatem Holmiæ An. 1724. initum	CCCVIII.	2019
- -	Tractatus Pacis inter S. Cæsar. Maj. & Regnum Tripolitanum -	CCCIX.	2022
- -	Fœdus inter S. Cæsaream Maj. & Russicam Maj. Viennæ initum -	CCCX.	2025
- -	Article secret du Traité d'Alliance defensive conclu à S. Petersbourg entre l'Imperatrice de Russie & le Roi de Prusse - - - - - -	CCCXXXIII.	2150
- -	Acte d'Accession de L. H. P. au Traité d'Hannovre - - - - -	CCCXI.	2028
- -	Tractat zwischen den vereinigten Niederlanden und der Regierung zu Algier	CCCXII.	2034
- -	Traité apocrif de Wusterhausen entre l'Empereur & le Roi de Prusse -	CCCXIII.	2039
- -	Mayländische Capitulation mit den Graubündtern erneuert - -	CCCXIV.	2042
1727.	Articles conclus au nom de S. M. Imperiale & la Regence d'Alger par la Mediation de la Porte Ottomanne -	CCCXV.	2073
- -	Acte d'Accession & d'Admission de la Suede au Traité de Hannovre -	CCCXVI.	2077
- -	Traité d'Alliance entre les Rois de France, de la Grande Bretagne & du Danemarc - - - - -	CCCXVII.	2080
- -	Articuli Præliminares Pacis -	CCCXVIII.	2085
- -	Schwedischer Reichs-Tags-Schluß	CCCXIX.	2088
- -	Acte d'Alliance entre le Roi de la Grande Bretagne & le Duc de Brunschwick-Wolffenbuttel - - -	CCCXX.	2093
1728.	Articles preliminaires signez au Pardo	CCCXXI.	2096
- -	Reglement de Police du Congrès de Soissons - - - - -	CCCXXII.	2098
- -	Pragmatica pro observantia Bullarum Apostolicarum in regno Siciliæ	CCCXXIII.	2100
1729.	Traité de Paix entre la Russie & le Sultan de Perse Eschreff - -	CCCXXIV.	2117

1729. Arti-

A. C.		Num.	Pag.
1729.	Articles & Conditions de Paix entre le Roy de France & la Republique de Tunis - - - -	CCCXXV.	2119
- -	Declarations de Paix formelle entre le Roi de Pologne, comme Electeur de Saxe, & le Roi de Suede -	CCCXXVI.	2121
- -	Traité de Seville entre l'Espagne, la France & la Grande Bretagne -	CCCXXVII.	2124
- -	Acte d'Accession de L. H. P. au Traité de Seville - - - - -	CCCCXXIV.	2480
1730.	Octroy accordé à la Compagnie des Indes Occidentales par les Etats Generaux - - - - -	CCCCXV.	2482
1731.	Tractatus inter Imperatorem & Regem Magnæ Britanniæ, Viennæ conclusus	CCCCXVI.	2491
- -	Tractatus inter S. Cæsar. Catholicam, S. Regiam Catholicam, & S. Regiam Britannicam Majestates Viennæ conclusus - - -	CCCCXVII.	2501
- -	Decretum Cæsareum in causa exercitii Religionis Aug. Conf. addictorum subditorum in regno Hungariæ	CCCCXVIII.	2508

Zweytes Register,

Der merckwürdigsten Sachen, die in dem Corpore Jur. Gent. Acad. enthalten sind.

A.

Achischer Friede zwischen Spanien und Franckreich a. 1668. 932

Abzugs-Recht zwischen Dennemarck und den Hansee-Städten 312

= = zwischen Savoyen und Dauphiné 965

Acadia, wird von Franckreich an Groß-Britannien völlig überlassen a. 1713. 1333

Adel, Verordnung der Republic Genua wegen desselben 357

Africa, Schiffart und Handlung dahin, regulirt zwischen Spanien und Portugall 112. 119

= = zwischen Schweden und Dennemarck 733

= = zwischen Portugall und Holland 743

= = zwischen Dennemarck und Holland 872

= = zwischen Schweden und Holland 896. seq.

siehe auch *Guinea*; S. *Thomas*.

Aire, wird in dem Utrechtischen Frieden der Crone Franckreich gelassen 1393

Albinagii jus 265. 775. 1342. 1407. 1503. 2008

Albuquerque, an Spanien restituirt 1485. 1487

Alexandria, wird an Savoyen abgetreten a. 1703. 1169. 1384
und dem Hertzog zu Lehen gegeben a. 1708. 1227
Algier;
Verbindung gegen die See-Räuber allda, zwischen Engelland und der Ottomannischen Pforte a. 1675. 999
= = zwischen Franckreich und Marocco a. 1682. 1045
Tractat mit Franckreich wegen Bastion de France a. 1684. 1047
Friede mit Franckreich auf 100. Jahr a. 1689. 1087
Friede mit den vereinigten Niederlanden a. 1726. 2034
Tractat mit dem Kayser Carolo VI. a. 1727. 2073
Allianzen,
die so genannte grosse, zwischen dem Kayser Leopold, Engelland und Holland, wegen des Spanischen Kriegs a. 1701. 1153
zwischen dem Kayser und Groß-Britannien a. 1716. 1612
zwischen Franckreich, Groß-Britannien und Holland, vornehmlich den Prætendenten und Dünkirchen betreffend, a. 1717. 1624
zwischen dem Kayser, Franckreich und Groß-Britannien, zu Londen a. 1718. errichtet, insgemein Quadruple-Allianz genannt 1722
zu Wien, zwischen dem Kayser und Spanien a. 1725. 1997
= = Accessiones zu derselben 2025
zu Hannover, zwischen Franckreich und Groß-Britannien a. 1725. 2012
= = Accessiones zu derselben 2028. 2077
siehe auch Bündnisse.
Alsen, Insul, wird Dennemarck restituiret a. 1658. 669
Alt, Grentz-Fluß zwischen der Christlichen und Türckischen Wallachey 1696
Altonaischer Vergleich zwischen Dennemarck und Holstein a. 1689. 1081
Amazonen-Fluß in America, Portugall völlig zuständig 1364. sq.
Amnestiæ formulæ 88. 151. 169. 214. 286. 428. 436. 616. 653. 659. 686. 718. 725. 900. 930. 965. 972. 1025. 1028. 1115. 1249. 1313. 1363. 1367. 1381. 1388. 1395. 1420. 1469. 1483. 1543. 1726. 1795. 1815. 1818. 1837. 1849. 1986
Annapolis auf Acadia, der Crone Groß-Britannien zuständig 1333
Aperturæ jus; siehe Oeffnungs-Recht.
Appenzell, Canton, tritt in die Erb-Einigung mit Oesterreich a. 1511. 167
= = und in den Schweitzer Bund a. 1513. 2414
siehe auch Schweitz.
Apulia wird von Pabst Innocentio II. dem König Rogerio II. von Sicilien zu Lehen gegeben a. 1139. 1. sq.
Aragonien
wird dem Pabst als ein zinßbares Lehen offerirt a. 1204. 7 conf. 2156
der König Jacobus II. bekommt Sardinien und Corsica von dem Pabst zu Lehen a. 1297. 14
= = vergleicht sich mit dem König von Majorca a. 1327. 2171
König Franciscus I. renuncirt auf seinen Anspruch auf die davon dependirende Reiche in faveur Caroli V. a. 1544. 264
Araguari, Vestung in America, denen Portugiesen gehörig 1364
Arau, komt an Bern a. 1415. 2362
= = Frieden daselbst errichtet zwischen den Evangelischen und Catholischen Cantons a. 1712. 1289. 2449
Armentieres, komt an Franckreich a. 1668. 932
Arras, komt an Franckreich a. 1659. 692
Artois, wird mit aller Souverainetät Carolo V. überlassen a. 1529. 232

Artois, der gröste Theil davon komt an Franckreich, durch den Pyrenäischen Frieden a. 1659. 692
= = = und durch den Niemägischen a. 1679. 1019
Assiento Tractat, zwischen Spanien und Groß-Britannien, wegen der Handlung mit den Negern in Indien, a. 1713. 1295. 1421
= = zwischen Spanien und Portugall a. 1715. 1490
Assof, den Türcken von Rußland restituirt 1266
Asterabad, Persische Provintz an Rußland abgetreten a. 1723. 1960
= = wieder zurück gegeben a. 1729. 2118
Asti, komt an Savoyen a. 1311. 2166
Ath, komt an Franckreich a. 1668 932
= = wird Spanien restituirt a. 1679. 1017
Audenarde, komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird Spanien wieder gegeben a. 1679. 1017
= = = nochmahls a. 1697. 1116
Avesnes, komt an Franckreich a. 1659. 692
Avignon, komt durch Kauf an den Päbstlichen Stuhl a. 1358. 50
Azores, Inseln, Portugall gehörig 119

B.

Baden, Stadt und Graffschafft in der Schweitz, komt an die acht alten Orte a. 1450. 2376
= = und endlich an Zürch und Bern a. 1712. 2449
Bailleul, komt an Franckreich a. 1679. 1019
Bailo der Venetianer an der Ottomannischen Pforte. 1708
Baku Stadt am Caspischen Meer, an Rußland abgetreten 1960. 2118
Balance von *Europa* 1153. 1419. 1432. 1722. 1983. 2031. seq.
Baltische Meer, Schwedische Herrschafft darüber 513
Bapaume komt an Franckreich a. 1659. 692
Bar, Hertzogthum, wird von Franckreich eingezogen a. 1659. 701
= = = an den Hertzog von Lothringen mit gewissen conditionen wieder abgetreten a. 1660. 736
= = = iedoch als ein Lehen 738
= = Vergleich zwischen Franckreich und Lothringen, wegen der Souverainetæt desselben a. 1571. 2260
= = = und a. 1575. 2262
Barbarey, Corsaren allda, sollen Franckreich nicht anfechten 432
= = auch nicht Engelland 969
siehe *Algier. Tunis. Tripoli. Marocco.*
Barcelonette, Thal, wird von Savoyen an Franckreich abgetreten 1381
Bardonache, Thal, von Franckreich an Savoyen abgetreten 1381
Barriere der Niederlanden wird den Holländern versprochen in der grossen Allianz a. 1701. 1153. 1155
= = von Groß-Britannien insonderheit nochmals versichert a. 1713. 1287
= = besonderer Tractat deßwegen zwischen dem Kayser Carolo VI. und Holland, zu Antwerpen a. 1715. 1593
= = worinn die Plätze und Grentzen derselben benennt werden 1595
= = und enthalten ist, daß die Niederlande niemals an Franckreich kommen sollen 1594
= = Neue Convention deßwegen a. 1718. 1745
Basel tritt in den Schweitzer-Bund a. 1501. 2131
= = und in die Erb-Einung mit Oesterreich a. 1511. 167
la Bassée komt an Franckreich a. 1659 693
Bastion de France in der Barbarey, Vergleich deßwegen zwischen Franckreich und Algier a. 1684. 1047
Bavay komt an Franckreich a. 1679. 1019
Bayern, Churfürst, hat durch die Utrechtische Tractaten Luxenburg und Namur besitzen sollen, biß er

Sardinien und seine Erblande bekommen hätte 1390. sq.
Belgrad, komt unter die Bothmäßigkeit des Röm. Kaysers Caroli VI. 1697
Bellinzona, Grafschafft, Vertrag wegen derselben zwischen Franckreich und der Schweitz a. 1503. 159
Bergen op Zoom, den Holländern übergeben a. 1648. 616
Bern, Canton, tritt in Bund mit Uri, Schwitz, und Unterwalden a. 1353. 46
= = besonderer Bund mit Zürch a. 1423. 2370
= = Bündniß mit Neufchatel a. 1406. 2351. 2358. conf. p. 1216
= = Bündniß mit Holland a. 1712. 1272
= = mit Venedig a. 1706. 1184
siehe auch Schweitz.
Besançon komt an Franckreich a. 1679. 1019
Bethune komt an Franckreich a. 1659. 692
= = bleibt bey demselben a. 1713. 1393
Beute, Verordnung deßwegen unter den Schweitzer = Cantons a. 1393. 63
und a. 1481. 123
Bibel, Erlaubniß, solche mit sich führen zu dörffen 748
Biel, Bund dieser Stadt mit Solothurn a. 1382. 2348
= = = mit dem Canton Freyburg a. 1496. 2392
Binch komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird Spanien wieder gegeben a. 1679. 1017
Bleckingen von Dennemarck an den Schweden abgetreten a. 1658. 667
= = = und a. 1660. 729
Böhmen acquirirt Schlesien a. 1335. 2177
Bois le Duc den Holländern überlassen a. 1648. 616
Bonn, Holländische Besatzung allda 1397. 1650
Borkeloo, Vertrag deßwegen zwischen Holland und Münster a. 1666. 874
Bornholm an Schweden abgetreten a. 1658. 667
= = = und a. 1660. 729
Bouchain komt an Franckreich a. 1679. 1019
Boulonnois bleibt in dem Frieden zu Cambrai a. 1529. bey Franckreich 234
Bourbourg komt an Franckreich a. 1659. 693
Brandenburg;
= = erhält das Hertzogthum Preussen mit aller Souverainetät a. 1657. 654
= = nimt deßwegen den Königlichen Titul an a. 1700. 1142
= = nimt Bütau und Lauenburg von Polen zu Lehen a. 1657. 664. sq.
= = Pacta wegen Drahem 663
= = = wegen Elbingen 666. 1137
siehe auch Preussen.
Brasilien, den Holländern von Spanien gelassen a. 1648. 617
= = Schiffart und Handlung dahin regulirt zwischen Portugall und Holland a. 1661. 742. sq.
= = = ferner a. 1669. 941
= = Holtz, Handel mit demselben den Holländern eingeschrenckt 743
Braunschweig = Lüneburg; siehe Hannover.
= = Wolffenbüttel; siehe Wolffenbüttel.
Breda, den Holländern abgetreten a. 1648. 616
= = Friede allda zwischen Engelland und Holland a. 1667. 899
= = Commercien = Tractat allda zwischen denselben e. a. 911
= = = zwischen Engelland und Dennemarck e. a. 920
Bremen, des Stiffts Jura in Ditmarschen und Delmenhorst, werden Dennemarck überlassen a. 1658. 669

und

= = = und a. 1660. 733
= = das Hertzogthum wird nebst Vehrden von Schweden an den Churfürsten von Hannover abgetreten a. 1719. 1796
Bresse und Zugehör, werden von Savoyen an Franckreich überlassen 419
Bretagne, Privilegia und Rechte, so König Ludovicus XII. von Franckreich diesem Hertzogthum bestätiget a. 1499. 155
Brömseböischer Friede zwischen Schweden und Dennemarck a. 1645. 540
Bündnisse;
= = einer gemeinsamen Vertheydigung 21. 22. 41. 46. 110. seq. 121. 133. 148. 163. 171. 203. 208. 243. 288. 307. 308. 391. 461. 489. 495. 512. 515. 517. 637. seq. 654. 686. 727. 787. 789. 953. 1013. 1015. 1025. 1068. sq. 1085. 1185. 1273. 1728. sq. 1802. 1971.
siehe auch *Alliantzen*; *Garantie*.
= = den Feinden nicht beyzustehen 903 953
siehe auch *Contrebanden*.
= = einander nicht zu beleidigen 225. 229. 287. 436. 876. 900. 952
= = die vorfallende Streitigkeiten durch Schiedsleute auszumachen 241. 348. 642. seq. 647. 1192
= = wegen der Handlung; siehe Handlung.
= = wegen der Religion 406. 486. 498. 529. 647 748. 1188
= = wegen Uberlassung Kriegs-Völcker 208. 307. 495. 638. 790. 1186. 1274. 1277. 1498. sq. 2018. 2082.
= = wegen jährlicher Subsidien 168. 205. 210
= = Offensive, 1153. 1171
= = zu machen eingeschrenckt 309. 740
Bunds-Verwandte, wie sich gegen solche im Fall des Kriegs von zwey friedsamen Theilen zu verhalten? 685
Burgund, Graffschafft, steht in Verbindung mit den Schweitzern 164. 500
= = wird von Spanien an Franckreich abgetreten a. 1679. 1019
= = Hertzogthum; Carolus V. begiebt sich einiger massen seines Anspruchs darauf a. 1529. 230
Bütau; siehe Lauenburg.
Butrinto, Vestung an dem Archipelago, den Venetianern gehörig 1705
Bydgostische Pacta zwischen Polen und Brandenburg a. 1657. 662

C.

Cabo Verde, Inseln, der Crone Portugall gehörig 119
Camau oder Massapa, Vestung in America, den Portugiesen gehörig 1364
Cambrai mit Cambresis komt an Franckreich a. 1679. 1019
= = Friede daselbst errichtet zwischen Spanien und Franckreich a. 1529. 231
= = = deßgleichen zu Chateau Cambresis a. 1559. 311
Caminieck, Vestung, an Polen abgetreten a. 1699. 1134
Canada zwischen Gros-Britannien und Franckreich getheilt 1334
Cananor in Ost-Indien, cedirt Portugall an Holland a. 1669. 936
*Canari*sche Inseln werden der Crone Castilien überlassen a. 1481. 119
Cap Breton, Insul in America der Crone Franckreich zugehörig 1333
Cap du Nord in America, von Franckreich an Portugall abgetreten 1364
Capereyen, Vergleiche deßwegen 141. 287. seq. 437. 520. 750. 774. 906. 948. 980. 1040. 1343. 1348. 1404. 1411. 1471. 1700. 1838. 2001
Capua wird von dem Pabst Innocentio II. dem König in Sicilien Rogerio

rio II. zu Lehen gegeben a. 1139. 1. seq.
Carelen, ein Theil davon komt an Rußland a. 1721. 1850. 1852
D. Carlos; Spanischer Printz; s. Florentz; *Parma.*
Carlowitzischer Friede zwischen dem Römischen Kayser und der Ottomannischen Pforte a. 1699. 1129
= = zwischen Venedig und der Pforte e. a. 1131
= = zwischen Polen und der Pforte 1133
Caspische Meer, Rußische Conqueten an demselben 1960. 2118
Cassel in den Niederlanden, komt an Franckreich a. 1679. 1019
Castilien überläst die Africanische Conqueten an Portugall, und behält die Canarische Inseln a. 1481. 119
Catalonien, bleibt im Pyrenäischen Frieden a. 1659. bey Spanien 696
= = Bestätigung der Freyheiten dieses Landes 699. 1424
= = wird Spanien nochmal restituirt a. 1697. 1115
Causinan komt an Franckreich a. 1660. 736
Cerdagne komt zum Theil an Franckreich in dem Pyrenäischen Frieden a. 1659. 696
= = Abtheilung dieser Landschafft 712. sq.
Cerigo, Inseln, Venedig zuständig 1705
Chambre mi-partie in den Niederlanden eingeführt a. 1648. 620
NB. ist nachmals wieder aufgehoben worden.
Charlemont, Vergleich deßwegen zwischen Spanien und Franckreich a. 1679. 1021
= = = und a. 1697. 1117
Charleroy, komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird Spanien wieder gegeben a. 1679. 1017
= = = = und a. 1697. 1116
Chateau Dauphin komt an Savoyen 1381
Chatelraut, der Famille von Hamilton Anspruch darauf 1335
Chavaney in Luxenburg, komt an Franckreich a. 1659. 693
Chierasco, Tractat allda geschlossen, die Abtretung eines Theils von Montferrat an Savoyen betreffend, a. 1631. 470
Chur, Bistum, dessen Streit mit Tyrol, entschieden a. 1499. 150
= = Bündniß der Stadt und der Gottes-Haus-Leute mit den sieben alten Orten der Schweitz a. 1498. 2395
= = Ewige Erb-Einung mit Oesterreich a. 1518. 202
Cielut, Vestung in Dalmatien an Venedig abgetreten a. 1699. 1131
Circaski, Rußische Vestung an den Türckischen Grentzen 1266
Clermont, Graffschafft, komt an Franckreich a. 1659. 701
Cnin, Vestung in Dalmatien an Venedig abgetreten a. 1699. 1131
Cochin in Ost-Indien, von Portugall an Holland abgetreten a. 1669. 936
Cölln, Vergleich des Churfürsten mit Holland, wegen Lüttich, Huy und Bonn a. 1717. 1649
Comacchio wird als eine Pertinenz der Graffschafft Rovigo von dem Kayser Friderico III. dem Hertzog von Modena zu Lehen gegeben a. 1452. 71
Commercien, siehe Handlung.
Commines zu den Oesterreichischen Niederlanden gehörig 1393
Concordia, Marquisat, wird dem Hertzog von Modena verkaufft a. 1710. 1231
= = und derselbe damit belehnt 1234
Condé, komt von Spanien an Franckreich a. 1679. 1017
Confiscationes der Güter, Vergleiche deßwegen 214. 620. sq. 700. 719. 931. 1335. 1385. 1389. 1470. 1488

Constans komt an Franckreich a. 1659. 696
Consules der Handelschafft wegen 429. seq 526. 577. 598. 605. 750. 764. 776. 886. 956. 963. 989. 1010. 1041. 1045. 1052. 1059. 1065. 1099. 1474. 1708. 1717. 2036. 2075
Contrabande-Waaren 116. 143. 437. 513. 527. 574. 606. sq. 632. sq. 688. 690. 747. 751. 757. 772. 880. 886. 891. 903. 913. 946. 957. 962. 977. 1036. 1344. 1408. 1411. 2002
Coppenhagischer Friede zwischen Dennemarck und Holstein a. 1658. 672
= = zwischen Dennemarck und Schweden a. 1660. 729
Corallen-Fang, wird Franckreich auf den Küsten der Barbarey zugestanden a. 1604. 432
Corsaren; siehe Barbarey; *Algier; Tunis; Tripoli; Marocco, &c.*
Corsica komt als ein Päbstliches Lehen an Aragonien a. 1297. 14
= = Bestellung des Gouvernements dieser Insul 369
Cosacken, Tractat ihrentwegen zwischen Rußland und den Türcken 1265. sq.
Courtrai komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird an Spanien zurück gegeben a. 1679. 1017
= = = und nochmahl a. 1697. 1116
Crespy Friede allda gemacht a. 1544. 264
Croatien, wird mit Dalmatien zum Königreich erhoben, und dem Päbstlichen Stuhl zinßbar a. 1076. 2151
= = Abtheilung in das Ungarische und Türckische 1697
Cronen, drey, im Dänischen und Schwedischen Wappen, Vergleich deßwegen a. 1570. 347
Cruitsand, Insel, an Schweden überlassen a. 1679. 1026
Culmische *District* komt an den teutschen Orden a. 1230. 2162
Curland wird als ein Hertzogthum dem Ordens-Meister in Liefland, Gotthard Kettler, von König Sigismundo II. in Polen zu Lehen gegeben a. 1561. 317
= = und dem Königreich Polen und Groß-Hertzogthum Litthauen incorporirt a. 1569. 2258
= = Hertzog Gotthards Confirmation der Privilegien der Curländischen Ritterschafft a. 1567. 337
= = Regiments-Formul a. 1631. 471
= = Commercien-Tractat mit Franckreich a. 1643. 530
= = wird durch den Olivischen Frieden in den vorigen Stand und Dependenz von Polen hergestellt 721
Cypern, die Succession dieses Königreichs wird dem Hause Savoyen von der Königin Charlotta versichert a. 1462. 83
= = und das Königreich, so die Venetianer erobert, dem Hertzog Carolo I. von Savoyen geschencket a. 1485. 124
Czaar; siehe Rußland.

D.

Dagoe, Insul, komt an Rußland 1850
Dalmatien wird ein Königreich und dem Römischen Stuhl zinßbar a. 1076. 2151
Damm in Pommern, an Brandenburg abgetreten 1823
Damvillers komt an Franckreich a. 1659. 693
Dantzig;
= = Handlungs-Tractat mit Schweden a. 1630. 466. conf. p. 722
= = wird dem Bündniß zwischen Schweden und Holland a. 1656. eingeschlossen 649
= = Handlungs-Tractat mit Holland a. 1656. 650
= = Handlungs-Privilegium von dem König Carolo II. in Engelland ertheilt a. 1611. 2301

Dantzig;
= = Convention mit dem Czaar a. 1717. 1651
Dauphiné wird von dem letzten Dauphin, Humberto, dem Frantzösischen Printzen Philippo übergeben a. 1343. 24
= = Titul und Wappen dieses Lands 27
= = soll niemahls mit dem Königreich Franckreich vereiniget werden 27
= = Grentzen zwischen Savoyen 968
Delmenhorst; Schweden renuncirt den Ansprüchen darauf wegen Bremen a. 1658. 669
= = und a. 1660. 733
Demolitiones; siehe *Fortifici*rung.
Dendermonde hat Oesterreichische und Holländische Besatzung 1595. 1608
Dennemarck;
= = Lex Regia, oder Grund-Gesetze wegen der Souverainetät und Erblichkeit der Crone a. 1665. 858
= = Union mit Schleßwig-Holstein a. 1533. 240
= = Extension derselben a. 1623. 460
= = weiterer Vergleich deßwegen a. 1700. 1143
= = Coppenhagischer Friede mit dem Hertzog von Holstein, wordurch demselben die Souverainetät über Schleßwig, das Amt Schwabstätt und anderes übergeben worden a. 1658. 672
= = förmliches Diploma wegen der Souverainetät von Schleßwig a. 1658. 676
= = Glückstädtischer Recess mit Holstein a. 1667. 923
= = Vergleich mit Holstein zu Altona a. 1689. 1081
= = Friede zu Travendal a. 1700. 1142
= = Neben-Vergleich zu Hamburg a. 1701. 1152
= = weiterer Vergleich zu Hamburg, zu Erleuterung des Travendalischen Friedens a. 1711. 1237
= = fernerer Erleuterungs-Recess zu Rendsburg a. 1712. 1267
= = Friede mit Schweden de An. 1570. wegen der drey Cronen in dem Wappen, und der beyderseitigen Cron-Prætensionen 347
= = Friede zu Brömsebroe mit Schweden, a. 1545. wegen des Zolls und der Schiffart im Sund, Seegelstreichen, und Abtretung von Jempterland, Wisby, Oesel, rc. 540
= = Rothschildischer Friede mit Schweden, wordurch an dasselbe Halland, Schonen, Bleckingen, Bormholm, und einige Güter auf Rügen abgetreten worden a. 1658. 667
= = förmliches Cessions-Instrument wegen Schonen 670
= = Coppenhagischer Friede mit Schweden, wordurch Drontheim wieder an Dennemarck gekommen a. 1660. 729
= = Friede zu Lunden mit Schweden a. 1679. 1025
= = Friede mit Schweden a. 1720. wordurch unter andern der Zoll im Sund wieder eingeführet worden 1836
= = Königs Christiani III. Tractat mit Carolo V. als Herrn der Niederlande, die Handlung betreffend a. 1544. 257
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit den vereinigten Niederlanden a. 1645. 536
= = Handlungs-Tractat mit den vereinigten Niederlanden, absonderlich wegen des Holtz-Handels und Zolls in Norwegen, und wegen der Passage durch den Sund a. 1647. 555
= = = erneuert a. 1658. 679
= = = deßgleichen a. 1666. 868

Den-

Dennemarck;
= = Commercien-Tractat mit den vereinigten Niederlanden wegen Africa und West-Indien a. 1666. 872
= = Præliminar-Tractat mit den vereinigten Niederlanden a. 1688. 1076
= = Vergleich mit den Hansee-Städten de An. 1560. 312
= = Tractat mit Engelland, absonderlich wegen der Fahrt durch den Sund, zu Breda a. 1667. 921
= = und wegen der Orcadischen Insuln 922
= = Allianz mit Groß-Britannien und Franckreich a. 1727. worin absonderlich wegen Schleßwig gehandelt wird 2080
= = Commercien-Tractat mit Franckreich a. 1662. 765
= = Friede mit Franckreich zu Fontainebleau a. 1679. 1023
= = Garantie des Königs in Franckreich, wegen Schleßwig a. 1720. 2139
= = Commercien-Tractat mit Spanien a. 1641. 518
Derbent, Stadt am Caspischen Meer, von Persien an Rußland abgetreten 1960. 2118
Detractionis jus; s. Abzugs-Recht.
Dinant komt an Franckreich a. 1679. 1021
= = wird dem Bischoff zu Lüttich restituirt a. 1697. 1122
Ditmarschen; Schweden renunciret seinen Ansprüchen, so es wegen Bremen darauf gehabt a. 1658. 669
= = deßgleichen a. 1660. 733
Dixmuyden zu den Oesterreichischen Niederlanden gehörig 1393
Dobiza in Croatien, dem Römischen Kayser Carolo VI. von den Türcken abgetreten 1697
Doctores Juris & Medicinæ: Verordnung ihrentwegen zu Genua 377
Douay, alte Frantzösische Prætension darauf, wird aufgehoben a. 1529. 232
= = komt an Franckreich a. 1668. 932
Drahem, Starostey, an Brandenburg versetzt a. 1657. 663
Drontheim, wird von Schweden an Dennemarck zurück gegeben a. 1660. 733
Dulcigno, Seeräuberey allda eingestellt 1700. 1708.
Dun in der Grafschafft Clermont, komt an Franckreich a. 1659. 701
Dünkirchen soll rasirt werden, samt dem Hafen 1351
= = weiterer Vergleich deßwegen 1626

E

Ehe-Gerichte in Turgow, von Catholischen und Evangelischen besetzt 487
Elbingen an Brandenburg versetzt, pactum wegen dessen Wiederabtretung a. 1657. 666
= = weiterer Tractat zwischen Polen und Brandenburg a. 1699. 1137
Elva, Insul, soll an Florentz kommen 1985
Engelland;
= = conquetirt das Königreich Irrland, und wird nebst demselben dem Päbstlichen Stuhl zinßbar 2155. 2157. 2158. 2159. 2160
= = Altes Grund-Gesetze dieses Königreichs, Charta magna genannt a. 1215. 8
= = worinn unter andern auch enthalten, daß die Englische Kirche frey ist, in Ansehen der Bischoffs-Wahlen 8
= = der König Henricus VIII. erhält von dem Pabst Leone X. den Titul: Defensor fidei 2243. 2246
= = Parlaments-Acte, wordurch die Succession der Crone auf die Prin-

Engelland;
cessin Sophia von Hannover limitirt und alle Catholische davon ausgeschlossen werden a. 1702. 1157
= = deßgleichen, daß ein König sich zur Englischen Kirche bekennen, die Nation sich in die Kriege wegen seiner auswärtigen Länder nicht mischen dörffe, und noch mehrers 1160
= = weitere Verordnung wegen der Succession und anderer Puncten a. 1705. 1174
= = Union mit Schottland unter dem Nahmen Groß = Britannien a. 1706. 1193
= = dahin auch die Protestantische Succession extendirt wird 1194. 1203
= = Friedens = Tractat mit Franckreich, a. 1527. wordurch sich König Henricus VIII. einiger massen des Anspruchs auf Franckreich vor ewig begibt 225
= = = gegen jährliche Bezahlung von 46000. Cronen 227
= = = und vor 15000. Cronen Saltz 228
= = welche Bezahlung nochmal verglichen wird a. 1546. 281
= = durch den Frieden a. 1559. werden einige Streitigkeiten mit Franckreich in suspenso gelassen 311. 329
= = muste vormals unter Französischen Flaggen nach der Türckey handeln 430
= = Friedens= und Commercien-Tractat mit Ertz = Hertzog Philippo als Herrn der Niederlande a. 1495. 133
= = Königs Jacobi I. Tractat mit Philippo III. König in Spanien und Ertz = Hertzog Alberto und Isabella in den Niederlanden a. 1604. 436. 466
= = Friede mit den vereinigten Niederlanden zu Breda a. 1667. 899
= = Commercien = Tractat mit denselben eben allda 911
Engelland;
= = Friede mit eben denselben zu Westmünster a. 1674. 971
= = Commercien = Tractat mit den Vereinigten Niederlanden a. 1674. 976
= = insonderheit zwischen den beyden Orientalischen Compagnien 984. conf. 2278
= = Erleuterung einiger Articul in den See-Tractaten mit den Vereinigten Niederlanden a. 1675. 1008
= = Bündniß mit den Vereinigten Niederlanden a. 1678. 1013
= = = und a. 1689. 1083
= = Grosse Allianz mit dem Kayser und Holland a. 1701. 1153
= = Commercien = Tractat und Verbindung mit Spanien a. 1667. 876
= = Tractat mit Spanien wegen der Handlung und Schiffart in America a. 1670. 964
= = Commercien = Tractat mit Portugall a. 1642. 524
= = Friede mit Dennemarck zu Breda a. 1667. 920
= = absonderlich wegen der Fahrt und des Zolls im Sund 921
= = und wegen der Orcadischen Inseln 922
= = Commercien = Tractat mit Dennemarck a. 1670. 952
= = Tractat mit Schweden a. 1661. 753
= = Commercien = Tractat mit demselben e. a. 2302
= = und a. 1666. 2328
= = Commercien = Tractat mit Savoyen a. 1669. 944
= = nimmt sich der Waldenser daselbst an a. 1690. 1093
= = Tractat mit der Ottomannischen Pforte; vornehmlich der Commercien wegen, a. 1675. 986
= = desgleichen wegen der Holländischen Handlung nach der Türckey unter Englischen Flaggen 993
= = und wegen der See = Räuber zu Algier und Tunis 999
auch

Engelland;
= = auch wegen der Zölle ibid. & seqq.
= = Friede mit Tripoli a. 1676. 1009
Das übrige suche unter Groß-Britannien.
Erblichkeit der Regierung einem Staat vorträglich 213. 221. 858
Erde-Zinß 312
Este, Borsus, Marchio, wird vom Kayser Friderico III. zum Hertzog von Modena und Reggio und Grafen von Rovigo gemacht a. 1452. 66
siehe *Modena*.
Esthland komt an Schweden durch den Olivischen Frieden a. 1660. 719
= = an Rußland durch den Nystädtischen Frieden a. 1721. 1850
Exilles, Vestung, komt an Savoyen 1381
Eyd; siehe *Juramentum*.

F.

Fahne, Verordnung der Schweitzer, bey derselben zu bleiben a. 1393. 62
Falckenberg, siehe Fauquemont.
Fanal in dem Sund 730
Farnese, Petrus Aloysius, nimt Parma und Piacenza von dem Pabst Paulo III. zu Lehen a. 1545. 265
= = Octavius, wird mit Piacenza belehnt von dem König Philippo II. in Spanien a. 1556. 297
siehe *Parma*.
Fauquemont, den Holländern überlassen a. 1648. 616
= = von Franckreich restituirt a. 1678. 1015
Femern, Insul, Holsteinischer Anspruch darauf 1082
Fenestelles, Vestung, komt an Savoyen 1381
Ferrara, Hertzogthum, ergiebt sich dem Pabst a. 1598. 416
Fez, Königreich in Africa, ehemals dem Königreich Portugall zuständig 120
Final an Genua verkaufft 1984. 1993
Fischerey, zwischen Engelland und Schottland 1196
= = zwischen Engelland und denen Niederlanden frey 140
= = zwischen Schottland und den Niederlanden 256. 289
= = auf Terreneuf 1333
Flandern, komt mit aller Souverainetät an Carolum V. a. 1529. 231
= = ein Theil davon komt an Franckreich durch den Pyrenäischen Frieden a 1659. 692
= = und durch den Aachischen a. 1668. 932
= = wie auch durch den Niemägischen a. 1679. 1019
= = Grentzen zwischen dem Oesterreichischen und Holländischen 1599
Florentz, eine dem Kayser und Reich unterworffene Republic, wird der Herrschafft der Mediceischen Famille von Carolo V übergeben a. 1530. 237
= = Cosmus I. wird von dem König in Spanien Philippo II. mit Siena belehnt a. 1551. 302
= = und durch ein genaues Bündniß mit dieser Crone verknüpfft 307
= = erhält den Titul: Groß-Hertzog, von dem Pabst Pio V. a. 1569. 343
= = und sein Nachfolger Franciscus von dem Kayser Maximiliano II. a. 1576. 349
= = Cosmus III. erhält von Kayser Leopoldo die Königliche Prærogativen a. 1691. 1094
= = und von Carolo III. König in Spanien die Belehnung mit Siena a. 1712. 1255
= = die Succession nach Abgang des Hauses Medicis wird dem Spanischen Printzen D. Carlos versichert 1724. 1984. 2127. & 2491. 2501
Fontainebleau, Friede allda geschlossen zwischen Franckreich und Denemarck a. 1679. 1023
Fortificirung der Plätze, Dispositiones deßwegen, 626. sq. 1082. 1110 1145. 1266. 1285. 1384. 1607. 1844.

Fons-

Foussigny, siehe Genff.
Franche Comté, siehe Burgund, Grafschafft.
Franckreich.
= = Königs Caroli V. Edict wegen der Vormundschafft und Majorennität der Königlichen Printzen a. 1374. 58
= = der König Philippus bringt Dauphiné an sich a. 1343. 24
= = dem Könige Ludovico XI. wird die Grafschafft Provence vermacht a. 1481. 2216
= = deren Privilegia König Franciscus I. bestättigt a. 1515. 2240
= = König Ludovicus XII. bestättigt die Rechte und Freyheiten des Hertzogthums Bretagne a. 1499. 155
= = König Franciscus I. macht mit dem Pabst die Concordata wegen geistlicher Beneficien und Rechte a. 1517. 178
= = Friede mit dem Kayser Carolo V. zu Madrid, a. 1527. wordurch Franckreich auf Neapel, Meyland Genua, Asti ꝛc. renuncirt 224
= = Friede zu Cambray, wordurch Franckreich den Besitz von dem Hertzogthum Burgund, it. Boulonnois erhält, und dagegen auf Flandern, Artois &c. renunciret; a. 1529. 230. seq.
= = Friede zu Crespy, wordurch Franckreich auf Aragonien und Neapel renunciret a. 1544. 264
= = Friede mit Spanien zu Vervins, wordurch einige Streitigkeiten unausgemacht gelassen werden a. 1598. 417
= = Pyrenäischer Friede mit Spanien, wordurch viele Plätze in den Niederlanden, Roussillon, ein Theil von Cerdagne, und von Lothringen an Franckreich komt a. 1659. 683
= = Aachischer Friede, wordurch Franckreich noch mehr Plätze in den Niederlanden erwirbt a. 1668. 932
Franckreich;
= = Niemägischer Friede, wordurch die Grafschafft Burgund und verschiedene Plätze in den Niederlanden an Franckreich kommen a. 1679. 1017
= = Ryßwickischer Friede, wordurch einige Niederländische Plätze an Spanien zurück gegeben werden a. 1697. 1113
= = wird durch die Succession des Hertzogs von Anjou in Spanien zu übermächtig in Europa 1153
= = deßwegen geschlossene grosse Allianz a. 1701. ibid.
= = und weitere Tractaten und Renunciationes; 1319. 1331. 1398. 1722. 1983
= = Præcedentz-Streit mit Spanien 433. 760
= = Ewiger Friede mit Engelland, wordurch Franckreich von denen Englischen Ansprüchen an die Crone versichert wird a. 1527. 225
= = = gegen gewisse Summen Geldes und Quantität von Saltz 227. 281
= = Frieden zu Chateau Cambresis a. 1559. und zu Troyes a. 1564. wordurch die Streitigkeiten mit Engelland in suspenso gelassen werden 311. 329
= = Friede mit Groß-Britannien zu Utrecht, a. 1713. wordurch unter andern die Frantzösische Printzen auf Spanien, und der König Philippus V. in Spanien auf Franckreich renunciren, und die Vereinigung beyder Cronen auf ewig aufgehoben wird 1312
= = Commercien-Tractat mit Groß-Britannien zu Utrecht a. 1713. 1336
= = Alliantz mit Groß-Britannien und den vereinigten Niederlanden, insonderheit wegen Dünkirchen a. 1717. 1624
= = Quadruple-Alliantz mit dem Kayser und Groß-Britannien, wor-

Franckreich;
worduch die Renunciationes zwischen Franckreich und Spanien nochmal bestättigt, und eine mutuelle Garantie übernommen wird a. 1718. 1722
= = Alliantz mit Groß-Britannien und Spanien a. 1721. 2144
= = Alliantz zu Hannover mit Groß-Britannien a. 1725. 2012
= = worzu hernach beygetreten die vereinigte Niederlande 2028
= = = und Schweden 2077
= = Alliantz mit Groß-Britannien und Dennemarck a. 1727. 2080
= = Tractat zu Sevilien, mit Groß-Britannien und Spanien, wegen Uberbringung des Spanischen Printzen Carlos nach Florentz 2124
= = Niemägischer Friede mit den vereinigten Niederlanden a. 1678. 1015
= = Utrechtischer mit eben denselben a. 1713. 1386
= = Commercien-Tractat mit denselben zu Utrecht a. 1713. 1403
= = Utrechtischer Friede mit Portugall a. 1713. 1362
= = mit Preussen e. a. 1366
= = Tauschhandlung mit Savoyen wegen Saluzzo und la Bresse &c. a. 1601. 418
= = Grentz-Scheidung mit demselben a. 1672. 968
= = Friede mit Savoyen a. 1696. wordurch Pignerol an dasselbe restituiret wird 1109
= = Friede zu Utrecht a. 1713. 1379
= = Vergleich mit Lothringen wegen der Souverainetät des Hertzogthums Bar a. 1571. 2260
= = = und a. 1575. 2262
= = Tractat zu Paris a. 1661. wordurch das Hertzogthum Bar mit gewissen Conditionen wieder an Lothringen versprochen wird 734
= = Abermaliger Vergleich zu Paris a. 1718. wegen des Æquivalents vor das Amt Longwy 1655
= = Vertrag mit den Schweitzern wegen Bellinzona a. 1503. 159
= = Ewiger Friede mit den Schweitzern und Graubündten a. 1516. 168
= = ferneres Bündniß mit denselben a. 1521. 206
= = Bündniß a. 1663. 788
= = Erneuerung der Alliantz mit den Catholischen Cantons a. 1715. 1496
= = Tractat mit *Geneve*, wordurch unter andern dieser Stadt Ternis und Foussigny überlassen wird a. 1589. 409
= = König Ludovicus XIII. nimt den Printzen von *Monaco* in Schutz a. 1641. 521
= = Commercien-Tractat mit Dennemarck a. 1662. 765
= = Friede mit Dennemarck zu Fontainebleau a. 1679. 1023
= = Bündniß mit Schweden a. 1663 787
= = Garantie des Olivischen Friedens 795
= = Handlungs-Tractat mit Curland a. 1643. 530
= = Commercien-Tractat mit den Hanseestädten a. 1716. 1615
= = Tractat mit dem Türckischen Kayser Achmet a. 1604. 429
= = Friede mit *Marocco* a. 1682. 1043
= = Tractat mit *Algier* wegen Bastion de France a. 1684. 1047
= = Friede mit demselben auf 100. Jahr a. 1689. 1087
= = Friede mit *Tunis* auf 100. Jahr a. 1685. 1062
= = = erneuert a. 1729. 2119
= = Friede mit *Tripoli* a. 1685. 1056
Frauenfeld, Bericht zwischen S. Gallen und den 10. Orten der Eydgenossenschafft, wegen der Landgerichte allda a. 1500. 2400

Frey-

Freyburg, Canton, tritt in den Schweitzer-Bund a. 1481. 2387
= = und in die Oesterreichische Erb-Einung a. 1511. 167
= = besonderer Bund mit Biel, a. 1491. 2392
siehe Schweitz.
Freye Hafen 947. 952
Friedens = und Freundschaffts = Bestättigungen 88. 196. 206. 225. 524. 537. 636. 684. 718. 723. 724. 754. 876. 972. 1115. 1313. 1363. 1367. 1381. 1388. 1469. 1483. 1795. 1814. 1837. 1849
= = wird zum ewigen Gesetz gemacht a. 1527. 229.
= = soll aufrecht bleiben, wann gleich von Unterthanen dagegen gehandelt wird 289. 529. 749. 759. 776. 931
= = Congress zu Cambray 2087
= = = zu Soissons 2089
Funt-Zoll; siehe Pfund-Zoll.
Furnes komt an Franckreich a. 1668. 932
= = Vergleich wegen der Schleussen dortherum 1019
= = wird von Franckreich an das Haus Oesterreich abgetreten a. 1713. 1393
= = und zur Niederländischen Barriere gezogen 1595

G

GArantie der Friedens-Schlüsse und dardurch besitzenden Herrschafften 727. seq. 787. 1013. 1085. 1293. 1370. 1613. 1628. seqq. 1726. 1728. 1729. seqq. 1759. seqq. 1803. 1971. 1999. 2013. 2020. 2026. 2039. 2079
siehe auch Bündnisse gemeinsamer Vertheidigung.
Geldern, Ober-Quartier, Vergleich deßwegen zwischen Spanien und Holland a. 1648. 616. 626
= = wird an den König in Preussen abgetreten in dem Utrechtischen Frieden a. 1713. 1368. 1377. conf. 1389
Genff; Vergleich dieser Stadt mit Franckreich a. 1589. wordurch derselben die Landschafft Ternis und Foussigny überlassen werden 409
= = Friedens-Schluß mit dem Hertzog Carl Emanuel von Savoyen a. 1603. 425
Gent, wird Spanien restituirt a. 1679 1017
Genua wird mit verschiedenen Lehen von dem Kayser Maximiliano I. beschenckt a. 1513. 2238
= = Franckreich renunciret seinem Recht auf diesen Staat a. 1527. 224
= = Neue Einrichtung und Regiments-Form dieser Republic a. 1576. 353
= = erhält das Lehen Zuccarello a. 1631. 479
= = Grentzscheidung von Savoyen a. 1673. 970
Gesammte Hand unter der Ritterschafft in Liffland üblich 324. 337
Gesandten, Quartiers-Freyheit derselben in Rom 1069
= = Freyheit und Ceremoniel, zwischen dem Röm. Kayserlichen und Türckischen Hofe verglichen 1701 seq.
= = deßgleichen zwischen Venedig und den Türcken 1708
= = Defrayirung derselben zwischen Schweden und Rußland abgestellt 1858
= = Ceremoniel auf den Friedens-Congress zu Cambrai 2087
= = = und Policey-Reglement auf dem Congress zu Soissons 2098
= = Englische Parlaments-Acte wegen derselben Freyheiten de a. 1709 2466
Gibraltar von Spanien an Groß-Britannien cedirt a. 1713. 1422. sq.
= = Blocade davor aufgehoben 2097
Gilan Persische Provintz am Caspischen Meer an Rußland abgetreten 1960

Glaris, Canton, tritt in Bund mit andern Eydgenossen in der Schweitz a. 1352. 2335
siehe Schweitz.
Glückstädtischer Zoll 539. 542. 769. 959
= = Recess zwischen Dennemarck und Holstein a. 1667. 923
Görtz, Abtey, komt an Franckreich a. 1661. 737
Gollnau in Pommern, an Brandenburg abgetreten 1823
Gottes-Gabe wird von Dennemarck an Holstein-Gottorp restituirt a. 1689. 1082
Graubündten, verbindet sich mit den sieben Schweitzer Cantons a. 1497. 148
= = Ewiger Friede mit Franckreich a. 1516. 168
= = Bündniß mit Franckreich a. 1521. 206
= Erb-Einung mit Oesterreich a. 1518. 202
= = Capitulat. mit Mayland a. 1639. und 1726. 2042. 2059
Grave, Stadt den Holländern überlassen a. 1648. 616. 625
Gravelines komt an Franckreich a. 1659 693
Groß-Britannien wird formirt durch die Union zwischen Engelland und Schottland a. 1706. 1193
= = Friedens-Tractat mit Franckreich zu Utrecht a. 1713. wordurch unter andern die Protestantische Succession von Groß-Britannien versichert wird 1312
= = Commercien-Tractat mit Franckreich zu Utrecht a. 1713. 1336
= = Allianz mit Franckreich und Holland in dem Haag a. 1717. den Prætendenten und den Hafen zu Dünkirchen betreffend 1624
= = Quadruple-Allianz mit dem Kayser und Franckreich a. 1718. zu Londen geschlossen 1722
= wodurch unter andern die Protestantische Succession aufs neue versichert wird 1730
= = Bündniß mit Spanien und Franckreich a. 1721. 2144
= = Allianz mit Franckreich zu Hannover a. 1725. 2012
= = worzu hernach beygetreten Holland 2028
= = = und Schweden 2077
= = Neue Allianz mit Franckreich und Dennemarck a. 1727. 2080
= = Tractat zu Sevilla mit Spanien und Franckreich, wegen des Spanischen Printzen D. Carlos Uberbringung nach Florentz a. 1729. 2124
= = Allianz mit dem Kayser Carolo VI. a. 1716. 1612
= = Bündniß mit dem Kayser und Pohlen a. 1719. 1758
= = Tractat mit dem Kayser zu Wien a. 1731. 2491
= = welchem Spanien beygetreten 2501
= = Assiento-Tractat mit Spanien wegen dem Negern-Handel in Indien a. 1713. 1295
= = Friedens-Tractat mit Spanien zu Utrecht a. 1713. wordurch unter andern die Protestantische Succession bestättiget, und Gibraltar und Minorca von Spanien abgetreten wird 1420
= = Commercien-Tractat mit Spanien zu Utrecht a. 1713. 1453
= = Tractat mit Spanien a. 1721. 2141
= = Tractat mit den Vereinigten Niederlanden wegen der Protestantischen Succession und der Niederländischen Barriere a. 1713. 1287
= = Bündniß mit Schweden a. 1720. wordurch die Protestantische Succession wiederum versichert wird 1801
= = Tractat mit Hessen-Cassel wegen Uberlassung Kriegs-Völcker a. 1726. 2018
= = Gleicher Tractat mit Wolfenbüttel a. 1727. 2093
= = Vergleich mit der Stadt Hamburg

Groß-Britannien:
burg wegen des Herings-Fanges a. 1711. 1243
= = Parlaments-Acte wegen der Freyheit auswärtiger Gesandten a. 1709. 2466
Das ältere suche unter Engelland und Schottland.
Guinea wird von dem Papst und von den Königen von Castilien an Portugall überlassen a. 1481. 112

H

Hackenland in Liefland 326. 476.
Haeydons, Räuber 1701
Halland von Dennemarck an Schweden cedirt a. 1658. 667
= = und a. 1660. 729
Halouin oder Halewin, komt an Franckreich a. 1659. 693
Hamburg, Vergleich mit Engelland wegen des Hering-Fanges a. 1711. 1243
= = Handels-Privilegium von Carolo II. in Engelland a. 1661. 2300
Das übrige suche unter Handsee-Städte.
Hamilton, Hertzoge, ihre Prætension auf Chatelraut 1335
Handlungs-*Tractaten*:
= = zwischen Castilien und Portugall, wegen Africa und Indien 112. 119
= = zwischen Engelland und Portugall 524
= = zwischen Holland und Portugall 745. 935
= = zwischen Franckreich und Portugall 1363
= = zwischen Spanien und Franckreich 687. sq.
= = zwischen Spanien und Engelland 876. 964. 1295. 1421. 1453
= = zwischen Spanien und Holland 617. 631. 1468
= = zwischen Spanien und Dennemarck 518
= = zwischen Spanien und den Oesterreichischen Landen 2060
= = zwischen Spanien und den Hanseestädten 569. 576. 585. 601. 613. 619
= = zwischen Engelland und den gesamten Niederlanden 133. 437. 466
= = zwischen Engelland und Holland 908. 911. & 2278
= = zwischen Engelland und Schweden 753. 2303
= = zwischen Engelland und Savoyen 944
= = zwischen Engelland und den Hanseestädten 2300. 2301
= = zwischen Engelland und Tunis 765
= = zwischen Schottland und den Niederlanden 255
= = zwischen Franckreich und der Türckey 430
= = zwischen Franckreich und Dennemarck 765
= = zwischen Franckreich und Holland 1403
= = zwischen Franckreich und Savoyen 1112. 1385
= = zwischen Franckreich und Lothringen 1669
= = zwischen Franckreich und den Hanseestädten 1615
= = zwischen Franckreich und Curland 530
= = zwischen den beyderseitigen Niederlanden 1597. 1607
= = zwischen Holland und Schweden 510. 546. 648. 895. 1029
= = zwischen Holland und Dennemarck 536. 555. 872
= = zwischen Holland und den Hanseestädten 534
= = = insonderheit der Stadt Dantzig 650
= = zwischen Holland und der Türckey 2266
= = zwischen Holland und Tunis 763
= = zwischen Dennemarck und den Niederlanden 257
= = zwischen Dennemarck und den Hanseestädten 312

Handlungs-*Tractaten*:
= = zwischen Schweden und Dantzig 466. 722
= = zwischen Schweden und Liffland 1851
= = zwischen Schweden und Rußland 1857. 1975
= = zwischen Polen und Schweden 722
= = zwischen Polen und Preussen 658
= = zwischen Rußland und Persien 2118
= = zwischen Ungarn und der Türckey 1700. 1716
= = zwischen Venedig und der Türckey 1707
= = zwischen Mayland und der Schweitz 490
= = in Pommern 1819. 1829
= = Privilegium oder Octroy der West-Indischen Compagnie in Holland 450
= = = der Ostendischen Compagnie in den Oesterreichischen Niederlanden 1872
Hannover, Extension der Englischen Cron-Folge auf dieses Chur-Haus 1157
= = des Churfürsten Friede mit Schweden, wordurch Bremen und Vehrden an das Cuhr-Haus komt a. 1719. 1794
= = Alliantz allda geschlossen a. 1725. 2012
= = Accessiones zu derselben 2028. 2077
Hanseestädte; ihr Vergleich mit Denemarck a. 1560. 312
= = mit den vereinigten Niederlanden a. 1645. 534
= = mit Spanien a. 1648. 569. 576. 585. 601. 613. 619
= = mit Engelland a. 1661. 2300. 2301
= = mit Franckreich a. 1716. 1615
Hennegau, darin erhält Franckreich einige Plätze durch den Pyrenäischen Frieden a. 1659. 693
= = = durch den Aachischen a. 1668. 932
= = durch den Niemwegischen a. 1679. 1019
Herings-Fang, Vergleich deßwegen zwischen Franckreich und Holland a. 1699. 1129
= = zwischen Engelland und der Stadt Hamburg a. 1711. 1243
Hertogenbusch siehe *Bois le duc*.
Hesdin komt an Franckreich a. 1659. 692
Hessen-Cassel Vergleich mit Groß-Britannien wegen Unterhaltung Kriegs-Völcker a. 1726. 2018
Holland; siehe Niederlande, Vereinigte.
Holstein-Gottorp, siehe Schleßwig.
= = Plön 1149
Hudson, Baye und Meer-Enge in America, wird von Franckreich an Groß-Britannien überlassen a. 1713. 1331
Huy, Holländische Besatzung allda 1397
= = soll rasirt werden 1607
= = weiterer Vergleich deßwegen 1649
Hulst, an Holland überlassen 616. 624

J.

Jacobi II. Königs in Engelland, prætendirter Sohn, insgemein der Prætendent genannt; Verordnungen und Tractaten seinetwegen 1157. seq. 1174. seq. 1194. 1203. 1288. seq. 1314. 1355. 1420. 1625. 1739. 1811.
Jagd Gerechtigkeit der Ritterschafft in Liffland 328
Jamets komt an Franckreich a. 1659. 701
Jassenoviz in Croatien dem Römischen Kayser von dem Türckischen abgetreten 1697
Jerusalem, Wallfahrten dahin versichert 430. 1699
Imoschi, Vestung in Erzegovina, den Venetianern gehörig 1705
*Incorpori*rung der Preußischen Lande mit Polen 76. 81. 82. 339
siehe auch Union.

Indien wird von Pabst Sixto IV. der Crone Portugall zugeeignet a. 1481. 112
= = hernach von dem Pabst Alexandro VI. durch eine Linie in das Ost= und Westliche unterschieden, und das letztere der Crone Castilien zugetheilt a. 1493. 130
= = Handlung und Schiffart nach beyden Indien zwischen Spanien und Holland regulirt a. 1648. 617. sq.
= = = deßgleichen zwischen Spanien und Engelland a. 1667. 880
= = und zwischen Portugall und Holland a. 1669. 935
= = West=Indische Compagnie in Holland etablirt a. 1620. 450
= = = von Spanien genehm gehalten 616
= = Handlung nach West=Indien zwischen Dennemarck und Holland verglichen a. 1666. 872
= = zwischen Schweden und Holland a. 1667. 897
= = zwischen Engelland und Spanien a. 1670 964
= = = ferner wegen der Negern durch den Affiento a. 1713. 1295
= = = und a 1729. 2126. 2129
= = soll bleiben auf dem Fuß, wie sie unter dem König in Spanien Carolo II. gewesen 1351. 1422
= = und niemals etwas davon an Franckreich kommen 1422
= = Handlung nach Ost=Indien insonderheit verglichen zwischen Engelland und Holland a. 1619. 2278
= = = a. 1674. 974
= = = und a. 1675. 984
Ingermanland komt an Rußland 1850
Inquisition, Verwahrung gegen dieselbe 748
Insterburg als ein Unterpfand verschrieben a. 1657. 655
Johanniter=Orden bekomt die Insul Malta a. 1537. 250
Irrland komt an Engelland a. 1155. 2155
= = und wird zugleich dem Päbstlichen Stuhl zinßbar 2155. 2157
Juden, sollen in gantz Liffland von aller Handlung ausgeschlossen seyn 320
Jülichische *Succession* 2040
Ivoy komt an Franckreich a. 1659. 693
Juramentum abjurationis 1161. 1181
= = fidelitatis & subjectionis 17. 94. 215. 216. 303. 310. 478. 1181. 1254. 1260

K.

Kamenon in Moldau soll rasirt bleiben 1266
Kayser; Röm. König; und Reich:
= = ist der Römischen Kirche Advocatus 237
= = Wilhelmus schenckt an den Grafen von Savoyen Turin, Tvrea, und anderes a. 1252. 2164
= = Henricus VII. schenckt demselben die Grafschafft Asti a. 1311. 2166
= = = und belehnt ihn damit a. 1313. 2169
= = Sigismundus macht den Grafen von Savoyen zum Hertzog a. 1416. 2200
= = = und belehnt denselben 2203
= = = macht den Marggrafen von Mantua zum Hertzog a. 1433. 2204
= = Maximilianus I. giebt der Republic Genua verschiedene Lehen a. 1513. 2238
= = Carolus V. setzt der Republic Florentz zu Erb=Herren die Famille Medicis a. 1530. 237
= = schenckt Mayland seinem Sohn Philippo a. 1540. 2253
= = = belehnt denselben damit, als mit einem Reichs=Lehen a. 1546. 247

Kayser;
= = Carolus V. macht eine Succesſions-Ordnung dieſes Hertzogthums a. 1549. 282
= = = übergiebt ſeinem Sohn Philippo das Reichs-Vicariat von Siena a. 1554. 294
= = = welches dieſer hernach ferner dem Hertzog von Florentz Lehenweiſe überläßt a. 1557. 302
= = Maximilianus II. ertheilt Franciſco de Medicis die Würde eines Groß-Hertzogs a. 1576. 349
= = Ferdinandus II. belehnt den Hertzog von Savoyen mit Savoyen, Piemont &c. a. 1632. 480
= = = mit einem Theil von Montferrat e. a. 483
= = = deßgleichen mit Novello, Montforte &c. a. 1634. 507
= = Ferdinandus III. approbirt den Frieden zwiſchen Spanien und den vereinigten Niederlanden, wordurch dieſe die Souverainität erlanget a. 1648. 630
= = Leopoldus verſpricht dem Hertzog von Savoyen verſchiedene Lehen in Italien a. 1690. 1092
= = = inſonderheit Montferrat, Alexandria, Valencia, Lomellino &c. a. 1703. 1168
= = = ertheilt dem Groß-Hertzog von Florentz die Königliche Ehren a. 1691. 1094
= = Joſephus belehnt den Hertzog von Savoyen mit Montferrat a. 1708. 1222
= = = mit Alexandria, Valencia, Lomellino &c. e. a. 1227
= = verkaufft das Hertzogthum Mirandola und Concordia an den Hertzog von Modena a. 1710. 1231
= = = und belehnt denſelben damit e. a. 1234
Keſſel, Ländgen in den Niederlanden, an den König in Preuſſen abgetreten 1368. 1377
Kettler, Gotthard, übergiebt Liffland an Polen, und erhält vor ſich Curland a. 1561. 313
ſiehe Curland.
Kexholm komt an Rußland 1850
Kiow verſprechen die Türcken in Ruſſiſcher Botmäßigkeit zu laſſen 1265
Knock, Fort, dem Hauſe Oeſterreich überlaſſen a. 1713. 1393
= = und zur Holländiſchen Barriere gezogen a. 1715. 1595
Krieckenbeck, Amt in den Niederlanden, dem König in Preuſſen überlaſſen, a. 1713. 1368. 1377
Kuick, Landſchafft, den Holländern überlaſſen a. 1648. 616. 625

L.

L'Aleu, Ländgen in den Niederlanden bleibt in dem Utrechtiſchen Frieden bey Franckreich 1393
Lauenburg und Bütow gibt Polen an Brandenburg zu Lehen a. 1657. 664. ſq.
Lehen und Belehnungen:
= = des Königs in Croatien und Dalmatien, von dem Papſt 2151
= = des Königs von Sicilien, von dem Papſt 1
= = des Königs in Engelland und Irrland von dem Papſt 2157. ſeqq.
= = des König von Aragonien, von dem Papſt 7
= = = mit Sardinien und *Corſica* 14
= = des Königs der Inſul Man, von dem Papſt 2161
= = des Hertzogs von Savoyen mit ſeinen Landen und andern Zugehör von den Kayſern 480. 483. 507. 1222. 1227. 2169. 2203
= = des Hertzogs von *Modena* von den Kayſern 66. 1234
= = des Hertzogs von *Parma* von dem Papſt 265
= = = von dem König in Spanien 300

Lehen und Belehnungen:
= = des Hertzogs von Florentz mit Siena 902. 310. 1255. 1261
= = des Spanischen Printzen D. Carlos mit Florentz, Parma und Piacenza 1724
= = des Hertzogs von Mayland 247
= = von *Ferrara* incamerirt 417
= = des Johanniter=Ordens mit der Insul *Malta* 250
= = des Hertzogs von Lothringen mit Bar, von Franckreich 738
= = in Liffland, und derselben besondere Beschaffenheit 324. sq.
= = des Hertzogs in Preussen von Polen 215
= = = wird erlassen 654
= = des Hertzogs zu Curland von Polen 317. 476
= = des Churfürsten von Brandenburg mit Lauenburg und Bütow von Polen 664
Lens komt an Franckreich a. 1659. 692
Liffland, hat ehemahls zu dem Teutschen Reich gehört 315. 318
= = ergibt sich an den König in Polen Sigismundum II. a. 1561. 313
= = = der die Jura, Religion und Freyheiten des Landes= ibid.
= = = insonderheit der Ritterschafft bestättiget 321
= = = Cur=Land aber davon trennet 317
= = des Landes genauere Union mit Litthauen a. 1566. 330
= = dessen Wappen 336
= = wird von dem König in Polen Johanne Casimiro durch den Olivischen Frieden an Schweden abgetreten a. 1660. 719
= = doch bleibt noch ein kleiner Theil davon bey Litthauen 720
= = Vergleich wegen des Zolls allda mit Holland a. 1679. 1032
= = wird von Schweden an Rußland abgetreten a. 1721. 1850
Lillers, komt an Franckreich a. 1659. 692
Limburg, Hertzogthum, wird Spanien restituirt a. 1679. 1017
= = war der Prinzeßin Ursini in den Utrechtischen Tractaten destinirt 1390. 1419
Lincamp wird an Franckreich restituirt a. 1659 699
Lingen, Grafschafft, darauf renunciret Spanien a. 1648. 625
Lis, Schiffart auf diesem Fluß 1393
Lisle, Franckreich begibt sich des Anspruchs darauf a. 1529. 232
= = kommt wieder an Franckreich a. 1668. 932
= = bleibt bey demselben a. 1713. 1393
Litthauen, Union mit Polen a. 1413. 2195
= = mit Liffland a. 1566. 330
Livorno soll beständig ein freyer Hafen bleiben 1985
Lomellino an Savoyen abgetreten a. 1703. 1169
= = und zu Lehen gegeben a. 1708. 1227
Longwy wird von Lothringen an Franckreich cedirt gegen ein Aequivalent 1658
Loo, zu den Oesterreichischen Niederlanden gehörig 1393
Lothringen; Hertzogs Renati II. Anspruch auf Provence a. 1486. 2209
= = Vergleiche mit Franckreich wegen des Hertzogthums Bar a. 1571. & 1575. 2260. 2262
= = der Hertzog wird von Franckreich in seine Lande restituirt durch den Pyrenäischen Frieden a. 1659. 701. sq.
= = = soll aber dagegen Bar, Clermont, und andere Orte an Franckreich abtreten ibid.
= = = und Franckreich einen freyen Durchzug in Elsaß verstatten ibid. & seq.
= = dieser Friede wird durch einen besondern Tractat zu Paris a. 1661. bestättiget 734

Lothrin=

Lothringen;
= = = dem Hertzog aber krafft desselben Bar mit gewissen Conditionen restituirt ibid. & 736
= = = und dem König in Franckreich ein Weg durch Lothringen von einer halben Stunde breit vorbehalten 737
= = = deßgleichen auch der Lehens-Nexus wegen Bar 738
= = neuer Tractat mit Franckreich wegen Saarlouis, Longwy &c. und deren Æquivalent, a. 1718. 1655
Lucern, Canton, tritt in den Schweitzer-Bund a 1332. 22
= = ewig Burg-Recht mit Neufchatel. a. 1693. 2445
das übrige suche unter Schweitz.
Lübeck; Stifft; Vergleich wegen der Bischoffs-Wahlen zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp
= = Stadt; siehe Hanseestädte.
Lüneburg; siehe Hannover.
Lüttich; Holländische Besatzung und Citadell allda 1397
= = diese soll rasirt werden 1607
= = weiterer Vergleich deßwegen 1649
Lunden, Friede allda errichtet zwischen Dennemarck und Schweden a. 1679. 1025
Luxenburg, verschiedene Plätze darinn, werden an Franckreich abgetreten, durch den Pyrenäischen Frieden a. 1659. 693
= = wird Spanien restituirt a. 1697. 1115
= = und hernach dem Hause Oesterreich a. 1713. 1390

M.

Madera, Insul, Portugall gehörig 119
Madritischer Friedens-Schluß zwischen Carolo V. und Francisco I. a. 1527. 224
Majorca, Vergleich dieses Königreichs mit dem König von Aragonien a. 1327. 2171
Malatour, der Hertzog von Savoyen renuncirt auf die Souverainetät darüber in faveur Franckreich a. 1661. 737
Malta, dem Johanniter-Orden von Carolo V. zu Lehen gegeben a. 1537. 250
= = Bestättigung Pabsts Clementis VII. ibid.
= = fernere Bestättigung in den Utrechtischen Tractaten 1449
Man, Insul, wird ein zinßbares Lehen des Römischen Stuhls a. 1219. 2161
Mantua, wird zum Hertzogthum erhoben a. 1433. 2200
= = überläßt einen Theil von Montferrat an Savoyen a. 1631. 470
= = verliert den andern durch Felonie 1223
Mardick, Vergleich wegen des Canals allda a. 1717. 1626
Mariebourg komt an Franckreich a. 1659. 693
Maris dominium 1807
Marocco, Friedens-Tractat mit Franckreich a. 1682. 1043
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit Holland a. 1684. 1050
Marstrand an Schweden restituirt 1839
Marville komt an Franckreich 693. 736
Masandran, Persische Provintz, an Rußland abgetreten 1960
= = wieder zurück gegeben 2118
Massapa; siehe *Camau*.
Mastricht, den Holländern überlassen a. 1648. 616
= = von Franckreich an dieselbe restituirt a 1678. 1015
Mathildische Schenckung an den Römischen Stuhl unter dem Papst Gregorio VII. 2152
Maubeuge komt an Franckreich a. 1679. 1019

Mayland;
= = König Franciscus I. in Franckreich renuncirt darauf in faveur Caroli V. a. 1527. 224
= = Carolus V. schenckt solches seinem Sohn Philippo, Printzen von Spanien a. 1540. 2253
= = = und belehnt denselben damit, als mit einem Reichs-Lehen a. 1546. 247
= = = macht auch eine Verordnung wegen der Succession darinn a. 1549. 282
= = Vertrag mit den Schweitzern wegen Bellinzona a. 1503. 159
= = Friede Flancisci I. mit denselben a. 1516. 168
= = Capitulat mit denselben 206. & 2329
= = Erneuerung der alten Bündnisse mit den Catholischen Orten und St. Gallen a. 1634. 488
= = Capitulat mit den Graubündtern a. 1639. und 1726. 2042. 2059
Medicis, Alexander, wird von dem Kayser Carolo V. zum Erb-Herrn von Florentz gemacht a. 1530. 237
siehe Florentz.
Menin komt an Franckreich a. 1679. 1017
= = wird dem Hause Oesterreich restituirt 1392
= = und ist unter der Holländischen Barriere begriffen 1595
Menton soll der Fürst von Monaco von Savoyen zu Lehen nehmen 1384
Meridianus primus, durch den König in Franckreich determinirt a. 1634. 505
Minorca, von Spanien an Groß-Britannien abgetreten a. 1713. 1423
Mirandola, wird von dem Kayser Josepho an den Hertzog von Modena verkaufft a. 1710. 1231
= = doch mit Vorbehalt des Lehen-Nexus und Juris Aperturæ ibid.
= = Lehen-Brief darüber 1234
Modena und Rheggio;
= = wird von dem Kayser Friderico III. zum Hertzogthum gemacht und Borsio d'Este zu Lehen gegeben a. 1452. 66
= = und die Succesions-Ordnung darinn reguliret 69
= = giebt dem Kayser jährlich zur Recognition 4000. Ducaten 70
= = führt den Adler im Wappen 71
= = dem ersten Hertzog Borso wird von Kayser Friderico III. auch die Grafschafft Rovigo, und mit derselben Comacchio zu Lehen gegeben 70. sq.
= = Streitigkeit mit Savoyen wegen Spanischer Heyrath-Gelder verglichen a. 1659. 707
= = acquirirt Mirandola und Concordia von dem Kayser Josepho a. 1710. 1231
= = = Belehnung damit 1234
Moen, Insul komt an Rußland 1850
Moldau, Grentzen des Landes mit Siebenbürgen 1696
Monaco, Fürst, begiebt sich in Frantzösischen Schutz a. 1641. 521
= = wird darinn bestättiget a. 1659. 708
= = soll Menton und Roccabruna von Savoyen zu Lehen nehmen 1384
Monarchisches Regiment, ein Mittel gegen Uneinigkeit und Kriege 213. 239. 331. 858
Mons, komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird Spanien restituirt a. 1697. 1116
Montferrat, ein Theil davon an Savoyen abgetreten a. 1631. 470
= = der Uberrest gleichfalls an Savoyen cedirt a. 1703. 1168

und

Montferrat;
= = und der Hertzog damit belehnt a. 1708. 1222
= = Bestättigung alles dessen in dem Utrechtischen Frieden 1384. 1449
Montmedy komt an Franckreich a. 1659. 693
Mortaigne bleibt bey Franckreich in dem Utrechtischen Frieden 1392
Moscau; siehe Rußland.
Moyenvic komt an Franckreich a. 1659. und 1660. 701. 736
Mühlhausen, Stadt, trit in den Schweitzer-Bund a. 1515. 2419
Münster, Bischoff, vergleicht sich mit Holland wegen Borkeloo a. 1666. 874
= = Friede allda geschlossen zwischen Spanien und Holland a. 1648. 614

N.

N*amur* wird von Franckreich dem Hause Oesterreich restituirt a. 1713. 1390
= = und zur Holländischen Barriere gezogen 1595
Nanci wird geschleifft 701. 736
Navarra, darauf behält sich Franckreich seinen Anspruch bevor a. 1598. und 1659. 417. 704
Neapel; König Franciscus I. in Franckreich renunciret allem Recht auf dieses Königreich in faveur Caroli V. a. 1527. und 1544. 224. 264
Negern in Africa, Tractat wegen des Handels mit denselben in Indien a. 1713. 1195
Neuburg, siehe *Neufchatel.*
Neufchatel, Bund mit Bern a. 1406. 2351. 2358
= = Concordat mit Bern wegen der Herrschafft Valangin a. 1579. 2437
= = Ewig Burgrecht mit Lucern a. 1693. 2445

Neufchatel;
= = komt mit Valangin an den König in Preussen a. 1707. 1217
= = Versprechen und Versicherung des Königs in Preussen an die Stände 1205. 1209. 1211. 1212. 1213
= = die Bündnisse des Landes mit Bern werden insonderheit bestättigt 1216
= = wird im Utrechtischen Frieden zwischen Groß-Britannien und Franckreich eingeschlossen 1361
= = und die Preußische Herrschafft vor rechtmäßig erkannt 1369
Neuport bleibt im Niemwegischen Frieden a. 1679. bey Spanien, nebst den nahe gelegenen Schleussen 1019
Neu-Schottland, siehe *Acadia.*
Neutralitat 573. 626. 771. 1109

Niederlande; insgesamt:
= = sind von dem Jure Albinagii in Franckreich eximiret 265
= = Friedens- und Commercien-Tractat Ertz-Hertzogs Philippi mit König Henrico VII. in Engelland a. 1495. 133
= = Tractat Kaysers Caroli V. mit König Jacobo V. in Schottland a. 1541. 255
= = = mit der Königin Maria von Schottland a. 1550. 285
= = = mit Christiano III. König in Dennemarck a. 1544. 257
= = Spanische oder Oesterreichische:
= = Tractat Philippi III. Königs in Spanien und Ertz-Hertzogs Alberti und Isabellæ mit Engelland a. 1604. 436. 466
= = viele Plätze in Artois, Flandern, Hennegau, Luxenburg kommen in Frantzösische Hände, durch den Pyrenäischen Frieden a. 1659. 692. seq.
= = durch den Aachischen a. 1668. 932

Niederlande;
= = durch den Niemwegischen a. 1679. 1019. sq.
= = Franckreich tritt solche an das Haus Oesterreich ab durch den Utrechtischen Frieden a. 1713. 1389
= = sollen niemals an Franckreich kommen können 1393. 1594
= = Barriere - Tractat mit den Vereinigten Niederlanden zu Antwerpen a. 1715. und 1718. 1593. 1745
= = Handlungs-Compagnie zu Ostende errichtet a. 1722. 1872. 2932
= Vereinigte:
= = Union derselben zu Utrecht a. 1579. 391
= = Octroy der West-Indischen Compagnie a. 1620. 450
= = = und a. 1730. 2482
= = Friedens-Tractat mit Spanien, worinn sie vor souverain erkläret werden a. 1648. 614
= = Kaysers Ferdinandi III. Genehmhaltung darüber 630
= = See-Tractat mit Spanien a. 1650. 631
= = Erleuterung desselben a. 1676. 1011
= = Tractat wegen des Landes über der Maaß a. 1616. 2313
= = = wegen der Grentzen von Flandern a. 1664. 2325
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit Spanien, zu Utrecht, a. 1714. 1468
= = Accession zu dem Tractat zu Sevilien a. 1729. zwischen Spanien, Franckreich und Engelland 2480
= = Friedens-Tractat mit Portugall a. 1661. 741
= = Commercien-Tractat mit demselben a. 1669. 935
= Friedens-Tractat mit Engelland zu Breda errichtet a. 1667. 899

Niederlande;
= = Commercien-Tractat mit demselben eben allda geschlossen 911
= = Friede mit Engelland zu Westmünster a 1674. 971
= = Commercien-Tractat allda 976
= = Tractat mit Engelland wegen der beyderseitigen Ost-Indischen Compagnien a. 1619. 2278
= = = und a. 1674. 984
= = Bündniß mit Engelland a. 1678. 1013
= = = deßgleichen a. 1689. 1083
= = Grosse Allianz mit dem Kayser und Engelland wegen der Spanischen Succession a. 1701. 1153
= = = wordurch denselben die Barriere versichert wird 1155
= = Tractat mit Groß-Britannien wegen der Protestantischen Succession dieser Crone und wegen der Barriere der Niederlande a. 1713. 1287
= = Allianz mit Groß-Britannien und Franckreich in dem Haag a. 1717. 1624
= = werden als Paciscenten der Quadrupel-Allianz zwischen Groß-Britannien und Franckreich eingeschlossen a. 1718. 1739
= = Accession zur Hannoverischen Alliantz zwischen Großbritannien und Franckreich a. 1726. 2028
= = = absonderlich wegen der Oesterreichischen Niederlande Handlung nach Indien 2032
= = Friede mit Franckreich zu Niemwegen a. 1678. 1015
= = Friede mit demselben zu Utrecht a. 1713. x wordurch die Spanische Niederlande an dieselbe übergeben werden, um solche Oesterreich abzutreten 1386
= = Barriere-Tractat mit dem Kayser *Carolo VI.* zu Antwerpen a. 1715. und 1718. 1593. 1745

Nie-

Niederlande;
= = wordurch die Spanische Niederlande an denselben überlassen, 1594
= = = die Plätze der Barriere benennt, 1595
= = = auch die Besatzung derselben regulirt ibid.
= = = und wiederholet wird, daß die Spanische Niederlande niemals an Franckreich kommen mögen 1594
= = Commercien = Tractat und Bündniß mit Schweden a. 1640. 510
= = = erneuert a. 1645. 546
= = = ferner bestättigt a. 1656. 648
= = Tractat mit Schweden wegen der Contrebandes a. 1667. 890
= = Commercien = Tractat mit Schweden a. 1667. 895
= = Friede zu Niemwegen mit Schweden a. 1679. 1028
= = Commercien-Tractat mit demselben allda 1029
= = Erneuerung der Tractaten mit Schweden a. 1686. 1067
= = Commercien-Tractat mit Dennemarck a. 1645. 536
= = = absonderlich wegen des Holtz-Handels und Zolls in Norwegen a. 1647. 555
= = = erneuert a. 1658. 679
= = = und a. 1666. 868
= = Commercien-Tractat mit Dennemarck wegen der Schiffart nach Africa und West-Indien a. 1666. 872
= = Præliminar-Tractat mit Dennemarck wegen verschiedener Handels- See- und Schiffahrt-Sachen a. 1688. 1076
= = Commercien = Tractat mit den Hanseestädten a. 1645. 534
= = = absonderlich mit Dantzig a. 1656. 649
= = Vertrag mit dem Bischoff zu Münster wegen Borkeloo a. 1666. 875

Niederlande;
= = Vergleich mit Chur-Cölln wegen Lüttich, Huy und Bonn a. 1717. 1649
= = Bündniß mit Bern a. 1712. 1272
= = nehmen sich der Waldenser in Savoyen an a. 1690. 1093
= = Capitulation mit dem Türckischen Kayser Achmet a. 1612. 2266
= = ihre Handlung nach der Türckey soll unter Englischen Flaggen geschehen 993
= = Friede mit *Tunis* a. 1662. 763
= = Friede mit *Algier* a. 1726. 2034
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit *Marocco* a. 1684. 1050

Niemwegischer Friede zwischen Franckreich und Holland a. 1678. 1015
= = zwischen Franckreich und Spanien a. 1679. 1017
= = zwischen Schweden und Holland a 1679. 1028

Nizza, komt an Savoyen a. 1388. 2182

Nomeni, Marggrafschafft, Lothringen zuständig 1663

Norwegen, Tractat wegen des Holtz-Handels und Zolls allda zwischen Dennemarck und Holland a. 1647. 555
= = deßgleichen a. 1658. a. 1666. und a. 1688. 679. 868. 1078
siehe auch Dennemarck.

Nystädtischer Friede zwischen Schweden und Rußland a. 1721. 1847

O.

OCtroy der West-Indischen Compagnie in Holland a. 1620. 450
= = von Spanien genehm gehalten 616
= = erneuert a. 1730. 2482
= = der Hanseeſtädte in Spanien und Portugall a. 1648. 576. 585. 601
= = = in Engelland a. 1661. 2300. 2301
= = der Ostendischen Compagnie in den Oesterreichischen Niederlanden a. 1722. 1872
Oeffnungs-Recht folgt aus dem Lehens-Nexu 1232
Oesel, komt an Schweden a. 1660. 719
= = wird an Rußland abgetreten a. 1721. 1850
Oesterreich:
= = Pacta wegen der Succession in Ungarn a. 1463. und 1491. 2212. 2221
= = Successions-Recht auf Spanien, und deßwegen mit Engelland und Holland geschlossene grosse Allianz a. 1701. 1153
= = Cession desselben von dem Kayser Leopoldo und dem Römischen König Josepho an den König Carolum III. a. 1703. 1163
= = Kaysers Leopoldi Allianz mit Savoyen, wegen des beyderseitigen Rechts auf Spanien; it. wegen Montferrat a. 1703. 1168
= = Quadruple-Allianz mit Franckreich und Groß-Britannien, wordurch Philippus V. vor einen König in Spanien erkannt, und Sicilien dem Hause Oesterreich restituiret wird a. 1718. 1722
= = Friede zu Wien mit Philippo V. wodurch dieser nochmal vor einen König in Spanien erkannt, und von Carolo VI. auf Spanien renunciret wird a. 1725. 1981
= = Allianz mit demselben zu Wien a. 1725. 1997
= = Commercien-Tractat mit demselben allda 2000
= = neuer Tractat mit demselben und Groß-Britannien zu Wien a. 1731. 2501
= = Succession der Oesterreichischen Lande, durch eine Sanctionem pragmaticam regulirt a. 1724. 1976
= = Renunciationes darauf der Josephinischen Ertz-Hertzoginnen und der Häuser Bayern und Sachsen 1780. 1861. 1978
= = in Ungarn angenommen 1897. seq.
= = von Spanien garantirt 1986
= = Hertzogs Sigismundi Vertrag mit den Schweitzern a. 1474. 106
= = Ewige Vereinigung mit denselben a. 1477. 110
= = Kaysers Maximiliani I. Vertrag mit den Eydgenossen und dem Bistum Chur a. 1499. 150
= = = Erb-Einung mit der Eydgenossenschafft a. 1500. 2398
= = = weitere Erb-Einung mit der Eydgenossenschafft und S. Gallen a. 1511. 162
= = Ewige Erb-Einung mit dem Bischoff zu Chur und den Pündten a. 1518. 202
= = Allianz mit Groß-Britannien a. 1716. 1612
= = = mit Groß-Britannien und Polen 1758
= = Tractat mit Groß-Britannien wegen Uberführung des D. Carlos nach Italien, zu Wien a. 1731. 2491. 2501
= = Accession zu der Allianz zwischen

Oesterreich;
schen Schweden und Rußland a. 1726. 2019
= = besondere Allianz mit Rußland a. 1726. 2025
= = Tractat mit dem König in Preussen zu Wusterhausen a. 1726. 2039
= = Barriere-Tractat mit den Vereinigten Niederlanden zu Antwerpen a. 1715. 1593
= = = erleutert a. 1718. 1745
= = Friede mit den Türcken zu Carlowitz a. 1699. 1129
= = = zu Passarowitz a. 1718. 1695
= = Commercien=Tractat mit denselben zu Passarowitz a. 1718. 1714
= = Friede mit *Tripoli* a. 1726. 2022
= = = mit *Algier* a. 1727. 2073
Olivischer Friede zwischen Schweden, Polen und Brandenburg a. 1660. 715
= = wordurch unter andern Liffland an Schweden gekommen 719
= = Frantzösische Garantie desselben 795
= = Brandenburgische Garantie 797. seq.
Oranische Erbschafft und Güter:
= = Printzen Renati Testament a. 1544. 259. sq.
= = Printzen Philippi Wilhelmi Testament a. 1618 448
= = Printzen Moritzen Testament a. 1625. 464
= = Printzen Friedrich Heinrichs Testament a. 1644 531
= = Königs Wilhelmi III. von Engelland Testament a. 1695. 1101
= = dahin gehörige Herrschafften und derselben Theilung a. 1609. 440
= = Tractaten mit Spanien wegen verschiedener Herrschafften a. 1647. 549. 552
Oranische Erbschafft und Güter:
= = = fernere Disposition deßwegen a. 1648. 621. 624
= = = erneuert zu Ryßwick a. 1697. 1113. 1124
= = = und wiederum zu Utrecht a. 1714. 1480
= = Verordnung der General=Staaten wegen der Oranischen Erbschafft a. 1711. 2475
= = der König in Preussen renunciret auf das Fürstenthum Orange und darzu gehörige Länder in Franckreich a 1713 1369
= = = doch mit Vorbehalt des Tituls 1370
Orbitello, der Crone Spanien reservirt a. 1557. 305
siehe *Status præsidii.*
Orcadische Inseln, Vergleich deßwegen zwischen Engelland und Denemarck a. 1667. 922
Orchies, alter Frantzösischer Anspruch darauf, wird erlassen, a. 1529. 232
= = bleibt bey Franckreich a. 1713. 1393
Oresund, Schiffart durch denselben und Zoll 312. 537. 541. 562. 730. 768. 777. 921. 1078. 1839. seq.
Ostendische Handlungs=Compagnie 1872. 2087
Osterfang in Schleßwig und Jütland 928
Oulx, Thal, an Savoyen abgetreten 1381

P.

Päpste:
= = Gregorius VII. erhebt den Hertzog Demetrium von Croatien und Dalmatien zum König, und macht sich das neue Königreich zinßbar a. 1076. 2151

Päpste:
= = Mathildische Schenckung an den Päpstlichen Stuhl unter Gregorio VII. 2152
= = Urbanus II. ertheilt dem Grafen von Sicilien Rogerio die Gewalt eines Legati Romanæ Ecclesiæ in seinem Land a. 1096. 1
= = Innocentius II. macht Sicilien zum Königreich, und Neapel zinßbar a. 1139. 1. sq.
= = Adrianus IV. macht Irrland zinßbar a. 1155. 2155
= = Alexander III. macht Portugall zum Königreich, und dem Apostolischen Stuhl zinßbar a. 1179. 3
= = Innocentius III. bekomt Aragonien als ein zinßbares Lehen a. 1204. 7
= = und schickt dem König die Crönungs-Insignia a. 1204. 2156
= = = deßgleichen Engelland und Irrland a. 1208. und 1213. 2157. 2158. 2159. 2160
= = Honorius II. bekomt die Insul Man als ein zinßbares Lehen a. 1219. 2161
= = Bonifacius VIII. giebt Sardinien und Corsica dem König Jacobo II. von Aragonien zu Lehen unter gewissem Zinß a. 1297. 14
= = Clemens VI. erkaufft Avignon a. 1358. 50
= = Sixtus IV. verwilligt dem König in Portugall die Conqueten in Africa und Indien a. 1481. 112
= = Alexander VI. macht die Theilung zwischen Ost- und West-Indien, und eignet das letzte der Crone Castilien zu a. 1493. 130
= = Leo X. macht die Concordata mit Francisco I. König in Franckreich, wegen der Geistlichen Beneficien und anderem a. 1517. 178
= = = giebt dem König Henrico VIII. in Engelland den Titul: Defensor fidei a. 1521. 2243
= = Clemens VII. bestättiget solchen a. 1523. 2246
= = = bestättiget dem Johanniter-Orden die Schenckung der Insul Malta a. 1537. 250
= = Paulus III. giebt Petro Aloysio von Farnese, Parma und Piacenza zu Lehen a. 1545. 265
= = Pius V. macht Cosmum de Medicis zum Groß-Hertzog von Florentz a. 1569. 343
= = = berufft sich dabey auf mehr Exempel von verliehenen Königlichen und Fürstlichen Würden 345
= = Clemens VIII. incamerirt das Hertzogthum Ferrara a. 1598. 416
= = = dessen Bulla wegen der geistlichen Beneficien in Savoyen a. 1595. 412
= = Innocentii XI. Bulle wegen der Qvartiers-Freyheit der Gesandten in Rom a. 1687. 1069
= = Benedicti XIII. Vergleich wegen der Monarchia Ecclesiastica Siciliæ a. 1728. 2102
Papier, gestempelt 1343
Parma und Piacenza wird Petro Aloysio von Farnese von dem Pabst Paulo III. zu Lehen gegeben unter jährlichem Zinß von 9000. Ducaten a. 1545. 265
= = Octavius Farnese wird von dem König in Spanien Philippo II. damit belehnt a. 1556. 297
= = = doch denen Rechten des Reichs und des Papsts unabbrüchig 299
= = bekomt die Insul Ponza a. 1697. 1122
= = die Succession dieser Länder wird dem Spanischen Printzen Don Carlos versichert 1724. 1984. 2127

Passarowitzische Tractaten:
= = Friedens-Tractat zwischen dem Römischen Kayser Carolo VI. und den Türcken a. 1718. 1695
= = = worinn Polen eingeschlossen wird 1703
= = Commercien-Tractat zwischen denselben 1714
= = Friedens-Tractat zwischen Venedig und den Türcken 1704
Pehne-Strohm, Grentze zwischen Schwedisch- und Brandenburgisch Pommern 1815
Persien, Allianz mit Rußland, a 1723. 1959
= = Friede mit Rußland a. 1729. wordurch an Rußland verschiedene Provintzen an dem Caspischen Meer abgetreten werden 2117
Pfaffen-Brieff Bündniß der Schweitzer 2345
Pfaltzburg komt an Franckreich a. 1660. 736. conf. 1660. 1672
Pfund-Zoll in Preussen abgeschafft a. 1454. 75. 77
= = insonderheit zu Dantzig in Ansehen der Holländer a. 1656. 651
Philippeville komt an Franckreich a. 1659. 693
Piacenza; siehe *Parma*.
Pignerol wird an Savoyen restituirt a. 1696. 1109
Piombino der Crone Spanien reservirt a. 1557. 306

Pohlen:
= = Decretum des Senats, wegen des Rechts, die Könige zu crönen a. 1576. 2265
= = Pacta Conventa des Königs Augusti a. 1697. 2458
= = Friedens-Schluß der Königlichen und Confœderirten Armée a. 1717. 1631
= = König Casimirus tritt Schlesien an Böhmen ab a. 1335. 2177
= = Union mit Litthauen a. 1413. 2195

Pohlen:
= = König Casimirus incorporirt dem Königreich die Preußische Lande, nach derselben freywilligen Ubergabe, a. 1454. 73
= = = vergleicht sich darüber mit dem Teutschen Orden, und giebt demselben einen Theil von Preussen wieder a. 1466. 87
= = = behält sich aber die Ober-Herrschafft bevor 93
= = der König Sigismundus I. überläßt diesen Theil, als ein Hertzogthum, erblich an Marckgraf Albrecht zu Brandenburg a. 1525. 212
= = = doch nicht anders, als ein Lehen 215
= = König Sigismundus II. bestätigt den Königl. Preußischen Landen das Jus Comitiorum a 1569. 338
= = = und dem Hertzog in Preussen die Religions-Freyheit, mit Verwilligung des Juris de non appellando 341
= = König Johann Casimir erläßt dem Churfürsten Friedrich Wilhelm zu Brandenburg den Lehens-Nexum wegen Preussen a. 1657. 654
= = = und schließt dagegen ein ewiges Bündniß mit demselben 656
= = = versetzt ihm Drahem 663
= = = und belehnt ihn mit Lauenburg und Bütow 664
= = = Pacta wegen Elbingen a. 1657. 666. seq.
= = und a. 1699. 1137
= = Versicherung wegen der von Brandenburg angenommenen Königlichen Würde von Preussen a. 1700. 1142
= = König Sigismundus II. nimt Liffland zu seinem Gehorsam an a. 1561. 313
= = = und vereiniget solches mit Litthauen a. 1566. 330

Pohlen:
= = = sondert aber Curland davon ab, und giebt es Gotthard Kettlern zu Lehen a. 1561. 317
= = = incorporirt Curland dem Königreich und Groß-Hertzogthum Litthauen a. 1569. 2258
= = König Johann Casimir tritt durch den Olivischen Frieden an Schweden Liffland ab a. 1660. 719
= = = mit Reservation eines kleinen Theils desselben 720
= = wird in dem Passarowitzischen Frieden mit den Türcken a. 1718. eingeschlossen 1701
= = Ewiges Bündniß mit dem Römischen Kayser und Venedig, wider die Türcken 1703
= = Bündniß mit dem Kayser und Groß-Britannien a. 1719. 1758
= = Friede mit Schweden a. 1729. 2121

Pommern, ein District des Schwedischen Theils wird an Brandenburg abgetreten a. 1720. 1815

Ponza, Insul, komt an Parma a. 1697 1122

Poperingue komt an Franckreich a. 1679. 1017

= = und wiederum an Oesterreich a. 1713 1393

Port Mahon an Groß-Britannien cedirt 1423

Porto Ferrajo dem Hertzog von Florentz von Spanien überlassen a. 1557. 306

Porto Hercole der Crone Spanien reservirt a. 1557. 305

Porto Longone soll an Florentz übergeben werden 1985

Porto S. Stephano der Crone Spanien gehörig a. 1557. 305

Port Royal auf Acadia, Groß-Britannien zugehörig 1333

Portugall:
= = wird von dem Papst Alexandro III. zum Königreich, und dem Apostolischen Stuhl zinßbar gemacht a. 1179. 3
= = Reichs-Gesetz wegen der Succession der Crone zu Lamego a. 1181. 4
= = Manifest der Reichs-Stände wegen dieser Succession a. 1641. 2290
= = Königs Alfonsi I. Verordnung wegen des Wappens des Königreichs a. 1152. 2153
= = Bulle des Papsts Sixti IV. wegen der Portugiesischen Conqueten in Africa und Indien a. 1481. 112
= = = wordurch zugleich der Tractat mit Castilien, wegen der Canarischen-Caboverdischen und andern Insuln, auch Fez und Guinea bestätiget wird 119
= = weitere Päpstliche Bulle dieserwegen a. 1490. 130
= = Commercien-Tractat mit Engelland a. 1642. 524
= = Friedens-Tractat mit Holland a. 1661. 741
= = Commercien-Tractat mit demselben a. 1669. 935
= = Friedens-Tractat mit Spanien a. 1668. 929
= = = wird confirmirt 1489
= = Neuer Friedens-Tractat mit Spanien zu Utrecht a. 1715. 1481
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit Franckreich zu Utrecht a. 1713. 1362

Posten, Verordnung deßwegen zwischen Swedisch- und Brandenburgisch-Pommern 1821
= = = zwischen Schweden und Dennemarck 1843. 1845

Postliminii jus 326

Præcedenz der Crone Franckreich vor Spanien 433. 760

Præliminar-Articul zu einem allgemeinen Frieden, zu Paris a. 1727. 2085
= = zu Pardo a. 1728. 2096

Prætendent; siehe *Jacobi II.* Königs in Engelland prætendirter Sohn.
Pragelas, Thal, komt an Savoyen 1381
Preussen:
= = kündet dem Teutschen Orden den Gehorsam auf, und ergibt sich freywillig dem König Casimiro in Polen a. 1454. 79
= = erkläret sich von der Teutschen Kayser Gerichtbarkeit frey zu seyn 80
= = wird der Crone Polen von dem Könige Casimiro incorporirt a. 1454. 73
= = erhält von diesem König das Recht, der Wahl und Crönung eines Königs in Polen bey zuwohnen 76
= = = die Befreyung von allerley Zöllen 77
= = = und verschiedene andere Rechte ibid. seqq.
= = insonderheit das Jus Comitiorum & Senatus a. 1569. 338
= = wird getheilt, und ein Theil davon dem Teutschen Orden, doch mit Unterwürffigkeit der Crone Polen, wieder gegeben a. 1466. 87. sq.
= = der Hochmeister des Teutschen Ordens, Marckgraf Albrecht von Brandenburg, macht sich zum Hertzog seines Theils, doch mit Lehens-Pflichten von Polen, und schliest deswegen mit dem König Sigismundo I. a. 1525. 212
= = = mit Genehmhaltung der Stände des Landes 221
= = ausführliche Verzeichniß der Hertzoglich-Preußischen Lande 215
= = dem Hertzog Alberto Friderico wird die Religions-Freyheit nach der Augsp. Confession bestättigt, und das Jus de non appellando verwilligt a. 1569. 341
= = endlich erhält Chur-Fürst Friedrich Wilhelm von Brandenburg die Souverainetæt von Preussen a. 1657. 654
Preussen:
= = = doch nur vor seine Descendenz ibid.
= = und schliest dagegen ein ewiges Bündniß mit Pohlen 656
= = wird auch von Schweden in solchem Hertzogthum ruhig gelassen 725
= = Chur-Fürst Fridericus nimt wegen dem Hertzoglichen Preussen die Königliche Würde an, und gibt deswegen Versicherung an Polen a. 1700. 1142
= = = Franckreich agnoscirt dieselbe a. 1713. 1371
= = = deßgleichen Spanien 1378
= = König Fridericus I. bekomt Neufchatel und Valengin a. 1707. 1217
= = = versichert dagegen die Religion und Freyheit des Landes 1205. 1209. 1211. 1212. 1213. 1220
= = König Friedrich Wilhelm schliest einen Frieden mit Franckreich zu Utrecht a. 1713. 1366
= = = welchen der König in Spanien Philippus V. genehm hält 1376 worduch unter andern das Ober-Qvartier von Geldern an den König in Preussen überlassen wird 1368. 1377
= = = gegen Renunciation auf Orange 1369
= = Friede mit Schweden a. 1720. wordurch Stettin und andere Orte in Pommern an den König in Preussen abgetreten werden 1813
= = geht von der Hannoverischen Allianz ab 2033
= = zweiffelhaffter Tractat mit dem Kayser Carolo VI. zu Wusterhausen a. 1726. 2039
= = Allianz mit Rußland a. 1726. 2150
Pribeck, Menschen-Räuber 1701
Provence kommt an Franckreich a. 1481. 2216
= = = doch mit Protestation des Hertzogs von Lothringen 2219

Provence;
= = Privilegia des Landes von dem König Francisco I. bestättiget a. 1515. 2240
Puebla, an Spanien restituirt 1485. 1487
Puicerda wird Spanien restituirt 1017. 1019
Pündten; der zehen Gerichte Bund a. 1436. 2210
= = der drey Pündten Bund-Brief a. 1524. 2248
= = der drey Pündten in Chur-Walchen und des Bischoffs zu Chur ewige Erb-Einung mit Oesterreich a. 1518. 202
siehe auch Graubündten.
Pyrenäische Gebürge, sollen die Grentzen zwischen Spanien und Franckreich seyn 696
= = = Grentzscheidung derselben 710. 713. seq.
= = Friedens-Schluß allda zwischen Spanien und Franckreich a. 1659. 683

Q.

Quadruple-Allianz, zu Londen a. 1718. geschlossen 1722
Quartiers-Freyheit der Gesandten in Rom; Päpstliche Bulle deßwegen a. 1687. 1069
Quesnoy komt an Franckreich a. 1659. 693

R.

Ragoczi und seine Anhänger, durch den Friedens-Schluß a. 1711. wird ihnen Pardon angeboten 1248
= = durch den Passarowitzischen Frieden a. 1718. werden sie dem Schutz der Pforte überlassen 1701
Ragusa bleibt in Türckischem Schutz a. 1699. 1132
= = desgleichen a. 1718. 1705
Rang; siehe *Præcedenz*.
Rapperschwil wird denen Cantons Zürch und Bern abgetreten a. 1712. 1285
Ratificationes von Friedens- und andern Tractaten 293. 663. 726. 1245. 1295. 1358. seqq. 1374. seqq. 1461. 1614. 1693. seq. 1756. seq. 1824. seq. 1834. 1860.
= = derselben Auswechselung 1359. 1467. seq.
Reggio; siehe *Modena*.
Relevium Comitum & Baronum Angliæ 8
Religion; Pacta und Verordnungen wegen derselben 315. 322. 332. 341. 406. 430. 440. 459. 477. 486. 498. 529. 563. 619. 647. 657. 666. 683. 718. 720. 748. 767. 887. 948. 1016. 1041. 1059. 1076. 1093. 1097. 1112. 1135. 1158. 1188. 1206. 1209. 1285. 1287. 1339. 1397. 1699. 1853. 1892. 1958. 2508
Rendsburgischer Erleutrungs-Receß zwischen Dennemarck und Holstein-Gottorp a. 1712. 1267
Repressalien verboten und aufgehoben 146. 289. 437. 583. 691. 877. 900. 906. 967. 1030. 1334. 1404. 1470
Rheinbergen, Vergleich deßwegen zwischen Franckreich und Preussen a. 1713. 1370. sq.
Rheinfelß soll bey Hessen-Cassel bleiben 1399
Rhosne, Fluß, gehört gantz an Franckreich 419
Riga komt mit dem übrigen Liefland an Polen a. 1561. 318
= = hat vorher unter dem Röm. Reich gestanden ibid.
= = komt an Schweden a. 1660. 719
= = und endlich an Rußland a. 1721. 1850
Rivole komt an Savoyen a. 1252. 2164
Roccabruna spricht Savoyen als ein Lehen an 1384

Rocroy wird an Franckreich restituirt a. 1659. 699
Römisches Reich; dessen Rechte über Parma und Piacenza 299
= = = über Liffland 315. 325
= = = insonderheit über Riga 318
Das übrige siehe unter Kayser.
Roodenhuysen soll rasirt werden 1600. 1748
Rostock; siehe Hansee-Städte.
Rothschildischer Friede zwischen Dennemarck und Schweden a. 1658. wordurch Schonen, Bleckingen, Holland, ꝛc an Schweden gekommen 667
= = wird bestättiget a. 1660. 729
Rovigo, Grafschafft, von dem Kayser Friderico III. errichtet, und dem neuen Hertzog von Modena, Borso d'Este zu Lehen gegeben a. 1452. 70
= = was vor Orte darzu gehören ibid.
= = deren Wappen 72
Rousselaer zu den Oesterreichischen Niederlanden gehörig 1393
Roussillon komt an Franckreich a. 1659. 696. seq.
Ruder-Zoll 312
Rügen; was die Dänen auf dieser Insul gehabt, wird den Schweden abgetreten a. 1658. und a. 1660. 667. 730
= = wird an Schweden restituirt a. 1720. 1839
Rußland;
= = Verordnung wegen der Succession des Reichs a. 1722. 2148
= = Erster Friede mit der Ottomannischen Pforte, an dem Flusse Pruth a. 1711. 2468
= = Zweyter Friede mit demselben zu Constantinopel a. 1712. 1264
= = Dritter Friede zu Constantinopel a. 1713. 2471
Rußland;
= = Allianz mit Persien, wordurch einige Landschafften am Caspischen Meer an Rußland kommen a. 1723. 1959
= = Friede mit dem Sultan Eschref von Persien a. 1729. 2117
= = Friede mit Schweden zu Nystadt in Finnland, wordurch unter andern Liffland an Rußland abgetreten wird a. 1721. 1847
= = Defensiv-Allianz mit Schweden a. 1724. 1971
= = welcher der Kayser Carolus VI. beytritt a. 1726. 2019
= = Ferneres Bündniß mit dem Kayser Carolo VI. a. 1726. wordurch Rußland der Wiener Allianz mit Spanien beytritt 2025
= = Convention mit der Stadt Dantzig a. 1717. 1651
Ryßwickische Friedens-Schlüsse a. 1697. 1113. sq.

S.

Saarlouis wird Franckreich überlassen 1657
Saltz-Handel, Kauff und Einfuhr:
= = zwischen Franckreich und der Schweitz 210. 793
= = zwischen Franckreich und Engelland 228. 281
= = zwischen Franckreich und Lothringen 702. 737. 739. 740
= = zwischen Spanien und Holland 618
= = zwischen Spanien und Ungarn 2006
= = zwischen Portugall und Holland 742. 936. seq. 943
= = zwischen Engelland und Schottland 1195
= = zwischen Ungarn und Polen 1521
= = zwischen dem Hertzogthum und der Grafschafft Burgund 230

Saltz-Handel:
= = zwischen Mayland und der Schweitz 495
Saluzzo, Marck-Grafschafft, komt an Savoyen a. 1601. 418
S. *Amand* bleibt bey Franckreich a. 1713. 1392
S. *Christoph*, Insul in America, von Franckreich an Groß-Britannien überlassen a. 1713. 1332
S. *Donas*, Fort, den Holländern gehörig 1599
S. Gallen;
= = Burg- und Land-Recht mit den vier Orten Zürch, Lucern, Schweitz und Glaris a. 1451. 64
= = Bund mit Zürch, Bern, Lucern, Schweitz, und Glaris a. 1454. 2380
= = = erneuert a. 1490. 127
= = Landrechts-Brief mit Schweitz und Glaris wegen der Grafschaft Toggenburg a. 1469. 102. & 2384
= = Vergleich mit Zürch und Bern wegen Toggenburg a. 1718. 1680
= = Erb-Einung mit Oesterreich und der Eydgenossenschafft a. 1511. 162
= = ist im Bündniß der Eydgenossenschafft mit Franckreich a. 1521. und 1663. begriffen 206. 788
= = Bündniß mit Mayland a. 1634. 488
S. *Ghilain* wird Spanien restituirt a. 1679. 1017
S. *Maura*, Insul, komt an Venedig a. 1699. 1131
S. *Omer* komt an Franckreich a. 1679. 1019
S. *Paul* komt an Franckreich a. 1659. 692
S. *Philippe*, Fort, komt an Franckreich, a. 1659. 693
S. *Sacrement*, Colonie in America, wird an Portugall völlig abgetreten 1485
S. *Venant* komt an Franckreich a. 1659. 693
= = bleibt bey demselben a. 1713. 1393
Sarburg komt an Franckreich a. 1660. 736. 1660
Sardinien, wird dem König in Aragonien Jacobo II. von dem Papst Bonifacio VIII. unter jährlichem Zinß zum Lehen gegeben a. 1297. 14
= = war dem Churfürsten von Bayern zugedacht in den Utrechtischen Tractaten 1391
= = wird von dem König Philippo V. in Spanien dem Kayser Carolo VI. wieder gegeben 1722
= = und endlich dem Hertzog von Savoyen mit Königlichem Titul überlassen 1727
Sas van Gent den Holländern gehörig 1747
Sau, Fluß, dem Römischen Kayser von den Türcken völlig überlassen 1697
Savoyen;
= = dem Grafen Thomæ wird Turin, Montcalier, Rivoles, Yvrea &c. von dem Römischen Könige Wilhelmo geschenckt a. 1252. 2164
= = dem Grafen Amadeo wird von dem Kayser Henrico VII. die Grafschafft Asti geschenckt a. 1311. 2166
= = = und derselbe damit belehnt a. 1313. 2169
= = Graf Amadeus bringt Nizza an sich a. 1388. 2182
= = der Kayser Sigismundus macht den Grafen von Savoyen zum Hertzog a. 1416. 2200
= = Erste Belehnung mit dem Hertzogthum a. 1416. 2203
= = Hertzogs Ludovici Transaction wegen der Succession in dem Königreich Cypern de a. 1462. 83
= = Hertzog Carl Emanuel tauscht Saluzzo ein gegen la Bresse, mit dem

Savoyen;
dem König Henrico IV. in Franckreich a. 1601. 418
= = = erhält einen Theil von Montferrat 470
= = Hertzog Victor Amadeus wird von dem Kayser Ferdinando II. mit Savoyen, Piemont und übrigem Zugehör belehnt a. 1632. 480
= = deßgleichen mit einem Theil von Montferrat e. a. 483
= = ferner mit Novello, Monforte &c. a. 1634. 507
= = Diploma Kaysers Leopoldo, wegen verschiedener Lehen in Italien a. 1690. 1092
= = Allianz mit dem Kayser Leopoldo, wordurch unter andern dem Hertzog der Mantuanische Antheil von Montferrat, deßgleichen Alexandria, Valencia, Lomellino und Val di Sessia abgetreten wird a. 1703. 1168
= = Belehnung mit Montferrat a. 1708. 1222
= = = und mit Alexandria, Valencia, Lomellino &c. e. a. 1227
= = fernere Bestättigung dieser Lehen in den Utrechtischen Tractaten a. 1713. 1384. 1449
= = deßgleichen in der Quadruple-Allianz a. 1718. 1727
= = Vercelli wird von Spanien an Savoyen restituirt a. 1659. 705
= = = und wegen rückständiger Heyrath-Gelder Bezahlung versprochen e. a. 706
= = = und nochmal versichert a. 1679. 1023
= = das Successions-Recht auf Spanien wird Savoyen versichert in den Utrechtischen Tractaten a. 1713. 1320. 1383. 1433
= = = und durch die Quadruple-Allianz a. 1718. 1728
= = Utrechtischer Friede mit Franckreich a. 1713. 1379

Savoyen;
= = und mit Spanien 1429
= = = wordurch unter andern das Königreich Sicilien mit dem Königlichen Titul dem Hertzog übergeben wird 1382. 1425. 1437. sq.
= = = welches hernach durch die Quadruple-Alliantz gegen Sardinien vertauscht wird a. 1718. 1727. 1740. sq.
= = Bulla Papsts Clementis VIII. wegen Vergebung geistlicher Beneficien in den Savoyischen Landen a. 1595. 412
= = Friede mit Genff a. 1603. 425
= = Vergleich mit *Genua* a. 1631. 479
= = Grentz-Scheidung mit Genua a. 1673. 970
= = Grentz-Scheidung mit Franckreich a. 1672. 968
= = Tractat mit Franckreich a. 1696. wordurch Pignerol wieder an Savoyen gekommen 1109
= = Commercien-Tractat mit Engelland a. 1669. 944
= = Verbindung mit Engelland und Holland wegen der Waldenser a. 1690. 1093
= = Bündniß Hertzogs Carl Emanuel II. mit den sechs Catholischen Orten der Eydgenossenschafft a. 1651. 635
Scarpe, Fort, komt an Franckreich a. 1668. 932
Schafhausen, Canton, tritt in den Schweitzer-Bund a. 1501. 2406
= = und in die Erb-Einung mit Oesterreich a. 1511. 167
das übrige siehe unter Schweitz.
Schiffart, in Africa und Indien von den Päpsten regulirt 112. 130
= = zwischen Engelland und den Niederlanden a. 1495. 133. sq.
= = = und a. 1674. 976
= = zwischen Schottland und den Niederlanden a. 1541. 255

Schiffart;
= = und a. 1550. 287
= = zwischen Dennemarck und den Niederlanden a. 1544. 257
= = zwischen Schweden und den vereinigten Niederlanden a. 1640. 510
= = zwischen Schweden und Engelland 755
= = zwischen Spanien und den vereinigten Niederlanden 616. 631
= = durch den Oresund 312. 541. 562. 730
Schiffbruch, Dispositiones wegen der Güter derjenigen, so Schiffbruch erlitten 144. 434. 583. 596. 755. 967
Schiffe-Begrüssung 730
Schlesien komt an Böhmen a. 1335. 2177
Schleßwig-Holstein;
= = Union mit Dennemarck a. 1533. 240
= = = Extension derselben a. 1623. 460
= = = wegen Abolirung derselben wird gehandelt a. 1658. 674
= = = sie wird bestättiget a. 1667. a. 1689. und a. 1700. 925. 1082. 1143. sq.
= = wird souverain, durch den Coppenhagischen Frieden mit Dennemarck a. 1658. 672
= = = wordurch auch die Helffte des Schleßwigischen Dom-Capituls und das Amt Schwabstätt an Holstein komt 673
= = Diploma wegen der Souverainetät von Schleßwig 676
= = wird in dem Frieden zwischen Schweden und Dennemarck zu Coppenhagen a. 1660. eingeschlossen 734
= = Streit wegen der Peræquation mit Dennemarck 672. 674. 927. 1144. 1147. 1153
= = Vergleich mit Dennemarck zu Glückstadt a. 1667. 923
Schleßwig-Holstein;
= = = zu Altona a. 1689. 1081
= = = zu Travendahl a. 1700. 1142
= = = zu Hamburg a. 1701. 1152
= = = = und a. 1711. 1237
= = = zu Rendsburg a. 1712. 1267
= = Garantien wegen Restitution des Hertzogthums Schleßwig an Holstein 1799. 1822. 1838. sq. 1846. 1975. 2081. 2139. 2150
Schonen, wird von Dennemarck an Schweden abgetreten a. 1658. 667. 670
= = = und a. 1660. 729
Schottland;
= = Tractat des Königs Jacobi V. mit Carolo V. als Herrn der Niederlande a. 1541. 255
= = = der Königin Maria mit Carolo V. a. 1550. 285
= = Union mit Engelland unter dem Nahmen von Groß-Britannien a. 1706. 1193
Schweden;
= = Neue Regiments-Form des Reichs de a. 1719. 1762. 1851
= = Reichs-Tags Schluß a. 1723. 1961
= = = a. 1727. 2077
= = Friede mit Dennemarck wegen des Wappens der drey Cronen, und der beyderseitigen Cron-Ansprüche a. 1570. 347
= = = zu Brömsebroe wegen der Schiffart und des Zolls im Sund; Seegelstreichen; und Abtretung Jempterland, Gothland, Wißby, Oesel etc. an Schweden a. 1645. 540
= = = zu Rothschild, wordurch Halland, Schonen, Bleckingen und Bornholm an Schweden komt a. 1658. 667. 670
= = = zu Coppenhagen, wordurch Schweden an Dennemarck Dront-

Schweden;
Drontheim zurück giebt a. 1660. 729
= = = zu Lunden a. 1679. 1025
= = = zu Friedrichsburg, wordurch der Zoll im Sund wieder eingeführet wird a. 1720. 1836
= = Friede mit Pohlen und Brandenburg zu Oliva, wordurch Liffland, Esthland rc. an Schweden komt a. 1660. 715
= = Friede mit Sachsen und Polen a. 1729. 2121
= = Friede mit Preussen, wordurch Stettin und andere Orte in Pommern abgetreten werden a. 1720 1813
= = Friede mit Chur-Hannover, wordurch demselben Bremen und Vehrden abgetreten wird a. 1719. 1794
= = Tractat mit Engelland a. 1661. 753
= = Commercien-Tractat mit Engelland e. a. 2325
= = = und a. 1666. 2328
= = Bündniß mit Groß-Britannien a. 1720. 1801
= = Commercien-Tractat und Bündniß mit den Vereinigten Niederlanden a. 1640. 466
= = = erneuert a. 1645. 546
= = = ferner a. 1656. 649
= = Tractat mit denselben wegen der Contrabande-Waaren a. 1667. 890
= = Commercien-Tractat mit denselben e. a. 895
= = Friede mit den Vereinigten Niederlanden zu Niemwegen a. 1679. 1028
= = = und Commercien-Tractat eben daselbst e. a. 1029
= = Erneuerung der Tractaten mit den Vereinigten Niederlanden a. 1686. 1067
= = Bündniß mit Franckreich a. 1663. 787
= = Friede mit Rußland, wordurch

Schweden;
unter andern Liffland an dasselbe cedirt wird a. 1721. 1847
= = Defensiv-Allianz mit demselben a. 1724. 1971
= = = worzu der Kayser Carolus VI. accediret a. 1726. 2019
= = Accession zur Hannoverischen Allianz a. 1727. 2077
= = Commercien-Tractat mit Dantzig a. 1630. 466. conf. 649

Schweitz;
= = erster Bund der drey Waldstädte, Uri, Schweitz und Unterwalden a. 1315. 21
= = Bündniß der vier Cantons, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden a. 1332. 22
= = Bündniß der fünff Cantons, Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, und Unterwalden a. 1351. 41
= = Bündniß der Cantons Zürch, Uri, Schwitz, Unterwalden und Glaris a. 1352. 2335
= = Bündniß zwischen Zürch, Lucern, Schweitz, Unterwalden und Zug a. 1352. 2340
= = Bündniß zwischen Bern, Uri, Schwitz und Unterwalden a. 1353. 46
= = Bündniß zwischen den beyden Cantons Zürch und Bern a. 1423. 2370
= = Bündniß der Städte Freyburg und Solothurn mit den acht alten Orten a. 1481. 2387
= = Bündniß der Stadt Basel mit den zehen Orten der Eydgenosenschafft a. 1501. 2131
= = Bund der Stadt Schafhausen mit den eilff Orten der Eydgenossenschafft a. 1501. 2406
= = Bündniß des Canton Appenzell mit den übrigen zwölffen a. 1513. 2414
= = Bündniß zwischen Zürch, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zug, genannt der Pfaffen-Brief a. 1370. 2345

Schweitz;
= = Bund nach der Sempacher Schlacht zwischen Zürch, Lucern, Bern, Solothurn, Zug, Uri, Schwitz, Unterwalden und Glaris a. 1393. 62
= = Verkommniß zwischen den acht alten Orten, Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug, und Glaris, zu Stantz gemacht a. 1481. 121
= = Vertrag der sieben alten Orte wegen der Gerichte in Turgow a. 1509. 2410
= = Bündniß der sieben Catholischen Orte unter sich a. 1586. 406
= = Turgauischer Vergleich zwischen Zürch und den fünff Catholischen Orten Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden und Zug a 1632. 486
= = Vertrag zwischen Zürch und Bern eines, und den fünff Catholischen Orten andern Theils a. 1656. 646
= = Defensional der gesamten Schweitzer = Cantons a. 1668. 2442
= = erster Friedens = Schluß der beyden Orte Zürch und Bern, mit den fünff Catholischen Orten zu Arau a. 1712. 2449
= = zweyter Friedens = Schluß zwischen denselben e. a. 1289
= = die Evangelische Cantons werden dem Utrechtischen Frieden eingeschlossen 1361
= = Burg = und Land = Recht der vier Orte, Zürch, Lucern, Schweitz und Glaris mit dem Abt von S. Gallen a. 1451. 64
= = Erneuerung desselben a. 1490. 127
= = Bericht zwischen dem Abt von S. Gallen und den zehen Orten wegen der Land = Gerichte zu Frauenfeld a. 1500. 2400
= = Bündniß zwischen Zürch, Bern, Lucern, Schwitz, Zug, Glaris,

Schweitz;
und der Stadt S. Gallen a. 1454. 2380
= = Land = Recht der Grafschafft Toggenburg mit Schweitz und Glaris a. 1469. 102. conf. 129. 130. 2384
= = Friedens-Vertrag der Cantons Zürch und Bern mit S. Gallen, wegen Toggenburg a. 1718. 1680
= = Bündniß der sieben Cantons, Zürch, Lucern, Uri, Schweitz, Unterwalden, Zug und Glaris mit den Graubündten a. 1497. 148
= = Bündniß der Stadt = Chur und der Gottshaus = Leute mit den sieben Orten a. 1498. 2395
= = Burg = Recht der Stadt Neuburg und der Stadt Bern a. 1406. 2351
= = Bund = und Burg = Recht zwischen Graf Conrad von Freyburg, Grafen zu Neuenburg, und der Stadt Bern e. a. 2358
= = Concordat zwischen den Grafen von Neuburg und der Stadt Bern, wegen der Herrschafft Valangin a. 1579. 2437
= = ewig Burg = Recht zwischen der Grafschafft Neuburg und Valangin und dem Canton Lucern a. 1693. 2445
= = Bund zwischen den Städten Solothurn und Biel a 1382. 2348
= = Bund zwischen dem Canton Freyburg und der Stadt Biel a. 1496. 2392
= = Bündniß der Stadt Mühlhausen mit der Eydgenossenschafft a. 1515 2419
= = Bündniß der Stadt Rothweil mit den Eydgenossen a. 1519. 2423
= = Capitulation der Stadt Arau mit Bern und Solothurn a. 1415. 2362

Schweitz;
= = Capitulation der Stadt Baden mit den acht alten Orten: Zürch, Bern, Lucern, Uri, Schwitz, Unterwalden, Zug und Glaris a. 1450. 2376
= = Capitulation der Stadt Zoffingen mit Bern und Revers der Stadt Bern, a. 1415. 2366. 2369
= = Richtung mit Hertzog Sigmund von Oesterreich a. 1474. 106
= = Ewige Vereinigung mit demselben a. 1477. 110
= = Friedens=Schluß mit Kayser Maximiliano I. als Grafen von Tyrol a. 1499. 150
= = Erb=Einung mit Oesterreich a. 1500. 2398
= = weitere Erb=Einung mit Einschliessung von S. Gallen a. 1511. 162
= = Friedens=Schluß der drey Cantons, Uri, Schwitz und Unterwalden, mit dem König in Franckreich, Ludovico XII. als Hertzog von Mayland, wegen der Grafschafft Bellinzone a. 1503. 159
= = Mayländisches Capitulat mit der gemeinen Eydgenossenschafft a. 1522. 2329
= = Erneuerung der alten Bündnisse zwischen Mayland und den Catholischen Orten, nebst dem Abt von S. Gallen a. 1634. 488
= = Ewiger Friede Königs Francisci I. von Franckreich mit den Eydgenossen und Graubündtern a. 1516. 168
= = Bündniß desselben a. 1521. 206
= = ferneres Bündniß des Königs Ludovici XIV. mit der gesamten Eydgenossenschafft und Bunds=Verwandten a. 1663. 788

Schweitz;
= = Erneuerung der Allianz zwischen Franckreich und den Catholischen Cantons, auch dem Walliser Land a. 1715. 1496
= = Bündniß der beyden Orte Zürch und Bern mit Venedig a. 1706. 1184
= = Bündniß des Canton Bern mit den Vereinigten Niederlanden a. 1712. 1272
= = Bündniß der sechs Catholischen Orte mit Savoyen a. 1651. 635
See=Tractat; siehe Schiffart; Handlung.
Seegelstreichen 905. 972
Segellation; siehe Schiffart.
Setubal, Saltz=Handel allda 742. 936. seq. 943
Sevilien, Tractat allda zwischen Spanien, Groß=Britannien und Holland a. 1729. 2124. 2480
Sezane, Thal, an Savoyen überlassen 1381
Sicilien; Pabsts Urbani II. Bulle wegen der Monarchia Ecclesiastica Siciliæ I
= = neue Pragmatica dieserwegen a. 1728. 2100
= = wird vom Pabst Innocentio II. a. 1139. zum Königreich erhoben I
= = und nebst Apulia und Capua dem Könige Rogerio unter einem jährlichen Zinß zu Lehen gegeben ibid.
= = wird mit dem Königlichen Titul dem Hertzog von Savoyen durch die Utrechtische Tractaten überlassen a. 1713. 1382. 1425. 1437
= = nachmals durch die Quadruple-Allianz a. 1718. dem Hause Oesterreich restituirt 1727
= = = und nochmahl bestättiget 1985. 1993. 1995
Siebenbürgen; Bestättigung der Privilegien dieses Fürstenthums von Leopoldo a. 1691. 1096
= = = absonderlich wegen der Religion 1097

Siebenbürgen;
= = wird von den Türcken völlig restituirt a. 1699. 1129
= = und nach den Ragoczischen Unruhen wieder in Friedenstand gestellet a. 1711. 1246
= = Grentze dieses Landes mit Moldau und Wallachey 1696
Siena wird von dem Kayser Carolo V. seinem Printzen Philippo von Spanien übergeben a. 1554. 294
= = der es hernach dem Hertzog von Florentz zu Lehen giebt a. 1557. 302
= = neue Investitur darüber von Carolo III. a. 1712. 1255
Sing, Vestung in Dalmatien, komt an Venedig a. 1699. 1131
Sirck, komt an Franckreich a. 1660. 736
Sluys komt an Franckreich a. 1659. 693
Solothurn, läßt sich nach der Sempacher Schlacht in Bund ein mit den Eydgenossen a. 1393. 62
= = tritt völlig in den Schweitzer-Bund a. 1481. 2387
= = und in die Erb-Einung mit Oesterreich a. 1511. 167
siehe auch Schweitz.
Sonnen-Cronen, ihr Wehrt a. 1527. 227

Spanien; (siehe auch Castilien; Aragonien.)
= = Carolus V. erhält Neapel, Mayland, Genua ꝛc. a. 1527. 224
= = = deßgleichen Flandern, Artois ꝛc. a. 1529. 230
= = = läßt hingegen Franckreich den Besitz des Hertzogthums Burgund ibid.
= = = giebt Mayland seinem Sohn Philippo als ein Reichs-Lehen a. 1540. 1546. 247. 2253
= = = deßgleichen das Reichs-Vicariat zu Siena a. 1554. 294
= = = womit dieser hernach den Hertzog von Florentz belehnt a. 1557. 302
Spanien;
= = neue Belehnung damit unter Carolo III. a. 1712. 1255
= = = wovon iedoch der Status præsidii ausgenommen wird 305
= = Philippus II. belehnt Octavium Farnese mit Piacenza und Parma 297
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit den vereinigten Niederlanden, wordurch diese die Souverainetät erlanget haben a. 1648. 614
= = See-Tractat mit denselben a. 1650. 631
= = Erleuterung dieses Tractats a. 1676. 1011
= = Friedens- und Commercien-Tractat mit den Vereinigten Niederlanden zu Utrecht a. 1714. 1468
= = Friedens-Tractat mit Portugall, wordurch dieses Reich sich völlig abgerissen, a. 1668. 929
= = neuer Friede mit demselben zu Utrecht a. 1715. 1481
= = einige Streitigkeiten mit Franckreich werden unausgemacht gelassen a. 1598. 417
= = = und abermahls a. 1659. 704
= = Præcedenz-Streit mit Franckreich 433. 760
= = Pyrenäischer Friede mit Franckreich, wordurch viele Plätze in den Niederlanden, Roussillon und anderes an Franckreich abgetreten wird a. 1659. 683
= = Aachischer Friede mit Franckreich, wordurch noch mehr Plätze in den Niederlanden verlohren gehen a. 1668. 932
= = Friede zu Niemwegen mit Franckreich, wordurch an dasselbe die Grafschafft Burgund und etliche Plätze in den Niederlanden übergeben werden a. 1679. 1017
= = Friede mit Franckreich zu Ryßwick, wordurch alle nach dem Niem-

Spanien;
Niemwegischen Frieden weggenommene Orte an Spanien restituirt werden a. 1697. 1113
= = Vereinigung mit Franckreich, der Freyheit von Europa nachtheilig 1153
= = dagegen geschlossene Alliantz zwischen dem Kayser Leopoldo, Engelland und Holland a. 1701. ibid.
= = deßgl. mit Savoyen, wordurch auch dieses Hauses Recht auf die Succession von Spanien erkannt wird a. 1703. 1168. 1171
= = Franckreich renuncirt endlich darauf in den Utrechtischen Friedens = Handlungen a. 1713. 1315. 1324. 1328. seq. 1398. 1419. 1433. seq.
= = deßgleichen der König Philippus V. auf Franckreich 1319. 1398. 1419. 1433. seq.
= = = und wird pro regula gesetzt, daß solche Vereinigung zu keinen Zeiten geschehen solle 1722 sq. 1983. 1988
= = neue Versicherung des Savoyischen Successions-Rechts in Spanien, durch die Utrechtische Tractaten a. 1713. 1320. 1383
= = Cession des Rechts auf die Spanische Monarchie von dem Kayser Leopoldo und Josepho an Carolum III. (VI.) a. 1703. 1163
= = König Philippus V. wird von dem Kayser Carolo VI. vor einen König in Spanien erkannt 1723. 1984
= = = dagegen jener auf die Italiänische Staaten und die Niederlande renunciret 1724. 1742. seq. 1984
= = Friede mit dem Kayser Carolo VI. wordurch dieser auf Spanien renuncirt a. 1725. 1981
= = Alliantz mit demselben e. a. 1997

Spanien;
= = Commercien-Tractat mit demselben e. a. 2000
= = Commercien = Tractat und Bündniß mit Engelland a. 1667. 876
= = Tractat mit Engelland wegen der Handlung in America a. 1670. 964
= = Assiento - Tractat mit Groß-Britannien a. 1713. 1295
= = Friede mit demselben zu Utrecht a. 1713. wordurch unter andern Gibraltar und Minorca an Groß = Britannien abgetreten wird 1418
= = Commercien-Tractat zu Utrecht mit Groß-Britannien 1453
= = tritt der Quadruple - Allianz zwischen Groß = Britannien und Franckreich bey a. 1718. worin auch das Successions - Recht des Printzen Don Carlos auf Toscana, Parma und Piacenza stabiliret wird 1724. 1743
= = Tractat mit Groß = Britannien a. 1721. 2141
= = Bündniß mit Groß-Britannien und Franckreich a. 1721. 2144
= = Tractat zu Sevilien mit Groß-Britannien und Franckreich, wegen Uberbringung des Printzen Don Carlos nach Italien a. 1729. 2124
= = neuer Tractat zu Wien dieserwegen a. 1731. 2501
= = Friede mit Savoyen zu Utrecht a. 1713. 1429
= = Commercien-Tractat mit Dennemarck a. 1641. 518
= = Tractaten mit dem Printzen von Oranien a. 1647 549. 552
= = Tractat und Privilegia der Hansee-Städte a. 1648. 569. 576. 585. 601. 613
Sprache in Friedens-Tractaten zwischen Groß-Britannien und Franckreich gebräuchlich 1355. 1734

Sprache;
= = zwischen Groß=Britannien und Spanien 1466. seq.
= = zwischen dem Römischen und Türckischen Kayser 1703
Status præsidii, wird Spanien bey der Belehnung von Siena an Florentz reservirt a. 1557. 305
Steinhorst, Vergleich deßwegen zwischen Dennemarck und Holstein a. 1689. 1082
Stenay komt an Franckreich a. 1659. 701
Stettin, komt an Brandenburg 1815
= = Vergleich wegen des Licent allda 1833
Stillstand der Waffen 972. 1388. 1394. 1426. 1695. 1704. 1849
Stralsund an Schweden restituirt 1839
= = confer Hanseestädte.
Strandrecht, als ungerecht verworffen und abgeschafft in Preussen a. 1454. 77
= = wieder eingeführt a. 1525. 218
sie auch Schiffbruch.
Streuland und Hackenland in Liffland 326
Sund; siehe Oresund.
Surinam, Streit deßwegen zwischen Engelland und Holland beygelegt a. 1674. 973

T.

Taback, Vergleich deßwegen zwischen Franckreich und Groß=Britannien 1341
= = zwischen Spanien und Portugall 1493
Tarif der Kaufmanns=Waaren in Franckreich a. 1664. 798
= = zwischen Franckreich und Holland a. 1699. 1124
= = zwischen Franckreich und Groß=Britannien 1341
Tartarn; Tractat ihrentwegen zwischen Polen und den Türcken a. 1699. 1134. sq.
Tartarn;
= = = zwischen Rußland und den Türcken a. 1712. 1266
= = = zwischen dem Römischen und Türckischen Kayser a. 1718. 1702
Telamone, zu dem Statu præsidii gehörig 3'5
Ternis; siehe Genff.
Terouanne komt an Franckreich a. 1659. 692
Terreneuf, Insul in America, von Franckreich an Groß=Britannien überlassen a. 1713. 1333. 1426
Testamente wegen Succession von Fürstenthümern 259. 260. 262. 448. 464
Teutsche Orden; demselben wird der Culmische District geschencket a. 1230. 2162
= = ihm wird von den Preußischen Landen den Gehorsam aufgekündiget a. 1454. 73. 79
= = wird grosser Tyranney in Preussen beschuldigt 75. 79
= = vergleicht sich mit Casimiro König in Polen; und überläßt demselben einen Theil von Preussen a. 1466. 87
= = erhält dadurch den andern Theil davon 91
= = = iedoch mit einer Subjection von Polen 93
= = der Hochmeister, Marggraf Albrecht zu Brandenburg, macht sich zum erblichen Herrn dieses Theils von Preussen a. 1525. 212
= = iedoch als Vasall von Polen 215
siehe auch Preussen.
Teutschland; siehe Römisches Reich; Kayser.
Thionville komt an Franckreich a. 1659. 693
Thomas-Insul, Vergleich zwischen Engelland und Portugall darüber 528
= = = und zwischen Portugall und Holland 743

Timok, Grentz-Fluß zwischen den Ungarischen und Türckischen Ländern 1697
Toggenburg, Grafschafft; siehe Schweitz.
Tonnengeld 312
Tournay, alter Anspruch darauf von Franckreich nachgelassen a. 1529. 232
= = komt an Franckreich a. 1668. 932
= = wird an das Haus Oesterreich zurück gegeben a. 1713. 1392
= = und zur Barriere der Holländer ausgesetzt 1595
Travendalischer Friede zwischen Dennemarck und Holstein a. 1700. 1142
= = Hamburgischer Neben-Vergleich a. 1701. 1152
= = weiterer Hamburgischer Vergleich zu Erleuterung dieses Friedens a. 1711. 1237
= = fernerer Erleuterungs-Tractat zu Rendsburg a. 1712. 1267
Tremsbüttel, Vergleich deßwegen zwischen Dennemarck und Holstein a. 1689. 1082
= = = item a. 1711. 1243
Tripoli; Friede mit Engelland a. 1676. 1009
= = Verbindung gegen die Seeräuber allda zwischen Franckreich und Marocco 1045
= = Friede mit Franckreich a. 1685. 1056
= = Friede mit dem Kayser Carolo VI. a. 1726. 2022
Trittau, von Dennemarck an Holstein-Gottorp restituirt a. 1689. 1082
Türckisches Reich:
= = Friede zu Carlowitz mit dem Römischen Kayser, wordurch an diesen Siebenbürgen völlig abgetreten wird, a. 1699. 1129
= = mit dem Kayser Carolo VI. zu Passarowitz, wordurch der gröste Theil des Königreichs Servien an denselben komt, a. 1718. 1695
Türckisches Reich:
= = Commercien-Tractat mit dem Kayser Carolo VI. zu Passarowitz a. 1714
= = Friede mit Polen zu Carlowitz a. 1699. 1133. conf. 1703
= = Friede mit Venedig zu Carlowitz a. 1699. 1131
= = = zu Passarowitz a. 1718. 1704
= = erster Friede mit dem Czaar von Rußland, an dem Flusse Pruth a. 1711. 2468
= = zweyter Friede mit demselben zu Constantinopel a. 1712. 1264
= = dritter Friede mit demselben a. 1713. 2471
= = Sultan Achmets Tractat mit König Henrico IV. in Franckreich a. 1604. 429
= = und mit den Vereinigten Niederlanden a. 1612. 2266
= = Tractat mit Engelland a. 1675. 986
= = = krafft dessen der Holländer Handlung dahin unter Englischen Flaggen geschehen soll 993
Tunis;
= = Friede mit Holland a. 1662. 763
= = Friede mit Engelland a. 1662. 764
= = Verbindung gegen die Corsaren allda zwischen Engelland und der Türckey 999
= = = deßgleichen zwischen Franckreich und Marocco 1045
= = Friede auf 100. Jahr mit Franckreich a. 1685. 1062
= = neuer Friede mit Franckreich a. 1729. 2119
Turgow, Vertrag der Eydgenossen wegen der Gerichte allda a. 1509. 2410
= = Vergleich zwischen Zürch und den Catholischen Orten wegen Turgow und Rheinthal a. 1632. 486
Turin, komt an Savoyen a. 1252. 2164

Tyranney, wider dieselbe ist den Unterthanen erlaubt, sich zu verbinden, und endlich des Gehorsams zu entziehen 79
Tyrol, Grafschafft; Tractat mit der Schweitz und dem Bischoff zu Chur a. 1499. 150
= = ewige Erb = Einung mit dem Bischoff zu Chur und den drey Pünden a. 1518. 202

U. V.

Valangin, Concordat wegen dieser Herrschafft zwischen dem Canton Bern und Neuburg a. 1579. 2437
= = komt mit Neufchatel an den König in Preussen a. 1707. 1217
= = besondere Articul, welche darüber verglichen worden 1220
siehe auch *Neufchatel*.
Val di Sessia wird an Savoyen abgetreten a. 1703. 1169
= = und zu Lehen gegeben a. 1708. 1227
Valencia in dem Mayländischen, komt an Savoyen a. 1703. und a. 1708. 1169. 1227. 1384
Valenciennes komt an Franckreich a. 1679. 1019
Valtelin, Tractat zwischen Mayland und den Graubündten deßwegen a. 1639. und 1726. 2059
Vehrden, Fürstenthum, wird von Schweden an Braunschweig-Lüneburg abgetreten a. 1719. 1796
Venedig; bemächtiget sich des Königreichs Cypern 125
= = ewiger Friede mit Ungarn a. 1358. 2178
= = Tractat mit Kayser Ferdinando II. wegen der Uskoken a. 1617. 445
= = Friede mit den Türcken zu Carlowitz a. 1699. 1131
= = = zu Passarowitz a. 1718. worinn auch die Handlung reguliret wird 1704
Venedig;
= = steht in ewigem Bündniß mit dem Kayser und Polen wider die Türcken 1703
= = wird in dem Utrechtischen Frieden zwischen Groß = Britannien und Franckreich a. 1713. eingeschlossen 1360
= = Bündniß mit Zürch und Bern a. 1706. 1184
Vercelli muß Spanien an Savoyen restituiren a. 1659. 705
Vervins, Friede allda geschlossen a. 1598. 417
= = nochmal bestättiget a. 1659. 704
Vigevano, Abrede wegen Uberlassung dieses Ländgens an Savoyen a. 1703. 1173
= = Belehnung des Hertzogs mit demselben a. 1708. 1229
Villefranche, freyer Hafen 944
Vincent-Pinson, Fluß in America 1365
Ultzeburg, Zoll allda 928
Ungarn;
= = Successions = Pacta mit Oesterreich a. 1463. & 1491. 2212. 2221. 2238
= = Religions = Versicherungen vor die Augsp. Conf. Verwandte allda 440. 459. 510. 563. 683. 1041. 1076. 1532. 1892. 1958. 2508
= = Friedens = Tractat nach denen Ragoczischen Unruhen a. 1711. 1246
= = Landtags-Schluß a. 1715. nach der Krönung Kaysers Caroli VI. zu Preßburg 1507
= = worinn unter andern enthalten das Jurament des Königs, wodurch des Königreichs Rechte bestättiget werden 1512. seq.
= = = und die Bestättigung der erblichen Succession 1515
= = = deßgleichen eine Verordnung wegen der Königlichen Crone 1536

Un=

Ungarn;
= = Landtags-Schluß zu Preßburg a. 1723. 1893
= = = worduch unter andern die Succesſion auf weibliche Deſcendenten des Hauſes Oeſterreich extendiret wird 1897
= = Carlowitziſcher Friede mit den Türcken a. 1699. 1129
= = Paſſarowitziſcher Friede mit denſelben a. 1718. wordurch die Grentzen von Servien, Wallachey und Croatien reguliret werden 1695
= = Commercien-Tractat allda e. a. 1714
= = ewiges Bündniß mit Polen und Venedig wider die Türcken 1703
= = Königs Ludovici Friede mit Venedig a. 1358. 2178
= = Ferdinandi II. Tractat mit Venedig, wegen der Uſkoken a. 1617. 445

Union;
= = der Preußiſchen Lande mit Polen 76. 81. 87. ſeq. 212
= = Liefland mit Litthauen 330
= = Litthauen mit Polen a. 1413. 2195
= = zwiſchen Dennemarck und Schleßwig 240. 460
= = Dauphiné mit Franckreich 24
= = Bretagne mit Franckreich 155
= = Provence mit Franckreich 2216. 2219. 2240
= = der Königreiche Engelland und Schottland 1193
= = der Königreiche Spanien und Franckreich ſoll niemals geſchehen 1722

Unna, Grentz-Fluß in Croatien zwiſchen Ungarn und der Türckey 1697
Unterwalden, Canton, formiret mit Uri und Schweitz den erſten Schweitzer-Bund a. 1315. 21
ſiehe Schweitz.

Vollmachten zu Friedens- und andern Tractaten 291. 1356. 1357. 1372. 1373. 2067. ſeq.
Vroonhof, Grafſchafft den Holländern überlaſſen a. 1648. 616
= = von Franckreich denenſelben reſtituirt a. 1678. 1015
Ury, tritt mit Schwitz und Unterwalden in Bund a. 1315. 21
ſiehe ferner Schweitz.
Uſedom, Inſul, komt an Brandenburg 1815
Uskoken, Tractat wegen derſelben zwiſchen Ungarn und Venedig a. 1617. 445
Uterſen, Cloſter 926
Utrechtiſche Friedens- und Handlungs-Tractaten:
= = Friede zwiſchen Groß-Britannien und Franckreich a. 1713. 1312
= = Commercien-Tractat zwiſchen denſelben e. a. 1356
= = Friedens- und Commercien-Tractat zwiſchen Franckreich und Portugall a. 1713. 1362
= = Friede zwiſchen Franckreich und dem Könige in Preuſſen a. 1713. 1366
= = Friede zwiſchen Franckreich und Savoyen a. 1713. 1379
= = Friede zwiſchen Franckreich und den Vereinigten Niederlanden a. 1713. 1386
= = Commercien-Tractat zwiſchen denſelben e. a. 1403
= = Friede zwiſchen Spanien und Groß-Britannien a. 1713. 1410
= = Commercien-Tractat zwiſchen denſelben e. a 1453
= = Friedens- und Commercien-Tractat zwiſchen Spanien und den Vereinigten Niederlanden a. 1714. 1468
= = Friede zwiſchen Spanien und Savoyen a. 1713. 1429
= = Friede zwiſchen Spanien und Portugall a. 1715. 1481

W.

WAes, Landschafft, Vergleich deßwegen zwischen Spanien und Holland a. 1648. 616
Wallachey, Grentzen mit Siebenbürgen 1696
= = Abtheilung zwischen dem Römischen und Türckischen Kayser ibid.
Waldenser, Tractat ihrentwegen zwischen Engelland, Holland und Savoyen a. 1690. 1093
= = zwischen Franckreich und Savoyen a. 1696. 1112
Waldstädte, vier Oesterreichische an dem Rhein 108
Walfisch-Fang und Handel 770
Walliser Land, Bund desselben mit Franckreich 1715. 1496
siehe Schweitz.
Warneton komt an Franckreich a. 1679. 1019
= = und wieder an Oesterreich a. 1713. 1393
Warwick in den Niederlanden, komt an Franckreich a. 1679. 1019
= = und wieder an Oesterreich a. 1713. 1393
Welauische Tractaten zwischen Polen und Brandenburg a. 1657. 652. 660. 663
Wendische Hanseestädte 312
Wiburg, komt an Rußland 1850
Wiener Friede zwischen dem Kayser Carolo VI. und dem König in Spanien Philippo V. a. 1725. 1981
= = Commercien = Tractat zwischen denselben e. a. 2000
= = Allianz zwischen denselben e. a. 1997
= = = worzu Rußland accedirt 2025
= = Tractat mit Groß = Britannien a. 1731. 2491
= = = und mit Spanien e. a. 2501
Wismar; (siehe auch Hanseestädte.)
= = wird an Schweden restituirt 1839. 1841. 1844
Wolffenbüttel, Allianz mit Groß-Britannien a. 1727. 2093
Wollin, Insul, komt an Brandenburg a. 1720. 1815

Y.

YPres, komt an Franckreich a. 1679. 1019
= = wird dem Hause Oesterreich zurück gegeben a. 1713. 1393
= = und als ein Barriere-Platz den Holländern zur Besatzung gelassen a. 1715. 1595
Yvoi; siehe Jvoi.
Yvrea komt an Savoyen a. 1252. 2164

Z.

ZOffingen, Stadt, komt an Bern a. 1415. 2366. 2369
Zoll; Dispositiones deßwegen;
= = zwischen Engelland und den Niederlanden 139
= = zwischen Engelland und Schottland 1195. seq.
= = zwischen Engelland und Franckreich 1339. seq. 1355
= = zwischen Engelland und Portugall 525
= = zwischen Engelland und Spanien 878. 1422. 1455. seq.
= = zwischen Engelland und Denemarck 954
= = zwischen Engelland und Savoyen 946
= = zwischen Engelland und der Türckey 999. seq.
= = zwischen Franckreich und Holland 1402. 1416
= = zwischen Franckreich und Savoyen 1385
= = zwischen Franckreich und Denemarck 768. sq. 777

Zoll;
= = zwischen Franckreich und der Türckey 431
= = Tarif des Zolls in Franckreich 798
= = zwischen Spanien und Dennemarck 579
= = zwischen Spanien und Holland 618
= = zwischen Spanien und den Hanseestädten 582. 588 590. 605
= = zwischen Portugall und Holland 743. seq.
= = zwischen Schweden und Dennemarck 541
= = zwischen Schweden und Holland 513. 1031. seq.
= = zwischen Schweden und Dantzig 468
= = zwischen Dennemarck und Holland 537. 1078
= = = absonderlich in Norwegen 538. 555. 580
= = = und zu Glückstadt 539. 542
= = zwischen Dennemarck und Holstein 926. 928. 1148

Zoll;
= = zwischen Dennemarck und den Hanseestädten 312
= = zwischen dem Hertzoglichen Preussen und Polen 218
= = Befreyung der Liffländischen Ritterschafft in Polen 326
= = zwischen den Vereinigten Niederlanden und Dantzig 650
= = zwischen dem Römischen Kayser und der Türckey 1715. seq.
= = in Ungarn 1905
= = zwischen Venedig und der Türckey 1710
= = zwischen Savoyen und der Schweitz 642
= = zwischen Mayland und der Schweitz 490. sq.
= = zwischen Tyrol und den Pündten 204
Zürch, Canton, tritt in den Schweitzer-Bund a. 1351. 41
= = besonderes Bündniß mit Bern a. 1423. 2370
= = Bündniß mit Venedig a. 1706. 1184
siehe ein mehreres unter Schweitz.

E N D E.

Bayerische StaatsBibliothek
Münchener DigitalisierungsZentrum Digitale Bibliothek

Schmauß, Johann Jacob, 1690-1757

Corpus Juris Gentium Academicum

Bd.: 2

Leipzig [1730]

Bibl.Mont. 4577-2
urn:nbn:de:bvb:12-bsb10725327-1
VD18 80303005-001